Conseil régional

RAA 391

JUILLET 2019

ISSN 0762-6096

Recueil
des actes administratifs
de la Région d'Île-de-France

La loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, version consolidée au 22 avril 2006, définit notamment les règles d'organisation et de fonctionnement des régions.

Le présent recueil publie mensuellement :

- les délibérations du Conseil régional d'Île-de-France,
- les délibérations de la Commission Permanente du Conseil régional d'Île-de-France,
- les vœux du Conseil régional d'Île-de-France,
- les arrêtés de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France et décisions,
- les questions écrites à la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France,
- les avis du Conseil Economique, Social et Environnemental de la Région d'Île-de-France,
- les délibérations de l'Agence des Espaces Verts de la Région d'Île-de-France.

SOMMAIRE

DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL RÉGIONAL

STRATÉGIE INSTITUTIONNELLE

- N° CP 2019-246 du 3 juillet 2019 relative à la CPIER Vallée de la Seine 2015-2020 - Première affectation 2019 - Renouvellement de l'adhésion au club des amis de la MAIDF……..10

LYCÉES

- N° CP 2019-327 du 3 juillet 2019 relative à la convention relative à la gestion des cités scolaires du second degré du département des Hauts-de-Seine……..33

- N° CP 2019-312 du 3 juillet 2019 relative à l'attribution de subventions à des associations pour développer le lien entre les lycées et les entreprises……55

- N° CP 2019-324 du 3 juillet 2019 relative au programme d'aide à la sécurisation et à la rénovation des lycées privés sous contrat d'association……..104

- N° CP 2019-325 du 3 juillet 2019 relative aux forfaits d'externat des établissements privés sous contrat d'association pour l'année 2018/2019……..123

- N° CP 2019-248 du 3 juillet 2019 relative au centre de ressources du génie électrique - contribution de fonctionnement 2019 - Complément de dotation CEO/CTO 2019 - Lycée Lucie Aubrac à Courbevoie (92)..130

- N° CP 2019-278 du 3 juillet 2019 relative au soutien aux actions citoyennes et mémorielles - 2ème affectation pour 2019 - Année scolaire 2019-2020……135

- N° CP 2019-284 du 3 juillet 2019 relative aux travaux dans les cités mixtes régionales de la région d'Île-de-France - 4ème rapport- budget 2019……..176

- N° CP 2019-298 du 3 juillet 2019 relative à l'attribution de subventions dans le cadre du dispositif "Olympe" - Modification du règlement d'intervention relatif à l'organisation des "Olympiades des métiers"…….187

- N° CP 2019-245 du 3 juillet 2019 relative à l'avenant à la convention annuelle d'application du Contrat de Plan Régional de Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelles (CPRDFOP) pour la rentrée 2019……..206

- N° CP 2019-292 du 3 juillet 2019 relative aux lycées avances pour travaux - Remises gracieuses - juillet 2019……213

- N° CP 2019-294 du 3 juillet 2019 relative à la maintenance immobilière - Fourniture et acheminement de gaz et d'électricité dans les lycées franciliens - 4ème rapport de l'année 2019……..220

- N° CP 2019-254 du 3 juillet 2019 relative aux conventions de financement dans le cadre du mécénat pour la restauration historique de la croisée de la bibliothèque des Génovéfains à la cité scolaire Henri IV à Paris..225

- N° CP 2019-282 du 3 juillet 2019 relative à la sécurisation des Lycées - Quatrième Affectation - Budget 2019……248

- N° CP 2019-283 du 3 juillet 2019 relative aux travaux dans les EPLE de la région Île-de-France - 4ème rapport - budget 2019……253

- N° CP 2019-301 du 3 juillet 2019 relative à l'accès Internet très haut débit dans les lycées franciliens - 2ème apport pour 2019……..268

- N° CP 2019-217 du 3 juillet 2019 relative au protocole transactionnel avec la société SPR bâtiment- Lycée André Sabatier à Bobigny……...282

- N° CP 2019-302 du 3 juillet 2019 relative à la gestion foncière des EPLE - juillet 2019……...292

- N° CP 2019-323 du 3 juillet 2019 relative à l'équipement pédagogique dans les EPLE diverses politiques régionales - 4ème rapport de l'année 2019……341

- N° CP 2019-350 du 3 juillet 2019 relative au projet de lutte contre le décrochage scolaire pour les lycées franciliens pour l'année scolaire 2019-2020 (Académie de Versailles et Créteil)……..350

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

- N° CP 2019-313 du 3 juillet 2019 relative à l'information sur l'usage par la présidente de la délégation pour signer les marchés et leurs avenants en application de l'article L. 4231- 8 du CGCT - Juillet 2019……356

- N° CP 2019-326 du 3 juillet 2019 relative au rapport donnant mandats spéciaux aux élus régionaux - juillet 2019……378

- N° CP 2019-318 du 3 juillet 2019 relative à l'acquisition pour la Direction de la Formation Professionnelle d'une solution de gestion les actions de formation professionnelle (ZEFIR) auprès de l'association Epsilon et mise en place d'une Tierce Maintenance Applicative mutualisée……383

- N° CP 2019-296 du 3 juillet 2019 relative aux affectations provisionnelles et spécifiques des autorisations d'engagement relatives à la gestion des ressources humaines - 2ème rapport - Remises gracieuses - secteur Ressources Humaines……395

- N° CP 2019-201 du 3 juillet 2019 relative aux deuxièmes affectations provisionnelles d'autorisations d'engagement sur le chapitre 930……403

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT DURABLE ET AMÉNAGEMENT

- N° CP 2019-247 du 3 juillet 2019 relative à la politique énergie-climat : 4ème affectation 2019 - Règlement d'Intervention SLTE - Solde Airparif pour 2019……..405

- N° CP 2019-265 du 3 juillet 2019 relative à la politique régionale en faveur de la biodiversité : troisième affectation pour 2019……...520

- N° CP 2019-274 du 3 juillet 2019 relative à la politique régionale économie circulaire et déchets - 4ème affectation pour 2019……...527

- N° CP 2019-291 du 3 juillet 2019 relative à l'eau, milieux aquatiques et humides - Troisième affectation 2019 - Appels à projet plan vert - Cinquième session 2019……..548

- N° CP 2019-261 du 3 juillet 2019 relative aux contrats d'Aménagement Régionaux (CAR) : quatrième affectation……..593

- N° CP 2019-253 du 3 juillet 2019 relative aux 100 quartiers innovants et écologiques : deuxième rapport pour 2019 - Aide à l'ingénierie territoriale : quatrième rapport pour 2019……704

SPORT, LOISIRS, JEUNESSE, CITOYENNETÉ ET VIE ASSOCIATIVE

- N° CP 2019-262 du 3 juillet 2019 relative à la citoyenneté, quartiers populaires et territoires ruraux, lutte contre les discriminations, égalité femmes hommes et lutte contre les violences faites aux femmes……..741

- N° CP 2019-304 du 3 juillet 2019 relative à l'affectation d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement au profit des îles de loisirs - 4ème rapport pour 2019……812

- N° CP 2019-244 du 3 juillet 2019 relative à la politique régionale en faveur du Sport en Île-de-France - Fonctionnement - 4ème rapport pour 2019……823

- N° CP 2019-251 du 3 juillet 2019 relative à la politique régionale en faveur du sport en Île-de-France - Investissement - 4ème rapport pour 2019……..852

- N° CP 2019-242 du 3 juillet 2019 relative à l'attribution de subventions dans le cadre du dispositif des clubs d'excellence d'Île-de-France - saison sportive 2019-2020……958

- N° CP 2019-285 du 3 juillet 2019 relative aux subventions dans le cadre du soutien au mouvement sportif en Île-de-France - Conventions pluriannuelles pour l'olympiade 2017-2020 - 4ème rapport pour 2019…….1047

CULTURE, PATRIMOINE ET CRÉATION

- N° CP 2019-315 du 3 juillet 2019 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique de soutien à l'investissement culturel pour le spectacle vivant (3ème affectation pour 2019)…….1146

- N° CP 2019-311 du 3 juillet 2019 relative aux quatrièmes affectations 2019 pour les aides régionales au cinéma et à l'audiovisuel……..1176

- N° CP 2019-316 du 3 juillet 2019 relative à la 3ème affectation 2019 pour l'aménagement culturel en Île-de-France - 3ème affectation pour la valorisation du patrimoine - 3ème affectation 2019 pour le développement du patrimoine en région……..1262

- N° CP 2019-243 du 3 juillet 2019 relative à la politique régionale en faveur des arts plastiques, numériques et urbains en Île-de-France - 3ème affectation pour l'année 2019……..1312

- N° CP 2019-240 du 3 juillet 2019 relative aux attributions de subventions dans le cadre de la politique du spectacle vivant inclusive sur tout le territoire francilien (troisième affectation pour 2019)……...1328

- N° CP 2019-289 du 3 juillet 2019 relative à la politique d'éducation artistique et culturelle dans les lycées et les CFA - Attribution de subventions pour l'année scolaire 2019-2020 - Deuxième année des projets CREAC adoptés en 2018……1380

- N° CP 2019-271 du 3 juillet 2019 relative aux attributions de subventions dans le cadre de l'aide à la permanence artistique et culturelle (deuxième affectation pour 2019)……1477

- N° CP 2019-308 du 3 juillet 2019 relative aux affectations dans le cadre de la politique régionale du livre et de l'aménagement culturel en Île-de-France - troisième affectation 2019……1639

- N° CP 2019-320 du 3 juillet 2019 relative aux fonds Régional Des Talents Emergents (FORTE) - Soutien 2019 à la Jeune Création Artistique et Culturelle……1654

- N° CP 2019-310 du 3 juillet 2019 relative à la 2ème affectation en faveur des organismes associés à l'action culturelle régionale - 2ème affectation en faveur de Paris Région Entreprises - Commission du Film ÎdF - 2ème affectation 2019 - Domaine de Villarceaux……1757

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – SMART RÉGION

- N° CP 2019-322 du 3 juillet 2019 relative à la mise en œuvre du programme Smart Région - 2ème tranche 2019……1781

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ

- N° CP 2019-287 du 3 juillet 2019 relative au versement du solde de la subvention régionale à Paris Région Entreprises……..1783

- N° CP 2019-290 du 3 juillet 2019 relative Paris Région Up - Aides PM'up, TP'up et INNOV'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes - 4ème rapport pour 2019……..1785

- N° CP 2019-266 du 3 juillet 2019 relative aux pôles de compétitivité et autres affaires économiques……1802

- N° CP 2019-306 du 3 juillet 2019 relative au soutien à l'Économie Sociale et Solidaire et à l'entrepreneuriat QPV…….1913

AGRICULTURE ET RURALITÉ

- N° CP 2019-288 du 3 juillet 2019 relative à la mise en œuvre de la stratégie régionale pour la forêt et le bois……...2018

- N° CP 2019-235 du 3 juillet 2019 relative à la mise en œuvre du pacte agricole - 2ème affectation 2019…2080

- N° CP 2019-260 du 3 juillet 2019 relative aux contrats ruraux : nouveaux et anciens dispositifs - Avenant - Quatrième affectation 2019……..2153

- N° CP 2019-297 du 3 juillet 2019 relative à la « Sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural » : 3ème affectation 2019 -modification règlement d'intervention - « Réhabilitation du patrimoine bâti rural agricole » : règlement d'intervention……...2247

TRANSPORTS ET MOBILITÉS DURABLES

- N° CP 2019-250 du 3 juillet 2019 relative au développement et modernisation du réseau : métro, tram-train, RER-Transilien……...2305

- N° CP 2019-270 du 3 juillet 2019 relative à la liaison Meaux-Roissy et autres opérations routières (77, 78, 92, 93)……..2486

- N° CP 2019-263 du 3 juillet 2019 relative au plan vélo régional : attribution de 18 subventions……...2546

- N° CP 2019-241 : Stratégie fret et logistique : 3ème rapport 2019 - Accompagnement des territoires et soutien à l'innovation……..2613

- N° CP 2019-239 du 3 juillet 2019 relative à la contribution régionale aux services de transports franciliens pour 2019, affectation du solde……...2639

- N° CP 2019-257 du 3 juillet 2019 relative au tram 1 à Colombes et Tram 10 Antony - Clamart (92)……...2641

- N° CP 2019-130 : Renouvellement du matériel roulant : adaptations des infrastructures……..2700

AFFAIRES EUROPÉENNES

- N° CP 2019-207 du 3 juillet 2019 relative à l'attribution de subventions dans le cadre du dispositif Europe - 1er rapport pour 2019 et projet "Sustainable policy response to urban mobility transition"……2819

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

- N° CP 2019-317 du 3 juillet 2019 relative aux allocations de recherche - Paris Région PhD 2019……..2881

- N° CP 2019-258 du 3 juillet 2019 relative à l'enseignement supérieur 2ème affectation - CIUP, Observatoire de Paris……2902

- N° CP 2019-303 du 3 juillet 2019 relative aux trophées de l'orientation Oriane- affectation 2019 - Première affectation en 2019 au titre des Cordées de la Réussite……2912

- N° CP 2019-293 du 3 juillet 2019 relative au lieu d'innovation : Soutien au projet d'accélérateur de l'ICM dédié aux technologies médicales et à l'intelligence artificielle en santé……2944

- N° CP 2019-299 du 3 juillet 2019 relative au soutien régional au DAEU, au mérite, à la mobilité internationale des étudiants, et à l'animation de résidences étudiantes……2965

SÉCURITÉ ET AIDE AUX VICTIMES

- N° CP 2019-275 du 3 juillet 2019 relative au bouclier de sécurité : 3ème affectation pour l'année 2019…...3011

SOLIDARITÉS, SANTÉ ET FAMILLE

- N° CP 2019-238 du 3 juillet 2019 relative à la politique régionale en faveur de la santé en Île-de-France - 4ème affectation pour 2019……3050

- N° CP 2019-276 du 3 juillet 2019 relative aux formations sanitaires et sociales - indemnités des étudiants MK et ergo - partenariat ENKRE - subvention 2019 du lycée Rabelais - PQFC et PACTE……..3139

- N° CP 2019-237 du 3 juillet 2019 relative à la mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles - 4ème rapport pour 2019……3173

- N° CP 2019-279 du 3 juillet 2019 relative aux formations sanitaires et sociales - solde de la subvention globale de fonctionnement 2019 du social et agrément social……..3217

- N° CP 2019-300 du 3 juillet 2019 relative aux formations sanitaires et sociales : aides en faveur des étudiants : 2ème affection pour 2019 - remises gracieuses - admissions en non-valeur……3228

TOURISME

- N° CP 2019-249 du 3 juillet 2019 relative à la politique régionale en faveur du Tourisme en Île-de France - troisième affectation……..3236

EMPLOI, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

- N° CP 2019-319 du 3 juillet 2019 relative aux mesures pour l'emploi : partenariat avec Gojob en faveur de l'emploi des Franciliens……3274

- N° CP 2019-088 du 3 juillet 2019 relative à la convention d'objectifs et de moyens 2019 de l'ARML Île-de-France et affectation de la subvention 2019……..3289

- N° CP 2019-295 du 3 juillet 2019 relative à la mise en œuvre du pacte régional pour l'investissement dans les compétences : convention avec pôle emploi et signature du PTIE du Val d'Oise……3314

- N° CP 2019-216 du 3 juillet 2019 relative aux espaces de dynamique d'insertion (EDI) et écoles de la deuxième chance (E2C) : seconde affectation 2019……...3372

- N° CP 2019-268 du 3 juillet 2019 relative à l'affectation pour une subvention globale de fonctionnement au GIP CARIF Défi Métiers (2ème affectation 2019)……...3481

- N° CP 2019-305 du 3 juillet 2019 relative à la consultation « Formations e-learning et multimodales » et subventions « Actions territorialisées » -financement Pacte- et subventions « Actions expérimentales »….3487

- N° CP 2019-236 : Attribution de la subvention ARCNAM 2019-2020……3517

- N° CP 2019-256 du 3 juillet 2019 relative aux aides aux stagiaires : rémunération, remises gracieuses, gratuité des transports - Frais de publicité des marchés……3534

- N° CP 2019-280 du 3 juillet 2019 relative à la mise en œuvre de la politique régionale d'apprentissage - aide aux apprentis, accès à l'apprentissage, convention d'exploitation de vidéo, financement des CFA……...3543

- N° CP 2019-259 du 3 juillet 2019 relative à l'intervention régionale en matière d'apprentissage : subventions d'investissement pour les centres de formation d'apprentis - 4ème affectation 2019……..3557

LOGEMENT

- N° CP 2019-252 du 3 juillet 2019 relative aux attributions de subventions pour la création de logements locatifs sociaux familiaux, jeunes et étudiants - 3ème affectation pour 2019……..3583

- N° CP 2019-281 du 3 juillet 2019 relative à l'aide au parc privé - Troisième affectation pour 2019…….3709

- N° CP 2019-286 du 3 juillet 2019 relative l'action régionale en faveur du développement urbain - Première affectation pour 2019…….3733

HANDICAP

- N° CP 2019-272 du 3 juillet 2019 relative à la politique régionale en faveur du handicap - 3ème affectation pour 2019……3773

ARRÊTÉS DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

- N° 2019-208 du 5 juillet 2019 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France lors de la signature des contrats d'aménagement régionaux, votés en Commission Permanente le 3 juillet 2019, pour les communes et communautés de communes situées dans les départements de la Seine-et-Marne, de l'Essonne, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val d'Oise……..3798

- N° 2019-209 du 5 juillet 2019 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France lors de la signature du nouveau contrat rural, voté en Commission Permanente le 3 juillet 2019, pour le Syndicat intercommunal de regroupement pédagogique d'Authon-la-Plaine dans le département de l'Essonne…….3799

- N° 2019-210 du 5 juillet 2019 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France, en remplacement de Madame Florence PORTELLI, lors de la réunion de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial du Val d'Oise (CDAC 95) le 11 juillet 2019…….3800

- N° 2019-211 du 9 juillet 2019 portant délégation de signature du Pôle Achats, Performance, Commande Publique, Juridique……3801

- N° 2019-212 du 9 juillet 2019 portant délégations de signature du Pôle Cohésion territoriale……..3805

- N° 2019-213 du 9 juillet 2019 portant délégation temporaire de signature du Pôle Cohésion territoriale…3808

- N° 2019-214 du 9 juillet 2019 portant modification d'agrément transitoire délivré à un établissement de formation en travail social – formation « Educateur de Jeune Enfant » BUC RESSOURCES……..3810

- N° 2019-215 du 9 juillet 2019 portant modification d'agrément transitoire délivré à un établissement de formation en travail social – formation « Educateur Spécialisé » BUC RESSOURCES……3812

- N° 2019-216 du 9 juillet 2019 portant modification d'agrément transitoire délivré à un établissement de formation en travail social – formation « Educateur Spécialisé » ECOLE PRATIQUE DE SERVICE SOCIAL – EPSS……3814

- N° 2019-217 du 9 juillet 2019 portant modification d'agrément transitoire délivré à un établissement de formation en travail social – formation « Assistant de Service Social » ECOLE PRATIQUE DE SERVICE SOCIAL – EPSS……3816

- N° 2019-219 du 12 juillet 2019 portant délégation temporaire de signature du Pôle Ressources Humaines……3818

- N° 2019-220 du 12 juillet 2019 portant délégation temporaire de signature du Pôle Patrimoine et Moyens Généraux……3820

- N° 2019-223 du 17 juillet 2019 portant composition du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la Région Ile-de-France……...3822

- N° 2019-224 du 19 juillet 2019 portant délégation temporaire de signature…….3826

- N° 2019-225 du 19 juillet 2019 portant désignation du représentant suppléant de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France au sein du Conseil d'Administration de l'Institut Polytechnique de Paris……..3828

- N° 2019-226 du 19 juillet 2019 portant désignation, en remplacement de Madame Florence PORTELLI, du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France lors de la réunion de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial du Val d'Oise (CDAC 95) le 2 septembre 2019……..3829

- N° 2019-230 du 30 juillet 2019 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France lors de la signature des contrats d'aménagements régionaux, votés en Commission Permanente le 3 juillet pour les communes de Bois d'Arcy et d'Orgeval situées dans le département des Yvelines……...3830

- N° 2019-231 du 30 juillet 2019 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France lors de la signature du contrat d'aménagement régional, voté en Commission Permanente le 3 juillet 2019 pour la commune de Neauphle-le-Château située dans le département des Yvelines……..3831

- N° 2019-232 du 30 juillet 2019 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France lors de la signature du nouveau contrat rural, voté en Commission Permanente le 3 juillet 2019, pour la commune de Mareil-le-Guyon située dans le département des Yvelines……3832

- N° 2019-233 du 30 juillet 2019 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France lors de la signature des nouveaux contrats ruraux, votés en Commission Permanente le 3 juillet 2019, pour les communes de Goussonville et Senlisse situées dans le département des Yvelines.3833

- N° 2019-234 du 30 juillet 2019 portant désignation, en remplacement de Madame alexandra DUBLANCHE, pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France lors de la signature du nouveau contrat rural, voté en Commission Permanente le 22 mai 2019, pour la commune d'Ablis dans le département des Yvelines……..3834

- N° 2019-235 du 31 juillet 2019 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France à la Présidence de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)……..3835

QUESTIONS ÉCRITE

- N° 19-001 QE du 31 janvier 2019 de Mesdames Céline MALAISE, Présidente du groupe Front de Gauche, et Sylvie FUCHS et Vanessa GHIATI, conseillères régionales du même groupe, et **N° 19-005 QE** du 07 février 2019 de Mesdames Nadège AZZAZ, Présidente du groupe Ensemble l'Île-de-France, et Roseline SARKISSIAN, Conseillère régionale du même groupe, concernant la fermeture de la papeterie Arjowiggins de Jouy-sur-Morin (77)……..3836

- N° 19-002 QE du 1er février 2019 de Madame Céline MALAISÉ, Présidente du groupe Front de Gauche, et de Madame Sylvie FUSCH et Messieurs Didier MIGNOT et Fabien GUILLAUD-BATAILLE, Conseillers régionaux du groupe Front de Gauche, concernant l'engagement des travaux du CDG Express……..3839

- N° 19-006 QE du 21 février 2019 de de Madame Céline Conseillère régionale d'Île-de-France et Présidente du groupe Front de Gauche et Monsieur Lamine CAMARA, concernant le projet d'aménagement et de réhabilitation du patrimoine architectural de la Casbah d'Alger…….3842

- N° 19-007 QE du 28 février 2019 de Madame Céline MALAISÉ, Présidente du groupe Front de Gauche, concernant l'avenir de l'Agence Français de lutte contre le dopage (AFLD)……...3846

- N° 19-018 QE du 9 avril 2019 de Madame Christine FREY, Conseillère régionale du groupe Ensemble l'Île-de-France, concernant la situation actuelle du CRIPS……3849

- N° 19-019 QE du 11 avril 2019 de Madame Nadège AZZAZ, Présidente du groupe Ensemble l'Île-de-France, concernant le passage au numérique des manuels scolaires des lycées franciliens……3851

Les annexes ne figurant pas au recueil des actes administratifs peuvent être consultées au Conseil régional d'Île-de-France.

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc145086-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-246

DU 3 JUILLET 2019

CPIER VALLÉE DE LA SEINE 2015-2020 - PREMIÈRE AFFECTATION 2019 RENOUVELLEMENT DE L'ADHÉSION AU CLUB DES AMIS DE LA MAIDF

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le règlement UE n° 1407/2013 du 18 décembre 2013, relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU Le régime cadre exempté de notification N° SA. 40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI), pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 pour la période 2014-2020 ;

VU Le Code Général des collectivités territoriales

VU La délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 relative au Règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 relative à l'approbation du CPER, du CPIER Vallée de la Seine et du projet de CPIER Plan Seine 2015-2020 modifiée par la délibération CR 123-16 du 7 décembre 2016 relative à la révision du CPER 2015-2020 et à la révision du CPIER Vallée de la Seine ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 162-17 du 22 septembre 2017 « simplifier le fonctionnement du Conseil régional » ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CP 16-615 du 16 novembre 2016 relative au financement d'actions du CPIER Vallée de la Seine 2015-2020 – deuxième affectation approuvant la convention cadre d'application 2016-2020 du contrat de plan interrégional Vallée de la Seine 2015-2020 entre l'Etat, les Régions Île-de-France et Normandie et les EPF d'Île-de-France et de Normandie ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par les délibérations n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU La délibération n° CP 2017-269 du 5 juillet 2017 relative au financement d'actions dans le cadre du CPIER Vallée de la Seine – premières affectations 2017 portant approbation des conventions de réalisation-type pour les subventions spécifiques de fonctionnement et d'investissement dans le cadre du CPIER Vallée de la Seine et de la convention-cadre

2017-2020 entre l'Etat, les Régions Île-de-France et de Normandie et l'Ecole nationale supérieure de paysage de Versailles

VU La délibération n° CP 2018-370 du 19 septembre 2018 Solde des subventions 2018 (IAU Ile-de-France, AEV, BRUTPARIF, CERVIA) Avenant à la convention entre la Région et l'IAU Ile-de-France) ;

VU Le contrat de plan interrégional (CPIER), de la Vallée de la Seine approuvé par la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015, révisé par voie d'avenant approuvé par la délibération n° CR 123-16 du 7 décembre 2016 ;

VU La convention avec l'IAU- Ile-de-France approuvée par la délibération n° CP 15-397 du 9 juillet 2015, modifiée par les avenants n° 1, 2, 3 et 4 ;

VU La convention-cadre 2017-2020 entre l'Etat, les Régions Île-de-France et Normandie et l'Ecole nationale supérieure de paysage de Versailles approuvée par la délibération n° CP 2017-269 du 5 juillet 2017 ;

VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de la réforme territoriale ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-246 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Approuve **la convention d'application 2019-2020 de la convention-cadre 2017-2020 pour la mise en œuvre du volet paysager du CPIER Vallée de la Seine**, ci-jointe en annexe 2, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Article 2

Décide de participer, **au titre du CPIER Vallée de la Seine**, au financement de la démarche détaillée dans la fiche-projet n° 19005062 ci-jointe en annexe 1, par l'attribution d'une subvention à l'Ecole nationale supérieure de paysage (ENSP) d'un montant prévisionnel de 28 582 €.

Subordonne l'attribution de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type approuvée à l'article 4 de la délibération n° CP 2017-269 susvisée et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 28 582 €, disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 041 « Actions interrégionales », programme PR 041-018 (404018) « Aménagement et développement durable – coopération interrégionale », action 40401801S « Actions interrégionales », du budget 2019.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 : volet S « CPER 2015 - 2020 – CPIER Plan Seine et Vallée de la Seine, Sous-volet S3 « axe 1 : gestion de l'espace et

développement durable », action S 33 « connaissance des paysages et de leur évolution », projet S 3301 « programme de travail 2018-2019 de l'Ecole nationale de paysage de Versailles ».

Article 3

Décide de participer, **au titre du CPIER Vallée de la Seine**, au financement des projets détaillés dans les fiches-projet n°19005059 et 19005754 ci-jointes en annexe 1, par l'attribution de subventions d'un montant total prévisionnel de 70 200 €.

Subordonne l'attribution de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée à l'article 5 de la délibération n° CP 2017-269 susvisée et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 70 200 €, disponible sur le chapitre budgétaire 900 « Services généraux », code fonctionnel 041 « Actions interrégionales », programme PR 041-018 (404018) « Aménagement et développement durable – coopération interrégionale », action 40401801S « Actions interrégionales », du budget 2019.

Ces affectations relèvent du contrat de plan Etat-Région, volet S « CPER 2015-2020-CPIER Plan Seine et Vallée de la Seine », sous-volet S 5 « développement économique, enseignement supérieur et recherche », action S 51 « structuration des filières industrielles et des pôles de compétitivité », projet S 5101 « structurations des filières industrielles et des pôles de compétitivité ».

Article 4

Décide de participer, **au titre du CPIER Vallée de la Seine**, au financement du projet détaillé dans la fiche-projet n°19005757 ci-jointe en annexe 1, par l'attribution d'une subvention d'un montant total prévisionnel de 10 000 €.

Subordonne l'attribution de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type approuvée à l'article 4 de la délibération n° CP 2017-269 susvisée et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 10 000 €, disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 041 « Actions interrégionales », programme PR041-018 (404018) « Aménagement et développement durable – coopération interrégionale », action 40401801S « Actions interrégionales », du budget 2019.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région, volet S « CPER 2015-2020-CPIER Plan Seine et Vallée de la Seine », sous-volet S 5 « développement économique, enseignement supérieur et recherche », action S 51 « structuration des filières industrielles et des pôles de compétitivité », projet S 5101 « structurations des filières industrielles et des pôles de compétitivité ».

Article 5

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe n°1 à la délibération, par dérogation aux article 17, alinéa 3 et 29, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 6

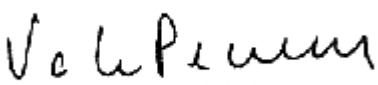
Décide de **renouveler l'adhésion au Club des Amis de la Maison de l'Architecture en Île-de-France**.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de 5 000 €, disponible sur le chapitre 935 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 50 « Services communs », programme HP 50-001 (150001) « Etudes générales », action 15000101 « Etudes, prospective et valorisation », du budget 2019.

Article 7

Affecte à l'IAU – Environnement (ARB, AREC, ORDIF), au titre du solde de la subvention 2018, un montant d'autorisations d'engagement de 13 199,64 € disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-008 (171008) « Actions transversales », action 17100805 « Soutien à l'IAU environnement », du budget 2019.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE N°1 : FICHES PROJET

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-246

DOSSIER N° 19005757 - CPIER 2019 - LSN Observatoire de la Logistique

Dispositif : Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement (n° 00000941)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 930-041-6574-404018-1700
Action : 40401801S- Actions interrégionales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement	96 050,00 € HT	10,41 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LSN LOGISTIQUE SEINE NORMANDIE
Adresse administrative : 50 RUE ETTORE BUGATTI
76800 ST ETIENNE DU ROUVRAY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alain VERNA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme de travail court sur l'ensemble de l'année 2019.

Description :
En 2019, LSN propose de mettre à jour les données foncières et réaliser une cartographie de ces dernières mais également d'élargir l'application de la méthode d'analyse prospective à d'autres bassins d'emplois : ceux de l'Ouest IDF et ceux de Normandie les plus proches de l'IDF en priorité.
Il s'agit de quantifier les saturations foncières franciliennes et leur échéance et de les mettre en regard avec les disponibilités normandes.
La seconde phase consisterait à promouvoir des zones logistiques normandes auprès d'acteurs franciliens.
LSN consultera des entreprises franciliennes pour connaître leurs besoins et contraintes, et en tirer des préconisations à l'intention des zones logistiques situées à l'ouest de l'IDF mais aussi à l'intention des pouvoirs publics et des territoires, sur la pertinence des choix de localisation et/ou d'aménagement. Ces réflexions pourront venir alimenter des travaux en cours ou à venir (stratégie foncière régionale, SRADDET, schéma logistique…).
Parallèlement, des solutions en termes de développement du fret ferroviaire vers l'IDF devront être étudiées (multimodalité sur les zones logistiques).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE
- REGION NORMANDIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Structuration des filières industrielles et des pôles de compétitivité

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses Etudes observation Logistique	96 050,00	100,00%
Total	96 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	10 000,00	10,41%
Région Normandie	48 025,00	50,00%
Etat	38 025,00	39,59%
Total	96 050,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-246

DOSSIER N° 19005062 - CPIER 2019 Ecole nationale supérieure de paysage - programme de travail 2019-2020

Dispositif : Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement (n° 00000941)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 930-041-65738-404018-1700
Action : 40401801S- Actions interrégionales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement	175 300,00 € TTC	16,30 %	28 582,00 €
		Montant total de la subvention	28 582,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENSP ECOLE NATIONALE SUPERIEURE PAYSAGE POTAGER DU ROI
Adresse administrative : 10 RUE DU MARECHAL JOFFRE 78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Monsieur Vincent PIVETEAU, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 30 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le programme de travail 2019-2020 a pour objectif de consolider et élargir le cluster de compétences en paysage de la vallée de la Seine que l'ENSP a pour mission de constituer. Pour cela, une animation renforcée et de nouvelles actions et études, orientées vers la capitalisation des connaissances et des méthodes utilisées, sont prévues.
Aussi, l'Ecole :
- organisera un atelier pédagogique dont l'objet sera le développement d'une méthodologie de démarche paysagère durable qui utilisera les expériences des ateliers pédagogiques régionaux menés depuis 2015 ;
- reconduira les évènements destinés à produire une culture commune et interrégionale des paysages de la VdS (2 voyages-ateliers des professionnels du paysage et les rencontres destinées à valoriser les travaux réalisés telles la rentrée annuelle du réseau paysage, la restitution de l'atelier 8, la réunion de l'atelier in-situ).
L'ENSP travaillera en outre sur :
- les moyens de représentation de l'évolution du réseau (cartographie, notamment) ;
- la poursuite des entretiens et rencontres avec les acteurs institutionnels (enseignement supérieur, grands maîtres d'ouvrage comme l'Etat, la SGP, SNCF Réseaux, VNF, les ports et collectivités territoriales) pour élargir le réseau ;
- la pérénnisation de la stratégie de communication mise en place et son lien avec le fiche 1.1 et en faire

un outil déclinable aux autres démarches et projets du CPIER VdS ;
- la production graphique d'une vision globale et paysagère de la Seine à l'horizon 2030.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE
- REGION NORMANDIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Connaissance des paysages et de leur évolution

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût du projet	175 300,00	100,00%
Total	175 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	28 582,00	16,30%
Région Normandie	46 746,00	26,67%
Etat	64 912,00	37,03%
Autofinancement	35 060,00	20,00%
Total	175 300,00	100,00%

DOSSIER N° 19005754 - CPIER 2019 - SERIOUS GAME SUR LES MOBILITES INNOVANTES

Dispositif : Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Investissement (n° 00000942)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 900-041-20421-404018-1700
Action : 40401801S- Actions interrégionales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Investissement	300 000,00 € HT	10,00 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IEED VEDECOM
Adresse administrative : 23 BIS ALLEE DES MARRONNIERS
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur Philippe WATTEAU, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 mai 2019 - 2 mai 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande de subvention déposée en 2018 ; les cofinanceurs ont tardé à trouver un accord sur le financement du projet.

Description :
Le projet consiste en la conception et le développement d'un outil ludique (type « jeu video ») et pédagogique innovant. Accessible et ergonomique, il doit permettre à un public non expert de simuler des scénarios de mobilités et de visualiser leurs impacts.
L'objectif est de permettre aux collectivités, en amont des expérimentations :
- de mieux comprendre les technologies impliquées dans les nouvelles mobilités et leurs enjeux ;
- de mieux appréhender l'évolution des usages et leurs impacts ;
- de mieux mesurer les opportunités et risques liés à la mise en œuvre de nouvelles solutions de mobilité.

Le serious game intégrera :
- une modélisation 2D ou 3D (ville transports, véhicules, éléments d'urbanisme …) ;
- un affichage de trafic multimodal ;
- des règles d'urbanisme (problématiques en fonction des zones étudiées …) ;
- de paramètres permettant l'évaluation des solutions choisies par les joueurs ;
- la possibilité de modifier des paramètres et règles d'urbanisme ;
- un moteur de simulation de trafic en temps réel.

Cet outil est conçu comme étant d'intérêt général et sera mis à disposition gratuitement. De son côté,

Védecom l'utilisera dans le cadre de l'accompagnement des collectivités territoriales qu'il a mis en place.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE
- REGION NORMANDIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Structuration des filières industrielles et des pôles de compétitivité

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses d'investissement SERIOUS GAME	300 000,00	100,00%
Total	300 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	30 000,00	10,00%
Etat	120 000,00	40,00%
Région Normandie	90 000,00	30,00%
Fonds propres	60 000,00	20,00%
Total	300 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides aux projets de recherche et de développement

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-246

DOSSIER N° 19005059 - CPIER 2019 -FILMI- Développement de la filière du miscanthus pour l'industrie

Dispositif : Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Investissement (n° 00000942)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 900-041-20421-404018-1700
Action : 40401801S- Actions interrégionales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Investissement	80 000,00 € TTC	50,25 %	40 200,00 €
	Montant total de la subvention		40 200,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BIOMIS G3
Adresse administrative : 7 RUE DE LA CORNE
77300 FONTAINEBLEAU
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BERTRAND BEDEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet FilMi est en discussion depuis 2018 entre les partenaires du CPIER.
L'Etat a versé une 1ère subvention à la fin de l'année 2018 pour permettre le démarrage du projet, en attendant que les Régions Île-de-France et Normandie puissent procéder à leur affectation.

Description :
L'association Biomis G3, regroupe industriels, agriculteurs, collectivités locales ainsi que des partenaires économiques, porte un projet collaboratif de développement de la filière miscanthus pour l'industrie.
L'objectif est de développer une bio-économie sur quatre territoires de la vallée de la Seine, de la production à la transformation en bioproduits industriels. La mise sur le marché de premiers produits élaborés à partir de miscanthus est en cours (pièces composites pour l'automobile, packaging pour l'industrie cosmétique et panneaux isolants pour la construction). Les recherches se poursuivent pour les blocs en béton porteurs.
FilMI est organisé en quatre phases :
- industrialisation des produits par filière (produits en cours d'élaboration et nouvelles applications).
- élaboration d'un schéma global de la filière sur chacun des quatre territoires,
- organisation du modèle économique, avec la définition d'un plan de développement à trois ans des produits et gisements de miscanthus en vallée de la Seine, puis d'une méthode pour décliner cette dynamique sur d'autres territoires,
- animation, coordination, pilotage et communication de FilMI,

Une large diffusion des résultats de la démarche est prévue.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois. Le projet FilMi fait l'objet d'une subvention complémentaire décrite dans le dossier Iris N° 19003840 accordée par la délibération n° CP 2019-185 du 22 mai 2019 pour un montant de 9 780 € et prévoyant le recrutement d'un second stagiaire (pour satisfaire aux obligations correspondant à un montant de subvention cumulé de 49 980 €).

Détail du calcul de la subvention :
La participation de la Région ne porte que sur un ensemble de dépenses d'investissement d'un montant total de 80 000 € :
- étude enrobage fibres miscanthus (Alkern) : 18 K€
- pré-étude unité de production industrielle plasturgie (Addiplast) : 30 K€
- élaboration de 2 compounds (Biomis G3) : 30 K€
- contribution Alkern, sur la ligne "Mise en œuvre territoriale'' : ''pré étude implantation ligne de production pilote'' (pour 2 K€ des 8 K€).

La subvention régionale est calculée sur ces dépenses avec un taux d'intervention de 50,25%.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE
- REGION NORMANDIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Structuration des filières industrielles et des pôles de compétitivité

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses d'investissement éligibles pour la Région Île-de-France	80 000,00	12,03%
Autres dépenses	584 861,00	87,97%
Total	664 861,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France CPIER - investissement	40 200,00	6,05%
Région Normandie	161 000,00	24,22%
Etat (FNADT)	133 093,00	20,02%
Région Île-de-France - Matériaux biosourcés	9 780,00	1,47%
Autofinancement apporté par les partenaires du projet	320 788,00	48,25%
Total	664 861,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié

par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides aux projets de recherche et de développement

ANNEXE N°2 : PROJET DE CONVENTION D'APPLICATION 2019-2020 DE LA CONVENTION-CADRE 2017-2020 ENTRE L'ENSP, L'ETAT ET LES REGIONS ÎLE-DE-FRANCE ET NORMANDIE

Convention d'application 2019-2020 de la convention-cadre 2017-2020 pour la mise en œuvre du volet paysager du CPIER de la vallée de la Seine

Entre l'État,

Les Régions Île-de-France et Normandie,

Et l'École Nationale Supérieure de Paysage de Versailles

Fiche 1.3 du CPIER Vallée de la Seine

L'État représenté par le Préfet de Normandie, Préfet coordonnateur des actions de l'État pour l'aménagement la Vallée de la Seine, Monsieur Pierre-André DURAND,

En présence du délégué interministériel au développement de la Vallée de la Seine, Monsieur François PHILIZOT,

La Région Île-de-France, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE dûment habilitée par la délibération CP XXXXXXXXXX de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du XXXXX 2019,

La Région Normandie, représentée par son Président, Monsieur Hervé MORIN, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du 4 juillet 2019,

D'une part

Et

L'École nationale supérieure de paysage de Versailles, représentée par son Directeur, Monsieur Vincent PIVETEAU

Et

L'Agence d'urbanisme de la Région du Havre, représentée par son Président, xxxxxxxx

D'autre part

Il est exposé :

APRÉS AVOIR RAPPELÉ :

L'État, les Régions Île-de-France, Haute et Basse-Normandie ainsi que l'École nationale supérieure de paysage de Versailles (ENSP) ont signé le 16 décembre 2015, une convention-cadre afin de préciser leurs modalités de partenariat, d'établir les conditions de coordination des travaux de l'école sur la vallée de la Seine et de définir le niveau de soutien financier de l'État et des Régions.

La durée de cette première convention-cadre a été fixée à trois ans, sur la période 2015-2017.

Au vu de la qualité des actions menées par l'ENSP au cours de cette première période, une nouvelle convention-cadre a été mise place pour la période 2017-2020 afin de poursuivre les actions engagées au titre de la fiche action 1.3 jusqu'au terme du contrat de plan interrégional État-Régions (CPIER) de la vallée de la Seine (VdS).

Cette convention donne pour mission à l'École nationale supérieure de paysage de Versailles de mettre en œuvre la fiche 1.3 du contrat de plan interrégional de la vallée de la Seine autour de trois objectifs :

1. Proposer de nouveaux ateliers pédagogiques dédiés à l'innovation et à l'expérimentation sur des enjeux paysagers de la Vallée de la Seine. Ils s'inscriront dans une démarche de construction de la Seine vue comme un monument libre et vivant prônant un développement interrégional et durable de ce territoire. Leur objectif sera de concourir à l'accompagnement des acteurs locaux pour faire émerger différents projets de paysage valorisant les valeurs monumentales de la Vallée de la Seine et instituer une démarche paysagère dynamique et ambitieuse qui promeut la connaissance partagée et les projets concertés.

2. Organiser et encourager les rencontres et échanges de compétences pour conforter l'émergence d'un réseau « paysage » réunissant les acteurs institutionnels, économiques, de l'enseignement et de la recherche, pour porter des démarches paysagères s'inscrivant dans la dynamique de la vallée de la Seine.

3. Contribuer à structurer l'ingénierie paysagère à l'échelle de la vallée de la Seine via des échanges et actions communes, notamment dans le cadre des études et investissements financés au titre du CPIER Vallée de la Seine.

Ce programme d'actions, conduit en lien étroit avec l'AURH (l'Agence d'Urbanisme de la Région du Havre et de l'Estuaire de la Seine), est défini dans la présente convention.

EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention
La présente convention a pour objet de définir le programme de travail de l'École nationale supérieure de paysage de Versailles, avec le concours de l'AURH, pour l'année universitaire 2019-2020 et de préciser les engagements financiers des différentes parties.

Article 2 : Programme de travail
Pour l'année scolaire 2019-2020, un renforcement de l'équipe d'animation est prévu pour mettre en place le programme de travail arrêté comme suit :

2.1 Mettre en place et piloter le déroulement d'un atelier pédagogique intégré à la formation initiale (Atelier 8) pour l'année scolaire 2019-2020, qui visera à aider les acteurs à entrer dans une démarche paysagère durable, adapté à un espace appartenant à la vallée de la Seine, monument libre.

2.2 Poursuivre, en la renforçant, l'animation du cluster de compétences en « paysage », notamment au travers de la définition d'outils nécessaires à son bon fonctionnement et à une consolidation de la mise en réseau des acteurs.

En s'appuyant sur les travaux effectués les années précédentes et sur les problématiques identifiées, l'ENSP établit des propositions relatives à :

a. Des moyens de représentation de l'évolution du réseau et de ses acteurs (calendrier pluriannuel des actions du réseau « paysage », cartographie de « l'écosystème d'acteurs » mettant en évidence leur localisation, leurs spécialités et domaines d'intervention, …) ;

b. La poursuite des entretiens/rencontres avec les acteurs institutionnels, du monde universitaire/écoles, des grands maîtres d'ouvrage sur la vallée de la Seine (État, Société du Grand Paris, SNCF Réseau, VNF, les grands ports, les collectivités) pour élargir le réseau à des membres qui souhaitent s'investir dans la démarche et la diffuser ;

La pérennisation de la stratégie de communication dédiée à la fiche 1.3, et en lien avec la fiche action 1.1 (diffusion des travaux, publicité sur les événements, identification des réseaux auprès desquels communiquer, ligne graphique, définition d'un calendrier, etc.), est menée avec les services communication de l'AURH, des deux Régions et de l'État. Celle-ci pourra être par la suite déclinée à d'autres projets dans le cadre du CPIER VdS.

2. 3 Continuer à structurer l'ingénierie paysagère à l'échelle de la vallée de la Seine. L'ambition est de structurer le réseau des acteurs par la poursuite de l'organisation d'événements et de rencontres, de manière à favoriser l'émergence d'une culture commune et interrégionale autour des paysages de la Vallée de la Seine, mais aussi d'une vision paysagère de la Seine et de ses affluents, baie de Seine incluse, représentée graphiquement, à l'horizon 2030. L'ENSP et l'AURH s'engagent à organiser :

a. un premier Voyage-atelier de travail permettant la recherche et le montage du scénario, co-organisé avec des membres du réseau (PNR, CAUE, etc.) et mobilisant les acteurs du paysage, des établissements d'enseignement supérieur et de la recherche, mais aussi des acteurs privés et des collectivités impliquées dans le CPIER VdS, favorisant la création d'une approche collective et interrégionale des enjeux du territoire,

b. un second Voyage-atelier de travail permettant le développement et la construction du scénario, co-organisé avec des membres du réseau (PNR, CAUE, etc.) et mobilisant les acteurs du paysage, des établissements d'enseignement supérieur et de la recherche, mais aussi des acteurs privés et des collectivités engagées dans le CPIER, favorisant la

création d’une approche collective et interrégionale des enjeux du territoire,

c. des rencontres permettant de valoriser les travaux réalisés par l'équipe d'animation et par les étudiants des ateliers pédagogiques et leur appropriation par les acteurs du territoire (rentrée du réseau, restitution de l'atelier 8, réunion-atelier in-situ).

L’objectif est également de mener un travail de capitalisation des expériences débouchant sur la production graphique d'une vision globale et paysagère de la Seine à l'horizon 2030 en répertoriant des grands projets de développement de la vallée de la Seine qu'il est important de mettre en évidence, ainsi que les grands principes paysagers qui incarnent les valeurs paysagères de la Seine d'aujourd'hui et de demain. Ce travail pourra être accompagné d'une note précisant les différents principes paysagers et préconisations proposées.

Travailler, avec le comité technique de la vallée de la Seine (COTECH VdS), à la préparation de l'année 2020-2021 consacrée à la diffusion de la vision paysagère. Dans le cas où un prochain CPIER intègrerait une démarche paysagère, l'année 2020-2021 permettrait de sensibiliser, en amont, voire mobiliser des acteurs pilotes pour la poursuite de la démarche.

Article 3 : Modalités financières
Le coût global du programme s’élève à 214 362 €.

Le montant total des subventions est arrêté à 171 490 € répartis comme suit : 140 240 € au bénéfice de l’ENSP et 31 250 € au bénéfice de l’Agence d’Urbanisme de la Région du Havre.

Avec l’ENSP d’une part et avec l’AURH d’autre part doivent être conclues des conventions financières distinctes.

La participation de l’État, de la Région Normandie et de la Région Île-de-France s’élève respectivement à 85 745 €, 57 163 € et 28 582 € selon une clé de répartition précisée en annexe à la présente convention.

Article 4 : Durée
La présente convention est conclue pour l’année scolaire 2019-2020. La prise en compte des dépenses sera effective à partir du 01 septembre 2019 jusqu'au 31 août 2020.

Article 5 : Résiliation :
En cas de non-respect par l’une ou l’autre des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l’une ou l’autre partie à l’expiration d’un délai d’un mois suivant l’envoi d’une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à……, le ……

Le Préfet de la région Normandie, Préfet coordonnateur des actions de l'État pour l'aménagement de la Vallée de la Seine

Pierre-André DURAND

Pour la Région Normandie

Hervé MORIN
Président

Pour l'Agence d'Urbanisme de la région du Havre,

XXXXXXX
Président

Le Délégué interministériel au développement de la Vallée de la Seine

François PHILIZOT

Pour la Région Ile-de-France

Valérie PECRESSE
Présidente

Pour l'École nationale supérieure de paysage de Versailles

Vincent PIVETEAU
Directeur

<u>Annexe financière</u>

La présente annexe présente l’intégralité de l’opération, conduite conjointement par l’ENSP et l’AURH :

Budget prévisionnel 2019-2020

DEPENSES 2019-2020			
activités	dépenses ENSP	dépenses AURH	Total
Animation du cluster 2019-2020 dépenses de personnels, autres dépenses de fonctionnement et petits matériels	93 600 €	5 250 €	98 050 €
Atelier 8 - formation initiale ENSP dépenses de personnels, frais de communication et autres dépenses de fonctionnement	30 000 €	0 €	30 000 €
Communication dépenses de personnels, frais de communication et autres dépenses de fonctionnement	19 200 €	11 550 €	30 750 €
Evénements 2019-2020 dépenses de personnels, dépenses de fonctionnement	32 500 €	22 262 €	54 762 €
Total dépenses	175 300 €	39 062 €	214 362 €
Coût total de l'opération	214 362 €		

Total subventions	140 240 €	31 250 €	171 790 €
Autofinancement	35 060 €	7 812 €	42 872 €

RECETTES 2019-2020					
Ressources ENSP	Montant ENSP		Montant AURH pour mémoire	%	Total
État (FNADT)	64 912,00 €		20 833,00 €	50 %	85 745,00 €
Région Normandie	46 746,00 €		10 417,00 €	2/3 de 50%	57 163,00 €
Région Île-de-France	28 582,00 €		0,00 €	1/3 de 50%	28 582,00 €
Total subventions	140 240,00 €		31 250,00 €	80 %	
Autofinancement	35 060,00 €		7 812,00 €	20 %	
Total de l'opération	175 300,00 €		39 062,00 €	100 %	
Montant total des subventions	171 490,00 €				

*Il sera établi avec chacun des deux partenaires du programme, l'ENSP d'une part et l'AURH d'autre part, des conventions financières distinctes.

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc149394-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-327

DU 3 JUILLET 2019

CONVENTION RELATIVE À LA GESTION DES CITÉS SCOLAIRES DU SECOND DEGRÉ DU DÉPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'éducation et notamment son article L 216-4 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L1321-1 ;

VU la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération n°CR 83-06 du 6 octobre 2006 relative à la mise en œuvre de la loi du 13 août 2004 ;

VU la délibération CP 06-997 du 7 décembre 2006 relative à la gestion des cités scolaires du second degré pour le département des Hauts-de-Seine ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017: « Simplifier le fonctionnement du conseil régional » ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-327 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Approuve la convention ci-annexée, à intervenir avec le département des Hauts-de-Seine relative à la gestion des cités scolaires du second degré situées sur le territoire du département des Hauts-de-Seine et autorise la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France à la signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Convention Gestion cités scolaires 92

CONVENTION RELATIVE
A LA GESTION DES CITES SCOLAIRES DU DÉPARTEMENT DES HAUTS DE SEINE

La Région Île-de-France, représentée par la Présidente du Conseil régional, dûment habilitée par délibération de la commission permanente n° XX du XX

ci-après dénommée la "**Région**",

d'une part,

Et :
Le Département des Hauts-de-Seine, domicilié 57 rue des longues raies à Nanterre (92731 cedex), représenté par Monsieur Patrick DEVEDJIAN, Président du Conseil départemental, en vertu d'une délibération du xxx,

ci-après dénommé le "**Département**",

d'autre part,

***Après avoir rappelé que** :*

- Les cités scolaires du second degré du Département ont été mises à disposition conjointe de la Région et du Département, collectivités de rattachement respectives des lycées et des collèges, le 1er janvier 1986., les représentants de la Région et du Département ont signé en 1986 une convention confiant au Département la gestion du fonctionnement, des grosses réparations et de l'équipement de ces cités scolaires.

- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales a confié aux Régions et aux Départements les missions d'accueil, de restauration, d'hébergement, ainsi que d'entretien général et technique, à l'exception des missions d'encadrement et de surveillance des élèves, dans les établissements dont ils ont la charge, et prévu le transfert des personnels techniciens, ouvriers et de service correspondant à ces missions.

- Vu l'accord des deux collectivités pour tout mettre en œuvre afin d'aboutir à des partitions dès qu'elles sont réalisables sur le plan immobilier

- Une convention relative à la gestion des cités scolaires du second degré du Département signée par la Région et le Département a été approuvée en 2007. Cette convention a pris effet le jour de sa notification, soit le 5 février 2007, pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction, sans que sa durée totale puisse excéder 10 ans. Cette convention étant aujourd'hui échue, il convient de redéfinir les conditions de gestion des cités scolaires du second degré du Département des Hauts-de-Seine.

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1 - STIPULATIONS GENERALES

1.1 - Objet

La présente convention définit les conditions dans lesquelles la Région désignée comme « collectivité gestionnaire » se voit confier par la « collectivité non gestionnaire » la gestion des missions concernant le fonctionnement, les grosses réparations et l'équipement, ainsi que l'accueil, la restauration, l'hébergement et l'entretien général et technique dans les cités scolaires du second degré, également appelés «ensembles immobiliers », ci-après désignées comme « cités scolaires » et listées en annexe 1 à la présente convention.

1.2 - Champ d'application

La présente convention concerne les cités scolaires du second degré sises sur le territoire du Département, dont la liste figure en annexe 1.

1.3 - Missions confiées à la collectivité gestionnaire dans les cités scolaires

La collectivité gestionnaire se voit confier, en application de l'article L. 216-4 du code de l'éducation, les missions suivantes dans les cités scolaires :

- La coordination des actions respectives des deux collectivités de rattachement, relatives au fonctionnement et à l'équipement des lycées et des collèges constituant ces cités scolaires.
- La gestion des programmes de grosses réparations définis en accord avec le Département.
- La gestion des missions d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général et technique, y compris le recrutement et la gestion des personnels adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement exerçant leurs fonctions dans ces cités scolaires.
- La gestion de l'utilisation par des tiers des locaux des cités scolaires en dehors des heures d'enseignement scolaire (articles L. 213-2-2 et L. 214-6-2 du code de l'éducation)
- La fourniture et la gestion de la maintenance des infrastructures et équipements numériques partagés (réseaux et serveurs) et des équipements numériques mutualisés ou non (ordinateurs, vidéo projecteurs interactifs, imprimantes), la maintenance informatique.

Par ailleurs, les opérations de reconstruction, d'extension ou de rénovation lourde, ainsi que celles nécessitant un engagement financier pluriannuel, mentionnées aux deux derniers alinéas de l'article 5, sont assurées, sauf accord contraire des deux collectivités, par la collectivité gestionnaire.

1.4 - Comité de concertation et de coordination

Un comité de concertation et de coordination a pour mission d'assurer la cohérence des actions régionales et départementales engagées dans le cadre de la présente convention. Il peut décider de constituer des groupes de travail et d'y associer des personnalités compétentes. Le comité a en charge l'élaboration concertée de tous projets d'avenants à la présente convention. Les directeurs généraux des deux collectivités chargés respectivement des lycées et des collèges désignent, chacun en ce qui les concerne, leurs représentants à ce comité.

I – DISPOSITIONS RELATIVES AU FONCTIONNEMENT

ARTICLE 2 - REPARTITION DES CHARGES

Le Département supporte les dépenses de fonctionnement relatives aux collèges et la Région supporte celles relatives aux lycées.

Chaque collectivité définit ses orientations générales, vote les budgets correspondants et fixe, pour chaque établissement relevant de sa compétence, la dotation de fonctionnement qui lui sera versée.

ARTICLE 3 - DOTATIONS DE FONCTIONNEMENT

Conformément à l'article L. 421-11 du code de l'éducation, la Région pour les lycées, le Département pour les collèges, notifient aux établissements avant le 1er novembre de l'année précédant l'exercice budgétaire le montant prévisionnel des participations aux dépenses de fonctionnement qui leur seront allouées, ainsi que les orientations et évolutions fixées par les assemblées délibérantes.

Il est convenu entre les deux collectivités de rattachement, que les éléments suivants feront l'objet d'une information réciproque pour le calcul du montant des dotations de fonctionnement :

- le montant des participations aux dépenses de fonctionnement notifié par chacune des collectivités aux lycées et aux collèges,
- les fonds de roulement des établissements,
- les orientations fixées aux établissements.

Chaque collectivité verse directement aux établissements relevant de sa compétence les participations qui leur sont allouées, ainsi que toutes les dotations complémentaires accordées en cours d'année, et définit le calendrier de ces versements. Les lycées et collèges et leurs collectivités de rattachement correspondent directement sur toutes les questions relatives aux dotations de fonctionnement.

ARTICLE 4 - CONTROLE BUDGETAIRE

Les actes budgétaires des lycées et collèges des cités scolaires sont transmis à la collectivité de rattachement compétente, au représentant de l'Etat, ainsi qu'à l'autorité académique dans les conditions prévues à l'article L. 421-11 du code de l'éducation.

La Région effectue les opérations de contrôle sur les actes budgétaires des lycées et le Département pour les collèges. Elle transmet au Département le compte financier des lycées.

II – DISPOSITIONS RELATIVES AUX PROGRAMMES D'INTERVENTIONS DE LA COLLECTIVITE GESTIONNAIRE

ARTICLE 5 - CHAMP DES INTERVENTIONS DE LA COLLECTIVITE GESTIONNAIRE

La gestion des programmes annuels d'interventions est confiée à la collectivité gestionnaire.

Un programme d'interventions se décompose de la manière suivante :

- Les travaux de grosses réparations relevant de la section d'investissement du budget de la collectivité gestionnaire. Ils comprennent les opérations d'entretien, de réparation et d'amélioration des bâtiments, les travaux de renouvellement des installations de chauffage (P3 renouvellement et P3 garantie totale), aires extérieures et clôtures, les travaux de sécurité et de mise aux normes pédagogiques ainsi que, d'une manière générale, toutes opérations ayant pour objet de maintenir les établissements dans un état optimum de fonctionnement.

- Les dépenses relatives au fonctionnement regroupant les dépenses relatives aux contrôles techniques obligatoires, contrats d'entretien de maintenance et travaux d'entretien imputés en section de fonctionnement du budget de la collectivité gestionnaire, les dépenses relatives à la fourniture de chauffage et d'électricité, et à la maintenance des installations de chauffage.

- L'équipement mobilier.

- Les infrastructures, équipements et les services numériques :

  🕐 Equipements informatiques (infrastructures, serveurs, réseaux, équipement bureautique)

Une cité scolaire regroupe de nombreuses salles dont les équipes numériques sont amenés à être partagés entre les collégiens et les lycéens. Compte tenu de cette unité de lieu, il est pertinent de confier la fourniture, la maintenance et la gestion de l'ensemble à la collectivité gestionnaire en prenant en compte l'enjeu d'équité de traitement dans l'accès des élèves au numérique sur les territoires couverts.

Tous les élèves doivent accéder aux mêmes services.

Ainsi, la collectivité gestionnaire équipe toute la cité scolaire. Ces équipements numériques, sous la responsabilité de la collectivité gestionnaire, sont à usage commun aux lycées et aux collèges. La collectivité non gestionnaire fournit à la collectivité gestionnaire le référentiel des équipements numériques des collèges de son territoire.

La collectivité gestionnaire, dans le cadre de ses marchés équipe les collèges selon le référentiel de la collectivité non gestionnaire. En cas d'évolution de ce document, la collectivité non gestionnaire s'engage à en communiquer les changements à la collectivité gestionnaire.

La collectivité gestionnaire prend également en charge, pour des raisons de cohérence dans le fonctionnement de la cité scolaire, la mise à disposition des infrastructures pour toute la cité scolaire : liaison internet, couverture wifi et réseaux afin de créer les conditions du développement des usages numériques pédagogiques en mobilité.

Les collèges adressent leurs demandes d'équipement directement à la collectivité gestionnaire.

La collectivité non gestionnaire rembourse à la collectivité gestionnaire, sur factures, les dépenses liées aux déploiements des équipements pour la totalité des montants engagés afférents aux établissements de la collectivité non gestionnaire. Les montants sont définis sur la base d'une programmation sur laquelle les deux collectivités s'accordent en année N pour les déploiements de l'année N+1. Cette participation est calculée sur le montant TTC des dépenses effectuées par la collectivité gestionnaire.

- Espace numérique de travail

La collectivité gestionnaire assure la fourniture et le maintien en conditions opérationnelles de l'espace numérique de travail monlycée.net pour toute la cité scolaire, en garantit la qualité, la fiabilité, son adaptation aux besoins par des évolutions en terme de fonctionnalités.

L'interfaçage avec des services numériques proposés par la collectivité non gestionnaire sera également pris en charge par la collectivité gestionnaire afin que tous les établissements de la collectivité non gestionnaire bénéficient de la même offre de services que les autres établissements.

- Maintenance des Infrastructures (réseaux et serveurs) et Maintenance de niveaux 1 et 2 des équipements bureautiques entre lycéens et collégiens (ordinateurs, imprimantes, vidéoprojecteurs)

La collectivité gestionnaire prend en charge la maintenance des infrastructures et des équipements numériques de la cité scolaire acquis selon ses procédures.

Un plan d'actions élaboré par les deux collectivités sur l'ensemble du périmètre fera l'objet d'un suivi semestriel.

Les opérations d'extension, reconstruction, construction ou rénovations lourdes, soumises aux dispositions des articles L. 2410-1 et suivants du code de la commande publique font l'objet de conventions spécifiques à passer entre la Région et le Département.

La Région et le Département peuvent également convenir que certaines opérations non soumises aux dispositions des articles L. 2410-1 et suivants du code la commande publique, mais dont l'importance et le coût impliquent un engagement pluriannuel des deux collectivités, fassent également l'objet de conventions spécifiques.

ARTICLE 6 - REMUNERATION DE LA REGION AU TITRE DE LA MAITRISE D'OUVRAGE

La mission de la collectivité gestionnaire concernant les grosses réparations sur les lycées ou les collèges et la quote-part des parties communes donne lieu à une rémunération prévisionnelle TTC, résultant de l'application d'un taux de 1,3 % sur le montant HT de la participation départementale.

Ces stipulations ne s'appliquent pas au cas où la collectivité gestionnaire a recours à un mandataire ou lorsque la conduite d'opération est déléguée à l'EPLE. Pour ces situations, la mission de donne lieu à aucune rémunération supplémentaire de maîtrise d'ouvrage.

ARTICLE 7 - TRAVAUX GERES PAR LA COLLECTIVITE NON GESTIONNAIRE A TITRE DEROGATOIRE

A titre exceptionnel, la collectivité non gestionnaire peut assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux en Cité Mixte Régionale, hors parties communes et sous réserve d'un accord préalable de la collectivité gestionnaire avant tout commencement d'exécution. Les travaux ne porteront que sur des interventions de finition, à l'exclusion de travaux relevant de la sécurité, d'intervention sur les réseaux, la structure, ou le clos-couvert. La collectivité non gestionnaire devra transmettre en amont à la collectivité gestionnaire, un programme précisant la nature des travaux, leur estimation financière, leur localisation et leur échéancier de réalisation. Ces travaux seront menés en association avec les services compétents de la collectivité gestionnaire et seront réalisés aux frais et risques de la seule collectivité non gestionnaire.

ARTICLE 8 - ELABORATION DU PROGRAMME D'INTERVENTIONS DE LA COLLECTIVITE GESTIONNAIRE CONCERNANT LES ENSEMBLES IMMOBILIERS

8.1 - Modalités de concertation du programme d'interventions

Au 1er trimestre de l'année N-1, la collectivité gestionnaire organise des visites préalables des lieux en présence des chefs d'établissement ainsi que d'un représentant de l'autre collectivité afin d'établir le programme d'interventions de l'année N.

Au mois de juin de l'année N-1, le comité de concertation et de coordination se réunit pour proposer les orientations du programme d'interventions défini à l'article 5.

Le programme est établi au vu des comptes-rendus des visites préalables des lieux et s'appuie autant que possible, sur des schémas d'action pluriannuelle. Lorsque ces schémas concernent des remises à niveau de locaux d'enseignement, la collectivité gestionnaire s'assure auprès de l'autre collectivité et du Rectorat, de l'adéquation de ces travaux avec les besoins pédagogiques des deux établissements.

Sur cette base, les deux collectivités établissent d'un commun accord le programme prévisionnel d'interventions régionales à individualiser pour les cités scolaires au

cours de l'année N en provisionnant une réserve pour travaux imprévisibles et urgents.

Ce programme constitue la base de la proposition budgétaire destinée à être soumise avant le 31 décembre de l'année N-1, d'une part à l'assemblée délibérante de la collectivité chargée de la maîtrise d'ouvrage, en ce qui concerne sa propre part et l'inscription budgétaire globale, d'autre part à l'assemblée délibérante de l'autre collectivité, s'agissant de sa participation au programme de travaux de l'année N et du montant de la rémunération de la collectivité chargée de la maîtrise d'ouvrage.

8.2 - Etablissement des charges respectives

Pour chaque cité scolaire, le programme distingue les opérations rattachées à chaque entité éducative collège et lycée et retient, pour les opérations indissociables touchant des bâtiments ou locaux d'usage commun, une clef de répartition des dépenses au prorata des effectifs de lycéens et collégiens constatés par l'autorité académique à la rentrée N-2.

Pour simplifier la gestion comptable et par dérogation au principe ci-avant, dans le cas d'inscription d'une intervention sur plusieurs programmes (tranche, phase, études, travaux…), la clef de répartition sera unique et le programme de référence sera le programme de la première identification, hors diagnostic préalable.

Le programme indicatif annuel des opérations retenues pour chacun des lycées et des collèges, ou non dissociables et rattachées aux cités scolaires, est fixé toutes dépenses confondues mention faite des taux de TVA en vigueur et selon les règles d'éligibilité des dépenses au FCTVA.

Les éventuels dépassements sur les opérations individualisées peuvent être financés par ajustements d'opérations, des suppressions d'opérations les moins urgentes ou des prélèvements sur les provisions. Les travaux urgents et imprévisibles sont financés dans le cadre de provisions arrêtées au moment de l'élaboration et de la validation du programme annuel et, si nécessaire, par des ajustements ou substitution d'opérations. Les modifications qui dépassent le montant global de la participation de la collectivité non gestionnaire doivent faire l'objet d'une nouvelle délibération de la collectivité non gestionnaire, sauf si le dépassement est dû au seul changement de taux de TVA en vigueur.

Le programme des travaux, y compris la provision visée ci-dessus, arrêté annuellement peut comporter des opérations réalisées au moyen d'avances allouées aux établissements.

8.3 - Adoption du programme d'intervention – Inscriptions budgétaires

Le programme de travaux pour l'année N et le montant correspondant ne deviennent définitifs qu'après vote des budgets et affectation des autorisations de programme et d'engagement par chaque collectivité, selon les règles qui leur sont applicables.

Le budget de chaque collectivité comporte, en dépense, les autorisations de programme et d'engagement nécessaires au financement de l'ensemble du programme de travaux dont elle a la charge et de sa part de financement pour les travaux pour lesquels elle n'assure pas la maîtrise d'ouvrage. La participation de l'autre collectivité figure en recette.

ARTICLE 9 - GESTION DU PROGRAMME D'INTERVENTIONS DE LA COLLECTIVITE GESTIONNAIRE

Dès lors qu'il a été défini en concertation et adopté par les deux collectivités, le programme d'interventions de la collectivité gestionnaire visé à l'article 5 est conduit et géré par la collectivité gestionnaire.

A ce titre, cette collectivité fait notamment son affaire de l'obtention de toutes les autorisations administratives nécessaires.

ARTICLE 10 - VERSEMENT DE LA PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITE NON GESTIONNAIRE

Pour chaque cité scolaire, la participation due à la collectivité gestionnaire pour l'année N, toutes dépenses confondues, y compris la TVA au taux en vigueur, est constituée de :

a) la part des dépenses propres à la collectivité non gestionnaire ;

b) la quote-part des dépenses communes au prorata des effectifs de lycéens et collégiens constatées par l'autorité académique à la rentrée N-2 et hors internat;

c) la rémunération de la collectivité gestionnaire au titre de la maîtrise d'ouvrage concernant les grosses réparations, telle que prévue à l'article 6.

10.1 - Versement initial

Le premier versement TTC de la participation intervient sous la forme d'une avance de 40 % à l'année N, après le vote par l'assemblée délibérante de l'enveloppe financière en décembre N-1 correspondant au programme prévisionnel, hors provision.

10.2 - Compte-rendu annuel et versements complémentaires

En juin de l'année N, la collectivité gestionnaire transmet à la collectivité non gestionnaire un état d'avancement des travaux réalisés au titre du programme d'interventions régionales.

La collectivité gestionnaire établit au titre de chaque année un compte-rendu d'exécution et le bilan comptable des opérations réalisées, arrêté au 31 décembre, et les transmet à la collectivité non gestionnaire, au plus tard fin février de l'année suivante. Après une concertation entre les deux parties, les titres sont émis au plus tard fin septembre par la collectivité gestionnaire.

Ce bilan retrace l'état d'avancement des opérations en termes d'engagements, de mandatements, de report et de solde.

Les versements complémentaires de la collectivité non gestionnaire sont effectués chaque année en fonction des dépenses mandatées par la collectivité gestionnaire, figurant sur ce bilan comptable.

Ces documents sont nécessaires à l'éligibilité de la contribution de la collectivité non gestionnaire au FCTVA.

Dans le cas de dépenses réalisées au moyen d'avances allouées aux établissements, la collectivité non gestionnaire rembourse la collectivité gestionnaire sur la base d'un certificat administratif annuel attestant de la réalité des montants versés aux établissements concernés, arrêté au 31 décembre.

10.3 DISPOSITIONS RELATIVES A LA PRISE EN CHARGE DES DEPENSES DE TRAVAUX ET AUX FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES EXERCICES 2017 ET 2018

En l'absence de convention régissant la gestion des exercices 2017 et 2018, la collectivité gestionnaire s'engage à présenter à la collectivité non gestionnaire un état des dépenses de travaux, de personnels et de fonctionnement pour les deux exercices concernés au plus tard fin septembre 2019.
Ces états seront réalisés et présentés dans les conditions fixées par la présente convention.
Après une concertation entre les deux parties, les titres sont émis par la collectivité gestionnaire.

III – DISPOSITIONS RELATIVES AUX PERSONNELS ASSURANT LES MISSIONS D'ACCUEIL, DE RESTAURATION ET D'HEBERGEMENT ET D'ENTRETIEN GENERAL ET TECHNIQUE

ARTICLE 11 - STIPULATIONS GENERALES

Ainsi qu'il est rappelé à l'article 1 de la présente convention, la collectivité gestionnaire assure la gestion des missions d'accueil, de restauration et d'hébergement, d'entretien général et technique pour les cités scolaires dans le cadre des compétences dévolues aux deux collectivités.

La collectivité gestionnaire détermine les moyens nécessaires et fixe les modalités de fonctionnement pour assurer ces missions et garantir la qualité du service public de l'éducation au sein des cités mixtes régionales.

La collectivité gestionnaire assure le recrutement et la gestion des personnels autres que ceux mentionnés à l'article L. 211-8 du code de l'éducation.

ARTICLE 12 - DETERMINATION DES EMPLOIS

Le nombre des emplois et leur niveau dans les cadres d'emploi sont déterminés par la collectivité gestionnaire. Celle-ci détermine également dans quel cadre d'emploi les personnels sont recrutés.

Toutes créations, suppressions, ou transformations de postes concernant les établissements rattachés à l'autre collectivité, ayant une incidence sur la participation financière de cette collectivité, devront être préalablement soumises au comité de concertation et de coordination, et obtenir l'accord de cette collectivité.

Le nombre des emplois, affectés par cité scolaire est arrêté au 1er janvier 2019 à l'état présenté en l'annexe 2 à la présente convention.

ARTICLE 13 - PARTICIPATION FINANCIERE DU DEPARTEMENT

La participation financière de la collectivité non gestionnaire relative aux dépenses de personnels assurant les missions d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général et technique s'établit sur la base des arrêtés définitifs publiés le 27 mai 2010 portant droit à compensation en faveur des Régions pour ces personnels.

La contribution de la collectivité non gestionnaire correspond à la différence entre les dépenses exposées par la collectivité gestionnaire et la compensation financière correspondante que lui verse l'Etat, au prorata des effectifs de collégiens sur l'effectif total d'élèves de chaque cité scolaire.

La participation due par la collectivité non gestionnaire au titre d'une année civile N est calculée en prenant comme référence :

- les charges de personnel exposées par la collectivité gestionnaire au titre de cette année N. Ces dépenses de personnel s'entendent comme les rémunérations, primes et indemnités, ainsi que les charges sociales afférentes, versées par la collectivité gestionnaire pour les personnels effectivement en poste dans les cités scolaires, à l'exclusion de tout autre dépense.
- la compensation financière versée par l'Etat au titre de l'année N pour ces cités scolaires.

Les effectifs sont constatés à la rentrée scolaire de septembre de l'année (N-1), sur la base de données fournie par le rectorat de l'Académie de Versailles. Il n'est pas effectué d'ajustement en fonction des effectifs définitifs de l'année scolaire.

La contribution est calculée par les services de la collectivité gestionnaire. Ceux-ci transmettent à la collectivité non gestionnaire un état récapitulatif détaillé des dépenses réellement exposées au titre de l'année N à l'appui du titre de recette correspondant.

IV – DISPOSITIONS RELATIVES A LA RESTAURATION SCOLAIRE

ARTICLE 14 – ORGANISATION, TARIFICATION DES FAMILLES ET TARIF DE PRESTATION DES REPAS DES COLLEGIENS

La Région assure la mission de restauration pour l'ensemble des demi-pensionnaires de la cité mixte régionale. Dans ce cadre, elle confie l'organisation de la production et de la distribution des repas aux lycées. Ces derniers facturent aux collèges les repas commandés par les demi-pensionnaires collégiens sur la base du tarif de prestation régional fixé par délibération annuellement. Le Département s'engage à couvrir les dépenses de restauration scolaire réalisées par les collèges à cette hauteur en tenant compte des recettes qu'ils perçoivent auprès des familles.

Chaque collectivité met en œuvre sa politique en matière de tarification aux familles.

V – AUTRES DISPOSITIONS

ARTICLE 15 - LOGEMENTS DE FONCTION

Pour ce qui concerne les cités scolaires, la collectivité gestionnaire assure la gestion de l'ensemble des logements de fonction.

Elle définit les critères d'attribution des logements de fonction, dans le respect de la réglementation applicable, pour la totalité du parc de logements de chaque cité scolaire. Elle attribue les logements par nécessité absolue de service, utilité de service ou par convention d'occupation précaire en fonction de ces critères, selon les procédures en usage pour l'ensemble des établissements scolaires dont elle a la charge.

Elle assure le cas échéant la remise en état et les travaux de toute nature relevant du propriétaire dans les logements de fonction.

Pour chaque cité scolaire, le programme des travaux et de remise en état des logements de fonctions est réalisé conformément aux dispositions de l'article 8..

ARTICLE 16 - REPRESENTATION DES COLLECTIVITES AUX CONSEILS D'ADMINISTRATION.

Les collectivités territoriales sont représentées aux conseils d'administration dans les conditions prévues à l'article L 421-2 du code de l'éducation. Pour les prises de décision, le représentant de la collectivité de rattachement est le conseiller départemental lors des conseils d'administration des collèges, et le conseiller régional lors des conseils d'administration des lycées.

ARTICLE 17 - LITIGES AVEC DES TIERS

La collectivité gestionnaire se substitue à l'autre collectivité dans tous les contentieux, engagés par des tiers, relatifs aux travaux définis à l'article 5.

La Région se substitue également à la collectivité non gestionnaire pour les litiges nés des opérations d'équipement qu'elle mène et pour ceux qui se rapportent à l'exécution de l'article 11.

Elle informe la collectivité non gestionnaire de l'évolution des actions contentieuses en cours.

ARTICLE 18 - ASSURANCES

18.1 - Assurances des biens mobiliers et immobiliers

Les cités mixtes régionales sont garanties dans le cadre des contrats « Dommages aux biens » 1ère et 2ème ligne souscrits par la collectivité gestionnaire auprès de compagnies d'assurance notoirement solvables. La collectivité gestionnaire assure la totalité des biens meubles et immeubles des cités mixtes régionales, sans distinction de la nature et des propriétaires des bâtiments ou du mobilier.

Les garanties minimales souscrites sont les suivantes :

- Incendie – Chute de la Foudre – Explosion
- Chute d'avion – Choc de véhicules terrestres identifiés ou non identifiés
- Tempête, grêle, neige
- Dégât des eaux et fluides – Gel
- Fumées
- Attentat – Vandalisme
- Catastrophes naturelles
- Dommages électriques et électroniques
- Effondrement
- Vol
- Bris de Glaces
- Bris de machine – Tous risques informatique et matériels électroniques
- Evénements non dénommés – Tous risques sauf

Au titre de la prise en charge de l'assurance des biens, la collectivité gestionnaire est la collectivité interlocutrice et responsable pour tous les actes de gestion incombant au propriétaire, tels que la mise à disposition temporaire de tout ou partie des locaux à des associations en dehors des heures de formation ou pour l'attribution des logements de fonction.

18.2 - Responsabilité civile- Assurances

La collectivité gestionnaire est civilement responsable selon les règles de droit commun et sans recours possible à l'encontre de l'autre collectivité, des conséquences dommageables pouvant résulter des bâtiments et équipements dépendant des établissements constituant la cité mixte régionale, tant à l'égard des élèves, que des professeurs, agents et tiers. Il en est de même s'agissant des parties communes.

La collectivité gestionnaire déclare, par conséquent, être dûment assurée à ce titre, aux termes d'un contrat d'assurance *« responsabilité civile et risques annexes»* 1ere et 2ème ligne, souscrits auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable.

ARTICLE 19 – PARTITION ET TRANSFERT DE PROPRIETE

La Région et le Département conviennent que la séparation des cités scolaires en deux entités autonomes, dès lors qu'elle est réalisable sur le plan immobilier, doit être favorisée. Chaque partition, ainsi que ses modalités, est subordonnée aux votes des délibérations concordantes des deux collectivités territoriales.

Lors de la partition d'une cité scolaire, la collectivité gestionnaire transmet à la collectivité non gestionnaire les documents suivants :
- un dossier de plans des bâtiments et espaces transférés,
- les derniers rapports de vérifications périodiques des installations (électriques, de gaz, de chauffage, de désenfumage, de ventilation, d'ascenseurs...),
- les derniers rapports de visite établis par la commission de sécurité et les services vétérinaires,
- le ou les différents rapports de diagnostic amiante réalisés pour les bâtiments transférés,
- les 3 derniers programmes annuels d'intervention avec l'état d'avancement des opérations pour les bâtiments ou les espaces transférés,

- les marchés de travaux (pour la garantie décennale).

Une convention particulière, dressant l'état des lieux des biens ainsi répartis et définissant les règles d'utilisation des services et locaux à usage commun, est signée par la Région et le Département et un avenant à la présente convention organise la sortie des entités concernées du régime des cités scolaires.

ARTICLE 20 - DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties. Elle est conclue pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction, sans que sa durée totale puisse excéder 5 ans.

ARTICLE 21 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification à la présente convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par délibérations concordantes des deux collectivités territoriales.

ARTICLE 22 - RESILIATION

A la demande expresse de l'une des parties, la présente convention pourra être résiliée de plein droit en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites.
La résiliation est effective à l'issue d'un délai de préavis de 6 mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- l'inexécution des prestations est consécutive à un cas de force majeure.

Toutefois, si ce délai expire en cours d'année scolaire la date d'effet de la résiliation est reportée à la fin de cette dernière.

En outre, les deux collectivités s'engagent, chacune pour ce qui la concerne, à ce que toutes les opérations financées soient conduites à leur terme sous le régime juridique et financier fixé par la présente convention.

Le	**Le**
Pour la Région Ile-de-France	**Pour le Département des Hauts-de-Seine**
La Présidente du Conseil Régional	**Le Président du Conseil départemental**
Valérie PECRESSE	**Patrick DEVEDJIAN**

ANNEXE 1 : LISTE DES CITES SCOLAIRES DU 92

CITES SCOLAIRES	COLLECTIVITE GESTIONNAIRE
Lycée et collège Rabelais à MEUDON	**LA REGION**
Lycée et collège Pasteur à NEUILLY SUR SEINE	
Lycée et collège Lakanal à SCEAUX	
Lycée et collège Marie CURIE à SCEAUX	
Lycée et collège Michelet à VANVES	

ANNEXE 2 A LA CONVENTION :

EMPLOIS DANS LES CITES SCOLAIRES AU 1er janvier 2017
DEPARTEMENT 92

0920142E	PASTEUR	E920142E	4331	Agent d'accueil (AACCU)	1
0920142E	PASTEUR	E920142E	4332	Agent d'accueil (AACCU)	1
0920142E	PASTEUR	E920142E	11324	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920142E	PASTEUR	E920142E	4336	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920142E	PASTEUR	E920142E	4337	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920142E	PASTEUR	E920142E	4338	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920142E	PASTEUR	E920142E	4339	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920142E	PASTEUR	E920142E	4340	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920142E	PASTEUR	E920142E	4341	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920142E	PASTEUR	E920142E	4343	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920142E	PASTEUR	E920142E	4344	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920142E	PASTEUR	E920142E	4345	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920142E	PASTEUR	E920142E	4346	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920142E	PASTEUR	E920142E	4347	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920142E	PASTEUR	E920142E	4348	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920142E	PASTEUR	E920142E	11229	Responsable entretien général (REGEN)	1
0920142E	PASTEUR	M920142E	4352	Agent de maintenance (AMAINT)	1
0920142E	PASTEUR	M920142E	4350	Responsable maintenance (RMAINT)	1
0920142E	PASTEUR	R920142E	4342	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920142E	PASTEUR	R920142E	4333	Chef de cuisine (RCUIS)	1
0920142E	PASTEUR	R920142E	4334	Cuisinier (ACUIS)	1
0920142E	PASTEUR	R920142E	4335	Cuisinier (ACUIS)	1
Total PASTEUR					**22**
0920145H	LAKANAL	0920145H	4422	Responsable entretien général (REGEN)	1
0920145H	LAKANAL	E920145H	4376	Agent d'accueil (AACCU)	1
0920145H	LAKANAL	E920145H	4377	Agent d'accueil (AACCU)	1
0920145H	LAKANAL	E920145H	4378	Agent d'accueil (AACCU)	1
0920145H	LAKANAL	E920145H	4386	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920145H	LAKANAL	E920145H	4390	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920145H	LAKANAL	E920145H	4398	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920145H	LAKANAL	E920145H	11590	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920145H	LAKANAL	E920145H	4387	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920145H	LAKANAL	E920145H	4388	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920145H	LAKANAL	E920145H	4389	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920145H	LAKANAL	E920145H	4391	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920145H	LAKANAL	E920145H	4392	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920145H	LAKANAL	E920145H	4393	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920145H	LAKANAL	E920145H	4394	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920145H	LAKANAL	E920145H	4395	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920145H	LAKANAL	E920145H	4396	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920145H	LAKANAL	E920145H	4397	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920145H	LAKANAL	E920145H	4399	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920145H	LAKANAL	E920145H	4400	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920145H	LAKANAL	E920145H	4401	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920145H	LAKANAL	E920145H	4402	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920145H	LAKANAL	E920145H	4403	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920145H	LAKANAL	E920145H	4404	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920145H	LAKANAL	E920145H	4405	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920145H	LAKANAL	E920145H	4406	Agent d'entretien général (AEGEN)	1

0920145H	LAKANAL	E920145H	4407	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920145H	LAKANAL	E920145H	4408	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920145H	LAKANAL	E920145H	4409	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920145H	LAKANAL	E920145H	4410	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920145H	LAKANAL	E920145H	4411	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920145H	LAKANAL	E920145H	4412	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920145H	LAKANAL	E920145H	4413	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920145H	LAKANAL	E920145H	4414	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920145H	LAKANAL	E920145H	4420	Agent lingerie (ALING)	1
0920145H	LAKANAL	E920145H	4421	Agent lingerie (ALING)	1
0920145H	LAKANAL	M920145H	4415	Agent de maintenance (AMAINT)	1
0920145H	LAKANAL	M920145H	4416	Agent de maintenance (AMAINT)	1
0920145H	LAKANAL	M920145H	4417	Agent de maintenance (AMAINT)	1
0920145H	LAKANAL	M920145H	4418	Agent de maintenance (AMAINT)	1
0920145H	LAKANAL	M920145H	4419	Agent de maintenance (AMAINT)	1
0920145H	LAKANAL	M920145H	4423	Agent de maintenance (AMAINT)	1
0920145H	LAKANAL	M920145H	4379	Responsable maintenance (RMAINT)	1
0920145H	LAKANAL	R920145H	4380	Chef de cuisine (RCUIS)	1
0920145H	LAKANAL	R920145H	4381	Cuisinier (ACUIS)	1
0920145H	LAKANAL	R920145H	4382	Cuisinier (ACUIS)	1
0920145H	LAKANAL	R920145H	4383	Cuisinier (ACUIS)	1
0920145H	LAKANAL	R920145H	4384	Cuisinier (ACUIS)	1
0920145H	LAKANAL	R920145H	4385	Cuisinier (ACUIS)	1
Total LAKANAL					**49**
0920146J	MARIE CURIE	E920146J	4424	Agent d'accueil (AACCU)	1
0920146J	MARIE CURIE	E920146J	4425	Agent d'accueil (AACCU)	1
0920146J	MARIE CURIE	E920146J	4426	Agent de maintenance (AMAINT)	1
0920146J	MARIE CURIE	E920146J	4443	Agent de maintenance (AMAINT)	1
0920146J	MARIE CURIE	E920146J	4444	Agent de maintenance (AMAINT)	1
0920146J	MARIE CURIE	E920146J	4445	Agent de maintenance (AMAINT)	1
0920146J	MARIE CURIE	E920146J	4446	Agent de maintenance (AMAINT)	1
0920146J	MARIE CURIE	E920146J	11591	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920146J	MARIE CURIE	E920146J	4430	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920146J	MARIE CURIE	E920146J	4431	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920146J	MARIE CURIE	E920146J	4432	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920146J	MARIE CURIE	E920146J	4433	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920146J	MARIE CURIE	E920146J	4434	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920146J	MARIE CURIE	E920146J	4435	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920146J	MARIE CURIE	E920146J	4436	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920146J	MARIE CURIE	E920146J	4437	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920146J	MARIE CURIE	E920146J	4438	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920146J	MARIE CURIE	E920146J	4439	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920146J	MARIE CURIE	E920146J	4440	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920146J	MARIE CURIE	E920146J	9918	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920146J	MARIE CURIE	E920146J	4447	Agent lingerie (ALING)	1
0920146J	MARIE CURIE	E920146J	4448	Responsable entretien général (REGEN)	1
0920146J	MARIE CURIE	R920146J	4441	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920146J	MARIE CURIE	R920146J	4442	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920146J	MARIE CURIE	R920146J	11367	Chef de cuisine (RCUIS)	1
0920146J	MARIE CURIE	R920146J	4428	Cuisinier (ACUIS)	1
0920146J	MARIE CURIE	R920146J	10764	Cuisinier (ACUIS)	1
Total MARIE CURIE					**27**
0920149M	MICHELET	0920149M	4469	Agent de maintenance (AMAINT)	1
0920149M	MICHELET	0920149M	4503	Agent de maintenance (AMAINT)	1
0920149M	MICHELET	0920149M	4505	Agent de maintenance (AMAINT)	1

0920149M	MICHELET	0920149M	4504	Responsable maintenance (RMAINT)	1
0920149M	MICHELET	0920149M	4506	Responsable maintenance (RMAINT)	1
0920149M	MICHELET	E920149M	4497	Agent d'accueil (AACCU)	1
0920149M	MICHELET	E920149M	4498	Agent d'accueil (AACCU)	1
0920149M	MICHELET	E920149M	4474	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920149M	MICHELET	E920149M	4475	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920149M	MICHELET	E920149M	4476	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920149M	MICHELET	E920149M	4477	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920149M	MICHELET	E920149M	4480	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920149M	MICHELET	E920149M	4481	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920149M	MICHELET	E920149M	4482	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920149M	MICHELET	E920149M	4483	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920149M	MICHELET	E920149M	4484	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920149M	MICHELET	E920149M	4485	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920149M	MICHELET	E920149M	4486	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920149M	MICHELET	E920149M	4487	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920149M	MICHELET	E920149M	4488	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920149M	MICHELET	E920149M	4489	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920149M	MICHELET	E920149M	4490	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920149M	MICHELET	E920149M	4491	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920149M	MICHELET	E920149M	4493	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920149M	MICHELET	E920149M	4494	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920149M	MICHELET	E920149M	4495	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920149M	MICHELET	E920149M	4496	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920149M	MICHELET	E920149M	9919	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920149M	MICHELET	E920149M	11065	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920149M	MICHELET	E920149M	4500	Agent lingerie (ALING)	1
0920149M	MICHELET	E920149M	4508	Responsable entretien général (REGEN)	1
0920149M	MICHELET	E920149M	4499	Veilleur de nuit (AVNUI)	1
0920149M	MICHELET	M920149M	4470	Agent de maintenance (AMAINT)	1
0920149M	MICHELET	M920149M	4472	Agent de maintenance (AMAINT)	1
0920149M	MICHELET	M920149M	10262	Agent de maintenance (AMAINT)	1
0920149M	MICHELET	M920149M	4471	Agent de maintenance (AMAINT)	1
0920149M	MICHELET	M920149M	4509	Responsable maintenance (RMAINT)	1
0920149M	MICHELET	R920149M	4479	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920149M	MICHELET	R920149M	4492	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920149M	MICHELET	R920149M	4478	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920149M	MICHELET	R920149M	4507	Chef de cuisine (RCUIS)	1
0920149M	MICHELET	R920149M	4467	Cuisinier (ACUIS)	1
0920149M	MICHELET	R920149M	4468	Cuisinier (ACUIS)	1
0920149M	MICHELET	R920149M	4501	Cuisinier (ACUIS)	1
0920149M	MICHELET	R920149M	4502	Cuisinier (ACUIS)	1
Total MICHELET					**45**
0920798T	RABELAIS	E920798T	4609	Agent d'accueil (AACCU)	1
0920798T	RABELAIS	E920798T	4610	Agent d'accueil (AACCU)	1
0920798T	RABELAIS	E920798T	4620	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920798T	RABELAIS	E920798T	4614	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920798T	RABELAIS	E920798T	4615	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920798T	RABELAIS	E920798T	4616	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920798T	RABELAIS	E920798T	4617	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920798T	RABELAIS	E920798T	4618	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920798T	RABELAIS	E920798T	4619	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920798T	RABELAIS	E920798T	4621	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920798T	RABELAIS	E920798T	4622	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920798T	RABELAIS	E920798T	4623	Agent d'entretien général (AEGEN)	1

0920798T	RABELAIS	E920798T	4624	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920798T	RABELAIS	E920798T	4625	Agent d'entretien général (AEGEN)	1
0920798T	RABELAIS	E920798T	4628	Responsable entretien général (REGEN)	1
0920798T	RABELAIS	M920798T	4629	Agent de maintenance (AMAINT)	1
0920798T	RABELAIS	M920798T	4626	Agent de maintenance (AMAINT)	1
0920798T	RABELAIS	M920798T	4627	Responsable maintenance (RMAINT)	1
0920798T	RABELAIS	R920798T	4611	Chef de cuisine (RCUIS)	1
0920798T	RABELAIS	R920798T	4612	Cuisinier (ACUIS)	1
0920798T	RABELAIS	R920798T	4613	Cuisinier (ACUIS)	1
Total RABELAIS					**21**

Acte rendu exécutoire le 5 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc147984-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-312

DU 3 JUILLET 2019

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À DES ASSOCIATIONS POUR DÉVELOPPER LE LIEN ENTRE LES LYCÉES ET LES ENTREPRISES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;
VU Le Code de l'Education ;
VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 relative à l'adoption du Schéma Régional de la formation initiale et continue tout au long de la vie pour 2007-2013 ;
VU La délibération n° CR 06-08 du 26 juin 2008 relative à la mise en oeuvre du Schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;
VU La délibération n° CR 84-11 du 29 septembre 2011 relative à la réussite des élèves, « paroles de lycéen-ne-s », la suite de la consultation ;
VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 Nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéens ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n°CR 2017-162 du 22 septembre 2017;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 94-16 du 19 mai 2016 portant sur l'ouverture des lycées sur le monde de l'entreprise ;
VU La délibération n° CP 16-441 du 21 septembre 2016 relatif au développement du lien entre les lycées et les entreprises ;
VU La délibération n° CR 2017-051 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée ;
VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-312 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Décide de participer au titre du dispositif « Ouvrir les lycées sur le monde de l'entreprise » au financement des projets détaillés dans les fiches-projet en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **356 000 €**.

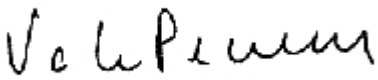
Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par délibération n°CR 84-11 du 30 septembre 2011 et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 et n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **356 000 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », Programme «Schéma des formations » (128005), Action « Réussite des élèves » (12800501) ; du budget 2019.

Article 2

Approuve la convention de partenariat pôle de formation Georges Guynemer des métiers de l'aérien du pays de Meaux, ci-annexée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

FICHES PROJETS

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-312

DOSSIER N° 19006151 - ECOLE ENTREPRISE 2019-2020 - 100 000 ENTREPRENEURS

Dispositif : Ecole Entreprise (n° 00000967)
Délibération Cadre : CP16-441 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800501- Réussite des élèves

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	273 054,00 € TTC	14,65 %	40 000,00 €
		Montant total de la subvention	40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 100 000 ENTREPRENEURS
Adresse administrative : 2 RUE DE MONCEAU
75008 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Philippe HAYAT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Au cours d'une séance interactive d'1h30 à 2 heures autour de l'intervenant, les jeunes de 13 à 25 ans comprennent la signification de l'acte d'entreprendre et l'aventure que cela représente. Qu'il soit chef d'entreprise, responsable associatif, porteur de projet au sein d'un groupe ou de la fonction publique, l'entrepreneur témoigne qu'il est possible de choisir sa vie professionnelle, et qu'elle peut être synonyme d'opportunité et d'épanouissement.

L'intervention permet également aux élèves de découvrir le fonctionnement concret du monde professionnel, ses différents secteurs d'activité, ainsi que les mécanismes et les fonctions de l'entreprise. Ils appréhendent l'utilité concrète des matières enseignées et les principaux axes d'orientation scolaire

Les interventions organisées par 100 000 entrepreneurs concernent tous les secteurs d'activité et tous types d'entrepreneurs.

Les interventions peuvent être organisées selon différents formats : interventions individuelles (un entrepreneur dans une classe pendant 2 heures), forum d'entrepreneurs (une dizaine d'intervenants rencontre une soixantaine d'élèves répartis par groupe de dix), opérations de sensibilisation (plusieurs intervenants viennent témoigner le même jour ou durant une même semaine dans un même établissement afin de sensibiliser l'ensemble des élèves d'un même niveau, ex : toutes les 2ndes, toutes les 1ères, etc.), conférences-tables rondes sur la thématique de l'entrepreneuriat des jeunes devant des publics variés (collégiens et lycéens, étudiants, jeunes du service civique), publics enseignants, publics

jeunes entrepreneurs / animations diverses lors de salons.

L'association organise également des événements de sensibilisation sectorielle avec certains de ses partenaires : Forum d'entrepreneurs spécial ESS, Forum d'entrepreneurs autour de certains secteurs d'activités (le numérique, les métiers d'arts, les métiers en tension, etc.)
En amont, les intervenants sont préparés soit 1h en groupe, soit 20 minutes via une vidéo de préparation en ligne.

L'action s'adresse aux élèves de collège et de lycée, ainsi qu'aux établissements extrascolaires franciliens (mission locale, association d'insertion, Ecole de la 2eme chance, etc.). Il est proposé des modules d'intervention dédiées aux enseignants.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Loyer et charges	36 990,00	13,55%
Frais postaux et Télécom	7 000,00	2,56%
Papeterie	1 050,00	0,38%
Frais de déplacements	21 000,00	7,69%
Ouitls de communication (catalogues, flyers, affiches, kakémonos, etc.)	5 250,00	1,92%
Prestations de communication	14 000,00	5,13%
Prestations informatiques (maintenance et hébergement web de la plateforme et des sites Internet)	8 750,00	3,20%
Honoraires gestion (expert-comptable, CAC)	11 550,00	4,23%
Total ingénierie/coordination de projet	167 464,00	61,33%
Total	273 054,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Secrétariat d'Etat en charge de l'égalité hommes-femmes	7 200,00	2,64%
Ministère de l'Education Nationale	5 400,00	1,98%
French Tech Tremplin/Agence du numérique	5 400,00	1,98%
Région Ile-de-France	40 000,00	14,65%
Fondation Entreprendre	36 000,00	13,18%
Groupe Adecco	7 200,00	2,64%
BNP Paribas	50 000,00	18,31%
BP Paris	25 000,00	9,16%
BPI France	13 680,00	5,01%
Taxe d'apprentissage	83 174,00	30,46%
Total	273 054,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-312

DOSSIER N° 19006152 - ECOLE ENTREPRISE 2019/2020 - BGE

Dispositif : Ecole Entreprise (n° 00000967)
Délibération Cadre : CP16-441 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800501- Réussite des élèves

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	55 000,00 € TTC	72,73 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BOUTIQUES DE GESTION PARIS IDF
Adresse administrative : 18 RUE DU FAUBOURG DU TEMPLE
75011 PARIS 11
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Gilles HANAUER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Intervention devant les classes pendant le temps scolaire, dans le cadre de 3 animations différentes :

J'ENTREPRENDS : pour éveiller ces jeunes à l'esprit d'entreprendre
8 sessions d'1/2 journée permettent de familiariser les élèves à la pédagogie de conduite de projet et de stimuler les attitudes entrepreneuriales : esprit d'équipe, créativité, sens des responsabilités, persévérance, confiance en soi, etc.
La dernière session est consacrée à la présentation orale de leur projet devant un jury.

JE GÈRE : pour découvrir le rôle et les missions d'un dirigeant d'entreprise.
1 journée à l'aide d'un jeu de plateau pour initier les élèves à la gestion comptable et financière d'une entreprise.

INTERVENTIONS PERSONNALISÉES : à la demande des équipes pédagogiques.
Les interventions personnalisées permettent de créer des contenus à la demande des professeurs ou des référents MLDS (Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire) afin de s'adapter aux besoins des élèves en fonction de leur cursus.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	575,00	1,05%
Services extérieurs	8 570,00	15,58%
Autres services extérieurs	2 455,00	4,46%
Charges de personnel	40 400,00	73,45%
Autres charges de gestion courante	1 700,00	3,09%
Dotation aux amortissements	1 300,00	2,36%
Total	55 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	40 000,00	72,73%
Préfecture du Val d'oise	5 000,00	9,09%
Autofinancement BGE Parif	10 000,00	18,18%
Total	55 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-312

DOSSIER N° 19006153 - ECOLE ENTREPRISE 2019/2020 - C'POSSIBLE

Dispositif : Ecole Entreprise (n° 00000967)
Délibération Cadre : CP16-441 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800501- Réussite des élèves

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	57 984,00 € TTC	51,74 %	30 000,00 €
		Montant total de la subvention	30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : C POSSIBLE
Adresse administrative : 12 AVENUE DE LOWENDAL
75007 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur François VACHEY

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association vise à aider les jeunes des lycées professionnels à trouver leur voie et en particulier ceux qui sont en grande difficulté et en risque de décrochage scolaire, cela à travers 2 registres d'interventions conjointes :
-interventions en classes/témoignages par des bénévoles pour donner des "points de repères" aux jeunes sur l'entreprise, la société en général, leur environnement.... concernant l'entreprise, la culture et les valeurs.
Nombreuses interventions concernant la préparation aux entretiens pour décrocher un stage la prise de parole, le comportement... la gestuelle....

Pour le monde de l'entreprise, ce sont des interventions :
-en classe pour présenter les différentes fonctions de l'entreprise, les métiers, l'importance de certaines disciplines dont le numérique et e digital, le savoir être, savoir se comporter en entreprise,
-ou au sein des entreprises, notamment pour les projets pédagogiques : découverte par une classe entière, accompagnée de ses professeurs, des activités d'une entreprise avec rencontres et discussions avec de scadres de différents services (visite in situ durant 2 jours au sein de l'entreprise).

Concernant la lutte contre le décrochage scolaire: accompagnement individuel d'un jeune par un tuteur de C'Possible via plusieurs rencontres pour lui faire rechercher, découvrir.... la future voie professionnelle.
Association des familles à différentes étapes, en lien avec un référent du lycée.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de personnel (dont charges de personnel)	57 984,00	100,00%
Total	57 984,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	17 984,00	31,02%
Région Ile-de-France	30 000,00	51,74%
Taxe d'apprentissage	10 000,00	17,25%
Total	57 984,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-312

DOSSIER N° 19006154 - ECOLE ENTREPRISE 2019/2020 - ECOLE ET VIE LOCALE

Dispositif : Ecole Entreprise (n° 00000967)
Délibération Cadre : CP16-441 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800501- Réussite des élèves

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	35 000,00 € TTC	57,14 %	20 000,00 €
		Montant total de la subvention	20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECOLE ET VIE LOCALE
Adresse administrative : 5 RUE DE VILLARCEAUX
95000 CERGY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Henri ALLEMAND

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les interventions sont animées par des professionnels retraités ou en activité. Elles s'appuient sur des échanges (interactivité) entre les apprenants et les animateurs à partir d'exemples vécus.
Des temps de travail en sous-groupes permettront aux élèves de verbaliser et s'approprier le résultat de leur réflexion (notamment sur la connaissance de soi)

1 - CONNAISSANCE DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL
2 - CONNAISSANCE DE SOI - SAVOIR ETRE
3 - TECHNIQUES DE REUSSITE D'UN ENTRETIEN, DE RECHERCHE DE STAGE OU D'EMPLOI (TRE/TRS)
4 - TABLES RONDES AUTOUR D'UN METIER
5 - VISITES D'ENTREPRISES
6 - PARTICIPATION A LA SEMAINE D'INTEGRATION
7 - RETOUR D'EXPERIENCE SUR L'APPRENTISSAGE

Public : les jeunes préparant un CAP, un baccalauréat professionnel, un baccalauréat technologique, un BTS, les élèves de 3èmes prépa pro en lycée
Nombre d'établissements : 20
Nombre moyen d'interventions par établissements : 4
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- YVELINES
- HAUTS DE SEINE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériel et fournitures	650,00	1,86%
Services extérieurs	8 150,00	23,29%
Autres services extérieurs	5 500,00	15,71%
Impôts et taxes	700,00	2,00%
Frais de préparation et d'intervention	20 000,00	57,14%
Total	35 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	2 000,00	5,71%
Entreprises	7 000,00	20,00%
Région Ile-de-France	20 000,00	57,14%
Commune de Cergy	2 000,00	5,71%
Commune de Saint Ouen l'Aumône	2 500,00	7,14%
Commune de Pontoise	500,00	1,43%
Commune d'Eragny	500,00	1,43%
Commune d'Argenteuil	300,00	0,86%
Commune de Taverny	200,00	0,57%
Total	35 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-312

DOSSIER N° 19006159 - ECOLE ENTREPRISE 2019/2020 - ENACTUS FRANCE

Dispositif : Ecole Entreprise (n° 00000967)
Délibération Cadre : CP16-441 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800501- Réussite des élèves

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	104 900,00 € TTC	38,13 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENACTUS FRANCE SIFE FRANCE
Adresse administrative : 204 RUE DE CRIMEE
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Bernard BAZILLON

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Enactus France a pour mission de développer l'esprit d'entreprendre et l'engagement des jeunes au service de la société. Pour cela, Enactus accompagne les jeunes dans la conception et la mise en oeuvre de projets d'entrepreneuriat social avec l'implication de professionnels de l'entreprise et du corps enseignant.
Il est proposé de déployer le programme « Mon projet ESS » auprès de lycéens de la région d'Ile-de-France.
Il se décline en douze ateliers, durant lesquels les élèves sont amenés à découvrir l'Économie sociale et solidaire (ESS) lors d'un événement de lancement, rencontrer des acteurs de l'ESS, identifier les besoins de leur territoire et à travailler en équipes pour faire émerger leur projet d'entrepreneuriat social. Les élèves présentent leur projet devant un jury de professionnels du monde académique et de l'entreprise au cours d'une cérémonie de clôture organisée pour célébrer leur engagement. Lors du dernier atelier, ils font le point sur leur parcours et formulent les compétences et savoir-être acquis et les métiers découverts.

Public : proposer le programme dans les 8 départements constituant la Région Ile-de-France et privilégier les lycées les plus éloignés, notamment en zone rurale.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges affectées au programme	50 000,00	47,66%
Outils pédagogiques (livrets, matériels pédagogiques, guide d'animation, etc.)	6 880,00	6,56%
Intervenants externes (formation des intervenants, indemnités des intervenants)	16 000,00	15,25%
Logistique et transports	3 120,00	2,97%
Événements (location de salle, stand, technique, trophée élèves)	8 000,00	7,63%
Outils de communication (photos, graphisme, vidéo)	6 500,00	6,20%
Actualisation étude d'impact	5 000,00	4,77%
Frais de fonctionnement (bureaux, assurance, bureautique, etc.)	9 400,00	8,96%
Total	104 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	40 000,00	38,13%
Fondation KPMG	15 000,00	14,30%
Fondation SNCF	39 900,00	38,04%
Ministère Éducation Nationale	10 000,00	9,53%
Total	104 900,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-312

DOSSIER N° 19006161 - ECOLE ENTREPRISE 2019/2020 - ENTREPRENDRE POUR APPRENDRE

Dispositif : Ecole Entreprise (n° 00000967)
Délibération Cadre : CP16-441 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800501- Réussite des élèves

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	135 050,00 € TTC	37,02 %	50 000,00 €
		Montant total de la subvention	50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENTREPRENDRE POUR APPRENDRE IDF
Adresse administrative : 102 RUE DES POISSONNIERS
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Bruno BACIOTTI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Mini Entreprise-EPA est un programme qui permet à des jeunes de créer et gérer une entreprise, dans le cadre du lycée et sur l'année scolaire.
Les jeunes passent par toutes les étapes de création d'une entreprise : développement d'un concept, recherche d'investisseurs, entretiens d'embauche pour répartir les responsabilités au sein de l'entreprise, gestion financière, commercialisation et communication.
Il s'agit donc d'un concept pédagogique et partenarial, qui repose sur une initiative ludique originale et pratique. Dans le but de faire découvrir aux jeunes leur environnement et le monde économique, l'action se déroulent majoritairement sur le temps scolaire (enseignements pratiques, temps spécialisés, etc) et extrascolaire. Ils participent activement aux différents évènements.
Etape 1 : démarrer son projet Mini Entreprise-EPA
Etape 2 : De l'idée à la Mini Entreprise
Etape 3 : Faire vivre la Mini Entreprise :
Etape 4 : Valorisation des mini entrepreneurs:
Etape 5 : Clôture de la Mini Entreprise

Le programme vise à sensibiliser les lycéens et des modules sensibilisation sont également prévus pour sensibiliser également les enseignants au monde de l'entreprise PME, PTE, GE.

Public : Lycéens franciliens + enseignants

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	4 100,00	3,04%
Evénements	16 400,00	12,14%
Déplacements	20 500,00	15,18%
Charges de personnel	84 050,00	62,24%
Formation enseignants	10 000,00	7,40%
Total	135 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	20 500,00	15,18%
Subvention Etat	11 250,00	8,33%
Mécénat (entreprises partenaires)	41 000,00	30,36%
Région Ile-de-France	50 000,00	37,02%
Département Seine Saint Denis	6 000,00	4,44%
Département Seine et Marne	4 300,00	3,18%
Département du Val d'Oise	2 000,00	1,48%
Total	135 050,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-312

DOSSIER N° 19006162 - ECOLE ENTREPRISE 2019/20209 - JOB IRL

Dispositif : Ecole Entreprise (n° 00000967)
Délibération Cadre : CP16-441 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800501- Réussite des élèves

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	98 000,00 € TTC	30,61 %	30 000,00 €
		Montant total de la subvention	30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JOBIN REAL LIFE
Adresse administrative : 10 RUE DE VILLIERS
92300 LEVALLOIS-PERRET
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CHRISTELLE MESLE -GENIN, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ce programme propose aux établissements de mettre en oeuvre des actions d'aide à l'orientation dans le cadre du Parcours Avenir (heures de vie de classe, d'accompagnement personnalisé et d'orientation professionnelle, semaine de l'orientation …) :
-un atelier de préparation,
-3 ateliers d'aide à l'orientation,
a. « Découvrir le monde du travail »
b. « Echanger avec des professionnels et des étudiants »
c. « Construire son réseau professionnel »
-une demi-journée de rencontre métiers Happy JobIRL avec deux temps
a. Mini-conférences sur les secteurs d'avenir,
b. Un speed-meeting avec des professionnels représentants d'autres métiers
-un atelier de bilan : retours sur les ateliers et les rencontres avec les professionnels, partage d'expérience et de connaissance, questionnaire de bilan de programme

Ce projet a pour ambition d'accompagner 1 600 lycéens (environ 200 élèves par établissement)
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie de projet et coordination des programmes	28 000,00	28,57%
Formation des équipes pédagogiques et des intervenants extérieurs	11 200,00	11,43%
Organisation et animation des rencontres métiers Happy Job IRL	22 400,00	22,86%
Recherche de partenaires et mobilisation des professionnels bénévoles	16 800,00	17,14%
Création et animation des communautés des lycées sur JobIRL.com	10 500,00	10,71%
Etude d'impact	5 600,00	5,71%
Charges indirects	3 500,00	3,57%
Total	98 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	30 000,00	30,61%
Fondation Sycomore	28 000,00	28,57%
CGET	10 500,00	10,71%
Fondation Bellon	19 500,00	19,90%
Participation de la structure	10 000,00	10,20%
Total	98 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-312

DOSSIER N° 19006163 - ECOLE ENTREPRISE 2019/2020 - LE RESEAU

Dispositif : Ecole Entreprise (n° 00000967)
Délibération Cadre : CP16-441 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800501- Réussite des élèves

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	54 000,00 € TTC	66,67 %	36 000,00 €
		Montant total de la subvention	36 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSO RESEAU NATIONAL ENTREPRISE EDUCATION
Adresse administrative : 32 BD PAUL VAILLANT COUTURIER 93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Yves DESJACQUES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les « Jumelages d'échanges solidaires » est un programme mis en œuvre par « Le Réseau », en partenariat avec le ministère de l'Education nationale et permet de renforcer de manière pérenne les liens locaux entre Ecole et Entreprise. Ce programme consiste à jumeler un lycée professionnel à une entreprise locale ou une structure locale d'entreprise (point de vente, de production, d'activité commerciale ou industrielle, siège social ou administratif national ou local…) disposant d'une implantation proche de celui-ci afin d'établir un programme « d'échanges solidaires » sur l'année scolaire.
4 types d'action proposées dans le cadre des « échanges solidaires » :
-La séquence d'observation en milieu professionnel ou stage. Il permet de sensibiliser les élèves à l'environnement technologique, économique et professionnel durant la période de stage fixée par l'établissement et définit dans le cadre de leur formation initiale.
-La visite en entreprise. Elle permet aux élèves de se familiariser avec les processus de production ou les structurations des entreprises.
-L'intervention d'un professionnel en classe.
-Le forum des métiers.

Public :
-Les élèves issus des lycées professionnels franciliens,
-Les enseignants issus de ces mêmes établissements souhaitant faire découvrir le monde économique à leurs élèves.

Nombre d'élèves bénéficiaires du projet : entre 2 500 et 3 000
Nombre d'établissements engagés dans le projet : une quarantaine
Nombre de classes engagées dans le projet : entre 50 et 70

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des personnels	24 000,00	44,44%
Charges sociales et fiscales	12 000,00	22,22%
Loyer et charge	3 000,00	5,56%
Frais comptable	1 000,00	1,85%
Frais de déplacement	2 000,00	3,70%
Frais de communication	6 500,00	12,04%
Achats bureautiques	1 500,00	2,78%
Frais téléphoniques	1 000,00	1,85%
Frais organisation journée des jumelages	3 000,00	5,56%
Total	54 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	18 000,00	33,33%
Région Ile-de-France	36 000,00	66,67%
Total	54 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-312

DOSSIER N° 19006372 - ECOLE ENTREPRISE 2019-2020 - CROISSANCE RESPONSABLE

Dispositif : Ecole Entreprise (n° 00000967)
Délibération Cadre : CP16-441 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-65738-128005-100
Action : 12800501- Réussite des élèves

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	103 000,00 € TTC	19,42 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT DE FRANCE
Adresse administrative : 23 QUAI DE CONTI
75006 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Monsieur Xavier DARCOS

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le programme Prof en entreprise est un programme d'aide aux jeunes via leurs enseignants et conseillers d'orientation à qui il est proposé de venir 3 jours en entreprise.
Chaque session se déroule en trois temps :
-une demi-journée collective de sensibilisation à l'environnement économique, à l'organisation des entreprises et à l'emploi,
-3 jours d'immersion en entreprise organisés "sur mesure" avec chaque entreprise,
-une demi-journée en groupe dédiée au retour d'expérience.

La démarche vise à favoriser l'orientation et l'insertion des jeunes en améliorant la connaissance des enseignants sur les réalités de l'entreprise et des métiers.

Il est également prévu de proposer des actions de sensibilisation à des groupes d'enseignants (séminaires, visites d'entreprises,...)
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipes dédiées aux activités exercées par la Fondation et soutien à l'organisation du programme "Prof en entreprise" par ces équipes	60 000,00	58,25%
Honoraires-Responsable du programme	20 000,00	19,42%
Frais gestion/refonte partielle /hébergement du site internet	8 000,00	7,77%
Réalisation de supports de communication print et audiovisuelle	5 000,00	4,85%
Organisation d'évènements	10 000,00	9,71%
Total	103 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Donation entreprises	60 000,00	58,25%
Donations personnes physiques	23 000,00	22,33%
Région Ile-de-France	20 000,00	19,42%
Total	103 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-312

DOSSIER N° 19006451 - ECOLE ENTREPRISE 2019/2020 – CREE TON AVENIR

Dispositif : Ecole Entreprise (n° 00000967)
Délibération Cadre : CP16-441 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800501- Réussite des élèves

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	37 080,00 € TTC	67,42 %	25 000,00 €
		Montant total de la subvention	25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CREE TON AVENIR FRANCE
Adresse administrative : 5 RUE ALPHONSE BERTILLON
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Nathalie BRUNEL

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Objectif n°1 : Permettre aux lycéens de mieux connaître leurs forces et de prendre confiance en eux
Pour les lycéens : Accès à la plateforme de Crée ton avenir !!! dédiée à la construction du projet d'orientation.
Pour les enseignants :
Accès à la plateforme de Crée ton avenir !!! dédiée à la construction du projet d'orientation.
Objectif n°2 : Développer leur capacité à appréhender en sus des connaissances et compétences techniques qu'ils vont développer lors de leur cursus, l'importance des compétences transversales et comportementales (soft skills) dans un environnement professionnel en pleine évolution.
Objectif n°3 : Expérimenter sur le « terrain » ce que sont des compétences transversales et comportementales (softs skills) en bonne cohérence avec les tuteurs de stage.
Objectif n°4 : impliquer les parents dans cette démarche .
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réalisation des outils pédagogiques, de formation et autres supports (klt enseignants, newsletter parents …)	5 000,00	13,48%
Accès à la plateforme de Crée ton avenir	14 880,00	40,13%
Charges de personnel	17 200,00	46,39%
Total	37 080,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	25 000,00	67,42%
Partenaires privés	12 080,00	32,58%
Total	37 080,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-312

DOSSIER N° 19006469 - ECOLE ENTREPRISE 2019/2020 – ARTICLE 1

Dispositif : Ecole Entreprise (n° 00000967)
Délibération Cadre : CP16-441 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800501- Réussite des élèves

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	154 452,00 € TTC	16,19 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARTICLE 1
Adresse administrative : 29 BOULEVARD BOURDON
75004 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BENJAMIN BLAVIER, DELEGUE GENERAL

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le programme « Inspire » s'adresse aujourd'hui principalement aux classes de première et terminale, issus de filière générale et technologique.
Le programme vise de façon prioritaire les établissements recrutant en REP ou REP+, QPV, situés en zones rurales ou isolées.
Le contenu du programme « Inspire » consiste en des rencontres avec des bénévoles, étudiants ou professionnels, organisés en classes sous forme d'ateliers.
La démarche s'appuie sur un réseau de 150 entreprises partenaires (dont Orange, Capgemini, BNP Paribas …) pour identifier et mobiliser les bénévoles professionnels dans le cadre de ces rencontres.
2 formats d'ateliers :
- En classes de première et terminale, animation de l'atelier « Codes professionnels », dédié à la découverte du monde de l'entreprise et de ses codes, organisé en classe entière ou par demi-classe ;
- En classes de première et terminale, animation de l'atelier « Déclic » dont l'objectif est de sensibiliser les lycéens aux enjeux de l'orientation post-bac et les encourager à se projeter dans la vie étudiante.
Les objectifs de ces ateliers sont de combattre les phénomènes d'autocensure observés chez les jeunes issus de milieux populaires ; développer la persévérance scolaire ; lever les freins à la poursuite d'étude ; prendre conscience de la diversité des métiers ; maîtriser les savoirs-être et les codes professionnels ; démystifier la vision des études supérieures ; décloisonner le monde de l'enseignement et celui de l'entreprise.

Avec la réforme du lycée les élèves doivent faire des choix de spécialités. C’est la raison pour laquelle, il est proposé d'intervenir dès la classe de seconde, afin d’accompagner la réflexion des lycéens dans les choix qu’ils doivent effectuer.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
RH : Coordination Inspire Ile de France : formation, animation, partenariat/ réseau	50 000,00	32,37%
Loyer	10 000,00	6,47%
Coût Service civique / stagiaire (ordinateur, téléphone, accompagnement …)	3 000,00	1,94%
Frais pédagogiques (impressions, fournitures, frais de déplacement bénévoles)	5 000,00	3,24%
Fonctionnement plateforme digitale : administration, community management, modération des échanges, maintenance corrective et évolutive, campagne d'inscription sur les réseaux sociaux, développement d	18 000,00	11,65%
Frais généraux Siège (ingénierie pédagogique, encadrement, étude d'impact, administratif/support…) correspondant à 15% du budget du projet	12 900,00	8,35%
Ingénierie pédagogique : création de l'atelier, création du module de formation, évaluation de l'atelier	20 400,00	13,21%
1 chef de projet pour la conception et évaluation	10 400,00	6,73%
Création de contenus (vidéos)	5 000,00	3,24%
Adaptation de la plateforme web Inspire au public Secondes	5 000,00	3,24%
Formation animateurs	5 200,00	3,37%
Encadrement chef de projet (sélection, formation, suivi)	5 200,00	3,37%
Frais généraux administratifs	4 352,00	2,82%
Total	154 452,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil Ile-de-France Dispositif école/entreprise pour l'atelier expérimental de seconde	25 000,00	16,19%
Autres fonds de l'association (Entreprises partenaires, Organismes paritaires – CCI de l'Ile-de-France, AGEFOS PME et OPCALIA)	109 452,00	70,86%
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	20 000,00	12,95%
Total	154 452,00	100,00%

CONVENTION DE PARTENARIAT POLE DE FORMATION G. GUYNEMER

Convention de Partenariat
POLE DE FORMATION GEORGES GUYNEMER DES METIERS DE L'AERIEN
DU PAYS DE MEAUX

Entre :
Entre les parties ci-dessous désignées :

- **LES ENTREPRISES ET ASSOCIATIONS**

Aéroports de Paris SA, société anonyme au capital de 296.881.806 euros, dont le siège social est 1 rue de France - 93290 Tremblay-en-France, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le numéro 552 016 628, représentée par **Monsieur Augustin DE ROMANET**, Président Directeur Général, ayant reçu délégation à l'effet des présentes.
Ci-après dénommée : « Groupe ADP »

Air France, société anonyme à conseil d'administration de 126 748 775,00 €uros, dont le siège social est situé au 45 RUE DE PARIS 95747 ROISSY CDG CEDEX 93290 Tremblay-en-France. Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le numéro 420 495 178, dont le domaine de compétence est le transport aérien de passagers, représentée par Madame Anne RIGAIL, membre du conseil d'administration de la Société Air France.
Ci-après dénommée « Air France Industries »

La Caisse des dépôts et consignations, établissement spécial, créé par la loi sur les finances du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, ayant son siège au 56, rue de Lille 75007 Paris, représentée par […], dûment habilité en vertu d'un arrêté portant délégation de signature du Directeur général en date 19 avril 2019.

Dassault Aviation, société anonyme à conseil d'administration au capital de 66 789 624 €uros, dont le siège social est situé au 9 Rond-Point Champs-Elysées-Marcel Dassault 75008 PARIS, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro B 712 042 456, dont le domaine de compétence est la Construction Aéronautique et Spatiale, représentée par **Monsieur Éric TRAPPIER**, Président Directeur Général de l'Entreprise DASSAULT AVIATION.
Ci-après dénommée « Dassault Aviation »

La Société EPIGO, société par actions simplifiée est active depuis 3 ans, dont le siège social est situé 3 PL DE LONDRES 93290 TREMBLAY EN FRANCE, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le numéro B817516966 dont le domaine de compétence est spécialisé dans le secteur d'activité de la Restauration de type rapide, représenté **par Éric LABRUNE.**
Ci-après dénommée « EPIGO »

PROJET

La Fédération Nationale de l'Aviation Marchande, fédère 10 métiers au travers de 8 groupements professionnels (les compagnies aériennes, les principaux assistants en escale, le transport de fret, l'aviation d'affaires, la maintenance aéronautique, les services aéroportuaires, le transport par hélicoptères, l'aviation générale, la formation aéronautique, les drones et les aéroports. La FNAM représentez 95% des activités du secteur aérien. Elle est représentée par **Monsieur Alain Battisti, Président de la FNAM.**
Ci-après dénommée : « FNAM »

Le Groupement des Industries Françaises de l'Aéronautique et du Spatial - GIFAS, syndicat professionnel dont le siège social est situé au 8 rue Galilée 75116 Paris, qui regroupe près de 400 sociétés - depuis les grands maîtres d'œuvre et systémiers jusqu'aux PME - dont les membres sont spécialisés dans l'étude, le développement, la réalisation, la commercialisation et la maintenance de tous programmes et matériels aéronautiques et spatiaux, civils et militaires, ainsi que des systèmes de défense et de sécurité, représenté par **Monsieur Eric TRAPPIER, Président du GIFAS**
Ci-après dénommée : « GIFAS »

Le pôle de compétitivité ASTech PARIS REGION, association régie par les dispositions de la loi du 1er juillet 1901 et régulièrement déclarée, dont le siège social est situé au 1-3 allée de Bruxelles Aéroport de Paris-Le-Bourget 93350 Le Bourget, elle est spécialisée dans le secteur d'activité des autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire, représentée par **Monsieur Jean PERROT**, Président Directeur Général du pôle de compétitivité ASTech Paris Région.
Ci-après dénommée : « Pôle ASTech»

L'école Aéronautique des Cadets du Pays de Meaux, association régie par les dispositions de la loi du 1er juillet 1901 et régulièrement déclarée, dont le siège social est situé à la Mairie de Meaux, 2 Place de l'Hôtel de Ville 77100 Meaux, dont le domaine de compétence est de préparer les jeunes au Brevet d'Initiation Aéronautique (BIA), représentée par **Monsieur Christian LE CAZ,** Président de l'Association Ecole Aéronautique des Cadets du Pays de Meaux.
Ci-après dénommée : « L'Ecole Aéronautique des Cadets du Pays de Meaux »

Les Ailes du Pays de Meaux, association régie par les dispositions de la loi du 1er juillet 1901 et régulièrement déclarée, dont le siège social est situé à l'Aérodrome de MEAUX-ESBLY 77450 ISLES LES VILLENOY, est spécialisée dans le secteur d'activité des autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire, représentée par **Monsieur Patrick MONBRUN**, Président de l'Association Les Ailes de Meaux.
Ci-après dénommée : « Les Ailes du Pays de Meaux »

- **LES COLLECTIVITES TERRITORIALES :**

Le Conseil Régional Ile-de-France, représenté par **Madame Valérie PÉCRESSE**, Présidente du Conseil Régional Ile de France, situé 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen

PROJET

Ci-après, dénommé : « Conseil Régional Ile-de-France »

Le Conseil Départemental de Seine et Marne, représenté par **Monsieur Patrick SEPTIERS**, Président du Conseil Département de Seine et Marne, situé 12 Rue des Saints-Pères, 77000 Melun,

Ci-après, dénommé : « Conseil Départemental de Seine-et-Marne »

La Communauté d'Agglomération du Pays de Meaux, représentée par **Monsieur Jean-François COPÉ**, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Meaux, située 2 place de l'hôtel de ville, 77100 Meaux,

Ci-après, dénommé : « Communauté d'Agglomération du Pays de Meaux »

La Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France, représentée par **Monsieur Patrick RENAUD**, Président de la Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France, dont le siège social est situé au 6bis Avenue Charles de Gaulle, 95700 Roissy-en-France.

Ci-après dénommée « La Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France»

La Communauté de Commune du Pays de L'Ourcq, représentée par **Monsieur Pierre EELBODE**, Président de la Communauté de Communes du Pays de l'Ourcq, dont le siège social est situé 1-2 Avenue Louis Delahaye, 77440 Ocquerre.

Ci-après dénommée « Communauté de Communes du Pays de L'Ourcq »

La Communauté de Communes Plaine et Mont de France, représentée par **Monsieur Jean Louis DURAND**, Président de la Communauté de Communes Plaine et Mont de France, dont le siège social est situé au 6 Rue du Général de Gaulle, 77230 Dammartin-en-Goële.

Ci-après dénommée « Communauté de Communes Plaine et Mont de France»

- **<u>LES OPERATEURS DE FORMATION</u>**

La liste des établissements de formation du pôle de formation Georges Guynemer des métiers de l'aérien du Pays de Meaux pourra évoluer en fonction des besoins des différents partenaires et des entreprises des filières concernées

L'Académie de Créteil, représentée par **Monsieur Daniel AUVERLOT**, son Recteur, Chancelier des Universités dont le siège social est situé au 4 rue Georges Enesco 94000 CRETEIL.

Ci-après dénommée : « Rectorat de Créteil »

L'Association pour la Formation aux Métiers de l'Aérien - AFMAé, association de la loi 1901 organisme gestionnaire du CFA des Métiers de l'Aérien, numéro de siret 40989592700013 représentée par son Président, **Guy TARDIEU** dont le siège social est situé au 56 Rue de Vilgénis 91300 Massy.

Ci-après dénommée : « AFMAé»

PROJET

L'Université Paris Est Marne-la-Vallée est un Etablissement Public à caractère scientifique, culturel et professionnel, domicilié au 5 Boulevard Descartes 77420 Champs sur Marne, dont le domaine et compétences est la formation, représentée par le Président de l'Université **Monsieur Gilles ROUSSEL**,
Ci-après dénommé : « UPEM »

- **LES ACTEURS DE LA PROMOTION ET DE L'ANIMATION TERRITORIALE**

Le GIP Emploi CDG, Groupement d'Intérêt Public, rassemble des partenaires publics et privés qui ont décidé de répondre ensemble aux besoins immédiats et futurs en emploi et en compétences des entreprises et des habitants du Grand Roissy, identifiant Siret 130 018 112 00016, dont le siège social est situé à Roissypôle – bâtiment Aéronef – Place de Magellan – BP 9003 – 95731 Roissy CDG cedex, dont le domaine de compétence est l'animation et la coordination des actions Emploi – Orientation sur le territoire de projet Grand Roissy – Le Bourget, représenté par **Jean-Yves LATOURNERIE**, Président.
Ci-après dénommé : « GIP Emploi CDG »

Et ensemble dénommées "les Parties",

Il est exposé et convenu ce qui suit :

- **Les filières aéronautique et aéroportuaire identifiées comme porteuse d'un enjeu stratégique national**

Le trafic aérien est aujourd'hui évalué à 4 milliards de passagers par an et les projections de l'Association du Transport Aérien International (**IATA**) indiquent que ce nombre va **presque doubler d'ici 2036**, atteignant **7,8 milliards** de voyageurs.

Cette prévision se fonde sur le **Taux de Croissance Annuel Composé** (**TCAC**) de **3,6%** et présage des perspectives de développement à l'échelle nationale, Européenne et Internationale. Une dynamique qui entraine dans son sillage les secteurs de la construction des aéronefs et de l'aéroportuaire.

En effet, à l'horizon 2030 une production de **plus de 32 000 avions civils** (36 passagers et plus) devrait être livrée, dont 19 000 avions monocouloirs (type Airbus 320) et 9 000 avions à grand rayon, dont 1 331 très gros porteurs. Quant à elle, l'aviation d'affaire table sur **7 700 livraisons de jets d'affaires d'ici à 2028[1].**

Une dynamique qui porte également le développement des aéroports internationaux, à l'image du Groupe ADP qui programme dès 2028 l'ouverture du Terminal 4, qui permettra d'accueillir à l'horizon 2037, 30 à 40 millions de passagers supplémentaires.

[1] Source Annexe PIA CMQ catégorie Excellence

PROJET

- **Une dynamique économique nationale, freinée par des difficultés de recrutement**

Le premier défi de l'industrie aéronautique française, est de trouver la main d'œuvre nécessaire dans ce secteur de pointe. Des ingénieurs, mais aussi et surtout des ouvriers qualifiés que les PME aéronautiques ont du mal à attirer.

En 2018, le secteur de l'aéronautique et du spatial représentait **195 000 emplois salariés en France**, dont 30% en Ile de France et a créé 4 000 emplois nets (Source GIFAS). La région Ile-De-France, se caractérise par plusieurs spécificités notamment par la construction de sous-ensembles complets (moteurs, train d'atterrissage,) qui impliquent de nombreux sous-traitants. Elle possède un positionnement marqué dans la conception et la fourniture d'équipements aéronautiques. Elle concentre de nombreuses activités de maintenance lourde de type industriel sur et autour des plateformes, assurées par des compagnies aériennes et des fournisseurs d'équipements.

La filière aéronautique est confrontée à un vieillissement de sa pyramide des âges, avec **30% de départs en retraite d'ici 10 ans**. Une inquiétude forte au regard du désintérêt des jeunes publics pour les métiers de l'industrie.

Le secteur du transport aérien représente quant à lui **près de 100 000 emplois**, concentrés pour la majorité d'entre eux sur l'Ile-de-France (53%). Les emplois liés à la maintenance représentent 12%, ceux de la relation client 50% (aussi bien au sol qu'en vol). Le vieillissement de la pyramide des âges est aujourd'hui également une préoccupation, tout comme les évolutions technologiques et numériques qui impactent métiers et compétences. La Fédération Nationale de l'Aviation Marchande estime que **plus de 40 000 emplois pourraient être à pourvoir avec le déploiement du T4** bénéficiant aux riverains et plus largement aux habitants des territoires environnants, et notamment pour répondre aux attentes des clients en termes de qualité de service.

- **Une proximité avec l'Aéroport Paris Charles de Gaulle**

Le Grand Roissy-Le Bourget, Territoire Interdépartemental d'Intérêt Régional, National, Européen et Mondial, constitue un bassin d'emploi majeur en Ile-de-France et concentre, par la présence de la première plateforme internationale française et du premier aéroport d'aviation d'affaires européen, de nombreux emplois liés aux activités aéroportuaires. Les métiers qui y sont représentés se caractérisent par leur environnement international, conjugué à une rythmique de travail territoriale spécifique (travail de nuit, saisonnalité). Ils sont également marqués par un niveau élevé de normes et d'encadrement règlementaires. Ces spécificités des conditions d'emploi et des parcours professionnels peuvent rendre certains emplois difficilement accessibles aux populations résidentes sur les territoires concernés.

PROJET

Paradoxalement au regard du dynamisme économique du territoire, sa population active se caractérise par un niveau de qualification moins élevé que la moyenne francilienne et un taux de chômage plus élevé de près de 4 points. Ainsi, malgré ces dynamiques, le territoire présente des points de fragilité et des difficultés à lever, afin que ses habitants puissent bénéficier des emplois générés par son développement.
Tout l'enjeu est d'une part, de favoriser la formation et l'insertion des populations riveraines, afin qu'elles bénéficient de l'accès aux emplois, et d'autre part, que les entreprises aient accès à une main-d'œuvre locale formée et qualifiée qui réponde à leurs besoins.

Le projet du Terminal 4, lié au développement de la plateforme aéroportuaire de Paris Charles de Gaulle consiste en la construction d'un ensemble de bâtiments[2], qui réponde à la croissance du trafic aérien mondial. Les capacités d'accueil du Terminal 4 seront à terme, de l'ordre de 35 à 40 millions de passagers par an.
Selon le Groupe ADP, **1 million de passagers supplémentaires permet la création de 1500 emplois directs** et autant d'emplois indirects.
Cette extension se fera dans l'emprise de la plate-forme de Paris-Charles de Gaulle sur une superficie de 167 hectares. Le projet ne comporte pas de création ou d'extension de pistes.

- **Le Pays de Meaux : « Un engagement fort au cœur d'un contexte économique et stratégique déterminant pour l'Ile-de-France ».**

L'agglomération du Pays de Meaux a initié une démarche stratégique d'attractivité dont l'une des principales composantes est la structuration et le développement des filières sous-traitance aéronautique et aéroportuaire.

En coopération avec leurs partenaires, les élus du Pays de Meaux ont engagé des premières actions afin de faire évoluer l'offre de formation professionnelle, initiale et continue vers les métiers de l'aéroportuaire et de l'aéronautique, avec pour ambition commune de :

- Répondre aux besoins de formation et d'évolution des compétences des acteurs économiques du nord-est francilien,
- Favoriser l'accès à l'emploi des plateformes aéroportuaires des habitants du bassin économique.

Cette démarche partagée par de multiples acteurs s'appuie autant sur les partenaires institutionnels et les centres de formation, sur les entreprises industrielles franciliennes, qui sont depuis l'origine au cœur de la démarche.

Le projet territorial du Pays de Meaux, s'inscrit parfaitement dans le schéma de la filière d'excellence de la Région Ile-de-France et des deux Campus des Métiers et des Qualifications franciliens liés respectivement aux métiers de l'aéronautique et de l'aéroportuaire. Il vise

[2] Salles d'embarquement, processeur, zone centrale, tri bagages, aires et voies de desserte avions, réseaux ferrés dédiés, de voies de circulation et de réseaux de desserte routière et ferrée interne à la plate-forme

PROJET

notamment une coopération forte entre l'industrie, les opérateurs de formation et les instances publiques territoriales. La Communauté d'Agglomération du Pays de Meaux porte également l'ambition, d'accompagner les industries locales dans leur approche et transformation afin de leur permettre d'appréhender au mieux les nouveaux enjeux du numérique et de l'automatisation. Une démarche qui fait écho à la politique industrielle ambitieuse du Gouvernement **« Territoires d'industrie** », dont Meaux est un territoire identifié. La Communauté d'Agglomération du Pays de Meaux se fera fort de décliner localement cette politique, levier de développement des territoires.

Informer, sensibiliser et attirer les jeunes vers ces filières et leurs métiers est un aussi un enjeu stratégique pour l'ensemble des partenaires. La Communauté d'Agglomération du Pays de Meaux et ses partenaires ont engagé différentes actions de promotion, tel que le Meaux Air Show, meeting aérien

Le Pays de Meaux accueille en effet tous les deux ans, un meeting aérien qui en trois éditions s'est installé parmi les 10 premiers regroupements français. En 2018 avec 35 000 visiteurs, le Meaux Air Show, est véritablement ancré dans les évènements phares franciliens. Il est également l'incarnation de la volonté des acteurs de promouvoir ces filières, afin qu'elles s'inscrivent dans l'ADN du territoire et traduit une volonté forte de renouer avec le passé aéronautique du Pays de Meaux de la fin du 19ème et début du 20ème Siècle. Il constitue enfin un vecteur majeur qui doit permettre à l'ensemble des acteurs de promouvoir leurs métiers et de sensibiliser les publics présents, aux innombrables opportunités d'emploi et de développement professionnel et personnel.

L'accès aux emplois de la plateforme aéroportuaire et de la filière aéronautique est en enjeu également prégnant pour les Communautés de Communes Plaines et Monts de France et du Pays de l'Ourcq. De nombreuses associations et groupements collaborent avec les services des deux intercommunalités pour accompagner l'ensemble des publics dans l'orientation et la définition d'un parcours professionnalisant et les aider à découvrir la palette des métiers offerte sur Paris Charles de Gaulle.

La Communauté d'Agglomération de Roissy Pays de France qui attache un sens au développement des filières de l'aéronautique et l'aéroportuaire, accueillera à la rentrée 2019, sur la commune de Bonneuil-en-France, le nouveau site de l'AFMAé, partenaire de l'Education Nationale pour le développement de formations en apprentissage sur le Pays de Meaux.
Des collaborations inter-sites de formation qui renforcent la vision des élus d'un « travailler ensemble » sur des projets structurant d'envergure, leitmotive du GIP Interscot.

PROJET

Définitions

Dans le présent accord, les termes suivants auront les significations respectives suivantes :

- **Projet** : le projet de pôle de formation Georges Guynemer des métiers de l'aérien du Pays de Meaux :
- **Coordonnateur** : le porteur du projet, la Communauté d'Agglomération du Pays de Meaux ;
- **Le Groupement** : le groupement, sans personnalité juridique, composé de tous les partenaires participant au projet
- **Partenaires :** ensemble des signataires du présent accord, ou d'un avenant à celui-ci
- **Contribution** : apport de chacune des membres du consortium au projet, de nature financière et/ou humaine et/ou technique
- **Accord** : la présente convention ainsi que ses avenants éventuels
- **Comité de pilotage** : l'instance de pilotage du projet telle que définie à l'article 10.

ARTICLE 1. Objet de l'accord

L'accord a pour objet :

- D'organiser le développement d'un pôle de formation autour des métiers de l'aéronautique (sous-traitance et maintenance), de l'aéroportuaire et de la robotique sur le bassin économique du Nord-Est de la Seine et Marne
- D'apporter des solutions ou des pistes de réflexions pour répondre à l'évolution des besoins de compétences et des nouveaux métiers liés aux filières citées supra
- De définir les ambitions portées par l'ensemble des membres
- D'organiser la gouvernance du Projet
- De délimiter les engagements de chacun des partenaires
- De déterminer les passerelles de formation entre les Etablissements.

ARTICLE 2.Description du Projet

L'ambition portée autour de ce projet de pôle de formation est d'implanter sur le Pays de Meaux, à 25 minutes de la Plateforme Aéroportuaire de Roissy Charles de Gaulles, un lieu dédié à l'évolution de l'offre de formation professionnelle, initiale et continue vers les métiers des filières aéronautiques et aéroportuaires. Ce projet s'inscrit en cohérence et en complémentarité de l'offre de formation proposée par le CFA des Métiers de l'Aérien (AFMAé) à Bonneuil en France.

Le Projet s'appuie sur un écosystème public privé regroupant :

- Des partenaires institutionnels,
- Des partenaires de la Formation et de l'Emploi,
- Et des partenaires industriels.

PROJET

Ce Projet a pour ambition de :

- Répondre aux besoins de formation et d'évolution des compétences des acteurs économiques du Nord-Est francilien,
- Favoriser l'accès à l'emploi des plateformes aéroportuaires des habitants des bassins économiques des territoires concernés.

Pour répondre à ces objectifs ambitieux de la Région Ile-de-France de rester la 1ère région européenne de l'aéronautique et du spatial, de répondre aux besoins de recrutement de compétences des entreprises des filières citées supra et de contribuer à l'employabilité des publics.

Le Projet de pôle de formation Georges Guynemer des métiers de l'aérien du Pays de Meaux implique la mutualisation des ressources existantes chez tous les partenaires (notamment plateau technique AFMAé au Bourget), la réhabilitation et le développement d'infrastructures nécessaires pour accueillir :

- Un plateau technique dédié à la maintenance aéronautique (accueil d'aéronefs ; pièces détachées, cockpits, carlingue),
- Des salles de cours,
- Des salles d'enseignement professionnel,
- Un amphithéâtre,
- Un laboratoire d'expérimentation,
- Un plateau technique dédié à la sûreté aéroportuaire et à l'accueil, l'information, l'orientation et l'enregistrement des passagers.

3.1 Les lieux de formation

Le pôle de formation Georges Guynemer des métiers de l'aérien du Pays de Meaux sera adossé au lycée Pierre de Coubertin (industrie) et au Lycée Charles Baudelaire (Services) de Meaux. Il s'appuiera en tant que de besoin sur les infrastructures déjà existantes chez les autres partenaires de formation, notamment celles d'AFMAé au Bourget.

3.2 Les objectifs poursuivis par le Projet

1- **Développer et renforcer l'offre de formation aéronautique** option avionique sur le Nord-Est Francilien en lien avec les centres de formation existants
2- **Développer et renforcer l'offre de formation** en lien avec les emplois actuels et futurs de la plateforme aéroportuaire, et en premier lieu ceux de la sureté aéroportuaire, de l'accueil, de l'information, de l'orientation et l'enregistrement des passagers, en lien avec les centres de formation existants
3- **Favoriser la formation agile** par un maillage territorial des formations à l'échelle de l'Est Francilien
4- **Développer le rapprochement Ecole-Entreprise** au sein pôle de formation Georges Guynemer des métiers de l'aérien du Pays de Meaux afin d'améliorer la connaissance

PROJET

mutuelle des partenaires et d'optimiser le lien entre les métiers et les formations au travers d'un réseau de compétences croisées selon des thématiques à définir

5- **Favoriser la coopération Inter-campus :** Contribuer au développement des actions portées par les Campus des Métiers et des Qualifications du Hub de l'aéroportuaire et des échanges internationaux Grand Roissy – le Bourget et aéronautique et spatial 4.0

6- **Favoriser l'immersion professionnelle :** Rapprocher les apprenants des environnements de travail par le développement de plateaux techniques et de programme de formation en réalité virtuelle (démarrage d'un projet autour de l'apprentissage de l'anglais aéroportuaire en partenariat avec *ADP* et *EPIGO*)

7- **Contribuer à l'expérimentation** : Favoriser l'émergence de projets de recherche et développement et rassembler de multiples acteurs au cœur d'un laboratoire d'expérimentation, afin de contribuer à la mise en réseau des porteurs de projets, étudiants, industriels et de proposer un lieu propice au partage et développement de connaissances.

8- **Assurer la cohérence des formations** : Proposer aux publics en formation des parcours complets offrant une gamme de formations jusqu'au plus haut niveau et facilitant la liaison enseignement secondaire - enseignement supérieur ; ce « *catalogue de formations* » aura pour but de mieux faire connaître la diversité des formations et ainsi de favoriser l'insertion professionnelle en lien avec les Campus des Métiers et des Qualifications au plan régional mais aussi national. Le pôle de formation Georges Guynemer des métiers de l'aérien du Pays de Meaux facilitera la mixité des parcours, permettant aux jeunes d'adopter différents statuts tout au long de leur formation : scolaire, apprentissage, voire formation continue.

   Les formations industrielles pourront proposer une « coloration » aéronautique développée en partenariat avec les acteurs de la filière aéronautique. Pour renforcer la cohérence des formations, les partenaires favoriseront le partage des compétences et des moyens technologiques.

   Enfin, le pôle de formation Georges Guynemer des métiers de l'aérien du Pays de Meaux pourra le cas échéant répondre aux sollicitations d'Ingénierie des Entreprises en relation avec le pôle de formation en proposant à leurs salariés des formations adaptées aux métiers de l'aéronautique.

9- **Veiller à l'adéquation « Formations et Métiers » :** Mettre en œuvre des réunions périodiques, plusieurs fois par an, de concertation afin de mettre en place des projets liés à la formation ou à la communication en regard des besoins actuels et futurs des partenaires industriels.

   Des expérimentations in situ permettront de vérifier cette adéquation entre les contenus pédagogiques et la réalité des métiers. Des projets pédagogiques collaboratifs seront mis en œuvre permettant aux publics en formation de découvrir les outils et les concepts d'une démarche systémique.

PROJET

10- **Promouvoir l'ouverture du pôle de formation Georges Guynemer des métiers de l'aérien du Pays de Meaux à l'Europe et à l'International :** Définir des orientations visant à favoriser la mobilité internationale d'enseignants, de chercheurs et d'étudiants, en définissant également lorsque cela serait possible, des accords avec des campus Européens et Internationaux, et en liaison avec leurs composantes pédagogiques.
11- **Développer la vie du pôle de formation Georges Guynemer des métiers de l'aérien du Pays de Meaux :** Proposer une offre d'hébergement de proximité immédiate permettant d'accueillir les élèves des formations initiales, ainsi que toutes personnes intégrées dans un parcours en formation continue de courte ou de longue durée, développer des activités sportives, culturelles permettant à l'ensemble des acteurs du réseau de se rencontrer. Des associations à caractère sportif ou culturel, ainsi que des fédérations aériennes, pourront être parties prenantes.
12- **Favoriser les relations inter-campus :** Les partenaires pourront mutualiser en tant que de besoin, les échanges d'expériences avec d'autres campus, mais également coordonner la mise en œuvre et l'ingénierie de projets pédagogiques qui pourraient entrer dans leurs champs d'actions respectifs.
13- **Inscrire le projet dans la dynamique d'un territoire d'industrie avec les acteurs qui le composent.**
14- **Favoriser les relations entre les territoires d'industrie :** Les Partenaires pourront mutualiser en tant que de besoin, les échanges d'expériences mais également coordonner la mise en œuvre et l'ingénierie de projets pédagogiques qui pourraient entrer dans leurs champs d'actions respectifs.

ARTICLE 3.Le Projet pédagogique

L'ambition de ce projet partagé est de :

- Répondre aux besoins de formation et d'évolution des compétences des acteurs économiques du Nord-Est francilien,
- Favoriser l'accès à l'emploi des plateformes aéroportuaires des habitants de notre bassin économique.

En tant qu'action structurante des deux CMQ labélisés ce projet s'inscrit dans les orientations du Ministère de l'Education Nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche, concernant la transformation de la voie professionnelle.

Il sera une des incarnations physiques des CMQ autour de lycées d'enseignement professionnel et technologique et contribuera :

- Aux parcours de formation professionnelle sous statut scolaire, en apprentissage et en formation continue des adultes. Cette mixité assure donc la sécurisation des parcours dans une logique de formation tout au long de la vie,

PROJET

- Au partenariat public-privé avec le développement d'actions complémentaires, de synergies et de collaboration avec l'AFMAé[3], centre de formation de la branche professionnelle, et les opérateurs formations des deux Campus des Métiers et des Qualifications franciliens.
- Aux expérimentations technologiques,
- A la stratégie territoriale de développement économique et d'emploi en cohérence avec le bassin d'emploi du Grand Roissy le Bourget.

ARTICLE 4.Le Projet d'aménagement territorial

Le département de Seine-et-Marne est un territoire historiquement lié au secteur de l'aéronautique. Avec plus de 15 000 emplois et près de 150 établissements, il regroupe un écosystème industriel riche qui nécessite, au regard de la dynamique du secteur et des difficultés de recrutement rencontrées notamment par la supply chain, de renforcer l'offre de formation existante. Le développement de formations sur le Sud du département (Villaroche) illustre parfaitement l'urgence de structurer dès aujourd'hui des parcours de formation sur les métiers de la construction et de la maintenance d'aéronefs.

L'activité croissante de la plateforme aéroportuaire a mis en exergue ces dernières années, la faible attractivité d'un certain nombre de métiers et la difficulté de trouver les compétences requises, notamment sur les prérequis. La vacance de postes connue aujourd'hui sera accrue avec l'ouverture du Terminal 4 (horizon 2028) et la création de milliers d'emplois supplémentaires.

Engagés au côté du Groupe ADP, la Communauté d'Agglomération du Pays de Meaux et ses partenaires, en lien avec le GIP Emploi Roissy CDG ont initié une réflexion et des premières actions opérationnelles pour répondre aux enjeux d'aujourd'hui et de demain.

Ce projet de pôle de formation des métiers de l'aérien, vient renforcer la volonté des acteurs territoriaux de faire converger les politiques sectorielles territoriales, telles que :

- La formation et l'emploi ;
- Le développement de filières industrielles et innovantes ;
- L'attractivité économique.

La constitution du GIP « Interscot»[4] traduit également la volonté des élus de développer un ensemble de projets structurants afin de pouvoir accompagner le développement de ces filières. Cette coopération s'exercera notamment dans les secteurs suivants :

- Les politiques de mobilité et de déplacement ;

[3] Association pour la Formation des Métiers de l'Aérien

[4] Au titre de la compétence Aménagement et Planification et au regard des obligations réglementaires, les 4 établissements publics de coopération intercommunale, à savoir la Communauté d'Agglomération du Pays de Meaux, la Communauté de Communes Plaines et Monts de France, la Communauté de Communes du Pays de l'Ourcq, et la Communauté d'Agglomération Roissy-Pays de France ainsi que le département de la Seine-et-Marne, souhaitent développer un travail de planification sur l'ensemble des territoires concernés de la Seine-et-Marne et du Val d'Oise.

PROJET

- Le positionnement du territoire, les clusters de référence ; le maintien et le développement des activités à fort potentiel, industrie, logistique, aéronautique et aéroportuaire ;
- La spécialisation des secteurs, développement de filières ;
- Le renforcement des bassins de vie, logement, politique de l'habitat, services, équipements.

ARTICLE 5. Engagements et droits des Partenaires

Les Partenaires conviennent de participer soit financièrement, soit par le biais d'apports en nature ou en compétences au développement des futures infrastructures nécessaires à l'apprentissage des publics afin que ceux-ci, développent les compétences au plus proche de celles attendues par les entreprises.

Les Partenaires conviennent de favoriser des relations privilégiées entre les entreprises locales (donneurs d'ordre, fournisseurs et sous-traitants) du secteur industriel aéronautique et l'ensemble des acteurs de la formation pôle de formation Georges Guynemer des métiers de l'aérien du pays de Meaux afin :

- D'assurer une veille technologique et ainsi de faire évoluer l'offre de formation et de répondre aux enjeux de demain ;
- De faciliter l'organisation d'actions en direction des élèves et des enseignants, tels que des projets pédagogiques collaboratifs et innovants, des stages de formation d'élèves et d'étudiants ainsi que l'immersion d'enseignants en entreprise ;
- D'informer sur les métiers et les formations de l'industrie aéronautique notamment avec l'association Airemploi Espace Orientation (association au service des branches de la FNAM et GIFAS) et la Cité des Métiers de Roissypôle en collaboration avec les académies de Créteil et de Versailles et les services d'orientation de la Région.

Les Partenaires conviennent de développer et d'accompagner les échanges industriels entre les établissements de formation, les laboratoires de recherche et les entreprises identifiées ; ce travail en réseau s'effectuera au travers d'échanges structurés dans le cadre de la démarche qualité, visant la mise en œuvre d'un « label » et de pratiques innovantes avec le cas échéant l'utilisation d'outils mutualisés.

Des conventions particulières de mise en œuvre opérationnelle pourront être signées entre chaque partie signataire membre du groupement (partenaire) et la structure juridique idoine qui portera le projet et futur gestionnaire du pôle de formation Georges Guynemer des métiers de l'aérien du pays de Meaux. Ces conventions préciseront les engagements et droits des membres ainsi que les modalités pratiques et financières y afférents.

La présente convention mentionne ci-dessous les intentions de contribution de chaque partenaire.

PROJET

6.1 Le Groupe ADP

Les champs d'intervention identifiés :

- Participation au financement de la réhabilitation de l'aérogare de l'Aérodrome de Meaux Esbly « Métiers de l'aéroportuaire »
- Collaboration aux actions « découverte des métiers de l'aéroportuaire »
- Versement d'une quote-part de la taxe d'apprentissage au lycée Charles Baudelaire
- Faciliter l'intervention des salariés du groupe ADP dans le programme d'enseignement
- Délivrer des formations en apprentissage aux métiers de l'aéroportuaire

6.2 Le Groupe Dassault Aviation

Les champs d'intervention identifiés :

- Participation au financement du bâtiment « Métiers de l'aéronautique »,
- Versement d'une quote-part de la taxe d'apprentissage au lycée Pierre de Coubertin,
- Apport en nature (matériels, composants, aéronefs destinés au rebus ou non),
- Accompagnement des équipes de formation (…) Avis sur les contenus des programmes de formation afin qu'ils correspondent au plus près aux besoins de la filière,
- Accompagnement de Dassault Système et Dassault Falcon Service pour le développement de modules de formation en réalité virtuelle et la mise à disposition de modélisation 3D (cartes pour la maintenance avionique dans un premier temps) des aéronefs Dassault,
- Intervention des salariés du groupe Dassault dans le déroulement de la formation.

6.3 Air France Industries

Les champs d'intervention identifiés :

- Apport éventuel en nature (matériels, composants, aéronefs destinés au rebus ou non)
- Accompagnement des équipes de formation (…) Avis sur les contenus des programmes de formation afin qu'ils correspondent au plus près aux besoins de la filière.
- Faciliter l'intervention de salariés d'AFI dans le programme d'enseignement
- Collaboration aux actions « découverte des métiers de l'aéroportuaire et de la maintenance »
- Versement éventuel d'une quote-part de la taxe d'apprentissage aux lycées Charles Baudelaire et Pierre de Coubertin

6.4 La société Epigo

Les champs d'intervention identifiés :

Participation au développement du Projet « développement des compétences linguistique et postures professionnelles via la réalité virtuelle » : dans ce cadre, EPIGO permettra, sous réserve de l'accord de son Comité d'Entreprise et de l'obtention du droit à l'image des salariés, l'accès à un point de vente qu'elle exploite à l'Aéroport Charles de Gaulle, sur 3 ou 4 journées

PROJET

(à définir), afin que le **Rectorat de Créteil** puisse réaliser un film montrant une situation concrète d'échanges entre les passagers et le personnel de restauration. Cet enregistrement a pour but de permettre au **Rectorat de Créteil** de créer une formation en anglais en réalité virtuelle**.**

6.5 Le Groupement des Industries Françaises Aéronautiques et Spatiales -GIFAS

Les champs d'intervention identifiés :

- Participation au financement du bâtiment « Métiers de l'aéronautique »
- Ingénierie de formation ;
- Promotion attractivité des métiers de l'Aéronautique
- Veille et prospective en terme de GPEC

6.6 LA Fédération Nationale de l'Aviation Marchande

Les champs d'intervention identifiés :

- Versement d'une quote-part des fonds libres de la taxe d'apprentissage au Lycée Pierre de Coubertin
- Promotion attractivité des métiers de l'Aérien, Aéronautique, Aéroportuaire
- Ingénierie de formation
- Veille et prospective en terme de GPEC

6.7 Le Pôle de compétitivité ASTech Paris Region

Les champs d'intervention identifiés :

- Promotion attractivité des métiers de l'Aéronautique
- Promotion du pôle de formation et de ses actions
- Collaboration aux projets d'innovation

6.8 Le Conseil Régional d'Ile-de-France

Les champs d'intervention identifiés :

- Réalisation des infrastructures nécessaires au développement des formations aéronautiques – option avionique sous statut scolaire, et aide à l'établissement du plan de financement pour la réalisation des infrastructures nécessaires aux enseignements en apprentissage ».

6.9 Le Conseil Départemental de Seine et Marne,

Les champs d'intervention identifiés :

- Promotion du pôle de formation Georges Guynemer des métiers de l'aérien du pays de Meaux et de ses actions
- Soutien aux investissements au travers des dispositifs existants
- Collaboration aux projets d'innovation

PROJET

6.10 La Communauté D'Agglomération du Pays De Meaux

Les champs d'intervention identifiés :

- Ingénierie de projet,
- Coordination et animation du Projet
- Apport en nature utile au développement au Projet
- Coordination des liaisons transports en commun (bus – SNCF)

6.11 L'Académie de Créteil

Les champs d'intervention identifiés :

- Favoriser le développement des formations sous statut scolaire, en apprentissage et en formation continue des adultes en lien avec les métiers de l'aéroportuaire et de la sous-traitance aéronautique ;
- Soutenir la démarche d'agrément Part 147 du lycée Pierre de Coubertin ;
- Privilégier la collaboration avec l'Association pour la Formation aux Métiers de l'Aérien pour le développement de l'offre de formation ;
- Favoriser les synergies et la mutualisation des actions de Formation avec l'AFMAé.

6.12 L'Association pour la Formation aux Métiers de L'Aérien - AFMAé

Les champs d'intervention identifiés :

- Mise en œuvre des formations par apprentissage dispensées dans le cadre des filières aéronautique et aéroportuaire
- Extension du périmètre de son agrément Part 147
- Mise à disposition de ses formateurs et de son plateau technique du Bourget
- Synergies et mutualisation sur les actions de Formation avec les équipes du lycée Pierre de Coubertin et du lycée Baudelaire (notamment plateau technique AFMAé au Bourget, mise à disposition croisée de modules numériques, …).

6.13 L'Université Paris Est Marne-La-Vallée

Les champs d'intervention identifiés :

- Collaboration sur la mise en place de diplômes universitaires en lien avec la filière aéronautique ;
- Collaboration sur les projets d'innovation ;
- Synergies et mutualisation sur les actions de Formation avec les équipes du lycée Pierre de Coubertin et du lycée Baudelaire.

6.14 Le Gip Emploi CDG, Groupement D'intérêt Public,

Les champs d'intervention identifiés :

- Ingénierie d'actions de formation innovante, immersive ;
- Collaboration sur des projets d'orientation, découverte des métiers, mise en relation avec les employeurs du territoire aéroportuaire et la Cité des métiers de Roissypôle ;

PROJET

- Veille et prospective en termes de GPECT ;
- Ingénierie de projet.

6.15 La Caisse des Dépôts et des Consignations

Les champs d'intervention identifiés :

Mandatée par l'Etat, la Caisse des Dépôts, à travers la Banque des Territoires, est un opérateur du Programme des Investissements d'Avenir depuis sa mise en place. Elle est notamment mobilisée sur la mise en œuvre du PIA 3 Territoires d'innovation pédagogique « Campus des Métiers et des Qualifications ».

En outre, la Banque des Territoires peut intervenir, dans le respect des règles d'intervention qui lui sont applicables, sous réserve de l'accord de l'organe délibérant compétent :

- En expertise et ingénierie permettant notamment d'identifier les conditions de faisabilité ;
- en prêts sur Fonds d'Epargne pour les projets portés par les collectivités ou développés dans le cadre des dispositifs nationaux Action Cœur de Ville et NPNRU ;
- en investissements en fonds propres dans les sociétés de projet structurant pour le territoire, aux côtés d'investisseurs publics ou privés et suivant un modèle économique viable ;
- à travers des consignations de fonds sur décision administrative, judiciaire ou environnementale. »

La Caisse des Dépôts se réserve la possibilité d'intégrer ou de ne pas intégrer la structure juridique à constituer entre les membres du groupement (tel que définie à l'article 9 de la présente convention). Une telle décision sera soumise à son comité d'engagement compétent.

ARTICLE 6. Le Campus des Métiers et des Qualifications Aéronautique et Spatial et le Campus des Métiers et des Qualifications Hub Aéroportuaire et des Echanges Internationaux

Le Projet porté par le groupement s'intègre pleinement dans la dynamique du Campus des Métiers et des Qualifications Aéronautique et Spatial et du Campus des Métiers et des Qualification Hub de l'aéroportuaire et des échanges internationaux Grand Roissy-Le Bourget et n'a pas pour vocation à se substituer à eux.

Implanté sur un « Territoire d'industries », il participera à entraîner la voie professionnelle vers l'excellence, afin de former des professionnels insérés dans un monde en perpétuelle évolution et de donner un nouvel élan au lycée professionnel.

Le Projet incarnera physiquement les deux campus au travers des espaces de formation dédiés aux filières de l'aéronautique et de l'aéroportuaire et participera à leur visibilité et leur rayonnement. Le Projet contribuera autant que faire se peut au développement des actions portées par les deux Campus des Métiers et des Qualifications des filières aéronautiques et aéroportuaires et tirera pleinement profils des expérimentations et actions développées dans le cadre des Campus des Métiers et des Qualifications.

PROJET

ARTICLE 7.Communication, animation et représentation du groupement

Les membres s'engagent à réfléchir à la mise en place d'actions de communication, d'animation et de représentation et devront en débattre avant toute action de communication.

- Présence de l'ensemble des partenaires au Meaux Air Show (2020, 2022, 2024,) ;
- Mise en place d'un évènement majeur (forum, assises) une fois par an, favorisant les échanges entre les élus, les représentants du monde de l'entreprise et les opérateurs de formation ;
- Participation aux forums des métiers et des formations franciliens – représentant des partenaires membres du groupement ;
- Intégration des logos des partenaires

ARTICLE 8.Gouvernance du Projet

Le groupement, qui est composé des partenaires participant au Projet et signataires de la présente convention de partenariat, n'est pas doté de la personnalité morale. Les Parties s'engagent dans les meilleurs délais à constituer la structure juridique qui sera dotée de la personnalité morale dont l'objet sera de coordonner et de gérer le pôle de formation Georges Guynemer des Métiers de l'Aérien du Pays de Meaux.

Les Parties s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation du Projet et s'assureront de la mobilisation de leurs collaborateurs. Elles désigneront à cet effet un ou plusieurs représentants qui seront les interlocuteurs de la Communauté d'Agglomération du Pays de Meaux.

La Communauté d'Agglomération du Pays de Meaux, en tant que Coordinateur et porteur du Projet, assure l'animation et la mise en œuvre de la présente convention de partenariat. Le Coordinateur est notamment chargé :

- de définir les modalités de collaboration à mettre en œuvre avec les représentants désignés par les Parties (comité technique ou autre) ainsi que la fréquence de leurs réunions,
- d'élaborer en concertation avec ces représentants un programme d'actions à partir des champs d'intervention identifiés à l'article 6; ce programme mentionnera pour chacune des parties les étapes et le calendrier de réalisation des actions qui lui est associé,
- de coordonner les actions à entreprendre, tant auprès de ses équipes que vis-à-vis des Parties à la présente convention, et de veiller à leur mise en œuvre,
- d'établir et présenter un bilan annuel sur l'avancement du programme d'actions au comité de pilotage,
- de rendre compte de son action au comité de pilotage au moins une fois par an.

PROJET

ARTICLE 9. Pilotage du Projet pôle de formation Guynemer de formation des métiers de l'aérien du Pays de Meaux.

Un comité de pilotage, composé de représentants désignés pilote par chacune des Parties signataires et présidé par Monsieur Jean-François COPE, se réunira pour assurer le suivi de la présente convention de partenariat.

Le comité de pilotage sera constitué représentants de :

- De la Région Ile-de-France
- Du Conseil Départemental de Seine-et-Marne
- Des 4 EPCI du GIP Interscot
- De l'Académie de Créteil
- Des organismes de formations,
- Des entreprises partenaires,
- Des fédérations (professionnelles, aéronautiques).

ARTICLE 11 - Dispositions financières

Aucune rémunération, ni indemnité, ne sera due entre les Parties au titre de la présente convention.

ARTICLE 12 – Durée de la convention

Cette convention prendra effet à compter de sa date de signature et prendra fin à la mise en place de la gouvernance de la structure juridique dotée de la personnalité morale et au plus tard le 30 juin 2024.

Six mois avant son terme, les Parties se réuniront pour envisager les modalités de son éventuelle reconduction.

A Le Bourget, le

PROJET

Le Président de l'Association Les Ailes du Pays de Meaux	Le Président de l'Association de L'école Aéronautique des Cadets du Pays de Meaux	Le Président du GIP Emploi CDG
Patrick MONBRUN	Christian LE CAZ	Jean-Yves LATOURNERIE
La Société EPIGO	Membre du Conseil d'Administration de la Société Air France	Le Président de la FNAM
Éric LABRUNE	Anne RIGAIL	Alain BATTISTI
Le Président du Conseil Départemental de Seine et Marne	Le Président Directeur Général d'ASTECH Paris Région	Le Président de GIFAS
Patrick SEPTIERS	Jean PERROT	Éric TRAPPIER
Le Directeur Général de La Caisse des Dépôts et Consignations	Le Président Directeur Général de Dassault Aviation	Le Président Directeur Général de l'Aéroport de Paris SA
Marianne LOURADOUR	Éric TRAPPIER	Augustin DE ROMANET
La Présidente du Conseil Régional Ile-de-France,	Le Président de la Communauté du Pays de Meaux	Le Recteur de l'Académie de Créteil
Valérie PÉCRESSE	Jean-François COPÉ	Daniel AUVERLOT
Le Président de la Communauté de Communes Plaine et Mont de France	Le Président de la Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France	Le Président de la Communauté de Commune du Pays de L'Ourcq
Jean Louis DURAND	Patrick RENAUD	Pierre ELBODE
Le Président L'AFMAé,	Le Président de l'Université de Paris Est Marne-la-Vallée	
Guy TARDIEU	Gilles ROUSSEL	

PROJET

PROJET

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc148398-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-324

DU 3 JUILLET 2019

PROGRAMME D'AIDE À LA SÉCURISATION ET À LA RÉNOVATION DES LYCÉES PRIVÉS SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'éducation et notamment ses articles L.151-2, L.151-4 et L.442-6 et suivants ;

VU le Code général des collectivités territoriale ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » ;

VU la délibération n° CR 86-16 du 20 mai 2016 relative aux mesures d'aides sociales et de sécurisation pour assurer l'égalité de traitement des élèves du privé avec ceux du public ;

VU la délibération n° CP 16-591 du 16 novembre 2016 relative au programme d'aide à la sécurisation des lycées privés sous contrat d'association ;

VU la délibération n° CR 2017-79 du 19 mai 2017 relative au rapport cadre relatif au programme d'aide à la rénovation et à l'extension des établissements privés sous contrat d'association ;

VU la délibération n° CP 2017-231 du 5 juillet 2017 relative au programme d'aide à la sécurisation des lycées privés sous contrat d'association et au programme d'aide à la rénovation des lycées privés sous contrat d'association ;

VU la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du Conseil régional ;

VU l'avis émis par la formation contentieuse et disciplinaire du Conseil interacadémique de l'Education Nationale d'Ile-de-France, le 25 juin 2019 ;

VU le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2019, et plus particulièrement les dispositions du chapitre 902 « enseignement » ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-324 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de soutenir au titre du programme « de sécurisation des lycées privés sous contrat d'association » les projets détaillés dans les fiches-projet en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 16 287,50 €.

Subordonne l'attribution de chaque subvention à la conclusion d'une convention avec son bénéficiaire conforme à la convention type adoptée par délibération n° CR 2017-79 du 19 mai 2017 et autorise la Présidente du Conseil Régional d'Ile de France à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 16 287,50 € disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 27 « Sécurité », programme 127001 « Sécurisation des lycées », action 12700104 « Subventions pour la sécurité des lycées privés » du budget régional pour 2019.

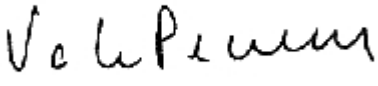
Article 2 :

Décide de soutenir au titre du programme « de rénovation des lycées privés sous contrat d'association » les projets détaillés dans les fiches-projet en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 340 566,06 €.

Subordonne l'attribution de chaque subvention à la conclusion d'une convention avec son bénéficiaire conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2017-231 du 5 juillet 2017 et autorise la Présidente du Conseil Régional d'Ile de France à les signer.

Affecte une autorisation de programme 340 566,06 € disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 223 « Lycées privés », programme HP223-009 (122009) « Participation à la rénovation des lycées privés », action 12200901 « Participation à la rénovation des lycées privés » du budget régional pour 2019.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 FICHES PROJET SECURISATION

Commission permanente du 3 juillet 2019

DOSSIER – Alliance israélite universelle / Lycée Georges Leven

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	24 180,00 €	50,00 %	12 090,00 €
	Montant total de la subvention		12 090,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : Lycée Georges Leven
Adresse administrative : 30 boulevard CARNOT
75012 PARIS 12E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Marianne Azran,

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : Début 1er octobre 2019 / Fin 31 décembre 2019

Description :
Mise en place de dispositifs coupe feux

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 975 719 € Fonds publics (B) : 244 398 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 731 321 €
SEUIL MAXI 10% : 73 132 €
MONTANT DES TRAVAUX : 24 180 €
SEUIL MAXI 50% : 12 090 €
SUBVENTION PROPOSEE : 12 090 €

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
montant des travaux	24 180,00	100,00%
Total	24 180,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	12 090,00	50,00%
Autres (fonds propres…)	12 090,00	50,00%
Total	24 180,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019

DOSSIER – Alliance israélite universelle / Groupe scolaire de l'Alliance des Pavillons sous Bois

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	8 395,00 €	50,00 %	4197,50 €
	Montant total de la subvention		4 197,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : Groupe scolaire de l'Alliance des Pavillons sous Bois

Adresse administrative : 35-37 allée Robert Estienne
93 320 Pavillons sous Bois

Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Sarah-Laure ATTIAS

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : Début 1er octobre 2019 / Fin 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Sécurisation clôture

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 975 719 € Fonds publics (B) : 244 398 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 731 321 €
SEUIL MAXI 10% : 73 132 €
MONTANT DES TRAVAUX 8 395 €
SEUIL MAXI 50% : 4 197,50 €
SUBVENTION PROPOSEE : 4 197,50 €

Localisation géographique :
- Pavillons-sous-Bois

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
montant des travaux	8395,00	100,00%
Total	8395,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	4197,50	50,00%
Autres (fonds propres…)	4197,50	50,00%
Total	8395,00	100,00%

ANNEXE 2 FICHES PROJET RENOVATION

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER Alliance Israelite universelle / Lycée Georges Leven

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	428 298,00 €	14,25%	61 042,10 €
	Montant total de la subvention		61 042,10 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : Lycée Georges Leven
Adresse administrative : 30 boulevard CARNOT
75012 PARIS 12E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Marianne Azran,

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : Début 1er octobre 2019 / Fin 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Rénovation de l'espace restauration, de fenêtres, des salles couloirs, WC escalier, et du chauffage

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 975 719 € Fonds publics (B) : 244 398 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 731 321 €
SEUIL MAXI 10% : 73 132 €
MONTANT DES TRAVAUX : 428 298 €
SEUIL MAXI 50% : 214 149 €
SUBVENTION PROPOSEE : 61 042,10 € (déduction faite de la subvention proposée au titre du dispositif lié à la sécurisation – cf annexe 1)

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
MONTANT DES TRAVAUX	428 298,00	100,00%
Total	428 298,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	61 042,10	14,25%
Autres (fonds propres...)	367 255,90	87,75%
Total	428 298,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER Alliance Israelite universelle / Alliance Rachi

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	447 309,00 **€**	4,5 %	20 137,70 €
	Montant total de la subvention		20 137,70 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : Groupe scolaire Alliance Rachi
Adresse administrative : 6-8 rue Emile Borel
75017 PARIS 12E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Aline BORGEL

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : Début 1er octobre 2019 / Fin 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Rénovation du gymnase et de fenêtres,

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 278 252 € Fonds publics (B) : 76 875 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 201 377 €
SEUIL MAXI 10% : 20 137,70 €
MONTANT DES TRAVAUX : 447 309,00 €
SEUIL MAXI 50% : 223 654,50 €
SUBVENTION PROPOSEE : 20 137,70 €

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
MONTANT DES TRAVAUX	447 309,00	100,00%
Total	447 309,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	20 137,70	4,50%
Autres (fonds propres...)	427 171,30	95,50%
Total	447 309,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER Alliance Israelite universelle / Alliance des Pavillons sous Bois

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	269 160,00 €	8,96%	24 126,10 €
	Montant total de la subvention		24 126,10 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : Groupe scolaire de l'Alliance des Pavillons sous Bois

Adresse administrative : 35-37 allée Robert Estienne
93 320 Pavillons-sous- Bois

Statut Juridique : Lycée Privé
:
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : Début 1er octobre 2019 / Fin 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Rénovation terrain de sport et bâtiment

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 498 641 € Fonds publics (B) : 215 405 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 283 236 €
SEUIL MAXI 10% : 28 323,60 €
MONTANT DES TRAVAUX : 269 160 €
SEUIL MAXI 50% : 134 580 €
SUBVENTION PROPOSEE : 24 126,10 € (déduction faite de la subvention proposée au titre du dipositif lié à la sécurisation – cf annexe 1)

Localisation géographique :
- Pavillons-sous-Bois

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
MONTANT DES TRAVAUX	269 160,00	100,00%
Total	269 160,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	24 126,10	8,96%
Autres (fonds propres...)	245 033,90	91,04%
Total	269 160,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER Lycée Professionnel Beth Rivkah

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	149 600,00 €	50,00 %	74 800,00 €
	Montant total de la subvention		74 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : Lycée Beth Rivkah

Adresse administrative : 43-51 Rue Raymond Poincaré,
91330 Yerres

Statut Juridique :Lycée Privé
Représentant : Joseph Raba

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : Début 1er novembre 2019 – Fin 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Rénovation internat

Détail du calcul de la subvention :
Montant des travaux pour 2019 : 149 600,00 €
Seuil Maxi 50%: 74 800,00 €
Subvention proposée pour 2019 : 74 800,00 €

Le montant total des travaux de rénovation présenté par l'établissement pour 2019 et au-delà s'élève à 1 496 000,00€

Localisation géographique :
- Yerres

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
MONTANT DES TRAVAUX	149 600 ,00	100,00%
Total	149 600 ,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	74 800 ,00	50,00%
Autres (fonds propres...)	74 800 ,00	50,00%
Total	149 600 ,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER Lycée Professionnel Beth Rivkah

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	320 920,32 €	50,00 %	160 460,16 €
	Montant total de la subvention		160 460,16 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : Lycée Beth Rivkah

Adresse administrative : 43-51 Rue Raymond Poincaré,
91330 Yerres

Statut Juridique : : Lycée Privé
Représentant : Joseph Raba

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : Début 1er novembre 2019 – Fin 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Extension du lycée professionnel

Détail du calcul de la subvention :
Montant des travaux pour 2019 : 320 920,32 €
Seuil Maxi 50%: 160 460,16 €
Subvention proposée pour 2019 : 160 460,16 €

Le montant total des travaux d'extension du lycée professionnel présenté par l'établissement pour 2019 et au-delà s'élève à 1 604 601,60 €.

Localisation géographique :
- Yerres

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
MONTANT DES TRAVAUX	320 920,32	100,00%
Total	320 920,32	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	160 460,16	50,00%
Autres (fonds propres…)	160 460,16	50,00%
Total	320 920,32	100,00%

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc148405-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-325

DU 3 JUILLET 2019

FORFAITS D'EXTERNAT DES ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION POUR L'ANNÉE 2018/2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;
VU Le code de l'éducation, notamment son article L.442-9 ;
VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
VU La délibération du conseil régional n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ' simplifier le fonctionnement du conseil régional ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n°CR 86-16 du 20 mai 2016 « Mesures d'aides sociales et de sécurisation pour assurer l'égalité de traitement des élèves du privé avec ceux du public » ;
VU La délibération CP n°2019-015 du 24 janvier 2019 relative aux forfaits d'externat des établissements privés sous contrat d'association pour l'année 2018/2019 – 1er rapport ;
VU Le budget de la région d'Ile-de-France pour l'année 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-325 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :
Décide d'adopter la répartition de la deuxième provision pour l'année 2019 de la contribution régionale aux dépenses de rémunération des personnels techniciens, ouvriers et de service pour leurs activités relatives à l'externat des établissements privés sous contrat d'association conformément au tableau joint en annexe.

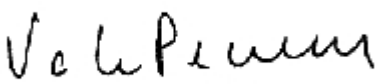
Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de 10 297 455,06 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 223 « Lycées privés » Programme HP223-028 (code action 12202801) « Lycées privés forfait d'externat « personnel » du budget 2019.

Article 2 :

Décide d'adopter la répartition de la deuxième provision pour l'année 2019 de la contribution régionale au fonctionnement matériel des classes sous contrat d'association des établissements d'enseignement privés conformément au tableau joint en annexe.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de 9 937 907,27 € disponible sur le chapitre 932 «Enseignement» code fonctionnel 223 «Lycées privés», programme HP 223-016 (122016) «Lycée privés forfait d'externat - matériel», action «Lycées privés forfait d'externat - matériel» (12201601) (nature 655 – Contributions obligatoires) du budget 2019.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXE A LA DELIBERATION

FORFAIT EXTERNAT PART PERSONNEL ET PART MATERIEL REPARTITION PAR ETABLISSEMENT

UAI	EPLE	COMMUNE	DOTATIONS 2EME VERSEMENT PART PERSONNEL	DOTATIONS 2EME VERSEMENT PART MATERIEL
0750330B	ECOLE TECHNIQUE SUPERIEURE LABORATOIRE	PARIS 13EME	49 216,21 €	50 610,19 €
0751883P	INSTITUT SUPERIEUR CLORIVIERE	PARIS 12EME	44 587,51 €	48 403,76 €
0752937K	ACTIVE BILINGUE ETOILE	PARIS 17EME	39 988,80 €	37 976,40 €
0753217P	SAINTE THERESE FONDATION D'AUTEUIL	PARIS 16EME	26 732,51 €	17 553,64 €
0753231E	SINAI	PARIS 18EME	9 397,36 €	8 924,45 €
0753384W	BETH YACOV	PARIS 20EME	1 599,55 €	1 519,05 €
0753537M	ESTBA	PARIS 20EME	45 447,26 €	47 232,19 €
0753598D	SEVIGNE	PARIS 05EME	27 292,35 €	25 918,89 €
0753647G	ALSACIENNE	PARIS 06EME	53 784,93 €	51 078,25 €
0753809H	PAUL CLAUDEL	PARIS 07EME	51 785,49 €	49 179,43 €
0753815P	COURS DES PETITS CHAMPS	PARIS 11EME	31 391,20 €	31 170,08 €
0753820V	FRANCS BOURGEOIS	PARIS 04EME	92 544,08 €	78 581,71 €
0753825A	MORVAN	PARIS 9EME	24 173,22 €	8 164,92 €
0753824Z	MASSILLON	PARIS 04EME	46 486,98 €	44 147,56 €
0753827C	LOUISE DE MARILLAC	PARIS 05EME	36 089,89 €	34 273,70 €
0753834K	YABNE	PARIS 13EME	42 488,10 €	40 349,92 €
0753838P	SAINT SULPICE	PARIS 06EME	54 384,76 €	51 647,90 €
0753840S	STANISLAS	PARIS 06EME	204 722,65 €	191 044,07 €
0753842U	NOTRE DAME DE SION	PARIS 06EME	47 486,70 €	45 096,97 €
0753844W	SAINTE GENEVIEVE	PARIS 06EME	55 734,39 €	55 800,62 €
0753849B	ALMA	PARIS 07EME	27 892,18 €	26 488,53 €
0753850C	SAINT THOMAS D'AQUIN	PARIS 07EME	36 089,89 €	34 273,70 €
0753851D	LA ROCHEFOUCAULD	PARIS 07EME	43 187,90 €	41 014,51 €
0753852E	SAINTE JEANNE ELISABETH	PARIS 07EME	29 511,73 €	28 575,34 €
0753873C	FENELON / SAINTE MARIE	PARIS 08EME	125 924,72 €	122 486,23 €
0753874D	ACTIVE BILINGUE JANINE MANUEL	PARIS 15EME	50 685,80 €	48 135,08 €
0753883N	EDGAR POE	PARIS 10EME	27 192,38 €	25 823,95 €
0753885R	ROCROY SAINT VINCENT DE PAUL	PARIS 10EME	66 081,49 €	62 756,00 €
0753887T	BOSSUET-NOTRE DAME	PARIS 10EME	48 386,44 €	45 951,44 €
0753890W	CHARLES PEGUY	PARIS 11EME	61 182,86 €	60 558,11 €
0753897D	SAINT MICHEL DE PICPUS	PARIS 12EME	111 868,66 €	106 438,35 €
0753898E	SAINT PIERRE FOURIER (*)	PARIS 12EME	44 847,43 €	41 793,02 €
0753902J	NOTRE DAME DE FRANCE	PARIS 13EME	22 793,61 €	21 646,54 €
0753915Y	BLOMET	PARIS 15EME	56 314,22 €	53 089,10 €
0753916Z	SAINTE ELISABETH	PARIS 15EME	24 993,00 €	23 735,25 €
0753919C	PASCAL	PARIS 16EME	22 593,67 €	21 456,66 €
0753933T	SAINT LOUIS DE GONZAGUE	PARIS 16EME	64 901,82 €	61 779,05 €
0753935V	ENIO GEORGES LEVEN	PARIS 12EME	20 694,20 €	19 652,78 €
0753941B	GERSON	PARIS 16EME	41 388,40 €	39 305,57 €
0753943D	INSTITUT DE LA TOUR	PARIS 16EME	40 488,66 €	38 451,10 €
0753946G	NOTRE DAME DES OISEAUX	PARIS 16EME	46 187,06 €	43 862,74 €
0753947H	SAINT JEAN DE PASSY	PARIS 16EME	75 218,93 €	71 573,17 €
0753948J	ASSOMPTION	PARIS 16EME	33 690,56 €	31 995,11 €
0753959W	ST MICHEL DES BATIGNOLLES	PARIS 17EME	51 985,44 €	49 369,32 €
0754015G	JULES RICHARD MICROTECHNIQUE	PARIS 19EME	32 510,89 €	31 930,55 €
0754016H	L'INITIATIVE	PARIS 19EME	80 417,48 €	76 370,54 €
0754025T	SAINT NICOLAS	PARIS 06EME	193 145,90 €	175 336,08 €
0754029X	CARCADO SAISSEVAL	PARIS 06EME	134 872,22 €	142 923,22 €
0754030Y	ALBERT DE MUN	PARIS 07EME	193 785,72 €	193 985,34 €
0754042L	LE REBOURS	PARIS 13EME	120 866,14 €	126 405,39 €
0754045P	CATHERINE LABOURE	PARIS 14EME	58 623,58 €	59 373,24 €
0754081D	SAINTE URSULE-LOUISE DE BETTIGNIES	PARIS 17EME	38 289,27 €	36 362,40 €
0754086J	CHARLES DE FOUCAULD	PARIS 18EME	77 558,27 €	79 069,71 €
0754165V	COIFFURE/ESTHETIQUE	PARIS 18EME	7 347,94 €	6 838,59 €
0754924V	NOTRE DAME	PARIS 13EME	106 310,22 €	98 715,85 €
0754239A	SAINT JEAN DE MONTMARTRE	PARIS 18EME	64 471,94 €	59 765,36 €
0754325U	BETH HANNA	PARIS 19EME	31 791,09 €	30 191,23 €
0754479L	OZAR HATORAH	PARIS 11EME	24 263,20 €	20 317,37 €
0754666P	PASSY-SAINT HONORE	PARIS 16EME	83 016,75 €	90 504,41 €
0754860A	THERESE CHAPPUIS	PARIS 07EME	7 697,84 €	7 310,45 €
0754965P	LUCIEN DE HIRSCH	PARIS 19EME	23 893,30 €	22 690,89 €
0755352K	ASSOCIATION N'R HATORAH	PARIS 19EME	8 997,48 €	8 544,69 €
0755025E	HEIKHAL MENAHEM SINAI	PARIS 20EME	6 798,09 €	6 455,98 €
0755537L	ALLIANCE RACHI	PARIS 17EME	4 698,68 €	4 462,22 €
0755709Y	SAINTE LOUISE	PARIS 20EME	37 589,47 €	35 697,81 €
0771200L	BLANCHE DE CASTILLE	FONTAINEBLEAU	72 449,71 €	72 488,40 €
0771232W	SAINT ASPAIS JEANNE D'ARC	FONTAINEBLEAU	37 489,50 €	35 602,87 €
0771237B	SAINT LAURENT LA PAIX NOTRE DAME	LAGNY-SUR-MARNE	88 515,21 €	87 398,88 €
0771238C	INSTITUTION SAINT ASPAIS	MELUN	156 006,30 €	153 340,15 €
0771246L	INSTITUTION BOSSUET	MEAUX	99 072,25 €	93 972,60 €
0772153X	JEAN ROSE	MEAUX	83 916,50 €	81 293,23 €
0771720B	GASNIER GUY - SAINTE BATHILDE	CHELLES	26 992,44 €	25 634,07 €

UAI	EPLE	COMMUNE	DOTATIONS 2EME VERSEMENT PART PERSONNEL	DOTATIONS 2EME VERSEMENT PART MATERIEL
0772151V	LES SINOPLIES	ROISSY-EN-BRIE	12 316,55 €	11 421,40 €
0772275E	MAURICE RONDEAU	BUSSY-SAINT-GEORGES	106 080,28 €	97 718,02 €
0772290W	SAINTE CROIX	PROVINS	25 592,83 €	24 304,89 €
0772324H	SAINTE THERESE	OZOIR-LA-FERRIERE	50 355,89 €	48 451,24 €
0772602K	SAINTE CELINE	LA FERTE-SOUS-JOUARRE	30 481,46 €	29 157,32 €
0772840U	LA SALLE SAINTE MARIE	NEMOURS	7 197,98 €	6 835,75 €
0783323N	SAINT THOMAS DE VILLENEUVE	ST GERMAIN EN LAYE	92 883,98 €	90 749,35 €
0781582W	NOTRE DAME GRANDCHAMP	VERSAILLES	200 423,86 €	201 982,22 €
0781664K	SAINTE THERESE	RAMBOUILLET	56 284,23 €	55 271,80 €
0781855T	ST FRANCOIS D' ASSISE	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	63 892,10 €	61 273,96 €
0781856U	ST EREMBERT	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	107 409,92 €	100 586,19 €
0781974X	SAINT EXUPERY	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	29 591,71 €	29 358,60 €
0782100J	LES CHATAIGNIERS	VERSAILLES	43 857,71 €	44 085,84 €
0783053V	SAINTE GENEVIEVE	VERSAILLES	104 850,63 €	100 403,90 €
0783282U	BLANCHE DE CASTILLE	LE CHESNAY	91 054,49 €	87 420,72 €
0783283V	L'ERMITAGE	MAISONS-LAFFITTE	24 493,14 €	23 260,54 €
0783288A	NOTRE DAME	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	125 164,94 €	116 426,14 €
0783289B	NOTRE DAME	MANTES-LA-JOLIE	75 078,97 €	72 471,31 €
0783297K	LE BON SAUVEUR	LE VESINET	52 385,32 €	49 749,08 €
0783325R	SAINT VINCENT DE PAUL	VERSAILLES	45 417,27 €	43 125,05 €
0783330W	ROULLEAU	MEULAN	9 147,43 €	8 513,35 €
0783344L	NOTRE DAME - LES OISEAUX	VERNEUIL-SUR-SEINE	118 826,71 €	117 408,79 €
0783350T	ST JEAN HULST	VERSAILLES	96 872,86 €	91 997,82 €
0783657B	SAINT AUGUSTIN	ST GERMAIN EN LAYE	18 394,84 €	17 469,14 €
0910808J	SAINT CHARLES	ATHIS-MONS	84 156,42 €	82 834,12 €
0910812N	SAINT PIERRE	BRUNOY	74 279,19 €	70 541,16 €
0910815S	INSTITUTION JEANNE D'ARC	ETAMPES	30 791,37 €	29 241,82 €
0912117G	NOTRE DAME DE SION	EVRY	74 129,23 €	70 274,37 €
0910819W	ORSAY	ORSAY	24 893,02 €	23 640,30 €
0910823A	ILE DE FRANCE	VILLEBON-SUR-YVETTE	25 292,91 €	24 020,07 €
0910824B	SACRE CŒUR	LA VILLE-DU-BOIS	54 184,82 €	52 790,99 €
0910826D	PRIVE SAINT LOUIS SAINT CLEMENT	VIRY-CHATILLON	60 882,94 €	58 895,70 €
0910838S	BETH RIVKHA	YERRES	5 298,51 €	5 031,87 €
0910843X	TECHNOLOGIQUE SAINT PIERRE	BRUNOY	87 145,59 €	94 335,16 €
0911264E	D'OPTOMETRIE	BURES-SUR-YVETTE	20 814,17 €	22 688,99 €
0911844K	STEINER	VERRIERES-LE-BUISSON	2 799,21 €	2 658,34 €
0912321D	SAINT MARTIN	PALAISEAU	60 113,16 €	59 780,54 €
0912161E	SAINT SPIRE	CORBEIL-ESSONNES	88 815,12 €	86 146,61 €
0912384X	JEANNE D'ARC	BRETIGNY	3 199,10 €	3 038,11 €
0912342B	LA SALLE SAINT NICOLAS	IGNY	3 998,88 €	3 797,64 €
0920875B	SAINTE MARIE	NEUILLY-SUR-SEINE	44 597,50 €	41 817,71 €
0920889S	SAINTE GENEVIEVE	ASNIERES-SUR-SEINE	52 885,18 €	50 223,78 €
0920894X	SAINT GABRIEL	BAGNEUX	36 209,86 €	37 548,21 €
0920897A	NOTRE DAME DE BOULOGNE	BOULOGNE-BILLANCOURT	123 645,36 €	120 723,17 €
0920898B	RAMBAM	BOULOGNE-BILLANCOURT	25 992,72 €	24 684,66 €
0920904H	SAINTE MARIE	ANTONY	132 842,79 €	126 332,29 €
0922691A	HAUTEFEUILLE	BOIS-COLOMBES	3 199,10 €	3 038,11 €
0920906K	NOTRE DAME	BOURG-LA-REINE	51 785,49 €	49 179,43 €
0920907L	SOPHIE BARAT	CHATENAY-MALABRY	72 289,74 €	73 658,07 €
0920908M	SAINT THOMAS VILLENEUVE	CHAVILLE	40 988,52 €	38 925,81 €
0920916W	LA SOURCE	MEUDON	18 994,68 €	18 038,79 €
0920917X	NOTRE DAME	MEUDON	65 581,63 €	62 281,29 €
0920918Y	JEANNE D'ARC	MONTROUGE	19 894,42 €	18 893,25 €
0920919Z	NOTRE DAME DE SAINTE CROIX	NEUILLY-SUR-SEINE	77 158,38 €	73 412,17 €
0920921B	SAINT DOMINIQUE	NEUILLY-SUR-SEINE	65 081,77 €	61 806,59 €
0920928J	PASSY BUZENVAL	RUEIL-MALMAISON	121 256,04 €	115 914,41 €
0920937U	SUGER	VAUCRESSON	22 693,64 €	22 782,04 €
0920963X	SAINT FRANCOIS D'ASSISE	FONTENAY-AUX-ROSES	25 912,74 €	22 017,76 €
0920981S	SAINT PHILIPPE	MEUDON	16 905,26 €	13 942,08 €
0920985W	GEORGES GUERIN	NEUILLY-SUR-SEINE	40 778,58 €	34 006,91 €
0921365J	M. DANIELOU	RUEIL-MALMAISON	61 622,74 €	58 278,57 €
0921484N	MONTALEMBERT	COURBEVOIE	124 865,02 €	125 796,82 €
0921663H	JEANNE D'ARC	COLOMBES	57 383,92 €	56 059,81 €
0922653J	LA SALLE SAINT NICOLAS	ISSY-LES-MOULINEAUX	73 129,51 €	68 799,00 €
0930929E	JEANNE LA LORRAINE	LE RAINCY	36 479,78 €	34 472,12 €
0930933J	ASSOMPTION	BONDY	56 164,26 €	55 046,79 €
0930936M	SAINT BENOIST DE L'EUROPE	BAGNOLET	30 771,37 €	30 283,33 €
0930946Y	SAINT VINCENT DE PAUL	SAINT-DENIS	17 095,21 €	15 910,21 €
0930960N	ORT	MONTREUIL	75 318,90 €	76 791,12 €
0930961P	L'ESPERANCE	AULNAY-SOUS-BOIS	55 684,40 €	52 882,13 €
0930962R	CHARLES PEGUY	BOBIGNY	22 993,56 €	21 836,43 €
0930965U	HENRI MATISSE	MONTREUIL	32 390,92 €	30 760,88 €

UAI	EPLE	COMMUNE	DOTATIONS 2EME VERSEMENT PART PERSONNEL	DOTATIONS 2EME VERSEMENT PART MATERIEL
0930974D	BLANCHE DE CASTILLE	VILLEMOMBLE	66 921,26 €	63 588,63 €
0931026K	PROTECTORAT SAINT JOSEPH	AULNAY-SOUS-BOIS	28 472,02 €	29 981,41 €
0931369H	FRANCOISE CABRINI	NOISY-LE-GRAND	130 473,45 €	128 158,95 €
0931464L	MERKAZ HATORAH DES GARCONS	GAGNY	7 497,90 €	7 120,57 €
0931573E	PRIVE ROBERT SCHUMAN	DUGNY	48 726,35 €	44 499,79 €
0931797Y	JEAN BAPTISTE DE LA SALLE	SAINT-DENIS	96 183,05 €	93 394,40 €
0931799A	FENELON	VAUJOURS	55 784,37 €	55 048,69 €
0931812P	SAINT LOUIS-SAINTE CLOTILDE	LE RAINCY	43 987,68 €	42 748,13 €
0931813R	GROUPE SCOLAIRE ALLIANCE	LES PAVILLONS-SOUS-BOIS	18 094,93 €	17 184,32 €
0932110N	CHNE OR	AUBERVILLIERS	7 297,95 €	6 930,69 €
0932303Y	MERKAZ HATORAH DES FILLES	LE RAINCY	8 997,48 €	8 544,69 €
0932619S	SAINT GERMAIN	DRANCY	18 694,76 €	17 753,96 €
0932654E	SAINTE MARIE	STAINS	11 896,66 €	11 297,97 €
0932653D	SAINT JOSEPH LA SALLE	PANTIN	15 095,77 €	14 336,09 €
0940821G	GREGOR MENDEL	VINCENNES	89 464,94 €	93 889,05 €
0940822H	CLAUDE NICOLAS LEDOUX	VINCENNES	132 792,80 €	131 178,08 €
0942354Y	ENSEMBLE SAINTE MARIE	CRETEIL	68 560,79 €	71 240,87 €
0942355Z	ENSEMBLE SAINTE MARIE	JOINVILLE-LE-PONT	47 126,80 €	44 381,12 €
0940853S	POULLART DES PLACES	THIAIS	21 104,08 €	19 814,18 €
0940877T	NOTRE DAME DE LA PROVIDENCE	VINCENNES	40 088,77 €	38 455,84 €
0940878U	TEILHARD DE CHARDIN	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	135 342,09 €	138 765,76 €
0940880W	ALBERT DE MUN	NOGENT-SUR-MARNE	57 883,78 €	54 970,83 €
0940881X	MONTALEMBERT	NOGENT-SUR-MARNE	36 689,72 €	34 843,34 €
0940882Y	SAINT MICHEL DE PICPUS	SAINT-MANDE	37 589,47 €	35 697,81 €
0940885B	SAINT ANDRE	CHOISY-LE-ROI	34 290,39 €	32 564,76 €
0940891H	PETIT VAL	SUCY-EN-BRIE	37 289,55 €	35 412,99 €
0941407U	C.E.3P	IVRY-SUR-SEINE	18 084,93 €	18 149,87 €
0940823J	FOYER DES PTT	CACHAN	52 825,20 €	49 223,11 €
0941711Z	OZAR HATORAH DES FILLES	CRETEIL	12 696,44 €	12 057,50 €
0941719H	EPIN	VITRY-SUR-SEINE	25 292,91 €	24 660,92 €
0941877E	NOTRE DAME DES MISSIONS	CHARENTON-LE-PONT	44 687,48 €	42 438,62 €
0941909P	PALISSY	BOISSY-SAINT-LEGER	10 297,11 €	9 778,92 €
0941943B	OZAR HATORAH DES GARCONS	CRETEIL	8 197,70 €	7 785,16 €
0942376X	COURS DU HAMEAU	THIAIS	2 499,30 €	2 373,52 €
0950753C	NOTRE DAME DE LA PROVIDENCE	ENGHIEN-LES-BAINS	54 384,76 €	51 647,90 €
0950759J	NOTRE DAME DE BURY	ANDILLY	94 513,53 €	93 381,12 €
0950761L	NOTRE DAME DE LA COMPASSION	PONTOISE	89 724,87 €	87 480,53 €
0950762M	SAINT MARTIN DE FRANCE	PONTOISE	38 589,19 €	36 647,22 €
0950785M	NOTRE DAME	SANNOIS	65 111,76 €	62 335,41 €
0950786N	SAINT ROSAIRE	SARCELLES	57 783,81 €	57 464,94 €
0950800D	FONDATION COGNAC-JAY	ARGENTEUIL	75 378,88 €	72 014,64 €
0950804H	NOTRE FAMILLE (INDUSTRIES GRAPHIQUES)	OSNY	14 096,05 €	13 118,94 €
0950805J	ST JEAN FOND D'AUTEUIL NOTRE DAME	SANNOIS	14 445,95 €	14 397,80 €
0950812S	JEANNE D'ARC	FRANCONVILLE	40 058,78 €	38 922,96 €
0951048Y	TORAT-EMET	SARCELLES	11 696,72 €	11 108,09 €
0951221L	VAUBAN	PONTOISE	32 390,92 €	32 110,94 €
0951940T	OZAR HATORAH	SARCELLES	5 498,46 €	5 221,75 €
0951994B	ROBERT BLUM (O.R.T.)	VILLIERS-LE-BEL	35 969,92 €	35 953,20 €
0951998F	GARAC	ARGENTEUIL	96 632,93 €	85 091,81 €
0952158E	PAUL RICOEUR	LOUVRES	19 494,54 €	18 513,49 €
0952208J	SAINT JOSEPH	ARGENTEUIL	23 693,36 €	22 501,01 €
0952126V	APPRENDRE AUTREMENT	MONTMAGNY	4 798,65 €	4 557,16 €
		TOTAL FORFAIT EXTERNAT PART PERSONNEL	**10 297 455,06 €**	
		TOTAL FORFAIT EXTERNAT PART MATERIEL		**9 937 907,27 €**

Commentaire : (*) Un écart de 18 élèves dans les effectifs ayant été relevé pour le lycée SAINT PIERRE FOURIER, le deuxième versement a été ajusté en tenant du compte du 1er versement effectué pour que le total des 1ers et 2ème versements soit cohérent avec les effectifs de ce lycée

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc145120-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-248

DU 3 JUILLET 2019

CENTRE DE RESSOURCES DU GÉNIE ÉLECTRIQUE - CONTRIBUTION DE FONCTIONNEMENT 2019
COMPLÉMENT DE DOTATION CEO/CTO 2019 - LYCÉE LUCIE AUBRAC À COURBEVOIE (92)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales,
VU Le code de l'éducation et notamment ses articles L 214-6 et L 421-11,
VU La délibération n° CP 11-690 du 16 novembre 2011 ayant approuvé la convention de création du C.E.R.G.E,
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017
VU La délibération n°CR-01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010,
VU La délibération du Conseil Régional n°CR 2018-030 en date du 20 septembre 2018 relative à la dotation globale de fonctionnement des établissements scolaires publics pour 2019,
VU La décision du conseil d'administration du lycée Jean Macé à Vitry-sur-Seine du 11 décembre 2018 relative au budget du C.E.R.G.E pour 2019,
VU La délibération n°CP 2019-011 du 24 janvier 2019 relative aux dotations de contrôles techniques et de contrats d'entretien obligatoires (CEO-CTO) des établissements scolaires du second degré,
VU Le budget régional 2019 et plus particulièrement le chapitre 932 « enseignement »,

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-248 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Affecte au Centre de Ressources en Génie Electrique (C.E.R.G.E.) un montant d'autorisation d'engagement de **10 000 €** disponible sur le chapitre 932 "Enseignement", code fonctionnel 28

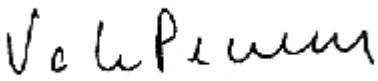
« Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-003 (128003) « Centres de Ressources », action « CERGE » (12800302), nature 657 « subvention » du budget 2019 afin de participer aux charges de fonctionnement du Centre de Ressources en Génie Electrique (C.E.R.G.E).

Article 2

Décide de substituer la dotation de 11 900 € prévue par le tableau figurant en annexe 2 de la délibération n° CP 2019-011 du 24 janvier 2019 pour le lycée Lucie Aubrac à Courbevoie (92) par une dotation d'un montant de 57 291 €, afin de lui permettre d'effectuer les contrôles techniques obligatoires et les contrats d'entretien obligatoires de l'année 2019.

Affecte pour cette opération une autorisation d'engagement de **45 391 €** prélevée sur le chapitre 932 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP222-017 (122017) «Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics», action «Maintenance immobilière» (12201702) du budget régional 2019.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXE A LA DELIBERATION

CEO CTO LUCIE AUBRAC COURBEVOIE (92)

ANNEXE A LA DELIBERATION – DOTATION DE FONCTIONNEMENT SPECIFIQUE CEO – CTO 2019

UAI	Nom de l'établissement	Commune	Objet	Dotation	N° Iris
0922615T	LUCIE AUBRAC	COURBEVOIE	CEO - CTO	45 391 €	19005248

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc146211-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-278

DU 3 JUILLET 2019

SOUTIEN AUX ACTIONS CITOYENNES ET MÉMORIELLES 2ÈME AFFECTATION POUR 2019 - ANNÉE SCOLAIRE 2019-2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 adoptant le schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 84-11 du 29 septembre 2011 relative aux actions « Agir pour la réussite des élèves » ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s – Le projet éducatif régional ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » ;

VU La délibération n° CR 95-16 du 19 mai 2016 relative aux Conférences des grands témoins contre le terrorisme ;

VU La délibération n° CR 96-16 du 19 mai 2016 Relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence » ;

VU La délibération n° CR 143-16 du 8 juillet 2016 relative au plan régional de lutte pour la défense de la laïcité, des valeurs de la République et l'engagement dans la prévention de la radicalisation modifiée par la délibération n° CP 2018-141 du 16 mars 2018 ;

VU La délibération n° CR 2017-051 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée ;

VU La délibération n° CP 2018-241 du 4 juillet 2018 2ème affectation d'autorisations d'engagements pour des actions de sensibilisation citoyenne sur le devoir de mémoire et les valeurs de la République – Année scolaire 2018-2019 ;

VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission des affaires européennes ;

VU le rapport n°CP 2019-278 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Subventions au titre du devoir de mémoire et des valeurs de la République

Décide de participer au titre du dispositif « Actions de sensibilisation citoyenne », au financement des projets détaillés en annexe 1 de la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **903 132,00 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 et modifiée par les dispositions des délibérations n° CR 08-16 du 18 février 2016 et n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **903 132,00 €** disponible sur les chapitres suivants :

- Pour les actions destinées aux lycéens : un montant de 824 310,00 € pour les actions destinées aux lycéens, 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes » ; Programme (128005) « Schéma des formations », Action (12800505) « Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations » ;

- Pour les actions destinées aux apprentis et des jeunes issus de missions locales : un montant de 78 822,00 € pour les actions destinées aux apprentis des CFA et/ou des jeunes issus de missions locales, Chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage » ; code fonctionnel 12 « Apprentissage », Programme (112003) « Qualification par l'apprentissage », Action (11200302) « Accompagnement de la politique d'apprentissage » ;

du budget 2019.

Article 2 : Subventions au titre de la prévention de la radicalisation

Décide de participer au titre du dispositif « Grands témoins contre le terrorisme », au financement du projet détaillé en annexe 1 de la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **20 000,00 €.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 et modifiée par les dispositions des délibérations n° CR 08-16 du 18 février 2016 et n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifié et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **20 000,00 €**, prélevée sur le chapitre (932) « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme (128005) « Schéma des formations », Action (12800505) « Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations » du budget 2019.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXE A LA DELIBERATION

FICHES PROJETS

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-278

DOSSIER N° 19006165 - SENSIBILISATION DES LYCEENS ET DES APPRENTIS A L'HISTOIRE DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2019-2020

Dispositif : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (n° 00000060)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 931-12-65734-112003-400
Action : 11200302- Accompagnement de la politique d'apprentissage

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	32 640,00 € TTC	22,00 %	7 180,00 €
		Montant total de la subvention	7 180,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMU AGGLO PAYS MEAUX
Adresse administrative : PL HOTEL DE VILLE BP 227
77100 MEAUX CEDEX
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Jean-François COPÉ, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2019 - 3 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Musée de la Grande Guerre, plus grand musée 14/18 en Europe, a conçu un programme destiné aux lycées et aux CFA de la Région Ile-de-France afin d'accueillir les élèves et les enseignants de ces structures durant l'année scolaire 2019/2020. Le programme se compose en deux temps :
- le premier (ACTION I) consiste à accueillir les équipes pédagogiques des établissements (chefs d'établissement, documentalistes, enseignants) pour une session de sensibilisation axée sur les outils éducatifs du musée.
- le second (ACTION II) consiste à accueillir les élèves des lycées et des CFA d'Ile-de France au Musée de la Grande Guerre dans le cadre pédagogique suivant : visites guidées, visites guidées et ateliers, circuits sur les champs de batailles, visites guidées à distances.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Billetterie musée (5 € par jeunes x 2000 élèves lycéens / 1000 apprentis	15 000,00	45,96%
Sensibilisation enseignants (850 € pour l'auditorium + 120 € par visite guidée pour 25 personnes = 970 € x 2)	1 940,00	5,94%
Ateliers pédagogiques (50 € / classes x 20 créneaux lycées / 30 créneaux CFA)	2 500,00	7,66%
Visite guidée (80 € / classes x 70 créneaux lycées / 50 créneaux CFA)	9 600,00	29,41%
Circuits (80 € par classes x 10 créneaux lycées / 10 créneaux CFA)	1 600,00	4,90%
Visites guidées à distance (100 € par classes x 10 créneaux lycées / 10 créneaux CFA	2 000,00	6,13%
Total	32 640,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales : Communauté d'agglomération du Pays de Meaux	6 855,00	21,00%
Subvention région 2019 Lycées	18 605,00	57,00%
Subvention région 2019 CFA	7 180,00	22,00%
Total	32 640,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-278

DOSSIER N° 19006158 - SENSIBILISATION DES LYCEENS ET APPRENTIS A L'HISTOIRE DE LA SHOAH CONVENTION AVEC LE MEMORIAL DE LA SHOAH - ANNEE SCOLAIRE 2019-2020

Dispositif : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (n° 00000060)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 931-12-6574-112003-400
Action : 11200302- Accompagnement de la politique d'apprentissage

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	504 434,00 € TTC	14,20 %	71 642,00 €
	Montant total de la subvention		71 642,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MEMORIAL DE LA SHOAH
Adresse administrative : 17 RUE GEOFFROY L ASNIER
75004 PARIS
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur Eric DE ROTHSCHILD

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
• Action 1 à 6 sur le devoir de Mémoire : en faveur des lycées et CFA
1. Sensibilisation des professeurs, formateurs et chefs d'établissements et documentalistes : voyage d'études d'une durée de 3 jours comprend la visite du camp d'Auschwitz-Birkenau et de l'ancien quartier juif de Cracovie + 2 jours au Mémorial de la Shoah à Paris consacrée à l'histoire de la Shoah
2. Accueil des jeunes au Mémorial : 1/2 journée comportant une visite des expositions + débat ou travail sur documents, encadrés par un conférencier
3. Parcours de mémoire en Ile-de-France : Mémorial de la Shoah, Drancy, le Mont Valérien, accompagnés d'un guide et de plusieurs témoins (résistants, anciens déportés…).
4. Mise à disposition d'expositions : exposition itinérante, nouvellement créée chaque année sur la Shoah.
5. Cycle de projections de films + débats avec des témoins, cinéastes ou historiens : au Forum des Images, en partenariat avec la vidéothèque de Paris, sur la seconde guerre mondiale (pour les adultes et les jeunes)
6. Voyages à Auschwitz : 4 journées de visite à Auschwitz (24 lycées franciliens et 5 CFA) avec des anciens déportés + projet pédagogique.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Action 1 : sensibilisation des enseignants/formateurs et chefs d'établissement (mémoire)	22 430,00	4,45%
Action 2 : accueil des jeunes	58 400,00	11,58%
Action 3 : parcours de mémoire en Ile-de-France (mémoire)	19 850,00	3,94%
Action 4 : mise à disposition d'expositions (mémoire)	25 300,00	5,02%
Action 5 : cycle de projection de films (mémoire)	7 070,00	1,40%
Action 6 : voyages à Auschwitz (mémoire)	307 060,00	60,87%
Action 7 : parcours de mémoire hors Ile-de-France : CERCIL / Pithiviers (mémoire)	13 824,00	2,74%
Action 8 : sensibilisation des enseignants et chefs d'établissement (Valeurs de la République)	15 600,00	3,09%
Action 9 : ateliers citoyenneté (Valeurs de la République)	28 000,00	5,55%
Action 10 : expositions itinérantes (Valeurs de la République)	6 900,00	1,37%
Total	504 434,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Lycées	331 905,00	65,80%
Subvention Région CFA	71 642,00	14,20%
Fonds propres de la structure	100 887,00	20,00%
Total	504 434,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-278

DOSSIER N° 19005944 - SENSIBILISATION DES LYCEENS ET DES APPRENTIS A L'HISTOIRE DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2019-2020

Dispositif : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (n° 00000060)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 932-28-65734-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	32 640,00 € TTC	57,00 %	18 605,00 €
	Montant total de la subvention		18 605,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMU AGGLO PAYS MEAUX
Adresse administrative : PL HOTEL DE VILLE BP 227
77100 MEAUX CEDEX
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Jean-François COPÉ, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2019 - 3 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Musée de la Grande Guerre, plus grand musée 14/18 en Europe, a conçu un programme destiné aux lycées et aux CFA de la Région Ile-de-France afin d'accueillir les élèves et les enseignants de ces structures durant l'année scolaire 2019/2020. Le programme se compose en deux temps :

- le premier (ACTION I) consiste à accueillir les équipes pédagogiques des établissements (chefs d'établissement, documentalistes, enseignants) pour une session de sensibilisation axée sur les outils éducatifs du musée.
- le second (ACTION II) consiste à accueillir les élèves des lycées et des CFA d'Ile-de France au Musée de la Grande Guerre dans le cadre pédagogique suivant : visites guidées, visites guidées et ateliers, circuits sur les champs de batailles, visites guidées à distances.

Les publics concernés sont les élèves provenant des lycées généraux, des CFA et des lycées professionnels :

Nombre d'élèves concernés par le projet : 3 000
Nombre d'élèves touchés par rayonnement du projet : 3 000
Nombre d'établissements : 50
Nombre de classes : 100

Nombre d’adultes participant au projet (membres des équipes éducatives) : 60

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Billetterie musée (5 € par élève x 2 000 élèves lycées / 1000 apprentis)	15 000,00	45,96%
Sensibilisation enseignants (850 € pour l'auditorium + 120 € pour visite guidée pour 25 personnes = 970 € x 2)	1 940,00	5,94%
Atelier pédagogique (50 € / classe x 20 créneaux lycées / 30 créneaux CFA)	2 500,00	7,66%
Visite guidée (80 € / classe x 70 créneaux lycées / 50 créneaux CFA)	9 600,00	29,41%
Circuits (80 € / classe x 10 créneaux lycées / 10 créneaux CFA)	1 600,00	4,90%
Visites guidées à distance (100 € / classe x 10 créneaux lycées / 10 créneaux CFA	2 000,00	6,13%
Total	32 640,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales : Communauté d'agglomération du Pays de Meaux	6 855,00	21,00%
SUBVENTION REGION 2019 (Lycées)	18 605,00	57,00%
SUBVENTION REGION 2019 (CFA)	7 180,00	22,00%
Total	32 640,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-278

DOSSIER N° 19005275 - SENSIBILISATION DES LYCEENS ET APPRENTIS A L'HISTOIRE DE LA SHOAH CONVENTION AVEC LE MEMORIAL DE LA SHOAH - ANNEE SCOLAIRE 2019-2020

Dispositif : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (n° 00000060)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	504 434,00 € TTC	65,80 %	331 905,00 €
	Montant total de la subvention		331 905,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MEMORIAL DE LA SHOAH
Adresse administrative : 17 RUE GEOFFROY L ASNIER
75004 PARIS
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur Eric DE ROTHSCHILD

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Programme de sensibilisation des lycéens et apprentis à l'histoire de la Shoah.

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
• Action 1 à 6 sur le devoir de Mémoire : en faveur des lycées et CFA
1. Sensibilisation des professeurs, formateurs et chefs d'établissements et documentalistes : voyage d'études d'une durée de 3 jours comprend la visite du camp d'Auschwitz-Birkenau et de l'ancien quartier juif de Cracovie + 2 jours au Mémorial de la Shoah à Paris consacrée à l'histoire de la Shoah
2. Accueil des jeunes au Mémorial : 1/2 journée comportant une visite des expositions + débat ou travail sur documents, encadrés par un conférencier
3. Parcours de mémoire en Ile-de-France : Mémorial de la Shoah, Drancy, le Mont Valérien, accompagnés d'un guide et de plusieurs témoins (résistants, anciens déportés…).
4. Mise à disposition d'expositions : exposition itinérante, nouvellement créée chaque année sur la Shoah.
5. Cycle de projections de films + débats avec des témoins, cinéastes ou historiens : au Forum des Images, en partenariat avec la vidéothèque de Paris, sur la seconde guerre mondiale (pour les adultes et les jeunes)
6. Voyages à Auschwitz : 4 journées de visite à Auschwitz (24 lycées franciliens et 5 CFA) avec des anciens déportés + projet pédagogique.
• Action 7 sur le devoir de Mémoire : en faveur des lycées uniquement
7. Parcours de mémoire hors Île-de-France au CERCIL : visite de l'ancien camp de Pithiviers sur les enjeux des lieux de mémoire au XXIème siècle + déjeuner au mess des officiers de la gendarmerie + ateliers pédagogiques au Musée-Mémorial
• Action 8 à 10 sur les valeurs de la République : en faveur des lycées uniquement
8. Sensibilisation des professeurs et chefs d'établissements à l'enseignement de la laïcité et des valeurs

de la République, de l'histoire de la Shoah et des génocides, aux ressorts du racisme, de l'antisémitisme et l'histoire du complotisme.
9. Ateliers de citoyenneté : développer le sens critiques des lycéens sur la prévention de la radicalisation
10. Expositions itinérantes au sein des établissements scolaires permettant ainsi une continuité dans l'action éducative et une ouverture d'esprit quant aux sujets traités

Pour les lycéens (action 1 à 10) ainsi que les apprentis et jeunes des missions locales (action 1 à 6) franciliens :

- Nombre de jeunes : environ 10 000 jeunes : lycéens, apprentis et jeunes des missions locales franciliens sur toutes les actions confondues.
- Nombre d'adultes : environ 1 200 membres des équipes éducatives des établissements franciliens concernés par le programme

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Action 1 : sensibilisation des enseignants/formateurs et chefs d'établissement (Mémoire)	22 430,00	4,45%
Action 2 : Accueil des jeunes (Mémoire)	58 400,00	11,58%
Action 3 : Parcours de mémoire en Ile-de-France (Mémoire)	19 850,00	3,94%
Action 4 : Mise à disposition d'expositions (Mémoire)	25 300,00	5,02%
Action 5 : Cycles de projection de films (Mémoire)	7 070,00	1,40%
Action 6 : Voyages à Auschwitz (Mémoire)	307 060,00	60,87%
Action 7 : Parcours de mémoire hors Ile-de-France : CERCIL / Pithiviers (Mémoire)	13 824,00	2,74%
Action 8 : Sensibilisation des enseignants et chefs d'établissement (Valeurs de la République)	15 600,00	3,09%
Action 9 : Ateliers citoyenneté (Valeurs de la République)	28 000,00	5,55%
Action 10 : Expositions itinérants (Valeurs de la République)	6 900,00	1,37%
Total	504 434,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGION LYCEES	331 905,00	65,80%
SUBVENTION REGION CFA	71 642,00	14,20%
Fonds propres de la structure	100 887,00	20,00%
Total	504 434,00	100,00%

DOSSIER N° 19005276 - CYCLOFERENCES SUR LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME - CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION ADN'S POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2019-2020

Dispositif : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (n° 00000060)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	27 000,00 € TTC	80,00 %	21 600,00 €
	Montant total de la subvention		21 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADN S
Adresse administrative : 300 RUE ADOLPHE PAJEAUD
92160 ANTONY
Statut Juridique : Association
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 10 septembre 2019 - 10 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Cycloférence est un spectacle vivant.

Elle se pose comme un outil de lutte contre le racisme, l'antisémitisme, contre toutes les formes de rejet de l'autre, de radicalisation de la pensée. C'est un partage de connaissances, qui participe à la déconstruction des représentations et comportements discriminants, radicaux, violents. Un fabuleux voyage dans le temps pour mieux comprendre nos histoires. Elle promeut science, réflexion et valeurs républicaines.

- La forme : un triptyque de 3 x 2h (à une semaine d'intervalle)
- Les moyens : un comédien, un pupitre, un projecteur vidéo
- Les besoins : 1 tableau ou paper-board
- Publics : Groupes constitués. Lycéens et professeurs

Les lycéens franciliens :
- Nombre de lycées : entre 5 et 10
- Nombre de lycéens : 450 lycéens
- Nombre de classes : 15

- Nombre d'adulte de l'équipe pédagogique : entre 40 et 50

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	22 000,00	81,48%
Déplacements, missions et réceptions	700,00	2,59%
Missions réceptions	1 500,00	5,56%
Matériel	500,00	1,85%
Frais administratifs	500,00	1,85%
Droits d'auteur	1 800,00	6,67%
Total	27 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGION 2019	21 600,00	80,00%
Fonds propres de la structure	1 400,00	5,19%
Etat : Comités opérationnels de lutte contre le racisme et l'antisémitisme	4 000,00	14,81%
Total	27 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-278

DOSSIER N° 19005278 - PROGRAMME "JEUNES, CITOYENNETE ET VIVRE EN SOCIETE" AVEC L'ADRIC POUR LES LYCEENS - ANNEE SCOLAIRE 2019-2020

Dispositif : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (n° 00000060)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	65 800,00 € TTC	68,39 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADRIC AGENCE DE DEVELOPPEMENT DES RELATIONS INTERCULTURELLES POUR LA CITOYENNETE
Adresse administrative : 7 RUE DU JURA 75013 PARIS 13
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Catherine KRIEGEL, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le programme «Jeunes, citoyenneté et vivre en société» vise à engager les lycéens d'Île-de-France dans une démarche de réflexion-action sur le sens et la fonction sociale des valeurs et principes de la citoyenneté (liberté, égalité, dont égalité filles-garçons, fraternité, laïcité). Il s'agit de renforcer le dialogue autour des valeurs de la République afin de mieux faire face aux situations complexes qui voient les jeunes confrontés à des phénomènes de racisme, d'antisémitisme et de cumul des discriminations, notamment celles liées à l'origine (réelle ou supposée), aux croyances et au sexe.

Le projet s'adresse à une dizaine de lycées d'Ile-de-France au sein des trois académies. Il s'articule autour de trois étapes :
1) Une réunion de travail préalable avec les équipes pédagogiques et éducatives de chaque lycée impliqué.
2) Des séances de sensibilisation en direction des jeunes (2 séances de 2 h chacune) pour chaque classe ou demi-classe.
3) La conception d'un outil transférable à partir d'ateliers de création réunissant plusieurs groupes d'élèves participant au projet.

Nombre d'élèves : environ 675
Nombre d'adultes (membre des équipes éducatives et pédagogiques) : 70
Nombre d'établissements : 10 à 15 lycées
Nombre de classes : 30
Niveaux des élèves : de la seconde à la terminale

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de prestations (prestations facturées dans le cadre du projet pour la réalisation de séances, ateliers et outil)	15 800,00	24,01%
Frais postaux, télécommunications, fournitures de bureau, petites fournitures, assurance, location immobilière	3 500,00	5,32%
Documents pédagogiques, guides, questionnaires, photocopies, émargements, bilans d'évaluation	900,00	1,37%
Frais de personnel : pilotage, coordination, organisation, communication, interventions, gestion du projets et comptabilité	44 600,00	67,78%
Frais de mission des intervenants	1 000,00	1,52%
Total	65 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGION 2019	45 000,00	68,39%
Fonds propres de la structure	3 500,00	5,32%
Collectivité territoriale : Conseil départemental 91	7 000,00	10,64%
Collectivité territoriale : Mairie de Paris	10 300,00	15,65%
Total	65 800,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-278

DOSSIER N° 19005280 - Programme de sensibilisation des lycéens aux pratiques responsables des outils numériques 2019-2020 avec l'association e-Enfance

Dispositif : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (n° 00000060)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	62 500,00 € TTC	72,00 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : E ENFANCE
Adresse administrative : 11 RUE DES HALLES
75001 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Béatrice COPPER-ROYER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2019 - 3 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Hyper connectés dès le plus jeune âge, les adolescents ont besoin d'une éducation aux médias et aux technologies numériques régulièrement adaptée aux nouvelles problématiques. Les adolescents sont surreprésentés sur ces outils et doivent être accompagnés afin de les appréhender de façon éclairée quant aux risques induits pour eux et pour les autres. Le programme proposera un temps de compréhension de ces risques actuels et des moments d'échanges entre élèves pour en comprendre la portée et les enjeux. Le programme utilise des modes de transmission modernes et adaptés au public adolescent afin que les deux heures d'intervention soient un temps de sensibilisation pertinent, efficace et qui laisse une trace mnésique suffisamment forte pour que les adolescents modifient en profondeur leurs modes d'appréhension et d'utilisation d'internet.

Nombre d'élèves : 3 000
Nombre d'adultes (membre des équipes éducatives) : 25
Nombre d'établissements : 25
Nombre de classes : 75
Nombre d'adultes, membre des équipes pédagogiques : 25
Niveaux des élèves : Seconde, Première et Terminale de toutes filières.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	58 000,00	92,80%
Rémunération d'intermédiaire et honoraires	3 500,00	5,60%
Frais pédagogiques	1 000,00	1,60%
Total	62 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGION 2019	45 000,00	72,00%
Fonds propres de la structure	10 000,00	16,00%
Etat : Ministère de l'Education Nationale	7 500,00	12,00%
Total	62 500,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-278

DOSSIER N° 19005282 - PROGRAMME DE SENSIBILISATION A LA CITOYENNETE POUR LES LYCEENS AVEC L'ASSOCIATION EVEIL POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2019-2020

Dispositif : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (n° 00000060)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	31 600,00 € TTC	80,00 %	25 280,00 €
	Montant total de la subvention		25 280,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EVEIL ASSOCIATION
Adresse administrative : 105 CHEMIN DE RONDE
78290 CROISSY SUR SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Anne-Maris BURELLE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le programme « Lycéens franciliens pour la citoyenneté » vise à sensibiliser les élèves aux valeurs de la République, notamment à la laïcité, en favorisant l'usage citoyen d'internet et des réseaux sociaux à travers un débat ouvert et transparent sur ces questions.
Réalisées à la demande des équipes pédagogiques, ces interventions s'intègrent dans la progression pédagogique du cours (EMC/Histoire-Géographie, Français, Lettres, etc.) ou dans le cadre d'un projet d'établissement (CESC).
L'intervention d'une durée de 2 heures, conçue par la responsable formation et partenariats, s'articule autour d'un diaporama interactif, de projections vidéo, d'un jeu de rôle et d'un débat. La méthode participative est privilégiée.
L'association ÉVEIL met en place un module interactif à destination des lycéens et réalise au minimum 100 interventions de 2 heures en classe, pendant le temps scolaire, en présence d'un membre de l'équipe pédagogique.

Nombre d'élèves : 2 700 élèves
Nombre d'adultes (membre des équipes éducatives) : 120
Nombre d'établissements : entre 30 et 45 établissements
Nombre de classes : 90 classes
Niveaux des élèves : de la Seconde à la Terminale

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Suivi et recherche documentaire, rédaction de contenu, validation, contact établissement (mailing et emailing)	3 500,00	11,08%
Mise en place des outils de communication : document de présentation, page dédiée sur le site internet	1 200,00	3,80%
Concertation éducation nationale	850,00	2,69%
Elaboration du bilan à partir des commentaires et diffusion du bilan de l'action	3 000,00	9,49%
Sélection et formation des intervenants	1 000,00	3,16%
Réalisation d'au moins 90 interventions et des séances équipe pédagogique (salaire intervenants) 90 X 200	18 000,00	56,96%
Frais de déplacement (90 X 45)	4 050,00	12,82%
Total	31 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGION 2019	25 280,00	80,00%
Fonds propres de la structure	6 320,00	20,00%
Total	31 600,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-278

DOSSIER N° 19005287 - PROJET "LE PARCOURS CITOYEN" POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2019-2020 AVEC L'ASSOCIATION "POUR UNE CONTRIBUTION PARTICIPATIVE A LA REPUBLIQUE"

Dispositif : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (n° 00000060)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	61 500,00 € TTC	56,91 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : POUR UNE CONTRIBUTION PARTICIPATIVE A LA REPUBLIQUE
Adresse administrative : 8 RUE DU GENERAL RENAULT 75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Ismaël M'BAYE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 septembre 2019 - 30 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Lors de nombreuses interventions dans les collèges et lycées, l'association a constaté que certains élèves éprouvaient un grand doute quant à la réalité sociale de la devise républicaine. Ainsi, dans le cadre du parcours citoyen, l'association valorise les instances de démocratie scolaires. C'est dans ce contexte que l'association propose un accompagnement en plusieurs étapes dans l'accomplissement de ce parcours citoyen. Les interventions sont toujours préparées en concertation avec les équipes pédagogiques (CPE, enseignant d'Histoire-Géographie, Professeur documentaliste etc.).

- Modalités de l'action :
1. Atelier d'échange avec les lycéens.
2. Forum d'orientation professionnel
3. Exposition des élèves (lors de la fête du lycée) sur leur apprentissage citoyen et sur la visite des institutions
4. Participation au magazine de l'association pour création de livrets explicatifs sur les acquis

Les lycéens franciliens :
- Nombre d'élèves : 3000
- Nombre d'établissements : 10

- Nombre de classe 120
- Nombre d'adultes, membre des équipes pédagogiques : 30

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Interventions citoyennes et visite des institutions : 1250 €/ intervention	43 750,00	71,14%
Production de support/ fournitures pour les interventions	4 250,00	6,91%
Colloque et dîner-débat avec les délégués et les équipes éducatives	10 000,00	16,26%
Divers : organisation d'atelier de 2h à la demande sur des thèmes bien précis (toujours lié à la citoyenneté et aux l'application ou à l'interprétation des principes ou valeurs de la République)	2 500,00	4,07%
Matériel d'impression divers : flyers, invitation, etc.	1 000,00	1,63%
Total	61 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGION 2019	35 000,00	56,91%
Fonds propres de la structure	3 000,00	4,88%
Commission Européenne	5 000,00	8,13%
Préfecture de Paris	5 500,00	8,94%
Préfecture de l'Essonne	5 000,00	8,13%
Préfecture des Hauts-de-Seine	5 000,00	8,13%
Mécénat : MAIF	1 500,00	2,44%
Mécénat : dons particuliers	1 500,00	2,44%
Total	61 500,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-278

DOSSIER N° 19005290 - PROGRAMME "CITOYENNETE, LAICITE, EGALITE" AVEC L'ASSOCIATION FEMMES SOLIDAIRES - ANNEE SCOLAIRE 2019-2020

Dispositif : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (n° 00000060)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	43 620,00 € TTC	68,78 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION FEMMES SOLIDAIRES
Adresse administrative	:	3 RUE D ALIGRE 75012 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Sabine SALMON, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 30 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'objectif du projet est d'engager un travail spécifique sur les enjeux de la citoyenneté, des valeurs de la République, de la prévention et de la radicalisation avec des ateliers portant sur ces thématiques, selon des méthodes dynamiques et interactives, mobilisatrices pour les lycéens.

Dans ce cycle d'interventions, l'association propose aux personnels éducatifs et aux élèves des temps d'échanges pour ré-apprendre l'écoute de l'autre et développer des valeurs de respect et de collaboration. Un travail régulier est mis en place à partir de la réalité du terrain et de l'environnement dans lequel l'association intervient, n'hésitant pas à modifier l'organisation de ses ateliers pour une approche « sur mesure ».

Il peut ainsi se présenter sous deux formes :

- 1 séance de 2 heures
ou
- un cycle long de 3 séances de deux heures + 1 séance création d'un support vidéo/ou audio ou numérique ou papier

sous forme de débats développés à partir d'outils pédagogiques (films, expositions, power point, jeux…)

Le projet s'adresse à des classes de seconde, de première et de terminale, professionnelle, technologique et générale, à des classes de CAP ainsi qu'au personnel éducatif des établissements scolaires :

Nombre d'élèves : entre 150 et 200 élèves
Nombre d'établissements : le nombre d'établissement fluctue en fonction du nombre de classes sensibilisées par établissement
Nombre de classes : environ 10 classes (en fonction du nombre d'élèves par classe)
Nombre d'adultes, membres des équipes pédagogique : 20

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel charges comprises : rémunérations, impôts et taxes	18 750,00	42,98%
Intervenants extérieurs : honoraires et éditions matériel	12 100,00	27,74%
Communication : achats magazines, documentations	1 650,00	3,78%
Transport logistique : déplacements, fournitures	2 000,00	4,59%
Frais administratifs : téléphone, frais postaux	3 300,00	7,57%
Services externes : location, assurance, frais exceptionnels	5 820,00	13,34%
Total	43 620,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGION 2019	30 000,00	68,78%
Fonds propres de la structure	9 620,00	22,05%
Ministère de l'Education Nationale	4 000,00	9,17%
Total	43 620,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-278

DOSSIER N° 19005294 - PROJET "PARCOURS PEDAGOGIQUE AUTOUR DE L'ENGAGEMENT INTITULE "DANS LES PAS DE CHARLES DE GAULLE" POUR L'ANNEE 2019-2020 AVEC LA FONDATION CHARLES DE GAULLE

Dispositif : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (n° 00000060)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	60 000,00 € TTC	50,00 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION CHARLES DE GAULLE
Adresse administrative : 5 RUE DE SOLFERINO
75007 PARIS
Statut Juridique : Fondation
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Parcours pédagogique autour de l'engagement intitulé "Dans les pas de Charles de Gaulle" (septembre 1939 - juin 1940) : la défense des valeurs de la République.

Le parcours propose la tenue d'ateliers pédagogiques répartis sur l'année scolaire, suivant la chronologie de l'année 1939-1940, ateliers mis en relation avec la visite des lieux de mémoire gaulliens, au gré du parcours de Charles de Gaulle. Un concours d'éloquence organisé en fin d'année scolaire, entre les classes ayant pris part au projet, vient clôturer cette réflexion sur l'engagement et les valeurs citoyennes et républicaines.
Série de 3 ateliers de 2 h, visite des lieux de mémoires gaulliens, conférences, concours d'éloquence.

Modalités de l'action :

- Série de 3 ateliers de 2 h, répartis tout au long de l'année, déclinant une partie de la problématique générale et menant à sa réponse finale
- Visite des lieux de mémoire gaulliens : la Boisserie, le Mémorial à Colombey-les-deux-Eglises ; le bureau du général de Gaulle au siège de la Fondation à Paris ; l'Historial au sein du Musée de l'Armée à Paris

- Conférences
- Concours d'éloquence

Le projet s'adresse à toutes les classes de lycée francilien, toutes sections générales, technologiques et professionnelles de 1ère et Terminale :
- Nombre d'élèves : 150
- Nombre d'adultes (membres des équipes pédagogiques) : 5 à 10
- Nombre d'établissements : 5
- Nombre de classes : 5

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat matières et fournitures	2 000,00	3,33%
Documentation	2 000,00	3,33%
Déplacements, missions : transports, billetterie	12 000,00	20,00%
Rémunération des personnels	23 000,00	38,33%
Charges sociales	21 000,00	35,00%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGION 2019	30 000,00	50,00%
Fonds propres de la structure	30 000,00	50,00%
Total	60 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-278

DOSSIER N° 19005300 - ACTIONS D'INFORMATION SUR L'EUROPE EN FAVEUR DES LYCEENS - CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION JEAN MONNET - ANNEE SCOLAIRE 2019-2020

Dispositif : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (n° 00000060)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	53 650,00 € TTC	80,00 %	42 920,00 €
	Montant total de la subvention		42 920,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JEAN MONNET
Adresse administrative : 7 RUE DU VIEUX PRESSOIR
78490 BAZOCHES-SUR-GUYONNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Maurice BRAUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide pour la mise en place des actions d'information sur l'Europe en faveur des lycéens, des apprentis et des jeunes issus des missions locales.

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2019 - 4 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'Association Jean Monnet organise à la Maison de Jean Monnet des actions de sensibilisation à la dimension européenne. Ce programme se déroule en deux temps :

1. Journée de sensibilisation sur l'Europe /échanges sur la pédagogie pour les enseignants/chefs d'établissements/documentalistes sur une journée (5 journées au total). Les équipes éducatives reçoivent à la fin de ces sessions un « Kit pédagogique sur l'Europe » sur clé USB
2. Demi-journées d'information à destination des lycéens (70 conférences/ateliers créatifs)

Nombre d'élèves : 2 450
Nombre d'adultes (membre des équipes éducatives) : 195
Nombre d'établissements : entre 60 et 70
Nombre de classes : entre 60 et 70
Niveaux des élèves : lycéens
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
5 journée de formation pour les équipes éducatives	10 750,00	20,04%
70 conférences / Ateliers	24 500,00	45,67%
Kit pédagogique	1 600,00	2,98%
Ateliers pédagogiques	8 750,00	16,31%
Frais de gestion du programme	8 050,00	15,00%
Total	53 650,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGION 2019	42 920,00	80,00%
Fonds propres de la structure	2 730,00	5,09%
Parlement Européen	8 000,00	14,91%
Total	53 650,00	100,00%

DOSSIER N° 19005301 - CONCOURS REGIONAL "ALTER EGO RATIO" POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2019-2020 AVEC LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT

Dispositif : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (n° 00000060)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	62 566,00 € TTC	63,93 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE ENS FEDERAT PARIS MVT EDUC POP
Adresse administrative : 167 BD DE LA VILLETTE
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Marc ROIRANT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2019 - 4 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le concours Alter Ego Ratio est un concours éducatif, axé sur les valeurs de la République, à destination des élèves des lycées généraux et techniques publics et des lycées privés sous contrat, de la région Ile de France, pour les mobiliser et susciter chez eux une réflexion.

4 entrées thématiques proposées : Laïcité pour la diversité, Des Femmes à l'initiative, Contre la radicalisation + Halte aux discris (nouveau) pour lutter contre le racisme, l'antisémitisme, les discriminations relatives à l'apparence physique et la haine anti-LGTB+

Les productions présentées peuvent prendre n'importe quelle forme pour laisser libre cours à la créativité des élèves mais elles doivent témoigner d'une démarche réflexive et critique. Un groupe d'élèves peut travailler autour d'un seul thème ou aborder ces notions de manière transversale. La Ligue de l'enseignement de Paris soutient les classes dans la concrétisation de leurs projets (accompagnement quotidien, mise en place d'intervention d'artistes ou d'universitaires dans la classe, aide matérielle...). Le dépôt des candidatures s'effectue en ligne sur une plateforme dédiée au dispositif (www.alteregoratio.org). Pour chaque thème, un premier jury élargi évalue les dossiers de candidature et opère une présélection. Un jury final se réunit en présentiel pour délibérer sur les projets retenus. Les trois projets lauréats, un pour chaque thème, sont valorisés lors de la cérémonie de clôture du concours en

mai, présidée par les représentants de l'exécutif régional.

Nombre d'élèves : 1 500
Nombre d'adultes (membre des équipes éducatives) : entre 60 et 70
Nombre d'établissements : 40-50
Nombre de classes : entre 50 et 60
Niveaux des élèves : de la Seconde à la Terminale

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel et coordination par le directeur adjoint du service	46 400,00	74,16%
Actions d'accompagnement : intervenants ponctuels (experts, 25 interventions de 2 heures, outils pédagogiques	5 000,00	7,99%
Jury et lauréats : réunion, défraiements réservistes de l'Education Nationale, prix pour lauréats, animations cérémonie finale	3 700,00	5,91%
Communication : actualisation supports, impression, outils pédagogiques...	2 300,00	3,68%
Frais généraux	5 166,00	8,26%
Total	62 566,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGION 2019	40 000,00	63,93%
Fonds propres de la structure	22 566,00	36,07%
Total	62 566,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-278

DOSSIER N° 19005302 - PROGRAMME CITOYEN "ENSEMBLE C'EST TOUT !" POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2019-2020 AVEC CITOYENNETE JEUNESSE

Dispositif : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (n° 00000060)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	65 000,00 € TTC	76,92 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CITOYENNETE JEUNESSE SEINE SAINT-DENIS
Adresse administrative : 27 RUE DELIZY
93500 PANTIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Michel Gourden, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il s'agit d'engager les jeunes dans un parcours de réflexion et d'expérience autour des enjeux de la citoyenneté et des valeurs de la République, travailler sur la parole des jeunes, leur place active dans la cité et leur engagement présent et futur en tant que citoyen (transformer les colères, les sentiments d'injustice, en engagement politique et citoyen.

- Rencontres avec les établissements volontaires pour organiser les interventions auprès des jeunes, envoi d'une proposition personnalisée en fonction des objectifs et du calendrier scolaire. Ensuite le projet s'articule au choix : Format minimum : intervention de philosophe et/ou ethnologue (3 séances de 2 heures) ou pour aller plus loin : programme d'interventions pour déployer le thème choisi (4 séances), 2/3 sorties culturelles en lien avec l'axe choisi, témoignages d'acteurs de la société civile ou rencontres avec des professionnels de l'axe abordé, ateliers de pratique artistique pour travailler avec des artistes ou journalistes les matériaux collectés et les questionnements soulevés en classe (5 séances de 2h).

Nombre d'élèves : 375
Nombre d'adultes (membre des équipes éducatives) : 40
Nombre d'établissements : 5
Nombre de classes : 15

Niveaux des élèves : élèves en lycée général, professionnel ou technologie / Tous niveaux

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Interventions et ateliers de pratique	15 000,00	23,08%
Billetterie	6 000,00	9,23%
Matériel / Restitution / Valorisation / Communication	6 000,00	9,23%
Conception projets, suivi administratif et logistique	30 000,00	46,15%
Transports et déplacements	5 000,00	7,69%
Assurance et locaux	3 000,00	4,62%
Total	65 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGION 2019	50 000,00	76,92%
Fonds propres de la structure	15 000,00	23,08%
Total	65 000,00	100,00%

DOSSIER N° 19005947 - ACTION PEDAGOGIQUE AUPRES DES LYCEENS POUR MENER A UNE CITOYENNETE ACTIVE ET RESPONSABLE AVEC L'ASSOCIATION MEMOIRE 2000 POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2019-2020

Dispositif : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (n° 00000060)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	29 700,00 € TTC	30,30 %	9 000,00 €
		Montant total de la subvention	9 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MEMOIRE 2000
Adresse administrative : 12 RUE JEAN RICHEPIN
75116 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2019 - 1 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet consiste à organiser une projection de films mensuelle, suivie d'un débat sur le thème déterminé et touchant au racisme, aux droits de l'homme, à la laïcité, à toutes les formes d'injustice et de discrimination.
Les débats sont animés par des spécialistes invités à cet effet Les séances sont gratuites pour les lycées. Les enseignants qui inscrivent leurs élèves reçoivent avant chaque projection, un dossier de documentation sur le thème traité, afin qu'ils puissent préparer leurs élèves au débat. L'action peut également être menée dans certains établissements scolaires à la demande des professeurs qui ne peuvent pas se déplacer avec leurs élèves. Les élèves sont aussi invités à donner leurs impressions après les projections en envoyant des comptes-rendus qui sont publiés dans le journal trimestriel de l'association.

Nombre d'établissements : 40
Nombre d'élèves : 1 000
Nombre de classes : 60
Nombre d'adultes (membres de la communauté éducative) : 10
Nombre d'élèves par rayonnement de l'action : 7 000

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de fonctionnement, fournitures, affranchissements, télécom, etc...	3 000,00	10,10%
Salaires et charges salariales	22 400,00	75,42%
Déplacements, voyages lieus de Mémoire	1 800,00	6,06%
Frais bancaires	300,00	1,01%
Locations salles, films, documentations, publicités, vie associative	2 200,00	7,41%
Total	29 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGION 2019	9 000,00	30,30%
Fonds propres de la structure	1 200,00	4,04%
Etat : Service du contrôle budgétaire et comptable ministériel Défense (SCBCM)	1 500,00	5,05%
Mairie de Paris	3 000,00	10,10%
Adhésions, cotisations, dons	10 000,00	33,67%
Fondation de France : Unitiative	3 000,00	10,10%
Fondation P&T Weil	2 000,00	6,73%
Total	29 700,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-278

DOSSIER N° 19005962 - Programme "Vrai du Faux, le programme de proximité présentiel et digital sur la citoyenneté" avec le CIDJ pour l'année 2019-2020

Dispositif : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (n° 00000060)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	72 536,00 € TTC	68,93 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIDJ CENTRE D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION JEUNESSE
Adresse administrative : 101 QUAI BRANLY
75015 PARIS 15 CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie RICHARD, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le programme "Vrai du Faux, programme de proximité présentiel et digital sur la citoyenneté" se déroule de la manière suivante :

- Réalisation d'ateliers "Le Vrai du Faux", outils d'animation pédagogique interactif d'éducation aux médias et à l'information avec l'aide de supports papiers et/ ou numériques relatant des faits d'actualité. Le public est mis en situation de décryptage de l'information et de déconstruction de l'information. Ces actions sont plus spécifiquement destinées aux lycées publics professionnels et technologiques.

- Proposition d'accueils de groupe dans les locaux du CIDJ pour réaliser ces animations en mettant à disposition des enseignants les outils et la façon de les utiliser pour qu'ils puissent eux-mêmes animer des sessions de mobilisation à la citoyenneté et au vivre-ensemble.

- Organisation détaillée : Information et mobilisation du réseau IJ et partenaires, communication auprès des lycées, présentation des outils et des modalités d'animation, élaboration d'un planning d'intervention, réalisation du projet, bilan et retour de satisfaction.

Nombre de lycées : 140

Nombre d'élèves participants : 3 000
Nombre de classes : 140 (1 par lycée)
Nombre d'adultes (membres de la communauté éducative) : 140 (1 par lycée)
Nombre d'élèves par rayonnement : 4 200

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel conseiller	26 589,00	36,66%
Charges de personnel rédacteur	25 325,00	34,91%
Charges de personnel communication	3 533,00	4,87%
Publicité, promotion, prospection	5 000,00	6,89%
Frais de fonctionnement	12 089,00	16,67%
Total	72 536,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGION 2019	50 000,00	68,93%
Fonds propres de la structure	22 536,00	31,07%
Total	72 536,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-278

DOSSIER N° 19005965 - Programme de théâtre interactif pour la promotion des valeurs citoyennes dans les lycées avec l'Association Entrées de Jeu pour l'année scolaire 2019-2020

Dispositif : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (n° 00000060)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	62 500,00 € TTC	80,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENTREES DE JEU
Adresse administrative : 35 VLA D'ALESIA
75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il s'agit de faire réfléchir et débattre pendant 2 h des groupes élargis d'élèves (3 classes de même niveau - 100 jeunes) sur un des thèmes, par le biais d'un débat théâtral interactif qui permet d'aborder de front les sujets à travers des situations problématiques concrètes. Les jeunes sont amenés à tester sur scène des propositions de résolution des problèmes en improvisant avec les comédiens et à échanger avec ses pairs des recherches de solutions.
- Prise de contact et rencontre avec les établissements volontaires, détermination du thème, constitution d'un groupe adulte-relais et désignation des classes bénéficiaires, intervention avec un ou plusieurs débats théâtraux conduit par un "meneur de jeu" avec des moments d'improvisations / propositions et échanges verbaux. L'intervention est prolongée par des associations locales qui viennent donner leurs points de repère supplémentaires sur le-s sujet-s. Médiatisation dans l'établissement par des affiches, expositions, journaux numériques etc...

Nombre de lycées : 15 à 28
Nombre de représentations : entre 22 et 28 représentations en fonction des spectacles choisis
Nombre d'élèves participants : entre 2 200 et 2 800 (environ 100 jeunes par représentation)
Nombre de classes : entre 66 et 84
Nombre d'adultes (membres de la communauté éducatives : entre 75 et 140
Nombre d'élèves par rayonnement : difficile à évaluer mais le débat théâtral agit sur les comportements

et, par un fonctionnement systémique, il a une incidence sur le comportement des jeunes de l'entourage des spectateurs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	500,00	0,80%
Services extérieurs	2 208,00	3,53%
Autres services extérieurs	5 377,00	8,60%
Impôts et taxes (sur rémunération) dont coordination du projet : 25 %	655,00	1,05%
Rémunération des personnels (dont coordination du projet : 25 %)	37 556,00	60,09%
Charges sociales (dont coordination du projet : 25%)	15 567,00	24,91%
Charges exceptionnelles	75,00	0,12%
Dotations	562,00	0,90%
Total	62 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGION 2019	50 000,00	80,00%
Fonds propres de la structure	12 500,00	20,00%
Total	62 500,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-278

DOSSIER N° 19005283 - PROJET "TERRORISME, ET SI ON ECOUTAIT LES VICTIMES ?" POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2019-2020 AVEC L'AFVT

Dispositif : Les grands témoins contre le terrorisme (n° 00000969)
Délibération Cadre : CR95-16 du 19/05/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les grands témoins contre le terrorisme	26 200,00 € TTC	76,34 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFVT ASSOCIATION FRANCAISE DES VICTIMES DU TERRORISME
Adresse administrative : 130 RUE CARDINET
75017 PARIS 17E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SOPHIE DARSES, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2019 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les attentats commis en France depuis janvier 2015 ont modifié la perception du terrorisme de l'ensemble de la population en France : la proximité géographique fait que chacun se sent concerné, mais il demeure difficile pour un élève en cours de formation intellectuelle de penser un phénomène aussi complexe et violent et de se défendre contre toutes sortes d'impostures, des plus bégnines et finalement inoffensives et passagères aux plus dangereuses. L'intervention d'une victime en milieu scolaire permet d'humaniser sans entrer dans le sensationnel des images (télévisées ou colportées massivement sur les réseaux sociaux, très populaires pour un jeune public).

Le témoignage de deux ou trois victimes dans chaque lycée, suivi d'un dialogue avec les lycéens. Chacune de ces rencontres est préparée en amont avec les équipes éducatives (cours, ateliers d'écriture et de recherches documentaires, ateliers artistiques, sorties).

Modalités de l'action :
• durée de l'intervention : entre 1 h30 et 2h00
• panel de 2 à 3 victimes
• présence d'un modérateur
• en option : projection d'un témoignage audiovisuel (entre 5' et 8') complémentaire
• session de questions/réponses avec les élèves
• évaluation de la conférence-débat par les élèves et l'équipe pédag

Organisation détaillée :
• réunion(s) préparatoire(s) avec les équipes pédagogiques
• coordination et logistique avec les intervenants (agenda, déplacements...)
• animation des rencontres entre victimes du terrorisme et lycéens
• suivi en aval des demandes des enseignants et/ou des élèves

Nombre d'élèves : 400 - 500
Nombre d'établissements : 8
Nombre de classes : 15 à 25 classes
Nombre d'adultes (membres des équipes éducatives) : 3
Niveaux des élèves : seconde, première et terminale

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Animation de 8 rencontres par 2 salariés : 300 €/jour - 200 X 2 X 8)	4 800,00	18,32%
Préparation de l'évènement : coordination, logistique, conception documentaire, coaching avec les victimes : 300/3 personnes/8 journées	7 200,00	27,48%
Valorisation des contenus audiovisuels projetés : tarif forfaitaire	1 000,00	3,82%
Transport des intervenants/victimes pour les conférences : 400 € x 8	3 200,00	12,21%
Autres services extérieurs (Avocats et/ou journalistes)	10 000,00	38,17%
Total	26 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGION 2019	20 000,00	76,34%
Fonds propres de la structure	6 200,00	23,66%
Total	26 200,00	100,00%

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc146380-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-284

DU 3 JUILLET 2019

TRAVAUX DANS LES CITÉS MIXTES RÉGIONALES DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
4ÈME RAPPORT- BUDGET 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;
VU Le code de l'éducation ;
VU Le code de la commande publique
VU La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
VU La délibération du conseil régional n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa présidente ;
VU La délibération du conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n°CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CP 18-466 du 17 octobre 2018 relative aux « Travaux dans les EPLE, 6eme rapport de l'année 2018 », comprenant l'article 10 stipulant la convention-type encadrant les dotations pour la réalisation de travaux dans les EPLE ;
VU Le Budget de la région d'Ile-de-France pour l'année 2019.

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-284 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 4 de la délibération un montant d'autorisations de programme **480.881,97 €** € figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 «Participation à des cités mixtes régionales », programme HP 224-029 (1220329 « Travaux de maintenance dans les cités mixtes régionales »., action (12202901) « Travaux de maintenance dans les cités mixtes régionales – part lycées » du budget 2019.

Article 2 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 4 de la délibération un montant d'autorisations de programme **95.356,63 €** € figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 «Participation à des cités mixtes régionales », programme HP 224-029 (122029) « Travaux de maintenance dans les cités mixtes régionales », action (12202902) « Travaux dans les cités mixtes régionales – part collèges » du budget 2019.

Article 3 :

Subordonne le versement des dotations en annexe 4 à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2018-466 du 17 octobre 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 4 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 1 de la délibération un montant d'autorisations de programme **194.342,00 €** € figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 «Participation à des cités mixtes régionales », programme HP 224-032 (122032) « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales », action (12203201) « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales – part lycées » du budget 2019.

Article 5 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 1 de la délibération un montant d'autorisations de programme **371.658,00 €** € figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 «Participation à des cités mixtes régionales », programme HP 224-032 (122032) « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales »., action (12203202) « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales – part collèges » du budget 2019.

Article 6 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 2 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **390.000,00 €** dont 25.000,00 € à titre d'affectations provisionnelles figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des Cites Mixtes régionales », programme HP 224-034 (122034) « Etudes générales cites mixtes régionales », action (12203401) « Etudes générales cites mixtes régionales – part lycées » du budget 2019.

Article 7 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 3 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **5.000,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des Cites Mixtes régionales », programme HP 224-035 (122035) « Rénovations des cités mixtes régionales », action (12203501) « Rénovations des cités mixtes régionales – part lycées » du budget 2019.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexes 1 à 3 : Listes des affectations

Annexe n° : 1

Budget 2019 Chapitre 902

HP224-032 Grosses réparations dans les cités mixtes régionales

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Mt opération	Action	Nature	Montant
		REGION	99	2019-AFFECTATION GLOBALE ACCORDS-CADRES DPM TRAVAUX PART COLLÈGES		12203202	4551	220 000,00
75	PARIS 07EME	VICTOR-DURUY	0750662M	PROG-2019-TRAVAUX POUR RÉNOVATION ASCENSEURS ESCALIER C	129 000,00	12203201	2313	85 797,90
						12203202	4551	43 202,10
	PARIS 14EME	FRANCOIS-VILLON	0750690T	PROG-2019-ÉTUDE (MAITRISE D'ŒUVRE) TRAVAUX DE RÉNOVATION DES MENUISERIES EXTÉRIEURES DES BÂTIMENTS D ET F ET DE RAVALEMENT DU BÂTIMENT F (1/2 PENSION)	120 000,00	12203201	2031	49 728,00
						12203202	4551	70 272,00
	PARIS 15EME	CAMILLE-SEE	0750694X	PROG-2019-MAITRISE D'ŒUVRE POUR LES TRAVAUX DE PURGES ET RESTAURATION DE FAÇADES	15 000,00	12203201	2031	6 114,00
						12203202	4551	8 886,00
	PARIS 16EME	JEAN-BAPTISTE-SAY	0750700D	PROG-2019-ÉTUDE POUR LE REMPLACEMENT DU DESCENSEUR À PLATEAUX DANS LA CUISINE	15 000,00	12203201	2031	8 944,50
						12203202	4551	6 055,50
				PROG-2019-ÉTUDE POUR TRAVAUX DE RAVALEMENT DES FAÇADES DES BÂTIMENTS A ET B DONNANT SUR LA COUR D¿HONNEUR	22 000,00	12203201	2031	13 118,60
						12203202	4551	8 881,40
				PROG-2019-TRAVAUX DE RAVALEMENT DES FAÇADES ET DE REMPLACEMENT DES MENUISERIES EXTÉRIEURES DU BÂTIMENT C		12203201	2031	15 000,00
		MOLIERE	0750703G	PROG-2019-PROGRAMM 2012 : TRAVAUX DE RÉFECTION DES CORNICHES ET RAVALEMENT SUR LA RUE DE L'ASSOMPTION VOTE 2016 - 600 K€ complément de l'opération 16B4182240320001	30 000,00	12203201	2313	15 639,00
						12203202	4551	14 361,00

Total Annexe n° : 1 **566 000,00**

Dont

Grosses réparations dans les cités mixtes régionales - part lycées (12203201) **194 342,00**

en Constructions (2313)	101 436,90
en Frais d'études (2031)	92 905,10

Grosses réparations dans les cités mixtes régionales - part collèges (12203202) **371 658,00**

Annexe n° : 2

Budget 2019 Chapitre 902

HP224-034 Etudes générales cités mixtes régionales

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Mt opération	Action	Nature	Montant
		REGION	99	2019-AFFECTATION GLOBALE ACCORDS-CADRES ÉTUDES DGP		12203401	2031	390 000,00

Total Annexe n° : 2 **390 000,00**

Dont

Etudes générales cités mixtes régionales - part lycées (12203401) **390 000,00**

Annexe n° : 3

Budget 2019 Chapitre 902

HP224-035 Rénovation des cités mixtes régionales

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Mt opération	Action	Nature	Montant
		REGION	99	2019-INDEMNITÉS AUX MEMBRES QUALIFIES POUR PARTICIPATION AUX JURYS DE CONCOURS DE MAÎTRISE D¿ŒUVRE ET MARCHES GLOBAUX DE PERFORMANCE		12203501	2031	5 000,00

Total Annexe n° : 3 **5 000,00**

Dont

Rénovation des cités mixtes régionales (12203501) **5 000,00**

Annexe 4 -fiches de synthèse de dotation

Synthèse des fiches de demande de dotation

Budget 2019 Chapitre 902

HP224-029 Travaux de maintenance dans les cités mixtes régionales

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	N° de la demande	Date de la demande	Objet de la demande	Montant demandé	Montant proposé	Action	Nature
75	PARIS 04EME	CHARLEMAGNE	0750652B	34771	15/04/2019	PROG-2019-Rénovation des escaliers A et D (Site Lycée)	60 000,00	60 000,00	12202901	236.1
75	PARIS 04EME	CHARLEMAGNE	0750652B	34772	15/04/2019	PROG-2019-Rénovation de la salle 144 (suite dégât des eaux)	20 000,00	20 000,00	12202901	236.1
75	PARIS 04EME	CHARLEMAGNE	0750652B	34773	15/04/2019	PROG-2019-Réfection des locaux vie scolaire et du CDI suite à dégat eaux (Site Lycée)	45 000,00	45 000,00	12202901	236.1
75	PARIS 04EME	CHARLEMAGNE	0750652B	34821	18/04/2019	PROG-2019-LEVÉES DES PRESCRIPTIONS ÉMISES PAR LA DDPP ET COMMISSION DE SÉCURITÉ	25 000,00	17 022,50	12202901	236.1
75	PARIS 04EME	CHARLEMAGNE	0750652B	34821	18/04/2019	PROG-2019-LEVÉES DES PRESCRIPTIONS ÉMISES PAR LA DDPP ET COMMISSION DE SÉCURITÉ		7 977,50	12202902	4551
75	PARIS 04EME	CHARLEMAGNE	0750652B	34822	18/04/2019	PROG-2019-LEVÉES DES OBSERVATIONS ÉTABLIES SUITE AUX CTO PÉRIODIQUES DES INSTALLATIONS TECHNIQUES.	25 000,00	17 022,50	12202901	236.1
75	PARIS 04EME	CHARLEMAGNE	0750652B	34822	18/04/2019	PROG-2019-LEVÉES DES OBSERVATIONS ÉTABLIES SUITE AUX CTO PÉRIODIQUES DES INSTALLATIONS TECHNIQUES.		7 977,50	12202902	4551
75	PARIS 09EME	JACQUES-DECOUR	0750668U	34774	15/04/2019	PROV-2019-Travaux de refection des stores logement fonction n° 7505, 7507 et 7602	7 509,60	7 509,60	12202901	236.1
75	PARIS 09EME	JACQUES-DECOUR	0750668U	34775	15/04/2019	PROV-2019-Travaux de création d'une porte à 2 vantaux	4 435,20	4 435,20	12202901	236.1
75	PARIS 09EME	JACQUES-DECOUR	0750668U	34776	15/04/2019	PROV-2019-Travaux de remise en état du CDI suite à dégâts des eaux	1 295,20	1 295,20	12202901	236.1
75	PARIS 09EME	JACQUES-DECOUR	0750668U	34779	15/04/2019	PROG-2019-REHABILITATION DE 4 CLASSES	20 000,00	20 000,00	12202901	236.1
75	PARIS 09EME	JACQUES-DECOUR	0750668U	34780	15/04/2019	PROV-2019-TRAVAUX DE REMISE EN ÉTÂT SYSTÈME DÉSENFUMAGE	9 120,00	6 330,19	12202901	236.1
75	PARIS 09EME	JACQUES-DECOUR	0750668U	34780	15/04/2019	PROV-2019-TRAVAUX DE REMISE EN ÉTÂT SYSTÈME DÉSENFUMAGE		2 789,81	12202902	4551
75	PARIS 09EME	JACQUES-DECOUR	0750668U	34781	15/04/2019	PROV-2019-TRAVAUX DE MISE EN ŒUVRE DE TRAPPES VISITE RÉSEAUX SOUFFLAGE EXTRACTION	3 831,00	2 659,10	12202901	236.1
75	PARIS 09EME	JACQUES-DECOUR	0750668U	34781	15/04/2019	PROV-2019-TRAVAUX DE MISE EN ŒUVRE DE TRAPPES VISITE RÉSEAUX SOUFFLAGE EXTRACTION		1 171,90	12202902	4551
75	PARIS 09EME	JACQUES-DECOUR	0750668U	34782	15/04/2019	PROV-2019-TRAVAUX DE REFECTION D'UNE PORTE DONNANT SUR LE SQUARE D'ANVERS	9 500,00	6 593,95	12202901	236.1
75	PARIS 09EME	JACQUES-DECOUR	0750668U	34782	15/04/2019	PROV-2019-TRAVAUX DE REFECTION D'UNE PORTE DONNANT SUR LE SQUARE D'ANVERS		2 906,05	12202902	4551
75	PARIS 09EME	JACQUES-DECOUR	0750668U	34783	15/04/2019	PROV-2019-TRAVAUX DE RÉFÉCTION DES GARDES-CORPS DES FENÊTRES	13 140,00	9 120,47	12202901	236.1
75	PARIS 09EME	JACQUES-DECOUR	0750668U	34783	15/04/2019	PROV-2019-TRAVAUX DE RÉFÉCTION DES GARDES-CORPS DES FENÊTRES		4 019,53	12202902	4551
75	PARIS 09EME	JACQUES-DECOUR	0750668U	34784	15/04/2019	PROV-2019-REMISE EN ÉTAT D'UN ASCENSEUR C2	5 247,60	3 642,36	12202901	236.1
75	PARIS 09EME	JACQUES-DECOUR	0750668U	34784	15/04/2019	PROV-2019-REMISE EN ÉTAT D'UN ASCENSEUR C2		1 605,24	12202902	4551
75	PARIS 09EME	JULES-FERRY	0750669V	34785	15/04/2019	PROG-2019-PRIORITE N°1 : MISE AUX NORMES DES ASCENSEURS SUITE AU RAPPORT QUINQUENNAL	40 000,00	25 864,00	12202901	236.1
75	PARIS 09EME	JULES-FERRY	0750669V	34785	15/04/2019	PROG-2019-PRIORITE N°1 : MISE AUX NORMES DES ASCENSEURS SUITE AU RAPPORT QUINQUENNAL		14 136,00	12202902	4551
75	PARIS 09EME	JULES-FERRY	0750669V	34786	15/04/2019	PROG-2019-TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITÉ DES INSTALLATIONS TECHNIQUES SUIVANT RAPPORTS DES BUREAUX DE CONTRÔLE (ELECTRICITÉ, GAZ, SSI, ASCENSEURS, MONTES-CHARGES, PORTAILS MOTORISÉS, EQUIPEMENTS SPORTIFS, ¿)	30 000,00	19 449,00	12202901	236.1
75	PARIS 09EME	JULES-FERRY	0750669V	34786	15/04/2019	PROG-2019-TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITÉ DES INSTALLATIONS TECHNIQUES SUIVANT RAPPORTS DES BUREAUX DE CONTRÔLE (ELECTRICITÉ, GAZ, SSI, ASCENSEURS, MONTES-CHARGES, PORTAILS MOTORISÉS, EQUIPEMENTS SPORTIFS, ¿)		10 551,00	12202902	4551
75	PARIS 09EME	JULES-FERRY	0750669V	34787	15/04/2019	PROG-2019-REMPLACEMENT DE DEUX CLAPETS COUPE-FEU SUITE À LA DEMANDE DE LA COMMISSION DE SÉCURITÉ	18 000,00	11 638,80	12202901	236.1
75	PARIS 09EME	JULES-FERRY	0750669V	34787	15/04/2019	PROG-2019-REMPLACEMENT DE DEUX CLAPETS COUPE-FEU SUITE À LA DEMANDE DE LA COMMISSION DE SÉCURITÉ		6 361,20	12202902	4551
75	PARIS 11EME	VOLTAIRE	0750675B	34777	15/04/2019	PROV-2019-TRAVAUX DE REMPLACEMENT DES SORBONNES DÉFFECTUEUSES SALLE 190,191,193 ET 194 PAR DES MODÈLE MOBILES ET DÉPOSE DE L'INSTALLATION ANCIENNE	25 000,00	25 000,00	12202901	236.1
75	PARIS 11EME	VOLTAIRE	0750675B	34778	15/04/2019	PROG-2019-RÉNOVATION DU BLOC SANITAIRES SUR COUR (PARTIE LYCÉE)	25 000,00	25 000,00	12202901	236.1
75	PARIS 11EME	VOLTAIRE	0750675B	34788	15/04/2019	PROG-2019-TRAVAUX DE REMISE EN ÉTAT DE LA FAÇADE ET DE LA PORTE D'ENTRÉE PRINCIPALE SUITE À L'INCENDIE VOLONTAIRE DU 10 OCTOBRE 2017	130 000,00	97 019,00	12202901	236.1
75	PARIS 11EME	VOLTAIRE	0750675B	34788	15/04/2019	PROG-2019-TRAVAUX DE REMISE EN ÉTAT DE LA FAÇADE ET DE LA PORTE D'ENTRÉE PRINCIPALE SUITE À L'INCENDIE VOLONTAIRE DU 10 OCTOBRE 2017		32 981,00	12202902	4551
75	PARIS 12EME	PAUL-VALERY	0750679F	34789	15/04/2019	PROG-2019- REMPLACEMENT DE L'AUTOCOM	9 160,00	6 280,10	12202901	236.1
75	PARIS 12EME	PAUL-VALERY	0750679F	34789	15/04/2019	PROG-2019- REMPLACEMENT DE L'AUTOCOM		2 879,90	12202902	4551

Synthèse des fiches de demande de dotation

Budget 2019 **Chapitre 902**

HP224-029 Travaux de maintenance dans les cités mixtes régionales

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	N° de la demande	Date de la demande	Objet de la demande	Montant demandé	Montant proposé	Action	Nature
78	POISSY	LE-CORBUSIER	0782546U	34791	15/04/2019	PROG-2019-REMPLACEMENT DE L'AUTOCOM	50 000,00	50 000,00	12202901	236.1

Total Annexe n° : 1	**576 238,60**
Dont	
Travaux de maintenance dans les cités mixtes régionales - part lycées (12202901)	**480 881,97**
Travaux de maintenance dans les cités mixtes régionales - part collège (12202902)	**95 356,63**

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc147240-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-298

DU 3 JUILLET 2019

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DU DISPOSITIF "OLYMPE"
MODIFICATION DU RÈGLEMENT D'INTERVENTION RELATIF À L'ORGANISATION DES "OLYMPIADES DES MÉTIERS"

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Education ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 relative à l'adoption du Schéma Régional de la formation initiale et continue tout au long de la vie pour 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 26 juin 2008 relative à la mise en œuvre du Schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 84-11 du 29 septembre 2011 relative aux actions « Agir pour la réussite des élèves » ;

VU La délibération n° CR 01-12 du 17 février 2012 relative aux lycées municipaux de la Ville de Paris. Application des politiques régionales d'aides aux lycéens ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 Nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéens et prorogeant le schéma des formations ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 96-16 du 18 mai 2016 relative aux actions mises en œuvre afin de pour relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence ;

VU La délibération n° CP 16-448 du 21 septembre 2016 visant à relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence doit être visée ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 Charte régionale des valeurs de la

République et de la laïcité modifiée ;

VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-298 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : dispositif « Olympe »

Décide de participer au titre du dispositif « Olympe » au financement des projets détaillés dans les fiches-projet en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **149 766 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CR 84-11 du 29 septembre 2011 et modifiée par les dispositions des délibérations n° CR 08-16 du 18 février 2016 et n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **149 766 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 « Schéma des formations » (128005), Action « Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations » (12800505) du budget 2019 ;

Article 2 : adoption d'un règlement d'intervention pour le dispositif « Olympiades des métiers »

Décide d'approuver le règlement d'intervention relatif à l'organisation des « Olympiades des métiers », joint en annexe 2 à la présente délibération.

Abroge le règlement d'intervention relatif à l'organisation des sélections régionales des « Olympiades des métiers » approuvé par l'article 4 de la délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 Fiches projet Olympe.doc

DOSSIER N° 19006199 - INGENIEURES ET TECHNICIENNES DANS LES CLASSES 2019 2020

Dispositif : Olympe (n° 00000968)
Délibération Cadre : CP16-448 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Olympe	37 500,00 € TTC	66,67 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CGENIAL FONDATION CULTURE SCIENTIFIQUE TECHNIQUE MUSEE CONSERV ARTS METIERS
Adresse administrative	:	292 RUE SAINT MARTIN 75003 PARIS
Statut Juridique	:	Fondation
Représentant	:	Madame Hélène CHAHINE, Déléguée

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Fondation C.Génial proposera à des ingénieures et techniciennes de venir témoigner de leur parcours et de leur métier dans des classes de lycée. Cet échange interactif avec les élèves permet d'apporter des réponses aux questions d'orientation. Ces rencontres donnent l'opportunité de rencontrer des professionnelles aux parcours variés et de faire tomber les stéréotypes : ces métiers sont accessibles également aux femmes et elles les exercent souvent avec passion.

La durée d'une intervention dans la classe varie entre 1h et 2h, en fonction des disponibilités de chacun et se déroule en semaine, hors vacances scolaires, entre 8h et 18h. La rencontre se fait avec un groupe de 30 à 35 élèves maximum afin d'assurer une bonne interactivité.

Pour accompagner les intervenantes et les enseignants dans la phase de préparation, la Fondation C.Génial fournit des guides de préparation et un support de présentation. Elle propose également une formation pour favoriser l'interactivité avec les élèves en partenariat avec l'Ecole de la médiation (réunissant plusieurs partenaires dont Universcience)

Après chaque rencontre, la Fondation C.Génial fait parvenir à l'intervenante, ainsi qu'à l'enseignant, un questionnaire d'évaluation afin d'améliorer la formule. Les enseignants sont invités à faire un retour à

l'intervenant en relayant les impressions des élèves.

Les grands thèmes abordés lors des interventions sont :

- Qui est l'intervenante ? Qu'est-ce qu'elle fait ? Quelle est son entreprise ? Quel est son métier au quotidien ? Quel est son parcours ?
- Pourquoi a-t-elle souhaité devenir ingénieure ou technicienne ? Quelles ont été ses motivations ?
- Quelles sont les qualités et compétences requises pour exercer son métier ?
- Comment devient-on ingénieure / technicienne ?
- Comment les jeunes femmes peuvent s'épanouir dans une carrière scientifique ou technique ?

Une convention-cadre de 3 ans a été signée en 2014 avec le Ministère de l'Education Nationale afin de développer les actions de la Fondation au sein de l'Education Nationale. Cette étroite collaboration se traduit notamment par un travail actif entre la Fondation et le dispositif ministériel Sciences à l'école.

Des partenariats ont également été noués avec des associations de la région Ile-de-France autour de cette action : l'Exploradôme à Vitry-sur-Seine, l'association TRACES située à l'espace Pierre-Gilles de Gennes, 100.000 entrepreneurs…
Enfin, cette opération est réalisée avec des intervenantes, ingénieures et techniciennes de la région, issue des entreprises Schneider Electric, IBM, Arkema, Safran, Saint-Gobain, Orange…

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Gestion de projet (programmation rencontres, coordination ...)	20 000,00	53,33%
Documents de communication (flyer, rapport d'activités, etc.)	2 500,00	6,67%
Evolutions site internet	2 800,00	7,47%
Recherche de partenaires entreprises	5 000,00	13,33%
Frais de fonctionnement (loyer, comptabilité, etc.)	2 000,00	5,33%
Associations partenaires (Terre Avenir, Exploradôme) : contribution au projet	2 500,00	6,67%
Evènement de lancement : présentation des nouveaux outils d'interventions, rencontres, atelier de bonnes pratiques	1 200,00	3,20%
Vidéo explicative pour préparer les interventions	1 500,00	4,00%
Total	37 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Mécénat (Schlumberger, Dow, Schneider Electric, Arkema, Safran, Saint-Gobain…)	7 500,00	20,00%
Subvention État (attribuée) MEN	2 000,00	5,33%
Taxe d'apprentissage	3 000,00	8,00%
Subvention Région (attribuée)	25 000,00	66,67%
Total	37 500,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-298

DOSSIER N° 19006200 - CAPITAL FILLES EN ILE-DE-FRANCE 2019 2020

Dispositif : Olympe (n° 00000968)
Délibération Cadre : CP16-448 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Olympe	65 600,00 € TTC	76,25 %	50 020,00 €
	Montant total de la subvention		50 020,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAPITAL FILLES
Adresse administrative : 3 SQ DESAIX
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame DOMINIQUE GOUTARD, DELEGUEE GENERALE

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 30 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il s'agit ici de donner toutes leurs chances aux jeunes filles de milieu modeste qui sont éloignées du monde de l'entreprise.

Actions proposées :
- déploiement de nouveaux ateliers de « Première » :
Ces ateliers sont dédiés spécifiquement à l'amélioration des capacités des filleules Capital Filles à l'oral et leur familiarisation aux codes de l'entreprise. Ces ateliers seront proposés à l'ensemble des lycées partenaires en Île-de-France ;

Développement des capacités du réseau des entreprises Capital filles pour l'accès à l'apprentissage :
Capital Filles s'est attaché à renforcer très concrètement le dispositif d'aide des filleules en recherche de contrat d'apprentissage : les marraines disposent depuis 2017 d'un annuaire des contacts « recrutement d'apprentis », constitué par Capital Filles avec l'aide de ses 15 entreprises, membres fondateurs, et 29 entreprises, membres associés (dont 7 en Île-de-France).

Capital Filles s'engage à mobiliser un nombre plus important d'entreprises associées (une dizaine supplémentaire) et donc de nouvelles marraines. Ce sont « plus ou moins » 2600 jeunes filles qui seront ainsi accompagnées par Capital Filles en 2018-2019 (ateliers collectifs dans les établissements dès la seconde, en première et en Terminale. Tutorat individuel « 1 marraine/1 Filleule » en Terminale).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fonctionnement et administration générale (comptabilité, loyers équipés, 1 ordinateur)	13 000,00	19,82%
Interventions professionnelles : présentations Capital Filles en région lors de réunions sur site d'entreprises en vue de mobiliser de nouvelles marraines et donc de nouvelles filleules	4 840,00	7,38%
2 stagiaires (6 mois chaque)	6 400,00	9,76%
Coordination générale	10 000,00	15,24%
1 chargé.e de mission (8 mois)	31 360,00	47,80%
Total	65 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	15 580,00	23,75%
Subvention Région (attribuée)	50 020,00	76,25%
Total	65 600,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-298

DOSSIER N° 19006201 - RVL TECH 2019 2020

Dispositif : Olympe (n° 00000968)
Délibération Cadre : CP16-448 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Olympe	57 847,00 € TTC	51,34 %	29 696,00 €
		Montant total de la subvention	29 696,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : REV ELLES
Adresse administrative : 31 SENTIER TORTUEUX
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ATHINA MARMORAT, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 septembre 2019 - 24 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le programme "Rev'elles Tech" propose un accès aux parcours "Rev'elles ton potentiel" déjà proposés par l'association, avec ici la proposition d'activités spécifiques liées aux métiers scientifiques et numériques.

Le parcours «Rêv'Elles ton potentiel » : des activités spécifiques liées aux métiers scientifiques et numériques. 5 jours d'ateliers collectifs pendant les vacances scolaires et 2 heures de suivi individuel. Il est basé sur l'expérimentation et l'apprentissage par le groupe. Les participantes vont prendre confiance en elles, apprendre à mieux se connaitre, se familiariser avec le monde de l'entreprise et rencontrer des rôles modèles inspirantes, qui vont partager avec elles leurs expériences et les conseiller.

Sont ainsi proposés :

. Deux coachings individuels durant l'année scolaire, pour lever les doutes et appréhensions des jeunes filles et lever les freins liés à l'orientation au moment des choix.

. Une rencontre de la commission Univers'Elles tournée vers la thématique des femmes dans les domaines de la science et des nouvelles technologies. Un rendez-vous au carrefour numérique de la Cité des Sciences afin de favoriser l'échange entre pairs. Le but de cette rencontre est de créer une émulation entre les jeunes filles, de rencontrer des professionnelles et des étudiantes dans ces filières.

Mesure d'impact et évaluation de l'action :

Des évaluations sont réalisées par l'association à chaque session du parcours et durant le suivi des jeunes filles.

Indicateurs :

- augmentation des notes des participantes dans les matières scientifiques
- poursuite des études vers une filière scientifique
- prise de contact avec des professionnels dans les domaines des sciences et des nouvelles technologies
- stages ou journées découvertes effectuées depuis le parcours, etc...

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service	17 710,00	30,62%
Fournitures administratives	5 432,00	9,39%
Locations mobilières et immobilières	8 511,00	14,71%
Entretien et réparations	262,00	0,45%
Déplacements, missions et réceptions	368,00	0,64%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	351,00	0,61%
Charges sociales	11 487,00	19,86%
Autres charges de personnel	166,00	0,29%
Autres charges de gestion courante	200,00	0,35%
Dotations aux amortissements et aux provisions	294,00	0,51%
Frais postaux et de télécommunication	218,00	0,38%
Rémunération des personnels	12 848,00	22,21%
Total	57 847,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Mécénat (EPSON, Critéo, Fondation FDJ)	28 151,00	48,66%
Subvention Région (attribuée)	29 696,00	51,34%
Total	57 847,00	100,00%

DOSSIER N° 19006198 - ACCOMPAGNEMENT DE JEUNES FILLES DANS LEUR REUSSITE SCOLAIRE 2019 2020

Dispositif : Olympe (n° 00000968)
Délibération Cadre : CP16-448 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Olympe	59 400,00 € TTC	75,84 %	45 050,00 €
	Montant total de la subvention		45 050,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT TELEMAQUE CHEZ SCHNEIDER ELECTRIC
Adresse administrative : 35 RUE JOSEPH MONIER
92500 RUEIL MALMAISON
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Henri LACHMANN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 août 2019 - 15 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Accompagner des jeunes filles issues de milieux modestes et de quartiers prioritaires de la politique de la ville vers la réussite de leurs études supérieures dans les filières scientifiques et techniques.

Combattre le déterminisme social et les aider à lever les freins liés à l'auto censure et au manque de confiance en elles en les accompagnant individuellement par un double tutorat (école-entreprise) et collectivement dans le cadre d'activités proposées par l'Institut Télémaque.

Compléter cet accompagnement humain par un soutien matériel à travers l'attribution d'une bourse et d'un logement en internat pour certaines d'entre elles.

Accompagnement de 4 jeunes filles dans le cadre du double tutorat ayant intégré des internats. Elles seront soutenues financièrement pour couvrir les frais liés à l'occupation d'une chambre en internat.

Nombre de lycéènne : 86
Nombre d'établissements : 40

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aide à la mobilité géographique (Frais d'internat et demi-pension pour 4 jeunes filles)	5 200,00	8,75%
Accompagnement Télémaque individualisé et organisation activités collectives	20 500,00	34,51%
Production de portraits de femmes inspirantes du monde scientifique et rencontres inspirantes (2 portraits/rencontres)	5 000,00	8,42%
Activités individuelles et découvertes extra-scolaires	28 700,00	48,32%
Total	59 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Mécénat entreprises partenaires de l'association	14 350,00	24,16%
Subvention Région (attribuée)	45 050,00	75,84%
Total	59 400,00	100,00%

Annexe 2 Règlement d'intervention Olympiades des métiers.doc

ANNEXE 2 : RÈGLEMENT D'INTERVENTION RELATIF À L'ORGANISATION DES OLYMPIADES DES MÉTIERS

1- Contexte et objectifs

Depuis 1953, la WORLDSKILLS Compétition – ou Olympiades des Métiers (ODM) – mesure les savoir-faire professionnels au niveau mondial et s'attache à valoriser les métiers. Il s'agit d'un concours international, organisé tous les deux ans sur un site unique, dans l'un des 77 pays membres.

Une cinquantaine de métiers sont ouverts à la compétition et répartis sur les pôles suivants : Bâtiment et travaux publics, alimentation, industrie, communication et numérique, service, végétal, industrie et automobile et engins. Les Pôles métiers pouvant être amenés à évoluer à chaque édition.

L'ensemble des sélections des Olympiades des Métiers se déroule en 3 phases et se déroule sur 2 années.

Les sélections régionales sont la première étape de qualification en vue d'une compétition internationale et visent à sélectionner les meilleurs candidats qui constitueront les équipes régionales des métiers dont l'équipe francilienne. S'en suivront les finales nationales, organisées par une région ou une structure désignée par WORLDSKILLS France, et qui permettront de constituer l'équipe nationale qui représentera la France à l'international.

2- Participation à l'organisation des sélections régionales

Les sélections régionales sont organisées au sein de structures ou d'établissements supports, lycées ou Centre de Formation d'Apprentis (CFA) qui se chargent de la sélection des candidats, de la mise en place et du déroulement des épreuves (mise à disposition d'équipement, de matériel, de matière d'œuvre et d'outillage nécessaires) et du bon déroulement des jurys, un expert technique étant responsable de chaque métier.

La Région Ile-de-France coordonne l'organisation des sélections régionales des Olympiades des Métiers en soutenant financièrement les établissements supports. Elle peut prendre en charge toute la communication et l'organisation de l'événementiel (cérémonie de remise des médailles régionales par la Présidente du Conseil Régional ou son représentant).

La Région Ile-de-France peut enfin décider d'attribuer une aide financière individuelle aux médaillés d'or des sélections régionales.

2.1 Soutien à l'organisation des sélections régionales

2.1.1 Bénéficiaires :

Sont éligibles les organismes gestionnaires des Centres de formation d'Apprentis (CFA) ayant signé une convention portant création du CFA avec la Région Ile-de-France et les lycées franciliens en capacité d'organiser les sélections régionales pour un ou plusieurs métiers figurant dans la liste des métiers retenus pour les sélections des olympiades.

2.1.2 Dépenses éligibles :

Sont éligibles:

- ✓ Les frais de matière d'œuvre et de restauration lors des épreuves pour l'ensemble des candidats, des jurés et des personnels directement impliqués par la réalisation des sélections régionales, peuvent être pris en charge et ce pour un montant plafonné à 1 400 €.

2.1.3 Examen de la demande :

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Région, le montant du soutien régional est calculé sur la base d'un budget prévisionnel transmis à la Région avant la date des épreuves. Ce budget prévisionnel devra être présenté hors taxe, sauf si l'organisme justifie qu'il ne récupère pas la TVA ou n'est pas éligible au fonds de compensation de la TVA. Dans ce cas le calcul du soutien régional s'effectue sur la base d'un budget prévisionnel «TVA incluses ».

La subvention est attribuée par la Commission permanente de la Région Ile-de-France.

2.1.4 Modalités de versement et de suivi :

Le versement de l'aide se fera en une fois, sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses accompagné des factures. L'ensemble des justificatifs devra être transmis avant la caducité indiquée dans la notification d'attribution de subvention votée en Commission permanente.

2.2 Aide individuelle aux médaillés d'or des sélections régionales :

Cette aide individuelle est attribuée par la commission permanente.

Le montant de l'aide ainsi que le nombre de lauréats sont déterminés par la commission permanente.

3- Participation à l'organisation des finales nationales

Afin de préparer les candidats régionaux aux épreuves nationales, la Région Ile-de-France peut lancer un ou plusieurs marchés publics afin de prendre en charge l'accompagnement et la préparation de la délégation francilienne des métiers en vue de participer aux finales nationales. Elle peut notamment proposer des stages de préparation physique et mentale aux lauréats, la prise en charge des tenues de cérémonies et de compétition, le déplacement et l'hébergement …

Au-delà de cette prise en charge, elle peut verser une subvention à la région ou à la structure organisatrice de la compétition nationale pour financer la restauration et/ou le déplacement local de l'équipe francilienne. La Région Ile-de-France peut enfin décider d'organiser une cérémonie pour récompenser les lauréats de cette compétition et leur attribuer une aide financière individuelle.

3.1 Soutien à la prise en charge de la restauration et/ou du déplacement local de la délégation francilienne :

3.1.1 Bénéficiaires :

Est éligible la région ou la structure organisatrice de la compétition nationale désignée par WORLDSKILLS France.

3.1.2 Dépenses éligibles :

Sont éligibles les dépenses liées à la restauration et au déplacement local de la délégation francilienne des métiers à hauteur de 40 000 € maximum.

3.1.3 Examen de la demande :

Le montant de la subvention régionale est calculé sur la base d'un tableau des dépenses prévisionnelles fourni avant la compétition nationale par la région ou structure organisatrice.

La subvention est attribuée par la Commission permanente de la Région Ile-de-France.

3.1.4 Modalités de versement et de suivi :

Le versement de la subvention régionale est subordonné à la signature d'une convention bipartite entre la Région Île-de-France et la Région ou la structure organisatrice.

A l'issue de la compétition, le règlement de la somme due s'effectuera en un seul versement sur présentation de la convention bipartite complétée et signée et du tableau définitif des dépenses.

3.2 Aide individuelle aux médaillés (or, argent, bronze, excellence) des sélections nationales appartenant à la délégation francilienne :

Cette aide individuelle est attribuée par la commission permanente.

Le montant de cette aide, susceptible de varier en fonction de la médaille obtenu, ainsi que le nombre de lauréats sont déterminés par la commission permanente.

4- Participation à l'organisation des finales internationales (EUROSKILLS et/ou WORLDSKILLS COMPETITION) :

La Région Ile-de-France peut lancer un ou plusieurs marchés publics en vue de prendre en charge l'envoi d'une délégation de supporters qui peut être composée de jurés/coaches, de représentants des services de la Région, d'élus, de parents de candidats…).

Elle peut décider d'organiser une cérémonie de mise à l'honneur des lauréats franciliens si tel était le cas.

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc145059-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-245

DU 3 JUILLET 2019

AVENANT À LA CONVENTION ANNUELLE D'APPLICATION DU CONTRAT DE PLAN RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DES FORMATIONS ET DE L'ORIENTATION PROFESSIONNELLES (CPRDFOP) POUR LA RENTRÉE 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU La délibération n° CR 16-79 du 19/20 mai 2016 relative à une carte unique des formations professionnelles initiales tournées vers les emplois de demain

VU La délibération n° CR 01-17 du 23 janvier 2017 relative au CPRDFOP ;

VU La délibération n° CP 2019-014 du 24 janvier 2019 relative à la carte unique pour la formation professionnelle initiale ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-245 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Approuve l'avenant à la convention annuelle d'application du contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles pour la rentrée 2019, présenté en annexe à la délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Avenant à la convention annuelle d'application du CPRDFOP

ANNEXE A LA DELIBERATION

Avenant à la convention annuelle d'application du CPRDFOP

Convention annuelle d'application du contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles, relative à la programmation des formations professionnelles sous statut scolaire pour la rentrée 2019

Entre

La Région Île-de-France, représentée par la Présidente du Conseil régional, Madame Valérie PECRESSE, agissant en qualité et dûment habilité à cet effet, ci-après dénommée la Région d'une part,

Et

Les académies de Paris, Créteil et Versailles et la Direction Régionale Interdépartementale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt d'Île-de-France représentées par Monsieur Daniel AUVERLOT, recteur de Créteil, chancelier des universités, Monsieur Gilles PECOUT recteur de la région académique Île-de-France, recteur de Paris, chancelier des universités et Madame Charline AVENEL, rectrice de Versailles, chancelière des universités, Madame Anne BOSSY, directrice régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, agissant en qualité et dûment habilité à cet effet, ci-après dénommés les autorités académiques d'autre part.

Conformément à l'article L 214-13-1 du code de l'éducation, les autorités académiques et la Région ont adopté la liste des ouvertures et fermetures de sections de formation professionnelle initiale en lycées pour la rentrée 2019 : la convention annuelle d'application du CPRDFOP adoptée en janvier 2019. Comme le prévoit l'article 5 de cette convention, toute modification ultérieure de la présente convention fera l'objet d'un avenant conclu dans les mêmes conditions que celle-ci.

Article 1 : L'annexe à la convention est modifiée ainsi que suit :

Sont ajoutés les projets suivants :

CONVENTION ANNUELLE D'APPLICATION PROJETS D'OUVERTURE ET DE FERMETURE EN LYCEES PRE-BAC (en place d'entrants)											
Filières PPI	**Niveau**	**Durée cursus CFPI**	**DIPLOME**	**Bassin économique**	**Dpt**	**Commune**	**Etablissement Nom**	**AVIS REGIONAL**	**SUPPRESSION**	**CREATION**	**Total général**
Coiffure-esthétique	Niveau 5	12 mois	COIFFURE (CAP)	Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	ANDRE-SABATIER	Favorable sans travaux ni équipements	-12		-12
Commerce	Niveau 4	36 mois	COMMERCE (BAC PRO)	Grand Roissy - Le Bourget	95	GARGES-LES-GONESSE	ARTHUR-RIMBAUD	Favorable sans travaux ni équipements		24	24
Commerce	Niveau 4	36 mois	COMMERCE (BAC PRO)	Est 95	95	MONTSOULT	JEAN-MERMOZ	Favorable sans travaux ni équipements		30	30
Commerce	Niveau 4	36 mois	ACCUEIL - RELATION CLIENTS ET USAGERS (BAC PRO)	Paris Ouest La Défense (EPT 4)	92	GARCHES	JEAN-MONNET	Favorable sans travaux avec équipements		12	12
Commerce	Niveau 4	24 mois	COMMERCE (BAC PRO)	Grand Roissy - Le Bourget	77	CLAYE-SOUILLY	CHAMP-DE-CLAYE (LE)	Favorable sans travaux ni équipements	-12		-12
Sanitaire et social	Niveau 5	12 mois	AIDE-SOIGNANT (DIPL?ME D'ETAT)	Sud 77	77	MONTEREAU-FAULT-YONNE	ANDRE-MALRAUX	Favorable sans travaux ni équipements	-6		-6
Sanitaire et social	Niveau 5	12 mois	AIDE-SOIGNANT (DIPL?ME D'ETAT)	Grand Roissy - Le Bourget	93	TREMBLAY-EN-FRANCE	HELENE-BOUCHER	Favorable sans travaux ni équipements		6	6
Structures metalliques	Niveau 4	12 mois	TECHNICIEN(NE) EN TUYAUTERIE (MC NIVEAU IV)	Sud 77	77	VARENNES-SUR-SEINE	GUSTAVE-EIFFEL	Favorable sans travaux ni équipements	-12		-12
Tertiaire administratif	Niveau 4	36 mois	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	Paris (T1)	75	PARIS 19EME	ARMAND-CARREL	Favorable sans travaux ni équipements	-18		-18
Tertiaire administratif	Niveau 4	36 mois	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	Paris (T1)	75	PARIS 20EME	MARTIN-NADAUD	Favorable sans travaux ni équipements	-24		-24
Transport logistique	Niveau 4	36 mois	TRANSPORT (BAC PRO)	Paris (T1)	75	PARIS 20EME	MARTIN-NADAUD	Favorable sans travaux ni équipements		18	18
Total général									**-84**	**90**	**6**

Article 2 : Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Fait à Saint Ouen, le

Gilles PECOUT Recteur de la région académique Île-de-France, recteur de Paris, chancelier des universités	**Daniel AUVERLOT** Recteur de Créteil, chancelier des universités	**Charline AVENEL** Rectrice de Versailles, chancelière des universités
Anne BOSSY Directrice régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt		**Valérie PECRESSE** Présidente de la région Île-de-France

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc146831-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-292

DU 3 JUILLET 2019

LYCÉES AVANCES POUR TRAVAUX - REMISES GRACIEUSES - JUILLET 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code de l'éducation
VU Le code général des collectivités territoriales,
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à la commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017,
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010
VU Le Budget de la région d'Ile-de-France pour l'année 2019.

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-292 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

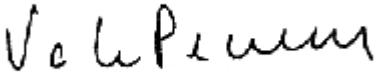
Article 1 :

Décide d'accorder les remises gracieuses de titres de recettes, dont le détail figure en annexe 1 de la délibération, à hauteur de **117.993,10 €.**

Article 2 :

Approuve les admissions en non-valeur des titres de recettes, dont le détail figure en annexe 2 de la délibération, à hauteur de **6.354,79 €.**

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Remise gracieuse 2019

ANNEXE 1 - REMISE GRACIEUSE

CODE POSTAL / VILLE	NOM DU LYCEE	Année versement avance	Numéro du titre	Montants
75 PARIS	CARNOT	2014	4392/2018	50 050,00 €
95 SAINT WITZ	DE VINCI	2014	453120/18	372,97 €
77 SAINT-MAMMES	ERPD	2014	4438/2018	47 570,13 €
93 SAINT-OUEN	CACHIN	2014	4493/2018	20 000,00 €
			4	**117 993,10 €**

NOMBRE TOTAL d'EPLE concernés		**4**
NOMBRE TOTAL des titres non recouvrés		**4**
MONTANT TOTAL des titres non recouvrés		**117 993,10 €**

Annexe 2 : ANV 2019

ANNEXE 2 - ADMISSION NON-VALEUR

DEBITEUR	Numéro du titre	Montants
MICHAUD Kevin	179/2010	4 557,09 €
LYCEE CLEMENT ADER - 77 TOURNAN EN BRIE	1836/2013	0,11 €
LYCEE MICHEL -ANGE - 92 VILLENEUVE LA GARENNE	1141/2012	1 797,59 €
	3	**6 354,79 €**

NOMBRE TOTAL d'EPLE concernés		**2**
NOMBRE TOTAL des titres non recouvrés		**3**
MONTANT TOTAL des titres non recouvrés		**6 354,79 €**

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc147001-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-294

DU 3 JUILLET 2019

MAINTENANCE IMMOBILIÈRE - FOURNITURE ET ACHEMINEMENT DE GAZ ET D'ÉLECTRICITÉ DANS LES LYCÉES FRANCILIENS - 4ÈME RAPPORT DE L'ANNÉE 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;
VU Le code de l'éducation et notamment ses articles L 214-6 et L 421-11 relatifs aux compétences des Régions à l'égard des lycées et autres établissements d'enseignement scolaire ;
VU Le code de la commande publique;
VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
VU La délibération du Conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à la Commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional ;
VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations du conseil régional à sa présidente, notamment en matière de marchés publics ;
VU La délibération n° CP 14-483 du 18 juin2014 relative à l'adhésion au groupement de la commande du SIPPEREC pour l'achat d'électricité ;
VU La délibération n° CR 76-16 du 16 juin 2016 relative à l'adhésion de la Région Ile de France au SIPPEREC, au titre de la compétence « Développement des Energies Renouvelables » ;
VU La délibération n°CP 13-516 du 11 juillet 2013 relative à la participation de la Région Ile-de-France au SIGEIF ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU Le budget régional 2019 et plus particulièrement le chapitre 932 « enseignement » ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-294 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'attribuer des dotations afin d'assurer la maintenance immobilière du patrimoine de lycées pour un montant total de **67 304,00 €** conformément au tableau figurant en **annexe 1**.

Affecte à ce titre un montant total d'autorisation d'engagement de **67 304,00 €** prélevé sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-017 « Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics », action « Maintenance immobilière » (12201702) du budget régional 2019.

Article 2 :

Affecte un montant d'autorisation d'engagement de **12 000 000,00 €** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement» code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP 222-017 (122017) «Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics», action «Prestations électricité des lycées publics» (12201707) du budget régional 2019.

Article 3 :

Affecte un montant d'autorisation d'engagement de **1 600 000,00 €** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement» code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP 222-031 (122031) «Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes régionales», action «Prestations électricité des cités mixtes régionales – parties communes» (12203107) du budget régional 2019.

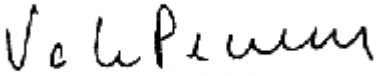
Article 4 :

Affecte un montant d'autorisation d'engagement de **15.764.614,39 €** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement» code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP 222-017 (122017) «Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics», action «Prestations chauffage des lycées publics» (12201706) du budget régional 2019.

Article 5 :

Affecte un montant d'autorisation d'engagement de **3 107.491,00 €** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement» code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP 222-031 (122031) «Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes régionales», action «Prestations Chauffage des cités mixtes régionales – parties communes» (12203106) du budget régional 2019.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Affectation maintenance

Annexe n° : 1

Budget 2019 **Chapitre 932**

HP222-017 Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Action	Nature	Montant
77	CHAILLY-EN-BRIE	BRETONNIÈRE (LA)	0771357G	2019-Elagage de 5000 m² d'un parc arboricole	12201702	6156	20 000,00
91	BRETIGNY-SUR-ORGE	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	0910975R	2019-NETTOYAGE DES VITRAGES EXTÉRIEURS DE L'ÉTABLISSEMENT NON ACCESSIBLES PAR LE PERSONNEL SUR LES BÂTIMENTS A, B, C, D ET INTERNATS	12201702	6156	24 000,00
92	COLOMBES	GUY-DE-MAUPASSANT	0920137Z	2019-Enlèvement des sources radioactives.	12201702	6156	6 000,00
93	LE BLANC-MESNIL	JEAN-MOULIN	0932118X	2019-Nettoyage du auvent de l'entrée de l'établissement suite aux dernières manifestations	12201702	6156	13 974,00
94	CRETEIL	GUTENBERG	0941930M	2019-ELAGAGE DE 35 ARBRES SUITE AUX INTEMPÉRIES DE MAI ET JUILLET 2018	12201702	6156	3 330,00

Total Annexe n° : 1 **67 304,00**

Dont

Maintenance immobilière (12201702) **67 304,00**

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc147202-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-254

DU 3 JUILLET 2019

CONVENTIONS DE FINANCEMENT DANS LE CADRE DU MÉCÉNAT POUR LA RESTAURATION HISTORIQUE DE LA CROISÉE DE LA BIBLIOTHÈQUE DES GÉNOVÉFAINS À LA CITÉ SCOLAIRE HENRI IV À PARIS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code de l'éducation ;

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de la commande publique ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 Schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 69-08 du 26 juin 2008 Transformation de la SAERP en société publique locale d'aménagement : approbation des statuts, habilitation des représentants de la Région Ile-de-France au sein des instances de gestion de la SAERP à poursuivre les opérations de transformation ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 Mise en œuvre du Schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 – Rapport cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et lycées ;

VU La délibération n° CR 106-12 du 22 novembre 2012 Programme prévisionnel d'investissement 2012-2022 ;

VU La délibération n° CR 112-12 du 22 novembre 2012 Société d'Aménagement et d'Equipement de la Région Parisienne – Changement de statuts ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 Nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s – Le projet éducatif régional ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 Délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 Délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 Portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération CR 83-16 du 19 mai 2016 Un PPI 2016-2022 révisé et renforcé pour faire face à la réalité des besoins ;

VU La délibération n° CP 16-573 du 13 décembre 2016 Nouvelle convention relative à la gestion des cités scolaires du second degré du département de Paris ;

VU La délibération n° CR 2017-59 du 10 mars 2017 Plan d'urgence pour les lycées Franciliens : Des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2017 ;

VU La délibération n°CP 2017-240 du 17 mai 2017 Plan d'urgence pour les lycées franciliens :des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 Première année de mise en œuvre ;

VU La délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 Simplifier le fonctionnement du conseil régional ;

VU La délibération n° CP 2017-519 du 22 novembre 2017 Ensemble immobilier scolaire du second degré Henri IV à Paris 5ème – Restauration historique de la croisée de la bibliothèque des génovéfains ;

VU La délibération n° CP 2018-047 du 24 janvier 2018 Plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 Deuxième année de mise en œuvre – 1er rapport ;

VU Le budget régional d'Île-de-France pour 2018 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-254 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve la convention de financement entre la Région Ile-de-France et la Fondation du Patrimoine, en annexe 1 à la délibération, dans le cadre du mécénat de la Fondation Total pour l'opération de restauration de la structure de coupole et des mitoyens de la bibliothèque des Génovéfains de la cité scolaire Henri IV à Paris 5ème et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 2 :

Approuve la convention de financement entre la Région Ile-de-France et la Fondation du Patrimoine, en annexe 2 à la délibération, relative à l'opération de restauration de la structure de coupole et des mitoyens de la bibliothèque des Génovéfains de la cité scolaire Henri IV à Paris 5ème et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Convention financement entre la RIDF, la Fondation du Patrimoine et la Fondation Total

CONVENTION DE FINANCEMENT

Entre les soussigné(e)s,

LA FONDATION DU PATRIMOINE, fondation reconnue d'utilité publique ayant son siège social au 153 bis avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly-sur-Seine, enregistrée au répertoire SIRENE sous le numéro 413 812 827, et représentée par sa Directrice Générale, Mme Célia VEROT, dûment habilitée aux fins des présentes,

ci-après désignée la « **Fondation du patrimoine** » ou « le Mécène »

D'une part

Et

LE CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE, 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen sur Seine, représentée par Mme Valérie PECRESSE, en qualité de Présidente, dûment habilitée aux fins des présentes,

ci-après désigné le « **Porteur de Projet** »

D'autre part,

La Fondation du patrimoine et le Porteur de Projet sont désignés ci-après ensemble les « **Parties** ».

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE

La Fondation du patrimoine et la Fondation TOTAL ont signé, le 23 janvier 2018, une convention cadre de mécénat aux termes de laquelle la Fondation du patrimoine bénéficie du mécénat de la Fondation TOTAL pour la sauvegarde et la valorisation d'éléments de patrimoine public ou associatif.

La Fondation du patrimoine a décidé de retenir le projet de restauration de la coupole de la bibliothèque du lycée Henri IV à Paris, porté par la REGION ILE-DE-FRANCE, pour bénéficier d'un soutien financier de la Fondation TOTAL dans le cadre de son mécénat en faveur de la Fondation du patrimoine. Les Parties se sont donc rapprochées pour conclure la présente convention de financement (ci-après la « **Convention de Financement** »).

La Fondation Total et Total SA, son fondateur, sont désignés ci-après comme « le partenaire » de la Fondation du Patrimoine dans le cadre de ce projet.

En outre, la Région Ile-de-France, le lycée Henri IV et la Fondation du Patrimoine ont décidé de lancer une campagne de souscription publique visant à encourager le mécénat populaire en faveur de ce projet de sauvegarde du patrimoine. Une convention de souscription a été signée entre les parties le 7 décembre 2017.

La Région Ile-de-France a confié la maîtrise d'ouvrage de cette opération à la société Ile-de-France Construction Durable (IDF CD), ci-après dénommée « le mandataire », par la délibération n°CP 2018-047 du 24 janvier 2018.

ARTICLE PREMIER : OBJET

Dans le respect des modalités de sélection prévues dans la convention cadre de mécénat mentionnée en préambule, la Fondation du patrimoine a décidé d'apporter un soutien financier au Porteur de Projet pour la restauration de la coupole du Lycée Henri-IV à Paris (ci-après désigné le « Projet »). Ce soutien est motivé au titre de la politique d'égalité des chances et d'ouverture aux issus de quartiers prioritaires de l'établissement.

ARTICLE 2 : DURÉE

La présente convention de financement prend effet à la date de sa signature.

Elle est conclue pour une durée maximale de 5 ans à compter de sa signature. A défaut de renouvellement, la résiliation s'effectue selon les modalités prévues à l'article 7.

En toute hypothèse, la présente convention prend fin avant même l'échéance de ce délai de 5 ans, dès lors que les travaux soutenus par la Fondation du patrimoine et objets des présentes, sont réalisés.

Au contraire, si le projet n'est pas entièrement réalisé à l'approche du terme des cinq (5) ans, les parties peuvent convenir de signer un avenant prévoyant la prolongation de la présente convention.

ARTICLE 3 : FINANCEMENT APPORTÉ PAR LA FONDATION DU PATRIMOINE

3.1 : Aide financière du mécène

La Fondation du patrimoine s'engage à accorder au Porteur de Projet une aide financière globale de cent mille euros (100 000 €), soit 6,3% d'une dépense HT d'un million cinq cent quatre-vingt-huit mille cinq cent cinquante euros (1 588 550 €) pour les travaux relatifs à la restauration de la coupole : études, travaux de restauration de la fresque – menuiserie, gypserie, restauration des dors sculptés et des peintures, vitraux, métallerie.

Le versement de cette aide financière est subordonné à la production d'un plan de financement (avec échéancier) et des accords exprès de financement des autres partenaires dans la réalisation du Projet. L'aide financière apportée par la Fondation du patrimoine est versée dans la limite de la part restant à la charge du Porteur de Projet en fin d'opération.

L'aide financière apportée par la Fondation du patrimoine ne sera pas revue en cas de dépassement du budget prévisionnel du Projet.

Le taux de l'aide financière mentionné au premier alinéa pourra, sur décision de la Fondation du Patrimoine, être appliqué au coût réel de l'opération dans l'hypothèse où celui-ci s'avérerait inférieur à l'estimation initiale. Dans ce cadre, le montant final de la subvention réajusté sur les dépenses réelles sera fixé lors de l'établissement du plan de financement définitif.

3.2 : Abondement supplémentaire dans le cadre de la souscription publique

A la date de l'engagement entre la Fondation du Patrimoine et son partenaire la Fondation Total sur le projet de rénovation de la coupole, soit le 30 novembre 2018, l'opération de souscription avait permis de collecter 87 519 €.
A compter de cette date, un abondement complémentaire à hauteur d'un euro pour chaque euro collecté supplémentaire (dans la limite de 100 000 €) dans le cadre de la souscription publique pourra constituer une aide financière complémentaire accordée par le Mécène.
Pour obtenir cette aide financière supplémentaire de 100 000€ (cent mille euros), le Porteur de Projet devra ainsi avoir collecté 187 519€ dans le cadre de l'opération de souscription d'ici le 30 novembre 2019.

Le versement de cette aide financière est subordonné à la production d'un plan de financement (avec échéancier) et des accords exprès de financement des autres partenaires dans la réalisation du Projet. L'aide financière apportée par la Fondation du patrimoine est versée dans la limite de la part restant à la charge du Porteur de Projet en fin d'opération.

L'aide financière apportée par la Fondation du patrimoine ne sera pas revue au-delà de 100 000€ (cent mille euros) en cas de dépassement du résultat de la souscription publique en faveur du Projet.

ARTICLE 4 : MODALITÉS DE VERSEMENT DE L'AIDE DE LA FONDATION DU PATRIMOINE

L'aide financière globale de la Fondation du patrimoine sera versée au compte du Porteur de Projet selon les modalités suivantes :

Un acompte de 30% est versé sur présentation de l'ordre de services de notification des marchés aux entreprises ou de démarrage des travaux notifié aux entreprises et de la première demande d'avances certifiée par le comptable public correspondant aux dépenses réglées par le mandataire du Porteur de projet.

Le solde sera attribué à la fin des travaux sur présentation :

- du plan de financement définitif des travaux,
- d'un jeu de photographies numériques des travaux réalisés (cf. article 5.5),
- le récapitulatif de l'ensemble des demandes de versement d'avances certifiées par le comptable public correspondant aux factures payées par le mandataire du Porteur de Projet et relatives aux devis présentés initialement,
- d'un compte rendu d'exécution / bilan de l'opération tel que fourni en Annexe 2.

Ces éléments doivent être adressés à la Fondation du Patrimoine dans un délai maximal de 6 mois suivant l'échéance de la garantie de parfait achèvement.

La Fondation du patrimoine reversera les fonds par virement bancaire sur le compte du Porteur de Projet, dont les références sont les suivantes :

IBAN : FR46 3000 1000 64R7 5000 0000 086

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DU PORTEUR DE PROJET

Tout manquement aux modalités décrites ci-dessous expose le Porteur de Projet aux conditions de résiliation prévues à l'article 7.

Article 5.1 : Réalisation et suivi du Projet

Le Porteur de Projet s'engage à accomplir les formalités nécessaires à l'accomplissement du Projet dans le respect des lois.

Le Porteur de Projet déclare avoir souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires à la réalisation du Projet soutenu auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable.

Le Porteur de Projet s'engage à informer chaque semestre la Fondation du patrimoine de l'état d'avancement du projet susmentionné.

Le Porteur de Projet devra apporter la preuve que l'opération a reçu un début d'exécution dans les six (6) mois qui suivront la signature de la présente convention. La copie de l'ordre de service de démarrage des études, notifié aux prestataires sera ainsi communiquée à la Fondation du Patrimoine. Toute prolongation de ce délai devra faire l'objet d'une demande écrite et motivée à la Fondation du patrimoine.

Si le Porteur de Projet n'apporte pas cette preuve spontanément dans le délai de six (6) mois ou dans le mois suivant la demande faite en ce sens par la Fondation du patrimoine, ou si la Fondation du patrimoine n'accepte pas la prorogation de délai demandée par le Porteur de Projet, la présente convention est résiliée de plein droit conformément aux dispositions de l'article 7 ci-après.

Toute modification ou nouvelle orientation des travaux, motifs de la présente convention, doit faire l'objet d'une déclaration de la part du Porteur de Projet et d'une approbation préalable du Mécène. Si les modifications envisagées sont validées par le Mécène, elles donnent lieu à la rédaction d'un avenant à la présente convention. Si les modifications envisagées par le Porteur de Projet ne sont pas approuvées, la présente convention est résiliée de plein droit conformément aux dispositions de l'article 7 ci-après.

Si le projet est abandonné ou qu'il n'est pas réalisé conformément au dossier présenté par le Porteur de Projet et tel que validé par la Fondation du patrimoine, pour quelques causes que ce soient, la présente convention est résiliée de plein droit conformément aux dispositions de l'article 7.

Article 5.2 : Communication autour du Projet

Le Porteur de Projet s'engage à ce que le concours apporté par la Fondation du patrimoine grâce au mécénat de la Fondation TOTAL soit mentionné dans toute action de communication et sur tout support portant sur le Projet.

La formule utilisée sera la suivante : « *Grâce au mécénat de la Fondation Total, la Fondation du patrimoine a apporté un soutien de XX euros à la restauration de la coupole du Lycée Henri-IV dont la maîtrise d'ouvrage a été portée par la Région Ile-de-France»* et son utilisation sera soumise à validation par la Fondation du patrimoine.

Pour toute configuration de texte ne permettant pas l'emploi de cette formule, le Porteur de Projet se rapprochera de la Fondation du patrimoine pour connaitre la formule qui aura été validée avec la Fondation TOTAL.

Une plaque devra notamment être apposée sur l'édifice restauré, pour une durée minimale de dix (10) ans à compter de la fin des travaux, afin de porter à la connaissance du public que les travaux

de restauration et de valorisation de l'édifice ont été réalisés avec le soutien de la Fondation du patrimoine grâce au mécénat de la Fondation TOTAL. Le modèle de cette plaque sera fourni par la Fondation du patrimoine.

Les actions de communication mises en œuvre autour de l'opération soutenue dans le cadre de la présente convention de Financement sont déterminées conjointement par le Porteur de Projet et le Mécène. Les actions de communication relatives au Projet seront communiquées aux autres Parties au minimum un (1) mois à l'avance.

Les Parties s'engagent à respecter leur charte graphique respective telle que reproduite en Annexe 1 et chacune des Parties reconnaît que les marque, logo et dénomination des autres Parties (ci-après les « **Signes Distinctifs** », présentés en Annexe 1) sont et resteront leur propriété et s'engage à ne jamais contester leur validité, ni à commettre des actes de nature à leur porter atteinte.

Chaque partie désignée à la présente convention accorde à titre gracieux à l'autre partie le droit d'utiliser et de reproduire ses Signes Distinctifs, pour un usage non commercial et non promotionnel, limité à l'objet de la Convention de Financement, non exclusif, non transférable, et ce dans le monde entier, en conformité avec l'ensemble des législations et réglementations applicables et selon une forme et un contenu de nature à ne pas affecter sa notoriété et sa réputation.

La présente autorisation sera valable pendant la durée de la Convention de Financement et durant un délai de cinq (5) ans suivant son terme. Toutefois, pendant ce délai de cinq (5) ans à compter de la date d'expiration de la Convention de Financement, chaque Partie pourra notifier à l'autre partie sa volonté d'y mettre fin. A l'issue du délai de cinq (5) ans ou dès lors que l'une des Parties en aura fait la demande, chacune des Parties cessera immédiatement de faire usage des Signes Distinctifs des autres Parties.

Chaque Partie s'engage à obtenir de l'autre partie, préalablement à toute utilisation de leurs Signes Distinctifs, un « B.A.T. » (bon à tirer) avant toute opération de communication sur le Projet.

Article 5.3 : Inauguration

Le Porteur du Projet informera la Fondation du patrimoine des dates prévisionnelles d'inauguration officielle du Projet au minimum deux (2) mois à l'avance. La date d'inauguration des travaux sera déterminée d'un commun accord entre les Parties.

Article 5.4 : Contreparties accordées au Mécène

Le Porteur de Projet pourra, le cas échéant, accorder au Mécène, pendant la durée de la Convention et durant un délai de cinq (5) ans suivant son terme, des contreparties, sous réserve de respect des dispositions ci-après.

Les Parties conviennent que la valeur de ces contreparties éventuellement accordées, telles que proposées en annexe 3 de la convention, ne pourra en aucun cas excéder 25 % du montant global du financement consenti au Porteur de Projet au titre de la Convention de Financement et devra, en tout état de cause, demeurer significativement disproportionnée par rapport au montant total du don, objet des présentes. En cas de contreparties accordées, le Porteur de Projet s'engage à fournir à la Fondation du patrimoine toute information et document justificatif nécessaire au respect de ces dispositions.

Article 5.5 : Remise des photographies et cession des droits

Le Porteur de Projet s'engage à remettre à la Fondation du patrimoine, un total de six (6) photographies minimum illustrant le Projet soutenu et à céder au Mécène et à son partenaire, la Fondation Total, à titre gratuit et non-exclusif, les droits de propriété intellectuelle sur les dites photographies dans les conditions ci-dessous.

- un premier lot contenant au moins trois (3) photographies représentant l'édifice avant restauration, dans les quinze jours suivant la signature de la Convention de Financement ;

- un deuxième lot contenant au moins trois (3) photographies représentant l'édifice pendant et après restauration, à la fin des travaux.

Droits cédés :

- le droit de reproduire ou de faire reproduire les photographies, sans limitation de nombre, en tout ou en partie, par tous moyens et procédés connus ou inconnus à ce jour, sur tous supports et tous matériaux tant actuels que futurs, connus ou inconnus
- le droit de représenter ou de faire représenter les photographies, par tous moyens de diffusion et de communication actuels ou futurs, connus ou inconnus
- le droit d'adapter, modifier et faire évoluer les photographies, sous réserve d'obtenir l'accord du Porteur de Projet si ces modifications en altèrent la substance initiale.

Il est entendu que pour toute exploitation des photographies, le Mécène et son partenaire s'engagent à faire figurer le crédit photographique tel que communiqué par le Porteur de Projet.

Chaque lot de photographies devra inclure des photographies représentant des vues d'ensemble de l'édifice à restaurer et des détails du Projet dont la restauration est soutenue.

Si le photographe est inconnu ou ne s'est pas déclaré, le Porteur de Projet en prend l'entière responsabilité.

Lorsqu'une photographie n'est pas conforme à l'originale, le Porteur de Projet doit le préciser.

Durée : 25 ans à compter de la remise des photographies
Territoire : Monde entier

Il est entendu que l'exploitation des photographies sera limitée à des fins de communication interne ou externe visant à présenter et promouvoir l'activité de la Fondation du patrimoine et l'activité de mécénat de la Fondation TOTAL et de TOTAL SA son fondateur.

La cession des droits est confirmée par la présente convention et effective dès réception des photographies par la Fondation du patrimoine.

Le Porteur de Projet garantit qu'il est titulaire de l'ensemble des droits d'auteur afférant auxdites photographies et qu'il a obtenu toutes les autorisations concernant le droit à l'image des personnes apparaissant sur les photographies de sorte qu'il peut en concéder les droits d'exploitation à la Fondation du patrimoine, à la Fondation TOTAL et à TOTAL SA son fondateur dans les conditions prévues ci-dessus.

A ce titre, le Porteur de Projet garantit le Mécène et son partenaire contre tout recours et/ou action que pourraient former à un quelconque titre les personnes ayant participé directement ou indirectement à la réalisation des photographies.

L'autorisation d'exploitation des photographies par le Mécène et son partenaire est formalisée par la signature par le Porteur de Projet de la présente convention et effective dès réception des photographies par la Fondation du patrimoine.

Article 5.6 : Caractéristiques techniques des photographies remises au Mécène

Chaque photographie doit être envoyée en format JPEG ou en TIFF, de qualité, en haute définition et légendée de la façon suivante : « nom du projet © Porteur de Projet-photographe et/ou institution/organisation ». Si aucun photographe ou institution/organisation n'est lié à l'image, le crédit photographique sera alors « nom du projet © Porteur de Projet ».

Les photographies intégrées au sein de fichiers Powerpoint, Word, PDF, ou tout autre document, ainsi que les photographies scannées, ne seront pas acceptées. Les photographies doivent être isolées et non intégrées dans un montage et ne doivent pas contenir de texte.

ARTICLE 6 : RESPONSABILITÉ DE LA FONDATION DU PATRIMOINE

La responsabilité de la Fondation du patrimoine ne pourra être engagée pour tout accident, sinistre ou litige intervenant dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération qui fait l'objet de la présente convention.

Il est rappelé que la Fondation du patrimoine agit exclusivement en qualité de soutien financier. Elle ne saurait dès lors être considérée comme s'étant investie, immiscée ou étant intervenue dans sa mise en œuvre ou son contenu artistique, culturel, scientifique, académique, éthique, déontologique, technique ou opérationnel.

La Fondation du patrimoine ne retire aucun avantage économique de la présente Convention et les autorisations et droits conférés ci-avant ne sont destinés qu'à assurer leur communication institutionnelle dans le cadre de ses missions d'intérêt général. À cet égard, la Fondation du patrimoine ne dispose d'aucun droit de propriété intellectuelle résultant du Projet.

ARTICLE 7 : RÉSILIATION

En cas d'inexécution par l'une ou l'autre des parties, de l'une des obligations ou clauses prévues dans la présente convention, celle-ci est résiliée de plein droit, après l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception restée sans réponse pendant un délai d'un mois. L'aide financière apportée par la Fondation du patrimoine grâce au soutien de la Fondation TOTAL est annulée.
Cette résiliation entraine la notification au Porteur de Projet d'un ordre de reversement des sommes perçues au titre de l'aide financière prévue à l'article 3.

ARTICLE 8 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Les parties s'efforcent de régler entre elles, de bonne foi et à l'amiable, tout litige qui résulte de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention.

Tout litige qui ne peut être ainsi résolu dans un délai d'un mois, à compter de sa notification par courrier recommandé par l'une ou l'autre des parties, fait l'objet d'une tentative de médiation conventionnelle avant d'être soumis aux juridictions compétentes.

Fait en deux exemplaires originaux à

Pour LE PORTEUR DE PROJET
La Présidente,

Valérie PECRESSE

Pour LA FONDATION DU PATRIMOINE,
La Directrice générale,

Célia VEROT

ANNEXE 1
LOGOS DES PARTIES









ANNEXE 2
COMPTE-RENDU D'EXECUTION A RETOURNER POUR CHAQUE CLOTURE DE PROJET

Compte-rendu d'exécution

Le compte-rendu d'exécution est un bilan du projet soutenu par la Fondation du patrimoine, grâce au soutien de la Fondation TOTAL, et devra comporter à minima les informations suivantes

INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE PROJET

Nom du projet :
Maître d'ouvrage/porteur de projet :
Association partenaire investie sur le projet :
Autres associations ou organismes :
Délégué de la Fondation du patrimoine :
Parrain désigné du groupe TOTAL :

Typologie patrimoniale :
Région :
Département :
Position par rapport à l'implantation du groupe TOTAL :

Opération soutenue par la Fondation du patrimoine grâce à la Fondation TOTAL :
Travaux réalisés :
Tranche(s) de travaux considérée(s) :
Décrire chronologiquement les étapes clefs de la restauration, le déroulé de l'opération, le procédé de travail
Nature des dépenses :

Calendrier :
Date de début du projet :
Date de fin du projet :
Expliquer un éventuel retard

Date d'inauguration prévue :

RAPPORT FINANCIER

Si opération de souscription :
Résultat de l'opération de souscription :
Montant collecté :
Nombre de donateurs :

Utilisation du mécénat accordé par la Fondation du patrimoine grâce à la Fondation TOTAL :

Evaluation financière (comparaison entre les plans de financement prévisionnel et définitif, valeur-ajoutée de l'aide des Mécènes)

Plan de financement définitif :
Joindre les accords exprès de financement des autres partenaires dans la réalisation de l'opération
Si le montant de travaux a évolué de manière significative par rapport aux devis initiaux, en préciser la raison

BILAN PROSPECTIF DE L'EVOLUTION DU PROJET

Rappel des objectifs et moyens mis en œuvre pour réaliser le projet :
Objectif initial :

Evaluation du projet / résultats quantitatifs et qualitatifs (indicateurs de mesures) :
Parties prenantes aux projet / implication des parties prenantes :

Facteurs de réalisation du projet de restauration :
Points positifs :
Points négatifs :
Difficultés rencontrées :

Impact et rayonnement du projet pour le maître d'ouvrage :
Revitalisation locale
Attractivité territoriale

Objectifs atteints /restants à atteindre :
Si l'objectif n'a pas été atteint ou revu à la baisse, expliquer pourquoi

Chantier d'insertion :

Rappel des objectifs initiaux :
(Objectifs préalablement fixés et projet pédagogique développé)
Bénéficiaires du projet :
Nombre, statut, âge
Bénéfice moral et professionnel tiré du projet (insertion professionnelle, embauche, obtention de diplôme…)
Identification des bénéficiaires

Nom	Âge	Prescripteur (Pôle Emploi, Mission Locale…)	Statut (DELD, RSA Garantie Jeunes…)	Niveau de formation	Projet professionnel et attentes définies par le bénéficiaire	Bénéfice moral et professionnel obtenu à travers le projet	Certifications préparées et ou obtenues

Encadrement :
Moyens mis en œuvre pour encadrer le chantier et pour le suivi des bénéficiaires tout au long du projet

Suivi et valorisation de parcours :

Méthodes mises en œuvre dans le suivi des bénéficiaires (rencontres de suivi, d'atelier(s) collectif ou individualisé, projets professionnels…)

Nombre de bénéficiaires au début du projet	Nombre de bénéficiaires à la fin du projet	Nombre de bénéficiaires embauchés dans le cadre d'un contrat pérenne à l'issue du projet	Nombre de bénéficiaires poursuivant leurs contrats d'insertion à l'issue du projet aidé	Nombre de bénéficiaires ayant obtenu une certification à l'issue du projet

Perspectives d'évolution :
Actions envisagées pour le fonctionnement et l'entretien du site / de l'édifice (*modes de financement, équipes, etc.*) :

Place du projet dans les projets à venir du maître d'ouvrage :
(*Autres projets de restauration, valorisation économique, culturelle, touristique, sensibilisation du public, etc.*)

Préciser le calendrier de ces actions

MOBILISATION AUTOUR DU PROJET

Mobilisation des collaborateurs du groupe TOTAL :
Implication du parrain du groupe TOTAL dans le suivi du projet :
Visites de chantier / événements d'accueil :

Impacts du parrainage pour le projet : quelles retombées qualitatives ?

Evénements organisés ou prévus / souscription
Préciser dates, nature des animations, nombres de personnes attendues/présentes, institutions invitées/représentées lors de manifestations

Actions menées pour l'animation de la collecte :
Place du parrain du groupe TOTAL dans l'animation :

Impacts de la souscription dans la communication et la valorisation du projet : quelles retombées qualitatives ?

Date :
Nom et fonction :
Signature :

ANNEXE 3
CONTREPARTIES

La Fondation du patrimoine et la Fondation Total bénéficieront de contreparties, dans le respect du plafond de 25% du soutien apporté, soit vingt-cinq mille (25 000) euros.

VISIBILITÉ et COMMUNICATION

Mention de la Fondation du patrimoine et la Fondation Total sur une plaque apposée sur le bien restauré, pour une durée minimale de 10 ans à compter de la réception des travaux, et précisant la mention suivante :

« Grâce au mécénat de la Fondation Total,
la Fondation du patrimoine
a apporté son soutien à la restauration de cet édifice
dont la maîtrise d'ouvrage a été portée par la Région Ile-de-France»

La mention ci-dessus, ainsi que les logos de la Fondation du patrimoine et de la Fondation Total, seront également repris sur :

- Lister les supports de communication proposés par le porteur de projet

Communication via le site internet de la Région Ile-de-France et l'édition de brochures sur l'action régionale en faveur des lycéens

ACCÈS PRIVILÉGIÉ

- Si visites privées et/ou accès privilégié, expliciter les offres/les actions et les valoriser (quantifier le nombre de personnes accueillies, le nombre de fois où cela est possible, la valeur unitaire d'une visite solo ou en ou « groupe » en euros…)

EVENEMENTIEL

- Si événementiel prévu, expliciter les actions et les valoriser (quantifier le nombre de personnes accueillies, le nombre de fois où cela est possible, la valeur d'une privatisation de salle…)

Inauguration possible à l'issue des travaux au sein du lycée avec les partenaires ayant apporté leur soutien au projet

Annexe 2 - Convention financement entre la RIDF et la Fondation du Patrimoine

CONVENTION DE FINANCEMENT

ENTRE LES SOUSSIGNÉES,

La FONDATION DU PATRIMOINE, ayant son siège social au 153 bis Avenue Charles de Gaulle à Neuilly-sur-Seine (92200) et représentée par son Délégué Régional Île-de-France, M. Alain SCHMITZ, dûment habilité aux fins des présentes,

CI-APRÈS DÉNOMMÉE LA FONDATION DU PATRIMOINE ;

D'une part,

ET

Le Conseil régional d'Île-de-France, sis 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen-sur-Seine (93400) et représenté par sa présidente, Mme Valérie PECRESSE, dûment habilitée aux fins des présentes,

CI-APRÈS DÉNOMMÉE « LE MAÎTRE D'OUVRAGE » ;

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de régir l'aide financière apportée par LA FONDATION DU PATRIMOINE au MAITRE D'OUVRAGE pour la mise en œuvre du projet de sauvegarde de la COUPOLE DE LA BIBLIOTHEQUE DU LYCEE HENRI-IV.

ARTICLE 2 : FINANCEMENT APPORTÉ PAR LA FONDATION DU PATRIMOINE

La FONDATION DU PATRIMOINE s'engage à accorder au MAITRE D'OUVRAGE une aide financière globale de 25 000,00€, soit 1.57 % d'une dépense hors taxes de 1 588 550,00€ relative aux travaux de restauration de la coupole de la bibliothèque du Lycée Henri-IV.

L'aide financière apportée par la FONDATION DU PATRIMOINE est versée dans la limite de la part restant à la charge du MAÎTRE D'OUVRAGE en fin d'opération. Son versement est donc subordonné à la production d'un plan de financement (avec échéancier) et des accords exprès de financement des autres partenaires dans la réalisation de l'opération.

L'aide financière apportée par la FONDATION DU PATRIMOINE ne sera pas revue en cas de dépassement du budget prévisionnel de l'opération.

Le taux de l'aide financière mentionné au premier alinéa pourra, sur décision de la Fondation du Patrimoine, être appliqué au coût réel de l'opération dans l'hypothèse où celui-ci s'avérerait inférieur à l'estimation initiale. Dans ce cadre, le montant final de la subvention réajusté sur les dépenses réelles sera fixé lors de l'établissement du plan de financement définitif.

ARTICLE 3 : MODALITÉS DE VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIÈRE DE LA FONDATION DU PATRIMOINE

L'aide financière globale de la Fondation du patrimoine est versée au compte du Maître d'ouvrage selon les modalités suivantes :

Un acompte de 30% est versé sur présentation :

- de l'ordre de service de notification des marchés aux entreprises ou de démarrage des travaux notifié aux entreprises
- de la première demande d'avances certifiée par le comptable public correspondant aux dépenses réglées par le mandataire pour le compte du MAITRE D'OUVRAGE

Le solde est attribué à la fin des travaux sur présentation :

- de l'ensemble des demandes de versement d'avances certifiées par le comptable public correspondant aux factures payées par le mandataire pour le compte du MAITRE D' OUVRAGE
- du plan de financement définitif de l'opération,
- d'un jeu de photographies numériques de qualité du projet réalisé, avec les crédits photographiques associés.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée maximale de 5 ans à compter de sa signature. À défaut de renouvellement, la résiliation s'effectue selon les modalités prévues à l'article 12.

En toute hypothèse, la présente convention prend fin avant même l'échéance de ce délai de 5 ans, dès lors que les travaux soutenus par la Fondation du patrimoine et objets des présentes, sont réalisés et que l'aide financière est reversée selon les modalités prévues à l'article 3.

Au contraire, si le projet n'est pas entièrement réalisé à l'approche du terme des cinq ans, les parties peuvent convenir de signer un avenant prévoyant la prolongation de la présente convention.

ARTICLE 5 : RÉALISATION DU PROGRAMME

Le MAÎTRE D'OUVRAGE devra apporter la preuve que l'opération a reçu un début d'exécution dans les six mois qui suivront la signature de la présente convention, La copie de l'ordre de service de démarrage des études, notifié aux prestataires sera ainsi communiquée à la Fondation du Patrimoine. Toute prolongation de ce délai devra faire l'objet d'une demande écrite et motivée à la FONDATION DU PATRIMOINE.

À défaut de demande écrite et motivée du MAÎTRE D'OUVRAGE dans le mois qui suit un courrier de la FONDATION DU PATRIMOINE, ou si la FONDATION DU PATRIMOINE rejette la demande qui lui est présentée, la présente convention est résiliée de plein droit conformément aux dispositions de l'article 12 ci-après.

Toute modification ou nouvelle orientation des travaux, motifs de la présente convention, doit faire l'objet d'une déclaration de la part du MAÎTRE D'OUVRAGE et d'une approbation préalable de la FONDATION DU PATRIMOINE. Si les modifications envisagées sont validées par la FONDATION DU PATRIMOINE, elles donnent lieu à la rédaction d'un avenant à la présente convention. Si les modifications envisagées par le MAÎTRE D'OUVRAGE ne sont pas validées par la FONDATION DU PATRIMOINE, la présente convention est résiliée de plein droit conformément aux dispositions de l'article 12 ci-après.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Le MAÎTRE D'OUVRAGE s'engage à informer le public par les moyens les plus appropriés de l'aide apportée par la FONDATION DU PATRIMOINE à la réalisation de l'opération et à apposer sur l'édifice restauré la plaque de la Fondation du patrimoine.

Cette obligation pour le MAITRE D'OUVRAGE vaut pour la réalisation du projet de rénovation de la coupole des Génovéfains du lycée Henri IV, toutes conventions et financements de la Fondation du Patrimoine confondus.

Le MAÎTRE D'OUVRAGE s'engage à informer chaque semestre la FONDATION DU PATRIMOINE de l'état d'avancement du projet susmentionné.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION

Les actions de communication mises en œuvre autour de l'opération soutenue dans le cadre de la présente convention sont déterminées conjointement par le MAITRE D'OUVRAGE et la FONDATION DU PATRIMOINE.

Les parties s'engagent à respecter leur charte graphique respective. À cette fin, toute utilisation des références (dénomination sociale, marque avec ou sans logo) par l'une ou l'autre des parties sur tout support relatif aux opérations de communication mentionnées ci-dessus doit être précédée de l'obtention d'un « bon pour accord ».

ARTICLE 8 : MODALITÉS D'EXÉCUTION

Le non-respect des engagements consignés dans cette convention est susceptible d'entraîner la résiliation de celle-ci conformément à l'article 12 ci-après et la notification au MAITRE D'OUVRAGE d'un ordre de reversement des sommes perçues au titre de l'aide financière prévue à l'article 2.

ARTICLE 9 : AUTORISATION – CESSION DES DROITS DES PHOTOGRAPHIES

Le MAITRE D'OUVRAGE cède à la FONDATION DU PATRIMOINE, gracieusement et irrévocablement, ses droits patrimoniaux d'auteur, sur toutes les photographies relatives au projet soutenu, pour toute la durée légale de protection par le droit d'auteur et pour le monde entier, et ce, sans limitation du nombre d'exemplaires, de tirages, de diffusion, de rediffusion ou d'utilisation.

Cette cession est réalisée dans le cadre exclusif des campagnes d'information, de sensibilisation et de communication pour la sauvegarde et la valorisation du patrimoine réalisées par les parties à la présente convention. Cette cession inclut notamment les droits d'exploitation, de reproduction, de diffusion, de représentation, d'adaptation et de transformation des photographies du projet soutenu par la présente convention.

Le MAÎTRE D'OUVRAGE garantit qu'il est titulaire de l'ensemble des droits d'auteur patrimoniaux afférents auxdites photographies et qu'il a obtenu, le cas échéant, les autorisations concernant le droit à l'image des personnes apparaissant sur les photographies de sorte qu'il peut en concéder les droits d'exploitation à la FONDATION DU PATRIMOINE.

ARTICLE 10 : MODIFICATION

La présente convention ne pourra être modifiée que par voie d'avenant ayant reçu l'accord des deux parties.

ARTICLE 11 : RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la FONDATION DU PATRIMOINE ne pourra être engagée pour tout accident, sinistre ou litige intervenant dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération qui fait l'objet de la présente convention.

Le MAÎTRE D'OUVRAGE prendra toutes les assurances et garanties nécessaires à la couverture des risques relatifs à l'opération.

ARTICLE 12 : RÉSILIATION

En cas d'inexécution par l'une ou l'autre des parties, de l'une des obligations ou clauses prévues à la présente convention, celle-ci est résiliée de plein droit, après l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception restée sans réponse pendant un délai de 15 jours.

En cas de résiliation, la Fondation du patrimoine se réserve le droit de verser l'aide financière au Maitre d'ouvrage selon les modalités prévues à l'article 3 sur présentation des demandes de versement d'avances certifiées par le comptable public correspondant aux factures réglées par le mandataire du MAITRE D'OUVRAGE.

A défaut, il revient à la Fondation du patrimoine de décider unilatéralement de la nouvelle affectation des fonds non reversés au titre de l'aide financière prévue à l'article 2.

ARTICLE 13 : LITIGES ET LEURS RÈGLEMENTS

Les parties s'efforcent de régler entre elles, de bonne foi et à l'amiable, tout litige qui résulte de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention.

Tout litige qui ne peut être ainsi résolu dans un délai de trois mois, à compter de sa notification par courrier recommandé par l'une ou l'autre des parties, fait l'objet d'une tentative de médiation conventionnelle avant d'être soumis aux juridictions compétentes.

Fait en deux exemplaires originaux à Paris, le

Pour la FONDATION DU PATRIMOINE	Pour le MAÎTRE D'OUVRAGE
Le Délégué Régional d'Île-de-France	La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France
M. Alain SCHMITZ	Mme Valérie PECRESSE

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc146268-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-282

DU 3 JUILLET 2019

SÉCURISATION DES LYCÉES
QUATRIÈME AFFECTATION - BUDGET 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 23-15 du 12 février 2015 relative à la Politique de la ville - Orientations pour une nouvelle action régionale ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 relative à la mise en place du bouclier de sécurité ;

VU La délibération n° CP 11-387 du 19 mai 2011 relative à l'exigence d'un document spécifique motivant toute demande de subvention concernant des systèmes de vidéosurveillance - rapport sécurité des lycées, propriétés régionales - troisième affectation pour l'année 2011 ;

VU La délibération n° CP 2018-466 du 17 octobre 2018, et notamment son article 10 approuvant la convention-type encadrant les dotations pour la réalisation de travaux dans les EPLE ;

VU Le budget de la Région pour 2019 et plus particulièrement les inscriptions du chapitre 902 « Enseignement » ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission de la sécurité ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-282 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Décide d'attribuer des dotations pour un montant de **163.451 €**, conformément au tableau figurant en annexe 1 de la présente délibération.

Subordonne le versement de ces dotations à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par la délibération n° CP 2018-466 du 17 octobre 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte pour ces opérations une autorisation de programme de **163.451 €**, prélevée sur le chapitre 902 « Enseignement » - Code Fonctionnel 27 « Sécurité » - Programme HP 27-001 (127001) « Sécurisation des lycées » Action 12700103 « Subventions pour la sécurité aux EPLE » du budget régional 2019.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Annexe n° 1

Synthèse des fiches de demande de dotation

Budget 2019 Chapitre 902

HP27-001 Sécurisation des lycées

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	N° de la demande	Date de la demande	Objet de la demande	Montant demandé	Montant proposé	Action	Nature
75	PARIS 06EME	FÉNELON	0750660K	34797	15/04/2019	2019-INSTALLATION DE 7 CAMERAS EXTÉRIEURES DE VIDÉOPROTECTION SUR LE BÂTIMENT PRINCIPAL ET L'ANNEXE	35 000,00	35 000,00	12700103	236.1
75	PARIS 14EME	FRANCOIS-VILLON	0750690T	34796	15/04/2019	PROG-2019-MISE EN PLACE DES ÉQUIPEMENTS NÉCESSAIRES AU PPMS	70 000,00	36 897,00	12700103	236.1
75	PARIS 14EME	FRANCOIS-VILLON	0750690T	34796	15/04/2019	PROG-2019-MISE EN PLACE DES ÉQUIPEMENTS NÉCESSAIRES AU PPMS		33 103,00	12700103	4551
91	ATHIS-MONS	CLÉMENT-ADER	0910676R	34842	18/04/2019	2019-AJOUT DE HAUTS PARLEURS DANS L'ENSEMBLE DES BÂTIMENTS ET DE LA COUR	7 186,00	7 186,00	12700103	236.1
91	MONTGERON	ROSA-PARKS	0910625K	34862	18/04/2019	2019-REMISE EN ÉTAT DU PORTAIL D'ACCÈS PARKING PROFESSEURS SUITE A SINISTRE	8 850,00	8 850,00	12700103	236.1
92	CLICHY	RENÉ-AUFFRAY	0922149L	34798	15/04/2019	2019-TRAVAUX DE REMISE EN ÉTAT DE LA GRILLE ET DU PORTILLON SUITE A MANIFESTATION ET INCENDIE DU 05/12/2018	10 800,00	10 800,00	12700103	236.1
93	GAGNY	GUSTAVE-EIFFEL	0931272C	34873	18/04/2019	2019-TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE 2 BLOCS PORTES DOUBLES VANTAUX ALUMINIUM IRRÉPARABLES (ESCALIER A AU RDC ET VESTIAIRES EPS AU R+3)	10 115,00	10 115,00	12700103	236.1
93	MONTREUIL	HORTICULTURE-ET-DU-PAYSAGE (DE L')	0931779D	34882	18/04/2019	2019-REMPLACEMENT DE 5 PORTES BOIS AU RDC DES BÂTIMENTS F, K ET N PAR DES MENUISERIES MÉTALLIQUES	16 500,00	16 500,00	12700103	236.1
95	CORMEILLES-EN-PARISIS	LE-CORBUSIER	0950656X	34799	15/04/2019	2019-REMPLACEMENT DE 2 PORTES DE GARAGE AU NIVEAU DE L'ACCÈS ATELIER OP	1 500,00	1 500,00	12700103	236.1
95	HERBLAY-SUR-SEINE	MONTESQUIEU	0951723G	34800	15/04/2019	2019-REMPLACEMENT DE 4 VOLETS ROULANTS	3 500,00	3 500,00	12700103	236.1

Total Annexe n° 1 : 163 451,00

Dont

Subventions pour la sécurité des EPLE (12700103) 163 451,00

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc146382-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-283

DU 3 JUILLET 2019

TRAVAUX DANS LES EPLE DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE 4ÈME RAPPORT - BUDGET 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;
VU Le code de l'éducation ;
VU Le code de la commande publique
VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
VU La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
VU La délibération du conseil régional n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa présidente ;
VU La délibération du conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;
VU La délibération du CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération du Conseil régional n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 relative à la mise en place du bouclier de sécurité ;
VU La délibération n° CP 2018-106 du 16 mars 2018 relative au « Travaux dans les EPLE de la région Ile-de- France – 2ème rapport de l'année 2018 »
VU La délibération n° CP 2018-466 du 17 octobre 2018 relative au « Travaux dans les EPLE de la région Ile-de- France – 6ème rapport de l'année 2018 » comprenant l'article 10 stipulant la convention-type encadrant les dotations pour la réalisation de travaux dans les EPLE ;
VU Le Budget de la région d'Ile-de-France pour l'année 2019.

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-283 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Désaffecte, conformément au tableau joint en annexe 6 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **15.000,00** € affectée par la délibération n° CP 2018-106 du 16 mars 2018 figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics »,

programme HP222-005 (122005) « Grosses réparations dans les lycées publics», action (12200501) « Grosses dans les lycées publics» du budget 2018.

Article 2:

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 1 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **10.000,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-003 (122003) « Construction des lycées neufs », action (12200301) « Construction des lycées neufs» du budget 2019.

Article 3 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 2 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **11.174.381,00** € figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-004 (122004) « Rénovation des lycées publics », action (12200401) « Rénovation des lycées publics» du budget 2019.

Article 4 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 2 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **1.000.000,00** € figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-004 (122004) « Rénovation des lycées publics », action (12200402) « Bâtiments démontables» du budget 2019.

Article 5 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 3 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **7.126.000,00 €** dont 100.000,00 € au titre d'affectations provisionnelles figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-005 (122005) « Grosses réparations dans les lycées publics », action (12200501) « Grosses réparations dans les lycées publics » du budget 2019

Article 6:

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 4 de la délibération un montant d'autorisation de programme de **400.000,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-006 (122006) « Travaux de maintenance », action (12200602) « Fonds d'urgence » du budget 2019.

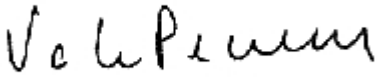
Article 7:

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 5 de la délibération un montant d'autorisation de programme de **1.904.265,39 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-006 (122006) « Travaux de maintenance », action (12200601) « Travaux de maintenance réalisés par les lycées publics » du budget 2019.

Article 8 :

Subordonne le versement des dotations de l'annexe 5 à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2018-466 du 17 octobre 2018 et autorise la Présidente du conseil régional à les signer.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexes 1 à 4 : Listes des affectations

Annexe n° : 1

Budget 2019 **Chapitre 902**

HP222-003 Construction des lycées neufs

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Action	Nature	Montant
		REGION	99	2019-INDEMNITÉS AUX MEMBRES QUALIFIES POUR PARTICIPATION AUX JURYS DE CONCOURS DE MAÎTRISE D¿ŒUVRE ET MARCHES GLOBAUX DE PERFORMANCE	12200301	2031	10 000,00

Total Annexe n° : 1 **10 000,00**

Dont

Construction des lycées neufs (12200301) **10 000,00**

Annexe n° : 2

Budget 2019 Chapitre 902

HP222-004 Rénovation des lycées publics

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Action	Nature	Montant
		REGION	99	2019-AFFECTION BÂTIMENTS DÉMONTABLES 2019 complément de l'opération 18B001722200432965	12200402	21351	1 000 000,00
		REGION	99	2019-INDEMNITÉS AUX MEMBRES QUALIFIES POUR PARTICIPATION AUX JURYS DE CONCOURS DE MAÎTRISE D¿ŒUVRE ET MARCHES GLOBAUX DE PERFORMANCE	12200401	2031	15 000,00
78	AUBERGENVILLE	VINCENT-VAN-GOGH	0781859X	2019-RESTRUCTURATION DE LA DEMI-PENSION complément de l'opération 13B1552220040003	12200401	238	1 776 217,00
91	BRUNOY	TALMA	0911021R	2019-RESTRUCTION DE LA DEMI-PENSION ET DES LIEUX DE VIE DU LYCÉE JOSEPH TALMA A BRUNOY complément de l'opération 13B1552220040004	12200401	238	841 042,00
91	RIS-ORANGIS	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	0911578W	2019-RENOVATION GLOBALE AVEC EXTENSION complément de l'opération 16B3362220040001	12200401	238	5 839 140,00
93	BOBIGNY	LOUISE-MICHEL	0931613Y	2019-RÉNOVATION SIMPLE complément de l'opération 14B1212220040004	12200401	238	1 348 964,00
95	BEZONS	EUGENE-RONCERAY	0952173W	2019-RESTRUCTURATION GLOBALE DU LYCÉE RONCERAY complément de l'opération 14B1212220040006	12200401	238	1 354 018,00

Total Annexe n° : 2 **12 174 381,00**

Dont

Bâtiments démontables (12200402) **1 000 000,00**

Rénovation des lycées publics (12200401) **11 174 381,00**

en Avances sur commandes d'immobilisations corporelles (238)	11 159 381,00
en Frais d'études (2031)	15 000,00

Annexe n° : 3

Budget 2019 Chapitre 902

HP222-005 Grosses réparations dans les lycées publics

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Action	Nature	Montant
		REGION	99	2019-AFFECTATION GLOBALE ACCORDS-CADRES DGP	12200501	2313	400 000,00
		REGION	99	2019-AFFECTATIONS GLOBALES ACCORDS CADRES DPM	12200501	2313	1 947 000,00
		REGION	99	2019-AP PROVISIONNELLE DGP complément de l'opération 18B001722200532707	12200501	2313	100 000,00
75	PARIS 06EME	FÉNELON	0750660K	2019-Travaux de reprise en sous œuvre des voutes en pierre et traitement des façades impactées suite à affaissement Reprise des fondations	12200501	2313	130 000,00
75	PARIS 18EME	RABELAIS	0750688R	2019-travaux réhabilitation facades	12200501	2313	600 000,00
77	MEAUX	HENRI-MOISSAN	0770930T	2019-MOD: ÉTUDES REPRISE COURSIVE ET RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE	12200501	2031	120 000,00
78	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	SIMONE-WEIL	0783447Y	2019-RÉNOVATION DES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES DES ATELIERS LYCÉE	12200501	2313	225 000,00
78	LA BOISSIERE-ECOLE	HÉRIOT	0783213U	2019-ETUDES POUR RÉNOVATION DE LA COUVERTURE ARDOISES DU BÂTIMENT PRINCIPAL.	12200501	2031	102 000,00
78	LE CHESNAY-ROCQUENCOURT	JEAN-MOULIN	0782602E	2019-aménagement des espaces de livraison de l'atelier bois, quai de déchargement , aire de manoeuvre	12200501	2313	50 000,00
78	LE CHESNAY-ROCQUENCOURT	JEAN-MOULIN	0782602E	2019-CRÉATION D'UNE CHAUFFERIE POUR L'ATELIER BOIS	12200501	2313	45 000,00
78	LES MUREAUX	FRANCOIS-VILLON	0780422K	2019-AMENAGEMENT DE LA DP - DONT ZONE LAVERIE	12200501	2031	28 000,00
78	RAMBOUILLET	LOUIS-BASCAN	0782549X	2019-Etudes pour la rénovation de terrasses.	12200501	2031	198 000,00
78	VILLEPREUX	SONIA-DELAUNAY	0781952Y	2019-Travaux de fermeture du parvis ouvert et travaux connexes	12200501	2313	700 000,00
92	BOULOGNE-BILLANCOURT	JACQUES-PRÉVERT	0920134W	2019-TRAVAUX DE RÉNOVATION DE LA ZONE DE CUISSON ET DE LA LAVERIE	12200501	2313	786 000,00
92	PUTEAUX	AGORA (L')	0920144G	2019-Rénovation partielle de la 1/2 pension (Cuisine, plafond réfectoire + peinture murs) et rénovation des espaces extérieurs	12200501	2313	240 000,00
94	CRETEIL	LÉON-BLUM	0941413A	2019-MOD: TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE L'ENSEMBLE DU RÉSEAU D'EAU PLUVIALE Y COMPRIS VIDE SANITAIRE	12200501	2313	300 000,00
94	LE KREMLIN-BICETRE	PIERRE-BROSSOLETTE	0941975L	2019-MOD: ÉTUDE POUR REPRISE AU SOUS-SOL (CAVE) DU PLAFOND QUI S'AFFAISSE SUR 10ML (HORS GP - URGENCE)	12200501	2031	15 000,00
94	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	MARCELIN-BERTHELOT	0940120V	2019-MOD: TRAVAUX DE REMPLACEMENT DES MENUISERIES EXTÉRIEURES DU BÂTIMENT PRINCIPAL NON DOUBLE-VITRÉS	12200501	2313	240 000,00
95	SAINT-OUEN-L'AUMONE	JEAN-PERRIN	0951104J	2019-Travaux de réfection compléte de la toiture terrasse du batiment A	12200501	2313	900 000,00

Total Annexe n° : 3 **7 126 000,00**

Dont

Grosses réparations dans les lycées publics (12200501)	**7 126 000,00**
en Constructions (2313)	6 663 000,00
en Frais d'études (2031)	463 000,00

Annexe n° : 4

Budget 2019 Chapitre 902

HP222-006 Travaux de maintenance

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Action	Nature	Montant
		REGION	99	2019-FU EPLE complément de l'opération 18B001722200632699	12200602	236.1	400 000,00

Total Annexe n° : 4 **400 000,00**

Dont

Fonds d'urgence (12200602) **400 000,00**

Annexe 5 -fiches de synthèse de dotations

Synthèse des fiches de demande de dotation

Budget 2019 Chapitre 902

HP222-006 Travaux de maintenance

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	N° de la demande	Date de la demande	Objet de la demande	Montant demandé	Montant proposé	Action	Nature
75	PARIS 04EME	SOPHIE-GERMAIN	0750653C	34720	15/04/2019	2019-Travaux rénovation salle SPC 11 banalisé de science	50 000,00	50 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 05EME	LOUIS-LE-GRAND	0750655E	34721	15/04/2019	2019-Levée des observations des organismes de contrôles (SSI, Ascenseurs, électricité, etc¿)	30 000,00	30 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 06EME	SAINT-LOUIS	0750658H	34722	15/04/2019	2019-Levée des observations des organismes de contrôles (SSI, Ascenseurs, électricité, etc¿)	30 000,00	30 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 06EME	FÉNELON	0750660K	34723	15/04/2019	2019-Levée des observations des organismes de contrôles (SSI, Ascenseurs, électricité, etc¿)	15 000,00	15 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 07EME	GUSTAVE-EIFFEL	0752961L	34724	15/04/2019	2019-Levée des observations des organismes de contrôles (SSI, Ascenseurs, électricité, etc¿)	10 000,00	10 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 10EME	JULES-SIEGFRIED	0750674A	34725	15/04/2019	2019-Mise en peinture de l'ensemble des circulation du 1er bat A et 2ème étage bat A et B	22 000,00	22 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 11EME	PAUL-POIRET	0750558Z	34734	15/04/2019	2019-Travaux mise au norme SSI partie désenfumage suite visite société de maintenace	18 500,00	18 500,00	12200601	236.1
75	PARIS 11EME	PAUL-POIRET	0750558Z	34735	15/04/2019	2019-Travaux confortement étancheité fenêtres	4 300,00	4 300,00	12200601	236.1
75	PARIS 11EME	TURQUETIL	0750778N	34726	15/04/2019	2019-Travaux ¿¿ insonorisation ¡¿extraction cuisine suite plainte voisinage et acoustique des salles concomitantes	40 000,00	40 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 11EME	TURQUETIL	0750778N	34727	15/04/2019	2019-Travaux désenfumage	12 500,00	12 500,00	12200601	236.1
75	PARIS 13EME	ARTS-GRAPHIQUES	0750787Y	34729	15/04/2019	2019-Création d'une salle de lancement avec vestiaire élève aux ateliers B1 et B3	16 000,00	16 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 13EME	JEAN-LURCAT	0753268V	34728	15/04/2019	2019-Travaux de remise en état des sols du gymnasen°1	30 000,00	30 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 14EME	RASPAIL	0750691U	34730	15/04/2019	2019-Remplacement des extincteurs HS.	17 000,00	17 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 14EME	RASPAIL	0750691U	34731	15/04/2019	2019-Levée des observations des organismes de contrôles (SSI, Ascenseurs, électricité, etc¿)	25 000,00	25 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 14EME	RASPAIL	0750691U	34732	15/04/2019	2019-Remplacement des pompes de relevages HS	15 000,00	15 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 14EME	RASPAIL	0750691U	34733	15/04/2019	2019-Travaux de rénovation de la loge	28 000,00	28 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 15EME	FRESNEL	0750695Y	34736	15/04/2019	2019-Remplacement de 5 fenêtres et de 1 porte abimée	25 000,00	25 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 15EME	BEAUGRENELLE	0750793E	34737	15/04/2019	2019-Levée des observations des organismes de contrôles (SSI, Ascenseurs, électricité, etc¿)	10 000,00	10 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 17EME	JEAN-DROUANT	0750708M	34738	15/04/2019	2019-Bilan patrimonial architecte expert	6 000,00	6 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 17EME	JEAN-DROUANT	0750708M	34739	15/04/2019	2019-Bilan de puisansse électrique suite à de nombreux dysfonctionnement suite modification installation propriétaire	5 000,00	5 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 19EME	BÂTIMENT (DU)	0750697A	34765	15/04/2019	2019-Travaux d'adaptation suite rénovation DGP	20 000,00	20 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 19EME	BÂTIMENT (DU)	0750697A	34766	15/04/2019	2019-Travaux de remplacement grand portail livraison suite avis de non-conformité bureau de contrôle avec risque de chute	30 000,00	30 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 19EME	BÂTIMENT (DU)	0750697A	34767	15/04/2019	2019-Travaux de remplacement de 10 portes coupe feu et d'évacuation	50 000,00	50 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 19EME	BÂTIMENT (DU)	0750697A	34768	15/04/2019	2019-Travaux replacement d'un double vitrage de la demie pension cassé grande hauteur	10 000,00	10 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 19EME	BÂTIMENT (DU)	0750697A	34769	15/04/2019	2019-Travaux d'installation d'un séparateur d'hydrocarbure ET rénovation des réseaux au parking - Travaux curage réseau parking suite aux travaux rénovation et occupation migrants	58 000,00	58 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 20EME	ETIENNE-DOLET	0750808W	34740	15/04/2019	2019-Travaux rénovation bureaux administraifs suite infiltration eaux	5 000,00	5 000,00	12200601	236.1
77	BUSSY-SAINT-GEORGES	MARTIN-LUTHER-KING	0772292Y	34824	18/04/2019	2019-Travaux de mise aux normes de la protection foudre	5 674,00	5 674,00	12200601	236.1
77	CHAMPAGNE-SUR-SEINE	LAFAYETTE	0770920G	34826	18/04/2019	2019-FOURNITURE ET POSE DE PROTECTIONS MURALES DANS LE HALL D'ENTRÉE SITUÉ AU RDC DU BÂTIMENT B.	2 760,00	2 760,00	12200601	236.1
77	CHAMPAGNE-SUR-SEINE	LAFAYETTE	0770920G	34827	18/04/2019	2019-MISE EN PLACE D'ÉTAGÈRES POUR LA BAGAGERIE DES INTERNES DU BÂTIMENT C : ACHAT ET LIVRAISON DE 100 CORNIÈRES PERFORÉES GALVANISÉES, 180 ÉQUERRES, 90 PIEDS, 550 BOULONS ET 18 PLANCHES EN CONTREPLAQUÉ (AGENTS TECHNIQUES DU LYCÉE)	3 086,00	3 086,00	12200601	236.1
77	CHAMPAGNE-SUR-SEINE	LAFAYETTE	0770920G	34828	18/04/2019	2019-RÉNOVATION DU HALL D'ENTRÉE SITUÉ AU RDC DU BÂTIMENT B : PEINTURE MURS ET PLINTHES ET INSTALLATION DE 6 VITRINES MURALE ET 2 VITRINES D'EXPOSITION. POSE D'UN SOL PVC DANS LA SALLE DE RÉUNION SITUÉ AU RDC DU BÂTIMENT B	5 003,00	5 003,00	12200601	236.1
77	CHAMPS-SUR-MARNE	RENE-DESCARTES	0772223Y	34829	18/04/2019	2019-Remplacement de 2 treuils proche salle 07 et 08 et de poulie et câble sur volet de désenfumage proche salle 05 et de verins proche salle 07	1 314,46	1 314,46	12200601	236.1
77	CHELLES	GASTON-BACHELARD	0770922J	34830	18/04/2019	2019-Rénovation de pièces dans logements de fonction adjoint gestionnaire, proviseur adjoint et chef cuisine (plafond et murs)	15 000,00	15 000,00	12200601	236.1
77	CHELLES	LOUIS-LUMIÈRE	0771171E	34902	18/04/2019	2019-REMPLACEMENT DE 10 STORES BÂTIMENT H	6 960,00	6 960,00	12200601	236.1
77	CHELLES	LOUIS-LUMIÈRE	0771171E	34903	18/04/2019	2019-ENLÈVEMENT DU AUVENT DE LA COURSIVE	29 698,00	29 698,00	12200601	236.1
77	COMBS-LA-VILLE	GALILÉE	0772127U	34831	18/04/2019	2019-Remplacement de la porte coupe feu du Dépôt Papier Archive dans le bâtiment de restauration	2 802,60	2 802,60	12200601	236.1
77	FONTAINEBLEAU	FRANCOIS-COUPERIN	0770926N	34832	18/04/2019	2019-REMPLACEMENT DE 60 BLOCS SECOURS DONT 2 ÉTANCHES ET 13 D'AMBIANCE. BÂTIMENT: A, B, C, D, E, G, J, S ET W (AGENTS TECHNIQUES)	5 473,00	5 473,00	12200601	236.1
77	FONTAINEBLEAU	FRANCOIS-COUPERIN	0770926N	34833	18/04/2019	2019-ISOLATION DU PLAFOND DES 6 CAVES ET DE 2 LOCAUX SITUÉS SOUS LE LOGEMENT DE FONCTION (GESTIONNAIRE MATÉRIEL) DU BÂTIMENT A	7 640,00	7 640,00	12200601	236.1
77	MOISSY-CRAMAYEL	MARE-CARRÉE (DE LA)	0772296C	34834	18/04/2019	2019-Travaux de réfection de carrelage décollé en salle TP F1, TP F4 et laboratoire chimie	16 352,00	16 352,00	12200601	236.1
77	MONTEREAU-FAULT-YONNE	ANDRÉ-MALRAUX	0770938B	34835	18/04/2019	2019-REMPLACEMENT DE 45 BLOCS SECOURS EN VUE DE LA COMMISSION DE SÉCURITÉ PRÉVUE EN AVRIL 2019. BÂT A, B, C D E F, G, I ET J (REMPLACEMENT PAR AGENTS TECHNIQUES)	3 900,00	3 900,00	12200601	236.1
77	NEMOURS	ETIENNE-BEZOUT	0770940D	34837	18/04/2019	2019-RÉFECTION PEINTURE ET PLAFOND DE LA SALLE 215 BÂTIMENT A (DEVIS EMOP)	3 990,00	3 990,00	12200601	236.1
77	NEMOURS	ETIENNE-BEZOUT	0770940D	34838	18/04/2019	2019-INSTALLATION D'UNE GUÉRITE À L'ENTRÉE DU LYCÉE	5 167,00	5 167,00	12200601	236.1
77	NEMOURS	ETIENNE-BEZOUT	0770940D	34839	18/04/2019	2019-REMPLACEMENT DE 14 STORES À LAME TISSUS DANS LE CDI	10 500,00	10 500,00	12200601	236.1
77	SAINT-MAMMES	SAINT-MAMMES	0770687D	34836	18/04/2019	2019-RÉFECTION DU SOL SOUPLE DE RÉCEPTION DU JEU DE CORDAGE DANS LA COUR	9 500,00	9 500,00	12200601	236.1
78	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	BATELLERIE (LA)	0780486E	34743	15/04/2019	2019-Réfection peinture suite à dégâts des eaux logement n °9816 NAS	5 000,00	5 000,00	12200601	236.1
78	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	JULES-FERRY	0781845G	34742	15/04/2019	2019-REMPLACEMENT HUILE ASCENSEURS	13 077,00	13 077,00	12200601	236.1

Synthèse des fiches de demande de dotation

Budget 2019 Chapitre 902

HP222-006 Travaux de maintenance

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	N° de la demande	Date de la demande	Objet de la demande	Montant demandé	Montant proposé	Action	Nature
78	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	SIMONE-WEIL	0783447Y	34741	15/04/2019	2019-Mise en conformité ascenseur bâtiment B et C	3 951,58	3 951,58	12200601	236.1
78	LA CELLE-SAINT-CLOUD	CORNEILLE	0782822U	34744	15/04/2019	2019-REMPLACEMENT DES EXTINCTEURS HS.	20 000,00	20 000,00	12200601	236.1
78	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	EMILIE-DE-BRETEUIL	0781819D	34745	15/04/2019	2019-travaux TCE : réfection des circulations et des escaliers du bâtiment général (peinture,électricite,éclairage et mise en place de protection des murs)	30 000,00	30 000,00	12200601	236.1
78	TRAPPES	LOUIS-BLÉRIOT	0780273Y	34746	15/04/2019	2019-remplacement de l'autocomutateur	35 000,00	35 000,00	12200601	236.1
91	ARPAJON	PAUL-BELMONDO	0910628N	34841	18/04/2019	2019-SUR POMPE DE RELEVAGE EU, REMPLACEMENT DES BARRES DE GUIDAGE, PIEDS D'ASSISES, ROBINETTERIE ET REGULATEURS DE NIVEAU DANS LA COUR INTÉRIEURE À L'ARRIÈRE DU LYCÉE	5 814,00	5 814,00	12200601	236.1
91	ARPAJON	EDMOND-MICHELET	0911961M	34840	18/04/2019	2019-POSE FAÏENCE WC GARÇON FACE SELF BÂTIMENT C AVEC RÉNOVATION PEINTURE SUR PORTES ET HUISSERIES	4 970,00	4 970,00	12200601	236.1
91	ATHIS-MONS	MARCEL-PAGNOL	0910623H	34843	18/04/2019	2019-SUITE MUTATION PROVISEUR, REMISE EN ÉTAT DU LOGEMENT DE FONCTION (CLOISON, SOLS)	15 106,00	15 106,00	12200601	236.1
91	BONDOUFLE	FRANCOIS-TRUFFAUT	0911937L	34844	18/04/2019	2019-REMISE EN PEINTURE ET REMPLACEMENT DE REVÊTEMENT DE SOL BÂTIMENT B (ANCIEN LABORATOIRE) ET BÂTIMENT C (006-008-009)	27 769,00	27 769,00	12200601	236.1
91	BONDOUFLE	FRANCOIS-TRUFFAUT	0911937L	34845	18/04/2019	2019-REMPLACEMENT DE 112 RIDEAUX DANS SALLES DE COURS DANS LES SALLES DES BÂTIMENTS A, B ET C	32 213,00	32 213,00	12200601	236.1
91	BONDOUFLE	FRANCOIS-TRUFFAUT	0911937L	34846	18/04/2019	2019-REMISE EN PEINTURES SALLES BÂTIMENTS A (104-107-108), B (107), C (103-105) ET COULOIR DU 1ER ÉTAGE	53 938,00	53 938,00	12200601	236.1
91	BRETIGNY-SUR-ORGE	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	0910975R	34847	18/04/2019	2019-MISE EN PEINTURE LOGEMENT N° 3 GESTIONNAIRE SUITE VACANCE	12 000,00	12 000,00	12200601	236.1
91	ETIOLLES	CHÂTEAU-DES-COUDRAIES	0910629P	34851	18/04/2019	2019-REMPLACEMENT DE 4 PORTES INTÉRIEURES : 2 SANITAIRES SOUS-SOL, 1 SANITAIRE ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET 1 SÉPARATION BOUTIQUE COULOIR .	6 936,00	6 936,00	12200601	236.1
91	ETIOLLES	CHÂTEAU-DES-COUDRAIES	0910629P	34852	18/04/2019	2019-REMPLACEMENT DE 2 PORTES ET D'UN ENSEMBLE D'ÉLÉMENTS VITRÉS DU HALL BÂTIMENT B ET SORTIE CUISINE VERS BÂTIMENT F	42 890,00	42 890,00	12200601	236.1
91	EVRY-COURCOURONNES	PARC-DES-LOGES	0911251R	34853	18/04/2019	2019-SUITE DÉGRADATIONS CLIMATIQUES (VENTS VIOLENTS), RÉPARATION DE HAIES ET DE POTEAUX DE CLÔTURES AU NIVEAU DES LOGEMENTS DE FONCTION	1 670,00	1 670,00	12200601	236.1
91	EVRY-COURCOURONNES	PARC-DES-LOGES	0911251R	34854	18/04/2019	2019-REMPLACEMENT DE 49 EXTINCTEURS (RÉFORMÉS POUR CERTAINS, COMPLÉMENTS DE RÉSERVES ET D'INSTALLATION POUR D'AUTRES) SUR L'ENSEMBLE DE L'ÉTABLISSEMENT	4 015,00	4 015,00	12200601	236.1
91	EVRY-COURCOURONNES	PARC-DES-LOGES	0911251R	34855	18/04/2019	2019-RÉNOVATION DE 4 BALCONS SUR LOGEMENTS PROVISEURE, INTENDANTE, ADJOINTE INTENDANTE, ADJOINT TECHNIQUE (N°3, N°6, N°7 ET N°9)	11 600,00	11 600,00	12200601	236.1
91	EVRY-COURCOURONNES	GEORGES-BRASSENS	0911828T	34849	18/04/2019	2019-RÉNOVATION PARQUET SUITE DÉGÂT DES EAUX DANS LE LOGEMENT DE LA GESTIONNAIRE ET SUITE AU DÉPART DE L'AGENT	5 045,70	5 045,70	12200601	236.1
91	EVRY-COURCOURONNES	GEORGES-BRASSENS	0911828T	34850	18/04/2019	2019-MISE EN PEINTURE LOGEMENT INTENDANTE SUITE AU DÉPART RETRAITE	10 246,80	10 246,80	12200601	236.1
91	MASSY	PARC-DE-VILGÉNIS	0910727W	34856	18/04/2019	2019-REMPLACEMENT DE 6 JOINTS DE PORTES PCF, DE 2 VENTOUSES MURALES, SUPPORT ET POSE DE SIGNALÉTIQUE SUR PCF ET 2 VÉRINS OUVRANT DF - BÂTIMENT C	3 100,00	3 100,00	12200601	236.1
91	MASSY	PARC-DE-VILGÉNIS	0910727W	34857	18/04/2019	2019-RÉNOVATION SOLS ET MURS DES SALLES G606 ET G608 (BÂT G)	20 000,00	20 000,00	12200601	236.1
91	MENNECY	MARIE-LAURENCIN	0911962N	34858	18/04/2019	2019-REMPLACEMENT DE 15 CYLINDRES À BOUTONS SUR ORGANIGRAMME BÂTIMENT A ET B	6 054,00	6 054,00	12200601	236.1
91	MENNECY	MARIE-LAURENCIN	0911962N	34859	18/04/2019	2019-REMISE EN PEINTURE DE L'ENSEMBLE DES PIÈCES DU LOGEMENT DU PROVISEUR (PEINTURE ET SOL)	15 000,00	15 000,00	12200601	236.1
91	MENNECY	MARIE-LAURENCIN	0911962N	34860	18/04/2019	2019-RÉFECTION DU BUREAU DU PROVISEUR : DOUBLAGE DES MURS ET DU PLAFOND, MISE EN PEINTURE DU BUREAU ET REMPLACEMENT DES TRINGLES ET DES VOILAGES (BÂTIMENT A)	15 923,00	15 923,00	12200601	236.1
91	MONTGERON	ROSA-PARKS	0910625K	34861	18/04/2019	2019-AGRANDISSEMENT DE LA PORTE D'ACCÈS À LA SALLE DES COMMENSAUX POUR ACCÈS NACELLE ET MAINTENANCE DES LUMINAIRES	6 900,00	6 900,00	12200601	236.1
91	MONTGERON	ROSA-PARKS	0910625K	34863	18/04/2019	2019-INSTALLATION D'UNE STATION RELAIS NUMÉRIQUE ET ANALOGIQUE POUR LA FLOTTE DE TALKIE-WALKIE À DESTINATION DU DISPOSITIF DES MESURES D'URGENCES ET DES AGENTS DE MAINTENANCE	9 400,00	9 400,00	12200601	236.1
91	MONTGERON	ROSA-PARKS	0910625K	34864	18/04/2019	2019-REMPLACEMENT DE 400 B.A.E.S PAR LE PERSONNEL TECHNIQUE SUR L'ENSEMBLE DE L'ÉTABLISSEMENT	24 000,00	24 000,00	12200601	236.1
91	MORANGIS	MARGUERITE-YOURCENAR	0911945V	34865	18/04/2019	2019-MODIFICATION SALLE DE RÉUNION POUR OBTENIR 2 SALLES DE CLASSE (CLOISON)	7 187,00	7 187,00	12200601	236.1
91	MORANGIS	MARGUERITE-YOURCENAR	0911945V	34866	18/04/2019	2019-MISE EN CONFORMITÉ DE L'ASCENSEUR	12 362,00	12 362,00	12200601	236.1
91	MORSANG-SUR-ORGE	ANDRÉ-MARIE-AMPÈRE	0911037H	34867	18/04/2019	2019-RÉNOVATION DU LOGEMENT PROVISEUR: LESSIVAGE, PEINTURE ET REVÊTEMENT DE SOL	12 000,00	12 000,00	12200601	236.1
91	OLLAINVILLE	CHÂTEAU-DU-LAC (LE)	0910429X	34868	18/04/2019	2019-RÉNOVATION SOL INFIRMERIE ET BÂTIMENT D'ENSEIGNEMENT	47 250,00	47 250,00	12200601	236.1
91	SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	ALBERT-EINSTEIN	0911346U	34869	18/04/2019	2019-REMPLACEMENT DU FILET ANTI PIGEONS COURS ENTRE BATIMENTS A, B, C ET D	5 460,00	5 460,00	12200601	236.1
91	SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	ALBERT-EINSTEIN	0911346U	34870	18/04/2019	2019-RÉNOVATION PEINTURES ET SOLS LOGEMENT DE FONCTION DU CHEF DE CUISINE SUITE AU DÉPART ET AVANT L'EMMÉNAGEMENT DU SUCCESSEUR	15 000,00	15 000,00	12200601	236.1
91	SAVIGNY-SUR-ORGE	GASPARD-MONGE	0912142J	34871	18/04/2019	2019-RÉNOVATION D'UNE ARMOIRE COMMANDE RELEVAGE, D'UNE POMPE DE RELEVAGE EU ET DE 8 RÉGULATEURS DE NIVEAUX	8 917,00	8 917,00	12200601	236.1
92	BOIS-COLOMBES	ALBERT-CAMUS	0920132U	34747	15/04/2019	2019-Travaux de réparation du bassin de la piscine.	10 000,00	10 000,00	12200601	236.1
92	CHATENAY-MALABRY	JEAN-JAURÈS	0921166T	34748	15/04/2019	2019-Travaux de carrelage-faïence en demi-pension suite à prescription de la DDPP -Visite du 13/03/2019.	17 100,00	17 100,00	12200601	236.1
92	CLICHY	RENÉ-AUFFRAY	0922149L	34749	15/04/2019	2019-Suite manifestion et incendie du 05/12/2018 : Remise en état salle 230	22 507,20	22 507,20	12200601	236.1
92	CLICHY	RENÉ-AUFFRAY	0922149L	34750	15/04/2019	2019-Suite manifestion et incendie du 05/12/2018 : Remise en état esc D et E	2 448,00	2 448,00	12200601	236.1
92	COURBEVOIE	PAUL-PAINLEVÉ	0921625S	34751	15/04/2019	2019-Remplacement de la seconde porte d'accès à la cour.	8 800,00	8 800,00	12200601	236.1
92	GENNEVILLIERS	GALILÉE	0921156G	34752	15/04/2019	2019-Travaux d'installation de bande anti-dérapante sur les lames de bois des passerelles.	6 000,00	6 000,00	12200601	236.1
92	LEVALLOIS-PERRET	LÉONARD-DE-VINCI	0921230M	34753	15/04/2019	2019-Remplacement des pierres agrafées de la façade coté cour	10 410,00	10 410,00	12200601	236.1

Synthèse des fiches de demande de dotation

Budget 2019 Chapitre 902

HP222-006 Travaux de maintenance

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	N° de la demande	Date de la demande	Objet de la demande	Montant demandé	Montant proposé	Action	Nature
92	RUEIL-MALMAISON	GUSTAVE-EIFFEL	0922398G	34754	15/04/2019	2019-Remplacement du moteur de désenfumage du parking	11 500,00	11 500,00	12200601	236.1
92	VILLENEUVE-LA-GARENNE	CHARLES-PETIET	0922277A	34755	15/04/2019	2019-Travaux de réfection dans le Logement n°3185 (agent accueil);	14 400,00	14 400,00	12200601	236.1
93	DUGNY	FRANCOIS-RABELAIS	0932126F	34872	18/04/2019	2019-Installation de bandeaux ventouses sur portes hall d'entrée	6 000,00	6 000,00	12200601	236.1
93	GAGNY	JEAN-BAPTISTE-CLÉMENT	0931233K	34874	18/04/2019	2019-Travaux de réfection murs et faux plafonds des salles vétustes R1 à R7 au RDC , suite infiltrations toiture	40 000,00	40 000,00	12200601	236.1
93	LE BLANC-MESNIL	ARISTIDE-BRIAND	0930831Y	34876	18/04/2019	2019-Travaux de remise en état des murs et plafond du logement du nouveau gestionnaire	15 552,00	15 552,00	12200601	236.1
93	LE RAINCY	RENÉ-CASSIN	0932222K	34878	18/04/2019	2019-Ravalement d'un mur donnant sur une des cours à proximité du logement de fonction de la gardienne	1 542,00	1 542,00	12200601	236.1
93	LE RAINCY	RENÉ-CASSIN	0932222K	34879	18/04/2019	2019-Logement proviseure : remplacement de la fenêtre de la cuisine	1 886,00	1 886,00	12200601	236.1
93	LE RAINCY	RENÉ-CASSIN	0932222K	34880	18/04/2019	2019-Suite défaut de ventilation du gymnase : remise en peinture des murs, plafonds, et portes des vestiaires, de 2 WC, couloirs et bureau des professeurs.	11 217,00	11 217,00	12200601	236.1
93	LIVRY-GARGAN	ANDRÉ-BOULLOCHE	0931585T	34881	18/04/2019	2019-Réfection du sol et des peintures du logement de l'agent d'accueil	10 000,00	10 000,00	12200601	236.1
93	PANTIN	SIMONE-WEIL	0930135S	34883	18/04/2019	2019-Travaux de peinture dans circulations bâtiment principal et grilles extérieures de l'établissement	40 000,00	40 000,00	12200601	236.1
93	SEVRAN	BLAISE-CENDRARS	0932048W	34884	18/04/2019	2019-Remplacement de deux occulus sur PCF dans le couloir du SEP	1 164,00	1 164,00	12200601	236.1
94	BONNEUIL-SUR-MARNE	STENDHAL	0940171A	34885	18/04/2019	2019-POSE DE 16 ENTRÉES D'AIR SUR LES FENÊTRES DU GYMNASE ET SUR 4 GRILLES PORTE RÉSERVE	2 391,00	2 391,00	12200601	236.1
94	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	LANGEVIN-WALLON	0940113M	34886	18/04/2019	2019-CRÉATION D'UN PLACARD DANS UNE SALLE DE SCIENCES	11 400,00	11 400,00	12200601	236.1
94	CRETEIL	GUTENBERG	0941930M	34888	18/04/2019	2019-SUITE À LA TEMPÊTE DE MAI 2018, MISE EN PEINTURE SALLES B300, A100 ET LOGEMENTS CPE, AGENT TECHNIQUE ET SECRÉTAIRE INTENDANCE (N °4045, N°4042 ET N°4040)	8 054,43	8 054,43	12200601	236.1
94	CRETEIL	GUTENBERG	0941930M	34889	18/04/2019	2019-REMPLACEMENT DE 4 SIPHONS DE SOL : ZONE PLONGE ET DEVANT SAUTEUSE (RISQUE DE CHUTE SIGNALÉ EN C.H.S.)	9 612,00	9 612,00	12200601	236.1
94	CRETEIL	GUTENBERG	0941930M	34890	18/04/2019	2019-REMPLACEMENT DE 75 EXTINCTEURS (2018, 2019 ET 2020) SUR L'ENSEMBLE DE L'ÉTABLISSEMENT	11 955,00	11 955,00	12200601	236.1
94	IVRY-SUR-SEINE	ROMAIN-ROLLAND	0940115P	34892	18/04/2019	2019- POSE D'UN BARDAGE POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉLÈVES BÂTIMENT CDI	10 007,00	10 007,00	12200601	236.1
94	LIMEIL-BREVANNES	GUILLAUME-BUDÉ	0940742W	34894	18/04/2019	2019-REMISE EN ÉTAT DE 9 CHÂSSIS ACCÈS POMPIERS BÂTIMENT A	2 970,00	2 970,00	12200601	236.1
94	LIMEIL-BREVANNES	GUILLAUME-BUDÉ	0940742W	34895	18/04/2019	2019-REMISE EN ÉTAT DE 17 CHÂSSIS DU BÂTIMENT CDI	3 420,00	3 420,00	12200601	236.1
94	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	MARCELIN-BERTHELOT	0940120V	34899	18/04/2019	2019-RÉFECTION DE 2 SOLS DANS L'INTERNAT, SALLE 702 ET COULOIR 1ER ÉTAGE ALLÉE EST	3 929,00	3 929,00	12200601	236.1
94	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	GOURDOU-LESEURRE	0940140S	34896	18/04/2019	2019-RÉFECTION DES PEINTURES BUREAU DU PROVISEUR ET SECRÉTARIAT	3 900,00	3 900,00	12200601	236.1
94	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	GOURDOU-LESEURRE	0940140S	34897	18/04/2019	2019-RÉFECTION DES PEINTURES DE L'ESCALIER CENTRAL BÂTIMENT C	21 550,00	21 550,00	12200601	236.1
94	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	GOURDOU-LESEURRE	0940140S	34898	18/04/2019	2019-RÉNOVATION ATELIER N°001 (CAP MELEC), SOL, PEINTURE, PLAFONDS, ÉLECTRICITÉ ET PLOMBERIE	29 800,00	29 800,00	12200601	236.1
94	VITRY-SUR-SEINE	CAMILLE-CLAUDEL	0940145X	34901	18/04/2019	2019-SUITE INCENDIE, TRAVAUX DE REVÊTEMENT DE SOLS COULOIRS A3, B2, B3 ET PALIERS B2 ET B3	40 063,00	40 063,00	12200601	236.1
95	ARNOUVILLE	VIRGINIA-HENDERSON	0950709E	34756	15/04/2019	2019-Travaux de peinture et cloison pour l'ouverture en septembre de la section IP2A	10 000,00	10 000,00	12200601	236.1
95	CERGY	ALFRED-KASTLER	0951399E	34757	15/04/2019	2019-REFECTION DE 3 LOGEMENTS SUITE DEPARTS EN RETRAITE n°3693, 3687, 3685	25 000,00	25 000,00	12200601	236.1
95	CHARS	VEXIN (DU)	0951282C	34758	15/04/2019	2019-Travaux de remise en peinture dans le logement CPE suite à son départ à la retraite. (non refait depuis 1989) logt 3676	10 000,00	10 000,00	12200601	236.1
95	CORMEILLES-EN-PARISIS	LE-CORBUSIER	0950656X	34759	15/04/2019	2019-Travaux de réfection du logement du proviseur	15 000,00	15 000,00	12200601	236.1
95	EAUBONNE	LOUIS-ARMAND	0951974E	34760	15/04/2019	2019-Remplacement du variateur de fréquence du moteur de traction HS d'un ascenseur	8 772,62	8 772,62	12200601	236.1
95	ENGHIEN-LES-BAINS	GUSTAVE-MONOD	0952196W	34761	15/04/2019	2019-Rénovation complète du foyer des élèves qui servira également de salle polyvalente durant la restructuration du lycée coté St GRATIEN	95 000,00	95 000,00	12200601	236.1
95	GARGES-LES-GONESSE	SIMONE-DE-BEAUVOIR	0951766D	34762	15/04/2019	2019-Réaménagement du pôle vie scolaire	40 000,00	40 000,00	12200601	236.1
95	MONTMORENCY	TURGOT	0951281B	34818	17/04/2019	2019-SUITE AU DESCELLEMENT D'UN PANNEAU DE BASKET SUSPENDU DANS LE GYMNASE (MUR EN PLACOPLATRE)	14 000,00	14 000,00	12200601	236.1
95	TAVERNY	JACQUES-PRÉVERT	0950651S	34763	15/04/2019	2019-Réfection du logement de l'OP N°35-21 (Départ en retraite - Revet sol, mur, équipement sanitaires...)	15 000,00	15 000,00	12200601	236.1
95	TAVERNY	JACQUES-PRÉVERT	0950651S	34764	15/04/2019	2019-Réfection du logement de la gestionnaire N°35-17 (Départ en retraite - Revet sol, mur, équipement sanitaires...)	15 000,00	15 000,00	12200601	236.1

Total Annexe n° : 1 **1 904 265,39**

Dont

Travaux de maintenance réalisés par les lycées publics (12200601) **1 904 265,39**

Annexe 6- Désaffectations

ANNEXE N°
Chapitre : 902
HP 222-005 : Grosses réparations dans les lycées publics

Dept	Commune	Nom de l'établissement	Code UAI	Objet intervention	Code Action	Code Nature	Montant
91	DRAVEIL	NADAR	0910755B	Etudes pour la réfection des canitaires du RDC en face, code opération : 18B1062220050016	12200501	236.1	-15 000,00

Total annexe n°5	-15 000,00
Dont - Grosses réparations dans les lycées publics (12200501)	-15 000,00
en Frais d'études(2031)	-15 000,00
en Constructions(2313)	0,00

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc147366-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-301

DU 3 JUILLET 2019

ACCÈS INTERNET TRÈS HAUT DÉBIT DANS LES LYCÉES FRANCILIENS 2ÈME RAPPORT POUR 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU Le code de la commande publique ;

VU Le code des postes et télécommunications et notamment son article L.32 ;

VU La délibération n° CP 15-596 du 8 octobre 2015 relative à la participation de la Région Ile de France à un groupement de commandes avec le département des Yvelines pour l'activation de l'accès Internet très haut débit des EPLE ;

VU La délibération n° CP 17-042 du 27 janvier 2017 relative à la mise en œuvre du très haut débit dans les lycées franciliens redevance mensuelle bande passante pour 2017 ;

VU La délibération n° CP 17-173 du 17 mai 2017 relative à la mise en œuvre du très haut débit pour les lycées et CFA du Val d'Oise ;

VU La délibération n° CP 18-044 du 24 janvier 2018 relative à l'accès internet très haut débit dans les lycées franciliens - Nouveaux lycées à connecter et redevance d'exploitation et de bande passante pour 2018 ;

VU La délibération n° CP 18-309 du 4 juillet 2018 relative à la mise en œuvre de l'accès Internet très haut débit pour les lycées franciliens. Raccordement au très haut débit de lycées du Val d'Oise, des Hauts-de-Seine et de l'Essonne ;

VU La délibération n° CP 19-019 du 24 janvier 2019 relative à l'accès Internet très haut débit dans les lycées franciliens nouveaux lycées à connecter et redevance d'exploitation et de bande passante pour 2019 ;

VU La délibération n° CR 84-16 du 16 juin 2016 relative aux lycées 100% numérique ;

VU La délibération n° CP 14-225 du 10 avril 2014 relative à l'adhésion au groupement de commandes du SIPPEREC ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n°CR 93-15 du 18 décembre 2015 donnant délégation de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU Le budget de la région d'Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-301 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

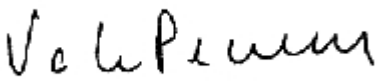
Article 1 :
Approuve la convention avec Yvelines Numériques, figurant en annexe 1 à la délibération, définissant les engagements des parties quant à l'accès à la centrale d'achats d'Yvelines Numériques et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

Article 2 :
Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **53 476 €** sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-017 « Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics », action 12201709 « Accès Internet THD lycées publics » du budget régional 2019.

Article 3 :
Affecte une autorisation de programme d'un montant de **469 425 €** sur le chapitre 902 « enseignement », code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-005 (122005) « Grosses réparations dans les lycées publics », action « Grosses réparations dans les lycées publics » (12200501) du budget régional 2019.

Article 4 :
Affecte une autorisation de programme d'un montant de **78 000 €** sur le chapitre 902 « enseignement », code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-008 (122008) « Équipement des lycées publics», action «Développement des TICE et des ENT» (12200803) du budget régional 2019.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Convention Yvelines Numériques

CONVENTION CADRE POUR L'ETUDE ET LA REALISATION DE PRESTATIONS DE SERVICES ENTRE YVELINES NUMERIQUES ET LE BÉNÉFICIAIRE DE _____

INFORMATIQUE DE GESTION

ENTRE :

Le Syndicat Mixte Ouvert « Yvelines Numériques », Etablissement public doté de la personnalité morale, situé en l'Hôtel du département, 2 place André Mignot – 78012 Versailles, créé par arrêté préfectoral en date du 12 avril 2016 et représentée par le Président du Comité syndical, dûment habilité à cet effet par une décision du Comité syndical en date du 15 juin 2017.

Ci-après dénommée «Yvelines Numériques », ou le « Syndicat »,

D'une part,

ET

_____, située à _____,

Représenté par _____, dûment habilité par _____,

Ci-après dénommée « le bénéficiaire»,

D'autre part,

PRÉAMBULE

Vu les dispositions du Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.5721-3 ;

Considérant qu'en application des dispositions des articles précités du CGCT, une collectivité peut se grouper avec un établissement public, par convention, pour l'étude et l'exploitation de services présentant un intérêt commun pour chacune des parties.

Considérant que par délibération du Conseil départemental des Yvelines en date du 18 décembre 2015, le Département des Yvelines a décidé de créer un Syndicat Mixte Ouvert en charge à titre principal de l'aménagement numérique et à titre facultatif de la mise en œuvre du Schéma départemental d'aménagement numérique, de la vidéoprotection et du numérique dans les établissements d'enseignements.

Considérant que les statuts d'Yvelines Numériques, habilitent, à titre complémentaire, ledit Syndicat à réaliser pour ses membres et pour d'autres collectivités territoriales ou personnes publiques des missions de coopération, coordination et prestations de services se rattachant à ses compétences ou dans le prolongement de celles-ci, y compris par des groupements de commandes ou en tant que centrale d'achats.

Considérant qu'Yvelines Numériques a mis en œuvre, avec l'aide notamment du Département et des Collectivités territoriales intéressées, un plan d'extension du réseau départemental de communications électroniques en fibre optique permettant le raccordement de nombreux sites de le bénéficiaire, et rendant par là même possible la mise en place de nouveaux services.

Considérant que le Comité syndical d'Yvelines Numériques a délibéré le 31 janvier 2017 sur la création d'une centrale d'achats et ses conditions de fonctionnement, conformément aux statuts.

Considérant que le Comité syndical d'Yvelines Numériques a délibéré le 28 septembre 2017 sur la modification de ses statuts, permettant notamment d'identifier l'activité « Informatique de Gestion ».

Considérant que le bénéficiaire souhaite bénéficier des outils et de l'expertise développés par Yvelines Numériques, au bénéfice du bon fonctionnement de son administration, afin de profiter pleinement des offres numériques proposées.

Considérant qu'il convient dans ce cadre de fixer les modalités selon lesquelles le bénéficiaire entend confier à Yvelines Numériques des prestations d'études et de services.

CECI RAPPELÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er : Objet

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de réalisation par Yvelines Numériques de prestations de services et d'études au titre de l'Informatique de Gestion dont le bénéficiaire peut bénéficier pour son fonctionnement administratif.

La présente prestation concerne les seules modalités d'exécution du service en cause et non la compétence concernée, qui reste dévolue au bénéficiaire.

Les prestations proposées par Yvelines Numériques sont :

- des prestations effectuées directement par les équipes du Syndicat et/ou en partenariat avec d'autres acteurs publics, détaillés au sein de la présente convention de prestations ;

- l'accès à la Centrale d'achats d'Yvelines Numériques

Il est convenu que, par la conclusion de la présente convention, le bénéficiaire devient Membre de la centrale d'achats d'Yvelines Numériques et pourra, à sa seule initiative, accéder au segment « Informatique de Gestion » du catalogue de fournitures et de services de ladite centrale d'achats et effectuer des commandes, dans les conditions détaillées en annexe des présentes.

Article 2 : Liste des bâtiments et services

Les bâtiments et services communaux objet de la présente convention seront déterminés, le cas échéant, lors de la réunion de lancement

Article 3 : Obligations d'Yvelines Numériques

- Le Syndicat s'engage à proposer, par ses propres équipes ou via des partenariats avec d'autres acteurs, toute prestation d'études et de services portant sur le système d'information du bénéficiaire

En fonction de ses besoins, et après concertation préalable avec Yvelines Numériques, formalisée par un relevé de décisions le cas échéant, sur les objectifs et modalités des prestations, le bénéficiaire pourra commander une ou plusieurs prestations.

Article 4 : Obligations du bénéficiaire

En vue de la réalisation des prestations, le bénéficiaire remettra le cas échéant au Syndicat les éléments nécessaires à la bonne exécution des prestations commandées lors de la réunion de lancement.

Article 5 : Planning de réalisation

Le calendrier prévisionnel de réalisation des prestations sera défini en concertation avec le bénéficiaire.

Article 6 : Conditions financières

Pour les prestations commandées par le bénéficiaire et réalisées par Yvelines Numériques conformément à l'article 3 de la présente convention, le Syndicat facturera le bénéficiaire, conformément aux barèmes en vigueur du catalogue.

Article 7 : Information réciproque des parties

Les parties s'engagent à se tenir mutuellement et régulièrement informées de toute information utile relative aux avantages et inconvénients de toute nature relative aux prestations de services concernées par les présentes.

Article 8 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa notification par Yvelines Numériques au bénéficiaire, après accomplissement des formalités de transmission à la Préfecture, et s'applique pendant une durée de 3 ans.

Article 9 : Résiliation de la convention

Le bénéficiaire peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général.

Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par le bénéficiaire.

Le bénéficiaire peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations d'Yvelines Numériques telles que prévues à la présente convention.
Dans ce cas, le bénéficiaire adresse à Yvelines Numériques une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé.
Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, le bénéficiaire adresse à Yvelines Numériques la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation à Yvelines Numériques.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes.

Article 10 : Litiges

En cas de litiges sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention les parties se réuniront pour tenter de trouver une solution amiable.

Si une telle solution ne pouvait être trouvée dans un délai de 3 mois après apparition du litige celui-ci serait soumis au tribunal administratif de Versailles.

Fait à Guyancourt, le

Pour Yvelines Numériques,

Le Président

Pour le bénéficiaire,

_____

ANNEXE 1:

Délibération de création de la Centrale d'achats,

Catalogue Type de Fournitures et de Services de la Centrale d'achats « Informatique de Gestion ».

Conditions Générales de Recours (Ces conditions générales ont vocation à évoluer dans le temps, la dernière version mise à jour (dûment communiquée à ses membres par Yvelines Numériques – Centrale d'Achats) s'applique de plein droit).

Délibération Yvelines Numériques

Délibération affichée,
rendue exécutoire,
après transmission au
Contrôle de la Légalité
le :
AR n° :

2019-CSYN-02

COMITE SYNDICAL

DELIBERATION RELATIVE A LA CENTRALE D'ACHATS D'YVELINES NUMERIQUES

Le mercredi 20 février 2019, le Comité syndical d'Yvelines Numériques s'est réuni à l'Hôtel du Département sur convocation du Président du Comité syndical adressée le 11 février 2019

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, et notamment son article 26,

Vu les statuts d'Yvelines Numériques,

Vu l'arrêté n° 2019-01, relatif à la délibération n°2016-CSYN-004 en date du 20 mai 2016 portant délégation de compétence au Président, Madame Pauline WINOCOUR-LEFEVRE représentera le Président lors du Comité Syndical du 20 février 2019

Etaient présents avec voix délibératives :

Nom du délégué			Collectivité représentée	Absent (A)	Suppléé(e) par
M.	Pierre	Bédier	CD78	A	
Mme	Malika	Barry	CA SGBS	A	
M.	Bertrand	Coquard	CD78		
Mme	Cécile	Dumoulin	CD78	A	
M.	François	Garay	CU GPSO	A	
M.	Pierre	Gautier	CU GPSO	A	
M.	Daniel	Gouriou	CC Portes d'Ile-de-France	A	
M.	Stéphane	Hazan	CU GPSO	A	
Mme	Anne	Hery Le Pallec	CC Haute Vallée de Chevreuse		
M.	Philippe	Leblond	CC Cœur d'Yvelines	A	
Mme	Lina	Lim	CA SGBS	A	
M.	Jean-Jacques	Mansat	CC du Pays Houdanais		
M.	Karl	Olive	CD78	A	

Accusé de réception en préfecture
078-200062248-20190220-2019-CSYN-02-DE
Date de réception préfecture :

M.	Serge	Quérard	CA Rambouillet Territoires		
M.	Laurent	Richard	CC Gally Mauldre		
Mme	Pauline	Winocour-Lefèvre	CD78		
M.	Thierry	Doll	CA SGBS	démissionnaire	

Absents excusés : M. BEDIER, Mme DUMOULIN, Mme BARRY, M. GARAY, Mme LIM, M. GAUTIER, M. HAZAN, M. OLIVE

Pouvoir : **4**

- Mme BARRY à M. QUERARD
- Mme DUMOULIN à M. COQUARD
- M. GARAY à M. RICHARD
- M. OLIVE à Mme WINOCOUR-LEFEVRE

Le calcul du quorum s'établit comme suit :

Compétences	Membres	Quorum	Présents ou Représentés
Affaires générales	**17**	**9**	**10**

Le quorum étant atteint,

Le Comité syndical, après en avoir délibéré

A l'unanimité

ARTICLE 1 : Approuve les conditions générales de recours de la centrale d'achats annexées à la présente délibération afin d'intégrer le dispositif d'intermédiation

ARTICLE 2 : Approuve la mise à jour de la délibération 2017-CSYN-03 et notamment son article 1er relatif aux frais d'entrée pour les « autres pouvoirs adjudicateurs » liés à Yvelines Numériques par convention en ajoutant une catégorie « d'autres pouvoirs adjudicateurs » dont le détail suit :

- Structures rattachées à une commune et dotées d'un budget annexe (exemples : CCAS, Caisses des écoles, associations disposant d'un pouvoir adjudicateur notamment) : frais d'adhésion identiques à ceux de la commune de rattachement
- Collèges* et lycées* : 200€
- Syndicats intercommunaux comptant jusqu'à 5 communes : 900€
- Syndicats intercommunaux comptant entre 6 et 30 communes : 1500€
- Syndicats intercommunaux comptant plus de 31 communes, et syndicats mixtes : 3000€
- Etablissements d'enseignement supérieur et Centres de formation pour adultes : 1500€
- Organisations consulaires (exemples : CCI, Chambre des métiers, chambre de l'agriculture notamment) : 1500€
- Parcs naturels régionaux : 1500€
- Hôpitaux et établissements de santé publics : 3000€

Accusé de réception en préfecture
078-200062248-20190220-2019-CSYN-02-DE
Date de réception préfecture :

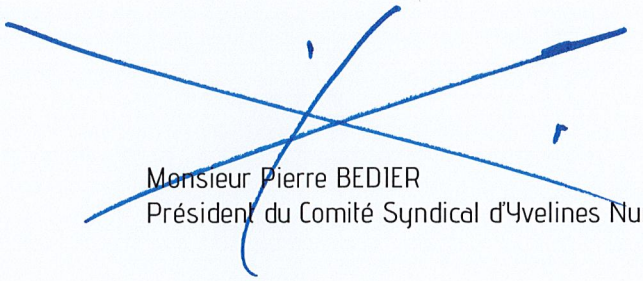
- HEPAD : 1000 €

Autres pouvoirs adjudicateurs (exemples : Région, Préfecture de Police, EPIC, bailleurs sociaux, Union européenne notamment) : 5000€

(*) Ces établissements gèrent de manière autonome leur budget notamment pour la téléphonie.

Les autres frais d'entrée ne sont pas modifiés.

La présente décision peut être attaquée par la voie d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Versailles, dans un délai de deux mois à compter de sa publication suivant les articles R.421-1 et R.421-2 du Code de justice administrative.



Monsieur Pierre BEDIER
Président du Comité Syndical d'Yvelines Numériques

Accusé de réception en préfecture
078-200062248-20190220-2019-CSYN-02-DE
Date de réception préfecture :

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc144077-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-217

DU 3 JUILLET 2019

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC LA SOCIÉTÉ SPR BÂTIMENT-LYCÉE ANDRÉ SABATIER À BOBIGNY

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU La délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée;

VU Le budget 2019 ;

VU Le règlement budgétaire et financier ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

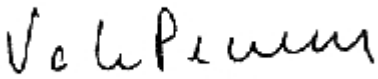
VU le rapport n°CP 2019-217 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide, d'approuver le protocole transactionnel ci-annexé avec la société SPR Bâtiment et autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France à le signer.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

03/07/2019 11:11:46

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXE A LA DELIBERATION

protocole transctionnel SPR

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

MARCHE DE TRAVAUX DE

RESTRUCTURATION PARTIELLE DU LYCEE ANDRE SABATIER

A BOBIGNY N° M13.247896

LOT 1 : GROS OEUVRE

ENTRE :

La région Ile-de-France représentée par Mme Valérie Pecresse, en sa qualité de présidente du conseil régional d'Ile-de-France, dûment habilitée à cet effet, par délibération [**A COMPLETER**] de la commission permanente en date du 24 janvier 2018 et domicilié en cette qualité, 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen,

Ci-après désignée « la région Ile-de-France »

D'UNE PART,

ET :

La société SPR Bâtiment, immatriculée au RCS de Créteil sous le numéro Siret 432 411 793 00017 et dont le siège social est situé au 88 avenue Jean Jaurès, TSA 80008, 94203 Ivry-sur-Seine Cedex, représentée par M. Bruno Verna, directeur général,

Ci-après dénommée « l'entreprise »

D'AUTRE PART,

AU PREALABLE, IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

Dans le cadre de la restructuration partielle du lycée André Sabatier à Bobigny (93), Séquano Aménagement, mandataire de la région Ile-de-France a contracté les différents marchés de travaux.

Le marché a été alloti en 8 lots :

1. Le gros œuvre, qui comprend :
    - 1.0. Désamiantage,
    - 1.1. Dépose, démolition,
    - 1.2. Gros œuvre, maçonnerie,
    - 1.3. Cloison, doublage,
    - 1.4. Faux plafond,
    - 1.5. Faïence et sols durs,

1.6. Sol souple,
1.7. Peinture, revêtements muraux
2. Les travaux d'étanchéité
3. Les travaux de menuiseries extérieures
4. Les équipements de cuisine
5. Les appareils élévateurs
6. Les menuiseries, qui comprennent :
6.1. Menuiseries intérieures
6.2. Agencement – mobiliers intégrés
6.3. Serrurerie
7. Les travaux de CVC-plomberie, qui comprennent :
7.1. Chauffage – ventilation,
7.2. Plomberie sanitaire,
7.3. Equipements spécialisés
8. Les travaux d'électricité, courants forts / courants faibles

Par marché n° M13.247896 notifié le 29 octobre 2013, il a été confié à l'entreprise les travaux relatifs au macro-lot n°1 « gros œuvre » d'un montant de 1 086 714,89€ HT, soit 1 299 711,00€ TTC (TVA en vigueur au moment de la notification du marché à 19,6%).

Par un ordre de service n°1 en date du 31 octobre 2013, le maître de l'ouvrage a fixé la date de démarrage des travaux au 4 novembre 2013. Cette date marque le point de départ de la durée d'exécution du chantier qui devait, donc, s'achever le 4 avril 2015.

La décision de procéder à la réception totale du marché avec réserves a été prononcée le 6 avril 2016, avec effet au 21 décembre 2015.

Par un courrier du 30 mars 2016, la société SPR a transmis au maître d'œuvre son projet de décompte final et a fixé le montant du marché à 1 022 199,61 euros HT.

Par un ordre de service n°30 en date du 30 juin 2016 et reçu le 3 août 2016, le mandataire a notifié à la société SPR le Décompte général qui fixe le montant total du marché à 952 020,10 euros HT hors révision.

Par un courrier du 12 septembre 2016, reçu le 15 septembre 2016, la société SPR a refusé de signer le Décompte général et a transmis un mémoire en réclamation au mandataire, chiffré à la somme de 2 233 217,47 euros TTC après révision, soit un reste dû de 1 071 880,57 euros TTC.

C'est sur cette base que par un courrier du 28 novembre 2016, la société SPR a saisi le Comité Consultatif Interdépartemental de Règlement Amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics (CCIRA).

Par son avis du 29 novembre 2017, le CCIRA a proposé d'accueillir partiellement la réclamation de la société SPR Bâtiment en arrêtant le montant du marché à la somme de 1 202 959,12 euros HT et en considérant que la Région devait :

- restituer à la société SPR la moins-value sur les travaux de 4 213,42 euros HT ;
- régler à la société SPR les travaux supplémentaires réalisés pour une somme de 246 725,61 euros HT ;

C'est dans ces conditions que les parties se sont rapprochées pour régler à l'amiable leur différend.

IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DU PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

Le présent protocole a pour objet de mettre un terme définitif au litige opposant l'entreprise et la Région Ile-de-France s'agissant des conditions d'exécution du marché de travaux pour la restructuration du Lycée André Sabatier à Bobigny (93).

ARTICLE 2 : CONCESSIONS RECIPROQUES

Les parties décident de se ranger à l'avis du CCIRA. Sur cette base :

- Sur la moins-value sur les prestations de base du marché :

La Région Ile-de-France renonce à l'application d'une moins-value de **4 213,42 euros H.T.**

L'entreprise renonce au règlement de ses prestations inachevées pour un montant de **85 781,37 euros H.T.**

- Sur les pénalités de retard :

L'entreprise accepte l'application d'une pénalité de retard à la livraison des sols de la cuisine pour un montant de **36 000 euros**.

- Sur la réfaction pour malfaçon des faïences :

L'entreprise accepte la réfaction pour malfaçon des faïences pour un montant de **8 700,00 euros H.T.**

- Sur les travaux modificatifs :

La Région Ile-de-France accepte de régler les travaux supplémentaires réalisés par l'entreprise pour un montant de **246 725,61 euros H.T.**

- Sur l'indemnisation des difficultés rencontrées au cours de l'exécution du marché :

L'entreprise renonce au versement de cette indemnisation.

ARTICLE 3 : MONTANT DEFINITIF DU MARCHE

Le montant arrêté du marché est de **1 202 959,13 euros H.T.** décomposé comme suit :

	Montants H.T.
	1 202 959,13 €
Marché initial	1 086 714,89 €
moins-value sur les prestations de base du marché	*-85 781,37 €*
réfaction pour malfaçon des faïences	*-8 700,00 €*
travaux modificatifs	*246 725,61 €*
indemnisation des difficultés rencontrées au cours de l'exécution du marché	*00,00 €*
Pénalités de retard	*-36 000 €*

La somme de **965 313 euros H.T. hors révisions** a déjà été payée en cours d'exécution du marché. L'échéancier de ces règlements figure dans le tableau de révisions joint.

Le solde s'élève donc à **237 646,13 euros H.T. hors révisions.**

Par ailleurs, conformément au détail figurant en annexe du présent protocole, les révisions sont arrêtées au montant de 531 .99 € HT soit un solde de - 1 944.37 euros H.T.

Le solde du marché, révisions comprises, s'élève donc à **235 701.76 euros H.T., soit 282 842,11 euros T.T.C.**

Le versement des sommes dues sera réalisé par virement sur le compte bancaire de la société SPR BATIMENT.

Conformément aux dispositions de l'article 1er du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 *relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique* le paiement interviendra dans un délai de 30 jours suivant l'entrée en vigueur du présent protocole.

ARTICLE 4 : RENONCIATION A TOUT RECOURS

Le présent protocole règle définitivement et sans réserve la situation financière de l'entreprise.

En conséquence, chacune des parties renonce irrévocablement à tous autres droits, actions ou demandes d'indemnités de quelque nature que ce soit à propos de faits antérieurs à la présente transaction et confèrent au présent protocole le caractère d'une transaction au sens des articles 2044 et suivants du code civil.

ARTICLE 5 : ENTREE EN VIGUEUR

Le présent protocole transactionnel entrera en vigueur dès sa notification par le mandataire de la région Ile-de-France à l'entreprise, après accomplissement des formalités de transmission en préfecture, conformément aux dispositions des articles L.4141-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 6 : ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Les litiges qui viendraient à s'élever entre les parties relativement à l'interprétation ou à l'exécution de la présente transaction seront soumis au tribunal administratif de Montreuil.

Fait à Bobigny, le
En un exemplaire original

Pour la Région Ile-de-France

Valérie PECRESSE
Présidente

La société SPR Bâtiment

Bruno Verna
directeur général

SPR BATIMENT ET INDUSTRIE
88, avenue Jean-Jaurès - 94200 IVRY-SUR-SEINE
Tél. 01 58 68 53 00 - Fax 01 58 68 53 01
SIRET 432 411 783 00041

Annexes :

- Calcul des révisions
- Courrier du 13/06/2018 relatif au paiement de ses sous-traitants par la société SPR
- Attestation de règlement du sous-traitant SPIE par la société SPR
- Impressions du site société.com attestant de la radiation des sociétés Baris Bâtiment et Elite Creative Agencement
- Attestation de règlement des sociétés Baris Bâtiment et Elite Creative Agencement par la société SPR
- Avis rendu par le CCIRA le 26/10/2017
- RIB de la société SPR BATIMENT

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc147363-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-302

DU 3 JUILLET 2019

GESTION FONCIÈRE DES EPLE - JUILLET 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code général de la propriété des personnes publiques

VU Le code de l'Education

VU La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010

VU Le budget de la région d'Ile-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-302 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'autoriser la présidente du conseil régional d'Ile de France à proposer au préfet de Région de se prononcer sur la désaffectation de la parcelle E 52 p pour une superficie de 734 m² et de la parcelle E 84 p pour une superficie de 290 m² du terrain d'assiette du lycée Les Côtes de Villebon à Meudon.

Article 2 :

Décide d'approuver la convention de mise à disposition au profit de l'entreprise Petit pour la réalisation de leurs travaux annexée à la présente délibération et autorise la présidente à la signer.

Article 3 :

Approuve la convention à conclure avec la société ENEDIS relative à la constitution d'une servitude pour l'implantation d'un autotransformateur de distribution publique sur l'emprise du terrain du lycée international à Noisy Le Grand, figurant en annexe de la présente délibération.

Autorise la présidente du conseil régional d'Ile de France à la signer ainsi que l'acte notarié afférent.

Article 4 :

Approuve la convention d'occupation du domaine public à conclure avec la société Enoris relative à l'occupation de la parcelle AI 26 sur une emprise d'une superficie de 337,80 m² figurant en annexe à la délibération.

Autorise la présidente du conseil régional d'Ile de France à la signer.

Article 5 :

Approuve la convention d'occupation du domaine public à conclure avec la société FODEGI relative à l'occupation d'une emprise de 9 m² de l'assiette foncière de la cité scolaire Camille See 75015 PARIS.

Autorise la présidente du conseil régional d'Ile de France à la signer.

Article 6 :

Autorise la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France, à proposer au Préfet de Région de se prononcer sur la désaffectation des locaux actuels du lycée Lazare Ponticelli à Paris 13 situés sur la parcelle cadastrée DM n° 5 d'une superficie de 3964 m².

Autorise le déclassement de la parcelle DM n° 5 sous réserve de la désaffectation par le Préfet.

Article 7 :

Accepte au profit de la région Ile de France, le transfert de propriété de l'Etat, à titre gracieux, des biens immobiliers suivants :

- Le lycée polyvalent de Cachan (regroupant les deux lycées Maximilien Sorre et Gustave Eiffel) situé au 63 avenue du Président Wilson sur la commune de Cachan.
Les parcelles concernées sont les suivantes : K n°34 d'une superficie de 22 283 m² et le volume 2 de la parcelle K n° 45 d'une superficie de 2 m² situées sur Cachan.

Autorise la présidente du conseil régional d'Ile de France à signer l'acte à intervenir.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Convention entreprise Petit et région pour l'occupation d'une emprise du lycée Leonard de Vinci à Levallois Perret

Convention d'occupation temporaire

d'un terrain du Lycée Léonard de VINCI à LEVALLOIS-PERRET (92300)

ENTRE :

- **La région Ile-de-France,** représentée par la présidente du conseil régional, Valérie PECRESSE, dument habilitée à signer la présente convention par délibération n° CP 2019-302 du 3 juillet 2019

ci-après dénommée « la Région »

ET :

- **ENTREPRISE PETIT,** Société par actions simplifiée au capital de 3.030.762 €, dont le siège Social est sis 2, rue du Cottage Tolbiac – ZAC Petit le Roy à Chevilly-Larue (94550), immatriculée au RCS de Créteil sous le numéro 784 131 641, représentée par Monsieur Nicolas SCHWEITZER, dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après dénommée **l'occupant**

PREAMBULE

La Région est gestionnaire d'un terrain situé 4 avenue Georges Pompidou 92300 LEVALLOIS PERRET.
Cette convention a pour objet de préciser les modalités de mise à disposition et d'occupation de ce terrain.

Article 1 - Objet

La Région autorise la société PETIT à occuper temporairement un terrain dont les photos du constat d'huissier sont annexées à la présente convention et qui est actuellement l'assiette foncière du lycée Léonard de Vinci situé au 4, avenue Georges Pompidou à LEVALLOIS-PERRET (92300)

Article 2 - Conditions

L'autorisation délivrée par la Région n'est pas constitutive de droits réels au sens des articles L.2122-20 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques.

Elle est consentie à titre personnel et ne peut être cédée ni à titre gratuit, ni à titre onéreux.

Article 3 - Durée

L'autorisation est consentie pour une période allant du 15/07/2019 au 30/09/2019 sauf résiliation avant terme par l'une des parties selon les conditions fixées à l'article 9.

Une demande de prorogation de durée pourra être notifiée par la société PETIT auprès de la REGION par courrier 15 jours minimum avant la date de son terme.

A la date d'expiration, les effets de la convention cesseront de plein droit. L'occupant ne pourra pas prétendre à son maintien dans les lieux en raison du caractère précaire et révocable de la convention.

Article 4 - Utilisation du terrain par l'occupant

Dans le cadre de la réhabilitation lourde du projet d'EUROPA situé au droit du 154, avenue Anatole France à LEVALLOIS-PERRET (92300), PETIT a sollicité la Région pour la mise en place de ses installations de chantier conformément aux dispositions présentées sur le projet joint à ce cette présente convention.
En effet, la société PETIT souhaite réaliser des travaux sur la façade en mitoyenneté comprenant notamment le montage d'un échafaudage de pied, la dépose des éléments constitutifs de la façade (menuiseries extérieures, pierre de façades), la reconstruction des éléments structurels pour projet futur, la dépose du l'échafaudage de pied, nettoyage et repliement de la zone concernées.

Article 5 - Remise en état

A expiration de la présente convention, la société PETIT prend à sa charge la remise des lieux en l'état d'origine.

Article 6 - Redevance

L'autorisation d'occupation temporaire des terrains est accordée à titre onéreux. La redevance d'occupation mensuelle s'élèvera à 17,90 euros TTC x 60 m² soit un montant forfaitaire de 2685 € TTC (emprise sur l'établissement suivant plan d'installation de chantier).

Conformément à l'article L.2125-4 du CGPPP « la redevance due pour l'occupation ou l'utilisation du domaine public par le bénéficiaire d'une autorisation est payable d'avance.

Article 7 - Protection contre l'intrusion

La protection contre l'intrusion sur les terrains mis à disposition est assurée par la l'occupant pendant la durée de la présente convention, selon les modalités de gestion de son choix.

Article 8 - Assurances

L'occupant est responsable de tout dommage causé par l'occupation du terrain mis à disposition. L'entreprise Petit doit souscrire les assurances garantissant toutes responsabilités lui incombant en raison de l'occupation.

Article 9 - Résiliation

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites.

La résiliation est effective à l'issue du délai de préavis de 30 jours commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'accusé de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;

- l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Article 10 - Date d'effet de la convention

La convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties.

Article 11 - Modifications

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par la Région.

Article 12 - Litiges

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation. Si néanmoins le désaccord persiste, le conflit sera porté devant la juridiction compétente.

Fait en deux exemplaires

Le
A Levallois-Perret
Pour la société PETIT
Signature :

Le
A Saint-Ouen

Pour la Région Ile-de-France
Signature :

ANNEXE :

plans d'installation de chantier du terrain concerné par cette occupation temporaire EUR-EXE-GOE-PIC-TNX-TZ-0104-0 - PIC Façades Ecole et Lycée daté du 26/04/19

Constat du référé préventif notifié par Maitre JOREZ

Servitude au profit de la société Enedis sur emprise du lycée international à Noisy le Grand

Commune : **NOISY LE GRAND**
Département : ***SEINE SAINT DENIS***
NOM du poste de distribution publique : ***«poisson»***

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
POUR L'IMPLANTATION D'UN POSTE DE DISTRIBUTION PUBLIQUE
SUR L'EMPRISE DU TERRAIN DU LYCEE INTERNATIONAL DE NOISY LE GRAND

Entre les soussignés :

La Société ENEDIS, société anonyme à conseil de surveillance et directoire au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numero 444 608 442, ayant son siège social Tour ENEDIS-34 Place des Corolles – 92079 PARIS LA DEFENSE Cedex, représentée par Madame Caroline CHANDANSON, agissant en qualité de chef d'agence patrimoine, Direction régionale IDF Est, dument habilitée à cet effet,

Désigné ci-après par l'appellation « ***ENEDIS***».

D'une part.

Et,

Nom : ***LA REGION ILE DE France.***
Adresse :***2 rue Simone Veil – 93400 SAINT OUEN***
Représentée par : ***Madame La Présidente, Valérie PECRESSE,*** dûment habilitée à cet effet par la délibération n° CP 2019-302 du 3 juillet 2019 et représentée par Monsieur Patrick TONDAT, Directeur Général Adjoint en charge du pôle lycées conformément à l'arrêté n°17-106 du 16 juin 2017.
Agissant en tant que propriétaire du terrain sis : **Promenade Marco Polo- NOISY LE GRAND**

Référence Cadastrale: Section: ***BP*** Numéro: **7 volume 4**

Désignée ci-après par l'appellation « ***le Propriétaire*** ».

D'autre part.

ENEDIS et le ***Propriétaire*** étant désignés, individuellement, la « ***Partie*** » et ensemble les « ***Parties*** ».

Il EST PREALABLEMENT EXPOSE :

Qu'en tant que gestionnaire du réseau de distribution d'électricité, ENEDIS est légalement investie de la mission de service public de distribution d'électricité (articles L 121-4 et L 322-8 et suivants du code de l'énergie), qu'elle

exerce au travers de contrats de concessions conclus avec les autorités locales compétentes en la matière (articles L. 322-1 et suivants du code de l'énergie ; article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales).

Que pour mener à bien sa mission, elle développe, construit, entretient et exploite des ouvrages, parmi lesquels figure un poste de distribution d'électricité.

Elle a sollicité du propriétaire la constitution d'une servitude grevant un terrain d'une superficie de ***23,50 m²,*** situé ***Promenade Marco Polo,*** sur la parcelle cadastrée Section **BP** Numéro: ***7***

C'est dans ces conditions que les Parties ont négocié et conclu la présente convention.

CECI ETANT EXPOSE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 –SERVITUDE CONSTITUTIVE DE DROITS RÉELS.

Le Propriétaire, qui déclare et garantit à ENEDIS être régulièrement Propriétaire du terrain nécessaire à l'implantation d'un autotransformateur, concède à ENEDIS, pour lui-même et pour ses ayants-droit, dans le cadre de la distribution publique d'électricité et dans les conditions fixées par la Convention, les droits suivants :

1.1 – Occupation.

Le Propriétaire consent à ENEDIS le droit d'occuper le terrain sur lequel est installé le poste dénommé ***«poisson»*** et tous les accessoires alimentant le réseau de distribution publique d'électricité, notamment les canalisations (le poste et ses accessoires étant ensemble désignés les « ***ouvrages*** »).

Il est annexé à la Convention un plan délimitant l'emplacement réservé à ENEDIS.

Les ouvrages seront entretenus et renouvelés par ENEDIS.

Le propriétaire consent à ENEDIS, au titre de cette occupation, un droit réel de jouissance spéciale sur l'emprise du terrain, en vue de l'exercice par ENEDIS de ses missions de service public et de gestionnaire de réseau de distribution.

1.2 – Droit de passage et d'utilisation.

1.2.1. Le Propriétaire consent à ENEDIS le droit de faire passer, en amont comme en aval du poste dont l'assiette est déterminée à l'article 1.1, toutes les canalisations électriques moyennes nécessaires pour assurer l'alimentation du poste.

1.2.2. Le Propriétaire reconnait à ENEDIS le droit d'utiliser les ouvrages et de réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc..).

1.3 – Droit d'accès.

Le plan, ci-annexé et approuvé par les Parties, situe le terrain, les canalisations et les chemins d'accès.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU PROPRIÉTAIRE.

Pour assurer la continuité de l'exploitation, le Propriétaire s'interdit de faire, sur et sous le tracé des canalisations électriques, aucune plantation, aucune culture, et plus généralement aucun travail et

aucune construction qui soit préjudiciable à l'établissement, à l'entretien, à l'exploitation et à la solidité des Ouvrages.

Le Propriétaire s'interdit notamment de porter atteinte à la sécurité des Ouvrages et d'entreposer des matières inflammables contre l'Autotransformateur ou d'en gêner l'accès.

Lorsque le propriétaire met à disposition d'ENEDIS un terrain, ce dernier reste la propriété du propriétaire. Afin que les Ouvrages soient et restent conformes à leur destination, les aspects extérieurs du terrain devront être entretenus et demeurer dans un bon état. Le propriétaire devra donc en assurer l'entretien et les éventuelles réparations.

ARTICLE 3 –MODIFICATION DES OUVRAGES.

Le Propriétaire conserve sur sa propriété tous les droits compatibles avec l'exercice de la servitude ainsi constituée par la Convention.

Tous les frais entraînés par une modification ou un déplacement des ouvrages seront à la charge de la Partie à l'origine de la modification ou du déplacement.

ARTICLE 5 – CESSION DES DROITS ET OBLIGATIONS D'UNE PARTIE.

5.1 - Cession des droits et obligations d'ENEDIS.

Le Propriétaire reconnait et accepte dès à présent que l'autorité organisatrice de la distribution d'électricité, en sa qualité de concédant, sera subrogée dans les droits et obligations d'ENEDIS au terme (normal ou anticipé) de la Concession. Cette subrogation interviendra de plein droit à la date à laquelle la Concession prendra fin, sans indemnité due au Propriétaire.

Toutefois, par dérogation à ce qui précède, l'exécution de la Convention se poursuivra *mutatis mutandis* en cas de renouvellement de la Concession au bénéfice d'ENEDIS

ARTICLE 6 – DOMMAGES.

ENEDIS prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, ou qui seraient causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable.

Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le montant de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu d'exécution de la présente convention.

ARTICLE 7 – DURÉE DE LA CONVENTION.

La Convention prend effet à compter de sa signature par les Parties.

Elle est conclue pour une durée de vie de l'ouvrage et produira ses effets pour la durée d'affectation du service public de distribution de l'électricité des ouvrages, et de tous ceux qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants.

Dans le cas où le poste viendrait à être définitivement désaffecté et déséquipé, rendant l'occupation du terrain sans objet, la Convention prendra fin de plein droit sans indemnité due de part ou d'autre, et ENEDIS fera son affaire de l'enlèvement des ouvrages.

ARTICLE 8 – REDEVANCE

En contrepartie des droits qui lui sont concédés, ENEDIS s'engage à verser au Propriétaire susnommé une redevance annuelle de ***six cent Euros*** **(600 €),** dès signature par les parties de la convention régularisée par acte authentique devant Notaire.

ARTICLE 9 – DROIT APPLICABLE ET LITIGES.

La Convention est soumise au droit français.

En cas de litige entre les parties portant sur l'interprétation ou l'exécution de la Convention, et sans préjudice des stipulations de l'article 6, les Parties s'efforceront de rechercher un règlement amiable à leur litige dans le mois suivant la saisine, d'une Partie par l'autre, dudit litige.

A défaut d'accord entre les Parties, le litige sera soumis au tribunal compétent du lieu d'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 – FORMALITÉS.

La convention sera réitérée par acte authentique pour être enregistrée puis publiée au service de la Publicité Foncière dans un délai de 30 jours suivant sa signature par les Parties.

Les frais d'enregistrement et de Publication seront à la charge d'ENEDIS.

L'acte authentique devra être signé par la présidente de la région Ile de France ou par délégation.

Article 11 – CORRESPONDANCE.

Tous les courriers échangés entre les Parties seront envoyés à l'adresse suivante :

- Pour le Propriétaire : à l'adresse figurant en entête de la Convention.
- Pour ENEDIS : Tour ENEDIS-34 Place des Corolles – 92079 PARIS LA DEFENSE Cedex

Fait en QUATRE EXEMPLAIRES,

A……, le …… A ……, le ……..

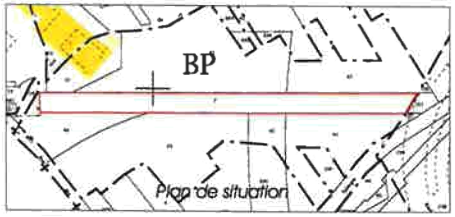
LE PROPRIETAIRE **L'*ELECTRICITE EN RESEAU***

(ENEDIS)

ENEDIS
34 place des Corolles
92079 PARIS LA DEFENSE

REPERAGE DU POSTE POISSON

NOISY-LE-GRAND (93160) - Parcelle Cadastrée section BP n° 7

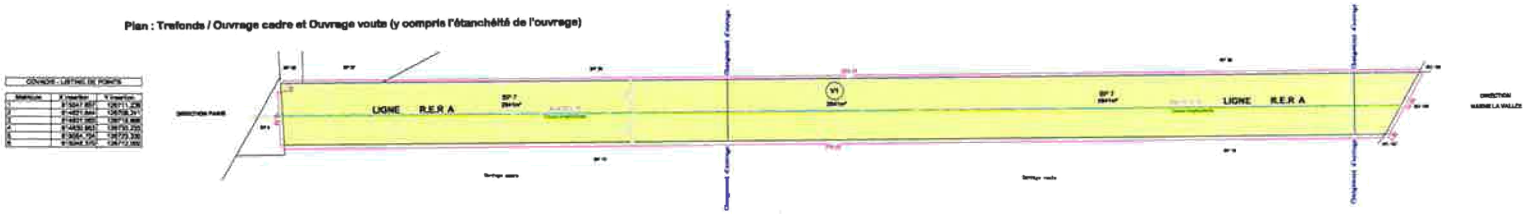


Echelle: 1/500è	Date: 17/11/2017	N° de dossier: 171015
Format: A3	Nivellement : NGF IGN 69 (Grq)	Système de coordonnées: LAMBERT-1

Indice	Date	Libellé	Etabl	Vérifié	Approuvé
	17/11/2017	Repérage du Poste Poisson sur la parcelle BP n° 7	J.C.	J.C.	J.C.

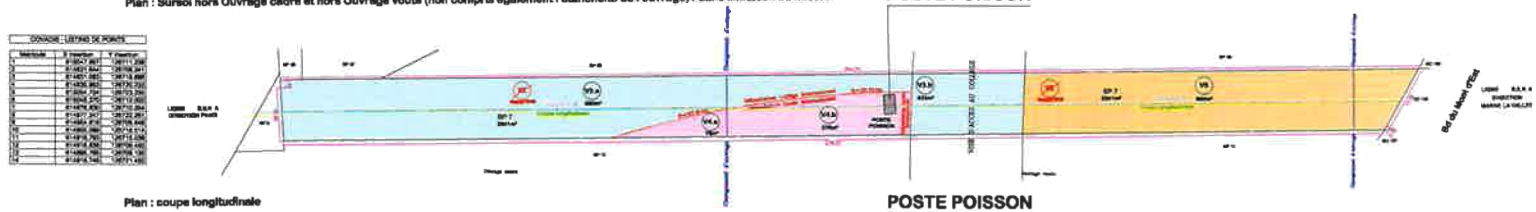
CABINET ROSEAU & ASSOCIÉS
S.A.R.L. des Géomètres Experts
www.cabinet-roseau.fr

Plan : Tréfonds / Ouvrage cadre et Ouvrage voute (y compris l'étanchéité de l'ouvrage)



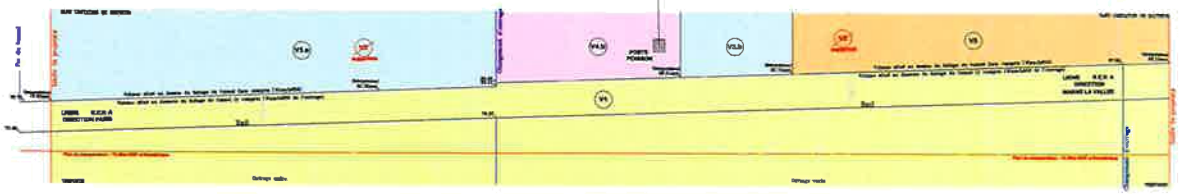
Plan : Sursol hors Ouvrage cadre et hors Ouvrage voute (non compris également l'étanchéité de l'ouvrage) / Sans limitation de hauteur

POSTE POISSON



Plan : coupe longitudinale

POSTE POISSON



N° 3265

Formule de publication

(pour l'établissement d'expéditions, copies, extraits d'actes ou décisions judiciaires à publier)

BUREAU DES HYPOTHÈQUES	DÉPÔT	DATE VOL
	2012 D N° 8456 EDDM : B490	Date : 20/11/2012 Volume : 2012 P N° 4321 TOTAL 125,00 EUR

8857803
LG/FMA/
Compte n°: 283679

Salaires : 15,00 EUR

Droits : 125,00 EUR

L'AN DEUX MILLE DOUZE,
LE quatre octobre
En l'Hôtel de Ville à NOISY-LE-GRAND (93160), 16 Boulevard de Mont d'Est,

Maître Xavier LIEVRE, Notaire associé soussigné, membre de la Société Civile Professionnelle « Yves MAHOT de la QUERANTONNAIS, Louis GOURRET, Xavier LIEVRE, Philippine MAHOT de la QUERANTONNAIS, Laurent FRANCHI, Frédéric JOUVION, Pierre-Alain GUILBERT, notaires», titulaire d'un Office Notarial dont le siège social est à PARIS (1er), 14 rue des Pyramides,

A REÇU le présent acte à la requête de :

L'ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMENAGEMENT DE LA VILLE NOUVELLE DE MARNE LA VALLEE, Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, ayant son siège social à NOISIEL (Seine et Marne), 5 boulevard Pierre Carle, identifiée sous le numéro SIREN 308 213 768 RCS MEAUX.

Représenté par :

Monsieur Vincent POURQUERY de BOISSERIN, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en sa qualité de Directeur Général d'EPAMARNE, nommé auxdites fonctions par arrêté de Madame la Ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, en date du 3 mars 2011, publié au Journal Officiel le 23 mars 2011.

EXPOSE

Les présentes s'appliquent à un ensemble immobilier situé à NOISY LE GRAND (93), lieudit Roger Salengro, actuellement cadastré :

- section BP numéro 7, lieudit Roger Salengro d'une contenance de 26a 41ca

Division de l'ensemble immobilier - Etat descriptif de division originaire

L'ensemble immobilier dont s'agit a fait l'objet d'un état descriptif de division et de modificatifs, savoir :

- ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION INITIAL

L'état descriptif de division a été établi suivant acte reçu par Maître BOISSEAU, Notaire à LAGNY SUR MARNE, le 16 mars 1995, dont une copie authentique de l'acte a été publiée au 4EME bureau des Hypothèques de BOBIGNY, le 29 mars 1995, repris pour ordre le 23 mai 1995, volume 95P numéro 1054, suivie d'une attestation rectificative reçue par Maître BOISSEAU, notaire à LAGNY SUR MARNE, le 18 mai 1995, dont une copie a été publiée audit bureau des hypothèques, le 23 mai 1995, volume 95P numéro 1640.

L'immeuble ou ensemble immobilier est divisé en 2 lots numérotés de 1 et 2.

Identification des lots

CECI EXPOSE, il est passé à la modification de l'état descriptif de division en volumes objet des présentes.

ARTICLE 1 – OBSERVATION LIMINAIRE

A/ Observation liminaire générale

Le présent MODIFICATIF DE L'ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION VOLUMETRIQUE s'applique à une infrastructure édifiée sur le terrain dont la désignation suit et qui comportait DEUX VOLUMES, ci-après dénommés.

B/ - Principes de Division

Les constructions édifiées dans les volumes définis ci-dessous sont soit superposées, soit contiguës, soit superposées et contiguës.

Sous réserve des indications autres qui résulteraient de la définition de chaque volume telle que donnée dans le modificatif de l'état descriptif de division ci-dessous, le *principe est* :

- que les limites des volumes ci-dessous décrits sont, en tout état de cause, dans les plans verticaux dans l'axe des murs ou voiles séparatifs séparant deux volumes bâtis, et au nu ou parement extérieur du mur séparant un volume bâti et un volume non bâti, ledit mur étant inclus.

C/ - Précisions Techniques

Chaque volume créé aux présentes constitue une entité décomposée en fractions de volumes élémentaires, limitées par une altitude inférieure et une altitude supérieure.

Certains volumes peuvent le cas échéant avoir une altitude variable, en particulier, ceux délimités par le sol naturel.

Les volumes ou fractions de volumes créés aux présentes sont définis en planimétrie et en altimétrie, à partir des plans et coupes dressés en octobre 1990 et modifiés en janvier 1991 par le Cabinet KELLER DE SCHLEITHEIM et MOULIRA, Géomètres Experts Associés, à NOISY LE GRAND 93.

En planimétrie, ils sont délimités par des périmètres définis en coordonnées X, Y rattachées au système N.T.F Lambert I.

Les superficies de base ainsi que l'assiette foncière ont été calculées d'après les plans établis par le cabinet ROSEAU -KARACHI et Associés.

En altimétrie, les altitudes inférieures et supérieures de chaque volume ou fraction de volume sont exprimées par référence au système «N.G.F orthométrique» dans le tableau ci–après.

Ces cotes sont des altitudes déterminées par le Cabinet ROSEAU -KARACHI et Associés au moyen de mesures graphiques sur plans par interpolation. Aucun propriétaire de volume ne pourrait s'en prévaloir dans le cas ou il apparaîtrait quelques différences.

ARTICLE 2 - DESIGNATION DU TERRAIN

L'ensemble immobilier, objet du présent MODIFICATIF DE L'ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION EN VOLUMES, est situé à NOISY LE GRAND (Seine Saint Denis), Maille Horizon II, Ligne A du R.E.R. Tunnel en sortie du Mont d'Est sous les références suivantes :

« Section BP numéro 7, pour une contenance de 26 ares 41 centiares.

ARTICLE 3 - DESIGNATION DES VOLUMES TEL QU'ILS RESULTENT DE L'ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION EN VOLUMES INITIAL

VOLUME UN (V1) INITIAL DEVOLU AU TUNNEL DU R.E.R. LIGNE A

« Un volume situé sous le faitage du tunnel R.ER. délimité par le plan incliné passant par les altitudes NGF orthométriques 79.70 à l'ouest et 87.80 à l'est du tunnel, y compris l'étancheïté et constitué de l'ouvrage dans ses différentes structures cadre et voute, de ses équipements (réseaux, installations propres à la circulation des rames etc...)et du tréfonds, sous une emprise de deux mille six cent quarante et un mètres carrés.

Tel que ce lot est représenté sous la teinte verte au plan annexé. »

Plan du 30/01/90 :

Volume situé au dessous du faitage du tunnel compris entre les niveaux 79.70env. et 87.8env. ***(y compris l'étanchéité de l'ouvrage)***

Ce volume est constitué par les paramètres ci-après désignés :

Une superficie de base de 2641 m², ayant pour limite le polygone délimité par les points : 1, 2, 3, 4, 5 et 6 dont les valeurs numériques sont figurées dans le tableau des coordonnées ci-après annexé, de côte altimétrique inférieure sans limite de profondeur (tréfonds) et de côte altimétrique supérieure variable précisions faites par interpolation sur les limites de propriété et non sur l'extrémité des ouvrages - 79,90m environ à 88,10m environ (NGF orthométrique).

Tel que ledit volume figure sous teinte verte aux plans demeurés annexés.

VOLUME DEUX (V2) INITIAL

« Un volume situé au dessus du plan incliné passant par les altitudes NGF orthométriques 79.70 à l'ouest et 87.80 à l'est du tunnel, sans limitation en élévation sur une emprise de deux mille six cent quarante et un mètres carrés.

Tel que ce lot est représenté sous la teinte vermillon au plan annexé. »

Plan du 30/01/90 :

Volume situé au dessus du faitage du tunnel compris entre les niveaux 79.70env. et 87.8env. ***(non compris l'étanchéité)***

Ce volume est constitué par les paramètres ci-après désignés :

Une superficie de base de 2641 m², ayant pour limite le polygone délimité par les points : 1, 2, 3, 4, 5 et 6 dont les valeurs numériques sont figurées dans le tableau des coordonnées ci-après annexé, de côte altimétrique inférieure précisions faites par interpolation sur les limites de propriété et non sur l'extrémité des ouvrages - 79,90m environ à 88,10m environ (NGF orthométrique) et de côte altimétrique supérieure sans limitation de hauteur.

Tel que ledit volume figure sous teinte vermillon aux plans demeurés annexés.

ARTICLE 4 – DIVISION DU LOT DE VOLUME DEUX

Le lot de volume DEUX ci-dessus désigné est supprimé pour être remplacé par les lots de volumes TROIS, QUATRE et CINQ dont la désignation suit :

VOLUME TROIS (V3) CREE ISSU DE LA DIVISION DE V2 SUPPRIME

1) V3.a (fraction de V3)

Ce volume est constitué par les paramètres ci-après désignés :

Une superficie de base de 980 m², ayant pour limite le polygone délimité par les points : 2, 3, 4, 14, 11 et 13 dont les valeurs numériques sont figurées dans le tableau des coordonnées ci-après annexé, de côte altimétrique inférieure variable précisions faites par interpolation sur les limites de propriété et non sur l'extrémité des ouvrages - 79,90m environ à 83,10m environ et de côte altimétrique supérieure sans limitation de hauteur (NGF orthométrique). **Non compris l'étanchéité**

Tel que ledit volume figure sous teinte bleue aux plans demeurés annexés. (Annexe **PLAN**)

2) V3.b (fraction de V3)

Ce volume est constitué par les paramètres ci-après désignés :

Une superficie de base de 423 m², ayant pour limite le polygone délimité par les points : 8, 14, 11, 10, 9 et 7 dont les valeurs numériques sont figurées dans le tableau des coordonnées ci-après annexé, de côte altimétrique inférieure variable précisions faites par interpolation sur les limites de propriété et non sur l'extrémité des ouvrages - 83,85m environ à 85,72m environ et de côte altimétrique supérieure sans limitation de hauteur (NGF orthométrique). **Non compris l'étanchéité**

Tel que ledit volume figure sous teinte bleue aux plans demeurés annexés.

VOLUME QUATRE (V4) CREE ISSU DE LA DIVISION DE V2 SUPPRIME

1) V4.a (fraction de V4)

Ce volume est constitué par les paramètres ci-après désignés :

Une superficie de base de 70 m², ayant pour limite le polygone délimité par les points : 11, 12 et 13 dont les valeurs numériques sont figurées dans le tableau des coordonnées ci-après annexé, de côte altimétrique inférieure variable précisions faites par interpolation sur les limites de propriété et non sur l'extrémité des ouvrages – 82,26m environ à 83,10m environ et de côte altimétrique supérieure sans limitation de hauteur (NGF orthométrique). **Non compris l'étanchéité**

Tel que ledit volume figure sous teinte rose aux plans demeurés annexés.

2) V4.b (fraction de V4)

Ce volume est constitué par les paramètres ci-après désignés :

Une superficie de base de 276 m², ayant pour limite le polygone délimité par les points : 10, 11, 12 et 9 dont les valeurs numériques sont figurées dans le tableau des coordonnées ci-après annexé, de côte altimétrique inférieure variable précisions faites par interpolation sur les limites de propriété et non sur l'extrémité des ouvrages – 83,85m environ à 85,01m environ et de côte altimétrique supérieure sans limitation de hauteur (NGF orthométrique). **Non compris l'étanchéité**

Tel que ledit volume figure sous teinte rose aux plans demeurés annexés.

VOLUME CINQ (V5) CREE ISSU DE LA DIVISION DE V2 SUPPRIME

Ce volume est constitué par les paramètres ci-après désignés :

Une superficie de base de 892 m², ayant pour limite le polygone délimité par les points : 5, 8, 7, 1 et 6 dont les valeurs numériques sont figurées dans le tableau des coordonnées ci-après annexé, de côte altimétrique inférieure variable précisions faites par interpolation sur les limites de propriété et non sur l'extrémité des ouvrages – 85,72m environ à 88,10m environ et de côte altimétrique supérieure sans limitation de hauteur (NGF orthométrique). ***Non compris l'étanchéité***

Tel que ledit volume figure sous teinte bistre aux plans demeurés annexés.

REFERENCES PLANIMETRIQUES- LISTING DES COORDONNEES

Les points définis en coordonnées x, y de chaque volume sont déterminés en coordonnées rattachées au système Lambert I et reportés dans le listing des coordonnées ci-après.



Lot :	V3.a
Surface :	979.64 m²
Périmètre :	194.140 m

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Surface (m²)
11	614918.793	126715.039				
			399.5149	6.411		
14	614918.745	126721.450				
			299.1175	87.800		
4	614830.953	126720.233				
			195.4809	1.551		
3	614831.063	126718.686				
			196.4625	10.461		
2	614831.644	126708.241				
			99.1173	64.127		
13	614895.765	126709.130				
			84.0096	23.774	193.613	-5.79
11	614918.793	126715.039				

Lot :	V3.b
Surface :	422.51 m²
Périmètre :	144.012 m

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Surface (m²)
8	614977.247	126722.261				
			299.1175	58.508		
14	614918.745	126721.450				
			199.5149	6.411		
11	614918.793	126715.039				
			93.9208	36.442	193.613	-20.89
10	614955.069	126718.514				
			201.8686	8.568	518.700	0.10
9	614954.818	126709.949				
			99.1173	22.014		
7	614976.830	126710.254				
			2.2113	12.014	496.700	-0.29
8	614977.247	126722.261				

Lot :	V4.a
Surface :	70.27 m²
Périmètre :	52.451 m

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Surface (m²)
11	614918.793	126715.039				
			284.0096	23.774	193.613	5.79
13	614895.765	126709.130				
			99.1173	23.073		
12	614918.836	126709.450				
			399.5149	5.589		
11	614918.793	126715.039				

Lot :	V4.b
Surface :	276.25 m²
Périmètre :	86.638 m

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Surface (m²)
10	614955.069	126718.514				
			293.9208	36.442	193.613	20.89
11	614918.793	126715.039				
			199.5149	5.589		
12	614918.836	126709.450				
			99.1173	35.985		
9	614954.818	126709.949				
			1.8686	8.568	518.700	-0.10
10	614955.069	126718.514				

Lot :	V5
Surface :	891.76 m²
Périmètre :	174.416 m

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Surface (m²)
5	615054.704	126723.335				
			299.1175	77.465		
8	614977.247	126722.261				
			202.2113	12.014	496.700	0.29
7	614976.830	126710.254				
			99.1173	71.034		
1	615047.857	126711.239				
			37.7605	0.918		
6	615048.370	126712.000				
			32.4405	12.985		
5	615054.704	126723.335				

ARTICLE 4 - TABLEAU RECAPITULATIF

Pour les besoins de la publicité foncière, le Modificatif de l'Etat Descriptif de division en Volumes qui précède est résumé dans un tableau récapitulatif établi ci-après, conformément à l'article 71 du décret n° 55-90 du 7 Janvier 1959 pris pour l'application du décret n° 55-22 du 4 Janvier 1955, portant réforme de la publicité foncière.

TABLEAU RECAPITULATIF EXPRIME EN ALTITUDE (INTERPOLATION) « N.G.F Orthométrique »

Numéro de Volume	Nature	Altitudes système « NGF »		Surface de base (en m²)	Droit dans la propriété du sol
		Niveau bas Minimum (système N.G.F)	Niveau haut maximum (système N.G.F)		
1	Tréfonds et Tunnel R.E.R. Ligne A	Sans limitation de Profondeur	Altitude Variable 79.70m à 87.80m	2641m²	TOTALITE
2	Sursol hors Ouvrages Tunnel R.E.R. Ligne A	Altitude Variable 79.90m à 83.10m	Sans limitation de Hauteur	2641m²	VOLUME SUPPRIME Remplacé par les lots de volume 3, 4 et 5.
3.a	Sursol hors Ouvrages Tunnel R.E.R. Ligne A	Altitude Variable 79.90m à 83.10m	Sans limitation de Hauteur	980m²	TOTALITE
3.b	Sursol hors Ouvrages Tunnel R.E.R. Ligne A	Altitude Variable 83.85m à 85.72m	Sans limitation de Hauteur	423m²	TOTALITE
4.a	Sursol hors Ouvrages Tunnel R.E.R. Ligne A	Altitude Variable 82.26m à 83.10m	Sans limitation de Hauteur	70m²	TOTALITE
4.b	Sursol hors Ouvrages Tunnel R.E.R. Ligne A	Altitude Variable 83.85m à 85.01m	Sans limitation de Hauteur	276m²	TOTALITE
5	Sursol hors Ouvrages Tunnel R.E.R. Ligne A	Altitude Variable 85.72m à 88.10m	Sans limitation de Hauteur	892m²	TOTALITE

ARTICLE 5 - P L A N S

Plans

Sont demeurés joints et annexés aux présentes, les plans des niveaux suivants :

- le plan initial KELLER ;
- les plans en vue ;
- Coupe longitudinale.

Ce plan a été établi par le Cabinet ROSEAU -KARACHI et Associés, Géomètres- Experts - 9 bd Mendès France, Immeuble le Millenium, à BUSSY SAINT – GEORGES (BP17 – 77601 MARNE-LA-VALLEE CEDEX 3).

DOMICILE

Domicile est élu de plein droit au lieu de résidence du requérant.

PUBLICITE FONCIERE

Le *présent acte sera publié au 4ème Bureau des Hypothèques de* BOBIGNY, conformément à la loi du 10 Juillet 1965 et aux dispositions légales relatives à la publicité foncière.

POUVOIRS POUR PUBLICITE FONCIERE

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière, les parties agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs nécessaires à tout clerc habilité ou assermenté de la Société Civile Professionnelle dénommée en tête des présentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes *complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance* avec les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

FRAIS

Les frais des présentes sont supportés par l'EPAMARNE.

MENTION LEGALE D'INFORMATION

Conformément à l'article 32 de la loi n°78-17 «Informatique et Libertés» du 6 janvier 1978 modifiée, l'office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes. A cette fin, l'office est amené à enregistrer des données concernant les parties et à les transmettre à certaines administrations, notamment à la conservation des hypothèques aux fins de publicité foncière des actes de vente et à des fins foncières, comptables et fiscales.

Chaque partie peut exercer ses droits d'accès et de rectification aux données la concernant auprès de l'ADSN : service Correspondant à la Protection des Données, 95 avenue des Logissons 13107 VENELLES cpd-adsn@notaires.fr, 0820.845.988. Pour les seuls actes relatifs aux mutations immobilières, certaines données sur le bien et son prix, sauf opposition de la part d'une partie auprès de l'office, seront transcrites dans une base de données immobilières à des fins statistiques.

DONT ACTE sur douze pages

Comprenant
- renvoi approuvé : Sans
- blanc barré : sans
- ligne entière rayée : sans
- nombre rayé : sans
- mot rayé : sans

Paraphes

Fait et passé aux lieu, jour, mois et an ci-dessus indiqués.

Après lecture faite, le requérant a signé le présent acte avec le Notaire soussigné.

MENTION POUR LES BESOINS DE LA PUBLICITE FONCIERE

Pour les besoins de la publicité foncière, Maître Xavier LIEVRE Notaire associé soussigné, membre de la Société Civile Professionnelle « Yves MAHOT de la QUERANTONNAIS, Louis GOURRET, Xavier LIEVRE, Philippine MAHOT de la QUERANTONNAIS, Laurent FRANCHI, Frédéric JOUVION et Pierre-Alain GUILBERT, notaires, associés d'une société civile professionnelle titulaire d'un Office Notarial » dont le siège social est à PARIS (1er), 14 rue des Pyramides CERTIFIE et ATTESTE qu'il y a lieu de porter à l'acte ci-dessus les rectifications suivantes :

Page 4 : ARTICLE 4 – DIVISION DU LOT DE VOLUME DEUX

Le lot de volume DEUX ci-dessus désigné est supprimé pour être remplacé par les lots de volumes TROIS, QUATRE et CINQ dont la désignation suit :

Lot de Volume Trois (3):

Le volume considéré résulte de la somme des volumes partiels désignés ci-après :

3-a :

Sur une base superficielle de 980m2, espace ayant pour limite le polygone délimité par les points : 2, 3, 4, 14, 11 et 13 dont les valeurs numériques sont figurées *dans le tableau des coordonnées ci-après annexé, de côte altimétrique inférieure* variable précisions faites par interpolation sur les limites de propriété et non sur l'extrémité des ouvrages - 79,90m environ à 83,10m environ et de côte altimétrique supérieure sans limitation de hauteur (NGF orthométrique). **Non compris l'étanchéité**

Tel que ledit volume Trois figure sous teinte bleue au plan demeuré annexé.

3-b :

Sur une base superficielle de 423m2, espace ayant pour limite le polygone délimité par les points : 8, 14, 11, 10, 9 et 7 dont les valeurs numériques sont figurées dans le tableau des coordonnées ci-après annexé, de côte altimétrique inférieure variable précisions faites par interpolation sur les limites de propriété et non sur l'extrémité des ouvrages - 83,85m environ à 85,72m environ et de côte altimétrique supérieure sans limitation de hauteur (NGF orthométrique). **Non compris l'étanchéité**

Tel que ledit volume Trois figure sous teinte bleue au plan demeuré annexé.

Lot de volume Quatre (4):

Le volume considéré résulte de la somme des volumes partiels désignés ci-après :

4-a :

Sur une base superficielle de 70m2, espace ayant pour limite le polygone délimité par les points : 11, 12 et 13 dont les valeurs numériques sont figurées dans le tableau des coordonnées ci-après annexé, de côte altimétrique inférieure variable précisions faites par interpolation sur les limites de propriété et non sur l'extrémité des ouvrages – 82,26m environ à 83,10m environ et de côte altimétrique supérieure sans limitation de hauteur (NGF orthométrique). **Non compris l'étanchéité**

Tel que ledit volume figure sous teinte rose aux plans demeurés annexés.

4-b :

Sur une base superficielle de 276m2, espace ayant pour limite le polygone délimité par les points : 10, 11, 12 et 9 dont les valeurs numériques sont figurées dans le tableau des coordonnées ci-après annexé, de côte altimétrique inférieure variable précisions faites par interpolation sur les limites de propriété et non sur l'extrémité des ouvrages – 83,85m environ à 85,01m environ et de côte altimétrique supérieure sans limitation de hauteur (NGF orthométrique). **Non compris l'étanchéité**

Tel que ledit volume Quatre figure sous teinte rose au plan demeuré annexé.

Page 4 :

Il y a lieu d'insérer le paragraphe suivant :

EFFET RELATIF :

En ce qui concerne la parcelle cadastrée section BP n°7

Acte administratif en date du 13 octobre 2004, dont une copie authentique a été publiée au 4ème bureau des Hypothèques de BOBIGNY, le 22 octobre 2004, volume 2004P numéro 4901.

TABLEAU RECAPITULATIF EXPRIME EN ALTITUDE (INTERPOLATION)
« N.G.F Orthométrique »

Numéro de Volume	Volume partiel	Nature	Altitudes système « NGF »		Surface de base (en m²)	Droit dans la propriété du sol
			Niveau bas Minimum (système N.G.F)	Niveau haut maximum (système N.G.F)		
1		Tréfonds et Tunnel R.E.R. Ligne A	Sans limitation de Profondeur	Altitude Variable 79.70m à 87.80m	2641m²	TOTALITE
2		Sursol hors Ouvrages Tunnel R.E.R. Ligne A	Altitude Variable 79.90m à 83.10m	Sans limitation de Hauteur	2641m²	VOLUME SUPPRIME Remplacé par les lots de volume 3, 4 et 5.
3	3.a	Sursol hors Ouvrages Tunnel R.E.R. Ligne A	Altitude Variable 79.90m à 83.10m	Sans limitation de Hauteur	980m²	TOTALITE
	3.b	Sursol hors Ouvrages Tunnel R.E.R. Ligne A	Altitude Variable 83.85m à 85.72m	Sans limitation de Hauteur	423m²	TOTALITE
4	4.a	Sursol hors Ouvrages Tunnel R.E.R. Ligne A	Altitude Variable 82.26m à 83.10m	Sans limitation de Hauteur	70m²	TOTALITE
	4.b	Sursol hors Ouvrages Tunnel R.E.R. Ligne A	Altitude Variable 83.85m à 85.01m	Sans limitation de Hauteur	276m²	TOTALITE
5		Sursol hors Ouvrages Tunnel R.E.R. Ligne A	Altitude Variable 85.72m à 88.10m	Sans limitation de Hauteur	892m²	TOTALITE

Pour mention

Le Notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document, telle qu'elle est indiquée à la suite de leur nom ou de leur dénomination, lui a été régulièrement justifiée, et notamment pour l'EPA MARNE au vu de son extrait K-Bis

Il certifie la présente copie contenue en 16 pages, certifiée conforme à la minute et à l'expédition destinée à recevoir la mention de publicité foncière et approuve aucun renvoi, aucun mot nul.

A PARIS, le 16 novembre 2012



LOUIS KELLER DE SCHLEITHEIM
Géomètre Expert dplg
membre de l'ordre n° 2858

BERNARD MOULIRA
Géomètre Expert dplg
membre de l'ordre n° 1399

PLAN ANNEXE A L'ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION

Référence 3429
Archivage
Date 8.10.90
Modif 30/01/91

Noisy-le-Grand
Maille Horizon II

Ligne R.E.R
Tunnel en sortie du Mont d'Est
Section BP Nº 7

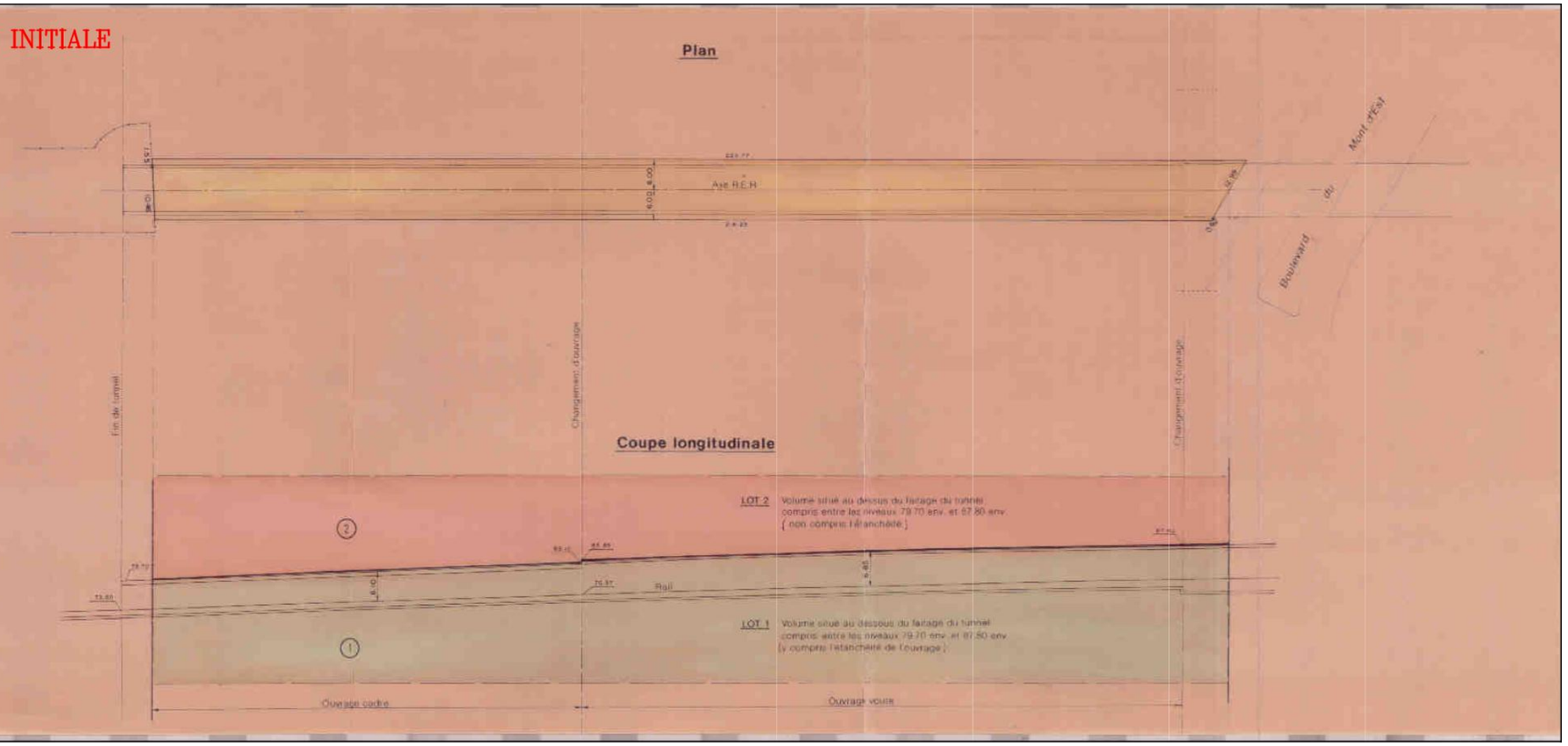
Superficie 2641m²

Echelle 1/500

Nivellement NGF orthométrique

SCP KELLER et MOULIRA 81, avenue Emile Cossonneau 93160 NOISY-LE-GRAND
Géomètres Experts Associés Téléphone : 43.03.46.92 - Télécopieur : 43.04.49.63

SITUATION INITIALE



MARNE LA VALLÉE
EPAMARNE

6, Esplanade Pierre Carle - BP 21 - 93160 NOISY-le-Grand Cedex
Tél. 43 03 46 46 - Fax 43 03 49 63 - minitel 43 03 49 63
Télex 690 630 F

Direction des Affaires Juridiques et Foncières

Ville de NOISY-LE-GRAND (93)
Maille Horizon II

MODIFICATIF DE L'E.D.D.V.

Ligne A du R.E.R. / Tunnel en sortie du Mont d'Est

Cadastre Section BP n° 7

Le volume V2 est supprimé. Il est divisé par les volumes V3 - V4 - V5 et leurs subdivisions

Echelle 1/500
Date : 06/11/2001

Géoréférencement IGN, Lambert I
Nivellement NGF orthométrique

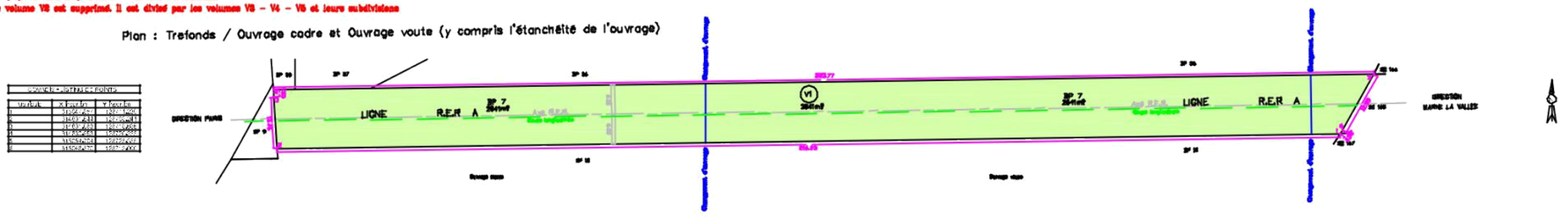
CABINET HERICAU S.A.R.L. de Géomètres Experts

Dossier H2000-767 / PC

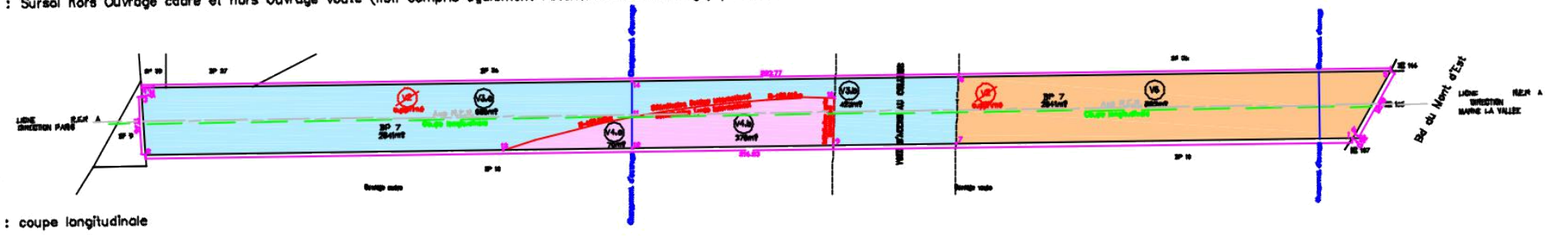
SITUATION FINALE

Le volume V2 est supprimé. Il est divisé par les volumes V3 - V4 - V5 et leurs subdivisions

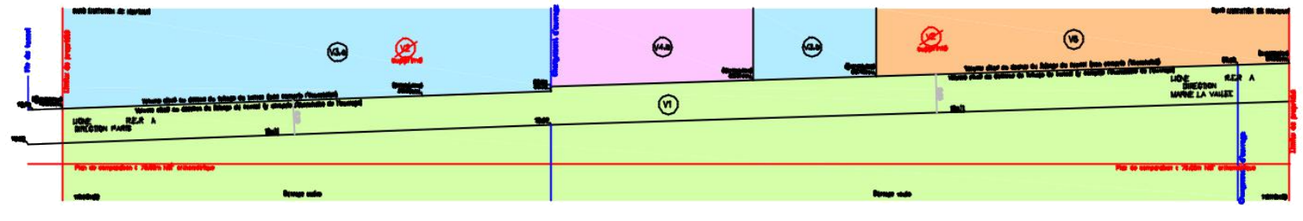
Plan : Trefonds / Ouvrage cadre et Ouvrage voute (y compris l'étanchéité de l'ouvrage)



Plan : Sursol hors Ouvrage cadre et hors Ouvrage voute (non compris également l'étanchéité de l'ouvrage) / Sans limitation de hauteur



Plan : coupe longitudinale



Echelle 1/500

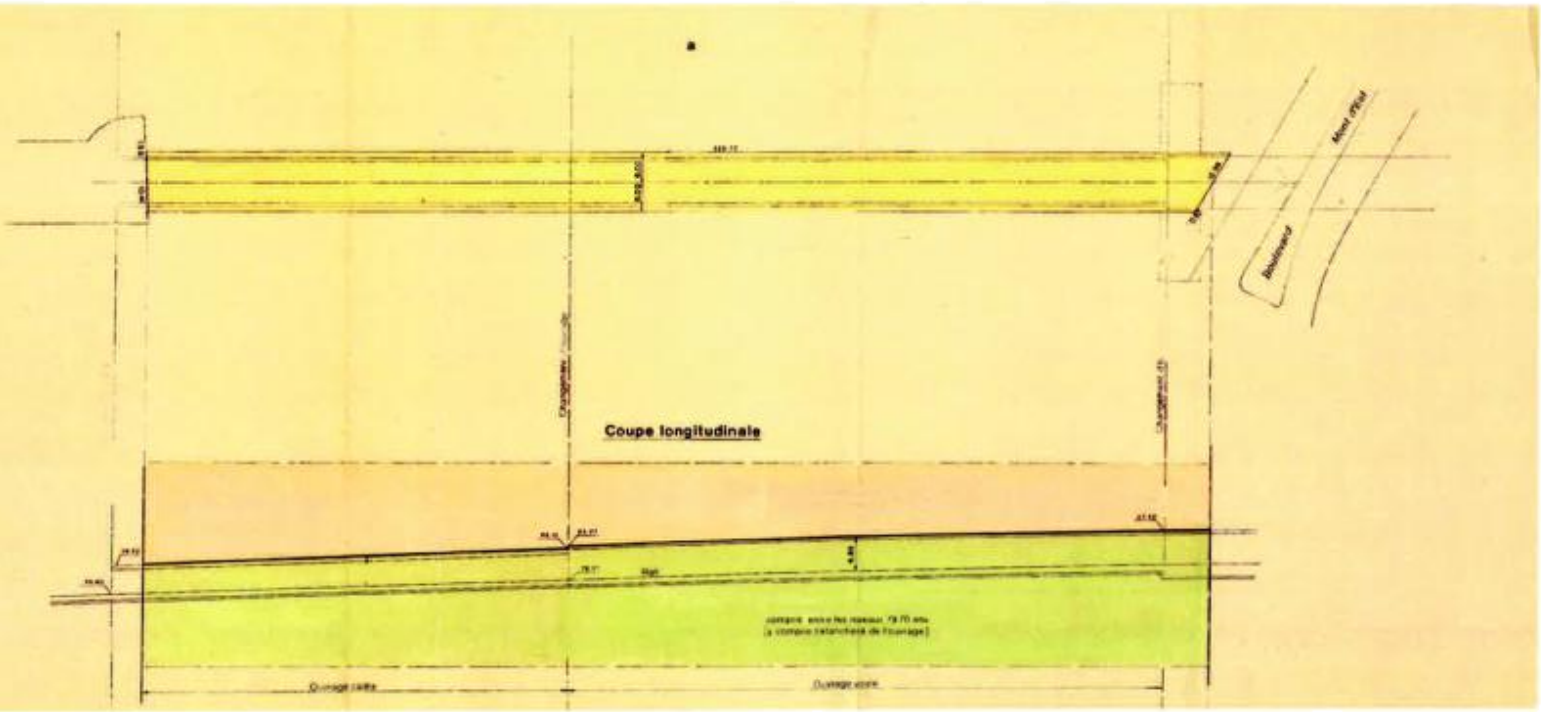
Géomètres
Experts

Géomètre Expert
Inspecteur de l'ordre

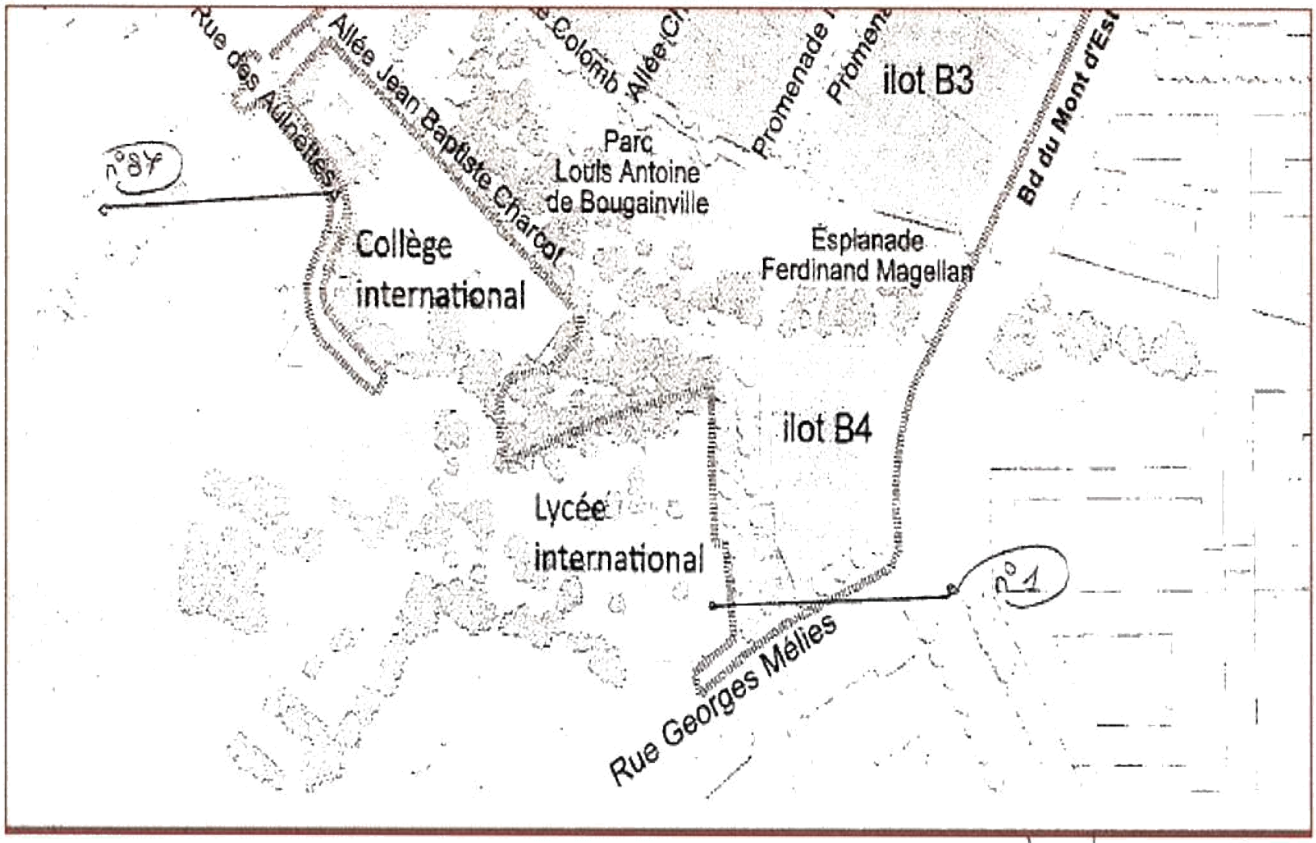
N NNEX TAT
I DE I N

N i le-Gran
Ma l e H

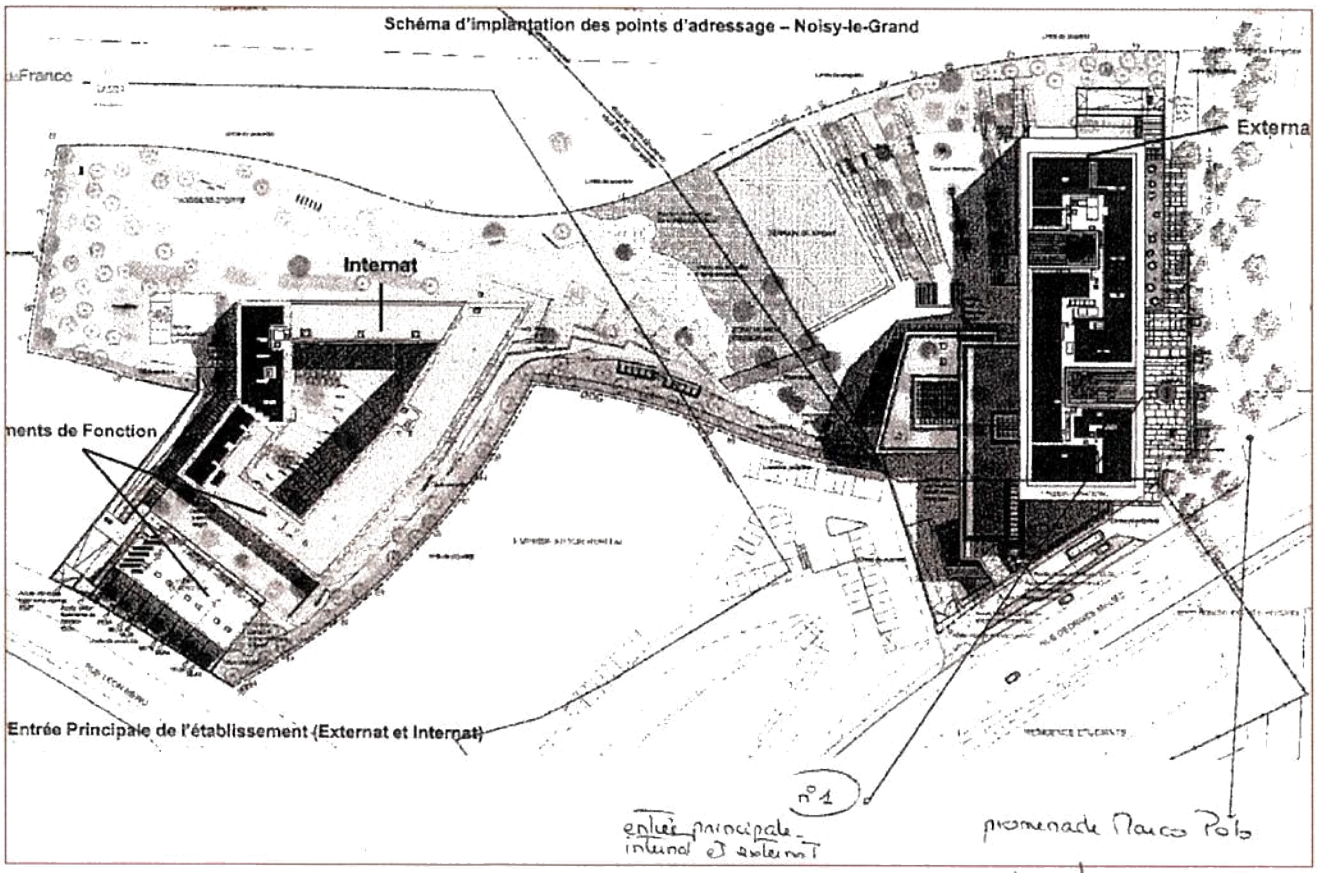
SCP KELLER et MOULIRA 85, avenue Emile Cossonneau - 91160 LONGJUMEAU (L'ORANGE)
Géomètres Experts Associés Téléphone : 43.03.46.92 - Télécopieur : 43.04.49.63



Plans situation

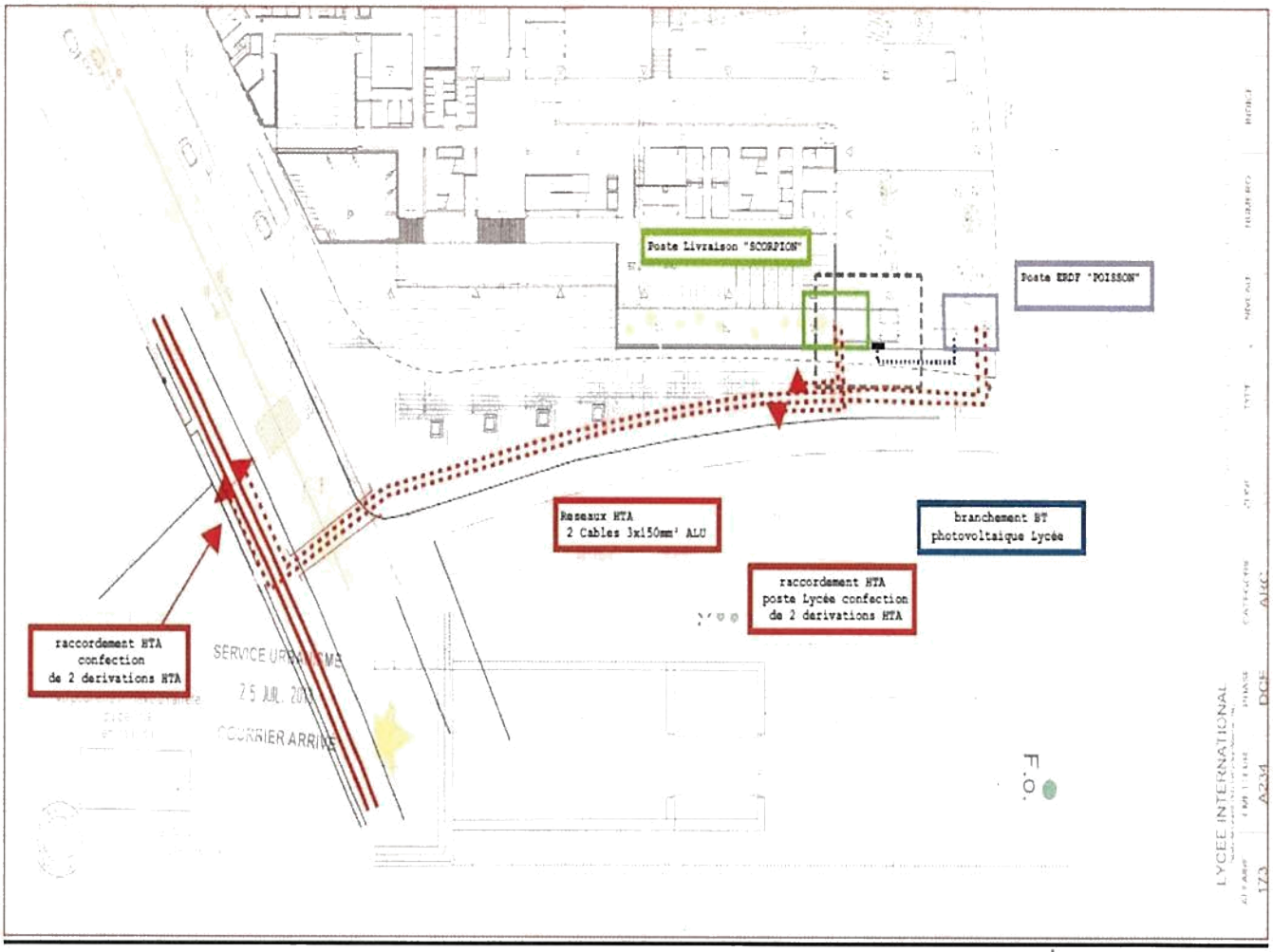


Vu et approuvé

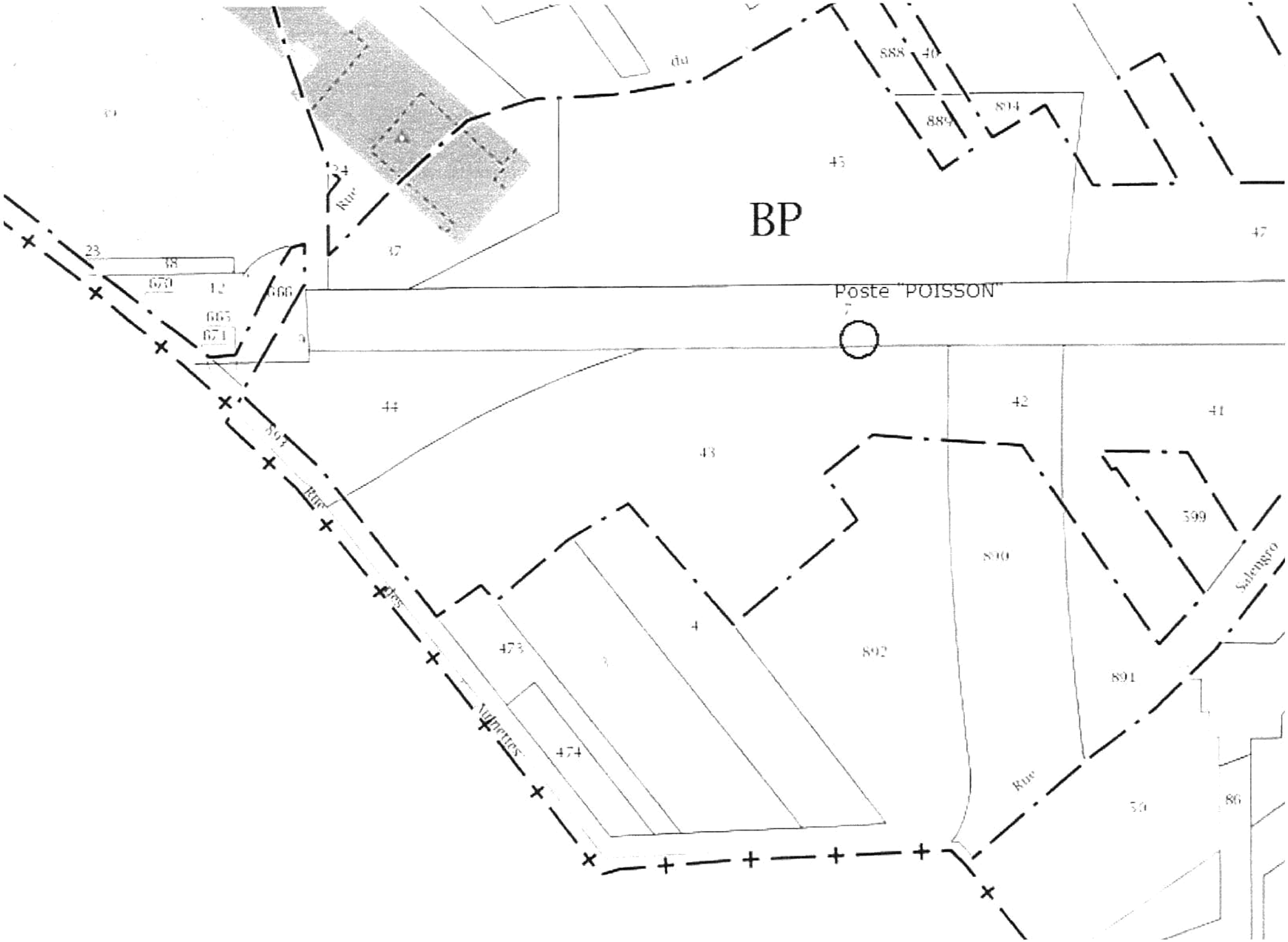


Vu et approuvé

Plan des ouvrages ERDF



Vu et approuvé


BP
Poste "POISSON"
Rue
Rue
Rue
Rue
Salengro
888
889
804
45
47
23
38
670
12
666
665
671
44
43
42
41
399
800
4
473
474
892
891
50
86

Convention d'occupation du domaine public avec la société Enoris

MASSY - ZAC Vilgénis

Convention de mise à disposition de terrain à titre provisoire

----

ENTRE :

La **Région Ile de France** personne morale de droit public, ayant son siège 2 rue Simone Veil – 93400 SAINT-OUEN, dont le numéro SIRET est 23750007900312.

Représentée par :
Madame Valérie PECRESSE
Agissant en qualité de Présidente du Conseil Régional d'Ile de France et spécialement autorisé à mettre à disposition une emprise du lycée de Vilgénis à MASSY par délibération n° CP xxx du xxx
Une copie de cette délibération est annexée aux Présentes. **(Annexe n°++)**

Ci-après désignée : « **La Région Ile De France** ».
D'une part,

ET :

La Société dénommée **ENORIS**, Société par actions simplifiée au capital de 200 000 €, dont le siège est à MASSY (91300), 17 route de la Bonde, identifiée au SIREN sous le numéro 804 182 673 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de EVRY.
Représentée par Monsieur Grégoire WINTREBERT, en qualité de Directeur Général,

Désignée ci-après "ENORIS"

D'autre part,

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

En tant que Délégataire du réseau de distribution de chaleur, la société ENORIS est légalement investie de la mission de service public de distribution de chaleur sur les communes de Massy et d'Antony, qu'elle exerce au travers d'un Contrat de Délégation de Service Public conclu avec les autorités locales compétentes en la matière, le Syndicat Mixte de Massy, Antony, Hauts de Bièvre et Chilly Mazarin (SIMACUR).

Que pour mener à bien sa mission, elle développe, construit, entretient et exploite des ouvrages parmi lesquels figurent un réseau de distribution de chaleur.

Que, pour les besoins de sa mission de service public, elle sollicite « **La Région Ile De France** » en vue de l'installation de deux canalisations de chauffage urbain pour l'alimentation de la ZAC VILGENIS, grevant un terrain de 337,80 m² sur la parcelle cadastrée numéro AI 26.

La ZAC VILGENIS sera développée sur les parcelles cadastrées section AI numéros 6, 7, 26 (partiellement) et BS numéros 411 et 412.

La programmation de la ZAC, telle qu'approuvée par le Conseil Municipal de Massy le 31 mars 2016, prévoit la création d'une Surface De Plancher (SDP) maximum de 89 000 m² avec la répartition suivante :
- 81 000 m² SDP à vocation de logements. Ces logements présenteront des typologies diversifiées (logement accession à la propriété, logement social, logement spécifique) afin de s'adapter au mieux aux différentes demandes enregistrées par la Ville et de permettre une certaine mixité urbaine et sociale.
- 6 000 m² SDP à vocation d'équipements publics, comprenant la création d'un groupe scolaire de 16 classes, une crèche de 45 berceaux et un nouvel équipement sportif (terrain de sport, piste d'athlétisme, aire de lancer).
- 2 000 m² SDP à vocation de commerces de proximité, activités et services (exemple : profession libérale).

1. <u>SUR L'AFFECTATION ACTUELLE A L'EPLE « LYCEE DE VILGENIS »</u>

La Commune est propriétaire d'une unité foncière sise à MASSY (Essonne) rue Jean Zay, rue du Docteur Schaffner et rue de Versailles, cadastrée Section AI Numéro 26, pour une contenance de 89.561 m².

Cette unité foncière supporte actuellement divers bâtiments et équipements affectés à l'usage de l'EPLE dit « Lycée de Vilgénis ».

A ce titre, cette unité foncière est mise à la disposition de la **Région Ile de France**, mise à leur disposition dans les conditions prévues par les articles L 214-6 et suivants du code de l'Éducation et notamment l'article L 214-7, ci-après littéralement rappelé :

« *La région est propriétaire des locaux dont elle a assuré la construction et la reconstruction.[...]*
Les biens immobiliers des établissements visés à l'article/e L. 214-6 appartenant à un département, une commune ou un groupement de communes peuvent être transférés en pleine propriété à la région, à titre gratuit et sous réserve de l'accord des parties. Lorsque la région effectue sur ces biens des travaux de construction de reconstruction ou d'extension ce transfert est de droit à sa demande et ne donne lieu au versement d'aucun droit, taxe, salaire, ou honoraires. »

ÉVOLUTION FUTURE DE CETTE AFFECTATION ET DÉSAFFECTATION DE LA PARCELLE ACCUEILLANT LE RÉSEAU DE CHAUFFAGE URBAIN

Une partie de cette unité foncière est comprise dans le périmètre emprunté par le réseau de chauffage urbain pour venir alimenter en chaleur la ZAC VILGENIS, et figure au plan ci-annexé (Plan établi par GEOBE).

Le terrain mis à disposition est une emprise de 337,80 m² issue de la division de la parcelle AI 26.

Il est rappelé que la décision de désaffectation, qui sera prise, entrainera de plein droit la fin de la mise à disposition du Terrain, en application des dispositions de l'article L. 1321-3 du Code général des collectivités territoriales. Cette mise à disposition ayant pris fin, la Commune recouvrera la faculté de disposer librement du Terrain.

Il incombera à la commune, suite à cette désaffectation, de conclure avec ENORIS, une convention relative à la constitution d'une servitude de passage de deux canalisations de chauffage urbain.

2. SUR LE BENEFICIAIRE

ENORIS, Délégataire du réseau de chauffage urbain des villes de Massy et Antony, mène la mission qui lui a été confiée par le SIMACUR via le contrat de Délégation de Service Public relative au chauffage urbain et à l'incinération des ordures ménagères effectif depuis le 1er décembre 2014.

3. Mise à disposition par la Région Ile de France à ENORIS

La présente convention définit les modalités de mise à disposition de l'emprise nécessaire à la réalisation du réseau de chauffage qui alimentera la ZAC Vilgénis.

La **Région Ile de France** mettra à la disposition d'**ENORIS** une emprise, afin de permettre la réalisation des travaux prévus dans le cadre de la fourniture en énergie de la ZAC Vilgénis, notamment l'intervention dans un talus herbé et la réalisation d'une clôture provisoire délimitant un périmètre de sécurité le temps des travaux. La zone de réalisation de ces travaux devra être sécurisée pour les lycéens dès la rentrée scolaire.

Cette emprise, est indiquée dans le plan joint en annexe. Cela correspond à l'emprise future des canalisations sur la parcelle et les abords nécessaires pour la réalisation des travaux.

Cette mise à disposition est formalisée par la présente convention d'occupation précaire, qui précise les modalités d'occupation de l'emprise, la durée de son occupation et les modalités de libération, compte tenu du calendrier des opérations à réaliser par **ENORIS**.

CECI EXPOSE, LES PARTIES ONT CONVENU CE QUI SUIT :

1. ARTICLE 1 - OBJET

La **Région Ile de France** met à la disposition d'**ENORIS**, qui accepte, le terrain lui appartenant désignés dans la présente convention. Cette mise à disposition est consentie :

- Aux risques et périls d'**ENORIS**,

- A titre précaire, et, en tout état de cause, n'est constitutive d'aucun droit réel autre que ceux visés dans la présente convention.

2. ARTICLE 2 – DESIGNATION DU TERRAIN MIS A DISPOSITION

La **Région Ile de France** met à disposition d'**ENORIS** une emprise telle qu'indiquée dans le plan joint en annexe, d'un terrain situé à MASSY (Essonne) dans le périmètre du Lycée VILGENIS et cadastré AI 26 pour une superficie de 337,80 m².

Cette emprise, nommée ci-après le « **terrain** », permettra la réalisation de l'alimentation en chaleur de la ZAC VILGENIS.

3. ARTICLE 3 – MODALITES DE LA MISE A DISPOSITION

3.1. Affectation et utilisation du terrain mis à disposition

3.1.1. Principe

ENORIS prend les lieux dans l'état où ils se trouvent à compter de la signature de la convention par les parties et jusqu'au 31 août.

Le terrain, objet de la présente convention, est mis à disposition d'**ENORIS** dans le strict cadre de l'exécution de son chantier. Dans ce cadre**, ENORIS** est autorisé à accéder et à occuper le **terrain** et à réaliser toutes les opérations nécessaires à l'exécution des travaux.
Toute autre utilisation du **terrain** est soumise à l'accord exprès de la **REGION ILE DE FRANCE**. **ENORIS** ne pourra exercer sur ce **terrain** aucune autre activité et, en fin d'occupation, ne pourra prétendre à aucune indemnité.

ENORIS s'engage à respecter le plan d'implantation en annexe, sous réserve de se voir demander de déplacer, à ses frais, les installations par la **REGION ILE DE FRANCE**.

Pendant le chantier de réalisation du réseau, le **terrain** devra rester clos y compris en dehors des horaires d'ouverture au public. **ENORIS** devra maintenir fermée l'emprise des travaux via une clôture de chantier.
ENORIS fera son affaire d'obtenir les autorisations et avis administratifs nécessaires, auprès des services compétents. La mise à disposition du **terrain** ne pourra se faire sans ces autorisations et avis.

Les éventuelles évolutions des limites du **terrain** mises à disposition devront faire l'objet d'un avenant à la présente. La demande d'évolution des limites, objet de l'avenant, devra faire l'objet des demandes d'autorisations administratives et avis nécessaires.

3.1.2. Travaux nécessaires à la mise à disposition

L'ensemble des travaux nécessaires à la mise à disposition, objet de la présente convention, sera réalisé par **ENORIS, à ses frais**. En particulier, **ENORIS** s'engage à :

- Indiquer à la **Région Ile de France** les modalités d'occupation (organisation travaux, calendrier, emprise des travaux, schéma des circulations maintenues (secours, usagers et livraisons).

- Mettre en place une signalisation adaptée pour l'accès au chantier.

- Sécuriser à ses frais pendant le chantier de réalisation du réseau de chauffage urbain, l'ensemble du **terrain** mis à disposition.

De plus, à l'issue de la mise à disposition, **ENORIS** s'engage à réaliser tous les travaux nécessaires à la remise en état du **terrain** (remise à niveau des sols, évacuation de déchets...), et à déposer et retirer toute installation ou équipement qui aurait été implanté sur **le terrain** objet de la présente convention et qui ne serait pas destiné à la réalisation du réseau de chauffage urbain.
Si les travaux nécessitent de déposer des aménagements, des revêtements de sol, etc…, **ENORIS** fera réaliser, à ses frais, les travaux de remise en état à l'identique, sauf avis contraire de la Région Ile de France et du Lycée.

3.2.1. Constat d'état des lieux de prise de possession

La prise de possession par **ENORIS** donnera lieu à un constat d'état des lieux contradictoire entre les parties.
ENORIS prendra possession **du terrain** en l'état.

3.2.2. Constat d'état des lieux de restitution

Lors de la libération de terrain par **ENORIS**, il sera établi un état des lieux de restitution.

Le terrain sera restitué libre et débarrassé de tous gravats, ordures, structures provisoires, structure de voirie, matériel de chantier, etc. qui ne seraient pas nécessaires au bon fonctionnement du futur réseau de chauffage urbain de la ZAC Vilgénis.

Si l'état du **terrain** lors de l'établissement de l'état des lieux de restitution n'est pas conforme à l'état des lieux réalisé à l'article 3.2.1., la **Région Ile de France** mettra en demeure **ENORIS** d'exécuter les travaux nécessaires dans les huit (8) jours. A défaut, la **Région Ile de France** pourra les faire exécuter aux frais, risques et périls d'**ENORIS**.

ARTICLE 4 – DUREE DE LA MISE A DISPOSITION

4.1. Principe

La présente convention prend effet à compter de la signature de la convention par les parties et prendra fin soit :

- à l'achèvement des travaux visés dans la présente convention,
- à la désaffectation de l'emprise concernée,
- au plus tard le 31 août 2019.

Toutefois, elle pourra être reconduite de manière expresse par période d'un mois. **ENORIS** présentera la reconduction pour une période d'un (1) mois au moins quinze (15) jours avant l'échéance de la convention par lettre recommandée avec accusé de réception. Les dispositions de la convention seront maintenues.

4.2. Sanction

La présente convention est révocable par l'une quelconque des parties par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis d'un mois.

Par ailleurs, la présente convention pourra être résiliée à tout moment sur l'initiative de la **RÉGION ILE DE FRANCE**, sans préavis, dans les cas suivants :

- si les activités sur le **terrain** étaient à l'origine de nuisances, désordres, dégradations, pollutions ou réclamations,
- en cas de défaut d'assurance de l'occupant,
- dans l'hypothèse où la **Région Ile de France** constaterait que **ENORIS** et ses entreprises utilisent ou autorisent l'utilisation du **terrain** par des tiers à toutes autres fins que la destination prévue par la présente convention,
- en cas de défaut de paiement par **ENORIS** de toute somme à sa charge. La **Région Ile de France** mettra en demeure **ENORIS** de remplir ses obligations dans le délai de huit (8) jours. A défaut de paiement dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit sans préavis.

La **Région Ile de France** notifiera à **ENORIS** la résiliation par lettre recommandée avec accusé de réception et exigera la libération immédiate des lieux.

Dans l'hypothèse où **ENORIS** ne s'exécuterait pas, la **Région Ile de France** pourra saisir le tribunal compétent pour faire constater la résiliation de la convention et obtenir la libération des lieux.

ARTICLE 5 – CONDITIONS FINANCIERES

Le **terrain,** objet de la présente convention, est mis à disposition au prix de 4,62 € HT/ml de tranchée occupée par an, à laquelle s'ajoutera la TVA au taux en vigueur. Soit 65,45 € HT/mois (4,62 €/ml/an x 170 ml / 12) pour la convention ci présente.

Cette redevance est à payer mensuellement à terme échu, à compter de la date de signature et jusqu'à la date d'échéance de la convention.

ARTICLE 6 – Droits et obligations

ENORIS s'oblige à maintenir le **terrain** clos et inaccessible au public.

ENORIS réalisera les aménagements à ses frais et veillera au respect et à la bonne conservation des biens.

ENORIS a l'obligation d'informer, sans délai, la **Région Ile de France** de tout fait même s'il n'en résulte aucun dégât apparent, dommage, détérioration, de nature à préjudicier le bien mis à sa disposition.

Par ailleurs, **ENORIS** doit disposer en permanence de toutes les autorisations requises pour les activités exercées et travaux réalisés, de sorte que la responsabilité de la **Région Ile de France** ne puisse jamais être mise en cause.

ENORIS s'engage à exercer son activité en prenant toute garantie nécessaire au respect de la législation en vigueur.

ENORIS ne pourra faire sur le **terrain** mis à disposition aucun travaux, sans le consentement exprès et écrit de la **RÉGION ILE DE FRANCE**.

La **Région Ile de France** se réserve la faculté de contrôler et de constater tout manquement aux obligations de conservation et d'entretien des biens mis à la disposition d'**ENORIS** et de ses entreprises.

ENORIS devra permettre l'accès au **terrain** à la **Région Ile de France** et ses représentants à chaque demande.

Tout manquement à ces obligations pourra entraîner la résiliation de plein droit par la **Région Ile de France** de la présente convention et le départ des lieux d'**ENORIS**, sans indemnités

ARTICLE 7 - ASSURANCES

ENORIS s'engage à souscrire une assurance de responsabilité civile (délictuelle, quasi-délictuelle, contractuelle, administrative, …) le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber en raison de dommages corporels, matériels, ainsi que ceux, immatériels, qui en sont la conséquence, causés aux tiers et à la **Région Ile de France** du fait de son activité.

En outre, la police d'assurance Responsabilité Civile doit pouvoir s'appliquer pour toute réclamation présentée par la **Région Ile de France**, après la date de cessation du contrat d'assurance, dès lors que cette réclamation se rattache à un fait survenu avant cette cessation et ayant donné lieu à une première réclamation avant cette date, de la part de la **Région Ile de France**.

ENORIS devra en outre déclarer immédiatement à sa compagnie d'assurances et informer en même temps la **Région Ile de France**, de tout sinistre ou dégradation se produisant dans les lieux, sous peine d'être rendue personnellement responsable du défaut de déclaration en temps utile.
En tout état de cause, **ENORIS** sera tenu d'avertir dans les meilleurs délais la **Région Ile de France** de la survenance de tout dommage causé, déclaré ou non.

D'une façon générale, **ENORIS** fournira à la **Région Ile de France** une copie de ses polices d'assurances sus mentionnées et des avenants éventuels, au plus tard cinq jours après la signature des présentes et, durant la durée de son existence sur simple demande de la **Région Ile de France**. La communication des contrats et de leurs avenants éventuels n'engage en rien la responsabilité de la **Région Ile de France** dans le cas où, à l'occasion d'un dommage, l'étendue des garanties ou le montant des assurances s'avéreraient insuffisants.

Au titre du présent article, constitue un motif de résiliation de plein droit de la présente convention, et suivant les modalités décrites en son article 4 :
- le défaut de conclusion d'un contrat d'assurance ou d'un nouveau contrat d'assurance en cas de cessation de ce dernier, quelle qu'en soit la modalité (résiliation ou résolution),
- l'existence d'un contrat d'assurance ne contenant pas toutes les exigences formulées au présent article.

La ou les compagnies d'assurances doit (doivent) avoir communication des termes spécifiques de la présente convention afin de rédiger en conséquence les garanties.

Pendant toute la durée de la présente mise à disposition, le terrain, la circulation et le stationnement des véhicules seront sous l'entière responsabilité d'**ENORIS**.

ARTICLE 8 : LITIGES

En cas de litige, la **Région Ile de France** et **ENORIS** s'engageront à rechercher une solution amiable.

En l’absence de solution amiable, il est expressément stipulé que tous les différends que pourrait soulever l’application de la présente convention seront soumis au tribunal compétent du lieu d’exécution de la présente convention.

ANNEXE :

- annexe : plan de l’emprise mise à disposition

Fait à Massy, le
En deux exemplaires originaux

Pour la **Région Ile de France**

Pour **ENORIS**

ANNEXE : plan géomètre emprise du réseau

Convention mise à dispo Camille See.doc

Convention d'occupation temporaire
d'un terrain de la cité scolaire Camille See à Paris 15eme

ENTRE :

- **La région Ile-de-France,** représentée par la présidente du conseil régional, Valérie PECRESSE, dument habilitée par délibération n°CP xxx du xxxx.

ci-après dénommée « la Région »

ET :

L'ETABLISSEMENT PUBLIC DE LA REUNION DES MUSEES NATIONAUX ET DU GRAND PALAIS DES CHAMPS ELYSEES (RMN-GP), établissement public à caractère industriel et commercial immatriculé au RCS de Paris sous le n° 692 041 585, dont le siège social est 254/256 rue de Bercy à Paris (75012), pris en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité au dit siège**, représenté par La société FODEGI SAS** au capital de 705 750 € immatriculée au RCS de Paris sous le n°B344959689 dont le siège social est sis à Paris 75006 - 132 rue de Rennes, représentée par Monsieur Antonio DIAS en sa qualité de Responsable de Patrimoine.

Ci-après dénommée « l'occupant »

PREAMBULE

La Région est gestionnaire d'un terrain situé rue Joseph Liouville 75015 paris
Cette convention a pour objet de préciser les modalités de mise à disposition et d'occupation de ce terrain.

Article 1 Objet

La Région autorise l'occupant (FODEGI) à occuper temporairement un terrain de 9 m² dont les photos du constat d'huissier sont annexées à la présente convention et qui est actuellement compris dans l'assiette foncière de la cité scolaire Camille See à 75015 Paris.

Article 2 Conditions

L'autorisation délivrée par la Région n'est pas constitutive de droits réels au sens de l'article L.2122-20 du code général de la propriété des personnes publiques.

Elle est consentie à titre personnel à l'occupant (FODEGI) et ne peut être cédée ni à titre gratuit, ni à titre onéreux.

Article 3 Durée

L'autorisation est consentie pour une période allant du 08 juillet au 28 aout sauf résiliation avant terme par l'une des parties selon les conditions fixées à l'article 9.

A la date d'expiration, les effets de la convention cesseront de plein droit. L'occupant ne pourra pas prétendre à son maintien dans les lieux en raison du caractère précaire et révocable de la convention.

Article 4 Utilisation du terrain par l'occupant

L'occupant a sollicité la région pour l'installation d'un échafaudage sur le terrain sportif de la CMR Camille See donnant sur la façade.

En effet, il souhaite réaliser des travaux de ravalement du pignon donnant sur le terrain sportif durant cette période.

Aucun véhicule motorisé ne doit rouler sur le gazon synthétique.

Article 5 Remise en état

A expiration de la présente convention, l'occupant (FODEGI) prend à sa charge la remise des lieux en l'état d'origine.

Article 6 Redevance

L'autorisation d'occupation temporaire des terrains est accordée à titre onéreux. La redevance d'occupation s'élèvera à 273 ,87 euros (17,90 TTC / m2 / mois x 1,70 (nombre de mois) x 9 m2 (emprise de l'installation de l'échafaudage). La redevance est payable par avance.

Article 7 Protection contre l'intrusion

La protection contre l'intrusion sur les terrains mis à disposition est assurée par la l'occupant pendant la durée de la présente convention, selon les modalités de gestion de son choix.

Article 8 : Assurances

L'occupant est responsable de tout dommage causé par l'occupation du terrain mis à disposition. L'occupant doit souscrire les assurances garantissant toutes responsabilités lui incombant en raison de l'occupation.

Article 9 : Résiliation

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites.

La résiliation est effective à l'issue du délai de préavis de 30 jours commençant à courir à compter de la notification d'une mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'accusé de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;

- l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Article 10 : Date d'effet de la convention

La convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties.

Article 11 : Modifications

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par la Région.

Article 12 : Litiges

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation. Si néanmoins le désaccord persiste, le conflit sera porté devant la juridiction compétente.

Fait en deux exemplaires

Le

A Paris	A Paris
Pour la FODEGI	Pour la Région Ile-de-France

ANNEXE :

- **plans d'installation de chantier du terrain concerné par cette occupation temporaire**
- **constat d'huissier**

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc148299-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-323

DU 3 JUILLET 2019

ÉQUIPEMENT PÉDAGOGIQUE DANS LES EPLE DIVERSES POLITIQUES RÉGIONALES - 4ÈME RAPPORT DE L'ANNÉE 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU Le code de la commande publique ;

VU La délibération n°CR 93-15 du 18 décembre 2015 donnant délégation de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n°CR 2017-162 du 22 septembre 2017

VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Le budget de la région d'Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-323 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1er :

Décide d'attribuer aux établissements publics locaux d'enseignement de la région Île-de-France pour l'achat d'équipements pédagogiques des dotations d'un montant total de **1 038 132 €,** conformément au tableau figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **1 038 132 €,** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP222-008 (122008) «Équipement des lycées publics», action «matériel pédagogique» (12200801) sur le budget régional 2019.

Article 2 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **5 270 000 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 222 «lycées publics», programme HP222-008 (122008) «Équipement des lycées publics», action «Développement des TICE et des ENT» (12200803) sur le budget régional 2019 au titre des marchés publics relatifs à l'achat d'équipements informatiques ainsi que les réseaux informatiques et l'ENT.

Article 3 :

Décide d'attribuer à une cité mixte régionale de la région Île-de-France pour l'achat d'équipements pédagogiques des dotations d'un montant total de **791 €**, conformément au tableau figurant à l'annexe 2 à la présente délibération.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **791 €**, disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 224 «Participation à des cités mixtes», programme HP224-030 (122030) «Équipement des cités mixtes régionales», action «matériel pédagogique» (12203001) sur le budget régional 2019.

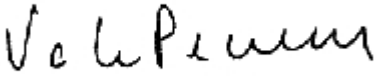
Article 4 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **530 000 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 224 «Participation à des cités mixtes», programme HP224-030 (122030) «Équipement des cités mixtes régionales», action «Développement des TICE et des ENT » (12203004) sur le budget régional 2019, au titre des marchés publics d'achat d'équipements informatiques pour les cités mixtes régionale de la région Île-de-France ainsi que les réseaux informatiques et l'ENT**.**

Article 5 :

Affecte une autorisation d'engagement de **300 000 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « Autres service périscolaires et annexes », programme HP28-005 « Schéma des formations », action « Développement des TICE et des ENT » (12800504) sur le budget régional 2019, afin de réaliser la maintenance et le maintien en conditions opérationnelles de l'infrastructure informatique.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n°1 Dotations financières aux lycées

ANNEXE au rapport

Montant total dotations financières au titre du présent rapport

1 038 132 €

75 - PARIS 12EME CHENNEVIERE-MALEZIEUX (0750783U)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MACHINE OXYCOUPAGE	renouvellement machine Oxy-decoupe, suite devis MAZAK Q067027	1	348 000 €
		Somme :	**348 000 €**

75 - PARIS 17EME JEAN-DROUANT (0750708M)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CHARIOT A DESSERVIR LES COUVERTS	2018_Paris E_10773_MANAGEMENT EN HOTELLERIE-RESTAURATION BTS 1ERE ANNEE COMMUNE OPTION A MANAGEMENT D'UNITE DE RESTAURATION et OPTION B MANAGEMENT D'UNITE DE PRODUCTION CULINAIRE - Demande 8060	1	1 690 €
		Somme :	**1 690 €**

77 - CHELLES LOUIS-LUMIÈRE (0771171E)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION REMBOURSEMENT FRAIS DE MAINTENANCE	Remboursement frais de maintenance : TBI280 (soft, penumatique)+C550H (automate)+TBI450 (tourelle)+VMC500 (sauvegarde+axe Z)+C300H (fin de cycle, pochettes joints) + T250 (courroies, ressorts,transformateur) + T200 (memoire, processeur)	1	7 582 €
		Somme :	**7 582 €**

77 - COULOMMIERS JULES-FERRY (0770924L)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION REMBOURSEMENT FRAIS DE MAINTENANCE	Remboursement frais de maintenance : Chariot elevateur (bras de fourche + fusibles + reparations + chaine levage + roue motrice + pneu) + pont elevateur (deblocage)	1	5 817 €
		Somme :	**5 817 €**

77 - MEAUX PIERRE-DE-COUBERTIN (0770931U)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation pour remplacement établis plateaux amiantés (opération évacuation pilotée par Elisabeth Mazaltov) en subvention car maxi MAC établis câblés atteint selon devis ATV N°Q-02875-3 du 03/05/2019 (D.A.)	1	107 994 €
		Somme :	**107 994 €**

77 - MELUN LÉONARD-DE-VINCI (0770934X)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation pour réparation du fourgon Peugeot Expert selon devis REPARECO N°7882 du 19/04/2019 (D.A.)	1	3 003 €
		Somme :	**3 003 €**

78 - AUBERGENVILLE CERTA PRODUCTIQUE (9780121?)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation pour remplacment du PC industriel qui commande la ligne de palettisation du CERTA selon devis N°V2019-02206 du 09/04/2019 (D.A.)	1	4 951 €

		Somme :	**4 951 €**

78 - AUBERGENVILLE VINCENT-VAN-GOGH (0781859X)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MACHINE DE PROTOTYPAGE RAPIDE	imprimante 3D	1	4 868 €
MAQUETTE DIDACTIQUE	Maquettes didactique selon thématiques	1	12 000 €
MATERIELS DE MESURE	5 x (osciloscopes, sonometres, luxmetres; energimètres)	1	10 703 €
		Somme :	**27 571 €**

78 - MANTES-LA-JOLIE JEAN-ROSTAND (0782540M)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	RENOVATION ATELIER MELEC SUITE DEVIS ATV N°Q02405-1	1	28 697 €
		Somme :	**28 697 €**

78 - POISSY ADRIENNE-BOLLAND (0781983G)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DECOUPE LASER	Demande 7997	1	21 174 €
DEGAUCHISSEUSE	Demande 8033	1	22 068 €
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	Poste câblage type triptyque multi matériaux - Demande 8008	1	31 022 €
		Somme :	**74 264 €**

78 - RAMBOUILLET LOUIS-BASCAN (0782549X)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION REMBOURSEMENT FRAIS DE MAINTENANCE	Remboursement frais de maintenance : Lave batterie (thermoplongeur) + machine à café (robinet eau vapeur+filtre+douchette) + armoire froide (fuite + temperature) + Cave à vin (fuite serpentin) + Haas (kit pswz)	1	2 639 €
		Somme :	**2 639 €**

91 - CERNY ALEXANDRE-DENIS (0910630R)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CAMERA THERMOGRAPHIQUE	MR : 2018_Versailles E_24794_AERONAUTIQUE (BTS) - demande 8097	1	58 505 €
GENERATEUR DE FONCTIONS 5MHZ REF METRIX MTX 3240	GENERATEUR DE FONCTIONS_ R : 2018_Versailles E_24794_AERONAUTIQUE (BTS) - demande 8095	1	68 478 €
OSCILLOSCOPE NUMERIQUE COULEUR 4X100MHZ /4 X 1GECH/S	OSCILLOSCOPE _ R : 2018_Versailles E_24794_AERONAUTIQUE (BTS) - demande 8096	1	147 012 €
		Somme :	**273 995 €**

91 - ETIOLLES CHÂTEAU-DES-COUDRAIES (0910629P)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
BATTEUR-MELANGEUR	suite devis Henri Julien	1	7 484 €

EQUIPEMENT DE CUISINE	suite devis Esnault + malette de couteaux	1	10 600 €
FOUR	suite devis BFM	1	11 185 €
		Somme :	**29 269 €**

92 - COLOMBES ANATOLE-FRANCE (0921229L)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation complémentaire qui complète la requalification de 35 428,46 selon courier de M. TONDAT du 15.05.2019 pour acquisition d'un stérilisateur pour la filière HPS (D.A.)	1	5 110 €
		Somme :	**5 110 €**

93 - AULNAY-SOUS-BOIS VOILLAUME (0930834B)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ARMOIRE DE CONFINEMENT ET RACC. ET INSTALL.	Armoire de gestion de stock connecté et raccordé.	1	15 023 €
RACCORDEMENT DE POSTE SUR LE RÉSEAU	Etabli câblés avec raccordement sur réseau électrique pour équipement des classes rénovés.	1	101 921 €
		Somme :	**116 944 €**

93 - NEUILLY-SUR-MARNE NICOLAS-JOSEPH-CUGNOT (0932291K)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION REMBOURSEMENT FRAIS DE MAINTENANCE	Remboursement frais de maintenance : HASS MM (relais contrôle + sectionneur)	1	606 €
		Somme :	**606 €**

Annexe n°2 Dotations financières aux CMR

ANNEXE au rapport

Montant total dotations financières au titre du présent rapport

791 €

92 - SCEAUX MARIE-CURIE (0920146J)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIABLE		1	281 €
TRONCONNEUSE		1	510 €
		Somme :	**791 €**

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc152301-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-350

DU 3 JUILLET 2019

PROJET DE LUTTE CONTRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE POUR LES LYCÉES FRANCILIENS POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2019-2020 (ACADÉMIE DE VERSAILLES ET CRÉTEIL)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 adoptant le schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s – Le projet éducatif régional ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 2016-96 du 19 mai 2016 Relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence » ;

VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-350 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

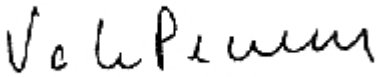
Article unique

Décide de participer au titre du dispositif « Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes », au financement du projet détaillé en annexe 1 de la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 150 000,00 € pour un projet pour l'orientation et lutte contre le décrochage scolaire pour les lycées franciliens avec l'association Fusion Jeunesse.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 et modifiée par les dispositions des délibérations n° CR 08-16 du 18 février 2016 et n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifié et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 150 000,00 €, prélevée sur le chapitre (932) « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme (128005) « Schéma des formations », Action (12800501) « Réussite des élèves » du budget 2019.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXE A LA DELIBERATION

FICHE PROJET

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-350

DOSSIER N° 19007317 - Projet pour l'orientation et lutte contre le décrochage scolaire pour les lycées franciliens (Créteil et Versailles)

Dispositif : Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes (n° 00000032)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800501- Réussite des élèves

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	188 200,00 € TTC	79,70 %	150 000,00 €
		Montant total de la subvention	150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FUSION JEUNESSE
Adresse administrative : 91 RUE DE VINCENNES
33300 BORDEAUX
Statut Juridique : Association Loi 1901
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 15 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association franco-québécoise Fusion Jeunesse est un organisme de bienfaisance dont la mission est de contribuer à la persévérance scolaire, a pour objectif, par le biais de projets d'apprentissage expérientiels innovants de réduire le décrochage scolaire, d'accroitre les compétences des jeunes dans tous les domaines (numérique, jeu-vidéo, usage d'outils numériques artistiques, apprentissage du codage), leur employabilité, leur orientation et leur engagement civique.

Dans ce cadre, l'association propose un projet, durant l'année scolaire 2019–2020, un projet en « Création de jeux vidéo pédagogiques » dans 8 établissements franciliens, dans le périmètre de l'Académie de Versailles et Créteil.

Les élèves qui participent à ce projet, mené en coopération étroite avec l'ensemble du corps professoral, les équipes éducatives et les mentors, bénéficient du tutorat d'étudiants ou récents diplômés recrutés à cet effet par l'association afin d'agir comme coordonnateurs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE
- YVELINES
- ESSONNE
- HAUTS DE SEINE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Emplois crées pour des étudiants - Coordonnateurs	60 000,00	31,88%
France : direction des opérations et des partenariats	66 000,00	35,07%
Implantation, démarrage, formation, liens pédagogiques, supervision, déplacement	13 200,00	7,01%
Equipement et matériel	4 000,00	2,13%
Evènement de fin d'année	15 000,00	7,97%
Communications et marketing	5 000,00	2,66%
Logement pour étudiants du Québec	8 000,00	4,25%
Développement, fonctionnement, administration	17 000,00	9,03%
Total	188 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE 2019	150 000,00	79,70%
Gouvernement du Québec (Les Offices jeunesse internationaux du Québec, LOJIQ)	6 000,00	3,19%
Gouvernement du Québec (Ministère des relations internationales MRI)	3 200,00	1,70%
Partenariats privés (Ubisoft et Banque nationale du Canada)	29 000,00	15,41%
Total	188 200,00	100,00%

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019
(référence technique : 075-237500079-20190703-lmc147987-AU-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

îledeFrance
Conseil régional

Rapport pour la commission permanente du conseil régional JUILLET 2019

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

INFORMATION SUR L'USAGE PAR LA PRÉSIDENTE DE LA DÉLÉGATION POUR SIGNER LES MARCHÉS ET LEURS AVENANTS EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 4231- 8 DU CGCT - JUILLET 2019

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS....3
ANNEXE AU RAPPORT....4
Liste des marchés et des avenants....5

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport a pour objet, en application de l'article L.4231-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, d'informer la commission permanente sur la passation des marchés pour lesquels la présidente a reçu délégation par délibération CR 93 -15 du 18 décembre 2015.

La liste, jointe en annexe, est établie par pôle, direction et mandataire et par seuil de procédure et informe de la passation d'un marché ou d'un avenant signé par la personne ayant reçu délégation de la présidente.

Conformément au même texte, il en sera rendu compte au prochain conseil régional.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXE AU RAPPORT

Liste des marchés et des avenants

LES MARCHES PASSES PAR LES SERVICES DE LA REGION

Commission permanente du 03/07/2019

N° du Marché	Objet	Seuil de procédure	Montant H.T.*	Date de notification	Nom et adresse de l'Attributaire	Pôle
1800895	Mise à disposition d'un chalet lors du Salon International de l'Aéronautique et de l'Espace	[90.000 € HT et 221 000 € HT]	86 497,00 €	12/03/19	SIAE 8, rue Galilée 75116 Paris	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation
1900172	La Région Ile-de-France partenaire de la Biennale des territoires 2019	[25 000 € HT et 90 000 € HT]	37 500,00 €	19/03/19	Cerema Cité des mobilités 25 Avenue F. Mitterrand - CS 92803 69674 BRON CEDEX	Pôle Logement Transports
1800811	Mission de maitrise d'œuvre (hors Loi MOP) pour rénovation complète de l'étanchéité basse du Bâtiment A du Lycée JEAN PERRIN à Saint-Ouen-l'Aumône (95)	[25 000 € HT et 90 000 € HT]	48 160,00 €	04/02/19	G2TEC 75 Boulevard Soult 75012 PARIS	Pôle Lycées
1800909	Marché de maitrise d'œuvre (hors Loi MOP) pour la restructuration des ateliers bois et BAC PRO SEN (électronique) du Lycée JEAN MOULIN de Le Chesnay (78)	[25 000 € HT et 90 000 € HT]	61 400,00 €	07/02/19	SCP FOURNIER BATHELIER 10, rue Duffaut 92140 CLAMART	Pôle Lycées

*Montant HT à renseigner selon le type de marché

Prix forfaitaire : Prix attribué toutes tranches x nombre de reconductions

Accord-cadre avec maximum: Montant maximum x nombre de reconductions

Accord-cadre sans maximum : Montant DQE x nombre de reconductions ou (*) budget annuel alloué

Accord-cadre sans maximum ni DQE : Inscrire sans maxi

1800827	Mission de maitrise d'œuvre - DPE (Diagnostic, Préconisation, Estimation) hors Loi MOP pour la compatibilité de l'alarme incendie avec la configuration de l'établissement du Lycée RENE CASSIN à Gonesse (95)	< 25 000 € HT	4 060,00 €	19/03/19	BATISS 95, avenue Pierre Semard 94200 IVRY SUR SEINE	Pôle Lycées
1900027	Mission de maîtrise d'œuvre (hors Loi MOP) pour les travaux de réhabilitation des façades du Lycée Rabelais à Paris (18ème)	[25 000 € HT et 90 000 € HT]	45 680,00 €	14/03/19	A.A.G 21 allée de Paris 93400 Saint Ouen	Pôle Lycées
1900038	Mission de maîtrise d'œuvre (hors Loi MOP) pour l'opération de remplacement de l'ascenseur du Lycée JACQUES PREVERT à Versailles (78)	< 25 000 € HT	9 600,00 €	19/03/19	ARCHI D 8, Avenue des Arts 78000 VERSAILLES	Pôle Lycées
1800932	DPE - Rénovation de l'éclairage intérieur du Lycée ALFRED KASTLER à Cergy (95)	[25 000 € HT et 90 000 € HT]	62 018,00 €	25/03/19	IPH 831 Rue Quentin de la Tour 02100 HARLY	Pôle Lycées
1800637	Mission de maitrise d'œuvre hors loi MOP pour la rénovation du parquet du gymnase de la CMR RODIN de Paris 13e	< 25 000 € HT	12 000,00 €	19/12/18	A.A.G. 21, Allée de Paris 93400 SAINT OUEN	Pôle Lycées
1800846	DPE création d'un parvis sécurisé y compris contrôle d'accès, clôture sur la rue Paul Doumer, changement des portes principales du lycée et divers travaux de maintenance du Lycée PAUL DOUMER à Le Perreux (94)	< 25 000 € HT	15 000,00 €	05/03/19	CABINET JLB 43, rue du Bois 92000 NANTERRE	Pôle Lycées
1800707R	DPE pour sécurisation du parking des professeurs et périphérie du lycée GEOFFROY SAINT HILAIRE à Etampes (91)	< 25 000 € HT	15 000,00 €	25/02/19	Société YANN PICOURON ARCHITECTE 11, rue Jules Lemaître 75012 PARIS	Pôle Lycées
1800791	Mission de Diagnostic Préconisation Estimation pour le traitement de l'enveloppe amiantée de la façade du bâtiment B du lycée GEOFFROY SAINT HILAIRE à Etampes (91)	< 25 000 € HT	8 050,00 €	25/02/19	Société COSSATURE Maison de la Défense 12 Place de la Défense 92974 PARIS LA DEFENSE	Pôle Lycées

1800862	Mission de MOE hors Loi MOP pour des travaux de remplacement du lave-vaisselle de la demi-pension du Lycée GASPARD MONGE à Savigny sur Orge (91)	< 25 000 € HT	15 326,00 €	25/02/19	Cabinet PKIR ZAC du rond de Bel Air 40, rue Newton 77420 CESSON	Pôle Lycées
1800769	Mission de MOE pour le remplacement du SSI du campus du Lycée JULES FERRY à Coulommiers (77)	< 25 000 € HT	21 960,00 €	01/04/19	IPH 831 rue Quentin de la Tour 02100 HARLY	Pôle Lycées
1800923	Travaux de mise en conformité de la sonnerie pour PPMS du Lycée BOUGAINVILLE à Brie-Comte-Robert (77)	< 209 000 € HT	110 435,00 €	01/04/19	BTB GES 8 avenue Gay Lussac 91420 MORANGIS	Pôle Lycées
1900201	Branchement Gaz avec usage chauffage du Lycée RACINE à Paris 8e	< 25 000 € HT	365,46 €	04/04/19	GRDF 101, Rue du Président Roosevelt 78500 SARTROUVILLE	Pôle Lycées
1900093	Prise en charge du déplacement de la délégation Francilienne au concours international de latin d'Arpino (Italie)	< 25 000 € HT	9 300,00 €	24/03/18	SAS JANCARTHIER 88 bd Voltaire 75011 PARIS	Pôle Lycées
1900157	Location annuelle des questionnaires d'intérêts professionnels GPO utilisés sur la plateforme Oriane Info	< 25 000 € HT	5 116,67 €	28/03/19	DELTA EXPERT - 20 rue Lavoisier - 95300 PONTOISE	Pôle Lycées
1800292-01	Accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents pour les travaux de système de sécurité incendie - Lot 1 : 93, 77, 91, 94	> 221 000 € HT	Sans maxi	18/03/19	SCOP ETI 14, allée du Luxembourg Z.I la poudrette 93320 Pavillons-sous-Bois	Pôle Lycées
1800292-01	Accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents pour les travaux de système de sécurité incendie - Lot 1 : 93, 77, 91, 94	> 221 000 € HT	Sans maxi	18/03/19	TBES 103, boulevard Mac Donald 75019 Paris	Pôle Lycées
1800292-01	Accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents pour les travaux de système de sécurité incendie - Lot 1 : 93, 77, 91, 94	> 221 000 € HT	Sans maxi	18/03/19	ERIS 60, avenue de la République 94320 Thiais	Pôle Lycées
1800292-02	Accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents pour les travaux de système de sécurité incendie - Lot 2 : 75, 78, 92, 95	> 221 000 € HT	Sans maxi	18/03/19	AVISS Immeuble Tamise, R.N 10 78190 Trappes	Pôle Lycées

1800292-02	Accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents pour les travaux de système de sécurité incendie - Lot 2 : 75, 78, 92, 95	> 221 000 € HT	Sans maxi	18/03/19	SONALARME 92, avenue Gabriel Péri 95500 Gonesse	Pôle Lycées
1800292-02	Accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents pour les travaux de système de sécurité incendie - Lot 2 : 75, 78, 92, 95	> 221 000 € HT	Sans maxi	18/03/19	TESLA 2 121, boulevard R. Schuman 93190 Livry Gargan	Pôle Lycées
1800292-03	Accord-cadre mono-attributaire BC (à bons de commande) pour les travaux de système de sécurité incendie - Lot 3 : 93, 77	> 221 000 € HT	Sans maxi	18/03/19	TESLA 2 121, boulevard R. Schuman 93190 Livry Gargan	Pôle Lycées
1800292-04	Accord-cadre mono-attributaire BC pour les travaux de système de sécurité incendie - Lot 4 : 91, 94	> 221 000 € HT	Sans maxi	18/03/19	ERIS 60, avenue de la République 94320 Thiais	Pôle Lycées
1800292-05	Accord-cadre mono-attributaire BC pour les travaux de système de sécurité incendie - Lot 5 : 78, 92	> 221 000 € HT	Sans maxi	18/03/19	AVISS Immeuble Tamise, R.N 10 78190 Trappes	Pôle Lycées
1800292-06	Accord-cadre mono-attributaire BC pour les travaux de système de sécurité incendie - Lot 6 : 75, 95	> 221 000 € HT	Sans maxi	18/03/19	SCOP ETI 14, allée du Luxembourg Z.I la poudrette 93320 Pavillons-sous-Bois	Pôle Lycées
1800716	Réalisation d'une enquête téléphonique auprès des non répondants de l'enquête d'insertion dans la vie active des lycéens en Île-de-France.	> 221 000 € HT	449 388,00 €	11/03/19	SG-ETUDES-CODHA 75 Ter Boulevard Pierre Ier 33110 LE BOUSCAT	Pôle Lycées
1800620-01	Mise en œuvre de l'expérimentation Smart Building pour les lycées franciliens - lot 1 : 2 lycées de l'académie de Paris et de Versailles	[90.000 € HT et 221 000 € HT] (pour l'ensemble des lots)	16 504,45 €	13/03/19	DEEPKI 46-48 rue René Clair 75018 Paris	Pôle Lycées
1800620-02	Mise en œuvre de l'expérimentation Smart Building pour les lycées franciliens - lot 2 : 1 lycée de l'académie de Créteil	[90.000 € HT et 221 000 € HT] (pour l'ensemble des lots)	61 400,00 €	01/03/19	ECOME 10 rue du commandant Rivière 75008 Paris	Pôle Lycées
1800877	Maintenance des installations audiovisuelles des sites administratifs de la Région Ile-de-France	[90 000 € HT et 221 000 € HT]	220 000,00 €	07/03/19	Ineo Tertiaire Idf SNC Agence Bords de Seine 2-8 rue Albert Dhalenne 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux

1800778	Entretien courant des véhicules ou utilitaires légers toutes marques et organisation du contrôle technique (lot n°2)	> 221 000 € HT	400 000,00 €	20/02/19	SIVAM TOYOTA ASNIERES 3 rue de Normandie 92600 Asnières	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
1900046	Abonnement numérique aux services d'information spécialisés d'AEF Info	< 25 000 € HT	23 200,00 €	01/01/19	AEF 137 rue de l'Université 75007 Paris	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
1900047	Contrat Agence France Presse	< 221 000 € HT	49 500,00 €	01/01/19	AFP 13 place de la Bourse 75002 Paris	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
1800833	Contrat d'abonnement à la base de données Dalloz	< 221 000 € HT	27 650,00 €	01/01/19	EDITIONS DALLOZ 31 rue Froidevaux 75014 Paris	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
1900252	Mise à disposition d'applicatifs de contrôle qualité pour le marché nettoyage.	< 25 000 € HT	12 960,00 €	03/04/19	CAP SOFWARE 6/8, rue de la Closerie 4810 – LISSES - 91048 ÉVRY CEDEX	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
1900147	Entretien des jardins et terrasses des sites parisiens de la Région Ile de France	< 25 000 € HT	21 070,00 €	21/03/19	ROUSSEL 5 RUE AUGUSTE DUPIN 94520 MANDRES LES ROSES	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
1800860	AMO à caractère administratif, technique et financier pour la passation des marchés de maintenance et d'exploitation des bâtiments administratifs de la RIF	< 221 000 € HT	55 475,00 €	25/02/19	SAS PROJEX 30 PLACE SALVADOR ALLENDE 59650 VILLENEUVE D'ASCQ	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
1900021	Collecte des déchets sur le site régional Nanterre "LE CARILLON"	< 25 000 € HT	507,00 €	05/03/19	VEOLIA TAIS 28 BD DE PESARO 92739 NANTERRE	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
1900082	Inventaire de mobiliers de bureaux des sites parisiens de la Région Ile de France	< 25 000 € HT	7 500,00 €	01/03/19	ERGOSCREEN 2 PLACE DU VILLAGE 92632 GENNEVILLIERS	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
1900126	Achat d'un système de comptage de temps de parole	< 25 000 € HT	4 949,00 €	21/03/19	INEO TERTIAIRE AGENCE BORDS DE SEINE 2-8 ALBERT DHALENNE 93400 ST OUEN	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux

1800686-2	Fourniture et livraison d'appareillage et de matériel électrique, quincaillerie, outillage à main, signalétique, serrurerie et matériels divers pour les services de la Région Ile de France (lot 2)	< 221 000 € HT	80 000,00 €	15/03/19	AU FORUM DU BATIMENT 3 boulevard Jean Jaurès 93400 SAINT OUEN SUR SEINE	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
1900176	Contrat d'abonnement à la base de données Lexis Nexis collectivités territoriales	< 221 000 € HT	43 490,00 €	01/01/19	LEXIS NEXIS 141 rue de Javel 75015 Paris	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
1900149	Achat de places pour la rencontre internationale de boxe anglaise féminine opposant l'équipe de France féminine contre l'équipe nationale Thaïlandaise le 8 mars 2019	< 25 000 € HT	4 975,00 €	01/03/19	MOV FIGHT Route nationale 14 95650 Puiseux-Pontoise	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation
1900152	Achat de places pour le gala de MYAI-THAI THE DIAMOND le 30 mars 2019	< 25 000 € HT	5 000,00 €	28/03/19	CHANGEONS DE REGARD 5 Place Marcel Paul 93700 Drancy	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation
1900049	Réalisation d'une étude de pré-programmation, de faisabilité et d'estimation financière sur le site du CREPS d'Ile de France Chatenay Malabry (92)	< 25 000 € HT	15 900,00 €	12/03/19	PROCESS 10B rue des Yvelines 78120 Rambouillet	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation
1900067	Assistance à Maîtrise d'Ouvrage dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt pour la sauvegarde et la valorisation du Domaine de Villarceaux	< 25 000 € HT	24 750,00 €	13/03/19	HORWATH HTL France 6 rue Dunois 75013 Paris	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation
1900031	Fournitures repas notamment sandwichs et boissons pour Conseil Régional des Jeunes (CRJ) séances de mars à décembre 2019	< 25 000 € HT	6 755,00 €	13/03/19	PF BABYLONE 44, rue de Babylone 75007 Paris	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation
1800695	Organisation d'un colloque "aidants salariés"	< 25 000 € HT	13 000,00 €	08/04/19	Pr. Gilbert Lenoir Association Cancer Contribution 39, rue Camille Desmoulins 94800 Villejuif	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation

1800808	Marché subséquent de l'Accord cadre1800074-01 - année 1 : "Accompagnement stratégique et assistance à la mise en œuvre"	> 221.000 € HT	247 384,00 €	28/02/2019	Société CAPGEMINI 5-7 rue Frédéric Clavel 92287 SURESNES Cedex	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation
1900208	Dématérialisation informatique - cadrage projet de GED	< 25 000 € HT	11 630,06 €	20/03/19	UGAP - 1 Boulevard Archimède 77444 Marne-la-Vallée cedex2	Pôle Ressources Humaines
1800361-02	Marché portant sur des formations au management stratégique, opérationnel et organisationnel - Lot 2 : Formations au management organisationnel	> 221.000 € HT (pour l'ensemble des lots)	90 000,00 €	02/04/19	SCRIBTEL Formation & M2I Formation, sise 146-148, Rue de Picpus - 75012 PARIS	Pôle Ressources Humaines
1800361-03	Marché portant sur des formations au management stratégique, opérationnel et organisationnel - Lot 3 : Formations au management opérationnel pour les encadrants du siège	> 221 000 € HT (pour l'ensemble des lots)	105 000,00 €	07/03/19	ORSYS - La Grande Arche Paroi Nord - 92044 – PARIS LA DEFENSE	Pôle Ressources Humaines
1800361-04	Marché portant sur des formations au management stratégique, opérationnel et organisationnel - Lot 4 : Formations au management opérationnel pour les chefs d'équipe des lycées	> 221 000 € HT (pour l'ensemble des lots)	180 000,00 €	06/03/19	SCRIBTEL Formation & M2I Formation, sise 146-148, Rue de Picpus - 75012 PARIS	Pôle Ressources Humaines
1800361-05	Marché portant sur des formations au management stratégique, opérationnel et organisationnel - Lot 5 : Dispositif d'accompagnement à la prise de poste à responsabilité à la Région Ile de France	> 221 000 € HT (pour l'ensemble des lots)	210 000,00 €	28/02/19	SCRIBTEL Formation & M2I Formation, sise 146-148, Rue de Picpus - 75012 PARIS	Pôle Ressources Humaines
1800588	Fabrication, réparation, pose et dépose du mobilier signalétique de la Région IDF	> 221 000 € HT	579 742,00 €	04/04/19	JCB Signalisation 22, rue du Moulin 78690 LES ESSARTS LE ROI	Direction de la Communication
1900072	Accord-cadre n°1600492 - Marché subséquent : Conception, réalisation et aménagement d'un stand région au salon du livre du 15 au 18 mars 2019	[25 000 € HT et 90 000 € HT]	78 999,97 €	12/03/19	New Dee 57 rue Vaneau 75007 Paris	Direction de la Communication
1900219	Achat d'objets promotionnels	< 25 000 € HT	5 403,00 €	11/03/19	CECOP 24 rue Thomas Edison 92230 GENNEVILLIERS	Direction de la Communication

1900106	Conception, réalisation et aménagement du stand de la Région IDF dans le cadre du salon de l'Association des Maires d'Ile-de-France	< 25 000 € HT	22 260,00 €	01/04/19	NEW DEE 57 rue Vaneau 75007 PARIS	Direction de la Communication
1900193	Abonnement à la plateforme de pilotage et de formation OPQUAST (Open Quality Standards)	< 25 000 € HT	2 496,00 €	22/03/19	OPQUAST 18 rue Lucien Granet 33150 CERNON	Direction de la Communication
1900194	Paramétrage et mise en place de baromètres accessibilité sur la plateforme OPQUAST	< 25 000 € HT	5 250,00 €	22/03/19	OPQUAST 18 rue Lucien Granet 33150 CERNON	Direction de la Communication
1900180	Fourniture d'écouteurs, marquage du logo pour le Festival Rock en Seine	< 25 000 € HT	535,00 €	27/03/19	LOGOPROM 141-145 rue Michel Carré 95100 ARGENTEUIL	Direction de la Communication
1900168	Fabrication de 300 panneaux et 400 stickers	< 25 000 € HT	2 550,00 €	20/03/19	DUPLIGRAFIC 20 avenue Graham Bell 77601 MARNE LA VALLEE Cedex 3	Direction de la Communication
1900165	Achat d'objets promotionnels	< 25 000 € HT	2 210,00 €	25/03/19	LOGOPROM 141-145 rue Michel Carré 95100 ARGENTEUIL	Direction de la Communication
1900037	Achat de visibilité à l'événement Vélotour	< 25 000 € HT	10 000,00 €	14/02/19	EVENT ETC ENT ETCETERA 21 B rue du simplon 75018 PARIS	Direction de la Communication
1800825	Marché pour l'accompagnement des studios de jeu vidéo soutenus par la Région	[90 000 € HT et 209 000 € HT]	180 000,00 €	02/04/2019	CAPITAL GAMES 8 impasse brulon 75012 PARIS	Direction de la Culture
1800690	Contrat de support et de maintenance des infrastructure de stockage du Conseil régional d'Île-de-France.	> 221.000 € HT	1 598 120,40 €	08/03/19	ANTEMETA 5 Rue Jacqueline Auriol 78280 GUYANCOURT	Direction des Systèmes d'Informations

LES AVENANTS PASSES PAR LES SERVICES DE LA REGION

Commission permanente du 03/07/2019

N° du Marché	Objet du marché initial	Montant HT du marché initial	Numéro et objet de l'avenant	Montant H.T. de l'avenant	Date de notification de l'avenant	Nom et adresse de l'Attributaire	Pôle
1800113	Mise à disposition d'une plateforme d'apprentissage des langues à destination des Franciliens pour le compte de la Région	5 222 396,00 €	Avenant n°2 - Délégation de gestion de nom de domaine dans le cadre exclusif de l'exécution du marché	Sans incidence financière	18/03/19	HUMENSIS 170 bis, boulevard Montparnasse 75014 PARIS	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation / Direction Communication
1800113	Mise à disposition d'une plateforme d'apprentissage des langues à destination des Franciliens pour le compte de la Région	5 222 396,00 €	Avenant n°3 - Diminution de l'âge des bénéficiaires (de 18 à 15 ans)	Sans incidence financière	29/03/19	HUMENSIS 170 bis, boulevard Montparnasse 75014 PARIS	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation/ Direction stratégie et territoires
1800204R-02	Travaux d'amélioration énergétique du lycée Moissan à Meaux (77) Lot 2 : Protections solaires	146 108,00 €	Avenant 1 - Diverses modifications techniques	2 711,00 €	04/04/19	FGME 7, rue Claude DEBUSSY 95440 ECOUEN	Pôle Lycées
1800165	Travaux de mise en conformité de la distribution électrique du Lycée Nikola TESLA à DOURDAN (91)	145 465,10 €	Avenant 1 de moins value en raisons de diverses modifications techniques	-1 643,30 €	18/03/19	SEEDG 7 rue Jean Jaurès 91700 VILLIERS SUR ORGE	Pôle Lycées
1600455-01	Fourniture, livraison et installation de matériels de vidéoprojection et de diffusion collaborative pour les lycées de la Région Ile-de-France - Lot 1 : matériels de vidéoprojection	3 333 333,32 €	Avenant n°2 - Reconduction anticipée	Sans incidence financière	25/02/19	Société SIGNAL.FR 5 rue de Chaumont 78125 HERMERAY	Pôle Lycées
1600455-02	Fourniture, livraison et installation de matériels de vidéoprojection et de diffusion collaborative pour les lycées de la région Ile-de-France – Lot 2 : matériels de vidéoprojection interactive	6 666 666,68 €	Avenant n°2 - Reconduction anticipée	Sans incidence financière	25/02/19	Société SIGNAL.FR 5 rue de Chaumont 78125 HERMERAY	Pôle Lycées

1600449	Externalisation, conservation et gestion d'archives de la Région Ile de France	80 000,00 €	Avenant n°1 - Intégration d'une prestation supplémentaire de tri et classement avec rédaction d'instruments de recherche respectant les normes du service des archives régionales	8 000,00 €	15/03/19	Société Générale d'Archives - SGA 25 place de la Madeleine 75008 PARIS	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
1700032-02	Fourniture et livraison de vêtements de travail et d'EPI pour les agents techniques des lycées d'Ile de France - Lot 2 : chaussures de sécurité	2 000 000,00 €	Avenant n° 2 - Modification de la composition du groupement titulaire et de la répartition des prestations au sein du groupement	Sans incidence financière	27/03/19	BRICOUT 69 rue des Gravilliers 75003 PARIS	Pôle Ressources Humaines
1800646-01	Séjours thématiques pour les enfants du personnel de la Région - Lot 1 : séjours thématiques Eté	77 241,60 €	Avenant n°1 de transfert Modification du titulaire du marché suite à fusion/liquidation	Sans incidence financière	18/03/19	UCPA Sport Vacances 17 rue Rémy Dumoncel 75698 Paris Cedex 14	Pôle Ressources Humaines
1800646-02	Séjours thématiques pour les enfants du personnel de la Région - Lot 2 : séjours thématiques Hiver	28 435,20 €	Avenant n°1 de transfert Modification du titulaire du marché suite à fusion/liquidation	Sans incidence financière	18/03/19	UCPA Sport Vacances 17 rue Rémy Dumoncel 75698 Paris Cedex 14	Pôle Ressources Humaines
1800646-03	Séjours thématiques pour les enfants du personnel de la Région - Lot 3 : séjours thématiques Printemps	23 529,60 €	Avenant n°1 de transfert Modification du titulaire du marché suite à fusion/liquidation	Sans incidence financière	18/03/19	UCPA Sport Vacances 17 rue Rémy Dumoncel 75698 Paris Cedex 14	Pôle Ressources Humaines
1600444	Solution de détection contre les menaces avancées et de service de remédiation sur détection à la Région Île-de-France	180 000 €	Avenant n°2 Modification de dénomination suite à fusion	Sans incidence financière	26/03/2019	APIXIT 1 Avenue de l'Atlantique 91940 Les Ulis	Direction des Systèmes d'Informations

LES MARCHES PASSES PAR LES MANDATAIRES

Commission permanente du 03/07/2019

N° du Marché	Objet	Seuil de procédure	Montant H.T.*	Date de notification	Nom et adresse de l'Attributaire	Mandataires
1900259	Lycée Joliot-Curie à Dammarie-Les-Lys Mission d'économiste	< 25 000 € HT	15 000,00 €	12/03/19	AXIO - RPO & TALBOT 72 rue Saint-Charles 75015 PARIS	AMENAGEMENT 77
1800219-04	Construction d'un internat au lycée François Arago à Villeneuve-Saint-Georges (94) - Travaux Lot 04 : Cloisons / Doublage / Plafonds Suspendus	> 5 548 000,00 € HT (pour l'ensemble des lots)	314 673,40 €	27/02/19	ISOLATION DECORATION SECURITE 1240 Avenue Saint Just 77000 VAUX-LE-PENIL	CITALLIOS
1800219-09	Construction d'un internat au lycée François Arago à Villeneuve-Saint-Georges (94) - Travaux Lot 09 : Appareils Élévateurs	> 5 548 000,00 € HT (pour l'ensemble des lots)	24 400,00 €	01/03/19	ALMA - BP 75 ZAC du petit marais 7/9 rue des Amériques 94370 SUCY-EN-BRIE	CITALLIOS
1800702	Marché de prestations intellectuelles pour la coordination du système de sécurité incendie dans le cadre de l'opération de construction du lycée neuf à Cormeilles-en-Parisis (95)	< 25 000 € HT	9 480,00 €	04/01/19	SIPREV 21, rue Jacques Cartier - Bât 21F 78960 Voisins-le-Bretonneux	IDF CD (ex SAERP)

*Montant HT à renseigner selon le type de marché

Prix forfaitaire : Prix attribué toutes tranches x nombre de reconductions

Accord-cadre avec maximum: Montant maximum x nombre de reconductions

Accord-cadre sans maximum : Montant DQE x nombre de reconductions ou (*) budget annuel alloué

Accord-cadre sans maximum ni DQE : Inscrire sans maxi

1800869	Marché de prestations intellectuelles pour la réalisation d'un diagnostic phytosanitaire et faunistique dans le cadre de l'opération de restructuration partielle et de l'extension du lycée les Pierres Vives à Carrières-Sur-Seine (78)	< 25 000 € HT	11 287,50 €	11/01/19	BIOTOPE Agende Bassin Parisien 25, impasse Mousset 75012 PARIS	IDF CD (ex SAERP)
1700657	Marché de maîtrise d'œuvre dans le cadre de l'opération de restructuration, extension de la demi-pension (bâtiment C) et réaménagement du rez-de-chaussée du bâtiment G du lycée F. Couperin à Fontainebleau (77)	> 221 000 € HT	986 294,79 €	28/01/19	Groupement Emmanuelle COLBOC 68, rue de la Folie Méricourt 75011 PARIS	IDF CD (ex SAERP)
1800008	Marché de maîtrise d'œuvre dans le cadre de l'opération d'extension de capacité du lycée Pauline Rolland à Chevilly-Larue (94)	> 221 000 € HT	447 260,00 €	28/01/19	OYAPOCK ARCHITECTE 32, rue de la Fontaine au Roi 75011 PARIS	IDF CD (ex SAERP)
1800004	Marché de maîtrise d'œuvre dans le cadre de l'opération de construction du lycée neuf de Cormeilles-en-Parisis (95)	> 221 000 € HT	3 362 000,00 €	08/03/19	AMELLER DUBOIS ET ASSOCIES 8, impasse Druinot 75012 PARIS	IDF CD (ex SAERP)
1900088	Construction du bâtiment des licences professionnelles de l'IUT Sénart-Fontainebleau à Lieusaint (77) Fourniture et pose de bavettes pour les seuils de portes des toitures terrasses	< 25 000 € HT	1 800,00 €	18/02/19	Etanchéité du Nord 20 rue de l'Ormeteau 77500 Chelles	SODEREC
1900101	Construction du bâtiment des licences professionnelles de l'IUT Sénart-Fontainebleau à Lieusaint (77) Fourniture et pose d'une téléalarme en remplacement du système actuel non conforme	< 25 000 € HT	1 132,51 €	15/02/19	Agence Kone Idf Est 30 avenue Roger Hennequin BP 62 78193 Trappes CEDEX	SODEREC
1900182	Extension et restructuration du lycée Joliot Curie à Nanterre (92) Commande d'une plaque inaugurale et livraison de la plaque sur le site du lycée	< 25 000 € HT	120,00 €	01/03/19	All Print 129-133 avenue Laurent Cely 92230 Gennevilliers	SODEREC

1900315	CNAM à Saint Denis (93) - Extension du bâtiment du Landy - Envoi de deux exemplaires originaux de demande du permis de construire au maître d'œuvre par coursier	< 25 000 € HT	360,00 €	09/01/19	Topchrono 8-10 rue Gustave Eiffel 92110 Clichy	SODEREC

LES AVENANTS PASSES PAR LES MANDATAIRES

Commission permanente du 03/07/2019

N° du Marché	Objet du marché initial	Montant HT du marché initial	Numéro et objet de l'avenant	Montant H.T. de l'avenant	Date de notification de l'avenant	Nom et adresse de l'Attributaire	Mandataires
1600093-2	Restructuration du service de restauration des Lycées Bachelard et Lumière à Chelles (77) - Travaux Lot 2 : Installation de Chantier / Démolitions / Gros-Œuvre / Restaurant provisoire / VRD / Revêtement de façade / Ravalement / Etanchéité / Couverture / Revêtement de murs et sols	2 713 177,68 €	Avenant 1 : Travaux complémentaires	343 364,04 €	18/03/19	EDILE CONSTRUCTION 1 Route Départementale 118 91140 VILLEBON-SUR-YVETTE	CITALLIOS
1600093-2	Restructuration du service de restauration des Lycées Bachelard et Lumière à Chelles (77) - Travaux Lot 2 : Installation de Chantier / Démolitions / Gros-Œuvre / Restaurant provisoire / VRD / Revêtement de façade / Ravalement / Etanchéité / Couverture / Revêtement de murs et sols	2 713 177,68 €	Avenant 2 : Travaux complémentaires	261 272,86 €	25/03/19	EDILE CONSTRUCTION - 1 Route Départementale 118 91140 VILLEBON SUR YVETTE	CITALLIOS
08S0816	Achèvement de la rénovation du lycée Chennevière Malézieux à Paris (75012) Marché de maîtrise d'œuvre	1 743 600,00 €	Avenant n° 3 : Compléments d'études suite modifications de programmes durant le chantier et reprise des OPR suite apparition de défauts de plomberie impactant l'intégralité des prestations	40 952,84 €	04/03/19	AGENCE COLBOC Architectes (groupement COLBOC/MAZET/EGIS BATIMENTS/EGIS CONCEPT) 68 rue de la Folie Méricourt 75011 PARIS	ESSONNE AMENAGEMENT

1600397	Restructuration globale et extension du lycée Alexandre Denis à Cerny (91) Marché de travaux - Lot 1 Gros œuvre, clos et couvert	14 929 613,98 €	Avenant n° 1 : Fixer les incidences financières engendrées par les adaptations et modifications afférentes aux demandes du Maître d'ouvrage et/ou des utilisateurs, Fixer les incidences financières engendrées par les adaptations techniques à la demande du Maître d'œuvre, Fixer les incidences financières engendrées par les adaptations techniques apportées au projet suite aux découvertes en cours de chantier, Arrêter le nouveau montant du marché	529 973,62 €	18/03/19	Entreprise URBAINE DE TRAVAUX 2 avenue du Général de Gaulle 91170 VIRY CHATILLON	ESSONNE AMENAGEMENT
1600186-07	Restructuration ciblée du Pôle Sciences et réparation de la Cour d'Honneur du lycée Marie Curie à Sceaux (92) - Traitement de la cour d'honneur- Lot 7	1 049 188,00 €	Avenant 1 pour prise en compte des travaux modificatifs dus aux titre des modifications demandées par la MOA ou les utilisateurs et des aléas chantier.	18 635,27 €	11/03/19	LEFEVRE SAS 183 bd Jean Mermoz 94550 CHEVILLY-LA-RUE	ICADE
1500185-13	Marché de travaux de développement du site sportif de l'Ile de loisirs de Vaires-Torcy, à Vaires-sur-Marne (77) Lot 13: Métalleries intérieures et extérieures	1 215 146,00 €	Avenant n°3 de transfert	Sans incidence financière	21/02/19	SUPRATEC 1, rue Charles de Gaulle Z.I La Marinière 91070 BONDOUFLE	IDF CD (ex SAERP)
1600284-1	Opération de mise en conformité réglementaire des postes transformateurs et rénovation des postes de livraison HTA/BT de 22 établissements publics locaux d'enseignement de la Région Ile-de-France (opération multi-site) Lot 1: secteur 1 (11 lycées)	724 150,00 €	Avenant n°1 Travaux supplémentaires Arrêt du nouveau montant et prolongation de la date de fin du marché	10 252,18 €	13/02/19	ERI 45, rue de la prairie 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS	IDF CD (ex SAERP)

1600284-2	Opération de mise en conformité réglementaire des postes transformateurs et rénovation des postes de livraison HTA/BT de 22 établissements publics locaux d'enseignement de la Région ILE de France (opération multi-site) Lot 2: secteur 2 (11 lycées)	689 868,31 €	Avenant n°2 Travaux supplémentaires Arrêt du nouveau montant et prolongation de la date de fin du marché	40 322,32 €	26/02/19	AMICA Bât B-116 Quai de Bezon 95100 ARGENTEUIL	IDF CD (ex SAERP)
1700524-12	Marché de travaux de construction d'un internant de 150 places aux lycées G.BACHELARD et Louis LUMIERE à CHELLES (77) Lot 12: VRD - ESPACES VERTS	509 727,76 €	Avenant n°1 Transfert des prestations Travaux supplémentaires Prolongation du délai de chantier	5 076,70 €	27/02/19	Entreprise Jean LEFEBVRE 54, BD Robert SCHUMAN BP 94 93891 LIVRY GARGAN Cedex	IDF CD (ex SAERP)
1600185	Marché de travaux de restructuration d'ensemble et d'extension du lycée Gabriel PERI à CHAMPIGNY sur MARNE (94)	18 227 371,33 €	Avenant n°2 Travaux supplémentaires	1 010 500,02 €	01/03/19	URBAINE DE TRAVAUX 2, avenue du Général de Gaulle 91170 VIRY CHATILLON	IDF CD (ex SAERP)
1200492	Marché de travaux de restructuration globale et extension du lycée Adolphe CHERIOUX à VITRY SUR SEINE (94)	4 324 226,00 €	Avenant n°2 Attribution rémunération complémentaire à la MOE	71 816,36 €	05/03/19	ATELIERS NOVEMBRE 21, rue Fbg St ANTOINE 75011 PARIS	IDF CD (ex SAERP)
1800138	Marché de MOE pour la réfection de la croisée de la bibliothèque des Génovéfains et restauration de la fresque de Jean RESTOUT et des décors classés du lycée Henri IV à PARIS 5	258 919,00 €	Avenant n°1 Travaux supplémentaires de restauration	19 903,00 €	08/03/19	LAGNEAU ARCHITECTES 132, bd Saint-Germain 75006 PARIS	IDF CD (ex SAERP)
1700320-1	Marché de travaux de restructuration de la demi-pension et des lieux de vie du lycée TALMA à BRUNOY (91) Lot 1: Structures - Clos couvert - VRD	4 349 490,87 €	Avenant n°1 Travaux supplémentaires	110 927,91 €	13/03/19	GENETON 5, rue des Amériques 94370 SUCY-EN-BRIE	IDF CD (ex SAERP)

1500302-2	Marché de travaux d'achèvement de la restructuration du lycée des Côtes de Villebon à Meudon-la-Forêt (92) Lot 2: Curage et désamiantage	1 477 335,00 €	Avenant n°2 en moins value travaux supplémentaires	-50 483,00 €	25/03/19	NEON 2, rue du Cottage Tolbiac ZAC du Petit Le Roy 94550 Chevilly-Larue	IDF CD (ex SAERP)

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc148516-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-326

DU 3 JUILLET 2019

RAPPORT DONNANT MANDATS SPÉCIAUX AUX ÉLUS RÉGIONAUX - JUILLET 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

VU le décret n° 2007-23 du 5 janvier 2007 modifiant le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements despersonnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant notamment dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU les arrêtés d'application du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 susvisé, notamment l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 04-16 du 22 janvier 2016 relative aux conditions d'exercice du mandat régional et aux conditions de fonctionnement des groupes d'élus ;

VU le budget de la Région pour l'année 2018 ;

VU la délibération n° CP 19-035 du 24 janvier 2019 portant affectations provisionnelles et spécifiques d'autorisations d'engagement et d'autorisations de programme sur les chapitres 930 et 900 «Services généraux» ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-326 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de donner mandat spécial à chaque conseiller régional, mentionné au sein du tableau annexé à la présente délibération, pour représenter la collectivité régionale dans les conditions prévues au sein de ce même tableau.

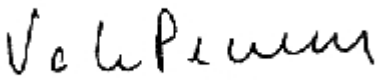
Autorise la prise en charge, par le budget régional, des dépenses afférentes à ces déplacements et détaillées au sein de ce même tableau annexé à la présente délibération

.

Article 2 :

Les dates de départ et de retour indiquées dans le tableau joint en annexe sont susceptibles d'être ajustées de plus ou moins une journée pour tenir compte des impératifs de début et de fin de mission sur place ainsi que des disponibilités de transport.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Tableau annexe

TABLEAU ANNEXE CP DU 3 JUILLET 2019

MANDATS SPECIAUX
PROPOSES AU VOTE DE LA COMMISSION PERMANENTE

							DEPENSES SUPPLEMENTAIRES *					
NOM	**PRENOM**	**PAYS**	**VILLE**	**OBJET**	**DATE DEPART**	**DATE RETOUR**	**RELATIONS PUBLIQUES**	**MOYEN DE TRANSPORT**	**FRAIS TRANSPORT SUR SITES**	**VISAS**	**VACCINS**	**DIVERS**
DUGOIN-CLÉMENT	Jean-Philippe	RUSSIE	Moscou	Urban Forum Moscou	03/07/2019	06/07/2019	x	x	x	x		x
PECRESSE	Valérie	France	Avignon	Rencontres culturelles dans le cadre de la politique régionale en faveur du spectacle vivant	04/07/2019	05/07/2019	x	x	x			x
PORTELLI	Florence	France	Avignon	Rencontres culturelles dans le cadre de la politique régionale en faveur du spectacle vivant	04/07/2019	05/07/2019	x	x	x			x
PECRESSE	Valérie	France	Aix en Provence	Rencontres Economiques	05/07/2019	06/07/2019	x	x	x			x
PECRESSE	Valérie	France	Angoulême	Festival du Film Francophone	20/08/2019	25/08/2019	x	x	x			x
PORTELLI	Florence	France	Angoulême	Festival du Film Francophone	20/08/2019	25/08/2019	x	x	x			x
CHARTIER	Jérôme	Mali	Bamako-Kayes	Visite au Président du CR de Kayes	02/09/2019	03/09/2019	x	x	x	x	x	x
CHARTIER	Jérôme	Madagascar	Antananarivo	Suivie projet Haute-Ville de Tana	06/09/2019	09/09/2019	x	x	x	x	x	x
CHARTIER	Jérôme	Singapour	Singapour	Womens Forum	18/09/2019	20/09/2019	x	x	x	x	x	x

* éventuellement au regard des conditions prévues à la délibération CR 04-16

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc148124-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-318

DU 3 JUILLET 2019

ACQUISITION POUR LA DIRECTION DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE D'UNE SOLUTION DE GESTION LES ACTIONS DE FORMATION PROFESSIONNELLE (ZEFIR) AUPRÈS DE L'ASSOCIATION EPSILON ET MISE EN PLACE D'UNE TIERCE MAINTENANCE APPLICATIVE MUTUALISÉE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 de délégation d'attributions du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017.relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-14 de création de l'association Epsilon ;

VU la délibération n° CP 15-250 de validation de la convention-cadre avec l'association Epsilon ;

VU le budget 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-318 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

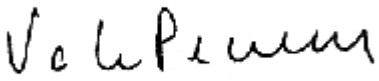
Après en avoir délibéré,

Article unique :

Décide l'acquisition et la prise en charge par EPSILON de la maintenance et des évolutions futures de l'application ZEFIR, ainsi que la conception du nouvel outil de prescription PROSPER selon l'annexe n°1.

La présidente du conseil régional

d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Annexe-projet ZEFIR IDF

Projets numériques des Régions
Hôtel de Région
Tour 2000
14, rue François de Sourdis
33077 BORDEAUX CEDEX

Annexe relative au projet ZEFIR
Tierce Maintenance Applicative (TMA) de la solution ZEFIR pour la Formation Professionnelle

Article 1 Contexte et périmètre du projet

1.1 Contexte historique

Les Régions de par leurs compétences définissent et mettent en œuvre sur leurs territoires la **politique régionale d'apprentissage et de formation professionnelle** des jeunes et des adultes à la recherche d'un emploi ou d'une nouvelle orientation professionnelle.

Le projet ZEFIR, « Zone d'Etude pour une gestion de la Formation professionnelle Informatisée dans les Régions », recouvre l'ensemble des actions, de la gouvernance et des développements réalisés par et pour les Régions membres d'EPSILON afin de gérer les actions de la formation professionnelle.

Les applications constituant la solution logicielle ZEFIR et entrant dans le périmètre de cette Tierce Maintenance Applicative des plateformes correspondantes et aux achats en formation professionnelle sont :

- COFORM pour la COnstruction de l'offre de FORMation
- SAM (Solution d'Achat Mutualisée) pour la Passation des Marchés
- EOS (Exécution des Offres de formation et Suivi des stagiaires) pour l'exécution des marchés de formation professionnelle

La solution composée des briques SAM, EOS et COFORM, a été développée à l'initiative de la Région Aquitaine (EOS, COFORM) et Rhône-Alpes (SAM) et a été mise en place dans ces 2 régions grâce à un groupement de commandes en plusieurs étapes :

Etape 1 : EOS en Région Aquitaine (2012)

Etape 2 : COFORM en Région Aquitaine (2013)
Etape 3 : Mutualisation SAM avec Rhône Alpes et Aquitaine (2014)
Etape 4 : Mutualisation EOS pour Rhône Alpes (Fin 2014 / début 2015)

La Région Midi-Pyrénées a ensuite rejoint le projet :

Etape 5 : Mutualisation COFORM avec Midi-Pyrénées (Fin 2014 / début 2015)
Etape 6 : Mutualisation SAM avec Midi-Pyrénées (Printemps 2015)
Etape 7 : Mutualisation EOS avec Midi-Pyrénées (Fin 2015)

Enfin, la Région Centre – Val de Loire a décidé elle aussi au Printemps 2015 de s'associer au projet dans sa globalité.

EPSILON, centrale d'achat des Régions, sert de vecteur contractuel commun pour les 4 Régions qui se sont mobilisées ensemble sur le projet ZEFIR et permet aussi d'assurer une meilleure continuité du projet en permettant le cas échéant d'intégrer de nouvelles Régions intéressées.

Pour mettre en place la TMA mutualisée avec plusieurs Régions, EPSILON a lancé un accord-cadre pour maintenir les briques applicatives COFORM, SAM, EOS de ZEFIR en conditions opérationnelles.

Les commandes et/ou les marchés subséquents fondés sur cet accord-cadre sont passés, exécutés et payés selon deux procédures différentes:

- soit par l'association pour des prestations mutualisées entre toutes les Régions ou au minimum entre 2 Régions (Procédure A).
- soit directement par l'une des Régions pour des besoins plus spécifiques (Procédure B).

La présente annexe-projet s'inscrit dans la convention-cadre passée entre EPSILON et chacune de ses Régions membres et vise à définir entre-autres les conditions de participation, les implications financières et le phasage du projet ZEFIR.

1.2 Contexte des systèmes d'information des membres de la communauté ZEFIR

Les SI des 4 Régions initialement membres de ZEFIR sont actuellement au même niveau en ce qui concerne l'intégration des 3 briques COFORM, EOS et SAM.

Toute Région membre d'EPSILON intéressée par la suite ZEFIR peut demander moyennant un forfait d'intégration à commander en procédure B à faire installer le logiciel dans son SI.

1.3 Périmètre des prestations attendues

- Des besoins immédiatement « mutualisables » : cet ensemble de prestations vise la maintenance corrective et l'assistance des 3 briques ZEFIR.
  Ces prestations figurant au cahier des charges de l'accord-cadre couvrent :
  - Des prestations de maintenance corrective permettant de prendre en charge et résoudre les dysfonctionnements du logiciel pour les membres de la communauté ;
  - Des prestations d'assistance experte.

- Des prestations de maintenance adaptative et des évolutions à mutualiser. Il s'agit notamment de :
  - la réalisation d'évolutions ou l'ajout de nouveaux composants ;
  - la maintenance adaptative technique (prise en compte d'un composant particulier…) ou fonctionnelle (maintenance règlementaire);

Ces prestations figurant au cahier des charges de l'accord-cadre feront l'objet d'autres commandes ou marchés subséquents à lancer par EPSILON.

- Des besoins spécifiques pour chacun des membres :
  - des prestations de hotline pour les usagers ;
  - des développements ou TMA des composants d'interopérabilité avec les systèmes d'information de chaque membre;
  - des fonctionnalités attendues propres à un membre

Ces prestations figurant au cahier des charges de l'accord-cadre feront l'objet d'autres commandes ou marchés subséquents à lancer directement par les Régions membres d'EPSILON.

Article 2 Conditions de participation au projet

La participation de chaque Région membre au projet ZEFIR est soumise à une décision formelle d'approbation de cette annexe, selon la forme juridique adaptée à son arrêté de délégation de signature. Une copie de l'acte portant cette décision sera alors transmise à l'association EPSILON, une fois le retour des services du Contrôle de Légalité effectif.

Chaque Région impliquée au projet défini dans cette annexe est alors engagée pour sa réalisation dans la limite des montants indiqués pour sa propre part, à l'article 4. Elle s'engage à inscrire concomitamment à son budget ladite enveloppe financière.

De même, l'association EPSILON est engagée sur ce projet au prix fixé à ce même article.

En cas d'aléas et/ou de modification du prix du projet, la présente annexe pourra faire l'objet de modifications ultérieures par voie d'avenant.

Dès la notification à EPSILON de sa décision d'implication au projet, chaque Région communiquera également les coordonnées de son correspondant juridique et financier pour ce projet tel que mentionné à l'article 6.3.

Article 3 Phasage du projet

Le projet ZEFIR concerne la maintenance corrective et l''assistance et la maintenance adaptative et évolutive, chaque Région membre n'étant pas concernée de la même manière par ces deux éléments.

La Région Occitanie a déployé la suite logicielle ZEFIR en 2015 sur la base d'un marché propre à la Région, ce qui a différé d'une année son positionnement sur l'accord-cadre de TMA d'EPSILON et à partir de la 3ème année de l'accord-cadre, cette Région ne participe plus qu'à la maintenance corrective du logiciel.

Les Régions Auvergne-Rhône-Alpes, Centre-Val-de-Loire et Nouvelle-Aquitaine continuent de participer à la maintenance corrective et aux évolutions.

Toute Région membre d'EPSILON peut se positionner en cours de projet, ce qui est le cas de la Région Ile de France qui se positionne en cours de 3ème année notamment dans la perspective de mutualiser avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes un composant relatif à l'outil de prescription rendu nécessaire par les évolutions règlementaires y compris sa maintenance.

L'intégration de la totalité de la suite ZEFIR (COFORM, EOS, SAM) ou d'une partie de ces 3 briques dans le SI de la Région Ile de France avec une participation de cette Région à leur maintenance pourra être différée à la 4ème année d'exécution de l'accord-cadre.

Article 4 Dispositions financières du projet

4.1 Estimation globale des besoins et participation financière de la Région

4.1.1 Installation – Intégration et configuration de la suite ZEFIR pour un nouveau membre :

Un forfait d'installation, d'intégration et de configuration d'un montant de 47 090 HT s'applique pour une nouvelle Région qui souhaite bénéficier de la suite ZEFIR dans son SI. La Région Ile de de France s'acquittera du prix révisé de ce forfait à commander en procédure B.

4.1.2 Maintenance corrective et assistance au forfait- estimation de l'enveloppe financière, clé de répartition

4.1.2.1 Maintenance corrective et assistance de la suite ZEFIR

Cette phase du projet a déjà donné lieu à une commande de la transition entrante et du forfait de maintenance corrective et d'assistance pour 2 ans du

13/01/2017 au 13/01/2019, reconduite pour une durée d'1 an jusqu'au 13 janvier 2020 sur le fondement de l'accord-cadre et partagée entre les 4 Régions citées plus haut.

Pour cette dernière période 2019-2020, chacune des 4 Régions citées plus haut s'est engagée à ce titre pour un montant de 31 000€HT.

La participation initialement fixée entre les Régions ne tenait pas compte de l'éventuel partage à opérer si d'autres membres d'EPSILON se positionnaient sur le projet ZEFIR.

Il conviendra si l'accord-cadre est reconduit en octobre 2019 pour la 4ème et dernière année, de rédiger un avenant à la présente annexe-projet qui détaillera le nombre des Régions engagées sur le projet ZEFIR et sur la maintenance ainsi que l'engagement financier de chacune des Régions qui en découlera.

Les prestations de maintenance corrective et d'assistance seront alors réalisées dans le cadre de la procédure A de la convention-cadre et dans une logique de mise en œuvre exclusivement collective.

4.1.2.2 Maintenance corrective du nouveau composant

La prestation de maintenance du composant relatif à l'outil de prescription mutualisé entre la Région Ile de France et la Région Auvergne-Rhône-Alpes est évaluée globalement à 7% du coût global du composant (400 000 €HT), soit 28 000 € HT et 33 600 € TTC sur **1 an.** L'enveloppe que la Région Ile-de-France autorise en prévoyant de disposer des fonds correspondants dans son budget est de :

14 000 €HT maximum par Région (1/2)

4.1.3 Maintenance adaptative et évolutions de la suite logicielle estimation des enveloppes financières, clé de répartition

4.1.3.1 Evolutions mutualisées entre plusieurs Régions

Une fois identifiées collectivement les principales évolutions attendues, EPSILON pourra lancer d'autres commandes ou marchés subséquents mutualisant des prestations pour ZEFIR.

Les Régions concernées par une évolution particulière pourront participer conjointement à la mise en œuvre de ce chantier, avec une répartition du coût sur le principe de calcul suivant :

Coût/Région : coût prévisionnel chantier mutualisé/n Régions avec n>=2.

Les modalités (liste des Régions, coût prévisionnel, clés de répartition, gouvernance) pourront être le cas échéant précisées dans un avenant à cette présente annexe-projet.

Les prestations seront réalisées dans le cadre de la procédure A de la convention-cadre et dans une logique de mise en œuvre exclusivement collective.

L'outil de prescription souhaité par la Région entrante Ile de France dès la 3ème année d'exécution de l'accord-cadre du projet ZEFIR entre dans cette catégorie. Ce composant sera mutualisé avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

4.1.3.2 Interventions individualisées par Région membre

Des situations particulières et des besoins spécifiques peuvent apparaitre au sein de chaque Région.

Chaque Région pourra commander des prestations spécifiques dans le cadre de la procédure B de la convention-cadre.

4.1.3.3 Enveloppe financière liée à la maintenance adaptative et aux évolutions (mutualisées et individualisées)

Le coût du composant relatif à l'outil de prescription mutualisé entre la Région Ile de France et la Région Auvergne-Rhône-Alpes est évalué globalement à 400 000 €HT, soit 480 000 €TTC.
L'enveloppe financière que la Région Ile de France autorise **sur 1 an** en prévoyant de disposer des fonds correspondants dans son budget d'investissement est de :

200 000 € HT maximum (1/2)

4.2 Conditions financières particulières

4.2.1 Conditions particulières des Avances

Sans objet. Se référer à la convention-cadre.

4.2.2 Conditions particulières du règlement des avis de facture

Par dérogation à l'article 6.4 de la convention-cadre, chaque Région procédera.au règlement des avis de facture présentés par EPSILON dans un délai de 30 jours à compter de la date de leur réception.
Le comptable assignataire chargé du règlement des avances et des avis de facture à payer à EPSILON est le Payeur Régional de chaque Région.

Article 5 Pénalités

Dans le cadre de la procédure A, des pénalités de retard pour non respect des délais contractuels de livraison et d'exécution peuvent être appliquées aux prestataires par la centrale d'achat EPSILON qui reverse les montants perçus aux Régions selon la clé de répartition indiquée à l'article 4 de la présente annexe.

La mise à disposition de la somme reversée intervient à l'expiration des délais de recours ouverts au prestataire, prévus au marché, pour contester la pénalité qui lui a été appliquée.

Dans le cadre de la procédure B, la Région qui passe directement un marché subséquent sur le fondement de l'accord-cadre pour des prestations spécifiques, prévoit les pénalités spécifiques qu'elle souhaite appliquer.

Article 6 Modalités de gouvernance du projet

Outre l'adhésion aux principes de fonctionnement d'EPSILON, l'ensemble des acteurs régionaux, impliqués dans une démarche constructive et participative, conviennent de la gouvernance du projet ci-dessous décrite, organisée en plusieurs instances :

6.1 Le comité de pilotage (COPIL)

Il est piloté par les Directeurs de Projet technique et fonctionnel désignés par la Région Nouvelle-Aquitaine et composé des DSI des Régions membres ou de leurs représentants.

Ses missions :

- Définir les orientations et les choix du projet/Arbitrages financiers
- Trancher sur les différends qui surviendraient dans le projet
- Valider les actions et les livrables

Le principe de décision est le principe majoritaire (majorité relative) des voix exprimées, avec une voix par Région, présente ou représentée.

6.2 Le comité opérationnel (COMAINT)

Il est piloté par les Directeurs de Projet technique et fonctionnel désignés par la Région Nouvelle-Aquitaine et composé de représentants reconnus pour leur expertise opérationnelle dans le contexte du projet ZEFIR et désignés par le COPIL. Ses missions :

- Pilotage et gestion opérationnels du projet/Animation
- Centralisation et prise en compte des besoins des Régions parties-prenantes
- Communication sur le projet auprès du comité de pilotage et des acteurs impliqués
- Gestion de l'exécution du marché, en collaboration avec EPSILON, au sein des processus décrits dans la convention-cadre

- En particulier, il aura en charge les opérations de vérification quantitative et qualitative de réalisation des prestations, selon les modalités définies dans les marchés subséquents. A l'issue de ces opérations de contrôle, EPSILON prononcera l'admission des prestations.

Les deux pilotes du projet ZEFIR (technique et métier) correspondent, dans la convention-cadre EPSILON, à la Direction du groupe projet.

6.3 Les correspondants juridique et financier (COFIN)

Chaque Région impliquée dans le projet identifiera un interlocuteur chargé du suivi juridique et financier du projet, en liaison avec EPSILON.

Ses coordonnées seront impérativement transmises à EPSILON

Article 7 Propriété intellectuelle et industrielle

Dans le cadre de la procédure A, l'option B38 du CCAG-TIC, relative à la cession de droits d'utilisation sur les résultats est retenue.

Le résultat désigne dans le présent projet l'ensemble des livrables résultant des prestations réalisées par le titulaire du marché (applications exécutables, codes sources, composants techniques nécessaires à l'utilisation des applications, dossiers d'études, de spécifications, de paramétrage, de tests…).

En application de l'article B38 du CCAG TIC et au titre de cette cession des droits d'auteur, le titulaire du marché cède au pouvoir adjudicateur et sous l'égide d'EPSILON aux Régions associées dans le projet ou le chantier mutualisé les droits mentionnés aux articles L.122-1 et suivants et L. 122-6 du code de la propriété intellectuelle.

Les droits ainsi cédés comprennent l'ensemble des droits patrimoniaux de représentation, de reproduction et d'adaptation, et notamment d'adaptation, d'arrangement, de correction, de traduction, d'incorporation afférents aux résultats ainsi que le droit de distribuer les résultats à des fins commerciales pour les modes d'exploitation prévus dans les documents particuliers du marché.

Cette cession est effective tant pour la France que pour l'étranger et pour toute la durée de protection des résultats par le droit d'auteur.

Dans le cadre de la procédure B, la Région qui passe directement une commande ou un marché subséquent sur le fondement de l'accord-cadre pour des prestations spécifiques, prévoit avec l'accord d'EPSILON les clauses de propriété intellectuelle et industrielle qu'elle souhaite appliquer.

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc148090-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-296

DU 3 JUILLET 2019

AFFECTATIONS PROVISIONNELLES ET SPÉCIFIQUES DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT RELATIVES À LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES - 2ÈME RAPPORT REMISES GRACIEUSES - SECTEUR RESSOURCES HUMAINES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU la délibération n° CP 10-806 du 14 octobre 2010 relative à l'adhésion à l'association française des correspondants à la protection des données à caractère personnel (AFCDP) ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération CR 33-10 du 17 juin 2010;

VU la délibération n° CP 2019-050 du 24 janvier 2019 portant affectations provisionnelles et spécifiques des autorisations d'engagement relatives à la gestion des ressources humaines – 1er rapport ;

VU la délibération n° CP 2018-401 du 19 septembre 2018 portant affectations provisionnelles et spécifiques des autorisations d'engagement relatives à la gestion des ressources humaines et plus particulièrement son article 4 ;

VU le budget de la Région Ile-de-France pour 2019 et plus particulièrement les dispositions du chapitre 930 « Services généraux » et 932 « Enseignement » ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-296 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Dépenses associées aux frais de personnel

Désaffecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 14.131,83 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP 0202-004 « Dépenses associées aux frais de personnel » (102004) du budget 2019 pour les dépenses liées aux agents des services du siège, votée par la délibération CP 2019-050 du 24 janvier 2019.

Article 2 : Dépenses associées aux frais de personnel

Affecte une autorisation d'engagement de 356.131,83 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP 0202-004 « Dépenses associées aux frais de personnel » (102004), action « Autres dépenses de personnel » (10200405) du budget 2019, pour les dépenses liées à la 2ème tranche de dématérialisation des dossiers agents.

Article 3 : Dépenses associées aux frais de personnel

Affecte une autorisation d'engagement de 40.000 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP 0202-004 « Dépenses associées aux frais de personnel » (102004), action « Formation » (10200401) du budget 2019 pour les dépenses liées aux agents du siège.

Article 4 : Formation, information des élus régionaux

Affecte une autorisation d'engagement de 85.000€ disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-021 « Formation, information des élus régionaux » (102021), du budget 2019 pour les dépenses de formation des élus du conseil régional.

Article 5 : Indemnités et charges du CESER

Désaffecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 25.000 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 022 « Conseil économique, social et environnemental régional», programme HP 022-022 « Indemnités et charges du CESER » (102022) du budget 2019 pour les dépenses de formation des élus du CESER.

Article 6 : Dépenses associées aux agents techniques des lycées

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 175.000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-024 « Dépenses associées aux agents techniques des lycées » (122024) du budget 2019 pour les dépenses liées aux agents techniques des lycées.

Article 7 : Frais de fonctionnement des groupes d'élus

Désaffecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 10.000 € disponible sur le chapitre 944 « Frais de fonctionnement des groupes d'élus », programme HP 01-003 « Frais de fonctionnement des groupes d'élus » (101003) du budget 2019 pour les dépenses liées à la formation des collaborateurs de groupes d'élus.

Article 8 : Dépenses associées aux frais de personnel

Affecte une autorisation d'engagement de 205.000 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP 0202-004 « Dépenses associées aux frais de personnel » (102004), action 10200403 « ASCRIF » du budget 2019, correspondant au solde de la subvention annuelle.

Article 9 : Cotisation 2019 à l'AFCDP

Affecte un montant de 450€ afin de couvrir le montant de la cotisation annuelle à l'association française des correspondants à caractère personnel (AFCDP). La dépense est imputée sur le chapitre 930, code fonctionnel 0202, programme HP 0202-004, action 10200401 du budget 2019.

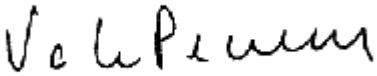
Article 10 : Remises gracieuses en faveur des agents de la Région pour des trop-perçus sur traitement

Approuve les demandes de remises gracieuses des titres de recettes émis à l'attention d'agents de la Région Ile-de-France pour des trop-perçus sur traitement conformément à l'annexe n°1 de la présente délibération.

Article 11 : Régularisation comptable des créances relatives aux prêts sociaux accordées aux agents de la Région Île-de-France dans le cadre de la clôture de la convention avec le CMP Banque

Approuve les demandes de régularisation comptable des titres de recettes émis à l'attention d'agents de la Région Ile-de-France dans le cadre de la politique des prêts sociaux conformément à l'annexe n°2 de la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Liste des remises gracieuses suite à des trop-perçus sur traitement

Proposition remises gracieuses pour CP 03/07/2019

Titres	Date d'émission des titres	Montant de la remise gracieuse demandée	Date de la dette
130-2019	23/01/19	962,91 €	05/12/18
345-2019	18/02/19	949,86 €	16/12/18
4935-2018	23/11/18	7 791,77 €	22/11/18
9-2019	02/01/19	987,90 €	30/11/18
165-2019	28/01/19	102,45 €	07/11/18
873-2019	08/03/19	16,95 €	22/12/18
4596-2018	09/11/18	5 622,68 €	30/09/18
1145-2019	25/03/19	77,77 €	23/11/18
		16 512,29 €	

Liste des régularisations comptables relatives à des créances sur les prêts sociaux

Proposition de régularisations comptables liées aux prêts sociaux pour CP 03/07/2019

Titres	Date d'émission des titres	Montant de la remise gracieuse demandée	Date de la dette
N° 2061 / 2019	14/06/19	560,52 €	Antérieure à 2011
N° 2062 / 2019	14/06/19	408,48 €	Antérieure à 2011
N° 2060 / 2019	14/06/19	619,67 €	Antérieure à 2011
N° 2064 / 2019	14/06/19	1 590,73 €	Antérieure à 2011
N° 2065 / 2019	14/06/19	2 622,07 €	Antérieure à 2011
N° 2063 / 2019	14/06/19	202,78 €	Antérieure à 2011
N° 2068 / 2019	14/06/19	152,22 €	Antérieure à 2011
N° 2067 / 2019	14/06/19	107,40 €	Antérieure à 2011
N° 2066 / 2019	14/06/19	611,78 €	Antérieure à 2011
N° 2069 / 2019	14/06/19	564,18 €	Antérieure à 2011
N° 2070 / 2019	14/06/19	1 001,20 €	Antérieure à 2011
N° 2071 / 2019	14/06/19	811,80 €	Antérieure à 2011
N° 2072 / 2019	14/06/19	1 395,90 €	Antérieure à 2011
		10 648,73 €	

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc143822-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-201

DU 3 JUILLET 2019

DEUXIÈMES AFFECTATIONS PROVISIONNELLES D'AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT SUR LE CHAPITRE 930

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 de délégation d'attributions du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017.relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU le budget 2019 de la Région ;

VU la délibération n° CP 2019-029 du 24 janvier 2019 portant sur les premières affectations provisionnelles d'autorisations de programme et d'engagement sur les crédits des systèmes d'information ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

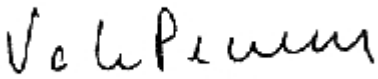
VU le rapport n°CP 2019-201 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Décide d'affecter, à titre provisionnel, en autorisation d'engagement**, 2 246 400** euros sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP0202-012 (102012) « Fonctionnement des services » du budget 2019, pour les dépenses de fonctionnement liées aux systèmes d'information.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

Acte rendu exécutoire le 5 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc146714-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-247

DU 3 JUILLET 2019

POLITIQUE ÉNERGIE-CLIMAT : 4ÈME AFFECTATION 2019 - RÈGLEMENT D'INTERVENTION SLTE - SOLDE AIRPARIF POUR 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le régime cadre exempté de notification N°SA.40405 relatif aux aides en faveur à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU le code de l'énergie ;

VU l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 relative au règlement budgétaire et financier ;

VU la loi n° 2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allégement des démarches administratives dite Loi Warsmann ;

VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite loi ALUR ;

VU la loi n° 2015-922 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, dite loi TECV ;

VU le plan de protection de l'atmosphère de l'Île-de-France arrêté le 31 janvier 2018 par le Préfet de la région d'Île-de-France et de Paris, le Préfet de Police, Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité de Paris et les Préfets des départements franciliens ;

VU la délibération n° CR 46-12 du 23 novembre 2012 relative à la politique énergie climat en route vers la transition énergétique ;

VU la délibération CR 98-12 du 22 novembre 2012 relative à l'approbation du Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE) ;

VU la délibération n° CR 16-14 du 13 février 2014 relative à la stratégie de développement de la méthanisation en Ile-de-France ;

VU la délibération n° CP 14-615 du 17 octobre 2014 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique énergie – climat régionale, 4ème affectation ;

VU la délibération n° CP 15-373 du 17 juin 2015 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique énergie – climat régionale, 3ème affectation 2015 ;

VU la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 relative à l'approbation du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020, l'approbation du Contrat de Plan Interrégional Etat Région 2015-2020 Vallée de la Seine et à l'approbation du projet de Contrat de Plan Interrégional Etat Région 2015-2020 Plan de Seine ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération CR 162-17 du 22 septembre 2017 « Simplifier le fonctionnement du Conseil régional » ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant sur la prolongation du règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 114-16 du 17 juin 2016 relative à l'adoption du plan « Changeons d'air en Île-de-France » : plan régional pour la qualité de l'air (2016-2021) ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par délibérations n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU la délibération n° CP 2017-100 du 8 mars 2017 relative à la politique énergie – climat : 2ème affectation 2017 ;

VU la délibération n° CP 18-223 du 30 mai 2018 relative à l'approbation de nouvelles conventions types pour des opérations en Délégation de Service Public dans le secteur de l'énergie ;

VU la délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018 approuvant la stratégie énergie climat de la région Ile de France ;

VU la délibération n° CP 2018-454 du 17 octobre 2018 approuvant le nouveau règlement d'intervention relatif à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie énergie climat et l'approbation des conventions-types ;

VU la délibération CP n° 2019-051 du 24 janvier 2019 relative à la politique énergie – climat : 1ère affectation 2019, mise en œuvre du plan « changeons d'air » et premières affectations de subventions à Airparif pour 2019 – Aménagement de la plaine de Pierrelaye-Bessancourt – cession du foncier régional dans l'emprise du projet ;

VU les statuts de l'association française pour l'hydrogène et les piles à combustibles du 12 décembre 2018 ;

VU le budget de la région d'Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-247 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide, au titre de la Stratégie énergie-climat, de participer au financement des 13 opérations, détaillées dans les fiches-projet correspondantes ci-jointes en annexe n° 1, pour un montant prévisionnel maximum de 5 538 823,40 €.

Subordonne le versement des subventions d'un montant supérieur à 23 000 € à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération CP 2018-454 du 17 octobre 2018 susvisée et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de 5 538 823,40 € disponible sur le chapitre 907 «Environnement», code fonctionnel 75 «Politique de l'énergie», programme PR 75-001 (475001) « Energie » action 475001063 «Energies renouvelables», du budget 2019.

Ces affectations relèvent du CPER 2015-2020, volet 3 « transition écologique et énergétique», sous-volet 31 «énergie et changement climatique», action 312 « Energies renouvelables et de récupération».

Article 2 :

Approuve le règlement d'intervention pour le soutien aux Structures Locales de la Transition Energétique, ci-joint en annexe 2 à la délibération.

Article 3 :

Décide, au titre de la Stratégie énergie-climat, de participer au financement des 14 programmes d'actions portés par les structures locales de la transition énergétique, détaillés dans les fiches-projet correspondantes ci-jointes en annexe n° 1, pour un montant prévisionnel maximum de 830 382,60 €.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant total de 830 382,60 € disponible sur le chapitre 937 «Environnement», code fonctionnel 75 «Politique de l'énergie», programme PR 75-001 (475001) «Energie», action 475001043 «Action d'intérêt général dans le domaine de l'énergie », du budget 2019.

Ces affectations relèvent du CPER 2015-2020, volet 3 «Transition écologique et énergétique », sous volet 31 « Energie et changement climatique», action 313 «Accompagnement ».

Article 4 :

Approuve la convention type relative au soutien des Structure Locale de la Transition Energétique ci-jointe en annexe 3.

Subordonne l'attribution des subventions définies à l'article 3 ci-dessus à la conclusion de conventions conformes à cette convention type et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Article 5 :

Décide, au titre de la Stratégie de développement de la méthanisation en Ile de France, de participer au financement de 7 opérations et 3 études de faisabilités, détaillées dans les fiches-projet correspondantes ci-jointes en annexe 1, pour le montant prévisionnel maximum de 3 916 746,11 €.

Subordonne le versement des subventions d'un montant supérieur à 23 000 € à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération CP 2018-454 du 17 octobre 2018 susvisée et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de 3 916 746,11 €, disponible sur le chapitre 907 «Environnement», code fonctionnel 75 «Politique de l'énergie », programme PR 75-001 (475001) «Energie », action 475001063 «Energies renouvelables », du budget 2019.

Ces affectations relèvent du CPER 2015-2020, volet 3 «transition écologique et Energétique», sous-volet 31 « énergie et changement climatique », action 312 « Energies renouvelables et de récupération».

Article 6 :

Décide d'adhérer à l'association française pour l'hydrogène et les piles à combustible –AFHYPAC dont les statuts figurent en annexe au rapport.

Décide de verser la cotisation annuelle de deux mille quatre cents euros à l'association française pour l'hydrogène et les piles à combustible au titre de l'année 2019

Affecte, à cet effet, une autorisation d'engagement de 2.400 € au profit de l'association française pour l'hydrogène et les piles à combustible disponible sur le chapitre 937, code fonctionnel 71 «Actions transversales», programme HP 71-008 (171008) «Actions transversales», action 17100803 «Soutien aux associations œuvrant pour l'environnement» du budget 2019.

Article7 :

Décide, au titre de l'aide aux investissements, d'attribuer à AIRPARIF une subvention d'un montant maximum de 304 000 € pour les opérations présentées dans la fiche projet ci-jointe en annexe 1.

Affecte, à cet effet, une autorisation de programme de 304 000 € disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 73 « Politique de l'air », Programme PR 73-001 (473001) (Qualité de l'air – Climat), action 473001013 « Investissement et études d'AIRPARIF », du budget 2019.

Cette affectation s'inscrit dans le cadre du CPER 2015-2020, volet 3 – transition écologique et énergétique, sous volet 35 – AIRPARIF, code projet 351 – AIRPARIF – Ile de France.

Article 8 :

Décide, au titre de l'aide au fonctionnement, d'attribuer à AIRPARIF une subvention d'un montant maximum de 340 000 € pour les opérations présentées dans la fiche projet ci-jointe en annexe 1.

Affecte, à cet effet, une autorisation d'engagement de 340 000 € disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 73 « Politique de l'air », Programme PR 73-001 (473001) (Qualité de l'air - Climat), action 473001023 « Soutien à AIRPARIF », du budget 2019.

Cette affectation s'inscrit dans le cadre du CPER 2015-2020, volet 3 – transition écologique et énergétique, sous volet 35 – AIRPARIF, code projet 351 – AIRPARIF – Ile de France.

Article 9 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches-projet ci jointes en annexe 1 , au regard des motifs qui y sont exposés, par dérogation aux articles 17 alinéa 3 et 29, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé

Article 10 :

Approuve l'avenant 1, ci-joint en annexe 4 , à la convention approuvée par la délibération n° CP15-373 du 17 juin 2015 susvisée, pour la réalisation des extensions 2015-2018 du Réseau de Chaleur du Blanc Mesnil, avec le Syndicat d'Équipement et d'Aménagement des Pays de France et de l'Aulnoye (SEAPFA) et autorise la présidente du Conseil régional à le signer.

Article 11 :

Approuve l'avenant 1, ci-joint en annexe 5, à la convention adoptée par délibération n° CP2017-100 du 8 mars 2017 pour la réalisation d'une unité de méthanisation à Dammarie-les-Lys, avec la SEM Biméthа 77, et autorise la présidente du Conseil régional à le signer.

Article 12 :

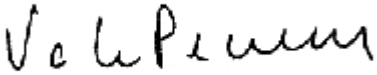
Décide de transférer à SOGI (syndicat de copropriété), la subvention attribuée antérieurement au syndic de copropriété 21/23 bd Richard Lenoir 75011 Paris, pour la réalisation d'un audit énergétique et architectural de la copropriété située au 21/23 bd Richard Lenoir 75001 PARIS (dossier 14014797) – SOGI par délibération CP 14-615 du 17 octobre 2014 susvisée.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 3 075 € disponible sur le chapitre 907 «Environnement», code fonctionnel 75 «Politique de l'Energie», programme HP 75-001 (175001) «Energie», action 17500105 « Efficacité Energétique et SEM», du budget 2019.

Article 13 :

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 29 645 € pour un marché pour la réalisation d' une étude de potentiel et d'opportunité pour le développement de la filière Hydrogène en Grande Couronne d'Ile de France, disponible sur le chapitre 937, code fonctionnel 71« Actions transversales», programme HP 71-008 (171008) «Actions transversales», action 17100804 «Etudes, prospective et valorisation» , du budget 2019.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE N°1 : FICHES-PROJET

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-247

DOSSIER N° 19005299 - 2EME AFFECTATION AU TITRE DE L'AIDE AUX INVESTISSEMENTS D'AIRPARIF POUR 2019

Dispositif : Aide aux projets d'investissement de l'association AIRPARIF (n° 00000575)
Délibération Cadre : CR114-16 du 17/06/2016
Imputation budgétaire : 907-73-20422-473001-1700
Action : 473001013- Investissements et études d'AirParif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets d'investissement de l'association AIRPARIF	304 000,00 € HT	100,00 %	304 000,00 €
	Montant total de la subvention		304 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	AIRPARIF ASS GESTION RESEAU MESUR POLLUT ATMOSP
Adresse administrative	:	7 RUE CRILLON 75004 PARIS 04
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Jean-Félix BERNARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les investissements prévus par l'association en 2019 pour les équipements directement liées à la mesure, la métrologie et la chimie représentent près de 50 % de ce programme (300 460 €). Il est prévu le renouvellement de 4 analyseurs pour les oxydes d'azote (NOx) et 3 analyseurs pour les particules PM est envisagé ainsi que l'acquisition d'un analyseur pour le carbone-suie. L'installation de nouvelles sondes sur la Tour Eiffel est également prévue ainsi que la rénovation des aménagements intérieurs des véhicules utilisés pour les campagnes de mesure.

Les demandes d'équipements informatiques (317 000 €) représentent 42 % des besoins d'investissement en 2019.
Outre les demandes courantes de renouvellement partiel du parc d'ordinateurs et de licences logicielles (pour 60 k€), un budget important est sollicité pour le renouvellement ou l'acquisition de nouveaux serveurs pour stocker des données dont le volume ne cesse d'augmenter. Un budget de 22 k€ est envisagé pour l'achat de routeurs permettant la transmission des données des stations de mesure compte tenu de l'ancien système utilisé qui va être arrêté par les opérateurs qui les gèrent.
Une enveloppe de 45k€ est également prévue pour assurer le déploiement de la phase II du nouveau site internet d'AIRPARIF.

Le budget des services généraux prévoit une enveloppe de 122 k€ pour la réhabilitation énergétique et l'étanchéité du bâtiment ainsi que l'achat d'un véhicule de service

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Comme le prévoit la convention AIRPARIF/REGION, 40 % du BP (qui est de 760 000 €) est affecté en juillet 2019 soit une affectation de 304 000 €.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/AirParif

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 3 juillet 2019 – CP 2019-247

DOSSIER N° 19006390 - REAFFECTATION DE LA SUBVENTION AU BENEFICE DE SOGI - IMMEUBLE 21-23 BD RICHARD LENOIR 75011 PARIS – AUDIT ENERGETIQUE ET ARCHITECTURAL

Dispositif : Politique énergie climat (n° 00000634)
Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-1700
Action : 17500105- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	12 300,00 € HT	25,00 %	3 075,00 €
	Montant total de la subvention		3 075,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOGI
Adresse administrative : 36 RUE DU CHEMIN VERT – 75011 PARIS
Statut Juridique : Syndicat De Copropriété
Représentant : Monsieur FRANCOIS MALBET, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2014 - 28 février 2015
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de réaffecter la subvention initialement allouée par délibération N° CP 14-615 du 17 octobre 2014 au bénéfice du nouveau syndic de copropriété, SOGI. Bien que ce changement de bénéficiaire ait été communiqué à l'administration, il n'a pas été pris en compte dans les temps. Bien que la subvention soit entachée de caducité, il convient, compte tenu des éléments précités, de la réaffecter afin de permettre son versement à SOGI.

Description :
Subvention initialement allouée par délibération CP 14-615 du 17 octobre 2014 pour la réalisation d'un audit énergétique et architectural d'une copropriété de 158 logements construite en 1976 pour une surface de 18 000 m².

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-247

DOSSIER N° 19005869 - ETUDE DE FAISABILITE POUR UNE UNITE DE METHANISATION AGRICOLE - BARCY

Dispositif : Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT) (n° 00000872)
Délibération Cadre : CR16-14 du 13/02/2014
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT)	36 300,00 € HT	50,00 %	18 150,00 €
	Montant total de la subvention		18 150,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SCEA DHUICQUE-BARCY
Adresse administrative	:	2 RUE DE MARDELLE 77910 BARCY
Statut Juridique	:	Société Civile d'Exploitation Agricole
Représentant	:	Monsieur Pierre Edouard DHUICQUE

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 19 avril 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'étude doit être finalisée avant septembre 2019, de façon à ce que le porteur de projet puisse candidater à la prochaine session de l'AAP « méthanisation » conjoint Région / ADEME. De ce fait, le démarrage doit être anticipé compte-tenu des délais de réalisation.

Description :
Ensemble d'études de faisabilité en vue de la construction d'une unité de méthanisation sur les exploitations agricoles, alimentée par une ressource de produits agricoles issus des exploitations des porteurs de projet.
Les prestations d'études se décompose en :
- Une étude de faisabilité technico-économique de l'unité (estimation du gisement, étude de l'assolement, débouchés du digestat, dimensionnement, chiffrage de l'investissement, compte prévisionnel d'exploitation, etc.) et une assistance au montage du projet (accompagnement dans les démarches et choix du constructeur);
- Une étude de raccordement au réseau de gaz, réalisée par le gestionnaire du réseau

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Accompagnement des études de faisabilité d'unités de méthanisation: 50% maximum du montant HT pour une subvention maximum de 250 000 €.

Localisation géographique :
- BARCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ETUDE DE FAISABILITE	36 300,00	100,00%
Total	36 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	18 150,00	50,00%
AUTOFINANCEMENT	18 150,00	50,00%
Total	36 300,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-247

DOSSIER N° 19005887 - ETUDE DE FAISABILITE POUR UNE UNITE DE METHANISATION AGRICOLE - SCEA DE VILLEGENARD - JOUY-SUR-MORIN (77)

Dispositif : Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT) (n° 00000872)
Délibération Cadre : CR16-14 du 13/02/2014
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT)	42 000,00 € HT	50,00 %	21 000,00 €
	Montant total de la subvention		21 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SCEA DE VILLEGENNARD
Adresse administrative	:	LA COMMANDERIE 77320 CHEVRU
Statut Juridique	:	Société Civile d'Exploitation Agricole
Représentant	:	Madame Isabelle GUILLIER

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 22 avril 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'étude doit être finalisée avant septembre 2019, de façon à ce que le porteur de projet puisse candidater à la prochaine session de l'AAP « méthanisation » conjoint Région / ADEME. De ce fait, le démarrage doit être anticipé compte-tenu des délais de réalisation.

Description :
Ensemble d'études de faisabilité en vue de la construction d'une unité de méthanisation sur les exploitations agricoles, alimentée par une ressource de produits agricoles issus des exploitations des porteurs de projet.
Les prestations d'études se décomposent en :
- Une étude de faisabilité technico-économique de l'unité (estimation du gisement, étude de l'assolement, débouchés du digestat, dimensionnement, chiffrage de l'investissement, compte prévisionnel d'exploitation, etc.) et une assistance au montage du projet (accompagnement dans les démarches et choix du constructeur);
- Une étude de raccordement au réseau de gaz, réalisée par le gestionnaire du réseau

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Accompagnement des études de faisabilité d'unités de méthanisation: 50% maximum du montant HT pour une subvention maximum de 250 000 €.

Localisation géographique :
- JOUY-SUR-MORIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TOTAL ETUDES DE FAISABILITE	42 000,00	100,00%
Total	42 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	21 000,00	50,00%
AUTOFINANCEMENT	21 000,00	50,00%
Total	42 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-247

DOSSIER N° 19005891 - CONSTRUCTION D'UNE UNITE DE METHANISATION AGRICOLE AUX ORMES-SUR-VOULZIE - AAP 6 - LES ORMES BIOMETHANE

Dispositif : Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT) (n° 00000872)
Délibération Cadre : CR16-14 du 13/02/2014
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT)	6 138 000,00 € HT	7,29 %	447 300,00 €
	Montant total de la subvention		447 300,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES ORMES BIOMETHANE
Adresse administrative : 21 RUE DE LA BELLE EPINE
77114 HERME
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur François-Xavier LETANG

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 31 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet regroupe sept exploitations agricoles réunies dans une structure nouvelle dédiée à la méthanisation, Les Ormes Biométhane.
Le projet est dimensionné sur un approvisionnement total de 10 950 t/an, composé de 55% CIVE (cultures intermédiaires à vocation énergétique), de 45% de pulpes de betterave et d'issues de silos.
Sur la partie agronomique, la production de digestat est d'environ 8 500 t/an, qui sera valorisé par épandage sur les terres des exploitants du projet. Les 1 200 ha des exploitations agricoles des actionnaires recevront 100% du digestat issu du méthaniseur.
La valorisation énergétique retenue est l'injection de biométhane sur le réseau de distribution GRTgaz à un débit moyen de 145 Nm3/h (12 430 MWh PCS/an). Le taux de valorisation énergétique (hors chauffage digesteur, séchage digesteur) est de 86%.
L'unité de méthanisation nécessitera l'équivalent de 2 temps plein.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Unité de traitement agricole : 30% maximum des investissements, aide maximale de 1 000 000 €
- Calcul de l'aide ADEME + Région en fonction des règles du fonds chaleur et des critères de rentabilité économique du dossier

Localisation géographique :
- LES ORMES-SUR-VOULZIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CONSTRUCTION D'UNE UNITE DE METHANISATION	6 138 000,00	100,00%
Total	6 138 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	447 300,00	7,29%
ADEME	447 300,00	7,29%
AUTOFINANCEMENT	110 000,00	1,79%
EMPRUNT	5 133 400,00	83,63%
Total	6 138 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-247

DOSSIER N° 19005896 - CONSTRUCTION D'UNE UNITE DE METHANISATION AGRICOLE A MAY-EN-MULTIEN - AAP 6 - BIOGAZ DU MULTIEN

Dispositif : Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT) (n° 00000872)
Délibération Cadre : CR16-14 du 13/02/2014
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT)	5 629 000,00 € HT	13,46 %	757 600,00 €
	Montant total de la subvention		757 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BIOGAZ DU MULTIEN
Adresse administrative : 15 RUE DU PRE GAULT
77145 MAY-EN-MULTIEN
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur JEROME GARNIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet regroupe cinq exploitations agricoles réunies dans une structure nouvelle dédiée à la méthanisation, Biogaz du Multien.
Le projet est dimensionné sur un approvisionnement total de 10 919 t/an, composé de 57% de CIVE (cultures intermédiaires à vocation énergétique), de 43% pulpes de betterave, d'issues de silos et d'écarts de tri de pommes de terre et de pommes.
Sur la partie agronomique, la production de digestat est d'environ 9 675 t/an, qui sera valorisé par épandage sur les terres des exploitants du projet. Les 1 987 ha des exploitations agricoles des actionnaires recevront 100% du digestat issu du méthaniseur.
La valorisation énergétique retenue est l'injection de biométhane sur le réseau de distribution GRTgaz à un débit moyen de 119 Nm3/h (10 832 MWh PCS/an). Le taux de valorisation énergétique (hors chauffage digesteur, séchage digesteur) est de 87%.
Le projet est évolutif : une phase de développement est prévue dans quelques années. L'unité à terme pourra traiter 31 960 t/an d'intrants et produire 29 784 MWh/an de biométhane.
L'unité de méthanisation nécessitera l'équivalent de 2 temps plein. La phase de construction emploiera en continu 5 personnes pendant 9 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Unité de traitement agricole : 30% maximum des investissements, aide maximale de 1 000 000 €
- Calcul de l'aide ADEME + Région en fonction des règles du fonds chaleur et des critères de rentabilité économique du dossier

Localisation géographique :
- MAY-EN-MULTIEN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CONSTRUCTION D'UNE UNITE DE METHANISATION AGRICOLE	5 629 000,00	100,00%
Total	5 629 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	757 600,00	13,46%
ADEME	580 500,00	10,31%
AUTOFINANCEMENT	400 000,00	7,11%
EMPRUNT	3 890 900,00	69,12%
Total	5 629 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-247

DOSSIER N° 19005906 - CONSTRUCTION D'UNE UNITE DE METHANISATION AGRICOLE A THIEUX - AAP 6 - ENERGIE VERTE ROISSY

Dispositif : Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT) (n° 00000872)
Délibération Cadre : CR16-14 du 13/02/2014
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT)	5 598 000,00 € HT	8,31 %	465 400,00 €
	Montant total de la subvention		465 400,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENERGIE VERTE ROISSY
Adresse administrative : FERME DE STAINS
77230 VILLENEUVE-SOUS-DAMMARTIN
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Laurent GAUTIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet regroupe trois exploitations agricoles réunies dans une structure nouvelle dédiée à la méthanisation, Energie Verte Roissy.
Le projet est dimensionné sur un approvisionnement total de 10 840 t/an, composé de 55% de CIVE (cultures intermédiaires à vocation énergétique), de 45% de pulpes de betterave et d'issues de silos.
Sur la partie agronomique, la production de digestat est d'environ 9 600 t/an, qui sera valorisé par épandage sur les terres des exploitants du projet. Les 850 ha des exploitations agricoles des actionnaires recevront 100% du digestat issu du méthaniseur.
La valorisation énergétique retenue est l'injection de biométhane sur le réseau de distribution GRDF à un débit moyen de 115 Nm3/h (10 488 MWh PCS/an). Le taux de valorisation énergétique (hors chauffage digesteur, séchage digesteur) est de 87%.
Le projet est évolutif : une phase de développement est prévue dans quelques années. L'unité à terme pourra traiter 19 320 t/an d'intrants et produire 17 643 MWh/an de biométhane.
L'unité de méthanisation nécessitera l'équivalent de 1 temps plein. La phase de construction emploiera en continu 5 personnes pendant 9 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Unité de traitement agricole : 30% maximum des investissements, aide maximale de 1 000 000 €
- Calcul de l'aide ADEME + Région en fonction des règles du fonds chaleur et des critères de rentabilité économique du dossier

Localisation géographique :
- THIEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CONSTRUCTION D'UNE UNITE DE METHANISATION AGRICOLE	5 598 000,00	100,00%
Total	5 598 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	465 400,00	8,31%
ADEME	465 400,00	8,31%
AUTOFINANCEMENT	300 000,00	5,36%
EMPRUNT	4 367 200,00	78,01%
Total	5 598 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-247

DOSSIER N° 19005916 - CONSTRUCTION D'UNE UNITE DE METHANISATION AGRICOLE A QUIERS (77) - AAP 6 - R&D BIOENERGY

Dispositif : Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT) (n° 00000872)
Délibération Cadre : CR16-14 du 13/02/2014
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT)	5 690 000,00 € HT	8,11 %	461 500,00 €
	Montant total de la subvention		461 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	RD BIO ENERGY
Adresse administrative	:	FERME DE LA BORDE 77390 ANDREZEL
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur HUBERT RABOURDIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet regroupe trois exploitations agricoles réunies dans une structure nouvelle dédiée à la méthanisation, R&D Bio Energy
Le projet est dimensionné sur un approvisionnement total de 10 989 t/an, composé de 55% CIVE (cultures intermédiaires à vocation énergétique), de 45% pulpes de betterave, d'issues de silos et de drèches de brasserie.
Sur la partie agronomique, la production de digestat est d'environ 9 650 t/an, qui sera valorisé par épandage sur les terres des exploitants du projet. Les 870 ha des exploitations agricoles des actionnaires recevront 100% du digestat issu du méthaniseur.
La valorisation énergétique retenue est l'injection de biométhane sur le réseau de distribution GRTgaz à un débit moyen de 120 Nm3/h (11 137 MWh PCS/an). Le taux de valorisation énergétique (hors chauffage digesteur, séchage digesteur) est de 86%.
Le projet est évolutif : une phase de développement est prévue dans quelques années. L'unité à terme pourra traiter 19 715 t/an d'intrants et produire 19 059 MWh/an de biométhane.
L'unité de méthanisation nécessitera l'équivalent de 1 temps plein. La phase de construction emploiera en continu 5 personnes pendant 9 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Unité de traitement agricole : 30% maximum des investissements, aide maximale de 1 000 000 €
- Calcul de l'aide ADEME + Région en fonction des règles du fonds chaleur et des critères de rentabilité économique du dossier

Localisation géographique :
- QUIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CONSTRUCTION D'UNE UNITE DE METHANISATION AGRICOLE	5 690 000,00	100,00%
Total	5 690 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	461 500,00	8,11%
ADEME	461 500,00	8,11%
AUTOFINANCEMENT	350 000,00	6,15%
EMPRUNT	4 417 000,00	77,63%
Total	5 690 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-247

DOSSIER N° 19005917 - CONSTRUCTION D'UNE UNITE DE METHANISATION AGRICOLE A CHARNY (77) - AAP 6 - CHARNY ENERGIES

Dispositif : Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT) (n° 00000872)
Délibération Cadre : CR16-14 du 13/02/2014
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT)	4 669 000,00 € HT	9,86 %	460 200,00 €
	Montant total de la subvention		460 200,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CHARNY ENERGIES
Adresse administrative	:	FERME DE CHOISY LE TEMPLE 77410 CHARNY
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur LAURENT COURTIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet regroupe trois exploitations agricoles réunies dans une structure nouvelle dédiée à la méthanisation, Charny Energies.
Le projet est dimensionné sur un approvisionnement total de 10 988 t/an, composé de 65% CIVE (cultures intermédiaires à vocation énergétique), de 35% pulpes de betterave, d'issues de silos et de tontes de gazon.
Sur la partie agronomique, la production de digestat est d'environ 9 900 t/an, qui sera valorisé par épandage sur les terres des exploitants du projet. Les 1 013 ha des exploitations agricoles des actionnaires recevront 100% du digestat issu du méthaniseur.
La valorisation énergétique retenue est l'injection de biométhane sur le réseau de distribution GRDF à un débit moyen de 107 Nm3/h (9 675 MWh PCS/an). Le taux de valorisation énergétique (hors chauffage digesteur, séchage digesteur) est de 87%.
Le projet est évolutif : une phase de développement est prévue dans quelques années. L'unité à terme pourra traiter 15 740 t/an d'intrants et produire 13 753 MWh/an de biométhane.
L'unité de méthanisation nécessitera l'équivalent de 1 temps plein. La phase de construction emploiera en continu 5 personnes pendant 9 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Unité de traitement agricole : 30% maximum des investissements, aide maximale de 1 000 000 €
- Calcul de l'aide ADEME + Région en fonction des règles du fonds chaleur et des critères de rentabilité économique du dossier

Localisation géographique :
- CHARNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CONSTRUCTION D'UNE UNITE DE METHANISATION	4 669 000,00	100,00%
Total	4 669 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	460 200,00	9,86%
ADEME	459 800,00	9,85%
AUTOFINANCEMENT	300 000,00	6,43%
EMPRUNT	3 449 000,00	73,87%
Total	4 669 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-247

DOSSIER N° 19005927 - CONSTRUCTION D'UNE UNITE DE METHANISATION AGRICOLE A COULOMBS-EN-VALOIS - AAP 6 - BIOENERGIES DE L'OURCQ

Dispositif : Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT) (n° 00000872)
Délibération Cadre : CR16-14 du 13/02/2014
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT)	5 729 000,00 € HT	13,22 %	757 600,00 €
	Montant total de la subvention		757 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	BIOENERGIES DE L'OURCQ
Adresse administrative	:	7 RUE DE LA FOSSEE 77840 COULOMBS-EN-VALOIS
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur JEAN-MARC DUWER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet regroupe trois exploitations agricoles réunies dans une structure nouvelle dédiée à la méthanisation, Bioenergies de l'Ourcq.
Le projet est dimensionné sur un approvisionnement total de 10 942 t/an, composé de 65% CIVE (cultures intermédiaires à vocation énergétique), de 35% pulpes de betterave, d'issues de silos, d'écarts de tri d'oignons et de tontes de gazon.
Sur la partie agronomique, la production de digestat est d'environ 9 850 m3/an, qui sera valorisé par épandage sur les terres des exploitants du projet. Les 621 ha des exploitations agricoles des actionnaires recevront 100% du digestat issu du méthaniseur.
La valorisation énergétique retenue est l'injection de biométhane sur le réseau de distribution GRTgaz à un débit moyen de 132 Nm3/h (12 153 MWh PCS/an). Le taux de valorisation énergétique (hors chauffage digesteur, séchage digesteur) est de 87%.
Le projet est évolutif : une phase de développement est prévue dans quelques années. L'unité à terme pourra traiter 17 385 t/an d'intrants et produire 19 342 MWh/an de biométhane.
L'unité de méthanisation nécessitera l'équivalent de 1 temps plein. La phase de construction emploiera en continu 5 personnes pendant 9 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Unité de traitement agricole : 30% maximum des investissements, aide maximale de 1 000 000 €
- Calcul de l'aide ADEME + Région en fonction des règles du fonds chaleur et des critères de rentabilité économique du dossier

Localisation géographique :
- COULOMBS-EN-VALOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CONSTRUCTION D'UNE UNITE DE METHANISATION AGRICOLE	5 729 000,00	100,00%
Total	5 729 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-de-FRANCE	757 600,00	13,22%
ADEME	263 600,00	4,60%
AUTOFINANCEMENT	370 000,00	6,46%
EMPRUNT	4 337 800,00	75,72%
Total	5 729 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-247

DOSSIER N° 19005931 - CONSTRUCTION D'UNE UNITE DE METHANISATION AGRICOLE A LIMOGES-FOURCHES (77) - AAP 6 - AGRI-BIOGAZ DE LA BRIE

Dispositif : Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT) (n° 00000872)
Délibération Cadre : CR16-14 du 13/02/2014
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT)	5 731 000,00 € HT	8,79 %	503 600,00 €
	Montant total de la subvention		503 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGRI-BIOGAZ DE LA BRIE
Adresse administrative : 4 RUE DU CHATEAU D'EAU
77550 LIMOGES-FOURCHES
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur BENJAMIN DELOISON, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet regroupe trois exploitations agricoles réunies dans une structure nouvelle dédiée à la méthanisation, Agri-Biogaz de la Brie.
Le projet est dimensionné sur un approvisionnement total de 10 943 t/an, composé de 72% de CIVE (cultures intermédiaires à vocation énergétique), de 28% pulpes de betterave, d'issues de silo et de résidus de culture.
Sur la partie agronomique, la production de digestat est d'environ 8 300 t/an, qui sera valorisé par épandage sur les terres des exploitants du projet. Les 813 ha des exploitations agricoles des actionnaires recevront 100% du digestat issu du méthaniseur.
La valorisation énergétique retenue est l'injection de biométhane sur le réseau de distribution GRDF à un débit moyen de 126 Nm3/h (11 576 MWh PCS/an). Le taux de valorisation énergétique (hors chauffage digesteur, séchage digesteur) est de 88%.
Le projet est évolutif : une phase de développement est prévue dans quelques années. L'unité à terme pourra traiter 22 987 t/an d'intrants et produire 22 681 MWh/an de biométhane.
L'unité de méthanisation nécessitera l'équivalent de 1,3 temps plein.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Unité de traitement agricole : 30% maximum des investissements, aide maximale de 1 000 000 €
- Calcul de l'aide ADEME + Région en fonction des règles du fonds chaleur et des critères de rentabilité économique du dossier

Localisation géographique :
- LIMOGES-FOURCHES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CONSTRUCTION D'UNE UNITE DE METHANISATION AGRICOLE	5 731 000,00	100,00%
Total	5 731 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	503 600,00	8,79%
ADEME	496 400,00	8,66%
AUTOFINANCEMENT	400 000,00	6,98%
EMPRUNT	4 331 000,00	75,57%
Total	5 731 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-247

DOSSIER N° 19005949 - ETUDE DE FAISABILITE POUR UNE UNITE DE METHANISATION AGRICOLE - EARL DEZOBRY FRERES - LE MESNIL AUBRY (95)

Dispositif : Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT) (n° 00000872)
Délibération Cadre : CR16-14 du 13/02/2014
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT)	48 792,22 € HT	50,00 %	24 396,11 €
	Montant total de la subvention		24 396,11 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EARL DEZOBRY FRERES
Adresse administrative : 2 RUE GEORGES POMPIDOU
95720 VILLIERS-LE-SEC
Statut Juridique : Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Florian DEZOBRY

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 avril 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'étude doit être finalisée prochainement, de façon à ce que le porteur de projet puisse candidater à la prochaine session de l'AAP « méthanisation » conjoint Région / ADEME. De ce fait, le démarrage doit être anticipé compte-tenu des délais de réalisation.

Description :
Ensemble d'études de faisabilité en vue de la construction d'une unité de méthanisation sur les exploitations agricoles, alimentée par une ressource de produits agricoles issus des exploitations des porteurs de projet.
Les prestations d'études se décompose en :
- Une étude de faisabilité technico-économique de l'unité (estimation du gisement, étude de l'assolement, débouchés du digestat, dimensionnement, chiffrage de l'investissement, compte prévisionnel d'exploitation, etc.) et une assistance au montage du projet (accompagnement dans les démarches et choix du constructeur);
- Une étude de raccordement au réseau de gaz, réalisée par le gestionnaire du réseau

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Accompagnement des études de faisabilité d'unités de méthanisation: 50% maximum du montant HT pour une subvention maximum de 250 000 €.

Localisation géographique :
- LE MESNIL-AUBRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ETUDES DE FAISABILITE UNITE DE METHANISATION	48 792,22	100,00%
Total	48 792,22	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	24 396,11	50,00%
AUTOFINANCEMENT	24 396,11	50,00%
Total	48 792,22	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-247

DOSSIER N° EX045163 - GPS&O : RACCORDEMENT DE 4 BATIMENTS AU RESEAU DE CHALEUR DE MANTES-LA-JOLIE

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP 2018-454 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 907-75-204142-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	1 732 245,00 € TTC	6,29 %	109 000,00 €
	Montant total de la subvention		109 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND PARIS SEINE ET OISE
Adresse administrative : RUE DES CHEVRIES
78410 AUBERGENVILLE
Statut Juridique : Communauté Urbaine
Représentant : Monsieur Philippe TAUTOU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier déposé en décembre 2018 pour un démarrage courant 2019, conformément aux règles de fonctionnement de l'appel à projets 'Chaleur renouvelable' coporté avec l'ADEME.

Description :
Ce projet concerne la densification du réseau de chaleur de Mantes-la-Jolie. Les quatre nouveaux raccordements sont portés par une volonté forte de la ville et de la communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise, délégant du réseau. La communauté urbaine est prête à aider aux investissements qui ne seraient pas réalisables autrement au vu de la faible durée restante du contrat de concession (moins de 7 ans). Cela permet de faire bénéficier à deux bâtiments existants et à deux bâtiments neufs d'une énergie EnR&R à plus de 50%. Pour ce faire, l'extension du réseau sera de 728 ml dont seulement 108 ml en haute température pour limiter les pertes thermiques et l'investissement réseau. Il est également nécessaire de rénover une sous-station dotée d'une chaufferie de secours.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération n°CP2018-454 :

- Aide régionale pour une extension ou une création de réseau de chaleur : 30% maximum des investissements, aide maximale de 2 000 000 €.
- Calcul de l'aide ADEME + Région en fonction des règles du fonds chaleur et des critères de rentabilité économique du dossier.

Localisation géographique :

- MANTES-LA-JOLIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Voirie, génie civil, tranchée	661 000,00	38,16%
Aménagement, VRD	98 000,00	5,66%
Distribution hydraulique	325 220,00	18,77%
Sous-stations	172 100,00	9,94%
Rénovation sous-station pour alimentation BP	51 750,00	2,99%
Rénovation sous-station secours nouvel abonné	409 975,00	23,67%
MOE	14 200,00	0,82%
Total	1 732 245,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	109 000,00	6,29%
Subvention ADEME (sollicitée)	109 000,00	6,29%
Fonds GPS&O	894 000,00	51,61%
Fonds SOMEC	139 245,00	8,04%
Droits de raccordement	481 000,00	27,77%
Total	1 732 245,00	100,00%

DOSSIER N° EX045178 - CRETEIL : CREATION D'UN 3EME TUBE SUR INTERCONNEXION ENTRE RESEAU ET UVE

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP 2018-454 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 907-75-204142-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	3 320 000,00 € HT	4,52 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE CRETEIL
Adresse administrative	:	1 PLACE SALVADOR ALLENDE 94000 CRETEIL
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Laurent CATHALA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 30 avril 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier déposé en décembre 2018 pour un démarrage courant 2019, conformément aux règles de fonctionnement de l'appel à projets 'Chaleur renouvelable' coporté avec l'ADEME.

Description :
Le projet consiste en la création d'un troisième tube de 1550 ml sur l'interconnexion entre l'unité de valorisation énergétique (UVE) de Créteil et le réseau de chaleur de Créteil pour augmentation de la fourniture de chaleur de l'UVE.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération n°CP2018-454 :
- Aide régionale pour une extension ou une création de réseau de chaleur : 30% maximum des investissements, aide maximale de 2 000 000 €.
- Calcul de l'aide Région en fonction des règles du fonds chaleur et des critères de rentabilité économique du dossier.

Localisation géographique :

- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Génie civil et terrassement	1 199 000,00	36,11%
Tuyauteries acier pré-isolées	568 000,00	17,11%
Réseau divers	199 000,00	5,99%
Modifications en chaufferie	648 000,00	19,52%
Divers (MOE, assurances, aléas, ...)	706 000,00	21,27%
Total	3 320 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	150 000,00	4,52%
Fonds propres	670 000,00	20,18%
Fonds de concours VALO'MARNE	2 500 000,00	75,30%
Total	3 320 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-247

DOSSIER N° 19006210 - VAL D'EUROPE AGGLO : EXTENSION DU RESEAU DE CHALEUR

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP 2018-454 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 907-75-204142-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	7 704 472,30 € TTC	11,68 %	900 000,00 €
	Montant total de la subvention		900 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU VAL D'EUROPE AGGLOMERATION
Adresse administrative : CHATEAU DE CHESSY 77700 CHESSY
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Jean-Paul BALCOU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 31 décembre 2026
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier déposé en décembre 2018 pour un démarrage courant 2019, conformément aux règles de fonctionnement de l'appel à projets 'Chaleur renouvelable' coporté avec l'ADEME.

Description :
Le projet consiste à développer les 2 réseaux de chaleur implantés sur les communes de Chessy et de Serris en raccordant de nouveaux bâtiments, neufs et existants, et à les interconnecter en vue de mutualiser la production de chaleur sur la parcelle de la ZAC du Pré de Claye. L'extension du réseau représente une longueur de 7 071 ml.
Le réseau de chaleur sera alimenté en priorité par une production en chaleur issue de géothermie profonde via le réseau existant VN-DLP exploité par SGVE (Société Géothermale du Val d'Europe).
Le réseau de chaleur est exploité par EVVE (filiale de CORIANCE), dans le cadre d'une DSP attribuée par la collectivité Val d'Europe Agglomération (VEA).

Les livraisons des lots de ces secteurs sont prévues entre 2018 et 2026. Les besoins en production de chaleur du Réseau VEA à échéance du développement des ZAC s'élèvent à environ 49 266 MWh et seront assurés en priorité par de la géothermie puis de la biomasse et du gaz en dernier recours.
Le projet consiste à valoriser la chaleur renouvelable locale sur un secteur en plein développement, avec pour intérêt direct un impact environnemental réduit car des émissions de gaz à effet de serres évités par rapport à une situation traditionnelle (chaufferies gaz en pied d'immeubles).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération n°CP2018-454 :
- Aide régionale pour une extension ou une création de réseau de chaleur : 30% maximum des investissements, aide maximale de 2 000 000 €.
- Calcul de l'aide ADEME + Région en fonction des règles du fonds chaleur et des critères de rentabilité économique du dossier.

Localisation géographique :
- CHESSY
- SERRIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Voirie, génie civil, tranchée	1 866 847,10	24,23%
Distribution hydraulique	1 244 564,70	16,15%
Sous-stations	3 218 376,00	41,77%
MOE, AMO, bureau de contrôle, SPS, OPC	1 374 684,50	17,84%
Total	7 704 472,30	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	900 000,00	11,68%
Subvention ADEME	1 343 623,00	17,44%
Emprunts	5 460 849,30	70,88%
Total	7 704 472,30	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-247

DOSSIER N° EX045160 - AAP EnR électriques : SDESM, installation PV sur locaux techniques St CYR SUR MORIN

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP 2018-454 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 907-75-204182-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	28 000,00 € TTC	50,00 %	14 000,00 €
	Montant total de la subvention		14 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SDESM SYNDICAT DEPARTEMENTAL DES ENERGIES DE SEINE ET MARNE
Adresse administrative	:	1 RUE CLAUDE BERNARD 77000 LA ROCHETTE
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte Communal
Représentant	:	Monsieur Pierre YVROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 juillet 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Implantation d'une centrale photovoltaïque de 18kWc en toiture dans le cadre de l'extension du bâtiment des services techniques de la commune de St-Cyr-sur-Morin. Cette centrale de production photovoltaïque sera installée et exploité par le SDESM.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément aux dispositions du réglement de l'appel à projet les installations photovoltaïque peuvent bénéficier d'un financement à hauteur de 50% des dépenses éligible.
L'analyse économique du projet montre que la viabilité est atteinte avec un soutien régional de 50% soit une subvention de 14 000€.

Localisation géographique :
- SAINT-CYR-SUR-MORIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture, installation et mise en service des panneaux solaires	26 400,00	94,29%
raccordement ENEDIS	1 600,00	5,71%
Total	28 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	14 000,00	50,00%
fonds propres	14 000,00	50,00%
Total	28 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-247

DOSSIER N° EX045172 - SMAG ALFORTVILLE : EXTENSION DU RESEAU DE CHALEUR

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP 2018-454 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 907-75-204182-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	1 477 440,00 € HT	10,15 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SMAG : SYNDICAT MIXTE POUR LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION DE CHALEUR A ALFORTVILLE
Adresse administrative : H TEL DE VILLE BP 75
94142 ALFORTVILLE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur THOMAS MAURICE, Vice-président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2024
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier déposé en décembre 2018 pour un démarrage courant 2019, conformément aux règles de fonctionnement de l'appel à projets 'Chaleur renouvelable' coporté avec l'ADEME.

Description :
L'opération du SMAG concerne la densification du réseau de chaleur de 490 ml sur la commune d'Alfortville, cette opération s'inscrit dans le cadre d'un programme de renouvellement urbain dans le secteur Sud de la commune d'Alfortville et se définit comme suit :

- Projet Delta

Le projet du SMAG concerne le bâtiment situé sur les rues de Rome, Toulon et Etienne Dolet, comportant 58 logements et une crèche. Cette extension nécessite la création de 170 ml de tranchées (340 mètres linéaires de réseaux)
L'aménageur du projet est COGEDIM PARIS METROPOLE

- Projet Marseille/Nice/Dolet

Le projet SMAG concerne le bâtiment situé au 197 rue Etienne Dolet comportant 20 logements. Cette extension nécessite la création de 20 ml de tranchées (40 mètres linéaires de réseaux)

- Projet Arche boulevard Carnot Vésinet

Le projet SMAG concerne le bâtiment situé au 1-3-5 Boulevard Carnot comportant 71 logements. Cette

extension nécessite la création de 20 ml de tranchées (40 mètres linéaires de réseaux)

- Projet Quartier gare de marchandise

Le projet SMAG concerne le bâtiment situé rue Baboeuf comportant 250 logements. Cette extension nécessite la création de 280 ml de tranchées (580 mètres linéaires de réseaux) et l'implantation de 3 sous-stations.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Conformément à la délibération n°CP2018-454 :

- Aide régionale pour une extension ou une création de réseau de chaleur : 30% maximum des investissements, aide maximale de 2 000 000 €.
- Calcul de l'aide Région en fonction des règles du fonds chaleur et des critères de rentabilité économique du dossier.

Localisation géographique :

- ALFORTVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Voirie, génie civil, tranchée	196 000,00	13,27%
Distribution hydraulique	542 000,00	36,69%
Sous-stations	540 000,00	36,55%
Supervision - Télégestion	90 000,00	6,09%
MOE	109 440,00	7,41%
Total	1 477 440,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	150 000,00	10,15%
Fonds propres	1 327 440,00	89,85%
Total	1 477 440,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-247

DOSSIER N° 19006194 - SIMACUR : EXTENSION RESEAU MASSY-ANTONY VERS SECTEUR VILGENIS

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP 2018-454 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 907-75-204182-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	4 834 249,91 € HT	13,93 %	673 470,00 €
	Montant total de la subvention		673 470,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SIMACUR SI MASSY ANTONY CHAUFFAGE URBAIN
Adresse administrative	:	1 AV DU GENERAL DE GAULLE 91300 MASSY
Statut Juridique	:	Syndicat Intercommunal à Vocation Unique
Représentant	:	Monsieur Pierre OLLIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier déposé en décembre 2018 pour un démarrage courant 2019, conformément aux règles de fonctionnement de l'appel à projets 'Chaleur renouvelable' coporté avec l'ADEME.

Description :
Le projet consiste à raccorder la ZAC Vilgénis ainsi que d'autres prospects situés sur cette zone au réseau de chaleur existant des villes de Massy et Antony. Cette extension de 3,4 km représente un volume annuel de 15 GWh environ.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération n°CP2018-454 :
- Aide régionale pour une extension ou une création de réseau de chaleur : 30% maximum des investissements, aide maximale de 2 000 000 €.
- Calcul de l'aide ADEME + Région en fonction des règles du fonds chaleur et des critères de rentabilité économique du dossier.

Localisation géographique :

- MASSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Voirie, génie civil, tranchée	1 487 579,06	30,77%
Travaux spécifiques	80 000,00	1,65%
Distribution hydraulique	1 434 048,87	29,66%
Sous-stations	1 235 000,00	25,55%
AMO	597 621,98	12,36%
Total	4 834 249,91	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	673 470,00	13,93%
Subvention ADEME (sollicitée)	720 000,00	14,89%
Emprunt	3 440 779,91	71,18%
Total	4 834 249,91	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-247

DOSSIER N° 19006197 - SYNDICAT INTERCO VILLIERS LE BEL GONESSE : EXTENSION DU RESEAU DE CHALEUR

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP 2018-454 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 907-75-204182-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	1 097 400,00 € HT	18,22 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYNDICAT INTERCOMMUNAL VILLIERS LE BEL-GONESSE
Adresse administrative	:	66 RUE DE PARIS 95500 GONESSE
Statut Juridique	:	Syndicat Intercommunal à Vocation Unique
Représentant	:	Monsieur Michel JAURREY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 31 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier déposé en décembre 2018 pour un démarrage courant 2019, conformément aux règles de fonctionnement de l'appel à projets 'Chaleur renouvelable' coporté avec l'ADEME.

Description :
Le projet concerne la création d'une extension de 710 ml du réseau de chaleur de Villiers-le-Bel/Gonesse afin d'alimenter en chaleur le projet TENORE de GRT gaz.
Le projet TENORE prévoit d'installer une turbine de détente en parallèle des vannes classiques de détente afin de produire de l'électricité en complément du procédé nécessaire de détente. Le procédé génère des déperditions importantes qu'un apport de chaleur permet de compenser. Ce projet constitue une belle synergie puisque le réseau de chaleur apportera une chaleur écologique et économique à TENORE et récupèrera en retour des températures basses qui permettent de mieux valoriser la géothermie.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Conformément à la délibération n°CP2018-454 :
- Aide régionale pour une extension ou une création de réseau de chaleur : 30% maximum des investissements, aide maximale de 2 000 000 €.
- Calcul de l'aide ADEME + Région en fonction des règles du fonds chaleur et des critères de rentabilité économique du dossier.

Localisation géographique :
- VILLIERS-LE-BEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production (pompe de distribution réseau)	150 000,00	13,67%
Voirie, génie civil, tranchée	426 000,00	38,82%
Distribution hydraulique	284 000,00	25,88%
Sous-stations	54 500,00	4,97%
MOE, AMO, bureau de contrôle, SPS, OPC	182 900,00	16,67%
Total	1 097 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	200 000,00	18,22%
Emprunts	897 400,00	81,78%
Total	1 097 400,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-247

DOSSIER N° 19006206 - SYND MIXTE GEOTHERMIE CHELLES : EXTENSION DU RESEAU ET MISE EN OEUVRE D'UNE NOUVELLE PAC SUR LE DOUBLET DE GEOTHERMIE

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP 2018-454 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 907-75-204182-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	9 861 216,00 € HT	12,05 %	1 188 696,50 €
	Montant total de la subvention		1 188 696,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE GEOTHERMIE DE CHELLES
Adresse administrative : PARC DU SOUVENIR EMILE FOUCHARD 77500 CHELLES CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur LAURENT DILOUYA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2026
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier déposé en décembre 2018 pour un démarrage courant 2019, conformément aux règles de fonctionnement de l'appel à projets 'Chaleur renouvelable' coporté avec l'ADEME.

Description :
Le projet consiste en une extension du réseau de chaleur de Chelles de 4442 mètres linéaires, alimenté par une production en géothermie associée à la mise en œuvre d'une pompe à chaleur.

Le réseau de chaleur de Chelles et son développement font partie intégrante de la politique locale en termes de développement durable.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération n°CP2018-454 :
- Aide régionale pour une extension ou une création de réseau de chaleur et pour la mise en oeuvre d'une

pompe à chaleur : 30% maximum des investissements, aide maximale de 2 000 000 €.
- Calcul de l'aide ADEME + Région en fonction des règles du fonds chaleur et des critères de rentabilité économique du dossier.

Localisation géographique :

- CHELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Bâtiment PAC chaufferie	450 000,00	4,56%
Process PAC	1 580 000,00	16,02%
Sous-stations	1 566 997,00	15,89%
Pompes de circulation primaires réseau	80 165,00	0,81%
Distribution hydraulique	5 287 580,00	53,62%
MOE	896 474,00	9,09%
Total	9 861 216,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	1 188 696,50	12,05%
Subvention ADEME	1 188 696,50	12,05%
Emprunts	7 483 823,00	75,89%
Total	9 861 216,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-247

DOSSIER N° EX045166 - AAP EnR électriques - NEXIMMO 116, installation photovoltaïque en ombrières de parking

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP 2018-454 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	829 514,00 € HT	36,17 %	300 000,00 €
	Montant total de la subvention		300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NEXIMMO 116
Adresse administrative : 19 RUE DE VIENNE
75008 PARIS 8E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur JULIEN CARMONA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 juillet 2019 - 15 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'opération sera réalisée au cœur d'un projet global sur le lieu suivant : ZAC des deux Golfs à Bailly-Romainvilliers (77 700).

Dans le cadre de la ZAC des deux golfs, des activités de type Hôtellerie, Enseignement, Restauration, etc.) ont des consommations électriques qui permettront une autoconsommation à 100% de l'énergie issue du générateur photovoltaïque sur le site.

Le projet global au sein duquel se situe l'opération est la construction d'un campus de formation type université d'entreprise.
L'opération consiste en l'implantation d'un générateur photovoltaïque de 293kWc équipé de modules PV haute-performance. Les modules sont situés en ombrière au-dessus des places de parking. L'ombrière est prévu entièrement en bois et abrite l'ensemble des places de stationnement, 20 bornes de rechargement des véhicules électriques et 70 places de vélos.

L'objectif de l'opération est de produire de l'électricité (313 MWh/an en moyenne sur 25 ans) issue d'énergie renouvelable à des fins d'autoconsommation sur site, le tout dans une démarche environnementale (pas d'artificialisation au sol ajoutée, certification Cradle to Cradle).
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le calcul de la subvention est calculé sur la base du taux maximum de 50% sur la base des dépenses éligibles qui se montent à 829514€ HT.
Subvention proposée 300 000 €

Localisation géographique :
- BAILLY-ROMAINVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
générateur installation PV	617 220,00	74,41%
génie civil	131 525,00	15,86%
AMO	80 769,00	9,74%
Total	829 514,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	300 000,00	36,17%
emprunt	529 514,00	63,83%
Total	829 514,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-247

DOSSIER N° EX045175 - 100 projets d'énergie renouvelable citoyens - TRAVAUX POUR UN HABITAT ECO-CITOYEN À RUEIL-MALMAISON, ISOLATION ET ENERGIE

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP 2018-454 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	6 948,00 € TTC	80,00 %	5 558,40 €
	Montant total de la subvention		5 558,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	TRAVAUX POUR UN HABITAT ECO-CITOYEN RUEIL-MALMAISON, ISOLATION ET ENERGIE
Adresse administrative	:	AVENUE DU PR SIDENT GEORGES POMPIDOU 92500 RUEIL-MALMAISON
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur GERARD KUEFFER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 juillet 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : dépôt de dossier le 1er février permettant l'éligibilité des dépenses à cette date comme prévu dans le RI

Description :
Il s'agit de réaliser une étude de faisabilité d'une installation photovoltaïque sur le toit du Conservatoire de Musique Avenue Paul Doumer à Rueil-Malmaison.
L'étude est réalisée par l'Association THERMIE. Une société de projet sera consitituée pour la réalisation des travaux.
Les projets citoyens sont exemptés des obligations en matière de recrutement des stagiaires.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de l'étude est de 6948€ pour évaluer la faisabilité technique, économique et juridique de l'installation. Le taux de subvention qu'il est proposer d'appliquer est le taux maximum prévu par le dispositif soit 80%. Le montant de la subvention proposé est de 5558.40€

Localisation géographique :

- RUEIL-MALMAISON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
étude de faisabilité	6 948,00	100,00%
Total	6 948,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	5 558,40	80,00%
fonds propres	1 389,60	20,00%
Total	6 948,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

DOSSIER N° EX045176 - SOCIETE GEOTHERMALE DE VAL D'EUROPE : EXTENSION DU RESEAU SUR LES COMMUNES DE CHESSY ET SERRIS

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP 2018-454 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	544 236,35 € HT	27,56 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOCIETE GEOTHERMALE DE VAL D EUROPE
Adresse administrative : 8 RUE HAL VY
75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur ARNAUD SUSPLUGAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier déposé en décembre 2018 pour un démarrage courant 2019, conformément aux règles de fonctionnement de l'appel à projets 'Chaleur renouvelable' co-porté avec l'ADEME.

Description :
Projet d'extension de 205,6 ml d'un réseau de chaleur sur les communes de Chessy (77700) et de Serris (77700). Le réseau de chaleur relie actuellement la centrale géothermique de Bailly-Romainvilliers. L'extension permettra de raccorder les réseaux de chaleur en cours de construction sur les ZAC Studios et Congrès et Pré de Claye sur le Val d'Europe afin de les alimenter en chaleur géothermale.

Ce projet s'inscrit dans la logique EnR'Choix car il permet d'alimenter des bâtiments fortement isolés dans une logique de mutualisation des moyens de production présents sur le territoire et ce afin de rendre prioritaire une énergie non délocalisable déjà existante.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération n°CP2018-454 :
- Aide régionale pour une extension ou une création de réseau de chaleur : 30% maximum des investissements, aide maximale de 2 000 000 €.
- Calcul de l'aide Région en fonction des règles du fonds chaleur et des critères de rentabilité économique du dossier.

Localisation géographique :
- CHESSY
- SERRIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Echangeurs et tuyauterie y compris comptage et régulation	132 825,00	24,41%
Armoire électrique + SOFREL	24 150,00	4,44%
Réseau GC + 3 tubes extension Pré de Claye	48 803,61	8,97%
Réseau GC + 3 tubes studio et congrès	279 807,74	51,41%
Etudes, plan, CSPS, géolocalisation	58 650,00	10,78%
Total	544 236,35	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	150 000,00	27,56%
Fonds propres	394 236,35	72,44%
Total	544 236,35	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur des réseaux de chaleur et de froid efficaces

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-247

DOSSIER N° EX045179 - RESEAU PRIVE CHALEUR SARCELLES : EXTENSION VERS GARGES LES GONESSE

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP 2018-454 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	14 459 076,89 € HT	11,74 %	1 698 098,50 €
	Montant total de la subvention		1 698 098,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SARCELLES ENERGIE
Adresse administrative : 33 PLACE DES COROLLES
92400 COURBEVOIE
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur BENOÎT GUIBLIN, Président directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2019 - 30 septembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier déposé en décembre 2018 pour un démarrage courant 2019, conformément aux règles de fonctionnement de l'appel à projets 'Chaleur renouvelable' coporté avec l'ADEME.

Description :
Le projet prévoit le raccordement de 55 GWh sur la ville de Garges-lès-Gonesse et 4 GWh sur la ville de Sarcelles soit près de 5 000 équivalents logements, alimentés à plus de 70% par de l'énergie d'origine renouvelable & de récupération, pour un montant d'investissement brut de 14 459 077 €HT.

En privilégiant les énergies locales se substituant à de l'énergie fossile, ce projet va permettre d'éviter l'émission de plus de 6 700 tonnes éq. CO2 par an, de favoriser l'emploi local pour l'exploitation de la production et de la distribution de chaleur. Le réseau privé de Sarcelles fait partie intégrante de l'aménagement du territoire et fédère la communauté d'agglomération autour d'un projet commun. Depuis 2006, Sarcelles Investissement a financé d'importants travaux pour rénover et fiabiliser la production et la distribution de ce réseau de chaleur, qui est devenu une solution incontournable pour les projets immobiliers de la ville. Ce réseau est l'un des moyens qui permettra d'atteindre, à l'échelle du territoire de Sarcelles et de Garges-lès-Gonesse, les objectifs fixés par la loi de transition énergétique pour la croissance verte.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 5 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération n°CP2018-454 :
- Aide régionale pour une extension ou une création de réseau de chaleur : 30% maximum des investissements, aide maximale de 2 000 000 €.
- Calcul de l'aide ADEME + Région en fonction des règles du fonds chaleur et des critères de rentabilité économique du dossier.

Localisation géographique :
- GARGES-LES-GONESSE
- SARCELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Voirie, génie civil, tranchée	6 042 231,40	41,79%
Pompe de circulation primaire réseau	112 917,56	0,78%
Distribution hydraulique	4 047 396,10	27,99%
Sous-stations	3 905 212,88	27,01%
MOE	351 318,95	2,43%
Total	14 459 076,89	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	1 698 098,50	11,74%
Subvention ADEME	1 698 098,50	11,74%
Fonds propres	11 062 879,89	76,51%
Total	14 459 076,89	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur des réseaux de chaleur et de froid efficaces

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-247

DOSSIER N° 19005298 - 2EME AFFECTATION AU TITRE DE L'AIDE AU FONCTIONNEMENT D'AIRPARIF 2019

Dispositif : Aide au fonctionnement de l'association AIRPARIF (n° 00000576)
Délibération Cadre : CR114-16 du 17/06/2016
Imputation budgétaire : 937-73-6574-473001-1700
Action : 473001023- Soutien à AIRPARIF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au fonctionnement de l'association AIRPARIF	340 000,00 € HT	100,00 %	340 000,00 €
	Montant total de la subvention		340 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AIRPARIF ASS GESTION RESEAU MESUR POLLUT ATMOSP
Adresse administrative : 7 RUE CRILLON 75004 PARIS 04
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Félix BERNARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Outre le maintien des travaux récurrents de l'observatoire de la qualité de l'air en Île-de-France et l'information du public et des autorités, les priorités 2019 seront les suivantes :

Axe Surveiller : Concerne la mesure, la modélisation et les cartographies. L'accent sera mis sur la prévision et la compréhension des épisodes de pollution et de la pollution chronique. L'étude des tendances des niveaux de pollution sera accomplie en 2019. Un inventaire des émissions de l'année 2017 sera réalisé en cours d'année et rendu public fin 2019/début 2020, pour les principales sources de pollution. Les cartographies HOR'AIR calculant les niveaux de pollution en tout point de la région seront améliorées. En matière de prévision de la qualité de l'air, les efforts porteront sur la mise en place d'une probabilité de dépassement d'un seuil de la procédure d'information et d'alerte et d'une fourchette des concentrations maximales. La campagne régionale de mesure des niveaux de dioxides d'azote (NO_2) par tubes à diffusion sera terminée en 2019. La campagne de mesure dans les enceintes ferroviaires souterraines de la SNCF se poursuivra pendant deux ans sur la gare du RER C Avenue Foch.

Axe Comprendre : La valorisation des données de mesure des particules sera un axe fort de 2019. La détermination des émissions réelles des bus en circulation et de certaines chaufferies se poursuivra également. D'autres secteurs d'activité seront explorés. AIRPARIF mettra en place des outils de

scénarisation légers pour répondre plus rapidement à des questions sur l'impact de mesures de réduction d'émissions sur la qualité de l'air. Un inventaire prospectif des émissions pour 2025 sera réalisé, pour une publication au cours du 1er trimestre 2020.

Axe Accompagner : Cela concerne l'accompagnement des partenaires dont les collectivités. AIRPARIF et le AIRLAB poursuivront leurs travaux sur l'utilisation de micro-capteurs avec notamment une seconde édition de son challenge. Le nouveau site internet d'AIRPARIF sera mis en service courant 2019. AIRPARIF va continuer ses collaborations à l'international (Bruxelles, Hanoï, Pékin et Téhéran etc).

Axe Supports : Le suivi budgétaire sera renforcé. AIRPARIF assurera également le maintien de son accréditation et de sa certification qualité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Comme le prévoit la convention AIRPARIF/REGION, 40 % du BP (qui est de 850 000 €) est affecté en juillet 2019, soit 340 000 €.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/AirParif

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

DOSSIER N° 19004785 - CONSEIL DEPARTEMENTAL ESSONNE 91 PROGRAMME D'ACTION ENERGIE 2019

Dispositif : Plan régional énergies- sensibilisation (n° 00000195)
Délibération Cadre : CR2018-016 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 937-75-65733-475001-1700
Action : 475001043- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	303 000,00 € TTC	15,00 %	45 450,00 €
	Montant total de la subvention		45 450,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE L'ESSONNE
Adresse administrative : BD DE FRANCE
91012 EVRY CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur François DUROVRAY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : le programme d'action de la structure se déroule sur une année civile.

Description :
Le socle des 3 missions : soutenir, en proximité, l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique, se décline ainsi pour le CD91 qui anime la plateforme Rénover Malin sur tout le territoire du 91
Mission 1 (particuliers) : action proactive de communication et d'information, accompagnement de projet, conseils et orientations, valorisations des réalisations,
Mission 2 (entreprises) : campagne d'affiliation des entreprises, animations d'ateliers à destination des entreprises, promotions des éco-matériaux et EnR, contrôles post-chantiers, animation du réseau des entreprises, mise en relations (café rénover malin), valorisation
Mission 3 (collectivités) : diffusion d'une culture commune sur la transition énergétique, promotion de l'intérêt de la structure auprès des collectivités, accompagnement des actions sur le patrimoine départemental, valorisation des certificats d'économie d'énergie, partenariats (coordination des acteurs de la rénovation, lutte contre la précarité énergétique)

7.9 ETP pour le socle des missions :
0.6 ETP de direction
0.3 ETP fonctions supports
5 ETP cible particuliers

1.5 ETP cible professionnels
0.5 ETP cible collectivités

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention s'élève à 15% des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, tel que votée dans le règlement d'intervention en CP 2019-247
Ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, votée en CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
charges de personnel	282 700,00	100,00%
Total	282 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	45 450,00	16,08%
ADEME	142 000,00	50,23%
partenaires privés	5 000,00	1,77%
fonds propres	90 250,00	31,92%
Total	282 700,00	100,00%

DOSSIER N° 19003995 - ALEC OUEST ESSONNE PROGRAMME D'ACTION 2019

Dispositif : Plan régional énergies- sensibilisation (n° 00000195)
Délibération Cadre : CR2018-016 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-1700
Action : 475001043- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	595 000,00 € TTC	12,61 %	75 000,00 €
	Montant total de la subvention		75 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ALEC OUEST ESSONNE AGENCE LOCALE DE L ENERGIE ET DU CLIMAT OUEST ESSONNE
Adresse administrative	:	13 VOIE DE LA CARDON 91120 PALAISEAU
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame NATHALIE FRANCESETTI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : le programme d'action de la structure se déroule sur une année civile.

Description :
L'objectif du socle des 3 missions : soutenir, en proximité, l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique, à savoir :
- intensifier la rénovation énergétique des bâtiments, en travaillant au plus près des cibles (accompagnement des copropriétés, animation d'un réseau de professionnels, résorption de la précarité énergétique, etc.)
- accompagner la mise en place des plans climat portés par les EPCI : acculturation, mobilisation, appropriation, ...
- conseils et animation auprès du grand public (Conseillers info énergie) notamment sur la rénovation, la précarité énergétique, etc.

Moyens mis à disposition :
1 ETP direction 85 000
1 ETP : communication 40 000
4 ETP cible 1 : particuliers 200 000
1 ETP cible 2 : professionnels 50 000
4 ETP cible 3 : collectivités 220 000

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention s'élève à 15% des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, tel que votée dans le règlement d'intervention en CP 2019-247
Ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, votée en CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses salariales	595 000,00	100,00%
Total	595 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	75 000,00	12,61%
ADEME	200 000,00	33,61%
Collectivités	320 000,00	53,78%
Total	595 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-247

DOSSIER N° 19004093 - ALEC MVE SOUTIEN AU PROGRAMME D'ACTIONS ENERGIE 2019

Dispositif : Plan régional énergies- sensibilisation (n° 00000195)
Délibération Cadre : CR2018-016 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-1700
Action : 475001043- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	813 609,00 € TTC	9,22 %	75 000,00 €
	Montant total de la subvention		75 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MVE MAITRISEZ VOTRE ENERGIE
Adresse administrative : 12 BD ROUGET DE LISLE
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Brigitte CORINTHIOS, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : le programme d'action de la structure se déroule sur une année civile.

Description :
le programme d'action de la structure repose sur les 3 cibles particuliers / professionnnels / collectivités définies avec la Région.

Mission 1 : assurer le conseil personnalisé aux particuliers dans leurs projets et en assurer le suivi ;
- espace conseil sur les travaux de rénovation
- dispositif Pass'Réno habitat: maison individuelle, habitat collectif,
- cible public vulnérable
éducation à la transition écologique

Mission 2 : mobiliser les professionnels de la rénovation du bâtiment et du domaine de l'énergie ;
- établir un réseau de prestataires externes pour le diagnostic préalable à la rénovation thermique
- étendre et animer le réseau des professionnels du bâti affiliés
- déployer et développer l'outil numérique
- travail de coordination à l'échelle régionale sur la mobilisation des professionnels

Mission 3 : Accompagner les collectivités dans leur stratégie territoriale ;
- soutien stratégique et technique des politiques publiques pour accélérer la transition énergétique (Région IDF, mGP, CD93 et CD94, Est Ensmble, Paris Est Marne et Bois, etc.)

- observatoire de la copropriété, lutte contre la précarité énergétique, patrimoine public, éducation à la transition écologique, etc.

Moyens mis en oeuvre :
- ETP fonctions supports y compris direction 3
- ETP cible 1 : particuliers 9
- ETP cible 2 : professionnels 2
- ETP cible 3 : collectivités 4

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention s'élève à 15% des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, tel que votée dans le règlement d'intervention en CP 2019-247
Ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, votée en CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Localisation géographique :
- EST ENSEMBLE (EPT8)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
charges de personnel	813 609,00	100,00%
Total	813 609,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	75 000,00	9,22%
ADEME	328 957,33	40,43%
Collectivités	47 728,67	5,87%
Autres produits	361 923,00	44,48%
Total	813 609,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-247

DOSSIER N° 19004777 - AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE - CAUE 94 SOUTIEN AU PROGRAMME D'ACTIONS ENERGIE 2019

Dispositif : Plan régional énergies- sensibilisation (n° 00000195)
Délibération Cadre : CR2018-016 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-1700
Action : 475001043- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	441 408,00 € TTC	15,00 %	66 211,20 €
	Montant total de la subvention		66 211,20 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CAUE 94 CONSEIL ARCHIT URBA & ENVIRONNEMENT 94
Adresse administrative	:	36 RUE EDMOND NOCARD 94700 MAISONS-ALFORT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Yannick PIAU, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : le projet se déroule sur une année civile

Description :
Le socle des 3 missions : soutenir, en proximité, l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique, se décline ainsi pour le CAUE94 :
mission 1 (particuliers) : animations et permanences EIE, sensibilisation des particuliers à la transition énergétique, accompagement des particuliers s'engageant dans une démarche de rénovation de l'habitat (individuel et copropriétés) et accompagnement des ménages en situation de précarité énergétique,
mission 2 (entreprises) : actions de mobilisation des acteurs du bâti, sensibilisation, information, formations, visites de réalisations remarquables
mission 3 (collectivités) : accompagnement des collectivités dans la mise en oeuvre de leurs PCAET, A21, formation des services bâtiments, des OPAH

moyens humains dédiés au socle des missions 10.5 ETP :
1 ETP direction
2 ETP fonctions supports
4.5 ETP cible particuliers
2 ETP ciblel professionnels
1 ETP cible collectivité

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention s'élève à 15% des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, tel que votée dans le règlement d'intervention en CP 2019-247
Ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, votée en CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de personnel	441 408,00	100,00%
Total	441 408,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	66 211,20	15,00%
ADEME	171 000,00	38,74%
Département 94	55 031,00	12,47%
MGP	20 000,00	4,53%
Communes	129 165,80	29,26%
Total	441 408,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-247

DOSSIER N° 19004778 - AGENCE PARISIENNE DU CLIMAT (APC) SOUTIEN AU PROGRAMME D'ACTIONS 2019

Dispositif : Plan régional énergies- sensibilisation (n° 00000195)
Délibération Cadre : CR2018-016 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-1700
Action : 475001043- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	1 312 461,00 € TTC	5,71 %	75 000,00 €
	Montant total de la subvention		75 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	L AGENCE PARISIENNE DU CLIMAT
Adresse administrative	:	3 RUE FRANCOIS TRUFFAUT 75012 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Yves CONTASSOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : le programme d'action de la structure se déroule sur une année civile.

Description :
Le socle des 3 missions : soutenir, en proximité, l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique, se décline ainsi pour l'APC :

- Axe 1 : accompagner les parisiens à la transition énergétique
Membre du réseau FAIRE, elle délivre aux Parisiens des informations et conseils gratuits, neutres et indépendants, et accompagne aussi bien les particuliers que les professionnels à tous les stades de leurs projets d'efficacité énergétique.
- Axe 2 : contribuer significativement à la réhabilitation du parc bâti parisien
Afin d'accompagner les indispensables effets de levier, l'APC a lancé en 2013, une plateforme web, le CoachCopro http://www.coachcopro.com pour accompagner la rénovation énergétique des copropriétés parisiennes et mobiliser les professionnels.
- Axe 3 : renforcer l'alliance des partenaires autour de la transition énergétique métropolitaine
L'APC poursuit son travail de décryptage des enjeux climat et sur le territoire métropolitain au travers d'ateliers d'échange et de réflexions. Parmi les sujets: « imaginer et construire la ville durable, innover et expérimenter sur l'énergie et le bâtiment en milieu urbain », « transition énergétique sur le territoire de la métropole parisienne : quelles actions opérationnelles ? », « l'électricité spécifique nouvel enjeu pour la consommation énergétique du territoire ? », « adaptation au changement climatique », etc.

Les moyens à disposition 18 ETP :
1 ETP de direction
4 ETP fonctions supports
11 ETP pour la cible des particuliers
3 ETP pour la cible des professionnels

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention s'élève à 15% des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, tel que votée dans le règlement d'intervention en CP 2019-247
Ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, votée en CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
charges de personnel	1 312 461,00	100,00%
Total	1 312 461,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF (sollicitée)	75 000,00	5,71%
ADEME	327 607,55	24,96%
Collectivités	587 463,40	44,76%
Autres produits	322 390,05	24,56%
Total	1 312 461,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-247

DOSSIER N° 19004779 - ALEC GPSO ENERGIE SOUTIEN AU PROGRAMME D'ACTIONS 2019

Dispositif : Plan régional énergies- sensibilisation (n° 00000195)
Délibération Cadre : CR2018-016 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-1700
Action : 475001043- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	272 200,00 € TTC	15,00 %	40 830,00 €
	Montant total de la subvention		40 830,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GPSO ENERGIE GRAND PARIS SEINE OUEST ENERGIE
Adresse administrative : 2 RUE DE PARIS
92190 MEUDON
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Christiane BARODY-WEISS, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : le programme d'action de la structure se déroule sur une année civile.

Description :
Le socle des 3 missions : soutenir, en proximité, l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique, se décline ainsi pour Grand Paris Seine Ouest Energie :
mission 1 : plan rénovation énergétique de l'habitat, réseau FAIRE, conseil personnalisé, projets citoyens d'EnR, copropriété (coachcopro(r))
mission 2 : sensibilisation des entreprises
mission 3 : accompagnement des collectivités dans leurs politiques énergie climat (PCAET de GPSO, appui aux communes pour les EnR citoyennes, pour le PCAET volontaires, patrimoine bâti, bailleurs, etc.)

moyens humains :
- 1 ETP : directrice
- 1 ETP : administration et communication
- 1 ETP : collectivités
- 2.5 ETP : particuliers
- 0.5 ETP : professionnels

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention s'élève à 15% des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, tel que votée dans le règlement d'intervention en CP 2019-247
Ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, votée en CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Localisation géographique :

- GRAND PARIS SEINE OUEST (EPT3)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
charges de personnel	272 200,00	100,00%
Total	272 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	40 830,00	15,00%
ADEME	90 000,00	33,06%
Collectivités	137 200,00	50,40%
autres produits	4 170,00	1,53%
Total	272 200,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-247

DOSSIER N° 19004780 - ALEC PLAINE COMMUNE SOUTIEN AU PROGRAMME D'ACTIONS 2019

Dispositif : Plan régional énergies- sensibilisation (n° 00000195)
Délibération Cadre : CR2018-016 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-1700
Action : 475001043- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	356 300,00 € TTC	15,00 %	53 445,00 €
	Montant total de la subvention		53 445,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ALEC PLAINE COMMUNE AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT DE PLAINE COMMUNE
Adresse administrative : 8 RUE DES BOUCHERIES
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Mickael EVRARD, Délégué

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : le programme d'action de la structure se déroule sur une année civile.

Description :
Le socle des 3 missions : soutenir, en proximité, l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique, se décline ainsi pour l'ALEC PLaine Commune

- Assurer le conseil personnalisé aux particuliers sur les aspects sobriété, rénovation / amélioration de la performance énergétique, énergies renouvelables et décarbonnées sur l'habitat, les accompagner dans leurs projets et en effectuer le suivi.
- Faire émerger une offre privée adaptée à un marché en croissance bénéficiant d'une action publique concertée en mobilisant les professionnels de la rénovation du bâtiment et du domaine de l'énergie
- Aider les collectivités à affiner leur stratégie de territoire puis les aider à la décliner en tenant compte des orientations supra territoriales

moyens humains mis à disposition 8 salariés
1 ETP direction,
1.8 ETP fonctions supports
2.6 ETP cible particuliers

1 ETP cible professionnels
1.6 ETP collectivités
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention s'élève à 15% des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, tel que votée dans le règlement d'intervention en CP 2019-247
Ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, votée en CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Localisation géographique :
- PLAINE COMMUNE (EPT6)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
charges de personnel	360 700,00	100,00%
Total	360 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	53 445,00	14,82%
ADEME	118 000,00	32,71%
Collectivités	160 000,00	44,36%
Autres produits	29 255,00	8,11%
Total	360 700,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-247

DOSSIER N° 19004781 - ALEC POLD AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT PARIS OUEST LA DEFENSE - PROGRAMME D'ACTIONS 2019

Dispositif : Plan régional énergies- sensibilisation (n° 00000195)
Délibération Cadre : CR2018-016 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-1700
Action : 475001043- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	150 397,00 € TTC	26,60 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT DE PARIS OUEST LA DEFENSE
Adresse administrative : 53 RUE DE L'AIGLE
92250 LA GARENNE COLOMBES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEREMIE LOB, COORDINATEUR ENERGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 0209 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : le programme d'action de la structure se déroule sur une année civile.

Description :
Le socle des 3 missions ; soutenir, en proximité, l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique, se décline ainsi pour l'ALEC Paris Ouest La Défense (POLD) :

Mission 1 : Conseil personnalisé aux particuliers, accompagnement et suivi des projets de rénovation
- information et communication sur la structure et son rôle
- conseil aux habitants pour la performance énergétique de l'habitat
- orientation des particuliers dans leurs projets de rénovation énergétique et accompagnement technique et financier
- valorisation des actions et ingénierie sur les données

Mission 2 : entreprises, pas d'action sur cette mission en 2019, elle sera développée à partir de 2020
Mission 3 : Accompagnement des collectivités dans leur stratégie territoriale de transition énergétique et écologique
- diffusion d'une culture commune dans le cadre du PCAET de POLD (EPT, 11 villes du territoire)
- soutien à la mise en oeuvre et au suivi du PCAET POLD
- accompagnement de l'EPT et des villes dans la démarhche Cit'Ergie

- accompagnement des villes du territoire dans l'amélioration de leur patrimoine bâti
- développement des partenariats avec les autres acteurs du territoire

De plus, l'ALEC POLD contribue à la mise en oeuvre de la stratégie énergie régionale par sa participation au réseau de la transition énergétique

3 ETP pour l'ALEC POLD
Direction : 0.5 ETP
Fonctions support : 0.5 ETP
Cible 1 : 1.5 ETP
Cible 2 : non concernés
Cible 3 : 0.5 ETP
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention s'élève à 15% des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, tel que votée dans le règlement d'intervention en CP 2019-247
Ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, votée en CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Localisation géographique :
- PARIS OUEST LA DEFENSE (EPT4)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses salariales	150 397,00	100,00%
Total	150 397,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région idf	40 000,00	26,60%
ADEME	50 397,00	33,51%
Métropole du Grand Paris	20 000,00	13,30%
POLD	40 000,00	26,60%
Total	150 397,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-247

DOSSIER N° 19004782 - ALEC SAINT QUENTIN EN YVELINES (SQY) PROGRAMME D'ACTION 2019

Dispositif : Plan régional énergies- sensibilisation (n° 00000195)
Délibération Cadre : CR2018-016 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-1700
Action : 475001043- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	532 032,00 € TTC	14,10 %	75 000,00 €
	Montant total de la subvention		75 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ALEC SQY AGENCE LOCALE DE L ENERGIE ET DU CLIMAT DE SAINT QUENTIN EN YVELINES
Adresse administrative	:	7 BIS AVENUE PAUL DELOUVRIER 78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur FRANCK SENTIER, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : le programme d'action de la structure se déroule sur une année civile.

Description :
Le socle des 3 missions : soutenir, en proximité, l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique, se décline ainsi pour l'ALEC de Saint Quentin en Yvelines :
Mission 1 : envers les particuliers ;
- animation de l'espace conseil FAIRE et de la plateforme RePerE Habitat qui couvre un territoire de 650 000 habitants (conseil au grand public sur les énergies renouvelables, la sobriété et l'efficacité énergétique, accompagnement des particuliers à la rénovation énergétique)
- accompagnement des copropriétés à la rénovation énergétique (CoachCopro)
- organisation d'évènements + défis pour sensibiliser la population aux EnR, à la maîtrise de l'énergie, au changement climatique
Mission 2 : envers les professionnels ;
- Animation des professionnels de la plateforme RePerE Habitat (adhésion des professionnels à la plateforme, organisation du salon annuel de la rénovation, ateliers d'information, relations avec les agences immobilières, Leroy Merlin, etc.)
Mission 3 : envers les collectivités;
- accompagnement de l'agglomération de Saint Quentin en Yvelines (PCAET, réduction des consommations d'énergie)

- accompagnement du PNR de la Haute Vallée de Chevreuse (solaire PV + consiel aux entreprises)
- accompagnement de l'agglomération Rambouillet Territoire (PCAET)
- accompagnement de Versailles Grand Parc (PCAET)
- accompagnement de la communuaté de commune Coeur d'Yvelines (PCAET)
- accompagnement des communes rurales et du sud Yvelines

moyens humains mis à disposition : 10.9 ETP
- 0.9 ETP de direction
- 1.4 ETP support
- 4.8 ETP cible 1
- 0.8 ETP cible 2
- 3 ETP cible 3

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention s'élève à 15% des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, tel que votée dans le règlement d'intervention en CP 2019-247
Ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, votée en CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses salariales	532 032,00	100,00%
Total	532 032,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	75 000,00	14,10%
ADEME	252 000,00	47,37%
Collectivités	205 032,00	38,54%
Total	532 032,00	100,00%

DOSSIER N° 19004783 - ALEC SUD PARISIENNE SOUTIEN AU PROGRAMME D'ACTIONS 2019

Dispositif : Plan régional énergies- sensibilisation (n° 00000195)
Délibération Cadre : CR2018-016 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-1700
Action : 475001043- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	199 000,00 € TTC	20,10 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ALEC SUD PARISIENNE
Adresse administrative : 1 BOULEVARD DE L ECOUTE S IL PLEUT
91000 EVRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Serge MERCIECA

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : le programme d'action de la structure se déroule sur une année civile.

Description :
Le socle des 3 missions : soutenir, en proximité, l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique, se décline ainsi pour Grand Paris Seine Ouest Energie :
mission 1 (particuliers) : animation d'évènements locaux, conseil (réseau FAIRE), Coach Rénov (PTRE 91 Rénover Malin), Défi famille à énergie positive, concours maison économe, accompagnement des copropriétés (conseil, aide à la décision, formations pour les syndics, animation de la plateforme coach copro)
mission 2 (entreprises) : animation du réseau RGE, d'un réseau de professionnel, travail sur la précarité avec les CCAS, travailleurs sociaux, gardiens d'immeubles.
mission 3 (collectivités): accompagnement de la CA Grand Paris Sud pour le PCAET, cCit'Ergie, TEPCV, plan énergie patrimoine. accompagnement des collectivités dans la gestion énergétique du patrimoine,

moyens humains pour la réalisation du socle des missions :

0.5 ETP Direction
0.5 ETP fonctions supports
2.5 ETP cible 1 (particuliers)
0.5 ETP cible 2 (professionnels))
0.5 ETP cible 3 (coollectivités)

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention s'élève à 15% des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, tel que votée dans le règlement d'intervention en CP 2019-247
Ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, votée en CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
charges de personnel	199 000,00	100,00%
Total	199 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	40 000,00	20,10%
ADEME	96 000,00	48,24%
Département 91	13 000,00	6,53%
EPCI	45 000,00	22,61%
autres produits	5 000,00	2,51%
Total	199 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-247

DOSSIER N° 19004784 - ALEPTE SOUTIEN AU PROGRAMME D'ACTIONS ENERGIE 2019

Dispositif : Plan régional énergies- sensibilisation (n° 00000195)
Délibération Cadre : CR2018-016 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-1700
Action : 475001043- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	170 000,00 € TTC	23,53 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGENCE LOCALE DE L ENERGIE PARIS TERRES D ENVOL
Adresse administrative : BP 50
93600 AULNAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Mathieu MONTES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : le programme d'action de la structure se déroule sur une année civile.

Description :
Le socle des 3 missions : soutenir, en proximité, l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique, se décline ainsi pour l'ALEPTE :

mission 1 (particuliers) : accueil et conseil auprès du grand public, outils et méthodologies pour les diagnostics énergétiques, orientation vers les organismes publics et entreprises si besoin. Accompagnement sur les projets de copropriétés, traitement de la précarité énergétique
mission 2 (entreprises) : non concerné
mission 3 (collectivités) : ingénierie pour les collectivités adhérentes, appui technique pour les politiques publiques de la transition énegétique, bilans énergétiques et gestion des fluides sur le patrimoine public. animation du territoire

1 ETP direction
1 ETP cible particuliers
1 ETP cible collectivités

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention s'élève à 15% des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, tel que votée dans le règlement d'intervention en CP 2019-247
Ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, votée en CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Localisation géographique :
- PARIS TERRES D'ENVOL (EPT7)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
charges de personnel	170 000,00	100,00%
Total	170 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	40 000,00	23,53%
ADEME	82 000,00	48,24%
Collectivités	48 000,00	28,24%
Total	170 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-247

DOSSIER N° 19004786 - ENERGIES SOLIDAIRES SOUTIEN AU PROGRAMME D'ACTIONS ENERGIE 2019

Dispositif : Plan régional énergies- sensibilisation (n° 00000195)
Délibération Cadre : CR2018-016 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-1700
Action : 475001043- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	381 976,00 € TTC	15,00 %	57 296,40 €
	Montant total de la subvention		57 296,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS ENERGIES SOLIDAIRES
Adresse administrative : FABRIQUE 21
78955 CARRIERES-SOUS-POISSY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alain GAURAT APELLI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : le projet se déroule sur une année civile

Description :
Le socle des 3 missions : soutenir, en proximité, l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique, se décline ainsi pour Energie solidaire, sur le territoire du Nord des Yvelines :
mission 1 (particuliers) : accompagnement du grand public dans leurs projets sur l'énergie, mise à dispo d'informations, d'outils, lien vers les organismes et entreprises de l'énergie et du bâtiment. animations grand public (famille à énergie positive, soirées thermiques, journées techniques, visites de sites, etc.), accompagnement spécifique des copropriétés
mission 2 (professionnels) : concours maison économe, matériauthèque, ateliers, forums, animation de réseau, travail sur la précarité énergétique en lien avec les bailleurs sociaux et portage du SLIME
mission 3 : accompagnement dans le cadre du conseil en énergie partagé, accompagnement des EPCI pour la mise en place et l'animation des PCAET.

13 ETP pour ces missions :
1 ETP direction
0.5 ETP fonctions supports,
6.5 ETP grand public
0.5ETP professionnels
1 ETP collectivités locales

3.5 ETP SLIME
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention s'élève à 15% des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, tel que votée dans le règlement d'intervention en CP 2019-247
Ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, votée en CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de personnel	381 976,00	100,00%
Total	381 976,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	57 296,40	15,00%
ADEME	174 679,60	45,73%
intercommunalités	132 000,00	34,56%
Fonds Propres	18 000,00	4,71%
Total	381 976,00	100,00%

DOSSIER N° 19004787 - SEINE ET MARNE ENVIRONNEMENT SOUTIEN AU PROGRAMME D'ACTIONS ENERGIE 2019

Dispositif : Plan régional énergies- sensibilisation (n° 00000195)
Délibération Cadre : CR2018-016 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-1700
Action : 475001043- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	551 266,00 € TTC	13,61 %	75 000,00 €
	Montant total de la subvention		75 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEINE-ET-MARNE ENVIRONNEMENT
Adresse administrative : 18 ALLEE GUSTAVE PRUGNAT
77250 MORET-SUR-LOING
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean DEY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : le projet se déroule sur une année civile

Description :
L'objectif du socle des 3 missions : soutenir, en proximité, l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique, à savoir :
- intensifier la rénovation énergétique des bâtiments, en travaillant au plus près des cibles (accompagnement des copropriétés, animation d'un réseau de professionnels, résorption de la précarité énergétique, etc.)
- accompagner la mise en place des plans climat portés par les EPCI : acculturation, mobilisation, appropriation, ...
- conseils et animation auprès du grand public (Conseillers info énergie) notamment sur la rénovation, la précarité énergétique, etc.

moyens humains pour réaliser le socle des missions, 11.75 ETP :
1 ETP Direction,
1 ETP fonctions supports
8.5 ETP cible particuliers
0.25 ETP cible professionnels
1 ETP cible collectivités
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention s'élève à 15% des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, tel que votée dans le règlement d'intervention en CP 2019-247
Ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, votée en CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de personnel	551 266,00	100,00%
Total	551 266,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	75 000,00	13,61%
ADEME	234 750,00	42,58%
département	64 138,00	11,63%
collectivités	56 250,00	10,20%
fonds propres	121 128,00	21,97%
Total	551 266,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-247

DOSSIER N° 19004788 - SOLIHA 75-92-95 SOUTIEN AU PROGRAMME D'ACTIONS ENERGIE 2019

Dispositif : Plan régional énergies- sensibilisation (n° 00000195)
Délibération Cadre : CR2018-016 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-1700
Action : 475001043- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	481 000,00 € TTC	9,46 %	72 150,00 €
	Montant total de la subvention		72 150,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOLIHA PARIS HAUTS DE SEINE VAL D OISE PACTE DE PARIS
Adresse administrative : 29 RUE TRONCHET 75008 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Philippe DE NIJS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : le projet se déroule sur une année civile

Description :
Le socle des 3 missions : soutenir, en proximité, l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique, se décline ainsi pour SOLIHA :
mission 1 (particuliers) : action pro active de communication et d'information, accompagnement et conseil technique et financier, valorisation des réalisations, ingénierie sur les données
mission 2 (entreprises) : démarchage conseil et animation d'un réseau de professionnel, valorisation des réalisation
mission 3 (collectivités) : diffusion d'une culture commune, accompagnement pour l'élaboration des stratégie en matière de transition énergétique

moyens humains mis à disposition 6.5 ETP :
0.2 ETP direction
0.3 ETP fonctoins supports
3.5 ETP cible particuliers
1.2 ETP cible professionnels
1.3 ETP cible collectivités

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention s'élève à 15% des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, tel que votée dans le règlement d'intervention en CP 2019-247
Ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, votée en CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de personnel	481 000,00	100,00%
Total	481 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF (sollicitée)	72 150,00	15,00%
ADEME	156 000,00	32,43%
Collectivités	124 125,00	25,81%
aides privées	37 850,00	7,87%
fonds propres	90 875,00	18,89%
Total	481 000,00	100,00%

ANNEXE 2 : REGLEMENT D'INTERVENTION SLTE

Stratégie Régionale Energie Climat
Règlement d'intervention pour le soutien aux Structures Locales de la Transition Energétique

Par délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018, la stratégie énergie-climat de la Région Ile de France a été adoptée. A travers ce document, la Région affiche trois principes primordiaux : la sobriété, la production d'énergies renouvelables et de récupération et la réduction de la dépendance énergétique francilienne.
L'objectif pour 2030 est de diminuer de moitié la dépendance aux énergies fossiles et nucléaire de l'Île-de-France par rapport à 2015, grâce à :

- la réduction de près de 20% de la consommation énergétique régionale,
- la multiplication par 2 de la quantité d'énergie renouvelable produite sur le territoire francilien,
- la multiplication par 3 de la part globale des Energies Renouvelables et de Récupération (ENR&R) dans la consommation énergétique régionale.

Ce dispositif d'aide est pris en application du régime d'aide exempté n° SA.40405, relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

I. Article 1 : Modalités techniques pour le soutien aux Structures Locales de la Transition Energétique

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (TECV) place les territoires au cœur de l'action Climat-Énergie. C'est pourquoi, en traduction de son rôle de chef de file, la Région a proposé à ses partenaires la mise en place d'un réseau de mobilisation territoriale pour la transition énergétique, animé par l'Agence régionale énergie-climat d'Île-de-France (AREC) au sein de l'IAU.

La Région, en bonne intelligence avec l'ADEME, engage une nouvelle dynamique pour faire en sorte que :

- soient dispensées, en tout point du territoire francilien, des missions d'information et d'accompagnement en direction de toutes les cibles (particuliers, collectivités, associations, entreprises), notamment en traduction du service public de la performance énergétique de l'habitat prévu dans la loi TECV,
- l'action conduite soit mieux priorisée, mutualisée et évaluée, instaurant un socle de missions commun et des objectifs de résultats,
- la lisibilité de l'action soit améliorée notamment par la création d'une identité régionale explicite.

L'objectif du réseau est de fédérer et coordonner les forces en présence, autour d'un pôle de ressources régional regroupant bases de données et outils partagés, pour :

- Stimuler la demande en investissement intégrant, dans une même approche globale, la rénovation énergétique et les énergies renouvelables,
- Faire monter en compétence les professionnels voulant se développer dans le secteur de l'énergie et du climat, en partenariat avec les réseaux consulaires et Ekopolis,
- Organiser la rencontre entre l'offre et la demande, de développement économique local et de création d'emplois.

La Région apportera son soutien au réseau régional de la transition énergétique dans les territoires, sur une base rénovée privilégiant des objectifs de résultats et un accès de l'information à tous les Franciliens. Le fonctionnement des structures concernées (ALEC, Agences Locales de l'Energie, et structures assimilées) sera soutenu dans le cadre de programmes annuels concernant un socle de missions à conduire, en totalité ou partiellement, pour accélérer les investissements dans le domaine de la rénovation énergétique et des énergies renouvelables. Les cibles visées sont :

- Les particuliers

- Les collectivités
- Les entreprises susceptibles de répondre à la demande de travaux de rénovation et/ou d'investissement dans le domaine de la maîtrise de l'énergie et des énergies renouvelables

Les structures porteuses de ces actions sont les Agences Locales de l'Energie et du Climat (ALEC), les Agences Locales de l'Energie ou toute autre structure assimilée identifiée par les collectivités sur leur territoire comme porteuse de l'une des missions définie ci-après. Elles feront partie intégrante du Réseau Régional de la Transition Energétique animé par l'Agence Régionale Energie Climat (AREC).

Ces structures, bénéficiaires de l'aide de la Région, s'engagent à déployer les moyens techniques et humains afin de remplir tout ou partie des actions du socle de missions suivant :

MISSION 1 :
ASSURER SUR L'HABITAT DES PARTICULIERS SUR LES ASPECTS SOBRIETE, RENOVATION / AMELIORATION DE LA PERFORMANCE ENERGETIQUE et ENERGIES RENOUVELABLES ET DECARBONEES LE CONSEIL PERSONNALISE AUX PARTICULIERS, LES ACCOMPAGNER DANS LEURS PROJETS ET EN EFFECTUER LE SUIVI

L'objectif de cette mission est d'assurer la continuité de la relation avec le particulier jusqu'à ce que celui-ci ait contractualisé avec un ou plusieurs professionnels, pour les études et/ ou les travaux. Ce travail se fera en lien avec les missions de la SEM Île-de-France Energie envers les copropriétés.

Cette mission comprend les actions suivantes :

- Une action PRO-ACTIVE de communication et d'information sur la raison d'être de la structure afin d'obtenir un nombre croissant de particuliers sensibilisés qui opteront pour le service de conseil et d'accompagnement public. Cette première étape est essentielle pour rendre l'offre des structures locales incontournables sur les territoires qu'elles desservent,

- Une action d'ACCOMPAGNEMENT qui consiste à apporter un CONSEIL (technique et financier) et une ORIENTATION vers une prise en charge payante si besoin (de l'étude aux travaux). Cette action implique une aide à la simulation du montant des aides et au montage des dossiers de subvention,

  Cette seconde étape est indispensable pour faire émerger et mûrir les projets des particuliers et les inscrire dans un suivi continu. En amont des relances de particuliers auront été nécessaires et l'élaboration d'un protocole de suivi est fortement recommandée.

- une action de VALORISATION des réalisations,

- une action d'INGENIERIE SUR LES DONNEES des projets permettant d'évaluer la performance énergétique entre-autres. Cette action vise à compiler, traiter et le cas échéant faire remonter les résultats techniques et économiques.

MISSION 2 :
FAIRE EMERGER UNE OFFRE PRIVEE ADAPTEE A UN MARCHE EN CROISSANCE BENEFICIANT D'UNE ACTION PUBLIQUE CONCERTEE EN MOBILISANT LES PROFESSIONNELS DE LA RENOVATION DU BÂTIMENT ET DU DOMAINE DE L'ENERGIE

Cette mission comprend les actions suivantes :

- Une action de DEMARCHAGE afin d'obtenir un nombre croissant d'entreprises sensibilisées aux spécificités du marché de rénovation des particuliers en habitat individuel ou collectif en synergie avec les fédérations professionnelles et les chambres consulaires,

- Une action de CONSEIL afin d'éclairer les entreprises sur les besoins des particuliers et les enjeux de la rénovation énergétique et des ENR. Cette action inclut une aide à la définition

du programme de travaux, à l'élaboration des devis et à la synergie entre entreprises,

- Une action d'ANIMATION d'un réseau de professionnels afin de faciliter les synergies, les informer sur les filières et les techniques et les aider ainsi à améliorer leur offre

- Une action de MISE EN RELATION AUX CLIENTS et de facilitation d'accès aux affaires en les informant sur les appels d'offres des particuliers et des collectivités,

- Une action de VALORISATION de leurs réalisations et de leur participation au réseau

MISSION 3 :

AIDER LES COLLECTIVITES A AFFINER LEUR STRATEGIE DE TERRITOIRE PUIS LES AIDER A LA DECLINER EN TENANT COMPTE DES ORIENTATIONS SUPRA TERRITORIALES

Cette mission comprend les actions suivantes

- DIFFUSER UNE CULTURE de manière transversale sur les enjeux de la transition énergétique et promouvoir les politiques régionales issues de la Stratégie Régionale Energie Climat, notamment les appels à projets, auprès des collectivités

- Sur les territoires non engagés dans une structure locale de la transition énergétique, une action de PROMOTION visant à faire prendre conscience aux collectivités l'intérêt d'être couverte par une structure locale

- Une action d'ACCOMPAGNEMENT qui couvre plusieurs objectifs :
  - Une aide à la contextualisation et à la formalisation des besoins sur les territoires
  - Une aide à l'identification des champs d'actions où elles portent des ambitions communes avec les niveaux supra territoriaux
  - Une aide à la valorisation de leurs réalisations, actions et expérimentations

- Une action de PARTENARIAT avec les autres acteurs du territoire (PRIS ANAH, Syndicats d'énergie…)

- Un soutien à l'élaboration et au suivi, à la mise en œuvre des PCAET grâce à la proximité avec les communes
  - sur la phase amont de réalisation du diagnostic, aider les territoires à identifier et chiffrer les gisements d'économies d'énergie et le potentiel de production d'ENR&R
  - sur la phase de pré-formalisation des objectifs en terme de réduction des consommations et des émissions de GES afin qu'ils puissent être chiffrés par grand domaines (habitat individuel, habitat collectif, tertiaire public..)

  SUR LE PATRIMOINE DES COLLECTIVITES :

  - aider le territoire à connaître son patrimoine et à avoir une vision globale
  - appuyer les territoires dans le montage d'un plan pluriannuel de travaux
  - apporter aux territoires un appui technique sur les projets structurants
  - aider les territoires à faire émerger et/ou à mettre en œuvre des projets expérimentaux ou innovants

  SUR LEURS ACTIONS ENVERS LE TERRITOIRE

  - aider les territoires à établir leurs priorités d'actions envers les particuliers et les entreprises
  - aider les territoires à faire émerger et/ou à mettre en œuvre des projets

expérimentaux ou innovants
- Relayer les orientations supra-territoriales et les opportunités offertes par les dispositifs existants

II. Article 2 : Modalités d'accompagnement financier

L'aide régionale s'élève à 15% des dépenses éligibles, avec un plancher de subvention minimal de 40 000 € et un plafond de 75 000 €. Les dépenses éligibles sont constituées de dépenses salariales dédiées à la réalisation du socle des missions décrites dans l'article 1 de ce règlement.

Lors du versement du solde de la subvention annuelle, 10% du montant total de la subvention est conditionné à l'atteinte d'objectifs de performance spécifiques, définis pour chaque structure dans la convention signée avec la Région, sur la base des indicateurs d'activités liées aux missions soutenues.

III. Article 3 : Conditions administratives d'éligibilité

Accueil de stagiaire(s) ou d'apprenti(s)

Les élus régionaux ont adopté, dans le cadre du rapport n° CR 08-16 du 18 février 2016, la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ». Elle vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail.

L'ensemble des structures subventionnées ont l'obligation d'accueillir au moins un stagiaire pendant une période de deux mois minimum.

Le bénéficiaire s'engage donc, au regard du montant prévisionnel de la subvention régionale, de ses capacités d'accueil et des plafonds légaux encadrant l'accueil des stagiaires, à accueillir des stagiaires - ou jeunes en alternance - pour une durée minimum de deux mois.

Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité

Par délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017, modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018, le Conseil régional a adopté la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avec cette charte, la Région entend promouvoir et faire respecter les valeurs de la République et le principe de laïcité dans tous les champs de son intervention, en garantissant à toutes et tous l'égalité de traitement, la liberté d'accès aux services, la non-discrimination, le refus des provocations, des violences et des incitations à la haine.

La Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité s'applique aux agents régionaux, mais également à tous les organismes soutenus par la Région et usagers des équipements et services publics régionaux.

La charte constitue donc une pièce obligatoire à fournir pour toute demande de subvention. Cette obligation s'applique à tous les candidats hors organismes publics (collectivités, EPCI et Etat).

Signature d'une convention

Le bénéficiaire devra également signer une convention avec la Région sur la base du modèle type adopté par la Région pour chaque catégorie de subvention concernée (investissement simple, investissement avec délégation de service public, fonctionnement).

Ces conventions apportent des précisions sur les engagements des bénéficiaires sur les aspects financiers, administratifs et techniques mais également sur les engagements en matière d'information et de communication.

Article 4 : Composition du dossier de demande de subvention

Pour tout projet, le bénéficiaire doit présenter un dossier de demande de subvention complet, comportant à minima les pièces suivantes :

Concernant le volet administratif :

- la fiche administrative de demande de subvention concernant les informations sur le demandeur et le projet prévisionnel,
- le PV d'AG de la structure approuvant l'action de la structure sur les missions financées par la Région pour l'année
- la charte de la laïcité et des valeurs de la République signée, le cas échéant,
- la lettre portant engagement de recruter des stagiaires signée**,** le cas échéant,
- la preuve de l'intégration du projet dans un cadre d'engagement signé avec la Région dans le cadre de la Stratégie Régionale Energie Climat.

Concernant le volet technique :

- le programme d'action de la structure pour l'année

Concernant le volet financier :

- le budget prévisionnel et un plan de financement de l'opération,
- un RIB du bénéficiaire,

Les dossiers sont à déposer sur la plateforme "Mes Démarches" accessible via ce lien :

https://mesdemarches.iledefrance.fr/

ANNEXE 3 : CONVENTION TYPE SLTE

SOUTIEN AUX AGENCES LOCALES DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT

CONVENTION FONCTIONNEMENT N°XXXX

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone VEIL, 93400 SAINT OUEN, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP XX-XXXX du XXXXXX,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant Madame X ou Monsieur X, son/sa XXXXX
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Stratégie énergie climat » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018 et dont le règlement d'intervention a été adopté par la délibération n° CP 2019-247 du 3 juillet 2019.

L'attribution par la Région de toute subvention et son versement respectent des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

Sont convenus ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP XX-XXX du XXXX, la Région Île-de-France a décidé de soutenir le bénéficiaire pour la réalisation d'un programme d'action de 1 an. Le descriptif du programme d'action pour 2019 figure dans le volet technique de la convention et dans l'annexe 1 dénommée « fiche projet » de la présente convention : XXXXX (référence dossier n° IRIS).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention pour ce programme d'action correspondant à XXXX € calculée selon les modalités du règlement d'intervention pour le soutien aux Structures Locales de la Transition Energétique, approuvé par délibération n°CP2019-247 du 3 juillet 2019, pour la réalisation sur 2019 du socle des missions prévues dans l'annexe technique de cette convention. Les dépenses éligibles sont constituées des dépenses salariales de la structure.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

ARTICLE 2.1 - OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNÉ

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Il s'engage également à mettre en place un comité de pilotage composé du bénéficiaire, de la Région et tout autre organisme financeur (ADEME,…) et le réunir au moins une fois.

ARTICLE 2.2 - OBLIGATIONS RELATIVES À LA CHARTE RÉGIONALE DES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET DE LA LAÏCITÉ

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 - OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrat de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 - OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à inscrire la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage, concernant l'apposition du logotype, à :

- apposer la mention **Action financée par la Région Île-de-France** sur l'ensemble des documents d'information et communication en lien avec l'objet de la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action,

- faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférences de presse, communiqués et dossiers de presse associés.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos) et positionné en page d'accueil des sites web pour permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Île-de-France (www.iledefrance.fr).

L'utilisation du logotype doit être conforme à la charte graphique régionale. L'ensemble des documents de communication doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Le bénéficiaire s'engage, concernant les événements :

- à porter à la connaissance de la Région Île-de-France les dates prévisionnelles des actions en lien avec l'exécution de la présente convention, en particulier les dates d'inauguration de projets ou d'équipements, la tenue d'événements,
- à soumettre à la Région les documents, supports de communication s'y rapportant. Ceux-ci devront respecter les usages et préséances protocolaires,
- à inscrire dans les puissances invitantes la Présidente de la Région et réserver à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement,
- à transmettre régulièrement à la Région :
    - le calendrier prévisionnel des dates, faits marquants pendant tout le déroulement et l'exécution de la présente convention,
    - les dates prévisionnelles des opérations de relations presse et publiques ou actions de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Ces informations seront transmises au chargé de la communication.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation des actions de communication liées à l'exécution de la présente convention pouvant être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Exemple : autorisation de prise de vues ou tournage, apposition de drapeaux, banderoles visant à assurer la visibilité régionale…

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise la Région à utiliser, à titre gracieux, les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique

aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par la Région :

Les services de la Région contrôlent la bonne réalisation des obligations mentionnées ci-dessus :

- en amont : l'ensemble des supports de communication, liés à cette convention, devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier,

- en aval : il s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ils pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires des documents imprimés, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web où apparaît le logo de la Région, envoi de newsletters, emailings…

ARTICLE 3 - DISPOSITIONS FINANCIÈRES

ARTICLE 3.1 - CADUCITÉ

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 - MODALITÉS DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

3.2.1 - Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

3.2.2 - Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.
Lors du versement du solde de la subvention, 10% de la subvention est conditionné à l'atteinte d'objectifs de performance spécifiques, définis pour chaque structure dans la convention signée avec la Région, sur la base des indicateurs d'activités liées aux missions soutenues.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,

- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,

- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité mentionné à l'article 2.2 de la présente convention,

- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est subordonné à la présentation du tableau des indicateurs présenté en annexe 2 à cette convention.
Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et de Paris.

ARTICLE 3.3 - RÉVISION DU MONTANT SUBVENTIONNÉ

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 - ELIGIBILITÉ DES DÉPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er janvier de l'année en cours et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 - DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le XX/XX/XX.
La présente convention est conclue pour 1 programme d'action, qui doit être réalisé en totalité sur 1 an, à compter de la date d'attribution.
Elle expire, après le versement du solde de la subvention du programme d'action ou à défaut par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.
L'association rend compte à la Région des actions réalisées par le biais de comptes rendus écrits.

ARTICLE 5 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 6 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 7 - RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

- Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement des stagiaires ou d'alternants ou en cas

de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

- Pour les personnes morales de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 8 - PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération n° CP XX-XXX du XXXX.

ARTICLE 9 – LITIGE

Tout litige qui ne peut recevoir de solution amiable est déféré au tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à SAINT-OUEN, en 2 exemplaires originaux, le

Le bénéficiaire (nom, qualité du signataire et cachet)	La Présidente de la Région Ile-de-France
XXXXXXXXX	**Valérie PECRESSE**

SOUTIEN AUX AGENCES LOCALES DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT

ANNEXE A LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS N°XXXX - VOLET TECHNIQUE -

PREAMBULE :

La mise en place du service public de l'efficacité énergétique de l'habitat créé par la loi Brottes en 2013 et repris dans la loi TECV en 2015 et la mise en œuvre de la stratégie régionale sur l'énergie et le climat adoptée le 3 juillet 2018 aboutissent à la mise en place **d'un réseau de la transition énergétique à l'échelle régionale**.

Ce réseau régional de la transition énergétique a vocation à s'appuyer sur les structures locales, à la nature associative comme les agences locales de l'énergie et du climat (ALEC). Ces dernières ont pour fonction de déployer des compétences au service du territoire en transition énergétique, notamment un accès à l'information à tous les franciliens.

La Région, qui aux côtés de l'ADEME et des collectivités territoriales, soutient les structures territoriales de conseil en matière de transition énergétique (EIE - Espaces info Énergie, ALEC – Agences Locales de l'Énergie et du Climat, PTRE - Plateformes Territoriales de la Rénovation Energétique) souhaite ainsi engager une nouvelle dynamique pour faire en sorte que :

- soient dispensées, en tout point du territoire francilien, des missions d'information et d'accompagnement en direction de toutes les cibles (particuliers, collectivités, associations, entreprises), notamment en traduction du service public de la performance énergétique de l'habitat prévu dans la loi TECV,
- l'action conduite soit mieux priorisée, mutualisée et évaluée, en s'appuyant sur un mécanisme de contractualisation pluriannuelle entre les financeurs et les territoires, instaurant un socle de missions commun et des objectifs de résultats,
- la lisibilité de l'action soit améliorée notamment par la création d'une identité régionale explicite.

Ces structures locales sont amenées à apporter un appui à l'élaboration et la mise en œuvre des politiques locales en matière de maîtrise de l'énergie, de rénovation du patrimoine (bâti tertiaire et résidentiel), de développement de filières renouvelables ou encore de planification territoriale.

En tant que courroies de transmission pour l'ingénierie publique de l'énergie, elles font l'objet d'un financement public auquel la Région participe.

OBJET :

La présente annexe vise à détailler les missions qui seront exercées par la structure bénéficiaire en contrepartie du financement régional ainsi que les engagements réciproques du bénéficiaire et de la Région sur les volets de la gouvernance et de la territorialisation.

1 – LE SOCLE DES MISSIONS A EXERCER PAR LE BENEFICIAIRE ET MOYENS MIS EN ŒUVRE POUR LE DEPLOYER

La Région a défini un socle des missions à exercer par le bénéficiaire directement lié aux cibles visées pour démultiplier les investissements et les réalisations dans le domaine de la rénovation énergétique et des énergies renouvelables.

Ces cibles au nombre de 3 sont :

- Les particuliers
- Les collectivités
- Les entreprises susceptibles de répondre à la demande de travaux de rénovation et/ou d'investissement dans le domaine de la maîtrise de l'énergie et des énergies renouvelables

Ainsi, Le bénéficiaire s'engage à mettre les moyens techniques et humains afin de remplir ***tout ou partie*** du socle des 3 missions suivantes :

MISSION 1 :

ASSURER SUR L'HABITAT DES PARTICULIERS SUR LES ASPECTS SOBRIETE, RENOVATION / AMELIORATION DE LA PERFORMANCE ENERGETIQUE et ENERGIES RENOUVELABLES ET DECARBONEES LE CONSEIL PERSONNALISE AUX PARTICULIERS, LES ACCOMPAGNER DANS LEURS PROJETS ET EN EFFECTUER LE SUIVI

L'objectif de cette mission est d'assurer la continuité de la relation avec le particulier jusqu'à ce que celui-ci ait contractualisé avec un ou plusieurs professionnels, pour les études et/ ou les travaux. Ce travail se fera en lien avec les missions de la SEM Île-de-France Energie envers les copropriétés.

Cette mission comprend les actions suivantes :

- Une action PRO-ACTIVE de communication et d'information sur la raison d'être de la structure afin d'obtenir un nombre croissant de particuliers sensibilisés qui opteront pour le service de conseil et d'accompagnement public. Cette première étape est essentielle pour rendre l'offre des structures locales incontournables sur les territoires qu'elles desservent,

- Une action d'ACCOMPAGNEMENT qui consiste à apporter un CONSEIL (technique et financier) et une ORIENTATION vers une prise en charge payante si besoin (de l'étude aux travaux). Cette action implique une aide à la simulation du montant des aides et au montage des dossiers de subvention,

  Cette seconde étape est indispensable pour faire émerger et mûrir les projets des particuliers et les inscrire dans un suivi continu. En amont des relances de particuliers auront été nécessaires et l'élaboration d'un protocole de suivi est fortement recommandée.

- une action de VALORISATION des réalisations,

- une action d'INGENIERIE SUR LES DONNEES des projets permettant d'évaluer la performance énergétique entre-autres. Cette action vise à compiler, traiter et le cas échéant faire remonter les résultats techniques et économiques.

MISSION 2 :

FAIRE EMERGER UNE OFFRE PRIVEE ADAPTEE A UN MARCHE EN CROISSANCE BENEFICIANT D'UNE ACTION PUBLIQUE CONCERTEE EN MOBILISANT LES PROFESSIONNELS DE LA RENOVATION DU BÂTIMENT ET DU DOMAINE DE L'ENERGIE

Cette mission comprend les actions suivantes :

- Une action de DEMARCHAGE afin d'obtenir un nombre croissant d'entreprises sensibilisées aux spécificités du marché de rénovation des particuliers en habitat individuel ou collectif en synergie avec les fédérations professionnelles et les chambres consulaires,

- Une action de CONSEIL afin d'éclairer les entreprises sur les besoins des particuliers et les enjeux de la rénovation énergétique et des ENR. Cette action inclut une aide à la définition du programme de travaux, à l'élaboration des devis et à la synergie entre entreprises,

- Une action d'ANIMATION d'un réseau de professionnels afin de faciliter les synergies, les informer sur les filières et les techniques et les aider ainsi à améliorer leur offre

- Une action de MISE EN RELATION AUX CLIENTS et de facilitation d'accès aux affaires en les informant sur les appels d'offres des particuliers et des collectivités,

- Une action de VALORISATION de leurs réalisations et de leur participation au réseau

MISSION 3 :

AIDER LES COLLECTIVITES A AFFINER LEUR STRATEGIE DE TERRITOIRE PUIS LES AIDER A LA DECLINER EN TENANT COMPTE DES ORIENTATIONS SUPRA TERRITORIALES

Cette mission comprend les actions suivantes

- DIFFUSER UNE CULTURE de manière transversale sur les enjeux de la transition énergétique et promouvoir les politiques régionales issues de la Stratégie Régionale Energie Climat, notamment les appels à projets, auprès des collectivités

- Sur les territoires non engagés dans une structure locale de la transition énergétique, une action de PROMOTION visant à faire prendre conscience aux collectivités l'intérêt d'être couverte par une structure locale

- Une action d'ACCOMPAGNEMENT qui couvre plusieurs objectifs :
  - Une aide à la contextualisation et à la formalisation des besoins sur les territoires
  - Une aide à l'identification des champs d'actions où elles portent des ambitions

communes avec les niveaux supra territoriaux
- Une aide à la valorisation de leurs réalisations, actions et expérimentations

- Une action de PARTENARIAT avec les autres acteurs du territoire (PRIS ANAH, Syndicats d'énergie…)

- Un soutien à l'élaboration et au suivi, à la mise en œuvre des PCAET grâce à la proximité avec les communes
  - sur la phase amont de réalisation du diagnostic, aider les territoires à identifier et chiffrer les gisements d'économies d'énergie et le potentiel de production d'ENR&R
  - sur la phase de pré-formalisation des objectifs en terme de réduction des consommations et des émissions de GES afin qu'ils puissent être chiffrés par grand domaines (habitat individuel, habitat collectif, tertiaire public..)

SUR LE PATRIMOINE DES COLLECTIVITES :

- aider le territoire à connaître son patrimoine et à avoir une vision globale
- appuyer les territoires dans le montage d'un plan pluriannuel de travaux
- apporter aux territoires un appui technique sur les projets structurants
- aider les territoires à faire émerger et/ou à mettre en œuvre des projets expérimentaux ou innovants

SUR LEURS ACTIONS ENVERS LE TERRITOIRE

- aider les territoires à établir leurs priorités d'actions envers les particuliers et les entreprises
- aider les territoires à faire émerger et/ou à mettre en œuvre des projets expérimentaux ou innovants
- Relayer les orientations supra-territoriales et les opportunités offertes par les dispositifs existants

Pour réaliser ce socle des missions, le bénéficiaire s'engage à déployer les moyens humains de la structure selon l'évolution suivante :

	MOYENS HUMAINS (En Equivalent Temps Plein)			
MISSIONS	ANNEE 2018	2019	2020	2021
MISSION 1 : CIBLE DES PARTICULIERS				
MISSION 2 : CIBLE DES ENTREPRISES				
MISSION 3 : CIBLE DES COLLECTIVITES				
FONCTIONS SUPPORT				

(RH, administratif, communication…)				
DIRECTION				

2 –MODALITES DE SUIVI ET D'EVALUATION

La Région souhaite inscrire l'activité du bénéficiaire dans une démarche de suivi. La mise en place d'un tableau de suivi en corrélation directe avec les missions définies à l'article 1 permet d'assurer un suivi de l'activité du bénéficiaire

Ainsi, au programme d'activité annuel doit être adossé le tableau de bord ci-joint dont les indicateurs doivent permettre d'évaluer les résultats concrets de l'activité du bénéficiaire sur les cibles visées.

Cette démarche annuelle doit permettre de définir un cadre commun d'évaluation au sein du réseau des ALEC, et s'intègrera au travail de l'observatoire de la rénovation énergétique qui doit être mis en place par le réseau régional de la transition énergétique (RRTE).

Le bénéficiaire s'engage à évaluer son activité en complétant le tableau de bord fourni en annexe (cf. grille des indicateurs en fichier EXCEL). Une justification sera demandée pour les indicateurs qui ne peuvent pas être complétés ou suivis (manque d'outils, de données, etc.).

3 – LES MODALITES DE GOUVERNANCE

Dans une visée de suivi et d'amélioration du projet de la structure, le bénéficiaire s'engage à intégrer la Région Ile-de-France dans ses instances de gouvernance, en l'occurrence en lui affectant un siège (en tant que membre ou observateur) au conseil d'administration.

La Région s'engage à y participer et à contribuer à la définition des orientations de la structure.

4 – LA PARTICIPATION AU RESEAU REGIONAL DE LA TRANSITION ENERGETIQUE

Conformément à l'orientation inscrite dans la stratégie régionale de l'énergie sur la mise en place d'un réseau de mobilisation territoriale pour la transition énergétique, animé par l'Agence régionale énergie-climat d'Île-de-France (AREC-IDF) et en partenariat avec l'ADEME, la Région demande au bénéficiaire d'être partie prenante de ce réseau. Cet engagement consiste à :

- Participer aux réunions d'animation qui seront pilotées par l'AREC à raison de 3 réunions par an, et à la COP Île-de-France organisée par la Région et l'AREC
- Faire remonter les leviers et les obstacles dans l'exercice de leurs missions par trace écrite, en particulier les besoins en outils à mutualiser,

- Alimenter les différents observatoires reconnus de niveau régional en remontant les données dont elles disposent

5 – BILAN, PERSPECTIVES ET EVOLUTIONS

Chaque exercice annuel fera l'objet d'un rapport annuel d'activité. La structure ayant déjà son modèle de rapport d'activité, la Région pourra émettre des propositions sur l'architecture du rapport d'activité afin que la structure puisse intégrer au sein d'un document unique les indicateurs de réalisation et les éléments de bilan et de perspectives attendus par la Région.

Attendu que la présente convention trisannuelle vise à consolider les structures sur les territoires, celles-ci doivent maintenir une réflexion permanente sur la zone territoriale couverte et sur leur modèle économique.

Ces deux sujets prospectifs devront figurer à l'ordre du jour de l'assemblée générale de la structure ou toute autre instance permettant de discuter des orientations de la structure et du résultat des réflexions ou des pistes explorées, exprimés dans le rapport d'activité annuel.

Annexe 1 : Fiche Projet

Annexe 2 : tableau des indicateurs

TABLEAU DE BORDS DES INDICATEURS

			2018	2019	2020	2021		2019	2020	2021
			INDICATEURS D'ACTIVITE				**INDICATEURS DE REALISATION**			
MISSION N° 1	LES PARTICULIERS	**HABITAT INDIVIDUEL**								
		Nombre d'animations / évenements					Nombre d'études (audit, archi…) réalisées			
		Nombre de participants sensibilisés en événementiel					Montant total des études réalisées (€)			
		Nombre de premiers contacts tel					Montant moyen des études réalisées (€)			
		Nombre de contacts enregistrés / rentrés sur la base de suivi								
		Nombre de conctacts relancés					Nombre d'opérations des travaux			
		Nombre de plages de permanence					dont les travaux concernent			
		Nombre de projets suivis (sur preuve d'un protocole signé)					un seul lot de travaux			
							un bouquet de travaux			
		Nombre de projets valorisés (fiches créées ou visites)					une production ENR			
							un emploi de matériaux biosourcés			
							Montant total des travaux réalisés (€)			
							Montant moyen des travaux réalisés/habitation (€)			
							Montant cumulé de la baisse de consommation d'énergie (kWh ou kWh/m²/an)			
							Montant moyen de la baisse de consommation d'énergie (kWh ou kWh/m²/an)			
							Montant cumulé de la production d'EnR (en KWh)			
		COPROPRIETES								
		Nombre d'animations / évenements					Nombre de copros suivies			
		Nombre de participants sensibilisés en événementiel					Nombres de logements correspondant			
		Nombre de premiers contacts tel								
		Nombre de contacts enregistrés dans COACH COPRO					Nombre de copros ayant réalisé des études jusqu'à l'obtention des devis			
		Nombre de conctacts relancés					Nombres de logements correspondant			
		Nombre de plages de permanence								
							Montant cumulé des études (€)			
		Nombre de projets suivis (sur preuve d'un protocole signé)					Montant moyen de l'étude/logement (€)			
		Nombre de projets valorisés (fiches créées ou visites)								
							Nombre de copros ayant réalisé des travaux			
							dont les travaux concernent			
							un seul lot de travaux			
							un bouquet de travaux			
							une production ENR			
							un emploi de matériaux biosourcés			
							Montant moyen des travaux réalisés (€)			
							Montant total des travaux réalisés (€)			
							Montant cumulé de la baisse de consommation d'énergie			
							Montant moyen de la baisse de consommation d'énergie			
							Montant cumulé de la production d'EnR			

		INDICATEURS D'ACTIVITE					INDICATEURS DE REALISATION / OBSERVATOIRE			
MISSION N° 2	LES PROFESSIONNELS DE LA TRANSITION ENERGETIQUE	nombre de réunions d'informations envers les entreprises					Classement des entreprises affiliées (pour la structure coordinatrice)			
		nombre d'entreprises participantes								
		nombre d'entreprises AFFILIEES					dont			
							1. Entreprises du bâtiment			
		nombre d'ateliers professionnels pour amélioration de l'offre					2. Bureaux d'Etudes			
		nombre d'entreprises participantes					3. Architectes			
							4. Grandes Surfaces de Bricolage			
		nombre d'événements de mise en réseau entre professionnels (cafés pros ?)					5. Négociants en matériaux			
		nombre d'entreprises participantes					6. Agences Immobilières			
							7. Contractants généraux			
							8. Banques			
							9. Energéticiens			
		nombre d'évenements d'interaction entre entreprises et particuliers (forums ?)								
		nombre d'entreprises participantes					(faire la distinction RGE / non RGE			
		nombre de particuliers participants								
							Nombre de chantiers remportés par les entreprises affiliées via la structure			
		Nombre de partenariats de projets								
		(ex : partenariats avec Leroy-merlin, opérateurs énergétiques sur des actions précises)								
		nombre de réunions / commissions suivies à l'invitation du monde professionnel (ex :								
		Nombre de chantiers valorisés (fiches créées ou visites)								

		INDICATEURS D'ACTIVITE					INDICATEURS DE REALISATION			
MISSION N° 3	COLLECTIVITES & DYNAMIQUE TERRITORIALE	périmètre missions 1 et 2 couvertes (en nb de communes)								
		equivalent en nb d'habitants								
		Nombre de collectivités partenaires financiers								
		dont communes					nombre de PCAET (ou autre documents servant à la planification) accompagnés			
		dont EPCI /EPT								
		dont département								
		equivalent en nb d'habitants					Nombre d'actions accompagnées relevant de la rénovation énergétique de leur patrimoine			
		Nombre de collectivités adhérentes (gouvernance)					Nombre d'actions accompagnées relevant de la rénovation énergétique de leur territoire			
		Nombre de collectivités non adhérentes démarchées					Nombre d'actions accompagnées relevant de projets d'ENR			
		en nombre habitants					Nombre de projets exemplaires / expérimentaux initiés et/ou suivis			
							(ex : projets citoyens, structuration d'une offre globale, centrale d'achat..)			
		Nombre d'événements lancés en direction des élus et / ou services des CL								
		nombre d'élus / agents participants								
		Nombre de participations aux événements à l'invitation des territoires								

ANNEXE N°4 : AVENANT DSP SEAPFA

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION DANS LE DOMAINE DE L'ENERGIE ENTRE LA REGION ILE DE FRANCE ET LE SYNDICAT D'EQUIPEMENT ET D'AMENAGEMENT DES PAYS DE FRANCE ET DE L'AULNOYE (SEAPFA) relevant du budget régional d'investissement

Dossier IRIS N° 14010159

La Région Ile-de-France,
dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil – 93400 SAINT OUEN
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE
en vertu de la délibération **N° CP 2019-247 du 3 juillet 2019**
ci-après dénommée " la Région ",

d'une part,

Le Syndicat d'Equipement et d'Aménagemet des Pays de France et de l'Aulnoye,
dont le siège est 50 allée des Impressionnistes - BP 85 - 93420 VILLEPINTE
représenté(e) par son Président, Monsieur Bruno BESCHIZZA
ci-après dénommé « le bénéficiaire »,

d'autre part,

Considérant que par délibération N° CP 15-373 du 17 juin 2015, une subvention d'un montant maximum de **220 224 €** a été attribuée au bénéficiaire pour la **réalisation des extensions 2015-2018 du réseau de chaleur du Blanc Mesnil**, relevant de la délibération-cadre CR 46-12 du 23 novembre 2012.

Considérant que le bénéficiaire a conclu une délégation de service public en application des articles L.1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales pour la réalisation des extensions 2015-2018 du réseau de chaleur du Blanc Mesnil faisant l'objet de la subvention régionale par une convention signée le 1er septembre 2002 avec la société BLANC MESNIL ENERGIE SERVICES.

Considérant qu'il convient d'adapter la convention (signée le 27 juillet 2015 pour la Région Ile de France et le 17 août 2015 pour le SEAPFA) entre la Région et le bénéficiaire pour permettre à ce dernier de percevoir la subvention régionale.

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1

L'article 1 de la convention, relatif à l'objet, est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

«La subvention régionale doit être intégralement répercutée sur l'usager du service public délégué par une baisse des tarifs perçus par le délégataire en application du contrat de délégation conclu avec le bénéficiaire.

Au plus tard lors de la demande du premier versement de la subvention, le bénéficiaire doit transmettre à la Région tout document financier contractuel (convention initiale, avenant…) montrant la prise en compte de l'intégralité de la subvention dans la fixation des tarifs payés par l'usager sur la durée de la délégation de service public.»

ARTICLE 2

Le cinquième alinéa de l'article 4 de la convention, relatif aux engagements du bénéficiaire, est rédigé comme suit :

- « Mettre en place un comité de pilotage composé :
  - du bénéficiaire
  - du délégataire
  - de la Région
  - tout autre organisme financeur (ADEME,…) »

Il est ajouté deux alinéas au même article 4 ainsi rédigés :

- «ce que la subvention régionale représente la contrepartie des diminutions des tarifs et ne puisse être qualifiée d'aide d'Etat versée à son cocontractant en violation de l'article 107 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,
- supporter les conséquences financières des décisions des institutions européennes en cas de manquement à la réglementation relative aux aides d'Etat portant sur la subvention régionale.»

ARTICLE 3

Après le deuxième alinéa de l'article 5 de la convention, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

«Elle autorise le bénéficiaire à reverser la subvention à son délégataire dans le respect des dispositions de la présente convention.»

ARTICLE 4

Le deuxième alinéa de l'article 6 de la convention est rédigé ainsi :

«Elle prend fin à la même date que la convention de délégation de service public et le délégataire.»

ARTICLE 5

L'article 8.2 de la convention est ainsi rédigé :

«8.2. Modalités de versement

Le versement de la subvention est effectué sur demande du bénéficiaire.

Le versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut prétendre aux versements d'acomptes, à valoir sur les paiements déjà effectués par le délégataire, calculés en fonction du taux de la subvention et dans la limite de 80 % de la subvention prévue sur présentation des pièces suivantes :

- copie du contrat de délégation du service public et/ou tout document contractuel montrant la prise en compte intégrale de la subvention régionale dans la fixation des tarifs perçus par le délégataire du bénéficiaire,
- demande de versement de subvention signée, datée et revêtue du cachet du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée,
- état des paiements des factures émanant du délégataire - reprenant le montant des dépenses en relation avec le projet - signé, daté et revêtu du cachet du délégataire. Cet état précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Le bénéficiaire s'engage à transmettre dans un délai de 3 mois suivant le versement de la subvention régionale, une attestation de reversement des fonds au délégataire, certifiée par le comptable public.

La demande de solde

Le versement du solde est effectué sur présentation des pièces suivantes :

- le contrat de DSP quand il n'y a pas eu de demande d'acompte
- demande de versement de subvention signée et datée du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée,
- attestation d'achèvement des travaux objet de la subvention signée et datée du bénéficiaire.

Lorsque le délégataire est une personne de droit privé :

- compte-rendu financier émanant du délégataire revêtu de la signature du délégataire et d'un expert-comptable ou d'un commissaire aux comptes comportant la date,
- état des paiements des factures émanant du délégataire reprenant le montant des dépenses en relation avec le projet signé et daté par le délégataire. Cet état précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Lorsque le délégataire est une personne de droit public :

- état des paiements récapitulatif émanant du délégataire revêtu de la signature du délégataire et du comptable public comportant la date. Cet état précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Le bénéficiaire s'engage à transmettre dans un délai de 3 mois suivant le versement de la subvention régionale, une attestation de reversement des fonds au délégataire, certifiée par le comptable public.

Le comptable assignataire est le receveur général des finances de Paris, Trésorier-payeur général pour la Région d'Ile-de-France.

ARTICLE 6

Après le deuxième alinéa de l'article 10 de la convention, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

«La région peut également exiger le reversement de tout ou partie de la subvention cas de décision judiciaire fondée sur un manquement à la réglementation relative aux aides d'Etat ayant pour conséquence le reversement des sommes versées par le bénéficiaire à son délégataire».

ARTICLE 7

Les autres dispositions de la convention sont inchangées.

Fait à Saint-Ouen, en 2 exemplaires originaux

A	A Saint-Ouen, le
Le bénéficiaire (nom, qualité du signataire et cachet) **Bruno BESCHIZZA**	La Présidente de la Région Ile de France **Valérie PECRESSE**

ANNEXE N°5 : AVENANT BI METHA 77

CONVENTION N°16004124

AVENANT N° 1

Entre

La Région Ile de France**,** sise à Saint-Ouen (93400) – 2, rue Simone Veil, représentée par sa présidente Madame Valérie Pécresse, en vertu de la délibération n° CP n°2019-247 du 3 juillet 2019, ci-après dénommée « *La Région* » ;

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : SEM BI-METHA 77
dont le statut juridique est : Société Anonyme d'Economie Mixte
N° SIRET : 814586251 00013
dont le siège est situé 11 rue Benjamin Franklin, 77000 La Rochette,
ayant pour représentant Monsieur Fabrice Julien, Directeur Général,
ci-après dénommée «le bénéficiaire»

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement respectent les conditions du règlement d'intervention adopté par la délibération cadre n° CR 16-14 du 13 février 2014, relatif au dispositif «Stratégie de développement de la méthanisation en Ile-de-France, investissement», ainsi que celles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Par délibération n° CP2017-100 du 8 mars 2017, la Région a décidé de participer au financement du projet de « réalisation d'une unité de méthanisation à Dammarie-les-Lys (77) - AAP 3 » ce qui a donné lieu à la conclusion de la convention correspondante avec SEM BI-METHA 77.

PREAMBULE :

En raison d'un manque de trésorerie et en l'absence de cette modalité dans les dispositions conventionnelles, il n'est pas possible de procéder au versement d'une avance.

En conséquence, afin d'introduire cette modalité dans les dispositions financières de la convention, un avenant n°1 complétant l'article n°3 de ladite convention est proposé.

AINSI SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article 1 :

Après le 1er alinéa de l'article 3.2 de la convention relative à réalisation d'une unité de méthanisation à Dammarie-les-Lys (77), conclue entre la Région Ile-de-France et la SEM BI-METHA (77), en application de la délibération ci-dessus rappelée, sont insérées les dispositions suivantes :

Si le bénéficiaire justifie ne pas disposer de trésorerie, il peut bénéficier d'une avance sur les paiements prévus dans les 3 mois, en proportion du taux de la subvention, dans la limite de 30% du montant de subvention. Le versement de cette avance est réalisé sur présentation :

- d'un appel de fonds signé par le représentant habilité du bénéficiaire ;
- d'un plan de trésorerie de la structure porteuse démontrant son besoin d'avance, sur un an à compter de la date de l'appel de fond ;
- d'un plan de dépenses prévisionnelles, spécifiquement sur le projet financé.

Ces plans sont signés par le représentant habilité de la structure porteuse.

Article 2 :

Les dispositions de la convention n° 16004124 non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le	Le
Pour la SEM BI-METHA 77,	Pour la Région Ile-de-France,
Le Directeur général Fabrice JULIEN	la Présidente du Conseil régional Valérie PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc146085-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-265

DU 3 JUILLET 2019

POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITÉ : TROISIÈME AFFECTATION POUR 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L 210-1 et suivants ;

VU La délibération n° CR 30-06 du 5 octobre 2006 relative aux nouvelles compétences régionales sur le patrimoine naturel d'Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 71-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour la biodiversité en Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 97-13 du 18 octobre 2013 relative à l'adoption du schéma directeur de la Région Ile-de-France ;

VU Le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013, portant approbation du Schéma Directeur de la Région d'Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant « délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente » modifiée par délibération n° CR 167-12 du 22 septembre 2017 « Simplifier le fonctionnement du Conseil régional » ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CP 16-157 du 15 juin 2016 approuvant deux conventions type Biodiversité et deux conventions types pour les réserves naturelles régionales ;

VU La délibération n° CR 2017-49 du 9 mars 2017 relative à la convention de partenariat précisant les modalités de transfert de gestion du parc de la Poudrerie de Sevran entre la région Ile-de-France, le département de Seine-Saint-Denis, l'Etat et les communes de Sevran, Villepinte, Vaujours et Livry-Gargan ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par délibérations n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU Les statuts du Syndicat Mixte pour l'aménagement de la plaine de Pierrelaye-Bessancourt (SMAPP) approuvés par délibération n° CR 18-14 du 13 février 2014 et modifiés par la délibération n° CR 2017-078 du 18 mai 2017 ;

VU La délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du Conseil régional ;

VU La délibération n° 2019-178 du 22 mai 2019 relative à la « Politique régionale en faveur de la biodiversité : Deuxième affectation pour 2019 » :

VU Le règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-265 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide **au titre de la Stratégie régionale de la biodiversité**, de participer au financement des opérations détaillées dans les fiches projets ci-jointes en annexe n°1, par l'attribution de subventions de fonctionnement d'un montant maximum prévisionnel de **467 426,77 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention conforme à la convention type biodiversité fonctionnement approuvée par délibération n° CP 16-157 du 15 juin 2016, modifiée par délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **467 426,77 €**, disponible sur le chapitre 937 «Environnement», code fonctionnel 76 «Patrimoine naturel», programme PR 76-003 (476003) « Protection des milieux naturels et des paysages », action 476003023 « Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité », du budget 2019.

Cette affectation relève du Contrat de Plan 2015-2020, volet 3 « Transition écologique et énergétique », sous-volet 33 « Reconquête de la biodiversité et préservation des ressources », action 332 « Continuités terrestres ».

Article 2 :

Décide, pour les « **Réserves naturelles régionales** », de participer financièrement aux opérations définies dans la fiche projet ci-jointe en annexe n° 1, par l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant maximum prévisionnel de **4 200 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type biodiversité investissement approuvée par délibération n° CP 16-157 du 15 juin 2016, modifiée par délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **4 200 €** disponible sur le chapitre 907 «Environnement», code fonctionnel 76 «Patrimoine naturel», programme PR 76-003 (476003) «

Protection des milieux naturels et des paysages», action 476003053 «Investissement des Réserves Naturelles Régionales (RNR)», du budget 2019.

Cette affectation relève du Contrat de Plan 2015-2020, volet 3 « Transition écologique et énergétique », sous-volet 33 « Reconquête de la biodiversité et préservation des ressources », action 331 « Réservoirs »

Article 3 :

Décide, pour les « **Réserves naturelles régionales** » de participer financièrement aux opérations définies dans les fiches projets ci-jointes en annexe n° 1, par l'attribution de subventions de fonctionnement d'un montant maximum prévisionnel de **81 061,40 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention conforme à la convention type RNR fonctionnement approuvée par délibération n° CP 16-157 du 15 juin 2016, modifiée par délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **81 061,40 €**, disponible sur le chapitre 937 «Environnement», code fonctionnel 76 «Patrimoine naturel», programme PR 76-003 (476003) «Protection des milieux naturels et des paysages», action 476003053 «Fonctionnement des Réserves Naturelles Régionales (RNR)», du budget 2019.

Cette affectation relève du CPER 2015-2020, volet 3 «Transition écologique et énergétique», sous-volet 33 «Reconquête de la biodiversité et préservation des ressources», action 331 «Réservoirs».

Article 4 :

Décide **au titre de la Stratégie régionale pour la biodiversité**, de participer au financement de l'opération concernant le renforcement des populations de faisans communs et poules faisanes en faveur de la Fédération régionale des chasseurs d'Ile-de-France, détaillée dans la fiche projet ci-jointe en annexe n° 1, par l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de la Fédération régionale des chasseurs d'Ile-de-France, d'un montant maximum prévisionnel de **57 500 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type biodiversité investissement approuvée par délibération n° CP 16-157 du 15 juin 2016, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **57 500 €,** disponible sur le chapitre 907 «Environnement», code fonctionnel 76 «Patrimoine naturel», programme PR 76-005 (476005), action 476005013 «Investissement de l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)» du budget 2019. Cette affectation relève du Contrat de Plan 2015-2020 : Volet 3 « Transition écologique et énergétique », sous-volet 33 « Reconquête de la biodiversité et préservation des ressources », actions 331 «Réservoirs».

Article 5 :

Suite à une erreur matérielle, approuve les annexes au contrat de cession des parcelles régionales situées dans l'emprise du projet de forêt de Pierrelaye-Bessancourt, ci-jointes en annexes n° 2 et 3, afin de compléter la délibération n° CP 2019-178 susvisée.

Article 6 :

Décide du versement d'une cotisation annuelle au Syndicat Mixte pour l'aménagement de la Plaine de Pierrelaye-Bessancourt autour d'un projet de nouvelle forêt (SMAPP).

Affecte une autorisation d'engagement de **198 000 €** disponible sur le chapitre 937 «Environnement», code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme PR76-003 (476003) « Protection des milieux naturels et des paysages », action 476003023 « Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité, du budget 2019.

Article 7 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéas 3 et 29 de l'annexe du règlement budgétaire et financier susvisé.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE N° 1 : FICHES-PROJETS

CETTE ANNEXE A ETE ANONYMISEE

COMPTE TENU DE LA PRESENCE DE

DONNEES CONFIDENTIELLES

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc147086-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-274

DU 3 JUILLET 2019

POLITIQUE RÉGIONALE ÉCONOMIE CIRCULAIRE ET DÉCHETS 4ÈME AFFECTATION POUR 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

VU Le régime cadre exempté de notification N°SA.40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020 ;

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L 541-13 et suivants ;

VU La délibération n° CR 105-11 du 17 novembre 2011 relative à la politique régionale pour la prévention et la valorisation des déchets ;

VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 portant approbation du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 « délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente » modifiée par délibération n° CR 162 du 22 septembre 2017 « simplifier le fonctionnement du Conseil régional » ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 22-16 du 17 mars 2016 relative à la simplification des dispositifs d'aides régionales par la suppression de la modulation ;

VU La délibération n° CP 16-158 du 18 mai 2016 relative à l'adoption de nouvelles conventions types relatives à la prévention et à la valorisation des déchets ;

VU La délibération n° CR 174-16 du 22 septembre 2016 relative aux engagements de la Région vers un objectif « zéro déchet » en Ile de France ;

VU La délibération n° CP 16-581 du 16 novembre 2016 relative à l'adoption de nouvelles conventions types dans le cadre du fonds propreté ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et par délibération CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU La délibération n° CP 18-111 du 16 mars 2018 relative à la modification du fonds propreté et de la politique de soutien à la prévention et de valorisation des déchets ;

VU La délibération n° CR 127-16 du 7 juillet 2016 relative au dispositif Ile-de-France propre et à la mise en œuvre du fonds propreté modifiée par la délibération n° CP 18-534 du 21 novembre 2018 et par la délibération n° CP 19-043 du 24 janvier 2019 ;

VU Le Règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-274 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **soutien régional à la prévention et à la valorisation des déchets** », au financement des opérations détaillées dans les fiches-projets ci-jointes en annexe 1, par l'attribution de subventions d'un montant total prévisionnel maximum de **252 762,50 €.**

Subordonne le versement des subventions définies ci-dessus à la signature de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération CP n°16-158 du 18 mai 2016 susvisée, modifiée par les délibérations n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 susvisées et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **252 762,50 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », sous-fonction 72 « Actions en matière des déchets », programme PR 72-001 (472001) « Prévention et gestion des déchets », action 472001063 « Economie circulaire et déchets », du budget 2019.

Ces affectations relèvent du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 volet 3 « transition écologique et énergétique », sous-volet 32 « économie circulaire et économie des ressources».

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Fonds propreté** », au financement des opérations détaillées dans les fiches-projets ci-jointes en annexe 1, par l'attribution de subventions d'investissement d'un montant total prévisionnel maximum de **295 121,00 €**.

Subordonne le versement des subventions susvisées à la signature de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération CP n°16-581 du 16 novembre 2016, au titre du dispositif Fonds propreté susvisé et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **295 121,00 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », Sous-fonction 72 « actions en matière des déchets », programme HP 72-001 (172001) « Prévention et gestion des déchets », action 17200109 « Fonds propreté », du budget 2019.

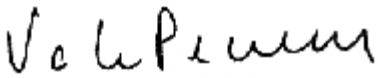
Article 3 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Fonds propreté** », au financement de l'opération détaillée dans la fiche-projet ci-jointe en annexe 1, par l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant total prévisionnel maximum de **100 000,00 €**.

Subordonne le versement de la subvention susvisée à la signature d'une convention conforme à la convention type approuvée par délibération CP n°16-581 du 16 novembre 2016, au titre du dispositif Fonds propreté susvisé et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte un montant d'autorisations d'engagement de **100 000,00 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », sous-fonction 72 « Actions en matière des déchets », programme HP 72-001 (172001) « Prévention et gestion des déchets », action 17200110 « Fonds propreté », du budget 2019.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXE A LA DELIBERATION

FICHES-PROJET

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-274

DOSSIER N° 19005837 - ACTIONS DE LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE PAR LA BANQUE ALIMENTAIRE PARIS ILE-DE-FRANCE

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	222 619,00 € TTC	50,00 %	111 309,50 €
	Montant total de la subvention		111 309,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BAPIF BANQUE ALIMENTAIRE DE PARIS ET ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 15 AVENUE JEANNE D'ARC 94110 ARCUEIL CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Nicole FARLOTTI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Banque Alimentaire Paris Ile-de-France (BAPIF) a été créée en 1984. Elle est implantée sur 3 sites : Arcueil (94), Gennevilliers (92) et un site en partenariat avec la Croix Rouge Insertion à Savigny-le-Temple (77) qui sert de relais pour les associations de Seine-et-Marne. La BAPIF a pour vocation la collecte et la redistribution de denrées alimentaires à l'échelle régionale, à travers un réseau de près de 300 associations (soit 11 millions de repas distribués en 2018 pour 262 000 personnes).

Chaque année, la BAPIF distribue en moyenne près de 5 800 tonnes de produits dont plus de la moitié sont issus d'actions de lutte contre le gaspillage alimentaire auprès des industries agro-alimentaires, des grandes et moyennes surfaces et d'autres acteurs (établissements scolaires, restauration collective, marchés forains…).

Elle s'engage aussi dans des actions de sensibilisation à la lutte contre le gaspillage alimentaire : en 2018, 60 animations ont été réalisées dans les établissements scolaires de la Région (du primaire à l'enseignement supérieur).

Aujourd'hui, la BAPIF a besoin pour maintenir son activité, d'investir dans de nouvelles chambres froides, soit pour des raisons de vétusté, soit pour des raisons de conformité réglementaire liées aux fluides de

ces dernières (réglementation sur les déchets d'équipements électriques et électroniques qui évolue à l'horizon 2021). Il est proposé de remplacer voire d'aménager ces chambres froides.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 1 : Soutenir les actions et les programmes d'actions pour la prévention des déchets
50% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 222 619,00 € TTC soit une aide régionale de 111 309,50 € TTC.

Localisation géographique :
- SAVIGNY-LE-TEMPLE
- GENNEVILLIERS
- ARCUEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements / installation	217 619,00	97,75%
Prestation AMO	5 000,00	2,25%
Total	222 619,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	101 309,50	45,51%
Direction de la Cohésion sociale (77)	5 000,00	2,25%
Département Seine-et-Marne	5 000,00	2,25%
Région Ile-de-France	111 309,50	50,00%
Total	222 619,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-274

DOSSIER N° 19005843 - CREATION D'UNE ACTIVITE DE RESSOURCERIE A CHAVILLE PAR L'ASSOCIATION ESPACES (92)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	36 512,00 € TTC	30,00 %	10 953,00 €
	Montant total de la subvention		10 953,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ESPACES
Adresse administrative : 855 AVENUE ROGER SALENGRO
92370 CHAVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Pascale FLAMANT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La ville de Chaville a un projet de ressourcerie en partenariat avec le centre communal d'action sociale et avec l'association Espaces. Le projet consiste à créer un lieu d'accueil de dons et de redistribution au sein du centre commercial des Créneaux, selon le même modèle que les ressourceries gérées par Emmaüs. Il s'agira d'une boutique qui collectera, triera, revalorisera et vendra des produits de seconde main dans l'objectif d'allier action sociale et action environnementale grâce au réemploi. Un chantier d'insertion sera mis en place.
L'ouverture de la ressourcerie est prévue pour septembre 2019. La ressourcerie assurera un service de collecte et de tri des encombrants, tout en sensibilisant le public par des animations et de la diffusion d'information. Ce projet permettra de recréer une vie de quartier en centre-ville, de créer des emplois et de participer à la réduction et à la valorisation des déchets. La ville de Chaville a fait l'acquisition de locaux situés dans le centre commercial des Créneaux, et procédera à des travaux d'aménagement.

C'est l'association Espaces qui gérera l'activité de ressourcerie et qui mettra en place le chantier d'insertion. Pour ce faire, l'association fera l'acquisition d'un véhicule de collecte, de mobilier de stockage et de rangement, de matériel de manutention et de pesage, de matériel informatique et d'outils.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 2 :
30% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 36 512,00 €TTC, soit une aide régionale de 10 953,00 €.

Localisation géographique :

- CHAVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Véhicule de collecte	10 200,00	27,94%
Mobilier stockage	11 574,00	31,70%
Mobilier boutique	6 228,00	17,06%
Matériel manutention / pesage	5 220,00	14,30%
Matériel informatique	2 625,00	7,19%
Outils	665,00	1,82%
Total	36 512,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	25 559,00	70,00%
Région Ile-de-France	10 953,00	30,00%
Total	36 512,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-274

DOSSIER N° 19006387 - RESERVE DES ARTS : DEVELOPPEMENT NUMERIQUE ET AGRANDISSEMENT DE LA PLATEFORME ECONOMIE CIRCULAIRE DU SECTEUR CULTUREL

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	435 000,00 € HT	30,00 %	130 500,00 €
	Montant total de la subvention		130 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA RESERVE DES ARTS
Adresse administrative : 1 RUE FREDERICK LEMAITRE
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Daniel VILLESOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 4 juillet 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Après 10 ans d'existence et à l'appui des études menées dans le cadre de l'accélérateur ESS de la Région, La Réserve des Arts souhaite intensifier son activité en :
- amplifiant, professionnalisant et digitalisant sa plateforme logistique de réemploi au service des professionnels franciliens de la culture ;
- développant une académie du réemploi et de l'éco-conception pour former lesdits professionnels ;
- développant un modèle d'entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI) pour les professionnels de la création (10 personnes).

Elle souhaite pouvoir répondre aux besoins des professionnels du secteur culturel en leur donnant les moyens d'éco-fabriquer avec :
- des matériaux issus de rebuts collectés auprès des entreprises du luxe, de l'évènementiel et du bricolage ;
- des espaces de travail abritant des machines professionnelles pour sensibiliser au réemploi de manière pédagogique ;
- des formations sur l'usage des machines, sur la recyclabilité des matériaux et sur le réemploi ;
- des opportunités d'activités et de missions, comme la vente de produits ou de prestations de service mettant en avant leurs compétences de création en réemploi.

Pour développer son activité, la Réserve des Arts doit :
- emménager dans de nouveaux locaux de 6 000 m², propriété de la SNCF, qui nécessitent d'être aménagés, et qu'elle partagerait avec la société LemonTri qui développe la consigne pour le recyclage ;
- mettre en place une plateforme digitalisée de réemploi au service des professionnels ;
- faire l'acquisition de matériel et d'outils.

Objectifs en 2021 :
-800 tonnes collectées (200 tonnes collectées en 2018) dont 750 réemployées ;
-500 entreprises et institutions culturelles collectées (200 en 2018) et 300 personnes formées (100 en 2018).
Ce changement d'échelle lié à l'emménagement dans de nouveaux locaux devrait permettre la création de 3 nouveaux postes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 2 :
30 % des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 435 000 € HT, soit une aide régionale de 130 500 €.

Localisation géographique :
- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement des locaux	196 000,00	45,06%
Matériel et outillage	116 000,00	26,67%
Matériel informatique	123 000,00	28,28%
Total	435 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	175 250,00	40,29%
ADEME	86 250,00	19,83%
SYCTOM	43 000,00	9,89%
Région Ile-de-France	130 500,00	30,00%
Total	435 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-274

DOSSIER N° 19005853 - FONDS PROPRETE : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR LA COMMUNE DE BOIS-COLOMBES (92)

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)
Délibération Cadre : CR127-16 du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200109- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	30 000,00 € TTC	60,00 %	18 000,00 €
		Montant total de la subvention	18 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOIS-COLOMBES
Adresse administrative : 15 RUE CHARLES DUFLOS
92270 BOIS-COLOMBES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur YVES R VILLON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Malgré la mise en place de différentes collectes (en déchèterie et au porte à porte) pour les encombrants, textiles, DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques) et déchets dangereux, la ville de Bois-Colombes (28 000 habitants) est toujours confrontée aux dépôts sauvages. La ville a déployé tout un dispositif de collecte des dépôts sauvages et de sanctions (tournées journalières de collecte, verbalisation des contrevenants, envoi de courriers et cartographie des lieux récurrents), et a établi une méthodologie d'intervention pour le service propreté collecte et pour la police de l'environnement (entité de la police municipale). La ville contacte également les Syndics d'immeubles ou propriétaires concernés par des dépôts sauvages récurrents pour mettre en place des actions d'information et de sensibilisation auprès des habitants.
19 points récurrents de dépôts sauvages ont été recensés, certains font partie des périmètres des caméras urbaines, et d'autres non. Ainsi, la ville de Bois-Colombes envisage la couverture de 2 points récurrents par l'achat de 2 caméras de surveillance. Ces 2 points représentent 15% du coût annuel de l'enlèvement des dépôts sauvages ; en 2018 ce dernier a été de 156 395 € pour 224 tonnes collectées.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du fonds propreté :
60% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 30 000,00 €TTC, soit une aide régionale de 18 000,00 €.

Localisation géographique :

- BOIS-COLOMBES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat et installation de caméras	30 000,00	100,00%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	12 000,00	40,00%
Région Ile-de-France	18 000,00	60,00%
Total	30 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-274

DOSSIER N° 19005855 - FONDS PROPRETE – PROJET TERRITORIAL DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR LA COMMUNE DE CHAMPLAN (91)

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)
Délibération Cadre : CR127-16 du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200109- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	229 399,79 € HT	80,00 %	183 520,00 €
		Montant total de la subvention	183 520,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHAMPLAN
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
91160 CHAMPLAN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Christian LECLERC, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Champlan est une commune qui, de par sa situation géographique (proximité de zones très urbanisées) et ses spécificités territoriales (espaces ruraux / infrastructures de desserte) est confrontée à la récurrence de dépôts sauvages.

Champlan fait l'objet de dépôts récurrents sur une dizaine de secteurs : ces derniers représentent environ l'équivalent de 220 tonnes de déchets par an nécessitant entre 180 et 280 rotations de véhicules / 800h de travail par an pour les évacuer soit plus de 30% du temps de travail d'un ETP. Champlan compte également des dépôts de taille importante liés à des occupations illicites de terrain : ces dépôts ne sont pas pris en compte dans le projet présenté, ils pourront faire l'objet de demandes de subventions spécifiques dans le cadre de la mesure de soutien en faveur de la résorption de dépôts d'importance régionale.

Pour résorber les dépôts récurrents (hors dépôts d'importance régionale), la commune souhaite déployer un plan de 11 actions selon une triple approche préventive, curative et répressive. A chacune d'elle est associée une liste très détaillée d'objectifs et de moyens ainsi qu'à une démarche d'évaluation des dispositifs mis en œuvre.

L'objet de la présente demande de subvention concerne les investissements nécessaires pour mettre en oeuvre ce plan d'actions dont l'achat de véhicules pour la future brigade verte, d'engins pour évacuer les

déchets (pelleteuse, benne à grappin), pour la mise en place de moyens anti-dépôts (merlon de terre, pose de blocs de béton….) et d'équipements de vidéo-surveillance (caméras, drone) et de panneaux de sensibilisation.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du fonds propreté : le taux appliqué est de 80% du montant des dépenses éligibles s'élevant à 229 399,79 € HT, soit un soutien régional de 183 520,00 €.

Localisation géographique :

- CHAMPLAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Engins et matériel pour évacuation des déchets (pelleteuse, benne à grappin, camion benne, sangles, benne…)	182 160,86	79,41%
Matériel informatique et véhicules pour brigade verte	22 798,01	9,94%
Matériel de vidéo-protection fixe, mobile, drone	17 048,70	7,43%
Matériel anti-intrusion (barrières, blocs béton...)	6 673,12	2,91%
Panneaux de signalisation	719,10	0,31%
Total	229 399,79	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	45 879,79	20,00%
Région Ile-de-France	183 520,00	80,00%
Total	229 399,79	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-274

DOSSIER N° 19005858 - FONDS PROPRETE – ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR LA COMMUNE DE LONGPONT-SUR-ORGE (91)

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)
Délibération Cadre : CR127-16 du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200109- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	86 001,64 € HT	60,00 %	51 601,00 €
		Montant total de la subvention	51 601,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LONGPONT SUR ORGE
Adresse administrative : PL DES COMBATTANTS
91310 LONGPONT-SUR-ORGE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur ALAIN LAMOUR, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Longpont-sur-Orge est une commune de 6 400 habitants de 5 km² qui présente des zones urbaines et d'autres agricoles. Elle doit aujourd'hui faire face à la recrudescence des actes d'incivilités à travers la multiplication des dépôts sauvages : 12 points noirs récurrents ont été recensés et mobilisent quasiment un agent à temps complet (ramassage des dépôts / tri des dépôts / suivi administratif avec la Communauté d'agglomération / fouille par la police municipale / verbalisation éventuelle…).

La commune travaille en étroite articulation avec les partenaires de terrain opérationnels :
- la Communauté d'Agglomération Cœur d'Essonne pour la mise à disposition de bennes de tri pour les dépôts sauvages, pour la partie formation / pédagogie des agents, …
- le SIREDOM, dans le cadre des chantiers de sensibilisation BRISFER,
- Le Conseil Départemental de l'Essonne, avec l'organisation de journée « Essonne Verte Essonne Propre »,
- Les établissements scolaires sensibilisés à cette problématique et mobilisés sur des matinées de nettoyage du territoire...

Par ailleurs, la commune a voté la mise en œuvre d'un protocole citoyen, en collaboration avec le Préfet de l'Essonne et le Directeur départemental de la Santé publique, qui vise à sensibiliser les habitants en les associant à la protection de leur propre environnement.

Pour accompagner cette approche globale, la commune souhaite investir dans des caméras de surveillance et dans l'aménagement d'un quai qui permettra le tri des dépôts sauvages dans les bennes mises à disposition par la CA Cœur d'Essonne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Ce projet s'inscrit dans le cadre du dispositif « Région Ile-de-France propre » (délibération CR 127-16 du 12 juillet 2016) : le taux appliqué est de 60% sur un montant de dépenses éligibles de 86 001,64 € HT, soit un soutien régional de 51 601,00 €.

Localisation géographique :
- LONGPONT-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Caméras nomades de surveillance	23 844,04	27,73%
Aménagement d'un quai de tri pour des bennes	62 157,60	72,27%
Total	86 001,64	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	34 400,64	40,00%
Région Ile-de-France	51 601,00	60,00%
Total	86 001,64	100,00%

DOSSIER N° 19006386 - FONDS PROPRETE : ACQUISITION D'UN VEHICULE POUR LA COLLECTE DES DEPOTS SAUVAGES A VILLEPINTE (93)

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)
Délibération Cadre : CR127-16 du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200109- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	70 000,00 € HT	60,00 %	42 000,00 €
	Montant total de la subvention		42 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLEPINTE
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
93420 VILLEPINTE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Martine VALLETON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La ville de Villepinte a créé depuis le 1er octobre 2018 une brigade de l'environnement afin de sensibiliser la population au respect de l'environnement, à la réduction des déchets et de limiter les déchets sur la voie publique. Son installation a notamment permis de repérer les points noirs récurrents des dépôts sauvages et incivilités liées à l'environnement dans chaque quartier. Compte-tenu de l'importance des dépôts sauvages constatés et des nuisances engendrées, la ville souhaite compléter son action en s'équipant d'un véhicule de collecte des dépôts (camion muni d'un grappin) afin de favoriser les opérations de nettoyage.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du dispositif « Région Ile-de-France propre » (délibération CR 127-16 du 12 juillet 2016) :
60% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 70 000,00 € HT, soit une aide régionale de 42 000,00 €.

Localisation géographique :
- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'un camion	70 000,00	100,00%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	28 000,00	40,00%
Région Ile-de-France	42 000,00	60,00%
Total	70 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-274

DOSSIER N° 19005860 - RESORPTION D'UN DEPOT SAUVAGE D'IMPORTANCE REGIONALE SUR LA COMMUNE DE VAUHALLAN (91)

Dispositif : Fonds propreté (fonctionnement) (n° 00001130)
Délibération Cadre : CP2018-111 du 16/03/2018
Imputation budgétaire : 937-72-65734-172001-1700
Action : 17200110- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds propreté (fonctionnement)	1 080 000,00 € TTC	9,26 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VAUHALLAN
Adresse administrative : GRANDE RUE
91430 VAUHALLAN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur François HILLION, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
En février 2017, 3 parcelles sur la commune de Vauhallan ont fait l'objet d'une occupation illicite qui s'est poursuivie jusqu'en juin 2018 malgré les procédures juridiques et administratives engagées par la mairie.

Aujourd'hui, ces parcelles d'une surface totale de près de 1 300 m² appartiennent à la commune. Le SIOM de la Vallée de Chevreuse a missionné le bureau d'étude DEKRA pour expertiser le volume et la nature des déchets laissés sur site. Il s'agit de près de 12 500 tonnes accumulées. Ce sont principalement des déchets issus du bâtiment, du bois, du plastique, des pneus, ponctuellement de l'amiante (fibrociment, carrelage…), des réservoirs de voiture et des bidons d'huile de vidange.

La commune a d'ores et déjà mis en place des dispositifs bloquant l'accès au site pour éviter que de nouveaux dépôts viennent s'accumuler mais elle ne peut pas assumer seule le coût que représente l'évacuation de ces déchets estimé à plus d'1 million d'euros. D'autant que ce coût pourrait évoluer selon les analyses complémentaires sur la pollution des sols et / ou la découverte de déchets qui auraient pu être enfouis.

La commune de Vauhallan a confié au bureau d'études DEKRA la réalisation du cahier des charges et le suivi des prestations d'évacuation et souhaite ainsi faire procéder au nettoyage du site dès le dernier trimestre de 2019.

Il est à souligner que conformément au règlement d'intervention du Fonds propreté, la commune de Vauhallan a sollicité l'accompagnement les partenaires publics de son territoire en direct et lors de réunions en Sous-Préfecture de Palaiseau (réunions du 19 novembre 2018 en mairie et du 18 mars et du 7 mai 2019 en Sous-Préfecture).

Ainsi, le montage technique et financier de cette opération est réalisé avec l'appui d'un comité de pilotage partenarial. Cette démarche a permis d'aboutir à :
- un plan de financement coordonné entre les différents acteurs du territoire : Conseil Départemental du 91, Communauté d'agglomération Paris Saclay, syndicats de traitement des déchets (SIOM et SIREDOM) et Etablissement public d'aménagement du plateau de Saclay qui intervient au titre de mesures compensatoires d'aménagement.
- un projet de réaménagement du site afin d'éviter tout retour de dépôts : les parcelles concernées seront boisées, type prairie sèche et seront partiellement ouvertes au public.

La Région Ile-de-France au titre de sa mesure 2 du Fonds Propreté « Projets de résorption de dépôts sauvages d'importance régionale » apporte son soutien en fonctionnement pour le nettoyage du site.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Ce projet s'inscrit dans le cadre du dispositif « Région Ile-de-France propre » : le taux appliqué est de 9,26% sur le montant des dépenses éligibles de 1 080 000 € TTC, soit un soutien régional de 100 000 €.

Localisation géographique :
- VAUHALLAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Evacuation et tri des déchets sur 3 parcelles	1 080 000,00	100,00%
Total	1 080 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	216 000,00	20,00%
Département Essonne	50 000,00	4,63%
SIOM de la Vallée de Chevreuse	100 000,00	9,26%
Communauté d'Agglomération Paris Saclay	100 000,00	9,26%
SIREDOM	100 000,00	9,26%
Etablissement public d'aménagement Paris Saclay	414 000,00	38,33%
Région Ile-de-France	100 000,00	9,26%
Total	1 080 000,00	100,00%

Acte rendu exécutoire le 5 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 juillet 2019
(référence technique : 075-237500079-20190703-lmc146706-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-291

DU 3 JUILLET 2019

EAU, MILIEUX AQUATIQUES ET HUMIDES - TROISIÈME AFFECTATION 2019
APPELS À PROJET PLAN VERT - CINQUIÈME SESSION 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L 210-1 et suivants ;

VU Le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013, portant approbation du Schéma Directeur de la Région d'Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 30-06 du 5 octobre 2006 relative aux nouvelles compétences régionales sur le patrimoine naturel d'Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 97-13 du 18 octobre 2013 relative à l'adoption du schéma directeur de la région Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015, relative à l'approbation du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 ;

VU Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2016-2021 du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands, adopté le 5 novembre 2015 par le Comité de bassin et arrêté le 1er décembre 2015 par le Préfet coordonnateur de bassin ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 « délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente » modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, relative à la mise en œuvre de la mesure « 100 000 stages » pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 103-16 du 22 septembre 2016, relative à la nouvelle stratégie régionale dans le domaine de l'eau, des milieux aquatiques et humides ;

VU La délibération n° CP 16-313 du 16 novembre 2016 approuvant les nouvelles conventions types dans le domaine de l'Eau, des milieux aquatiques et humides, modifiées par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017;

VU

La délibération n° CP 16-546 du 13 décembre 2016, relative à l'approbation du règlement d'intervention en faveur de l'Eau, des milieux aquatiques et humides ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par délibérations n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU le Plan Vert de l'Ile-de-France adopté par délibération n° CR 2017- 50 du 10 mars 2017 et son règlement d'intervention adopté par délibération n° CR 2017-119 du 7 juillet 2017 et modifié par délibération n° CP 2018-101 du 24 janvier 2018 ;

VU La délibération n° CP 2017-580 du 22 septembre 2017 approuvant la convention type du Plan vert ;

VU La délibération n° CP 2018-260 du 4 juillet 2018 relative à l'approbation et à l'autorisation de signature du Contrat de Trame Verte et Bleue Marne Confluence ;

VU Le règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-291 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Décide, ***au titre de la stratégie régionale relative à l'eau, aux milieux aquatiques et humides*****,** d'attribuer à chaque maître d'ouvrage des opérations présentées dans les fiches projets - ci-jointes en annexe 1 - une subvention en investissement dont le montant maximum prévisionnel est déterminé dans les fiches projet précitées, pour un montant total de 501 562,80 €.

Subordonne l'attribution des subventions supérieures à 23 000 € à la conclusion de conventions conformes au modèle approuvé par la délibération n° CP 16-313 (article 17) modifié par la délibération n° CR 2017-51 susvisées, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte à cet effet, un montant d'autorisations de programme de 501 562,80 €, disponible sur le chapitre 907 «Environnement» code fonctionnel 74 «politique de l'eau » programme PR 74006 (474006) «Milieux aquatiques et humides», action 474006013 «Milieux aquatiques et humides», du budget 2019.

Cette affectation relève du CPER 2015-2020, volet « Transition écologique et énergétique », sous-volet « Reconquête de la biodiversité et préservation des ressources », action 333 « Restauration des milieux ».

Article 2

Décide, ***au titre de la stratégie régionale relative à l'eau, aux milieux aquatiques et humides,*** d'attribuer à chaque maître d'ouvrage des opérations présentées dans les fiches-

projet, ci-jointes en annexe n° 1 - une subvention en fonctionnement dont le montant maximum prévisionnel est déterminé dans les fiches-projet précitées, pour un montant total de 98 570 €.

Subordonne le versement des subventions

- au SIARJA – Syndicat mixte pour l'Aménagement & l'entretien de la Rivière la Juine et de ses Affluents ' - pour l'accompagnement du contrat de Trame Verte et Bleue de la Juine
- et au SYAGE – Syndicat Mixte pour l'Assainissement et la Gestion des Eaux du Bassin Versant de l'Yerres ' - pour l'accompagnement du contrat de Trame Verte et Bleue de l'Yerres Amont

à la signature avec chacun d'eux d'une convention conforme au modèle-type approuvé par la délibération n° CP 16-313 du 16 novembre 2016, modifié par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte à cet effet, un montant d'autorisations d'engagement de 98 570 €, disponible sur le chapitre 937 « Environnement » code fonctionnel 74 «politique de l'Eau», programme CP 74-007 (474007) « Contrats trame verte et bleue », action 47400701 « Contrats trame verte et bleue », du budget 2019.

Article 3

Décide, ***au titre du cinquième appel à projet Plan Vert***, de financer 9 opérations détaillées dans les fiches-projet ci-jointes en annexe n° 2, pour un montant prévisionnel maximum de 1 368 165,58 €.

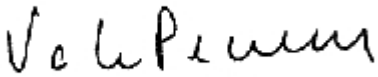
Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CP 2017-580 du 22 novembre 2017 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 1 368 165,58 €, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme HP 76-003 (176003) « Protection des milieux naturels et des paysages », action 17600307 « Plan vert », du budget 2019.

Article 4

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets ci-annexées à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 et à l'article 29, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n° 1 : Fiches-Projet eau, milieux aquatiques et humides

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-291

DOSSIER N° 19005841 - REOUVERTURE ET RENATURATION DE LA BIEVRE AU PARC DU COTEAUX SUR LE SECTEUR AVAL RASPAIL

Dispositif : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)
Délibération Cadre : CP16-546 du 13/12/2016
Imputation budgétaire : 907-74-204132-474006-1700
Action : 474006013- Milieux aquatiques et humides

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	2 139 400,00 € HT	18,70 %	400 000,00 €
	Montant total de la subvention		400 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : 21 29 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Christian FAVIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet de réouverture de la Bièvre au droit du Parc départemental du Coteau s'inscrit à l'échelle de la Vallée de la Bièvre et affiche une volonté globale de reconquête d'une rivière canalisée et enterrée. C'est un projet innovant car c'est un véritable défi sociétal, historique, urbain, paysager et technique.
Le Département du Val de Marne porte ce projet qui comprend la démolition du réseau actuel et la création d'un cours d'eau à ciel ouvert. Les techniques écologiques de réhabilitation seront privilégiées pour la renaturation des berges.

La renaissance de la Bièvre dans le secteur du parc départemental du Coteau à Arcueil Gentilly comprend 3 parties :

- La première partie amont concerne les travaux qui seront engagés de l'avenue Paul Doumer au gymnase J.P. Ducasse. Elle a déjà fait l'objet d'une aide régionale de 400 000 € votée en novembre 2018

- La présente demande de subvention régionale concerne la partie aval du viaduc de l'A6a jusqu'à l'extrémité du parc du Coteau

- La partie centrale, Zone du gymnase JP Ducasse jusqu'en contre-bas du viaduc autoroutier constitue le dernier tronçon.
A terme, la réouverture de la Bièvre sur ce secteur portera sur 600 mètres de long.

Les travaux seront engagés en amont du pont de l'avenue Paul Doumer à Arcueil, il est uniquement prévu de découvrir la rivière canalisée.
Après, jusqu'au gymnase J.P. Ducasse, la Bièvre sera rouverte et son profil sera modifié et renaturé avec des végétaux spécifiques aux cours d'eau du bassin parisien. Plusieurs aménagements seront effectués afin de créer des berges adoucies et propices à la biodiversité et de garantir une section suffisante pour l'écoulement hydraulique par temps de crue. Ce tronçon a également été conçu dans un souci d'intégration paysagère et urbaine sur ce territoire très carencé en espace vert.

Conformément à la délibération cadre, le montant de l'aide est plafonné.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. A : Protection, restauration et valorisation des milieux aquatiques, humides et des berges

Le taux de subvention est plafonné à 40% maximum des dépenses subventionnables hors taxe. Il est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70% d'aide publique.
Le montant de la subvention est plafonné à 400 000 €.

Localisation géographique :
- ARCUEIL
- GENTILLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires	260 148,00	9,43%
Démolition et terrassements	644 025,00	23,34%
Lit et reprofilage Berges	149 850,00	5,43%
Végétalisation	144 939,00	5,25%
Soutènements pour optimisation du lit majeur	940 438,00	34,09%
NON RETENU (assainissement, éclairage, revêtement, bordures, entonnement, passerelles et cheminement)	619 532,00	22,46%
Total	2 758 932,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 241 520,00	45,00%
Région	400 000,00	14,50%
AESN (Sub. prévisionnelle)	1 117 412,00	40,50%
Total	2 758 932,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-291

DOSSIER N° 19002932 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF A CRISENOY (BROYEUR A VEGETAUX)

Dispositif : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)
Délibération Cadre : CP16-546 du 13/12/2016
Imputation budgétaire : 907-74-204142-474006-1700
Action : 474006013- Milieux aquatiques et humides

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	14 442,00 € HT	40,00 %	5 776,80 €
		Montant total de la subvention	5 776,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CRISENOY
Adresse administrative : 18 RUE DES NOYERS
77390 CRISENOY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Hervé JEANNIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune souhaite utiliser cet outil dès le printemps qui est la période de désherbage.

Description :
Dans une démarche de réduction d'usage des produits phytosanitaires sur les espaces communaux, la commune de Crisenoy, avec l'appui de l'association AQUI'Brie, souhaite évoluer vers une gestion des branches d'élagage afin d'effectuer des paillages sur le territoire communal et de les mettre à disposition des concitoyens pour la même utilisation.
Un diagnostic des pratiques ayant déjà été réalisé en 2008 et en 2010 pour mener à bien ce projet, l'acquisition d'un broyeur à végétaux est préconisée.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : Mesures alternatives à l'usage des produits phytosanitaires pour la protection des milieux aquatiques, de la biodiversité et des personnes

Le taux de subvention est plafonné à 40% maximum des dépenses subventionnables hors taxe. Il est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70% d'aide publique.

Il n’y a pas de plafond.

Localisation géographique :

- CRISENOY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Broyeur à végétaux	14 442,00	100,00%
Total	14 442,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	7 315,20	50,65%
Région	5 776,80	40,00%
Département 77 (Sub. prévisonnelle)	1 350,00	9,35%
Total	14 442,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-291

DOSSIER N° 19003887 - TRAVAUX DE REHABILITATION ET DE VALORISATION ECOLOGIQUE DES MARES DE BLANCHEFACE ET DU MESNIL

Dispositif : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)
Délibération Cadre : CP16-546 du 13/12/2016
Imputation budgétaire : 907-74-204142-474006-1700
Action : 474006013- Milieux aquatiques et humides

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	67 137,00 € HT	30,00 %	20 141,10 €
	Montant total de la subvention		20 141,10 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE SERMAISE
Adresse administrative	:	14 AV PAUL BLOT 91530 SERMAISE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Pascal JAVOURET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 avril 2019 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence, vu les contraintes techniques et les plantations qui doivent démarrer en avril-mai.

Description :
La commune de Sermaise, par sa structure géologique et hydrologique, héberge grand nombre de mares. Les travaux concernent la mare du Mesnil et celle de Blancheface.
La mare du Mesnil, ancien abreuvoir, est exclusivement alimentée par les eaux de pluies. Elle fait l'objet d'importantes infiltrations limitant son remplissage. Il est prévu de creuser le point profond du bassin vers le côté nord de la mare actuelle, et d'accompagner les aménagements par une végétalisation. L'objectif est d'avoir une zone dédiée à la faune sauvage qui resterait difficile d'accès et, en parallèle, d'offrir des espaces aménagés pour les habitants.
La mare de Blancheface est localisée dans le site inscrit « Hameau de Blancheface ». Pour cette mare il est prévu :
- le surcreusement de l'étage profond de la mare ;
- la végétalisation et le boisement du côté nord créant un espace de tranquillité pour la faune ;
- la diversification de la flore aquatique.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. A : Protection, restauration et valorisation des milieux aquatiques, humides et des berges

Le taux de subvention est plafonné à 40% maximum des dépenses subventionnables hors taxe. Il est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70% d'aide publique.
Le montant de la subvention est plafonné à 400 000 €.

Localisation géographique :
- SERMAISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires, installation de chantier, vidange	21 500,00	32,02%
Creusement des mares	40 250,00	59,95%
Végétalisation	3 312,00	4,93%
Aménagements contour des mares	2 075,00	3,09%
Total	67 137,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	20 141,10	30,00%
Région	20 141,10	30,00%
Département 91 (Sub. prévisionnelle)	26 854,80	40,00%
Total	67 137,00	100,00%

DOSSIER N° 19004036 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF A BARBIZON (DESHERBEUR MECANIQUE)

Dispositif : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)
Délibération Cadre : CP16-546 du 13/12/2016
Imputation budgétaire : 907-74-204142-474006-1700
Action : 474006013- Milieux aquatiques et humides

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	15 366,00 € HT	31,53 %	4 844,90 €
	Montant total de la subvention		4 844,90 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BARBIZON
Adresse administrative : 13 GRANDE RUE
77630 BARBIZON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe DOUCE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 avril 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La saison de tonte étant déjà engagée, la commune souhaite commencer le désherbage au plus tôt.

Description :
La commune s'est engagée dans une démarche de réduction d'usage des produits phytosanitaires sur les espaces communaux. Aussi, la municipalité souhaite acquérir un désherbeur mécanique.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : Mesures alternatives à l'usage des produits phytosanitaires pour la protection des milieux aquatiques, de la biodiversité et des personnes

Le taux de subvention est plafonné à 40% maximum des dépenses subventionnables hors taxe. Il est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70% d'aide publique.
Il n'y a pas de plafond.

Localisation géographique :

- BARBIZON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Desherbeur mécanique	15 366,00	100,00%
Total	15 366,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	4 609,11	30,00%
Région	4 844,89	31,53%
Département 77 (Sub. prévisionnelle)	5 912,00	38,47%
Total	15 366,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-291

DOSSIER N° 19002935 - DEMARCHE ZERO PHYTO, NATURE EN VILLE SUR LE TERRITOIRE DE LA BIEVRE AVAL

Dispositif : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)
Délibération Cadre : CP16-546 du 13/12/2016
Imputation budgétaire : 907-74-204182-474006-1700
Action : 474006013- Milieux aquatiques et humides

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	190 200,00 € TTC	37,22 %	70 800,00 €
	Montant total de la subvention		70 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SMBVB SYNDICAT MIXTE DU BASSIN VERSANT DE LA BIEVRE
Adresse administrative : 73 AV LARROUMES
94240 L'HAY LES ROSES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur CHRISTIAN METAIRIE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 7 mai 2019 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le marché a été attribué le 7 mai 2019.

Description :
Afin de préserver la qualité de l'eau de la Bièvre et de reconquérir les espaces verts en faveur de la biodiversité, le SMBVB propose d'accompagner les collectivités du bassin versant de la bièvre aval afin de former et sensibiliser les élus, services techniques et acteurs privés du territoire à l'intérêt de la nature en ville pour la préservation de la biodiversité et la qualité de l'eau et des milieux naturels.
Cette opération vise à pérenniser et/ou consolider les programmes d'action des collectivités ; à valoriser et communiquer sur les nouvelles pratiques de gestion des espaces publics ; et à partager les bonnes pratiques entre les collectivités dont les niveaux d'avancement sont hétérogènes.
Les acteurs privés seront aussi associés aux formations et actions de communication proposées aux collectivités publiques pour la reconquête de la biodiversité en ville (et notamment dans les espaces contraints : le long des voies RATP, Autoroutes,...).
Pour se faire, le SMBVB pilotera l'opération en mettant à disposition des collectivités un bureau d'étude sélectionné sur la base d'un seul marché à bon de commandes. Le nombre de collectivités qui devraient participer à la démarche est de 14.
Cet accompagnement visera également les pratiques de déneigement qui peuvent en effet présenter des risques pour l'environnement et les écosystèmes.
A noter qu'à titre expérimental, le prestataire accompagnera 2 collectivités « témoins » pour l'achat groupé de végétaux indigènes. Ces végétaux seront distribués aux habitants des 2 communes pour qu'ils

plantent (ou replantent) eux-mêmes une Haie de type « Champêtre » sur leur parcelle privée.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : Mesures alternatives à l'usage des produits phytosanitaires pour la protection des milieux aquatiques, de la biodiversité et des personnes

Le taux de subvention est plafonné à 40% maximum des dépenses subventionnables hors taxe. Il est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70% d'aide publique.
Il n'y a pas de plafond.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- HAUTS DE SEINE
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réunion de suivi. Accompagnement des programmes d'action	14 600,00	7,68%
Formations. Mise en place de plans de gestion différentiée. Achat de végétaux.	99 200,00	52,16%
Journée de partage d'expériences	4 300,00	2,26%
Communication	9 100,00	4,78%
Sensibilisation à la nature en ville. Chantiers participatifs.	63 000,00	33,12%
Total	190 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres (SMBVB, autres collectivités, Départ 92)	59 400,00	31,23%
Région	70 800,00	37,22%
AESN (Subvention prévisonnelle)	60 000,00	31,55%
Total	190 200,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-291

DOSSIER N° 19005137 - ANIMATION 2019 POUR LE CONTRAT DE TRAME VERTE ET BLEUE DE LA JUINE

Dispositif : Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique (n° 00000225)
Délibération Cadre : CP16-546 du 13/12/2016
Imputation budgétaire : 937-74-65738-474007-1700
Action : 474007013- Contrats trame verte et bleue

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	169 593,00 € HT	23,59 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RIVIERE JUINE & AFFL SIA
Adresse administrative : PARC INDUSTRIEL SUDESSOR
91150 BRIERES-LES-SCELLES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Bernard LAPLACE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Convention pluriannuelle de fonctionnement laquelle débute au 1er janvier et s'achève au 31 décembre.

Description :
Durant cette période de transition vers un futur contrat trame verte et bleue, la mission d'animation, définie par convention et portée par le SIARJA, consiste en particulier à :
- Assurer le secrétariat du comité de pilotage et des comités techniques.
- Promouvoir le contrat et sa déclinaison en projets auprès des maîtres d'ouvrage signataires.
- Etre le relai d'information entre la Région et les maîtres d'ouvrage.
- Mettre en œuvre des actions d'information, de sensibilisation et des projets transversaux intéressant le bassin versant pour lesquelles la structure porteuse se porte maître d'ouvrage.
- Produire les éléments nécessaires aux prises de décision du comité de pilotage, en particulier le bilan du contrat de bassin 2014-2018 et les documents de préfiguration du futur contrat trame verte et bleue.

Il s'agira également d'assurer la poursuite des opérations déjà lancées : projets de restauration de la continuité des cours d'eau, préservation des zones humides, actions de gestion des ruissellements favorisant les trames vertes et bleues, Phyt'Eaux Juine 2, mobilisation et sensibilisation des acteurs, et accompagnement technique pour l'intégration des différentes problématiques liées à l'eau et à la biodiversité dans les documents de planification.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif I. E : Financement du contrat trame verte et bleue

Le taux de subvention est plafonné à 50% maximum des dépenses subventionnables hors taxe. Il est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 80% d'aide publique.
Le montant de la subvention est plafonné à 40 000 €.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Connaissance et animation

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Animatrice contrat, animatrice ruissellement et animateur restauration continuité écologique (2,5 ETP)	102 730,00	60,57%
Frais de fonctionnement	66 863,00	39,43%
Total	169 593,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	44 796,50	26,41%
Région	40 000,00	23,59%
AESN (Sub. prévisionnelle)	84 796,50	50,00%
Total	169 593,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-291

DOSSIER N° 19005139 - ANIMATION 2019 POUR LE CONTRAT DE TRAME VERTE ET BLEUE DE L'YERRE AMONT

Dispositif : Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique (n° 00000225)
Délibération Cadre : CP16-546 du 13/12/2016
Imputation budgétaire : 937-74-65738-474007-1700
Action : 474007013- Contrats trame verte et bleue

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	61 900,00 € HT	30,00 %	18 570,00 €
	Montant total de la subvention		18 570,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYAGE SYNDICAT MIXTE POUR LA GESTION DES EAUX DU BASSIN VERSANT DE L'YERRES
Adresse administrative	:	17 RUE GUSTAVE EIFFEL 91230 MONTGERON
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte Communal
Représentant	:	Monsieur ALAIN CHAMBARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Convention pluriannuelle de fonctionnement laquelle débute au 1er janvier et s'achève au 31 décembre.

Description :
1) Missions d'élaboration, de mise en oeuvre et de suivi pour l'année 2019 :
- Etablissement du bilan 2018 et d'une évaluation 2014-2018 du contrat de bassin,
- Elaboration du futur contrat trame verte et bleue.
- Organisation et animation du comité technique et comité de pilotage
- Promotion du contrat et sa déclinaison en projets auprès des maîtres d'ouvrage,
- Relai d'information entre la Région et les maîtres d'ouvrage,
- Animation thématique annuelle
- Appui ponctuel réciproque avec l'animatrice de la CLE - Commission Locale de l'Eau - sur des dossiers thématiques

2) Animation des volets thématiques pour l'année 2019 et accompagnement des maitres d'ouvrage :
- sur les rivières et zones humides
- sur la qualité des eaux
- sur le ruissellement pluvial

- sur les économies d'eau

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif I. E : Financement du contrat trame verte et bleue

Le taux de subvention est plafonné à 50% maximum des dépenses subventionnables hors taxe. Il est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 80% d'aide publique.
Le montant de la subvention est plafonné à 40 000 €.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Connaissance et animation

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Un agent à plein temps	42 100,00	68,01%
Assurances diverses et juridique	1 500,00	2,42%
Participation aux charges communes du Syage et aux charges du CE	14 800,00	23,91%
Communication contrat	1 500,00	2,42%
Entretien véhicule	600,00	0,97%
Carburant	1 400,00	2,26%
Total	61 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	12 380,00	20,00%
Région	18 570,00	30,00%
AESN (Sub. prévisionnelle)	30 950,00	50,00%
Total	61 900,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-291

DOSSIER N° 19005284 - ANIMATION 2019 POUR LE CONTRAT DE TRAME VERTE ET BLEUE DE MARNE CONFLUENCE

Dispositif : Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique (n° 00000225)
Délibération Cadre : CP16-546 du 13/12/2016
Imputation budgétaire : 937-74-65738-474007-1700
Action : 474007013- Contrats trame verte et bleue

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	160 583,00 € HT	24,91 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MARNE VIVE
Adresse administrative : 64 PL CHARLES DE GAULLE
94100 ST MAUR DES FOSSES CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur SYLVAIN BERRIOS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Convention pluriannuelle de fonctionnement laquelle débute au 1er janvier et s'achève au 31 décembre.

Description :
L'animation consiste à :
• Accompagner les signataires du contrat Trame verte et bleue dans la mise en œuvre de leurs actions inscrites pour les années 2019, avec un investissement particulièrement appuyé sur les opérations relatives aux milieux naturels sur les affluents (coordination des acteurs et programmation des études/travaux) et aux branchements (volet Qualité) ;
• Mener et relayer auprès des signataires les études du Syndicat soutenant les objectifs du contrat, notamment le suivi de la qualité de la Marne et la mise à jour des plans d'actions pour l'objectif Baignade en Marne (opérations majeures et stratégies branchements bâtiments publics) ;
• Etablir le bilan 2018 et organiser les comités de pilotage annuels ;
• Finaliser la signature du contrat par les maîtres d'ouvrage et préparer l'arrivée de nouveaux signataires à mi-parcours ;
• Participer et contribuer aux études/projets menés sur le territoire du contrat et susceptibles d'alimenter ses actions et ses objectifs, notamment aux réflexions du SAGE (commissions thématiques, plan de paysage) ;
• Communiquer sur le contrat auprès de différents publics et par l'intermédiaire de différents medias.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif I. E : Financement du contrat trame verte et bleue

Le taux de subvention est plafonné à 50% maximum des dépenses subventionnables hors taxe. Il est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 80% d'aide publique.
Le montant de la subvention est plafonné à 40 000 €.

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Connaissance et animation

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel 1 ETP (Salaires et charges)	74 283,00	46,26%
Prestations de service (dont organisation BIG JUMP)	62 000,00	38,61%
Charges d'administration générale pour 1 ETP	24 300,00	15,13%
Total	160 583,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	37 283,00	23,22%
Région	40 000,00	24,91%
AESN (Sub. prévisionnelle)	83 300,00	51,87%
Total	160 583,00	100,00%

Annexe n° 2 : Fiches-Projet plan vert

DOSSIER N° EX044946 - CREATION D'UN VERGER PEDAGOGIQUE SUR LA COMMUNE DE BONDOUFLE (91)

Dispositif : Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement (n° 00001051)
Délibération Cadre : CP2018-101 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307- Plan vert

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement	108 561,00 € HT	40,00 %	43 424,40 €
	Montant total de la subvention		43 424,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BONDOUFLE
Adresse administrative : 43 RUE CHARLES DE GAULLE
91070 BONDOUFLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JEAN HARTZ, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La ville souhaite la valorisation d'un espace sis entre la salle des fêtes et le centre culturel Thierry-le-Luron, rue de Villeroy. Ce terrain d'une superficie de 7000 m² servait de stockage à certaines entreprises de BTP. L'agglomération de Grand Paris Sud a mis cette parcelle à la disposition de la ville pour une période de 25 ans. Un premier projet de création de verger a vu le jour en 2018 avec la collaboration du SIREDOM.
La ville souhaite étendre ce projet de verger sur les 4 021 m² restants afin d'y créer un « verger pédagogique » destiné à la préservation de la biodiversité, à l'organisation de récoltes et à l'accueil d'activités pour les enfants et d'évènements festifs.
Pour la gestion courante de cet espace, la ville prévoit de travailler avec une association.

4 021 m² d'espaces verts sont créés par le projet (dont 2 000 m2 désimperméabilisés) dans une commune carencée en espaces verts. Le projet est favorable à la biodiversité, à la lutte contre l'effet d'îlot de chaleur, aux liens sociaux, et à la maîtrise des ruissellements.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le territoire est carencé. Le taux maximum de subvention est donc de 40%.
Le plan de financement est conforme à la règle de 70% maximum d'aide publique.

Localisation géographique :
- BONDOUFLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépense 1 : Travaux préparatoires	28 300,00	25,48%
Dépense 2 : Plantations	37 496,00	33,76%
Dépense 3 : Accessoires de plantations	3 600,00	3,24%
Dépenses 4 : Hôtel insecte, nichoirs, composteur	9 550,00	8,60%
Dépenses 4 : Cheminements	12 465,00	11,22%
Dépenses 4 : Clôture à mouton & portillon	4 930,00	4,44%
Dépenses 5 : Entretien de garantie	7 500,00	6,75%
RETENU LIMITE de 20% : Mobilier Banc	4 720,00	4,25%
NON RETENU : Corbeilles	2 520,00	2,27%
Total	111 081,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	67 656,60	60,91%
Région	43 424,40	39,09%
Total	111 081,00	100,00%

DOSSIER N° EX044947 - TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE L'ESPACE NATUREL SENSIBLE DE LA PEPINIERE DE VILLEPREUX (78)

Dispositif : Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement (n° 00001051)
Délibération Cadre : CP2018-101 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307- Plan vert

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement	274 495,20 € TTC	40,00 %	109 798,08 €
	Montant total de la subvention		109 798,08 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAINT QUENTIN EN YVELINES
Adresse administrative : BP 10118
78192 TRAPPES
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Jean-Michel FOURGOUS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2019 - 2 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le site dit de « La Pépinière », d'une superficie d'environ 8 hectares, est une ancienne pépinière qui était en activité jusqu'aux années 1980. Elle a été par la suite rapidement abandonnée et laissée en évolution naturelle spontanée en l'absence de gestion anthropique.
En mai 2006, le Département classe le site « Espace Naturel Sensible » avec une volonté de préservation. Le droit de préemption départemental a été délégué à la Commune de Villepreux.
L'ouverture au public de la pépinière s'inscrit dans un schéma d'ensemble consistant à créer une entité fonctionnelle interconnectée aux infrastructures adjacentes.
Cette opération vise à valoriser le site en faveur de la biodiversité et des usagers via :
- L'aménagement et équipement de 4 entrées (sud, est, ouest) en connexion avec les liaisons douces périphériques ;
- La mise en valeur et l'amélioration des cheminements piétons ;
- L'aménagement de cônes de vue sur la plaine de Versailles ;
- L'installation d'équipements de détente et de signalétique ;
- La diversification des habitats en aménageant principalement des clairières :
- L'amélioration de la naturalité des milieux en traitant/contenant les invasives (EEE) ;
- La favorisation de l'attractivité pour la faune (hibernaculum ou tas de rémanents).

80 000 m² d'espaces verts sont créés par le projet dans une commune carencée en espaces verts. Le projet est favorable à la biodiversité, aux liens sociaux, et à la maîtrise des ruissellements. Il permet l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le territoire est carencé. Le taux maximum de subvention est donc de 40%.
Le plan de financement est conforme à la règle de 70% maximum d'aide publique.

Localisation géographique :

- VILLEPREUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Préparation de chantier – Travaux préliminaires – terrassements généraux - démolitions	120 408,00	36,94%
Constitution des sols – maçonneries – mulch et grave calcaire compactée	47 628,00	14,61%
Création d'abris pour la faune	1 020,00	0,31%
Plantations et substrats	42 336,00	12,99%
Retenu à 10% : Maitrise d'œuvre	27 463,20	8,43%
RETENU A 20% : Menuiseries bois	24 000,00	7,36%
RETENU A 20% : Mobiliers durables	3 240,00	0,99%
RETENU A 20% : Signalisation	8 400,00	2,58%
NON RETENU : Provision pour aléas	5 400,00	1,66%
NON RETENU : Constitution des sols – maçonneries – stabilisé renforcé	36 468,00	11,19%
NON RETENU : Mobiliers divers	1 440,00	0,44%
NON RETENU : Frais annexes	8 136,00	2,50%
Total	325 939,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	216 141,12	66,31%
Région	109 798,08	33,69%
Total	325 939,20	100,00%

DOSSIER N° EX044956 - CREATION DU PARC AUX CERFS (COLLINE GOBERT) A VERSAILLES (78)

Dispositif : Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement (n° 00001051)
Délibération Cadre : CP2018-101 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307- Plan vert

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement	377 554,50 € HT	40,00 %	151 021,80 €
	Montant total de la subvention		151 021,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VERSAILLES
Adresse administrative : 4 AVENUE DE PARIS
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur François DE MAZIERES, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2020 - 15 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet s'inscrit dans le cadre du "plan piéton" de Versailles qui vise à densifier le maillage piétionnier de la ville.
La colline Gobert, anciennement appelée "Parc aux cerfs", fait partie de la forêt Domaniale de Versailles. Situé sur le coteau de Satory, le site, actuellement inaccessible (fermé), surplombe la ville, offrant une vue exceptionnelle sur le château.
Le site est classé ZNIEFF (Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique) de type II.
Dans le cadre de l'ouverture de ce site au public, le projet d'aménagement consiste à :
- sécuriser les accès (passerelle, chemins),
- rendre inaccessibles les propriétés privées (habitations, châteaux d'eau et ses annexes),
- créer un cheminement permettant la liaison avec le réseau des chemins forestiers pré-existants,
- mettre en place des mobiliers de propreté, de repos et d'accompagnement.
Les aménagements projetés se veulent être minimalistes et ciblés (matériaux, formes, couleurs) pour mieux révéler les richesses naturelles et patrimoniales de ce site.

14 543 m² d'espaces verts sont créés par le projet dans une commune non-carencée en espaces verts. Le projet est favorable à la biodiversité et aux liens sociaux. Il permet l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite. Il apporte une connexion remarquable entre la forêt Domaniale de Versailles et les

espaces de nature urbains.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le territoire est non-carencé. Le taux maximum de subvention est donc de 40%.
Le plan de financement est conforme à la règle de 70% maximum d'aide publique.

Localisation géographique :
- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Préparation chantiers	15 000,00	3,97%
Passerelle (étude, étanchéité, garde-corps)	210 000,00	55,62%
Colline Gobert (clôture, portillon)	50 268,75	13,31%
Clôtures propriétés privées	34 560,75	9,15%
Clôture château d'eau	38 377,50	10,16%
Chemin forestier	29 347,50	7,77%
Total	377 554,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	226 532,70	60,00%
Région	151 021,80	40,00%
Total	377 554,50	100,00%

DOSSIER N° EX044994 - CREATION DU PARC PAYSAGER DU CHATEAU BUDE-DIEULESAINT SUR LA COMMUNE DE YERRES (91)

Dispositif : Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement (n° 00001051)
Délibération Cadre : CP2018-101 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307- Plan vert

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement	975 991,25 € HT	40,00 %	390 396,50 €
	Montant total de la subvention		390 396,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'YERRES
Adresse administrative : 60 RUE CHARLES DE GAULLE
91330 YERRES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur OLIVIER CLODONG, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence, le mur d'enceinte de la parcelle est fortement dégradé par des chutes d'arbres et, pour des raisons de sécurité menaçant la circulation des piétons, il est nécessaire de débuter les travaux de démolition d'une maison existante le plus tôt possible pour réaménager cette parcelle.

Description :
La commune a fait l'acquisition de deux parcelles de parc privé et souhaite les aménager afin de les ouvrir au public et prolonger ainsi sa politique de sauvegarde et d'embellissement du centre-ville historique.
Ce parc, recensé en Espace Naturel Sensible et situé le long de la rivière Yerres, présentera un intérêt écologique et de préservation de la biodiversité et des milieux naturels présents notamment humides.
Ce parc présentera également un intérêt paysager et patrimonial grâce à la mise en valeur du mur d'enceinte du château ; la restauration et la mise en sécurité de la Tour, la restauration de la Fontaine et du bassin, la restauration de la grotte monumentale.
Enfin l'ouverture de ce parc au public se fera par des connections sur 4 rues distinctes.

11 917 m² d'espaces verts sont créés par le projet (dont 115 m² désimperméabilisé), dans une commune non carencée en espaces verts. Le projet est favorable à la biodiversité, à la maîtrise des ruissellements et aux liens sociaux. Il permet l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le territoire est non carencé. Le taux maximum de subvention est donc de 40%.
Le plan de financement est conforme à la règle de 70% maximum d'aide publique.
A noter que des co-financements sont envisagés de la part de la DRAC (Direction Régionale des Affaires Culturelles), l'AESN (Agence de l'Eau Seine Normandie) et le Département 91, mais non précisés à ce stade.

Localisation géographique :
- YERRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépense A : démolition désamiantage	110 000,00	4,78%
Dépenses C1. reconfiguration des terrains, terrassements	220 000,00	9,57%
Dépenses C2. plantations	102 000,00	4,44%
Dépenses C4. Clôtures haies naturelles	130 000,00	5,65%
Dépenses C5. treillage bois sur mur clôture	40 000,00	1,74%
RETENU LIMITE DE 10% : maitrise d'œuvre ; étude : analyse recensement flore à protéger pour grotte et fontaine ; étude : inventaire Faune flore du site	124 663,75	5,42%
RETENU LIMITE DE 20% : rétablissement des passerelles en franchissement fausse rivière ; C3. mobiliers urbains ; D. éclairage	249 327,50	10,85%
NON RETENU : B1 : restauration de la muraille du château: maçonnerie	470 000,00	20,44%
NON RETENU : B2: restauration de la muraille du château: serrurerie en fer plein	70 000,00	3,04%
NON RETENU B3 : restauration des maçonneries dans le "jardin bas" et accès	110 000,00	4,78%
NON RETENU : B5 restauration de la grotte monumentale	210 000,00	9,13%
NON RETENU : B6. Murs et clôture côté rue Marc Sangnier (béton armé,)	220 000,00	9,57%
NON RETENU B7. Murs et clôture rue Abbé Moreau	170 000,00	7,39%
NON RETENU : C2. plantations annuelles	3 000,00	0,13%
NON RETENU : C4. Clôtures haies naturelles : portillons portail	30 000,00	1,30%
NON RETENU : Études structure des blocs : restauration de la grotte monumentale et de la fontaine Budé	40 000,00	1,74%
Total	2 298 991,25	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 908 594,75	83,02%
Région	390 396,50	16,98%
Total	2 298 991,25	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-291

DOSSIER N° EX045005 - CREATION D'UN JARDIN PAYSAGER A L'ARRIERE DE L'HOTEL DE VILLE DE COLOMBES (92)

Dispositif : Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement (n° 00001051)
Délibération Cadre : CP2018-101 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307- Plan vert

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement	143 750,00 € HT	50,00 %	71 875,00 €
	Montant total de la subvention		71 875,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COLOMBES
Adresse administrative : PLACE DE LA REPUBLIQUE
92700 COLOMBES CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Nicole GOUETA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Ville a pour objectif de faire revivre l'attractivité de Colombes par la création d'un centre-ville convivial pour les habitants où chacun pourra profiter pleinement des commerces, des services publics, et des loisirs.
Pour ce faire, des travaux de réaménagement ont été entrepris, de l'îlot Cadran jusqu'au Clocher en passant par le nouvel équipement commercial, l'Agora. Dans cette continuité, la Ville souhaite également agencer des espaces existants pour créer une cohérence d'ensemble, implanter des espaces de convivialité et dynamiser par la même occasion l'offre commerciale.
Dans ce cadre, elle réalise la végétalisation et l'aménagement d'un lieu de "rencontre" végétalisé sur le parvis Nord actuel de l'Hotel de ville. L'objectif est de maintenir une cohérence avec l'aménagement existant sur l'accès principal de l'Hôtel de Ville, d'ouvrir l'Hôtel de Ville vers le cinéma et de faciliter la traversée de la rue du Bournard.

315 m² d'espaces verts sont créés par le projet (dont 315 m² désimperméabilisé), dans une commune très carencée en espaces verts. Le projet est favorable à la maîtrise des ruissellements. Il permet l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le territoire est très carencé. Le taux maximum de subvention est donc de 50%.
Le plan de financement est conforme à la règle de 70% maximum d'aide publique.

Localisation géographique :
- COLOMBES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Lot 6 : Aménagements paysagers	143 750,00	9,94%
NON ELIGIBLE : Lot 1 : Terrassements – voiries – Réseaux Eaux pluviales et eaux usées	682 455,00	47,20%
NON ELIGIBLE Lot 2 : Réseaux divers	168 025,00	11,62%
NON ELIGIBLE : Lot 3 : Signalisation (panneaux)	3 150,00	0,22%
NON ELIGIBLE : Lot 4 : Maçonnerie (construction murets, dalle etc.)	63 400,00	4,39%
NON ELIGIBLE : Lot 5 : Serrurerie – Mobilier urbain	210 000,00	14,53%
NON ELIGIBLE : Lot 7 : Fontaine (génie civil/hydraulique)	175 000,00	12,10%
Total	1 445 780,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	840 352,66	58,12%
Région	71 875,00	4,97%
Département 92 (Sub. prévisionnelle)	326 952,34	22,61%
Métropole du Grand Paris (Sub. prévisionnelle)	206 600,00	14,29%
Total	1 445 780,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-291

DOSSIER N° EX045142 - CREATION D'UN PARC PAYSAGER EN CENTRE-VILLE D'AULNAY-SOUS-BOIS (93)

Dispositif : Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement (n° 00001051)
Délibération Cadre : CP2018-101 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307- Plan vert

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement	392 691,00 € HT	40,00 %	157 076,40 €
	Montant total de la subvention		157 076,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'AULNAY-SOUS-BOIS
Adresse administrative : 14-16 BOULEVARD F LIX FAURE
93600 AULNAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur BRUNO BESCHIZZA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence, l'objectif de la commune est de pouvoir ouvrir le site au public pour la période estivale 2019.

Description :
Dans le cadre de sa politique de valorisation et d'amélioration du cadre de vie, la commune d'Aulnay-Sous-Bois souhaite créer en 2019 un nouveau parc paysagé de 5 555 m² sur un terrain actuellement en friche.
Le projet devra permettre d'améliorer les circulations douces à l'échelle du quartier, d'offrir aux promeneurs un haut niveau d'agrément tout en préservant le caractère naturel du site, être un support à l'éducation à l'environnement pour jeune public.
En matière de sécurisation, ce futur parc sera clôturé et bénéficiera d'une vidéo-protection reliée au Centre de Surveillance Urbain de la Police Municipale situé à proximité. Cet espace vert sera fermé la nuit.
Le projet sous maîtrise d'ouvrage communale s'inscrit en lien avec la construction de nouveaux logements et au sein d'un périmètre d'une concession d'aménagement mais le projet de parc n'est pas inclus dans le contrat de concession.

5 555 m² d'espaces verts sont créés par le projet (dont 410 désimperméabilisés) dans une commune carencée en espaces verts. Le projet est favorable à la biodiversité, à la maîtrise des ruissellements et

aux liens sociaux. Il permet l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le territoire est carencé. Le taux maximum de subvention est donc de 40%.
Le plan de financement est conforme à la règle de 70% maximum d'aide publique.

Localisation géographique :
- AULNAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Abattages et mise en sécurité du site	14 970,00	2,48%
Désamiantage et démolition du pavillon	49 602,00	8,22%
Nettoyage du sous-bois (fait en régie)	0,00	0,00%
Démolition de voirie et aménagement des cheminements	111 446,00	18,46%
Clôtures, portails et murs de fermeture du site	87 846,00	14,55%
Préparation des sols et engazonnement	26 550,00	4,40%
Plantations	14 885,00	2,47%
Aménagement pour la biodiversité (spirale à petite faune)	12 101,00	2,00%
Mare et noue en galets	22 935,00	3,80%
LIMITE DE 20% DU MONTANT GLOBAL DU PROJET : Arrosage et borne fontaine	11 232,00	1,86%
LIMITE DE 20% DU MONTANT GLOBAL DU PROJET : Poubelle tri-selectif	1 611,00	0,27%
LIMITE DE 20% DU MONTANT GLOBAL DU PROJET : Eclairage	39 514,00	6,55%
NON RETENU : Création de deux plateaux surélevés sur route départementale et parvis	158 576,00	26,27%
NON RETENU : Système de vidéo-protection	52 323,00	8,67%
Total	603 591,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	268 798,60	44,53%
Région	157 076,40	26,02%
Métropole du Grand Paris	177 716,00	29,44%
Total	603 591,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-291

DOSSIER N° EX045143 - RENOVATION ET EXTENSION DES ESPACES VERTS DU GRAND ENSEMBLE LIBERTE A MAISONS-ALFORT (94)

Dispositif : Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement (n° 00001051)
Délibération Cadre : CP2018-101 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307- Plan vert

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement	100 057,50 € HT	40,00 %	40 023,00 €
	Montant total de la subvention		40 023,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MAISONS ALFORT
Adresse administrative : 118 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
94700 MAISONS ALFORT CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur OLIVIER CAPITANIO, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 14 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence, il est nécessaire de débuter les travaux au plus tôt afin de permettre une livraison avant l'été.

Description :
Le réaménagement du parvis du grand ensemble Liberté se traduira par le remplacement des stationnements automobiles actuels par de grandes aires engazonnées perméables et de cheminements. Le patrimoine arboré sera conservé et 25 nouveaux arbres seront plantés.

1 860 m² d'espaces verts sont créés par le projet (dont 1 860 désimperméabilisés) dans une commune carencée en espaces verts. Le projet est favorable à la biodiversité, à la maîtrise des ruissellements et aux liens sociaux.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le territoire est carencé. Le taux maximum de subvention est donc de 40%.
Le plan de financement est conforme à la règle de 70% maximum d'aide publique.

Localisation géographique :

- MAISONS-ALFORT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Décompactage, apport terre végétale, engazonnement	75 337,50	19,03%
Fourniture et plantations d'arbres	24 720,00	6,25%
NON RETENU : Arrosage automatique conventionnel	159 702,30	40,35%
NON RETENU : Fontainerie	136 069,80	34,38%
Total	395 829,60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	355 806,60	89,89%
Région	40 023,00	10,11%
Total	395 829,60	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-291

DOSSIER N° EX045144 - REQUALIFICATION DE L'ENTREE DE VILLE SUD : PARC NATUREL URBAIN DU LIERS A SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS (91)

Dispositif : Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement (n° 00001051)
Délibération Cadre : CP2018-101 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307- Plan vert

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement	255 776,00 € HT	40,00 %	102 310,40 €
	Montant total de la subvention		102 310,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINTE GENEVIEVE DES BOIS
Adresse administrative : PLACE ROGER PERRIAUD
91700 SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur FREDERIC PETITTA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mai 2019 - 20 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence, les travaux ont dû débuter au plus tôt afin d'avoir un espace paysager et propice à la promenade aménagé pour le passage du concours du CNVVF (villes fleuries).

Description :
La ville souhaite requalifier en parc naturel urbain un espace situé à l'entrée sud de la ville entre la rue de la Mare au Chanvre et la voie de sortie de la Francilienne.
Ce terrain est actuellement une prairie non aménagée entourée d'une noue, que la ville souhaite requalifier et réaménager d'un point de vue paysager. Il s'agit de retrouver d'une part, des continuités entre un bosquet d'arbres séculaires et le site, et d'autre part, une cohérence des cheminements piétons entre la ville et la zone d'activité de la Croix Blanche.

10 170 m² d'espaces verts sont créés par le projet dans une commune carencée en espaces verts. Le projet est favorable à la biodiversité et aux liens sociaux.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le territoire est carencé. Le taux maximum de subvention est donc de 40%.
Le plan de financement est conforme à la règle de 70% maximum d'aide publique.

Localisation géographique :

- SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépense A.1 : Installation de chantier et travaux divers	9 000,00	2,25%
Dépenses A.2 : Prestations diverses (repérage réseaux, dossier d'exé, implantation, récolement)	4 000,00	1,00%
Dépenses B1 : Démolition	13 460,00	3,36%
Dépenses B2: défrichage, nettoyage du terrain	1 644,00	0,41%
Dépenses B3: terrassement (déblais, remblais, terre végétale)	4 150,00	1,04%
Dépense C4. placette / seuils en pavés joints enherbés	40 615,00	10,14%
Dépense D1. reprofilage noue existante	20 530,00	5,13%
Dépense D2. seuils pour traversées piétonnes	13 800,00	3,45%
Dépense D3. surverse sur réseau EP	3 800,00	0,95%
Dépense E1. sols de plantations	35 333,00	8,82%
Dépense E2. plantations	74 550,00	18,62%
Dépenses E.4 Clôture	3 654,00	0,91%
RETENU LIMITE DE 20% : E.3 mobilier bois	31 240,00	7,80%
NON RETENU C1. Allée en stabilisé renforcé avec liant - allée sud	25 355,00	6,33%
NON RETENU C2. Allée en stabilisé renforcé avec liant - allées centrales	38 669,00	9,66%
NON RETENU C3. Allée en stabilisé renforcé avec liant - allée nord	43 510,00	10,87%
NON RETENU E.3 autre mobilier	15 550,00	3,88%
NON RETENU F.1. remise à niveau de trappes et tampons existants	600,00	0,15%
NON RETENU F.2 Éclairage public	20 935,00	5,23%
Total	400 395,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	298 084,60	74,45%
Région	102 310,40	25,55%
Total	400 395,00	100,00%

DOSSIER N° EX045149 - REHABILITATION DU PARC DE BECON SUR LA COMMUNE DE COURBEVOIE (92)

Dispositif : Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement (n° 00001051)
Délibération Cadre : CP2018-101 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307- Plan vert

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement	755 600,00 € HT	40,00 %	302 240,00 €
	Montant total de la subvention		302 240,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COURBEVOIE
Adresse administrative : RUE DE L'HOTEL DE VILLE
92400 COURBEVOIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jacques KOSSOWSKI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2019 - 1 novembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Courbevoie entreprend la réhabilitation du Parc de Bécon (3.5 ha), site classé pour son caractère pittoresque mais dont l'intensification et la multiplication des usages menacent l'équilibre écologique. Cette opération d'envergure qui sera réalisée en 5 phases à compter de la fin 2019 et durera jusqu'en 2025, contribue fortement à la politique de renaturation de la Ville.

La ville propose à la Région de subventionner la phase 1 et la phase 2 du projet (de 2019 à 2022), sur une surface d'environ 1,5 ha. Ces phases permettent le retrait d'un city-stade et de terrain de tennis avec désimperméabilisation, végétalisation et accès au public.

4 850 m² d'espaces verts sont créés par le projet (dont 2 000 m² désimperméabilisés) et 1 ha d'espaces verts pré-existants ont leur accessibilité améliorée par le projet, dans une commune carencée en espaces verts. Le projet est favorable à la biodiversité, à la maîtrise des ruissellements et aux liens sociaux. Il permet l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le territoire est carencé. Le taux maximum de subvention est donc de 40%.
Le plan de financement est conforme à la règle de 70% maximum d'aide publique.

Localisation géographique :
- COURBEVOIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépense 1 : La plaine lumineuse Ouest - travaux préparatoires avec démolition terrain de tennis	111 500,00	2,27%
Dépense 1 : La plaine lumineuse Ouest – espaces verts	50 000,00	1,02%
Dépense 2 : La plaine lumineuse Est - travaux préparatoires avec démolition terrains imperméables existants	24 050,00	0,49%
Dépense 2 : La plaine lumineuse Est – espaces verts	38 400,00	0,78%
Dépense 3 : Séquence Seine - travaux préparatoires avec démolition terrains imperméables existants	41 860,00	0,85%
Dépense 3 : Séquence Seine – espaces verts	64 750,00	1,32%
Dépense 4 : La plaine lumineuse Est - travaux préparatoires avec démolition terrains imperméables existants	71 440,00	1,45%
Dépense 4 : La plaine lumineuse Est – espaces verts	197 000,00	4,01%
RETENU DANS LA LIMITE DE 20 : Dépense 5 : Plaines lumineuses, terrasse et glacis, séquence Seine : mobilier durable	156 600,00	3,19%
NON RETENU : Théâtre de verdure – Maçonnerie et réseaux, yc préparation	568 800,00	11,57%
NON RETENU : La séquence Seine - - cheminements en béton, réseaux, maçonnerie, fontaine	1 744 300,00	35,49%
NON RETENU : La terrasse et les glacis - cheminements en béton, réseaux, maçonnerie, espace culturel	883 500,00	17,97%
NON RETENU : Plaine lumineuse ouest (cheminements en béton, réseaux, maçonnerie, aire de jeux, jeux de ballons, bâtiment buvette)	767 460,87	15,61%
NON RETENU : Plaine lumineuse est (cheminements en béton désactivé, réseaux, aire de jeux	195 600,00	3,98%
Total	4 915 260,87	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	3 213 020,87	65,37%
Région	302 240,00	6,15%
contrat de développement Département Ville	1 400 000,00	28,48%
Total	4 915 260,87	100,00%

Acte rendu exécutoire le 5 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc151942-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-261

DU 3 JUILLET 2019

CONTRATS D'AMÉNAGEMENT RÉGIONAUX (CAR) : QUATRIÈME AFFECTATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'Urbanisme ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du Schéma directeur de la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 57-01 du 13 juillet 2001 relative à l'évolution du règlement des Contrats Régionaux et création des contrats de territoire et fixant les nouveaux plafonds des contrats ruraux ;

VU la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 relative au Règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 58-15 du 18 juin 2015 relative à la mise en œuvre du volet territorial du CPER 2015 – 2020 ;

VU la délibération n° CP 15-605 du 8 octobre 2015 relative aux modalités de mise en œuvre du soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité (aide à l'ingénierie) du volet territorial du CPER Ile-de-France 2015 – 2020 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CP 16-598 du 16 novembre 2016 approuvant une convention de financement type ;

VU la délibération n° CR 181-16 du 17 novembre 2016 relative à la création du contrat d'aménagement régional – CAR ;

VU la délibération n° CP 2017-539 du 22 novembre 2017 modifiant le règlement des CAR ;

VU la délibération n° CP 18-138 du 13 mars 2018 relative au contrat d'aménagement

régional de la commune de Quincy-sous-Sénart (91) ;

VU la délibération n° CP 2018-249 du 30 mai 2018 modifiant le règlement des CAR ;

VU la délibération n° CP 2018-538 du 21 novembre 2018 relative aux contrats d'aménagement régionaux des communes de Courtry (77), Rosny-sous-Bois (93), Fontenay-sous-Bois (94) et Puiseux-en-France (95) ;

VU la délibération n° CP 2019-034 du 24 janvier 2019 relative aux contrats d'aménagement régionaux des communes de Saint-Nom-la-Bretèche (78), d'Ormoy (91), d'Ivry-sur-Seine (93) et de Chars (95) ;

VU la délibération n° CP 2019-139 du 19 mars 2019 relative au contrat d'aménagement régional de la commune de Noisy-le-Grand (93) ;

VU la délibération n° CP 2019-183 du 22 mai 2019 relative au contrat d'aménagement régional de la commune de Montgeron (91) ;

VU le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-261 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide au titre du dispositif **«contrats d'aménagement régionaux»**,

d'une part, de conclure avec 16 communes ou structures intercommunales, pour les opérations citées en annexe n°1 et récapitulées dans les échéanciers prévisionnels ci-joints en annexe n°2, un contrat d'aménagement régional conforme au contrat type approuvé par la délibération n° CR 181-16 susvisée.

et, d'autre part, de participer au financement des opérations détaillées dans les fiches projets ci-jointes en annexe n°3, inscrites dans des contrats d'aménagement régionaux définis ci-dessus.

Subordonne l'attribution de chaque subvention à la conclusion, avec chaque commune maître d'ouvrage, d'un contrat d'aménagement régional et d'une convention conforme à la convention de réalisation type, approuvée par la délibération n° CR 181-16 susvisée et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme, d'un montant total de **10 123 963,43 €,** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 « Agglomérations et villes moyennes », programme HP 52-002 (152002) « Contrat d'aménagement régional (contrat régional territorial) », action 15200205 « Contrat d'aménagement régional », du budget 2019.

Article 2 :

Décide au titre du dispositif **« contrat d'aménagement régional »,** de participer au financement des opérations détaillées dans les fiches projets ci-jointes en annexe n°3, relatives aux contrats d'aménagement régionaux (CAR) susvisés.

Subordonne le versement des subventions correspondantes à la signature de conventions conformes à la convention de réalisation type, approuvée par la délibération n° CR 181-16 du 17 novembre 2017.

Autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de **3 688 073,50 €,** mobilisé ainsi :

- **3 388 073,50 €** disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 « Agglomérations et villes moyennes », programme HP 52-002 (152002) « Contrat d'aménagement régional (contrat régional territorial) », action 15200205 « Contrat d'aménagement régional », du budget 2019.

- **300 000 €** disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 « agglomérations et villes moyennes », programme PR 52-004 (452004) « Contrat d'aménagement régional – environnement – Actions territorialisées », action 452004016 « Contrat d'aménagement régional – Environnement – actions territorialisées », du budget 2019.

  Cette affectation relève du Contrat de Plan 2015 – 2020, volet 6 « Volet territorial », sous-volet 61 « Stratégie d'accompagnement des territoires bâtisseurs », projet 612 « Aménagement durable et innovation urbaine ».

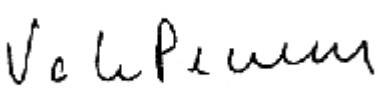
Article 3 :

Décide, à la suite d'une erreur matérielle, de modifier l'annexe n°3 à la délibération n° CP 2019-183 du 22 mai 2019, ci-jointe en annexe n°4.

Article 4 :

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches-projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n°1 à la délibération : tableau des contrats d'aménagement régionaux (CAR)

77 SEINE-ET-MARNE			
CHELLES	EX045221	Extension du nouveau cimetière	474 357,50
	EX045220	Ecole Pasteur, réaménagement du rez de jardin (ALSH)	93 757,50
	EX045223	Aménagement espace public, requalification voirie avenue des Sciences	431 885,00
		Total subvention	**1 000 000,00**
CC PLAINE ET MONTS DE FRANCE	EX045047	Réalisation de la crèche de Montgé-en-Goële	300 000,00
	EX044721	Réalisation de la crèche de Messy	300 000,00
	EX045046	Réalisation d'un centre technique intercommunal	600 000,00
		Total subvention	**1 200 000,00**
COLLEGIEN	EX044787	Amélioration du patrimoine : église - travaux de rénovation partielle intérieure et extérieure	55 000,00
	EX044788	Aménagement local associatif "fabrique citoyenne" à la maison communale et d'une plaine de jeux aux abords	120 000,00
	EX044785	Poursuite de l'aménagement des liaisons douces : piste cyclable	65 000,00
		Total subvention	**240 000,00**
COUILLY-PONT-AUX-DAMES	19006568	Réfection et isolation de la toiture de l'école Fabre d'Eglantine	40 099,67
		Aménagement de voirie : rue Moulignon, rue Aristide Briand et chemin des Fossés	653 859,26
		Total subvention	**693 958,93**
VAIRES-SUR-MARNE	EX044789	Requalification voie Henri Barbusse	430 393,00
	EX044790	Réhabilitation du Pavillon Louis XIII (lieu d'exposition)	449 607,00
		Total subvention	**880 000,00**
78 YVELINES			
BOIS D'ARCY	EX045041	Requalification de l'avenue Jean-Jaurès	670 000,00
	EX045040	Réhabilitation et extension de l'école du Parc	230 000,00
		Total subvention	**900 000,00**
NEAUPHLE-LE-CHÂTEAU	EX045026	Centre Sainte-Apolline : création de locaux associatifs et de parkings	460 000,00
	EX045025	Création de locaux pour le centre technique municipal	140 000,00
		Total subvention	**600 000,00**
ORGEVAL	EX044136	Construction d'une salle culturelle	600 000,00
	EX044138	Construction d'un gymnase	40 000,00
		Total subvention	**640 000,00**
RUEIL-MALMAISON	EX045264	Aménagement de locaux administratifs pour le pôle solidarité	333 333,50 €
	EX045263	Création d'un ossuaire et d'un local technique	280 833,50 €
	EX045262	Requalification de la rue Masséna	221 778,00 €
	EX045261	Création d'aires de jeux au sein du futur parc Richelieu	164 055,00 €

		Total subvention	**1 000 000,00**
91 ESSONNE			
BOISSY-SOUS-SAINT-YON	EX044970	Construction d'une salle polyvalente	370 000,00
	EX044985	Travaux de mise aux normes accessibilité et rénovation de l'hôtel de ville	130 000,00
		Total subvention	**500 000,00**
CROSNE	EX044996	Travaux de voirie rue de Remonteru	160 000,00 €
	EX044995	Travaux de voirie avenues de la Plaine Haute et François Mitterrand	440 000,00 €
	EX044992	Travaux de voirie rue Boileau	200 000,00 €
		Total subvention	**800 000,00 €**
FONTENAY-LES-BRIIS	EX040311	Construction d'un bâtiment périscolaire	330 000,00
	EX040313	Aménagement urbain et réalisation d'un parking	37 000,00
	EX040314	Acquisition et travaux d'aménagement d'un local associatif	23 000,00
		Total subvention	**390 000,00**
VERT-LE-GRAND	EX044815	Restauration et aménagement de l'Orangerie	150 000,00
	EX044817	Rénovation thermique et phonique de la mairie	45 000,00
	EX044818	Réhabilitation de la salle Henri Boissière	40 000,00
	EX044812	Travaux de voirie	400 000,00
		Total subvention	**635 000,00**
92 HAUTS-DE-SEINE			
COURBEVOIE	EX044746	Réhabilitation du square de Freudenstadt	687 500,00
	EX044747	Réaménagement de la rue Sébastopol	312 500,00
		Total subvention	**1 000 000,00**
93 SEINE-SAINT-DENIS			
LE RAINCY	EX027883	Construction d'une école de musique dans le nouveau centre culturel	910 000,00
	17015786	Amélioration de la performance énergétique des ateliers municipaux	40 000,00
		Total subvention	**950 000,00**
95 VAL-D'OISE			
MERY-SUR-OISE	EX044668	Réhabilitation du groupe scolaire du centre	560 476,00
	EX044971	Aménagement du pôle jeunesse	35 666,50
	EX044972	Mise en valeur de la place de la mairie	158 575,50
	EX044777	Installation d'aires de jeux	45 282,00
		Total subvention	**800 000,00**
		TOTAL GENERAL	**12 228 958,93**

Annexe n°2 à la délibération : échéanciers financiers prévisionnels

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL
CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE CHELLES (77)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION	
			2019	2020	2021	Taux %	Montant en €
1ère tranche de requalification de l'avenue des Sciences	863 770,00 €	863 770,00 €	863 770,00 €			50%	431 885,00 €
Extension du nouveau cimetière	948 715,00 €	948 715,00 €	523 975,29 €	424 739,71 €		50%	474 357,50 €
Réaménagement de l'école Pasteur	253 350,00 €	187 515,00 €	187 515,00 €			50%	93 757,50 €
TOTAL	**2 065 835,00 €**	**2 000 000,00 €**	**1 575 260,29 €**	**424 739,71 €**	**0,00 €**		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			787 630,15 €	212 369,86 €	0,00 €		**1 000 000,00 €**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL
CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNE PLAINES ET MONTS DE FRANCE (77)

OPERATIONS	Montant des opérations proposées (€ HT)	Montant retenu par la région (€ HT)	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION	
			2019	2020	2021	Taux %	Montant (€)
Réalisation d'un centre technique intercommunal	2 568 922,00	2 000 000,00	800 000,00	800 000,00	400 000,00	30%	600 000,00
Réalisation de la micro crèche de Messy	1 218 963,00	1 000 000,00	400 000,00	400 000,00	200 000,00	30%	300 000,00
Réalisation de la micro crèche de Montgé en Goële	1 123 275,00	1 000 000,00	400 000,00	400 000,00	200 000,00	30%	300 000,00
TOTAL	**4 911 160,00**	**4 000 000,00**	**1 600 000,00**	**1 600 000,00**	**800 000,00**		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			**480 000,00**	**480 000,00**	**240 000,00**		**1 200 000,00**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL
CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE COLLEGIEN (77)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION	
			2019	2020	2021	Taux %	Montant en €
Réalisation d'un espace "Fabrique citoyenne" à la Maison communale et d'une plaine de jeux aux abords	261 120,00 €	240 000,00 €			240 000,00 €	50%	120 000,00
Amélioration du patrimoine communal : église - Travaux de rénovation partielle intérieure et extérieure	155 770,00 €	110 000,00 €		110 000,00 €		50%	55 000,00
Poursuite de l'aménagement des liaisions douces : piste cyclable	131 840,00 €	130 000,00 €	130 000,00 €			50%	65 000,00
TOTAL	**548 730,00 €**	**480 000,00 €**	130 000,00 €	110 000,00 €	240 000,00 €		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			65 000,00 €	55 000,00 €	120 000,00 €		**240 000,00**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL
CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL DE LA COMMUNE DE COUILLY-PONT-AUX-DAMES (77)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION	
			2019	2020	2021	Taux %	Montant en €
Réfection et isolation de la toiture de l'école Fabre d'Eglantine	80 199,33 €	80 199,33 €	80 199,33 €	0,00 €	0,00 €	50%	40 099,67
Aménagement de voirie : rue Moulignon, rue Aristide Briand, chemin des Fossés et avenue Constant Coquelin	1 307 718,51 €	1 307 718,51 €	338 398,71 €	540 782,24 €	428 537,56 €	50%	653 859,26
TOTAL	**1 387 917,84 €**	**1 387 917,84 €**	418 598,04 €	540 782,24 €	428 537,56 €		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			209 299,02 €	270 391,12 €	214 268,78 €		**693 958,92**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL
CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL DE LA COMMUNE DE VAIRES-SUR-MARNE (77)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION	
			2019	2020	2021	Taux %	Montant en €
Requalification de l'avenue Henri Barbusse	1 082 474,00 €	860 786,00 €	350 000,00 €	510 786,00 €	0,00 €	50%	430 393,00
Réhabilitation du Pavillon Louis XIII en locaux d'exposition	900 900,00 €	899 214,00 €	0,00 €	899 214,00 €	0,00 €	50%	449 607,00
TOTAL	**1 983 374,00 €**	**1 760 000,00 €**	350 000,00 €	1 410 000,00 €	0,00 €		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			175 000,00 €	705 000,00 €	0,00 €		**880 000,00**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL
CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE BOIS D'ARCY (78)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT				DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2019	2020	2021	Taux %	Montant en €
Requalification de l'avenue Jean Jaurès	2 471 404,20	1 340 000,00	1 340 000,00			50%	**670 000,00**
Réhabilitation / extension de l'école du parc	1 623 322,88	460 000,00	460 000,00			50%	**230 000,00**
TOTAL	4 094 727,08	1 800 000,00	1 800 000,00			50%	**900 000,00**
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			**900 000,00**				

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL
CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE NEAUPHLE LE CHÂTEAU (78)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT				DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2019	2020	2021	Taux %	Montant en €
Création de locaux pour le centre technique municipal	360 000,00	350 000,00	350 000,00			40%	**140 000,00**
Centre Sainte Apolline : création de locaux associatifs et de parkings	1 300 000,00	1 150 000,00		575 000,00	575 000,00	40%	**460 000,00**
TOTAL	1 660 000,00	1 500 000,00	350 000,00	575 000,00	575 000,00	40%	**600 000,00**
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			**140 000,00**	**230 000,00**	**230 000,00**		

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL
CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE D'ORGEVAL (78)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2019	2020	2021	Taux %	Montant en €
Construction d'une salle culturelle	1 750 000	1 200 000	240 000	960 000		50,00%	600 000
Construction d'un gymnase	1 500 000	400 000	100 000	300 000		10,00%	40 000
Total	**3 250 000**	**1 600 000**	**340 000**	**1 260 000**	**0**		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			130 000	510 000			**640 000**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE RUEIL-MALMAISON (78)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2019	2020	2021	Taux %	Montant en €
Aménagement des locaux administratif pour le Pôle solidarité	666 667	666 667	133 333	533 334		50%	333 333,50
Création d'un ossuaire et d'un local technique	561 667	561 667		561 667		50%	280 833,50
Aménagement de la rue Masséna	1 350 000	443 556	88 711	266 134	88 711	50%	221 778,00
Création d'aires de jeux au sein du futur parc Richeilieu	328 110	328 110		164 055	164 055	50%	164 055,00
Total	**2 906 444**	**2 000 000**	**222 044**	**1 525 190**	**252 766**		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			111 022	762 595	126 383		**1 000 000**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE BOISSY SOUS SAINT YON

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2019	2020	2021	Taux %	Montant en €
Construction d'une salle polyvalente	785 795,00	740 000,00	518 000,00	222 000,00		50%	370 000,00
Travaux de mise aux normes accessibilité et rénovation de l'hôtel de ville	297 275,00	260 000,00	260 000,00			50%	130 000,00
TOTAL	1 083 070,00	1 000 000,00	778 000,00	222 000,00			
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			389 000,00	111 000,00		50%	500 000,00

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE CROSNE (91)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2019	2020	2021	Taux %	Montant en €
Travaux de voirie rue de Remonteru	360 000,00	320 000,00	320 000,00			50%	160 000,00
Travaux de voirie avenues de la Plaine Haute et François Mitterrand	920 000,00	880 000,00	440 000,00	440 000,00		50%	440 000,00
Travaux de voirie rue Boileau	760 000,00	400 000,00			400 000,00	50%	200 000,00
TOTAL	2 040 000,00	1 600 000,00	760 000,00	440 000,00	400 000,00		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			380 000,00	220 000,00	200 000,00	50%	**800 000,00**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE FONTENAY LES BRIIS (91)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT				DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2019	2020	2021	Taux %	Montant en €
Construction d'un bâtiment périscolaire	660 947,00	660 000,00	220 000,00	440 000,00		50%	**330 000,00**
Réalisation d'un parking	182 430,08	148 000,00	148 000,00			25%	**37 000,00**
Aménagement d'un local associatif	247 251,20	46 000,00		46 000,00		50%	**23 000,00**
TOTAL	1 090 628,28	854 000,00	368 000,00	486 000,00			
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			**147 000,00**	**243 000,00**			**390 000,00**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE VERT LE GRAND (91)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2019	2020	2021	Taux %	Montant en €
Restauration et réaménagement de l'Orangerie	304 420,00	300 000,00	150 000,00	150 000,00		50%	150 000,00
Réhabilitation thermique et phonique de la mairie	92 836,00	90 000	90 000,00			50%	45 000,00
Réhabilitation de la salle Henri Boissière	82 959,00	80 000,00	40 000,00	40 000,00		50%	40 000,00
Travaux de voiries	1 366 369,00	800 000,00	200 000,00	400 000,00	200 000,00	50%	400 000,00
TOTAL	1 846 584,00	1 270 000,00	480 000,00	590 000,00	200 000,00		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			240 000,00	295 000,00	100 000,00	50%	**635 000,00**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE COURBEVOIE (92)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2019	2020	2021	Taux %	Montant en €
Réhabilitation du square de Freudenstadt	5 250 000,00	1 375 000,00	412 500,00	962 500,00		50%	687 500,00
Réaménagement de la rue Sébastopol	625 000,00	625 000,00		625 000,00		50%	312 500,00
Total	**5 875 000,00**	**2 000 000,00**	**412 500,00**	**1 587 500,00**	**0,00**		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			206 250,00	793 750,00			**1 000 000,00**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE LE RAINCY (93)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION	
			2019	2020	2021	Taux %	Montant en €
Construction d'une école de musique dans le nouveau pôle culturel	4 906 000,00 €	1 820 000,00 €	300 000,00 €	1 465 000,00 €	55 000,00 €	50%	910 000,00
Amélioration de la performance énergétique des ateliers municipaux	464 000,00 €	80 000,00 €	40 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €	50%	40 000,00
TOTAL	**5 370 000,00 €**	**1 900 000,00 €**	340 000,00 €	1 485 000,00 €	75 000,00 €		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			170 000,00 €	742 500,00 €	37 500,00 €		**950 000,00**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL DE LA COMMUNE DE MERY-SUR-OISE (95)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2019	2020	2021	Taux %	Montant en €
Réhabilitation du groupe scolaire du centre	1 142 305	1 120 952	236 243	884 709		50%	**560 476,00**
Aménagement du pôle jeunesse	223 837	71 333	71 333			50%	**35 666,50**
Mise en valeur de la place de la mairie	317 151	317 151	317 151			50%	**158 575,50**
Installation d'aires de jeux (Vaux et Maubuisson)	213 060	90 564	90 564			50%	**45 282,00**
Total	**1 896 353**	**1 600 000**	**715 291**	**884 709**	**0**		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			357 646	442 355	0		**800 000,00 €**

Annexe n°3 à la délibération : fiches-projets

DOSSIER N° EX044721 - CAR CONSTRUCTION D'UNE MICRO CRECHE A MESSY - COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PLAINES-ET-MONTS-DE-FRANCE (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 000 000,00 € HT	30,00 %	300 000,00 €
		Montant total de la subvention	300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE DE COMMUNES PLAINES ET MONTS DE FRANCE
Adresse administrative : 6 RUE DU GENERAL DE GAULLE 77230 DAMMARTIN-EN-GOELE
Statut Juridique : Communauté de Communes
Représentant : Monsieur JEAN-LOUIS DURAND, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2018 - 13 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF l'autorisation de démarrage anticipé est motivé par la nécessité de réaliser des études de maitrise d'oeuvre et l'acquisition de terrain, liées à la réalisation de l'opération

Description :
La Communauté de Communes Plaines-et-Monts-de-France (24 652 habitants - Insee 2016) propose l'opération "Construction d'une micro-crèche à Messy" dans le cadre du développement d'accueil du jeune enfant et pour répondre à une forte demande de places en structure sur son territoire.
Actuellement, le territoire compte 3 crèches à Saint-Pathus, à Annet-sur-Marne et à Charny. Avec l'augmentation de la population et du besoin de structures pour la petite enfance, il a été décidé de créer un nouvel équipement dans la commune de Messy.

La commune de Messy cède à l'euro du m² à la communauté de communes un terrain communal de 629 m² situé en fond de parcelle : 29 T, rue de Moulignon.

Cette structure, d'une superficie de 120 m² accueillera 10 enfants. La micro-crèche s'organisera suivant 3 types d'espaces articulés autour d'un espace de liaison, le hall d'accueil :
- Les unités d'accueil : zone d'entrée et d'attente, préau pour poussettes, espace accueil, bureau de direction, sanitaires ;

- Les espaces affectés à la gestion et à l'éveil des petits : salle de vie (espace décloisonné réparti en sous-espaces pour manger, pour jouer, ou zone plus calme), salle pour dormir, espace pour le change et la propreté, salle d'activités pour favoriser l'éveil et l'exploration motrice
- Les locaux de service : cuisine/biberonnerie, buanderie/lingerie, local d'entretien, local technique, salle de détente pour le personnel).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 1 218 963 € HT plafonné à 1 000 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 30%.

Localisation géographique :
- MESSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ACQUISITION	1 629,00	0,13%
ETUDES ET HONORAIRES	53 343,00	4,38%
TRAVAUX	1 163 991,00	95,49%
Total	1 218 963,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	300 000,00	24,61%
DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE (acquis)	175 000,00	14,36%
CAF (demandé)	118 000,00	9,68%
COMMUNAUTE DE COMMUNES PLAINES ET MONTS DE FRANCE	625 963,00	51,35%
Total	1 218 963,00	100,00%

DOSSIER N° EX045046 - CAR CONSTRUCTION D'UN CENTRE TECHNIQUE INTERCOMMUNAL SUR DAMMARTIN-EN-GOELE - COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PLAINES-ET-MONTS-DE-FRANCE (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	2 000 000,00 € HT	30,00 %	600 000,00 €
	Montant total de la subvention		600 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: COMMUNAUTE DE COMMUNES PLAINES ET MONTS DE FRANCE
Adresse administrative	: 6 RUE DU GENERAL DE GAULLE 77230 DAMMARTIN-EN-GOELE
Statut Juridique	: Communauté de Communes
Représentant	: Monsieur JEAN-LOUIS DURAND, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2018 - 1 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF l'autorisation de démarrage anticipé est motivé par la nécessité de réaliser des études de maitrise d'oeuvre liées à la réalisation de l'opération.

Description :
La Communauté de communes Plaines-et-Monts-de-France (24 652 habitants - INSEE 2016) sollicite une subvention au titre du Contrat d'aménagement régional pour la construction d'un centre technique municipal. En effet, en 2017 les services techniques ont dû quitter un local loué pour rejoindre le siège de la Communautaire, à Dammartin-en-Goële, dans des locaux peu adaptés à l'exercice de leurs fonctions notamment par manque d'espaces de stockage, de garage et de douches pour le personnel.

Aussi, un projet dédié est envisagé sur un terrain de 1500 m² en friche, propriété de la collectivité et situé 4, rue Maryse Bastié à seulement 500 m de l'hôtel communautaire.
Il s'agit de construire un équipement de 400 m² qui comprendra des bureaux et une salle de réunion, des espaces dédiés au stockage et à l'entretien des bacs à déchets, un stockage du matériel évènementiel à disposition des communes et un garage pour les véhicules du service. L'équipement comprendra également une salle de repos et repas et des vestiaires/sanitaires ainsi qu'un parking extérieur.

La conception du bâtiment vise à minimiser la consommation d'énergie en répondant aux critères de

performance HQE et comprendra des bornes de recharge pour les véhicules électriques.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 2 568 922 € HT plafonné à 2 000 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 30%.

Localisation géographique :
- DAMMARTIN-EN-GOELE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	147 080,00	5,73%
TRAVAUX	2 421 842,00	94,27%
Total	2 568 922,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	600 000,00	23,36%
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE SEINE ET MARNE (Acquis)	360 652,00	14,04%
COMMUNUNAUTE DE COMMUNE PLAINES-ET-MONTS-DE-FRANCE	1 608 270,00	62,60%
Total	2 568 922,00	100,00%

DOSSIER N° EX045047 - CAR CONSTRUCTION D'UNE MICRO-CRECHE A MONTGE-EN-GOELE - COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PLAINES-ET-MONTS-DE-FRANCE (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 000 000,00 € HT	30,00 %	300 000,00 €
	Montant total de la subvention		300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE DE COMMUNES PLAINES ET MONTS DE FRANCE
Adresse administrative : 6 RUE DU GENERAL DE GAULLE 77230 DAMMARTIN-EN-GOELE
Statut Juridique : Communauté de Communes
Représentant : Monsieur JEAN-LOUIS DURAND, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2018 - 13 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF l'autorisation de démarrage anticipé est motivé par la nécessité de réaliser des études de maitrise d'oeuvre et l'acquisition de terrain liées à la réalisation de l'opération.

Description :
La Communauté de Communes Plaines-et-Monts-de-France (24 652 habitants - Insee 2016) propose l'opération "Construction d'une micro-crèche sur la commune de Montgé-en-Goële" dans le cadre du développement de l'accueil du jeune enfant et pour répondre à une forte demande de places en structure sur son territoire.
Actuellement, le territoire compte 3 crèches à Saint-Pathus, à Annet-sur-Marne et à Charny. Avec l'augmentation de la population et du besoin de structures pour la petite enfance, il a été décidé de créer un nouvel équipement dans la commune de Montgé-en-Goële.
La commune de Montgé-en-Goële cède à l'euro du m² à la Communauté de Communes un terrain communal de 1276 m² situé : rue de la Ferme d'en bas.

La future crèche, d'une superficie de 120 m² accueillera 10 enfants. La micro-crèche s'organisera suivant 3 types d'espaces articulés autour d'un espace de liaison, le hall d'accueil :
- Les unités d'accueil : zone d'entrée et d'attente, préau pour poussettes, espace accueil, bureau de direction, sanitaires ;

- Les espaces affectés à la gestion et à l'éveil des petits : salle de vie (espace décloisonné réparti en sous-espaces pour manger, pour jouer, ou zone plus calme), salle pour dormir, espace pour le change et la propreté, salle d'activités pour favoriser l'éveil et l'exploration motrice
- Les locaux de service : cuisine/biberonnerie, buanderie/lingerie, local d'entretien, local technique, salle de détente pour le personnel)

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 1 123 275 € HT plafonné à 1 000 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 30%.

Localisation géographique :
- MONTGE-EN-GOELE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ACQUISITIONS	2 276,00	0,20%
ETUDES ET HONORAIRES	52 373,00	4,66%
TRAVAUX	1 068 626,00	95,13%
Total	1 123 275,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	300 000,00	26,71%
DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE (Acquis)	180 236,00	16,05%
CAF (demandé)	118 000,00	10,50%
COMMUNAUTE DE COMMUNE PLAINES ET MONTS DE FRANCE	525 039,00	46,74%
Total	1 123 275,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-261

DOSSIER N° EX045220 - CAR - REAMENAGEMENT DE L'ECOLE PASTEUR - CHELLES (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	187 515,00 € HT	50,00 %	93 757,50 €
	Montant total de la subvention		93 757,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHELLES
Adresse administrative : PARC DU SOUVENIR EMILE FOUCHARD
77500 CHELLES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Brice RABASTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé des travaux est motivée par la nécessité de réaliser l'opération de manière urgente, du fait d'un calendrier contraint en matière de réalisation d'équipements scolaires.

Description :
La commune de Chelles (54 196 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Réaménagement de l'école Pasteur".

La commune a envisagé l'augmentation des capacités d'accueil en centre de loisirs et scolaire de l'école Pasteur, afin de faire face aux évolutions et restructurations en cours dans le secteur de Grande Prairie (quartier en politique de la Ville), actuellement en cours de réhabilitation via une OPAH (Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat) portée avec la communauté d'agglomération Paris-Vallée de la Marne.

Les phases précédentes, débutées en 2015, ont permis l'aménagement de l'ancien conservatoire de musique en locaux à usage scolaire et périscolaire. Le réaménagement du rez-de-jardin du bâtiment, objet de la présente opération, va permettre la réalisation de 3 salles de centre de loisirs, 2 classes, la bibliothèque, la salle des maîtres et le local informatique.

Les travaux intérieurs nécessaires à la réorganisation des espaces porteront notamment sur la menuiserie (cloisons et portes), la réfection des peintures et des sols, l'éclairage et la plomberie. Par ailleurs,

l'opération permettra de rendre accessible les locaux aux personnes à mobilité réduite (PMR) par l'installation d'un élévateur intérieur entre le rez-de-chaussée et le rez-de-jardin et d'un autre extérieur entre le rez-de-jardin et la cour.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux est estimé à 253 350,00€ HT, plafonné à 187 515,00€ HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :

- CHELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	253 350,00	100,00%
Total	253 350,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	93 757,50	37,01%
CAF - Sollicitée	83 587,50	32,99%
COMMUNE	76 005,00	30,00%
Total	253 350,00	100,00%

DOSSIER N° EX045221 - CAR - EXTENSION DU NOUVEAU CIMETIERE - CHELLES (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	948 715,00 € HT	50,00 %	474 357,50 €
	Montant total de la subvention		474 357,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHELLES
Adresse administrative : PARC DU SOUVENIR EMILE FOUCHARD
77500 CHELLES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Brice RABASTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Chelles (54 196 habitants - INSEE 2016) propose l'opération " Extension du nouveau cimetière".

Le cimetière dit "nouveau", sis route de Claye (RD 34), dont la mise en service remonte aux années 1960/70, atteindra prochainement ses limites en termes d'espace disponible pour accueillir les inhumations. C'est pourquoi la commune souhaite procéder à son extension sur un terrain d'une surface d'environ 7 800 m², contigu à la limite Sud du cimetière, et dont elle est propriétaire.

Elle envisage une continuité d'usage avec la partie existante, tout en adoptant une conception plus paysagère et mieux intégrée, dans une démarche de développement durable, dont la création de noues végétalisées pour capter les eaux de ruissellement et d'espaces verts variés, ponctués d'arbres.

La parcelle n'étant pas aménagée, les travaux nécessaires vont également concerner, après terrassement, la création des circulations qui s'inscriront dans la continuité de la trame du cimetière existant, par la réalisation de structures de voirie pour séparation et accès aux espaces d'implantation des concessions. Le projet inclut les raccordements aux réseaux locaux d'eau potable et d'électricité, ainsi que la pose de bancs.

Outre des concessions traditionnelles, le projet intégrera la réalisation d'un colombarium. L'extension sera

clôturée et équipée d'un portail.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 948 715,00 € HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :
- CHELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	948 715,00	100,00%
Total	948 715,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	474 357,50	50,00%
COMMUNE	474 357,50	50,00%
Total	948 715,00	100,00%

DOSSIER N° EX045223 - CAR - 1ERE TRANCHE DE REQUALIFICATION DE L'AVENUE DES SCIENCES - CHELLES (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	863 770,00 € HT	50,00 %	431 885,00 €
	Montant total de la subvention		431 885,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHELLES
Adresse administrative : PARC DU SOUVENIR EMILE FOUCHARD
77500 CHELLES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Brice RABASTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Chelles (54 196 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "1ère tranche de requalification de l'avenue des Sciences" (tronçon compris entre le Rond-point des Sciences et l'avenue Delambre).

Les aménagements proposés sont les suivants :
- réduction de la chaussée à 6 m ;
- accessibilité de l'espace public, au regard de la réglementation ;
- insertion de la circulation des deux roues ;
- aménagements spécifiques des carrefours (plateaux surélevés et mini-giratoires franchissables) ;
- augmentation alternée du trottoir de 1 m, pour redonner de l'espace aux piétons ;
- valorisation d'anciennes places de stationnement au profit du commerce ;
- renouvellement de l'éclairage public et du mobilier urbain (candélabres, lanternes, potelets, barrières …).

Ils doivent permettre de sécuriser les flux de véhicules et de donner une place plus importante aux piétons et aux circulations douces, notamment en vélos. Les aménagements intégreront également de nouvelles plates-bandes et massifs plantés et devront permettre de réduire la vitesse tout en sécurisant les traversées piétonnes.

En vue d'accroître la disponibilité du foncier dédié aux fonctionnalités « apaisantes » (cheminements piétons élargis, places de stationnement intégrées, arrêts de bus, circulation vélos...) et de réaliser des aménagements paysagers permettant de transformer le cadre de vie de cet axe structurant et commerçant, l'enfouissement de l'ensemble des réseaux sera réalisé.

Cet aménagement, réalisé au cœur de ce quartier des Coudreaux, excentré au nord de Chelles, constituera un projet exemplaire en matière de sécurisation et de valorisation de l'espace public.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 863 770,00 € HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :
- CHELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	863 770,00	100,00%
Total	863 770,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	431 885,00	50,00%
COMMUNE	431 885,00	50,00%
Total	863 770,00	100,00%

DOSSIER N° EX044785 - CAR - POURSUITE DE L'AMENAGEMENT DES LIAISONS DOUCES : PISTE CYCLABLE - COLLEGIEN (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	130 000,00 € HT	50,00 %	65 000,00 €
	Montant total de la subvention		65 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: COMMUNE DE COLLEGIEN
Adresse administrative	: 8 PLACE MIREILLE MORVAN 77090 COLLEGIEN
Statut Juridique	: Commune
Représentant	: Monsieur Marc PINOTEAU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 8 juillet 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Collégien (3 412 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Poursuite de l'aménagement des liaisions douces : piste cyclable".

La Communauté d'agglomération de Marne-et-Gondoire a engagé en 2017-2018 la mise en oeuvre d'une piste cyclable allant de la zone industrielle des Portes de la Forêt jusqu'à la commune de Collégien. La commune souhaite profiter de ce réseau intercommunal pour le prolonger jusqu'à son centre-ville, en prévoyant d'installer sur la partie communale les mêmes aménagements que ceux existants sur la partie dépendant de la Communauté d'agglomération, en particulier l'éclairage et les rambardes de sécurité.

Les travaux comprendront en conséquence la fourniture et la pose de câble d'éclairage sous fourreaux, sur 400 m de linéaire, en vue de l'installation de 27 candélabres avec mâts de 4 m de haut et luminaires leds. Les mâts seront équipés de détecteurs de présence pour favoriser un mode d'éclairage à la fois fonctionnel et économique. Le branchement se fera sur le réseau d'éclairage public existant.
Par ailleurs, la voie contiguë à la piste cyclable étant passante et très roulante, l'opération prévoit la pose d'une glissière de protection, à habillage bois sur lisse d'acier, pour rester performante en termes de sécurité et pour s'intégrer esthétiquement au mieux au niveau de ce tronçon, situé entre des champs et l'entrée de l'agglomération de Collégien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 131 840,00 € HT, plafonné 130 000€ HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :

- COLLEGIEN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	131 840,00	100,00%
Total	131 840,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	65 000,00	49,30%
COMMUNE	66 840,00	50,70%
Total	131 840,00	100,00%

DOSSIER N° 19006568 - CAR - REFECTION ET ISOLATION DE LA TOITURE DE L'ECOLE FABRE D'EGLANTINE - COUILLY-PONT-AUX-DAMES (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	80 199,33 € HT	50,00 %	40 099,67 €
	Montant total de la subvention		40 099,67 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COUILLY PONT AUX DAMES
Adresse administrative : MAIRIE
77860 COUILLY-PONT-AUX-DAMES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Louis VAUDESCAL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2018 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Couilly-Pont-aux-Dames (2 174 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Réfection et isolation de la toiture de l'école Fabre d'Eglantine".

L'école Fabre d'Eglantine accueille actuellement 252 enfants, en primaire et maternelle. Datant de 1970 et ayant fait l'objet d'agrandissements successifs, cet équipement est le bâtiment le plus important de la commune en termes de superficie et en coût de fonctionnement de chauffage.

La toiture de l'école est devenue vétuste et présente des défaillances d'étanchéité : l'isolation est partiellement imbibée à la suite des intempéries, rendant le bâtiment énergivore.

Le programme des travaux consiste notamment à remplacer la toiture existante sur 450 m² par une

couverture comprenant une isolation de laine de verre de 360 mm d'épaisseur. La pose d'un écran sous toiture est prévue. L'ensemble permettra de répondre aux exigences de la réglementation thermique en vigueur, avec pour objectif d'atteindre 30 % d'économie d'énergie sur le coût de fonctionnement du chauffage et sur le confort d'été.

Des interventions seront nécessaires sur la charpente, afin de la redresser et de renforcer sa structure. Les tuiles qui constitueront la nouvelle couverture seront de type mécanique, de couleur brune, en conformité avec les prescriptions du site patrimonial remarquable (SPR) où se situe l'école. Les deux dernières extensions de l'école qui datent de 2016 ne sont pas concernées par le présent projet.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 80 199,33 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

- COUILLY-PONT-AUX-DAMES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	1 956,08	2,44%
TRAVAUX	78 243,25	97,56%
Total	80 199,33	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	40 099,67	50,00%
COMMUNE	40 099,66	50,00%
Total	80 199,33	100,00%

DOSSIER N° 19006569 - CAR - AMENAGEMENT DE VOIRIE : RUE MOULIGNON, RUE ARISTIDE BRIAND ET CHEMIN DES FOSSES - COUILLY-PONT-AUX-DAMES (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 307 718,51 € HT	50,00 %	653 859,26 €
	Montant total de la subvention		653 859,26 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COUILLY PONT AUX DAMES
Adresse administrative : MAIRIE
77860 COUILLY-PONT-AUX-DAMES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Louis VAUDESCAL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2018 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Couilly-Pont-aux-Dames (2 174 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Aménagement de voirie : rue Moulignon, rue Aristide Briand et chemin des Fossés".

A l'issue d'un diagnostic sur les modes de déplacement et sur l'état de la voirie et des réseaux divers, la commune a conclu à la nécessité de réaliser un programme de travaux d'aménagement portant sur plusieurs rues. Il permettra de créer un itinéraire doux, et surtout sécurisé, pour les piétons vers la gare SNCF de Couilly Saint-Germain Quincy, mais aussi vers le futur TCSP (Transport Collectif en Site Propre) à destination d'Esbly.

Le programme des travaux, réparti sur 3 ans, répond au principal constat de difficulté du cheminement piéton, alors que de nombreux élèves du collège Sainte-Thérèse, non véhiculés, utilisent quotidiennement

ces voies. Il comprendra notamment l'aménagement au moins sur un côté des voiries, rue Aristide Briand et chemin des Fossés, d'un trottoir d'une largeur minimale de 1,40m conforme à l'accessibilité PMR (Personne à Mobilité Réduite), avec des traversées de chaussées sécurisées.

La rue Moulignon, qui dessert le groupe scolaire communal, présente une déclivité notable. Aussi, il est prévu la création de zones de stationnement permettant de créer un effet de couloir, influant sur la réduction de la survitesse, ainsi que l'implantation d'un ralentisseur de type coussin berlinois et la mise en place de zones de refuge permettant le croisement des véhicules à plus fort gabarit. La sécurisation de la voie comprend également la modernisation de l'éclairage public.

Par ailleurs, on constate un trafic de véhicules important dans la rue Aristide Briand. L'aménagement du trottoir intègre la création de sections de parking délimitées et la mise en place de ralentisseurs de type trapézoïdaux est prévue sur la chaussée. Les travaux seront complétés par l'enfouissement des réseaux électriques afin de procéder à la pose de nouveaux candélabres d'éclairage public.

Enfin, au niveau du chemin des Fossés dont la largeur est très variable en fonction des sections, la pose de signalisation verticale participera à la limitation de vitesse à 30km/h. La voie sera inscrite dans le plan vélo de la ville.

Il est à noter que l'aménagement des trottoirs intégrera la mise en place d'un revêtement en béton désactivé respectant la charte communale liée au périmètre des Bâtiments de France autour de l'Eglise Saint-Georges, classée au titre des Monuments historiques (avis de principe de l'ABF favorable au projet).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 1 307 718,51€ HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :
- COUILLY-PONT-AUX-DAMES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	71 273,21	5,45%
TRAVAUX	1 236 445,30	94,55%
Total	1 307 718,51	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	653 859,26	50,00%
COMMUNE	653 859,25	50,00%
Total	1 307 718,51	100,00%

DOSSIER N° EX040330 - CAR - CREATION D'UNE MAISON POUR LES SENIORS - COURTRY (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	240 000,00 € HT	50,00 %	120 000,00 €
	Montant total de la subvention		120 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COURTRY
Adresse administrative : 52 RUE DU GENERAL LECLERC
77181 COURTRY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Xavier VANDERBISE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 février 2017 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF,
- l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.
La maîtrise d'ouvrage du projet a été transférée à la SA Résidence Urbaine de France (Groupe 3F) par délibération de la commune en date du 27 février 2017.
- l'autorisation de démarrage anticipé des travaux est motivée par la nécessité pour la commune de programmer ces travaux en urgence, afin de respecter les engagements pris auprès des différents partenaires de l'opération.

Description :
La commune de Courtry (6 668 habitants - INSEE 2015) propose l'opération « Création d'une maison pour les séniors ».

Afin de satisfaire les besoins spécifiques des séniors, la commune souhaite rénover l'ancienne école élémentaire de Courtry pour créer, au rez-de-chaussée, des locaux adaptés aux activités des personnes âgées.

La réhabilitation de ce bâtiment s'intègrera au projet de restructuration complète du site de l'ancienne mairie et de sa placette, afin de créer une maison des séniors en centre-bourg, ouverte sur le quartier qui

accueille depuis peu la médiathèque intercommunale.

Le projet prévoit, en lieu et place des 2 anciennes salles de classe de 60m² chacune et du vestibule existant de 15m², l'aménagement d'un espace de convivialité pouvant accueillir 80 à 120 personnes, d'une cuisine équipée de 16m² et de sanitaires. La réhabilitation nécessitera également des travaux sur les façades pour la pose des menuiseries aluminium avec double vitrage. L'entrée sera conçue aux normes d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite (PMR) depuis l'extérieur du bâtiment.

Au premier étage du bâtiment de l'ancienne école, il est à noter que les deux logements réhabilités et conventionnés en logements sociaux, non pris en charge dans le présent contrat, disposeront d'une entrée distincte du rez-de-chaussée dédié à la maison des séniors.
La maîtrise d'ouvrage du projet est transférée à la SA Résidence Urbaine de France (Groupe 3F) sur du patrimoine communal, conformément à la délibération de la commune en date du 27 février 2017.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût estimé de l'opération est de 252 500,00€ HT, plafonné à 240 000€ HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :
- COURTRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	227 500,00	90,10%
HONORAIRES	25 000,00	9,90%
Total	252 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	120 000,00	47,52%
COMMUNE	132 500,00	52,48%
Total	252 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX044789 - CAR - REQUALIFICATION DE L'AVENUE HENRI BARBUSSE - VAIRES-SUR-MARNE (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	860 786,00 € HT	50,00 %	430 393,00 €
	Montant total de la subvention		430 393,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: COMMUNE DE VAIRES SUR MARNE
Adresse administrative	: 26 BOULEVARD DE LORRAINE 77360 VAIRES-SUR-MARNE
Statut Juridique	: Commune
Représentant	: Madame Isabelle RECIO, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 avril 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Vaires-sur-Marne (13 580 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Requalification de l'avenue Henri Barbusse".

Envisagée depuis plusieurs années, la première phase de chantier de réaménagement du Pôle Gare de Vaires-Torcy a été lancée en juillet 2018. Une nouvelle gare routière est prévue pour éviter le stationnement des bus et ainsi désengorger le trafic routier. C'est dans cette continuité que se situe l'avenue Henri Barbusse qui constitue à la fois une entrée de ville et un axe principal emprunté par de nombreux automobilistes, piétons et cyclistes.

La commune souhaite requalifier cette voie, à partir de la place de la Libération pour le raccordement au projet du Pôle Gare, sur un linéaire d'environ 400 m, afin de participer à une meilleure accessibilité du réseau de transports collectifs, de gérer de manière plus efficace l'utilisation de la voie et de ses abords,

en créant une piste cyclable et en améliorant la lisibilité des espaces dédiés aux piétons.

Les travaux porteront sur l'aménagement de l'ensemble de la voirie (chaussée, trottoirs et stationnements) de l'avenue Henri Barbusse. Ils consisteront à :
- réduire la largeur de la chaussée à 6,40m, afin de réduire la vitesse des véhicules, tout en conservant le gabarit de circulation des bus,
- aménager côté impair, une piste cyclable de 1,50 m de large, ainsi qu'un trottoir pour les piétons de 1,40 m minimum de largeur,
- créer côté pair, un espace pour les piétons et les cycles non motorisés de 2,20 m de large et aménager une bande de stationnement.

Les travaux comprendront également
- des interventions sur les aménagements paysagers en vue de contribuer au rejet des eaux de ruissellement de la zone de stationnement et de ses abords,
- la mise en place de massifs drainants sous stationnement et espaces verts avec infiltration,
- la pose de candélabres d'éclairage public et d'un nouveau mobilier urbain.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération est estimé à 1 082 474 € HT, plafonné à 860 786 € HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.
Les travaux de mise en souterrain des réseaux de distribution électrique, de communication électronique et d'éclairage public ne seront pas pris en charge (non éligibles au projet).

Localisation géographique :
- VAIRES-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	46 450,00	4,29%
TRAVAUX	829 000,00	76,58%
TRAVAUX DE RESEAUX - non éligibles au projet (enfouissement des réseaux de distribution électrique, de communication électronique et d'éclairage public)	207 024,00	19,13%
Total	1 082 474,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	430 393,00	39,76%
COMMUNE	652 081,00	60,24%
Total	1 082 474,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-261

DOSSIER N° EX045040 - CAR - REHABILITATION ET EXTENSION ECOLE DU PARC - COMMUNE DE BOIS D'ARCY

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	460 000,00 € HT	50,00 %	230 000,00 €
	Montant total de la subvention		230 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOIS D'ARCY
Adresse administrative : 2 AVENUE PAUL VAILLANT COUTURIER
78390 BOIS-D'ARCY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe BENASSAYA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2018 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.
En outre, le démarrage anticipé des travaux (démarrage au 01/03/2019) est accordé du fait de la nécessité de réaliser les travaux dans le calendrier imparti.

Description :
La commune de Bois-d'Arcy (14 845 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Réhabilitation et extension de l'école du Parc".

L'école du Parc est composée de quatre corps de bâtiments non connectés les uns aux autres avec une organisation actuelle trop fragmentée : le centre de loisirs est situé façade nord en dehors de l'enceinte de l'école. L'extension sera implantée dans la continuité du volume principal et sera en lien direct avec l'espace qualitatif que constitue la cour de récréation.
La présence forte du végétal permet d'envisager un traitement architectural assurant le lien entre le projet et son environnement boisé. Ainsi, le bâtiment ne s'imposera pas mais au contraire s'intègrera dans ce site arboré.

Les principaux objectifs de ce projet sont d'améliorer la qualité d'accueil et environnementale, de sécuriser les flux, d'établir les mises aux normes (accessibilité et incendie), de diminuer le coût de fonctionnement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 1 623 322,88 € HT, plafonné à 460 000€ HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

- BOIS-D'ARCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	143 322,50	8,83%
TRAVAUX	1 480 000,38	91,17%
Total	1 623 322,88	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	230 000,00	14,17%
Programme urbain partenarial	853 000,00	52,55%
COMMUNE	540 322,88	33,28%
Total	1 623 322,88	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-261

DOSSIER N° EX045041 - CAR - REQUALIFICATION AVENUE JEAN JAURES - COMMUNE DE BOIS D'ARCY

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 340 000,00 € HT	50,00 %	670 000,00 €
	Montant total de la subvention		670 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOIS D'ARCY
Adresse administrative : 2 AVENUE PAUL VAILLANT COUTURIER
78390 BOIS-D'ARCY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe BENASSAYA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 décembre 2016 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage. En outre, le démarrage anticipé des travaux (démarrage au 01/02/2019) est accordé du fait de la nécessité de réaliser les travaux dans le calendrier imparti.

Description :
La commune de Bois-d'Arcy (14 845 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Requalification de l'avenue Jean Jaurès".

Depuis la création de la RN12 dans les années soixante, cette avenue n'a cessé de jouer à la fois un rôle majeur dans la desserte communale mais également dans l'accessibilité intercommunale par l'accès à l'A12/A13, ainsi qu'aux autres voies desservant la communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines ou encore des villes comme Plaisir sur lesquelles sont situés des groupes importants et fédérateurs d'activités.
Cette avenue Jean Jaurès, d'une longueur de 800 mètres, est également une entrée de ville, l'axe desservant le centre-ville et sa réhabilitation complète comporte des enseignes importantes pour le tissu économique local.

Sa réfection complète comporte l'effacement des lignes aériennes, la réalisation d'aménagements en faveur des circulations douces (création d'une piste cyclable et d'un cheminement piétons), des plantations d'arbres et de l'éclairage public plus soucieux de l'environnement car économe en énergie.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 2 471 404,20 € HT, plafonné à 1 340 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :
- BOIS-D'ARCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	90 679,00	3,67%
TRAVAUX	2 380 725,20	96,33%
Total	2 471 404,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	670 000,00	27,11%
Programme urbain partenarial	430 000,00	17,40%
COMMUNE	1 371 404,20	55,49%
Total	2 471 404,20	100,00%

DOSSIER N° EX045025 - CAR - CREATION DE LOCAUX POUR LE CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL - COMMUNE DE NEAUPHLE LE CHÂTEAU (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	350 000,00 € HT	40,00 %	140 000,00 €
	Montant total de la subvention		140 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: COMMUNE DE NEAUPHLE LE CHATEAU
Adresse administrative	: PLACE AUX HERBES 78640 NEAUPHLE-LE-CHATEAU
Statut Juridique	: Commune
Représentant	: Monsieur Bernard JOPPIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Neauphle-le-Château (3360 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Création de locaux pour le centre technique municipal".

Le bâtiment choisit qui correspond aux besoins des services techniques est situé à proximité du centre-ville, facilement accessible en « rez-de-chaussée». Le projet prévoit la réalisation de locaux de stockage aux normes, adaptés aux produits concernés. Le nouveau dépôt sera entièrement pensé en fonction des besoins des services permettant à l'équipe technique de travailler dans de bonnes conditions de travail.

Les travaux consistent en :
- la création d'une dalle,
- la pose de carrelage, l'enduit de façade, la peinture des murs et des sols,
- le cloisonnement, l'isolation et le doublage des murs,
- l'installation des systèmes électrique et de surveillance,
- l'équipement de l'espace cuisine.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 360 000 € HT, plafonné à 350 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- NEAUPHLE-LE-CHATEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	27 755,00	7,71%
TRAVAUX	332 245,00	92,29%
Total	360 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	140 000,00	38,89%
DEPARTEMENT 78 - Sollicité	108 000,00	30,00%
COMMUNE	112 000,00	31,11%
Total	360 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX042959 - CAR AMENAGEMENT DU PARVIS DE L'EGLISE - SAINT-NOM-LA-BRETÈCHE (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	155 500,00 € HT	40,00 %	62 200,00 €
	Montant total de la subvention		62 200,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT NOM LA BRETECHE
Adresse administrative : 32 RUE DE LA FONTAINE DES VAUX
78860 SAINT-NOM-LA-BRETECHE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Gilles STUDNIA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 novembre 2016 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, bureau de contrôle, CSPS, OPC), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable . La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Saint-Nom-la-Bretèche (population municipale : 4 908 habitants - INSEE 2016) propose l'opération suivante : "Aménagement du parvis de l'église".

La commune souhaite réaménager le parvis de l'église et mettre en valeur l'édifice. Les aménagements paysagers du parvis de l'église devront répondre aux éléments suivants :
- l'amélioration de la desserte au niveau du parvis de l'église,
- la requalification des espaces plantés,
- la mise aux normes pour faciliter l'accès par les personnes à mobilité réduite (PMR).

La commune souhaite mettre en valeur l'église et permettre aux piétons de se réapproprier cet espace public. Les matériaux existants seront réutilisés et l'éclairage public réaménagé. Les parterres floraux seront éloignés vers le pourtour de l'esplanade pour créer un espace libre plus important et pour assurer

une meilleure protection des enfants par rapport aux rues avoisinantes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 155 500 €. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :
- SAINT-NOM-LA-BRETECHE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	150 500,00	96,78%
HONORAIRES	5 000,00	3,22%
Total	155 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	62 200,00	40,00%
CD 78 - Sollicité	46 650,00	30,00%
COMMUNE	46 650,00	30,00%
Total	155 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX042961 - CAR REQUALIFICATION DES ABORDS DU PÔLE SPORTIF - SAINT-NOM-LA-BRETÈCHE (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	250 000,00 € HT	40,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT NOM LA BRETECHE
Adresse administrative : 32 RUE DE LA FONTAINE DES VAUX
78860 SAINT-NOM-LA-BRETECHE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Gilles STUDNIA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 novembre 2016 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, bureau de contrôle, CSPS, OPC), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable . La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Saint-Nom-la-Bretèche (population municipale : 4 908 habitants - INSEE 2016) propose l'opération suivante : "Requalification des abords du pôle sportif".
La construction du pôle sportif Teddy Riner a fait l'objet d'un financement dans le cadre d'un contrat régional territorial (Commission permanente du 11 juillet 2013). L'aménagement des abords, des accès et du stationnement, n'avaient alors pas été réalisés.

Le contenu de l'opération concerne :
- la requalification et l'intégration de l'entrée du pôle sportif,
- l'aménagement des espaces plantés du pôle sportif "Teddy Riner",
- l'aménagement des cheminements piétons et des circulations douces en extérieur vers le pôle sportif,
- la mise aux normes pour faciliter l'accès aux personnes à mobilité réduite (PMR) des accès depuis l'avenue des Platanes vers le pôle sportif ainsi qu'une meilleure accessibilité à l'opération de logements

"SQUIS" livrée en 2017 (67 logements neufs) et au pôle de santé : laboratoire et cabinet médical.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 840 000 € HT plafonné à 250 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :
- SAINT-NOM-LA-BRETECHE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	818 721,37	97,47%
HONORAIRES	21 278,63	2,53%
Total	840 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	100 000,00	11,90%
DEPARTEMENT 78 - Sollicité	252 000,00	30,00%
COMMUNE	488 000,00	58,10%
Total	840 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX044136 - CAR CONSTRUCTION D'UNE SALLE CULTURELLE - ORGEVAL (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 200 000,00 € HT	50,00 %	600 000,00 €
	Montant total de la subvention		600 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ORGEVAL
Adresse administrative : 123 RUE DU DOCTEUR MAURER
78630 ORGEVAL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Pierre JUILLET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune d'Orgeval (population municipale : 6 134 habitants - INSEE 2016) propose l'opération suivante : "Construction d'une salle culturelle".

La salle culturelle d'environ 300 m² pourra être utlisée pour diverses activités :
- en salle de spectacle : il est prévu un gradin rétractable électrique de 176 places en fond de salle, une scène d'environ 50 m² avec une rampe pour personnes à mobilité réduite pour y accéder. Une régie à proximité de la scène comprendra les commandes "éclairages et audio" ainsi qu'un espace de stockage de matériel "fragile". A l'arrière de la scène, il est également prévu deux loges avec sanitaires et douches.
- en salle des fêtes pour l'organisation de repas et cérémonies : en fond de salle, il est prévu une cuisine équipée comprenant une zone de réception, un office, une plonge, un local poubelle ainsi qu'un sanitaire. Un local de stockage est également prévu pour, notamment, entreposer les tables et chaises lorsqu'elles ne sont pas utilisées.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 1 750 000 € HT plafonné à 1 200 000 € HT. La subvention est calculée

au taux de 50 %.

Localisation géographique :

- ORGEVAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 630 101,88	93,15%
HONORAIRES	119 898,12	6,85%
Total	1 750 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	600 000,00	34,29%
COMMUNE	1 150 000,00	65,71%
Total	1 750 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX044138 - CAR - CONSTRUCTION D'UN GYMNASE - ORGEVAL (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	400 000,00 € HT	10,00 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE D'ORGEVAL
Adresse administrative	:	123 RUE DU DOCTEUR MAURER 78630 ORGEVAL
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Jean-Pierre JUILLET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune d'Orgeval (population municipale : 6 134 habitants - INSEE 2016) propose l'opération suivante : "Construction d'un gymnase".

Le plateau d'évolution de 400 m² pourra accueillir différents sports tel que le hand ball, le foot en salle, le volley ball ou encore le basket. Sur la longueur du plateau, une tribune d'environ 100 places sera installée ainsi que 6 box de rangement pour les associations sportives en fond de salle. Un rangement pour les équipements communs est également prévu. Deux vestiaires en accès direct au plateau d'évolution sont envisagés qui seront équipés d'une zone de change et de douches et de sanitaires.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 1 525 443,40 € HT plafonné à 400 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 10 %.

Localisation géographique :

- ORGEVAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 382 030,12	92,14%
HONORAIRES	117 969,88	7,86%
Total	1 500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	40 000,00	2,67%
COMMUNE	1 460 000,00	97,33%
Total	1 500 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX044970 - CAR- CONSTRUCTION D'UNE SALLE POLYVALENTE - COMMUNE DE BOISSY SOUS SAINT YON (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	740 000,00 € HT	50,00 %	370 000,00 €
	Montant total de la subvention		370 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOISSY SOUS SAINT YON
Adresse administrative : PLACE DU G N RAL DE GAULLE
91790 BOISSY-SOUS-SAINT-YON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Maurice DORIZON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du Règlement Budgétaire et Financier (RBF) de la Région Ile-de-France, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études techniques diverses identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date ci-dessus correspond à la passation du 1er marché de maîtrise d'oeuvre.

Description :
La commune de Boissy-sous-Saint-Yon (3 826 habitants INSEE 2016) propose l'opération "construction d'une salle polyvalente".
La commune possède un complexe sportif situé au sud-ouest de son centre, le complexe du Jeu de Paume, qui comprend un gymnase, des terrains de football, des terrains de pétanque et des terrains de tennis, mais aussi une salle polyvalente réalisée dans le cadre de l'opération « Mille Club », il y a une quarantaine d'années.
Depuis sa création, cette salle, d'une cinquantaine de mètres carrés, et pourvue d'une cuisine équipée, a perdu sa vocation initiale de maison des jeunes pour devenir un local associatif (cours de yoga, de musique, réunions et assemblées générales d'associations, accueil d'assistantes maternelles et location de la salle à des particuliers pour des réceptions privées).
Etant donné sa vétusté et sa piètre qualité constructive, la commune a démoli la salle en décembre 2018 et a décidé de la réalisation d'une salle polyvalente.
Les mêmes usages seront conservés, à l'exception de l'accueil des assistantes maternelles et des

enfants de moins de 3 ans, et de nouveaux cours de musique seront proposés.
La future salle sera constituée des locaux suivants : deux salles d'activités séparées par un mur mobile permettant de les réunir, accueils et circulation, cuisine, réserves, locaux techniques, sanitaires.
L'ossature du bâtiment est en structure bois. L'isolation est incluse dans l'épaisseur de l'ossature, protégée par un bardage métallique en inox.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 785 795 € HT, plafonné à 740 000 €. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :
- BOISSY-SOUS-SAINT-YON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	715 795,00	91,09%
FRAIS D'HONORAIRES	70 000,00	8,91%
Total	785 795,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	370 000,00	47,09%
CONTRAT DE RURALITE - ETAT - Sollicité	157 100,00	19,99%
COMMUNE	258 695,00	32,92%
Total	785 795,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-261

DOSSIER N° EX044985 - CAR - TRAVAUX DE MISES AUX NORMES ACCESSIBILITE ET RENOVATION DE L'HOTEL DE VILLE - BOISSY SOUS SAINT YON (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	260 000,00 € HT	50,00 %	130 000,00 €
	Montant total de la subvention		130 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: COMMUNE DE BOISSY SOUS SAINT YON
Adresse administrative	: PLACE DU G N RAL DE GAULLE 91790 BOISSY-SOUS-SAINT-YON
Statut Juridique	: Commune
Représentant	: Monsieur Maurice DORIZON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 22 février 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du Règlement Budgétaire et Financier (RBF) de la Région Ile-de-France, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études techniques diverses identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date ci-dessus correspond à la passation du 1er marché de maîtrise d'oeuvre.

Description :
La commune de Boissy-sous-Saint-Yon (3 826 habitants INSEE 2016) propose l'opération "travaux de mises aux normes accessibilité et rénovation de l'hôtel de ville".
Le bâtiment actuel de la mairie déploie ses locaux principalement sur deux niveaux, le troisième niveau servant d'espace de réunions. Les surfaces utiles sont de l'ordre de 271 m² pour une surface plancher de 421 m².
Le projet prévoit la réorganisation des espaces et notamment du dernier niveau, sous comble, pour porter les surfaces utiles à 322 m².
Le perron permettant d'accéder au bâtiment étant très dégradé, la commune a opté pour sa démolition et sa reconstruction. Le nouveau perron répondra aux normes PMR.
Le sas d'accueil doit être remplacé par un sas circulaire plus esthétique et moins encombrant visuellement. La porte d'entrée du bâtiment deviendra automatique. Le hall d'accueil sera reconfiguré pour être plus fonctionnel et plus lumineux. Le projet veillera au confort thermique de cet espace pour le personnel qui s'y trouve.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 297 275 € HT, plafonné à 260 000 €. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :
- BOISSY-SOUS-SAINT-YON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	280 875,00	94,48%
FRAIS D'HONORAIRES	16 400,00	5,52%
Total	297 275,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	130 000,00	43,73%
COMMUNE	167 275,00	56,27%
Total	297 275,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-261

DOSSIER N° EX040311 - CAR CONSTRUCTION D'UN BATIMENT PERISCOLAIRE - FONTENAY LES BRIIS (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	660 000,00 € HT	50,00 %	330 000,00 €
	Montant total de la subvention		330 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FONTENAY LES BRIIS
Adresse administrative : 1 PL DE LA MAIRIE
91640 FONTENAY-LES-BRIIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Léopold LE COMPAGNON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 8 juin 2018 - 2 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Fontenay-les-Briis (2076 habitants – INSEE 2016) propose l'opération «Construction d'un bâtiment périscolaire».

Actuellement le service périscolaire communal occupe une salle de classe de l'école. Récemment le choix de l'équipe municipale s'est porté sur la séparation des locaux d'enseignement et de périscolaire. De ce fait, un premier module destiné au service périscolaire va être réalisé auquel s'ajoutera à terme un deuxième module pour la restauration scolaire.
Le choix a été fait d'un bâtiment modulaire car cette solution présente des atouts dans une démarche de développement durable : évolutivité de la structure, procédé constructif économe en eau, optimisation des matières premières, limitation des déchets de chantier, réduction des nuisances de chantier pour les riverains et possibilité de recycler le bâtiment en fin de vie.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 660 947,00 € HT, plafonné à 660 000,00 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	44 450,00	6,73%
TRAVAUX	616 497,00	93,27%
Total	660 947,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	330 000,00	49,93%
DEPARTEMENT 91 - sollicité	111 000,00	16,79%
COMMUNE	219 947,00	33,28%
Total	660 947,00	100,00%

DOSSIER N° EX040313 - CAR AMENAGEMENT URBAIN ET REALISATION D'UN PARKING - FONTENAY LES BRIIS (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	148 000,00 € HT	25,00 %	37 000,00 €
	Montant total de la subvention		37 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FONTENAY LES BRIIS
Adresse administrative : 1 PL DE LA MAIRIE
91640 FONTENAY-LES-BRIIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Léopold LE COMPAGNON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 26 juin 2018 - 2 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage. En outre, le démarrage anticipé des travaux (démarrage au 15/06/2019) est accordé du fait de la nécessité de réaliser les travaux dans le calendrier imparti.

Description :
La commune de Fontenay-les-Briis (2076 habitants – INSEE 2016) propose l'opération «Aménagement urbain et réalisation d'un parking».

Suite à l'augmentation des effectifs de l'école Georges Dortet, la suppression de la gratuité des transports scolaires pour les parents et la mise en place de mesures de sécurité dans le cadre du plan Vigipirate (l'usage du giratoire est limité aux cars de ramassage et interdit aux véhicules), la création d'un second parking à proximité de l'école apparait comme une nécessité.

La réalisation du nouveau parking s'inscrira dans le cadre plus vaste d'un aménagement paysager prenant en compte l'ouverture d'un ancien ru, la mise en place de cheminement doux en direction de l'école et leur raccordement à la sente piétonne existante en direction du centre-ville. Ce parking sera relié

à l'école et aux équipements sportifs par deux cheminements : un trottoir et une sente piétonne contournant les équipements sportifs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 182 430,08 € ht, plafonné à 148 000,00 € HT. La subvention est calculée au taux de 25%.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	8 509,08	4,66%
TRAVAUX	173 921,00	95,34%
Total	182 430,08	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	37 000,00	20,28%
ETAT - DETR - sollicité	89 954,00	49,31%
COMMUNE	55 476,08	30,41%
Total	182 430,08	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-261

DOSSIER N° EX022937 - CAR - REALISATION D'UN CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL - QUINCY SOUS SENART (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 000 000,00 € HT	50,00 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE QUINCY SOUS SENART
Adresse administrative : 5 RUE DE COMBS LA VILLE
91480 QUINCY-SOUS-SENART
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Christine GARNIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Quincy sous Sénart (9 001 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "requalification du centre technique municipal".

Le centre technique municipal (CTM) de Quincy-sous-Sénart comprend les ateliers (menuiserie, voirie, espaces verts etc.), un parc de stationnement, des aires de stockage, des dépôts divers, des vestiaires pour les agents. Jusque-là, les différentes installations ont été réalisées au coup par coup, sans cohérence globale, ce qui rend les équipements peu pratiques et difficilement exploitables. Les premiers locaux, comme les ateliers, ont été réalisés dans les années 60. Ils ne sont pas isolés et sont chauffés par des équipements obsolètes, fortement énergivores et émetteurs de C02. D'autres installations plus récentes (vestiaires notamment), sont des modulaires, inadaptés et mal isolés.

L'objectif de l'opération est de réorganiser l'ensemble des équipements de manière à disposer d'un outil de travail efficient et cohérent. Ainsi, seront regroupés dans un bâtiment de 950m2 : les ateliers, les bureaux des services techniques, les sanitaires et douches, l'archivage et les aires de stockage.

Afin d'inscrire cette réalisation dans une démarche de qualité environnementale, les objectifs suivants ont été fixés :
- l'optimisation de l'implantation pour bénéficier de l'ensoleillement,

- un travail sur l'aspect thermique de l'enveloppe du bâtiment (vitrage, isolation, toiture),
- l'installation de capteurs solaires pour l'eau chaude sanitaire et de panneaux photovoltaïques pour l'éclairage,
- l'utilisation de systèmes hydro-économes,
- la récupération des eaux de pluie pour l'arrosage des espaces verts,
- une démarche de "chantier durable" imposée aux entreprises retenues,
- l'emploi de matériaux de construction choisis selon leur faible impact écologique (bois et chanvre notamment),
- le tri des déchets sur site.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération est estimé à 1 054 000 € HT, plafonné à 1 000 000 €.

Localisation géographique :
- QUINCY-SOUS-SENART

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 054 000,00	100,00%
Total	1 054 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	500 000,00	47,44%
COMMUNE	554 000,00	52,56%
Total	1 054 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX044812 - CAR - TRAVAUX DE VOIRIE - VERT LE GRAND (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	800 000,00 € HT	50,00 %	400 000,00 €
	Montant total de la subvention		400 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VERT LE GRAND
Adresse administrative : 7 PLACE DE LA MAIRIE
91810 VERT-LE-GRAND
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JEAN-CLAUDE QUINTARD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 septembre 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Vert-le-Grand (2 403 habitants INSEE 2016) propose l'opération "travaux de voirie".
Les travaux portent sur les rues de la Source, rue de Berthault, rue des Gâches, impasse du Stade (voirie, stationnement), l'éclairage public et la passerelle de sécurisation rue des Noues.

- La rue Berthault connait un trafic important. Elle est en mauvais état et doit subir une réfection totale. Les travaux doivent être mis à profit pour rééquilibrer les espaces en mettant les trottoirs aux normes pour les piétons. L'aménagement du carrefour articulant le programme présenté, entre la rue de la Source et la rue Bertault complètera ces aménagements.

- La rue des Gâches : cette rue est située à proximité du Château de la Saussaye. Il est prévu de mettre en place le franchissement d'un ru, une promenade piétonne et de refaire la chaussée. Une place de stationnement pour les véhicules de transport des enfants (bus des écoles) est prévue.

- Le recalibrage du carrefour Rue des Gâches/Impasse du Stade : l'objectif est d'amener une plus grande

visibilité pour les usagers, de proposer un aménagement plus confortable et sécuritaire pour les écoliers et parents d'élèves; il est également prévu une voie de dégagement pour les cars de transport scolaire et sportif (stade à proximité).

- Réseau d'éclairage : pour plusieurs voies il est nécessaire de rénover le réseau en procédant à des travaux d'installation respectant l'unité de la commune, de remplacer des lanternes obsolètes par des sources LED.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 1 848 584 € HT, plafonné à 800 000 €. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :
- VERT-LE-GRAND

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 366 369,00	100,00%
Total	1 366 369,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	400 000,00	29,27%
COMMUNE	966 369,00	70,73%
Total	1 366 369,00	100,00%

DOSSIER N° EX044815 - CAR - RESTAURATION ET REAMENAGEMENT DE L'ORANGERIE - VERT LE GRAND (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	300 000,00 € HT	50,00 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VERT LE GRAND
Adresse administrative : 7 PLACE DE LA MAIRIE
91810 VERT-LE-GRAND
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JEAN-CLAUDE QUINTARD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 septembre 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Vert le Grand (2 403 habitants INSEE 2016) propose l'opération "restauration et réaménagement de l'Orangerie".
La commune, propriétaire du Domaine de la Saussaie, a pour objectif d'en faire un pôle culturel.
L'Orangerie va devenir un bâtiment associatif et culturel, notamment à destination du Foyer Rural de la commune (sections arts plastique, sculpture, etc…).
Ce bâtiment en rez-de-chaussée devra être complètement réhabilité dans sa structure et son aménagement (enduits extérieurs, couverture, menuiseries extérieures, cloisonnement, réfection des sols, électricité, plomberie, chauffage, sécurité incendie et accessibilité pour les PMR).
De plus, cette utilisation permettra de libérer d'autres salles au cœur du village et fera revivre un bâtiment ancien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 304 420 € HT, plafonné à 300 000 €. La subvention est calculée au taux

de 50%.

Localisation géographique :

- VERT-LE-GRAND

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	304 420,00	100,00%
Total	304 420,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	150 000,00	49,27%
COMMUNE	154 420,00	50,73%
Total	304 420,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-261

DOSSIER N° EX044817 - CAR - RENOVATION THERMIQUE ET PHONIQUE DE LA MAIRIE - VERT LE GRAND (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	90 000,00 € HT	50,00 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VERT LE GRAND
Adresse administrative : 7 PLACE DE LA MAIRIE
91810 VERT-LE-GRAND
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JEAN-CLAUDE QUINTARD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 septembre 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Vert-le-Grand (2 403 habitants INSEE 2016) propose l'opération "rénovation thermique et phonique de la mairie".
Située sur la place du village récemment rénovée tout comme l'église qui s'y trouve, la mairie est un bâtiment ancien sur deux niveaux regroupant les services administratifs de la commune.
L'opération consiste à changer les menuiseries de la mairie, fenêtres et portes, qui sont en bois et vétustes, ce qui permettra ainsi des économies d'énergie.
Les travaux porteront donc sur le remplacement des menuiseries extérieures par de l'aluminium à rupture de pont thermique, à double vitrage. Les portes s'ouvriront vers l'extérieur, comme l'exige le règlement de sécurité incendie, et seront aux normes PMR. Les volets seront en aluminium laqué.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 92 836 € HT, plafonné à 90 000 €. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

- VERT-LE-GRAND

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	92 836,00	100,00%
Total	92 836,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	45 000,00	48,47%
COMMUNE	47 836,00	51,53%
Total	92 836,00	100,00%

DOSSIER N° EX044818 - CAR - REHABILITATION DE LA SALLE HENRI BOISSIERE - VERT LE GRAND (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	80 000,00 € HT	50,00 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VERT LE GRAND
Adresse administrative : 7 PLACE DE LA MAIRIE
91810 VERT-LE-GRAND
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JEAN-CLAUDE QUINTARD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 septembre 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Vert-le-Grand (2 403 habitants INSEE 2016) propose l'opération "réhabilitation de la salle Henri Boissière".
Cette salle polyvalente construite en 1992 a besoin d'être rénovée. Le programme prévoit de changer le chauffage et de refaire les sols et les piliers extérieurs qui sont détériorés.
Ce bâtiment accueille les activités de nombreuses associations communales, des écoles, du centre de loisirs et est loué aux particuliers habitant la commune. Ce bâtiment a vieilli et demande maintenant une révision technique pour une utilisation optimale.
Le sol de la salle principale (720 m²) est en résine synthétique qui sera remplacée.
La structure en lamellé-collé a subi les intempéries (pour les parties extérieures) et doit être entretenue régulièrement ; certains poteaux proches du sol extérieur doivent être réparés sous peine de risque de rupture.
Le chauffage des parties communes est électrique, les convecteurs d'origine sont obsolètes. La commune a opté pour des panneaux radiants infrarouges permettant d'avoir un chauffage avec régulation électronique. Ce nouveau type de chauffage permettra à la commune de faire des économies d'électricité.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 82 959 € HT, plafonné à 80 000 €. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :
- VERT-LE-GRAND

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	82 959,00	100,00%
Total	82 959,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	40 000,00	48,22%
COMMUNE	42 959,00	51,78%
Total	82 959,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-261

DOSSIER N° EX042598 - CAR - CREATION D'UN CITY STADE - ORMOY (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	90 000,00 € HT	15,00 %	13 500,00 €
	Montant total de la subvention		13 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ORMOY
Adresse administrative : PL RAYMOND GOMBAULT
91540 ORMOY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jacques GOMBAULT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune d'Ormoy (2083 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Création d'un city stade".
Ce nouvel équipement permettra la pratique de plusieurs sports d'équipes dont le football ainsi que des jeux ludiques à destination des jeunes publics.
Le projet comprend la création d'une plateforme clôturée à l'aide de grillages et de pare-ballons.
En contact direct avec le parc central et les deux voies carrossables principales du quartier, cette réalisation revêt un enjeu social et urbain. A l'issue d'une étude de définition des besoins, il a été dimensionné (40 m x 20 m) de façon à ce que cette structure soit également ouverte aux clubs de sports et à des évènements municipaux divers.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
le montant des travaux s'élève à 90 000 € HT, plafonné à 27 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

- ORMOY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	90 000,00	100,00%
Total	90 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	13 500,00	15,00%
Centre national pour le développement du sport (sollicité)	27 000,00	30,00%
COMMUNE	49 500,00	55,00%
Total	90 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-261

DOSSIER N° EX042599 - CAR - AMELIORATION ENERGETIQUE DU GROUPE SCOLAIRE - ORMOY (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	880 000,00 € HT	50,00 %	440 000,00 €
	Montant total de la subvention		440 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ORMOY
Adresse administrative : PL RAYMOND GOMBAULT
91540 ORMOY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jacques GOMBAULT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune d'Ormoy (2038 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "amélioration énergétique du groupe scolaire".
La réalisation du projet vise à atteindre des objectifs poussés en matière de qualité environnementale et de performance énergétique (Label Effinergie +). L'aide régionale porte sur des postes de dépenses liées à ces caractéristiques qui ont constitué un surcoût dans le programme :
- l'installation de panneaux solaires sur la toiture du bâtiment ;
- l'utilisation de matériaux permettant de réduire les déperditions d'énergie (élimination des ponts thermiques et optimisation de l'isolation des parois, menuiserie double vitrage à faible émissivité, etc.) ;
- la mise en place d'un éclairage intérieur et extérieur, permettant de réduire la consommation d'énergie et la pollution lumineuse ;
- la réalisation d'une toiture végétalisée qui permettra de réaliser des économies de chauffage l'hiver et de climatisation lors de la période estivale. Par ailleurs, ce système de toiture permettra également un drainage maitrisé des eaux pluviales qui serviront pour l'arrosage des végétaux et des plantations extérieures en place.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 889 585 € HT, plafonné à 880 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

- ORMOY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	889 585,00	100,00%
Total	889 585,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	440 000,00	49,46%
COMMUNE	449 585,00	50,54%
Total	889 585,00	100,00%

DOSSIER N° EX044995 - CAR - TRAVAUX DE VOIRIE AVENUES HAUTE PLAINE ET MITTERRAND - COMMUNE DE CROSNE (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	880 000,00 € HT	50,00 %	440 000,00 €
	Montant total de la subvention		440 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAIRIE - COMMUNE DE CROSNE
Adresse administrative : 35 AVENUE JEAN JAUR S
91560 CROSNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur MICHA L DAMIATI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Crosne (9 174 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Travaux de voirie avenues de la Haute Plaine et Mitterrand".

Le projet concerne la reprise des trottoirs, l'amélioration des cheminements piétons ainsi que la création d'un aménagement paysagé et cyclable sur les deux avenues précitées.
Les travaux consisteront en :
- la reprise des trottoirs et des bordures,
- la création de deux cheminements piétons aux normes,
- la sécurisation des accès transversaux, la création de passages piéton aux normes à tous les carrefours et la réduction de la longueur de traversée,
- la création de 4 quais bus aux normes pour les lignes H, G1, G2, O1, E1, E2,
- la création d'espaces paysagers confirmant l'aspect naturel de la voie et amenant de la biodiversité,
- la création d'une piste cyclable bidirectionnelle d'une longueur de 725m, permettant de connecter l'avenue Léon Jouhaud et la rue Remonteru.

En complémentarité, la reprise de la chaussée (structure et marquages) sera effectuée par le Département de l'Essonne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 920 000 € HT, plafonné à 880 000 €. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

- CROSNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	920 000,00	100,00%
Total	920 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	440 000,00	47,83%
COMMUNE	480 000,00	52,17%
Total	920 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-261

DOSSIER N° EX044996 - CAR - TRAVAUX DE VOIRIE RUE REMONTERU - COMMUNE DE CROSNE (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	320 000,00 € HT	50,00 %	160 000,00 €
	Montant total de la subvention		160 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: MAIRIE - COMMUNE DE CROSNE
Adresse administrative	: 35 AVENUE JEAN JAUR S 91560 CROSNE
Statut Juridique	: Commune
Représentant	: Monsieur MICHA L DAMIATI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Crosne (9 174 habitants - INSEE 2016) propose l'opération « Travaux de voirie rue Remonteru".

Le projet concerne la reprise des trottoirs et l'amélioration des cheminements piétons sur cette voirie. La reprise des trottoirs et des bordures consistera à élargir à 1,4m minimum la largeur des trottoirs ouest et est, sur environ 593 m de linéaires cumulés, soit 47,1% des trottoirs de cette rue. La déclivité de la voirie, liée à la topographie de la commune, ne permet pas de réduire la pente en long à moins de 5% et donc de déclarer le trottoir PMR. Cependant, l'élargissement des trottoirs améliorera la situation.
La largeur de la voie de circulation sera de 5 m et 5,5 m sur les 100 derniers mètres de la rue (avant l'intersection avec l'avenue de la Plaine Haute). Des passages piéton aux normes seront créés à tous les carrefours.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 360 000 € HT, plafonné à 320 000 €. La subvention est calculée au taux

de 50%.

Localisation géographique :

- CROSNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	360 000,00	100,00%
Total	360 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	160 000,00	44,44%
COMMUNE	200 000,00	55,56%
Total	360 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-261

DOSSIER N° EX044746 - CAR REHABILITATION DU SQUARE DE FREUDENSTADT - COURBEVOIE (92)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 375 000,00 € HT	50,00 %	687 500,00 €
	Montant total de la subvention		687 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE COURBEVOIE
Adresse administrative	:	RUE DE L'HOTEL DE VILLE 92400 COURBEVOIE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Jacques KOSSOWSKI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2018 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé :

Description :
La commune de Courbevoie (population municipale : 81 720 habitants - INSEE 2016) propose l'opération suivante : "Réhabilitation du square de Freudenstadt".

Le square Freudenstadt constitue la première phase de la réhabilitation de l'axe Gambetta qui compte aussi cinq autres squares et espaces de circulation paysagés. L'ensemble de l'opération sera terminé en 2024/2025. Le square Freudenstadt a été aménagé à l'époque de la construction du centre Charras à la fin des années 1960. La conception actuelle de l'ensemble remonte à l'époque de la mise en service du boulevard circulaire et si l'autopont a été détruit au début des années 2000, le reste de cette opération n'a pas été encore modifié.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 5 250 000 € HT plafonné à 1 375 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :

- COURBEVOIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	5 250 000,00	100,00%
Total	5 250 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	687 500,00	13,10%
SNCF	2 500 000,00	47,62%
COMMUNE	2 062 500,00	39,29%
Total	5 250 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-261

DOSSIER N° EX045262 - CAR REQUALIFICATION DE LA RUE MASSENA - RUEIL-MALMAISON (92)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	443 556,00 € HT	50,00 %	221 778,00 €
	Montant total de la subvention		221 778,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE RUEIL-MALMAISON
Adresse administrative : 13 BLD FOCH
92500 RUEIL-MALMAISON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrick OLLIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Rueil-Malmaison (79 783 habitants INSEE 2016) propose l'opération "Requalification de la rue Massena".

La requalification de la rue Masséna s'inscrit dans un aménagement global qui permet d'atteindre les objectifs principaux suivants :
• Continuité des cheminements doux en liaison avec la trame verte de la ville qui permet de relier le centre-ville aux parcs Richelieu et Bois Préau et à leurs quartiers adjacents récemment réhabilités,
• Desserte d'un nouvel équipement dédié aux séniors,
• Connexion et amélioration des fluidités entre les boulevards Richelieu et Solférino, la rue Charles Floquet et la rue Masséna, par la place Richelieu également requalifiée,
• Intégration de la trame bleue et gestion des eaux de nappes souterraines,
• Dans le prolongement des investissements déjà réalisés au titre du fonds "Territoires à Energie Positive pour la Croissance Verte (TEPCV)", installation d'équipements d'éclairage public à LED, garantissant l'efficience des systèmes et participant à la protection du ciel nocturne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 1 350 000 € HT plafonné à 443 556 € HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :

- RUEIL-MALMAISON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 350 000,00	100,00%
Total	1 350 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	221 778,00	16,43%
CD 92 - Sollicité	457 222,00	33,87%
FONDS D'INVESTISSEMENT METROPOLITAIN	266 000,00	19,70%
COMMUNE	405 000,00	30,00%
Total	1 350 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX045264 - CAR AMENAGEMENT DE LOCAUX ADMINISTRATIFS POUR LE POLE SOLIDARITE - RUEIL-MALMAISON (92)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	666 667,00 € HT	50,00 %	333 333,50 €
	Montant total de la subvention		333 333,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE RUEIL-MALMAISON
Adresse administrative : 13 BLD FOCH
92500 RUEIL-MALMAISON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrick OLLIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 30 avril 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Rueil-Malmaison (79 783 habitants INSEE 2016) propose l'opération "Aménagement de locaux administratifs pour le pôle solidarité".

L'aménagement de locaux administratifs pour le Pôle Solidarité de la Ville est lié au projet du réaménagement du centre-ville avec le déplacement d'un îlot de commerces et en particulier le cinéma actuel boulevard Paul Doumer sur la place Jean Jaurès à compter de 2020.

Le bâtiment abrite au rez-de-chaussée du pavillon et des ailes, des bureaux du service municipal "cadre de vie et des associations" soit environ 30 salles pouvant accueillir 40 personnes. Aux 1er et 2ème étages du pavillon central, les locaux sont vides et abandonnés (anciens bureaux).

L'opération comprend :
- le réaménagement du pavillon des Jonquilles dans son ensemble pour réorganiser les services de la direction du pôle "cadre de vie", actuels occupants du pavillon,
- la mise aux normes des Etablissements Recevant du Public (ERP) du pavillon par la création d'une rampe.

Les travaux sont principalement des travaux de cloisonnements, d'isolation, de réfection des toitures et

d'accessibilité aux PMR (Personnes à Mobilité Réduite). Les bureaux d'accueil public sont réalisés au rez-de-chaussée afin de faciliter l'accès.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 666 667 € HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :

- RUEIL-MALMAISON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	640 000,00	96,00%
HONORAIRES	26 667,00	4,00%
Total	666 667,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	333 333,50	50,00%
COMMUNE	333 333,50	50,00%
Total	666 667,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-261

DOSSIER N° EX044076 - CAR REQUALIFICATION DE LA ZONE D'ACTIVITE ECONOMIQUE DES RICHARDETS ET DESENCLAVEMENT DE L'ALLEE DU CLOSEAU - NOISY-LE-GRAND (93)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 000 000,00 € HT	50,00 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: COMMUNE DE NOISY LE GRAND
Adresse administrative	: PLACE DE LA LIBERATION 93160 NOISY-LE-GRAND
Statut Juridique	: Commune
Représentant	: Madame Brigitte MARSIGNY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Noisy-le-Grand (66 659 habitants INSEE 2016) propose l'opération "Requalification de la zone d'activité économique des Richardets et désenclavement de l'allée du Closeau".
Le désenclavement et le réaménagement de l'allée du Closeau se feront selon trois principes majeurs :
- la requalification de la voirie actuelle : la voirie actuelle se décompose en une chaussée à double sens et des trottoirs de part et d'autre, le stationnement se faisant anarchiquement sur une des files. La future voirie sera composée d'une voie à sens unique avec une chaussée et un stationnement, d'un seul trottoir, d'un accotement nord correspondant à un espace partagé cycles/piétons qui permettra le raccordement à la liaison douce du boulevard du Champy et d'une noue végétalisée pour la récupération des eaux de pluie pour un retour à la nappe par infiltration.

- la création de deux ronds-points qui permettra d'améliorer et de sécuriser la circulation tout en valorisant les accès à la zone d'activités économiques (ZAE).

- l'aménagement des aires de retournement : celles-ci auront une double fonction. Elles devront permettre la desserte par poids lourds des activités commerciales actuelles et serviront également de bassin de rétention en cas d'orage. En effet, en cas de fortes pluies, les eaux ne pouvant être absorbées par les noues créées le long de la voie seront renvoyées dans ces bassins pour infiltration. Ces bassins seront végétalisés et paysagers afin d'en limiter l'impact visuel.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 2 511 254 € HT, plafonné à 1 000 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

- NOISY-LE-GRAND

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	2 511 254,00	100,00%
Total	2 511 254,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	500 000,00	19,91%
COMMUNE	2 011 254,00	80,09%
Total	2 511 254,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-261

DOSSIER N° EX040114 - CAR - AMENAGEMENT DES ARCHIVES MUNICIPALES - ROSNY SOUS BOIS (93)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	100 000,00 € HT	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: COMMUNE DE ROSNY-SOUS-BOIS
Adresse administrative	: 20 RUE CLAUDE PERNES 93110 ROSNY-SOUS-BOIS
Statut Juridique	: Commune
Représentant	: Monsieur Claude CAPILLON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Rosny-sous-Bois (45 411 habitants INSEE 2016) propose l'opération "Aménagement des archives municipales".

Les archives de la Ville sont actuellement stockées dans des lieux distincts et aucun ne présente une organisation optimale.
L'espace le plus utilisé est la réserve de 262 m² située au sous-sol de la médiathèque Louis Aragon. Cependant, elle ne présente pas d'espaces clairement dédiés aux archives d'un côté et au stockage de la médiathèque de l'autre.
Le projet consiste donc, sans changement de destination, à réaménager ce lieu de stockage en isolant l'espace dédié aux archives et en optimisant l'organisation afin de pouvoir rassembler toutes les archives sur un seul lieu.

Les travaux de maçonnerie et de menuiserie intérieure vont permettre notamment de créer un sas entre la cage d'escalier et la salle existante, ainsi qu'un vestiaire. Des interventions complémentaires seront nécessaires pour la ventilation et le traitement de l'air, avec la pose d'une armoire de climatisation et de ses alimentations spécifiques en électricité et en eau froide pour la tenue en température du local d'archives. Enfin, ce nouvel aménagement comprendra la pose de rayonnages fixes et mobiles.

Dans le cadre du contrat d'aménagement régional, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans les autres fiches IRIS n°EX039923, EX040111, EX040121 et EX040127.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 220 000,00 € HT, plafonné à 100 000 € HT.

Localisation géographique :
- ROSNY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	220 000,00	100,00%
Total	220 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	50 000,00	22,73%
COMMUNE	170 000,00	77,27%
Total	220 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX027883 - CAR CONSTRUCTION D'UNE ECOLE DE MUSIQUE DANS LE NOUVEAU POLE CULTUREL - LE RAINCY (93)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 820 000,00 € HT	50,00 %	910 000,00 €
		Montant total de la subvention	910 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: COMMUNE DU RAINCY
Adresse administrative	: 121 AVENUE DE LA RESISTANCE 93340 LE RAINCY
Statut Juridique	: Commune
Représentant	: Monsieur Jean-Michel GENESTIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 septembre 2019 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune du Raincy (14 806 habitants INSEE 2016) propose l'opération suivante : "Construction d'une école de musique dans le nouveau pôle culturel". Le futur pôle culturel est organisé autour d'un hall d'accueil, d'un grand escalier vitré qui dessert toutes les parties publiques des niveaux supérieurs : l'école de musique se déploie sur les deux derniers niveaux de l'équipement.

Le 3ème niveau accueille les salles de répétitions ainsi que les salles de formation. Un patio central végétalisé installé au centre du plateau apporte de la lumière naturelle aux circulations, aux petites salles de répétition et à la salle d'éveil artistique. Une double hauteur éclairée zénithalement permet de relier les deux niveaux de l'école de musique.

Le 4ème niveau héberge le plateau d'orchestre en relation avec l'auditorium ainsi que quelques studios (enregistrement, percussions et stockage d'instruments). L'ensemble est desservi par un monte-charge-ascenseur qui permet de déplacer les instruments encombrants vers la scène au niveau du rez-de-chaussée.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux est estimé à 4 906 000,00€ HT, plafonné à 1 820 000,00 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

- LE RAINCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	4 906 000,00	100,00%
Total	4 906 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	910 000,00	18,55%
COMMUNE	3 996 000,00	81,45%
Total	4 906 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-261

DOSSIER N° EX032853 - CAR - RENOVATION DU RESEAU D'ECLAIRAGE PUBLIC : PASSAGE EN BASSE TENSION ET EN POINTS LUMINEUX A ECONOMIE D'ENERGIE - FONTENAY-SOUS-BOIS (94)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	100 000,00 € HT	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FONTENAY SOUS BOIS
Adresse administrative : 4 ESP LOUIS BAYEURTE
94120 FONTENAY /S BOIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-François VOGUET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 avril 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé des travaux est motivée par la nécessité de réaliser ces travaux de manière urgente, leur utilité économique, pratique et sécuritaire ne pouvant être discutée.

Description :
La commune de Fontenay-sous-Bois (53 424 habitants - INSEE 2016) propose l'opération « Rénovation du réseau d'éclairage public : passage en basse tension et en points lumineux à économie d'énergie ».

Fontenay-sous-Bois dispose d'un réseau haute tension datant de l'immédiat après-guerre, conçu pour supporter 1 500 luminaires. Le développement de la commune a nécessité d'étendre et de transformer ce réseau pour gérer plus de 4 300 candélabres aujourd'hui. Dans ces conditions, le réseau peut présenter des défaillances.

Par ailleurs, la ville a élaboré un plan d'actions dans le cadre de son Agenda 21 afin de préserver le cadre de vie de ses habitants en s'engageant dans des démarches de développement durable et en souhaitant atteindre un objectif de forte réduction de la consommation énergétique.

C'est à ce titre que la rénovation de l'éclairage public s'est inscrite dans un programme pluriannuel depuis 2014 devant se poursuivre jusqu'en 2022. En 2016, le passage en basse tension représentait 22 km du

réseau de la ville, contre 26 km fonctionnant encore en haute tension.

Afin de poursuivre la transformation engagée, les travaux prévus dans la présente opération concernent le programme 2019-2020 de mise en basse tension du réseau de 40 rues, associés à une campagne de remplacement de luminaires (ou points lumineux) à économie d'énergie, certifiés "basse consommation".

La création du réseau basse tension d'éclairage public nécessite notamment des travaux d'enfouissement des câbles, la fourniture et la pose des candélabres neufs et d'armoires électriques adaptées.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux de la présente opération est estimé à 2 026 000,00 € HT, plafonné à 100 000,00 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

- FONTENAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	2 026 000,00	100,00%
Total	2 026 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FARNCE	50 000,00	2,47%
SIPPEREC (SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LES ENERGIES ET LES RESEAUX DE TELECOMMUNICATIONS)	88 800,00	4,38%
COMMUNE	1 887 200,00	93,15%
Total	2 026 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-261

DOSSIER N° EX043430 - CAR - ISOLATION THERMIQUE DU CENTRE ADMINISTRATIF MARCEL CACHIN - COMMUNE D'IVRY SUR SEINE (94)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-452004-1700
Action : 452004016- Contrat d'aménagement régional - Environnement - Actions territorialisées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	861 999,00 € HT	34,80 %	300 000,00 €
	Montant total de la subvention		300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'IVRY SUR SEINE
Adresse administrative : ESPLANADE GEORGES MARRANE
94200 IVRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur PHILIPPE BOUYSSOU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2019 - 30 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune d'Ivry-sur-Seine (60 771 habitants-INSEE 2016) propose l'opération « Isolation thermique du centre administratif Marcel Cachin »
Dans le cade de la transition énergétique et du plan Climat Energie voté en 2011 par la commune, l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments est devenue une priorité. Le Centre Administratif Marcel Cachin regroupe le commissariat de la Police Nationale, le Tribunal d'Instance ainsi que divers services municipaux. Pour cette opération, la ville souhaite améliorer le bâtiment tout en lui conservant son aspect architectural.
En effet, malgré certains aménagements et des rénovations déjà effectués, les locaux nécessitent des travaux d'isolation thermique. Les travaux réalisés permettront ainsi d'offrir de meilleures conditions d'accueil des usagers et de travail pour les agents.
La réhabilitation thermique de l'ensemble du projet portera sur l'isolation de toutes les faces extérieures, le remplacement de l'ensemble des menuiseries. La performance minimale souhaitée est du niveau BBC rénovation à 104kWh/m2/an.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 2 154 995 € HT, plafonné à 1 000 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 30%.

Localisation géographique :

- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	2 154 995,00	100,00%
Total	2 154 995,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	300 000,00	13,92%
METROPOLE DU GRAND PARIS	1 077 497,00	50,00%
COMMUNE	777 498,00	36,08%
Total	2 154 995,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-261

DOSSIER N° EX043432 - CAR - TRAVAUX DE VOIRIE RUE HOCHE - COMMUNE D'IVRY SUR SEINE (94)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 245 293,00 € HT	50,00 %	622 646,50 €
	Montant total de la subvention		622 646,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'IVRY SUR SEINE
Adresse administrative : ESPLANADE GEORGES MARRANE
94200 IVRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur PHILIPPE BOUYSSOU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2019 - 30 avril 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune d'Ivry-sur-Seine (59 572 habitants-INSEE 2015) propose l'opération «Travaux de voirie rue Hoche ».

La rue Hoche est une rue importante, longue de 600 m, elle représente à elle seule près de 1% de la totalité de la voirie de la commune. L'objectif premier de cette opération est d'apaiser la circulation routière et de réaménager les espaces publics en sécurisant un passage piéton à proximité d'un équipement scolaire. Pour cela, la voie sera limitée à 30 km/h tout du long et un plateau surélevé sera réalisé aux abords de l'école. Les modes de circulation active piétons-cycles seront promus. Il s'agit aussi d'améliorer l'impact environnemental de cette voie. La ville a mis en place une carte des trames vertes urbaines et d'alignement d'arbres existante et à créer sur un territoire particulièrement urbanisé. Pour la rue Hoche il est donc prévu, dans la partie la moins contraignante, de créer un alignement d'une vingtaine d'arbres. En outre, l'ensemble de l'éclairage public sera transformé en technologie LED, ce qui permettra ainsi de diminuer les coûts de fonctionnement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 1 245 293,00 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 132 085,00	90,91%
ETUDES ET CONCEPTIONS	113 208,00	9,09%
Total	1 245 293,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	622 646,50	50,00%
COMMUNE	622 646,50	50,00%
Total	1 245 293,00	100,00%

DOSSIER N° EX041489 - CAR - AMENAGEMENT D'UN LOCAL ASSOCIATIF - CHARS (95)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	177 030,00 € HT	50,00 %	88 515,00 €
	Montant total de la subvention		88 515,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHARS
Adresse administrative : RUE DE GISORS
95750 CHARS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Danièle ROUX, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Chars (population municipale : 2 142 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Aménagement d'un local associatif".

Sur la commune de Chars est implantée, en milieu rural, une antenne du secours populaire qui vient en aide à une population importante concernant plus de 25 foyers représentant environ 75 personnes. L'organisation du fonctionnement de la distribution (alimentaire et non alimentaire) n'est plus fonctionnelle à ce jour dans le local actuellement attribué en rez-de-chaussée de la mairie.

Après avoir procédé aux mesures du linéaire utile et recensé les besoins en termes de stockage pour les différents événements annuels (stocks, alimentaire et non alimentaire, matériel de rangement : réfrigérateurs et armoires, jeux de Noël), la commune a considéré que le local servant de remise au presbytère correspondait à la fois aux besoins et à la discrétion attendue par le public concerné.

Le projet consiste donc à réhabiliter un bâti appelé « remise » d'une surface de plancher d'environ 50 m2 sur un espace situé au nord de la cour du presbytère.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 177 030 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

- CHARS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	177 030,00	100,00%
Total	177 030,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	88 515,00	50,00%
DEPARTEMENT DU VAL D'OISE SOLLICITÉ	35 406,00	20,00%
COMMUNE	53 109,00	30,00%
Total	177 030,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-261

DOSSIER N° EX041490 - CAR - AMENAGEMENT D'UN LOCAL CULTUREL ET DE LOGEMENTS LOCATIFS DANS L'ANCIEN PRESBYTERE - CHARS (95)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	482 424,00 € HT	50,00 %	241 212,00 €
	Montant total de la subvention		241 212,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: COMMUNE DE CHARS
Adresse administrative	: RUE DE GISORS 95750 CHARS
Statut Juridique	: Commune
Représentant	: Madame Danièle ROUX, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Chars (population municipale : 2 142 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Aménagement d'un local culturel et de logements locatifs dans l'ancien presbytère".

Le presbytère est situé dans le centre bourg sur l'axe principal qui traverse la commune. Jouxtant l'Église Saint-Sulpice, il bénéficie d'une architecture simple mais de qualité.

La restructuration du bâtiment s'inscrit dans un ensemble cohérent prenant en compte son lien avec l'église et le parvis.

Le projet de reconversion de l'ancien presbytère retenu par la commune comprend l'aménagement en rez-de-chaussée d'un local culturel et d'une petite salle de réunion attenante, en remplacement de l'actuel équipement culturel, situé en mairie dans un local très exigu et aujourd'hui inadapté.

Il est programmé au premier étage la création d'un logement de type T2 et au second étage la création d'un logement de type T4 donnant sur le jardin du presbytère.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux incluant les honoraires s'élève à 482 424 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :
- CHARS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	419 500,00	86,96%
ETUDES-HONORAIRES	62 924,00	13,04%
Total	482 424,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	241 212,00	50,00%
DEPARTEMENT DU VAL D'OISE SOLLICITÉ	96 485,00	20,00%
COMMUNE	144 727,00	30,00%
Total	482 424,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-261

DOSSIER N° EX044668 - CAR - REHABILITATION DU GROUPE SCOLAIRE DU CENTRE - MERY-SUR-OISE (95)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 120 952,00 € HT	50,00 %	560 476,00 €
	Montant total de la subvention		560 476,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MERY SUR OISE
Adresse administrative : 14 AVENUE MARCEL PERRIN
95540 MERY-SUR-OISE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre-Edouard EON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 février 2019 - 30 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception et de géomètre, identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Méry-sur-Oise (9 841 habitants - Insee 2016) propose l'opération suivante «Réhabilitation de l'école du centre » située près du centre-ville et de la mairie.
Elle est implantée sur deux parcelles séparées par une rue (Courtil Bajou) qui distinguaient « l'école élémentaire des filles » de « l'école élémentaire des garçons » jusqu'aux années soixante. L'école se compose de six classes de primaire pour 180 élèves.

Les travaux, se répartissant de la façon suivante :

- Ecole du centre élémentaire filles:
1) Rénovation des locaux existants
2) Démolition des sanitaires extérieurs et du préau existant et reconstruction de nouveaux sanitaires dont PMR (40m² environ) et d'un préau (60 m² environ)
3) Démolition d'un garage sur la parcelle à l'arrière du bâtiment pour faciliter l'accès au jardin potager

pédagogique en lieu et place du garage
4) Réhabilitation d'un logement à l'étage

- Ecole du centre élémentaire garçons :
1) Démolition d'un bâtiment préfabriqué (142 m²) regroupant une salle de classe, une médiathèque, des sanitaires, une réserve et une chaufferie.
2) Démolition du bâtiment servant de local de stockage de 30 m²
3) Réalisation d'un bâtiment en ossature bois comprenant :
- salle de classe de 60 m²
- médiathèque de 60 m²
- toilettes d'environ 40 m²
- local de stockage d'environ 10 m²
4) Réaménagement du foyer des anciens en périscolaire (170 m²)

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 1 142 305,00 € HT, plafonné à 1 120 952,00 € HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :
- MERY-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 006 396,00	88,10%
HONORAIRES	135 909,00	11,90%
Total	1 142 305,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	560 476,00	49,07%
DEPARTEMENT 95 - Sollicité	235 399,92	20,61%
COMMUNE	346 429,08	30,33%
Total	1 142 305,00	100,00%

DOSSIER N° EX044777 - CAR INSTALLATION D'AIRES DE JEUX- MERY-SUR-OISE (95)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	90 564,00 € HT	50,00 %	45 282,00 €
	Montant total de la subvention		45 282,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MERY SUR OISE
Adresse administrative : 14 AVENUE MARCEL PERRIN
95540 MERY-SUR-OISE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre-Edouard EON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Méry-sur-Oise (9 841 habitants - INSEE 2016) propose l'opération «Installation d'aires de jeux».

L'attractivité d'un territoire passe par la mise à disposition de la population d'équipements adéquats ; afin de rendre Méry-sur-Oise encore plus attractif aux jeunes ménages, il convient de réhabiliter voire de reprendre les équipements dédiés.

La commune prévoit l'installation d'aires de jeux sur 2 sites différents : Vaux et Maubuisson.

Le parc de loisirs de Vaux se trouve à la limite de l'urbanisation, entre une importante zone pavillonnaire et les champs et face à un groupe scolaire. Ce positionnement lui confère un rôle majeur pour les loisirs dans ce secteur. Le parc de Maubuisson se trouve au coeur du tissu pavillonnaire, composé d'anciennes fermes et de bâti plus récent, issu de différents types d'extensions urbaines

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 213 060 € HT plafonné à 90 564 € HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :

- MERY-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	213 060,00	100,00%
Total	213 060,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	45 282,00	21,25%
DEPARTEMENT 95 -Solliité	42 612,00	20,00%
COMMUNE	125 166,00	58,75%
Total	213 060,00	100,00%

DOSSIER N° EX044971 - CAR AMENAGEMENT DU POLE JEUNESSE - MERY-SUR-OISE (95)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	71 333,00 € HT	50,00 %	35 666,50 €
	Montant total de la subvention		35 666,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MERY SUR OISE
Adresse administrative : 14 AVENUE MARCEL PERRIN
95540 MERY-SUR-OISE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre-Edouard EON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 juin 2018 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (géomètre), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Méry-sur-Oise (9 841 habitants - INSEE 2016) propose l'opération « Aménagement du pôle jeunesse »
La réhabilitation de l'accueil périscolaire du groupe scolaire de Vaux permettra le transfert de l'actuel centre de loisirs maternel situé dans l'équipement de la Luciole.
La réhabilitation de l'accueil périscolaire du groupe scolaire de Vaux consiste à réhabiliter l'actuelle structure (composé de deux bâtiments : un dénommé bungalow avec deux salles et l'autre composé de trois salles et de sanitaires) qui accueille les temps péri et extra-scolaire de l'école pour l'adapter aux activités du centre de loisirs maternel notamment le mercredi.
Cet équipement accueillera :
- 80 enfants de maternelle en accueil de loisir sans hébergement (ALSH) le mercredi,
- 41 enfants de maternelle en accueil périscolaires
- 67 enfants en élémentaires chaque jour en périscolaire.

Les aménagements extérieurs sont également prévus avec notamment la création d'un espace vert de

100m², l'installation d'un jeu éducatif, la pose d'un revêtement sol souple, l'installation d'un visiophone, création de sanitaires, création d'un portillon, dépose des faux plafonds, remplacement de portes extérieures..
Le site de la Luciole représente une surface intérieure de 389 m² et une surface extérieure de 1 119 m² soit un total de 1 508 m². Le site de Vaux représente une surface intérieure de 430 m² et la surface extérieure de 200 m² soit un total de 630 m².

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le cout des travaux est estimé à 223 837 € HT plafonné à 71 333 € HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :
- MERY-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	209 501,00	93,60%
HONORAIRES	14 336,00	6,40%
Total	223 837,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	35 666,50	15,93%
DEPARTEMENT 95-sollicité	47 005,77	21,00%
COMMUNE	141 164,73	63,07%
Total	223 837,00	100,00%

DOSSIER N° EX044972 - CAR MISE EN VALEUR DE LA PLACE DE LA MAIRIE - MERY SUR OISE (95)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	317 151,00 € HT	50,00 %	158 575,50 €
	Montant total de la subvention		158 575,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MERY SUR OISE
Adresse administrative : 14 AVENUE MARCEL PERRIN
95540 MERY-SUR-OISE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre-Edouard EON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception et de géomètre, identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Méry-sur-Oise (9 841 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Mise en valeur de la place de la mairie".
Afin de redynamiser le centre-ville, la commune souhaite s'engager dans une opération de requalification du parvis de la Mairie en lien avec le patrimoine afin d'y accueillir un marché de plein vent.

Les travaux consistent à :
- Valoriser la place par l'installation de pavés en grès en lieu et place des plaques bétons des années 70. Ces pavés remettent en jeu l'aspect patrimonial du lieu (parc, château et centre-ville classé en zone protégée par l'ABF). Un jeu de calepinage sera mis en place pour créer du mouvement sur la place aux abords du monument aux morts et de l'entrée de la mairie.
- Réaménager l'espace avec du mobilier urbain : pots, bancs, corbeilles et une fontaine.
- Mise en valeur de l'arbre dit de la liberté.
- Plantation de haies basses et de petits massifs aux abords du bâti.

- Organisation un marché et ses stationnements.

Le marché sera installé tous les samedis matins sur cette place et notamment sur la partie réhabilitée en calepinage pavé. Ces pavés seront équipés d'œillets afin de recevoir les tubulaires nécessaires à l'installation des tentes de marché.
La Commune escompte pouvoir accueillir 10 à 12 commerçants notamment de la région afin de privilégier les circuits courts et donc les produits locaux.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 317 151 € HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :
- MERY-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	317 151,00	100,00%
Total	317 151,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	158 575,50	50,00%
DEPARTEMENT 95-sollicité	63 430,20	20,00%
COMMUNE	95 145,30	30,00%
Total	317 151,00	100,00%

DOSSIER N° EX037690 - CAR - CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE SPECTACLE -COMMUNE DE PUISEUX-EN-FRANCE (95)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 200 000,00 € HT	50,00 %	600 000,00 €
	Montant total de la subvention		600 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PUISEUX-EN-FRANCE
Adresse administrative : PL JEAN MOULIN
95380 PUISEUX-EN-FRANCE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Yves MURRU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2018 - 30 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, géomètre, sondage, frais de dossier.. etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable . La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune (3493 habitants - Insee 2016) propose un projet de construction d'une salle de spectacle. La commune dispose d'une salle pouvant accueillir moins de 200 personnes. La salle actuelle n'a pas vocation à recevoir des spectacles de niveau professionnel et surtout ne permet pas l'accueil des personnes à mobilité réduite.
La nouvelle salle de spectacle (862 m²) sera construite sur un terrain communal jouxtant le gymnase André Malraux. D'une capacité de 300 personnes assises, elle accueillera des concerts, des spectacles de danse ou de musique, professionnels ou amateurs.
De plus, le site bénéficie d'un parking existant de 66 places.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération est estimé à 1 933 610 € HT (honoraires compris). Le montant de la subvention régionale maximum est de 600 000 €, soit 50% de la base subventionnable correspondant à 1 200 000 € HT.

Localisation géographique :
- PUISEUX-EN-FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 681 400,00	86,96%
HONORAIRES	252 210,00	13,04%
Total	1 933 610,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	660 000,00	34,13%
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ROISSY PAYS DE FRANCE - Acquis	144 275,00	7,46%
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ROISSY PAYS DE FRANCE - Sollicité	91 225,00	4,72%
DEPARTEMENT 95 - Acquis	240 000,00	12,41%
COMMUNE	798 110,00	41,28%
Total	1 933 610,00	100,00%

Annexe n°4 à la délibération : tableau des CAR figurant en annexe n°3 à la délibération n° CP 2019-183 du 22 mai 2019, modifiée

77 SEINE-ET-MARNE			
MONTEVRAIN	EX044821	Requalification des espaces publics du centre-bourg	400 000,00
	EX044820	Agrandissement et réhabilitation de l'école du Verger et du CLSH	600 000,00
		Total subvention	**1 000 000,00**
78 YVELINES			
ABLIS	EX044528	Construction d'un nouveau cimetière	282 017,50
	EX044425	Rénovation des toilettes de l'école élémentaire et rénovation des menuiseries	126 758,75
	EX044526	Aménagement et extension de la mairie (salle accueillant le conseil municipal et la salle des mariages et 3 bureaux)	91 223,75
		Total subvention	**500 000,00**
ANDRESY	EX044963	Rénovation et mise aux normes du complexe socio-culturel et sportif Louise Weiss	**450 000,00**
	EX044962	Extension et mise aux normes du groupe scolaire Denouval	**450 000,00**
		Total subvention	**900 000,00**
LA VERRIERE	EX044393	Réfection de voiries du village (rue de Chevreuse, rue de la plaine, rue de la rigole) et abords de la mosquée	21 558,00
	EX044375	Création d'une crèche	478 442,00
		Total subvention	**500 000,00**
LES-CLAYES-SOUS-BOIS	EX044620	Construction d'une halle de marché couvert	700 000,00
	EX044621	Réalisation d'une aire de stationnement et place publique	200 000,00
		Total subvention	**900 000,00**
91 ESSONNE			
CHILLY-MAZARIN	EX044095	Construction d'un centre technique municipal	600 000,00
	EX044096	Construction d'une salle polyvalente	300 000,00
		Total subvention	**900 000,00**
GIF-SUR-YVETTE	EX044499	Rénovation thermique de l'équipement culturel "salle de la Terrasse"	385 000,00
	EX044497	Rénovation du groupe scolaire du Centre	515 000,00
		Total subvention	**900 000,00**
MONTGERON	EX044605	Réfection de voiries (quartier de l'Ermitage)	547 975,00
	EX044604	Restructuration et rénovation de l'espace Jules Ferry	281 727,00
		Total subvention	**547 975,00**
MONTLHERY	EX044781	Réalisation d'une école primaire	530 000,00
	EX044783	Aménagement des abords du pôle sportif et scolaire de la Plaine	370 000,00
		Total subvention	**900 000,00**
93 SEINE-SAINT-DENIS			

COUBRON	EX044227	Réaménagement du rez-de-chaussée de la Maison de la Nature	130 000,00
	EX044226	Création d'un ALSH	410 000,00
	EX044225	Création d'une médiathèque	160 000,00
		Total subvention	**700 000,00**
		TOTAL DOTATION	**7 747 975,00**

Acte rendu exécutoire le 5 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc145666-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-253

DU 3 JUILLET 2019

100 QUARTIERS INNOVANTS ET ÉCOLOGIQUES : DEUXIÈME RAPPORT POUR 2019
AIDE À L'INGÉNIERIE TERRITORIALE : QUATRIÈME RAPPORT POUR 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Urbanisme ;

VU Le Code de l'Environnement ;

VU Le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du Schéma directeur de la région Île-de-France ;

VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le contrat de plan État Région 2015-2020 ;

VU La délibération n° CR 58-15 du 19 juin 2015 relative à la mise en œuvre du volet territorial du contrat de plan Etat Région 2015-2020 ;

VU La délibération n° CP 15-605 du 8 octobre 2015 relative aux modalités de mise en œuvre du soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité (aide à l'ingénierie) du volet territorial du CPER Ile-de-France 2015-2020 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 « simplifier le fonctionnement du Conseil régional »;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 43-16 du 17 mars 2016 approuvant la création d'une aide régionale pour l'aménagement de 100 quartiers innovants et écologiques ;

VU Le rapport n° CR 90-16 du 16 juin 2016 relatif au règlement de l'aide régionale pour l'aménagement de 100 quartiers innovants et écologiques ;

VU La délibération n° CP 16-403 du 12 octobre 2016 relative au soutien aux dynamiques territoriales intégrant la convention de financement-type

VU La délibération n° CP 16-609 du 16 novembre 2016 relative à la première session des 100 quartiers innovants et écologiques : désignation des lauréats et affectations de crédits ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par délibérations n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018.

VU La délibération n° CP 2017-272 du 5 juillet 2017 relative à la deuxième session des 100 quartiers innovants et écologiques: désignation des lauréats et affectations de crédits (première et deuxième sessions); dernières affectations de crédits relatifs aux projets « nouveaux quartiers urbains » ;

VU La délibération n° CP 2017-534 du 22 novembre 2017 relative à la désignation des lauréats de la troisième session des 100 quartiers innovants et écologiques - affectation de crédits pour les quartiers innovants et écologiques des première et deuxième sessions ;

VU La délibération n° CP 2018-290 du 4 juillet 2018 relative aux 100 quartiers innovants et écologiques - désignation des lauréats de la quatrième session et attribution de subventions ;

VU La délibération n° CP 2018-519 du 21 novembre 2018 relative aux 100 quartiers innovants : quatrième rapport pour 2018 - aide à l'ingénierie territoriale : troisième affectation pour 2018 ;

VU La convention-cadre relative au quartier innovant et écologique « Vieux Pays-Soleil Levant » à Aulnay-sous-Bois conclue avec la commune d'Aulnay-sous-Bois, approuvée par la délibération n° CP 16-609 ;

VU Le premier avenant à la convention-cadre relative au quartier innovant et écologique « Vieux Pays-Soleil Levant » à Aulnay-sous-Bois conclue avec l'EPT Terres d'envol, approuvée par la délibération n° CP 2018-519 ;

VU Les conclusions du Comité technique des 100 quartiers innovants et écologiques qui s'est tenu le 19 mars 2019 ;

VU Les conclusions du Jury des 100 quartiers innovants et écologiques qui s'est tenu le 8 avril 2019 ;

VU Le règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-253 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Sélectionne au titre de la **sixième session du dispositif « 100 quartiers innovants et écologiques »**, les deux projets dont la liste et les tableaux d'actions, fixant le montant de la dotation régionale maximum consacrée à la réalisation des opérations prévues, sont présentées en annexe n°1. Il s'agit des :
- Quartier « La Vallée » à Châtenay-Malabry (92) porté par l'EPT Vallée Sud Grand Paris et la commune de Châtenay-Malabry, et
- Quartier « Sud - Les Navigateurs » à Choisy-le-Roi (94) porté par l'EPT Grand Orly Seine Bièvre et la commune de Choisy-le-Roi.

Subordonne le versement des subventions à la signature de conventions-cadres avec les porteurs des projets de quartiers selon le modèle-type adopté par la délibération n° CR 90-16 du 16 juin 2016 susvisée et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 2 :

Approuve le deuxième **avenant**, ci-joint en annexe 2, à la convention-cadre susvisée portant sur le quartier innovant et écologique «Vieux Pays- Soleil Levant» à Aulnay-sous-Bois et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 3 :

Décide, au titre de l'**aide régionale « 100 quartiers innovants et écologiques »**, de participer au financement des 7 opérations détaillées dans les fiches projets ci-jointes en annexe 3 pour un montant prévisionnel maximum de **10 321 818,06 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la conclusion de conventions conformes aux modèles-types adoptés par la délibération n° CP 2017-272 susvisée, soit la convention bipartite en cas de maîtrise d'ouvrage directe, soit la convention tripartite en cas de maîtrise d'ouvrage déléguée à un aménageur, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de 10 321 818,06 € disponible sur le chapitre budgétaire 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 «Agglomérations et villes moyennes», programme PR 52-001 (452001) «Territoires stratégiques », action 452001076 «Cent quartiers innovants et écologiques», du budget 2019.

Cette affectation relève du Contrat de Plan 2015–2020, volet 6 «Volet territorial», sous-volet 61 « Stratégie d'accompagnement des territoires bâtisseurs », projet 611 « Accompagnement des territoires bâtisseurs »

Article 4 :

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions définies à l'article 3 de la présente délibération à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 5 :

Décide au titre du dispositif **« Soutien aux dynamiques territoriales : aide à l'ingénierie du volet territorial du CPER Ile-de-France 2015–2020 »**:

- de conclure avec l'Etat et la Communauté de communes du Provinois (77) la convention-cadre ci-jointe en annexe n°4;

- de participer au financement d'une opération détaillée dans la fiche projet ci-jointe en annexe n°5 pour un montant prévisionnel maximum de **56 000 €.**

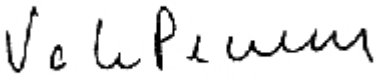
Subordonne l'attribution de la subvention définie ci-dessus à la signature avec son bénéficiaire de la convention cadre, objet du premier alinéa du présent article, et à la conclusion d'une convention conforme à la convention de financement-type adoptée par la délibération du 12 octobre 2016 susvisée, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017.

Autorise la Présidente du Conseil régional à signer les conventions définies au présent article.

Affecte une autorisation de programme de 56 000 €, disponible sur le chapitre 905 «Aménagement des territoires», code fonctionnel 52 «Agglomération et villes moyennes», programme PR 52-001 (452001) «Territoires stratégiques», action 452001086 «Soutien aux dynamiques territoriales», du budget 2019.

Cette affectation relève du Contrat de Plan 2015–2020, volet 6 «Volet territorial», sous-volet 62 «Accompagner les territoires péri-urbains, ruraux et les pôles de centralité», projet 621 «Soutien aux dynamiques territoriales».

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n°1 – Liste et tableaux des lauréats de la sixième session des 100 quartiers innovants et écologiques

Quartier « La Vallée » à Châtenay-Malabry (92) porté par l'EPT Vallée sud Grand Paris et la commune de Châtenay-Malabry

Nom de l'opération	Bénéficiaire de la subvention	Dates prévisionnelle de début de projet	Date prévisionnelle de fin de projet	Estimation du coût en € HT	Subvention régionale attendue (en €)
Groupe scolaire, cuisine centrale, centre de loisirs, espaces sportifs mutualisés (en partie en béton de terre)	Commune de Chatenay-Malabry	Début des travaux : mai 2020	Livraison : Septembre 2022	14 760 000 €	3 750 000 €
Construction d'une Ecolo-Crèche	Commune de Chatenay-Malabry	Début des travaux : mars 2020	Septembre 2021	1 300 000 €	250 000 €
			total	16 060 000 €	**4 000 000 €**

Option retenue par le candidat : taux de subventionnement régional maximum de 30%

Quartier « Sud - Les Navigateurs » à Choisy-le-Roi (94) porté par l'EPT Grand Orly Seine Bièvre et la commune de Choisy-le-Roi

Nom de l'opération	Bénéficiaire de la subvention	Dates prévisionnelle de début de projet	Date prévisionnelle de fin de projet	Estimation du coût en € HT	Subvention régionale attendue (en €)
Réalisation d'un équipement phare innovant à vocation Socio-culturelle	Commune de Choisy-le-Roi ou EPT Grand Orly Seine Bièvre	2020	2022	10 440 000 €	3 132 000 €
Réalisation d'espaces publics paysagers	Commune de Choisy-le-Roi ou EPT Grand Orly Seine Bièvre	2021	2023	2 922 039	868 000 €
			total	13 362 039 €	**4 000 000 €**

Option retenue par le candidat : taux de subventionnement régional maximum de 30%

Annexe n°2 –Avenant à la convention-cadre du quartier innovant et écologique « Vieux Pays- Soleil Levant » à Aulnay-sous-Bois

QUARTIER INNOVANT ET ECOLOGIQUE « VIEUX PAYS- SOLEIL LEVANT »
A AULNAY-SOUS-BOIS
CONVENTION CADRE

AVENANT N°2

La Région d'Ile-de-France, représentée par Madame Valérie Pécresse, Présidente du Conseil Régional, en vertu de la_____,

Ci-après dénommée « *La Région* »

d'une part

L'EPT Terres d'Envol, représenté par Bruno Beschizza, Président de l'Etablissement Public Territorial, en vertu de _____

Ci-après dénommée *« le porteur de projet* »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

La Convention-cadre « 100 quartiers innovants et écologiques » pour le quartier Vieux Pays- Soleil Levant à Aulnay-sous-Bois, qui a pris effet le 16 novembre 2016, soit à la date de la délibération régionale n° CP 16-609 du 16 novembre 2016 qui a décidé de sa conclusion, portée à l'origine par la Commune d'Aulnay-sous-Bois et reprise par l'EPT Terres d'envol depuis le 1er janvier 2018,

L'approbation d'un avenant n°1 à cette convention-cadre approuvée par la délibération régionale n° CP 2018-519.

La nécessité de changer le bénéficiaire et la localisation d'une des actions prévues en annexe à cette convention, c'est l'objet du présent avenant.

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article 1 :

L'annexe 1 « Programme d'actions » de la convention, fait l'objet de cet avenant et est modifiée comme suit :
-le terme « Commune d'Aulnay-sous-Bois» est remplacé par «Sequano »
-l'intitulé de l'action « coulée verte (partie communale)» est remplacé par «coulée verte Nord ».

L'annexe ci-jointe comporte cette modification et remplace celle annexée initialement à la convention

Article 2 :

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Le présent avenant comporte une annexe : « Programme d'actions » de la convention-cadre « 100 quartiers innovants et écologiques » pour le quartier Vieux Pays- Soleil Levant à Aulnay-sous-Bois.

Fait en 2 exemplaires originaux

Le _____ Le _____

Pour **l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol**,

Le Président de l'EPT
Bruno Beschizza

Pour **la Région Ile-deFrance**,

La Présidente du conseil régional
Valérie Pécresse

Annexe « Programme d'actions » de la convention convention-cadre « 100 quartiers innovants et écologiques » pour le quartier Vieux Pays- Soleil Levant à Aulnay-sous-Bois.

Nom de l'opération	Bénéficiaire de la subvention	Date prévisionnelle de début de projet	Date prévisionnelle de fin du projet	Estimation du coût en € HT	Subvention régionale attendue
Extension école du Bourg et centre de loisir	Sequano Aménagement	01/01/2018	31/12/2024	2 000 000,00	600 000,00
Coulée verte (partie aménageur)	Sequano Aménagement	01/01/2018	31/12/2020	2 841 677,00	852 503,10
Coulée verte Nord	Sequano Aménagement	15/04/2019	15/12/2021	10 371 000,00	2 071 807,90
			Total	15 212 677,00	**3 524 311,00**

Option retenue par le candidat : taux de subventionnement régional maximum de 30%
La subvention régionale vient en déduction de la part supportée par la collectivité concédante.

Annexe n°3 – Fiches projets 100 quartiers innovants et écologiques

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-253

DOSSIER N° EX044958 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - EXTENSION DU GROUPE SCOLAIRE DE L'EAU VIVE - LIEUSAINT (77)

Dispositif : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés) (n° 00001023)
Délibération Cadre : CR90-16 du 17/06/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-1700
Action : 452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	6 100 000,00 € HT	25,41 %	1 550 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 550 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LIEUSAINT
Adresse administrative : 50 RUE DE PARIS
77127 LIEUSAINT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Michel BISSON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2018 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, bureau de contrôle, SPS, SSI etc.), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Lieusaint (13 363 habitants – INSEE 2016), propose l'opération « Extension du groupe scolaire de l'Eau Vive ».

Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions de l' « Ecoquartier de l'Eau Vive », porté par la commune de Lieusaint, lauréate de la cinquième session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" désignée par la CP 2018-519 du 21 novembre 2018. Quatre opérations sont inscrites dans le programme de la convention-cadre du quartier, totalisant un montant prévisionnel maximal de subventions régionales de 4 000 000 €.

Livré en 2009 et accompagnant l'arrivée des habitants de la 1ère phase de l'écoquartier de l'Eau Vive, ce

groupe scolaire de 15 classes (5 en maternelle et 10 en élémentaire) nécessite une extension afin de pouvoir accueillir les populations nouvelles attendues avec la 2nd phase de l'écoquartier. Aussi, la présente opération consistera en la création de 7 classes supplémentaires au total (2 en élémentaire et 5 en maternelle) ainsi qu'à doubler la capacité du restaurant scolaire, passant de 250 à 500 couverts / jour.

Situé sur un terrain d'une surface totale de 12 026 m2, les travaux envisagés porteront sur le réaménagement intérieur du groupe scolaire pour la création de salles de classes, la construction d'un bâtiment neuf pour le nouveau restaurant scolaire ainsi que le réaménagement des abords (repositionnement du plateau d'EPS et du city stade, augmentation du stationnement avec place PMR). L'extension représentera une surface de 3 659 m2, portant le groupe scolaire à 15 685 m². Respectant l'identité visuelle des bâtiments existants pour l'agrandissement des espaces pédagogiques, le parti architectural retenu pour le restaurant scolaire est celui d'un grand volume vitré doté de formes sinueuses, soutenu par une structure "parapluie" en ossature bois.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", la commune de Lieusaint a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% maximum dans la limite de 4 M€ de subvention sur l'ensemble du quartier.

Localisation géographique :

- LIEUSAINT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	5 125 000,00	84,02%
Honoraires techniques (maîtrise d'oeuvre, bureau de contrôle, CSPS, SSI etc.)	975 000,00	15,98%
Total	6 100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	1 550 000,00	25,41%
EPA Sénart (participation)	3 850 000,00	63,11%
Commune de Lieusaint	700 000,00	11,48%
Total	6 100 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX044959 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES -CREATION D'UN PARCOURS SANTE SPORTS CULTURE ET BIODIVERSITE - LIEUSAINT (77)

Dispositif : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés) (n° 00001023)
Délibération Cadre : CR90-16 du 17/06/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-1700
Action : 452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	800 000,00 € HT	30,00 %	240 000,00 €
	Montant total de la subvention		240 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE LIEUSAINT
Adresse administrative	:	50 RUE DE PARIS 77127 LIEUSAINT
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Michel BISSON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Lieusaint (13 363 habitants – INSEE 2016), propose l'opération « Création d'un parcours santé, sports, culture ».

Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions du quartier « Ecoquartier de l'Eau Vive », porté par la commune de Lieusaint, lauréate de la cinquième session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" désignée par la CP 2018-519 du 21 novembre 2018. Quatre opérations sont inscrites dans le programme de la convention-cadre du quartier, totalisant un montant prévisionnel maximal de subventions régionales de 4 000 000 €.

Afin d'animer l'écoquartier de l'Eau Vive et sensibiliser ses habitants sur trois dimensions essentielles du vivre-ensemble souhaitées par la municipalité, il est prévu la création d'un parcours "santé, sports, culture". Prenant pour lieu de départ principal la plaine de jeux, espace de convivialité central de l'écoquartier, 3 parcours thématiques dédiés au bien-être et au sport (boucle de 6 km environ), à la culture (2 boucles de 4 et 6 km) ainsi qu'à l'environnement et la biodiversité (boucle de 14 km) jalonneront l'ensemble du territoire communal.

Co-construits entre les services de la ville, la communauté éducative locale et les associations locales - environnementales, sportives et culturelles-, ces parcours seront constitués d'équipements variés à même de susciter la promenade et découvrir les nombreuses richesses et aménités de la commune. Il pourra s'agir d'un mobilier urbain durable et adapté à tous, d'une signalétique thématique (patrimoine local, biodiversité, sports et santé), de structures de jeux et de loisirs, d'agrès de street work-out ou de type "physio-parc" pour les séniors ou de dispositifs favorisant la biodiversité en ville (nichoirs à oiseaux et/ou chauves-souris, hôtels à insectes etc.).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", la commune de Lieusaint a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% maximum dans la limite de 4 M€ de subvention sur l'ensemble du quartier.

Localisation géographique :

- LIEUSAINT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements et travaux	800 000,00	100,00%
Total	800 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	240 000,00	30,00%
Commune de Lieusaint	560 000,00	70,00%
Total	800 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX044935 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - EXTENSION DE L'AMENAGEMENT SUR L'EMPRISE DE L'ANCIENNE USINE TEZIER-CLAUSE : phase 2 - BRETIGNY-SUR-ORGE (91)

Dispositif : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés) (n° 00001023)
Délibération Cadre : CR90-16 du 17/06/2016
Imputation budgétaire : 905-52-20422-452001-1700
Action : 452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	4 060 000,00 € HT	29,86 %	1 212 410,16 €
	Montant total de la subvention		1 212 410,16 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SORGEM SOC ECONOMIE MIXTE DU VAL D'ORGE
Adresse administrative	:	157 ROUTE DE CORBEIL 91700 SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS
Statut Juridique	:	Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant	:	Monsieur FR D RIC PETITTA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 30 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Brétigny-sur-Orge (26 275 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Extension de l'aménagement sur l'emprise de l'usine Tezier-Clause".

Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions de l'écoquartier « CLAUSE BOIS BADEAU », porté par la Ville de Brétigny-sur-Orge, lauréat de la troisième session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" désigné par la CP 2017-534. Les 3 opérations sont inscrites dans le programme de la convention-cadre du quartier, totalisant un montant prévisionnel maximal de subventions régionales de 4 000 000 €.

Suite à une première phase portant sur la démolition et au désamiantage des anciens bâtiments industriels de l'usine Tezier-Clause, cette seconde phase consiste en l'aménagement des espaces publics et le prolongement du parc Bois Badeau. La présente subvention portera ainsi sur la conception et la réalisation du prolongement des espaces publics actuellement en cours d'études par la SORGEM, aménageur en charge du projet, en particulier sur deux secteurs, pour un montant total de 4 060 000 €HT:

- La finalisation du parc Bois Badeau, dont tous les tracés qui le composent ont vocation à être prolongés jusqu'à la place Garcia Lorca et la gare ;
- Le prolongement et la finalisation des espaces publics attenants : l'avenue Lévi-Strauss, l'avenue Yourcenar, la rue Charpak, l'extrémité ouest de la place Garcia Lorca et le jardin des Sorbiers.

Le lancement de ces travaux est prévu en juillet 2019, pour se finaliser au premier trimestre 2020. Ils accompagneront la construction de logements dont certains disposeront de rez-de-chaussée commerciaux pour une livraison projetée en 2022.

Sur le quartier "Clause Bois Badeau", 4 stagiaires ou alternants sont déjà accueillis par les porteurs du projet, 2 sont rattachés à une opération déjà votée à la CP 2018-93 du 16 mars 2018 au bénéfice de la SORGEM et 2 seront à rattacher à une opération au bénéfice de la Ville de Brétigny. Il n'y a donc pas d'obligation "100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens" attachée à cette action.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", la commune de Brétigny-sur-Orge a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% maximum dans la limite de 4 M€ de subvention sur l'ensemble du quartier.

Localisation géographique :
- BRETIGNY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux (HT)	3 750 000,00	92,36%
Honoraires techniques (HT)	310 000,00	7,64%
Total	4 060 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	1 212 410,16	29,86%
SORGEM	2 847 589,84	70,14%
Total	4 060 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-253

DOSSIER N° EX044960 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - CREATION D'UNE FERME URBAINE / SERRE MARAICHERE - EPINAY-SOUS-SENART (91)

Dispositif : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés) (n° 00001023)
Délibération Cadre : CR90-16 du 17/06/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-1700
Action : 452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	1 697 000,00 € HT	18,86 %	320 000,00 €
	Montant total de la subvention		320 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'EPINAY SOUS SENART
Adresse administrative : 8 RUE SAINTE-GENEVIEVE
91860 EPINAY-SOUS-SENART
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Georges PUJALS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune d'Epinay-sous-Sénart (12 760 habitants – INSEE 2016), propose l'opération « ferme urbaine / serre maraîchère ».

Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions du quartier « Cœur de ville – Cinéastes / La Plaine », porté par la commune d'Epinay-sous-Sénart, lauréate de la quatrième session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" désigné par la CP 2018-290 du 4 juillet 2018. Les 3 opérations sont inscrites dans le programme de la convention-cadre du quartier, totalisant un montant prévisionnel maximal de subventions régionales de 2 533 016 €.

Le présent projet a pour objectif la réalisation d'un ensemble maraicher indépendant d'une surface totale de culture de 636 m², implanté sur le toit du pôle commercial situé au nord de l'ilot « Cœur de ville ». Cette ferme urbaine se positionnera au croisement des rues Victor Hugo et Anatole France et deviendra un véritable signal urbain et architectural, symbole du renouvellement du « Cœur de ville » et de la requalification des quartiers en politique de la ville que sont les Cinéastes et La Plaine.

La volumétrie et l'orientation du projet sont réfléchies en intégrant l'exigence d'économies d'énergies,

l'emploi de matériaux renouvelables et la forte inertie thermique du bâtiment. Il intègrera également la démarche de « chantier vert ». En référence à l'histoire de la ville, la volumétrie de cette ferme urbaine se composera de verrières à « double pente » s'inspirant des corps de ferme de l'Abbaye Sainte-Geneviève, patrimoine local d'avant l'urbanisation des années 1960. Les matériaux utilisés seront le verre feuilleté pour la serre et l'acier galvanisé pour la charpente. Enfin, le jardin potager extérieur, attenant aux serres, sera réfléchi également en termes paysager.

En dehors des surfaces dédiées aux cultures, la ferme urbaine comprendra :
- un local de 10 m² env. pour la station de fertilisation et l'échangeur thermique, situés en RDC,
- un local de 20 m² env., pour du stockage d'approvisionnements ou de produits en attente de livraison, en RDC,
- une zone de locaux sociaux de 40 m² env. situés en RDC et comprenant un bureau, des vestiaires/sanitaires et une salle du personnel de 10 m².

Sur le quartier "Cœur de ville – Cinéastes / La Plaine", 4 stagiaires ou alternants sont déjà accueillis par la ville d'Epinay-sous-Sénart, ils sont rattachés à des opérations déjà votées à la CP 2018-519 du 21 novembre 2018. Il n'y a donc pas d'obligation "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" attachée à cette action.

Détail du calcul de la subvention :
Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", la commune d'Epinay-sous-Sénart a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% maximum dans la limite de 4 M€ de subvention sur l'ensemble du quartier.

Localisation géographique :
- EPINAY-SOUS-SENART

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux HT	1 532 000,00	90,28%
Maitrise d'oeuvre HT	165 000,00	9,72%
Total	1 697 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	320 000,00	18,86%
Ville d'Epinay-sous-Sénart	1 377 000,00	81,14%
Total	1 697 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX044942 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - CONSTRUCTION DU GROUPE SCOLAIRE DES BELLES VUES - OLLAINVILLE/ARPAJON (91)

Dispositif : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés) (n° 00001023)
Délibération Cadre : CR90-16 du 17/06/2016
Imputation budgétaire : 905-52-20422-452001-1700
Action : 452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	7 357 000,00 € HT	21,58 %	1 587 600,00 €
	Montant total de la subvention		1 587 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SORGEM SOC ECONOMIE MIXTE DU VAL D'ORGE
Adresse administrative	:	157 ROUTE DE CORBEIL 91700 SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS
Statut Juridique	:	Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant	:	Monsieur FREDERIC PETITTA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2017 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (étude de programmation, honoraires de maitrise d'œuvre SAM Architecture, coordination de chantier, bureau de contrôle, géomètre etc.), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La Communauté d'agglomération Coeur d'Essonne Agglomération (196 960 habitants – INSEE 2016), propose l'opération « Groupe scolaire des Belles Vues ».

Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions du quartier « ZAC Les Belles Vues », situé à cheval entre Arpajon et Ollainville et porté par la Communauté d'agglomération Coeur d'Essonne Agglomération, lauréate de la quatrième session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" désignée par la CP 2018-290 du 4 juillet 2018. Les 4 opérations sont inscrites dans le programme de la convention-cadre du quartier, totalisant un montant prévisionnel maximal de subventions régionales de 4 000 000 €.

La SORGEM est l'aménageur désigné maitre d'ouvrage délégué pour la réalisation de ce projet d'écoquartier. Elle sera bénéficiaire de 3 des 4 actions inclusent dans la convention-cadre "100 quartiers innovants et écologiques".

Portée par la SORGEM, la présente opération consiste en la construction d'un groupe scolaire située au sein de la ZAC des Belles Vues, sur la commune d'Ollainville. Bâtie sur une emprise d'environ 10 500 m2, l'équipement scolaire d'une surface totale de 2 500 m2 comprendra 10 classes (4 classes de maternelle et 6 classes d'élémentaire) et des espaces associés (restauration, espaces mutualisés, accueil périscolaire et locaux techniques) dimensionnés pour accueillir jusqu'à 12 classes.

Ce groupe scolaire sera un bâtiment modulable et ouvert (permettant de constituer une polarité du futur quartier et de mutualiser les usages de ses habitants) et conçu de manière évolutive (dimensionnement pour 12 classes facilitant les futures extensions du bâtiment). Il sera un bâtiment à énergie positive (obtention du label BEPOS visée), comportant des toitures solaires photovoltaïques et végétalisées. Enfin, il sera conçu suivant la méthode de travail build intelligence modeling (BIM) afin d'intégrer dès l'origine l'ensemble des acteurs de la chaine de conception au suivi du bâtiment en phase fonctionnement.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", la Communauté d'agglomération Coeur d'Essonne Agglomération a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% maximum dans la limite de 4 M€ de subvention sur l'ensemble du quartier.

Localisation géographique :
- OLLAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	5 699 600,00	77,47%
Honoraires techniques	1 367 442,00	18,59%
Aléas	289 958,00	3,94%
Total	7 357 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	1 587 600,00	21,58%
SORGEM	5 769 400,00	78,42%
Total	7 357 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-253

DOSSIER N° EX045038 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES-ACTION DE CONSTRUCTION D UN EQUIPEMENT SPORTIF ET CULTUREL-CLICHY-LA-GARENNE (92)

Dispositif : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés) (n° 00001023)
Délibération Cadre : CR90-16 du 17/06/2016
Imputation budgétaire : 905-52-20422-452001-1700
Action : 452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	21 496 504,00 € HT	15,54 %	3 340 000,00 €
	Montant total de la subvention		3 340 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEM 92 CITALLIOS
Adresse administrative : 65 RUE DES TROIS FONTANOT
92000 NANTERRE CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant : Monsieur HERVE GAY, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2019 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : « Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études de conception et de maîtrise d'oeuvre, identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage. »

Description :
Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions du quartier "ZAC du bac d'Asnières ", porté par l'établissement public territorial Boucle Nord de Seine, lauréat de la cinquième session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" désigné par la CP 2018-519 du 21 novembre 2018.

La réalisation de l'équipement sportif et polyvalent est prévue sur un terrain situé à l'angle du quai de Clichy et de la rue Paul Dupont.
Le futur équipement répondra à des besoins sportifs et de loisirs de proximité et à l'échelle de la ville et pourra accueillir dans sa grande salle multifonction :
• Des manifestations sportives (handball, basket, volley, boxe) pour des jauges comprises entre 1100 et 2600 places assises.
• Des spectacles pour une jauge maximale d'environ 2500 spectateurs assis/debout.

L’équipement disposera aussi d’un plateau sportif annexe (19X32), d’une salle d’escalade, et de 3 terrains de squash, un espace de restauration/convivialité. Les activités sportives répondent à des besoins de clubs et aussi à des pratiques individuelles (escalade, squash).

Outre des spectacles (concerts, comédies musicales, one man show), ce nouvel équipement a également vocation à accueillir des réunions (conférences, séminaires).

Cet équipement est exemplaire en termes d’accueil d’activités et de manifestations sportives handisport.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", l'EPT Boucle Nord de Seine et la commune de Clichy-la-Garenne ont retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% maximum dans la limite de 4 M€ de subvention sur l'ensemble du quartier.

Localisation géographique :
- CLICHY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	20 853 674,00	97,01%
HONORAIRES	642 830,00	2,99%
Total	21 496 504,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	3 340 000,00	15,54%
CITALLIOS	17 456 504,00	81,21%
CNDS	700 000,00	3,26%
Total	21 496 504,00	100,00%

DOSSIER N° EX045052 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - COULEE VERTE NORD- AULNAY-SOUS-BOIS (93)

Dispositif : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés) (n° 00001023)
Délibération Cadre : CR90-16 du 17/06/2016
Imputation budgétaire : 905-52-20422-452001-1700
Action : 452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	10 371 000,00 € HT	19,98 %	2 071 807,90 €
	Montant total de la subvention		2 071 807,90 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SEQUANO AMENAGEMENT
Adresse administrative	:	15-17 PROMENADE JEAN ROSTAND 93022 BOBIGNY
Statut Juridique	:	Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant	:	Monsieur Michel FOURCADE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions du quartier " Vieux Pays- Soleil Levant", lauréat de la première session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" désigné par la CP 16-609 du 16 novembre 2016. Il s'agit de la réalisation de la coulée verte Nord du quartier. Cette action se substitue à la coulée verte sud et fait l'objet d'un deuxième avenant à la convention-cadre relative au quartier " Vieux Pays- Soleil Levant".

Le porteur de ce quartier, désormais l'EPT Paris Terres d'Envol, présente cette dernière action de ce programme, réalisé dans le cadre de la ZAC Mitry Princet, dont la maîtrise d'ouvrage est confiée à Sequano par concession.

Cette opération permet l'intervention sur les espaces publics en vue de connecter le secteur aux corridors verts de la Ville et de la promenade des parcs du Département. Elle participe au désenclavement du quartier vers le nord et donne ainsi de la lisibilité aux déplacements. Elle permet également de poursuivre les efforts réalisés pour soutenir la copropriété « la Morée » en apportant une réponse aux nombreux dysfonctionnements constatés aux abords extérieurs de ses bâtiments.

L’aménagement qualitatif des espaces publics repose sur la création d'une liaison douce nord-sud, et la préservation de la qualité paysagère du site (héritage arboré) et relie le quartier au parc du Sausset.

La mise en lien des équipements (scolaire, culturel, de service) permet d’améliorer la lisibilité de ces aménités et offre une animation séquentielle des espaces publics.

Deux phases sont identifiées:
Phase 1 : La requalification de l’axe central du secteur (rue du 8 mai 1945, square de la Morée et une place nouvelle)
Phase 2 - aménagements projetés dans le cadre de la concession d’aménagement : La requalification des voiries du secteur par le renforcement du caractère jardiné du site et la création d'une voie le long du parc sportif, entre l'avenue de Savigny et la rue des Lilas.

Le montant des travaux comprend notamment les travaux préparatoires, la requalification de voiries et d’espaces publics, les interventions sur les réseaux, le mobilier et les aires de jeux, ainsi que les espaces verts.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", l'EPT Terres d'Envol et la commune d'Aulnay-sous-Bois ont retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% maximum dans la limite de 4 M€ de subvention sur l'ensemble du quartier.

Localisation géographique :
- AULNAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	10 371 000,00	100,00%
Total	10 371 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	2 071 807,90	19,98%
SEQUANO	8 299 192,10	80,02%
Total	10 371 000,00	100,00%

Annexe n°4 – Convention-cadre d'aide à l'ingénierie territoriale sur le territoire de la Communauté de communes du Provinois

CONVENTION CADRE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU VOLET TERRITORIAL DU CONTRAT DE PLAN ETAT-REGION ILE-DE-FRANCE 2015-2020 : MODALITES DE SOUTIEN AUX DYNAMIQUES TERRITORIALES PERIURBAINES, RURALES ET DES PÔLES DE CENTRALITE (AIDE A L'INGENIERIE) SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PROVINOIS

régissant les rapports entre les financeurs et les EPCI pour la mise en œuvre du volet territorial du Contrat de plan Etat-Région 2015-2020 relatives aux modalités de soutien aux dynamiques territoriales périurbaine, rurales et des pôles de centralité (aide à l'ingénierie)

Entre

La Région Ile-de-France, représentée par la Présidente du Conseil Régional, dûment mandatée par délibération n° CP 2019-253 du 3 juillet 2019

L'Etat, représenté par le Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris

La Communauté de communes du Provinois représentée par son Président, dûment habilité par délibération n°2/52 du Conseil communautaire en date du 05/04/2019

APRES AVOIR RAPPELE

La Région et l'État partagent l'objectif de faire de l'Ile-de-France une région attractive, compétitive et solidaire. Le nouveau modèle urbain ancré dans le développement durable doit permettre de répondre dès aujourd'hui à l'amélioration de la qualité de vie des Franciliens, tout en anticipant les évolutions démographiques, culturelles, économiques, comme institutionnelles. Le schéma directeur de la région (SDRIF) « l'Ile-de-France 2030 » pose les bases stratégiques et réglementaires nécessaires à la mise en œuvre de ce projet partagé. Le CPER 2015-2020 définit les modalités pour y parvenir.

En particulier, le volet territorial du CPER renouvelle l'intervention de l'Etat et de la Région auprès des territoires et constitue un levier majeur de mise en œuvre du SDRIF, du Nouveau Grand Paris des transports, du plan de mobilisation sur le logement et du schéma régional de l'habitat et de l'hébergement (SRHH).
Le volet territorial du CPER 2015-2020 permettra à l'Etat et la Région d'intervenir sur l'ensemble de l'Ile-de-France de manière adaptée selon les territoires.

Dans la perspective de conforter le système multipolaire francilien, de renforcer la complémentarité avec la Métropole du Grand Paris et d'accompagner les recompositions intercommunales, la Région et l'Etat proposent d'accompagner les territoires périurbains, ruraux et les pôles de centralité dans la définition de leurs projets et l'inscription de leurs stratégies dans les grands enjeux régionaux de planification et d'aménagement. Ils ont créé à cette fin dans le cadre du volet territorial du CPER 2015-2020 une aide d'un montant total de 10M€ financée à parité entre l'Etat et la Région.

Les orientations du SDRIF et du CPER 2015-2020 visent notamment :

- la réduction des inégalités territoriales, sociales et environnementales ;
- le renforcement de la construction de logements et notamment de logements sociaux et ce, dans une perspective de ville intense et durable alliant mobilité, équipements, services et loisirs ;
- une organisation urbaine durable, répondant aux enjeux de mutations climatique et énergétique en limitant notamment l'étalement urbain et en préservant les espaces naturels et agricoles ;

- l'articulation étroite entre les projets d'aménagement et le réseau des transports en commun, existant et à venir, afin de maximiser l'effet de levier du Nouveau Grand Paris des transports en matière d'aménagement du territoire ;
- la participation des projets locaux aux enjeux de développement des grands bassins de vie infrarégionaux, notamment à travers la structuration de l'espace rural autour des pôles de centralité et la déclinaison des orientations du SDRIF à l'échelle des « Territoires d'intérêt métropolitain ».

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet :

- de définir le programme d'études et de prestations du territoire de la Communauté de communes du Provinois au regard des objectifs du territoire, de l'état d'avancement de son projet de structuration du territoire et des objectifs du SDRIF,
- de prévoir les modalités de partenariat,
- de définir les conditions d'attribution des aides de la Région et de l'Etat.

Article 2. Rappel des objectifs du territoire

Situé à l'extrême est de la Seine-et-Marne, le territoire jouxte les départements de la Marne et de l'Aube. Créée en 2013, la communauté de communes du Provinois est issue de la fusion des communautés de communes de la Guilde Economique Rurale de la Brie Est, et du Provinois étendu à la commune de Chalautre-la-Grande. Elle regroupe 40 communes et comprend 34 490 habitants en 2014 sur un peu plus de 62 900 hectares.

Ainsi, dans le contexte général de lutte contre le changement climatique, la Communauté de communes du Provinois souhaite s'engager dans l'élaboration d'un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) à l'échelle de son territoire. Elle bénéficiera d'un accompagnement du groupement d'intérêt public départemental ID77.

La Communauté de communes est compétente en matière de transports. Sur son territoire, plusieurs lignes de transport sont proposées, dont la ligne 9 sur le réseau Probus, qui dessert la ville de Provins principalement. Ce réseau a une vocation mixte scolaire et rabattement vers les gares pour les actifs et desserte des quartiers d'habitation, zones d'activités, commerces, équipements. L'extension et les ajustements du réseau ont rendu ce dernier très complexe et peu lisible, la Communauté de communes du Provinois souhaite désormais le restructurer. Elle souhaite donc réaliser un programme d'études visant à avoir une réflexion sur la desserte des établissements scolaires et la possible extension de cette ligne aux communes périphériques.

La Communauté de communes du Provinois souhaite prendre en compte le développement du vélo sur le territoire, qui peut être utilisé comme outil de promotion territoriale et de développement touristique, et vecteur de bien-vivre en Provinois.

Le programme d'études doit permettre de déterminer un projet d'aménagement cyclo-touristique global et cohérent sur l'ensemble du territoire. L'objectif est de modifier les habitudes de déplacement en développant les infrastructures dédiées au vélo en travaillant sur les liaisons douces entre deux bourgs principaux ainsi que pour le rabattement vers les équipements et les gares ainsi qu'entre les communes proches les unes des autres.

Article 3. Engagements de la Communauté de communes du Provinois

La **Communauté de communes du Provinois** s'engage à :

- Mettre en œuvre le programme d'études et de prestations annexé à la présente convention (annexe 1),
- Adresser à l'Etat ou la Région, au plus tard un an après la signature de la présente convention, la première demande de subvention pour la mise en œuvre du programme annexé (annexe 1),
- Informer l'Etat et la Région de l'avancée du programme d'études et de prestations et fournir, avant l'élaboration des conventions de financement, les cahiers des charges des études ainsi qu'une fiche synthétique selon le modèle établi,
- Informer l'Etat et la Région des prestataires retenus pour la réalisation des études et prestations inscrites au programme annexé et du montant effectif de la prestation,
- Associer l'Etat et la Région au suivi des études,
- Prendre l'initiative, au moins une fois par an, d'organiser un comité de pilotage tel que prévu en article 6.1 de la présente convention,
- Transmettre, préalablement à la tenue d'un comité de pilotage, à l'Etat et la Région un tableau de bord mentionnant, pour chaque étude ou prestation engagée, son coût, son suivi financier, son planning actualisé, les modalités de restitution et de communication,
- Communiquer le rendu final des études à l'Etat et à la Région en amont du bilan final partagé,
- Etablir, au terme de la convention, un bilan final partagé de la démarche.

Article 4. Engagement de la Région

La Région s'engage à soutenir, au titre du volet territorial du CPER 2015-2020, sous réserve des fonds régionaux disponibles, dans la limite du budget régional et sur approbation de sa commission permanente, le programme d'études et de prestations annexé dans la présente convention pour un montant prévisionnel de **56 000 € (annexe 1)**.

Ce montant correspond au financement de 70 % de l'étude sur la réalisation du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), d'un montant estimé à 80 000 euros HT.

Une « convention de financement » est établie pour chaque étude ou ensemble d'études entrant dans le programme d'études et de prestations validé sur la base d'une demande formalisée du signataire et du bénéficiaire accompagnée du/des cahiers des charges et d'une fiche synthétique. La subvention est accordée par un vote en commission permanente.

Article 5. Engagement de l'Etat

L'Etat s'engage à soutenir, au titre du volet territorial du CPER 2015-2020, sous réserve de la disponibilité des crédits et de leur inscription en loi de finances pour les années N +1 et N + 2, au titre du programme 112 « impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire », le programme d'études et de prestations figurant dans la présente convention pour un montant prévisionnel de **35 000 € (annexe 1),** représentant **20** % du coût total des études et prestations.

Ce montant correspond au financement de 70% de la réalisation de l'étude de faisabilité de la restructuration et de l'extension du réseau « Probus » - ligne 9 (Provins, Saint-Brice, Rouilly, Poigny, Sourdrun, Chalautre-la-Petite et Soisy-Bouy) de la Communauté de communes du Provinois, d'un montant estimé à 50 000 euros HT.

L'Etat s'engage à soutenir, au titre du volet territorial du CPER 2015-2020, sous réserve de la disponibilité des crédits et de leur inscription en loi de finances pour les années N +1 et N + 2, au titre du programme 112 « impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire », le programme d'études et de prestations figurant dans la présente convention pour un montant prévisionnel de **32 900 € (annexe 1),** représentant **19** % du coût total des études et prestations.

Ce montant correspond au financement de 70% de la réalisation de l'étude de faisabilité d'un projet d'aménagement de liaisons douces sur l'ensemble du territoire de la Communauté de communes du Provinois, d'un montant estimé à 47 000 euros HT.

Une « convention de financement » est établie pour chaque étude ou ensemble d'études entrant dans le programme d'études et de prestations validé sur la base d'une demande formalisée du maître d'ouvrage accompagnée du/des cahiers de charges et d'une fiche synthétique.

Article 6. Gouvernance, suivi et réajustements

6.1. Gouvernance

Le comité de pilotage se réunit au minimum une fois par an à l'initiative du ou des signataires. Il associe, a minima, les instances locales/ maîtres d'ouvrage, la Région et l'Etat.

Le comité de pilotage donne un avis sur l'opportunité des études proposées au regard de la stratégie régionale en Ile-de-France portée par l'Etat et la Région et au regard du degré de structuration du territoire. Il s'informe du contenu et du rendu des études menées, du bon avancement de la convention et des financements mobilisés.

Les structures d'ingénierie existantes, le cas échéant, sur ces territoires (PNR, EPA, agences d'urbanisme…) seront associées à l'élaboration du programme d'études et participeront, autant que nécessaire, au comité de pilotage.

6.2. Suivi

Le suivi technique a lieu tout au long du déroulement de la présente convention pour s'assurer de la cohérence des programmes d'études, de leur avancement, du respect du calendrier initial, de l'engagement des financements et pour préparer les comités de pilotage.

L'Etat et la Région sont destinataires du rendu final de toutes les études inscrites au programme d'études.

Pour faciliter le contrôle de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds mobilisés, par l'Etat et la Région ou par toute personne habilitée à cet effet, les instances locales s'engagent à faciliter l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les maîtres d'ouvrage devront conserver l'ensemble des pièces justificatives des opérations pendant 10 ans à compter de l'expiration de la convention.

6.3. Réajustements

Les engagements respectifs des partenaires peuvent être réajustés chaque année dans le cadre des « comités de pilotage ». Selon l'importance des évolutions, elles peuvent donner lieu à la signature d'un avenant.

Article 7. Communication

7.1. Communication régionale

Le(s) signataire(s) s'engagent :

- Pour toute publicité et communication concernant le projet entrant dans le cadre de la convention, à mentionner la participation de la Région ainsi que celle des autres financeurs (Etat, Collectivités Territoriales, fonds FSE…) et à apposer le logotype de la Région Ile-de-France conformément à la charte graphique régionale sur tous les supports.
- Concernant les sites web, à positionner la mention et le logotype en page d'accueil et permettre le lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.
- Dans le cadre des évènements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention, à faire expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, les maîtres d'ouvrage s'engagent à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

7.2: Communication de l'Etat

Le(s) signataire(s) s'engagent :

- Pour toute publicité et communication concernant le projet entrant dans le cadre de la convention, à mentionner la participation de l'Etat ainsi que celle des autres financeurs (Région Ile-de-France, Collectivités Territoriales, fonds FSE…) et à apposer le logo de l'Etat sur tous les supports.
- Concernant les sites web, à positionner la mention et le logotype en page d'accueil et permettre le lien avec le site institutionnel de la Préfecture de région d'Ile-de-France.
- Dans le cadre des évènements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention, à faire expressément référence à l'implication de l'Etat selon les règles définies ci-dessus. De même, les maîtres d'ouvrage s'engagent à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'Etat.

Article 8. Date d'effet et durée de la convention

La convention-cadre expire au terme d'une durée de 3 ans à compter de la date de la dernière signature de la convention cadre. Celle-ci est prorogeable par avenant dans la limite de la durée du Contrat de plan Etat-Région Ile-de-France 2015-2020.

Toute convention-cadre n'ayant pas fait l'objet d'une demande d'exécution de la part du (ou des) signataire(s) auprès de l'Etat ou de la Région, un an après sa signature est résiliée de droit.

Pour la Région, la convention de financement qui découle de la convention-cadre peut être présentée au vote dès la commission permanente d'approbation de la convention-cadre.

Article 9. Résiliation de la convention

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation des études et prestations.
La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'accusé de réception, sauf :

- si, dans ce délai, les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure,

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis défini ci-dessus, les parties s'engagent au strict respect des obligations que leur assigne la présente convention.

La résiliation de la convention est effective après l'arrêt définitif des comptes et, le cas échéant au regard des conclusions dudit arrêté, la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région et/ou par l'Etat.

Article 10.

Tout litige qui ne peut recevoir de solution amiable est déféré au tribunal administratif.

Annexe 1

A la présente convention est annexé le programme d'études et d'opérations

Fait en 3 exemplaires originaux

A	A Paris	A Saint-Ouen
Le_____	Le_____	Le_____
Pour **la Communauté de communes Du Provinois**	Pour **l'Etat,**	Pour **la Région Ile-de-France**,
Le Président Olivier LAVENKA	*Le Préfet de la Région Ile-de-France* Michel CADOT	*La Présidente du conseil régional* Valérie PECRESSE

ANNEXE 1 : Programme d'études et de prestations

Intitulé de l'étude	Maîtrise d'ouvrage	Calendrier de réalisation	Montant prévisionnel €HT annoncé	Montant de la part de la maîtrise d'ouvrage	Financement régional € HT	Financement Etat € HT	Autres co financements attendus
Elaboration du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)	CC du Provinois	Novembre 2019 – Octobre 2022	80 000 €	24 000 €	56 000 €	-	-
Etude de faisabilité sur la restructuration et de l'extension du périmètre du réseau « Probus » ligne 9 les territoires de Provins, Saint-Brice, Rouilly, Poigny, Sourdun, Chalautre-la-Petite et Soisy-Bouy	CC du Provinois	Octobre 2019 – Mai 2020	50 000 €	15 000 €	-	35 000 €	-
Etude de faisabilité d'un projet d'aménagement de liaisons douces sur l'ensemble du territoire	CC du Provinois	Novembre 2019 – Juin 2020	47 000 €	14 100 €	-	32 900 €	-

Annexe n°5 –Fiche projet Ingénierie territoriale

DOSSIER N° 19005296 - INGENIERIE TERRITORIALE - PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIAL (PCAET) - COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PROVINOIS (77)

Dispositif : Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité (n° 00000945)
Délibération Cadre : CP15-605 du 08/10/2015
Imputation budgétaire : 905-52-204141-452001-1700
Action : 452001086- Soutien aux dynamiques territoriales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	80 000,00 € HT	70,00 %	56 000,00 €
	Montant total de la subvention		56 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PROVINOIS
Adresse administrative	:	7 CR DES BENEDICTINS 77160 PROVINS
Statut Juridique	:	Communauté de Communes
Représentant	:	Monsieur Olivier LAVENKA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 novembre 2019 - 31 octobre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La communauté de communes du Provinois créée en 2003 regroupe 40 communes et comprend 34 490 habitants en 2014 sur une superficie totale 62 903,30 hectares.

De par ses compétences, la Communauté de communes du Provinois souhaite mener une réflexion sur des problématiques sectorielles (agriculture, ressources souterraines en eau potable, méthanisation, transport) en lien avec le climat et la transition énergétique.

Le programme d'études proposé au titre de l'ingénierie territoriale répond à plusieurs enjeux prioritaires relevés dans ce cadre. Il comprend l'élaboration d'un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), identifiée sur le financement de la Région et présentée dans cette fiche ; une étude de faisabilité sur la desserte des établissements scolaires et la possibilité d'extension de la ligne 9 - réseau Probus qui dessert principlement la commune de Provins identifiée sur le financement de l'Etat ; une étude de faisabilité d'un projet d'aménagement cyclo-touristique sur l'ensemble du territoire, identifiée également sur le financement de l'Etat.

Cette étude PCAET se déclinera en plusieurs phases parmi lesquelles un diagnostic, une stratégie territoriale qui définira des objectifs devant être compatibles avec ceux du Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE), un programme d'actions qui prend appui sur les compétences de la communauté de communes et des outils de suivi et d'évaluations précisant les indicateurs de territoire. L'ensemble des acteurs du territoire (élus, habitants, etc.) sera associé à cette étude.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le taux d'intervention respectif ou cumulé de l'Etat et de la Région est plafonné par étude à 70% du coût hors taxe, dans la limite de la dotation plafond définie dans le règlement (CP 15-605).

Localisation géographique :

- CC PROVINOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Soutien aux dynamiques territoriales

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PCAET	80 000,00	100,00%
Total	80 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France - CPER - Volet territorial	56 000,00	70,00%
Communauté de communes du Provinois	24 000,00	30,00%
Total	80 000,00	100,00%

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc146303-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-262

DU 3 JUILLET 2019

CITOYENNETÉ, QUARTIERS POPULAIRES ET TERRITOIRES RURAUX, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, ÉGALITÉ FEMMES HOMMES ET LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;
VU Le code de la commande publique ;
VU La loi n° 83-635 du 13 juillet 1983 portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
VU La loi n° 90-615 du 13 juillet 1990 tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe ;
VU La loi n° 2001-397 du 9 mai 2001 relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
VU La loi n° 2001-1066 du 16 novembre 2001 relative à la lutte contre les discriminations ;
VU La loi n° 2004-1486 du 30 décembre 2004 portant création de la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Egalité ;
VU La loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances ;
VU La loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations ;
VU La loi n° 2011-333 du 29 mars 2011 relative au Défenseur des Droits ;
VU La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
VU La loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ;
VU La loi n° 2016-832 du 24 juin 2016 visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale ;
VU La loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ;
VU La loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIème siècle ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional ;
VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente ;
VU La délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016 relative à la désignation des représentants du Conseil Régional dans divers organismes ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux '100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens' modifiée par les délibérations CP 2017 191 du 17 mai 2017 et CP 2018 494 du 21 novembre 2018 ;
VU La délibération n° CR 100-16 du 22 septembre 2016 relative au soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes ;
VU La délibération n° CR 167-16 du 13 octobre 2016 relative au soutien régional à la lutte contre

les violences faites aux femmes" ;
VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité modifiée par la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et la délibération n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;
VU La délibération n° CR 2017-93 du 18 mai 2017 relative à la politique de la ville rénovée ;
VU La délibération n° CP 2017-189 du 17 mai 2017 relative au soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité femmes hommes ;
VU La délibération n° CP 2018-067 du 24 janvier 2018 relative à la première affectation en faveur du centre Hubertine Auclert et approuvant la convention d'objectifs et de moyens entre la Région Ile-de-France et le Centre Hubertine Auclert ;
VU La délibération n° CP 2018-141 du 16 mars 2018 relative à l'actualisation du règlement d'intervention du dispositif « Soutien aux expressions citoyennes » ;
VU La délibération n° CP 2018-196 du 30 mai 2018 relative au dispositif de « soutien aux expressions citoyennes » adoptant la convention-type, modifiée ;
VU La délibération n° CP 2018-187 du 30 mai 2018 relative au soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité femmes hommes ;
VU La délibération n° CP 2019-404 du 17 octobre 2018 relative aux premières affectations 2018 au titre du soutien régional à la politique de la ville ;
VU La délibération n° CP 2019-069 du 19 mars 2019 relative au soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité femmes hommes ;
VU La délibération n° CP 2019-075 du 19 mars 2019 relative au soutien régional aux quartiers populaires et aux territoires ruraux ;
VU La délibération n° CP 2019-150 du 22 mai 2019 relative au soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes, et à l'adoption de la convention type et de l'annexe financière type au titre du soutien régional aux quartiers populaires et aux territoires ruraux ;
VU le budget de la Région pour 2019 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-262 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre des dispositifs « *Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes* » et « *Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes* », au financement de 6 associations, dont les projets sont détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **80.000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature par les bénéficiaires d'avenants conformes aux avenants-type adoptés par délibération n° CP 2019-150 du 22 mai 2019, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **80.000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200504 « Lutte contre les discriminations » du budget 2019.

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif « *Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants* » au financement de l'association COLOSSE AUX PIEDS D'ARGILE dont le projet est détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum de **50.000 €.**

Approuve au titre du partenariat renforcé dans le cadre de ce dispositif la convention à passer avec l'association COLOSSE AUX PIEDS D'ARGILE, présentée en annexe 2 de la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature par le bénéficiaire de la convention précitée et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **50.000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200504 « Lutte contre les discriminations » du budget 2019.

Article 3 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes » au financement des associations **STOP HOMOPHOBIE, JEUNES SEROPOTES PARIS** et **MOUSSE** dont les projets sont détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum de **85.000 €.**

Approuve les conventions spécifiques présentées en annexe 2 à la présente délibération au titre des partenariats renforcés à conclure dans le cadre de ce dispositif.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature par les bénéficiaires des conventions précitées correspondantes et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **85.000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200504 « Lutte contre les discriminations » du budget 2019.

Article 4 :

Décide d'attribuer au Centre Hubertine Auclert francilien pour l'égalité femmes/hommes une affectation de la subvention de fonctionnement inscrite au budget 2019.

Affecte une autorisation d'engagement de **144.000 €** disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200509 « Centre de ressources Egalité Femmes/Hommes - ORVF» du budget 2019.

Article 5 :

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien régional aux quartiers populaires et aux territoires ruraux » au financement, dans le cadre de partenariats renforcés, des projets détaillés

dans les fiches projets en annexe 3 à la présente délibération par l'attribution de **2 subventions** d'un montant total prévisionnel de **68.000 €**.

Subordonne le versement des subventions d'un montant supérieur à 23 000 €, à la signature d'une convention conforme à la convention type votée par délibération n° CP2019-150, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **36.000 €** disponible sur le budget 2019, chapitre budgétaire : 935 « Aménagement du territoire » Sous-fonction 51 « Politique de la ville », Programme HP-51-003 « Actions Politique de la Ville », action 15100308 « Actions Politique de la Ville ».

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **32.000 €**, disponible sur le chapitre 934 « Développement social et santé », code fonctionnel 40 « Services communs », programme HP 40-001 « Développement de la vie associative », action 14000101 « Soutien aux réseaux solidaires, associations et bénévolat » du budget 2019.

Article 6 :

Affecte une autorisation d'engagement de **3.850 €** disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200504 « Lutte contre les discriminations » du budget 2019 pour l'organisation d'un évènement médiatique en faveur de la lutte contre les discriminations.

Article 7 :

Approuve l'admission en non-valeur proposée par le comptable de la Région (la Direction régionale des finances publiques d'Ile-de-France) pour un montant de **10.000 €,** conformément à l'annexe n° 5 à la présente délibération.

Article 8 :

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien régional aux expressions citoyennes » au financement du projet de l'association DES AMIS DES NOUVELLES D'ARMENIE MAGAZINE détaillé dans la fiche projet en annexe 4 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **30.000 €.**

Approuve l'avenant-type relatif au dispositif « soutien régional aux expressions citoyennes » tel que présenté en annexe 6 à la délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature par le bénéficiaire d'un avenant conforme à l'avenant-type précité et autorise la Présidente du conseil régional à le signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **30.000 €**, disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200503 « Citoyenneté et valeurs de la République » du budget 2019.

Article 9 :

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien régional aux expressions citoyennes » au financement du projet de l'association FEDERATION DU CARNAVAL TROPICAL DE PARIS ET

D'ILE-DE-FRANCE détaillé dans la fiche projet en annexe 4 à la présente délibération par l'attribution d'une subventions d'un montant maximum prévisionnel de **35.000 €.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature par le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention-type adoptée par la délibération N° CP 2018-196 du 30 mai 2018 modifiée par avenant-type approuvé par délibération n° CP 2018-428 du 17 octobre 2018 et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **35 000 €,** disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200503 « Citoyenneté et valeurs de la République » du budget 2019.

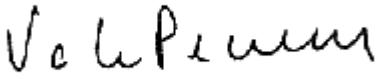
Article 10 :

Décide de modifier les dates de projet de la fiche n°EX037207 relative à la subvention attribuée au titre du soutien régional à la politique de la ville à l'association EN MARCHE lors de la CP2018-404 du 17 octobre 2018, telle que présentée en annexe 7 à la présente délibération.

Article 11 :

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : FICHES PROJETS - CONVENTIONS PLURIANNUELLES - LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, EGALITE FEMMES HOMMES, LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-262

DOSSIER N° 19006439 - Réalisation de testings dans les domaines de l'accès à la formation, à l'emploi et au logement - ANNEE 3/PROGRAMME TRIENNAL

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)
Délibération Cadre : CR100-16 du 22/09/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	111 500,00 € TTC	35,87 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DES POTES MAISON DE L EGALITE
Adresse administrative : 16 SQUARE DUNOIS 75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Samuel THOMAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Réalisation de testings dans les domaines de l'accès à la formation, à l'emploi et au logement - ANNEE 3/PROGRAMME TRIENNAL

Dates prévisionnelles : 17 mai 2019 - 16 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Le projet consiste en un prolongement des actions menées durant les deux première années et vise à à démontrer par la réalisation d'opérations de testings dans toute l'Ile-de-France, la réalité des discriminations commises à raison du sexe et de l'origine présumée (nationalité, couleur de peau, origine ultramarine, patronyme à consonance étrangère, religion présumée, adresse), dans les domaines de l'accès à l'emploi, à la formation et au logement. Il a également pour objectif d'aider des entreprises à mettre en place la bonne pratique du recrutement sans discrimination grâce à la formation anti-discrimination de ses recruteurs et d'apporter, avec le pôle de juristes experts et d'avocats de l'association, une assistance juridique aux victimes.

Les deux première années ont permis d'analyser l'étendue des discriminations à l'embauche et au logement. Cette troisième année sera ainsi dédiée à l'étude du testing à la formation : plusieurs candidats, avec leur véritable identité au CV technique identique (même diplôme préparé par le candidat, mais de sexe ou d'origine ou d'adresse différente) se présenteront auprès d'entreprises pour solliciter une période de formation.

Une centaine d'entreprises seront sollicitées sur l'ensemble de l'Ile de France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	6 000,00	5,38%
Achats non stockés de matières et fournitures	2 500,00	2,24%
Locations	15 000,00	13,45%
Documentation générale et technique	500,00	0,45%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	15 000,00	13,45%
Publicité, publications, relations publiques	5 000,00	4,48%
Transports de biens et transports collectifs du personnel	5 000,00	4,48%
Frais postaux et frais de télécommunications	2 500,00	2,24%
Frais de personnel	60 000,00	53,81%
Total	111 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	40 000,00	35,87%
Ministère de la justice	10 000,00	8,97%
Réserves parlementaires	30 000,00	26,91%
ASP	11 000,00	9,87%
Département 93	10 000,00	8,97%
Ville de Paris	10 000,00	8,97%
Fonds privés	500,00	0,45%
Total	111 500,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-262

DOSSIER N° 19006440 - Identification et accompagnement juridique des victimes de l'esclavage moderne (projet triennal - 3ème année)

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)
Délibération Cadre : CR100-16 du 22/09/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	156 480,00 € TTC	9,59 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CCEM COMITE CONTRE L'ESCLAVAGE MODERNE
Adresse administrative : 107 AVENUE PARMENTIER 75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur David DESGRANGES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : identification et accompagnement juridique des victimes de l'esclavage moderne (projet triennal - 3ème année)

Dates prévisionnelles : 17 mai 2019 - 16 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Le projet vise à identifier et accompagner des victimes d'actes d'esclavage moderne et de traite des êtres humains à des fins d'exploitation par le travail. Le projet, centré sur l'action d'identification et d'accompagnement juridique des victimes, concerne le territoire francilien et porte sur les deux axes suivants :
1- Identification et signalement :
L'identification des victimes de la traite s'effectue au travers d'indicateurs :
- charge de travail sans congé,
- absence ou insuffisance de rémunération,
- confiscation des documents d'identité,
- menaces, brimades, insultes ou toute autre violence psychologique et/ou physique,

- contrôle de relations extérieures et isolement,
- conditions de vie et de travail discriminatoires.

2- Action du pôle « juridique » : Accompagnement des victimes devant les tribunaux par la mise en œuvre de toutes procédures juridiques et judiciaires dans le but de faire condamner les auteurs et de restaurer les droits et la dignité des victimes.
L'action juridique comporte un suivi au niveau du droit pénal, social, administratif et ce, à tout niveau de juridiction. Ceci comporte notamment :
- Audience approfondie de la victime et rassemblement de pièces de preuve,
- Dépôt de plainte ou signalement au procureur,
- Suivi de la situation administrative,
- Demande d'aide juridictionnelle et identification des avocats (notamment du réseau CCEM),
- Constitution en partie civile auprès de la victime (un euro symbolique),
- Suivi de l'exécution des condamnations.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE
-

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats stockés - Matières premières et fournitures	1 156,00	0,74%
Fournitures d'entretien, petit équipement	1 055,00	0,67%
Locations	24 905,00	15,92%
Documentation	158,00	0,10%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	2 592,00	1,66%
Publicité, publications, relations publiques	1 763,00	1,13%
Déplacements, missions et réceptions	1 218,00	0,78%
Frais postaux et frais de télécommunications	2 533,00	1,62%
Catalogues, imprimés, publications	390,00	0,25%
Frais de personnel	81 890,00	52,33%
Charges sociales	31 850,00	20,35%
Aides directes aux victimes (financières, timbres, transport...)	6 970,00	4,45%
Total	156 480,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	15 000,00	9,59%
Ministère de la justice	35 000,00	22,37%
DGCS	30 000,00	19,17%
Ville de Paris	20 000,00	12,78%
Fondations privés	50 000,00	31,95%
Dons	6 480,00	4,14%
Total	156 480,00	100,00%

DOSSIER N° 19006441 - Agir pour la mixité des métiers scientifiques et techniques à tous les niveaux - ANNEE 3/PROGRAMME TRIENNAL

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)
Délibération Cadre : CR100-16 du 22/09/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	10 825,00 € TTC	46,19 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEMMES ET SCIENCES
Adresse administrative : 7 RUE LAMENNAIS
75008 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Nadine HALBERSTADT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Agir pour la mixité des métiers scientifiques et techniques à tous les niveaux - ANNEE 3/PROGRAMME TRIENNAL

Dates prévisionnelles : 17 mai 2019 - 16 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Le projet vise à faire progresser l'insertion des jeunes femmes dans les études d'ingénieurs avec un objectif de 40 à 50% en classes préparatoires scientifiques sur le territoire de la Région Ile-de-France et à analyser les verrous territoriaux explicatifs de cette situation. Il a également pour objectif de faire découvrir les métiers scientifiques et techniques aux jeunes filles en utilisant des arguments leur correspondant. Enfin, il a pour objet de soutenir les jeunes femmes à la jonction fin d'études-vie professionnelle et de soutenir les femmes dans leur vie professionnelle pour casser les codes conduisant au plafond de verre.

La première année et la deuxième année ont été dédiées à la constitution et à la finalisation des ressources : livrets, films et flyers :
- Livret "Osez les sciences" pour les collèges et lycées ;
- Livret "Les idées reçues" pour parents et professeurs,

- Films courts de parcours de filles que l'association complète avec des parcours d'hommes ;
- Livret "accompagnant" à l'usage des professeurs d'établissement scolaire (diffusé sur les sites You tube et ONISEP) ;
- quiz ; jeux.

La troisième année permettra de diffuser ces outils créés visant les parcours d'études et professionnelles et ciblant 14 métiers différents. Ces films sont projetés lors d'interventions auprès du jeune public. Afin de piloter le projet 4 responsables de l'association interviendront et travailleront avec la Région afin de prévoir une demi-journée par an sur ce thème avec les directeurs d'établissement scolaires, les conseillers d'orientation et les professeurs des matières scientifiques pour en débattre et définir des actions concrètes.

En parallèle l'association déploie une activité de mentorat en Ile-de-France pour les doctorantes dans une perspective d'insertion.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières et fournitures	200,00	1,85%
Publicité, publications, relations publiques	2 000,00	18,48%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	1 900,00	17,55%
Transports, déplacements, missions	300,00	2,77%
Frais postaux et frais de télécommunications	100,00	0,92%
Frais de personnel	6 025,00	55,66%
Fourniture d'entretien, petit équipement	300,00	2,77%
Total	10 825,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	5 000,00	46,19%
Ministère MESRI-MEN	1 500,00	13,86%
Délégation Régionale aux Droits des Femmes	1 000,00	9,24%
DGCS	1 000,00	9,24%
Fonds privés	2 325,00	21,48%
Total	10 825,00	100,00%

DOSSIER N° 19006442 - Accueil, accompagnement et soutien psychologique des femmes victimes de violences conjugales dans une démarche de reconstruction (projet triennal - 3ème année))

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes (n° 00000990)
Délibération Cadre : CR167-16 du 13/10/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes	60 600,00 € TTC	8.25 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PAROLES DE FEMMES – LE RELAIS
Adresse administrative : 10 AVENUE DU NOYER LAMBERT
91300 MASSY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Stéphane REGIS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Accueil, accompagnement et soutien psychologique des femmes victimes de violences conjugales dans une démarche de reconstruction en synergie avec les aides juridiques, hébergement et relogement (projet triennal - 3ème année)

Dates prévisionnelles : 17 mai 2019 - 16 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Le projet vise à diversifier les modes de prise en charge des femmes victimes de violences conjugales avec ou sans enfant. Il a ainsi pour objet la reconduite du projet initié en 2017 et 2018, soit :

1. Le renforcement du soutien psychologique en augmentant les permanences :

Cet entretien se réalise de manière individuelle, régulière et par étape afin de donner le temps nécessaire pour permettre à la femme victime de mettre des mots sur les violences subies, de retrouver la confiance en elle-même, son autonomie et la réappropriation de sa vie. Cet accompagnement l'aidera également à se ré-approprier son rôle de parent. Le soutien psychologique à apporter aux femmes victimes de violences conjugales est nécessaire dans le cadre d'un accompagnement global et intervient en synergie avec les autres aides que l'association leur apporte dans le cadre de démarches administratives, économiques, juridiques, etc.

2. La relance d'un ou plusieurs groupes de paroles animés par des professionnels de disciplines différentes (relaxologue ou sophrologue, juriste, médecin animatrice, etc..).

Ces groupes de parole interviennent en complément du soutien psychologique, les femmes exprimant souvent le désir de poursuivre le travail de reconstruction dans un temps d'échanges collectifs. Il permet de sortir de l'isolement, de développer la solidarité entre les femmes. Les groupes à thèmes (mesures de protection, rôle des mères par rapport à l'éducation, conséquences des violences sur les enfants), alternent avec des groupes d'échange d'expériences avec d'autres femmes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Combustibles, carburants	200,00	0,33%
Fournitures d'entretien - petit équipement	300,00	0,50%
Fournitures administratives	200,00	0,33%
Documentation générale	300,00	0,50%
Frais de colloques et séminaires	200,00	0,33%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	800,00	1,32%
Catalogues, imprimés, publications	200,00	0,33%
Transports, déplacements, missions	900,00	1,49%
Frais postaux et frais de télécommunications	1 000,00	1,65%
Frais de personnel	56 500,00	93,23%
Total	60 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	5 000,00	8,25%
DRDF	13 000,00	21,45%
Ressources propres	5 600,00	9,24%
Département de l'Essonne	17 000,00	28,05%
Commune de Massy palaiseau et les Ulis	18 500,00	30,53%
CAF	1 500,00	2,48%
Total	60 600,00	100,00%

DOSSIER N° 19006443 - Renforcement de l'accompagnement pluridisciplinaire des femmes victimes de violences et amélioration du parcours vers la sortie de la violence (projet triennal - 3ème année)

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes (n° 00000990)
Délibération Cadre : CR167-16 du 13/10/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes	147 868,00 € TTC	5,07 %	7 500,00 €
	Montant total de la subvention		7 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'ESCALE - SOLIDARITE FEMMES
Adresse administrative : 6 ALLEE FRANTZ FANON
92230 GENNEVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Hélène GALLAIS, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Renforcement de l'accompagnement pluridisciplinaire des femmes victimes de violences et amélioration du parcours vers la sortie de la violence (projet triennal - 3ème année)

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Le projet vise à renforcer l'accompagnement pluridisciplinaire (social, juridique, administratif, psychologique) des femmes victimes de violences et à améliorer le parcours de celles-ci vers la sortie de la violence. Cet objectif est ainsi reconduit pour cette troisième année d'exécution via les axes suivants :

1. la mise en place d'ateliers et d'un accompagnement juridique : ces ateliers visent à la préparation aux audiences dans le cadre de procédures pénales ou civiles. Les femmes sont ainsi mises en situation afin de pouvoir comprendre le déroulé d'une audience au tribunal et le rôle des différents intervenants (avocat, parquet, JAF, JE…). Les femmes peuvent également être reçues en entretien individuel pour des informations, une meilleure compréhension des démarches juridiques en cours et préparer leurs rendez-vous avec leurs avocats (pénal et civil). L'accompagnement juridique consiste ainsi en la préparation et au soutien vers le dépôt de plainte ;

2. le renforcement du suivi psychologique et de l'écoute : les rendez-vous de suivi sont assurés par les

deux psychologues au service accueil et se déroulent sur une période de 3 semaines. Le projet permettra d'une part, d'assurer une journée d'activités supplémentaires, à minima, pour améliorer ce suivi et, d'autre part, dans l'optique d'améliorer l'accueil, de faire appel en renfort à une chargée d'accueil/écoutante sur 1,5 journée ;

3. la mise en œuvre d'entretiens et d'ateliers logement (1 demi-journée) : ces derniers seront renforcés, le nombre de femmes concernées étant en constante augmentation ;

4. le renforcement des permanences hebdomadaires dans les hôpitaux de Suresnes, du centre hospitalier Rives de Seine (Courbevoie, Neuilly, Puteaux) et de celui de Levallois Perret ;

5. l'animation et la coordination du réseau de partenaires assurées par une référente expérimentée ;

6. le renforcement des actions de formation et de sensibilisation des professionnels ;

7. le renforcement de la permanence hébergement.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures	411,00	0,28%
Eau-Gaz-Electricité	59,00	0,04%
Fournitures administratives ou d'entretien	974,00	0,66%
Locations	1 014,00	0,69%
Entretien et réparations	449,00	0,30%
Documentation	224,00	0,15%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	1 784,00	1,21%
Publicité, publications, relations publiques	264,00	0,18%
Transports de biens et transports collectifs du personnel	41,00	0,03%
Frais postaux et frais de télécommunications	698,00	0,47%
Frais de personnel	141 950,00	96,00%
Total	147 868,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	7 500,00	5,07%
Droits des femmes	21 630,00	14,63%
FIPD	24 388,00	16,49%
DRIHL	25 000,00	16,91%
ARS	20 240,00	13,69%
Département des Hauts de Seine	12 000,00	8,12%
Ville de Gennevilliers	15 000,00	10,14%
Fonds privés	22 110,00	14,95%
Total	147 868,00	100,00%

DOSSIER N° 19006444 - Renforcement d'un dispositif d'accompagnement psychologique et juridique pour les femmes et les jeunes femmes victimes de violences conjugales (projet triennal - 3ème année)

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes (n° 00000990)
Délibération Cadre : CR167-16 du 13/10/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes	58 081,00 € HT	12,91 %	7 500,00 €
	Montant total de la subvention		7 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ELLE S IMAGINE'NT
Adresse administrative : 8 RUE POIRIER DE NARCAY
75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Julie VELLA, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : renforcement d'un dispositif d'accompagnement psychologique et juridique pour les femmes et les jeunes femmes victimes de violences conjugales (projet triennal - 3ème année)

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à accueillir les femmes et jeunes femmes victimes de violences en vue d'une orientation par l'association ou vers une structure partenaire susceptible de les aider et consiste en la reconduction pour la troisième année de l'action initiée en 2017.

Il a ainsi pour objectif d'aider les femmes et jeunes femmes victimes de violences conjugales, notamment d'infraction pénale, à être accompagnées par des accueillantes, juristes et avocates (aide dans leurs démarches sociojuridiques, pénales et civiles) et à les orienter vers un dispositif spécifique pour les femmes victimes de violences conjugales avec l'association HAFB (Halte Aide Femmes Battues), partenaire de l'association Elle's Imagine'nt.

Le projet permettra un renforcement du dispositif d'accompagnement assuré par l'association, portant sur les actions décrites ci-dessous, grâce :
- à la mise en place d'une nouvelle permanence sans rendez-vous en semaine, sur une durée de 4h. Cette permanence permettra de répondre aux urgences des femmes et de les mettre en sécurité rapidement. Elle pourrait avoir lieu soit en journée (11h-15h), soit en fin de journée (15h-19h) afin de

répondre aux femmes qui travaillent,
- à l'ouverture d'un troisième groupe de parole en semaine et en soirée afin de répondre à la demande et de réduire le nombre de femmes par groupe à 8 (au lieu de 10 à 12) afin de rendre la parole plus fluide.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Eau, gaz, électricité	806,00	1,39%
Matériaux, équipements et travaux	121,00	0,21%
Fournitures et petit équipement	314,00	0,54%
Locations	12 097,00	20,83%
Charges locatives	1 210,00	2,08%
Entretien et réparations	242,00	0,42%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	685,00	1,18%
Publicité, publications, relations publiques	201,00	0,35%
Déplacements, missions et réceptions	1 945,00	3,35%
Frais postaux et frais de télécommunications	701,00	1,21%
Frais de personnel	39 759,00	68,45%
Total	58 081,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	7 500,00	12,91%
Prestations de services	3 650,00	6,28%
Crédits politique de la ville	3 000,00	5,17%
Droit des femmes	2 500,00	4,30%
FIPD	1 900,00	3,27%
Ville de Paris	14 000,00	24,10%
Fonds privés	3 771,00	6,49%
Ressources propres	21 760,00	37,46%
Total	58 081,00	100,00%

ANNEXE 2 : FICHES PROJETS ET CONVENTIONS - PARTENARIATS RENFORCES - LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, EGALITE FEMMES HOMMES ET LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Convention annuelle N°
Partenariat spécifique avec l'association Stop Homophobie
Dossier **19006519**

Au titre du Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen sur Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2019-262 du 3 juillet 2019,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : **STOP HOMOPHOBIE**
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 813611233 00012
Code APE : 94.99Z
dont le siège social est situé au : 106 RUE DE LOURMEL 75015 PARIS
ayant pour représentant Madame Valérie PLE, Présidente
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR100-16 du 22 septembre 2016 modifiée.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP2019-262 du 3 juillet 2019, la Région Île-de-France a décidé de soutenir STOP HOMOPHOBIE pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : lutte contre homophobie : accompagnement juridique des victimes et sensibilisation du grand public (référence dossier n°19006519).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50,00 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 100 000,00 €, soit un montant maximum de subvention de 50 000,00 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le suivi et l'évaluation au fur et à mesure de la réalisation du projet sur un plan quantitatif comme qualitatif seront réalisés selon les modalités suivantes : le bénéficiaire de la subvention s'engage à transmettre à la Région des données permettant d'alimenter et de vérifier la réalisation de l'action subventionnée. L'analyse des données, qui doivent être aussi exhaustives que possibles, doit constituer une base afin d'apprécier le niveau d'atteinte des objectifs définis dans l'annexe dénommée « fiche projet » ; de disposer d'une description précise et étayée des actions menées grâce aux financements apportés à l'organisme et de mesurer les résultats obtenus ainsi que les retombées indirectes des actions de l'organisme.

Le bénéficiaire s'engage également à fournir un bilan qualitatif de l'action/du projet subventionnée.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit ces offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2 .4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Présence de la mention :
Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype :
La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos…).

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la Région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole (plaque inaugurale, invitation, etc.). Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :
Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale…
Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région :
Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.

- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie et dans la limite de 40% de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et la cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise

lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- 2 justificatifs de recrutement conformément au nombre de stagiaire ou alternant mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1 janvier 2019 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 3 juillet 2019.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou, à défaut, par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Aussi, en cas de non-respect de l'article 2.5 précisant les obligations en matière de communication, la Région se réserve le droit de réclamer remboursement de tout ou partie de la subvention perçue.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP2019-262 du 3 juillet 2019.

Fait à Saint-Ouen sur Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du Conseil Régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
STOP HOMOPHOBIE
Madame Valérie PLE, Présidente

DOSSIER N° 19006519 - Lutte contre homophobie : accompagnement juridique des victimes et sensibilisation du grand public

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)
Délibération Cadre : CR100-16 du 22/09/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	100 000,00 € TTC	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STOP HOMOPHOBIE
Adresse administrative : 106 RUE DE LOURMEL
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Valérie PLE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : lutte contre homophobie : accompagnement juridique des victimes et sensibilisation du grand public

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Il existe encore en France de très nombreux cas d'homophobie, qui se manifeste par des propos haineux, des discriminations dans le travail, la famille ou le voisinage, par des violences physiques, et même parfois par des actes de séquestration, de tortures ou de meurtres.

1. Moyens mis en œuvre pour la sensibilisation du grand public :
- Edition de plusieurs sites internet pour informer et lutter contre l'homophobie en France et dans le monde ;
- Demandes de suppression de contenus haineux et diffusion de messages de tolérance sur les réseaux sociaux ;
- Réalisation de statistiques annuelles sur l'homophobie en France ;
- Création et diffusion de support de communication pour sensibiliser sur l'homophobie.

2. Moyens mis en œuvre pour l'accompagnement psychologique et juridique des victimes d'homophobie :
- Tenue d'une ligne d'écoute 24h/24 ;

- Accompagnement psychologique des victimes d'homophobie ;
- Hébergement d'urgence des victimes d'homophobie ;
- Accompagnement juridique des victimes d'homophobie (mise en relation avec un avocat spécialisé pour engager des poursuites, se constituer partie civile et obtenir une indemnisation) ;
- Prise en charge de dossiers de discrimination homophobe avec la Clinique du droit de l'Université de Nanterre.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés matières et fournitures	5 000,00	5,00%
Combustibles, carburant, alimentation	500,00	0,50%
EDF, autres fournitures	500,00	0,50%
Fournitures d'entretien, petit équipement	5 000,00	5,00%
Fournitures administratives	2 000,00	2,00%
Contrats, prestations de service	44 000,00	44,00%
Locations	10 000,00	10,00%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	1 000,00	1,00%
Publicité, publications, relations publiques	2 500,00	2,50%
Catalogues, imprimés, publications	2 500,00	2,50%
Transports, déplacements, missions	2 500,00	2,50%
Frais postaux et frais de télécommunications	500,00	0,50%
Rémunération des personnels	22 000,00	22,00%
Documentation générale et technique	2 000,00	2,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	50 000,00	50,00%
Ressources propres	40 000,00	40,00%
DILCRAH	10 000,00	10,00%
Total	100 000,00	100,00%

Convention spécifique de partenariat renforcé entre la Région Île-de-France et l'association Colosse aux pieds d'argile ANNEE 1

Dossier 19006462

ENTRE

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen sur Seine,
Représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2019-262 du 3 juillet 2019,
Ci-après dénommée « la Région »,
D'une part,

ET

Le bénéficiaire dénommé : Colosse aux pieds d'argile
Dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 80475584100017
Code APE : 9499Z
Dont le siège social est situé au : 345 rue René Loustalot 40990 SAINT PAUL LES DAX
Ayant pour représentant Monsieur Pierre DANGOUMAU, Président,
Ci-après dénommé « le bénéficiaire »,
D'autre part,

Après avoir rappelé :

La volonté de la Région Ile-de-France de développer un partenariat spécifique avec l'association Colosse aux pieds d'argile dans le cadre de son combat contre la maltraitance infantile :

Ce partenariat doit permettre à l'association de développer son action sur le territoire francilien et d'y créer une antenne territoriale.

- Axe 1 : Au titre du dispositif « Lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants » adopté par délibération n° CR 167-16 du 13 octobre 2016 modifiée, l'association interviendra au sein du mouvement sportif francilien pour former les éducateurs et sensibiliser les clubs, leurs bénévoles et leurs licenciés aux risques de pédocriminalité et de violences sexuelles sur mineurs.
  Il s'agira notamment de :
  - donner les outils nécessaires aux adultes encadrants pour identifier les victimes, recevoir leur parole et savoir agir ;
  - échanger les bonnes pratiques en particulier grâce aux outils de sensibilisation créées avec des psychologues-victimologues et des partenaires de la police et de la gendarmerie ;
  - permettre aux enfants de libérer leur parole ;
  - permettre un maillage des professionnels dans l'accompagnement des victimes, l'assistance psychologique et juridique.

  Des temps collectifs et individuels seront prévus, conformément aux modalités d'actions qui ont été développées par l'association.
  En cas de fait identifié, l'association s'engage à ce qu'un signalement aux autorités compétentes ait lieu.

- Axe 2 : L'association interviendra également dans les lycées, en lien avec les Ambassadeurs du sport qu'elle sensibilisera sur le sujet.

  Pour ces deux axes, l'association s'engage à effectuer au minimum 50 interventions.

- Axe 3 : La Région Ile-de-France mettra à disposition les îles de loisirs pour que l'association puisse prendre en charge des enfants victimes de violences sexuelles à l'occasion de séjours de « réparation » (prise en charge financière intégrale, hors transport), au titre du dispositif « Nouvelle stratégie régionale pour l'accès des Franciliennes et des Franciliens aux loisirs et aux vacances » adopté par délibération n° CR 2017-55 du 9 mars 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions qui suivent.

La présente convention pluriannuelle participe au soutien de programmes biennaux ou triennaux eux-mêmes décomposés en projets/actions annuels.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - Objet de la convention

Cette convention a pour objet de définir les engagements respectifs de la Région d'Ile-de-France et de l'association Colosse aux pieds d'argile, pour la mise en œuvre des actions relevant des axes 1, 2 et 3 dans le cadre de ce partenariat.

Par délibération n° CP 2019-262 du 3 juillet 2019, la Région d'Ile-de-France a décidé d'accorder la subvention suivante à Colosse aux pieds d'argile, pour l'opération détaillée dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : Création et développement d'une antenne régionale en Ile-de-France - Programme triennal (Année 1).

- Pour la mise en œuvre des axes 1 et 2, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à **50,00%** de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à **100 000,00 €**, soit un montant maximum de subvention de **50 000,00 €**.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

- La mise en œuvre de l'axe 3 fera l'objet d'une dotation de tickets-loisirs de la part de la Région, hors appel à projets, sur la base d'un projet détaillé transmis par l'association Colosse aux pieds d'argile et donnera lieu à la signature d'une convention-type tickets-loisirs.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé en annexe dénommée « fiche projet ».

Le suivi et l'évaluation de la réalisation du projet, sur un plan quantitatif comme qualitatif sera réalisé selon les modalités suivantes : le bénéficiaire de la subvention s'engage à transmettre à la Région un bilan qualitatif et quantitatif du projet subventionné (description précise des actions menées, types de bénéficiaires, nombre de

bénéficiaires directs et indirects…). Ce compte-rendu sera complété le cas échéant de tout autre justificatif (articles de journaux ou photos témoignant de l'action, flyers et plaquettes, liste mentionnant les dates et lieux des manifestations, programme et CD Rom…). Cette évaluation est réalisée annuellement pour les programmes pluriannuels.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2 .4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Convention pluriannuelle : avant la mise œuvre des années 2 ou 3 du programme soutenu, la Région vérifiera que lesdites informations lui ont bien été communiquées.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :
Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype :
La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos…).

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la Région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole (plaque inaugurale, invitation, etc.). Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :
Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale…
Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région :
Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.

- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, si cet organisme justifie ne pas disposer de trésorerie, dans la limite de 40% de la subvention.
Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- 2 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les conventions pluriannuelles, les dispositions financières s'appliquent annuellement.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du **3 juillet 2019** et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le **3 juillet 2019**.
Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

Convention pluriannuelle : Les années 2 et 3 des programmes doivent obligatoirement faire l'objet de la signature d'un avenant qui fixera le montant de la subvention de l'action N+1 ou N+2 validé par la commission permanente. Le projet/action de l'année écoulée devra être soldé selon les modalités prévues par la convention avant toute continuité du programme.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Ainsi, en cas de non-respect de l'article 2.5 précisant les obligations en matière de communication, la Région se réserve le droit de réclamer remboursement de tout ou partie de la subvention perçue.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et les annexes dénommées « fiche projet » adoptées par délibération n° CP 2019-262 du 3 juillet 2019.

Fait à Saint-Ouen sur Seine en 2 exemplaires originaux

Le **XX**

Pour la Région Ile-de-France,
La Présidente du Conseil Régional,
Madame Valérie PECRESSE

Par délégation,

XX

Le

Le bénéficiaire,
ASSOCIATION COLOSSE AUX PIEDS D'ARGILE
Monsieur Pierre DANGOUMAU, Président

DOSSIER N° 19006462 - Création et développement d'une antenne régionale en Ile-de-France - Programme triennal (Année 1)

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)
Délibération Cadre : CR167-16 du 13/10/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes	100 000,00 € TTC	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COLOSSE AUX PIEDS D ARGILE
Adresse administrative : 345 RUE RENE LOUSTALOT
40990 ST PAUL LES DAX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Pierre DANGOUMAU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création et développement d'une antenne régionale en Ile-de-France - Programme triennal (Année 1)

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 2 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Afin de développer son action en Ile-de-France, l'association Colosse aux pieds d'argile souhaite ouvrir une antenne territoriale.
La création de cette antenne lui permettra d'intervenir au sein des mouvements sportifs et éducatifs franciliens pour les sensibiliser sur le sujet de la pédocriminalité et des violences sexuelles sur mineurs.
L'association interviendra au sein du mouvement sportif pour former les éducateurs et sensibiliser les clubs, leurs bénévoles et leurs licenciés.
Il s'agira notamment de :
- donner les outils nécessaires aux adultes encadrants pour identifier les victimes, recevoir leur parole et savoir agir ;
- échanger les bonnes pratiques en particulier grâce aux outils de sensibilisation créées avec des psychologues-victimologues et des partenaires de la police et de la gendarmerie ;
- permettre aux enfants de libérer leur parole ;
- permettre un maillage des professionnels dans l'accompagnement des victimes, l'assistance psychologique et juridique.
L'association interviendra également dans les lycées, en lien avec les Ambassadeurs du sport.
Elle prendra en charge des enfants victimes de violences sexuelles à l'occasion de séjours de « réparation ». A cet effet, la Région Ile-de-France permettra l'accueil de ces séjours dans les îles de loisirs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matières et fournitures	5 000,00	5,00%
Autres fournitures	2 000,00	2,00%
Locations	18 000,00	18,00%
Entretien et réparations	500,00	0,50%
Rémunérations intermédiaires et honoraires	2 500,00	2,50%
Publicité, publication	8 000,00	8,00%
Déplacements, missions	21 000,00	21,00%
Rémunération des personnels	30 000,00	30,00%
Charges sociales	8 000,00	8,00%
Charges fixes de fonctionnement (frais d'essence, de communication : téléphone, internet, affranchissement, fournitures d'électricité, eau, etc.)	5 000,00	5,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat : DRJSCS IDF	10 000,00	10,00%
Région Ile-de-France	50 000,00	50,00%
CROS IDF	5 000,00	5,00%
Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	25 000,00	25,00%
Dons manuels - mécénat	10 000,00	10,00%
Total	100 000,00	100,00%

Convention annuelle N°
Partenariat spécifique avec l'association Jeunes Séropotes Paris
Dossier **19006534**

Au titre du Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen sur Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2019-262 du 3 juillet 2019,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : **JSPOTES - JEUNES SEROPOTES PARIS**
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 509090379 00017
Code APE : 94.99Z
dont le siège social est situé au : 63 RUE DE BEAUBOURG 75003 PARIS
ayant pour représentant Monsieur KRAKOVSKY Roman, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR100-16 du 22 septembre 2016 modifiée.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP2019-262 du 3 juillet 2019, la Région Île-de-France a décidé de soutenir les JSPOTES JEUNES SEROPOTES PARIS pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : Mise en œuvre d'une enquête sur l'expérience de vie des personnes séropositives (référence dossier n°19006534).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 31,25 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 16 000,00 €, soit un montant maximum de subvention de 5 000,00 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le suivi et l'évaluation au fur et à mesure de la réalisation du projet sur un plan quantitatif comme qualitatif seront réalisés selon les modalités suivantes : le bénéficiaire de la subvention s'engage à transmettre à la Région des données permettant d'alimenter et de vérifier la réalisation de l'action subventionnée. L'analyse des données, qui doivent être aussi exhaustives que possibles, doit constituer une base afin d'apprécier le niveau d'atteinte des objectifs définis dans l'annexe dénommée « fiche projet » ; de disposer d'une description précise et étayée des actions menées grâce aux financements apportés à l'organisme et de mesurer les résultats obtenus ainsi que les retombées indirectes des actions de l'organisme.

Le bénéficiaire s'engage également à fournir un bilan qualitatif de l'action/du projet subventionnée.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit ces offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2 .4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Présence de la mention :
Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype :
La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos…).

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la Région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole (plaque inaugurale, invitation, etc.). Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :
Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale…
Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région :
Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.

- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie et dans la limite de 40% de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et la cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise

lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- 1 justificatif de recrutement conformément au nombre de stagiaire ou alternant mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1 janvier 2019 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 3 juillet 2019.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou, à défaut, par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Aussi, en cas de non-respect de l'article 2.5 précisant les obligations en matière de communication, la Région se réserve le droit de réclamer remboursement de tout ou partie de la subvention perçue.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP2019-262 du 3 juillet 2019.

Fait à Saint-Ouen sur Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du Conseil Régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
JSPOTES JEUNES SEROPOTES PARIS
Monsieur KRAKOVSKY Roman, Président

DOSSIER N° 19006534 - Enquête sur l'expérience de vie des personnes séropositives

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)
Délibération Cadre : CR100-16 du 22/09/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	16 000,00 € TTC	31,25 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JEUNES SEROPOTES PARIS
Adresse administrative : 63 RUE DE BEAUBOURG
75003 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Roman KRAKOVSKY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Mise en œuvre d'une enquête sur l'expérience de vie des personnes séropositives

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Le projet vise à réaliser une enquête sur l'expérience de vie des personnes séropositives et poursuit deux objectifs principaux :

1. Réaliser une enquête sur la séropositivité comme une composante identitaire
Le principal objectif de ce projet est de réfléchir sur l'expérience de la séropositivité et sur les changements à la trajectoire de vie des personnes concernées et sur les apports, en focalisant l'attention sur le vécu individuel de la séropositivité, du rapport à soi et aux autres, au moyen d'une enquête qualitative et quantitative. Il est évident que l'impact du VIH sur l'individu varie en fonction du statut socio-professionnel, de l'âge, de la durée de vie avec le VIH etc ;

2. Élaborer des stratégies pour améliorer la qualité de vie des personnes séropositives : cette enquête devrait permettre de mieux saisir les besoins des personnes séropositives dans un environnement social qui évolue très vite et identifier les outils permettant d'améliorer leur qualité de vie et applicables immédiatement sur le terrain ;

3. Créer des synergies entre les structures impliquées auprès des personnes séropositives

Le projet se donne aussi pour ambition de favoriser les synergies entre les associations travaillant sur le terrain avec les personnes séropositives et d'encourager des actions collectives à destination de ces publics, dans le respect des spécificités de ces différents publics pris en charge par les structures participant au projet. Si ces actions ne font pas l'objet de ce projet, la création des synergies nécessaires pour les mener est bien notre objectif ;

4. Informer sur le quotidien des personnes séropositives
Enfin, en complément des dispositifs prévention et de dépistage du VIH menés par les organismes de santé publique, les résultats de l'enquête devraient permettre de fournir une information réactualisée sur l'expérience de la séropositivité au quotidien et sur son impact sur l'identité de l'individu afin de mieux informer le public sur la place que prend le VIH dans la vie des personnes concernées et de contribuer ainsi à la lutte contre le VIH.

1500 bénéficiaires directs sont ainsi estimés.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Buffet et petite cafétariat	1 300,00	8,13%
Logiciel de traitement de données	700,00	4,38%
Locations de salles et de petit équipement	2 000,00	12,50%
Frais de déplacements, missions	6 000,00	37,50%
Frais de personnel	6 000,00	37,50%
Total	16 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Region Ile-de-France	5 000,00	31,25%
Département 75	1 000,00	6,25%
Fonds privés : ViiV Healthcare	10 000,00	62,50%
Total	16 000,00	100,00%

Convention annuelle N°
Partenariat spécifique avec l'association Mousse
Dossier **19006545**

Au titre du Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen sur Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2019-262 du 3 juillet 2019,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : **MOUSSE**
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 814826335 00022
Code APE : 94.99Z
dont le siège social est situé au : RUE LA CHAPELLE 75018 PARIS
ayant pour représentant Monsieur Damien SARTRAN, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR100-16 du 22 septembre 2016 modifiée.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP2019-262 du 3 juillet 2019, la Région Île-de-France a décidé de soutenir MOUSSE pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : lutte contre homophobie : sensibilisation et accompagnement juridique des victimes en milieu sportif (référence dossier n°19006545).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50,00 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 60 000,00 €, soit un montant maximum de subvention de 30 000,00 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le suivi et l'évaluation au fur et à mesure de la réalisation du projet sur un plan quantitatif comme qualitatif seront réalisés selon les modalités suivantes : le bénéficiaire de la subvention s'engage à transmettre à la Région des données permettant d'alimenter et de vérifier la réalisation de l'action subventionnée. L'analyse des données, qui doivent être aussi exhaustives que possibles, doit constituer une base afin d'apprécier le niveau d'atteinte des objectifs définis dans l'annexe dénommée « fiche projet » ; de disposer d'une description précise et étayée des actions menées grâce aux financements apportés à l'organisme et de mesurer les résultats obtenus ainsi que les retombées indirectes des actions de l'organisme.

Le bénéficiaire s'engage également à fournir un bilan qualitatif de l'action/du projet subventionnée.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit ces offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2 .4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Présence de la mention :
Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype :
La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos…).

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la Région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole (plaque inaugurale, invitation, etc.). Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :
Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale…
Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région :
Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.

- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie et dans la limite de 40% de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et la cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise

lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- 2 justificatifs de recrutement conformément au nombre de stagiaire ou alternant mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1 janvier 2019 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 3 juillet 2019.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou, à défaut, par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Aussi, en cas de non-respect de l'article 2.5 précisant les obligations en matière de communication, la Région se réserve le droit de réclamer remboursement de tout ou partie de la subvention perçue.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP2019-262 du 3 juillet 2019.

Fait à Saint-Ouen sur Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du Conseil Régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
MOUSSE
Monsieur Damien SARTRAN, Président

DOSSIER N° 19006545 - Lutte contre homophobie : sensibilisation et accompagnement juridique des victimes en milieu sportif

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)
Délibération Cadre : CR100-16 du 22/09/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	60 000,00 € TTC	50,00 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MOUSSE
Adresse administrative : 13EME BAT B 100 RUE LA CHAPELLE
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Damien SARTRAN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : lutte contre homophobie : sensibilisation et accompagnement juridique des victimes en milieu sportif

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Le projet vise à lutter contre l'homophobie en milieu sportif via les axes d'actions suivants :
- Sensibiliser les responsables des milieux sportifs, afin de leur donner les outils pour comprendre l'homophobie et agir contre les actes homophobes ;
- Réaliser un accompagnement juridique des victimes d'homophobie, en particulier en milieu sportif ;
- Poursuivre ses actions en justice contre les propos, actes et règlementations homophobes, notamment en milieu sportif.

1 / Moyens mis en œuvre pour la sensibilisation du grand public :
- Edition de plusieurs sites internet pour informer et lutter contre l'homophobie en France
- Création et diffusion d'une Charte contre l'homophobie dans le sport
- Création et diffusion de supports de communication pour sensibiliser sur l'homophobie en milieu sportif
- Organisation de rencontres sportives pour sensibiliser à la question LGBT

2/ Moyens mis en œuvre pour l'accompagnement juridique des victimes d'homophobie :
- Accompagnement juridique des victimes d'homophobie (mise en relation avec un avocat spécialisé pour engager des poursuites, se constituer partie civile et obtenir une indemnisation)

- Engager de procès judiciaires contre des propos ou actes homophobes de personnalités publiques, notamment en milieu sportif
- Engager des recours administratifs contre des actes illicites à caractère homophobe de l'administration, notamment en milieu sportif

Les moyens de sensibilisation seront mis en œuvre en région parisienne, avec l'organisation de rencontres sportives en Île-de-France et la diffusion de supports de communication vers les responsables sportifs franciliens. En effet, la plupart des victimes d'homophobies accompagnées jusqu'aujourd'hui par Mousse habitent en Île-de-France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières et fournitures	1 000,00	1,67%
Fournitures d'entretien, petit équipement	3 500,00	5,83%
Fournitures administratives	1 000,00	1,67%
Contrats, prestations de service	18 000,00	30,00%
Locations	2 000,00	3,33%
Documentation	1 000,00	1,67%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	1 000,00	1,67%
Publicité, publications, relations publiques	5 000,00	8,33%
Fêtes, cérémonies, foires, expositions	5 000,00	8,33%
Catalogues, imprimés, publications	7 500,00	12,50%
Transports, déplacements, missions	2 000,00	3,33%
Frais postaux et frais de télécommunications	1 000,00	1,67%
Frais de personnel	12 000,00	20,00%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	30 000,00	50,00%
Fonds propres	25 000,00	41,67%
DILCRAH	5 000,00	8,33%
Total	60 000,00	100,00%

ANNEXE 3 : FICHES PROJETS PARTENARIATS QUARTIERS POPULAIRES ET TERRITOIRES RURAUX

Commission permanente du 3 juillet 2019 – CP 2019-262

DOSSIER N° 19006178 - Favoriser la place des femmes dans l'espace public et promouvoir la pratique sportive féminine

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions Politique de la Ville

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	90 470,00 € TTC	39,79 %	36 000,00 €
	Montant total de la subvention		36 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	FFKMDA FEDERATION FRANCAISE DE KICK BOXING MUAYTHAI ET DISCIPLINES ASSOCIEES
Adresse administrative	:	144 AVENUE GAMBETTA 93170 BAGNOLET
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur NADIR ALLOUACHE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : favoriser la place des femmes dans l'espace public et promouvoir la pratique sportive féminine

Dates prévisionnelles : 1 avril 2019 - 31 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Le projet vise à la promotion et au développement de la pratique féminine des arts martiaux comme vecteur de santé et de lien social contribuant, de ce fait, à l'égalité femmes hommes. Il a, par ailleurs, pour objet de favoriser la place des femmes dans l'espace public, notamment au sein des quartiers politique de la ville dans lesquels l'action se réalisera.

Plusieurs actions seront mises en oeuvre :
1- Actions en faveur de la citoyenneté en milieu carcéral féminin (Maison d'arrêt des femmes de Fleury Mérogis - 94): favoriser l'insertion associative après la détention par l'apprentissage des sports de combats et via l'obtention d'un diplôme de juge arbitre régional ;
2- Opération « Sentez-vous filles » : promouvoir et développer le sport féminin (91). Le projet vise ainsi, par cette action située en quartier politique de la ville , d'ouvrir la pratique auprès de jeunes filles (8 à 15

ans) qui en sont éloignées. Des rings gonflables seront notamment installés au sein de ces quartiers ;
3- Ateliers de promotion de la pratique féminine dans un foyer de jeunes femmes victimes de violences : restauration de l'estime de soi, le développement de l'entraide et apprentissage des techniques de défense (91)
4- Formation aux premiers diplômes fédéraux (BMF1, BJAR) réservée aux publics féminins (95) ;
5- Dans le cadre de la journée olympique de la Fête du Sport : sensibilisation à la citoyenneté en partenariat avec la Licra et sur le site du CREPS de Chatenay Malabry (92) ;
6- Actions de sensibilisation à la pratique sportive pour des femmes éloignées de la pratique à Nanterre (92) : socialisation et entraide par la pratique des sports pieds poings pour les femmes en situation d'isolement.

Le projet vise 300 femmes bénéficiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Combustibles, carburants, alimentation	2 140,00	2,37%
Equipement (rings gonflables)	9 800,00	10,83%
Fourniture administrative	100,00	0,11%
Contrats, prestations de service	4 180,00	4,62%
Locations	5 038,00	5,57%
Documentation	300,00	0,33%
Frais de formation	21 104,00	23,33%
Frais de colloque et séminaire	22 175,00	24,51%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	15 480,00	17,11%
Publicité, publications, relations publiques	2 210,00	2,44%
Catalogues, imprimés	200,00	0,22%
Transports, déplacements, missions	2 615,00	2,89%
Frais de personnel	5 128,00	5,67%
Total	90 470,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	36 000,00	39,79%
Ressources propres	54 470,00	60,21%
Total	90 470,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-262

DOSSIER N° 19005861 - Insertion professionnelle d'étudiants boursiers dans les métiers du journalisme

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires et aux territoires ruraux (n° 00001155)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 934-40-6574-140001-300
Action : 14000101- Soutien aux réseaux solidaires , associations et bénévolat

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires et aux territoires ruraux	87 459,00 € TTC	36,59 %	32 000,00 €
	Montant total de la subvention		32 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA CHANCE POUR LA DIVERSITE DANS LES MEDIAS
Adresse administrative : 29 BD BOURDON 75004 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Marc EPSTEIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : insertion professionnelle d'étudiants boursiers dans les métiers du journalisme

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
L'association « La Chance » aide des étudiants boursiers éloignés des médias, en particulier ceux issus des quartiers prioritaires et des zones rurales, à réaliser leur projet professionnel en journalisme, en les guidant vers une formation et en les accompagnant dans leur insertion professionnelle. L'association centre son action sur les quartiers populaires ; 1/3 des jeunes provient des quartiers les plus défavorisés (QPV).

La préparation aux concours des écoles de journalisme mise en œuvre chaque année s'étend de novembre à juin. En Ile-de-France, elle comprend des sessions de formation hebdomadaires assurées bénévolement par des journalistes professionnels, des examens blancs, des cours d'anglais, un atelier de culture générale animé par des journalistes de l'Obs et un suivi personnalisé par des journalistes-tuteurs. Outre ce système de coaching, La Chance aide financièrement ses étudiants à passer les concours et à régler leurs frais de scolarité, s'ils intègrent une école privée, ou à régler une partie de leur frais l'hébergement s'ils sont admis dans une école hors de leur région d'origine. Ces aides sont calculées en fonction des échelons de bourse des étudiants.

L’association continue à suivre les étudiants dans leur insertion professionnelle. En cas d'échec aux concours, ils les aident à retenter leur chance, ou à décrocher des contrats pro. En cas de réussite, ils les aident à intégrer les rédactions. Une page privée sur le réseau social Facebook, où de nombreuses offres d'emplois et de stages sont diffusées, sert de lieu d’échange entre les étudiants et les bénévoles. Des ateliers de formations techniques (par exemple l'utilisation d'une caméra) sont organisés avec les partenaires médias pour renforcer les compétences des étudiants. Enfin, ils réalisent toute l'année un travail d'information, d'orientation et de soutien auprès des étudiants et lycéens et mettent en place des actions d’éducation aux médias dans les collèges REP et les lycées professionnels.

Le bénéficiaire s'engage à mettre en valeur son partenariat avec la Région Ile de France, et à soutenir tout particulièrement les étudiants en situation de handicap.
Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures administratives	600,00	0,69%
Location mobilière et immobilière	5 838,00	6,68%
Documentation générale et juridique	2 892,00	3,31%
Frais de formation	150,00	0,17%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	11 800,00	13,49%
Fêtes, cérémonies, foire et exposition	1 280,00	1,46%
Catalogues, imprimés, publications	250,00	0,29%
Transports, déplacements, missions	400,00	0,46%
Frais postaux et frais de télécommunications	200,00	0,23%
Rémunération du personnel	16 906,00	19,33%
Charges sociales et frais de personnel	12 023,00	13,75%
Aides financières aux étudiants (étudiants boursiers, droits d'inscriptions)	35 120,00	40,16%
Total	87 459,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	1 325,00	1,51%
Ministère de la culture	10 000,00	11,43%
ACSE	5 000,00	5,72%
Subvention Région (sollicitée)	32 000,00	36,59%
Fondation Descarpentries	1 500,00	1,72%
Fondation RATP	10 000,00	11,43%
Fonds privés (Next radio TV, TF1, Videndi, AFP, Cercle des médias, Radio France, Altice médias)	22 634,00	25,88%
Subvention Commune (sollicitée)	5 000,00	5,72%
Total	87 459,00	100,00%

ANNEXE 4 : FICHE PROJET SOUTIEN AUX EXPRESSIONS CITOYENNES

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-262

DOSSIER N° EX045205 - ASS DES AMIS DES NOUVELLES D'ARMENIE MAGAZINE- « TROPHEES DES NOUVELLES D'ARMENIE » ANNEE 2 – PROGRAMME TRIENNAL

Dispositif : Soutien aux expressions citoyennes (n° 00000998)
Délibération Cadre : CR161-16 du 13/10/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200503- Citoyenneté et valeurs de la République

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux expressions citoyennes	71 840,00 € TTC	41,76 %	30 000,00 €
		Montant total de la subvention	30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASS DES AMIS DES NOUVELLES D'ARMENIE MAGAZINE
Adresse administrative	:	133 RUE FALGUIERE 75015 PARIS 15E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur BENJAMIN KECHICHIAN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : SUBVENTION DU CRIDF POUR L 'ORGANISATION DES TROPHEES DES NAM 2020 , SELON LA CONVENTION TRIENNALE PASSEE AVEC LE CRIDF EN 2018

Dates prévisionnelles : 25 janvier 2019 - 26 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

L'objectif de ce projet est de créer un événement culturel annuel pour la communauté arménienne d'Ile-de-France avec la remise de prix littéraires, visant à récompenser des œuvres en langue française sur des sujets touchant les Français d'origine arménienne. Cela permettrait ainsi d'informer et d'ouvrir la communauté francilienne d'origine arménienne aux thématiques des œuvres sélectionnées et de promouvoir la lecture et les livres.

Ce projet vise également à valoriser et encourager la création et la production intellectuelle des franciliens et des français d'origine arménienne

A ce titre, l'association organise la remise des « Trophées des Nouvelles d'Arménie » qui seront décernés en janvier 2020, consacrés aux livres dans les 3 catégories suivantes « roman », « histoire », « essai ».

Les œuvres, primées par un jury de 7 personnes minimum, devront traiter de l'Arménie, de la région Caucase, Turquie Moyen-Orient, CEI, ou de sujets touchant les français d'origine arménienne : génocide, négationnisme, racisme, droits de l'homme.
Un auteur d'origine arménienne dont l'œuvre, en dehors de ces domaines, serait particulièrement marquante, pourrait également concourir. La remise des prix (honorifiques et non financiers) aux 3 lauréats se ferait lors d'une conférence-débat publique avec le jury sur les œuvres sélectionnées, en présence de leur auteur. L'événement donnerait lieu à une retransmission vidéo web et à un supplément littéraire dans un numéro du magazine des Nouvelles d'Arménie.

Ce projet est ouvert à tous les publics, d'origine arménienne ou non.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de marchandises	5 100,00	7,10%
Autres charges de gestion courante	1 000,00	1,39%
Catalogues, imprimés, publications	3 000,00	4,18%
Charges de personnel	18 200,00	25,33%
Contrats prestations de services avec des entreprises	1 700,00	2,37%
Locations (immobilières – mobilières)	4 440,00	6,18%
Publicité, publications, relations publiques, communication	38 400,00	53,45%
Total	71 840,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	41 840,00	58,24%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	30 000,00	41,76%
Total	71 840,00	100,00%

DOSSIER N° EX045265 - Organisation d'un carnaval tropical à Paris

Dispositif : Soutien aux expressions citoyennes (n° 00000998)
Délibération Cadre : CR161-16 du 13/10/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200503- Citoyenneté et valeurs de la République

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux expressions citoyennes	83 000,00 € TTC	42,17 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FCTPIF FEDER DE CARNAV TROP PARIS ET D IDF
Adresse administrative : TEDDY LACROIX
75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur TEDDY LACROIX, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Organisation d'un carnaval tropical à Paris

Dates prévisionnelles : 5 avril 2019 - 4 avril 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
La Fédération du Carnaval Tropical de Paris souhaite monter un carnaval tropical à son image, en renouant avec ses objectifs premiers. Ce carnaval aura normalement lieu le dimanche 23 juin 2019 à Paris. Il témoignera d'une ouverture vers d'autres nationalités : colombienne, brésilienne et bolivienne notamment.
Plusieurs groupes d'Outre-Mer et/ou de Rotterdam et de Londres auront la possibilité de se déplacer à Paris pour participer à deux parades.
Un des moments forts du carnaval sera de pouvoir associer un char musical en fin de parade. Tous les groupes inscrits et fédérés y participeront. La Fédération souhaite que la parade se termine devant la mairie du 5ème arrondissement de Paris, sur la place du Panthéon. Pour que l'engouement du public soit présent et afin de permettre une véritable interactivité, sa proximité des carnavaliers est recherchée.
La Fédération communiquera sur son carnaval au moyen des réseaux sociaux. Elle fera aussi appel à différentes radios ou télévisions communautaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	18 000,00	21,69%
Annonces - insertions	3 000,00	3,61%
Contrats prestations de services avec des entreprises	18 000,00	21,69%
Documentation générale et technique	800,00	0,96%
Frais postaux et télécommunications	1 200,00	1,45%
Locations (immobilières – mobilières)	12 000,00	14,46%
Publicité, publications, relations publiques, communication	10 000,00	12,05%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	5 000,00	6,02%
Rémunérations du personnel	8 000,00	9,64%
Services extérieurs	3 000,00	3,61%
Transports - déplacements - missions	4 000,00	4,82%
Total	83 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autres produits	11 000,00	13,25%
Ressources propres	1 000,00	1,20%
Subvention Aides privées (attribuée)	15 000,00	18,07%
Subvention Etat (sollicitée)	10 000,00	12,05%
Subvention Intercommunalité EPCI (sollicitée)	3 000,00	3,61%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	35 000,00	42,17%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	8 000,00	9,64%
Total	83 000,00	100,00%

ANNEXE 5 : DEMANDE D'ADMISSION EN NON VALEUR

DEMANDES D'ADMISSION EN NON-VALEUR

Titre de recette d'origine	Débiteurs	Sommes proposées	Motifs
1067 / 2012	ACPES	10 000,00 €	Poursuites sans effet

ANNEXE 6 : AVENANT- TYPE EXPRESSIONS CITOYENNES

AVENANT
Au titre du soutien aux expressions citoyennes

Avenant n°X (année X)
à la convention N° XX-XX- XX (dossier n°XXXXXXXX)
entre la Région Ile-de-France et XXX

Dossier XXXXXXX

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N°XX du XX ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif **« Soutien régional aux expressions citoyennes »** adopté par délibération cadre de l'Assemblée délibérante n° CR161-16 du 13 octobre 2016, modifiée par délibération CP 2018-141 du 16 mars 2018.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010, prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Par le présent avenant, conformément à la délibération n° **CP XX-XX du XXX**, le montant maximum de la subvention pour la XX année du programme triennal/biennal s'élève à **X€** représentant **X%** de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à **XX €**.

La subvention constitue un plafond. Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution effectivement justifié par application du taux de subvention indiqué ci-dessus.

Le plan de financement prévisionnel, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » du présent avenant.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification à l'organisme.

Le commencement d'exécution est réputé constitué par le premier acte juridique passé pour la réalisation de la deuxième/troisième année de programme subventionné.

Il expire au plus tard après mandatement du solde de la subvention ou, à défaut, à l'expiration des délais de caducité figurant à l'article 3.1 de la convention initiale.

ARTICLE 3 : MODIFICATIONS DES TERMES DE LA CONVENTION INITIALE

Toutes les stipulations de la convention biennale/triennale non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale adoptée par délibération CP N°XX du X, le présent avenant et les annexes dénommées « fiche projet ».

Fait en deux exemplaires originaux à Saint-Ouen-sur-Seine,

Le

Pour le bénéficiaire

(signature et cachet)

Le

Pour la Région Ile-de-France,
Pour la Présidente du Conseil Régional,

ANNEXE 7 : FICHE PROJET MODIFICATIVE - EN MARCHE

Commission permanente du 17 octobre 2018 - CP2018-404

DOSSIER N° EX037207 - Mise en place d'activités pluridisciplinaires, formatrices et éducatrices au sein d'un pôle culturel

Dispositif : Soutien régional à la politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions Politique de la Ville

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	63 750,00 € TTC	15,69 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EN MARCHE
Adresse administrative : 1 RUE AMBROISE PARE
95140 GARGES-LES-GONESSE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Mohamad ALAMEDDINE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en place d'activités pluridisciplinaires, formatrices et éducatrices au sein d'un pôle culturel.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2018 – 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Après vingt années passées chaque soir aux côtés des élèves du primaire et du secondaire dans le cadre de séances d'accompagnement scolaire, l'association En Marche s'est alertée sur la nécessité de rendre vivant le savoir afin de faciliter son assimilation et son intelligibilité.
En ce sens, les connaissances théoriques ne doivent pas et ne peuvent pas constituer l'unique voie menant à la construction intellectuelle des enfants.

Bien consciente du travail mené par l'Education Nationale, l'association souhaite se positionner comme complémentaire, en développant des ateliers en lien avec le programme scolaire et en vulgarisant les enseignements. En espérant que cette stratégie contribue à favoriser la réussite éducative du public suivi tout en se dressant comme un rempart au décrochage scolaire.

Les ateliers proposés se dérouleront au sein d'un espace de 132m2 nommé « la Maison de l'éveil », et viseront en priorité les enfants de 6 à 15 ans. En outre, afin d'attirer et satisfaire le plus grand nombre, de nombreuses disciplines seront proposées, répondant à des problématiques diverses.

En Marche espère ainsi prévenir le décrochage scolaire, favoriser l'accès à la culture pour tous, éveiller et entretenir la curiosité chez l'enfant, susciter l'envie de lire chez l'enfant, et ce pour 300 bénéficiaires directs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- GARGES-LES-GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	4 800,00	7,53%
Achats de matières et fournitures	3 400,00	5,33%
Autres achats	1 980,00	3,11%
Locations	1 500,00	2,35%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	9 140,00	14,34%
Déplacements, missions	6 000,00	9,41%
Rémunération des personnels	23 220,00	36,42%
Charges sociales	11 160,00	17,51%
Autres charges de personnel	2 550,00	4,00%
Total	63 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	10 000,00	15,69%
Participation de l'association	3 000,00	4,71%
CGET	12 000,00	18,82%
Garges-Lès-Gonesse : Commune	6 000,00	9,41%
Garges-Lès-Gonesse : Emplois Aidés	1 000,00	1,57%
CAF du Val d'Oise	2 000,00	3,14%
Autres établissements publiques	2 400,00	3,76%
CNASEA (Emplois aidés)	16 700,00	26,20%
Immobilière 3F	6 000,00	9,41%
Fondations et Mécénat	4 650,00	7,29%
Total	63 750,00	100,00%

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc147640-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-304

DU 3 JUILLET 2019

AFFECTATION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT AU PROFIT DES ÎLES DE LOISIRS - 4ÈME RAPPORT POUR 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'environnement ;

VU Le Code de l'urbanisme ;

VU Le Code de la commande publique ;

VU Le Code forestier ;

VU La délibération n° CR 85-01 du 22 janvier 1985 relative à la politique régionale sportive de détente et de loisirs ;

VU La délibération n° CR 28-96 du 28 novembre 1996 concernant la maîtrise foncière des bases de plein air et de loisirs par la Région Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 34-07 du 25 octobre 2007 relative à la mise en place du dispositif relatif au fonds d'urgence en faveur des bases régionales de plein air et de loisirs

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente; modifiée par délibération n°2017-162 du 22 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée

VU La délibération n° CP 97-503 du 18 décembre 1997 approuvant la convention type fixant les conditions de la mise à disposition des SMEAG, des biens immeubles des BPAL propriétés de la Région Île-de-France ;

VU La délibération n° CP 2018-219 du 30 mai 2018 relative à l'approbation d'une convention entre la Région et l'AEV et à d'une convention avec les syndicats mixtes portant obligation d'accueil de stagiaires ;

VU La délibération n° CP 2018-356 du 19 septembre 2018 relative à l'avenant N°1 à la convention avec l'AEV

VU La délibération n° CP 2019-048 du 24 janvier 2019 relative à la première affectation d'autorisations de programme et d'autorisation d'engagement au profit des îles de loisirs pour 2019 ;

VU La délibération n° CP 2019-117 du 19 mars 2019 relative à la deuxième affectation d'autorisations de programme et d'autorisation d'engagement au profit des îles de loisirs pour 2019 ;

VU La délibération n° CP 2019-356 du 22 mai 2019 relative à la troisième affectation d'autorisations de programme et d'autorisation d'engagement au profit des îles de loisirs pour

2019 ;

VU Les statuts des SMEAG des îles de loisirs de Cergy–Pontoise et de Saint-Quentin en Yvelines ;

VU La convention de mise à disposition des biens immeubles régionaux des îles de loisirs de Cergy–Pontoise et de Saint-Quentin en Yvelines ;

VU La délibération n° CR 2017-201 du 15 décembre 2017 relative à la délégation de service public de l'île de loisirs de Vaires-Torcy ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de la sécurité ;

VU le rapport n°CP 2019-304 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Programme HP 33-001 (133001) « Investissements dans les îles de loisirs »

Aménagement

Décide de participer au financement des investissements relatifs aux aménagements, aux travaux de gros entretien, de mise en conformité et de requalification, ainsi qu'aux premiers équipements nécessaires au bon fonctionnement des îles de loisirs, par l'attribution aux syndicats mixtes, d'études, d'aménagement et de gestion, de dotations à 100 % du coût des investissements, tel que cela figure dans l'annexe 1 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme de **225.200 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs », au titre de l'action 13300102 « Aménagements », du budget 2019.

Fonds d'urgence

Affecte une autorisation de programme prévisionnelle de **155.000 €** pour le fonds d'urgence en faveur des îles de loisirs. Cette somme disponible est affectée sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs », au titre du programme HP 33-001 (133001) « Investissements dans les îles de loisirs », action 13300105 « Fonds d'urgence îles de loisirs » du budget 2019.

Article 2 : Programme HP 37001 (137001) « Sécurité dans les propriétés régionales »

Affecte une autorisation de programme de **50.000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 37 « Sécurité », programme HP 37-001 (133001) « Investissements dans les îles de loisirs », l'action 13700103 « Sécurisation des

îles de loisirs », du budget 2019 pour la sécurisation du site de Vaires-Torcy la Région étant maître d'ouvrage.

Article 3 : Ile de loisirs de Vaires-Torcy (77)

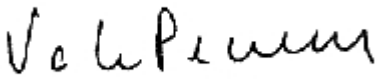
Affecte une autorisation de programme de **45 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs », programme HP 33-001 (133001) « Investissements dans les îles de loisirs », action 13300102 « Aménagements » du budget 2019, pour les travaux de gros entretien, la Région étant maître d'ouvrage.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **1 660 000 €** sur le chapitre 903 « Culture, sport et loisirs », code fonctionnel 32 « Sports », programme PJ 32-001 « Équipements sportifs d'intérêt régional », action 332001014 « Équipements sportifs Vaires Torcy », du budget 2019 en faveur d'Ile-de-France Construction Durable, mandataire de la Région, la Région étant maitre d'ouvrage.

Article 4 : Programme HP 32-002 (132002) - Charges diverses liées aux iles de loisirs"

Affecte une autorisation d'engagement de **30.000 €** disponible sur le chapitre 933 «Culture, sports et loisirs », programme HP 33-002 « Charges diverses liées aux îles de loisirs » action 13300201 «frais de gestion des îles de loisirs incombant à la Région en tant que propriétaire» du budget 2019, en faveur de l'AEV pour l'entretien des espaces naturels, au titre de la convention avec l'AEV pour la gestion des espaces naturels de Vaires-Torcy.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Fiches projets Aménagemnt

DOSSIER N° 19006445 - SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES - MISE EN SECURITE ET CONFORMITE DE LA TERRASSE ET DES BUNGALOWS DE L'ACCROBRANCHE

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)
Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
Action : 13300102- Aménagements

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	14 000,00 € TTC	100,00 %	14 000,00 €
	Montant total de la subvention		14 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE ST-QUENTIN-EN-YVELINES
Adresse administrative	:	ROND POINT ERIC TABARLY - RD912 78190 TRAPPES EN YVELINES
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte
Représentant	:	Monsieur Jean-Pierre PLUYAUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en sécurité et conformité de la terrasse et des bungalows de l'accrobranche

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 29 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Les Parcours Acrobatiques en Hauteur de l'île de loisirs de Saint-Quentin en Yvelines ont été repris en gestion directe par le Syndicat Mixte en 2009. A cette occasion 2 bungalows furent installés, afin pour l'un, de disposer d'un espace d'accueil, d'encaissement, de stockage baudriers et affaires personnelles des pratiquants, d'un bureau et d'un sanitaire, et pour l'autre d'un espace atelier, cuisine-repas et repos pour le personnel.

Le SMEAG a constaté plusieurs dégâts matériels concernant les bungalows et la terrasse :
• les garde-corps sont très abimés et ne peuvent plus remplir leur fonction en sécurité,
• la terrasse s'affaisse par endroit, présentant des signes de fragilité
• les marches permettant d'accéder à l'encaissement et à la zone d'équipement sont détériorées
.
Enfin, la D.D.C.S recommande fortement la séparation entre la zone cuisine-repas et celle de l'atelier. Dans ce contexte le SMEAG sollicite un financement pour la remise en sécurité et conformité des points

évoqués ci-dessus.

Le montant total de l'opération a été estimé à 14.000 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- TRAPPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mise en sécurité et conformité	14 000,00	100,00%
Total	14 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	14 000,00	100,00%
Total	14 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-304

DOSSIER N° 19006446 - SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES - ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LE SUIVI DE 3 OPERATIONS D'AMENAGEMENT

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)
Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
Action : 13300102- Aménagements

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	21 000,00 € TTC	100,00 %	21 000,00 €
		Montant total de la subvention	21 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE ST-QUENTIN-EN-YVELINES
Adresse administrative	:	ROND POINT ERIC TABARLY - RD912 78190 TRAPPES EN YVELINES
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte
Représentant	:	Monsieur Jean-Pierre PLUYAUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : assistance à maîtrise d'ouvrage pour le suivi de trois opérations d'aménagement

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 20 février 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le SMEAG de l'ile de loisirs de Saint-Quentin en Yvelines doit réaliser trois opérations pour lesquelles des crédits d'investissement régionaux ont été obtenus. Néanmoins les équipes techniques du Syndicat Mixte ne sont pas en mesure de pouvoir suivre ces opérations dans les meilleurs délais faute de moyens humains suffisants. Ces dossiers, liés à des problématiques de sécurité et de réhabilitation des bâtiments, présentent des caractères urgents. Il s'agit des dossiers suivants :

- Etude pour la mise au norme des services techniques et logement attenant: 30 000 €
- Réhabilitation du bâtiment accueil et administratifs: 80 000 €
- Terrasse du bâtiment des Canardières : 100 000 €

Dans ce contexte, le SMEAG souhaite recourir à une assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO). Ce recours à une AMO garantit le pilotage et le contrôle de la maîtrise d'œuvre ainsi que la bonne traduction du besoin de la maîtrise d'ouvrage par la maîtrise d'œuvre.

Le montant total de l'opération a été estimé à 21.000 € TTC. Ce montant correspond à 10% du montant global TTC des 3 opérations concernées.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- TRAPPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Assistance à maîtrise d'ouvrage	21 000,00	100,00%
Total	21 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	21 000,00	100,00%
Total	21 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-304

DOSSIER N° 19006447 - CERGY-PONTOISE - TRAVAUX DE SECURISATION DU PATRIMOINE FORESTIER (2ème tranche)

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)
Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
Action : 13300102- Aménagements

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	190 200,00 € TTC	100,00 %	190 200,00 €
	Montant total de la subvention		190 200,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE CERGY-PONTOISE
Adresse administrative : 29 RUE DES ETANGS BP 1
95000 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Gérard SEIMBILLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux de sécurisation du patrimoine forestier (2ème tranche)

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 27 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

SMEAG de l'île de loisirs de Cergy-Pontoise assure la gestion d'un espace de 250 hectares. 110 hectares sont constitués par les étangs et 140 hectares sont des espaces verts, répartis entre des espaces boisés (pour 40 hectares) et des plaines herbeuses (pour 100 hectares).

Le SMEAG a fait réaliser un diagnostic de son patrimoine arboré qui a démontré que l'état phytosanitaire des arbres était préoccupant et vieillissant. En 2013, une première demande de financement a notamment permis d'acquérir du matériel agricole pour abattre les sujets les plus dangereux. Cette première tranche de sécurisation du patrimoine forestier s'est achevée par l'abattage de 200 peupliers et la plantation de 200 arbres.

Il est nécessaire de poursuivre la mise en sécurité des peupleraies par l'abattage des sujets qualifiés de préoccupants en 2013 et devenus accidentogènes en 2019. L'île de loisirs doit également faire face à la nouvelle menace sanitaire des chenilles processionnaires, et entreprend d'abattre les sujets situés aux abords des équipements sensibles pour replanter des arbres plus résilients. Le SMEAG souhaite ainsi

réaliser une seconde tranche de sécurisation de son patrimoine forestier tout en replantant autant d'arbres que ceux abattus.

Le montant total de l'opération a été estimé à 190.200 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de sécurisation	190 200,00	100,00%
Total	190 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	190 200,00	100,00%
Total	190 200,00	100,00%

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc145047-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-244

DU 3 JUILLET 2019

POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DU SPORT EN ÎLE-DE-FRANCE FONCTIONNEMENT - 4ÈME RAPPORT POUR 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code du Sport ;

VU Le code de la commande publique ;

VU La délibération CR 04-06 du 30 juin 2006 relative à la convention constitutive de l'Institut Régional de Développement du Sport (IRDS) ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 204-16 du 14 décembre 2016 relative aux « Nouvelles ambitions pour le Sport en Ile-de-France » (1ère partie) ;

VU La délibération n° CR 2017-47 du 9 mars 2017 relative au « Sport, booster de l'attractivité en Île-de-France et pour l'international » (2ème partie) ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU La délibération n° CR 2017-88 du 18 mai 2017 fixant de nouvelles ambitions pour un Conseil Régional des Jeunes (CRJ) rénové et dynamique ;

VU La délibération n° CR 2018-038 du 20 septembre 2018 adoptant le Plan Sport Oxygène, 3ème volet de la nouvelle politique sportive de la Région Ile-de-France ;

VU La délibération n° CP 2017-198 du 17 Mai 2017 approuvant la convention type relative au dispositif « Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France » ;

VU La délibération n° CP 2018-318 du 4 juillet 2018 relative aux subventions prévues dans le cadre du soutien au mouvement sportif en Ile-de-France, conventions pluriannuelles pour l'Olympiades 2017 – 2010 (2ème rapport 2018) ;

VU La délibération n° CP 2018-494 du 21 Novembre 2018 relative au soutien régional à la politique de la Ville, aux expressions citoyennes, aux Têtes de réseau, à la Vie associative et à la lutte contre les discriminations ;

VU La délibération n° CP 2019-010 du 24 Janvier 2019 relative à la politique régionale en faveur du sport en Ile-de-France – 1er rapport pour 2019 ;

VU La délibération n° CP 2019-078 du 19 Mars 2019 relative à la politique régionale en faveur du sport en Ile-de-France – 2ème rapport pour 2019 ;

VU La délibération n° CP 2019-145 du 19 Mai 2019 relative à la politique régionale en faveur du sport en Ile-de-France – 3ème rapport pour 2019 ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-244 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Programme HP 32-002 « Développement de la pratique sportive »

Décide d'affecter une autorisation d'engagement de **108 000 €** au bénéfice de l'IRDS (Institut Régional de Développement du Sport) disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2019.

Article 2 : Programme HP 32-002 « Plan Sport Oxygène »

Décide au titre du dispositif « Plan Sport Oxygène » de participer au financement d'un projet détaillé en annexe n° 2 (fiche projet) de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum de **30 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par la délibération n° CR 2018-038 du 20 septembre 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **30 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », programme HP 32-002 (132002) «Développement de la pratique sportive », action 13200206 «Plan Sport Oxygène » du budget 2019.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet en annexe n° 2 à la délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17

juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 3 : Programme HP 32-003 « Evènements sportifs »

Décide au titre du dispositif « Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France » de participer au financement des **10** projets détaillés en annexe n° 3 (fiches projet) de la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum de **255 000 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par la délibération n° CP 2017-198 du 17 mai 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **255 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », programme HP 32-003 (132003) « Evènements sportifs », action 13200301 « Soutien aux événements sportifs » du budget 2019.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projet en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 4 : Programme HP 32-003 « Evènements sportifs »

Décide d'acquérir des places en faveur des jeunes franciliens, lycéens, apprentis, et sportifs des clubs afin de leur permettre de vivre des évènements sportifs de haut niveau, et de participer à la promotion du sport en Ile-de-France par l'organisation des Victoires sportives et des ateliers de la Conférence Régionale du Sport.

Affecte une autorisation d'engagement de **80 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sports », au titre du programme HP 32-003 « Evénements sportifs », action 13200303 « Promotion du sport » du budget 2019.

Article 5 : Programme HP 021-028 « Jeunesse »

Décide d'affecter une autorisation d'engagement de **45 000 €** disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil Régional », au titre du programme HP 021-028 « Jeunesse », action 10202801 « Conseil régional des jeunes » du budget 2019.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n° 1 - Fiche projet Plan Sport Oxygène

DOSSIER N° EX045219 - ETE 2019 A AULNAY SOUS BOIS - ANIMATIONS SPORTIVES

Dispositif : Soutien aux évènements sportifs « sport santé, sport bien-être » (n° 00001132)
Délibération Cadre : CR2018-038 du 20/09/2018
Imputation budgétaire : 933-32-65734-132002-300
Action : 13200206- Plan Sport oxygène

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux évènements sportifs « sport santé, sport bien-être »	190 000,00 € TTC	15,79 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'AULNAY-SOUS-BOIS
Adresse administrative : 14-16 BOULEVARD FELIX FAURE
93600 AULNAY-SOUS-BOIS

Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur BRUNO BESCHIZZA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'organisation Eté 2019 à Aulnay-sous-Bois (animations sportives)

Dates prévisionnelles : 25 février 2019 - 3 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
La Ville d'Aulnay-sous-Bois va organiser l'opération Eté 2019 à Aulnay-sous-Bois (animations sportives) du 06 au 21 juillet 2019, au parc nautique du canal de l'Ourcq et au village nautique du Parc Ballanger.

C'est l'organisation d'un évènement estival qui propose une multitude d'activités sportives, de loisirs et de détente avec en particulier des activités nautiques dans un village sportif encadré par les éducateurs sportifs de la Ville d'Aulnay-sous-Bois.

Les organisateurs comptent sur la présence de plus de 10 000 spectateurs pour les activités sportives et culturelles (13 300 en 2018), en particulier pour ceux qui n'ont pas l'occasion de partir en vacances, toutes générations confondues.

Cette opération a pour objectifs de :

- favoriser le lien social,
- développer l'accès aux activités sportives,
- valoriser l'attractivité du territoire francilien,
- développer les activités intergénérationnelles,
- promouvoir les activités sportives et les activités culturelles,
- accompagner tous les publics dans les pratiques de bien-être.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- AULNAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats équipements et fournitures diverses	4 900,00	2,58%
Aménagement du site et location de matériels	155 000,00	81,58%
Communication	4 100,00	2,16%
Frais de sécurité	23 000,00	12,11%
Autres dépenses	3 000,00	1,58%
Total	190 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	30 000,00	15,79%
Fonds propres	138 000,00	72,63%
Subvention Etat (CNDS, Ministères, ...)	10 000,00	5,26%
Autres recettes	12 000,00	6,32%
Total	190 000,00	100,00%

Annexe n° 2 - Fiches projet - Soutien aux évènements sportifs

DOSSIER N° EX044907 - TOURNOI INTERNATIONAL DE RUGBY A 7 HSBC EDITION 2019

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	1 800 000,00 € TTC	3,89 %	70 000,00 €
	Montant total de la subvention		70 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FFR FEDERATION FRANCAISE RUGBY
Adresse administrative : 3 AVENUE JEAN DE MONTAIGU
91460 MARCOUSSIS

Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BERNARD LAPORTE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du Tournoi international de rugby à 7 HSBC 2019

Dates prévisionnelles : 3 février 2019 - 3 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Description :
La Fédération Française de Rugby va organiser la 10ème et dernière étape d'un circuit mondial de rugby à 7, le « HSBC Men's Sevens Series » qui se déroulera au Stade Jean Bouin à Paris sur le week-end du 1er et du 02 Juin 2019.

Les 16 équipes internationales participantes se disputeront le titre de champion de l'étape Parisienne, le titre de champion du Monde ainsi qu'une qualification directe pour les JO de Tokyo 2020.

Nations participantes : Argentine, Australie, Canada, Angleterre, Fidji, France, Irlande, Japon, Kenya, Nouvelle Zélande, Samoa, Ecosse, Russie, Espagne, USA et Pays de Galles, ce qui donnera lieu à 45 matchs.

Sur les 2 journées entièrement dédiées à cet d'événement international, le samedi 01/06/2019 sera consacré aux phases de poules de 11h à 21h et le dimanche 02/06/2019 aux phases finales de 10h à 20h.

Les principaux objectifs de ce projet sont de favoriser le développement du rugby à 7, discipline olympique aux JOP de Tokyo 2020 et de valoriser le stade Jean-Bouin désigné site olympique aux JOP Paris 2024.

Les organisateurs comptent sur la présence de 20 000 spectateurs chaque jour.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement du site et location de matériels	190 000,00	10,56%
Frais d'hébergement	450 000,00	25,00%
Frais de restauration	98 000,00	5,44%
Frais de déplacement	210 000,00	11,67%
Communication	350 000,00	19,44%
Redevance fédération internationale	33 000,00	1,83%
Frais pour audiovisuel	12 000,00	0,67%
Logistique	150 000,00	8,33%
Gestion compétition / chronométrage	80 000,00	4,44%
Frais de sécurité	152 000,00	8,44%
Autres dépenses	75 000,00	4,17%
Total	1 800 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	70 000,00	3,89%
Participation Fédération Internationale	150 000,00	8,33%
Participation Fédération / Ligue ou Comité régional	300 000,00	16,67%
Partenaires privés	400 000,00	22,22%
Billetterie	630 000,00	35,00%
Inscriptions	9 000,00	0,50%
Vente produits finis	110 000,00	6,11%
Droits audiovisuels	110 000,00	6,11%
Autres recettes	21 000,00	1,17%
Total	1 800 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX044917 - TRIATHLON DE PARIS 2019

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs	650 000,00 € TTC	3,08 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FFTRI FEDERATION FRANCAISE DE TRIATHLON
Adresse administrative : 2 RUE DE LA JUSTICE
93213 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PHILIPPE LESCURE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du Triathlon de Paris 2019.

Dates prévisionnelles : 9 février 2019 - 3 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Description :
La Fédération Française de Triathlon va organiser le Triathlon de Paris le 30 juin 2019, à cette occasion les organisateurs attendent environ 5000 athlètes, dont 85% de franciliens et 10 000 spectateurs.

Cette année, il y aura 2 triathlons proposés avec des distances différentes pour chaque épreuve, cette nouvelle organisation proposée par la Fédération Française de Triathlon doit permettre au plus grand nombre de pouvoir participer à cet événement.

Le Triathlon Olympique (en individuel ou par équipe de 2 à 3 personnes) :

- 1500 mètres de natation,
- 40 km de cyclisme,
- 10 km de course à pied.

Le Triathlon Sprint :

- 500 mètres de natation,
- 25 km de cyclisme,
- 5 km de course à pied.

Les principaux objectifs de cette opération sont :

- La participation d'un plus grand nombre de participants.
- La promotion et l'implication des clubs franciliens de triathlon.
- La valorisation de l'épreuve la plus importante du calendrier régional.
- La découverte de la Région Ile-de-France en raison d'un nouveau parcours.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement du site et location de matériels	12 000,00	1,85%
Frais d'hébergement	4 000,00	0,62%
Frais de personnel (charges comprises)	100 000,00	15,38%
Indemnités bénévoles	5 000,00	0,77%
Taxes diverses	75 000,00	11,54%
Communication	54 000,00	8,31%
Réception VIP	9 400,00	1,45%
Logistique	160 000,00	24,62%
Gestion compétition / chronométrage	10 000,00	1,54%
Arbitrage	1 500,00	0,23%
Frais de sécurité	40 000,00	6,15%
Autres dépenses	179 100,00	27,55%
Total	650 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	20 000,00	3,08%
Subvention du Conseil départemental	30 000,00	4,62%
Partenaires privés	155 000,00	23,85%
Inscriptions	390 000,00	60,00%
Autres recettes	55 000,00	8,46%
Total	650 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX044969 - DONNONS DES ELLES AU VELO - EDITION 2019

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs	65 000,00 € TTC	7,69 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COC CLUB OMNISPORTS DE COURCOURONNES
Adresse administrative : 8 RUE DU MARQUIS DU RAIES
91080 COURCOURONNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FRANCOIS VECCHIARELLI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation de l'opération Donnons des Elles au vélo 2019.

Dates prévisionnelles : 3 mars 2019 - 3 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
Le Club Omnisports de Courcouronnes (section cyclisme féminin) organise une course "Donnons des elle au vélo J-1" entre Noirmoutier et Paris (Champs Elysées) du 05 au 27 Juillet 2019.

Un groupe composé de 13 jeunes femmes cyclistes amatrices de diverses nationalités va réaliser un jour avant, les 21 mêmes étapes que les professionnels hommes du Tour de France.

Les cyclistes franciliennes pratiquantes régulières ou non, pourront rejoindre le groupe pour un tronçon ou la dernière étape entière de 74 km entre Rambouillet et Paris (Champs Elysées) le samedi 27 juillet 2019. Des sportives de haut niveau de diverses disciplines pédaleront à leurs côtés.

Les objectifs de cette opération sont :

- de favoriser les échanges sur le terrain,
- de promouvoir le cyclisme au féminin à travers une médiatisation mondiale,
- de rassembler les cyclistes féminines des clubs locaux autour d'un évènement fédérateur,
- d'inciter l'organisation d'un Tour de France féminin en parallèle du Tour de France masculin,
- de fédérer des cyclistes et autres sportifs du peloton en popularisant l'accès des étapes à toutes et tous, de la débutante au plus haut niveau.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats équipements et fournitures diverses	20 000,00	30,77%
Aménagement du site et location de matériels	5 000,00	7,69%
Frais d'hébergement	12 000,00	18,46%
Frais de restauration	12 000,00	18,46%
Frais de déplacement	5 000,00	7,69%
Frais d'encadrement	8 000,00	12,31%
Communication	3 000,00	4,62%
Total	65 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	5 000,00	7,69%
Subvention Conseil départemental	3 000,00	4,62%
Autres subventions publiques	15 000,00	23,08%
Partenaires privés	42 000,00	64,62%
Total	65 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX044906 - CRITERIMUM CYCLISTE DE CHOISY LE ROI 2019 - CRITO' STAR

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	70 000,00 € TTC	14,29 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CLUB OMNISPORTS MORANGIS CHI
Adresse administrative : AVENUE DE LA REPUBLIQUE
91420 MORANGIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PIERRE SEGAIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du critérium cycliste professionnel de Choisy-le-Roi 2019

Dates prévisionnelles : 5 mars 2019 - 3 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
Le club de team Cycliste Morangis organise le Critérium cycliste de Longjumeau le 05 août 2019 à Choisy-le-Roi, c'est un critérium professionnel d'après Tour de France qui va mobiliser près de 150 bénévoles.

L'épreuve regroupe un plateau de 20 coureurs professionnels de grande notoriété, comme le maillot jaune, et 5 amateurs élites réalisant des répétitions de boucles en centre-ville.

Entre chaque manche, des animations autour du vélo sont mises en place :

- Course élus / anciens coureurs professionnels,
- Défilé vélos d'autrefois,
- Véhicules d'époque de la caravane du Tour,
- Courses jeunes

Cet évènement majeur et populaire et les organisateurs comptent sur la présence d'environ 10 000 personnes. Le tracé du parcours a été défini en centre-ville pour rendre l'évènement le plus accessible et populaire en partenariat avec les commerçants locaux en passant devant l'hôtel de ville.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CHOISY-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats équipements et fournitures diverses	1 000,00	1,43%
Aménagement du site et location de matériels	3 000,00	4,29%
Frais d'hébergement	15 000,00	21,43%
Frais de restauration	7 000,00	10,00%
Indemnités bénévoles	5 000,00	7,14%
Frais de déplacement	7 000,00	10,00%
Frais d'encadrement	11 800,00	16,86%
Redevance fédération internationale	2 700,00	3,86%
Frais pour audiovisuel	8 000,00	11,43%
Logistique	5 000,00	7,14%
Arbitrage	3 000,00	4,29%
Frais de sécurité	600,00	0,86%
Autres dépenses	900,00	1,29%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	10 000,00	14,29%
Subvention Commune	10 000,00	14,29%
Autres subventions publiques	6 000,00	8,57%
Partenaires privés	44 000,00	62,86%
Total	70 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX045042 - INTERNATIONAUX DE FRANCE DE GYMNASTIQUE 2019

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	1 095 000,00 € TTC	6,85 %	75 000,00 €
	Montant total de la subvention		75 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE DE GYMNASTIQUE
Adresse administrative : 7 T COUR DES PETITES ECURIES
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JAMES BLATEAU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation des Internationaux de France de gymnastique 2019

Dates prévisionnelles : 18 mars 2019 - 3 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
La Fédération Française de Gymnastique va organiser les Internationaux de France de Gymnastique les 14 et 15 septembre 2019 à l'Accor Hôtel Aréna de Paris.

Ce tournoi international de gymnastique artistique féminine et gymnastique artistique masculine compte sur pour le classement de la Coupe du Monde Challenge de la Fédération Internationale de Gymnastique (FIG). Après 2017 et 2018, l'édition 2019 s'inscrit également dans le cycle olympique de la gymnastique avec en point d'orgue les Championnats d'Europe 2020 qui se dérouleront à Paris. Cette nouvelle édition bénéficie du label « Coupe du Monde Challenge FIG », une garantie supplémentaire d'accueillir les meilleurs gymnastes mondiaux.

Cette opération va accueillir les meilleurs gymnastes après les championnats du Monde de Montréal soit environ 60 gymnastes féminines, 110 gymnastes masculins, 230 officiels et 250 bénévoles. Les organisateurs comptent sur la présence d'environ 24 000 spectateurs sur les 2 journées de la compétition, hors animations.

Les animations seront mises en place selon les 3 cibles suivantes :

- Les clubs, comités et compétitions de la Fédération Française de Gymnastique
- Les publics scolaires franciliens
- Les Parisiens et les franciliens.

Les principaux objectifs de cette opération sont de :

- Promouvoir la gymnastique dans la Région Ile-de-France.
- Faire concourir les meilleurs athlètes français et internationaux.
- Proposer un évènement gymnique majeur retransmis par plusieurs chaines.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats équipements et fournitures diverses	28 500,00	2,60%
Aménagement du site et location de matériels	399 800,00	36,51%
Frais d'hébergement	47 500,00	4,34%
Frais de restauration	109 000,00	9,95%
Frais de déplacement	59 700,00	5,45%
Taxes diverses	35 500,00	3,24%
Frais d'encadrement	21 500,00	1,96%
Communication	118 000,00	10,78%
Redevance fédération internationale	32 000,00	2,92%
Frais pour audiovisuel	48 000,00	4,38%
Réception VIP	40 000,00	3,65%
Gestion compétition / chronométrage	45 000,00	4,11%
Frais de sécurité	10 000,00	0,91%
Autres dépenses	100 500,00	9,18%
Total	1 095 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	75 000,00	6,85%
Subvention Commune	40 000,00	3,65%
Subvention Etat (CNDS, Ministères, ...)	200 000,00	18,26%
Partenaires privés	332 000,00	30,32%
Billetterie	380 000,00	34,70%
Autres recettes	68 000,00	6,21%
Total	1 095 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX044968 - HANDISPORT OPEN DE PARIS 2019 - ATHLETISME

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	320 000,00 € TTC	3,13 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE HANDISPORT
Adresse administrative : 42 RUE LOUIS LUMIERE
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madale GUISLAINE WESTELYNCK, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation de l'Handisport Open de Paris 2019

Dates prévisionnelles : 12 février 2019 - 3 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
La Fédération Française Handisport va organiser le Handisport Open Paris 2019 en athlétisme, les 29 et 30 août 2019 au stade Charléty à Paris.

Cette manifestation sportive qui est organisée en collaboration avec le Comité Régional Handisport d'Ile-de-France et le Comité Paralympique et Sportif Français devrait accueillir près de 10 000 personnes sur les 2 journées.

Les membres de l'équipe de France handisport et les meilleurs athlètes étrangers, dont plusieurs médaillé(e)s des derniers Jeux Paralympiques de Rio en 2016 et des championnats d'Europe 2018 à Berlin, seront présents.

Par conséquent, 510 athlètes (dont 110 athlètes de haut-niveau Français) représentant plus de 45 nations sont attendus pour cette 9ème étape du circuit World Para Athletic Grand Prix 2019.

Cela sera la dernière épreuve qualificative avant les championnats du Monde proposés par le Comité Paralympique International. Le spectacle se produira aussi bien dans les tribunes du stade Charléty que dans le Grand Village Handisport Ile-de-France ou se dérouleront des animations et des actions de sensibilisation au handicap.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats équipements et fournitures diverses	2 000,00	0,63%
Aménagement du site et location de matériels	15 000,00	4,69%
Frais d'hébergement	40 000,00	12,50%
Frais de restauration	25 000,00	7,81%
Frais de personnel (charges comprises)	30 000,00	9,38%
Indemnités bénévoles	10 000,00	3,13%
Frais de déplacement	20 000,00	6,25%
Frais d'encadrement	20 000,00	6,25%
Communication	50 000,00	15,63%
Redevance fédération internationale	2 000,00	0,63%
Frais pour audiovisuel	35 000,00	10,94%
Réception VIP	10 000,00	3,13%
Logistique	42 000,00	13,13%
Gestion compétition / chronométrage	7 000,00	2,19%
Arbitrage	5 000,00	1,56%
Frais de sécurité	7 000,00	2,19%
Total	320 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	10 000,00	3,13%
Subvention Commune	30 000,00	9,38%
Fonds propres	150 000,00	46,88%
Partenaires privés	120 000,00	37,50%
Inscriptions	10 000,00	3,13%
Total	320 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX044990 - SUPERMOTO DES NATIONS 2019

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	160 000,00 € TTC	18,75 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ORGANISATION DU SUPERMOTO DES NATIONS 2019
Adresse administrative : 74 AVENUE PARMENTIER
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur SEBASTIEN POIRIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du Supermoto des nations 2019.

Dates prévisionnelles : 20 décembre 2018 - 3 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
Le Supermoto des Nations 2019, organisé par le Comité d'Organisation du Supermoto des Nations 2019, se déroulera les 21 et 22 Septembre 2019 sur le circuit Carole à Tremblay-en-France, cette année il devrait y avoir environ 15 nations représentées pour 45 pilotes.

C'est un championnat du Monde par équipes mettant en opposition des équipes représentant leurs nations et qui est disputé chaque année dans un pays différent, les équipes sont constituées des trois meilleurs pilotes de chaque pays.

Cet évènement est une épreuve unique de Supermoto et sera l'occasion de découvrir l'équipe de France de Supermoto.

Le Supermotard est un sport de glisse partagé entre vitesse et motocross sur des machines adaptées en poids et en gabarit. Le circuit allie une partie en asphalte et une partie en terre.

Les différents objectifs de cette opération sont :

- d'accueillir une épreuve unique de Supermoto,
- de découvrir l'équipe de France dans cette discipline,
- de valoriser le circuit Carole, site à caractère multiple.

Les organisateurs comptent sur la présence d'environ 2 500 spectateurs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- TREMBLAY-EN-FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement du site et location de matériels	30 000,00	18,75%
Frais d'hébergement	8 000,00	5,00%
Frais de restauration	12 000,00	7,50%
Indemnités bénévoles	10 000,00	6,25%
Communication	20 000,00	12,50%
Redevance fédération internationale	50 000,00	31,25%
Logistique	10 000,00	6,25%
Frais de sécurité	10 000,00	6,25%
Autres dépenses	10 000,00	6,25%
Total	160 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	30 000,00	18,75%
Subvention Département	10 000,00	6,25%
Subvention Etat (CNDS, Ministères, ...)	20 000,00	12,50%
Participation Fédération / Ligue ou Comité régional	1 900,00	1,19%
Partenaires privés	25 000,00	15,63%
Billetterie	40 000,00	25,00%
Inscriptions	21 000,00	13,13%
Autres recettes	12 100,00	7,56%
Total	160 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX045216 - OPEN DE LA LIGUE FEMININE DE BASKET-BALL 2019

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	200 000,00 € HT	10,00 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE D'ORGANISATION - FFBB
Adresse administrative : 117 RUE DU CHATEAU DES RENTIERS
75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-PIERRE HUNCKLER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : de l'Open de la ligue féminine de Basket-ball 2019

Dates prévisionnelles : 6 avril 2019 - 3 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
L'Open de la Ligue Féminine de Basket-ball (LFB) qui constitue la 1ère journée du championnat de France féminin professionnel, se déroulera les 20 et 21 septembre 2019 au Stade Pierre de Coubertin à Paris.
Depuis 2015, une nouveauté a été mise en place avec le « Match des Champions » qui oppose le Champion de France LFB au vainqueur de la Coupe de France. Il s'agira cette année de la 15ème édition de l'OPEN LFB.

Les 12 meilleures équipes féminines françaises sont réunies à Paris, sur un site unique, pour l'ouverture de la saison. Six rencontres sont prévues à l'occasion des 2 jours de l'événement. Cette manifestation sportive va voir l'évolution des 12 clubs de la Ligue Féminine de Basket-ball, soit 120 joueuses au total et 24 entraineurs et adjoints.

- Pour la 5ème année consécutive le Champion de France LFB affrontera le vainqueur de la Coupe de France à l'occasion du "Match des Champions" prévu samedi 05 octobre au soir (rencontre télévisée).

- Les 5 matches comptant pour la 1ère journée du Championnat se dérouleront le samedi 05 et le dimanche 06 octobre 2019.

De nombreuses animations permettent aux jeunes licenciés de faire des oppositions organisées entre les rencontres ou aux mi-temps des matchs en accompagnant les joueuses professionnelles au moment de la présentation des équipes.

Les principaux objectifs de cette opération sont de :

- Faciliter l'accès des femmes à la pratique sportive,
- Développer et promouvoir le basket-ball féminin de haut niveau,
- Favoriser le développement du basket-ball féminin en Ile de France,
- Favoriser la dimension sociale du sport avec le programme « Marraines de Cœur ».

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement du site et location de matériels	50 000,00	25,00%
Frais d'hébergement	55 000,00	27,50%
Frais de déplacement	5 000,00	2,50%
Taxes diverses	1 500,00	0,75%
Communication	35 000,00	17,50%
Réception VIP	32 000,00	16,00%
Arbitrage	2 000,00	1,00%
Frais de sécurité	16 500,00	8,25%
Autres dépenses	3 000,00	1,50%
Total	200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	20 000,00	10,00%
Subvention Commune	10 000,00	5,00%
Fonds propres	108 000,00	54,00%
Billetterie	50 000,00	25,00%
Autres recettes	12 000,00	6,00%
Total	200 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX045253 - DOM TOM CUP 2019

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs	38 000,00 € TTC	26,32 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RISI - RESEAU INITIATIV STRATEGIE INTELLIGENCE
Adresse administrative : 18 RUE PASTEUR
94270 LE KREMLIN-BICETRE

Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ROSAN ROYAN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation de la Dom Tom Cup 2019

Dates prévisionnelles : 10 mars 2019 - 3 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Description :
L'Association Réseau Initiative Stratégie Intelligence organise la DOM TOM CUP, un tournoi de football des sélections Ultramarines, les 22 et 23 juin 2019 au Stade municipal de Bonneuil-sur-Marne.

Ce tournoi va regrouper toutes les sélections de l'Outre-Mer et de l'Ile-de-France : Les sélections de la Réunion, de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane, de Mayotte, du Cap Vert, d'Haïti, des Comores, de Madagascar, de la Nouvelle Calédonie et de l'Ile-de-France.

Cela sera l'occasion de voir la confrontation de 250 joueurs âgés de 17 à 23 ans répartis sur sélections ultramarines et internationales sur les 2 journées de cette compétition, cela peut être également l'occasion pour ces joueurs de se faire remarquer par des clubs professionnels.

Les principaux objectifs de cette opération sont de :

- Rassembler dans le cadre de sélections les jeunes sportifs franciliens.
- Organiser un tournoi de football de grande envergure.
- Organiser et développer le mieux vivre ensemble.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BONNEUIL-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats équipements et fournitures diverses	15 000,00	39,47%
Aménagement du site et location de matériels	6 000,00	15,79%
Frais de restauration	2 400,00	6,32%
Frais de personnel (charges comprises)	5 000,00	13,16%
Frais de déplacement	2 200,00	5,79%
Communication	2 700,00	7,11%
Frais pour audiovisuel	800,00	2,11%
Réception VIP	300,00	0,79%
Logistique	900,00	2,37%
Arbitrage	1 200,00	3,16%
Frais de sécurité	1 500,00	3,95%
Total	38 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	10 000,00	26,32%
Subvention Département	1 000,00	2,63%
Subvention Commune	1 000,00	2,63%
Autres subventions publiques	3 000,00	7,89%
Subvention Etat (CNDS, Ministères, ...)	6 500,00	17,11%
Partenaires privés	3 800,00	10,00%
Inscriptions	10 800,00	28,42%
Vente produits finis	1 900,00	5,00%
Total	38 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX044989 - RENCONTRE CHAMPIONNAT DU MONDE DE BOXE THAI KICK BOXING 2019

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	100 000,00 € TTC	5,00 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION SPORT POUR VAINCRE LE CANCER
Adresse administrative : CENTRE DE RADIOTHERAPIE HARTMANN
4, RUE KLEBER
92300 LEVALLOIS-PERRET

Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur OLIVIER BAUDUCEAU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation d'une rencontre du championnat du Monde de Boxe Thaï Kick Boxing 2019

Dates prévisionnelles : 13 février 2019 - 3 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Description :
Le 13 juin 2019, l'association Sport pour vaincre le cancer va organiser au Dôme de Paris (Palais des sports à la porte de Versailles) pour la 1ère fois plusieurs combats professionnels de Boxe Thaï, Kick-boxing. Cela sera une soirée de Kick-boxing avec plusieurs combats professionnels et un championnat du Monde ISKA dans le cadre du « Triumph Fighting » Tour 2019.

En effet au programme, il y aura les meilleurs athlètes français ainsi que le combat pour la défense de son titre de Champion du Monde de Cyril Benzaquen.

Cette manifestation sportive va permettre de voir :

- 6 combats professionnels,
- 3 combats élites avec 6 athlètes de haut niveau,
- 6 combats professionnels avec 12 athlètes professionnels, qui vont représenter un total de 18 clubs.

Les principaux objectifs de cette manifestation sportive sont :

- de promouvoir la boxe Thaï et le Kick-boxing,
- de fédérer les clubs de la région Ile-de-France,
- de proposer un évènement majeur de cette discipline au grand public,
- d'attirer de nouveaux partenaires et de créer des liens avec les médias.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats équipements et fournitures diverses	1 000,00	1,00%
Aménagement du site et location de matériels	36 000,00	36,00%
Frais d'hébergement	1 500,00	1,50%
Frais de restauration	5 000,00	5,00%
Frais de personnel	10 000,00	10,00%
Indemnités bénévoles	500,00	0,50%
Taxes diverses	1 500,00	1,50%
Communication	10 000,00	10,00%
Redevance fédération internationale	4 000,00	4,00%
Frais pour audiovisuel	20 000,00	20,00%
Réception VIP	5 000,00	5,00%
Logistique	500,00	0,50%
Arbitrage	1 000,00	1,00%
Frais de sécurité	2 500,00	2,50%
Autres dépenses	1 500,00	1,50%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	5 000,00	5,00%
Fonds propres	10 000,00	10,00%
Partenaires privés	50 000,00	50,00%
Billetterie	35 000,00	35,00%
Total	100 000,00	100,00%

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc147116-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-251

DU 3 JUILLET 2019

POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DU SPORT EN ÎLE-DE-FRANCE - INVESTISSEMENT - 4ÈME RAPPORT POUR 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU le code du Sport, notamment ses articles L.114-9 et R.114-42 et suivants ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à «100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens» ;

VU la délibération n° CR 204-16 du 14 décembre 2016 modifiée portant nouvelles ambitions pour le sport en Ile-de-France – Première partie ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par délibération n° CP 2018-404 du 21 novembre 2018 ;

VU la délibération n° CP 2016-186 du 18 mai 2016 relative à l'approbation d'une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre le Conseil Régional d'Ile-de-France et le Centre de ressources, d'expertise et de performance sportive (CREPS) d'Ile-de-France ;

VU la délibération n° CP 2017-199 du 17 mai 2017 portant adoption de nouvelles conventions types suite aux votes des délibérations cadre de décembre 2017 et mars 2017 ;

VU la délibération n° CP 2017-259 du 5 juillet 2017 relative à l'attribution d'autorisations de programme et d'engagement dans le cadre de la politique régionale du sport en Ile-de-France ;

VU la délibération n° CP 2017-606 du 21 novembre 2017 relative à l'attribution d'autorisations de programme et d'engagements dans le cadre de la politique régionale du sport en Ile-de-France ;

VU la délibération n° CP 2018-303 du 4 juillet 2018 relative à la politique régionale du sport en Ile de France – Investissement – 4ème rapport pour 2018 ;

VU la délibération n° CP 2019-022 du 24 janvier 2019 relative à la politique régionale du sport en Ile de France – Investissement – 1er rapport pour 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-098 du 19 mars 2019 relative à la politique régionale du sport en Ile de France – Investissement – 2ème rapport pour 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-151 du 22 mai 2019 relative à la politique régionale du sport en Ile de France – Investissement – 3ème rapport pour 2019 ;

VU le budget de la Région Ile-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-251 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Programme HP 32001 «Equipements sportifs d'intérêt régional»

1.- Dispositif « Equipements sportifs de proximité »

Décide de participer au titre du dispositif «Equipements sportifs de proximité» au financement des projets détaillés dans les fiches projet en annexe n°1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel total de **962 743,60 €**.

Affecte une autorisation de programme de **962 743,60 €** disponible sur le chapitre 903 «Culture, Sports et Loisirs», code fonctionnel 32 «Sport», au titre du programme HP 32-001 (132001) «Equipement sportifs d'intérêt régional », action «Equipements sportifs de proximité» (13200110) du budget régional 2019.

Subordonne le versement des subventions à la signature avec chaque bénéficiaire d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2018-303 du 04 juillet 2018, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

2.- Dispositif «Terrains synthétiques de grands jeux »

Décide de participer au titre du dispositif «Terrains synthétiques de grands jeux» au financement des projets détaillés dans les fiches projets en annexe n° 1 à la présente délibération par l'attribution de subvention d'un montant maximum prévisionnel total de **313 160 €.**

Affecte une autorisation de programme de **313 160 €** disponible sur le chapitre 903 «Culture, Sports et Loisirs», code fonctionnel 32 «Sport», au titre du programme HP 32-001 (132001) «Equipement sportifs d'intérêt régional », action «Equipements sportifs de proximité»(13200110) du budget régional 2019.

Subordonne le versement des subventions à la signature avec chaque bénéficiaire d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2018-303 du 04 juillet 2018, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

3.-Dispositif « Equipements sportifs mis à disposition des lycées »

Décide de participer au titre du dispositif « Equipements sportifs mis à disposition des lycées » au financement des projets détaillés dans les fiches projets en annexe n°1 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant global maximum prévisionnel de **607 500 €.**

Affecte une autorisation de programme de **607 500 €** disponible sur le chapitre 903 «Culture, Sports et Loisirs», code fonctionnel 32 «Sport», au titre du programme HP 32-001 (132001) «Equipement sportifs d'intérêt régional», action «Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens» (13200106) du budget régional 2019.

Subordonne le versement des subventions à la signature avec chaque bénéficiaire d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2018-303 du 04 juillet2018, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

4.- Dispositif « Achat d'équipements spécifiques en faveur de la pratique sportive des personnes en situation de handicap »

Décide de participer au titre du dispositif « Achat d'équipements spécifiques en faveur de la pratique sportive des personnes en situation de handicap » au financement des projets détaillés dans les fiches projets en annexe n° 1 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **26 040 €.**

Affecte une autorisation de programme de **26 040 €** disponible sur le chapitre 903 «Culture, Sports et Loisirs», code fonctionnel 32 «Sport», au titre du programme HP 32-001 (132001) «Equipement sportifs d'intérêt régional », action «Achat d'équipements en faveur du handisport» (13200102) du budget régional 2019.

Subordonne le versement des subventions à la signature avec chaque bénéficiaire d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2017-199 du 17 mai 2017, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

5.-Dispositif « Equipements sportifs d'intérêt régional »

Décide de participer au titre du dispositif «Equipements sportifs d'intérêt régional» au financement du projet détaillé dans la fiche projet en annexe n°1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel total de **1 268 342,21 €**.

Affecte une autorisation de programme de **1 268 342,21 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-001 (132001) « Equipement sportifs d'intérêt régional », action « Équipements sportifs de niveau régional » (13200101) du budget régional 2019.

Subordonne le versement des subventions à la signature avec chaque bénéficiaire d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2018-303 du 04 juillet 2018, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

6.- Hors Dispositif

Décide d'attribuer à la Fondation du protestantisme une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **135 269,01 €** pour le financement du projet détaillé dans la fiche projet jointe en annexe n°1 à la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **135 269,01 €** disponibles sur le chapitre 903 «Culture, Sports et Loisirs», code fonctionnel 32 «Sport», au titre du programme HP 32-001 (132001) «Equipement sportifs d'intérêt régional », action «Equipements sportifs de proximité» (13200110) du budget régional 2019.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature avec le bénéficiaire, de la convention jointe en annexe de la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 2

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projet en annexen°1 à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3, de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR01-16 du 21 janvier 2016.

Article 3

Décide d'ajuster la subvention accordée à la commune d'Isles-les-Villenoy par délibération n° CP 2019-151 du 22 mai 2019 (dossier EX044443) pour le financement du projet détaillé dans la fiche projet jointe en annexe n°2.

Désaffecte en conséquence la somme de 3 658,64 € sur l'autorisation de programme correspondante de 34 653,53 € disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-001 (132001) « Equipement sportifs d'intérêt régional », action « Equipements sportifs de proximité » (13200110) du budget régional 2019.

Subordonne le versement de la subvention à la signature avec le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2018-303 du 04 juillet 2018, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Article 4

Accorde à la commune de **Villebon-sur-Yvette (91)** une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un stagiaire pour l'aide financière qui lui a été attribuée en 2017 par délibération CP n° 2017-616 du 22 novembre 2017 au titre du dispositif « équipements sportifs de proximité ».

Approuve en conséquence la modification de la fiche projet n° EX023402, tel que cela figure en annexe n°3 de la présente délibération.

Article 5

Accorde à la commune de **Varennes sur Seine (77)** une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un stagiaire pour l'aide financière qui lui a été attribuée en 2017 par délibération CP n° 2017-616 du 22 novembre 2017 au titre du dispositif « équipements sportifs de proximité ».

Approuve en conséquence la modification de la fiche projet n° EX023644, tel que cela figure en annexe n°4 de la présente délibération.

Article 6

Approuve les règlements d'interventions modifiés pour les dispositifs investissement suivants :

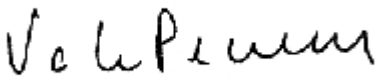
- « terrains synthétiques de grands jeux »,
- « équipements sportifs de proximité »,
- « équipements sportif d'intérêt régional » (ESIR),
- « équipements sportifs mis à disposition des lycées »,
- « plan piscines régional ».

Ces règlements d'intervention modifiés sont présentés en annexe n° 5 à 9 de la présente délibération.

Article 7

Approuve l'avenant n°2 à la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre la Région Ile-de-France et le CREPS d'Ile-de-France joint en annexe n°10 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n°1 - Fiches projets

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER N° EX045061 - FEDERATION FRANCAISE DE FOOTBALL - Rénovation - Extension du Centre National de Football de Clairefontaine pour la création d'un pôle d'excellence de football en Ile de France

Dispositif : Equipements sportifs d'intérêt régional (n° 00000036)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-20422-132001-300
Action : 13200101- Équipements sportifs de niveau régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs d'intérêt régional	4 227 807,36 € HT	30,00 %	1 268 342,21 €
	Montant total de la subvention		1 268 342,21 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FFF FEDERATION FRANCAISE FOOTBALL
Adresse administrative : 87 BOULEVARD DE GRENELLE
75015 PARIS 15E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Noël LE GRAET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : FEDERATION FRANCAISE DE FOOTBALL - Rénovation - Extension du Centre National de Football de Clairefontaine pour la création d'un pôle d'excellence de football en Ile de France

Dates prévisionnelles : 15 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La FFF souhaite rénover la propriété acquise en 2015, jouxtant son Centre National de Football situé à Clairefontaine en Yvelines afin de répondre à ses nouveaux défis.
L'activité du Centre National du Football (CNF) n'a cessé d'augmenter ces dernières années. Le bon parcours de l'Equipe de France à la coupe du monde 2018 a renforcé cette dynamique et, victime de son succès, le CNF peine aujourd'hui à répondre à l'ensemble des demandes d'utilisation de ses installations.
Le site manque de capacité d'hébergement et d'un terrain de jeux pour pouvoir répondre à nos publics lésés.

Afin de répondre à ces évolutions, la FFF souhaite entreprendre des travaux de rénovation en profondeur de cette propriété, ce qui permettrait de soutenir le développement du CNF et de participer au développement économique du territoire.

Les publics ciblés sont :
- les stages de clubs amateurs franciliens (réponse à 1/3 des demandes uniquement). Besoins estimés de 33 week-end (12h/sem)

- les stages foot enfants Ile de France, lors des périodes de vacances scolaires (réponse à des demandes uniquement). Besoins estimés de 11 semaines (36h/sem)
- les stages féminins organisés par la FFF (réponse à 1/2 des demandes uniquement). La mise en place du plan fédéral de féminisation du football via, le développement de création de sections féminines, de formations de dirigeants féminins et de formation des arbitres féminines vont accroître le développement de l'activité secteur. Besoins estimés de 12 semaines (25h/sem)

La FFF projette de rénover les espaces existants afin de créer 40 chambres avec vestiaires, une zone de détente et une salle de musculation, de créer un terrain synthétique de grand jeu (garnissage prox max max (sans HAP) et un terrain synthétique de foot A5 (sbr encapsulé). Ils sont qualifiés FIFA quality.

La FFF s'engage à respecter les exigences particulières de protection des pratiquants et envisage pour éviter le déplacement et la propagation du granulat, la mise en place de caniveaux de 20 cm de large sur les longueurs du terrain avec un réseau de rejet indépendant au drainage.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : Equipement sportif d'Intérêt régional (ESIR)

1. Partie bâtiment
Montant HT des travaux : 3 505 739.00 €
Montant HT des travaux éligibles : 2 755 739.00€ (sont exclues les dépenses relatives à aux aléas chantier et à la fourniture du mobilier d'un montant de 750 000€)

2. Partie sportive

Montant HT des travaux : 1 554 259.70 €
Montant HT des travaux éligibles : 1 472 068.36 € (sont exclues les dépenses relatives à aux aléas chantier et aux frais de démolition d'un montant de 82 191.35€)

Projet global = partie bâtiment + partie sportive
Montant HT des travaux : 5 059 998.70 € = 3 505 739.00€ + 1 554 259.70e
Montant HT des travaux éligibles : 4 227 807.36 € = 2 755 739.00 €+ 1 472 068.36€
Taux d'intervention : 30%, (correspondant au taux maximum ciblé dans le RI)
Montant de la subvention appliquée : 1 268 342.21 €

Le montant de la subvention appliquée correspond à 30% du projet global éligible, soit 25.07% du projet global.

Localisation géographique :
- CLAIREFONTAINE-EN-YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux partie bâtiment	2 385 739,00	47,15%
Pose et fourniture mobilier	450 000,00	8,89%
Maitrise d'œuvre (Phase APS)	300 000,00	5,93%
Autres dépenses (réseau vidéosurveillance et sécurité)	370 000,00	7,31%
Travaux terrain football grand jeu, dont fourniture et pose équipements sportifs	748 910,38	14,80%
Travaux terrain football A5, dont fourniture et pose équipement sportif	805 349,33	15,92%
Total	5 059 998,71	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	1 268 342,21	25,07%
Fédération Française de Football	3 791 656,50	74,93%
Total	5 059 998,71	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-251

DOSSIER N° 19006370 - ACHAT D'EQUIPEMENT EN FAVEUR DU HANDISPORT - LIGUE ILE DE FRANCE DE TENNIS

Dispositif : Achat d'équipement en faveur du handisport (n° 00000040)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-20421-132001-300
Action : 13200102- Achat d'équipements en faveur du handisport

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Achat d'équipement en faveur du handisport	32 550,00 € TTC	80,00 %	26 040,00 €
	Montant total de la subvention		26 040,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LIGUE ILE DE FRANCE DE TENNIS
Adresse administrative	:	2 AV GORDON BENNETT 75016 PARIS 16
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur François JAUFFRET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 31 décembre 2026
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Achat de 15 fauteuils pour développer la pratique sportive handicapée sur l'ensemble du territoire francilien (2 fauteuils pour le Comité de Paris, 3 fauteuils pour le Comité de Seine et Marne, 4 fauteuils pour le Comité des Yvelines, 4 fauteuils pour le Comité de l'Essone, 2 fauteuils pour le Comité du Val d'Oise).
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
8 fauteuils Ryder Elite Club tennis standard	16 800,00	51,61%
7 fauteuils Ryder Elite Club Tennis - NS	15 750,00	48,39%
Total	32 550,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	26 040,00	80,00%
Ligue Ile-de-France de Tennis	6 510,00	20,00%
Total	32 550,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER N° EX044975 - ERAGNY-SUR-OISE (95) - Construction d'un gymnase rue de l'Ormetteau

Dispositif : Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées (n° 00000316)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200106- Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	2 000 000,00 € HT	25,00 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE D'ERAGNY-SUR-OISE
Adresse administrative	:	PLACE LOUIS DON MARINO 95611 ERAGNY-SUR-OISE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Thibault HUMBERT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction d'un gymnase rue de l'Ormetteau

Dates prévisionnelles : 1 juin 2019 - 30 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de minimiser l'impact des travaux de gros oeuvre sur le groupe scolaire qui jouxte le site de construction du gymnase, la commune a planifié un démarrage en juin et juillet - août.

Description :
La construction de ce gymnase permettra d'offrir aux scolaires et associations sportives, un lieu de pratiques multiples.
L'équipement sera composé d'une salle de sports collectifs 44X22 pour la pratique des sportifs collectifs tels que le handball, basket ball, volley ball et futsal; mais également des sports de raquettes (badminton, tenni de table, ultimate).
Le revêtement des sols plus souple sera moins traumatisant pour les pratiquants. L'éclairage de dernière génération aura également un impact sur le confort visuel des pratiquants et aura un effet bénéfique sur les consommations électriques.
La salle sera dotée de 4 vestiaires, de locaux de stockage pour les matériels et équipements sportifs, dédiés aux compétitions et entraînements (panneaux de mini basket par exemple), ainsi que des tribunes pouvant accueillir plus de 200 personnes, un réel atout pour l'organisation d'évènements sportifs tels que le championnat de gymnastique sportive, les tournois de basket ainsi que les évènements scolaires.

Le lycée Auguste Escoffier d'Eragny utilisera l'équipement près de 100 heures par semaine, toutes classes confondues, et sur les différentes salles et plateaux sportifs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : Gymnase type C

Montant HT des dépenses : 3 269 100 €
Plafond HT des dépenses : 2 000 000 €
Taux d'intervention : 25 %
Montant de la subvention : 500 000 €

La participation régionale représente 15,29% du montant global de l'opération.

Localisation géographique :
- ERAGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	3 269 100,00	100,00%
Total	3 269 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	500 000,00	15,29%
Subvention Département (sollicitée)	640 000,00	19,58%
Autres recettes (préciser)	2 129 100,00	65,13%
Total	3 269 100,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER N° EX045020 - LONGJUMEAU (77) - Travaux de rénovation du gymnase Ostermeyer

Dispositif : Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées (n° 00000316)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200106- Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	290 000,00 € HT	25,00 %	72 500,00 €
	Montant total de la subvention		72 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LONGJUMEAU
Adresse administrative : 6 BIS RUE L ONTINE SOHIER
91160 LONGJUMEAU
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Sandrine GELOT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux de rénovation du gymnase Ostermeyer

Dates prévisionnelles : 24 juin 2019 - 30 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les travaux étant d'une durée de 12 semaines, la commune a programmé les travaux durant la période estivale (dès juin) afin de limiter au maximum les impacts sur le bon fonctionnement de la structure, et rendre aux usagers réguliers un gymnase rénové en septembre 2019.

Description :
Le COSEC Micheline Ostermeyer, propriété foncière de la ville de Longjumeau, est un bâtiment sportif construit dans les années 1970 dont la surface sportive et les pièces d'eau n'ont subi aucune modification notable depuis.
Voisin du lycée Jacques Prévert, les lycées de l'établissement sont les premiers bénéficiaires de l'équipement où ils pratiquent l'EPS; le volume hebdomadaire est de 38h30.
Le bâtiment est également utilisé par les clubs locaux (handball et basket, boxe).
La ville de Longjumeau met à disposition du lycée Jacques Prévert d'autres équipements sportifs sur le territoire (piste d'athlétisme, gymnase Nicolas, salle de musculation Rigoulot) pour un volume horaire de 30 heures minimum.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : gymnase grand gabarit

Montant HT dépenses : 290 000 €
Montant HT dépenses éligibles : 290 000 €
Taux d'intervention RI : 25%
Taux d'intervention arbitré et ramené à 15% + majoration de 10%, soit un taux de 25% au lieu de 35%
Montant de la subvention : 72 500 €

Localisation géographique :

- LONGJUMEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Sol sportif	65 800,00	22,69%
Fourniture et pose des équipements sportifs	37 000,00	12,76%
Travaux d'étanchéité toiture	30 500,00	10,52%
Travaux sur châssis extérieurs intérieurs et signalétique	44 700,00	15,41%
Travaux intérieurs (plomberie, électricité, maçonnerie...)	108 000,00	37,24%
Honoraires bureau de contrôle	4 000,00	1,38%
Total	290 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	72 500,00	25,00%
Fonds propres	217 500,00	75,00%
Total	290 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER N° EX045059 - BONDOUFLE (91) - Rénovation de la piste d'athlétisme du stade Henry Marcille

Dispositif : Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées (n° 00000316)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200106- Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	114 325,00 € HT	30,61 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE BONDOUFLE
Adresse administrative	:	43 RUE CHARLES DE GAULLE 91070 BONDOUFLE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur JEAN HARTZ, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : BONDOUFLE (91) - Rénovation de la piste d'athlétisme du stade Henry Marcille

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune a programmé ces travaux pendant la période estivale pour impacter le moins possible les établissements scolaires et les clubs locaux par la fermeture de cet équipement.

Description :
La commune porte une attention particulière à la qualité des équipements sportifs situés sur son territoire. Soucieuse de permettre une pratique sportive dans les meilleures conditions, ainsi que de la prise en compte des besoins des associations, des collégiens et des lycéens, elle décide de rénover la piste d'athlétisme du complexe sportif « Henry Marcille » car des désordres d'ordre technique et sécuritaires ont été constatés au fil des ans par manque d'entretien.

Cette piste d'athlétisme est composée de 4 couloirs, d'une piste de saut en longueur et de triple saut, d'une aire de saut en hauteur et de saut à la perche, d'une aire de lancer de poids, de lancer de disques et de marteaux.

Cette installation est mis à disposition du lycée François Truffaut 30 heures par semaine, par les

associations sportives et les coureurs occasionnels. La commune met à disposition en parallèle de ce lycée et à titre gracieux d'autres équipements sportifs municipaux (gymnase Barret) avec un quota horaire de plus de 30 heures par semaine

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : Equipements sportifs mis à disposition des lycées : plateaux extérieur EPS : infrastructures athlétisme

Montant HT des travaux : 128 937.50 €
Montant HT des travaux éligibles : 114 325.00 € (sont exclues les dépenses relatives à l'entretien courant et la mise en déchèterie des découpes décollées ou abimées)
Taux d'intervention arbitré et appliqué : 20,61% + 10% de majoration correspondant au taux de majoration maximum dans le RI, soit un taux global de 30,61%
Montant de la subvention appliquée : 35 000 €

La subvention appliquée correspond à 30,61% du montant HT des travaux éligibles, ou 27,14% du montant HT du projet global.

Localisation géographique :
- BONDOUFLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	128 937,50	100,00%
Total	128 937,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	35 000,00	27,14%
Subvention Commune (sollicitée)	93 937,50	72,86%
Total	128 937,50	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER N° EX044896 - HERBLAY : Transformation d'un terrain stabilisé en terrain synthétique + création d'un vestiaire / Parc des Sports des Beauregards

Dispositif : Terrains Synthétiques de grands Jeux (n° 00000647)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Terrains Synthétiques de grands Jeux	1 045 388,30 € HT	15,00 %	165 872,00 €
	Montant total de la subvention		165 872,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'HERBLAY
Adresse administrative : 43 RUE DU GENERAL DE GAULLE
95220 HERBLAY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe ROULEAU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : transformation d'un terrain stabilisé en terrain synthétique et la création d'un vestiaire

Dates prévisionnelles : 1 mai 2019 - 1 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune veut ouvrir l'infrastructure au début de la saison sportive 2019/2020 et doit donc commencer les travaux dès le mois de mai pour profiter de la fin d'exercice (2018/2019) et l'absence de compétitions.

Description :
Le Parc des Sports a une superficie de 13 hectares constitué de terrains de rugby, football, tennis, pétanque et baseball.

Il compte 4 terrains de football :
- deux terrains en herbe ;
- un terrain synthétique bientôt rénové ;
- un terrain stabilisé objet de la présente demande de subvention pour sa transformation en terrain synthétique

Pour répondre aux besoins du club de football et des établissements scolaires, il convient de transformer le terrain stabilisé en terrain synthétique. Ce projet nécessite des travaux de démolition, de terrassements, de drainage et d'assainissement. Les appareils d'éclairage sont prévus remplacés par de l'éclairage LED, les mâts d'éclairage sont prévus conservés sous réserve des résultats de contrôles in-situ.

Le terrain sera équipé :
- d'une pelouse synthétique avec un remplissage SBR
- de tracés à 11 et à 8.
- d'une paire de buts à 11.
- de deux paires de buts à 8 repliables.
- de bancs de touches

Par ailleurs, le projet prévoit la création d'un nouveau bloc vestiaire composé de 4 vestiaires pour les joueurs et 2 vestiaires pour les arbitres.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : Terrain synthétique + éclairage + vestiaire

Montant total HT de l'opération : 1.211.223,30 € (comprenant les frais d'études, le coût du terrain, de l'éclairage et des vestiaires)
Montant éligible global : 1.105.813,30 € détaillé comme suit :

- Terrain synthétique : 588.155 € (sont exclues les dépenses liées aux démolitions, installation de chantier... pour un coût total de 39.450 €)
- Eclairage : 75.000 € (dépenses réelles de 103.500 € ramenées à 92.400 € suite à l'exclusion des dépenses de démolition et d'installation de chantier et plafonnées à 75.000 €)
- Vestiaires : 442.658,30 €

Taux de subvention : 15 %
Montant de la subvention : 165.872 €

Le montant de la subvention, correspondant à 15 % des dépenses éligibles, représente 13,69 % du coût global du projet.

Localisation géographique :
- HERBLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	1 150 798,30	95,01%
Etudes et maîtrise d'œuvre	60 425,00	4,99%
Total	1 211 223,30	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	748 207,61	61,77%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	165 872,00	13,69%
Subvention Département (sollicitée)	207 143,69	17,10%
Participation Ligue ou Fédération	90 000,00	7,43%
Total	1 211 223,30	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER N° EX045001 - LE PECQ : Création d'un terrain de football synthétique / Stade municipal Louis RAFFEGEAU

Dispositif : Terrains Synthétiques de grands Jeux (n° 00000647)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Terrains Synthétiques de grands Jeux	776 666,67 € HT	20,00 %	147 288,00 €
	Montant total de la subvention		147 288,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LE PECQ
Adresse administrative : HOTEL DE VILLE
78230 LE PECQ
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Laurence BERNARD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un terrain de football synthétique / Stade municipal Louis RAFFEGEAU

Dates prévisionnelles : 3 juin 2019 - 23 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune souhaitant ouvrir le terrain pour le démarrage de la saison sportive et juste avant la rentrée scolaire, les travaux doivent se dérouler entre juin et août, période pendant laquelle aucune compétition n'a lieu.

Description :
Le projet se situe dans l'enceinte du stade municipal Louis RAFFEGEAU, sis boulevard de la Libération, en bord de Seine sur la commune du Pecq, dans le département des Yvelines (78).

Le complexe sportif est composé de courts de tennis extérieurs et couverts, de 2 terrains de padel, d'un gymnase et de 3 terrains de football : le terrain d'honneur en gazon naturel entouré d'un anneau d'athlétisme et de 2 autres terrains en gazon naturel (terrain n°2 et terrain n°3). C'est le terrain n°2 qui fait l'objet du présent projet.

Le terrain n°2 est actuellement utilisé essentiellement par les clubs pour la pratique du football uniquement. Le projet consiste en la réhabilitation du terrain en gazon, en gazon synthétique comprenant la reprise des abords, bordures, main courante, équipements divers et comprend également la rénovation complète de l'éclairage sportif: reprise de l'alimentation électrique et mise en place d'une nouvelle armoire d'éclairage et de nouveaux projecteurs à LED sur les mats existants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : Terrains synthétiques de grands jeux

Montant total HT de l'opération : 776.666,67 € (dont 685.781,43 € pour le terrain et 90.465,24 € pour l'éclairage)

Base éligible : 736.440 €

- Terrain : 661.440 € (sont exclues des dépenses les frais de dépose, frais généraux et missions annexes soit 24.341,23 €)

- Eclairage : 75.000 € (plafond prévu pour l'éclairage)

Taux RI : 15 %
Taux arbitré à 10% + bonification solution de rétention des granulats de 10 %
Montant de la subvention : 147 288 €

Le taux de subvention apparaissant dans le plan de financement (18,96 %) est différent de celui appliqué (20 %) car il correspond à la participation financière régionale rapportée au montant global du projet et non aux dépenses éligibles.

Localisation géographique :
- LE PECQ

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	704 885,24	90,76%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	52 530,00	6,76%
Etudes et maîtrise d'œuvre	12 420,00	1,60%
Autres dépenses (préciser)	6 831,43	0,88%
Total	776 666,67	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	379 378,67	48,85%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	147 288,00	18,96%
Subvention Département (sollicitée)	250 000,00	32,19%
Total	776 666,67	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER N° EX044759 - SARTROUVILLE (78) - Installation de 4 aires de Street Work Out sur les Berges de seine

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	16 353,00 € HT	50,00 %	8 176,50 €
		Montant total de la subvention	8 176,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SARTROUVILLE
Adresse administrative : 2 RUE BUFFON
78500 SARTROUVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre FOND, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : SARTROUVILLE (78) - Installation de 4 aires de Street Work Out sur les Berges de seine

Dates prévisionnelles : 19 mars 2019 - 30 avril 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Volonté de la commune de mettre à disposition des pratiquants ces installations dès le printemps

Description :
La ville souhaite développer des activités sportives libres ou encadrées à destination notamment des jeunes de la ville mais également des sportifs amateurs.

Ils permettent donc grâce à La musculation d'améliorer sa condition physique. Un corps plus musclé et plus tonique est un corps plus fort, plus résistant, plus solide et plus équilibré.

Il s'agit d'installer des modules de fitness et de musculation, appelé Street Workout, cette discipline est en plein essor avec des pratiquants de tout âge, de tout niveau, hommes ou femme.

1eré opération : Aménagements des berges de Seine : installations d'appareils sur 4 zones identifiées le long des quais.
3 autres opérations dans 3 autres zones. Elles seront traitées dans un autre dossier (aménagement du Parc Gagarine, aménagement du Dispensaire, et aménagement du Complexe du Bas de la Plaine).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou création d'équipements en accès libre

Montant HT des travaux : 16 353 €
Montant HT des travaux éligibles : 16 353 €
Taux d'intervention : 50%, (correspondant au taux maximum ciblé dans le RI)
Montant de la subvention appliquée : 8 176.50 €

Localisation géographique :

- SARTROUVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	8 997,00	55,02%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	7 356,00	44,98%
Total	16 353,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	8 176,50	50,00%
Région Ile-de-France	8 176,50	50,00%
Total	16 353,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER N° EX044839 - PUTEAUX (92) - Reconstruction des vestiaires dans les tribunes de rugby du stade Paul Bardin sur l'île de Puteaux

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	300 000,00 € HT	25,00 %	75 000,00 €
	Montant total de la subvention		75 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PUTEAUX MAIRIE
Adresse administrative : 131 RUE DE LA R PUBLIQUE
92800 PUTEAUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Joëlle CECCALDI-RAYNAUD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : reconstruction des vestiaires dans les tribunes de rugby du stade Paul Bardin sur l'île de Puteaux

Dates prévisionnelles : 1 avril 2019 - 1 février 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune a sollicité le démarrage anticipé des travaux, ces derniers étant dans la continuité des travaux de démolition s'étant terminé en mars 2019.

Description :
La ville de Puteaux va procéder à la démolition et à la reconstruction des tribunes de rugby. Ces dernières seront composées de vestiaires-douches- sanitaires pour les joueurs et les arbitres, de locaux annexes et techniques.
L'association "Puteaux Rugby" évoluant actuellement en 1ère série Ile de France, soit une division à la Promotion d'honneur, les concepteurs du projet doivent se baser sur les contraintes fédérales d'homologation de niveau D et E. Il est à noter que cette association sportive comporte une section féminine.
De ce fait, les vestiaires joueurs doivent être meublés d'un nombre de sièges suffisant pour 25 personnes et de deux porte manteaux par personne. (Pour la catégorie D / 2 vestiaires + 2 salles de douches)
Pour les sanitaires : des WC et urinoirs sont prévus par les arbitres et les juges de touche, et pour les joueurs. Ils leur sont exclusivement réservés.
Les WC pour les arbitres et les joueurs doivent être accessibles directement depuis les vestiaires.
L'association d'athlétisme "CAP Athlétisme" utilisera également ces vestiaires et sanitaires et doivent respecter certaines contraintes fédérales d'homologation de niveau régional. Ainsi, il est nécessaire de prévoir des blocs de douche.
Il est nécessaire de prévoir des blocs de vestiaires séparés, hommes et femmes.

Chaque vestiaire doit être pourvu de l'éclairage, du chauffage, d'un lavabo et d'une salle de douches attenante avec accès direct au vestiaire.
Des WC et des urinoirs doivent être prévus conformément aux prescriptions du Règlement Sanitaire Départemental et, être adaptés au niveau des compétitions qui sont organisées.
Au total donc, seront créés :
- 4 vestiaires de plus de 25 mètres carrés chacun
- 4 blocs de douche de plus de près de 17 mètres carrés chacun
- 2 sanitaires de 13 mètres carrés chacun

S'agissant des annexes officielles : seront prévus un bureau délégué, vestiaires/douche arbitres/local antidopage, infirmerie.
L'ensemble des scolaires de la Ville de Puteaux pourront également profiter de ces vestiaires et sanitaires au sein des tribunes de rugby afin de pouvoir se préparer avant leur cours d'éducation physique.
Enfin, ces tribunes de rugby (comme les tribunes de football) seront d'autant plus accessibles avec la création de la passerelle piéton/vélo en cours de construction qui reliera le centre-ville de Puteaux à l'ile de Puteaux.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réfection, réhabilitation ou construction de vestiaires

Montant HT des dépenses : 977 129 €
Plafond HT des dépenses : 300 000 €
Taux d'intervention arbitré et ramené à : 25%
Montant de la subvention : 75 000 €

La subvention attribuée représente un taux de participation de la Région de 7,68%, calculé sur le montant global des travaux, soit 977 129 €.

Localisation géographique :
- PUTEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux Vestiaires (douches, blocs sanitaires, vestiaires arbitres, infirmerie...)	977 129,00	100,00%
Total	977 129,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	845 379,00	86,52%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	75 000,00	7,68%
Subvention Département (sollicitée)	56 750,00	5,81%
Total	977 129,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER N° EX044842 - PUTEAUX (92) - Reconstruction de vestiaires dans les tribunes de football au stade Léon Rabot sur l'île de Puteaux

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	300 000,00 € HT	20,00 %	60 000,00 €
	Montant total de la subvention		60 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PUTEAUX MAIRIE
Adresse administrative : 131 RUE DE LA REPUBLIQUE
92800 PUTEAUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Joëlle CECCALDI-RAYNAUD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : reconstruction de vestiaires dans les tribunes de football au stade Léon Rabot sur l'île de Puteaux

Dates prévisionnelles : 1 avril 2019 - 1 février 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune a sollicité une autorisation de démarrer les travaux avant le vote de la subvention, les travaux de démolition se terminant en mars 2019, et le gros oeuvre débutant en avril.

Description :
La ville de Puteaux va procéder à la démolition et à la reconstruction des tribunes de football. Ces dernières seront composées de vestiaires-sanitaires-douches pour les joueurs et les arbitres, de locaux annexes et techniques.
Afin que l'installation soit notamment classée par la Fédération Française de Football pour les niveaux 4 et 5, chaque équipe de match principal doit disposer de manière identique d'un vestiaire d'au moins 20m2 (hors sanitaires et douches) équipé de :

- sièges et portes manteaux
- en accès direct avec ce vestiaire :
- une salle de douches comportant un nombre de 6 pommes conforme au règlement sanitaire départemental.
- un lavabo (eau chaude et froide) équipé d'une glace-miroir.

Au total, seront prévus :
- 4 vestiaires de 25 mètres carrés chacun,
- 4 blocs de douches de 10 mètres carrés chacun

- et deux sanitaires joueurs de 26 mètres carrés
- 2 vestiaires "arbitre" avec douche (14 mètres carrés)
- 1 bureau délégué
- 1 local anti-dopage/ infirmerie mutualisé

L'ensemble des scolaires de la Ville de Puteaux pourront profiter de ces espaces afin de se changer avant leur cours d'éducation physique.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réfection, réhabilitation ou construction de vestiaires

Montant HT des dépenses : 767 524 €
Plafond HT des dépenses : 300 000 €
Taux d'intervention arbitré et ramené à : 20%
Montant de la subvention : 60 000 €

La participation régionale représente 7,82% du montant global du projet.

Localisation géographique :
- PUTEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	767 524,00	100,00%
Total	767 524,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	669 148,00	87,18%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	60 000,00	7,82%
Subvention Département (sollicitée)	38 376,00	5,00%
Total	767 524,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER N° EX044864 - ROSNY SOUS BOIS (93) - Réhabilitation du dojo Antoine Lavoisier

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	337 700,00 € HT	20,00 %	67 540,00 €
	Montant total de la subvention		67 540,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE ROSNY-SOUS-BOIS
Adresse administrative : 20 RUE CLAUDE PERNES
93110 ROSNY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Claude CAPILLON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation du dojo Antoine Lavoisier

Dates prévisionnelles : 3 juin 2019 - 27 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune a planifié les travaux de façon à mettre à disposition des associations sportives et des établissements scolaires l'équipement rénové dès la rentrée de septembre 2019.

Description :
Ouvert en 1975, le Dojo Antoine LAVOISIER n'a jamais fait l'objet d'un programme de réhabilitation ambitieux. Aussi, bien que structurellement sein et parfaitement fonctionnel, le Dojo n'est plus adapté aux pratiques sportives actuelles et ne répond plus aux normes techniques en vigueur.

Consciente de ces écueils, la collectivité a décidé de réaliser les travaux suivants sur cet équipement :
- Nouveau traitement d'air et chauffage
- Amélioration de l'enveloppe thermique par le remplacement des menuiseries
- Nouvel éclairage
- Création des accès PMR au niveau bas et dans les différentes zones de l'espace
- Remplacement des planchers et tatamis du dojo
- Restructuration de la zone hors dojo avec zones sanitaires- douches avec 2 vestiaires collectifs, 1 zone de vestiaires individuels avec casiers
- Travaux de peinture / petite menuiseries dans le dojo

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction de salles spécialisées

Montant HT des dépenses : 337 700 €
Montant HT des dépenses éligibles : 337 700 €
Taux d'intervention : 20%
Montant de la subvention : 67 540 €

Localisation géographique :
- ROSNY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	327 500,00	96,98%
Honoraires de programmiste	10 200,00	3,02%
Total	337 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	270 160,00	80,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	67 540,00	20,00%
Total	337 700,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER N° EX044890 - SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (78) - Rénovation de deux courts de tennis couverts au parc sportif Claude Bocard

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	132 606,45 € HT	10,00 %	13 260,65 €
		Montant total de la subvention	13 260,65 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Adresse administrative : 16 RUE DE PONTOISE
78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur ARNAUD PERICARD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation de deux courts de tennis couverts au parc sportif Claude Bocard

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 16 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune a programmé les travaux durant les congés d'été afin de mettre à disposition l'équipement rénové dès la reprise des activités des associations sportives.

Description :
Après avoir été exposée durant 28 ans aux intempéries, la membrane PVC de couverture présente un vieillissement très avancé. La toile est noircie par la poussière et l'humidité, de ce fait l'effet "frigidaire" est beaucoup plus intense en hiver. A ce stade, toute soudure extérieure en vue d'une réparation est dorénavant impossible.

Le projet consiste :

- au remplacement de la bâche (membranes de couverture) sur l'ensemble de la structure avec la création de ventilations hautes et basses complémentaires;
- à la réfection complète des deux courts : reprofilage du fond de forme avec complément en grave naturelle réglée et compactée - une couche de base et une couche de finition en enrobé épaisseur totale 6 cm - un revêtement définitif en résine avec tracé des lignes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : Réhabilitation d'équipement couvert

Montant HT des dépenses : 143 826,15 €
Montant HT des dépenses éligibles : 132 606,45 € (sont exclues les dépenses liées à la démolition des enrobés)
Taux d'intervention : 10%
Montant de la subvention : 13 260,65 €

Le taux de participation régionale représente 9,22 % sur le coût global de l'opération.

Localisation géographique :

- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux changement entoilage	66 170,00	46,01%
Travaux rénovation des sols	75 528,15	52,51%
Fourniture et pose équipements sportifs (filets et poteaux)	2 128,00	1,48%
Total	143 826,15	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	130 565,50	90,78%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	13 260,65	9,22%
Total	143 826,15	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER N° EX044893 - ANDRESY : Rénovation lourde et la mise en accessibilité PMR du complexe socioculturel et sportif Louise Weiss

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	1 357 895,90 € HT	10,00 %	135 789,59 €
	Montant total de la subvention		135 789,59 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ANDRESY
Adresse administrative : 4 BOULEVARD NO L MARC
78570 ANDRESY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Hugues RIBAULT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Rénovation lourde et la mise en accessibilité PMR du complexe socioculturel et sportif Louise Weiss

Dates prévisionnelles : 18 mars 2019 - 30 avril 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Datant de 1984, la rénovation et mise aux normes sont devenues indispensables sans attendre. Utilisé par de nombreuses structures associatives, sa dégradation a nécessité de démarrer les travaux dès le mois de mars afin de ne bloquer sur une saison sportive complète (2019/2020)

Description :
Considérant l'état des lieux du complexe socioculturel et sportif Louise Weiss , le projet de rénovation lourde et de mise en accessibilité PMR du complexe sportif Louise Weiss concerne d'une part des travaux sur l'enveloppe du bâti dans sa totalité (hors structure crèche) et d'autre part les locaux d'activités sportives (partie gymnase) et annexes.

Les ouvrages extérieurs à rénover sont les suivants: Façades habillés, en partie par Façades enduit béton; Parement extérieur de la tour circulaire; Les toitures en terrasse, en partie par des matériaux contenant des traces d'amiante
Les ouvrages intérieurs à rénover concernant la partie salle de sports sont les suivants : Escaliers et accès PMR; Salles de sport (grande salle de gymnastique, et salle d'activité sportive); Circulation verticale & Circulation horizontale; Installation de chauffage ventilation; Installation électrique (courants forts et courants faibles); Rénovation totale de locaux sportifs dont vestiaires, sanitaires et douches; Création d'un local rangement de 100 m² accessible par l'intérieur.

Le projet prévoit également la création d'une entrée unique redonnant une visibilité au bâtiment, et une identité. Cette entrée unique permet également de sécuriser les accès au complexe et d'accroître les possibilités de contrôle par le gardien du site.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement couvert

Montant des travaux HT : 2.009.178,90 €
Montant des travaux éligibles : 1.357.895,90 € (sont exclues les dépenses relatives au désamiantage, aux démolitions, aux aléas de chantier pour un total de 651.283 €)
Taux : 10 %
Montant de la subvention : 135.789,59 €

Le montant de la subvention calculée représente 10 % des dépenses éligibles retenues soit 6,76 % du projet global

Localisation géographique :
- ANDRESY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	2 009 178,90	100,00%
Total	2 009 178,90	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	1 573 389,31	78,31%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	135 789,59	6,76%
Subvention Département (sollicitée)	300 000,00	14,93%
Total	2 009 178,90	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER N° EX044919 - CARRIERES SOUS POISSY (78) - Construction du pôle Sports Attitude au complexe Alsace, un espace sportif de plein air et en accès libre

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	61 505,25 € HT	32,52 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CARRIERES SOUS POISSY
Adresse administrative : 1 PLACE SAINT BLAISE
78955 CARRIERES-SOUS-POISSY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Christophe DELRIEU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction du pôle Sports Attitude au complexe Alsace, un espace sportif de plein air et en accès libre

Dates prévisionnelles : 15 avril 2019 - 15 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune s'est engagée dans la construction d'équipements en accès libre dans 3 quartiers; afin de les mettre à disposition dès l'été pour les habitants, les travaux ont été programmés dès le printemps 2019.

Description :
Cet équipement sportif ne sera pas destiné à la compétition mais à la pratique en loisir de plusieurs sports comme le fitness et le renforcement musculaire.
La station street workout, positionnée sur la plateforme préalablement réalisée aura une superficie d'environ 65 m², avec un sol amortissant. Elle regroupera les éléments de street workout : espalier, anneaux, bar dips, extension, paralette, banc abdos inclinés, snake, pont de signe.
La station Fitness type « Sport Lib'» Concept Sport ou équivalent, positionnée sur la plateforme préalablement réalisée aura une superficie d'environ 50 m², avec un sol amortissant. Elle regroupera les agrès suivants : sac de frappe, sangles de TRX, Jump Step, barre de suspension, abdos lombaires, steps, dips.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : équipements sportifs en accès libre

Montant HT des dépenses : 61 505,25 €
Montant HT des dépenses éligibles : 61 505,25 €
Taux d'intervention RI : 50%
Taux d'intervention arbitré et ramené à : 32,52 %
Montant de la subvention : 20 000 €

Localisation géographique :
- CARRIERES-SOUS-POISSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	12 107,36	19,69%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	46 636,69	75,83%
Etudes et maîtrise d'œuvre	2 761,20	4,49%
Total	61 505,25	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	23 054,25	37,48%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	20 000,00	32,52%
Subvention Département (sollicitée)	18 451,00	30,00%
Total	61 505,25	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER N° EX044921 - CARRIERES SOUS POISSY (78) - Construction d'un pôle Sports Attitude au parc Provence, un espace sportif de plein air en accès libre

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	184 748,01 € HT	40,60 %	75 000,00 €
		Montant total de la subvention	75 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CARRIERES SOUS POISSY
Adresse administrative : 1 PLACE SAINT BLAISE
78955 CARRIERES-SOUS-POISSY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Christophe DELRIEU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction d'un pôle Sports Attitude au parc Provence, un espace sportif de plein air en accès libre

Dates prévisionnelles : 15 avril 2019 - 15 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune s'est engagée dans la construction d'espace sportifs de plein air et en accès libre sur 3 quartiers de la ville; souhaitant mettre à dispositions les équipements dès l'été, les travaux ont démarré dès le printemps 2019.

Description :
Cet équipement sportif ne sera pas destiné à la compétition mais à la pratique en loisir de plusieurs sports comme le football, le basket-ball, le fitness mais aussi le renforcement musculaire.
Ouverts à tous les publics (jeunes, familles, seniors) il sera situé à proximité d'un parc.
Cet équipement sera équipé de 4 modules permettant de pratiquer librement une activité physique en extérieur :

Le city parc foot positionné sur la plateforme préalablement réalisée aura pour dimensions 20 x 15 m. Son revêtement sera en gazon synthétique avec le marquage au sol d'un terrain de foot. L'équipement sera équipé de deux cages de but.

Le city parc basket, positionné sur la plateforme préalablement réalisée aura pour dimensions 24 x 12 m. Son revêtement sera en dalles type Powergame ou équivalent. Le marquage au sol indiquera 3 terrains. Le terrain possèdera donc 6 paniers.

La station street workout, positionnée sur la plateforme préalablement réalisée aura une superficie d'environ 65 m², avec un sol amortissant. Elle regroupera les éléments de street workout : espalier, anneaux, bar dips, extension, paralette, banc abdos inclinés, snake, pont de signe.

La station Fitness type « Sport Lib'» Concept Sport ou équivalent, positionnée sur la plateforme préalablement réalisée aura une superficie d'environ 50 m², avec un sol amortissant. Elle regroupera les agrès suivants : sac de frappe, sangles de TRX, Jump Step, barre de suspension, abdos lombaires, steps, dips.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : équipements en accès libre

Montant HT des dépenses : 184 748,01 €
Montant HT des dépenses éligibles : 184 748,01 €
Taux d'intervention RI : 50%
Taux d'intervention arbitré et ramené à : 40,60 %
Montant de la subvention : 75 000 €

Localisation géographique :

- CARRIERES-SOUS-POISSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	51 813,45	28,05%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	130 173,36	70,46%
Etudes et maîtrise d'œuvre	2 761,20	1,49%
Total	184 748,01	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	54 324,01	29,40%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	75 000,00	40,60%
Subvention Département (sollicitée)	55 424,00	30,00%
Total	184 748,01	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER N° EX044922 - CARRIERES SOUS POISSY (78) - Construction d'un pôle Sports Attitude au parc Maurice Berteaux, un espace sportif de plein air et en accès libre

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	184 748,01 € HT	40,60 %	75 000,00 €
		Montant total de la subvention	75 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CARRIERES SOUS POISSY
Adresse administrative : 1 PLACE SAINT BLAISE
78955 CARRIERES-SOUS-POISSY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Christophe DELRIEU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction d'un pôle Sports Attitude au parc Maurice Berteaux, un espace sportif de plein air et en accès libre

Dates prévisionnelles : 15 avril 2019 - 15 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune s'est engagée dans la construction de 3 espaces sportifs de plein et en accès libre, dans 3 quartiers de la ville; afin de mettre les équipements à disposition des habitants dès l'été, les travaux ont démarré au printemps 2019.

Description :
Cet équipement sportif ne sera pas destiné à la compétition mais à la pratique en loisir de plusieurs sports comme le football, le basket-ball, le fitness mais aussi le renforcement musculaire.
Ouverts à tous les publics (jeunes, familles, seniors) il sera situé à proximité d'un parc.
Cet équipement sera équipé de 4 modules permettant de pratiquer librement une activité physique en extérieur :

Le city parc foot positionné sur la plateforme préalablement réalisée aura pour dimensions 20 x 15 m. Son revêtement sera en gazon synthétique avec le marquage au sol d'un terrain de foot. L'équipement sera équipé de deux cages de but.

Le city parc basket, positionné sur la plateforme préalablement réalisée aura pour dimensions 24 x 12 m. Son revêtement sera en dalles type Powergame ou équivalent. Le marquage au sol indiquera 3 terrains. Le terrain possèdera donc 6 paniers.

La station street workout, positionnée sur la plateforme préalablement réalisée aura une superficie d'environ 65 m², avec un sol amortissant. Elle regroupera les éléments de street workout : espalier, anneaux, bar dips, extension, paralette, banc abdos inclinés, snake, pont de signe.

La station Fitness type « Sport Lib'» Concept Sport ou équivalent, positionnée sur la plateforme préalablement réalisée aura une superficie d'environ 50 m², avec un sol amortissant. Elle regroupera les agrès suivants : sac de frappe, sangles de TRX, Jump Step, barre de suspension, abdos lombaires, steps, dips.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : équipements sportifs en accès libre

Montant HT des dépenses : 184 748,01 €
Montant HT des dépenses éligibles : 184 748,01 €
Taux d'intervention RI : 50%
Taux d'intervention arbitré et ramené à : 40,60 %
Montant de la subvention : 75 000 €

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	51 813,45	28,05%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	130 173,36	70,46%
Etudes et maîtrise d'œuvre	2 761,20	1,49%
Total	184 748,01	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	54 324,01	29,40%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	75 000,00	40,60%
Subvention Département (sollicitée)	55 424,00	30,00%
Total	184 748,01	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER N° EX044932 - LES MUREAUX (78) - Réfection du city stade Colette Besson

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	122 910,50 € HT	50,00 %	61 455,25 €
		Montant total de la subvention	61 455,25 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DES MUREAUX
Adresse administrative : PLACE DE LA LIBERATION
78130 LES MUREAUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur FRAN OIS GARAY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réfection du city stade Colette Besson

Dates prévisionnelles : 8 juillet 2019 - 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Depuis sa création au début des années 2000, le city stade permet à un public jeune de pratiquer des sports collectifs au sein du quartier. En accès libre, cet équipement encourage la pratique sportive, et favorise la mixité et les échanges rencontre; il est fédérateur autour des valeurs du sport.
Les travaux consistent en la sécurisation du site et porte sur :
- la réfection des sols
- l'accessibilité et le clôturage
- le remplacement des panneaux de basket

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : équipements sportifs en accès libre

Montant HT des dépenses : 138 225,50 €
Montant HT des dépenses éligibles : 122 910,50 € (sont exclues les dépenses de dépose des matériels existants)
Taux d'intervention RI : 50%

Montant de la subvention : 61 455,25 €

La participation régionale représente 44,46% du montant global de l'opération.

Localisation géographique :

- LES MUREAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et installations équipements sportifs	138 225,50	100,00%
Total	138 225,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	34 527,35	24,98%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	61 455,25	44,46%
Subvention Département (sollicitée)	42 242,90	30,56%
Total	138 225,50	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER N° EX044936 - COULOMMIERS (77) - Construction des vestiaires d'athlétisme au parc des sports

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	117 600,00 € HT	29,76 %	35 000,00 €
		Montant total de la subvention	35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COULOMMIERS
Adresse administrative : 13 AVENUE DU G N RAL DE GAULLE
77120 COULOMMIERS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame GINETTE MOTOT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : la construction des vestiaires d'athlétisme au parc des sports

Dates prévisionnelles : 1 avril 2019 - 30 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour des raisons organisationnelles, liées à l'activité sportive et aux conditions météorologiques, la commune a programmé un démarrage des travaux dès avril, pour pouvoir mettre le nouvel équipement à disposition des utilisateurs et des Clubs dès la rentrée sportive.

Description :
L'opération prévue consiste en :

- La déconstruction-désamiantage du bâtiment insalubre (114m²)
- L'aménagement des aires des constructions modulaires hors PPRI - niveau PHEC (285m² de dallage + rampes d'accès)
- La construction du club house de 165 m² à proximité du terrain de tennis
- La construction des vestiaires d'athlétisme de 120 m² à côté de la piste d'athlétisme.

Mais seule la construction des vestiaires est éligible au dispositif, et prise en compte pour le calcul de la subvention.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction de vestiaires

Montant HT des dépenses : 117 600 €
Montant HT des dépenses éligibles : 117 600 €
Taux d'intervention RI : 40%
Taux d'intervention arbitré et ramené à : 29,76 %
Montant de la subvention : 35 000 €

Localisation géographique :

- COULOMMIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux sur vestiaires	117 600,00	100,00%
Total	117 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	59 080,00	50,24%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	35 000,00	29,76%
CNDS	23 520,00	20,00%
Total	117 600,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER N° EX044940 - BOINVILLE EN MANTOIS (78) - Création d'un terrain sportif

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	5 770,68 € HT	50,00 %	2 885,34 €
		Montant total de la subvention	2 885,34 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOINVILLE EN MANTOIS
Adresse administrative : MAIRIE
78930 BOINVILLE-EN-MANTOIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Daniel MAUREY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : BOINVILLE EN MANTOIS (78) - Création d'un terrain sportif

Dates prévisionnelles : 18 avril 2019 - 30 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Souhait de la collectivité de disposer du terrain sportif dès l'arrivée des beaux jours, afin de répondre à la demande des jeunes.

Description :
Cet équipement sportif va répondre aux besoins exprimés par les jeunes de la commune de disposer d'un terrain pour jouer au football

L'équipement est composé d'une surface de gardien en sol souple d'une superficie de 6m x 2m avec une cage de handball.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou création d'équipement sportif en accès libre

Montant HT des travaux : 5 770.68 €
Montant HT des travaux éligibles : 5 770.68 €
Taux d'intervention : 50% , (correspondant au taux maximum ciblé dans le RI)
Montant de la subvention appliquée : 2 885.34 €

Localisation géographique :

- BOINVILLE-EN-MANTOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	5 770,68	100,00%
Total	5 770,68	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	2 885,34	50,00%
Subvention Commune	1 442,67	25,00%
Autres subventions publiques	1 442,67	25,00%
Total	5 770,68	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER N° EX045000 - CONFLANS SAINTE HONORINE (78) - Remplacement intégral du parquet de la salle de boxe du gymnase Claude Fichot

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	20 984,10 € HT	20,00 %	4 196,82 €
		Montant total de la subvention	4 196,82 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CONFLANS-SAINTE-HONORINE
Adresse administrative : 63 RUE MAURICE BERTEAUX
78700 CONFLANS-SAINTE-HONORINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Laurent BROSSE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : remplacement intégral du parquet de la salle de boxe du gymnase Claude Fichot

Dates prévisionnelles : 8 juillet 2019 - 29 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet consiste au remplacement complet du parquet de la salle de boxe situé au gymnase Claude Fichot.
Les travaux correspondent à la dépose du parquet, la dépose des contre-plinthes, le ragréage, la fourniture et la pose de parquet damier chêne épaisseur 8mm, la fourniture et pose de contre plinthes vernies 17*17 mm, le ponçage du parquet neuf, la vitrification sur 2 couches, la fourniture et pose de profils d'arrêt et de liaison.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction salle spécialisée

Montant HT des dépenses : 22 601,20 €
Montant HT des dépenses éligibles : 20 984,10 € (sont exclues les dépenses relatives à la dépose du parquet existant)

Taux d'intervention : 20%
Montant de la subvention : 4 196,82 €

La participation régionale représente 18,57% du montant global du projet.

Localisation géographique :

- CONFLANS-SAINTE-HONORINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	22 601,20	100,00%
Total	22 601,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	18 404,38	81,43%
Subvention Région (attribuée)	4 196,82	18,57%
Total	22 601,20	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER N° EX045057 - Aulnay sous Bois : création d'un city stade au sein du quartier Balagny

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	80 765,00 € HT	30,00 %	24 229,50 €
		Montant total de la subvention	24 229,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'AULNAY-SOUS-BOIS
Adresse administrative : 14-16 BOULEVARD F LIX FAURE
93600 AULNAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur BRUNO BESCHIZZA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un city stade au sein du quartier Balagny

Dates prévisionnelles : 2 mai 2019 - 2 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune a prévu de réaliser les travaux dès le début du mois afin de permettre le plus gros du chantier cet été, pour réduire les nuisances pour les habitants et offrir un nouvel équipement sportif en libre accès à la rentrée.

Description :
En plein coeur du quartier Balagny, le site accueille aujourd'hui quelques terrains de sport aux abords de bâtiments associatifs. Dans le cadre du réaménagement, les espaces extérieurs proposeront un city stade. Le city stade est un outil sportif et éducatif par excellence. Cette structure multisports de proximité permettra la pratique de plusieurs sports (football et basket-ball).

Le city stade sera laissé en libre accès à tous les publics en journée mais compte tenu de son implantation au sein d'un parc clôturé et fermé il ne sera pas accessible la nuit.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : Réhabilitation ou création d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des travaux : 80.765 €
Taux de subvention RI : 50 %
Soit montant de la subvention de 40.382,50 €, ramené à 24.229,50 € (pour respecter le seuil des 20 % du coût du projet devant rester à la charge du bénéficiaire).

Le taux apparaissant dans le plan de financement (30 %) ne correspond pas au taux défini pour ce type d'équipement (50 %). Le montant de la subvention a été ramené, conformément à la demande de la commune, afin de maintenir un niveau d'intervention régionale de 30 % et laisser ainsi à la charge du bénéficiaire les 20 % de financement obligatoires.

Localisation géographique :

- AULNAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	80 765,00	100,00%
Total	80 765,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	16 153,00	20,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	24 229,50	30,00%
CNDS	40 382,50	50,00%
Total	80 765,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER N° EX045080 - SURESNES : Skate-park du stade Jean Moulin

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	200 000,00 € HT	37,50 %	75 000,00 €
	Montant total de la subvention		75 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SURESNES
Adresse administrative : 2 RUE CARNOT
92150 SURESNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Christian DUPUY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : skate-park du stade Jean Moulin

Dates prévisionnelles : 1 mai 2019 - 1 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La concertation menée préalablement avec les usagers conduit la commune à déclencher les travaux dès le début mai de manière à offrir, conformément à la forte volonté exprimée par les jeunes, un équipement dès le début de l'été.

Description :
Construction d'un nouveau skate park en béton qui se situe sur le Mont-Valérien, au stade Jean Moulin. Cet équipement va être un espace convivial et agréable permettant à tous les publics de pratiquer les activités.

Le site est un ancien terrain de tennis, dont la surface au sol est actuellement recouverte d'enrobé.

Du point de vue sportif, ce nouvel équipement doit répondre à une demande « street », tout en offrant un minimum de courbes. Il doit comporter une différence de dénivelé avec des marches, des rails, des plans inclinés, des curbs…
La surface du skate-park sera répartie :
- d'un espace « Street » sur 2/3, en béton, comprenant notamment des lanceurs,
des tables, des bancs, des plans inclinés et des modules en courbes, des éléments de glisse.
- d'un espace « courbe » sur 1/3, en béton qui intègrera des cuvettes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : Réhabilitation ou création d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des travaux : 205.664 € (plafonné à 200.000 €)
Taux de subvention RI : 50 %
Taux de subvention arbitré et ramené à : 37,50%
Montant de la subvention : 75 000 €

Le taux d'intervention régionale qui apparaît dans le plan de financement (36,47%) est inférieur car il est défini sur la globalité du coût du projet et non uniquement sur le plafond de subvention retenu pour le calcul.

Localisation géographique :
- SURESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	177 060,00	86,09%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	28 604,00	13,91%
Total	205 664,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	130 664,00	63,53%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	75 000,00	36,47%
Total	205 664,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER N° EX045092 - SURESNES : Mise aux normes du terrain de rugby T1 du stade Jean Moulin

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	401 851,00 € HT	15,00 %	60 277,65 €
		Montant total de la subvention	60 277,65 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SURESNES
Adresse administrative : 2 RUE CARNOT
92150 SURESNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Christian DUPUY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise aux normes du terrain de rugby T1 du stade Jean Moulin

Dates prévisionnelles : 3 juin 2019 - 30 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune doit impérativement réaliser les travaux de mise aux normes durant l'été, période d'inactivité sur le terrain principal pour que le club de rugby qui accède au haut niveau amateur puisse en bénéficier dès le démarrage de la saison à venir. Pour respecter les délais, le démarrage est programmé début juin.

Description :
Installation d'un éclairage LED adapté ; Aménagement d'un tunnel grillagé reliant les vestiaires au terrain ; Clôture de l'enceinte du stade ; Déplacement des mains courantes et réfection de la pelouse

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur

Montant HT des travaux : 476.085 €
Base éligible : 401.851 € (74.234 € de dépenses ont été exclus du calcul représentant des frais de démolition, démontage et équipements non éligibles)
Taux de subvention : 15 %

Montant de la subvention : 60.277,65 €

La différence entre le taux de subvention appliqué et celui apparaissant sur le plan de financement s'explique par le fait que le calcul ne prend en compte que les dépenses éligibles alors que le plan de financement indique le coût global du projet.

Localisation géographique :

- SURESNES

Contrat Particulier :
Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	476 085,00	100,00%
Total	476 085,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	415 807,35	87,34%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	60 277,65	12,66%
Total	476 085,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER N° EX045198 - LE PLESSIS-TRÉVISE (94) - Création d'un espace de fitness, d'un plateau sportif et pédagogique vélo et autres sports de glisse au parc Burladingen

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	75 000,00 € HT	50,00 %	37 500,00 €
		Montant total de la subvention	37 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU PLESSIS TREVISE
Adresse administrative : 36 AVENUE ARDOUIN
94420 LE PLESSIS-TREVISE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Didier DOUSSET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'un espace de fitness, d'un plateau sportif et pédagogique vélo et autres sports de glisse au parc Burladingen

Dates prévisionnelles : 3 juin 2019 - 28 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune a sollicité un démarrage anticipé des travaux afin de pouvoir mettre les équipements à dispositions des habitants dès la période estivale.

Description :
La commune a décidé mettre en place un espace de fitness composé de 6 appareils à destination des sportifs qui permettront de faire travailler un maximum de muscles du corps.
Dans le cadre de la politique municipale de développement des modes doux de circulation, la commune a également décidé de mettre en place un plateau pédagogique et sportif d'apprentissage du vélo et autres sports de glisse particulièrement destiné au jeune public.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : équipements sportifs en accès libre

Montant HT des dépenses : 75 000 €
Montant HT des dépenses éligibles : 75 000 €

Taux d'intervention : 50%
Montant de la subvention : 37 500 €

Localisation géographique :

- LE PLESSIS-TREVISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	50 000,00	66,67%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	25 000,00	33,33%
Total	75 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	37 500,00	50,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	37 500,00	50,00%
Total	75 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER N° EX045199 - LE PLESSIS-TRÉVISE (94) - Travaux d'aménagement de l'espace sportif de plein air (basket, street work pout, skate park)

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	200 000,00 € HT	50,00 %	100 000,00 €
		Montant total de la subvention	100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU PLESSIS TREVISE
Adresse administrative : 36 AVENUE ARDOUIN
94420 LE PLESSIS-TREVISE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Didier DOUSSET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 4 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune a sollicité un démarrage anticipé des travaux dès début juillet pour mettre à disposition les équipements rapidement à la rentrée.

Description :
Le projet a pour but d'agrandir l'espace actuel de 4400 m² en adjoignant un terrain connexe de 890 m².
Sur ce nouvel espace, la commune souhaite créer deux terrains multisports, réaménager un terrain de basketball, créer un nouvel espace de work out et restructurer le skate parc en proposant une offre plus importante.
La sécurité et l'aspect paysager du lieu seront conservés.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : équipements sportifs en accès libre

Montant HT des dépenses : 660 000 €
Plafond HT des dépenses : 200 000 €
Taux d'intervention : 50%
Montant de la subvention : 100 000 €

La participation régionale représente 15,15% du montant global du projet.

Localisation géographique :

- LE PLESSIS-TREVISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	425 000,00	64,39%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	200 000,00	30,30%
Honoraires de maîtrise d'œuvre	35 000,00	5,30%
Total	660 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	560 000,00	84,85%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	100 000,00	15,15%
Total	660 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-251

DOSSIER N° EX045533 - PONTOISE (95) - Rénovation de la piste d'athlétisme du stade Nelson Mandela

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	93 440,30 € HT	15,00 %	14 016,05 €
		Montant total de la subvention	14 016,05 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PONTOISE
Adresse administrative : 2 RUE VICTOR HUGO
95300 PONTOISE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe HOUILLON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation de la piste d'athlétisme du stade Nelson Mandela

Dates prévisionnelles : 17 juin 2019 - 30 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune a programmé les travaux sur les congés d'été afin de mettre à disposition l'équipement rénové dès la rentrée soclaire et sportive pour une utilisation rapide par les associations sportives locales et des établissement scolaires.

Description :
Les travaux de rénovation sont prévus durant l'été 2019; ils consistent en :

- Enlèvement ancien revêtement et évacuation
- Rabotage ancien enrobé et évacuation
- Remise en état bordures et caniveaux
- Pose enrobé au finisseur
- Essuyage de la surface
- Pose du revêtement synthétique
- Essuyage de la surface si nécessaire selon méthode de pose
- Tracé des couloirs

La piste circulaire d'athlétisme est située dans l'enceinte du complexe Nelson Mandela.
Elle est composée de 3 couloirs autour d'un petit terrain synthétique de football.
Elle mesure environ 260m. Une rénovation a été réalisée il y a plus de 15 ans.

Les professeurs d'EPS du collège à côté du complexe utilisent également tous les jours ces espaces sportifs.

C'est la raison pour laquelle, la piste circulaire en matière synthétique est usée et détériorée à plusieurs endroits. Une réfection de l'ensemble de la piste est nécessaire.La rénovation de la piste d'athlétisme est nécessaire afin d'être conforme aux règles de sécurité. Ces travaux permettront d'offrir aux collégiens et habitants un revêtement plus agréable et de minimiser les risques de blessures.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PONTOISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	97 761,50	100,00%
Total	97 761,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	83 745,45	85,66%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	14 016,05	14,34%
Total	97 761,50	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-251

DOSSIER N° 19005255 - LES MUREAUX (78) - Réfection du city stade Curien

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	17 080,00 € HT	50,00 %	8 540,00 €
		Montant total de la subvention	8 540,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DES MUREAUX
Adresse administrative : PLACE DE LA LIBERATION
78130 LES MUREAUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur FRAN OIS GARAY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réfection du city stade Curien

Dates prévisionnelles : 8 juillet 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Depuis sa création au début des années 2000, le city stade permet à un public jeune de pratiquer des sports collectifs au sein du quartier. En accès libre, cet équipement encourage la pratique sportive, et favorise la mixité et les échanges rencontre; il est fédérateur autour des valeurs du sport.
Les travaux consistent en la sécurisation du site et porte sur :
- la réfection des sols
- l'accessibilité et le clôturage
- le remplacement des panneaux de basket

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : équipements sportifs en accès libre

Montant HT des dépenses : 20 080 €
Montant HT des dépenses éligibles : 17 080 € (sont exclues les dépenses de dépose des matériels existants)
Taux d'intervention : 50%

Montant de la subvention : 8 540 €

La participation régionale représente 42,53% du montant global de l'opération.

Localisation géographique :

- LES MUREAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et installations des équipements sportifs	20 080,00	100,00%
Total	20 080,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la commune	4 016,00	20,00%
Subvention Département (sollicitée)	7 524,00	37,47%
Subvention Région (sollicitée)	8 540,00	42,53%
Total	20 080,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER N° 19005256 - LES MUREAUX (78) - Réfection du city stade Bécheville

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	19 752,50 € HT	50,00 %	9 876,25 €
		Montant total de la subvention	9 876,25 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DES MUREAUX
Adresse administrative : PLACE DE LA LIBERATION
78130 LES MUREAUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur FRAN OIS GARAY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réfection du city stade Bécheville

Dates prévisionnelles : 8 juillet 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Depuis sa création au début des années 2000, le city stade permet à un public jeune de pratiquer des sports collectifs au sein du quartier. En accès libre, cet équipement encourage la pratique sportive, et favorise la mixité et les échanges rencontre; il est fédérateur autour des valeurs du sport.

Les travaux consistent en la sécurisation du site et porte sur :
- la réfection des sols
- l'accessibilité et le clôturage
- le remplacement des panneaux de basket

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : équipements sportifs en accès libre

Montant HT des dépenses : 22 752,50 €
Montant HT des dépenses éligibles : 19 752,50 € (sont exclues les dépenses de dépose des matériels existants)

Taux d'intervention RI : 50%
Montant de la subvention : 9 876,25 €

La participation régionale représente 43,41% du montant global de l'opération.

Localisation géographique :

- LES MUREAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et installations des équipements sportifs	22 752,50	100,00%
Total	22 752,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la commune	4 550,50	20,00%
Subvention Département (sollicitée)	8 325,75	36,59%
Subvention Région (sollicitée)	9 876,25	43,41%
Total	22 752,50	100,00%

DOSSIER N° EX045218 - FONDATION DU PROTESTANTISME : Construction d'une salle multisports au sein de l'espace socio-culturel Martin Luther King à Pointe du lac-Créteil

Dispositif : Subvention spécifique sports, loisirs, jeunesse, citoyenneté et vie associative (investissement) (n° 00001071)
Imputation budgétaire : 903-32-20422-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sports, loisirs, jeunesse, citoyenneté et vie associative (investissement)	1 352 690,08 € HT	10,00 %	135 269,01 €
	Montant total de la subvention		135 269,01 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION DU PROTESTANTISME / MARTIN LUTHER KING
Adresse administrative : 47 RUE DE CLICHY
75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique :
Représentant : Madame ANNE CORVINO, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction d'une salle multisports au sein d'un espace socio-culturel

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2019 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'équipement sportif est englobé au sein d'un centre socio-culturel dont les travaux ont démarré début janvier.

Description :
L'Espace MLK Sport est un équipement sportif de proximité ouvert à tous.

L'équipement permet la pratique de sport indoor, tant en collectif qu'en individuel: sports de but (futsal et basket), sports de filets (badminton, tennis de table), activités de forme (musculation, fitness, pilates, zumba, cardiotraining…) et éveil multisports pour les enfants.

Les dimensions du terrain correspondent aux longueurs et largeur requises pour un terrain de basket (28 X 15), avec une hauteur sous poutre de 5,09m. Cette dimension réduite permet d'économiser les coûts d'investissement et de limiter les frais de fonctionnement futurs de l'Espace MLK Sports, comparativement à une salle multisports traditionnelle.

Il est prévu de réaliser des tracés simples pour ne pas nuire à la fonctionnalité de l'aire d'évolution.

Au terrain s'ajoute une aire fitness de 35 m2, une réserve pour stocker le matériel, des WC et vestiaires séparés hommes/femmes.

L'immeuble dans sa totalité est adapté aux personnes en situation de handicap.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement couvert

Montant des travaux HT : 1.527.283,08 €
Base éligible : 1.352.690,08 € (les dépenses liées aux terrassements VRD, parkings, frais d'assurance, frais financiers... ne sont pas éligibles soit : 174.593 €)
Taux de subvention : 10 %
Montant de la subvention : 135.269,01 €

Le taux de subvention affiché dans le plan de financement (8,86 %) est calculé sur la base du coût global et diffère donc du taux du dispositif (10 %).

Localisation géographique :
- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	1 216 239,08	79,63%
Etudes et maîtrise d'œuvre	136 451,00	8,93%
Autres dépenses (préciser)	174 593,00	11,43%
Total	1 527 283,08	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	135 269,01	8,86%
Subvention Département (sollicitée)	200 000,00	13,10%
Autres recettes (préciser)	1 192 014,07	78,05%
Total	1 527 283,08	100,00%

Annexe n°2 - Fiche projet - Désaffectation commune d'Isles-les-Villenoy

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER N° EX044443 - ISLES LES VILLENOY (77) - Aménagement d'un espace multisport en accès libre : city stade, skate park, couloir d'athlétisme

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR 204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	69 367,06 € HT	50 %	34 653,53 €
	Montant de la désaffectation		-3 658,64 €
	69 367,06 € HT	44,68 %	**30 994,89 €**
	Montant réajusté de la subvention		**30 994,89 €**

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ISLES LES VILLENOY
Adresse administrative : RUE DE MEAUX
77450 ISLES-LES-VILLENOY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Emmanuel BOURGEAIS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagement d'un espace multisport en accès libre : city stade, skate park, couloir d'athlétisme

Dates prévisionnelles : 1 avril 2019 - 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de satisfaire au plus vite les habitants, la commune a souhaité démarrer les travaux à la sortie de l'hiver pour pouvoir mettre à disposition les équipements dès le début des vacances scolaires d'été, période propice à son utilisation par le jeune public notamment.

Description :
Le projet consiste principalement à réhabiliter un espace foncier abandonné, afin de proposer un espace multisports, de loisirs et de détente composé d'un city stade (avec piste d'athlétisme) et d'un skate parc dans un environnement de détente et promenade arboré et végétal. Un point d'eau à proximité du city stade est prévu. Des dessertes d'accessibilité sont réalisées aux normes PMR.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : construction d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des dépenses : 69 367,06 €
Montant HT des dépenses éligibles : 69 367,06 €
Taux d'intervention : 44,68%
Montant de la subvention après réajustement : 30 994,89 €

Localisation géographique :
- ISLES-LES-VILLENOY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux plateforme	8 842,40	12,75%
Fourniture et pose du citystade	39 129,80	56,41%
Fourniture et pose des modules du skate park	20 064,86	28,93%
Traçage des couloirs d'athlétisme	1 330,00	1,92%
Total	69 367,06	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la commune	13 873,41	20,00%
Subvention Département (attribuée)	24 498,76	35,32%
Subvention Région	**30 994,89**	**44,68%**
Total	69 367,06	100,00%

Annexe n°3 - Fiche projet dérogatoire - Villebon sur Yvette

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023402

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : VILLEBON SUR YVETTE (91) - AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT SPORTIF D'UN TERRAIN DE PROXIMITÉ SUR LE QUARTIER "LA ROCHE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	6 874,20 €	50,00 %	3 437,10 €
	Montant Total de la subvention		3 437,10 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLEBON SUR YVETTE
Adresse administrative : PLACE GERARD NEVERS
91140 VILLEBON S/YVETTE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Dominique FONTENAILLE, Maire
N° SIRET : 21910661400072

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : aménagement et équipement sportif d'un terrain de proximité sur le quartier "La Roche" dédié aux jeunes et à leur pratique sportive

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 7 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La Mairie a souhaité que les travaux d'implantation de l'équipement soient réalisés avant l'été afin que les jeunes de la commune puissent en bénéficier rapidement (avec le souhait de soulager la rue principale et commerçante de la ville d'une présence inopinée susceptible de générer des problématiques diverses en termes de sécurité et de tranquilité publique). Cet équipement doit aussi être disponible en complément d'autres équipements pour les nombreuses associations sportives dès le début de saison.

Description :
L'équipement envisagé comporte trois axes :
1- Un axe de convivialité visant au regroupement des jeunes sur le site avec espace abrité, bancs, tables, poubelles (des places de stationnement ont également été prévues, bien que non concernées par le présent dossier).
2- Un axe de pratique sportive de musculation visant à permettre aux jeunes d'avoir une pratique de musculation en plein air.
3- Un axe ludique permettant des pratiques diverses de loisirs.

Il s'agit d'un Street WorkOut intégrant : 1 échelle, deux barres fixes, 1 escalier, 2 barres parallèles, 1 barre fixe et 1 planche à abdominaux.

Cet aménagement répondra également aux normes d'accessibilité PMR et donnera accès aux véhicules d'entretien ou d'urgence/sécurité.

Intérêt régional :
Pour associer les jeunes sur la base d'un volontariat sur cet aménagement, un chantier jeunes a été réalisé en avril 2017 avec 3 jeunes, et encadré par le club de prévention « Interval » et les services techniques de la ville pour végétaliser la périphérie du terrain et marquer la délimitation (entrée de ville et protéger le voisinage pavillonnaire immédiat).
L'équipement sera un point de convergence entre l'existant et la réalité de demande des habitants, et notamment les jeunes du quartier ainsi que le public sportif de la ville en complément pour de la pratique libre, et le dynamisme des associations sportives locales.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention bénéficie d'une dérogation exceptionnelle de l'administration régionale au recrutement de stagiaires, en raison du manque de réponse aux différentes offres de stage qui ont été proposées par la collectivité.

Public(s) cible(s) :
Jeunes du quartier, public sportif de la Ville

Détail du calcul de la subvention :
Le dispositif "Equipements de proximité" prévoit un taux de subvention de 50 % appliqués aux montants HT des dépenses retenues dans le cas de la création d'équipements sportifs en libre accès.

Localisation géographique :
- VILLEBON-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture structure et agrès Street workout	5 042,70	73,36%
Pose éléments (préparation et essais)	1 831,50	26,64%
Total	6 874,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNDS	1 374,84	20,00%
CRIF	3 437,10	50,00%
Commune de Villebon-sur-Yvette	2 062,26	30,00%
Total	6 874,20	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2018	3 437,10 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	12 200,00 €
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	10 680,00 €
	Montant total	22 880,00 €

Annexe n°4 - Fiche projet dérogatoire - Varennes sur Seine

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023644

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : VARENNES SUR SEINE (77) - DIVERS TRAVAUX DE RÉNOVATION AU STADE MUNICIPAL GUY DEBLOIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	58 700,00 €	15,00 %	8 805,00 €
	Montant Total de la subvention		8 805,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VARENNES SUR SEINE
Adresse administrative : GRANDE RUE
77130 VARENNES S/SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur José RUIZ, Maire

N° SIRET : 21770482400010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Divers travaux de rénovation au stade municipal Guy Deblois

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 avril 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Réalisation de divers travaux de rénovation au stade Guy Deblois

Description :
Dans le prolongement des travaux d'extension et de réhabilitation des tribunes/vestiaires du stade et de la création d'un club house, la commune de Varennes sur Seine a programmé des travaux de rénovation concernant la piste d'athlétisme et l'aire de saut en longueur.

Moyens mis en œuvre :
Les travaux éligibles entrant dans le dispositif consistent en :

- le drainage et la régénération de la piste d'athlétisme
- la suppression et création d'une aire de saut en longueur.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire a bénéficié d'une dérogation exceptionnelle au recrutement de stagiaires pour cette subvention en raison de l'absence de réponses aux offres de stages proposées.

Public(s) cible(s) :
Les associations sportives de la ville, les écoles, collèges et lycées.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur

Montant HT des travaux : 58 700,00 €
Taux d'intervention : 15%
Montant de la subvention : 8 805,00 €

Localisation géographique :
- VARENNES-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux sur la piste d'athlétisme	33 200,00	56,56%
Travaux pour sautoir scolaire	25 500,00	43,44%
Total	58 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	8 805,00	15,00%
Participation de la commune	20 545,00	35,00%
Participation Département	29 350,00	50,00%
Total	58 700,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 805,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	100 000,00 €
2017	Equipements sportifs de proximité	18 434,19 €
	Montant total	118 434,19 €

Annexe n°5 - Règlement d'intervention modifié - Dispositif Terrains synthétiques de grands jeux

LES TERRAINS SYNTHETIQUES DE GRANDS JEUX

Objectifs du dispositif

Décide de soutenir le développement des terrains synthétiques de grands jeux afin de :

- réduire les carences en terrains de grands jeux ;
- augmenter les créneaux horaires d'utilisation des terrains et notamment en faveur de la pratique féminine ;
- développer la capacité d'accueil des pratiquants multisports.

Critères d'éligibilité

🕐 *1 : BENEFICIAIRES*

Les projets présentés au titre du présent dispositif doivent être portés par les structures désignées ci-après :

- les collectivités territoriales ;
- les établissements publics de coopération intercommunale ;
- les syndicats mixtes ;
- le mouvement sportif (fédérations, ligues, comités régionaux, comités départementaux et clubs associatifs dans les disciplines conventionnées avec la Région).

Les bénéficiaires doivent être propriétaires du foncier ou titulaires de droits réels sur la parcelle d'implantation de l'équipement subventionné par la Région.

🕐 *2 : PROJETS*

Sont éligibles les projets de création, de rénovation ou de transformation de terrains de grands jeux en terrains synthétiques ; le cas échéant, est adjointe la construction ou l'extension de vestiaires ainsi que la réalisation ou la reprise d'un éclairage.

Le dispositif prévoit que :

- la construction ou la transformation de terrains sportifs réponde aux normes d'au moins une fédération habilitée, et dans le cas du football, se limite aux dimensionnements standards de la pratique du foot à 11 ;
- l'éclairage d'au moins un terrain est obligatoire ;
- la création ou l'extension de vestiaires soit conforme aux normes d'au moins une fédération habilitée (leur justification doit être développée dans l'analyse des besoins que doit réaliser le maître de l'ouvrage).

Les dossiers de demande de financement sont présentés au niveau de l'avant-projet sommaire (APS), accompagnés d'un plan de financement.

Une présentation d'une étude des besoins doit être transmise par le maître d'ouvrage portant sur l'ensemble des disciplines sportives concernées par un terrain de grands jeux et sur les besoins éventuels du sport scolaire. Cette étude montrera les effets d'un tel projet notamment en termes d'augmentation de la capacité d'accueil. Il détaillera l'ensemble des créneaux horaires attribués aux différents utilisateurs (toutes disciplines, sport scolaire, etc.) en précisant les créneaux ouverts aux personnes en situation de handicap, et montrera en quoi il permet d'inciter au développement de la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap.

Les projets présentés permettant une pratique compétitive doivent bénéficier à un club résident, accueillant une pratique sportive mixte ou possédant obligatoirement une section féminine pour les disciplines collectives sauf impossibilité argumentée et justifiée.

Le terrain financé devra prévoir une ouverture à l'ensemble du mouvement associatif local.

Le bénéficiaire veille à utiliser des matériaux, produits et procédés de construction réputés sûrs et conformes aux normes en vigueur au moment de leur utilisation.

🕐 *3 : CRITERES*

3.1 – Terrains synthétiques avec garnissage en granulat de caoutchouc

Les projets de terrains synthétiques de grands jeux, réalisés en granulat de caoutchouc devront répondre à certaines exigences particulières de protection des pratiquants et satisfaire aux critères suivants :

- **La teneur en HAP** (Hydrocarbures aromatiques polycycliques) de ces granulats contenus dans les terrains synthétiques ne devra pas dépasser 17 mg/kg ;

- **La provenance et la traçabilité des produits de remplissage sera garantie** par l'utilisation de produits disposant de recommandations de type Label Technigom ® (label qui garantit que les granulats sont récupérés sur le sol français et/ou produits en France) ;

- **Le respect des normes de toxicité et environnementales sera démontré et porté à connaissance des utilisateurs** :
  - ✓ Par la réalisation d'un test de mesures des composants du terrain (HAP, métaux lourds…) au moment de la mise en service du terrain et de façon régulière, notamment après toute recharge de granulats ;
  - ✓ Par la réalisation, par un laboratoire indépendant, d'un test selon les méthodes d'analyses (US EPA) et analyse de conformité aux exigences de la EN 71-3 (toxicité) et de la NF P90.112 (éco-toxicité) ;
  - ✓ Par un affichage des résultats de ces tests organisé pour être visible de tous ;

- **Une solution pour la rétention des granulats sur la surface dédiée à l'équipement** (encaissement de l'équipement via bordures spécifiques, ou élargissement de la surface au-delà de l'équipement…). Cette disposition vise à limiter le dépôt de granulats dans l'environnement direct de l'équipement. Il sera aussi porté une attention particulière au drainage de l'équipement.

A l'occasion de la mise en œuvre de ces dispositions, et notamment lors de la réalisation des tests de toxicité que les porteurs de projet vont être amenés à réaliser, la société de collecte et de recyclage de pneus ALIAPUR se tient à leur disposition pour faire des recherches sur l'origine et la provenance des granulats de caoutchouc afin de s'assurer qu'il s'agit bien de pneumatiques ayant été collectés sur le sol français.

3.2 – Autres terrains synthétiques

Ces projets de terrains synthétiques de grands jeux devront répondre à certaines exigences particulières de protection des pratiquants et satisfaire aux critères suivants :

- La provenance et la traçabilité des produits de remplissage ainsi que le respect des normes de toxicité et environnementales seront démontrés et portés à connaissance des utilisateurs :

    - ✓ Par la réalisation d'un test de mesures des composants du terrain au moment de la mise en service du terrain et de façon régulière, notamment après toute recharge du garnissage;
    - ✓ Par un affichage des résultats de ces tests organisé pour être visible de tous.

Modalités du calcul de l'aide

1 : DEPENSES ELIGIBLES

Sont éligibles les dépenses de maîtrise d'œuvre y compris celles liées à la phase APS, de travaux de construction ou de transformation d'un terrain existant, de travaux d'aménagement.

Ne sont pas éligibles les acquisitions foncières et les frais y afférent (frais de dossiers, de notaire et autres frais liés directement aux acquisitions), les frais de démolition (démolition, dépose, désamiantage, déblaiement, décharge…), les travaux d'entretien courant et les travaux limités à une simple mise aux normes d'accessibilité.

2 : TAUX ET MONTANT

Le **taux de subvention régionale est de 15 % maximum** appliqué sur les montants des dépenses éligibles plafonnées suivants :

- 800 000 € HT pour la création ou la transformation d'un terrain en synthétique aux normes d'au moins une fédération habilitée ;

- 75 000 € HT pour la réalisation ou la reprise d'un éclairage aux normes d'au moins une fédération habilitée (si la réalisation de l'éclairage est concomitante aux travaux du terrain) ;

- 500 000 € HT pour la construction et l'extension de vestiaires (si la réalisation des vestiaires est concomitante aux travaux du terrain).

Ce taux de subvention, appliqué pour le calcul de l'aide, est majoré de **10%** pour la réalisation des dispositifs permettant la rétention des granulats de caoutchouc sur la surface dédiée au terrain synthétique (encaissement de l'équipement via bordures spécifiques, ou élargissement de la surface au-delà de l'équipement…). Dans ce cas, les dépenses éligibles sont plafonnées à 1.000.000 € HT, avec un montant de subvention plafonné à 250 000 € par projet.

Pour les communes qui justifieront de l'absence d'équipement sportif sur leur territoire, l'aide régionale sera renforcée par le doublement du taux maximal de subvention, et du montant plafond de la subvention.

Le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses hors TVA. Cependant lorsque l'organisme justifie, soit qu'il ne récupère pas tout ou partie de la TVA, soit qu'il n'est pas éligible au fonds de compensation de la TVA (FCTVA), le montant de la subvention est calculée à partir des dépenses « TVA incluse ».

Pour les bénéficiaires qui justifieront de la mise en œuvre d'une politique sportive dédiée aux personnes en situation de handicap, notamment par la désignation d'un club résident accueillant ce public, sur cet équipement, le taux de subvention appliqué pour le calcul de l'aide est majoré de 10%, avec un montant de subvention plafonné à 250 000 € par projet.

En application de la règle de non cumul des aides, une même opération ne pourra pas être financée par plusieurs aides de la Région telles que définies dans ses différentes délibérations. Toutefois, un même territoire pourra être éligible à plusieurs aides portant sur des opérations différentes.

Ces dispositions s'appliquent aux dossiers déposés après le vote du présent règlement.

Annexe n°6 - Règlement d'intervention modifié - Dispositif Equipements sportifs de proximité

LES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS DE PROXIMITÉ

Objectifs du dispositif

Décide la création du dispositif-cadre de soutien au développement d'équipements sportifs de proximité qui vise à :

- réduire les carences en équipements ;
- augmenter les créneaux horaires d'utilisation et la capacité d'accueil des pratiquants multisports ;
- faciliter l'accès à la pratique du sport pour le public féminin et les personnes en situation de handicap ;
- porter une attention particulière à la réduction de la fracture territoriale.

Critères d'éligibilité

1 : BENEFICIAIRES

Les projets présentés au titre du présent dispositif doivent être portés par les structures désignées ci-après :

- les collectivités territoriales ;
- les établissements publics de coopération intercommunale ;
- les syndicats mixtes ;
- le mouvement sportif (fédérations, ligues, comités régionaux, comités départementaux et clubs associatifs) ;
- les sociétés de droit privé à objet sportif.

Les bénéficiaires doivent être propriétaires du foncier ou titulaires de droits réels sur la parcelle d'implantation de l'équipement subventionné par la Région.

2 : PROJETS

Les projets éligibles concernent la création ou la réhabilitation d'équipements sportifs permettant de répondre à un besoin identifié de pratique sportive, de loisirs ou non compétitive. Ils devront autant que faire se peut intégrer une logique de facilité d'accès aux transports en commun.

Les projets présentés permettant une pratique compétitive doivent bénéficier à un club résident, accueillant une pratique sportive mixte ou possédant obligatoirement une section féminine pour les disciplines collectives sauf impossibilité argumentée et justifiée.

Le bénéficiaire veille à utiliser des matériaux, produits et procédés de construction réputés sûrs et conformes aux normes en vigueur au moment de leur utilisation.

3 : CRITERES ADDITIONNELS PROPRES AUX PROJETS RELATIFS A LA REALISATION DE TERRAINS SYNTHETIQUES

Les projets présentés doivent satisfaire aux critères suivants :

- Présentation d'une étude des besoins transmise par le maître d'ouvrage portant sur l'ensemble des disciplines sportives concernées et sur les besoins éventuels du sport scolaire. Cette étude montrera, dans la mesure du possible, les effets d'un tel projet sur l'accès à la pratique sportive des personnes en situation de handicap. Elle détaillera l'ensemble des créneaux horaires attribués aux différents utilisateurs (toutes disciplines, sport scolaire, etc.) en précisant les créneaux

ouverts aux personnes en situation de handicap.

- Les dossiers de demande de financement sont présentés au niveau de l'avant-projet sommaire (APS) accompagnés d'un plan de financement, sauf pour les dossiers de pose de sols ou de panneaux d'affichage en leds, pour lesquels un devis sera exigé.

- L'équipement financé devra prévoir une ouverture à l'ensemble du mouvement associatif local.

- L'ouverture des équipements à un usage scolaire sera un plus dans l'examen des dossiers.

Les projets de terrains synthétiques non normés avec garnissage en granulat de caoutchouc devront répondre à certaines exigences particulières de protection des pratiquants et satisfaire aux critères suivants :

- La teneur en HAP (Hydrocarbures aromatiques polycycliques) de ces granulats contenus dans les terrains synthétiques ne devra pas dépasser 17 mg/kg ;

- La provenance et la traçabilité des produits de remplissage sera garantie par l'utilisation de produits disposant de recommandations de type Label Technigom ® (label qui garantit que les granulats sont récupérés sur le sol français et/ou produits en France) ;

- Le respect des normes de toxicité et environnementales sera démontré et porté à connaissance des utilisateurs :
  - ✓ Par la réalisation d'un test de mesures des composants du terrain (HAP, métaux lourds…) au moment de la mise en service du terrain et de façon régulière, notamment après toute recharge de granulats ;
  - ✓ Par la réalisation, par un laboratoire indépendant, d'un test selon les méthodes d'analyses (US EPA) et analyse de conformité aux exigences de la EN 71-3 (toxicité) et de la NF P90.112 (éco-toxicité) ;
  - ✓ Par un affichage des résultats de ces tests organisé pour être visible de tous ;

- Une solution pour la rétention des granulats sur la surface dédiée à l'équipement (encaissement de l'équipement via bordures spécifiques, ou élargissement de la surface au-delà de l'équipement…). Cette disposition vise à limiter le dépôt de granulats dans l'environnement direct de l'équipement. Il sera aussi porté une attention particulière au drainage de l'équipement.

A l'occasion de la mise en œuvre de ces dispositions, et notamment lors de la réalisation des tests de toxicité que les porteurs de projet vont être amenés à réaliser, la société de collecte et de recyclage de pneus ALIAPUR se tient à leur disposition pour faire des recherches sur l'origine et la provenance des granulats de caoutchouc afin de s'assurer qu'il s'agit bien de pneumatiques ayant été collectés sur le sol français.

Modalités du calcul de l'aide

- ***1 : DEPENSES ELIGIBLES***

Ces plafonds de travaux intègrent les dépenses liées aux travaux et aux honoraires de maîtrise d'œuvre y compris les honoraires liés à la phase APS. Le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses hors TVA. Cependant lorsque l'organisme justifie, soit qu'il ne récupère pas tout ou partie de la TVA, soit qu'il n'est pas éligible au fonds de compensation de la TVA (FCTVA), le montant de la subvention est calculée à partir des dépenses « TVA incluse ».

Ne sont pas éligibles les acquisitions foncières et les frais y afférent (frais de dossiers, de notaire et autres frais liés directement aux acquisitions), les frais de démolition (démolition, dépose, désamiantage, déblaiement, décharge…), les travaux d'entretien courant et les travaux limités à une simple mise aux normes d'accessibilité.

2 : TAUX ET MONTANT

Type d'opération	Plafond HT des travaux	Taux maximum de subvention	Plafond de la subvention régionale
Couverture d'équipements extérieurs (type tennis, aires multisports, …)	500.000 €	20 %	100.000 €
Réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur (type tennis, skate park, terrain synthétique non normé, infrastructures athlétisme, city stade, équipement d'escalade (mur ou blocs) …)	800.000 €	15 %	120.000 €
Réhabilitation ou construction : - **centre équestre** (hors club house) - **centre ou base nautique**	200.000 €	50%	100.000 €
	Si montant HT du projet >200.000 €, un taux supplémentaire de 25% est appliqué sur les dépenses au-delà de 200.000 € et ce, dans la limite d'un plafond de travaux de 400.000 € HT et d'une aide totale maximum de 150.000€		
Réhabilitation ou construction d'un équipement couvert (type gymnase, tennis, skate park, infrastructures athlétisme indoor, équipement d'escalade (mur ou blocs)…)	2.000.000 €	10 %	200.000 €
Réhabilitation ou construction de salles spécialisées ou semi-spécialisées (type dojo, sports de combat, futsal, escalade…)	500.000 €	20 %	100.000 €
Construction de structures semi-couvertes (type préau sportif…)	300.000 €	20 %	60.000 €
Réfection ou création d'un éclairage pour un équipement sportif	75.000 €	20 %	15.000 €
Réhabilitation ou création d'équipements sportifs **en accès libre** (parcours santé, plateaux de fitness, skate park, city stade, terrains	200.000 €	50 %	100.000 €

multisports…)			
Pose de sols sportifs intérieurs amovibles	300.000 €	20 %	60.000 €
Pose de panneaux d'affichage en leds	50.000 €	20 %	10.000 €
Réfection, réhabilitation ou construction de vestiaires	300.000 €	40 %	120.000 €

Pour les projets de terrains synthétiques non normés avec garnissage de caoutchouc, le taux de subvention appliqué pour le calcul de l'aide est majoré de 5% pour la réalisation des dispositifs permettant la rétention des granulats de caoutchouc sur la surface dédiée au terrain synthétique (encaissement de l'équipement via bordures spécifiques, ou élargissement de la surface au-delà de l'équipement…). Dans ce cas, les dépenses éligibles sont plafonnées à 1.000.000 € HT.

Pour les bénéficiaires qui justifieront de la mise en œuvre d'une politique sportive dédiée aux personnes en situation de handicap, notamment par la désignation d'un club résident accueillant ce public, sur les équipements permettant une pratique compétitive, le taux de subvention appliqué pour le calcul de l'aide est majoré de 10%.

Pour les communes qui justifieront de l'absence d'équipement sportif sur leur territoire, l'aide régionale sera renforcée par **l'augmentation ou** le doublement du taux maximal de subvention, et du montant plafond de la subvention (cas particulier : construction d'équipements sportifs en accès libre - taux maximum de subvention de 75%). Cette disposition ne s'applique pas à la réhabilitation ou construction de centres équestres et de bases nautiques.

En application de la règle de non cumul des aides, une même opération ne pourra pas être financée par plusieurs aides de la Région telles que définies dans ses différentes délibérations. Toutefois, un même territoire pourra être éligible à plusieurs aides portant sur des opérations différentes.

Ces dispositions s'appliquent aux dossiers déposés après le vote du présent règlement modifié.

Annexe n°7- Règlement d'intervention modifié - Dispositif ESIR

DÉVELOPPEMENT DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS D'INTÉRÊT RÉGIONAL (ESIR)

Objectifs du dispositif

Décide d'accompagner le développement des équipements sportifs d'intérêt régional qui s'inscrit pleinement dans la politique sportive portée par les fédérations, et concerne les seules disciplines faisant déjà l'objet d'une convention pluriannuelle dans le cadre du dispositif « Développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics » avec la Région.

Ce dispositif ne s'applique pas aux projets identifiés dans le Contrat de Plan Etat Région (CPER).

Critères d'éligibilité

1°: BENEFICIAIRES

Sont éligibles au présent dispositif les structures désignées ci-après :

- les collectivités territoriales ;
- les établissements publics de coopération intercommunale ;
- les syndicats mixtes ;
- le mouvement sportif (fédérations, ligues, comités régionaux, et à titre exceptionnel les comités départementaux et clubs associatifs dans les disciplines conventionnées avec la Région).

Les bénéficiaires doivent être propriétaires du foncier ou titulaires de droits réels sur la parcelle d'implantation de l'équipement subventionné par la Région.

2°: PROJETS

Sont concernés par ce dispositif les projets définis ci-après :

1 : Les centres techniques

Les centres techniques permettent de regrouper des athlètes pour des stages de perfectionnement et, le cas échéant, des compétitions de niveau régional et national sans peser sur les créneaux horaires déjà trop contraints des clubs, ainsi que pour des actions de formation.

Les installations sont affectées au comité départemental, à la ligue régionale, au comité régional ou à la fédération pour lui permettre de remplir ses missions propres : les regroupements permanents ou périodiques des jeunes talents sportifs, des sessions de formations des entraîneurs et des animateurs, l'organisation de compétitions régionales ou nationales, la pratique d'athlètes inscrits dans un parcours vers le haut niveau dans les disciplines n'ayant pas de pôles Espoirs en Ile-de- France.

Ce type d'installation peut accueillir le siège administratif du comité départemental, de la ligue régionale, du comité régional ou de la fédération concernée.

Les aires d'évolution et les installations annexes réservées à l'accueil des sportifs sont conformes aux normes fédérales. En complément, ces équipements doivent disposer selon les possibilités offertes par leur configuration de locaux médico-sportifs, soit directement, soit par mise à disposition.

Les centres techniques ayant vocation à servir au mouvement sportif régional, le maître d'ouvrage financé veillera à faciliter l'accès aux installations (salles de formation, gymnase ou tout autre équipement), ponctuellement ou de manière régulière, à des clubs de sa discipline ou à d'autres.

2 : Les équipements sportifs dédiés à la pratique sportive des personnes en situation de handicap

Ce type d'équipement s'inscrit soit dans une enceinte privée dédiée aux personnes en situation de handicap (tout type de handicap), soit est très majoritairement utilisé par celles-ci.

Un usage régional de l'équipement qui puisse aussi bien servir à une pratique ou à de la formation de ce niveau est nécessaire.

Il ne peut s'agir d'une simple mise aux normes d'un équipement en vue de son accessibilité.

Le bénéficiaire veille à utiliser des matériaux, produits et procédés de construction réputés sûrs et conformes aux normes en vigueur au moment de leur utilisation.

3 : CRITERES

Pour les projets qui comprennent la réalisation de terrains synthétiques :

3.1 – Terrains synthétiques avec garnissage en granulat de caoutchouc

Les projets de terrains synthétiques de grands jeux, réalisés en granulat de caoutchouc devront répondre à certaines exigences particulières de protection des pratiquants et satisfaire aux critères suivants :

- La teneur en HAP (Hydrocarbures aromatiques polycycliques) de ces granulats contenus dans les terrains synthétiques ne devra pas dépasser 17 mg/kg ;

- **La provenance et la traçabilité des produits de remplissage sera garantie** par l'utilisation de produits disposant de recommandations de type Label Technigom ® (label qui garantit que les granulats sont récupérés sur le sol français et/ou produits en France) ;

Le respect des normes de toxicité et environnementales sera démontré et porté à connaissance des utilisateurs :

- ✓ Par la réalisation d'un test de mesures des composants du terrain (HAP, métaux lourds…) au moment de la mise en service du terrain et de façon régulière, notamment après toute recharge de granulats ;
- ✓ Par la réalisation, par un laboratoire indépendant, d'un test selon les méthodes d'analyses (US EPA) et analyse de conformité aux exigences de la EN 71-3 (toxicité) et de la NF P90.112 (éco-toxicité) ;

- ✓ Par un affichage des résultats de ces tests organisé pour être visible de tous ;

- **Une solution pour la rétention des granulats sur la surface dédiée à l'équipement** (encaissement de l'équipement via bordures spécifiques, ou élargissement de la surface au-delà de l'équipement…). Cette disposition vise à limiter le dépôt de granulats dans l'environnement direct de l'équipement. Il sera aussi porté une attention particulière au drainage de l'équipement.

A l'occasion de la mise en œuvre de ces dispositions, et notamment lors de la réalisation des tests de toxicité que les porteurs de projet vont être amenés à réaliser, la société de collecte et de recyclage de pneus ALIAPUR se tient à leur disposition pour faire des recherches sur l'origine et la provenance des granulats de caoutchouc afin de s'assurer qu'il s'agit bien de pneumatiques ayant été collectés sur le sol français.

3.2 – Autres terrains synthétiques

Ces projets de terrains synthétiques de grands jeux devront répondre à certaines exigences particulières de protection des pratiquants et satisfaire aux critères suivants :

- La provenance et la traçabilité des produits de remplissage ainsi que le respect des normes de toxicité et environnementales seront démontrés et portés à connaissance des utilisateurs :

  - ✓ Par la réalisation d'un test de mesures des composants du terrain au moment de la mise en service du terrain et de façon régulière, notamment après toute recharge du garnissage;
  - ✓ Par un affichage des résultats de ces tests organisé pour être visible de tous.

🕐 *4°: Modalités du calcul de l'aide*

🕐 *1 : DEPENSES ELIGIBLES*

Sont éligibles les dépenses de maitrise d'œuvre y compris celles liées à la phase d'avant-projet sommaire (APS), de travaux de construction, rénovation ou de réhabilitation, de travaux d'aménagement et d'achats d'équipements ou de matériels d'usage collectif.

Ne sont pas éligibles les acquisitions foncières et les frais y afférent, les frais de démolition (démolition, dépose, désamiantage, déblaiement, décharge…), les travaux d'entretien courant et les travaux limités à une simple mise aux normes d'accessibilité.

🕐 *2 : TAUX ET MONTANT*

Le taux de subvention régional est de 30% maximum du montant des dépenses éligibles. Le montant des travaux pris en compte est plafonné à 6.700.000 € H.T

Le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses hors TVA. Cependant lorsque l'organisme justifie, soit qu'il ne récupère pas tout ou partie de la TVA, soit qu'il n'est pas éligible au fonds de compensation de la TVA (FCTVA), le montant de la subvention est calculée à partir des dépenses « TVA incluse ».

Les dossiers de demande doivent être accompagnés d'un plan de financement.

En application de la règle de non cumul des aides, une même opération ne pourra pas être financée par plusieurs aides de la Région telles que définies dans ses différentes délibérations. Toutefois, un même territoire pourra être éligible à plusieurs aides portant sur des opérations différentes.

Ces dispositions s'appliquent aux dossiers déposés après le vote du présent règlement modifié.

Annexe n°8- Règlement d'intervention modifié - Dispositif Equipements mis à disposition des lycées

LES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS MIS À DISPOSITION DES LYCÉES

Objectifs généraux du dispositif

Décide d'accompagner la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs lorsque les installations sportives répondent aux besoins des lycées publics et privés sous contrat d'association en matière d'éducation physique et sportive et sont mises à leur disposition gratuitement pendant 20 ans.

Critères d'éligibilité

1 : BÉNÉFICIAIRES

Sont éligibles au dispositif d'aide régionale des « Equipements sportifs mis à disposition des lycées » :

- les collectivités territoriales ;
- les établissements publics de coopération intercommunale ;
- les syndicats mixtes ou intercommunaux.

Les bénéficiaires doivent être propriétaires du foncier ou titulaires de droits réels sur la parcelle d'implantation de l'équipement subventionné par la Région.

2 : PROJETS

Peuvent bénéficier d'un financement régional les types d'équipements listés dans le tableau ci-après définissant les niveaux de l'intervention financière de la Région dès lors que ces équipements sont mis à disposition d'un usage lycéen de 30 heures par semaine au moins, hors vacances. Le volume horaire est de 15 heures de mise à disposition hebdomadaire lorsqu'il s'agit d'un Etablissement Régional d'Enseignement Adapté (EREA), une Ecole Régionale du Premier Degré (ERPD) ou un Centre Médical et Pédagogique (CMP) (annexe d'un lycée).

Une dérogation à ces volumes horaires minimaux s'applique dans les cas où le(s) lycée(s) du secteur peu(ven)t justifier d'un besoin satisfait par une des conditions suivantes, ou un cumul des conditions suivantes :

- la présence au sein de l'établissement d'un équipement permettant de couvrir tout ou partie des besoins ;
- l'utilisation d'autres équipements sportifs extérieurs à l'établissement ;
- des besoins en volume horaire inférieurs aux minimaux (taille et/ou type de l'établissement et du public accueilli).

Ces projets peuvent être réalisés sous maîtrise d'ouvrage publique ou sous maîtrise d'ouvrage déléguée (SEM, SPL ou tout autre type d'opérateur). La personne publique demeure toutefois attributaire de l'aide.

Les projets présentés permettant une pratique compétitive doivent bénéficier à un club résident, accueillant une pratique sportive mixte ou possédant obligatoirement une section féminine pour les disciplines collectives sauf impossibilité argumentée et justifiée.

Le dossier déposé doit être accompagné d'un plan de financement.

- ***3 : CRITERES ADDITIONNELS PROPRES AUX PROJETS RELATIFS A LA REALISATION DE TERRAINS SYNTHETIQUES***

3.1 – Terrains synthétiques avec garnissage en granulat de caoutchouc

Les projets de terrains synthétiques de grands jeux, réalisés en granulat de caoutchouc devront répondre à certaines exigences particulières de protection des pratiquants et satisfaire aux critères suivants :

- Présentation d'une étude des besoins réalisée par le maître d'ouvrage portant sur l'ensemble des disciplines sportives concernées par un terrain de grands jeux. Cette étude montrera les effets d'un tel projet et détaillera l'ensemble des créneaux horaires attribués aux différents utilisateurs (toutes disciplines, sport scolaire, etc.) en précisant les créneaux ouverts aux personnes en situation de handicap.

o

- o La teneur en HAP (Hydrocarbures aromatiques polycycliques) de ces granulats de caoutchouc contenus dans les terrains synthétiques ne devra pas dépasser 17 mg/kg ;

- o **La provenance et la traçabilité des produits de remplissage sera garantie** par l'utilisation de produits disposant de recommandations de type Label Technigom ® (label qui garantit que les granulats sont récupérés sur le sol français et/ou produits en France) ;

- **Le respect des normes de toxicité et environnementales sera démontré et porté à connaissance des utilisateurs** :

  - ✓ Par la réalisation d'un test de mesures des composants du terrain (HAP, métaux lourds…) au moment de la mise en service du terrain et de façon régulière, notamment après toute recharge de granulats ;

  - ✓ Par la réalisation, par un laboratoire indépendant, d'un test selon les méthodes d'analyses (US EPA) et analyse de conformité aux exigences de la EN 71-3 (toxicité) et de la NF P90.112 (éco-toxicité) ;

  - ✓ Par un affichage des résultats de ces tests organisé pour être visible de tous ;

- **Une solution pour la rétention des granulats sur la surface dédiée à l'équipement** (encaissement de l'équipement via bordures spécifiques, ou élargissement de la surface au-delà de l'équipement…). Cette disposition vise à limiter le dépôt de granulats dans l'environnement direct de l'équipement. Il sera aussi porté une attention particulière au drainage de l'équipement.

A l'occasion de la mise en œuvre de ces dispositions, et notamment lors de la réalisation des tests de toxicité que les porteurs de projet vont être amenés à réaliser, la société de collecte et de recyclage de pneus ALIAPUR se tient à leur disposition pour faire des recherches sur l'origine et la provenance des granulats de caoutchouc afin de s'assurer qu'il s'agit bien de pneumatiques ayant été collectés sur le sol français.

3.2 – Autres terrains synthétiques

Ces projets de terrains synthétiques de grands jeux devront répondre à certaines exigences particulières de protection des pratiquants et satisfaire aux critères suivants :

- La provenance et la traçabilité des produits de remplissage ainsi que le respect des normes de toxicité et environnementales seront démontrés et portés à connaissance des utilisateurs :
  - ✓ Par la réalisation d'un test de mesures des composants du terrain au moment de la mise en service du terrain et de façon régulière, notamment après toute recharge du garnissage;
  - ✓ Par un affichage des résultats de ces tests organisé pour être visible de tous.

🕐 *4 : Modalités de calcul de l'aide*

🕐 *1 : DEPENSES ELIGIBLES*

Ces plafonds de travaux intègrent les dépenses liées aux travaux et aux honoraires de maîtrise d'œuvre y compris les honoraires liés à la phase APS. Le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses hors TVA. Cependant lorsque l'organisme justifie, soit qu'il ne récupère pas tout ou partie de la TVA, soit qu'il n'est pas éligible au fonds de compensation de la TVA (FCTVA), le montant de la subvention est calculée à partir des dépenses « TVA incluse ».

Ne sont pas éligibles les acquisitions foncières et les frais y afférent (frais de dossiers, de notaire et autres frais liés directement aux acquisitions), les frais de démolition (démolition, dépose, désamiantage, déblaiement, décharge…), les travaux d'entretien courant et les travaux limités à une simple mise aux normes d'accessibilité.

🕐 *2 : TAUX ET MONTANT*

Le plafond du coût HT des travaux est fixé en fonction du type d'équipement aux montants suivants :

Type d'équipement	Montant plafond des travaux en euros HT	Taux maximum de subvention
Gymnase grand gabarit (48 m x 26 m et +)	3 000 000 €	25 %
Gymnases 44 m x 26,30 m et 44 m x 23,50 m	2 500 000 €	25 %
Gymnase type C (40 m x 20 m et +)	2 000 000 €	25 %

Gymnase type B (30 m x 20 m et +)	1 500 000 €	25 %
Plateau extérieur EPS : terrain de grands jeux, infrastructures d'athlétisme	800 000 €	30 %
Salle spécialisée et semi-spécialisée (dojo…)	500 000 €	35 %
Equipement spécialisé (mur d'escalade…)	200 000 €	35 %
Réfection, réhabilitation ou construction de vestiaires	300 000 €	40 %

En cas de construction ou de rénovation d'un complexe sportif, le montant plafond des travaux à retenir pour le calcul du montant de la subvention sera celui de l'équipement dont le coût de réalisation ou de rénovation est le plus onéreux. Il n'y a donc pas de cumul de plafonds de subvention dans l'hypothèse de création d'équipements sportifs différents dans un même complexe.

Pour les projets de terrains synthétiques de grands jeux avec garnissage de caoutchouc, le taux de subvention appliqué pour le calcul de l'aide est majoré de 5% pour la réalisation des dispositifs permettant la rétention des granulats de caoutchouc sur la surface dédiée au terrain synthétique (encaissement de l'équipement via bordures spécifiques, ou élargissement de la surface au-delà de l'équipement…). Dans ce cas, les dépenses éligibles sont plafonnées à 1.000.000 € HT.

L'ensemble des projets soumis devra satisfaire au respect de la réglementation concernant l'accessibilité à l'équipement des personnes en situation de handicap et faciliter ainsi la pratique handisport au sein de l'équipement.

Pour les bénéficiaires qui justifieront de la mise en œuvre d'une politique dédiée à ces publics, notamment par la désignation d'un club résident les accueillant dans l'équipement, le taux de subvention appliqué pour le calcul de l'aide est majoré de 10%.

Le bénéficiaire veille à utiliser des matériaux, produits et procédés de construction réputés sûrs et conformes aux normes en vigueur au moment de leur utilisation.

L'aide sera également conditionnée à l'ouverture de l'équipement à l'ensemble du mouvement associatif local.

Quand la collectivité bénéficiaire de la subvention accepte de mettre gratuitement à disposition des lycées publics et privés sous contrat d'association d'autres équipements sportifs que celui subventionné, et que le nombre d'heures de mise à disposition de ces autres équipements sportifs au bénéfice des lycéens est supérieur ou égal à 15 heures hebdomadaire, le taux de subvention appliqué pour le calcul de l'aide est majoré de :

- 5 % si le volume horaire hebdomadaire de mise à disposition est au moins égal à 15 heures ;
- 10 % si le volume horaire hebdomadaire de mise à disposition est au moins égal à 30 heures.

Les heures d'utilisation doivent, non seulement, être proposées par la collectivité aux lycées susceptibles d'être intéressés, mais être formellement acceptées par ceux-ci comme répondant à leurs

besoins en matière d'éducation physique et sportive pour être retenues dans le cadre du calcul de la subvention.

En application de la règle de non cumul des aides, une même opération ne pourra pas être financée par plusieurs aides de la Région telles que définies dans ses différentes délibérations. Toutefois, un même territoire pourra être éligible à plusieurs aides portant sur des opérations différentes.

Ces dispositions s'appliquent aux dossiers déposés après le vote du présent règlement modifié.

Convention entre la Région, la collectivité bénéficiaire et le ou les lycée(s)

Le versement d'une subvention est subordonné à la signature d'une convention entre la collectivité bénéficiaire, la Région et le ou les lycées utilisateurs de l'équipement sportif.

Cette convention fixe notamment les conditions d'utilisation, de versement et de contrôle de la subvention attribuée par la Région ainsi que le volume horaire de mise à disposition de l'équipement sportif au profit du ou des lycées concernés.

Annexe n°9 - Règlement d'intervention modifié - Dispositif Plan piscine régional

LE PLAN PISCINES RÉGIONAL

Objectifs généraux du dispositif

Décide de poursuivre et renforcer le « Plan Piscines » a l'objectif et pour ce faire, propose :

- de réduire les carences en équipements aquatiques conformes aux besoins de la pratique ;
- d'augmenter les créneaux horaires d'utilisation et la capacité d'accueil des usagers tant scolaires qu'associatifs ou individuels ;
- de favoriser l'accès à la pratique sportive encadrée en particulier celle des publics féminins et des personnes en situation de handicap.

Critères d'éligibilité

1 : BENEFICIAIRES

Sont éligibles au dispositif d'aide régionale dans le cadre du « Plan Piscines » :

- les collectivités territoriales ;
- les établissements publics de coopération intercommunale ;
- les syndicats mixtes.

Les bénéficiaires doivent être propriétaires du foncier ou titulaires de droits réels sur la parcelle d'implantation de l'équipement subventionné par la Région.

- *2 : PROJETS*

Les projets présentés peuvent être des réhabilitations simples, des réhabilitations avec extension ou des constructions. Ils doivent satisfaire au respect de la réglementation concernant l'accessibilité à l'équipement, la présence d'une **rampe d'accès** au bassin d'apprentissage pour les personnes en situation de handicap et une potence d'accès au bassin de nage. Pour les équipements existants ne permettant pas la réalisation d'une rampe d'accès, la mise en place d'une potence est obligatoire.

En outre, pour bénéficier du dispositif d'aide régionale dans le cadre du « Plan Piscines », une étude préalable, permettant notamment de vérifier la prise en compte des clauses régionales définies, doit être produite.

Les projets présentés permettant une pratique compétitive doivent bénéficier à un club résident, accueillant une pratique sportive mixte ou possédant obligatoirement une section féminine pour les disciplines collectives sauf impossibilité argumentée et justifiée.

Les projets proposés devront prendre en compte l'accessibilité de l'équipement, en transports en commun ou en circulation douce.

Le bénéficiaire veille à utiliser des matériaux, produits et procédés de construction réputés sûrs et conformes aux normes en vigueur au moment de leur utilisation.

Ces projets peuvent être réalisés sous maîtrise d'ouvrage publique ou sous maîtrise d'ouvrage déléguée (SEM, SPL ou tout autre type d'opérateur) ou dans le cadre d'une concession. La personne publique demeure toutefois attributaire de l'aide.

Le dossier déposé doit être accompagné d'un plan de financement.

Modalités de calcul de l'aide

- ***1 : DEPENSES ELIGIBLES***

Sont éligibles les dépenses de maitrise d'œuvre y compris celles liées à la phase APS, de travaux de construction, rénovation ou de réhabilitation, de travaux d'aménagement et d'achats d'équipements ou de matériels d'usage collectif.

Ne sont pas éligibles les acquisitions foncières et les frais y afférent (frais de dossiers, de notaire et autres frais liés directement aux acquisitions), les frais de démolition (démolition, dépose, désamiantage, déblaiement, décharge…), les travaux d'entretien courant et les travaux limités à une simple mise aux normes d'accessibilité.

- ***2 : TAUX ET MONTANT***

Les taux de subvention appliqués aux projets d'équipements aquatiques sont fixés à :

- **15 %** maximum d'un montant de travaux plafonné à **3.000.000 € HT** pour les réhabilitations sans extension,
- **10 %** maximum d'un montant de travaux plafonné à **8.000.000 € HT** pour les réhabilitations-extensions (extension du bassin sportif normé ou extension du bassin d'apprentissage – 125 m² minimum -, ou création d'un bassin sportif normé ou d'apprentissage supplémentaire ») et les constructions.

Pour les bénéficiaires qui justifieront de l'absence d'équipement sportif sur la commune d'implantation, l'aide régionale sera renforcée par le doublement du taux maximal de subvention.

Pour les bénéficiaires qui justifieront de la mise en œuvre d'une politique sportive dédiée aux personnes en situation de handicap, notamment par la désignation d'un club résident accueillant ce public, dans cet équipement, le taux de subvention appliqué pour le calcul de l'aide est majoré de 10%.

Le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses hors TVA. Cependant lorsque l'organisme justifie, soit qu'il ne récupère pas tout ou partie de la TVA, soit qu'il n'est pas éligible au fonds de compensation de la TVA (FCTVA), le montant de la subvention est calculée à partir des dépenses « TVA incluse ».

En application de la règle de non cumul des aides, une même opération ne pourra pas être financée par plusieurs aides de la Région telles que définies dans ses différentes délibérations. Toutefois, un même territoire pourra être éligible à plusieurs aides portant sur des opérations différentes.

Conditions particulières

Un bénéficiaire ne peut présenter qu'un seul projet par tranche de 100.000 habitants du territoire qui le compose ou qu'il représente.

Toute nouvelle demande d'aide pour les projets d'équipements aquatiques ne peut être reçue avant un délai de 5 ans à compter de la date de signature de la convention précédente.

Ces dispositions s'appliquent aux dossiers déposés après le vote du présent règlement modifié.

Annexe n°10 - Avenant n°2 à la convention entre la Région et le CREPS d'Ile-de-France

CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE

AVENANT N°2

ENTRE

LA REGION ILE-DE-FRANCE
2, rue Simone Veil
93400 Saint-Ouen s/ Seine
Représentée par sa présidente, Valérie Pécresse, en vertu de la délibération n°CP 2019- 251 du 3 juillet 2019]
Ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

ET

Le Centre de Ressources, d'Expertise et de Performance Sportive d'Ile-de-France,
Etablissement public local à caractère administratif,
Dont le siège social est situé : 1 rue du Docteur Le Savoureux, 92291 Châtenay-Malabry,
Représenté par son Directeur Michel Godard,
Ci-après dénommé « le CREPS d'Ile-de-France »

d'autre part,

Préambule

Par la délibération n°CP 16-186 du 18 mai 2016, la Commission Permanente du Conseil Régional d'Ile-de-France a approuvé une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage conclue entre le CREPS d'Ile-de-France et la Région pour la réalisation des travaux suivants :

- Réhabilitation et réutilisation des bâtiments d'hébergement, des locaux administratifs, et infrastructures sportives ;

- Restructuration du bâtiment de restauration ;

- Mise en accessibilité des locaux (hébergements, infrastructures sportives, locaux administratifs)

Le présent avenant a pour objet :

1. De préciser le fondement juridique de la convention ;
2. D'actualiser et préciser les opérations dont la maîtrise d'ouvrage est déléguée au CREPS d'Ile-de-France ;
3. De prolonger la durée de la convention jusqu'au 31 décembre 2023.

Article 1

A l'article 1, les deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième et huitième alinéas sont remplacés par un alinéa ainsi rédigé :

« La présente convention est établie en application de l'article R.114-3 du code du sport. »

Article 2

L'article 3 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le CREPS est mandaté pour la réalisation des travaux suivants :

- Rénovation du terrain de hockey-sur-gazon et création d'une piste d'athlétisme ;
- Rénovation et couverture des terrains de beach-volley, et création de vestiaires et sanitaires ;
- Extension du centre de santé ;
- Rénovation et mise aux normes des bâtiments d'internat « les Acacias », « les Tilleuls », « les Cèdres » ;
- Travaux de maintenance dans les bâtiments existants. »

Article 3

A l'article 12, les mots : « reconduction annuelle tacite dans la limite de quatre ans maximum » sont remplacés par les mots : « reconduction tacite dans la limite de huit ans maximum, soit jusqu'au 31 décembre 2023. ».

Article 4

Le présent avenant prend effet à la date de sa notification par la Région.

Les dispositions de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

E - Signature du CREPS d'Ile-de-France

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature de la Région

A Saint-Ouen-sur-Seine, le

Signature
(représentant de la Région)

G - Notification de l'avenant au titulaire de la convention

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ……, le ……..

Signature du titulaire,

En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire de la convention.)

En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire de la convention.)

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc145016-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-242

DU 3 JUILLET 2019

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DU DISPOSITIF DES CLUBS D'EXCELLENCE D'ÎLE-DE-FRANCE - SAISON SPORTIVE 2019-2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code du Sport ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 Septembre 2017 pour simplifier le fonctionnement du conseil régional ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 2017-47 du 9 mars 2017 relative au « Sport, booster de l'attractivité en Île-de-France et pour l'international » (2ème partie) modifiée ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU La délibération n° CP 2017-595 du 22 novembre 2017 approuvant la convention type relative au dispositif « Soutien aux clubs d'excellence d'Île-de-France »

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-242 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article Unique : Programme HP 32-002 « Développement de la pratique sportive »

Décide de participer au titre du dispositif « Clubs Excellence Île-de-France » au financement de 37 projets détaillés en annexe 1 (fiches projet) de la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum de 550 000 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la conclusion avec les bénéficiaires d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2017-595 du 22 novembre 2017 et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 550 000 € disponibles sur le chapitre 933 « Culture, Sport et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2019.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXE A LA DELIBERATION

ANNEXE N°1 - FICHES PROJETS

Commission permanente du 3 Juillet 2019

DOSSIER N° EX044877 - ISSY TRIATHLON - 1ERE ANNEE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	150 700,00 € TTC	6,64 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ISSY TRIATHLON
Adresse administrative : 5 AVENUE JEAN BOUIN
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX
Statut Juridique : ASSOCIATION
Représentant : Monsieur DIDIER SERRANO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 – 30 Juillet 2020

Description :

Issy Triathlon a été créé en janvier 1988. En 1999, l'école de triathlon obtenait son agrément et voyait arriver les premiers jeunes au club.
En 2008, le club comportait 170 adhérents. Sous l'impulsion de l'équipe de direction en place depuis 10 ans, le club s'est développé et les effectifs sont à présent de 629 licenciés dont 210 jeunes.

En 2018, le club a obtenu des résultats sportifs exceptionnels :
- 2ème du championnat D1 élite femmes en Duathlon,
- 1er de la D2 élite hommes.
- Sandra Levenez, championne d'Europe et de France élite de duathlon femmes.
- 4ème de la D1 élite en Triathlon femmes,
- Champion de France et d'Ile de France des clubs jeunes.
- championnes de France de triathlon, duathlon et aquathlon en juniors filles et garçons.

Le projet associatif a pour ambition de permettre la pratique du triathlon au plus grand nombre en se développant suivant trois axes:

1) l'école de triathlon pour permettre aux enfants de pratiquer la discipline et faire émerger les meilleurs éléments pour constituer autour d'eux des équipes compétitives en mettant en œuvre des partenariats avec l'éducation nationale;

2) La pratique loisir : les pratiquants loisirs constituent le socle du club. Favoriser l'accès au triathlon des pratiquants loisirs permet de contribuer au développement et à la reconnaissance du triathlon auprès du plus grand nombre, de proposer une pratique sportive originale aux Isséens et salariés des entreprises de la ville.

3) Les équipes élites : elles permettent aux meilleurs jeunes la possibilité de continuer à progresser à l'intérieur du club, d'attirer les meilleurs triathlètes des Hauts de Seine et des villes environnantes et elles sont un outil de communication.

Enfin deux axes structurants transversaux guident leur développement :
1) Développer le sport au féminin : les femmes ont pris une place essentielle dans le club et sont un axe de développement fort, tant pour le haut niveau que pour la pratique loisir.
2) Améliorer en permanence l'organisation, former les éducateurs et développer l'emploi, tout en conservant une structure financière saine.

Objectifs et actions pour le développement du Club :

Excellence de l'école de triathlon (développement de la pratique jeune)

Le club souhaite renforcer son encadrement afin d'accompagner la croissance des effectifs. Des partenariats ont développés avec des établissements scolaires et leurs sections UNSS /AS : lycée Michelet de Vanves, lycée La Fontaine à Paris 16ème. La Fédération Française de Triathlon (3 étoiles) attribue le plus haut niveau de labellisation.

Pratique féminine et accès aux responsabilités

Lors de la saison sportive 2019-2020, le club veut pérenniser la section sport santé permettant d'accueillir 30 femmes en situation de découverte du sport. Issy Triathlon veut atteindre la parité dans les instances dirigeantes (40% en 2018) Deux femmes (actuellement en licence STAPS) sont formées aux métiers du coaching.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- ISSY-LES-MOULINEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels ou équipements sportifs	26 000,00	17,25%
Frais de personnel	28 500,00	18,91%
Frais de formation	1 000,00	0,66%
Frais de déplacement	12 000,00	7,96%
Frais de restauration	7 200,00	4,78%
Frais pour stages de performance sportive	42 000,00	27,87%
Autres dépenses (préciser)	34 000,00	22,56%
Total	150 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	3 500,00	2,32%
Partenaires privés	3 400,00	2,26%
Subvention Commune (attribuée)	27 000,00	17,92%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	6,64%
Participation Ligue ou Comité régional	3 000,00	1,99%
Subvention Etat (CNDS, Ministères, ...)	1 800,00	1,19%
Autres recettes (préciser)	102 000,00	67,68%
Total	150 700,00	100,00%

Commission permanente du 3 Juillet 2019 -

DOSSIER N° EX044882 - HOCKEY CLUB DE CERGY-PONTOISE –
1ERE ANNEE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	69 900,00 € TTC	14,31 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HOCKEY CLUB DE CERGY-PONTOISE
Adresse administrative : 33 AVENUE DE LA PLAINE DES SPORTS
95800 CERGY
Statut Juridique : ASSOCIATION
Représentant : Monsieur Régis GODEC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 – 30 Juillet 2020

Description :

Suite à une période de faible dynamisme, le Hockey Club Cergy Pontoise a connu une descente en 2ème division nationale masculine en 2013 et a commencé à perdre de son aura sur le hockey féminin. L'Aren'Ice a permis de remobiliser le club, ses adhérents et ses bénévoles pour restructurer la formation, remonter en D1 et reconquérir des titres en championnat féminin.

Le HCPP compte à ce jour 477 adhérents et est le 2ème club de France en nombre de licenciés hockey sur glace. Il évolue au plus haut niveau possible de U11 à U17, a été éliminé en demi-Finale pour l'accession en Ligue Magnus. Un programme d'accompagnement sportif et scolaire est suivi par 20 joueurs (de la 6ème à la terminale) fondé sur des horaires aménagés permettant une pratique renforcée et sur un accompagnement scolaire combinant cours de renforcement et suivi des devoirs et de la scolarité.

15 jeunes arbitres sont formés et accompagnés par an, 10 encadrants techniques bénévoles, 5 entraineurs salariés et plus de 100 bénévoles s'investissant dans la vie des équipes, du club et de l'organisation des matchs notamment ceux de la D1.

Objectifs et actions pour le développement du club :

La formation

Pour la saison sportive 2019-2020, le club doit pérenniser et sécuriser les volumes d'heure de glace afin d'offrir :
- Deux temps de pratique pour l'école de hockey (4 à 7 ans),
- Trois temps de pratique pour les équipes engagées en compétition (garçons et filles),
- Cinq temps de pratique pour l'équipe 1ère.

L'encadrement actuel est maintenu afin de disposer d'un entraineur salarié par catégorie (soit 5 salariés) et un préparateur physique. Un accompagnement spécifique est mise en place pour les parents en termes d'attitude vis-à-vis de leur enfant engagé en compétition (distance nécessaire, soutien positif, prise de conscience des processus de projection…)

La filière classe sportive est développée de la 6ème à la terminale. Une coopération (suivi des élèves, horaires aménagés, participation à des projets internes) est renforcée avec les établissements scolaires : Lycée Jules Vergne, Collège La Bruyère et Saint Martin de France). Un troisième enseignant est recruté pour assurer le renforcement scolaire.

Le club a fait une demande de labellisation de PÔLE Performance Francilien et du Pôle Espoir auprès de la Fédération Française de Hockey sur Glace. Les dirigeants doivent accompagner les jeunes joueurs tant au plan scolaire que sportif vers le haut niveau.

Accession à la Ligue MAGNUS

L'objectif du club est de pérenniser l'accès à la ligue Magnus car le club doit professionnaliser l'équipe d'un point de vue médical et de l'encadrement. De plus, le club est obligé de trouver de nouveaux partenaires privés afin d'assurer le niveau de financement nécessaire à la Ligue Magnus.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels ou équipements sportifs	6 000,00	8,58%
Frais de personnel	35 000,00	50,07%
Frais de formation	4 500,00	6,44%
Frais de déplacement	20 000,00	28,61%
Frais de restauration	1 400,00	2,00%
Autres dépenses (préciser)	3 000,00	4,29%
Total	69 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Partenaires privés	7 400,00	10,59%
Subvention Commune (attribuée)	20 000,00	28,61%
Subvention Département (attribuée)	5 000,00	7,15%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	14,31%
Autres recettes (préciser)	27 500,00	39,34%
Total	69 900,00	100,00%

Commission permanente du 3 Juillet 2019

DOSSIER N° EX044883 - UNION DES BORDS DE MARNE RUGBY -
1ERE ANNEE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	24 400,00 € TTC	40,98 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNION DES BORDS DE MARNE
Adresse administrative : 34 RUE MANESSIER
94130 NOGENT-SUR-MARNE
Statut Juridique : ASSOCIATION
Représentant : Monsieur YVAN CHAUSSAT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 – 30 Juillet 2020

Description :

L'Union des Bords de marne de Rugby (UBM) est le club phare du rugby de l'Est parisien. Fort de près de 250 membres au titre de la saison en cours, l'UBM se veut être un club atypique et avoir valeur d'exemple en Île-de-France.

La présence du club dans les divisions nationales, notamment pour son rugby féminin (après un titre national en Fédéral 2 au titre de la saison 2016 / 2017) depuis plusieurs années, lui permet de revendiquer le statut de club de rugby leader dans le 94 et Sud 93 et de présenter des équipes dans toutes les catégories, tant masculines que féminines.

L'UBM propose d'autres formes de rugby :
- Le rugby à 7, devenu Olympique pour les Jeux de Rio 2016, est proposé à des joueurs aux qualités athlétiques « hors norme ».
- Le rugby à 5 est une discipline ultra ludique, tout en mixité (de sexes ou de générations). C'est la forme de jeu faite pour les entreprises, pour les familles, sur un terrain en herbe, ou en indoor, ou sur le sable.
Lors de la saison sportive 2017-2018, le club a connu les résultats sportifs suivants :
- Féminines: Accession et maintien en Fédérale 1 (après un titre national en Fédéral 2),
- Séniors: Montée en 1ère Série et ½ finale de 2ème série,
- Juniors: 32ème de finale du Championnat de France Philiponeau.

Objectifs et actions pour le développement du Club :

Dans le sens du développement, l'UBM noue des partenariats étroits avec le monde scolaire. Des séances d'entrainement avec les encadrants sont prévues.

Lors de la saison sportive 2019-2020, les dirigeants veulent créer une catégorie pour les cadettes féminines (16-18 ans).

Le club prépare son intervention aux jeux du Val de Marne en juin prochain via la formation des éducateurs de la commune, soutenue par le CTR de la ligne IDF de Rugby. La formation des encadrants s'effectue, à la fois, au démarrage de leur intervention, pour les plus jeunes, à savoir des juniors évoluant actuellement via les brevets fédéraux Initiation Découverte. Le passage des brevets fédéraux est optimisé pour les encadrants des équipes en compétition pour nos juniors et seniors.

Pour la saison sportive 2019-2020, le club souhaite passer à 12 encadrants en formation.

Par ailleurs, le handicap est vu par les valeurs humanistes du rugby, faites de respect, d'amitié et de courage. A ce titre, un bénévole est intégré pour un groupe de compétition et deux joueuses dans l'équipe féminine.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- NOGENT-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Formation de 12 encadrants pour passage aux brevets fédéraux	5 400,00	22,13%
Défraiement des éducateurs pour l'équipe féminine	15 000,00	61,48%
Frais de communication	2 500,00	10,25%
Frais d'organisation d'un tournoi interscolaire mixte	1 500,00	6,15%
Total	24 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Île-de-France	10 000,00	40,98%
Subvention Municipale	3 000,00	12,30%
Fonds propres	11 400,00	46,72%
Total	24 400,00	100,00%

Commission permanente du 3 Juillet 2019

DOSSIER N° EX044886 - PAYS DE FONTAINEBLEAU ATHLÉSUD 77 -
1ERE ANNEE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	67 900,00 € TTC	14,73 %	10 000,00 €
		Montant total de la subvention	10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	PAYS DE FONTAINEBLEAU ATHL SUD 77
Adresse administrative	:	ROUTE DE L'ERMITAGE 77300 FONTAINEBLEAU
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Marie-Françoise BOURGUIGNON, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 – 30 Juillet 2020

Description :

Le club compte une trentaine de sportifs de haut niveau, en équipe de France des catégories jeunes aux séniors. Tous sont soit champions de France, soit médaillés aux championnats de France et certains ont même d'excellents résultats à l'international : 2 athlètes ont participé aux JO de Rio en 2016. 7 athlètes ont participé à des championnats d'Europe ou du monde en 2017 et 2018. Le projet sportif du club porte sur le développement du sport de haut niveau, en partenariat avec le pôle national et espoir de Fontainebleau basé au CNSD.

Les dirigeants préparent les athlètes pour les JO de 2020 et 2024, à travers de jeunes talents confirmés ou grands espoirs. L'encadrement est assuré par des entraîneurs qualifiés et reconnus par la Fédération Française d'Athlétisme. Ils y sont logés et bénéficient des conditions optimales d'entraînement et d'un suivi médical.

Le club Pays de Fontainebleau Athlétisme est le meilleur club de France en cross depuis de nombres années, avec notamment lors des derniers championnats de France de cross-country, six médailles dont quatre en or.

Objectifs et actions pour le développement du Club :

Le club a pour objectif de mettre tout en œuvre pour optimiser les conditions d'entraînement et d'encadrement des athlètes : infrastructures, entraîneurs, suivi médical. Différents stages d'entraînement sont prévus et les athlètes sont régulièrement invités à participer aux stages organisés par la Fédération Française d'Athlétisme et de la Ligue d'Ile de France d'athlétisme.

Le club possède des entraîneurs de qualités, reconnus pour leur professionnalisme et leurs compétences. Présents à leurs côtés depuis de nombreuses années (10 à 30 ans d'expérience), ils savent faire preuve d'exigence pour amener les athlètes au plus haut niveau international.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- FONTAINEBLEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels ou équipements sportifs	3 400,00	5,01%
Frais de personnel	15 000,00	22,09%
Frais de formation	1 500,00	2,21%
Frais de déplacement	15 000,00	22,09%
Frais de restauration	3 000,00	4,42%
Frais pour stages de performance sportive	10 000,00	14,73%
Autres dépenses (préciser)	20 000,00	29,46%
Total	67 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	18 400,00	27,10%
Partenaires privés	8 000,00	11,78%
Subvention Commune (sollicitée)	30 000,00	44,18%
Subvention Département (sollicitée)	1 500,00	2,21%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	14,73%
Total	67 900,00	100,00%

Commission permanente du 3 Juillet 2019

DOSSIER N° EX044903 - RUGBY CLUB DE DRANCY - 1ERE ANNEE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	126 516,80 € TTC	7,90 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RUGBY CLUB DE DRANCY
Adresse administrative : 100 RUE JULIAN GRIMAU
93700 DRANCY
Statut Juridique : ASSOCIATION
Représentant : Monsieur BENJAMIN PERIE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 – 30 Juillet 2020

Description :

Le Rugby Club de Drancy a écrit son histoire sur le territoire local. Défenseur d'un rugby pour tous, le RCD entend permettre à chacun, d'où qu'il vienne, de trouver sa place. Le club est au plus haut niveau du département de la Seine-Saint-Denis, et des clubs amateurs d'Île-de-France.

Lors de la saison sportive 2017-2018, le club a connu les résultats sportifs suivants :
L'équipe 1ère a joué les phases finales fédérale 2. Le club occupe aujourd'hui le haut niveau du rugby régional. Le maintien à ce niveau doit se poursuivre en termes de pédagogie, formation et perfectionnement, afin d'alimenter l'équipe Sénior mais également de poursuivre le développement du club en tant qu'acteur sportif et social du territoire francilien.

Face aux grands évènements sportifs internationaux à venir, Coupe du Monde de Rugby 2019, 2023 en France et l'accueil des Jeux olympiques 2024 offrant une lucarne ouverte sur le rugby à 7, le club entend profiter de cette belle dynamique à travers ses activités sportives. Le RC Drancy déploie également un projet d'envergure résolument tourné vers l'intégration sociale par le rugby.

L'école de rugby est constituée des catégories : U6, U8, U10, U12, U14. Son effectif s'élève à 150 enfants. Le label décerné en 2008 par la Fédération Française de Rugby, a régulièrement été renouvelé depuis. Il vient confirmer la compétence des équipes encadrantes et la pédagogie mise en œuvre. Dans cette perspective, le RC Drancy souhaite poursuivre et étendre la formation diplômante de ses éducateurs, car elle garantit le haut niveau professionnel de leurs interventions.

Les catégories Poussins, Benjamins, Minimes jouent au meilleur niveau régional. Lors de la 11ème édition, cette rencontre organisée par le Rugby Club de Drancy, est devenu un évènement

incontournable. La dernière édition a réuni 400 enfants des catégories U8 à U14 issus de 9 clubs. Dans une ambiance conviviale, les enfants de l'école de rugby de Drancy ont pu se confronter avec fairplay aux clubs avoisinants.

Comme tous les ans, le RC Drancy intervient régulièrement dans les établissements scolaires par des tournois : temps forts et rassembleurs. Grâce à ces actions et à travers ce maillage, le club espère susciter des envies de ballon ovale, de la part des jeunes filles et garçons.

Lors de la dernière saison sportive, le club souhaite mettre en place de classes à horaires aménagés, permettant, là aussi, la pratique du rugby aux élèves du territoire.

Objectifs et actions pour le développement du club :

Le Rugby Club de Drancy a décidé de créer un dispositif global destiné aux enfants et aux jeunes dont l'axe central est la promotion du sport à travers l'éducation à la citoyenneté et l'insertion socioprofessionnelle des jeunes.

Le dispositif se divise en quatre actions :

L'école de rugby
Le club souhaite promouvoir le rugby en tant qu'outil d'intégration, d'éducation à la citoyenneté d'insertion et de bien-être pour les licenciés du club et dans le cadre des interventions en milieu scolaire (300 enfants et jeunes de 3 à 18 ans).

Développement du rugby féminin

Le club porte la volonté de développer le rugby féminin en constituant une équipe cadette. Elle permet aux jeunes minimes de poursuivre leur pratique sans quitter le club et de continuer de s'y épanouir (60 jeunes femmes de 15 à 25 ans).

Les mercredis tout compris

Le club accompagne les jeunes à la scolarité via l'aide aux devoirs pour les élèves du primaire au lycée, les sorties culturelles pour les enfants et les jeunes, des stages de découverte du rugby (50 enfants et jeunes de 3 à 18 ans).

La plateforme Rugby Link Drancy

Le club souhaite aider les joueurs à la recherche d'un emploi, d'un stage, d'une alternance et les entreprises des via la plateforme Rugby Link Drancy, suivi individuel et personnalisé, ateliers CV et lettre de motivation (40 jeunes de 12 à 25 ans).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- DRANCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels ou équipements sportifs	52 518,00	41,51%
Frais de personnel	46 265,00	36,57%
Frais de formation	5 113,80	4,04%
Frais de déplacement	4 000,00	3,16%
Frais de restauration	2 000,00	1,58%
Autres dépenses (préciser)	16 620,00	13,14%
Total	126 516,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	37 776,80	29,86%
Partenaires privés	33 500,00	26,48%
Subvention Commune (sollicitée)	32 000,00	25,29%
Subvention Département (sollicitée)	13 240,00	10,47%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	7,90%
Total	126 516,80	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER N° EX044925 - CANETON CLUB DE BEAUMONT -
1ERE ANNEE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	92 500,00 € TTC	10,81 %	10 000,00 €
		Montant total de la subvention	10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CANETON CLUB BEAUMONT
Adresse administrative	:	4 CHEMIN DES PRES DE THURY 95260 BEAUMONT-SUR-OISE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur REGIS BARON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 – 30 Juillet 2020

Description :

Le Caneton Club de Beaumont compte 720 Licenciés et propose à ses adhérents des créneaux d'entraînement accessibles à tout type de public à partir de 3 ans.

Le club met en places plusieurs actions :
- cours axés sur la découverte, l'initiation et le perfectionnement à partir de 3 à 6 ans,
- l'apprentissage et le perfectionnement pour les jeunes de 7 à 11 ans,
- plusieurs groupes de niveau pour les adolescents de 12 à 17 ans. Des enfants handicapés sont intégrés dans différents groupes.

Les actions « Savoir Nager » et « J'apprends Nager » mis en place par le Ministère des Sports et la Fédération Française de Natation sont également déployés au sein du club : l'objectif de ces actions est de donner la possibilité aux enfants, issus de familles en difficultés financières se retrouvant exclus ou éloignés de pratiques sportives, d'avoir accès à l'apprentissage de la natation.

Le Caneton Club a obtenu le Label « Animation » et le Label « Développement » délivré par la Fédération Française de Natation, reconnaissant ainsi le travail et l'investissement du Directeur Technique, son équipe et des dirigeants du club.

La section sportive compte 103 nageurs inscrits en groupe compétition :
- 74 nageurs classés (nageurs ayant marqués au moins 1 points),
- 29 nageurs dans les parcours apprentissage Natation Course
- 5 équipes engagées aux interclubs toutes-catégories,

- 1 équipe classée sur la poule régionale
- 5 nageurs sur le niveau National 2

Le club est 258ème sur 967 clubs classés au niveau national, 42ème sur 164 clubs franciliens et 4ème sur 19 clubs val d'oisiens.

Objectifs et actions pour le développement du Club :

Le club a obtenu les labels fédéraux et le label Club Formateur du Conseil départemental du Val d'Oise et souhaite le garder pour la saison sportive 2019-2020.

La priorité du club est axée à la formation des éducateurs. Ils veulent aider les jeunes à suivre une filière sportive en tant que stagiaire et après en leur proposant un contrat de travail. Un stagiaire BPJEPS AAN ou en Préparation physique sera accueilli tous les ans. Des actions sont également menées vers les jeunes compétiteurs du club en leur proposant des formations BNSSA. L'objectif est d'avoir un groupe d'éducateurs formés au club afin de pérenniser les activités sur le long terme notamment dans la pratique compétitive et du centre de formation.

L'école de Natation Française (ENF) est également un des axes prioritaires du club. Le centre de formation permet de préparer les jeunes nageurs vers la pratique compétitive et à l'accession au plus haut niveau dans toutes les catégories.

Pour la section compétition, des nageurs sont répartis dans toutes les catégories : de la catégorie Avenirs à la catégorie Maîtres. Des créneaux d'entrainements de minimum 1 heure sont programmés pour ces différentes catégories. Les éducateurs préparent les jeunes à l'accession au plus haut niveau dans leurs catégories.

Le club souhaite créer une section sportive ou classe à horaires aménagés dans un lycée. Ce projet de classes à horaire aménagés est une des actions prioritaires pour les futures années et le seul moyen d'obtenir des créneaux d'entrainements supplémentaires et d'accéder au niveau supérieur pour les futurs compétiteurs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BEAUMONT-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels ou équipements sportifs	5 900,00	6,38%
Frais de personnel	40 000,00	43,24%
Frais de formation	5 000,00	5,41%
Frais de déplacement	5 000,00	5,41%
Frais de restauration	1 000,00	1,08%
Frais pour stages de performance sportive	15 000,00	16,22%
Autres dépenses (préciser)	20 600,00	22,27%
Total	92 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	65 000,00	70,27%
Subvention Commune (sollicitée)	1 500,00	1,62%
Subvention Département (sollicitée)	3 500,00	3,78%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	10,81%
Participation Ligue ou Comité régional	1 000,00	1,08%
Subvention Etat (CNDS, Ministères, ...)	10 000,00	10,81%
Autres recettes (préciser)	1 500,00	1,62%
Total	92 500,00	100,00%

Commission permanente du 3 Juillet 2019

DOSSIER N° EX044926 - UNION SPORTIVE DE LA JEUNESSE DE MITRY-MORY SECTION LUTTE - 1ERE ANNEE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	29 450,00 € TTC	33,96 %	10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MITRY-LUTTE USJM
Adresse administrative : 46 AVENUE JEAN JAURES
77290 MITRY-MORY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur CHRISTOPHE HINGANT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 – 30 Juillet 2020

Description :

Le club de Mitry-Lutte a été fondé en 1989. Depuis une dizaine d'années, le président du club a insufflé un nouvel élan, notamment au niveau de la formation des encadrants. L'équipe se compose déjà de 2 BP JEPS, 2 brevets fédéraux d'entraîneur, 7 brevets fédéraux d'animateurs, et 2 formations d'animateur sont prévues à la saison prochaine pour deux licenciés.

Depuis 2001, les lutteurs partagent le dojo du gymnase Ostemeyer de Mitry-Mory avec les judokas. En 2014, une section sport adapté est créée et est affilié à la Fédération Française du Sport Adapté (FFSA).

Tous les ans, le club organise et prend en charge l'organisation d'une compétition régionale ou départementale. Depuis 2006, Mitry-Lutte est engagé dans l'humanitaire. Lors de la dernière saison sportive, un lutteur est devenu champion de France de Lutte adaptée.

Le club veut mettre l'accent sur ce groupe de jeunes espoirs en les emmenant aux Championnats de France et une équipe de vétérans qui structure le club, tant au niveau de l'ambiance conviviale que du sérieux de l'encadrement.

Objectifs et actions de développement du club :

Depuis plusieurs années, le club pratique la lutte sur un tatami de Judo non adapté (moins d'amortissement). Afin de se perfectionner, les entraineurs veulent acquérir un vrais tapis de lutte. La conception garantit les meilleures conditions pour la pratique des lutteurs.

L'objectif du club est de conserver une licence féminine à 50€, afin de participer à la politique de développement du sport féminin.

Les dirigeants veulent emmener des jeunes licenciés à Cuba pour un voyage d'une semaine à la Havane, pour un échange avec le club de lutte du quartier Centro Havana qui a pour nom "El Ponton".

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de fournitures	4 550,00	15,45%
Achat de matériels sportifs	10 500,00	35,65%
Frais des dépenses manifestations	9 000,00	30,56%
Licences	2 000,00	6,79%
Frais administratifs	800,00	2,72%
Frais de formation	500,00	1,70%
Compétitions	2 100,00	7,13%
Total	29 450,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Île-de-France	10 000,00	33,96%
Subvention Département (attribuée)	2 400,00	8,15%
Subvention municipale	6 000,00	20,37%
Cotisations	4 000,00	13,58%
Partenaires privées	3 000,00	10,19%
Vente de produits dérivés	1 800,00	6,11%
Recette compétitions	2 250,00	7,64%
Total	29 450,00	100,00%

Commission permanente du 3 Juillet 2019

DOSSIER N° EX044927 - AMICAL CLUB SPORTIF CORMEILLAIS –
1ERE ANNEE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	54 500,00 € TTC	18,35 %	10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ACSC AMICAL CLUB SPORTIF CORMEILLAIS
Adresse administrative	:	129 RUE DE SAINT GERMAIN 95240 CORMEILLES-EN-PARISIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur JEAN-LUC LANASPRE, Vice-président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 – 30 Juillet 2020

Description :

L'Amical Club Sportif de Cormeillais regroupe plusieurs sports dont la section Karaté. Elle est fondée en 1991 et évolue au plus haut niveau national et international depuis 3 saisons avec plusieurs champions de France dans plusieurs catégories (benjamins à senior tant masculin que féminine).

Le club compte 153 licenciés de 5 ans à 65 ans, avec 4 professeurs diplômés salariés, dont une majorité pratique en dehors des compétitions.

La section de karaté a obtenu des résultats sportifs probants depuis deux ans :
- Une 3ème place au Championnat du monde des jeunes en 2017,
- Une 2ème place à l'Open de Paris en 2018,
- Une victoire à l'Open de Paris et Dubaï en 2019.

La section compte une dizaine d'athlètes sur les listes de haut niveau et des membres de l'Equipe de France de Karaté.

Objectifs et actions de développement du club :

L'objectif principal du club est de permettre aux athlètes de participer à des compétitions internationales pour améliorer le ranking mondial des athlètes en vue de la qualification pour les Jeux Olympiques et Paralympiques de 2020.

Ecole de Karaté :

La section accepte les enfants à partir de 5 ans (baby karaté) pour des cours de 45minutes de manière à pouvoir dispenser un enseignement adapté à cet âge avec la meilleure qualité possible. L'enseignante

dédiée à ces cours connait parfaitement la pédagogie des enfants.
A partir de 7 ans, les enfants bénéficient de 2 cours par semaine afin d'aborder le karaté sportif en plus de la poursuite des bases techniques du karaté traditionnel. Ce double enseignement à terme permet une meilleure détection de ceux des adhérents présentant des qualités techniques et la volonté de faire de la compétition au plus haut niveau.

La section permet de pratiquer du karaté traditionnel dans le but de se perfectionner (grades) ou simplement de faire une activité sportive à partir d'un art martial proche parfois des disciplines chinoises tels le Tai Chi.

L'arbitrage :

L'arbitrage est un élément indispensable et consubstantiel au karaté sportif et c'est en impliquant une population de jeunes compétiteurs masculins et féminins que le club se donne des chances de former des arbitres de qualité.

Le Haut niveau :

Le club poursuit sa politique du haut niveau. Depuis 2007, les dirigeants détectent, forment de futurs champions à partir des élèves depuis leur plus jeune âge. La réputation du club est importante du fait du nombre de pratiquants souhaitant venir. L'équipe enseignante s'est étoffée avec la venue d'un autre entraineur coach, ancien compétiteur de haut niveau en direction des plus jeunes(7/13 ans) de manière à continuer à détecter et entrainer « la relève » issue du centre de formation.

Cet entraineur a la charge de préparer ces jeunes compétiteurs par le biais d'interclubs ou de compétitions locales permettant d'insuffler l'esprit d'équipe car le karaté de compétition peut aussi se pratiquer en équipe tant féminine que masculine.

Les entraineurs jouent un rôle important dans les résultats sportifs des athlètes et en les encadrant durant les compétitions tant nationales qu'internationales à travers le monde.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Moyens mis en œuvre :
Un dojo de 145m2 dans le complexe sportif municipal Leo Tavarez.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels ou équipements sportifs	2 000,00	3,10%
Frais de personnel	7 000,00	10,85%
Frais de déplacement	44 000,00	68,22%
Frais de restauration	3 000,00	4,65%
Frais pour stages de performance sportive	8 500,00	13,18%
Total	64 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	5 000,00	7,75%
Partenaires privés	3 500,00	5,43%
Subvention Commune (attribuée)	11 000,00	17,05%
Subvention Département (attribuée)	35 000,00	54,26%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	15,50%
Total	64 500,00	100,00%

Commission permanente du 3 Juillet 2019

DOSSIER N° EX044928 - OLYMPIQUE MONTMARTRE SPORTS -
1ERE ANNEE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	37 700,00 € TTC	26,53 %	10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: OLYMPIQUE MONTMARTRE SPORTS
Adresse administrative	: 1 RUE MARCEL SEMBAT 75018 PARIS
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Monsieur AKIM BOUZIDI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 – 30 Juillet 2020

Description :

L'Olympique Montmartre Sport est un club de foot basé dans le 18ème arrondissement de Paris. Le club est composé de sept équipes dont seulement trois engagées en championnat, les Séniors, les U19 et les U19. Toutes ces équipes évoluent dans le championnat départemental.

De plus le club possède une quarantaine de licenciées féminines qui sont réparties dans 3 catégories :
- Les 9-11 ans,
- 12-13 ans en football mixte,
- Les seniors dans la tranche d'âge 20-50 ans en foot loisirs.

Objectifs et actions de développement du club :

L'objectif des dirigeants est donc de pérenniser le football féminin en augmentant le nombre de licenciés pour les prochaines saisons.

Pour ce faire le club aimerait créer des équipes jeunes exclusivement féminines et ce dans toutes les catégories d'âge, de participer à des tournois féminin.

Afin de pérenniser la section féminine du club dans l'avenir, l'association sportive veut un staff féminin en intégrant des éducatrices/éducateurs, faire du club un environnement convivial afin de fidéliser les membres du club.

Des journées portes ouvertes sont organisées afin de faire découvrir aux filles le football féminin, le club et ses infrastructures.

L'olympique de Montmartre veut également s'impliquer dans la formation des jeunes en les aidant à s'orienter vers les sports-études ou bien de suivre des formations dispensé par le district de Seine Saint-Denis qui est financé par le club.

Ainsi il est donc primordial de créer une école de football féminin en fidélisant l'ensemble des joueuses sur la durée.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	23 000,00	61,01%
Frais liés au transport	7 000,00	18,57%
Equipement de football	2 000,00	5,31%
Frais liés à l'arbitrage	1 200,00	3,18%
Frais district et ligues de football	4 500,00	11,94%
Total	37 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	10 000,00	26,53%
Subvention Mairie de Paris	12 500,00	33,16%
Cotisations	15 200,00	40,32%
Total	37 700,00	100,00%

Commission permanente du 3 Juillet 2019

DOSSIER N° EX044929 - ASSOCIATION GÉNÉRALE DES FAMILLES DES 17È ET 18È ARRONDISSEMENTS - 1ERE ANNEE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	123 620,00 € TTC	8,09 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS GENERALE DES FAMILLES DES 17EME ET 18E ARR DE PARIS (AGF 17-18)
Adresse administrative : 26 RUE CARDINET 75017 PARIS
Statut Juridique : ASSOCIATION
Représentant : Madame Catherine SCHAEFFER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 – 30 Juillet 2020

Description :

L'AGF 17-18 est une association de quartier qui développe une activité Tennis depuis plus de vingt ans. Le club est un club affilié à la Fédération Française de Tennis et à la Ligue de Tennis de Paris. Le club compte près de 400 joueurs et joueuses, adultes et enfants.

Le club développe son activité tennis sur des terrains loués à l'année (Paris 16ème, Île de Puteaux).

L'activité Tennis du club recouvre :
- Une école de tennis pour enfants : cours collectif d'une heure par semaine,
- Le développement d'une activité Tennis Sport Adapté pour adultes et jeunes porteurs de handicaps psychiques ou mentaux,
- Deux équipes en compétition sur Paris : Femmes + 35 ans, Garçons 13/14 ans,
- Des locations de terrain en jeu libre,
- Deux tournois annuels amicaux,

Quatre professeurs diplômés d'état interviennent chaque semaine pour mettre en œuvre de la Pédagogie Galaxie Tennis : utilisation de matériel adapté à chaque âge / niveau (balle de différentes tailles et poids) et une dimension de terrain en adéquation avec la taille et la force de l'enfant.

Tous les ans, à la rentrée de septembre, le club participe au Forum des Associations de la Mairie du 17ème arrondissement afin de promouvoir ses activités. L'activité du club est rendu possible par l'engagement d'une équipe de bénévoles.

Lors de de la dernière saison sportive, des tournois amicaux et familiaux ont été organisées : En Mars et Octobre 2018, le tournoi de simple a réuni 50 joueurs et le tournoi de double de trente équipes. Les stages ont une durée de deux heures, en matinée, pendant 5 jours au moment des vacances scolaires : les sessions ont eu lieu sur les congés 2018.

L'équipe Garçons 13/14 ans va disputer les championnats de Paris 2019. Les jeunes ont gagné leur division en 2018 et ont pu participer à la remise des prix à Roland Garros en décembre dernier. L'équipe Filles de 12 ans a disputé les championnats de Paris 2018 mais l'équipe n'a pas pu être reconduite en 2019 faute d'un nombre suffisant de jeunes joueuses classées. 360 joueurs et joueuses sont licenciés pour l'année sportive 2019.

Objectifs et actions pour le développement du Club :

L'AGF 17-18 cherche à se développer par le renforcement des actions « Tennis Sport Adapté » et « Tennis Sport Santé Bien Etre » menées en concertation avec le Comité de Tennis de Paris. Le tennis Sport adapté est joué par 26 jeunes élèves de deux écoles partenaires jouant dans le cadre du temps scolaire, de jeunes inscrits par leurs parents ou d'adultes du foyer Bernard Lafay. Tous sont porteurs de handicaps mentaux.

Tous les ans, le Comité de Paris de Tennis assure la promotion du Tennis Sport Adapté à travers une journée dédiée à cette pratique. Les jeunes élèves font des démonstrations et les parents apportent leur témoignage.

Le club est fortement impliquée dans la lutte sédentarité chez les seniors. Depuis plusieurs années, une dizaine de seniors de plus de 60 ans, s'entrainent une heure par semaine. Leur professeur compte également parmi les seniors.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels ou équipements sportifs	24 145,00	19,53%
Frais de personnel	73 390,00	59,37%
Frais de formation	560,00	0,45%
Frais de déplacement	550,00	0,44%
Autres dépenses (préciser)	24 975,00	20,20%
Total	123 620,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	92 000,00	74,42%
Partenaires privés	2 570,00	2,08%
Subvention Commune (sollicitée)	5 000,00	4,04%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	8,09%
Participation Ligue ou Comité régional	5 000,00	4,04%
Autres recettes (préciser)	9 050,00	7,32%
Total	123 620,00	100,00%

Commission permanente du 3 Juillet 2019

DOSSIER N° EX044930 - CLUB GYMNIQUE D'ERMONT -
1ERE ANNEE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	15 500,00 € TTC	64,52 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CLUB GYMNIQUE D'ERMONT
Adresse administrative : 100 RUE LOUIS SAVOIE
95120 ERMONT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur LUC FORTIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 - 30 Juillet 2020

Description :

Le Club Gymnique d'Ermont compte environ 500 licenciés de 15 mois à 55 ans. Il est affilié à la Fédération Française de Gymnastique. Tous les cours sont assurés par une équipe de professeurs ou moniteurs professionnelle et dynamique. C'est un club labellisé Baby Gym par le département du Val d'Oise.

Le club vous permet de pratiquer de la gymnastique de 15 mois à 12 ans (Baby gym, le Fitness, le Step, la Zumba Fitness, la Gymnastique Artistique Féminine (GAF), la Gymnastique Artistique Masculine (GAM), la Gymnastique Rythmique (GR), la Teamgym et le Handi gym).

Le plan se décline sur 4 axes majeurs :
- Développement de la performance,
- Formation des encadrants et des juges,
- Développement de la pratique vers le plus grand nombre,
- Qualité par le maintien des Labels Fédéraux et départementaux.

Le club a connu de beaux résultats tant dans les compétitions départementales que nationales. L'ensemble des gymnastes médaillés s'entraîne au sein du club. Les gymnastes du club réussissent depuis quelques années à se qualifier pour les championnats de France. Lors de la dernière saison sportive, le club a réalisé un podium en équipe.

Le travail réalisé au sein de la section GAF tant au sein de la structure d'entraînement départementale au CDFAS qu'au sein du club lui-même a permis de participer pour la troisième fois consécutive une équipe aux championnats de France par équipe.

Objectifs et actions pour le développement du Club :

Développement de la performance

Les gymnastes et entraîneurs du club participent aux stages départementaux et régionaux en Gymnastique Artistique Féminine, Gymnastique Artistique Masculine et Gymnastique Rythmique.
Quatre jeunes gymnastes sont inscrites au CPS (entraînement au sein de la sélection départementale au CDFAS au minimum 2 fois par semaine) en Gymnastique Artistique Féminine. Le CDFAS Eaubonne met à la disposition du club la salle spécialisée afin de permettre aux gymnastes d'aborder de nouvelles difficultés en toute sécurité.

Formation des éducateurs

Les entraineurs participent aux formations organisées par la fédération dans le cadre de la formation professionnelle continue. Le club investit dans des supports pédagogiques pour développer les compétences des entraîneurs.

Formation des juges

Le club accueille des sessions de formation des juges GAF organisées par le département. Les entraineurs animent des formations de juges GAM par le juge expert du club. Les coûts de formations des juges sont pris en charge ainsi que les déplacements.

Développement des activités vers le plus grand nombre

Une section Teamgym est créé afin d'offrir une activité différente de la pratique gymnique classique et de maintenir plus longtemps les gymnastes dans le club. La section Handigym est mise en place afin d'accompagner de jeunes licenciés.

Labellisation

Le Club est titulaire du Label Petite Enfance et du Label Club Formateur. La Petite Enfance est animée par 2 cadres certifiés. Le principal objectif est le développement des capacités motrices, le positionnement et le repérage dans l'espace, la prise de risque contrôlée et la maîtrise du corps.
L'accent est mis sur la formation continue des cadres, afin de répondre aux exigences de la Fédération Française de Gymnastique. Une des encadrantes va suivre la formation professionnalisant du CQP Petite Enfance.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ERMONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels ou équipements sportifs	4 000,00	25,81%
Frais de personnel	4 000,00	25,81%
Frais de formation	3 000,00	19,35%
Frais de déplacement	2 500,00	16,13%
Frais pour stages de performance sportive	2 000,00	12,90%
Total	15 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	5 500,00	35,48%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	64,52%
Total	15 500,00	100,00%

Commission permanente du 3 Juillet 2019

DOSSIER N° EX044931 - TEAM94 CYCLING - 1ERE ANNEE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	87 000,00 € TTC	11,49 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: TEAM 94 CYCLING
Adresse administrative	: 53 AVENUE DE CHOISY 94190 VILLENEUVE SAINT GEORGES
Statut Juridique	: ASSOCIATION
Représentant	: Monsieur PATRICE LERUS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 - 30 Juillet 2020

Description :

Le club « Team Cycling 94 » a pour but la formation des jeunes cyclistes de l'école de vélo aux juniors.

Les objectifs du club sont: -
- l'accueil et entraînement des jeunes par des bénévoles et entraîneurs les mercredis et le week-end.
- la mise en place de créneaux d'entraînements en Préparation Physique durant la période hivernale,
- l'accompagnement dans la pratique de la compétition dans les différentes disciplines de la FFC selon la période de la saison,
- les prêts de matériel aux débutants afin de pouvoir pratiquer une ou plusieurs disciplines spécifiques (ex : vélo de Piste, cyclo-cross, mise à disposition de tenues…),
- l'organisation de stages et séjour sportif afin de permettre aux jeunes de se perfectionner et de découvrir d'autres régions,
-la mise en place des actions de Prévention au dopage et à ses conduites.

Le Team Cycling 94 a obtenu de nombreux titres régionaux et nationaux notamment sur piste. Le club est reconnu au niveau national sur route et piste et est régulièrement invité aux courses marquantes du calendrier français.

Le club est également organisateur de courses cyclistes en Ile de France avec en 2018 l'organisation du challenge du comité Île-de-France de Cyclisme.

Depuis trois ans, une section vélo loisirs est réservée uniquement aux femmes socialement fragiles a été mise en place avec succès. Une vingtaine de femmes participent régulièrement aux sorties et activités du club. En 2018, un pôle est créé à la demande de jeunes îliens. Ce pôle permet à ces jeunes de venir en métropole, continuer leurs études, progresser grâce au club et participer à des courses prestigieuses.

Le Team Cycling 94 a obtenu les résultats sportifs suivants :
- deux titres Championne de France sur Piste Féminine et championne Île-de-France Féminine sur route,
- Donovan GRONDIN champion de du Monde sur Piste Juniors, champion de France sur route et champion de France sur Piste,
- champion d'Europe sur piste en Seniors.

Objectifs et actions pour le développement du Club :

Lors de la saison sportive 2019-2020, le club a pour objectif de mettre en place dans un local basé à Choisy le Roi de multiples activités: séances de sport santé en créant à la fois un partenariat avec des instances médicales et en incitant la population sédentaire à pratiquer des exercices physiques.

Le Team Cycling 94 a décidé de mettre en place un atelier de réparation de vélo citoyen pour former les gens et leur permettre de réparer eux-mêmes leur vélo.

Les dirigeants veulent développer le vélospinning: exercice de fitness sur vélo statique permettant de solliciter moins les articulations que les appareils de salle de fitness.

Enfin, une antenne diététique est prévue pour conseiller les adhérents sur leur alimentation avec une possibilité de suivi.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels ou équipements sportifs	39 500,00	45,40%
Frais de personnel	4 800,00	5,52%
Frais de déplacement	5 400,00	6,21%
Frais de restauration	1 500,00	1,72%
Autres dépenses (préciser)	35 800,00	41,15%
Total	87 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Partenaires privés	25 000,00	28,74%
Subvention Commune (sollicitée)	20 000,00	22,99%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	11,49%
Autres subventions publiques (préciser)	9 300,00	10,69%
Autres recettes (préciser)	22 700,00	26,09%
Total	87 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 Juillet 2019

DOSSIER N° EX044953 – ASSOCIATION SPORTIVE PONTOISE CERGY TENNIS DE TABLE - 1ERE ANNEE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	100 000,00 € TTC	10,00 %	10 000,00 €
		Montant total de la subvention	10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AS PONTOISE CERGY TENNIS DE TABLE
Adresse administrative : 1 RUE PIERRE DE COUBERTIN
95300 PONTOISE
Statut Juridique : ASSOCIATION
Représentant : Madame LOUISE ADAM, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 - 30 Juillet 2020

Description :

Club fondateur de la Fédération Française de Tennis de Table en 1927, sous le nom de l'US Pontoisienne, l'AS Pontoise Cergy Tennis de Table est devenu au fil des ans un des clubs phares du tennis de table français.

Le club a connu les résultats sportifs suivants durant dix ans :
- 4 fois Vice-Champion de France par équipe,
- 2 fois Champion de France de Pro A 2015 et 2016,
- 2 fois Vainqueur de la Ligue des Champions 2014 et 2016.

Par ailleurs, depuis les J.O de Pékin le club a toujours eu des athlètes sélectionnés en équipe olympique (Pékin 2008, Londres 2012 et Rio 2016).

Lors de la saison sportive 2018/19 le club a atteint les 1/4 de finale de la Ligue des Champions et est actuellement 3ème du championnat de France de Pro A.

Par ailleurs, le club a 14 équipes engagées dans les différents championnats (National, régional et départemental).

Objectifs et actions pour le développement du Club :

Le club poursuit son développement auprès de ses joueurs internationaux pour les JO de Tokyo 2020 et Paris 2024.

Les dirigeants développent le Sport Etude, mis en place depuis 2 ans, à vocation nationale et internationale, ainsi que le Pôle Poussins/Benjamins, unique en Ile de France à vocation régionale et départementale.

De plus, le club veut poursuivre le développement du pôle "seniors" dans le cadre du sport santé, mis en place depuis plusieurs années et qui rencontre un franc succès.

Les éducateurs continuent les actions auprès des jeunes en mettant en place des animations et des tournois scolaires et universitaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PONTOISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels ou équipements sportifs	2 000,00	2,00%
Frais de personnel	70 000,00	70,00%
Frais de formation	1 000,00	1,00%
Frais de déplacement	15 000,00	15,00%
Frais de restauration	10 000,00	10,00%
Frais pour stages de performance sportive	2 000,00	2,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Commune (attribuée)	65 000,00	65,00%
Subvention Département (attribuée)	25 000,00	25,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	10,00%
Total	100 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 Juillet 2019

DOSSIER N° EX045120 - BLANC MESNIL SPORT TENNIS –
1ERE ANNEE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	17 650,00 € TTC	56,66 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: BLANC MESNIL SPORTS TENNIS
Adresse administrative	: 22 RUE LAMARTINE 93150 LE BLANC-MESNIL
Statut Juridique	: A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	: Monsieur CHRISTIAN MILLER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 - 30 Juillet 2020

Description :

Le Blanc Mesnil Sport Tennis a confirmé sa place sur le podium des clubs du département dans une Ligue de Seine Saint Denis. Au niveau sportif, le BMS Tennis confirme son statut de club référent 93. Le club a créé et pérennisé depuis 16 ans, 3 emplois en CDI temps plein et 1 emploi temps plein en CDD.

L'équipe 1 évolue depuis l'an passé en 1ère division et va avoir comme objectif la conquête du titre de Champion de France. L''équipe 2 évolue en Championnat de France National 2 et visera la montée en National 1B. Le club poursuit le développement de son centre d'entraînement afin de former des nouveaux talents.

Objectifs et actions de développement du club:

Le club a pour objectif de poursuivre le développement des programmes « Tennis Animation » et « Galaxie Tennis » lancés par la Fédération Française de Tennis (FFT). Les dirigeants veulent conserver le label Club formateurs et leur leadership au Trophée Coignac.

Le Blanc Mesnil Sport Tennis (BMS Tennis) est labélisé "club formateur" par la Fédération Française de Tennis depuis trois ans. Plus de 200 enfants de 4 à 17 ans sont inscrits à l'école de tennis. Le club applique la politique de la FFT en matière de formation des jeunes, avec notamment la « Galaxie Tennis » pour les 10 ans et moins. Tous les éducateurs sont diplômés ou en formation. Le club figure depuis plusieurs années en tête ou sur le podium du Trophée Coignac récompensant les meilleurs résultats sportifs chez les jeunes.

Lors de la saison sportive 2019-2020, le club va continuer à développer l'école de tennis pour les catégories jeunes (de 5-6 ans à 16 ans et plus) : participation aux rassemblements de détection (dès 7 ans), intégration des meilleurs jeunes au Pôle Espoirs (12-15 ans) et dans les différents programmes fédéraux.

Les dirigeants vont créer une école d'arbitrage en poursuivant la formation d'arbitres jeunes et adultes.

Enfin, un stage de tennis est organisé dans la région Charente Poitou. Ce stage s'adresse aux meilleurs jeunes (12-16 ans) du Centre d'Entraînement, soit 12 joueurs et joueuses. Il a pour objectif de permettre aux jeunes de participer à une série de tournois dans la région.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LE BLANC-MESNIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels ou équipements sportifs	500,00	2,83%
Frais de personnel	6 000,00	33,99%
Frais de déplacement	750,00	4,25%
Frais de restauration	7 500,00	42,49%
Frais pour stages de performance sportive	2 400,00	13,60%
Autres dépenses (préciser)	500,00	2,83%
Total	17 650,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	7 650,00	43,34%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	56,66%
Total	17 650,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER N° EX045158 - JUDO CLUB DE PERSAN - 1ERE ANNEE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	33,300 € TTC	30,03 %	10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JUDO CLUB DE PERSAN
Adresse administrative : 65 AVENUE GASTON VERMEIRE
95340 PERSAN
Statut Juridique : ASSOCIATION
Représentant : MONSIEUR VINCENT LEORIER, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 - 30 Juillet 2020

Description :

Le Judo Club de Persan, né il y a 55 ans, compte aujourd'hui 200 licenciés. L'association a le plus de licenciés judokas en Val-d'Oise. Il est actuellement à la 28ème position dans le classement des meilleurs clubs français.

Le club cultive les valeurs sportives tout en respectant le Code moral du judo en France : la politesse, le courage, la sincérité, l'honneur, la modestie, le respect, le contrôle de soi et enfin l'amitié.

Lors de la saison sportive 2018-2019, le club a connu les résultats sportifs suivants lors du Championnat régional 1ère division sénior :
- 3 judokas champions dans 3 catégories,
- 4 judokas et judokates à la 3ème place,
- 1 judoka à la 2ème place.

Objectifs et actions de développement du club :

Promotion du sport pour tous

L'activité principale du Judo Club Persan repose sur le développement d'une pratique sportive régulière adaptée au plus grand nombre. Le club propose l'activité judo à toutes les catégories d'âge, dès 4 ans avec le baby judo, à raison de deux heures non consécutives hebdomadaires.

Le judo club de Persan propose un judo de loisir et de compétition développant ainsi un « sport pour tous » favorisant l'apprentissage des règles de vie en société notamment chez les plus jeunes au travers une discipline sportive codifiée. L'accompagnement en compétition est aussi un axe d'engagement fort du club auprès des judokas.

Développement du Sport féminin de haut niveau

Le club veut intégrer un groupe de cadettes-juniors dans le groupe séniors afin de constituer une équipe séniors féminines (contraintes d'âge).

Promotion du sport

Lors de la saison sportive 2018-2019, le tournoi Claude LEORIER a rassemblé un public persannais venu nombreux soutenir et accueillir les jeunes judokas au gymnase Jacques Duclos à Persan avec quinze clubs présents. 300 judokas de 7 à 12 ans ont combattu sur les tatamis lors du tournoi.

Ce tournoi est reconduit lors de la saison sportive 2019-2020.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PERSAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'équipements sportifs	10 000,00	30,03%
Frais de déplacement	12 000,00	36,04%
Frais des compétitions et tournois	9 000,00	27,03%
Achats divers + pharmacie	1 200,00	3,60%
Frais postaux et service Internet	1 100,00	3,30%
Total	33 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	10 000,00	30,03%
Subvention Commune	17 000,00	51,05%
Cotisations	6 300,00	18,92%
Total	33 300,00	100,00%

Commission permanente du 3 Juillet 2019

DOSSIER N° EX045109 - COMITE SPORTIF ET ARTISTIQUE DES HAUTS DE RUEIL – 1ERE ANNEE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	21 500,00 € TTC	46,51 %	10 000,00 €
		Montant total de la subvention	10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CSAHR COMITE SPORTIF ET ARTISTIQUE DES HAUTS DE RUEIL
Adresse administrative : 81 RUE DES BONS RAISINS 92500 RUEIL-MALMAISON
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MARC LOPES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 - 30 Juillet 2020

Description :

La création du Comité Sportif et Artistique des Hauts de Rueil (CSAHR) répond aux besoins de la population ruelloise de se doter de centres d'intérêts orientés vers l'animation et le sport.

Grâce à ses structures et à son enseignement, l'association constitue pour tous les pratiquants d'arts martiaux, un instrument fantastique pour la découverte de soi face à l'agression.

Doté de nombreuses disciplines animées par des professeurs indépendants, le CSAHR propose de découvrir un esprit de club, d'échanges d'idées, de compréhension et de respect envers ceux qui partagent votre passion : les arts martiaux.

À ce jour, le club regroupe plus de 1100 adhérents dans 11 disciplines.

Objectifs et actions pour le développement du Club :

La section karaté a connu des résultats sportifs internationaux et notamment grâce à Johan LOPES :
- Champion de France Seniors et vainqueur de la Coupe de France Seniors,
- 3ème de l'Open de Paris de Karaté,
- 5ème au Championnat d'Europe de Karaté,
- Vainqueur de l'Open Adidas.

Actions spécifiques des femmes

Au sein du club, une discipline s'adresse en particulier aux femmes (Fitness Fighting Move).
Cette section est actuellement en plein essor et compte plus de 40 membres. La priorité est donnée aux femmes pour accéder à la formation de professeur et prenons en charge le coût de leur diplôme.

Les équipes féminines participent aux compétitions officielles en judo, boxe française et Karaté.

La section KRAV MAGA compte aussi beaucoup d'adhérents féminins qui au travers de leur entrainement renforcent la confiance en elles. La section compte à ce jour :
-4 titres de champion du monde et 3 titres de champion d'Europe,
-2 titres de Vice-champion d'Europe et 55 podiums internationaux,
-140 podiums nationaux et plus de 420 ceintures noires formées.

Le CSAHR met en place une politique de haut niveau avec des entrainements de perfectionnement pour des athlètes expérimentés. Le club organise des stages spécifiques en présence des experts. Les dirigeants organisent des stages de masse tous niveaux inter disciplines.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- RUEIL-MALMAISON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels ou équipements sportifs	1 000,00	4,65%
Frais de personnel	4 000,00	18,60%
Frais de formation	2 000,00	9,30%
Frais de déplacement	8 000,00	37,21%
Frais de restauration	4 000,00	18,60%
Frais pour stages de performance sportive	2 000,00	9,30%
Autres dépenses (préciser)	500,00	2,33%
Total	21 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	7 500,00	34,88%
Subvention Commune (sollicitée)	4 000,00	18,60%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	46,51%
Total	21 500,00	100,00%

Commission permanente du 3 Juillet 2019

DOSSIER N° EX044899 - TRIATH'CLUB D'ANDRESY -
1ERE ANNEE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	75 000,00 € TTC	13,33 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	TRIATH'CLUB D'ANDRESY
Adresse administrative	:	1 RUE DES RIAIS 78570 ANDRESY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur LAURENT GUERBOIS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 - 30 Juillet 2020

Description :

Le Triath'Club d'Andrésy compte environ 180 adhérents et accueille toutes sortes de publics de tous âges. Le club a mis en avant plusieurs priorités :
- Financer la formation des entraineurs-encadrants bénévoles pour les faire monter en compétences (plusieurs diplômes fédéraux de niveau 3, 4 et 5 financés chaque année) pour pouvoir accompagner leurs adhérents vers la performance,
- Financer la formation d'arbitres fédéraux parmi leurs adhérents,
- Pérenniser l'organisation de l'Aquathlon porté par la Ligue Île-de-France de Triathlon,
- Développer l'école de triathlon et accompagner les jeunes vers la performance.

Actuellement, 57 jeunes suivent régulièrement les entrainements. En 2018, le club a obtenu les résultats sportifs suivants :
- Titres de championnes des Yvelines en duathlon, triathlon, bike & run et aquathlon en catégorie poussines,
- Participation de plus de 30 jeunes aux épreuves qualificatives pour les championnats de France,
- Un jeune qualifié pour le championnat de France de Duathlon et 1 jeune pour le championnat de France de Triathlon en catégorie minimes.

Objectifs et actions de développement du club :

Le club favorise la pratique par les femmes en les accompagnant vers la performance (titre de championnes de France de triathlon longue distance par équipes en 2017).

De plus, le club doit adapter son fonctionnement et son organisation pour rendre possible la pratique par des personnes en situation de handicap (un des adhérents est malvoyant et va s'engager en 2019 sur un

Ironman avec son guide).

Lors de la saison sportive 2019-2020, le club doit accroître ses dépenses consacrées aux stages ainsi qu'aux inscriptions et aux déplacements sur les compétitions pour pouvoir accompagner les adhérents vers la performance, et notamment les jeunes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ANDRESY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels ou équipements sportifs	1 500,00	2,00%
Frais de personnel	9 500,00	12,67%
Frais de formation	2 000,00	2,67%
Frais de déplacement	14 000,00	18,67%
Frais pour stages de performance sportive	15 000,00	20,00%
Autres dépenses (préciser)	33 000,00	44,00%
Total	75 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Partenaires privés	10 000,00	13,33%
Subvention Commune (sollicitée)	2 500,00	3,33%
Subvention Département (sollicitée)	700,00	0,93%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	13,33%
Autres subventions publiques (préciser)	500,00	0,67%
Autres recettes (préciser)	51 300,00	68,40%
Total	75 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 Juillet 2019

DOSSIER N° EX044885 - MENNECY GYMNASTIQUE RYTHMIQUE –
1ERE ANNEE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	18 000,00 € TTC	55,56 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MENNECY GYMNASTIQUE RYTHMIQUE
Adresse administrative	:	2 RUE DES MURES 91540 MENNECY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame NICOLE PASSEFORT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 - 30 Juillet 2020

Description :

Mennecy Gymnastique Rythmique est le 1er club de l'Essonne depuis de nombreuses saisons, 2 ou 3ème de la région Île-de- France et dans les 10 premiers sur le plan national au classement national des clubs de Gymnastique Rythmique de la Fédération Française de Gymnastique.

Le club a plusieurs objectifs :
- Améliorer la section sportive pour obtenir les meilleurs résultats possibles.
- Augmenter le nombre d'adhérents, chez les plus jeunes d'une part, et dans le quartier le plus défavorisé de la commune.

Les résultats sont stables depuis quelques saisons : des gymnastes individuelles se sélectionnent pour le Championnat de France et les ensembles (fédéraux et nationaux) se qualifient régulièrement pour les Championnats de France respectifs.

Lors de la dernière saison sportive, huit équipes ont participé au championnat de France respectifs.

Objectifs et actions pour le développement du club :

Le club souhaite augmenter le nombre d'adhérents, en faisant des actions dans les écoles et les centres de loisirs sur la commune. Des intervenants doivent être recrutés, en plus des entraineurs du club.

Le club doit multiplier le matériel (engins en particulier) correspondant. Lors de la saison sportive 2019-2020, une équipe menneçoise est engagée pour les Divisions Nationales.

Afin d'optimiser les conditions d'entrainement, les dirigeants veulent acheter un praticable Gymnastique Rythmique et des enrouleurs correspondants. L'espoir est de bénéficier d'une salle supplémentaire sur la commune afin d'augmenter le nombre d'heures d'entrainement et de fidéliser une nouvelle clientèle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MENNECY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels ou équipements sportifs	11 000,00	61,11%
Frais de personnel	4 500,00	25,00%
Frais de formation	1 000,00	5,56%
Frais pour stages de performance sportive	1 500,00	8,33%
Total	18 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	4 000,00	22,22%
Subvention Commune (sollicitée)	3 000,00	16,67%
Subvention Département (sollicitée)	1 000,00	5,56%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	55,56%
Total	18 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 Juillet 2019

DOSSIER N° EX044884 - ETOILE SPORTIVE DE TRAPPES -
1ERE ANNEE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	65 000,00 € TTC	15,38 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ETOILE SPORTIVE DE TRAPPES
Adresse administrative	:	ETOILE SPORTIVE TRAPPES 78190 TRAPPES
Statut Juridique	:	Association Syndicale Autorisée
Représentant	:	Monsieur ABDELRAZAK GUESSOUM, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 - 30 Juillet 2020

Description :

L'Etoile Sportif de Trappes existe depuis 1933. Il a subi plusieurs mutations et les résultats reflètent la priorité sur l'Ecole, des U7 aux U19. Le club compte six équipes actuellement. Chaque équipe bénéficie de deux séances d'entrainements de deux heures par semaine, en plus des rencontres le week-end.

L'objectif est de continuer à structurer et consolider l'école de Football pour la section Féminine créée en 2015 et depuis, labellisée Fédération Française de Football en 2016). Lors de la dernière saison sportive, le District des Yvelines a renouvelé le Label qualité FFF pour son école de football (U6-U11). Ce label est décerné au club respectant le cahier des charges sur l'accueil, l'encadrement et le contenu pédagogique. De plus, le club a obtenu le Label Ecole de Football Féminines niveau Or.

L'axe majeur est de transmettre les fondamentaux du Football, développer un état d'esprit fondé sur la volonté de progresser, l'idée de performance, valoriser les valeurs de la République par le "loisir éducatif", autour de la citoyenneté, la laïcité, la mixité pour les jeunes filles issus des quartiers dit "sensibles" sur la commune de Trappes.

Objectifs et actions pour le développement du Club :

Le club de football a pour ambition de favoriser la mixité et d'accompagner le plus de filles possible. C'est ainsi que le club à la volonté de s'engager dans le développement du football joué par des féminines et de favoriser la mixité, voire la parité, au sein de ses effectifs.

Le club a la volonté d'inscrire les jeunes filles et des dirigeantes aux différentes formations d'éducatrices fédéraux et accompagnateurs d'équipes dispensées par la Ligue de Paris Île-de-France de Football.

Pour la saison sportive 2019-2020, le club a mis en place la 4ème édition de l'académie proposant un renforcement en Mathématiques et en Français en utilisant comme support l'activité football à 28 joueurs et joueuses de la catégorie U10 encadrés par les 3 salariés du club et 8 jeunes du service civique.

A travers programme d'accompagnement scolaire Puissance Foot, la Fondation du Football aide les clubs à structurer leurs actions d'accompagnement scolaire pour leur permettre de jouer un rôle dans la prévention de l'illettrisme et la lutte contre l'échec scolaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- TRAPPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels ou équipements sportifs	9 800,00	15,08%
Frais de personnel	26 700,00	41,08%
Frais de formation	5 000,00	7,69%
Frais de déplacement	19 000,00	29,23%
Autres dépenses (préciser)	4 500,00	6,92%
Total	65 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	16 500,00	25,38%
Subvention Commune (attribuée)	15 000,00	23,08%
Subvention Département (attribuée)	4 000,00	6,15%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	15,38%
Subvention Etat (CNDS, Ministères, ...)	16 500,00	25,38%
Autres recettes (préciser)	3 000,00	4,62%
Total	65 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 Juillet 2019

DOSSIER N° EX044879 - ENTENTE SPORTIVE DE MASSY ESCALADE – 1ERE ANNEE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	190 000,00 € TTC	5,26 %	10 000,00 €
		Montant total de la subvention	10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENTENTE SPORTIVE DE MASSY
Adresse administrative : AVENUE DU NOYER LAMBERT
91300 MASSY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CARINE QUENTIN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 - 30 Juillet 2020

Description :

L'Entente Sportive Massy escalade voit le jour en 1983. En 2003, la nouvelle salle de difficulté est inaugurée. En 2011 le club investit dans le mur de vitesse. En juin 2016, la salle de bloc sort de terre.

Depuis plusieurs années, le nombre d'adhérents est de 750 licenciés. Lors de la saison sportive 2017-2018, le club est deuxième en France. Les résultats sportifs sont exceptionnels dans la Catégorie Minimes avec les titres de Champions de France Filles et Garçons, un titre de champion du monde et d'Europe pour un jeune cadet, un jeune escaladeur 3ème Championnat de France senior de combiné 2018.

Dans le cadre de la pratique handisport, le club a connu des résultats sportifs importants :
- championne de France de difficulté Handi pour une jeune escaladeuse,
- 4ème du Championnat de France de difficulté Handi pour un jeune escaladeur.

Objectifs et actions pour le développement du Club :

Dans le but d'améliorer les conditions d'entrainement des sportifs de haut niveau, le club veut attirer d'autres grimpeurs à fort potentiel. L'ESM Escalade participe aux frais pour les grimpeurs de haut niveau et finance les déplacements aux compétitions.

Les dirigeants veulent financer une formation pour passer les permis CACES (certificat d'aptitude à la conduite en sécurité) et/ou de PEMP (plates-formes mobiles élévatrices de personnes).

Afin se perfectionner, le club acquiert du matériel sportif. Pour agrandir la structure, le club veut aménager une partie du mur pour le rendre accessible aux débutants et baby escalade de 4/5 ans.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MASSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels ou équipements sportifs	30 000,00	15,79%
Frais de personnel	60 000,00	31,58%
Frais de formation	20 000,00	10,53%
Frais de déplacement	40 000,00	21,05%
Frais de restauration	20 000,00	10,53%
Autres dépenses (préciser)	20 000,00	10,53%
Total	190 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	40 000,00	21,05%
Partenaires privés	20 000,00	10,53%
Subvention Commune (sollicitée)	20 000,00	10,53%
Subvention Département (sollicitée)	40 000,00	21,05%
Subvention Département (attribuée)	20 000,00	10,53%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	5,26%
Autres recettes (préciser)	40 000,00	21,05%
Total	190 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 Juillet 2019

DOSSIER N° EX044878 - LEVALLOIS SPORTING CLUB SECTION TENNIS DE TABLE – 1ERE ANNEE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	14 800,00 € TTC	67,57 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LEVALLOIS SPORTING CLUB
Adresse administrative : 24 RUE LOUISE MICHEL
92300 LEVALLOIS-PERRET
Statut Juridique : ASSOCIATION
Représentant : Monsieur BERTRAND PERCIE DU SENART, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 - 30 Juillet 2020

Description :

Le club de tennis de table de Levallois, le plus gros club en France, innove depuis des années en diversifiant les types de pratique et services. Il forme des jeunes de niveau national, avec une section sportive UNSS très performante. L'année dernière les jeunes scolaires sont arrivés 10ème aux championnats du monde à Malte.

Le développement du Sport Santé rentre dans un dispositif plus large au sein du club. Le projet se nomme "Soyons le club de demain". Le club veut mettre en avant certaines actions et évolutions afin d'améliorer et optimiser son fonctionnement, et ainsi renforcer la place au sein de la commune par la diversification des pratiques autour du tennis de table.

Objectifs et actions de développement du club :

Le club met en place l'accueil de personnes dans le cadre du Ping Santé, pour lutter tout d'abord contre la sédentarité et certaines pathologies. Le tennis de table se démarque avec la lutte contre Alzheimer, et le Sport Après Cancer.

Le sport santé, un besoin bio psycho social

Le Levallois Sporting Club section Tennis de Table se sert de la discipline pour accompagner les patients atteints de la maladie d'Alzheimer et les personnes en rémission d'un cancer. Ces acteurs de l'accompagnement santé (France Alzheimer, CAMI Sport et Cancer) sont très enthousiastes par le projet.

Ping 4 Alzheimer

Le Tennis de table est le sport qui stimule le plus le système cognitif et contribue à développer l'hippocampe, zone fragilisée pendant la maladie. Une campagne de sensibilisation est suivie par la promotion du projet via les médecins, neurologues, et divers centres d'accueil pour les Seniors.

Des séances spécifiques ont commencé avec 12 personnes atteintes par Alzheimer, en collaboration avec France Alzheimer. Le club veut créer un "moment d'échange" où le tennis de table; qui est le sport le plus adapté aux personnes âgées et/ou sédentaires, est un outil destiné à les stimuler de différentes façons.

Le Ping après cancer

La pratique du sport lors de la rémission d'un cancer est un élément déterminant, plusieurs études prouvent son efficacité.

Le tennis de table est tout d'abord un jeu, de sensibiliser les personnes qui ne sont pas sportives au départ, les motiver et les accompagner tout au long de leur pratique afin que cela rentre dans leur mode de vie. Le dispositif d'accueil et de suivi est personnalisé en fonction du profil de la personne.

Une vingtaine de personnes en rémission joue toutes les semaines, ainsi que 2 personnes qui sont en plein traitement.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LEVALLOIS-PERRET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels ou équipements sportifs	2 000,00	13,51%
Frais de personnel	7 000,00	47,30%
Frais de formation	1 000,00	6,76%
Frais de déplacement	2 800,00	18,92%
Autres dépenses (préciser)	2 000,00	13,51%
Total	14 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	2 500,00	16,89%
Partenaires privés	2 300,00	15,54%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	67,57%
Total	14 800,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER N° EX045190 - AULNAY HANDBALL - 1ERE ANNEE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	13 120,00 € TTC	76,22 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AHB AULNAY HANDBALL
Adresse administrative : 19 ALLEE BERTHELOT
93290 TREMBLAY-EN-FRANCE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN PIES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 - 30 Juillet 2020

Description :

Le club vise à développer la pratique du Handball sur la commune d'Aulnay-sous-Bois. Le club Aulnay Handball est créé en Avril 2010. Il a comme devise : L'éducation sportive des plus jeunes à travers l'apprentissage de la pratique du Handball et le développement d'une formation de qualité pour les jeunes joueuses et joueurs, pour leur permettre d'exprimer leurs talents le plus haut possible.

Aulnay Handball comporte des équipes féminines et masculines :
- trois équipes féminines en National : National 1, national 2 et pré-national,
- Une équipe des -18 ans en championnat de France élite,
- Trois équipes féminines en région : -18 ans, -15 ans, -13 ans et -11 mixte en département,
- Une équipe masculine en région,
- Trois équipes de moins de 18 ans, moins de 15 ans et moins de 11 ans en département.

Le club a mis en place l'école de handball et du baby club.

Objectifs et actions de développement du club :

L'objectif est d'évoluer sportivement et de continuer à fédérer toutes les énergies vers le développement et la formation du haut niveau.

Le club continue à développer l'offre par la diversification des pratiques, tant au niveau des activités d'apprentissage, que de la compétition ou du loisir. Ceci constitue un enjeu majeur. Afin d'être compétitif et d'inciter de nouveaux handballeuses et handballeurs, le club organise des évènements, tournois et interventions dans les collèges et les établissements scolaires primaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- AULNAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels ou équipements sportifs	4 000,00	30,49%
Frais de personnel	880,00	6,71%
Frais de formation	740,00	5,64%
Frais de déplacement	500,00	3,81%
Frais de restauration	500,00	3,81%
Frais pour stages de performance sportive	4 000,00	30,49%
Autres dépenses (préciser)	2 500,00	19,05%
Total	13 120,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	76,22%
Participation Ligue ou Comité régional	3 120,00	23,78%
Total	13 120,00	100,00%

Commission permanente du 3 Juillet 2019

DOSSIER N° EX045195 - HANDBALL CLUB DE LIVRY GARGAN –
1ERE ANNEE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	50 450,00 € TTC	19,82 %	10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HANDBALL CLUB DE LIVRY GARGAN
Adresse administrative : 11 ALLEE DE STALINGRAD
93190 LIVRY-GARGAN
Statut Juridique : ASSOCIATION
Représentant : Monsieur OLIVIER MARGERIT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 - 30 Juillet 2020

Description :

La section handball du Club Sportif Municipal de Livry-Gargan est née en 1943.

Le club a connu durant des décennies des montées et des descentes. Il obtient le titre de Champion de France de Division 2 en 2003. A l'issue de la saison 2012/2013, le Handball Club de Livry-Gargan est promu en championnat de France de Nationale 2, niveau auquel l'équipe sénior 1 évolue aujourd'hui.

Le club compte aujourd'hui plus de 400 licenciés, 19 équipes dont 16 en compétition, 25 entraineurs et 40 dirigeants d'équipe.

Les jeunes ont obtenu le titre de champion de France de moins de 18 ans Élite. Le club se repose également sur un grand nombre de bénévoles qui font la force de l'association. Ils permettent d'organiser une multitude de manifestations sportives.

Objectifs et actions de développement du club :

La formation

La base du club repose sur l'école de hand c'est-à-dire les moins de 11 ans et les moins de 13 ans. Grâce à la qualité de la formation, la Fédération Française de Handball a décerné le titre Label OR, récompensant les meilleures écoles de handball mais également les titres de champions départementaux chez les jeunes.

Section compétition

Pour rivaliser avec les meilleurs clubs de la région dans les catégories moins de 15, 17 et 18 ans, le club de Livry-Gargan et le club de Montfermeil se sont réunifiés. Les équipes des moins de 15 et moins de 17 sont dans le championnat élite tandis que les moins de 18 ans sont dans le championnat de France.

Section Performance

L'équipe 2 masculine permet de terminer la formation des jeunes joueurs tout en les faisant évoluer dans un championnat très compétitif. L'équipe permet d'alimenter la première équipe en jeunes joueurs mais de qualité afin de répondre aux objectifs d'accéder à la division supérieure, la Nationale 1.

Section féminine

Le club possède des équipes féminines et souhaite promouvoir le handball féminin en créant une filière complète. La création de cette nouvelle filière M13F et M18F permet de développer différentes vocations féminines au sein du club comme l'arbitrage, le coaching, le bénévolat.

Handi Ball pour tous

Pour la saison 2019-2020, le club a décidé de recruter un salarié, joueur professionnel de Handball. Celui-ci va permettre de promouvoir la pratique du Handball dans les écoles primaires de Livry-Gargan et la coordination du secteur Handi Ball.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LIVRY-GARGAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels ou équipements sportifs	750,00	1,49%
Frais de personnel	36 200,00	71,75%
Frais de formation	7 500,00	14,87%
Frais pour stages de performance sportive	6 000,00	11,89%
Total	50 450,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	10 000,00	19,82%
Subvention Commune	40 450,00	80,18%
Total	50 450,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019

DOSSIER N° 19006399 - RUGBY CLUB DE COURBEVOIE -
1ERE ANNEE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	26 000,00 € TTC	38,46 %	10 000,00 €
		Montant total de la subvention	10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RUGBY CLUB DE COURBEVOIE
Adresse administrative : 89 BOULEVARD DE VERDUN
92400 COURBEVOIE
Statut Juridique : ASSOCIATION
Représentant : BERTRAND NICOL, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 - 30 juillet 2020

Description :

La section rugby de Courbevoie-Sports est créée au début des années 50. En 2005, le club devient Rugby Club de Courbevoie. En 2007, les installations du club reçoivent comme hôtes les équipes des Samoa, d'Argentine et enfin d'Angleterre dans le cadre de la coupe du monde 2007.

Le club a obtenu les résultats sportifs suivants :
- Séniors : leader de la poule en Fédérale 3,
- Finale régionale de tournois amateurs du Rugby à 5,
- Ecole de Rugby : Vainqueur du tournoi d'Hérouville toutes catégories et du Tournoi départemental de Colombes.

Objectifs et actions de développement du club :

Pour la saison sportive 2019-2020, le club crée une section U6 avec des éducateurs supplémentaires. Il est également à la recherche d'un nouveau directeur sportif.

Le club veut d'ores et déjà se préparer à accueillir des équipes internationales lors de la coupe du monde de rugby 2023 en France.

Il étudie également le financement de formations « sport santé » afin d'être labélisé, mais aussi le développement de nouvelles pratiques et la formations des différents encadrants dans le club.

Le Racing Club de Courbevoie doit également gérer la montée probable en fédérale 2 avec la logistique e la logistique qui va avec : recrutement, déplacement, accueil des équipes etc…

Avec la mise en place de matchs ou d'évènements communs, les visites dans les EPHAD, le club souhaite développer la communication intergénérationnelle. De plus, le club voudrait prolonger la formation et l'implication de jeunes atteint d'autisme.

D'un point de vue sportif, l'association veut entretenir un lien interclub avec les clubs voisins de Suresnes et du Racing dans le cadre de recrutement et de formation. Le Rugby Club de Courbevoie organise des stages avec les enfants en provinces lors des vacances scolaires afin de créer de la cohésion d'équipe et un gain de performance.

Le club met en place une meilleure communication digitale et développe des outils pour la pédagogie (tablette ou application smartphone pour les éducateurs).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- COURBEVOIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	14 000,00	53,85%
Frais de manifestations	2 000,00	7,69%
Frais de formation	3 500,00	13,46%
Frais de transport	2 500,00	9,62%
Frais de restauration	1 000,00	3,85%
Frais d'équipement	3 000,00	11,54%
Total	26 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	10 000,00	38,46%
Activité Physique Encadrée	4 000,00	15,38%
Récompenses	2 000,00	7,69%
Fonds propres	10 000,00	38,46%
Total	26 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER N° EX045110 - NOR'ESSOR - 1ERE ANNEE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	30 050,00 € TTC	33,28 %	10 000,00 €
		Montant total de la subvention	10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NOR ESSOR
Adresse administrative : 123 RUE PARMENTIER
93380 PIERREFITTE-SUR-SEINE
Statut Juridique : ASSOCIATION
Représentant : MONSIEUR JEAN PIERRE DEVAL, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 - 30 Juillet 2020

Description :

L'association sportive Nor'Essor est créé en Octobre 1995. L'objectif du club est de créer et organiser des activités sportives, sociales et culturelles, dans le but d'instaurer un climat de bien-être et de sécurité dans le quartier par l'aide à l'insertion et à la réinsertion ; le développement de formes de sport, d'activités sociales et culturelles s'attachant à l'évolution de la société d'aujourd'hui.

Objectifs et actions de développement du club :

Les différents objectifs du club sont donc de promouvoir la pratique physique et d'utiliser la boxe dans toutes ses formes comme vecteurs d'intégration sociales en transmettant les valeurs de la boxe aux plus jeunes. Le club s'ouvre également à un publique très large ce qui répond aux attentes des habitants. Intégrer les boxeurs du club dans un projet et dans l'organisation de différentes animations.

L'association propose plusieurs types de cours avec des public cible différent :

Boxe et self Défense Exclusivement Féminine

Les femmes peuvent ainsi apprendre des techniques de défense afin de se rassurer, d'agir en cas de problème dans la vie quotidienne, d'avoir une meilleure confiance en soi également. Le professeur travaille sur des situations spécifiques, l'enseignement exclusivement féminin permet de répondre aux différentes attentes tout en excluant le regard masculin.

Boxe Educative

Elle assure une formation et un développement moteur, psychologique et affectif. Elle se caractérise par l'initiation aux techniques et aux tactiques de l'assaut, en excluant, les risques de l'affrontement désordonné qui nuiraient à l'intégrité physique des jeunes. Un entraineur boxeur professionnel est le garant de l'atelier et de sa mise en œuvre. L'association met en place un partenariat avec la Police judiciaire qui oriente les jeunes en décrochage scolaire ou sans emplois vers le club. Deux agents de la

police participent à l'entrainement, créant une relation avec les jeunes. Ce créneau touche toutes les tranches d'âges.

Boxe étude

Depuis 2018 le club, suite à une demande des parents a voulu intégrer d'avantage le sport à la scolarité. Il propose donc de scinder le créneau de boxe des 9/13ans en deux (soit 1heure de soutien scolaire puis 1heure de boxe anglaise) Les cours sont encadrés par une adhérente de l'association, professeur d'anglais dans un collège.

Gala de boxe

Le club met en place un gala de boxe afin de promouvoir la pratique de la boxe et de mettre en avant les jeunes de la ville. L'association organise donc des matchs professionnels de boxe masculine et féminine ainsi que des matchs amateur mettant en scène les boxeurs de la ville.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PIERREFITTE-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels ou équipements sportifs	6 000,00	19,97%
Frais de personnel	3 000,00	9,98%
Frais de déplacement	1 000,00	3,33%
Frais de restauration	2 050,00	6,82%
Frais pour stages de performance sportive	5 000,00	16,64%
Autres dépenses (préciser)	13 000,00	43,26%
Total	30 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	2 000,00	6,66%
Subvention Commune (sollicitée)	6 000,00	19,97%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	33,28%
Autres subventions publiques (préciser)	6 050,00	20,13%
Subvention Etat (CNDS, Ministères, ...)	6 000,00	19,97%
Total	30 050,00	100,00%

Commission permanente du 3 Juillet 2019

DOSSIER N° EX044881 – SPORTING KARATE BUDO EPINAY-SOUS-SENART - 2EME ANNEE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	39 760,00 € TTC	25,15 %	10 000,00 €
		Montant total de la subvention	10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SPORTING KARATE BUDO EPINAY-SOUS-SENART
Adresse administrative	:	8 RUE SAINTE GENEVIEVE 91860 EPINAY-SOUS-SENART
Statut Juridique	:	ASSOCIATION
Représentant	:	MARIE-FRANCOISE BARDREAU, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 - 30 juillet 2020

Description :

Le Sporting Karaté Budo d'Epinay sous Sénart met en place différentes catégories d'âge dans la découverte et l'apprentissage du karaté :

- Baby karaté : destiné aux enfants de 4 et 5 ans, ce cours les initie aux premières techniques de karaté sous forme de jeux et de parcours,
- Karaté enfants : destiné aux enfants à partir de 6 ans, c'est l'apprentissage du karaté sous ses 2 formes : la technique avec le kata et le kumité (combat),
- Adultes enfants,
- Adolescents, adultes débutants avec de l'apprentissage des katas supérieurs,
- Compétiteurs avec de la préparation physique et technique aux compétitions,
- Body karaté avec des techniques de karaté à la musique.

L'équipe d'encadrement s'étoffe très rapidement avec des postes au comité directeur doublé. Aujourd'hui fort de ses 180 adhérents avec plus de 40 % de féminines (10% de plus que la moyenne nationale), le club prend une nouvelle dimension.

Depuis sa création, l'équipe a remporté plus de 55 titres nationaux. Lors de la dernière saison sportive, le club a connu les résultats sportifs suivants :
- Champion de France chez les moins de 18 ans par équipe,
- Champion de France chez les Seniors par équipes kata.

Objectifs et actions de développement du club :

Les objectifs du club sont les suivants :

- Acheter du matériel de musculation pour la préparation physique des athlètes mais aussi avoir un réel suivi avec ces derniers,
- Assurer un suivi médical plus sérieux,
- Inscrire un jeune athlète pour la formation d'arbitre international,
- Développer le para karaté au sein de la section,
- Engager des athlètes à des compétitions européennes ou mondiales.

Achat de matériel

Le club fournit les équipements sportifs, les engagements de chaque athlète, les frais des cadres liés aux déplacements des compétitions. De plus, il est mis à la disposition des jeunes des ceintures de chaque grade par couleur.

Afin de perfectionner l'entrainement des athlètes, le Sporting Karaté Budo va acheter du matériel de musculation pour leur préparation physique des athlètes. Afin d'optimiser les moyens, l'achat d'un véhicule neuf places est à l'étude.

Formation

Au niveau de la formation, le club envoie les adhérents aux différents stages d'experts fédéraux afin d'étoffer le bagage technique de chacun, et de pouvoir faire suivre un enseignement et une pratique plus traditionnelle et moins basé sur l'aspect compétitif.

La formation de l'arbitrage est un élément incontournable pour le club. Il souhaite donner les moyens à un karatéka d'accéder à la formation d'arbitre international

La formation qualifiante pour l'enseignement est aussi une priorité surtout dans la préparation physique pour les athlètes.

Plan de féminisation

Une nouvelle discipline notamment le self défense (karaté défense) est mise en place. Cela a pour but d'avoir une pratique rassurante basée sur l'efficacité, de donner confiance et apprendre à maitriser des situations délicates. Le recrutement d'un professeur est important.

Compétitions internationales

Le club essaie de sélectionner les compétitions internationales car l'équipe n'a pas les moyens financiers d'engager les compétiteurs sur les épreuves phares.

Le Para karaté

La structure a été mise en place dans le but d'accueillir des personnes à mobilité réduite mais également avec des handicapes type trisomie.

Le club veut emmener ses jeunes en stage d'oxygénation dans un cadre multi activités (alpes du sud) avec un encadrement qualifié.

Plan de performance

Six athlètes de haut niveau du club sont sur liste ministériel. Le club veut participer activement au plan de performance de la Fédération Française de Karaté afin de pouvoir accueillir les sportifs ayant un profil intéressant pour évoluer vers le haut niveau et créer une passerelle avec les instances fédérales.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- EPINAY-SOUS-SENART

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels ou équipements sportifs	4 260,00	10,71%
Frais de personnel	6 500,00	16,35%
Frais de déplacement	13 500,00	33,95%
Frais de restauration	2 500,00	6,29%
Frais pour stages de performance sportive	13 000,00	32,70%
Total	39 760,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	10 000,00	25,15%
Subvention Département	4 000,00	10,06%
Autres subventions publiques	3 500,00	8,80%
Subvention Etat	2 000,00	5,03%
Autres recettes	20 260,00	50,96%
Total	39 760,00	100,00%

Commission permanente du 3 Juillet 2019

DOSSIER N° EX044923 - SAINT-CHARLES CHARENTON SAINT-MAURICE BASKETBALL - 2EME ANNEE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	60 000,00 € TTC	16,67 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAINT CHARLES DE CHARENTON SAINT MAURICE BASKETBALL
Adresse administrative : 16 AVENUE JEAN JAURES 94220 CHARENTON-LE-PONT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FABRICE CANET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 – 30 Juillet 2020

Description :

Le club « Saint Charles » fut créé en 1920 à Alfortville. Plusieurs fusions ont été faites afin de donner en 2005 l'appellation actuelle : Saint-Charles Charenton Saint-Maurice Basket Ball.

Le club a rayonné au plus haut niveau du basket français pendant plusieurs années. Depuis une quinzaine d'années, le club est tourné vers la formation des jeunes.

Depuis 2000, le club a reçu de la Fédération Française de Basket-Ball, le label « école française de mini Basket (20 saisons consécutives) et le label « école formateur Elite » depuis 2010 (date de la création du label, 8 saisons consécutives).

Une école d'arbitrage conventionnée avec le comité départemental de Basket-Ball du Val-de-Marne (94) a été créée il y a plusieurs années afin de permettre à des arbitres stagiaires et départementaux de valider leur diplôme.

Lors de la saison sportive 2013-2014, le club organise pour la toute première fois, en partenariat avec le Lions Club son tournoi international. Aujourd'hui, ce tournoi l'un des plus reconnus en Europe.

Objectifs et actions pour le développement du club :

L'association a toujours pour objectif de présenter une équipe au moins dans chaque catégorie d'âge pour la section masculine et féminine. Ayant chaque saison 2 à 3 équipes par catégorie d'âge pour le secteur masculin, la Saint Charles Saint Maurice Basketball veut être représentée dans toutes les catégories d'âge pour le secteur féminin.

Le club souhaite proposer des entraînements de qualité aux groupes compétition et aux groupes loisirs. Lors de la saison 2019/2020, tous les entraîneurs de chaque groupe compétition et loisirs, seront tous diplômés ou alors suivront une formation diplômante

Tout au long de la dernière saison sportive, les licenciés du club ainsi que les licenciés FFBB de la Région Île de France ont participé à différents stages de perfectionnement et loisirs durant chaque vacance scolaire. Un entraîneur diplômé Brevet d'Etat de la Saint Charles a encadré tous les stages avec l'aide de quelques assistants.

Le club organise et propose une fête du sport unique en Île de France, la Lions 'Cup. Ce tournoi International de la catégorie U15 réunit depuis 6 années huit équipes du top niveau Européen afin de se mesurer entre elles pendant 3 jours. Ce tournoi est l'opportunité pour tous les spectateurs d'Île de France de découvrir et voir gratuitement du Basketball de très haut niveau de la catégorie U15.

Lors de la saison sportive 2019/2020, le Basket Santé est mis en place fin de permettre à tous les publics de pratiquer le Basketball en fonction de son niveau. Cette action sera mise en place avec des entraîneurs diplômés dans ce domaine.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CHARENTON-LE-PONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels ou équipements sportifs	2 000,00	3,33%
Frais de personnel	26 000,00	43,33%
Frais de formation	1 000,00	1,67%
Frais de déplacement	23 000,00	38,33%
Autres dépenses (préciser)	8 000,00	13,33%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Commune (attribuée)	23 500,00	39,17%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	16,67%
Autres recettes (préciser)	26 500,00	44,17%
Total	60 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 Juillet 2019

DOSSIER N° EX044924 - TOP RANK BAGNOLET - 2EME ANNEE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	25 000,00 € TTC	40,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TOP RANK BAGNOLET
Adresse administrative : 78 AVENUE DE LA DHUYS
93170 BAGNOLET
Statut Juridique : ASSOCIATION
Représentant : Madame SOUAD SOULIMANI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 – 30 Juillet 2020

Description :

Le Top Rank de Bagnolet est le club de boxe le plus titré de France. Fondé par les frères Oubaali en 2007, l'apprentissage est axé autour de l'éducation par le sport et la lutte contre les inégalités et discriminations.

Le club est formateur de talents et acteur engagé sur le territoire francilien. Ayant participé aux JO de Pékin, Londres et Rio avec des médailles, il a cette année obtenu la ceinture WBC mondiale avec Nordine OUBAALI, la ceinture professionnelle de champion de France avec Souleymane Cissokho et 4 victoires pour la championne olympique Estelle Mossely.

Les athlètes s'entraînent au club quotidiennement et partagent leurs savoirs axés autour de l'éducation par le sport et l'accès au sport pour tous. Une remise en jeu du titre mondiale est prévue ainsi qu'un championnat d'Europe pour Estelle Mossely. En parallèle, les combats amateurs se poursuivent et le Top Rank reste présent sur le national pour promouvoir les jeunes talents

Objectifs et actions de développement du club :

- Pérenniser les actions d'éducation par le sport « école de la vie »,
- Promouvoir la boxe féminine et lutter contre les inégalités,
- Préparer les jeunes athlètes aux Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024,
- Créer du lien social et des athlètes engagés sur le territoire national, international
- Sensibiliser le handisport.

Education et Formation par le Sport : Boxe, Ecole de la Vie

Le club met en place des ateliers ludiques de boxe sur la concentration, la coordination et le dépassement de soi. Les jeunes instaurent des moments d'échanges, de respect de l'autre, de débat en les sollicitant pleinement dans l'élaboration de projets.

L'implication des parents au sein de l'association sportive est très importante avec un accès au bénévolat et à la formation (juge-arbitre, arbitres et éducateurs).

L'association noue des liens forts avec les acteurs locaux, les structures éducatives, écoles en organisant des cursus sport-santé et sport-culturel.

Transmission des Athlètes de Haut niveau envers la génération Paris 2024

Les dirigeants décident d'organiser des rencontres pratiques et sportives avec les athlètes de haut niveau. L'objectif est de faire comprendre aux jeunes que tout est possible en travaillant. Le club forme les jeunes à être bénévoles et à participer à des actions de promotion du sport en vue de Paris 2024 (journée de l'UNSS en Seine St Denis ou journée olympique du 23 juin).

Promouvoir la boxe féminine et le handisport

Des actions fortes sont nées depuis deux ans sur ce thème : lutte contre les discriminations. Le Top Rank de Bagnolet a été un acteur majeur de la campagne nationale "Ex-aequo" lancée par le Ministère des Sports avec deux athlètes : Estelle Mossely pour la promotion de la pratique sportive féminine et l'égalité filles/garçons et Souleymane Cissokho pour passer un message fort notamment contre les déviances dans le sport et le racisme.

Depuis 2017, le club met en place l'opération "Boxer les Préjugés". Il s'agit d'une conférence débat autour du "sport pour toutes et tous", "existe-t-il des sports de filles, des sports de garçons, pourquoi?".

La conférence est organisée en présence des associations sportives, d'experts sur la question du sport-éducation, sport et préjugés et sociologie et des jeunes scolaires adhérents ou non du club. Un atelier pratique de la boxe permet aux garçons et filles de se mélanger et se rendre compte que chacun a sa place dans le sport comme dans la société.

Des démonstrations handisport sont régulièrement menées Les directeurs techniques ont obtenu leur diplôme et un pôle est entièrement dédié à la pratique handisport.

Une dizaine de bénévoles, entre 2 et 5 diplômés d'Etat et des acteurs locaux et institutionnels en fonction de l'axe : éducation, discrimination, sociologie ou encore sport pour tous sont mobilisés.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BAGNOLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels ou équipements sportifs	5 000,00	20,00%
Frais de personnel	3 500,00	14,00%
Frais de formation	1 500,00	6,00%
Frais de déplacement	4 000,00	16,00%
Frais de restauration	3 000,00	12,00%
Frais pour stages de performance sportive	5 000,00	20,00%
Autres dépenses (préciser)	3 000,00	12,00%
Total	25 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 000,00	4,00%
Partenaires privés	3 000,00	12,00%
Subvention Commune (sollicitée)	8 000,00	32,00%
Subvention Département (sollicitée)	3 000,00	12,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	40,00%
Total	25 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 Juillet 2019

DOSSIER N° EX045108 - STADE DOMONTOIS RUGBY CLUB - 2EME ANNEE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	65 000,00 € TTC	15,38 %	10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STADE DOMONTOIS RUGBY CLUB
Adresse administrative : RUE DE PARIS
95330 DOMONT
Statut Juridique : ASSOCIATION
Représentant : Monsieur SERGE VIDAL, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 – 30 Juillet 2020

Description :

Le rôle du club est d'enseigner et pratiquer le rugby à tous publics. Pour cela, les jeunes participent à des matchs, des tournois, des championnats départementaux, régionaux et nationaux, journées événementielles (tournois au profit d'associations).

Les jeunes sont inscrits en catégories U18 et U19 aux Championnats de Ligue à XV. Les deux catégories Seniors sont inscrites en championnat Fédérale 3.

Lors de la saison sportive 2018-2019, le club a obtenu les résultats sportifs suivants :
- Maintien en Fédérale 3 pour les équipes Seniors et 1er club du Val d'Oise dans ce Championnat de France,
- Une équipe Juniors en Régional 1 et accession aux phases finales,
- Une équipe Cadets arrêtée en 8ème de finale du championnat Régional 1.

Objectifs et actions de développement du club :

Pour la saison 2019-2020, le club a décidé de mettre en place les actions suivantes :

Formation éducative et sportive

Le club veut offrir aux jeunes une formation éducative et sportive de qualité tout au long de l'année dans le respect des règles d'éthique du sport. Quatre éducateurs de l'école de rugby proposent aux jeunes de suivre des formations de brevets fédéraux et de permettre aux entraineurs de mieux se former. De plus, des formations d'arbitrage sont mises en place.

Développement de nouvelles pratiques rugbystiques : rugby à 7, rugby à 5.

Le club continue à développer le rugby à 7, nouvelle discipline olympique permettant d'aborder le rugby avec un jeu plus fluide, plus rapide, aux règles simplifiées. Les dirigeants souhaitent inscrire une équipe aux Championnats de France en catégories U16, U18 ou U+18.

Le Stade Domontois Rugby Club veut continuer à développer la catégorie Rugby à 5 s'adressant à tous les publics féminins et masculins. C'est un rugby sans plaquage, sans choc. Cette discipline permet de se rapprocher des entreprises proches en leur proposant d'organiser des Tournois, Trophées.

Création d'une équipe féminine

Pour permettre aux joueuses de l'Ecole de Rugby de rester au sein du club après 15 ans et les former au haut niveau de la pratique, les dirigeants souhaitent inscrire à terme une équipe en 4ème Division du Championnat de France.

Partenariat avec les Apprentis Orphelins d'Auteuil de Domont

Ce partenariat donne la possibilité aux jeunes apprentis de venir pratiquer le rugby au sein du club avec un système de navettes les amenant au Stade et les ramenant ensuite dans leur centre.

Création d'un centre de formation (sur 3 ans)

Le club veut développer le rugby au plus haut niveau amateur en s'adressant aux catégories U16 et U19. Avec la mise en place et fonctionnement du centre de formation, les jeunes participeront aux entrainements, auront un suivi médical individuel, un soutien scolaire, une aide dans la recherche de leurs formations professionnelles, voire des stages en entreprise.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DOMONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels ou équipements sportifs	8 000,00	12,31%
Frais de formation	2 000,00	3,08%
Frais de déplacement	20 000,00	30,77%
Frais de restauration	10 000,00	15,38%
Frais pour stages de performance sportive	7 000,00	10,77%
Autres dépenses (préciser)	18 000,00	27,69%
Total	65 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Partenaires privés	10 000,00	15,38%
Subvention Commune (attribuée)	25 000,00	38,46%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	15,38%
Autres recettes (préciser)	20 000,00	30,77%
Total	65 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 Juillet 2019

DOSSIER N° EX044880 - ASSOCIATION JUDO AMICALE PARIS XX -
2EME ANNEE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	90 180,00 € TTC	11,09 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION JUDO AMICALE PARIS 20
Adresse administrative : 59 RUE SAINT BLAISE
75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : ASSOCIATION
Représentant : Madame CAROLINE BORDERIEUX, Secrétaire générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 - 30 Juillet 2020

Description :

Le club « AJA Paris XX » compte à ce jour :
- 49 titres et médailles aux championnats de France,
- 6 médailles aux championnats d'Europe des -20 ans (cadets et juniors) sur 9 sélectionnés,
- 8 titres et médailles aux championnats de France par équipes féminines et masculines,
- une vingtaine d'athlètes en 1ère division seniors chaque année dont 8 athlètes à l'INSEP.

Lors de la dernière saison sportive, le club a connu les résultats sportifs suivants :
- Deux judokas 3ème aux Championnats de France Individuels fin 2018,
- Une judokate, championne de France individuelle fin 2018,
- L'équipe senior, 3ème des Championnats de France par Equipes.

Le club a pour objectif d'avoir au minimum deux sélectionnés titulaires aux prochains championnats d'Europe et du Monde de Judo et d'avoir un sélectionné pour les Jeux Olympiques de Tokyo en 2020 ;

Objectifs et actions de développement du club :

Le club a créé et mis en place un cours de kata chaque semaine afin que les jeunes judokas puissent acquérir leur ceinture noire, les plus âgés sont accompagnés dans leur démarches d'études et de formation au BPJEPS au CREPS de Chatenay Malabry.

Cinq professeurs de judo ont été formés au club en tant qu'athlète et en tant que professeur de judo. Un cours de Taïso est mis en place pour développer les effectifs notamment féminins. Les judokates se sont hissées jusqu'en 8ème de finale lors des derniers championnats de France 1ère division 2018.

Les adhérents pratiquent le judo soit en loisir, soit en groupe compétition. Les jeunes de 12 à 17 ans intègrent l'école de Judo (formation au haut niveau, formation à l'arbitrage). Des critères de ponctualité, de rigueur, d'hygiène de vie, de respect et de performance ont été mises en place pour les compétiteurs. Les judokas minimes participent chaque année à la coupe régionale des arbitres. Le club organise des stages de Judo à chaque vacance scolaire (judo technique et combats, initiation à l'arbitrage, cohésion de groupe, activités en groupe à la piscine, jeux éducatifs et collectifs).

Le « pôle compétition » a pour but de faire performer, progresser les jeunes et les athlètes confirmés ou non.

Un échange est effectué avec d'autres entraineurs français et étrangers afin de diversifier leur vision et leur approche du Judo. Les jeunes ont un double projet : scolaire et sportif, afin de s'assurer d'un avenir confortable après leur carrière.

Le club organise un stage de regroupement avec d'autres jeunes judokas parisiens et franciliens pour les minimes, cadets, juniors et seniors. De plus, le club essaie de développer les effectifs d'arbitres afin de répondre à la demande.

Depuis 5 ans, les dirigeants ont mis en place une école de Judo pour les enfants désirant faire de la compétition. Cette école Judo est encadrée par trois professeurs où des regroupements sportifs avec les clubs de Judo des alentours sont proposés.

Ainsi, les jeunes et les stagiaires progressent dans l'apprentissage de la pratique de Judo et de l'enseignement. Le club a la possibilité de proposer une reconversion aux athlètes les plus méritants par des conventions via les partenaires. Il est important d'assurer l'après carrière pour ses jeunes qui font progresser l'ensemble des jeunes par l'émulation de leurs résultats et de leur tempérament.

Les adhérents pratiquent le judo soit pour le loisir ou pour intégrer le groupe compétition. Les dirigeants ont mis en place des critères de ponctualité, de rigueur, d'hygiène de vie, de respect et de performance, pour les compétiteurs désirant réaliser leurs souhaits.

Le club souhaite officialiser son école judo en école sportive en collaboration avec une ou des écoles (primaire / collège / lycée). Il a pour projet de promouvoir l'activité Judo et s'engager dans un processus de labellisation fédérale.

Le club souhaite faire participer des jeunes dans les compétitions internationales pour que les athlètes puissent progresser et acquérir un bagage technique efficace adapté à tout type de combattant.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels ou équipements sportifs	4 000,00	4,44%
Frais de personnel	35 000,00	38,81%
Frais de formation	7 900,00	8,76%
Frais de déplacement	24 530,00	27,20%
Frais de restauration	4 840,00	5,37%
Frais pour stages de performance sportive	13 910,00	15,42%
Total	90 180,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	32 180,00	35,68%
Partenaires privés	20 000,00	22,18%
Subvention Département (attribuée)	23 000,00	25,50%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	11,09%
Subvention Etat (CNDS, Ministères, ...)	5 000,00	5,54%
Total	90 180,00	100,00%

Commission permanente du 3 Juillet 2019

DOSSIER N° EX045063 - AMICALE SPORTIVE DE POISSY FOOTBALL – 2EME ANNEE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	289 000,00 € TTC	3,46 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AMICALE SPORTIVE DE POISSY
Adresse administrative : 8 RUE DU STADE
78300 POISSY
Statut Juridique : ASSOCIATION
Représentant : Olivier SZEWEZUCK

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 - 30 Juillet 2020

Description :

L'Amicale Sportive de Poissy a été créé en 1904. L'équipe première a évolué dans les années 1970 en Ligue 2 ce qui fut le niveau le plus élevé jamais atteint depuis par le club. L'équipe première a atteint à plusieurs reprises les 32ème de finale de la coupe de France de football, atteignant même en 1972 les 8ème de finale de cette compétition.

L'équipe première évolue depuis maintenant plusieurs saisons en Championnat de France Amateur N2, 4ème niveau français. Ses équipes U19 ont également effectué à plusieurs reprises de très beaux parcours en Coupe Gambardella (coupe de France des jeunes). Le club a également formé des joueurs devenus professionnels et internationaux, ayant participés pour les meilleurs à des coupes du monde.
Le club a environ 850 adhérents et fait découvrir les joies du football aux enfants (filles et garçons) à partir de l'âge de 5 ans.

Actions et objectifs de développement du club :

A la suite de la journée "Passons le cap" organisé par le club le 24 mars 2019, qui a été une grande réussite, le club a décidé de créer une section sport adapté au début de cette nouvelle saison (CESIFOOT adultes et enfants).

Après les bons résultats obtenus sur les équipes de jeunes, les dirigeants veulent renforcer les équipes éducatives pour avoir encore de meilleurs résultats au point de vue formation.

L'organisation du club va continuer à se développer d'un point de vue administratif et de communication notamment afin de donner encore plus de visibilité au club.

Des joueurs vont être recrutés pour l'équipe fanion afin d'améliorer la compétitivité de leur équipe.
Lors de cette nouvelle saison, le club veut développer une commission d'arbitrage en faisant intervenir lors de ses réunions des acteurs de l'arbitrage français de haut niveau.

L'achat d'un minibus va permettre de transporter les équipes de jeunes et adultes afin de faciliter leurs déplacements.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- POISSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels ou équipements sportifs	76 000,00	26,30%
Frais de personnel	76 000,00	26,30%
Frais de formation	10 000,00	3,46%
Frais de déplacement	78 000,00	26,99%
Autres dépenses (préciser)	49 000,00	16,96%
Total	289 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	80 000,00	27,68%
Partenaires privés	72 000,00	24,91%
Subventions diverses	40 000,00	13,84%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	3,46%
Autres subventions publiques (préciser)	75 000,00	25,95%
Subvention Etat (CNDS, Ministères, ...)	12 000,00	4,15%
Total	289 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER N° 19006489 – FOOTBALL CLUB ANTILLAIS DE PARIS 19EME – 2EME ANNEE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	13 500,00 € TTC	74,07 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	FBCAP FOOTBALL CLUB ANTILLAIS PARIS 19 EME
Adresse administrative	:	18 RUE CRIMEE 75009 PARIS
Statut Juridique	:	ASSOCIATION
Représentant	:	JOCELYN BOISDUR, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 - 30 Juillet 2020

Description :

Le club « « Antillais de Paris 19ème de Football » a été créé en Mars 1991 par des copains antillais d'origines différentes. L'objectif était de créer une équipe de domiens au Stade de Polygones. L'idée est de faire une association sportive et culturelle.

D'année en année, différentes catégories garçons se sont inscrits dans les championnats du district 93 et de la Ligue de Paris.

Chaque année, le club essaie de se démarquer des autres associations à travers différentes manifestation et les différents événements. A paques, une grande manifestation intitulée "Sport est Fête" est organisée en présence de milliers de personnes.

Lors de la dernière saison sportive, les dirigeants ont obtenu les résultats sportifs suivants :
- 3ème place du classement en U15 D3,
- Maintien en D3 U17,
- 4ème place en D3 U19.

Pour la première fois de l'histoire du club, deux joueurs ont atteint le 2ème tour régional de la détection pour intégrer le l'INF Clairefontaine.

Les Jeunes U9 ont remporté le 1er Mai 2019 un tournoi National.

Actions de développement du club :

Pérennisation d'une section féminine et création de nouvelle catégorie

Le club veut regrouper des jeunes filles issues des écoles, des centres de loisirs et des centres d'animations. Plusieurs tournois ainsi que des journées de découvertes seront proposées.

L'objectif est de continuer le travail qui a été fait dans le football féminin en pérennisant nos -de 16 ans et en créant nos premières catégorie d'école de foot. Différentes actions seront menés durant 1 ans afin de planifier des réunions, des rencontres avec les structures concernés ainsi que les parents et les jeunes filles.

Lors de la saison sportive 2019-2020, les dirigeants vont ouvrir deux catégories en école de foot U12 et U13. Elles participeront aux différentes compétitions départementales et régionales.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'équipements sportifs	5 500,00	40,74%
Achat de matériels pédagogiques	2 000,00	14,81%
Frais de déplacement	2 500,00	18,52%
Prestataires de services	1 500,00	11,11%
Interventions extérieurs	1 000,00	7,41%
Frais divers	1 000,00	7,41%
Total	13 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	10 000,00	74,07%
Fonds propres	3 500,00	25,93%
Total	13 500,00	100,00%

Commission permanente du 3 Juillet 2019

DOSSIER N° EX045054 - PARIS FOOTBALL CLUB SECTION FEMININE - CLUB ELITE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	767 000,00 € TTC	6,52 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS FOOTBALL CLUB
Adresse administrative : VOIE DES SAULES
94310 ORLY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PIERRE FERRACCI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 - 30 Juillet 2020

Description :

Le Paris Football Club, « Paris FC », est un Club de football fondé le 1er août 1969, à la suite d'une étude pour relancer le football de haut niveau dans la capitale. En 1970, le Club parisien fusionne avec le Stade Saint-Germain pour former le Paris Saint-Germain Football Club. Les deux entités se séparent deux ans plus tard.

Le Paris FC fusionne avec le CA Montreuil, en 1972. En 1983, alors que la section professionnelle du Club est transférée au Racing Club de France, Paris FC poursuit au niveau de l'équipe réserve en Division 4.

Entre 1983 et 2015, le Club évolue essentiellement aux troisième et quatrième échelons, avant de finir par retrouver la Ligue 2 et le professionnalisme lors de la saison 2015-2016.

Le Paris FC a toujours souhaité être un Club formateur de football féminin et masculin. Sa politique de formation s'est appuyée depuis 2011 sur la « Paris FC Academy » qui s'adresse aux joueurs âgés de plus de 15 ans. Le 1er juillet 2018, le centre de formation du Paris FC, situé à Orly, a été agréé ce qui permet au Club de conserver les meilleurs jeunes et d'asseoir son développement sur une politique de formation d'excellence, déjà largement reconnue.

En 2017, souhaitant se doter d'une équipe féminine professionnelle, le Paris FC se rapproche du FCF Juvisy en vue d'une fusion qui aboutit au cours de l'été ; le Paris FC Féminine évolue désormais en Division 1 Féminine. L'équipe première masculine, entrainée par Mécha Baždarevic, évolue depuis la saison 2017-2018 en Ligue 2, et joue désormais au stade Charléty dans le 13ème arrondissement.

L'ouverture du centre d'entrainement à Orly (Groupe ADP - Centre d'entraînement Paris FC), regroupant joueurs et joueuses professionnels, permet au Club de se donner les moyens de ses ambitions.

Objectifs et actions de développement du club :

Le Paris FC accueille un nombre toujours plus important de licenciés, au minimum 500 chaque saison, pour contribuer au développement de son école de football et de son centre de formation. L'accueil d'un nombre important de licenciés permet au Club de délivrer un message de citoyenneté et de respect en conformité avec les valeurs de la Région et du Club.

Le club propose une formation de haut niveau et entend rester une référence dans ce domaine. L'ouverture d'un Centre de Formation labellisé par la FFF en juillet 2018 était déterminante pour le Club qui souhaite demeurer l'un des meilleurs clubs formateurs d'Île-de-France. Le projet sportif du Club est donc centré sur la valorisation du territoire Ile-de-France et sur la richesse de celui-ci en matière de jeunes talents.

Enfin, le Paris FC souhaite développer la section féminine du Club. Le football féminin est en essor permanent en France. Le Club dispose d'ores et déjà de la plus grande section féminine en France en termes de nombre de licenciées mais souhaite continuer dans cette optique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ORLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels ou équipements sportifs	150 000,00	19,56%
Frais de personnel	370 000,00	48,24%
Frais de formation	20 000,00	2,61%
Frais de déplacement	150 000,00	19,56%
Frais de restauration	20 000,00	2,61%
Frais pour stages de performance sportive	15 000,00	1,96%
Autres dépenses (préciser)	42 000,00	5,48%
Total	767 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	100 000,00	13,04%
Partenaires privés	300 000,00	39,11%
Subvention Commune (attribuée)	125 000,00	16,30%
Subvention Département (sollicitée)	80 000,00	10,43%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	50 000,00	6,52%
Participation Ligue ou Comité régional	100 000,00	13,04%
Autres recettes (préciser)	12 000,00	1,56%
Total	767 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 Juillet 2019

DOSSIER N° EX045003 - RACING CLUB DE SAINT-DENIS KAS KAD -
CLUB ELITE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	170 560,00 € TTC	29,32 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RACING CLUB DE SAINT DENIS KAS KAD
Adresse administrative : 4 ALLEE JEANNE ALEXANDRE BAT F APPT0
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : ASSOCIATION
Représentant : PAUL MERT, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 - 30 Juillet 2020

Description :

Le club " Racing Club de saint Denis Football "est une association sportive fondée en 1984.

Elle est composée :
- d'une école de football pour les 6 à 10 ans ayant obtenu le label OR pour sa formation,
- de deux équipes d'U11 Féminine disputant le criterium départemental,
- de deux équipes d'U13 Féminine disputant le criterium départemental (Coupe régionale en 2016),
- de trois équipes d'U16 Féminine (1 équipe à 11, 2 équipes à 7) disputant le championnat régional,
- d'une équipe de U19 Féminine disputant le championnat départemental (préparation pour le championnat national et ayant fourni deux filles du club au Paris Saint Germain,
- de deux équipes seniors disputant le championnat régional.

Lors de la saison sportive 2017-2018, le club a obtenu les résultats sportifs suivants :
- Les seniors féminines A sont championne de Régional 1 et accèdent la division nationale,
- l'équipe B termine à la 1ère place du championnat et demi-finaliste de la coupe départementale et accède en régionale 2,
- l'équipe U19 termine à la 3ème place de leur championnat.

Objectifs et actions de développement du club :

Les objectifs de l'association sont les suivantes:
- aider des jeunes filles à obtenir leurs diplômes d'éducateurs,
- Intégrer des jeunes filles dans des commissions au sein des différentes structures (Ligue de Paris de Football – District),

- Présenter le maximum de jeunes filles de 15 à 18 ans pour les stages d'arbitrages,
- Maintenir le cap afin de préserver le Label OR FFF,
- Accompagner les petites filles de l'école de football par des éducateurs diplômés et joueuses seniors,
- Accéder à la division supérieure (national Division 2).

Ecole de football

25 jeunes filles sont encadrées par un entraîneur ayant le BEF et trois joueuses évoluant dans l'équipe senior. Elles assistent à deux entraînements par semaine et accompagnent les jeunes aux différents plateaux organisés par les différentes instances. Le club doit continuer le travail fourni au niveau de la formation afin de conserver leur label or.

Formation d'arbitrage

Le club souhaite renforcer son staff technique en intégrant des jeunes filles à la formation d'arbitrage ainsi qu'au diplôme d'éducatrice. Pour la saison 2019-2020, le club a prévu de recruter 5 jeunes d'U15 et U17 Féminine.

Administration

Le Racing Club de Saint Denis apporte son aide pour des recherches d'emplois et essaye de les intégrer dans les instances sportives. Quatre filles ont été incorporées au sein de leur bureau administratif. Elles s'occupent de mettre à jour les licences, les relations publiques, leur communication et les réseaux sociaux en relation avec le public.

Deux groupes sont particulièrement actifs : les éducatrices pour le fillofoot et les responsables techniques.

Les dirigeants veulent continuer à proposer des manifestations sportives et des rencontres avec des partenaires :
- Stage de préparation réservé aux filles seniors à Sable sur Sarthe,
- Fête de Saint Denis avec deux jours de partage et de convivialité,
- Fête de fin d'année réservée à tous les membres de l'association.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels ou équipements sportifs	58 860,00	34,51%
Frais de personnel	80 000,00	46,90%
Frais de formation	4 500,00	2,64%
Frais de déplacement	1 350,00	0,79%
Frais de restauration	3 755,00	2,20%
Frais pour stages de performance sportive	2 905,00	1,70%
Autres dépenses (préciser)	19 190,00	11,25%
Total	170 560,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Commune	42 100,00	24,68%
Subvention Département	40 000,00	23,45%
Subvention Région Ile-de-France	50 000,00	29,32%
Participation Ligue ou Comité régional	7 460,00	4,37%
Fonds propres	31 000,00	18,18%
Total	170 560,00	100,00%

Commission permanente du 3 Juillet 2019

DOSSIER N° EX045004 - SAINT CLOUD PARIS STADE FRANCAIS VOLLEY - CLUB ELITE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	500 500,00 € TTC	7,99 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAINT CLOUD PARIS STADE FRANCAIS
Adresse administrative : 19 RUE DE BUZENVAL
92210 SAINT-CLOUD
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ZELIE AMARD, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 - 30 Juillet 2020

Description :

Dans le domaine du volley-ball, le Stade Français et le St Cloud Volley Ball ont ainsi décidé la création d'un centre de formation en 2009 dans le cadre d'un projet global du volley-ball en région parisienne.

Ainsi est né un projet global associant l'équipe professionnelle évoluant en haut de tableau de Ligue A, un centre de formation et une équipe support évoluant en Nationale 2.

Depuis 5 ans (2010) ce projet global constitue, un projet majeur du sport féminin de haut niveau en région parisienne.
Une nouvelle structure a été créée : le Saint Cloud Paris Stade Français.
Une nouvelle identité a été retenue : Les Mariannes.

Lors de la saison sportive 2018-2019, le club a obtenu les résultats sportifs suivants :
- L'équipe 1ère a terminé 7ème du championnat de France de la ligue A Féminine,
- L'équipe des moins de 20 ans championne de France,
- L'équipe réserve accède en Division Elite Féminine (2ème division).

Objectifs et actions de développement du club :

Projet de formation et du centre de formation

Les actions de formation sont menées dans 2 domaines :
- Accueil de stagiaires en cours d'études supérieures concernant le sport de niveau,
- Renforcement des moyens de formation pour une équipe de haut niveau amateurs (Elite) constituée de nombreuses jeunes joueuses formées au club, avec la création d'un Centre de Formation.

Lors de la dernière saison sportive, l'équipe Elite est une équipe de jeunes joueuses à potentiel. Des jeunes joueuses ont pu jouer avec l'équipe professionnelle (entraînements et participation à certains matchs du championnat professionnel).

Le club a mis en place son centre de formation grâce à son agrément ministériel. Huit jeunes filles de 18 à 23 ans l'ont intégré à la rentrée de septembre 2018.

Les joueuses ont eu une pratique hebdomadaire de 14 à 20 heures par semaine, avec l'équipe Elite, l'équipe professionnelle, des entraînements spécifiques au centre de formation et de la préparation physique.

Le club favorise un recrutement régional car le vivier de joueuses est très important. De plus, cela permet aux joueuses de rester dans leur cocon familial au moment de partir sur un projet sportif important.

L'objectif du Centre de Formation est d'assurer à une jeune joueuse un double projet sportif et scolaire. Tous les moyens sont mis en œuvre pour aider ces athlètes dans leurs études : recherche d'établissement scolaire, de stages, cours de soutien. Les athlètes seront suivies par le staff médical de l'équipe professionnelle.

Formation des jeunes

Le club amateur travaille sur la formation des jeunes et les résultats sont visibles au niveau national.
Chez les jeunes filles, les équipes de jeunes performent dans les championnats régionaux et nationaux. Plusieurs équipes sont inscrites dans chaque catégorie d'âge, ce qui nécessite une logistique importante et des compétences d'entraîneurs reconnues par des diplômes fédéraux.

L'équipe de moins de 17 ans s'est qualifiée trois années d'affilées pour les phases finales de Coupe de France. Le club offre la possibilité aux plus gros potentiels techniques de s'entraîner avec l'équipe professionnelle.

L'équipe de moins de 20 ans gagne le titre de Championnes de France Dix joueuses de cette équipe font partie de l'effectif de la Nationale 2F qui accède à la division Elite. Elles peuvent régulièrement intégrer l'effectif de l'équipe professionnelle lors des entrainements.

C'est dans cette logique de performance et de formation que la structure a souhaité remettre au centre du projet sportif un Centre de Formation. Les joueuses seront assurées d'y trouver leur place et de garantir aux familles le meilleur double projet scolaire et sportif à leurs filles.

Lors de la saison 2018-2019, le club a financé des formations à plusieurs entraineurs (brevets d'éducateurs, des diplômes d'Etat…). Cette saison, Le club a fait passer plusieurs formations pour les jeunes pour devenir marqueur.

Volley tout public

Le club amateur et la société professionnelle sont engagés dans différents projets pour faire connaître le volley-ball au sein de la région Île-de-France.

Volley dans les écoles : à Paris comme à Saint Cloud, des interventions scolaires sont programmées chaque année et aboutissent à l'inscription pour certains dans des écoles de volley.

Volley et aménagement des rythmes scolaires : Le club participe activement aux ARS à Saint Cloud avec 3 après-midi volley. Les éducateurs vont chercher les enfants à pied à l'école et les conduisent au gymnase pour goûter dans un 1er temps puis jouer au volley-ball.

Volley et santé

Une section soft volley a été créée pour permettre aux parents de jeunes enfants de reprendre le sport dans une ambiance chaleureuse, tout en laissant leurs enfants aux mains d'entraîneurs compétents dans la section baby volley. Lors de sa dernière saison sportive, le club a été labellisé Volley Santé.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-CLOUD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels ou équipements sportifs	31 500,00	6,29%
Frais de personnel	200 000,00	39,96%
Frais de formation	16 000,00	3,20%
Frais de déplacement	100 000,00	19,98%
Frais de restauration	20 000,00	4,00%
Frais pour stages de performance sportive	3 000,00	0,60%
Autres dépenses (préciser)	130 000,00	25,97%
Total	500 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Partenaires privés	90 000,00	17,98%
Subvention Commune (sollicitée)	268 000,00	53,55%
Subvention Département (sollicitée)	102 500,00	20,48%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	40 000,00	7,99%
Total	500 500,00	100,00%

Commission permanente du 3 Juillet 2019

DOSSIER N° EX045027 - PARIS 92 - CLUB ELITE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	500 000,00 € TTC	8,00 %	40 000,00 €
		Montant total de la subvention	40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS 92
Adresse administrative : 5 AVENUE JEAN BOUIN
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-MARIE SIFRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 - 30 Juillet 2020

Description :

Le club, créé sous le nom d'Issy les Moulineaux Handball en 1999, et devenu Issy Paris Hand en 2009, prend, presque 20 ans après, une nouvelle dimension, avec le changement de nom du club: Issy Paris Hand devient PARIS 92. Le club poursuit le développement de la formation, continue à organiser de grands évènements sur le territoire.

Il compte 200 licenciées féminines.
Paris 92 possède un des six centres de formations nationaux agréé par le ministère des sports et de la cohésion sociale. 60% des joueuses du centre de formation signent un contrat professionnel à la sortie.

Il a obtenu des résultats sportifs probants ces dernières années :
- Vice-championnes de France lors des saisons sportives 2011-2012, 2013-2014 et 2014-2015,
- Vainqueur de la Coupe de la Ligue lors de la saison sportive 2012-2013,
- Finalistes de la Coupe de France lors de la saison sportive 2013-2014,
- Finalistes de la Coupe d'Europe lors des saisons sportives 2012-2013 et 2013-2014.

Lors de la dernière saison sportive 2018-2019, le club a connu une saison difficile avec beaucoup de joueurs blessés en terminant 9ème à l'issue de la saison régulière.

Objectifs et actions de développement du club :

Clubs partenaires

Le club développe un réseau « clubs Partenaires ». En tant que club professionnel féminin, 22 conventions sont signées avec les clubs locaux proches sur des actions de mutualisation et de développement, notamment par :

- La mise en place de stages de formation des joueuses et des cadres, en commun avec les clubs partenaires et Paris 92,
- Le soutien au développement des clubs,
- Un réseau des clubs partenaires comme un outil d'accompagnement des joueuses franciliennes à fort potentiel.

Les cadres dirigeants et entraîneurs du club professionnel sont en mesure de répondre à toute sollicitation pour favoriser les actions de formation, de représentation, de détection.

Développement du Handfit à destination des femmes et des séniors

L'accès à la pratique du sport pour tous est un enjeu de santé publique. Grâce au Handfit, le club permet aux femmes et aux seniors une activité physique modérée et adaptée, qui accompagne le bien-être de tout être humain. C'est une activité sport santé dérivée du handball.

Le club a un éducateur spécialisé en sport santé et en Handfit.

Développement de l'école de Hand

Paris 92 développe l'accueil des plus jeunes (6-8 ans) grâce à la formation des encadrants et la multiplication des créneaux d'entraînement.

Cette organisation nécessite une sensibilisation des parents et des jeunes membres du club à l'animation sportive : celle-ci est réalisée par l'éducateur référent.

Face au succès de l'école de Hand, le club souhaite proposer des nouveaux créneaux d'horaires. Cela nécessiterait de recruter un éducateur référent et diplômé d'Etat pour multiplier l'action de l'éducateur déjà en place. Le club envisage de recruter une jeune apprentie en formation de type BPJEPS pour ainsi constituer un binôme complémentaire avec l'éducateur expérimenté.

Développement du Centre de Formation (CF)

L'équipe professionnelle de Paris 92 fait partie des meilleurs équipes françaises de handball féminin.

Elle est depuis 6 saisons consécutives dans le Top 3 des clubs français et fait parcours honorable en Coupe d'Europe. Sa politique de formation est reconnue pour être l'une des meilleures en France et à l'international. 2/3 de l'effectif professionnel a été formé au centre de formation ou au club.

Le parcours d'une joueuse en Centre de Formation (CF) arrive à une période critique du développement de l'athlète de haut niveau (16/22 ans). En effet, les joueuses en formation s'entraînent et mènent en parallèle des études adaptées leur permettant non seulement de préparer la reconversion mais surtout de poursuivre leur développement intellectuel nécessaire à leur épanouissement personnel et à trouver un équilibre de vie sociale.

Un personnel référent de la structure est mis en place pour créer les conditions environnementales indispensables d'organisation d'un double projet (règles de fonctionnement administratif, règles de conduite, accompagnement individuel)

Le club met une attention particulière à l'environnement de vie privée des jeunes joueuses qui bénéficient toutes d'un logement individuel dans une résidence étudiante sécurisée. Le savoir du club, la qualité d'encadrement des jeunes joueuses pour les accompagner vers le plus haut niveau se révèle par la mise à disposition dans les mêmes conditions que les joueuses professionnelles.

A terme, le recrutement d'un entraîneur adjoint de la structure va permettre de multiplier les interventions en entraînement personnalisé.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- ISSY-LES-MOULINEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels ou équipements sportifs	24 000,00	4,80%
Frais de personnel	304 000,00	60,80%
Frais de formation	20 000,00	4,00%
Frais de déplacement	20 000,00	4,00%
Frais de restauration	10 000,00	2,00%
Frais pour stages de performance sportive	10 000,00	2,00%
Autres dépenses (préciser)	112 000,00	22,40%
Total	500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Partenaires privés	115 000,00	23,00%
Subvention Commune (sollicitée)	70 000,00	14,00%
Subvention Département (sollicitée)	150 000,00	30,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	40 000,00	8,00%
Autres recettes (préciser)	125 000,00	25,00%
Total	500 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 Juillet 2019

DOSSIER N° EX045196 - RED STAR FOOTBALL CLUB –
CLUB ELITE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	107 000,00 € TTC	46,73 %	50 000,00 €
		Montant total de la subvention	50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: ASSOCIATION RED STAR FC 93
Adresse administrative	: 92 RUE DU DOCTEUR BAUER 93400 SAINT-OUEN
Statut Juridique	: ASSOCIATION
Représentant	: Monsieur PATRICE HADDAD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 - 30 Juillet 2020

Description :

Fondé à Paris en 1897 par Jules Rimet et quelques amis, le Red Star s'installe dès 1909 à Saint-Ouen. Son palmarès s'étoffe rapidement : des coupes de France dès les années 20 (1921, 1922, 1923, 1928 et 1942), deux championnats de deuxième division dans les années 30 (1934, 1939).

Le Red Star se veut fidèle aux valeurs humanistes, apolitiques, areligieuses et s'ouvre aux jeunes issus de familles pauvres. Il devient vite populaire, ouvrier et banlieusard. Il incarne un football à l'opposé du star-system et est un véritable vecteur d'intégration, tourné vers les jeunes issus de l'immigration. Il prône des valeurs antiracistes, antifascistes, laïques, et tolérantes.

Le Red Star s'engage depuis de nombreuses années dans le déploiement d'actions favorisant la solidarité, la citoyenneté, mais aussi et surtout l'égalité d'accès à l'éducation et à la culture. A travers la pratique du football, le club encourage fortement ses jeunes licenciés à s'investir pleinement dans leurs études, à préparer et penser leur avenir.

Le club a mis en place des séances de soutien scolaire pour la section sportive scolaire. Ce dispositif s'étendra à l'ensemble des élèves et étudiants du centre de formation avec pour objectif 100% de réussite au baccalauréat et une inscription à l'université. Le club souhaite mettre en place des impératifs scolaires qui conditionneront la signature d'un contrat professionnel à l'obtention du baccalauréat. Un partenariat avec l'école polytechnique, signé en décembre 2017, vient compléter ce dispositif.

La réussite scolaire est une nécessité. Mais, fidèle à ses valeurs, le club se donne les moyens d'aller plus loin. Fondé en 2008, le Red Star Lab propose à ses jeunes licenciés de découvrir des activités culturelles et artistiques. Ces initiatives, gratuites, ont déjà réuni plus de 400 enfants de 8 à 16 ans autour de divers ateliers tels que le théâtre, la musique, la peinture, la littérature… L'ouverture au monde, la

rencontre des artistes, la découverte de discipline artistique sont des éléments essentiels à l'accomplissement du citoyen avant le footballeur.

Objectifs et actions de développement du club :

L'ambitieuse feuille de route Red Star 2024 fixe pour objectif d'atteindre la 1ère division pour les équipes masculines et féminines senior en 2024.

Afin d'atteindre cet objectif sur le football féminin, le Red Star a ouvert une session féminine à un an de la coupe du monde 2019. Des détections ont été organisées pour fonder une équipe compétitive qui construira un projet sur plusieurs années.

Le club intègre une section féminine et pose les jalons d'un futur centre de formation féminin.

Cette perspective de développement permet au Red Star de s'inscrire dans la durée au haut niveau du sport féminin en Île-de-France, tant par la réussite sportive que l'épanouissement et l'accompagnement des joueuses dans leur parcours scolaire et professionnel.

Le football féminin est aussi un axe de développement dans d'autres secteurs du club. Le club souhaite poursuivre la féminisation de leur public entamée cette saison.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-OUEN-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels ou équipements sportifs	32 000,00	29,91%
Frais de personnel	51 000,00	47,66%
Frais de formation	1 000,00	0,93%
Frais de déplacement	9 000,00	8,41%
Frais de restauration	2 000,00	1,87%
Frais pour stages de performance sportive	6 000,00	5,61%
Autres dépenses (préciser)	6 000,00	5,61%
Total	107 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	10 000,00	9,35%
Partenaires privés	5 000,00	4,67%
Subvention Commune (attribuée)	24 000,00	22,43%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	50 000,00	46,73%
Autres recettes (préciser)	18 000,00	16,82%
Total	107 000,00	100,00%

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc147666-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-285

DU 3 JUILLET 2019

SUBVENTIONS DANS LE CADRE DU SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF EN ÎLE-DE-FRANCE CONVENTIONS PLURIANNUELLES POUR L'OLYMPIADE 2017-2020 - 4ÈME RAPPORT POUR 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code du Sport ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 204-16 du 14 décembre 2016 relative aux Nouvelles ambitions pour le Sport en Ile-de-France» (1ère partie), modifiée par délibération n° CP 2018-318 du 4 juillet 2018 ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée ;

VU La délibération n° CP 2017-201 du 17 mai 2017 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Ile-de-France – Conventions pluriannuelles pour l'Olympiade 2017-2020 - Affectations 2017 ;

VU La délibération n° CP 2019-023 du 24 janvier 2019 relative au soutien du mouvement sportif en Ile de France – conventions pluriannuelles pour l'Olympiade 2017 – 2020 – 1er rapport ;

VU La délibération n° CP 2019-099 du 19 mars 2019 relative au soutien du mouvement sportif en Ile de France – conventions pluriannuelles pour l'Olympiade 2017 – 2020 – 2ème rapport ;

VU La délibération n° CP 2019-213 du 22 mai 2019 relative au soutien du mouvement sportif en Ile de France – conventions pluriannuelles pour l'Olympiade 2017 – 2020 – 3ème rapport ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-285 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Programme HP 32-002 «Développement de la pratique sportive »

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de trous les publics en Île de France » au financement des projets détaillés en annexes n° 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 de la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum de **340.000 €**.

Affecte des autorisations d'engagement de **340.000 €** disponibles sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sport», au titre du programme HP 32 002 (132002) « Développement de la pratique sportive », sur l'action 13200201 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2019.

Article 2 : Programme HP 114-006 « Formations qualifiantes et Métiers »

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Île de France », au financement des projets détaillés en annexes n° 3, 6, 7, 8, 9 et 10 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum de **95.000 €.**

Affecte des autorisations d'engagement d'un montant de **95.000 €** disponibles sur le Chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 114 « Formations des actifs occupés », au titre du programme HP114-006 (111006) «Formations qualifiantes et Métiers», sur l'action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif» du budget 2019.

Article 3

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 1er janvier 2019 aux Fédérations Françaises d'Athlétisme, de Basket-ball, d'Escrime, de Gymnastique, de Handball, de Karaté et des disciplines associées, de Cyclisme et de Taekwondo et disciplines associées, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 3310 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 4

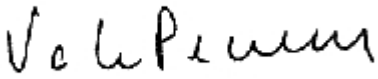
Décide d'approuver les protocoles de partenariat en faveur de la pratique sportive entre la Région Île-de-France et les Fédérations Françaises de Squash et de Taekwondo et disciplines associées, tels qu'ils figurent en annexes n° 11 et 12 de la délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 5

Décide d'approuver le protocole de partenariat modifié en faveur de la pratique sportive avec la Fédération Française de Football tel qu'il figure en annexe n° 13 de la délibération, en remplacement du protocole approuvé par délibération n° CP 2019-213 du 22 mai 2019.

Autorise la présidente du Conseil régional à signer le protocole modifié visé à l'alinéa précédent.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n°1 - Etat récapitulatif subvention - Fédération - Pratique Sportive

TABLEAU A

CONVENTIONS PARTENARIALES PLURIANNUELLES SPORT - AFFECTATIONS 2019

CHAPITRE 933 "CULTURE, SPORTS ET LOISIRS"
CODE FONCTIONNEL 32 "SPORTS"

PROGRAMME HP 32-002 (132002) "DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE
ACTION 13200201 "SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF"

FEDERATION	Proposition d'affectation 2019	Référence Dossier IRIS
FEDERATION FRANCAISE D'ATHLETISME	**70 000,00 €**	19006132
FEDERATION FRANCAISE DE BASKET-BALL	**60 000,00 €**	19006400
FEDERATION FRANCAISE D'ESCRIME	**50 000,00 €**	19006403
FEDERATION FRANCAISE DE GYMNASTIQUE	**40 000,00 €**	19006404
FEDERATION FRANCAISE DE HANDBALL	**40 000,00 €**	19006411
FEDERATION FRANCAISE DE KARATE ET DISCIPLINES ASSOCIEES	**30 000,00 €**	19006413
FEDERATION FRANCAISE DE CYCLISME	**30 000,00 €**	19002173
FEDERATION FRANCAISE DE TAEKWONDO ET DISCIPLINES ASSOCIEES	**20 000,00 €**	19004017
8 conventions	**340 000,00 €**	

Annexe n°2 - Etat récpaitulatif subvention - Fédération - Formation

TABLEAU B

CONVENTIONS PARTENARIALES PLURIANNUELLES SPORT - AFFECTATIONS 2019

CHAPITRE 931 "APPRENTISSAGE ET FORMATION PROFESSIONNELLE"

PROGRAMME HP 11-006 (111006) "FORMATIONS QUALIFIANTES ET METIERS"

CODE FONCTIONNEL 114
"FORMATIONS DES ACTIFS OCCUPES"

ACTION 11100610 "SOUTIEN A LA FORMATION DU MOUVEMENT SPORTIF"

FEDERATION	Proposition d'affectation 2019	Référence Dossier IRIS
FEDERATION FRANCAISE D'ATHLETISME	**25 000,00 €**	19006134
FEDERATION FRANCAISE DE GYMNASTIQUE	**20 000,00 €**	19006408
FEDERATION FRANCAISE DE HANDBALL	**10 000,00 €**	19006412
FEDERATION FRANCAISE DE KARATE ET DISCIPLINES ASSOCIEES	**20 000,00 €**	19006415
FEDERATION FRANCAISE DE CYCLISME	**10 000,00 €**	19002174
FEDERATION FRANCAISE DE TAEKWONDO ET DISCIPLINES ASSOCIEES	**10 000,00 €**	19004013

6 conventions **95 000,00 €**

Annexe n°3 - Annexes financières Fédération Française Athlétisme

RÉGION ÎLE DE FRANCE **Annexe n°1**

ANNEXE PÉDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 19006132)

ENTRE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE ET LA FÉDÉRATION FRANCAISE D'ATHLETISME

Convention n° 17 SP ATH 001

I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 185 000€
Taux de l'objectif : 29,73%
Subvention prévisionnelle 2019 : 55 000 €
Descriptif :

1. **Développement de la pratique pour tous**

Cet engagement se traduira par la promotion de l'athlétisme par le prisme de la marche nordique et de l'athlé-santé notamment grâce à l'organisation sur 3 sites franciliens d'opération de promotion de la marche nordique, d'une journée « France en forme » et de 3 journées de test de forme pour des lycéens franciliens.
En lien avec les structures régionales, ces actions seront un moyen d'attirer de nouveaux pratiquants dans les clubs franciliens sur l'ensemble des pratiques proposées par la Fédération.

2. **Développement de la pratique dans les entreprises**

Engagée dans un plan régional favorisant la croissance et l'emploi à travers la mobilisation d'un tissu dynamique et attractif d'entreprises, la Région Ile-de-France sera mobilisée aux côtés de la FFA sur d'une action en faveur des entreprises : la présentation du sport en entreprise au niveau régional.

A travers une conférence présentant les dispositifs mis en place par la Fédération afin de répondre à une volonté de sport au travail, la Région Ile-de-France et la Fédération Française d'Athlétisme mettront en avant les bienfaits d'une telle pratique et les outils pouvant permettre aux employés de mieux se sentir dans leur quotidien.

3. **Développement de la pratique du running**

Enfin, pour permettre un développement de la pratique du running qui ne cesse de s'amplifier en Ile-de-France, la Région soutiendra l'organisation de l'Ekiden de Paris, le dimanche 3 novembre 2019. La Région bénéficiera de dossards pour constituer 10 équipes de 6 personnes.
La Région aura également la possibilité d'utiliser un espace du village partenaires avec un stand.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Actions de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 30 000 €
Taux de l'objectif : 16,67 %
Subvention prévisionnelle 2019 : 5 000 €
Descriptif :
Afin de permettre l'éclosion de nouveau talent, la Fédération s'engage à poursuivre son travail de détection dans les clubs franciliens notamment à travers la DTN qui rencontrera fréquemment athlètes et entraineurs pour permettre un suivi optimal de la progression.

Des stages de regroupement régionaux sont organisés afin de favoriser l'émulation de chacun et la progression des athlètes.

IIb / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs

Budget prévisionnel de l'objectif : 40 000 €
Taux de l'objectif : 25 %
Subvention prévisionnelle 2019 : 10 000 €
Descriptif :
Afin d'accompagner les athlètes présents dans les structures d'excellence, la Fédération Française d'Athlétisme, poursuivra en lien avec la ligue régionale, les cadres techniques en poste sur place, à accompagner les athlètes dans leur projet de vie, tant sur le plan sportif que sur le plan socio-professionnel afin de leur permettre de pouvoir préparer leur carrière sportive le plus sereinement possible.

Dans le cadre de cette formation, les jeunes seront sensibilisés à l'ensemble des éléments qu'ils pourront rencontrer à travers le haut niveau et la haute performance (lutte contre le dopage, gestion des partenariats, ….)

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2019 : 70.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **2 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 19006134)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE D'ATHLETISME

Convention n° 17 SP ATH 001

Données prévisionnelles

Formation aux brevets et diplômes de technicien et d'éducateur

Formation 1 : Formation des coachs Athlé Santé
Public formé : Educateurs sportifs
Durée de la formation par stagiaire : 20 jours par an **Effectif prévu :** 25 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 500 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 12 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2019 : 6.000 €

Formation 2 : Formation continue des coachs Athlé Santé
Public formé : Coachs Athlé Santé
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 70 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 210 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 14,28 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2019 : 3.000 €

Formation 3 : Formation au CQP Technicien d'athlétisme
Public formé : Sportifs en reconversion
Durée de la formation par stagiaire : 15 jours par an **Effectif prévu :** 40 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 600 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 11,66 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2019 : 7.000 €

Formation 4 : Formation au CQP Animateur athlétisme Option Athlé Loisir
Public formé : Sportifs en reconversion
Durée de la formation par stagiaire : 20 jours par an **Effectif prévu :** 40 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 800 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 11,25 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2019 : 9.000 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2019 : 25.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 114 « Formation des actifs occupés », programme HP 114-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

Annexe n°4 - Annexe financière Fédération Française Basket-ball

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n°1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 19006400)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE DE BASKET-BALL

Convention n° 18 SP BSK 001

I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 400 000 €
Taux de l'objectif : 15 %
Subvention prévisionnelle 2019 : 60 000 €
Descriptif :
La FFBB organise les Finales de Coupe de France à Paris Accor Hotels Arena les 10 et 11 mai 2019.
Cet événement exceptionnel vise, à travers cette manifestation d'intérêt régional, à animer les territoires en :

- développant un plan d'action de recrutements de bénévoles sur l'Ile de France ;
- promouvant le Basket-Ball auprès des franciliens pour favoriser le développement de la pratique sportive ;
- mobilisant les clubs d'Ile de France ;
- mettant en valeur la Région Ile de France, partenaire de cet événement exceptionnel.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2019 : 60.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de **recruter 2 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sports », programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

Annexe n°5 - Annexe financière Fédération Française Escrime

REGION ILE DE FRANCE

Annexe n°1

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 19006403)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE D'ESCRIME

Convention n° 18 SP ESC 001

I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 112 500 €
Taux de l'objectif : 29.78%
Subvention prévisionnelle 2019 : 33 500 €
Descriptif :

I.a / Développement de la pratique féminine

- *Escrime et le cancer du sein*

La FFE mène depuis 6 ans un programme de rééducation par l'escrime, des femmes opérées d'un cancer du sein.

Cette action, reconnue par le corps médical, connait un vif succès. A ce jour 203 maîtres d'armes ont été formés, 1780 femmes ont pu bénéficier de cours d'escrime appropriés à leur pathologie.

La volonté de la fédération est de pouvoir mettre en place 2 stages annuels de formation pour les maîtres d'armes, et d'assurer la formation continue en lien avec les comités régionaux pour ceux ayant déjà mis en place cette activité au sein de leur structure. Ces actions seront appuyées par une communication plus active et plus grand public pour soutenir les actions des clubs franciliens.

- *Valorisation de la pratique féminine*

Dans le cadre des compétitions internationales, la fédération française d'escrime accueille quatre évènements majeurs.

Deux sont gérés par la FFE (le CIP au fleuret Homme et le challenge SNCF réseau à l'épée homme). Ces dernières bénéficient d'une excellente organisation et d'une bonne couverture médiatique (streaming, réseaux sociaux). Cependant les épreuves féminines ne bénéficient pas, à ce jour, de visibilité médiatique.

Le souhait de la fédération est de valoriser les évènements sportifs internationaux et nationaux pour le public féminin, notamment avec une visibilité télévisuel (Via Grand Paris) et via les réseaux sociaux et le streaming en live. .

Les compétitions à valoriser seront les championnats de France, les circuits nationaux et les coupes du monde féminines.

Pour appuyer la promotion de l'escrime féminine, la campagne de rentrée envers les clubs comportera une action spécifique pour le public féminin, avec notamment une affiche et un programme de communication digital valorisant la pratique féminine. La visibilité du conseil régional sera associé à l'image des équipes de France d'escrime séniors et juniors.

I.b / Développement de la pratique chez les séniors

L'objectif de la FFE est de promouvoir l'escrime, avec une approche spécifique, auprès des publics séniors. Pour cela, elle met en place une formation pour les maîtres d'armes afin qu'ils puissent apporter du plaisir dans l'activité à ce public : allant des jeunes retraités à l'escrime en EHPAD.

Pour soutenir les clubs à développer cette pratique, elle leur met à disposition des outils : flyer, films promotionnels, guide pédagogique, plaquette, matériel, afin de démocratiser cette pratique « santé bien être » au sein des maisons de retraite et des associations accueillant un public sénior.

La visibilité du conseil régional sera associé à l'image des équipes de France d'escrime séniors et juniors.

I.c / Développement de la pratique de l'escrime chez les jeunes : valoriser la fonction éducative et sociale de l'escrime

Par ces valeurs éducatives et sociales, l'escrime est très appréciée dans le secteur scolaire. La réussite des formations des professeurs des écoles et d'EPS en est la preuve : en quatre ans, la FFE a formé près de 650 enseignants de l'éducation nationale. Ces derniers ont pu bénéficier de kits de matériel d'initiation (30 par personne) pour mettre en place l'activité dans leur établissement. Un Kit représente un masque, une veste et une arme plastique.

Ces actions sont d'ailleurs très porteuses en Ile de France (rencontres scolaires de fin de cycle).

A ce jour, la FFE pourrait développer très fortement ce secteur. Le frein identifié reste l'achat de matériel pour une mise à disposition des professeurs formés, outil indispensable à mise en place de cycle d'escrime au sein des établissements.

Pour accompagner ces cycles d'initiation, la FFE a mis en place un livret éducatif sur les valeurs citoyennes. 5 000 exemplaires ont été distribués aux jeunes en 6 mois. La réédition sera faite en 2019.

L'objectif est de former 30 enseignants de plus par an pour l'Ile de France et de pouvoir rééditer l'outil éducatif à plus grande échelle.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

II.a / Actions de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 15 000 €
Taux de l'objectif : 30%
Subvention prévisionnelle 2019 : 4 500 €
Descriptif :

Afin de détecter et de préparer au mieux les jeunes talents pour 2024, la fédération française d'escrime organise deux stages de détection (5 jours) pour les jeunes de moins de 17 ans. Ces derniers sont organisés sur le CREPS de Châtenay-Malabry aux vacances de la toussaint et de Noel. Ce sont les 20 meilleurs français de cette catégorie qui sont réunis. Un stage national préparatoire aux épreuves de référence rassemble les meilleurs jeunes à l'Insep (M17/M20), au sein du pôle France en mars.

II.b / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs

Budget prévisionnel de l'objectif : 40 000 €
Taux de l'objectif : 30%
Subvention prévisionnelle 2019 : 12 000 €
Descriptif :

Le pôle France instauré au CREPS de Châtenay-Malabry a augmenté son effectif pour intégrer dans sa structure les escrimeurs de centre régional d'entrainement et de formation et de développement (CREFED) d 'ile de France. Cela engendre une augmentation de l'effectif et des besoins d'encadrement. L'objectif fédéral est de permettre à cette jeune génération de s'entrainer dans les meilleurs conditions et d'accompagner les jeunes escrimeurs dans leurs projets sportifs et scolaires.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2019 : 50.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de **recruter 2 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

Annexe n°6 - Annexes financières Fédération Française Gymnastique

RÉGION ÎLE DE FRANCE **Annexe n°1**

ANNEXE PÉDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 19006404)

ENTRE LA RÉGION ILE-DE-FRANCE ET LA FÉDÉRATION FRANCAISE DE GYMNASTIQUE

Convention n° 18 SP GYM 001

I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 200.000 €
Taux de l'objectif : 10%
Subvention prévisionnelle 2019 : 20.000 €
Description :

Plusieurs actions seront réalisées pour participer au développement des pratiques gymniques dont la Fédération Française de Gymnastique est délégataire en Île-de-France.

1) Développer l'univers ÉvoluGym dans les clubs

C'est l'univers de la pratique non compétitive, simple, motivante et facile à mettre en œuvre pour capter de nouveaux publics et les fidéliser. Afin de faciliter l'accès à une pratique sportive régulière et encadrée, la Fédération propose différents produits pour les sportifs souhaitant pratiquer la Gymnastique de manière non-compétitive.
En lien avec le Comité Régional, la Fédération va déployer dans les clubs franciliens les produits « AccessGym », « FreestyleGym » ou encore « BabyGym ».

La Fédération accompagne les territoires en organisant des rencontres de proximité, des actions d'animation du réseau de référents régionaux « AccessGym », « FreestyleGym » ou encore « BabyGym ». Des évènements promotionnels du FreestyleGym seront également programmés.

2) Développer la pratique gymnique pour les adultes (programme SantéGym)

Pour permettre un développement de la pratique gymnique pour les adultes qui ne cesse de s'amplifier, la Fédération propose un nouveau programme : SantéGym. Cette activité s'adresse aux personnes de plus de 50 ans ayant ou non des pathologies. Cette activité mixte et, accessible à tous, a pour objectifs de lutter contre l'inactivité physique et la sédentarité, de participer à une activité collective ludique et de maintenir un lien social.

La Fédération accompagne les territoires en organisant des actions de sensibilisation sur les programmes SantéGym et des actions d'animation du réseau de référents régionaux « SantéGym ».

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Actions de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 50.000 €
Taux de l'objectif : 20%
Subvention prévisionnelle 2019 : 10.000 €
Description :

La Région Ile-de-France souhaite devenir un partenaire majeur du dispositif de détection et de formation de base des jeunes talents franciliens.

La Fédération a dynamisé sa politique en matière de gymnastique de haut niveau. Elle a ainsi posé les bases d'une nouvelle organisation cohérente qui distingue le Programme d'Accession Sportive (PAS) et son action de détection et de formation à proximité des jeunes talents sur le territoire, du Programme d'Excellence Sportive (PES) dont la finalité exclusive est l'obtention de médailles.

Dans ce cadre, la Fédération, en collaboration avec le Comité Régional et les « clubs formateurs » va mettre en œuvre le Dispositif Régional d'Accession (DRA) et proposer un certain nombre d'actions d'accompagnement visant à améliorer la détection et la formation de base des jeunes talents en favorisant le plus possible la proximité (stages de détection, revues d'effectifs, stage GymEval, actions individualisées…)

IIb / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs

Budget prévisionnel de l'objectif : 65.000 €
Taux de l'objectif : 15,39%
Subvention prévisionnelle 2019 : 10.000 €
Description :

Afin d'accompagner les jeunes gymnastes inscrits sur les listes de haut niveau, et leur entraineurs, la Fédération soutient les Pôles Espoirs franciliens dans leur actions quotidiennes.
Via la Mission d'Accompagnement de la Performance (MAP), la Fédération a développé un certain nombre d'outils nécessaires au pilotage de la gymnastique de haut niveau au sein de ses Pôles Espoirs :

- Développement de l'outil « Ranking List » pour une communication dynamique du classement des gymnastes, au fur et à mesure des performances réalisées (tests et compétitions) ;
- Développement de la Formation Ouverte A Distance (FOAD) pour la formation des entraîneurs, et pour les allégements scolaires ;

- Déploiement d'un outil vidéo pour le suivi individualisé des parcours de performance des gymnastes (relation entre le club et la direction technique nationale) ;
- Développement de la plateforme Elite gym : base de données des gymnastes engagés dans le HN (liste DTN), modernisation du processus Gym Eval.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2019 : 40.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **2 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 19006408)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE DE GYMNASTIQUE

Convention n° 18 SP GYM 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Formation au Diplôme d'Etat de la Jeunesse, de l'Education Populaire et du Sport
Public formé : Entraîneurs de haut niveau et sportifs de haut niveau en reconversion
Durée de la formation par stagiaire : 20 jours / an
Effectif prévu : 12 stagiaires
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 240 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 20,83€
Subvention prévisionnelle 2019 : 5 000. €

Formation 2 : Formation CQP Animateur des activités gymniques activités gymniques acrobatiques
Public formé : animateurs professionnels
Durée de la formation par stagiaire : 17 jours/an
Effectif prévu : 20 stagiaires
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 340 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 14,70 €
Subvention prévisionnelle 2019 : 5 000 €

Formation 3 : Formation CQP Animateur des activités gymniques petite enfance et activités gymniques d'expression
Public formé : animateurs professionnels
Durée de la formation par stagiaire : 15 jours/an
Effectif prévu : 10 stagiaires
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 150 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 33,33 €
Subvention prévisionnelle 2019 : 5 000 €

Formation 4 : Formation au Moniteur Fédéral GAF GAM GR
Public formé : animateurs bénévoles
Durée de la formation par stagiaire : 10 jours /an
Effectif prévu : 24 stagiaires
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 240 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 20,83€
Subvention prévisionnelle 2019 : 5 000 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2019 : 20.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 114 « Formation des actifs occupés », programme HP 114-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

Annexe n°7 - Annexes financières Fédération Française Handball

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n°1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 19006411)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE DE HANDBALL

Convention n° 18 SP FHA 001

I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 130 000 €
Taux de l'objectif : 20 %
Subvention prévisionnelle 2019 : 26 000 €
Descriptif :
La FFHandball souhaite permettre à toutes et tous d'accéder à la pratique du Handball sous ses différentes formes. Articulées autour d'enjeux sociétaux les nouvelles offres de pratique répondent à cet objectif et viennent enrichir le panel de services à disposition des clubs. Ces pratiques sont utilisées pour le plan de féminisation fédéral. Le babyHand, le HandFit et le Hand à 4 font l'objet d'un appel à projets structurant à destination des clubs (107 structures participantes sur 2018-2019) visant à faciliter l'accès au handball pour les jeunes filles et femmes éloignées de la pratique.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Actions de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 80 000 €
Taux de l'objectif : 9.4 %
Subvention prévisionnelle 2019 : 7 500 €
Descriptif :
La FFHB organise de nombreux stages de détection et de préparation aux équipes de France et aux compétitions internationales (Mondiaux, Euros et Festival Olympique de la Jeunesse) dans les catégories U17, U19 et U21.
A ces occasions, elle met en œuvre des circonstances de travail amicales avec des nations étrangères comme le Tiby à Eaubonne.
Enfin dans le cadre du dispositif des espoirs fédéraux, ceux-ci sont regroupés en vues d'évaluation, de bilan et d'accompagnement dans les domaines sportifs, médicaux, scolaires-universitaires et socio-professionnel.

IIb / <u>Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs</u>

Budget prévisionnel de l'objectif : 93 568 €
Taux de l'objectif : 7 %
Subvention prévisionnelle 2019 : 6 500 €
Descriptif :
Les athlètes identifiés par la FFHB sont accompagnés dans le cadre du dispositif espoir fédéral dans toutes les dimensions de leur parcours sportif et scolaire. Ces aides prennent différentes formes :

- mise à disposition de ressources expertes dans le domaine sollicité, accompagnement financier.
- mise en œuvre de circonstances d'information et d'orientation vers le secteur professionnel.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2019 : 40.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de **recruter 2 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

<u>Avances</u>

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

<u>Acomptes</u>

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 19006412)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE DE HANDBALL

Convention n° 18 SP FHA 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Le projet de développement de la FFHB s'inscrit dans le cadre d'une profession de foi définie par l'équipe politique fédérale en place et qui trace le chemin à suivre jusqu'en 2024.

La FFHB entend prendre toute sa part dans les politiques publiques de l'Etat et territoriales en construisant son projet sportif pour toutes et tous autour de 3 finalités :

- L'accès à la pratique pour tous et l'augmentation du nombre de pratiquants : objectifs 1 000 000 licenciés cap 2024
- La santé par l'activité physique et sportive du handball
- L'accès à la citoyenneté et la responsabilité

Ainsi le projet CAP 2024 s'opérationnalise sur la base de 5 plans de progrès dont le club associatif de handball en est la cellule active et centrale.
Les différentes actions visent à accompagner, outiller, structurer les clubs fédéraux afin de :

- Amplifier l'implantation du handball et de ses pratiques dans le territoire
- Favoriser l'ancrage durable et responsable des clubs dans leur environnement

A ce stade, l'accompagnement fédéral passe par la FPC d'un certain nombre d'acteurs clés et notamment de techniciens et d'éducateurs qui contribueront à la réussite de ce projet.

Le plan d'action de formation est donc axé sur 2 niveaux de FPC de techniciens et d'éducateurs référents :

- Les FPC liées à l'encadrement de nouvelles pratiques et de publics particuliers : handensemble (handicap moteur et mental), babyHand, (petite enfance), beach handball, handsanté (sénior, sédentarité)
- Les FPC liées à l'encadrement de thématiques spécifiques : éthique et citoyenneté, animation en QPV-ZRR, Service aux Clubs, éducation nationale

Formation 1 :

Public formé : Techniciens et éducateurs chargés de l'encadrement de nouvelles pratiques et publics particuliers (voir plus haut)
Durée de la formation par stagiaire : 21
Effectif prévu : 60
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 1260
Barème unitaire : 3,24 € / heure stagiaire formé
Subvention prévisionnelle 2019 : 4 090 €

Formation 2 :
Public formé : Techniciens et éducateurs chargés de l'encadrement de thématiques spécifiques (voir plus haut)
Durée de la formation par stagiaire : 14
Effectif prévu : 80
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 1120
Barème unitaire : 3,25 € / heure stagiaire formé
Subvention prévisionnelle 2019 : 3 640 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 3 :
Soucieuse d'accroitre la place des femmes dans l'ensemble de ses composantes, la Fédération Française s'est engagée dans la mise en place de son plan de féminisation.
Ce plan a pour objectif général de promouvoir le sport féminin, de contribuer à une meilleure représentation des femmes dans le sport et ainsi favoriser la mixité.

Dans ce sens, la FFHandball s'engage dans un plan de formation sur 2 publics :

- La féminisation des instances dirigeantes fédérales et déconcentrées
- La féminisation des fonctions d'arbitrage et d'encadrement de l'arbitrage

Pour cela, la Fédération et les territoires travaillent en collaboration pour atteindre les objectifs fixés, à savoir :

- Renforcer et élever le niveau de compétence des acteurs par l'échange de solutions, de bonnes pratiques.
- Outiller les acteurs pour leur permettre d'être mieux identifiés comme des acteurs oeuvrant pour la féminisation sur leur territoire.

Le plan d'action de formation est donc axé via :

- La FPC de référents féminisation territoriaux,
- Une FPC « accès aux responsabilités » de responsables dirigeant(e)s et arbitres territoriaux et de clubs.

Public formé : Dirigeant(e)s, Arbitres
Durée de la formation par stagiaire : 14 heures
Effectif prévu : 50
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 700
Barème unitaire : 3,24 € / heure stagiaire formé
Subvention prévisionnelle 2019 : 2 270 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2019 : 10.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 114 « Formation des actifs occupés », programme HP 114-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

Annexe n°8 - Annexes financières Fédération Française Karaté et disciplines associées

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n°1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 19006413)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE DE KARATE ET DISCIPLINES ASSOCIEES

Convention n° 18 SP KAR 001

I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 100 000 €
Taux de l'objectif : 20 %
Subvention prévisionnelle 2019 : 20 000 €

Descriptif :

A) Karaté citoyen et lutte contre les incivilités

1 : Le programme de coaching – la formation des coaches

Sous l'impulsion de la fédération internationale de karaté (WKF) et parce que le karaté est devenu olympique, la fédération française de karaté a pour objectif de valoriser l'image de la discipline en mettant en place un programme de coaching.
C'est pourquoi, la direction technique nationale renforce la structuration du dispositif de coaching en organisant des meetings nationaux s'inscrivant dans un programme de formation. La démarche consiste à former, tester et accréditer les entraîneurs de clubs en tant que coaches.
Cette action se construit principalement autour de deux axes :

- Établir un cadre règlementaire et déontologique à travers « le manuel du coach » où les droits et les devoirs du coach, les règles du comportement et l'esprit sportif des athlètes sont des indicateurs qui donnent des repères clairs à l'ensemble des acteurs évoluant dans le contexte des compétitions lutter contre les incivilités.
- Former, accompagner, perfectionner et optimiser la compétence des coaches et les sensibiliser au règles comportementales et déontologiques liées à la formation du coach.

La Ligue Régionale Ile-de-France met en place ce dispositif de coaching à son échelle territoriale.

2 : Le programme des jeunes arbitres

Hormis la formation continue pour les arbitres, la commission nationale de l'arbitrage insuffle une politique dynamique de détection, de promotion et de développement des jeunes arbitres sur tout l'hexagone et en territoires d'outre-mer. L'objectif est donc de sensibiliser les jeunes pratiquants à intégrer un secteur où les règles de bonne conduite et la lutte contre les incivilités sont les bases de l'apprentissage des

jeunes arbitres notamment dans « le karaté », sport de combat, qui demande à la fois une grande maitrise technique pour éviter les contacts excessifs au visage mais surtout un contrôle de soi à tout épreuve.
C'est pourquoi, inciter les jeunes à l'arbitrage est un des moyens éducatifs de la politique sportive fédérale.
On dénombre aujourd'hui 1945 arbitres sur tout le territoire dont 478 jeunes arbitres

B) Contribuer à soutenir la solidarité internationale et le développement de la performance du mouvement sportif francilien

Stage France Japon

Le projet consiste à créer des temps de travail communs entre les sportifs des équipes de France et du Japon et entre les membres de leur encadrement pour mettre en place des échanges d'ordre pédagogique, technique, sportif et tactique.
Le projet doit se dérouler jusqu'en 2020.
Les modalités de mise en œuvre de la suite de ces échanges seront décidées lors du prochain Open de Tokyo en Septembre.
Parallèlement, cette forme d'échanges internationaux s'est étendue puisque des temps de travail communs ont d'ores-et-déjà été organisés avec les équipes du Kazakhstan et de l'Iran.

C) Accompagner et soutenir les évènements sportifs internationaux

Open de Paris

L'Open Paris Karaté - Premier League 2019 est un prestigieux tournoi international qui se déroule chaque année au Stade Pierre de Coubertin (Paris). L'édition 2019 avait lieu du vendredi 25 au dimanche 27 janvier 2019 et était une étape du calendrier de la Fédération Mondiale de Karaté (WKF) comptant pour le parcours de qualification olympique appelé "Tokyo 2020 Standing". La France a terminé deuxième nation au classement des médailles.
Comme ces dernières années, la compétition se déroulera sur trois jours, avec des phases éliminatoires le vendredi et le samedi et des phases finales (combats pour le bronze et finales) le dimanche.

D) Favoriser l'accès au sport pour le plus grand nombre

La diversification en fonction de toutes les tranches d'âges

Cette action se déploie à travers 4 sous-actions :

- Le développement à destination des jeunes enfants et enfants, avec la création des programmes « Baby-karaté » pour les 3 à 5 ans et « Karaté Kids » pour les 6 à 11 ans. Cette démarche comprend plusieurs volets : la spécialisation des méthodes et contenus pédagogiques, la formation autour de ces connaissances spécifiques, l'organisation de compétitions adaptées, la communication dédiée.
- L'enrichissement de la pratique proposée aux publics adolescents afin de lutter contre l'abandon de la pratique, important pour cette catégorie d'âge.

Cette action comprend plusieurs champs : structurer et renforcer un parcours de compétitions à destination de ce public, étoffer l'offre de stages de progression et perfectionnement technique, proposer des formations accessibles et attrayantes dès 14 ans.

- Le développement de la pratique des séniors. Cela passe par l'adaptation des programmes pédagogiques et leur diffusion par la formation des professeurs, l'organisation et la mobilisation autour d'évènement fédérateurs, et le maintien de l'accès à la pratique sportive compétitive par la mise en place de compétitions spécifiques.

La diversification en fonction des publics spécifiques

1. La promotion de la pratique féminine. Il s'agit de mettre en exergue des aspects de la pratique attrayants et motivants pour ce public. D'abord, cela passe par le développement du body-karaté : Cette pratique repose sur des postures et mouvements issus du karaté, proposés dans des séries d'enchaînements à rythme soutenu sur fond musical. Le concept juxtapose ainsi la tradition et la modernité, alliant la passion de l'art martial et le besoin d'affirmer une féminité dans une expression moderne et musicale bien éloignée de la pratique traditionnelle. Ensuite, le développement du karaté-défense est également un levier de promotion pour la pratique féminine : c'est une forme épurée du karaté, tant dans son approche technique que pédagogique. Elle propose d'assimiler plus rapidement des techniques et enchaînements simples, directement applicables en situation de défense. Enfin, la promotion de la pratique féminine passe par une adaptation de la communication et la mobilisation autour d'évènements fédérateurs tels que la journée de la femme, organisée en région parisienne, ou un stage de préparation de l'équipe de France féminine partagé et ouvert aux licenciés.
   La féminisation de l'encadrement technique : dans l'optique de la recherche de parité hommes-femmes, ces activités attirent aujourd'hui un plus grand nombre de femmes à devenir enseignantes dans un club. En effet, le certificat de body karaté (CBK) est un diplôme permettant l'encadrement de cette activité au sein de la FFK.
   La féminisation des instances dirigeantes : la Ligue régionale IDF de karaté souhaite mettre en place des séminaires pour les 1ère, 2ème, et 3ème Dan féminines, ce qui incitera les femmes à se positionner en tant que dirigeantes.
   La féminisation des fonctions d'arbitrages et d'encadrement : action menée à travers l'organisation de plusieurs stages d'une journée, coordonnée par une responsable de la CRA (thèmes abordés : arbitrage et le positionnement des femmes dans un milieu principalement masculin).

2. Le développement de la pratique à destination des publics en situation de handicap. Forte de sa délégation ministérielle, la fédération souhaite structurer et développer le para-karaté. Cela comprend l'organisation de compétitions adaptées aux niveaux local et national ainsi que la mise en place du système de sélection pour les compétitions internationales, la formation spécifique des enseignants, la constitution et l'animation d'un réseau d'acteurs, la communication et l'information autour de la pratique.

De plus, la Ligue régionale souhaite mettre l'accent sur un projet para-karaté qui fait aujourd'hui partie intégrante des orientations de la ligue régionale IDF de karaté.
a. Réunion et structuration administrative pour le handicap et la mise en place de conventions avec les partenaires acteurs du handisport et du sport adapté.
b. Journées de stage s'adressant aux professeurs et/ou futurs professeurs de la Ligue en situation de handicap ou non. L'objectif est de faire vivre et comprendre aux enseignants et participants qu'il est possible d'enseigner et de pratiquer dans le respect de la personne. L'intérêt à moyen et long terme sera "l'identification, la sensibilisation et la préparation aux éventuelles détections pour le para karaté".

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Actions de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 20 000 €
Taux de l'objectif : 25 %
Subvention prévisionnelle 2019 : 5 000 €
Descriptif :
Un grand stage national annuel de détection est organisé au CREPS de Châtenay-Malabry. Un groupe élargi des meilleurs espoirs du karaté français est sélectionné par les entraîneurs nationaux. L'objectif est d'intégrer des jeunes sportifs talentueux dans une dynamique de performance et d'excellence pour les accompagner au plus haut niveau.

IIb / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs

Budget prévisionnel de l'objectif : 20 000 €
Taux de l'objectif : 25 %
Subvention prévisionnelle 2019 : 5 000 €
Descriptif :
Avec l'intégration officielle du karaté en tant que sport additionnel aux JO 2020 à TOKYO au JAPON, la Ligue Régionale IDF a pour objectif de devenir une région d'excellence sportive de Haut Niveau. La stratégie à court moyen et long termes est d'investir ses méthodes dans la sélection des meilleur(e)s sportifs(ves) formant ainsi une élite pour représenter la ligue régionale Ile-de-France de karaté aux compétitions de références sélectives pour les rencontres internationales (Championnats du Monde, d'Europe et Jeux Olympiques). L'accompagnement des jeunes espoirs se fera par des stages et des sessions de détection dès les catégories « benjamines » jusqu'au juniors de manière à former des équipes régionales dans les deux disciplines reconnues de haut niveau : le Combat et le Kata. Ces séquences seront mises en œuvre par un entraîneur régional de l'Ile de France.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2019 : 30.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **2 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 19006415)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE DE KARATE ET DISCIPLINES ASSOCIEES

Convention n° 18 SP KAR 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

1. Le **CQP Moniteur d'Arts Martiaux mention karaté et disciplines associées** est un diplôme créé par la CPNEF-SPORT (Commission Paritaire Nationale Emploi Formation de la Branche Sport) délivré par délégation à la CFAMSC (Confédération Française des Arts Martiaux et Sports de Combat), responsable de la certification et qui délègue, à son tour, à la Fédération Française de Karaté et Disciplines Associées le droit d'organiser la formation CQP.
   La FFKDA assure donc la mise en œuvre d'une formation de 70 heures réservée aux titulaires du DIF.

2. Le **« Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Education Populaire et des Sports « Mention karaté et Disciplines Associés »**. La formation est organisée par la FFK après avoir été habilitée par la DRJSCS. La formation BPJEPS spécialité éducateur sportif, mention karaté et disciplines associées est en cours de construction. L'animateur sportif de Karaté et disciplines associées, réalise de manière autonome des prestations d'animation, d'initiation, de perfectionnement et d'entraînement aux activités dans les champs sportifs, éducatifs et de loisirs selon un niveau fixé dans chaque activité.

Formation 1 : CQP
Public formé : enseignants titulaires du DIF
Durée de la formation par stagiaire : 7 jours par an **Effectif prévu :** 120 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 840 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 8.33 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2019 : 7 000 €

Formation 2 : BPJEPS
Public formé : A partir du DIF
Durée de la formation par stagiaire : 85 jours par an **Effectif prévu :** 20 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 1 700 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 3,52 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2019 : 6 000 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 3 : juges et arbitres
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 50 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 150 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 46.66 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2019 : 7 000 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2019 : 20.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 114 « Formation des actifs occupés », programme HP 114-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

Annexe n°9 - Annnexes financières Fédération Française Cyclisme

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n°1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 19002173)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE DE CYCLISME

Convention n° 19 SP CYL 001

I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Ia / Action de développement de l'accès à la pratique

Budget prévisionnel de l'objectif : 30.000 €
Taux de l'objectif : 30%
Subvention prévisionnelle 2019 : 9.000€
Descriptif : Déploiement du dispositif « Savoir Rouler à Vélo » sur la région Ile-de-France.

Le dispositif « Savoir Rouler à Vélo » est issu du Plan Gouvernemental sur le développement du vélo. L'enjeu de ce dispositif est de faire en sorte que l'ensemble des jeunes de 6 à 11 ans puisse être en capacité de se déplacer en autonomie et en sécurité sur la voie publique en vélo.
La FFC a déployé des animations visant à promouvoir le dispositif et développé des outils pédagogiques à destination des clubs affiliés et des collectivités locales.
Une opération est menée en Ile-de-France les 6 & 7 juin 2019 à Rambouillet. Une action de promotion a été menée avec France 2 et l'émission Télé Matin pour présenter le dispositif (émission diffusée le 14 mai 2019). Ce reportage valorise le vélodrome national de Saint-Quentin-en-Yvelines.
Des outils numériques, essentiellement des tutoriels vidéos, sont également développés et mis à disposition du plus grand nombre pour leur apprendre les fondamentaux de la maîtrise du vélo en sécurité.
La mise en place de ces actions nécessite des ressources humaines (dont trois stagiaires en formation dans une école francilienne de management du sport), le développement d'outils numériques, l'achat de matériel et des frais de déplacements.

Ib / Action de développement d'espaces de pratiques

Budget prévisionnel de l'objectif : 25.000 €
Taux de l'objectif : 30%
Subvention prévisionnelle 2019 : 7.500€
Descriptif : Développement d'un site VTT et/ou d'un espace cyclosport en Ile-de-France

Les dispositifs « Site VTT » et « Espace cyclosport » permette l'identification et la valorisation pour la pratique loisir ou d'entraînement en VTT ou en vélo de route. Chaque site est composé d'au moins 5 itinéraires de distances et difficultés différentes. Ces itinéraires sont classifiés selon un code couleur ; vert, bleu, rouge et

noir. Permettant de valoriser un territoire auprès des pratiquants cyclistes, ces sites sont identifiés sur l'application numérique My Coach Vélo by FFC.
La mise en place de ces dispositifs nécessite l'achat et la pose de panneautique, la rémunération de personnels pour identifier les parcours et les tracer et la cotisation au label.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Actions de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 15.000 €
Taux de l'objectif : 30%
Subvention prévisionnelle 2019 : 4.500€
Descriptif : Déploiement du dispositif « Défi un-e champion-ne »

Dans la perspective des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris en 2024, les deux années en cours sont primordiales pour identifier des jeunes sportives et sportifs ayant des dispositions physiques adéquates avec la réalisation de hautes performances cyclistes.
Aussi, la FFC a développé, en partenariat avec la société KINOMAP, un dispositif d'évaluation ludique « Défi un-e champion-ne ». Des actions sont déployées en Ile-de-France tout au long de l'année 2019.
Ce dispositif nécessite l'achat de matériels cyclistes et numériques, le développement de support de communication, des frais d'encadrement et des frais de déplacement.

IIb / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs

Budget prévisionnel de l'objectif : 30.000 €
Taux de l'objectif : 30%
Subvention prévisionnelle 2019 : 9.000€
Descriptif : Organisation de stages « Savoir Rouler vite »

Le Projet de performance fédérale 2017-2024 identifie la nécessité d'apprendre à savoir rouler vite au niveau du programme d'accès au haut niveau.
Des jeunes cyclistes issus des Pôles Espoirs Régionaux sont invités à participer à des stages réguliers pour développer leurs qualités, en particulier techniques et physiques pour atteindre cet objectif du PPF 2017-2024.
Ces stages rassemblent des jeunes français de métropole, dont certain-e-s issus de la région Ile-de-France, et d'outre-mer. Certains de ces stages se déroulent au vélodrome national de Saint-Quentin-en-Yvelines.
Ce dispositif nécessite des frais d'encadrement, des frais de transports, des frais d'hébergement et restauration et l'acquisition de petits matériels.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2019 : 30.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de **recruter 2 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sports », programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 19002174)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE DE CYCLISME

Convention n° 19 SP CYL 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Formation d'entraîneurs fédéraux
Public formé : Educateurs bénévoles souhaitant acquérir le dernier niveau de formation fédéral – Permet d'encadrer en compétition
Durée de la formation par stagiaire : 7 jours par an **Effectif prévu :** 80
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 560 jours
Barème unitaire : 12.5 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2019 : 7.000 €

Formation 2 : Formation de formateur « Coach Vélo Santé »
Public formé : Encadrants techniques et médecins en capacité de mettre en place des formations « Coach Vélo Santé »
Durée de la formation par stagiaire : 5 jours par an **Effectif prévu :** 20
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 100 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 20 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2019 : 2.000 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 3 : Formation des jeunes arbitres fédéraux
Public formé : jeunes licenciés (14 à 20 ans) qui souhaitent s'engager dans l'arbitrage
Durée de la formation par stagiaire : 5 jours par an **Effectif prévu :** 40
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 200 jours
Barème unitaire : 5 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2019 : 1.000 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2019 : 10.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 114 « Formation des actifs occupés », programme HP 114-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

Annexe n°10 - Annexes financières Fédération Française Taekwondo et disciplines associées

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n°1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 19004017)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE DE TAEKWONDO ET DE DISCIPLINES ASSOCIEES

Convention n° 19 SP TKD 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 80.000€
Taux de l'objectif : 25%
Subvention prévisionnelle 2019 : 20.000€
Descriptif des actions

Deux actions seront particulièrement développées :
1- La journée des Hwarangs
2- Le projet Femina

1-La journée des Hwarangs, c'est, une journée proposée par la ligue d'Ile de France, dans le but de permettre au plus grand nombre de se retrouver sur un temps donné et dans une ambiance éducative et conviviale.
C'est un espace où les participants vont pouvoir mettre en avant, leurs qualités physiques, intellectuelle et artistiques :

- **Une fête sportive francilienne ouverte gratuitement à tous :** Licenciés de la FFTDA, licenciés des autres fédérations et aux non licenciés.
- **Une journée :** Qui permet d'évaluer ses capacités physiques, dans une perspective d'information santé aux enfants et parents…
  - -Ludique, où je peux partir dès que j'ai fini
  - -Où la coopération est indispensable…
- **Un espace d'échanges sportifs et culturels dédiés au taekwondo et disciplines Associées, pour les :** professeurs / parents et enfants / dirigeants
- **Des ateliers sportifs qui mettent en avant les compétences :**
  - -Techniques des licenciés de la FFTDA…
  - - Sportives des pratiquants licenciés…
  - - Motrices des non licenciés…
- **S'initier à la pratique du taekwondo :**
  - - Dans sa forme loisir…
  - - Dans sa forme technique…
  - - Dans sa forme combat (Coupe des Hwarangs)
- **Découvrir la richesse culturelle et sportive de la Corée :**
  - Les arts graphiques…
  - Les arts martiaux…

2- Le Projet Femina

La ligue de taekwondo et Discipline Associées, est investie depuis maintenant de nombreuses années dans les actions visant à permettre au plus grand nombre d'accéder à sa pratique (Journées découvertes à destination des féminines, rapprochement avec les structures des quartiers, journées de sensibilisation pour les personnes relevant d'un handicap, le public senior…).

A travers la pratique du taekwondo et du body taekwondo, l'idée est de permettre à des jeunes filles de s'inscrire dans une dynamique de pratique sportive pour y exprimer leurs potentiels sportif et créatif.

A travers cette dynamique, les sensibiliser aux notions suivantes :

- -Engagement
- - Responsabilité
- - Affirmation de soi
- - Importance à entretenir son capital santé.

Le tout dans un cadre ludique, convivial et exigeant.

Description :

-Un cycle d'initiation allant de 8 à 12 séances à raison de 2 au maximum par semaine.

-Une séance dure 1h30 au maximum, dans laquelle l'intensité est adaptée aux niveaux et aux objectifs des pratiquantes.

Le cycle des séances vise la participation à des temps festifs et publics : Journée de la femme, semaine sentez-vous sport, challenge francilien de Body taekwondo, Tournoi international de Paris de taekwondo et se prolonge après, pour mieux investir et s'approprier le travail réalisé.

Contenu :

Chaque cycle sera fortement coloré par le triptyque pédagogique suivant :

-Rapport à la règle

-S'inscrire dans une démarche de progression

-Travailler en collectif.

Une rencontre avec les filles de l'équipe de France Olympique sera proposée au sein du campus Olympique (INSEP) courant décembre 2019, pour échanger autour des représentations sociales et/ou culturelles sur la place et le rôle des femmes dans le monde des sports de combat, le monde sportif, la société. Le but étant de permettre aux jeunes filles participantes, d'ouvrir le champ des possibles.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2019 : 20.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de **recruter 2 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sports », programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 190004013)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE DE TAEKWONDO ET DES DISCIPLINES ASSOCIEES

Convention n° 19 SP TKD 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Certificat de Qualification Professionnel Moniteur d'Arts Martiaux
Public formé : Enseignants
Durée de la formation par stagiaire : 8 jours par an **Effectif prévu :** 15
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 120 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 25,83 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2019 : 3 100 €

Formation 2 : Body Taekwondo (santé)
Public formé : Enseignant en formation continue.
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 30
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 60 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 25 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2019 : 1 500 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 3 : Formation : Laicité, Valeurs de la république
Public formé : les présidents des comités départementaux de Taekwondo et Disciplines Associées, Membre de l'ETR (Responsable arbitre de départements, les Directeur Techniques de départements, responsable d'arbitre de Ligue, responsable développement de ligue).
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 45
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 180 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 30 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2019 : 5 400 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2019 : 10.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 114 « Formation des actifs occupés », programme HP 114-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

Annexe n°11 - Protocole de partenariat - Fédération Française Squash

Le 3 juillet 2019

PROTOCOLE DE PARTENARIAT

Entre,
La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération CP n°2019-285 du 03 juillet 2019.
Ci-après dénommée « la Région »,

d'une part,

Et
La Fédération Française de Squash, 2 rue Paris 94100 Saint-Maur-des-Fossés, représentée par son Président, Monsieur Jean-Denis BARBET
Ci-après dénommée « la Fédération ».

Et
La Ligue Régionale Île-de-France de Squash, 14 rue Ernest Renan 75015 Paris, représentée par son Président, Monsieur François PRINCE
Ci-après dénommée « la Ligue ».

d'autre part,

PRÉAMBULE

I. *LA RÉGION, PREMIER FINANCEUR DU MOUVEMENT SPORTIF FRANCILIEN ET DES COLLECTIVITÉS LOCALES EN ÎLE-DE-FRANCE*

La Région affirme sa volonté de réduire les fractures territoriales franciliennes en agissant en particulier pour le sport. Dans ce cadre, elle a décidé d'augmenter ses subventions en faveur du sport pour 2018 dans un contexte de baisse budgétaire généralisée pour l'ensemble des partenaires des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 ainsi que des collectivités. Le budget 2018 confirme et amplifie ainsi cet effort sans précédent, qui fait de la Région le premier partenaire du sport en Île-de-France

Dans le cadre de l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024, la Région a pris un engagement financier total de 235 M€ ce qui en fait le deuxième financeur après l'Etat et devant la ville de Paris.

Parallèlement à cette contribution, la Région a tenu à poursuivre son soutien à l'ensemble du mouvement sportif.

Ainsi, doté d'un budget de plus de 54 M€ pour les investissements sportifs en 2018, la Région confirme son programme d'actions ambitieux pour financer la construction, la rénovation d'équipements sportifs et l'amélioration de l'accès et de la sécurité dans les îles de loisirs franciliennes.

Ce sont ainsi **255 équipements sportifs** qui sont sortis de terre, en **2018** et **172 projets en 2017**, grâce au soutien financier de la Région, contre **13 projets** financés **en 2015** sous la précédente mandature.

Des efforts budgétaires très importants à hauteur de 10 M€ (en 2018) sont dédiés à la formation et au développement de la pratique sportive, à l'organisation d'évènements sportifs, sur le territoire, au déplacement des jeunes sportifs, à la promotion du sport, à l'accueil de délégations étrangères et de l'Outre-Mer dans le cadre « d'Ile-de-France terre, d'excellence sportive pour l'international », aux Ambassadeurs du Sport et au développement de l'accès aux loisirs et aux vacances sur les îles de loisirs franciliennes.

II. LES PRIORITÉS DE LA NOUVELLE POLITIQUE SPORTIVE RÉGIONALE

La politique sportive régionale, en partenariat avec le mouvement sportif, vise à renforcer la pratique de haut niveau comme celle du plus grand nombre.
Elle a pour objectif de préparer toute une génération aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris en 2024.

Afin de répondre à cet objectif, la Région consolide ses relations entre les différents acteurs du sport sur le territoire francilien et affirme ainsi une nouvelle politique sportive. Celle-ci a acquis une nouvelle dimension depuis sa refonte et la mise en place de nouveaux dispositifs. La nouvelle politique sportive régionale est notamment marquée par un lien renforcé avec le Comité Régional Olympique et Sportif d'Île-de-France, tête de réseau du monde sportif régional.

Le soutien aux fédérations sportives devient un nouvel axe de la politique régionale.

a. Les priorités de la Région avec le mouvement sportif

Les enjeux de la pratique sportive en Île-de-France sont multiples : santé, lien social, intégration, attractivité. C'est pourquoi, la Région met en place une politique volontariste en faveur du sport et s'est engagée à :

Favoriser l'accès au sport pour le plus grand nombre en portant une attention particulière aux publics les plus éloignés de la pratique sportive, tant pour des raisons géographiques, culturelles que sociales ou de handicap, et par le biais des conventions pluriannuelles passées avec les fédérations, ligues et comités sportifs régionaux à l'occasion de la **nouvelle Olympiade 2017-2020** (en 2018 : 80 conventions sur le développement de la pratique sportive et 78 conventions sur la formation). Les soutiens sont prioritairement tournés vers le développement de la pratique sportive pour tous, l'accessibilité des équipements pour les personnes en situation de handicap, l'accès à la pratique sportive pour le public féminin, les adolescents et les seniors ;

Soutenir les formations professionnalisantes, diplômantes ou continues, en ce qui concerne l'encadrement éducatif et technique et les dirigeants bénévoles et officiels (32 565 formations) ;

Aider à la création d'emplois sportifs pérennes dans le milieu associatif par le biais des formations inscrites dans le cadre des conventions passées avec les ligues et comités sportifs régionaux (2 743 emplois créés).

Soutenir et mettre en valeur les athlètes franciliens. Pour ces athlètes et notamment les Ambassadeurs du sport de la région, cela se concrétise à la fois par un soutien au niveau de leur pratique sportive et de leurs projets de reconversion et également par un financement de leur formation et/ou d'insertion professionnelle pendant l'olympiade et dans la perspective des Jeux de 2024 ;

Accompagner et soutenir les évènements sportifs internationaux dont les effets sont indéniables sur la pratique sportive, l'emploi et le tourisme. L'organisation de ces compétitions est également un vecteur indispensable au rayonnement du territoire francilien, à son attractivité mais aussi à la promotion des JOP de Paris 2024 ;

Accompagner les clubs dans leurs parcours compétitifs vers les plus hauts sommets nationaux et internationaux en leur permettant de bénéficier des meilleures conditions d'évolution (4 clubs Élite / 34 clubs Premium) ;

Contribuer à soutenir la solidarité internationale et le développement de la performance du mouvement sportif francilien, en favorisant l'accueil de délégations issues de pays en lien avec ses politiques internationale, européenne et francophone ;

Aider au déplacement des jeunes sportifs âgés de 13 à 18 ans , ou 25 ans pour les personnes en situation de handicap, lors de compétitions officielles se déroulant en Île-de-France par le biais des chèques tranSport ;

Encourager la pratique sportive pour le public féminin, notamment dans les zones prioritaires sensibles et rurales, et également pour les personnes en situation de handicap.

Accompagner et permettre la pratique sportive des personnes en situation de handicap par l'achat de matériels spécifiques par le biais des ligues et comités sportifs régionaux et par le biais des conventions pluriannuelles passées avec les ligues handisport et de sport adapté ;

Soutenir les projets associatifs d'envergure régionale en faveur des quartiers prioritaires de la politique de la ville visant à renforcer la cohésion sociale et territoriale, défendre les valeurs de la République et la Citoyenneté, favoriser la place des femmes au sein de l'espace public dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (équipements sportifs) et lutter contre les violences faites aux femmes ;

Lutter contre toutes les formes de discriminations et prévenir les risques de radicalisation en adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité élaborée en association avec les ligues et comités sportifs régionaux que chaque clubs et associations franciliens (19 100 clubs) s'engage à diffuser et à appliquer. Dans ce cadre, elle a formé et a décidé de former un réseau de lanceurs d'alerte, de vigies des valeurs de la République L'objectif est de donner aux clubs et aux entraîneurs des outils pour leur permettre d'agir avant que les jeunes ne basculent ;

Dans la continuité, une charte d'éthique et de déontologie a été élaborée. Elle a été signée par l'ensemble des ligues et comités régionaux d'Ille de France. Bâtie autour de 10 engagements, cette charte a pour objectif, par une action éducative, de faire reculer les nombreuses dérives constatées dans le sport en promouvant auprès du mouvement sportif francilien une approche citoyenne et respectueuse du sport.

Chaque licencié est appelé à signer cette charte dès sa prise de licence, à adhérer ainsi à ces 10 engagements et à les respecter en toutes circonstances.

Développer l'accès aux loisirs et aux vacances pour les jeunes Franciliens, notamment pour ceux qui ne partent pas en vacances, par le biais des tickets loisirs et des villages sportifs et culturels organisées sur les îles de loisirs, leur donnant ainsi la possibilité de découvrir et de pratiquer des activités sportives, culturelles et pédagogiques durant les vacances d'été.

b. Les priorités de la Région avec les collectivités locales

L'Île-de-France a un taux d'équipement sportif par habitant qui est largement inférieur à la moyenne nationale. C'est pourquoi, la Région a décidé de combler ce retard important,

notamment en simplifiant les conditions d'éligibilité pour financer davantage d'infrastructures sportives.

Ainsi, elle s'engage à :

Moderniser les équipements sportifs en veillant au développement équilibré de son territoire tout en favorisant son attractivité. Les nombreux projets d'équipements sportifs de proximité à l'initiative des collectivités territoriales et soutenues par la Région, constituent une réponse appropriée à la carence de certains territoires dans ce domaine. De plus, la Région a instauré l'obligation d'installation d'un club résident pour chaque infrastructure sportive qu'elle finance ;

Poursuivre les efforts en matière de construction et de rénovation des équipements sportifs mis à disposition des lycées en faveur de l'éducation physique et sportive et du maillage associatif local ;

Accompagner les collectivités franciliennes de plus de 2.000 habitants (communes, EPCI et EPT) dans leurs projets d'investissement concourant à la réalisation d'équipements sportifs de proximité répondant aux besoins des populations locales dans le cadre du contrat d'aménagement régional (CAR).

III. LA REGION AUX COTÉS DU SQUASH AU NIVEAU NATIONAL ET REGIONAL

a. La Région, premier financeur du Squash

La Région souhaite développer son accompagnement en axant son soutien principalement sur la pratique sportive et la formation par le biais de la convention pluriannuelle (2017-2020) passée avec la ligue Régionale Île-de-France de Squash, qui a notamment permis de créer des **emplois en temps plein**. Cette convention se poursuivra parallèlement au présent protocole jusqu'en 2020.

La Région soutient également les évènements sportifs d'intérêt régional, national, international, finance aussi **les Clubs Excellence d'Ile-de-France et les Ambassadeurs du sport de la Région Île-de-France, de l'olympisme et du paralympisme**.

Certains dispositifs sont conditionnés à l'obligation de mise en place d'un club résident avec une pratique féminine et si possible le développement de la pratique pour les personnes en situation de handicap.

b. La Fédération, partenaire privilégié de la Région Île-de-France, déploie sa politique sportive vers les clubs et les pratiquants, en collaboration avec la ligue régionale Île-de-France de Squash

Dans le cadre de sa mission de service public défini par l'article L.131-9 du Code du sport, la Fédération favorise la démocratisation et le développement de la pratique du Squash. Pour ce faire, elle anime et développe un réseau de clubs sur tout le territoire.

Le projet fédéral, est constitué de 4 axes :
1. Développer le squash en direction de tous les publics (développer le public jeune, changer de modèle économique et créer une relation de confiance avec les clubs)
2. Maintenir le rang de la France dans le top 3 mondial
3. Organiser une stratégie d'influence (l'enjeu consiste à avoir plus de squash en France et plus de Français dans les instances internationales).
4. Remplir les missions d'utilité sociale (handicap, développement durable…).

Ce travail, quel que soit l'axe choisi, passe par le club.

Suite à la restructuration territoriale de 2016, la FF Squash a construit en collaboration avec ses ligues un cadre de partenariat fédéral sous la forme de convention d'objectifs partagés. Cette convention comporte deux volets. La première partie comporte des éléments administratifs obligatoires, dont le Projet Sportif Territorial Concerté de la ligue et la seconde partie porte sur des choix partagés fédération-ligue.

L'idée générale qui préside à ce mode de fonctionnement consiste à dire que, compte tenu du caractère modeste des actions menées lorsque le travail des uns et des autres est isolé, la fédération doit absolument mutualiser ses efforts, qu'ils soient humains ou financiers, avec ceux de ses structures affiliées.

Cette aide a contribué à financer des actions de formation mises en place par la ligue, soutenir les déplacements des clubs pour les championnats et les interclubs et à labelliser des clubs franciliens répondant aux critères de la Fédération.

Pour 2020, il est prévu d'organiser un Open international de France, en région d'Ile-de-France (estimation d'environ 1 million d'euros). Cet évènement représentera un investissement financier important, au bénéfice notable des clubs franciliens.

- **Soutien spécifique à la ligue régionale Île-de-France et actions communes en faveur du développement**

Dans le cadre de l'aide au développement de la pratique, La Fédération accorde des aides directes aux clubs de la ligue pour soutenir leur projet de développement par l'intermédiaire de la labellisation.

La Fédération porte et appuie des projets d'équipements de Squash auprès de la Région Île-de-France.

Pour la saison sportive 2018, les aides au développement accordées par la Fédération à la ligue s'élèvent à 10 825 € de rétribution de licences pour les clubs franciliens. De plus, 1 Conseiller technique sportif est missionné pour organiser l'accompagnement de la ligue Ile de France et des clubs (soit l'équivalent de 70 000€ par an).

Enfin, pour 2019, 10 000€ ont été alloués pour l'accompagnement des clubs qui participent à bâtir le projet de performance fédéral (PPF). Le principe est de décliner le PPF au niveau des territoires, via des centres d'entrainements régionaux.

La présente convention a donc pour but de définir les modalités du partenariat entre la Région et la Fédération pour le développement et la promotion de la pratique du Squash en Île-de-France.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

Le protocole instaure **un partenariat novateur entre la Région et la Fédération** qui s'appuie sur les dispositifs d'aides régionales en direction de projets d'équipements sportifs, de formation et de développement de la pratique du Squash d'une manière générale.

Dans ce cadre, la Région et la Fédération **décident d'agir ensemble** pour :

PROMOUVOIR ET FAIRE RESPECTER LES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET LE PRINCIPE DE LAÏCITÉ AINSI QUE LES VALEURS D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE DU SPORT.

S'attacher au respect de la laïcité, des valeurs républicaines et à la prévention contre toutes les formes de violence (racisme, sexisme, homophobie, violences sexuelles, préjugés à l'encontre des personnes en situation de handicap), **de discrimination, de radicalisation**, **d'incivilités et de hooliganisme** dans les différentes actions sportives menées sur le territoire francilien. (Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité; Charte régionale d'éthique et de déontologie du sport).

À travers son règlement disciplinaire, **la Fédération affiche fermeté et détermination** face à toutes les formes de **violences**, de **discrimination**s et de **radicalisation, d'incivilités et de hooliganisme** dans le sport.

ENCOURAGER ET DÉVELOPPER LA PRATIQUE SPORTIVE DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Recenser les expériences d'intégration des personnes handicapées dans les clubs ;

Evaluer l'augmentation du nombre de pratiquants et de licenciés sur l'olympiade ;

Former les entraineurs à l'encadrement de cette pratique dédiée aux personnes en situation de handicap;

Encourager la pratique sportive des personnes en situation de handicap, notamment au travers d'un projet pluriannuel concerté entre la Fédération et la Fédération Française Handisport jusqu'en 2024.

FAVORISER L'ACCÈS AU SPORT POUR TOUS ET NOTAMMENT DES FEMMES.

Encourager la pratique physique et sportive féminine par des actions innovantes en faveur des femmes, des actions auprès des lycéennes, des actions de promotion de la pratique lors d'événements sportifs 100% féminins, en partenariat avec la Région.

Faciliter la féminisation du mouvement sportif francilien grâce à la formation au travers de la prise en compte des enjeux de la mixité dans les formations de l'encadrement technique sportif et des fonctions d'arbitrages et d'encadrement.

Accompagner les sportives de haut niveau dans la construction de leur projet professionnel et sportif, promouvoir et accroître la réussite des féminines dans le haut niveau. Le Parcours de Performance Fédéral 2018-2024 intègre un axe sur ce volet, pleinement déclinable à l'échelle francilienne. Conscient des réalités du modèle économique du Squash, un travail spécifique sur le suivi socio-professionnel des athlètes de haut niveau est d'ores et déjà déployé par la Fédération et sera ainsi amplifié.

Mettre à l'honneur les Ambassadrices du Sport d'Île-de-France par l'organisation de projets et d'animations auprès des Lycées d'Île-de-France.

Développer la pratique sportive pour le plus grand nombre et **favoriser le développement des pratiques sportives pour tous** sur l'ensemble du territoire, tout en privilégiant les zones rurales et les quartiers de la politique de la ville en Île-de-France.

FACILITER L'ACCES DES FEMMES AUX RESPONSABILITES

Assurer une représentation plus équilibrée des femmes et des hommes au sein des instances dirigeantes des fédérations, des ligues et comités sportifs et des associations sportives reflétant la répartition des licenciés femmes-hommes par un rééquilibrage de la règle de proportionnalité.

Favoriser l'accès des femmes à la formation, à l'encadrement, à l'arbitrage, aux fonctions d'officiels.

CONTRIBUER AU RAYONNEMENT INTERNATIONAL DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE, 1ERE CAPITALE EUROPÉÈNNE.

Accueillir de grands évènements sportifs internationaux comme moyen de valoriser la dimension éducative et sociale du sport et de favoriser le rayonnement international de la Région (ex : les internationaux de France de Squash en 2020)

RENFORCER LA QUALITÉ DES ENCADRANTS ET DE L'INTERVENTION DES BÉNÉVOLES.

Renforcer la qualité des encadrants et de l'intervention des bénévoles sur le territoire francilien dans le cadre de **formations professionnalisantes, diplômantes ou continues** (formation des encadrants, des dirigeants et arbitres).

ACCOMPAGNER LES SPORTIFS DE HAUT NIVEAU FRANCILIENS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE SPORTIVE ET D'UN DOUBLE PROJET ADAPTÉ ET RENOUVELÉ.

Accompagner les sportifs de haut-niveau francilien pour leur permettre de mener à bien leur double projet, sportif d'une part, et scolaire-universitaire d'autre part, en vue d'une insertion professionnelle réussie à l'issue de leur carrière.

Offrir à ces sportifs, les conditions les plus propices à l'accession au plus haut niveau en lien avec les clubs d'excellence d'Île-de-France.

Dans le cadre de son projet de performance fédéral (PPF), la fédération française de squash a choisi de positionner le sportif au centre des différents dispositifs mis en œuvre. Ce nouveau paradigme induit nécessairement un repositionnement des clubs. Lorsqu'ils sont le lieu d'entraînement régulier du joueur, les clubs sont davantage reconnus par la fédération et occupent désormais une place bien identifiée.

Le PPF territorial s'appuie exclusivement sur les clubs. En effet, plutôt que d'ouvrir de nombreux pôles et de centraliser l'action du siège fédéral, la ligue se constitue Centre d'Entraînement Régional. De fait, elle va s'appuyer sur les structures qui existent au sein de son territoire. Celles-ci peuvent être des structures d'entraînement non permanent (entraînement non quotidien) ou des structures d'entraînement permanent (entraînement quotidien). Les structures concernées sont surtout les clubs sportifs qui accompagnent le joueur au quotidien.

L'accompagnement des clubs à bâtir le projet fédéral (4 CTS) nécessite des moyens humains et financiers importants qui dépassent le cadre de la seule rétribution des licences (10 825,50 €).

DÉVELOPPER LES LIENS ENTRE L'OUTRE-MER ET LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE À TRAVERS LE SPORT.

Accueillir des délégations sportives ultra-marines (Guadeloupe, Martinique, Guyane Réunion et Zones Pacifique et Océanie) dans le cadre de stages et de préparation finale pour une compétition nationale ou internationale et s**outenir les athlètes ultra-marins repérés par la Fédération** pour qu'ils puissent poursuivre **leur double projet.**

DÉVELOPPER LES LIENS AVEC LES GRANDES ENTREPRISES À TRAVERS LE SPORT.

Permettre la pratique sportive en entreprises et aider les entreprises souhaitant mettre en place des initiatives de promotion de l'activité physique et sportive dans leurs stratégies et pratiques managériales.

Profiter des évènements sportifs internationaux accueillis en France pour organiser des échanges de savoirs-faire entre les chefs d'entreprise franciliens et les chefs d'entreprise internationaux.

FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES ET DE LOISIRS AU PROFIT DE TOUS LES PUBLICS ET NOTAMMENT DES JEUNES LICENCIES FRANCILIENS.

Parce qu'un grand nombre de Franciliennes et de Franciliens ne sont jamais partis ou ne partent pratiquement jamais en vacances, la Région mène une politique volontariste de développement d'accès aux loisirs et aux vacances.

Le dispositif « Ticket-Loisirs » a notamment pour objectif de favoriser le développement des pratiques sportives et de loisirs au profit de tous les publics et notamment des jeunes licenciés franciliens.

Les tickets-loisirs sont utilisables sur les douze îles de loisirs régionales. Ils permettent, suivant les catégories de bénéficiaires, le financement **des projets tels que des sorties en groupe à la journée, des cycles d'activités sportives, des actions portées par le mouvement sportif et des séjours au profit des adhérents et licenciés sportifs.**

Grâce à la Région, la Fédération et la ligue pourront bénéficier du dispositif « Ticket-Loisirs » au profit de leurs licenciés franciliens.

ARTICLE 2 : MODALITÉS D'EXERCICE DU PARTENARIAT

D'une part, la Région et la Fédération pourront soutenir conjointement les projets sportifs de la ligue et des collectivités territoriales au travers d'une aide financière au développement, qui devra faire l'objet d'une saisine du Vice-Président du Conseil régional chargé des sports, des loisirs, de la jeunesse, de la citoyenneté et de la vie associative et des Maires des communes concernées.

D'autre part, la Fédération pourra demander à bénéficier des différents dispositifs régionaux (tant en fonctionnement qu'en investissement) pour les projets qu'elle conduirait dans le cadre des objectifs partagés mentionnés à l'article 1.

Pour ce faire, les projets adressés à la Région feront l'objet d'un examen par les services régionaux **dans les conditions fixées par les règlements d'intervention des dispositifs applicables.**

Les modalités de versement des aides régionales sont en tout état de cause précisées dans les conventions de subventionnement signées avec la Fédération et la Ligue.

Les aides de la Région sont allouées chaque année dans la limite des crédits ouverts au budget.

ARTICLE 3 : DATE D'EFFET ET DURÉE DU PROTOCOLE

Le présent protocole est valable **à compter de la date de sa signature et jusqu'à la fin de olympiade en cours, soit jusqu'au 31 décembre 2020. Il pourra être renouvelé pour l'olympiade suivante menant jusqu'aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris en 2024 par reconduction expresse.**

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

LA FÉDÉRATION RECONNAIT QUE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE EST UN PARTENAIRE MAJEUR DU DÉVELOPPEMENT DU SQUASH, EN CE QUI CONCERNE :

4-1 LE SOUTIEN DES GRANDS ÉVENEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX EN ÎLE-DE-FRANCE

Grâce au soutien de la Région, la Fédération organise des événements sportifs d'ampleur internationale, tel que l'accueil des Internationaux de France de Squash en 2020, dans le cadre des Tournois du Grand Chelem. Cet événement sera un excellent moyen de promotion du squash au cœur de la région francilienne.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE SUR SES ÉVÉNEMENTS FRANCILIENS À :

- **Mettre en valeur le rôle majeur de la Région à travers les supports de communication ;**
- **Assurer la visibilité régionale dans l'organisation d'évènements (logo sur les podiums, banderoles, animations LED, kakémonos, représentant légal pour la remise de récompenses) ;**
- **Apposer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région Ile de France » sur tous les supports de communication print et digital (programme, page de publicité, site internet, réseaux sociaux, streaming en live) ;**
- **Apposer le logo « Île-de-France » sur les tenues des sportifs franciliens des équipes de France de Squash ;**
- **Inviter la Région Île-de-France aux conférences de presse et organiser des actions de promotion ;**
- **Proposer à la Région des invitations et accès à des événements pour les jeunes lycéens, apprentis, licenciés des clubs franciliens et les représentants de l'institution régionale.**

4-2 LE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS QUI S'INSCRIVENT DANS LA POLITIQUE SPORTIVE PORTEE PAR LA FEDERATION

Le principe retenu entre la Région et la Fédération est celui d'une concertation autour des projets d'équipement présentés par les clubs. Pour la transmission d'informations, la Région et la Fédération en lien avec la Ligue Île-de-France élaborent conjointement **une fiche navette dématérialisée** destinée à l'information mutuelle des signataires.

La Région transmet à la Fédération et la ligue régionale Ile-de-France, par le biais de la fiche navette, les projets d'équipement pour la pratique du Squash, déposés sur la plateforme des aides régionales.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- **Mettre en valeur le rôle majeur de la Région dans le cadre du financement des équipements sportifs à travers les supports de communication ;**
- **Assurer la visibilité régionale dans l'équipement sportif (panneaux, kakémonos) ;**
- **Apposer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital ;**
- **Organiser l'inauguration en présence de la Région Île-de-France.**

4.3 LE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DU CENTRE TECHNIQUE NATIONAL DE SQUASH EN ILE-DE-FRANCE

La Région pourra accompagner le développement d'un Centre Technique National de Squash en Ile-de-France (ESIR) qui s'inscrit pleinement dans la politique sportive portée par la Fédération, faisant déjà l'objet d'une convention pluriannuelle dans le cadre du dispositif « Développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics » avec la Région.

Ce Centre technique devra permettre **de regrouper des athlètes pour des stages de perfectionnement** et, le cas échéant, des compétitions de niveau régional et national sans peser sur les créneaux horaires déjà trop contraints des clubs, ainsi que pour des actions de formation.

Ses missions recouvriront les regroupements permanents ou périodiques des jeunes talents sportifs, des sessions de formations des entraîneurs et des animateurs, l'organisation de compétitions régionales ou nationales, la pratique d'athlètes inscrits dans un parcours vers le haut niveau dans les disciplines n'ayant pas de pôles Espoirs en Ile-de- France.

Le Centre technique pourra accueillir le siège administratif de la fédération.

Grâce au soutien de la Région, la Fédération Française de Squash associées pourrait ainsi disposer ainsi du nouveau Centre Technique national en Île-de-France.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- **Mettre en valeur le rôle majeur de la Région dans le cadre du Centre technique Nationale de Squash, à travers les supports de communication ;**
- **Assurer la visibilité régionale sur l'équipement (panneau, logo sur les supports de communication print et digital) ;**
- **Apposer une plaque inaugurale personnalisée qui mentionne le nom de la Présidence de la Région Île-de-France et du logo de la Région sur l'équipement à l'intérieur comme à l'extérieur précédé de la mention « avec le soutien de la Région » ;**
- **Organiser l'inauguration en présence de la Présidente de la Région Île-de-France et du Vice-président chargé des sports, des loisirs, de la jeunesse, de la citoyenneté et de la vie associative.**
- **Apposer la mention « Région Île-de-France » dans l'appellation du Centre technique ;**

- **Apposer le logo « Ile-de-France précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital avec le centre technique ;**
- **Valoriser le rôle majeur de la Région sur le site internet de la Fédération**

De plus, la Fédération soutenue par la Région sera soumis au respect de certaines obligations en matière de communication qui **seront détaillées dans les conventions de subventionnement.**

ARTICLE 5 : ÉVALUATION

Dans le cadre d'une réunion annuelle entre les parties signataires du présent protocole de partenariat, la Région et la Fédération présenteront un bilan des projets soutenus sur la période de validité dudit protocole.

Fait, en quatre (4) exemplaires originaux,

À ……., le ……..

Le Président de la Fédération Française de Squash	Le Président de la Ligue Régionale Île-de-France de Squash	La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France	Le Vice-Président chargé des sports, des loisirs, de la jeunesse, de la citoyenneté et de la vie associative du Conseil Régional d'Île-de-France
Jean-Denis BARBET	**François PRINCE**	**Valérie PECRESSE**	**Patrick KARAM**

Annexe n°12 - Protocole de partenariat - Fédération Française Taekwondo et disciplines associées

Le 3 juillet 2019

PROTOCOLE DE PARTENARIAT

Entre,
La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération CP n°2019-285 du 03 juillet 2019.
Ci-après dénommée « la Région »,

d'une part,

Et
La Fédération Française de Taekwondo et Disciplines Associées, 25 rue Saint-Antoine CS 33417 69441 Lyon Cedex 03, représentée par son Président, Monsieur Denis ODJO
Ci-après dénommée « la Fédération ».

Et
La Ligue Ile-de-France de Taekwondo et Disciplines Associées, 32 rue Chapsal 94340 Joinville-le-Pont, représentée par son Président, Monsieur Jean-Noël BOROT
Ci-après dénommée « la Ligue ».

d'autre part,

PRÉAMBULE

I. *LA RÉGION, PREMIER FINANCEUR DU MOUVEMENT SPORTIF FRANCILIEN ET DES COLLECTIVITÉS LOCALES EN ÎLE-DE-FRANCE*

a. La Région affirme sa volonté de réduire les fractures territoriales franciliennes en agissant en particulier pour le sport. Dans ce cadre, elle a décidé d'augmenter ses subventions en faveur du sport pour 2018 dans un contexte de baisse budgétaire généralisée pour l'ensemble des partenaires des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 ainsi que des collectivités. Le budget 2018 confirme et amplifie ainsi cet effort sans précédent, qui fait de la Région le premier partenaire du sport en Île-de-France

Dans le cadre de l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024, la Région a pris un engagement financier total de 235 M€ ce qui en fait le deuxième financeur après l'Etat et devant la ville de Paris.

Parallèlement à cette contribution, la Région a tenu à poursuivre son soutien à l'ensemble du mouvement sportif.

Ainsi, doté d'un budget de plus de 54 M€ pour les investissements sportifs en 2018, la Région confirme son programme d'actions ambitieux pour financer la construction, la rénovation d'équipements sportifs et l'amélioration de l'accès et de la sécurité dans les îles de loisirs franciliennes.

Ce sont ainsi **255 équipements sportifs** qui sont sortis de terre, en **2018** et **172 projets en 2017**, grâce au soutien financier de la Région, contre **13 projets** financés **en 2015** sous la précédente mandature.

Des efforts budgétaires très importants à hauteur de 10 M€ (en 2018) sont dédiés à la formation et au développement de la pratique sportive, à l'organisation d'évènements sportifs, sur le territoire, au déplacement des jeunes sportifs, à la promotion du sport, à l'accueil de délégations étrangères et de l'Outre-Mer dans le cadre « d'Ile-de-France terre, d'excellence sportive pour l'international », aux Ambassadeurs du Sport et au développement de l'accès aux loisirs et aux vacances sur les îles de loisirs franciliennes.

II. LES PRIORITÉS DE LA NOUVELLE POLITIQUE SPORTIVE RÉGIONALE

La politique sportive régionale, en partenariat avec le mouvement sportif, vise à renforcer la pratique de haut niveau comme celle du plus grand nombre.
Elle a pour objectif de préparer toute une génération aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris en 2024.

Afin de répondre à cet objectif, la Région consolide ses relations entre les différents acteurs du sport sur le territoire francilien et affirme ainsi une nouvelle politique sportive. Celle-ci a acquis une nouvelle dimension depuis sa refonte et la mise en place de nouveaux dispositifs. La nouvelle politique sportive régionale est notamment marquée par un lien renforcé avec le Comité Régional Olympique et Sportif d'Île-de-France, tête de réseau du monde sportif régional.

Le soutien aux fédérations sportives devient un nouvel axe de la politique régionale.

a. Les priorités de la Région avec le mouvement sportif

Les enjeux de la pratique sportive en Île-de-France sont multiples : santé, lien social, intégration, attractivité. C'est pourquoi, la Région met en place une politique volontariste en faveur du sport et s'est engagée à :

Favoriser l'accès au sport pour le plus grand nombre en portant une attention particulière aux publics les plus éloignés de la pratique sportive, tant pour des raisons géographiques, culturelles que sociales ou de handicap, et par le biais des conventions pluriannuelles passées avec les fédérations, ligues et comités sportifs régionaux à l'occasion de la **nouvelle Olympiade 2017-2020** (en 2018 : 80 conventions sur le développement de la pratique sportive et 78 conventions sur la formation). Les soutiens sont prioritairement tournés vers le développement de la pratique sportive pour tous, l'accessibilité des équipements pour les personnes en situation de handicap, l'accès à la pratique sportive pour le public féminin, les adolescents et les seniors ;

Soutenir les formations professionnalisantes, diplômantes ou continues, en ce qui concerne l'encadrement éducatif et technique et les dirigeants bénévoles et officiels (32 000 formations) ;

Aider à la création d'emplois sportifs pérennes dans le milieu associatif par le biais des formations inscrites dans le cadre des conventions passées avec les ligues et comités sportifs régionaux (2 743 emplois créés).

Soutenir et mettre en valeur les athlètes franciliens. Pour ces athlètes et notamment les Ambassadeurs du sport de la région, cela se concrétise à la fois par un soutien au niveau de leur pratique sportive et de leurs projets de reconversion et également par un financement de leur formation et/ou d'insertion professionnelle pendant l'olympiade et dans la perspective des Jeux de 2024 ;

Accompagner et soutenir les évènements sportifs internationaux dont les effets sont indéniables sur la pratique sportive, l'emploi et le tourisme. L'organisation de ces compétitions est également un vecteur indispensable au rayonnement du territoire francilien, à son attractivité mais aussi à la promotion des JOP de Paris 2024 ;

Accompagner les clubs dans leurs parcours compétitifs vers les plus hauts sommets nationaux et internationaux en leur permettant de bénéficier des meilleures conditions d'évolution (4 clubs Élite / 34 clubs Premium) ;

Contribuer à soutenir la solidarité internationale et le développement de la performance du mouvement sportif francilien, en favorisant l'accueil de délégations issues de pays en lien avec ses politiques internationale, européenne et francophone ;

Aider au déplacement des jeunes sportifs âgés de 13 à 18 ans , ou 25 ans pour les personnes en situation de handicap, lors de compétitions officielles se déroulant en Île-de-France par le biais des chèques tranSport ;

Encourager la pratique sportive pour le public féminin, notamment dans les zones prioritaires sensibles et rurales, et également pour les personnes en situation de handicap.

Accompagner et permettre la pratique sportive des personnes en situation de handicap par l'achat de matériels spécifiques par le biais des ligues et comités sportifs régionaux et par le biais des conventions pluriannuelles passées avec les ligues handisports et de sport adapté ;

Soutenir les projets associatifs d'envergure régionale en faveur des quartiers prioritaires de la politique de la ville visant à renforcer la cohésion sociale et territoriale, défendre les valeurs de la République et la Citoyenneté, favoriser la place des femmes au sein de l'espace public dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (équipements sportifs) et lutter contre les violences faites aux femmes ;

Lutter contre toutes les formes de discriminations et prévenir les risques de radicalisation en adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité élaborée en association avec les ligues et comités sportifs régionaux que chaque clubs et associations franciliens (19 100 clubs) s'engage à diffuser et à appliquer. Dans ce cadre, elle a formé et a décidé de former un réseau de lanceurs d'alerte, de vigies des valeurs de la République L'objectif est de donner aux clubs et aux entraîneurs des outils pour leur permettre d'agir avant que les jeunes ne basculent ;

Dans la continuité, une charte d'éthique et de déontologie a été élaborée. Elle a été signée par l'ensemble des ligues et comités régionaux d'Ille de France. Bâtie autour de 10 engagements, cette charte a pour objectif, par une action éducative, de faire reculer les nombreuses dérives constatées dans le sport en promouvant auprès du mouvement sportif francilien une approche citoyenne et respectueuse du sport.

Chaque licencié est appelé à signer cette charte dès sa prise de licence, à adhérer ainsi à ces 10 engagements et à les respecter en toutes circonstances.

Développer l'accès aux loisirs et aux vacances pour les jeunes Franciliens, notamment pour ceux qui ne partent pas en vacances, par le biais des tickets loisirs et des villages sportifs et culturels organisées sur les îles de loisirs, leur donnant ainsi la possibilité de découvrir et de pratiquer des activités sportives, culturelles et pédagogiques durant les vacances d'été.

b. Les priorités de la Région avec les collectivités locales

L'Île-de-France a un taux d'équipement sportif par habitant qui est largement inférieur à la moyenne nationale. C'est pourquoi, la Région a décidé de combler ce retard important,

notamment en simplifiant les conditions d'éligibilité pour financer davantage d'infrastructures sportives.

Ainsi, elle s'engage à :

Moderniser les équipements sportifs en veillant au développement équilibré de son territoire tout en favorisant son attractivité. Les nombreux projets d'équipements sportifs de proximité à l'initiative des collectivités territoriales et soutenues par la Région, constituent une réponse appropriée à la carence de certains territoires dans ce domaine. De plus, la Région a instauré l'obligation d'installation d'un club résident pour chaque infrastructure sportive qu'elle finance ;

Poursuivre les efforts en matière de construction et de rénovation des équipements sportifs mis à disposition des lycées en faveur de l'éducation physique et sportive et du maillage associatif local ;

Accompagner les collectivités franciliennes de plus de 2.000 habitants (communes, EPCI et EPT) dans leurs projets d'investissement concourant à la réalisation d'équipements sportifs de proximité répondant aux besoins des populations locales dans le cadre du contrat d'aménagement régional (CAR).

III. LA REGION AUX COTÉS DU TAEKWONDO ET DES DISCIPLINES ASSOCIEES AU NIVEAU NATIONAL ET REGIONAL

a. La Région, premier financeur du Taekwondo et des disciplines associées

Le Taekwondo et ses disciplines associées ont bénéficié en 2018 d'aides régionales de plus 633 432.03€ pour le développement et la promotion de la discipline.

Ce financement comprend le soutien à la pratique sportive et la formation par le biais de la convention pluriannuelle (2017-2020) passée avec la ligue qui a notamment permis de créer **des emplois**. Cette convention se poursuivra parallèlement au présent protocole jusqu'en 2020.

Ce financement comprend également des investissements importants en matière d'infrastructures sportives, au travers du soutien aux collectivités locales, pour la construction et la rénovation de salles spécialisées pour la pratique du Taekwondo et des disciplines associées.

La Région soutient également les évènements sportifs d'intérêt régional, national, international, finance aussi **les Clubs Excellence d'Ile-de-France et les Ambassadeurs du sport de la Région Île-de-France, de l'olympisme et du paralympisme**.

Certains dispositifs sont conditionnés à l'obligation de mise en place d'un club résident avec une pratique féminine et si possible le développement de la pratique pour les personnes en situation de handicap.

b. La Fédération, partenaire privilégié de la Région Île-de-France, déploie sa politique sportive vers les clubs et les pratiquants, en collaboration avec la ligue Île-de-France de Taekwondo et des disciplines associées

Dans le cadre de sa mission de service public défini par l'article L.131-9 du Code du sport, la Fédération favorise la démocratisation et le développement de la pratique du Taekwondo et des disciplines associées. Pour ce faire, elle anime et développe un réseau de clubs sur tout le territoire.

Cette animation et développement de réseau s'opère au travers de deux dispositifs fédéraux :

- **D'un point de vue de la gouvernance, avec le conseil des présidents.** Ce dernier s'organise avant chaque comité directeur fédéral. Siègent dans ce conseil tous les présidents de ligues. Cela à un double objectif :

    - Pour la FFTDA, de recenser toutes les pistes et autres problématiques qui peuvent bloquer le développement de nos disciplines Coréennes (manque d'infrastructure, relations avec les collectivités territoriales, EPCI, communes, conseils régionaux et départementaux, mobilisation des différents dispositifs d'aides de droit commun,…).
    - Pour les présidents de ligues, de proposer des évolutions (techniques, juridiques, organisationnelles, managériales sur tous les points relatifs au développement sur leurs territoires :
        -Types de compétitions et public
        -Organisation des formations d'enseignants ou encore de nos techniciens bénévoles : arbitres, juges passage de grades, juge compétition Poomsé (équivalent des Katas).
        -Stratégies de déploiement des manifestations nationales sur les territoires.
        -Proposition de nouveaux services fédéraux et leurs déclinaisons sur les territoires, ou de service singulier pour des territoires particuliers.
        -Avis des clubs sur les services nécessaires et/ou les services fédéraux actuels proposé et leur évolution.

- **D'un point de vue technique : cette animation de réseau s'entend par la mise en œuvre des éléments suivants :**

    - **La nomination de Cadres Fédéraux en tant que référent de ligue :** pour permettre un meilleur suivi des ligues et comité départementaux de taekwondo et disciplines associées, la FFTDA nomme pour chaque territoire, un référent dont la mission est d'accompagner chaque ligue sur tous les sujets.
    - **La mise en œuvre au sein de chaque territoire d'une Équipe Technique Régionale.** Cette dernière permet au niveau local, l'animation et le suivi de chaque personne nommée sur une mission spécifique. Cette ETR couvre 8 fonctions indispensables au bon développement des ligues et Comités Départementaux de Taekwondo et Disciplines Associées. Chaque ETR est sous la responsabilité d'un cadre fédéral qui l'anime localement. De plus, ces ETR sont regroupées au niveau national une fois par an dans le cadre d'un séminaire en début de saison. Chaque séminaire s'organise sur un temps de bilan par territoire et d'un tant de mise en perspectives.

• **<u>Soutien spécifique à la ligue Île-de-France et actions communes en faveur du développement</u>**

Dans le cadre de l'aide au développement de la pratique, La Fédération accorde des aides directes aux clubs de la ligue pour soutenir leur projet de développement par l'intermédiaire de la labellisation.

La Fédération porte et appuie des projets d'équipements de Taekwondo et des disciplines associées auprès de la Région Île-de-France.

Pour la saison sportive 2018, les aides au développement accordées par la Fédération à la ligue s'élèvent à 350 000 € dont 90 000 € pour les clubs franciliens.

Cette aide a contribué à financer des actions de formation mises en place par la ligue, soutenir les déplacements des clubs pour les championnats et les interclubs et à labelliser des clubs franciliens répondant aux critères de la Fédération.

La présente convention a donc pour but de définir les modalités du partenariat entre la Région et la Fédération pour le développement et la promotion de la pratique du Taekwondo et des disciplines associées en Île-de-France.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

Le protocole instaure **un partenariat novateur entre la Région et la Fédération** qui s'appuie sur les dispositifs d'aides régionales en direction de projets d'équipements sportifs, de formation et de développement de la pratique du Taekwondo et des disciplines associées d'une manière générale.

Dans ce cadre, la Région et la Fédération **décident d'agir ensemble** pour

PROMOUVOIR ET FAIRE RESPECTER LES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET LE PRINCIPE DE LAÏCITÉ AINSI QUE LES VALEURS D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE DU SPORT.

S'attacher au respect de la laïcité, des valeurs républicaines et à la prévention contre toutes les formes de violence (racisme, sexisme, homophobie, violences sexuelles, préjugés à l'encontre des personnes en situation de handicap), **de discrimination, de radicalisation**, **d'incivilités et de hooliganisme** dans les différentes actions sportives menées sur le territoire francilien. (Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité; Charte régionale d'éthique et de déontologie du sport).

À travers son règlement disciplinaire, **la Fédération affiche fermeté et détermination** face à toutes les formes de **violences**, de **discrimination**s et de **radicalisation, d'incivilités et de hooliganisme** dans le sport.

ENCOURAGER ET DÉVELOPPER LA PRATIQUE SPORTIVE DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Recenser les expériences d'intégration des personnes handicapées dans les clubs ;

Evaluer l'augmentation du nombre de pratiquants et de licenciés sur l'olympiade ;

Former les entraineurs à l'encadrement de cette pratique dédiée aux personnes en situation de handicap;

Encourager la pratique sportive des personnes en situation de handicap, notamment au travers d'un projet pluriannuel concerté entre la Fédération et la Fédération Française de Sport Adapté jusqu'en 2024.

FAVORISER L'ACCÈS AU SPORT POUR TOUS ET NOTAMMENT DES FEMMES.

Encourager la pratique physique et sportive féminine par des actions innovantes en faveur des femmes, des actions auprès des lycéennes, des actions de promotion de la pratique lors d'événements sportifs 100% féminins, en partenariat avec la Région.

Faciliter la féminisation du mouvement sportif francilien grâce à la formation au travers de la prise en compte des enjeux de la mixité dans les formations de l'encadrement technique sportif et des fonctions d'arbitrages et d'encadrement.

Accompagner les sportives de haut niveau dans la construction de leur projet professionnel et sportif, promouvoir et accroître la réussite des féminines dans le haut niveau. Le Parcours de Performance Fédéral 2018-2024 intègre un axe sur ce volet, pleinement déclinable à l'échelle francilienne. Conscient des réalités du modèle économique du Taekwondo et des disciplines associées, un travail spécifique sur le suivi socio-professionnel des athlètes de haut niveau est d'ores et déjà déployé par la Fédération et sera ainsi amplifié.

Mettre à l'honneur les Ambassadrices du Sport d'Île-de-France par l'organisation de projets et d'animations auprès des Lycées d'Île-de-France.

Développer la pratique sportive pour le plus grand nombre et **favoriser le développement des pratiques sportives pour tous** sur l'ensemble du territoire, tout en privilégiant les zones rurales et les quartiers de la politique de la ville en Île-de-France.

FACILITER L'ACCES DES FEMMES AUX RESPONSABILITES

Assurer une représentation plus équilibrée des femmes et des hommes au sein des instances dirigeantes des fédérations, des ligues et comités sportifs et des associations sportives reflétant la répartition des licenciés femmes-hommes par un rééquilibrage de la règle de proportionnalité.

Favoriser l'accès des femmes à la formation, à l'encadrement, à l'arbitrage, aux fonctions d'officiels.

CONTRIBUER AU RAYONNEMENT INTERNATIONAL DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE, 1ERE CAPITALE EUROPÉÈNNE.

Accueillir de grands évènements sportifs internationaux comme moyen de valoriser la dimension éducative et sociale du sport et de favoriser le rayonnement international de la Région (ex : French open Taekwondo, Grand Prix de Taekwondo en 2021..).

RENFORCER LA QUALITÉ DES ENCADRANTS ET DE L'INTERVENTION DES BÉNÉVOLES.

Renforcer la qualité des encadrants et de l'intervention des bénévoles sur le territoire francilien dans le cadre de **formations professionnalisantes, diplômantes ou continues** (formation des encadrants, des dirigeants et arbitres).

ACCOMPAGNER LES SPORTIFS DE HAUT NIVEAU FRANCILIENS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE SPORTIVE ET D'UN DOUBLE PROJET ADAPTÉ ET RENOUVELÉ.

Accompagner les sportifs de haut-niveau francilien pour leur permettre de mener à bien leur double projet, sportif d'une part, et scolaire-universitaire d'autre part, en vue d'une insertion professionnelle réussie à l'issue de leur carrière.

Offrir à ces sportifs, les conditions les plus propices à l'accession au plus haut niveau en lien avec les clubs d'excellence d'Île-de-France.

Dans le droit respect du Projet de Performance Fédéral (PPF), Il est mis en place sur le territoire Francilien :

- **Le Pôle France Olympique** : Ce dernier regroupe sur l'INSEP les 25 meilleurs athlètes Français pouvant performer dans les compétitions de référence (Jeux Olympiques, championnat du monde, championne d'Europe et grand prix).
- **Le pôle France Relève** : à vocation nationale, il est situé au sein du Centre National Sport la Défense à Fontainebleau, ce pôle accueille les jeunes relevant des catégories d'âge allant de cadets à juniors (de 14 à 17 ans) et ayant un potentiel avéré.
- **Le Dispositif de Formation de l'Elite Régionale** : Destiné aux licenciés cadets (13-14), il accueille les licenciés exclusivement Franciliens. Les regroupements sont bimensuels, répartis d'Octobre à Juin pour chaque saison.

Afin de maintenir une dynamique intergénérationnelle entre les 3 dispositifs, des entrainements collectifs et autres tests matchs sont organisés entre eux. Cela permet de maintenir un niveau de veille, d'exigences et de projections entre les différents sportifs en plus de renforcer une identité Francilienne.

Enfin, pour compléter le dispositif de recherche vers l'excellence, la fédération invite les licenciés issus de clubs Franciliens à venir participer soit aux entrainements soit aux tests matchs.

DÉVELOPPER LES LIENS ENTRE L'OUTRE-MER ET LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE À TRAVERS LE SPORT.

Accueillir des délégations sportives ultra-marines (Guadeloupe, Martinique, Guyane Réunion et Zones Pacifique et Océanie) dans le cadre de stages et de préparation finale pour une compétition nationale ou internationale et s**outenir les athlètes ultra-marins repérés par la Fédération** pour qu'ils puissent poursuivre **leur double projet.**

DÉVELOPPER LES LIENS AVEC LES GRANDES ENTREPRISES À TRAVERS LE SPORT.

Permettre la pratique sportive en entreprises et aider les entreprises souhaitant mettre en place des initiatives de promotion de l'activité physique et sportive dans leurs stratégies et pratiques managériales.

Profiter des évènements sportifs internationaux accueillis en France pour organiser des échanges de savoirs-faire entre les chefs d'entreprise franciliens et les chefs d'entreprise internationaux.

DÉVELOPPER LE PÔLE SPORT ET FORMATION IMPLANTÉ AU GRAND DÔME DE VILLEBON-SUR-YVETTE

Grâce au soutien de la Région à hauteur de 1 300 000 € en 2018, la Fédération Française de Judo, Jujitsu, Kendo et Disciplines Associées a créé un Pôle Sport et Formation au Grand Dôme de Villebon-sur-Yvette (91).

Ce pôle s'inscrit dans un projet de développement et de génération d'un nouveau modèle économique. La Fédération Française de Judo, Jujitsu, Kendo et Disciplines Associées souhaite en effet **développer un « pôle d'activités » avec des fédérations partenaires**. Ainsi, d'ici 2019, le Grand Dôme accueillera un centre de formation, une grande salle multi-activités, et un complexe sport-santé et sport loisir.

La Région a obtenu l'accord de la Fédération Française de Judo, Jujitsu, Kendo et Disciplines Associées de mutualiser le complexe sportif avec d'autres fédérations.

Grâce à cet accord, la Fédération Française de Taekwondo et des disciplines associées pourra disposer d'un temps d'utilisation du Pôle Sport et Formation dans les conditions restant à définir avec la Fédération Française de Judo, Jujitsu, Kendo et Disciplines Associées**.**

FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES ET DE LOISIRS AU PROFIT DE TOUS LES PUBLICS ET NOTAMMENT DES JEUNES LICENCIES FRANCILIENS.

Parce qu'un grand nombre de Franciliennes et de Franciliens ne sont jamais partis ou ne partent pratiquement jamais en vacances, la Région mène une politique volontariste de développement d'accès aux loisirs et aux vacances.

Le dispositif « Ticket-Loisirs » a notamment pour objectif de favoriser le développement des pratiques sportives et de loisirs au profit de tous les publics et notamment des jeunes licenciés franciliens.

Les tickets-loisirs sont utilisables sur les douze îles de loisirs régionales. Ils permettent, suivant les catégories de bénéficiaires, le financement **des projets tels que des sorties en groupe à la journée, des cycles d'activités sportives, des actions portées par le mouvement sportif et des séjours au profit des adhérents et licenciés sportifs.**

Grâce à la Région, la Fédération et la ligue pourront bénéficier du dispositif « Ticket-Loisirs » au profit de leurs licenciés franciliens.

ARTICLE 2 : MODALITÉS D'EXERCICE DU PARTENARIAT

D'une part, la Région et la Fédération pourront soutenir conjointement les projets sportifs de la ligue et des collectivités territoriales au travers d'une aide financière au développement, qui devra faire l'objet d'une saisine du Vice-Président du Conseil régional chargé des sports, des loisirs, de la jeunesse, de la citoyenneté et de la vie associative et des Maires des communes concernées.

D'autre part, la Fédération pourra demander à bénéficier des différents dispositifs régionaux (tant en fonctionnement qu'en investissement) pour les projets qu'elle conduirait dans le cadre des objectifs partagés mentionnés à l'article 1.

Pour ce faire, les projets adressés à la Région feront l'objet d'un examen par les services régionaux **dans les conditions fixées par les règlements d'intervention des dispositifs applicables.**

Les modalités de versement des aides régionales sont en tout état de cause précisées dans les conventions de subventionnement signées avec la Fédération et la Ligue.

Les aides de la Région sont allouées chaque année dans la limite des crédits ouverts au budget.

ARTICLE 3 : DATE D'EFFET ET DURÉE DU PROTOCOLE

Le présent protocole est valable **à compter de la date de sa signature et jusqu'à la fin de olympiade en cours, soit jusqu'au 31 décembre 2020. Il pourra être renouvelé pour l'olympiade suivante menant jusqu'aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris en 2024 par reconduction expresse.**

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

LA FÉDÉRATION RECONNAIT QUE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE EST UN PARTENAIRE MAJEUR DU DÉVELOPPEMENT DE LA TAEKWONDO ET DES DISCIPLINES ASSOCIEES, EN CE QUI CONCERNE :

4-1 LE SOUTIEN DES GRANDS ÉVENEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX EN ILE-DE-FRANCE

Grâce au soutien de la Région, la Fédération organise des événements sportifs d'ampleur internationale, tel que l'accueil du French Open Taekwondo ou du Grand Prix de Taekwondo en 2021. Ces événements sont d'excellents moyens de promotion du taekwondo au cœur de la région francilienne.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE SUR SES ÉVÉNEMENTS FRANCILIENS À :

- **Mettre en valeur le rôle majeur de la Région à travers les supports de communication ;**
- **Assurer la visibilité régionale dans l'organisation d'évènements (logo sur les podiums, banderoles, animations LED, kakémonos, représentant légal pour la remise de récompenses) ;**
- **Apposer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région Ile de France » sur tous les supports de communication print et digital (programme, page de publicité, site internet, réseaux sociaux, streaming en live) ;**
- **Apposer le logo « Île-de-France » sur les tenues des sportifs franciliens des équipes de France de Taekwondo ;**
- **Inviter la Région Île-de-France aux conférences de presse et organiser des actions de promotion ;**
- **Proposer à la Région des invitations et accès à des événements pour les jeunes lycéens, apprentis, licenciés des clubs franciliens et les représentants de l'institution régionale.**

4-2 LE DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE DU TAEWONDO POUR TOUS

- **LE SOUTIEN A LA PRATIQUE DU TAEWONDO FEMININ**

Grâce au soutien de la Région, la Fédération développe des actions de promotion de la pratique sportive féminine.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- **Mettre en valeur le rôle majeur de la Région dans le développement de la pratique féminine à travers les supports de communication ;**
- **Faire figurer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital ;**
- **Assurer une visibilité régionale sur les évènements (logo sur les podiums, banderoles, panneaux, kakémonos, représentant pour remise de récompenses et sur les temps d'animation (banderoles, panneaux, kakémonos) ;**
- **Mentionner la Région Île-de-France sur le site internet et les réseaux sociaux ;**
- **Inviter la Région Île-de-France aux conférences de presse et organiser des actions de promotion ;**

- **LE SOUTIEN A LA PRATIQUE PARA-TAEKWONDO**

Grâce au soutien de la Région, la Fédération poursuit son programme de développement de la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap mental et psychique leur permettant d'accéder à l'activité en milieu sportif ordinaire.

Avec le soutien de la Région, la ligue régionale peut se doter du matériel adapté nécessaire au soutien d'une pratique licenciée ou à la mise en place d'actions de découverte pour de nouveaux publics.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- **Mettre en valeur le rôle majeur de la Région dans le développement du para-taekwondo en situation de handicap à travers les supports de communication ;**
- **Mettre en valeur le rôle majeur de la Région en matière d'achat de matériel adapté à la pratique à travers les supports de communication ;**
- **Faire figurer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital (film promotionnel, flyers..);**
- **Assurer une visibilité régionale sur les évènements liés au para-taekwondo**
- **Apposer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital**
- **Inviter la Région Île-de-France aux conférences de presse et organiser des actions de promotion.**

- **LE SOUTIEN A LA PRATIQUE DE PROXIMITE**

Grâce au soutien de la Région, la Fédération développe des actions d'initiation et de promotion du Taekwondo et de ses disciplines associées ouvert au grand public et aux licenciés, dans 20 quartiers prioritaires de la ville.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- **Mettre en valeur le rôle majeur de la Région dans le développement de la pratique de proximité à travers les supports de communication ;**
- **Apposer le logo « Île-de-France », sur les tenues créées spécifiquement pour les évènements dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) ;**
- **Faire figurer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital ;**
- **Assurer une visibilité régionale sur les évènements (logo sur les podiums, banderoles, panneaux, kakémonos, représentant pour remise de récompenses et sur les temps d'animation (banderoles, panneaux, kakémonos) ;**
- **Mentionner la Région Île-de-France sur le site internet et les réseaux sociaux ;**
- **Inviter la Région Île-de-France aux conférences de presse et organiser des actions de promotion ;**

4-3 L'ACCUEIL DES TAEKWONDISTES ULTRAMARINS

Grâce au soutien de la Région Île-de-France, la Fédération favorisera l'accueil des taekwondistes ultramarins (Mayotte, Guyane, Guadeloupe, Réunion) sur les compétitions et en stage de préparation en Île-de-France.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- **Mettre en valeur le rôle majeur de la Région dans l'accueil des taekwondistes ultramarins à travers les supports de communication ;**
- **Faire la promotion du dispositif Île-de-France, terre d'excellence pour l'international auprès des territoires de l'Outre-Mer et des taekwondistes ultramarins ;**
- **Apposer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital ;**
- **Organiser une conférence de presse en présence des taekwondistes ultramarins avec le soutien de la Région Île-de-France**

4-4 LE SOUTIEN A LA FORMATION DES ENCADRANTS ET DES BENEVOLES

Grâce au soutien de la Région, la Fédération poursuit son programme de formation afin de r**enforcer la qualité des encadrants et de l'intervention des bénévoles** sur le territoire national. Ce programme est particulièrement axé sur les femmes en responsabilité. Il s'agit de **formations professionnalisantes, diplômantes ou continues.**

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- **Mettre en avant le rôle majeur de la Région dans les programmes éducatifs et pédagogiques de Taekwondo à travers les supports de communication ;**
- **Assurer la visibilité régionale durant les sessions de formation ;**
- **Apposer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur les kits d'outils pédagogiques ;**
- **Apposer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital (livret éducatif, page de publicité) ;**

4-5 LE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS QUI S'INSCRIVENT DANS LA POLITIQUE SPORTIVE PORTEE PAR LA FEDERATION

Le principe retenu entre la Région et la Fédération est celui d'une concertation autour des projets d'équipement présentés par les clubs. Pour la transmission d'informations, la Région et la Fédération en lien avec la Ligue Île-de-France élaborent conjointement **une fiche navette dématérialisée** destinée à l'information mutuelle des signataires.

La Région transmet à la Fédération et la ligue Ile-de-France, par le biais de la fiche navette, les projets de salles dédiées à la pratique du Taekwondo et de ses disciplines associées, déposés sur la plateforme des aides régionales.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- **Mettre en valeur le rôle majeur de la Région dans le cadre du financement des équipements sportifs à travers les supports de communication ;**
- **Assurer la visibilité régionale dans l'équipement sportif (panneaux, kakémonos) ;**
- **Apposer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital ;**
- **Organiser l'inauguration en présence de la Région Île-de-France.**

4.6 LE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT D'UN CENTRE TECHNIQUE DE TAEKWONDO ET DE SES DISCIPLINES ASSOCIEES EN ILE-DE-FRANCE

La Région pourra accompagner le développement d'un Centre Technique de Taekwondo et de ses disciplines associées en Ile-de-France (ESIR) qui s'inscrit pleinement dans la politique sportive portée par la Fédération, faisant déjà l'objet d'une convention pluriannuelle dans le cadre du dispositif « Développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics » avec la Région.

Ce Centre technique devra permettre **de regrouper des athlètes pour des stages de perfectionnement** et, le cas échéant, des compétitions de niveau régional et national sans peser sur les créneaux horaires déjà trop contraints des clubs, ainsi que pour des actions de formation.

Ses missions recouvriront les regroupements permanents ou périodiques des jeunes talents sportifs, des sessions de formations des entraîneurs et des animateurs, l'organisation de compétitions régionales ou nationales, la pratique d'athlètes inscrits dans un parcours vers le haut niveau dans les disciplines n'ayant pas de pôles Espoirs en Ile-de- France.

Le Centre technique pourra accueillir le siège administratif de la ligue Ile-de-France, ou de la fédération.

Grâce au soutien de la Région, la Fédération Française de Taekwondo et de ses disciplines associées pourrait ainsi disposer d'un nouveau Centre technique en Île-de-France.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- **Mettre en valeur le rôle majeur de la Région dans le cadre du Centre technique de Taekwondo, à travers les supports de communication ;**
- **Assurer la visibilité régionale sur l'équipement (panneau, logo sur les supports de communication print et digital) ;**
- **Apposer une plaque inaugurale personnalisée qui mentionne le nom de la Présidence de la Région Île-de-France et du logo de la Région sur l'équipement à l'intérieur comme à l'extérieur précédé de la mention « avec le soutien de la Région » ;**
- **Organiser l'inauguration en présence de la Présidente de la Région Île-de-France et du Vice-président chargé des sports, des loisirs, de la jeunesse, de la citoyenneté et de la vie associative.**
- **Apposer la mention « Région Île-de-France » dans l'appellation du Centre technique ;**
- **Apposer le logo « Ile-de-France précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital avec le centre technique ;**
- **Valoriser le rôle majeur de la Région sur le site internet de la Fédération et notamment sur les pages dédiées au sport féminin et au para-taekwondo.**

De plus, la Fédération soutenue par la Région sera soumis au respect de certaines obligations en matière de communication qui **seront détaillées dans les conventions de subventionnement.**

ARTICLE 5 : ÉVALUATION

Dans le cadre d'une réunion annuelle entre les parties signataires du présent protocole de partenariat, la Région et la Fédération présenteront un bilan des projets soutenus sur la période de validité dudit protocole.

Fait, en quatre (4) exemplaires originaux,

À ……., le ……..

Le Président de la Fédération Française de Taekwondo et disciplines associées	Le Président de la Ligue Ile-de-France de Taekwondo et disciplines associées	La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France	Le Vice-Président chargé des sports, des loisirs, de la jeunesse, de la citoyenneté et de la vie associative du Conseil Régional d'Île-de-France
Denis ODJO	**Jean-Noël BOROT**	**Valérie PECRESSE**	**Patrick KARAM**

Annexe n°13 - Protocole de partenariat modifié - Fédération Française Football

Le 03 juillet 2019

PROTOCOLE DE PARTENARIAT MODIFIE

Entre,
La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération CP n°2019-213 du 22 mai 2019
Ci-après dénommée « la Région »,

d'une part,

Et
La Fédération Française de Football, dont le siège est situé au 87 boulevard de Grenelle 75738 Paris cedex 15, représentée par son Président, Monsieur Noël Le GRAËT,
Ci-après dénommée « la Fédération ».

Et
La Ligue de Paris Ile-de-France, dont le siège est situé au 5 place de Valois 75001 Paris, représentée par son Président, Monsieur Jamel SANDJAK,
Ci-après dénommée « la Ligue ».

d'autre part,

PRÉAMBULE

I. *LA RÉGION, PREMIER FINANCEUR DU MOUVEMENT SPORTIF FRANCILIEN ET DES COLLECTIVITÉS LOCALES EN ÎLE-DE-FRANCE.*

a. La Région affirme sa volonté de réduire les fractures territoriales franciliennes en agissant en particulier pour le sport. Dans ce cadre, elle a décidé d'augmenter ses subventions en faveur du sport pour 2018 dans un contexte de baisse budgétaire généralisée pour l'ensemble des partenaires des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 ainsi que des collectivités. Le budget 2018 confirme et amplifie ainsi cet effort sans précédent, qui fait de la Région le premier partenaire du sport en Île-de-France

Dans le cadre de l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024, la Région a pris un engagement financier total de 235 M€ ce qui en fait le deuxième financeur après l'Etat et devant la ville de Paris.

Parallèlement à cette contribution, la Région a tenu à poursuivre son soutien à l'ensemble du mouvement sportif.

Ainsi, doté d'un budget de plus de 54 M€ pour les investissements sportifs en 2018, la Région confirme son programme d'actions ambitieux pour financer la construction, la rénovation d'équipements sportifs et l'amélioration de l'accès et de la sécurité dans les îles de loisirs franciliennes.

Ce sont ainsi **255 équipements sportifs** qui sont sortis de terre, **en 2018,** et **172 projets en 2017**, grâce au soutien financier de la Région, contre 13 en 2015 sous la précédente mandature.

Des efforts budgétaires très importants à hauteur de 10 M€ en 2018 sont dédiés à la formation et au développement de la pratique sportive, à l'organisation d'évènements sportifs, sur le territoire, au déplacement des jeunes sportifs, à la promotion du sport, à l'accueil de délégations étrangères et de l'Outre-Mer dans le cadre « d'Île-de-France terre d'excellence sportive pour l'international », aux Ambassadeurs du Sport et au développement de l'accès aux loisirs et aux vacances sur les îles de loisirs franciliennes.

II. LES PRIORITÉS DE LA NOUVELLE POLITIQUE SPORTIVE RÉGIONALE.

La politique sportive régionale, en partenariat avec le mouvement sportif, vise à renforcer la pratique de haut niveau comme celle du plus grand nombre. Elle a pour objectif de préparer toute une génération aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris en 2024.

Afin de répondre à cet objectif, la Région consolide ses relations entre les différents acteurs du sport sur le territoire francilien et affirme ainsi une nouvelle politique sportive. Celle-ci a acquis une nouvelle dimension depuis sa refonte et la mise en place de nouveaux dispositifs.

La nouvelle politique sportive régionale est notamment marquée par un lien renforcé avec le Comité Régional Olympique et Sportif d'Île-de-France, tête de réseau du monde sportif régional.

Le soutien aux fédérations sportives devient un nouvel axe de la politique régionale.

a. Les priorités de la Région avec le mouvement sportif

Les enjeux de la pratique sportive en Île-de-France sont multiples : santé, lien social, intégration, attractivité. C'est pourquoi, la Région met en place une politique volontariste en faveur du sport et s'est engagée à :

Favoriser l'accès au sport pour le plus grand nombre en portant une attention particulière aux publics les plus éloignés de la pratique sportive, tant pour des raisons géographiques, culturelles que sociales ou de handicap, et par le biais des conventions pluriannuelles passées avec les fédérations, ligues et comités sportifs régionaux à l'occasion de la **nouvelle Olympiade 2017-2020**. (en 2018 : 80 conventions sur le développement de la pratique sportive et 78 conventions sur la formation). Les soutiens sont prioritairement tournés vers le développement de la pratique sportive pour tous, l'accessibilité des équipements pour les personnes en situation de handicap, l'accès à la pratique sportive pour le public féminin, les adolescents et les seniors ;

Soutenir les formations professionnalisantes, diplômantes ou continues, en ce qui concerne l'encadrement éducatif et technique et les dirigeants bénévoles et officiels (32 565 formations) ;

Aider à la création d'emplois sportifs pérennes dans le milieu associatif par le biais des formations inscrites dans le cadre des conventions passées avec les ligues et comités sportifs régionaux (2 743 emplois créés).

Soutenir et mettre en valeur les athlètes franciliens. Pour ces athlètes et notamment les Ambassadeurs du sport de la région, cela se concrétise à la fois par un soutien au niveau de leur

pratique sportive et de leurs projets de reconversion et également par un financement de leur formation et/ou d'insertion professionnelle pendant l'olympiade et dans la perspective des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 ;

Accompagner et soutenir les évènements sportifs internationaux dont les effets sont indéniables sur la pratique sportive, l'emploi et le tourisme. L'organisation de ces compétitions est également un vecteur indispensable au rayonnement du territoire francilien, à son attractivité mais aussi à la promotion des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 ;

Accompagner les clubs dans leurs parcours compétitifs vers les plus hauts sommets nationaux et internationaux en leur permettant de bénéficier des meilleures conditions d'évolution (4 clubs Élite / 34 clubs Premium) ;

Contribuer à soutenir la solidarité internationale et le développement de la performance du mouvement sportif francilien, en favorisant l'accueil de délégations issues de pays en lien avec ses politiques internationale, européenne et francophone ;

Aider au déplacement des jeunes sportifs âgés de 13 à 18 ans, ou 25 ans pour les personnes en situation de handicap, lors de compétitions officielles se déroulant en Île-de-France par le biais des chèques tranSport ;

Encourager la pratique sportive pour le public féminin, notamment dans les zones prioritaires sensibles et rurales, et également pour les personnes en situation de handicap.

Accompagner et permettre la pratique sportive des personnes en situation de handicap par l'achat de matériels spécifiques par le biais des ligues et comités sportifs régionaux et par le biais des conventions pluriannuelles passées avec les ligues handisport et de sport adapté ;

Soutenir les projets associatifs d'envergure régionale en faveur des quartiers prioritaires de la politique de la ville visant à renforcer la cohésion sociale et territoriale, défendre les valeurs de la République et la Citoyenneté, favoriser la place des femmes au sein de l'espace public dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (équipements sportifs) et lutter contre les violences faites aux femmes ;

Lutter contre toutes les formes de discriminations et prévenir les risques de radicalisation en adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité élaborée en association avec les ligues et comités sportifs régionaux que chaque clubs et associations franciliens (19 100 clubs) s'engage à diffuser et à appliquer. Dans ce cadre, elle a formé et a décidé de former un réseau de lanceurs d'alerte, de vigies des valeurs de la République.
L'objectif est de donner aux clubs et aux entraîneurs des outils pour leur permettre d'agir avant que les jeunes ne basculent ;

Dans la continuité, une charte d'éthique et de déontologie a été élaborée. Elle a été signée par l'ensemble des ligues et comités régionaux d'Ille de France. Bâtie autour de 10 engagements, cette charte a pour objectif, par une action éducative, de faire reculer les nombreuses dérives constatées dans le sport en promouvant auprès du mouvement sportif francilien une approche citoyenne et respectueuse du sport.

Chaque licencié est appelé à signer cette charte dès sa prise de licence, à adhérer ainsi à ces 10 engagements et à les respecter en toutes circonstances.

Développer l'accès aux loisirs et aux vacances pour les jeunes Franciliens, notamment pour ceux qui ne partent pas en vacances, par le biais des tickets loisirs et des villages sportifs et culturels organisées sur les îles de loisirs, leur donnant ainsi la possibilité de découvrir et de pratiquer des activités sportives, culturelles et pédagogiques durant les vacances d'été.

b. Les priorités de la Région avec les collectivités locales

L'Île-de-France a un taux d'équipement sportif par habitant qui est largement inférieur à la moyenne nationale. C'est pourquoi, la Région a décidé de combler ce retard important, notamment en simplifiant les conditions d'éligibilité pour financer davantage d'infrastructures sportives.

Ainsi, elle s'engage à :

Moderniser les équipements sportifs en veillant au développement équilibré de son territoire tout en favorisant son attractivité. Les nombreux projets d'équipements sportifs de proximité à l'initiative des collectivités territoriales et soutenues par la Région, constituent une réponse appropriée à la carence de certains territoires dans ce domaine. De plus, la Région a instauré l'obligation d'installation d'un club résident pour chaque infrastructure sportive qu'elle finance ;

Poursuivre les efforts en matière de construction et de rénovation des équipements sportifs mis à disposition des lycées en faveur de l'éducation physique et sportive et du maillage associatif local ;

Accompagner les collectivités franciliennes de plus de 2.000 habitants (communes, EPCI et EPT) dans leurs projets d'investissement concourant à la réalisation d'équipements sportifs de proximité répondant aux besoins des populations locales dans le cadre du contrat d'aménagement régional (CAR).

III. LA RÉGION AUX COTÉS DU FOOTBALL NATIONAL ET RÉGIONAL

a. La Région, premier financeur du football francilien

Le football francilien a bénéficié en 2018 d'aides régionales de 3 706 293,98 € pour le développement et la promotion de la discipline.

Ce financement comprend le soutien à la pratique sportive et à la formation par le biais de la convention pluriannuelle (2017-2020) passée avec la Ligue de Paris Île-de-France de Football qui a notamment permis de créer 766 **emplois en temps plein**. Cette convention se poursuivra parallèlement au présent protocole jusqu'en 2020.

Ce financement comprend également des investissements importants en matière d'infrastructures sportives au travers du soutien aux collectivités locales pour la construction et la rénovation de terrains normés adaptées à la pratique du football.

La Région soutient les évènements sportifs d'intérêt régional, national, international, finance aussi les **Clubs Excellence d'Île-de-France** et **les Ambassadeurs du sport de la Région Île-de-France, de l'olympisme et du paralympisme**.

Certains dispositifs sont conditionnés à l'obligation de mise en place d'un club résident avec une pratique féminine et si possible le développement de la pratique pour les personnes en situation de handicap.

b. La Fédération, partenaire privilégié de la Région Île-de-France, déploie sa politique sportive vers les clubs et les pratiquants, en collaboration avec la Ligue de Paris Île-de-France de football.

Dans le cadre de sa mission de service public défini par l'article L.131-9 du Code du sport, la Fédération favorise la démocratisation et le développement de la pratique de football. Pour ce faire, elle anime et développe un réseau de clubs sur tout le territoire.

Les missions de la Fédération s'incarnent dans la stratégie fédérale « Ambition 2020 : innovation et performance », déclinée en 6 objectifs et 37 projets. Deux grands objectifs rappellent les missions de développement et d'accès à la pratique pour tous : renforcer l'engagement dans le football ; généraliser la mise en œuvre du football loisir.

La Fédération, à travers également la Ligue de Football Amateur et son Fonds d'Aide au Football Amateur (FAFA), apporte un soutien direct à l'ensemble de ses clubs, districts et ligues, et notamment ceux du territoire francilien. Les moyens d'action du football amateur ont été renforcés par une augmentation des dotations en matériel sportif ou encore par une augmentation de 20 % du budget « infrastructures » du FAFA.

La Fédération souhaite également s'appuyer sur l'accueil exceptionnel de la Coupe du monde féminine de la FIFA, France 2019 en juin – juillet 2019 pour dynamiser l'essor de la pratique féminine du football. Un grand plan « Impact et Héritage » a été élaboré en collaboration avec le Comité Local d'Organisation de la Coupe du monde, dont le but sera d'amener plus de femmes à s'impliquer dans le football, en tant que dirigeantes, joueuses, arbitres ou encore éducatrices.

Enfin, de nombreuses actions sociales et citoyennes sont développées, portées par les référents citoyenneté des Ligues régionales. Le « Programme Educatif Fédéral », mis en place par plus de 7 000 clubs, symbolise le travail mené pour l'éducation des plus jeunes à un mieux vivre ensemble.

- **Soutien spécifique à la Ligue de Paris Île-de-France de Football et actions communes en faveur du développement**

Dans le cadre de l'aide au développement de la pratique, La Fédération accorde des aides directes aux clubs de la Ligue pour soutenir leur projet de développement par l'intermédiaire de la labellisation.

La Fédération porte et appuie des projets d'équipements de football auprès de la Région Île-de-France.

En particulier lors de la saison 2017/2018, les aides du Fonds d'Aide au Football Amateur, volet « infrastructures » ont permis de financer 25 projets de terrains et d'installations différents, portés par des mairies ou autres collectivités, pour un total de 843 200 €. De même, des aides ont été attribuées afin de favoriser la dotation de 17 clubs d'Ile-de-France en moyens de transport collectifs, pour un montant total de 243 600 €.

Ainsi, les clubs affiliés à la Ligue de Paris Ile-de-France de football, ont pu bénéficier d'aides en matière d'équipement pour plus d'1 086 000 €, auxquels s'ajoutent des dotations en matériel ou une aide directe à la formation des éducateurs.

La présente convention a donc pour but de définir les modalités du partenariat entre la Région et la Fédération pour le développement et la promotion de la pratique du football en Île-de-France.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

Le protocole instaure **un partenariat novateur entre la Région et la Fédération** qui s'appuie sur les dispositifs d'aides régionales en direction de projets d'équipements sportifs, de formation et de développement de la pratique du football d'une manière générale.

Dans ce cadre, la Région et la Fédération **décident d'agir ensemble** pour :

PROMOUVOIR ET FAIRE RESPECTER LES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET LE PRINCIPE DE LAÏCITÉ AINSI QUE LES VALEURS D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE DU SPORT.

S'attacher au respect de la laïcité, des valeurs républicaines et à la prévention contre toutes les formes de violence (racisme, sexisme, homophobie, violences sexuelles, préjugés à l'encontre des personnes en situation de handicap), **de discriminations, de radicalisation**, **d'incivilités et de hooliganisme** dans les différentes actions sportives menées sur le territoire francilien. (Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ; Charte régionale d'éthique et de déontologie du sport).

À travers son règlement disciplinaire ainsi que sa Charte éthique, **la Fédération affiche fermeté et détermination** face à toutes les formes de **violences**, de **discrimination**s et de **radicalisation, d'incivilités et de hooliganisme** dans le sport.

ENCOURAGER ET DÉVELOPPER LA PRATIQUE SPORTIVE DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Recenser les expériences d'intégration des personnes handicapées dans les clubs ;

Evaluer l'augmentation du nombre de pratiquants et de licenciés sur l'olympiade ;

Former les entraineurs à l'encadrement de cette pratique dédiée aux personnes en situation de handicap, à travers notamment le déploiement d'un module « handicap » de la formation d'éducateurs de football, dont le contenu a été élaboré en relation avec la Fédération Française de Sport Adapté (FFSA) et la Fédération Française Handisport (FFH)

Encourager la pratique sportive des personnes en situation de handicap, notamment au travers d'une collaboration renouvelée avec la FFSA et la FFH.

FAVORISER L'ACCÈS AU SPORT POUR TOUS ET NOTAMMENT DES FEMMES.

Encourager la pratique physique et sportive féminine par des actions innovantes en faveur des femmes, des actions auprès des collégiennes, des lycéennes, des étudiantes, des actions de promotion de la pratique lors d'événements sportifs, en particulier lors de la Coupe du monde féminine de la FIFA, France 2019, en partenariat avec la Région.

Faciliter la féminisation du mouvement sportif francilien grâce à la formation au travers de la prise en compte des enjeux de la mixité dans les formations de l'encadrement technique sportif et des fonctions d'arbitrages et d'encadrement.

Accompagner les sportives de haut niveau dans la construction de leur projet professionnel et sportif, promouvoir et accroître la réussite des féminines dans le haut niveau. Le Plan de Performance Fédéral (jusqu'en 2024) intègre un axe sur ce volet, pleinement déclinable à l'échelle francilienne. Conscient des réalités du modèle économique du football, un travail spécifique sur le suivi socio-professionnel des athlètes de haut niveau est d'ores et déjà déployé par la Fédération et sera ainsi amplifié.

Mettre à l'honneur les Ambassadrices du Sport d'Île-de-France par l'organisation de projets et d'animations auprès des lycées d'Île-de-France, en lien avec le programme « Foot à l'école » qui prévoit notamment la rencontre entres des internationaux(-les) français(-es) et des écoliers.

Développer la pratique sportive pour le plus grand nombre et **favoriser le développement des pratiques sportives pour tous** sur l'ensemble du territoire, tout en privilégiant les zones rurales et les quartiers de la politique de la ville en Île-de-France.

FACILITER L'ACCES DES FEMMES AUX RESPONSABILITES

Assurer une représentation plus équilibrée des femmes et des hommes au sein des instances dirigeantes des fédérations, des ligues et comités sportifs et des associations sportives reflétant la répartition des licenciés femmes-hommes par un rééquilibrage de la règle de proportionnalité.

Favoriser l'accès des femmes à la formation, à l'encadrement, à l'arbitrage, aux fonctions d'officiels (dispositifs déployés par la Direction du football féminin et de la féminisation, tels que le « Club des 100 femmes dirigeantes »).

CONTRIBUER AU RAYONNEMENT INTERNATIONAL DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE, 1ERE CAPITALE EUROPÉENNE.

Faire de la région Ile-de-France une place forte de l'accueil par la France de grands évènements sportifs internationaux, afin notamment de de valoriser la dimension éducative et sociale du sport et de favoriser le rayonnement international de la Région, **acteur de mobilisation, dans le cadre de la stratégie d'accompagnement des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024**.

RENFORCER LA QUALITÉ DES ENCADRANTS ET DE L'INTERVENTION DES BÉNÉVOLES.

Renforcer la qualité des encadrants et de l'intervention des bénévoles sur le territoire francilien dans le cadre de **formations professionnalisantes, diplômantes ou continues** (formation des encadrants, des dirigeants et arbitres). Pour ce faire, la FFF et la Ligue s'attacheront à décliner sur le territoire de l'Ile-de-France l'ensemble des modules de formation d'éducateurs, de dirigeants (Parcours Fédéral de Formation des Dirigeants) et d'arbitres qui portent sur le niveau régional. Des aides à la formation seront également déployés, destinés à encourager les acteurs du football à s'orienter vers un renforcement de leurs compétences.

ACCOMPAGNER LES SPORTIFS DE HAUT NIVEAU FRANCILIENS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE SPORTIVE ET D'UN DOUBLE PROJET ADAPTÉ ET RENOUVELÉ.

Accompagner les sportifs de haut-niveau franciliens pour leur permettre de mener à bien leur double projet sportif d'une part et, scolaire /universitaire d'autre part en vue d'une insertion professionnelle réussie à l'issue de leur carrière sportive. Pour ce faire, la Région souhaite mettre en place un dispositif visant à assurer la prise en charge financière de formations individualisées et adaptées aux calendriers spécifiques de l'entrainement et des compétitions d'une part, le versement

d'une indemnité financière permettant de vivre dans des conditions raisonnables tout en étant formé, d'autre part.

DÉVELOPPER LES LIENS ENTRE L'OUTRE-MER ET LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE À TRAVERS LE SPORT.

Accueillir, en particulier au Centre National du Football de Clairefontaine, des délégations sportives ultra-marines (Guadeloupe, Martinique, Guyane Réunion et Zones Pacifique et Océanie) dans le cadre de stages et de préparation finale pour une compétition nationale ou internationale.

DÉVELOPPER LES LIENS AVEC LES GRANDES ENTREPRISES À TRAVERS LE SPORT

Permettre la pratique sportive en entreprises et aider les entreprises souhaitant mettre en place des initiatives de promotion de l'activité physique et sportive dans leurs stratégies et pratiques managériales.

Profiter des évènements sportifs internationaux accueillis en France pour organiser des échanges de savoirs-faire entre les chefs d'entreprise franciliens et les chefs d'entreprise internationaux. Cet engagement fera l'objet d'une convention spécifique.

CONTRIBUER A LA MODERNISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS EN ILE DE FRANCE EN VEILLANT AU DEVELOPPEMENT DE L'EQUILIBRE DE SON TERRITOIRE TOUT EN FAVORISANT SON ATTRACTIVITE

La Région en tant qu'aménageur de son territoire soutient le développement d'équipements sportifs, pour réduire la carence généralisée et favoriser le développement de la mixité de la pratique sportive francilienne (compétitive ou de loisirs), tout en répondant aux exigences de sécurité et de protection des pratiquants.

La Région a adopté une mention particulière pour les projets de terrains synthétiques de grands jeux, homologués par les fédérations sportives concernées. Ils devront en effet satisfaire les critères suivants :

- **Limiter la teneur en HAP** (hydrocarbures aromatiques polycycliques) des produits de remplissage des terrains synthétiques aujourd'hui fixée à 6200 mg/kg à 17 mg/kg;

- **Imposer le label de type Technigom®** qui vise à garantir la provenance française et la traçabilité des pneumatiques pour garantir la qualité des composants des terrains synthétiques.

- **Rendre obligatoire un test de toxicité mesurant l'impact des métaux lourds et des HAP sur l'homme**, lors de la mise en pratique du terrain et à période régulière. Ce test peut être mis en œuvre pour un coût financier raisonnable. Les résultats devront être portés à connaissance des pratiquants sportifs par tout moyen.

- **Respecter les normes environnementales** (norme européenne : NF EN 15 330 et norme française : NF P 90-112) qui traitent de tous les aspects liés à la qualité du revêtement en gazon synthétique ainsi que de toxicologie des matériaux mis en œuvre.

- **Imposer un encaissement des terrains synthétiques de grands jeux** pour éviter la dispersion des produits de remplissage.

ARTICLE 2 : MODALITÉS D'EXERCICE DU PARTENARIAT

Dans le cadre de ce partenariat, la Fédération pourra demander à bénéficier des différents dispositifs régionaux notamment pour les projets d'investissement qu'elle conduirait dans le cadre des objectifs partagés mentionnés à l'article 1.

Pour ce faire, les projets adressés à la Région feront l'objet d'un examen par les services régionaux **dans les conditions fixées par les règlements d'intervention des dispositifs applicables.**

Les modalités de versement des aides régionales sont en tout état de cause précisées dans les conventions de subventionnement signées avec la Fédération et la Ligue.

Les aides de la Région sont allouées chaque année dans la limite des crédits ouverts au budget.

ARTICLE 3 : DATE D'EFFET ET DURÉE DU PROTOCOLE

Le présent protocole est valable **à compter de la date de sa signature et jusqu'à la fin de olympiade en cours, soit jusqu'au 31 décembre 2020. Il pourra être renouvelé pour l'olympiade suivante menant jusqu'aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris en 2024 par reconduction expresse.**

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

LA FÉDÉRATION RECONNAIT QUE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE EST UN PARTENAIRE PRIVILEGIE DU DÉVELOPPEMENT DU FOOTBALL, EN CE QUI CONCERNE :

4-1 LE DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE DU FOOTBALL POUR TOUS

- **LE SOUTIEN A LA PRATIQUE DU FOOTBALL FEMININ**

Grâce au soutien de la Région, la Fédération, en lien avec la Ligue de Paris Ile de France et les clubs spécifiquement identifiés comme relais privilégiés, développe la pratique du football auprès des jeunes filles dans les écoles de football.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- **Mettre en valeur le rôle majeur de la Région dans le développement de la pratique féminine à travers les supports de communication ;**
- **Faire figurer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital liés à des projets spécifiques de développement de la pratique féminine en Ile-de-France ;**
- **Assurer une visibilité régionale sur les évènements (logo sur les podiums, banderoles, panneaux, kakémonos, représentant pour remise de récompenses et sur les temps d'animation (banderoles, panneaux, kakémonos) ;**

- **Mentionner la Région Île-de-France sur le site internet et les réseaux sociaux, en lien avec ces événements et projets ;**
- **Inviter la Région Île-de-France aux conférences de presse et organiser des actions de promotion ;**
- **Faciliter les relations de la Région avec les comités locaux d'organisation des évènements de foot féminin pour la promotion des évènements et la mise à disposition de places ;**

- **LE SOUTIEN A LA PRATIQUE DE PROXIMITE**

Grâce au soutien de la Région, la Fédération, en lien avec la ligue de Paris Ile de France, développe des actions d'initiation et de promotion du football dans les quartiers prioritaires de la ville.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- **Mettre en valeur le rôle majeur de la Région dans le développement de la pratique de proximité à travers les supports de communication ;**
- **Apposer le logo « Île-de-France », sur les tenues créées spécifiquement pour les évènements dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) ;**
- **Faire figurer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital liés à des projets spécifiques de développement de la pratique de proximité en Ile-de-France;**
- **Assurer une visibilité régionale sur les évènements (logo sur les podiums, banderoles, panneaux, kakémonos, représentant pour remise de récompenses et sur les temps d'animation (banderoles, panneaux, kakémonos) ;**
- **Mentionner la Région Île-de-France sur le site internet et les réseaux sociaux, en lien avec ces événements et projets ;**
- **Inviter la Région Île-de-France aux conférences de presse et organiser des actions de promotion ;**

4.2 LE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS QUI S'INSCRIVENT DANS LA POLITIQUE SPORTIVE PORTEE PAR LA FEDERATION

Le principe retenu entre la Région et la Fédération est celui d'une transmission d'informations autour des projets d'équipement présentés par les clubs. Pour cet échange la Région et la Fédération en lien avec la Ligue élaborent conjointement **une fiche navette dématérialisée** destinée à l'information mutuelle des signataires.

La Région transmet à la Fédération et la Ligue, par le biais de la fiche navette, les projets d'équipements de football, déposés sur la plateforme des aides régionales.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- **Mettre en valeur le rôle majeur de la Région dans le cadre du financement des équipements sportifs à travers les supports de communication ;**
- **Assurer la visibilité régionale sur l'équipement (panneau, logo sur les supports de communication print et digital) ;**
- **Organiser l'inauguration en présence de la région Île-de-France.**

4.3 LE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT D'UN NOUVEAU PÔLE D'EXCELLENCE DU FOOTBALL EN ILE- DE-FRANCE, AU SEIN DU CENTRE NATIONAL DU FOOTBALL DE CLAIREFONTAINE

La Région pourra accompagner le projet de rénovation et d'extension du Centre National du Football de Clairefontaine, pour créer un nouveau Pôle d'Excellence du Football en Région Ile-de-France (ESIR).

Ce Pôle d'excellence, s'inscrit pleinement dans la politique sportive portée par la Fédération et répondra aux besoins de l'élite qui est beaucoup plus nombreuse en Région Ile-de-France.

Il permettra **de regrouper des athlètes pour des stages de perfectionnement** et, le cas échéant, **des compétitions de niveau régional et national** sans peser sur les créneaux horaires déjà trop contraints des clubs et du centre national, ainsi que pour des actions de formation.

Il permettra **de détecter et de former des jeunes footballeurs franciliens, avec une attention particulière portée sur les talents du football féminin**.

Il **facilitera aussi l'accueil des délégations ultra-marines** pour des rencontres avec les équipes franciliennes et favoriser ainsi le lien avec le centre sportif basé à Fort-de-France, chargé de la détection des jeunes sportifs ultra-marins.

Ses missions recouvriront en effet **les regroupements permanents ou périodiques des jeunes talents sportifs, des sessions de formations des entraîneurs et des animateurs, la pratique d'athlètes inscrits dans un parcours vers le haut niveau.**

La Fédération portera également une attention particulière à l'accueil des athlètes en situation de handicap.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- A travers les supports de communication, mettre en valeur le rôle majeur de la Région dans le projet de rénovation et d'extension du Centre National du Football de Clairefontaine, pour créer un nouveau Centre technique de formation de la Fédération et de la Région Ile de France.
-Assurer la visibilité régionale sur l'équipement (panneau, logo sur les supports de communication print et digital) ;
-Apposer une plaque inaugurale personnalisée qui mentionne le nom de la Présidente de la Région Île-de-France et du logo de la Région sur l'équipement à l'intérieur comme à l'extérieur précédé de la mention « avec le soutien de la Région » ;
- Organiser l'inauguration en présence de la Présidente de Région Île-de-France et du Vice-Président chargé des sports, des loisirs, de la jeunesse, de la citoyenneté et de la vie associative ;
- Valoriser le rôle majeur de la Région sur le site internet de la Fédération et notamment sur les pages dédiées au sport féminin, à l'accueil des délégations ultra-marines et à la pratique handisport ;

De plus, la Fédération soutenue par la Région sera soumis au respect de certaines obligations en matière de communication qui **seront détaillées dans les conventions de subventionnement.**

ARTICLE 5 : ÉVALUATION

Dans le cadre d'une réunion annuelle entre les parties signataires du présent protocole de partenariat, la Région et la Fédération présenteront un bilan des projets soutenus sur la période de validité dudit protocole.

Fait, en quatre (4) exemplaires originaux,

À ……., le ……..

Le Président de la Fédération Française de Football	**Le Président de la Ligue de Paris Ile de France de Football**	**La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France**	**Le Vice-Président chargé des sports, des loisirs, de la jeunesse, de la citoyenneté et de la vie associative du Conseil Régional d'Île-de-France**
Noël Le GRAËT	**Jamel SANDJAK**	**Valérie PECRESSE**	**Patrick KARAM**

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc148256-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-315

DU 3 JUILLET 2019

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DE SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT CULTUREL POUR LE SPECTACLE VIVANT (3ÈME AFFECTATION POUR 2019)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le régime d'aide exempté n° SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

VU Le code général des Collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et par la délibération n°CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU La délibération n° CR 2017-191 du 23 novembre 2017 relative à la politique régionale en matière d'investissement culturel ;

VU La délibération n° CP 2018-140 du 16 mars 2018 approuvant les conventions-type relatives à l'aménagement culturel (investissement) ;

VU La délibération n° CP 2019-128 du 19 mars 2019 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique de soutien à l'investissement culturel pour le spectacle vivant (1ère affectation pour 2019) ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-315 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Investissement culturel

Décide de participer au titre du dispositif « Investissement culturel » au financement des projets détaillés en annexe n°1 à la délibération, par l'attribution de 7 subventions pour un montant maximum prévisionnel de **458 525 €.**

Subordonne le versement des subventions, lorsque le montant attribué est supérieur à 23 000 €, à la conclusion d'une convention conforme à la convention type relative à l'aménagement culturel, approuvée par la délibération n° CP 2018-140 du 16 mars 2018 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Accorde à l'Association Création Théâtre Audiovisuelle (fiche projet 19006516).une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires au titre de la subvention qui lui est accordée par la présente délibération

Affecte une autorisation de programme de **352 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-002 « Equipements culturels de diffusion et de création », action 13100202 « construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle » du budget 2019.

Affecte une autorisation de programme de **91 375 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », sur le programme HP 312-007 « Aide à la création et diffusion numériques » - action 13100701 « Soutien à la création et à la diffusion numériques » du budget 2019.

Affecte une autorisation de programme de **15 150 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », sur le programme HP 312-015 « Fonds d'investissement pour la culture » - action 13101501 « Fonds d'investissement pour la culture » du budget 2019.

Article 2 : Dérogation au principe de non commencement des travaux

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 4 : Correctif ARENES DE L'AGORA

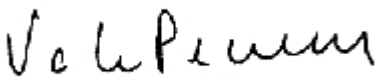
Approuve la convention spécifique figurant en annexe n°2 de la présente délibération

Approuve la fiche projet telle que présentée en annexe n° 3 à la présente délibération.

Abroge partiellement le deuxième alinéa de l'article 1 de la délibération n° CP 2019-128 du 19 mars 2019 en tant qu'il subordonne le versement de la subvention n° 19002471 à la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart à la signature d'une convention conforme à la convention type relative à l'aménagement culturel.

Subordonne le versement de l'aide de 3 000 000 € attribuée par délibération n° CP 2019-128 du 19 mars 2019 à la signature avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention spécifique figurant en annexe n°2 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 FP CP2019-315

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-315

DOSSIER N° 19006482 - TRAVAUX INSONORISATION DU THEATRE ROGER BARRAT - VILLE D' HERBLAY

Dispositif : Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels (n° 00001097)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-204142-131002-300
Action : 13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels	80 000,00 € HT	30,00 %	24 000,00 €
	Montant total de la subvention		24 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'HERBLAY
Adresse administrative : 43 RUE DU GENERAL DE GAULLE
95220 HERBLAY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame SITITAFRIDJ HAMADI, Responsable financier

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 1 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation des travaux d'insonorisation du Théâtre roger BARRAT doit se dérouler en juillet lorsque le Théâtre n'accueille plus de spectacles. Ainsi, le démarrage des travaux avant le vote de la Région est justifié par le caractère urgent d'une partie de l'opération. La date de démarrage est celle du début des travaux, la demande de subvention ayant été déposée avant tout commencement d'exécution.

Description :
Le Théâtre Roger Barrat est un théâtre de ville municipal, situé en coeur de ville, disposant de deux salles de spectacles de 500 places et de 120 à 300 places. Sa programmation est pluridisciplinaire (théâtre contemporain, classique, spectacles jeunes publics, marionnettes, humour, variétés …) avec, depuis plusieurs années, une dominante lyrique. Le Théâtre accueille également des créations et des artistes en résidence (actuellement, la Cie Babel, soutenue en permanence artistique et culturelle par la Région) et mène des actions avec les publics. Il accueille près de 14 000 spectateurs, dans une ville de 26 500 habitants.
Le projet de travaux concerne l'amélioration de la qualité acoustique de la salle.
L'obsolescence du système actuel (2000) ne permet plus d'assurer un niveau de qualité satisfaisant. Il

devient donc indispensable d'effectuer des travaux d'insonorisation et de remplacer le matériel acoustique afin derépondre aux exigences des fiches techniques des spectacles accueillis et éviter ainsi des coûts de location de matériel.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses éligibles correspondent aux montants des devis des travaux envisagés, soit un montant de 80 000 € HT

Localisation géographique :

- HERBLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de remplacement du système de diffusion sonore et installation du système électrique	80 000,00	100,00%
Total	80 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil Départemental 95 sollicité	10 400,00	13,00%
Fonds propres de la Ville d'Herblay acquis	45 600,00	57,00%
Conseil Régional Île de France sollicité	24 000,00	30,00%
Total	80 000,00	100,00%

DOSSIER N° 19006506 - EXTENSION ET REHABILITATION DE L'ESPACE CHARLES AZNAVOUR - VILLE D'ARNOUVILLE

Dispositif : Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels (n° 00001097)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-204142-131002-300
Action : 13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels	928 571,00 € HT	29,94 %	278 000,00 €
	Montant total de la subvention		278 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE ARNOUVILLE
Adresse administrative : 15 RUE ROBERT SCHUMAN
95400 ARNOUVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pascal DOLL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 30 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La ville d'Arnouville dans le Val d'Oise (14 4331 habitants) voit sa population croître et se diversifier, ce qui génère de nouveaux besoins de services. Aussi, la municipalité doit adapter ses équipements et développer ses services, notamment pour améliorer et diversifier l'offre culturelle existante.
La saison culturelle municipale propose des événements et des spectacles de toutes disciplines : danse, musique, théâtre, humour, cirque, ciné-concert, conte, expositions pour une fréquentation annuelle d'environ 1 700 scolaires et 3 000 spectateurs. La Ville d'Arnouville est également signataire d'un Contrat local d'éducation artistique avec la DRAC. Enfin, elle accueille des événements proposés par les écoles, associations, et la Communauté d'agglomération Roissy Pays de France (Festival de la littérature jeunesse). A moyen terme, la Ville souhaite ouvrir un conservatoire de musique et de danse.
L'espace culturel Charles Aznavour, construit en 1992, est très fréquemment utilisé et ne répond plus aux besoins actuels, une réhabilitation complète de l'équipement est indispensable.
Le projet de travaux consiste en une extension de l'équipement (surface actuelle : 1500 m²) incluant d'une part, la construction d'une nouvelle salle de réception plus particulièrement destinée aux associations et aux particuliers pour des évènement favorisant le lien social et la diffusion musicale et,

d’autre part, la réhabilitation (notamment acoustique) des deux salles existantes dont une sera dédiée au spectacle vivant. Les travaux débuteront en septembre 2019 pour une livraison au dernier trimestre 2021.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses éligibles correspondent aux coûts des travaux et des honoraires de maîtrise d'oeuvre déduction faite des travaux VRD pour un montant de 398 000€ et, de démolition pour un montant de 18 000€ soit un total de 416 000€. La subvention régionale porte uniquement sur la réalisation de la salle Charles Aznavour dédiée au spectacle vivant. Celle-ci représente 30% de la surface du projet. La base subventionnable représente donc 30% des dépenses éligibles du projet soit 6 217 507€ (travaux, maîtrise d’œuvre et suivi de chantier) * 0,30 = 928 571 €.

Localisation géographique :
- ARNOUVILLE-LES-GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Honoraires de maîtrise d'oeuvre et dépenses annexes	575 399,18	8,67%
Travaux et équipements	6 058 108,00	91,33%
Total	6 633 507,18	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil Départemental 95 sollicité	330 000,00	4,97%
Etat sollicité	70 000,00	1,06%
Fonds propres de la ville	4 283 507,18	64,57%
Conseil Régional Île de France sollicité	1 950 000,00	29,40%
Total	6 633 507,18	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-315

DOSSIER N° 19006485 - AMENAGEMENT DE L'ESPACE D'ACCUEIL DU PUBLIC, DES LOGES D'ARTISTES ET, SCENIQUE DE LA MARBRERIE - MONTREUIL

Dispositif : Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels (n° 00001097)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-20422-131002-300
Action : 13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels	229 500,00 € HT	21,79 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA MARBRERIE
Adresse administrative : 21 RUE ALEXIS LEPERE
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur JEREMY VERRIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 novembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les travaux doivent commencer au début du mois de Juillet.
Ainsi, le démarrage des ravaux avant le vote de la Région est justifié par le caractère urgent d'une partie de l'opération. La date de démarrage est celle du début des travaux, la demande de subvention ayant été déposée avant tout commencement d'exécution.

Description :
Ancien local industriel de 1 500 m² situé dans le quartier de la mairie de Montreuil et proche du métro, La Marbrerie a ouvert ses portes en 2016 après 8 mois de travaux d'aménagement soutenus par la Région. Ce lieu d'une capacité d'accueil de 672 places (ERP 3ème catégorie) propose une programmation artistique de qualité, principalement musicale avec une diversité de répertoires (musiques du monde, contemporaine, classique et électronique). En peu de temps, de par la qualité de sa programmation, le confort et la configuration de la salle qui permet un bon rapport scène - salle, ce lieu a affirmé sa place dans le paysage musical francilien et accueille près de 30 000 spectateurs par an. Il a également tissé de nombreux partenariats avec des festivals et opérateurs tels que Banlieues Bleues, Rares Talents, ainsi qu'au niveau local avec le Conservatoire CRD de Montreuil, l'ensemble de musique contemporaine L'Instant donné, l'association Ol'Digger, la Tipika Folklorika...

Aujourd'hui, La Marbrerie a besoin d'améliorer le confort d'utilisation de ses espaces pour le public (système de ventilation, sanitaires, billetterie …) et pour les artistes (amélioration de l'acoustique et des espaces d'accueil, aménagement des loges, aménagement scénique).
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses éligibles correspondent aux montants des devis des travaux envisagés, soit un montant de 229 500 € HT
Cette subvention est allouée sur la base du régime d'aide exempté n°SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Localisation géographique :
- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Accueil et confort du public	104 500,00	45,53%
Accueil et confort des artistes	7 500,00	3,27%
Aménagements scénique et acoustique salle principale	61 000,00	26,58%
Complément d'isolation extérieure	30 000,00	13,07%
Régie	1 500,00	0,65%
Architectes 1Bureau d'études	25 000,00	10,89%
Total	229 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNV Sollicité	70 000,00	30,50%
Fonds Propres	90 650,00	39,50%
Conseil Régional Île de France sollicité	68 850,00	30,00%
Total	229 500,00	100,00%

DOSSIER N° 19006524 - EQUIPEMENT EN MATERIEL DE DIFFUSION AUDIOVISUELLE ET NUMERIQUE DU THEATRE ADOLPHE ADAM VILLE DE LONGJUMEAU

Dispositif : Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation (n° 00000147)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-204141-131007-300
Action : 13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation	112 000,00 € HT	40,00 %	44 800,00 €
	Montant total de la subvention		44 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LONGJUMEAU
Adresse administrative : 6 BIS RUE L ONTINE SOHIER
91160 LONGJUMEAU
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Sandrine GELOT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 août 2019 - 30 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le théâtre de Longjumeau, exploité via une DSP attribué à Producene est composé de deux salles de spectacle : l'auditorium Barbara (300 places assises) et le Théâtre Adolphe Adam (954 places assises). Actuellement, y sont programmés des spectacles de variétés, de danse, d'humour et de théâtre : Casse-Noisette, Gospel pour dix voix, Chantal Ladesou, ballet de Saint Pétersbourg, concert de Noël .... Le projet culturel de la Ville est orienté autour de deux axes : d'une part, l'égalité d'accès à la culture en valorisant l'identité et, la diversité culturelle du territoire et, d'autre part, la mise en avant de la création, l'innovation la recherche. A cet égard, la ville demande au futur délégataire l'exploitation de l'image sous toutes ses formes (cinéma, ciné concert, conférences …), ainsi elle se doit d'équiper son théâtre d'un outil de projection numérique performant et efficient pouvant assurer sa future programmation culturelle.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses éligibles correspondent aux montants des devis des travaux envisagés, soit un montant de 112 000 € HT

Localisation géographique :

- LONGJUMEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ACQUISITION MATERIEL DE DIFFUSION AUDIOVISUELLE ET NUMERIQUE	112 000,00	100,00%
Total	112 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport ville de Longjumeau Acquis	22 400,00	20,00%
Conseil Départemental 91 sollicité	44 800,00	40,00%
Conseil Régional Île de France sollicité	44 800,00	40,00%
Total	112 000,00	100,00%

DOSSIER N° 19006525 - RENOUVELLEMENT MATERIEL SCENIQUE / NOUVEAU THEATRE DE MONTREUIL

Dispositif : Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation (n° 00000147)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-20421-131007-300
Action : 13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation	116 438,11 € HT	40,00 %	46 575,00 €
	Montant total de la subvention		46 575,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NOUVEAU THEATRE DE MONTREUIL
Adresse administrative : 10 PLACE JEAN JAUR S
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Mathieu BAUER, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 1 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Nouveau Théâtre de Montreuil est un Centre Dramatique National. Lieu de référence nationale et régionale ancré sur son territoire, il est dirigé depuis 2011 par Mathieu Bauer, dont les créations mêlent intimement théâtre, musique, cinéma et littérature. Son projet artistique articule une programmation pluridisciplinaire de 170 représentations par saison à dominantes théâtrale et musicale, composée principalement de créations et de plusieurs temps fort dont un consacré au théâtre musical : le festival Mesure pour Mesure. Cette programmation s'appuie aussi sur des projets participatifs, des activités en direction des publics ainsi que des activités liées à la vie du lieu pouvant prendre la forme de productions événementielles.
Une grande partie de l'équipement scénique du Nouveau théâtre de Montreuil a été acquis en 2007 à l'occasion de l'ouverture du bâtiment ensuite complété en 2012 et 2013 par un achat de matériel son répondant aux besoins d'une direction artistique orientée vers le théâtre musical. Mais, dix ans après l'ouverture du bâtiment, le renouvellement d'une partie du matériel scénique, endommagé par l'usage ou devenu obsolète, s'impose. Ce CDN bénéficie d'un soutien en PAC (55 000€ en 2018).
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses éligibles correspondent aux montants des devis des acquisitions envisagées, soit un montant de 116 438,11 € HT
Cette subvention est allouée sur la base du régime d'aide exempté n°SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Localisation géographique :

- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ACQUISITION MATERIEL SCENIQUE SON ET LUMIERE	116 438,11	100,00%
Total	116 438,11	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	69 863,11	60,00%
Conseil Régional Île de France sollicité	46 575,00	40,00%
Total	116 438,11	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-315

DOSSIER N° 19006514 - ACQUISITION D'UN KIOSQUE MOBILE - KIOSQUORAMA / PARIS

Dispositif : Investissement culturel – Acquisition, construction et restauration de structures itinérantes (n° 00001098)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-20421-131015-300
Action : 13101501- Fonds d'investissement pour la culture

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel – Acquisition, construction et restauration de structures itinérantes	36 038,00 € TTC	30,00 %	10 800,00 €
	Montant total de la subvention		10 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	KIOSQUORAMA
Adresse administrative	:	14 PASSAGE DUBAIL 75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur FRANTZ STEINBACH, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 mai 2019 - 15 mai 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage des travaux avant le vote de la Région est justifié par le caractère urgent d'une partie de l'opération. La date de démarrage est celle du début des travaux, la demande de subvention ayant été déposée avant tout commencement d'exécution.

Description :
L'association mène depuis sa création en 2005 des projets artistiques et culturels autour des kiosques à musique, mobilier urbain symbole de rassemblement et d'expression accessible à tous dans l'espace public. Ce projet a pris la forme d'un festival éco-citoyen organisé en septembre depuis 2009, dans les kiosques à musique à Paris, dans les Hauts-de-Seine (Issy les Moulineaux, Courbevoie) et dans d'autres villes européennes, avec une programmation de petites formations électro-acoustiques principalement dédiées aux artistes émergents de musiques actuelles. La programmation est construite en partenariat avec différents acteurs locaux (mairies, entrepreneurs culturels, conseils de quartiers, centres d'animation, associations locales...). La manifestation est gratuite et propose des actions de sensibilisation au développement durable et à la citoyenneté notamment avec la présence de villages associatifs sur chaque lieu de diffusion. Le festival rassemble entre 150 et 500 personnes par date.
La Région a apporté son soutien à ce festival à hauteur de 9000 € en 2018
Afin de toucher un public plus large sur différents territoires, l'association s'est dotée en 2015 d'un kiosque mobile que la Région a soutenu à hauteur de 13 815 €. Ce kiosque en bois imposant s'avère

cependant difficilement transportable dans des espaces publics restreints. Aussi, afin de pouvoir sillonner l'Île de France, l'association souhaite se doter d'une structure plus souple dotée d'un système de lights intégrées et d'un support de projection.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses éligibles correspondent au montant du devis de l'acquisition envisagée, soit un montant de 36 038 € HT

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Kiosque mobile	36 038,40	100,00%
Total	36 038,40	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville de Paris sollicité	10 800,00	29,97%
Fonds propres	12 438,40	34,51%
La Casa du Cousin Paul sollicité	2 000,00	5,55%
Conseil Régional Île de France sollicité	10 800,00	29,97%
Total	36 038,40	100,00%

DOSSIER N° 19006516 - ACQUISITION D'UNE STRUCTURE MOBILE - ASSOCIATION POUR LA CREATION THEATRALE ET AUDIOVISUELLE - VILLIERS LE BEL

Dispositif : Investissement culturel – Acquisition, construction et restauration de structures itinérantes (n° 00001098)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-20421-131015-300
Action : 13101501- Fonds d'investissement pour la culture

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel – Acquisition, construction et restauration de structures itinérantes	14 500,00 € HT	30,00 %	4 350,00 €
	Montant total de la subvention		4 350,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOC CREATION THEATRE AUDIOVISUELLE
Adresse administrative : 4 RUE LEON BLUM
95400 VILLIERS LE BEL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PIERRE OBERTO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2019 - 30 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Fondée à l'origine par Agnès Desfosses, la compagnie ACTA est installée depuis 2001 à Villiers-le-Bel, où elle dispose d'un lieu de travail équipé, la compagnie joue ses spectacles à l'échelle nationale et internationale et s'inscrit dans un réseau important européen de structures artistiques dédiées au très jeune public. Par ailleurs, depuis 2004, ACTA organise avec une vingtaine de communes une biennale européenne dédiée au très jeune public : « Premières rencontres – éveil artistique, petite enfance et spectacle vivant ».La compagnie poursuit l'accompagnement et l'accueil en résidence des équipes artistiques jeune public et très jeune public dans son lieu, en particulier des compagnies émergentes soutenues par le biais de son dispositif « Pépite ». Elle met également en oeuvre un dispositif d'action culturelle ambitieux sur deux ans : « Petites enfance en Roissy Pays de France » afin de créer du lien entre artistes, parents et enfants. Les répétitions ouvertes à ACTA et les ateliers en lieu petite enfance sont totalement gratuits et ouvert en accès libre à tous type de public : familles, enfants, professionnels de la petite enfance et de la culture, programmateurs.
Acta est soutenue par la Ville de Villiers-le-Bel, le Département du Val d'OIse, la DRAC et la Région au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle pour les Fabriques de culture.

Afin d'assurer des conditions d'accueil optimales du public venant notamment aux répétitions ouvertes, la compagnie souhaite acquérir un mini gradin en aluminium et bois bi frontal de 4 modules et 3 rangs d'assises.
Le bénéficiaire a une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires , eu égard au recrutement actuel d'un stagiaire au titre du dispositif PAC.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses éligibles correspondent aux montants des devis des équipements envisagés, soit un montant de 14 500 € HT

Localisation géographique :
- VILLIERS-LE-BEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de gradins mobiles	14 500,00	100,00%
Total	14 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC acquis	7 000,00	48,28%
Fonds propres	3 150,00	21,72%
Conseil Régional Île de France sollicité	4 350,00	30,00%
Total	14 500,00	100,00%

Annexe 2 convention ARENE AGORA EVRY

CONVENTION N°19002471

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2019-128 du 19 mars 2019,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART
dont le statut juridique est : Communauté d'Agglomération
N° SIRET : 200059228 00011
Code APE : 84.11Z
dont le siège social est situé au : BP62 91054 COURCOURONNES
ayant pour représentant Michel BISSON, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP2019-128 du 19 mars 2019, la Région Île-de-France a décidé de soutenir CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : ARENES DE L'AGORA A EVRY (référence dossier n°19002471).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 16,74 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 17 924 752,00 €, soit un montant maximum de subvention de 3 000 000,00 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 5 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme « mes démarches » selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :
Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype
La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos …)

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation), le bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la Région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole (plaque inaugurale, invitation, etc.). Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou actions de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Réalisation d'un panneau d'information ou pose d'un panneau de chantier réalisé par la Région
Le bénéficiaire s'engage à autoriser la Région à poser sur son site un panneau de chantier fourni par ses soins.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.
Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale…

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région:
Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.

- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de

la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. Le versement du solde est également subordonné à la production de 5 justificatif(s) de recrutement

conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1 septembre 2018 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

. ' La présente convention prend effet à compter de sa signature '

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP2019-128 du 19 mars 2019 et, modifiée par délibération n° CP 2019-315 du 3 juillet 2019

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le, ...

L'organisme
Régional

(nom, qualité du signataire
et cachet du bénéficiaire)

Le,

La Présidente du Conseil

d'Ile-de-France

Annexe 3 FP Arene Agora Evry

Commissions permanentes du 19 mars 2019 - CP2019-128
et 3 juillet 2019 - CP2019-315

DOSSIER N° 19002471 - ARENES DE L'AGORA A EVRY

Dispositif : Subvention spécifique culture, patrimoine et création (investissement) (n° 00001148)
Imputation budgétaire : 903-312-204142-131002-300
Action : 13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique culture, patrimoine et création (investissement)	17 924 752,00 € HT	16,74 %	3 000 000,00 €
	Montant total de la subvention		3 000 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART
Adresse administrative : BP62
91054 COURCOURONNES
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur MICHEL BISSON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2018 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage des travaux avant le vote de la Région est justifié par le calendrier de l'opération qui ne peut être modifié. La date de démarrage est celle du début des travaux, la demande de subvention ayant été déposée avant tout commencement d'exécution.

Description :
Les Arènes de l'Agora sont une salle de spectacles située dans la ville nouvelle d'Evry, d'une jauge maximale actuelle de 2 860 places assis ou debout, construite en 1975. Elles accueillent 15 à 20 spectacles (concerts grand public, humour, théâtre) par an, ainsi que des manifestations sportives et économiques, pour une fréquentation annuelle de 20 à 25 000 personnes. La programmation actuelle est assurée par l'équipe du Centre Culturel Robert-Desnos.
Les travaux prévus ont notamment pour objectif d'adapter l'équipement à la pluralité des usages actuels, en transformant les Arènes en une salle modulable autorisant différentes configurations. La jauge pourra varier de 1 200 à 2 400 places en configuration assise, et 3 000 à 3 200 places en configuration mixte assis/debout.
L'équipement sera rendu accessible aux PMR.
Une salle d'exposition et d'accueil de 178 m² sera créée pour permettre une programmation de création contemporaine dans le domaine des arts visuels.
La programmation de la salle se ferait selon un système mixte, avec un objectif de fréquentation globale de 100 000 personnes par an :

- Une partie assurée par un délégataire dans le cadre d'une DSP, composée de spectacles de divertissement, et propositions axées danse et cirque ;
- Une partie dédiée aux deux Scènes Nationales du territoire, le Théâtre de l'Agora (soutenu au titre de la PAC à 85 000€/an) et le Théâtre de Sénart (soutenu au titre de la PAC à 75 000€/an), et au Théâtre de Corbeil-Essonnes. Au moins 10 spectacles par an sont envisagés (grandes formes lyriques, musiques du monde, humour).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 5 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 17 924 752 € et correspond au total des dépenses subventionnables du projet (travaux hors désamiantage, VRD et espaces verts ; équipements hors cuisine ; maîtrise d'œuvre).

Localisation géographique :
- EVRY-COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de travaux subventionnables	14 141 947,00	66,61%
Achats d'équipements subventionnables	1 492 805,00	7,03%
Maîtrise d'oeuvre	2 290 000,00	10,79%
Autres dépenses non subventionnables	3 307 082,00	15,58%
Total	21 231 834,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat FNADT (acquis)	3 383 000,00	15,93%
Etat (sollicité)	1 500 000,00	7,06%
Région Ile-de-France - Construction et aménagement des lieux de diffusion	5 000 000,00	23,55%
CD 91 (acquis)	5 000 000,00	23,55%
CA Grand Paris Sud (fonds propres)	6 348 834,00	29,90%
Total	21 231 834,00	100,00%

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc148181-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-311

DU 3 JUILLET 2019

QUATRIÈMES AFFECTATIONS 2019 POUR LES AIDES RÉGIONALES AU CINÉMA ET À L'AUDIOVISUEL

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 '.

VU Le régime exempté de notification n°SA.48161 relatif aux aides régionales au cinéma et à l'audiovisuel,

VU Le code général des collectivités territoriales,

VU La délibération CR 31-05 du 23 juin 2005 relative aux aides régionales dans le domaine culturel (crédits de fonctionnement),
VU La délibération n° CR 46-15 du 10 juillet 2015 portant adaptation des dispositifs régionaux aux évolutions européennes et nationales,

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par délibération n°CR2017-162 du 22 septembre 2017,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération CP16-146 du 18 mai 2016 adoptant les conventions-type relatives aux manifestations et réseaux cinématographiques franciliens,

VU La délibération CR 2017-10 du 26 janvier 2017 portant refonte du fonds de soutien cinéma et audiovisuel et amélioration de l'Aide à l'écriture de scénario,

VU La délibération n° CP 2017-445 du 20 septembre 2017 adoptant notamment les conventions-types de l'Aide à l'écriture de scénario,

VU La délibération n° CP 2018-238 du 30 mai 2018 adoptant notamment les conventions-types de l'Aide après-réalisation,

VU La délibération n° CR2017-191 du 23 novembre 2017 relative à la nouvelle politique d'investissement culturel régionale,

VU La délibération CP2018-140 du 16 mars 2018 adoptant notamment les conventions-types relative à l'aménagement culturel

VU La délibération n° CP 2019-133 en date du 19 mars 2019 adoptant l'aide au fonds de soutien cinéma à la société 24 MAI PRODUCTIONS pour l'œuvre de fiction Dr Night de Elie Wajeman

VU La délibération CP17-604 en date du 22 novembre 2017 adoptant l'aide au fonds de soutien cinéma à la société JULIANNE FILMS pour l'œuvre d'animation Le sommet des Dieux de Patrick Imbert.

VU La délibération n° CP 2017-348 en date du 5 juillet 2017 adoptant l'aide après-réalisation à la société Triptyque Films pour le film La liberté de Guillaume Massart.

VU La délibération n° CP 2017-348 du 5 juillet 2017 adoptant notamment les conventions-types du Fonds de soutien cinéma et audiovisuel,

VU La délibération CR 2018-004 du 15 mars 2018 relative à la création du fonds d'aide à la création de jeu vidéo,

VU La délibération n°CP2018-543 du 21 novembre 2018 adoptant notamment les conventions-types du Fonds d'aide à la création de jeu vidéo,

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens »,

VU La délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par les délibérations n°CP2017-191 du 17 mai 2017 et CP 2018-494 du 21 novembre 2018;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2019,

VU L'avis du comité de lecture du Fonds de soutien cinéma du 1er avril 2019,

VU L'avis du comité de lecture du Fonds de soutien audiovisuel du 6 juin 2019,

VU L'avis du comité de sélection du Fonds d'aide à la création de jeu vidéo du 6 mai 2019,

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-311 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Actions culturelles cinématographiques et audiovisuelles

Décide de participer au titre du dispositif Soutien aux manifestations et réseaux cinématographiques au financement des projets détaillés en annexe à la présente délibération, par l'attribution de 9 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **110 500 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions type adoptées par délibération CP n°16-146 du 18 mai 2016 et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **110 500 €** disponible sur le chapitre 933 "Culture, sports et loisirs", code fonctionnel 312 "Activités culturelles et artistiques", programme HP 312-009 (131009) "Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel", action 13100902 "Actions culturelles cinématographiques et audiovisuelles " du budget 2019.

Article 2 : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel

Décide de participer au titre du Fonds de soutien cinéma, au financement de 21 projets détaillés en annexe à la présente délibération par l'attribution de 21 aides remboursables d'un montant maximum prévisionnel de **3 969 500 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2017-348 du 5 juillet 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **3 969 500 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-015 (131015) « Fonds d'investissement pour la Culture » action 13101502 « Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle » du budget 2019.

Article 3 : Fonds d'aide à la création de Jeu Vidéo

Décide de participer au titre du dispositif d'aide à la création de jeu vidéo, au financement des projets détaillés en annexe à la présente délibération par l'attribution de 2 aides remboursables d'un montant maximum prévisionnel de **137 800 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par la délibération n°CP2018-543 du 21 novembre 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **137 800 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-015 (131015) « Fonds d'investissement pour la Culture » action 13101503 « Jeux Vidéos » du budget 2019.

Article 4 : Modification de la convention d'Aide à l'écriture de scénario

Approuve la convention –type du dispositif d'aide à l'écriture de scénario figurant en annexe 2 à la présente délibération.

Article 5 : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel – changement de bénéficiaire pour une aide précédemment votée UN MÉDECIN DE NUIT (ex. Dr Night) de Elie Wajeman

Décide de transférer à la société de production PARTIZAN FILMS la subvention de 162 000 € attribuée précédemment à la société 24 MAI PRODUCTIONS par délibération n° CP2019-133 en date du 19 mars 2019, pour contribuer à la réalisation de l'œuvre cinématographique de fiction intitulée Dr NIGHT de Elie Wajeman.

Subordonne le versement de l'aide régionale à la signature par PARTIZAN FILMS d'une convention conforme à la convention type adoptée par la délibération n° CP2017-348 en date du 5 juillet 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 6 : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel – changement de bénéficiaire pour une aide précédemment votée LE SOMMET DES DIEUX de Patrick Imbert

Décide de transférer à la société de production FOLIVARI la subvention de 400 000 € attribuée précédemment à la société JULIANNE FILMS par délibération CP17-604 en date du 22 novembre 2017 pour la réalisation de l'œuvre cinématographique d'animation intitulée LE SOMMET DES DIEUX réalisé par Patrick Imbert.

Approuve l'avenant de transfert en annexe 3 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 7 : Cotisations sociales à verser à l'AGESSA

Affecte une autorisation d'engagement de **20 000 €** disponible sur le chapitre 933 "Culture, sports et loisirs", code fonctionnel 312 "Activités culturelles et artistiques", programme HP 312-009 (131009) "Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel", action 13100904 "soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle" du budget 2019 au titre des cotisations AGESSA dues par la Région aux auteurs soutenus dans le cadre du dispositif de l'Aide à l'écriture de scénario.

Article 8 : Correction erreur matérielle – Aide après-réalisation – complément d'aide pour la société Triptyque Films

Décide de procéder à une attribution complémentaire de 1 000 € à la société Triptyque Films pour le film La liberté de Guillaume Massart dont la participation régionale d'un montant initial de 34 000 € a été attribuée par délibération n°CP2017-348 en date du 5 juillet 2017 et approuve la fiche projet telle que présentée en annexe à la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement de **1 000 €** disponible sur le chapitre 933 "Culture, sports et loisirs", code fonctionnel 312 "Activités culturelles et artistiques", programme HP 312-009 (131009) "Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel", action 13100905 « Aide à après réalisation » du budget 2019.

Article 9 : soutien à l'investissement culturel

Décide de participer au titre de la politique régional d'investissement culturel au financement du projet détaillé en annexe à la délibération, par l'attribution d'une subvention pour un montant maximum prévisionnel de 15 000 €.

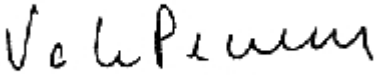
Subordonne le versement de cette subvention, à la conclusion d'une convention conforme à la convention-type relative à l'aménagement culturel, approuvée par la délibération n°CP2018-140 du 16 mars 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte, d'autre part, une autorisation de programme de 15 000 € disponible sur le chapitre 903 « Culture », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-002 « Equipements culturels de diffusion et de création », action 13100701 « soutien à la création et à la diffusion numériques » du budget 2019.

Article 10 : dérogation au principe de non commencement d'exécution

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17 et 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

CONVENTION TYPE AIDE A L'ECRITURE DE SCENARIO

AIDE A L'ECRITURE DE SCENARIO DE LA REGION ILE-DE-FRANCE

CONVENTION

Entre

La Région Ile de France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, [Madame Valérie PECRESSE],
En vertu de la délibération N°[du [
Ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

L'Auteur dénommé :
Dont l'adresse est :
Ci- après dénommé «auteur [*principal*]»

d'autre part,

Et

[*L'Auteur dénommé*
Dont l'adresse est :
Ci-après désigné « co-auteur »]

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif régional d'aide à l'écriture de scénario adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° n°2017-10 du 26 janvier 2017.

L'attribution par la Région d'une bourse d'aide à la création à l'auteur [*et au co-auteur*] et son versement se fait dans le respect des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° [CP d'attribution XXXXX] du [date CP d'attribution XXXXX], la Région Ile-de-France a décidé de soutenir (*nom de(s) auteur(s)*) pour l'écriture du scénario [*Titre*] et la réalisation d'ateliers-rencontres dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : (*objet du dossier*)

Dans cet objectif, elle accorde :

- à l'auteur [*principal]* du scénario une bourse d'aide à la création d'un montant global de NNN € pour une durée d'ateliers-rencontres de NNN mois. Cette bourse est soumise à l'impôt sur les revenus au titre des bénéfices non commerciaux.

-[*au co-auteur du scénario une bourse d'aide à la création d'un montant global de NNN € pour une durée d'ateliers-rencontres de NNN mois. Cette bourse est soumise à l'impôt sur les revenus au titre des bénéfices non commerciaux*.]

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

L(es) auteurs s'engagent à l'élaboration d'une version 1 du projet de scénario dont la présentation est précisée dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le(s) auteurs s'engagent à réaliser un projet d'ateliers-rencontres de création cinématographique dans un lycée francilien ou une structure d'accueil francilienne de leur choix. Il devra mettre en œuvre des ateliers-rencontres hebdomadaires sur une durée de 4 à 6 mois. L'auteur sera accompagné par le lycée ou la structure d'accueil de son choix pour la préparation et la restitution des ateliers (élaboration du contenu des actions, communication autour de l'événement et accueil des publics). La participation aux ateliers-rencontres doit être gratuite pour le public.

Concernant les structures d'accueil, sont éligibles tous types de structures publiques ou privées situées sur le territoire francilien œuvrant dans le domaine culturel, social ou éducatif (salle de cinéma, bibliothèques, sites historiques, centres pénitentiaires, hôpitaux, lieu culturels, etc.).
Une structure ne peut accueillir qu'un seul projet d'ateliers-rencontres soutenu au titre du dispositif sur une même période.

Le(s) auteurs devront impérativement présenter, au moment de la signature de la présente convention et dans les deux mois maximum suivant la commission permanente, un engagement écrit de la structure d'accueil de son choix (le versement de l'aide régionale est conditionné à cet engagement conformément aux dispositions de l'article 8 de la présente convention) ainsi qu'une proposition détaillée des ateliers-rencontres en partenariat avec la structure.

Le(s) auteurs s'engagent à réaliser les ateliers au sein de la structure d'accueil, à leur initiative et sous leur responsabilité et à ne pas se faire rémunérer par la structure.

L(es) auteur(s) et la Région se réunissent au moins une fois pendant la durée des ateliers-rencontres afin d'évaluer le bon déroulement du projet culturel et la qualité des actions mises en place. Ils se réunissent à nouveau lors de la restitution par l(es) auteur(s) du scénario écrit (version1) dans un délai maximum de 18 mois à compter de la date du vote par l'assemblée régionale de la bourse.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES, FINANCIERES ET JURIDIQUES

L(es) auteur(s) s'engage(nt) à :

- Prévenir par écrit la Région de tout changement pouvant compromettre l'écriture de l'œuvre ou/et le principe de l'intervention régionale tel que défini dans la présente convention et concernant notamment : l'auteur, le co-auteur, les caractéristiques de l'œuvre (nature, durée, financements,...),

- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

- Informer la Région de la date de démarrage du tournage du film issu du scénario soutenu

- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention (notamment concernant les ateliers rencontres).

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 2.3 **:** OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, l(es) auteur(s) s'engagent à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Les ateliers –rencontres :

L(es) auteur (s) s'engage(nt) à :

- soumettre à l'accord préalable écrit de la Région l'ensemble du matériel promotionnel. Il devra faire figurer la mention **« avec le soutien de la Région Ile-de-France** » sur tous les documents promotionnels ou d'information, notamment flyers, affiches, invitations, etc.,
- faire figurer le logo de la Région sur tous les documents promotionnels ou d'information, toutes les affiches, flyers, invitations, etc. dès lors que d'autres logos y figurent. Dans ce cas, le logo de la Région devra apparaître dans des conditions identiques (notamment de taille) à celles des autres logos, dans le respect de sa charte graphique,

Les bénéficiaires autorisent à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Le scénario et les œuvres cinématographiques ou audiovisuelles issues du scénario:

La participation financière de la Région Ile-de-France devra être mentionnée sur le scénario aboutie ainsi que sur toutes les œuvres cinématographiques ou audiovisuelles issues du scénario aidé. Notamment la mention « **Avec le soutien de l'aide à l'écriture de scénario de la Région Ile-de-France** » devra figurer sur le scénario et au générique du film.

L(es) auteur (s) s'engage(nt) à :

- soumettre à l'accord préalable écrit de la Région la rédaction et la maquette des génériques de début et de fin,

- mentionner au générique de début de l'œuvre : **« Avec le soutien de la Région Ile-de-France »**,
- mentionner au générique de fin : « **Avec le soutien de l'aide à l'écriture de scénario de la Région Ile-de-France, en partenariat avec le CNC »**. Dans l'hypothèse où l'œuvre n'a pas été agréée par le CNC, la mention sera la suivante : « avec le soutien de la Région Ile-de-France »,
- faire figurer au générique de fin le logo de la Région dès lors que d'autres logos y figurent. Dans ce cas, le logo de la Région devra apparaître dans des conditions identiques (notamment de taille) à celles des autres partenaires, dans le respect de sa charte graphique.
- tenir informée la Région à l'avance des sélections en festivals, puis des prix et récompenses décernés dès leurs annonces.
- à inviter les représentants de la Région à l'avant-première officielle de l'œuvre.

En cas de non-respect de ces obligations, la Région se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée selon les modalités prévues à l'article 5.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, les bénéficiaires s'engagent à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller les bénéficiaires dans leur démarche.

ARTICLE 3: DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le (**date de la CP d'attribution).**

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 8.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en

application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 5 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

• La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

• La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

• Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 7 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° [CP d'attribution XXXXX] du [date CP d'attribution XXXXX] et [autres si besoin].

ARTICLE 8 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Art 8.1 : Modalités de versement

Le versement de la bourse d'aide à la création est effectué sur demande de l'auteur *et [du co-auteur]*. La bourse d'aide à la création fait l'objet d'un versement en trois fois :

- **50% à la signature de la présente convention.** Le versement est conditionné à la remise d'un projet détaillé d'ateliers-rencontres élaboré conjointement par le(s) auteur(s) et la structure d'accueil comprenant les objectifs, le public visé, les modalités d'intervention et le planning des actions ainsi qu'un engagement écrit de la structure.

- **20% à la fin des ateliers-rencontres** après validation par la Région d'un compte rendu des ateliers-rencontres élaboré conjointement par le(s) auteur (s) et la structure d'accueil (rappel des modalités d'intervention, atteinte des objectifs, difficultés éventuellement rencontrées, retour des participants, de(s) auteur(s) et de la structure sur l'action réalisée)

- **30% après remise de la version 1 du scénario,** dans les 18 mois à compter de la date de la commission permanente d'attribution. Le scénario devra être remis sous une version PDF, par voie électronique doublée d'une version papier imprimée en recto-verso et reliée.

Art 8.2 : Révision du montant subventionné

En cas d'interruption des ateliers-rencontres, le montant de la bourse d'aide à la création est révisé au prorata des mois effectivement consacrés aux ateliers-rencontres. Le montant trop-perçu fait l'objet d'un reversement à la Région.

Art 8.3 : Caducité

-Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la bourse devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci avant, que les retards ne lui sont pas imputables.

- A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Le.....

La Présidente du Conseil Régional d'Ile de France

Le ……..

L'auteur

(Nom, prénom, signature)

Le …….

Co-auteur

(Nom, prénom, signature)

FICHES PROJET

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-311

DOSSIER N° 19004813 - Projet de numérisation-valorisation de collections cinématographiques - MEMOIRE FILMIQUE D'ILE-DE-FRANCE

Dispositif : Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation (n° 00000147)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-20421-131007-300
Action : 13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation	47 222,00 € HT	31,76 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MEMOIRE FILMIQUE D'ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 41 RUE ALEXANDRE SOLJENITSYNE
91000 (EX) EVRY
Statut Juridique :
Représentant : Monsieur Maxime GREMBER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 8 juillet 2019 - 1 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les associations CINEAM et CINE-ARCHIVES œuvrent toutes deux depuis une vingtaine d'années à la sauvegarde et la valorisation de la mémoire filmique d'Ile-de-France.
Aujourd'hui afin de poursuivre leur travail de collecte et de diffusion-valorisation des nombreux films amateurs franciliens, qui contribuent à la compréhension de l'histoire de la Région, les 2 structures ont souhaité s'associer et créer l'association MEMOIRE FILMIQUE D'ILE DE FRANCE.
Cette nouvelle entité constitue un cadre qui leur permettra de véritablement mutualiser leurs outils et leurs compétences et de porter un projet commun de développement de leurs actions pour lequel elles sollicitent un soutien régional.

DESCRIPTIF DU PROJET :
Le projet porté par l'association MEMOIRE FILMIQUE D'ILE DE FRANCE vise à fédérer des centres d'archives audiovisuelles et cinémathèques ayant dans leurs collections des films « amateurs » portant sur l'histoire de la Région.
Ces fonds cinématographiques, qui remontent pour les plus anciens aux années 1920, permettent de comprendre les transformations du monde rural, les mutations architecturales, l'histoire des centres urbains, les constructions d'équipements et les évolutions sociétales…
L'association amplifiera le travail de collecte mais aussi d'indexation, de numérisation et de valorisation

des films pour la constitution d'un fonds audiovisuel régional.
Les associations Ciné-Archives et Cinéam reçoivent chaque année plusieurs collections cinématographiques et de nombreuses heures de films argentiques qu'elles doivent numériser. Cette étape est indispensable pour la sauvegarde des films mais également pour permettre leur transmission-valorisation et diffusion. En effet, les 2 associations travaillent avec des partenaires multiples (associations, collectivités, cinémas, universités…) pour proposer régulièrement des actions de médiations en direction des publics, des éditions DVD, des séances en salle de cinéma accompagnées par des intervenants, des rencontres professionnels autour de la sauvegarde des archives cinématographiques…
Confrontées aux limites et aux couts d'un processus de numérisation réalisé par des prestataires extérieurs, les associations ont aujourd'hui de nombreux films en attente de numérisation et ne parviennent pas toujours à répondre aux demandes.
La création de l'association MEMOIRE FILMIQUE D'ILE DE FRANCE doit permettre de mutualiser les moyens pour répondre plus favorablement aux demandes de dépôts de films, augmenter significativement la numérisation des collections et renforcer le travail de valorisation.

ACQUISITIONS
Les développements techniques et la baisse des couts permettent aujourd'hui d'envisager l'acquisition de matériel professionnel de numérisation de films argentiques (8mm, Super 8, 16mm).
L'association souhaite ainsi acquérir un scanner 4K et un serveur pour mener à bien ce projet de développement. Le scanner sera utilisé par les membres de l'association formés à son usage et pourra également être utilisé par des structures franciliennes ayant des besoins de numérisation de films entrant dans le champ thématique de l'association.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût global de l'opération s'élève à 47 222 € HT

Il se décompose de la façon suivante :
- 40 530 € HT acquisition du scanner 4K
- 5 066 € HT acquisition d'un serveur
- 1626 € HT acquisition de disques dur et d'un moniteur 4K

La Région est sollicitée pour l'ensemble de ces investissements permettant la réalisation du projet décrit ci-dessus.
Au titre de l'aide aux investissements numériques dans le champ culturel et compte tenu de l'intérêt du projet, il est proposé que la Région intervienne à hauteur de 31% de la dépense subventionnable soit 15 000 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
acquisition scanner 4K	40 530,00	85,83%
Acquisition moniteur 4K	1 299,00	2,75%
Acquisition serveur et stockage	5 393,00	11,42%
Total	47 222,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	9 450,00	20,01%
Mécennat Crédit agricole - sollicité	3 972,00	8,41%
CD Essonne (sollicité)	5 000,00	10,59%
Région Ile-de-France (sollicité)	18 800,00	39,81%
DRAC IDF - acquis	10 000,00	21,18%
Total	47 222,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-311

DOSSIER N° EX044247 - LES SISTERS saison 2

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 180 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: SAMKA PRODUCTIONS
Adresse administrative	: 50 RUE DE PARADIS 75010 PARIS
Statut Juridique	: Société par Actions Simplifiées
Représentant	: Madame MYRIAM KAMINKA, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production de la série d'animation LES SISTERS saison 2 (52x12mn) réalisée par Luc Vinciguera

Dates prévisionnelles : 7 décembre 2018 - 3 juillet 2026
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteurs : Valérie Baransky, Anthony Scott, Pascal Mirleau

Réalisateur : Luc Vinciguera

Résumé : Adaptation de la célèbre bande dessinée Les Sisters, ou les aventures de Wendy 14 ans et Marine 8 ans qui se chamaillent autant qu'elles s'adorent.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	3 060 330,00	53,66%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	1 470 208,00	25,78%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	1 172 202,00	20,56%
Total	5 702 740,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	647 355,00	11,35%
1er coproducteur français (uniquement société de production, pas de chaines en coproduction)	647 355,00	11,35%
préa achat et apport copro de chaine française 1	1 200 000,00	21,04%
préa achat et apport copro de chaine française 2	370 000,00	6,49%
préa achat et apport copro de chaine étrangère 1	133 100,00	2,33%
préa achat et apport copro de chaine étrangère 2	225 000,00	3,95%
préa achat et apport copro de chaine étrangère 3	42 260,00	0,74%
CNC, cosip, préciser automatique ou sélectif	1 548 850,00	27,16%
Procirep Angoa	13 200,00	0,23%
Crédit d'impôt (le cas échéant)	577 000,00	10,12%
Autres collectivités locales 1, préciser le type d'aide	50 000,00	0,88%
Autres collectivités locales 2, préciser le type d'aide	183 620,00	3,22%
Autres (préciser)	50 000,00	0,88%
Autres (préciser)	15 000,00	0,26%
Total	5 702 740,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-311

DOSSIER N° EX044254 - DARIA ET SES POTES

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: MORGANE PRODUCTION
Adresse administrative	: 6 RUE ESCUDIER 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
Statut Juridique	: Société par Actions Simplifiées
Représentant	: Monsieur Gérard LACROIX, Producteur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du documentaire audiovisuel (60mn) réalisé par Marie-Christine Gambart

Dates prévisionnelles : 17 décembre 2018 - 3 juillet 2026
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteure et réalisatrice : Marie-Christine Gambart

Résumé : Daria a les cheveux blond platine, un piercing, des tatouages, un caractère bien trempé. Elle est militante féministe et grosse. Depuis toujours. Des discriminations, elle en a connues toute sa vie, petite à l'école, puis adulte dans son milieu professionnel. En créant le collectif gras politique, elle est devenue l'ambassadrice de ce peuple invisible et marginalisé que sont les gros. Ce film raconte son combat pour faire entendre leur voix.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- BOULOGNE-BILLANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	204 366,00	79,30%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	3 570,00	1,39%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	49 765,00	19,31%
Total	257 701,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	29 141,00	11,31%
préa achat et apport copro de chaine française 1	125 000,00	48,51%
préa achat et apport copro de chaine française 2	5 000,00	1,94%
CNC, cosip, préciser automatique ou sélectif	53 000,00	20,57%
Procirep Angoa	10 560,00	4,10%
Autres (préciser)	35 000,00	13,58%
Total	257 701,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-311

DOSSIER N° EX044438 - LE JOUR D'APRES

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: 416
Adresse administrative	: 57 AVENUE DE LA GRANDE ARMEE 75116 PARIS
Statut Juridique	: Société à Responsabilité Limitée
Représentant	: Madame MELISSA THEURIAU, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Aide à la production du documentaire audiovisuel LE JOUR D'APRES, (60 mn) réalisé par Ketty Rios Palma

Dates prévisionnelles : 14 janvier 2019 - 3 juillet 2026
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteure et réalisatrice : Ketty Rios Palma

Résumé : Le jour d'après est la chronique de vie de Raïd, Kahina, Alex, Gabriel et Jérémie. Ils ont entre 10 et 14 ans et cumulent difficultés familiales, sociales et troubles du comportement. Ce sont des âmes brisées qui ont été confiés par l'Aide Sociale à l'Enfance à la Fondation " La vie au grand air " qui les accueille dans un pavillon de la banlieue parisienne, sans leurs parents, accompagnés d'éducateurs. Un lieu de vie qui fait le pari de la collectivité pour aider ces jeunes à se reconstruire.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	191 502,72	79,47%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	1 260,00	0,52%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	48 202,88	20,00%
Total	240 965,60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	10 388,78	4,31%
préa achat et apport copro de chaine française 1	125 576,82	52,11%
CNC, cosip, préciser automatique ou sélectif	60 000,00	24,90%
Procirep Angoa	20 000,00	8,30%
Autres collectivités locales 1, préciser le type d'aide	25 000,00	10,37%
Total	240 965,60	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-311

DOSSIER N° EX044459 - DECOLONISATIONS

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: PROGRAM 33
Adresse administrative	: 33 RUE TROUSSEAU 75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: Société par Actions Simplifiées
Représentant	: Madame Christine DOUBLET, Productrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Aide à la production de la série documentaire DECOLONISATIONS (3x52mn) réalisée par Karim Miské et Marc Ball.

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2019 - 3 juillet 2026
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteurs : Karim Miské et Marc Ball

Réalisateurs : Karim Miské et Pierre Singaravelou

Résumé : Décolonisations raconte un phénomène historique mondial à l'origine de la complexité contemporaine : 150 ans de renversement de l'ordre colonial établi par les européens à travers le monde, du XIXe siècle jusqu'à nos jours. En 3 épisodes et 27 séquences, la série est un récit choral aux visages multiples, héros célèbres ou inconnus en Afrique, en Asie, au Proche Orient et en Europe ayant contribué à cette grande histoire commune et que sont les décolonisations.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	972 000,00	68,41%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	196 720,00	13,85%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	252 059,00	17,74%
Total	1 420 779,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	107 400,00	7,56%
1er coproducteur étranger (merci préciser le pays)	100 000,00	7,04%
2ème coproducteur étranger (merci préciser le pays)	136 302,00	9,59%
préa achat et apport copro de chaine française 1	450 000,00	31,67%
préa achat et apport copro de chaine française 2	21 000,00	1,48%
préa achat et apport copro de chaine étrangère 1	4 000,00	0,28%
CNC, cosip, préciser automatique ou sélectif	190 327,00	13,40%
CNC développement	20 000,00	1,41%
CNC autre aide préciser	25 000,00	1,76%
Procirep Angoa	21 750,00	1,53%
Autres collectivités locales 1, préciser le type d'aide	100 000,00	7,04%
Autres aides publiques françaises ou étrangères (préciser) 1	50 000,00	3,52%
Autres aides publiques françaises ou étrangères (préciser) 2	150 000,00	10,56%
Autres (préciser)	45 000,00	3,17%
Total	1 420 779,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-311

DOSSIER N° EX044470 - FAITES DES GOSSES

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 280 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: ELEPHANT STORY
Adresse administrative	: 5 RUE DE MILAN 75009 PARIS
Statut Juridique	: Société par Actions Simplifiées
Représentant	: Madame GAELLE CHOLET, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Aide à la production, de la série de fiction FAITES DES GOSSES (6x52mn), réalisée par Philippe Lefevre.

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2019 - 3 juillet 2026
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteures : Samanta Mazeras et Diane Clavier

Réalisateur : Philippe Lefevre

Avec : Fred TESTOT, Amelle CHAHBI, Philippe LEFEBVRE, Constance DOLLE, Jonathan LAMBERT, Linh Danh PHAM et Maurice CHENG

Résumé : FAITES DES GOSSES ou la vie de trois familles dans la France métissée et multiculturelle d'aujourd'hui. Trois familles très différentes dont les enfants – Anouk, Brune et Jean-Paul sont sectorisés dans le même établissement et dans la même classe de CM2 à l'occasion de l'arrivée en France de Jean-Paul et de sa famille, réfugiés politiques Chinois, et de leur intégration.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	5 053 135,00	81,47%
Dépenses de fabrication hors IDF	0,00	0,00%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	1 148 986,00	18,53%
Total	6 202 121,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	650 121,00	10,48%
1er coproducteur étranger (merci préciser le pays)	105 000,00	1,69%
préa achat et apport copro de chaine française 1	4 200 000,00	67,72%
préa achat et apport copro de chaine française 2	42 000,00	0,68%
CNC, cosip, préciser automatique ou sélectif	760 000,00	12,25%
Autres collectivités locales 1, préciser le type d'aide	280 000,00	4,51%
Autres (préciser)	15 000,00	0,24%
Autres (préciser)	150 000,00	2,42%
Total	6 202 121,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-311

DOSSIER N° EX044471 - BARON NOIR saison 3

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 270 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: KWAI
Adresse administrative	: 32 RUE DU TEMPLE 75004 PARIS 4E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: Société par Actions Simplifiées
Représentant	: Monsieur THOMAS BOURGUIGNON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production de la série de fiction BARON NOIR saison 3 (8x52mn) réalisée par Antoine Chevrollier et Olivier Panchot

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2019 - 3 juillet 2026
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteurs : Eric Benzekri, Raphaël Chevènement, Olivier Demangel, Thomas Finkielkraut

Réalisateurs : Antoine Chevrollier, Olivier Panchot

Avec : Kad Merad, Anna Mouglalis, François Morel, Patrick Mille, Pascal Elbé…

Résumé : La saison 2 a accouché d'un « nouveau monde » où la Présidente pro-européenne Amélie Dorendeu fait à la fois face au populisme de gauche incarné par Vidal et l'extrême-droite dirigée par Chalon.
Incapable d'empêcher l'effondrement de son Parti Socialiste, notre héros Philippe Rickwaert refuse pourtant de se soumettre à ces nouvelles règles du jeu. Il décide au contraire de se mettre à son compte, après avoir si longtemps œuvré dans l'ombre au service d'autres grandes figures.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	8 047 439,00	59,31%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	3 268 014,10	24,09%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	2 253 051,00	16,61%
Total	13 568 504,10	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	658 304,10	4,85%
préa achat et apport copro de chaine française 1	9 348 000,00	68,89%
préa achat et apport copro de chaine étrangère 1	36 000,00	0,27%
CNC, cosip, préciser automatique ou sélectif	881 400,00	6,50%
Procirep Angoa	19 800,00	0,15%
Crédit d'impôt (le cas échéant)	1 000 000,00	7,37%
Autres collectivités locales 1, préciser le type d'aide	300 000,00	2,21%
Autres collectivités locales 2, préciser le type d'aide	385 000,00	2,84%
Autres (préciser)	40 000,00	0,29%
Autres (préciser)	900 000,00	6,63%
Total	13 568 504,10	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-311

DOSSIER N° EX044973 - CIGARE AU MIEL

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 227 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ELIPH PRODUCTIONS
Adresse administrative	:	10 RUE BREA 75006 PARIS
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Madame CHRISTINE ROUXEL, Productrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production long-métrage de fiction d'environ 90mins CIGARE AU MIEL de Kamir Ainouz - 1er long métrage

Dates prévisionnelles : 11 janvier 2019 - 3 juillet 2029
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Réalisatrice : Kamir Ainouz

Auteurs : Kamir Ainouz et Marc Syrigas

Synopsis : Neuilly-sur-Seine, printemps 1993 le soleil brille, les oiseaux chantent et les adolescents s'embrassent sous les arbres en fleurs. La jeune SELMA, algérienne, 17 ans, boulotte et farouche, a des expériences voluptueuses. Dans ses fantasmes.

Commentaires : Kamir Ainouz réalise ici son premier film, inspiré de son histoire personnelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	1 620 081,00	78,37%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	111 059,00	5,37%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	336 019,00	16,26%
Total	2 067 159,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur cumulés (dont Crédits d'impôts)	568 159,00	27,49%
France - Pay et Free TV (en cours)	700 000,00	33,86%
CNC - Développement (acquis)	24 000,00	1,16%
CNC - ASR (en cours)	80 000,00	3,87%
Pool Soficas (en cours)	170 000,00	8,22%
Droits France - Paname (acquis)	60 000,00	2,90%
Droits Monde - Totem (en cours)	20 000,00	0,97%
Belgique - Apport Producteur - Films du Fleuve (acquis)	93 000,00	4,50%
Belgique - Préventes diverses (en cours)	30 000,00	1,45%
Algérie - Apport Producteur - Laith Media (en cours)	95 000,00	4,60%
Aide régionale proposée	227 000,00	10,98%
Total	2 067 159,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

DOSSIER N° EX044974 - LA BONNE EPOUSE

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	332 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: FK LES FILMS DU KIOSQUE
Adresse administrative	: 23 RUE DES LOMBARDS 75004 PARIS
Statut Juridique	: Société par Actions Simplifiées
Représentant	: Monsieur FRANCOIS JULIEN KRAUS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du long-métrage de fiction d'environ 100mins LA BONNE ÉPOUSE de Martin Provost

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2019 - 3 juillet 2029
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Réalisateur : Martin Provost

Auteurs : Martin Provost et Séverine Werba

Synopsis : Depuis des années, l'école ménagère de Bitche en Alsace se donne pour mission de former ses jeunes élèves à devenir des femmes au foyer idéales. C'est la loi de l'époque : se marier et être au service d'un homme. À la veille des évènements de mai 68, Paulette van Der Beck, la directrice, secondée par sa belle-soeur Gilberte et sur Marie-Thérèse, va voir toutes ses certitudes vaciller à la mort de son mari. Elle retrouve alors André, son premier grand amour...

Commentaires : Martin Provost réalise ici une comédie sociale, joyeuse et satirique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	5 362 054,00	85,28%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	745 008,00	11,85%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	180 212,00	2,87%
Total	6 287 274,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur dont crédits d'impôts	1 353 662,00	21,53%
Belgique - Apport producteur - Umédia (acquis)	23 612,00	0,38%
Pré-achat et droits France - Memento Films (acquis)	925 000,00	14,71%
Droits Monde - Memento International (acquis)	275 000,00	4,37%
Free Tv (acquis)	1 000 000,00	15,91%
Pay Tv (acquis)	1 288 000,00	20,49%
Sofica - Cofinova (acquis)	700 000,00	11,13%
Belgique - Tax Shelter (acquis)	114 500,00	1,82%
Belgique - Imagine Films Distribution (acquis)	75 000,00	1,19%
Autre région - Grand Est (en cours)	200 000,00	3,18%
Aide régionale proposée	332 500,00	5,29%
Total	6 287 274,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-311

DOSSIER N° EX044976 - DE GAULLE

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	353 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: VERTIGO PRODUCTIONS
Adresse administrative	: 14 AVENUE CLAUDE VELLEFAUX 75010 PARIS
Statut Juridique	: Société par Actions Simplifiées
Représentant	: Monsieur FARID LAHOUASSA, Président directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production long-métrage de fiction d'environ 90mins DE GAULE de Gabriel Le Bomin

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2019 - 3 juillet 2029
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Réalisateur : Gabriel Le Bomin

Auteurs : Gabriel Le Bomin et Valérie Enguilae-Ranson

Synopsis : Juin 1940. Yvonne et Charles de Gaulle sont confrontés à l'effondrement militaire et politique de la France. C'est l'heure des choix et du saut dans l'inconnu. Charles de Gaulle rejoint Londres pour tenter de poursuivre la lutte tandis qu'Yvonne de Gaulle, jetée avec ses trois enfants sur la route de l'exode, cherche à échapper à l'avancée allemande. Le destin saura les réunir au lendemain du 18 juin 1940.

Commentaires : Gabriel Le Bomin signe ici un film historique à la fois ambitieux et intime.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	8 108 959,00	72,01%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	1 236 674,00	10,98%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	1 915 237,00	17,01%
Total	11 260 870,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur dont crédits d'impôts	4 227 370,00	37,54%
Investisseurs privés (en cours)	500 000,00	4,44%
Pay TV (en cours)	1 600 000,00	14,21%
France 2 et 3 cumulés (acquis)	2 000 000,00	17,76%
Grand Est (en cours)	230 000,00	2,04%
CNC Création Visuelle (en cours)	100 000,00	0,89%
Tous droits France et Monde -SND (en cours)	2 250 000,00	19,98%
Aide régionale proposée	353 500,00	3,14%
Total	11 260 870,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-311

DOSSIER N° EX044978 - PETITE LECON D'AMOUR

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 285 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	BLUE MONDAY PRODUCTIONS LUNDI BLEU EDITIONS
Adresse administrative	:	224 RUE SAINT DENIS 75002 PARIS
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur Bertrand GORE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production long-métrage de fiction d'environ 90mins PETITE LECON D'AMOUR de Eve Deboise - 2e long métrage

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2019 - 3 juillet 2029
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Réalisatrice - Auteure : Eve Deboise

Synopsis : S'abritant dans un café pour échapper à une averse, une jeune femme trouve des copies de mathématiques oubliées, et une inquiétante lettre d'amour...

Commentaires : Après PARADIS PERDU (2012), Eve Deboise réalise ici son second long-métrage.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	1 754 343,00	75,95%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	250 089,00	10,83%
Autres dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	305 500,00	13,23%
Total	2 309 932,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur dont crédits d'impôts	817 299,00	35,38%
Free et Pay TV cumulés (en cours)	1 040 000,00	45,02%
Droits France - KMBO (acquis)	100 000,00	4,33%
Droits Monde - B for Films (acquis)	30 000,00	1,30%
Normandie Ecriture (acquis)	10 000,00	0,43%
CNC Developpement + Procirep (acquis)	27 633,00	1,20%
Aide régionale proposée	285 000,00	12,34%
Total	2 309 932,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-311

DOSSIER N° EX044979 - LES CONSOLATIONS (ex MA BEAUTE)

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	196 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: MACASSAR PRODUCTIONS
Adresse administrative	: 19 RUE JEAN-JACQUES ROUSSEAU 75001 PARIS
Statut Juridique	: Société à Responsabilité Limitée
Représentant	: Monsieur BRUNO CHAMBELLAND, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production long-métrage de fiction d'environ 90mins MES CONSOLATIONS (ex MA BEAUTE) de Antoinette Boulat - 1er long métrage

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2019 - 3 juillet 2029
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Réalisatrice : Antoinette Boulat

Auteures : Antoinette Boulat et Anne-Louise Trividic

Synopsis : Au cours d'une nuit dans Paris, où elle se confronte à ses fantômes et à sa peur, Lucie, dix-sept ans, rencontre Julien et entrevoit une nouvelle façon d'envisager sa vie.

Commentaires : Directrice de casting, Antoinette Boulet réalise ici son 1er long-métrage

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	1 413 856,00	80,35%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	98 181,00	5,58%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	247 604,00	14,07%
Total	1 759 641,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur dont Crédits d'impots	374 842,00	21,30%
CNC Développement (acquis)	23 101,00	1,31%
Apport coproducteur Weelhouse (acquis)	32 500,00	1,85%
CNC ASR (en cours)	380 000,00	21,60%
Pay TV (en cours)	370 000,00	21,03%
Droits France - Rezo a priori (en cours)	75 000,00	4,26%
Ventes internationales (en cours)	50 000,00	2,84%
Sofica (en cours)	100 000,00	5,68%
Belgique - Apport coproducteur equity - Films du Fleuve (en cours)	70 000,00	3,98%
Belgique - Frais Généraux Films du Fleuve (acquis)	18 198,00	1,03%
Belgique - Tax Shelter (en cours)	70 000,00	3,98%
Aide régionale proposée	196 000,00	11,14%
Total	1 759 641,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-311

DOSSIER N° EX044980 - ARTHUR RAMBO

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 310 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: LES FILMS DE PIERRE
Adresse administrative	: 8 RUE DU FAUBOURG POISSONNIERE 75010 PARIS
Statut Juridique	: Société à Responsabilité Limitée
Représentant	: Madame MARIE-ANGE LUCIANI, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production long-métrage de fiction d'environ 90mins ARTHUR RAMBO de Laurent Cantet

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2019 - 3 juillet 2029
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Réalisateur : Laurent Cantet

Auteurs : Laurent Cantet, Fanny Burdino et Samuel Doux

Synopsis : Qui est Karim D. ? Ce jeune écrivain engagé au succès annoncé ? Ou son alias, Arthur Rambo, qui poste des messages haineux que l'on exhume un jour de son fil Twitter ?

Commentaires : Laurent Cantet, qui a obtenu la palme d'or pour ENTRE LES MURS, revient ici avec une fiction sur les réseaux sociaux et leurs dérives.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	3 343 699,00	81,65%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	0,00	0,00%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	751 609,00	18,35%
Total	4 095 308,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur dont crédits d'impôts	1 078 308,00	26,33%
Groupe Canal+ (acquis)	785 000,00	19,17%
Free TV - France2 (acquis)	700 000,00	17,09%
Droits France - Memento (acquis)	400 000,00	9,77%
Droits Monde - Playtime (acquis)	100 000,00	2,44%
CNC ASR (acquis)	550 000,00	13,43%
CNC NTP (en cours)	45 000,00	1,10%
Procirep Angoa (acquis)	27 000,00	0,66%
Sofica (en cours)	100 000,00	2,44%
Aide régionale proposée	310 000,00	7,57%
Total	4 095 308,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-311

DOSSIER N° EX044981 - PETITE FLEUR (JAMAIS NE MEURT)

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 270 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: MANEKI FILMS
Adresse administrative	: 42 RUE RENE BOULANGER 75010 PARIS
Statut Juridique	: Société par Actions Simplifiées
Représentant	: Madame DIDAR DOMEHRI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production long-métrage de fiction d'environ 90mins PETITE FLEUR de Santiago Mitre

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2019 - 3 juillet 2029
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Réalisateur : Santiago Mitre

Auteurs : Santiago Mitre et Mariano Llinas

Synopsis : José, Argentin récemment installé en France, fait un soir la connaissance de son voisin. Les deux hommes sympathisent, mais la soirée tourne mal lorsque José entend « Petite Fleur » de Sidney Bechet. Pris dune irrépressible pulsion, il assassine son nouvel ami. Pourtant, le lendemain, à la stupeur de José, son voisin est plus éclatant de santé que jamais Comme si l'accès de folie de la veille n'avait pas eu lieu.

Commentaires : Le réalisateur argentin Santiago Mitre signe ici son premier film francilien.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	1 750 633,00	62,93%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	663 753,00	23,86%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	367 570,00	13,21%
Total	2 781 956,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur dont crédit d'impôts	492 218,00	17,69%
CNC ASR après réalisation (en cours)	150 000,00	5,39%
Eurimages cumulés France-Argentine (en cours)	210 000,00	7,55%
CNC Développement (acquis)	24 000,00	0,86%
Procirep (acquis)	23 000,00	0,83%
Media (acquis)	41 738,00	1,50%
Sacem Musique (en cours)	20 000,00	0,72%
PACA écriture (acquis)	6 000,00	0,22%
Autre région (en cours - bord de mer)	150 000,00	5,39%
Sofica (en cours)	100 000,00	3,59%
TV (en cours)	400 000,00	14,38%
Droits France - KMBO (acquis)	100 000,00	3,59%
Droits monde France et Argentine - Playtime - Acquis	300 000,00	10,78%
Argentine - Apport coproducteur - La Union de Los Rios (acquis)	18 000,00	0,65%
Aides et achats divers Argentine	477 000,00	17,15%
Aide régionale proposée	270 000,00	9,71%
Total	2 781 956,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-311

DOSSIER N° EX044982 - LA P'TITE FRADETTE

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: LIONCEAU FILMS
Adresse administrative	: 59 RUE DU FAUBOURG SAINT ANTOINE 75011 PARIS
Statut Juridique	: Société par Actions Simplifiées
Représentant	: Madame HELENE CASES, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du long métrage documentaire d'environ 90min LA P'TITE FRADETTE réalisé par Elodie Fradet - 1er long métrage

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2019 - 3 juillet 2029
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteure - Réalisatrice : Elodie Fradet

Synopsis : Chez les Fradet, il y a maman, papa, mémé, papou, tante Arlette, tonton Titi Gitans de la terre et paysans de la mer, ils préparent la noce de leur ptite, revenue à Noirmoutier pour épouser sa femme. De lit en lit, de terre en mer, elle va découvrir lamour et la mémoire des siens.

Commentaires : Elodie Fradet réalise ici son premier long métrage autour de sa famille
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	248 078,00	70,45%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	30 064,00	8,54%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	74 005,00	21,02%
Total	352 147,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	41 743,00	11,85%
1er coproducteur français	9 904,00	2,81%
Pré-achat et apport copro de chaine française 1	60 000,00	17,04%
CNC ASR	133 000,00	37,77%
CNC Diversité	20 000,00	5,68%
Droits France et Monde - Nour Films (acquis)	30 000,00	8,52%
Pays de la Loire - Développement (acquis)	7 500,00	2,13%
Apport Industrie - Périphérie (en cours)	10 000,00	2,84%
Aide régionale proposée	40 000,00	11,36%
Total	352 147,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-311

DOSSIER N° EX044983 - LA COMEDIE HUMAINE

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 490 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: CURIOSA FILMS
Adresse administrative	: 7 AV FRANKLIN D ROOSELVELT 75008 PARIS
Statut Juridique	: Société par Actions Simplifiées
Représentant	: Monsieur Olivier DELBOSC, Producteur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production long-métrage de fiction d'environ 90mins LA COMEDIE HUMAINE de Xavier Giannoli

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2019 - 3 juillet 2029
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Réalisateur : Xavier Giannoli

Auteurs : Xavier Giannoli en collaboration avec Jacques Fieschi et adapté d'Honoré de Balzac

Synopsis : En 1821, Lucien de Rubempré, jeune poète d'Angoulême bercé de grandes ambitions, s'enfuit à Paris avec sa maîtresse, la baronne de Bargeton. Vite livré à lui-même, Lucien a du mal à s'accommoder à la grande ville : solitude, manque d'argent, humiliations... Une rencontre fortuite fait de lui un journaliste mondain. Emporté dans le tourbillon de la vie parisienne, il se fait beaucoup d'ennemis, et pas seulement parce qu'il a du talent. Le piège est là, prêt à se refermer sur lui et ses illusions.

Commentaires : Xavier Giannoli signe ici une oeuvre ambitieuse en adaptant Balzac, projet qu'il porte en lui depuis longtemps.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	14 889 793,00	81,48%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	145 442,00	0,80%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	3 239 353,00	17,73%
Total	18 274 588,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur cumulé Curiosa/Gaumont	7 134 588,00	39,04%
Free TV (en cours)	2 500 000,00	13,68%
Pay TV (en cours)	3 000 000,00	16,42%
CNC création visuelle et sonore (en cours)	150 000,00	0,82%
Tous droits France et Monde - Gaumont (acquis)	5 000 000,00	27,36%
Aide régionale proposée	490 000,00	2,68%
Total	18 274 588,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-311

DOSSIER N° EX044984 - PAR UN DEMI-CLAIR MATIN

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 334 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: 3B PRODUCTIONS
Adresse administrative	: 10 PASSAGE DES TAILLANDIERS 75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: Société à Responsabilité Limitée
Représentant	: Monsieur JEAN BREHAT, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production long-métrage de fiction d'environ 120mins PAR UN DEMI-CLAIR MATIN de Bruno Dumont

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2019 - 3 juillet 2029
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Réalisateur - Auteur : Bruno Dumont

Synopsis : Chronique de la vie frénétique d'une journaliste star de la télévision, prise entre la célébrité et une spirale d'événements qui entraineront sa chute. Décidée à sortir de cette identité tragique, elle connaitra la rédemption par un travail acharné, puis par un retour à son existence, mais cette fois avec ironie et dérision.

Commentaires : Délaissant son Nord natal, Bruno Dumont tourne ici en région Île-de-France.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	3 499 366,00	59,05%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	1 394 994,00	23,54%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	1 031 526,00	17,41%
Total	5 925 886,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	833 886,00	14,07%
Eurimages (en cours)	415 000,00	7,00%
Allemagne - Apport coproducteur - Red Balloon (en cours)	110 000,00	1,86%
Italie - Apport coproducteur Asmara Films (en cours)	180 000,00	3,04%
Free TV - Arte (en cours)	400 000,00	6,75%
Pay TV - Groupe Canal+ (en cours)	653 000,00	11,02%
CNC ASR (en cours)	500 000,00	8,44%
Aide Franco Allemande (en cours)	250 000,00	4,22%
Aide Micbat (en cours)	300 000,00	5,06%
Pictanovo (en cours)	100 000,00	1,69%
Droits France - ARP (acquis)	540 000,00	9,11%
Droits monde - Indie Sales (hors France, Allemagne et Italie)	500 000,00	8,44%
Pool Sofica (en cours)	100 000,00	1,69%
Allemagne- TV Arte/WDR (en cours)	210 000,00	3,54%
Bavière (en cours)	150 000,00	2,53%
MG Allemagne divers (en cours)	100 000,00	1,69%
Italie - Rai (en cours)	250 000,00	4,22%
Aide régionale proposée	334 000,00	5,64%
Total	5 925 886,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-311

DOSSIER N° EX044987 - STELA

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	46 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: BELLOTA FILMS
Adresse administrative	: 14 RUE DU MOULIN JOLY BELLOTA FILMS 75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: Société par Actions Simplifiées
Représentant	: Madame HIND SAIH, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du long métrage documentaire d'environ 90min STELA réalisé par Anca Hirte

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2019 - 3 juillet 2029
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Réalisatrice - Auteure : Anca Hirte

Synopsis : "J'ai été braqueuse, voleuse, mafieuse. J'ai explosé mes veines, j'ai picolé, j'ai picolé et j'ai baisé des meufs. J'ai buté personne pour l'instant. J'ai jamais chouré les pauvres.
Je m'appelle Stela et j'ai 42 ans aujourd'hui, dont 10 en taule.
Ma vie, c'est du chaos."

Commentaires : Chimiste de formation, Anca Hirte étudie le cinéma aux Ateliers Varan. Elle réalise ici son 3e long-métrage.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	182 301,64	43,91%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	156 835,78	37,77%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	76 051,58	18,32%
Total	415 189,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	26 079,00	6,28%
Apport Les Films d'ici - acquis	6 000,00	1,45%
Apport Elefant - Roumanie (acquis)	19 304,00	4,65%
CNC Roumanie (en cours)	126 000,00	30,35%
Tous droits France et Monde - Shellac (en cours)	30 000,00	7,23%
Eurimages France et Roumanie (en cours)	46 300,00	11,15%
Roumanie - UltraViolet Media (acquis)	5 000,00	1,20%
Roumanie - Kolektiv Films (acquis)	10 000,00	2,41%
Suisse - Coproducteur Elefant (acquis)	3 006,00	0,72%
Suisse - Aides et TV divers (en cours)	97 000,00	23,36%
Aide régionale proposée	46 500,00	11,20%
Total	415 189,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-311

DOSSIER N° EX044988 - LA VIEILLE DAME ET LES VISITEURS

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 56 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: MINIMA PRODUCTIONS
Adresse administrative	: 56 RUE DU RUISSEAU 75018 PARIS 18E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: Société à Responsabilité Limitée
Représentant	: Monsieur HUGUES DECOBERT, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du long métrage documentaire d'environ 90min LA VIEILLE DAME ET LES VISITEURS réalisé par Camille Ponsin

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2019 - 3 juillet 2029
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Realisateur - Auteur : Camille Ponsin

Synopsis : L'ethnologue Marie-José Tubiana a 87 ans et la vie devant elle. Mais pas la sienne. Celle de jeunes hommes et de femmes venus du Darfour qui défilent aujourdhui dans son appartement alors que rien ne les destinait à échouer si loin de chez eux et si nombreux. Des exilés venant dune région aussi belle que meurtrie, dont nous ne savons presque rien et dont elle sait presque tout. Son savoir s'avère être un atout indispensable autant pour leur demande d'asile que pour retrouver leur humanité.

Commentaires : Camille Ponsin est chef opérateur et documentariste.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	389 740,00	83,28%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	0,00	0,00%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	78 270,00	16,72%
Total	468 010,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	47 510,00	10,15%
Apports en industrie (préciser l'origine et la nature) 1	14 500,00	3,10%
1er coproducteur français	35 000,00	7,48%
Pré-achat et apport copro de chaine française 1	185 000,00	39,53%
CNC ASR	100 000,00	21,37%
CNC autres (merci de préciser le détail des aides et si automatique ou sélectif)	30 000,00	6,41%
Aide régionale proposée	56 000,00	11,97%
Total	468 010,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-311

DOSSIER N° EX045672 - OU SONT LES NOIRS ?

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	REDSTONE
Adresse administrative	:	141 AVENUE DE WAGRAM 75017 PARIS
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Madame VALERIE TUBIANA, Productrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du documentaire audiovisuel OU SONT LES NOIRS ? (60mn) réalisé par Rokhaya Diallo.

Dates prévisionnelles : 11 octobre 2018 - 3 juillet 2026
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteurs : Rokhaya Diallo, Ali Rebeihi et Richard Koné

Réalisatrice : Rokhaya Diallo

Résumé : A travers le parcours d'actrices et d'acteurs noirs, nous souhaitons interroger et comprendre la place occupée par cette minorité visible dans les films, les fictions télé et les publicités produites en France. Ce documentaire pose la question de la représentation de chacun dans une société pensée et imaginée universaliste, et au-delà de la minorité noire, c'est la lisibilité de toutes nos différences que nous voulons explorer ainsi que ses conséquences sociétales.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	214 844,00	74,57%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	17 960,00	6,23%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	55 317,00	19,20%
Total	288 121,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	14 585,50	5,06%
1er coproducteur français (uniquement société de production, pas de chaines en coproduction)	14 585,50	5,06%
préa achat et apport copro de chaine française 1	60 300,00	20,93%
préa achat et apport copro de chaine française 2	9 000,00	3,12%
préa achat et apport copro de chaine étrangère 1	5 000,00	1,74%
préa achat et apport copro de chaine étrangère 2	5 000,00	1,74%
Préa achat et apport copro de plateforme web 1 préciser la nationalité	55 000,00	19,09%
CNC, cosip, préciser automatique ou sélectif	49 400,00	17,15%
CNC autre aide préciser	20 000,00	6,94%
Procirep Angoa	20 250,00	7,03%
Autres collectivités locales 1, préciser le type d'aide	35 000,00	12,15%
Total	288 121,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-311

DOSSIER N° 19007196 - PREMIERE ANNEE DEHORS

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: LES FILMS DU BALIBARI
Adresse administrative	: 19 RUE DE CRUCY 44100 NANTES
Statut Juridique	: Société à Responsabilité Limitée
Représentant	: Madame Clara VUILLERMOZ, Productrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du documentaire audiovisuel (65mn) réalisé par Valérie Manns.

Dates prévisionnelles : 20 décembre 2018 - 3 juillet 2026
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteure et réalisatrice : Valérie Manns

Résumé : Quatre anciens détenus sortent de prison. Ce documentaire propose de suivre la trajectoire de ces hommes leur première année dehors. La réalisatrice les retrouvera au fil de leurs tribulations, afin de capter des situations de réel et recueillir une parole intime qui retrace leur parcours pour refaire surface.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d’aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-311

DOSSIER N° 19007198 - NOUS MUSULMANS DE FRANCE

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 74 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: NILAYA PRODUCTIONS
Adresse administrative	: 106 BOULEVARD DU G N RAL KOENIG 92200 NEUILLY-SUR-SEINE
Statut Juridique	: Société à Responsabilité Limitée
Représentant	: Madame PATRICIA BOUTINARD ROUELLE, Productrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du documentaire audiovisuel NOUS MUSULMANS DE FRANCE (2x52mn) réalisé par Romain Icard.

Dates prévisionnelles : 7 janvier 2019 - 3 juillet 2026
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteur et réalisateur : Romain Icard

Résumé : Que signifie « être musulman en France » aujourd'hui ? Sur les bases d'un sondage IPSOS inédit, nous donnons la parole aux musulmans français dans toute leur diversité, des citoyens anonymes aux penseurs et sociologues. Prenant le pas sur le bruit de fond d'une actualité souvent violente et stigmatisante, une mosaïque contrastée et nuancée peu à peu se dessine, à contre-courant des idées reçues.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-311

DOSSIER N° EX044598 - LABYRINTHE CITY

Dispositif : Fonds d'aide à la création de jeu vidéo (n° 00001112)
Délibération Cadre : CR2018-004 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 903-312-2745-131015-300
Action : 13101503- Jeux vidéos

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 72 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DARJEELING
Adresse administrative	:	12 RUE JEAN JACQUES ROUSSEAU 93100 MONTREUIL
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur MARC LUSTIGMAN, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la création du jeu vidéo LABYRINTHE CITY

Dates prévisionnelles : 13 mars 2019 - 13 mars 2026
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur du jeu vidéo, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
LABYRINTHE CITY est un jeu de labyrinthe, d'aventure, de réflexion prévu sur mobile, switch et à destination de tout public.

Présentation du jeu : Le jeu LABYRINTHE CITY est une adaptation vidéo ludique du célèbre livre interactif à succès pour enfants "Pierre the maze détective" de Hiro Kamigaki. Pierre le détective doit retrouver son ennemi juré, M. X, qui a commis un terrible vol au musée d'Opéra City. Il s'est enfui avec une pierre magique capable de transformer tout ce qui l'entoure en labyrinthe. L'heure est grave, il faut agir au plus vite ! Pierre se lance dans une course-poursuite où il devra traverser 10 niveaux situés dans des lieux très différents (ville, musée, mer, ciel, forêt, manoir...)

Darjeeling est une société de production dédiée aux nouveaux médias basée à Paris. Elle développe depuis 2012 son activité de studio spécialisé dans les jeux prémiums grand public à forte valeur ajoutée culturelle et/ou créative. Leur 1er jeu vidéo, Californium proposait une virée hallucinée dans les mondes de l'écrivain américain de science-fiction Philip K. Dick permettant par la même occasion de revisiter son œuvre de manière originale et ludique. En 2018, ils ont sorti Homo machina, jeu-vidéo mobile premium coproduit par Arte France, tiré de l'œuvre de l'artiste allemand Fritz Kahn. Le succès d'Homo Machina fut à la fois commercial et critique (élu meilleur jeu vidéo mobile à la Game Connection San Francisco 2018 et aux Ping Awards 2018).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses en Ile-de-France	485 350,00	91,53%
Dépenses hors-ile-de-France	44 906,00	8,47%
Total	530 256,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports société de production	177 456,00	33,47%
Editeur	160 000,00	30,17%
CNC Riam	120 000,00	22,63%
Aide régionale proposée	72 800,00	13,73%
Total	530 256,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	**Montant des aides publiques**
2019	90 000,00 €
2020	30 000,00 €

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-311

DOSSIER N° EX044618 - UNMAZE

Dispositif : Fonds d'aide à la création de jeu vidéo (n° 00001112)
Délibération Cadre : CR2018-004 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 903-312-2745-131015-300
Action : 13101503- Jeux vidéos

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 65 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: UPIAN COM
Adresse administrative	: 6 VILLA MARCEL LODS 75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: Société par Actions Simplifiées
Représentant	: Madame MARGAUX MISSIKA, Productrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la création du jeu vidéo UNMAZE

Dates prévisionnelles : 13 mars 2019 - 13 mars 2026
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur du jeu vidéo, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
UNMAZE est un jeu d'aventure narratif pour mobiles et tablettes, il est destiné à un public de plus de 7 ans, amateur de jeux indépendants, de bd, de mythologie et d'expériences interactives.

Unmaze est une fable interactive, où le récit se transforme selon que le joueur est dans l'obscurité ou dans la lumière. Deux jeunes garçons sont perdus dans un labyrinthe. L'un s'appelle Astérion, l'autre Thésée. Livrés à eux-mêmes, ils cherchent chacun de leur côté le chemin de la sortie. Le joueur ne peut suivre qu'un seul personnage à la fois. Dans la lumière, il dialogue avec Thésée. Dans l'obscurité, avec Astérion. Mais plus il aide l'un des protagonistes à avancer, plus l'autre se perd dans les dédales du labyrinthe.

UPIAN est un studio de création spécialisé dans le webdesign et le développement de sites pour les médias. Upian est aussi une société de production interactive qui a développé des projets dans le champ du journalisme, de la politique, du documentaire et de la fiction dont certains ont reçu des prix dans les plus grands festivals internationaux.

La société a déjà produit des expériences de fiction pour mobile : Affaires sensibles et A l'ombre du mur.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de production en Île-de-France	548 029,00	100,00%
Total	548 029,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports société de production	64 014,50	11,68%
1er coproducteur français	64 014,50	11,68%
CNC autres	150 000,00	27,37%
Aide régionale proposée	65 000,00	11,86%
Autres aides publiques françaises ou étrangères (préciser)	50 000,00	9,12%
Autres (préciser)	155 000,00	28,28%
Total	548 029,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-311

DOSSIER N° 19006540 - FESTIVAL VIVA MEXICO RENCONTRES CINEMATOGRAPHIQUES - 2019

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	90 000,00 € TTC	5,56 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION INC FRANCE MEXIQUE
Adresse administrative : 137 AV PARMENTIER
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Maria Barbara CARROLL DE OBESO, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 14 mai 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

Description :
7EME EDITION DU FESTIVAL VIVA MEXICO RENCONTRES CINEMATOGRAPHIQUES
Du 2 au 8 octobre 2019 au cinéma Luminor à Paris (75) puis diffusion en Île-de-France en novembre & décembre 2019

La programmation du Festival est constituée d'une quinzaine de films mexicains contemporains présentés par les réalisateurs. Des séances solaires pour les lycéens sont organisées - en partenariat avec le Rectorat de Créteil - avec un débat et un dossier pédagogique sur chaque film.

En 6 ans d'existence, le festival a démontré que ce projet est ambitieux et sérieux bien que principalement porté par des bénévoles. Son impact sur la promotion du cinéma mexicain est significatif mais il est avant tout un espace privilégié de rencontres et échanges entre les deux cultures.

Le festival travaille aussi sur la création d'une nouvelle plateforme d'information et de collaboration entre l'industrie cinématographique mexicaine et française avec des journées d'information bilatérale, incluant les aides proposée par la Région île-de-France en termes de production et de post-production.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	1 000,00	1,11%
Services extérieurs	9 000,00	10,00%
Autres services extérieurs	80 000,00	88,89%
Total	90 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Billeterie	7 000,00	7,78%
Ville de Paris (EC)	3 000,00	3,33%
Région idF (sollicitée)	5 000,00	5,56%
Ministère EN (EC)	3 000,00	3,33%
Autres partenariats	72 000,00	80,00%
Total	90 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-311

DOSSIER N° 19006541 - FETE DU CINEMA D'ANIMATION EN ILE-DE-FRANCE - 18EME EDITION - 2019

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	107 000,00 € TTC	9,35 %	10 000,00 €
		Montant total de la subvention	10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFCA ASS FRANCAISE DU CINEMA D ANIMATION
Adresse administrative : 53 BIS RUE RODIER
75009 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CHRISTEL GONNARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 mai 2019 - 31 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

Description :
FETE DU CINEMA D'ANIMATION EN ILE-DE-FRANCE - 18EME EDITION
Du 1er au 31 octobre 2019 dans toute l'Île-de-France

La 18ème édition de la Fête du Cinéma d'Animation qui se déroulera en Île-de-France du 1er au 31 octobre 2019 est mise en œuvre par l'AFCA (Association Française du Cinéma d'Animation) qui a pour mission de promouvoir et valoriser le cinéma d'animation. Cette fête est l'occasion de mettre l'accent sur la créativité des écoles d'animation ainsi que des réalisateurs émergents et des sociétés de production de cinéma d'animation dont la majorité sont en Île-de-France.

Cet événement qui s'est déroulé en 2018 dans soixante-dix lieux, proposera en 2019 au grand public de découvrir de nombreux films d'animation en avant-premières, d'assister à des rencontres avec des professionnels lors de tables rondes, de participer à des ateliers, de voir des expositions, des ciné-concerts, des ciné-spectacles ...

Les lieux associés à cette manifestation sont très variés : cinémas, bibliothèques et médiathèques, écoles de cinéma d'animation, associations culturelles, lieux alternatifs. Chaque proposition sera accompagnée d'une démarche pédagogique. Une documentation spécifique est conçue pour s'adapter à chaque tranche d'âges (des maternelles aux lycées). En 2019 l'AFCA organisera des ateliers de programmation et des projections avec "La caravane ensorcelée" dans les lieux où il n'y a pas de cinémas en Essonne, Val d'Oise et Yvelines et continuera son action de formation au cinéma d'animation avec la médiathèque départementale de Seine-et-Marne.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	22 000,00	18,80%
Services extérieurs	5 000,00	4,27%
Autres services extérieurs	19 000,00	16,24%
Salaires & traitements	63 000,00	53,85%
Charges fixes de fonctionnement	8 000,00	6,84%
Total	117 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de services	21 000,00	17,95%
CNC (EC)	56 000,00	47,86%
DRAC IdF (EC)	10 000,00	8,55%
Région IdF (sollicitée)	10 000,00	8,55%
Ville de Paris (EC)	5 000,00	4,27%
SACD	15 000,00	12,82%
Total	117 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-311

DOSSIER N° 19006543 - FESTIVAL CINE BANLIEUE - 14EME EDITION - 2019

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	55 000,00 € TTC	18,18 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EXTRA MUROS
Adresse administrative : 99 AV JEAN-BAPTISTE CLEMENT
93430 VILLETANEUSE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Julia CORDONNIER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 mai 2019 - 15 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

Description :
FESTIVAL CINE BANLIEUE - 14ème édition - 2019
Du 6 au 15 novembre 2019 aux cinémas UGC Ciné Cité Paris 19 (75) et l'Ecran de St-Denis ainsi qu'à l'Université Paris 13 (St-Denis, Bobigny, Villetaneuse - 93).

Initié par des étudiants, des chercheurs et des enseignants de l'Université Paris 13, ce festival se propose de valoriser la richesse culturelle et humaine de la banlieue par le biais de l'image en diffusant des films, de tous formats qui interrogent la représentation cinématographique de cet univers urbain.

L'édition 2019 la quatorzième édition du festival proposera une sélection de films de courts et de longs-métrages. Les organisateurs, pour accompagner les films, organisent des débats en y associant des universitaires, des réalisateurs, des personnalités, des étudiants, des acteurs socio-économiques, et des jeunes réalisateurs issus de banlieue. Le festival décernera plusieurs prix qui seront dotés.

Le festival poursuivra également son action en direction des jeunes réalisateurs émergents en mettant en place des rencontres professionnelles avec des producteurs et diffuseurs. Cette action est menée par le

festival dans le cadre de l'opération "Talents en court" mise en place par le CNC.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	4 700,00	8,55%
Services extérieurs	6 300,00	11,45%
Autres services extérieurs	12 000,00	21,82%
Charges de personnel	32 000,00	58,18%
Total	55 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de produits finis	7 000,00	12,73%
DRJSCS (EC)	19 000,00	34,55%
CD 93 (EC)	10 000,00	18,18%
Ville de Paris (EC)	5 000,00	9,09%
Région IdF (sollicitée)	10 000,00	18,18%
SACD	4 000,00	7,27%
Total	55 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-311

DOSSIER N° 19006544 - FESTIVAL "CHERIES, CHERIS" - 25EME EDITION - 2019

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	83 000,00 € TTC	24,10 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RAINBOW SUBMARINE
Adresse administrative : 67 RUE DE LA MOUZAIA
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Laurent BOCAHUT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mai 2019 - 30 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

Description :
25EME EDITION DU FESTIVAL "CHERIES, CHERIS" EN 2019
En novembre 2019 dans les cinémas MK2 Beaubourg et Quai de Loire à Paris (75) puis reprise du palmarès dans des cinémas franciliens

Le festival "Chéries, chéris" (Festival du Film Lesbien, Gay, Bi, Trans, Queer et ++++) bénéficie d'une réputation internationale et ces trois dernières années la fréquentation du festival est en constante augmentation.

En 2019, le festival présentera en plus de la compétition internationale de films inédits (courts et longs métrages, fictions et documentaires) qui seront primés par plusieurs jurys, un panorama non compétitif de films LGBT en avant-première.

En outre, le festival est toujours particulièrement attentif à la question de l'homophobie et à toutes les formes de discrimination chez les jeunes, et proposera en partenariat avec le milieu associatif des interventions en milieu scolaire pour sensibiliser les lycéens et les étudiants à cette problématique. Le

palmarès de la compétition sera repris dans des salles de cinémas franciliennes fin 2019 / début 2020.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de fonctionnement	7 400,00	8,92%
Programmation, logistique	26 000,00	31,33%
Communication	13 700,00	16,51%
Impression	11 000,00	13,25%
Films	9 600,00	11,57%
Gestion, comptabilité	4 500,00	5,42%
Déplacements, missions	9 000,00	10,84%
Services extérieurs	1 800,00	2,17%
Total	83 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Billetterie, publicités	25 000,00	30,12%
Ville de Paris (EC)	20 000,00	24,10%
DILCRAH (EC)	7 000,00	8,43%
DRAC IdF (EC)	7 000,00	8,43%
Région IdF (sollicitée)	20 000,00	24,10%
Autres partenariats	4 000,00	4,82%
Total	83 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-311

DOSSIER N° 19006548 - FESTIVAL "LE MAGHREB DES FILMS" - 11EME EDITION - 2019

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	50 000,00 € TTC	5,00 %	2 500,00 €
	Montant total de la subvention		2 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE MAGHREB DES FILMS
Adresse administrative : 12 BIS RUE DES MALMAISONS
75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame FATIMA MEDIOUNI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 mai 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

Description :
11EME EDITION DU FESTIVAL "LE MAGHREB DES FILMS"
De début novembre à fin décembre 2019 à Paris

Le Maghreb des films a pour objectifs, la promotion du cinéma maghrébin et le rapprochement des deux rives de la Méditerranée par des « actions culturelles » fondées sur le cinéma. L'association a déjà organisé dix éditions de ce festival.

La programmation du festival est volontairement diversifiée : comédies, drames, classiques, avant-premières ... L'édition 2019 présentera un panorama de la production de long-métrages de fiction ou documentaires. Le festival organisera également des tables rondes et des rencontres avec des réalisateurs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	2 500,00	5,00%
Services extérieurs	20 000,00	40,00%
Autres services extérieurs	17 500,00	35,00%
Charges de personnel	10 000,00	20,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	15 000,00	30,00%
Ville de Paris (EC)	3 000,00	6,00%
Région IdF (sollicitée)	2 500,00	5,00%
Autres partenariats	29 500,00	59,00%
Total	50 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-311

DOSSIER N° 19006551 - FESTIVAL LES PITCHS D'ADDOC - 3EME EDITION - 2019

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	15 000,00 € HT	20,00 %	3 000,00 €
	Montant total de la subvention		3 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CINEASTES DOCUMENTARISTE
Adresse administrative : 14 RUE ALEXANDRE PARODI
75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CHARLOTTE GROSSE, Déléguée

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 mai 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

Description :
3EME EDITION DU FESTIVAL LES PITCHS D'ADDOC EN 2019
De mai à décembre 2019 à Paris (75)

Les réalisateurs de documentaires ont difficilement accès au réseau professionnel adapté à leur projet. Et, les producteurs du secteur documentaire, qui peuvent être à la recherche d'écritures singulières, ont souvent du mal à découvrir de nouveaux auteurs hors de leurs réseaux.

Les Pitchs d'Addoc visent à fédérer autour d'un rendez-vous annuel, un réseau de professionnels autour de projets de films en développement en proposant à six jeunes auteurs franciliens de présenter oralement lors d'une session de pitchs ouverte au public et pour laquelle des producteurs, mais aussi des diffuseurs et des distributeurs ont été conviés. Auparavant 14 séances d'ateliers collectifs auront préparé la séance de pitch et ensuite un suivi des projets par des tuteurs est mis en place par Addoc.

Ce rendez-vous annuel de pitching de projets de films documentaires, animé par une équipe de tuteurs professionnels est en cohérence avec la politique régionale de développement de la filière de scénariste.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais logistiques	4 000,00	26,67%
Frais de coordination	2 500,00	16,67%
Rémunération des personnels	8 500,00	56,67%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNC (EC)	4 600,00	30,67%
Région IdF (sollicitée)	3 000,00	20,00%
Procirep/Scam	7 400,00	49,33%
Total	15 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-311

DOSSIER N° 19006537 - DIFFUSION CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE EN SEINE ST-DENIS - 2019

Dispositif : Soutien aux réseaux cinématographiques (n° 00000130)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	187 000,00 € TTC	10,70 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CINEMAS 93
Adresse administrative : 87 BIS RUE DE PARIS
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Annie THOMAS, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Description :
DIFFUSION CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE EN SEINE ST-DENIS
Du 1er janvier au 31 décembre 2019

L'association Cinémas 93 qui regroupe les 23 salles de cinéma publiques de Seine St-Denis mène une action de réseau cinématographique sur le département qui s'articule autour de trois axes principaux : une action culturelle cinématographique pour la valorisation et la diffusion du cinéma indépendant, une action pédagogique en direction du jeune public et un rôle de conseil et d'accompagnement culturel pour les salles des cinémas du département.

En 2019, Cinémas 93 proposera à son réseau de salles, les actions suivantes :
- la 7ème édition des journées professionnelles départementales ;
- l'organisation de rencontres trimestrielles ("Les échappées") visant à favoriser les nouvelles formes de diffusions en lien avec les nouveaux équipements numériques ;
- l'organisation de formations professionnelles à destination des personnels des salles de cinéma ;
- la diffusion sur le département de programmes de films et d'animations à destination du très jeune public ;
- la coordination avec le festival Côté Court du dispositif Atelier.

Une partie de ces actions spécifiques seront menées en partenariat avec d'autres réseaux départementaux de salles de cinéma (Cinéma public, Ecrans VO, Cinéssonne). Par ailleurs, Cinémas 93 poursuivra le déploiement de son dispositif d'avant-séances numériques ("Quartiers libres") à destination

des salles de cinéma indépendantes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	16 350,00	8,74%
Services extérieurs	12 000,00	6,42%
Autres services extérieurs	32 650,00	17,46%
Charges de personnel	101 000,00	54,01%
Charges fixes de fonctionnement	25 000,00	13,37%
Total	187 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de services	3 750,00	2,01%
DRAC IdF (EC)	28 000,00	14,97%
CD 93 (EC)	111 000,00	59,36%
EPT Est Ensemble (EC)	12 000,00	6,42%
CGET (EC)	8 500,00	4,55%
Partenariats privés	3 750,00	2,01%
Région IdF (sollicitée)	20 000,00	10,70%
Total	187 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-311

DOSSIER N° 19006538 - ACTION PEDAGOGIQUE ET CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE EN ESSONNE - 2019

Dispositif : Soutien aux réseaux cinématographiques (n° 00000130)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	320 000,00 € TTC	9,38 %	30 000,00 €
		Montant total de la subvention	30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CINESSONNE SALLE J-L BARRAULT
Adresse administrative	:	15 PL JACQUES BREL 91130 RIS-ORANGIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Pascal PLATEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Description :
ACTION PEDAGOGIQUE ET CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE EN ESSONNE
Du 1er janvier au 31 décembre 2019

L'association Cinéssonne, crée en 1996 regroupe aujourd'hui 17 salles de cinémas ainsi qu'un circuit de cinéma itinérant (21 points de diffusion) dans le département de l'Essonne. Son action et ses objectifs s'articulent autour de trois axes principaux : les actions pédagogiques (avec entre autres le dispositif d'éducation à l'image Collège au Cinéma); l'animation des salles (rencontres, débats, partenariats locaux), et la diffusion des films (principalement via son festival « Les Rencontres Cinéssonne »).

En 2019, Cinéssonne - en plus de son rôle permanent de conseils et d'expertises - propose à son réseau de salles sur le territoire essonnien, les actions structurantes suivantes :
- la carte Cinéssonne : tarif réduit valable dans toutes les salles ;
- la circulation d'un programme de courts-métrages ;
- le pilotage du dispositif d'éducation à l'image Collège au Cinéma ;
- des ateliers pédagogiques (avec tablettes numériques) ;
- des journées professionnelles organisées dans les salles du réseau ;
- des parcours thématiques qui circuleront dans les cinémas ;
- la troisième édition de la nouvelle manifestation « Les Rencontres Cinéssonne » ;
- la circulation d'un programme de courts-métrages ;
- l'accompagnement des services civiques pour les Ciné-Débats.

Une partie de ces actions spécifiques seront menées en partenariat avec d'autres réseaux départementaux de salles de cinéma (Cinéma public, Ecrans VO, Cinémas 93).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	39 000,00	12,19%
Services extérieurs	26 000,00	8,13%
Autres services extérieurs	44 000,00	13,75%
Impôts et taxes	2 000,00	0,63%
Charges de personnel	209 000,00	65,31%
Total	320 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de services	93 000,00	29,06%
DRAC IdF (EC)	38 000,00	11,88%
Rectorat (acquis)	8 500,00	2,66%
CD 91 (EC)	135 000,00	42,19%
Région IdF (sollicitée)	30 000,00	9,38%
Autres produits	15 500,00	4,84%
Total	320 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-311

DOSSIER N° 19006555 - COORDINATION DES RENCONTRES PROFESSIONNELLES "TALENTS EN COURT" - 2019

Dispositif : Soutien aux réseaux cinématographiques (n° 00000130)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	83 000,00 € TTC	12,05 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES AMI E S DU COMEDY CLUB
Adresse administrative : 42 BD BONNE NOUVELLE
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jamel DEBBOUZE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Description :
COORDINATION DES RENCONTRES PROFESSIONNELLES "TALENTS EN COURT"
Au Comedy Club à Paris (75) du 1er janvier au 31 décembre 2019

L'association "Les ami(e)s du Comedy Club" coordonne des rencontres professionnalisantes à destination des jeunes scénaristes et cinéastes émergents dans le cadre de l'opération "Talents en court" labellisée par le CNC.

Il s'agit d'organiser chaque mois au Comedy Club à Paris des séances au cours desquelles des jeunes auteurs ou futurs réalisateurs franciliens viennent présenter à des professionnels (producteurs, diffuseurs, financeurs, représentants d'institutions ...) leur projet de court-métrages dans le but de recevoir des conseils, voire l'appui ou le financement de leurs projets.

L'association prépare les candidats à cet exercice, en s'appuyant sur des partenariats avec des festivals qui promeuvent le court-métrage en Ile-de-France (Ciné Banlieue, Panorama des Cinémas du Maghreb, Journée des Jeunes producteurs Indépendants, Côté court ...). Un suivi des projets est ensuite assuré sous la forme d'un tutorat.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	8 000,00	9,64%
Services extérieurs	11 000,00	13,25%
Autres services extérieurs	10 000,00	12,05%
Charges de personnel	54 000,00	65,06%
Total	83 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville de Paris (EC)	4 000,00	4,82%
Région IdF (sollicitée)	10 000,00	12,05%
CNC (EC)	25 000,00	30,12%
CGET (EC)	20 000,00	24,10%
SACD	9 000,00	10,84%
France TV	15 000,00	18,07%
Total	83 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-311

DOSSIER N° EX019093 - LA LIBERTÉ de Guillaume Massart - TRIPTYQUE FILMS

Dispositif : Aide après réalisation (n° 00000761)
Délibération Cadre : CR46-15 du 10/07/2015
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100905- Aide après réalisation

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	TRIPTYQUE FILMS
Adresse administrative	:	2 RUE PATURLE 75014 PARIS
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur GUILLAUME MASSART

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 14 février 2017 - 1 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention

Description :
Film : LA LIBERTE
Nature du film : long métrage documentaire
Réalisateur : Guillaume Massart
Auteur : Guillaume Massart & Adrien Mitterrand
Producteur : TRIPTYQUE FILMS
Budget prévisionnel du film : 339 384 €
Durée du film : 140 mn

Résumé : Environ 130 hommes sont incarcérés dans le centre de détention de Casabianda en Corse, seule prison "ouverte" de France.

Commentaires : Guillaume Massart est déjà auteur d'une dizaine de courts métrages, entre art vidéo et essai documentaire, qui ont circulé dans différents festivals en France et à l'international. LA LIBERTE est son 1er long métrage.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE LONG METRAGE DU 3 MAI 2017

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	297 367,00	87,62%
Finalisation	42 017,00	12,38%
Total	339 384,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Triptyque Films(numéraire et industrie)	28 384,00	8,36%
Films de force majeur - coproduction (acquis)	20 000,00	5,89%
CNAP (acquis)	10 000,00	2,95%
CNC - avance sur recette (acquis)	120 000,00	35,36%
Collectivité Corse (acquis)	40 000,00	11,79%
Périphérie - résidence montage (acquis)	10 500,00	3,09%
Autres soutiens privés (acquis)	55 500,00	16,35%
Région Ile-de-France (sollicité)	40 000,00	11,79%
Norte distribution (acquis)	15 000,00	4,42%
Total	339 384,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

AVENANT A LA CONVENTION CP2017-604-11

AVENANT N°1 A LA CONVENTION N° CP2017-604-11

ENTRE

LA REGION ILE-DE-FRANCE

ET

FOLIVARI

BENEFICIAIRE DE L'AIDE FINANCIERE

DU FONDS DE SOUTIEN CINEMA

AVENANT ENTRE LES SOUSIGNES :

LA REGION ILE-DE-FRANCE, représentée par sa présidente, Valérie PECRESSE,
e*n vertu de la délibération n°CR88-15 du 18 décembre 2015*
ci-après dénommée "LA REGION",
Siège social : 33, rue Barbet de Jouy - 75007 PARIS

D'une part,

LA SOCIETE DE PRODUCTION : FOLIVARI
représentée par son Président : Damien Brunner
Siège social : 10 Villa d'Orléans – 75014 PARIS

D'autre part,

Après avoir rappelé ce qui suit :

En vertu de la délibération n° CP17-604 en date du 22 novembre 2017, une aide financière remboursable d'un montant de 400 000 € a été attribuée à la société JULIANNE FILMS pour la réalisation de l'œuvre cinématographique d'animation intitulée LE SOMMET DES DIEUX réalisé par Patrick Imbert, sous réserve de la conclusion d'une convention type avec le bénéficiaire.

La convention n°CP2017-604-11 a été signée le 1er décembre 2017 par la société JULIANNE FILMS.

Par échange téléphonique puis par email en date du 02 avril 2019, JULIANNE FILMS et FOLIVARI nous ont informés qu'il y avait eu une erreur au dépôt car la production exécutive du film est assuré par FOLIVARI.

Dans la mesure où les éléments culturels, techniques et financiers qui ont conduit la commission permanente à retenir le projet demeurent inchangés, il est proposé d'établir en vertu de la délibération CP2017-348 en date du 5 juillet 2017 un avenant à la convention CP2017-604-11 signée le 1er décembre 2017 avec JULIANNE FILMS d'afin d'opérer le changement de bénéficiaire.

ARTICLE 1 : CHANGEMENT DE BENEFICIAIRE

Le présent article prévoit le transfert de bénéficiaire de la société de production JULIANNE FILMS à la société de production FOLIVARI de l'aide régionale d'un montant de 400 000 € votée par délibération n° CP17-604 en date du 22 novembre 2017 pour la réalisation de l'œuvre cinématographique d'animation intitulée LE SOMMET DES DIEUX réalisé par Patrick Imbert.

FOLIVARI, ayant repris les droits d'exploitation dudit film, devient le nouveau bénéficiaire de l'aide régionale.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet dès sa notification au titulaire.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES

Toutes les autres dispositions prévues par la convention initiale demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux.

Le	**Le**
Pour la Région Ile-de-France	**Pour la société FOLIVARI**
Valérie PECRESSE	**Damien BRUNNER**

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc148312-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-316

DU 3 JUILLET 2019

3ÈME AFFECTATION 2019 POUR L'AMÉNAGEMENT CULTUREL EN ÎLE-DE-FRANCE
3ÈME AFFECTATION POUR LA VALORISATION DU PATRIMOINE
3ÈME AFFECTATION 2019 POUR LE DÉVELOPPEMENT DU PATRIMOINE EN RÉGION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le code de la propriété intellectuelle ;

VU Le code de la commande publique ;

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attributions du Conseil régional à sa Présidente en matière de marchés publics ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission permanente modifiée par délibération n° CP 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 2017-84 du 6 juillet 2017 approuvant l'évolution du soutien régional à la valorisation du patrimoine ;

VU La délibération n° CP 2018-140 du 16 mars 2018 relative à l'aménagement culturel ;

VU La délibération n° CP 2018-244 du 30 mai 2018 approuvant la convention-type relative à l'aide aux projets œuvrant à la valorisation du patrimoine et approuvant les modifications des modalités de mise en œuvre du label « Patrimoine d'intérêt régional » ;

VU La délibération n° CP 2018-507 du 21 novembre 2018 approuvant l'avenant de modification de la convention-type relative à l'aide aux projets œuvrant à la valorisation du patrimoine ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017, modifiée par délibération n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France 2019 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-316 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien à la restauration du patrimoine

Décide de participer au titre des dispositifs de « soutien à la restauration du patrimoine protégé immobilier et mobilier » et de « soutien à la restauration et à l'aménagement du patrimoine labellisé d'intérêt régional » au financement des projets détaillés en annexe 1 à la délibération, par l'attribution de subventions pour un montant maximum prévisionnel de **549 000 €**.

Subordonne le versement de la subvention à la conclusion, d'une convention conforme à la convention type relative à l'aménagement culturel approuvée par la délibération n° CP 2018-140 du 16 mars 2018 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **549 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 313 « Patrimoine », programme HP 313-004 « Développement du patrimoine en Région », action 13100402 « valorisation du patrimoine» du budget 2019.

Article 2 : Convention de partenariat avec la Fondation du patrimoine pour le soutien au patrimoine non protégé

Approuve la convention en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 3 : Soutien aux projets œuvrant à la valorisation du patrimoine

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien aux projets œuvrant à la valorisation du patrimoine » au financement des projets détaillés en annexe 1 à la délibération, par l'attribution de subventions pour un montant maximum prévisionnel de **21 000 €**.

Subordonne le versement des subventions à la conclusion d'une convention conforme à la convention type relative à l'aide aux projets œuvrant à la valorisation du patrimoine, approuvée par la délibération n° CP 2018-244 du 19 mai 2018 modifiée par la délibération n° CP 2018-507 du 21 novembre 2018 et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **21 000 €** disponible sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs », Section 31 « Culture », code fonctionnel 313 « patrimoine », programme HP 313-004 « développement du patrimoine en Région », action 13100405 « Connaissance et diffusion du patrimoine » du budget 2019.

Article 4 : Commande photographique

Affecte une autorisation de programme de **30 000 €** disponible sur le chapitre 903 « culture, sports et loisirs », Section 31 « Culture », code fonctionnel 313 « patrimoine », programme HP 313-004 « développement du patrimoine en Région », action 13100407 « Fonds régional photographique et audiovisuel ».

Article 5 : Tirages et encadrements photographiques

Affecte une autorisation d'engagement de **20 000 €** disponible sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs », Section 31 « Culture », code fonctionnel 313 « patrimoine », programme HP 313-004 « développement du patrimoine en Région », action 13100405 « Connaissance et diffusion du patrimoine » du budget 2019.

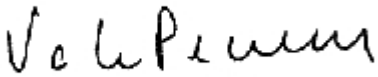
Article 6 : Convention de partenariat avec la DRAC IDF pour la manifestation « Patrimoine en poésie »

Approuve la convention de partenariat avec le Ministère de la Culture et de la Communication figurant en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 7 : Règlement du jeu-concours pour la manifestation « Patrimoine en poésie »
Approuve le règlement du jeu-concours dans le cadre de la manifestation «Patrimoine en Poésie» figurant en annexe 4 à la présente délibération.

Article 8 : Dérogation au principe de non commencement d'exécution
Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17 et à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1_FICHES PROJET

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-316

DOSSIER N° 19006334 - COMMUNE DE LIVILLIERS (95) - TRAVAUX COMPLEMENTAIRES DES TOITURES ET CONSOLIDATION DE L'EGLISE NOTRE DAME ET SAINT FIACRE

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH (n° 00001048)
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
Action : 13100402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH	97 364,00 € HT	19,51 %	19 000,00 €
		Montant total de la subvention	19 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LIVILLIERS
Adresse administrative : 10 RUE DE LA CHAISE
95300 LIVILLIERS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marion WALTER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux complémentaires pour la restauration de l'église Notre-Dame et Saint Fiacre de Livilliers

Dates prévisionnelles : 29 avril 2019 - 19 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de la réalisation de l'opération, les missions d'étude de l'architecte débutent nécessairement avant le démarrage des travaux. Ainsi et conformément au règlement d'intervention du dispositif d'aide à la restauration du patrimoine protégé, il convient de prendre en compte ces dépenses afférentes aux honoraires de maîtrise d'œuvre.

Description :
Classée au titre des Monuments historiques en 1936, l'église a été édifiée aux alentours du début du 13e siècle. Elle présente de ce fait des caractéristiques du premier art gothique. Après quelques remaniements au cours des siècles suivants, le collatéral Nord ainsi que le porche d'entrée sont achevés en 1560 dans le style Renaissance.

L'église de Livilliers a été fermée au public en 2012 pour des raisons de sécurité, liées aux chutes de débris provenant des voûtes et à l'effondrement d'une partie du plafond du bas-côté Sud.

La commune de Livilliers a bénéficié fin 2015, d'une subvention régionale d'un montant de 181 949,00 € pour la restauration complète des toitures et la consolidation de la structure en pierre de son église. Les deux phases de travaux avaient été votées conjointement.

Au cours des travaux de la phase 2 démarrée en octobre 2018, notamment lors de la dépose du clocher et du beffroi, il est apparu nécessaire d'effectuer des travaux complémentaires.

La commune sollicite la Région pour le financement de ces travaux.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les travaux complémentaires concernent les lots suivants :
Lot 1 Surlocation due au retard en charpente
Lot 2: maçonnerie pierre et installations -Travaux supplémentaires sur clocher
Lot 3: charpente -Travaux supplémentaire
Lot 4 Habillages plomb sur baie et sur corniche du clocher
Lot 5 : Cloche et cadrans
Les travaux comprennent également la restitution de la croix en fer forgé.

Le montant des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 88 513 € HT. La base subventionnable est de 97 364 € HT honoraires de maitrise d'œuvre compris. Une subvention de 19 000 € est proposée.

Localisation géographique :
- LIVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration	88 513,00	90,91%
Honoraires de MOE	8 851,00	9,09%
Total	97 364,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CD 95 (sollicité)	19 473,00	20,00%
REGION IDF	19 000,00	19,51%
Dons	2 000,00	2,05%
Autofinancement	56 891,00	58,43%
Total	97 364,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-316

DOSSIER N° 19006209 - COMMUNE DE PRESLES (95) - RESTAURATION INTERIEURE DE LA NEF DE L'EGLISE SAINT-GERMAIN DE L'AUXERROIS (T2/5)

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH (n° 00001049)
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
Action : 13100402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH	298 537,00 € HT	26,80 %	80 000,00 €
	Montant total de la subvention		80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PRESLES
Adresse administrative : 78 RUE PIERRE BROSSOLETTE
95590 PRESLES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre BEMELS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Tranche 2 : Restauration intérieure de la Nef de l'église Saint-Germain de l'Auxerrois de Presles

Dates prévisionnelles : 1 mars 2019 - 31 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de la réalisation de l'opération, les missions d'étude de l'architecte débutent nécessairement avant le démarrage des travaux. Ainsi et conformément au règlement d'intervention du dispositif d'aide à la restauration du patrimoine protégé, il convient de prendre en compte ces dépenses afférentes aux honoraires de maîtrise d'œuvre.

Description :
L'église Saint-Germain de l'Auxerrois, dont les dispositions actuelles datent pour l'essentiel de la fin du XVème siècle et du début du XVIème siècle, est inscrite à l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques depuis 1926. Propriété de la commune de Presles, l'édifice fait l'objet d'une importante campagne de restauration du clocher et des intérieurs de l'église pour un montant global de travaux de 1,738 M€;
Les travaux ont débuté en septembre 2018 par la restauration des façades du clocher (tranche 1) et s'achèvera au cours de l'été 2019. La Région a financé cette tranche en 2018 à hauteur de 135 162 €.

La commune de Presles sollicite la Région pour la 2ème tranche portant sur la restauration intérieure de la nef. Afin de limiter les frais d'installation et d'échafaudages, il a été convenu que cette tranche débute à la fin du printemps 2019 pour s'achever en mars 2020.

Trois autres tranches de travaux de restauration intérieure sont prévues sur les autres parties de l'église notamment le clocher.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 284 594 € HT. La base subventionnable est de 298 537 € HT honoraires de maitrise d'œuvre compris. Une subvention de 80 000 € est proposée.

Localisation géographique :
- PRESLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration (tranche 2)	284 594,00	95,33%
Honoraires de MOE	13 943,00	4,67%
Total	298 537,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (acquis)	59 708,00	20,00%
CD 95 (sollicité)	83 591,00	28,00%
REGION IDF	80 000,00	26,80%
Autofinancement	75 238,00	25,20%
Total	298 537,00	100,00%

DOSSIER N° 19006523 - COMMUNE DE GOUSSONVILLE (78) - TRAVAUX D'URGENCE SUR LES VOUTES DE L'EGLISE SAINT-DENIS (T1/2)

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH (n° 00001049)
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
Action : 13100402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH	60 787,00 € HT	29,61 %	18 000,00 €
	Montant total de la subvention		18 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE GOUSSONVILLE
Adresse administrative	:	2 RUE DU BOIS DE L'AULNAIE 78930 GOUSSONVILLE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Fabrice LEPINTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Tranche 1 : réalisation des travaux d'urgence sur les voutains de l'église Saint-Denis de Goussonville

Dates prévisionnelles : 3 juin 2019 - 2 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de la réalisation de l'opération, les missions d'étude de l'architecte débutent nécessairement avant le démarrage des travaux. Ainsi et conformément au règlement d'intervention du dispositif d'aide à la restauration du patrimoine protégé, il convient de prendre en compte ces dépenses afférentes aux honoraires de maîtrise d'œuvre.

Description :
L'église Saint-Denis, dont le vocable est hérité de l'appartenance au domaine de l'abbaye de Saint-Denis au IXème siècle, est attenante au château auquel elle tient initialement lieu de chapelle. Elle comprend une nef centrale à chevet plat, avec un unique bas-côté méridional et une porte percée au XVIème siècle. Les premiers éléments de l'édifice datent du XIème siècle et s'échelonnent dans le temps en fonction de l'évolution de l'église. L'architecture est un mélange d'art roman et d'art gothique. L'édifice est inscrit au titre des Monuments Historiques depuis 1950.

Le diagnostic réalisé par l'architecte des bâtiments de France a relevé plusieurs pathologies importantes dont la principale a nécessité la fermeture de l'église. Il s'agit d'une fissure au niveau des voutes qu'il convient de contenir au plus vite. L'opération globale de travaux comportera deux tranches. La première, objet de la demande, porte sur les travaux d'urgence pour l'intervention sur la fissure de la voûte. La seconde tranche concernera les diverses autres pathologies. Elle fera l'objet d'une seconde demande de

subvention régionale, programmée en 2020.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 55 261 € HT. La base subventionnable est de 60 787 € HT honoraires de maitrise d'œuvre compris. Une subvention de 18 000 € est proposée.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RESTAURATION	55 261,00	90,91%
HONORAIRES MOE	5 526,00	9,09%
Total	60 787,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (sollicité)	23 000,00	37,84%
REGION ILE-DE-FRANCE	18 000,00	29,61%
AUTOFINANCEMENT	19 787,00	32,55%
Total	60 787,00	100,00%

DOSSIER N° 19006531 - COMMUNE DE SAULX-MARCHAIS (78) - TRAVAUX DE RESTAURATION DE LA NEF ET DE L'ARC TRIOMPHAL DE L'EGLISE SAINT-PIERRE ET SAINT-PAUL (TRANCHE1/2)

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH (n° 00001049)
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
Action : 13100402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH	357 355,00 € HT	27,98 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAULX MARCHAIS
Adresse administrative : RUE DE LA MAIRIE
78650 SAULX-MARCHAIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JACQUES CHAUMETTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Tranche 1 : travaux de restauration de l'église Saint-Pierre et Saint-Paul de Saulx-Marchais

Dates prévisionnelles : 2 novembre 2018 - 24 février 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de la réalisation de l'opération, les missions d'étude de l'architecte débutent nécessairement avant le démarrage des travaux. Ainsi et conformément au règlement d'intervention du dispositif d'aide à la restauration du patrimoine protégé, il convient de prendre en compte ces dépenses afférentes aux honoraires de maîtrise d'œuvre

Description :
L'église Saint-Pierre - Saint-Paul, commanditée par Louis II de Pontchartrain a été construite en 1719, sous la conduite de l'architecte de renom ingénieur des Ponts et Chaussées et moine dominicain, le Frère Romain. Le chantier de construction ne dura qu'une année et cette rapidité d'exécution pourrait sans doute expliquer les problèmes de stabilité qui surgissent deux décennies plus tard. A la Révolution, l'église est dépouillée de son décor intérieur et certains objets mobiliers n'ont été rapportés qu'au XIXème siècle. L'édifice a été inscrit à l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques en 1999.

Suite à un diagnostic sanitaire réalisée pour jauger de l'état de l'édifice, l'étude laisse entrevoir la nécessité de déployer un programme d'interventions. L'opération de travaux se scindera en deux phases. Pour la phase 1, objet de la présente demande, les travaux concernent les charpentes en mauvais état, les façades dont les joints sont altérés et creusés au pied des murs ainsi que les voûtes, les murs et les sols. Les travaux à entreprendre portent sur la partie occidentale de l'église. Ils seront dédiés à la

restauration de la nef et de l'arc triomphal.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 306 795 € HT. La base subventionnable est de 357 355 € HT honoraires de maitrise d'œuvre compris. Une subvention de 100 000 € est proposée.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RESTAURATION	306 795,00	85,85%
HONORAIRE DE MOE ET ETUDES LIEES	50 560,00	14,15%
Total	357 355,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (sollicité)	71 471,00	20,00%
CD 78 (sollicité)	75 000,00	20,99%
REGION ILE-DE-FRANCE	100 000,00	27,98%
AUTOFINANCEMENT	110 884,00	31,03%
Total	357 355,00	100,00%

DOSSIER N° 19006532 - COMMUNE DE BULLION (78) - TRAVAUX DE RESTAURATION EXTERIEURE DE L'EGLISE SAINT-VINCENT ET SAINT-SEBASTIEN

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH (n° 00001049)
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
Action : 13100402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH	109 205,00 € HT	19,23 %	21 000,00 €
		Montant total de la subvention	21 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BULLION
Adresse administrative : 149 RUE DE GUETTE
78830 BULLION
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Daniel PICARD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Restauration des façades de l'abside, de la chapelle nord et de la tourelle d'escaliers

Dates prévisionnelles : 3 juin 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de la réalisation de l'opération, les missions d'étude de l'architecte débutent nécessairement avant le démarrage des travaux. Ainsi et conformément au règlement d'intervention du dispositif d'aide à la restauration du patrimoine protégé, il convient de prendre en compte ces dépenses afférentes aux honoraires de maîtrise d'œuvre.

Description :
La paroisse existe depuis 1061. Le plan rectangulaire de l'église Saint-Vincent rappelle le type basical des premières églises chrétiennes. L'église Saint-Vincent et Saint-Sébastien est inscrite au titre des Monuments Historiques depuis 1962.

L'édifice, régulièrement entretenu, a fait l'objet de plusieurs campagnes de restauration. La commune souhaite aujourd'hui poursuivre la restauration extérieure par les ouvrages situés au nord-est : abside, chapelle nord et la tourelle du clocher. Les travaux programmés ont pour objectif de stopper de nombreux désordres structurels lesquels, s'ils ne sont pas rapidement pris en charge, pourraient amplifier la menace de dégradation pesant sur le réseau gothique ainsi que sur le vitrail de l'église.

La DRAC accompagne ce dossier au titre des "petites communes à faible potentiel fiscal". Un taux de subvention renforcé sera ainsi attribué à ce projet.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 94 665 € HT. La base subventionnable est de 109 205 € HT honoraires de maitrise d'œuvre compris. Une subvention de 21 000 € est proposée.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RESTAURATION	94 665,00	86,69%
HONORAIRES DU MOE	14 540,00	13,31%
Total	109 205,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (acquis)	21 841,00	20,00%
REGION ILE-DE-FRANCE	21 000,00	19,23%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 78 (sollicité)	43 682,00	40,00%
AUTOFINANCEMENT	22 682,00	20,77%
Total	109 205,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-316

DOSSIER N° 19006536 - CHATEAU BRUEIL-EN-VEXIN (78) - RESTAURATION DU POULAILLER, DU PIGEONNIER, DU CLAPIER, ET DE L'ANCIENNE FOSSE A PURIN

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH (n° 00001049)
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 903-313-20422-131004-300
Action : 13100402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH	259 738,00 € TTC	19,25 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : REALLNVEST MONTCIENT
Adresse administrative : 49 RUE DU VEXIN
78440 BRUEIL-EN-VEXIN
Statut Juridique : SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE
Représentant : Monsieur STEPHANE DE SAINT-HILAIRE, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Restauration du poulailler, pigeonnier, clapier et de l'ancienne fosse à purin dans la cour des communs

Dates prévisionnelles : 16 mars 2018 - 30 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de la réalisation de l'opération, les missions d'étude de l'architecte débutent nécessairement avant le démarrage des travaux. Ainsi et conformément au règlement d'intervention du dispositif d'aide à la restauration du patrimoine protégé, il convient de prendre en compte ces dépenses afférentes aux honoraires de maîtrise d'œuvre.

Description :
Le château de Brueil-en-Vexin est celui des anciens seigneurs de Brueil. Il a été construit à la fin du XVIème siècle. Il se compose de 2 bâtiments perpendiculaires. Sur la façade extérieure, la porte est surmontée d'un large fronton sommé de pinacles couronnés de boules. La fureur révolutionnaire a épargné le blason qui l'ornait car il avait été masqué par du plâtre.

Surplombant la cour des Communs, le poulailler est un petit édifice en briques panachées et pierre coiffé d'une couverture en tuiles mécaniques. Il a, par le passé, été utilisé pour élever de petits animaux de basse-cour (poules et lapins). Cette structure a été construite vraisemblablement au tournant du XIXème siècle en adossement contre un mur plus ancien, daté quant à lui du XVIème ou XVIIème siècle.

Construite avec réemploi de matériaux de récupération provenant du domaine, une fosse entièrement pavée associée à un bac de décantation en forme de lentille a été édifiée en contre-bas du poulailler pour

permettre la collecte du purin
Depuis 1994, cet ensemble bénéficie d'une protection au titre des MH.

L'analyse réalisée sur les maçonneries du poulailler, du clapier et de la volière situés dans la cour des communs a permis de déceler des pathologies structurelles importantes : fissures, fractures, maçonneries désolidarisées, etc. Afin de remédier à l'ensemble de ces désordres, une campagne de restauration est programmée afin d'intervenir sur les différents éléments. L'essentiel des reprises se concentrera sur les maçonneries, sur les éléments de menuiserie. Le projet concerne également l'aménagement d'un bassin paysager.

Le propriétaire s'est engagé auprès de la DRAC à ouvrir son domaine au public. Cette ouverture s'étalera du mois de juillet à septembre sur la base de visites rythmées à heures fixes (10h à 16h). A l'occasion de la 1ère édition d'ouverture au public, le jardin a été aménagé pour offrir des conditions d'accueil optimales.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 217 320 € TTC. La base subventionnable est de 259 738 € TTC honoraires de maitrise d'œuvre compris. Une subvention de 50 000 € est proposée.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RESTAURATION	217 320,00	83,67%
HONORAIRES MOE ET ETUDES LIEES	42 418,00	16,33%
Total	259 738,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC	43 500,00	16,75%
REGION ILE-DE-FRANCE	50 000,00	19,25%
AUTOFINANCEMENT	166 238,00	64,00%
Total	259 738,00	100,00%

DOSSIER N° 19006379 - COMMUNE DE LOUVRES (95) - MISE EN SECURITE DE LA STATUE DE SAINTE-MARTHE SISE EN L'EGLISE SAINT-JUSTIN

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine mobilier inscrit MH (n° 00001052)
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 903-313-204141-131004-300
Action : 13100402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine mobilier inscrit MH	3 415,00 € HT	29,28 %	1 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LOUVRES
Adresse administrative : 84 RUE DE PARIS
95380 LOUVRES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Marie FOSSIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Mise en sécurité de la statue Sainte-Marthe de l'église Saint-Justin de la commune de Louvres

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 15 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Abritée dans l'église Saint-Justin de la ville de Louvres, la statue de Sainte-Marthe, suite à une restauration en 2016, s'apprête à être réinstallée sur son socle. Elle est inscrite au titre des Monuments Historiques depuis 1980.

Il s'agit d'une statue en bois, de la fin du XVIème siècle. Sa réinstallation nécessite sa mise en sécurité demandée par la DRAC. Il s'agit de lui adjoindre un socle sécurisé.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les financements seront conjoints entre la communauté d'agglomération, et le Département.

Le montant de l'opération s'élève à 3 415 €, représentant la base subventionnable. Une subvention de

1 000 € est proposée.

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE MISE EN SECURITE	3 415,00	100,00%
Total	3 415,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	1 000,00	29,28%
DEPARTEMENT 95	683,00	20,00%
AUTOFINANCEMENT	1 732,00	50,72%
Total	3 415,00	100,00%

DOSSIER N° EX045103 - COMMUNE DES MUREAUX (78) - TRAVAUX DE RENOVATION DES FACADES DE L'ECOLE ROUX-CALMETTE

Dispositif : Soutien à la restauration et à l'aménagement du patrimoine labellisé d'intérêt régional (n° 00001053)
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
Action : 13100402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration et à l'aménagement du patrimoine labellisé d'intérêt régional	214 900,00 € HT	27,92 %	60 000,00 €
	Montant total de la subvention		60 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DES MUREAUX
Adresse administrative : PLACE DE LA LIBERATION
78130 LES MUREAUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur FRANCOIS GARAY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Rénovation des façades du groupe scolaire Roux Calmette des Mureaux

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 30 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'école Roux-Calmette a été construite entre 1931 et 1933. Ses murs en meulière, ses façades multicolores, ses grands préaux et ses larges fenêtres sont le témoignage de l'architecture hygiéniste de l'entre-deux guerres. Un soin particulier a été apporté aux éléments de ferronnerie, à la décoration des façades, aux murs de clôtures et murs bahuts en béton.
L'ensemble de ces éléments, caractéristiques de l'histoire du XXème, ont permis à l'école Roux-Calmette d'obtenir le label «Patrimoine d'intérêt régional », qui lui a été attribué en novembre 2018.

Les façades en meulière, si elles présentent un bon état général, n'ont fait l'objet d'aucunes interventions depuis la construction du bâtiment. Elles sont partiellement envahies par la végétation et imprégnées de polluants. Les éléments enduits et les frises carrelées sont encrassés et ponctuellement dégradés. Une campagne de rénovation est à entreprendre. Les travaux à réaliser se concentreront sur les revêtements sur lesquels des actions de dé-végétalisation manuelle, de nettoyage et de protection des parements seront entreprises. Les grilles et garde-corps métalliques seront repeints.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'opération de travaux de l'école Roux-Calmette concerne différents lots, notamment :
- différents types de traitement des appuis et des chapeaux des murets, enduits ciment
- hydro-gommage des pierres et des briques,
- peinture, etc.

Le montant total des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 214 900 € HT, honoraires de MOE compris. Une subvention de 60 000 € est proposée à ce projet.

Localisation géographique :
- LES MUREAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration	210 000,00	97,72%
Honoraires de maîtrise d'œuvre (CSPS, bureau d'études…) hors études préalables et diagnostics divers	4 900,00	2,28%
Total	214 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports propres	47 450,00	22,08%
Subvention Etat au titre de l'enveloppe "Action coeur de ville" (sollicitée)	107 450,00	50,00%
REGION ILE-DE-FRANCE	60 000,00	27,92%
Total	214 900,00	100,00%

DOSSIER N° 19006526 - COMMUNE DE VINCENNES (94) - TRAVAUX DE RENOVATION DE L'EGLISE NOTRE-DAME (T2,3,4)

Dispositif : Soutien à la restauration et à l'aménagement du patrimoine labellisé d'intérêt régional (n° 00001053)
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
Action : 13100402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration et à l'aménagement du patrimoine labellisé d'intérêt régional	1 000 000,00 € HT	20,00 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE VINCENNES
Adresse administrative	:	53 RUE DE FONTENAY 94300 VINCENNES
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Madame Charlotte LIBERT-ALBANEL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Tranches 2,3 & 4 : travaux de rénovation du chœur, de la nef, narthex et porche de l'église Notre-Dame de Vincennes

Dates prévisionnelles : 12 juin 2017 - 29 octobre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de la réalisation de l'opération, les missions d'étude de l'architecte débutent nécessairement avant le démarrage des travaux. Ainsi et conformément au règlement d'intervention du dispositif d'aide à la restauration du patrimoine protégé, il convient de prendre en compte ces dépenses afférentes aux honoraires de maîtrise d'œuvre.

Description :
Construite en 1832 par l'architecte, Jean-Baptiste Cicéron Lesueur, lauréat du Prix de Rome en 1819, l'église Notre-Dame de Vincennes s'inscrit dans un phénomène de renouveau de l'architecture religieuse qui s'appuie très largement sur le modèle des basiliques romaines.
Les agrandissements successifs dont a été l'objet l'édifice témoignent de l'accroissement de la population locale au XIXème puis au XXème siècle en lien avec le développement progressif des transports en commun. L'église Notre-Dame de Vincennes fait écho par son style à d'autres exemples éminents dans l'histoire de l'architecture qui sont protégés au titre des Monuments Historiques. Cet édifice de par sa qualité architecturale a obtenu le label « Patrimoine d'intérêt régional » en novembre 2018.

Plusieurs désordres structurels ont été relevés, notamment, une poutre maîtresse située dans le bas-côté sud et des éléments de pierre, en particulier au niveau des arcs situés entre les bas-côtés sud et l'extension, ont été endommagés par un dégât des eaux dû à des infiltrations en toiture. La coupole de l'abside présente également des fissurations dont certaines sont importantes. De ce fait, certains de ses éléments sont détériorés (fresques, nervures, ou encore arc). Elle comporte des travaux d'ordre structurel, la mise en valeur des matériaux, la restauration des peintures et des sculptures et la remise en état des sols pour les zones bas-côté sud, transept sud et abside.

La 2ème phase débutant en mai 2019 concernera la nef, le chœur, le narthex centre et le porche avec une mise en valeur des matériaux, la restauration des peintures et sculptures, la remise en état des sols, et la restauration du porche d'entrée. La 3ème phase, quant à elle, concernera le bas-côté nord et le transept nord avec la mise en valeur des matériaux, la restauration des peintures et sculptures et la remise en état des sols. Enfin, la 4ème phase concernera l'extension, la chapelle Sainte-Thérèse et la chapelle Sacré Cœur avec la mise en valeur des matériaux, la restauration des peintures et sculptures, la remise en état des sols et le ravalement des murs et des plafonds.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 1 290 681 € HT, honoraires de MOE compris. Une subvention de 200 000 € est proposée pour ce projet.

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RESTAURATION ET D'AMENAGEMENT INTERIEUR ET EXTERIEUR	1 290 681,00	100,00%
Total	1 290 681,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	200 000,00	15,50%
AUTOFINANCEMENT	1 090 681,00	84,50%
Total	1 290 681,00	100,00%

DOSSIER N° EX045060 - MUSEE DE LA VILLE DE SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES - EXPOSITION TEMPORAIRE "CIRCULER, L'HISTOIRE DES TRANSPORTS A SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

Dispositif : Aide à projet œuvrant à la valorisation du patrimoine (n° 00001072)
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-313-65734-131004-300
Action : 13100405- Connaissance et diffusion du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à projet œuvrant à la valorisation du patrimoine	48 187,00 € TTC	18,68 %	9 000,00 €
	Montant total de la subvention		9 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAINT QUENTIN EN YVELINES
Adresse administrative : BP 10118
78192 TRAPPES
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur MUSEE DE LA VILLE AGGLOMERATION SQY, Autre

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Exposition temporaire : Circuler, Histoire des transports à Saint-Quentin-en-Yvelines au musée de la ville de Saint-Quentin en Yvelines

Dates prévisionnelles : 3 juin 2019 - 17 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette exposition a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution.

Description :
Le musée de la ville de Saint-Quentin-en-Yvelines, est un équipement culturel créé en 1977 sous le nom d'écomusée de Saint-Quentin-en-Yvelines. Il a été conçu pour y conserver les traces du passé du territoire au moment de la création de la ville nouvelle. Observateur et témoin de la construction d'une ville en une génération, le musée rassemble les objets, les œuvres et les documents qui racontent l'histoire urbaine et l'évolution des modes de vie dans la seconde moitié du XXème siècle. C'est le premier musée de société à avoir abordé la question de la ville à travers la constitution de collections contemporaines.

L'exposition "Circuler" a pour objectif de valoriser l'histoire et le patrimoine architectural urbain de Saint-Quentin-en-Yvelines à travers la thématique de la mobilité : les grandes infrastructures routières, les bâtiments liés aux différents types de transport, l'art public souvent associé aux éléments clés des réseaux routiers, etc. L'exposition sera également un tremplin pour valoriser les collections permanentes hébergées par le musée : collection de cartes postales, collection ferroviaire, automobiles ainsi que les

fonds documentaires propriétés du musée.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût du projet intègre l'ensemble des dépenses liées à l'organisation matérielle de l'exposition, allant de la scénographie à la conception du catalogue de l'exposition et d'un livret jeu pour les jeunes visiteurs. Il prend en compte également la communication et l'action culturelle ainsi que les autres dépenses liées au projet d'exposition.

Le coût total du projet annoncé par le demandeur s'élève à 48 187 € TTC représentant la base subventionnable. Une subvention de 9 000 € est proposée.

Localisation géographique :
- MONTIGNY-LE-BRETONNEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Organisation matérielle	33 228,00	68,96%
Publication	3 959,00	8,22%
Communication	1 000,00	2,08%
Action culturelle	2 000,00	4,15%
Autres dépenses en fonctionnement liées au projet (préciser)	8 000,00	16,60%
Total	48 187,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports propres	29 187,00	60,57%
Subvention Etat (sollicitée)	10 000,00	20,75%
Subvention Région Ile-de-France au titre du dispositif concerné (sollicitée)	9 000,00	18,68%
Total	48 187,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-316

DOSSIER N° EX045197 - GROUPEMENT REMPART IDF - VALORISATION DES METIERS DU PATRIMOINE A TRAVERS L'ORGANISATION DE CHANTIERS BENEVOLES REPARTIS SUR 8 SITES FRANCILIENS

Dispositif : Aide à projet œuvrant à la valorisation du patrimoine (n° 00001072)
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-313-6574-131004-300
Action : 13100405- Connaissance et diffusion du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à projet œuvrant à la valorisation du patrimoine	104 000,00 € TTC	11,54 %	12 000,00 €
	Montant total de la subvention		12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GROUPT REMPART IDF
Adresse administrative : 11 RUE DE CLICHY
75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Pierre THORETTON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Organisation des chantiers bénévoles par l'association Groupement Rempart d'Ile-de-France.

Dates prévisionnelles : 1 juin 2019 - 31 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier, il est demandé, à titre exceptionnel, une dérogation à engager la dépense avant la notification de la subvention en raison du démarrage des chantiers en juin et dans la mesure où la demande de subvention a été déposée avant tout commencement d'exécution.

Description :
Chaque année, le réseau Rempart organise une quinzaine de chantiers mobilisant essentiellement des publics jeunes. L'association travaille étroitement avec les structures d'insertion sociale afin de faire connaitre et de valoriser les métiers de la restauration du patrimoine auprès de ce public. Chaque chantier permet à un groupe de bénévoles, pendant trois semaines, de participer à un projet de restauration du patrimoine (bâti, classé, inscrit ou non protégé), de s'initier aux techniques de restauration du patrimoine (taille de pierre, maçonnerie à la chaux, charpente, archéologie, etc…) et de découvrir des techniques et des outils. Ainsi, ces chantiers sont une manière originale de valoriser le patrimoine francilien et les métiers associés. Les travaux portent sur la mise en valeur des sites sur lesquels les associations locales membres du réseau Rempart sont engagées. Ces chantiers font l'objet d'une publication nationale et d'un ensemble de supports de communication diffusés auprès des partenaires.

En 2019, l'action concerne 8 sites franciliens répartis sur le territoire : 4 chantiers sont prévus dans le 77 au château médiéval de Brie-Comte-Robert, sur le site archéologique de Châteaubleau, au donjon de Crouy-sur-Ourcq, à l'église Saint Saturnin de Chauconin-Neufmontiers. Les autres chantiers sont prévus dans le 78, à la ferme d'Ithe à Jouars-Ponchartrain et à la Bergerie Nationale de Rambouillet, dans le 91 au Château de Montagu à Marcoussis, dans le 93 aux Murs à pêches de Montreuil.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût total du projet annoncé par le demandeur s'élève à 104 000 € TTC représentant la base subventionnable. Une subvention de 12 000 € est proposée.

Localisation géographique :

- MARCOUSSIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Organisation matérielle	55 000,00	52,88%
Publication	1 500,00	1,44%
Communication	1 500,00	1,44%
Action culturelle	2 000,00	1,92%
Autres dépenses (Alimentation et intendance, charge de personnel, déplacements, assurances)	44 000,00	42,31%
Total	104 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports propres	10 000,00	9,62%
Subvention Etat (sollicitée)	35 000,00	33,65%
Subvention Région Ile-de-France au titre du dispositif concerné (sollicitée)	12 000,00	11,54%
Subvention Département (sollicitée)	15 000,00	14,42%
Subvention Commune (sollicitée)	7 000,00	6,73%
Droits d'entrée	15 000,00	14,42%
Participation bailleur	10 000,00	9,62%
Total	104 000,00	100,00%

ANNEXE 2_CONVENTION AVEC LA FONDATION DU PATRIMOINE

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE
LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FONDATION DU PATRIMOINE
POUR LA RESTAURATION DU PATRIMOINE NON PROTEGE

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Région Ile-de-France, représentée par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil régional, dont le siège social situé 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen, en application des délibérations du Conseil régional n° CR 2017-084, en date du 6 juillet 2017 et n° CP 2019-316 du 3 juillet 2019.

Ci-après dénommée « la Région »

D'une part,

Et

La Fondation du Patrimoine, Fondation reconnue d'utilité publique dont le siège social est 153 bis avenue Charles de Gaulle, 92 200 Neuilly-sur-Seine, représentée par Monsieur Alain SCHMITZ , Délégué régional Ile-de-France.

Ci-après dénommée « La Fondation »

D'autre part,

Ci-après dénommées collectivement « les Parties »

Il est exposé et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La Région mène depuis plusieurs années une politique régionale de soutien au patrimoine, à sa conservation et à sa valorisation. Dans le cadre des nouvelles orientations régionales en matière culturelle, la Région a la volonté d'amplifier son soutien au patrimoine en préservant et en valorisant davantage sa grande richesse en Ile-de-France avec une attention particulière pour le patrimoine non protégé ou « petit patrimoine », qui fait la spécificité du cadre de vie et l'originalité de l'Ile-de-France. Ce patrimoine, bien que non protégé au titre des monuments historiques, présente en effet un réel intérêt régional dont la restauration donnera lieu à un co-financement entre la Fondation du Patrimoine et la Région Ile-de-France, objet de la présente convention.

Par délibération n° CR 2017-084 du 6 et 7 juillet 2017, « pour une politique de valorisation du patrimoine régional », la Région a souhaité mobiliser le financement participatif dédié à la restauration et à la valorisation du patrimoine. Pour cela, elle a décidé de s'appuyer sur l'expertise de la Fondation du patrimoine dans le cadre d'un partenariat afin de soutenir notamment le patrimoine non protégé. La convention de partenariat, adoptée par délibération n° CR 2017-84 du 6 juillet 2017, a fixé les modalités de participation financière de la Région. Elle prévoit le versement d'une subvention globale à la Fondation du patrimoine de 100 000 € par an. La Région Île-de-France autorise cette dernière à la reverser à chaque porteur de projet sélectionné par la Fondation, dans la limite de 15 000 € maximum par projet et à raison d'un euro financé par la Région pour un euro collecté par la Fondation dans le cadre des campagnes de souscription.

Prolongée par voie d'avenant, par délibération CP 2018-285 du 4 juillet, ce dispositif a permis en deux ans le financement d'une quinzaine de projets.

Fort de ce succès, la Région décide de reconduire le partenariat avec la Fondation pour une durée de 1 an. La présente convention prévoit une aide financière annuelle plus conséquente de 300 000 € et un plafond à 30 000 € par projet.

Personne morale de droit privé à but non lucratif, instituée par la loi n° 96-590 du 02 juillet 1996, la Fondation du Patrimoine est soumise aux règles relatives aux fondations reconnues d'utilité publique. Avec un actionnariat majoritairement public, elle est contrôlée par l'autorité administrative et la Cour des Comptes. Elle bénéficie d'une recette domaniale publique (une fraction des produits des successions laissés en déshérence), complétée des apports de ses membres fondateurs ou mécènes ainsi que de dons et legs.
Elle est autorisée à délivrer directement un agrément fiscal.
Elle concourt ainsi à l'emploi, la formation et la transmission des savoir-faire dans le secteur de la restauration du patrimoine et des sites. Elle apporte son concours à des personnes publiques ou privées, pour l'acquisition, la restauration, l'entretien et la présentation au public de ces biens, qu'ils aient ou non fait l'objet de mesures de protection prévues par la loi.

Elle a reçu pour mission principale de sauvegarder et mettre en valeur le patrimoine national, tout particulièrement celui non protégé par l'Etat. La Fondation fédère toutes les énergies, tant collectives (associations, collectivités territoriales, entreprises) qu'individuelles, autour de programmes concertés destinés à restaurer et valoriser le patrimoine bâti et paysager des régions. Elle est présente sur tout le territoire national et appuie son action sur un réseau de délégués bénévoles. En Ile-de-France, la Fondation contribue au financement de nombreux chantiers de restauration du patrimoine grâce à ses fonds propres, aux accords qu'elle conclue avec des collectivités locales ou aux appels aux dons qu'elle lance auprès des particuliers et entreprises par des souscriptions publiques. Elle souhaite tout particulièrement développer son aide aux communes et associations franciliennes en encourageant le recours à la souscription publique ouverte sous son égide.

La Région et la Fondation qui partagent les mêmes objectifs portés sur la connaissance, la conservation et la mise en valeur du patrimoine ont décidé d'unir leur démarche afin de renforcer leur soutien en faveur de l'aide à la restauration du patrimoine non protégé.

ARTICLE 1 : OBJET

L'objet de la présente convention est d'organiser les modalités de gestion de la participation de la Région aux côtés de la Fondation au bénéfice de la sauvegarde et de la mise en valeur du patrimoine architectural, urbain, paysager et mobilier situé sur le territoire de l'Ile-de-France.

Bénéficiaires :
Pourront bénéficier de ce dispositif, en vue de la restauration des biens immobiliers ou mobiliers, non protégés, les communes et leurs groupements et/ou leurs délégataires ou les associations maître d'ouvrage d'un projet de restauration d'un patrimoine accessible au public et faisant l'objet d'une souscription publique lancée en partenariat avec la Fondation.

Nature du projet :
Les critères d'éligibilité des dossiers soutenus par la Fondation du patrimoine et faisant l'objet d'un cofinancement par la Région sont les suivants :

- Le patrimoine immobilier ou mobilier, objet des travaux de restauration, soutenu par la souscription publique, ne doit pas être protégé au titre des Monuments Historiques,
- Le patrimoine est situé en Ile-de-France,
- En application de la règle de non cumul des aides, une même opération ne peut pas être financée par plusieurs aides de la Région notamment dans le cadre d'un nouveau contrat rural (COR) et d'un contrat d'aménagement régional (CAR),
- Chaque souscription de mécénat populaire devra rassembler au minimum 10 donateurs différents.

ARTICLE 2 : PRESENTATION DES SOUSCRIPTIONS PUBLIQUES LANCEES PAR LA FONDATION DU PATRIMOINE

Dans le cadre de ses missions, la souscription est le mode d'action privilégié de la Fondation, pour aider les porteurs de projets publics (Etat, collectivités locales) et associatifs à financer la sauvegarde et la valorisation de leur patrimoine de proximité (immobilier, mobilier, naturel), grâce au recours à la finance participative. Dans le cadre de la présente convention, la Fondation s'engage à développer en priorité le lancement de ces campagnes d'appels aux dons en faveur du patrimoine non protégé francilien.

La Fondation organise la sélection des projets, accompagne le maître d'ouvrage en lui apportant son expertise et son appui et en organisant l'interface de lancement de la souscription. A cet effet, la Fondation met à disposition du porteur de projet un outil de communication et une plateforme de dons en ligne. Elle informe des possibilités offertes par les dispositifs du mécénat des entreprises et des particuliers.

Au travers de cette campagne de mobilisation du mécénat populaire, les habitants, les commerçants et entrepreneurs locaux, les touristes, et toutes les personnes attachées au site, peuvent faire un don affecté au projet, afin de recueillir les sommes nécessaires à son aboutissement.

Parallèlement, la Fondation délivre aux donateurs un reçu ouvrant droit à des réductions d'impôts.

Au-delà de l'apport financier qu'elle mobilise, cette campagne de mécénat populaire permet de fédérer la population autour du projet. Pour cela, le porteur de projet doit s'impliquer et créer une dynamique locale, en organisant des manifestations (concerts, etc.) qui permettront aux habitants de se rassembler, de découvrir leur histoire locale, et de s'approprier leur patrimoine.

ARTICLE 3 : FINANCEMENT DU FONDS DEDIE A LA RESTAURATION DU PATRIMOINE NON PROTEGE

3.1. Participation financière de la Région

Le montant prévisionnel de la subvention régionale au fonds dédié à la restauration du patrimoine non protégé est fixé à 300 000 € par an maximum sous réserve du vote du budget et de l'affectation des crédits correspondants par la commission permanente de la Région d'Ile-de-France.

La Fondation mobilisera, pour ce dispositif spécifique à l'Ile-de-France, un montant annuel de 300 000 €. L'aide régionale accordée à chaque projet patrimonial est plafonnée à 30 000 euros. Le dispositif vise à financer annuellement les projets du patrimoine non protégé.

3.2. Financement effectif annuel

Le fonds est financé :

- par les crédits inscrits annuellement et disponibles au budget de la Fondation du Patrimoine,
- et par les crédits inscrits au budget de l'année visée de la Région, au programme «Développement du patrimoine en région», action « Valorisation du patrimoine ».

La participation régionale est une subvention globale d'investissement, versée à la Fondation du patrimoine. La Région Île-de-France autorise cette dernière à la reverser à chaque porteur de projet sélectionné par la Fondation, selon les critères exposés aux articles 1 et 3 de la présente convention, dans la limite de 30 000 € maximum par projet et à raison d'un euro financé par la Région pour un euro collecté par la Fondation dans le cadre des campagnes de souscription.

Elle est proposée au vote lors de la dernière commission permanente de l'année, sur la base de la liste des projets sélectionnés par la Fondation.

3.3. Modalité de versement de la participation de la Région

La dotation sera versée en une fois, à réception d'un courrier d'appel de fonds et de la liste des projets sélectionnés par la Fondation avec le montant détaillé par projet de la subvention régionale et de la souscription.

Le paiement de la subvention est effectué sur le compte de la Fondation suivant le Relevé d'Identité Bancaire qu'elle aura fourni à la Région.
En cas de sous ou non-exécution de l'emploi des crédits affectés par la Région aux projets de restauration du patrimoine, la Fondation s'engage à procéder au remboursement des fonds trop perçus.

3.4. Cas de l'insuffisance de financement par rapport aux dossiers présentés et éligibles

La Fondation n'informe le demandeur de l'acceptation de l'aide qu'après avoir vérifié que les crédits sont disponibles.
Le montant total des aides accordées mobilisant le co-financement régional ne peut dépasser le plafond de la dotation régionale annuelle. Au-delà de ce plafond, la Fondation peut décider de financer les projets sur ses ressources propres et/ou avec des dons (mécénat, produits de souscription en finance participative), mais sans financement complémentaire apporté par la Région.

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE L'AIDE AU BENEFICIAIRE PAR LA FONDATION DU PATRIMOINE

L'investissement aidé donne lieu à la signature d'une convention de financement entre la Fondation et le bénéficiaire, selon le modèle figurant en annexe à la présente convention. Cette convention définit les modalités de versement de l'aide à l'investissement afin de financer les travaux de restauration soutenus par la Région et la souscription publique.

ARTICLE 5 : PROCEDURE POUR L'INSTRUCTION ET LA GESTION DES DOSSIERS

La Fondation assure la gestion du fonds dédiés à la restauration du patrimoine non protégé. Elle assure le traitement des demandes, la sélection de projets et le versement des aides aux demandeurs.

La Fondation s'engage à adresser chaque année à la Région :
- les opérations faisant l'objet d'une souscription publique et étant éligibles à l'aide proposée dans le cadre de la présente convention,
- un exemplaire complet de chaque dossier (description du bâtiment, programme et nature des travaux, convention de souscription, outils de communication, photos générales du bâtiment et de la partie concernée par les travaux, avis d'un délégué techniquement qualifié (Architecte du Patrimoine)),
- un état récapitulatif des projets retenus et des montants des travaux.

ARTICLE 6 : BILAN DE MISE EN ŒUVRE ET CONTROLE DES OPERATIONS

6.1 Suivi du partenariat

La Fondation et la Région se réunissent au moins une fois par an pour faire le point sur l'état d'avancement du partenariat et sur les éventuelles difficultés rencontrées dans sa mise en œuvre.

La Fondation ou la Région peuvent demander l'inscription à l'ordre du jour de tout point qu'ils souhaitent voir discuter.
La Région et la Fondation sont tenues de respecter la confidentialité des documents échangés au cours de réunions, en particulier vis-à-vis des demandeurs et des organisations professionnelles.

La Fondation transmet aux représentants de la Région et dans un délai minimum d'une semaine avant la tenue de la réunion, tous les éléments d'information relatifs à chacun des points de l'ordre du jour et nécessaires à leur compréhension. Les représentants de la Région peuvent demander à la Fondation copie de tout document relatif à l'instruction des dossiers de demande de subvention.

6.2 Contrôle des opérations

Chaque année, la Fondation présente à la Région :
- le bilan détaillé des dossiers instruits et financés en année N-1,

- le compte-rendu financier signé des projets soutenus à leur achèvement mentionnant les versements effectifs de la Fondation du patrimoine aux collectivités locales ou associations,
- un compte-rendu des dépenses acquittées par le bénéficiaire.

La Fondation s'engage à accepter tout contrôle technique et financier par la Région ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de l'emploi de la subvention, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives comme le certificat d'achèvement et de conformité des travaux.

ARTICLE 7 : MODALITES DE COLLABORATION

La Fondation et la Région mobiliseront tous leurs réseaux et l'ensemble des organismes partenaires pour chaque opération retenue au titre de leur collaboration, lorsque cela sera possible.
La Fondation et la Région mettront à disposition des porteurs de projets éligibles au dispositif d'aides des informations sur sa mise en œuvre. La Région pourra solliciter la Fondation pour accompagner tel ou tel porteur de projet éligible au dispositif plus spécifiquement.

En outre, la Région s'attachera à inciter les communes ou associations franciliennes à solliciter l'aide de la Fondation pour la mise en place de souscriptions publiques.

La Fondation s'engage à faire état de l'aide apportée par la Région dans toutes ses actions d'informations ou communications auprès des entités éligibles.

ARTICLE 8 : INFORMATION/COMMUNICATION

La Fondation et la Région diffuseront dans leurs supports de communications respectifs une information régulière sur les actions menées dans le cadre de la présente, et sur les opérations patrimoniales retenues.

La Fondation et la Région s'engagent à dresser conjointement un bilan annuel d'activité au titre de l'exécution de cette convention. Chaque année, un bilan des aides versées par la Fondation et la Région fera l'objet d'une communication dans l'ensemble des supports disponibles de la Fondation et de la Région (site Internet, journal).
Cette communication pourra également intervenir lors d'événements auxquels la Fondation ou la Région participent.

La Fondation s'engage à créer un outil de communication spécifique informant de cette aide. Ce document sera soumis pour validation aux services de la Région. La Fondation créera en outre une page dédiée à ce dispositif sur son site internet.
Les courriers d'éligibilité au dispositif des demandes reçues feront apparaitre explicitement la participation financière de la Région.

La Fondation demandera aux bénéficiaires des aides d'apposer une plaque sur ou à proximité des éléments soutenus faisant mention du soutien de la Région et de la Fondation.

Les Chartes graphiques des Parties devront être scrupuleusement respectées dans toutes leurs indications (références des couleurs Pantone et quadri, éléments noirs et tramés).

ARTICLE 9 : DUREE ET MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, renouvelable expressément par avenant. Durant ce délai, en cas d'élément nouveau, elle pourra être modifiée conjointement, par voie d'avenant, à la demande de l'une ou l'autre des deux parties.

ARTICLE 10 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être résiliée pour motif d'intérêt général. Si la résiliation intervient à la demande de la Région, elle prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé.
Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.
La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 11 : CONTENTIEUX

A l'occasion de toute contestation ou tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application du présent document, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable. Si un tel accord ne peut être trouvé, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif compétent.

ARTICLE 12 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

En cas d'inexécution par la Fondation de ses obligations contractuelles ou d'une utilisation de tout ou partie de la subvention non conforme à son objet, la subvention est restituée.

Dans ce cas, il sera procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 11 ci-dessus.

En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie de la somme versée, au regard de la qualité des prestations effectuées.
Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 13 : DATE D'EFFET, DUREE DE LA CONVENTION ET DISPOSITIONS TRANSITOIRES

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de la date du vote par l'assemblée régionale de la convention, à savoir le 3 juillet 2019.
La présente convention couvre les projets faisant l'objet d'une souscription en cours avec la Fondation.

Le	**Le** .....
La présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France	**La Fondation du Patrimoine**
Madame Valérie PECRESSE	**Monsieur Alain SCHMITZ,** **Délégué régional Ile-de-France** (*signature et cachet*)

Origine du financement : SD
Année de dotation : ……..
Code projet BCM : …….

ANNEXE 1
CONVENTION DE FINANCEMENT

Entre les soussignées,

LA FONDATION DU PATRIMOINE, ayant son siège social au 23/25, rue Charles Fourier à Paris (75013) et représentée par son / sa Délégué(e) Régional(e) de ……., Madame / Monsieur …….., dûment habilité(e) aux fins des présentes,

Ci-après dénommée la Fondation du patrimoine ;

D'une part,

Et

L'ASSOCIATION..... ou **LA COMMUNE DE**....., sise adresse, représentée par son/sa Président(e) ou son Maire, Madame / Monsieur ……..…, dûment habilité(e) aux fins des présentes,

Ci-après dénommée le Maître d'Ouvrage ;

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER : OBJET

La présente convention a pour objet de régir l'aide financière apportée par la Fondation du patrimoine au Maître d'Ouvrage pour la mise en œuvre du projet de sauvegarde de …….

ARTICLE 2 : FINANCEMENT APPORTE PAR LA FONDATION DU PATRIMOINE

Soit :

La Fondation du patrimoine s'engage à accorder au Maître d'Ouvrage une aide financière globale de ..... Euros, soit …. % d'une dépense toutes taxes comprises (association) ou hors taxes (collectivité publique) de..... Euros relative aux travaux de [lister les postes de dépense] ou à une tranche spécifique de travaux [lister les postes de dépense].

Le versement de cette aide financière est subordonné au lancement d'une souscription publique qui doit avoir permis de collecter, dans l'année qui suit la signature de la présente, au moins 5% du montant des travaux TTC (association) ou HT (collectivité publique). Si, dans ce délai, cette condition n'est pas satisfaite, la présente convention sera caduque de plein droit.

Ou : si cette condition est déjà satisfaite au moment de la signature de la convention, la délégation peut choisir de ne pas mettre de condition (donc uniquement le premier alinéa).

Soit :

Le montant de cette aide financière sera déterminé au … (date de la signature de la convention + 1 an). Il correspondra au montant du produit, constaté à cette date, de la souscription lancée par la Fondation du patrimoine pour cette même opération, dans la limite d'un plafond de ……. Euros, soit …. % d'une dépense toutes taxes comprises (association) ou hors taxes (collectivité publique) de..... Euros relative aux travaux de [lister les postes de dépense] ou à une tranche spécifique de travaux [lister les postes de dépense].

L'aide financière apportée par la Fondation du patrimoine est versée dans la limite de la part restant à la charge du Maître d'Ouvrage en fin d'opération. Son versement est donc subordonné à la production d'un plan de financement (avec échéancier) et des accords exprès de financement des autres partenaires dans la réalisation de l'opération.

L'aide financière apportée par la Fondation du patrimoine ne sera pas revue en cas de dépassement du budget prévisionnel de l'opération.

Le taux de l'aide financière mentionné au premier alinéa pourra être appliqué au coût réel de l'opération dans l'hypothèse où celui-ci s'avérerait inférieur à l'estimation initiale.

ARTICLE 3 : MODALITES DE VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIERE DE LA FONDATION DU PATRIMOINE

L'aide financière globale de la Fondation du patrimoine est versée au compte du Maître d'Ouvrage selon les modalités suivantes :

Soit :

Si 1 pour 1 ; association :

Le solde est attribué à la fin des travaux sur présentation :
- des factures acquittées relatives aux devis présentés, complétés et modifiés selon les prescriptions émises par l'Architecte des Bâtiments de France dans un courrier en date du ../../...,
- du plan de financement définitif de l'opération,
- d'un jeu de photographies numériques de qualité du projet réalisé, avec les crédits photographiques associés.

Si 1 pour 1 ; collectivité publique :

Le solde est attribué à la fin des travaux sur présentation :
- des factures acquittées relatives aux devis présentés, complétés et modifiés selon les prescriptions émises par l'Architecte des Bâtiments de France dans un courrier en date du ../../... (ces factures doivent êtres certifiées conformes par le Trésor public),
- du plan de financement définitif de l'opération,
- d'un jeu de photographies numériques de qualité du projet réalisé, avec les crédits photographiques associés.

Si 5% ; association :
Tous les semestres, le Maître d'Ouvrage fait parvenir à la Fondation du patrimoine un relevé des factures acquittées qui lui ont été présentées par les entreprises. Ces factures doivent être conformes aux devis présentés initialement.

La Fondation du patrimoine verse ….. % (reprendre le % indiqué à l'article 2) des sommes correspondantes dans la limite globale indiquée à l'article 2.

Le solde est attribué à la fin des travaux sur présentation :

- des factures acquittées relatives aux devis présentés initialement, complétés et modifiés selon les prescriptions émises par l'Architecte des Bâtiments de France dans un courrier en date du ../../.. ;
- du plan de financement définitif de l'opération ;
- d'un jeu de photographies numériques de qualité du projet réalisé, avec les crédits photographiques associés.

Si 5% ; collectivité publique :
Un acompte de 30 % est versé sur présentation de l'ordre de service aux entreprises et de leur demande d'acompte ou de facture pouvant servir de justificatif.

Le solde est attribué à la fin des travaux sur présentation :

- des factures acquittées relatives aux devis présentés initialement, complétés et modifiés selon les prescriptions émises par l'Architecte des Bâtiments de France dans un courrier en date du ../../... Ces factures doivent être certifiées conformes par le Trésor public ;
- du plan de financement définitif de l'opération ;
- d'un jeu de photographies numériques de qualité du projet réalisé, avec les crédits photographiques associés.

ARTICLE 4 : REALISATION DU PROGRAMME

Le Maître d'Ouvrage doit apporter la preuve que l'opération a reçu un début d'exécution dans les six mois qui suivront la signature de la présente convention. Toute prolongation de ce délai devra faire l'objet d'une demande écrite et motivée à la Fondation du patrimoine.

A défaut de demande écrite et motivée du Maître d'Ouvrage dans le mois qui suit un courrier de la Fondation du patrimoine, ou si la Fondation rejette la demande qui lui est présentée, la présente convention est résiliée de plein droit conformément aux dispositions de l'article 11 ci-après.

Toute modification ou nouvelle orientation des travaux, motifs de la présente convention, doit faire l'objet d'une déclaration de la part du Maître d'Ouvrage et d'une approbation préalable de la Fondation du patrimoine. Si les modifications envisagées sont validées par la Fondation du patrimoine, elles donnent lieu à la rédaction d'un avenant à la présente convention. Si les modifications envisagées par le Maître d'Ouvrage ne sont pas validées par la Fondation du patrimoine, la présente convention est résiliée de plein droit conformément aux dispositions de l'article 11 ci-après.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrage s'engage à informer le public par les moyens les plus appropriés de l'aide apportée par la Fondation du patrimoine à la réalisation de l'opération et à apposer sur l'édifice restauré la plaque de la Fondation du patrimoine.

Le Maître d'Ouvrage s'engage à informer chaque semestre la Fondation du patrimoine de l'état d'avancement du projet susmentionné.

ARTICLE 6 : COMMUNICATION

Les actions de communication mises en œuvre autour de l'opération soutenue dans le cadre de la présente convention sont déterminées conjointement par le Maître d'Ouvrage et la Fondation du patrimoine.

Les parties s'engagent à respecter leur charte graphique respective. A cette fin, toute utilisation des références (dénomination sociale, marque avec ou sans logo) par l'une ou l'autre des parties sur tout support relatif aux opérations de communication mentionnées ci-dessus doit être précédée de l'obtention d'un « bon pour accord ».

ARTICLE 7 : MODALITES D'EXECUTION

Le non-respect des engagements consignés dans cette convention est susceptible d'entraîner la résiliation de celle-ci et la notification à la commune d'un ordre de reversement des sommes perçues au titre de l'aide financière prévue à l'article deux.

ARTICLE 8 : AUTORISATION – CESSION DES DROITS DES PHOTOGRAPHIES

Le Maître d'Ouvrage cède à la Fondation du patrimoine, gracieusement et irrévocablement, ses droits patrimoniaux d'auteur, sur toutes les photographies relatives au projet soutenu, pour toute la durée légale de protection par le droit d'auteur et pour le monde entier, et ce, sans limitation du nombre d'exemplaires, de tirages, de diffusion, de rediffusion ou d'utilisation.

Cette cession est réalisée dans le cadre exclusif des campagnes d'information, de sensibilisation et de communication pour la sauvegarde et la valorisation du patrimoine réalisées par les parties à la présente convention. Cette cession inclut notamment les droits d'exploitation, de reproduction, de diffusion, de représentation, d'adaptation et de transformation des photographies du projet soutenu par la présente convention.

Le Maître d'Ouvrage garantit qu'il est titulaire de l'ensemble des droits d'auteur patrimoniaux afférents auxdites photographies et qu'il a obtenu le cas échéant, les autorisations concernant le droit à l'image des personnes apparaissant sur les photographies de sorte qu'il peut en concéder les droits d'exploitation à la Fondation du patrimoine.

ARTICLE 9 : MODIFICATION

La présente convention ne pourra être modifiée que par voie d'avenant ayant reçu l'accord des deux parties.

ARTICLE 10 : RESPONSABILITE

La responsabilité de la Fondation du patrimoine ne pourra être engagée pour tout accident ou sinistre ou litige intervenant dans le cadre de la mise en œuvre des opérations qui font l'objet de la présente convention.

Le Maître d'Ouvrage prendra toutes les assurances et garanties nécessaires à la couverture des risques relatifs à l'opération.

ARTICLE 11 : RESILIATION

En cas d'inexécution, par l'une ou l'autre des parties, de l'une des obligations ou clauses prévues à la présente convention, celle-ci est résiliée de plein droit, après l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception restée sans réponse pendant un délai de 15 jours.

ARTICLE 12 : LITIGES ET LEURS REGLEMENTS

Les parties s'efforcent de régler entre elles, de bonne foi et à l'amiable, tout litige qui résulte de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention.

Tout litige qui ne peut être ainsi résolu dans un délai de trois mois fait l'objet d'une tentative de médiation conventionnelle avant d'être soumis aux juridictions compétentes.

Fait en deux exemplaires originaux à ....., le ……

Pour la Fondation du patrimoine	Pour le Maître d'ouvrage
Le/La Délégué(e) Régional(e) de la Fondation du patrimoine	Le/La Président(e) de l'association…… ou Le Maire de …….
Madame/Monsieur…….	Madame/Monsieur…….

ANNEXE 3_CONVENTION AVEC LA DRAC POUR PATRIMOINE EN POESIE

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

ENTRE

La Région Ile-de-France, représentée par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil régional, dont le siège social situé 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen, en application de la délibération du Conseil régional n° CP 2019-316, en date du 3 juillet 2019.

Ci-après dénommée « la Région »,

ET

Le ministère de la Culture représenté par le Préfet de région, préfet de Paris

Ci-après dénommée « l'administration »,

PREAMBULE

Initié en 2016 par la Région dans le cadre des Journées européennes du patrimoine, *Patrimoines en poésie* est un jeu-concours dont l'objectif est de sensibiliser les enfants au patrimoine en les invitant à raconter et décrire leur patrimoine préféré en Île-de-France. Il a bénéficié dès l'origine du concours de la direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France. Cette opération d'éducation artistique et culturelle est unique sur le territoire national.
Mise en place à titre expérimental en 2016, l'opération a été consolidée et amplifiée lors de l'édition 2017, pour aboutir à un large succès en 2018 : 908 enfants ont participé au jeu-concours grâce à l'implication de 150 structures culturelles et patrimoniales franciliennes (musées, médiathèques, maisons des Illustres…) ; 68 ateliers d'écriture ont été organisés.

Fort de ce succès, la Région et l'administration (direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France) souhaitent reconduire l'opération et la développer en 2019.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de collaboration entre les parties concernant la répartition des engagements réciproques par rapport à l'organisation et la coordination de cette manifestation.

La Région et l'administration respecteront l'ensemble des dispositions de la convention ainsi conclue.

ARTICLE 2 : ORGANISATION, EVALUATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

Le service Patrimoines et Inventaire de la Région et les services communication et musées de la direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France collaborent à l'organisation de la quatrième édition du jeu-concours *« Patrimoines en poésie ».*

Trois ou quatre réunions entre les parties seront organisées afin d'assurer la coordination, étape par étape, de la préparation au bilan et perspectives de l'opération.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

La Région s'engage à :

- participer à la mobilisation des réseaux patrimoniaux, culturels et éducatifs,

- élaborer l'identité visuelle de l'opération en concertation avec la direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France, puis de la décliner sur les différents supports : flyer, affiche et insert-presse et assurer l'impression et le routage des supports de communication papier (flyer et affiches)

- créer la page web officielle pour l'opération sur le portail de la Région
- assurer en concertation avec le service communication de la direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France, une communication média autour de l'opération

- financer les lots des lauréats du concours.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE L'ADMINISTRATION

L'administration s'engage à :

- participer à la mobilisation des réseaux patrimoniaux, culturels et éducatifs

- inclure « Patrimoines en poésie » dans la communication des Journées européennes du patrimoine 2019 (insert presse dans le programme officiel des Journées européennes du patrimoine) ainsi que dans celle du « Printemps des poètes », en étroite collaboration avec la Région afin d'assurer une bonne visibilité de l'opération

- assurer l'impression du kit pédagogique et des « tote bags »

- participer à l'organisation de la réception lors de la remise des prix du jeu-concours qui se tiendra au printemps 2020 dans un lieu patrimonial choisi en commun accord avec la Région

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS COMMUNS CONSEIL REGIONAL ET ADMINISTRATION

Les deux parties s'engagent :

- à citer le partenariat de la Région et de la direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France dans leurs communications en précisant dans le dossier de presse que cette opération est à l'initiative de la Région avec le concours de la direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France,

- à proposer conjointement la constitution du jury et à en faire partie.

- à réaliser conjointement à la suite de l'opération un bilan et une évaluation de la manifestation.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue à compter de sa date de signature jusqu'à la remise des prix des lauréats du concours au printemps 2020.

ARTICLE 7 : CONFIDENTIALITE ET SECRET PROFESSIONNEL

Hormis les actions de communication réalisées dans le cadre du projet, les parties s'engagent à conserver confidentielles, tant pendant l'exécution de la convention qu'après la fin de celle-ci, les informations de toute nature auxquelles elles pourraient avoir accès dans le cadre de l'exécution des présentes. Elles s'engagent également à faire respecter strictement cette obligation par leur personnel et sous-traitants éventuels.

ARTICLE 8 : RESILIATION ET REVISION

En cas d'inexécution ou de violation par l'une des parties de quelconque des dispositions de la convention, celle-ci pourra être résiliée unilatéralement et de plein droit par l'autre partie, trente jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet et ceci, sans préjudice de tous dommages et intérêts qui pourraient être réclamés à la partie défaillante.

La convention sera, en outre, résiliée automatiquement et de plein droit dans l'hypothèse où, notamment par suite d'une modification législative ou réglementaire la concernant ou concernant ses activités, l'une ou l'autre des parties se trouverait dans l'impossibilité de poursuivre la convention.

La convention pourra être révisée à tout moment, à la demande de l'une des parties.

ARTICLE 9 : LITIGES

En cas de contestations, litiges ou autres différents sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de

conciliation dans le délai de deux mois. Si néanmoins, le désaccord persiste, le litige sera porté devant le Tribunal administratif compétent.

ARTICLE 10 : DROIT APPLICABLE – ATTRIBUTION DE COMPETENCE

La présente convention est régie par le droit français.

Tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution de la convention sera, à défaut d'accord amiable, porté devant les tribunaux compétents territorialement.
La présente convention comporte 4 pages.

Fait à Paris, en deux exemplaires originaux, le

La présidente du Conseil régional d'Île-de-France	**Préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris**
Madame Valérie PECRESSE	**Monsieur Michel CADOT**

ANNEXE 4_REGLEMENT DU JEU CONCOURS PATRIMOINE EN POESIE

REGLEMENT COMPLET DU JEU-CONCOURS

« PATRIMOINES EN POESIE. FAIS RIMER TON ŒUVRE PREFEREE ! »

Article 1 : Organisation

Le conseil régional d'Île-de-France organise un jeu gratuit sans obligation d'achat du 21/09/2019 au 31/12/2019 minuit (jour inclus). La Région, ci-après désignée sous le nom « l'organisatrice ».

Concours de rédaction de poésies par courrier, à destination des enfants entre 8 et 12 ans dans le cadre des Journées européennes du patrimoine 2019 en partenariat avec la direction régionale des affaires culturelles d'Île-de-France. Possibilité de participer au concours dans le cadre d'un atelier scolaire du CE2 à la classe de 5ème, même si l'enfant ne rentre pas dans la fourchette d'âge (dans le cas d'un saut de classe ou d'un redoublement).

Article 2 : Participants

Ce jeu gratuit sans obligation d'achat est exclusivement ouvert aux personnes mineures, résidant en France métropolitaine (Corse comprise) et DOM-ROM, ou tout autre pays. Les mineurs sont admis à participer à ce jeu, à condition qu'ils aient préalablement obtenu de leurs parents ou de la personne exerçant l'autorité parentale l'autorisation expresse de le faire. Le fait pour eux de participer implique qu'ils aient obtenu cette autorisation.

Sont exclues du jeu les personnes ne répondant pas aux conditions ci-dessus et toute personne ayant directement ou indirectement participé à la conception, à la réalisation ou à la gestion du jeu ainsi que leur conjoint et les membres de leurs familles : ascendants et descendants directs ou autres parents vivant ou non sous leur toit. « L'organisatrice » se réserve le droit de demander à tout participant de justifier des conditions ci-dessus exposées. Toute personne ne remplissant pas ces conditions ou refusant de les justifier sera exclue du jeu et ne pourra, en cas de gain, bénéficier de son lot.

Il n'est autorisé qu'une seule participation par personne (même nom, même adresse).« L'organisatrice » se réserve le droit de procéder à toute vérification pour le respect de cette règle. La participation au jeu implique l'entière acceptation du présent règlement.

Article 3 : Modalités de participation

L'enfant doit envoyer un courrier à l'adresse « Région Ile-de- France - Service Patrimoines et Inventaire - « Patrimoines en poésie » 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen » contenant un poème rédigé par lui en lien avec un monument ou une œuvre du patrimoine culturel francilien en indiquant bien son nom, son prénom, son âge, son adresse postale, ainsi que le numéro de téléphone et l'adresse courriel d'un des deux parents. Il doit s'exprimer en français. Les frais d'affranchissement sont à la charge du participant au jeu-concours.

Toute participation effectuée contrairement aux dispositions du présent règlement rendra la participation invalide. Tout participant suspecté de fraude pourra être écarté du jeu-concours par « L'organisatrice » sans que celle-ci n'ait à en justifier. Toute identification ou participation incomplète, erronée ou illisible, volontairement ou non, ou réalisée sous une autre forme que celle prévue dans le présent règlement sera considérée comme nulle. La même sanction s'appliquera en cas de multi-participation.

L'organisateur se réserve le droit de publier, sous forme de livre, un recueil des plus beaux poèmes d'enfants. La participation au concours entraine la cession des droits d'exploitation et l'autorisation pour l'organisateur de diffuser leur texte, pour publications imprimées ou digitales ou sur tout support visant à assurer la promotion du présent concours.

Article 4 : Nombre de gagnants et dotation

Les dotations mises en jeu sont réparties comme suit :

	individuel (hors atelier)		individuel dans le cadre d'un atelier	
	8-10 ans	**11-12 ans**	**8-10 ans**	**11-12 ans**
1er prix	Chèques culture, abonnement ainsi que d'autres surprises pour un montant total de 200€ TTC par lauréat.			
2ème prix	Chèques culture, abonnement ainsi que d'autres surprises pour un montant total de 150€ TTC par enfant.			
3ème prix	Chèques culture, abonnement ainsi que d'autres surprises pour un montant total de 100€ TTC par enfant.			

Valeur totale : 1.800 € TTC

La valeur des prix est déterminée au moment de la rédaction du présent règlement et ne saurait faire l'objet d'une contestation quant à leur évaluation.
Tous les frais exposés postérieurement au jeu notamment pour l'entretien et l'usage de ces lots sont entièrement à la charge du gagnant.

Article 5 : Désignation des gagnants

Un jury composé de professionnels de la culture et de l'éducation sélectionnera les 12 plus beaux poèmes envoyés par les enfants.
Les critères d'évaluation des poèmes seront le style rédactionnel, l'originalité du traitement (description, émotion, mise en perspective historique, mise en perspective dans un lieu, mise en perspective dans une collection), l'originalité du thème (choix du type de patrimoine) et la mise en forme (illustration, format, support...) du poème.

Article 6 : Annonce des gagnants

Les lauréats seront contactés par courriel, à l'adresse indiquée lors de l'inscription.

Article 7 : Remise des lots

• Les lots seront envoyés aux coordonnées postales indiquées par les participants
• L'organisateur se réserve le droit d'organiser une cérémonie de remise de prix à laquelle les lauréats seront invités à participer. En cas de retour non délivré, le lot restera à disposition du participant pendant 15 jours. Après ce délai, il ne pourra plus y prétendre.
Les gagnants s'engagent à accepter les lots tels que proposés sans possibilité d'échange notamment contre des espèces, d'autres biens ou services de quelque nature que ce soit ni transfert du bénéfice à une tierce personne. De même, ces lots ne pourront faire l'objet de demandes de compensation.
« L'organisatrice » se réserve le droit, en cas de survenance d'un événement indépendant de sa volonté, notamment lié à ses fournisseurs ou à des circonstances imprévisibles, de remplacer les lots annoncés, par des lots de valeur équivalente. Le gagnant sera tenu informé des éventuels changements.

Article 8 : Utilisation des données personnelles des participants

Les informations des participants sont enregistrées et utilisées par « L'organisatrice » pour mémoriser leur participation au jeu-concours et permettre l'attribution des lots. Les participants peuvent, pour des motifs légitimes, s'opposer à ce que leurs données personnelles communiquées dans le cadre de ce jeu fassent l'objet d'un traitement. Ils disposent également d'un droit d'opposition à ce qu'elles soient utilisées à des fins de prospection commerciale, en dehors de la participation à ce jeu-concours, qu'ils peuvent faire valoir dès l'enregistrement de leur participation en s'adressant par courrier à « L'organisatrice » dont l'adresse est mentionnée à l'article 1.

Le/les gagnant(s) autorisent « L'organisatrice » à utiliser à titre publicitaire ou de relations publiques leurs coordonnées (nom, prénom), sur quelque support que ce soit, sans que cela ne leur confère une rémunération, un droit ou un avantage quelconque, autre que l'attribution de leur lot. Conformément à la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, tout participant a le droit d'exiger que soient

rectifiées, complétées, clarifiées, mises à jour ou effacées, les informations le concernant qui seraient inexactes, incomplètes, équivoques ou périmées en s'adressant par courrier à « L'organisatrice » dont l'adresse est mentionnée à l'article 1.

Article 9 : Règlement du jeu

Le règlement sera consultable sur l'adresse internet : http://patrimoines.iledefrance.fr/pep2019

Il peut être adressé à titre gratuit à toute personne qui en fait la demande auprès de « L'organisatrice ». « L'organisatrice » se réserve le droit de prolonger, écourter, modifier ou annuler le jeu à tout moment, notamment en cas de force majeure, sans qu'il puisse être prétendu à aucune indemnité par les participants.

Article 10 : Propriété industrielle et intellectuelle

La reproduction, la représentation ou l'exploitation de tout ou partie des éléments composant le jeu, le présent règlement compris sont strictement interdites. Toutes les marques, logos, textes, images, vidéos et autres signes distinctifs reproduits sur le site ainsi que sur les sites auxquels celui-ci permet l'accès par l'intermédiaire de liens hypertextes, sont la propriété exclusive de leurs titulaires et sont protégés à ce titre par les dispositions du Code de la propriété intellectuelle et ce pour le monde entier. Leur reproduction non autorisée constitue une contrefaçon passible de sanctions pénales.

Toute reproduction, totale ou partielle, non autorisée de ces marques, logos et signes constitue une contrefaçon passible de sanctions pénales. La participation à ce jeu implique l'acceptation pleine et entière du présent règlement par les participants.

Article 11 : Responsabilité

La responsabilité de « L'organisatrice » ne saurait être engagée en cas de force majeure ou de cas fortuit indépendant de sa volonté. « L'organisatrice » ne saurait être tenue pour responsable des retards, pertes, vols, avaries des courriers, manque de lisibilité des cachets du fait des services postaux. Elle ne saurait non plus être tenue pour responsable et aucun recours ne pourra être engagé contre elle en cas de survenance d'événements présentant les caractères de force majeure (grèves, intempéries...) privant partiellement ou totalement les participants de la possibilité de participer au jeu et/ou les gagnants du bénéfice de leurs gains.

« L'organisatrice » ainsi que ses prestataires et partenaires ne pourront en aucun cas être tenus pour responsables des éventuels incidents pouvant intervenir dans l'utilisation des dotations par les bénéficiaires ou leurs invités dès lors que les gagnants en auront pris possession.

De même « L'organisatrice », ainsi que ses prestataires et partenaires, ne pourront être tenus pour responsables de la perte ou du vol des dotations par les bénéficiaires dès lors que les gagnants en auront pris possession. Tout coût additionnel nécessaire à la prise en possession des dotations est à l'entière charge des gagnants sans que ceux-ci ne puissent demander une quelconque compensation à « L'organisatrice », ni aux sociétés prestataires ou partenaires.

Article 12 : Litige & Réclamation

Le présent règlement est régi par la loi française.
« L'organisatrice » se réserve le droit de trancher sans appel toute difficulté pouvant survenir quant à l'interprétation ou à l'application du présent règlement, étant entendu qu'aucune contestation ne sera admise notamment sur les modalités du jeu, sur les résultats, sur les gains ou leur réception, un mois après la fin du jeu. Sauf en cas d'erreurs manifestes, il est convenu que les informations résultant des systèmes de jeu de « L'organisatrice » ont force probante dans tout litige quant aux éléments de connexion et au traitement informatique des dites informations relatives au jeu.
Toute réclamation doit être adressée dans le mois suivant la date de fin du jeu à « L'organisatrice ». Passée cette date, aucune réclamation ne sera acceptée. La participation au jeu entraîne l'entière acceptation du présent règlement.

Article 13 : Convention de preuve

De convention expresse entre le participant et « L'organisatrice », les systèmes et fichiers informatiques de «L'organisatrice » feront seuls foi. Les registres informatisés, conservés dans les systèmes informatiques de « L'organisatrice », dans des conditions raisonnables de sécurité et de fiabilité, sont considérés comme les preuves des relations et communications intervenues entre « L'organisatrice » et le participant. Il est en conséquence convenu que, sauf erreur manifeste, « L'organisatrice » pourra se prévaloir, notamment aux fins de preuve de tout acte, fait ou omission, des programmes, données, fichiers, enregistrements, opérations et autres éléments (tels que des rapports de suivi ou autres états) de nature ou sous format ou support informatiques ou électroniques, établis, reçus ou conservés directement ou indirectement par « L'organisatrice », notamment dans ses systèmes informatiques.

Les éléments considérés constituent ainsi des preuves et s'ils sont produits comme moyens de preuve par «L'organisatrice » dans toute procédure contentieuse ou autre, ils seront recevables, valables et opposables entre les parties de la même manière, dans les mêmes conditions et avec la même force probante que tout document qui serait établi, reçu ou conservé par écrit. Les opérations de toute nature réalisées à l'aide de l'identifiant et du code attribués à un participant, à la suite de l'inscription, sont présumées de manière irréfragable, avoir été réalisées sous la responsabilité du participant.

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc145048-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-243

DU 3 JUILLET 2019

POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DES ARTS PLASTIQUES, NUMÉRIQUES ET URBAINS EN ÎLE-DE-FRANCE - 3ÈME AFFECTATION POUR L'ANNÉE 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission permanente modifiée par délibération n°CP 2017-162 du 22 septembre 2017 ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 2017-76 du 6 juillet 2017 relative à la politique régionale de promotion des arts plastiques, numériques et urbains modifiée par délibération n°CP 2019-202 du 22 mai 2019;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et par délibération n°CP 2018-494 du 21 novembre 2018. ;
VU la délibération n°CP 2018-508 du 21 novembre 2018 relative à l'adoption de conventions type ;
VU le budget de la Région Ile-de-France 2019 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-243 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Convention type « Résidence d'artiste »

Approuve les conventions-type « Résidence d'artiste » figurant en annexe 6 à la présente délibération.

Article 2 : Conventions de Développement culturel – affectation 2019 au titre des conventionnements quadriennaux 2018-2021

Décide de participer au titre du dispositif « Conventions de développement culturel» au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **138 000 € ;**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type annuelle « Convention de Développement Culturel » adoptée par délibération n° CP 2018- 508, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer ;

Affecte une autorisation d'engagement de **58 000 €**, disponibles sur le Chapitre 933 «Culture, sports et loisirs » Code fonctionnel 312 « Activités artistiques et culturelles » Programme HP 312-006 « Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques » Action 13100601 « Soutien aux manifestations d'arts plastiques » du budget 2019 ;

Affecte une autorisation d'engagement de **80 000 €**, disponibles sur le Chapitre 933 «Culture, sports et loisirs » Code fonctionnel 312 « Activités artistiques et culturelles » programme HP 312-007 «soutien à la création et à la diffusion numérique», action 13100701 « soutien à la création et à la diffusion numériques » du budget 2019.

Article 3 : Soutien aux fabriques arts visuels – affectation 2019 au titre des conventionnements quadriennaux 2018-2021

Décide de participer au titre du dispositif « soutien aux fabriques arts visuels » au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de subventions dont le montant maximum prévisionnel est de **115 000 € ;**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type annuelle « Convention Fabrique Arts Visuels » adoptée par délibération n° CP 2018-508, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer ;

Affecte une autorisation d'engagement de **20 000 €**, disponibles sur le Chapitre 933 «Culture, sports et loisirs » Code fonctionnel 312 « Activités artistiques et culturelles » Programme HP 312-006 « Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques » Action 13100601 « Soutien aux manifestations d'arts plastiques » du budget 2019 ;

Affecte une autorisation d'engagement de **95 000 €**, disponibles sur le Chapitre 933 «Culture, sports et loisirs » Code fonctionnel 312 « Activités artistiques et culturelles » programme HP 312-007 «soutien à la création et à la diffusion numérique», action 13100701 « soutien à la création et à la diffusion numériques » du budget 2019.

Article 4 : Soutien aux fabriques arts visuels – affectation 2019 au titre de nouveaux conventionnements quadriennaux 2019-2022

Décide de participer au titre du dispositif « soutien aux fabriques arts visuels » au financement des projets détaillés en annexe 3 à la présente délibération, par l'attribution de subventions dont le montant maximum prévisionnel est de **186 000 € ;**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type quadriennale « Convention Fabrique Arts Visuels » adoptée par délibération n° CP 2018-508, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer ;

Affecte une autorisation d'engagement de **186 000 €**, disponibles sur le Chapitre 933 «Culture, sports et loisirs » Code fonctionnel 312 « Activités artistiques et culturelles » Programme HP 312-006 « Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques » Action 13100601 « Soutien aux manifestations d'arts plastiques » du budget 2019.

Article 5 : Aides à la réalisation de manifestations et aux réseaux d'arts plastiques, numériques et urbains

Décide de participer au titre du dispositif « Aide à la réalisation de manifestations et aux réseaux d'arts plastiques, numériques et urbains» au financement des projets détaillés en annexe 4 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **107 500 € ;**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type « Aides à la réalisation de manifestations d'arts plastiques, numériques et urbains» adoptée par délibération n° CP 2018-508, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer ;

Affecte une autorisation d'engagement de **107 500 €**, disponibles sur le Chapitre 933 « Culture, sports et loisirs » Code fonctionnel 312 « Activités artistiques et culturelles » Programme HP 312-006 « Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques » Action 13100601 « Soutien aux manifestations d'arts plastiques » du budget 2019 ;

Article 6 : Programme régional de résidences d'artistes

Décide de participer au titre du dispositif « programme régional de résidences d'artistes » au financement des projets détaillés en annexe 5 à la délibération, par l'attribution de subventions dont le montant maximum prévisionnel est de **109 000 € ;**

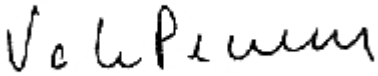
Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions type « Résidence d'artiste » adoptée par l'article 1 de la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer ;

Affecte une autorisation d'engagement de **109 000 €**, disponibles sur le Chapitre 933 « Culture, sports et loisirs » Code fonctionnel 312 « Activités artistiques et culturelles » Programme HP 312-006 « Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques » Action 13100601 « Soutien aux manifestations d'arts plastiques » du budget 2019 ;

Article 7 : Autorisations de démarrages anticipés

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets annexés à la présente délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : CONVENTIONS DE DEVELOPPEMENT CULTUREL

ANNEXE 6 : CONVENTIONS TYPE RESIDENCE D'ARTISTE

CONVENTION TYPE RESIDENCE D'ARTISTE
BOURSE + SUBVENTION

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil - 93400 SAINT-OUEN, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° du ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'organisme dénommé : LIBELLE DU TIERS (signataire de la convention)
dont le statut juridique est : FORME JURIDIQUE DU TIERS (données complémentaires CORIOLIS)
N° SIRET : XXXXXXXXX XXXXX
Code APE : XX XXX
dont le siège social est situé au : ADRESSE ADMINISTRATIVE DU TIERS
ayant pour représentant CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION (représentant signataire convention)
ci-après dénommé « l'organisme »

d'autre part,

et

l'artiste dénommé-e :
dont l'adresse est :
N° Maison des artistes ou AGESSA
ci-après dénommé-e « l'artiste »

PREAMBULE :

L'organisme a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Programme régional de résidences d'artistes» adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2017-76 du 6 juillet 2017.

L'attribution par la Région d'une bourse et d'une subvention d'aide à la création ainsi que leurs versements se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE DE LA SUBV, la Région Île-de-France a décidé de soutenir l'organisme et l'artiste pour la résidence dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : OBJET DU DOSSIER SINON LIBELLE. (référence dossiers n°XXXXXXXX et n°XXXXXXXX).

Dans cet objectif, elle accorde :

- A l'auteur une bourse d'aide à la création d'un montant global de X € pour une durée de X mois.

Les crédits de résidences attribués par la Région Ile-de-France sont assujettis au régime de sécurité sociale des artistes auteurs (Maison des artistes / AGESSA) et soumis à l'impôt.

- à l'organisme, le cas échéant, une subvention correspondant à TAUX DE SUBVENTION % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à MONTANT BASE €, soit un montant maximum de subvention de MONTANT SUBVENTION €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

DISPOSITIONS SPECIFIQUES A L'ORGANISME

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

L'organisme s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

L'organisme s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

L'organisme s'engage à : recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

L'organisme saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

L'organisme s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'événement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc) dans leur déroulement.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Respecter le code de la propriété intellectuelle applicable aux auteurs dans le cadre de leur contrat d'édition.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :
Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos …)

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (vernissage, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la Région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole. Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou actions de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.
Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale… Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région:
Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.

- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PILOTAGE

L'organisme est responsable du suivi du projet. Il invite la Région Ile-de-France à participer à un comité de pilotage à mi-parcours de la résidence. L'avis favorable émis à l'issue de cette réunion permet de déclencher le versement du solde de la bourse à l'auteur.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES SPECIFIQUES A L'ORGANISME

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, l'organisme n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si l'organisme établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, l'organisme dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande de l'organisme.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal de l'organisme qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES

L'organisme peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Pour les personnes morales de droit privé la demande d'avance se fait sur présentation du formulaire de demande de versement de subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

L'organisme peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal de l'organisme et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par l'organisme de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal de l'organisme, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal de l'organisme et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,

- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par l'organisme et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du DATE D'ELIGIBILITE SINON DATE DE VOTE et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES SPECIFIQUES A L'ARTISTE

Article 4.1 : modalités de versement

Le versement de la bourse d'aide à la création est effectué sur demande de l'artiste.

Pour les résidences d'une durée inférieure à six mois, la bourse d'aide à la création est versée en une fois au démarrage de la résidence.

Pour les résidences d'une durée supérieure à six mois, la bourse d'aide à la création fait l'objet d'un versement en deux fois :
- Un premier versement de 50 % au démarrage de la résidence ;
- Le solde à mi-parcours de la résidence sur la base de l'avis favorable du comité de pilotage.

Article 4.2 : révision du montant subventionné

En cas d'interruption de la résidence, le montant de la bourse d'aide à la création est révisé au prorata des mois effectivement consacrés à la résidence. Le montant trop-perçu fait l'objet d'un remboursement par l'auteur.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention à l'organisme, à savoir le DATE DE VOTE.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse à l'organisme une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'organisme la décision de résiliation. Cette

décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'organisme par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 7 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de réalisation de l'action, d'absence de production par l'organisme du compte rendu financier et d'exécution de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Pour les personnes morales de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de réalisation de l'action, d'absence de production par l'organisme du compte rendu financier et d'exécution de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, l'organisme est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par l'organisme sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE DE LA SUBV.

Fait à Saint-Ouen en 3 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

L'organisme
LIBELLE DU TIERS
CIVILITE PRENOM NOM FONCTION (représentant légal signataire convention).

Le

L'artiste
CIVILITE PRENOM NOM FONCTION (représentant légal signataire convention).

CONVENTION TYPE RESIDENCE D'ARTISTE
BOURSE

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil - 93400 SAINT-OUEN, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° du ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'organisme dénommé : LIBELLE DU TIERS (signataire de la convention)
dont le statut juridique est : FORME JURIDIQUE DU TIERS (données complémentaires CORIOLIS)
N° SIRET : XXXXXXXXX XXXXX
Code APE : XX XXX
dont le siège social est situé au : ADRESSE ADMINISTRATIVE DU TIERS
ayant pour représentant CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION (représentant signataire convention)
ci-après dénommé « l'organisme »

d'autre part,

et

l'artiste dénommé-e :
dont l'adresse est :
N° Maison des artistes ou AGESSA
ci-après dénommé-e « l'artiste »

PREAMBULE :

L'organisme a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Programme régional de résidences d'artistes» adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2017-76 du 6 juillet 2017.

L'attribution par la Région d'une bourse et d'une subvention d'aide à la création ainsi que leurs versements se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE DE LA SUBV, la Région Île-de-France a décidé de soutenir l'organisme et l'artiste pour la résidence dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : OBJET DU DOSSIER SINON LIBELLE. (référence dossiers n°XXXXXXXX et n°XXXXXXXX).

Dans cet objectif, elle accorde :

- A l'auteur une bourse d'aide à la création d'un montant global de X € pour une durée de X mois.

Les crédits de résidences attribués par la Région Ile-de-France sont assujettis au régime de sécurité sociale des artistes auteurs (Maison des artistes / AGESSA) et soumis à l'impôt.

DISPOSITIONS SPECIFIQUES A L'ORGANISME

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

L'organisme s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

L'organisme s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'événement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc) dans leur déroulement.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Respecter le code de la propriété intellectuelle applicable aux auteurs dans le cadre de leur contrat d'édition.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :
Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype
La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos …)

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (vernissage, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la Région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole. Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou actions de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.
Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale… Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région:
Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.

- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PILOTAGE

L'organisme est responsable du suivi du projet. Il invite la Région Ile-de-France à participer à un comité de pilotage à mi-parcours de la résidence. L'avis favorable émis à l'issue de cette réunion permet de déclencher le versement du solde de la bourse à l'auteur.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES SPECIFIQUES A L'ARTISTE

Article 3.1 : modalités de versement

Le versement de la bourse d'aide à la création est effectué sur demande de l'artiste.

Pour les résidences d'une durée inférieure à six mois, la bourse d'aide à la création est versée en une fois au démarrage de la résidence.

Pour les résidences d'une durée supérieure à six mois, la bourse d'aide à la création fait l'objet d'un versement en deux fois :

- Un premier versement de 50 % au démarrage de la résidence ;
- Le solde à mi-parcours de la résidence sur la base de l'avis favorable du comité de pilotage.

Article 3.2 : révision du montant subventionné

En cas d'interruption de la résidence, le montant de la bourse d'aide à la création est révisé au prorata des mois effectivement consacrés à la résidence. Le montant trop-perçu fait l'objet d'un remboursement par l'auteur.

ARTICLE 4 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, l'organisme n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si l'organisme établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, l'organisme dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention à l'organisme, à savoir le DATE DE VOTE.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse à l'organisme une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'organisme la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'organisme par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE DE LA SUBV.

Fait à Saint-Ouen en 3 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

L'organisme
LIBELLE DU TIERS
CIVILITE PRENOM NOM FONCTION (représentant légal signataire convention).

Le

L'artiste
CIVILITE PRENOM NOM FONCTION (représentant légal signataire convention).

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc148027-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-240

DU 3 JUILLET 2019

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DU SPECTACLE VIVANT INCLUSIVE SUR TOUT LE TERRITOIRE FRANCILIEN (TROISIÈME AFFECTATION POUR 2019)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le régime d'aide exempté n°SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente, modifiée par délibération CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et par délibération CP 2018-494 du 21 novembre 2018;

VU La délibération n° CR 2017-52 du 10 mars 2017 relative à la politique régionale du spectacle vivant inclusive sur tout le territoire francilien ;

VU La délibération n° CP2017-506 du 20 septembre 2017 relative à la déclinaison du dispositif « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » avec les départements franciliens ;

VU La délibération n° CP2017-507 du 18 octobre 2017 relative à l'attribution de la subvention régionale en faveur de l'association La Torche Ardente - projet de création : TIMON D'ATHENES (17014024) ;

VU La délibération n° CP2018-132 du 16 mars 2018 relative à l'attribution de la subvention régionale en faveur de l'association 11ème Evènements - projet : festival Onze Bouge (EX031183) ;

VU La délibération n° CP2018-328 du 04 juillet 2018 relative à l'attribution de la subvention régionale en faveur de l'association Le Théâtre du Mantois – projet n° EX035403 ;

VU La délibération n° CP 2018-456 du 17 octobre 2018 relative à l'adoption des conventions types de soutien aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional et de soutien à la création au titre des crédits de fonctionnement ;

VU La délibération n° CP 2019-091 du 19 mars 2019 relative à l'adoption de la convention type de soutien aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant et à l'attribution de la subvention régionale en faveur de l'association 11ème Evènements - projet : festival Onze Bouge (EX043498);

VU Le budget de la Région Ile-de-France 2019 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-240 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Décide de participer au titre des dispositifs de soutien aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional, de soutien à la création au titre des crédits de fonctionnement et de soutien aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant, au financement des projets détaillés dans les fiches projets figurant en annexe 1 de la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **573 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions types adoptées par délibérations n°CP2018-456 du 17 octobre 2018 et CP2019-091 du 19 mars 2019 et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **573 000 €**, disponible sur le chapitre 933 « Culture, sport et loisirs » - code fonctionnel 312 « activités artistiques et culturelles » programme HP 312-005 « aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », action 13100501 « soutien au spectacle vivant » du budget 2019.

Article 2

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

Article 3

Corrige les erreurs matérielles intervenues dans les fiches projets n° EX031183 et n° EX043498 (association 11ème Evènements – projet : festival Onze Bouge) et n° EX035403 (association Le Théâtre du Mantois). Ces structures n'étant pas assujetties à la TVA, il convient de lire que les budgets prévisionnels et les bases subventionnables sont renseignés en TTC et non en HT conformément aux fiches projets en annexes 2, 3 et 4 de la présente délibération.

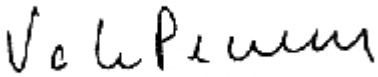
Article 4

Décide d'accorder une remise gracieuse, dont le détail figure en annexe 5 de la présente délibération, relative à à l'ordre de reversement émis vis-à-vis de l'association La Torche Ardente (projet de création : TIMON D'ATHENES – dossier n° 17014024) à hauteur de **4 523,47 €.**

Article 5

Affecte une autorisation de programme provisionnelle de **80 000 €**, disponible sur le chapitre 933 « Culture, sport et loisirs » - code fonctionnel 312 « activités artistiques et culturelles » programme HP 312-005 « aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », action 13100501 « soutien au spectacle vivant » du budget 2019.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

DOSSIER N° 19005798 - DEPARTEMENT DE L'ESSONNE - PROJET : ESSONNE EN SCENE PAR LES FRANCOFOLIES

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65733-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	784 968,00 € HT	19,11 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE L'ESSONNE
Adresse administrative : BD DE FRANCE
91012 EVRY CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur François DUROVRAY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 22 mars 2019 - 3 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du projet à dater du dépôt de la demande

Description :
Il s'agit de la première édition d'"Essonne en scène" manifestation organisée par les Francofolies pour le Conseil départemental de l'Essonne au Domaine départemental de Chamarande. Il s'agit d'une nouvelle offre artistique sur un territoire peu doté. La manifestation se tient les 28 et 29 juin 2019, sur 2 jours avec 4 concerts par jour soit 8 concerts au total dont 6 groupes professionnels et 2 "talents essonniens" sélectionnés en mai 2019. Les Francofolies (groupe Morgane) sont les organisateurs des Francofolies de la Rochelle, du Printemps de Bourges et de Fnac Live Paris. L'ambition de cette première édition est de créeér un modèle de festival qui puisse être reconduit les années suivantes dans le domaine de Chamarande. Le Département conserve la direction, la conception et la communication autour de l'événement. Des invitations seront distribuées gratuitement à des publics éloignés de la culture (jeunes majeurs de l'ASE, association Culture au coeur, publics des Maisons des solidarités).

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Au regard de l'intérêt exceptionnel présenté par Essonne en Scène, qui constitue une nouvelle offre artistique sur un territoire peu doté de grande couronne d'Ile-de-France, il est proposé d'attribuer une subvention régionale de 150 000 €, soit 50 000 euros supplémentaires au-delà du plafond défini dans la délibération-cadre, associé à une base subventionnable de 784 968 € correspondant au montant du budget prévisionnel du projet.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	416 988,00	53,12%
Dépenses techniques / logistiques	335 180,00	42,70%
Communication	32 800,00	4,18%
Total	784 968,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	150 000,00	19,11%
Conseil départemental 91 (acquis)	184 968,00	23,56%
Mécénat	100 000,00	12,74%
Recettes propres	350 000,00	44,59%
Total	784 968,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-240

DOSSIER N° EX044303 - VILLE DU BLANC-MESNIL - Symphonie sur l'Herbe

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	375 000,00 € TTC	6.67%	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU BLANC-MESNIL
Adresse administrative : 1 PLACE GABRIEL P RI
93150 LE BLANC-MESNIL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Thierry MEIGNEN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 février 2019 - 22 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du projet à dater du dépôt de la demande.

Description :
La municipalité organise ce festival gratuit durant trois jours afin de faire découvrir la musique classique au plus grand nombre et susciter des vocations chez les plus jeunes. Le point d'orgue de l'évènement est un grand concert symphonique donné en plein air dans le parc urbain, qui accueille l'orchestre symphonique de 75 musiciens, Un violon sur le sable, dirigé par son chef, Jérôme Pillement. En 2018, le festival a également accueilli 4 musiciens pour des récitals. des actions de sensibilisation et des ateliers de pratique artistique sont menés en amont en lien avec les structures locales : centres sociaux, maisons de quartiers, services de l'enseignement, de la jeunesse et des lieux culturels.
En 2018, 6 concerts ont été donnés dont le grand concert symphonique attirant 6000 personnes.
Pour la troisième édition en 2019, 9 concerts et un atelier découverte sont programmés, l'accent sera mis sur la sensibilisation à la découverte de la musique en amont et après le festival, des animations musicales sont organisées : ateliers d'écriture et d'écoute, découverte des instruments et du répertoire de la musique classique, goûters musicaux, ou encore visite du quartier des musiciens du Blanc-Mesnil avec tous publics et le lycée de la ville.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- LE BLANC-MESNIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISTIQUES	240 000,00	60,00%
DEPENSES TECHNIQUES / LOGISTIQUES ET SECURITE	105 000,00	26,25%
COMMUNICATION	55 000,00	13,75%
Total	400 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF AIDE FESTIVALS	50 000,00	12,50%
Mécénat	130 000,00	32,50%
Ville du Blanc Mesnil acquis	220 000,00	55,00%
Total	400 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX044311 - COMMUNE ORLY - ORLY EN FÊTE

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	197 979,00 € TTC	9,09 %	18 000,00 €
	Montant total de la subvention		18 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ORLY
Adresse administrative : 7 AVENUE ADRIEN RAYNAL
94310 ORLY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Christine JANODET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 18 février 2019 - 22 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du projet à dater du dépôt de la demande.

Description :
Orly en fête est un festival d'arts de la rue créé en 2015 qui se déroule le 1er week-end de juin et qui se déploie également durant l'été à travers une programmation de spectacles arts de la rue en partenariat avec le Festival Paris l'Eté. La diversité des Arts de la rue est représentée : Théâtre, danse, cirque, déambulation, petites et grandes formes. La Ville accueille en amont des compagnies en résidence dont le travail avec les habitants aboutit lors du festival. L'édition 2018 a présenté 21 compagnies pour 49 représentations. L'édition prochaine se déroulera sur 7 jours en juin juillet et août avec une programmation de 21 compagnies et 49 représentations, avec pour point d'orgue le spectacle "Crystal Palace" de la compagnie Transexpress, et une parade colorée avec la participation des habitants sera orchestrée par l'artiste plasticien Thierry Pierra avec la complicité de la compagnie des Grandes personnes. Des ateliers de couture de fabrication d'objets, des flashmob, une chorale d'ouverture qui associe le lycée de la ville sont organisés avec les publics et les structures sociales locales. Des répétitions avec les publics participant à la parade et à la chorale sont organisés dans la semaine précédant la manifestation.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique : ORLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISTIQUES	125 279,00	62,65%
DEPENSES TECHNIQUES / LOGISTIQUES ET SECURITE	74 700,00	37,35%
Total	199 979,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France Aide aux festivals	20 000,00	10,00%
VILLE D'ORLY ACQUIS	174 979,00	87,50%
VALOPHIS BAILLEUR SOCIAL	5 000,00	2,50%
Total	199 979,00	100,00%

DOSSIER N° EX043770 - SEBULBA - La Douve Blanche

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	160 000 € HT	6,25 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEBULBA
Adresse administrative : 44 ROUTE DE LORREZ-LE-BOCAGE
77620 EGREVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARIE SOPHIE FRIGNET DES PREAUX, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 12 décembre 2018 - 3 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du projet à dater du dépôt de la demande

Description :
Le festival a été créé en 2014 afin de faire revivre un lieu d'exception, le château d'Egreville, et dynamiser l'offre culturelle dans son territoire rural ne possédant pas de manifestation de ce type, en particulier pour les publics jeunes. L'évènement allie musique, gastronomie et rencontres. La programmation fait la part belle aux jeunes talents musicaux et cuisiniers. Des masterclass et des projections sont proposées.
L'édition 2018 a rassemblé 27 artistes et 1700 spectateurs, l'édition 2019 présente sur 3 jours 34 représentations dont 29 musicales, de la soul pop rock electro principalement d'artistes émergents. Le tarif est de 48 € sur 3 jours 30 € en tarification sociale, et 10 € pour les habitants de la communauté de communes.
Le festival va organiser pour la première fois un tremplin inter-lycées du Sud Seine-et- Marne, en vue d'une finale à l'édition suivante en partenariat avec le dispositif existant.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique : EGREVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISTIQUES	48 500,00	29%
DEPENSES TECHNIQUES / LOGISTIQUES ET SECURITE	95 200,00	58%
COMMUNICATION	17 000,00	10%
COUTS DE STRUCTURE DANS LA LIMITE DE 20%	4 300 ,00	3 %
Total	165 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF AIDE MANIFESTATION SPECTACLE VIVANT	15 000,00	9 ,09%
DRAC SOLLICITE	5 000,00	3,03%
DEPARTEMENT SEINE ET MARNE SOLLICITE	10 000,00	6,06%
COMMUNE D'EGREVILLE ACQUIS	1 000,00	0,61%
AUTRES FINANCEMENTS	10 000,00	6,06%
RECETTES PROPRES	124 000,00	75,15%
Total	165 000 ,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-240

DOSSIER N° EX044313 - ASSOCIATION CENTRE CULTUREL FRANCO-BERBERE - Les rendez-vous du chant berbère

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	75 000,00 € TTC	24%	18 000,00 €
	Montant total de la subvention		18 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CCB CENTRE CULTUREL FRANCO BERBERE DE SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative	:	37 BD PAUL VAILLANT COUTURIER 93700 93700 DRANCY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame SAMIA AZZOUZ, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 18 février 2019 - 22 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du projet à dater du dépôt de la demande.

Description :
Implanté à Drancy depuis 2012 dans des locaux de 700 m² mis à disposition par la ville, le centre culturel franco-berbère propose des activités culturelles et de loisirs (poterie, musique, danse, arts plastiques, théâtre, chant, conte…Dédié à la valorisation de la culture berbère dans toute sa diversité (Kabyle, rifains, chleuh, touareg), le lieu développe une programmation artistique de concerts, expositions, rencontres avec des auteurs afin de favoriser l'expression de cette culture et d'encourager les échanges. Dans le cadre de sa programmation de temps forts musicaux, Il accueille chaque année 2 à 3 artistes musiciens en résidence. La manifestation musicale 2018 a réuni 11 artistes sur 39 représentations.
L'édition 2019 Les chants Berbères présente quatre temps forts :1- « Yennayer » : mini-concerts à l'occasion autour du nouvel an berbère ; 2- « Ô Féminin » : artistes féminines des nouvelles et anciennes générations, dont une création réunissant deux artistes confirmées ; 3- « Visages Pluriels » avec 4 visages de la culture berbère « Kabyle », « Rifain » « Chleuh » et « Touareg » ; 4- « Metiszik» avec notamment une création autour de la rencontre des musiques urbaines et du swing kabyle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention : La base subventionnable inclut les dépenses prévisionnelles présentées par la structure déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique : DRANCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISTIQUES	38 300,00	49,74%
DEPENSES TECHNIQUES / LOGISTIQUES ET SECURITE	22 300,00	28,96%
COMMUNICATION	1 400,00 €	1,82%
COUTS DE STRUCTURE DANS LA LIMITE DE 20%	15 000,00 €	19,48%
Total	77 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France Aide aux festivals	23 000,00	29,87%
Commune de DRANCY S	15 000,00	19,48%
Mécénat	4 500,00	5,84%
AIDE EMPLOI ETAT ACQUIS	9 000,00	11,69%
RECETTES PROPRES	25 500,00	33,12%
Total	77 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX044424 - MOKSHA PRODUCTIONS - PROJET : Les souliers rouges

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	2 465 959,00 € HT	5,07 %	125 000,00 €
	Montant total de la subvention		125 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MOKSHA PRODUCTIONS
Adresse administrative : LILA SONG
75009 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur FABRICE CHAPUIS, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 18 février 2019 - 3 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du projet à dater du dépôt de la demande.

Description :
« Les Souliers Rouges » est l'adaptation musicale d'un conte de Andersen par Marc Lavoine et Fabrice Albouker dans une mise en scène de Blanca Li. C'est l'histoire d'Isabelle, une jeune fille au cœur pur, qui monte à Paris pour accomplir son rêve : devenir danseuse à l'opéra, mais l'héroïne devra choisir entre l'amour et la danse.Les arrangements de l'album sont sur une ligne musicale acoustique. La troupe sera composée de 8 danseurs et 3 chanteurs.
Le projet est soutenu par la Ville de Meaux qui mettra le Théâtre du Luxembourg à disposition de l'équipe artistique en janvier 2020. Une avant-première aura lieu dans ce théâtre ouverte gratuitement aux Franciliens. La comédie musicale sera ensuite jouée pour 50 représentations aux Folies Bergères.

Education artistique et culturelle :
Le projet donnera lieu à différentes actions d'éducation artistique et culturelle à destination des jeunes franciliens. Différents membres de l'équipe artistique (Marc Lavoine auteur, Fabrice Aboulker compositeur, Blanca Li metteur en scène, Victor Bosch producteur) interviendront dans des établissements scolaires en priorité en Grande Couronne pour proposer des ateliers de découvertes et d'éveil à la création musicale ou à la danse et des masterclass sur le secteur culturel. Des classes seront

conviées aux répétitions et aux coulisses du spectacle au théâtre Luxembourg et aux Folies Bergères pour certaines représentations.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au regard du caractère exceptionnel, de l'ampleur et de la qualité du projet, il est proposé d'attribuer une subvention régionale de 125 000 €, soit 75 000 euros au-delà du plafond défini dans la délibération-cadre.
- Le soutien régional est fléché à hauteur de 100 000 € sur le projet de production et de diffusion de la comédie musicale « Les Souliers Rouges » qui fera l'objet d'un bilan qualitatif et financier spécifique.
- Le soutien régional est fléché à hauteur de 25 000 € sur l'organisation d'actions d'éducation artistique et culturelle autour de la comédie musicale « Les Souliers Rouges » qui fera l'objet d'un bilan qualitatif et financier spécifique..

Le montant de la base subventionnable s'élève à 2 465 959 € et correspond au budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (- 75 000 €).

L'aide régionale est allouée sur la base du régime d'aide exempté n° SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	541 324,00	21,30%
Dépenses techniques	1 355 295,00	53,34%
Communication	607 500,00	23,91%
Coûts de structure	36 840,00	1,45%
Total	2 540 959,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF - Aide à la création	200 000,00	7,87%
Billeterie	2 166 929,00	85,28%
Coproduction	150 000,00	5,90%
Commune de Meaux (acquis)	24 030,00	0,95%
Total	2 540 959,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-240

DOSSIER N° EX044756 - AU SUD DU NORD - 23ème édition du festival Au Sud Du Nord

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	70 000,00 € TTC	18,57 %	13 000,00 €
	Montant total de la subvention		13 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AU SUD DU NORD
Adresse administrative : 8 RUE DES VALLEES
91590 BOISSY-LE-CUTTE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ANNICK BOURON, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 19 mars 2019 - 3 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du projet à dater du dépôt de la demande

Description :
"Au Sud du Nord a été créé en 1996 en Essonne et était jusqu'en 2016 itinérant sur 15 villes ; il se déroule maintenant sur une seule ville en milieu rural : Cerny. Festival de musique à dominante jazz dont la direction artistique est assurée par le musicien Philippe Laccarière, fondateur de l'association, Au sud du Nord s'ouvre également à la peinture, au texte, à la danse ou encore à la sculpture. En parallèle de la programmation, des actions de sensibilisation sont organisées.
L'édition 2019 se déroulera du 26 au 29 septembre 2019 à Cerny et proposera 20 concerts dont ""Papa Merlin"", chanson et contes en musique de 12vies daniel, André Minvielle, le Trio Charlier ou la Compagnie Philippe Laccarrière. Des conférences, masterclass, expositions, restitutions d'ateliers amateurs ponctueront le Festival. Le partenariat avec le Lycée professionnel de Cerny s'est développé avec un concert de percussions jazz d'une heure à l'attention des élèves le jeudi 26 septembre.
Bilan 2018 : 20 équipes artistiques ou groupes dont 3 émergents - 23 représentations - 1800 spectateurs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 70 000 euros et correspond au budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique :
- CERNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	35 500,00	50,71%
Dépenses techniques / logistiques	17 500,00	25,00%
Communication	4 500,00	6,43%
Coûts de structure	12 500,00	17,86%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONJEP (acquis)	4 000,00	5,71%
Région Ile-de-France	13 000,00	18,57%
Département 91 (sollicité)	30 000,00	42,86%
Commune de Cerny (acquis)	2 000,00	2,86%
Spedidam	13 500,00	19,29%
Recettes propres	7 500,00	10,71%
Total	70 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX044803 - JOURNÉES MAURICE RAVEL MONTFORT L'AMAURY - PROJET : Les Journées Ravel

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	85 703,72 € HT	14 %	12 000,00 €
	Montant total de la subvention		12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	JOURNEES MAURICE RAVEL MONFORT L AMAURY
Adresse administrative	:	5 RUE MAURICE RAVEL 78490 MONTFORT-L'AMAURY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame PATRICIA GUERLAIN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 mars 2019 - 3 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du projet à dater du dépôt de la demande

Description :
"Les Journées Ravel de Monfort L'Amaury se déroulent sur une semaine au mois d'octobre et célèbrent depuis 1996 le compositeur Maurice Ravel. Elles s'étendent sur cinq communes du département des Yvelines en grande couronne : Montfort-L'Amaury, Clairefontaine-en-Yvelines, Grosouvre, Magny-les-Hameaux et Choisel.
L'édition 2018 a programmé 13 artistes dont 7 artistes émergents sur 6 jours avec 24 représentations. Elle a réunit 1357 spectacteurs.
L'édition 2019 sera la 24eme édition des Journées Ravel de Monfort L'Amaury. Elle souhaite mettre l'accent sur le répertoire vocal du célèbre compositeur. Une large part des oeuvres vocales de Maurice Ravel seront présentes sur plusieurs scènes du festival. Le 5 octobre auront par ailleurs lieu les concerts ""Prom's"" d'artistes émergents. La pianiste Hélène Tysman rencontrera les percussions de Lyon pour un concert ""Ravel transatlantique"" sur un programme Ravel/Gershwin. Les actions artistiques et culturelles comprennent des concerts à destination des groupes scolaires de Monfort l'Amaury (maternelles, école élémentaire, collège). Est prévue la diffusion de ""La boîte à joujou"" de Debussy et Hellé par le collectif

L'Improbable et l'Ensemble None Quartet. Les lieux du festival demeurent des lieux patrimoniaux : Abbaye de Port Royal des Champs, Chateau de Breteuil, Chapelle de Clairefontaine..."

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 85 703,72 euros et correspond au budget prévisionnel déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée et du différentiel qui plafonne les coûts de fonctionnment de la structure à 20%.

Localisation géographique :
- MONTFORT-L'AMAURY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	48 225,00	51,46%
Dépenses techniques / logistiques	13 690,00	14,61%
Communication	13 000,00	13,87%
Coûts de structure	18 800,00	20,06%
Total	93 715,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	20 000,00	21,34%
Commune de Monfort l'Amaury (sollicitée)	11 500,00	12,27%
Parcs naturels régionaux (sollicité)	5 000,00	5,34%
Spedidam	11 000,00	11,74%
Mécénat	3 000,00	3,20%
Recettes propres	28 215,00	30,11%
Département des Yvelines	15 000,00	16,01%
Total	93 715,00	100,00%

DOSSIER N° EX044806 - GROUPE DES 20 THEATRES EN ILE-DE-FRANCE - PROJET : LES PLATEAUX

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	209 260,00 € HT	11,95 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	GROUPE VINGT THEATRE IDF
Adresse administrative	:	18 RUE EUGENE VARLIN 94800 VILLEJUIF
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame LAURENCE CLAUZEL, Déléguée

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 26 mars 2019 - 3 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du projet à dater du dépôt de la demande

Description :
Le Groupe des 20 réunit des directeurs et directrices de théâtres de Ville en Ile-de-France implantés en petite et grande couronne, qui s'associent dans un projet de soutien à la création et à la diffusion. Chaque année, le groupe organise, dans un théâtre différent, les ""plateaux"", manifestation professionnelle qui présente une quinzaine d'équipes artistiques et des spectacles en création dans le but de favoriser leur coproduction et leur visibilité sur le territoire francilien. Les projets présentés sont les quatre finalistes de l'appel à projet lancé chaque année par le groupe des 20 ainsi que d'autres projets portés par les membres du réseau et quelques projets de réseaux partenaires au plan national. Le lauréat de l'appel à projet bénéficie d'une coproduction de 20 000 €, de temps de résidence et d'une tournée d'une quinzaine de dates dans les lieux membres du groupe des 20.
En 2018, les plateaux se sont tenus les 2 et 3 octobre à l'Espace Lino Ventura de Garges-les-Gonesses. Ils ont présentés 17 projets devant 166 professionnels représenant 71 structures de diffusion, 7 financeurs et 59 artistes. Les quatre lauréants sont la Ktha compagnie, la compagnie JimOe, Ex voto à la lune et John Corporation.
Le lauréat de l'édition 2018/2019, ""Valhalla ou le crépuscule des Dieux"" de la compagnie Petri Dish, mis

en scène par Sara Lemaire et Anna Nilsson a bénéficié d'une coproduction de 20 000 euros et d'une tournée de 19 représentations dans 12 structures du réseau.
Pour le projet 2019, les ""plateaux"" se tiendront les 8 et 9 octobre 2019 au Théâtre Jacques Carat de Cachan. Ils présenteront 20 projets lors de ces deux journées professionnelles dont les 4 finalistes de l'appel à projet pour une création de Théâtre musical qui sera créé sur la saison 2020/2021, 12 projets présentés par les membres du réseau et les projets émanant des réseaux et agences régionales partenaires. De novembre 2019 à mai 2020, 17 représentations du spectacle lauréat de l'édition précédente, ""Reconstitution : le procès de Bobigny"" d'Emilie Rousset et Maya Boquet, auront lieu au sein du réseau."

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 209 260 euros et correspond au budget prévisionnel.

Localisation géographique :
- CACHAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	157 900,00	75,46%
Dépenses techniques / logistiques	4 580,00	2,19%
Communication	8 580,00	4,10%
Coûts de structure	38 200,00	18,25%
Total	209 260,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	55 000,00	26,28%
Région IDF	25 000,00	11,95%
Recettes propres	129 260,00	61,77%
Total	209 260,00	100,00%

DOSSIER N° EX044813 - ASSOCIATION KIOSQUORAMA - Projet : KIOSQUORAMA FESTIVAL

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	66 750,00 € HT	25.47%	17 000,00 €
	Montant total de la subvention		17 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	KIOSQUORAMA
Adresse administrative	:	14 PASSAGE DUBAIL 75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur FRANTZ STEINBACH, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2019 - 3 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du projet à dater du dépôt de la demande

Description :
Le festival Kiosquorama, créé en 2009, propose une programmation de petites formations électro-acoustiques principalement dédiée aux artistes émergents de musiques actuelles, dans les kiosques à musique parisiens. La manifestation est gratuite et propose des actions de sensibilisation au développement durable et à la citoyenneté notamment avec la présence de villages associatifs sur chaque lieu de diffusion.
En 2018 une quinzaine d'artistes se sont produits sur 10 jours dans les kiosques parisiens. Le festival collabore avec des scènes tremplins de repérage d'artistes, il accueille 30 étudiants en médiation culturelle de l'école IESA. La prochaine édition se tiendra sur 10 dates en octobre 2019, la programmation est établie en mai et prévoit de 24 à 35 concerts.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique : PARIS
Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISTIQUES	20 335,00	30,46%
DEPENSES TECHNIQUES ET LOGISTIQUES	40 585,00	60,80%
COMMUNICATION	4 730,00	7,09%
COUTS DE STRUCTURES	1 100,00	1,65%
Total	66 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France Aide aux festivals	17 000,00	25,47%
VILLE DE PARIS SOLLICITE	22 000,00	32,96%
AUTRES FINANCEMENTS	15 200,00	22,77%
RECETTES PROPRES	12 550,00	18,80%
Total	66 750,00	100,00%

DOSSIER N° EX044814 - FONDATION DES ARTISTES - PROJET : Les Siestes à Nogent -sur-Marne

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	40 920,00 € TTC	19,55 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION DES ARTISTES
Adresse administrative : 11 RUE BERRYER
75008 PARIS 8E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame LAURENCE MAYNIER, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 19 mars 2019 - 3 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du projet à dater du dépôt de la demande

Description :
Les Siestes électroniques ont été créées à Toulouse en 2002. Le festival s'est exporté avec des éditions créées dans 22 villes et 16 pays. Depuis 2011, l'édition francilienne se déroulait au Musée du Quai Branly sur 2 jours début juillet. La programmation est historiquement dédiée aux musiques électroniques mais s'ouvre à d'autres esthétiques musicales (musiques du monde, traditionnelles, contemporaines, chanson française). L'entrée est gratuite afin de favoriser l'ouverture à un public le plus large possible. Avec 8 artistes sur 2 jours, l'édition 2017 a réuni 1000 spectateurs chaque jour soit un taux de remplissage de 100%.
La collaboration avec le Quai Branly s'est arrêtée après l'édition 2017 et aucune édition n'a eu lieu en 2018.
L'édition francilienne des Siestes électroniques recommence en septembre 2019 à Nogent-sur-Marne à la Maison d'Art Bernard Anthonioz. Les 5 artistes (électro, chanson française, pop, métal) de la programmation donneront 2 concerts (1 par jour). Un atelier d'initiation à la fabrique de la musique dans les années 2010, ouvert aux plus jeunes est prévu.
Cette édition du festival est soutenue par la Ville de Nogent-sur-Marne (20k€ acquis). Le CD 94 est également sollicité à hauteur de 3000€.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 40 920 € et correspond au budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée et de 2 080 € de coûts de fonctionnement afin de limiter les coûts de fonctionnement à 20% du projet.

Localisation géographique :
- NOGENT-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	16 200,00	33,06%
Dépenses techniques	20 900,00	42,65%
Communication	2 000,00	4,08%
Coûts de structure	9 900,00	20,20%
Total	49 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF - Aide à manifestations	14 000,00	28,57%
CD 94 (sollicité)	3 000,00	6,12%
Ville de Nogent-sur-Marne (acquis)	20 000,00	40,82%
Mécénat	5 000,00	10,20%
Recettes propres	7 000,00	14,29%
Total	49 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX044320 - DE LA MAISON DES ARTS ET DE LA CULTURE ANDRE MALRAUX DE CRETEIL PLAINE CENTRALE ET VAL DE MARNE - PROJET DE CREATION : Gloria

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	670 906,00 € HT	5.96%	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DE LA MAISON DES ARTS ET DE LA CULTURE ANDRE MALRAUX DE CRETEIL PLAINE CENTRALE ET VDM MAC
Adresse administrative : PL SALVADOR ALLENDE
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur CHRISTIAN FOURNIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 18 février 2019 - 3 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du projet à dater du dépôt de la demande

Description :

Le chorégraphe José Montalvo , directeur de la Mac de Créteil (soutenue en PAC) travaille une nouvelle chorégraphie pour 16 danseurs. Un ballet métissé et chanté entremêlant l'invention et l'harmonie des Quatre Saisons de Vivaldi. A travers la diversité des pratiques corporelles, les danses dialogueront dans une comédie musicale. La création sera diffusée en série au théâtre national de Chaillot sur 17 dates, 4 dates à la Mac de Créteil et 3 voir 4 au théâtre les Gémeaux.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses présentées au budget prévisionnel.

Localisation géographique :
- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISTIQUES	524 923,00	78,24%
DEPENSES TECHNIQUES	142 983,00	21,31%
COMMUNICATION	3 000,00	0,45%
Total	670 906,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF AIDE CREATION SV	40 000,00	5,96%
DRAC quote part subvention ACQUIS	89 319,00	13,31%
EPCI Grand Paris sud Est avenir SOLLICITE	61 941,00	9,23%
CESSIONS ILE DE FRANCE	297 704,00	44,37%
Coproducteur Théâtre National de Chaillot	80 000,00	11,92%
Coproducteur Le Channel - Scène Nationale de Calais	15 000,00	2,24%
Coproducteur Fespielhaus St Pölten	25 000,00	3,73%
DEPARTEMENT VAL DE MARNE QUOTE PART ACQUIS	61 942,00	9,23%
Total	670 906,00	100,00%

DOSSIER N° EX044324 - SOLEIL SOUS LA PLUIE - PROJET DE CREATION : Premiers Printemps

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	51 320,00 € TTC	33.33%	17 000,00 €
	Montant total de la subvention		17 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SOLEIL SOUS LA PLUIE
Adresse administrative	:	30 CHEMIN DES BOUILLANTS 77700 CHESSY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur YVES TARANTIK, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 18 février 2019 - 3 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du projet à dater du dépôt de la demande

Description :
La compagnie a été créé en 2012 par la Metteuse en scène Catherine Legendre, elle est implantée en Seine et Marne, elle a créé 8 spectacles jeune public qui ont bénéficié d'une large diffusion. Il s'agit d'une création d'un spectacle jeune public autour d'un espace circulaire, à partir de l'album d'Anne Crausaz évoque par le texte et les illustrations conjugués, se livrera dans un dispositif scénique où se mêlent matières, objets sonores, gestuelles, mots et sons. 2 interprètes seront au plateau, 45 jours de répétitions sont prévus; les représentations sont diffusées principalement en médiathèques : 10 cessions sont confirmées en Seine et Marne, au Hublot à Colombes et à la MJC de Persan (95).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées au budget par la structure déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES ARTISTIQUES DE CREATION	37 093,00	64,85%
CHARGES TECHNIQUES DE CREATION	7 647,00	13,37%
COMMUNICATION	5 550,00	9,70%
COUTS DE STRUCTURES LIMITES A 20%	6 910,00	12,08%
Total	57 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France Aide à la création	22 880,00	40,00%
Département de Seine-et-Marne SOLLICITE	17 160,00	30,00%
SPEDIDAM	13 525,00	23,65%
Fonds ArtScènes pour la Création	3 000,00	5,24%
Apport COMPAGNIE	635,00	1,11%
Total	57 200,00	100,00%

DOSSIER N° EX044334 - MOLPE PRODUCTION - PROJET DE CREATION : Jokers

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	39 447,00 € HT	30,42 %	12 000,00 €
	Montant total de la subvention		12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MOLPE PRODUCTION
Adresse administrative : 44 RUE DU FAUBOURG DU TEMPLE
75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame AMELIE SALEMBIER, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 février 2019 - 3 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du projet à dater du dépôt de la demande

Description :
Molpé Music est une société de production et d'organisation de tournées qui consacre son activité à la production musicale d'artistes issus des cultures du pourtour méditerranéen.
Avec trois groupes à sa création (Titi Robin, Oneira et Stelios Petrakis) Molpé Production se développe rapidement et possède un catalogue fort d'une dizaine d'artistes, tous représentatifs de cultures méditerranéennes.
Elle accompagne le projet de Vincent Peirani depuis plusieurs années. Après de multiples collaborations en duo (Emile Parisien, Michel Portal, Michael Wollny, François Salque) ou au sein de son quintette Living Being, Vincent Peirani a souhaité se lancer l'orchestration d'un trio guitare, batterie, accordéon avec le guitariste Federico Casagrande,et Ziv Ravitz, batteur israélien résidant à New York, il forme un trio hybride , dans lequel chacun peut prendre la place soliste, rythmique, coloriste etc... Vincent peirani a plusieurs créations à son actif. La création du trio « Jokers est éclectique » (Jazz, la Pop, les Musiques électroniques, la musique traditionnelle Indonésienne, la chanson et la musique classique italienne, ou encore les musiques traditionnelles scandinaves et nordiques), elle sera en résidence au sein du Festival Jazz au Fil de l'Oise et comprendra des actions culturelles et pédagogiques pour les scolaires et public amateurs du territoire du Val d'Oise (6 concerts pédagogiques masterclass). Le trio se produira au festival Jazz à la Villette le 5 septembre 2019, à Banlieue Bleues fin 2019 et au festival Jazz au Fil de lOise le 15

décembre 2019. 9 concerts sont également programmés à l'export sur la saison 19/20.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable correspond au montant de l'ensemble des dépenses du budget prévisionnel présenté par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- BAGNOLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISTIQUES	20 450,00	51,84%
DEPENSES TECHNIQUES	5 095,00	12,92%
COMMUNICATION	7 100,00	18,00%
COUTS DE STRUCTURE LIMITES A 20%	6 802,00	17,24%
Total	39 447,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE DEMANDE AIDE CREATION SV	12 000,00	30,42%
SPEDIDAM ACQUIS	10 000,00	25,35%
CO PRODUCTION Jazz au Fil de l'Oise	4 255,00	10,79%
CO PRODUCTION MOLPE MUSIC	4 692,00	11,89%
CESSIONS ILE DE FRANCE	8 500,00	21,55%
Total	39 447,00	100,00%

DOSSIER N° EX044348 - THEATRE DE LA POUDRERIE - PROJET DE CREATION : Une belle inconnue

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	26 350,00 € HT	34,16 %	9 000,00 €
	Montant total de la subvention		9 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE DE LA POUDRERIE
Adresse administrative : 6 AVENUE ROBERT BALLANGER
93270 SEVRAN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ANITA WEBER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 février 2019 - 3 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du projet à dater du dépôt de la demande

Description :
Nicolas Kerszenbaum, metteur en scène et auteur,fonde en 2005 la compagnie franchement, tu, avec laquelle il monte une quinzaine de spectacles, lectures, performances. Son écriture scénique se développe à partir de ses expériences propres ; il adapte également des textes non théâtraux, romanesques (Grisélidis Réal, Vincent Message), poétiques (Luc Boltanski, Bernard Noël) ou théoriques (Jeanne Favret-Saada).
Il est lauréat 2015 de la Villa Médicis Hors les Murs de l'Institut Français pour son projet D'amour et d'eau fraîche. En 2016, il est lauréat d'Artcena - catégorie dramaturgies plurielles pour Swann s'inclina poliment. Il prépare pour 2019 Une belle inconnue dans le cadre d'une résidence de création au Théâtre de la poudrerie (soutenu en PAC).
Nicolas Kerszenbaum rencontre une trentaine d'habitants de Sevran et de Pont-Sainte-Maxence pour les interviewer sur ce qui a constitué, pour eux, depuis qu'ils sont arrivés en France, leur expérience de l'intégration, il travaillera ensuite sur l'écriture du texte qui prendra la forme d'une fiction mythologique monologuée, une serie de répétitions sera menée avec une actrice, Marik Renner, suivie de 30 représentations dans des appartements en Seine-Saint-Denis et 5 fois à domicile à Pont-Sainte-Maxence.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable comprend l'ensemble des dépenses figurant au budget prévisionnel présenté par la structure.

Localisation géographique :
- SEVRAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES ARTISTIQUES	18 590,00	70,55%
CHARGES TECHNIQUES	2 300,00	8,73%
COMMUNICATION	200,00	0,76%
COUTS DE STRUCTURE LIMITES A 20%	5 260,00	19,96%
Total	26 350,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE DEMANDE AIDE A LA CREATION	9 000,00	34,16%
VILLE DE SEVRAN QUOTE PART ACQUIS	10 000,00	37,95%
VILLE DE VILLEPINTE SOLLICITE	3 000,00	11,39%
Coproducteur La Manekine	2 850,00	10,82%
Coproducteur La Cie Franchement Tu	1 500,00	5,69%
Total	26 350,00	100,00%

DOSSIER N° EX044373 - LE CONCERT IMPROMPTU - PROJET DE CREATION : PAN METAMORPHOSIS

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	52 375,00 € HT	17,18 %	9 000,00 €
		Montant total de la subvention	9 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE CONCERT IMPROMPTU
Adresse administrative : 69 AVENUE DANIELLE CASANOVA
94200 IVRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur HUBERT PIVET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 18 février 2019 - 3 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du projet à dater du dépôt de la demande

Description :
Créée depuis plus de 25 ans, le concert impromptu est une compagnie nationale de musiques contemporaines, labélisée par la Drac qui tourne en France et à l'étranger, elle a une quinzaine de créations à son répertoire. Elle présente cette nouvelle création "Métamorphosis" jouée par le quintet avec une scénographie, mises en oeuvre par Philippe Andrieux. La première sera donnée le 5 octobre 2019 au Conservatoire Edgar Varèse de Mâcon, lors du Festival Barbacane Classics. La tournée de création 19-20 prévoit une dizaine de dates sur l'ensemble du territoire national, dont 6 cessions en Ile de France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses du budget prévisionnel présenté par la structure.

Localisation géographique :

- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES ARTISTIQUES	33 265,00	63,51%
CHARGES TECHNIQUES	14 790,00	28,24%
COMMUNICATION	2 350,00	4,49%
COUTS DE STRUCTURE LIMITES A 20%	1 970,00	3,76%
Total	52 375,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION DEMANDE AIDE A LA CREATION SV	9 000,00	17,18%
DRAC Ile-de-France - Conventionnement QUOTE PART ACQUIS	9 875,00	18,85%
Département Val-de-Marne SOLLICITE	7 500,00	14,32%
Commune 1 Ivry-sur-Seine SOLLICITE	2 500,00	4,77%
Fonds de soutien ADAMI, SPEDIDAM, FCM, SACEM…	13 500,00	25,78%
Cessions de spectacles ILE DE FRANCE	10 000,00	19,09%
Total	52 375,00	100,00%

DOSSIER N° EX044395 - LES PRODUCTIONS DE LA MEZZANINE - PROJET DE CREATION : ORPHEE ET EURYDICE

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	218 078,00 € HT	16.05%	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES PRODUCTIONS DE LA MEZZANINE
Adresse administrative : 37 AVENUE PIERRE POINT
77127 LIEUSAINT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Stéphanie LABRUGIERE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 18 février 2019 - 3 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du projet à dater du dépôt de la demande

Description :
La compagnie du Théâtre de la Mezzanine a été créée en 1979, par Denis Chabroullet, Roselyne Bonnet des Tuves et Sophie Charvet. Elle a été implantée à Corbeil puis à Savigny le Temple (77) . Après avoir monté des textes du répertoire contemporain (Manet-Lorca-Ghelderode), la compagnie invente une grammaire théâtrale utilisant avant tout la matière, le son et les images. La compagnie s'est installée à Lieusaint (77), où elle met en oeuvre à partir de cet espace baptisé « LA SERRE », un lieu de création et d'inventions dédiées à l'écriture contemporaine, et aux aventures avec les amateurs, tout en continuant à tourner ses créations. La structure bénéficie du soutien de la Région pour son projet de permanence artistique et culturelle.
Cette création "Orphée et Eurydice" sera présentée dans des lieux de diffusion où le public n'est pas à priori, habitué à cette forme d'expression un important travail de sensibilisation des publics, particulièrement en grande banlieue y sera associé.
7 artistes, un quatuor vocal et 8 musiciens sont au plateau. Un dispositif vidéo, une création dansée confiée à deux jeunes chorégraphes portugais sont prévus, avec la création d'une poupée en tissus par une plasticienne.
La première sera jouée le 29 novembre à Meaux. 13 représentations sont programmées en Ile de France

majoritairement en grande couronne(12) et 4 en Italie.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles du budget présenté par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :

- LIEUSAINT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES ARTISTIQUES	162 486,00	72,84%
CHARGES TECHNIQUES	35 392,00	15,87%
COMMUNICATION	6 400,00	2,87%
COUTS DE STRUCTURE LIMITES A 20%	18 800,00	8,43%
Total	223 078,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE DEMANDE AIDE A LA CREATION SV	40 000,00	17,93%
Département Seine et Marne ACQUIS	17 000,00	7,62%
GRAND PARIS SUD (EPCI) QUOTE PART ACQUIS	3 000,00	1,34%
COMMUNE DE LIEUSAINT QUOTE PART ACQUIS	7 000,00	3,14%
ADAMI	25 000,00	11,21%
SPEDIDAM	16 000,00	7,17%
APPORT COMPAGNIE	40 927,00	18,35%
MECENAT	3 000,00	1,34%
Coproducteur THEATRESENART - 77	15 000,00	6,72%
Coproducteur THEATRE LUXEMBOURG -77	3 000,00	1,34%
CESSIONS	53 151,00	23,83%
Total	223 078,00	100,00%

DOSSIER N° 19002144 - COLLECTIF CULTURE BAR-BARS PARIS/IDF (RESEAUX 2019)

Dispositif : Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001014)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant	128 880,00 € HT	23,28 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COLLECTIF CULTURE BAR-BARS PARIS/IDF
Adresse administrative	:	44 rue Saint Denis 75001 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Alexandre Drosne Président

PRESENTATION DU PROJET

Description :
Le Collectif Culture Bar Bars est un réseau national qui rassemble les petits lieux de diffusion de spectacle vivant (moins de 200 places), les cafés-cultures qui jouent un rôle important pour l'émergence et la diffusion artistique. Il développe des partenariats à l'échelle européenne et a fondé le GIP Café culture avec l'Etat et quelques villes. Le réseau francilien s'est développé avec la création en 2011 d'une antenne francilienne avec une structure ad hoc et équipe dédiée. Le réseau francilien est donc passé de 30 adhérents en 2011 à 122 en 2017 et 143 en 2018 sont 45 structures sur la petite et grande couronne. Il accompagne la professionnalisation des adhérents, organise des rencontres avec les collectivités, les autres lieux et autres institutions et intervient aussi sur demande de médiation sur les nuisances sonores.
Le réseau poursuivra pour 2019 ses axes stratégiques en Ile de France :
1 Développer un plan stratégique d'animation du réseau en petite et grande couronne.
Réseau d'adhérents : impliquer davantage les responsables de lieux dans le développement de la fédération (mise en place de référent(e)s))…Des nouveaux outils numériques : groupes mails thématiques, agenda partagé, refonte du site internet...) pour favoriser le partage d'informations Les newsletters internes et externes seront multipliées. Animer le réseau sur des temps réflexifs associant les adhérents, des coopérations avec nos homologues européens seront poursuivies (échanges de points de vue, de pratiques, construction de la filière avec le Live DMA (réseau des salles de musiques actuelles et festival européen).
2 Renforcer l'accompagnement : accompagnement individualisé des responsables de lieux sur l'ensemble des problématiques inhérentes à l'organisation de spectacles, d'actions culturelles (réglementation, normes, droit social, salariat des artistes, décrets, GUSO, etc...), médiation sur les conflits d'usages, aussi l'accompagnement des responsables de lieux sur les usages de la Nuit, la cohabitation, la gouvernance de la Nuit sera développé.
3 Fonction ressources aux adhérents et acteurs de la filière : formations sur la licence d'entrepreneur du spectacle en collaboration avec l'IRMA ; Réédition du Guide de l'organisation des spectacles pour les non -voyants ; démarche d'observation de ses adhérents, offre de service qualifiée autour des besoins en

matière d'organisation de spectacle... ;des rencontres thématiques par villes sur l'organisation de spectacles, la réglementation sonore...
4 Développer les coopérations artistiques : avec le CALIF autour du Disquaire Day et de la culture vinyle ; l'Association Française des Orchestres autour d'Orchestres en Fête, et sur des actions culturelles ponctuelles, autour de la musique classique ; la Paris Electronic Week autour d'actions de diffusions autour de la culture électronique ; le Festival Onze Bouge autour d'actions de diffusion dans les lieux du Collectif Culture Bar-Bars.
Poursuivre la valorisation artistique des lieux du festival cultures bars bar avec davantage de cafés cultures et des nouvelles villes franciliennes, en petite et grande couronne (à Aubervilliers, Montreuil, Cergy, Nanterre). Un partenariat sera travaillé avec l'Association Française des Orchestres, pour créer des passerelles entre musique classique, orchestres symphoniques, philharmoniques, de musiques de chambre et les lieux et publics du Collectif Culture Bar-Bars.
5 Expertise pour la filière culturelle à destination des institutions nationales ministère culture, FNCC CNV… ; des institutions franciliennes (Drac, départements, villes Ville de Paris…) ; des acteurs de la filière nationale et des acteurs de la filière francilienne. Accompagner les structures dans les conseils de vie nocturne

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable comprend l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique : REGION ILE DE FRANCE
Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL 2019

CHARGES	€	%	PRODUITS	€	%
ACHATS	**3 900 €**	**3%**	**Région idf Aide aux réseaux franciliens de spectacle vivant**	**40 000 €**	**29%**
Fournitures administratives impressions	**2 500 €**	**2%**	Ville de Paris sollicité	40 000 €	**0%**
Fournitures et petits équipements	**1 400 €**	**1%**	**RECETTES PROPRES**	**58 880 €**	**42%**
SERVICES EXTERIEURS	**9 740 €**	**7%**	Adhésions	21 550 €	**16%**
Sous-traitance, maintenance, location immobilière	**9 565 €**	**7%**	Produits de co réalisation fédération	37 330 €	**27%**
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	**41 224 €**	**30%**			
Honoraires	**4 003 €**	**3%**			
Publicité	**15 000 €**	**11%**			
Voyages et déplacements, défraiements	**18 000 €**	**13%**			
Téléphone, frais postaux	**4 071 €**	**3%**			
Cotisations, formations, séminaires, frais bancaires	**150 €**	**0%**			
CHARGES DE PERSONNEL	**84 016 €**	**60%**			
Autres charges de gestion courante	**79 606 €**	**57%**			
Indemnités de stage	**4 410 €**	**3%**			
TOTAL CHARGES	**138 880 €**	**100%**	**TOTAL PRODUITS**	**138 880 €**	**100%**

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION: FICHE PROJET N° EX031183

Commission permanente du 13 mars 2018 (CP2018-132) et du 03 juillet 2019 (CP2019-240)

DOSSIER N° EX031183 - Festival Onze Bouge

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	183 500,00 € TTC	8,17 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 11EME EVENEMENTS
Adresse administrative : 240 BD VOLTAIRE
75011 PARIS 11
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GIL TAIEB, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 18 décembre 2017 - 13 mars 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du festival à dater du dépôt de la demande soit le 18/12/2017.

Description :
Organisé depuis 22 ans, le festival Onze Bouge est entièrement gratuit et propose une programmation pluridisciplinaire, danse, théâtre, humour, musique et arts de la rue dans plusieurs lieux et espaces du 11ème arrondissement de Paris. Dès l'origine la volonté du festival était de privilégier la création artistique en programmant de jeunes artistes ou des compagnies confirmées.
Depuis 2015, le festival organise dansorama, une scène ouverte, permettant à de jeunes compagnies de danse de présenter leur travail. Des projets sont menés avec les jeunes, en lien avec les associations jeunesse, et en particulier depuis 2017 avec le centre Paris'anim Victor Gelez avec lequel sont organisés des levers de rideau qui permettent à de jeunes artistes d'être programmés en 1ère parties d'artistes plus confirmés. Pour l'édition 2018, un temps fort musical sera organisé en soirée d'ouverture au bataclan.
Pour l'édition 2018, le festival envisage de travailler avec le Lycée Polyvalent Paul Poiret et notamment des élèves en DMA Régie qui intégreront le festival en tant que stagiaire et interviendront lors de rencontres à destination des scolaires.
Onze bouge se déroulera du 30 mai au 4 juin (6 jours). La programmation, en cours, comptera environ 35 équipes artistiques, notamment en théatre (cie l'arcade...), en danse (cie 25...), musique (billet d'humeur, sophie forte...), arts de la rue (Typhus Bronx, cie Rode boom, groupe Tonne...)

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 183 500 € et correspond au budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire déduction faite de la différence entre le montant d'aide régionale sollicité et le montant d'aide régionale proposée (- 5 000 €).

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISTIQUES	54 300,00	28,81%
DEPENSES TECHNIQUES/LOGISTIQUES ET SECURITE	83 140,00	44,11%
COMMUNICATION	15 000,00	7,96%
COUTS DE STRUCTURE	36 060,00	19,13%
Total	188 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE (sollicité)	20 000,00	10,61%
VILLE DE PARIS (sollicité)	148 000,00	78,51%
AUTRES FINANCEMENTS	20 500,00	10,88%
Total	188 500,00	100,00%

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION: FICHE PROJET N° EX043498

Commission permanente du 19 mars 2019 (CP2019-091) et du 03 juillet 2019 (CP2019-240)

DOSSIER N° EX043498 - 11EME EVENEMENTS - FESTIVAL ONZE BOUGE

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	158 000,00 € TTC	9,49 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 11EME EVENEMENTS
Adresse administrative : 240 BD VOLTAIRE
75011 PARIS 11
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GIL TAIEB, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 décembre 2018 - 19 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du projet à dater du dépôt de la demande.

Description :
Pendant 22 ans, le festival gratuit Onze Bouge a proposé une programmation pluridisciplinaire, danse, théâtre, humour, musique et arts de la rue dans plusieurs lieux et espaces du 11ème arrondissement de Paris. Dès l'origine la volonté du festival était de privilégier la création artistique en programmant de jeunes artistes et des compagnies confirmées. Parmi ses missions l'équipe du festival s'attache à accompagner efficacement les stagiaires et bénévoles qui travaillent à ses côtés. Confrontée à la difficulté de programmation artistique pluridisciplinaire, la volonté de l'équipe a été d'insuffler une nouvelle dynamique pour sa 23ème édition, en se recentrant sur les arts de la rue et le cirque en espace public avec quelques spectacles de danse.

Bilan de l'édition 2018 : une représentation musicale a été présentée en ouverture au Bataclan. Le festival a programmé 36 équipes artistiques (21 émergentes) sur 43 représentations, notamment en théâtre (cie l'arcade...), en danse (cie 25...), musique (billet d'humeur, sophie forte...), arts de la rue (Typhus Bronx, cie Rode boom, groupe Tonne...), il a rassemblé 12 000 spectateurs. 2 actions culturelles ont été menées avec des lycéens.

L'édition 2019 présentera 21 équipes (dont 10 émergentes) sur une quarantaine de représentations

majoritairement arts de la rue et cirque, avec 4 créations en danse. Des temps de rencontres/découverte des métiers du spectacle avec des intervenants professionnels seront mis en place, ainsi qu'une action de médiation avec les structures associative. Le partenariat est renouvelé avec le lycée Paul Poiret (Paris 11e) pour l'embauche et la formation de stagiaires technique (régie son & lumière).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le différentiel de subventionnement régional est déduit de la base subventionnable

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISTIQUES	66 000,00	40,49%
DEPENSES TECHNIQUES / LOGISTIQUES ET SECURITE	53 578,00	32,87%
COMMUNICATION	11 000,00	6,75%
COUTS DE STRUCTURE DANS LA LIMITE DE 20%	32 422,00	19,89%
Total	163 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France Aide aux festivals	20 000,00	12,27%
Ville de Paris DAC DJS ¨ SOLLICITE	138 000,00	84,66%
Caisse des Dépôts	5 000,00	3,07%
Total	163 000,00	100,00%

ANNEXE 4 A LA DELIBERATION: FICHE PROJET N° EX035403

Commission permanente du 4 juillet 2018 (CP2018-328) et
commission permanente du 03 juillet 2019 (CP2019-240)

DOSSIER N° EX035403 - LE THEATRE DU MANTOIS - AVENANT PAC JUILLET 2018

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	339 800,00 € TTC	25,60 %	87 000,00 €
	Montant total de la subvention		87 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LE THEATRE DU MANTOIS
Adresse administrative	:	28 RUE DE LORRAINE 78200 MANTES LA JOLIE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur JACQUES JAUDEAU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 10 avril 2018 - 10 avril 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le10 avril 2018 qui correspond à la date de fin de la convention précédente.

Description :
Créée dans les années 1970 et aujourd'hui dirigée par l'auteur et metteur en scène, Eudes Labrusse et le metteur en scène Jérôme Imard, la compagnie du Théâtre du Mantois est implantée de longue date dans les Yvelines, et plus précisément dans le nord du département, sur le bassin de vie du Mantois – Val de Seine.

Au-delà de ses créations principalement axées sur l'écriture contemporaine et le jeune public, la compagnie mène un important travail d'action culturelle auprès des publics. C'est aussi un opérateur culturel important sur le territoire. Elle organise le festival dédié à la jeunesse, « Les Francos », manifestation qui rayonne chaque année sur une quinzaine de communes.

La compagnie a été installée entre 2002 et 2015 en résidence permanente au théâtre de La Nacelle à Aubergenville, qu'Eudes Labrusse a dirigé dans le cadre d'une délégation de service public avec la Communauté de communes Seine-Mauldre et qui était labellisée « scène conventionnée » par la DRAC.

Le Théâtre du Mantois et du Val de Seine est soutenu par l'Etat-DRAC Ile-de-France, le Département des Yvelines, la Région Ile-de-France et la Communauté Urbaine de Grand Paris Seine et Oise.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 339 800 € et correspond au montant du budget du projet, déductions faites des honoraires et assurances, et de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Localisation géographique :
- COMMUNAUTE URBAINE GRAND PARIS SEINE ET OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences création diffusion	205 421,00	57,87%
Dépenses d'action culturelle	109 579,00	30,87%
Dépenses de fonctionnement	40 000,00	11,27%
Total	355 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	25 000,00	7,04%
DRAC IDF CUCS (en cours)	8 000,00	2,25%
Région IDF PAC	100 000,00	28,17%
CD 78 (en cours)	15 000,00	4,23%
CU Grand Paris Seine et Oise (en cours)	65 000,00	18,31%
Ville de Mantes-la-Jolie (en cours)	15 000,00	4,23%
FONJEP	6 041,00	1,70%
ADAMI	20 000,00	5,63%
SACEM	2 000,00	0,56%
SPEDIDAM	4 500,00	1,27%
Partenaires privés	24 900,00	7,01%
Recettes propres d'activité	69 559,00	19,59%
Total	355 000,00	100,00%

ANNEXE 5 A LA DELIBERATION : DEMANDE DE REMISE GRACIEUSE (association La Torche Ardente - projet de création : TIMON D'ATHENES – dossier n° 17014024)

DEMANDE DE REMISE GRACIEUSE

Association La Torche Ardente
projet de création : TIMON D'ATHENES
dossier n° 17014024

Numéro titre de recette émis	Numéro du dossier	Projet	Montant de la subvention attribuée	Montant du Titre (montant à reverser)	Montant de la remise gracieuse (partielle ou totale)	Avis du service (accord/refus)
N° 1886 (2019)	17014024	TIMON ATHENES	8 000,00	4 523,47	PARTIELLE	ACCORD

Acte rendu exécutoire le 5 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc150969-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-289

DU 3 JUILLET 2019

POLITIQUE D'ÉDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE DANS LES LYCÉES ET LES CFA - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2019-2020 - DEUXIÈME ANNÉE DES PROJETS CREAC ADOPTÉS EN 2018

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales

VU La délibération n°CR92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente modifiée par la délibération n°CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n°CR01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par la délibération n°CP 2017-191 du 17 mai 2017 et par la délibération CP 2018-494 du 21 novembre 2018;

VU La délibération n°CR 2017-189 du 23 novembre 2017 relative à « Pour une politique d'éducation artistique et culturelle ouverte, organisée et inclusive dans les lycées et CFA d'Ile-de-France » ;

VU La délibération n°CP 2018-425 du 19 septembre 2018 relative à la « Politique d'éducation artistique et culturelle dans les lycées et les CFA – Attribution de subventions pour l'année scolaire 2018-2019 » ;

VU La délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France 2019 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-289 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve la convention type du dispositif « Aide régionale à l'éducation artistique et culturelle dans les lycées et les CFA – volet CREAC » figurant en annexe 1 à la présente délibération.

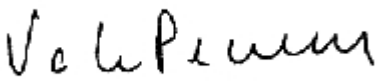
Article 2 :

Décide de participer au titre du dispositif « Aide régionale à l'éducation artistique et culturelle dans les lycées et les CFA » au financement des projets détaillés en annexe à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **778 000€.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par l'article 1 de la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **778 000€** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », Programme HP 312-013 « Soutien culturel pluridisciplinaire » Action 13101302 – « Education artistique des lycéens », du budget 2019 conformément aux projets présentés en annexe 2 à la présente délibération.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

CONVENTION TYPE EAC-CREAC

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simon Veil, 93400 SAINT OUEN, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° du ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : .....
dont le statut juridique est : : .....
N° SIRET : .....
dont le siège social est situé au :
.....
ayant pour représentant : .....
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Aide régionale à l'éducation artistique et culturelle dans les lycées et les CFA » » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2017-189 du 23 novembre 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N°CP 2019-289 du 3 juillet 2019, la Région Île-de-France a décidé de soutenir pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : (référence dossier n°).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à €, soit un montant maximum de subvention de €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter … stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les dépenses prévisionnelles du projet, en proportion du taux de la subvention, si cet organisme justifie ne pas disposer de trésorerie, dans la limite de 80% de la subvention. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.
Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80% du montant de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut bénéficier d'acomptes sur la subvention votée, à valoir sur les dépenses déjà effectuées du projet.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production :

- **d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.**

- **d'un compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.**

- **de X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).**

- **d'un compte-rendu d'exécution.**

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,

- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en oeuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

- X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er août 2019 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 3 juillet 2019.

Elle prend fin au terme d'une durée de deux années.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai,

les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2019-289 du 3 juillet 2019.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le …….

Le bénéficiaire ……

(nom, qualité du signataire et cachet
du bénéficiaire),

FICHES PROJETS CREAC

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-289

DOSSIER N° 19004012 - LYCEENS ET ARTISTES EN RESIDENCE AU CENTQUATRE-PARIS - UN TERRITOIRE D'EXPERIENCE COMMUN (ANNEE 2 CREAC 2019-2020)

Dispositif : Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC) (n° 00001086)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65735-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC)	38 080,49 € HT	65,65 %	25 000,00 €
		Montant total de la subvention	25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 104 CENT QUATRE
Adresse administrative : 104 RUE D'AUBERVILLIERS
75019 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur JOSE-MANUEL GONCALVES, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Projet CREAC Année 2 (2019-2020) : LYCEENS ET ARTISTES EN RESIDENCE AU CENTQUATRE-PARIS - UN TERRITOIRE D'EXPERIENCE COMMUN

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
THEATRE DANSE ARTS PLASTIQUES ET NUMERIQUES

La structure culturelle présente un projet d'actions d'éducation artistique et culturelle dont la réalisation s'étend sur trois ans et dont la deuxième année se décline comme suit :

Le projet mis en œuvre par le CENTQUATRE-PARIS avec les quatre lycées partenaires (Camille Jenatzy, Charles de Foucault, Denis Diderot, Hector Guimard) poursuit dans sa deuxième année l'objectif de favoriser l'appropriation du CENTQUATRE-PARIS par les lycéens, en appui notamment sur les pratiques menées avec les artistes en résidence (émergents et confirmés). L'enjeu est de suivre, avec les équipes éducatives, la scolarité des lycéen(e)s en posant les bases d'une pratique culturelle personnelle et collective et de favoriser, lors de cette deuxième année, un élargissement à d'autres élèves de chacun des lycées, la rencontre et l'échange avec les autres lycéens du projet, la découverte et la rencontre avec certains des acteurs dynamiques du territoire et ainsi participer à l'émergence des dynamiques locales.

Pour cette deuxième année, le projet évoluera de manière à généraliser les temps d'immersion pour les 4

lycées, proposer en sus des 2 sorties spectacle une visite d'exposition, proposer des formes artistiques itinérantes dans les établissements, accentuer l'implantation territoriale du projet en élargissant le partenariat des établissements avec d'autres structures du territoire. Dans une démarche d'autonomie, le 104 proposera aux élèves de participer au jury des lycéens du festival Impatience et de faire partie du cercle des programmateurs de l'évènement Ciné Pop.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
4 lycées de proximité en QPV et zone de sécurité prioritaire, 3 à 4 classes par lycée. entre 10h et 20h d'ateliers par classe :

Le lycée professionnel Camille Jenatzy de Paris
Le lycée polyvalent Diderot de Paris
Le lycée professionnel Hector Guimard de Paris
Le lycée privé LGT Charles de Foucault de Paris 18ème

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
INTERVENTION ARTISTIQUE (225h à 80€/h HT et 20h à 120€/h HT)	25 760,40	67,65%
BILLETTERIE (spectacles, visites, expositions)	5 320,49	13,97%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	7 000,00	18,38%
Total	38 080,89	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	25 000,00	65,65%
MECENAT	10 000,00	26,26%
RECETTES PROPRES DU 104	3 080,49	8,09%
Total	38 080,49	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-289

DOSSIER N° 19004815 - Passerelles (ANNEE 2 CREAC 2019-2020)

Dispositif : Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC) (n° 00001086)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC)	29 047,00 € HT	68,85 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS THEATRE PARIS VILLETTE
Adresse administrative : 211 AV JEAN JAURES
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Valérie DASSONVILLE, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Projet Passerelles

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
THEATRE

Le Théâtre Paris Villette présente un projet d'actions d'éducation artistique et culturelle dont la réalisation s'étend sur trois ans et dont la deuxième année se décline comme suit :
Pour la deuxième année, le projet Passerelles compte poursuivre les mêmes objectifs dans le développement de la pratique autonome de spectateur tout en élargissant son rayonnement au niveau des lieux partenaires (Centres Dramatiques Nationaux, l'Echangeur à Bagnolet, l'Opéra Comique…). Le parcours CREAC monté avec 3 lycées s'inscrit dans le projet Passerelles qui implique au total 6 lycées et 16 collèges de Paris et de la Petite couronne.

En amont de chaque spectacle programmé, des visites et ateliers font découvrir aux élèves l'univers de l'œuvre en question. Les élèves disposent ensuite de contremarques pour venir en autonomie voir les spectacles ou expositions qui leur sont proposés (les élèves participants sont invités à découvrir 3 spectacles dans l'année à la date de leur choix comme un spectateur individuel, en réservant par eux-mêmes et en invitant la personne de leur choix. Ce fonctionnement permet de sortir du cadre des représentations scolaires et des venues en groupe en favorisant une réelle appropriation de la sortie au théâtre). A l'issue des représentations, un temps d'échange et d'analyse chorale de l'œuvre leur est

proposé en classe.

Sera poursuivi le développement d'une communauté de spectateurs en ligne via les outils mis en place la première année (échange de contenus sur le Forum Passerelles, mise en place d'ateliers multimédia autour des spectacles avec les classes participantes du Projet M (création de contenus numériques et mobiles autour des spectacles et expositions) et diffusion des contenus éditoriaux sur un compte Instagram alimenté par les élèves afin de communiquer sur le projet au-delà des établissements).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
3 lycées du 93 et du 75, 2 classes par lycée :

Le lycée LGT Charles de Gaulle de Rosny sous Bois

Le lycée polyvalent Liberté de Romainville

Le lycée polyvalent d'Alembert de Paris

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
INTERVENTION ARTISTIQUE (h à 60€/h + médiation du projet)	9 525,00	32,79%
DEFRAIEMENT INTERVENANTS	200,00	0,69%
BILLETTERIE (élèves, 3 spectacles/ élèves + accompagnateurs)	2 979,00	10,26%
COMMUNICATION	270,00	0,93%
COORDINATION	7 200,00	24,79%
FRAIS DE FONCTIONNEMENT	5 727,00	19,72%
MEDIATION	3 146,00	10,83%
Total	29 047,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	20 000,00	68,85%
DRAC IDF (attribué)	7 000,00	24,10%
ETABLISSEMENTS CULTURELS partenaires	880,00	3,03%
FONDS PROPRES TPV	1 167,00	4,02%
Total	29 047,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-289

DOSSIER N° 19005125 - De soi à l'autre : un parcours dansé (ANNEE 2 CREAC - 2019-2020)

Dispositif : Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC) (n° 00001086)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC)	43 000,00 € HT	69,77 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ATELIER DE PARIS CAROLYN CARLSON
Adresse administrative	:	RTE DU CHAMP DE MANOEUVRES 75012 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame MARIE DESCOURTIEUX, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Demande de subvention dans le cadre du dispositif CREAC pour un projet danse avec des établissements scolaires de la Région Ile de France

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
DANSE

La structure culturelle présente un projet d'actions d'éducation artistique et culturelle dont la réalisation s'étend sur trois ans et dont la deuxième année se décline comme suit :

En lien avec l'élargissement de la thématique de la première saison « de soi à l'autre, l'Atelier de Paris / CDCN propose à 3 lycées de questionner pour cette seconde année l'autre comme cet autre moi que l'on projette, par le biais des codes et postures du corps associé à la féminité / masculinité ou à un rôle social, ainsi qu'à travers la figure de celui qui est exclu de la société.

Après une première année dite d'imprégnation de l'art chorégraphique d'hier et d'aujourd'hui, cette deuxième année cheminera vers l'appropriation de cet art qui met en jeu le corps sensible personnellement et collectivement. Dans ce sens, le CDCN imaginera les actions suivantes :
- mener des ateliers d'exploration chorégraphique avec 2 nouvelles classes
- approfondir la pratique autonome de processus de création dansée pour les élèves des 8 classes concernées par le projet au cours de l'année N-1

- Créer des rencontres et des temps de pratique partagés entre les élèves concernés par le projet au cours de l'année N-1 et ceux de 2° qui rejoignent le projet
- Intensifier les liens entre les enjeux des démarches artistiques des artistes soutenus par l'Atelier de Paris / CDCN et les objectifs des projets d'établissements (notamment de leurs volets culturels) et des apprentissages

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

3 lycées, 10 classes, 3 à 4 classes par lycée :

Le lycée polyvalent Louise Michel de Champigny sur Marne (94)

Le lycée polyvalent Elisa Lemonnier de Paris

Le lycée polyvalent Jean Lurçat de Paris

Environ 10h d'ateliers de pratique par classe.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
INTERVENTION ARTISTIQUE (195h à 45€/h HT)	16 575,00	38,55%
DEFRAIEMENT INTERVENANTS	594,00	1,38%
BILLETTERIE (3 spectacles, 10 classes)	8 232,00	19,14%
FOURNITURE PETIT MATERIEL	1 250,00	2,91%
RESTITUTION DU PROJET	583,00	1,36%
TRANSPORT DES ELEVES	3 441,00	8,00%
COMMUNICATION	1 725,00	4,01%
FRAIS DE CONCEPTION ET DE CREATION D'OUTILS	2 000,00	4,65%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	8 600,00	20,00%
Total	43 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	30 000,00	69,77%
RECETTES PROPRES ATELIER DE PARIS / CDCN	13 000,00	30,23%
Total	43 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-289

DOSSIER N° 19005130 - Aux Lycées La ! La ! La ! (ANNEE 2 CREAC 2019-2020)

Dispositif : Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC) (n° 00001086)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC)	40 750,00 € HT	61,35 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ACP LA MANUFACTURE CHANSON
Adresse administrative	:	124 AV DE LA REPUBLIQUE 75011 PARIS
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur STEPHANE RIVA, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : ACP la Manufacture Chanson - CREAC 2018/2021 Aux Lycées La ! La ! La !

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
MUSIQUE

La Manufacture Chanson présente un projet d'actions d'éducation artistique et culturelle dont la réalisation s'étend sur trois ans et dont la deuxième année se décline comme suit :

« AUX LYCEES LA ! LA ! LA ! » est un projet d'actions artistiques et culturelles autour de la chanson et de ses diverses disciplines (expression vocale ou scénique, interprétation sur scène ou en studio, écriture de texte, composition, musique, métiers techniques et administratifs du spectacle vivant…) proposé à 3 lycées parisiens et 1 CFA de Bagnolet.

La médiatrice culturelle, dédiée au projet, va continuer d'intervenir auprès des équipes pédagogiques et des lycéens pour proposer différents ateliers ou modules sur le temps scolaire ou hors temps scolaire pouvant s'articuler autour de trois pôles principaux :
• les pratiques artistiques et de création,
• la découverte des métiers de la musique et du spectacle vivant,
• la découverte des œuvres et des lieux culturels du territoire franciliens.

Forte de l'expérience de la première année de mise en place du projet, la Manufacture va proposer 3 nouveaux parcours en complément du grand choix d'actions du projet initial. Sur ces parcours, les enseignants devront s'approprier la thématique et s'impliquer sur les aspects de personnalisation et de restitution de l'action, afin que celle-ci s'intègre au mieux à l'esprit de leurs objectifs pédagogiques et à leurs élèves.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
4 établissements impliqués du 75 et du 93, dont un CFA. 2 à 4 classes par lycée :

Le CFA du spectacle vivant et de l'audiovisuel de Bagnolet

Le lycée professionnel Charles de Gaulle de Paris

Les lycées LGT Voltaire et polyvalent Paul Poiret de Paris

Au total, 180h d'intervention artistique.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
INTERVENTION ARTISTIQUE (180h à 45€/h + 40h préparation à 45€/h + cachets concert (220€/cachet; 8 artistes et techniciens)	12 760,00	31,31%
POSTE CHARGE DE MEDIATION CULTURELLE (12h hebdo coordination et suivi du projet)	14 400,00	35,34%
DEFRAIEMENT INTERVENANTS	350,00	0,86%
BILLETTERIE SORTIES CONCERTS	1 200,00	2,94%
FOURNITURES PETITS MATERIELS	400,00	0,98%
RESTITUTION PROJET dont location matériels et véhicule	950,00	2,33%
TRANSPORT ELEVES	200,00	0,49%
LOCATION STUDIO POUR ELEVES	1 000,00	2,45%
DROITS (SACEM + CNV)	100,00	0,25%
FRAIS DE CONCEPTION ET CREATION OUTILS	240,00	0,59%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	8 150,00	20,00%
COMMUNICATION	1 000,00	2,45%
Total	40 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	25 000,00	61,35%
ETAT (DDCS) (en cours)	1 500,00	3,68%
VILLE DE PARIS (attribué)	8 500,00	20,86%
PARTENAIRES PRIVES (SACEM, SPEDIDAM, FCM, CNV)	4 500,00	11,04%
FONDS PROPRES ACP LA MANUFACTURE CHANSON	1 250,00	3,07%
Total	40 750,00	100,00%

DOSSIER N° 19005131 - TRIPLE MIX(TE) (ANNEE 2 CREAC 2019-2020 DU PROJET INITIAL INTITULE "3 RESIDENCES RELAIS EN SEINE-ET-MARNE")

Dispositif : Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC) (n° 00001086)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC)	53 500,00 € TTC	65,42 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CTRE PHOTOGRAPHIQUE IDF
Adresse administrative : 107 AV DE LA REPUBLIQUE
77340 PONTAULT COMBAULT CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Patrick BARONE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'un parcours d'éducation artistique et culturelle à destination des lycées de Seine-et-Marne, en collaboration avec les trois centres d'art présents sur le territoire.

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
ARTS VISUELS PHOTOGRAPHIE

La structure culturelle présente un projet d'actions d'éducation artistique et culturelle dont la réalisation s'étend sur trois ans et dont la deuxième année se décline comme suit :

Pensé depuis le départ comme un projet réunissant les trois centres d'art de la Seine-et-Marne autour d'une action commune, CPIF, CAC de la Ferme du Buisson et Parc culturel de Rentilly – Michel Chartier, le projet fera intervenir quatre artistes autour d'un thème commun « Imaginer le futur ».

Ils partageront les problématiques liées à l'image (fixe ou en mouvement) et correspondant aux singularités des programmations artistiques de chaque structure culturelle avec huit classes de 5 lycées du 77 et du 94. Les 240 heures d'interventions seront réparties de manière égalitaire entre les groupes. Dans l'optique d'ouvrir le projet à une plus grande dynamique d'établissement, il est envisagé de programmer dans chaque établissement un temps banalisé, durant lequel les artistes travailleront avec un

plus grand nombre d’élèves.
Le projet comprendra trois volets : un volet artistique (ateliers), un volet culturel (visites et programmation des 3 structures partenaires) et un volet numérique (création d'une plateforme numérique spécifiquement dédiée au projet).
"

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Reconduction du projet avec 4 des 5 lycées du 77 et du 94, 2 classes par lycée :
Lycée professionnel Samuel de Champlain, Chennevières-sur-Marne (94)
LGT Camille Claudel, Pontault-Combault (77)
Lycée polyvalent René Descartes, Champs-sur-Marne (77)
Lycée polyvalent Clément Ader, Tournan-en-Brie (77)

Et remplacement du LGT Martin Luther King, Bussy Saint George (77) - mouvement parmi les enseignants référents du projet en 2019 (départ à la retraite et mutation) par le lycée polyvalent Auguste Perdonnet, à Thorigny-sur-Marne (77)

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
INTERVENTION ARTISTIQUE (240h à 60€/h et 120h de préparation à 45€/h et 5 interventions de conférencier à 1000€ au total)	20 800,00	38,88%
DEFRAIEMENT INTERVENANTS	1 100,00	2,06%
FOURNITURE PETIT MATERIEL	6 250,00	11,68%
RESTITUTION DU PROJET	3 050,00	5,70%
TRANSPORT DES ELEVES	3 750,00	7,01%
COMMUNICATION	250,00	0,47%
DOCUMENTATION	300,00	0,56%
FRAIS DE CONCEPTION ET DE CREATION D'OUTILS	8 000,00	14,95%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	10 000,00	18,69%
Total	53 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	35 000,00	65,42%
DRAC IDF (en cours)	15 000,00	28,04%
VILLE de Pontault-Combault (en cours)	1 000,00	1,87%
SPONSORS	2 500,00	4,67%
Total	53 500,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-289

DOSSIER N° 19005132 - Parole Vive ! (ANNEE 2 CREAC 2019-2020)

Dispositif : Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC) (n° 00001086)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65735-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC)	30 500,00 € HT	65,57 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA FERME DU BUISSON
Adresse administrative : ALLEE DE LA FERME
77448 NOISIEL
Statut Juridique : Etablissement Public Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur VINCENT ECHES, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Proposition aux élèves d'un projet sur l'exercice du débat et du discours comme des outils d'apprentissage et de structuration identitaire dont ils pourront s'emparer à tout moment au cours de leur scolarité.

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
THEATRE - ART DU DISCOURS - ORAL

La Ferme du Buisson présente un projet d'actions d'éducation artistique et culturelle dont la réalisation s'étend sur trois ans et dont la deuxième année se décline comme suit :

Pour la deuxième année, « Parole Vive ! » poursuit l'ambition de sensibiliser les élèves de 3 lycées et 1 CFA au débat et au discours et de leur donner les outils pour construire une opinion, argumenter et échanger avec les autres, dans le cadre d'ateliers de pratique artistique menés tout au long de l'année par des artistes initiés à la prise de parole en public.
Forte de cette première année d'expérience, la Ferme du Buisson souhaite davantage impliquer les élèves dans la construction du projet en partant de leur expérience personnelle et de leurs convictions puis en les accompagnant dans la prise de parole sur des sujets plus politiques.
La construction d'un parcours de spectateur à la Ferme du Buisson sera l'un des piliers du projet. Des temps de rencontre avec des professionnels et des personnalités issues du monde artistique (écrivains par exemple) ou de la société (avocats, attachés parlementaires), engagées dans une parole écrite et

verbale, politique ou poétique seront également organisés.

Le croisement entre les quatre établissements impliqués sera renforcé autour de plusieurs rendez-vous permettant de confronter les jeunes au processus de création et à la diversité des formes artistiques.
« Parole Vive ! » sera de nouveau proposé à deux classes (première ou terminale dans les lycées et classes passerelles au centre de formation et d'apprentissage) dans chacun des quatre établissements :
- Le projet mené avec les classes de première ira dans le sens de l'approfondissement et permettra d'envisager le projet sur les deux prochaines années scolaires (20h d'atelier par classe).
- Le projet mené avec les classes de terminales et les classes passerelles sera allégé par rapport aux actions menées en 2018-2019 (10h d'atelier par classe). De cette manière, les lycéens et les apprentis impliqués pourront bénéficier pleinement des enseignements proposés, en vue du baccalauréat pour les premiers et des périodes de stage en entreprise pour les seconds.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
4 établissements dont un CFA du 77 et du 93, 2 classes par lycée :

Lycée polyvalent Gérard de Nerval (accueille élèves des QPV de la ville) - Noisiel

Lycée polyvalent international de l'Est parisien - Noisy Le Grand (93)

Lycée LGT Jean Moulin (élèves provenant de QPV et zone de sécurité prioritaire) - Torcy

CFA Descartes - Champs sur Marne

Environ 10h d'ateliers par classe.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
INTERVENTION ARTISTIQUE (236h à 66€/h)	15 576,00	51,07%
DEFRAIEMENT INTERVENANTS	1 999,00	6,55%
BILLETTERIE (par groupe : 2 spectacles, 1 cinéma et cartes d'abonnement à la Ferme du Buisson)	2 953,00	9,68%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	6 000,00	19,67%
RESTITUTION	3 972,00	13,02%
Total	30 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	20 000,00	65,57%
RECETTES PROPRES FERME DU BUISSON	10 500,00	34,43%
Total	30 500,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-289

DOSSIER N° 19005178 - Les Hauts Parleurs / DECODAGE, LE VRAI DU FAUX (ANNEE 2 CREAC 2019-2020)

Dispositif : Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC) (n° 00001086)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC)	42 365,00 € TTC	59,01 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHELLES
Adresse administrative : PARC DU SOUVENIR EMILE FOUCHARD
77500 CHELLES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Brice RABASTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Les Cuizines, scène de musiques actuelles de la Ville de Chelles et le Théâtre de Chelles s'associent pour déposer un projet CREAC sur l'éducation artistique et culturelle dans les lycées de Chelles

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
MUSIQUES ACTUELLES - THEATRE - ART DE LA PAROLE - ORAL

Les Cuizines présentent un projet d'actions d'éducation artistique et culturelle dont la réalisation s'étend sur trois ans et dont la deuxième année se décline comme suit :

Les Cuizines et le Théâtre de Chelles proposent un projet aux quatre lycées chellois, qui partira des préoccupations des lycéens pour en extraire une problématique et les amener à prendre du recul sur leurs pratiques des nouvelles technologies et notamment des réseaux sociaux.

La première partie du projet sera concentrée sur une sensibilisation aux techniques de l'information et aux médias via la création d'une émission podcast de journalisme musical. Cette étape sera complétée par une sortie au Paris Podcast festival.
La suite des interventions portera sur une pratique artistique liée à la Musique Assistée par Ordinateur (MAO) : création de jingles, intermèdes musicaux afin de réaliser l'habillage sonore de l'émission. Chaque

classe disposera de son propre podcast, qui servira de support de communication et de valorisation du projet auprès de l'ensemble des lycéens chellois.

Après la venue des élèves au spectacle L'enfer du net au Théâtre, le travail sur le temps de restitution final pourra démarrer, sous la forme d'une joute verbale sur fond d'improvisation musicale.
De grandes affirmations émergeront du travail préparatoire de sensibilisation et du retour des élèves en classe suite au spectacle L'enfer du net, telles que l'esprit critique des jeunes est aujourd'hui influencé par les machines, les algorithmes sont un formidable outil de construction du goût chez les jeunes.

Au fur et à mesure des séances de pratique, les élèves construiront une argumentation pour défendre un point de vue, une opinion. Chaque classe sera séparée en deux groupes, l'un au service du « vrai », l'autre au service du « faux ».
Le spectacle final prendra la forme d'un concours d'éloquence, appuyé dans son intensité par l'improvisation musicale assurée en live par les élèves de l'option musique du lycée Bachelard.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Les 4 lycées de Chelles (Ville rurbaine avec des QPV) :

Lycée LGT Gaston Bachelard
Lycée polyvalent Jehan de Chelles
Lycée professionnel Louis Lumière (situé en ZUS)
Lycée général privé Gasnier Guy - saint Bathilde

Le nombre d'heures d'ateliers de pratique artistique est de 24h par classe ainsi que 12h d'atelier spécifique pour l'option musique.

Localisation géographique :

- CHELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
INTERVENTION ARTISTIQUE (297h à 74,72€/h)	22 191,84	52,38%
DEFRAIEMENT INTERVENANTS	1 000,00	2,36%
SEPECTACLES PEDAGOGIQUES IN SITU ET SPECTACLES AUX CUIZINES	6 000,00	14,16%
BILLETTERIE (3 spectacles par élève, 100 élèves)	2 100,00	4,96%
RESTITUTION (pressage CD, création de vidéos)	1 000,00	2,36%
TRANSPORT ELEVES	800,00	1,89%
COMMUNICATION	200,00	0,47%
EMPLOI TECHNIQUE INTERMITTENT	600,00	1,42%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	8 473,16	20,00%
Total	42 365,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	25 000,00	59,01%
VILLE DE CHELLES (attribué)	8 682,50	20,49%
THEATRE DE CHELLES	8 682,50	20,49%
Total	42 365,00	100,00%

DOSSIER N° 19005197 - A la découverte des artistes et des propositions culturelles à "La Marge" construisons un parcours de rencontres et de pratiques artistiques à partager (ANNEE 2 CREAC 2019-2020)

Dispositif : Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC) (n° 00001086)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC)	35 459,00 € TTC	62,04 %	22 000,00 €
	Montant total de la subvention		22 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LES PRODUCTIONS DE LA MEZZANINE
Adresse administrative	:	37 AVENUE PIERRE POINT 77127 LIEUSAINT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame ST PHANIE LABRUGIERE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
THEATRE CHANT DANSE

Les productions de la Mezzanine présentent un projet d'actions d'éducation artistique et culturelle dont la réalisation s'étend sur trois ans et dont la deuxième année se décline comme suit :
Compte-tenu du bilan de la première année et des nouvelles dispositions liées à la réforme dans les lycées, les objectifs restent inchangés par rapport au thème de ce CREAC mais seront réarticulés en fonction des possibilités :

Les élèves continueront de fréquenter « La Marge » : phases de construction et de répétitions, découverte des métiers du spectacle, ouverture à des formes spectaculaires nouvelles pour les élèves (parcours de spectateurs), apprentissage par le travail de plateau et échange avec les autres propositions des classes.
La première année de mise en place de la réforme devrait impacter le rythme des ateliers éventuels sur les niveaux de Premières et Terminales.

Ces axes seront développés autour de la création d'un opéra, mêlant danse, marionnette et vidéo "ORPHEE ET EURYDICE" de Gluck (mise en scène Denis Chabroullet) et un cycle de spectacles et/ou d'ateliers courts autour de l'écologie (LES RECYCLES DU 7ème CONTINENT mise en scène Cécile

Maquet (autour du 7ème continent) et/ou « PAULE » cie « Les décintrés » (autour du réchauffement climatique)).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

3 lycées du 77, 2 à 3 classes/lycée :

Lycée polyvalent La Mare Carrée de Moissy Cramayel (zone rurale -périurbain du Grand Paris Sud, proche d'une zone politique de la ville)

Lycée polyvalent Joliot Curie de Dammarie les lys (lycée rural et sensible situé à proximité de deux zones prioritaires, objectif de rapprocher les filières professionnelles et générales du lycée)

Lycée polyvalent Sonia Delaunay de Cesson (zone rurale sur le sud du Grand paris Sud, objectif de rapprocher les filières professionnelles et générales du lycée)

En fonction de la nouvelle organisation liée à la réforme du lycée, environ 6h d'atelier par classe.

Localisation géographique :

- CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART (77-SEINE ET MARNE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
INTERVENTION ARTISTIQUE (170h à 80€/h TTC + 30h de préparation à 50€/h TTC + 1 répétition publique Orphée (15 intervenants à 174€ TTC)	17 665,00	49,82%
DEFRAIEMENT INTERVENANTS	1 000,00	2,82%
BILLETTERIE (400 places)	5 200,00	14,66%
FOURNITURE	300,00	0,85%
RESTITUTION DU PROJET (dont salaires techniciens et buffet)	2 640,00	7,45%
TRANSPORT DES ELEVES	800,00	2,26%
COMMNICATION	800,00	2,26%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	7 054,00	19,89%
Total	35 459,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	22 000,00	62,04%
DEPARTEMENT SEINE ET MARNE (en cours)	2 000,00	5,64%
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE (en cours)	3 500,00	9,87%
VILLE DE LIEUSAINT (attribué)	4 000,00	11,28%
COHESION SOCIALE	1 500,00	4,23%
RECETTES PROPRES PRODUCTIONS DE LA MEZZANINE	2 459,00	6,93%
Total	35 459,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-289

DOSSIER N° 19005223 - ÉLOQU'EN SCÈNE (ANNEE 2 CREAC 2019-2020)

Dispositif : Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC) (n° 00001086)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC)	75 799,00 € HT	32,98 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE DE SENART
Adresse administrative : 9 A 11 ALLEE DE LA FETE
77127 LIEUSAINT
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur JEAN-MICHEL PUIFFE, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : ÉLOQU'EN SCÈNE Demande de soutien à la région pour ce projet d'éducation artistique et culturelle inter-lycées professionnels et inter-académique, coordonné par le Théâtre-Sénart, Scène nationale.

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

THEATRE, DANSE, ELOQUENCE ORAL

Le Théâtre-Sénart présente un projet d'actions d'éducation artistique et culturelle dont la réalisation s'étend sur trois ans et dont la deuxième année se décline comme suit :

Le projet poursuit l'objectif de sensibiliser les élèves de 5 lycées professionnels aux arts vivants en facilitant leur accès à l'offre culturelle du territoire par la fréquentation régulière d'une scène nationale et de leur permettre de participer à de nombreux ateliers de pratiques artistiques à travers l'univers de différents artistes.

Le projet continuera de s'articuler autour de plusieurs temps forts :

1. Les élèves bénéficieront d'ateliers de pratique théâtrale, axés sur un travail d'écoute, de disponibilité,

d’engagement.
2. Des temps d’échanges et de dialogues leur seront également proposés autour de thèmes d’actualités afin de confronter les points de vue, d’affirmer ses convictions.
3. Une rencontre sera consacrée à l’initiation et à la découverte de la danse contemporaine. Les artistes proposeront aux élèves un atelier où chacun, à son niveau et à son rythme, pourra engager son corps dans des improvisations dansées et découvrir ce que signifie aller au bout d’un geste, d’une intention, d’une envie.
4. Le dernier temps rassemblera tous les participants, au cours d’une ou deux journées, pour une restitution au Théâtre-Sénart, avec les classes qui auront travaillées sur le projet, ainsi que tous les intervenants artistiques engagés dans cette aventure.

Cette action sensibilisera l’ensemble des établissements scolaires à travers notamment des parcours de spectateurs qui pourraient concerner d’autres élèves au sein des lycées et les restitutions. Par ailleurs, les enseignants du professionnel seront intégrés au projet. En effet, dans le cadre des cours, différentes réalisations au service du projet pourront se faire avec leur concours : documents administratifs, communication interne/externe mais également des propositions d’ateliers aux techniciens d'usinage (autre filière pro du lycée) ou encore d'ateliers ouverts à d'autres élèves, mais aussi à des enseignants qui n'ont pas la classe.
Sera également pensée une trace pour le projet avec la réalisation d’un film-documentaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
6 lycées, 2 classes/lycée :

Préconisation d'augmenter sur les 2 années le nombre de classes dans les lycées qui n'impliquent qu'une seule classe.

Lycée professionnel ANTONIN CAREME 77 SAVIGNY-LE-TEMPLE
Lycée professionnel JACQUES PREVERT 77 COMBS-LA-VILLE
Lycée polyvalent LEONARD DE VINCI 77 MELUN (quartier politique de la ville)
Lycée professionnel NADAR 91 DRAVEIL
Lycée polyvalent ROBERT DOISNEAU 91 CORBEIL-ESSONNES (quartier politique de la ville)
Retrait du lycée polyvalent Joliot-Curie de Dammarie les Lys et remplacement par le lycée polyvalent MARIE LAURENCIN 91 MENNECY (à confirmer)

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
INTERVENTION ARTISTIQUE (340h à 76€/h TTC)	25 840,00	34,09%
DEFRAIEMENT DES INTERVENANTS	4 859,00	6,41%
BILLETTERIE (4 spectacles/ élèves, 160 élèves)	6 400,00	8,44%
FOURNITURE	1 200,00	1,58%
RESTITUTION (technique, location ...)	3 500,00	4,62%
TRANSPORT ELEVES (8 classes, 32 A/R)	16 000,00	21,11%
COMMUNICATION	1 500,00	1,98%
CREATION D'OUTILS : plateforme numérique ressources	2 300,00	3,03%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	14 200,00	18,73%
Total	75 799,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	25 000,00	32,98%
DRAC IDF (attribué)	25 000,00	32,98%
Agglomération Grand Paris Sud (attribué)	25 799,00	34,04%
Total	75 799,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-289

DOSSIER N° 19005226 - UN MONDE A SOI. Passer par la scène et trouver son chemin (ANNEE 2 CREAC 2019-2020)

Dispositif : Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC) (n° 00001086)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC)	41 594,00 € TTC	60,10 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COLLECTIF 12
Adresse administrative : 174 BD DU MARECHAL JUIN
78200 MANTES-LA-JOLIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Edith RAPPOPORT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
THEATRE - LECTURE-ECRITURE, ARTS NUMERIQUES, DANSE - ARTS PLASTIQUES ET CREATION SONORE

Le Collectif 12 présente un projet d'actions d'éducation artistique et culturelle dont la réalisation s'étend sur trois ans et dont la deuxième année se décline comme suit :

Le projet proposé dans le cadre du CREAC pour la saison 2019/2020, a été composé en collaboration avec des artistes et des compagnies impliquées au collectif 12 (créations en cours ou à venir) et souhaitant partager leurs questionnements issues de leur pratique et de leur processus de création. Trois équipes et un binôme d'artistes indépendants interviendront dans les quatre lycées partenaires. Deux compagnies poursuivront le travail mené en 2018/2019 (la cie Nova et le Théâtre variable N°2). De nouvelles disciplines artistiques telles la création sonore et les arts plastiques seront proposées aux élèves du lycée Rostand. L'ensemble de ces équipes aborderont dans une diversité de point de vue, des questions qui traversent et façonnent notre époque (la décolonisation, le rapport au travail, les mouvement sociaux et leur histoire, les peurs du siècle...). Ils dessineront d'ateliers en sorties culturelles (au Collectif 12) et de petites formes itinérantes (dans les lycées) en créations théâtrales une histoire vivante de notre monde et donneront aux lycéens des outils de compréhension et d'appréhension de notre société.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
4 lycées du 78, 3 classes par lycée :

- 2 lycées de Mantes la Jolie accueillant des élèves issus des QPV de la ville et de territoires péri-urbains alentours. Volonté d'élargir l'action aux élèves qui ne suivent pas de cursus artistique (options) :
Le lycée polyvalent Jean Rostand de Mantes la Jolie
Le lycée LGT Saint Exupéry de Mantes la Jolie

- 2 lycées en zone péri-urbaine en recherche de désenclavement. Elèves issus de territoires péri-urbains dépourvus d'offre culturelle :
Lycée polyvalent Condorcet 78 Limay
Lycée polyvalent Lavoisier 78 Porcheville

Localisation géographique :
- COMMUNAUTE URBAINE GRAND PARIS SEINE ET OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
INTERVENTION ARTISTIQUE (372h à 62€/h TTC)	23 064,00	55,45%
DEFRAIEMENT INTERVENANTS	2 000,00	4,81%
BILLETTERIE (2 spectacles/ élèves, 200 élèves)	1 200,00	2,89%
FOURNITURE	1 200,00	2,89%
TRANSPORT DES ELEVES	900,00	2,16%
SPECTACLES EN LYCEE	6 400,00	15,39%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	6 180,00	14,86%
AUTRES (intervenant extérieurs, location film)	650,00	1,56%
Total	41 594,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	25 000,00	60,10%
DRAC IDF (attribué)	5 760,00	13,85%
EDUCATION NATIONALE (en cours)	850,00	2,04%
DEPARTEMENT DES YVELINES (en cours)	3 000,00	7,21%
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GRAND PARIS SEINE ET OISE (en cours)	3 850,00	9,26%
VILLE DE MANTES LA JOLIE (attribué)	3 134,00	7,53%
Total	41 594,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-289

DOSSIER N° 19005227 - L'ENVERS DU DECOR (ANNEE 2 CREAC 2019-2020)

Dispositif : Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC) (n° 00001086)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC)	28 628,00 € TTC	62,88 %	18 000,00 €
	Montant total de la subvention		18 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ELANCOURT
Adresse administrative : PLACE DU GENERAL DE GAULLE
78990 ELANCOURT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Michel FOURGOUS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : L'ENVERS DU DECOR: projet s'articulant autour de la résidence d'implantation de la compagnie les Dramaticules et permettant un partenariat avec un CFA et deux lycées.

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
THEATRE
La structure culturelle présente un projet d'actions d'éducation artistique et culturelle dont la réalisation s'étend sur trois ans et dont la deuxième année se décline comme suit :
Le Prisme et une des compagnies qu'elle accueille en résidence pendant 3 ans, la Compagnie des Dramaticules poursuivront leur travail avec deux lycées et un CFA de proximité : un parcours théâtral pour découvrir les arcanes de la création artistique qui s'appuie sur une mise en circulation des élèves et apprentis entre établissements et théâtre.
Pour chaque établissement les intervenants seront les mêmes sur les trois ans de manière à favoriser les rencontres et échanges entre les élèves et les équipes artistiques.
Le parcours se déclinera entre des temps au sein des établissements et des temps au théâtre :
Les équipes artistiques investiront les établissements en menant des ateliers de pratique artistique, en organisant des représentations en petite forme « Affabulations » ou en créant au sein des établissements des lectures-spectacles. Ces dernières donneront lieu à des répétitions publiques sur une journée au sein des établissements puis seront jouées au théâtre devant les classes impliquées et les familles.
Les élèves et apprentis se rendront également au Prisme pour y assister à des petites formes de la compagnie programmés au Prisme et à la Ferme du Mousseau ainsi qu'à d'autres spectacles. Ils seront

accueillis par l'équipe technique et administrative pour une visite du théâtre.
Le projet donnera lieu à la tenue d'un journal de bord par classe impliquée. Sous forme de compilation des participations, le journal permettra la production de matière textuelle ou visuelle et associera des enseignants de différentes disciplines.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
3 établissements du 78 dont 2 lycées et 1 CFA, 2 classes par établissement :

CFA/AFFIDA 78 La Verrière
Lycée LGT Des 7 Mares 78 Maurepas
Lycée polyvalent D'Umont D'Urville 78 Maurepas

6h d'atelier par demi-classe.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
INTERVENTION ARTISTIQUE (72h à 113,82€/h TTC)	8 195,00	28,63%
DEFRAIEMENT INTERVENANTS	1 183,00	4,13%
BILLETTERIE (3 spectacles/ élèves)	3 240,00	11,32%
CREATION ET REPRESENTATION D'UNE LECTURE-SPECTACLE EN LYCEE (1/lycée)	9 498,00	33,18%
REPRESENTATIONS EN LYCEE ("AFFABULATIONS")	3 266,00	11,41%
REPRESENTATIONS AU PRISME	3 246,00	11,34%
Total	28 628,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	18 000,00	62,88%
RECETTES PROPRES LE PRISME	10 628,00	37,12%
Total	28 628,00	100,00%

DOSSIER N° 19005230 - PORTRAITS DE FEMMES (titre provisoire) (ANNEE 2 CREAC 2019 2020 "FICTIONS RADIOPHONIQUES : 8 HISTOIRES LYCÉENNES INSPIRÉES DU ROMAN RÉPARER LES VIVANTS DE MAYLIS DE KERANGAL")

Dispositif : Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC) (n° 00001086)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC)	52 000,00 € TTC	57,69 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	THEATRE DE SARTROUVILLE
Adresse administrative	:	PL JACQUES BREL 78500 SARTROUVILLE CEDEX
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur SYLVAIN MAURICE, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : PORTRAITS DE FEMMES (titre provisoire qui sera soumis à l'imagination des élèves)

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
THEATRE - LIVRE LECTURE ECRITURE
La structure culturelle présente un projet d'actions d'éducation artistique et culturelle dont la réalisation s'étend sur trois ans et dont la deuxième année se décline comme suit :
Les élèves poursuivront le travail d'écriture et d'adaptation de textes amorcée en année 1, afin d'écrire puis mettre en musique, et enfin en espace, des poèmes/slams.
En lien avec la programmation du théâtre de Sartrouville pour la saison 19-20, qui comprendra une mise en scène du Penthésilée de Kleist par Sylvain Maurice et de Bérénice de Racine par Célie Pauthe, la thématique sera celle des figures féminines dans leur rapport au désir, aux combats, aux contraintes sociales…. les élèves seront ainsi engagés tout au long de l'année dans un travail qui leur fera rencontrer des autrices, des musiciennes et des metteures en scène.
Les ateliers de pratique (34h/classe) les conduiront à écrire et adapter des textes, découvrir et expérimenter le travail de plateau (appréhension de l'espace scénique, travail du corps et de la voix, de la présence, etc.) puis à mettre en espace et en jeu les textes qu'ils auront écrits. La restitution scénique des ateliers sera présentée dans le cadre des scènes ouvertes en fin de saison au théâtre de Sartrouville.
Les élèves suivront un parcours d'au moins 3 spectacles. Ils viendront à la rencontre des œuvres au

théâtre, mais il est également prévu de faire tourner une petite forme artistique au sein des établissements scolaires.
Les équipes éducatives seront encouragées à faire rayonner le projet dans leur établissement en impliquant leurs collègues et les autres élèves (diffusion sites internet, venue aux restitutions…). Ils seront encouragés à tisser des liens entre les différentes disciplines.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

4 lycées du 78 et 95, 2 classes/établissement :

Le LGT Evariste Galois de Sartrouville (78)
Le lycée polyvalent Jules Verne de Sartrouville (78)
Le LGT Le Corbusier de Poissy (78)
Le lycée polyvalent G. Braque d'Argenteuil (95)

34h d'atelier par classe.

Localisation géographique :
- YVELINES
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
INTERVENTION ARTISTIQUE (328h à 56,10€/h)	18 400,00	35,38%
DEFRAIEMENT INTERVENANTS	1 364,00	2,62%
FOURNITURE	2 324,00	4,47%
RESTITUTION DU PROJET	5 100,00	9,81%
ACHAT DE SPECTACLE (tournée en lycée)	3 000,00	5,77%
BILLETTERIE (places de spectacle)	5 877,00	11,30%
TRANSPORT ELEVES	4 200,00	8,08%
COMMUNICATION	1 335,00	2,57%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	10 400,00	20,00%
Total	52 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	30 000,00	57,69%
PARTENAIRE PRIVE	7 977,00	15,34%
RECETTES PROPRES THEATRE DE SARTROUVILLE	14 023,00	26,97%
Total	52 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-289

DOSSIER N° 19005240 - ALTER-EGAUX A la rencontre de soi, des autres, des oeuvres (ANNEE 2 CREAC 2019-2020)

Dispositif : Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC) (n° 00001086)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC)	57 148,00 € HT	69,99 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE ST QUENTIN YVELINES
Adresse administrative : PL GEORGES POMPIDOU BP 317
78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ALAIN OUVRARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : S'inscrire avec 4 lycées/CFA partenaires dans un plan d'EAC sur 3 ans, en s'appuyant sur 20 ans de savoir-faire et une capacité à innover et à travailler à grande échelle (territoire et projets)

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
THEATRE MUSIQUE, DANSE, LIVRE-LECTURE-ECRITURE - CINEMA-AUDIOVISUEL - CULTURE SCIENTIFIQUE

Le théâtre de Saint Quentin en Yvelines présente un projet d'actions d'éducation artistique et culturelle dont la réalisation s'étend sur trois ans et dont la deuxième année se décline comme suit :
En 2019-2020, 720 lycéens et apprentis de 4 lycées et CFA des Yvelines prendront part à une action du projet Alter-égaux, à la rencontre des autres, des œuvres, de soi. Deux parcours différents sont développés : le parcours de sensibilisation, socle commun aux 4 établissements partenaires et le parcours de pratique artistique et de rencontre, socle sur mesure construit avec chacune des équipes pédagogiques et adapté aux élèves et à leurs formations.
Le parcours de sensibilisation est concentré autour de la tournée dans les établissements du spectacle Andy's gone 2, de la compagnie Adesso e Sempre. Les répétitions du spectacle précédant sa création seront ouvertes aux élèves. Les 8 représentations seront suivies d'une rencontre avec les artistes et d'un atelier de pratique avec le metteur en scène Julien Bouffier. Les 480 élèves concernés assisteront également à un spectacle au Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines, Scène nationale.

Le parcours de pratique artistique et de rencontre permettra à 240 élèves (soit 2 classes par établissement) d'expérimenter un cycle d'ateliers de pratique aux côtés d'artistes programmés au TSQY, en cirque, chant, photographie, opéra, vidéo, théâtre, danse hip hop. Leurs travaux feront l'objet d'une grande restitution collective au Théâtre. Ces mêmes élèves découvriront l'envers du décor lors d'une visite technique du Théâtre et assisteront à 3 ou 4 spectacles préparés et travaillés en classe.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
4 lycées du 78 dont 3 lycées/CFA, 6 classes par établissement :

Le lycée / CFA de l'hôtellerie de Guyancourt

Le lycée professionnel / CFA agent polyvalent de sécurité Louis Blériot de Trappes (en QPV)

Le lycée LGT Jean Vilar de Plaisir (limitrophe QPV)

Le lycée polyvalent / CFA Jules Ferry de Versailles

15 à 20h d'atelier de pratique artistique par classe, pour 2 classes par établissement.

Localisation géographique :
- CA SAINT QUENTIN EN YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
INTERVENTION ARTISTIQUE (202h à 75€/h)	15 150,00	26,51%
DEFRAIEMENT INTERVENANTS	5 332,00	9,33%
BILLETTERIE	9 600,00	16,80%
FOURNITURE	850,00	1,49%
RESTITUTION DU PROJET	2 376,00	4,16%
COMMUNICATION	500,00	0,87%
SPECTACLES ITINERANTS DANS LES LYCEES	11 910,00	20,84%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	11 430,00	20,00%
Total	57 148,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	40 000,00	69,99%
RECETTES PROPRES TSQY	17 148,00	30,01%
Total	57 148,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-289

DOSSIER N° 19005244 - Ce qui nous lie... Qu'est-ce qu'on fabrique ensemble (ANNEE 2 CREAC 2019-2020)

Dispositif : Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC) (n° 00001086)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC)	52 500,00 € TTC	38,10 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION SIANA
Adresse administrative : 1 SQUARE DE LA RESISTANCE
91000 EVRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Hervé PERARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
ARTS PLASTIQUES ARTS NUMERIQUES

Siana présente un projet d'actions d'éducation artistique et culturelle dont la réalisation s'étend sur trois ans et dont la deuxième année se décline comme suit :

Le projet est monté en collaboration entre Siana et l'atelier Canopé Essonne qui propose de faire découvrir l'univers du numérique et des nouvelles technologies au travers d'ateliers pédagogiques, de visites d'exposition, de rencontre avec des artistes, sur des thématiques en lien avec la formation des élèves de 3 lycées professionnels et CFA. Les trois thèmes qui serviront de base à la réflexion et aux créations sont le jeu vidéo, les cartographies, les objets connectés.

Chaque établissement accueillera une production artistique et les classes impliquées valoriseront ces créations auprès des autres classes de l'établissement. Une classe par établissement minimum sera ensuite invitée à participer à un atelier de création avec une équipe d'artistes faisant partie du catalogue de Siana. Les réalisations des élèves seront ensuite exposées dans leur établissement, avec leur participation.

Les autres classes seront formées par Canopé 91 à l'utilisation de médias comme la vidéo, la

photographie, ou bien la web radio, de façon à produire du contenu sur une plateforme commune en ligne, et ainsi partager l'information entre les lycées. Le projet pourrait ainsi se clôturer sur des expositions communes, ou bien une diffusion des créations des élèves dans les autres lycées partenaires.

A l'issue de la 2e année l'objectif est d'amener les élèves et apprentis à créer du contenu suffisant pour commencer à partager les informations entre les établissements. Ainsi, est visée la création d'au moins une micro exposition basée sur les travaux des élèves en atelier artistique comme en atelier avec Canopé. La diffusion des créations et des temps de mise en commun sont envisagés, tout en amorçant de nouveaux cycles de création qui seront finalisés en année 3.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
2 lycées et un CFA universitaire du 77 et 91, 2 à 3 classes/établissement :

Lycée professionnel J. Prévert de Combs la Ville (spécialisé dans les systèmes numériques)

Lycée professionnel Auguste Perret d'Evry

Le CFA Evry Val d'Essonne

Une dizaine d'heures d'atelier par classe.

Localisation géographique :
- CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART (91-ESSONNE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
INTERVENTION ARTISTIQUE (180h à 100€/h TTC; parfois 2 intervenants)	18 000,00	34,29%
DEFRAIEMENT INTERVENANTS	2 000,00	3,81%
BILLETTERIE	700,00	1,33%
FOURNITURE	500,00	0,95%
RESTITUTION DU PROJET	3 600,00	6,86%
TRANSPORT DES ELEVES	1 400,00	2,67%
COMMUNICATION	500,00	0,95%
DEPLOIEMENT D'OUTILS PEDAGOGIQUES INNOVANTS (Hackaton, webzine, formation outils numériques)	16 000,00	30,48%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	9 800,00	18,67%
Total	52 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE - CREAC	20 000,00	38,10%
Fabriques Arts visuels	15 000,00	28,57%
CANOPE - EDUCATION NATIONALE (attribué)	2 500,00	4,76%
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GRAND PARIS SUD (attribué)	10 000,00	19,05%
RECETTTES PROPRES SIANA	5 000,00	9,52%
Total	52 500,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-289

DOSSIER N° 19005245 - LE GESTE A LA PAROLE (ANNEE 2 CREAC 2019-2020)

Dispositif : Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC) (n° 00001086)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC)	52 000,00 € TTC	57,69 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION
Adresse administrative : 1 PLACE SAINT EXUPERY 91700 SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur ERIC BRAIVE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : LE GESTE A LA PAROLE Apprendre à dire, s'ingénier à faire, donner à voir / Danse, écriture, architecture, théâtre, arts numériques / 3 lycées, 12 classes, 2 territoires (Coeur d'Essonne, Etampois)

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
THEATRE - DANSE - ECRITURE, ART NUMERIQUE, ARCHITECTURE

Le théâtre de Brétigny présente un projet d'actions d'éducation artistique et culturelle dont la réalisation s'étend sur trois ans et dont la deuxième année se décline comme suit :
Les élèves des trois lycées partenaires travailleront plus particulièrement la thématique du geste et de l'engagement avec deux compagnies (la cie Théâtre du Menteur et la cie des Prairies) : La question de l'engagement de la jeunesse d'aujourd'hui (sous de nouvelles formes de solidarité et de citoyenneté visant la proximité et l'utilité sociale immédiate) sera explorée à travers un parcours artistique pluridisciplinaire.
Au total 20 classes suivront un parcours d'éducation artistique et culturelle autour d'ateliers d'écriture, d'oralité, de théâtre, de danse et de la vidéo, d'un parcours culturel composé de visites techniques et architecturales, de découverte des métiers du spectacle vivant, d'un parcours de spectacles de la saison 2019-2020 au théâtre Brétigny et d'ateliers du regard (travail sur le regard critique de spectacles et d'expositions).

Un site Internet dédié au projet servira de socle commun aux productions et rencontres réalisées (publication des textes, photos d'ateliers, enregistrements sonores, making-off vidéo, critiques de spectacles etc.). Enfin, une restitution sera réalisée dans les 3 lycées partenaires et/ou au théâtre sous forme d'installation multimédia et de performances : les textes écrits au fil des ateliers et les productions chorégraphiques et plastiques créées serviront de matière première aux capsules sonores et visuelles enregistrées. A la manière d'un mécano, les pièces de ce puzzle multimédia seront assemblées en créant une installation accessible aux publics où seront diffusées toutes les capsules sonores et visuelles. Tous les élèves participants seront également invités à participer à cette restitution vivante, sous forme de performances, accueil du public, etc. Cette installation pourra être itinérante et circulera dans les lycées ainsi que dans tous les lieux qui souhaiteront l'accueillir.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
3 lycées du 91 très bon rayonnement au sein des lycées, (de 3 à 12 classes/lycée) :

Le lycée polyvalent JP Timbaud de Brétigny sur Orge

Le lycée polyvalent Geoffroy de Saint Hilaire d'Etampes

Le lycée LGT Edmond Michelet d'Arpajon

12 à 20h d'ateliers de pratique artistique par classe, selon les projets des classes.

Localisation géographique :
- CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
INTERVENTION ARTISTIQUE (326,5h à 80€/h)	26 120,00	50,23%
DEFRAIEMENT INTERVENANTS	6 890,00	13,25%
BILLETTERIE THEATRE ET VISITES	3 960,00	7,62%
FOURNITURE	420,00	0,81%
RESTITUTION DU PROJET	1 500,00	2,88%
TRANSPORT DES ELEVES	1 210,00	2,33%
DEPLOIEMENT OUTILS (gestion du site internet et abonnements)	1 500,00	2,88%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	10 400,00	20,00%
Total	52 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	30 000,00	57,69%
AGGLOMERATION COEUR D'ESSONNE (en cours)	22 000,00	42,31%
Total	52 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-289

DOSSIER N° 19005247 - Evry, Bondoufle, Courcouronnes - Des projets artistiques avec et pour les lycéennes et lycéens (ANNEE 2 CREAC 2019-2020)

Dispositif : Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC) (n° 00001086)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC)	61 232,00 € HT	52,26 %	32 000,00 €
	Montant total de la subvention		32 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	THEATRE L'AGORA SCENE NALE EVRY ESSONNE
Adresse administrative	:	110 PL DE L'AGORA 91000 EVRY CEDEX
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur PATRICK CURMI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Intitulé du projet : Evry, Bondoufle, Courcouronnes - Des projets artistiques avec et pour les lycéennes et lycéens.

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
MUSIQUE, DANSE THEATRE, MARIONNETTES, CIRQUE, ARTS DE LA RUE (SPECTACLE VIVANT PLURIDISCIPLINAIRE) - ARTS PLASTIQUES

Le théâtre de l'Agora présente un projet d'actions d'éducation artistique et culturelle dont la réalisation s'étend sur trois ans et dont la deuxième année se décline comme suit :

Les projets artistiques amorcés dans 4 lycées de proximité seront poursuivis. Chaque lycée travaillera sur des projets artistiques différents, accompagnés par un artiste programmé au théâtre, en lien avec sa création : poursuite du projet de marionnette avec écriture d'un texte qui sera mis en scène avec les muppets réalisées, poursuite de la thématique autour des Arts de / dans la rue, avec le groupe Alis qui va prendre le relais du travail ouvert par Joanne Leighton, en proposant une initiation à la Poésie à 2 mi-mots, pratique consistant à dévoiler les mots qui se cachent dans d'autres mots, selon des procédés graphiques spécifiques et permettant d'interroger la construction du langage, sur l'écriture et la lecture, travail sur la métamorphose.

Après une première année consacrée à la colère et aux discriminations, à partir du poème de Paul Valet « Je dis non », la seconde année poursuivra une progression dans les différentes étapes de la colère amenant à construire un discours qui aboutira à une performance collective à travers le théâtre choral , ou encore un travail autour de la notion de « Mythes et héros » qui donnera lieu à de la pratique théâtrale et des pratiques avec un chanteur lyrique et une danseuse afin de mettre en jeu la voix et le corps dans l'espace.

Quel que soit le projet, les élèves seront amenés à rencontrer des artistes de différentes disciplines, des techniciens, de voir leurs œuvres dans le cadre d'un parcours spectateur, de découvrir des métiers de la scène…

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
4 lycées du Grand Paris Sud, entre 2 et 3 classes par lycée :

Le lycée polyvalent François Truffaut de Bondoufle (zone pavillonnaire rurale)
Le lycée professionnel C. Baudelaire d'Evry
Le lycée professionnel Auguste Perret d'Evry
Le lycée polyvalent G. Brassens de Courcouronnes (lycée en QPV accueillant des collégiens de REP+)

Localisation géographique :

- CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART (91-ESSONNE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	37 088,00	60,57%
Défraiement des intervenants	7 828,00	12,78%
Billetterie	3 500,00	5,72%
Restitution	1 600,00	2,61%
Communication	200,00	0,33%
Conception d'outils pédagogiques	2 716,00	4,44%
Dépenses de fonctionnement	8 300,00	13,56%
Total	61 232,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	32 000,00	52,26%
Rectorat-DAAC (PACTE) (en cours)	6 000,00	9,80%
Recettes propres	23 232,00	37,94%
Total	61 232,00	100,00%

DOSSIER N° 19005252 - Décrypter la société contemporaine par l'expérience théâtrale - questionner le rôle social des hommes et des femmes dans la société contemporaine (ANNEE 2 CREAC 2019-2020)

Dispositif : Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC) (n° 00001086)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC)	19 800,00 € TTC	50,51 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LES HELIADES
Adresse administrative	:	87 RUE FELIX FAURE 92700 COLOMBES
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame FRANCOISE CARRE-BERNARD, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Développer un projet artistique et culturel sur 3 ans entre le théâtre Le Hublot et des lycées du territoire de la boucle nord des Hauts-de-Seine.

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
THEATRE LIVRE LECTURE ECRITURE

Le théâtre du Hublot présente un projet d'actions d'éducation artistique et culturelle dont la réalisation s'étend sur trois ans et dont la deuxième année se décline comme suit :

Co-construit avec 3 lycées de Colombes, La Garenne-Colombes et Gennevilliers, le projet consistera à travailler au décryptage de la société contemporaine en s'interrogeant sur les enjeux de l'expression et en s'appuyant sur plusieurs outils : la pratique artistique, la rencontre avec des œuvres de répertoire théâtral contemporain et des artistes en résidence en théâtre Le Hublot et leur mise en débat.
Avec chaque classe impliquée dans le projet un parcours spécifique sera construit par une équipe artistique et des enseignants. Ce parcours s'appuiera sur un spectacle vu au Hublot et les thématiques qu'il explore. Le travail de mise en débat et d'approfondissement de ces thèmes sera poursuivi lors des ateliers de pratique artistique. Ceux-ci intègreront un travail théâtral mais pourront aussi faire appel à d'autres disciplines artistiques (photographie, écriture, lecture, vidéo…).

La rencontre avec les artistes et les œuvres du répertoire théâtral contemporain sera au cœur du projet : chaque spectacle vu au Hublot sera précédé d'une rencontre avec les artistes pour expliquer la démarche artistique et le processus de construction du spectacle, et sera suivi d'un débat thématique en bord plateau avec la compagnie. Un travail thématique plus approfondi sera mené en classe avec les enseignants avant et/ou après le spectacle.
Un travail de découverte des métiers du théâtre et de rencontre avec l'équipe du Hublot pourra également être mené avec les classes des lycées Galilée et La Tournelle.
L'enjeu de ce projet sera d'engager des élèves fortement entravés dans une dynamique participative et créative.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Projet dans la boucle nord des Hauts de Seine, avec 3 lycées polyvalents situés entre des zones prioritaires violence et accueillant des élèves issus de ces quartiers.

3 lycées de la boucle nord du 92, 2 à 3 classes par lycée :

Lycée professionnel Anatole France - Colombes
Lycée professionnel La Tournelle - La Garenne-Colombes
Lycée général et technologique Galilée - Gennevilliers

10h, 16h ou 20h (10h par demi-classe) d'atelier de pratique artistique par classe selon les lycées.

Localisation géographique :
- BOUCLE NORD DE SEINE (EPT5 / 92-HAUTS DE SEINE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
INTERVENTION ARTISTIQUE (123h à 80€/h + travail photo 4h à 50€/h + présentation métiers 1h à 30€/h)	10 070,00	50,86%
DEFRAIEMENT INTERVENANT	313,00	1,58%
BILLETTERIE 2 spectacles	1 680,00	8,48%
FOURNITURE	520,00	2,63%
RESTITUTION DU PROJET	1 104,00	5,58%
TRANSPORT DES ELEVES	353,00	1,78%
FORMES COURTES THEATRALES EN LYCEE (2)	1 800,00	9,09%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	3 960,00	20,00%
Total	19 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	10 000,00	50,51%
DRAC IDF (en cours)	9 800,00	49,49%
Total	19 800,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-289

DOSSIER N° 19005261 - DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE A LA CREATION CONTEMPORAINE (ANNEE 2 CREAC 2019-2020)

Dispositif : Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC) (n° 00001086)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC)	35 500,00 € HT	56,34 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NANTERRE AMANDIERS
Adresse administrative : 7 AVENUE PABLO PICASSO
92022 NANTERRE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur PHILIPPE QUESNE, DIRECTEUR

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : « DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE A LA CREATION CONTEMPORAINE » CREAC avec le Lycée Joliot Curie (Nanterre 92), le Lycée Anatole France (Colombes 92) et le Lycée la Tournelle (La Garenne-Colombes 92)

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
THEATRE ARTS PLASTIQUES, ARTS NUMERIQUES, DANSE

La structure culturelle présente un projet d'actions d'éducation artistique et culturelle dont la réalisation s'étend sur trois ans et dont la deuxième année se décline comme suit :

Seront poursuivis les trois axes du CREAC autour de l'élève spectateur, l'élève en situation de création et l'élève en immersion professionnelle :
1/ L'élève spectateur : les élèves des classes référentes pourront assister à 2 ou 3 représentations sur la saison au CDN Nanterre Amandiers.
Des rencontres seront organisées tout au long de la saison avec les artistes afin de comprendre le processus de création et d'enrichir la compréhension et la réflexion des élèves autour des spectacles.
L'équipe des relations avec les publics proposera des temps de médiation permettant d'aiguiser le sens critique et esthétique des élèves. En amont ou en aval des spectacles, ces temps construiront des échanges autour d'images d'œuvres théâtrales contemporaines.

2/ L'élève en situation de création : Un volume de 10 à 20h (par demi-groupe ou classe entière) sera consacré à la pratique théâtrale avec un.e artiste du théâtre Nanterre Amandiers. A travers la découverte de cette pratique artistique, il s'agit d'initier chaque élève à l'expression du corps, au travail de la voix et à travailler sur l'opinion de soi et des autres. La thématique des ateliers de pratique se définira en écho avec le parcours de spectacles sélectionné et les thématiques abordées dans les programmes scolaires.

3/ L'élève en immersion professionnelle : Un volume de 8 à 10h sera consacré à la découverte des nombreux métiers présents dans un Centre Dramatique National, en lien avec le parcours professionnel de chaque élève (visite du théâtre, rencontre avec des professionnels de leur secteur, réalisation « d'enquêtes métiers », reportage sur les coulisses, etc…). Ces parcours se construiront avec les enseignants référents en regard des sorties culturelles et permettront aux élèves de rencontrer différents professionnels du spectacle vivant ; ils seront élaborés en fonction du programme artistique proposé.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Rayonnement local avec 3 lycées polyvalents du 92, filières professionnelles :

Lycée polyvalent Joliot Curie - Nanterre 92 (extension de l'EAC aux filières professionnelles qui ont rejoint le lycée à la rentrée dans le cadre de la fusion avec le lycée Paul Langevin et ainsi équilibre avec les options théâtre du lycée Joliot-Curie)
Lycée polyvalent Anatole France - Colombes
Lycée professionnel La Tournelle - La Garenne-Colombes

10h à 20h d'atelier de pratique artistique par classe(en demi-groupe ou classe entière).

Evolution du projet en 2ème année :
- renforcer la présence artistique au sein de chaque établissement. Proposer plus d'heures d'interventions artistique, afin d'ancrer ce projet dans une dynamique globale rayonnant sur tout l'établissement et amorcer les premiers temps inter-établissements. Les trois équipes artistiques intervenantes qui se sont rencontrées en début d'année, seront donc amenées à travailler plus en collaboration la saison prochaine.
- proposer aux équipes pédagogiques des différents établissements de se rencontrer, afin de partager leurs retours d'expériences et leurs manières d'intégrer le projet aux enseignements. Ces temps de travail communs pourront permettre d'imaginer des rencontres entre les élèves des différents lycées, pour un échange professionnel et/ou artistique.
- proposer un parcours découverte s'appuyant sur une immersion professionnelle (découverte des métiers et spécificités du domaine culturel en lien avec la filière, rencontre des professionnels) à au moins une classe d'une autre filière que les classes déjà sur le parcours afin de rayonner sur l'ensemble de l'établissement scolaire.
- une attention particulière sera portée sur les horaires (certains élèves habitant trop loin de leur établissement et donc du théâtre pour pouvoir assister aux spectacles du soir)
- Seront sollicités des volontaires d'autres classes (ayant été en projet sur cette première année, mais ne l'étant pas sur la deuxième année) pour les sorties spectacle, afin de s'appuyer sur ces « ambassadeurs » pour créer une émulation au sein des établissements.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
INTERVENTION ARTISTIQUE (160h à 78,5€/h)	12 560,00	35,38%
DEFRAIEMENT DES INTERVENANTS	1 200,00	3,38%
BILLETTERIE (spectacles)	7 500,00	21,13%
FOURNITURE	1 140,00	3,21%
RESTITUTION DU PROJET (fourniture, matériels, intermittents)	3 000,00	8,45%
TRANSPORT DES ELEVES	2 000,00	5,63%
COMMUNICATION	1 000,00	2,82%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	7 100,00	20,00%
Total	35 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	20 000,00	56,34%
RECETTES PROPRES THEATRE DES AMANDIERS	15 500,00	43,66%
Total	35 500,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-289

DOSSIER N° 19005262 - RéCréaCirque (ANNEE 2 CREAC 2019-2020)

Dispositif : Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC) (n° 00001086)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC)	50 225,00 € HT	69,69 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE FIRMIN GEMIER THEATRE DE LA PISCINE
Adresse administrative : 254 AV DE LA DIVISION LECLERC
92290 CHATENAY-MALABRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Anne-Françoise TIXIER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réCréaCirque-Projet CREAC

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
CIRQUE ART DE LA RUE

La structure culturelle présente un projet d'actions d'éducation artistique et culturelle dont la réalisation s'étend sur trois ans et dont la deuxième année se décline comme suit :
La deuxième année de réCréaCirque conduite en partenariat par le Théâtre Firmin Gémier/La Piscine et Le Plus Petit Cirque du Monde est l'approfondissement d'une démarche de rencontre plurielle entre la jeunesse et le cirque dans le contexte de la vie lycéenne. C'est créer les conditions de l'appropriation du projet pour chacun (personnel, enseignant, élève) : l'occasion de se saisir d'un geste artistique, pour mieux aborder le quotidien du lycée et sa formation. Cette seconde étape invite chacun à faire oeuvre commune de ce projet dédié au cirque et l'opportunité d'enrichir personnellement un parcours artistique et culturel.

Acquisition des connaissances
Approfondissement des connaissances sur l'histoire et les métiers du cirque, l'ouverture à la culture du spectacle de cirque; l'appropriation d'un secteur professionnel comme un secteur d'orientation. [actions de médiation]

Pratique artistique
Pérennisation des propositions d'ateliers de pratique avec de nouveaux artistes et de nouvelles pratiques avec toujours une implication corporelle des jeunes.
[3 cycles d'ateliers de pratique par lycée]

Rencontre de l'oeuvre et de l'artiste
Inviter des artistes au sein du lycée et surprendre des élèves dans leur environnement quotidien avec des gestes artistiques circassiens. Découverte de nouveaux univers circassiens en venant voir des spectacles en diffusion dans nos différents lieux.
Consolidation des analyses autour de l'oeuvre et des artistes, notamment avec le regard d'une professionnelle de la médiation [3 sorties au spectacle par élève et 2 à 3 impromptus par lycée]

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

3 lycées du 92 et du 91 :

Lycée professionnel Louis Girard - Malakoff (en ZUS)

Lycée LGT Emmanuel Mounier - 92 Châtenay-Malabry (lycée nouvelle chance depuis 2017)

Retrait du lycée professionnel Gustave Eiffel - 91 Massy et proposition d'impliquer le lycée professionnel Théodore Monod d'Antony (à confirmer). Le montant de la subvention sera réévalué en fonction de l'intégration ou non de ce troisième lycée dans le CREAC.

3 ateliers par lycée (un cycle d'atelier est de minimum 6h et maximum 9h). Le nombre d'heures est adapté dans chaque lycée après concertation avec les artistes intervenants, et réparti en deux ou trois séances. Des heures pourront être banalisées par les établissements scolaires pour permettre des ateliers de pratique en dehors des cours d'EPS.

Localisation géographique :

- VALLEE SUD GRAND PARIS (EPT2)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
INTERVENTION ARTISTIQUE	21 105,00	42,02%
DEFRAIEMENT INTERVENANTS	7 070,00	14,08%
BILLETTERIE	4 620,00	9,20%
FOURNITURE	1 000,00	1,99%
RESTITUTION DU PROJET	720,00	1,43%
TRANSPORT DES ELEVES	4 500,00	8,96%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	10 045,00	20,00%
COMMUNICATION	1 165,00	2,32%
Total	50 225,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	35 000,00	69,69%
RECETTES PROPRES THEATRE FIRMIN GEMIER	15 225,00	30,31%
Total	50 225,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-289

DOSSIER N° 19005801 - LYCEEN.NES EN MOUVEMENT (ANNEE 2 CREAC 2019-2020)

Dispositif : Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC) (n° 00001086)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC)	40 725,00 € TTC	61,39 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LA COURNEUVE
Adresse administrative : AVENUE DE LA R PUBLIQUE
93120 LA COURNEUVE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame SOLANGE ARNETTE, Responsable de projet

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : CREAC : LYCEEN.NES EN MOUVEMENT
PORTEUR DE PROJET : Houdremont, scène conventionnée La Courneuve
PORTEUR PARTENAIRE : La Maison des Jonglages, scène conventionnée La Courneuve

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
THEATRE CIRQUE JONGLAGE DANSE - PHOTOGRAPHIE

La structure culturelle présente un projet d'actions d'éducation artistique et culturelle dont la réalisation s'étend sur trois ans et dont la deuxième année se décline comme suit :

En corrélation avec leurs choix artistiques de programmation autour des arts du mouvement (théâtre, cirque, danse) et avec la participation des artistes programmés sur les trois prochaines saisons, les scènes conventionnées, Houdremont et la Maison du jonglage, proposent à 3 lycées un parcours leur offrant « un mode de vie culturel de conviction ». Le projet s'engage à favoriser la porosité entre pratiques amateurs et pratiques professionnelles par la permanence artistique permettant la fréquentation mutuelle des artistes et des élèves ainsi que des personnels des établissements, le temps du spectacle et tout au long du processus de création.

Le parcours permettra de mener une réflexion sur 4 thèmes : 1) le théâtre comme vecteur d'émancipation (la création in situ, dans des lieux non dédiés au spectacle vivant, et notamment les lycées eux-mêmes,

entraînera les élèves dans un parcours de spectacles montés par 4 compagnies et de pratique autour du théâtre et du cirque, ainsi qu'un parcours spectateur en dehors des lycées). 2) la ville comme expérience créative (les élèves travailleront sur le tourisme de proximité à partir d'une performance en création et s'exerceront à la pratique du jonglage et de la photo argentique dans la ville : à travers des performances dans la ville, ils expérimenteront une nouvelle manière d'appréhender l'espace public), et l'appropriation des médias comme passeport culturel (à partir d'une création en programmation autour de la mise en place d'une radio libre dans un bassin minier du nord de la France en 1979, les élèves s'approprieront les médias à travers la construction d'une fiction radiophonique autour de la ville idéale). Les parcours comprendront également des visites de lieux culturels et une visite d'Houdremont, de la Maison du jonglage ou du théâtre Aragon de Tremblay avec découverte des métiers du spectacle vivant et d'une résidence d'artiste. Des restitutions à Houdremont (théâtre et cirque mêlés) et dans l'espace public (jonglage et photo dans les villes des lycées) seront organisées.

Des représentations hors les murs seront proposées au sein du lycée Jacques Brel de la Courneuve par une compagnie artistique programmée à Houdremont et intervenante auprès des classes impliquées. Ces représentations seront ouvertes à l'ensemble des classes du lycée mais également aux classes en projet du lycée Jean Zay à Aulnay sous Bois et Jean Pierre Timbaud à Aubervilliers. Il est envisagé que des représentations supplémentaires puissent avoir lieu au sein des lycées Jean Zay et Jean Pierre Timbaud en fonction de la disponibilité des compagnies. Par ailleurs, dans le cadre des ateliers menés par les artistes au sein des lycées, des temps de performances artistiques seront proposés sous forme de chantiers ouverts à l'ensemble des élèves des établissements sur des créneaux dédiés.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
3 lycées du 93, 2 classes par lycée :

Lycée LGT Jacques Brel de La Courneuve (zone de prévoyance violence)

Lycée Jean-Pierre Timbaud d'Aubervilliers

Lycée LGT Jean Zay d'Aulnay-sous-Bois

Une quinzaine d'heures d'ateliers de pratique par classe selon les projets.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
INTERVENTION ARTISTIQUE (140h à 80€/h)	11 200,00	27,50%
DEFRAIEMENT DES INTERVENANTS	5 333,00	13,10%
BILLETTERIE	2 142,00	5,26%
FOURNITURE	2 400,00	5,89%
RESTITUTION DU PROJET	8 100,00	19,89%
TRANSPORT DES ELEVES	900,00	2,21%
COMMUNICATION	750,00	1,84%
CREATION D'OUTILS	1 800,00	4,42%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	8 100,00	19,89%
Total	40 725,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	25 000,00	61,39%
DRAC IDF (en cours)	1 500,00	3,68%
RECTORAT DE CRETEIL (en cours)	2 800,00	6,88%
VILLE DE LA COURNEUVE (en cours)	7 525,00	18,48%
MAISON DES JONGLAGES	3 900,00	9,58%
Total	40 725,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-289

DOSSIER N° 19005802 - Lycéens@Banlieues Bleues (ANNEE 2 CREAC 2019-2020)

Dispositif : Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC) (n° 00001086)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC)	58 000,00 € HT	43,10 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BANLIEUES BLEUES
Adresse administrative : 9 RUE GABRIELLE JOSSERAND
93500 PANTIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Daniel ORANTIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Banlieues Bleues CREAC 2018

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
MUSIQUE

La structure culturelle présente un projet d'actions d'éducation artistique et culturelle dont la réalisation s'étend sur trois ans et dont la deuxième année se décline comme suit :

1/L'appropriation d'un contenu dans le champ de la culture et des arts, grâce à des conférences et séances d'écoute menées par des spécialistes (critique de musique, anthropologue ou ethnomusicologue) et l'articulation du thème artistique avec les contenus pédagogiques des différentes disciplines concernées.
2/La pratique de la musique sera envisagée de manière collective à travers le chant, les percussions, l'écriture de textes et le slam ou le théâtre, la photographie, la création sonore ou la pratique orchestrale. Les ateliers aboutiront à une présentation scénique du travail au sein de l'établissement ou dans une salle de concert (festival ou Dynamo) de Banlieues Bleues.
3/La rencontre avec les artistes et les œuvres se fera grâce à des concerts-rencontres in situ (dans les établissements), des sorties aux concerts de La Dynamo et du festival ainsi qu'à des visites de lieux d'exposition permettant d'aborder les thèmes sous un autre angle (Musée de l'Homme, Cité de La Musique, Musée du quai Branly, Centre Pompidou, Musée du Jeu de Paume…).

4/La rencontre avec les professionnels du spectacle vivant
Lors des sorties aux concerts, les élèves assisteront aux balances et à la préparation technique de la soirée. A l'issue de ces balances, des temps leur seront réservés auprès de l'équipe technique et artistique pour les interroger sur leur métier et leur formation. De plus, des membres de l'équipe de Banlieues Bleues (production, administration, communication, relations publiques) se rendront dans les établissements pour rencontrer les élèves et présenter leur métier et leur parcours professionnel.
Banlieues Bleues réservera un accueil privilégié aux élèves de la section professionnelle du lycée Blanqui (Saint-Ouen) dans le cadre de leurs stages obligatoires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
3 lycées, 7 classes par lycée :

Lycée polyvalent Auguste Blanqui - Saint-Ouen (QPV)
Lycée LGT W.A Mozart - Le Blanc Mesnil (zone politique de la ville)
Lycée LGT Henri Wallon - Aubervilliers (zone politique de la ville, 66% d'élèves boursiers de CSP défavorisées)

5 à 6h d'ateliers de pratique et/ou de sensibilisation par classe.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
INTERVENTION ARTISTIQUE (303h à 95€/h)	20 000,00	34,48%
DEFRAIEMENT INTERVENANTS	2 000,00	3,45%
BILLETTERIE	3 000,00	5,17%
FOURNITURE	400,00	0,69%
RESTITUTION	2 600,00	4,48%
TRANSPORT DES ELEVES	4 000,00	6,90%
COMMUNICATION	5 000,00	8,62%
EMBAUCHE D'UN REFERENT SUR LE PROJET	10 000,00	17,24%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	11 000,00	18,97%
Total	58 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	25 000,00	43,10%
DRAC ILE DE FRANCE (en cours)	5 000,00	8,62%
CNV (centre national chanson variétés jazz)	2 000,00	3,45%
RECETTES PROPRES BANLIEUES BLEUES	26 000,00	44,83%
Total	58 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-289

DOSSIER N° 19005807 - Passerelles créatives (ANNEE 2 CREAC 2019-2020)

Dispositif : Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC) (n° 00001086)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC)	43 200,00 € HT	69,44 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAFAC CENTRE AUDONIEN ET FRANCILIEN D'ART ET DE CULTURE
Adresse administrative : 2 RUE ALEXANDRE BACHELET 93400 SAINT OUEN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel CHARRIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : CREAC : Projet Passerelles créatives (Espace 1789)

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
DANSE THEATRE

L'Espace 1789 présente un projet d'actions d'éducation artistique et culturelle dont la réalisation s'étend sur trois ans et dont la deuxième année se décline comme suit :

Pour cette nouvelle année, le projet « Passerelles créatives » souhaite développer les liens entre danse et théâtre en proposant des sessions d'ateliers de pratique et des parcours de spectateurs pour 3 à 5 classes dans 3 lycées de Seine-Saint-Denis de niveaux différents, abordant des orientations professionnelles différentes, permettant un dialogue entre les jeunes :

A partir de l'exploration des « gestes » du quotidien et de la « tenue » du corps lors de la première année du projet, ce travail avec les artistes intervenants sera à nouveau développé. Cette exploration est souhaitée par les enseignants et « transformée » en geste artistique.

Seront organisées dans chacun des établissements :
- des ateliers longs entre quinze et vingt-cinq heures dispensées par 2 artistes professionnels

- des ateliers courts ou ponctuels en amont et en aval des spectacles
- un parcours de spectateurs (minimum 3 spectacles dans l'année) suivi de rencontres avec des professionnels du monde du spectacle, des temps de discussion...

Le projet rayonnera au sein de chaque établissement par le biais :
- d'une représentation d'un spectacle-conférence de danse-théâtre afin de surprendre les élèves dans leur quotidien et les interroger sur la porosité des genres artistiques
- de temps de restitution et de rencontres entre les classes

L'accent sera mis sur les passerelles entre les classes et les élèves, notamment entre les différents enseignements, filières et niveaux, permettant d'appuyer le travail des équipes pédagogiques sur la cohésion de la vie de l'établissement et la cohérence du parcours scolaire des élèves.

Une représentation d'un spectacle-conférence de danse-théâtre sera donnée dans chaque établissement scolaire afin de surprendre les élèves dans leur quotidien et les interroger sur la porosité des genres artistiques.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
3 lycées du 93, 3 à 5 classes par lycée :

Lycée polyvalent Auguste Blanqui, Saint-Ouen
Lycée polyvalent Angela Davis (ex-Plaine Commune), Saint-Denis
Lycée LGT Paul Eluard, Saint-Denis

2 classes de chacun des trois établissements bénéficieront d'ateliers de pratique autour de la danse ou du théâtre avec des artistes (entre 8h et 23h d'ateliers). Les ateliers seront répartis dans chaque classe selon les souhaits de l'équipe pédagogique (ateliers de 2 heures répartis tout au long de l'année scolaire ou une semaine entière dédiée). Dans la mesure du possible, les classes seront divisées en demi-groupes.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
INTERVENTION ARTISTIQUE	25 000,00	57,87%
DEFRAIEMENT INTERVENANTS	900,00	2,08%
BILLETTERIE (3 spectacle par classe + 15 autres élèves par lycée)	4 050,00	9,38%
FOURNITURE	150,00	0,35%
RESTITUTION DU PROJET	800,00	1,85%
TRANSPORT DES ELEVES	550,00	1,27%
COMMUNICATION	1 750,00	4,05%
REPRESENTATIONS DE SPECTACLES EN LYCEE	4 500,00	10,42%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	5 500,00	12,73%
Total	43 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	30 000,00	69,44%
DEPARTEMENT SEINE SAINT DENIS (attribué)	3 500,00	8,10%
VILLE DE SAINT OUEN (en cours)	3 500,00	8,10%
RECETTES PROPRES ESPACE 1789	6 200,00	14,35%
Total	43 200,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-289

DOSSIER N° 19005809 - Festival des projets lycéens et apprentis d'Ile de France (ANNEE 2 CREAC 2019-2020)

Dispositif : Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC) (n° 00001086)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC)	57 142,85 € HT	70,00 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON CULTURE 93 SEINE ST DENIS
Adresse administrative : 9 BD LENINE BP 71
93000 BOBIGNY CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Louis SCHWEITZER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : FESTIVAL DES PROJETS LYCÉENS ET APPRENTIS D'ILE DE FRANCE 1 festival avec 6 établissements (lycées et CFA) pour un projet éducation artistique et culturelle sur 3 ans

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
THEATRE DANSE

La structure culturelle présente un projet d'actions d'éducation artistique et culturelle dont la réalisation s'étend sur trois ans et dont la deuxième année se décline comme suit :
La présentation d'un spectacle en lien avec la programmation de la MC93 sera faite au sein des lycées, destinée prioritairement à la classe en projet puis à d'autres classes pour rayonner auprès de plusieurs élèves de l'établissement.

En parallèle, les élèves vivront un parcours de spectateurs tout au long de l'année à la MC93. La rencontre avec des artistes et la pratique artistique tout au long de l'année viendront nourrir leur réflexion sur le monde qui les entoure.

Ils pourront également bénéficier du dispositif avec la création d'un « club des spectateurs et spectatrices » qui permettra hors-temps scolaires aux lycéens de faire des sorties culturelles et de participer à des projets participatifs ou des ateliers.

Il est également envisagé de construire des parcours spécifiques avec les classes de seconde afin que chacune vive un parcours dans l'année composé d'un spectacle, d'une visite de la MC93 et assiste au festival des projets lycéens et apprentis d'Ile de France en mai.

Ce projet sera un moyen de pratique artistique concrète (théâtre, écriture, cirque, création visuelle, danse...) de 20 heures par classe pilote en vue d'une présentation au sein du festival.
Pour les élèves qui ne sont pas dans la classe pilote, une pratique artistique sera proposée sur le temps scolaire en lien avec le parcours de spectateurs ou bien hors-temps scolaire avec des propositions de projets participatifs menés à la MC93.
La MC93 sera investie pendant 3 jours que durera le festival par tous les lycéens qui présenteront leurs travaux. Le lieu sera ainsi fréquenté par un public nombreux composé des autres élèves des établissements scolaires partenaires ainsi que de leurs familles.

Pour cette deuxième année, il est envisagé de donner une dimension régionale au Festival en accueillant deux groupes d'autres lycées en Ile de France en partenariat avec une structure culturelle francilienne. Chaque lieu culturel (un à Paris et un en Grande Couronne) choisira un projet lycéen qui participera au Festival.
Une journée de rencontre sera organisée entre ces 2 groupes et 1 groupe relié à la MC93 pour qu'ils puissent pratiquer ensemble, partager leurs expériences et vivre une aventure commune lors de ce festival.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
5 établissements dont 1 CFA, jusqu'à 5 classes/lycée dont 1 classe pilote par lycée :
Le CFA Compagnons du devoir de Pantin a abandonné la poursuite du projet.

Le lycée professionnel Alfred Costes de Bobigny
Le lycée LGT Louise Michel de Bobigny (QPV)
Le lycée polyvalent Eugène Delacroix de Drancy
Le lycée LGT Germaine Tillion au Bourget
Le lycée LGT Jean Renoir à Bondy (en zone de prévoyance violence)

20 heures d'atelier de pratique artistique par classe pilote en vue d'une présentation au sein du festival des projets lycéens. Les jeunes en pratiquant mettront en œuvre un processus de création accompagné par un artiste relié à la MC93.

Pour les élèves qui ne sont pas dans la classe pilote, une pratique artistique sera proposée sur le temps scolaire en lien avec le parcours de spectateurs ou bien hors-temps scolaire avec des propositions de projets participatifs menés à la MC93.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
INERVENTION ARTISTIQUE (125h à 70€/h)	8 750,00	15,31%
DEFRAIEMENT DES INTERVENANTS	1 000,00	1,75%
BILLETTERIE (parcours)	6 000,00	10,50%
FOURNITURE	3 500,00	6,13%
RESTITUTION (Festival des projets lycéens)	15 000,00	26,25%
COMMUNICATION (programmes, affiches, vidéos, tee-shirt ou badges élèves)	2 750,00	4,81%
Spectacle itinérant en lycée (16 représentations)	8 000,00	14,00%
FORMATION ITINERAIRE	1 542,85	2,70%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	10 600,00	18,55%
Total	57 142,85	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	40 000,00	70,00%
RECETTES PROPRES MC93	17 142,85	30,00%
Total	57 142,85	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-289

DOSSIER N° 19005810 - Lycéens et spectateurs (ANNEE 2 CREAC 2019-2020)

Dispositif : Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC) (n° 00001086)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC)	46 300,00 € HT	64,79 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CDBDM CENTRE DES BORDS DE MARNE
Adresse administrative	:	2 RUE DE LA PRAIRIE 94170 LE PERREUX SUR MARNE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur JEAN-PAUL ALEGRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : CREAC

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
MUSIQUE DANSE THEATRE

La structure culturelle présente un projet d'actions d'éducation artistique et culturelle dont la réalisation s'étend sur trois ans et dont la deuxième année se décline comme suit :

Le projet sera construit sur la même structure qu'en année 1 : des parcours de spectateurs articulés autour d'un thème ou d'une discipline, des modules découverte (spectacle + actions) pour les classes de 2nde, des actions de sensibilisation ponctuelles autour des spectacles, des visites-ateliers techniques, des rencontres avec les artistes de la saison et les équipes du Cdbm dans une perspective de découverte des métiers du spectacle, et une journée d'intégration pour les 2ndes du lycée Doumer.
L'autonomisation des lycéens spectateurs sera renforcée, leur permettant, à titre individuel, de se construire un parcours de spectateur au gré des 25 spectacles de la saison, et de s'inscrire sur les propositions d'action culturelle tout public (ateliers d'initiation danse, théâtre ou musique en soirée, 3 à 5 fois dans la saison). Pour ce faire, le centre améliorera ses stratégies de communication (flyers, interventions dans les lycées, sites internet des établissements, relais direct des enseignants…).

• Acquisition de connaissances

Le dispositif CREAC 2019-2020 sera co-construit avec les enseignants, dont le travail préparatoire est indispensable avec les élèves; à l'inverse, le Cdbm poursuivra son travail de recherche documentaire pour mettre à disposition des enseignants des outils de compréhension du travail des artistes ; enfin, les rencontres avec les artistes et professionnels du spectacle constituent un apport de connaissances artistiques mais aussi une information sur les métiers du spectacle.
• Rencontre avec les œuvres
L'objectif est que chaque élève s'approprie le spectacle qu'il vient voir, y réagisse et se forge des outils d'analyse. Par conséquent, le travail préparatoire et en continuation des spectacles constitue un élément déterminant du projet. L'action en matière de documentation et création de supports pédagogiques pour les enseignants et les élèves sera renforcée. Seront proposées 2 petites formes et /ou présences d'artistes au lycée de Bussy-Saint-Georges, en appui sur les compagnies résidentes.

• Pratique artistique
Le Cdbm pourra présenter aux lycées partenaires une offre de pratique artistique très riche en musique, danse et théâtre. Il bénéficiera pour cette seconde année de la collaboration d'un artiste associé, de 4 compagnies en résidence, et de l'appui de l'ONDIF avec qui le centre collabore régulièrement.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
3 lycées de 3 départements limitrophes, de 3 à 11 classes par lycée :

Le lycée polyvalent Paul Doumer de Le Perreux (94)

Le lycée polyvalent E. Galois de Noisy le Grand (93)

Le lycée LGT ML King de Bussy St Georges (77)

Total de 90h de pratique artistique réparties comme suit a priori :
- 40h lycée Paul Doumer, Le Perreux
- 35h lycée Galois, Noisy-le-Grand
- 15 heures lycée Martin Luther King, Bussy-Saint-Georges.
Soit en moyenne 4h par classe.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
INTERVENTION ARTISTIQUE (120h à 100€/h)	12 000,00	25,92%
DEFRAIEMENT	800,00	1,73%
BILLETTERIE	8 500,00	18,36%
FOURNITURE	200,00	0,43%
TRANSPORT DES ELEVES	500,00	1,08%
COMMUNICATION	500,00	1,08%
PETITES FORMES ET PRESENCE D'ARTISTES AU LYCEE	4 000,00	8,64%
FRAIS DE CREATION D'OUTILS (captations, documentation pour les élèves)	11 500,00	24,84%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	8 300,00	17,93%
Total	46 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	30 000,00	64,79%
VILLE LE PERREUX (attribué)	16 300,00	35,21%
Total	46 300,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-289

DOSSIER N° 19005819 - PORTRAITS DE JEUNESSE(S) ANNEE 2 : PORTRAIT(S) DE GENERATION(S) (ANNEE 2 CREAC 2019-2020)

Dispositif : Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC) (n° 00001086)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC)	31 826,00 € HT	62,84 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DE LA MAISON DES ARTS ET DE LA CULTURE ANDRE MALRAUX DE CRETEIL PLAINE CENTRALE ET VDM MAC
Adresse administrative : PL SALVADOR ALLENDE 94000 CRETEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur CHRISTIAN FOURNIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : PORTRAITS DE JEUNESSE(S)

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
THEATRE DANSE PHOTOGRAPHIE

La structure culturelle présente un projet d'actions d'éducation artistique et culturelle dont la réalisation s'étend sur trois ans et dont la deuxième année se décline comme suit :
Autour de la question de l'héritage culturel, de la transmission, des racines, le projet intitulé Portrait(s) de Génération(s) proposera aux 4 lycées publics de Créteil :

- un parcours de spectateur composé d'un spectacle itinérant dans les lycées, d'une exposition en journée et d'un spectacle en soirée à la MAC.
Ce parcours sera ponctué de temps de rencontre avec les artistes des spectacles et des expositions, ainsi que d'une visite technique de la MAC (découverte d'un lieu culturel et des métiers du spectacle).

- un projet de pratique artistique plus long par classe (44h d'interventions par lycée), dans des disciplines diverses telles que le théâtre, la danse, la photo, la vidéo, ou encore l'écriture, afin de découvrir sur le

long terme le travail avec un artiste et rentrer dans un processus de création partagé.

- un temps de restitution final regroupant tous les élèves afin de mettre à l'honneur le travail de chacun, sous forme de spectacle, exposition, projection ou autres.

- un stage enseignant à la conduite de projet d'éducation artistique et culturelle

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les 4 lycées publics de Créteil en QPV, 2 classes par lycée (1 classe pour le lycée Gutenberg qui rentre dans le CREAC) :

Lycée polyvalent Gutenberg
Lycée polyvalent Saint-Exupéry
Lycée polyvalent Léon Blum
Lycée polyvalent Gutenberg

44h d'ateliers de pratique artistique par lycée, 22h pour le lycée Gutenberg qui rentre dans le CREAC.

Localisation géographique :
- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
INTERVENTION ARTISTIQUE (154h à 75€/h)	11 550,00	36,29%
DEFRAIEMENT INTERVENANTS (lié au spectacle itinérant)	676,00	2,12%
BILLETTERIE (spectacle)	1 260,00	3,96%
FOURNITURE (tirages photos, petit matériel)	1 500,00	4,71%
RESTITUTION (besoins techniques, sécurité)	1 000,00	3,14%
TOURNEE D'UN SPECTACLE DANS LES LYCEES (1400€x6 représentations + transport décors)	8 900,00	27,96%
STAGE ENSEIGNANTS (8h à 80€/h)	640,00	2,01%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	6 300,00	19,80%
Total	31 826,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	20 000,00	62,84%
RECETTES PROPRES MAC	11 826,00	37,16%
Total	31 826,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-289

DOSSIER N° 19005823 - « Apprendre, se (re)créer, s'occuper en vue de se réaliser » V. Henderson (ANNEE 2 CREAC 2019-2020)

Dispositif : Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC) (n° 00001086)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC)	30 500,00 € TTC	65,57 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : A QUI LE TOUR
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
95440 ECOUEN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CECILIA ANDRADE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : « Apprendre, se (re)créer, s'occuper en vue de se réaliser » V. Henderson.

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
MUSIQUES ACTUELLES - CINEMA AUDIOVISUEL - ARTS PLASTIQUES ARTS NUMERIQUE

La structure culturelle présente un projet d'actions d'éducation artistique et culturelle dont la réalisation s'étend sur trois ans et dont la deuxième année se décline comme suit :

Le CREAC conservera la même base de travail qu'en année 1 autour de la tenue d'un festival de musiques actuelles sur la ville de Gonesse, Le Son des Etoiles (1ère édition en 2018-2019), et sera décliné sur les lycées de la manière suivante :

Le lycée R.Cassin de Gonesse travaillera sur la réalisation d'un documentaire (déchiffrer les différents formats de vidéos, développer les questions de point de vue),
Le lycée JJ Rousseau de Sarcelles sur la réalisation d'une exposition (choix du sujet, proposition de différents angles de réflexion possibles, mise en image par le street art),
Le lycée V. Henserson d'Arnouville sur un travail de création musicale (de la composition jusqu'à l'enregistrement d'un titre commun par classe).

Chaque projet donnera lieu à des ateliers de création animés par des artistes chanteur, réalisateur ou encore street artiste, ainsi qu'à un parcours culturel en lien avec les thèmes abordés (2 sorties par lycée).

Des restitutions rendront compte des réalisations des élèves dans les lycées et dans le cadre du festival.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
3 lycées du 95, 2 à 3 classes par lycée :

Lycée polyvalent Jean Jacques Rousseau de Sarcelles
Lycée LGT René Cassin de Gonesse
Lycée professionnel Virginia Henderson à Arnouville

35h d'ateliers de pratique artistique par classe.

Localisation géographique :
- CA ROISSY PAYS DE FRANCE (95-VAL D'OISE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
INTERVENTION ARTISTIQUE (260h à 50€/h)	13 000,00	42,62%
DEFRAIEMENT INTERVENANTS	500,00	1,64%
BILLETTERIE	2 500,00	8,20%
FOURNITURE	400,00	1,31%
RESTITUTION DU PROJET	4 000,00	13,11%
TRANSPORT DES ELEVES	500,00	1,64%
COMMUNICATION	400,00	1,31%
LOCATION MATERIEL VIDEO	2 000,00	6,56%
ACCUEIL ELEVES PENDANT LE FESTIVAL (catering)	700,00	2,30%
FRAIS DE CONCEPTION D'OUTILS	400,00	1,31%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	6 100,00	20,00%
Total	30 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	20 000,00	65,57%
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ROISSY PAYS DE FRANCE (en cours)	5 000,00	16,39%
FDVA (fonds pour le développement vie associative)	5 500,00	18,03%
Total	30 500,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-289

DOSSIER N° 19005856 - Expressions, interactions et nouvelles technologies (ANNEE 2 CREAC "Organisation du travail et nouvelles technologies" 2019-2020)

Dispositif : Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC) (n° 00001086)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC)	25 400,00 € TTC	59,06 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE ENGHIEN LES BAINS
Adresse administrative : 57 RUE DU GENERAL DE GAULLE
95880 ENGHIEN-LES-BAINS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe SUEUR, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Demande d'aide régionale à l'éducation artistique et culturelle sur l'organisation du travail et les nouvelles technologies

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
ARTS NUMERIQUE ARTS PLASTIQUES DANSE CINEMA
Le centre des arts d''Enghien Les Bains présente un projet d'actions d'éducation artistique et culturelle dont la réalisation s'étend sur trois ans et dont la deuxième année se décline comme suit :
Pour l'année 2019-2020, à travers l'art numérique, la musique et l'expression corporelle, chacune des 6 classes tentera de réaliser une œuvre collective sur le thème Expressions, interactions et nouvelles technologies. Cette thématique invite les élèves à questionner l'influence que peuvent avoir les innovations technologiques sur l'expression, le lien social et les relations humaines traditionnelles. D'autre part, il s'agira également de favoriser la rencontre entre l'élève et l'art numérique.
Chaque parcours spectateur pourra se composer de visites d'expositions, d'1 spectacle en temps scolaire, d'1 spectacle hors temps scolaire, d'1 projection cinématographique (en lien avec le thème), d'1 master class organisée dans le cadre du Festival international des effets spéciaux PIDS et d'une participation à La biennale internationale des arts numériques les Bains numériques #11.
Afin d'inclure les familles dans le processus de sensibilisation, un tarif préférentiel sera proposé à celles qui souhaitent accompagner et découvrir une ou plusieurs propositions artistiques.
Les enseignants et leurs élèves collaboreront avec l'une des compagnies en résidence, et/ou des artistes

qui travaillent régulièrement avec le Cda. Initiés à une ou plusieurs pratiques artistiques ils travailleront en groupe à la réalisation d'une œuvre collective. Dans chaque établissement, deux classes et deux professeurs au minimum de différentes disciplines, auront la possibilité de travailler sur le même projet ou de présenter deux créations distinctes.
En plus des rencontres professionnelles pouvant être planifiées avec l'ensemble de l'équipe du Centre des arts, les élèves auront la possibilité d'échanger avec divers services de la ville (office de tourisme, médiathèque, école de musique et de danse) ainsi que des membres d'une start–up. En effet le Cda gère et coordonne pour la Ville d'Enghien-les-Bains en partenariat avec la Communauté d'Agglomération Plaine Vallée, le Numeric Lab, un incubateur de start-ups numériques innovantes dédié aux industries créatives.
L'échange sera encouragé grâce à des rencontres inter-établissements sur deux temps (Initiation et démarrage du projet en début d'année scolaire, présentation du projet final en fin d'année scolaire).

Un vernissage de l'oeuvre collective sera organisé dans chaque lycée puis le travail fourni sera présenté lors du 11ème festival international des arts numériques les Bains numériques. A ce titre des visites commentées seront proposées à l'ensemble des professeurs de chaque établissement scolaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
3 lycées du 95, 2 classes/lycée :

Le lycée LGT Camille Saint Saens de Deuil la Barre
Le lycée polyvalent G. Monod d'Enghien
Le lycée professionnel privé Saint-Jean-Fondation d'Auteuil à Sannois

20h à 30h par classe de pratique artistique.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
INTERVENTION ARTISTIQUE (150h à 85€/h)	12 750,00	50,20%
DEFRAIEMENT DES INTERVENANTS	1 836,00	7,23%
FOURNITURE	1 854,00	7,30%
RESTITUTION DU PROJET (dont réception démarrage projet et restitution)	1 500,00	5,91%
COMMUNICATION	1 500,00	5,91%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	5 000,00	19,69%
Réception démarrage projet et restitution (160x3€)x2	960,00	3,78%
Total	25 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	15 000,00	59,06%
RECETTES PROPRES CDA	10 400,00	40,94%
Total	25 400,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-289

DOSSIER N° 19005873 - Du bahut à la scène ! (ANNEE 2 CREAC 2019-2020)

Dispositif : Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC) (n° 00001086)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65736-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC)	41 400,00 € TTC	67,63 %	28 000,00 €
	Montant total de la subvention		28 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SMAACP SCENE DES MUSIQUES ACTUELLES ET AMPLIFIEES DE CERGY PONTOISE
Adresse administrative	:	95 BD DE L'OISE 95490 VAUREAL
Statut Juridique	:	Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Représentant	:	Monsieur DIDIER DAGUE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Du bahut à la scène ! est un projet de découverte des musiques actuelles, de leur environnement professionnel et d'un lieu de proximité de concerts, via la pratique artistique et technique.

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
MUSIQUES ACTUELLES - VIDEO

Le Forum présente un projet d'actions d'éducation artistique et culturelle dont la réalisation s'étend sur trois ans et dont la deuxième année se décline comme suit :
« Du bahut à la scène ! » est un projet fédérant quatre lycées du Val d'Oise et le Forum autour d'un objectif commun : le partage et la professionnalisation à travers la pratique, qu'elle soit artistique ou technique, en fonction des filières impliquées dans le projet.
En plus d'un « socle commun » d'évènements proposés à chaque établissement (visite, spectacle et intervention sur les risques auditifs, rencontre avec des artistes, conférence sur l'histoire des musiques actuelles), le projet s'appuie sur les spécificités des lycées pour proposer des ateliers de composition musicale, de réalisation/captation vidéo, de technique du son et de la lumière, de journalisme et de communication. Tous ces ateliers ont pour objectif final un grand concert final regroupant tous les élèves : les élèves musiciens sur scène avec l'artiste associé, les élèves techniciens au son, à la lumière et à la régie, les élèves vidéaste à la captation vidéo, les élèves communicants à l'accueil et les élèves

journalistes dans les coulisses pour des interviews.
Afin de rendre ce projet encore plus fédérateur, seront organisées des rencontres entre les différentes classes. Les anciens élèves ayant participé au projet auront un rôle de «tuteur» avec les nouveaux élèves participants. Ils accompagneront les nouveaux élèves dans leur pratique et prendront en charge plus de responsabilités.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
4 lycées du 95, 3 classes/lycée :

Lycée professionnel Perrin de Saint Ouen l'Aumône (électrotechniques, systèmes numériques)
Lycée polyvalent Claudel de Vauréal
Lycée LGT Galilée de Cergy
Lycée polyvalent de l'Hautil de Jouy Le Moutier

Chaque classe bénéficiera a minima de 30h d'atelier de pratique artistique.

Localisation géographique :
- CA CERGY-PONTOISE (95-VAL D'OISE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
INTERVENTION ARTISTIQUE ATELIERS DE PRATIQUE (100€/h, nb d'heures en fonction des ateliers (jusqu'à 30h)	8 900,00	21,50%
INTERVENTIONS ARTISTIQUES (rencontre et conférence : 80h/h, concert : 6 groupes à 500€)	7 120,00	17,20%
BILLETTERIE (3 concerts au Forum/classe)	6 750,00	16,30%
DEFRAIEMENT INTERVENANTS	1 500,00	3,62%
FOURNITURE	2 000,00	4,83%
TRANSPORT ELEVES	1 000,00	2,42%
COMMUNICATION (affiches, flyers)	500,00	1,21%
RESTITUTION PROJET (location video, artistes, technique et sécurité, droits)	5 280,00	12,75%
DEPLOIEMENT D'OUTILS PEDAGOGIQUES (création livrets métiers du spectacle, achat de clefs USB)	1 450,00	3,50%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	6 900,00	16,67%
Total	41 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	28 000,00	67,63%
EPIC SMAACP (attribué)	10 000,00	24,15%
ECOUTER VOIR (matériel vidéo)	400,00	0,97%
TONTON PATCH (affiches)	500,00	1,21%
RECETTES PROPRES LE FORUM (recettes billetterie hors lycéens et bar de la salle de concert)	2 500,00	6,04%
Total	41 400,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-289

DOSSIER N° 19005890 - L'instant critique (ANNEE 2 CREAC 2019-2020)

Dispositif : Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC) (n° 00001086)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC)	28 646,00 € HT	62,84 %	18 000,00 €
	Montant total de la subvention		18 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OFFICE CULTUREL DE SAINT GRATIEN - CINEMA LES TOILES
Adresse administrative : PLACE FRANCOIS TRUFFAUT 95210 SAINT-GRATIEN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur le Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Mise en place avec trois établissements partenaires d'un projet autour de tous les modes d'expression critique, pour favoriser une sensibilité des élèves aux enjeux esthétiques du Septième Art.

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
CINEMA

Le cinéma Les Toiles présente un projet d'actions d'éducation artistique et culturelle dont la réalisation s'étend sur trois ans et dont la deuxième année se décline comme suit :
Dans la continuité d'un travail initié avec les élèves autour de l'écriture critique qui connaît, depuis plusieurs années, un bouleversement de ses modes d'expression, le parcours proposé par le cinéma Les Toiles permettra la découverte d'œuvres cinématographiques relevant de genres différents (documentaire, fiction, fantastique, animation…) de pays et d'époques différentes (films récents, films du répertoire), rencontres avec un critique en résidence toute l'année dans le lycée, découverte de la critique de cinéma, son histoire, ses modalités, ses chapelles, son rôle dans le dynamisme de la création cinématographique, les mutations qu'elle doit affronter à l'heure du numérique et de la crise de la presse papier, production critique (écrit, vidéo, argumentation à l'oral…), présentation d'un film et animation d'un débat avec le public.

au cours des interventions menées en classe par chaque critique, les élèves analyseront les vidéos qu'ils auront réalisées avant et après chaque projection, de façon à s'exprimer sur les films avec leurs propres mots. La finalité étant de leur faire comprendre que tout le monde peut parler d'un film, que cela peut susciter de la discussion et que c'est précisément là le point de départ de toute pensée critique.

Riche de l'expérience de la première année, le cinéma adaptera le projet aux contraintes des établissements scolaires : afin que le projet puisse prendre toute son ampleur, il a été convenu avec les enseignants du lycée d'Enghien de réduire le nombre de films vus de 4 à 3 ; le lycée de Taverny maintiendra le nombre de 5 films vus durant l'année scolaire mais réduira sa participation à deux classes ; quant au lycée de Franconville, est envisagé des interventions en demi groupes avec la classe de STMG, d'où une augmentation du nombre d'heures d'interventions.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
3 lycées du 95, 2 à 3 classes/lycée :

Le lycée polyvalent Jean Monnet de Franconville

Le lycée LGT J. Prévert de Taverny

Le lycée polyvalent G. Monod d'Enghien

Ateliers de pratique artistique (nombre d'heures par établissement) :

Lycée Jean Monnet 35h
Lycée Jacques Prévert 51h
Lycée Gustave Monod 51h
Soit 16h à 24h par classe.

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
INTERVENTION ARTISTIQUE (137h à 97€/h)	13 289,00	46,39%
DEFRAIEMENT INTERVENANTS	447,00	1,56%
BILLETTERIE (3 à 5 films par lycée)	5 200,00	18,15%
FOURNITURE	250,00	0,87%
RESTITUTION (Edition papier productions élèves)	2 000,00	6,98%
TRANSPORT DES ELEVES	2 600,00	9,08%
COMMUNICATION	1 000,00	3,49%
MISSIONS ET RECEPTION	1 500,00	5,24%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	2 360,00	8,24%
Total	28 646,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	18 000,00	62,84%
DRAC IDF (en cours)	7 900,00	27,58%
RECETTES PROPRES CINEMA LES TOILES	2 746,00	9,59%
Total	28 646,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-289

DOSSIER N° 19005895 - RENCONTRER DES ARTISTES INTERPRETES ET COMPOSITEURS D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN AU CRR 93 (ANNEE 2 CREAC 2019-2020)

Dispositif : Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC) (n° 00001086)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC)	1 625 208,00 € TTC	2,46 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIVU POUR ECOLE NATIONALE MUSIQUE ET DANSE AUBERVILLIERS LA COURNEUVE CNR
Adresse administrative : 5 RUE EDOUARD POISSON 93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique
Représentant : Madame CLAUDINE PEJOUX, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
MUSIQUE - DANSE - THEATRE

Le Conservatoire à Rayonnement Régional d'Aubervilliers – La Courneuve présente un projet d'actions d'éducation artistique et culturelle dont la réalisation s'étend sur trois ans et dont la deuxième année se décline comme suit :

Les actions de la deuxième année vont être également construites sur la base de la saison de concerts du CRR 93. Le contenu des programmes traversera les trois champs disciplinaires proposés au CRR : danse, théâtre, musique.

Le programme est en cours d'élaboration, et comprendra des concerts et des spectacles élaborés sur les axes esthétiques et pédagogiques suivants :
- le répertoire des ensembles, sur des champs esthétiques diversifiés
- les répertoires à découvrir, jazz, musique ancienne, musiques contemporaines
- le domaine de la création.

L’acquisition de connaissances s’effectue par la rencontre avec les différents champs disciplinaires, représentés par les pratiquants amateurs et professionnels. Des temps de présentation des pratiques et du répertoire rencontré sont programmés systématiquement.
Les rencontres avec les artistes professionnels qui travaillent au conservatoire sont également mises en œuvre, car les professeurs du conservatoire ont une riche vie artistique parallèlement à leur activité de pédagogue.
Des ateliers de pratique artistique sont proposés aux classes qui le souhaitent, et pour qui ce temps de pratique correspond à une envie : pratique vocale, théâtrale, d’improvisation etc.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les quatre lycées partenaires, situés en REP, sont :
1 à 6 classes par lycée.

Préconisation d'augmenter le nombre de classes impliquées (pour les lycées où il n'y a qu''une classe) et de proposer systématiquement des ateliers de pratique artistique.

LYCEE POLYVALENT D’ALEMBERT, AUBERVILLIERS
LYCEE PROFESSIONNEL JEAN PIERRE TIMBAUD, AUBERVILLIERS
LYCEE PROFESSIONNEL DENIS PAPIN, LA COURNEUVE
LYCEE PROFESSIONNEL ARTHUR RIMBAUD, LA COURNEUVE

Environ 4h d'ateliers de pratique artistique par classe.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Masse salariale annuelle des enseignements liés au Parcours 1	1 063 352,00	65,43%
Masse salariale annuelle des enseignements liés au Parcours 2	330 356,00	20,33%
Masse salariale annuelle des enseignements liés au Parcours 3	231 500,00	14,24%
Total	1 625 208,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	40 000,00	2,46%
Syndicat Intercommunal pour le CRR 93 (attribué)	1 585 208,00	97,54%
Total	1 625 208,00	100,00%

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc148108-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-271

DU 3 JUILLET 2019

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE L'AIDE À LA PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE (DEUXIÈME AFFECTATION POUR 2019)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente, modifiée par la délibération n°CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par la délibération n°CP 2017-191 du 17 mai 2017 et par délibération CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU La délibération n° CR 2017-52 du 10 mars 2017 relative à la politique régionale du spectacle vivant inclusive sur tout le territoire francilien ;

VU La délibération N°CP2017-297 du 5 juillet 2017 relative aux renouvellements de convention de permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques et notamment l'adoption de la convention de l'association Métamorphose ;

VU La délibération n° CP 2018-480 du 17 octobre 2018 relative notamment à l'adoption des avenants types relatifs à la permanence artistique et culturelle ;

VU La délibération n° CP 2018-523 du 21 novembre 2018 relative notamment à l'adoption des conventions types pour la permanence artistique et culturelle; et des conventions types de sorties de la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques,

VU L'avis de la Commission pour la permanence artistique et culturelle du 25 mars 2019 ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France 2019 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-271 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle au soutien des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de 61 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **2 146 600 €.**

Subordonne le versement de **30 subventions à la signature d'avenants** conformes aux avenants types adoptés par délibération n° CP 2018-480 du 17 octobre 2018 et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Subordonne le versement de **30 subventions à la signature d'une convention quadriennale** conforme aux conventions types approuvées par la délibération CP 2018-523 du 21 novembre 2018 et autorise la Présidente du Conseil Régional à signer ces conventions.

Subordonne le versement **d'une subvention à la signature de la convention de sortie** de l'aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques conforme à la convention type approuvée par la délibération CP 2018-523 du 21 novembre 2018 et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **2 146 600 €** disponible sur le chapitre 933 «Culture, Sports et Loisirs » : Code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », Programme HP 312-005, « aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue», action 13100504 « Développement de la permanence artistique », du budget 2019.

Article 2 :

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17 et 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

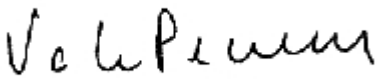
Article 3 : NOUVELLE AFFECTATION POUR UNE AIDE PRECEDEMMENT ATTRIBUEE – ASSOCIATION METAMORPHOSE

Décide de participer au titre du dispositif de l'Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes au financement du projet détaillé en annexe 2 à la délibération, par l'attribution de subvention pour un montant maximum prévisionnel de 8 000 €.

Subordonne le versement de la subvention à la conclusion d'une convention figurant en annexe 2 de la délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 8 000 € disponible sur le chapitre 933 «Culture, Sports et Loisirs » : Code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », Programme HP 312-005, « aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue», action 13100504 « Développement de la permanence artistique », du budget 2019.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 FICHES PROJETS

DOSSIER N° EX044170 - ESPACE MUSICAL - RENOUVELLEMENT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	149 103,00 € HT	20,52 %	30 600,00 €
	Montant total de la subvention		30 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ESPACE MUSICAL
Adresse administrative	:	2 RUE DES PYRENEES 94150 RUNGIS CEDEX
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur LUC MALLET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
Depuis 1982, Puce Muse développe, dans le domaine de la musique contemporaine, une activité de recherche, d'expérimentation, de création, de diffusion, et de pédagogie musicale. Serge de Laubier, compositeur, chercheur et musicien, est responsable de la structure.
La spécificité de Puce Muse est de travailler sur la spatialisation du son et la « multimodalité ». Serge +de Laubier développe des créations musicales graphiques, lumineuses et numériques à travers différents dispositifs artistiques : le méta-Instrument, la méta-mallette, des concerts graphiques sur façades… Les créations et logiciels de Puce Muse ont été primés dans des festivals (Festival international multimédia de Locarno, Janus du Design).
Puce Muse travaille par ailleurs régulièrement avec l'Université Pierre et Marie Curie, ainsi que sur des projets européens, en particulier autour de projets de recherche et d'expérimentation technique.
En parallèle de la création et de la recherche, Puce Muse développe une importante activité de pédagogie et de transmission auprès de différents publics et notamment les établissements d'enseignement musical, mais aussi les médiathèques et les établissements scolaires.
La « Méta-Mallette » est l'un des dispositifs pédagogiques et artistiques originaux créé et développé par

Puce Muse. Il s'agit d'un dispositif interactif léger constitué de 8 à 20 Joysticks, d'un ordinateur portable, de deux enceintes et d'une série de programmes développés par Puce Muse grâce à des commandes passées auprès de musiciens et compositeurs afin de diversifier la palette de jeux disponibles. Des stages sont par ailleurs proposés aux professeurs de conservatoire et autres encadrants pour qu'ils deviennent des relais de la Méta-mallette. Ce projet permet tout à la fois une initiation active à l'acoustique, une sensibilisation autour des techniques de synthèses et de transformations sonores qui ont marqué l'histoire de la MAO et des modes de représentation virtuelle du son, du geste ou de la musique.
Les locaux de Puce Muse sont situés à Wissous, dans la zone d'activités de Rungis, à la frontière de l'Essonne et du Val-de-Marne. Puce Muse dispose de studios de travail et d'un parc de matériel conséquent.
Puce Muse est membre du réseau musical « Futurs composés » et intervient également dans les évènements et festivals arts de la rue à travers ses concerts en extérieurs : Châlon dans la rue, Aurillac…etc. Puce Muse propose environ trente concerts par an.
Puce Muse est soutenue depuis 1985 par la DRAC Ile-de-France au titre des studios de création musicale et bénéficie ponctuellement du soutien de communes et d'agglomérations. La structure est aussi soutenue à la création par la SACEM.

Analyse du bilan de la précédente convention et du projet PAC pour les 4 prochaines années :

Puce Muse présente un bilan positif de ces 3 années. Son implantation territoriale demeure forte dans les Yvelines, autour de Versailles d'une part avec un partenariat avec Versailles Grand Parc et le CRR de Versailles et autour de Mantes-la-Jolie avec une résidence à l'ECM Le Chaplin. Puce Muse est également présente en Seine Saint Denis avec des résidences de création pour le « Doux, le ravissement, le caché », une mise en scène 2016 de Jean Louis Heckel dont Serge Delaubier assure la direction et l'interprétation musicale. Puce Muse est également présente dans le 95, pour la formation des professeurs de conservatoire aux techniques numériques, et à Paris à Sorbonne université où l'Orchestre septuor numérique ONE est en résidence. Ses locaux demeure à Wissous en Essonne où des artistes de la scène électroacoustique contemporaine sont invités à travailler. Le projet des 4 ans s'inscrit dans la continuité avec la poursuite des travaux de recherche (soutenus par le FEDER) autour d'un ambitieux projet de « sous titrage expressif ». Serge De Laubier sera présent à Avignon cet été avec deux spectacles : le concert jardinal et le doux le caché le ravissement ce qui devrait relancer la diffusion pour 2019/2020 et 2020/2021.

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 18 avril 2019.

Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle pour quatre nouvelles années, pour un montant maintenu à l'identique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 149 103 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :
- WISSOUS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	100 446,00	61,43%
Dépenses d'action culturelle	7 872,00	4,81%
Autres dépenses	55 185,00	33,75%
Total	163 503,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	45 000,00	27,52%
DRAC IDF (sollicité)	20 976,00	12,83%
Ministère de la Culture - DGLFLF (sollicité)	3 000,00	1,83%
Union Européenne (acquis)	18 746,00	11,47%
Sociétés civiles	13 000,00	7,95%
Recettes propres d'activité	62 781,00	38,40%
Total	163 503,00	100,00%

DOSSIER N° EX044171 - DES ORGANISMES VIVANTS - RENOUVELLEMENT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	152 528,00 € TTC	29,50 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DES ORGANISMES VIVANTS
Adresse administrative	:	11 AVENUE DU PRESIDENT ROOSEVELT 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Brigitte Hyon, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
La fédération des Organismes vivants regroupe des compagnies de théâtre gestuel, clown, théâtre, danse et d'art numérique dans un objectif de mutualisation solidaire des moyens. Fondée en 2005 par trois compagnies, la fédération regroupe actuellement six équipes et accompagne la structuration et le projet de deux compagnies nouvelles issues de la cie Troisième Génération : les compagnies Societad Valentinas et Cie dé-chaînée. La fédération assure la production, la diffusion et l'administration des compagnies membres. Grâce à la mise en commun de leurs ressources, celles-ci bénéficient d'une solidarité financière, de stabilité structurelle et administrative et du développement de leurs partenariats avec les institutions et les programmateurs. Chacune des compagnies est implantée sur différents territoires franciliens, souvent durablement, avec le soutien de partenaires publics et de lieux franciliens : notamment le CDCN Atelier de Paris (75), Le Plessis-Pâté (91), Maisons-Laffitte (78), Domaine de Rentilly (77), Fleury-Mérogis (91), ville du Raincy (93) et dnas le Val de Marne.
Les compagnies membres bénéficient de soutiens de Départements, de la DRAC, de Villes, et de Communautés d'Agglomération et la structure est soutenue par la Région Ile-de-France.

Analyse du bilan de la précédente convention et du projet PAC pour les 4 prochaines années :

Le bilan des trois dernières années est très positif. Le modèle de mutualisation porté par la fédération des Organismes Vivants a permis de constituer une équipe administrative partagée stable de 3 personnes chargées respectivement de l'administration, de la production et de la diffusion. Ce modèle a également démontré sa solidité face à la scission d'une compagnie membre, la Troisième Génération, et a pu intégrer en 2018 les 2 nouvelles compagnies issues de cette scission : Cie Dé-chaînée et Societat Valentinas.
La fédération a mis en place durant la dernière convention le laboratoire de "Défragmentation collective", soit des ateliers réguliers d'échanges de pratiques, de conseils et de réflexion artistique.
Les différentes compagnies de la fédération sont implantées sur l'ensemble du territoire francilien avec des implantations plus fortes en Essonne (Le Silo, La Lisière etc.) et dans le Val-de-Marne (Théâtre Jean Vilar de Vitry, La Briqueterie etc.). En tout, ces compagnies ont porté 9 créations avec un volume de diffusion en hausse. Le volume d'actions culturelles s'est également accru avec par exemple les projets européens de La Transplanisphère avec les lycées du Raincy.
Le projet des quatre années à venir s'inscrit dans la continuité. La fédération des Organismes Vivants continuera à porter son projet de laboratoire collectif avec une nouvelle phase de réflexion centrée sur l'humain et sa projection dans la société. Les ateliers auront toujours pour but de générer des synergies avec le croisement entre les champs artistiques des différents participants, l'ouverture à de nouvelles formes de production ou de diffusion, et l'ouverture à de nouveaux publics via l'art numérique.
Les différentes compagnies continueront à porter leurs projets propres avec 4 à 6 créations prévues par an. La fédération les accompagnera dans le développement et le renforcement de leurs partenariats professionnels à l'échelle francilienne et travaillera particulièrement sur le développement de la diffusion.
Les actions culturelles avec les lycéens se poursuivront de manière importante avec les projets européens de la Transplanisphère mais aussi un partenariat de 3 ans de la Cie Point-Virgule avec l'Atelier de Paris et des lycées de Paris et Champigny-sur-Marne.

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 18 avril 2019.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle pour un montant à la hausse (+ 15 000).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 152 528 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (- 11 000 €) et des autres subventions régionales (- 11 000 €).

Localisation géographique :
- FONTENAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création diffusion	105 976,00	60,72%
Dépenses d'action culturelle	3 750,00	2,15%
Autres dépenses	64 802,00	37,13%
Total	174 528,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	14 000,00	8,02%
Région IDF - Aide à la PAC	56 000,00	32,09%
Région IDF - Aide à la création (sollicité)	11 000,00	6,30%
CD 91 (sollicité)	3 000,00	1,72%
CD 94 (sollicité)	8 000,00	4,58%
Ville de Montreuil (sollicité)	1 000,00	0,57%
Ville de Paris (acquis)	2 000,00	1,15%
Ville de Fontenay-sous-Bois (acquis)	2 190,00	1,25%
Ville de Morsang-sur-Orge (acquis)	2 000,00	1,15%
FONPEPS	8 328,00	4,77%
SPEDIDAM	4 460,00	2,56%
Recettes propres d'activité	62 550,00	35,84%
Total	174 528,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-271

DOSSIER N° EX044174 - ASSOCIATION JAZZ AME - RENOUVELLEMENT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	279 100,00 € HT	14,33%	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION JAZZ AME
Adresse administrative : 54 RUE PHILIPPE DE GIRARD
75018 PARIS 18E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SAMERA MESBAR, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
La compagnie Nacera Belaza, portée par l'association Jazz'Ame a été créée en 1987 par la chorégraphe et danseuse Nacera Belaza. Ses pièces chorégraphiques s'inscrivent dans une recherche autour du dialogue entre danses rituelles traditionnelles et écriture chorégraphique contemporaine.
Après une résidence au Forum culturel du Blanc-Mesnil, le spectacle « Le Cri » en 2008 a initié un rayonnement national et international de la compagnie en Europe, Maghreb, Japon, Indonésie, Afrique du Sud, Colombie...
La compagnie développe parallèlement un projet de transmission et de sensibilisation avec les publics. Jusqu'en 2017, la compagnie était en résidence au Centre National de la Danse de Pantin. Parallèlement, elle a noué des partenariats avec la MC93 de Bobigny et le Collectif 12 de Mantes la jolie. La compagnie travaille en outre à un projet de coopération avec l'Algérie et le Maroc, en vue de créer un dispositif de formation pour les jeunes danseurs africains.
Elle a pour principaux partenaires la Drac (CERNI) et la Région Ile de France.

Analyse du bilan de la précédente convention et du projet PAC pour les 4 prochaines années :
Le bilan du conventionnement est marqué par une diffusion importante au national et à l'international, par nouvelles créations et un ambitieux projet d'actions culturelles initié avec la MC 93, après les projets

menés à Mantes-la-Jolie avec le Collectif 12.
Le projet pour les 4 prochaines années repose sur un partenariat durable avec la MC 93 à Bobigny sur le projet de transmission, de recherche, création et diffusion, et à partir de 2020, au Théâtre Jean Vilar de Vitry (discussions en cours). Des partenariats sont également tissés avec le CND-Pantin et le Théâtre de Chelles. "La Procession" sera poursuivie dans différents lieux (en cours de discussion avec le Musée du Louvre et la Fondation Henri Cartier-Bresson). La compagnie travaillera sur deux projets de création en coopération avec le Maroc et le CND de Pantin autour des danses traditionnelles et la création d'un solo avec Oona Doherty pour la Biennale de Lyon. Ses pièces de répertoire et ses créations seront diffusées à l'échelle internationale et nationale... La compagnie souhaite consolider ses emplois afin de renforcer son développement et son réseau de partenaires.

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 18 avril 2019.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle pour quatre nouvelles années, pour un montant maintenu à l'identique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 279 100 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique : PARIS/ BOBIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	190 230,00	63,60%
Dépenses d'action culturelle	23 000,00	7,69%
Autres dépenses	85 870,00	28,71%
Total	299 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	60 000,00	20,06%
DRAC IDF (acquis)	100 000,00	33,43%
Institut français (sollicité)	4 000,00	1,34%
Recettes propres d'activité	135 100,00	45,17%
Total	299 100,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-271

DOSSIER N° EX044175 - ASSOCIATION LES ATELIERS DU SPECTACLE - RENOUVELLEMENT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	290 000,00 € HT	17,24 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION LES ATELIERS DU SPECTACLE
Adresse administrative : 10 B RUE BISSON
75020 PARIS 20
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie LEON, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
La compagnie des Ateliers du Spectacle, créée en 1989 par Jean-Pierre Larroche, est co-dirigée depuis 2009 avec le Groupe n+1 formé par Mickaël Chouquet, Balthazar Daninos et Léo Larroche. Le collectif est composé d'un créateur de dispositifs en tout genre (mécaniques sonores et visuelles), de techniciens, d'un metteur en scène, d'acteurs, d'un scénographe et de plasticiens. Il mène un projet mêlant théâtre, théâtre d'objet et sciences, selon une ligne artistique singulière. Ses créations prennent différentes formes (installation d'objets visuels et sonores, d'automates et dispositifs optiques, petites formes autonomes…). Le groupe crée ses spectacles lors de résidences dans des théâtres et dans le réseau Arts et sciences, en lien avec des laboratoires et des chercheurs. Il mène de nombreuses rencontres et ateliers avec les publics, notamment des lycéens. La compagnie tourne ses spectacles en Ile-de-France et au national y compris avec des formes plus singulières (les impromptus scientifiques avecun chercheur et un artiste ou encore des spectacles participatifs). De 2014 à 2017, le groupe n+1 a été artiste associé au Théâtre de l'Agora – Scène nationale d'Évry (91). Il a mené un travail avec des laboratoires de l'Université d'Evry et

de Paris Sud à Orsay. Plusieurs établissements scolaires ont été associés, notamment les lycées des Loges à Evry et Truffaut à Bondoufle. Le groupe n+1 est aussi en partenariat avec la Ville des Mureaux pour mener un projet lauréat du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA), afin de sensibiliser les jeunes à la Culture Scientifique Technique et Industrielle (CSTI). L'ensemble des actions se déroule sur le territoire de la Communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise.
La compagnie est conventionnée par la DRACet la Région Ile-de-France et reçoit le soutien de la ville des Mureaux et du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA).

Analyse du bilan de la précédente convention et du projet PAC pour les 4 prochaines années :

Le bilan des trois dernières années est très positif. Le Groupe n+1 a achevé en 2017 sa résidence longue à la Scène Nationale de l'Agora à Evry (91) par la création de Nil Actum et l'organisation de « championnat pour changer le monde », aboutissement de leurs nombreuses actions culturelles. Dans le même temps, il a démarré une nouvelle résidence longue aux Mureaux (78) dans le cadre du Programme d'Investissement d'Avenir dont la ville bénéficie sur une durée d'au moins 4 ans. Dans ce cadre, la compagnie mène de nombreuses actions culturelles en partenariat notamment avec les lycées du territoire. La compagnie est également en résidence aux Lilas sur la saison 2018-2019 en partenariat avec la Ville, le Département et Lilas-en-Scène. Celle-ci débouchera sur la création L'Ecole du risque, une création participative avec 13 amateurs. La compagnie poursuit également la création et la diffusion des impromptus scientifiques, conférences théâtrales associant un chercheur et un artiste (2 nouveaux et 6 en diffusion). La compagnie bénéficie de nombreux partenariats aussi bien culturels (Anis Gras, Scène Nationale de l'Agora, Lilas en Scène) que scientifiques et universitaires (Palais de la Découverte, Seinergy-Lab, ArianeGroup).
Le projet des quatre années à venir sera marqué par la poursuite de la résidence aux Mureaux. Le travail d'implantation sera au cœur de l'activité de la compagnie avec notamment l'organisation d'un temps fort arts, sciences et industrie aux Mureaux fin 2019. La compagnie y poursuivra également ses actions culturelles avec un grand projet réunissant deux lycées des Mureaux et un lycée de La Garenne-Colombes. Pour les années à venir, la compagnie a défini un nouvel axe de recherche autour des règles, de la loi et des grands principes qui régissent les différents compartiments des activités humaines, qui se retrouvera notamment dans la prochaine création L'Entorse est la règle en partenariat avec Anis Gras, la Scène Nationale de l'Agora et le Palais de la Découverte.

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 18 avril 2019.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle pour un montant à la hausse.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 290 000 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- LES MUREAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création diffusion	232 200,00	80,07%
Dépenses d'action culturelle	17 000,00	5,86%
Autres dépenses	40 800,00	14,07%
Total	290 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	50 000,00	17,24%
Programme d'Investissement d'Avenir (acquis)	48 414,00	16,69%
Région IDF - Aide à la PAC	50 000,00	17,24%
CD 93 (acquis)	12 000,00	4,14%
Ville des Mureaux (acquis)	37 586,00	12,96%
Ville des Lilas (acquis)	12 000,00	4,14%
Mécénat	15 000,00	5,17%
Recettes propres	65 000,00	22,41%
Total	290 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX044177 - COMPAGNIE ATMEN - RENOUVELLEMENT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	93 200,00 € TTC	37,55 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ATMEN
Adresse administrative	:	11 RUE MARCO POLO 91300 MASSY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur ANDREAS RIEHLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
La compagnie ATMEN a été créée en 2006 par la chorégraphe Françoise Tartainville, formée à l'Ecole du Louvre et à l'Ecole Jacques Lecoq. Sa recherche artistique s'articule autour du mouvement organique, brut, impulsif initié par différentes techniques de respiration. Ses créations prennent différentes formes : spectacles, performances in situ, créations associant des amateurs et sont pensées pour l'intérieur comme l'extérieur. De 2010 à 2014, elle a créé un triptyque autour du masculin : « Intérieur crème » (2010), « Blanc Brut » (2012), « Émulsion Cobalt » (2014), puis en 2016, « Inversions polaires » autour de la matière plastique et du recyclage. En 2018, elle a créé « qui a peur du rose ? » à l'Etoile du Nord.
La compagnie ATMEN a bénéficié d'une résidence longue de trois ans à L'étoile du Nord (scène conventionnée danse à Paris) de 2012 à 2015. Elle développe actuellement une implantation dans le département de l'Essonne et bénéficie de partenaires en Seine-et-Marne. Elle accompagne son activité de création d'actions pédagogiques et de sensibilisation à la danse en direction de différents publics : scolaires, milieu hospitalier, jeunes en attente de placement, amateurs, personnes âgées.
La compagnie est soutenue par la Région au titre de la permanence artistique et culturelle et par le département de l'Essonne. Elle obtient par ailleurs des aides ponctuelles d'autres partenaires

institutionnels, notamment de la DRAC Ile-de-France (notamment des aides à la résidence, comme en 2016 via le lieu de fabrique le Silo (Méréville).

Analyse du bilan de la précédente convention et du projet PAC pour les 4 prochaines années :

Le bilan des trois dernières années est très positif. La compagnie ATMEN a poursuivi son travail de création avec Inversions Polaires en 2016 et la pièce Qui a peur du rose ? en 2018 autour de laquelle elle a développé de nombreuses "extensions" (banquet rose, goûter rose, conférence dansée rose etc.) permettant de poursuivre la réflexion du spectacle avec les spectateurs. La diffusion des créations de la compagnie comme du répertoire a augmenté régulièrement. De même, la compagnie a renforcé son travail d'action culturelle avec notamment un projet d'ampleur avec le Louvre et des lycéens de Courbevoie. La dernière convention a permis à la compagnie de renforcer son implantation en Essonne au travers de résidences au Silo à Méréville et à la Lisière à Bruyères-le-Châtel, et des partenariats avec le Théâtre d'Etampes, le Collectif pour la Culture en Essonne et le festival Rencontres Essonne Danse. La compagnie développe également une implantation en Seine-et-Marne (Parc Culturel de Rentilly, Les Passerelles) et renforce sa présence au sein du réseau danse (résidence longue à Micadanses, résidences au TPE de Bezons, à la Briqueterie).
Le projet des 4 prochaines années s'inscrit dans la poursuite de l'implantation territoriale de la compagnie en Essonne et en Seine-et-Marne. Ainsi, la compagnie sera en résidence annuelle avec le Collectif pour la Culture en Essonne et en résidence courte au Silo et à Orsay. En Seine-et-Marne, le partenariat avec le Parc Naturel de Rentilly donnera lieu à une coproduction de la prochaine création Interstitium. La compagnie portera deux nouvelles créations tout en poursuivant la diffusion de son répertoire. Afin de porter au mieux le développement de son activité, la compagnie souhaite pouvoir se doter d'un.e chargé.e de production.

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 18 avril 2019.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle pour un montant à la hausse.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 93 200 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- MASSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	59 400,00	63,73%
Dépenses d'action culturelle	5 900,00	6,33%
Autres dépenses	27 900,00	29,94%
Total	93 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	10 000,00	10,73%
Région IDF - Aide à la PAC	35 000,00	37,55%
CD 91 (sollicité)	6 000,00	6,44%
FONPEPS	1 600,00	1,72%
ADAMI	7 000,00	7,51%
SPEDIDAM	5 000,00	5,36%
Mécénat	5 000,00	5,36%
Recettes propres	23 600,00	25,32%
Total	93 200,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-271

DOSSIER N° EX044178 - COMPAGNIE CHARACTERES - RENOUVELLEMENT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	179 017,00 € HT	22,34 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHARACTERE
Adresse administrative : RUE AMBROISE PRO
77000 VAUX-LE-PENIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur LAURENT STRICHARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
La compagnie a été créée en 2005 par le dramaturge et metteur en scène Gerald Garutti, elle promeut un théâtre de textes par des écritures classiques ou contemporaines au-delà des frontières. La compagnie a une double implantation en Ile de France et au Royaume-Uni et créé dans les deux langues. Gerald Garutti a créé « Roberto Zucco » et « Richard III » en 2003 et 2004 à l'ADC Théâtre de Londres.
Depuis 2013, la compagnie est en résidence à la Ferme des Jeux à Vaulx le Pénil, commune toute proche de Melun, lieu de création et de recherche. Cette résidence comprend un volet de création, un volet d'écriture et de débat d'idées, et un volet d'enseignement. Pour ce dernier, la compagnie se voit notamment confier la création, la conception, la supervision et l'animation d'une école d'art dramatique. Sont associées à cette résidence de nombreuses actions culturelles en direction des publics scolaires et sociaux, développant notamment l'axe intergénérationnel.
La Région Ile de France est le principal partenaire de la compagnie aux côtés de la commune de Vaulx le Pénil et du Département sur des aides ponctuelles régulières.

Bilan du dernier conventionnement PAC et projet pour les 4 prochaines années :
Les 3 dernières années, la compagnie a mené 4 créations en Ile de France et en Angleterre, avec un

développement de la diffusion (94 à120) les 2 premières années, des résidences de création dans des CDN (Limoges et Sénart) la première année. Si la 2ème année témoigne d'un fléchissement de moitié de la diffusion en ile de france, la 3ème année est une année blanche en raison de la défection d'un partenaire majeur, le théâtre de l'Atelier qui devait notamment programmer une longue série de L'éloge de la nuit avec Pierre Richard. La compagnie a cependant poursuivi, grâce à son implantation solide en Seine-et-Marne, son important volet d'actions culturelles notamment auprès des lycéens (5 à 6 établissements) sur ces 3 ans sur un volume variant de 300 à 409 heures. Le projet pour les 4 années s'inscrit dans la poursuite de l'implantation territoriale à la Ferme des jeux mais aussi dans un nouveau cadre avec le partenariat noué autour du projet porté pour le lieu "le relais d'Italie" (ancien conservatoire paris 13è) dans le cadre d'un appel à projet de la Ville de Paris. Un partenariat est aussi prévu avec la Scala pour une série (Eloge de la nuit, les carnets du sous-sol). Le projet prévoit 6 créations en France et ou en Angleterre (le château de Kafka, un quartet de Heiner Muller, le livret Opéra sur l'affaire Dreyfus, Lorenzaccio), donnant lieu à des séries de représentations, des ateliers, 42 conférences filmées pour tous publics et 50 dans les lycées seineetmarnais.

La commission PAC s'est réunie le 18 avril 2019. Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle pour quatre nouvelles années, pour un montant réévalué à la hausse.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention : La base subventionnable comprend l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique : VAUX-LE-PENIL

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISTIQUES	122 417,00	66,52%
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	28 000,00	15,22%
AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	33 600,00	18,26%
Total	184 017,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France PAC	45 000,00	24,45%
DPT SEINE ET MARNE attribué	5 000,00	2,72%
COMMUNE DE VAUX LE PENIL en cours	10 000,00	5,43%
Mécénat	10 000,00	5,43%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	114 017,00	61,96%
Total	184 017,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-271

DOSSIER N° EX044179 - THEATRE DU BOUT DU MONDE - RENOUVELLEMENT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	198 100,00 € TTC	22,72 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE THEATRE DU BOUT DU MONDE
Adresse administrative : 2 ALLEE DES GLYCINES
92000 NANTERRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PHILIPPE GUERIN, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
La Cie Théâtre du Bout du Monde (TBM) est un collectif d'artistes créé en septembre 1990 par Miguel Borras, Philippe Guerin et André Bonnet. Il est composé de professionnels du théâtre, de plasticiens, d'écrivains et de saltimbanques. La compagnie se caractérise par la mise en place de projets de citoyenneté par l'intermédiaire du théâtre. Son activité est concentrée autour de deux pôles : la création de spectacles et les actions de sensibilisation artistique.
La compagnie a développé un concept de « création participative », où chacun des moments du processus de création, que ce soit l'écriture de la trame narrative ou le jeu sur scène, est un moyen d'encourager la créativité des populations fragilisées. Il a été développé à Nanterre et au centre d'hébergement Emmaüs du 10ème arrondissement de Paris. Ce modèle d'action sociale par le théâtre devrait à terme être proposé dans des quartiers similaires.
Les séances, sous la forme d'ateliers et de stages intergénérationnels et interdisciplinaires (théâtre, écriture, marionnettes, échasses…), sont animées de manière régulière et font l'objet de restitutions publiques au cours d'évènements festifs organisés en partenariat avec des associations locales.

De 2014 à 2016, le théâtre du Bout du Monde a mené le projet Bronx en Seine en partenariat avec l'ID Studio Theater et le DreamYard Project, avec des jeunes de Nanterre et des jeunes américains.
La compagnie est soutenue par la Ville de Nanterre, le Conseil Départemental des Hauts-de-Seine, la Région Ile-de-France et la Fondation RATP, notamment au titre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale.

Analyse du bilan de la précédente convention et du projet PAC pour les 4 prochaines années :

Le bilan des trois années écoulées s'inscrit dans la continuité. Cette structure implantée dans le quartier « Politique de la Ville » du Petit Nanterre, au croisement de l'action sociale et culturelle et de la création artistique, demeure atypique au sein des bénéficiaires de la PAC. Le volume d'heures d'action culturelle est impressionnant (5 439 heures/an en moyenne). Faisant travailler des amateurs et des professionnels dans des projets participatifs, elle a proposé 14 spectacles/restitutions d'ateliers dont « Un grenier plein d'espoir » avec les jeunes du projets Bronx en Seine (jeunes de Nanterre et du Bronx avec le soutien de l'Ambassade de France), « Un vent contraire » avec 25 élèves du Lycée Condorcet dans les Yvelines, « L'Oiseau vert » de Gozzi avec 10 amateurs de l'atelier du Cash de Nanterre (Centre d'accueil des sans-abris) et avec des collégiens République de Nanterre, « Iphigénie » avec 10 jeunes de la « Petite troupe » du collège République, « Momotaro, l'enfant des pêches » avec les jeunes de l'atelier 10-15 ans, « Les sorcières de Salem » avec les élèves du Conservatoire municipal de Nanterre... Ces projets ont donné lieu à 31 représentations chez les partenaires du TBM : CDN de Nanterre Amandiers, salle des fêtes de Nanterre, Maison de la Musique de Nanterre, Alliance française, MPAA.
Le projet pour les 4 ans s'inscrit dans la continuité avec des rencontres avec de jeunes nanterriens et de jeunes colombiens à Londres et la mise en place d'un festival « Vents contraires » réunissant des structures de théâtre mêlant amateurs et professionnels comme le Théâtre de Stains, le Théâtre du Kalam ou le Petit colossal Théâtre. Le projet évoque également l'ouverture d'un lieu dans le quartier du Petit Nanterre où l'Office HLM dispose d'un terrain dans un quartier de rénovation urbaine.

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 18 avril 2019.

Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle pour quatre nouvelles années, pour un montant diminué.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 198 100 euros et correspond au budget prévisionnel déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- NANTERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	70 600,00	33,44%
Dépenses d'action culturelle	88 500,00	41,92%
Autres dépenses	52 000,00	24,63%
Total	211 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (en cours)	29 200,00	13,83%
Région IDF PAC	68 000,00	32,21%
CD 92 (en cours)	10 000,00	4,74%
Contrat de Ville (en cours)	15 700,00	7,44%
Ville de Nanterre (acquis)	10 000,00	4,74%
Ville de Nanterre subvention exceptionnelle (en cours)	4 000,00	1,89%
Emplois aidés	700,00	0,33%
CAF (acquis)	5 000,00	2,37%
Partenaires privés	29 000,00	13,74%
Recettes propres	39 500,00	18,71%
Total	211 100,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-271

DOSSIER N° EX044180 - CREA CRÉATION VOCALE ET SCÉNIQUE - RENOUVELLEMENT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	798 473,00 € TTC	5,64 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CREA CENTRE D'EVEIL ARTISTIQUE
Adresse administrative	:	3 RUE JACQUES DUCLOS 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame CLAIRE GROJSMAN, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
Fondé en 1987 et dirigé par Didier Grojsman, le CREA, centre d'éveil artistique à Aulnay-sous-Bois est une structure unique en France, qui forme chaque année 150 choristes amateurs de 6 à 26 ans à une pratique vocale et scénique encadrée par des professionnels. Des commandes d'écriture d'opéras et de spectacles de théâtre musical sont passées à des auteurs et compositeurs. Son objectif est de favoriser, par le chant, l'épanouissement individuel des enfants, tous milieux sociaux, sans sélection ni audition : développement de la créativité, sens de l'écoute et du respect de l'autre, attitude face à l'effort… Autant d'éléments qui contribuent aussi à lutter contre l'échec scolaire sur un territoire, Aulnay-sous-Bois, empreint de nombreuses difficultés sociales. Par ailleurs, le CREA mène une politique importante d'actions éducatives et de formations auprès écoles et collèges d'Aulnay-sous-Bois, mais aussi avec les parents, des personnes âgées en maisons de retraite, des salariés…etc.
Le CREA est soutenu de longue date par la Ville d'Aulnay-sous-Bois, le Département de Seine-Saint-Denis, la DRAC Ile-de-France et la Région Ile-de-France.

Analyse du bilan de la précédente convention et du projet PAC pour les 4 prochaines années :

Le bilan des trois dernières années est positif. Le projet du CREA a atteint un rayonnement national tant au travers de son important travail de formation des professionnels de l'éducation que pour son travail de création artistique. Celui-ci s'est poursuivi de manière très importante avec les 5 chœurs de jeunes et d'habitants d'Aulnay-sous-Bois qui ont chacun porté plusieurs créations originales. Le CREA mène également de très nombreuses actions culturelles à Aulnay-sous-Bois où il est en résidence permanente auThéâtre Jacques Prévert, et dans les villes voisines. Plus de 1500 personnes, en plus des participants aux différents chœurs, ont bénéficié des actions culturelles du CREA. Le CREA s'appuie sur de nombreux partenariats avec des villes d'Ile-de-France (Aulnay, Drancy, Villepinte, etc.), des fondations privées et des structures culturelles (Opéra Bastille avec diffusion en série une année sur deux, Théâtre du Châtelet).
Le projet des quatre prochaines années s'inscrit dans la continuité. Le travail de création des chœurs se poursuivra avec de nouvelles commandes d'opéra et les nombreuses actions culturelles et formations seront renouvelées. Le projet territorial « Tous en scène » qui réunit des classes de 8 écoles de du territoire Paris Terres d'Envol prendra une nouvelle ampleur avec l'inclusion dans le projet de 6 salles de spectacle du territoire dont le Théâtre Aragon de Tremblay-en-France.

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 18 avril 2019.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle pour un montant à la hausse.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 798 473 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (- 5 000 €) et des frais financiers (- 1 100 €).

Localisation géographique :
- AULNAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création diffusion	434 652,00	54,02%
Dépenses d'action culturelle	314 454,00	39,08%
Autres dépenses	55 467,00	6,89%
Total	804 573,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	71 621,00	8,90%
Ministère de l'Education Nationale (sollicité)	20 000,00	2,49%
Préfecture du 93 (acquis)	45 000,00	5,59%
Région IDF - Aide à la PAC	50 000,00	6,21%
CD 93 (acquis)	48 122,00	5,98%
Ville d'Aulnay-sous-Bois (acquis)	172 000,00	21,38%
Fonds de création lyrique	15 000,00	1,86%
SPEDIDAM	5 000,00	0,62%
Mécénat	233 910,00	29,07%
Recettes propres	143 920,00	17,89%
Total	804 573,00	100,00%

DOSSIER N° EX044182 - FETES GALANTES - RENOUVELLEMENT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	343 200,00 € HT	15,44 %	53 000,00 €
	Montant total de la subvention		53 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	FETES GALANTES
Adresse administrative	:	2 BIS RUE DES CAMELIAS 94140 ALFORTVILLE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame SOLANGE DONDI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
Béatrice Massin a créé Fêtes Galantes , avec la volonté d'explorer la danse baroque et une sensibilité contemporaine. Parmi ses créations, on peut citer : « La Belle au bois dormant » (jeune public), « Mass B » (création 2016 - pièce pour 10 jeunes danseurs). La compagnie répond aussi à des commandes extérieures, dans le cadre du Festival Concordan(s)e en 2013, pour le film « Le roi danse » de Gérard Corbiau, pour la série « Versailles » ou encore pour le Tricentenaire de l'Ecole du Ballet de l'Opéra de Paris (chorégraphie pour 18 jeunes danseurs masculins avec Nicolas Paul). En 2003, la compagnie a créé l'Atelier baroque, cellule de transmission et de formation, qui regroupe toutes ses activités liées à la pédagogie, à l'action culturelle et à la formation. En 2013, après 20 ans de compagnie, Fêtes galantes a lancé « la Pépinière de jeunes chorégraphes », destinée à accompagner de jeunes interprètes dans leurs premiers pas en tant que chorégraphes. En 2018, la compagnie inaugure encore un nouvel axe de son projet avec la « Fabrique des Ecritures Baroques » qui vise soutenir et à produire des œuvres et à accompagner les projets d'artistes invités s'emparant du baroque pour aboutir des propositions actuelles.
Implantée dans le Val-de-Marne à Alfortville, où elle développe un partenariat avec le Pôle culturel, la compagnie a bénéficié d'une résidence longue au théâtre Paul Eluard de Bezons (95), scène

conventionnée pour la danse de 2017 à 2019. Par ailleurs, la compagnie s'insère dans un large réseau de partenaires en Ile-de-France et au plan national.
La compagnie est soutenue par la DRAC, la Région Ile-de-France, le Conseil Départemental du Val-de-Marne.

Analyse du bilan de la précédente convention et du projet PAC pour les 4 prochaines années :

Le bilan des trois dernières années est marqué par une diffusion très importante du répertoire de la compagnie. Ainsi, la création 2016 Mass B a été jouée plus de 50 fois et la pièce jeune public La Belle au bois dormant (2014) plus de 170 fois. Béatrice Massin a aussi répondu à des commandes (ADAMI, CNSMDP, Centre des Monuments Nationaux). La compagnie poursuit son travail de transmission au travers de l'Atelier Baroque. Elle mène en moyenne 500 heures d'actions culturelles par an et notamment en direction des lycéens (projet Des ponts pas de murs avec le lycée technique d'Argenteuil). La Fabrique des Ecritures a donné lieu à la création en 2018 de "Quatre-Un" composé d'un solo commandé à Mickaël Phélippeau et d'un quatuor de B. Massin pouvant être joués ensemble ou séparément. Avec la Pépinière de Chorégraphes, la compagnie a accompagné la jeune danseuse Lou Cantor dans son premier projet de création, "Epopées", avec les migrants du CADA de Sarcelles. Durant cette convention, la compagnie a été accueillie en résidence longue au Théâtre Paul Eluard de Bezons de 2016 à 2019, et a réalisé un important travail d'actions culturelles. En 2018, la compagnie a connu des difficultés conjoncturelles (malversations de l'ancien administrateur) qui sont aujourd'hui surmontées, grâce notamment à un soutien exceptionnel de la DGCA.
Le projet des quatre années à venir s'inscrit dans la continuité du projet actuel, structuré selon 3 axes : la création, le répertoire et les résidences ; la Fabrique des écritures et la Pépinière de Chorégraphes ; l'Atelier Baroque. La compagnie prévoit 2 créations ainsi qu'une re-création de la fable "Le Loup et l'Agneau" en réponse à une demande du Théâtre de Chaillot tout en poursuivant la diffusion du répertoire. Implantée au POC à Alfortville, la compagnie poursuit ses partenariats historiques (La Briqueterie, CND, Abbaye de Maubuisson, Théâtre National de Chaillot, Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines) et des partenariats sont en cours avec deux scènes nationales : le Théâtre 71 à Malakoff et le Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines.

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 18 avril 2019.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle pour un montant à la hausse (+ 7 100).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 343 200 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (- 7 000 €), des frais bancaires et des dotations aux amortissements (- 4 500 €).

Localisation géographique :
- ALFORTVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création diffusion	219 278,00	61,82%
Dépenses d'action culturelle	33 794,00	9,53%
Autres dépenses	101 628,00	28,65%
Total	354 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	100 000,00	28,19%
Région IDF - Aide à la PAC	60 000,00	16,92%
CD 94 (sollicité)	40 000,00	11,28%
Recettes propres	154 700,00	43,61%
Total	354 700,00	100,00%

DOSSIER N° EX044183 - KMK - RENOUVELLEMENT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	90 200,00 € TTC	26,61 %	24 000,00 €
	Montant total de la subvention		24 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : KMK KMK BIENVENUE CHEZ NOUS
Adresse administrative : CHEZ 36 DU MOIS
94260 FRESNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GUILHEM NAVAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
La compagnie KMK a été créée en 1989 par Véronique Pény, architecte, plasticienne et scénographe. Elle développe des projets pluridisciplinaires (arts plastiques, création sonore, danse, littérature…) dans l'espace public et travaille sur le décalage, le recyclage poétique et le détournement d'objets, en puisant son inspiration dans les lieux qu'elle habite : jardins, fleuves, cité, terrain vague, quartiers…etc.
La spécificité de son travail artistique la conduite à développer des modes de production et de résidence alternatifs : chantiers de création et résidences artistiques longues (plusieurs semaines) dans des lieux qui deviennent sources d'inspiration, créations in situ & spectacles-performances, action culturelle de proximité : recueil de paroles, rencontres avec la population, collecte de matériaux, sons… KMK travaille régulièrement avec des manifestations et structures repérées des arts de la rue en France et à l'étranger : Festival Promenades, Festival Excentrique, Festival de l'Oh, Pays Bas (Tershelling), Montréal.
Après une résidence d'implantation de 6 ans à Nangis en Seine-et-Marne (2010-2016), la compagnie a eu une résidence à Savigny le temple en 2017, sur la saison 2018 2019 KMK a investi plusieurs territoires sur des temps plus courts à Fresnes, Châtel et Saint-Ouen l'Aumône.
Ses principaux partenaires sont la Drac et la Région Ile de France.

Analyse du bilan de la précédente convention et du projet PAC pour les 4 prochaines années :
Le bilan des 3 dernières années marque la fin de la résidence de longue durée à Nangis avec 6 créations de déambulations et promenades cartographiées ; la résidence entamée à Savigny-le-Temple en

jumelage avec le château de Fontainebleau a été arrêtée et la compagnie a abordé en 2018 une phase de transition pour repositionner son modèle économique, son projet artistique et culturel ainsi que son implantation. Elle a continué à mener des actions culturelles sur ces territoires avec tous publics dont des lycéens.
Le projet pour les 4 années : la compagnie renouvelle ses formes artistiques en s'associant avec une nouvelle metteuse en scène/comédienne. Son implantation principale sera à Fresnes mais elle rayonnera sur divers territoires franciliens. Elle noue des partenariats avec La Grange Dimière, le théâtre de Fresne, la Lisière, La Maison du Conte, Animakt et la Ferme du Buisson. Elle entame une nouvelle création "Ravie" qui s'articule autour d'un important volet d'actions culturelles, notamment en prison, "Mue" et "Esperance vi(ll)e", avec la volonté de se réinsérer dans un véritable réseau de diffusion.

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 18 avril 2019.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle pour quatre nouvelles années, pour un montant maintenu à l'identique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 90 200 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique : FRESNES
Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	55 100,00	54,99%
Dépenses d'action culturelle	20 000,00	19,96%
Autres dépenses	25 100,00	25,05%
Total	100 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	34 000,00	33,93%
DRAC IDF (acquis)	30 000,00	29,94%
DRAC IDF SDAT (sollicité)	3 400,00	3,39%
CD94 (sollicité)	10 000,00	9,98%
Recettes propres d'activité	22 800,00	22,75%
Total	100 200,00	100,00%

DOSSIER N° EX044185 - L'ART ECLAIR- RENOUVELLEMENT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	109 370,00 € HT	22,86 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'ART ECLAIR
Adresse administrative : 65 RUE DES CHANTEREINES
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ISABELLE CALLO, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
La compagnie L'Art Eclair est dirigée par l'auteur et metteur en scène, Olivier Brunhes. Auteur de plusieurs pièces (Le Fossé de l'Aumône (2006), Spirituo Perpet (2007)…etc.), il a publié son premier roman en 2012 : La Nuit du chien, qui a obtenu le Prix Senghor 2012 du Premier Roman Francophone et le Prix 2013 des Lycéens et apprentis de la Région Ile-de-France.
La spécificité de la compagnie est de créer des spectacles mêlant artistes professionnels et personnes en situation de grande précarité (handicap, SDF, détenus, bénéficiaires des minimas sociaux..), des comédiens qualifiés « d'extraordinaires ».
Ce mode de travail nécessite davantage de temps de fabrication, les créations aboutissant après plusieurs années de recherche et de collecte de paroles sur le terrain. Parmi ces créations, on peut citer : « Aziou Liquid – Rêves au travail » (2007) sur le monde du travail et de l'entreprise, pièce écrite par un trio d'auteurs (Olivier Brunhes, Koffi Kwahulé et François Prodromidès) ou encore « Fracas » (2013) autour du thème de la différence.
L'Art Eclair crée en 2015 « Paroles du dedans » en partenariat avec l'Apostrophe de Cergy la maison d'arrêt du Val d'Oise, visant à porter la parole des détenus. Depuis 2016 un partenariat se met en place

avec la Ville de Versailles et le SPIP78 en vue d'un nouveau projet avec les maisons d'arrêt du territoire. La compagnie est soutenue par la Région Ile-de-France et par la DGCA.

Analyse du bilan de la précédente convention et du projet PAC pour les 4 prochaines années :

La cie l'Art éclair, dirigée par le romancier, auteur et metteur en scène Olivier Bruhnes, présente un bilan très positif des trois années écoulées. La compagnie, atypique dans sa démarche de travail avec des marginaux, a surtout mené un vaste chantier avec l'Etablissement public du Château de Versailles et le SPIP 78 autour de la création de « L'Ombre du Soleil » dans la salle du Jeu de Paume avec une douzaine de détenus de 3 prisons des Yvelines (Versailles, Bois d'Arcy, Poissy). Ce chantier d'envergure, d'écriture et de jeu, mêlant professionnels et amateurs, sera reconduit avec le Château de Versailles dans les prochaines années. La compagnie a créé d'autres spectacles écrits par Olivier Bruhnes : « Paroles du dedans » et « L'ange et l'enfant ». Elle a également mis en chantier une nouvelle création, autour des sans abris « Tout l'univers ». En 2017 elle a été « conventionnée » à hauteur de 50 000 euros par la DGCA/Ministère de la Culture ce qui va lui permettre de mieux se structurer.
Le projet pour les quatre prochaines années est marqué par la création de « Tout l'univers » et de « Mortel vivant » et la poursuite des partenariats de la compagnie : TPV, Ferme du Buisson, Château de Versailles. Elle poursuivra également ses actions artistiques avec le lycée horticole de Montreuil.

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 18 avril 2019.

Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle pour quatre nouvelles années, pour un montant maintenu à l'identique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 109 370 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la subvention régionale d'aide à la création et de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :
- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création /diffusion	96 800,00	69,46%
Dépenses d'action culturelle	12 150,00	8,72%
Autres dépenses	30 420,00	21,83%
Total	139 370,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	45 000,00	32,29%
Région IDF - Aide à la création	10 000,00	7,18%
DRAC IDF (sollicité)	13 125,00	9,42%
Ministère de la Culture DGCA (acquis)	50 000,00	35,88%
Ville de Paris (sollicité)	6 000,00	4,31%
Partenaires privés	10 000,00	7,18%
Recettes propres d'activité	5 245,00	3,76%
Total	139 370,00	100,00%

DOSSIER N° EX044187 - LE TEMPS DE VIVRE - RENOUVELLEMENT (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	92 500,00 € HT	32,43 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE TEMPS DE VIVRE
Adresse administrative : 9 RUE DE STRASBOURG
92700 COLOMBES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame DANIELLE LEFEVRE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
La compagnie Le temps de Vivre a été créée en 1992 par Rachid Akbal, comédien-conteur, auteur et metteur-en-scène. Elle s'est donnée pour mission de diffuser les arts de la parole (théâtre, conte, oralité) en France et à l'étranger. La compagnie est implantée à Colombes (92) depuis bientôt 20 ans.
La narration occupe une place centrale dans le théâtre de Rachid Akbal, les arts de la parole se sont imposés comme principal langage de la compagnie. Ces dernières années, les créations se sont centrées autour du récit et de sa mise en théâtre. La compagnie tend à utiliser de nouvelles techniques du théâtre contemporain comme la vidéo ou le mélange des disciplines. Le théâtre de Rachid Akbal se veut à l'écoute de l'actualité.
La compagnie Le Temps de vivre a également créé « Rumeurs Urbaines », festival des arts de la parole. Ce festival, qui a présenté sa 17ème édition en octobre 2016, réunit chaque année sur une quinzaine de jours 30 conteurs et plus de 4 000 spectateurs dans 17 villes partenaires de trois départements, les Hauts-de-Seine, les Yvelines et le Val d'Oise. Les lieux du festival sont l'Avant-Seine, l'Espace Renoir, l'Espace 1789, le Théâtre du Cormier, le Théâtre de l'Usine, la MJC de Colombes, le Tamanoir, le réseau des médiathèques…

La compagnie Le Temps de Vivre est soutenue par la DRAC (au titre de l'aide à la production dramatique, de l'aide à la résidence et de la culture et du lien social), le Conseil Départemental des Hauts-de-Seine, le Conseil Départemental du Val-d'Oise et la Ville de Colombes.

Analyse du bilan de la précédente convention et du projet PAC pour les 4 prochaines années :

Le Temps de Vivre présente un bilan très positif des 3 années écoulées. La compagnie, qui est aussi un opérateur pour l'organisation du Festival du conte Rumeurs urbaines, s'attache et parvient à mettre en cohérence ses deux activités associant la diffusion de ses créations dans le festival et mettant l'accompagnement des équipes artistiques des arts du récit au centre de Rumeurs urbaines. Pendant la convention écoulée, Rachid Akbal a écrit et mis en scène « Rivages » qui a été coproduit et diffusé par le Théâtre de l'Avant-Seine, l'Espace 89, Gare au Théâtre, la salle Jacques Brel à Champs-sur-Marne, le Collectif 12 et en Martinique par le Tropiques Atrium. Il a repris « Retour à Ithaque » et « Baba la France » au Grand Parquet. Il met en chantier la création « Cent culottes et sans papiers » de l'auteur Sylvain Levey qui sera présentée à Avignon et au Festival Théâtral du Val d'Oise. La compagnie est depuis 2019 conventionnée par la DRAC Ile-de-France à hauteur de 50 000 €. Rumeurs urbaines est aujourd'hui « une fabrique structurante du conte et des arts du récit » en partenariat avec le Hublot, la Maison du conte, le Théâtre de l'Usine, le Tamanoir, la Maison du développement culturel de Gennevilliers. La journée professionnelle proposant depuis 2017 des sorties de résidence (soutenues par la DGCA) est très suivie. La compagnie, avec ses créations et son festival, est très présente à Colombes et dans la boucle nord des Hauts-de-Seine mais aussi dans le 78 et le 95.
Le projet pour les 4 prochaines années s'inscrit dans la continuité.

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 18 avril 2019.

Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle pour quatre nouvelles années, pour un montant revalorisé.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 92 500 euros et correspond au budget prévisionnel déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- COLOMBES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	91 100,00	88,88%
Autres dépenses	11 400,00	11,12%
Total	102 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	26 500,00	25,85%
Région IDF PAC	40 000,00	39,02%
CD 92 (sollicité)	15 000,00	14,63%
Recettes propres	21 000,00	20,49%
Total	102 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX044188 - LA ROUSSE - RENOUVELLEMENT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	94 800,00 € HT	26,37 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA ROUSSE
Adresse administrative : 11 RUE DES HAIES
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame VERONIQUE PIOLINE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
Depuis 2004, la compagnie La Rousse destine ses créations théâtrales contemporaines au jeune public. Fondée par Nathalie Bensard, metteuse en scène et auteure d'une dizaine de créations dont le sujet est l'enfance. Ses spectacles sont diffusés dans les scènes nationales (Sénart, Dieppe), les scènes conventionnées et les théâtres de ville. La compagnie La Rousse mène des actions culturelles autour de ses créations avec des publics diversifiés et des projets pour les lycéens.
Après une implantation en Seine et Marne la compagnie a entamé un partenariat avec la Merise (78) sur des actions culturelles avec les lycées.
La compagnie a pour principaux partenaires la DRAC IDF au titre de l'aide au conventionnement et la Région Ile de France. Elle a le soutien régulier des sociétés civiles sur ses créations.

Bilan des 3 dernières années du conventionnement PAC et projet pour les 4 prochaines années :
Ces 3 dernières années la compagnie a mené deux résidences autour de la création de "Midi la nuit" et "M&A" sur 2 nouveaux territoires (Bagnolet, Pontault Combaut) et a entamé en 2018 une résidence longue à Trappes à la Merise et en lycée autour de la création "spécimen", elle a mené des actions culturelles autour de ces créations avec les collégiens et lycéens.
Le projet pour les 4 années prévoit la poursuite de la résidence à Merise (78) et une nouvelle résidence d'implantation au théâtre des Bergeries à Noisy-le-Sec autour de la création" le plus beau cadeau du

monde" avec le soutien d'Arcena et du département du 93. Deux résidences d'actions culturelles autour de ses spectacles au théâtre de Malakoff et de Corbeil Essonne sont aussi prévues. Elle continuera à diffuser ses 2 précédentes créations, en y associant des actions culturelles en Ile de France et en région, avec une ouverture à l'international pour "Micky et Addie".

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 18 avril 2019.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle pour quatre nouvelles années, pour un montant réévalué à la hausse.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique : NOISY-LE-SEC

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES CREATION DIFFUSION	44 926,00	47,39%
ACTIONS CULTURELLES	18 250,00	19,25%
AUTRES DEPENSES	31 624,00	33,36%
Total	94 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF PAC	25 000,00	26,37%
ETAT DRAC ATTRIBUE QUOTE PART FONCTIONNEMENT ET RESIDENCE	35 000,00	36,92%
CD 93 ATTRIBUE QUOTE PART RESIDENCE	5 000,00	5,27%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	29 800,00	31,43%
Total	94 800,00	100,00 %

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-271

DOSSIER N° EX044189 - LA CONCORDANCE DES TEMPS - RENOUVELLEMENT (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	121 875,00 € HT	24,62 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LA CONCORDANCE DES TEMPS
Adresse administrative	:	13 RUE LOUIS GAILLET 94250 GENTILLY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame GENEVIEVE DE BUZELET, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
La Concordance des temps est une compagnie de théâtre fondée en 2000 par Lucie Nicolas. La compagnie porte, d'une part, les spectacles mis en scène par celle-ci, souvent au croisement de différentes esthétiques (marionnette, danse, cirque, images projetées…) et d'autre part, depuis 2004, les spectacles du Collectif F71, fondé avec quatre autres comédiennes et metteures en scène (Sabrina Baldassarra, Stéphanie Farison, Emmanuelle Lafon, Sara Louis), autour de l'œuvre du philosophe Michel Foucault.
Le Collectif est très investi dans des actions artistiques et culturelles avec les publics. Il a notamment mené des projets d'envergure avec des détenus au sein de plusieurs maisons d'arrêt et intervient également au sein d'établissements scolaires et notamment en lycée.
La compagnie est implantée en Ile-de-France depuis ses débuts et bénéficie de l'accompagnement et du soutien de plusieurs lieux partenaires, en particulier dans le Val-de-Marne (Théâtre-Studio d'Alfortville, Anis Gras, Studio-Théâtre de Vitry) et dans les Yvelines (Collectif 12, théâtre ESAT Eurydice à Plaisir, Ferme de Bel Ebat à Guyancourt). Elle est également régulièrement accueillie au Centquatre et au

Théâtre de la Bastille à Paris.
La compagnie bénéficie régulièrement du soutien de la DRAC et des sociétés civiles. Elle est soutenue par la Région Ile-de-France au titre de la permanence artistique et culturelle depuis 2013.

Analyse du bilan de la précédente convention et du projet PAC pour les 4 prochaines années :

Le bilan des trois dernières années est marqué par une période de transition pour la compagnie. En effet, après plusieurs années de création collective, elle s'est recentrée autour de l'activité de Lucie Nicolas. Cette transition explique la baisse d'activité de la compagnie des deux premières années de la convention. L'activité de la compagnie a repris de manière plus importante à partir de 2018 avec la création de "Noire". Présenté au plateau du Groupe des 20 et programmé au sein du Festival Théâtral du Val-d'Oise, ce spectacle a connu un grand succès et a été joué plus d'une quarantaine de fois. La compagnie a créé fin 2018 "Songbook", une forme courte, complémentaire de "Noire", pouvant être jouée hors-les-murs. Ces créations ont donné lieu à de nombreuses actions culturelles particulièrement en lycées. La compagnie a poursuivi ses partenariats historiques dans le Val-de-Marne (Anis Gras, Théâtre Paul Eluard de Choisy-le-Roi, TQI, Fontenay-en-Scènes) et avec le Collectif 12, tout en développant de nouveaux liens dans le Val-d'Oise (FTVO, Espace Sarah Bernhardt de Goussainville).
Le projet des quatre prochaines années s'articule autour d'une implantation renforcée dans le Val-de-Marne. La diffusion de "Noire" et de "Songbook" devrait se poursuivre de manière importante avec de nombreuses actions culturelles. La compagnie travaillera également à deux nouvelles créations, l'une de Lucie Nicolas en 2021 autour de l'Aquarius, l'autre de Stéphanie Farison en 2022 sur la question raciale aux Etats-Unis.

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 18 avril 2019.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle pour quatre nouvelles années, pour un montant maintenu à l'identique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 121 875 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :
- GENTILLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	84 148,00	63,81%
Dépenses d'action culturelle	8 377,00	6,35%
Autres dépenses	39 350,00	29,84%
Total	131 875,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	40 000,00	30,33%
CD94 (acquis)	10 000,00	7,58%
Autres subvention GEPSEO	2 500,00	1,90%
Recettes propres d'activité	79 375,00	60,19%
Total	131 875,00	100,00%

DOSSIER N° EX044191 - LA COMPAGNIE DES DRAMATICULES – RENOUVELLEMENT (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	127 497,00 € HT	29,80 %	38 000,00 €
	Montant total de la subvention		38 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LA COMPAGNIE DES DRAMATICULES
Adresse administrative	:	16 AVENUE DE PARIS 94300 VINCENNES
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame IOHANNA HADJIDAKIS, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
Créée en 2002 par Jérémie Le Louët et Noémie Guedj, la compagnie des Dramaticules fédère une équipe d'acteurs de la même génération et constitue une troupe. Après la création en 2004 de Macbett d'Ionesco au Théâtre 13 à Paris, la compagnie monte Hot House d'Harold Pinter au Théâtre de Cachan en 2007. Les deux pièces reçoivent un bon accueil de la part du public et des programmateurs qui saluent les choix singuliers de dramaturgie et de mise en scène : travail sur l'intensité et le souffle, écriture de partitions verbales et physiques chorégraphiées, volonté d'aborder des thématiques universelles et intemporelles (le désir, la quête d'identité, le libre arbitre, la transgression ou l'embrigadement des hommes), le rapport au grotesque comme élément définissant la condition dérisoire de l'homme. En 2012, la compagnie a créé un « Richard III » et en 2013 et 2014, deux créations de spectacles de plateau « Affreux, bêtes et pédants » et « L'Ubu roi des Dramaticules ». Entre 2007 et 2011, la compagnie bénéficie d'une résidence d'implantation de quatre ans sur le territoire de l'agglomération du Val de Bièvre (CAVB), soit 7 communes, en partenariat avec les trois théâtres et équipements culturels du territoire. Entre 2010 et 2012, Les Dramaticules sont en résidence au Théâtre de Rungis. A partir de 2011, la compagnie est en

résidence au Théâtre Corbeil-Essonnes. La compagnie dispose désormais d'un bureau au sein du Théâtre de Châtillon où elle est artiste associé. La compagnie est en résidence d'implantation aux Bords de Scène à Athis-Mons de 2015 à 2018, puis au Prisme à Elancourt pour 3 saisons à partir de septembre 2018.
La compagnie est soutenue par le Conseil départemental du Val-de-Marne (convention d'objectif et de moyen) et le Conseil départemental de l'Essonne (convention de résidence).

Analyse du bilan de la précédente convention et du projet PAC pour les 4 prochaines années :

Le bilan du précédent conventionnement est positif. Les Dramaticules ont commencé la dernière convention avec leur présence au festival de Grignan dans la Drôme en 2016 avec le spectacle Don Quichotte qui a rencontré un grand succès. En 2019, le spectacle coproduit par le Théâtre de Chatillon où les Dramaticules étaient en résidence, totalise 120 représentations et 33 000 spectateurs. Cette reconnaissance de leur travail leur a donné une belle visibilité et la troupe a poursuivi ses résidences longues en Ile-de-France pendant cette convention avec une présence en Essonne aux Bords de Seine, toujours à Chatillon pour une série de 9 représentations d' « Hamlet » et le début d'une résidence de trois saisons à Elancourt au prisme en grande couronne dans les Yvelines. C'est un nouveau département pour la compagnie qui a été présente dans le 94 (Val de Bièvre), le 95(Herblay), le 91(Bords de Seine) et le 92 (Meudon Chatillon). Elle a commencé en 2018/2019 cette résidence au Prisme où elle participe à un CREAC de la Région Ile-de-France dans plusieurs lycées du territoire et où elle amorce le travail de création autour du « Baron de Crac » une pièce commandée à un jeune auteur, Sébastien Rutès, d'après le baron de Munchausen et coproduite par la Scène nationale le Phénix à Valencienne qui sera une des créations principales du projet de pac pour les quatre prochaines années. Parallèlement, la compagnie poursuit son travail avec de petites formes pour le réseau des musées et des médiathèques (Affabulation, Contes merveilleux, le Horla).

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 18 avril 2019.

Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle pour quatre nouvelles années, pour un montant revalorisé.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 127 497 euros et correspond au budget prévisionnel déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- ELANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	56 443,00	40,46%
Dépenses d'action culturelles	4 216,00	3,02%
Autres dépenses	78 838,00	56,52%
Total	139 497,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonpeps (en cours)	10 000,00	7,17%
Région Ile-de-France PAC	50 000,00	35,84%
CD 94 (en cours)	15 000,00	10,75%
Recettes propres	64 497,00	46,24%
Total	139 497,00	100,00%

DOSSIER N° EX044192 - L'IMMEDIAT - RENOUVELLEMENT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	349 000,00 € HT	10,03 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'IMMEDIAT
Adresse administrative : 45 RUE BROCHANT
75017 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame NICOLE GAUTIER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
Créée en 2009 par Camille Boitel après sa sortie de l'Académie Fratellini, la compagnie L'immédiat évolue à la croisée des arts du cirque, du théâtre et de la danse. Le directeur artistique a été acocmpagné pendant dix ans par le Théâtre de la Cité internationale et Camille Boitel a été artiste associé jusqu'en 2013 au Manège, scène nationale de Reims. Il débute une résidence longue de trois ans en tant qu'artiste associé en 2017 au Théâtre de Bretigny-sur-Orge. Les créations de l'Immédiat sont programmées dans des institutions diverses au plan régional comme national et international (festivals de danse, de cirque, centres dramatiques nationaux, théâtres nationaux et grands festivals à l'étranger…). L'action culturelle telle qu'elle est envisagée par l'équipe de l'Immédiat, est toujours liée au travail artistique et d'écriture scénique.
La compagnie est soutenue par la DRAC Ile-de-France et la Région Ile-de-France.

Analyse du bilan de la précédente convention et du projet PAC pour les 4 prochaines années :

Les 3 années écoulées ont été essentiellement marquées par l'activité internationale de la compagnie de

cirque de Camille Boitel (tournée au Canada en 16/17 et 18/19 et résidences au Japon au Tokyo Metropolitan Theatre). Si la compagnie rayonne à l'international et au national, elle parvient difficilement à trouver un ancrage fort en Ile-de-France, même si elle y conserve des partenaires comme la Maison des Jonglages ou le TCI. Si la résidence au Théâtre de Brétigny a permis à L'Immédiat de créer une petite forme pour l'ouverture de saison de la scène conventionnée de l'Essonne, elle n'est pas prolongée et n'a duré qu'une saison.
Le projet pour les quatre prochaines années commence avec la nouvelle création ""Mu"" qui sera créée à Montpellier Danse les 27 et 28 juin et coproduite par les partenaires historiques de la Compagnie, essentiellement hors Ile-de-France (Tokyo, Reims, CDN de Lorient, la MC de Bourges) et qui lui permet de trouver un nouveau partenaire en Ile-de-France, le 104 qui préachète 10 représentations de ce spectacle et dialogue avec la compagnie pour que Camille Boitel soit artiste associé au 104.

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 18 avril 2019.

Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle pour quatre nouvelles années, pour un montant diminué.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 349 000 euros et correspond au budget prévisionnel déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	253 500,00	71,61%
Autres dépenses	100 500,00	28,39%
Total	354 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	50 000,00	14,12%
DGCA (sollicité)	20 000,00	5,65%
Région IDF	40 000,00	11,30%
Institut Français (sollicité)	11 000,00	3,11%
Fonpeps (sollicité)	6 000,00	1,69%
Sociétés civiles	9 000,00	2,54%
Mécénat	17 000,00	4,80%
Recettes propres	201 000,00	56,78%
Total	354 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-271

DOSSIER N° EX044195 - TRAFIC DE STYLES - RENOUVELLEMENT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	78 000,00 € HT	32,05 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASS TRAFIC DE STYLES
Adresse administrative	:	12 RUE KELLOG 92150 SURESNES
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame MICHELE GUILHEM, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
Créée à Cergy-Pontoise en 1994 par Sébastien Lefrançois, chorégraphe pionnier de la danse hip-hop, la compagnie Trafic de Styles propose des pièces à la frontière de la danse hip hop, du cirque, du théâtre et du mime (cf. Attention travaux créée en 2012 et toujours au répertoire de la compagnie). Historiquement soutenue par L'Apostrophe à Cergy puis par Suresnes Cité Danse où Sébastien Lefrançois a été artiste associé, la compagnie a enchaîné les résidences d'implantation en Ile-de-France à Fosses dans le Val d'Oise puis à Saint-Ouen jusqu'en 2015, tout en maintenant une diffusion à l'échelle nationale.
Le projet de la compagnie s'inscrit aujourd'hui dans le cadre d'une implantation en Ile-de-France et en Bourgogne, et s'articule sur des actions pensées et menées en milieu rural, en parallèle de projets poursuivis en zones urbaines, notamment dans le Val d'Oise et les Hauts-de-Seine.
La compagnie bénéficie de l'aide régulière de la DRAC et du soutien de la Région Ile-de-France au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle depuis 2013.

Analyse du bilan de la précédente convention et du projet PAC pour les 4 prochaines années :

Le bilan des trois dernières années a été marqué par l'expérience de la compagnie menée pendant un an de s'implanter en Bourgogne en milieu rural dans un lieu (la ferme du Grand Béon près de Sens), que la compagnie avait été invitée à codiriger. Cette expérience, même si elle a dû être interrompue, a été très formatrice pour la compagnie qui a parallèlement développé des liens avec plusieurs lieux culturels (Théâtre d'Auxerre, Théâtred e Sens...). Parallèlement, la compagnie a maintenu ses liens en Ile-de-France (Levallois, Garges les Gonesse). Après l'arrêt de son expérience en Bourgogne, la compagnie a développé des liens avec plusieurs lieux franciliens :Villeneuve-La-Garenne, le Théâtre de Saint-Michel-sur-Orge et l'Espace Lino Ventura à Garges-lès-Gonesse. La compagnie a porté 2 créations "1mm au-dessus du sol" et la grande pièce "Glace ! " Pour cette dernière, Sébastien Lefrançois s'est associé à la patineuse Claire Bournet pour créer un spectacle croisant danse et patinage, sur patinoire. Le spectacle connaît un succès public et a déjà fait l'objet d'une trentaine de représentations.
Le projet des quatre années à venir est marqué par l'implantation croissante en Ile-de-France de la compagnie. La compagnie sera à nouveau en résidence à Garges-lès-Gonesse en partenariat avec l'Espace Lino Ventura et poursuivra ses partenariats avec la ville de Villeneuve-la-Garenne en lien avec le cirque Micheletty, et avec le Théâtre de Saint-Michel-sur-Orge. Plus largement, la compagnie souhaite orienter son activité sur un modèle de nomadisme rural lui permettant d'atteindre de nouveaux publics dans des zones peu dotées en offre culturelle. Depuis Glace !, Sébastien Lefrançois s'associe avec Claire Bournet pour son travail de création avec un nouvel axe de recherche autour de la glisse. Les prochaines créations exploreront cette thématique InSinuation (sur roulettes) et Alice n'a qu'un pays (plateau glacier).

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 18 avril 2019.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle pour quatre nouvelles années, pour un montant maintenu à l'identique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 78 000 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- SURESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	43 400,00	55,64%
Dépenses d'action culturelle	14 000,00	17,95%
Autres dépenses	20 600,00	26,41%
Total	78 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	25 000,00	32,05%
DRAC IDF (acquis)	4 000,00	5,13%
Commune de Villeneuve La Garenne (acquis)	800,00	1,03%
Commune de Garges-lès-Gonesse (sollicité)	6 500,00	8,33%
Recettes propres d'activité	41 700,00	53,46%
Total	78 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX044196 - THEATRE SANS TOIT - RENOUVELLEMENT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	175 771,00 € HT	17,07 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE SANS TOIT
Adresse administrative : C/O DAC
95500 GONESSE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Berte Gerard, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
Le Théâtre Sans Toit est l'une des compagnies de marionnettes de référence en France. Elle a été fondée et elle est dirigée par Pierre Blaise, metteur en scène, auteur, marionnettiste, formé notamment au masque, aux marionnettes à gaine taïwanaise et par Alain Recoing.
Considérant la marionnette comme un instrument théâtral, par analogie à la musique, le Théâtre sans toit développe une méthode fondée sur la dramaturgie du jeu. La compagnie a créé à ce jour près de 25 spectacles d'inspiration picturale ou textuelle, qui intègrent souvent des musiciens sur scène. Elle jouit, de par sa notoriété, et grâce au maintien d'un répertoire actif de plusieurs spectacles, d'une diffusion à l'échelle nationale et internationale (Espagne, Italie, Autriche, Russie, États-Unis..). Pierre Blaise est aussi un pédagogue reconnu, il a enseigné à l'Ecole Charles Dullin, au Grenier de Toulouse, au Théâtre National de Chaillot, à l'Ecole Nationale Supérieure des Arts de la Marionnette de Charleville-Mézières. Il intervient dans des conservatoires et de nombreux stages. Depuis 2014, Pierre Blaise est également directeur du Théâtre aux Mains Nues à Paris et de son école professionnelle.
Implanté dans le Val d'Oise, le Théâtre Sans Toit a déjà bénéficié de résidencs longues à Argenteuil entre 2001 et 2007 et travaille à Gonesse depuis 2010, où il bénéficie des espaces nécessaires à son

travail de création.
La compagnie est soutenue de manière pérenne par le Département du Val d'Oise, la DRAC, la Ville de Gonesse et la Région.

Analyse du bilan de la précédente convention et du projet PAC pour les 4 prochaines années :

Le bilan des trois dernières années est positif. Le Théâtre Sans Toit est toujours en résidence de longue durée au Pôle culturel de Coulanges à Gonesse (95). Cette implantation lui permet de développer de nombreuses actions culturelles dans cette partie du Val-d'Oise notamment avec le lycée d'Ermont (95). Le partenariat avec la Ville prend aussi la forme d'une commande de petites formes « Les Castelets Vagabonds » créés en 2018 mis en scène par Gilbert Epron et Mathieu Enderlin. Mathieu Enderlin est un jeune metteur en scène accompagné par la compagnie qui a notamment porté ses créations « Cubix » en 2016 puis « Traces.s » en 2019. « Cubix » a bénéficié d'un fort succès public et professionnel assorti d'une très importante diffusion (une centaine de représentations) en France et à l'étranger. Le Théâtre Sans Toit continue également à porter le travail de Pierre Blaise avec la création « La Princesse Maleine » en 2017 et qui fait l'objet d'une recréation en 2019 au Off d'Avignon. Le partenariat avec le Théâtre aux Mains Nues, dont Pierre Blaise est aussi directeur, s'est concrétisé par l'organisation du Laboratoire International des Enseignements dans le Théâtre de Marionnettistes sur la saison 2018-2019.
Le projet des quatre prochaines années s'appuie sur une direction artistique élargie au jeune metteur en scène Mathieu Enderlin que la compagnie accompagne depuis plusieurs années. Pierre Blaise déplacera son travail artistique dans le champ de la recherche et de la transmission et Mathieu Enderlin sera en charge de la création de fictions.
Sur le plan de la recherche, la compagnie portera en partenariat avec le Théâtre aux Mains Nues un nouveau Laboratoire International des Enseignements dans le Théâtre de Marionnettistes sur 3 ans autour des interactions entre acteurs, masques et marionnettes.
Sur le plan de la création, un nouveau projet de Mathieu Enderlin « Code Source » est envisagé pour 2020-2021. La compagnie poursuivra également la diffusion de son répertoire via une présence à Avignon et à l'étranger avec les tournées de « Cubix » et « Trace.s ». La compagnie poursuit son implantation à Gonesse.

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 18 avril 2019.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle pour quatre nouvelles années, pour un montant maintenu à l'identique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 175 771 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :
- GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	61 901,00	33,32%
Dépenses d'action culturelle	10 599,00	5,71%
Autres dépenses	113 271,00	60,97%
Total	185 771,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	40 000,00	21,53%
DRAC IDF (acquis)	48 411,00	26,06%
DRAC IDF - SDAT (sollicité)	1 500,00	0,81%
CD95 (sollicité)	21 500,00	11,57%
Commune de Gonesse (sollicité)	28 125,00	15,14%
Emplois aidés - Afdas (CIF)	13 976,00	7,52%
Sociétés civiles	12 000,00	6,46%
Recettes propres d'activité	20 259,00	10,91%
Total	185 771,00	100,00%

DOSSIER N° EX044199 - RIPOSTE - RENOUVELLEMENT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	200 914,00 € HT	20,90 %	42 000,00 €
	Montant total de la subvention		42 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	RIPOSTE
Adresse administrative	:	4 RUE DE BELGRADE 93000 BOBIGNY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Mesdames AMEL BERROU, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
D' de Kabal est rappeur, slameur, chanteur et comédien, co-fondateur du groupe de rap Kabal, il a également joué avec Assassin. En 2005, il fonde sa compagnie, R.I.P.O.S.T.E., avec l'ambition de proposer un espace de création pluridisciplinaire à la croisée de l'écriture, du théâtre et de la musique, qui participe à la reconnaissance de la culture hip hop… Avec sa compagnie Riposte, il a créé une dizaine de pièces de théâtre/slam/danse hip hop (dont : Ecorce de Peines en 2006, Femmes de paroles en 2009, Le petit chaperon rouge en sweat rouge en 2010, Créatures en 2013 avec la danseuse Emeline Pubert dans le cadre du sujet à vif Avignon / SACD, Silencio, l'enfant sans nom en 2013, L'homme-femme / les mécanismes invisibles en 2015) ainsi que des projets musicaux Elle travaille sur la trilogie d'Eschyle avec la création d'un opéra hip-hop avec 17 interprètes « Agamemnon », en 2015 puis « L'Orestie » en 2017 sur. Depuis 2015, la compagnie mène un projet global et aux multiples facettes intitulé « Fêlures » qui comprend divers aspects petites formes spectaculaires, projets d'actions artistiques, Laboratoires, des ateliers d'écriture et de slam auprès de publics variés : jeunes, patients d'hôpitaux, détenus, retraités, femmes en alphabétisation, animateurs…
La compagnie bénéficie d'un bon ancrage territorial en Ile-de-France, principalement en Seine-Saint-Denis où elle est implantée de longue date et où elle travaille avec de nombreuses communes dont Le Blanc-Mesnil, Villetaneuse et Bobigny, dans les Yvelines où elle a un lien avec le CAC G. Brassens à

Mantes-la-Jolie, ainsi que dans le Val de Marne en lien avec le Pôle culturel d'Alfortville.
La compagnie est soutenue par le Conseil départemental de Seine-Saint-Denis, la DRAC Ile-de-France et la Région Ile-de-France.

Analyse du bilan de la précédente convention et du projet PAC pour les 4 prochaines années :
Le bilan des 3 dernières années est marqué par le déploiement du projet de création de trilogie avec tout un volet d'ateliers de parole et artistiques menés dans différentes structures socio-éducatives et également en milieu fermé ...La compagnie a mené plusieurs créations : Triptyque "Fêlures" en 2016, "S'il ne restait qu'un Chien-Trio" et "CL" théâtre musical jeune public en 2017, "Orestie" Opéra Hip-Hop en 2018 et "le silence des hommes en 2019" qui a abouti à une diffusion en série au Théâtre de la Colline. Le projet pour les 4 années s'inscrit dans la poursuite de ce projet de création/ transmission en Seine Saint Denis, et en Région. Des jumelages avec des lycées et des collèges dans le cadre de projets d'Education Artistique et Culturelle sont envisagés pour y développer des Laboratoires de réflexion et pratiques artistiques sur la déconstruction des stéréotypes de genre à destination des jeunes. Une première piste est posée dans le cadre d'un projet In-Situ sur 2 ans en partenariat avec le Département 93. Pour 2019/2020 et 2020/2021,des créations de formes légères sont prévues, notamment à partir du théâtre musical CL avec des conférences musicales jeune public ainsi que la diffusion de la trilogie sur une vingtaine de représentations la saison prochaine. En 2021-2022 un important projet de création "Fêlures / les enfants silencieux" est prévu.

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 18 avril 2019.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle pour quatre nouvelles années, pour un montant maintenu à l'identique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 200 914 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique : BOBIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	108 114,00	53,81%
Dépenses d'action culturelle	26 000,00	12,94%
Autres dépenses	66 800,00	33,25%
Total	200 914,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	42 000,00	20,90%
DRAC IDF (acquis)	15 000,00	7,47%
CD93 (sollicité)	30 000,00	14,93%
Recettes propres d'activité	113 914,00	56,70%
Total	200 914,00	100,00%

DOSSIER N° EX044200 - LES GENS D UTERPAN - RENOUVELLEMENT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	57 500,00 € HT	34,78 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES GENS D UTERPAN
Adresse administrative : 37 RUE CLAVEL
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MARC LENOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
Les Gens d'Uterpan est une compagnie chorégraphique contemporaine créée en 1994, de tendance artistique expérimentale, dirigée par Annie Vigier et Franck Apertet.
Leur travail s'articule autour d'une recherche sur les rapports entre chorégraphes et danseurs et sur les conditions de la représentation (le rapport scène/salle, les conventions liées au milieu du spectacle vivant, conditions de communication et le rapport au public…etc.). Ces recherches les ont conduits à se rapprocher des arts plastiques et de la performance et à donner à l'espace de (re)présentation une place déterminante. Les créationset dispositifs de la compagnie(« X-Event », « Re-action »...) sont ainsi présentées dans des lieux très divers (centres d'art, musées, espace public…) touchant ainsi un public différent du public habituel des salles de théâtre. En 2012, avec son projet « Topologie Ile-de-France », la compagnie a mené une réflexion sur l'espace public, l'urbanisme, le déplacement et la sociologie.
La compagnie développe une forte présence à l'international (Etats-Unis, Allemagne, Autriche…) notamment dans le réseau des arts plastiques ; en France, elle travaille majoritairement avec des ballets classiques, des universités, des centres d'art et des services culturels.
La compagnie a été en résidence au Centre d'Art Contemporain de Brétigny de 2009 à 2014.

Depuis 2015, pour le projet « Uchronie engagée » les chorégraphes poursuivent une résidence d'artiste itinérante sur le territoire urbain francilien.
La compagnie est conventionnée par la DRAC et la Région Ile-de-France.

Analyse du bilan de la précédente convention et du projet PAC pour les 4 prochaines années :

La précédente convention triennale qui arrive à son terme a commencé pour cette compagnie chorégraphique avec Documenta 14 en 2017, la grande exposition internationale d'art contemporain qui a donné une belle visibilité à son travail à Athènes et à Kassel. La compagnie d'Annie Vigier et Franck Apartet, à cheval entre les arts plastiques et la danse, qui propose des performances, est familière du réseau des musées à l'international, au national et en Ile-de-France où elle a longtemps été en résidence au CAC de Brétigny. Ses partenaires sont le Musée d'art moderne de la Ville de Paris, Micadanse, la galerie la salle principale à Paris. En 2018 elle a travaillé avec l'Etablissement de placement éducatif de Pantin et l'Ecole du paysage de Versailles. Sans cesser d'être très présente à l'international, la compagnie retrouve pour le projet pour les quatre prochaines années une résidence longue dans le Val de Marne à la Maison d'art Bernard Anthonioz à Nogent-sur-Marne avec pour objectif d'ouvrir ce lieu sur son territoire en lien avec la maison de retraite des artistes. Parallèlement, la compagnie, soutenue à la structuration par la DRAC, travaille avec l'aide de la DGCA à une publication.

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 18 avril 2019.

Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle pour quatre nouvelles années, pour un montant maintenu à l'identique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 57 500 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	36 040,00	57,66%
Dépenses d'action culturelle	11 491,00	18,39%
Autres dépenses	14 969,00	23,95%
Total	62 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	25 000,00	40,00%
Ministère de la Culture - DGCA (acquis)	10 000,00	16,00%
DRAC IDF (sollicité)	7 500,00	12,00%
Recettes propres d'activité	20 000,00	32,00%
Total	62 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX044201 - PAVE VOLUBILE - RENOUVELLEMENT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	57 000,00 € TTC	26,32 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	PAVE VOLUBILE
Adresse administrative	:	5 SQUARE DES BOULEAUX 75019 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame CELINE MURCIER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
Dirigée par la conteuse Praline Gay-Para depuis sa création en 2005, la compagnie Volubile a pour objectif de promouvoir l'art du récit et propose des collectages de paroles urbaines, des ateliers de sensibilisation au conte, des conférences sur la littérature orale. Elle produit et diffuse les créations de Praline Gay-Para dont « Contes des 9 continents », « Récits de mon Ile », « Pourquoi je ne suis pas née en Finlande », « non ! » en 2014, « Du sillon au goudron » en 2014, l'entre-sort en caravane « Lisières » en 2015 ou « Contes très turbulents » en 2016. Elle tisse le merveilleux et le quotidien et privilégie la dimension universelle de ses récits. Depuis plus de vingt ans, elle mène une réflexion théorique sur l'oralité et sur les récits contemporains urbains : récits de vie, faits divers, rumeurs, etc.
Praline Gay-Para a été en résidence à la Maison du conte à Chevilly-Larue, au Carré Scène nationale de la Mayenne, au Strapontin de Pont-Scorff, dans la Ville de Combs-la-Ville en Seine-et-Marne, sur la communauté de communes de l'Arpajonnais en Essonne de 2013 à 2015 et au Théâtre de Guyancourt dans les Yvelines depuis 2015.
La Région Ile-de-France est le principal partenaire public de la compagnie.

Analyse du bilan de la précédente convention et du projet PAC pour les 4 prochaines années :

La compagnie Pave Volubile présente un bilan positif en termes d'activité artistique et de résidences, mais mitigé sur le plan de ses partenariats institutionnels. La conteuse a créé une grande forme sur l'histoire des musiques noire américaines , « Rise Up » en 2017 à la Ferme de Bel Ebat où elle est en résidence qui a tourné pour une vingtaine de représentations après une présence au festival d'Avignon (Off). Avec ce spectacle, Praline Gay Para a rencontré le réseau Jazz puisque « Rise Up » a été diffusé au Festival de Jazz à la Villette et à Sonic Protest. La conteuse, en résidence à la Ferme de Bel Ebat sur les trois dernières années, a surtout multiplié les projets d'action culturelle sur le territoire avec les centres sociaux et les établissements scolaires. Dans les Yvelines, elle a également collaboré avec la scène conventionnée musique de Beynes où elle a diffusé "Rise Up" et où elle entame une résidence d'action culturelle pour la saison 2019/2020. Néanmoins, ce sont les autres partenariats institutionnels et financiers de la compagnie qui ne se sont pas développés pendant la période. A part le conseil départemental des Yvelines en 2016 et la Spedidam en 2017, la compagnie n'a pas d'autre partenaire public en 2018. En 2019, elle retrouve le rectorat de Versailles et la Ville de Conflans Sainte Honorine dans laquelle une résidence est en cours d'élaboration. Cependant le volet partenarial demeure une fragilité de la compagnie. Son projet pour les 4 ans à venir s'inscrit dans la continuité.

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 18 avril 2019.

Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis défavorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle et propose une sortie progressive de 3 ans..

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 57 000 euros et correspond au budget prévisionnel, déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée. La Région intervient à hauteur de 15 000 en 2019. Sous réserve du vote annuel du budget régional, elle interviendra en faveur de Pave Volubile à hauteur de 10 000 euros en 2020 et 5 000 euros en 2021.

Localisation géographique :
- CONFLANS-SAINTE-HONORINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	31 152,00	50,25%
Dépenses d'action culturelle	12 500,00	20,16%
Autres dépenses	18 348,00	29,59%
Total	62 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	20 000,00	32,26%
CD 94 (sollicité)	1 500,00	2,42%
Rectorat de Versailles (sollicité)	2 500,00	4,03%
Conflans-Sainte-Honorine (sollicité)	7 000,00	11,29%
Recettes propres	31 000,00	50,00%
Total	62 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX044202 - PAR TERRE - RENOUVELLEMENT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	135 150,00 € HT	22,20 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	PAR TERRE
Adresse administrative	:	145 B RUE CHERET 94000 CRETEIL
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame AUDE LEPRESLE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
Danseuse et chorégraphe de la Compagnie par Terre fondée en 2005, Anne Nguyen est avant tout breakeuse, spécialiste de la danse hip-hop au sol. Influencée par un cursus scientifique et dans la continuité de sa pratique des arts martiaux, la chorégraphe invente une nouvele écriture chorégraphique ; elle déstructure les différentes gestuelles hip-hop (break, popping, locking…) et leur ouvre de nouveaux espaces d'écriture en leur imposant des contraintes géométriques.
Depuis quelques années, au fil des résidences, la compagnie a fortement développé les projets d'actions avec les publics, qui constituent pour Anne Nguyen des occasions de tester des dispositifs artistiques et de nourrir ses créations au contact de publics très différents : en milieu scolaire auprès d'enfants et d'adolescents (dont des lycéens et des élèves non-francophones), auprès d'amateurs de danse, mais aussi auprès de populations plus fragiles (jeunes en foyer d'accueil, personnes isolées, patients..).
En Ile-de-France, la compagnie bénéficie d'une implantation territoriale solide : elle a été accueillie à plusieurs reprises en résidences longues, notamment au Théâtre Louis Aragon, scène conventionnée danse à Tremblay-en-France (93), au Théâtre Paul Eluard de Choisy-le-Roi (94) et au Prisme à Elancourt (78). Actuellement, elle est en résidence à l'Espace 1789, scène conventionnée danse à Saint-Ouen (93)

et artiste associée au Théâtre national de Chaillot.
La compagnie bénéficie de l'aide de la DRAC (CERNI), du Conseil départemental du Val-de-Marne et de la Région.

Analyse du bilan de la précédente convention et du projet PAC pour les 4 prochaines années :

Le bilan des trois dernières années est très positif. La compagnie a poursuivi jusqu'en 2018 ses résidences à l'Espace 1789 à Saint-Ouen (93) et au Théâtre National de Chaillot (75), qui ont donné lieu à de très nombreuses actions culturelles. Ces deux premières années ont aussi été marquées par une très forte hausse de l'activité de diffusion de la compagnie en Ile-de-France mais aussi en France et à l'étrange, qui a porté deux nouvelles créations : « Danse des Guerriers de la Ville » en 2016 qui s'est accompagné d'un important et ambitieux dispositif d'installation numérique et « Kata » (une dizaine d'interprètes) en 2017. Sa prochaine création « A mon bel amour » est prévue fin 2019. Pour ce projet, la compagnie a bénéficié de résidences dans une dizaine de lieux partenaires (CND, Théâtre 71, MAC de Créteil, etc.). Parallèlement à ses résidences d'implantation, la compagnie aparticipé à un CLEA en partenariat avec La Briqueterie à Vitry.
Le projet des quatre prochaines années correspond pour Anne N'Guyen à un nouveau cycle de créations mêlant la danse hip hop et d'autres esthétiques chorégraphiques. La compagnie portera deux nouvelles créations sur cet axe de recherche en 2019 et 2021. La compagnie sera accueillie en résidence en 2019 à La Villette et au Théâtre 71, scène nationale de Malakoff. La compagnie sera également associée au CDN de Sartrouville, dans le cadre d'une création réalisée pour le festival Odyssées en Yvelines (Le Procès de Goku) et qui fera l'objet d'une importante diffusion en collèges et lycées. Anne Nguyen a également été sollicitée par le festival d'Avignon 2019 pour le Sujet à Vif pour une création avec la marionnettiste et plasticienne Elise Vigneron.

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 18 avril 2019.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle pour un montant à la hausse (+ 10 000).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 135 150 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire déduction faite de la différence entre le montant proposé et le montant sollicité (- 5 000€).

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création diffusion	52 860,00	37,72%
Dépenses d'action culturelle	8 700,00	6,21%
Autres dépenses	28 550,00	20,37%
Dépenses d'emploi structurantes pour le projet	50 040,00	35,70%
Total	140 150,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	50 000,00	35,65%
Région IDF - Aide à la PAC	35 000,00	24,96%
CD 94 (sollicité)	17 000,00	12,12%
ADAMI	16 000,00	11,41%
Recettes propres	22 250,00	15,86%
Total	140 250,00	100,00%

DOSSIER N° EX044203 - MELIADES - RENOUVELLEMENT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	107 000,00 € TTC	18,69 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MELIADES
Adresse administrative : 77 RUE DES CIT S
93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Dominique BONNOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
Créée en 2004, la Compagnie Méliadès est un collectif d'artistes plasticiens et de spectacle vivant, dirigé par Bénédicte Lasfargues et installé au sein de la Villa Mais d'ici à Aubervilliers. Sa démarche est d'investir l'espace urbain (rues, friches industrielles, hôpitaux, appartements, métro, bus…) et de le détourner en recréant un univers imaginaire et onirique à partir de la mémoire du lieu. Ses spectacles se présentent sous forme de parcours interactifs ou bien d'installations théâtrales et plastiques en milieu urbain. Certaines des créations sont élaborées avec la population des lieux investis par la mise en place d'ateliers de pratiques artistiques en direction des jeunes et des adultes.

La Compagnie Méliadès bénéficie du soutien régulier de la Ville d'Aubervilliers, d'aides au titre de la politique de la ville, du renouvellement urbain et de la Région Ile-de-France.

Analyse du bilan de la précédente convention et du projet PAC pour les 4 prochaines années :

Le bilan des 3 dernières années est marqué par la poursuite de son implantation avec 2 résidences

importantes en 2016 à Montreuil, Aubervilliers et Saint-Denis (projet dans l'espace public sur les berges du Canal de Saint-Denis) et des actions pontcuelles sur Gennevilliers et Nanterre. 8 nouveaux projets de création et de déambulations de 2 à 8 comédiens ont vu le jour (La ville en mouvement, Traverse Vente sur plan...). L'année 2017 a été en léger repli en raison d'un appel à résidence non obtenu à Montreuil. Elle associe un large public des quartiers d'Aubervilliers Noisy le sec Bondy Pantin et Paris et a conduit des actions avec le lycée Suger et Romain Rolland.
Le projet pour les 4 années s'inscrit dans la continuité sur le territoire de Plaine Commune avec un projet de création par an (circulation, les femmes d'inventent ou s'invitent, cartographie, le petit immeuble).

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 18 avril 2019.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle pour quatre nouvelles années, pour un montant maintenu à l'identique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 107 000 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :
- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	51 500,00	42,21%
Dépenses d'action culturelle	52 100,00	42,70%
Autres dépenses	18 400,00	15,08%
Total	122 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	35 000,00	28,69%
CGET Saint-Denis (sollicité)	6 000,00	4,92%
CGET Aubervilliers (sollicité)	18 000,00	14,75%
CD93 (sollicité)	4 000,00	3,28%
Plaine Commune (sollicité)	12 000,00	9,84%
Commune d'Aubervilliers (acquis)	5 000,00	4,10%
Autres subventions - OPH Aubervilliers	4 000,00	3,28%
Recettes propres d'activité	38 000,00	31,15%
Total	122 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX044204 - MASSALA - RENOUVELLEMENT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	508 486,00 € HT	7,87 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MASSALA
Adresse administrative : 36 RUE AUDIGEOIS
94400 VITRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame FRANCOISE PORTAL, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
Fondée en 2006 par le danseur et chorégraphe Fouad Boussouf, la compagnie Massala développe sa singularité chorégraphique au croisement de la danse hip-hop, de la danse contemporaine et du nouveau cirque.
Ancrée dans le Val-de-Marne à Vitry-sur-Seine, la compagnie dispose de partenaires fidèles dans ce département mais également dans d'autres territoires franciliens, en Essonne ou dans les Yvelines (Les Ulis, Théâtre de Longjumeau, Le Prisme à Elancourt...). Les précédents spectacles créés sont « Transe », « Le Moulin du diable » ou encore « Esperluette » (pièce avec laquelle la compagnie s'adresse pour la première fois au jeune public dnas une forme très légère pouvant jouer en salle et en extérieur). La création 2018 « Nass », inspirées des rythmes et danses traditionnelles marocaines, mêlées à des influences hip-hop et contemporaines, réunissant 7 interprètes au plateau a été créé au Pôle culturel d'Alfortville et diffusé en Ile-de-France, comme au national et à l'international. (Panama, Genève, Moyen Orient...)
Parallèlement, les actions culturelles, de sensibilisation et de formation sont un axe fort du projet de la compagnie, qui a également à cœur l'accompagnement et la formation de jeunes danseurs hip-hop.
La compagnie est soutenue par le Conseil départemental du Val-de-Marne, la Ville de Vitry-sur-Seine et la Région Ile-de-France.

Bilan du précédent conventionnement triennal et projet pour les 4 prochaines années :
Sur les 3 dernières années, la compagnie a mené 2 créations "Escape" et "Nass" et a largement diffusé son répertoire sur le territoire francilien, national et international (de 16 à 24 dates) avec un

développement significatif de son réseau de diffusion. En Ile-de-France, la compagnie travaille régulièrement avec La Briqueterie CDCN (94), Le POC d'Alfortville (94), le CCN de Créteil (94) , Les Laboratoires d'Aubervilliers (93) et La Commanderie / Mission Danse et Le Prisme de Saint Quentin en Yvelines (78). Elle a mené de nombreuses actions culturelles, notamment avec les lycéens et a poursuivi son travail sociologique sur les jeunes artistes autour de trois documentaires retraçant l'évolution de plusieurs danseurs sur près de 10 ans « le ballet urbain ». La structuration administrative de la compagnie demeure encore fragile.
Pour les 4 prochaines années, la compagnie souhaite renforcer son ancrage en Ile de France à partir de points d'ancrage dans les Yvelines, dans le Val de Marne et dans les Hauts de Seine. Plusieurs projets de créations sont prévus : "Oum" en 2020, avec 2 musiciens et 6 danseurs, une création pour 8 danseurs pour le HONG-KONG ART'S FESTIVAL 2020, la création d'un trio (spectacle dans les murs et hors les murs) , un projet de spectacle itinérant autour d'un bus ou minibus en 2021 ainsi que la Réécriture des ELEMENTS. Une cinquantaine de dates de diffusion de la création 2018 «Nass», dont 17 en Suède, sont prévues sur la prochaine saison. La compagnie poursuivra son volet de transmission avec des ateliers danse notamment avec le lycée Technique Fernand Léger à Ivry sur seine et le lycée Louis de Bascan de Rambouillet. La compagnie travaillera à la consolidation de son équipe permanente et sollicitera la Drac sur l'aide à la structuration.

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 18 avril 2019.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle pour quatre nouvelles années, pour un montant réévalué à la hausse.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable comprend l'ensemble des dépenses prévisionnelles du budget présenté par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique : VITRY-SUR-SEINE
Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	429 289,00	83,60%
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	12 168,00	2,37%
AUTRES DEPENSES	72 029,00	14,03%
Total	513 486,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France PAC	45 000,00	8,76%
Drac Ile-de-France en cours	12 500,00	2,43%
CD VAL DE MARNE FONCTIONNEMENT en cours	25 000,00	4,87%
Ville de Vitry sur Seine en cours	3 500,00	0,68%
Institut Français	8 000,00	1,56%
SOCIETES CIVILES	18 000,00	3,51%
Mécénat	30 000,00	5,84%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	371 486,00	72,35%
Total	513 486,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-271

DOSSIER N° EX044205 - LES HOMMES PENCHES ASS - RENOUVELLEMENT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	218 300,00 € HT	20,61 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES HOMMES PENCHES ASS
Adresse administrative : 9 RUE VAUVENARGUES
75018 PARIS 18
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean MOLLARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 – 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation du démarrage anticipé : L'évaluation de la convention permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 1er juillet 2019.

Description :
La Compagnie Les Hommes Penchés a été créée en 1995 par Christophe Huysman, acteur, auteur et metteur en scène. Ses spectacles conjuguent différentes disciplines, il articule son travail d'auteur en « Laboratoire mobile de recherche et de transmission nomades » avec un groupe de près de 25 artistes et techniciens. Les œuvres traversent les disciplines du théâtre, du cirque, du cabaret, du multimédia et s'articulent autour de la notion d'écriture contemporaine.
La compagnie a été en résidence et a noué des partenariats avec diverses structures franciliennes : la Ménagerie de Verre, le Théâtre Paris Villette, l'Atelier du Plateau… Christophe Huysman a par ailleurs été artiste associé au Phénix, Scène nationale de Valenciennes jusqu'en2013.
Depuis 2007, Christophe Huysman accompagne de jeunes équipes artistiques afin de les aider à développer leurs projets, dans le cadre de compagnonnages : Sylvain Decure ou Nicolas Fraiseau.
Les hommes Penchés est une compagnie conventionnée par la DRAC et la Région Ile-de-France.

Analyse du bilan de la précédente convention et du projet PAC pour les 4 prochaines années :

Le bilan des trois ans est mitigé. La convention a commencé juste après la création de" 777" (avec Sylvain Décure) qui est un spectacle lourd, en aérien qui a peu tourné, ce qui a fait baisser l'aide financière de la DRAC en 2018 et qui pourrait entraîner le déconventionnement de la compagnie en 2019 au regard de son faible niveau de diffusion. En effet, en 2017/2018, la compagnie n'a eu qu'une seule cession avec la reprise du Spectacle "Demain je ne sais plus rien". La diffusion a repris en 2018/19 avec 33 représentations dont 25 en Ile-de-France avec la création d'"Instable" à Saint Etienne, avec le jeune circassien Nicolas Fraiseau autour d'un mât chinois et coproduit par l'Espace Périphérique / Parc de la Villette. La poursuite de la diffusion d'"Instable" est au coeur du projet pour les quatre prochaines années, de même que la poursuite de l'accompagnement de jeunes circassiens (reprise de "Human", un spectacle de 2006, au CNAC, partenariats avec l'Académie Frattellini pour des Apéros cirque) et la création d'une nouvelle pièce en huit épisodes "Les convives" en partenariat avec les Metallos, les CDN de Lille et de Rennes. L'écriture de ce spectacle, sur la chute et la résurrection, de Christophe Huysman se poursuit jusqu'en juin 2019 au Garage à Paris où il est en résidence d'écriture.

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 18 avril 2019.

Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle pour quatre nouvelles années, pour un montant diminué.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 218 300 euros et correspond au budget prévisionnel déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la suvention proposée.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création/diffusion	96 500,00	43,22%
Dépenses d'action culturelle	16 000,00	7,17%
Autres dépenses	110 800,00	49,62%
Total	223 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (en cours)	25 000,00	11,20%
Région IDF	50 000,00	22,39%
Sociétés civiles	7 300,00	3,27%
Recettes propres	141 000,00	63,14%
Total	223 300,00	100,00%

DOSSIER N° EX044207 - MADANI COMPAGNIE - RENOUVELLEMENT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	254 600,00 € HT	19,64 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MADANI COMPAGNIE
Adresse administrative	:	25 RUE DU DOCTEUR VINAVER 78520 LIMAY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Joël TRONQUOY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
Auteur d'une quinzaine de pièces, et metteur en scène d'une trentaine de spectacles questionnant les grandes mutations sociales et politiques de la société française, Ahmed Madani a fondé sa compagnie en 1985 à Mantes-la-Jolie.
Il a créé des spectacles tout public, mêlant parfois acteurs professionnels et enfants acteurs (« Méfiez-vous de la pierre à barbe »), des spectacles-évènements au plus près des populations dans des lieux inhabituels : grands magasins, immeubles vides, appartements..., un festival d'art urbain (Big bang banlieue, précurseur des Rencontres de la Villette), des documentaires etdes spectacles de facture plus classiques y compris à destination du jeune public. Ahmed Madani a par ailleurs dirigé le Centre dramatique national de l'Océan indien à La Réunion (2003-2007).
Les créations de Madani compagnie sont diffusées dans différents réseaux : des centres dramatiques nationaux aux théâtres de ville. La compagnie accompagne toujours ses spectacles d'actions de médiation.
La compagnie est conventionnée par la DRAC (CERNI) et soutenue par la Région Ile-de-France. Elle reçoit par ailleurs le soutien ponctuel d'autres collectivités locales et départementales.

Analyse du bilan de la précédente convention et du projet PAC pour les 4 prochaines années :

La compagnie Madani présente un bilan très positif des trois années écoulées. Le spectacle « F(l)ammes », « création partagée avec 10 jeunes femmes vivant dans des quartiers populaires d'Ile-de-France », créé en 2016, a été diffusé pour 241 représentations au total dont 130 en Ile-de-France dans les théâtres de ville, les scènes conventionnées et les scènes nationales. Ce travail avec de jeunes amatrices, nées de parents immigrés, explorant et affirmant leur histoire, leurs espérances et leur désir d'être parties prenantes de l'avenir du pays, a rencontré un grand succès public et professionnel. Il a été suivi par la création de « J'ai rencontré Dieu sur Facebook » en 2018, « création partagée pour trois interprètes », qui raconte, sur fond de comédie, la radicalisation d'une adolescente pourtant bien protégée par sa mère. Pour la saison 2018/2019, 46 représentations sont prévues dont 11 en Ile-de-France. Ces deux créations ont bénéficié de plusieurs résidences en Ile-de-France auprès des partenaires de la compagnie : le collectif 12, la MPAA, le Théâtre de Brétigny, le Colombier de Magnanville, la MAC, la Ferme de Bel Ebat, la Communauté de communes du Val Briard. Parallèlement, la compagnie Madani est artiste associée depuis 2016 au Théâtre de Brétigny où elle diffuse ses spectacles et a travaillé à la mise en place d'une petite forme et conduira des ateliers auprès de jeunes adolescents pour la préparation de la prochaine création, « Incandescences » à l'automne 2020. Aussi, et pour les quatre prochaines années la compagnie est très présente en Ile-de-France en particulier en grande couronne dans les départements des Yvelines où elle est historiquement implantée autour de Mantes-la-Jolie mais aussi dans l'Essonne et en Seine-et-Marne. Le travail de la compagnie est tourné vers l'adolescence et touche un très large public de toutes les générations.

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 18 avril 2019.

Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle pour quatre nouvelles années, pour un montant revalorisé.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 254 600 et correspond au budget prévisionnel.

Localisation géographique :
- LIMAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	244 600,00	96,07%
Autres dépenses	10 000,00	3,93%
Total	254 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	65 000,00	25,53%
Région PAC	50 000,00	19,64%
CD 91 (sollicité)	5 000,00	1,96%
Recettes propres	137 207,00	53,89%
TVA	-2 607,00	-1,02%
Total	254 600,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-271

DOSSIER N° EX044208 - MILLE PLATEAUX ASSOCIÉS - RENOUVELLEMENT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	71 200,00 € TTC	35,11 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MILLE PLATEAUX ASSOCIES
Adresse administrative : 36 AVENUE DES PEUPLIERS
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Béatrice COMMENGE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
Dirigée par Geisha Fontaine et Pierre Cottreau, la compagnie Mille Plateaux Associés développe un travail singulier dans le champ chorégraphique de par l'activité parallèle de chercheuse de Geisha Fontaine et dans l'association intime avec des amateurs. Danseuse, chorégraphe, performeuse et docteur en philosophie de l'art à l'université Panthéon-Sorbonne, Geisha Fontaine débute comme danseuse classique, puis se forme auprès de Merce Cunningham et Alwin Nikolaïs, à New York, et Hideyuki YanoIls, avant de fonder sa propre compagnie. Formé à la FEMIS et en histoire de l'art, Pierre Cottreau commence son parcours artistique comme réalisateur et directeur de la photo, il conçoit avec Geisha Fontaine les différents projets chorégraphiques de la compagnie et réalise plusieurs films et documentaires. Avec 33 créations à son actif, la compagnie développe des projets artistiques singuliers et originaux. Depuis 1998, Geisha Fontaine interprète la même phrase chorégraphique filmée en super 8 par Pierre Cottreau, en extérieur, dans de nombreux pays et villes du monde (Vanves, Paris, Vitry-sur-Seine, Saint-Denis, Le Caire, Beyrouth, Kyoto, Shangaï, Valparaiso…). De ce travail filmé, la compagnie a créé un spectacle : « Millibar, une ritournelle chorégraphique »).
Implantée à Champigny-sur-Marne, la compagnie y mène un travail avec les habitants, avec lesquels est

créé chaque année un spectacle participatif. Depuis 2012, la compagnie est en résidence au 6B à Saint-Denis. Elle mène des actions de sensibilisation chorégraphique (stages, ateliers, rencontres, conférences et ateliers).
La compagnie est soutenue par le Conseil Départemental du Val-de-Marne, la Ville de Champigny-sur-Marne et la Région Île-de-France, ainsi que par la DRAC sur ses projets.

Analyse du bilan de la précédente convention et du projet PAC pour les 4 prochaines années :
Le bilan des 3 dernières années est positif. La compagnie a poursuivi de nombreux projets de création en appui sur ses partenariats pérennes d'implantation territoriale dans le Val de Marne et la Seine-Saint-Denis et en partenariat avec Micadanses (Paris), le Centre national de la danse à Pantin, La Briqueterie à Vitry-sur-Seine. Elle a été également soutenue par la Commission européenne (programme Culture) pour le projet « Gazing and Dancing » et a diffusé ses créations (« Moi », «Millibar, une ritournelle chorégraphique » et « saltare ») en France comme à l'étranger (Europe, Argentine, Brésil, Chili, Algérie, Japon…), tout en poursuivant son travail de sensibilisation à la création chorégraphique à un large public notamment à Champigny sur Marne.
Le projet pour les 4 années à venir s'inscrit dans la continuité autour des points d'appui de la compagnie en Ile-de-France à Champigny, au CND de Pantin et au 6B à Saint-Denis. La compagnie créera fin 2019 " Les 36 danses", spectacle associant danse et film au théâtre Jean Vilar à Champigny-sur-Marne et en 2020, la création "Nos Muses" (titre provisoire) autour de plusieurs figures de la danse.

La commission PAC s'est tenue le 18 avril 2019.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour le renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de la permanence artistique et culturelle pour les quatre nouvelles années, pour un montant identique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 71 200 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique : CHAMPIGNY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	45 160,00	63,43%
Dépenses d'action culturelle	8 560,00	12,02%
Autres dépenses	17 480,00	24,55%
Total	71 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	25 000,00	35,11%
DRAC IDF (acquis)	12 000,00	16,85%
CD94 (sollicité)	14 000,00	19,66%
Commune de Champigny sur Marne (acquis)	3 000,00	4,21%
Commune de Saint-Denis (sollicité)	1 200,00	1,69%
Emplois aidés PEC-CAE	4 500,00	6,32%
Recettes propres d'activité	11 500,00	16,15%
Total	71 200,00	100,00%

DOSSIER N° EX044233 - CRÉ / CIE RAYON D'ECRITS- RENOUVELLEMENT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	76 600,00 € TTC	32,64 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION RAYON D'ECRITS
Adresse administrative	:	11 RUE DE LA PRAIRIE 95000 CERGY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame CATHERINE DORVAL, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
Créée en 1997 par Colombe Barsacq (chanteuse et comédienne) et Michel Trillot (comédien), la compagnie est installée dans le Val d'Oise depuis ses débuts, d'abord à Méry-sur-Oise, Ermont puis à Cergy depuis 2012. Son activité se répartit entre la production de spectacles de chanson, théâtre et clown en français et langue des signes française (Eaux vives et Terres nues en 2009, Elle a tant... en 2013, Au-delà du Silence, Vagabond Clowns en 2016) et une intense activité de sensibilisation et de formation en direction des personnes sourdes ou malentendantes (Les Cafés Noétomalalie dpeuis 2013 avec visites guidées de lieux culturels, animations sur la surdité, ateliers et stages de clown…)
La compagnie bénéficie de l'aide de la Ville de Cergy et de la Région Ile-de-France.

Analyse du bilan de la précédente convention et du projet PAC pour les 4 prochaines années :

Le bilan des trois dernières années est mitigé, notamment sur le plan de la création et de la diffusion. La compagnie a créé un seul spectacle : « Vagabond'clown » au Festival Cergy'soit en 2016, qui a très peu été diffusé. Elle n'a pas réussi à nouer de partenariats solides avec des lieux ou opérateurs du spectacle

vivant en Ile-de-France, et n'a bénéficié que d'un seul accueil en résidence d'une semaine en Ile-de-France durant la dernière convention, au Théâtre de l'Atalante à Paris en 2017.
L'activité de la compagnie s'est majoritairement concentrée sur la formation professionnelle et sur la sensibilisation culturelle en direction du public sourd, à travers un nouveau partenariat avec Disneyland Paris (prestation) autour de l'adaptation et l'intégration de comédiens sourds dans deux spectacles du parc d'attractions avec un travail de formation et de sensibilisation des salariés. La compagnie a poursuivi ses cafés Noétomalalie, proposant des temps de rencontre entre personnes sourdes et entendantes.
Ses financements publics et son économie sont très fragiles.
Pour les quatre prochaines années, la compagnie prévoit une nouvelle création musicale, « 7ème ciel » qui fera l'objet d'enregistrement, ainsi qu'une création hommage à Michèle Morgan en collaboration avec une autre compagnie. Aucune résidence n'est prévue en Ile-de-France dans les années à venir et les perspectives de diffusion demeurent incertaines. La compagnie poursuivra son activité de formation sur les enjeux de la surdité et du spectacle vivant et proposera de nouveaux cafés Noétomalalie.

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 18 avril 2019.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle pour quatre nouvelles années, pour un montant maintenu à l'identique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 76 600 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	58 340,00	76,16%
Dépenses d'action culturelle	11 900,00	15,54%
Autres dépenses	6 360,00	8,30%
Total	76 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	25 000,00	32,64%
Ministère de la Culture - DGLFLF (sollicité)	4 000,00	5,22%
CD95 (sollicité)	2 000,00	2,61%
Commune de Cergy (acquis)	3 500,00	4,57%
Sociétés civiles	8 100,00	10,57%
Partenaires privés	5 000,00	6,53%
Recettes propres d'activité	29 000,00	37,86%
Total	76 600,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-271

DOSSIER N° EX044234 - TOC - RENOUVELLEMENT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	145 877,00 € HT	27,42 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TOC
Adresse administrative : 15 PASSAGE RAMEY
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur LE FLOCH PATRICE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
Créé en 2000 par une dizaine de comédiens et techniciens issus plusieurs écoles de théâtre et d'universités, le T.O.C (Théâtre Obsessionnel Compulsif) est d'abord un collectif, à la recherche de textes singuliers, qui interroge le rapport scène-salle et l'expérience de la représentation pour le spectateur.
Le T.O.C. développe un travail de création, de diffusion, d'action artistique et de recherche. Il a développé au fil des années de nombreux partenariats en Ile-de-France (Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines, TQI Ivry, TGP, Théâtre de Vanves, Nouveau Théâtre de Montreuil....) Ces dernières années, plusieurs formes courtes ont été créées dans des espaces théâtraux ou non, permettant de développer des actions culturelles sur plusieurs territoires (78, 93, 94, 95), particulièrement auprès des lycéens de plusieurs établissements franciliens (cinq lycées des Yvelines et du Val de Marne).
Depuis 2018, le TOC a initié une résidence longue (2018-2021) au Théâtre Antoine Vitez d'Ivry.
Le TOC a pour principaux co-financeurs la Drac et la Région Ile de France.

Analyse du bilan de la précédente convention et du projet PAC pour les 4 prochaines années :
Le bilan des 3 dernières années est positif et témoigne d'une activité de création et de diffusion soutenue de la compagnie avec 5 créations (Les tables tournantes, La plume et le fusil...), fabriquées dans le cadre

de résidences de création dans différents lieux franciliens, et d'une résidence longue au théatre Antoine Vitez d'Ivry à partir de 2018. La compagnie, très investie dans la transmission, a mené de nombreuses actions culturelles notamment auprès des lycéens.
Pour les 4 prochaines années, la compagnie poursuivra sa résidence triennale au Théâtre Antoine Vitez d'Ivry jusqu'en 2021, elle y présentera sa création 2019 ""les tables tournantes"" et y créera une nouvelle forme courte à partir des « Cahiers d'Ivry », les derniers textes d'Antonin Artaud, ainsi que son futur spectacle ""Debord Reload"" autour de Guy Debord et le situationnisme en 2020/21.
La compagnie poursuivra en parallèle son partenariat régulier avec le Forum Culturel de Boissy Saint Léger sur une résidence de création, diffusion et actions culturelles, avec le Garage mu, le Collectif 12, qui l'accueilleront également en résidence. Elle aura, en sus, des partenariats réguliers en Essonne et en Seine et Marne, le Val d'Oise notamment avec le Festival Théâtral du Val d'Oise."
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 18 avril 2019.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle pour quatre nouvelles années, pour un montant maintenu à l'identique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 145 877 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique : PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	101 281,00	69,43%
Dépenses d'action culturelle	23 637,00	16,20%
Autres dépenses	20 959,00	14,37%
Total	145 877,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	40 000,00	27,42%
DRAC IDF (acquis)	44 000,00	30,16%
Rectorat de Créteil - Parcours EAC (acquis)	450,00	0,31%
FONPEPS (sollicité)	2 500,00	1,71%
Sociétés civiles	19 000,00	13,02%
Partenaires privés	1 450,00	0,99%
Recettes propres d'activité	38 477,00	26,38%
Total	145 877,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-271

DOSSIER N° EX044280 - XVIII 21 MUSIQUE DES LUMIERES - RENOUVELLEMENT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	129 600,00 € HT	23,15 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	XVIII 21 MUSIQUE DES LUMIERES
Adresse administrative	:	43 VOIE DAUMIER 94400 VITRY-SUR-SEINE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur PAUL DELAHAIE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
Fondé par le flûtiste Jean-Christophe Frisch en 1993, l'ensemble XVIII-21, créé d'abord sous le nom de Musique des Lumières, est devenu le Baroque Nomade en 2008, avec l'ambition d'explorer de par le monde les croisements entre la musique baroque européenne et les musiques traditionnelles d'autres cultures de la même époque (17e et 18e siècles), s'inscrivant dans une perspective d'ethnomusicologie historique. L'ensemble a produit plus d'une quinzaine de disques et a joué dans plus de 35 pays. Depuis 2007, il développe son ancrage en Ile-de-France et en particulier dans le Val-de-Marne. Des collaborations régulières sont mises en place avec les écoles artistiques municipales de Vitry-sur-Seine où Jean-Christophe Frisch intervient pour des masters-class, monte des projets avec les élèves et où l'ensemble peut disposer d'espace de répétitions… De 2011 à 2017, le Baroque Nomade a été en résidence au Théâtre de Cachan, il y a mené dernièrement un grand projet participatif « Entend l'ailleurs » réunissant musiciens professionnels du Baroque Nomade et musiciens amateurs porteurs de traditions vivantes de leurs pays ou régions d'origine. Sur le territoire du Val-de-Marne, l'ensemble dirige également un Orchestre Amateur de Musique Ancienne (OAMA). Depuis le début de l'année 2018, le baroque

nomade est en résidence à Gare au Théatre, il y programme notamment une saison de concerts chaque 1er lundi.
Le baroque Nomade est soutenu par la DRAC, le Département du Val-de-Marne et la Région Ile-de-France.

Analyse du bilan de la précédente convention et du projet PAC pour les 4 prochaines années :

Le bilan des trois dernières années est positif. Le Baroque Nomade a achevé en 2016 et 2017 ses résidences de 3 ans au CAC de Meudon et au Théâtre Jacques Carat de Cachan. Cette dernière résidence a été l'occasion d'un important projet participatif de territoire « Entends l'ailleurs » qui a réuni une cinquantaine de musiciens amateurs. Depuis 2017-2018, le Baroque Nomade est en résidence longue à Vitry en partenariat avec Gare au Théâtre (où l'ensemble développe éghalement une saison de concerts), la Ville et le Département. En 2017, l'ensemble a subi une baisse conjoncturelle de la diffusion, mais la reprise est effective en 2018-2019, notamment autour du projet d'envergure créé en coproduction avec Opéra.3, « Le Vaisseau Fantôme ».
Le projet des quatre dernières années s'inscrit dans la continuité du projet actuel d'implantation à Vitry. Cette résidence prend plusieurs formes : représentations et proposition d'une saison musicale à Gare au Théâtre, actions culturelles notamment avec les lycées voisins de Gare au Théâtre et une nouvelle édition du projet participatif « Entends l'ailleurs » avec les habitants. Le Baroque Nomade sera également en résidence au CAC de Meudon pour créer la version scénique de son projet avec Opéra.3 « Le Vaisseau Fantôme ». Deux autres projets de résidence sont en élaboration pour 2020 avec le Pole Sup 93 autour du projet « Entends l'ailleurs » et avec la Ferme de Bel Ebat. La compagnie sera aussi partie prenante d'un projet Europe Créative avec plusieurs partenaires hongrois, roumain et ukrainien.

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 18 avril 2019.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle pour un montant à la hausse.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 129 600 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire, déduction faite des frais bancaires (- 800 €).

Localisation géographique :
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création diffusion	84 050,00	64,46%
Dépenses d'action culturelle	24 800,00	19,02%
Autres dépenses	21 550,00	16,53%
Total	130 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	20 000,00	15,34%
Région IDF - Aide à la PAC	30 000,00	23,01%
TVA sur subvention régionale	-1 600,00	-1,23%
CD 94 (sollicité)	20 000,00	15,34%
Europe Créative (sollicité)	7 000,00	5,37%
Recettes propres	55 000,00	42,18%
Total	130 400,00	100,00%

DOSSIER N° EX044844 - ASSOCIATION FA7 - AVENANT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	81 818,00 € HT	28,11 %	23 000,00 €
	Montant total de la subvention		23 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION FA 7
Adresse administrative	:	14 ALL E ATHALIE 77186 NOISIEL
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame ELISE KOCHOWSKI-RATEAU, Administratrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
Créé en 1981, l'Ensemble FA7, fondé à l'origine par 5 musiciens a évolué sous la direction artistique de Sylvain Frydman pour former un large collectif de musiciens, enrichi d'artistes venant d'autres univers artistiques. L'Ensemble FA7 regroupe des musiciens de haut niveau qui ont résolument choisi la voie du spectacle pour communiquer leurs passions musicales. Sa recherche touche toutes les formes que peut prendre la musique et mêle intimement le son, le mot, le geste et la lumière au travers de créations originales. L'Ensemble intervient sur un répertoire musical très large allant de la musique contemporaine à la musique ancienne en passant par l'improvisation. L'élaboration de spectacles jeune public musicaux et interdisciplinaires faisant intervenir des comédiens, des danseurs ou des jongleurs à destination des jeunes et des très jeunes spectateurs, incluant les tout-petits, a été un des axes forts du champ de création de l'Ensemble FA7. Ses propositions sont programmées dans le circuit des centres culturels, des théâtres, CDN et scènes conventionnées ou nationales. L'Ensemble met en œuvre un grand savoir-faire en matière d'éveil artistique, allant de l'atelier pédagogique à la création, notamment en direction du jeune public et de la toute petite enfance.
Après avoir été soutenu à la structuration par la DRAC Ile-de-France, l'Ensemble bénéficie de l'aide au

projet de l'Etat ainsi que du soutien du Département de la Seine-et-Marne pour ses créations et des Villes de Bagneux, Malakoff, Mitry-Mory et de la Communauté de communes des pays de l'Ourcq pour ses résidences sur leurs territoires.
Pour la prochaine année de conventionnement, l'ensemble poursuivra sa résidence sur le territoire de l'EPT Vallée Sud Grand Paris, à la Maison de la musique et de la danse de Bagneux. Dans le cadre de cette résidence, l'ensemble diffusera Circoncerto et Emus, les dernières créations de Fa7 et des actions culturelles seront menés avec les lycées, les écoles élémentaires et les maternelles. Fa7 sera également en résidence à la Ville de Paris pour des ateliers petite enfance ainsi qu'à Bagneux. Une nouvelle création est prévue pour octobre 2019 à Malakoff, « Monsieur crocodile a beaucoup faim » à partir du livre de Joann Sfar. Cette prochaine année sera le lancement de production pour leur future création « Nola et ses amis », création pour les tous petits.
De nombreux concerts de l'Ensemble seront joués cette saison (Concert-tôt, Emus des mots, Guitare autour du monde, Schloimé,…) en Île-de-France et sur le territoire national.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de la base subventionnable s'élève à 81 818 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :

- NOISIEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	54 064,00	66,08%
Dépenses d'action culturelle	6 224,00	7,61%
Autres dépenses	21 530,00	26,31%
Total	81 818,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	23 000,00	28,11%
CD77 (sollicité)	10 000,00	12,22%
EPT Vallée Sud Grand Paris (acquis)	20 000,00	24,44%
Ville de Bagneux (acquis)	4 000,00	4,89%
Ville de Malakoff (acquis)	8 000,00	9,78%
Recettes propres d'activité	16 818,00	20,56%
Total	81 818,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-271

DOSSIER N° EX044845 - LES GOULUDRUS - AVENANT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	75 500,00 € HT	39,74 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LES GOULUDRUS
Adresse administrative	:	77 RUE DES CIT S 93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame ANITA GIRAUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
Compagnie pionnière des arts de la rue, Les Goulus est codirigée depuis 2003 par Laetitia Lafforgue. Elle crée des spectacles déambulatoires (« Les Krishnous », « Les Horsemen »…) et/ou interactifs principalement burlesques, diffusés à l'échelle nationale et à l'étranger. Longtemps installée à Montreuil, elle a rejoint en 2015 la fabrique de la Villa Mais d'Ici à Aubervilliers.
La compagnie bénéficie du soutien de la ville d'Aubervilliers et de la Région Ile-de-France.

Pour la prochaine année de conventionnement, la compagnie sera en résidence à la MJC Rebérioux à Créteil et à la Lisière (91) ainsi qu'à Aubervilliers à la Villa Mais d'Ici. Deux nouvelles créations sont prévues pour 2020 : « Les lavandières » et « Auber side story ». Plusieurs spectacles du répertoire de la compagnie seront en tournée en Île-de-France, en France et à l'international, notamment « The Horsemen », « TchernOcircus », « Les Cupidons »,... Des ateliers de circasseries urbaines seront menés avec les jeunes albertivillariens en partenariat avec la Maison de la Jeunesse Emilie Dubois ainsi qu'avec les jeunes usagers de la MJC du quartier Mont-Mesly la Habette de Créteil.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s’élève à 75 500 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	59 740,00	79,13%
Dépenses d'action culturelle	5 215,00	6,91%
Autres dépenses	10 545,00	13,97%
Total	75 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	30 000,00	39,74%
Commune d'Aubervilliers (acquis)	2 000,00	2,65%
Partenaires privés	1 500,00	1,99%
Recettes propres d'activité	42 000,00	55,63%
Total	75 500,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-271

DOSSIER N° EX044846 - CFB 451 - AVENANT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	191 920,00 € HT	15,63 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CFB 451
Adresse administrative : 11 RUE DU 14 JUILLET
94270 LE KREMLIN BICETRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PAUL MORIZEAU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
Christian et François Ben Aïm, danseurs et chorégraphes créent leur compagnie, la compagnie CFB 451, en 1998. Le répertoire s'est ainsi étoffé au fil des années avec la création d'une vingtaine de pièces avec lesquelles la compagnie a affirmé une ligne artistique marquée par la musique (composition originale et/ou musiciens sur scène) et le croisement avec d'autres disciplines (cirque, marionnette, vidéo…). Travailler et présenter des œuvres en extérieur ou in situ est également un axe que développe la compagnie et qu'elle a pu expérimenter à l'occasion par exemple de cartes blanches (Rungis), ou de festivals (Play mobile à Chatillon). Les spectacles sont des créations « légères » réunissant un à trois danseurs au plateau, ou des grands formats avec des danseurs et des musiciens sur scène, comme pour « Brûlent nos cœurs insoumis » qui rassemble, dans sa version live, quatre danseurs et cinq musiciens, le Quatuor Voce et un trompettiste, sur une composition originale d'Ibrahim Maalouf.
La compagnie a développé ses partenariats et bénéficie d'une reconnaissance professionnelle croissante dans le paysage chorégraphique francilien et national. Elle est régulièrement accompagnée (coproduction, diffusion, résidence) par des théâtres, scènes conventionnées, centres de développement chorégraphiques nationaux (Les hivernales, L'atelier de Paris, la Briqueterie..), scènes nationales

(Cavaillon, Poitiers, Reims, Macon…) ou encore centres chorégraphiques nationaux (Roubaix, Orléans, Créteil…). Après une résidence de trois ans au Théâtre de Rungis (94), la compagnie est désormais pour trois ans au Centre des Bords de Marne du Perreux (94) et au Théâtre de Chatillon (92).
La compagnie accompagne ses créations d'actions de sensibilisation qu'elle définit en fonction des créations, des lieux partenaires et du type de public ciblé. Ils prennent différentes formes : ateliers chorégraphiques (tout public, en temps scolaire, parents-enfants, avec des enseignants, personnes en situation de handicap), rencontres publiques, créations in situ…
La compagnie CFB 451 est soutenue par la DRAC Ile-de-France, le Conseil Départemental du Val-de-Marne, et la Région Ile-de-France.

Pour la prochaine année de conventionnement, la compagnie poursuivra ses résidences au Centre des bords de Marne et au Théâtre de Châtillon pour la dernière année. Des résidences plus courtes sont programmées à l'Atelier de Paris, à la Briqueterie et à la Commanderie à Saint-Quentin en Yvelines.
Trois nouvelles créations sont prévues cette année : une petite forme, « Instantanés#3 », un grand format avec musique live « Facéties » et une performance avec Jean–marie Machado « Impromptu ».
La compagnie poursuivra la diffusion de sa création jeune public de 2018, « Mirage – Les âmes boréales», en Île-de-France, sur le territoire national et international. (79 représentations l'année dernière et plus de 50 représentations prévues pour l'année à venir) ainsi que d'autres pièces de leur répertoire (Arise, Soirée Composée,…).
De nombreuses actions culturelles seront menées autour des spectacles avec des publics variés : des lycéens (Lycée de Rosny-sous-Bois, Lycée d'Elancourt,…), des collégiens et des élèves d'écoles élémentaires. Enfin la compagnie prévoit des stages chorégraphiques et marsterclass pour les élèves des conservatoires et le tout public.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 191 920 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire, déduction faite de l'aide à la création de la Région.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	126 606,00	62,70%
Dépenses d'action culturelle	5 368,00	2,66%
Autres dépense	69 946,00	34,64%
Total	201 920,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	30 000,00	14,86%
Région IDF - Aide à la création	10 000,00	4,95%
DRAC IDF - Conventionnement (sollicité)	19 400,00	9,61%
DRAC IDF - FONPEPS (acquis)	5 000,00	2,48%
CD94 (acquis)	10 000,00	4,95%
Sociétés civiles	16 500,00	8,17%
Recettes propres d'activité	111 020,00	54,98%
Total	201 920,00	100,00%

DOSSIER N° EX044847 - CHIENS DE NAVARRE- AVENANT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	535 600,00 € HT	7,47 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CHIENS DE NAVARRE
Adresse administrative	:	35BIS RUE DE REUILLY 75012 PARIS 12E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur JOSE ALFARROBA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
Les Chiens de Navarre sont un groupe d'acteurs venus d'horizons divers (Caroline Binder, Robert Hatisi, Manu Laskar, Anne-Elodie Sorlin, Maxence Tual, Jean-Luc Vincent, Céline Fuhrer, Thomas Scimeca, Claire Delaporte et Solal Bouloudnine), rassemblés depuis 2004 autour du metteur en scène Jean-Christophe Meurisse. Tous les membres du collectif participent à l'écriture des pièces, fruit d'un long travail au plateau et d'improvisations. Le résultat, explosif, offre aux spectateurs un théâtre fait de grotesque, d'outrance et de démesure qui rencontre depuis quelques années un succès public important. C'est avec la création « Une Raclette » (2009) que la compagnie se fait connaitre du public et des professionnels. Les créations se sont ensuite enchaînées, on peut citer : « Nous avons les machines » (2012), « Les danseurs ont apprécié la qualité du parquet » (2012), « Quand je pense qu'on va vieillir ensemble » (2013), « Les Armoires normandes » (2015).
En Ile-de-France, les Chiens de Navarre bénéficient de partenaires de diffusion fidèles tels que la MAC de Créteil, le Centre Pompidou, la Ménagerie de verre, le Théâtre du Rond-Point, les Bouffes du Nord, le Théâtre de Choisy-le-Roi, L'apostrophe, la Ferme du Buisson… Depuis 2014, le collectif est en résidence longue à L'Apostrophe, scène nationale de Cergy-Pontoise.

La compagnie bénéficie du soutien de la DRAC et de la Région Ile-de-France.
Durant la prochaine année de conventionnement, les Chiens de Navarre seront en résidence à la Grande Halle de la Villette et au Théâtre des Bouffes du Nord à Paris après une année d'implantation à la Ferme du Buisson. Leur nouvelle création « Tout le monde ne peut pas être orphelin » sera largement diffusée en Île-de-France et sur le territoire national (68 représentations sont programmées pour l'année à venir dont 41 représentations en Île-de-France). Trois grandes séries franciliennes auront lieu : 10 représentions à la Grande Halle de le Villette, 9 représentations à la MC93 et 11 représentations au Théâtre des Bouffes du Nord, ainsi qu'une mini-série de 4 représentations à la MAC de Créteil. Cette nouvelle pièce pour 8 interprètes se présente comme une exploration des relations familiales et une étude scénique de l'unité familiale.
L'action culturelle se poursuivra en co-construction avec les partenaires réguliers (La Nouvelle Scène National de Cergy-Pointoise, La Ferme du Buisson, le POC d'Alfortville, la MAC de Créteil,…) autour de projets à destination des lycéens de Pontoise, d'ateliers, de stages et workshop.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 535 600 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique : NOISIEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / Diffusion	464 064,00	86,64%
Dépenses d'action culturelle	4 200,00	0,78%
Autres dépenses	67 336,00	12,57%
Total	535 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	40 000,00	7,47%
DRAC IDF - CERNI (acquis)	70 100,00	13,09%
Recettes propres d'activité	425 500,00	79,44%
Total	535 600,00	100,00%

DOSSIER N° EX044848 - COMPAGNIE JOLIE MOME - AVENANT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	127 500,00 € HT	31,37 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE JOLIE MOME
Adresse administrative : 14 ALL ST JUST
93210 ST DENIS LA PLAINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Patrick LERICHE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
La compagnie Jolie Môme regroupe une troupe permanente d'une quinzaine de comédiens, chanteurs, techniciens et administratifs ; elle joue des spectacles musicaux, cabarets de chanson et pièces de théâtre inspirés de périodes historiques et de sujets de société, touchant un public qui ne fréquente pas habituellement les salles de spectacles. Elle est installée dans un lieu, le Théâtre de la Belle Etoile (600 m² dont une salle de spectacles de 150 places). Très investie dans la vie associative et culturelle locale, la compagnie anime de nombreux ateliers de pratique artistique.
Jolie Môme est soutenue par l'Etat au titre du CUCS, la Ville de Saint-Denis, le Département de Seine-Saint-Denis, la Région Ile-de-France ainsi que le Département du Puy-de-Dôme et la Région Auvergne.
Pour la prochaine année de conventionnement, la compagnie sera en résidence de création à la Belle Etoile à Saint-Denis et au Théâtre de l'Epée de Bois à la Cartoucherie. Ses résidences permettront de terminer le spectacle musical « Jusqu'à quand » commencé en août 2018 pour 11 comédiens. Ce spectacle sera amené à tourner en France en plus des rendez-vous régulier à La Belle Etoile sous forme de diner-spectacle. D'autres créations sont prévues dans le courant de l'année 2020 : « Pas ma faute, j'fais des fautes », « La commune de Jules Vallès », et des petites formes. La compagnie diffusera

«L'exception et la règle», créée en 2017 et «A Contre-courant», à la Belle Etoile. Suite à la diffusion de «Fustal mains propres» au Lycée Suger de Saint-Denis, la compagnie souhaite poursuivre la diffusion de ce spectacle dans les gymnases des lycées. L'automne 2019 sera la fin des représentations du spectacle « 14-19, la Mémoire nous joue des tours », joué pour la 6ème année consécutive. L'action culturelle se poursuivra dans de nombreux lycées et des écoles élémentaires. Enfin un projet de création d'un spectacle impliquant des amateurs des villes de Saint-Denis et d'Aubervilliers sera mis en œuvre dès 2019 pour une première en 2021 sur le parvis de l'hôtel de ville de Paris.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 127 500 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- SAINT-DENIS (LA PLAINE SAINT-DENIS)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	77 500,00	60,78%
Dépenses d'action culturelle	18 000,00	14,12%
Autres dépenses	32 000,00	25,10%
Total	127 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	40 000,00	31,37%
DGCS (acquis)	10 000,00	7,84%
CD93 (sollicité)	15 000,00	11,76%
Commune de Saint-Denis (sollicité)	750,00	0,59%
Recettes propres d'activité	61 750,00	48,43%
Total	127 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX044849 - COMPAGNIE RUALITÉ - AVENANT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	402 958,00 € HT	8,69 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	RUALITE
Adresse administrative	:	12 AVENUE DE LA R PUBLIQUE 91420 MORANGIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur JEAN-MARC VANROSSEM, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
La compagnie de danse hip hop La Rualité, dirigée par la chorégraphe Bintou Dembélé, est née en 2002 avec la création « Show Rev'L Toi » qui a été jouée en Martinique, en Guyane et en Métropole. En 2004, deux institutions actives dans le champ de la culture hip hop ont passé des commandes à la compagnie : la Grande Halle de la Villette pour « Show Brésil Villette » et le Théâtre d'Ivry Antoine Vitez pour une conférence illustrée sur l'histoire de la culture hip hop. Puis, avec la pièce « L'Assise », la compagnie a bénéficié du soutien du Festival H2O et du Centre de danse du Galion à Aulnay-sous-Bois, de la Villette (Initiatives d'Artistes en Danses Urbaines), de l'Adiam 91 et du Conseil général de l'Essonne. La compagnie est depuis lors reconnue dans le champ de la danse hip hop.
Depuis 2006, la ville de Morangis (91) accueille en résidence la compagnie en lui mettant à disposition des salles de répétitions ainsi qu'un bureau et des moyens administratifs de fonctionnement.
Depuis 2007, la compagnie est soutenue par le Département de l'Essonne pour sa résidence à Morangis. Elle a obtenu l'aide à la création du Département du Val-de-Marne pour la création « LOL, comédie chorégraphique hip hop pour 2 danseurs et 1 comédien », soutenue par le Théâtre Antoine Vitez d'Ivry-sur-Seine. Elle a depuis créé régulièrement : « Mon appart en dit long » (solo) en 2010, « ZH » pour six

danseurs en 2012, « Re » pour deux danseurs et deux musiciens en 2014. Elle a un réseau de partenaires franciliens de coproduction fidèles (Théâtre Antoine Vitez d'Ivry-sur-Seine, WIP la Villette, Centre de danse du Galion à Aulnay-sous-Bois et maintenant le Collectif 12 à Mantes-la-Jolie).
La compagnie diffuse régulièrement ses créations en France et bénéficie hors Ile-de-France de relations suivies avec le CNCDC de Châteauvallon et le CCN de La Rochelle.
La compagnie développe dans plusieurs villes franciliennes (Ivry, Rambouillet, Morangis, Mantes-la-Jolie…) et en Guyane, des actions de sensibilisation à la culture hip hop (danse, vidéo, graff, conférence) auprès de jeunes, en partenariat avec des établissements scolaires, maisons de quartiers, conservatoires de danse, mais aussi établissements pénitenciers (Fresnes). La compagnie propose aussi des stages réguliers pour des danseurs professionnels.
Durant la prochaine année de conventionnement, la compagnie sera en résidence à la Maison de la Musique de Nanterre et à l'Opéra de Paris pour la création de l'opéra-ballet « Les Indes Galantes ». Cette création verra le jour en septembre 2019 à l'Opéra National de Paris/ Bastille pour une série de 12 représentations. Cet opéra/ballet se composera de 30 danseurs issus de la street dance (15 danseurs engagés par la Cie et 15 danseurs salariés de l'Opéra de Paris).
Bintou Dembélé performera dans différents musées (Musée d'Orsay, au Palais de la Porte Dorée, au centre Pompidou de Metz).
Enfin la compagnie poursuit ses modules de formations notamment au Centre National de la Danse à Pantin, en accompagnant les jeunes danseurs sur la voie de la professionnalisation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 402 958 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- MORANGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	314 173,00	77,97%
Autres dépenses	88 785,00	22,03%
Total	402 958,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	35 000,00	8,69%
DGCA (acquis)	30 000,00	7,44%
CD91 (sollicité)	5 000,00	1,24%
Partenaires privés	73 557,00	18,25%
Recettes propres d'activité	259 401,00	64,37%
Total	402 958,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-271

DOSSIER N° EX044850 - ENSEMBLE PULCINELLA - OPHÉLIE GAILLARD - AVENANT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	176 325,47 € HT	14,18 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	OPHELIE GAILLARD-PULCINELLA
Adresse administrative	:	1 RUE PAUL BERT 93500 PANTIN
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame SONIA STAMENKOVIC, Administratrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
Fondé en 2005 par la violoncelliste Ophélie Gaillard (élue « Révélation soliste instrumentale » aux Victoires de la Musique Classique en 2003), l'ensemble Pulcinella réunit des musiciens passionnés par la pratique sur instruments historiques, qui réalisent un travail approfondi sur le son et qui s'attachent à découvrir des œuvres inédites ou méconnues tout en revisitant des pages majeures du répertoire. L'ensemble fonctionne de manière horizontale : les choix artistiques et pédagogiques se prennent collectivement dans un souci constant de dialogue, d'exigence artistique et d'émulation. Six musiciens composent le noyau dur de l'ensemble et s'impliquent dans tous les volets de ses activités : Michèle Claude, Francesco Corti, Nicolas Mazzoleni, Thibault Noally, Brice Sailly, Tami Troman. L'ensemble se produit dans les salles les plus prestigieuses (Théâtres du Châtelet et des Champs-Elysées, Arsenal de Metz, Festivals de Beaune, Radio France et Montpellier, Pontoise, Colmar, Vézelay…). Pulcinella a enregistré cinq disques largement salués par la presse et récompensés (Diapason d'or de l'année, Choc de Classica, distinctions dans Toccata, Gramophone). L'ensemble développe une politique volontariste d'action artistique et culturelle en Ile-de-France, afin de faire découvrir la musique baroque et classique au

plus grand nombre. Après une résidence de trois ans au Festival Baroque de Pontoise et à l'Espace Michel Simon de Noisy-le-Grand, Pulcinella poursuit désormais ses collaborations avec la Barbacane de Beynes, le Théâtre des Bergeries de Noisy-le-Sec, le Collège des Bernardins, les villes de Pantin et de La Courneuve et l'Hôpital Necker à Paris.
Pulcinella bénéficie des aides régulières de la DRAC Ile-de-France, de la ville de la Courneuve et de Pantin, ainsi que des sociétés civiles et de fondations.
Durant la prochaine année de conventionnement, l'ensemble Pulcinella poursuivra ses résidences d'actions socio-culturelles dans les villes de Pantin et de la Courneuve, avec différents projets : un spectacle participatif jeune public intitulé « Fairy Queen », un spectacle intitulé « En Filigrane » et des ateliers de découverte de la musique Baroque en partenariat avec l'association Culture au cœur du 93. Pulcinella continuera sa collaboration avec l'Hôpital Necker commencé en 2016. Huit nouveaux concerts sont prévus pour l'année à venir avec de nouveaux partenariats en Île-de-France comme le Château de Vincennes et le Château de Versailles-Spectacle. Enfin l'ensemble diffusera « Boccherini » à Paris et en Allemagne.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 176 325,47 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	132 385,03	75,08%
Dépenses d'action culturelle	33 589,92	19,05%
Autres dépenses	10 350,52	5,87%
Total	176 325,47	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	25 000,00	14,18%
DRAC IDF (sollicité)	5 000,00	2,84%
CD93 (sollicité)	5 000,00	2,84%
Commune de Pantin - atelier périscolaire (acquis)	1 190,47	0,68%
Commune de Pantin (sollicité)	5 000,00	2,84%
Commune de La Courneuve (acquis)	3 000,00	1,70%
Sociétés civiles	16 000,00	9,07%
Recettes propres d'activé	116 135,00	65,86%
Total	176 325,47	100,00%

DOSSIER N° EX044852 - IN CAUDA- AVENANT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	138 610,00 € HT	25,25 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IN CAUDA
Adresse administrative : 47 RUE DE TURBIGO
75003 PARIS 3E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Patrice MULOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
La compagnie In Cauda a été créée en 2000 par l'auteur et metteur en scène Godefroy Ségal, avec quelques comédiens fidèles et régulièrement investis dans les nombreuses créations, parmi lesquelles : « Les Chiens nous dresseront », et « Quatre-vingt-treize ». La compagnie compte une dizaine de spectacles à son répertoire dont des pièces écrites par Godefroy Ségal telles que « Les chiens nous dresseront » en 2007, ou « Plus que le tumulte en eaux profondes » en 2013, avec l'aide à la création dramatique du CNT, et des adaptations théâtrales de romans de la littérature française telles que « La chartreuse de Parme » de Stendhal en 2015 ou « Le pays où l'on arrive jamais » d'André Dhôtel en 2017.
Installée dans les Yvelines, d'abord à Magny-les-Hameaux, la compagnie a noué un partenariat structurant avec la Ferme de Bel Ebat à Guyancourt à travers des projets d'envergure avec des amateurs, l'accueil de ses créations et des soutiens en coproduction…. En 2015, la compagnie a conclu une convention de résidence de trois ans avec La Ferme de Bel Ebat. Par ailleurs, la compagnie entretient une relation de fidélité avec Lilas-en-scène, où elle répète régulièrement et dispose de bureaux.
Parallèlement à ses créations, la compagnie mène un important travail de terrain auprès des établissements scolaires, et notamment des lycées, tant à Saint-Quentin-en-Yvelines qu'à Paris.

In Cauda bénéficie du soutien de la Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines et de la Région Ile-de-France, ainsi que plus ponctuellement du Conseil départemental des Yvelines.
Pour la prochaine année de conventionnement, la compagnie sera en résidence à Lilas en scène en vue de leur nouvelle création destinée à une tournée rurale. La re-création de mai 2019 « Pays où l'on n'arrive jamais », d'après André Dhôtel sera en tournée en Yvelines (10 représentations) et en série de 20 représentations au Festival d'Avignon.
Les visites théâtralisées « La Marquise Arconati Visconti » (15 dates) et « la journée avec Pierre Godefin » (35 dates) se poursuivront au Musée des Arts Décoratif de Paris. L'action culturelle continuera au Lycée Franco-Allemand du Buc dans les Yvelines et avec le comité d'entreprise de Renault (Technocentre).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 138 610 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire, déduction faite de l'aide au projet mutualisé pour les territoires ruraux et périurbains de la Région.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	143 126,00	80,13%
Dépenses d'action culturelle	17 400,00	9,74%
Autres dépenses	18 084,00	10,12%
Total	178 610,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	35 000,00	19,60%
Région IDF - Projet mutualisé pour les territoires ruraux et périurbains	40 000,00	22,40%
DRAC IDF (sollicité)	25 000,00	14,00%
Communauté d'agglomération Saint-Quentin-en-Yvelines (acquis)	8 000,00	4,48%
Communes du département des Yvelines (sollicité)	14 910,00	8,35%
CD78 (sollicité)	30 000,00	16,80%
Recettes propres d'activité	25 700,00	14,39%
Total	178 610,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-271

DOSSIER N° EX044853 - L'EXPERIENCE HARMAAT - AVENANT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	115 000,00 € HT	34,78 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L EXPERIENCE HARMAAT
Adresse administrative : 2 RUE DOULCET
93270 SEVRAN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Arnaud DIDIERLAURENT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses à partir du renouvellement de la convention PAC soit le 1er juillet 2019

Description :
L'Expérience Harmaat est une compagnie chorégraphique dirigée par Fabrice Lambert, qui porte une démarche interdisciplinaire au service de la danse, en croisant son travail avec d'autres artistes, plasticiens, vidéastes, créateurs lumière, ingénieurs... Il est auteur d'une vingtaine de pièces qui intègrent régulièrement un questionnement autour des sciences physiques, humaines ou sociales, ainsi qu'une réflexion sur le rapport du corps à l'espace et le mouvement.
Implantée en Ile-de-France, où elle développe des résidences de longues durées, accompagnées d'actions artistiques et culturelles avec les publics, la compagnie se déploie aussi à l'échelle nationale et internationale (Brésil, Suisse, Italie, Espagne, Canada…) à travers ses tournées. En Ile-de-France, L'Expérience Harmaat compte des partenaires fidèles tels que le Théâtre de la Ville, le CND, les Rencontres Chorégraphiques Internationales de Seine-Saint-Denis, le Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines.
La compagnie est soutenue par la DRAC et par la Région Ile-de-France.
Pour la prochaine année de conventionnement, la compagnie poursuivra sa deuxième année de résidence à la Maison de la Musique de Nanterre. L'Expérience Harmaat sera également résidence

courte à la Briqueterie. Une nouvelle création est prévue pour cette année, « Seconde nature », pièce pour quatre danseurs et elle sera diffusée au Théâtre de la Ville de Paris, au Centre des Bords de Marne au Perreux-sur-Marne, à la Maison de la Musique de Nanterre, au Centre des Arts d'Enghien-les-Bains, ainsi qu'au Festival d'Avignon. Parallèlement, des pièces courtes intitulées « Matière Première » seront créés pour d'autres espaces que les scènes théâtrales. La création 2018, « Aujourd'hui Sauvage » sera en tournée dans des festivals au Brésil et au Centre des Bords de Marne en avril 2020. L'Expérience Harmaat diffusera également les spectacles du répertoire de la compagnie à la Maison de la Musique de Nanterre (L'Incognito, Nervures, le Silence des particules). La compagnie sera en résidence au Lycée Joliot-Curie de Nanterre. Des ateliers à destination de la petite enfance seront organisés avec la crèche Bambino à Montreuil ainsi que des ateliers tout public et des ateliers parents-enfants sont prévus à l'Atelier de Paris. Enfin, la compagnie mènera des masterclass et une création avec les élèves du Conservatoire Municipal de Nanterre.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 115 000 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- NANTERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	67 978,00	59,11%
Dépenses d'action culturelle	6 491,00	5,64%
Autres dépenses	40 531,00	35,24%
Total	115 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	40 000,00	34,78%
DRAC IDF (acquis)	30 000,00	26,09%
Recettes propres d'activité	45 000,00	39,13%
Total	115 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-271

DOSSIER N° EX044854 - LA COMPAGNIE DES HOMMES - AVENANT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	408 460,00 € HT	8,57 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMPAGNIE DES HOMMES
Adresse administrative	:	3 RUE DES FRANCS BOURGEOIS 75004 PARIS 4E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame MARGUERITE H ME DE LACOTTE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
Le metteur en scène Didier Ruiz a créé la Compagnie des hommes en 1998. Sa première mise en scène est toujours au répertoire de la compagnie, « L'Amour en toutes Lettres, questions sur la sexualité à l'Abbé Viollet, 1924-1943 ». En 1999, la compagnie a créé le premier épisode de « Dale Recuerdos (Je pense à vous) », souvenirs racontés par des amateurs-acteurs de plus de 70 ans. A ce jour, vingt-huit épisodes ont vu le jour dans des villes de France et à l'étranger (Santiago du Chili, Moscou..). Didier Ruiz s'intéresse notamment à la trace, au portrait, au souvenir et à la collection. Il s'est fait connaître pour ses projets artistiques d'envergure menés et créés avec la population, avec laquelle il mène un travail exigeant d'écriture, de collecte de récits et de jeu sur scène. La compagnie s'intéresse particulièrement aux non-acteurs en tant que témoins et porteurs d'une histoire intime et universelle.
La compagnie crée des spectacles avec des acteurs professionnels (L'apéro-polar 1, 2 et 3, Fumer, Madeleine) et des non-acteurs. Ce sont, soit des spectacles qui tournent (Une longue peine par exemple, qui réunit sur scène 4 anciens détenus et la compagne d'un ancien détenu), soit des spectacles participatifs créés à la suite d'un travail d'ateliers (20XX comme possible, Youth) ou mettant en lumière des savoirs particuliers (Le grand bazar, travail avec les meilleurs ouvriers de France au Musée des arts

et métiers). Le spectacle « Trans (més enllà) » créé avec des transsexuels, a été présenté au Festival d'Avignon en juillet 2018 après sa création en mai au Teatre Lliure Barcelona.
Les actions (ateliers, stages, formations, rencontres, créations participatives…) en direction des publics dans leur diversité, des élèves en temps scolaire, des adolescents, des personnes âgées, des détenus… sont au cœur du projet de la compagnie. Elle dispose de partenaires qui accompagnent son projet et l'accueillent en résidence, en diffusion ou pour des actions culturelles (Théâtre de l'Agora scène nationale Evry Essonne, Espace Lino Ventura Garges-lès-Gonesse, La Piscine Chatenay-Malabry, Act'art 77, Espace 1789 Saint-Ouen…). Depuis 2016, et pour au moins trois ans, la Compagnie des hommes est en résidence à Fontenay-sous-Bois/Fontenay-en-scène. Elle a également débuté au début de la saison 2017/18, une résidence d'implantation de trois ans en Essonne dans l'Arpajonnais (La Norville, Saint-Germain-Lès-Arpajon et Arpajon), soutenue par la DRAC, le Département de l'Essonne et les trois villes. Didier Ruiz est également artiste complice de la saison 2017/18 au Théâtre de Chevilly-Larue.
Outre l'aide régionale au titre de la permanence artistique et culturelle et les aides à projets de la DRAC, du département de l'Essonne, du Val-de-Marne, des villes de l'Arpajonnais, la compagnie a été conventionnée par le DRAC IDF en 2018.
Durant la prochaine année de conventionnement, la Compagnie des Hommes poursuivra sa résidence triennale d'implantation en territoire Arpajonnais (91), ainsi qu'une résidence de recherche d'un mois la Maison des Métallos à Paris. Deux nouveaux spectacles seront créés l'année à venir : une forme jeune public « Le Polar Grenadine », d'après « un tueur à ma porte » d'Irina Drozd. Didier Ruiz créera également le troisième volet d'un triptyque consacré aux « invisibles » : « Les Lucioles », création théâtrale documentaire impliquant 6 à 7 personnes ayant décidé de consacrer leur vie à leur foi. Enfin une création participative sera réalisée avec les habitants du 11ème arrondissement de Paris, sur le thème de la spiritualité, de la mort et de la foi et elle sera présentée à la Maison des Métallos.
Le spectacle TRANS, créé en 2018 à Avignon, sera diffusé en Île-de-France, sur le territoire national et international. D'autres spectacles du répertoire de la compagnie seront également en tournée (Une longue peine, Apéro Polar (1) et (2), L'amour en toutes lettres questions sur la sexualité à l'Abbé Viollet, 1924-1943, et Madeleine). L'action culturelle se poursuivra avec les publics lycéens en partenariat avec les théâtres accueillants les représentations, ainsi qu'avec les collèges des villes de la Norville, d'Arpajon et de Saint-germain les Arpajons. Enfin des masterclass, des stages et des formations « mise en scène du comportement » seront organisés par la compagnie.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 408 460 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire, déduction faite de l'aide à la création de la Région.

Localisation géographique :
- LA NORVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	302 100,00	69,70%
Dépenses d'action culturelle	16 340,00	3,77%
Autres dépenses	115 020,00	26,54%
Total	433 460,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	35 000,00	8,07%
Région IDF - Aide à la création	25 000,00	5,77%
DRAC IDF (acquis)	57 950,00	13,37%
CD91 (sollicité)	14 250,00	3,29%
Communes d'Arpajon - St-Germain les Arpajon - La Norville (acquis)	22 800,00	5,26%
Villes de Paris (sollicité)	9 500,00	2,19%
FONPEPS (acquis)	8 550,00	1,97%
Recettes propres d'activité	260 410,00	60,08%
Total	433 460,00	100,00%

DOSSIER N° EX044855 - LA TAMBOUILLE - AVENANT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	147 900,00 € HT	13,52 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA TAMBOUILLE
Adresse administrative : 5 RUELLE DU COLOMBIER
78410 NEZEL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Christophe Perin, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
Créée à la fin des années 1990 à l'origine pour porter les activités du groupe yvelinois de chanson française festive « Les Blérots de Ravel », l'association s'est ouverte à d'autres artistes (Chloé Lacan, Les Femmes à Bretelles, ou encore Rouge, Boule, RTSF...), tout en portant l'organisation de manifestations musicales (festival Toumélé à Maule) ou de soirées ponctuelles.
Progressivement, l'association s'est professionnalisée pour se consacrer au développement du groupe Les Blérots de Ravel, en gérant la production phonographique, la production des spectacles et la diffusion, un contrat d'exclusivité de tournée ayant été également conclu avec un tourneur, Zamora productions. En 2007, l'association a emménagé à Nézel, petit village au cœur des Yvelines, dans des locaux qui lui permettent de bénéficier de bureaux et d'espaces de travail partagés avec une compagnie arts de la rue, Planet pas net.
En 2015, les musiciens des Blérots de Ravel annoncent l'arrêt du groupe, ce qui incite l'association à repenser son projet global.
Au cours de la même année, la décision est prise de fusionner les associations La Tambouille et Planet pas net (sous la bannière de « La Tambouille »), afin de porter davantage de projets artistiques de

plusieurs disciplines (musiques, arts de la rue, marionnettes, théâtre musical…) parmi lesquels : le nouveau groupe issu des Blérots de Ravel, No Name Projet, la compagnie Planet pas net, de nouveaux projets mêlant des artistes des deux compagnies, dans une logique de mutualisation. Le projet comporte aussi un volet d'ouverture et d'accueil d'autres équipes artistiques à travers la mise à disposition du lieu pour des résidences ponctuelles. La compagnie Planet pas net développant aussi son activité sur le département du Val d'Oise, il s'agit pour la nouvelle structure d'élargir son implantation locale et francilienne ainsi que son réseau de partenariats, avec en parallèle, un fort enjeu de structuration professionnelle.
La Région Ile-de-France soutient La Tambouille depuis 2008 au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle depuis 2008 à hauteur de 20 000 euros. En juin 2015, une troisième convention triennale a été conclue autour de la mise en œuvre de ce nouveau projet et la Région a décidé de porter son attention sur l'évolution et à la structuration interne du nouveau projet de la Tambouille et à son ancrage francilien.
Durant la prochaine année de conventionnement, La Tambouille portera trois projets de création : « Clarschen&Zochenta » de Claire Moulin, « Un bien bête bestiaire », un solo de clown d'Alice Noureux et « RealLife », un spectacle interactif de Christopher Haesmans et Mickaël Périé. Les résidences de recherche et les répétitions se feront principalement dans le département des Yvelines (à la K'bane à Boukan La Celle St-Cloud, au Sax à Archères et à la Nacelle à Aubergenville) et à Paris à la Manufacture Chanson. Des actions culturelles en lien avec les créations sont envisagées. Enfin La Tambouilles diffusera « Les Mamas », création de la Cie Planet pas net de 2004 en Ile-de-France, ainsi que « Quartier Libre ! » au Festival Cergy Soit.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 147 900 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- NEZEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	86 360,00	58,39%
Dépenses d'action culturelle	2 804,00	1,90%
Autres dépenses	58 750,00	39,72%
Total	147 914,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	20 000,00	13,52%
Ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse (sollicité)	7 000,00	4,73%
GPS&O (sollicité)	6 000,00	4,06%
Commune de Nézel (sollicité)	300,00	0,20%
CNV (acquis)	5 000,00	3,38%
Recettes propres d'activité	109 600,00	74,10%
Total	147 900,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-271

DOSSIER N° EX044856 - LE CABARET CONTEMPORAIN - AVENANT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	201 500,00 € HT	13,90 %	28 000,00 €
	Montant total de la subvention		28 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LE CABARET CONTEMPORAIN
Adresse administrative	:	C/O RESIDENCE CREATIS 75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur XAVIER DE FINANCE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
Créé fin 2009 sous la direction artistique de Laurent Durupt, le Cabaret Contemporain regroupe une formation de jeunes musiciens et compositeurs professionnels issus du Conservatoire de Paris et plusieurs fois récompensés par des prix. Les musiciens de l'ensemble sont des instrumentistes originaux, ayant des formations hybrides.
Le projet porte sur la diffusion de la musique contemporaine et sa rencontre avec les autres genres musicaux ainsi que sur l'élargissement des publics. Les activités de l'ensemble embrassent tout le processus de création, partant de l'écriture au concert lui-même, en passant par des actions culturelles et des actions pédagogiques menées régulièrement en direction des jeunes et/ou des scolaires. Ces dernières années, elles s'articulent sur des créations « hommage » (Kraftwerk, Moondog) et la musique originale du groupe.

Le Cabaret contemporain est cofinancé par la Mairie de Paris, la DRAC Ile-de-France les sociétés civiles représentent 47% des financements.

Durant la prochaine année de conventionnement, le Cabaret Contemporain poursuivra ses résidences de création en grande couronne à l'EMB à Sannois et au Forum à Vauréal ainsi qu'à Paris au 104. Leur nouvelle création s'intitulera « Hommage à Steve Reich » et sera diffusée à la Machine du Moulin Rouge, à la Cave et au CRD d'Argenteuil, au CCR de Cergy-Pontoise, au 104 et au Festival Chorus. L'ensemble diffusera également leurs anciennes créations : « Cabaret Contemporain », « Détroit » et « Wes Sounds » au national et en Île-de-France.
L'action culturelle représente environ 145h sur chaque saison et se déploie dans les collèges et lycées, notamment au Lycée Professionnel Horticole St-Jean à Sannois, au Lycée Camille Claudel à Vauréal et au Lycée Armand Carrel à Paris (19ème). Des répétitions publiques sont organisées dans des centres sociaux ainsi que des workshops avec les élèves du CRR de Cergy-Pontoise, de l'école de musique de Sannois et du CRD d'Argenteuil, autour de la préparation d'instruments acoustique et de l'improvisation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 201 500 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	95 000,00	47,15%
Dépenses d'action culturelle	28 000,00	13,90%
Autres dépenses	78 500,00	38,96%
Total	201 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	28 000,00	13,90%
DRAC IDF (acquis)	25 000,00	12,41%
Ville de Paris (acquis)	15 000,00	7,44%
Sociétés civiles	49 000,00	24,32%
Recettes propres d'activité	84 500,00	41,94%
Total	201 500,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-271

DOSSIER N° EX044857 - LES MUSIQUES DE LA BOULANGERE - AVENANT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	163 000,00 € HT	30,67 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LES MUSIQUES DE LA BOULANGERE
Adresse administrative	:	91 RUE DU FG SAINT-MARTIN 75010 PARIS 10
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Emmanuel Isnard, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
L'association « Les Musiques de la Boulangère » a été créée par le compositeur de musique contemporaine Nicolas Frize, avec la particularité de mener des projets artistiques ambitieux et participatifs sur de longues durées.
Les Musiques de la Boulangère bénéficient du soutien régulier de la DRAC, du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis, de la Ville de Saint-Denis et de la Région Ile-de-France.
Durant la prochaine année de conventionnement, l'association poursuivra ses résidences longues de création et d'action culturelle dans quatre lycées d'Île-de-France : au Lycée Garamont à Colombes, au Lycée léonard-de-Vinci à Tremblay-en-France, au Lycée Henri-Wallon à Aubervilliers et au Lycée Jacques-Amyot à Melun. Nicolas Frize continuera également ses résidences en entreprises, dans cinq grandes imprimeries d'Île-de-France en vue d'une nouvelle création musicale « Impressions… d'être » pour une première au 1er semestre 2020. Une deuxième création de Nicolas Frize est prévue intitulée « Embrassades insensées » en partenariat avec l'ensemble de musique baroque II Convito et le Festival MM. La première sera réalisée à la Rochelle, suivie d'une tournée en Île-de-France.

Plusieurs créations musicales seront commandées à Nicolas Frize : la Ville de Paris commandera une création musicale « Les maison chantent » à l'occasion de la Nuit Blanche, en octobre 2019 et le Centre Pompidou à Paris commandera une composition à l'occasion d'une soirée sur Roland Barthes.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 163 000 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	77 500,00	47,55%
Dépenses d'action culturelle	63 500,00	38,96%
Autres dépenses	22 000,00	13,50%
Total	163 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	50 000,00	30,67%
DRAC IDF (acquis)	45 000,00	27,61%
CD93 (acquis)	30 000,00	18,40%
Commune de Saint-Denis (sollicité)	7 000,00	4,29%
Sociétés civiles	8 000,00	4,91%
Partenaires privés	5 000,00	3,07%
Recettes propres d'activité	18 000,00	11,04%
Total	163 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX044859 - PM- AVENANT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	89 600,00 € TTC	33,48 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PM
Adresse administrative : 17 RUE DE LA JONQUIERE
75017 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame DANIELLE BONNET, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
Créée en 2006 par le danseur et chorégraphe Philippe Ménard, la compagnie PM a déjà créé 9 pièces. Ses actions de création, diffusion, et actions artistiques avec les publics se déroulent principalement dans le cadre de résidences. A travers toutes ses pièces, Philippe Ménard explore les notions de contrainte et de liberté, de positionnement face aux pressions du monde.
Depuis 2016, Philippe Ménard est en résidence en qualité d'artiste associé au Vaisseau, fabrique artistique implantée au centre de réadaptation de Coubert (77), il y bénéficie de bureaux et d'espaces permanents de répétition. Il développe également tout un travail de création, diffusion et actions culturelles dans les Hauts-de-Seine en lien avec le théâtre Bernard-Marie Koltés de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense, le Théâtre de Chatillon et la Maison de la musique de Nanterre. Elle mène un important travail d'appropriation avec les publics en situation de handicap et les lycéens.
La compagnie bénéficie de soutiens réguliers de la DRAC Ile-de-France. La Région est le principal financeur. Lauréat 2017 du réseau Sillage/s des Scènes Conventionnées Danse.

Durant la prochaine année de conventionnement, la compagnie poursuivra sa résidence longue

d'implantation au Vaisseau. Elle sera également en résidence au Théâtre Louis Aragon à Tremblay-en-France et à l'Etoile du Nord à Paris. Deux nouvelles pièces courtes sont prévues, « Eldorado.SOLO#1 et #2 », pour une première diffusion en mai 2020 à Anis Gras. La création de 2018 « eldorado/s » sera diffusée à Tremblay, à Paris et en tournée en France.
Par ailleurs, la compagnie poursuit son important travail d'action culturelle avec les publics lycéens et collégiens autour d'ateliers chorégraphiques et de re-création autour de la pièce « eldorado/s ».
Dans le cadre de la résidence d'implantation en Seine-et Marne, la compagnie continuera et développera son projet d'action culturelle « A quoi tu danses quand tu rêves ? » avec les usagers en situation d'handicap de quatre structures médico-sociale du département. Ce projet est construit autour de rencontres dansées, recueils de parole, réalisation d'un film, d'ateliers chorégraphiques avec une restitution publique avec les participants au théâtre du Centre de réadaptation de Coubert.
Enfin la compagnie poursuivra ses ateliers Danse et Musique pour les enfants accueillis à l'Hôpital de jour André Boulloche à Paris

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 89 600 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	21 683,00	24,20%
Dépenses d'action culturelle	43 388,00	48,42%
Autres dépenses	24 529,00	27,38%
Total	89 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	30 000,00	33,48%
DRAC IDF (acquis)	7 000,00	7,81%
Sociétés civiles	4 000,00	4,46%
Partenaires privés	4 000,00	4,46%
Recettes propres d'activité	44 600,00	49,78%
Total	89 600,00	100,00%

DOSSIER N° EX044860 - SO WEITER - AVENANT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	112 500,00 € TTC	40,00 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SO WEITER
Adresse administrative	:	21 RUE DU PROFESSEUR BERGONI 94270 LE KREMLIN-BICETRE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame ELSA SECK, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
La compagnie Und So Weiter a été créée par Yan Allegret, metteur en scène et auteur de théâtre. Lauréat en 2008 de la Villa Kujoyama au Japon, Yan Allégret entretient un lien fort à la culture japonaise ainsi qu'aux arts de combat. La compagnie est historiquement implantée en Seine-Saint-Denis ; elle a notamment travaillé en résidence longue au Blanc-Mesnil, à Saint-Ouen et aux Lilas.
La compagnie bénéficie du soutien régulier de la DRAC au titre de l'aide à la production, ainsi que des aides d'ARCADI, de la SACD, de l'ADAMI ainsi que de l'aide de la Région Ile-de-France.

Durant la prochaine année de conventionnement, la compagnie sera en résidence au Théâtre dans les Vignes à Couffoulens (11), au Théâtre Théo Argence (69) et au Bambous (974) pour la création de leur nouvelle pièce « Les enfants éblouis ». Ce spectacle sera diffusé en Île-de-France à l'Echangeur à Bagnolet et à l'Auguste Théâtre à Paris. Au Théâtre Théo Argence, la compagnie créera une performance in situ intitulée « Collecte de rêves ». Enfin, le spectacle « On prend le ciel et on le coud à la terre » sera diffusé au Château de la Roche Guyon (95). L'action culturelle se poursuivra dans les collèges et lycées, notamment au Lycée Liberté de Romainville.

Yan Allegret anime de nombreux ateliers d'écriture, de théâtre et de boxe avec des amateurs ainsi qu'avec des détenus, notamment à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 112 500 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	73 370,00	65,22%
Dépenses d'action culturelle	18 300,00	16,27%
Autres dépenses	20 830,00	18,52%
Total	112 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	45 000,00	40,00%
DRAC IDF (acquis)	10 000,00	8,89%
Partenaires privés	13 000,00	11,56%
Recettes propres d'activité	44 500,00	39,56%
Total	112 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX045097 - COMPAGNIE ASPHALTE - AVENANT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	78 037,00 € HT	20,50 %	16 000,00 €
	Montant total de la subvention		16 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS ASPHALTE
Adresse administrative : 83 BOULEVARD DE LA VILETTE
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ROBIN SCHULIE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 1ER juillet 2019.

Description :
La compagnie Asphalte est dirigée par Aline César, metteuse en scène et chercheuse à l'Institut d'Etudes théâtrales de Paris 3 – Sorbonne nouvelle et au Centre des études féminines de Paris 8. La compagnie développe un travail théâtral et musical ; elle a créé plusieurs spectacles, notamment autour de l'auteure anglaise Aphra Behn. Depuis ses débuts, Asphalte est implantée en Seine-Saint-Denis (à Pierrefitte-sur-Seine puis à L'Ile-Saint-Denis).
La compagnie Asphalte bénéficie du soutien de l'Etat au titre de la politique de la ville et de la Région Ile-de-France.

Lors du renouvellement de la dernière convention, suite à l'avis défavorable de la commission PAC, il a été décidé de la sortie du dispositif PAC sur 3 ans assortie d'une aide dégressive, sous réserve du vote annuel du budget du Conseil régional : 23 000 € en 2018, 16 000 € en 2019, 9 000 € en 2020.

Pour la prochaine année de conventionnement, la compagnie sera en résidence en milieu scolaire à Argenteuil dans trois établissements, le lycée Jean Jaurès et deux collèges de la ville. La compagnie sera

en résidence d'écriture et de recherche au plateau pour leur nouvelle création, « Le troisième soir », au Figuier Blanc à Argenteuil, à l'Espace François Mauriac à Sevran, à La Ferme du Buisson et au Collectif 12 (d'une à trois semaines). La compagnie diffusera « Punk and poetess » au Giguier Blanc à Argenteuil ainsi que « Suite samouraï », concert spectacle à Paris au Point Ephémère, à la Hall de la Chanson et à la Maison de la Poésie.
L'action culturelle se poursuivra en Guyane Française autour des représentations d'«Oroonoko ». Des ateliers périscolaires « Après l'Ecole » seront menés avec des élèves des écoles de Nanterre ainsi que des stages « Raconte-moi MON histoire » et « Sur les Planches » seront proposés pour les enfants et pré-adolescents hors-temps scolaire à Argenteuil et à l'Île-Saint-Denis.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 78 037 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	42 835,00	54,89%
Dépenses d'action culturelle	24 692,00	31,64%
Autres dépenses	10 510,00	13,47%
Total	78 037,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	16 000,00	20,50%
DRAC IDF - SDAT (acquis)	7 000,00	8,97%
CGET DDCS93 et 95 (sollicité)	7 000,00	8,97%
DAC Guyane (acquis)	5 000,00	6,41%
Préfecture du Val d'Oise (sollicité)	5 000,00	6,41%
CD95 (sollicité)	1 100,00	1,41%
Ville d'Argentueil (sollicité)	3 000,00	3,84%
FONPEPS	4 992,00	6,40%
Sociétés civiles	10 000,00	12,81%
Recettes propres d'activité	18 945,00	24,28%
Total	78 037,00	100,00%

DOSSIER N° EX044840 - MAIRIE DE GUYANCOURT/LA FERME DE BEL EBAT - AVENANT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	204 000,00 € TTC	19,61 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRE CULTUREL LA FERME DE BEL EBAT
Adresse administrative : 14 RUE AMBROISE CROIZAT 78280 GUYANCOURT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame MARIE-CHRISTINE LE TARNEC, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses à partir du renouvellement de la convention PAC soit le 1er juillet 2019

Description :
Théâtre de ville en régie directe, la Ferme de Bel Ébat à Guyancourt propose une programmation pluridisciplinaire avec un axe fort sur les écritures théâtrales contemporaines et sur le jeune public. Le directeur, Yoann Lavabre, soutient en particulier la présence des artistes sur le territoire et le développement l'action culturelle notamment hors les murs, à travers des rencontres artistiques, lectures, stages, petites formes itinérantes dans les quartiers, performances de rue, ateliers… La Ferme de Bel Ebat s'investit auprès des compagnies en coproduction, achats de représentations et pour les projets d'action culturelle menés par les compagnies en résidence d'implantation.
La Ferme de Bel Ébat est soutenue par la DRAC, l'Education nationale, la Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines et la Région Ile-de-France, le Département des Yvelines s'étant retiré en 2016 du financement de la structure.
La structure est soutenue au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle depuis 2012 à hauteur de 40 000 euros. Une deuxième convention triennale a été conclue en 2015, afin de soutenir l'accueil annuel de trois à quatre compagnies de théâtre en résidence longue d'implantation de trois ans, complétées de résidences plus courtes de création ou de diffusion. La Ferme de Bel Ebat a également

bénéficié d'une aide de 32 730 euros au titre de l'investissement de la Région Ile-de-France pour la rénovation de la salle en Commission permanente du 9 juillet 2015 (gradins et sols).
Durant la prochaine année de conventionnement, la Ferme de Bel Ebat accueillera trois compagnies en résidence longue (2 à 4 saisons): le Cie La Subversive d'Aurore Evain (théâtre, musique), la Cie Métamorphose d'Isabelle Olivier (jazz) et le Cie Périphérique de Pascal Antonini (théâtre). Le théâtre accueillera également sur un temps plus court la compagnie émergente La Kestakaboche de Mylène Bonnet (théâtre). Le montant moyen des apports en coproduction est de 3 000€.
Le théâtre diffusera, dans le cadre du projet « Edifier notre Matrimoine » deux concert et deux pièces en lien avec la résidence d'Aurore Evain, dont un spectacle sera joué au Lycée de Villaroy.
L'action culturelle se poursuivra dans de nombreux lycées (Lycée de Villaroy, Descartes, d'Hôtellerie de St-Quentin en Yvelines,…) avec des ateliers de création et des actions de sensibilisation. Enfin le théâtre mène des actions culturelles avec les collèges, les centres sociaux et les centres de loisir.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 204 000 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- GUYANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences / création / diffusion	101 000,00	49,51%
Dépenses d'action culturelle	63 000,00	30,88%
Dépenses de fonctionnement	40 000,00	19,61%
Total	204 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	40 000,00	19,61%
DRAC IDF (sollicité)	52 500,00	25,74%
Ministère de l'Eduction Nationale (sollicité)	5 000,00	2,45%
CD78 (sollicité)	12 000,00	5,88%
CA Saint Quentin en Yvelines (acquis)	16 000,00	7,84%
Commune de Guyancourt (sollicité)	51 000,00	25,00%
Sociétés civiles	12 500,00	6,13%
Recettes propres d'activité	15 000,00	7,35%
Total	204 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX044843 - GRAND PARIS SUD REGIE L'EMPREINTE - AVENANT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	338 000,00 € HT	8,88 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART
Adresse administrative : BP62
91054 COURCOURONNES
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur MICHEL BISSON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses à partir du renouvellement de la convention PAC soit le 1er juillet 2019

Description :
A la jonction du département de la Seine-et-Marne et de l'Essonne, le lieu de musiques actuelles l'Empreinte a été créé en 1999 par la ville de Savigny-le-Temple (77). L'équipement est doté de 2 salles de spectacles (une petite scène et une grande salle de 400 places), de studios et salle de danse. Intégré à l'agglomération nouvelle de Sénart, il est depuis 2018, transféré à la nouvelle communauté d'agglomération Grand Paris Sud en régie directe.
Dirigé par Stéphane Labas, le lieu Labellisé SMAC en 2010, s'est imposé comme une scène francilienne de musiques actuelles de référence, avec une programmation en progression d'une cinquantaine de spectacles professionnels par an et comme un lieu de découverte et d'accompagnement de la pratique émergente et amateur des groupes locaux et régionaux. Elle propose un volet d'accompagnement individualisé en lien avec différents partenaires de la filière. Elle a été, à l'initiative de la ville de Savigny, l'une des premières scènes de tremplin de groupes lycéens avec un festival dédié.

L'Empreinte bénéficie du soutien pérenne de la DRAC, du Département de la Seine-et-Marne et de la Région Ile-de-France pour son projet de permanence artistique et culturelle depuis 2008.

Pour la prochaine année de conventionnement, l'Empreinte poursuivra sa résidence longue avec le collectif MIRR. Cette résidence territoriale comporte plusieurs volets : création, diffusion sur le territoire et actions culturelles.
Plusieurs équipes artistes accueillis en résidence seront diffusées à l'Empreinte : Bukowski, Dagoba, Grimm, Jaune, Les Rois de la Suède, l'Or du Commun, Rise Of the Northstar,…
A travers le dispositif FOG, l'Empreinte proposera des formations aux musiciens qui fréquentent la structure. Ces formations seront d'ordre artistique, technique et théorique (statut de l'artiste, communication, autoproduction, comment tourner ?,..).
L'action culturelle se poursuit avec le projet inter lycées pour sélectionner et accompagner un groupe à se produire sur la scène Île-de-France lors du festival Rock en Seine. Des actions culturelles sont prévues avec deux lycées de Savigny le Temple en partenariat avec le RIF. L'empreinte mènera également un projet de sensibilisation à la musique afro-cubaine avec les élèves du collège H Wallon, ainsi que des ateliers et concerts en milieu carcéral. Enfin, l'Empreinte organisera des masterclass en partenariat avec le réseau des conservatoires de Sénart.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 338 000 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- SAVIGNY-LE-TEMPLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences / création / diffusion	260 000,00	76,92%
Dépenses d'action culturelle	15 000,00	4,44%
Dépenses de fonctionnement	63 000,00	18,64%
Total	338 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	30 000,00	8,88%
DRAC IDF (sollicité)	10 000,00	2,96%
CD77 (sollicité)	72 000,00	21,30%
Grand Paris Sud (acquis)	96 000,00	28,40%
CNV (acquis)	10 000,00	2,96%
Sociétés civiles	10 000,00	2,96%
Recettes propres d'activité	110 000,00	32,54%
Total	338 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-271

DOSSIER N° EX044858 - RACK'AM/COMMUNE DE BRETIGNY SUR ORGE - AVENANT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	50 000,00 € TTC	40,00 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BRETIGNY SUR ORGE
Adresse administrative : 44 RUE DE LA MAIRIE
91220 BRETIGNY-SUR-ORGE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Nicolas MEARY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses à partir du renouvellement de la convention PAC soit le 1er juillet 2019

Description :
Le Rack'am de Brétigny-sur-Orge est une salle de concerts dédiée aux musiques actuelles et à l'émergence artistique de 270 places (110 places assises), il est dirigé par Bérangère Salles et compte 4 permanents (3,5 ETP). Depuis 2011, le Rack'am est labellisé « Scène conventionnée pour la musique - lieu de musiques actuelles » par la DRAC Ile-de-France. Le lieu est en gestion municipale par la Ville de Brétigny-sur-Orge depuis 2002. Les travaux du nouveau Rack'am (équipement centre-ville de même capacité) seront lancés en 2019. Le projet artistique et culturel est poursuivi et consolidé par la nouvelle direction pour redynamiser la salle et ouvrir la programmation à d'autres esthétiques que le rock : chanson, hip hop, reggae, électro, etc. Le Rack'am est d'une part, un lieu implanté localement qui accompagne les musiciens locaux et la structuration du secteur sur le territoire et d'autre part, un équipement qui rayonne régionalement en soutenant la création et la production musicale nationale.
Le Rack'am développe trois axes de travail dans le champ des musiques actuelles : la diffusion d'artistes émergents dans tous les styles, l'accompagnement d'artistes en résidence et l'éducation artistique et la sensibilisation des publics. Le Rack'am compte en moyenne 35 concerts par an, 4 400 spectateurs par saison auxquels s'ajoutent les 3 500 spectateurs lors du concert de la Fête de la musique.
Le Rack'am est très impliqué dans les réseaux des musiques actuelles, il a participé activement à la

création de REZONNE (le réseau des musiques actuelles en Essonne). Le Rack'am participe par ailleurs au jury des présélections chanson/musiques du monde Ile-de-France des Inouïes du Printemps de Bourges à Paul B, SMAC de Massy.
Le Rack'am bénéfice du soutien de la DRAC Ile-de-France, du Département de l'Essonne, de la Région Ile-de-France et de la Ville de Brétigny-sur-Orge.
Durant la prochaine année de conventionnement, le Rack'am poursuivra l'accueil en résidence de l'équipe artistique Parallele Lines. Les deux autres équipes émergentes accueillies en résidence ne sont pas programmées à ce jour. Le concert de Parrallele Lines sera diffusé auprès du public scolaire, ainsi que le concert d'Hugo Barbet. Le Rack'am propose deux temps fort hors-les-murs : le Tremplin Jeune Talents et la fête de la musique avec une programmation mettant en avant des talents locaux pour la première partie et deux artistes professionnels pour la seconde partie.
L'action culturelle sera menée avec le Lycée Timbaud et le CFA de Brétigny, ainsi que les écoles élémentaires de Brétigny. Des concerts en entreprises seront menés en partenariat avec les CE de Renault, Air France et Tales Group. Enfin le Rack'am propose des accompagnements scéniques en partenariat avec le RIF et accueille le festival « Longpont sur Rock » réunissant les élèves de trois conservatoires.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 50 000 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- BRETIGNY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences / création / diffusion	30 600,00	61,20%
Dépenses d'action culturelle	11 400,00	22,80%
Dépenses de fonctionnement	8 000,00	16,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	20 000,00	40,00%
DRAC IDF (sollicité)	10 000,00	20,00%
CD91 (sollicité)	10 000,00	20,00%
Commune de Brétigny-sur-Orge (acquis)	9 000,00	18,00%
Recettes propres d'activité	1 000,00	2,00%
Total	50 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX044824 - ARTS DIFFUSION/LE GENERATEUR - AVENANT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	90 350,00 € HT	38,74 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARTS DIFFUSION
Adresse administrative : 16 RUE CHARLES FREROT
94250 GENTILLY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame NICOLE BERGE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses à partir du renouvellement de la convention PAC soit le 1er juillet 2019

Description :
Lieu pluridisciplinaire, membre du réseau Actes If, le Générateur situé à Gentilly (94), a été fondé par par Anne Dreyfus en 2006. Le lieu dispose d'une salle de 400 m2 de plain-pied sans gradin ni poteaux, pouvant accueillir jusqu'à 400 personnes et servant de salle de spectacles ou d'exposition selon les besoins.
Le Générateur accueille chaque année un artiste plasticien qui conclue sa résidence par une exposition, mais également des résidences de danse, théâtre, musique, ou encore multimédia. Un temps fort autour de la performance FRASQ est organisé chaque année en octobre.
La programmation du Générateur est axée sur les arts vivants et visuels, la performance et l'expérimentation. Des temps hors programmation sont prévus de manière à donner du temps aux artistes en résidence et à laisser la possibilité à l'équipe d'intégrer des projets en cours d'année.
Le Générateur, dans un souci de développement des publics, multiplie les partenariats et actions avec des équipements et associations de la ville.
Le Générateur est soutenu par la Ville de Gentilly, le Conseil Départemental du Val-de-Marne et la Région Ile-de-France. Le lieu reçoit selon les années des aides ponctuelles de la DRAC sous forme d'aides à projet (résidence musique notamment), du CNV, du CNC-Dicréam, et de la Communauté d'agglomération du Val-de-Bièvre.

Durant la prochaine année de conventionnement, le Générateur accueillera en résidence plus de 14 équipes artistiques. La diffusion sera consacrée principalement aux artistes accueillis en résidence, ainsi qu'aux festivals Sons d'hiver et La Voix Libre. Des rencontres et répétitions publiques sont prévues avec le tout public. Un atelier « au fil du son » sera organisé le public malvoyant en partenariat avec l'association « Femmes pour le dire, femme pour agir ». Enfin des masterclass de lâcher-prise vocal seront menées avec le tout public et les élèves du conservatoire de Gentilly, Villejuif, le Kremlin-Bicêtre,…
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 90 350 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- GENTILLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences / création / diffusion	65 100,00	72,05%
Dépenses d'action culturelle	7 300,00	8,08%
Dépenses de fonctionnement	17 950,00	19,87%
Total	90 350,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	35 000,00	38,74%
DRAC IDF (sollicité)	8 800,00	9,74%
CD94 - Aide aux lieux intermédiaires (sollicité)	9 000,00	9,96%
CD94 - Aide à la résidence musique (sollicité)	3 200,00	3,54%
Commune de Gentilly (acquis)	7 600,00	8,41%
Ville de Paris (sollicité)	4 000,00	4,43%
Sociétés civiles	7 500,00	8,30%
Partenaires privés	2 500,00	2,77%
Recettes propres d'activité	12 750,00	14,11%
Total	90 350,00	100,00%

DOSSIER N° EX044851 - ESPACE GERMINAL/SCENES DE L'EST VAL D'OISIEN - AVENANT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	333 600,00 € HT	14,99 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESPACE GERMINAL - SCENES DE L'EST VAL D'OISIEN
Adresse administrative : 2 AV DU MESNIL 95470 FOSSES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CORINNE BERNARD, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses à partir du renouvellement de la convention PAC soit le 1er juillet 2019

Description :
Située dans l'est du Val d'Oise, à 40 km de Paris, sur le territoire du parc naturel régional Oise Pays de France, Fosses (9 500 habitants) est l'une des 19 communes de la Communauté d'Agglomération de Roissy Pays de France (bassin de 342 000 habitants). L'Espace Germinal est un théâtre de ville de 300 places, à la programmation pluridisciplinaire d'une vingtaine de spectacles, soit entre 40 et 60 représentations par saison, avec une prédominance du cirque de création et de la danse. Il accueille également des expositions, des artistes en résidence et développe une politique importante d'éducation artistique et culturelle auprès d'une diversité de publics dès leur plus jeune âge (dès 18 mois) d'environ 500 heures d'intervention artistique par an.
L'Espace Germinal bénéficie du soutien de la Ville, de la Communauté d'agglomération, du Conseil départemental, de la DRAC et de la Région Ile-de-France.
Durant la prochaine année de conventionnement, l'Espace Germinal accueillera cinq compagnies en résidence : Nicolas Fayol & Mehdi Baki (émergent, danse), Marcela Santander Corvalan & Bettina Blanc Penther (émergent, danse) la Cie For Happy People & Co, la Cie Jupon (émergent, cirque) et le Cie La Louve (émergent, théâtre). Ces résidences sont pensées dans un ensemble complémentaire : une

implantation territoriale, des actions culturelles, des temps de création, diffusion et des coproductions. Le théâtre diffusera plusieurs compagnies dans le cadre du festival Escales Danse, Cirquevolution et du Festival théâtral du Val d'Oise.
Des actions culturelles seront menées avec les lycéens des établissements de Fosses, Louvres Luzarches, Goussainville et Longperrier ; et également avec les élèves des collèges de Fosses, les usagers des centre sociaux et des maisons de retraite.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 333 600 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- FOSSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences / création / diffusion	198 000,00	59,35%
Dépenses d'action culturelle	85 000,00	25,48%
Dépenses de fonctionnement	50 600,00	15,17%
Total	333 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	50 000,00	14,99%
DRAC IDF (sollicité)	10 000,00	3,00%
CD95 (sollicité)	8 000,00	2,40%
Commune de Fosses (acquis)	240 000,00	71,94%
Sociétés civiles	1 500,00	0,45%
Recettes propres d'activité	24 100,00	7,22%
Total	333 600,00	100,00%

DOSSIER N° EX044861 - PAUL B/ATMAC ASS TECH MASS ACTI ON CULT - AVENANT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	176 935,00 € HT	29,39 %	52 000,00 €
	Montant total de la subvention		52 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ATMAC ASS TECH MASS ACTI ON CULT
Adresse administrative	:	6 ALLEE DU QUEBEC 91300 MASSY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur CHRISTIAN MERY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses à partir du renouvellement de la convention PAC soit le 1er juillet 2019

Description :
Créé en 1970 à Massy, Paul B - Centre culturel Paul Bailliart, géré par l'Association ATMAC (Association technique Massicoise pour l'Action Culturelle), est un équipement culturel entièrement rénové qui a reçu le label SMAC en 2011. Le centre culturel Paul Bailliart, autrefois scène généraliste, a vu son activité s'orienter dans le domaine musical en 1991, puis s'est doté d'un secteur jeune public en 1995. Cette spécialisation fut le fruit d'une double réflexion sur la forte implantation des salles de spectacles sur le territoire de l'Ile de France et la présence d'un deuxième établissement sur la ville de Massy (l'Opéra théâtre).
Le dessein du projet n'a jamais été de transformer cet établissement en salle de concert mais bien de mener une activité de centre culturel axé sur la musique. Fort de ce postulat l'équipe s'est efforcée de développer l'activité et tout naturellement a continué à mener des projets d'actions culturelles ainsi que des collaborations avec les associations et groupes constitués. La première expérience de résidence musicale fut menée avec Patrick Verbeke, artiste de blues français, avec qui a été créée une exposition itinérante et musicale sur l'histoire du blues qui a été exploitée pendant plusieurs saisons.
Dans ses deux salles de 350 et 600 places (modulable en 370 assis) est développé un travail reconnu localement avec des spectacles jeune public ainsi qu'une programmation musiques actuelles éclectique

de grande qualité (une centaine de spectacles chaque saison). Il accompagne par ailleurs les artistes en développement dans le cadre de son activité autour de la mise en œuvre du festival Les Primeurs de Massy (20ème édition de cette sélection de la nouvelle scène musicale en 2017) ainsi que son activité d'Antenne Ile-de-France Chanson des Inouïs du Printemps de Bourges et de ses activités de résidences.
Paul B développe une diversité d'actions culturelles, notamment pour les élèves d'écoles primaires et même de maternelles avec le projet Les Primeurs à l'école (parcours de découverte musicale de la jeune scène française : concerts, rencontres avec des artistes, ateliers d'écriture, découverte de Paul B et des métiers de la musique) mais également pour des élèves de collèges ou de lycées, des élèves d'écoles de musique, des personnes en institut médico-social, des personnes en difficulté.
Le projet de Paul B s'articule sur le triptyque diffusion – résidences / accueil artistique – action culturelle auprès des publics auquel il convient d'ajouter une dimension d'accompagnement de la pratique amateur avec deux studios.
Soutenu par la Région depuis plusieurs années pour son festival et au titre de la permanence artistique et culturelle depuis 2012, Paul B est également soutenu par la Ville de Massy, le Département de l'Essonne au titre des opérateurs structurants, la DRAC au titre d'un conventionnement SMAC, le CNV et par les sociétés civiles du secteur des musiques actuelles (ADAMI, SACEM).
Durant la prochaine année de conventionnement, Paul B accueillera en résidence d'implantation le groupe PR2B et d'autres équipes artistiques non déterminées à ce jour. La 22ème édition des « Primeurs de Massy » se tiendra du 30 octobre au 2 novembre 2019, avec une vingtaine de groupes (Suzanne, La Chica, Trans Kabar, Voyou,…)
Un important volet d'action culturelle sera mené dans les lycées, collèges, écoles élémentaires ainsi qu'avec les conservatoires de Massy, de Saclay et les centres de loisirs.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 176 935 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- MASSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences / création / diffusion	146 395,00	82,74%
Dépenses d'action culturelle	5 900,00	3,33%
Dépenses de fonctionnement	24 640,00	13,93%
Total	176 935,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	52 000,00	29,39%
CD91 (sollicité)	14 550,00	8,22%
Commune de Massy (acquis)	39 000,00	22,04%
- Tva sur subvention	-2 894,00	-1,64%
Sociétés civiles	27 000,00	15,26%
Recettes propres d'activité	47 279,00	26,72%
Total	176 935,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-271

DOSSIER N° EX044862 - STUDIO LE REGARD DU CYGNE/ASSOCIATION MUSIQUE DANSE XXEME - AVENANT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	133 000,00 € HT	26,32 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MUSIQUE & DANSE 20EME
Adresse administrative : 210 RUE DE BELLEVILLE
75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame AUR LIE DEZAC, Administratrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses à partir du renouvellement de la convention PAC soit le 1er juillet 2019

Description :
A l'initiative d'artistes indépendants (Alain Salmon, Vannina et François Guibert et Amy Swanson), constatant le besoin d'espaces pour la danse contemporaine à Paris dans les années 80, Le Regard du Cygne ouvre en septembre 1984 après deux années de travaux dans cet ancien relais de poste de la fin du XVIIème siècle, situé dans les hauts de Belleville à Paris. La première programmation de danse contemporaine, organisée par Amy Swanson, Alain Salmon, Fabrice Dugied et Denis Psaltopoulos, a lieu en avril 1985. Le lieu est actuellement dirigé par Amy Swanson, accompagnée de Léa Poiré et Zoé Salmon. Le lieu d'une superficie de 250 m2 dispose d'une salle de spectacle, dont la rénovation a maintenu le caractère, d'une superficie de 134 m2 et d'une jauge d'une cinquantaine de places.
Le Regard du Cygne défend l'indépendance artistique en mettant à la disposition de la création contemporaine et des artistes son espace. Dans un esprit de laboratoire, le studio Le Regard du Cygne encourage la recherche, l'expérimentation, la présentation de travaux en cours, le dialogue entre œuvres et artistes, entre artistes et spectateurs, entre professionnels et amateurs.
Le studio Le Regard du Cygne accueille des équipes artistiques du champ chorégraphique pour des résidences de création, en moyenne 6 équipes par an (confirmées comme émergentes) pour des durées variables de travail. Des danseurs et interprètes tels que Maud Le Pladec, Mié Coquempot, Ashley Chen, Johann Leighton sont accueillis dans le lieu.

Depuis 2012, le Regard du Cygne a recentré la programmation autour de deux temps forts d'un mois, les Signes de printemps et les Signes d'automne. Il est intégré à la plateforme Paris réseau Danse.
Le Regard du Cygne reçoit le soutien de la Ville de Paris, de la DRAC Ile-de-France et de la Région Ile-de-France.
Pour la prochaine année de conventionnement, 11 compagnies (François Chaignaud, Delphine Demont, Mié Coquempot,…) seront accueillies. Les créations des compagnies seront diffusées lors des festivals Signes de Printemps et d'Automne. Plus de 377h seront consacrées à l'action culturelle dans des lycées, collèges, conservatoires, hôpitaux,…
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 133 000 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la subvention Région FoRTE, et de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences / création / diffusion	93 327,00	65,26%
Dépenses d'action culturelle	21 100,00	14,76%
Dépenses de fonctionnement	28 573,00	19,98%
Total	143 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	40 000,00	27,97%
Région IDF FoRTE	5 000,00	3,50%
DRAC IDF (acquis)	31 894,00	22,30%
DRAC IDF - Culture et lien social (sollicité)	2 000,00	1,40%
DRAC IDF - Culture à l'Hôpital (sollicité)	5 000,00	3,50%
Ville de Paris (sollicité)	35 000,00	24,48%
Mairie du 20ème (sollicité)	1 600,00	1,12%
Mairie du 19ème (sollicité)	300,00	0,21%
Emplois aidés - emplois francs	1 000,00	0,70%
Emplois aidés - CICE	1 876,00	1,31%
Emploi aidés - FONPEPS	900,00	0,63%
Autres subventions - ALYCEE	5 000,00	3,50%
Sociétés civiles	5 000,00	3,50%
Partenaires privés	1 500,00	1,05%
Recettes propres d'activité	6 930,00	4,85%
Total	143 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX044866 - SHAM SPECTACLES - AVENANT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	190 300,00 € TTC	19,97 %	38 000,00 €
	Montant total de la subvention		38 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SHAM SPECTACLES
Adresse administrative	:	26 BIS RUE DU COMMANDANT ROLLAND 93350 LE BOURGET
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame C CILE PREVOST, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses à partir du renouvellement de la convention PAC soit le 1er juillet 2019

Description :
Installé au Bourget, la structure Sham accueille et accompagne des artistes en résidence, organise et propose de nombreux ateliers et stages de sensibilisation au cirque et développe une programmation de plateaux de numéros de cirque et de spectacles constitués, sous chapiteau et dans l'espace public. Depuis trois ans, ses activités s'élargissent aux villes voisines de l'EPT Paris Terres d'envol, mais aussi d'Est Ensemble.
Sham reçoit le soutien régulier de la Ville du Bourget, de l'Etat (culture et politique de la ville) et de la Région Ile-de-France, ainsi que le soutien d'un nombre croissant de communes du nord et de l'est du 93.
Durant la prochaine année de conventionnement, la structure accueillera dix compagnies en résidence courte. Deux compagnies sont en résidence longue au Sham : la Cie Julot, artiste associé et Les Grandes Personnes. La Sham diffusera deux compagnies de cirque sous le chapiteau itinérant de Drancy. De nombreux projets de créations participatifs sont proposés aux lycéens. Enfin des ateliers cirque sont proposés aux enfants des quartiers prioritaires de la politique de la ville.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 190 300 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- LE BOURGET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences / création / diffusion	111 539,00	58,61%
Dépenses d'action culturelle	49 180,00	25,84%
Dépenses de fonctionnement	29 581,00	15,54%
Total	190 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	38 000,00	19,97%
DRAC IDF (acquis)	10 000,00	5,25%
CGET (sollicité)	42 000,00	22,07%
DDCS - FONJEP (sollicité)	7 000,00	3,68%
CD93 (acquis)	5 000,00	2,63%
Commune du Bourget (acquis)	30 227,00	15,88%
Commune de Dugny (sollicité)	3 200,00	1,68%
Commune de Drancy (sollicité)	2 240,00	1,18%
Commune d'Aulnay (sollicité)	600,00	0,32%
Commune de Villepinte (sollicité)	3 600,00	1,89%
Commune de Sevran (sollicité)	1 600,00	0,84%
Commune de Bobigny (sollicité)	1 600,00	0,84%
Commune de Gonesse (sollicité)	3 600,00	1,89%
Commune de Goussainville (sollicité)	3 600,00	1,89%
Commune de Villiers le Bel (sollicité)	3 600,00	1,89%
Commune d'Herblay (sollicité)	2 560,00	1,35%
Commune d'Epinay (sollicité)	2 400,00	1,26%
Partenaires privés	4 000,00	2,10%
Recettes propres d'activité	25 473,00	13,39%
Total	190 300,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-271

DOSSIER N° EX044867 - STUDIO THEATRE DE VITRY - AVENANT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	203 156,00 € HT	34,46 %	70 000,00 €
	Montant total de la subvention		70 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STUDIO THEATRE DE VITRY
Adresse administrative : 18 AV DE L'INSURRECTION
94400 VITRY S/SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur EDGAR PETITIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses à partir du renouvellement de la convention PAC soit le 1er juillet 2019

Description :
Créé en 1964 à l'initiative de Jacques Lassalle, le Studio-Théâtre de Vitry a d'abord organisé des ateliers théâtre avec des jeunes du quartier de la cité Louise Aglaé Cretté. C'est en 1966 que le projet prend le nom de Studio-Théâtre de Vitry, se constitue en association sur l'instigation de la municipalité et du centre culturel et créé son premier spectacle « La seconde surprise de l'amour » de Marivaux. Durant la période qui suit mai 1968, l'équipe s'élargit autour de Jacques Lassalle notamment à Gérard Astor qui deviendra en 1972 directeur du Théâtre Jean Vilar de Vitry. Après une démarche collective de la compagnie, le Studio-Théâtre devient une structure de production et de création à part entière, Jacques Lassalle est en 1983 nommé à la direction du Théâtre National de Strasbourg. Le Studio-Théâtre de Vitry s'installe en 1986 dans un ancien atelier de ferblanterie, et est dès lors doté d'un espace de travail et de représentation. En 1983 le comédien et metteur en scène Alain Ollivier prend la direction du lieu jusqu'en 2001, sous sa direction le Studio-Théâtre prend une orientation plus expérimentale avec l'idée de laboratoire de recherche, poursuivie par les directeurs successifs Frédéric Fisbach, Daniel Jeanneteau et Marie-Christine Soma, puis Daniel Jeanneteau seul).Suite à la nomination de Daniel Jeanneteau à la direction du Centre Dramatique National de Gennevilliers, le Studio Théâtre de Vitry est depuis janvier 2017 dirigé par Bérangère Vantusso.
Le Studio-Théâtre de Vitry est soutenu par la DRAC, le Département du Val-de-Marne et la Ville de Vitry

Pour la prochaine année de conventionnement, le théâtre accueillera dix compagnies en résidence de création (Cie Troix-six-trente, Cie LSDI, Cie Java Vérité,…) et trois résidences de recherches.
Le dernier spectacle de Bérangère Vantusso, « Alors Carcasse » sera présenté au Studio-Théâtre en octobre 2019. L'action culturelle se poursuivra avec le renouvellement du projet Microlycée (atelier de théâtre destiné à des adolescents déscolarisés), mais aussi avec des ateliers de pratique pour amateurs et des rencontres avec le public scolaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 203 156 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences / création / diffusion	153 126,00	75,37%
Dépenses d'action culturelle	21 830,00	10,75%
Dépenses de fonctionnement	28 200,00	13,88%
Total	203 156,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	70 000,00	34,46%
DRAC IDF (acquis)	43 052,00	21,19%
CD94 (acquis)	43 052,00	21,19%
Commune de Vitry-sur-Seine (acquis)	43 052,00	21,19%
Autres subventions ONDA	1 600,00	0,79%
Recettes propres d'activité	2 400,00	1,18%
Total	203 156,00	100,00%

DOSSIER N° EX044868 - THEATRE 71 - AVENANT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	123 500,00 € HT	24,29 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE 71
Adresse administrative : 3 PL DU ONZE NOVEMBRE
92240 MALAKOFF
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel PENAGER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses à partir du renouvellement de la convention PAC soit le 1er juillet 2019

Description :
Le Théâtre 71 de Malakoff a été inauguré en 1971. Ancienne salle polyvalente, le théâtre a pris ce nom de Théâtre 71, en hommage à l'histoire de la Commune de Paris qui fêtait en 1971 son centenaire. La compagnie Charbonnier Kayat très active sur le territoire de Malakoff s'est vue proposer en 1968 par les élu/es locaux de la ville l'organisation d'un festival annuel de création théâtrale. Fort du succès de ce festival, le Ministère de la Culture a proposé à la compagnie de créer un centre d'animation culturel. C'est ainsi qu'en 1971 est né le Théâtre 71.
Dirigé par Guy Kayat jusqu'en 1984, année de son décès, le théâtre a été dirigé pendant les années qui ont suivi et jusqu'au 1er janvier 2011 par Pierre Ascaride, auteur, metteur en scène et comédien. Le directeur est actuellement Pierre-François Roussillon, ancien directeur de la scène nationale de Cherbourg Octeville, le Trident, et de la Maison de la Culture de Bourges.
En 1992, le théâtre a été rénové, suite à un incendie, et a obtenu le label scène nationale.
En 2009, la Fabrique des Arts, ancien cinéma désaffecté, a été ouvert. Ce lieu de répétition et de création permet une meilleure implication des artistes dans les missions du Théâtre 71 et renforce les moyens donnés à la création.
Association loi 1901, le théâtre 71 a pour objet de s'affirmer comme un lieu de production artistique de référence nationale, d'organiser la diffusion et la confrontation des formes artistiques en privilégiant la

création contemporaine, de participer dans son aire d'implantation, à une action de développement culturel favorisant de nouveaux comportements à l'égard de la création artistique et une meilleure insertion sociale de celle-ci.
Les missions de la scène nationale de Malakoff sont définies dans le contrat d'objectif de son directeur pour la période 2012-2015. Le projet s'articule autour de chorégraphes (Paco Decina, Hervé Robbes…) et de musiciens (Pascal Rousseau…). Le théâtre présente en moyenne chaque saison de 100 à 130 représentations avec 3 à 5 séries et deux temps forts dont le festival MAR.T.O. (Marionnettes et Théâtre d'objets pour adultes). Tout en donnant une place importante au théâtre, la programmation s'ouvre à d'autres champs artistiques (danse, musique, …). Le travail pour les publics s'articule autour des « éclairages » qui ont lieu tout au long de la saison : « éclairages rencontres », « éclairages lectures », « éclairages ateliers pour amateurs », « éclairages expositions », « éclairages cinéma ».

Durant la prochaine année de conventionnement, le Théâtre 71 accueillera une nouvelle direction en septembre 2019. En attendant la nomination de la nouvelle direction, une seule résidence d'envergure est confirmée, celle de la cie « Les Anges au Plafond », mais de nombreuses compagnies sont accompagnées au titre de la création (en préachat ou en apport en co-production). La compagnie résidente Les Anges au Plafond sera à l'honneur dans la 20ème édition de MARTO !
Le théâtre 71 conduira de nombreuses actions culturelles avec les lycéens, les collégiens et les amateurs autour de projets participatifs et d'actions de sensibilisation.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 123 500 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- MALAKOFF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences / création / diffusion	82 000,00	66,40%
Dépenses d'action culturelle	21 500,00	17,41%
Dépenses de fonctionnement	20 000,00	16,19%
Total	123 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	30 000,00	24,29%
DRAC IDF (acquis)	18 000,00	14,57%
CD92 (acquis)	20 000,00	16,19%
EPT VSGP (sollicité)	20 000,00	16,19%
Partenaires privés	7 500,00	6,07%
Recettes propres d'activité	28 000,00	22,67%
Total	123 500,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-271

DOSSIER N° EX044887 - ACP LA MANUFACTURE CHANSON – AVENANT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	75 000,00 € HT	40,00 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ACP LA MANUFACTURE CHANSON
Adresse administrative	:	124 AV DE LA REPUBLIQUE 75011 PARIS
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur STEPHANE RIVA, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses à partir du renouvellement de la convention PAC soit le 1er juillet 2019

Description :
Christian Dente crée en 1983 l'association Ateliers Chanson de Paris (ACP) afin de favoriser l'intégration des élèves dans le circuit professionnel et la pratique en amateur. En 1987, Les Ateliers Chanson de Paris s'installent dans un centre d'animation de la Ville dans le 20ème arrondissement de Paris, avec le soutien de nombreux partenaires: Ville de Paris, DRAC et sociétés civiles.
En 2000, à la demande de Christian Dente, la direction de la structure est reprise par un collectif d'artistes (élèves et professeurs pour la plupart). Le lieu est renommé ACP La Manufacture Chanson et son projet est révisé en 2007 afin de permettre une meilleure insertion professionnelle des artistes, en phase avec l'évolution du secteur. Cette même année, avec le soutien de la Ville de Paris, du CNV et de la Région Ile-de-France, ACP la Manufacture s'installe dans ses propres locaux de 600 m², dans le 11ème arrondissement de Paris. Ce nouvel équipement permet de renforcer l'accompagnement artistique et professionnel en élargissant l'offre de formation à la diffusion et l'accompagnement d'artistes franciliens émergents, confirmés ou amateurs, notamment lycéens. Plus de 100 concerts par an sont programmés dans une salle de 50 places.
ACP La Manufacture Chanson est soutenue par la Ville de Paris, la Drac et la Région Ile-de-France depuis 2012 pour son projet de permanence artistique et culturelle à hauteur de 30 000 €.
Durant la prochaine année de conventionnement, la Manufacture Chanson accompagnera différentes

équipes artistiques émergentes (GATICA, Bertrand Louis, Léopoldine HH, Jeanne Rochette, Aïda, …). Plusieurs temps fort en termes de diffusion seront organisés : « Les franciliens sur un plateau », ce rendez-vous mensuel permet d'exposer la scène chanson francilienne. La Manufacture poursuivra son festival « Lâcher d'artiste », ainsi que son parrainage d'artiste pour les « Talents ADAMI – On y chante ».
La Manufacture Chanson proposera également un nouveau rendez-vous à destination des professionnels, des shows-case privés pour promouvoir les artistes accueillis à la Manufacture. Enfin, l'action culturelle se poursuivra dans les lycées avec le projet « Au Lycée la ! la ! la ! », dans le cadre du CREAC, avec les Lycées Voltaire, Charles de Gaulle, Poiret et le CFASV. Des répétitions publiques et des rencontres professionnelles seront organisées avec les publics collégiens et lycéens. Les stages de chants, d'écriture et de composition se poursuivent avec les détenues des maisons d'arrêt de Versailles, Bois d'Arcy et de Fleury Mérogis.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 75 000 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences / création / diffusion	50 200,00	66,93%
Dépenses d'action culturelle	9 800,00	13,07%
Dépenses de fonctionnement	15 000,00	20,00%
Total	75 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	30 000,00	40,00%
DRAC IDF (sollicité)	6 000,00	8,00%
FONPEPS (sollicité)	1 000,00	1,33%
Ville de Paris (acquis)	15 000,00	20,00%
Sociétés civiles	11 500,00	15,33%
Recettes propres d'activité	11 500,00	15,33%
Total	75 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-271

DOSSIER N° EX044902 - CIE HUBERT JAPPELLE SARL/THÉÂTRE DE L'USINE - AVENANT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	266 750,00 € HT	16,87 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE HUBERT JAPPELLE
Adresse administrative : 33 CHEMIN D'ANDR SY
95610 ERAGNY
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur HUBERT JAPELLE, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses à partir du renouvellement de la convention PAC soit le 1er juillet 2019

Description :
Fondé par le metteur en scène Hubert Japelle afin de disposer d'un lieu de travail pour sa compagnie, le Théâtre de l'Usine est installé à Eragny-sur-Oise (95). Il accueille cinq compagnies de façon permanente, dont les membres ont travaillé ou travaillent avec Hubert Jappelle et qui bénéficient des locaux (bureaux, stockage, plateau) : Compagnie La Voix de l'Ourse – M-L Gilberton (théâtre/danse), Compagnie le Klou – J-F Maurier (clown), le Théâtre du Tricorne – A. Bernard-Brunel (théâtre), Compagnie Fahrenheit 451 – C. Gauzeran (théâtre) et Bérangère Gilberton (comédienne marionnettiste). Parallèlement, d'autres compagnies sont régulièrement accueillies pour des résidences de création ou de diffusion : Compagnie du Cercle, Théâtre Sans Toit, L'Alinéa… Le Théâtre de l'Usine est membre des réseaux Actes-if, RAVIV et THEMAA.
Le Théâtre de l'Usine dispose d'un ancrage local important et mène de nombreuses actions culturelles avec les publics à Eragny-sur-Oise et plus largement dans le Val d'Oise. La compagnie Hubert Jappelle poursuit également la diffusion de ses spectacles, en particulier à l'échelle départementale.
Par ailleurs, la structure a initié depuis 2014 un projet de diffusion itinérante à l'année dans des communes rurales situées dans le périmètre du Parc Naturel du Vexin, voire au-delà.
Le Théâtre de l'Usine est soutenu par la DRAC, la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise, le

Département du Val d'Oise, la Ville d'Eragny-sur-Oise et la Région Ile-de-France.
Durant la prochaine année de conventionnement, le théâtre accueillera les compagnies : Le Temps de Vivre, la Cie des Illustres enfants justes, la Cie l'arbre océan, la cie Hubert Jappelle, Bérengère Gilberton et Hélène Guichard. De nombreux ateliers d'action culturelle sont prévus avec les lycéens et les collégiens.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 266 750 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la subvention régionale ALYCCE.

Localisation géographique :
- ERAGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences / création / diffusion	210 000,00	77,91%
Dépenses d'action culturelle	10 000,00	3,71%
Dépenses de fonctionnement	49 550,00	18,38%
Total	269 550,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	45 000,00	16,69%
Région IDF - ALYCCE	2 800,00	1,04%
DRAC IDF (acquis)	21 000,00	7,79%
CD95 (acquis)	33 000,00	12,24%
CA Cergy Pontoise (acquis)	70 000,00	25,97%
CC Vexin Centre (sollicité)	5 000,00	1,85%
CC Vexin Val-de-Seine (sollicité)	3 000,00	1,11%
Commune de Marines (sollicité)	6 000,00	2,23%
Commune de Chaussy et Omerville (acquis)	1 250,00	0,46%
Commune d'Avernes et Frémainville (acquis)	1 800,00	0,67%
Commune de Vigny (sollicité)	1 500,00	0,56%
Recettes propres d'activité	79 200,00	29,38%
Total	269 550,00	100,00%

DOSSIER N° EX045243 - AGECAM GESTION ESPACE CULTUREL - AVENANT 1 PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	294 890,00 € HT	10,85 %	32 000,00 €
	Montant total de la subvention		32 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECAM GESTION ESPACE CULTUREL M
Adresse administrative : 2 PLACE VICTOR HUGO
94270 LE KREMLIN-BICETRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CLAIRE BOURDIER, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses à partir du renouvellement de la convention PAC soit le 1er juillet 2019

Description :
Créé en octobre 1990, l'Espace Culturel André Malraux – ECAM est un théâtre de ville à vocation pluridisciplinaire situé au Kremlin-Bicêtre. Il dispose d'une salle de 387 places pour la diffusion de spectacle ainsi que d'un espace d'exposition, doté d'un bar et d'un accueil. Il est dirigé depuis septembre 2018 par Claire Bourdier.
La gestion du théâtre a été transférée au territoire Grand Orly Seine Bièvre, financeur principal du lieu. Les autres partenaires sont la Région Ile-de-France et le Conseil Départemental du Val-de-Marne. L'ECAM bénéficie par ailleurs ponctuellement d'aides de la DRAC, de l'ONDA et du Ministère de l'Education nationale.
Après une saison 2018-2019 coélaborée entre la nouvelle et l'ancienne direction, la saison 2019-2020 sera la première saison élaborée uniquement par Claire Bourdier. 10 accueils en résidence d'une à deux semaines sont prévus dans différentes esthétiques : théâtre, danse, musique, baroque, jeune public. L'ECAM apporte en coproduction de 1 500€ à 2 500€ selon les projets et propose un accompagnement renforcé aux jeunes équipes (4 compagnies émergentes sur la prochaine saison. Chaque résidence débouche sur un temps de diffusion. L'ECAM est très actif sur le plan de l'éducation artistique et culturelle, particulièrement avec les lycéens (partenariats avec 6 lycées et 3 résidences en lycée).

L’ECAM proposera également les Grands Bals du dimanche, temps de pratique chorégraphique ouverts à tous.
Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 284 890 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel déduction faite de l'écart de 10 000 € entre la subvention demandée et la subvention proposée et de 399 990€ de coûts de structure afin de les limiter à 20% des dépenses subventionnables.

Localisation géographique :
- LE KREMLIN-BICETRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création diffusion	236 242,00	34,00%
Dépenses d'action culturelle	9 500,00	1,37%
Autres dépenses	449 138,00	64,64%
Total	694 880,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF - Aide à la PAC	42 000,00	6,04%
CD 94 (sollicité)	42 000,00	6,04%
EPT Grand Orly Seine Bièvre (sollicité)	535 000,00	76,99%
ONDA	4 950,00	0,71%
Ressources propres	70 930,00	10,21%
Total	694 880,00	100,00%

DOSSIER N° EX044656 - LA COMPAGNIE - RENOUVELLEMENT DE CONVENTIONNEMENT PAC

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture (n° 00001013)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	402 000,00 € HT	18,66 %	75 000,00 €
	Montant total de la subvention		75 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA COMPAGNIE
Adresse administrative : 4 RUE DE JARENTE
75004 PARIS 04
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Florence CADIN-LOTH, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Description :
Créée par Jean-Michel Rabeux, auteur dramatique et metteur en scène, La Compagnie a pour ambition, grâce à des formes nouvelles et inattendues, de provoquer des rencontres fortes avec les spectateurs. Pour cela, elle crée à la fois des spectacles de grand format et des petites formes susceptibles d'être jouées en dehors des théâtres, et entretient une relation nourrie avec le public à travers des projets d'action artistique et culturelle d'envergure. Son répertoire est diffusé largement à l'échelle nationale.
La Compagnie accompagne régulièrement de jeunes metteurs en scène dans leur travail artistique mais aussi en termes de structuration professionnelle. Elle occupe depuis 2017 le Lokal, lieu de fabrique situé à Saint-Denis au même endroit qu'une école professionnelle d'acteurs, où elle a commencé un nouveau volet d'activité autour de l'accueil et l'accompagnement de jeunes équipes. Le lieu de 200m² comprend une salle de travail de 140m² avec jauge possible de 49 personnes, des espaces de stockage et des bureaux.
La Compagnie est soutenue par la DRAC au titre des compagnies conventionnées et par la Région Ile-de-France, ainsi que par le Département de Seine-Saint-Denis.

Analyse du bilan de la précédente convention et du projet PAC pour les 4 prochaines années :

Les trois dernières années ont été marquées par un tournant dans l'histoire de La Compagnie, qui a décidé de s'installer dans un lieu de travail fixe (Le LOKal), afin de développer, parallèlement à son activité propre de création et de diffusion, un projet d'accompagnement artistique en direction de jeunes équipes artistiques . Le LOKal est à la fois un lieu de travail pour la compagnie et un espace ouvert gratuitement à d'autres compagnies en recherche d'espaces de travail. 27 équipes artistiques ont été

accueillies en 2018 sur 164 jours soit un taux d'occupation du lieu de 71%. Selon les cas, la Compagnie apporte aussi un soutien technique, administratif et artistique. Elle a notamment accompagné Antonin Delom, lauréat FORTE 2018. La Compagnie a poursuivi son travail de création avec « Aglaé » en 2016 et « La Double Inconstance (ou presque) » en 2018, et plus de 280 représentations des 2 créations et des 7 pièces du répertoire. Cette activité intense de diffusion étant au coeur de son modèle économique. La Compagnie est aussi très active sur le plan de l'action artistique et culturelle notamment avec 5 lycées de son territoire. Elle a mené également d'importantes actions de formations professionnelles en partenariat avec l'AFDAS.
Le projet des quatre années à venir porte en particulier sur le développement de l'activité du LOKal, La Compagnie souhaite poursuivre et renforcer l'accueil en résidence (gratuite) de compagnies avec une attention particulière aux équipes émergentes et à l'innovation artistique. Un soutien technique, administratif et artistique ainsi que des formations leur seront proposés. Le projet prévoit également d'ouvrir davantage le LOKal au public via un temps fort annuel à partir de juin 2019. Le LOKal s'appuiera sur plusieurs partenariats locaux en développement en lien avec la Ville de saint-Denis et des partenariats de longue date avec des lieux culturels fidèles compagnons de Jean-Michel Rabeux (Théâtre du Rond Point, TGP...)
La Compagnie continuera également son travail de création artistique et de diffusion. 3 créations sont prévues à partir de textes contemporains (« Les derniers jours » ; « L'ombre des morts » ; « Du sang aux lèvres ») et 2 créations jeune public (« Il était un petit navire » ; « L'argent ça sent très fort »), avec de nombreuses diffusions prévues. La Compagnie sollicite un renouvellement du soutien régional et un passage dans le dispositif PAC fabriques de culture pour prendre en compte l'évolution de son activité avec ce nouveau lieu de travail.

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 18 avril 2019.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle pour un montant à la hausse (+30 200).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 402 000 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (- 55 000 €) et des autres subventions régionales (- 25 000 €).

Localisation géographique :
- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Plan de financement prévisionnel proposé par le bénéficiaire :

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Dépenses de fonctionnement	227 600	47,22%	DRAC IDF (partiellement acquis)	150 000	31,12%
Dépenses artistiques	234 400	48,63%	DGCA (sollicité)	15 000	3,11%
Dépenses d'action culturelle	20 000	4,15%	Région IDF - Fabrique	130 000	26,97%
			Région IDF – Aide à la création (sollicité)	25 000	5,19%
			Ville de Saint-Denis (sollicité)	10 000	2,07%
			CD 93 (sollicité)	3 800	0,79%
			SACD	7 500	1,56%
			Recettes propres d'activité	140 700	29,19%
Total	482 000		Total	482 000	

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-271

DOSSIER N° EX044754 - PLATEAU 31-COMPAGNIE MACK ET LES GARS - AVENANT PAC (CP JUILLET 2019)

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture (n° 00001013)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	167 500,00 € HT	8,96 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MACK ET LES GARS
Adresse administrative : 31 RUE HENRI KLEYNHOFF
94250 GENTILLY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FAMBIS ANDELE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Description :
Situé à Gentilly, le Plateau 31 est un théâtre de proximité de cinquante places fondé et dirigé par Stéphanie Chevara (compagnie « Mack et les gars ») en 1995. D'abord lieu de résidence de la compagnie, celui-ci est aujourd'hui également un lieu de résidence pour d'autres compagnies ainsi qu'un lieu de diffusion. Dédié à l'écriture contemporaine le Plateau 31 accueille des compagnies en résidence et propose une programmation pluridisciplinaire.
La compagnie Mack et les gars mène un travail de recherche théâtrale et créé des spectacles d'auteur contemporains comme du répertoire. Ses deux derniers spectacles, créés et présentés au Plateau 31, sont « Kroum l'ectoplasme » de Hanokh Levin (2012) et « En attendant Godot » de Samuel Beckett (2015). Stéphanie Chevarra mène par ailleurs des projets en direction des habitants de Gentilly et propose des ateliers théâtre dans son lieu.
En 2014, une expérience de mutualisation a été initiée avec le Théâtre du Frêne (codirigée par Guy Freixe et Gatienne Engélibert) pour la co-direction du Plateau 31 qui s'est conclue par l'arret de la mutualisation en juin 2017. La Fabrique Plateau 31 est administrativement portée par la compagnie Mack et les Gars, les deux compagnies ayant décidé de ne pas créer de nouvelle structure associative pour porter le projet du lieu. Elles avaient conservé chacune leur propre structure associative et avaient signé ensemble un contrat et un règlement intérieur.
Lors du renouvellement de la dernière convention, suite à l'avis défavorable de la commission pour la permanence artistique et culturelle, il a été décidé la sortie du dispositif sur trois ans assortie d'une aide dégressive, sous réserve du vote annuel du budget du Conseil régional, de 35 000 € en 2017, 25 000 € en 2018 et 15 000 € en 2019.

Le Plateau 31/compagnie Mack est soutenu par le département du Val-de-Marne, la Ville de Gentilly, le Territoire Grand Orly-Seine-Bièvre et la Région Ile-de-France. La DRAC apporte ponctuellement des aides à la résidence.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 167 500 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :
- GENTILLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

Dépenses	**HT €**	**%**	**RECETTES**	**HT €**	**%**
Dépenses de fonctionnement	145 400	71,80	**Région IDF PAC**	50 000	24,69
Dépenses artistiques	20 100	9,93	DRAC IDF – FONPEPS (sollicité)	2 000	0,99
Dépenses techniques	13 000	6,42	CD94 (sollicité)	40 000	19,75
Dépenses d'action culturelle	24 000	11,85	Commune de Gentilly (acquis)	22 000	10,86
			Grand-Orly Seine Bievre (sollicité)	35 000	17,28
			Autres apports	18 000	8,89
			Recettes propres d'activité	35 500	17,53
TOTAL DEPENSES	**202 500**		**TOTAL RECETTES**	**202 500**	

ANNEXE 2 FICHE PROJET ET CONVENTION METAMORPHOSE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002791

Commissions permanentes du 5 juillet 2017 et du 3 juillet 2019

Objet : ASSOCIATION METAMORPHOSE – DEMANDE DE RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	84 000,00 €	9,52 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION METAMORPHOSE
Adresse administrative : 28 AV DE NOZAY
91460 MARCOUSSIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ISABELLE OLIVIER, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Créée par la compositrice et harpiste Isabelle Olivier en 1995, la compagnie Métamorphose, implantée principalement en Essonne, développe des projets où priment 3 axes :
- la création, la recherche, l'innovation, l'écriture et l'improvisation de musiques actuelles intégrant l'influence de la musique classique, traditionnelle et jazz qui s'élaborent grâce à des résidences artistiques et une direction artistique permanente assurée par Isabelle Olivier.
- la diffusion par l'émergence de formes à géométrie variable, du solo à l'octet (Big Sea Band) et jusqu'à de larges formations intégrant des chanteurs et chœurs. Une trentaine de dates en moyenne par an en France et à l'étranger en collaboration avec des lieux culturels repérés mais aussi avec des lieux atypiques : nature (forêt, dune, lavoir), paysage urbain (salon de coiffure, marché, piscine, jardin public).
- les actions culturelles par le biais d'ateliers de création, de recherche, d'innovation, d'ensembles polyarts, de master classes, de répétitions publiques, avec une attention particulière portée à la rencontre de nouveaux publics, éloignés des salles de spectacle.

La compagnie Métamorphose est soutenue par le Conseil départemental de l'Essonne, la communauté de communes de l'Arpajonnais, et la Région Ile-de-France.

Budget du projet en 2017 (HT)

DEPENSES	€ HT	RECETTES	€ HT
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	64900	**ETAT**	0
Salaires personnel artistique (bruts et charges)	40000	Drac Ile-de-France attribué / en cours	
Salaires personnel technique (bruts et charges)	5000	Ministère de la Culture attribué / en cours	
Droits d'auteur	2000	Autres Ministères, préciser : attribué / en cours	
Décors, costumes, accessoires	1000	**COLLECTIVITES TERRITORIALES**	39200
Prestations	1500	**Région Ile-de-France PAC (dans la limite de 40% du budget proposé)**	20000
Location matériel	4000	Région Ile-de-France autres Préciser le dispositif: attribué / en cours	
		Département Yvelines attribué / en cours x	10000
Location salle		Département Essonne : attribué / en cours x	4000
Transports, hébergements, restauration, défraiements	7400	EPCI - Etablissement public territorial - **Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse.** préciser : attribué / en cours	3000
Communication dont presse	4000	Commune 1, Janvry (91) attribué / en cours	1000
Résidences		Commune 2, Magny les Hameaux/ St Quentin attribué / en cours	1200
Autres, préciser :		**UNION EUROPEENNE**	0
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	13350	Préciser le dispositif : attribué / en cours	
Salaires (bruts et charges)	12350	**EMPLOIS AIDES**	0
Achat action culturelle	1000	Préciser le dispositif :	
Résidences		**AUTRES SUBVENTIONS** (Arcadi, Cnv…) Préciser	
Autres (préciser)		**SOCIETES CIVILES**	27500
AUTRES DEPENSES	17750	Adami (aide au disque)	5000
Part de charges de fonctionnement	5000	FCM	7000
Salaires des personnels liés à la structure (bruts et charges)	12000	Spedidam (acquis)	14000
Loyer annuel et charges locatives	600	SPPF	1500
Fluides et combustibles		**PARTENAIRES PRIVES**	3000
Affranchissements et téléphone	150	Mécénat	3000
Autres, préciser :		Sponsors	
		Autres partenariats privés, préciser :	
		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	26300
		Billetterie	900
		Ventes de spectacle	23000
		Apports en coproduction	
		Résidences	1200

		Prestations de service	1200
		Autres, préciser :	
TOTAL	**96000**	**TOTAL**	**96000**
APPORTS EN VALORISATION			
APPORT EN VALORISATION		**APPORT EN VALORISATION**	
Mise à disposition de locaux	3000	Apport financeur 1 (Parc naturel Régional)	3000
Mise à disposition de personnel		Apport financeur 2 (Potager du Roi / Versailles)	2000
Autres valorisation (technique)	4000	Apport financeur 3 (Chicago Park District)	2000
TOTAL VALORISATIONS	**7000**	**TOTAL VALORISATIONS**	**7000**

Analyse du bilan et du projet

Le bilan de cette première convention de Permanence artistique et culturelle n'est pas pleinement satisfaisant au sens où l'effet levier attendu de l'aide régionale sur le projet, en termes de développement de l'activité et des partenariats en Ile-de-France ne s'est pas produit. Sur le volet quantitatif, les indicateurs sont à la baisse avec une diffusion qui passe de 46 à 41 concerts dont seulement 8 en cession en 2016 contre 16 en 2014. Ce sont les concerts à l'étranger et surtout à Chicago où l'artiste vit une partie de l'année qui se sont développés, jusqu'à 17 concerts en 2016, ceux-ci ne générant pas de recettes propres significatives. Ces dernières diminuent de 55% sur la période du conventionnement, inversant le modèle économique du projet qui passe d'une économie portée par la diffusion et les recettes propres à une économie relevant à près de 80% des subventions. Parallèlement, l'implantation territoriale en Essonne s'est affaiblie, le Département ne soutenant plus le projet qu'à faible hauteur (3 000 €uros en 2016) et la résidence sur la Communauté de communes de l'Arpajonnais ayant pris fin. L'implantation dans les Yvelines est en cours avec des partenaires tels que la Ferme de Bel Ebat, l'Ecole du paysage de Versailles (Le potager du Roi) ou le Parc national de la Vallée de Chevreuse. Ces partenaires accompagnent cependant peu le projet financièrement. Les partenaires publics tels que les communes ou leurs regroupements ou bien le Département des Yvelines ne soutiennent pas encore le projet de façon significative et durable à ce stade.

Le projet proposé pour la convention en 2014 s'appuyait principalement sur la création d'un opéra jazz interactif en plusieurs formats et plusieurs étapes, de l'instrumental en petit effectif à la version chœur et orchestre. Intitulé « Don't worry be haRpy », ce projet n'a pas rencontré les réseaux de diffusion espérés, que ce soient les Smac, les théâtres de ville ou les salles privées. Le projet achoppe principalement sur la question de son format. Mêlant professionnels et amateurs de façon participative, il n'a pas rencontré à ce stade son réseau de diffusion. Le projet proposé s'inscrit cependant dans la continuité avec une nouvelle création entre Chicago et l'Ile-de-France, sur le thème de la « Lisière ». Ce projet « In Between » sur les deux prochaines années a notamment des étapes de diffusion et d'action culturelle sur la saison 2017/2018 dans quatre parcs de Chicago avec un apport modeste du partenaire américain.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 9 juin 2017.
Elle a rendu un avis défavorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle et propose une sortie du dispositif.
Cette sortie de l'aide à la permanence artistique et culturelle fait l'objet d'une convention annuelle, assortie d'une aide régionale révisée à la baisse d'un montant de 8 000 €.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 84 000 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Convention avec l'association Métamorphose
N° CP2019-271

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu des délibérations N°CP2017-297 du 5 juillet 2017 et N° CP2019-271 du 3 juillet 2019
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : ASSOCIATION METAMORPHOSE .....
dont le statut juridique est : Association loi 1901 et assimilées (fondations, ONG …).....
N° SIRET :40260303900015 .....
Code APE : .....
dont le siège social est situé au :28 AV DE NOZAY
91460 MARCOUSSIS .....
ayant pour représentant : Madame VERONIQUE TOUX PELSY, Présidente.....
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2017-52 du 10 mars 2017.

Cependant, suite aux avis rendus par la Commission pour la permanence artistique et culturelle, lors de sa réunion du 9 juin 2017, conformément au règlement d'intervention de l'aide à la permanence artistique et culturelle (article 5 des modalités générales communes aux trois dispositifs de l'aide à la permanence artistique et culturelle), il a été décidé de ne pas renouveler la convention de permanence artistique et culturelle avec le bénéficiaire et de conclure avec lui une convention de sortie progressive du dispositif.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La Région Île-de-France a décidé de soutenir le bénéficiaire pour la réalisation de l'action dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention (n°17002791) sur une durée définie à l'article 4 de la présente convention.

Dans cet objectif, pour la première année de convention, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 9,52% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 84 000 €, soit un montant maximum de subvention de 8 000 €.
Le plan de financement prévisionnel de l'opération, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les dépenses prévisionnelles du projet, en proportion du taux de la subvention, dans la limite de 80% de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut bénéficier d'acomptes sur la subvention votée, à valoir sur les dépenses déjà effectuées du projet. Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80% du montant de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses dument complété et signé par le représentant légal et à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

- un compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

- un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu,

la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3. (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 5 juillet 2017 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 3 juillet 2019.

Sa durée est de 1 an.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP2019-271 du 3 juillet 2019.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le …….

Le bénéficiaire ……

(nom, qualité du signataire et cachet
du bénéficiaire),

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc151381-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-308

DU 3 JUILLET 2019

AFFECTATIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE DU LIVRE ET DE L'AMÉNAGEMENT CULTUREL EN ÎLE-DE-FRANCE - TROISIÈME AFFECTATION 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le régime d'aide exempté n° SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération N° CR 2017-191 du 23 novembre 2017 relative à la simplification de la politique régionale en matière d'investissement culturel ;

VU La délibération n° CP 2017-278 du 5 juillet 2017 approuvant les conventions-types relatives au programme de résidence d'écrivains et aux aides spécifiques du service livre ;

VU La délibération n° CP 2018-140 du 16 mars 2018 approuvant les conventions-type relatives à l'aménagement culturel (investissement) ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attribution du Conseil régional à la Commission permanente modifiée par délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 2017-61 du 10 mars 2017 relative à la politique régionale du livre et de la lecture ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 09 mars 2017 relative à l' adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la Laïcité, modifiée par la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et par délibération CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2019 ;

VU Le code de la commande publique ;

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations du Conseil régional à sa Présidente en matière de marchés publics.

VU La délibération n° CP 2017-506 du 20 septembre 2017 relative à la déclinaison du dispositif « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » avec les départements franciliens.

VU La délibération CP 2019-137 du 3 juillet 2019 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-308 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : SUBVENTIONS AUX ACTEURS DU LIVRE (FONCTIONNEMENT)

Décide de participer, au titre de la politique régionale du livre, au financement des projets détaillés en annexe (fiches projet) à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **435 260 €** en autorisations d'engagement.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions type adoptées par la délibération n° CP 2017-278 du 05 juillet 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement **435 260 €,** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-008 (131008) « Aide au livre et à la lecture », action 13100801 « Aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2019.

ARTICLE 2 : SOUTIEN À LA CRÉATION ET À LA DIFFUSION NUMÉRIQUE (INVESTISSEMENT)

Décide de participer, au titre de la politique régionale du livre, au financement des projets détaillés en annexe (fiches projet) à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **100 353 €** en autorisations de programme.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions type adoptées par la délibération n° CP 2018-140 du 16 mars 2018, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **100 353 €** sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-007 (131007) « Soutien à la création et à la diffusion numériques », action 13100701 « Soutien à la création et à la diffusion numériques » du budget 2019.

ARTICLE 3 : SUBVENTIONS AU TITRE DES AIDES A LA LIBRAIRIE (INVESTISSEMENT)

Décide de participer, au titre de la politique régionale du livre, au financement des projets détaillés en annexe (fiches projet) à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **102 000 €** en autorisations de programme.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions type adoptées par la délibération n° CP 2017-278 du 05 juillet 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **102 000 €** sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-015 (131015) « Fonds d'investissement pour la culture », action 13101501 « Fonds d'investissement pour la culture » du budget 2019.

ARTICLE 4 : CONSTRUCTION, RÉNOVATION ET AMÉNAGEMENT DE MÉDIATHÈQUES (INVESTISSEMENT)

Décide de participer, au titre de la politique régionale du livre, au financement des projets détaillés en annexe (fiches projet) à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 175 000 €** en autorisations de programme.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions type adoptées par la délibération n° CP 2018-140 du 16 mars 2018, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 175 000 €** sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-008 (131008) « Actions en faveur du livre et de la lecture », action 13100802 « Construction et aménagement de médiathèques » du budget 2019.

ARTICLE 5 : DESAFFECTATION ET ATTRIBUTION DE SUBVENTION AU TITRE D'UNE AIDE A LA LIBRAIRIE

Décide de participer, au titre du dispositif d'aide à la librairie indépendante (action 13101501), au financement du projet détaillé dans la fiche projet répertoriée dans l'annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention (investissement) à la librairie L'Amandier, d'un montant maximum prévisionnel de **48 000 € en autorisations de programme.**

Retire la subvention n° 19002149 attribuée par délibération à la librairie l'Amandier par la délibération n° CP 2019-137 du 19 mars 2019, et désaffecte le montant de **30 000 €** correspondant, sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-015 (131015) « Fonds d'investissement pour la culture », action 13101501 « Fonds d'action pour la culture » du budget 2019.

Subordonne le versement de la subvention n° 19002149 mentionnée au 1er alinéa de cet article, à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par la délibération n° CP 2017-278 du 05 juillet 2017, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **48 000 €**, sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-015 (131015) « Fonds d'investissement pour la culture », action 13101501 « Fonds d'investissement pour la culture » du budget 2019.

ARTICLE 6 : PRIX LITTERAIRE DES LYCEENS, DES APPRENTIS ET DES STAGIAIRES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Afin de procéder à la commande publique requise pour mettre en œuvre les prochaines éditions du prix littéraire des lycéens, des apprentis et des stagiaires de la formation professionnelle (2020/2021, 2021/2022, 2022/2023)

Décide d'affecter en section de fonctionnement, un montant d'autorisation d'engagement de **198 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs » code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques » programme HP 312-008 (131008) « Aide au livre et à la lecture » action 13100801 « Aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2019.

ARTICLE 7 : QUINZAINE DE LA LIBRAIRIE POUR LES LYCEENS – EDITION 2020

Affecte une autorisation d'engagement de **68 000 €,** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-008 « Aide au livre et à la lecture, action 13100801 « Aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2019.

ARTICLE 8 : PAIEMENT DES COTISATIONS SOCIALES POUR LES BOURSES AUX AUTEURS DU PROGRAMME REGIONAL DE RESIDENCES D'ECRIVAINS

Le précompte des cotisations dues par la Région, pour le compte des auteurs, à l'URSSAF, s'élève à **50 000 €**.

Affecte une autorisation d'engagement de 50 000 €, disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs » code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques » programme HP 312-008 (131008) « aide au livre et à la lecture » action (13100801) « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2019.

ARTICLE 9 : PARTENARIAT AVEC L'ADELC

Approuve la convention figurant en annexe n° 2.

Décide d'attribuer une subvention globale de fonctionnement à l'Association pour le Développement de la Librairie de Création (ADELC) pour son activité au titre de l'année 2019 tel que détaillé en annexe n° 2 à la présente délibération.

Subordonne le versement de la subvention à l'Association pour le Développement de la Librairie de Création à la signature de la convention jointe en annexe n° 2 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **300 000 €** disponible sur le chapitre 933 «Culture, sports et loisirs » code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques » programme HP 312-008 (131008) « aide au livre et à la lecture » action (13100801) « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2019 pour cette opération.

ARTICLE 10 : COMMUNICATION DES ACTIONS REGIONALES POUR LE LIVRE ET LA LECTURE

Pour la mise en œuvre de la communication des prochaines opérations régionales en faveur du livre et de la lecture (Prix littéraire des lycéens, Leçons de littérature, Quinzaine de la librairie pour les lycéens, stand régional au Salon Livre Paris) : affecte une autorisation d'engagement de **14 800 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code

fonctionnel 312 « activités artistiques et culturelles », programme HP 312-008 « aide au livre et à la lecture, action 13100801 « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2019.

ARTICLE 11 : AUTORISATION DE DEMARRAGE ANTICIPE

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions en fonctionnement, objet de l'article 1, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 3310 du 17 juin 2010 relative au Règlement Budgétaire et Financier, prorogée par la délibération n° CR 0116 du 21 janvier 2016.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions en investissement, objet des articles 2, 3, 4 et 5, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 3310 du 17 juin 2010 relative au Règlement Budgétaire et Financier, prorogée par la délibération n° CR 0116 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

CETTE ANNEXE A ETE ANONYMISEE

COMPTE TENU DE LA PRESENCE DE

DONNEES CONFIDENTIELLES

ANNEXE 1 : FICHES PROJET

ANNEXE 2 : CONVENTION ADELC

CONVENTION POUR UNE AIDE GLOBALE A L'ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA LIBRAIRIE DE CREATION (ADELC)

Convention entre la Région Ile de France et l'ADELC

La Région d'Ile-de-France représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, agissant en vertu de la délibération n° CP 2019-308 du 3 juillet 2019
ci-après dénommée la " Région "

d'une part,

et

L'organisme dénommé : Association pour le développement de la librairie de création
dont le statut juridique est : Association
dont le N° SIRET est :
dont le code APE est :
représenté par : Madame Irène LINDON.....
Fonction au sein de l'organisme : Présidente.....
en vertu du: procès-verbal du Conseil d'administration du 7 juillet 2010.....
ci-après dénommé " ADELC "

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

Par délibération cadre CR 2017-61 du 10 mars 2017, la Région a adopté un dispositif d'intervention en faveur du livre et de la lecture en Ile-de-France visant à soutenir l'ensemble de la chaîne du livre. **Dans ce cadre, elle a notamment décidé de soutenir la librairie indépendante francilienne.**

Par la richesse de ses fonds et par le travail de médiation qu'elle fait au quotidien vers les publics, la librairie indépendante défend des choix littéraires exigeants. A ce titre, elle favorise une diversité éditoriale et encourage la création littéraire. En outre, elle joue un rôle d'acteur culturel important et participe à la construction d'un lectorat.
Consciente des menaces que la situation économique actuelle et les évolutions numériques font peser sur la librairie indépendante, consciente également d'une inégale répartition sur le territoire francilien, la Région, dans le cadre de sa politique du livre, s'engage pour soutenir l'action de la librairie en faveur de la diversité culturelle.

A ce titre, reconnaissant la démarche de solidarité de l'Adelc, et le rôle important qu'elle joue en faveur de la librairie francilienne, elle fait de son partenariat avec elle une de ses priorités.

L'ADELC : acteur historique de l'aide à la librairie de création
Créée en 1988 sur l'initiative de Jérôme LINDON, directeur des éditions de Minuit, avec les éditions Gallimard, La Découverte et Le Seuil et France Loisirs, l'ADELC reçoit le soutien du ministère de la culture et de la communication. Par une participation à hauteur de 0,15 % de leur chiffre d'affaire, les éditeurs adhérents apportent leur soutien à la librairie indépendante dans une logique de solidarité interprofessionnelle et avec l'objectif de conforter le rôle de la librairie en faveur de la création.

Les aides de l'ADELC sont centrées sur :

- la création
- le déménagement
- le rachat
- les travaux d'agrandissement
- la restructuration des fonds propres
- la restructuration des fonds de roulement

Son mode d'intervention se fait par :

- un apport en compte courant après une entrée au capital de la librairie à hauteur de 5 %, remboursable sur 6 à 9 ans avec 1 à 3 années de franchise, sans intérêt
- un apport en subvention
- un apport en conseil et en qualification

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération cadre CR 2017-61 du 10 mars 2017, la Région Ile-de- France a décidé de soutenir l'Adelc pour :

- un renforcement du soutien financier aux librairies franciliennes dans un souci d'aménagement équilibré du territoire francilien, dans le cadre duquel la Région autorise l'Adelc à reverser une partie de la subvention à des librairies indépendantes franciliennes
- un développement des formes d'accompagnement en formation et tutorat dans un objectif de qualification des libraires franciliennes, notamment par des actions de suivi personnalisé
- une attention particulière aux projets de création et de reprise de librairies sur le territoire francilien
- une intervention pour aider les librairies franciliennes à être présente sur le marché de la vente en ligne et la vente de fichiers numériques, dans le cadre de la création d'un portail de la librairie indépendante

Dans cet objectif et conformément à la délibération n° CP 2019-308 du 3 juillet 2019, le montant de la subvention globale de fonctionnement s'élève à **300 000 €** pour l'année 2019.

ARTICLE 2 - ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

L'ADELC s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation des actions définies à l'article 1 et à mettre en place les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale.

2.1 OBLIGATIONS COMPTABLES

L'ADELC adopte un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.

2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

2.3 OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

L'ADELC s'engage à : recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

2.4 OBLIGATIONS D'INFORMATION ET D'ACCÈS AUX DOCUMENTS

2.4.1 : Informations sur les modifications relatives à l'ADELC

L'ADELC porte à la connaissance de la Région toute modification concernant les informations ou documents communiqués au moment de l'instruction de la demande de subvention, notamment :

- les statuts
- la composition des organes dirigeants (bureau, conseil d'administration, …)
- le commissaire aux comptes, si l'organisme en est doté

2.4.2 : Informations sur les autres aides publiques

L'ADELC informe la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention.

2.4.3 : Pièces complémentaires et contrôle de la Région

L'ADELC apporte toute pièce complémentaire que la Région juge utile quant à l'exécution des actions.

L'ADELC conserve l'ensemble des documents comptables et pièces justificatives pendant dix ans.

L'ADELC facilite le contrôle sur place, par la Région ou par tout organisme habilité, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

2.5 COMMUNICATION

L'ADELC mentionne le partenariat financier de la Région et fait figurer sur les documents supports de communication le logotype de la Région conformément à la charte graphique régionale.

2.6 PILOTAGE DU PROJET

Le Président de la Région ou son représentant siège au comité d'engagement de l'ADELC afin de suivre la mise en œuvre des actions sur la librairie francilienne.

En fin d'année, l'Adelc transmet au service livre un bilan des interventions sur la librairie francilienne, faisant état à la fois du soutien financier aux librairies mais aussi du travail d'accompagnement et de suivi des librairies.

L'Adelc doit apporter sa contribution à un diagnostic partagé de la librairie francilienne donnant lieu à un rapport de synthèse annuel.

ARTICLE 3 - DISPOSITIONS FINANCIERES

3.1 CADUCITÉ

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

3.2 MODALITÉS DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

3.2.1 : Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'un acompte à hauteur de 40 % sur production du compte-rendu d'exécution intermédiaire au 30 juin, signé par le représentant de l'ADELC et du compte-rendu financier intermédiaire au 30 juin, signé par le représentant de l'ADELC.

3.2.2 : Versement du solde

Le versement du solde est subordonné à la production :

- le rapport d'activité annuel de l'ADELC, signé par le représentant de l'ADELC
- les comptes annuels (bilans, compte de résultat) du dernier exercice signés par le représentant de l'ADELC

Le versement du solde est subordonné à la production d'un bilan d'exécution qui détaillera les modalités de mise en œuvre de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et du Département de Paris.

3.3 RÉVISION DU MONTANT SUBVENTIONNÉ

Le montant définitif de la subvention accordée peut être révisé en proportion du niveau d'exécution du budget prévisionnel transmis par le bénéficiaire, sur la base des éléments financiers transmis par le bénéficiaire. Le versement du solde peut être ajusté en fonction des besoins réels du bénéficiaire.

3.4 DÉLAIS D'ÉLIGIBILITÉ DES DÉPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er janvier 2019 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 - DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par la commission permanente. Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 - RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6- RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte Régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par la Commission permanente du Conseil Régional d'Ile-de-France.

ARTICLE 8 - PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération n° CP 2019-308 du 3 juillet 2019.

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,

Le .....

Pour l'ADELC

(signature et cachet)

Le.....

Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc148195-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-320
DU 3 JUILLET 2019

FONDS RÉGIONAL DES TALENTS EMERGENTS (FORTE) SOUTIEN 2019 À LA JEUNE CRÉATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du Conseil Régional ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017, modifiée par délibération n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU la délibération n° CR 2017-131 du 06 juillet 2017 portant création du Fonds Régional des Talents Emergents (FoRTE) ;

VU la délibération n° CP 2018-237 du 30 mai 2018 relative au Fonds régional des talents émergents (FORTE) et au Soutien 2018 à la Jeune création artistique et culturelle ;

VU l'avis des quatre jurys du 14 mai 2019 (spectacle vivant, musique, arts plastiques et numériques, cinéma et audiovisuel) ;

VU le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2019 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-320 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien aux Talents Emergents

Décide de participer au titre du dispositif FoRTE au financement des projets détaillés en annexe à la présente délibération, par l'attribution de subventions ou bourses d'un montant total de **1 000 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de convention conforme aux conventions types approuvées par la délibération n° CP 2018-237 du 30 mai 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à signer ces conventions.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 1 000 000 € disponible sur le chapitre 933 "Culture, sports et loisirs", code fonctionnel 312 "Activités culturelles et artistiques", programme HP 312-013 « Soutien culturel pluridisciplinaire », action 13101303 « Fonds Régional des Talents Emergents » du budget 2019.

Article 2 : Prise en charge des Charges sociales

Autorise la prise en charge par la Région des charges sociales relatives aux bourses des 1ère et 2e éditions de FoRTE, pour un montant cumulé de **70 000 €**.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 70 000 € disponible sur le chapitre 933 "Culture, sports et loisirs", code fonctionnel 312 "Activités culturelles et artistiques", programme HP 312-013 « Soutien culturel pluridisciplinaire », action 13101303 « Fonds Régional des Talents Emergents » du budget 2019.

Article 3 : Manifestation « les 24H de la Création »

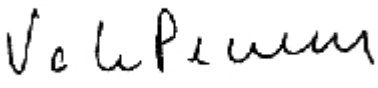
Décide de participer au titre de FoRTE au financement de la manifestation « Les 24H de la Création » pour un montant de **130 000 €,** nécessaire au lancement des marchés publics permettant la réalisation de l'évènement.

Affecte une autorisation d'engagement de 130 000 € disponible sur le disponible sur le chapitre 933 "Culture, sports et loisirs", code fonctionnel 312 "Activités culturelles et artistiques",programme HP 312-013 « Soutien culturel pluridisciplinaire », action 13101303 « Fonds régional des talents Emergents », du budget 2019.

Article 4 : Dérogation au principe de non commencement d'exécution

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexes à la délibération, par dérogation à l'article 17 et 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Fiches projets

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320

DOSSIER N° EX045361 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Aides aux structures - ACP LA MANUFACTURE CHANSON - VICTORIA DELAROZIERE

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures (n° 00001074)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures	55 700,00 € HT	39,50 %	22 000,00 €
	Montant total de la subvention		22 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ACP LA MANUFACTURE CHANSON
Adresse administrative	:	124 AV DE LA REPUBLIQUE 75011 PARIS
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur ST PHANE RIVA, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 mai 2019 - 28 février 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Accompagnement : La Manufacture Chanson est une société coopérative d'artistes (sous forme de SCOP ARL) reconnue et déjà aidée par la Région (notamment via FoRTE). La structure entend proposer à la candidate et à son équipe du temps et des moyens professionnels de création.
Cet accompagnement sera fait en 3 phases : un temps de diagnostic, un temps de création-répétition et perfectionnement et un denier temps de diffusion.
L'ensemble des équipements de la Manufacture Chanson seront mis à la disposition de l'artiste et les séquences de travail seront rémunérées au cachet. Une équipe d'artistes, de techniciens et d'intervenants (voir présentation de l'équipe) accompagneront ce projet, à la fois aux niveaux artistique et professionnel.

Projet de l'artiste : Issue d'une compagnie de théâtre, la candidate s'est nourrie de cette pratique mais aussi de celle de l'accordéon, du piano, de la basse et des musiques traditionnelles latino-américaines pour composer son répertoire de chansons.
Elle accompagnée en studio et sur scène par Raphael Dumas à la mandoline et au banjo et par Jo Zeugma à la contrebasse pour des morceaux réalistes teintés de féminisme et d'humour noir sur fond de tango, valse et rock. La scène, pensée comme un spectacle, est très importante dans ce projet.

Livrable : Plusieurs objectifs opérationnels sont visés :
- Renouvellement d'un set scénique, d'1 heure à 1 heure 15, de niveau professionnel, de sa création à sa diffusion (série de dates de concerts)
- Enregistrement d'un EP de 4à 6 titres avec les nouvelles compositions.
- Réalisation d'une captation vidéo en public
- Réalisation d'un clip sur l'un des titres du dernier EP.
- Sensibilisation et développement du public
- Mise en place d'une stratégie de développement, de communication, création d'une identité et d'outils de communication.
- Mise en place d'un encadrement professionnel destiné à suivre l'artiste à l'issu du dispositif, notamment en ce qui concerne l'aspect « musique enregistrée » du projet (éditeur,label...)

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des artistes (salaires et charges sociales) (préciser les postes)	25 815,00	46,35%
Droits d'auteur	1 000,00	1,80%
Transport, hébergement, restauration, défraiements	1 000,00	1,80%
Autres charges artistiques dépenses (préciser)	4 500,00	8,08%
Communication	5 585,00	10,03%
Décors, costumes, accessoires	1 500,00	2,69%
Technique : son, lumières, vidéo, plateau..	5 400,00	9,69%
Personnel (salaires + charges sociales) (préciser les postes)	5 500,00	9,87%
Prestations	1 900,00	3,41%
Locations (préciser)	3 500,00	6,28%
Total	55 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat (sollicitée)	2 000,00	3,59%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	42 600,00	76,48%
Subvention Commune (attribuée)	2 000,00	3,59%
Subvention Commune (sollicitée)	2 000,00	3,59%
Ressources propres	4 000,00	7,18%
Autres (préciser)	3 100,00	5,57%
Total	55 700,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320

DOSSIER N° EX045362 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Aides aux structures - POLY HOOD SAS - SPECIAL 1ER ALBUM DE SIMIA - Matthieu SEMENOFF

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures (n° 00001074)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures	36 200,00 € HT	49,72 %	18 000,00 €
	Montant total de la subvention		18 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	POLY HOOD SAS
Adresse administrative	:	8 AVENUE HENRI RAVERA 92220 BAGNEUX
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Madame ALMA DAHAN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 14 décembre 2018 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet et du calendrier de FoRTE, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Accompagnement : Poly Hood SAS est une société d'accompagnement parisienne dédiée aux jeunes talents et existant depuis 2017. Ayant déjà accompagné une centaine d'artistes, la société se définit comme une « maison d'artiste à 36O° ».
Les deux artistes principaux qui composent le projet "Spécial", à savoir Matthieu Semenoff et Pierre Leclerq, son beat maker, ont un contrat de management avec la structure Poly Hood.
Poly Hood assurera le bon déroulement du projet SIMIA et accompagnera le développement professionnel de Matthieu Semenoff en le mettant en contact avec différents acteurs de l'industrie musicale : maison de disque, éditeurs, tourneurs… A la sortie du projet, Poly Hood organisera une tournée en France et en particulier dans les SMAC de la région Île de France. La structure prévoit également de rapprocher le candidat d'établissements de l'éducation nationale pour qu'il y assure des ateliers d'écriture.

Projet de l'artiste : Diplômé d'un master de Sciences Politiques finalisées par une expérience professionnelle dans une association venant en aide aux personnes sans-abris et/ou sans-papiers Matthieu Semenoff souhaite mettre en avant un message inclusif et une vision positive des rapports humains. Ce premier album s'inscrit dans la continuité de ce qu'il a réalisé ces dernières années en tant

que rappeur dans ces ateliers d'écriture et sur scène.
Les sonorités du projet rendront hommage aux codes du Hip Hop en étant basées sur des samples et des rythmes électro mais rejoindront aussi le Jazz, la Folk et la Soul.
Le projet « Spécial », rendant hommage à l'unicité de chaque personne, prendra la forme d'un court album de huit titres, chacun porté par un prénom, et de deux interludes.

Livrable :
Sortie de l'album sur toutes les plateformes de téléchargement légal
Conception de la pochette de l'album
Sortie de deux clips (Titre « Spécial » + 1 titre du projet)
Réalisation d'une tenue de scène
Conception d'une scénographie / Plan de feux
Release Party de l'album
Réalisation d'une tournée en France

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des artistes (salaires et charges sociales) (préciser les postes)	8 000,00	22,10%
Droits d'auteur	2 000,00	5,52%
Transport, hébergement, restauration, défraiements	2 000,00	5,52%
Autres charges artistiques dépenses (préciser)	3 000,00	8,29%
Communication	4 000,00	11,05%
Décors, costumes, accessoires	1 500,00	4,14%
Technique : son, lumières, vidéo, plateau..	10 000,00	27,62%
Personnel (salaires + charges sociales) (préciser les postes)	1 200,00	3,31%
Transport, hébergement, restauration, défraiements	1 000,00	2,76%
Prestations	1 000,00	2,76%
Locations (préciser)	2 500,00	6,91%
Total	36 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	28 960,00	80,00%
Ressources propres	2 740,00	7,57%
Autres (préciser)	4 500,00	12,43%
Total	36 200,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320

DOSSIER N° EX045363 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Aides aux structures - DECOR DE L'ENVERS - LE TANGO CHINOIS - Santiago Aldunate

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures (n° 00001074)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures	50 750,00 € TTC	45,32 %	23 000,00 €
	Montant total de la subvention		23 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE DECOR DE L'ENVERS
Adresse administrative : 43 RUE DES 7 ARPENTS
93500 PANTIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CAROLINE GUAINE, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 mars 2019 - 28 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Accompagnement : L'association Décor de l'Envers organise depuis 9 ans le Mégaphone Tour qui est un festival itinérant national. Ce dispositif décloisonne le concert en allant directement à la rencontre des publics éloignés.
Le candidat sera accompagné par la mise à disposition du réseau professionnel de la structure, des réunions d'information sur l'industrie musicale, l'élaboration d'une stratégie de communication et de diffusion.

Projet de l'artiste : Formé lors de son cursus à L'Ecole Nationale Supérieure d'Arts à différentes disciplines audiovisuelles, Santiago, qui s'est déjà produit avec un groupe de rock se consacre depuis 2015 à un projet personnel de recherches musicales guidé par la recherche de ses racines chilliennes.
Ce projet Le Tango Chinois, en collaboration avec le Mégaphone Tour permettrait de donner une forme à ces recherches : la création d'un nouveau set live pluridisciplinaire à l'occasion d'une résidence. Au centre de ce projet, seront les ateliers d'écriture et de performance à l'adresse de jeunes migrants et résidents des centres d'accueil Emmaüs.

Livrable : A l'issue de 10 mois de résidence en Île-de-France, incluant des ateliers d'écriture et de

performances auprès de jeunes migrants et résidents de centres d'accueil Emmaus, sera proposé un spectacle de musique et vidéo scénographié, « Le Tango Chinois ». Ce spectacle sera "prêt à tourner", avec un travail de diffusion et promotion préalable.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des artistes (salaires et charges sociales) (préciser les postes)	20 710,00	40,81%
Transport, hébergement, restauration, défraiements	7 350,00	14,48%
Communication	4 000,00	7,88%
Décors, costumes, accessoires	3 090,00	6,09%
Technique : son, lumières, vidéo, plateau..	9 300,00	18,33%
Personnel (salaires + charges sociales) (préciser les postes)	5 500,00	10,84%
Prestations	800,00	1,58%
Total	50 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	40 000,00	78,82%
Subvention Département (sollicitée)	750,00	1,48%
Subvention Commune (sollicitée)	4 000,00	7,88%
Ressources propres	5 000,00	9,85%
Autres (préciser)	1 000,00	1,97%
Total	50 750,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320

DOSSIER N° EX045365 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Aides aux structures - CTRE DE MUSIQUE BAROQUE VERSAILLES - MARIE VAN RHIJN, CLAVECINISTE AU XXI SIECLE

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures (n° 00001074)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures	70 000,00 € HT	31,43 %	22 000,00 €
	Montant total de la subvention		22 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CTRE DE MUSIQUE BAROQUE VERSAILLES
Adresse administrative : 22 AV DE PARIS
78000 VERSAILLES CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-FRAN OIS DUBOS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 1 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Accompagnement : Emblématique du mouvement du « renouveau baroque » des années 1980, le Centre de musique baroque de Versailles (CMBV) est créé en 1987. Sa mission s'articule autour de la recherche, la formation, la production de concerts et la mise à disposition de ressources. Depuis 2018 le centre dispose d'un service dédié à l'action culturelle et souhaite aujourd'hui élargir son action éducative et culturelle aux habitants des zones périurbaines et rurales par un dispositif de résidences annuelles d'artistes.
La structure accompagnera l'artiste dans l'établissement de contenus artistiques et pédagogiques, ainsi que dans l'organisation technique. Elle mettra également à disposition de l'artiste ses ressources : salles de répétitions, instruments de musique (clavecins), équipements de régie.

Projet de l'artiste : Pour l'année 2018 2019, c'est la jeune claveciniste de 28 ans, Marie van Rhijn, concertiste et professeure au conservatoire de Cergy-Pontoise, qui a été choisie pour inaugurer ce dispositif. Dans le cadre de cette résidence, la candidate proposera des ateliers de découverte des instruments de la musique baroque, des ateliers d'initiation au clavecin, des ateliers d'écriture, des visites et des répétitions publiques et commentées.
L'objectif de cette résidence est de proposer un parcours de découverte et d'échange intergénérationnel et brassant toutes les populations, par des actions locales permettant à chacun, selon ses envies,

d’appréhender ou d’approfondir la musique baroque.
L’artiste sera présente sur place une dizaine de jours consécutifs chaque trimestre, soit quatre fois par an et une quarantaine de jours en tout, pour animer des actions éducatives, chaque session se clôturant par un concert. Le thème de cette résidence sera « Les quatre saisons ».

Livrable :
Un enregistrement discographique sera réalisé par le label Harmonia Mundi dans leur collection d’enregistrements réalisés sur instruments historiques. Le clavecin utilisé sera soit un des clavecins historiques du château de Versailles, soit celui du château de Maintenon.
Un récital au château de Vaux-le Vicomte donnera lieu à une captation vidéo pouvant être proposée soit en intégralité, soit par extraits sur internet, favorisant une diffusion plus large de ce répertoire.
Un documentaire sera réalisé par la société Ozango, il sera l’occasion de suivre le parcours artistique et pédagogique de Marie van Rhijm tout au long de l’année de résidence : en concert, lors des actions auprès des publics, dans son activité d’enseignement au conservatoire, dans ses échanges avec le facteur de clavecin lui fabriquant un nouvel instrument, pourquoi sur quelques lieux de son enfance, etc
Ce documentaire sera enfin l’occasion d’un portrait au féminin pluriel puisqu’il réunit une jeune artiste, Marie van Rhijm et une réalisatrice, Valentine Poutiniat ; il pourra également faire une place à une compositrice du XVIIe siècle, Elisabeth Jacquet de La Guerre (1665-1729), à laquelle pourrait être consacré un programme de concert ou un axe d’action culturelle.
Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- HOUDAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des artistes (salaires et charges sociales) (préciser les postes)	35 000,00	50,00%
Transport, hébergement, restauration, défraiements	12 625,00	18,04%
Autres charges artistiques dépenses (préciser)	2 875,00	4,11%
Communication	3 000,00	4,29%
Technique : son, lumières, vidéo, plateau..	8 000,00	11,43%
Personnel (salaires + charges sociales) (préciser les postes)	5 000,00	7,14%
Transport, hébergement, restauration, défraiements	2 000,00	2,86%
Prestations	1 500,00	2,14%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat (sollicitée)	10 000,00	14,29%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	25 000,00	35,71%
Subvention Département (sollicitée)	15 000,00	21,43%
Subvention Commune (sollicitée)	7 500,00	10,71%
Ressources propres	12 500,00	17,86%
Total	70 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320

DOSSIER N° EX045366 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Aides aux structures - ATMAC ASS TECH MASS ACTI ON CULT - TORO/AZOR Louise Calzada

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures (n° 00001074)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures	56 655,00 € HT	44,13 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ATMAC ASS TECH MASS ACTI ON CULT
Adresse administrative	:	6 ALLEE DU QUEBEC 91300 MASSY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur CHRISTIAN MERY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 1 avril 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Accompagnement : Paul B, scène de musiques actuelles, a depuis 20 ans développé son activité autour de la musique et du spectacle jeune public. Son activité s'articule autour de la diffusion de spectacles (programmation annuelle et un festival), l'aide à la création (résidences), l'aide à la création locale et l'action culturelle.
Dans la continuité de l'accompagnement offert par la structure à Le Vasco (ancienne formation de la candidate), les espaces techniques et de création seront mis à sa disposition, des sorties de résidences seront organisées, le réseau de la structure sera activé. Cet accompagnement sera également administratif.

Projet de l'artiste : programmée sous ce nom en tant que DJ, Louise Calzada souhaite maintenant présenter son nouveau projet de création artistique en solo, Toro/Azor, à des managers, labels et tourneurs.
Transdisciplinaire, ce projet fait le lien entre composition musicale, création vidéo et création d'une performance musicale et dansée. La composition s'axe autour d'une recherche à partir de l'ordinateur, du sampler, de la guitare et de la voix, et s'inspire des rythmes de musiques électroniques Jersey, Ballroom ou bass music. Louise Calzada recherche une écriture vocale en français et travaille avec des entretiens de femmes, matrice d'une réflexion autour de la féminité et du féminisme.
Elle souhaite à travers ce projet expérimenter un rapport à la scène et au public nouveau, en travaillant

avec le danseur et chorégraphe Yanis Khelifa pour créer à deux une chorégraphie performée sur scène.

Livrable : 1er livrable : Enregistrement audio d'un EP en lien avec Kowtow Records., ensuite distribué.
2 e livrable : Sortie en ligne de vidéoclips, réalisés par Louise Calzada avec l'aide de Gladys Peltier.
3e Livrable : Mise en scène du concert, avec le dispositif musical, sampler, micro et guitare, ainsi que le dispositif dansé et scénographié. A cet effet, des périodes de répétitions en studio, et des résidences scéniques axées sur le son et la mise en scène, seront organisées à Paul B.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MASSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des artistes (salaires et charges sociales) (préciser les postes)	21 987,00	38,81%
Droits d'auteur	400,00	0,71%
Transport, hébergement, restauration, défraiements	612,00	1,08%
Communication	4 330,00	7,64%
Décors, costumes, accessoires	3 760,00	6,64%
Technique : son, lumières, vidéo, plateau..	14 986,00	26,45%
Locations (préciser)	10 580,00	18,67%
Total	56 655,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	50 000,00	88,25%
Ressources propres	3 655,00	6,45%
Autres (préciser)	3 000,00	5,30%
Total	56 655,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320

DOSSIER N° EX045368 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Aides aux structures - GLASSBOX - BLACKSCREEN ISSUES, SLEEPING DISPLAYS - Carine Klonowski

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures (n° 00001074)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures	33 312,00 € HT	60,04 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GLASSBOX
Adresse administrative : 4 RUE MORET
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SABRINA ISSA, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Description de l'accompagnement : Partenariat sous la forme d'une résidence de 6 mois : mise à disposition de l'espace et des ressources, soutien administratif, théorique et matériel, facilitation des contacts avec de potentiels artistes, partenaires et structures pouvant contribuer au projet, apport des savoirs-faire techniques favorisant sa réalisation. Ouverture sur le territoire francilien à travers l'implication de Glassbox dans l'association du Grand Belleville, accès à différents acteurs de la scène artistique (institutions, visites d'ateliers...). Un partenariat conçu dans l'idée d'une transmission réciproque de connaissances et d'interactivité.

Description du projet : Recherche et installation vidéo à partir d'une réflexion sur l'écran noir, dont les théories de la couleur et l'histoire de la peinture ont révélé l'ambivalence, et dont l'informatique contemporaine renouvelle le champs d'investigation (espace de projection d'un bouillonnement souterrain, espace d'empathie par le champ lexical organique appliqué à l'objet inerte, ..). Projet aussi bien plastique que théorique et littéraire, partant de l'absence d'image pour aboutir à la production d'images imprimées et d'objets sculpturaux. Le projet questionne le numérique dans son traitement de l'extinction, de l'obsolescence, de la relation à la machine, des conditions d'apparition des formes et images.

Livrable : Plusieurs présentations sur chacune des 3 phases du projet (recherche, production,

monstration) : conférences et débats possiblement, restitutions plastiques, projections vidéo. Accès continuel à différents types de publics (cf lieu de résidence ouvert sur la rue). Au terme du projet, une exposition accompagnée d'une publication sera proposée, la finalisation de la résidence conduisant par ailleurs à un état des lieux des processus engagés.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des artistes (salaires et charges sociales) (préciser les postes)	15 000,00	45,03%
Droits d'auteur	165,00	0,50%
Autres charges artistiques dépenses (préciser)	3 413,00	10,25%
Communication	500,00	1,50%
Technique : son, lumières, vidéo, plateau..	7 500,00	22,51%
Personnel (salaires + charges sociales) (préciser les postes)	5 334,00	16,01%
Locations (préciser)	1 400,00	4,20%
Total	33 312,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	24 000,00	72,05%
Subvention Commune (attribuée)	3 000,00	9,01%
Ressources propres	4 000,00	12,01%
Autres (préciser)	2 312,00	6,94%
Total	33 312,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320

DOSSIER N° EX045370 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Aides aux structures - DON QUICHOTTE FILMS - LA NIAQUE

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures (n° 00001074)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures	32 766,00 € HT	73,25 %	24 000,00 €
	Montant total de la subvention		24 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DON QUICHOTTE FILMS
Adresse administrative	:	8 RUE EDOUARD ROBERT 75012 PARIS 12E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur YANNICK BEAUQUIS, Producteur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Accompagnement : Société de production créée en 2015 par deux producteurs issus de la Fémis Don Quichotte Films se revendique comme une jeune société travaillant à soutenir et produire des films d'auteur de leur génération.
La Bourse FoRTE permettrait un travail de préparation, aussi bien sur les repérages, l'écriture, le casting. Sur le volet financier, la structure prend en charge la rémunération de l'artiste ainsi que la préparation des dossiers de demande de subvention.

Projet de l'artiste : Autodidacte, Kahina ASNOUN bénéficie d'une formation d'une semaine au métier de réalisateur à l'Université France Télévisions, qui lui permet de réaliser le court métrage "Inès tu vas où?", finaliste du Festival « Paris Court Devant » en 2015. Elle est intégrée l'année suivante au sein de la Résidence, programme de formation en faveur de la diversité de la Fémis.
La narration du film est la suivante : "Arma,18 ans, quitte sa famille d'origine maghrébine en banlieue pour intégrer un prestigieux centre de formation et poursuivre son rêve, devenir footballeuse professionnelle. Son retour auprès de ses grands-parents et de sa petite sœur le temps des vacances lui fait prendre conscience que son ambition pourrait être compromise."
En écho à l'expérience personnelle de la candidate et en réflexion depuis 2 ans, le projet a déjà bénéficié

du travail de recherche de la réalisatrice auprès de joueuses du club de l'Union Sportive de Ris Orangis et de l'association France Alzheimer.

Livrable : Un scénario achevé, des rushs du casting, et un montage vidéo rassemblant tous les éléments visuels et sonores réalisés pendant les rencontres avec les joueuses.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des artistes (salaires et charges sociales) (préciser les postes)	25 630,00	78,22%
Droits d'auteur	1 000,00	3,05%
Transport, hébergement, restauration, défraiements	1 000,00	3,05%
Autres charges artistiques dépenses (préciser)	1 299,00	3,96%
Communication	200,00	0,61%
Technique : son, lumières, vidéo, plateau..	837,00	2,55%
Personnel (salaires + charges sociales) (préciser les postes)	900,00	2,75%
Transport, hébergement, restauration, défraiements	300,00	0,92%
Prestations	1 200,00	3,66%
Locations (préciser)	400,00	1,22%
Total	32 766,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	24 000,00	73,25%
Ressources propres	2 766,00	8,44%
Autres (préciser)	6 000,00	18,31%
Total	32 766,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320

DOSSIER N° EX045371 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Aides aux structures - TOPSHOT FILMS - VOYAGE VERS LA GRAINE - Magdalena Bournot

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures (n° 00001074)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures	31 434,36 € HT	38,17 %	12 000,00 €
	Montant total de la subvention		12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TOPSHOT FILMS
Adresse administrative : 1 RUE MEYERBEER
75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame CL MENCE ROBLES, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2019 - 1 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet et du calendrier de FoRTE, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Accompagnement : Créée en 2011 par des étudiants de la Fémis, cette société de production est fondée sur l'idée de fabriquer des films alliant ambitions formelles et narratives, sans se restreindre à un genre particulier. Ce projet s'intègre dans la volonté nouvelle de la structure de se spécialiser dans le documentaire.
L'accompagnement se fera autour de la préparation au tournage, l'organisation de la post-production en Île-de-France, la diffusion et l'organisation d'évènements autour du film.

Projet de l'artiste : Navigant entre l'Espagne (l'espagnol est sa langue maternelle), la France et le Portugal, la réalisatrice s'est formée en langue et littérature françaises, en dramaturgie à l'ENS Lyon mais aussi au design et à l'édition de livres d'artistes et enfin au cinéma.
Ce projet de documentaire propose de suivre le retour de la candidate sur ses terres natales, en Argentine, où elle retrouve son père, camionneur. Le film projette une réflexion sur la quête des racines et une lecture contemporaine de l'Argentine. Seuls apparaîtront à l'écran le père et son
camion, avec en uniques témoins de leur relation et de la découverte du pays, ses discussions avec la réalisatrice. Le projet propose ainsi une lecture à la fois personnelle et sociologique, révélant un sujet méconnu, la dislocation des familles argentines suite à la crise économique des années 2000. Le

tournage prévu est minimal – une caméra et un ingénieur du son. Le tournage est hors Île-de- France (15 jours en Argentine), mais le reste du projet et l'équipe de tournage sont franciliens.

Livrable : La réalisation du documentaire d'une cinquantaine de minutes, dont la version définitive devrait pouvoir être livrée dans les 4 mois suivant le tournage de quinze jours en Argentine.
Une projection publique au cinéma parisien Grand Action, la diffusion du documentaire en festivals.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SAINT-OUEN-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des artistes (salaires et charges sociales) (préciser les postes)	8 000,00	25,45%
Droits d'auteur	2 140,00	6,81%
Transport, hébergement, restauration, défraiements	3 900,00	12,41%
Communication	1 500,00	4,77%
Technique : son, lumières, vidéo, plateau..	9 600,00	30,54%
Personnel (salaires + charges sociales) (préciser les postes)	2 250,00	7,16%
Prestations	4 044,36	12,87%
Total	31 434,36	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat (sollicitée)	8 000,00	25,45%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	15 000,00	47,72%
Ressources propres	2 934,36	9,33%
Autres (préciser)	5 500,00	17,50%
Total	31 434,36	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320

DOSSIER N° EX045372 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Aides aux structures - NOVANIMA PRODUCTIONS - MONTAGNE - Louise Cailliez

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures (n° 00001074)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures	134 494,00 € HT	22,31 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	NOVANIMA
Adresse administrative	:	4 RUE ANATOLE FRANCE 92400 COURBEVOIE
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur MARC FAYE, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2018 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet et du calendrier de FoRTE, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Accompagnement : Novima Productions a pour objet la production de films d'animation et de documentaires de création.
L'accompagnement prévu consiste en la production du projet par la structure soit l'accompagnement dans la finalisation du scénario, l'apport d'un matériel professionnel, la mise en lien avec différents diffuseurs, et l'inscription en festivals.

Projet de l'artiste : Louise CAILLIEZ se perfectionne sur le cinéma d'animation au fil de différentes écoles spécialisées (ESAAT, ENSAD, Ecole de la Poudrière) et de ses projets personnels qui, comme « Montagne » obtiennent plusieurs aides au concept ou à l'écriture du CNC.
"Montagne" est un projet de film d'animation dialogué d'une durée de 15 minutes environ, mettant en scène trois personnages au tournant de l'adolescence qui, le temps d'un week-end, vont en venir à s'affronter en pleine nature, espace autre où les repères sont brouillés. Dans une Nature omniprésente qui se fait de plus en plus inquiétante, les rapports de force évoluent et finissent par s'inverser. Il s'agit d'un film d'ambiance qui glisse petit à petit vers le registre fantastique et dramatique. Tous les décors du film seront réalisés à la main, peinture gouache sur papier (12 dessins/seconde).

Livrable : Le but est de mener à bien la fabrication du film Montagne. A l'issue de la convention FoRTE, le film sera présenté dans sa version aboutie ou la plus avancée, fichier HD ou DCP.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- COURBEVOIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des artistes (salaires et charges sociales) (préciser les postes)	72 777,00	54,11%
Droits d'auteur	2 020,00	1,50%
Transport, hébergement, restauration, défraiements	4 500,00	3,35%
Autres charges artistiques dépenses (préciser)	2 610,00	1,94%
Communication	2 000,00	1,49%
Technique : son, lumières, vidéo, plateau..	34 633,00	25,75%
Personnel (salaires + charges sociales) (préciser les postes)	954,00	0,71%
Transport, hébergement, restauration, défraiements	500,00	0,37%
Prestations	6 500,00	4,83%
Locations (préciser)	8 000,00	5,95%
Total	134 494,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat (sollicitée)	15 000,00	11,15%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	35 000,00	26,02%
Subvention Département (sollicitée)	30 000,00	22,31%
Ressources propres	19 494,00	14,49%
Autres (préciser)	35 000,00	26,02%
Total	134 494,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320

DOSSIER N° EX045373 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Aides aux structures - PETIT CHAOS - L AMOUR SANS HABITUDE - Pablo Dury

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures (n° 00001074)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures	132 900,00 € HT	22,57 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PETIT CHAOS
Adresse administrative : 26 AVENUE DE LA R PUBLIQUE
75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur THOMAS HAKIM, Producteur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Accompagnement : Cette société est née en 2018 du désir d'accompagner des auteurs dont la vision laisse ouverte les opportunités de format ou de genre.
La subvention FoRTE servira à financer la préparation du film dans les différentes étapes : aide au développement, à l'écriture, au casting, aux repérages, à la prise en charge du versant administratif et financier du projet ou encore au relai sur la diffusion afin que Pablo DURY puisse se consacrer à son projet.
Est prévue l'organisation de lecture en partenariat avec l'ancien cursus du réalisateur et l'organisation d'ateliers de direction d'acteur, le recrutement de stagiaires parmi les étudiants de ce cursus.

Projet de l'artiste : Après une licence 3 en Cinéma à Paris 1 Sorbonne-Panthéon, Pablo DURY y obtient un Master pro en Réalisation/Scénarisation/Production en 2017 tout en étant rédacteur pour la revue « Pudeur » et « Il était une fois le cinéma ».
C'est une histoire d'amour moderne, mettant en scène Julien et Léa qui s'aiment virtuellement mais ne se sont jamais rencontrés. Julien cache en effet un complexe qui lui semble insurmontable…
Le film tourne autour de l'attente et de l'appréhension de cette première rencontre amoureuse, mais aussi du rôle inattendu des mondes virtuels dans les relations contemporaines à travers l'aventure qui s'est

jouée au préalable sur Second Life entre les avatars de Julien et Léa. Seront associées dans ce récit des images de synthèse extraites d'un jeu vidéo et scènes de la vie réelle.

Livrable : Une version définitive du scénario. Un état des financements envisagés (subventions publiques, préachat par une chaîne TV), et ceux déjà sollicités voire acquis. Les premiers retours des commissions et consultants, bon indicateur pour évaluer son avancement http://traefik/aides/#/cridfprd/printAide/B1rH5v-1N 5/10
concret et sa faisabilité.
Le livrable sera aussi accompagné d'un état concernant les premiers choix artistiques de Pablo Dury. Seront présentés les comédiens envisagés/confirmés, ainsi que les lieux de tournage. Il s'agira de trouver les décors principaux, deux intérieurs pour les scènes de Second Life, un espace urbain,
un parc pour le concert et enfin une plage avec un bunker. Un planning prévisionnel de production du film sera également joint. Enfin, seront également organisées des actions culturelles avec les étudiants de Paris 1 Panthéon Sorbonne.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des artistes (salaires et charges sociales) (préciser les postes)	38 113,00	28,68%
Droits d'auteur	7 500,00	5,64%
Transport, hébergement, restauration, défraiements	15 800,00	11,89%
Autres charges artistiques dépenses (préciser)	15 672,00	11,79%
Communication	1 000,00	0,75%
Décors, costumes, accessoires	14 350,00	10,80%
Technique : son, lumières, vidéo, plateau..	26 500,00	19,94%
Personnel (salaires + charges sociales) (préciser les postes)	8 615,00	6,48%
Transport, hébergement, restauration, défraiements	2 000,00	1,50%
Prestations	850,00	0,64%
Locations (préciser)	2 500,00	1,88%
Total	132 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat (sollicitée)	55 000,00	41,38%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	45 000,00	33,86%
Autres (préciser)	32 900,00	24,76%
Total	132 900,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320

DOSSIER N° EX045374 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Aides aux structures - AZADI PRODUCTIONS - AKA - Dorothée Murail

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures (n° 00001074)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures	70 000,00 € TTC	50,00 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	AZADI PRODUCTIONS
Adresse administrative	:	97 RUE DE S VRES 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame JULIA FOUGERAY, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Accompagnement : Créée en janvier 2018, Azadi Productions accompagne des auteurs et réalisateurs dans leur projet cinématographique et audiovisuel.
L'objectif de l'accompagnement de l'association est d'apporter un cadre juridique, financier et organisationnel mais aussi artistique. La structure souhaite aussi créer une communauté autour du projet en multipliant les rencontres fécondes avec d'autres artistes, des techniciens et des entités culturelles. La structure accompagnera également la réalisatrice dans la diffusion.

Projet de l'artiste : La candidate est une jeune réalisatrice au parcours riche, titulaire en premier lieu d'un BTS Design de mode à Toulouse en 2010, s'orientant ensuite vers la photographie. Elle passe à la réalisation pour différents magazines ou clips d'artistes, souvent en lien à son univers premier de la mode.
AKA est un court-métrage qui met en scène un danseur de butô, «la danse de l'âme» née dans les années 1970 au Japon. Ce danseur va traverser sept états symptomatiques de la dépression jusqu'à toucher le fond pour renaître. AKA raconte les sensations de la dépression en sept étapes dans un décor rouge surréaliste.
Inspirée par sa propre expérience, la réalisatrice travaille avec la danseuse Sachiko Ishikawa et le chef opérateur Quentin Devillers. Comment utiliser le langage cinématographique pour se rapprocher au plus

près du mouvement, des sensations et de l'intime est un des principaux axes de recherche du projet.

Livrable : La production d'un court métrage de moins de 10 minutes au plus tard en décembre 2019.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des artistes (salaires et charges sociales) (préciser les postes)	27 000,00	38,57%
Droits d'auteur	3 000,00	4,29%
Transport, hébergement, restauration, défraiements	6 700,00	9,57%
Communication	2 000,00	2,86%
Décors, costumes, accessoires	2 500,00	3,57%
Technique : son, lumières, vidéo, plateau..	13 700,00	19,57%
Personnel (salaires + charges sociales) (préciser les postes)	5 000,00	7,14%
Transport, hébergement, restauration, défraiements	5 000,00	7,14%
Locations (préciser)	5 100,00	7,29%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat (sollicitée)	10 000,00	14,29%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	50 000,00	71,43%
Autres (préciser)	10 000,00	14,29%
Total	70 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320

DOSSIER N° EX045376 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Aides aux structures - CHRISTMAS IN JULY - LE GRAND PARIS. LES PORTRAITS D ARCUEIL A VILLEJUIF- Lucie Plumet

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures (n° 00001074)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures	71 338,00 € HT	42,05 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHRISTMAS IN JULY
Adresse administrative : 12 RUE DU MONT THABOR
75001 PARIS 1ER ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame JULIE SALVADOR, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2018 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet et du calendrier de FoRTE, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Accompagnement : Société de production créée en 2008, « Christmas in July » promeut la singularité et privilégie les premiers ou deuxièmes films.
L'accompagnement prévu résidera dans la production du film et le suivi de chaque étape de fabrication de ce dernier : développement du scénario, recherche de subventions, réalisation et diffusion du film. Cet accompagnement devrait se décliner sur l'ensemble de la jeune carrière de la réalisatrice.

Projet de l'artiste : La candidate est titulaire d'un double diplôme de montage à l'INSAS et de réalisation à la Fémis en 2017. Elle a été remarquée pour l'écriture et la réalisation de son court métrage documentaire de fin d'étude à la Fémis, "Courir après", 1er prix du festival Salut c'est court en France.
En observant les mutations de la périphérie parisienne et la naissance du Grand Paris, la réalisatrice interroge le ressenti des habitants sur ces mutations et comment se vit désormais la périphérie sous la forme d'un puzzle sonore et visuel composé de témoignages et de plans fixes sur le quotidien des franciliens. Pour élaborer ce projet, la réalisatrice envisage de collaborer avec les départements d'urbanisme des municipalités, les responsables de chantier, les associations culturelles locales (l'EDIM, Anis Gras, le MACVAL...).

Livrable : Est prévue la projection d'une première version de montage du film, en accord avec le Conseil Régional, à l'occasion des 24 heures de la création.
L'ambition est que la structure du récit rende compte des problématiques principales du film dès cette première présentation.
Cette version devra permettre des projections en public, accompagnées d'un commentaire de Lucie Plumet, qui expliquera son projet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des artistes (salaires et charges sociales) (préciser les postes)	8 100,00	11,35%
Droits d'auteur	10 000,00	14,02%
Transport, hébergement, restauration, défraiements	4 000,00	5,61%
Autres charges artistiques dépenses (préciser)	10 000,00	14,02%
Décors, costumes, accessoires	1 000,00	1,40%
Technique : son, lumières, vidéo, plateau..	26 348,00	36,93%
Personnel (salaires + charges sociales) (préciser les postes)	7 200,00	10,09%
Transport, hébergement, restauration, défraiements	2 000,00	2,80%
Prestations	2 690,00	3,77%
Total	71 338,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	50 000,00	70,09%
Ressources propres	21 338,00	29,91%
Total	71 338,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320

DOSSIER N° EX045419 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Aides aux structures - THEATRE AUX MAINS NUES - SANS HUMAIN A L INTERIEUR-Lou Simon et Candice Picaud

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures (n° 00001074)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures	36 609,00 € HT	62,83 %	23 000,00 €
	Montant total de la subvention		23 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE AUX MAINS NUES
Adresse administrative : 7 SQUARE DES CARDEURS
75020 PARIS 20
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ELOI RECOING, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 février 2019 - 25 février 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont.

Description :

Accompagnement :
Le théâtre aux Mains Nues est une plateforme d'essais dédiée au théâtre de marionnette et aux arts associés. Il s'ouvre aux publics, artistes et chercheurs. Quatre champs d'action alternent dans la saison : programmation, formation, insertion professionnelle, actions culturelle et création.
Afin de répondre au besoin d'accompagnement et d'insertion professionnelle des jeunes artistes, le Théâtre aux mains nues a mis en place un dispositif nommé en son sein le « compagnonnage ». Pendant 2-3 ans, plusieurs équipes de jeunes artistes sont accompagnées à différents niveaux pour la réalisation de leur premier spectacle :
- Accompagnement administratif : portage de production
- Technique : regard extérieur du régisseur du théâtre, prêt de matériel technique pour les phases de résidence
- Artistique : regard extérieur du directeur artistique du Théâtre
- Mise en réseau : communication via les outils du théâtre du projet, mise en lien avec le réseau professionnel d'Île-de-France, conseils en stratégie de diffusion et de communication
- Espace de travail : mise à disposition du théâtre pour des résidences, espace bureau pouvant être

utilisés ponctuellement
- Actions culturelles : notamment à destination des lycéens

Projet de l'artiste :
Candice Picaud et Lou Simon sont comédiennes et marionnettistes formées à l'Ecole Nationale Supérieure des Arts de la Marionnette de Charleville Mézières. Interprètes de théâtre, elles animent et co-construisent également des marionnettes. Ce projet est la première création de Lou Simon et Candice Picaud. Elles coécrivent le spectacle et veulent mettre en place des conditions concrètes de recherche et création artistique, elles pourront ainsi structurer une compagnie plus pérenne. S'adressant à un public large, leur démarche se rapporte à une approche éducative : avec ce spectacle documentaire, elles veulent interroger, amener des pistes de réflexion, installer des dialogues.
« Sans humain à l'intérieur » sera un spectacle documentaire de marionnettes sur le thème du drone : que dit le drone militaire du monde que nous habitons ? Entre jouer et raconter, avec des documents tirés du réel et un langage né de la marionnette, les deux créatrices interrogeront ce que le drone raconte des rapports humains. A la manière d'une fresque chronologique, le spectacle racontera certaines des étapes historiques et philosophiques qui amènent à mieux comprendre l'usage du drone militaire aujourd'hui. Elles souhaitent également développer un programme d'actions culturelles autour de la construction de ce spectacle, notamment sur l'écriture documentaire et la fabrication de marionnettes.

Livrable : La compagnie montrera au plateau un ou plusieurs extraits du spectacle en cours de création. Un temps d'échange avec le public suivra la représentation durant lequel le processus de création sera expliqué et une discussion avec les spectateurs sera menée. Une sortie de résidence à destination des professionnels d'Île de France est prévue en février 2020. La représentation se fera sur un format long (une heure quinze environ). Une forme courte a été jouée pour la première fois à la Nuit de la Marionnette du Théâtre jean Arp à Clamart le 16 mars 2019.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des artistes (salaires et charges sociales) (préciser les postes)	22 594,00	61,72%
Transport, hébergement, restauration, défraiements	1 250,00	3,41%
Autres charges artistiques dépenses (préciser)	1 793,00	4,90%
Communication	1 100,00	3,00%
Décors, costumes, accessoires	3 172,00	8,66%
Technique : son, lumières, vidéo, plateau..	700,00	1,91%
Personnel (salaires + charges sociales) (préciser les postes)	2 100,00	5,74%
Prestations	900,00	2,46%
Locations (préciser)	3 000,00	8,19%
Total	36 609,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	28 870,00	78,86%
Ressources propres	5 739,00	15,68%
Autres (préciser)	2 000,00	5,46%
Total	36 609,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320

DOSSIER N° EX045437 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Aides aux structures - ATELIERS MÉDICIS - VOIX INTERIEURES - Yves Mwamba

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures (n° 00001074)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65736-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures	49 403,00 € TTC	50,60 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MEDICIS CLICHY MONTFERMEIL ECOPOLE
Adresse administrative	:	4 ALL E FRAN OISE N'GUYEN 93390 CLICHY-SOUS-BOIS
Statut Juridique	:	Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Représentant	:	Monsieur RENAN BENYAMINA, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mai 2019 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont

Description :
Accompagnement : Ouvert en 2016, Les Ateliers Médicis porte l'ambition de développer un laboratoire artistique de référence, un établissement dédié à la jeune création et aux émergences artistiques et culturelles. Avec un soutien fort de l'Etat, ils sont associés à l'ensemble des niveaux de collectivités territoriales (Région, département, Ville de Paris, Métropole du Grand Paris, Etablissement Public territorial Grand Paris-Grand Est, ville de Clichy-sous-Bois et de Montfermeil). Ils accueillent des artistes et chercheurs associés et pilotent le dispositif « Création en cours » qui soutient plus de 150 projets de jeunes artistes chaque année, partout en France. L'accueil d'artiste et chercheurs porte un double objectif : offrir des conditions propices au développement de leur travail et les aider à développer des projets conçus dans un contexte territorial. Il porte une attention particulière à la transmission via un ancrage territorial fort et nourrissant un dialogue avec les habitants et en amorçant une dynamique.

Les ateliers Médicis accueilleront Yves Mwamba en lui proposant :
- Un accompagnement artistique par la direction des Ateliers Médicis et par un ou plusieurs regards extérieurs proposés par l'établissement
- Une mise en lien avec les autres artistes résidents aux Ateliers Médicis, mais également avec

toute personne ressource pertinente, via le réseau local, national, international de l'établissement
- Une dotation permettant un temps de recherche et d'actions de transmission artistique sur le territoire, en plus du temps de création dont le coût sera couvert par la subvention FoRTE
- Des temps de diffusion, afin de permettre à des professionnels du spectacle de découvrir le travail de l'artiste
- Une structure administrative et des conseils en matière de production et diffusion
- Le plateau et d'autres espaces de travail, avec un accompagnement technique

Projet de l'artiste :
Né en République démocratique du Congo, Yves Mwamba débute sa carrière de danseur dans la compagnie Les studios Kabako créée par le chorégraphe Faustin Linyekula en RDC. Il y découvre une nouvelle gestuelle, une msie en scène, une dramaturgie multiple grâce à la venue de nombreux chorégraphes invités. En 2012, il monte son premier solo au festival Connexion Kin puis s'installe en France. Sa danse est traversée par la question du métissage et l'histoire du Congo, il mélange les styles en passant par le hip hop, le krump, la danse traditionnelle et la danse contemporaine.
La pièce « Voix intérieures » se construit autour d'un trio qui évoluera au fil d'une marche et en dialogue avec l'espace scénique. Trois entités, trois voix, trois médiums, mués par leur propre logique dialoguent. Le projet est traversé par plusieurs motifs dont le premier se fait autour du mot, du langage, de la feuille blanche. Voix intérieures se construit entre la France et le Congo en agissant en va et vient, en onde de choc.

Livrable : Yves Mwamba propose de structurer sa résidence autour de différentes séquences et rendez-vous :
- Recherche autour des codes du hip-hop (danse et langage) pratiqué à Clichy-sous-Bois et Montfermeil (Mai 2019)
- Réflexions croisées autour de la notion de cité, en France et au Congo (fin mai- début juin 2019)
- Rencontres et débats avec des artistes congolais qui travaillent autour de la notion de territoire (Faustin Linyekula, Eddy Ekete…)
- Programme de performances à Clichy et Montfermeil dans l'espace public (juillet 2019)
- Présentation d'une forme courte de la pièce à destination du public et des professionnels (fin septembre 2019 – début octobre 2019)

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- CLICHY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des artistes (salaires et charges sociales) (préciser les postes)	15 820,00	32,02%
Droits d'auteur	3 000,00	6,07%
Transport, hébergement, restauration, défraiements	10 050,00	20,34%
Communication	5 000,00	10,12%
Décors, costumes, accessoires	5 000,00	10,12%
Technique : son, lumières, vidéo, plateau..	8 180,00	16,56%
Prestations	2 353,00	4,76%
Total	49 403,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	34 000,00	68,82%
Ressources propres	15 403,00	31,18%
Total	49 403,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320

DOSSIER N° EX045444 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Aides aux structures - LE PLUS PETIT CIRQUE DU MONDE - DUO ZENZERO & CANNELA

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures (n° 00001074)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures	56 837,00 € TTC	42,23 %	24 000,00 €
	Montant total de la subvention		24 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE PLUS PETIT CIRQUE DU MONDE
Adresse administrative : IMPASSE DE LA RENARDIERE
92220 BAGNEUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ELEFT RIOS KECHAGIOGLOU, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2018 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Accompagnement : Depuis 25 ans, l'association « le plus petit cirque du monde » a développe des activités diverses : école de cirque, fabrique artistique, laboratoire de lien social, plateforme d'échange, pépinière d'artiste. Au cœur d'un quartier prioritaire (Tertres-Cuverons), le PPCM mène un projet interdisciplinaire, citoyen et pédagogique. La pépinière « Premier Pas » travaille sur 3 modules : « idéation » (processus créatif), « développement » (résidence d'artiste), « accélération » (affiner une production et faciliter sa diffusion). Elle s'adresse à des jeunes artistes issus de formations diplômantes, des artistes confirmés en recherche de formats innovants, des artistes souhaitant développer des projets à visées sociales.
L'aide proposée à ce duo d'artistes revêt plusieurs facettes :
- aide à la structuration du projet : recherche de partenaires, finalisation du budget, recherche de résidences, mise au point d'un calendrier de création et étude du modèle économique
- promotion du projet auprès de partenaires, dans les réseaux du PPCM, réalisation d'outils de communication pour la promotion du projet auprès de professionnels
- aide à la recherche de lieux pour une première résidence de travail de l'équipe, résidences compagnie de musicien, aide à la résidence dans le cadre d'un accueil à la cité du Cirque (Mans), résidence au PPCM

- conseils en stratégie par la direction (conseils techniques, artistiques, premiers retours d'expériences suite aux premières représentations)
- diffusion dans le cadre de la Fête des Vendanges, du Festival Premier Pas (au PPCM),
- travail sur la communication et la diffusion
- présentation à d'autres professionnels, captation lors des fins de cycle d'étapes de création pour créer des outils de communication

Projet de l'artiste :
Nicolo Bussi, artiste circassien (jongleur, porteur) né en 1994, compose un duo avec Magdalena Vincente demaestri (clown, voltigeuse), argentine. Ils se sont rencontrés en dernière année de formation à l'école nationale des arts du Cirque de Rosny-sous-Bois. Ils donnent souvent des workshops dans les écoles de cirque et interviennent dans les lycées pour proposer des ateliers de découverte et de pratique du cirque autour de l'acrobatie et du jonglage. Ils ont commencé à travailler avec le PPCM dans le cadre de projets artistiques d'actions dans la ville tels que Circoncerto (en collaboration avec le Fa7).
Aujourd'hui, leur objectif est de créer un spectacle « tout terrain » qui se joue partout et qui est accessible à tout public. « La huitième Balle du Jongleur », nom donné au spectacle, se projette comme des situations clownesques où le jongleur et la huitième balle se retrouveront entre les autres balles. Va se mélanger l'ancien cirque et le contemporain.

Livrable :
Des sorties de résidences sont prévues à la finalisation de chaque cycle de création, le 25 mars 2019, 29 mars 2019 ainsi que début juillet 2019. Le livrable consistera en une première version finie du projet : la huitième Balle du jongleur, version finalisée de 40 minutes (septembre 2019).
Aux étapes 3 et 4 du projet, réalisation à plusieurs reprises de "work in progress" ou de show case afin de présenter l'évolution du travail de l'artiste, de sensibiliser et/ou de se confronter au public.
Lors de l'étape 4, une fois le set scénique finalisé, plusieurs dates de concerts seront organisées, sous forme de Show-case destiné aux professionnels, de concerts dans le cadre de la programmation de la Manufacture Chanson ou dans le cadre de partenariats.
En plus de ces représentations, Maïtagari sera heureuse de montrer son travail lors des "24h de la création".

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- BAGNEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des artistes (salaires et charges sociales) (préciser les postes)	12 579,00	22,13%
Droits d'auteur	600,00	1,06%
Transport, hébergement, restauration, défraiements	9 728,00	17,12%
Autres charges artistiques dépenses (préciser)	10 880,00	19,14%
Communication	5 900,00	10,38%
Décors, costumes, accessoires	1 950,00	3,43%
Technique : son, lumières, vidéo, plateau..	5 200,00	9,15%
Personnel (salaires + charges sociales) (préciser les postes)	10 000,00	17,59%
Total	56 837,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	45 000,00	79,17%
Subvention Commune (attribuée)	1 837,00	3,23%
Autres (préciser)	10 000,00	17,59%
Total	56 837,00	100,00%

DOSSIER N° EX045446 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Aides aux structures - LA LOGE CDC PRODUCTIONS - BANDES- Camille Dagen

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures (n° 00001074)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures	125 000,00 € HT	24,00 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA LOGE CDC PRODUCTIONS
Adresse administrative : 20 RUE DE LA BANQUE
75002 PARIS 2E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ALICE VIVIER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2019 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Accompagnement :
Devenue un lieu emblématique de la jeune création théâtrale et musicale, La Loge est une salle de spectacle que offre un accompagnement adapté à de nombreuse jeune équipe artistique en communication, administration, technique et diffusion. Il s'associe avec le bureau de FormArt pour soutenir le projet de Camille Dagen. Ce bureau de production accompagne des projets artistiques basé sur Paris. Les compétences et champs d'action couvrent l'ensemble du développement des projets artistiques : administration, gestion et coordination, conseil stratégique, diffusion, communication. Confirmées ou émergentes, FormArt accompagne des compagnies ou des productions déléguées.
Parmi les aides prévues : le bureau FormArt se charge de la partie administrative du projet ainsi que du développement de la production. Il assurera le montage de la production du spectacle et la recherche de partenaires, la gestion administrative de la production, la communication et la diffusion du projet. Son expertise en montage de projets et en communication, alliée à l'important réseau de partenaires du bureau seront mobilisés pour permettre à la compagnie le déploiement professionnel de son projet artistique.
La Loge s'engagera sur la mise en visibilité, et plus largement la mise en réseau de Camille Dagen à travers ses dispositifs et partenariats existants (Festival fragment(s), réseau Puissance quarte avec le TU-

Nantes, le Théâtre Sorano à Toulouse et le Théâtre olympia CDN de Tours…) mais également à inventer. La Loge sera ainsi également force de proposition pour nouer des partenariats pertinents afin de faciliter le montage de la production

Projet de l'artiste :
Normalienne spécialité philosophie, diplômée de l'école du TNS, Camille Dagen mène un travail de recherche autour de plusieurs questions : qu'est-ce qui fait qu'une idée critique peut devenir un mouvement réel ?
Les objectifs de camille Dagen et de Bandes consistent à faire se rencontrer et agir ensemble des gens de théâtre et des gens qui produisent une pensée de la situation contemporaine à travers des actes, des textes (philosophes, militant, étudiants, bénévoles ou rien de tout cela…). Mêlant arts vivants et matière historique, critique et philosophique, BANDES ambitionne d'être un spectacle sur notre rapport à l'histoire de la contre-culture et à la pensée subversive de la modernité. A partir du texte Lipstick traces de Greil Marcus et la Société du spectacle de Guy Debord, Camille Dagen souhaite plonger le spectateur au cœur de la question du regroupement des individus en bandes, de ce que les bandes ont créées des mouvements de contre-culture qui ont jalonné le 20ème siècle. Le projet porte le désir de rassembler des bandes hétéroclites.

Livrable :
- 4 semaines de Labo à la fonderie (Le Mans) et une semaine d'écriture à Paris : résidence au plateau avec l'équipe artistique et une dizaine d'invités (Juin Juillet 2019)
- 5 semaines de résidences de création : Mains d'œuvres (Saint-Ouen), Théâtre de la Commune (Aubervilliers), Plateaux Sauvages (Septembre Novembre 2019)
- Janvier 2020 : une semaine de résidence au Théâtre de Gennevilliers
- 3 semaines de résidence avant les 1eres représentations:
-Août 2020 :3 semaines de résidence à la Commune (Aubervilliers)

Proposé par une troupe de cinq acteurs, les premières représentations auront lieu en Septembre 2020 à La Commune (Aubervilliers). La troupe sera en tournée sur la saison 2020-2021.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des artistes (salaires et charges sociales) (préciser les postes)	90 625,00	72,50%
Droits d'auteur	3 000,00	2,40%
Transport, hébergement, restauration, défraiements	9 875,00	7,90%
Communication	4 000,00	3,20%
Décors, costumes, accessoires	6 000,00	4,80%
Technique : son, lumières, vidéo, plateau..	1 500,00	1,20%
Personnel (salaires + charges sociales) (préciser les postes)	6 400,00	5,12%
Prestations	2 100,00	1,68%
Locations (préciser)	1 500,00	1,20%
Total	125 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat (sollicitée)	10 000,00	8,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	50 000,00	40,00%
Subvention Commune (sollicitée)	5 000,00	4,00%
Ressources propres	30 100,00	24,08%
Autres (préciser)	29 900,00	23,92%
Total	125 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320

DOSSIER N° EX045448 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Aides aux structures - TOUJOURS APRÈS MINUIT - SURPRISE PARTI - Faustine Noguès

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures (n° 00001074)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures	85 000,00 € HT	38,82 %	33 000,00 €
	Montant total de la subvention		33 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS TOUJOURS APRES MINUIT
Adresse administrative : 3 RUE SAINT-GERMAIN
94400 VITRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur SERGE BONTEMPS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2019 - 30 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Accompagnement : La Cie Toujours Après Minuit est co-dirigée par deux artistes, Brigitte Seth et Roser Montllo Guberna. Chorégraphes et metteuses en scènes, elles sont également interprètes de chacune des créations. Conventionnée DRAC depuis 2016, la Cie s'implante durablement sur le territoire de Seine et Loing. Elle est en convention de partenariat avec le conseil départemental de Seine-et-Marne pour son action culturelle avec les médiathèques. Depuis 2018, elle est soutenue par la région au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes. La compagnie mutualise des bureaux et du personnel intermittent : une administratrice de production, une chargée de production, de diffusion, un attachée de presse et des bureaux avec quatre autres compagnies.
Faustine Noguès a d'abord travaillé comme chargée de production au sein de la Cie Toujours Après Minuit, puis comme assistante à la dramaturgie sur le spectacle Family Machine. La Cie souhaite aujourd'hui soutenir Faustine Noguès dans le cadre de son premier projet professionnel en tant que metteuse en scène, en mettant à sa disposition la stabilité et le rayonnement d'une structure expérimentée.

Cet accompagnement permettra à l'artiste de bénéficier de :

- Conseil artistique de la part de B. Seth et R. M. Guberna sur la conception de l'univers visuel et sonore déployé dans Surprise Parti, ainsi que sur le travail de direction d'acteur avec une attention particulière accordée à l'aspect corporel.
- Un accompagnement administratif, de la recherche de financements à la réalisation du projet : structuration, conseil en développement, gestion budgétaire et sociale, logistique, etc.
- Un soutien en communication et une mise en relation avec le réseau de la Cie Toujours Après Minuit (théâtre partenaires, collaborateurs artistiques et techniques)
- Une mise à disposition de matériel acquis par la compagnie et utile à la réalisation de Surprise parti ou des actions culturelles liées.

Projet de l'artiste :
Diplômée d'un Master Théâtre spécialité Métiers de la production, Faustine Noguès débute son parcours professionnel comme chargée de production pour diverses compagnies. En 2017, elle se penche sur l'écriture théâtrale et décroche plusieurs prix : lauréate de l'aide à l'écriture Beaumarchais-SACD (juin 2018), de l'aide à la création d'ARTCENA (novembre 2018), du label Jeune Texte en Liberté. Enrichie de ces expériences théâtrales autant créatives qu'administratives et logistiques, elle cherche aujourd'hui à amener sa pratique de la mise en scène et de l'écriture à un niveau professionnel.
Au travers de sa création Surprise Parti, elle cherche à ouvrir un espace de réflexion avec le public sur le thème de la démocratie et de la représentation politique. Surprise parti trouve ses origines en Islande où, en 2010, dans un contexte de grave crise économique et politique, les habitants de Reykjavik ont élu au poste de maire un humoriste, comédien et bassiste punk. Six mois avant son élection, Jon Gnarr, maire et humoriste, fonde un parti satirique « le meilleur parti » avec un groupe d'artistes anarcho-surréaliste. Leur programme énumère des propositions fantasques dont la dernières est de n'en tenir aucune. Avec le spectacle Surprise Parti, la jeune metteuse en scène propose d'observer comment des amateurs sont parvenus à s'emparer du pouvoir avec humour et légèreté, et à construire une alternative en faveur d'une démocratie plus directe et participative. Le texte et la mise en scène se construisent sur l'opposition de deux mondes : celui politique gangréné, enfermé dans des logiques de parti et de l'autre, celui punk, créatif qui s'empare des codes du premier pour le pénétrer et le renverser. Le fictif côtoie le réel et fait naître une hybridation entre art et politique.

Livrable : 2 mises en espace sont programmés en avril et en juin 2019 au théâtre du Rond-Point et à la SACD pour présenter le projet à de nouveaux programmateurs. Les 10 mois de résidence s'achèveront sur la création du spectacle Surprise Parti et le spectacle sera prêt à tourner.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des artistes (salaires et charges sociales) (préciser les postes)	50 700,00	59,65%
Autres charges artistiques dépenses (préciser)	3 150,00	3,71%
Communication	400,00	0,47%
Décors, costumes, accessoires	11 000,00	12,94%
Technique : son, lumières, vidéo, plateau..	18 100,00	21,29%
Prestations	1 650,00	1,94%
Total	85 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	50 000,00	58,82%
Autres (préciser)	35 000,00	41,18%
Total	85 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320

DOSSIER N° EX045449 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Aides aux structures - THÉÂTRE DES QUARTIERS D'IVRY - CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL DU VAL-DE-MARNE - CREATION SOUS L ORME- Charly Breton

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures (n° 00001074)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures	85 000,00 € HT	17,65 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE DES QUARTIERS D IVRY
Adresse administrative : 1 PLACE PIERRE GOSNAT
94200 IVRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Société Anonyme Coopérative Ouvrière de Production
Représentant : Madame ELISABETH CHAILLOUX, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 septembre 2019 - 6 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Accompagnement :
Labélisé CDN en 2016, Le Théâtre des Quartiers d'Ivry est une société coopérative (SARL SCOOP) reconnue pour ses actions dans divers espaces depuis plus de quarante ans. Le théâtre se porte garant de ce projet avec trois grandes ambitions : soutenir la création dramatique émergente, accompagner les jeunes artistes et tisser des relations entre artistes et citoyens.
L'accompagnement proposé consiste à offrir de bonnes conditions matérielles (outils, espaces) et financières. Fort de son expertise en création artistique, le théâtre des quartiers d'Ivry conseille l'artiste et met à disposition du projet des moyens humains.
Parmis les aides prévues : apport d'un regard extérieur, conseils artistiques, mise à disposition de salles de répétition et de création techniquement équipée pendant les 5 semaines de création (1+1+3), mise à disposition du personnel technique, présentation de sa création au TQI pendant 8 représentations, promotion du spectacle auprès des réseaux professionnels, médiatiques et institutionnels en amont et en aval des représentations

Projet de l'artiste :

Après des études de philosophie et de théâtre, notamment à l'école nationale Supérieure des Arts Dramatiques de Montpellier, Charly Breton, né en 1988, a un parcours professionnel orienté vers l'écriture théâtral et la mise en scène : « La mort égarée », « Pastorale pour pauvres », « Les restes ». Ce dernier a d'ailleurs été représenté au festival du Printemps des Comédiens en 2017.
Marqué par les attentats qui ont eu lieu ces dernières années, Charly Breton se pose de nombreuses questions dont il cherche les réponses dans ce projet d'écriture : comment échapper aux massacres advenus et toujours à venir ? Comment un individu trouve un sédatif à l'angoisse d'exister au point, parfois, d'imaginer pouvoir renaître idéalement par la mort de soi et des autres ?
Pour répondre à ces problématiques, l'auteur veut s'inscrire doublement : tout d'abord artistiquement, par le théâtre, par un geste poétique mais aussi en proposant de créer du lien sur le territoire et faire entrer ce projet en résonnance avec la ville et le spectateur.

Livrable :
Le public ivryen et francilien sera invité à découvrir :
- Une sortie de résidence ;
- une représentation suivie d'une rencontre avec l'artiste et la direction du TQI, une visite du théâtre sera organisée pour l'occasion. (fin février/début mars 2020).

L'artiste s'engage également, durant sa résidence à mener les actions suivantes :
- La mise en place d'un atelier artistique avec un groupe de publics amateurs (2x 5 jours au TQI)
- la mise en place de 4 master-class (2 x 4 jours) ;
- des rencontres avec des publics cibles TQI, que ce soit au théâtre ou au sein d'établissements scolaires, d'associations, de maisons de quartier, pendant les temps de présence de l'artiste sur le territoire (résidences de création, exploitation) ;
- de s'inscrire dans la vie de la maison en participant à des réunions plénières, en dialoguant avec les équipes autour de son projet pour qu'elles se l'approprient au mieux ;
- de s'inscrire dans la vie artistique et culturelle locale pendant ses périodes de présence à Ivry en assistant à des manifestations organisées par les acteurs culturels locaux.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des artistes (salaires et charges sociales) (préciser les postes)	7 745,00	9,11%
Transport, hébergement, restauration, défraiements	16 500,00	19,41%
Autres charges artistiques dépenses (préciser)	30 055,00	35,36%
Communication	1 700,00	2,00%
Décors, costumes, accessoires	15 000,00	17,65%
Technique : son, lumières, vidéo, plateau..	4 000,00	4,71%
Personnel (salaires + charges sociales) (préciser les postes)	10 000,00	11,76%
Total	85 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat (sollicitée)	10 000,00	11,76%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	18 000,00	21,18%
Subvention Commune (sollicitée)	10 000,00	11,76%
Autres (préciser)	47 000,00	55,29%
Total	85 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320

DOSSIER N° EX045450 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Aides aux structures - TAPIOCA PRODUCTION - L AIGLON D EDMOND ROSTAND - Maryse Estier

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures (n° 00001074)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures	81 712,00 € HT	48,95 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TAPIOCA PRODUCTION
Adresse administrative : 21 RUE SAINTE CROIX DE LA BRETONNERI
75004 PARIS 4E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame CELINE MARTINET, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Accompagnement :
Tapioca production est un bureau d'accompagnement et de production de spectacle vivant dont la principale préoccupation est la transmission au service de la création artistique. Ils cherchent à soutenir les artistes dans leurs démarches, leur proposer un accompagnement sur mesure, défendre leurs projets, renforcer la structuration de leurs compagnies et les guider dans leur développement. Pluridisciplinaire, l'association de ses deux dirigeants a pour objectif de connecter leurs réseaux, consolider le pont entre théâtre privé et public. Ils soutiennent également les artistes par un accompagnement en matière de communication (écrite, numérique et audiovisuelle).
En prenant sous son aile la Cie Jordils de Maryse Estier et son administratrice Daria Parokhovoï, Tapioca entend les aider à réaliser les différentes étapes qui lui permettront de mener à bien son projet, plusieurs volets composent cet accompagnement :
- Accompagnement général : rendez-vous réguliers permettant de suivre et l'avancée du projet et les orienter dans leur démarche
- Accompagnement administratif et technique : Tapioca prend en charge les paies, les déclarations sociales tout en intégrant l'administratif pour la former à ce volet. Tapioca s'engage à offrir un support lors de la contractualisation avec les différents partenaires et co-producteurs

- Communication : grâce au service d'un graphiste, la jeune compagnie pourra bénéficier d'un accompagnement personnalisé, en l'aidant à concevoir un matériel unifié et efficace. Une aide à la structuration du site est aussi envisagée.
- Conseils en stratégie : évaluation des possibles supports financiers et subventions auxquelles la Cie pourrait prétendre. Ce même fonctionnement pourrait aussi être appliqué dans la recherche de lieux de résidence pour un temps de travail long. Tapioca mettra à disposition son réseau de connaissance pour trouver le lieu adéquat et assurer des conditions de résidence optimales.
- Mise en réseau : soutien dans la recherche de coproducteurs et partenaires qui s'engagent financièrement sur le projet.
- Action culturelle : Maryse Estier travaille avec la Fondation Napoléon, ils sont en train de construire un volet d'action culturelle en direction des jeunes sur l'histoire de Napoléon.

Projet de l'artiste :
Passée par le conservatoire d'art dramatique de Genève, Maryse Estier découvre la mise en scène aux côtés d'Hervé Loichemol en 2010. En 2016, elle intègre l'académie de la Comédie française en qualité de metteuse en scène/Dramaturge. En 2017, elle crée sa compagnie et s'associe à Daria Prokhovoï, administratrice diplômée de l'ENSATT avec pour objectif de pérenniser et stabiliser la structure.
Maryse Estier souhaitent monter L'Aiglon de Rostand en 6 épisodes pour 14 comédiens, fait rare aujourd'hui. La trame y sera resserrée et s'inscrira dans un espace-temps qui évoque une réalité historique, le XVIIIe, pour faire découvrir en creux, une réalité contemporaine aux spectateurs. A cheval sur 2 époques, la pièce d'Edmond Rostand porte en elle-même un questionnement sur la mode, le désuet et le désirable, ce qui est mort et ce qui va naître.

Livrable : Maryse Estier doit déboucher sur une résidence de création de 4 semaines minimum, rassemblant les 14 comédiens et l'ensemble de l'équipe de création, à l'issue de laquelle une présentation au public aura lieu. Lors de cette résidence, toutes les intentions de mise en scène seront affinées. Le décor et les costumes seront partiellement crées. Le son et la lumière seront travaillés intégralement. La présentation de maquette a pour objectif de sceller les accords avec les futurs co-producteurs de l'œuvre et de présenter une étape du futur travail de création. Au cours de la collaboration, Maryse Estier aura l'occasion de mener à bien le travail d'adaptation du texte des épisodes 1 et 2. Elle développera en parallèle des actions en direction des publics à travers la fondation Napoléon.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- POISSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des artistes (salaires et charges sociales) (préciser les postes)	32 807,00	40,15%
Droits d'auteur	3 500,00	4,28%
Communication	1 800,00	2,20%
Décors, costumes, accessoires	17 000,00	20,80%
Technique : son, lumières, vidéo, plateau..	10 605,00	12,98%
Personnel (salaires + charges sociales) (préciser les postes)	11 424,00	13,98%
Transport, hébergement, restauration, défraiements	750,00	0,92%
Prestations	1 576,00	1,93%
Locations (préciser)	2 250,00	2,75%
Total	81 712,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	50 000,00	61,19%
Ressources propres	10 712,00	13,11%
Autres (préciser)	21 000,00	25,70%
Total	81 712,00	100,00%

DOSSIER N° EX045452 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Aides aux structures - NOUVEAU THEATRE DE MONTREUIL - CHEWING GUM SILENCE - Antonin-Tri Hoang

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures (n° 00001074)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures	48 104,00 € HT	46,77 %	22 500,00 €
		Montant total de la subvention	22 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	NOUVEAU THEATRE DE MONTREUIL
Adresse administrative	:	10 PLACE JEAN JAUR S 93100 MONTREUIL
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Madame V RONIQUE BELLIN, Administratrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mai 2019 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Accompagnement : Centre dramatique national, le Nouveau Théâtre de Montreuil (NTDM) crée et diffuse des spectacles aux esthétiques contemporaines. La question du décloisonnement est au cœur du projet du lieu : entre les formes artistiques (théâtre, musique, cirque, danse …) entre les matériaux mis en jeu (vidéo, scénographie, philosophie…), entre les thématiques. Théâtre et Musique sont au cœur de son identité et sa reconnaissance, en s'appuyant l'un sur l'autre pour construire de nouvelles dramaturgies. Le NTDM se propose d'accompagner Antonin-Tri Hoang dans son projet de création d'un spectacle jeune public de théâtre musical, fruit d'un travail préalable mené à la Dynamo (Pantin), notamment avec des éléments de collège et d'école élémentaire. A partir de leur univers musical, les élèves ont été invités à se questionner sur le que tous ces airs présents dans leurs esprits pouvaient signifier (Pourquoi ai-je cet air dans la tête et pas un autre ? Qui me l'a mise ? …). Un véritable atelier de construction de mélodies s'est développé en classe.
Ainsi, le NTDM accompagnerait Antonin-Tri Hoang de la manière suivante :
- Accueil des répétitions et de la création du spectacle, incluant la participation technique (personnel et matériel du NTDM)
- Coproduction du spectacle
- Accueil du spectacle pour 6 à 8 représentations (dont 4 représentations scolaires) dans le cadre

du festival Théâtre et musique Mesure pour mesure

- Accompagnement à la diffusion
- Soutien au rayonnement territorial par la mise en place de partenariat avec le Festival d'automne à Paris et le festival Marmoe (Mois des Arts à Montreuil pour l'Enfance)
- En marge de la création, le NTDM accompagnement Antonin-Tri Hoang dans la conception et mise en œuvre d'actions artistiques : atelier d'écoute proposé au public parent-enfant en marge d'une des représentations de Chewing Gum Silence, sensibilisation auprès des écoles à l'issue du spectacle, masterclass sur l'improvisation auprès du public semi-professionnel, en lien avec le Pôle sup et les Conservatoires du Territoire.

Projet de l'artiste : Diplômé du CNSMD de Paris en jazz et musique improvisées, Antonin-Tri Hoang place la mélodie au centre de ses questionnements (comment advient-elle, comment revient-elle, à quels fragments de nos mémoires est-elle reliée ?), la forme, le temps et la mélodie : autant d'interrogations pour le jeune créateur de 29 ans. Au départ de Chewing-gum Silence, il y a une réflexion sur les mélodies entêtantes, ces airs qui restent en tête, qu'on aime et qu'on déteste, contre lesquels on lutte parfois. Le sectacle musical Chewing Gum Silence propose un voyage au cœur de la mélodie. Sur scène, on trouve trois personnages, un piano, une guitare, des percussions, des instruments à vents, un synthétiseur et un amoncellement d'une centaine de boîtes en carton dont on ignore encore le contenu. Par un jeu de mise en espace du son, les trois protagonistes se déplacent sur scène, entremêlent la parole et le son de leurs instruments, et ouvrent, ferment les petites boites qui libèrent chacune une ritournelle qui lui est propre. Les boites sont comme les tiroirs de l'inconscient ou l'on enfouit les mélodies, les souvenirs d'enfance … Le spectacle veut créer ainsi un monde synesthésique ou la musique est palpable, ou les mélodies deviennent des objets qui s'assemblent dans des compositions conçues comme des jeux de constructions sonores.

Livrable : création du spectacle « Chewing Gum silence » au NTDM en novembre 2019 dans le cadre du Festival Mesure pour Mesure. Les premières représentations ont lieu en Novembre 2019, suivies d'atelier Parents-enfants. Se dérouleront aussi conjointement les restitutions de master class.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des artistes (salaires et charges sociales) (préciser les postes)	17 515,00	36,41%
Droits d’auteur	923,52	1,92%
Transport, hébergement, restauration, défraiements	1 285,48	2,67%
Communication	1 350,00	2,81%
Décors, costumes, accessoires	5 400,00	11,23%
Technique : son, lumières, vidéo, plateau..	12 137,50	25,23%
Personnel (salaires + charges sociales) (préciser les postes)	7 832,50	16,28%
Locations (préciser)	1 660,00	3,45%
Total	48 104,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	25 000,00	51,97%
Subvention Département (sollicitée)	3 000,00	6,24%
Ressources propres	12 854,00	26,72%
Autres (préciser)	7 250,00	15,07%
Total	48 104,00	100,00%

DOSSIER N° EX045453 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Aides aux structures - THÉÂTRE DES EVADÉS - JE ME SOUVIENS ... OU AMARCORD - Paul PLATEL

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures (n° 00001074)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures	51 430,00 € TTC	46,67 %	24 000,00 €
	Montant total de la subvention		24 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TH TRE DES EVAD S
Adresse administrative : 41 RUE DE REUILLY
75012 PARIS 12E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JO L SIMON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2018 - 1 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Accompagnement : Le Théâtre des évadés est une compagnie de théâtre créée en novembre 2018, elle a pour objectif la création artistique sous diverses formes dans le domaine du spectacle vivant, l'encadrement de cours et ateliers à caractère pédagogique, elle a aussi pour objet l'organisation de manifestations et d'échanges culturelles ainsi que la résidence d'accueil autour des arts. Il s'associe au Théâtres du Soleil qui s'engage également sur le projet.

L'engagement avec le Théâtre du Soleil est le suivant :
- Prêt d'une salle de répétition entre janvier 2019 et mars 2019
- Plusieurs rendez-vous sont programmés avec Ariane Mnouchkine et Charles-Henri Bradier
- Prêt de Costumes et de décor
- Mise à disposition de l'espace « cuisine » pour les pauses-repas de la compagnie

Projet de l'artiste :

Le spectacle sera porté par Paul Platel et un collectif de jeunes comédiens qui se sont rencontrés lors de

leur formation à l'école départementale du théâtre de l'Essonne. Prenant appui sur le film Amarcord de Fellini, la pièce mettra en scène le quotidien d'un village du Sud-Est de la France. Un village ou se croise des personnages dans des situations de vie précaires. La pièce questionnera comment, face à l'abandon, il leur prendra l'envie d'exprimer leur colère. L'objet de cette pièce sera de parler du sentiment d'abandon et de la précarité à travers le quotidien d'un village, chose rare au théâtre.

Livrable : Une première sortie de résidence a été présentée à l'équipe du Théâtre du Soleil en début mai 2019. Une représentation de la pièce sera faite en début d'année 2020 à la Cartoucherie de Vincennes.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des artistes (salaires et charges sociales) (préciser les postes)	15 500,00	30,14%
Droits d'auteur	300,00	0,58%
Transport, hébergement, restauration, défraiements	5 500,00	10,69%
Communication	2 200,00	4,28%
Décors, costumes, accessoires	13 475,00	26,20%
Technique : son, lumières, vidéo, plateau..	6 925,00	13,46%
Personnel (salaires + charges sociales) (préciser les postes)	1 250,00	2,43%
Prestations	500,00	0,97%
Locations (préciser)	5 780,00	11,24%
Total	51 430,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	25 000,00	48,61%
Ressources propres	3 000,00	5,83%
Autres (préciser)	23 430,00	45,56%
Total	51 430,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320

DOSSIER N° EX045538 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Aides aux structures - NE ROUGISSEZ PAS ! - LA BOHEME - Estelle HENRIOT

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures (n° 00001074)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures	46 200,00 € TTC	54,11 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NE ROUGISSEZ PAS
Adresse administrative : 66 BIS RUE MARAT
94200 IVRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame V RONIQUE ROUSSIERE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2019 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses pourront être engagées en amont.

Description :
Accompagnement : Association basée à Ivry-Sur-Seine depuis 2011, la structure est une association de créatifs qui vient d'ouvrir un nouveau lieu, la Tracterie, à la fois lieu de création, lieu de ressources culturelles et lieu de rencontre avec les habitants d'Ivry. Après avoir intégré plusieurs jeunes créatifs à son collectif, la structure souhaite faire de ce nouvel espace un lieu de résidence artistique dédié à l'émergence.
L'acompagnement de la candidate par la structure se fera sous la forme d'apport en nature, de la mise à disposition gratuite de l'atelier, de l'organisation de rencontres à partir du réseau de la structure, de la mise à disposition gratuite d'un espace d'exposition ainsi que d'un apport en industrie pendant toute la durée du projet.

Descriptif du projet : Estelle HENRIOT effectue un parcours européen pour ses études plastiques, centrées d'emblée autour du livre. Intégrée à un programme Erasmus au Camberwell College of Arts de Londres (section Book Arts), elle est ensuite Stagiaire a` l'atelier de reliure Montanari a` Bologne en Italie, avant d'obtenir un DNSEP/Master 2 Art mention Objet (livre) a` l'Ecole Supe´rieure des Arts De´coratifs de Strasbourg, et enfin un CAP Arts de la reliure de l'Acade´mie de Strasbourg en candidate libre, afin de maitriser parfaitement la chaine associée à l'objet. Parallèlement, elle mène plusieurs collaborations

(Plasticienne intervenante, Artiste-auteur et Artisan-relieur...) et est retenue pour plusieurs expositions collectives, au au Centre Pompidou en 2010, a` la galerie Central Booking a` New-York en 2014 ou a` la Monnaie de Paris en 2018.
La candidate se penche sur la nature, politique et numérique, du travail d'artiste dans le monde actuel, questionnant, en recourant parfois aux sciences humaines, le statut de l'artiste contemporain, l'invasivite´ des technologies, l'impact re´ciproque de l'individu sur son environnement. L'enjeu du projet actuel est de "devenir son propre Google" en générant des datas autogérées entièrement artisanales sur sa vie quotidienne. L'analyse de cette base de données, matière brute de la création, donnera lieu à une recherche formelle de médium et techniques de report.

Livrable : Le premier livrable se fera sous la forme d'un objet éditorial autour des premières recherches et rencontres de l'artiste. Le second livrable sera la production du premier prototype sous forme de patrons imprimés et de nuanciers. Le dernier livrable sera une exposition associée à un cycle de débat, avec présentation des éléments de recherche et la pièce principale.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des artistes (salaires et charges sociales) (préciser les postes)	29 400,00	63,64%
Droits d'auteur	500,00	1,08%
Transport, hébergement, restauration, défraiements	1 631,00	3,53%
Autres charges artistiques dépenses (préciser)	3 000,00	6,49%
Communication	2 670,00	5,78%
Technique : son, lumières, vidéo, plateau..	7 179,00	15,54%
Personnel (salaires + charges sociales) (préciser les postes)	1 500,00	3,25%
Transport, hébergement, restauration, défraiements	200,00	0,43%
Locations (préciser)	120,00	0,26%
Total	46 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	30 000,00	64,94%
Subvention Commune (sollicitée)	2 000,00	4,33%
Subvention EPCI (sollicitée)	10 000,00	21,65%
Ressources propres	4 200,00	9,09%
Total	46 200,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320

DOSSIER N° EX045550 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Aides aux structures - L'OEIL EN CASCADE - BUT GOD ISN T THAT GOOD - Colombe De Naes

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures (n° 00001074)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures	74 000,00 € HT	40,54 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'OEIL EN CASCADE
Adresse administrative : 7 RUE DE LA CONVENTION
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GA L TEICHER, Chargé de mission

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mai 2019 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Accompagnement : Créée en 1984 et installée à Montreuil, cette structure associative s'est développée autour de trois axes : la pédagogie des arts visuels, la production d'expositions d'artistes contemporains et enfin la production et l'accompagnement de projets d'artistes. C'est autour de ce troisième axe que s'inscrit ce projet. Cet accompagnement se déclinera sur les plans artistiques, administratifs et financiers. Un chargé de mission de l'association, Gaël Teicher, sera attaché au projet pour l'ensemble de sa confection et sa diffusion.
Des locaux ainsi que du materiel informatique seront mis à disposition de l'artiste. Ce partage se fera également au niveau du réseau professionnel. Enfin, la structure s'engagera financièrement dans le soutien à l'artiste en participant aux frais généraux.

Descriptif du projet : Après une année préparatoire de MANAA option MODE à l'ISAA (Institut Supe´rieur des Arts Appliqués) en 2014, Colombe DE NAES obtient une licence de STYLISTE - MODELISTE - DESIGNER TEXTILE. Parallèlement, elle travaille pour les bureaux de stylisme Martine Leherpeur et Paul Smith. Elle est lauréate du Handle Prize (PV AWARDS 2017) au salon Première Vision, l'un des plus importants dans l'univers de la Mode, pour lequel elle réalise une collection "capsule".
Projet au carrefour de la mode, de la sculpture et de la performance, elle a pour objectif l'élaboration de

"sculptures textiles" (présentées sur mannequins réels ou rigides), antithèses de la notion d'uniformes. Un projet en connexion avec des artistes de street-art, dont l'influence se ressent par les supports (plâtre, bois, pierre, béton, toile...) et une esthétique entre streetwear sophistiqué et sportswear élégant. S'y ajoutent des références à la photographie, au cinéma, à la littérature et à la poésie (japonaise, sud-américaine, géorgienne...). Le projet prévoit ainsi une résidence de 3 semaines au Japon, avec des apports en nature et en industrie.

Livrable : Principalement, une installation à partir des sculptures textiles, avec une première installation à l'Hôtel de Sauroy pendant la Fashion-week (janvier 2020). Par ailleurs, un livre d'artiste, "pièce à toucher et à regarder", dont le lancement est prévu à la librairie Zeugma à Montreuil en mars 2020. Entre les deux, sont prévus des micro-évènements, site internet, communication ciblée (réseaux sociaux, affichage de rue, invitation des partenaires...).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des artistes (salaires et charges sociales) (préciser les postes)	31 800,00	42,97%
Transport, hébergement, restauration, défraiements	5 800,00	7,84%
Autres charges artistiques dépenses (préciser)	9 100,00	12,30%
Communication	3 200,00	4,32%
Décors, costumes, accessoires	13 400,00	18,11%
Technique : son, lumières, vidéo, plateau..	2 000,00	2,70%
Personnel (salaires + charges sociales) (préciser les postes)	3 700,00	5,00%
Transport, hébergement, restauration, défraiements	5 000,00	6,76%
Total	74 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	50 000,00	67,57%
Ressources propres	21 500,00	29,05%
Autres (préciser)	2 500,00	3,38%
Total	74 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320

DOSSIER N° EX031587 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Bourses aux créateurs - MAYISSA HELMA - A LA DERIVE

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Créateurs (n° 00001075)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	22 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MAYISSA HELMA
Adresse administrative	:	7 RUE CHARLIE CHAPLIN 77200 TORCY
Statut Juridique	:	
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Le coeur du travail consiste en la réalisation d'un mini-album expérimental, multimédia et conceptuel. A travers ses six titres, cet EP est un projet introspectif, une immersion dans l'individualité.

Dates prévisionnelles : 1 mars 2019 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Projet de l'artiste : Après un DUT Métiers du Multimédia, la candidate se tourne vers la création musicale en tant que vidéaste mais aussi interprète et compositrice. Elle s'inscrit dans la vague du nouvel r'n'b' français et souhaite créer un album soul, r'n'b' et hip-hop dont la thématique principale serait l'intime.
Ce projet sera teinté de son approche pluridisciplinaire de la musique via une attention toute particulière portée à l'image.
Ce projet constituerait pour la candidate un premier pas vers la professionnalisation dans l'industrie musicale et sera l'occasion pour elle de tisser un réseau professionnel autour de son travail. Elle est d'ores et déjà entourée par une équipe de professionnels.

Accompagnement : Née à La Rochelle en 2009 et aujourd'hui francilienne, l'association À Coup d'Zik organise des évènements culturels et musicaux ayant pour objectif de diffuser l'émergence.
Cet accompagnement sera fait sur le plan technique, logistique et en terme de communication. Sera mis à disposition de la candidate le réseau Pince Oreille. Le projet de la candidate fera également partie de la programmation de la structure.

Livrable : en plus d'un premier album, la candidate souhaite créer une web-série qui reviendrait sur l'ensemble de la conception de cet album sous forme de journal vidéo. L'aboutissement de ce projet sera une soirée de lancement en île de France avec une performance live où l'artiste interpretera des

morceaux de l'album.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320

DOSSIER N° EX043529 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Bourses aux créateurs - Jeanne TRAON LOISELEUX - LE TISSU DU MONDE

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Créateurs (n° 00001075)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 22 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	JEANNE TRAON LOISELEUX
Adresse administrative	:	6 RUE BRONGNIART 92310 SEVRES
Statut Juridique	:	
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2019 - 30 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Description du projet et porteur de projet :
Après des études de lettres et de philosophie et un master 2 en cinéma, Jeanne Traon Loiseleux est une jeune cinéaste qui a déjà été primée pour plusieurs de ses courts métrages et a été soutenue par le CNC. Son projet porte sur la réalisation d'un court métrage de fiction sous forme de drame historique. Le film se déroule l'été 1960 : le philosophe Maurice Merleau-Ponty se rend alors aux pieds de la montagne Sainte-Victoire, sur les traces de Cézanne, pour y interroger la vision du peintre. Il y rédigera son dernier ouvrage, «L'œil et l'esprit », avant de mourir subitement quelques mois plus tard. C'est ce dernier été que filme la réalisatrice, en se demandant comment naît une pensée philosophique et ce que "voir" veut dire, question qu'elle s'est déjà posée dans ses précédentes réalisations. S'il est conceptuel c'est également un film incarné qu'elle souhaite réaliser. Samir Guesmi ("L'effet Aquatique"..) a déjà donné son accord pour le rôle de Merleau Ponty.
Sur les aspects techniques, la réalisatrice souhaite tourner avec des pellicules de 35 mm afin que le film fasse ressentir au spectateur cette vision des années 60, comme le travail de Franco Piavoli et Voci nel Tempo.

Description de l'accompagnateur :
L'accompagnement du projet se fait par la société de production Ellabel Productions, dirigé par Alain Bellon. Il pourra premièrement apporter un regard extérieur sur l'avancement du projet, notamment sur l'écriture. C'est un interlocuteur central pour tenter de trouver des partenariats et d'autres financements au

projet. Grâce à leur réseau, Ellabel Production offre à la cinéaste, la possibilité d'utiliser du matériel de tournage et des lieux de post-production à des coûts réduits. La production s'occupera également d'organiser des projections-débats avec le public et monter des partenariats avec des musées de peinture ou des centres culturels. Un contrat de cession de droits d'auteur a été signé entre le producteur et l'auteure-réalisatrice du film stipulant les engagements réciproques.

Description du livrable : Au terme de la bourse, en mars 2020, le court métrage qui durera entre 20 et 30 minutes sera prêt à la diffusion en cinéma ou à la télévision.

Localisation géographique :

- SEVRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

DOSSIER N° EX043857 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Bourses aux créateurs - Benoît AUBARD - HOMETOWN COMING HOME

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Créateurs (n° 00001075)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	22 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	BENO T AUBARD
Adresse administrative	:	5 ALL E DU POITOU 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY
Statut Juridique	:	
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mai 2019 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Description du projet et porteur de projet :

Diplômé des Beaux-Arts de Paris, Benoit Aubard est lauréat de plusieurs prix : Prix Agnès b. et Prix ICART Artistik Rezo.
L'artiste cherche à mettre en œuvre une captation et une restitution des "fragments de Hometown", inspirés par l'urbanisme de sa ville natale, Vélizy-Villacoublay, dans la prolongation d'une œuvre entamée il y a 5 ans. Le projet qu'il porte a pour ambition d'être une version contemporaine des boites de Marcel Duchamp ou Joseph Cornell. A l'intérieur de la boite en carton projetée, seront réunies des éditions d'artiste de différentes natures, des sérigraphies au format affiche, des livres, reproductions d'œuvres, images imprimées, album CD, ou encore une exposition virtuelle sur clé USB... L'ouverture de cette boite permettra l'accès à un univers qui se révèlera au fur et à mesure au visiteur, comme autant de pièces d'un puzzle ou d'une énigme. Ces différentes œuvres s'imbriqueront ainsi les unes avec les autres, le spectateur entrant alors dans une ville marquée de mystère, don il s'agit de découvrir ce qu'elle cache.

Description de l'accompagnateur :

Les Instants Chavirés sont depuis 1991 un lieu de diffusion pensé comme un laboratoire des musiques improvisées, expérimentales, bruitistes. Son annexe, l'ancienne brasserie Bouchoule, propose un autre regard autour des arts visuels. Ils sont impliqués dans le domaine des musiques expérimentales en diffusant et produisant des concerts, en organisant de tournées et de résidences d'artistes. La présence

des arts visuels tisse des relations entre arts sonores et visuels au sein d'un lieu de musique. Les Instants Chavirés réunissent artistes confirmés et émergents autour de 4 axes : une programmation de vidéos mensuelles, des expositions personnelles et collectives, l'accueil de projets extérieurs et plus ponctuellement, des résidences d'artistes. Ils proposent également des ateliers pédagogiques pour différents types de public.

Accompagnement proposé :

- aide à la production et à la diffusion du projet, en lien avec l'artiste Guillaume Constantin, responsable du pôle Arts visuels ;
- aide à la conception et réalisation de l'œuvre : accompagnement dans la réalisation d'une bande-son, accès à une salle d'enregistrement et à un ingénieur du son.

Description du livrable :

L'artiste souhaite rendre compte du projet sous la forme d'un multiple. Il s'agira d'une boite qui contiendra des sérigraphies format affiche (plan de ville, posters), une série de livres d'artiste, un jeu vidéo sur clé USB, une bande son éditée sur album CD. La boite serait un multiple édité à 60 exemplaires, numérotés. La présentation se fera en déployant son contenu dans l'espace sou forme d'installation, lors d'une première exposition aux Instants Chavirés, puis dans la galerie parisienne 19 côté Court.

Localisation géographique :

- VELIZY-VILLACOUBLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320

DOSSIER N° EX043860 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Bourses aux créateurs - Cynthia LEFEBVRE - JARDIN SEC

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Créateurs (n° 00001075)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	22 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CYNTHIA LEFEBVRE
Adresse administrative	:	32 RUE BICHAT 75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 mai 2019 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raiuson du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Description du projet : Diplômée de l'ENSBAP en 2018 avec les Félicitations du Jury à l'unanimité, avec une double formation initiale de céramique dans un atelier à Reims (François Lehoux) ainsi que de culture chorégraphique, Cynthia Lefebvre a déjà à son actif un certain nombre de résidences, de prix, et d'expositions collectives, avec notamment une participation à l'exposition Tesselles/Pixels au Louvre en 2018. Elle propose ici l'installation d'une série de pièces bichromatiques en volume (céramique, textile, plâtre et matériaux divers) mais aussi digitales, à partir d'une réflexion sur "l'objet de vide", inspirée par le travail récent de l'Artiste au Japon et qui questionnera la matérialité des objets et des corps. Son ancienne formation se trouve investie ici puisque l'installation a vocation à être "activée" par l'Artiste entourée de deux danseuses-chorégraphes, le corps interagissant avec l'incomplétude de l'objet. Un projet alliant des pratiques corporelles, techniques manuelles et techniques virtuelles.

Description de l'accompagnement: Les Instants Chavirés, à Montreuil, sont depuis 1991 un lieu de diffusion pensé comme un laboratoire des musiques improvisées, expérimentales, bruitistes. Son annexe propose un autre regard autour des arts visuels et sonores.
L'accompagnement prévoit :
- la mise à disposition d'espace pour la production et les répétitions de la performance avec les danseurs,
- une aide logistique à la production (mise à disposition du matériel de la structure - outils/machines -),
- l'accueil du projet dans les murs de la Brasserie Bouchoule et exposition lors de l'exposition

collective "Matériauthèque" à l'automne 2019,
- une communication sur le projet auprès de leurs partenaires et réseau,
- un soutien à la structuration administrative et juridique (Maison Des Artistes / insertion du projet dans le projet professionnel de l'artiste / aide à la gestion du budget).

Description du livrable :
- exposition de Jardin Sec aux Instants Chavirés : octobre / novembre 2019
- performances ponctuant l'exposition : octobre / novembre 2019
- rencontres publiques et ateliers pédagogiques : octobre / novembre 2019
- Présentation du film (dans le cadre de la programmation vidéo "Rien à voir" aux Instants chavirés) : mars ou avril 2020

Localisation géographique :
- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320

DOSSIER N° EX043865 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Bourses aux créateurs - Laura RIUS - LES FILLES DU FEU

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Créateurs (n° 00001075)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	22 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LAURA RIUS
Adresse administrative	:	78 RUE DE PARIS 93100 MONTREUIL
Statut Juridique	:	
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Description du projet et du porteur de projet :
Après une licence en cinéma à l'Université Sorbonne Nouvelle, Laura Rius Aran intègre la fémis en « Montage ». Elle réalise depuis 2015 de nombreuses missions dans ce domaine. Le projet qu'elle souhaite monter porte sur la réalisation d'un court métrage de docu-fiction (drame). 6 amies de lycée se retrouvent 10 ans après avoir passé des vacances dans le Sud pour leurs 16 ans. Elles profitent de la première soirée de leurs premières vacances. Et puis, tout brûle. Ce court en 16mm se veut un documentaire qui dérive lentement vers la fiction où le feu destructeur devient le feu qui brûle au cœur des adolescentes : l'enjeu de l'enquête est qu'elles rallument ce souvenir pour qu'elles puissent avancer vers l'âge adulte et faire le deuil de l'adolescence.

Description de l'accompagnateur :
« L'heure d'été est une société » de production de cinéma créée en 2018 par Ninon Chapuis, Thibault de Gantès et Lucas le Postec. Basée à Paris, elle accompagne des projets de réalisation de long et court métrage, en fiction, documentaire et animation. Après des études à la Fémis, les 3 associés cherchent à faire développer un cinéma d'auteur d'une nouvelle génération autant tourné vers la France que l'international. « L'Heure d'été » cherche à soutenir Laura Rius Aran dans cette phase de professionnalisation, sur le plan artistique, technique et financier, notamment en lui offrant un cadre de travail adéquate, ainsi qu'un réseau lui permettant d'étendre sa famille artistique. La société s'engage à garantir un suivi artistique croisé entre les trois associés producteurs.

Description du livrable : Au terme de la bourse, le film sera prêt à être projeté dans des festivals, musées, écoles, centres d'art ou d'autres manifestations culturelles.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320

DOSSIER N° EX045367 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Bourses aux créateurs - Philippe MANIEZ - DEDICATION BIG BAND

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Créateurs (n° 00001075)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	17 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	PHILIPPE MANIEZ
Adresse administrative	:	91 RUE PETIT 75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Projet de l'artiste : Le Candidat se spécialise en gestion des ensembles au CNSM de Paris. A sa sortie d'école en 2016 , il créé en tant que chef d'orchestre, le Dedication Big Band.
Le Dedication Big Band est un projet regroupant 17 jeunes musiciens de jazz et musiques improvisées, principalement issus et diplômés du CNSMD de Paris. Autour d'une résidence de plus de deux ans aux Petits Joueurs (Paris 19) qui touche maintenant à sa fin, le Dedication Big Band a créé un répertoire original pour grandes formations. La formation souhaite aujourd'hui clôturer ce projet par l'enregistrement d'un album, la réalisation de clips et l'organisation de masters classes.
Ce projet est contemporain par les thématiques politiques qu'il propose d'aborder en musique et par le choix du format physique de l'album, réalisé sans plastique.

Accompagnement : Pousse-pousse Prod est une association qui défend les intérêts des artistes par la mise en œuvre de stratégies de production innovantes et collaboratives.
Cet accompagnement résidera dans le partage de réseaux, notamment lors des coworking musiciens de Jazz. PPP est une structure administrative qui emploiera les musiciens du DBB et qui est en lien avec des bailleurs de subventions pour de futures aides à la production et aux tournées. Elle peut également assurer la production ou co-production d'événements, et la programmation lors d'événements organisés par l'association.

Livrable : D'une part ce projet découlera sur la conception, l'enregistrement, le design et l'impression d'un album téléchargeable physique réalisé sans plastique, d'une autre part un concert de sortie d'album sera

organisé au Café de la Danse en Septembre 2019, avec l'invitation des médias et programmateurs de festivals.

Localisation géographique :

- MEUDON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

DOSSIER N° EX045369 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Bourses aux créateurs - Marie-Francoise MINA - MARY MAY

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Créateurs (n° 00001075)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	22 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MARIE-FRANCOISE MINA
Adresse administrative	:	43 RUE DES ROUGES GORGES 95490 VAUREAL
Statut Juridique	:	
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 mars 2019 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Projet de l'artiste : La candidate commence jeune la guitare avant de se mettre à écrire, composer et interpréter ses propres chansons pour ensuite intégrer le Conservatoire du Val de Bièvre. Elle s'est déjà produite en solo ou en groupe en France ou à l'étranger.
Son projet puise ses inspirations dans les origines congolaises et françaises de la candidate mais aussi dans son appétence pour les musiques traditionnelles. Par l'intermédiaire de ce projet, elle souhaite redonner ses lettres de noblesse à la transmission orale et créer un pont entre sonorités classiques et musiques traditionnelles.
Cet album sera le récit personnel de son histoire, sous la perspective d'une jeune femme afro-descendante, née et élevée en Europe.

Accompagnement : Structure lauréate de la première édition de FoRTE, le Forum de Vauréal est une scène conventionnée de musiques actuelles, qui existe depuis 1994. Ses axes de travail sont la promotion de la diversité culturelle, la mise à disposition d'espaces de création adaptés à la pratique des musiques actuelles et le développement culturel du territoire.
L'accompagnement de la candidate sera administratif (aide à la structuration professionnelle), artistique, technique et financier et s'accompagnera également d'une aide à la mise en réseau et au développement des publics.

Livrable : A la fin de ces 12mois d'accompagnement Mary May aura créé un album et fait la première partie d'une tête d'affiche programmée au Forum, donné un concert de fin de résidence, 4 concerts hors

les murs et 22 dans les lycées franciliens, fait diverses interventions en lycées et donné des cours de coaching vocal pour une comédie musicale au sein de la structure.

Localisation géographique :

- VAUREAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320

DOSSIER N° EX045424 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Bourses aux créateurs - Hélène COMBAL WEISS - AURIS INCOGNITA

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Créateurs (n° 00001075)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	22 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	H L NE COMBAL WEISS
Adresse administrative	:	4 VILLA DU LYC E 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX
Statut Juridique	:	
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2019 - 1 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Description :
Artiste, réalisatrice et designer, Hélène Combal-Weiss développe depuis plusieurs années, au contact de différents artistes et scientifiques, une attention particulière à l'écoute et aux différentes expériences sensorielles qui lui sont associées.
Ce projet est un voyage dans une cavité très particulière du corps humain : l'oreille interne. C'est une œuvre expérimentale qui vise à mettre en scène des principes et des fonctionnements biologiques internes et invisibles à l'oeil nu, une « terra incognita ». Avec « Auris Incognita », elle souhaite explorer plus en profondeur comment donner à voir et à comprendre l'oreille interne, partie peu connue du corps humain, qui régit une part importante de nos perceptions quotidiennes.

Accompagnement : Houdremont, Scène conventionnée La Courneuve
La structure s'engage à mettre à disposition de l'artiste un espace de travail, l'accès à des équipements collectifs en lien avec le domaine de création, ainsi que des espaces de restitutions adaptés durant la durée de la résidence de recherche et de création en ses murs. Des moyens techniques seront mis à disposition de l'artiste dans le cadre des restitutions.
Houdremont propose également d'accompagner l'artiste lors des différentes phases du projet convoquant la rencontre avec les professionnels des arts vivants et des publics conviés à participer à des temps d'ateliers de pratique artistique et de rencontres. Ces temps seront coordonnés en lien avec l'équipe des actions auprès des publics d'Houdremont.

La communication autour du projet « Auris Incognita » sera également prise en charge par les équipes dédiées pendant la durée de la résidence à travers les supports, réseaux et partenariats requis,

notamment sur la documentation du projet et des temps de restitution ouverts aux publics.

Livrable : « Auris Incognita » prendra la forme d'une pièce performative multimédia, analogique et numérique, alliant démonstration et fabrication : éléments scéniques, acrobaties humaines, vidéos, installations mécaniques et interventions sonores. En mobilisant l'ouïe, le toucher et la vue des visiteurs, ces dispositifs viennent traduire, mimer, recréer, déployer les fonctions de l'oreille interne et de ses différents organes. Le projet se divise en 4 phases : une première de recherche et d'expérimentation (rencontres, discussions, interviews avec des experts), une seconde sera l'occasion de développer des ateliers, une troisième sera composée de temps d'écriture et d'exploration de la narration. Des ateliers avec le public se dérouleront pendant cette troisième phase. Une restitution publique est prévue pour le mois de Juillet 2020 à Houdremont, ouverte aux artistes et aux professionnels.

Localisation géographique :

- ISSY-LES-MOULINEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

DOSSIER N° EX045425 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Bourses aux créateurs - Maxime JORET - LE SILENCE DES ORGANES

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Créateurs (n° 00001075)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	22 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MAXIME JORET
Adresse administrative	:	21 RUE CURIAL 75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Description :
Chorégraphe, professeur de pole dance, danseur contemporain, Maxime Joret mène un projet sur la relation entre la douleur, le son et le mouvement.
Le projet en cours est né d'un problème au genou et du constat des expériences de l'entourage de l'artiste, de danseurs, danseuses et acrobates qui ont été ou sont encore blessés.
L'écriture chorégraphique de ce projet convoque en miroir une performance physique et une performance sonore qui synchronisent la performance acrobatique et la dimension d'effort et de douleur du danseur-acrobate. La création sonore dirigée par Raphaël Hardy se veut organique et basée sur la notion de matière.

Accompagnement :
Le CCN de Créteil accompagne le projet dans le cadre du dispositif Accueil Studio (Prêt de studio et temps de résidence), mais également par un investissement technique de leurs équipes. Le CCN leur offre aussi un soutien aux relations publiques et professionnelles (Carreau du Temple, la Ménagerie de Verre, le Cinq du 104…). Il aide à l'organisation d'ateliers pour développer le lien avec le territoire et affirmer une présence chorégraphique.
Il y aura également un ou plusieurs temps d'ouverture au public.

En coproduction, le CCN précise aussi que ce soutien est orienté vers des créations qui peuvent être présentées dans le cadre du festival Kalypso (période de novembre/décembre). La programmation du

festival s’inscrit ainsi dans le prolongement de l’accueil en résidence de compagnies, qui offre alors à l’artiste l’opportunité de diffuser cette création chorégraphique.

Livrable :
Création pour 5 interprètes et 3 barres de pole dance d'un spectacle d'une heure qui sera présenté pendant le festival Kalypso, organisé par le CCN de Créteil, en Novembre 2019. Des sorties de résidence ouvertes aux professionnels ont été organisées en Avril 2019. Des représentations en mai 2019 ont eu lieu ; Un extrait sera présenté en juin 2019 dans le cadre de l’Incubateur de Chorégraphes, organisée à la soirée des Chorégraphes au Carreau du temple. Un atelier sera prévu durant 5 mercredis soirs en mai ou en juin, avec une trentaine de danseurs amateurs. Des interventions en milieu scolaire sont prévues à la rentrée 2019, en collaboration avec des professeurs de collège.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320

DOSSIER N° EX045426 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Bourses aux créateurs - Caroline CRISTOFOLI - PROJET V QUESTIONNEMENT SUR NOTRE RAPPORT A LA VIEILLESSE

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Créateurs (n° 00001075)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	22 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CAROLINE CRISTOFOLI
Adresse administrative	:	55 BOULEVARD S RURIER 75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2018 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Description :
A partir d'un travail immersif en Ehpad, d'observation et de rencontres hebdomadaires débutées en octobre 2018, un travail d'écriture sera engagé avec les comédiens.
Le travail du corps et du mouvement sera essentiel pour exprimer les limites physiques qui peuvent être ressenties par l'état de vieillesse. Seront travaillés des témoignages bruts, de la matière transformée par des artistes vidéaste et créateur sonore. Au-delà des témoignages et des récits, l'objectif est de représenter et exprimer la vie de ces personnes en maison de retraite au travers de textes, images et mouvements, parfois concrets, absurdes ou poétiques.

Accompagnement : Anis Gras, L'autre lieu
Le Lieu de l'Autre, à Arcueil, est situé dans les espaces d'Anis Gras, ancienne distillerie du XIXème siècle réhabilitée en espace artistique et culturel.
Dans le cadre de la réalisation de "Projet V" Anis Gras mettra à disposition des espaces prévus pour accueillir de la recherche artistique, ainsi que la possibilité de faire appel à un technicien pour des questions techniques liées à la création. Prêt de matériel et mise à disposition d'un régisseur. Prise en charge de l'accueil du public, encadrement des moments d'ouvertures prévus pour les restitutions. Prise en charge de toute la communication autour du projet et mise en relation avec les partenaires et les structures culturelles. Organisation de temps de rencontre et d'ouverture aux publics. Le lieu pourra également proposer la mise en place de temps forts autour du projet comme des moments de lectures,

des débats ou des rencontres avec l'équipe artistique de "Projet V" et proposera aux artistes de participer à la création de rencontres avec des publics intergénérationnels.
D'autre part, la structure prendra en charge (apport en industrie, espaces fluides) des frais correspondants à une enveloppe de 2000 euros.

Livrable : Il s'agira d'une forme pluridisciplinaire au croisement entre du théâtre et des arts plastiques et numériques. Il s'agira d'une forme expérimentale mêlant plusieurs supports comme le théâtre, la vidéo, la photo, le son, la lumière et le mouvement. Le spectacle, d'une durée d'une heure à une heure trente, se composera d'une première partie déambulatoire exposant de la matière visuelle et sonore et d'une deuxième partie davantage théâtrale, fruit des rencontres en EHPAD. A l'issue des représentations, des rencontres seront envisagées avec différents publics. Une première sortie de résidence a été organisée le premier juin à Arcueil, une seconde aura lieu le premier septembre. Les représentations dans leur forme finale sont prévues le premier janvier et le premier février 2020.

Localisation géographique :

- ARCUEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320

DOSSIER N° EX045428 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Bourses aux créateurs - Samuel VALENSI - MELONE BLU

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Créateurs (n° 00001075)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	22 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SAMUEL VALENSI
Adresse administrative	:	11 BIS RUE DE MAUBEUGE 75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Description :
Diplômé d'HEC Paris en management Médias, Arts et Création, Samuel Valensi est un auteur, metteur en scène et producteur. Sa dernière création en court est une pièce de théâtre, un conte écologique intitulé « MELONE BLU ». La pièce traite de la complexité du problème écologique. Elle raconte l'accidentelle découverte de l'île de Melone Blu où pousse un fruit aux vertus fabuleuses. Elle décrit comment, en trois générations, la famille qui s'y installe développe une révolution agricole, industrielle, scientifique et financière pour retrouver l'inertie et la tension que nous connaissons face aux ressources. Cette approche se veut compréhensive, curieuse des mécanismes qui nous mènent aux difficultés écologiques que nous rencontrons. Il ne s'agit ni de dénoncer, ni de cliver sur un sujet où fédérer est plus que jamais nécessaire.

Accompagnement :
L'objectif de l'accompagnement de FAR (Groupe SOS Culture Association) auprès de Samuel Valensi est d'apporter de la logique entrepreneuriale dans son projet culturel et dans la gestion de sa compagnie. FAR met à disposition de l'artiste son équipe, ses experts et son écosystème. Cela lui apporte un soutien administratif et structurel. Pendant 10 mois, Samuel Valensi sera résident de FAR et bénéficiera de toutes les infrastructures que proposent le lieu : bureaux, espaces de répétitions, espaces de réunions. Des mentors seront présents pour l'aider à structurer sa compagnie, à trouver des financements et des partenaires, à apprendre à vendre son spectacle, à gérer son équipe.
Accompagnement via le réseau d'experts de FAR - Programme de 40h :

Structurer son projet de compagnie ; Financer son projet artistique ; Savoir vendre son spectacle ;Gestion de son équipe.

PROGRAMME
- Organisation de rendez-vous avec des professionnels du spectacle vivant
- Soutien à la recherche de partenaires dans le secteur de l'environnement via la branche Transition Écologique du Groupe SOS ;
- Gestion de la campagne de crowdfunding avec notre partenaire Kisskissbankbank ;
- Mise à disposition de l'espace événementiel pour l'organisation de 3 événements + soutien production & logistique :
> Evénements privés pour les partenaires, Présentation à la presse, Lecture publique / maquette du projet.
- Soutien administratif pour les demandes de subventions publiques & privées.
- Accès à une communauté d'entraide (150 entrepreneurs en résidence, plus de 300 alumnis, plus d'une centaine d'experts, et à plus d'une trentaine de services à tarifs préférentiels (par exemple : juriste, comptable, RP, etc.)

Livrable : La maquette du spectacle sera présentée en sortie de résidence devant les partenaires locaux et un public en septembre 2019 à Jouy-en-Josas (78). Une seconde sera exposée à FAR en octobre 2019 devant les partenaires. Cette maquette comprendra une lecture travaillée par les comédiens du projet, mise en musique et en son et accompagnée par la projection du travail vidéo. Il s'agira de la dernière étape de travail avant les représentations publiques du spectacle au Théâtre 13.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320

DOSSIER N° EX045440 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Bourses aux créateurs - Hugo AVIGO - LE SYNDROME DU SOMMIER

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Créateurs (n° 00001075)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	22 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	HUGO AVIGO
Adresse administrative	:	14 BIS BOULEVARD DE L'H PITAL 75005 PARIS 5E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2018 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Description du projet et porteur de projet :
Diplômé de l'école nationale supérieur des beaux-arts de Paris avec les félicitations du jury, Hugo Avigo enchaîne depuis de nombreux projets d'expositions, en France et à l'étranger. Il est notamment lauréat du Prix Jacob Epstein en 2016.
Tourné vers le design, le projet « Le syndrome du sommier » se penche sur les envies, les désirs, les doutes ou les frustrations que nous ressentons. Pour se faire, il s'attache à un objet qui a aussi la particularité d'être un espace, celui du lit. Cet ensemble a pour visée une installation au sein de l'espace industriel de l'usine Christofle, imaginée comme un parcours autour de la création de lits singuliers, alliant sculpture, conception sonore et modélisation 3D. L'objet lit est ici retenu comme « lieu commun » par excellence, condensant toute la palette des sensations, sentiments et expériences (pleurs, jouissance, fantasme, mort parfois...), invitant à la réflexion sur les notions précédemment évoquées. Au centre de l'espace, une grande sculpture représentant un visage étrange et déformé pivotera, dispositif hypnotique fournissant au spectateur une surface de projection pour ses propres sentiments.

Description de l'accompagnateur :
Manifesto est structure créatrice de projets artistiques et culturels. En encourageant le dialogue entre entreprises, artistes et territoires, la société accompagne ses clients dans une fonction créative originale et un nouveau rôle sociétal.
L'accompagnement proposé à ce projet consiste en :
- la mise à disposition de locaux et d'un lieu d'exposition au sein de l'Usine Christofle (Saint-Denis,

93) ;
- un accompagnement dans le développement de l'œuvre sur le plan du commissariat ;
- une mise en place de visites pour les associations culturelles et le public de Saint-Denis grâce à sa connaissance du territoire ;
- une aide à la visibilité du projet en l'inscrivant dans un projet culturel plus large (plusieurs événements rassemblant des créateurs de différents horizons au sein de l'usine Christofle) ;
- l'organisation de plusieurs événements tout au long de l'année pour les acteurs culturels majeurs d'Ile-de-France afin de leur faire connaître le lieu et s'assurer de leur intérêt et soutien lors des expositions.

Description du livrable :
Une présentation de l'installation sera réalisée lors de l'événement prévu par Manifesto au sein de l'usine Christofle, entre juin et août 2019. Une médiation d'importance sera également mise en place durant l'exposition afin de permettre un véritable accompagnement du public et une meilleure lisibilité de l'œuvre (différents acteurs du territoire, écoles, associations culturelles de différentes échelles).

Localisation géographique :
- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320

DOSSIER N° EX045457 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Bourses aux créateurs - Thomas PAULOT - MUNICIPALE

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Créateurs (n° 00001075)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	22 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	THOMAS PAULOT
Adresse administrative	:	111 RUE PAUL VAILLANT COUTURIER 92240 MALAKOFF
Statut Juridique	:	
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Description du projet et porteur de projet :
Thomas Paulot est initié au cinéma depuis le lycée. Il obtient un Bachelor en Fine Art à la Central Saint Martins de Londres lors duquel il développe une pratique interdisciplinaire principalement autour d'installations, de vidéos et de constructions scénographiques. Il intègre ensuite le master cinéma ECAL/HEAD durant lequel il réalise en 2018 son film de diplôme, « Le ciel des bêtes ».
Ce projet FoRTE est un essai documentaire sur une expérimentation politique. Il constitue un instrument d'enquête cherchant à multiplier les points de vue sur la création du jeu électoral. L'auteur souhaite remettre en débat les modes de représentation du politique : documentaires sur les campagnes électorales, reportages télévisés, débats contradictoires. Entre fabrication du mythe politique et prétention à restituer une image authentique, le candidat laisse une trace bien réelle, par des vidéos, des affiches, des émissions etc. Pourtant, Le candidat est autant un personnage de fiction que la personnalisation de la fiction et de la fabrication de l'image : communication, maitrise de sa propre image... Face à ce constat et les paradoxes qui l'animent, ce projet a pour objet la création d'un documentaire qui fait le pari d'utiliser la fiction pour faire apparaitre certaines situations réelles. L'effraction de la fiction, incarnée ici par un personnage imaginaire, dans la vraie vie d'une petite ville, est conçue comme un outil d'investigation documentaire.

Description de l'accompagnateur :
Pico Films est une société de production cinématographique et audiovisuelle fondée en 2010 à Paris par Penelope Bortoluzzi et Stefano Savona. Ils s'engagent à accompagner artistiquement et financièrement le

projet, notamment dans le montage des dossiers :
des demandes de soutien financier régional (Île-de-France, Grand Est), des demandes d'aides à l'écriture et au développement de différentes institutions (SCAM, SACD, CNC),
des résidences d'écriture pour développer le projet.
Ils souhaitent présenter le film au Up-coming Lab de Soleure, à l'atelier Premier Jet du festival « Première Fois » de Aix en Provence, aux rencontres professionnelles de Lussas ainsi qu'au FIDLab 2019 de Marseille.

Description du livrable : La forme finale du projet sera la réalisation d'un long métrage unitaire. Parallèlement, le film engendrera la production de différents matériaux physiques, photographiques, audios, textuels, filmiques, notamment un journal de bord numérique et une édition papier qui permettront d'aborder les sujets périphériques comme l'archivage de la trace du réel, son processus de fabrication et de diffusion. Le film sollicitera les habitants de Nouzonville via des ateliers mis en place, documentés. Le film aura vocation à être un événement culturel dans lequel les participants pourront prendre part à la production d'une édition numérique relatant leur expérience. Le livrable attestera de l'avancée du projet mais aussi de ses effets, il sera un outil de diffusion mais aussi de lien entre le milieu culturel et le territoire. Il sera un objet que pourront s'approprier les participants, grâce auquel ils pourront témoigner et créer.

Localisation géographique :

- MALAKOFF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320

DOSSIER N° EX045469 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Bourses aux créateurs - Kevin TE - LE SANG DE JEAN

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Créateurs (n° 00001075)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 22 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	KEVIN TE
Adresse administrative	:	38 RUE DU COTENTIN 75015 PARIS 15E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mai 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Description du projet et porteur de projet :
Kevin Te est un jeune réalisateur de cinéma originaire de Bondy en Seine Saint Denis. Il suit en 2018 une formation professionnalisante nommée La Résidence à la Fémis, école nationale supérieure des métiers de l'image et du son située à Paris. Il réalise dans ce cadre sa première fiction avec des moyens professionnels. Le court-métrage s'intitule « Des milliers de chansons ».
"Le sang de Jean" est un projet de docu-fiction en réalité virtuelle 360 qui suit la vie d'un jean - des étapes de sa fabrication dans les pays émergents jusqu'à son port par le consommateur dans un pays occidental. L'enjeu de ce court métrage est de sensibiliser le public au prix écologique et humain à payer pour un jean par l'immersion en réalité virtuelle. L'auteur a commencé à contacter des partenaires spécialisés dans les films en réalité virtuelle, qui pourront apporter leur expertise sur la mise en œuvre technique du projet, notamment François Klein, co-fondateur et producteur de la société Digital Rise.

Description de l'accompagnateur :
DON QUICHOTTE FILMS (anciens de la Fémis)
Don Quichotte développe et produit des films d'auteur depuis 2015, l'activité actuelle se structure majoritairement autour du court métrage. L'aide de Forte va permettre au réalisateur de suivre une formation à la création d'un projet en réalité virtuelle à l'Ina, à le défrayer pour aller à des évènements liés à son cours métrage qui vont l'aider à se faire un réseau. La structure va accompagner Kevin Té sur l'écriture du scénario, en particulier le travail sur la vision d'auteur du film et l'aspect administratif (pour la recherche de financements par exemple) et le mettre en contact avec des acteurs de la réalité virtuelle.

Description du livrable : Des séquences d'expérimentation en réalité virtuelle produites au cours du développement du projet pourront être présentées au public lors des ateliers avec les jeunes et pour la manifestation organisée par la Région Île-de-France. L'un des leaders européens de la projection publique en réalité virtuelle, la société Diversion Cinéma, rencontrée lors du dernier SATIS (salon de la technologie, de l'image et du son) est pressentie pour installer les équipements nécessaires à ces occasions.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320

DOSSIER N° EX045483 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Bourses aux créateurs - Grégoire LE MOIGNE - LE DEM - STEVE AMBER

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Créateurs (n° 00001075)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	GR GOIRE LE MOIGNE - LE DEM
Adresse administrative	:	65 BOULEVARD DAVOUT 75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont.

Description :

Description du projet : Pratiquant la batterie depuis ses 6 ans, Grégoire Le Moigne est passé par le conservatoire de Brest, une université de musicologie à Rennes, le cycle jazz du conservatoire de Rennes et un DEM Musiques Actuelles au Conservatoire à Rayonnement Régional de Paris. Il suit également une formation au booking.
Steve Amber souhaite profiter de cette bourse pour sortir un premier album. Groupe de rock psychédélique en langue anglaise, Steve Amber est composé du candidat (batteur) et de Robyn Orpwood et Frédéric Pennec, deux multi-instrumentistes autodidactes. Le groupe a sorti son premier EP en 2016 avant d'entamer une résidence à Mains d'OEuvres. STEVE AMBER est le lauréat du tremplin Guitare En Scène et finaliste du tremplin des Solidarités à Namur. En 2017 le groupe entame un accompagnement avec La CLEF à Saint-Germain-en-Laye dans le but de professionnaliser le projet. Un deuxième EP sort en 2018, celui-ci est très bien reçu par la presse. La formation dispose déjà d'un attaché de presse et de graphistes.

Accompagnement de la structure : Créée en 1984, La CLEF est l'un des lieux culturels importants sur la région, notamment dans le champ des musiques amplifiées/actuelles et est labellisée SMAC par le Ministère de la Culture. Chaque année, la CLEF accompagne plus spécifiquement une dizaine de projets artistiques via La MAD.
Steve Amber est aidé par la structure dans le cadre de ce dispositif depuis 2017 pour la
réalisation d'un album. Le soutien de la structure se traduira par l'accueil des artistes, le prêt de matériel

mais aussi un accompagnement plus large au niveau de la scène, des actions socio-culturelles, de la structuration du groupe, du management, de la communication et de la mise en place d'une stratégie globale.

Livrable : Sont prévus un album d'une dizaine de titres sorti idéalement début 2020, une release party dans une salle d'Île-de-France, des captations vidéo live avec leur chaine Youtube "From a Temple on the Hill" ainsi que des clips avec des réalisateurs extérieurs, par ailleurs un travail sur l'identité visuelle du groupe. La promotion du contenu est prévue grâce à l'attaché de presse Yann Landry.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320

DOSSIER N° EX045519 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Bourses aux créateurs - Léa GUINTRAND - ZONE D ACTION

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Créateurs (n° 00001075)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	L A GUINTRAND
Adresse administrative	:	70 RUE DOUDEAUVILLE 75018 PARIS 18E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mai 2019 - 30 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Description du projet et porteur de projet :
Diplômée des Beaux-Arts de Lyon avec les félicitations du jury, Léa Guintrand mènent de nombreux projets notamment avec la Monnaie de Paris, le Bal. Elle a également une expérience significative en tant que photographe.
S'inspirant librement du film « Le pont du Nord » de Jacques Rivette, l'artiste ambitionne la création d'une installation reprenant l'un ses thèmes de recherche, les trajets et trajectoires, qu'elle transpose en Île-de-France. Composée d'une vidéo, sous forme de plans séquence et de tirages photographiques, elle crée un jeu de piste grâce au réseau des transports. Une installation lumineuse permettra de voir simultanément et créer une tension entre photographies et vidéo. Le projet photographique part d'une collecte d'images à la façon d'un journal de bord, ré-assemblées, en hommage à la fin du film « L'éclipse » de Michelangelo Antonioni : "des lieux en attente, où les personnages ne se rencontrent finalement jamais".

Description de l'accompagnateur :
Bonjour Cinéma, association loi 1901, travaille depuis 2011 à produire, développer, diffuser et promouvoir toutes activités de création artistique en lien avec l'image et le son, principalement dans le champ de l'art contemporain. Elle se veut être un outil à la disposition des artistes pour développer leurs projets.
L'accompagnement proposé prendra la forme de :
- la mise à disposition de leurs ressources pour accompagner le développement de la vidéo et de la série de photographies de Zone d'Action, via la recherche de financements,

- la mise à disposition d’un poste de montage vidéo et de matériel photographique,
- l’accompagnement artistique tant pour la réalisation que pour la diffusion de l’ensemble de l’installation.

Description du livrable :
Des expositions sont envisagées dans différents lieux, notamment Caro Sposo, mais aussi dans la galerie Shanaynay (Paris 20e). Un compte Instagram sous le nom de Zone d’Action regroupera les avancées du projet ainsi que les rencontres et restitutions. Des rencontres seront d’ailleurs proposées, notamment par le biais de l’artistes Julien Carreyn (galerie Crève-Cœur) avec Matali Crasset, Thomas Fougeirol, Gérald Petit. Un suivi du projet sera opéré par Catherine Guiral et Brice Domingues de l’Office Abc (studio de graphisme). Une rencontre avec la maison d’édition Shelter Press basée à Rennes est également prévue. L’artiste a prévu d’organiser des interventions dans un des cours de Marie Canet à l’ENSBA de Lyon (cours d’histoire de l’art contemporain).

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320

DOSSIER N° EX045520 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Bourses aux créateurs - Naia LASSUS - THEORIE

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Créateurs (n° 00001075)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	22 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	NAIA LASSUS
Adresse administrative	:	40 RUE ALBERT THOMAS 75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Description du projet et porteur de projet :
Dans sa pratique, Naïa Combary observe le rapport que les femmes entretiennent avec leur image et leur « conditionnement ». Elle questionne l'influence des images sur leurs comportements et les éléments qui peuvent entrer en compte dans la formation de la personnalité. Le projet « Théorie » est un cycle de 3 performances, mêlant photographie, vidéo et vêtements. La jeune plasticienne, diplômée en photographie-vidéo des Arts Décoratifs de Paris (ENSAD), souhaite proposer ce cycle de 3 performances questionnant la représentation et la construction de l'identité féminine, à partir du port de vêtements spécifiques (costume masculin imprimé flammes..) générateurs d'un regard particulier de l'espace social.

Description de l'accompagnateur :
« Bright Light. Big Cities. » est un collectif composé de curateurs, médiateurs, urbanistes, photographes, musiciens, designers et vidéastes. Fort de participations et compétences différentes, son objectif est d'interroger à travers la création artistique la réalité, les perceptions et les enjeux de la ville contemporaine. Ils sont installés dans le XIe arrondissement et réalisent plusieurs expositions en collaboration avec la Galerie Düo. L'analyse de l'urbain, la découverte de nouvelles problématiques artistiques, et les potentialités d'une dynamique culturelle partagée sont les mots d'ordre de leur travail collectif.
Le collectif BLBC s'engage à mettre à disposition son réseau dans le monde de l'art contemporain. Il tient à soutenir la jeune artiste dans ses démarches de recherches de fonds, dans l'organisation de ses performances collectives en mettant à disposition une ressource humaine qualifiée. Cette aide lui

permettra de constituer des dossiers solides et d'effectuer des rencontres décisives avec des lieux partenaires de diffusion. Le collectif s'engage aussi à mettre à disposition un lieu de création collectif, le T2 situé dans le Xème arrondissement.

Description du livrable :
La performance « règle du jeu, peau, cheveux, ongle » sera présentée à l'issue de ces 10 mois de création. Sera également présenter un corpus sous forme d'exposition : ces images rassembleront les expérimentations que l'artiste mène, notamment autour du costume, ainsi que des photos, des vidéos de la deuxième performance avec toutes les femmes. Un projet d'édition sur le principe du catalogue de mode qui rassemblera les recherches, images, textes, est également en préparation. Il sera sous forme de chapitre : le choix, le temps, l'image, l'être, l'ensemble, l'étoffe, la famille.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320

DOSSIER N° EX045521 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Bourses aux créateurs - Marie-Claire Messouma MANLANBIEN - JARDIN PRIVE

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Créateurs (n° 00001075)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	22 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MARIE-CLAIRE MESSOUMA MANLANBIEN
Adresse administrative	:	MARIE-CLAIRE MANLANBIEN 77500 CHELLES
Statut Juridique	:	
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Description du projet et porteur de projet :
Diplômée d'un DNSEP à l'ENSAPC (Ecole Nationale Supérieure d'Arts de Paris Cergy) en 2016, l'artiste se décrit aujourd'hui comme une "griotte-poétesse", mettant en relation toutes les ressources du langage, de la musicalité et de la danse pour signifier et magnifier.
Ce projet de recherche et de création questionne la vêture en relation avec le genre, le féminin et le masculin, en rapport ou non avec une contrainte. L'artiste ambitionne d'approfondir cette question en menant un travail sur la thématique de la parure et de l'ornement dans des propositions de vêtures (sculptures) et de vêtements de type féminins, interrogeant ainsi leurs matériaux et leurs formes. Ce projet donnera à voir des créations de vêtures composites (sculptures de parures et d'ornements), alliant des créations sculpturales textiles, activées lors d'arrangements filmiques vidéo, des films et performances faisant intervenir la danse performée et la poésie.

Description de l'accompagnateur :
La Cité Internationale des Arts est une résidence artistique qui, depuis sa création en 1965, accueille en des artistes internationaux. Plus qu'un lieu de vie, la résidence est ouverte au dialogue entre les cultures. Les artistes y développent leurs pratiques artistiques, leurs créations et leurs recherches artistiques.
La Cité internationale des Arts s'engage à accueillir la jeune artiste au sein de son programme de résidence artistique, sous les conditions suivantes :
- mise à disposition d'ateliers-logements comportant un espace de travail et de vie meublés,
- mise à disposition de diverses aides techniques et des services suivants : ateliers de gravure et de

sérigraphie, four à céramique ;
- mise à disposition de l’auditorium pour un évènement ouvert au public.

Description du livrable :
Présentation des créations lors d'une exposition à la Cité internationale des arts à Paris, échange avec le public et présentation de la démarche artistique en décembre 2019.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320

DOSSIER N° EX045522 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Bourses aux créateurs - Jisoo YOO - MA CHAMBRE GONFLABLE

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Créateurs (n° 00001075)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	22 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	JISOO YOO
Adresse administrative	:	31 AVENUE DU G N RAL LECLERC 93500 PANTIN
Statut Juridique	:	
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2019 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Description du projet et du porteur de projet :
Artiste franco-coréenne née à Séoul, Jisoo Yoo s'intéresse aux « systèmes intérieurs » créés par ces différentes cultures, à tous les types de barrières créées par nos idées reçues et notre obsession sur les formes. « Ma chambre gonflable » est un ensemble d'installations et performances autour du thème de la chambre et de la maison, métaphores de la frontière à dimensions multiples : sociales, affectives, spatiales. L'Artiste transforme ces lieux du confort et du familier en lieux instables, fragiles, voire angoissants. L'apparente beauté et sérénité des façades créées recèle une réalité absurde et inquiétante, invitant à une rêverie sur la chute, les profondeurs, les transformations organiques et cosmiques. Plus généralement, la jeune Artiste travaille sur le sujet de la dissimulation, jouant sur le détournement et la contradiction pour créer une poésie qui interroge ce que dissimule notre quotidien.

Description de l'accompagnateur :
Le collectif « Diamètre 15 » propose une création libre et foisonnante au cœur d'un espace industriel : les halles des anciennes usines Pouchard. Les artistes investissement cette ancienne usine de tubes en acier pour expérimenter, créer, partager, chacun dans son domaine. Situé à Pantin, le lieu symbolise cette cohabitation entre l'industrie et la création, la recherche. Ce cadre unique est la base du concept : le processus créatif d'un groupe d'artistes au sein d'un même lieu, la cohabitation des différents arts pour une expérience immersive totale.

Accompagnement proposé :

L’association Diamètre 15 contribue à donner à l'artiste les conditions techniques et financières pour concevoir, écrire, achever, produire une œuvre nouvelle ou pour préparer et conduire un travail original et y associer le public dans le cadre d’une présentation. Est mis à la disposition des artistes des moyens techniques, logistiques à la création ou au travail d’expérimentation. Une implication active dans la phase de production lorsque la résidence se conclut par une présentation publique est envisagée. Pour proposer des liens entre les acteurs du quartier, les habitants de la ville et l'artiste, l’association prendra contact avec différents partenaires : La ville de Pantin, BETC, La Bellevilloise, l’Ecole de danse, Les Ateliers Hermès, Les Ateliers Chanel, le théâtre Au fil de l’eau, les écoles du quartier.

Description du livrable :

- Fabrication de la sculpture « Ma chambre gonflable » : envisagée en PVC transparent, fonctionnant avec différents meubles, apparaissant au gonflage et disparaissant incessamment le cas échéant comme un fantôme, "frontière tantôt créée tantôt détruite". Une conférence sur la recherche et l'avancement du projet est prévue aux Grandes serres de Pantin.
- Avant juin 2019, 2 expositions aux Grandes Serres de Pantin, où l’artiste réalisera une performance avec la sculpture pour la 1ère.
- Une 2e, en juin 2019, organisée avec l'aide d'Alios Développement, où l’artiste diffusera la vidéo de sa performance filmée et montrera « Ma chambre gonflable » en tant qu'installation.

Localisation géographique :

- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc150795-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-310

DU 3 JUILLET 2019

2ÈME AFFECTATION EN FAVEUR DES ORGANISMES ASSOCIÉS À L'ACTION CULTURELLE RÉGIONALE
2ÈME AFFECTATION EN FAVEUR DE PARIS REGION ENTREPRISES - COMMISSION DU FILM IDF
2ÈME AFFECTATION 2019 DOMAINE DE VILLARCEAUX

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales ;
VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU la délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016 relative à la désignation des représentants du Conseil Régional dans divers organismes ;
VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU la délibération n° CR 10-03 du 27 mars 2003 approuvant la création de l'établissement public de coopération culturelle à caractère industriel et commercial « Établissement public de coopération culturelle pour les arts de la scène et de l'image en Île-de-France » (ARCADI) ;
VU la délibération n° CP 15-105 du 29 janvier 2015 relative à l'adoption d'une convention entre la Région et l'ONDIF ;
VU la délibération n° CP 2018-409 du 19 septembre 2018 relative à la convention d'adossement des activités de la Commission du Film Ile-de-France à l'agence Paris Region entreprises ;
VU la délibération n° CP 16-340 du 12 juillet 2016 relative à l'adoption d'une convention d'objectifs et de moyen entre la Région et le FRAC ;
VU la délibération n° CP 2018-057 du 24 janvier 2018 relative à l'adoption d'une convention d'objectifs et de moyens triennale entre la Région et le Chœur Vittoria ;
VU la délibération n° CP 2019-036 du 24 janvier 2019 relative aux premières affectations 2019 en faveur des organismes associés à l'action culturelle et du domaine de Villarceaux.
VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-310 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Affectations en faveur des organismes associés

Décide d'attribuer aux organismes associés à l'action culturelle régionale le solde de la dotation de fonctionnement pour l'année 2019.

Affecte une autorisation d'engagement de 2 595 000 € disponible sur le chapitre 933 - Culture, sports et loisirs, Code fonctionnel 312 – Activités culturelles et artistiques, Programme HP 312-005 (131005) – Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue, Action 13100503 – Soutien aux organismes associés du domaine de la scène du budget 2019.

Affecte une autorisation d'engagement de 600 000 € disponible sur le chapitre 933 - Culture, sports et loisirs, Code fonctionnel 312 – Activités culturelles et artistiques, Programme HP 312-005 (131005) – Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue, Action 13100501 Soutien au spectacle vivant du budget 2019.

Affecte une autorisation d'engagement de 345 800 € disponible sur le Chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », Code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », Programme HP 312-006 (131006) « Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques », Action 13100602 « Soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine des arts plastiques » du budget 2019.

Affecte une autorisation d'engagement de 218 400 € disponible sur le Chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », Code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », Programme HP 312-009 (131009) « Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel », Action 13100903 « Soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine du cinéma » du budget 2019.

Article 2 : Approbation de la convention avec ARCADI

Approuve la convention administrative et financière conclue entre la Région Ile-de-France et ARCADI, figurant en annexe à la délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France à la signer.

Article 3 : Affectation Villarceaux

Affecte une autorisation d'engagement de 130 000 € disponible sur le Chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », Code fonctionnel 313 « Patrimoine », Programme HP 313-010 « Patrimoine régional à vocation culturelle », Action 13101005 - Patrimoine régional (Villarceaux et maison Jean Cocteau) du budget 2019.

Affecte une autorisation de programme de 100 000 € disponible chapitre 903 – Culture, sports et loisirs, Code fonctionnel 313 – Patrimoine, Programme HP 313-010 – Patrimoine régional à vocation culturelle, Action 13101003 – Aménagement des propriétés régionales (Villarceaux et maison Jean Cocteau) du budget 2019.

Article 4 : Affectation ONDIF

Affecte une autorisation de programme de 105 000 € disponible sur le Chapitre 903 - Culture, sports et loisirs, Code fonctionnel 313 - Patrimoine, Programme HP 313-010 - Patrimoine régional à vocation culturelle, Action 13101004 – Orchestre National d'Ile-de-France du budget 2019.

Article 5 : Approbation de la convention avec l'Association des Amis de Villarceaux

Approuve la convention entre la Région et l'Association des Amis de Villarceaux relative à l'animation culturelle du Domaine de Villarceaux et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

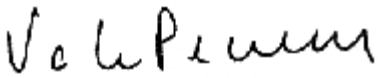
Article 6 : Approbation de la convention de partenariat pour la biodiversité au Domaine de Villarceaux

Approuve la convention entre la Région et trois apiculteurs relative à l'animation du Domaine de Villarceaux autour de l'apiculture et de la biodiversité et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

Article 7 : Approbation de la convention avec l'Association La Source Villarceaux

Approuve la convention entre la Région et l'Association La Source Villarceaux et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Convention Arcadi

Convention entre la Région Ile-de-France et l'Etablissement Public de Coopération Culturelle pour les Arts de la Scène et de l'Image en Ile-de-France (ARCADI)

Entre

La Région d'Ile-de-France, sis 2, rue Simone Veil, 93 400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération N° CP 2019-310 du 03 juillet 2019**,**
ci-après dénommée la « Région »

d'une part,

et

L'Etablissement Public de Coopération Culturelle pour les Arts de la Scène et de l'Image en Ile-de-France (ARCADI)
dont le n° SIRET est : 451 366 611 00031
dont le siège social est situé au 51 rue du Faubourg Saint-Denis – 75010 Paris,
ayant pour représentant sa Présidente, Madame Florence PORTELLI,
ci-après dénommé « l'organisme »

d'autre part,

PRÉAMBULE

La période de liquidation de l'organisme étant prolongée au-delà du 30 juin 2019, la présente convention vise à permettre à celui-ci de continuer à assumer ses dépenses de fonctionnement jusqu'à sa liquidation effective, qui interviendra par l'arrêté de liquidation de l'organisme, au plus tard d'ici le 31/12/2019.

IL A ÉTÉ CONVENU DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de permettre le fonctionnement de l'EPCC ARCADI dans le cadre de la période de liquidation, ouverte au 01/01/2019, prolongée après le 30 juin 2019 et qui s'étend jusqu'à l'arrêté de liquidation de l'organisme.

ARTICLE 2 : SOUTIEN DE LA REGION

2.1. Soutien financier

La Région s'engage à soutenir financièrement l'organisme par le versement d'une subvention globale de fonctionnement votée par l'assemblée régionale, en fonction des besoins avérés de l'organisme dans le strict cadre de la liquidation, sous réserve de l'affectation des crédits par la Commission permanente du conseil régional.

2.2. Modalités de versement de la subvention.

La subvention régionale est versée dans le respect des dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région, s'agissant d'un organisme en liquidation.

Les versements interviendront en fonction de la réalisation effective des dépenses de fonctionnement de l'organisme. Ils se feront sur présentation d'un plan de trésorerie, présentant les encaissements et décaissements de l'organisme, actualisé à la date de chaque demande d'appel de fonds. Ce plan de trésorerie devra être daté, cacheté et signé par le représentant légal de l'organisme.

La subvention régionale est imputée sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs», code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme 31005 « Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », action 13100501 « Soutien au spectacle vivant ».

ARTICLE 3 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1er juillet 2019. Elle expire à la date de l'arrêté de liquidation de l'organisme, au plus tard le 31/12/2019.

ARTICLE 4 : CONTRÔLE

L'organisme s'engage à faciliter à tout moment les contrôles notamment par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

À tout moment et sous réserve d'une information suffisante en amont, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé, en vue de vérifier l'exactitude des éléments financiers transmis (comptes annuels, situation de trésorerie et budget).

ARTICLE 5 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme. Dans ce cas, la Région lui adresse une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'organisme la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention d'objectifs et de moyens jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'organisme par la Région.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par la Commission permanente du Conseil régional.

Fait en deux exemplaires originaux à Saint-Ouen,

Le ……..…

Pour ARCADI,
La Présidente

Florence PORTELLI

Le ……..…

Pour la Région,
La Présidente du Conseil Régional
d'Île-de-France

Valérie PECRESSE

Convention Villarceaux Biodiversité

DOMAINE DE VILLARCEAUX

****

CONVENTION POUR L'INSTALLATION D'UN RUCHER LA VENTE SUR PLACE DU MIEL RECOLTE ET LA REALISATION D'ANIMATIONS A CARACTERE APICOLE

Entre :

La Région Ile-de-France ayant son siège 2, Rue Simone Veil, 93 400 SAINT-OUEN, représenté par Madame Valérie Pécresse, Présidente,
ci-après désignée par « le domaine de Villarceaux »

d'une part

et

Les apiculteurs ci-après désignés :

Michel AME, 20 allée Henri MATISSE 95520, OSNY, Tel 06 86 82 83 69, SIRET : 751 126 517 000 27, N° d'apiculteur : 9500 1455,

Don Pierre VENDASSI, 5 rue de la mairie, 95420 ARTHIES, Tel 06 09 85 25 75 - N° d'apiculteur 9500 1592

Marie-Claire VENDASSI, 5 rue de la mairie, 95420, ARTHIES, Tél. 06 20 06 57 14.

représentés par Michel AME, apiculteur référent,

D'une part ;

Il a été convenu ce qui suit.

SOMMAIRE

Article 1er objet de la convention……. 2
Article 2 – Installation du rucher…….. 2
Article 3 – Vente du miel récolté au domaine de Villarceaux…….. 2
Article 4 – Animations à mettre en place par les apiculteurs…….. 2
Article 5 – Obligations réciproques……. 3
Article 6 – Les conditions financières…… 3
Article 7 – Durée…… 3

Article 8 –
Résiliation…… 3

Article 1 – Objet de la convention

La Région Ile-de-France souhaite apporter sa contribution au développement de la biodiversité au sein du domaine de Villarceaux, site historique éco géré qu'il administre, en y accueillant un rucher et en y organisant des activités sur le thème de l'apiculture.
Les apiculteurs, cosignataires de la présente convention, répondent à cette attente par l'installation sur le domaine de Villarceaux d'un rucher comptant une vingtaine de colonies d'abeilles et en proposant des animations pouvant s'inscrire dans le plan annuel d'actions destiné au grand public organisé par la Région.

Article 2 – Installation du rucher

Les ruches seront placées, en concertation avec le domaine de Villarceaux, en un lieu éloigné des circuits de visite ou des zones d'activités afin de garantir la sécurité du public et des personnels ainsi que l'équilibre de l'éco système du parc.
Toute modification de leur emplacement devra recevoir au préalable l'accord formel du domaine de Villarceaux.
Des panneaux attirant l'attention du public sur la présence des abeilles et appelant à la prudence seront placés par les apiculteurs dans le périmètre immédiat du secteur d'installation des ruches.
L'entretien du matériel, le suivi des colonies et la surveillance sanitaire seront assurés par les apiculteurs qui procéderont également à des visites d'entretien et de contrôle de l'état général du rucher dans le respect des bonnes pratiques apicoles.
Le domaine mettra à la disposition des apiculteurs un local clos d'une surface d'environ 20 m2 pour effectuer l'extraction du miel récolté au domaine et stocker le matériel. Ce local devra disposer, au moins à proximité, d'un point d'eau et d'une alimentation électrique.

Article 3 – Vente du miel récolté au domaine de Villarceaux

Le miel récolté sera proposé à la vente par les apiculteurs à l'occasion des manifestations organisées sur le domaine à l'intention du grand public. Une étiquette d'un modèle respectant la réglementation en vigueur, faisant apparaître notamment le numéro de l'apiculteur référent, et agréé par le domaine de Villarceaux, sera apposée sur les pots, mentionnant en particulier l'origine du produit et son conditionnement à Villarceaux.

Article 4 – Animations à mettre en place par les apiculteurs

Au cours de l'année, des animations visant à valoriser l'apiculture et le rôle de l'abeille dans l'équilibre environnemental seront proposées par les apiculteurs, s'inscrivant ainsi dans le calendrier d'animations organisées par le domaine de Villarceaux et comportant notamment :

- **Initiations à l'apiculture**
  Modalités pratiques
  1. Cinq à six séances de découverte à l'apiculture seront organisées entre mai et fin août,
  2. Durée 2 heures, moitié en salle, moitié au rucher
  3. Planification intégrée à l'agenda du domaine de Villarceaux suivant disponibilité du formateur (M. AME)
  4. Participation du public aux frais, fixée annuellement afin de couvrir les charges (tenues de protection, matériels pédagogique….)
  5. Combinaisons de protection fournies par l'apiculteur
  6. Les personnes (les enfants notamment) de moins de 1,30 m sont exclues de ces initiations en raison de l'absence, sur le marché, de tenue de protection adaptée à cette taille.

Les initiations pourront être annulées par les apiculteurs si les conditions météorologiques ne permettent pas une formation dans de bonnes conditions de sécurité. Les personnes inscrites en sont informées par les apiculteurs.

- **Stand apiculture**

Un stand de vente de miel dédié aux apiculteurs de Villarceaux sera mis en place et tenu pour les principaux évènements à savoir :

1. Journées du Patrimoine Gourmand d'Ile-de-France (Journées Européennes du Patrimoine)
2. Rendez-vous au Jardin,
3. Jardin d'automne, Jardins d'Hiver,
4. Féérie de Noël.

Article 5 – Obligations réciproques – Sécurité

Le domaine de Villarceaux accordera aux apiculteurs une autorisation d'accès sur le site pour les visites d'entretien et la récolte, en tant que de besoin.
Chaque année les apiculteurs remettront au domaine une copie de leur attestation d'assurance et tiendront à la disposition du domaine et du certificateur tous les documents relatifs à l'état sanitaire des colonies d'abeilles, des traitements qui leur sont apportés et tout élément légal ou règlementaire relatif à la gestion des ruchers.
Les apiculteurs devront se conformer aux prescriptions du domaine de Villarceaux pour l'accès aux ruches et veilleront, en toute chose, à garantir la sécurité des personnes et du site lors des interventions dans le rucher. Ils devront notamment manipuler les outils et instruments liés à l'exercice de leur activité avec précaution, en respectant toutes les prescriptions règlementaires d'information et de protection des agents et du public lors de leurs interventions sur les ruchers.
Les enfumoirs, entre autre, devront être transportés et vidés avec précaution dans des récipients métalliques (seaux en métal par exemple…), réservés à cet usage, afin de prévenir d'éventuels départs de feu, notamment lors des périodes de sécheresse ou de vent fort.
Le domaine de Villarceaux étant certifié « Espace Végétal Ecologique » par ECOCERT, les apiculteurs sont des partenaires importants de la bio gestion mise en place dans le site. Ils se conformeront aux normes du cahier des charges ECOCERT dans la limite des mesures arrêtées chaque année avec les auditeurs ECOCERT, chargés du renouvellement annuel de la certification.
Le domaine autorisera les apiculteurs à communiquer avec le public dans le hall d'accueil par l'intermédiaire d'affiches ou de panneaux explicatifs de l'activité apicole et permettant la valorisation du rucher installé sur le domaine, de sa production et de l'apiculture en général. Les apiculteurs fourniront la signalétique appropriée.

Article 6 – Les conditions d'usage

Selon les usages et si la récolte le permet, les apiculteurs remettront chaque année au domaine de Villarceaux, à titre gratuit et pour chaque ruche en production, un kilogramme de miel récolté et mis en pot au domaine de Villarceaux.

Article 7 – Durée

La présente convention est conclue pour une durée à compter de la date de signature par les parties jusqu'au 31 décembre 2019. Elle est renouvelable par tacite reconduction. Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de trois mois.

Article 8 – Résiliation

En cas d'inexécution par l'une ou l'autre des parties de l'une des obligations prévues à la présente et trente jours après la présentation de la lettre recommandée avec accusé de réception de mise en

demeure d'exécuter, restée infructueuse, la présente convention sera résiliée de plein droit dans sa formalité.

Fait en trois exemplaires originaux
A Saint-Ouen, le

Pour la Région Ile-de-France

Pour les apiculteurs,

Michel AME, Apiculteur référent.

Convention Villarceaux La Source

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX

DOMAINE DE VILLARCEAUX / ASSOCIATION LA SOURCE

***

Entre

La Région Ile-de-France ayant son siège 2, Rue Simone Veil, 93 400 SAINT-OUEN, représentée par Madame Valérie Pécresse, Présidente,
Ci-dessous désignée par « le domaine de Villarceaux »

Et

L'association « La Source Villarceaux », association Loi 1901, domiciliée au sein du domaine de Villarceaux, 95 130 Chaussy, représentée par ……., Président(e),

VU

- le bail emphytéotique signé le 15 novembre 1989 entre la Fondation pour le progrès de l'Homme, propriétaire du domaine de de Villarceaux, et la Région Ile-de-France,
- la délibération du 29 janvier 2015 n° CP 2015-029 autorisant le Président du Conseil Régional à signer une convention de mise à disposition d'une partie des communs à l'association.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule :

Le domaine de Villarceaux, par son cadre historique remarquable et sa vocation culturelle indéniable apparaît, selon les termes du bail signé avec la Fondation pour le progrès de l'Homme, comme une structure d'accueil privilégiée pour le développement d'activités culturelles régionales. Dans cet esprit, la Région Ile-de-France a décidé, par délibération du 17 octobre 2002, la réhabilitation du rez-de-chaussée de l'aile droite des communs Renaissance du château en ateliers de jour pour enfants selon la démarche initiée par l'association « La Source » installée dans l'Eure à La Guéroulde. L'association « La Source Villarceaux » a pour vocation de permettre aux élèves du monde rural d'intégrer une démarche artistique et ainsi favoriser l'accès à la culture partout pour tous, en cohérence avec la politique culturelle régionale, présenté en Conseil régional dans la Communication n° CR 188-16 en septembre 2016.
« La Source Villarceaux » met à disposition des artistes et des élèves, des ateliers, du matériel et des outils. Les artistes installés en résidence pour une durée de 3 à 6 mois travaillent en ateliers avec des enfants en difficulté le mercredi et durant les vacances scolaires. La présente convention a pour objet d'organiser et d'encadrer les conditions d'accueil de l'association « La Source Villarceaux » au sein du domaine de Villarceaux et le déroulement des activités artistiques qu'elle mène en faveur des enfants de ce secteur géographique.

<u>Article 1</u> : Objet

11. Mise à disposition permanente de locaux

La Région Ile-de-France met à disposition de l'association « La Source Villarceaux » l'aile nord des communs Renaissance, situés au bas du château de Villarceaux, pour y accueillir des artistes en

résidence pour une durée de 3 à 6 mois et des enfants scolarisés ou en âge d'être scolarisés les mercredis et les vacances scolaires, afin de mener une action pédagogique autour de disciplines artistiques.
Les locaux mis à disposition sont le rez-de-chaussée de l'aile nord des communs Renaissance réhabilités et mis en conformité pour cette activité. Ces locaux se composent d'un studio d'habitation non meublé pour l'artiste ainsi que d'une réserve, 3 ateliers destinés à accueillir les enfants, une salle à manger et une cuisine. L'association « La Source Villarceaux » a également accès ponctuellement à la cour intérieure des communs du bas, dans le respect des autres activités du domaine.
Un bureau situé dans la mezzanine du bâtiment d'accueil et d'information du public est également mis à disposition pour le suivi administratif des activités de l'association.
L'accès des véhicules en dehors des parkings extérieurs réservés à cet effet est interdit à l'intérieur du château. A titre exceptionnel, les véhicules auront accès à la cour intérieure pour assurer une livraison.
L'accueil, l'encadrement et la surveillance des enfants sont placés sous la seule responsabilité de l'association. L'équipe d'encadrement et d'animation veillera particulièrement à ne pas laisser les enfants déambuler dans toutes les annexes du bâtiment des communs ni dans le reste du domaine.
Pour des raisons de sécurité, l'accès aux étangs et aux espaces boisés fragilisés par les tempêtes est strictement interdit.
Le terrain situé à l'arrière du logement des gardiens, à proximité du bâtiment d'accueil, est également mis à disposition pour les temps libres des enfants.

L'association « La Source Villarceaux » ne pourra en aucun cas exercer d'autres activités que celles prévues dans le présent article et ne pourra apporter de modifications aux locaux mis à disposition.

12. Mise à disposition temporaire de locaux

La Région Ile-de-France met à disposition de l'association « La Source Villarceaux » les communs Renaissance (aile sud), situés au bas du château de Villarceaux, pour y accueillir une exposition temporaire chaque année à une période à convenir, l'association étant chargée de monter et démonter cette exposition. Cette mise à disposition est opérée à titre gratuit.
Ces locaux consistent :

- au rez-de-chaussée : mangeoire et salle de l'escalier,
- au 1er étage (sous réserve des contraintes et consignes de sécurité précisées par le domaine de Villarceaux) : la salle du musée et de musique,
- au fond de la cour à gauche et à droite du porche : les deux granges,
- la partie est située à l'entrée de la cour.

Les ateliers du rez-de-chaussée de l'aile nord sont ouverts au public pour l'inauguration et font partie des lieux d'exposition.

Article 2 : Etat des lieux

Le rez-de-chaussée de l'aile nord des communs Renaissance a fait l'objet d'une vaste réhabilitation et d'une mise en conformité des installations pour la mise en œuvre des ateliers et l'accueil des artistes en résidence. Un état des lieux des équipements de ces locaux est dressé contradictoirement avant et après leur mise à disposition de l'association « la Source Villarceaux ».

Article 3 : Dépenses courantes

L'association « La Source Villarceaux » prendra à sa charge les dépenses relatives aux consommations courantes inhérentes à l'activité déployée : téléphonie, informatique et de manière générale toutes les dépenses liées à l'organisation et à la tenue des ateliers (frais de restauration, transports des enfants, achat de matériels et matériaux pour les enfants et les artistes, rémunération des personnels amenés à travailler pour cette activité etc …).
La Région prend à sa charge les dépenses d'eau, d'électricité et de chauffage.

Article 4 : Engagements de l'association « La Source Villarceaux »

41 : L'association « La Source Villarceaux » s'engage à respecter l'ensemble des règlements de service et de visite du domaine de Villarceaux.

42 : L'association « La Source Villarceaux » assure l'entretien régulier des locaux qui lui sont mis à disposition qui devront être tenus, en permanence, en ordre et en bon état de propreté, selon les prescriptions du domaine de Villarceaux. Aucune matière dangereuse ou inflammable ne pourra y être stockée, aucun appareil de chauffage à combustion lente ou conduits de cheminée ne pourra être utilisé, même à titre provisoire. Aucune pratique ne devra générer un risque pour l'accueil des publics et l'intervention des personnels du domaine ou des membres de l'association. L'association est responsable de tous désordres consécutifs au non-respect, par elle, des dispositions ci-dessus.

Elle est tenue d'informer sans délai la Région de tout dommage survenu à l'occasion et pendant l'utilisation des locaux et équipements mis à disposition. Elle assume tous les travaux de réparation liés à l'occupation et aux activités des ateliers.

La Région prend à sa charge tous travaux d'entretien indépendants de l'activité de l'association et devra à cette effet disposer d'un accès libre aux locaux.

43 : L'association est seule responsable des matériels déposés au sein du domaine de Villarceaux. La Région Ile-de-France se dégage de toute responsabilité en cas de détérioration, casse, vol ou autres dégâts que pourraient subir les matériels ou produits mis en dépôt par l'association « La Source Villarceaux » qui renonce à tout recours à son encontre, dans la mesure où la responsabilité ne résulte pas de la faute avérée d'un membre du personnel du domaine de Villarceaux.

44 : L'association s'engage à respecter les normes de sécurité imposées par la législation dans le cadre de ses activités, en matière de matériel, de comportement ou d'équipement de protection obligatoire. Lors de l'occupation des locaux mis à la disposition de l'association et en présence du public, elle devra veiller à laisser les issues de secours libres et déverrouillées, les blocs lumineux de signalisation des issues de secours toujours en état de fonctionnement et jamais masqués à la vue du public. Les extincteurs devront être laissés en place et d'accès libre.

45 : Toute intervention sur le réseau électrique du domaine devra faire l'objet d'une demande spécifique écrite de la part de l'association « La Source Villarceaux » : seuls les agents habilités du domaine ou un professionnel agréé par le domaine de Villarceaux pourront intervenir sur le matériel ou l'équipement du domaine.

46 : L'association s'engage à observer les remarques formulées par le domaine de Villarceaux et à y répondre dans les meilleurs délais.

Article 5 : Responsabilités et assurance

L'association « La Source Villarceaux » contracte auprès de son assurance toute garantie nécessaire à la couverture des risques liés à son utilisation des locaux et équipements mis à disposition pour les ateliers, notamment une garantie dommages aux biens, une garantie responsabilité civile ainsi qu'une garantie transport aller et retour des enfants et membres de l'association.
L'association s'engage à déclarer à son assurance les renonciations à recours contre la Région Ile-de-France :

- en cas de vol, cambriolage, vandalisme ou tout acte délictueux commis dans les locaux dans les locaux,
- en cas d'interruption dans le service des concessionnaires (électricité, téléphonie, eau etc …),
- et à produire les attestations d'assurance à la Région Ile-de-France.

En aucun cas la Région ne pourra être tenue responsable d'incidents ou accidents et sa responsabilité ne saurait être recherchée à l'occasion des activités exercées par l'association sur le domaine de Villarceaux pendant la durée de la mise à disposition des locaux prévue à l'article 1 de la présente convention.

Article 6 : Clause résolutoire

En cas de non observation des clauses de la présente convention et pour tout motif d'intérêt général, la Région se réserve le droit de résilier la présente convention sans indemnités compensatoires. Elle en informe, par lettre recommandée avec accusé réception, l'association « La Source Villarceaux » qui devra libérer les locaux après état des lieux, dans un délai à définir à l'amiable entre les parties mais n'excédant pas trois mois.

L'association « La Source Villarceaux » peut résilier la présente convention pour tout motif, elle informe la Région par lettre recommandée avec accusé réception de son intention et des modalités de son départ effectif. L'association « La Source Villarceaux » devra libérer les locaux après état des lieux, dans un délai à définir à l'amiable entre les parties mais n'excédant pas trois mois.

Article 7 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée à compter de la date de signature par les parties jusqu'au 31 janvier 2020. Elle pourra être renouvelée par reconduction expresse.

Fait en trois exemplaires originaux, à Saint-Ouen le

Le Président de l'association « La Source Villarceaux »

La Présidente de la Région Ile-de-France

Valérie Pécresse

Convention AADV

DOMAINE DE VILLARCEAUX

Convention cadre
avec l'Association des Amis De Villarceaux

****

Entre :

La Région Ile-de-France ayant son siège 2, Rue Simone Veil, 93 400 SAINT-OUEN, représentée par Madame Valérie Pécresse, Présidente,
Ci-dessous désignée par « le domaine de Villarceaux »

d'une part

Et

L'Association des Amis du domaine de Villarceaux, association loi 1901, déclarée en sous-préfecture de Pontoise le 7 mars 2008 sous le numéro 0953018199, représentée par Monsieur Patrick Monin, son président, dont le siège social est situé 13 rue du Clos de l'Isle – 95710 Chaussy, d'autre part.

Ci-dessous désignée par « AADV »

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule :

La Région Ile-de-France administre, par bail signé avec la Fondation Charles-Léopold Mayer, depuis décembre 1989, le domaine de Villarceaux, monument historique classé de 70 ha, situé dans la commune de Chaussy 95710, arrondissement de Pontoise.
Ce domaine est un site exceptionnel de l'Ile-de-France, tant par la variété des architectures présentées, que par son environnement naturel protégé (le domaine reçoit la certification « Espace Végétal écologique », délivré par ECOCERT, depuis 2012) ou par la richesse de ses collections mobilières et artistiques.
Le domaine de Villarceaux est ouvert au public et ses jardins ont reçu le label « Jardin Remarquable ». Il organise une saison culturelle variée qui contribue de manière importante à l'animation du territoire, au rayonnement du domaine et du Parc Naturel Régional du Vexin français.

L'Association des Amis du Domaine de Villarceaux (AADV), régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, a été fondée le 7 mars 2008. Elle a pour objet « en lien avec la politique de développement du site qui l'accueille » :

- d'aider à la promotion du domaine afin d'accroître sa visibilité et sa fréquentation,
- de contribuer à l'animation des lieux et à accroître son rayonnement culturel et environnemental,
- d'organiser toute action permettant de compléter les ressources du domaine afin d'enrichir ses collections et/ou sa mise en valeur en recherchant des mécènes ou des donateurs.

Toutes ses démarches et manifestations adéquates auront pour but de promouvoir le domaine de Villarceaux, son environnement et ses collections.

Depuis 2008, d'étroites relations de travail, de coopération et d'échanges lient le domaine de Villarceaux et l'AADV qui, par son action et la mobilisation de ses adhérents bénévoles, permettent une plus grande visibilité du domaine et contribuent fortement à l'animation et au rayonnement du site.

Il est donc convenu entre ces deux entités de pérenniser ces liens par une convention.

Article 1 - Objet

Dans le cadre de ses missions statutaires, l'AADV peut avoir accès, de façon régulière ou à la demande, à certains locaux du domaine de Villarceaux.
Les locaux mis-à-disposition ainsi que les conditions d'usage sont décrits en article 2 de la présente convention.

Article 2 : Conditions d'accès et d'occupation au domaine

Article 2.1 : Engagements du domaine de Villarceaux

211 : Selon ses possibilités, le domaine de villarceaux pourra mettre un (ou des) espace(s) à la disposition de l'association afin de faciliter la réalisation de ses missions telles que définies dans le préambule de la présente convention. Ces espaces seront choisis en fonction des disponibilités des lieux et de leur adéquation à l'activité de l'AADV.

212 : Le domaine de Villarceaux pourra mettre à la disposition de l'AADV, une fois par an, un local pour la tenue de son assemblée générale. Ces assemblées générales ne pourront pas se tenir lors de l'ouverture du domaine au public. Les dates des assemblées générales devront être fixées d'un commun accord entre le domaine de Villarceaux et l'AADV. Conformément aux statuts de l'Association, le conservateur du domaine, ou son représentant, assistera à l'assemblée générale de l'Association, sans toutefois participer aux votes statutaires.

213 : Le domaine de Villarceaux s'engage, au cours d'une réunion spécifique, à informer l'AADV des grandes lignes de son programme d'activité annuel, validé par la Direction de la Culture de la Région Ile-de-France. Le domaine fournira à l'AADV, dans la mesure de ses possibilités, les informations concernant la vie du domaine et les projets arrêtés par la Région pour son développement ou la conservation du site.

214 : Sous réserve d'un vote favorable de la collectivité régionale, les membres de l'Association pourront bénéficier, sur présentation de la carte d'adhérent de l'année en cours, d'une tarification préférentielle en cas d'évolution des conditions d'accès du public au domaine, notamment par la mise en place d'une billetterie payante pour les visiteurs.

Article 2.2 : Engagements de l'AADV

222 : L'AADV s'engage à respecter l'ensemble des règlements de service et de visite du domaine de Villarceaux et ne pourra accéder que dans les espaces du domaine ouverts au public et uniquement durant les heures d'ouverture du domaine. Une dérogation pourra toutefois être accordée par le domaine de Villarceaux, selon les possibilités du site et les besoins de l'association, sur demande écrite de l'AADV.

223 : L'AADV soumettra toute publication d'ouvrage ou de matériel portant sur le domaine de Villarceaux à la Direction de la Culture de la Région pour approbation.

224 : Les espaces mis à disposition devront être tenus, en permanence, en ordre et en bon état de propreté par l'association, selon les prescriptions du domaine de Villarceaux. Aucune matière dangereuse ou inflammable ne pourra y être stockée, même à titre provisoire. Aucune pratique ne devra générer un risque pour l'accueil des publics et l'intervention des personnels du domaine ou des membres de l'association.

225 : L'association est seule responsable des matériels déposés au sein du domaine de Villarceaux. La Région Ile-de-France se dégage de toute responsabilité en cas de détérioration, casse, vol ou autres dégâts que pourraient subir les matériels ou produits mis en

dépôt par l'AADV qui renonce à tout recours à son encontre, dans la mesure où la responsabilité ne résulte pas de la faute avérée d'un membre du personnel du domaine de Villarceaux.

226 : L'association s'engage à observer les remarques formulées par le domaine de Villarceaux et à y répondre dans les meilleurs délais.

Article 3 : Conditions d'organisation des manifestations par l'AADV

Article 3.1 : Toute activité de l'AADV (visite, balade, repérage, dépôt de matériel…) nécessitant la présence de ses membres au sein du domaine doit faire, préalablement, l'objet d'une information de l'Association auprès du domaine de Villarceaux.

Article 3.2 : L'AADV peut s'associer à une manifestation organisée par la Région Ile-de-France à Villarceaux ou organiser elle-même, à titre gratuit, des manifestations à caractère public afin de répondre à ses missions et à son objet.
Les projets de manifestations de l'AADV et leur calendrier devront, en début de chaque année, être soumis à l'approbation du domaine de Villarceaux. Une personne référente pour chaque manifestation, en cas d'absence du président de l'association, devra être désignée par l'AADV.
Ces manifestations pourront être annulées à tout moment par la Région Ile-de-France si les circonstances ou la sécurité du public et/ou du domaine l'exigent, sans que cela ne puisse donner lieu à indemnité.
L'organisateur s'engage à observer, durant toute la durée de la manifestation, toutes les consignes ou demandes formulées par le domaine de Villarceaux.

Article 3.3 : Deux mois et demi avant chaque manifestation, l'Association devra fournir au domaine de Villarceaux le programme de l'évènement accompagné d'un plan d'occupation des lieux, afin que celui-ci fasse parvenir aux autorités locales un dossier de sécurité à destination des services préfectoraux, dans les délais prévus, pour validation.
Un mois avant toute manifestation, l'AADV s'engage à fournir au domaine de Villarceaux, pour validation, un programme détaillé de l'évènement, comprenant ses heures précises de début et de fin, la liste des participants (exposants par exemple) accompagnée de leur numéro de téléphone, ainsi que la liste des bénévoles affectés aux tâches d'organisation et/ou de sécurité et leurs contacts.

Article 3.4 : Les agents permanents du domaine de Villarceaux ne relèvent que de l'autorité de la Région Ile-de-France. En cas de besoin particulier manifesté par l'AADV, le domaine de Villarceaux est seul habilité à autoriser le personnel à y répondre, en respectant le cadre de travail de ces agents tel que défini par la législation et la Région Ile-de-France.

Article 3.5 : L'AADV s'engage à respecter les normes de sécurité imposées par la législation lors des préparatifs de chaque manifestation, en matière de matériel, de comportement ou d'équipement de protection obligatoire. Lors de l'occupation des locaux mis à la disposition de l'association et en présence du public, elle devra veiller à laisser les issues de secours libres et déverrouillées, les blocs lumineux de signalisation des issues de secours toujours en état de fonctionnement et jamais masqués à la vue du public. Les extincteurs devront être laissés en place et d'accès libre.

Article 3.6 : Toute intervention sur le réseau électrique du domaine devra faire l'objet d'une demande spécifique écrite de la part de l'AADV : seuls les agents habilités du domaine de Villarceaux ou un professionnel agréé par le domaine pourront intervenir sur le matériel ou l'équipement du domaine. Chaque manifestation devra tenir compte de la capacité des installations électriques du domaine et l'AADV s'engage à respecter les observations techniques formulées en adaptant la manifestation aux possibilités offertes par le site.

Article 3.7 : Avant chaque manifestation, un état des lieux contradictoire devra être effectué par le domaine de Villarceaux et un représentant de l'AADV.
A l'issue de la manifestation, l'AADV s'engage à remettre en état les lieux occupés et à rendre les locaux en bon état de propreté, conformément à l'état des lieux initial.

Article 4 : Activités commerciales de l'association

Article 4.1 : L'Association ayant obtenu son agrément préfectoral « association reconnue d'utilité générale », elle est habilitée à rechercher et percevoir des fonds et des dons, afin de poursuivre les missions exposées dans son objet social. Elle délivre, en contrepartie des reçus fiscaux, conformément à la législation en vigueur.
L'AADV peut rechercher des mécènes privés ou des entreprises pouvant subventionner des acquisitions ou des travaux de restauration du site. Dans cette démarche, l'Association est soutenue par l'Administration du domaine.
Elle peut également, dans ce cadre, faire appel aux dons financiers du public afin de contribuer à la conservation des collections du domaine ou enrichir le patrimoine environnemental ou artistique du site, sur la base d'un programme annuel établi par l'Administration du domaine et validé par la Direction de la Culture de la Région Ile-de-France.

Article 4.2 : Lorsque des dons sont sollicités pour une action spécifique, celle-ci peut être présentée au public par tout moyen de communication. L'association devra, annuellement, justifier de la bonne utilisation des fonds ainsi collectés.

Article 4.3 : Les dons faits à l'AADV ayant un objet spécifique (restauration d'une œuvre, achat particulier…) approuvé par le domaine de Villarceaux, doivent être utilisés dans le respect de la volonté du donateur. L'AADV s'engage à justifier de la bonne utilisation des fonds conformément au souhait exprimé.

Article 4.4 : Toute opération à caractère commercial, destinée par l'AADV à la recherche de fonds visant à la poursuite de ses missions (vente de produits dérivés, stand de restauration légère ou de boissons – à l'exclusion de toute boisson alcoolisée -…) menée au sein du domaine devra faire l'objet d'une demande écrite d'autorisation auprès du domaine de Villarceaux qui devra approuver le spectacle envisagé et/ou les produits mis en vente.

Article 5 : Comptabilité et contrôles financiers

Article 5.1 : L'AADV tiendra une comptabilité conforme aux règles définies par le plan comptable des associations et respectera la législation fiscale et sociale propre à son activité.

Article 5.2 : L'AADV s'engage à communiquer à la Région Ile-de-France, en début d'exercice, le bilan et le compte financier de l'année approuvé par son Assemblée générale.

Article 6 : Responsabilité et assurances de l'AADV

L'AADV est responsable de tous les dommages subis ou causés au domaine de Villarceaux, dans le cadre de ses activités. Elle devra souscrire une police d'assurance auprès d'une compagnie, notoirement solvable, afin de garantir, dans le cadre de sa responsabilité civile, les dommages corporels ainsi que les dommages matériels et immatériels consécutifs, y compris le vol sur les biens mobiliers (à l'exclusion des œuvres et objets d'art faisant partie des collections du domaine et/ou de ses expositions). Une attestation d'assurance en cours de validité devra être fournie à l'Administration du domaine par l'AADV chaque année, en début d'exercice.

Article 7 : Modification – Résiliation – Litiges

Article 7.1 : Toute modification à la présente convention devra faire l'objet d'un avenant entre les signataires.

Article 7.2 : La présente convention est résiliable de plein droit en cas de dissolution de l'AADV ou de changement d'affectation du domaine de Villarceaux.

En cas de résiliation ou en fin de convention, l'AADV reprendra l'intégralité des matériels déposés à Villarceaux, y compris les stocks, sans exiger aucune indemnité.

Article 7.3 : Les parties s'engagent à s'efforcer de résoudre à l'amiable les différends pouvant naître de l'interprétation de l'exécution de la présente convention.
A défaut, les litiges seront portés devant le tribunal administratif de Paris.

Article 8 – Durée, résiliation et renouvellement

La présente convention est conclue pour une durée à compter de la date de signature par les parties jusqu'au 31 décembre 2019. Elle est renouvelable par tacite reconduction. Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de trois mois.

Fait à Saint-Ouen, le…….
En trois exemplaires originaux.

Pour la Région Ile-de-France

Pour l'Association Des Amis de Villarceaux

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc148247-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-322

DU 3 JUILLET 2019

MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME SMART RÉGION - 2ÈME TRANCHE 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017- 162 du 22 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du Conseil régional ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier, adopté par délibération CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 2018-052 du 22 novembre 2018 portant adoption du Programme Smart Région ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-322 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

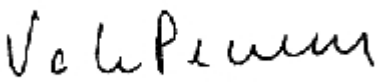
Article 1 :

Décide d'affecter une autorisation de programme de 1 500 000 € sur le Chapitre 909, « Développement économique », Code fonctionnel 92, « Recherche et innovation », Programme HP 92-009 « Smart Région, modernisation et innovation territoriale », Action 19200901 « Smart Région avenir numérique » du budget 2019, pour la mise en œuvre du programme Smart Région.

Article 2 :

Décide d'affecter une autorisation d'engagement de 800 000 € sur le Chapitre 939, « Développement économique », Code fonctionnel 92, « Recherche et innovation », Programme HP 92-009 « Smart Région, modernisation et innovation territoriale », Action 19200902 « Smart Région avenir numérique » du budget 2019, pour la mise en œuvre du programme Smart Région.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc146750-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-287

DU 3 JUILLET 2019

VERSEMENT DU SOLDE DE LA SUBVENTION RÉGIONALE À PARIS REGION ENTREPRISES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment en ses articles 107 et 108 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

VU la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 portant adoption du règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 ;

VU la délibération n° CP 11-596 du 7 juillet 2011 relative au soutien à divers organismes contribuant au développement économique et à l'emploi régional ;

VU la délibération n° CR 03-14 du 13 février 2014 relative à la mise en œuvre de la SRDEI : création de Paris Region Entreprises ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente, modifiée par délibération CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016 modifiée relative à la désignation des représentants du Conseil régional dans divers organismes ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 portant adoption du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2017-2021 ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée ;

VU la délibération n° CR 2017-37 du 10 mars 2017 relative à mise en œuvre de la stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) ;

VU la délibération n° CP 2018-409 du 19 septembre 2018 adoptant la convention d'objectifs et de moyens de Paris Region Entreprises ;

VU la délibération n° CP 2019-024 du 24 janvier 2019 relatif au soutien à Paris Region Entreprises – 1ère affectation 2019 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-287 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien à Paris Region Entreprises

Décide d'attribuer à Paris Region Entreprises le solde annuel de la subvention régionale soit 3 021 300 €.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 3 021 300 € prélevée sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-013 (191013) « Paris Région Entreprises (PRE) », action 19101301 « Paris Région Entreprises (PRE) », nature 6574 du budget régional 2019.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc146641-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-290

DU 3 JUILLET 2019

PARIS RÉGION UP - AIDES PM'UP, TP'UP ET INNOV'UP ET AUTRES DISPOSITIFS MOBILISÉS POUR LES ENTREPRISES FRANCILIENNES - 4ÈME RAPPORT POUR 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment en ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 ;

VU le règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 ;

VU le régime cadre exempté de notification n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014, modifié par règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 ;

VU le régime cadre exempté de notification N°SA 40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, tel que modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 ;

VU la communication de la Commission n°2014/C3282 du 21 mai 2014 relative à l'encadrement des aides d'État à la RDI ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment ses articles L 1511-2 et suivants du code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

VU la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 portant adoption du règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 ;

VU La délibération n° CR 69-10 du 18 novembre 2010 relative à la politique régionale en faveur de l'innovation : des structures d'accompagnement ;

VU La délibération n° CR 37-12 du 28 juin 2012 relative au soutien au parcours résidentiel du créateur d'entreprises innovantes : de l'immobilier d'entreprises exemplaire aux Ecoparcs/ Ecopoles ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente modifiée par délibération CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 105-16 du 16 juin 2016 relative aux aides régionales aux entreprises PM'up - Innov'up – TP'up – Back'up ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 portant adoption de la stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation de la Région Ile-de-France - adoption du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2017-2021 - débat sur le rapport relatif aux aides et régimes d'aides mis en œuvre en Ile-de-France ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée ;

VU la délibération n° CR 2017-101 du 19 mai 2017 relative aux actions en faveur du développement économique et de la montée en gamme des qualifications ;

VU la délibération n° CR 2017-141 du 6 juillet 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie #leader : mesures en faveur de l'entrepreneuriat, l'artisanat et le commerce ;

VU la délibération n° CP 2018-427 du 19 septembre 2018 relative au Paris Région UP - subventions PM'up, TP'up, Innov'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes ;

VU la délibération n° CP 2018-484 du 17 octobre 2018 relative au Paris Région UP - attribution des subventions PM'up, TP'up, Innov'up Proto, ajustement des modalités de TP'up ;

VU la délibération n° CP 2019-167 du 22 mai 2019 relative au Paris Région UP - aides PM'up, TP'up et Innov'up attribuées aux entreprises franciliennes ;

VU la délibération n° CP 2019-194 du 22 mai 2019 relative au soutien à l'innovation dans l'industrie ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-290 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Désignation de 24 nouveaux bénéficiaires PM'up

Décide de participer au titre du dispositif PM'up, au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant cumulé de 4 160 000 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par la délibération n° CP 2018-427 du 19 septembre 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 3 659 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400101 « PM'up » du budget 2019.

Affecte une autorisation de programme de 501 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400109 « PM'up ESS » du budget 2019.

Article 2 : Désignation de 9 nouveaux bénéficiaires TP'up

Décide de participer au titre du dispositif TP'up, au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant cumulé de 275 368 €.

Subordonne le versement des subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par la délibération n° CP 2018-427 du 19 septembre 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 191 818 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme 194002 « Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art », action 19400201 «TP'up » du budget 2019.

Affecte une autorisation d'engagement de 83 550 € disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme 194002 « Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art », action 19400202 «TP'up » du budget 2019.

Article 3 : Rectificatif des montants affectés pour 10 bénéficiaires Tp'up

Suite à une erreur matérielle, rectifie les montants affectés à 10 bénéficiaires TP'up figurant en annexe 3 de la délibération n° CP 2019-167 du 22 mai 2019. La nouvelle affectation des montants de subvention pour les 10 entreprises concernées est présentée en annexe n°3 du présent rapport. Cette modification intervient sans impact budgétaire.

Article 4 : Animation et déploiement du Paris Region Business Club

Affecte une autorisation d'engagement de 150 000 € sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP

91001 « Soutien à la création et au développement des entreprises » – action 19100102 « Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises » du budget 2019.

Article 5: Autorisation donnée à la Ville de Paris pour participer au financement de régimes d'aide régionaux

Décide d'autoriser la Ville de Paris à participer au financement des régimes d'aide régionaux « Prix », « Entrepreneuriat », « Aides pour les projets à utilité sociale », « Innov'up » et « Soutien aux lieux d'innovation ».

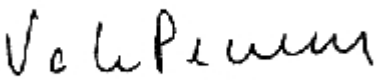
Subordonne ces autorisations à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par la délibération CR 2017-141 du 6 juillet 2017, modifiée par la délibération CP 2018-333 du 4 juillet 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 6 : Modification du Règlement d'intervention du « Fonds de soutien aux commerçants et artisans franciliens »

Modifie le règlement d'intervention relatif au « Fonds de soutien aux commerçants et artisans franciliens », adopté par délibération n° CP 2019-148, en ce que les dossiers de demandes d'aides peuvent être déposés par les professionnels jusqu'au 20 décembre 2019 auprès de la Chambre de Commerce et d'Industrie Paris Ile-de-France et la Chambre Régionale de Métiers et d'Artisanat d'Ile-de-France.

Adopte l'avenant n°1 à la convention quadripartite relative au fonds de soutien aux artisans et aux commerçants adoptée par délibération CP 2019-148 et figurant en annexe 4 à la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n° 1 : Désignation de 24 bénéficiaires PM'up

Désignation de 24 bénéficiaires PM'up

Jury du 06 Juin 2019

Raison sociale	Filière	Ville	Subvention attribuée	Date de prise en compte des dépensese	Nombre de stagiaires
AKOUSTIC ARTS	Numérique	Paris	150 000 €	30/04/2018	3
ATEMPO	Numérique	LES ULIS	173 000 €	25/04/2018	3
Boxtal	Numérique	Paris	180 000 €	15/11/2018	3
CEDRE	Autre	Argenteuil	131 000 €	28/01/2019	3
ETS CORVEE-TRABLIT	Agriculture, Agro-alimentaire et nutrition, Sylviculture	Morangis	250 000 €	03/08/2018	3
EVERDATA	Numérique	MONTIGNY LE BRETONNEUX	180 000 €	21/12/2018	3
FORNELLS	Autre	NANGIS	250 000 €	29/10/2018	3
IGNITION PROGRAM	Numérique	PARIS	200 000 €	09/09/2018	3
JCP	Autre	WISSOUS	175 000 €	20/12/2018	3
Linkurious	Numérique	Montreuil	195 000 €	23/11/2018	3
LITTLE WORKER	Numérique	Paris	190 000 €	03/12/2018	3
Lulu dans ma rue	Autre	PARIS	100 000 €	07/11/2018	2
MONSPECIALISTEAUTO.COM	Numérique	PUTEAUX	50 000 €	12/03/2019	2
PERJES SAS	Autre	CROISSY BEAUBOURG	250 000 €	18/12/2018	3
PLANETE SESAME 92	Autre	NANTERRE	150 000 €	29/10/2018	3
PROTEC INDUSTRIE SAS	Autre	BEZONS	250 000 €	19/10/2018	3
Rocket Marketing	Numérique	Montrouge	180 000 €	29/01/2019	3
SAS SUPAMONKS	Numérique	ARCUEIL	180 000 €	05/03/2019	3
SCIBIDS TECHNOLOGY	Numérique	PARIS	180 000 €	08/02/2019	3
TERAO	Région - Ville durable et intelligente	PARIS	180 000 €	27/11/2018	3
TERRA	Région - Ville durable et intelligente	PARIS	120 000 €	29/01/2019	3
TestWe	Numérique	Paris	145 000 €	01/02/2019	3

THE CODING MACHINE	Numérique	Paris	170 000 €	17/01/2019	3
UNIVR SARL	Numérique	Paris	131 000 €	21/07/2018	3

Annexe n° 2 : Désignation de 9 bénéficiaires TP'up

Désignation de 9 bénéficiaires TP'up

Raison sociale	Filière	Ville	Fonctionnement	Investissement	Total subvention attribuée	Date de prise en compte des dépenses	Nombre de stagiaires
DEEPGRAY VISION	Autre	CHATOU	10 000 €	15 000 €	25 000 €	07/01/2019	2
BERESFORD	Autre	BRIIS-SOUS-FORGES	12 900 €	3 000 €	15 900 €	15/01/2019	1
4DCELL	Santé	PARIS 11E ARRONDISSEMENT	- €	53 768 €	53 768 €	22/03/2019	2
TERRAMOKA	agriculture, agro-alimentaire et nutrition, sylviculture	CLAMART	4 400 €	20 600 €	25 000 €	22/03/2019	2
DAAN TECHNOLOGIES SAS	Autre	MONTREUIL	2 000 €	23 000 €	25 000 €	01/04/2019	2
ATELIER PARISIEN D'HORLOGERIE	Autre	PARIS 9E ARRONDISSEMENT	- €	27 400 €	27 400 €	04/04/2019	2
GRAPHIPLUS	Autre	BOULOGNE-BILLANCOURT	25 000 €	8 100 €	33 100 €	05/05/2019	2
SAS ORTILAME	Numérique	BOULOGNE-BILLANCOURT	4 250 €	19 950 €	24 200 €	17/05/2019	2
PASSEMENTERIE VERRIER PARIS	Autre	PARIS 20E ARRONDISSEMENT	25 000 €	21 000 €	46 000 €	29/05/2019	2

Annexe n° 3 : Rectificatif des affectations TP'up de la CP 2019-167

Rectificatif des montants affectés à 10 bénéficiaires TP'up à la CP 2019-167 du 22 mai 2019

raison sociale	Filière	ville	Ventilation subvention investissement	Ventilation subvention fonctionnement	total	date de prise en compte des dépenses	Engagement stagiaire
PRIM SAVEUR	agriculture, agro-alimentaire et nutrition, sylviculture	BOISSY L'AILLERIE	29 700 €		29 700 €	13/08/2018	2
RESSORTS GEFI	autre	NEMOURS	31 110 €	3 860 €	34 970 €	10/09/2018	2
BPART-CONSULTING	autre	PARIS 15	8 360 €	16 950 €	25 310 €	06/11/2018	2
EARLYTIME	numérique	LOUVECIENNES	5 000 €	20 000 €	25 000 €	19/11/2018	2
CAD.42 SERVICES SAS	numérique	PARIS 8	24 000 €		24 000 €	09/12/2018	2
OUICHEF SAS	agriculture, agro-alimentaire et nutrition, sylviculture	PARIS 11	4 500 €	25 000 €	29 500 €	03/01/2019	2
AU DUC DE CLAYE	agriculture, agro-alimentaire et nutrition, sylviculture	CLAYE-SOUILLY	41 350 €		41 350 €	22/01/2019	2
YAMINA SARL	tourisme/sports/loisirs	MONTREUIL	6 660 €	12 500 €	19 160 €	01/02/2019	1
BISCUITERIE DE LA VALLEE DE CHEVREUSE	agriculture, agro-alimentaire et nutrition, sylviculture	LES ESSARTS-LE-ROI	6 750 €		6 750 €	15/02/2019	1
ARCHIDECO	autre	NEUILLY-PLAISANCE	18 000 €	10 000 €	28 000 €	22/02/2019	2

Annexe n° 4 : Avenant n° 1 à la convention du Fonds de soutien aux commerçants et artisans franciliens

Avenant n°1 à la convention de Fonds de soutien aux commerçants et artisans franciliens

Entre :

- **la Région Ile-de-France**, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93 400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Mme Valérie PECRESSE, dûment habilitée à cet effet par la délibération de la Commission permanente du Conseil régional n° CP 2019-148, en date du 19 mars 2019,
  ci-après dénommée la « **Région** »

- **la Ville de Paris**, dont le siège est situé place de l'Hôtel de Ville, 75 004 Paris, représentée par sa Maire, Mme Anne HIDALGO, dûment habilitée à cet effet par la délibération du Conseil municipal n°XXX, en date du XX/XX/XXXX,
  ci-après dénommée la « **Ville de Paris** »

- **la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Ile-de-France,** dont le siège est 27 avenue de Friedland, 75 008 Paris, identifié sous le n° X RCS X, représentée par M. Didier KLING, Président,
  ci-après dénommée la « **CCI PIdF** »,

- **la Chambre régionale de Métiers et d'Artisanat de l'Ile-de-France**, dont le siège est 1 boulevard de la Madeleine, 75 009 paris, identifié sous le n° X RCS X, représentée par M. Laurent MUNEROT, Président,
  ci-après dénommée la « **CRMA IdF** »,

Vu le règlement *de minimis*, (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides *de minimis*,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment ses articles L 1511-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée,

Vu la délibération de la commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France n° CP 2019-148 en date du 19 mars 2019 approuvant la présente convention,

Vu la délibération du Conseil municipal de la Ville de Paris n°XXX en date du XX/XX/XXXX approuvant la présente convention,

Vu la délibération du conseil d'administration de la CCI PIdF en date du XXX approuvant la présente convention,

Vu la délibération du conseil d'administration de la CRMA IdF en date du XXX, approuvant la présente convention.

Les sous-articles et articles ci-après remplacent ceux de la convention initiale.

AU SEIN DE L'ARTICLE 3 :

3.2.1. Nature du processus de sélection

Les bénéficiaires potentiels pourront être informés par courrier de la Région, de la Ville de Paris et par leurs contacts « terrains » des chambres consulaires. Cette information sera coordonnée entre les signataires de la présente convention. La sélection des bénéficiaires s'opèrera par ordre d'arrivée des dossiers dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt ouvert pour une période de 9 mois (20 mars au 20 décembre 2019), conformément à l'article 5 de la présente convention. Les décisions se prennent au sein du comité de sélection régional prévu par l'article 4.2.

ARTICLE 5

Le processus de sélection est le suivant :

1. **Réception des projets** : les dossiers de demande d'aides peuvent être déposés par les professionnels du 20 mars au 20 décembre 2019 auprès de la CCI PIdF et la CRMA IdF, sous format papier ou dématérialisé.

2. **Présélection** : par ordre d'arrivée des dossiers, la CCI PIdF ou la CRMA IdF se prononcent dans un délai de 5 jours sur l'éligibilité ou pas du projet à partir du dossier réceptionné, et informent le dépositaire par courrier ou courriel.
   L'artisan ou le commerçant attendant des justificatifs de la part de son assureur peut déposer son dossier et le compléter ultérieurement (dans un délai maximum de 2 mois). Le dossier est instruit au moment où il est déclaré complet.

3. **Instruction** : l'instruction des dossiers est conduite par la CCI PIdF ou la CRMA IdF dans un délai maximal de 10 jours suivant la réception du dossier.

   Pendant l'instruction, la CCI PIdF et la CRMA IdF sont chargées de :

- Proposer l'attribution d'une subvention de 1 000 €, 2 000 €, 3 000 €, 4 000 €, 5 000 €, 6 000 € ou 7 000 € sur la base du constat d'un reste à charge d'un montant au moins équivalent au montant d'aide envisagé découlant de dommages matériels ayant touché le lieu de vente ou d'activité des commerçants et artisans, justifié par des factures non prises en charge pour tout ou partie par les assureurs, ainsi que le montant d'éventuelles franchises restant à la charge des intéressés intervenant dans le cadre de leur contrat d'assurance.

4. **Présentation au comité de sélection régional** : à l'issue de l'instruction, la CCI PIdF ou la CRMA IdF présente son instruction et sa proposition de soutien lors d'une réunion du comité de sélection régional qui se tient chaque quinzaine (comité dématérialisé possible). Les décisions doivent faire l'objet d'un avis motivé.

   La CCI PIdF et la CRMA IdF tiennent à disposition des représentants de la Région et de la Ville de Paris les documents constitutifs des dossiers déposés.
   Le comité de sélection régional peut demander à auditionner les porteurs de projets.

5. **Décision** : le comité de sélection régional sélectionne les projets qui seront financés dans le cadre du fonds de soutien et détermine les subventions attribuées. La CCI PIdF et la CRMA IdF transmettent à la Région et à la Ville de Paris la liste et les coordonnées des bénéficiaires afin d'établir les lettres de notification. En cas de refus, la CCI PIdF et la CRMA IdF informent le demandeur par courrier ou mail dans un délai de 10 jours. La Région et la Ville de Paris doivent être tenue informées des décisions de refus avant leur notification au bénéficiaire.

6. **Notification :** sur la base de la décision du comité de sélection régional, la Région et la Ville de Paris adressent sous double timbre une lettre de notification conjointe informant le bénéficiaire de l'aide attribuée, précisant le montant respectivement attribué par la Région et la Ville de Paris. La signature du courrier de notification interviendra dans les meilleurs délais à compter de la réception du modèle proposé par la CCI et la CRMA.

Fait à Paris, le

En 4 exemplaires originaux

La Présidente du Conseil régional	La Maire de Paris
Valérie PECRESSE	Anne HIDALGO

Le Président de la Chambre Régionale de Métiers et d'Artisanat d'Ile-de-France

Laurent MUNEROT

Le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Paris Ile-de-France

Didier KLING

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc148343-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-266

DU 3 JUILLET 2019

PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ ET AUTRES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Traité instituant la Communauté européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et publié au JO L 352/1 du 24 décembre 2013 ;

VU le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité publié au JOUE le 26 juin 2014 au numéro L 187/1 modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 ;

VU le régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la commission européenne le 17 juin 2014 modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 ;

VU le régime cadre exempté de notification N°SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014, modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE le 26 juin 2017 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code de commerce ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la délibération n° CR 63-07 du 27 septembre 2007 relative au règlement d'intervention régional « Emploi et filières » ;

VU la délibération n°CR 69-10 du 18 novembre 2010 relative à l'adoption de la politique régionale en faveur de l'innovation : les structures d'accompagnement ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CP 16-348 du 12 juillet 2016 relative aux clusters et notamment à sa convention-type ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 relative à l'adoption du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2017-2021 ;

VU la délibération n° CR 2017-101 du 8 mars 2017 relative à l'affectation pour la mise en œuvre de la politique contractuelle en faveur des territoires urbains ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU la délibération n° CR 2017-37 du 10 mars 2017 relative à mise en œuvre de la stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) ;

VU la délibération n° CR 2017-127 du 6 juillet 2017 adoptant une politique stratégique en faveur du design en Ile-de-France pour favoriser l'innovation et la croissance des entreprises ;

VU la délibération n° CR 2017-130 du 6 juillet 2017 portant adoption de la Stratégie Smart Industrie 2017-2021 ;

VU la délibération n° CR 2017-141 du 6 juillet 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie # Leader : mesures en faveur de l'entreprenariat, l'artisanat et le commerce ;

VU La délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du Conseil Régional ;

VU la délibération n°CP 2017-583 du 22 novembre 2017 mise en œuvre de la stratégie leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) relative au soutien au cluster Security Systems Valley ;

VU la délibération CP 2017-586 du 22 novembre 2017 mise en œuvre de la stratégie leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) : - soutien à l'entrepreneuriat, - soutien à l'insertion par l'activité économique, - soutien à l'emploi ;

VU la délibération n° CP 2017-599 du 22 novembre 2017 relative à l'adoption de la convention type relative au financement des évènements « Paris Region Smart Weeks » ;

VU la délibération n° CP 2018-139 du 16 mars 2018 relative à « l'Entreprenariat et aux autres actions économiques » ;

VU la délibération n° CP 2018-383 du 19 septembre 2018 relative à l'aménagement numérique et aux actions en faveur du développement économique ;

VU le budget de la région d'Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-266 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien aux pôles de compétitivité

Approuve la convention type d'objectifs et de moyens jointe en annexe à la délibération.

Décide de participer, pour tout le territoire d'Ile-de-France, au titre du dispositif « de soutien aux structures d'interface et d'appui à l'innovation », au financement des projets 2019 des pôles de compétitivité détaillés dans les fiches projets et annexes à la convention en annexe 1 de la présente délibération, et à ce titre, à l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 2 662 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de convention types conforme à la convention type jointe en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 2 662 000 € disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », programme HP 92005 (192005) « Soutien aux pôles de compétitivité », action 19200501 « Gouvernance des pôles de compétitivité », nature 657 du budget 2019.

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

Article 2 : ***Convention de Partenariat Paris Region AI for Industry Challenge 2019***

Approuve la convention de partenariat relative à l'organisation du Paris Region AI for Industry Challenge 2019 jointe en annexe 3 et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Article 3 : Soutien aux Paris Region Smart Weeks 2019

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien aux évènements et manifestations dans les domaines des contenus numériques de l'internet et du multimédia », au financement des projets détaillés dans les fiches projets en annexe 4 de la présente délibération, par attribution de subvention d'un montant maximum prévisionnel déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention type conforme à la convention adoptée par le CP 2017-599 en date du 22 novembre 2017 et autorise la présidente du Conseil Régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 100 000 € disponible sur le chapitre budgétaire 935 « Aménagement du territoire », code fonctionnel 56 « Technologies de l'information et de la communication », programme HP 56-001 « Aide au développement du territoire numérique », action 15600104 « Evènements et acteurs numériques », du budget 2019.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions aux bénéficiaires, à compter du 12 septembre 2018, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération CR 01-16 du 22 janvier 2016.

Article 4 : Soutien au projet MRO Lab d'Air France KLM

Décide de participer au titre du dispositif Lieux d'Innovation au financement de la création du MRO Lab d'Air France KLM, tel que décrit en annexe 5, par l'attribution de deux subventions d'un montant de 112 500 € pour la création du MRO Lab et de 170 000 € pour la création du MRO Lab Factory.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par la délibération n° CP 2018-383 du 19 septembre 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 282 500 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 92 « Recherche et innovation », programme HP 92-002 « Soutien à l'innovation », action 19200208 « Incubateurs, grands lieux d'innovation » du budget 2019.

Autorise la prise en compte de dépenses éligibles à l'attribution de subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiqué dans la fiche projet en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17 alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 5 : Veille stratégique « Filières et technologies clés »

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant prévisionnel de 25 000 € au titre d'un marché public de conseil et d'appui à la mise en place et au déploiement, à titre expérimental, d'une veille stratégique sur les filières et technologies clés.

Cette autorisation d'engagement sera prélevée sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation», programme HP 92-002 « Soutien à l'innovation », action 19200207 «Evaluation, études et promotion » du budget régional 2019.

Article 6 : Renforcer l'intégration du design auprès des entreprises et l'attractivité de l'Ile-de-France en matière de design

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant prévisionnel de 28 000 € au titre d'un marché public de création d'un document de promotion du design francilien.

Cette autorisation d'engagement sera prélevée sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, Artisanat, Commerce et autres services », programme HP 94001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400103 « Soutien aux entreprises et aux filières prioritaires », du budget régional 2019.

Article 7 : Avenant à la convention Security Systems Valley

Approuve l'avenant à la convention n°17015263, entre la Région Île-de-France et l'association Security Systems Valley, relative au soutien à ce cluster, adoptée par la délibération n°CP 2017-583 du 22 novembre 2017, en annexe 6 à la présente délibération.

Subordonne le versement des subventions à la signature de cet avenant et autorise la présidente du Conseil Régional d'Île-de-France à le signer.

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter 1er octobre 2017, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Fiches projets des pôles

Annexe 1 : Fiches projet des 6 pôles de compétitivité

DOSSIER N° 19004092 - SOUTIEN 2019 - POLE ASTECH PARIS REGION

Dispositif : Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité (n° 00000304)
Délibération Cadre : CR69-10 du 18/11/2010
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192005-400
Action : 19200501- Gouvernance des pôles de compétitivité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	646 513,00 € HT	37,12 %	242 000,00 €
	Montant total de la subvention		242 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ASTECH PARIS REGION
Adresse administrative : 1 ALLEE DE BRUXELLES 93350 LE BOURGET
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur RÉMI DE BADTS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Subvention de fonctionnement pour l'année 2019.

Description :
ASTech est le pôle de compétitivité francilien qui fédère la filière aéronautique-spatial-défense (« ASD ») francilienne. Celle-ci représente plus de 2000 établissements et près de 105 000 salariés, soit 22% de l'emploi industriel en Île-de-France. La Région pèse pour 28% de la filière ASD nationale et est par conséquent la première Région aéronautique de France.

Ce partenariat entre le pôle et la Région se concrétise par la réalisation de trois missions socles (précisées ci-dessous), communes à l'ensemble des pôles, détaillées en annexe de la convention auxquelles s'ajoute des missions spécifiques qui permettent d'adapter le soutien régional aux spécificités de chaque pôles :
- Etre un relai des politiques régionales auprès des acteurs de leur filière
- Suivre les projets stratégiques des lauréats des aides PIA et des grands projets
- Jouer un rôle d'alerte auprès de la Région sur les projets des acteurs de la filière.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

- Régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 – catégorie Pôles d'Innovation

Les dépenses liées à la réalisation des objectifs 2 et 3 sont considérées hors d'Etat pour un montant de subvention estimé à 15 000 euros en 2019.

Présentation du plan d'actions et d'objectifs ASTech 2019

Objectifs généraux	Objectifs stratégiques (niveau 2)	Actions	Indicateurs
Etre un relai des politiques régionales auprès des acteurs de leur filière	Promouvoir les aides de la gamme Up et les dispositifs régionaux ciblant les membres du pôle et l'émergence de projets innovants	Communiquer, sensibiliser et orienter (via les newsletters, l'événementiel du pôle et les rencontres avec les membres/prospects) les entreprises de son écosystème aux différentes aides et dispositifs régionaux (Pack IA, Industrie,...)	- événements promouvant les aides et dispositifs régionaux (nombre, participants mobilisés, présence stand dédié région) - Aerospace Days **(400 Pax)** - Paris Space week **(500 Pax)** - SIAE **(100 PME accompagnées)** - newsletter, communication électronique mentionnant les aides et dispositifs régionaux (présence logo,...) - E-news RetD mensuelle **(10/an)**
		Favoriser l'émergence de projets d'innovations susceptibles de candidater aux guichets régionaux up' et grands projets ?	- organisation d'atelier et d'échanges thématiques pour présenter les aides ou faire émerger des projets sur une thématique (techno/marché) -Relai spécifique sur les dispositifs régionaux **(5 par an)** - Ateliers et conférences **(8 ateliers - 8-10 PME dont 5PME identifiées pour être accompagnées avec le pack IA de la région)** - nb projets déposés / retenus par les membres du pôle : **5**
		Concernant « Innov'up expé » : Contribuer à l'émergence de projets d'expérimentations sur leurs thématiques	- nb de terrain identifiés et mobilisés pour une expérimentation : **6** - nb de dossiers d'expérimentations déposés par le pôle / retenus : **4** - nb de matching réalisés "Solution-Terrain" : **4**
	Contribuer à l'animation de l'écosystème de filières prioritaires et verticales technologiques régionales	Appuyer la Région dans l'organisation d'assises / évènements annuels rassemblant les écosystèmes (verticales technologiques ou filière)	- nb d'événements : **selon rythme de la région** - participants : **au moins 5 de la filière aéro par évenement**
		Organiser, en lien avec la Région, des Challenges en détectant des besoins technologiques nécessitant le développement de solutions nouvelles	- Mobilisation de grands comptes pour les challenges : **3 Forums Grands Groupes par an (Référents membres et séminaire annuel PME)**
			- Organisation de challenges en coopération avec les pôles franciliens pour faire émerger des projets innovants : - Forum sur l'IA - Evenements visant a identifier des projets en coopération avec Systématic et le Cluster Drone Paris Region pour proposer des applications dans le cadre des JO2024 - Mobilisation de start-up : **3-4 par évenement en lien avec la filière**
		Proposer des actions interpoles avec une coordination avec le pôle Y sur les thématiques G et Z.	- événement interpôle sur thématique Auto/Aéro - projets d'innovation structurants / retenus issus de l'interpôle

Objectifs généraux	Objectifs stratégiques (niveau 2)	Actions	Indicateurs
Suivre les projets stratégiques des lauréats des aides Leader PIA, Innov'up Expé et des grands projets		Assurer un suivi opérationnel (estimé à 2 jours par projets) des lauréats des aides PIA, Innov'up Expé et des grands projets	- nb projets suivis : **3**
		Transmettre à la Région des point d'étapes et bilan de l'avancement des projets (1 par an a minima par projet)	- point d'étape et bilan transmis
		Organiser, avec les services régionaux, des réunions de suivi de portefeuilles des entreprises suivies afin d'échanger de façon qualitative sur l'état d'avancement et les orientations possibles du dirigeant à l'issue du projet.	
Jouer un rôle d'alerte auprès de la Région sur les projets des acteurs de la filière		Transmettre, a minima de façon bimensuelle, à la Région des notes d'informations et d'alertes sur les acteurs de la filière.	

Missions spécifiques 2019 :

Objectifs généraux	Objectifs stratégiques (niveau 2)	Actions	Indicateurs
Projet 4,0 Usine du Futur AIRBUS DS	Accompagner AIBUS DS dans le sourcing de PME innovantes qui peuvent apporter des innovations de rupture dans le déploiement de son Usine du futur a Elancourt	Coordonner les poles franciliens autour de la recherche d'AIRBUS DS pour identifier des PME innovantes pouvant apporter des solutions pour favoriser le passage à l'industrie 4,0 de l'usine d'Elancourt - Constitution d'un comité de coordination au sein des pôles (ASTech) - Identification des sujets attendus de la part des PME (le comité de coordination) - Organisation d'un Forum, networking (ASTech) - Sélection des PME (le comité de coordination) - Pitch auprès de Space Equipement (l'intégrateur)	Identifier des PME innovantes sur la thématique Industrie du fur : **5**
Animation et développement d'une filière spatial en IDF	Il s'agit de développer l'écosystème du spatial en Ile-de-France, tant pour les acteurs du NewSpace que pour les acteurs déjà présents sur le secteur et qui doivent maintenir leur compétitivité.	Favoriser l'émergence de projets d'innovations susceptibles de candidater aux guichets régionaux up' et grands projets ?	- ESA BIC Nord France : 3 start-up franciliennes incubées par an - Booster Seine espace : 2 2 projets labelisés par an impliquants au moins une PME francilienne

BUDGET PREVISIONNEL DU POLE ASTECH

Période : 1er Janvier 2019 - 31 Décembre 2019

DEPENSES		BP 2019 HT	en %
Salaires et charges		*266 710 €*	*41,25%*
*Contribution des membres et bénévoles**			
Achats de prestations		*250 500 €*	*38,75%*
Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais)		*129 303 €*	*20,00%*
TOTAL DEPENSES		**646 513 €**	**100%**
TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE		**646 513 €**	
*** Hors assiette éligible**			

RECETTES		Montant en €	en %
Financements privés		*362 626 €*	*56,09%*
Financements publics		*283 887 €*	*43,91%*
	Collectivités Territoriales		
	Région Ile de France	*242 000 €*	
	DIRECCTE	*41 887 €*	
	TOTAL RECETTES	**646 513 €**	**100%**

DEPENSES ELIGIBLES PAR MISSIONS 2019	Montant en €		
	Achat de prestations	**Salaires et charges**	**TOTAL**
Mission socle 1 (missions de type B - guide DGE)	**314 335 €**	**219 840 €**	**534 175 €**
Mission socle 2 (missions de type A - guide DGE) -	**2 250 €**	**9 000 €**	**11 250 €**
Mission socle 3 (missions de type A - Guide DGE)	**750 €**	**3 000 €**	**3 750 €**
Missions spécifiques - (Missions de type B ou C - Guide DGE)	**62 468 €**	**34 870 €**	**97 338 €**
TOTAL	**379 803 €**	**266 710 €**	**646 513 €**

DOSSIER N° 19005113 - SOUTIEN 2019 - POLE CAP DIGITAL

Dispositif : Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité (n° 00000304)
Délibération Cadre : CR69-10 du 18/11/2010
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192005-400
Action : 19200501- Gouvernance des pôles de compétitivité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	2 290 000,00 € HT	24,24 %	555 000,00 €
	Montant total de la subvention		555 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAP DIGITAL IMVN
Adresse administrative : 14 RUE ALEXANDRE PARODI
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PATRICK COCQUET, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Subvention de fonctionnement pour l'année 2019

Description :
Depuis la reprise d'Advancity fin 2018, Cap Digital se positionne comme le pôle européen de la transition numérique et écologique. Créé en 2006, le pôle de représentent les écosystèmes des usages, services et technologies organisés autour de 6 marchés: Environnements connectés / Santé et bien-être / Industrie et services / Education, Formation, RH / Culture, Medias et Publicité/Ville durable. Il compte plus de 1000 structures adhérentes dont 850+ PME, 70+ Grandes Entreprises/ETI/EPIC, 80+ écoles/universités/laboratoires, ainsi que 14 fonds d'investissement et quelques collectivités territoriales.

Ce partenariat entre le pôle et la Région se concrétise par la réalisation de trois missions socles (précisées ci-dessous), communes à l'ensemble des pôles, détaillées en annexe de la convention auxquelles s'ajoute des missions spécifiques qui permettent d'adapter le soutien régional aux spécificités de chaque pôles :
- Etre un relai des politiques régionales auprès des acteurs de leur filière
- Suivre les projets stratégiques des lauréats des aides PIA et des grands projets
- Jouer un rôle d'alerte auprès de la Région sur les projets des acteurs de la filière

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

- Régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 – catégorie Pôles d'Innovation

Les dépenses liées à la réalisation des objectifs 2 et 3 sont considérées hors d'Etat pour un montant de subvention estimé à 111 498 euros en 2019.

Missions socle Cap Digital

Objectifs généraux	*Objectifs stratégiques (niveau 2)*	*Actions*	*Indicateurs pôle*
Objectif 1: Etre un relai des politiques régionales auprès des acteurs de leur filière	Promouvoir les aides de la gamme Up et les dispositifs régionaux ciblant les membres du pôle et l'émergence de projets innovants	Communiquer, sensibiliser et orienter (via les newsletters, l'événementiel du pôle et les rencontres avec les membres/prospects) les entreprises de son écosystème aux différentes aides et dispositifs régionaux (Pack IA, Industrie,…) Promouvoir les assises / évènements annuels rassemblant les écosystèmes. Participer à la visibilité et la croissance du PRBC	- 30 événements / an incluant la promotion d'aides et dispositifs régionaux - 25+ Newsletters / an - envoyées à 12K+ contacts qualifiés -15 à 20 mailing / an assurant la promotion des dispositifs de la région à des bases ciblées et qualifiées de membres et prospects -100+ publications social médias / an assurant la promotion des événements et dispositifs de la région sur nos comptes LinkedIn et Twitter (- nb d'entreprises ayant pris connaissances des aides et dispositifs régionaux et ayant manifesté un intérêt =>75 à 100 leads générés par an.
		Favoriser l'émergence de projets d'innovations susceptibles de candidater aux guichets régionaux up', PIA Leader, et autres grands projets.	-10 R&D Corner pour présenter les aides - 5 ateliers d'émergeance de projets et ateliers dédiés si nouveau programmes région Pack PME -nombreux entretiens individuels avec des porteurs - 40 projets déposés labellisés par le pôle
		Concernant « Innov'up expé » : Contribuer à l'émergence de projets d'expérimentations sur leurs thématiques	- 15 dossiers d'expérimentations déposés par le pôle - 5 matching réalisés "Solution-Terrain"

		Concernant « Innov'up proto » : Contribuer à l'émergence de projets prototypes technologiques pour les 2 appels retenus en 2019.	-2 séances de présentation des appels - 30/40 dossiers déposés par appel (conseil aux porteurs), 12 dossiers retenus par appel , participation aux 2 jurys.
	Participer activement au Paris Region Business Club et à le promouvoir auprès des membres	Proposer du contenu innovant en lien avec la filière. Sensibiliser les membres du PRBC aux opportunités de la transformation numérique et écologique	Formation et sessions dédiées en lien avec Cap Campus
	Contribuer à l'animation de l'écosystème de filières prioritaires et verticales technologiques régionales	Animation de 6 écosystèmes/communautaires : Tech des entreprises et des laboratoires, industries culturelles et créatives, ville durable, santé, commerce/services/industrie, EdTech/RHTech	50 ateliers/évènements dédiés aux communautés
		Animer et structurer le réseau des smart territoires et développer des liens avec les territoires Appuyer l'organisation d'Assises régionales des smart territoires Participer à la démarche régionale de co-design du réseau des smart territoires	- cartographie des acteurs de smart territoires : collectivités, entreprises, grands projets - Nombre de territoires identifiés pouvant entrer dans une démarche d'innovation
		Proposer des actions interpoles avec une coordination avec le pôle Systematic sur la thématique IA	Interpôle IA avec les 6 pôles franciliens - 1 événement interpôle sur thématique IA appliquée aux domaines des pôles
	Participer à la démarche de construction et de promotion de l'achat innovant public au sein de la	Appuyer la Région, dans la mise en relation entre acheteurs publics et offreurs de solutions innovantes sur ses thématiques cibles en sourçant des start-up pertinentes.	Participation au sourcing des mardis de la smart region

	Région		
	Contribuer à la dynamique européenne de l'écosystème régional	Répondre, en tant que porteur de projet ou partenaire, à des appels à projets européens structurants au regard de la thématique et l'expertise du pôle.	15 dossiers déposés en tant que partenaire ou leader 5 dossiers retenus en tant que partenaire ou leader
Objectif 2: Suivre les projets stratégiques des lauréats des aides Leader PIA, Innov'up Expé et des grands projets		Assurer un suivi opérationnel (estimé à 2 jours par projets) des lauréats des aides PIA, Innov'up Expé et des grands projets	14 projets suivis
		Assurer un suivi opérationnel (estimé à 4 jours par projets) des lauréats des aides Innov'up Proto	24 projets suivis
		Transmettre à la Région des point d'étapes et bilan de l'avancement des projets (1 par an a minima par projet)	point d'étape et bilan transmis
		Organiser, avec les services régionaux, des réunions de suivi de portefeuilles des entreprises suivies afin d'échanger de façon qualitative sur l'état d'avancement et les orientations possibles du dirigeant à l'issue du projet.	revue d'entreprises bimestriel (10 à 20/ session) + diagnostics-feuille de route individuelle
Objectif 3: Jouer un rôle d'alerte auprès de la Région sur les projets des acteurs de la filière		Transmettre, a minima de façon bimestrielle, à la Région des notes d'informations et d'alertes sur les acteurs de la filière.	3 notes

Missions spécifiques :

Objectifs généraux	***Objectifs stratégiques (niveau 2)***	***Actions***	***Indicateurs pôle***
Animer et accompagner les PME du numérique et de la ville durable	Participer à la promotion et à l'accompagnement collectif des PME en Europe et à l'international	Accompagnement sur des événements et en missions collectives	1 Mission collectives en lien avec la Région IdF - 1 mission pour la recherche de partenaires européens : ICT Proposers' Day
		Accompagnement pour l'accès à des marchés européens et internationaux	40 entreprises conseillées sur le développement business - promotion du dispositif PM-Up pour le financement - 30 entreprises conseillées pour l'accompagnement à l'Europe (partenariat technologique ou innovation d'usage)
	Aider les PME dans leur croissance	Accompagner les entreprises au travers d'ateliers collectifs dédiés au financement, à la croissance, à l'accès aux marchés, à la sensibilisation au design, et d'entretiens individuels en lien avec les actions Feder.	60 entreprises conseillées pour leur développement, promotion de PM-Up pour leur financement
Faire émerger, accompagner des projets en lien avec les territoires d'IdF	Monter des projets d'intérêt francilien	Faire émerger des projets d’innovation sur les thématiques du pôle en lien avec des territoires	Nombre de projets d’innovation en gestation/création

BUDGET PREVISIONNEL DU POLE CAP DIGITAL

Période : 1er Janvier 2019 - 31 Décembre 2019

DEPENSES	BP 2019 HT	en %
Salaires et charges	***1 363 523 €***	***62,4%***
Contribution des membres et bénévoles*		
Achats de prestations	***383 500 €***	***17,6%***
Etudes / Amorçage de projets		
Marketing / Offre / Prospection		
Animations Membres / Editions		
Services juridiques et comptables		
Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais)	***438 000 €***	***20,0%***
Loyers et charges		
Télécom		
TOTAL DEPENSES	**2 185 023 €**	
TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE	**2 185 023 €**	

*** Hors assiette éligible**

RECETTES		Montant en €	en %
Financements privés			
Fondateurs			
Cotisations privées		1 010 500 €	*46,2%*
Participations événements		121 243 €	*5,5%*
Financements publics			
	Collectivités Territoriales		
	Région Ile de France	555 000 €	25,40%
	DIRECCTE	498 280 €	22,80%
	TOTAL RECETTES	**2 185 023 €**	**100%**

DEPENSES ELIGIBLES PAR MISSIONS 2019		Montant en €	
	Achat de prestations	**Salaires et charges**	**TOTAL**
Mission socle 1 (missions de type B - guide DGE)	**328 000 €**	**932 562 €**	**1 260 562 €**
Mission socle 2 (missions de type A - guide DGE) -		**111 498 €**	**111 498 €**
Mission socle 3 (missions de type A - Guide DGE)			
Missions spécifiques (Missions de type B - Guide DGE)	**55 500 €**	**319 463 €**	**374 963 €**
TOTAL			

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-266

DOSSIER N° 19003978 - SOUTIEN 2019 -POLE FINANCE INNOVATION

Dispositif : Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité (n° 00000304)
Délibération Cadre : CR69-10 du 18/11/2010
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192005-400
Action : 19200501- Gouvernance des pôles de compétitivité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	130 018,00 € HT	49,22 %	64 000, 00 €
	Montant total de la subvention		64 000, 00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS EUROPLACE
Adresse administrative : PL DE LA BOURSE
75002 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Augustin de ROMANET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : subvention de fonctionnement pour l'année 2019

Description :
Le partenariat entre le pôle de compétitivité Finance innovation et la Région s'inscrit dans le cadre de conventions d'objectifs et de moyens. Il vise à :

-Renforcer l'articulation et les synergies entre les missions du pôle et les politiques régionales de développement économique et d'innovation
-S'accorder sur une ambition commune traduite dans des objectifs partagés
-Définir les moyens mis en œuvre
-Définir des modalités d'évaluation et de pilotage de ce partenariat.

Ce partenariat se concrétise par la réalisation de trois missions socles (précisées ci-dessous), communes à l'ensemble des pôles, détaillées en annexe de la convention auxquelles s'ajoute des missions spécifiques qui permettent d'adapter le soutien régional aux spécificités de chaque pôles :

•Etre un relai des politiques régionales auprès des acteurs de leur filière
•Suivre les projets stratégiques des lauréats des aides PIA et des grands projets
•Jouer un rôle d'alerte auprès de la Région sur les projets des acteurs de la filière

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

- Régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 – catégorie Pôles d'Innovation

Les dépenses liées à la réalisation des objectifs 2 et 3 sont considérées hors d'Etat pour un montant de subvention estimé à 12 080 euros en 2019.

Annexe 2 : Présentation du plan d'actions et d'objectifs Finance innovation 2019

Objectifs généraux	***Objectifs stratégiques (niveau 2)***	***Actions***	***Indicateurs pôle***
Objectif 1: Etre un relai des politiques régionales auprès des acteurs de leur filière	Promouvoir les aides de la gamme Up et les dispositifs régionaux ciblant les membres du pôle et l'émergence de projets innovants	Communiquer, sensibiliser et orienter (via les newsletters, l'événementiel du pôle et les rencontres avec les membres/prospects) les entreprises de son écosystème aux différentes aides et dispositifs régionaux (Pack IA, Industrie,…)	1 événement Club dédié à l'offre de la Région - cible l'écosystème élargi du Pôle : les 500 membres directs du Pôle (dont 300 fintechs) + 10 000 contacts newsletter : 4 j/h Newsletter, réseaux sociaux : 4 j/h (0,5 j/h par mois)
		Favoriser l'émergence de projets d'innovations susceptibles de candidater aux guichets régionaux up' et grands projets	'Organisation de 1 atelier ciblé sur les aides de la Région (notamment Innov'Up expé ci-dessous), cible les 300 fintechs membres du Pôle. Ateliers de sensibilisation de 3h avec 10-20 participants.
		Concernant « Innov'up expé » : Contribuer à l'émergence de projets d'expérimentations sur leurs thématiques	
	Participer activement au Paris Region Business Club et à le promouvoir auprès des membres	Proposer du contenu innovant en lien avec la filière.	Participation active aux réunions, sourcing d'entreprises pertinentes, suivi des actions du Club : 20 j/h (1j/h par mois)
	Contribuer à l'animation de l'écosystème de filières prioritaires et verticales technologiques régionales	Appuyer la Région dans l'organisation d'assises / évènements annuels rassemblant les écosystèmes (verticales technologiques ou filière)	Fin&Tech Community réunit 1000 participants, une centaine d'intervenants experts, notamment internationaux, la présence de +200 fintechs au travers de pitchs et stands. Fin&Tech Community est le seul événement majeur en France dédié à l'innovation dans le secteur financier qui soit gratuit

			et ouvert au public.
		Organiser, en lien avec la Région, des Challenges en détectant des besoins technologiques nécessitant le développement de solutions nouvelles	Prospection de grands comptes et suivi, montage des dossiers : 10 j/h
		Proposer des actions interpoles avec une coordination avec le pôle Finance innovation sur les thématiques intelligence artificielle.	Organisation et équipes opérationnelles pour l'événement IA : 40 j/h + frais externes (€ de locations de salle, communication, etc) Direction : 5 j/h
	Participer à la démarche de construction et de promotion de l'achat innovant public au sein de la Région	Appuyer la Région, dans la mise en relation entre acheteurs publics et offreurs de solutions innovantes sur ses thématiques cibles en sourçant des start-up pertinentes.	Identifier, contacter et faire les mises en relation des startups avec la Région : 5 j/h
	Contribuer à la dynamique européenne de l'écosystème régional	Répondre, en tant que porteur de projet ou partenaire, à des appels à projets européens structurants au regard de la thématique et l'expertise du pôle.	Dépôt de deux candidatures Analyse des appels à projets, construction des dossiers : 10 j/h
Objectif 2: Suivre les projets stratégiques des lauréats des aides Leader PIA, Innov'up Expé et des grands projets		Assurer un suivi opérationnel (estimé à 2 jours par projets) des lauréats des aides PIA, Innov'up Expé et des grands projets	5 projets suivis par finance innovation
		Transmettre à la Région des point d'étapes et bilan de l'avancement des projets (1 par an a minima par projet)	6 jours par an

		Organiser, avec les services régionaux, des réunions de suivi de portefeuilles des entreprises suivies afin d'échanger de façon qualitative sur l'état d'avancement et les orientations possibles du dirigeant à l'issue du projet.	6 réunions dans l'année, identification des sociétés, prise de connaissance des dossiers, préparation aux réunions et actions de suivi
Objectif 3: Jouer un rôle d'alerte auprès de la Région sur les projets des acteurs de la filière		Transmettre, a minima de façon bimestrielle, à la Région des notes d'informations et d'alertes sur les acteurs de la filière.	6 notes par an seront transmises à la région par le pôle finance innovation.

BUDGET PREVISIONNEL DU POLE FINANCE INNOVATION

Période : 1er Janvier 2019 - 31 Décembre 2019

DEPENSES	BP 2019 HT
Salaires et charges	***89 632 €***
Contribution des membres et bénévoles*	***0 €***
Achats de prestations	***24 458 €***
Etudes :Amorçage de projets	10 900 €
Marketing/Offre/Prospection	858 €
Animations membres/Editions	12 700 €
Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais)	***16 028 €***
Loyers et charges	13 973 €
Equipement	0 €
Telecom	2 055 €
TOTAL DEPENSES	**130 018 €**
TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE	**130 018 €**

*** Hors assiette éligible**

RECETTES		Montant en €
Financements privés		***66 018 €***
Cotisations privées		51 018 €
Sponsors		15 000 €
Financements publics		***64 000 €***
	Collectivités Territoriales	
	Région Ile de France	64 000 €
		€
	TOTAL RECETTES	**130 018 €**

DEPENSES ELIGIBLES PAR MISSIONS 2019	Montant en €

	Achat de prestations	Salaires et charges
Mission socle 1 (missions de type A et B - guide DGE)	**24 458 €**	**93 480 €**
Mission socle 2 (missions de type B - guide DGE) -		**8 720 €**
Mission socle 3 (missions de type B - Guide DGE)		**3 360 €**
TOTAL	**24 458 €**	**105 560 €**

DOSSIER N° 19003943 - SOUTIEN 2019 AU PÖLE MEDICEN

Dispositif : Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité (n° 00000304)
Délibération Cadre : CR69-10 du 18/11/2010
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192005-400
Action : 19200501- Gouvernance des pôles de compétitivité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	1 340 000,00 € HT	50,00 %	670 000,00 €
	Montant total de la subvention		670 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MEDICEN PARIS REGION
Adresse administrative : 3 IMPASSE REILLE
75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Christian LAJOUX, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit d'une subvention de fonctionnement pour l'année 2019

Description :
La filière santé est très forte en Ile de France, avec 50% des entreprises françaises de biotechnologies, le plus grand réseau d'hôpitaux d'Europe (AP-HP). L'ile de France est la première région européenne par le nombre d'entreprises du secteur « pharmacie », au deuxième rang européen par le nombre d'entreprises du secteur « équipement médical », au troisième rang par le nombre d'entreprises de biotechnologie (près de 150).

Medicen ambitionne d'être le tiers de confiance entre PME/startups, grands acteurs industriels, recherche académique et professionnels de santé pour créer de la valeur économique et mettre sur le marché des solutions innovantes au service de la santé des citoyens et des patients.

Ce partenariat entre le pôle et la Région se concrétise par la réalisation de trois missions socles (précisées ci-dessous), communes à l'ensemble des pôles, détaillées en annexe de la convention auxquelles s'ajoute des missions spécifiques qui permettent d'adapter le soutien régional aux spécificités de chaque pôles :
• Etre un relai des politiques régionales auprès des acteurs de leur filière

• Suivre les projets stratégiques des lauréats des aides PIA et des grands projets
• Jouer un rôle d'alerte auprès de la Région sur les projets des acteurs de la filière

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

- Régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 – catégorie Pôles d'Innovation

Les dépenses liées à la réalisation des objectifs 2 et 3 sont considérées hors d'Etat pour un montant de subvention estimé à 76 440 euros en 2019.

Présentation du plan d'actions et d'objectifs et du budget prévisionnel MEDICEN 2019

Missions Socles

Objectifs généraux	Objectifs stratégiques (niveau 2)	Actions
Etre un relai des politiques régionales auprès des acteurs de leur filière	Promouvoir les aides de la gamme Up et les dispositifs régionaux ciblant les membres du pôle et l'émergence de projets innovants	Outils de communication
		Evènementiel
		Interactions/ suivi /promotion
	Participer activement au Paris Region Business Club et à le promouvoir auprès des membres	.Mobiliser les adhérents, participer aux réunions de travail et promotion du Club .Création et animation d'un réseau de clusters d'excellence
	Contribuer à l'animation de l'écosystème de filières prioritaires et verticales technologiques régionales	.Actions Assises de la Santé .Actions Interpoles .Challenge IA Oncologie
	Participer à la démarche de construction et de promotion de l'achat innovant public au sein de la Région	.Contribuer à faciliter les mises en relation avec les centrales d'achat et promouvoir les PMEs franciliennes .Atelier pour les PMEs sur les opportunités des appels d'offres lancés par les hopitaux .Organisation d'une convention d'affaires . Contribuer (préparation / co-animation) à un mardi de la Smart Région
	Contribuer aux dynamiques européennes (écosysteme régional et investisseurs)	.Actions Europe .Candidature en tant que pôle de compétitivité à des AAP spécifiques .Promouvoir et mettre en relation auprès des adhérents le fonds Paris région fund et invest IDF
TOTAL PARTIE 1		
Suivre les projets stratégiques des lauréats des aides Leader PIA, Innov'up Expé et des grands projets	.Suivre 10 projets de la gamme UP .Promouvoir les dispositifs : prêt croissance TPE, FRG, Impact création IDF, Entrepreneur leader .Transmettre à la Région des point d'étapes et bilan de l'avancement des projets .Organiser des réunions de suivi de portefeuilles des entreprises suivies afin d'échanger de façon qualitative sur l'état d'avancement et les orientations possibles du dirigeant à l'issue du projet .Détécter et suivre au moins 1 grand projet	
TOTAL PARTIE 2		
Jouer un rôle d'alerte auprès de la Région sur les projets des acteurs de la filière	,Transmettre à la Région des notes d'informations et d'alertes sur les acteurs de la filière. ,Réaliser à la demande des analyses spécifiques	
TOTAL PARTIE 3		

Missions Spécifiques

P-LICAN	indicateurs
Montage, coordination et gestion/pilotage du projet	Monter la structure et organiser des réunions et points d'étapes avec les pilotes et les accompagnateurs
Identification des freins technologiques, Montage et Diffusion d'AMI	Communiquer sur le plan régional, national et européen autour d'AMI. Sélectionner les acteurs pertinents apportant une brique manquante.
Identification d'entreprises franciliennes et d'acteurs académiques (cartographie) travaillant dans l'oncologie ou apportant une brique technologique/savoir-faire/expertise	Cartographie et analyse
Candidature à des appels d'offres régionaux et nationaux pour le financement de la structure P-Lican	Montage et suivi projets,conseils d'avocats sur PI et stucture juridique
Accompagnement des porteurs de projets pour candidature aux appels à projets régionaux, nationaux et européens	Montage et suivi projets, analyser aux côtés d'experts du domaine les projets
Aider le projet P-LICAN dans sa visibilité, sa promotion. Augmenter visibilité des partenaires et des start'up/PMEs du territoire	-Marketing opérationnel. Identification évènements et structure où présenter P-LICAN et les start'ups/PMEs gravitant autour. -Evénements et actions de promotion spécifique vs Industriels nationaux et internationaux (promotion de" l'Onco Paris Valley"

HuPreciMed	indicateurs
Montage, coordination et gestion/pilotage du projet	Organiser des réunions et points d'étapes avec les pilotes et les accompagnateurs : 2 jours / mois / pilote
Identification des freins technologiques, montage et diffusion d'AMI	Communiquer sur le plan régional, national et européen autour d'AMI. Sélectionner les acteurs pertinents apportant une brique manquante. 3 jrs / mois / pilote
Identification d'entreprises franciliennes et d'académiques	Analyser, aux côtés d'autres experts confirmés, les candidatures - 4 J / 20 projets
Organisation* des outils de gestion et de promotion du Hub	Développement de l'outil collaboratif, des outils à disposition des membres
Mise en place et promotion des outils de promotion et de mise en œuvre des porjets de médecine de précsion (études de marché, cadre réglementaire…)	-Etudes de marché pour la communauté -Contribution à l'élaboration du cadre réglementaire
Organisation d'un événement pour lancer et présenter le projet HU-PRECIMED	Communication, lancement et présentation du projet HUPRECIMED et des entreprises franciliennes et faire le lien avec un évènement international

BioProd	indicateurs
Relayer les enjeux et attentes de la priorité du CSF dans le développement de la filière de bioproduction	Montage d'événements au sein de Medicen
Identifier et accompagner des acteurs franciliens à jouer un rôle dans ce projet	-Poursuivre le développement du pôle et de son DAS / accompagnement des PME/ETI - Inciter le montage de collaborations spécifiques entre académiques et entreprises (enjeux des technologies de rupture)
Poursuivre le développement des collaborations avec PolePharma pour valoriser les synergies et complémentarité entre les 2 écosystèmes	-Co-organisation d'événements de promotion

Investisseurs	indicateurs
Organisation des comité d'investisseurs Medicen (4 à 5 fois par an) Préparation en amont : communication aux entreprises, sélection, préparation des dossiers organisation des comités (et sollicitation des investisseurs)	4 à 5 comités d'investisseurs
Promotion d'évènements investisseurs (HTID à Paris, RESI à Vienne…)	sollicitation de l'écosystème
Séminaires d'information sur la levée de fond	2 / an
Organisation de présentation d'investisseurs lors de petits déjeuners Medicen Communication, logistique…	Sollicitation de 9 investisseurs pour présenter leur stratégie d'investissement
Rencontre d'investisseurs étrangers pour promouvoir les entreprises franciliennes	Rencontre de 5 à 10 investisseurs

Cartographie	Indicateurs
Conception de la cartographie avec un prestataire	Choix du prestataire et définition du choix du logiciel de cartographie
Mise en place de la cartographie	Etapes de finalisation et de démarrage du logiciel : 2000 acteurs clés entrés dans la cartographie
Mise en place des liens entre les acteurs	Définition du système d'affichage avec le prestataire
Mise à jour de la cartographie et suivi régulier	A terme (au bout 1 an) Objectif 3000 acteurs

Territoires	indicateurs
Relais du dispositif auprès des partenaires de Medicen (Collectivités, labsanté, BPI, Stratéxio, …)	Les intégrer à la liste de diffusion de nos newsletters et les informer de la communication sur les réseaux sociaux
	Invitation et pitch lors de nos évènements
	Informer des entreprises suivies par Medicen bénéficiant du dispositif et faciliter les liens entre ces partenaires et les entreprises (mise en relation directe)
	Associer ces partenaires à notre communication sur nos supports de promotion
Présentation de l'offre Medicen et subventions régionales dans incubateurs	Présentation dans 4 à 5 incubateurs (Villejuif Biopark, Agoranov, Genopole, TechCare, ICM Ipeps, ESPCI…)
Mise en relation PME et incubateurs, pépinières d'entreprises, cowork… notamment pour les entreprises étrangères	5 mises en relation
Évènement de mise en avant des plateformes technologiques d'Ile de France avec des partenaires clés + organisation de rencontres B2B avec des industriels (Ex : MeetMyPlatform à Saclay, CNIV et Neuratris avec CEA..)	Sollicitation de 10 PME par événement et organisation de 50 RDV par evenements 3 à 5 évènements
Suivre les grands projets de futurs pépinières et incubateurs (Val de Grace, Hotel Dieu, RunLabs, Incubateur St Anne, Incubateur Servier, Station F…)	Lien avec les différents maitres d'œuvres, participation aux réunions et avis donnés -travailler spécifiquement sur le futur incubateur Servier et les connexions avec Saclay

BUDGET PREVISIONNEL DU POLE MEDICEN
Période : 1er Janvier 2019 - 31 décembre 2019

DEPENSES	BP 2019 HT	en %
Salaires et charges	***702 856 €***	***52,5%***
Contribution des membres et bénévoles*		
Achats de prestations	***461 430 €***	***34,4%***
Etudes / Amorçage de projets		
Marketing / Offre / Prospection		
Animations Membres / Editions		
Services juridiques et comptables		
Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais)	***175 714 €***	***13,1%***
Loyers et charges		
Télécom		
TOTAL DEPENSES	**1 340 000 €**	**100%**
TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE	**1 340 000 €**	
*** Hors assiette éligible**		

RECETTES		Montant en €	en %
Financements privés		***670 000 €***	***50,0%***
Fondateurs			
Cotisations privées		670 000 €	
Sponsorship			
Financements publics		***670 000 €***	***50,0%***
	Collectivités Territoriales		
	Région Ile de France	670 000 €	
	Etat		
	DIRECCTE		
	TOTAL RECETTES	**1 340 000 €**	**100%**

DEPENSES ELIGIBLES PAR MISSIONS 2019	Montant en €		
	Achat de prestations	**Salaires et charges**	**TOTAL**
Mission socle 1 (missions de type B - guide DGE)	**231 000**	**440 020**	**671 020**
Mission socle 2 (missions de type A - guide DGE) -		**59 290**	**59 290**
Mission socle 3 (missions de type A - Guide DGE)		**17 150**	**17 150**
Missions spécifiques			
Programme HuPrecimed	78 919	85 750	**164 669**
Programme P-Lican	51 611	77 420	**129 031**
BioProd	8 000	61 250	**69 250**
Investisseurs	26 000	46 060	**72 060**
Cartographie	46 000	48 510	**94 510**
Territoire	19 900	43 120	**63 020**
TOTAL	**461 430**	**878 570**	**1 340 000**

DOSSIER N° 19005070 - POLE MOVEO 2019

Dispositif : Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité (n° 00000304)
Délibération Cadre : CR69-10 du 18/11/2010
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192005-400
Action : 19200501- Gouvernance des pôles de compétitivité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	1 681 610,00 € HT	13,44 %	226 000,00 €
	Montant total de la subvention		226 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MOV'EO
Adresse administrative : AVENUE GALILEE
76800 ST ETIENNE DU ROUVRAY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Remi BASTIEN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le subvention régionale est nécessaire pour le financement de la trésorerie de l'association qui a déjà engagée les actions mentionnées en annexe à la convention.

Description :
Dédié à l'automobile et, plus largement, aux mobilités, MOV'EO couvre les Régions Normandie et l'Île-de-France. L'Ile-de-France est la première région automobile française avec près de 19% des effectifs de l'industrie automobile française et 40 099 salariés en 2017. En termes de nombre d'établissements, avec 190 établissements, elle se classe seconde après la région Auvergne-Rhône Alpes.

Ce partenariat se concrétise par la réalisation de trois missions socles (précisées ci-dessous), communes à l'ensemble des pôles, détaillées en annexe de la convention auxquelles s'ajoute des missions spécifiques qui permettent d'adapter le soutien régional aux spécificités de chaque pôles :

- Etre un relai des politiques régionales auprès des acteurs de leur filière
- Suivre les projets stratégiques des lauréats des aides PIA et des grands projets
- Jouer un rôle d'alerte auprès de la Région sur les projets des acteurs de la filière

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la

République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

- Régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 – catégorie Pôles d'Innovation

Les dépenses liées à la réalisation des objectifs 2 et 3 sont considérées hors d'Etat pour un montant de subvention estimé à 15 000 euros en 2019.

Annexe 1 : Présentation du plan d'actions et d'objectifs MOV'EO 2019

Objectifs généraux	***Objectifs stratégiques (niveau 2)***	***Actions***	***Indicateurs***
Objectif 1: Être un relai des politiques régionales auprès des acteurs de leur filière	Promouvoir les aides de la gamme Up et les dispositifs régionaux ciblant les membres du pôle et l'émergence de projets innovants	Communiquer, sensibiliser et orienter (via les newsletters, l'événementiel du pôle et les rencontres avec les membres/prospects) les entreprises de son écosystème aux différentes aides et dispositifs régionaux (Pack IA, Industrie,…)	- Sensibiliser les 210 membres franciliens aux aides de la Région lors des entretiens de fidélisation - Promouvoir les aides sur le site internet et via la newsletter (présence dans 2 newsletters) - Proposer des stands Région sur les 2 gros événements internationaux IMM et IMF - Promouvoir les aides régionales dans le book produits et success stories - Organiser 3 webinars dans lesquels seront présentés les aides Up (dont un webinar spécifique à la Région) - Promouvoir les aides régionales et les résultats des projets UP sur la plateforme de veille CI'eo animée par le pôle

			🕐 Participer à l'attractivité de la région en présentant la force de l'écosystème sur des salons et conférences dédiés à la mobilité et en accueillant des délégations étrangères
		Favoriser l'émergence de projets d'innovations susceptibles de candidater aux guichets régionaux up' et grands projets	🕐 Organiser, sur le territoire francilien, 5 événements (ateliers et plénières thématiques) de génération de projets sur les sujets mobilité (H2, Maas, VA, Allègement, Recharge, etc…) avec présentation des aides de la Région. 🕐 Animer 5 comités d'experts qui fixent la stratégie thématique, qui aide à l'émergence des projets, les accompagnent et les expertisent. Les sensibiliser aux aides de la Région. 🕐 Animer un comité territorial Ile-de-France composé de membres représentatifs de l'écosystème 🕐 Accompagner 6 projets vers les guichets régionaux (dont 2 expé) / 4 retenus 🕐 Faire remonter 3 entreprises vers le Pack IA permettant de faciliter l'usage de l'IA pour les PME (financement de PoC)
		Concernant « Innov'up expé » : Contribuer à l'émergence de projets d'expérimentations sur leurs thématiques	🕐 Identifier 2 terrains 🕐 Accompagner 2 dossiers
	Participer activement au Paris Region Business Club et à le promouvoir auprès des membres	Proposer du contenu innovant en lien avec la filière.	🕐 Inviter gratuitement les membres du PRBC concernés par la thématique mobilité aux IMM 🕐 Proposer un accès gratuit aux membres du PRBC concernés par la thématique mobilité à la Plateforme de veille Cl'eo 🕐 Croiser les BDD
	Contribuer à l'animation de l'écosystème de filières prioritaires et verticales	Appuyer la Région dans l'organisation d'assises / évènements annuels rassemblant les écosystèmes (verticales technologiques ou filière)	🕐 1 convention annuelle = IMF (Imagine Mobility Forum) 🕐 1 rencontre BtoB = IMM (Imagine Mobility Meetings) en partenariat avec PRE 🕐 5 événements thématiques

	technologiques régionales		600 participants Contribuer aux Assises des Smart Territoires (2020)
		Organiser, en lien avec la Région, des Challenges en détectant des besoins technologiques nécessitant le développement de solutions nouvelles	En 2020 : Contribuer au Challenge IA Industrie de la Région avec coopération VEDECOM Être partenaire de la Région sur un Challenge dédié à la mobilité (Challenge Véhicule Autonome ou Challenge Maas) Identifier 15 PME et start-ups par Challenge Solliciter les grands comptes membres
		Proposer des actions interpoles avec une coordination avec le pôle Y sur les thématiques G et Z.	Actions avec Systematic : coopération sur la thématique "Numérique pour la mobilité intelligente & la mobilité durable" : 1 événement commun + 1 projet commun Actions avec ASTech : coopération sur la thématique "Systèmes embarqués à forte criticité" : 1 événement commun + 1 projet commun Actions avec RAVI : rapprochement sur la thématique "excellence industrielle" : 1 événement commun + participer au plan smart industry (dispositif accompagnement industrie du futur) Interpole IA avec les 6 pôles franciliens : 1 événement interpole sur thématique IA appliquée aux domaines des pôles (pour Mov'eo = IA et Mobilité)
	Participer à la démarche de construction et de promotion de l'achat innovant public au sein de la Région	Appuyer la Région, dans la mise en relation entre acheteurs publics et offreurs de solutions innovantes sur ses thématiques cibles en sourçant des start-up pertinentes.	Contribuer à 1 mardi de la Smart Région sur les thématiques de Mov'eo et proposer 10 start-ups
	Contribuer à la dynamique européenne de l'écosystème régional	Répondre, en tant que porteur de projet ou partenaire, à des appels à projets européens structurants au regard de la thématique et l'expertise du pôle.	Impliquer Mov'eo comme porteur ou partenaire de 6 projets déposés (DIH, H2020, COSME…). 1 projet retenu Participer à la mise à jour de la S3 Organiser 2 réunions annuelles avec la Direction des Affaires Européennes de la Région

			🕐 Accompagner la plateforme S3 "mobilité sûre et durable"
Objectif 2: Suivre les projets stratégiques des lauréats des aides Leader PIA, Innov'up Expé et des grands projets		Assurer un suivi opérationnel (estimé à 2 jours par projets) des lauréats des aides PIA, Innov'up Expé et des grands projets	🕐 Assurer le suivi de 6 projets
		Transmettre à la Région des points d'étapes et bilan de l'avancement des projets (1 par an a minima par projet)	🕐 Transmettre 1 point d'étape par an pour les 6 projets en remplissant la trame de repporting par projet fournie par la Région.
		Organiser, avec les services régionaux, des réunions de suivi de portefeuilles des entreprises suivies afin d'échanger de façon qualitative sur l'état d'avancement et les orientations possibles du dirigeant à l'issue du projet.	🕐 Organiser, avec la Région (service des aides aux entreprises), 1 réunion de bilan/suivi par an des projets en portefeuille
Objectif 3: Jouer un rôle d'alerte auprès de la Région sur les projets des acteurs de la filière		Transmettre, a minima de façon bimestrielle, à la Région des notes d'informations et d'alertes sur les acteurs de la filière.	🕐 Transmettre 6 notes par an en partenariat avec la PFA et le RAVI (format court, à définir avec la Région)

Missions spécifiques 2019 :

Objectifs généraux	*Objectifs stratégiques (niveau 2)*	*Actions*	*Indicateurs pôle 2019 sur la Région Ile-de-France*
Booster la croissance des entreprises et accompagner l'excellence industrielle	Favoriser le business collaboratif	Accompagner les Groupements de PME pour générer du CA complémentaire et générer des projets innovants	3 Groupements = 15 PME franciliennes impliquées 1M€ de CA supplémentaire généré
	Favoriser la mise en relation grand compte / PME	Décliner les besoins d'innovation de la filière sur les territoires Participer à la démarche "Open innovation PFA" en contribuant aux webinars et aux sessions de pitch	Participation à 2 webinars Participation à 1 pitch 15 PME mobilisées
	Promouvoir les activités et les réalisations des PME membres	Mettre en avant les PME sur tous les supports du pôle	Site Internet + Réseaux sociaux 20 newsletters 1 book produit / succes stories Participation à Autonomy 2019 4 vidéos succes stories
	Décliner le programme performance industrielle de la PFA sur le territoire du pôle	Déployer l'industrie 4.0 dans l'écosystème, Accompagner les mutations industrielles, Accompagner l'industrialisation des solutions innovantes issues des projets	Promouvoir le plan Accompagnement Smart Industry sur les supports du pôle Identifier 20 bénéficiaires potentiels et les inciter à participer
Apporter des solutions pour les territoires	Accompagner les collectivités de la Vallée de la Seine dans leurs réflexions sur les nouvelles mobilités	Intégrer des territoires dans les instances du pôle et dans les projets Accompagner les territoires dans leur recherche de financement pour leurs projets mobilité Être le relais du dispositif France Mobilité Promouvoir le dispositif Innov'up Expé	1 représentant collectivité au Bureau Intégrer 2 territoires dans les projets Participer aux actions "France Mobilité" : plateforme des solutions, identification des financements, événements… Accompagner 3 collectivités franciliennes Contribuer aux assises des Smart Territoires organisées par CapDigital avec le soutien de la Région (2020)

BUDGET PREVISIONNEL DU POLE MOV'EO

Période : 1er Janvier 2019 - 31 Décembre 2019

DEPENSES	BP 2019 HT
Salaires et charges	***847 682 €***
Contribution des membres et bénévoles*	***280 000 €***
Achats de prestations	***607 028 €***
Communication/promotion/supports	280 528 €
Réflexion stratégique / expertise	221 500 €
Animations Membres / Réunion	105 000 €
Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais)	***226 900 €***
Loyers et charges	37 000 €
Equipement	7 000 €
Consommables	5 000 €
frais divers de gestion	90 000 €
frais déplacement	87 900 €
TOTAL DEPENSES	**1 961 610 €**
TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE	**1 681 610 €**

*** Hors assiette éligible**

RECETTES	Montant en €
Financements privés	
Cotisations privées	542 329 €
Services	186 052 €
Contribution des membres	280 000 €
Financements publics	
Collectivités Territoriales	
Région Ile de France	226 000 €
Région Normandie	264 329 €
DIRECCTE	462 900 €
TOTAL RECETTES	**1 961 610 €**

DEPENSES ELIGIBLES PAR MISSIONS 2019	Montant en €

	Achat de prestations	Salaires et charges
Mission socle 1 (missions de type A et B - guide DGE)	**424 864 €**	**197 370 €**
Mission socle 2 (missions de type B - guide DGE) -		**12 000 €**
Mission socle 3 (missions de type B - Guide DGE)		**3 000 €**
Missions spécifiques (Booster la croissance des entreprises mission type A B ou C)	**409 064 €**	**535 312 €**
Missions specifiques (Apporter des solutions pour les territoires mission type B)		**100 000 €**
TOTAL	**833 928 €**	**847 682 €**

DOSSIER N° 19005065 - Soutien 2019 Pôle de compétitivité - SYSTEMATIC

Dispositif : Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité (n° 00000304)
Délibération Cadre : CR69-10 du 18/11/2010
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192005-400
Action : 19200501- Gouvernance des pôles de compétitivité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	1 900 000,00 € HT	47,63 %	905 000,00 €
	Montant total de la subvention		905 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYSTEMATIC PARIS REGION
Adresse administrative : 8 AVENUE DE LA VAUVE
91127 PALAISEAU
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-LUC BEYLAT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : subvention de fonctionnement pour l'année 2019

Description :
S'inscrivant dans une démarche d'innovation ouverte, Systematic Paris-Region, Pôle de compétitivité mondial et leader européen des Deep Tech rassemblant plus de 800 membres, anime un écosystème d'excellence structuré autour de 6 Hubs technologiques (Data Science et IA, Cyber et Sécurité, Digital Infrastructure et IoT, Digital Engineering, Optics & Photonics et Open Source) et 3 Enjeux économiques et sociétaux (Transformation des territoires, de l'industrie et des services et de la société).

Ce partenariat se concrétise par la réalisation de trois missions socles (précisées ci-dessous), communes à l'ensemble des pôles, détaillées en annexe de la convention auxquelles s'ajoute des missions spécifiques qui permettent d'adapter le soutien régional aux spécificités de chaque pôles :

- Etre un relai des politiques régionales auprès des acteurs de leur filière
- Suivre les projets stratégiques des lauréats des aides PIA et des grands projets
- Jouer un rôle d'alerte auprès de la Région sur les projets des acteurs de la filière

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

- Régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 – catégorie Pôles d'Innovation

Les dépenses liées à la réalisation des objectifs 2 et 3 sont considérées hors d'Etat pour un montant de subvention estimé à 62 000 euros en 2019.

1. Présentation du plan d'actions et d'objectifs et du budget prévisionnel SYSTEMATIC PARIS REGION 2019

Objectifs généraux	***Objectifs stratégiques (niveau 2)***	***Actions***	***Indicateurs pôle 2019 sur la Région Ile-de-France***
Objectif 1: Être un relai des politiques régionales auprès des acteurs de leur filière	Promouvoir les aides de la gamme Up et les dispositifs régionaux ciblant les membres du pôle et l'émergence de projets innovants	Communiquer, sensibiliser et orienter (via les newsletters, l'événementiel du pôle et les rencontres avec les membres/prospects) les entreprises de son écosystème aux différentes aides et dispositifs régionaux (Pack IA, Industrie,…)	- événements promouvant les aides et dispositifs régionaux (nombre, participants mobilisés, présence stand dédié région) : 6 webinars + Présentation lors des Hub Days (-OV) - newsletter, communication électronique mentionnant les aides et dispositifs régionaux (présence logo,…) NL Agenda mensuel - nb d'entreprises fléchées/retenues sur

			dispositifs (Pack IA, Acc Industrie,...) cf. Action spécifique sur ces sujets. Organisation d'Evènements Organisation de rencontres entre startups/PME/ETI visant à les qualifier et identifier leurs besoins, leur présenter et les flécher vers les programmes régionaux. Cette action inclut : - Animation spécifique de l'écosystème francilien - création d'une Cartographie des acteurs franciliens du domaine - recensement des initiatives innovantes - structuration d'une feuille de route, - organisation de groupes de travail par thématiques - recherche des acteurs clés du domaine - Sessions de présentation/lancement puis restitution à la Région IDF
		Favoriser l'émergence de projets d'innovations susceptibles de candidater aux guichets régionaux up' et grands projets	🕐 Suivi des projets des membres du pôle 🕐 4 sessions d'émergence de projets/an 🕐 Sourcing via plan de rencontres des entreprises
		Concernant « Innov'up expé » : Contribuer à l'émergence de projets d'expérimentations sur leurs thématiques	🕐 nb de terrain identifiés et mobilisés pour une expérimentation 🕐 nb de dossiers déposés par le pôle / retenus 🕐 nb de matching réalisés "Solution-Terrain" 🕐 Mobilisation de grands comptes pour les challenges 🕐 Mobilisation de start-up (nombre de participants) 🕐 Appui à la PI (nombre

			d'heures réalisé par un expert) 🕐 3 grands groupes max par "challenge" > nb de pme en fonction du thème (une dizaine environ) 🕐 Mobilisation de grands comptes pour les challenges (Ce nombre dépendra du nombre de "challenges" que souhaitera nous confier la région 1 "challenge" => 1 sponsor. - Mobilisation de start-up (nombre de participants : 15/"challenge")
	Participer activement au Paris Region Business Club et à le promouvoir auprès des membres	Proposer du contenu innovant en lien avec la filière. Rencontres d'affaires modèle Meetings Open Business / Sessions Pitch'Up	🕐 Rencontres sartups/PME/ETI/GG : RDV qualifiés en amont et matchmaking. 🕐 Objectif 20 pépites deep tech issues du PRBC identifiées 🕐 Programme pitch'up de la Deep tech de la Région IDF/Systematic : trophées du meilleur pitch parmi les pépites franciliennes Deep Tech issues du pipeline des 2000 entreprises du Paris Region Business Club. Action = organiser 2 sessions de pitch et en amont les aider dans l'élaboration de leur pitch via un ou 2 prestataires (communication, inscription sur une plateforme, constitution d'un jury issu des comités actuels, ...) 🕐 prix/trophées : présentation/réunion avec les services de la Région (achats, dev eco, ..) et accès aux dispositifs régionaux (Gamme Up) + valorisation des acteurs les plus prometteurs / retours d'expériences / success stories...

	Contribuer à l'animation de l'écosystème de filières prioritaires et verticales technologiques régionales	Appuyer la Région dans l'organisation d'assises / évènements annuels rassemblant les écosystèmes (verticales technologiques ou filière)	🕐 Nb d'événements : 2 évènements type assises (Cyber, IA ou Agri ou Industrie) et 1 événement international 🕐 nb de participants de 100 à +1000
		Organiser, en lien avec la Région, des Challenges en détectant des besoins technologiques nécessitant le développement de solutions nouvelles	En 2020 : 🕐 Contribuer au Challenge IA Industrie de la Région avec coopération VEDECOM 🕐 Être partenaire de la Région sur un Challenge dédié à la mobilité (Challenge Véhicule Autonome ou Challenge Maas) 🕐 Identifier 15 PME et start-ups par Challenge 🕐 Solliciter les grands comptes membres
		Proposer des actions interpoles avec une coordination avec le pôle Y sur les thématiques G et Z.	🕐 Interpôle sur thématique IA Les 6 pôles franciliens se proposent d'organiser un événement autour de l'IA à l'occasion de la première année du Plan IA régional lancé en octobre 2018. L'événement se tiendrait donc vers octobre/novembre 2019, et pourrait s'articuler autour d'une plénière / table ronde permettant de valoriser le plan IA régional et l'avancement des premiers chantiers. Puis suivrait une session de workshops en parallèle sur les domaines des pôles (ex : IA pour la santé animé par Médicen, IA pour la finance animé par Finance, IA pour l'aéro animé par Astech, IA pour la mobilité animé par Mov'eo, IA pour la ville (ou autre ?) animé par Cap Digital, et IA pour l'industrie (ou la cybersécurité) animé

			par Systematic).Une restitution de ces ateliers pourrait clore la journée dédiée à l'IA, en présence d'élu(e)s de la Région. 🕐 Seraient conviés : les membres des pôles, les membres du Paris Region Business Club, le Club des ETI régionales etc. Pourraient être associés à cet événement les autres partenaires et opérateurs du plan IA régional (Hub France IA, Data IA etc…). 🕐 animation communauté santé numérique en interpôles avec Cap et Medicen ; organisation de 2 plénières TIC & Santé IDF / an : 20 J/H /plénière + 20 J/H / an suivi animtion communauté (recrutement intervenants, programme, supports de com...) 🕐 projets d'innovation structurants issus de l'interpôles (Sujets possibles : 5G Mobilité avec Mov'eo / Blockchain avec Finance / Santé numérique avec Medicen / Robotique avec Cap /Aéromobilité avec Astech ...) base 20 J/H/event X 3 events 🕐 proposition d'élaborer en interpôles une cartograhie des acteurs de l'IA par domaines
	Participer à la démarche de construction et de promotion de l'achat innovant public au sein de la Région	Appuyer la Région, dans la mise en relation entre acheteurs publics et offreurs de solutions innovantes sur ses thématiques cibles en sourçant des start-up pertinentes.	🕐 Sourcing et réunions

	Contribuer à la dynamique européenne de l'écosystème régional	Répondre, en tant que porteur de projet ou partenaire, à des appels à projets européens structurants au regard de la thématique et l'expertise du pôle.	🕐 'Nb de dossiers déposés /retenus (KIC, DIH,…) 🕐 15 projets déposés en 2019 🕐 Sensibilisation et accompagnements des PME (cascade funding et autres programmes de l'UE) 🕐 Organisation d'un événement "Europe" en IDF : l'IDF accueille les clusters européens, on réunit tous les partenaiores européens de nos pôles, on organise des match makings entre clusters et entre PME. 🕐 Organisation évènement Bruxelles
Objectif 2: Suivre les projets stratégiques des lauréats des aides Leader PIA, Innov'up Expé et des grands projets		Assurer un suivi opérationnel (estimé à 2 jours par projets) des lauréats Innov'up Expé et des grands projets	🕐 Assurer le suivi de 10 projets
		Transmettre à la Région des points d'étapes et bilan de l'avancement des projets (1 par an a minima par projet)	🕐 Transmettre 1 point d'étape par an pour les 10 projets en remplissant la trame de reporting par projet fournie par la Région.
		Organiser, avec les services régionaux, des réunions de suivi de portefeuilles des entreprises suivies afin d'échanger de façon qualitative sur l'état d'avancement et les orientations possibles du dirigeant à l'issue du projet.	🕐 Organiser, avec la Région (service des aides aux entreprises), 1 réunion de bilan/suivi par trimestre des projets en portefeuille
Objectif 3: Jouer un rôle d'alerte auprès de la Région sur les projets des acteurs de la		Transmettre, a minima de façon bimestrielle, à la Région des notes d'informations et d'alertes sur les acteurs de la filière.	🕐 Transmettre 6 notes par an

filière			

Missions spécifiques SYSTEMATIC PARIS REGION

Animation du DIH (Digital Innovation Hub) Paris-Saclay "DigiHall" regroupant les partenaires CEA List, Incuballiance, INRIA, IRT SystemX, Institut Mines Télécoms (IMT), Université Paris-Saclay/Université Paris-Sud/CentraleSupélec, SATT Paris-Saclay Actions spécifiques autour de DigiHall en lien avec l'enjeu transformation numérique de l'industrie et des services : - inventaire/cartographie du portefeuille de services proposé par les partenaires de DigiHall à l'écosystème régional et européen - mise en place et participation à la gouvernance de Digihall - évènementiel (DigiHall Day, Assises, ateliers divers) - engager et maintenir la participation de l'écosystème industriel (start-ups, PME, ETI, Grands Groupes) - suivi avec la Région Ile de France (S3) - association d'autres partenaires (autres pôles de compétitivité franciliens, associations professionnelles, etc.) - contacts avec les autres DIH européens (qualification, mise en place, animation, suivi avec les partenaires européens) - suivi des AAP DIH et autres AAP européens pertinents pour DigiHall (projets européens remportés dans les DIH Robotics (RIMA coordinateur CEA, AgroRobotFood, HERO) - lien avec la KIC Manufacturing "Made by Europe"	Animation du DIH Carto portefeuille de services du DIH
Projet JO avec Cluster Drones Faisant suite à la signature de la LOI JO 2024 lors de Drones Paris Region Expo 2018 avec le soutien de la Région, il s'agit de structurer et financer le projet dans la durée, en réunissant 3 acteurs clés : Cluster Drones, Systematic et Astech. WP1 : Management de Projet. Un consortium réunissant COJO/signataires de la LOI/ Systematic et Astech sera créé qui aura pour but de définir les objectifs : projets/services attendus, road map…, conduire les réalisations, disséminer l'information. WP2 : Projets innovants Multiples projets à lancer permettant de faire monter les TRL des produits / services attendus par le COJO pour les JO. Exemples : maitrise de l'espace aérien, logistique, sécurité, prise de vue des compétitions, … Ces projets seront fléchés sur la gamme UP de la Région (Pm'UP, Innov'Up Expé…). WP3 : communication Il s'agit de disséminer l'information à intervalles réguliers jusqu'aux JO au travers d'évènements régionaux clés : Le Bourget, Drones Paris Region Expo, ….	WP1 : 4 réunions / an + suivi projet + identification thématiques prioritaires WP2 : sourcing 3 entreprises minimum x 4 projets sur les thématiques définies WP3 : Communication via minimum 3 événements / an (1 Systematic

	/1Astech / 1 Cluster Drones)
Fédération de l'écosystème Francilien autour du thème des Jeux 2024 > Organisation de 2 Evènements JO2024 > Animation des AMI Jeux Olympiques du CSF Sécurité	2 évènements par an + animation du thème + animation des AMI (sourcing, émergence d'idées, …)
Enjeu Transformation de l'Industrie et des Services : organisation journée de « Tour Usine du Futur » assortie d'une cartographie des sites « Usine du Futur » en IDF et des principaux acteurs en lien avec l'action Smart Industrie de la Région	1 Journée Tour
Convention annuelle Systematic	1 évènement par an
Journée ambition PME 2019	1 évènement par an
Cycle de conférences CYGAL / Assises régionales de la Cybersécurité Aucune transformation numérique n'est possible sans une gouvernance efficace de la cyber sécurité. Jouréne événement couplant cycle de conférence pour donner une vision up-to-date de la techno clef Confiance Numérique sous divers thématiques : • La Confiance Numérique appliquée aux marchés verticaux • La Confiance Numérique et ses enjeux stratégiques • La vision académique de la Confiance Numérique • Les technologies de ruptures et les applications réelles de la Confiance Numérique A ces conférences est associée une partie ouverte "Assises" permettant de présenter l'avancement des travaux de la Région sur le sujet Cyber.	4 journées par an
Cycle de conférence Territoires & Mobilité - Soirées de l'innovation : Les soirées de l'innovation sont des rendez-vous conviviaux entre industriels et particulièrement PME, instituts de recherche, collectivités locales et financeurs. Ces soirées ont pour thème la mobilité et les territoires et notamment, lors des précédentes éditions, ceux de "Mobilité, le dernier kilomètre", "Rayonner à l'international", ...	2 évènements par an

Organisation de la conférence PyParis La conférence PyParis est un rassemblement d'utilisateurs et de développeurs du langage de programmation Python. Les objectifs sont de fournir aux passionnés de Python un lieu où échanger des idées et apprendre les uns des autres sur la meilleure façon d'appliquer le langage et les outils à des défis en constante évolution dans le vaste domaine du développement d'applications, du calcul scientifique, de l'analyse de données, de la formation, du cloud... L'un des principaux objectifs de cette conférence est de fournir aux utilisateurs de tous les domaines où Python est actuellement utilisé pour partager leurs expériences et leurs techniques, un lieu de rencontre ainsi que de mettre en lumière les succès et les pièges potentiels de l'utilisation de Python pour certains types de problèmes.	1 évènement par an.
Centres d'excellence Calcul Haute Performance + Teratec : Systematic travaillera avec Teratec (Cluster HPC) à la mise en place des centres d'excellence visant à la mise à disposition de temps de calcul pour les PME (HPC As A Service)	sessions de travail
Enjeu Transformation de la Société : cœur Santé numérique élargi aux FoodTech, mais aussi agriculture numérique etc…: cette action inclut : - la création d'une Cartographie des acteurs franciliens en foodtech et agri/agrotech, - recensement des initiatives innovantes - structuration d'une feuille de route, - organisation de groupes de travail par thématiques - Thèmes spécifiques : IA, Data, IoT et blockchain pour l'agriculture - recherche des acteurs clés du domaine (sollicitation cluster Drones) - Sessions de présentation/lancement puis restitution à la Région IDF	Sessions de travail, sessions pléières et restitution, études

- Communiquer, sensibiliser et orienter (via les newsletters, l'événementiel du pôle et les rencontres avec les membres/prospects) les entreprises de l'écosystème Photoniqe aux différentes aides et dispositifs régionaux (Pack IA, Industrie,…). événements promouvant les aides et dispositifs régionaux (nombre, participants mobilisés, présence stand dédié région) : Webinar + Présentation lors du Hub Day Optics & Photonics - newsletter, communication électronique mentionnant les aides et dispositifs régionaux (présence logo,…) NL Agenda mensuel - nb d'entreprises fléchées/retenues sur dispositifs -Organisation de rencontres entre startups/PME/ETI visant à les qualifier et identifier leurs besoins, leur présenter et les flécher vers les programmes régionaux.	Webinar Hub Day Rencontres Entreprises + sensibilisation aux programmes régionaux : 2 sessions de 15 entreprises 1 Hub day
Action de relais et diffusion des programmes de la Region : sourcing et fléchages des membres vers les programmes type Paris Region PHD, Sesame Leader PIA, rencontres et interations avec les DIM Maths'Innov, Réseau francilien en sciences informatiques (RFSI).et Science et ingénierie en région Île-de-France pour les technologies quantiques (SIRTEQ), qui trouvent des applications dans les mécanismes biologiques, les GPS, la sécurisation des transferts des données. Le Pôle apportera les acteurs nécessaires à la structuration de la participation francilienne au projet européen en préparation sur les technologies quantiques. Animation de session réunissant académiques et industriels et favorisant le transfert de technolgies (en coordination avec les acteurs type SATT, IRT, mais aussi Genopole etc...).	4 sessions / an (selon agenda)

Compétences / RH : Analyse des besoins en compétences émergentes Face à la pénurie de compétences connue dans les métiers du numérique, notamment sur quelques thématiques émergentes comme la photonique, l'IA, Cyber Sécurité, il est nécessaire de trouver des solutions agiles afin de combler ce manque et répondre ainsi aux futurs grands enjeux. • Une cartographie de formations existantes en IA, Cyber Sécurité notamment car domaines en forte tension Il s'agira de répertorier les formations existantes en Ile-de-France, en France et benchmark des formations dispensées à l'international/Le second objectif de cette cartographie sera d'obtenir le détail et les contenus de ces formations. • Une étude & analyse des besoins en compétences Enquête auprès d'un panel représentatif d'industriels menée afin de déterminer quels seront leurs besoins à court et moyen termes en compétences sur ces sujets (tant en quantité qu'en qualité) / Déterminer précisément quels métiers seront visés et combien de postes estimés nécessaires dans un futur proche. • Elaboration d'un référentiel de formation En croisant la cartographie des formations, le benchmark international et les besoins exprimés, nous pourrons aboutir à des référentiels de formation complets et de qualité. Etude d'opportunité de création d'une structure dédiée à la formation aux métiers émergents ou agrément formation pour consolider les formations existantes en numérique et créer des formations ad hoc en fonction des besoins exprimés par nos entreprises.	Carto formations Etude et analyse des besoins Elaboration d'un référentiel de formation Etude + constitution d'un comité stratégique et d'un comité de programmes / réunions de suivi / sessions de restitutions
Renforcer le maillage entre académiques et entreprises - ciblage préalable / choix des établissements (IOGS, ECE, ESIEE, UPMC…) - Rencontre des responsables relations entreprises / collecte des calendriers (périodes stages, projets) - Collecte propositions stages et projets auprès des PME du pôle afin de pouvoir les proposer aux écoles - Conventionnement avec les écoles sur 3 axes : Lancement des promos / Suivi des promos / Participation aux jurys des projets de fin d'année *(modèle ECE opéré par OV)* Etudiants entrepreneurs - implication dans les projets partenariaux, soutien au transfert et notamment dans la validation proposition de valeur et accès au marché	3 conventions formalisées + écoles
Photonique Hub - Lancement INITIATIVE DIH Photonics EN + de cette conférence programmée au 2nd semestre 2019 réunissant l'ensemble de la commuanuté photonique francilienne, il s'agira de préparer en liaison avec Photonics 21 (et autres acteurs) le call DIH OPTIC-PHOTONICS de 2020. Sensibilisation, animation, mise en place d'un core group pour soutenir la réponse du pôle sur le projet et définir la stratégie d'alliance nationale et européenne. Mobilisation de tous les grands équipements scientifiques - Solectron Soleil, LULI Apolon, Teratec, Imagic@Cochin, IPVF, I2BC...intégration des laboratoires nobellisés.	préparation / recherche conférenciers / relais d'infos/mobilisation réseau + mise en place core group académique et industriel plus politique alliance et lobbying- concept note

Quantum Computing Intégration des actions photoniques sur le High Potential Computing et ordinateur quantique - identification des porteurs de technologies au sein des laboratoires, maillage avec les acteurs du computing, recherche de financement européen et mise en place d'un groupe de travil en vue de valoriser la région par un évènement 2020. Animation de la thématique « Quantum Computing » au niveau régional *(pilotage de la thématique par Philippe Duluc, CTO ATOS, membre du Board deSystematic, Président du Hub Digital Enginering)* - Fédération et animation des acteurs du Quantum Computing - Cartographie des acteurs et veille technologique - Organisation de 2 ateliers de sensibilisation des industriels franciliens au quantum computing : - Emergence de projets structurants sur le sujet : - Organisation de 2 workshops sur le calcul « post-loi de Moore » o Calcul quantique o Calcul optique o Calcul biologique	Fédération et animation Carto et veille Ateliers Emergence 2 WS
Photonique à l'Europe : accompagnement et suivi des PME et start-up fraciliennes vers les programmes et AAP européens fléchés Photonique et technologies associées. Mise en place du réseau et animation du réseau - recherche de fonds européens pour financer partiellement les activités sur ce sujet ; veille sur les projets et animation du réseau pour trouver des partenaires pour des consortiums européens - investigation pour obtenir de meilleurs résultats de la région en financements européens	nombre de pistes de projets et projets Systematic
Photonics & IAA & Agro - mise en place d'un évènement de lancement des actions en 2019 - recueil des besoins et opportunités monde agricole, IAA et packaging - valorisation du potentiel agrofood de la Région	evenement + pistes de projets
Pass Compéteces et Pass Apprentissage Proposer des dispositifs innovants de mobilité et d'accès aux compétences autres que des recrutements dits classiques. De véritables alternatives et de forts leviers de rapprochement PME/grands comptes/académiques. • Pass' Compétences Dispositif créé par Systematic puis porté par PRE en 2016. Mise à disposition de seniors de GG dans les startups t PME. Cofinancement PME/GG/fonds de revitalisation (via EDEC) • Pass' Apprentissage Mise à disposition d'Apprentis / Alternants formés par les GG dans les startups et PME franciliennes. Une Enquête PME pour analyser les retours sur ces 2 dispositifs + collecte besoins	Pass Compétences : Suivi, copils Collecte projets PME + qualification projets Pass Apprentissage : suivi, copils collecte Besoins PME contacts GG Organisation de 3 forums de mise en relation apprentis / altenants des GG et PME

BUDGET PREVISIONNEL DU POLE SYSTEMATIC PARIS REGION

Période : 1er Janvier 2019 - 31 Décembre 2019

DEPENSES	BP 2019 HT	en %
Salaires et charges	***1 115 417 €***	***41,3%***
Contribution des membres et bénévoles*	***800 000 €***	***29,6%***
Achats de prestations	***561 500 €***	***20,8%***
Etudes / Amorçage de projets		
Marketing / Offre / Prospection		
Animations Membres / Editions		
Services juridiques et comptables		
Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais)	***223 083 €***	***8,3%***
(Forfait 20% sur Salaires et charges)		
Loyers et charges		
Frais bancaires + Amortissements		
Télécom		
TOTAL DEPENSES	**2 700 000 €**	**100%**
TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE	**1 900 000 €**	**70%**

*** Hors assiette éligible**

RECETTES	Montant en €	en %
Financements privés	***995 000 €***	***36,9%***
Fondateurs		
Cotisations privées		
Sponsorship		
Contribution des membres et bénévoles*	***800 000 €***	***29,6%***

Financements publics		***905 000 €***	***33,5%***
	Collectivités Territoriales		
	Région Ile de France	905 000 €	
	Etat		
	DIRECCTE		
	TOTAL RECETTES	**2 700 000 €**	**100%**

DEPENSES ELIGIBLES PAR MISSIONS 2019	**Montant en €**		
	Achat de prestations	**Salaires et charges**	**TOTAL**
Mission socle 1 (missions de type B - guide DGE)	**286 500 €**	**1 011 500 €**	**1 298 000 €**
Mission socle 2 (missions de type A - guide DGE) -	**10 000 €**	**52 000 €**	**62 000 €**
Mission socle 3 (missions de type C - Guide DGE)			**0 €**
Missions spécifiques (préciser dans la parenthèse les thématiques ou décliner ci-dessous ligne par ligne les actions identifiées) - (Missions de type B ou C - Guide DGE)	**265 000 €**	**275 000 €**	**540 000 €**
TOTAL	**561 500 €**	**1 338 500 €**	**1 900 000 €**

Annexe 2 - Modèle convention Pôles de compétitivité

Annexe 2 : Convention type d'objectifs et de moyen avec les pôles franciliens

îledeFrance

CONVENTION QUADRIENNALE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE POLE DE COMPETITIVITE x

Entre

La Région d'Ile-de-France, située au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE

Ci-après dénommée la « Région »

d'une part,

et

ET

Le pôle X
ayant son siège

représentée par , agissant en qualité de

D'autre part,

Ci-après dénommés ensemble « les **Parties** »,

Ci-après dénommés individuellement « la **Partie** ».

LE PÔLE DE COMPÉTITIVITÉ PREAMBULE :

Pour le pôle :

Dans le cadre l'appel à projet national, le pôle de compétitivité X a été labellisé par l'Etat comme pôle de compétitivité. Cette labellisation reconnait la légitimité du pôle X et le positionne comme un acteur moteur dans l'animation de l'écosystème d'innovation francilien sur la thématique OO. Elle confirme également les résultats de la mission d'étude confiée par la Région aux cabinets CMI et Inno concernant le rôle des pôles de compétitivité pour le tissu économique francilien.

Pour la région :

Dans le cadre de la stratégie #Leader - schéma régional de développement économique, d'internationalisation et d'innovation (SRDEII), la Région a identifié 7 filières prioritaires :

- Automobile et Mobilités
- Aéronautique, spatial, défense
- Numérique (deeptech, fintech, industries culturelles et créatives,…)
- Ville Durable
- Santé, biotechnologies
- Tourisme, sports, loisirs
- Agriculture, agroalimentaire et nutrition, sylviculture

De façon complémentaire, les verticales technologiques suivantes ont été identifiées comme prioritaires pour la Région :

- La robotique
- L'intelligence artificielle
- La cyber sécurité
- La fabrication additive.

En 2018, la Région a réorienté son approche du soutien à l'innovation au travers des principes suivants :

- une réorientation du financement vers la phase aval et la mise sur le marché dans l'optique de transformer les projets d'innovation en réussite économiques, créatrices d'emplois pour le territoire ;
- la structuration d'une offre pour favoriser les projets d'innovation dans les domaines prioritaires (Innov'up, Paris Region Venture Fund, Challenges deeptechs) ;
- un soutien à des projets fédérateurs et à forte visibilité (grands projets et grands lieux d'innovation).

Le partenariat actuel entre les pôles de compétitivité et la Région prenant fin en 2018, il a été convenu de formaliser un nouveau partenariat dans le cadre de conventions d'objectifs et de moyens afin de :

- Renforcer l'articulation et les synergies entre les missions du pôle et les politiques régionales de développement économique et d'innovation
- S'accorder sur une ambition commune traduite dans des objectifs partagés
- Définir les moyens mis en œuvre
- Définir des modalités d'évaluation et de pilotage de ce partenariat.

En conséquence de quoi les **Parties** ont décidé de conclure la présente Convention d'objectifs et de moyens.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

L'objet de cette convention d'objectifs et de moyens a pour objet de préciser les engagements respectifs du pôle de compétitivité X et de la Région Ile-de-France, ainsi que les conditions de suivi et d'évaluation des missions et des actions du pôle de compétitivité X sur la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2022.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENT DU PÔLE DE COMPETITIVITE

2.1. La réalisation d'un plan annuel d'actions sur la durée de la convention

Le pôle de compétitivité X s'engage à réaliser les objectifs figurant à l'article 2.2 en les déclinant dans un programme de travail annuel ou plan d'actions annuel défini d'un commun accord avec la Région et présenté en annexe à la fiche projet.

A cette fin, il s'engage à adresser à la Région les grandes lignes du plan d'actions de l'année N+1 avant le 15 octobre de l'année N. Ces orientations seront examinées dans le cadre de l'instance de coordination Région/Pôle prévu à l'article 5.1.

La réalisation du plan annuel d'actions de travail fait l'objet d'un suivi et d'une évaluation formalisée.

Pour mettre en œuvre les pôles devront proposer un mode projet transversal.

2.2. La mise en œuvre des objectifs généraux stratégiques :

Le pôle de compétitivité X s'engage dans le cadre de la réalisation des objectifs retenus en commun pour le partenariat avec la Région tels que définis ci-après à :

- Etre un relai des politiques régionales auprès des acteurs de leur filière
- Suivre les projets stratégiques des lauréats des aides régionales à l'innovation
- Jouer un rôle d'alerte auprès de la Région sur les projets des acteurs de la filière

Objectif général n°1 : Etre un relai des politiques régionales auprès des acteurs de leur filière

Le pôle de compétitivité X est reconnu comme un acteur représentatif de la filière XX, en capacité de toucher et mobiliser les entreprises de cette filière dont il assure l'animation.

Le partenariat de long terme liant la Région au pôle de compétitivité X doit permettre de promouvoir et renforcer l'efficacité les politiques régionales ciblant les acteurs de la filière du pôle de compétitivité.

Plus précisément, de par son rôle d'animateur de la filière U, le pôle de compétitivité X a vocation à :

- Promouvoir les aides de la gamme Up et les dispositifs menés ou soutenus par la Région et ciblant les membres du pôle
- Favoriser l'émergence de projets innovants des entreprises franciliennes
- Participer activement au Paris Region Business Club

- Contribuer à l'animation de l'écosystème de filières prioritaires et verticales technologiques régionales
- Participer à la démarche de construction et de promotion de l'achat innovant public au sein de la Région
- Contribuer à la dynamique européenne de l'écosystème régional

Pour atteindre ces objectifs, le pôle s'engage donc à :

- Favoriser l'émergence de projets d'innovations susceptibles de candidater aux guichets régionaux up' et Grands projets industriels
- Communiquer, sensibiliser et orienter (via les newsletters, l'événementiel du pôle et les rencontres avec les membres/prospects) les entreprises de son écosystème aux différentes aides et dispositifs menés ou soutenus par la Région (Pack IA, Industrie,…), en particulier sur dans le domaine de l'innovation
- Concernant « Innov'up expé » : Contribuer à l'émergence de projets d'expérimentations sur leurs thématiques
- Appuyer la Région dans l'organisation d'assises / évènements annuels rassemblant les écosystèmes (verticales technologiques ou filière)
- Organiser, en lien avec la Région, des Challenges en détectant des besoins technologiques nécessitant le développement de solutions nouvelles
- Appuyer la Région, dans la mise en relation entre rentre acheteurs publics et offreurs de solutions innovantes sur ses thématiques cibles en sourçant des start-up pertinentes.
- Proposer des actions interpoles avec une coordination avec le pôle Y sur les thématiques G et Z.
- Répondre, en tant que porteur de projet, à des appels à projets européens structurants au regard de la thématique et l'expertise du pôle. Les guichets DIH, KICK, Innosup sont particulièrement visés dans la mesure où ils ont vocation à bénéficier aux entreprises franciliennes selon le principe du cascade funding. Une à deux réunions annuelles avec la Direction des Affaires Européennes de la Région se tiendront afin d'échanger sur les opportunités de réponses à des appels à projets européens.
- A travailler en complémentarité avec le réseau régional, PRBC.

Le soutien régional à cet objectif s'inscrit dans le cadre du Régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 – catégorie Pôles d'Innovation.

Objectif général n°2 : Suivre les projets stratégiques des lauréats des aides régionales à l'innovation

La Région Ile-de-France soutient financièrement des projets d'innovation structurants au travers des guichets Leader PIA, Grands Projets et Innov'up Expé. L'enjeu consiste à s'assurer du bon déroulé des projets engagés par rapport à sa feuille de route mais également d'anticiper la phase post projet.

Pour atteindre ces objectifs, le pôle s'engage donc à :

- Assurer un suivi opérationnel des lauréats des aides régionales et en particulier Innov'up Expé et des grands projets relevant leur thématique et sans obligation d'adhésion au pôle des lauréats

- Transmettre à la Région des point d'étapes et bilan de l'avancement des projets (1 par an a minima par projet)
- Organiser, avec les services régionaux, des réunions de suivi de portefeuilles des entreprises suivies afin d'échanger de façon qualitative sur l'état d'avancement et les orientations possibles du dirigeant à l'issue du projet.

Les missions relatives à l'objectif 2 sont considérées hors aides d'Etat conformément aux recommandations du Guide de la Direction Générale des Entreprises relatif au financement des pôles de compétitivité.

Objectif général n°3 : Jouer un rôle d'alerte auprès de la Région sur les projets des acteurs de la filière

Dans le cadre de l'animation de son réseau de membres, le pôle dispose d'une information privilégiée sur les projets et enjeux des entreprises franciliennes de sa filière. Ces informations sont capitales pour la Région dans l'optique d'anticiper et d'accompagner le cas échéant des projets structurants de développement, implantation, délocalisation mais également d'élaborer de nouvelles politiques publiques répondant à des besoins émergents et partagés.

Pour atteindre ces objectifs, le pôle s'engage donc à :

- Transmettre, a minima de façon bimensuelle, à la Région des notes d'informations et d'alertes sur les acteurs de la filière.

Les missions relatives à l'objectif 3 sont considérées hors aides d'Etat conformément aux recommandations du Guide de la Direction Générale des Entreprises relatif au financement des pôles de compétitivité.

A ces objectifs communs à l'ensemble des pôles de compétitivité franciliens, s'ajoutent les missions spécifiques suivantes pour le pôle X ; l'ensemble des missions seront définies et assorties d'objectifs dans l'annexe à la fiche projet. **Ces missions spécifiques seront financés (sauf mention explicite dans la fiche projet) dans le cadre du Régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 – catégorie Pôles d'Innovation.**

2.3. Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

En vertu de la mesure « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » qui vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail, adoptée par délibération du Conseil Régional n° CR 08-16 du 18 février 2016, le pôle de compétitivité X s'engage à recruter au moins 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois par année d'exécution de la présente convention. Le pôle de compétitivité X saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

Le pôle de compétitivité X informe la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires ou alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) à la mise en œuvre de cette obligation.

2.4. Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le pôle de compétitivité X s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. L'information relative à ce soutien le pôle de compétitivité prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la Charte graphique régionale.

Pour les opérations ayant une dimension internationale ou le justifiant, la marque de territoire « Paris Region » pourra se substituer à celui de la Région Ile-de-France.

Le pôle autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication, sauf utilisation de la marque territoriale.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile-de-France.

Concernant les sites web, la mention et le logo sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France, sauf utilisation de la marque territoriale. Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Lorsque le projet subventionné comprend la production de supports à diffuser (plaquettes, affiches, actes de colloques, livres, ou tout autre support), le bénéficiaire s'engage à :

- échanger en amont avec les services régionaux sur les principaux documents de communication ;
- mettre à disposition de la Région au maximum 1% pour chaque type de supports réalisés ;
- laisser libre de droit d'auteur le support et son contenu dans le cas où la Région souhaite l'utiliser dans un cadre institutionnel, sous réserve qu'elle le pôle de compétitivité X prenne charge l'achat des supports ou leur coût de reproduction.

L'octroi de la subvention régionale est subordonné à la production de l'ensemble de ces informations et au respect des obligations auxquelles l'organisme s'engage en application du présent article.

2.5. Obligations administratives

Le pôle de compétitivité X s'engage à :

- conserver et archiver, pendant 10 ans, l'ensemble des documents et données produits ou reçus dans le cadre de son activité, lesquels relèvent du régime juridique des archives publiques dès leur création (Code du Patrimoine, art. L211-4). Passée leur durée d'utilité administrative une partie de ces archives a vocation à être versée aux archives régionales pour conservation définitive ou historique, (périmètre défini par la Région - Service des archives régionales- en lien le pôle de compétitivité X). Les archives hors de ce périmètre devront être éliminées dans les règles propres aux archives publiques Pour ce faire, le pôle de compétitivité X s'engage à contacter la Région (service des archives régionales). En cas de conservation des données et documents chez un tiers archiveur, le pôle de compétitivité X s'engage à faire appel à un le pôle de compétitivité prestataire agréé pour la conservation d'archives publiques dont la liste est disponible sur le site des Archives de France https://francearchives.fr/fr/section/24437377. En tant qu'organisme produisant des archives publiques, le pôle de compétitivité X s'engage à stocker et traiter ses données sur le territoire français ;
- respecter les dispositions de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics et soumettant les marchés de fournitures, services, travaux aux règles de publicité et de mise en concurrence prévue par ladite ordonnance ou par le code des marchés publics ;
- respecter la réglementation relative aux aides d'Etat pour chaque typologie de mission réalisée (notamment les articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne) et pour les aides (quel que soit leur forme) qu'elle fournit aux entreprises ;
- faire précéder tous les déplacements de son personnel d'un ordre de mission écrit et signé par le Président de l'organisme ou par son délégataire ;
- rembourser à son personnel les frais de mission et de représentation, sous réserve de la production d'un compte rendu de la mission, et dans le respect des procédures internes à le pôle de compétitivité X ;
- définir et mettre en œuvre des procédures d'achat et de paiement (compte bancaire, régie d'avance, carte bancaire, etc.).

2.6. Obligations d'information et d'accès aux documents

Le pôle de compétitivité X s'engage à :

- faire parvenir à la Région, 7 jours au moins avant les réunions du Conseil d'Administration et 15 jours au moins avant les réunions de l'Assemblée Générale, les documents figurant à l'ordre du jour et à produire les procès-verbaux des dites réunions ;
- répondre à toute demande d'information et de document relative à son suivi budgétaire et financier, et produire semestriellement une situation de trésorerie mensualisée et actualisée ;
- fournir trimestriellement les indicateurs dont la liste est décrite en annexe de la fiche projet ;
- informer la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention ;
- faire parvenir à la Région, le cas échéant, la liste des instances internes à l'organisme susceptibles d'orienter et de mettre en œuvre la politique de l'organisme ou l'engagement des dépenses ;

- informer la Région de tout contrôle opéré par un organisme de recouvrement (administration fiscale, URSSAF) et communiquer les notifications.

2.7 Le cadre budgétaire et comptable

Le pôle de compétitivité X s'engage à :

- respecter les dispositions en vigueur quant à l'utilisation des fonds publics ;
- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur et au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des organismes et fondations ;
- adopter une comptabilité analytique et la présentation de son budget en conformité avec la déclinaison de ses missions en objectifs généraux, objectifs opérationnels voire en actions, tel que décrit dans l'article 2 et en annexe ;
- fournir annuellement à la Région, dès leur approbation :
    - et au plus tard avant le 15 octobre de l'année N-1, l'avant-projet de budget de l'année à venir ;
    - le budget et le programme d'actions annuel définitifs ;
    - et au plus tard avant le 30 juillet de l'année N, les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) du dernier exercice clos certifiés par un Commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L822-1 du Code de Commerce, et notamment un compte emploi ressources si l'organisme fait appel à la générosité du public ;
    - dans les délais utiles, tous les rapports et correspondances émis par le Commissaire aux comptes ;
    - et au plus tard avant le 30 juillet de l'année N, le rapport d'activité annuel du dernier exercice clos.

ARTICLE 3 : Engagements de la Région

3.1. La réalisation des objectifs

La Région s'engage à soutenir financièrement le pôle de compétitivité X pour la réalisation du programme d'actions défini par le présent partenariat. Ce soutien prend la forme d'une subvention annuelle conditionnée au vote chaque année par l'assemblée délibérante au regard du programme d'action annuel et d'un bilan détaillé de l'année précédente. Les soutiens mis en œuvre au titre de ce dispositif le sont dans la limite des disponibilités budgétaires annuelles.

Ce soutien permet au pôle de compétitivité X d'inscrire ses activités dans la durée, de les anticiper et de les faire évoluer en fonction des objectifs de la présente convention.

La Région s'engage à communiquer régulièrement au pôle de compétitivité X les informations sur :

- les délibérations en lien avec ses missions ;
- les évolutions du règlement budgétaire et financier de la Région l'impactant.

La Région s'engage en outre à :

- associer le pôle de compétitivité X à l'ensemble des instances régionales mises en place dans le cadre de la stratégie régionale d'innovation et de filière ;
- informer le pôle de compétitivité X des travaux engagés dans le cadre du déploiement des politiques économiques régionales.

3.2. Modalités de versement de la subvention

Le versement des sommes dues par la Région, au titre de la présente convention, sera effectué sur appel de fond que lui aura adressé l'association.

L'association dispose d'un délai maximum de 12 mois à compter de la délibération, pour présenter un premier appel de fonds. Passé ce délai, la subvention est caduque et le bénéfice de la subvention est perdu en application du règlement budgétaire et financier de la Région.

Si à l'expiration d'un délai de un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et est annulée. A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération.

Le versement des sommes dues s'effectuera, pour la Région, selon l'échéancier suivant :

- un premier acompte à valoir sur les dépenses déjà effectuées (selon le modèle proposé en annexe et signé par le représentant légal) ou une première avance, à valoir sur les paiements prévus, si l'association justifie ne pas disposer de trésorerie (production d'un plan de trésorerie de 12 mois de la structure tel que proposé en annexe), en proportion du taux de la subvention, le cumul de l'acompte et de l'avance ne pouvant excéder 80% du montant de la subvention annuelle,
- le solde sera versé après la production :
  - d'un rapport d'activité,
  - des comptes annuels de l'association certifiés par l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes (si l'association en est dotée)
  - d'une présentation du budget annuel réalisé - dans un format similaire au budget prévisionnel annexé à la fiche projet - signé par le représentant de l'association (par nature de dépense – ex. modèle proposé en annexe).
  - d'un relevé analytique des dépenses par mission subventionnée (conformément au programme annuel) précisant l'objet et le montant des dépenses au titre de l'action subventionnée. Il est signé et certifié sincère par le représentant de l'association (selon le modèle proposé en annexe).

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé) ainsi que d'un compte-rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Il est rappelé que la subvention régionale demeure globale, par application du taux d'intervention régional au regard du budget annuel réalisé conformément au programme subventionné.

Il appartient aux pôle de veiller au respect des taux d'intervention publics identifiés par mission dans l'annexe à la fiche projet et conformément à la réglementation des aides d'Etat (notamment les articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne) et

en cohérence avec le guide de financement des pôles de compétitivité produit par la Direction Générale des Entreprises.

Les versements seront effectués sur le compte établi au nom de :

XX

YY

Chaque demande de versement du pôle de compétitivité X adressée à la Région pour paiement est accompagnée d'un appel de fonds de la subvention. Au moment du versement du solde de la subvention, la Région doit être en possession des informations et documents mentionnés à l'article 2.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

3.3. Restitution éventuelle de la subvention

En cas de non-exécution de tout ou partie des objectifs définis dans l'article 2, et après mise en demeure de justification de le pôle de compétitivité X, de retard significatif ou de modification substantielle sans validation de la Région des conditions d'exécution de la convention par le pôle de compétitivité X, la Région peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 4 : Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, la Région et le pôle de compétitivité X s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « *le règlement européen sur la protection des données* »).

Les modalités de l'échange de données, relatives aux membres des pôles, seront traitées dans le cadre d'un accord spécifique entre le pôle et la Région, dans le respect de la RGPD.

ARTICLE 5 : Suivi et évaluation des actions

5.1 Coordination stratégique entre la Région et le pôle de compétitivité

Deux instances de coordination permettront au pôle et à la Région d'articuler leurs actions et de suivre l'avancement respectif des partenaires.

Un comité opérationnel se réunira de façon bi-mensuelle pour :

- Passer en revue les actualités (Communication, sollicitation prise de parole Région,…)
- Avancement des actions de la convention et nouveaux projets soumis par le pôle

- Echange et alertes sur la filière et les grands comptes.

Un comité stratégique se réunira une à deux fois par an pour :
- Réaliser un point global sur la convention
- Présenter les éléments marquant dans la vie du pôle et les nouvelles politiques régionales
- Retour d'expérience et évolution de la convention le cas échéant
- Présentation et préparation des objectifs de la convention en n + 1.

5 .2 Evaluation des actions et suivi des indicateurs

L'évaluation des objectifs et le suivi des actions sont engagés par le pôle de compétitivité X au travers d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs tels que précisés en annexe à la fiche projet, et de tout autre dispositif d'enquête et de suivi des bénéficiaires d'actions de le pôle de compétitivité X.

Ceux-ci sont susceptibles d'évoluer en tant que de besoin à la demande de la Région et/ou de le pôle de compétitivité X. Cette évaluation fait l'objet d'un travail itératif avec les services de la Région dans le cadre de l'instance de suivi.

Les indicateurs de suivi sont transmis à la Région sur une base semestrielle dans les trente jours suivant la fin du semestre précédent. Les indicateurs consolidés de l'année N doivent être transmis au plus tard dans les trente jours suivant le premier trimestre de l'année N+1. Ces indicateurs sont assortis le cas échéant de commentaires pour faciliter la compréhension des résultats obtenus.

L'analyse de ces indicateurs doit constituer une base afin de :

- disposer d'une description précise et étayée de données objectives et chiffrées des actions menées grâce aux financements apportés à l'organisme ;
- mesurer les résultats obtenus et les retombées indirectes des actions de l'organisme.

ARTICLE 6 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention, conclue pour une période de quatre ans, prend effet à compter du 1er janvier 2019. Elle expire le 31 décembre 2022, sans préjudice des dispositions des articles 2.5 et 3.2.

ARTICLE 7 : Contrôle de la Région

À tout moment, le pôle de compétivité X s'engage à faciliter le contrôle sur place par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, en vue de vérifier la réalisation des actions, l'application des dispositions conventionnelles et l'emploi des fonds publics, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

ARTICLE 8 : Modification de la convention

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par la Commission permanente du Conseil régional et des instances du pôle. Celui-ci précisera explicitement les éléments modifiés de la convention.

ARTICLE 9 : Résiliation de la convention

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le pôle de compétitivité X. Dans ce cas, la Région adresse au pôle de compétitivité X une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la Région adresse au pôle de compétitivité X la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation au pôle de compétitivité X par la Région.

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,

Le ……

Pour la Région,
La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France,
Valérie PECRESSE

Pour le pôle
Le Président JJ

Annexe 1 : Présentation du plan d'actions et d'objectifs

Objectifs généraux	***Objectifs stratégiques (niveau 2)***	***Actions***	***Indicateurs pôle***
Objectif 1: Etre un relai des politiques régionales auprès des acteurs de leur filière	Promouvoir les aides de la gamme Up et les dispositifs menés ou soutenus par la Région ciblant les membres du pôle et l'émergence de projets innovants	Communiquer, sensibiliser et orienter (via les newsletters, l'événementiel du pôle et les rencontres avec les membres/prospects) les entreprises de son écosystème aux différentes aides et dispositifs (Pack IA, Industrie,…)	
		Favoriser l'émergence de projets d'innovations susceptibles de candidater aux guichets régionaux up' et grands projets	
		Concernant « Innov'up expé » : Contribuer à l'émergence de projets d'expérimentations sur leurs thématiques	
	Participer activement au Paris Region Business Club et à le promouvoir auprès des membres	Proposer du contenu innovant en lien avec la filière.	
	Contribuer à l'animation de l'écosystème de filières prioritaires et verticales	Appuyer la Région dans l'organisation d'assises / évènements annuels rassemblant les écosystèmes (verticales technologiques ou filière)	

	technologiques régionales	Organiser, en lien avec la Région, des Challenges en détectant des besoins technologiques nécessitant le développement de solutions nouvelles	
		Proposer des actions interpoles avec une coordination avec le pôle Y sur les thématiques G et Z.	
	Participer à la démarche de construction et de promotion de l'achat innovant public au sein de la Région	Appuyer la Région, dans la mise en relation entre acheteurs publics et offreurs de solutions innovantes sur ses thématiques cibles en sourçant des start-up pertinentes.	
	Contribuer à la dynamique européenne de l'écosystème régional	Répondre, en tant que porteur de projet ou partenaire, à des appels à projets européens structurants au regard de la thématique et l'expertise du pôle.	
Objectif 2: Suivre les projets stratégiques des lauréats des aides à l'innovation		Assurer un suivi opérationnel (estimé à 2 jours par projets) des lauréats des aides à l'innovation (en particulier Innov'up Expé et Grands projets)	
		Transmettre à la Région des point d'étapes et bilan de l'avancement des projets (1 par an a minima par projet)	
		Organiser, avec les services régionaux, des réunions de suivi de portefeuilles des entreprises suivies afin d'échanger de façon qualitative sur l'état d'avancement et les orientations possibles du dirigeant à l'issue du projet.	

Objectif 3: Jouer un rôle d'alerte auprès de la Région sur les projets des acteurs de la filière		Transmettre, a minima de façon bimestrielle, à la Région des notes d'informations et d'alertes sur les acteurs de la filière.	

Missions spécifiques (à adapter selon les pôles) :

Objectifs généraux	*Objectifs stratégiques (niveau 2)*	*Actions*	*Indicateurs pôle*

Annexe 2 : annexe financière

BUDGET PREVISIONNEL DU POLE XX

Période :

DEPENSES	**BP 2019 HT**	**en %**
Salaires et charges		
Contribution des membres et bénévoles*		
Achats de prestations		
Etudes / Amorçage de projets		
Marketing / Offre / Prospection		
Animations Membres / Editions		
Services juridiques et comptables		
Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais)		
Loyers et charges		
Télécom		

TOTAL DEPENSES			
TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE			

*** Hors assiette éligible**

RECETTES		Montant en €	en %
Financements privés			
Fondateurs			
Cotisations privées			
Sponsorship			
Financements publics			
	Collectivités Territoriales		
	Région Ile de France		
	DIRECCTE		
	TOTAL RECETTES	**0 €**	**0%**

DEPENSES ELIGIBLES PAR MISSIONS		Montant en €	
	Achat de prestations	**Salaires et charges**	**TOTAL**
Mission socle 1 (missions de type B - guide DGE)			
Mission socle 2 (missions de type A - guide DGE) -			
Mission socle 3 (missions de type A - Guide DGE)			
Missions spécifiques (décliner ci-dessous ligne par ligne les actions identifiées) - (Missions de type B ou C - Guide DGE)			
TOTAL			

Annexe 3 - Convention de Partenariat Paris Region AI for Industry Challenge 2019

Annexe 3 : Convention de Partenariat Paris Region AI for Industry Challenge 2019

CONVENTION DE PARTENARIAT N°

Relative à l'organisation du
Paris Region AI for Industry Challenge 2019

ENTRE

La Région d'Ile-de-France
Ayant son siège social 2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen
représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse
agissant en vertu de la délibération n° CP ….. du xxx

ci-après dénommée la " **Région** "

D'une part,

Et

MICHELIN
…
Ci-après dénommée «**Michelin**».

D'autre part,

Et

SNCF
….
Ci-après dénommée «**SNCF**».

D'autre part,

Et

CMLA,
Ayant son siège
Représenté par son Président,.

Ci-après dénommée « **CMLA** ».

Et

XXX,
Ayant son siège

Représenté par

Ci-après dénommée « **xxxxx**».

D'autre part,

La Région et […] sont ci-après dénommés collectivement par les « Organisateurs».

Michelin, Wordline, SNCF et Bertin sont ci-après dénommés collectivement par les « Industriels »

[…] sont ci-après dénommés collectivement par les « Partenaires »

[…] sont dénommés collectivement par les « Parties » et individuellement par la « PARTIE »

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

La Région, Ile-de-France a adopté en octobre 2018 son plan IA2021 en faveur du développement de l'Intelligence artificielle dans lequel elle souhaite mettre cette technologie au service de la ré-industrialisation de son territoire.

L'objectif des Parties à travers ce partenariat est d'organiser une compétition, ci-après dénommée « **Challenge** » sur l'usage de l'intelligence artificielle dans divers domaines industriels, afin de sélectionner des lauréats pouvant mener un projet scientifique collaboratif avec chacun des Industriels

Les Parties se sont donc rapprochées, en vue de négocier les présentes.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - DÉFINITIONS

Les Parties entendent donner la signification suivante aux termes employés avec une lettre majuscule ci-après, étant entendu que les mots au pluriel peuvent s'entendre au singulier et réciproquement :

« **Affiliés** » signifie pour une Partie donnée, (i) toute personne morale dont la Partie détient directement ou indirectement plus de cinquante pour cent (50 %) des titres ou autres droits de propriété représentant le capital social de cette personne morale, ou plus de cinquante pourcent (50 %) des droits de vote ordinaires de cette personne morale ou (ii) toute personne morale qui, au moment de cette détermination, détient directement ou indirectement plus de cinquante pourcent (50 %) des titres ou autres droits de propriété représentant le capital social de cette Partie, ou au moins cinquante pourcent (50 %) des droits de vote de ladite Partie.

« **Convention** » signifie le présent convention de partenariat, ses annexes et ses avenants éventuels.

« **Challenge** » signifie l'ensemble du processus permettant de répondre aux questions thérapeutiques soumises par les Industriels, et comprenant, notamment, l'ensemble des tâches décrites en Annexe 1.

« **Date d'Effet »** signifie le 01/01/2019.

« **Informations Confidentielles** » toute information et/ou toute donnée de toute nature, incluant notamment les informations de nature technique, scientifique, médicale, opérationnelle, administrative, financière, économique, commerciale, comptable, juridique ou autre, sous quelle que forme que ce soit, brevetable ou non, divulguée par une Partie à une ou plusieurs autres Parties au titre du Convention et (i) qui sera confirmée comme étant confidentielle par l'apposition d'une mention « confidentiel » sur le support matériel de l'information divulguée, ou (ii) qui est raisonnablement considérée comme confidentielle de par sa nature dans le secteur d'activité afférent à l'Etude ou (iii) s'il s'agit d'une information divulguée oralement ou visuellement, qui aura été confirmée par écrit par la Partie divulgatrice comme étant confidentielle, dans les quinze (15) jours calendaires à compter de sa communication orale ou visuelle. Jusqu'à l'expiration de ce délai de quinze (15) jours calendaires, les informations concernées seront considérées comme des Informations Confidentielles. En tout état de cause, et sans qu'une telle confirmation écrite soit nécessaire, les Connaissances Propres appartenant (en totalité ou en partie) à une autre Partie, lesquels incluent entre autres le Matériel et les Données, de même que le contenu du Convention seront d'emblée considérés comme des Informations Confidentielles. Cette notion s'appliquera selon ce qui est prévu au Convention, plus particulièrement dans son article 7 ci-après.

ARTICLE 2 - OBJET DU CONVENTION

La Convention a pour objet :

- de définir les conditions de réalisation par les Parties du Challenge
- de déterminer la répartition des tâches afférentes au partenariat telles que définies en Annexe 1.

ARTICLE 3 – MOYENS MIS EN ŒUVRE ET ORGANISATION

3.1 Chacune des Parties mettra en œuvre tout le savoir-faire, toute la compétence et tous les moyens nécessaires à la bonne exécution du Challenge, objet du Convention. Les responsabilités sont définies par chacune des Parties dans l'Annexe 1.

3.2 Les Parties se tiendront régulièrement informées de l'évolution du projet. Dans cette optique les Responsables de Projet des Parties se concerteront et organiseront des réunions périodiques en vue d'examiner les points suivants :

- suivi du déroulement du Challenge, sa réorientation éventuelle;
- propositions de communication selon les stipulations du Convention;
- propositions de solutions en cas de litiges d'ordre technique, selon les stipulations du Convention.

Ces réunions de travail et de suivi auront lieu à la demande de l'une ou l'autre des Parties.

3.3 En outre, les Parties s'informeront en cas de difficultés ou incidents quelconques pouvant survenir et susceptibles de compromettre ou de retarder la réalisation du Challenge.

3.4 Nonobstant toute disposition contraire, toute décision des Responsables Opérationnels, le contenu de tout compte-rendu ou le contenu de tout échange, oral ou écrit, entre les Responsables Opérationnels qui modifierait ou affecterait substantiellement les droits et/ou les obligations des Parties au titre des présentes ne sera valide et opposable qu'après avoir été constaté par voie d'un avenant écrit signé des Parties.

ARTICLE 4 - CONFIDENTIALITE

4.1 Chacune des Parties, dans la limite de ses droits, transmettra à l'autre Partie les seules Informations Confidentielles qu'elle juge nécessaires à la poursuite des objectifs de la présente convention. Les Parties s'engagent à respecter la plus stricte confidentialité s'agissant du contenu du Challenge et des Informations Confidentielles et à ne les communiquer à aucun tiers.

4.2 La Partie qui reçoit une Information Confidentielle d'une autre Partie s'engage à ce que les Informations Confidentielles qu'elle reçoit :

- Soient protégées et gardées strictement confidentielles et soient traitées avec le même degré de précaution et de protection qu'elle accorde à ses propres Informations Confidentielles de même importance ;
- Ne soient pas utilisées, totalement ou partiellement, dans un autre but que celui du Convention, sans le consentement préalable et écrit de la Partie qui en est propriétaire ;
- Ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées totalement ou partiellement lorsque de telles copies, reproductions ou duplications n'ont pas été spécifiquement autorisées par écrit par la Partie qui en est propriétaire.

Le non-respect par l'une des Parties ou leurs préposés de l'obligation de confidentialité telle que décrite dans le présent article entraînera la mise en jeu de sa responsabilité contractuelle vis-vis de la Partie propriétaire des Informations Confidentielles divulguées.

La Partie réceptrice s'engage à obtenir de ceux de ses Affiliées et employés, préposés, consultants ou des personnes placées sous sa responsabilité, qui seront amenés à connaître tout ou partie de ces Informations Confidentielles, l'adhésion pleine et entière à un engagement de confidentialité au moins identique dans l'étendue et dans ses dispositions au présent engagement de confidentialité, et s'engage à assumer, vis-à-vis de la Partie émettrice, l'entière responsabilité de tout manquement à ces obligations.

4.3 La présente obligation de confidentialité ne s'appliquera pas à toute information ou élément d'information dont la Partie réceptrice est en mesure d'établir :

a) qu'elle était accessible au public à la date de sa communication par la Partie émettrice, ou viendrait à l'être sans faute de la Partie réceptrice ;

b) qu'elle était déjà connue de la Partie réceptrice au moment de la communication par la Partie émettrice ;

c) qu'elle lui a été transmise sans obligation de confidentialité par un tiers la détenant légitimement ;

d) qu'elle a été obtenue par la Partie réceptrice par des développements indépendants entrepris de bonne foi par des membres de son personnel n'ayant pas eu accès aux informations ;

e) qu'elle est tenue de divulguer en application d'une disposition légale ou réglementaire impérative ou par l'application d'une décision de justice définitive ou d'une décision d'une autorité administrative, sous réserve (i) d'informer préalablement par écrit la Partie émettrice d'une telle divulgation, (ii) qu'elle mette en œuvre tous les moyens nécessaires afin de limiter l'étendue d'une telle divulgation à ce qui est strictement nécessaire et (iii) que la confidentialité des Informations Confidentielles soit par ailleurs strictement maintenue.

4.4 Les dispositions du présent article s'appliqueront pendant la durée du Convention et survivront pendant une période de cinq (5) ans à compter de l'expiration ou de la résiliation du Convention et ce quelle qu'en soit la cause.

4.5 Il est expressément convenu entre les Parties que la divulgation par les Parties entre elles d'Informations Confidentielles, au titre du Convention, ne peut en aucun cas être interprétée comme conférant de manière expresse ou implicite à la Partie qui les reçoit un droit quelconque (aux termes d'une licence ou par tout autre moyen) sur ces Informations Confidentielles.

ARTICLE 5 –– COMMUNICATIONS

Il est convenu que la communication du Challenge sera co-pilotée par la Région Ile-de-France et les Industriels. En particulier, toute décision dans les domaines suivants (sans que cela ne soit limitatif) sera prise par la Région Ile-de-France et les Industriels d'un commun accord :

- (i) médiatisation, création et diffusion des supports, détermination et exécution du plan d'engagement des Contributeurs et des Experts, etc.,

- (ii) de l'IT (création, hébergement et gestion du site web dédié au Concours, gestion des candidatures, etc.),

- (iii) logistique (lieux dans lesquels seront notamment organisés les pitchs et les cérémonies ;

- (iv) choix des média partenaires ;

- (v) toute communication dans le cadre du Challenge

ARTICLE 6 - GARANTIE - RESPONSABILITÉ

6.1 Dans le cadre du Challenge, du personnel des Parties, restant payé par son employeur, peut être amené à travailler dans les locaux de l'autre Partie. Ce personnel est tenu de respecter les règles de confidentialité, de discipline, d'hygiène et de sécurité de l'établissement d'accueil. Chaque Partie assume, à l'égard du personnel qu'elle rémunère, toutes les obligations sociales et fiscales de l'employeur ainsi que la responsabilité civile concernant les actes dudit personnel et d'exercer envers lui toutes les prérogatives administratives de gestion (notation, avancement, discipline, etc.). Les consignes techniques particulières à un poste de travail sont notifiées aux personnels concernés par le Responsable Scientifique de la Partie concernée. Le personnel de la Partie amené à travailler dans les locaux de l'autre Partie devra signer tous les documents nécessaires à son hébergement. Dans cette optique, le personnel concerné devra signer une convention

d'accueil avec la Partie qui l'accueille. Il est expressément entendu que les termes du présent Convention prévaudront sur ceux du règlement intérieur, de la convention d'accueil et de tout autre document signé par le personnel accueilli en cas de contradiction.

6.2 Pendant toute la durée du Convention, chaque Partie est responsable selon les règles de droit commun des dommages directs résultant de sa faute et/ou de sa négligence et/ou de celles de son personnel, qui pourraient être causés aux personnes et aux biens.

6.3 Chaque Partie s'engage à respecter et faire respecter toutes les dispositions légales ou réglementaires applicables, existantes et futures, qui lui incombent lors de la réalisation de sa part de travaux au titre du Challenge.

6.4 Les Parties ne seront pas responsables les unes envers les autres des dommages indirects qu'elles pourraient se causer en application du Convention, notamment de tous dommages immatériels tels que pertes de chiffre d'affaires, de marge, de clientèle, de chance, préjudice d'image ou coûts d'interruption d'activité économique, sauf si ces pertes, préjudice ou coûts résultent du non-respect de l'article 7 – CONFIDENTIALITE, ou d'une négligence ou d'une faute, auquel cas ils ne seront pas concernés par la présente exclusion.

6.5 Chacune des Parties prend en charge, pour ce qui la concerne, la couverture de ses personnels ou des personnes agissant pour son compte et intervenant dans le cadre du Projet, conformément à la législation applicable, notamment la législation du travail et des maladies professionnelles et procède aux formalités légales qui lui incombent, sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables. La réparation des dommages éventuels subis par ces personnes s'effectuera notamment en tenant compte de leur statut propre.

Chacune des Parties est responsable, dans les conditions du droit commun des dommages qu'elle pourrait causer aux personnes ou aux biens, à l'occasion ou du fait de l'exécution du Convention.

Chaque Partie reconnaît, au regard de son statut et pour ce qui la concerne, être son propre assureur ou à défaut prendre en charge la souscription et le maintien des polices d'assurance nécessaires à la couverture de ses responsabilités dans le cadre de l'exécution du Convention.

ARTICLE 7 – FORCE MAJEURE

Aucune des Parties ne sera tenue responsable d'un manquement à ses obligations définies au présent Convention résultant d'une cause de force majeure, définie mais non limitée aux événements naturels, incendie, explosion, grève nationale, la guerre, insurrection, sabotage, et plus généralement toute situation imprévisible, irrésistible et extérieure, au sens de l'article 1218 du Code Civil et de la jurisprudence, à la Partie concernée.

En cas de force majeure, l'autre Partie ne pourra réclamer des dommages et intérêts pour non-exécution de ses obligations définies dans le présent Convention.

Pour se prévaloir de la force majeure, la Partie qui en est affectée doit notifier à l'autre l'événement de force majeure, dès sa survenance, en indiquant une estimation de sa durée, par lettre recommandée avec avis de réception. Dès que celui-ci prend fin, la Partie empêchée le notifie à l'autre et doit reprendre l'exécution de ses obligations.

Dans le cas où cet événement se prolongerait pendant une période excédant trente (30) jours et ne permettrait pas l'exécution des clauses essentielles du présent Convention, les Parties se réuniront afin de déterminer, de bonne foi, les conditions dans lesquelles le présent Convention pourra être poursuivi ou résilié.

ARTICLE 8 - DURÉE

Le Convention entre en vigueur à sa date de signature et restera en vigueur sauf résiliation anticipée telle que prévue à l'article 14 ci-dessous, pour une durée de douze (12) mois.

Toute extension ou prolongation de la durée du Convention se fera par voie d'avenant signé par les deux Parties précisant notamment l'objet de cette prolongation ainsi que les modalités de son financement.

ARTICLE 9 – RÉSILIATION

Toute violation des obligations contractuelles par l'une des Parties entraînera la résiliation de plein droit du Convention et ce, dans les délais précisés dans la mise en demeure restée sans effet dans un délai de trente (30) jours et adressée par la lettre recommandée avec avis de réception à la Partie défaillante qui ne peut prétendre à aucune indemnité.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de la prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par la partie plaignante du fait de la résiliation anticipée du Convention.

Le présent Convention pourra être résiliée d'un commun accord par voie d'un simple courrier signé des Parties.

Nonobstant l'arrivée à échéance du Convention ou sa résiliation anticipée, les dispositions concernant la propriété intellectuelle, la confidentialité, les publications et communications, les litiges et la responsabilité demeureront applicables aux Parties, pendant les durées visées aux articles concernés.

ARTICLE 10 – GENERALITES

10.1 Le Convention et ses annexes constituent l'intégralité de l'accord entre les Parties. Tout accord préalable, écrit ou oral, exprès ou tacite, relatif à l'objet du Convention est caduc et est nul et non avenu.

10.2 Toute modification du Convention devra faire l'objet d'un accord écrit signé par les Parties.

ARTICLE 11 - CESSION – TRANSFERT DE CONVENTION

11.1 Les Parties déclarent que la Convention est conclu « intuitu-personae ». En conséquence, il est personnel, incessible et intransmissible.

11.2 Aucune des Parties ne pourra céder en tout ou partie à quiconque, de quelque manière que ce soit, les droits et obligations résultant du Convention, sans autorisation préalable écrite de l'autre Partie. Le repreneur éventuel s'engage à respecter l'ensemble des termes du Convention.

11.3 En cas de consentement pour transfert de la Convention à un tiers, il est d'ores et déjà entendu que ledit tiers sera, en tout état de cause, soumis aux mêmes obligations que celles mises à la charge des Parties dans la présente Convention à moins que les nouvelles Parties en conviennent ensemble autrement. Un avenant à la présente Convention entre les nouvelles Parties devra être élaboré, ce dernier définira les obligations respectives desdites Parties, conformément à l'alinéa précédent.

ARTICLE 12– SOUS-TRAITANCE

Aucune Partie n'est autorisée à sous-traiter à un tiers tout ou partie des droits et obligations qui en découlent pour elle, sans l'accord préalable et écrit de l'autre Partie.

Dans le cas où une Partie donnerait son accord écrit à la sous-traitance par l'autre Partie à un tiers d'une partie de ses travaux au titre du Challenge, il est d'ores et déjà entendu que (i) l'autre Partie restera en tout état de cause pleinement et entièrement responsable de l'exécution de toutes ses obligations sous-traitées et fera respecter, sous sa responsabilité, par le sous-traitant tous les termes de la Convention, (ii) que tout manquement du sous-traitant sera réputé être un manquement de l'autre Partie et (iii) que l'autre Partie conclut avec ledit sous-traitant une convention écrite qui prévoit la cession à ladite Partie des droits de propriété intellectuelle attachés aux travaux sous traités et qui contient des obligations de confidentialité au moins aussi contraignantes que celles contenues aux présentes.

ARTICLE 13 – LITIGES

Le Convention est régie par le droit français. En cas de difficultés quant à l'interprétation ou l'exécution de la Convention et à ses suites, pendant trois (3) mois les Parties feront leur possible pour trouver de façon amiable, un terrain d'entente et un accord. En cas de désaccord persistant, la Partie la plus diligente saisira le tribunal compétent en vertu des règles du Code de Procédure Civile.

ARTICLE 14 – DISPOSITIONS DIVERSES

14.1 Annexes

Sont annexés à la Convention pour en faire partie intégrante les documents suivants :

Annexe 1 : Partage des tâches
Annexe 2 : Règlement du concours

14.2 Indépendance des Parties

Les Parties agissent en tant que contractants indépendants. Le Convention ne peut être interprété comme faisant d'une Partie le représentant, l'agent ou le mandataire de l'autre Partie ni comme établissant un partenariat ou une société commune entre les Parties, toute responsabilité solidaire à l'égard des tiers ou entre les Parties étant formellement exclue. Ainsi, chaque Partie s'engage à ne rien faire qui puisse induire en erreur un tiers à cet égard, ni prendre aucun engagement, ni offrir une quelconque garantie au nom de l'autre Partie, ni à utiliser de quelque manière que ce soit les noms et marques d'une autre Partie sans l'accord préalable écrit de celle-ci.

14.3 Le fait pour l'une ou l'autre des Parties d'omettre, en une ou plusieurs occasions, de se prévaloir d'une ou plusieurs dispositions du Convention, ne pourra en aucun cas être interprété comme une renonciation par la Partie intéressée à s'en prévaloir ultérieurement.

14.4 Dans l'hypothèse où une ou plusieurs des dispositions du Convention serait contraire à une loi ou à un texte légalement applicable, cette loi ou ce texte prévaudrait, et les Parties feront les amendements nécessaires pour se conformer à cette loi ou à ce texte. Toutes les autres dispositions resteront en vigueur et les Parties feront leurs meilleurs efforts pour trouver une solution acceptable, tant sur le plan économique que juridique, dans l'esprit du Convention.

14.5 Toutes les clauses et conditions du Convention, en ce compris l'exposé préalable et l'Annexe 1 qui en fait partie intégrante, sont de rigueur. Chacune d'elles est une condition

déterminante du Convention sans laquelle les Parties n'auraient pas contracté, sous réserve des stipulations ci-dessus relatives à la validité.

Fait à Saint-Ouen en cinq (x) exemplaires originaux,

Pour la Région Ile-de-France Valérie Pecresse Présidente	Pour
Pour	Pour

Convention de partenariat – Challenge IA Industrie

Annexe 1 Partage des tâches

Les tâches et responsabilités des partenaires impliqués dans le challenge sont les suivantes :

Région Ile-de-France

- Assure la coordination entre les partenaires du projet
- Pilote la communication

Phase 1 (Pré-projet):

- Publie l'appel à projet
- Contribue et enrichit le fichier commun de sourcing des entreprises cibles
- Contribue à la réalisation du dossier de candidature et aux critères de sélection
- Consolide le dossier de presse
- Participe aux évènements de promotion/réunion d'information dédiés

Phase 2 (Projet collaboratif):

- Co-instruit et co-évalue les dossiers de candidature
- Participe au jury
- Délivre les prix aux gagnants en proposant aux élus régionaux une subvention en faveur des lauréats

Phase 3 (Post Projet): Retour d'expérience et communication:

- Communication autour des résultats des projets : communiqués de presse,
- Recueil des suggestions d'amélioration

Industriel(s)

- Contribue au pilotage et à l'ingénierie du projet en désignant en interne un chef de projet pour l'opération

Phase 1 (Pré-projet):

- Recueille, prépare, labellise l'ensemble des données sources dans la proportion de 10% des données totales qui seront mises à disposition des candidats
- Recueille, prépare, labellise de l'ensemble des données sources 100% de la base de donnée totale qui sera mise à disposition des lauréats finaux
- Identifie les questions scientifiques à proposer
- Identifie et met à disposition les échantillons de données
- Effectue les démarches règlementaires relatives à la protection des données personnelles le cas échéant
- Contribue et enrichie le fichier commun de sourcing des entreprises cibles

- Contribue à la réalisation du dossier de candidature et aux critères de sélection
- Soumet les principes directeurs régissant la répartition de la propriété intellectuelle
- Contribue à l'élaboration d'un dossier de presse
- Met à disposition les éléments de communication nécessaires à la mise en place de la plateforme de candidature
- Participe aux évènements de promotion/réunion d'information dédiés
- Oriente les candidats vers des bases de données publiques comparables aux siennes pour chacune des questions cliniques
- Met à disposition des candidats les informations relatives aux données (formats, données type, benchmark)

Phase 2 (Projet collaboratif):

- Co-instruit et co-évalue les dossiers de candidature
- Participe au jury
- Met en œuvre les projets collaboratifs avec les lauréats

Phase 3 (Post Projet): Retour d'expérience et communication:

- Communication autour des résultats des projets : communiqués de presse, soumission à des revues scientifiques pertinentes au regard des résultats obtenus
- Recueil des suggestions d'amélioration
- Bilan et suivi sur les perspectives de développement

CMLA

- Contribue au pilotage et à l'ingénierie du projet
- Aide les Industriels dans la définition des questions scientifiques et des métriques d'évaluation associées, la mise à disposition des données
- Participe au panel d'expertise des candidatures et au jury
- Soumet si pertinent des projets à des revues scientifiques adaptées au regard des résultats obtenus (IPOL,..)

SOURCEURS

Phase 1 (Pré-projet): sourcing et promotion

- Effectue la promotion et relaie le challenge dans les newsletters aux adhérents (2 fois: à l'annonce de l'ouverture des candidatures, pour rappel avant fin des candidatures), le site internet et campagne de mails ciblés (relances…)
- Organise conjointement avec d'autres pôles/cluster et/ou séparément au moins un évènement de promotion/réunion d'information dédié (min. 20 à 30 entreprises présentes/pôle) : Q&A concernant les prochaines étapes de l'AAP avec les Industriels et la Région;
  - Elaborer et mettre en commun un fichier de sourcing des entreprises cibles (type Google doc partagé)
  - Aboutir à un objectif chiffré de sourcing d'entreprises / pôle (10 à 20)

Phase 2 (Projet collaboratif): Accompagnement

- Co-instruit et co-évalue les dossiers de candidature
- Participe au jury

- Kick-off du projet (accord de consortium…) et accompagnement des lauréats pour la mise en œuvre du projet;
- Accompagnement sur mesure des candidats/consortium sur la PI, le go-to-market, la gestion de projet etc…
- Participe aux Comités de suivi des deux projets (tiers de confiance…)

Phase 3 (Post Projet): Retour d'expérience et communication:

- Communication autour des résultats des projets (dont communiqués de presse)
- Consolide les suggestions d'amélioration et les communique à la Région
- Bilan et suivi sur les perspectives de développement économiques post projet collaboratif et sur les besoins futurs des lauréats/aides régionales
- Remontée sur les besoins marché pour l'organisation éventuelle d'autres challenges

SOURCEUR 2

Phase 1 (Pré-projet): sourcing et promotion

- Promotion et relai des challenges dans les newsletters (2 fois: à l'annonce de l'ouverture des candidatures, pour rappel avant fin des candidatures), le site internet et campagne de mails ciblés (relances…)

- Organiser conjointement avec d'autres pôles/cluster et/ou séparément au moins un évènement de promotion/réunion d'information dédié(e) (min. 20 à 30 entreprises présentes/pôle) : Q&A concernant les prochaines étapes de l'AAP avec les Industriels et la Région;
  - Contribue et enrichie le fichier commun de sourcing des entreprises cibles (type Google doc partagé)
  - Aboutir à un objectif de 10 à 20 entreprises sourcées.

Phase 2 (Projet collaboratif): Accompagnement

- Co-instruit et co-évalue les dossiers de candidature
- Participe au jury

Phase 3 (Post Projet): Retour d'expérience et communication:

- Recueil des suggestions d'amélioration

REGLEMENT DU CONCOURS

Paris Region AI for Industry Challenge 2019

CONTEXTE

La Région Ile-de-France a adopté le 15 octobre dernier son plan IA2021 visant, notamment, à valoriser l'excellence des entreprises franciliennes dans ce domaine, et à leur donner les moyens de prendre des positions dans la compétition internationale, tout en contribuant à faire progresser des enjeux économiques, sociaux et sociétaux.

[…]

ARTICLE 1 : ORGANISATION

Dans le cadre de son plan IA2021, la Région Île-de-France met en place un challenge IA Industrie intitulé « *Paris Region AI for Industry Challenge 2019*» (le « **Challenge** »). (« The contest »)

Les modalités du Challenge sont définies dans le présent règlement (le « **Règlement** »). Le Challenge est organisé par la Région Île-de-France, en partenariat avec les Industriels SNCF, Michelin et le CMLA, dont les sièges sociaux sont respectivement situés au **XXXX**

Ci-après dénommés les « **Organisateurs** »

ARTICLE 2 : OBJECTIF, DESCRIPTION ET CALENDRIER DU CHALLENGE

2.1. Objectif et Bases de données

Le Challenge a pour vocation de récompenser les Très Petites Entreprises (TPE), Petites et Moyennes Entreprises (PME), Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI) et laboratoires de recherche académiques associés à au moins une entreprise (les **« Groupements »),** ayant les propositions les plus pertinentes pour répondre aux questions soumises par SNCF et Michelin

i. Développer et valider un algorithme, basé sur l'analyse des données multiples répondant à la question scientifique posée
ii. Justifier de l'approche scientifique et méthodologique et de son originalité.

Pour ces questions, les données proviendront de données mises à disposition par les industriels dans les proportions **XXXX**

Pour chacun des industriels, les données sources seront les suivantes :

XXXX

2.2. Modalités de participation

Les candidats ayant rempli un dossier de candidature pourront se positionner sur l'un des défis industriels et auront accès à un échantillon test correspondant à un sous-ensemble non représentatif. Ils pourront s'exercer sur ces données afin de démontrer leur aptitude à répondre aux défis posés.

Pour chacun des défis, les candidats pourront également entraîner leurs algorithmes sur des données extérieures, notamment des bases de données publiques. Les Organisateurs indiquent dans l'annexe scientifique des bases de données publiques pertinentes.

2.3. Calendrier

- Recueil des candidatures :
  - Les inscriptions sont ouvertes à partir du 10 avril 2019
  - Clôture des inscriptions à partir du 10 juin 23h59 UTC+1, rendu de la partie administrative du dossier de candidature par les candidats
  - Les échantillons de données sont accessibles à partir du 1er juillet avril 2019
  - Les dossiers de candidatures (code+dossier scientifique) sont à poster avant le 15 août à 23h59 (horodatage informatique faisant foi)

- Présélection de 5 Candidats par défi par le Jury le 2 septembre 2019 (les « **Candidats Sélectionnés** ») et début du mentoring
- Fin du mentoring et annonce des lauréats en novembre 2019

Pour toute demande d'information complémentaire, contactez : aichallenge@parisregion.eu

2.4 Glossaire des concepts

Logiciel de travail : l'implémentation de l'algorithme de prédiction que le participant soumet au concours.

Plate-forme de concours : la plate-forme informatique sur laquelle les soumissions de logiciels de travail sont exécutées par rapport à des données de test. La plate-forme du concours mesure la performance (précision, vitesse, consommation de ressources) de chaque logiciel soumis. La plateforme du concours sera utilisée à deux reprises : dans un mode interactif qui permet aux participants de tester leur logiciel, et dans un mode back-office où le jury et le panel de présélection noteront le logiciel de travail soumis au concours.

Kit de démarrage : simulateur de la plate-forme du concours qui permet au participant de se familiariser avec l'environnement de fonctionnement du concours et de tester le logiciel de travail par rapport à des échantillons de données représentatifs de l'ensemble de données du test.

Ensembles de données : Après l'inscription, les participants auront accès aux données d'entraînement et de validation qu'ils pourront utiliser pour former et valider leur logiciel de travail sur leur propre équipement informatique, en utilisant le kit de démarrage. Sur la plateforme du concours, un ensemble différent de données de test, non accessibles aux participants, sera utilisé pour les tests, ainsi que pour noter et pré-évaluer le logiciel de travail des participants. Un autre ensemble de données, les données de vérification (données provenant du même processus, mais à une période différente) seront utilisées pour les cycles de vérification et le classement final des candidatures présélectionnées par le jury.

Modèle de persistance, dernière valeur observée : la tâche de prédiction à laquelle le logiciel de travail est invité à s'attaquer consiste en des valeurs observées (mesures consécutives) à partir desquelles le logiciel de travail déduit les valeurs futures. Le modèle de persistance est une méthode de prévision triviale qui suppose que la valeur future est la même que la valeur observée donnée. Le modèle de persistance ne nécessitant aucun calcul, il est utilisé comme seuil d'évaluation : toute solution qui produit une prédiction "pire" que le modèle de persistance, est considérée comme inférieure au seuil et sera donc éliminée.

2.5 Montant du prix

Chaque lauréat sera éligible à une subvention pour le projet de développement collaboratif avec le leader industriel concerné du challenge pour un montant compris entre 300 000 € et 500 000 € en fonction des coûts nécessaires à la réalisation du projet.

ARTICLE 3 : CRITERES D'ELIGIBILITES ET D'EXCLUSION

3.1 Critères d'éligibilité:

La compétition est ouverte aux :

- TPE et PE (entreprises de moins de 50 salariés et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 10 millions d'euros) ;
- ME (entreprises de moins de 250 salariés et dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros) ;
- ETI

- Les Groupements associant soit un laboratoire public et une ou plusieurs entreprises privées, soit plusieurs entreprises (TPE, PME ou ETI).

Le Challenge est ouvert aux entreprises, ou Groupements, français et européens, déjà constitués, et ayant leur siège social ou l'établissement permanent qui participera aux travaux relatifs au Challenge situé dans la Région Île-de-France ou ayant un projet d'implantation en Île-de-France dans un délai d'un an maximum à partir de la date d'ouverture du Challenge (ce projet d'implantation devant être significatif en termes de moyens et ressources humaines). Conformément au droit européen, les entreprises en difficulté ne seront pas éligibles au Challenge comme mentionné ci-après :
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52014XC0731(01)&from=FR

3.2 Conditions d'admissibilité relatives au logiciel de travail
Le logiciel de travail doit
1. Ne pas enfreindre les droits de propriété intellectuelle de, ni être plagié par des tiers et être écrit dans le but d'être intelligible pour un ingénieur logiciel expert, c'est-à-dire qu'il ne doit pas être soumis sous une forme obscurcie, c'est-à-dire organiser le code source d'une manière qui le rend inutilement difficile à comprendre sa structure et son intention ?
2. Suivre un certain nombre de mesures techniques qui seront spécifiées dans la section du logiciel de travail spécifique à chaque défi industriel (par exemple l'ensemencement de générateurs de nombres aléatoires afin de permettre la répétabilité des résultats).
3. Être écrit dans l'un des langages de programmation suivants : C, C++, Python 2, Python 3, Octave, Julia, R. Les scripts doivent être écrits dans les langages de script Linux sh ou bash, compatibles avec le système d'exploitation Ubuntu 16.04.
4. Faire partie intégrante du travail du participant ou, si l'on utilise des composantes ou des bibliothèques de tiers, celles-ci doivent être clairement identifiées, documentées et séparées du travail du participant. L'état de la licence de tout composant tiers doit également être décrit.
5. Ne dépasse pas 1 mégaoctet (1 000 000 d'octets) (taille du fichier zip contenant le code source du logiciel de travail).

3.3 Critères d'exclusion
Les participants seront exclus s'ils (ou l'un d'entre eux) :
- font l'objet d'une sanction administrative (c.-à-d. exclusion)
- vous vous trouvez dans l'une des situations suivantes :
o en état de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de concordat préventif, de cessation d'activité ou de toute autre procédure ou procédure de même nature prévue par le droit national (y compris les personnes dont la responsabilité est illimitée pour les dettes du participant)
o déclarés en violation des obligations de sécurité sociale ou fiscales par un jugement ou une décision définitive (y compris les personnes ayant une responsabilité illimitée pour les dettes du participant)
o reconnu coupable de faute professionnelle grave par un jugement ou une décision définitive (y compris les personnes ayant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle)
o condamnés pour fraude, corruption, participation à une organisation criminelle, blanchiment d'argent, infractions liées au terrorisme (y compris le financement du terrorisme), travail des enfants ou traite des êtres humains (y compris les personnes ayant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle)

o ont présenté des déficiences importantes dans le respect des principales obligations découlant d'un marché, d'une convention de subvention ou d'une décision de subvention financés par le budget de l'UE ou d'Euratom (y compris les personnes ayant des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle)
o reconnu coupable d'irrégularités au sens de l'article 1er, paragraphe 2, du règlement n° 2988/95 (y compris les personnes ayant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle)
o avoir fait de fausses déclarations quant à l'information requise pour participer au concours ou avoir omis de fournir cette information
o ont participé à la préparation des documents relatifs au prix, ce qui entraîne une distorsion de concurrence.

Le prix sera décerné à la candidature qui répond le mieux aux critères cumulatifs suivants :
1. Précision de la prédiction, exprimée sous forme de rang "root-mean mean square error" (RMSE) du logiciel
2. Vitesse de livraison de la prédiction, faible utilisation des ressources informatiques : les deux critères sont exprimés par le classement "temps d'exécution global écoulé" (OEET) du logiciel.
3. La qualité de la fiche d'information jointe à chaque demande dans le formulaire de demande.
La méthode de calcul de la REQMR et de l'EEPOE est décrite à la section XXXX. La méthode de combinaison des deux notes pour déterminer le classement relatif des demandes est décrite à la section XXXX.
3.5 Documents
Les pièces justificatives obligatoires sont indiquées dans le formulaire de demande. Toute demande incomplète sera automatiquement rejetée.
Les participants peuvent être invités ultérieurement à fournir d'autres documents (pour la validation de la personne morale, la validation du compte bancaire, l'évaluation éthique, la déclaration sur l'honneur pour des motifs d'exclusion, etc.)

ARTICLE 4 : PROCÉDURE

4.1. Soumission
1. Inscription et essai : les organisations souhaitant participer au concours sont tenues de s'inscrire. Après la date limite d'inscription, les participants pourront télécharger une trousse de départ leur permettant d'essayer leur logiciel de travail dans un système à petite échelle (fonctionnant sur leur propre équipement informatique) simulant le système réel du concours et leur permettant de se familiariser avec les exigences et les principes de notation.
2. Test du logiciel sur la plateforme du concours : Les participants inscrits recevront des instructions sur la façon d'activer leur compte utilisateur et de télécharger leur logiciel de travail sur la plate-forme du concours. La plateforme émettra un fichier PDF avec les informations d'identification du participant et le score décrivant la performance de la solution. Ces résultats sont purement indicatifs, à l'usage exclusif du participant, et n'affecteront pas l'évaluation. Chaque participant a jusqu'à trois tentatives pour faire fonctionner son logiciel de travail sur la plateforme du concours et pour s'assurer qu'il sera conforme aux exigences.
3. Soumission : les participants inscrits soumettent leur logiciel de travail en utilisant le portail des participants.

4.2 Évaluation

Chaque logiciel de travail soumis au portail des participants est exécuté sur la plate-forme du concours et pré-classé séparément en fonction de sa précision (à l'aide des mesures pertinentes pour chaque défi industriel et de la vitesse. Deux listes de classement sont produites, l'une basée sur la métrique de notation pertinente, l'autre sur l'OEET le plus bas.
Les deux seuils suivants sont alors appliqués :

1. Les applications dont le logiciel de travail ne parvient pas à terminer toutes les étapes de prévision dans les 6 heures OEET seront considérées comme inférieures au seuil.

2. Les applications dont la métrique de notation est supérieure à la métrique de notation d'un modèle en supposant que la variable prédite reste constante à la dernière valeur observée (" modèle de persistance ", voir définition dans le glossaire) sont considérées comme " inférieures au seuil ".

S'il y a plus de 10 demandes au-dessus du seuil, il y aura une phase de présélection pour sélectionner les 10 meilleures demandes à soumettre à l'examen du jury. Sinon, toutes les demandes seront soumises directement à l'examen du jury.
Le jury de présélection et le jury ont généralement une composition différente, de sorte que les membres du jury représentant les Organisateurs Industriels ne pourront accéder à aucun des logiciels de travail des participants.
Le jury de présélection est composé d'experts universitaires et (1) exécutera chaque logiciel de travail soumis une fois sur la plate-forme du concours, (2) classera les candidatures en fonction des critères et seuils de classement ci-dessus, (3) présélectionnera les dix10 candidatures les mieux classées.
Le jury déterminera les cinq meilleures candidatures présélectionnées en fonction des critères de notation, de la fiche d'information jointe au formulaire de candidature et des commentaires du jury de présélection.
Pour chaque candidat dans le top 5, une période de mentorat suivra au cours de laquelle chaque Organisateur Industriel encadrera un candidat pendant 2 mois, à compter du 2 septembre. Durant cette période, chaque candidat pourra tester son logiciel de travail 5 fois sur l'ensemble de la base de données et demander à son mentor de l'aider à améliorer ses performances.
Le jury établira ensuite le classement final des demandes en fonction des paramètres de notation, de la fiche d'information jointe au formulaire de demande et des commentaires du comité de présélection et des mentors.
Sur la base de l'évaluation du jury, la Commission Île-de-France décidera de l'attribution des prix.

ARTICLE 5 : CONFIDENTIALITE

5.1. Obligations du Jury, du Panel de pré-sélection, des Organisateurs

Le Jury, le panel de pré-sélection, les Organisateurs et tout agent, consultant, sous-traitant, employé, associé de ces derniers s’engagent à traiter comme confidentielles les informations dont ils auront connaissance à traverslors de l’examen des dossiers de candidature.
Ces informations ne pourront être divulguées sans accord préalable écrit des Candidats.
Néanmoins, les Organisateurs sont autorisés à communiquer à la presse et à publier sur le Site Internet du Challenge le nom des Lauréats ainsi que les Prix obtenus par chacun d’eux.
Les Candidats, sous la condition qu’ils soient sélectionnés comme Lauréats du Challenge, autorisent donc les Organisateurs à reproduire et à utiliser librement leurs marques et logos, ainsi que les photographies prises lors de la remise des prix. Ces éléments pourront être reproduits et édités sur diverses formes de support utiles à la promotion du Challenge et en relation avec celui-ci (que ce soit support écrit, audiovisuel ou électronique).

Un Lauréat du Challenge peut cependant autoriser la publication dans les documents de communication des Organisateurs et la communication à la presse d'un extrait de son dossier de candidature, à charge pour lui de fournir cet extrait qui ne devra plus contenir d'information confidentielle du point de vue de l'entreprise du lauréat.
Les Organisateurs et les membres du Jury s'engagent à ne faire aucun usage des informations confidentielles portées à leur connaissance dans un autre but que celui du Challenge et de la sélection des Lauréats.

5.2. Obligations des Candidats

Les Candidats s'engagent à traiter comme confidentielles les informations dont ils auront connaissance lors du Challenge. Ces informations incluent notamment, mais ne sont pas limités à, toutes données pseudonymisées et/ou anonymisées, toute information relative aux deux questions cliniques ainsi qu'aux organisateurs.
Les Candidats s'engagent individuellement à signer un engagement de confidentialité remis par Gustave Roussy préalablement à leur participation au Challenge.
Tout Candidat n'ayant pas préalablement signé cet engagement ne pourra pas participer au Challenge.

ARTICLE 6 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Chaque candidat reste propriétaire à part entière de son code et de ses algorithmes.

6.1. Répartition de la propriété intellectuelle en phase de présélection

Les Candidats ne peuvent prétendre à un droit quelconque, exprès ou implicite, sur les savoir-faire, brevets, demandes de brevets, modèles ou marques déposés, droits d'auteur, données et bases de données détenus par les Organisateurs. Les Candidats signeront avant l'accès à l'échantillon de données, un accord de confidentialité formalisant l'apport de l'Organisateur.
Sauf renonciation d'une partie ou accord contraire des parties, tout dépôt de titre de propriété industrielle portant sur des résultats obtenus dans le cadre du challenge et utilisant les données fournies par l'Organisateur, fera l'objet d'une copropriété à quotes-parts égales, charge au Candidat de procéder aux formalités de dépôt et de maintien en vigueur.

6.2. Répartition de la propriété intellectuelle après sélection des Lauréats

Il est entendu que le présent règlement ne peut être considéré comme concédant, aux Lauréats et/ou aux Candidats un droit quelconque, exprès ou implicite, sur les savoir-faire, les brevets, demandes de brevets, modèles ou marques déposés, les droits d'auteur, les données et bases de données détenus par les Organisateurs.
Une fois sélectionnés, un accord de collaboration sera négocié entre les Industriels et les Lauréats.
Il est d'ores et déjà établi que les résultats de la collaboration entre le Lauréat et les Industriels seront partagés en fonction de leurs contributions financières, matérielles et humaines respectives sauf mention contraire dans le susmentionné accord de collaboration. [1]

[…]

6.3. Garantie

Le Candidat garantie détenir toutes les autorisations pour participer au Challenge. Il garantit notamment qu'il n'enfreint aucun droit de propriété intellectuelle/secret d'affaires (au sens de la Directive (UE) 2016/943) de tiers.

6.4. Communication Site internet/logos

[1] Prédiagnostic gratuit en PI de l'INPI : https://www.inpi.fr/fr/prediagnostic-pi

Les Candidats autorisent les Organisateurs, à titre gratuit, à utiliser leur marque, logo, la présentation de la solution dépourvue d'informations confidentielles, sur tout type de support pendant toute la durée du Challenge et 3 ans après la clôture de celui-ci.

ARTICLE 7 : ANNULATION

Les Organisateurs se réservent le droit d'annuler ou de modifier partiellement ou en totalité le Challenge ainsi que le présent règlement sans préavis et sans avoir à justifier cette décision et ne pourront, en aucun cas être tenus pour responsables.
Les modificiations éventuelles du présent règlement seront communiqués aux candidats sur la version du règlement figurant sur le site du challenge :
https://www.aichallenge.parisregion.eu/industry-challenge/

ARTICLE 8 : ENGAGEMENTS DES CANDIDATS

Tout candidat au Challenge s'engage à :

- prendre connaissance et accepter sans réserve le présent Règlement ;
- détenir les droits de propriété intellectuelle de l'objet de la candidature ou être autorisé par les codétenteurs à candidater au Challenge» ;
- renoncer à tout recours concernant les conditions d'organisation du Challenge, les résultats et les décisions du Jury ;
- s'interdire toute réclamation ou demande de dédommagement en cas de modification, report ou annulation de la manifestation de lancement ou de remise des prix du Challenge,
- autoriser par avance et à titre gracieux, les Organisateurs du Challenge, à reproduire et représenter son nom, adresse et photographie, sur tout support qui pourraient être utilisé dans toute manifestation.

ARTICLE 9 : NON-RESPECT DU REGLEMENT

Le non-respect d'un des articles du présent règlement entraîne l'exclusion définitive du Candidat du Challenge.

ARTICLE 10 : UTILISATION DU SITE ET DE LA PLATEFORME DE CANDIDATURE

Les Candidats s'engagent à :

- respecter les droits afférents aux contenus diffusés sur le Site ;
- Ne pas détourner ou tenter de détourner le Site de son usage normal

ARTICLE 11 : DIVERS

Les Candidats renoncent à tout recours de toute nature à l'encontre des Organisateurs dans le cadre du Challenge. Les Organisateurs se réservent le droit de poursuivre en justice les Candidats en cas de fraude ou tentative de fraude au présent règlement ou à l'encontre de toute loi ou règlement applicable.
Le présent règlement est soumis exclusivement à la loi française.

Annexe 4 - Fiche projet Game Connection

Annexe 4 : Fiche projet Game Connection

DOSSIER N° EX043184 - Game Connection 2019/ CAPITAL GAMES /Paris Région Smart Weeks Event

Dispositif : Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (n° 00000332)
Délibération Cadre : CR63-13 du 27/09/2013
Imputation budgétaire : 935-56-6574-156001-400
Action : 15600104- Evènements et acteurs numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia	886 000,00 € TTC	11,29 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SPL CAPITAL GAMES
Adresse administrative : 157 BOULEVARD MAC DONALD
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Hélène DELAY, Autre

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 12 septembre 2018 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La structure engageant des dépenses avant la date de passage en commission permanente, le démarrage anticipé permettra de soutenir les dépenses d'organisation
engagées à partir du 12/09/2018.

Description :
La Game Connection Europe est la convention d'affaire de référence au niveau mondial où, chaque année, plus de 2700 développeurs de jeux vidéos, investisseurs et acheteurs se rencontrent. Avec plus de 500 acheteurs qualifiés sur 8 domaines principaux (jeux consoles, jeux mobiles, jeux PC, Jeux VR, Monetisation, Outsourcing, User Acquisition et QA/Localisation), la manifestation est un des lieux forts du business du jeu video.

L'évènement regroupe plus de 2700 participants, développeurs de jeu vidéo, fournisseurs de services et acheteurs qualifiés, et 60 nationalités sont représentées.
Près de 10 000 rendez-vous entre visiteurs sont attendus, et plus de 120 conférences seront proposées au public.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charge de personnel	478 000,00	53,95%
Communication	47 000,00	5,30%
Logistique	361 000,00	40,74%
Total	886 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	100 000,00	11,29%
Recettes billetterie et sponsorship	716 000,00	80,81%
Ressources propres	10 000,00	1,13%
Subvention Fonds européens (sollicitée)	60 000,00	6,77%
Total	886 000,00	100,00 %

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40391 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017)
Relatif à : Pôles d'innovation

Annexe 5 - Fiches projets MRO

Annexe 5 : Fiches projets MRO

DOSSIER N° 18014706 - Aménagement MRO LAB

Dispositif : Lieux d'innovation – projets d'investissement (n° 00001033)
Délibération Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 909-92-20421-192002-400
Action : 19200208- Incubateurs, grands lieux d'innovation

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – projets d'investissement	281 400,00 € HT	39,98 %	112 500,00 €
	Montant total de la subvention		112 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOCIETE AIR FRANCE SKYTEAM
Adresse administrative : 45 RUE DE PARIS
95700 ROISSY CH DE GAULLE CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Benjamin SMITH, directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui

Description :
Air France Industries KLM Engineering & Maintenance porte un projet de création d'un pôle d'innovation et digital sur le site de Roissy CDG destiné à favoriser l'innovation dans les métiers de la maintenance aéronautique : Le MRO Lab Air France. Ce pôle a deux composantes : Le MRO Lab et le MRO Lab Factory. Ils permettront ensemble la création de 20 emplois directs et de près de 40 projets d'innovation par an.

Le MRO Lab, objet de la présente fiche, est un centre d'innovation dédié au développement de nouvelles solutions digitales autour de la maintenance aéronautique, qui répondent aux besoins des employés et clients de la société. Il a ainsi vocation à accueillir des équipes dédiées d'AFI KLM E&M et des partenaires qualifiés dans le cadre de travaux collaboratifs : pôles de compétitivité, écoles d'ingénieurs, étudiants, CERMICS, startups et PME.

Les domaines d'interventions sont aussi variés que expérience client, IoT, IA, maintenance prédictives, applications mobiles, blockchain, VR…

Le MRO Lab s'étend sur 360m² à proximité immédiate du siège d'Air France et comprend un plateau, deux salles de créativité, quatre salles de workshop. Un espace de travail collaboratif additionnel sera dédié à l'accueil de partenaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 4 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- CA ROISSY PAYS DE FRANCE (95-VAL D'OISE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Lot technique (non éligible)	138 600,00	33,00%
Aménagements intérieurs	207 900,00	49,50%
Mobiliers et équipements	73 500,00	17,50%
Total	420 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	307 500,00	73,21%
Subvention Région	112 500,00	26,79%
Total	420 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40391(RDI), relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

DOSSIER N° 18014707 - Aménagement MRO LAB FACTORY

Dispositif : Lieux d'innovation – projets d'investissement (n° 00001033)
Délibération Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 909-92-20421-192002-400
Action : 19200208- Incubateurs, grands lieux d'innovation

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – projets d'investissement	425 000,00 € HT	40,00 %	170 000,00 €
	Montant total de la subvention		170 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOCIETE AIR FRANCE SKYTEAM
Adresse administrative : 45 RUE DE PARIS
95700 ROISSY CH DE GAULLE CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Benjamin SMITH, directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2018 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les travaux d'aménagement nécessitent d'êtres anticipés pour accueillir les machines destinées à occuper l'espace. La demande de financement est intervenue avant le démarrage des travaux.

Description :
Air France Industries KLM Engineering & Maintenance porte un projet de création d'un pôle d'innovation et digital sur le site de Roissy CDG destiné à favoriser l'innovation dans les métiers de la maintenance aéronautique : Le MRO Lab Air France. Ce pôle a deux composantes : Le MRO Lab et le MRO Lab Factory. Ils permettront ensemble la création de 20 emplois directs et de près de 40 projets d'innovation par an.

Le MRO Lab Factory, objet de la présente fiche, est un atelier de fabrication numérique destiné à recevoir de nouveaux moyens techniques mis à disposition des employés d'AFI et de ses partenaires (startups, étudiants, chercheurs, PME…) pour prototyper les solutions hardware autour de la maintenance aéronautique. Ces équipements seront de type imprimante 3D, découpe laser, scanner 3D, découpe vinyle.

Des échanges sont envisagés avec d'autres lieux similaires dans le cadre de Fab&Co et de Makertour dont AFI est partenaire.

Le MRO Lab Factory s'étend sur 165 m² comprenant des espaces créativité et formation/conférence autour de l'espace atelier à proprement parler. Il sera situé à proximité immédiate des hangars de maintenance d'Air France Industries pour faciliter les collaborations avec ses techniciens et le test des nouvelles solutions.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 4 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CA ROISSY PAYS DE FRANCE (95-VAL D'OISE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
lot technique (non éligible)	15 000,00	3,41%
Aménagements intérieurs	45 000,00	10,23%
Mobiliers et équipements	380 000,00	86,36%
Total	440 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	290 000,00	65,91 %
Subvention Région	150 000,00	34,09 %
Total	440 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40391(RDI), relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

Annexe 6 - Avenant Security Systems Valley

AVENANT À LA CONVENTION N°17015263
ENTRE LA RÉGION ILE-DE-FRANCE ET L'ASSOCIATION SECURITY SYSTEMS VALLEY

Entre :

La Région Ile-de-France,
Sise au 2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
Habilitée à signer l'avenant à la convention par délibération CP 2019-266 du 3 juillet 2019,

Désignée ci-après par « la Région »,

D'une part,

Et :

L'ASSOCIATION SECURITY SYSTEMS VALLEY
Association régie par la loi de 1901
N° SIRET : 824 346 761 000 11
Sise : CCI Val d'Oise - 35, boulevard du Port – 95000 CERGY
Représentée par M. Stéphane VOLANT, agissant en qualité de Président

Désigné(e) ci-après par le « BENEFICIAIRE »

D'autre part,

Après avoir rappelé les objectifs de la Région en matière d'innovation et de soutien au développement économique :
- Le renforcement des PME/PMI d'Île-de-France, encourager à la fois leur création, leur transmission et leur reprise, mais aussi leur croissance, par des outils et moyens adaptés, particulièrement dans le secteur de l'Industrie en facilitant leur conversion écologique et sociale.
- La valorisation de son potentiel d'innovation, pour viser la satisfaction des besoins économiques, mais aussi écologiques et sociaux, dans une optique d'innovation responsable.
- Le développement solidaire des territoires, en intégrant à la stratégie économique de la Région les spécificités, potentialités et besoins locaux, notamment ceux des territoires économiquement vulnérables

Par des moyens identifiés :
- Rapprocher le monde de la recherche et de l'entreprise
- Favoriser l'éclosion de nouvelles entreprises
- Faciliter les mises en relation technologiques

Par délibération n°CP 2017-583 la Commission Permanente de la Région Ile-de-France a octroyé une subvention de 300 000 euros à l'ASSOCIATION SECURITY SYSTEMS VALLEY.

Article 1 :

L'article 3 de la convention (DEPENSES ELIGIBLES) est remplacé par la disposition suivante :

Les dépenses seront prises en compte du 1er octobre 2017 au 31 décembre 2018 par application de la dérogation prévue à l'article 29 du règlement budgétaire et financier.

Article 2 :

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Fait à Saint-Ouen, en 2 exemplaires originaux, le ---------

M. Stéphane VOLANT	**La Présidente de la Région Ile-de-France**
	ou son représentant
Agissant en qualité de Président	

Acte rendu exécutoire le 5 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc151039A-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-306

DU 3 JUILLET 2019

SOUTIEN À L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ET À L'ENTREPRENEURIAT QPV

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment en ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement de l'Union Européenne n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352/1 du 24 décembre 2013 ;

VU le régime cadre exempté d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation n° SA.40391, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 publié au JOUE 26 juin 2014, modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publiée au JOUE du 20 juin 2017 ;

Vu le régime d'aides exempté n° SA.40206, relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 ;

VU le règlement de minimis SIEG n° 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018) ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'Économie sociale et solidaire ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

VU la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 portant approbation du règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU la délibération n° CR 93-12 du 22 novembre 2012 relative à la mise en œuvre de la SRDEI et à la politique régionale en faveur de l'économie sociale et solidaire : « vers l'innovation sociale » ;

VU la délibération n° CR 08-13 du 14 février 2013 relative à l'engagement de la Région pour l'emploi : soutien aux emplois d'avenir, rénovation des emplois tremplin, rénovation du dispositif relatif aux forums emploi ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente modifiée par délibération CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CP 16-642 du 16 novembre 2016 relative à la politique de soutien à la création de tiers-lieux ;

VU la délibération n° CP 16-612 du 13 décembre 2016 relative au financement de l'entrepreneuriat : soutien aux réseaux du financement de la création de TPE et d'entreprises de l'économie sociale et solidaire ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 portant adoption de la stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation de la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 2017-37 du 10 mars 2017 relative à mise en œuvre de la stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) ;

VU la délibération n° CR 2017-51 modifiée du 9 mars 2017 portant approbation de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-101 du 19 mai 2017 relative à l' « émergence et au développement des lieux d'innovation »

VU la délibération n° CR 2017-141 du 6 juillet 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie #Leader : mesures en faveur de l'entrepreneuriat, l'artisanat et le commerce ;

VU la délibération n° CP 2017-488 du 18 octobre 2017 relative aux mesures en faveur de l'entrepreneuriat : soutien à la création et reprise d'entreprise, soutien aux points d'accueil à la création d'entreprise, appui à la CPME, soutien aux espaces de travail collaboratifs ;

VU la délibération n° CP 2017-586 du 22 novembre 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie #Leader : soutien à l'entrepreneuriat, soutien à l'insertion par l'activité économique, soutien à l'emploi ;

VU la délibération n° CP 2018-139 du 16 mars 2018 relative au soutien à l'entrepreneuriat dans les quartiers de la politique de la ville ;

VU la délibération n° CP 2018-246 du 30 mai 2018 relative aux mesures en faveur de l'économie sociale et solidaire et au programme régional Emplois-tremplin : affectation des postes votés 2012-2015 ;

VU la délibération n° CP 2018-426 du 17 octobre 2018 relative à l'économie sociale et solidaire ;

VU la délibération n° CP 2018-483 du 17 octobre 2018 relative à la stratégie smart industrie : soutien aux mesures opérationnelles, aux grand projets industriels et filières et aux stratégies design et entrepreneuriat ;

VU la délibération n° CP 2018-564 du 21 novembre 2018 relative au déploiement du programme Entrepreneur # Leader 2018-2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-135 du 22 mai 2019 relative à l'entrepreneuriat et au soutien à l'économie sociale et solidaire ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-306 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien à un « Accélérateur au changement d'échelle » pour les entreprises de l'ESS à potentiel

Décide de participer, au titre du dispositif « Mise en œuvre de la stratégie #Leader : mesures en faveur de l'entrepreneuriat, l'artisanat et le commerce », au financement du projet détaillé dans la fiche projet en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 425 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 2 à la présente délibération, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 425 000 € à HEC Paris disponible sur le chapitre 939 « Action économique », Code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales», Programme HP 91-003 (191003) « Economie Sociale et Solidaire », Action 19100301 Soutien à l'économie Sociale et Solidaire » du budget 2019.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet, par dérogation prévue à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 du règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016

Article 2 : Lancement d'un marché permettant de sélectionner un prestataire d'appui au montage de projets inclusifs

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant prévisionnel de 215 000 € au titre d'un marché public d'assistance à maîtrise d'ouvrage relatif à des prestations d'appui au montage de projets inclusifs, d'un montant de 215.000 €.

Cette autorisation d'engagement sera prélevée sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-003 (191003) « Economie Sociale et Solidaire », action 19100301 « Soutien à l'Economie Sociale et Solidaire » du budget 2019.

Article 3 : Adhésion au Conseil National des Achats (CNA)

Décide de verser une contribution de 3 600 € au CNA correspondant à une première cotisation au titre de l'année 2019.

Affecte une autorisation d'engagement prélevée sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-003 (191003) « Economie Sociale et Solidaire », action 19100301 « Soutien à l'Economie Sociale et Solidaire » du budget 2019.

Article 4 : Soutien au GRAFIE (filière de l'Insertion par l'Activité Economique)

Décide de participer au titre du dispositif « Développement de filières stratégiques pour l'économie sociale et solidaire francilienne », au financement du projet détaillé dans la fiche projet en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 150 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant total de 150 000 € prélevée sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-003 (191003) « Economie Sociale et Solidaire », action 19100301 « Soutien à l'Economie Sociale et Solidaire » du budget 2019 au profit du Groupement Régional des Acteurs Franciliens d'Insertion par l'Economique (GRAFIE).

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet, par dérogation prévue à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 du règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

Article 5 : Soutien à l'URSCOP Ile-de-France (sociétés coopératives)

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien à l'URSCOP», au financement des projets détaillés dans la fiche projet en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 30 000 €.

Subordonne le versement de la subvention à la signature entre la Région et l'URSCOP d'une convention présentée en annexe 4 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de 30 000 € prélevée sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », Programme HP 91-003 (191003) « Economie Sociale et Solidaire », action 19100301 « Soutien à l'économie sociale et solidaire », du budget 2019.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet par dérogation prévue à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 du règlement budgétaire et financier , prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 6 : Soutien à l'entrepreneuriat dans les quartiers de la politique de la ville

Décide de participer au titre de l'appel à projets « Entreprendre dans les quartiers de la politique de la ville 2017-2019 », au financement pour l'année 2019 de 6 projets détaillés dans les

fiches projets en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 231 000 €.

Affecte une autorisation d'engagement de 231 000 € disponible sur le chapitre 939 « action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-001 « soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100102 « Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises » du budget 2019.

Approuve les avenants aux conventions relatives au soutien régional au titre de 2019, joint en annexe 5 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature des avenants mentionnés à l'alinéa précédent par toutes les parties.

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

Article 7 : Avenant N°3 relatif à l'offre d'accompagnement pour un parcours coordonné vers la création et la reprise d'entreprise 2018-2019 : Phase Ante-création

Suite aux erreurs matérielles constatées tenant au régime d'aide applicable relatif à l'accompagnement pour un parcours coordonné vers la création et la reprise d'entreprise 2018-2019 : Phase Ante-création.

Modifie la fiche projet telle que jointe en annexe 1 de la délibération.

Adopte un nouvel avenant N° 3 en annexe 6, en remplacement de celui adopté à la CP 2018-564 du 21 novembre 2018, et autorise la présidente du Conseil régional à le signer.

N°IRIS	Nom	Phase d'accompagnement
18013849	**BGE PaRIF**	Ante-création

Subordonne la subvention attribuée par délibération CP 2018-564 du 21 novembre 2018 en faveur de BGE PaRIF à la signature de ce nouvel avenant.

Article 8 : Avenant N°1 relatif à l'offre d'accompagnement pour un parcours coordonné vers la création et la reprise d'entreprise 2018-2019 : Phase Financement

Suite aux erreurs matérielles constatées tenant au régime d'aide applicable relatif à l'accompagnement pour un parcours coordonné vers la création et la reprise d'entreprise 2018-2019 : Phase Ante-Financement

Modifie la fiche projet telle que jointe en annexe 1 de la délibération.

Adopte un nouvel avenant N° 1 en annexe 6, en remplacement de celui adopté à la CP 2018-564 du 21 novembre 2018, et autorise la présidente du Conseil régional à le signer.

N°IRIS	Nom	Phase d'accompagnement
18013885	**INITIACTIVE Ile- de- France**	Financement

Subordonne la subvention attribuée par délibération CP 2018-564 du 21 novembre 2018 en faveur de INITIACTIVE Ile-de-France à la signature de ce nouvel avenant.

Article 9 : Avenant N°3 relatif à l'offre d'accompagnement pour un parcours coordonné vers la création et la reprise d'entreprise 2018-2019 : Phase Post création

Suite aux erreurs matérielles constatées tenant au régime d'aide applicable relatif à l'accompagnement pour un parcours coordonné vers la création et la reprise d'entreprise 2018-2019 : Phase Ante-création.

Modifie la fiche projet telle que jointe en annexe 1 de la délibération.

Adopte un nouvel avenant N°3 en annexe 6, en remplacement de celui adopté à la CP 2018-564 du 17 octobre 2018, et autorise la présidente du Conseil régional à le signer.

N°IRIS	Nom	Phase d'accompagnement
18013886	**CCI Paris-Ile-de-France**	Post création

Subordonne la subvention attribuée par délibération CP 2018-564 du 21 novembre 2018 en faveur de CCI Paris- Ile-de-France à la signature de ce nouvel avenant.

Article 10 : Réaffectation des credits relatifs aux Emplois-tremplin Projet 2012-2015 encore actifs

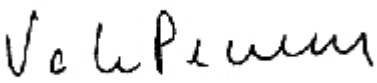
Affecte une autorisation d'engagement de **1 927 000 €** disponible sur le chapitre 939 « Action économique », sous fonction 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-012 « Soutien à l'emploi », action 19101203 « Emplois tremplin » du budget 2019.

Article 11 : Conventions de soutien aux espaces de travail collaboratifs de la SNCF

Décide de remplacer la convention type adoptée par la délibération n° CP 16-642 du 16 novembre 2016 par les présentes conventions jointes en annexe 7, suite à une erreur matérielle, concernant les subventions attribuées par délibération CP 2017-488 du 18 octobre 2017 à SNCF Mobilité – sites de Vaucresson et de Gagny.

Subordonne le versement de ces deux subventions à leur signature et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n°1 : fiches projets

Commission permanente du 03 juillet 2019 - CP2019-306

DOSSIER N° 19006570 – ACCELERATEUR ESS

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)
Délibération Cadre : CR 17-141 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 939-91-91003-19100301
Action : 19100301 Soutien à l'économie Sociale et Solidaire

Objet : ACCELERATEUR ENTREPRISES DE L'ESS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'économie Sociale et Solidaire	850 000,00 € TTC	50 %	425 000,00 €
		Montant Total de la subvention	425 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HEC PARIS (817 759 186 RCS Paris)
Adresse administrative : 8 avenue de la Porte de Champerret 75017 Paris
Statut Juridique : Etablissement d'enseignement supérieur consulaire immatriculé au RCS Paris
Représentant : M. Peter TODD, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Accélérateur entreprises de l'ESS – promotion 2019

Date prévisionnelles : 4 juillet 2019 – 4 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

HEC Paris a transmis à la Région une demande de subvention pour son programme « Accélérateur d'entreprises de l'ESS ». Il s'agit d'un programme consistant à :

- Sélectionner des entreprises de l'ESS représentant une volonté et un potentiel de créations d'emploi importants,
- Les accompagner, de façon rapprochée et spécialisée (mobilisation d'expertises) durant 24 mois.

HEC souhaite inclure à ce programme 10 entreprises prévoyant des plans de développement au sein du territoire francilien.

Moyens mis en œuvre :

La demande de subvention transmise par HEC présente les moyens prévus :

- Une équipe opérationnelle dédiée, avec 1 ETP Chef de Programme (H/F), deux ETP Chefs de projet Accompagnement (H/F), 1 ETP Chargé de logistique / événementiel (H/F), ce dernier pouvant être recruté sous format stagiaire.
- L'appui des équipes HEC, notamment l'équipe IDEA (volume estimé 35 JH*2 ans), et différentes équipes intervenant en appui pour les éléments juridiques tels que les contractualisations, les levées de fonds, la communication… (volume estimé 15 JH* 2 ans).

- Des experts spécialisés, mobilisés au sein du réseau HEC et/ou d'autres réseaux partenaires (exemple : mécénat de compétences de la Fondation Accenture), pour des volumes estimés suivants :
    - Diagnostic : 7 JH par entreprise
    - Appuis RH, Commercial, Stratégie : 11 JH par entreprise
    - Appui opérationnel : 28 JH min. de Consulting HEC & Partenaires par entreprise, ainsi que 40 JH de type « Business Project »
- Des tuteurs dédiés à chaque entreprise (volume estimé 7 JH par entreprise, avec une coordination spécifique de ces tuteurs)

En sus, HEC indique prévoir des formations pour les entrepreneurs et leurs équipes, représentant un volume estimé à 12 JH pour chaque entreprise.
Enfin, HEC indique mobiliser différentes ressources au profit des entrepreneurs, en pro bono, notamment des mises à disposition de travaux encadrés d'étudiants, différents courts et coachinf, office hours de l'incubateur, …

Ainsi, la proposition d'HEC mentionne la capacité :

- « d'accompagner au jour le jour les champions ESS de demain grâce à une équipe dédiée, réactive et experte, capable de répondre rapidement aux besoins des entreprises sociales en forte croissance »,
- D'y associer « différents accompagnements qui représentent quasiment 100 JH par entreprise, sans compter le mécénat de compétences des partenaires d'HEC et d'HEC dans le cadre des travaux étudiants réalisés en cours,
- D' « animer la communauté des entrepreneurs de l'accélérateur : organisation d'événements, rencontres sur certains thèmes… »
- D'intervenir dans « l'aide au développement commercial et l'identification d'opportunités avec le réseau des partenaires d'HEC de la Direction des Partenariats Entreprises »

Réalisation attendue :

HEC a transmis un calendrier prévisionnel de réalisation, dont les principaux jalons sont : appel à candidatures en juillet-août 2019, sélection en septembre 2019, lancement en octobre 2019, diagnostics d'octobre à décembre 2019, phase 1 d'accompagnement de janvier à juin 2020, phase 2 de juillet 2020 à juin 2021, phase de fin d'accélération de juillet à octobre 2021, bilan et feuille de route post-accélération en novembre 2021.

Intérêt régional

Ce programme présente un triple objectif :

- Soutenir les entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire, en aidant notamment les entreprises volontaires à créer des emplois ;
- Les accompagner dans la création de véritables filières d'activité à fort impact social, les plus intégrées possibles au développement économique global de l'Ile-de-France ;
- favoriser la création d'emplois locaux et inclusif.

Il s'inscrit donc pleinement tant dans la stratégie de développement de l'ESS, que dans la stratégie globale de développement économique de l'Ile-de-France (stratégie #LEADER).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'engage à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.

Détail du calcul de la subvention :

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019-2021 (i.e. promotion entrant en 2019 dans l'accélérateur, suivie durant 24 mois)

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources humaines de l'équipe opérationnelle (responsable projet, deux chefs de projet, stagiaire, équipe IDEA et support HEC)	332 000,00	39
Accompagnement des entreprises lauréates (diagnostic, tutorat, formation, appui RH, commercial, stratégie et opérationnel)	464 000,00	55
Evénementiel et communication	54 000,00	6
Total	850 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	425 000,00	50
Partenaires Entreprises	275 000,00	33
Participation financière des bénéficiaires	150 000,00	17
Total	850 000,00	100,00%

La Région informe que l'aide est allouée :
- sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent à hauteur de 390.000 € pour le volet accompagnement individualisé
- sur la base du régime d'aide SA 40391 à hauteur de 35.000 € pour le volet accompagnement collectif (appel à projet et actions de promotion générales).

Commission permanente du 03 juillet 2019 - CP2019-306

DOSSIER N° 19006491 - GRAFIE : Soutien à la filière stratégique de L'Insertion par l'Activité Economique)

Dispositif : Développement de filières stratégiques pour l'ESS (n° 00000812)
Délibération Cadre : CR93-12 du 22/11/2012
Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
Action : 19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Développement de filières stratégiques pour l'ESS	309 278,58 € TTC	48,5 %	150 000,00 €
		Montant total de la subvention	150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAFIE GROUPEMENT REGIONAL des ACTEURS FRANCILIENS d'INSERTION par l'ECONOMIE
Adresse administrative : 82 AVENUE DENFERT ROCHEREAU 75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Mario SEEBOTH, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 01 juin 2019 - 30 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : le dispositif Développement des filières stratégiques de l'ESS accompagne les structures porteuses de l'IAE. Pour assurer une continuité des actions, il convient donc de prendre en charge les dépenses à partir du 01/06/2019.

Description :
Le Groupement Régional des Acteurs Franciliens d'Insertion par l'Economique (GRAFIE) est le coordinateur, chef de file pour la mise en œuvre du plan d'actions. Le GRAFIE est un inter-réseau de l'IAE en Île-de-France composé des réseaux régionaux : Chantier Ecole, CNLRQ, COORACE, Fédération des Acteurs de la Solidarité (FAS) et la Fédération des Entreprises d'Insertion (FEI).

Les missions du GRAFIE sont les suivantes :

- Accompagner l'IAE dans l'accès aux marchés et valoriser l'IAE comme ressource pour le développement des achats socialement responsables en Ile-de-France
- Développer les coopérations économiques entre SIAE et les réponses économiques conjointes avec des entreprises classiques
- Renforcer les partenariats entre les SIAE et les entreprises sur les enjeux de Responsabilité sociale des Entreprises (RSE)

- Soutenir la structuration du secteur de l'IAE et la professionnalisation des acteurs franciliens pour améliorer le positionnement des SIAE dans la chaine de valeur des activités économiques
- Favoriser l'accès des SIAE aux dispositifs de soutien au développement économique notamment aux programmes à destination des TPE/PME
- Accompagner la création de nouvelles activités, l'innovation sociale et le positionnement des SIAE au niveau des filières stratégiques en Ile-de-France (numérique, économique circulaire)
- Accompagner l'accès à la formation et la montée en compétences des salariés en parcours en SIAE.

Pour renforcer l'audience des SIAE d'Ile-de-France auprès des acteurs économiques et soutenir le développement du secteur, le GRAFIE propose de mettre en œuvre un plan d'action 2019 avec l'appui des réseaux de l'IAE : Chantier Ecole, CNLRQ, COORACE, FAS et la FEI, en fonction des spécificités et caractéristiques qui leur sont propres tant en termes de public bénéficiaires, de parcours d'insertion et de modèles économiques.

Le programme d'actions 2019 a pour axes de développement :
- Développer le poids économique et les emplois de la filière IAE
- Professionnaliser la filière IAE et le développement économique
- Favoriser les coopérations et l'innovation entre les SIAE et les entreprises classiques.

Dans le cadre de la nouvelle stratégie IAE 2018/2020 et pour répondre aux enjeux et défis du secteur de l'Insertion par l'Activité Economique (IAE), le GRAFIE, réseau régional de l'IAE, s'accordent sur la réalisation de six projets à réaliser en propre et/ou avec les réseaux de l'IAE adhérents :

Axe 1 :

Pour permettre le changement d'échelle de l'IAE en Ile-de-France, le plan d'actions met l'accent sur la lisibilité et la visibilité de l'IAE auprès des donneurs d'ordres et influenceurs économiques et renforcer les logiques de mutualisation et regroupements économiques du secteur	**Projet 1** : Assurer la promotion et la communication de l'IAE à l'échelle régionale notamment par une animation du nouveau site internet du Grafie
	Projet 2 : Amplifier le développement de l'offre d'IAE en Ile-de-France en lien avec la stratégie IAE 2018 / 2020
	Projet 3 : Accompagner les SIAE à favoriser les coopérations et regroupements économiques des SIAE et ainsi favoriser le changement d'échelle de l'IAE en IDF

Axe 2 :

Le 2nd axe du plan d'action est un appui très opérationnel du GRAFIE et des réseaux adhérents aux donneurs d'ordre franciliens, notamment dans la mise en œuvre de leurs politiques Achats Responsables, Développement économique, et Formation Professionnelle	**Projet 4** : Assurer un appui opérationnel à la démarche d'achats responsables des donneurs d'ordre franciliens
	Projet 5 : Accompagner le développement économique des SIAE
	Objectif 6 : Faciliter l'accès à la formation des salariés en insertion

Chacun de ces 6 projets sera décliné de la manière suivante :

	Mise en œuvre des projets *:*
Projet 1 :	- Assurer un workflow régulier appelant une poursuite de la mise à jour de l'annuaire du site du Grafie : Alimentation complète des fiches des SIAE en 2019 avec un niveau précis d'informations sur les 400 SIAE implantées en Île-de-France - Valoriser l'IAE : promotion de l'information sur l'activité de l'IAE en Île-de-France
Projet 2 :	- Accompagner la création de nouvelles SIAE ou leur développement - Développer les relations avec les entreprises classiques - Développer l'emploi des publics les plus éloignés (femmes, réfugiés, personnes en situation de handicap..) dans les SIAE en incitant à la création de parcours IAE en lien avec les besoins des entreprises
Projet 3 :	- Mettre en réseau et favoriser les rapprochements entre SIAE et avec les entreprises - Élaborer et promouvoir un guide-outil opérationnel de la coopération dans l'IAE (cycles de rencontres) à partir des bonnes pratiques relevées dans le rapport du GRAFIE sur les coopérations. - Créer la Bours' coop (espace de rencontres des volontaires en coopération à l'image de la bourse à la cotraitance sur le site Maximilien.fr)
Projet 4 :	- Participer à l'animation de la MACS afin de diffuser l'information sur les capacités de l'IAE - Appuyer la démarche d'achats responsables des grands donneurs d'ordres franciliens les incitant à recourir à l'offre IAE Production de short-list de SIAE à communiquer aux attributaires de marchés clausés (notamment marchés de services) - Poursuivre la mobilisation des SIAE à chaque passation de marché réservé dès lors que le Grafie a l'information sur sa passation, Intervenir sur les grands chantiers régionaux (Grand-Paris/ JO 2024…)
Projet 5 :	- Organisation d'une campagne d'information des différentes aides économiques auprès des SIAE franciliennes - Production des différentes actions réalisées : newsletter, mailings, …
Projet 6 :	- Nombre de réunions partenariales organisées sur la formation dans les territoires auprès des dirigeants de SIAE en particulier sur les compétences de bases professionnelles (linguistique), nb de partenaires mobilisés dans ces réunions, thèmes abordées dans ces réunions, Diffusion des informations sur l'offre de formation en Île-de-France en direction des salariés de l'IAE - Promouvoir les actions de formation en situation de travail - Nombre de salariés IAE formés

Il est proposé au GRAFIE de répartir la subvention d'un montant de 150.000 euros de la manière suivante :

	GRAFIE	**FEI IdF**	**COORACE Idf**	**FAS Idf**	**Chantier école IdF**	**CNLRQ**	**TOTAL**
Projet 1 : Site internet	13797	0	0	0	0	0	13797
Projet 2 : développement stratégie IAE	900	7000	7000	7000	4000	5000	30900
Projet 3 : Coopérations, changements d'échelle	15920	7900	7900	7900	7900	1900	49420
Projet 4 : ASR	33883	3000	3000	3000	3000	2000	47883
Projet 5 : Développement économique	1500	500	500	500	500	500	4000
Projet 6 : Formation	1000	0	0	0	3000	0	4000
TOTAL	**67000**	**18400**	**18400**	**18400**	**18400**	**9400**	**150000**

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Toutes les dépenses présentées au plan de financement sont éligibles.
Les charges de personnel prévues au projet sont calculées hors emplois aidés.

Le bénéficiaire est autorisé à reverser une partie de la subvention régionale dans les conditions suivantes :

GRAFIE :
67 000 €

Fédération des Entreprises d'Insertion IdF (FEI IdF) :
18 400 €

Chantier Ecole Île-de-France :
18 400 €

Comité National de Liaison des Régies de Quartiers (CNLRQ) :
9 400 €

Fédération des Acteurs de la Solidarité IdF (FAS IdF) :

18 400 €

COORACE Île-de-France :
18 400 €

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR : A actualiser

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	227 626	73.6%
Achats de prestations externes	48270	15.61%
Charges de structure directement liées à la réalisation de l'action	33 382.58	10.79%
Total	309 278.58	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	150.000	48,5%
Etat DIRECCTE IDF	106 972	34.59%
Participation des bénéficiaires		
Fonds européens (Etat)	5 000	1.62%
Fonds privés	1 200	0,39%
Fonds propres	46 106.58	14.91%
Total	309 278.58	100,00%

Chacune de ces subventions est octroyée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG

Commission permanente du 03 juillet 2019 - CP2019-306

DOSSIER N° 19006490 - URSCOP 2019 –
PROMOTION ET SENSIBILISATION AU STATUT COOPERATIF

Dispositif : Soutien à l'URSCOP pour son action d'accompagnement à la création - reprise - transmission de SCOP ou de SCIC franciliennes (n° 00000360)
Délibération Cadre : CR93-12 du 22/11/2012
Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
Action : 19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'URSCOP pour son action d'accompagnement à la création - reprise - transmission de SCOP ou de SCIC franciliennes	140 750 € TTC	21,31 %	30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNION REG HAUTE NORMANDIE CRTE ORLEANS
Adresse administrative : 100 RUE MARTRE
92110 CLICHY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Françoise Fagois, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est nécessaire pour permettre l'accompagnement des porteurs de projets et le financement des structures ESS à partir de janvier 2019.

Description :
L'URSCOP est une des 12 Unions Régionales faisant partie de la Confédération Nationale des SCOP. Créée en 1983, elle fédère aujourd'hui près de 350 coopératives en Ile-de-France.
L'URSCOP a pour objet de promouvoir la culture coopérative, de défendre les intérêts des SCOP et des SCIC, de proposer des services, des conseils à ses adhérents et de favoriser la création ou la reprise de sociétés sous les formes coopératives.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale à l'URSCOP pour 2019 porte sur la promotion et la sensibilisation du modèle coppératif (SCOP et SCIC). Il s'agit donc d'une subvention annuelle globale forfaitaire de 30 000 € au regard du plan de financement prévisionnel de l'URSCOP au titre des actions engagées à la sensibilisation et à la promotion du mouvement coopératif

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	120 750,00	85,80%
Frais généraux	20 000,00	14,20%
Total	140 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	30 000,00	21,31 %
Autofinancement	110 750,00	78,69%
Total	140 750,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 03 juillet 2019 - CP2019-306

DOSSIER N° 19005952 - EPICEAS - Accompagnement à la création d'activité dans l'ESS 2019

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)
Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
Action : 19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	110 000,00 € TTC	40,91 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PROJETS-19
Adresse administrative : 9 RUE MATHIS
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Carlos DURAN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule dans le cadre d'une convention pluriannuelle (17014748).

Description :
Projets-19 propose aux créateurs et chefs d'entreprise un accompagnement adapté à l'avancée du projet de création allant de la sensibilisation à la post-création notamment par le biais de la Couveuse Epicéas, couveuse de l'ESS labélisée par l'Union des Couveuses.

Aujourd'hui sa bonne connaissance des quartiers en politique de la ville et de l'accompagnement à la création d'activité, Projets-19 renforce ses partenariats avec les établissements territoriaux du Nord et Est du Grand Paris (Nord et Est de Paris, Plaine Commune, Est-Ensemble, Boucle Nord de Seine) pour proposer, au sein de la couveuse de l'ESS, aux demandeurs d'emplois et collectifs d'habitants des QPV un accompagnement allant du test à la post-création d'entreprises de l'ESS créatrices
d'emploi sur ces territoires et une formation diplômante de gérant de TPE en partenariat avec le CNAM.

Sur une période de 6 mois renouvelable 3/4 fois, la couveuse propose des rencontres collectives et individuelles soit au sein de la couveuse Epicéas soit sur le lieu d'implantation des projets.
Pour préparer aux mieux les porteurs de projet à tester leur projet, la couveuse Epicéas a renforcé

l'accompagnement avant la phase création, 3 programmes sont proposés aux porteurs de projet de l'idée à la création d'un emploi:

Objectifs 2019 :

- Le Programme de l'idée au projet, l'étude d'opportunité : 30 porteurs de projet
Accessible à tout porteur de projet sans emploi souhaitant créer une entreprise solidaire dans l'ESS

- Le Programme création : 17 porteurs de projet
Avoir participé à la phase étude d'opportunité et être admis à poursuivre le test de son projet par la commission d'admission

- Le Programme post-création : 10 porteurs de projet
Seuls les porteurs de projet déjà accompagnés en phase création peuvent l'être en phase post-création, la couveuse ne fait plus d'entrée directe sur la phase post-création

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses est éligible au calcul de l'assiette subventionnable

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- HAUTS DE SEINE
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures entretien et petit équipement	700,00	0,64%
Fournitures administratives	500,00	0,45%
Charges locatives	2 000,00	1,82%
Prestations diverses : intervenants extérieurs	6 500,00	5,91%
Prestations diverses : communications	500,00	0,45%
Adhésion union couveuse	400,00	0,36%
Honoraire (Cabinet comptable)	3 000,00	2,73%
Mission/Réception/Dplcmnt	500,00	0,45%
Télécommunication (téléphones fixes et portables/ internet)	1 000,00	0,91%
Rémunération des personnels	93 300,00	84,82%
Indemnités de stages	1 600,00	1,45%
Total	110 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Departement Paris	10 000,00	9,09%
Subvention Région Ile de France: QPV	45 000,00	40,91%
subvention FSE-ITI	55 000,00	50,00%
Total	110 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est octroyée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG

Commission permanente du 03 juillet 2019 - CP2019-306

DOSSIER N° 19005954 - LA MIEL - MENTORAT RESEAU M - 2019

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)
Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
Action : 19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	58 000,00 € TTC	50,00 %	29 000,00 €
	Montant total de la subvention		29 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MIEL MAISON INITIATIVE ECONOMIQUE LOCALE
Adresse administrative : 20 BIS RUE GABRIEL PERI 93200 ST DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur DAVID PROULT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule dans le cadre d'une convention pluriannuelle 17014719

Description :
La MIEL (Maison de l'Initiative Economique Locale) est une association créée il y a 19 ans. Son objet est de contribuer au développement économique endogène du territoire de Plaine Commune en favorisant la création d'entreprises pérennes et accompagne le développement des TPE.
A ce titre, son équipe accompagne les entrepreneurs individuellement dans le montage de leur business plan et lors du lancement de l'entreprise. L'accompagnement concerne également les entreprises existantes ayant une volonté de développement. La Miel s'entoure d'un réseau d'une trentaine d'experts sollicités pour le programme de formation, les conférences et les permanences.
Basée à Saint Denis dans le QPV Centre Grand Sémard, La MIEL gère et anime également la pépinière d'entreprises de La Courneuve.

Lancé en mars 2018, le programme de mentorat entrepreneurial de La Miel repose sur la méthodologie canadienne du réseau M. Leader mondial du secteur. Le mentorat entrepreneurial est un accompagnement de pair à pair, une relation qui favorise l'enrichissement mutuel du mentor et du

mentoré : un entrepreneur expérimenté accompagne un jeune entrepreneur sur ses savoir-être, avec pour objectif la pérennité de l'entreprise.
Bilan 2018 : Après une phase de création et de structuration de la cellule mentorat (formation, organisation du lancement, outils, promotion), La Miel a lancé une campagne de recrutement de mentors. Ainsi sur l'année 2018, deux comités d'engagements ont pu être organisés et ont permis l'intégration de 9 jeunes chefs d'entreprises (mentorés) dans le programme.

Objectif 2019 : La MIEL souhaite poursuivre le programme de mentorat entrepreneurial affilié au réseau M, réseau québecois porté par la Fondation Entrepreneurship.

Pour l'année 2019, La Miel se donne les objectifs suivants :
- consolider les premiers binômes constitués et arriver à la constitution d'un total de 20 binômes entrepreneurs expérimentés / jeunes entrepreneurs
- continuer le recrutement de mentors en capitalisant sur la première promotion et continuer la promotion du programme notamment par la valorisation des témoignages des premiers binômes constitués
- Rapprochement avec la cellule de mentorat d'Aulnay-Sous-Bois Convergence pour valoriser le mentorat à l'échelle du département notamment en co-organisant des événements.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses est éligibles à l'assiette subventionnable

Localisation géographique :
- PLAINE COMMUNE (EPT6)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Documentation Générale	9 000,00	15,52%
Honoraire (Cabinet comptable), honoraires	4 800,00	8,28%
Mission/Réception/Dplcmnt	2 500,00	4,31%
Pub/Site INTERNET /catalogue	2 000,00	3,45%
Rémunération des personnels	19 900,00	34,31%
Charges sur les salaires	8 300,00	14,31%
Indemnités de stages	2 400,00	4,14%
Autres charges de gestion courante	9 100,00	15,69%
Total	58 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF "Entreprendre dans les QPV"	29 000,00	50,00%
EPT PLAINE COMMUNE	3 955,00	6,82%
FONDS SOCIAL EUROPEENS	16 805,00	28,97%
Autres produits de gestion courants	8 240,00	14,21%
Total	58 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est octroyée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG

Commission permanente du 03 juillet 2019 - CP2019-306

DOSSIER N° 19005955 - Le Parcours Activ'Entrepreneurs - AAP ENTREPRENDRE DANS LES QPV 2018-2019

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)
Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
Action : 19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	86 933,00 € TTC	34,51 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ACTIV ACTION
Adresse administrative : 26 RUE SERPOLLET
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Fabien SCHMITT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule dans le cadre d'une convention pluriannuelle 18002180

Description :
Le Parcours Activ'Entrepreneurs a pour objectif de permettre aux chercheurs d'emploi de dépasser les freins à la prise d'initiative et de favoriser ainsi l'émergence de projets entrepreneuriaux des chercheurs d'emploi, en particulier issus des quartiers Politique de la Ville.

Objectifs 2019 :

- Animer 200 ateliers et toucher 550 personnes.
- Prévision moyenne de 10% de projets lancés ou accompagnés.
- Permettre à 60 projets d'être lancés ou de rejoindre un organisme d'accompagnement à la création d'entreprises ou de formation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses est éligible à l'assiette subventionnable

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- ESSONNE
- HAUTS DE SEINE
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures entretien et petit équipement	1 600,00	1,84%
Fournitures administratives	550,00	0,63%
Charges locatives	3 000,00	3,45%
Prestations diverses (communications, etc.)	4 500,00	5,18%
Locations	2 800,00	3,22%
Pub/Site INTERNET /catalogue	4 500,00	5,18%
Télécommunication (téléphones fixes et portables/ internet)	350,00	0,40%
Rémunération des personnels	33 600,00	38,65%
Charges sur les salaires	23 710,50	27,27%
Indemnités de stages	3 307,50	3,80%
Transports	2 700,00	3,11%
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	6 315,00	7,26%
Total	86 933,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fondation	5 000,00	5,75%
Autres prestations	12 933,00	14,88%
FDVA Yvelines	12 000,00	13,80%
FDVA Paris	20 000,00	23,01%
Subvention PACE Conseil Régional	30 000,00	34,51%
Autres	7 000,00	8,05%
Total	86 933,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est octroyée sur la base du ou des régime(s) d'aides : **Règlement** de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG

Commission permanente du 03 juillet 2019 - CP2019-306

DOSSIER N° 19005957 - MOOVJEE-BATISSEURS D'AVENIR 2019

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)
Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
Action : 19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	160 000,00 € TTC	29,38 %	47 000,00 €
	Montant total de la subvention		47 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AJ2E ASSOCIATION POUR LES JEUNES ETUDIANTS ENTREPRENEURS MOOVJEE
Adresse administrative : 5 RUE DE CHARONNE
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Dominique RESTINO

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule dans le cadre d'une convention pluriannuelle (17014735)

Description :
Construit suite à la sollicitation par un acteur majeur du BTP, le programme Bâtisseurs d'avenir porté par le MOOVJEE s'appuie sur 2 structures complémentaires (Positive Planet et Les Déterminés), avec une approche innovante de l'accompagnement (mentorat).

Le programme porte sur la sensibilisation, la détection et l'accompagnement de toute personne souhaitant entreprendre dans le secteur du BTP dans un but de développement des compétences des entrepreneurs.
Le projet se décline sous la forme d'un programme d'accompagnement avec un parcours adapté aux différents niveaux de maturité du projet :
- Niveau 1 : Des porteurs d'idée pour construire le projet.
- Niveau 2 : Des porteurs de projet pour poser des fondations solides et accélérer l'amorçage de leur entreprise.
- Niveau 3 : Des entrepreneurs pour consolider et faire grandir leur entreprise.

Objectif 2019 : Le projet vise 40 nouveaux bénéficiaires pour cette promotion 2019

La structure travaille en partenariat avec deux autres structures d'accompagnement et a mutualisé leurs services et savoir-faire pour permettre de proposer un parcours complet de l'idée jusqu'au développement de l'entreprise. Cela est un réel avantage pour les bénéficiaires, un vrai enrichissement également pour les 3 structures (Positive Planet, Les Déterminés et Moovjee).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses est éligible au calcul de l'assiette subventionnable

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures administratives	500,00	0,31%
Assurance	500,00	0,31%
Divers Services extérieurs	6 000,00	3,75%
Rémunérations d'intermédiaires et Honoraires (Cabinet comptable)	80 000,00	50,00%
Mission/Réception/Dplcmnt	2 000,00	1,25%
Pub/Site INTERNET /catalogue	1 000,00	0,63%
Rémunération des personnels	70 000,00	43,75%
Total	160 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région ("Entreprendre dans les QPV")	47 000,00	29,38%
Organismes privés	113 000,00	70,63%
Total	160 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est octroyée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG

DOSSIER N° 19005956 - LE PHARES : DES COOPERATIVES EPHEMERES POUR LES JEUNES ISSUS DES QPV 2019

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)
Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
Action : 19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	399 000,00 € TTC	11,28 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CITE PHARES
Adresse administrative : 6 RUE ARNOLD GERAUX
93450 L'ILE-SAINT-DENIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame Anne HURAND, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule dans le cadre d'une convention pluriannuelle (17014776) .Le projet soutenu a démarré en début d'année 2019.

Description :
Le PHARES est reconnu comme pôle territorial de coopération économique (PTCE) en Ile-de-France depuis 2011. C'est au titre des PTCE qu'il a bénéficié d'un co-financement de la région Ile-de-France de 2014 à 2016. Géré par une SARL structurée en société coopérative d'intérêt collectif, le PHARES fédère aujourd'hui une vingtaine de structures de l'économie sociale et solidaire, des TPE et des universités autour d'un projet de développement local favorisant l'insertion des personnes éloignées de l'emploi et l'écologie.

Le PHARES travaille en effet avec certaines structures pour les accompagner à monter eux même ce projet sur leur territoire avec une non plus une logique portage en directe mais une logique de co-portage. Par ailleurs, pour favoriser l'essaimage ce projet en Ile-de-France et répondre aux nombreuses sollicitations des acteurs du territoire, le PHARES développe différents outils pour permettre aux partenaires locaux de développer le dispositif sur leur territoire, notamment à travers la création d'un guide opérationnel « comment monter une coopérative éphémère sur son territoire ? »
En 2019, le rayonnement du projet se fera sur les territoires suivants :

- Roissy-Pays-de-France (95), co-portage avec l'association les Francas
- Plaine Commune (93)
- Paris
- Est Ensemble (93)
- Clichy-La-Garenne (92)
- Paris Saclay (91)
- Grand-Olry-Seine-Bièvre (91)

Une attention particulière aux QPV visés par dans le cadre du PRIJ (Plan Régional d'Insertion pour la Jeunesse) de la Préfecture d'Ile-de-France.

Objectif 2019 : Le PHARES a pour objectif de porter 7 coopératives éphémères sur ces mêmes territoires. Il est prévu aussi à développer ce projet sur de nouveaux territoires à travers des modalités et une stratégie de déploiement différente de celle de 2018.

Les jeunes entrepreneurs signent un contrat CAPE qui permet un test d'activité.

Bénéficiaires : 10 à 15 jeunes par coopératives soit 70 à 100 jeunes franciliens accompagnés sur l'ensemble du projet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses est éligible au calcul de l'assiette subventionnable

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures administratives	4 377,00	1,10%
Prise en charge repas pour les jeunes	30 000,00	7,52%
Locations	8 000,00	2,01%
Formations des animlateurs	10 980,00	2,75%
Mise à disposition des animateurs	181 923,00	45,59%
Accompagnement socio-professionnel (Prestation et etudes)	12 000,00	3,01%
Participation à la coordination de l'essaimage	10 000,00	2,51%
Mission /Receptoion/ Déplacement	6 000,00	1,50%
Moyens généraux	3 000,00	0,75%
Cotisation à la fabrique Coopérative	1 440,00	0,36%
Télécommunications	1 080,00	0,27%
Rémunération des personnels	36 000,00	9,02%
Charges sur les salaires	15 480,00	3,88%
Indemintés de stages	6 720,00	1,68%
Emplois des contributions volontaires en nature	24 000,00	6,02%
Portage juridique des CAPE (Prestation des CAE)	48 000,00	12,03%
Total	399 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CGET	65 000,00	16,29%
DRJSCS	40 000,00	10,03%
REGION	45 000,00	11,28%
Conseil départementaux Hauts de Seine, Seine Siant Denis	55 000,00	13,78%
BPI	35 000,00	8,77%
Fondations privées	20 000,00	5,01%
Communes (Paris)	10 000,00	2,51%
CAF	80 000,00	20,05%
Contributions volontaires en nature	24 000,00	6,02%
Intercommunalités (Plaine Commune, Est-Ensemble, Clichy-la-Garenne, Paris, Paris-Saclay et Grand-Orly-Seine-Bièvre)	25 000,00	6,27%
Total	399 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est octroyée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG

Commission permanente du 03 juillet 2019 - CP2019-306

DOSSIER N° 19005958 - TIME2START 2019

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)
Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
Action : 19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	82 200,00 € TTC	42,58 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TIME TO START
Adresse administrative : 19 RUE D'EDIMBOURG
75008 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SONIA TROCME-LE PAGE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule dans le cadre d'une convention pluriannuelle (17014697)

Description :
L'association Time to Start a pour objet d'accompagner les porteurs de projet à la construction de leurs projets via un programme de formation unique qui dure 6 mois ("académie"), le temps nécessaire pour valider son business model et préparer le porteur de projet à se projeter:
1. FORMATION E-LEARNING: Une plate forme de e-learning
2. INTELLIGENCE COLLECTIVE: créer une synergie de groupe favorisée par des séances de coaching encadrées par des business coach.
3. FORMATION «NOMADE»: Mise en situation des entrepreneurs dans des contextes variés en fonction des résidences et face à des personnes ayant des fonctions, des compétences et des savoir-faire divers au sein des entreprises accueillantes.
4. LA GAMIFICATION: Les entrepreneurs évoluent avec de l'argent fictif tout au long des six mois et peuvent acheter des heures des conseils ou du mentoring.

Le projet cible en priorité les porteurs de projet issus des quartiers politique de la ville (avec un objectif de 60% QPV et 90% bassin de l'emploi) de l'île de France.

Objectifs 2019 : 40 porteurs de projet accompagnés

L'objectif est d'accompagner une promotion de 40 porteurs de projet, quel que soit l'activité, tant que le(s) porteur(s) est/sont en adéquation avec leur projet, et qu'ils/elles ont l'ambition de démarrer un projet qui peut grandir et avoir de l'impact.

La structure va poursuivre son travail avec ses partenaires comme BNP Paribas et la fondation KPMG, et ambitionnons de continuer à signer de nouveaux partenariats avec des entreprises impliquées.

Leur action est complètement destinée aux porteurs de projet issus des quartiers populaires. Même si leur siège pour des raisons d'organisation interne est situé sur Paris, Time to Start a un bureau opérationnel sur Montreuil et un partenariat avec la communauté d'agglomération Est-Ensemble. Time to Start est organisé en consortium sur un appel à projet BPI avec le Val d'Oise et en partenariat avec Convergence Entrepreneurs situé à Aulnay-Sous-Bois.

L'ensemble des actions de communications sont destinées aux quartiers comme le dernier événement (concours de pitch) organisé sur Bobigny.

La structure a une vingtaine de relations avec des associations implantées dans les quartiers populaires, et travaillent avec les missions locales et Pôle Emploi sur la phase de détection. Ils participent aux salons locaux et aux événements du territoire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Toutes les dépenses sont éligibles à l'assiette subventionnable

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures entretien et petit équipement	1 000,00	1,22%
Charges locatives	9 000,00	10,95%
Prestations diverses (communications, etc.)	3 000,00	3,65%
Prestataires de formation	25 000,00	30,41%
Maintenance informatique	380,00	0,46%
Assurance	300,00	0,36%
Honoraire (Cabinet comptable)	1 200,00	1,46%
Formation continue et apprentissage	200,00	0,24%
Rémunération des personnels	27 000,00	32,85%
Charges sur les salaires	12 000,00	14,60%
Indemnités de stages	3 000,00	3,65%
Frais bancaires et intérêts de découvert	120,00	0,15%
Total	82 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fondations d'entreprises	40 000,00	48,66%
Subvention Est ensemble	3 000,00	3,65%
Subvention Conseil Général 93	4 200,00	5,11%
Subvention region Ile de France QPV	35 000,00	42,58%
Total	82 200,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est octroyée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG

Commission permanente du 21 novembre 2018 - CP2018-564 modifiée par la CP 2019-306 du 3 juillet 2019

DOSSIER N° 18013849 - PARCOURS REGIONAL EN FAVEUR DE L'ENTREPRENEURIAT - PHASE ANTE CREATION - 2019

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)
Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
Action : 19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	3 481 258,00 € TTC	48,71 %	1 695 607,00 €
	Montant total de la subvention		1 695 607,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BOUTIQUES DE GESTION PARIS IDF
Adresse administrative : 18 RUE DU FAUBOURG DU TEMPLE
75011 PARIS 11
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Bernard MONTEIL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Commission Permanente du 21 novembre 2018

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2018 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La Région Ile de France a décidé de poursuivre son soutien à Boutiques de gestion PaRIF, chef de file du consortium « Bâtir son projet » et les opérateurs du consortium dans le cadre de sa politique entrepreneuriat en 2018 et 2019.
La subvention votée à la CP 2017-488 portait sur un soutien au consortium Ante création piloté par Boutiques de gestion PaRIF sur 2017 et une partie de 2018.
Cette nouvelle subvention proposée au vote de la CP 2018-564 pourra couvrir l'activité de BGE Parif et de ses opérateurs dès le 1er juillet 2018 et jusqu'au 31/12/2019.

Description :
La phase ante création de l'offre régionale d'accompagnement à la création et reprise d'entreprise a pour but d' accompagner toute personne, quel que soit son statut, souhaitant créer ou reprendre une entreprise.
Cette phase ante création propose la formalisation du projet, l'élaboration du business plan et de l'étude de marché. Cette phase permet également d'accompagner vers le financement ou de lancer directement son entreprise de manière plus sécurisée.

Cette phase peut être poursuivie par une phase financement (prêt d'honneur/garantie bancaire) et/ou une phase post création permettant d'accompagner l'entrepreneur jusqu'à 3 ans d'activité.
L'objectif de cette phase est d'accompagner 6 500 personnes par an dont 50% de femmes, 15% de personnes issus des Quartiers Politiques de la Ville et 60% de demandeurs d'emploi.
Sur 2018, l'objectif du consortium est de réaliser 6500 accompagnements dont 516 en couveuses lab.
Sur 2019, l'objectif du consortium est de réaliser 6500 accompagnements dont 516 en couveuses lab.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est répartie de la façon suivante :

65 216 € à BGE PaRIF
En tant que pilote, coordonnateur du consortium

271 783 € à BGE PaRIF en tant qu'opérateur du volet accompagnement ante création et Couveuse Lab

205 795 € à BGE 78 en tant qu'opérateur du volet accompagnement ante création et Couveuse Lab

428 694 € à BGE Adil en tant qu'opérateur du volet accompagnement ante création et Couveuse Lab

113 059 € à la CRMA en tant qu'opérateur du volet accompagnement ante création

413 894 € à la CCI Paris-Ile de France en tant qu'opérateur du volet accompagnement ante création

74 775 € à Astrolabe Conseil en tant qu'opérateur du volet accompagnement en couveuse Lab

39 691 € à Rives de Seine Initiative en tant qu'opérateur du volet accompagnement en
Couveuse Lab

82 700 € à Afile 77 en tant qu'opérateur du volet accompagnement en
Couveuse Lab

Seul le budget prévisionnel agrégé du consortium sera intégré à la fiche projet. Toutefois il sera nécessaire pour les services de la Région de prendre en compte l'ensemble des budgets prévisionnels et réalisés du chef de file et de ses opérateurs pour s'assurer de la bonne réalisation des objectifs.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	108 672,00	3,12%
Services extérieurs	289 941,00	8,33%
Autres services extérieurs	201 332,00	5,78%
Frais de personnel	2 716 032,00	78,02%
Autres charges de gestion courante	36 471,00	1,05%
Charges exceptionnelles	4 519,00	0,13%
Impôts et taxes	124 291,00	3,57%
Total	3 481 258,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
produits des services et ventes diverses	262 113,00	7,53%
Subvention d'exploitation	1 515 621,00	43,54%
Subvention Région	1 695 607,00	48,71%
Autres produits de gestion courante	7 917,00	0,23%
Total	3 481 258,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG à hauteur de 65 216€.
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent à hauteur de 1 630 391 €.

Commission permanente du 21 novembre 2018 - CP2018-564- modifiée par la CP 2019-306 du 3 juillet 2019

DOSSIER N° 18013885 - PARCOURS REGIONAL EN FAVEUR DE L'ENTREPRENEURIAT-PHASE FINANCEMENT-2018

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)
Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
Action : 19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	12 295 985,00 € TTC	30,72 %	3 777 393,00 €
	Montant total de la subvention		3 777 393,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIACTIVE ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 36 RUE DES PETITS CHAMPS
75002 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Lionnel RAINFRAY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2018 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : INITIACTIVE Ile- de- france a conventionné avec la Région en novembre 2017 pour proposer un accompagnement en financement des porteurs de projets sur la période 2017-2019. Un démarrage anticipé du projet est souhaité de façon à permettre aux opérateurs de poursuivre leur accompagnement dans le cadre de la politique régionale Entrepreneur # Leader sur la totalité de la période 2017-2019, sans rupture.
Motivation démarrage anticipé: Le bénéficiaire a demarré son action au 1er avril 2018.

Description :
La phase financement de l'offre régionale d'accompagnement à la création et reprise d'entreprise a pour but d'accompagner toute personne, quel que soit son statut, souhaitant créer/reprendre une entreprise.

Cette phase d'accompagnement au financement propose une aide à la structuration financière et au financement du projet de création/reprise.

Elle constitue la 2ème étape du parcours régional entrepreneuriat Entrepreneur # Leader.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
INITIACTIVE Ile-de-France :
En tant que chef de file : 131 388 €
Phase financement : 1 900 588 €

ADIE
Phase financement : 1 125 623 €

Réseau Entreprendre
Phase financement : 224 394 €

Scientipôle- Wilco :
Phase financement : 395 400 €

Seul le budget prévisionnel agrégé du consortium sera intégré à la fiche projet. Toutefois il sera nécessaire pour les services de la Région de prendre en compte l'ensemble des budgets prévisionnels et réalisés du chef de file et de ses opérateurs pour s'assurer de la bonne réalisation des objectifs.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	256 863,00	2,09%
Services externes	1 693 745,00	13,77%
Autres services externes	1 021 570,00	8,31%
Impots et taxes liés au projet	255 422,00	2,08%
Frais de personnel	8 984 405,00	73,07%
Autres charges de gestion courante	69 341,00	0,56%
Charges exceptionnelles	14 639,00	0,12%
Total	12 295 985,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Produits des services et ventes diverses	122 003,00	0,99%
Subvention Région (E#L)	3 777 393,00	30,72%
Autres subventions Région	57 993,00	0,47%
Autres subventions d'exploitation	4 666 324,00	37,95%
Autres produits de gestion courante	3 004 613,00	24,44%
Produits financiers	79 926,00	0,65%
Produits exceptionnels	145 992,00	1,19%
Transfert de charges	441 741,00	3,59%
Total	12 295 985,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG à hauteur de 131 388€.
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent à hauteur de 3 646 005 €.

Commission permanente du 21 novembre 2018 - CP2018-564 modifiée par la CP 2019-306 du 3 juillet 2019

DOSSIER N° 18013886 - PARCOURS REGIONAL EN FAVEUR DE L'ENTREPRENEURIAT - PHASE POST CREATION - 2019

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)
Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
Action : 19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	100 000,00 € TTC	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG
Adresse administrative : 27 AV DE FRIEDLAND 75008 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public National
Représentant : Monsieur Didier KLING, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Commission Permanente du 21 novembre 2018

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Objectifs :
La phase post création de l'offre régionale d'accompagnement à la création et à la reprise d'entreprise a pour but d'accompagner les nouveaux dirigeants d'entreprises pendant les 3 premières années d'activité. Cet accompagnement renforcé sur cette phase a pour objectif d'augmenter le taux de pérennité des entreprises franciliennes et d'accroître la créations d'emplois sur cette cible.

Le parcours post création doit répondre aux besoins suivants :
- S'informer
- Optimiser l'organisation de son entreprise
- Se développer

La phase post création fait suite à une phase ante création et/ou à une phase financement. Certaines entreprises peuvent également y accéder sans avoir réalisé le parcours antérieur.

L'objectif de cette phase est d'accompagner à termes 4 000 dirigeants par an (cohorte intégrant les nouvelles entrées, les 2èmes années d'accompagnement et les 3èmes années d'accompagnement) dont 50% de femmes, 15% de personnes issus des Quartiers Politiques de la Ville et 60% de demandeurs d'emploi.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (attribuée)	50 000,00	50,00%
Autofinancement	50 000,00	50,00%
Total	100 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG à hauteur de 50 000€.

Annexe n° 2 : Convention Accélérateur ESS

CONVENTION RELATIVE A LA MISE EN ŒUVRE D'UN ACCELERATEUR AU CHANGEMENT D'ECHELLE POUR LES ENTREPRISES DE L'ESS – PROMOTION 2019

Entre

La Région Île-de-France
dont le siège est situé : 2 rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN,
représentée par sa Présidente, Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération **N° CP 2019-306 du 3 juillet 2019,**

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

HEC PARIS
Etablissement d'enseignement supérieur consulaire immatriculé au RCS Paris sous le numéro 817 759 186
dont le siège social est situé : 8 avenue de la Porte de Champerret 75017 Paris
ayant pour représentant le Directeur général, Peter TODD,

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

VU, le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

VU le régime cadre exempté d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation n° SA.40391, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publiée au JOUE du 20 juin 2017 ;

VU le règlement n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et publié au JO L 352/1 du 24 décembre 2013.

VU, la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales,

Et après avoir rappelé que :

- la stratégie Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) adoptée en décembre 2016 reconnaît le développement de l'Economie Sociale et Solidaire comme un axe stratégique du développement de l'économie francilienne,
- la Région Ile-de-France a défini une nouvelle stratégie pour le développement de l'ESS, en octobre 2017, qui identifie notamment l'enjeu clé de soutenir spécifiquement les structures de l'ESS dans leur changement d'échelle,
- A l'issue d'un un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) diffusé le 16/05/2019, « Accélérateur au changement d'échelle des structures de l'Economie Sociale et Solidaire, HEC Paris a fait connaitre le projet mis en œuvre par son centre « IDEA – HEC » (Innovation, Data, Entrepreneurship, Acceleration », d'Accélérateur au changement dédié spécifiquement aux structures de l'ESS, et a sollicité un cofinancement, à hauteur de 50%, de celui-ci, proposition qui a été retenue par la Région à l'issue d'un jury présidé par Sylvie Mariaud, déléguée spéciale à l'ESS, car correspondant pleinement à ses objectifs stratégiques, pour l'attribution d'une subvention,

- l'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, ainsi que des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.
-

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2019-306 du 3 juillet 2019, la Région Île-de-France a décidé de s'associer et soutenir l'accélérateur au changement d'échelle destiné aux entreprises de l'ESS, qui lui a été proposé par HEC Paris, dont le descriptif figure dans la fiche projet en annexe 1 de cette convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50% du coût prévisionnel de l'action subventionnée, soit un montant maximum de 425.000 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération et ses objectifs sont détaillés dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

La présente Convention a vocation à être reconduite en 2020 pour une promotion supplémentaire, sous réserve d'un vote d'approbation par l'assemblée délibérante régionale en 2020.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage :

- réaliser, sous son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est décrit dans l'annexe 1 dénommée « fiche projet » ;

- affecter la subvention à la réalisation des actions prévues dans le budget transmis en appui de la demande de subvention ;

- garantir la réalisation du programme dans sa globalité, en attestant la qualité et la réalité des actions réalisées par les différents opérateurs ;

- assurer la coordination, le reporting et l'évaluation des actions subventionnées ; et notamment, organiser le pilotage du programme d'action en associant la Région aux instances dédiées (comité de pilotage, comités techniques, etc.) ;

- informer la Région des autres subventions demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention ; en sollicitant ces co-financement pour la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ;

- informer la Région des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder voire d'interrompre l'exécution des programmes ;

- mettre en œuvre les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régional ;

- fournir à la Région un bilan annuel quantitatif et qualitatif du programme subventionné au plus tard dans les 6 mois suivant la période soutenue,
- fournir à la Région un bilan quantitatif et qualitatif de l'ensemble du programme subventionné au plus tard dans les 6 mois suivant la fin du programme.

Toutes modifications substantielles du programme doit faire l'objet d'une demande à la Région et doit être approuvée par celle-ci. La Région ne prendra en charge aucun surcoût lié à une modification des actions subventionnées sur la période mentionnée.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATION RELATIVE A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à ce que le consortium recrute **2** stagiaires ou alternants pour une durée minimale de deux mois dans la période de validité de la subvention régionale.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Permettre et faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il (ou, le cas échéant, les établissements bénéficiaires d'allocations de recherche) pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.
- Produire un justificatif de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée ou contrat de travail signé), lors de la demande de versement du solde.
- Appliquer, pour réaliser les achats nécessaires à la réalisation du programme d'action, s'il y est soumis à l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Région.

Le bénéficiaire associe pleinement la Région dans l'organisation de tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation (lancement, inauguration, conférence de Presse…) liés aux projets subventionnés, en prenant l'attache des services de la Région (présence des élus, fixation de la date, validation des cartons d'invitation, …).

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PILOTAGE ET D'EVALUATION

Le comité de pilotage est chargé du suivi de la convention et de l'évaluation des actions et résultats obtenus. Il regroupe l'ensemble des opérateurs du programme, la Région, les autres financeurs et tout organisme utile au bon déroulement du programme. Il se réunit chaque trimestre à l'initiative du bénéficiaire. Ce dernier est chargé du secrétariat et rédige le compte-rendu ou relevé de décisions de chacune des réunions du comité de pilotage

Le comité de pilotage est chargé de faire un point sur l'état d'avancement du projet et s'assure :

- de la bonne exécution du programme,
- de la cohérence de la mise en œuvre et du déroulement des actions du programme, voire de leurs éventuelles évolutions,
- de la pertinence des mesures adoptées aux fins d'évaluation, de capitalisation et de valorisation des résultats, ainsi que des suites qui lui seront données.

Des bilans qualitatifs et quantitatifs intermédiaires devront être présentés en comité de pilotage.

Le comité de pilotage est chargé de préciser la liste des indicateurs de suivi et d'évaluation du programme dès son lancement.

L'évaluation porte, en particulier, sur la conformité des résultats aux objectifs généraux du programme définis dans la fiche projet (annexe 1), ainsi que spécifiquement sur l'évaluation de chaque action du programme (intérêt général des actions réalisées notamment au regard des objectifs de chaque entreprise bénéficiaire).

ARTICLE 2.7 : OBLIGATIONS SPECIFIQUES RELATIVES AUX AIDES D'ETAT

En vertu des règles relatives au financement public des acteurs de droit privé ou public effectuant des actions collectives et/ou des actions individualisées en faveur d'entreprises, le bénéficiaire certifie satisfaire aux conditions suivantes :

- être une personne morale de droit public ou de droit privé quel qu'en soit le statut, le mode de gouvernance ou la forme juridique,

- ne pas être contrôlé en droit ou en fait par une entreprise ou un groupe d'entreprises membres,
- ne pas réserver l'exclusivité de ses résultats à ses membres,
- disposer d'une comptabilité analytique ou séparée permettant d'identifier les flux par types d'actions telles que décrites ci-après, et au sein de chaque type d'action par nature de coûts et par projet.

Pour le volet 'Accompagnement individuel' :
La Région informe le bénéficiaire que l'aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent à hauteur de 390.000 € pour le volet accompagnement individualisé.

Ce soutien financier est attribué conformément à la méthodologie de l'intermédiaire transparent. Dans ce cadre, le bénéficiaire est chargé de répercuter cette aide sur les bénéficiaires finaux (les dix entreprises intégrées au programme d'accélération) sous forme d'accompagnement à leur changement d'échelle. Le montant d'aide par bénéficiaire final devra être calculé en fonction du coût de la prestation par bénéficiaire final.

Le bénéficiaire sera chargé d'appliquer la règlementation des aides d'Etat notamment le règlement de minimis (règlement UE 1407/2013 du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité CE aux aides de minimis) auprès de chaque bénéficiaire final. Ils devront ainsi vérifier l'éligibilité de l'entité à l'obtention d'une telle aide, lui notifier la nature et le montant de l'aide.

Le bénéficiaire s'engage ainsi à respecter l'ensemble des règles prévues par les régimes précités. Le bénéficiaire devra envoyer à la demande de la Région des documents de reporting permettant de s'assurer que la subvention versée a bien été répercutée sur les bénéficiaires finaux sous forme d'accompagnement.

Ainsi, le bénéficiaire se soumet aux contrôles de la Région ou de tout autre contrôleur concernant la bonne mise en œuvre de la règlementation des aides d'Etat auprès des bénéficiaires finaux. Si l'intégralité du montant prévu, au titre de l'accompagnement individuel, n'est pas reversée, la Région demande la récupération de la part de l'aide non répercutée.

Afin de répondre aux obligations de rapport annuel mentionné dans la règlementation européenne relative aux aides d'Etat, HEC Paris transmet annuellement à la région la liste des bénéficiaires finaux ainsi que le montant d'aide octroyée, le régime d'aide et la sous-catégorie d'aide utilisés par bénéficiaire final.

HEC Paris conserve l'ensemble des pièces justificatives démontrant la correcte application de la règlementation des aides d'Etat et les transmettra à la Région à sa demande.

Pour le volet 'Actions collectives' :
La région informe que l'aide est allouée sur la base du régime d'aide SA 40391 à hauteur de 35.000 € pour le volet accompagnement collectif (appel à projet et actions de promotion générales du secteur de l'Economie Sociale et Solidaire).

Le bénéficiaire s'engage à tenir une comptabilité séparée permettant de justifier de la répercussion totale de l'aide aux bénéficiaires finaux.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1: CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire, sur production d'un état récapitulatif des dépenses engagées, qui précise notamment, en fonction du type de dépense :

- les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
- et/ou l'intégralité des salaires mensuels (bruts et nets) versés.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un **plan de trésorerie** daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme

ARTICLE 3.2.2: VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle. Dans le cas d'une demande d'acompte, **un état récapitulatif des dépenses** doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3: VERSEMENT DU SOLDE

Le solde ne peut être versé qu'après justification de l'achèvement et du paiement complet des actions subventionnées, accompagné des documents suivants :

- **l'état récapitulatif complet des dépenses** qui précise notamment, en fonction du type de dépense :
  - les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
  - et/ou l'intégralité des salaires mensuels (bruts et nets) versés.

  Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal de la structure et revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme ;

- **un compte-rendu financier** (bilan équilibré des dépenses et recettes) des actions subventionnées au titre de ces coûts environnés, signés par le représentant légal de la structure et, selon le cas, par l'agent comptable, l'expert-comptable, ou le commissaire aux comptes de l'organisme, à défaut le trésorier de l'organisme subventionné.

- **un compte rendu d'exécution** qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité ;

- la production des justificatifs relatifs au recrutement de 2 stagiaires ou alternants (article 2.3 de la présente convention) : convention de stage signée, contrat de travail signé.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

La subvention régionale est versée au bénéficiaire en proportion du niveau d'exécution des dépenses constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention, et dans la limite du montant maximum indiqué à l'article 1.
Elle fait donc l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avèrerait inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée serait donc inférieure au montant maximum indiqué à l'article 1.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date de démarrage de la fiche projet et ce, jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire au titre du programme précité. La convention prend fin à la date du versement du solde de la dernière subvention votée au titre du programme pluriannuel ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées, ou en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier des actions subventionnées ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du programme subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification substantielle de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe1 « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2019-306 du 3 juillet 2019.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le _____

Pour HEC PARIS
Le Directeur

Peter TODD

Le _____

Pour la Région Ile-de-France
La Présidente
du Conseil régional d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

Annexe n° 3 : Convention GRAFIE

DEVELOPPEMENT DES FILIERES STRATEGIQUES POUR L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE FRANCILIENNE

CONVENTION

Relative à la participation de la Région Île-de-France
Au programme « Filière IAE »

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération **N° CP 2019-306 du 03 juillet 2019**
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le Groupement Régional des Acteurs Franciliens d'Insertion par l'Economie - GRAFIE
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 82311459000016
dont le siège social est situé au : 82 avenue Denfert Rochereau 75014 PARIS
ayant pour représentant : Monsieur Mario SEEBOTH, Président

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Développement de filières stratégiques pour l'économie sociale et solidaire francilienne » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 93-12 du 22 novembre 2012.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, ainsi que des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

La Région entend appuyer le changement d'échelle au sein de filières stratégiques de l'ESS. La Région soutient un programme d'actions concerté, porté par un ensemble d'acteurs représentatifs avec pour objectifs de :

- favoriser le développement d'activités et d'emplois des entreprises ESS,
- accompagner les acteurs ESS dans leur projet de développement socialement innovant,
- amplifier le poids économique de ces filières/secteurs,
- irriguer et diffuser dans le reste de l'économie francilienne pour soutenir sa conversion écologique et sociale.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2019-306, la Région Île-de-France a décidé de soutenir la réalisation du programme d'actions dont les descriptifs figurent dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention et l'annexe 1. Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 150 000 €.

FICHE PROJET (REFERENCE IRIS)	BENEFICIAIRE	SUBVENTION REGIONALE	TAUX D'INTERVENTION
19006491	**GRAFIE**	**150 000 €**	**48,34 %**
Total		**150 000 €**	

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et TTC sont détaillés dans les annexes dénommées « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Les bénéficiaires s'engagent à :

- réaliser, à sous initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet »,
- garantir la réalisation du programme dans sa globalité, en attestant la qualité et la réalité des actions réalisées par les différents opérateurs ;
- organiser le pilotage du programme d'action en invitant la Région à participer à ces instances (comité de pilotage, comités techniques, etc.) ;
- assurer l'évaluation du programme de la filière (action par action et dans sa globalité) : à ce titre, il assure la mesure de l'activité et de l'efficacité sur la base des indicateurs mentionnés dans le programme et validé par le comité de pilotage.
- participer aux réunions concernant les bilans, l'échange, le suivi général, l'évaluation du programme subventionné,
- fournir à la Région un bilan annuel quantitatif et qualitatif du programme subventionné au plus tard dans les 6 mois suivant la période soutenue,
- fournir à la Région un bilan quantitatif et qualitatif de l'ensemble du programme subventionné au plus tard dans les 6 mois suivant la fin du programme.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATION RELATIVE A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter **3 stagiaires ou alternants** pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans leur organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et

coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de leurs engagements dans la présente convention.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- Appliquer, pour réaliser les achats nécessaires à la réalisation du programme d'action, s'il y est soumis à l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Région.

Trois mois avant la date prévue pour les principales manifestations relatives à l'objet de la présente convention, le bénéficiaire prend l'attache des services de la Région pour organiser la participation potentielle de la collectivité à cette occasion (présence des élus, fixation de la date, validation des cartons d'invitation, …).

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 2.6 CONVENTION AVEC LES MEMBRES DES RESEAUX DE L'IAE EN IDF

Le bénéficiaire s'engage à conclure avec les membres des réseaux de l'IAE impliqués dans la mise en œuvre du plan d'action Filière IAE une convention permettant la réalisation des actions subventionnées.
Cette convention prévoit notamment :

- la répercussion sur les membres du consortium des obligations de respect et de promotion de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, ainsi que des obligations en matière de communication, fixées par la Région au bénéficiaire,
- la répartition du nombre de stagiaires entre les différents membres du consortium,
- que le reversement, par le bénéficiaire, d'une partie la subvention régionale à chaque membre du consortium est conditionné au respect de l'ensemble de leurs obligations. »

ARTICLE 2.7 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PILOTAGE ET D'EVALUATION

Le comité de pilotage est chargé du suivi de la convention et de l'évaluation des actions et résultats obtenus. Il regroupe l'ensemble des opérateurs du programme d'actions pour la filière, la Région, les autres financeurs et tout organisme utile au bon déroulement du programme. Il se réunit au moins 2 fois par an à l'initiative de l'organisme coordinateur le GRAFIE. Ce dernier est chargé du secrétariat et rédige le compte-rendu ou relevé de décisions de chacune des réunions du comité de pilotage

Le comité de pilotage est chargé de faire un point sur l'état d'avancement du projet et s'assure :

- de la bonne exécution du plan d'actions,
- de la cohérence de la mise en œuvre et du déroulement des actions du programme, voire de leurs éventuelles évolutions,
- de la pertinence des mesures adoptées aux fins d'évaluation, de capitalisation et de valorisation des résultats, ainsi que des suites qui lui seront données.

Le bilan qualitatif et quantitatif intermédiaire devra être présenté en comité de pilotage.

Le comité de pilotage est chargé de préciser la liste des indicateurs de suivi et d'évaluation du programme dès son lancement.

L'évaluation porte, en particulier, sur la conformité des résultats aux 6 objectifs définis par chaque action du programme de développement, sur l'intérêt général des actions réalisées notamment en termes de développement de la filière et de professionnalisation de ses parties prenantes. Chacun des six objectifs est associé à un critère de réalisation précisé dans l'annexe à la convention « Plan d'actions GRAFIE 2018 ».

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 REPARTITION DES SUBVENTIONS « EN CASCADE »

Autorise le bénéficiaire à reverser une partie de la subvention régionale dans les conditions suivantes :

- 67 000 € au GRAFIE pour le développement stratégique de la filière régionale IAE : en tant que chef de file et opérateur ;
- 18 400 € à la Fédération des Entreprises d'Insertion (FEI) : pour le développement stratégique de la filière régionale IAE : en tant qu'opérateur ;
- 18 400 € à Chantier Ecole Île-de-France pour le développement stratégique de la filière régionale IAE : en tant qu'opérateur ;
- 9 400 € au Comité National de Liaison des Régies de Quartiers (CNLRQ) pour le développement stratégique de la filière régionale IAE en tant qu'opérateur ;
- 18 400 € à la Fédération des Acteurs de la Solidarité (FAS) pour le développement stratégique de la filière régionale IAE : en tant qu'opérateur ;
- 18 400 € au COORACE Île-de-France : pour le développement stratégique de la filière régionale IAE : en tant qu'opérateur ;

ARTICLE 3.2 : REGLEMENTATION DES AIDES D'ETAT

Il est précisé que ces subventions relèvent du caractère d'intérêt général. En effet, le GRAFIE et les réseaux adhérents assurent la représentation auprès des pouvoirs publics et la promotion de l'Insertion par l'Activité Economique (IAE). Le secteur de l'IAE vise à employer des publics très éloignés de l'emploi au sein de Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE) et concourent ainsi à la réinsertion durable des publics. Ces missions relèvent donc des missions d'intérêt général et répond ainsi à la définition des Services d'Intérêt Economique Général (SIEG).

Chacune de ces subventions est donc octroyée sur la base du régime d'aides règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG.

ARTICLE 3.3 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la

subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.4 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

Tout appel de fonds transmis à la Région au titre de la présente convention doit être validé par l'organisme coordinateur quant à la réalité de l'action à laquelle il se réfère.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.4.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le Bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 50 % de la subvention.

Il doit présenter :
- la demande de versement de subvention (DVS) fournie par la Région ;
- un plan de trésorerie sur 1 an du bénéficiaire démontrant le besoin de trésorerie, daté et signé par le représentant légal revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme ;
- un plan de dépenses prévisionnelles, spécifiquement sur le projet présenté, signé du représentant légal.

ARTICLE 3.4.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le Bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du Bénéficiaire, et revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.4.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Il doit présenter :
- d'un rapport d'activité correspondant au bilan final de l'action subventionnée, signé par le représentant de la structure. Le bilan de l'action doit reprendre la réalisation des 6 objectifs et les critères de réalisations qui sont précisés dans l'annexe 1 à la convention dénommée « Fiche Projet GRAFIE »,

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,
- un ou des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé),
- un compte rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

ARTICLE 3.5 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.3.3 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.6 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

La période d'éligibilité des dépenses subventionnables est inscrite dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention (dates prévisionnelles de début et de fin de projet).

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire au titre du programme précité.

Des subventions concernant le programme d'action, objet de la convention, peuvent être adjointes à cette convention pendant une période de 3 ans, sous réserve :
- de l'adoption par la commission permanente du programme d'actions annuel correspondant traduit en fiches projet,
- du vote des crédits correspondants par la commission permanente, dans la limite de leur disponibilité,
- de la signature par les bénéficiaires d'un avenant à cette convention auquel seront annexées les fiches projet correspondantes,
- de la présentation du bilan qualitatif et quantitatif intermédiaire.

La convention prendra fin à compter du versement du solde de la subvention votée ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.3 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région. La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire

une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaire ou alternants ou en cas de manquement avéré au respect de la charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite, l'annexe 1 dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2019-306 du 03 juillet 2018.

Fait à Saint-Ouen, en 2 exemplaires originaux,

Le _____ Le _____

Pour LE GRAFIE
Le Président

Mario SEEBOTH

Pour la Région Ile-de-France
La Présidente
du Conseil régional d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

Annexe n°4 : Convention URSCOP

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA RÉGION ET L'URSCOP

CONVENTION n° 19006490

La Région d'Ile-de-France
ayant son siège social au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint Ouen
représentée par sa Présidente Madame Valérie PECRESSE
habilitée en vertu de la délibération n° CP 2019-306 du 03 juillet 2019

ci-après dénommée la « Région »

d'une part,

L'Union Régionale des Sociétés Coopératives et Participatives d'Ile-de-France, Centre Orléanais, Haute-Normandie, DOM-TOM,
domiciliée 100, rue Martre – 92220 Clichy-la-Garenne
n° de SIRET : 784 522 906 00022
association régie par la loi du 1er juillet 1901 et déclarée à la Préfecture le 21 janvier 1938, sous l'intitulé « Fédération de Sociétés Coopératives Ouvrières de Production de la Région Parisienne »
représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Marc MORANDI.

ci-après dénommée « l'URSCOP »

d'autre part,

APRÈS AVOIR RAPPELÉ :

- La Région Ile-de-France, attachée au développement de l'emploi francilien, souhaite soutenir l'économie sociale et solidaire et notamment le mouvement coopératif qui en fait partie, conformément aux engagements approuvés par la délibération n°CR 93-12 du 22 novembre 2012 et conformément au règlement d'intervention adopté par cette même délibération.
- La Région entend encourager l'augmentation du nombre de Sociétés Coopératives et Participatives (SCOP), de Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif (SCIC) installées sur le territoire régional.
- La subvention est octroyée sur la base du règlement de minimis (règlements n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis et publié au JO L 352/1 du 24 décembre 2013.

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet le développement des créations des SCOP et des SCIC et de faire de ces structures coopératives une alternative reconnue pour la création, la transmission ou la pérennité des entreprises régionales.
La présente convention a également l'ambition de développer et d'encourager l'apprentissage dans les coopératives d'Ile-de-France.

Dans ce but, la Région Ile-de-France apporte un soutien financier à l'URSCOP, prenant la forme d'une aide calculée en fonction des réalisations de l'URSCOP en matière de création, reprise, transmission d'entreprises régionales et/ou transformations d'associations sous forme coopérative, permettant de prendre en charge une partie du coût de l'accompagnement réalisé par l'URSCOP.
L'URSCOP s'engage à mobiliser ses réseaux et ses savoir-faire pour la réalisation de ces objectifs, compte tenu de l'amélioration des moyens accordés par la Région Ile-de-France.

Par ailleurs, la Région apporte son soutien financier à l'URSCOP qui s'engage dans la promotion de l'apprentissage auprès de ses adhérents et la mobilisation des apprentis auprès du réseau coopératif dans un objectif de lutte contre le chômage des jeunes, véritable engagement régional.

Article 2- Obligations du bénéficiaire

L'organisme bénéficiaire a pour obligations de :

A/ Obligations concernant la convention

- Mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation de l'ensemble des actions définies dans les annexes techniques et financières à la présente convention.
- Informer la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention.
- Informer la Région des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder, voire d'interrompre l'exécution du projet.

B/ Obligations relatives à la charte régionale des valeurs de la République et de la Laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Il s'engage à rédiger un compte rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité.

C/ Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 oblige les structures subventionnées d'accueillir un ou plusieurs stagiaires ou alternants pendant un minimum de 2 mois.

- Le bénéficiaire s'engage à recruter **1 stagiaire(s) ou alternant(s)** pour une période minimale de deux mois.

- Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la région. »

D/ Obligations administratives

- Communiquer à la Région, dans les trois mois, suivant la notification de la présente convention, le nom et les coordonnées de l'expert-comptable ou du commissaire au compte chargés de certifier les comptes.
- Porter à la connaissance de la Région toute modification concernant notamment les statuts, le trésorier, le président, le commissaire aux comptes, la composition du conseil d'administration.
- Mettre en œuvre les outils de suivi nécessaires :
  - au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale,
  - au calcul des coûts de chaque action faisant l'objet de la présente convention.
- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.
- Fournir les documents détaillés nécessaires aux versements mentionnés dans l'article 4 « modalités de versement de la subvention régionale » de la présente convention.
- Conserver les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans à compter de l'expiration de la convention ;
- Fournir à la Région, sur toute la durée de la convention :
  - les comptes annuels : bilan et compte de résultat et annexe du dernier exercice certifiés, selon le cas, par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L.822-1 du code de commerce ou un expert comptable ;
  - le rapport d'activité annuel chiffré et détaillé pour la partie variable de subvention de fonctionnement et pour la subvention relative à la création, reprise ou transmission des SCOP ou des SCIC ;
  - le compte d'emploi de la subvention allouée par la Région et distinguer, pour ce faire, dans ses écritures, la comptabilité des subventions reçues au titre de la présente convention ;

E/ Obligation en matière de communication

- Faire clairement apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
- La présence du logotype de la Région et la référence à la plate-forme téléphonique 0810181818 est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de

garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

- Les correspondances, notamment celles vis-à-vis des bénéficiaires de l'objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région.
- Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.
- Lorsque le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

L'organisme s'engage par ailleurs à participer aux manifestations soutenues par la Région sur la création d'entreprise, notamment au Salon des entrepreneurs, et aux conventions d'affaires mises en œuvre pendant la durée de la convention.

Article 3 : Engagements de la Région Ile-de-France

La Région Ile-de-France s'engage à soutenir financièrement l'URSCOP en 2019 au travers de :

- Une aide globale en fonctionnement d'un montant maximum de **30 000 €** et à hauteur de 50 % maximum du budget de fonctionnement de l'association pour ses activités en faveur de l'économie sociale et solidaire, notamment :
  - la promotion des formes coopératives auprès des prescripteurs et la prospection des projets relevant de l'entrepreneuriat collectif ;
  - la conduite d'actions de communication locales.

Toute autre utilisation de cette subvention est interdite.

Article 4 : Modalités de versement

Rappel concernant la caducité.

Pour les subventions de fonctionnement, les règles sont les suivantes :

- Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de un an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

- A compter de la date de demande de premier versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération.

A/ Modalités de versement applicables aux subventions accordées à l'URSCOP

- Subvention de fonctionnement forfaitaire à l'URSCOP

Versements d'acomptes calculés sur présentation des dépenses réalisées :

- un appel de fonds signé par le représentant de l'organisme,
- la liste des dépenses engagées, signé par le représentant de la structure. Cet état comprendra les références, dates et montants des factures payées au titre du fonctionnement subventionné, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Le total des acomptes versés ne peut excéder 80 % de la subvention prévue.

Le versement du solde de la subvention est effectué sur présentation :

- d'un appel de fonds, signé le représentant légal de la structure qui certifiera l'achèvement et le paiement complet de l'opération,
- du bilan et compte de résultat, signé par le représentant légal de l'organisme et l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes (si l'organisme en dispose d'un).
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,
- un compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée à savoir un document de synthèse des actions de promotion et de sensibilisation du mouvement coopératif qui ont été réalisées, assorti d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un ou des justificatif(s) de recrutement de **1** stagiaire ou alternant mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

B/ Règles générales applicables pour les appels de fonds

L'appel de fonds est signé par le représentant habilité qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

Le comptable assignataire de la Région est le Receveur Général des finances de Paris, Trésorier payeur Général de la Région Ile-de-France, 94 rue Réaumur, 75002 Paris cedex 02.

Les sommes sont versées à l'Union Régionale des SCOP
sur le compte établi au nom de : Union Régionale des SCOP Ile-de-France Haute Normandie Centre Orléanais
ouvert à l'agence Paris Courcelles du Crédit Coopératif

compte n°21022637005 / clé 22 / code banque 42559 / code guichet 00001

C/ Frais Financiers

Tous les frais financiers, notamment les frais bancaires, sont à la charge de l'URSCOP.

Article 5 : Restitution éventuelle de la subvention

Le reversement total de la subvention est exigé en cas d'inexécution de la convention notamment :

- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire,
- en l'absence de production du compte rendu financier,
- en cas d'utilisation des fonds non-conforme à leur objet.

Dans ce cas, il est procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues dans l'article 8 « résiliation de la convention ».

En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées au regard de la qualité d'exécution de la présente convention et de l'examen du compte d'emploi de la subvention régionale et du bilan financier final de l'exécution de la convention tel que définis à l'article 2.
La Région se réserve également le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Article 6 : Modifications de la convention

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par l'assemblée délibérante régionale compétente.

Article 7 : Date d'effet et durée de la convention

La convention prend effet à la date d'attribution de la subvention. Compte-tenu du caractère continu de l'activité de l'URSCOP tout au long de l'année, les dépenses éligibles sont calculées à compter du 1er janvier 2019, conformément à la dérogation prévue à l'article 29 du Règlement budgétaire et financier.

La convention prend fin à compter du versement du solde de la subvention votée ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4 de la présente convention.

Article 8 : Résiliation de la convention

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

La présente convention comprend l'annexe technique et financière (fiche projet).

Fait à Saint-Ouen, en deux exemplaires originaux

Le

Pour L'URSCOP,
Le Président

Jean-Marc MORANDI

Le

Pour la Région Ile-de-France,
La Présidente du Conseil régional

Valérie PECRESSE

Annexe n° 5 : Avenants Entrepreneuriat QPV

Avenant n° 2 à la convention n° 19005958

Relative au soutien au projet favorisant l'entrepreneuriat dans les QPV porté par l'association Time To Start

Entre

La Région Île-de-France
représentée par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
agissant en exécution de la délibération N°CP 2019-306 du 03 juillet 2019
ci-après dénommée «la Région»
d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : Time To Start
dont le statut juridique est : Associatif
N° SIRET : 827 989 864 000 18
dont le siège social est situé au
représenté par xxxxx, Président, dûment habilité,
ci-après dénommé «le bénéficiaire»
d'autre part,

Après avoir rappelé :

Par délibération N°CP 2017-488 du 18 octobre 2017, la convention n°17014697 porte sur la période 2017-2019. Toutefois seul le montant de la subvention régionale pour l'année 2017, correspondant au cofinancement du plan d'actions de la première année d'exécution de la convention a été fixé initialement. Le soutien régional a été renouvelé sur 2018 par la délibération N°CP 2018-139 du 16 mars 2018.

La Région Ile-de-France a décidé de poursuivre son soutien en 2019 à l'association Time To Start dans le cadre de sa politique entrepreneuriale en faveur des Quartiers Politique de la Ville 2017-2019 dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Il est précisé que le projet relève du caractère d'intérêt général. En effet, le soutien régional répond à la définition des Services d'Intérêt Economique Général (SIEG) car il favorise l'accès au retour d'activité et au retour à l'emploi d'un public résidant dans les Quartiers Politique de le Ville (QPV).

La subvention est donc octroyée sur la base du régime d'aides règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 :

Après le dernier alinéa de l'article 1, sont insérés les alinéas suivants :

« La Région apporte son soutien financier à l'action, menée par Time To Start et décrite dans la fiche projet annexée, à hauteur de 42,58 % des dépenses éligibles, soit une aide régionale d'un montant de 35 000 € au maximum en fonctionnement. Le montant global des dépenses éligibles du projet s'élève à 82 200 € pour l'année 2019».

ARTICLE 2 : Les autres articles de la convention demeurent inchangés.

Fait en 2 exemplaires originaux à Paris, le

Pour la Présidente du Conseil Régional	**Pour l'association Time to Start**
d'Île-de-France et par délégation	
Le Chef de service « gestion et relation avec les entreprises »	
Pôle développement économique, emploi et formation	
Nicolas VIENNOT	**XXXX**

Avenant n° 2 à la convention n° 19005957

Relative au soutien au projet favorisant l'entrepreneuriat dans les QPV porté par l'association MOOVJEE

Entre

La Région Île-de-France
représentée par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
agissant en exécution de la délibération N°CP 2019-306 du 03 juillet 2019
ci-après dénommée «la Région»
d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : MOOVJEE
dont le statut juridique est : Associatif
N° SIRET : 522 230 085 000 14
dont le siège social est situé au
représenté par xxxxx, Président, dûment habilité,
ci-après dénommé «le bénéficiaire»
d'autre part,

Après avoir rappelé :

Par délibération N°CP 2017-488 du 18 octobre 2017, la convention n°17014735 porte sur la période 2017-2019. Toutefois seul le montant de la subvention régionale pour l'année 2017, correspondant au cofinancement du plan d'actions de la première année d'exécution de la convention a été fixé initialement. Le soutien régional a été renouvelé sur 2018 par la délibération N°CP 2018-139 du 16 mars 2018.

La Région Ile-de-France a décidé de poursuivre son soutien à l'association MOOVJEE dans le cadre de sa politique entrepreneuriale en faveur des Quartiers Politique de la Ville 2017-2019 dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet »

Il est précisé que le projet relève du caractère d'intérêt général. En effet, le soutien régional répond à la définition des Services d'Intérêt Economique Général (SIEG) car il favorise l'accès au retour d'activité et au retour à l'emploi d'un public résidant dans les Quartiers Politique de le Ville (QPV).

La subvention est donc octroyée sur la base du régime d'aides règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 :

Après le dernier alinéa de l'article 1, sont insérés les alinéas suivants :

« La Région apporte son soutien financier à l'action, menée par MOOVJEE et décrite dans la fiche projet annexée, à hauteur de 29.38 % des dépenses éligibles, soit une aide régionale d'un montant de 47 000€ au maximum en fonctionnement. Le montant global des dépenses éligibles du projet s'élève à 160 000€ pour l'année 2019».

ARTICLE 2 : Les autres articles de la convention demeurent inchangés.

Fait en 2 exemplaires originaux à Paris, le

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Île-de-France et par délégation
Le Chef de service « gestion et relation avec les entreprises »
Pôle développement économique, emploi et formation

Nicolas VIENNOT

Pour l'association MOOVJEE

XXXX

Avenant n° 2 à la convention n° 19005952

Relative au soutien au projet favorisant l'entrepreneuriat dans les QPV porté par l'association PROJET-19

Entre

La Région Île-de-France
représentée par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
agissant en exécution de la délibération N°CP 2018-306 du 03 juillet 2019
ci-après dénommée «la Région»
d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : PROJET-19
dont le statut juridique est : Associatif
N° SIRET : 422 948 448 000 044
dont le siège social est situé au
représenté par xxxxx, Président, dûment habilité,
ci-après dénommé «le bénéficiaire»
d'autre part,

Après avoir rappelé :

Par délibération N°CP 2017-488 du 18 octobre 2017, la convention n°17014748 porte sur la période 2017-2019. Toutefois seul le montant de la subvention régionale pour l'année 2017, correspondant au cofinancement du plan d'actions de la première année d'exécution de la convention a été fixé initialement. Le soutien régional a été renouvelé sur 2018 par la délibération N°CP 2018-139 du 16 mars 2018.

La Région Ile-de-France a décidé de poursuivre son soutien à l'association PROJET-19 dans le cadre de sa politique entrepreneuriale en faveur des Quartiers Politique de la Ville 2017-2019 dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet »

Il est précisé que le projet relève du caractère d'intérêt général. En effet, le soutien régional répond à la définition des Services d'Intérêt Economique Général (SIEG) car il favorise l'accès au retour d'activité et au retour à l'emploi d'un public résidant dans les Quartiers Politique de le Ville (QPV).

La subvention est donc octroyée sur la base du régime d'aides règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 :

Après le dernier alinéa de l'article 1, sont insérés les alinéas suivants :

« La Région apporte son soutien financier à l'action, menée par PROJET-19 et décrite dans la fiche projet annexée, à hauteur de 40.91 % des dépenses éligibles, soit une aide régionale d'un montant de 45 000€ au maximum en fonctionnement. Le montant global des dépenses éligibles du projet s'élève à 110 000€ pour l'année 2019».

ARTICLE 2 : Les autres articles de la convention demeurent inchangés.

Fait en 2 exemplaires originaux à Paris, le

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Île-de-France et par délégation
Le Chef de service « gestion et relation avec les entreprises »
Pôle développement économique, emploi et formation

Nicolas VIENNOT

Pour l'association PROJET 19

XXXX

Avenant n° 2 à la convention n° 19005954

Relative au soutien au projet favorisant l'entrepreneuriat dans les QPV porté par l'association LA MIEL

Entre

La Région Île-de-France
représentée par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
agissant en exécution de la délibération N°CP 2018-139 du 16 mars 2018
ci-après dénommée «la Région»
d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : MAISON INITIATIVE ECONOMIQUE LOCALE - MIEL
dont le statut juridique est : Associatif
N° SIRET : 420 714 479 000 11
dont le siège social est situé au
représenté par xxxxx, Président, dûment habilité,
ci-après dénommé «le bénéficiaire»
d'autre part,

Après avoir rappelé :

Par délibération N°CP 2017-488 du 18 octobre 2017, la convention n°17014843 porte sur la période 2017-2019. Toutefois seul le montant de la subvention régionale pour l'année 2017, correspondant au cofinancement du plan d'actions de la première année d'exécution de la convention a été fixé initialement. Le soutien régional a été renouvelé sur 2018 par la délibération N°CP 2018-139 du 16 mars 2018.

La Région Ile-de-France a décidé de poursuivre son soutien à l'association MIEL dans le cadre de sa politique entrepreneuriale en faveur des Quartiers Politique de la Ville 2017-2019 dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Il est précisé que le projet relève du caractère d'intérêt général. En effet, le soutien régional répond à la définition des Services d'Intérêt Economique Général (SIEG) car il favorise l'accès au retour d'activité et au retour à l'emploi d'un public résidant dans les Quartiers Politique de le Ville (QPV).

La subvention est donc octroyée sur la base du régime d'aides règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 :

Après le dernier alinéa de l'article 1, sont insérés les alinéas suivants :

« La Région apporte son soutien financier à l'action, menée par MIEL et décrite dans la fiche projet annexée, à hauteur de 50 % des dépenses éligibles, soit une aide régionale d'un montant de 29 000 € au maximum en fonctionnement. Le montant global des dépenses éligibles du projet s'élève à 58 000 € pour l'année 2018».

ARTICLE 2 : Les autres articles de la convention demeurent inchangés.

Fait en 2 exemplaires originaux à Paris, le

Pour la Présidente du Conseil Régional	**Pour l'association LA MIEL**
d'Île-de-France et par délégation	
Le Chef de service « gestion et relation avec les entreprises »	
Pôle développement économique, emploi et formation	
Nicolas VIENNOT	**XXXX**

Avenant n° 2 à la convention n° 19005956

Relative au soutien au projet favorisant l'entrepreneuriat dans les QPV porté par l'association LE PHARES

Entre

La Région Île-de-France
représentée par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
agissant en exécution de la délibération N°CP 2019-306 du 03 juillet 2019
ci-après dénommée «la Région»
d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : LE PHARES
dont le statut juridique est : Associatif
N° SIRET : 808 829 485 000 16
dont le siège social est situé au
représenté par le Co-Gérant, Jean-Philippe Rouchon dûment habilité,
ci-après dénommé «le bénéficiaire»
d'autre part,

Après avoir rappelé :

Par délibération N°CP 2017-488 du 18 octobre 2017, la convention n°17014776 porte sur la période 2017-2019. Toutefois seul le montant de la subvention régionale pour l'année 2017, correspondant au cofinancement du plan d'actions de la première année d'exécution de la convention a été fixé initialement. Le soutien régional a été renouvelé sur 2018 par la délibération N°CP 2018-139 du 16 mars 2018.

La Région Ile-de-France a décidé de poursuivre son soutien à l'association LE PHARES dans le cadre de sa politique entrepreneuriale en faveur des Quartiers Politique de la Ville 2017-2019 dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet »

Il est précisé que le projet relève du caractère d'intérêt général. En effet, le soutien régional répond à la définition des Services d'Intérêt Economique Général (SIEG) car il favorise l'accès au retour d'activité et au retour à l'emploi d'un public résidant dans les Quartiers Politique de le Ville (QPV).

La subvention est donc octroyée sur la base du régime d'aides règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 :

Après le dernier alinéa de l'article 1, sont insérés les alinéas suivants :

« La Région apporte son soutien financier à l'action, menée par LE PHARES et décrite dans la fiche projet annexée, à hauteur de 11.28 % des dépenses éligibles, soit une aide régionale d'un montant de 45 000€ au maximum en fonctionnement. Le montant global des dépenses éligibles du projet s'élève à 399 000 € pour l'année 2019».

ARTICLE 2 : Les autres articles de la convention demeurent inchangés.

Fait en 2 exemplaires originaux à Paris, le

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Île-de-France et par délégation
Le Chef de service « gestion et relation avec les entreprises »
Pôle développement économique, emploi et formation

Nicolas VIENNOT

Pour l'association Le PHARES

XXXX

Avenant n° 1 à la convention n° 19005955

Relative au soutien au projet favorisant l'entrepreneuriat dans les QPV porté par l'association ACTIV ACTION

Entre

La Région Île-de-France
représentée par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
agissant en exécution de la délibération N°CP 2019-306 du 03 juillet 2019
ci-après dénommée «la Région»
d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : ACTIV ACTION
dont le statut juridique est : Associatif
N° SIRET : 81237938600020
dont le siège social est situé au
représenté par xxxxx, Président, dûment habilité,
ci-après dénommé «le bénéficiaire»
d'autre part,

Après avoir rappelé :

Par délibération N° CP 2018-139 du 16 Mars 2018, la convention n°18002180 porte sur la période 2018-2019. Toutefois seul le montant de la subvention régionale pour l'année 2018, correspondant au cofinancement du plan d'actions de la première année d'exécution de la convention a été fixé initialement.

La Région Ile-de-France a décidé de poursuivre son soutien à l'association ACTIV ACTION dans le cadre de sa politique entrepreneuriale en faveur des Quartiers Politique de la Ville 2017-2019 dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet »

Il est précisé que le projet relève du caractère d'intérêt général. En effet, le soutien régional répond à la définition des Services d'Intérêt Economique Général (SIEG) car il favorise l'accès au retour d'activité et au retour à l'emploi d'un public résidant dans les Quartiers Politique de le Ville (QPV).

La subvention est donc octroyée sur la base du régime d'aides règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 :

Après le dernier alinéa de l'article 1, sont insérés les alinéas suivants :

« La Région apporte son soutien financier à l'action, menée par ACTIV ACTION et décrite dans la fiche projet annexée, à hauteur de 34.51 % des dépenses éligibles, soit une aide régionale d'un montant de 30 000 € au maximum en fonctionnement. Le montant global des dépenses éligibles du projet s'élève 86 933 € pour l'année 2019».

ARTICLE 2 : Les autres articles de la convention demeurent inchangés.

Fait en 2 exemplaires originaux à Paris, le

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Île-de-France et par délégation
Le Chef de service « gestion et relation avec les entreprises »
Pôle développement économique, emploi et formation

Nicolas VIENNOT

Pour l'association ACTIV ACTION

XXXX

Annexe n° 6 : Avenant Entrepreneurs#Leader

AVENANT N°3 A LA CONVENTION N° 17014954 - RELATIVE A L'OFFRE D'ACCOMPAGNEMENT POUR UN PARCOURS COORDONNÉ VERS LA CRÉATION ET REPRISE D'ENTREPRISE 2017 – 2019

La Région Ile-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Mme Valérie PECRESSE, habilitée à signer l'avenant par délibération N° CP 2019-306 du 3 juillet 2019.

Ci-après dénommée « la Région »,

Et,

BOUTIQUES DE GESTION PARIS IDF, sise 18 rue du Faubourg du Temple à Paris, représentée par son Président Bernard MONTEIL habilité à signer l'avenant par délibération N° CP 2019-306 du 3 juillet 2019.

***APRES AVOIR RAPPELE* :**

Par délibération N° CP 2017-488 du 18 octobre 2017, dans la convention n° 17014954, seul le montant de la subvention régionale pour l'année 2017, correspondant au cofinancement du plan d'actions de la première année d'exécution de la convention a été fixé initialement.

L'avenant n° 1 à la convention n° 17014954 adopté lors de la CP 2017-586 du 22 novembre 2017 du Conseil régional Ile-de-France modifie l'article 1 relatif à l'objet de la convention et prolonge la période d'exécution de 12 mois (du 07/07/2017 au 31/12/2018).

L'avenant n° 2 à la convention n° 17014954 adopté lors de la CP 2018-483 Conseil régional Ile-de-France le 17 octobre 2018 modifie l'article 1 relatif à l'objet de la convention et prolonge la période d'exécution de 12 mois. La période d'exécution est désormais la suivante : du 07/07/2017 au 31/12/2019.

Dans la délibération CP 2018-564 du 21 novembre 2018, la Région Ile de France a décidé de poursuivre son soutien à Boutiques de gestion PaRIF, chef de file du consortium « Bâtir son projet » dans le cadre de sa politique entrepreneuriat en 2018 et 2019.

La délibération CP 2019-306 du 3 juillet 2019 vient corriger des erreurs matérielles survenues lors de la CP 2018-564. Par conséquent, dans cette délibération, ce nouvel avenant N°3 et une nouvelle fiche projet viennent remplacer ceux adoptés par CP 2018-564 du 21 novembre 2018.

Le présent avenant vise à modifier les articles de la convention suivants :

***SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT* :**

ARTICLE 1 :

A l'article 1, il convient d'ajouter :

Par délibération N° CP 2018-564 du 21 novembre 2018, la Région Île-de-France a décidé de soutenir l'action en faveur de l'entrepreneuriat du consortium phase 1 de 2017 à 2019 dont le descriptif figure dans la fiche projet en annexe, **par l'attribution à BOUTIQUES DE GESTION PARIS IDF, d'une nouvelle subvention de fonctionnement de 1 695 607 Euros** pour la période du **01/07/2018 au 31/12/2019.**

ARTICLE 2 :

Article 2. 1 : Il convient de remplacer à l'article 2.3 obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants :
Le bénéficiaire s'engage à ce que le consortium recrute **3** stagiaires ou alternants pour une durée minimale de deux mois dans la période de validité de la subvention régionale. La répartition des stagiaires ou alternants, fait l'objet d'un accord entre les membres du consortium.
Les membres du consortium saisissent les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme des Aides Régionales selon les modalités communiquées par la Région et relayées par le bénéficiaire.»

Article 2.2 : Il convient d'ajouter l'article suivant : « obligations relatives aux aides d'Etat » :

Pour le volet «Accompagnement Ante-création des créateurs d'entreprises» : ces soutiens financiers sont octroyés conformément à la méthodologie de l'intermédiaire transparent. Dans ce cadre, le bénéficiaire BOUTIQUE DE GESTION PARIS IDF et les membres du consortium sont chargés de répercuter l'intégralité de l'aide prévue à l'article 1 de la présente convention sur les bénéficiaires finaux (les créateurs d'entreprises) sous forme d'accompagnement à la création d'entreprises. Le montant d'aide par bénéficiaire final devra être calculé en fonction du coût de la prestation par bénéficiaire final.
BOUTIQUE DE GESTION PARIS IDF et les membres du consortium seront chargés d'appliquer la règlementation des aides d'Etat notamment le régime d'aide en faveur des PME SA 40453 (catégorie aides en faveur des jeunes pousses) ou le règlement de minimis (règlement UE 1407/2013 du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité CE aux aides de minimis) auprès de chaque bénéficiaire final. Ils devront ainsi vérifier l'éligibilité de l'entité à l'obtention d'une telle aide, lui notifier la nature et le montant de l'aide.
BOUTIQUE DE GESTION PARIS IDF et les membres du consortium s'engagent ainsi à respecter l'ensemble des règles prévues par les régimes précités. BOUTIQUE DE GESTION PARIS IDF devra envoyer à la demande de la Région des documents de reporting permettant de s'assurer que la subvention versée à BOUTIQUE DE GESTION PARIS IDF et aux membres du consortium a bien été répercutée sur les bénéficiaires finaux sous forme d'accompagnement.

Ainsi, BOUTIQUE DE GESTION PARIS IDF et les membres du consortium se soumettent aux contrôles de la Région ou de tout autre contrôleur concernant la bonne mise en œuvre de la règlementation des aides d'Etat auprès des bénéficiaires finaux. Si l'intégralité de l'aide prévue à l'article 1 n'est pas reversée, la Région demande la récupération de la part de l'aide non répercutée.

Afin de répondre aux obligations de rapport annuel mentionné dans la règlementation européenne relative aux aides d'Etat, BOUTIQUE DE GESTION PARIS IDF et les membres du consortium transmettent annuellement à la région la liste des bénéficiaires finaux ainsi que le montant d'aide octroyée, le régime d'aide et la sous-catégorie d'aide utilisés par bénéficiaire final.

BOUTIQUE DE GESTION PARIS IDF et les membres du consortium conservent l'ensemble des pièces justificatives démontrant la correcte application de la règlementation des aides d'Etat et les transmettra à la Région à sa demande.

Pour le volet « Soutien à la structure porteuse », l'activité réalisée par BGE PARIF dans le cadre de l'animation du consortium est une activité économique qui poursuit un objectif d'intérêt général. En effet, la région confie à BGE PARIF le pilotage et l'animation d'opérateurs d'accompagnement ante-création désignés dans le cadre de l'AMI régional entrepreneuriat, pour leur permettre, à leur tour, d'accompagner les créateurs d'entreprises sur le territoire de l'Ile-de-France. Dans ce cadre, les porteurs de projets bénéficiant d'un accompagnement, sont essentiellement composés de personnes éloignées de l'emploi. En effet, l'accompagnement doit cibler au minimum 60 % de personnes sans emploi ou personnes rencontrant des difficultés pour s'insérer durablement dans l'emploi, 50 % de femmes et à minima 15 % de personne habitants dans les Quartiers en politique de la ville. Ainsi, ces aides sont octroyées sur la base du règlement de minimis SIEG n°360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018).

Le bénéficiaire et les membres du consortium s'engagent à tenir une comptabilité séparée permettant de justifier de la répercussion totale de l'aide aux bénéficiaires finaux.

ARTICLE 3 :

A l'article 3.1, il convient d'ajouter :

Autorise le bénéficiaire à reverser une partie de la subvention régionale votée par délibération N° CP 2018-564 dans les conditions suivantes :

65 216 € à BGE PaRIF
En tant que chef de file, coordonnateur du consortium

271 783 € à BGE PaRIF en tant qu'opérateur du volet accompagnement ante création et Couveuse Lab

205 795 € à BGE 78 en tant qu'opérateur du volet accompagnement ante création et Couveuse Lab

428 694 € à BGE Adil en tant qu'opérateur du volet accompagnement ante création et Couveuse Lab

113 059 € à la CRMA en tant qu'opérateur du volet accompagnement ante création

413 894 € à la CCI Paris-Ile de France en tant qu'opérateur du volet accompagnement ante création

74 775 € à Astrolabe Conseil en tant qu'opérateur du volet accompagnement en couveuse Lab

39 691 € à Rives de Seine Initiative en tant qu'opérateur du volet accompagnement en Couveuse Lab

82 700 € à Afile 77 en tant qu'opérateur du volet accompagnement en Couveuse Lab

ARTICLE 4 :

Les articles 3.3.1 et 3.3.2 et 3.3.3 sont modifiés de la façon suivante :

ARTICLE 3.3.1: VERSEMENT D'AVANCES
Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.
Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme

ARTICLE 3.3.2: VERSEMENT D'ACOMPTES
Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.
Dans le cas d'une demande d'acompte :

-un état récapitulatif des dépenses pour le consortium doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
--un état récapitulatif des dépenses pour chaque membre du consortium doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.3.3: VERSEMENT DU SOLDE
Le solde ne peut être versé qu'après justification de l'achèvement et du paiement complet des actions subventionnées, accompagné des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses pour le consortium et pour chacun des membres du consortium qui précise notamment, en fonction du type de dépense :
  - les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
  - et/ou l'intégralité des salaires mensuels (bruts et nets) versés.

  Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal de la structure et revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme ;

- un compte-rendu financier pour le consortium et pour chacun des membres du consortium (bilan équilibré des dépenses et recettes) des actions subventionnées au titre de ces coûts environnés, signés par le représentant légal de la structure et, selon le cas, par l'agent comptable, l'expert-comptable, ou le commissaire aux comptes de l'organisme, à défaut le trésorier de l'organisme subventionné.

- un compte rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

- Le(s) convention(s) de stage/contrats d'alternants, au nombre prévu à l'article 2. du présent avenant.

ARTICLE 5 :

A l'article 8, les pièces contractuelles sont complétées.

Il convient donc de lire :

« Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite, l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N°CP2017-488 du 22 novembre 2017 et l'avenant N°3 dont l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N°CP 2019-306 du 3 juillet 2019».

ARTICLE 6 :

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en 2 exemplaires originaux,

A Saint-Ouen,

Le

le Président des
Boutiques de Gestion Paris IDF
Bernard MONTEIL

Le
Pour la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France et par délégation
Le Chef de service « gestion et relation avec les entreprises »
Nicolas VIENNOT

AVENANT N°1 A LA CONVENTION N° 17015407 - RELATIVE A L'OFFRE D'ACCOMPAGNEMENT POUR UN PARCOURS COORDONNÉ VERS LA CRÉATION ET REPRISE D'ENTREPRISE 2017 – 2019

La Région Ile-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Mme Valérie PECRESSE, habilitée à signer l'avenant par délibération N° CP 2019-306 du 3 juillet 2019,

Ci-après dénommée « la Région »,

Et,

INITIACTIVE Ile-de-France, sise 36 rue des petits champs Paris 75 002, représenté par son Président, Monsieur Lionnel RAINFRAY, habilité à signer l'avenant par délibération N° CP 2019-306 du 3 juillet 2019.

***APRES AVOIR RAPPELE* :**

Par délibération CP2017-586 du 22 novembre 2017, dans la convention n° 17015407, seul le montant de la subvention régionale pour l'année 2017, correspondant au cofinancement du plan d'actions de la première année d'exécution de la convention a été fixé initialement.

Dans la délibération CP 2018-564 du 21 novembre 2018, la Région Ile de France a décidé de poursuivre son soutien à INITIACTIVE Ile-de-France, chef de file du consortium « Financer son projet » dans le cadre de sa politique entrepreneuriat en 2018 et 2019.

La délibération N° CP 2019-306 du 3 juillet 2019 vient corriger des erreurs matérielles survenues lors de la CP 2018-564. Par conséquent, dans cette nouvelle délibération, ce nouvel avenant et une nouvelle fiche projet viennent remplacer ceux adoptés par CP 2018-564 du 21 novembre 2018.

Le présent avenant vise à modifier les articles de la convention suivants :

***SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT* :**

ARTICLE 1 :

A l'article 1, il convient d'ajouter :

« Par délibération N° CP 2018-564 du 21 novembre 2018, la Région Île-de-France a décidé de soutenir l'action en faveur de l'entrepreneuriat du consortium phase 2 de 2017 à 2019 dont le descriptif figure dans la fiche projet en annexe, ***par l'attribution à INITIACTIVE IDF, d'une nouvelle subvention de fonctionnement de*** **3 777 393 Euros** *pour la période du 01/04/2018 au 31/12/2019».*

ARTICLE 2 :

<u>Article 2.1 :</u> Il convient de remplacer à l'article 2.3 obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants :

Le bénéficiaire s'engage à ce que le consortium recrute **<u>3</u>** <u>stagiaires ou alternants</u> pour une durée minimale de deux mois dans la période de validité de la subvention régionale. La répartition des stagiaires ou alternants, fait l'objet d'un accord entre les membres du consortium.
Les membres du consortium saisissent les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme des Aides Régionales selon les modalités communiquées par la Région et relayées par le bénéficiaire.»

<u>Article 2.2 :</u> Il convient d'ajouter l'article suivant : « obligations relatives aux aides d'Etat » :

<u>Pour le volet «Accompagnement en financement des créateurs d'entreprises»</u> : ces soutiens financiers sont octroyés conformément à la méthodologie de l'intermédiaire transparent. Dans ce cadre, le bénéficiaire INITIACTIVE Ile-de-France et les membres du consortium sont chargés de répercuter l'intégralité de l'aide prévue à l'article 1 de la présente convention sur les bénéficiaires finaux (les jeunes d'entreprises) sous forme d'accompagnement à la création d'entreprises. Le montant d'aide par bénéficiaire final devra être calculé en fonction du coût de la prestation par bénéficiaire final.
INITIACTIVE Ile-de-France et les membres du consortium seront chargés d'appliquer la règlementation des aides d'Etat notamment le régime d'aide en faveur des PME SA 40453 (catégorie aides en faveur des jeunes pousses) ou le règlement de minimis (règlement UE 1407/2013 du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité CE aux aides de minimis) auprès de chaque bénéficiaire final. Ils devront ainsi vérifier l'éligibilité de l'entité à l'obtention d'une telle aide, lui notifier la nature et le montant de l'aide.
INITIACTIVE Ile-de-France et les membres du consortium s'engagent ainsi à respecter l'ensemble des règles prévues par les régimes précités. INITIACTIVE Ile-de-France devra envoyer à la demande de la Région des documents de reporting permettant de s'assurer que la subvention versée à INITIACTIVE Ile-de-France et aux membres du consortium a bien été répercutée sur les bénéficiaires finaux sous forme d'accompagnement.

Ainsi, INITIACTIVE Ile-de-France et les membres du consortium se soumettent aux contrôles de la Région ou de tout autre contrôleur concernant la bonne mise en œuvre de la règlementation des aides d'Etat auprès des bénéficiaires finaux. Si l'intégralité de l'aide prévue à l'article 1 n'est pas reversée, la Région demande la récupération de la part de l'aide non répercutée.

Afin de répondre aux obligations de rapport annuel mentionné dans la règlementation européenne relative aux aides d'Etat, INITIACTIVE Ile-de-France et les membres du consortium transmettent annuellement à la région la liste des bénéficiaires finaux ainsi que le montant d'aide octroyée, le régime d'aide et la sous-catégorie d'aide utilisés par bénéficiaire final.

INITIACTIVE Ile-de-France et les membres du consortium conservent l'ensemble des pièces justificatives démontrant la correcte application de la règlementation des aides d'Etat et les transmettra à la Région à sa demande.

<u>Pour le volet « Soutien à la structure porteuse »</u>, l'activité réalisée par INITIACTIVE Ile-de-France dans le cadre de l'animation du consortium est une activité économique qui poursuit un objectif d'intérêt général. En effet, la région confie à INITIACTIVE Ile-de-France le pilotage et l'animation d'opérateurs d'accompagnement du financement désignés dans le cadre de l'AMI régional entrepreneuriat, pour leur permettre, à leur tour, d'accompagner les créateurs d'entreprises sur le territoire de l'Ile-de-France. Dans ce cadre, les porteurs de projets bénéficiant d'un accompagnement en financement, sont essentiellement composés de personnes éloignées de l'emploi. En effet, l'accompagnement doit cibler au minimum 60 % de personnes sans emploi ou personnes rencontrant des difficultés pour s'insérer durablement dans l'emploi, 50 % de femmes et à minima 15 % de personne habitants dans les Quartiers en politique de la ville. Ainsi, ces aides sont octroyées sur la base du règlement de minimis SIEG n°360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018).

Le bénéficiaire et les membres du consortium s'engagent à tenir une comptabilité séparée permettant de justifier de la répercussion totale de l'aide aux bénéficiaires finaux.

ARTICLE 3 :

A l'article 3.1, il convient d'ajouter :

Autorise le bénéficiaire à reverser une partie de la subvention régionale votée par délibération N° CP 2018-564 dans les conditions suivantes :

131 388 Euros à INITIACTIVE Ile-de-France, *en tant que pilote, coordonnateur du consortium*

1 900 588 Euros à INITIACTIVE Ile de France en tant qu'*opérateur du volet « Accompagnement des entreprises »*

1 125 623 Euros à l'ADIE en tant qu'*opérateur du volet « Accompagnement des entreprises »*

224 394 Euros au Réseau Entreprendre, en tant qu'*opérateur du volet « Accompagnement des entreprises »*

395 400 Euros à Scientipôle Initiative- Wilco, *en tant qu'opérateur du volet « Accompagnement des entreprises »*

ARTICLE 4 :

Les articles 3.3.1 et 3.3.2 et 3.3.3 sont modifiés de la façon suivante :

ARTICLE 3.3.1: VERSEMENT D'AVANCES
Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.
Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme

ARTICLE 3.3.2: VERSEMENT D'ACOMPTES
Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.
Dans le cas d'une demande d'acompte :
-un état récapitulatif des dépenses pour le consortium doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
--un état récapitulatif des dépenses pour chaque membre du consortium doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
Chaque état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.3.3: VERSEMENT DU SOLDE
Le solde ne peut être versé qu'après justification de l'achèvement et du paiement complet des actions subventionnées, accompagné des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses pour le consortium et pour chacun des membres du consortium qui précise notamment, en fonction du type de dépense :
  - les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
  - et/ou l'intégralité des salaires mensuels (bruts et nets) versés.

  Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal de la structure et revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme ;

- un compte-rendu financier pour le consortium et pour chacun des membres du consortium (bilan équilibré des dépenses et recettes) des actions subventionnées au titre de ces coûts environnés, signés par le représentant légal de la structure et, selon le cas, par l'agent comptable, l'expert-comptable, ou le commissaire aux comptes de l'organisme, à défaut le trésorier de l'organisme subventionné.

- un compte rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
-
- Le(s) convention(s) de stage/contrats d'alternants, au nombre prévu à l'article 2. du présent avenant.

ARTICLE 5 :

A l'article 8, les pièces contractuelles sont complétées.

Il convient donc de lire :

« Les pièces contractuelles comprennent la convention, l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération CP 2017-586 du 22 novembre 2017 et l'avenant N°1 proprement dit dont l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N°CP 2019-306 du 3 juillet 2019 ».

ARTICLE 6 :

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en 2 exemplaires originaux,

A Saint-Ouen,
Le

Le

Le Président d'INITIACTIVE Ile-de-France,
Lionnel RAINFRAY

Pour la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France et par délégation
Le Chef de service « gestion et relation avec les entreprises »
Nicolas VIENNOT

AVENANT N°3 A LA CONVENTION N° 17014958-RELATIVE A L'OFFRE D'ACCOMPAGNEMENT POUR UN PARCOURS COORDONNE VERS LA CREATION ET REPRISE D'ENTREPRISE 2017-2019

La Région Ile-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Mme Valérie PECRESSE, habilitée à signer l'avenant par délibération CP N° CP 2019-306 du 3 juillet 2019.

Et,

La CHAMBRE DE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF, sise 27 avenue de Friedland à Paris, représentée par son Président Mr Didier KLING habilité à signer l'avenant par délibération N° CP 2019-306 du 3 juillet 2019.

***APRÈS AVOIR RAPPELÉ* :**

Par délibération N° CP 2017-488 du 18 octobre 2017, dans la convention n° 17014958, seul le montant de la subvention régionale pour l'année 2017, correspondant au cofinancement du plan d'actions de la première année d'exécution de la convention a été fixé initialement.

L'avenant n° 1 à la convention n° 17014958 adopté lors de la Commission permanente du Conseil régional Ile-de-France le 18 octobre 2017 sous le n° CP 2017-488 modifie l'article 1 relatif à l'objet de la convention et prolonge la période d'exécution de 12 mois.

L'avenant n° 2 à la convention n° 17014958 adopté lors de la Commission permanente du Conseil régional Ile-de-France le 17 octobre 2018 sous le n° CP 2018-483 modifie l'article 1 relatif à l'objet de la convention et prolonge la période d'exécution de 12 mois. La période d'exécution est désormais la suivante :

- Date prévisionnelle de début de projet : 07/07/2017
- Date prévisionnelle de fin de projet : 31/12/2019

Par délibération N° CP 2018-564 du 21 novembre 2018, la Région Ile de France a décidé de poursuivre son soutien à CHAMBRE DE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF, chef de file du consortium « Piloter son entreprise » dans le cadre de sa politique entrepreneuriat 2019.

La délibération N° CP 2019-306 du 3 juillet 2019 vient corriger des erreurs matérielles survenues lors de la CP 2018-564. Par conséquent, dans cette nouvelle délibération, ce nouvel avenant et une nouvelle fiche projet viennent remplacer ceux adoptés par CP 2018-564 du 21 novembre 2018.

Le présent avenant vise à modifier les articles de la convention suivants :

***SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT* :**

ARTICLE 1 :

A l'article 1, il convient d'ajouter :

Par délibération N° CP 2018-564 du 21 novembre 2018, la Région Île-de-France a décidé de soutenir l'action en faveur de l'entrepreneuriat du consortium phase 3 de 2017 à 2019 dont le

descriptif figure dans la fiche projet en annexe, ***par l'attribution à la CCI Région Paris IDF, d'une nouvelle subvention de fonctionnement de 50 000 €*** *pour la période du 07/07/2017 au 31/12/2019*

ARTICLE 2 :

Il convient de remplacer à l'article 2.3 obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants :
Le bénéficiaire s'engage à ce que le consortium recrute **1** stagiaire ou alternant pour une durée minimale de deux mois dans la période de validité de la subvention régionale. La répartition des stagiaires ou alternants, fait l'objet d'un accord entre les membres du consortium.
Les membres du consortium saisissent les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme des Aides Régionales selon les modalités communiquées par la Région et relayées par le bénéficiaire.»

Article 2.2 : Il convient d'ajouter l'article suivant : « obligations relatives aux aides d'Etat » :

Pour le volet «Accompagnement Post-création des jeunes d'entreprises» : ces soutiens financiers sont octroyés conformément à la méthodologie de l'intermédiaire transparent. Dans ce cadre, le bénéficiaire CCI Région Paris IDF et les membres du consortium sont chargés de répercuter l'intégralité de l'aide prévue à l'article 1 de la convention cadre qui a fait l'objet d'un vote lors de la CP 2017-488 du 18 octobre 2017 sur les bénéficiaires finaux (les jeunes entreprises) sous forme d'accompagnement à la création d'entreprises. Le montant d'aide par bénéficiaire final devra être calculé en fonction du coût de la prestation par bénéficiaire final.
La CCI Paris-Ile-de-France et les membres du consortium seront chargés d'appliquer la règlementation des aides d'Etat notamment le régime d'aide en faveur des PME SA 40453 (catégorie aides en faveur des jeunes pousses) ou le règlement de minimis (règlement UE 1407/2013 du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité CE aux aides de minimis) auprès de chaque bénéficiaire final. Ils devront ainsi vérifier l'éligibilité de l'entité à l'obtention d'une telle aide, lui notifier la nature et le montant de l'aide.
La CCI Région Paris IDF et les membres du consortium s'engagent ainsi à respecter l'ensemble des règles prévues par les régimes précités. La CCI Région Paris IDF devra envoyer à la demande de la Région des documents de reporting permettant de s'assurer que la subvention versée à la CCI Région Paris IDF et aux membres du consortium a bien été répercutée sur les bénéficiaires finaux sous forme d'accompagnement.

Ainsi, la CCI Région Paris IDF et les membres du consortium se soumettent aux contrôles de la Région ou de tout autre contrôleur concernant la bonne mise en œuvre de la règlementation des aides d'Etat auprès des bénéficiaires finaux. Si l'intégralité de l'aide prévue à l'article 1 de cet avenant et à l'article 1 de la convention cadre n'est pas reversée, la Région demande la récupération de la part de l'aide non répercutée.

Afin de répondre aux obligations de rapport annuel mentionné dans la règlementation européenne relative aux aides d'Etat, la CCI Région Paris IDF et les membres du consortium transmettent annuellement à la région la liste des bénéficiaires finaux ainsi que le montant d'aide octroyée, le régime d'aide et la sous-catégorie d'aide utilisés par bénéficiaire final.

La CCI Région Paris IDF et les membres du consortium conservent l'ensemble des pièces justificatives démontrant la correcte application de la règlementation des aides d'Etat et les transmettra à la Région à sa demande.

Pour le volet soutien à la structure porteuse, l'activité réalisée par la CCI Région Paris IDF dans le cadre de l'animation du consortium est une activité économique qui poursuit un objectif d'intérêt général. En effet, la région confie à la CCI Région Paris IDF le pilotage et l'animation d'opérateurs d'accompagnement en post création désignés dans le cadre de l'AMI régional entrepreneuriat, pour leur permettre, à leur tour, d'accompagner les créateurs d'entreprises sur le territoire de l'Ile-de-

France. Dans ce cadre, les porteurs de projets bénéficiant d'un accompagnement en post création, sont essentiellement composés de personnes éloignées de l'emploi. En effet, l'accompagnement doit cibler au minimum 60 % de personnes sans emploi ou personnes rencontrant des difficultés pour s'insérer durablement dans l'emploi, 50 % de femmes et à minima 15 % de personne habitants dans les Quartiers en politique de la ville. Ainsi, ces aides sont octroyées sur la base du règlement de minimis SIEG n°360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018).

Le bénéficiaire et les membres du consortium s'engagent à tenir une comptabilité séparée permettant de justifier de la répercussion totale de l'aide aux bénéficiaires finaux.

ARTICLE 3 :

A l'article 3.1, il convient d'ajouter :

« Autorise le bénéficiaire à bénéficier de la subvention régionale votée par délibération N° CP 2018-564 dans les conditions suivantes :

CCI Paris Ile de France
En tant que chef de file : **50 000 €**

ARTICLE 4 :

ARTICLE 3.3.1: VERSEMENT D'AVANCES
Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.
Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme

ARTICLE 3.3.2: VERSEMENT D'ACOMPTES
Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.
Dans le cas d'une demande d'acompte :
-un état récapitulatif des dépenses pour le chef de file du consortium doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.3.3: VERSEMENT DU SOLDE
Le solde ne peut être versé qu'après justification de l'achèvement et du paiement complet des actions subventionnées, accompagné des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses pour le chef de file du consortium qui précise notamment, en fonction du type de dépense :
  - les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
  - et/ou l'intégralité des salaires mensuels (bruts et nets) versés.

  Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal de la structure et revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme ;

- un compte-rendu financier pour le consortium (bilan équilibré des dépenses et recettes) des

actions subventionnées au titre de ces coûts environnés, signés par le représentant légal de la structure et, selon le cas, par l'agent comptable, l'expert-comptable, ou le commissaire aux comptes de l'organisme, à défaut le trésorier de l'organisme subventionné.

- La convention de stage/contrats d'alternants, au nombre prévu à l'article 2. du présent avenant.

ARTICLE 5 :

A l'article 8, les pièces contractuelles sont complétées.

Il convient donc de lire :

« Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite, l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N°CP2017-488 du 18 octobre 2017 et l'avenant N° 3 proprement dit dont l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération *N°CP 2019-306 du 3 juillet 2019 ».*

ARTICLE 6 :

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en 2 exemplaires originaux,

A Saint-Ouen,

Le

Le Président de la CHAMBRE DE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF
Didier KLING

Le

Pour la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France et par délégation
Le Chef de service « gestion et relation avec les entreprises »
Nicolas VIENNOT

Annexe n° 7 : Convention SNCF MOBILITES

CONVENTION N° 17006293

ENTRE LA RÉGION ET LA SNCF MOBILITES

DISPOSITIF 1000 TIERS LIEUX À L'HORIZON 2021

LA REGION ILE-DE-FRANCE
dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy – 75007 PARIS
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE
En vertu de la délibération n° CP 2019-306 du 3 juillet 2019

Ci-après dénommée «La Région»,

Et

Le bénéficiaire dénommé : **SNCF MOBILITES**
dont le statut juridique est : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
N° SIRET : 552 049 447 92 805
dont le siège social est situé : 9 rue Jean-Philippe Rameau - 93200 SAINT-DENIS
ayant pour représentant, Monsieur Jacques PEYNOT, Directeur des gares Ile de France

Ci-après dénommée «le Bénéficiaire»

PREAMBULE

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif «soutien à l'émergence et au développement de lieux d'innovation» adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n°CR n° 2017-101 du 19 mai 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect du Règlement Budgétaire et Financier adopté lors de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par la délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 et des conditions suivantes. L'attribution de la subvention s'inscrit par ailleurs dans le cadre Régime cadre exempté de notification N° SA.40206 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020.

Vu le régime d'aides exempté n° SA.40206, relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2017-488 du 18 octobre 2017, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir **la SNCF MOBILITES** pour la réalisation de l'opération **«Tiers-lieux – SNCF – Vaucresson»** dont le descriptif complet figure dans la fiche projet de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 35 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 203 580,00 €, soit un montant maximum de subvention de **71 253,00** €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT est détaillé dans la fiche projet annexées à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Un comité de suivi réunissant les services de la Région et la SNCF MOBILITES est organisé tous les trois mois après le vote de la commission permanente.

Les points abordés lors de ce comité de suivi sont les suivants :

- état d'avancement des travaux financés dans le cadre de ladite convention ;
- retour sur l'utilisation des espaces de travail collaboratifs ;

Un comité de pilotage réunissant la Région et la SNCF MOBILITES est organisé à N+12 en présence de l'exécutif régional pour faire un bilan des résultats de l'opération.

ARTICLE 2.2 : UTILISATION DES EQUIPEMENTS

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 10 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité, sous réserve de besoins ferroviaires identifiés pendant la période.

Les infrastructures sont mises à la disposition des utilisateurs intéressés sur une base ouverte, transparente et non discriminatoire.

Le prix pratiqué en cas d'utilisation ou de vente de l'infrastructure correspond au prix du marché.

Toute concession ou autre forme de mandat confiant à un tiers l'exploitation de l'infrastructure est attribuée sur une base ouverte, transparente et non discriminatoire, dans le respect des règles applicables en matière de passation des marchés publics, sous réserve des règles applicables en la matière.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS DIVERSES DU BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire s'engage à :

- à tenir la Région immédiatement informée :
  - dans les deux mois de la survenance des difficultés ou des événements sérieux et imprévus susceptibles de retarder, voire d'interrompre, l'exécution du projet,
  - des changements dans la répartition par grandes catégories de dépenses du coût global du programme, ou encore dans les équipements mentionnés dans les annexes techniques et financières,
  - de toute modification survenue : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire…
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le Bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention «action financée par la Région Ile-de-France» et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le Bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Afin de signaler la participation financière de la Région sur cette opération, une plaque spécifique devra être installée dans l'entrée du bâtiment. Cette plaque sera réalisée et financée par les services de la Région.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile de France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le Bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le Bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA REGLEMENTATION EUROPEENNE

La subvention régionale s'inscrit dans le cadre du régime cadre exempte de notification SA 40206 relatifs aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020. A ce titre, les coûts admissibles sont les couts d'investissement corporels et incorporels. Le montant de l'aide ne doit pas excéder la différence entre les coûts admissibles et la marge d'exploitation de l'investissement.

Les infrastructures sont mises à la disposition des utilisateurs intéressés sur une base ouverte, transparente et non discriminatoire.

Le prix pratiqué en cas d'utilisation ou de vente de l'infrastructure correspond au prix du marché.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 4.1 : CADUCITE

- Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le Bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.
  Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision du Président, si le Bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné au paragraphe précédent que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
- A compter de la date de première demande de versement, le Bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ARTICLE 4.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention (DVS) est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Art 4.2.1 : Versement d'acomptes

Le Bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention. Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Art 4.2.2 : Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le Bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné :

- à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement
- d'un bilan de l'utilisation de l'espace (nombre et description des personnes accueillies dans l'espace)

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

ARTICLE 4.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Au moment du versement du solde de la subvention et pour chaque infrastructure, le bénéficiaire transmet à la Région les derniers documents comptables et le dernier bilan connu et certifié de l'infrastructure faisant apparaître les revenus actualisés de celle-ci, les coûts d'exploitation, les revenus exploitations actualisés de l'infrastructure ainsi que la marge d'exploitation.

Dans le cas où ces documents feraient apparaître une marge d'exploitation supérieure à celle présentée dans le dossier de demande de subvention et ayant servi de base au calcul de celle-ci, le montant de la subvention sera revu à la baisse afin de respecter les conditions posées par le régime exempté SA. 40206.

ARTICLE 4.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du **1 juin 2017** et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au Bénéficiaire, à savoir le **3 juillet 2019.**

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.2 de la présente convention.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général.

Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le Bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au Bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au Bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du Bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 7 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger :

- la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
- la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le Bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le Bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de un mois.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le Bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et les annexes

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

e _____ Le _____

Pour la Présidente du Conseil régional
et par délégation
Le Chef de service gestion et relation
avec les entreprises
Pôle développement économique,
emploi et formation

Nicolas VIENNOT

Pour le

CONVENTION N° 17006297

ENTRE LA RÉGION ET LA SNCF MOBILITES

DISPOSITIF 1000 TIERS LIEUX À L'HORIZON 2021

LA REGION ILE-DE-FRANCE
dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy – 75007 PARIS
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE
En vertu de la délibération n° CP 2019-306 du 3 juillet 2019

Ci-après dénommée «La Région»,

Et

Le bénéficiaire dénommé : **SNCF MOBILITES**
dont le statut juridique est : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
N° SIRET : 552 049 447 92 805
dont le siège social est situé : 9 rue Jean-Philippe Rameau - 93200 SAINT-DENIS
ayant pour représentant, Monsieur Jacques PEYNOT, Directeur des gares Ile de France

Ci-après dénommée «le Bénéficiaire»

PREAMBULE

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif «soutien à l'émergence et au développement de lieux d'innovation» adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n°CR n° 2017-101 du 19 mai 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect du Règlement Budgétaire et Financier adopté lors de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par la délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 et des conditions suivantes. L'attribution de la subvention s'inscrit par ailleurs dans le cadre Régime cadre exempté de notification N° SA.40206 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020.

Vu le régime d'aides exempté n° SA.40206, relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2017-488 du 18 octobre 2017, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir **la SNCF MOBILITES** pour la réalisation de l'opération **«Tiers-lieux – SNCF – Gagny»** dont le descriptif complet figure dans la fiche projet de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 35 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 124 000,00 €, soit un montant maximum de subvention de **43 400,00 €.**

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT est détaillé dans la fiche projet annexées à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Un comité de suivi réunissant les services de la Région et la SNCF MOBILITES est organisé tous les trois mois après le vote de la commission permanente.

Les points abordés lors de ce comité de suivi sont les suivants :

- état d'avancement des travaux financés dans le cadre de ladite convention ;
- retour sur l'utilisation des espaces de travail collaboratifs ;

Un comité de pilotage réunissant la Région et la SNCF MOBILITES est organisé à N+12 en présence de l'exécutif régional pour faire un bilan des résultats de l'opération.

ARTICLE 2.2 : UTILISATION DES EQUIPEMENTS

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 10 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité, sous réserve de besoins ferroviaires identifiés pendant la période.

Les infrastructures sont mises à la disposition des utilisateurs intéressés sur une base ouverte, transparente et non discriminatoire.

Le prix pratiqué en cas d'utilisation ou de vente de l'infrastructure correspond au prix du marché.

Toute concession ou autre forme de mandat confiant à un tiers l'exploitation de l'infrastructure est attribuée sur une base ouverte, transparente et non discriminatoire, dans le respect des règles applicables en matière de passation des marchés publics, sous réserve des règles applicables en la matière.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS DIVERSES DU BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire s'engage à :

- à tenir la Région immédiatement informée :
  - dans les deux mois de la survenance des difficultés ou des événements sérieux et imprévus susceptibles de retarder, voire d'interrompre, l'exécution du projet,
  - des changements dans la répartition par grandes catégories de dépenses du coût global du programme, ou encore dans les équipements mentionnés dans les annexes techniques et financières,
  - de toute modification survenue : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire…
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le Bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention «action financée par la Région Ile-de-France» et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le Bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Afin de signaler la participation financière de la Région sur cette opération, une plaque spécifique devra être installée dans l'entrée du bâtiment. Cette plaque sera réalisée et financée par les services de la Région.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile de France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le Bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le Bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA REGLEMENTATION EUROPEENNE

La subvention régionale s'inscrit dans le cadre du régime cadre exempte de notification SA 40206 relatifs aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020. A ce titre, les coûts admissibles sont les couts d'investissement corporels et incorporels. Le montant de l'aide ne doit pas excéder la différence entre les coûts admissibles et la marge d'exploitation de l'investissement.

Les infrastructures sont mises à la disposition des utilisateurs intéressés sur une base ouverte, transparente et non discriminatoire.

Le prix pratiqué en cas d'utilisation ou de vente de l'infrastructure correspond au prix du marché.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 4.1 : CADUCITE

- Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le Bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.
  Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision du Président, si le Bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné au paragraphe précédent que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
- A compter de la date de première demande de versement, le Bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ARTICLE 4.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention (DVS) est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Art 4.2.1 : Versement d'acomptes

Le Bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention. Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Art 4.2.2 : Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le Bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné :

- à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement
- d'un bilan de l'utilisation de l'espace (nombre et description des personnes accueillies dans l'espace)

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

ARTICLE 4.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Au moment du versement du solde de la subvention et pour chaque infrastructure, le bénéficiaire transmet à la Région les derniers documents comptables et le dernier bilan connu et certifié de l'infrastructure faisant apparaître les revenus actualisés de celle-ci, les coûts d'exploitation, les revenus exploitations actualisés de l'infrastructure ainsi que la marge d'exploitation.

Dans le cas où ces documents feraient apparaître une marge d'exploitation supérieure à celle présentée dans le dossier de demande de subvention et ayant servi de base au calcul de celle-ci, le montant de la subvention sera revu à la baisse afin de respecter les conditions posées par le régime exempté SA. 40206.

ARTICLE 4.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du **1 janvier 2017** et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au Bénéficiaire, à savoir le **3 juillet 2019.**

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.2 de la présente convention.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général.

Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le Bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au Bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au Bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du Bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 7 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger :

- la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
- la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le Bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le Bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de un mois.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le Bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et les annexes

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

e _____ Le _____

Pour la Présidente du Conseil régional
et par délégation
Le Chef de service gestion et relation
avec les entreprises
Pôle développement économique,
emploi et formation

Nicolas VIENNOT

Pour le

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc147546-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-288

DU 3 JUILLET 2019

MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE RÉGIONALE POUR LA FORÊT ET LE BOIS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application *des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de* minimis ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code forestier ;

VU la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, portant adoption du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 162 du 22 septembre 2017 : « Simplifier le fonctionnement du Conseil régional » ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par délibérations n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU la délibération n° CR 2017-185 du 23 novembre 2017 portant adoption de la Stratégie régionale pour la forêt et le bois 2018-2021 ;

VU la délibération n° CP 2018-137 du 16 mars 2018 relative à la stratégie régionale pour la forêt et le bois (SRFB) 2018-2021 et au règlement d'intervention et conventions cadre / MAEC (1ère affectation) ;

VU la délibération n° CR 2018-048 du 23 novembre 2018 portant adoption de la stratégie régionale pour l'essor des filières de matériaux et produits biosourcés en Île-de-France ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-288 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve la convention ci-jointe en annexe n° 2, entre la Région et l'association A.R.B.R.E.S et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Décide, de participer au titre du dispositif « **soutien régional des structures œuvrant dans les secteurs de la forêt, du bois et des matériaux biosourcés** », au financement du projet détaillé en annexe n° 1 ci-jointe, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 23 000,00 €.

Affecte une autorisation d'engagement de 23 000 € disponible sur le chapitre budgétaire 939 « Action Economique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie Forêt et éco-matériaux », programme HP 93-005 (193005) « forêt et éco-matériaux », action 19300502 « Forêt, bois et matériaux biosourcés », du budget 2019.

Subordonne le versement de la subvention définie ci-dessus à la signature de cette convention.

Article 2 :

Approuve l'avenant n°1 à la convention ci-joint en annexe n° 3, entre Francîlbois et la Région afin de contribuer à la structuration de la filière forêt-bois francilienne et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Décide de participer au titre du dispositif « soutien régional des structures œuvrant dans les secteurs de la forêt, du bois et des matériaux biosourcés », au financement du projet détaillé en annexe n° 1 ci-jointe, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 120 000,00 €.

Affecte une autorisation d'engagement de 120 000 € disponible sur le chapitre budgétaire 939 « Action Economique », programme HP 93-005 (193005) « forêt et éco-matériaux », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie Forêt et éco-matériaux », action 19300502 « forêt, bois et matériaux biosourcés » du budget 2019.

Subordonne le versement de la subvention définie ci-dessus à la signature de l'avenant.

Article 3 :

Autorise la Présidente du Conseil régional à signer l'accord de partenariat multipartite présenté en annexe n° 4 ci-jointe, officialisant la création d'un cluster dans le domaine du bois et des matériaux biosourcés.

Article 4 :

Décide de prendre en charge les frais d'accueil et de restauration des participants au Sommet international de la construction biosourcée organisé les 5, 6 et 7 novembre 2019 à

l'hémicycle du Conseil régional.

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 22 000,00 € disponible sur le chapitre budgétaire 939 « Action Economique », programme HP 93-005 (193005) « forêt et éco-matériaux », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie Forêt et éco-matériaux », action 19300502 « forêt, bois et matériaux biosourcés », du budget 2019.

Article 5 :

Autorise la Présidente du Conseil régional à signer le 3ème contrat de projet Fontainebleau forêt d'exception 2018-2022 ci-joint en annexe n° 5, sous réserve que le contrat intègre une dimension économique plus marquée. La contribution régionale se limitera aux dispositifs de droit commun. Dans le cas d'une reconduction du contrat pour cinq ans, le renouvellement de l'engagement de la Région fera l'objet d'une décision expresse de l'assemblée délibérante.

Article 6 :

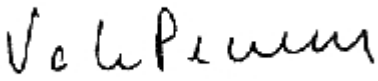
Décide de participer au financement du projet de la SAS Gatichanvre détaillé en annexe n°1 ci-jointe, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 15 600,00 €.

Affecte une autorisation d'engagement de 15 600 € disponible sur le chapitre budgétaire 939 « Action Economique », programme HP 93-005 (193005) « forêt et éco-matériaux », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie Forêt et éco-matériaux », action 19300502 « forêt, bois et matériaux biosourcés » du budget 2019.

Article 7 :

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe du règlement budgétaire et financier susvisé.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE N°1 - FICHES PROJET

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-288

DOSSIER N° 19007318 - SOUTIEN A LA SAS GATICHANVRE

Dispositif : Subvention spécifique développement économique, agriculture et ruralité (fonctionnement) (n° 00001090)
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193005-1700
Action : 19300502- Forêt, bois et matériaux biosourcés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique développement économique, agriculture et ruralité (fonctionnement)	15 600,00 € TTC	100,00 %	15 600,00 €
	Montant total de la subvention		15 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GATICHANVRE ILE DE FRANCE
Adresse administrative : LES COURTILS DE SAUXCELLES
91720 PRUNAY-SUR-ESSONNE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Hervé HARDY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 mai 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La banque de l'entreprise exige avant la fin du mois de juin 2019 la réalisation d'un audit technique et financier.

Description :
Réalisation d'un audit technique (analyse de documents techniques, rédaction d'un rapport qui portera sur l'analyse de la ligne de production, des performances réelles par rapport à celles attendues, des écarts ainsi que la rédaction d'un avis sur les axes d'amélioration.
Réalisation d'un audit financier.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Audit technique et financier	15 600,00	100,00%
Total	15 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	15 600,00	100,00%
Total	15 600,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-288

DOSSIER N° 19006421 - CONSTITUTION D'UN RESEAU D'ARBRES REMARQUABLES LABELLISES PAR LA REGION ILE-DE-FRANCE - ASSOCIATION A.R.B.R.E.S.

Dispositif : Soutien régional des structures œuvrant dans les secteurs de la forêt, du bois et des matériaux biosourcés (fonctionnement) (n° 00001095)
Délibération Cadre : CR2017-185 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193005-700
Action : 19300502- Forêt, bois et matériaux biosourcés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional des structures œuvrant dans les secteurs de la forêt, du bois et des matériaux biosourcés (fonctionnement)	28 750,00 € TTC	80,00 %	23 000,00 €
	Montant total de la subvention		23 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARBRES ASSOCIATION ARBRES
Adresse administrative : 181 AVENUE DAUMESNIL
75012 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Georges FETERMAN

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 mai 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de l'action implique un démarrage dès le printemps (saison végétative) pour permettre l'identification et la caractérisation des arbres remarquables.

Description :
Par délibération n° CR 2017-185 relative à la Stratégie régionale pour la forêt et le bois pour 2018-2021, la Région Île-de-France a approuvé un programme d'actions prévoyant, au titre de l'axe 1 de «dynamiser et territorialiser la gestion de la forêt francilienne», de « soutenir des actions de sensibilisation innovantes à destination des habitants, afin de réconcilier les franciliens avec l'usage économique de la forêt » (action #1.4). Suite aux recommandations du rapport de mission de Yann WEHRLING adressé à la Présidente du Conseil régional le 19 septembre 2017, l'action vise à constituer un réseau de 100 « arbres remarquables » labellisés par le comité Arbres remarquables présidé par Yann Wehrling. Ce dernier constituera un vecteur de sensibilisation des franciliens, à partir de sujets dotés d'une forte valeur patrimoniale, aux enjeux de l'entretien des arbres et de la gestion durable des forêts en Ile-de-France.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
80% du financement total du projet, dans le cadre du 1er niveau d'intervention du règlement : mobilisation des acteurs de la filière forêt-bois et matériaux biosourcés.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Recensement de 120 arbres remarquables	10 000,00	34,48%
Répertorier les arbres remarquables sur une plateforme ouverte à tous	17 000,00	58,62%
Labelliser 100 arbres remarquables 2 000	2 000,00	6,90%
Total	29 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	23 000,00	79,31%
FONDS PROPRES	6 000,00	20,69%
Total	29 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-288

DOSSIER N° 19006433 - PROGRAMME D'ACTIONS 2019 POUR CONTRIBUER A LA STRUCTURATION DE LA FILIERE FORET-BOIS FRANCILIENNE - FRANCILBOIS

Dispositif : Soutien régional des structures œuvrant dans les secteurs de la forêt, du bois et des matériaux biosourcés (fonctionnement) (n° 00001095)
Délibération Cadre : CR2017-185 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193005-700
Action : 19300502- Forêt, bois et matériaux biosourcés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional des structures œuvrant dans les secteurs de la forêt, du bois et des matériaux biosourcés (fonctionnement)	150 000,00 € TTC	80,00 %	120 000,00 €
	Montant total de la subvention		120 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	IRBF IDF INTERPROF BOIS FORET ILE DE FRANCE
Adresse administrative	:	19 RUE DES CHAMPS CORBILLY 94700 MAISONS-ALFORT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Paul JARQUIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 3 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le programme d'actions 2019 de Francîlbois repose sur 4 axes répondant aux objectifs de la SRFB :
• Assurer le fonctionnement de Francilbois sur le long terme en fidélisant les adhérents, par une gestion pérenne, et le pilotage de l'activité ;
• Accroître la visibilité de la filière à l'échelle régionale auprès des décideurs publics et des entreprises ;
• Favoriser la prescription dans le bois construction et le bois énergie en créant des liens avec la filière ;
• Développer la formation, les savoir-faire et accompagner la création de lieux emblématiques autour du bois.

Le suivi de l'avancement des actions est prévu selon les modalités définies dans l'article 7 de la convention.
Pour mettre en œuvre ce programme d'actions, Francîlbois mobilisera des moyens humains en interne et aura recours à des prestataires pour certaines actions (communication, accompagnement, formation, …).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
80,00% du financement total du programme d'actions, dans le cadre du 1er niveau d'intervention du règlement : mobilisation des acteurs de la filière forêt-bois et matériaux biosourcés.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Plan d'actions 2019	150 000,00	100,00%
Total	150 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF (sollicitée)	120 000,00	80,00%
Subvention France Bois Forêt 20 000,00	20 000,00	13,33%
Subvention Cotisations adhérents (prévisionnelle)	5 000,00	3,33%
Subvention DRIAAF (prévisionnelle)	3 000,00	2,00%
Subvention DRIAE (prévisionnelle)	2 000,00	1,33%
Total	150 000,00	100,00%

ANNEXE N°2 - CONVENTION POUR LA CONSTITUTION D'UN RESEAU D'ARBRES REMARQUABLES LABELLISES PAR LA REGION ILE-DE-FRANCE

CONVENTION POUR LA CONSTITUTION D'UN RESEAU D'ARBRES REMARQUABLES LABELLISES PAR LA REGION ILE-DE-FRANCE

La Région Île-de-France, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP2019-288 du 3 juillet 2019
ci-après dénommée « la Région »

d´une part,

et

Le bénéficiaire, l'association A.R.B.R.E.S.
dont le statut juridique est : Association
N°SIRET : 793 417 825 00015
Code APE : 94.99Z
dont le siège social est situé à la Maison des associations - 181avenue Daumesnil - 75012 Paris
Ayant pour représentant Monsieur Georges FETERMAN, son président
ci-après dénommée « A.R.B.R.E.S. »,

d´autre part,

APRES AVOIR RAPPELLE :

Les missions de l'association A.R.B.R.E.S, telles que définies dans ses statuts ;

La stratégie régionale pour la forêt et le bois pour 2018-2021, approuvée par la délibération du Conseil régional n°2017-185 du 23 novembre 2017 ;

Le règlement d'intervention pour la mise en œuvre de la stratégie régionale pour la forêt et le bois instaurant le dispositif « Soutien aux structures œuvrant dans les secteurs de la forêt, du bois et des biosourcés », approuvé par délibération de la Commission permanente n°2018-137 du 16 mars 2018 ;

Les dispositions du règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France approuvé par délibération CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par la délibération du Conseil régional n°01-16 du 21 janvier 2016 ;

Les dispositions relatives aux 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens, approuvées par la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 ;

Les dispositions relatives à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, approuvées par la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée par délibérations n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

Le rapport de mission de Yann Wehrling, adressé à la Présidente du Conseil régional le 19 septembre 2017, recommandant la constitution d'un réseau d'arbres remarquables en Île-de-France, afin de favoriser la sensibilisation des franciliens à l'entretien, à la préservation des arbres, ainsi qu'à la gestion durable des forêts en Île-de-France.

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Dans le cadre de la stratégie régionale pour la forêt et le bois pour 2018-2021, la Région Île-de-France a approuvé un programme d'actions prévoyant de « soutenir des actions de sensibilisation innovantes à destination des habitants, afin de réconcilier les franciliens avec l'usage économique de la forêt » (action #1.4), au titre l'axe 1 «dynamiser et territorialiser la gestion de la forêt francilienne».

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention s'inscrit dans la mise en œuvre de la SRFB sur la période 2018-2021.
Elle régit les relations opérationnelles entre la Région et A.R.B.R.E.S pour la concrétisation de l'action # 1.4 « soutenir des actions de sensibilisation innovantes à destination des habitants, afin de réconcilier les franciliens avec l'usage économique de la forêt ».
Elle fixe les modalités du soutien financier de la Région aux activités d'A.R.B.R.E.S pour la réalisation de l'action #1.4, au titre du dispositif « Soutien aux structures œuvrant dans les secteurs de la forêt, du bois et des biosourcés ».

ARTICLE 2 : PROGRAMME D'ACTIONS

La présente convention est établie pour la réalisation du programme d'actions détaillé en annexe n°1, et présenté en annexe n°2 dénommée « fiche projet n°19006421 ».
Ce programme consiste à identifier et répertorier des arbres remarquables en vue d'une labellisation de 100 sujets par le comité « Arbres remarquables ».
Sa mise en œuvre est prévue sur l'année 2019.

ARTICLE 3 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution de la subvention par la commission permanente.
Elle expire après le versement du solde de l'ensemble des subventions, ou à défaut par l'application des règles de caducité qui y sont rattachées.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS D'A.R.B.R.E.S

4.1 Exécution du programme d'actions

A.R.B.R.E.S s'engage à mobiliser les moyens humains et à mettre en œuvre les moyens techniques nécessaires à la réalisation du programme d'actions présenté dans l'annexe 1.

La réalisation du programme fait l'objet d'un suivi et d'un pilotage par le comité « Arbres remarquables ». Ce dernier est réuni à la fin de chaque phase du programme d'actions pour valider les résultats, et appuyer la mise en œuvre globale du programme.

Indicateurs de réalisation:
- Liste des arbres proposés à la labellisation ;
- 120 fiches d'identité d'arbres remarquables avec photos HD, point GPS, type d'écosystèmes (ville, champs, forêts) et critères proposés par A.R.B.R.E.S..

4.2 Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants

Le bénéficiaire s'engage à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme MES DEMARCHES selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

4.3 Obligations relatives à la Charte régionale des Valeurs de la république et de la laïcité

A.R.B.R.E.S. s'engage à respecter et promouvoir, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur, la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, conformément à la délibération du Conseil régional n° CR 2017-51 du 9 mars 2017, modifié par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018

4.4. Information, accès aux documents et communication

A.R.B.R.E.S s'engage à :
1- informer la Région des autres subventions publiques ou privées demandées ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention, en lien avec les sujets traitées par cette convention ;
2- informer la Région de tout contrôle opéré par un Organisme extérieur (administration fiscale, URSSAF, corps de contrôle etc….) et transmettre une copie des résultats des dits contrôles ;
3- mentionner la participation de la Région dans toutes les actions de communication et à y apposer son logo dont les caractéristiques lui sont fournies par la direction de la communication du Conseil régional ;
4- fournir à la Région un bilan qualitatif de ses travaux, avec les pièces justificatives des activités (cf indicateurs de réalisation au 3.1) ;
5- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

Les publications liées à ce programme sont la copropriété des signataires. Chacun des partenaires est cité obligatoirement en cas d'utilisation des données.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

5.1. Soutien à la réalisation des objectifs

La Région s'engage à soutenir financièrement A.R.B.R.E.S par le versement de subventions pour la réalisation du programme d'actions tel que précisé dans l'article 2, sous réserve du vote du budget par l'assemblée régionale et de l'affectation des crédits par l'assemblée régionale délibérante.

Elle accorde, au titre de 2019, une subvention correspondant à 80 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 28 750,00 € TTC**,** soit un montant maximum de 23 000,00 €.

Le plan de financement prévisionnel du programme pour 2019, précisant les montants, est détaillé dans l'annexe n°2 dénommée « fiche projet n°19006421 » de la présente convention.

5.2. Attribution de la subvention

L'attribution de la subvention et l'affectation budgétaire correspondante par l'assemblée régionale délibérante donnent lieu à l'approbation de l'annexe n°2 dénommée « fiche projet

n°19006421 » qui présente l'action subventionnée et le calcul de la subvention. La fiche projet a une valeur contractuelle entre la Région et le bénéficiaire.

La subvention est imputée sur le chapitre 939 « Action Economique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie Forêt et éco-matériaux », action 19300502 « Forêt, bois et matériaux biosourcés » du budget 2019.

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS FINANCIERES

6.1. Caducité

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée régionale délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum d'un an pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

6.2. Modalités de versement

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire.

6.2.1. Versement d'avances

Si le bénéficiaire justifie ne pas disposer de trésorerie, il peut bénéficier d'une avance sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, dans la limite de 10% du montant de subvention. Le versement de cette avance est réalisé sur présentation :

- d'un appel de fonds signé par le représentant habilité du bénéficiaire,
- d'un plan de trésorerie de la structure porteuse démontrant son besoin d'avance, sur 1 an à compter de la date de l'appel de fond,
- d'un plan de dépenses prévisionnelles, spécifiquement sur le projet financé.

Ces plans sont signés par le représentant habilité de la structure porteuse.

6.2.2. Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu, le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le montant total de l'avance et des acomptes sont plafonnés à 80% du montant de la subvention.

6.2.3. Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée, selon les modalités fixées ci-avant.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des paiements effectués au titre de l'action, le nom du bénéficiaire et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 4.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).
Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.
Ces subventions sont versées sur les comptes ouverts au nom de l'établissement :

A.R.B.R.E.S
Code Banque : 10278
Code Guichet : 06105
Compte N° : 00020523301
Clé : 32

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

6.3. Révision du montant subventionné

Le montant de la subvention, tel que défini à l'article 5 de la présente convention, constitue un plafond.
Si la dépense réelle engagée par le bénéficiaire est avérée inférieure au montant total initialement défini, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux définis à l'annexe 2 ci-dessus. La subvention fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée et effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu**.**

6.4. Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 15 mai 2019, et ce jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou, à défaut, jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 6.1 de la présente convention.

ARTICLE 7 : MODALITE DE SUIVI DE LA CONVENTION

Le comité de suivi de la présente convention est le comité « Arbres remarquables ».
Il est composé :
- du Conseil régional représenté par Yann Wehrling, en tant que Président du comité « Arbres remarquables » ;
- du Président d' A.R.B.R.E.S ou son représentant ;
- de la Directrice Générale adjointe de la Région, en charge du pôle cohésion territoriale, ou de son représentant ;
- du service de la Région en charge de la mise en œuvre de la stratégie régionale pour la forêt et le bois ;
- d'experts associés sur invitation des membres de ce comité.

Il se réunit au terme des 3 phases du programme d'actions et à la demande de l'un de ses membres pour orienter la mise en œuvre de la présente convention.
A.R.B.R.E.S prépare les réunions du comité de suivi en lien avec les services de la Région.
A.R.B.R.E.S présente un compte-rendu des activités au comité de pilotage de la SRFB réuni une fois par an.

ARTICLE 8 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet

subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.
Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant soumis à l'approbation de la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France

ARTICLE 10 : RESILIATION DE LA CONVENTION

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites.
La résiliation est effective à l'issue d'un délai de préavis de 3 mois, commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure;
- Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, ci-dessus défini, les parties à la présente convention sont tenues de respecter toutes leurs obligations contractuelles.

ARTICLE 11: REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui ne peuvent recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

La présente convention comporte deux annexes :
- Programme d'actions
- Fiche projet n°19006421

Fait en deux exemplaires originaux à Saint-Ouen,

Pour la Région Île-de-France, La Présidente du conseil régional	Pour A.R.B.R.E.S Le Président
Madame Valérie PECRESSE	Monsieur Georges FETERMAN

ANNEXE N°3 - AVENANT N°1 A LA CONVENTION-CADRE ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET FRANCILBOIS

CONTRIBUTION A LA STRUCTURATION DE LA FILIERE FORET-BOIS FRANCILIENNE
STRATÉGIE REGIONALE POUR LA FORÊT ET LE BOIS 2018-2021

CONVENTION CADRE ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET FRANCILBOIS

AVENANT N° 1

La **Région Île-de-France**, sise à Saint-Ouen (93400) - 2 rue Simone Veil -, représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, En vertu de la délibération n° CP 2019-288 du 3 juillet 2019,

ci-après dénommée « *la Région* »

d'une part,

L'association **Francilbois**, sise à Maisons-Alfort (94700) - 19 rue des Champs Corbilly, représentée par son président Monsieur Paul Jarquin

N°SIRET : 497976191 00013 Code APE : 9499Z

ci-après dénommée «*FrancilBois*»

d'autre part

APRÈS AVOIR RAPPELÉ :

Par délibération n° CP 2018-137 du 16 mars 2018 relative à la Stratégie régionale pour la forêt et le bois pour 2018-2021, la Région Île-de-France a approuvé la convention cadre avec Francilbois pour la contribution à la structuration de la filière forêt-bois francilienne.

Il est avéré nécessaire de modifier cette convention aux fins de rectifier la date d'approbation de la convention, et partant sa date d'effet, de la reconduire pour une durée de 8 mois, et de définir le montant de la subvention régionale pour l'année 2019, et enfin de modifier les stipulations relatives aux modalités de suivi définies à l'article n°7.

C'est l'objet du présent avenant.

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – Rectification de la date d'approbation de la convention

La date d'approbation de la convention initiale est rectifiée : dans la désignation des parties à la convention, les termes « *N° CR 88-15 du 18 décembre 2015* » sont remplacés par « *n° CP 2018-137 du 16 mars 2018* ».

ARTICLE 2 – Modification de l'article n°2 de la convention

Au premier alinéa de l'article 2 de la convention premièrement les termes : « *un an* » sont remplacés par : « *pour 8 mois* » et, deuxièmement après les termes : «*soit pour la période de réalisation du programme d'actions* » est inséré : « *2019* »

Le deuxième alinéa du même article est rédigé ainsi qu'il suit :
« *Elle prend effet à compter de son approbation par l'assemblée régionale délibérante, le 3 juillet 2019*. »

ARTICLE 3 – Modification de l'article n°5 de la convention

Après le deuxième alinéa de l'article 5 de la convention cadre est ajouté l'alinéa suivant : :

« *La Région accorde, au titre du programme d'actions 2019, une subvention correspondant à 80,00% de la dépense subventionnable (définie dans le règlement d'intervention « Soutien aux structures œuvrant dans les secteurs de la forêt, du bois, et des biosourcés » voté lors de la Commission Permanente du 16 mars 2018), dont le montant prévisionnel s'élève à 150 000,00 €, soit un montant maximum de subvention régionale de 120 000,00 €.* »

ARTICLE 4 – Modification de l'article n°7 de la convention

Le premier alinéa de l'article 7 de la convention cadre est remplacé par l'alinéa suivant :

« *Francîlbois participe aux réunions du comité de pilotage, réuni par la Région, pour suivre la mise en œuvre de la SRFB il y présente l'état d'avancement des actions réalisées et le calendrier des actions programmées. Le comité de pilotage est composé des financeurs, des organismes de la filière forêt-bois francilienne et d'experts invités. Il est prévu de réunir ce comité de pilotage deux fois par an.* »

ARTICLE 5 – Prise d'effet de l'avenant

Le présent avenant prend effet à compter du 3 juillet 2019.

ARTICLE 6 – Maintien des dispositions de la convention

Toutes les stipulations de la convention cadre initiale, non modifiées par le présent avenant, demeurent inchangées.

Le programme d'actions 2019 est annexé au présent avenant

Fait en 2 exemplaires originaux.

Le _____ Le _____

Pour Francilbois

son président
Paul JARQUIN

Pour la Région Ile-de-France

La présidente du conseil régional
Valérie PECRESSE

ANNEXE N°4 - PROJET D'ACCORD DE PARTENARIAT POUR LA CREATION D'UN CLUSTER BOIS BIOSOURCES EN ILE DE FRANCE

ACCORD DE PARTENARIAT
POUR LA CREATION D'UN CLUSTER BOIS BIOSOURCES EN ILE DE FRANCE

La ***Région Ile-de-France***,
Située à Saint-Ouen 93400 - 2, rue Simone Veil,
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2019-288 du 3 juillet 2019,

Ci-après dénommée **« *La Région* »**

d'une part,

L'Institut Technologique ***FCBA,*** *centre technique industriel « Forêt Cellulose Bois-Construction Aménagement »,*
Ayant son siège au 10 rue Galilée, 77420 Champs sur Marne,
Représenté par son Directeur Général, Monsieur Christophe MATHIEU ;

Ci-après dénommé ***« L'Institut Technologique FCBA »***

d'autre part,

*L'****Etablissement Public d'Aménagement de Marne-la-Vallée****, établissement public d'aménagement,*
Ayant son siège au 5 boulevard Pierre Carle - CS 60084 - Noisiel - 77448 Marne-la-Vallée Cedex 2,
Représenté par son Directeur Général, Monsieur Laurent GIROMETTI ;

Ci-après dénommé **« *EpaMarne* »**

d'autre part,

Francilbois*, association,*
Ayant son siège au 19 rue des Champs Corbilly, 94700 Maisons-Alfort,
Représenté par son Président, Monsieur Paul JARQUIN ;

Ci-après dénommé **« *Francilbois* »**

d'autre part,

L'Université Paris-Est*, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,*
Ayant son siège au 6-8 avenue Blaise-Pascal, Cité Descartes, Champs-sur-Marne, 77454 Marne-la-Vallée Cedex 2,
Représenté par son Président, Monsieur Philippe TCHAMITCHIAN ;

Ci-après dénommé **« *Université Paris-Est* »**

d'autre part,

L'Institut Français des Sciences et Technologies, des Transports, de l'Aménagement et des Réseaux, *établissement public à caractère scientifique, et Technologique,*
Ayant son siège au 14-20 boulevard Newton, Cité Descartes, Champs-sur-Marne, 77447 Marne-la-Vallée Cedex 2,
Représenté par sa Directrice Générale, Madame Hélène JACQUOT-GUIMBAL ;

Ci-après dénommé **« *IFSTTAR* »**

d'autre part,

La Région, l'Institut Technologique FCBA, EPAMarne, Francilbois, Université Paris-Est et l'Ifsttar ci-après individuellement désignés par « le Partenaire » et collectivement par les « Partenaires ».

APRÈS AVOIR RAPPELÉ :

En ce qui concerne la Région

Consciente du potentiel de la filière forêt-bois et matériaux biosourcés en matière d'innovation, de création d'emplois et de valeur ajoutée, la Région Île-de-France s'est dotée en novembre 2017 d'une stratégie régionale pour la forêt et le bois et en novembre 2018 d'une stratégie régionale pour l'essor des filières de matériaux et produits biosourcés.

Ces stratégies, élaborées en concertation avec l'ensemble des acteurs régionaux, portent un projet de cluster dans le domaine du bois et des matériaux et produits biosourcés dans le but de rapprocher la recherche, les entreprises et le marché de la construction.

En ce qui concerne l'Institut Technologique FCBA

L'Institut Technologique est installé depuis 2015 sur le site de la Cité Descartes. Il a pour ambition de collaborer efficacement avec les multiples acteurs de la Ville Durable (recherche, innovation, progrès technique, …)

La création de ce cluster apparait donc comme une nouvelle opportunité pour l'Institut Technologique FCBA de contribuer de façon collective, au développement de l'usage du bois dans la construction en Ile-de-France.

En ce qui concerne l'EpaMarne

Avec 60 000 m² de surface de plancher de programmes résidentiels réalisés en bois chaque année, EpaMarne est l'aménageur leader de la construction bois en France. De plus, EpaMarne, aménageur très actif en région francilienne, vise une réduction globale de l'empreinte carbone de son activité en privilégiant un recours important aux matériaux biosourcés locaux.

Convaincu de la performance de ces matériaux en matière de durabilité, l'EpaMarne souhaite s'engager auprès des partenaires du cluster pour en promouvoir leur utilisation.

En ce qui concerne Francilbois

Francilbois, dont la principale responsabilité est de fédérer les acteurs de la filière forêt bois francilienne de l'amont à l'aval, agit activement à la promotion du bois construction en Ile-de-France.

C'est tout naturellement que Francilbois souhaite s'engager auprès des partenaires du Cluster pour être au cœur de projets innovants autour du bois et des biosourcés et qui contribueront à apporter à son réseau d'entreprises des potentialités de marchés.

En ce qui concerne Université Paris-Est

Labellisée I-SITE – Initiative Science-Innovation-Territoires-Economie – en février 2017 par l'intermédiaire d'un projet dédié aux villes de demain, Université Paris Est a conforté son statut de premier pôle universitaire français dédié à la ville durable.

Convaincue des multiples propriétés du bois et des produits biosourcés en matière de développement durable, Université Paris Est souhaite s'engager auprès des partenaires du cluster pour répondre aux besoins en recherche et formation des acteurs de la filière bois – matériaux biosourcés en Ile-de-France.

En ce qui concerne l'IFSTTAR

L'IFSTTAR, placé sous la tutelle conjointe du Ministère de la Transition écologique et solidaire et du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation a développé des recherches sur l'évaluation des performances et du comportement dans le temps des matériaux ayant une empreinte environnementale réduite comme les matériaux biosourcés pour la construction.

Ces recherches visent à accompagner le développement et à favoriser l'émergence et la mise sur le marché de ces matériaux et s'intègre donc pleinement dans le projet de Cluster. Elles permettent d'apporter des réponses fiables sur les performances des matériaux biosourcés par des études multi-échelles et pluridisciplinaires du laboratoire jusqu'aux bâtiments démonstrateurs au sein de l'Equipex Sense City.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1

La Région et les Partenaires décident de la création d'un Cluster dont la vocation est de rapprocher la recherche, les entreprises et le marché de la construction, et de faire émerger des projets innovants.
La durée du Cluster est alignée sur celle de la stratégie régionale pour la forêt et le bois, soit jusqu'en 2021.

La vocation et les missions, le fonctionnement, la gouvernance, le programme d'actions prévisionnel du Cluster et l'engagement des Partenaires sont précisées en annexe, qui fait partie intégrante de cet accord de partenariat.

ARTICLE 2

Le Cluster repose sur le présent accord de partenariat.

ARTICLE 3

Les signataires conviennent que l'accord de partenariat entre en vigueur à la date la plus tardive de sa signature.

Le présent document comprend l'annexe intitulée : « *Nature du partenariat* »

En 6 exemplaires originaux,

Le _____

Le _____

Pour la Région,
la Présidente du conseil régional
Valérie PÉCRESSE

Pour l'Institut technologique FCBA,
le Directeur Général
Christophe MATHIEU

Le _____

Le _____

Pour l'EpaMarne,
le Directeur Général
Laurent GIROMETTI

Pour Francilbois,
Le Président
Paul JARQUIN

Le _____

Le _____

Pour l'Université Paris-Est,
Le Président
Philippe TCHAMITCHIAN

Pour l'IFSTTAR,
La Directrice Générale de l'Institut
Hélène JACQUOT-GUIMBAL

ANNEXE : NATURE DU PARTENARIAT

VOCATION ET PERIMETRE DU CLUSTER

Le Cluster bois biosourcés a pour vocation de rassembler la recherche, les entreprises et le marché du secteur construction bois / biosourcés afin de faire émerger des projets innovants.

Le périmètre du Cluster bois biosourcés est :

- Le bois et les matériaux biosourcés principalement, mais sans exclure des matériaux « mixtes » (bois / béton, bois / terre crue)
- Le secteur de la construction et des autres usages liés au bâtiment (mobilier urbain et ameublement intérieur par exemple)

MISSIONS DETAILLEES du CLUSTER

Le Cluster bois Biosourcés aura les missions de :

- Incarner l'éco-système, le savoir-faire des bâtiments biosourcés via des projets emblématiques
- Fédérer les acteurs de la construction bois / biosourcés pour faire aboutir des démarches d'innovations et des projets collaboratifs
- Accompagner les porteurs de projets innovants :
    - Les orienter dans leur process de l'idée jusqu'au marché : lever les verrous techniques et technologiques, rechercher des partenaires industriels, rechercher des financements...
    - Leur fournir un accompagnement de premier niveau dans les réponses aux appels à projet afin qu'ils trouvent des financements (européens, nationaux…)

FONCTIONNEMENT DU CLUSTER

Le fonctionnement du Cluster s'appuiera sur :

- Un animateur salarié de l'un des Partenaires désigné par les Partenaires
- Un bureau localisé sur Paris ou chez l'un des Partenaires
- Un site internet, une identité visuelle, un nom et un logo

GOUVERNANCE DU CLUSTER

La gouvernance du Cluster bois biosourcés est organisée au sein d'un Comité d'orientation et de suivi auquel participent les présidents / directeurs des Partenaires ou leur représentant, ainsi que l'animateur du Cluster.

Le Comité d'orientation et de suivi permet aux Partenaires :

- de prendre toutes les décisions concernant les orientations stratégiques du Cluster, et d'établir la feuille de route opérationnelle de l'animateur,
- de décider d'accueillir un nouveau partenaire au sein du Cluster (par signature d'un avenant),

Le Comité d'orientation et de suivi permet également à un Partenaire d'annoncer sa décision de sortir du Cluster.

Les décisions au sein du Comité d'orientation et de suivi sont prises par consensus entre les Partenaires.

Le Comité d'orientation et de suivi se réunit à une fréquence au moins trimestrielle.

PROGRAMME D'ACTIONS PREVISIONNEL DU CLUSTER (1ère année)

Le programme d'actions du Cluster comprend quatre types d'actions :

Actions de lancement du Cluster
L'animateur du Cluster organisera une réunion de démarrage avec les référents des Partenaires pour établir la feuille de route du Cluster. Ce document de référence intégrera notamment :

- L'identification des compétences de chaque entité
- Le nom des référents de chaque membre et la définition de leurs missions au sein du cluster (création de groupe de réflexion projets thématique,…)
- La définition du périmètre du cluster en prenant en compte les interfaces possibles avec les acteurs de l'écosystème francilien.
- L'identification des grandes thématiques et des projets à intégrer en définissant pour chacun :
    - le sujet et le lien avec la thématique du cluster,
    - le niveau de maturité (court, moyen et long terme),
    - le taux de réussite et le risque de blocage potentiel,
    - l'estimation du coût et du montage financier,
    - la valorisation sur le marché,
- Une liste de prospects par grands marchés potentiellement porteur de projets et de compétences complémentaires

Mise en œuvre des projets du Cluster
L'animateur du Cluster établira pour chacun des projets du Cluster la feuille de route des actions à mener, en informera les référents partenaires. Ces feuilles de route seront pour l'animateur le programme d'actions à mener. Puis il entamera la phase de mise en œuvre des projets, dans un format collaboratif : rencontre des interlocuteurs, montage financiers, techniques et scientifiques des projets, synergies avec les autres clusters en région ou avec d'autres territoires. Chaque projet fera en conséquence l'objet d'un accord de partenariat qui prévoira notamment sans que cette liste soit exhaustive, les modalités de fonctionnement de la collaboration, les ressources financières, les modalités de titularité des droits de propriété intellectuelle et d'exploitation des résultats, les modalités de confidentialité et de publication, une annexe technique des travaux prévus.

Actions de communication autour du Cluster
L'animateur, en parallèle de la mise en œuvre des projets mettra en place un plan de communication comprenant à minima un site internet, la création d'un logo, une charte permettant de ''sticker '' des projets existants ou à venir, une présentation des projets menés par le Cluster, une présence aux salons professionnels ou aux événements des Partenaires (Future Days).

Actions de pilotage et reporting
L'animateur préparera et mettra en œuvre le reporting nécessaire à discuter de son avancement lors des réunions de gouvernance du Cluster.

ENGAGEMENT DES PARTENAIRES

Les Partenaires s'engagent collectivement à promouvoir le Cluster bois biosourcés et à travailler à y faire émerger des projets innovants, concrets et démonstrateurs.

La Région s'engage, pour la première année, à mobiliser des moyens financiers ayant un effet levier sur la réalisation du plan d'actions du Cluster (financement au maximum de 80% du plan d'actions). Ce financement sera effectué dans le cadre d'une convention annuelle qui sera passée ultérieurement avec Francilbois, et dont la durée sera d'une année à partir de sa date de signature.
Si ce financement n'est pas renouvelé en année 2 et 3, la Région l'annoncera au Comité d'orientation et de suivi qui décidera des modalités d'animation du Cluster.

Francilbois et l'Institut Technologique FCBA s'engagent, sous réserve de l'obtention de moyens financiers de la part de la Région et d'autres financeurs potentiels, à porter l'animation du Cluster et à réaliser le plan d'actions via l'implication de deux de leurs salariés. Ces deux salariés, travailleront conjointement à la réalisation de 100% du programme d'actions.
Leur contribution respective sera définie sur une base annuelle et détaillée dans une convention établie entre Francilbois et l'Institut Technologique FCBA : Francilbois, qui recevra le financement de la Région, reversera à l'Institut Technologique FCBA la part qui lui est dûe.

En complément, pour les années 2 et 3, le Cluster devra trouver des financements complémentaires (européens, privés,…).

L'Institut Technologique FCBA s'engage à proposer à l'équipe d'animation du Cluster des locaux dans son établissement de Champs-sur-Marne.

L'EPAMarne s'engage, dans le cadre de son activité, à identifier les projets susceptibles d'être accompagnés par le Cluster et à les orienter vers l'équipe d'animation.

Université Paris-Est s'engage, dans le cadre de son projet I-SITE, à porter de manière explicite et volontariste la thématique « bois et matériaux biosourcés » dans ses actions de recherche et innovation. Université Paris-Est mobilisera ses agents pour jouer un rôle d'interface entre l'équipe d'animation du Cluster et les acteurs recherche ou formation. Par ailleurs, Université-Paris-Est s'engage à mettre gracieusement à disposition du Cluster un stand lors des Future Days 2019. Enfin, selon la nature des projets soutenus par le Cluster, Université-Paris-Est pourra contribuer à leur financement, ainsi qu'à celui d'une équipe élargie chargée de l'animation du Cluster.

L'IFSTTAR s'engage à mettre à disposition des ressources en temps passé afin d'analyser et monter la partie scientifique des futurs projets qui seraient apportés par le Cluster. L'IFSTTAR peut également fournir un bureau à l'équipe d'animation du Cluster.

ANNEXE N°5 - CONTRAT DE PROJET FONTAINEBLEAU FORET D'EXCEPTION



FORÊT D'EXCEPTION
FONTAINEBLEAU

CONTRAT DE PROJET
FONTAINEBLEAU, FORÊT D'EXCEPTION®
2018-2022

Office National des Forêts

DEMAIN PREND RACINE
_ AUJOURD'HUI _

FORÊT D'EXCEPTION

FONTAINEBLEAU

Rédacteurs : Victor AVENAS, Gaetane HAY, Pierre-Edouard GUILLAIN, Guillaume LARRIERE

Crédits photos : ONF, Avant-propos (Ville de Fontainebleau), reconduction photographique du Belvédère p.9 (Daniel Quesney).

Sommaire

SOMMAIRE *page 1*

AVANT-PROPOS *page 3*

HISTORIQUE DE LA DÉMARCHE *page 5*

DURÉE *page 5*

PÉRIMÈTRE GÉOGRAPHIQUE *page 6*

LIENS AVEC LES AMÉNAGEMENTS FORESTIERS *page 7*

OBJECTIFS ET ENGAGEMENTS *page 9*

ACTUALISATION DU PROGRAMME *page 11*

FINANCEMENT DES ACTIONS *page 12*

GOUVERNANCE *page 12*

ÉVALUATION *page 13*

SIGNATURES *page 14*

PROGRAMME D'ACTIONS *page 15*

PLAN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION PAR L'ONF *page 25*



Avant-propos

La forêt de Fontainebleau parle au monde. Paysage humaniste d'exception, elle constitue un lieu hautement symbolique du débat universel de la relation homme-nature qui se tient partout, à l'échelle planétaire.

Notre responsabilité dans la gestion des qualités de ce bien commun local d'intérêt global est immense.

« La plus rêvée et la plus scénarisée, la plus réglementée et la plus arpentée, la plus étudiée et la plus protégée, la plus visitée et la plus contemplée, la plus convoitée et la plus disputée et donc la plus menacée et la plus adulée », tels furent les motifs pour lesquels la forêt de Fontainebleau inaugura le label national de Forêt d'Exception® en 2012, distinction reconduite en 2017 et consacrant sa triple exception.

Exception historique d'abord, elle fut fréquentée par l'ensemble des souverains français durant près de mille ans qui présidèrent à son aménagement singulier, et fut sous le second empire le premier site naturel au monde à bénéficier d'une mesure de protection de ses paysages avec les séries artistiques des peintres.

Exception naturaliste ensuite, elle s'impose parmi les plus vastes et les plus riches forêts d'Europe, réunissant une biodiversité remarquable en plein cœur de la région capitale qui compte parmi les grandes métropoles mondiales. Fontainebleau est la forêt périurbaine de référence.

Exception touristique enfin, la forêt de Fontainebleau jouit d'une renommée internationale comparable à celle des plus grands monuments du monde avec environ onze millions de visites annuelles, ses sentiers balisés, les premiers au monde, son attractivité dans le domaine sportif et notamment l'escalade dont elle constitue un haut lieu historique.

En transcendant cette valeur historique, **la démarche de « Forêt d'Exception® » portée par l'ensemble des acteurs du territoire constitue un véritable laboratoire de gouvernance innovant** pour protéger et valoriser ce monument paysager tourné vers l'avenir et la complexité d'usages et de destinée à laquelle il fait face.

Je suis particulièrement fier aujourd'hui de vous présenter ce contrat « Forêt d'Exception® » 2018 – 2022 qui engage de manière collégiale une nouvelle phase de travail autour des enjeux majeurs du massif à travers des projets concrets et structurants : la protection de l'environnement, la valorisation des paysages, l'information et la mobilisation des usagers, le développement du tourisme durable et la valorisation du patrimoine ainsi que la mobilisation des énergies pour garantir la propreté en forêt ainsi que dans les espaces de lisière.

Parce qu'il ne peut y avoir de « Forêt d'Exception® » sans l'engagement stratégique de l'ensemble des acteurs autour d'une démarche cohérente et globale adaptée à la multifonctionnalité du site et aux nombreuses attentes sociales qui en conditionnent les paysages, le projet s'appuie sur une fédération et une implication accrues de l'ensemble des partenaires depuis le partage des orientations jusqu'à la responsabilité négociée de leur mise en œuvre.

Aussi, je formule le vœu d'une adhésion des collectivités locales, des associations, des acteurs de la recherche, des professionnels de la filière bois et du tourisme ainsi que de la population la plus large possible pour conforter la stratégie territoriale collectivement préparée par le Comité de pilotage « Forêt d'Exception® ».

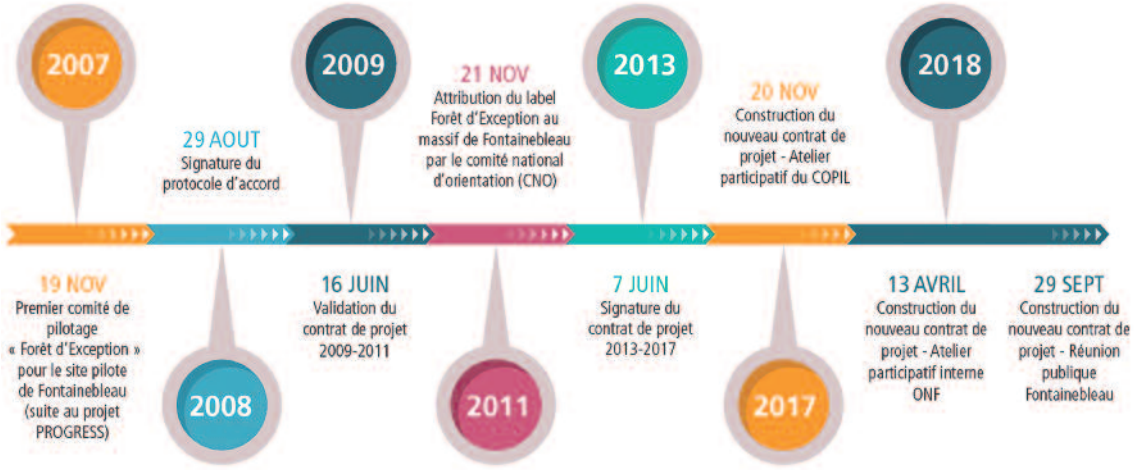
Plus que jamais, le massif de Fontainebleau est un paysage – projet.

Fréderic Valletoux
Maire de Fontainebleau
Président du comité de pilotage
Fontainebleau, Forêt d'Exception®

Art. 1 - Historique de la démarche

Profitant de la dynamique lancée par le projet européen PROGRESS, la démarche Forêt d'Exception® (dénommée Forêt patrimoine à l'époque) est lancée avec la réunion du premier comité de pilotage le 19 novembre 2007. Le 29 août de l'année suivante, le protocole d'accord est signé et fixe les axes stratégiques de la démarche. Le contrat de projet 2009-2011 est signé le 16 juin 2009 et décline le protocole d'accord en actions concrètes. À l'échéance de ce contrat, le 21 novembre 2011, le premier label Forêt d'Exception® est attribué pour 5 ans à la forêt de Fontainebleau. Cette réussite récompense les actions innovantes et concertées menées depuis 2007 et mettant en valeur l'exceptionnelle richesse de la forêt en partenariat étroit avec les acteurs locaux. Une vision du futur du projet Fontainebleau, Forêt d'Exception® est concrétisée dans le contrat de projet 2013-2017 signé le 7 juin 2013 par les partenaires de la démarche. L'histoire continue avec le renouvellement du label le 27 avril 2017. Depuis, des ateliers participatifs lors d'un comité de pilotage Fontainebleau, Forêt d'Exception® d'abord puis lors d'une réunion avec le personnel de l'ONF et enfin à l'occasion d'une réunion publique ont permis d'alimenter en idées le présent contrat de projet. Le comité de pilotage du 16 novembre a permis de finaliser le contrat avec la liste de partenaires et la priorisation des actions.

Ce contrat s'inscrit par ailleurs dans la démarche engagée par la Ville de Fontainebleau, l'Établissement public du Château de Fontainebleau et l'ONF, d'extension du bien « Palais et Parc de Fontainebleau » inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco à la forêt. Par ses actions et l'implication des acteurs qui le porte, ce contrat permettra de conforter les critères d'inscription, l'intégrité, l'authenticité et la gestion de ce bien conformément aux attentes de ce label international.





Art. 2 - Durée

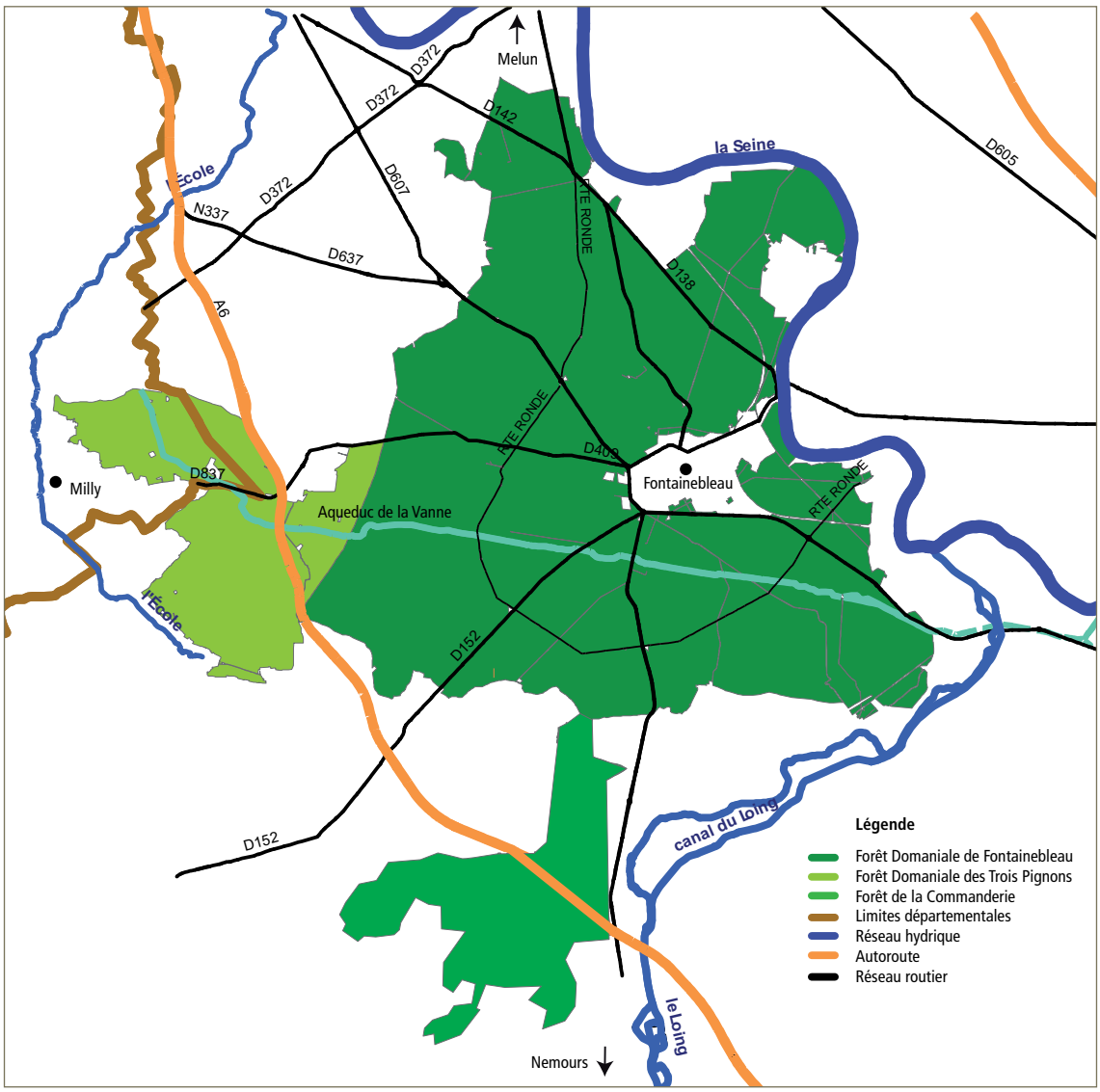
Les signataires du contrat de projet Fontainebleau, Forêt d'Exception® s'engagent sur la période 2018-2022, pour cinq ans reconductibles, à mettre conjointement en œuvre ses objectifs, ses engagements et ses actions dans le cadre de leurs compétences et de leurs moyens.

Art. 3 - Périmètre géographique

Ce nouveau contrat de projet « Fontainebleau, Forêt d'Exception® » concerne tout le massif forestier de Fontainebleau composé des 3 forêts domaniales de Fontainebleau, des Trois Pignons et de la Commanderie (22 000 hectares au terme de l'acquisition de la forêt de la Commanderie par l'État).

Ce périmètre assure une meilleure cohérence avec ceux des différents statuts de la forêt : forêt de protection, site classé au titre du patrimoine naturel et site Natura 2000.

Massif forestier de Fontainebleau



Art. 4 - Liens avec les aménagements forestiers

Géré durablement par l'Office national des forêts, pour le compte de l'État, le massif forestier de Fontainebleau fait l'objet d'interventions (coupes, travaux) de la part des forestiers. Encadrée et organisée, sa gestion repose sur **un document, appelé aménagement forestier**. Cette feuille de route programme sur 20 ans les actions à mener dans la forêt tout en prenant en compte les grands enjeux : économiques, écologiques, sociaux et paysagers.

Le contrat de projet respecte ces orientations, les renforcent et les complètent par des actions spécifiques.

L'aménagement forestier de Fontainebleau et Trois-Pignons a été approuvé le 5 avril 2018 après une large concertation menée dans le cadre du projet Fontainebleau, Forêt d'Exception®. Il expose en particulier les orientations suivantes :

- **Plus de futaie irrégulière**. Par rapport au document d'aménagement précédent, le traitement irrégulier est étendu. L'application de ce mode de traitement, qui maintient un couvert permanent de grands arbres, tient en partie à des considérations purement sylvicoles : sur les sols secs où la résilience de la forêt est faible, les régénérations en plein, suite à la récolte totale des vieux arbres, posent de gros problèmes techniques, en aggravant les conditions défavorables au développement des jeunes pousses. Cette option est également motivée en cas de fortes sensibilités paysagères en contexte péri-urbain ou pour des raisons écologiques, lorsque le maintien d'un peuplement présentant des arbres adultes est nécessaire. Le traitement régulier, supposant la gestion d'un collectif d'arbres et une récolte quasi-simultanée de ceux-ci en fin de cycle, n'est toutefois pas complètement écarté. Celui-ci s'impose localement lorsque les arbres présents sont de toute façon du même âge et parviendront à maturité dans le même laps de temps. Ceci concerne notamment les anciennes plantations, qu'il s'agisse de chênes plantés au début XIX^{e} siècle ou de pins plantés plus récemment. Cette option technique est donc en grande partie commandée par les méthodes passées, lorsque la forêt de Fontainebleau fit l'objet d'investissements considérables. Les régénérations en plein ciblent donc quasi exclusivement les peuplements à très haute valeur patrimoniale et économique, que sont les futaies de chêne âgées. Il s'agit par ailleurs de peuplements que la dynamique spontanée feraient irrémédiablement disparaître, puisqu'après la maturité sylvicole et la sénescence, ils évoluent naturellement vers la pinède ou la hêtraie. Si les régénérations en plein, qualifiées de « coupes rases » par le public, vont devoir perdurer, leur mise en œuvre s'accompagne d'un cortège de mesures visant à amortir leur impact paysager et écologique. Au premier rang de ces mesures, on trouve le principe d'un émiettement, d'un fractionnement, qui vise à diminuer la surface unitaire des zones à régénérer. La régénération des vieilles plantations s'étale donc dans le temps, et est éclatée en plusieurs points à un instant précis.







- **Conserver des milieux ouverts et des vieux arbres**. Le massif de Fontainebleau a un enjeu considérable, tant pour des espèces typiquement forestière et inféodées aux stades matures de la forêt, que pour des espèces de milieux ouverts ou thermophiles. Le document d'aménagement entend préserver ces deux caractéristiques antagonistes, en veillant à la préservation des milieux ouverts et en adoptant des mesures limitant la stricte application de la sylviculture et ménageant des vieux arbres ou stades matures.

- **Veiller à l'équilibre sylvo cynégétique**. Le cerf fait partie intégrante de l'identité de ce vaste massif forestier et doit être préservé. Il convient toutefois de maîtriser dans une certaine mesure son impact et donc ses effectifs, comme pour les autres espèces (chevreuils, sangliers). Car, a priori, la forêt qui serait dessinée par une population élevée de cerfs ne répondrait certes pas aux enjeux de production, mais pas davantage aux enjeux de préservation de la biodiversité et des milieux forestiers.

- **Une forêt accueillante mais libérée d'équipements d'accueil**. Le document d'aménagement prévoit d'accueillir le public dans un espace naturel relativement dépouillé, sans chercher à augmenter le niveau d'équipements, sauf pour mieux concilier les différents usages par la création d'offres dédiées à des pratiques peu encadrées à ce jour.

L'aménagement de la forêt domaniale de la Commanderie, est en cours de révision et s'appuie sur les préconisations et informations du schéma d'accueil de cette forêt, réalisé en partenariat avec les acteurs locaux dans le cadre du précédent contrat de projet, et fait l'objet d'une action dans le cadre du présent contrat.





Art. 5 - Objectifs et engagements

Les actions inscrites au contrat de projet Fontainebleau, Forêt d'Exception® répondent à 3 objectifs transversaux et sont classées en 5 engagements.

Les objectifs poursuivis sont :

- **L'engagement des partenaires et de la population locale**
  L'idée est de travailler en partenariat étroit avec les partenaires et la société civile pour co-construire les projets et les stratégies avec la participation financière, technique, politique ou logistique de tous.

- **L'appropriation par la société des actions et de la gestion conduites en forêt**
  Dans les forêts péri-urbaines, où les actions de l'ONF sont vues et commentées par de nombreuses personnes, il est primordial pour l'ONF d'être bien compris et d'avoir la confiance des parties intéressées. Les situations de blocage, connues par le passé à Fontainebleau, ont impacté les décisions de gestion forestière conduisant à ne pas réduire la multifonctionnalité de cette forêt. Ces situations sont souvent le fait d'une incompréhension des enjeux et des pratiques. Réciproquement, dans un massif avec plus de 10 millions de visites annuelles et de nombreux usagers passionnés, les attentes, observations et expertises de nos partenaires sont un atout considérable et exceptionnel.

- **L'apport de valeur ajoutée à la forêt et son territoire durablement et globalement**
  L'objectif est bien que la forêt et le territoire dans lequel elle s'intègre bénéficient des projets et stratégies menés. Cette « valeur ajoutée » doit être stable dans le temps et moins dépendre de facteurs externes (financements, climat, etc.). La recherche de cette « valeur ajoutée » passe par l'intégration d'expériences menées ailleurs et par la diffusion de celles menées localement dans le massif de Fontainebleau.

Dans le cadre du projet Forêt d'Exception®, l'ONF et ses partenaires prennent 5 engagements sur 5 ans pour remplir les 3 objectifs fixés :

1) Protéger l'environnement

Une stratégie environnementale doit être développée et répondre aux questions suivantes :

- **Comment créer les conditions favorables au maintien, voire au développement, de la biodiversité ?** Des études scientifiques et des suivis environnementaux appuieront l'amélioration des pratiques, notamment dans la préservation de la mosaïque d'habitats.

- **Comment concilier les différents usages (sports dont notamment les manifestations, chasse, exploitation forestière, etc.) avec la préservation de la biodiversité ?** Les études naturalistes et le développement d'outils spécifiques, comme le site Web de gestion des autorisations d'activités en forêt, répondront à cette problématique.



- **Comment intéresser et sensibiliser le grand public à ces questions environnementales et à l'amélioration de ses pratiques ?** Cette question demande un travail sur le plan de communication.

- **Comment développer et valoriser les données et la connaissance ?** Les partenariats avec les associations, organismes de recherche et la station d'écologie forestière en particulier sont un levier sur ce point.

2) Valoriser les paysages

Cet engagement est en lien étroit avec le précédent engagement. En effet, les demandes environnementales et sociétales convergent souvent et en particulier sur l'intérêt de différents milieux : milieux ouverts, peuplements feuillus ou mixtes à gros bois, lisières. Or, le changement climatique, la pression du gibier sur les espèces feuillues, les espèces invasives menacent la conservation de ces milieux. De nombreux points de vue ou paysages ouverts font aussi face à une fermeture paysagère du fait de la croissance rapide d'espèces colonisatrices.





Après un nécessaire travail d'analyse des attentes du public concernant le paysage, l'enjeu sera de maintenir une mosaïque de ces beaux paysages pour éviter la banalisation, particulièrement aux interfaces homme-forêt (lisières, entrées de forêt, etc.). Le suivi sera assuré par un observatoire des paysages, élément clé pour suivre l'évolution paysagère des milieux, disposer d'un outil de médiation et pour pouvoir ainsi gérer et limiter l'uniformisation du paysage.

Fort de cet outil, l'ONF et ses partenaires travailleront sur des méthodes pour renouveler les peuplements feuillus, pour l'ouverture des milieux (ex. : exploitation de lande boisée ou de chaos rocheux) et pour le maintien de lisières fonctionnelles (étagement, sécurisation des arbres dangereux, etc.).

3) Informer et engager les usagers dans la gestion de cette forêt : espace économique, naturel et de loisir

La première période de labélisation a réellement permis au gestionnaire et aux partenaires de mieux connaitre et prendre en compte les attentes du public. L'augmentation du nombre d'usagers, la multiplication des attentes et des nuisances, nous amènent à repositionner le visiteur comme acteur et pas seulement comme consommateur. Cet engagement se traduira par des actions qui prennent en compte la dimension économique des projets.

Cet engagement complexe a été sous-divisé en 2 engagements.

A) INFORMER ET ENGAGER LES USAGERS

À travers cet engagement, c'est le lien avec les acteurs locaux, les habitants du territoire et les usagers de la forêt qui est recherché. Ce lien se renforce suivant 3 enjeux chronologiques :

- une connaissance partagée sur la multifonctionnalité de la forêt, base nécessaire à un dialogue constructif ;

- un échange d'information structuré à travers des outils, en particulier numériques ;

- un engagement de bénévoles aux côtés du gestionnaire pour préserver et apporter une valeur ajoutée, notamment humaine, à la forêt.

B) DÉVELOPPER LE TOURISME DURABLE ET VALORISER LE PATRIMOINE

Les données de l'observatoire de la fréquentation, action réalisée dans le précédent contrat de projet, ont montré qu'il y avait entre 4 et 11 millions de visites annuellement sur le massif, avec une forte proportion de touristes internationaux.

En plus de la compatibilité des activités touristiques avec les autres activités et contraintes propres au milieu (activités sylvicoles, régulation cynégétique, conservation des écosystèmes, érosion), le tourisme en forêt de Fontainebleau revêt 4 grands enjeux transversaux pour tout le territoire :

- le développement d'hébergements adaptés à la demande ;
- le développement de l'offre touristique, à travers des circuits, des aires d'accueil, etc. ;
- la sensibilisation à l'environnement des touristes et leur engagement financier pour la forêt ;
- la sécurité des personnes en forêt (prévention).

4) Assurer une forêt propre

La multiplication des déchets déposés sous forme de dépôts sauvages (gravats, amiantes, huiles et mobiliers usagés) ou de déchets diffus (emballages alimentaires jetés en bord de routes depuis les véhicules) dans les espaces forestiers est un problème récurrent sur lequel les actions passées ont permis une mobilisation réelle des partenaires locaux. La propreté est d'ailleurs signalée par le public comme sa priorité. Il ne peut cependant y avoir d'engagement de résultat sur ce problème dont les origines sont en partie extérieures aux partenaires locaux.

Le plan d'action élaboré sous le précédent contrat de projet a bien fonctionné pour contenir les coûts mais il convient de le poursuivre et le compléter afin de diminuer les coûts de collecte et de traitement, et d'améliorer le ressenti des usagers.

Cet engagement se traduit par des actions à différents niveaux :

- En préventif, à travers des actions de communication et d'éducation à l'environnement, mais également des actions de blocage des dépôts en forêt (barrières, blocs rocheux, etc.).
- En curatif, à travers une amélioration de la détection des déchets (outil de veille citoyenne), du tri, de la logistique, du recyclage et de la valorisation de la matière, avec l'appui des experts et partenaires du secteur des déchets. Des partenariats récents avec des syndicats de traitement et de collecte offrent un bon exemple de partenariat, qu'il reste à faire vivre, à faire perdurer et à démultiplier.
- En répressif, à travers l'équipement en pièges photographiques et le partenariat avec les tribunaux.

Art. 6 - Actualisation du programme

Le contrat de projet se veut évolutif et actualisable. Lors des réunions du Comité de pilotage, ce dernier peut décider de l'inscription ou du retrait d'opérations. Ces modifications peuvent aussi intervenir sur proposition des groupes de travail.

L'enrichissement progressif du contrat de projets pourra justifier sa possible reconduction, sous réserve d'une décision du comité de pilotage en ce sens.





Art. 7 - Financement des actions

Pour la mise en œuvre de ce contrat de projets, les signataires s'engagent à rechercher conjointement les moyens techniques (compétences, bénévolat) et financiers nécessaires à son accomplissement. À ce niveau seront recherchés une diversification des partenariats financiers (en particulier le mécénat et les EPCI, aux côtés des grands partenaires habituels aux premiers rangs desquels le Conseil départemental de Seine-et-Marne, la Région Île-de-France et l'Europe) et des engagements pluriannuels, afin d'assurer la pérennité et la visibilité du contrat de projets. Cette recherche active de diversification répond à l'objectif de durabilité de la valeur ajoutée apportée à la forêt.

Chaque signataire s'engage à soumettre à l'approbation de ses instances décisionnaires les propositions de contributions relatives aux actions validées au sein du Comité de pilotage.

D'autres solutions seront éventuellement recherchées pour compléter le financement des projets : participation citoyenne (crowdfunding), partenariat commercial, contenus payants sur applications mobiles, etc.

Art. 8 - Gouvernance

Le Comité de pilotage est chargé de l'exécution du présent contrat et de la poursuite de la discussion auprès des partenaires territoriaux et organismes publics pour finaliser leurs engagements sur les opérations contractualisées.

Le Comité de Pilotage peut missionner les groupes de travail pour la définition, le suivi ou l'évaluation d'une ou plusieurs opérations.

Le schéma de concertation formel est le suivant :

- Le comité de pilotage Fontainebleau, Forêt d'Exception® valide les orientations stratégiques et est consulté sur les besoins d'études ou travaux, suit l'avancement des actions et les priorise le cas échéant. Ses réunions sont aussi l'occasion de partager des informations sur la « vie de la forêt ». Ses membres sont signataires du présent contrat. Des personnalités qualifiées siègent au sein du comité de pilotage pour assurer la représentative de la diversité des usages et des usagers du massif forestier. En fonction des sujets, il peut y avoir des invités ou rapporteurs de groupes de travail. Le comité de pilotage se réunit généralement 1 à 2 fois par an. Les lieux de réunion varient et se fixent dans les différentes communes du bornage pour permettre de se rapprocher des différents élus locaux. Il peut être réfléchi à intégrer un panel citoyen à cette gouvernance.
- Des groupes de travail conjoncturels pour travailler sur des sujets précis, en particulier ceux proposés par les comités de pilotage. Leur composition est flexible et adaptée pour répondre aux besoins du sujet à traiter mais doit conserver l'esprit de mélanger des publics différents pour favoriser les liens bénéfiques entre acteurs locaux. Ces groupes se réunissent autant que de besoin et sont dissous à la fin de la mission confiée. Ce sont les organes de la co-construction sur le territoire. Ils sont aussi un lieu de consultation.

Cas particuliers : parmi ces groupes de travail, certains auront un caractère plus pérenne. Il s'agit du groupe de travail « érosion » et du groupe de travail « environnement » (faisant office de comité des réserves biologiques).

Le renforcement des réunions physiques avec le grand public, en dehors des personnalités morales locales, sera recherché au travers notamment de réunions publiques, d'évènements et d'ateliers participatifs liés au projet global Fontainebleau, Forêt d'Exception® ou à des actions spécifiques de ce contrat (comme des ateliers de l'observatoire des paysages). Le plan de communication complète ces réunions physiques : réseau social, notes d'information, presse, etc.

Le conseil scientifique de la Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais, sert de conseil scientifique. Il peut être saisi par le comité de pilotage et par le Comité scientifique de l'Unesco pour formuler un avis sur les modalités de mise en œuvre des actions inscrites dans le présent contrat de projet ainsi que sur son évaluation.



Art. 9 - Évaluation

Le Comité de pilotage est chargé de l'exécution du présent contrat et de la poursuite de la discussion. Des indicateurs d'impact permettant d'évaluer l'efficacité du projet Fontainebleau, Forêt d'Exception® sont listés dans le tableau ci-dessous.

Au début de la période de ce nouveau contrat, la base de référence, les objectifs et les modalités d'acquisition de chaque indicateur seront fixés. Des indicateurs de suivi de la mise en œuvre des actions et des indicateurs de résultats sont également proposés dans le programme d'action. Ceux-ci seront collectés dans la mesure du possible.

Objectifs	Indicateur	Ventilation	Unité de mesure	Source / Méthode de mesure
Engagement des partenaires et de la population locale	Nombre de personnes impliquées	Par type d'engagement : chantier nature, écobrigades, rangers	jour homme	Tableau de suivi des actions bénévoles
	Montant financier des aides à la forêt	Par sources : subvention publique, mécénat, dons ou contribution de particulier, recettes liées à des actions Forêt d'Exception	€ HT	Comptabilité ONF et des partenaires
	Taux de satisfaction de l'implication des partenaires	Par profil de public	%	Observatoire de la fréquentation
Appropriation sociale des actions et de la gestion menée en forêt	Niveau de connaissance de la forêt, de sa gestion et des bonnes pratiques	Par profil de public : usager, habitant, professionnel, touriste, écoles, organisateurs de manifestation	Note/20	Observatoire de la fréquentation
	Taux de couverture médiatique positive des actions de gestion forestière	Par type de médias et de thème	% en nombre	Revue de presse
Apport de valeur ajoutée à la forêt et son territoire durablement et globalement	Proportion des habitats naturels d'intérêt communautaire en état de conservation favorable	Par habitat communautaire	%	http://indicateurs-biodiversite.naturefrance.fr/fr/indicateurs/tous
	Evolution de l'abondance des espèces protégées (Natura 2000 et liste rouge)	Par espèce	%	
	Proportion des parkings majeurs en bon état	-	%	Inventaire à concevoir
	Nombre de références scientifiques enregistrées dans la base documentaire	Par domaine scientifique	Nb de références	Base documentaire de la station d'écologie forestière
	Montant des retombées économiques liées au tourisme	Par type de dépenses : restauration, hébergement, activités	€ HT	Observatoire de la fréquentation et CRT

Signatures

Le présent contrat a été ouvert à la signature des acteurs du territoire à la suite de son adoption par le comité de pilotage. Les acteurs dont les logos suivent ont adopté formellement ce contrat.

Fait à Fontainebleau, le 20 novembre 2018

Logos des partenaires signataires

Ville de Fontainebleau

Fontainebleau

(Délibération du 17 décembre 2018)

Fréderic Valletoux
Maire de Fontainebleau
Président du comité de pilotage
Fontainebleau, Forêt d'Exception®

Programme d'actions

Les actions sont organisées par engagement avec les enjeux spécifiques attribués à l'action. Les indicateurs de suivi de réalisation et de résultat sont mis à titre indicatif pour expliciter les objectifs assignés à chaque action. La liste de partenaires potentiels par action n'est pas exhaustive.

Engagement	N°	Nom de l'action	Enjeux	Détail des travaux	Partenaires potentiels	Indicateur de suivi de réalisation*	Résultats attendus*
Assurer une forêt propre	P1	Développer les outils d'aide à la répression	Assurer une surveillance des points noirs "dépôts sauvages" en forêt Diminuer l'impunité	Achat de pièges photographiques et suivi du dispositif : logistique, suivi judiciaire et communication sur les sanctions (à chaque sanction importante et annuellement)	Collectivités territoriales, association, mécènes	% d'infraction dépôts sauvages identifiés via les PP	Diminution des dépôts sauvages
	P2	Développer les outils de signalement des déchets en lien avec les opérateurs de traitement	Connaître rapidement les problèmes en forêt. Disposer d'un outil de suivi logistique des interventions. Créer un lien avec les usagers pour expliquer la gestion.	Développement d'une application permettant aux usagers de la forêt de remonter les informations sur les dépôts sauvages. Structuration de la donnée de telle sorte que le gestionnaire puissent agir et informer l'usager en retour. Possibilité de combiner les applications vigie-déchet et vigie-forêt.	Collectivités territoriales, association, AEV, Région	Création d'une application. Nombre d'utilisateurs actifs. % de signalement provenant de l'appli Délai moyen de réponse	90% des signalements proviennent de l'appli. Réduction du délai de traitement
	P3	Etablir des partenariats de collecte et de traitement	Améliorer les pratiques de mise en propreté de la forêt Diminuer le coût de gestion des déchets en forêt	Partenariat avec les syndicats sous diverses formes : tarifs préférentiels pour le traitement, partage des tournées de collecte, communication et éducation à l'environnement communes, etc.	Syndicats de collecte, collectivités territoriales, associations	Volume collecté en partenariat Volume traité en partenariat	80% des volumes
	P4	Développer des actions bénévoles sur la propreté	Eduquer sur les déchets en forêt Réduire les déchets en forêt	Inciter les actions bénévoles de ramassage des déchets et fournir un appui logistique, administratif (autorisation d'évènement, prêt de pince/sacs, etc.) et de communication	Collectivités territoriales, associations, (ASABEPI, AFF, etc.), syndicats de collecte et traitement d'ordures ménagères	Nombre d'actions partenariales	Diminution des dépôts en cœur de massif
	P5	Fermer des routes publiques ou parkings	Diminuer les zones de dépôts sauvages et déchets diffus le long de routes. Réduire la pénétration des véhicules à moteur. Augmenter les connexions de populations animales.	Encouragement de fermeture de routes ouvertes au public. Mise en place de panneaux de signalisation et surveillance policière su les parkings emblématiques fermés la nuit pour éviter les déchets diffus et les dépôts sauvages. Bouclage de la forêt : barrières, pieux de bouclage, blocs de grès enterrés, merlon de terre ou fossés.	Collectivités territoriales, associations, AEV	Linéaire de routes bitumées fermées à la circulation de véhicules motorisés. % de dépôts sauvages en cœur de massif	Diminution des dépôts sauvages

Engagement	N°	Nom de l'action	Enjeux	Détail des travaux	Partenaires potentiels	Indicateur de suivi de réalisation*	Résultats attendus*
Développer le tourisme durable et valoriser le patrimoine	T1	Développer une offre d'hébergements variée	Développer le tourisme Réduire les nuisances en forêt	Etude sur la correspondance entre l'offre et la demande d'hébergement. Evaluation des nuisances liées à l'hébergement sauvage en forêt. Adaptation de l'offre existante en et ors forêt : réflexion sur la localisation et la gestion des zones de bivouac et d'aires de camping-car avec des services adaptés (ex. : toilettes sèches avec souci de l'entretien) Valorisation du patrimoine bâti sous-utilisé.	Offices de tourisme, AEV, Collectivités territoriales, usagers	Nombre de nuitées dans les nouveaux hébergements Nombre de véhicules stationnant la nuit sur les parkings	Création de 2 bivouacs supplémentaires et de 5 bivouacs équipés Création de 2 campings supplémentaires et d'un réseau de gites "de montagne" Diminution des personnes en bivouacs sauvages
	T2	Améliorer l'offre de stationnement	Diminuer les problèmes liés à la surfréquentation	Amélioration de la qualité de l'offre (réfection de la chaussée, sécurisation, plantations, aménagement paysager) tout en diminuant la présence de voitures au cœur de la forêt mais sans diminuer la capacité d'accueil Promotion de l'offre de stationnement hors forêt domaniale Ce travail doit permettre de bien répartir la fréquentation sur les 3 forêts domaniales et sur le territoire.	Collectivités territoriales, associations	% de places bord de route/cœur de forêt % de places en lisière	Moins 50% de places en cœur de forêt/bord de route
	T3	Donner pour la forêt	Permettre la participation financière des usagers	Etude de systèmes de donation pour la forêt de Fontainebleau. Réflexion particulière sur le public cible de grimpeurs et travail avec les éditeurs de topoguides Création d'une bourse de projets permettant aux donateurs de prioriser leur projet Rapport sur l'utilisation des fonds correspondants	Fondation du patrimoine, Réserve de biosphère, offices de tourisme, CCI	Montant des dons Montant des travaux des actions permises par ces dons	50 000 € / an à la fin du contrat de projet
	T4	Fontainebleau, vitrine du bois.	Promouvoir l'usage du bois Développer l'emploi local autour du matériau bois	Promotion du matériau bois, en lien avec la stratégie régionale Forêt Bois, via : - le développement de chaufferies bois sur le territoire - le développement d'artisanat local en bois (ex. jouets en bois) - l'utilisation du bois d'œuvre dans la construction de logement, en particulier dans le cadre des rénovations urbaines (charte bois avec communes) - l'implication de l'interprofession, par exemple via la création d'une antenne locale.	Collectivités territoriales, artisans, mécènes	% en m^3 transformé sur le territoire	10% transformé à moins de 200 km Existence de produits finis identifiés "bois de fontainebleau" 2 chaufferies locales utilisant du bois local

Engagement	N°	Nom de l'action	Enjeux	Détail des travaux	Partenaires potentiels	Indicateur de suivi de réalisation*	Résultats attendus*
Développer le tourisme durable et valoriser le patrimoine	T5	Développer les liaisons douces	Diminuer l'usage des véhicules à moteur pour accéder à la forêt	Dans le cadre des schémas de liaisons cyclables des collectivités et du schéma départemental de liaisons douces : - Amélioration du réseau de pistes cyclables, équestres, piétonnes, etc., pour redonner du lien villes-gare-forêt pour des usages aussi bien locaux (liens habitation-travail) que touristiques, - Sécurisation de la traversée des grands axes aux endroits opportuns. Travail sur les pratiques équestres et cyclistes pour créer d'une part un réseau d'itinéraires balisés et une carte des chemins autorisés, en favorisant les accès directs depuis les villes et villages pour éviter l'utilisation de la voiture. Utilisation possible de voies SNCF délaissée comme celle de Bourron à La Chapelle la Reine.	CD77, CD91, Communautés d'agglomération, communes	Linéaire de pistes cyclables sur le massif	
	T6	Promouvoir le tourisme en forêt en respectant les bonnes pratiques	Augmenter le retour à l'économie locale sans nuire à la forêt	Développement de l'offre de services en forêt: food truck, kiosque d'information, souvenirs, etc. Valorisation de l'identité "forêt de Fontainebleau" via la signalisation (une aire d'autoroute) Création d'un produit touristique basé sur le triptyque UNESCO (gastronomie, château, forêt), le paysage Outil permettant de vérifier la compatibilité des activités avec les contraintes ou les bonnes pratiques existantes Promotion et lien vers les ENS pour diffuser le public et le sensibiliser à l'environnement	Collectivités territoriales, mécènes	% progression des visites	Augmentation du nombre de visite Maintien des écosystèmes et contrôle de l'érosion et de la propreté
	T7	Bonnes pratiques et ambassadeurs	Améliorer les pratiques des services touristiques	Recensement des acteurs commerciaux et touristiques à impliquer Edition et diffusion des "bonnes pratiques" par type d'activité et de public cible Création d'un réseau de têtes de pont ou d'ambassadeurs pour relayer ces bonnes pratiques	Réserve de biosphère, offices de tourisme, CCI,	Nombre d'ambassadeurs	80 % d'acteurs commerciaux forestiers certifiés Diminution des pratiques illégales ou non conformes aux bonnes pratiques
	T8	Toucher les touristes internationaux	Développer le tourisme Diffuser les bonnes pratiques aux public international	Traduction des messages en plusieurs langues et au minimum en anglais Utilisation de supports dématérialisés qui permettent de mieux cibler les publics concernés Présence sur des medias internationaux	Offices du tourisme, Collectivités territoriales, INSEAD, associations de jumelage, associations internationales	Nombre de support traduits Nombre de reprises dans les medias internationaux	Augmentation de la fréquentation par les touristes internationaux Meilleure connaissance des touristes internationaux des bonnes pratiques

Engagement	N°	Nom de l'action	Enjeux	Détail des travaux	Partenaires potentiels	Indicateur de suivi de réalisation*	Résultats attendus*
Développer le tourisme durable et valoriser le patrimoine	T9	Un jouet en bois pour Noël	Informer et promouvoir un matériau renouvelable et noble	Opération "un jouet en bois local pour Noël" stimulant le développement de l'artisanat local auprès du jeune public Possibilité d'étendre la mesure à d'autres produits locaux	Collectivités territoriales, artisans, mécènes	Augmentation du nombre de jouets crées. Nombre d'artisans mobilisés	% d'enfants touchés par rapport au potentiel territorial
	T10	Valoriser les acteurs commerciaux partenaires	Diffuser les bonnes pratiques. Réduire les nuisances en forêt. Améliorer la qualité de l'offre	Développement du label "biosphère éco-tourisme". Adaptation des critères par typologie d'activité. Proposition d'une valorisation réelle pour les acteurs. Contrôle et suivi de la conformité	Collectivités territoriales, acteurs du tourisme, mécènes	% acteurs commerciaux forestiers certifiés	
	T11	Exploiter les spécificités faisant la notoriété de Fontainebleau	Capitaliser sur un facteur important de différenciation par rapport à d'autres espaces naturels périurbains	Développement des circuits thématiques autour des thèmes faisant la spécificité de Fontainebleau : un siècle d'histoire cavalière, 100 ans d'histoire de l'escalade, histoire et actualité du cinéma	Collectivités territoriales, associations d'usagers, associations sportives	Nombre de circuit créés	
	T12	Observatoire de la fréquentation	Connaître la fréquentation. Adapter l'offre et les moyens. Disposer d'indicateurs d'évaluation	Poursuite de l'observatoire de la fréquentation lancé en 2014 pour étudier les évolutions de la fréquentation. Diversification des outils avec des éco-compteurs, des enquêtes de terrain et téléphoniques dont des parties ciblées sur des pratiques spécifiques, utilisation du Big data. Typologie des profils types usagers et quantification de leur activité, niveau d'information, consommation potentielle	Collectivités territoriales, mécènes	Renouvellement des données de fréquentation. Acquisition des caractéristiques des publics	Rapport annuel de fréquentation
	T13	Mettre en valeur le site historique de la Butte Saint Louis	Améliorer la connaissance historique. Valoriser le patrimoine archéologique de la forêt	Extension des fouilles commencées en 2016 à l'ensemble de la zone potentiellement concernée. Identification des différents objets et de leur valeur patrimoniale. Mise en valeur du site historique de la Butte Saint Louis (travaux conservatoires et de mises en valeur, outils dématérialisés, etc.)	DRAC, Collectivités territoriales, AFF, MBF, écoles, université, musées	Nombre de jour de fouille. Nombre d'éléments patrimoniaux identifiées. Existence de travaux de valorisation	Identification du bâtiment concerné et de son histoire. Ouverture du site au public
	T14	Surveiller les feux par drône	Limiter les départs de feux et leur étendue. Augmenter l'efficacité de la surveillance et de la lutte contre les incendies. Protéger les populations et le patrimoine	Achat d'un drône, d'une caméra infra rouge. Formation de 3 à 4 conducteurs de drône. Déploiement de patrouilles spécifique d'intervention suite aux signalement drônes. Réflexion sur l'extension de l'utilisation des drones pour éteindre les départs de feux	SDIS, DGAC, Mécénat (CA-BPC), procureur, préfecture	Achat des équipements. Nombre d'agents formés. % départ de feu interpellés après signalement par drone	Diminuer les départs de feu post bivouac

Engagement	N°	Nom de l'action	Enjeux	Détail des travaux	Partenaires potentiels	Indicateur de suivi de réalisation*	Résultats attendus*
Informer et engager les usagers dans la gestion de cette forêt	E1	Rangers forestiers, bénévoles de la forêt	Améliorer l'information sur les bonnes pratiques et l'offre touristique	En relai des personnels de l'ONF, information du public et des touristes par des bénévoles sur l'offre touristique et les bonnes pratiques. Participation de bénévoles à la veille citoyenne et à l'acquisition de connaissances sur les besoins d'entretien du massif. Formation des rangers (dont secourisme) pour démultiplier la sensibilisation du public en forêt. Plusieurs profils possibles de rangers (stagiaires comme la démarche régionale des volontaires du tourisme, services civiques, particuliers bénévoles, etc.) et plusieurs structures encadrantes (ONF, partenaires locaux, particulier directement).	CD77, Office régional du tourisme, associations (AFF, ASABEPI, etc.) et clubs sportifs, PNR GR, partenariat international	Nombre de jour-homme en ranger forestier	Avoir 100 jour homme en ranger forestier
	E2	Créer un centre de ressources sciences et forêt	Limiter la perte d'information liée à la multiplicité des acteurs de recherche. Contribuer à une augmentation de la diffusion de la science sur ce massif	Constituer un centre de ressources documentaires, papier et virtuel, sur la forêt regroupant et organisant rapports d'études, thèses, etc. Créer une plateforme d'accès à ces données. Organiser des séminaires de recherche entre monde scientifique, public et gestionnaire pour développer encore plus la connaissance.	Europe, CD77, CD 91, Station d'écologie forestière Paris Diderot, IUT Couperin	Nombre annuel de références archivées. Nombre de consultation des références. Nombre de séminaires et fréquentation.	Existence d'une BDD papier et numérique des travaux récents (50 ans° de recherche). Augmentation de la connaissance scientifique sur le massif
	E3	Développement des chantiers bénévoles	Augmenter la qualité d'entretien du massif. Eduquer activement le public	Définition de la limite entre travaux bénévoles et travaux ONF. Coordination de chantiers bénévoles spontanés ou chantiers bénévoles en compensation de l'organisation d'un évènement sportif par exemple. Création d'un agenda public (sur réseaux sociaux par exemple) des chantiers bénévoles pour gérer les inscriptions et mettre en adéquation l'offre et la demande de chantiers.	Associations (ASABEPI, AFF, etc.), entreprises, Réserve de biosphère, Seine et Marne Environnement	Nombre de jour-homme en chantier nature	Obtenir l'équivalent de 200 jours hommes en chantier nature
	E4	Outiller les demandes d'activités de loisirs collectives	Mieux informer le public de l'importance d'une déclaration d'activité loisir de nature ou sport de nature. Diffuser les bonnes pratiques. Faciliter la gestion	Création d'un outil numérique qui permet de : - faciliter l'organisation de manifestations sportives respectueuses de l'environnement et des autres usages de la forêt, - faciliter le lien entre démarches administratives (DDT, animateur Natura2000, etc.), - alerter les organisateurs des risques (aléa climatique, alerte météo, etc), - organiser les chantiers bénévoles de compensation pour les grosses manifestations.	CD 77 et CD 91, AEV, fabricants de matériel sportifs, AFF, clubs sportifs, Réserve de biosphère, associations, Seine et Marne Environnement	Taux de satisfaction des usagers du service (enquête de satisfaction). Taux d'utilisation de l'outil	> 90 % des usagers utilisent l'outil. >80% de la satisfaction des usagers quant à l'organisation des manifestations

Engagement	N°	Nom de l'action	Enjeux	Détail des travaux	Partenaires potentiels	Indicateur de suivi de réalisation*	Résultats attendus*
Informer et engager les usagers dans la gestion de cette forêt	E5	Vigie-forêt	Améliorer la surveillance et l'entretien du massif	Travail sur les systèmes de remontée d'information des usagers (arbres au sol, dépôt sauvage, barrière cassée, etc) afin que les données soient utilisables par les services du gestionnaire. En retour, s'assurer de la bonne information des usagers sur la vie de la forêt et en particulier les informer de la suite donnée à leur signalement. Mise en lien de ce système d'échange de données avec l'application Balade branchée afin de promouvoir ces comportements civiques.	AEV, CD 77, Communauté d'agglo, communes	Nombre de téléchargement de l'application. Typologie de la population usager	50% des usagers utilisent l'appli
	E6	Marteloscope	Faire comprendre les enjeux de la gestion sylvicole multifonctionnelle	Création d'un espace où les usagers peuvent se prendre au jeu de choisir les arbres à exploiter. Proposition d'outils d'interprétation montrant directement les conséquences des choix : chauffage, surface de toiture crée, CO_2 émis, régénération, habitats impactés... Utilisation des dispositifs de réalité augmentée pour montrer les différents choix qui sont à faire en martelage.	CD 77, CD91, Communautés d'agglomération, mécènes, PNR GF	Taux d'utilisation du marteloscope	Utilisation du marteloscope par toutes les écoles du territoire et toutes les associations partenaires
	E7	Supprimer des zones blanches téléphoniques	Améliorer la sécurité en forêt. Améliorer l'offre touristique	Amélioration de la sécurité du public par une amélioration de la couverture du réseau téléphonique.	Mécènes, Collectivités territoriales	Taux de couverture	100% de la forêt fréquentée couverte
	E8	Créer un parc de vision animalier	Eduquer le public sur la faune forestière	Valorisation notamment de l'histoire cynégétique du territoire à travers l'installation d'un parc de vision. Ce parc devra être clos, aménagé et exigera à la fois l'apport de fourrage, la gestion des déchets et des soins vétérinaires	Offices du Tourisme	Demandes d'autorisations réalisées. Identification d'une parcelle. Cahier des charges finalisé	Réalisation d'un parc ou d'une étude de faisabilité
	E9	Fête de la forêt de Fontainebleau	Permettre à tous les acteurs de se connaitre de manière conviviale	Organisation de journée festive autour des thèmes clés du quotidien de la forêt de Fontainebleau: forêt (chants forestiers, trompes, démonstration martelage et cubage), bois (scierie mobile), environnement (les outils du naturalistes, chantiers nature, expositions), sport de nature (challenge), paysage (exposition de reconductions de photos...)	Exposants, Partenaires de Forêt d'Exception, Offices du Tourisme, CCI, Prestataire évènementiel	Nombre de fêtes Nombre d'exposants. Nombre de visiteurs. typologie des visiteurs	% des partenaires présents. % de nouveaux acteurs touchés
	E10	Vulgariser et développer l'usage du bois	Informer et promouvoir un matériau renouvelable et noble	Création d'une offre d'animations axée sur l'usage du bois, pour expliquer les travaux sylvicoles et l'exploitation. Déclinaisons sous la forme d'animations pour les scolaires et de "journées avec le forestier". Mise en place localement d'une classe éveil "bois"	Filière bois, Seine et Marne Environnement	% d'animations bois réservés/total d'animations	Evolution de la connaissance des usages du bois par les partenaires et locaux

Engagement	N°	Nom de l'action	Enjeux	Détail des travaux	Partenaires potentiels	Indicateur de suivi de réalisation*	Résultats attendus*
Informer et engager les usagers dans la gestion de cette forêt	E11	S'investir dans la révision de l'aménagement forestier de la Commanderie	Informer les usagers sur la gestion forestier. Prendre en compte les besoins des usagers.	Concertation renforcée autour de la révision du document d'aménagement forestier de la Commanderie	AFF, COSIROC, FFTE, FFCT, Larchant animation, communes, Seine et marne Attractivité	Nombre ateliers de concertation	2 ateliers de concertation
	E12	Créer une maison de la forêt	Améliorer et dynamiser les initiatives citoyennes. Informer les citoyens souhaitant s'engager. Mieux accueillir les touristes	Mise en place d'une ou plusieurs maisons de la forêt qui seraient des lieux de stockage des outils, de réunion, d'ateliers et d'exposition autour des actions en forêt pour les bénévoles et le grand public. Utilisation également de ces lieux pour les écoles et pour échanger avec les visiteurs et touristes. Possibilité de situation proche de la gare Fontainebleau-Avon	Associations (AFF, ASABEPI, ANVL, etc.) et clubs sportifs, Réserve de biosphère, RNR de Larchant, Seine et Marne Environnement	% de jours ouverts. Nombre de visiteurs	Doublement des actions bénévoles

Engagement	N°	Nom de l'action	Enjeux	Détail des travaux	Partenaires potentiels	Indicateur de suivi de réalisation*	Résultats attendus*
Valoriser les paysages	Py1	Entrées de forêt	Favoriser les bonnes pratiques en augmentant le nombre de personnes conscientes d'être dans un lieu exceptionnel à préserver	Matérialisation de diverses entrées routières principales (en particulier l'entrée du Pavé de Chailly qui est un point noir paysager), des entrées en modes doux par les lisières de villes et villages (dont l'interface château-forêt à travailler, avec en particulier la traversée piétonne de la RD6060 au niveau de l'Allée de Maintenon) et par le train (gares). Matérialisation du seuil d'entrée sous forme d'un simple panneau, une arche. Action également couplable avec le projet de maison de la forêt	CD 77 et CD 91, AEV, Associations, DRIEE, communautés d'agglomération, communes, PNR GF, Seine et Marne Environnement	% d'entrées matérialisée. Nombre de point d'accueil diffusant une information sur l'offre touristiques et les bonnes pratiques en forêts	80% des entrées matérialisées. Au moins 10 lieux de diffusion de l'offre et des bonnes pratiques en forêt
	Py2	Anticiper le changement climatique sur les paysages et la biodiversité	Limiter le dépérissement de la forêt	Accueil de projets recherche et développement sur le thème du changement climatique et la résilience des peuplements, en gardant à l'esprit les aspects paysagers, écologiques et économiques	Mécènes, RENECOFOR, INRA, DG Recherche, SFE, Universités, Réserve de biosphère, PNR GF	Nombre de zones expérimentales	Identification d'espèces avec une bonne adaptation
	Py3	Maintenir l'ouverture des points de vue	Entretenir les points de vue paysagers	Travaux en bénévolat ou en chantier d'exploitation forestière pour entretenir les points de vue de platières, bords de Seine ou donnant sur le Château.	Mécènes, bénévoles (AFF, clubs sportifs, etc.)	Nombre de chantiers d'ouverture	Maintien de plus de 50% des points de vue ouverts
	Py4	La forêt vue du ciel	Suivre l'avifaune. Permettre au public d'avoir un autre regard sur la forêt. Surveiller les feux	Sécurisation et mise à disposition des partenaires des anciens pilonnes incendie pour : - l'observation du paysage (dont utilisation touristique de webcam permanentes), - les suivis naturalistes (rapaces, insectes de la canopée, chiroptères, etc.) ou environnementaux (ex. : pollution) - l'accueil de dispositifs de recherche Concentration de l'effort d'investissement sur un petit nombre de pylônes	Mécènes	Nombre de pylônes réhabilités	Au moins 2 pylônes ouverts au public
	Py5	Observatoire des paysages	Suivre l'évolution des paysage. Partager les perceptions et attentes autour du paysages	Création d'un observatoire des paysages constitué notamment de reconductions de photographies géoréférencées, sélectionnées de façon à suivre les principaux enjeux paysagers. Ateliers de photolanguage pour questionner le public sur leurs attentes en terme de paysage et les traduire en gestion sylvicole. Utilisation de cet outil notamment pour suivre l'instauration progressive de la futaie irrégulière.	CD77 et CD91, AEV, DRIEE AFF, Clubs sportifs	Nombre de personnes impliqués dans les ateliers. Nombre de reconductions annuelles	Prise en compte des observations dans les mesures de gestion. Alerter d'une possible banalisation du paysage

Engagement	N°	Nom de l'action	Enjeux	Détail des travaux	Partenaires potentiels	Indicateur de suivi de réalisation*	Résultats attendus*
Valoriser les paysages	Py6	Développer l'agroforesterie	Optimiser la productivité du sol forestier. Valoriser les complémentarités des différents écosystèmes productifs. Limiter les pertes de biodiversité	Valorisation des zones où la régénération est difficile par le développement de systèmes agroforestiers (ex. : parcelles en régénération colonisée par des herbacées ou des espèces invasives)	FEADER, AEV, Chambre d'agriculture, PNR GF, ONF International, Champs des Possibles, Seine et Marne Environnement	Nombre de zones expérimentales	
	Py7	Mettre en scène des lisières de forêt	Traiter esthétiquement les lisières de forêt	Adaptation des consignes de travaux sur les lisières aux résultats de l'étude sur les attentes du public en termes de paysages. Définition des consignes avec les riverains, ce qui permet de les sensibiliser aux coupes de bois qui, outre l'approvisionnement de la filière bois, permettent d'entretenir les paysages.	AEV, CD77, Communautés d'agglomération, communes	Nombre de coupes en lisière avec application du guide de traitement des lisières	100% des lisières traitées avec un souci paysager, environnemental et sécurité.
	Py8	Développer des prairies fleuries	Limiter l'entretien des aires d'accueil tout en favorisant la biodiversité. Contribuer à un paysage attractif	Semis de graines labellisées "végétal local" sur les aires d'accueil, en ciblant des espèces mellifères. Possibilité d'activités bénévoles et éducatives autour de ce thème		% d'aires d'accueil "fleuries"	10000 m² d'espaces "fleuris"

Engagement	N°	Nom de l'action	Enjeux	Détail des travaux	Partenaires potentiels	Indicateur de suivi de réalisation*	Résultats attendus*
Protéger l'environnement	B1	Lutter contre l'érosion	Limiter l'érosion. Renforcer les sites d'accueil contre l'érosion pour garantir la pérennité des activités sportives	Mise en place d'une équipe spécialisée en érosion, qui peut intervenir rapidement dès la découverte de la dégradation, en collaboration avec les équipes de bénévoles, venant en complément des projets d'investissement sur ce thème. Restauration des sentiers pédestres, cyclistes, équestres et des zones d'escalade fortement érodés du fait de la fréquentation : études et travaux	CD77 et CD91, AEV, AFF	Nombre d'intervention. Délais entre le signalement et l'intervention	Moins de 3 mois entre le constat d'une érosion ponctuelle et sa réparation
	B2	Suivre les espèces protégées priotaires	Limiter la perte de biodiversité	Suivi de différentes espèces protégées sans se focaliser uniquement sur celles listées dans les directives Habitats et Oiseaux	Mécènes, Europe, Conseil régional, AFB, ANVL, FNE, Seine et Marne Environnement	Taux d'évolution pour les populations. Nombre d'espèces avec un nouveau suivi	Taux d'espèces en progression
	B3	Concilier Sport et biodiversité	Mieux connaitre et gérer les relations entre les activités de sport de nature et la biodiversité	Définition de paramètres mesurables, d'indicateurs sur les sports (nombre de participants par jour et par saison, etc.), Etude des effets de seuils sur la biodiversité en termes de nombre de personnes, de répartition dans l'espace et dans le temps, etc, en fonction des pratiques. Etude sur les impacts comparatifs de la pratique libre et de la pratique organisée (manifestation). Etude sur la rationalisation du réseau de chemins	CDESI, pôle ressources nature, clubs sportifs, fabricants de matériel de sport de nature, collectivités, CDCO, Réserve de biosphère, AFF, Seine et Marne Environnement	Nombre d'études conclusives sur le lien entre sensibilité environnementale et pratiques sportives	Cartographie plus précise des sensibilité. Création d'uné réelle dynamique de recherche action sur ce thème
	B4	Maintenir un réseau de milieux ouverts en bon état	Limiter la fermeture des milieux ouverts non sylvicoles. Restaurer des habitats naturels prioritaires. Maintenir l'éco pâturage	Ouverture des milieux de landes et pelouses permanentes inscrites dans le réseau Natura2000 et dans les RBD (pâturage, broyage, travaux bénévoles d'arrachage, etc.), Travail sur un réseau complémentaire de milieux ouverts temporaires (exploitation de chaos rocheux, exploitation de platière, etc.). Maintenir et renforcer les partenariats d'éco pâturage	Europe, Conseil régional, AFB, ANVL, FNE, Seine et Marne Environnement, DDT	Niveau de conservation des habitats ouverts. Base de données unique des habitats ouverts	Majorité des milieux ouverts prioritaires en bon état de conservation
	B5	Etablir et mettre en œuvre un plan de lutte contre les espèces invasives	Favoriser la régénération naturelle forestière. Limiter la perte de biodiversité	Définition de l'impact de ces espèces et donc de leur enjeu. Acquisition de connaissance sur ce type d'espèces et les moyens de lutte. Elaboration d'un plan de lutte. Rédaction d'un guide technique de gestion	Conseil régional, Europe, CD 77, ASABEPI, Réserve de biosphère, Seine et Marne Environnement	Rédaction d'un guide technique de gestion	Statut "invasif" du phytolaque et du prunus. Diminution de la progression de ces espèces
	B6	Améliorer l'équilibre sylvo-cynégétique	Diminuer la pression du gibier sur la régénération des peuplements forestiers dans le cadre du passage à la gestion en futaie irrégulière. Mieu gérer les sangliers, nuisibles en espace urbain	Formation des partenaires. Promotion des bonnes pratiques des sorties "brame du cerf". Adaptation du prélevement à la capacité d'accueil du milieu	Féderation de chasse, locataires de chasse	Indicateur de suivi de population	Diminution de la pression du gibier

Plan d'information et de communication par l'ONF

GRANDS ENJEUX

Les perspectives entendent conserver les mêmes orientations que dans le précédent contrat, qui visent à renforcer l'information portée vers le public. Le positionnement de la communication visera à :

- valoriser l'offre d'accueil existante (application, audioguides, sites non sensibles mais peu connus), en travaillant notamment avec les offices de tourisme ;
- informer et sensibiliser sur les bonnes pratiques en forêt ;
- favoriser les partenariats pour la tenue d'évènements fédérateurs grand public ;
- partager les connaissances forestières et la stratégie via des formations et des journées d'échanges avec les acteurs locaux (offices du tourisme, acteurs labellisés Biosphère écotourisme, etc) ou les personnels de l'ONF ;
- toucher un public plus captif et améliorer la diffusion de l'information par un positionnement digital plus fort notamment sur les réseaux sociaux de Fontainebleau Forêt d'Exception® ;
- faire connaître les offres du centre pédagogique forestier sur ses thématiques, ses cibles (entreprises pour les moments de cohésion, formation, personnes en situation de handicap, etc.), ses outils (applications mobiles, jeux, etc.) et ses lieux d'intervention ;
- associer le label Forêt d'Exception® au label Biosphère Ecotourisme pour proposer, aux prestataires de services locaux s'engageant dans des démarches durables et écoresponsables, une visibilité et une reconnaissance. Les partenaires labellisés seront favorisés dans les actions mises en œuvre sur le territoire et pourront bénéficier de l'image positive du label, tout en le rendant visible ;
- rénover et mettre en cohérence l'information sur les aires d'accueil en forêt.

CONTEXTE

Au cœur de l'Ile-de-France, le massif forestier de Fontainebleau constitue un espace de nature et de détente très apprécié par la population et qui contribue à la sauvegarde du patrimoine naturel, espèces animales et végétales.

Responsable de ce patrimoine remarquable, face aux préoccupations et enjeux liés au contexte périurbain, l'Office national des forêts met en œuvre, quotidiennement, une gestion durable dans un souci permanent de permettre le bon exercice des différents usages. Prestigieux, cet espace naturel est d'autant plus fragile. Ce qui implique pour l'ONF une gestion minutieuse conciliant activités de loisirs, préservation de la biodiversité et production de bois.

Par ailleurs, la mobilisation des bois, tout comme le nécessaire maintien de l'équilibre faune-flore, constituent parfois des motifs d'insatisfaction ou de contestation de la part du public et peuvent être considérés comme une atteinte au milieu forestier.

Ainsi, la nécessité de renforcer la communication et d'apporter une information régulière au sein du label Fontainebleau Forêt d'Exception® est majeure.

Dans le cadre de ce contrat de projets, la ligne principale de communication est de placer la gestion forestière, les matériaux bois et grès, la sylviculture et l'écotourisme au centre de l'information.

Dans le but d'atteindre des objectifs qui seront :

- d'apporter de la notoriété à la Forêt d'Exception® ;
- de valoriser les projets du label ;
- d'expliquer et faire comprendre la gestion durable des forêts ;
- d'améliorer et de partager les connaissances forestières ;
- de mutualiser les informations et en faciliter l'accès ;
- de proposer et participer aux opérations partenariales grand public.

AXES ET ACTIONS DE COMMUNICATION

La stratégie de communication de Fontainebleau, Forêt d'Exception® s'articule autour de **3 axes stratégiques détaillés ci-après.**

1. Renforcer la visibilité du label et de la démarche

L'objectif est de positionner l'identité visuelle constitutive de l'image et de la mise en valeur du label auprès des différents publics. Cela sera réalisé via différents outils : diffusion de l'identité graphique du label, généralisation ou harmonisation de la charte sur tous les supports de communication existants, création d'objets promotionnels, beaux ouvrages éditoriaux, etc.

2. Faciliter l'accès à l'information et améliorer la lisibilité

L'objectif est de développer des contenus et outils éditoriaux dans une logique de stratégie multimédia. Ainsi, la démarche Fontainebleau, Forêt d'Exception® s'appuiera sur un panel d'outils d'information et de communication parmi lesquels les panneaux d'information, les divers documents éditoriaux, le web et d'autres supports dématérialisés (application mobile, audioguides, films, etc.).

Si les informations simples de type sensibilisation seront diffusées gratuitement, certains contenus informationnels pourront être payants au cas par cas (livre, plaquette, contenu dématérialisé, etc).

Ci-après sont détaillés quatre des outils majeurs en cours de développement et servant cet objectif. Ces actions seront renforcées par celles des autres partenaires, notamment les collectivités et les associations. Les acteurs de la Forêt d'Exception® seront une cible privilégiée de la communication pour en faire des relais efficaces.

I. Site Internet « en forêt de Fontainebleau »

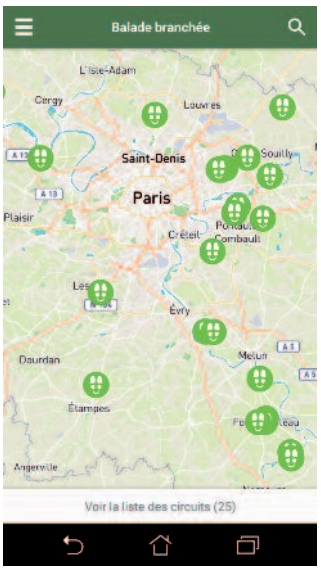
À travers plusieurs rubriques, il s'agit de créer une ressource d'information avec des contenus permanents et actualisables qui offriront la possibilité à l'internaute de découvrir la forêt de Fontainebleau. Ce site permettra de diffuser des informations qui répondent aux besoins des différents publics : le grand public à la recherche de sites à découvrir, les riverains confrontés à des interventions de gestion, les usagers qui souhaitent connaître les règles à respecter, les spécialistes recherchant des contenus approfondis, etc. Il permettra également de valoriser le travail de gouvernance locale et de créer des liens avec les partenaires de la démarche Fontainebleau, Forêt d'Exception®.

II. Outils mobiles et réseaux sociaux

Le développement de la portabilité de l'information sur les mobiles (Smartphones) sera également un axe de développement majeur. La mise en place d'applications mobiles, permettra de proposer aux usagers un canal supplémentaire d'information et de sensibilisation. À travers des fonctionnalités multimédias (texte, audio, vidéo, photo) ludiques et pédagogiques, le visiteur pourra disposer d'un véritable « guide de poche » pour comprendre, apprendre et découvrir l'univers forestier in situ et contextuel. L'application mobile Balade branchée offre une diversité de contenus thématiques (sylviculture, usages du bois, matériau bois, actualités forestières, sites à découvrir, biodiversité…) et permettra de mutualiser les informations avec les partenaires. Par ailleurs, d'autres supports seront développés (outil de vigilance, interface pour les autorisations…).

Les réseaux sociaux seront aussi mobilisés pour diffuser des informations et alerter le public et les acteurs.





III. Campagnes d'information et de sensibilisation saisonnières ou ciblées

En parallèle du développement des nouvelles technologies, une information régulière ou spécifique sur l'actualité de la forêt continuera à être diffusée selon les méthodes habituelles (flyers, lettres d'information, courriels, etc).

La diversité des thèmes constitue une vraie opportunité en matière de communication et de valorisation des actions du contrat de projets. Celles-ci permettent de répondre aux questions régulières des usagers qui recherchent bien souvent une information ponctuelle puis saisonnière et de faire connaître les réalisations du contrat de projets Fontainebleau, Forêt d'Exception®.

IV. Relation presse régulière

La plupart des projets de la démarche Forêt d'Exception® intéressent la presse locale qui constitue un bon vecteur d'information. C'est pourquoi une relation presse-communication s'effectuera continuellement sur les différents thèmes susceptibles de valoriser les actions et les partenariats : accueil du public, protection de l'environnement, sensibilisation aux bonnes pratiques, sylviculture, évènements, sensibilisation aux bonnes pratiques, etc.

3. Insérer la forêt dans le territoire en favorisant les actions d'animation, de sensibilisation et d'éducation à l'environnement

3.1. Communication partenariale et évènementielle

L'évènementiel autour de manifestations ou d'opérations partenariales sera une ligne forte pour le prochain contrat en lien avec la démarche de candidature au label Unesco. Il constitue une véritable opportunité pour Forêt d'Exception® en matière de communication. L'organisation ou la participation à un événement est un outil de proximité qui permet de toucher un public très large et d'avoir une forte audience. Centrée autour de 2 ou 3 manifestations, organisées tous les ans, la communication événementielle de Fontainebleau, Forêt d'Exception® témoigne de la volonté de fédérer l'ensemble des partenaires autour d'événements.

De plus, la participation de l'ONF aux autres événements proposés par les partenaires constituera une opportunité de représenter la Forêt d'Exception® sur l'ensemble du territoire.

Ces manifestations mettront en avant l'activité économique (tourisme, entreprises de la filière bois, etc) et en feront la promotion à travers des stands, des démonstrations, des conférences, etc. Les activités artistiques ou la médiation artistique (conte, peinture, poésie, sculpture, littérature, musique, danse, théâtre, photos, etc) seront particulièrement utilisées dans ces opérations de communication, organisées dans le souci du développement durable.





CENTRE PÉDAGOGIQUE FORESTIER DE FONTAINEBLEAU

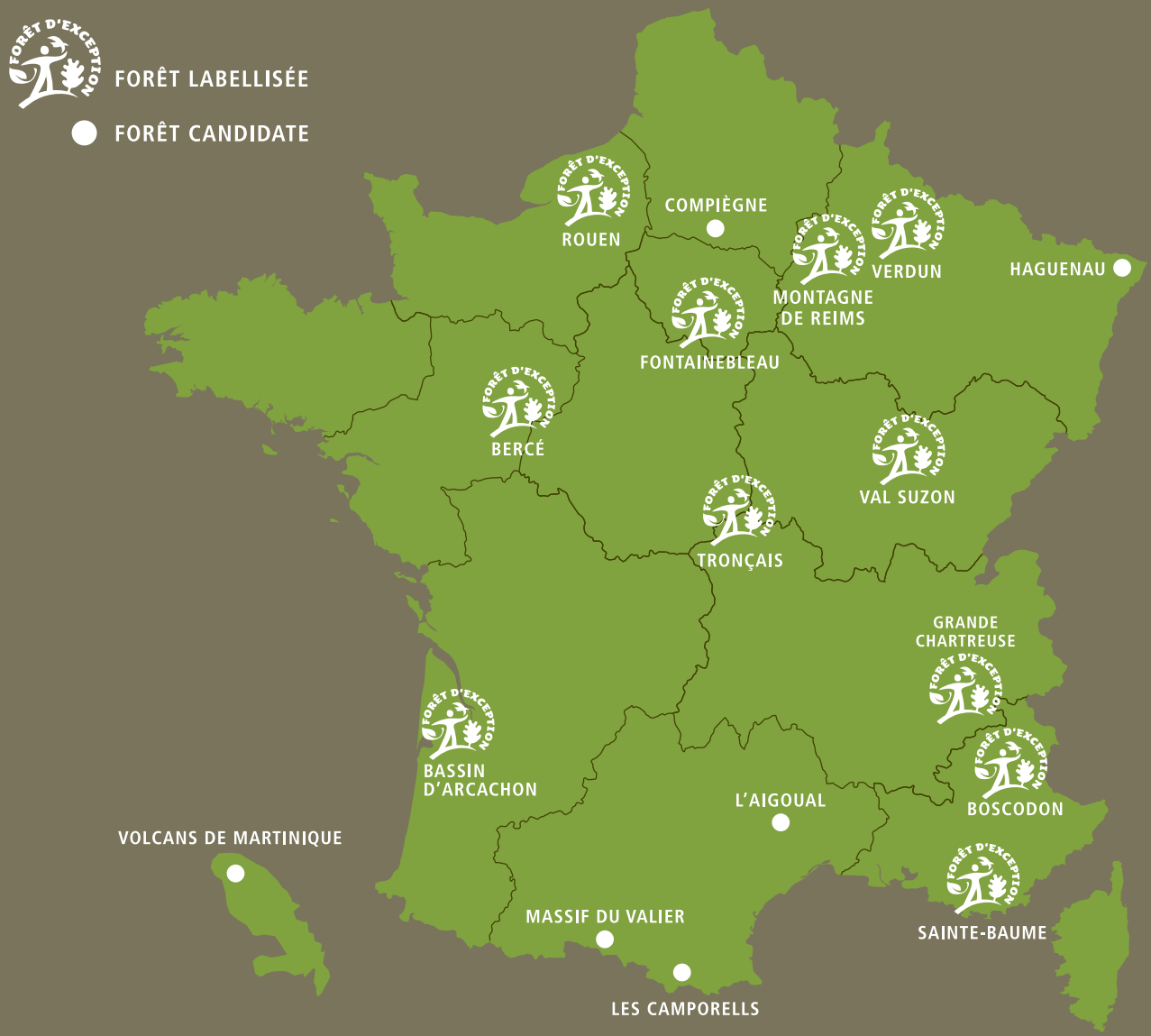
L'éducation à la forêt et à la protection de l'environnement des scolaires, des familles, etc, doit continuer à être un objectif prioritaire en matière de communication. Le centre pédagogique forestier de Fontainebleau (CPF) propose des ateliers pédagogiques, des expositions, des visites découvertes, des sorties nature dans le but de faire découvrir le milieu forestier, d'en expliquer sa gestion forestière, de faire prendre conscience de sa fragilité.

Le CPF diversifiera son offre en termes de :

- contenus, en lien avec les thématiques abordées dans le contrat de projet (bois, gestion forestière, environnement, grès, lien avec le château, etc) ;
- publics cibles. Si l'animation nature auprès des scolaires continuera et sera même développée, un effort sera fait pour s'adresser aussi à d'autres publics à travers la participation et l'organisation d'évènements et l'adaptation des contenus et des animations aux personnes en situation de handicaps ;
- outils, en utilisant les nouveaux outils de l'information et de la communication, en particulier les tablettes numériques ;
- partenariat, pour l'organisation de conférences, d'animations nature communes, d'échanges entre professionnels et scientifiques d'un côté et grand public et scolaires de l'autre.

Ces propositions entendent préciser les dispositions de mise en œuvre ultérieure d'une stratégie de communication spécifique à la Forêt d'Exception®.

Label Forêt d'Exception®
17 territoires engagés dans la démarche



Une initiative locale concertée

Cette démarche de développement local associe étroitement les élus et les acteurs locaux. elle s'est concrétisée avec un label de reconnaissance Forêt d'Exception®.

La création d'un comité de pilotage local Forêt d'Exception®, présidé par un élu, constitue la première étape vers la labellisation. Les membres, comprenant à la fois collectivités locales, institutionnels et associations, fixent les grands objectifs de leur travail collectif. Ils établissent ensuite un programme d'actions au bénéfice de la forêt et de ses patrimoines, de la dynamique économique locale et des usagers de la forêt concernée.

Sur la base d'un dossier de candidature, le label est attribué pour une période renouvelable de cinq ans, par un comité national d'orientation composé d'experts qualifiés en aménagement des territoires, en environnement, culture et tourisme et de représentants des ministères de l'agriculture et de l'écologie.

Le label Forêt d'Exception® consacre à la fois la qualité d'un massif forestier, l'exemplarité des actions menées et des partenariats engagés.

Direction territoriale Seine-Nord
Boulevard de Constance
77300 Fontainebleau
Janvier 2019
Photos © ONF
Maquette DCOM

Office National des Forêts

onf.fr

PEFC 10-4-4 / Promouvoir la gestion durable de la forêt / pefc-france.org

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc144697-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-235

DU 3 JUILLET 2019

MISE EN ŒUVRE DU PACTE AGRICOLE - 2ÈMES AFFECTATIONS 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

VU le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la Politique agricole commune, et abrogeant les règlements (CEE) n°352/78, (CE) n°165/94, (CE) n°2799/98, (CE) n°814/2000, (CE) n°1200/2005 et n°485/2008 ;

VU le Code général des collectivités territoriales **;**

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, et notamment son article 78 ;

VU le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

VU le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des Programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

VU le décret n°2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en œuvre des programmes cofinancés par les fonds structurels et d'investissement pour la période 2014-2020 ;

VU le décret n°2016-630 relatif aux marchés publics ;

VU le Programme de développement rural FEADER de la Région Ile-de-France pour la période de programmation 2014-2020 modifié ;

VU la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 relative au règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 77-14 du 21 novembre 2014 relative à la Stratégie régionale pour une agriculture durable et de proximité en Ile-de-France, modifiée par l'article 2 de la délibération n° CR 42-15 du 18 juin 2015 ;

V U la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 « Délégations d'attributions du Conseil régional a sa commission permanente » modifiée par délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 « Simplifier le fonctionnement du Conseil régional » ;

VU la délibération n° CR 203-16 du 16 novembre 2016 relative aux actions en faveur de l'Agriculture et de la Foret : Installation – Innovation – Foret ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par délibérations n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 « Simplifier le fonctionnement du Conseil régional » ;

VU la délibération n° CR 2018-014 du 31 mai 2018 relative au Pacte Agricole : un livre blanc pour l'agriculture francilienne à l'horizon 2030 ;

VU la délibération n° CP 2018-151 du 19 septembre 2018 relative à la Gestion de dispositifs du secteur agriculture ;

VU la délibération n° CP 2018-449 du 21 novembre 2018 approuvant la Convention financière régionale « Programme Investissement d'Avenir – PIA 3 » Accompagnement et transformation des filières Structuration des filières agricoles et forestières franciliennes en Région Ile-de-France ;

VU la délibération n° CP 2019-093 du 19 mars 2019 relative à la Mise en Œuvre du Pacte Agricole : Règlement d'intervention et conventions avec les partenaires ;

VU la convention-cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Région Ile-de-France et de leur cofinancement par le FEADER SIGC pour la période de programmation 2014-2020 approuvée par délibération n° CP 15-701 du 8 octobre 2015 ;

VU la convention-cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Région Ile-de-France et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la période de programmation 2014-2020 approuvée par délibération n° CP 15-701 du 8 octobre 2015 et son avenant n° 1 approuvé par délibération n° CR 203-16 du 17 novembre 2016 ainsi que son avenant n° 2 approuvé par délibération n° CP 2017-537 du 22 novembre 2017 ;

VU le budget 2019 **;**

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-235 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Contrat de Filières »,** au financement des projets détaillés dans les fiches projets ci-jointes en annexe n° 1, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 313 867,50 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2018-449 du 21 novembre 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **313 867,50 €** disponible sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche et agro-industrie», programme HP 93-001 (193001) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire », action 19300112 « Soutien aux filières », du budget 2019.

Article 2 :

Décide de participer au titre du dispositif **« Mise en œuvre du PLAN BIO 2014-2020 »** au financement des projets détaillés dans les fiches-projet en annexe n° 1 ci-jointe, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 354 000,00 €.

Affecte une autorisation d'engagement de **354 000,00 €** disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche et agro-industrie », programme HP 93-003 (193003) « Actions agri-environnementales », action 19300308 « Agriculture biologique », du budget 2019.

Article 3 :

Décide de participer au titre du dispositif « **Mise en œuvre de la convention « Chambres » »** au financement du projet détaillé dans la fiche-projet en annexe n° 1 ci-jointe, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 550 000,00 €.

Affecte, en faveur de la Chambre d'Agriculture de Région Ile-de-France, une autorisation d'engagement de **550 000,00 €** disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche et agro-industrie », programme HP 93-003 (193003) « Actions agri-environnementales », action 19300308 « Agriculture biologique », du budget 2019.

Article 4 :

Décide de participer au titre du dispositif « **Convention GAB Ile-de-France** » au financement du projet détaillé dans la fiche-projet en annexe n° 1 ci-jointe, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 360 000,00 €.

Affecte, en faveur du GAB Ile-de-France, une autorisation d'engagement de **360 000,00 €** disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche et agro-industrie », programme HP 93-003 (193003) « Actions agri-environnementales », action 19300308 « Agriculture biologique », du budget 2019.

Article 5 :

Décide de participer au titre du dispositif « **Mise en œuvre de la Convention Chambres** » au financement du projet détaillé dans la fiche-projet en annexe n° 1 ci-jointe, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 58 000,00 €.

Affecte, en faveur de la Chambre d'Agriculture de Région Ile-de-France, une autorisation d'engagement de **58 000,00 €** disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche et agro-industrie », programme HP 93-001 (193001) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro- alimentaire », action 19300112 « Soutien aux filières », du budget 2019.

Article 6 :

Décide de participer au titre du dispositif « Mise en œuvre de la Convention Chambres » au financement du projet détaillé dans la fiche-projet en annexe n° 1 ci-jointe, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 70 000,00 €.

Affecte, en faveur de la Chambre d'Agriculture de Région Ile-de-France, une autorisation d'engagement de 70 000,00 € disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche et agro-industrie », programme HP 93-001 (193001) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro- alimentaire », action 19300112 « Soutien aux filières », du budget 2019.

Article 7 :

Subordonne le versement des subventions définies aux articles 2 à 5 ci-dessus à la conclusion avec son bénéficiaire d'une convention conforme à la convention type adoptée par la délibération n° CP 16-605 du 16 novembre 2016, modifiée par délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017, susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Article 8 :

Décide de participer au titre du dispositif « **MAEC - Mesures agroenvironnementales et climatiques** » au financement des projets des agriculteurs franciliens engagés dans une démarche de changement des pratiques agricoles par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 500 000,00 €.

Affecte, en faveur de l'Agence de services et de paiement (ASP), une autorisation d'engagement de **500 000,00 €** disponible sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie », programme HP 93-003 (193003) « Actions agri-environnementales », action 19300306 « Agriculture et environnement », du budget 2019.

Article 9 :

Suite à une erreur matérielle, approuve un protocole transactionnel avec la Chambre d'Agriculture de Région, ci-joint en annexe n° 2 et autorise la Présidente du Conseil-régional à le signer.

Article 10 :

Suite à une erreur matérielle, annule la subvention n°18014013 approuvée par délibération n° CP 2018-449 du 21 novembre 2019.

Article 11 :

Affecte, au **titre des frais de gestion** prévus dans la convention financière régionale « Programme investissement d'avenir PIA 3 », Accompagnement et transformation des filières - Structuration des filières agricoles et forestières franciliennes, entre la Région Ile-de-France et Bpi France, une autorisation d'engagement d'un montant de **37 500,00 €** disponible sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique »,code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche et agro-industrie », programme HP 93-001 (193001) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire »,

action 19300112 « Soutien aux filières », du budget 2019.

Article 12 :

Approuve l'avenant n°1 à la convention financière régionale **« Programme investissement d'avenir PIA 3 »,** Accompagnement et transformation des filières - Structuration des filières agricoles et forestières franciliennes, entre la Région Ile-de-France et BPI France, approuvée par délibération n° CP 2018-449 du 21 novembre 2019, ci-joint en annexe n° 3 et autorise la Présidente à le signer.

Article 13 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

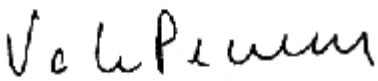
Article 14 :

Approuve le Règlement d'Intervention « Communication pour parler d'agriculture aux franciliens », ci-joint en annexe 4.

Article 15 :

Approuve la convention financière pour le soutien aux projets de communication pour parler d'agriculture aux franciliens, ci-jointe en annexe 5 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE N° 1 : FICHES PROJET

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-235

DOSSIER N° 19006464 - CONVENTION "ACTION 3.2" VOLET BIO : PROGRAMME D'ACTIONS 2019 - CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION IDF

Dispositif : Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement) (n° 00000898)
Délibération Cadre : CR10-15 modifiée du 13/02/2015
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	116 000,00 € HT	50,00 %	58 000,00 €
	Montant total de la subvention		58 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAR CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU 75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur CHRISTOPHE HILLAIRET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile.

Description :
Suite à l'intégration des services de l'Etablissement Régional de l'Elevage en janvier 2019, la Chambre d'agriculture devient le partenaire privilégié des éleveurs bios d'Île-de-France sur les aspects techniques et règlementaires. En 2019, l'accent sera mis sur le développement de conseil spécifique pour les éleveurs bio en matière d'alimentation des animaux.

Détail du calcul de la subvention :
Le taux d'aide maximum est de 50% des dépenses éligibles

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel coût jours	116 000,00	100,00%
Total	116 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	58 000,00	50,00%
Autofinancement	58 000,00	50,00%
Total	116 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-235

DOSSIER N° 19005165 - CONTRAT DE FILIERES IAA AXE A-ANIMATION ANNEE 2019 : ARIA

Dispositif : Contrats de filières (n° 00001126)
Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats de filières	63 710,00 € HT	80,00 %	50 968,00 €
		Montant total de la subvention	50 968,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARIA IDF ASS REGIONALE INDUS AGRO ALIMENT IDF
Adresse administrative : 1 RUE DES OLYMPIADES 91300 MASSY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur DENIS JULLEMIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile

Description :
- Gouverner et piloter la stratégie collective du secteur IAA (Industrie Agroalimentaire) en Ile-de-France
- Animer la filière (entreprises et parties prenantes)
- Lever les freins au déploiement de la stratégie collective tout particulièrement les freins liés à l'implantation de la production en Ile-de-France
- Structurer la filière en coordonnant dans une PARIS FOOD VALLEY le réseau d'acteurs au service des entreprises et du développement de la filière
- Développer les circuits courts d'approvisionnement local
- Mettre en place le parcours de l'innovation à destination des entreprises et des start-up qui transforment sur le territoire

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Taux d'aide de 80%, défini dans le RI Contrat de filières - Axe A Animation

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel coût jours	56 210,00	88,23%
Dépenses de prestation	7 500,00	11,77%
Total	63 710,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	50 968,00	80,00%
Autofinancement	12 742,00	20,00%
Total	63 710,00	100,00%

DOSSIER N° 19005166 - CONTRAT DE FILIERES IAA AXE B.2 ACTIONS COLLECTIVES ANNEE 2019 : ARIA

Dispositif : Contrats de filières (n° 00001126)
Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats de filières	35 000,00 € HT	50,00 %	17 500,00 €
	Montant total de la subvention		17 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARIA IDF ASS REGIONALE INDUS AGRO ALIMENT IDF
Adresse administrative : 1 RUE DES OLYMPIADES 91300 MASSY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur DENIS JULLEMIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile

Description :
- Mutualisation commerciale
  - Force de vente mutualisée
    - Organisation d'ateliers de partage d'expériences sur la force de vente mutualisée en vue de constitution de grappes commerciales
    - Création d'une bourse aux besoins commerciaux à mutualiser et accompagnement des entreprises dans la constitution des grappes

- Mutualisation logistique
  - Développement de solutions de mutualisations avec des prestataires logisticiens pour mutualiser les prestations sur 3 axes : ramasse, préparation de commande, transport aval :
    - Elaboration d'études de mutualisation avec différents prestataires logistiques, présentations aux entreprises pour tests et déploiements
  - Veille partagée sur les nouvelles solutions de transport mutualisées,
    - Présentation aux entreprises des nouvelles solutions mutualisées de transport et élaboration collective des opportunités de solutions

L’action nécessite le développement de la maturité logistique des entreprises, qui se fera par des ateliers et formations pour accompagner la montée en compétences sur les bonnes pratiques de pilotage de la logistique.

- Mutualisation des compétences
  - Poursuite de la sensibilisation des entreprises à l‘intérêt de ressources partagées:
    - Atelier de retours d’expériences en partenariat avec des intervenants du travail partagé

- Développement des partenariats avec des experts ou des structures proposant des expertises en temps partagé

- Mise en place d’une bourse aux compétences

- Organisation d’une rencontre entre les entreprises et avec les experts ou structures proposant des compétences en temps partagé
    - Création de l’interface et accompagnement des entreprises

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Taux d'aide de 50% défini dans le RI Contrats de filières - Axe B.2 Conseil collectif

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnels coûts jours	35 000,00	100,00%
Total	35 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	17 500,00	50,00%
Autofinancement	17 500,00	50,00%
Total	35 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-235

DOSSIER N° 19005167 - CONTRAT DE FILIERES IAA AXE D PROMOTION ANNEE 2019 : ARIA

Dispositif : Contrats de filières (n° 00001126)
Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats de filières	83 600,00 € HT	50,00 %	41 800,00 €
		Montant total de la subvention	41 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARIA IDF ASS REGIONALE INDUS AGRO ALIMENT IDF
Adresse administrative : 1 RUE DES OLYMPIADES 91300 MASSY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur DENIS JULLEMIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile

Description :
Actions de promotion commerciale (71 jours) :
- Mise en relation commerciale :
- Organisation de rencontres d'affaires avec mise en avant systématique des entreprises « Produit en Ile-de-France » auprès de grands comptes (grande distribution, distribution spécialisée, grossistes…)
- Sensibilisation des entreprises pour entrer dans la démarche « Produit en Ile-de-France »
Catalogue numérique de produits franciliens à destination des marchés B2B et du e-commerce
- Elaboration de préconisations adaptées aux différents marchés
- Atelier de présentation des principaux catalogues existants
Organisation d'opérations collectives d'animations commerciales en point de vente avec des outils promotionnels élaborés par le CERVIA en collaboration avec les entreprises et l'ARIA IDF

Pérenniser le Forum régional annuel incluant :
- des ateliers animés par des experts sur des thèmes opérationnels
- une table ronde sur une thématique prospective
- un salon des partenaires,
- des temps d'échanges entre les participants

Organisation d'une opération de mise en avant des métiers pendant la semaine de l'industrie :

- Actualisation annuelle et adaptation des outils de communication partagés avec l'IFRIA IdF
- Visite d'entreprise avec intervention auprès d'un public qualifié (prescripteurs de l'emploi, de la formation, élus, …)

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Taux d'aide de 50% défini dans le RI Contrat de filières - axe D. Promotion

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel coûts jours	32 850,00	39,29%
Dépenses de prestations (évènementiel)	50 750,00	60,71%
Total	83 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	41 800,00	50,00%
Autofinancement	41 800,00	50,00%
Total	83 600,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-235

DOSSIER N° 19005168 - CONTRAT DE FILIERES IAA AXE A.ANIMATION ANNEE 2019 : CERVIA

Dispositif : Contrats de filières (n° 00001126)
Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats de filières	17 000,00 € HT	80,00 %	13 600,00 €
		Montant total de la subvention	13 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CERVIA
Adresse administrative : 43 BOULEVARD HAUSSMANN
75009 PARIS 09
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Gérard HEBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile

Description :
- Création de l'édition 2020 du Concours Régional de l'innovation IDFOOD : le concours est l'outil permettant de prospecter les start-up et les porteurs de projets innovants
- Création du club des lauréats

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Taux d'aide de 80%, défini dans le RI Contrat de filières - Axe A Animation

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de prestations	17 000,00	100,00%
Total	17 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	13 600,00	80,00%
Autofinancement	3 400,00	20,00%
Total	17 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-235

DOSSIER N° 19005183 - CONTRAT DE FILIERES IAA AXE B.2 ACTIONS COLLECTIVES ANNEE 2019 : CERVIA

Dispositif : Contrats de filières (n° 00001126)
Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats de filières	30 000,00 € HT	50,00 %	15 000,00 €
		Montant total de la subvention	15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CERVIA
Adresse administrative : 43 BOULEVARD HAUSSMANN
75009 PARIS 09
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Gérard HEBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile

Description :
- Mise au point d'un outil d'autodiagnostic de performance globale
- Promotion de l'outil auprès des entreprises et des filières
- Prospection auprès de la cible agriculteurs et entreprises en lien avec l'amont agricole (filières) ; recrutement d'un(e) stagiaire pour initier la prospection suivie d'une embauche pour la poursuite de l'action si cela est pertinent (non budgété)
- Restitution collective des résultats et recommandations aux entreprises
- Création d'un outil d'autodiagnostic dédié aux start-up

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Taux de 50% défini dans le RI Contrats de filières - Axe B.2 Conseil collectif

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de prestations	30 000,00	100,00%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	15 000,00	50,00%
Autofinancement	15 000,00	50,00%
Total	30 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-235

DOSSIER N° 19005184 - CONTRATS DE FILIERES IAA AXE.D PROMOTION ANNEE 2019 : IFRIA

Dispositif : Contrats de filières (n° 00001126)
Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats de filières	20 801,00 € HT	50,00 %	10 400,50 €
		Montant total de la subvention	10 400,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IFRIA INST FORM REG IN DUS AGRO ALIMENTAIRES
Adresse administrative : 44 RUE D'ALESIA
75014 PARIS 14 CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame LYSIANE BEAUJARD, MADAME

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile

Description :
De par la multiplicité des métiers et des carrières offertes par l'Agroalimentaire, de par sa place dans l'environnement économique régional, le secteur agroalimentaire et ses métiers méritent d'être mieux connus.

L'objectif de cette action est :

- d'intervenir dans 20 établissements scolaires par an afin de sensibiliser aux métiers de l'agroalimentaire plus de 500 élèves
- d'intervenir auprès de 5 à 10 structures d'orientation ou d'accompagnement à la recherche d'emploi par an, en particulier, les Maisons de l'Emploi
- d'être présent dans les salons départementaux de l'orientation et le salon de l'alternance dans le supérieur ainsi qu'au Salon de l'Agriculture et au Salon International de l'Alimentation (SIAL)
- de proposer des outils de communication innovants mettant en valeur les métiers et les jeunes qui les pratiquent avec des vidéos et des supports de communication attrayants (intervention de Youtubers, d'un site Internet dédié à la mise en avant des bonnes pratiques d'accompagnement des apprentis et des stagiaires)

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Taux d'aide de 50% défini dans le RI Contrats de filières - Axe D. Promotion

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel coûts jours	13 801,00	66,35%
Autres frais externes	7 000,00	33,65%
Total	20 801,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	10 400,50	50,00%
Autofinancement	10 400,50	50,00%
Total	20 801,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-235

DOSSIER N° 19005186 - CONTRAT DE FILIERES HORTICULTURE PEPINIERES AXE A ANIMATION ANNEE 2019 : CAR IDF

Dispositif : Contrats de filières (n° 00001126)
Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats de filières	26 600,00 € HT	80,00 %	21 280,00 €
	Montant total de la subvention		21 280,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAR CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU 75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur CHRISTOPHE HILLAIRET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile

Description :
Mettre en place et animer la gouvernance autour du Contrat de filière :
- Composition du Comité technique et du Comité de filière et prise de contacts avec les différents membres.
- Centralisation des besoins de la filière et traduction sous forme d'objectifs et d'actions lors du Comité de filière.
- Alimentation de la réflexion stratégique des Comités via : la mise à jour du diagnostic de filière, une veille concurrentielle et le retour des acteurs aux différents maillons de la filière (position des représentants et du lobbying).
- Préparation et animation des réunions des Comités technique et de filière (planning, logistique, supports d'animation, compte-rendu).

Coordonner la mise en œuvre du contrat de filière :
- Suivi global des actions et de la stratégie définie dans le programme d'action du Contrat de Filière Horticole régionale.
- Bilan des actions 2018 et suivi de la mise en œuvre 2019.
- Evaluation du dispositif sur la base des indicateurs proposés dans le programme d'actions.

Animer la Filière Horticole ornementale francilienne :
- Accompagner l'application de la « Charte pour la promotion de la filière horticole ornementale et des aménagements paysagers » via la promotion de la démarche auprès du public concerné et sa mise en œuvre dans des réalisations concrètes. Participation des actions de promotion de la Charte : réunions Fédération Française du Paysage (FFP IDF), HORTIS IDF, Assemblée générale Union Nationale des Entreprises du Paysage Ile-de-France (UNEP IDF), salon des Maires Ile-de-France... Organisation de nouvelles signatures de la Charte. Promotion de la démarche.
- Développer des échanges inter-filière pour améliorer l'interphase connaissance des besoins / connaissance de l'offre locale. Travailler conjointement à la convergence offre/demande pour une meilleure adéquation aux nouveaux besoins des marchés franciliens.
- Développer des stratégies de marché local, individualisées ou collectives en BtoB ou BtoC (circuit court, innovant, startup…)

Détail du calcul de la subvention :
Taux d'aide de 80%, défini dans le règlement d'intervention "Contrats de filière" adopté à la CP n° 2018-151 du 19 septembre 2018

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel coûts jours	26 600,00	100,00%
Total	26 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	21 280,00	80,00%
Autofinancement	5 320,00	20,00%
Total	26 600,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-235

DOSSIER N° 19005187 - CONTRAT DE FILIERES HORTICULTURE-PEPINIERE AXE B CONSEIL INDIVIDUEL ANNEE 2019 : CAR IDF

Dispositif : Contrats de filières (n° 00001126)
Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats de filières	12 920,00 € HT	50,00 %	6 460,00 €
		Montant total de la subvention	6 460,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAR CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU
75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur CHRISTOPHE HILLAIRET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile

Description :
Evolution économique :
- Travail avec les responsables d'entreprise sur les orientations et les projets de développement de leur entreprise.
- Enregistrement et comparaison d'éléments de rentabilité pour les entreprises volontaires, en relation avec le travail national de l'observatoire économique.
- Accompagnement de l'entreprise dans ces réflexions stratégiques et ses orientations de marchés. Suivi des projets de développement des entreprises.
- Recherche de solution de réduction de la pénibilité et d'augmentation de la productivité : automatisation, robotisation, mécanisation. Diagnostic organisationnel, ergonomie de chantiers.

Evolution des pratiques de production en agro écologie :
Appui à la mise en pratique de nouvelles techniques environnementales :
- Identification des problématiques internes à l'entreprise, recommandations et suivi des mises en œuvre de solutions agro écologiques,
- Amélioration de la prophylaxie en passant par une meilleure connaissance des ravageurs, maladies, auxiliaires.

- Utilisation privilégiée des produits de bio contrôle, des phéromones, des lâchers d'auxiliaires inondatifs, aménagements pour favoriser la faune auxiliaire naturelle, mise en place de plantes de services…
- Appropriation des actions Dephy ferme et Dephy expé à l'entreprise"
Aide à la certification environnementale (Plante Bleue, MPS…)
- Préparation des entreprises à la certification par recensement des points à améliorer et recherche des solutions adaptées (notamment Plante Bleue niveau 2 et 3)"

Evolution de gammes :
Conseils de production sur les techniques culturales à mettre en œuvre pour le développement de cultures innovantes
- Itinéraires de cultures, équipements et moyens humains nécessaires…
Jeunes plants PAM (plantes aromatiques et médicinales) – huiles essentielles / Potées PAM à Paris / Gamme vivaces en relation avec le Groupe d'Intérêt Economique (GIE) Pépi Franciliennes / Végétal local

Détail du calcul de la subvention :
Taux d'aide de 50% ; coût horaire plafonné à 95€/h (RI Contrats de filières)

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel coûts jours	12 920,00	100,00%
Total	12 920,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	6 460,00	50,00%
Autofinancement	6 460,00	50,00%
Total	12 920,00	100,00%

DOSSIER N° 19005189 - CONTRAT DE FILIERES HORTICULTURE-PEPINIERE AXE B.2 CONSEIL COLLECTIF ANNEE 2019 : CAR IDF

Dispositif : Contrats de filières (n° 00001126)
Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats de filières	23 560,00 € HT	50,00 %	11 780,00 €
	Montant total de la subvention		11 780,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAR CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU
75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur CHRISTOPHE HILLAIRET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme se déroule sur l'année civile

Description :
Evolution économique, stratégique et développement des entreprises
Recherche de solution de réduction de la pénibilité et d'augmentation de la productivité notamment pour pallier aux problèmes de recrutement :
- Veille concernant le matériel innovant, l'automatisation, la robotisation, la mécanisation, l'ergonomie de chantiers
- Visites d'entreprises et de salons (Sival : Salon des productions Végétal, Tech&Bio, Salon du Végétal …)
- Journée techniques de présentation de matériels alternatifs (matériel électrique, exosquelettes …)
- Lancement d'un groupe d'échanges par réseaux sociaux - LandFiles

Evolution des pratiques de production en agro écologie
Identification des problématiques et recherche/adaptation de nouvelles techniques environnementales.
- Veille pratiques innovantes en agro écologie (relation avec le programme d'expérimentation Astredhor SM)
- Diffusion de documents afin d'assurer le transfert des techniques développées par Dephy ferme et Dephy expé, en expérimentation

- Promotion de l'utilisation des produits de biocontrôle, phéromones, lâchers d'auxiliaires inondatifs, favoriser la faune auxiliaire naturelle, mettre en place des plantes de services…
- Formation du personnel et journées techniques : Réalisation d'un inventaire de l'entomofaune utile pour les entreprises du groupe DEPHYferme, Formation « Connaissance et développement de l'entomofaune auxiliaire»,
Journée techniques alternatives aux produits phytosanitaires en horticulture: visite d'entreprises et conférence - Promotion des démarches de certifications environnementales reconnues (Plante Bleue, MPS…)
Evolution de gammes
- Développement de gammes de productions innovantes ou répondant à de nouveaux marchés.
- Création de nouveaux produits issue de la génétique du conservatoire des plantes aromatiques et médicinales de MILLY la foret. Partenaires CAR IdF/ASTREDHOR SM /CNPMAI
- Filière de production de JP en Plantes Aromatiques et Médicinales en AB ou en conventionnel pour huiles essentielles
- Gammes de végétaux pour espaces contraints et Agriculture Urbaine pour « potées PAM à Paris »
- Identification et mise en œuvre d'une production de vivaces en réponse au marché local en relation avec GIE Pépinières Franciliennes

Emergence et développement de circuits courts
Favoriser l'émergence et le développement de circuits courts afin d'offrir aux consommateurs urbains et péri-urbains des productions horticoles responsables avoisinantes.
- Formation du personnel à la vente aux clients professionnels,
- Suivi du développement des startups ou projets en circuit court, écoresponsable, agriculture urbaine

Détail du calcul de la subvention :
Taux d'aide de 50% (RI Contrat de filière - volet B.2 Conseil collectif)

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel coût jours	23 560,00	100,00%
Total	23 560,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	11 780,00	50,00%
Autofinancement	11 780,00	50,00%
Total	23 560,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-235

DOSSIER N° 19005190 - CONTRAT DE FILIERES HORTICULTURE-PEPINIERE AXE D PROMOTION ANNEE 2019 : CAR IDF

Dispositif : Contrats de filières (n° 00001126)
Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats de filières	15 240,00 € HT	50,00 %	7 620,00 €
		Montant total de la subvention	7 620,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAR CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU
75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur CHRISTOPHE HILLAIRET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile

Description :
Développement de la charte régionale et plan de communication
- Organiser des évènements pour renforcer régulièrement le nombre de signataires parmi les communautés de communes, collectivités, donneurs d'ordre privés et publics, paysagistes, concepteurs paysagistes
- "Promotion de la Charte : Hortis IDF, Assemblée générale Union Nationale des Entreprises du Paysage Ile-de-France UNEP IDF, Salon des Maires IDF
- Renforcer la communication auprès des donneurs d'ordre publics et privés.

Développement d'outils de promotion du végétal d'origine Ile-de-France
- Promotion de la production francilienne à l'aide d'un "Annuaire des pépiniéristes et horticulteurs d'Ile de France"
- Participation à des salons et évènements de promotion (SIA, Jardins Jardin, Salon UNEP Idf, CNVVF, Salon des Maires IDF, Paysalia, AG Hortis…)
- Développement d'outils de promotion du végétal ""Produit en Ile-de-France"" avec le CERVIA afin d'accompagner cette Charte et en liaison avec la marque.

Plan de communication

Plan de communication pour promouvoir les actions vertueuses réalisées par les entreprises en production en matière d'agro écologie (PBI, favorisation de l'entomofaune naturelle…) et de la qualité environnementale des végétaux développés pour répondre au marché du « zéro pesticide ».

Détail du calcul de la subvention :
Taux d'aide de 50% (RI Contrat de filières)

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel coût jours	10 640,00	69,82%
Autres coûts externes	4 600,00	30,18%
Total	15 240,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	7 620,00	50,00%
Autofinancement	7 620,00	50,00%
Total	15 240,00	100,00%

DOSSIER N° 19005191 - CONTRAT DE FILIERES HORTICULTURE-PEPINIERES AXE C EXPERIMENTATION ANNEE 2019 : ASTREDHOR SEINE-MANCHE

Dispositif : Contrats de filières (n° 00001126)
Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats de filières	120 741,00 € HT	70,00 %	84 519,00 €
		Montant total de la subvention	84 519,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AREXHOR IDF - HTE NORMANDIE
Adresse administrative : RTE DES PRINCESSES
78100 SAINT GERMAIN EN LAYE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Didier ANQUETIL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile

Description :
Végétalisation et agriculture en milieu urbain (90 jours) :
- Essais mis en place sur les substrats urbains et la bioponie

Horticulture et pépinière connectés (120 jours) :
- Développement de l'utilisation d'outils connectés pour faciliter la gestion des cultures en serre et en plateforme de pépinière

Diversification de gammes et développement de nouveaux usages (105 jours) :
- Recherche de nouvelles gammes répondant à de nouveaux usages (marché urbain) : potées comestibles, plantes aromatiques et médicinales en partenariat avec le conservatoire de Milly la Forêt, recherche-développement de nouvelles techniques de ventes

Construction d'une filière de production francilienne labellisée "Végétal local®" (105 jours) :
- "Travail collaboratif avec le Conservatoire National des Plantes de Milly la Forêt sur le développement des gammes Végétal local & Vraies messicoles
et initiation d'une nouvelle filière pour ces deux labels.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Taux d'aide de 70% (RI Contrat de filière - volet C Expérimentation-transfert)

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel coûts jours	79 361,00	65,73%
Autres coûts externes	41 380,00	34,27%
Total	120 741,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	84 519,00	70,00%
Autofinancement	36 222,00	30,00%
Total	120 741,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-235

DOSSIER N° 19005192 - CONTRAT DE FILIERE HORTICULTURE-PEPINIERE AXE A ANIMATION ANNEE 2019 : ASTREDHOR SM

Dispositif : Contrats de filières (n° 00001126)
Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats de filières	10 000,00 € HT	80,00 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AREXHOR IDF - HTE NORMANDIE
Adresse administrative : RTE DES PRINCESSES
78100 SAINT GERMAIN EN LAYE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Didier ANQUETIL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile

Description :
Mettre en place et animer la gouvernance autour du Contrat de filière :
- Composition du Comité technique et du Comité de filière et prise de contacts avec les différents membres.
- Centralisation des besoins de la filière et traduction sous forme d'objectifs et d'actions lors du Comité de filière.
- Alimentation de la réflexion stratégique des Comités via : la mise à jour du diagnostic de filière, une veille concurrentielle et le retour des acteurs aux différents maillons de la filière (position des représentants et du lobbying).
- Préparation et animation des réunions des Comités technique et de filière (planning, logistique, supports d'animation, compte-rendu).

Coordonner la mise en œuvre du contrat de filière :
- Suivi global des actions et de la stratégie définie dans le programme d'action du Contrat de Filière Horticole régionale.
- Bilan des actions 2018 et suivi de la mise en œuvre 2019.
- Evaluation du dispositif sur la base des indicateurs proposés dans le programme d'actions.

Animer la Filière Horticole ornementale francilienne :
- Accompagner l'application de la « Charte pour la promotion de la filière horticole ornementale et des aménagements paysagers » via la promotion de la démarche auprès du public concerné et sa mise en œuvre dans des réalisations concrètes. Participation des actions de promotion de la Charte : réunions FFP IDF, HORTIS IDF, Assemblée générale Union Nationale des Entreprises du Paysage Ile-de-France (UNEP IDF), salon des Maires IDF... Organisation de nouvelles signatures de la Charte. Promotion de la démarche.
- Développer des échanges inter-filière pour améliorer l'interphase connaissance des besoins / connaissance de l'offre locale. Travailler conjointement à la convergence offre/demande pour une meilleure adéquation aux nouveaux besoins des marchés franciliens.
- Développer des stratégies de marché local, individualisées ou collectives en BtoB ou BtoC (circuit court, innovant, startup…)

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Taux d'aide de 80% (RI Contrats de filières - volet Animation)

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel coût jours	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	8 000,00	80,00%
Autofinancement	2 000,00	20,00%
Total	10 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER N° 19005799 - CONTRAT DE FILIERES HORTICULTURE-PEPINIERE AXE D PROMOTION ANNEE 2019 : CERVIA

Dispositif : Contrats de filières (n° 00001126)
Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats de filières	15 000,00 € HT	50,00 %	7 500,00 €
		Montant total de la subvention	7 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CERVIA
Adresse administrative : 43 BOULEVARD HAUSSMANN
75009 PARIS 09
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Gérard HEBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile

Description :

Changement de la marque « Produit en Ile-de-France »
- Ajout de la classe correspondante au dépôt de marque
- Création d'une annexe au règlement d'usage
- Mise en place d'un questionnaire simplifié

Outils de communication
- Harmonisation des outils existants : leaflets
- Création de nouveaux outils : bâche, voile, kit de bienvenue, bandeaux emails
- Impression unique des outils et mise à disposition au format numérique

Evénementiel
- Signature de la charte lors du salon de l'AMIF (Association des Maires de l'Ile-de-France)

Promotion print
- Parution presse

Promotion web

Mise en place d'un onglet dédié sur le site du CERVIA Paris Ile-de-France

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Taux d'aide de 50% (RI Contrat de filières)

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de prestations	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	7 500,00	50,00%
Autofinancement	7 500,00	50,00%
Total	15 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-235

DOSSIER N° 19005800 - CONTRAT DE FILIERES HORTICULTURE-PEPINIERES AXE C ANNEE 2019 : CNPMAI

Dispositif : Contrats de filières (n° 00001126)
Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats de filières	24 914,00 € HT	70,00 %	17 440,00 €
	Montant total de la subvention		17 440,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CNPMAI CONSERV NAT PLANTES MEDICINALES AROM INDUST
Adresse administrative : RTE DE NEMOURS
91490 MILLY LA FORET
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame FLORENCE NICOLE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile

Description :
Février-mars : Elaboration d'une liste de plantes dont le matériel végétal est disponible au Conservatoire National des Plantes à Parfum, Médicinales, Aromatiques et Industrielles (CNPMAI), potentiellement adaptées aux objectifs de production et de commercialisation, accompagnées de données techniques de base. L'objectif est de mettre en place sur la base de cette liste de plantes des essais d'itinéraires culturaux sans traitements chimiques menés par Astredhor SM en 2019, et d'aboutir à une sélection en 2020 de 3 gammes avec 3 ou 4 espèces par gamme.

Janvier à mars : établir une liste d'espèces herbacées et une liste d'espèces ligneuses potentiellement intéressantes. Obtenir les autorisations des propriétaires. Clarifier la situation avec Ecocert. Sélectionner, parmi l'ensemble des lots de messicoles en possession du CNPMAI les taxons pouvant présenter un intérêt pour une filière "Vraies Messicoles".

Avril à octobre : prospections et récoltes sur Bassin Parisien Sud et zone Nord Est (15 espèces herbacées par aire biogéographique + 5 espèces ligneuses). Tester les modalités de multiplication "à grande échelle" de 4 taxons de messicoles déjà en possession du Conservatoire potentiellement intéressant pour une nouvelle filière.

Septembre à novembre : séchage et triage des lots récoltés au CNPMAI, puis stockage des semences en congélateurs. Achat d'un congélateur. Mener des actions de sensibilisation et communication (participer à 1 ou 2 journée(s) technique(s), colloque...)

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Taux d'aide de 50% (RI Contrat de filières)

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel coûts jours	17 772,00	71,33%
Autres coûts internes	7 142,00	28,67%
Total	24 914,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	17 440,00	70,00%
Autofinancement	7 474,00	30,00%
Total	24 914,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-235

DOSSIER N° 19002786 - MISE EN OEUVRE DU PLAN BIO AU TITRE DE L'ANNEE 2019 : TERRE DE LIENS

Dispositif : Mise en œuvre du Plan Bio 2014-2020 (n° 00000239)
Délibération Cadre : CR77-14 du 21/11/2014
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193003-1700
Action : 19300308- Agriculture biologique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre du Plan Bio 2014-2020	100 000,00 € HT	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TERRE DE LIENS ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 47 AVENUE PASTEUR
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PIERRE-FRANCOIS WEBER

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Programme d'action pour mobiliser et faciliter l'accès au foncier agricole pour des projets en agriculture biologique

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile

Description :
Terre de Liens développe et anime une veille foncière citoyenne sur tout le territoire francilien grâce à 8 groupes locaux constitués de bénévoles formés par l'association. Une plateforme cartographique collaborative de veille foncière doit également voir le jour en 2019 afin d'organiser le recensement des surfaces valorisables en AB (Agriculture Biologique). Acteur majeur du groupe thématique « Foncier et Installation » du Plan Bio 2014 – 2020, Terre de Liens travaille aussi sur l'accès au foncier agricole pour des projets en agriculture biologique en accompagnant les propriétaires privés et publics franciliens dans la mise à disposition de leurs biens agricoles.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le taux d'aide maximum est de 50% des dépenses éligibles

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel coût jours	89 500,00	89,50%
Autres frais	10 500,00	10,50%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	50 000,00	50,00%
DRIAAF	10 000,00	10,00%
AESN	15 000,00	15,00%
Département 77	4 500,00	4,50%
Département 91	4 500,00	4,50%
Département 94	4 500,00	4,50%
Autres collectivités	4 500,00	4,50%
Autofinancement	7 000,00	7,00%
Total	100 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-235

DOSSIER N° 19002787 - MISE EN OEUVRE DU PLAN BIO AU TITRE DE L'ANNEE 2019 : ARVALIS

Dispositif : Mise en œuvre du Plan Bio 2014-2020 (n° 00000239)
Délibération Cadre : CR77-14 du 21/11/2014
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193003-1700
Action : 19300308- Agriculture biologique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre du Plan Bio 2014-2020	78 000,00 € HT	50,00 %	39 000,00 €
	Montant total de la subvention		39 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARVALIS INST DU VEGETAL
Adresse administrative : 3 RUE JOSEPH ET M HACKIN
75016 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur CHRISTOPHE TERRAIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Etude d'un système Bio Céréaliers autonome intégrant les nouvelles technologies du numérique en Ile-de-France : DIGIFERME

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile

Description :
Acteur principal du groupe thématique « Recherche et Innovation » du Plan Bio 2014 – 2020, ARVALIS – institut du végétal - travaille sur l'étude d'un système biologique céréalier, sans apport azoté extérieur sur le long terme au sein de sa Digiferme® de Boigneville (91).

Le système étudié repose sur une rotation longue avec des légumineuses performantes associées à des cultures rémunératrices à destination de l'alimentation humaine pour répondre à la forte demande des consommateurs franciliens. L'étude des nouvelles technologies qui est associée à ce dispositif permettra d'identifier les innovations.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le taux d'aide maximum est de 50% des dépenses éligibles

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel coût jours	46 799,00	60,00%
Frais divers (semences ...)	31 201,00	40,00%
Total	78 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	39 000,00	50,00%
Autofinancement	39 000,00	50,00%
Total	78 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-235

DOSSIER N° 19005159 - MISE EN OEUVRE DU PLAN BIO AU TITRE DE L'ANNEE 2019 : LES CHAMPS DES POSSIBLES

Dispositif : Mise en œuvre du Plan Bio 2014-2020 (n° 00000239)
Délibération Cadre : CR77-14 du 21/11/2014
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193003-1700
Action : 19300308- Agriculture biologique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre du Plan Bio 2014-2020	230 000,00 € HT	50,00 %	115 000,00 €
	Montant total de la subvention		115 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES CHAMPS DES POSSIBLES
Adresse administrative : FERME DE TOUSSACQ
77480 VILLENAUXE-LA-PETITE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur SYLVAIN PECHOUX, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile.

Description :
Les Champs des Possibles poursuivent leur travail d'animation et de développement du dispositif régional de test d'activités agricoles préalable à l'installation en agriculture biologique. Cet outil d'accompagnement à l'installation est passé de 4 sites d'accueil à 14 début 2019 avec un élargissement important du spectre des activités et productions agricoles « testables » (élevage, polyculture, arboriculture). En 2019, la coopérative prévoit également de réaliser une étude d'opportunité pour le développement des filières houblons bio et orge brassicole biologique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le taux d'aide maximum est de 50% des dépenses éligibles

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel coût jours	157 350,00	68,41%
Autres frais	72 650,00	31,59%
Total	230 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	115 000,00	50,00%
AESN	82 340,00	35,80%
Département 77	7 500,00	3,26%
Département 91	5 000,00	2,17%
Département 94	4 000,00	1,74%
Autofinancement	16 160,00	7,03%
Total	230 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-235

DOSSIER N° 19005163 - MISE EN OEUVRE DU PLAN BIO AU TITRE DE l'ANNEE 2020 : RESEAU DES AMAP EN ILE-DE-FRANCE

Dispositif : Mise en œuvre du Plan Bio 2014-2020 (n° 00000239)
Délibération Cadre : CR77-14 du 21/11/2014
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193003-1700
Action : 19300308- Agriculture biologique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre du Plan Bio 2014-2020	300 000,00 € HT	50,00 %	150 000,00 €
		Montant total de la subvention	150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	AMAP IDF RESEAU ASSOCIATIONS POUR MAINTIEN AGRICULTURE PAYSANNE IDF
Adresse administrative	:	47 AVENUE PASTEUR 93100 MONTREUIL
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur ALAIN LE VOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Programme d'actions du Réseau des AMAP en Ile de France pour maintenir et développer une agriculture biologique locale, économiquement viable, socialement équitable et écologiquement soutenable

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les actions du Réseau des AMAP s'articulent plus spécifiquement autour de l'accompagnement des groupes et des fermes en AMAP (installation et pérennisation) dans le but de promouvoir une alimentation de proximité et de qualité pour les franciliens tout en développant une économie équitable et locale pour les agriculteurs de la région commercialisant en AMAP. Ainsi, le Réseau organise des formations et des voyages d'études pour mieux connaitre et favoriser le développement de démarches collectives entre agriculteurs et continue aussi à sensibiliser le grand public au système AMAP.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le taux d'aide maximum est de 50% des dépenses éligibles

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel coût jours	225 830,00	75,28%
Autres frais	74 170,00	24,72%
Total	300 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	150 000,00	50,00%
Etat-DRIAAF	36 350,00	12,12%
AESN	28 800,00	9,60%
Département 77	7 500,00	2,50%
Département 91	6 250,00	2,08%
Département 94	10 000,00	3,33%
Autofinancement	61 100,00	20,37%
Total	300 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-235

DOSSIER N° 19006150 - CONVENTION "ACTION 3.3" VOLET PLAN BIO : PROGRAMME D'ACTIONS 2019 - CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION IDF

Dispositif : Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement) (n° 00000898)
Délibération Cadre : CR10-15 modifiée du 13/02/2015
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193003-1700
Action : 19300308- Agriculture biologique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	785 714,29 € HT	70,00 %	550 000,00 €
	Montant total de la subvention		550 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAR CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU 75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur CHRISTOPHE HILLAIRET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : développer l'Agriculture Biologique en Ile-de-France

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme se déroule sur l'année civile

Description :
La Chambre d'agriculture organise des réunions d'information, tours de plaine et formations à destination des agriculteurs conventionnels afin de sensibiliser tous les exploitants franciliens au mode de production biologique. L'établissement public réalise principalement des études technico-économiques de conversions et assure un accompagnement technique des agriculteurs biologiques ou en conversion.

Suite à l'intégration des services de l'Etablissement Régional de l'Elevage en janvier 2019, la Chambre d'agriculture devient aussi le partenaire privilégié des éleveurs bios d'Île-de-France sur les aspects techniques et règlementaires.
.
Détail du calcul de la subvention :
Le taux d'aide maximum est de 70% des dépenses éligibles

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel (coût jour)	767 214,29	97,65%
Autres frais	18 500,00	2,35%
Total	785 714,29	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	550 000,00	70,00%
Autofinancement	235 714,29	30,00%
Total	785 714,29	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-235

DOSSIER N° 19006146 - MISE EN OEUVRE DU PLAN BIO AU TITRE DE L'ANNEE 2020 - GAB IDF

Dispositif : Mise en œuvre de la convention GAB IDF (n° 00000900)
Délibération Cadre : CR77-14 du 21/11/2014
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193003-1700
Action : 19300308- Agriculture biologique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre de la convention GAB IDF	514 285,72 € HT	70,00 %	360 000,00 €
	Montant total de la subvention		360 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GPT AGRI BIO BIODYNAMIQ REG ILE FRANCE
Adresse administrative : 5 RUE DE PARIS
77220 TOURNAN-EN-BRIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur LAURENT MARBOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : projet transversal d'accompagnement et de développement de l'AB en Ile-de-France

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Groupement des Agriculteurs Biologiques accompagne les conversions et les installations grâce notamment à des groupes et réseaux d'agriculteurs biologiques. Le GAB travaille également sur la structuration des filières bios régionales en stimulant les conversions par le biais de débouchés spécifiques en AB, notamment grâce à l'introduction de produits biologiques au sein des restaurants scolaires (sensibilisation et formation des chefs de cuisine).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Le taux d'aide maximum est de 70% des dépenses éligibles

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel coût jours	419 685,72	81,61%
Autres frais	94 600,00	18,39%
Total	514 285,72	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	360 000,00	70,00%
DRIAAF & AESN	73 068,22	14,21%
Département 77 et 91	28 517,50	5,55%
Autres financements	52 700,00	10,25%
Total	514 285,72	100,00%

DOSSIER N° 19007175 - AIDE D'URGENCE EN FAVEUR DE LA FILIERE D'APPROVISIONNEMENT D'ORIGINE LAITIERE FRANCILIENNE : CAR

Dispositif : Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement) (n° 00000898)
Délibération Cadre : CR10-15 modifiée du 13/02/2015
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	140 000,00 € HT	50,00 %	70 000,00 €
	Montant total de la subvention		70 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAR CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU 75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur CHRISTOPHE HILLAIRET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Plan d'Avenir de l'élevage francilien

Dates prévisionnelles : 1 mai 2019 - 3 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence dans le démarrage de l'action [après le démarrage de la crise mais anticipé pour faciliter les justificatifs]

Description :
Dans le cadre du plan d'avenir pour l'élevage francilien, la Chambre d'agriculture de région va effectuer en 2019 un accompagnement spécifique de producteurs laitiers de Seine-et-marne produisant du lait en filière Appellation d'Origine Protégée (AOP).

Cette filière locale rencontre actuellement des difficultés en raison d'une crise sanitaire ayant lieu dans l'une des principales entreprise de transformation du secteur.

Le travail du département élevage de la Chambre d'agriculture consistera notamment en un accompagnement technique des exploitants et un travail sur la structuration d'une organisation de producteurs, afin de préserver et renforcer cette filière de qualité, source de valeur ajoutée pour les exploitations et le territoire.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Temps de travail	110 000,00	78,57%
Autres dépenses (études, prestations)	30 000,00	21,43%
Total	140 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	70 000,00	50,00%
Autofinancement	70 000,00	50,00%
Total	140 000,00	100,00%

ANNEXE N° 2 : PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

Entre :

La Région Île-de-France, représentée par Madame Valérie PÉCRESSE, en sa qualité de Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, dûment habilitée à cet effet par délibération n° CP 2019-235 du 3 juillet 2019 et sise au 2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen.

Ci-après désignée « La Région Île-de-France ».

D'une part,

Et :

La Chambre d'agriculture de région Île-de-France, immatriculée sous le numéro SIRET 130 023 815 00017 et représentée par son Président, Monsieur Christophe HILLAIRET, et sise au 8, rue d'Anjou - 75008 Paris.

Ci-après désignée « La Chambre d'agriculture ».

D'autre part.

Au préalable, il est exposé ce qui suit :

La Région Île-de-France a conclu un accord-cadre à bons de commande de fournitures courantes et services, en vertu des dispositions des articles n°66 à n°68 et n°78 du décret n°2016-360 relatif aux marchés publics, avec la Chambre régionale d'agriculture Seine-et-Marne – Île-de-France. Le marché public a été notifié au titulaire le 25 juillet 2017.

Le présent marché a deux objets principaux :

1. Dispenser un accompagnement aux entreprises agricoles franciliennes dans le montage des dossiers relevant des dispositifs « DIVAIR » et « PRIMVAIR » du Conseil régional d'Île-de-France, approuvés en vertu de la délibération n°CR 77-14 du 21/11/14 ;
2. Pré-instruire les dossiers relevant des dispositifs régionaux « DIVAIR » et « PRIMVAIR » du Conseil régional d'Île-de-France, cofinancés par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) dans le cadre du Programme de développement rural (PDR) 2014-2020.

Dans le cadre de la mise en œuvre du FEADER pour la période de programmation 2014-2020, les missions d'instruction sont confiées aux services déconcentrées de l'État, relevant des niveaux régional et départemental, en vertu des dispositions du décret n°2014-580 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens et des conventions de gestion *ad hoc*.

Il a été arrêté, dans le Cahier des clauses particulières (CCP) décrivant la prestation, que le nombre de dossiers annuel à traiter serait de 150 environ pour un montant total maximal de 125.000€ hors taxes (HT).

De plus, il est prévu que le marché soit conclu pour une durée de douze mois à compter de la date de sa notification, et qu'il ne puisse pas être reconduit plus de trois fois par période égale d'un an. Il est aussi stipulé que la durée totale de la prestation ne peut pas excéder quatre ans.

Pour conclure, le pouvoir adjudicateur a précisé dans l'article 4 du Cahier des clauses particulières (CCP) que seule une lettre recommandée, avec accusé de réception, notifiée au titulaire trois mois avant la date d'échéance du marché valait décision de reconduction.

À la suite d'une erreur administrative, le délai n'a pas été respecté et le marché a été frappé de caducité.

1. Causes :

Plusieurs facteurs peuvent expliquer les raisons pour lesquelles la reconduction du présent marché n'a pas été notifiée dans les délais impartis au titulaire :

1.1 Causes liées au pouvoir adjudicateur :

La réorganisation des services de la Région Île-de-France au cours de l'année 2017 a entrainé le transfert des équipes dédiées au suivi des procédures de la commande publique des directions opérationnelles vers les directions fonctionnelles. À ce titre, les agents chargés de la mise en œuvre administrative et financière des marchés publics (ancien Secrétariat général) ont pu quitter leurs fonctions ou connaître des évolutions dans les portefeuilles qu'ils détenaient précédemment.

De plus, le service agriculture de la Région Île-de-France a sous-estimé, lors de la conception du marché, les besoins humains et techniques que nécessitent le lancement puis le suivi des opérations soumises aux règles de la commande publique. Depuis 2018, il est appuyé par la Mission administration, pilotage et projets transverses (MAPP) du Pôle Cohésion territoriale (PCT),

qui dispose d'un agent partiellement dédié à la thématique « marchés publics ». Ce soutien supplémentaire auprès des équipes opérationnelles doit permettre de mieux anticiper les échéances administratives et calendaires.

1.2 Causes liées au titulaire du marché :

Par décret n°2017-1823 du Premier ministre, Édouard PHILIPPE, et des ministres de l'agriculture et de l'alimentation, Stéphane TRAVERT, et de l'action et des comptes publics, Gérald DARMANIN, la Chambre régionale d'agriculture de Seine-et-Marne Île-de-France, titulaire du marché public, a fusionné avec la Chambre interdépartementale d'agriculture de l'Île-de-France et la Chambre départementale d'agriculture de Seine-et-Marne. Cette nouvelle entité est nommée « Chambre d'agriculture de région Île-de-France » en vertu de l'article 1 du décret susmentionné.

La création de la Chambre d'agriculture de région a également entraîné *de facto* la fusion, puis la réorganisation, des services des trois précédentes structures. Ce changement organisationnel important n'a pas permis à la Chambre consulaire de suivre, dans des conditions normales, le contrat qui l'unissait à la Région Île-de-France pour le montage et la pré-instruction des dossiers relevant des dispositifs régionaux « PRIMVAIR » et « DIVAIR ». L'organigramme fonctionnel a été stabilisé et il permet à la Chambre d'agriculture d'assurer un pilotage en temps réel des offres auxquels elle répond.

2. Proposition des services de la Région Île-de-France :

Dans la mesure où le pouvoir adjudicateur et le titulaire du présent marché reconnaissent conjointement avoir commis une erreur administrative dans le suivi de la prestation précitée, et que la Chambre d'agriculture a assuré ses missions de service pré-instructeur jusqu'à présent, les services de la Région Île-de-France ont proposé l'adoption d'un protocole transactionnel d'un montant de 125.000 euros.

Cette somme correspond au traitement de 150 dossiers par an (soit 833€ par dossier) par la Chambre d'agriculture de région Île-de-France, tel que fixé dans l'article 2 du Cahier des clauses particulières.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Dans ce contexte, les parties ont décidé de se rapprocher et ont convenu du présent protocole.

Article 1 :

Le présent protocole a pour objet de régler amiablement les modalités financières liées à la caducité de l'accord-cadre à bons de commande de fournitures courantes et services, et d'éviter les aléas et charges qu'entraineraient nécessairement une procédure contentieuse.

Article 2 :

La Région accepte de régler au titulaire la somme globale, forfaitaire et définitive, de 125.000€ HT.

La Chambre d'agriculture renonce à exercer à l'encontre de la Région Île-de-France toute action tendant à l'indemnisation de sommes supplémentaires et de frais de toute nature qu'elle a pu exposer dans le cadre du marché n°1600411.

Article 3 :

Le paiement prévu à l'article 2 sera opéré en une seule fois par virement bancaire à la Chambre d'agriculture. Les coordonnées du compte bénéficiaire sont les suivantes :

Titulaire du compte : Chambre d'Agriculture Région IDF
Identifiant national de compte bancaire – RIB : 10071 75000 00001000962 07
TPPARIS IBAN : FR76 1007 1750 0000 0010 0096 207 – BIC : TRPUFRP1

Le règlement de la somme due au titre de l'article n°2 sera réalisé dans un délai de 30 jours à compter de la signature du présent protocole.

Article 4 :

La Présidente de la Région Île-de-France, Valérie PÉCRESSE, est autorisée à signer le présent protocole au nom et pour le compte de la Région Île-de-France.

Article 5 :

Cet accord transactionnel est de commune intention des parties et conclu en référence aux articles 2044 et suivants, et à l'article 2052 du Code civil sur les transactions. À ce titre, le présent protocole aura autorité de la chose jugée en dernier ressort et ne pourra être attaqué ni pour cause de lésion, ni pour cause d'erreur de droit.

Fait à Saint-Ouen, le …….. en deux exemplaires originaux.

Signature précédée de la mention manuscrite suivante :
« Lu et approuvé, bon pour désistement d'instance et renonciation à tout recours »

Le Président de la Chambre d'agriculture de région Île-de-France,	**La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France,**

ANNEXE N° 3 : AVENANT N° 1 à la CONVENTION FINANCIERE REGIONALE « PROGRAMME INVESTISSEMENT D'AVENIR – PIA 3 Structuration des filières agricoles et forestières franciliennes EN REGION ILE-DE-FRANCE"

Avenant n°1 à la CONVENTION FINANCIERE REGIONALE « PROGRAMME INVESTISSEMENT D'AVENIR – PIA 3 » Accompagnement et transformation des filières Structuration des filières agricoles et forestières franciliennes EN REGION ILE-DE-FRANCE

La Région Ile-de-France, sise au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen,
représentée par sa Présidente, Mme Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 2018-449 du 21 novembre 2018 et de la délibération n°…… du …..,
ci-après dénommée « la Région »,

D'une part,

Et

Bpifrance Financement, société anonyme au capital de 839 907 320 euros, identifiée sous le numéro 320 252 489, RCS Créteil,
sise au 27/31, avenue du Général Leclerc – 94 710 Maisons-Alfort
représentée par Monsieur Arnaud CAUDOUX, agissant en qualité de Directeur Exécutif, en vertu de la décision ……
ci-après dénommée «Bpifrance»,

ci-après dénommées chacune individuellement « le partenaire » et collectivement « les partenaires ».

Vu les Conventions du 7 avril 2017 entre l'Etat et Bpifrance relative au Programme d'Investissements d'Avenir (action « Accompagnement et transformation des filières ») ;

Vu courrier de la Région du 29 avril 2017 en réponse à l'appel à candidatures ;

Vu notification du Premier Ministre du 7 juin 2017 ;

Vu la « Convention Régionale Tripartite » entre l'Etat, la Région, l'EPIC Bpifrance, et Bpifrance Financement relative à l'Action « Accompagnement et transformation des filières », modifiée ;

Vu la convention financière régionale « Programme Investissements d'avenir – PIA 3 » Accompagnement et transformation des filières agricoles et forestières franciliennes en Région Ile-de-France.

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

La loi n°2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017, relative aux Programmes d'Investissement d'Avenir, prévoit une dotation de 250 M€, en subventions et avances récupérables, spécifiquement fléchée vers l'action en faveur du développement territorial des PME. Cette enveloppe permet à chaque Région de choisir, dans le cadre d'un pilotage commun avec l'Etat, une déclinaison spécifique d'actions susceptibles d'être sectorisées en fonction de leurs priorités.

Le PIA 3 propose aux Régions de définir des appels à projets territorialisés sur deux actions opérées par Bpifrance, pour lesquelles une approche territoriale parait particulièrement pertinente :

- « Concours d'innovation », dénommé « Projets d'innovation » dans un contexte régional ;
- « Accompagnement et transformation des filières ».

Les Conventions Régionales Tripartites signées entre l'Etat, la Région Ile-de-France et Bpifrance sur les actions « Projets d'innovation » et « Accompagnement et Transformation des Filières » prévoient les conditions dans lesquelles ces deux actions seront mises en œuvre. Elle confie notamment à Bpifrance la gestion des ressources mobilisées par les financeurs (Etat et Région) sur ces deux actions.

Par courrier du 27 avril 2017, en réponse à l'appel à candidatures, la REGION a indiqué qu'elle souhaitait mobiliser jusqu'à 19 294 496 Euros sur l'action « accompagnement et transformation des filières ». Par courrier du 7 juin 2017, le Premier Ministre a notifié son accord sur cette proposition confirmant ainsi la mobilisation globale de 38 588 992€ pour cette action.

Par courrier en date du 12 avril 2018, le Secrétariat Général pour l'Investissement a confirmé son accord à la REGION pour modifier la répartition des moyens financiers entre les Actions Projets d'Innovation et Filières :

- Sur « Concours d'innovation », le financement régional est porté à 20 000 000 Euros, soit une mobilisation globale de 40 000 000 Euros avec l'intervention de l'Etat,

- Sur « Accompagnement et Transformation des filières », le financement régional est ramené à 13 000 000 euros soit une mobilisation globale de 26 000 000 Euros avec l'intervention de l'Etat.

La convention destinée à définir les modalités de gestion des ressources régionales sur l'action « Accompagnement et transformation des filières – Structuration des filières agricoles et forestières franciliennes » a été signée le 05/12/2018.

Il est nécessaire d'apporter des précisions techniques à cette convention doivent aujourd'hui y être apportées.

EN CONSEQUENCE DE QUOI IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

Le présent avenant a pour objet de modifier les articles 2, 4, 5 et 6 de la convention

ARTICLE 2 – Modification de l'article 2 : CONSTITUTION D'UN FONDS REGIONAL PIA 3 ILE-DE-France

La rédaction de l'article 2, alinéas et 1 et 2, est remplacée par la rédaction suivante :

Pour la mise en œuvre du partenariat régional, un volet comptable supplémentaire dénommé « PIA 3 Projets Filières Agricoles » est créé au sein du Fonds « PIA 3 Ile-de-France » déjà constitué, par convention en date du 4 juin 2018, par la Région Ile-de-France et confié auprès de Bpifrance qui en assure la gestion.

Ce dispositif commun, créé entre les Partenaires pour le financement des projets régionaux, est appelé « Fonds Régional d'Intervention PIA 3 en Ile-de-France ».

ARTICLE 3 – Modification de l'article 4 « MODALITES DE GESTION DU FONDS PIA 3 Ile-de- France »

La rédaction de l'article 4, paragraphes 4.1 et 4.2, est remplacée par la rédaction suivante :

4.1 Dotation du Fonds

La dotation de la Région est fixée pour 2018 à la somme de 1 500 000 euros au titre de l'action « accompagnement et transformation des filières – Structuration des filières agricoles et forestières franciliennes », selon la répartition suivante :

- 750 000 euros d'intervention en subventions (50% du financement total) ;
- 750 000 euros d'intervention en avances récupérables (50% du financement total) ;

Pour chacune des natures d'intervention (subventions, avances récupérables et frais de gestion), les versements sont effectués selon les modalités suivantes :

- 750 000 euros dès la signature des présentes, affectés à hauteur de 375 000 euros sur le volet Subventions et à hauteur de 375 000 euros sur le volet Avances Récupérables;
- le solde, soit 750 000 euros, dès qu'il sera constaté une utilisation de la dotation versée à hauteur de 80%, sur la base des aides accordées et sur production d'un état récapitulatif faisant apparaître les montants accordés, signés, versés et restant à verser, les noms des bénéficiaires.

Ces versements feront l'objet d'un virement sur le compte bancaire de Bpifrance Financement dont le RIB sera adressé à la Région.

Sur la base du taux de consommation des dotations versées ci-dessus, BPI France devra présenter des appels de fonds distincts entre les subventions et les avances récupérables.

4.2 Organisation comptable de Bpifrance

Dans ce cadre, Bpifrance Financement crée au sein de sa comptabilité un fonds dénommé « Fonds PIA 3 Ile-de-France » comprenant trois compartiments correspondant à trois sections comptables ci-après dénommées et dotées de la manière suivante :

(i) Subventions « PIA 3 Projets Filières Agricoles Ile-de-France » (50% de la dotation, net de la réserve de frais),

(ii) Avances Récupérables « PIA 3 Projets Filières Agricoles Ile-de-France » (50% de la dotation, net de la réserve de frais),

(iii) Frais de gestion « PIA 3 projets Filières Agricoles Ile-de-France »,

Les emplois des fonds de la dotation de la Région sont constitués :

- du montant des aides octroyées sur celle-ci, objet de contrats signés,
- du montant des frais de gestion, tels que définis ci-après,

ARTICLE 4 : Modification de l'Article 5 « FRAIS DE GESTION »

La rédaction de l'article 5 est remplacée par la rédaction suivante :

Pour la mise en œuvre de ses obligations dans le cadre de la présente convention de partenariat, Bpifrance assure, d'une part des missions d'instruction, d'expertise interne, de mise en place et de suivi des contrats d'aide (versements, remboursements, indus, constats d'échec, répétitions éventuelles), et d'autre part un suivi de la présente convention.

La participation de la Région aux frais de gestion est fixée à 2,50 % TTC, soit 37 500€ du montant des aides accordées sur la dotation de la Région.

Le montant de cette participation sera calculé à la fin de chaque trimestre civil sur la période considérée, et prélevé toutes taxes comprises sur le montant de la dotation versé par la Région.

Bpi France devra transmettre les factures correspondant aux frais de gestion via la plateforme Chorus Pro.

ARTICLE 5 : Modification de l'article 6 « FRAIS EXTERNES»

Cet article est supprimé.

ARTICLE 6 : Modification de l'article 7 « DEBIT ET CREDIT DU FONDS D'INTERVENTION ET AFFECTATION DES REMBOURSEMENTS PERÇUS »

La rédaction de l'article 7 est remplacée par la rédaction suivante (sans modification des deux premiers alinéas) :

Toutes les écritures relatives au Fonds sont comptabilisées sur un compte spécifique à ce Fonds, ouvert dans les livres de Bpifrance Financement.

Toutes les opérations relatives aux subventions octroyées aux bénéficiaires dans le cadre de la gestion du Fonds d'intervention sont comptabilisées sur le compartiment Subvention dédié de l'action du Fonds : Subventions « PIA 3 Accompagnement et Transformation des Filières Ile-de-France ».

Bpifrance crédite le compartiment « Subventions PIA 3 Projets Filières Agricoles Ile-de-France » :

(i) du montant des versements de la Région au titre des subventions, selon les modalités précisées à l'article 4.1 ci-dessus,

(ii) du montant des reprises d'engagements,

(iii) des sommes reversées ou à reverser par les bénéficiaires des aides au titre des indus ou des répétitions.

Bpifrance débite le compartiment « Subventions PIA 3 » du montant des aides objet de contrats signés.

Toutes les opérations relatives aux Avances Récupérables octroyées aux bénéficiaires dans le cadre de la gestion du Fonds d'intervention sont comptabilisées sur le compartiment Avances Récupérables dédié de l'action du Fonds : Avances Récupérables « PIA 3 Accompagnement et Transformation des Filières Ile-de-France ».

Bpifrance crédite le compartiment « Avances Récupérables PIA 3 Filières Agricoles Ile-de-France» :

(i) du montant des versements de la Région au titre des avances remboursables selon les modalités définies à l'article 4.1 ci-dessus,

(ii) des remboursements, indus ou répétitions reçus ou à recevoir par les bénéficiaires des aides.

Bpifrance débite le compartiment « Avances Récupérables PIA 3 Filières Agricoles Ile-de-France » du montant des aides objet de contrats signés.

Bpifrance débite le compartiment Frais de gestion « PIA 3 Accompagnement et Transformation des Filières Agricoles Ile-de-France» du montant des frais de gestion facturés selon les modalités de l'article 5 ci-dessus.

ARTICLE 7 : AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait à Saint-Ouen, le

En 2 exemplaires originaux.

Pour la Région Ile-de-France	**Pour Bpifrance Financement**
La Présidente	**Le Directeur Exécutif**
Valérie PECRESSE	**Arnaud CAUDOUX**

ANNEXE N ° 4 : REGLEMENT D'INTERVENTION COMMUNICATION POUR PARLER D'AGRICULTURE AUX FRANCILIENS

Règlement d'intervention – Communication pour parler d'agriculture aux franciliens

I. Contexte et objectifs

Le Pacte agricole adopté par le Conseil Régional le 31 mai 2018 met en avant le renouvellement des générations par l'installation des jeunes et la nécessité de remédier aux difficultés de recrutement dans le secteur agricole.
Ce règlement a pour objet de contribuer aux objectifs régionaux d'installer 200 jeunes agriculteurs par an, de féminiser le secteur, à travers la mise en place de campagnes de communication auprès du grand public.

II. Déclinaison de la mesure

1. Campagne de communication pour parler d'agriculture aux franciliens

1. Objectifs de la Région

Cette mesure vise à sensibiliser un public non initié et étranger au monde agricole, à l'intérêt des métiers agricoles franciliens. L'objectif est double :

- Changer et valoriser l'image des agriculteurs auprès de la population et des consommateurs franciliens,
- Créer des vocations agricoles au-delà des zones rurales.

L'idée est d'axer sur la féminisation de ces métiers tout en mettant en avant l'impact positif de l'agriculture sur l'environnement, le cadre de vie des citoyens et la fonction d'alimentation à l'échelle locale en valorisant prioritairement les filières emblématiques pour l'Ile-de-France et que la Région souhaite développer : filière blé-farine-pain, maraîchage, arboriculture et horticulture et élevage, ...

Le public cible identifié comme prioritaire est le grand public (urbain, péri-urbain). Les outils et canaux de communication seront à adapter à cette cible particulière. Par exemple, le public jeune pourra être atteint via l'enseignement général et les réseaux sociaux, les demandeurs d'emploi via les structures d'accompagnement vers l'emploi.

Les campagnes de communication média ont pour vocation d'utiliser des outils modernes : formats numériques courts et dynamiques, réseaux sociaux, …

2. Bénéficiaires éligibles

Groupements d'acteurs juridiquement constitués intervenant dans le secteur agricoles (Organisations Professionnelles Agricoles, associations, fédérations professionnelles, ...)

3. Dépenses éligibles

Sont éligibles, sur présentation de justificatifs, les dépenses directes de personnel, les frais de déplacement, la location de salle, la location de matériel, les coûts de sous-traitance, s'ils sont directement liés à la réalisation des actions suivantes :

- Etude et enquêtes pour l'identification des publics cibles et de leurs besoins au vu des objectifs précités,
- Développement d'outils de communication et diffusion des outils de communication créés
- Organisation et participation à des évènements, salons ou réunions sur les métiers de l'agriculture

à destination du grand public (forum métiers, informations collectives sur l'emploi, …),

- Suivi et évaluation des outils utilisés

4. Indicateurs de suivi et indicateurs de réalisation et de résultats

Indicateurs de suivi :
Nombre d'outils de communication créés
Nombre de réunions et évènements organisés
Indicateurs de réalisation et résultat :
Nombre de campagnes de communication diffusées
Nombre d'évènements de sensibilisation organisés
Nombre de médias utilisés

5. Modalités de financement

➢ **Plafond de dépenses et taux de subvention**

Le taux maximal d'aide publique est de 70% des dépenses éligibles. L'aide de la Région est plafonnée à 150 000€.

➢ **Instruction, décision, et modalités de versement de l'aide**

Le présent règlement d'intervention sera mis en œuvre par appel à projets.

L'attribution de l'aide régionale est décidée par la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France, après examen des dossiers présentés en réponse à l'appel à projet des potentiels bénéficiaires. Elle est subordonnée à la conclusion de la convention qui définit notamment les pièces justificatives nécessaires au paiement.

La sélection des dossiers sera notamment réalisée sur la base de la qualité et de la pertinence des actions présentées (contenu et ciblage), de la diversité des médias mobilisés (réseaux sociaux,…).

Le versement de l'aide régionale au bénéficiaire est réalisé en une seule fois. Son montant est déterminé par le relevé détaillé de la prestation réellement effectuée (rapport d'activité), dans la limite des montants justifiés. Les modalités de versement seront précisées dans la convention attributive de la subvention.

La structure bénéficiaire de l'aide régionale s'engage à :

- Recruter un ou plusieurs stagiaires, conformément à la délibération du Conseil régional n°CR 08-16 du 18 février 2016 sur la mesure « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » (le nombre de stagiaires à recruter dépend du montant de la subvention régionale attribuée et sera communiqué au porteur de projet suite à l'analyse de son projet) ;
- Respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, conformément à la délibération du Conseil régional n°CR 2017-51, et dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

➢ **Engagements du bénéficiaire, suivi et contrôle**

Le bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien financier de la Région dans tout support de communication et à y apposer le logo de la Région. Il s'engage à convier la Région aux différentes manifestations qu'il organise.

Le bénéficiaire s'engage à transmettre à la Région les outils de communication produits libres de droit dès leur création. Il s'engage à diffuser sur son site internet et les réseaux sociaux qu'il gère les outils de communication ainsi produits.

Il doit fournir un rapport d'activité annuel à la Région Ile-de-France. Ce rapport doit mentionner à minima :

- la justification du choix du public ciblé et des outils de communication choisis au vu des objectifs précités
- le nombre et le type d'outils de communication créés
- le nombre d'évènements de sensibilisation organisés (a minima invitations et feuilles de présences)
- les dépenses effectuées
- le détail du temps consacré à la réalisation des actions sur l'année avec les justifications correspondantes

L'utilisation de l'aide régionale fait l'objet d'un contrôle portant sur la réalisation effective des opérations et le respect des engagements du bénéficiaire.

ANNEXE N ° 5 : CONVENTION FINANCIERE COMMUNICATION

Région Ile-de-France

CONVENTION FINANCIERE

relative à la mise en œuvre d'une communication pour parler d'agriculture aux franciliens,

Entre

La REGION D'ILE-DE-FRANCE, sise au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE et ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Le Bénéficiaire
sis au adresse
représenté par nom du représentant,
et ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

La délibération CR 2018-014 du 31 mai 2018 – Le Pacte agricole, un livre blanc pour l'agriculture francilienne à l'horizon 2030 ;

Le règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France approuvé par délibération CR 33-10 du 17 juin 2010, modifié par délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

La volonté de la Région de soutenir le renouvellement des générations par l'installation des jeunes et la difficulté de recrutement du secteur agricole, notamment à travers des actions de communication pour parler d'agriculture aux franciliens.

IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CR XX-19 du 3 juillet 2019, la Région Ile-de-France décide d'accorder une subvention au Bénéficiaire pour la réalisation du projet XXXX

Dans cet objectif, la Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 70% du montant des dépenses subventionnables dont le montant prévisionnel s'élève à XXX €, soit un montant maximum de XXXX €.

Les plans de financement prévisionnels des opérations, précisant les montants HT et TTC, sont détaillés dans l'annexe dénommé « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 - OBLIGATIONS CONCERNANT L'OPERATION SUBVENTIONNEE

Le bénéficiaire s'engage à :

- Mettre en œuvre les moyens nécessaires pour permettre la réalisation du projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet » et dont elle assurera l'animation, la gestion, l'encadrement et le suivi ;
- Convier la Région aux différentes manifestations réalisées dans le cadre de la présente convention ;
- Transmettre à la Région dès leur création, et libres de droits, tous les outils de communication élaborés dans le cadre de la présente convention ;
- Diffuser sur son site internet et les réseaux sociaux gérés par le bénéficiaire les outils de communication réalisés dans le cadre de la présente convention ;
- Fournir un rapport d'activité annuel à la Région mentionnant a minima :
    - La justification du choix du public ciblé et des outils de communication choisis vis-à-vis des objectifs de l'appel à projet ;
    - Le nombre et le type d'outils de communication créés ;
    - Le nombre d'évènement organisés (a minima invitations et feuilles de présence)
    - Le détail du temps consacré à la réalisation des actions sur l'année avec les justifications correspondantes ;
    - L'évaluation de la campagne de communication menée en détaillant les points forts, points faibles et perspectives d'amélioration.
- Informer la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention ;
- Informer la Région des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder, voire d'interrompre l'exécution du projet ;

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale en première de couverture ou en page de garde de tout support de communication. Il doit également faire participer des représentants de la Région Ile-de-France aux actions publiques concernées.

Concernant les sites Web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France. Toutes les correspondances adressées aux destinataires de l'opération mentionnent explicitement le soutien de la Région Ile-de-France. Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région Ile-de-France selon les règles définies ci-dessus.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, vidéos, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à soutenir financièrement le bénéficiaire, tel que précisé à l'article 1er de la présente convention, pour permettre la réalisation du projet sous réserve de l'affectation annuelle des crédits par la commission permanente du Conseil régional.

La subvention constitue un plafond. Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution effectivement justifié, par application du taux de subvention indiqué ci-dessus.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 4.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai maximum de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 4.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire comprenant le détail du rapport d'activité spécifié en article 2.1 de la présente convention.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 4.2.1 : VERSEMENT D'AVANCE

Si le bénéficiaire justifie ne pas disposer de trésorerie, il peut demander le versement d'une avance, en proportion du taux de la subvention, dans la limite de 30 % du montant total de la subvention prévisionnelle, et sur présentation :

- d'un appel de fonds signé par le représentant habilité du bénéficiaire,
- d'un plan de trésorerie de la structure porteuse démontrant son besoin d'avance, sur un an, à compter de la date de l'appel de fonds,
- d'un plan de dépenses prévisionnelles spécifiquement sur le projet financé.

Ces plans sont signés par le représentant habilité de la structure porteuse.

ARTICLE 4.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul de l'avance et des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 4.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,
- le rapport d'activité annuel spécifié en article 2.1 de la présente convention,
- 1 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées à l'article 4.2.3 (versement de solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 4.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 4.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 4.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du XXX jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution de la subvention régionale au bénéficiaire, ou le cas échéant, des subventions complémentaires. Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut, par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.1 de la présente convention.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour un motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide. Dans ce cas la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir ses obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 7 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier, du rapport d'activité annuel de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification à la convention fera l'objet d'un avenant préalablement soumis à l'approbation de la Commission permanente du Conseil Régional.

ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite ainsi que l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée en délibération n° CP XXX du XX.

Fait à Paris
En 2 exemplaires originaux

Le _____	Le _____
Pour le Bénéficiaire, le Représentant,	Pour la Région Ile de France, la Présidente,
Nom du représentant	Valérie PECRESSE

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc145732-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-260

DU 3 JUILLET 2019

CONTRATS RURAUX : NOUVEAUX ET ANCIENS DISPOSITIFS - AVENANT - QUATRIÈME AFFECTATION 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'environnement ;

VU la délibération n° CP 96-355 du 21 novembre 1996 relative à l'actualisation du règlement des contrats ruraux ;

VU la délibération n° CR 57-01 du 13 décembre 2001 relative à l'évolution du règlement des contrats régionaux et à la création des contrats de territoire ;

VU la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 portant approbation du règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 ;

VU la délibération n° CP 10-565A du 8 juillet 2010 relative aux contrats ruraux portant notamment sur l'approbation de la convention-type du contrat rural ;

VU la délibération n° CP 11-406A du 19 mai 2011 relative aux contrats ruraux et avenants portant notamment approbation du contrat rural type ;

VU la délibération n° CP 13-702 du 17 octobre 2013 portant attributions de subventions dans le cadre de la politique des contrats ruraux et fonds d'intervention, aménagement et équipement de l'espace rural – troisième affectation 2013 ;

VU la délibération n° CP 15-674 du 8 octobre 2015 portant attributions de subventions dans le cadre des contrats ruraux et fonds d'intervention, aménagement et équipement de l'espace rural - quatrième affectation de 2015 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CP 16-184 du 18 mai 2016 portant affectations pour la mise en œuvre de la politique contractuelle en faveur des territoires ruraux - Première affectation 2016 ;

VU la délibération n° CP 16-291 du 12 juillet 2016 portant affectations pour la mise en œuvre de la politique contractuelle en faveur des territoires ruraux - Deuxième affectation 2016 ;

VU la délibération n° CP 16-622 du 16 novembre 2016 relative aux affectations pour la mise en œuvre de la politique contractuelle et dispositions pour achèvement d'opérations diverses en faveur des territoires ruraux - Troisième affectation 2016 ;

VU la délibération n° CR 200-16 du 17 novembre 2016 portant approbation du nouveau contrat rural (CoR) ;

VU la délibération n° CP 2017-312 du 5 juillet 2017 portant affectation pour la mise en œuvre de la politique contractuelle en faveur des territoires ruraux et sur des contrats antérieurement conclus ;

VU la délibération n° CP 2019-087 du 19 mars 2019 relative aux nouveaux contrats ruraux et anciens dispositifs ruraux – Deuxième affectation 2019 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-260 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide au titre du dispositif **«contrats ruraux»**,

d'une part de conclure avec chaque collectivité (commune ou syndicat de communes) citée en annexe 1 ci-jointe, pour les opérations qui y sont récapitulées (et détaillées dans les fiches projets correspondantes ci-jointes en annexe 2) un contrat rural conforme au nouveau contrat rural type approuvé par la délibération n° CR 200-16 susvisée ;

et, d'autre part de participer au financement des opérations détaillées dans les fiches projets ci- jointes en annexe 2 inscrites dans les nouveaux contrats ruraux définis ci-dessus et dans les contrats ruraux susvisés antérieurement conclus.

Subordonne les subventions relatives aux contrats ruraux adoptés par la commission permanente au plus tard le 31 décembre 2016 à la conclusion d'une convention conforme à la convention type approuvée par la délibération n° CP 10-565A du 8 juillet 2010, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Subordonne les subventions relatives aux nouveaux contrats ruraux à la conclusion d'une convention conforme à la convention type approuvée par la délibération n° CR 200-16 du 17 novembre 2016, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme, conformément à l'état récapitulatif ci-joint en annexe, d'un montant total de **2 474 897,93€**, prélevés sur le chapitre budgétaire 905 « Aménagement des

territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 53-002 (153002) « Politiques contractuelles en milieu rural », action 15300202 « Contrats ruraux » du budget 2019.

Article 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 3 :

Suite à erreur matérielle, autorise la prise en compte des dépenses d'honoraires éligibles à l'attribution de la subvention inscrite dans la fiche projet n°13020618 ci-jointe en annexe n°3 et au regard des motifs qui y sont exposés.

Article 4 :

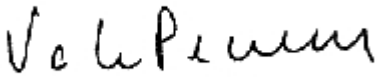
Suite à erreur matérielle, autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention inscrite dans la fiche projet n°19001772 ci-jointe en annexe n°4 et au regard des motifs qui y sont exposés.

Article 5 :

Approuve l'avenant au contrat rural de la commune de Villeneuve-sous-Dammartin (77) ci-joint en annexe 5 et autorise la Présidente du Conseil-régional à le signer.

Affecte une autorisation de programme, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe d'un montant total de **63 000,00 €,** prélevée sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 53-002 (153002) « Politiques contractuelles en milieu rural », action 15300202 « contrats ruraux » du budget régional 2019.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE N° 1 : TABLEAU RECAPITULATIF DES NOUVEAUX CONTRATS RURAUX

NOUVEAUX CONTRATS RURAUX

COLLECTIVITES	FICHES PROJETS	OPERATIONS SUBVENTIONNEES	DOTATIONS/ AFFECTATIONS EN €
77 SEINE ET MARNE			
BAGNEAUX SUR LOING	**EX044875**	Aménagement des abords du futur cimetière	148 000,00
			148 000,00
BARBIZON	**EX044751**	Construction d'un centre technique municipal	148 000,00
		Total subvention	**148 000,00**
BEAUCHERY SAINT MARTIN	**EX044961**	Réhabilitation et restructuration de l'école de Saint-Martin et de la salle communale	148 000,00
		Total subvention	**148 000,00**
FUBLAINES	**19005236**	Création d'une salle de classe sous le préau de l'école	33 841,80
	19005237	Aménagement de la place de l'église - place Jean CATEIGNE	52 106,50
	EX044897	Aménagement d'un bâtiment en salle d'associations	62 051,70
		Total subvention	**148 000,00**
NANTEAU SUR ESSONNE	**EX044920**	Réfection de la chaussée rue de la granges aux dimes	118 884,78
		Total subvention	**118 884,78**
PECY	**EX044991**	Création d'une cantine scolaire	148 000,00
		Total subvention	**148 000,00**
PLESSIS-FEU-AUSSOUX	**EX045138**	Calibrage de chaussées et création de trottoirs sur la rue des peupliers et création d'une zone 30	93 000,00
	19006175	Renforcement de chaussées et création de trottoirs sur la rue de l'église	14 200,00
		Total subvention	**107 200,00**
SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'EQUIP ENTRET EXPLOIT NOUVEAUX LOCAUX SCOLAIRES	**EX045012**	Construction de 4 classes	258 719,50
		Total subvention	**258 719,50**
THOURY FEROTTES	**EX044744**	Couverture et ravalement de la mairie	27 556,27
	19005011	Restauration de la toiture de l'église (versant sud)	19 716,55
		Total subvention	**47 272,82**
TREUZY LEVELAY	**EX045011**	Aménagement de voirie rue de la vigne aux vieux et de la place Gustave Moufrond	148 000,00
		Total subvention	**148 000,00**
78 YVELINES			
COMMUNE DE GOUSSONVILLE	**19005804**	Valorisation du patrimoine communal	28 000,00
	19005805	Accessibilité des personnes à mobilité réduite aux bâtiments publics	10 400,00
	EX044998	Acquisition foncière et aménagement d'un jardin pédagogique et d'un terrain ludique	109 600,00
		Total subvention	**148 000,00**
COMMUNE DE MAREIL LE GUYON	**19005735**	Rénovation de deux logements au-dessus de l'école	38 000,00
	19005736	Rénovation des extérieurs du bâtiment de la mairie et des locaux annexes	38 000,00
	EX044965	Restauration des murs extérieurs de l'église	72 000,00
		Total subvention	**148 000,00**
COMMUNE DE SENLISSE	**19005748**	Enfouissement des réseaux	56 912,00
	EX044967	Rénovation des bâtiments publics communaux	91 088,00
		Total subvention	**148 000,00**

91 ESSONNE			
SINDYCAT INTERCOMMUNAL DE REGROUPEMENT PEDAGOGIQUE APS	**EX044898**	Réaménagement du groupe scolaire d'Authon-la-plaine	34 900,80
		Total subvention	**34 900,80**
95 VAL D-OISE			
FROUVILLE	**19005270**	Aménagement de la rue de LABBEVILLE	37 265,64
	19005271	Enfouissement des réseaux aériens au hameau de MESSELAN	35 540,83
	EX044937	Requalification de la place du village	75 193,53
		Total subvention	**148 000,00**
		TOTAL GENERAL	**2 046 977,90**

ANNEXE N° 2 : FICHES PROJETS

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-260

DOSSIER N° 14017077 - CRUR - REAMENAGEMENT DE L'ECOLE MATERNELLE ET CREATION D'UNE SALLE DE MOTRICITE - LIVRY-SUR-SEINE (77)

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	222 000,00 € HT	45,00 %	99 900,00 €
		Montant total de la subvention	99 900,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LIVRY SUR SEINE
Adresse administrative : MAIRIE
77000 LIVRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Dominique GERVAIS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2015 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires architecte, BET, CSPS, contrôleur technique, sondage de sol, ...), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Livry sur Seine (2 027 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "réaménagement de l'école maternelle et création d'une salle de motricité".
Les travaux retenus sont les suivants :
- L'agrandissement des sanitaires avec une mise aux normes PMR,
- La transformation du local de rangement existant en dortoir,
- la création en extension d'une salle de motricité accessible depuis le hall mais phoniquement dissociée du reste de l'établissement,
- la création d'un nouveau local de rangement attenant à la nouvelle salle de motricité,
- un accès PMR entre l'accès par la voie piétonne et le hall rez-de-chaussée.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS n°14017078.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 306 000 € HT, plafonné à 222 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 45%.

Localisation géographique :

- LIVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	51 000,00	16,67%
TRAVAUX	255 000,00	83,33%
Total	306 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	99 900,00	32,65%
DEPARTEMENT 77 - subvention acquise	77 700,00	25,39%
COMMUNE	128 400,00	41,96%
Total	306 000,00	100,00%

DOSSIER N° 14017079 - CRUR - ACCESSIBILITE PMR DE L'ECOLE MATERNELLE - LIVRY-SUR-SEINE (77)

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	28 000,00 € HT	45,00 %	12 600,00 €
		Montant total de la subvention	12 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LIVRY SUR SEINE
Adresse administrative : MAIRIE
77000 LIVRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Dominique GERVAIS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2015 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est accordée sur le motif d'introduction par le maître d'ouvrage dans l'assiette subventionnable des coûts relatifs au financement de l'ingénierie de l'ouvrage. Il s'agit des honoraires de concepteurs et des dépenses annexes (honoraire architecte, BET, CSPS, sondage de sol, contrôleur technique etc.) directement liés à l'opération subventionnée. Ces dépenses sont retenues dans la limite de 15 % du montant H.T. des travaux. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Livry sur Seine (2 027 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "accessibilité PMR de l'école maternelle ».
Les travaux retenus sont les suivants :
- L'aménagement d'une rampe d'accès PMR depuis la rue (rampe de 1,40 m de largeur, revêtement de sol béton désactivé, paliers d'arrivée, de départ et intermédiaire, talutage en terre végétale de part et d'autre de la rampe, parvis haut entre l'arrivée de la rampe et la porte d'accès à l'école, éclairage par 5 bornes lumineuses).

- L'extension des sanitaires enfants avec une mise aux normes PMR (création d'une baie dans un mur porteur et d'une cloison, modification de l'éclairage et des réseaux, déplacement et installation des équipements, nouveau revêtement en sol souple, pose de faïences murales sur la cloison neuve, travaux de peinture - murs et plafonds).

- La mise aux normes accessibilité du sanitaire personnel (déplacement du WC, fourniture et pose barre de relevage et lave main, inversion du sens d'ouverture de la porte, flash lumineux).

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS n°14017078.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 39 000 € HT, plafonné à 28 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 45%.

Localisation géographique :
- LIVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	6 600,00	16,67%
TRAVAUX	33 000,00	83,33%
Total	39 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	12 600,00	31,82%
DEPARTEMENT 77 - subvention acquise	9 800,00	24,75%
COMMUNE	17 200,00	43,43%
Total	39 600,00	100,00%

DOSSIER N° 19005964 - CRUR - REFECTION DES ENDUITS INTERIEURS ET MISE EN CONFORMITE DE L'EGLISE - SAINT-HILLIERS (77)

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	89 200,00 € HT	45,00 %	40 140,00 €
		Montant total de la subvention	40 140,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT HILLIERS
Adresse administrative : MAIRIE
77160 SAINT-HILLIERS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Catherine GALLOIS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 22 décembre 2015 - 30 avril 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Saint-Hilliers (470 habitants - INSEE 2016) propose l'opération « Réfection des enduits intérieurs et mise en conformité de l'église". A la suite des travaux extérieurs et de l'aménagement de ses abords, les opérations de mise en valeur de l'édifice prévues dans le cadre du présent contrat rural (CRUR) vont se poursuivre par des interventions intérieures.

Les travaux vont notamment comporter le ravalement des murs intérieurs des façades nord et ouest ainsi que des voûtes du bas-côté, après piochage des enduits en mauvais état et reprise des joints et fissures dégradés.

Les portes et serrures seront révisées. La porte d'entrée principale sera remplacée, avec création d'un sas aux normes d'accessibilité pour personnes à mobilité réduite (PMR). L'ensemble des menuiseries sera repeint.

Enfin, l'éclairage intérieur sera repensé avec l'installation de nouveaux spots, projecteurs et vasques. Le

tableau électrique sera mis en conformité et le système de sécurité et d'alarme incendie révisé.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS 16015612.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 89 269,67€ HT, plafonné à 89 200,00€ HT.
La subvention est calculée au taux de 45%

Localisation géographique :
- SAINT-HILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	11 643,87	13,04%
TRAVAUX	77 625,80	86,96%
Total	89 269,67	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	40 140,00	44,96%
DEPARTEMENT 77 - Acquise	31 220,00	34,97%
COMMUNE	17 909,67	20,06%
Total	89 269,67	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-260

DOSSIER N° 19006177 - CRUR - AMENAGEMENT DE CHEMINEMENTS PIETONS RUE DU BOURG - SAINTE-AULDE (77)

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	179 500,00 € HT	45,00 %	80 775,00 €
		Montant total de la subvention	80 775,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINTE AULDE
Adresse administrative : MAIRIE
77260 SAINTE-AULDE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Gérard GEIST, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 octobre 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Sainte-Aulde (692 habitants - INSEE 2016) propose l'opération « Aménagement de cheminements piétons rue du Bourg ». Il s'agit de la principale rue du village, longue de 500 m, et bien que desservant la mairie, l'école et l'épicerie-boulangerie, elle ne comporte pas de trottoir ; les accotements existants sont hétérogènes. De plus, le stationnement inapproprié des véhicules contraint les piétions à circuler le plus souvent sur la chaussée.

Le projet prévoit en conséquence la construction d'un trottoir sur toute la longueur de la rue, principalement situé du côté impair de la voie. D'une largeur de 1,50m et revêtu de béton bitumineux, il offrira un itinéraire piétonnier homogène et conforme à la législation relative à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite (PMR). Afin de bien intégrer cet aménagement et de réduire le stationnement abusif de véhicules, des haies et massifs seront installés entre la chaussée et le trottoir, ce qui représentera 300 m² de plantations nouvelles. Enfin, sur 130 m de linéaire, dans la partie la plus horizontale de la rue, un caniveau et des grilles avaloirs seront posés pour recueillir les écoulements d'eaux pluviales, évacuées vers le réseau local par les nouvelles canalisations placées sous le trottoir.

Du côté pair de la voie, les travaux comprendront notamment la reprise du bord de voirie intégrant la pose de bordures normalisées et la sécurisation de l'accès à la placette nouvellement créée, objet de la deuxième opération du présent contrat rural (fiche IRIS n°18000550). De part et d'autre de la chaussée, des abaissements des bordures ou du trottoir seront prévus devant chaque entrée riveraine existante.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS 16015622.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 179 500,00 € HT. La subvention est calculée au taux de 45%.

Localisation géographique :
- SAINTE-AULDE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	179 500,00	100,00%
Total	179 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	80 775,00	45,00%
DEPARTEMENT 77 - Acquis	62 825,00	35,00%
COMMUNE	35 900,00	20,00%
Total	179 500,00	100,00%

DOSSIER N° 19005292 - CRUR - CONSTRUCTION D'UN ATELIER COMMUNAL - VILLENEUVE-SOUS-DAMMARTIN (77)

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	140 000,00 € HT	45,00 %	63 000,00 €
		Montant total de la subvention	63 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLENEUVE SOUS DAMMARTIN
Adresse administrative : COMMUNE DE VILLENEUVE SOUS DAMMARTIN
77230 VILLENEUVE-SOUS-DAMMARTIN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Gilles CHAUFFOUR, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 30 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Villeneuve-sous-Dammartin (648 habitants- INSEE 2016) souhaite créer un atelier communal. En effet actuellement les agents communaux doivent gérer sur trois lieux différents non adaptés le stockage de leurs outils et matériaux. Ils utilisent par ailleurs les sanitaires de la mairie.

Le nouveau local sera installé sur un terrain situé au nord du bourg qui appartient à la commune et qui sert actuellement au stockage des matériaux.
Ce site est accessible par l'extrémité de la rue des primevères et le chemin qui dessert également la salle des fêtes contigüe au terrain.

Le bâtiment couvert d'une toiture à deux pentes comprendra un garage atelier, des sanitaires et un bureau.

Les travaux comprennent également le traitement de la cour en enrobé, la clôture du terrain et l'installation d'un portail ainsi qu'une plateforme de 340 m².
Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS n° 16000613.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 290 950 € HT, plafonné à 140 000 € HT. Le taux est de 45%.

Localisation géographique :
- VILLENEUVE-SOUS-DAMMARTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	290 950,00	100,00%
Total	290 950,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	63 000,00	21,65%
DEPARTEMENT 77 - Acquis	49 000,00	16,84%
COMMUNE	178 950,00	61,51%
Total	290 950,00	100,00%

DOSSIER N° 17015885 - CRUR REHABILITATION EXTERIEURE DU BATIMENT DE LA MAIRIE - JAMBVILLE (78)

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	30 000,00 € HT	45,00 %	13 500,00 €
		Montant total de la subvention	13 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE JAMBVILLE
Adresse administrative : 52 RUE DU MOUSTIER
78440 JAMBVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JEAN MARIE RIPART, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Jambville (871 habitants INSEE 2016) propose l'opération suivante : "Réhabilitation extérieure du bâtiment de la mairie". Le réaménagement intérieur de la mairie a été réalisé lors du précédent contrat rural. La commune souhaite avec le contrat actuel réaliser la rénovation extérieure avec l'objectif de remettre en pierre apparente un des pignons du bâtiment.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS 1615919.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 46 310 € HT plafonné à 30 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 45 %.

Localisation géographique :
- JAMBVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	41 872,00	90,42%
HONORAIRES	4 438,00	9,58%
Total	46 310,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	13 500,00	29,15%
DEPARTEMENT 78 - Acquis	10 500,00	22,67%
COMMUNE	22 310,00	48,18%
Total	46 310,00	100,00%

DOSSIER N° 16000064 - CRUR AMENAGEMENT DE LA PLACE DE L'EGLISE- ORVILLIERS

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	45 200,00 € HT	45,00 %	20 340,00 €
	Montant total de la subvention		20 340,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ORVILLIERS
Adresse administrative : MAIRIE
78910 ORVILLIERS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Chantal HOURSON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 1 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune d'Orvilliers (781 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "Aménagement de la place de l'église".
Les travaux comprendront la réalisation d'un parvis, la réorganisation des circulations piétonnes et des emplacements de stationnement, la plantation d'arbres et d'arbustes, le renouvellement de l'éclairage public et l'implantation d'un nouveau mobilier urbain.
La circulation sur cette place s'organise autour du monument aux morts. Les accès piétons ne sont pas sécurisés. La commune souhaite mettre en valeur le centre historique du village en réaménageant la place de l'église dans la continuité paysagère de la mare communale située en face.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens est prise en compte dans la fiche IRIS "16000062".

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 119 903,00 € HT, plafonné à 45 200,00 € HT. La subvention est calculée au taux de 45%.

Localisation géographique :
- ORVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	119 903,00	100,00%
Total	119 903,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	20 340,00	16,96%
DEPARTEMENT 78- Acquis	15 820,00	13,19%
COMMUNE	83 743,00	69,84%
Total	119 903,00	100,00%

DOSSIER N° 15014784 - CRUR AMENAGEMENT PAYSAGER DU PARC DES SPORTS - LA VILLENEUVE-EN-CHEVRIE (78)

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	46 680,40 € HT	45,00 %	21 006,18 €
		Montant total de la subvention	21 006,18 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LA VILLENEUVE-EN-CHEVRIE
Adresse administrative : 42 RUE GRANDE
78270 LA VILLENEUVE-EN-CHEVRIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Alain PEZZALI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de la Villeneuve-en-Chevrie (645 habitants INSEE 2016) propose l'opération suivante : "Aménagement paysager du parc des sports".
Le projet comprend principalement :
- l'implantation d'allées piétonnes en stabilisé, agrémentées de bancs,
- la réfection de la voie d'accès pour les véhicules vers le local technique,
- la plantation d'arbres ou arbustes de hautes tiges ainsi que des massifs de plantes.

Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de recruter un stagiaire.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 54 389,55 € HT, plafonné à 46 680,40 € HT. La subvention est calculée au taux de 45 %.

Localisation géographique :
- LA VILLENEUVE-EN-CHEVRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	47 817,00	87,92%
HONORAIRES	6 572,55	12,08%
Total	54 389,55	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	21 006,18	38,62%
DEPARTEMENT 78 - Acquis	16 338,14	30,04%
COMMUNE	17 045,23	31,34%
Total	54 389,55	100,00%

DOSSIER N° 16002937 - CRUR - TRAVAUX DE RAVALEMENT DE LA MAIRIE - COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE (91)

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	52 592,00 € HT	45,00 %	23 666,40 €
	Montant total de la subvention		23 666,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COURDIMANCHE SUR ESSONNE
Adresse administrative : 2 RUE DU CLOS SAINT GERVAIS
91720 COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Claude DUVAL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Courdimanche-sur-Essonne (264 habitants INSEE 2019) propose l'opération "Travaux de ravalement sur la mairie".

Lors de la transformation de l'ancienne école en mairie, les travaux réalisés n'ont pas pris en compte l'aspect du bâtiment. Après d'importants travaux intérieurs, la commune souhaite faire une campagne de travaux sur les extérieurs du bâtiment.
L'opération consistera ainsi à procéder au ravalement des façades au niveau des soubassements, des chaînages d'angles et de l'entourage de baies puis de la reprise du rocaillage.
Ces travaux ont un double objectif : l'entretien de la construction et sa mise en valeur architecturale.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS n°16002933.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 58 000 € HT, plafonné à 52 592 € HT. La subvention est calculée au taux de 45%.

Localisation géographique :

- COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	58 800,00	100,00%
Total	58 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	23 666,40	40,25%
DEPARTEMENT 91 ACQUIS	18 407,00	31,30%
COMMUNE	16 726,60	28,45%
Total	58 800,00	100,00%

DOSSIER N° 12013874 - CRUR - AMENAGEMENT DE LA PLACE DU VILLAGE - SAINT-SULPICE-DE-FAVIERES (91)

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	180 000,00 € HT	45,00 %	81 000,00 €
		Montant total de la subvention	81 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT SULPICE DE FAVIERES
Adresse administrative : 14 RUE AUX FEVES
91910 ST SULPICE-DE-FAVIERES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre LE FLOC'H, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Saint-Sulpice-de-Favières (310 habitants INSEE 2016) propose l'opération "Aménagement de la place du village".

Les travaux portent, outre l'installation du chantier, sur du terrassement, une reprise de l'assainissement et des réseaux, l'éclairage, le traitement des sols et l'installation d'équipements divers et de mobiliers.

Les différents revêtements qui seront utilisés sont les suivants :
- pavés pour les trottoirs ou les traversées de chaussée,
- enrobé grenaillé pour les bandes de roulements,
- enrobé à liant végétal pour le stationnement,
- stabilisé pour les zones piétonnes en pied d'église.

La voirie et les trottoirs sont profilés pour être au même niveau, afin de renforcer l'effet de place dans une zone de flux partagés.

Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de recruter un stagiaire.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 201 000 € HT, plafonné à 180 000 € HT. La subvention est calculée au

taux de 45%.

Localisation géographique :

- ST SULPICE-DE-FAVIERES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux	201 600,00	100,00%
Total	201 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	81 000,00	40,18%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 91 - ACQUIS	63 000,00	31,25%
COMMUNE	57 600,00	28,57%
Total	201 600,00	100,00%

DOSSIER N° 16015435 - CRUR - EXTENSION ET REHABILITATION DE L'ECOLE MATERNELLE - VAUHALLAN (91)

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	61 266,00 € HT	45,00 %	27 569,70 €
	Montant total de la subvention		27 569,70 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VAUHALLAN
Adresse administrative : GRANDE RUE
91430 VAUHALLAN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur François HILLION, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Vauhallan (2081 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Extension et réhabilitation de l'école maternelle".

Le lieu de stockage et de rangement de l'école sont trop exigus et ne permettent pas d'optimiser l'utilisation de l'espace. Le projet consiste à agrandir ce lieu et réorganiser la pièce qui est multi-usages. Cette extension permettra d'accueillir les jeux extérieurs tels que les trottinettes, vélos et autres petits jeux.
Une ventilation simple flux sera installée dans le plenum des salles de classes, les sanitaires et la cuisine. Un aménagement avec du mobilier mobile sera réalisé pour délimiter les espaces dans l'atrium. Une ouverture sera créée pour accéder directement du bureau de la directrice depuis l'atrium. Dans un souci d'harmonisation des façades, le projet prévoit le même type de vêture que celui présent actuellement sur les façades de l'école maternelle. Le volume est conçu en toiture plate.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS 16015444.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 61 266 € HT. La subvention est calculée au taux de 45%.

Localisation géographique :

- VAUHALLAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	61 266,00	100,00%
Total	61 266,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	27 569,70	45,00%
DEPARTEMENT 91 - acquis	21 443,10	35,00%
COMMUNE	12 254,00	20,00%
Total	61 266,80	100,00%

DOSSIER N° 16015442 - CRUR-REPRISE DE LA FACADE DE LA CRYPTE DE L'EGLISE - VAUHALLAN (91)

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	16 495,00 € HT	45,00 %	7 422,75 €
		Montant total de la subvention	7 422,75 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE VAUHALLAN
Adresse administrative	:	GRANDE RUE 91430 VAUHALLAN
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur François HILLION, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Vauhallan (2081 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Reprise de la façade de la crypte de l'église".

Une première phase de travaux pour assurer la stabilité des structures a été réalisée dans l'église. Dans cette deuxième phase de travaux, il est prévu de réhabiliter la crypte. Cette dernière est dans un état vétuste et nécessite une rénovation. Elle se fera essentiellement au niveau de la façade dont des morceaux de pierres tombent.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS 16015444.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 16 495 € HT. La subvention est calculée au taux de 45%.

Localisation géographique :
- VAUHALLAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	16 495,00	100,00%
Total	16 495,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	7 422,75	45,00%
DEPARTEMENT 91 - Acquis	5 773,25	35,00%
COMMUNE	3 299,00	20,00%
Total	16 495,00	100,00%

DOSSIER N° EX045138 - COR - CALIBRAGE DE CHAUSSEES ET CREATION DE TROTTOIRS SUR LA RUE DES PEUPLIERS ET CREATION DE ZONE 30-COMMUNE DU PLESSIS FEU AUSSOUX (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	232 500,00 € HT	40,00 %	93 000,00 €
		Montant total de la subvention	93 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU PLESSIS FEU AUSSOUX
Adresse administrative : 11 RUE DE L'EGLISE
77540 LE PLESSIS-FEU-AUSSOUX
Statut Juridique :
Représentant : Madame ISABELLE PERIGAULT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 septembre 2018 - 31 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune du Plessis Feu Aussoux (577 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Calibrage de chaussées/création de trottoirs rue des Peupliers et création d'une zone 30 rue de l'Echelle".

La rue des Peupliers est actuellement une voie de 4 m de large, bordée d'habitations. Elle compte un grand nombre de flux dans la journée. La situation actuelle ne permet pas de se croiser. Le projet consiste à calibrer cette voirie à 5 m. Le domaine public restant sera utilisé pour créer un trottoir accessible et permettant de sécuriser les déplacements des piétons, notamment pour se rendre à l'école.
La rue de l'Echelle est à sens unique et la chaussée est en très mauvais état. La réalisation d'une zone 30 et la création de trottoirs sont envisagées.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 232 500 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- LE PLESSIS-FEU-AUSSOUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	210 500,00	90,54%
MAITRISE D'OEUVRE	22 000,00	9,46%
Total	232 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	93 000,00	40,00%
DEPARTEMENT 77 sollicité	69 750,00	30,00%
COMMUNE	69 750,00	30,00%
Total	232 500,00	100,00%

DOSSIER N° 19006175 - COR - RENFORCEMENT DE CHAUSSEES ET CREATION DE TROTTOIRS SUR LA RUE DE L'EGLISE-COMMUNE DU PLESSIS FEU AUSSOUX (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	35 500,00 € HT	40,00 %	14 200,00 €
	Montant total de la subvention		14 200,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DU PLESSIS FEU AUSSOUX
Adresse administrative	:	11 RUE DE L'EGLISE 77540 LE PLESSIS-FEU-AUSSOUX
Statut Juridique	:	
Représentant	:	Madame ISABELLE PERIGAULT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 septembre 2018 - 31 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc.), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune du Plessis Feu Aussoux (577 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Renforcement de chaussées et création de trottoirs sur la rue de l'Eglise".

La rue de l'Eglise relie la mairie à l'artère principale de la commune sur la RD 112 et la rue de la Caumonnerie. En 2017, cette dernière a été équipée de trottoirs accessibles et elle crée le lien entre différentes rues du village. Des trottoirs aux normes ont déjà été aménagés sur une partie de la rue de l'Eglise. Dans la continuité de ces travaux, la municipalité souhaite réaliser des trottoirs sur la partie complémentaire de la voie. Une fois ces aménagements réalisés et la chaussée renforcée, cette voirie sera mise en sens unique.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n°EX045138.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 35 500 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- LE PLESSIS-FEU-AUSSOUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	32 000,00	90,14%
MAITRISE D'OEUVRE	3 500,00	9,86%
Total	35 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	14 200,00	40,00%
DEPARTEMENT 77 Sollicité	10 650,00	30,00%
COMMUNE	10 650,00	30,00%
Total	35 500,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-260

DOSSIER N° EX044875 - COR - AMENAGEMENT DES ABORDS DU FUTUR CIMETIERE - BAGNEAUX-SUR-LOING (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 € HT	40,00 %	148 000,00 €
	Montant total de la subvention		148 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BAGNEAUX SUR LOING
Adresse administrative : PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
77167 BAGNEAUX-SUR-LOING
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Claude JAMET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 7 février 2017 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc.), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Bagneaux-sur-Loing (1702 habitants INSEE 2016) propose l'opération « Aménagement des abords du futur cimetière ».

Le cimetière de la commune sera bientôt totalement occupé et sa situation géographique ne permet plus d'extension. Aussi la commune souhaite aménager un second cimetière et sollicite le recours au contrat rural pour la première phase de sa réalisation.
Celle-ci comprendra la construction d'un mur d'enceinte sur les faces nord, est et ouest avec plantation d'une haie paysagère. Une clôture sera mise en place au sud avec une haie paysagère coté intérieur. Un écran végétal sera planté à l'ouest entre la propriété riveraine et le cimetière.
Une entrée sera aménagée avec un portail pour l'accès des véhicules et un portillon pour l'accès des piétons, le tout couvert d'un auvent. Un espace sera créé pour la collecte des déchets, et du mobilier urbain sera installé (bancs, poubelles).
Le projet intègre également la réalisation d'une voirie d'accès, d'un parking de 23 places avec revêtement

en dalles engazonnées et d'un stationnement PMR, la desserte en réseaux (eau potable, électricité, éclairage public à leds) et la création de noues d'infiltration arborées.

L'aménagement de l'intérieur du cimetière sera réalisé dans une seconde phase de travaux, hors contrat.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 404 100 € HT, plafonné à 370 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- BAGNEAUX-SUR-LOING

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	369 600,00	91,46%
HONORAIRES	34 500,00	8,54%
Total	404 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE -DE-FRANCE	148 000,00	36,62%
DEPARTEMENT 77 - sollicité	111 000,00	27,47%
COMMUNE	145 100,00	35,91%
Total	404 100,00	100,00%

DOSSIER N° EX044751 - COR - CONSTRUCTION D'UN CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL - BARBIZON (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 € HT	40,00 %	148 000,00 €
	Montant total de la subvention		148 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE BARBIZON
Adresse administrative	:	13 GRANDE RUE 77630 BARBIZON
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Philippe DOUCE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Barbizon (1194 habitants INSEE 1996) propose l'opération " Création d'un centre technique municipal".
L'ancienne caserne de pompiers, située en face de l'espace culturel Marc Jacquet, fait actuellement office de centre technique municipal. Il ne répond plus aux normes de sécurité, d'accueil des agents et de stockage.
La municipalité souhaite donc construire un nouveau bâtiment dédié répondant aux critères, qui sera situé sur un terrain qui se trouve à l'arrière de la mairie.
Le bâtiment, d'une superficie de 330 m², comprendra un lieu pour ranger les véhicules, un local de stockage, un atelier, un local technique, des vestiaires, des sanitaires, un bureau, une salle de réunion, un réfectoire. A l'extérieur, un stationnement de 14 places est prévu avec un traitement paysager.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 650 000 € HT, plafonné à 370 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- BARBIZON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	650 000,00	100,00%
Total	650 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	148 000,00	22,77%
DEPARTEMENT 77 - sollicité	111 000,00	17,08%
COMMUNE	391 000,00	60,15%
Total	650 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX044961 - COR - REHABILITATION ET RESTRUCTURATION DE L'ECOLE DE SAINT-MARTIN ET DE LA SALLE COMMUNALE - BEAUCHERY-SAINT-MARTIN (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 € HT	40,00 %	148 000,00 €
	Montant total de la subvention		148 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BEAUCHERY SAINT MARTIN
Adresse administrative : 2 RUE TOUR MAUROUARD
77560 BEAUCHERY-SAINT-MARTIN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Claire CRAPART, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 juin 2018 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Beauchery-Saint-Martin (384 habitants- INSEE 2016) propose l'opération "Réhabilitation et restructuration de l'école de Saint-Martin et de la salle communale".

L'école maternelle du bourg de Saint-Martin est attenante à une salle communale, utilisée comme salle de motricité sur le temps scolaire. Ecole et salle forment les deux parties d'un même bâtiment en forme de « L » de 240 m² environ, mais sans communication directe entre elles, les enfants doivent passer de la classe à la salle de motricité par la cour extérieure. La commune envisage une réhabilitation de l'ensemble, construit en 1982, pour proposer deux équipements de qualité et mis aux normes d'accessibilité PMR (personnes à mobilité réduite).

Les travaux prévoient notamment une extension du bâtiment pour abriter une nouvelle entrée qui permettra un accès à la fois à l'école et à la salle communale. La salle communale servant également de

salle des fêtes, l'entrée mutualisée communiquera avec un vestiaire et un nouveau bloc sanitaire unique.

Le nouvel aménagement de la partie école prévoit la création d'espaces mieux définis en termes de cloisonnement, pour créer une tisanerie, des rangements et une zone d'activité de 52 m² distincts de la classe. Dans la partie salle communale, un nouvel espace de rangement sera agencé à la place des anciennes toilettes.
L'ensemble du bâtiment comprendra des interventions pour améliorer l'isolation des combles et remplacer les fenêtres et portes existantes. Le chauffage et l'électricité seront rénovés. La mise aux normes comprendra aussi l'installation d'un système de traitement autonome des eaux usées.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération est estimé à 503 203,20€ HT, plafonné à 370 000€ HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- BEAUCHERY-SAINT-MARTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	65 635,20	13,04%
TRAVAUX	437 568,00	86,96%
Total	503 203,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	148 000,00	29,41%
DEPARTEMENT 77 - Sollicitée	111 000,00	22,06%
ETAT : DETR (Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux) - Sollicitée	93 242,24	18,53%
COMMUNE	150 960,96	30,00%
Total	503 203,20	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-260

DOSSIER N° EX045012 - COR - CONSTRUCTION DE 4 CLASSES - SI LAVAL-SALINS D'EQUIP., D'ENTRETIEN ET D'EXPLOITATION DES NOUVEAUX LOCAUX SCOLAIRES (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	646 798,75 € HT	40,00 %	258 719,50 €
	Montant total de la subvention		258 719,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EQUIP ENTRET EXPLOIT NOUVEAUX LOCAUX SCOLAIRES
Adresse administrative : 5 RUE DE COURCELLES 77148 SALINS
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique
Représentant : Monsieur Georges BENARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 mai 2018 - 1 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc.), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
Le syndicat intercommunal Laval-Salins d'équipement, d'entretien et d'exploitation des nouveaux locaux scolaires (1573 habitants -INSEE 2016) propose l'opération « construction de 4 classes ».

Les élèves de primaire et de maternelle des deux communes sont accueillis à Salins dans 3 classes récentes, réalisées dans le cadre d'un précédent contrat rural, et dans 4 autres classes situées dans des locaux anciens, posant notamment des problèmes d'accessibilité et de sécurité (un préfabriqué, deux classes dans le bâtiment de la mairie et une classe dans l'ancien presbytère).

Le projet consiste à construire un nouveau bâtiment, en remplacement des locaux qui ne sont plus adaptés, sur l'emprise de l'école existante, en fond de parcelle. Il bénéficiera du stationnement créé par anticipation de cette extension de l'école.
Réalisé en rez-de-chaussée sur une emprise au sol d'environ 360 m², le bâtiment comprendra 4 classes,

un hall, un bureau et des sanitaires. La toiture à deux pentes sera réalisée avec une couverture en tuiles plates de terre cuite à l'identique du bâtiment existant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 646 798,75 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- SALINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	572 146,50	88,46%
HONORAIRES	74 652,25	11,54%
Total	646 798,75	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	258 719,50	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	194 039,62	30,00%
SYNDICAT INTERCOMMUNAL	194 039,63	30,00%
Total	646 798,75	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-260

DOSSIER N° EX044897 - COR - AMENAGEMENT D'UN BATIMENT EN SALLE D'ASSOCIATIONS - FUBLAINES (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	155 129,25 € HT	40,00 %	62 051,70 €
	Montant total de la subvention		62 051,70 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FUBLAINES
Adresse administrative : 24 RUE ALPHONSE CABON
77470 FUBLAINES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrick BRIET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juin 2018 - 30 avril 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Fublaines (1 284 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Aménagement d'un bâtiment en salle d'associations".

La commune dispose au cœur du village d'une ancienne grange, adossée à la cour de l'école et qui sert actuellement de remise. Elle envisage d'en aménager l'étage pour créer une salle des associations qui pourra recevoir entre 50 et 100 personnes.

Le plancher en mauvais état sera déposé et remplacé. Un autre plancher en bois sera installé pour créer un espace technique sous les combles, accessible par un escalier escamotable. Deux baies vitrées seront conçues, côté rue. L'une d'elles encadrera la nouvelle porte d'entrée au local associatif située à l'étage du bâtiment. Son accès sera réalisé depuis la rue par une passerelle en métal d'environ 10,50 m de long. Conforme aux normes PMR, elle permettra de franchir la cour en contrebas qui sera nettoyée et gravillonnée.

L'ensemble de la couverture existante sera révisée et une fenêtre de toit sera posée. Des faux plafonds seront installés afin d'y placer l'éclairage et une isolation assurant au local un bon confort thermique. D'autres travaux seront nécessaires pour réaliser des toilettes aux normes d'accessibilité PMR (personnes à mobilité réduite), un espace kitchenette, une sortie de secours et l'alimentation électrique conforme à la réglementation en vigueur.

A l'extérieur, un ravalement de façades à la chaux est prévu.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 155 129,25 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- FUBLAINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	20 234,25	13,04%
TRAVAUX	134 895,00	86,96%
Total	155 129,25	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	62 051,70	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicitée	46 538,78	30,00%
COMMUNE	46 538,77	30,00%
Total	155 129,25	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-260

DOSSIER N° 19005236 - COR - CREATION D'UNE SALLE DE CLASSE SOUS LE PREAU DE L'ECOLE - FUBLAINES (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	84 604,50 € HT	40,00 %	33 841,80 €
		Montant total de la subvention	33 841,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FUBLAINES
Adresse administrative : 24 RUE ALPHONSE CABON
77470 FUBLAINES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrick BRIET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juin 2018 - 30 avril 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Fublaines (1 284 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Création d'une salle de classe sous le préau de l'école".

La commune constate un certain dynamisme démographique lié à l'installation de nouvelles familles : la capacité d'accueil des équipements publics doit être adaptée. L'école communale a déjà fait l'objet d'une extension, mais celle-ci s'avère insuffisante au vu des effectifs attendus.

La commune envisage donc de créer une salle de classe supplémentaire, en l'intégrant au bâtiment de l'école, sous le préau : les travaux vont consister à positionner la classe au niveau du rez-de-jardin, avec des matériaux rappelant l'extension existante.

La classe sera construite en ossature bois pour fermer le préau sur ses deux côtés libres. Les deux façades comprendront de larges baies vitrées en menuiseries d'aluminium. L'accès à la classe se fera

directement par la cour.

Des travaux de maçonnerie pour la réalisation d'une dalle à l'emplacement du préau et de menuiserie pour la pose d'un faux plafond participeront à l'isolation de la nouvelle salle. Des travaux de plomberie sont prévus pour l'installation d'un meuble lavabo.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS EX044897.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération est estimé à 121 670,00€ HT, plafonné à 84 604,50€ HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- FUBLAINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	15 870,00	13,04%
TRAVAUX	105 800,00	86,96%
Total	121 670,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	33 841,80	27,81%
DEPARTEMENT 77 - Sollicitée	25 381,35	20,86%
COMMUNE	62 446,85	51,32%
Total	121 670,00	100,00%

DOSSIER N° 19005237 - COR - AMENAGEMENT DE LA PLACE DE L'EGLISE - PLACE JEAN CATEIGNE - FUBLAINES (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	130 266,25 € HT	40,00 %	52 106,50 €
	Montant total de la subvention		52 106,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FUBLAINES
Adresse administrative : 24 RUE ALPHONSE CABON
77470 FUBLAINES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrick BRIET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juin 2018 - 29 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Fublaines (1 284 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Aménagement de la place de l'église - Place Jean Cateigne".

La place Jean Cateigne, ou place de l'église, se situe au cœur du village et à proximité de la mairie, de l'école et de la salle des fêtes. Utilisée comme parking mais non aménagée, elle présente un état dégradé. De plus, la place est mitoyenne avec 2 cours d'habitation mais aucun élément ne permet de distinguer les limites entre l'espace public et les propriétés privées. La commune envisage d'organiser cet espace et d'y créer une aire de stationnement de 14 places matérialisées, dont une sera réservée aux véhicules électriques avec borne de recharge et une autre aux personnes à mobilité réduite (PMR).

Les travaux permettront de rendre la place plus fonctionnelle et de la mettre en valeur : elle sera traitée dans sa majeure partie en enrobé beige, tandis que son accès par la rue de l'Eglise et les cheminements piétons seront réalisés en pavés parisiens de petit format. Le fil d'évacuation des eaux de pluie, avec

raccordement au réseau communal, sera positionné au centre de l'aire et marqué par des pavés de plus grande taille. Les murets en pierre existants seront remis en état et rehaussés. De nouveaux seront construits et accompagnés de plantations pour séparer la place publique des cours des propriétés mitoyennes. Des espaces plantés seront également disposés au pied de l'église.

L'église Saint-Eloi n'est pas protégée au titre des Monuments historiques : le projet ne nécessite pas d'avis de l'Architecte des Bâtiments de France.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS EX044897.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 130 266,25 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- FUBLAINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	16 991,25	13,04%
TRAVAUX	113 275,00	86,96%
Total	130 266,25	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	52 106,50	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicitée	39 079,88	30,00%
COMMUNE	39 079,87	30,00%
Total	130 266,25	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-260

DOSSIER N° EX044920 - COR - REFECTION DE LA CHAUSSEE RUE DE LA GRANGE AUX DIMES - COMMUNE DE NANTEAU-SUR-ESSONNE (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	297 211,96 € HT	40,00 %	118 884,78 €
	Montant total de la subvention		118 884,78 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NANTEAU SUR ESSONNE
Adresse administrative : HELEN HENDERSON
77760 NANTEAU-SUR-ESSONNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Helen HENDERSON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 19 mars 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Nanteau-sur-Essonne (447 habitants INSEE 2016) propose l'opération "Réfection de la chaussée rue de la Grange aux Dîmes".

Le projet consiste en la réfection et l'élargissement de la chaussée de la rue de la Grange aux Dîmes sur 400 mètres avec pose de caniveaux, réalisation de divers ouvrages destinés à la collecte et à l'évacuation des eaux pluviales, création d'entrées charretières et de trottoirs conformes à la législation dans le cadre de la mise en accessibilité de la voirie. En effet, suite au tassement des accotements en terre, lié au stationnement des voitures et à la construction de murs de clôture qui font obstacles à l'écoulement des eaux pluviales, on constate, lors des précipitations, une stagnation importante d'eau devant les habitations les plus récentes de cette rue. Cette route, qui était à l'origine une voie vicinale, est devenue dangereuse pour la circulation automobile et également pour les piétons qui doivent emprunter la chaussée par temps de pluie. Les accotements en herbe dégradés sont également difficilement praticables par les poussettes et les fauteuils roulants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 297 211.96 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- NANTEAU-SUR-ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	274 015,00	92,20%
HONORAIRES	23 196,96	7,80%
Total	297 211,96	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	118 884,78	40,00%
DEPARTEMENT 77 - sollicité	89 163,59	30,00%
COMMUNE	89 163,59	30,00%
Total	297 211,96	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-260

DOSSIER N° EX044991 - COR - CREATION D'UNE CANTINE SCOLAIRE - PECY 77

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 € HT	40,00 %	148 000,00 €
	Montant total de la subvention		148 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PECY
Adresse administrative : 2A RUE DU PRIEUR
77970 PECY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bruno GAINAND, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Pécy (874 habitants INSEE 2016) propose l'opération "Création d'une cantine scolaire" afin d'assurer la restauration collective des élèves des classes élémentaires et maternelles des communes de Pécy et Vaudroy en Brie. Ce projet comporte la mise en conformité de la restauration scolaire. Différents travaux sont envisagés à savoir : du terrassement, du gros œuvre, de la couverture, de l'étanchéité, de la menuiserie, de l'isolation, du revêtement sol, de la plomberie, de l'électricité, de la peinture et du chauffage.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 1 183 413 € HT, plafonné à 370 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- PECY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 183 413,00	100,00%
Total	1 183 413,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	148 000,00	12,51%
DEPARTEMENT 77 Sollicité	111 000,00	9,38%
COMMUNE	355 073,00	30,00%
ETAT - Dotation de soutien à l'investissement local	569 340,00	48,11%
Total	1 183 413,00	100,00%

DOSSIER N° EX044744 - COR - COUVERTURE ET RAVALEMENT DE LA MAIRIE - COMMUNE DE THOURY-FERROTTES (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	68 890,67 € HT	40,00 %	27 556,27 €
	Montant total de la subvention		27 556,27 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE THOURY FEROTTES
Adresse administrative	:	ALL E DE LA MAIRIE 77940 THOURY-FEROTTES
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Yves ROY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 1 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de THOURY-FERROTTES (684 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Couverture et ravalement de la mairie".

Le ravalement des façades comprend notamment la fourniture et l'application d'un enduit pour les quatre façades avec mise en place d'une trame de verre si nécessaire, la réfection des joints des briques, la remise en lettrage du fronton de la mairie et du bandeau, la reprise de la corniche sous toiture et des bandeaux d'étage de la façade droite.

Les travaux de couverture portent sur le versant sud-ouest et consistent à remplacer les tuiles anciennes par des tuiles neuves, sans changer le lattage.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 68 890.67 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- THOURY-FEROTTES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	68 890,67	100,00%
Total	68 890,67	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	27 556,27	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	20 667,20	30,00%
COMMUNE	20 667,20	30,00%
Total	68 890,67	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-260

DOSSIER N° 19005011 - COR - RESTAURATION DE LA TOITURE DE L'EGLISE (VERSANT SUD) - COMMUNE DE THOURY-FERROTTES (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	49 291,38 € HT	40,00 %	19 716,55 €
		Montant total de la subvention	19 716,55 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE THOURY FEROTTES
Adresse administrative : ALL E DE LA MAIRIE
77940 THOURY-FEROTTES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Yves ROY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2020 - 1 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de THOURY-FERROTTES (684 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Restauration de la toiture de l'église (versant sud)".

Le projet consiste en la rénovation de la couverture du versant sud de l'église « Saint Pierre Saint Paul », qui n'est pas protégée au titre des monuments historiques, afin d'éviter les infiltrations d'eau et les fuites. Les travaux porteront sur la fourniture et la pose de tuiles neuves en remplacement des tuiles anciennes ainsi que sur la reprise de la fixation du lattage existant.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS EX044744.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 49 291.38 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- THOURY-FEROTTES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	49 291,38	100,00%
Total	49 291,38	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE -DE-FRANCE	19 716,55	40,00%
DEPARTEMENT 77 - sollicité	14 787,41	30,00%
COMMUNE	14 787,42	30,00%
Total	49 291,38	100,00%

DOSSIER N° EX045011 - COR - AMENAGEMENTS DE VOIRIE RUE DE LA VIGNE AUX VIEUX ET DE LA PLACE GUSTAVE MOUFROND - TREUZY LEVELAY 77

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 € HT	40,00 %	148 000,00 €
	Montant total de la subvention		148 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE TREUZY LEVELAY
Adresse administrative : 1 PL GUSTAVE MOUFROND
77710 TREUZY-LEVELAY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Gilles CAUPIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 14 juin 2018 - 31 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Treuzy-Levelay (442 habitants INSEE 2016) propose l'opération "Aménagements de voirie rue de la Vigne aux Vieux et de la Place Gustave Moufrond".

Le projet vise à faciliter le cheminement des piétons vers et sur la place centrale de la commune où se situent la mairie et l'école, et à améliorer la sécurité routière. Il comprend la réfection de la chaussée de la rue de la Vigne aux Vieux, qui sera calibrée à 4,50 mètres, la création d'un cheminement piéton continu accessible aux personnes à mobilité réduite côté impair, tandis que l'accotement côté pair sera essentiellement constitué de surfaces engazonnées et délimité par une bordure en béton. Les entrées riveraines seront réalisées en enrobé.
La place Gustave Moufrond sera revalorisée avec l'aménagement de cheminements piétons, d'espaces verts et la réfection de la chaussée. Une zone limitée à 30 km/h sera établie avec l'aménagement d'un plateau surélevé pour inciter les usagers à ralentir. Des places de stationnement, et notamment deux places pour PMR, avec un cheminement adapté jusqu'à la mairie et l'école seront créés depuis la rue de

la Vigne aux Vieux. Les abris bus seront repris à neuf et mis aux normes.
Les eaux pluviales seront collectées et redirigées vers des puisards existants ou à créer.
Des travaux complémentaires sont prévus hors contrat sur la RD92.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 370 517 € HT, plafonné à 370 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- TREUZY-LEVELAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	349 517,00	94,33%
HONORAIRES	21 000,00	5,67%
Total	370 517,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	148 000,00	39,94%
DEPARTEMENT 77 Sollicité	111 000,00	29,96%
COMMUNE	111 517,00	30,10%
Total	370 517,00	100,00%

DOSSIER N° EX044998 - COR ACQUISITION FONCIERE ET AMENAGEMENT D'UN JARDIN PEDAGOGIQUE ET D'UN TERRAIN LUDIQUE - GOUSSONVILLE (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	274 000,00 € HT	40,00 %	109 600,00 €
	Montant total de la subvention		109 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GOUSSONVILLE
Adresse administrative : 2 RUE DU BOIS DE L'AULNAIE
78930 GOUSSONVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Fabrice LEPINTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 8 avril 2019 - 30 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (géomètre), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Goussonville (667 habitants INSEE 2016) propose l'opération suivante : "Acquisition foncière et aménagement d'un jardin pédagogique et d'un terrain ludique".

Le jardin pédagogique, situé à proximité de l'école primaire permettra aux élèves et professeurs de cultiver à des fins pédagogiques des plantes, des légumes, fruits et fines herbes. Il s'agira d'un lieu d'apprentissage du jardinage et de valeurs comme le travail en commun, mais également un espace de détente et d'activités ludiques.

Le terrain ludique comprendra :
- une aire de jeux pour enfants constituant un espace regroupant plusieurs jeux comme des toboggans, tourniquets, balançoires,...
- un skate park constitué d'aires de géométries variées pour planche à roulettes, lieu essentiellement destiné à la pratique du skateboard, mais aussi à la pratique de toute discipline relevant des sports de glisse, comme le roller, la trottinette freestyle, le bmx.

- un biker park proposant des aménagements destinés à la pratique du vélo tout terrain, du vélo de montagne ou autre vélo ;
- un mini stadium permettant la pratique sportive dans un esprit ludique de plusieurs disciplines comme le football, le basket-ball, le volley-ball, le handball, le badminton, etc.
- un parcours piéton, cheminement en boucle traversant le site.

En vue de réaliser ces travaux deux parcelles ont été acquises en date du 22 juin 2018.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les travaux s'élèvent à 301 912 € HT plafonnés à 274 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :
- GOUSSONVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	196 180,00	64,98%
ACQUISITION	92 000,00	30,47%
HONORAIRES	13 732,00	4,55%
Total	301 912,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	109 600,00	36,30%
DEPARTEMENT 78 - Sollicité	82 200,00	27,23%
COMMUNE	110 112,00	36,47%
Total	301 912,00	100,00%

DOSSIER N° 19005804 - COR VALORISATION DU PATRIMOINE COMMUNAL- GOUSSONVILLE (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	70 000,00 € HT	40,00 %	28 000,00 €
		Montant total de la subvention	28 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GOUSSONVILLE
Adresse administrative : 2 RUE DU BOIS DE L'AULNAIE
78930 GOUSSONVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Fabrice LEPINTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Goussonville (667 habitants INSEE 2016) propose l'opération suivante : "Valorisation du patrimoine communal".
Il s'agit de valoriser le patrimoine communal suivant :
- l'église Saint-Denis : édifice en pierre construit au XIIème siècle appartenant à l'origine à l'abbaye de Saint-Denis. Elle est attenante au château de Goussonville. Le maître-autel abrite notamment un retable en menuiserie du XVIIème siècle. L'église sera éclairée par des projecteurs LED à l'intérieur du clocher orientés vers les abat-sons et les installations électriques seront mises aux normes,
- le lavoir : datant du XVIIIème siècle, il est composé de trois bassins et recouvert par une toiture en tuile. Le lavoir et ses abords seront éclairés de l'intérieur par des projecteurs LED. Restauration du lavoir et des murs adjacents (dégarnissage des joints nettoyage des moellons pierres existantes, minéralisation des pierres de taille, jointoiements au mortier de chaux)
- le château datant des XVIIème et XVIIIème siècles quant à lui fait partie du site de la « Clinique du Château de Goussonville » (groupe CLINEA). Une orangerie est située à proximité du château. Il sera créé un mur de séparation en pierre entre le terrain appartenant à la commune devant l'orangerie et les parcelles appartenant à la clinique, et création d'un portail côté rue.

Dans le cadre du nouveau contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS EX044998.

Détail du calcul de la subvention :
Les travaux s'élèvent à 73 000 € HT plafonnés à 70 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :

- GOUSSONVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	73 000,00	100,00%
Total	73 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	28 000,00	38,36%
DEPARTEMENT 78 - Sollicité	21 000,00	28,77%
COMMUNE	24 000,00	32,88%
Total	73 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-260

DOSSIER N° 19005805 - COR ACCESSIBILITE DES PERSONNES A MOBILITE REDUITE AUX BÄTIMENTS PUBLICS - GOUSSONVILLE (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	26 000,00 € HT	40,00 %	10 400,00 €
	Montant total de la subvention		10 400,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GOUSSONVILLE
Adresse administrative : 2 RUE DU BOIS DE L'AULNAIE
78930 GOUSSONVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Fabrice LEPINTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Goussonville (667 habitants INSEE 2016) propose l'opération suivante : " Accessibilité des personnes à mobilité réduite aux bâtiments publics ".

Cette mise aux normes accessibilité consiste :
- pour la mairie :
  * à matérialiser une place de stationnement pour handicapés sur le parking,
  * équiper de façon pérenne les cheminements existants,
  * poser des bandes d'éveil au sol au droit du passage-piétons,
  * à adapter l'accès et rendre accessible la borne d'accueil.
- pour la salle des fêtes à :
  * adapter les accès.
- pour l'école à :
  * adapter les accès.
  * remplacer une grille d'avaloir dans la cour par un modèle conforme,
  * remplacer certaines portes par des modèles de 90 cm de passage libre,
  * remplacer les tapis-brosses de sol par des tapis de sol conforme,
  * mettre aux normes les sanitaires et leurs accès.

Dans le cadre du nouveau contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens"

est prise en compte dans la fiche IRIS EX044998.

Détail du calcul de la subvention :
Les travaux s'élèvent à 46 360 € HT plafonnés à 26 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :
- GOUSSONVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	46 360,00	100,00%
Total	46 360,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	10 400,00	22,43%
DEPARTEMENT 78 - Sollicité	7 800,00	16,82%
DETR	13 923,00	30,03%
COMMUNE	14 237,00	30,71%
Total	46 360,00	100,00%

DOSSIER N° EX044965 - COR - RESTAURATION DES MURS EXTERIEURS DE L'EGLISE - COMMUNE DE MAREIL-LE-GUYON (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	180 000,00 € HT	40,00 %	72 000,00 €
	Montant total de la subvention		72 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MAREIL LE GUYON
Adresse administrative : 6 RUE DE L'HIRONDELLE
78490 MAREIL-LE-GUYON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur MICHEL LOMMIS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 10 janvier 2019 - 31 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Mareil-le-Guyon (383 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Restauration des murs extérieurs de l'église".

L'église du XIXe siècle a fait l'objet de plusieurs opérations de rénovation au cours des années précédentes. Il convient de poursuivre cette entreprise par la restauration complète des façades.
Il est ainsi prévu :
- le ravalement de façade avec reprise d'étanchéité,
- le remplacement des vitraux dégradés,
- la réfection des contreforts,
- la reprise de l'évacuation des eaux pluviales,
- le raccordement à l'assainissement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 180 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- MAREIL-LE-GUYON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	15 000,00	8,33%
TRAVAUX	165 000,00	91,67%
Total	180 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	72 000,00	40,00%
DEPARTEMENT (78) - Sollicité	54 000,00	30,00%
COMMUNE	54 000,00	30,00%
Total	180 000,00	100,00%

DOSSIER N° 19005735 - COR - RENOVATION DE DEUX LOGEMENTS AU DESSUS DE L'ECOLE - COMMUNE DE MAREIL-LE-GUYON (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	95 000,00 € HT	40,00 %	38 000,00 €
	Montant total de la subvention		38 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MAREIL LE GUYON
Adresse administrative : 6 RUE DE L'HIRONDELLE
78490 MAREIL-LE-GUYON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur MICHEL LOMMIS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 10 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Mareil-le-Guyon (383 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Rénovation de deux logements au-dessus de l'école".

La commune dispose de deux logements inoccupés depuis de nombreuses années, initialement destinés aux instituteurs. Le projet comporte la rénovation complète de ces deux logements communaux pour qu'ils puissent constituer un véritable patrimoine communal.

Les travaux consistent à :
- un remplacement des huisseries,
- une isolation,
- une remise aux normes (électricité, plomberie, chauffage),
- une rénovation intérieure complète.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS EX044965.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 95 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- MAREIL-LE-GUYON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	10 000,00	10,53%
TRAVAUX	85 000,00	89,47%
Total	95 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	38 000,00	40,00%
DEPARTEMENT (78) - Sollicité	28 500,00	30,00%
COMMUNE	28 500,00	30,00%
Total	95 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-260

DOSSIER N° 19005736 - COR - RENOVATION DES EXTERIEURS DU BATIMENT DE LA MAIRIE ET DES LOCAUX ANNEXES - COMMUNE DE MAREIL-LE-GUYON (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	95 000,00 € HT	40,00 %	38 000,00 €
	Montant total de la subvention		38 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MAREIL LE GUYON
Adresse administrative : 6 RUE DE L'HIRONDELLE
78490 MAREIL-LE-GUYON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur MICHEL LOMMIS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 10 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Mareil-le-Guyon (383 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "rénovation des extérieurs du bâtiment de la mairie et des locaux annexes.

L'intérieur de la mairie a fait l'objet d'une profonde rénovation dans le cadre d'un précédent contrat rural. La commune souhaite dorénavant mettre en adéquation son apparence extérieure, aujourd'hui quelque peu dégradée.
Il est ainsi prévu la reprise de toiture, le ravalement complet, le remplacement des menuiseries, le remplacement des volets et la reprise des abords.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS EX044965.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 95 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- MAREIL-LE-GUYON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	10 000,00	10,53%
TRAVAUX	85 000,00	89,47%
Total	95 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	38 000,00	40,00%
DEPARTEMENT 78 - Sollicité	28 500,00	30,00%
COMMUNE	28 500,00	30,00%
Total	95 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX044967 - COR - RENOVATION DES BATIMENTS PUBLICS COMMUNAUX - COMMUNE DE SENLISSE (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	227 720,00 € HT	40,00 %	91 088,00 €
	Montant total de la subvention		91 088,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SENLISSE
Adresse administrative : 13 RUE DE CERNAY
78720 SENLISSE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur CLAUDE BENMUSSA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2018 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Senlisse (510 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Rénovation des bâtiments publics communaux".

Cette opération globalise un certain nombre d'interventions nécessaires sur les bâtiments publics communaux. Ils prennent en compte l'état général des bâtiments communaux ainsi que les perspectives de croissance de la population, compte tenu des possibilités offertes par le PLU.

Des mises aux normes sont prévues dans le cadre de l'agenda d'accessibilité programmé (Ad'AP) en particulier sur la voierie communale et les trottoirs ainsi que sur des installations électriques et sécurité incendie.
Au sein des locaux de la mairie, une rénovation est programmée avec la reprise des peintures de la cuisine des enseignants et de la salle du conseil.
Sur l'Eglise, il y aura des reprises de fissures.

Dans des locaux scolaires, un aménagement d'une aire de jeux, une rénovation des sanitaires et la réalisation d'un espace polyvalent par la fermeture du préau sont prévus.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 227 991 € HT, plafonné à 227 720 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- SENLISSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	17 280,00	7,58%
TRAVAUX	210 711,00	92,42%
Total	227 991,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	91 088,00	39,95%
DEPARTEMENT (78) - Sollicité	68 316,00	29,96%
COMMUNE	68 587,00	30,08%
Total	227 991,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-260

DOSSIER N° 19005748 - COR - ENFOUISSEMENT DES RESEAUX - COMMUNE DE SENLISSE (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	142 280,00 € HT	40,00 %	56 912,00 €
		Montant total de la subvention	56 912,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SENLISSE
Adresse administrative : 13 RUE DE CERNAY
78720 SENLISSE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur CHRISTOPHE GASPARINI, Maire adjoint

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2021 - 31 octobre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Senlisse (510 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Enfouissement des réseaux".

Un environnement naturel forestier couplé à la vétusté des réseaux, en particulier de l'éclairage public aérien, provoquent de nombreuses coupures d'électricité, de téléphone, d'internet, etc. Cette situation a pour conséquence des frais importants et réguliers d'abattage et d'élagage d'arbres.
C'est pour cela que la commune a décidé d'enfouir l'ensemble des réseaux aériens sur environ 150 mètres et de reprendre l'éclairage public de la rue de la Chataigneraie ainsi que de la rue de la Glacière. L'amélioration esthétique sera également importante pour la voierie communale.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS EX044967.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 142 284 € HT, plafonné à 142 280 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- SENLISSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	142 284,00	100,00%
Total	142 284,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	56 912,00	40,00%
DEPARTEMENT (78) - Sollicité	42 684,00	30,00%
COMMUNE	42 688,00	30,00%
Total	142 284,00	100,00%

DOSSIER N° EX044898 - COR - REAMENAGEMENT DU GROUPE SCOLAIRE D'AUTHON LA PLAINE - SIRP AMPS (91)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204182-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	87 252,00 € HT	40,00 %	34 900,80 €
	Montant total de la subvention		34 900,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : REGROUP PEDAGO APS
Adresse administrative : 5 PLACE DE L'EGLISE
91410 AUTHON-LA-PLAINE
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique
Représentant : Monsieur YVES VILLATE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le SIRP AMPS (1 865 habitants INSEE 2016) propose l'opération "réaménagement du groupe scolaire d'Authon-la-Plaine".
Ce programme comprend plusieurs actions concernant la conformité des locaux, le renouvellement d'équipements vieillissants et énergivores, la réorganisation de l'espace cuisine facilitant et limitant le port de charge du personnel, la création d'un espace naturel pédagogique et la création d'un espace couvert pour les récréations.
Les travaux porteront sur le renouvellement de l'éclairage, les mises en conformité, le réaménagement de la cuisine, le remplacement des équipements de production d'eau chaude et de chauffage, la création d'un espace paysager pédagogique ainsi que d'un préau et le remplacement de volets.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 87 252 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- AUTHON-LA-PLAINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	87 252,00	100,00%
Total	87 252,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	34 900,80	40,00%
CONSEIL DEPARTEMENTAL (91) EN COURS	26 176,00	30,00%
SIRP AMPS	26 175,20	30,00%
Total	87 252,00	100,00%

DOSSIER N° EX044937 - COR - REQUALIFICATION DE LA PLACE DU VILLAGE - FROUVILLE (95)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	187 983,82 € HT	40,00 %	75 193,53 €
		Montant total de la subvention	75 193,53 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FROUVILLE
Adresse administrative : 10BIS GRANDE RUE
95690 FROUVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Stéphan LAZAROFF, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 21 septembre 2017 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du Règlement Budgétaire et Financier de la Région, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération : pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, géomètre, sondage, frais de dossier,…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.
La date de début de projet correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage. L'acte d'engagement a été signé le 21 septembre 2017.

Description :
La commune de Frouville (363 habitants - INSEE 2016) propose l'opération " Requalification de la place du village".
La place de l'église est l'espace public unique du village de Frouville. Elle est située au centre du village, à proximité de l'église, de la mairie, de l'école, de la salle des fêtes et de la cantine des enfants, des tennis, mais aussi aux abords du seul carrefour routier de la commune où se rejoignent la RD151 et la route de Labbeville. Elle est aussi, par sa surface, le seul espace permettant de stationner, de se regrouper, de jouer à la pétanque…
Cet espace, autrefois enherbé, est actuellement planté d'un mail de tilleuls et fait essentiellement office de parking, offrant une dizaine de places environ.
L'objet du projet consiste à requalifier cet espace et à créer un espace minéral en déplaçant l'entrée des véhicules et à le rattacher à l'église par un mail d'arbres. Le muret délimitant partiellement la place est prolongé de part et d'autre des accès piétons et véhicules.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux incluant les honoraires s'élève à 187 983,82 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :
- FROUVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	169 830,90	90,34%
ÉTUDES ET HONORAIRES	18 152,92	9,66%
Total	187 983,82	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION ÎLE-DE-FRANCE	75 193,53	40,00%
DÉPARTEMENT DU VAL D'OISE - SOLLICITÉ	56 395,15	30,00%
COMMUNE DE FROUVILLE	56 395,14	30,00%
Total	187 983,82	100,00%

DOSSIER N° 19005270 - COR - AMÉNAGEMENT DE LA RUE DE LABBEVILLE - FROUVILLE (95)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	93 164,11 € HT	40,00 %	37 265,64 €
		Montant total de la subvention	37 265,64 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FROUVILLE
Adresse administrative : 10BIS GRANDE RUE
95690 FROUVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Stéphan LAZAROFF, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 21 septembre 2017 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du Règlement Budgétaire et Financier de la Région, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération : pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, géomètre, sondage, frais de dossier,…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.
La date de début de projet correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage. L'acte d'engagement a été signé le 21 septembre 2017.

Description :
La commune de Frouville (363 habitants - INSEE 2016) propose l'opération " Aménagement de la rue de Labbeville".
La rue de Labbeville relie les villages de Frouville et Labbeville.
Longue de 150 mètres environ et relativement pentue, elle est axée à l'une de ses extrémités avec le bâtiment de la mairie et offre à l'autre extrémité une perspective remarquable sur les paysages du Vexin, accentuée par la pente descendante de la voie. Elle s'achève par la traversée du ru de Frouville, affluent du Sausseron, avant de desservir divers terroirs agricoles.
La rue est actuellement composée de trottoirs étroits de revêtements hétérogènes et dégradés, de caniveaux larges pavés et d'une chaussée enrobée, usée et déformée.
L'objet de l'aménagement est de remplacer et d'harmoniser les revêtements des trottoirs par des entrées charretières pavées et des trottoirs en béton stabilisé ton pierre.
L'aménagement comprend également la réfection de la couche de roulement, les caniveaux pavés sont

conservés et les joints rénovés.

La commune s'engage à recruter 1 stagiaire pour l'ensemble des opérations du présent contrat rural. La fiche EX044937 prend en compte ce stagiaire.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux incluant les honoraires s'élève à 93 164,11 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :
- FROUVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	85 003,75	91,24%
ÉTUDES ET HONORAIRES	8 160,36	8,76%
Total	93 164,11	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION ÎLE-DE-FRANCE	37 265,64	40,00%
DÉPARTEMENT DU VAL D'OISE - SOLLICITÉ	27 949,23	30,00%
COMMUNE DE FROUVILLE	27 949,24	30,00%
Total	93 164,11	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-260

DOSSIER N° 19005271 - COR - ENFOUISSEMENT DES RÉSEAUX AÉRIENS AU HAMEAU DE MESSELAN - FROUVILLE (95)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	88 852,07 € HT	40,00 %	35 540,83 €
	Montant total de la subvention		35 540,83 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE FROUVILLE
Adresse administrative	:	10BIS GRANDE RUE 95690 FROUVILLE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur STEPHAN LAZAROFF, Autre

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Frouville (363 habitants - INSEE 2016) propose l'opération " Enfouissement des réseaux aériens du hameau de Messelan ".
La commune de Frouville comprend un hameau situé à 5 kilomètres au nord du bourg.
Ce hameau comporte encore quelques rues déparées par la présence de poteaux et de lignes électriques.
Le projet consiste à finaliser la mise en valeur de l'espace public par la suppression des réseaux et le remplacement des points lumineux anciens consommateurs d'énergie par des lanternes LED à faible consommation rue du Pont de Messelan et rue Boudoche.
De plus, la qualité et la couleur des LED qui seront mis en place permettent aujourd'hui de préserver la biodiversité nocturne.

La commune s'engage à recruter 1 stagiaire pour l'ensemble des opérations du présent contrat rural. Ce stagiaire apparaît sur la fiche EX044937.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 101 184,49 € HT, plafonnés à 88 852,07 € HT. La subvention est

calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :

- FROUVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	101 184,49	100,00%
Total	101 184,49	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION ÎLE-DE-FRANCE	35 540,83	35,12%
DÉPARTEMENT DU VAL D'OISE - SOLLICITÉ	26 655,62	26,34%
COMMUNE DE FROUVILLE	38 988,04	38,53%
Total	101 184,49	100,00%

ANNEXE N° 3 : FICHE PROJET N° 13020618 MODIFIEE : COMMUNE DE LASSY (95)

Commission permanente du 5 juillet 2017 - CP2017-312
Modifié par la CP n° 2019-260 du 3 juillet 2019

DOSSIER N° 13020618 - RESTAURATION DE L'EGLISE NOTRE DAME DE LA NATIVITE - LASSY-

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	103 580,50 € HT	45,00 %	46 611,22 €
		Montant total de la subvention	46 611,22 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LASSY
Adresse administrative : MAIRIE
95270 LASSY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Gilbert MAUGAN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 novembre 2014 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du Règlement Budgétaire et Financier de la Région, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération : pour le présent projet, il s'agit d'études de maîtrise d'oeuvre, identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

Description :

L'église présente des désordres liés à l'humidité qui nécessitent des travaux de :
- nettoyage et le remaniement de la couverture et des gouttières
- traitement des remontées d'humidité par phénomène de capillarité
- réfection des maçonneries défectueuses
- reprise et le remplacement des sols à tommettes
- ravalement intérieur des murs et plafond de la nef et du choeur.

Une première phase dite de travaux prioritaires portera sur :
- la réfection de la couverture et le drainage périphérique pour assèchement des murs porteurs,
- sur la reprise et le confortement des maçonneries défectueuses.

Une seconde phase portera sur la réfection des enduits intérieurs et le ravalement intérieur de l'église.

Localisation géographique :

- LASSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	93 300,50	90,08%
HONORAIRES	10 280,00	9,92%
Total	103 580,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ILE DE FRANCE	46 611,22	45,00%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 95 - Acquis	31 074,15	30,00%
COMMUNE	25 895,13	25,00%
Total	103 580,50	100,00%

ANNEXE N° 4 : FICHE PROJET N° 19001772 MODIFIEE : COMMUNE DE SAINT-ESCOBILLE (91)

Commission permanente du 19 mars 2019 - CP2019-087
Modifiée par la délibération n° CP2019-260 du 3 juillet 2019

DOSSIER N° 19001772 - COR - TRAVAUX DE VOIRIE - SAINT-ESCOBILLE (91)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	62 464,00 € HT	40,00 %	24 985,60 €
	Montant total de la subvention		24 985,60 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT ESCOBILLE
Adresse administrative : 2 RUE DU CHATEAU
91410 SAINT-ESCOBILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Yves VILLATE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 21 mars 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Descriptif
La commune de Saint Escobille (543 habitants INSEE 2015) propose l'opération : "Travaux de voirie".
Une étude a mis en évidence la nécessité d'interventions sur quelques portions de voirie portant sur les rues des Ouches, des Prunus, de la Gare, l'impasse des Prés, la route allant à Mérobert, le chemin allant au terrain de sport. Il s'agit de reprises de réfection d'enrobés, de caniveaux, et d'affaissements.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est pris en compte dans la fiche Iris EX043832.

Localisation géographique :
- SAINT-ESCOBILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	62 464,00	100,00%
Total	62 464,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ILE DE FRANCE	24 985,60	40,00%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 91 sollicité	18 739,20	30,00%
COMMUNE	18 739,20	30,00%
Total	62 464,00	100,00%

ANNEXE N° 5 : AVENANT DE CONTRAT RURAL - COMMUNE DE VILLENEUVE SOUS DAMMARTIN (77)

AVENANT N° 1 AU CONTRAT RURAL
DE VILLENEUVE-SOUS-DAMMARTIN (77)

La Région Ile-de-France, sise à Saint-Ouen (93400) – 2 rue Simone Veil, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 2019- du 2019,

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

La Commune Villeneuve-sous-Dammartin, sise au Villeneuve-sous-Dammartin (77 230) – 35, rue de Paris, représentée par son Maire, Monsieur Gilles CHAUFFOUR, en vertu de la délibération du Conseil municipal du 22 février 2016,

ci-après dénommée « la Commune »

d'autre part,

Après avoir rappelé :

- le contrat rural de Villeneuve-sous-Dammartin signé le 6 février 2017 et la délibération de la Commission permanente du Conseil régional n° CP 16-622 du 16 novembre 2016,
- la délibération n° CP 96-355 du 21 novembre 1996 relative à l'actualisation du règlement des contrats ruraux,
- la délibération du Conseil municipal du 22 février 2016,

L'action 2 du contrat initial : 'création de deux classes supplémentaires ' a été réalisée sans l'apport financier de la Région Ile-de-France mais avec celui du Fonds de Soutien à l'investissement Public Local (FSIPL).
Aussi à la demande de la commune de Villeneuve-sous-Dammartin, la Région, par délibération n°CP du / /2019, a accepté de substituer l'opération 'Construction d'un atelier communal' à l'opération précitée pour un même montant de subvention.

C'est l'objet du présent avenant.

Article 1 :

L'annexe 1 du contrat initial est modifiée comme suit :

Tableau initial

Villeneuve-sous-Dammartin (77)

OPERATIONS	MONTANTS OPERATIONS PROPOSEES	RETENUS PAR LA REGION	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION					RETENUS PAR LE DEPARTEMENT	DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION	DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM DEPARTEMENT
	EN € HT	EN € HT	2016	2017	2018	2019	2020	EN € HT	(45%)	(35%)
Réhabilitation de l'école élémentaire	248 630,00	140 000	70 000	70 000				140 000	63 000	49 000
Création de deux classes supplémentaires	708 860,00	140 000	70 000	70 000				140 000	63 000	49 000
Restauration de l'église bas-côté Nord	40 005,63	20 000			20 000			20 000	9 000	7 000
TOTAL	**997 495,63**	**300 000**	140 000	140 000	20 000	0,00	0,00	**300 000**		
SUBVENTION DEPARTEMENT			49 000	49 000	7 000	0,00	0,00			**105 000,00**
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			63 000	63 000	9 000	0,00	0,00		**135 000,00**	

Tableau modifié

Villeneuve-sous-Dammartin (77)

OPERATIONS	MONTANTS OPERATIONS PROPOSEES	RETENUS PAR LA REGION	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION					RETENUS PAR LE DEPARTEMENT	DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION	DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM DEPARTEMENT
	EN € HT	EN € HT	2016	2017	2018	2019	2020	EN € HT	(45%)	(35%)
Réhabilitation de l'école élémentaire	248 630,00	140 000	70 000	70 000				140 000	63 000	49 000
Construction d'un atelier communal	290 950,00	140 000				70 000	70 000	140 000	63 000	49 000
Restauration de l'église bas-côté Nord	40 005,63	20 000			20 000			20 000	9 000	7 000
TOTAL	**549 585,63**	**300 000**	70 000	70 000	20 000	70 000	70 000	**300 000**		
SUBVENTION DEPARTEMENT			24 500	24 500	7 000	24 500	24 500			**105 000,00**
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			31 500	31 500	9 000	31 500	31 500		**135 000,00**	

Article 2 :

Toutes les stipulations du Contrat rural (CRUR) de Villeneuve-sous-Dammartin non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées**.**

Fait en deux exemplaires originaux.

A Villeneuve-sous-Dammartin, le	A Melun, le	A Saint-Ouen, le
Pour la commune de Villeneuve-sous-Dammartin Le Maire	Pour le département de Seine-et-Marne Le Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne	Pour la Région Ile-de-France La Présidente du Conseil Régional
Gilles CHAUFFOUR	**Patrick SEPTIERS**	**Valérie PECRESSE**

Acte rendu exécutoire le 5 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc147282-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-297

DU 3 JUILLET 2019

' SAUVEGARDE DES COMMERCES DE PROXIMITÉ EN MILIEU RURAL ' : 3ÈME AFFECTATION 2019 -MODIFICATION RÈGLEMENT D'INTERVENTION 'RÉHABILITATION DU PATRIMOINE BÂTI RURAL AGRICOLE' : RÈGLEMENT D'INTERVENTION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU les lignes directrices de la communauté concernant les aides d'Etat dans le secteur agricole (JOUE du 27/12/2006 – 2006/C 319/01) ;

VU le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L352 du 24 décembre 2013 ;

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'environnement ;

VU le Code rural ;

VU la circulaire du 14 septembre 2015 relative à l'application du règlement n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 « Règlement budgétaire et financier » prolongée par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 162-17 du 22 septembre 2017 «Simplifier le fonctionnement du Conseil régional » ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 « La Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU la délibération n° CR 09-16 du 17 mars 2016 « Doublement des aides aux territoires ruraux » ;

VU la délibération n°CR 113-16 du 7 juillet 2016 « Mise en œuvre du Pacte rural : Sauvegarder les commerces de proximité relative à la sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural » ;

VU la délibération n° CP 16-468 du 21 septembre 2016 « Mise en oeuvre operationnelle du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural, contribution des parcs naturels régionaux à

la revitalisation commerciale en milieu rural » et approuvant l'avenant n°2 à la convention avec l'ASP approuvée par la délibération n° CP 15-549 du 20 octobre 2015 ;

VU la délibération n° CP 2017-565 du 22 novembre 2017 «Convention entre la Région et l'ASP pour la gestion administrative et financière et ce jusqu'au versement des demandes d'aides, des subventions et le règlement des paiements de marchés conclus dans le cadre des politiques régionales relatives à la formation professionnelle continue, de l'emploi, du développement économique et de l'aménagement du territoire » ;

VU la délibération n° CR 14-18 du 31 mai 2018 « Pacte agricole : un livre blanc pour l'agriculture francilienne à l'horizon 2030 » ;

VU le budget de la Région Ile-de-France pour 2019.

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU le rapport n°CP 2019-297 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre **du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural**, au financement des projets portés par des entreprises détaillés dans les fiches projet correspondantes ci-jointes en annexe n°1.

Subordonne le versement de chaque subvention à la signature avec son bénéficiaire d'une convention, conforme à la convention type correspondante adoptée par délibération n° CP 16-468 du 21 septembre 2016 - annexe 1 - modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de **159 679,23 €**, disponible sur le chapitre budgétaire 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 53-001 (153001) « Aménagement et équipement de l'espace rural », action 15300108 «**Sauvegarde des commerces de proximité**» du budget 2019.

Article 2 :

Décide de participer, au titre **du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural**, au financement des projets portés par les communes de Beaumont du Gâtinais (77) et Le-Plessis-Pâté (91) détaillés dans les fiches projet correspondantes ci-jointes en annexe n°2.

Subordonne le versement de chaque subvention à la signature avec son bénéficiaire d'une convention, conforme à la convention type correspondante adoptée par délibération n° CP 16-468 du 21 septembre 2016 - annexe 2 - modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de **154 718,28 €**, disponible sur le chapitre budgétaire 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 53-001 (153001) « Aménagement et équipement de l'espace rural », action 15300108 «**Sauvegarde des commerces de proximité»** du budget 2019.

Article 3 :

Adopte les règlements d'intervention : « Aide aux commerces de proximité en milieu rural» et «Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural » du dispositif « Sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural » ci-joints respectivement en annexe 3.1 et 3.2, annexe n°3.

Abroge les règlements d'intervention correspondants adoptés par la délibération CR 113-16 du 7 juillet 2016 susvisée.

Article 4 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 5 :

Accorde, au titre **du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural,** une dérogation à la mesure «100 000 stages» pour les bénéficiaires des projets portés par des entreprises détaillés dans les fiches projet correspondantes ci-jointes en annexe n°4.

Article 6 :

Au titre de la mise en œuvre du Pacte rural et du Pacte agricole crée le dispositif «réhabilitation du patrimoine bâti rural agricole » pour les agriculteurs franciliens qui réhabilitent leur patrimoine bâti afin de loger des salariés agricoles, du commerce ou de l'artisanat.

Adopte le règlement d'intervention «Réhabilitation du patrimoine bâti rural agricole », la définition du dossier de demande de subvention correspondant, ainsi que la convention type définissant notamment les obligations de chaque bénéficiaire de subvention au titre de ce nouveau dispositif ci-joints respectivement en annexes 5.1, 5.2 et 5.3.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : FICHES PROJET COMMERCES

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-297

DOSSIER N° EX045062 - LE PASSAGE - REPRISE D'UN COMMERCE D'ACHAT/VENTE DE BIJOUX ET OBJETS DE DECORATION

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CR113-16 du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	126 218,12 € HT	29,64 %	37 405,43 €
	Montant total de la subvention		37 405,43 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SASU LE PASSAGE
Adresse administrative	:	55 GRANDE RUE 78550 HOUDAN
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Madame INGRID ARBLADE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Reprise d'un fonds de commerce d'achat/vente de bijoux et d'objets de décoration

Dates prévisionnelles : 13 mai 2019 - 10 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la période commerciale particulièrement favorable, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux avant la Commission Permanente du 3 juillet.

Description :
Il s'agit de la reprise d'un commerce d'achat/vente de bijoux et d'objets de décoration, de meubles et d'accessoires divers. Ce commerce est situé dans la commune rurale de Houdan (3 687 habitants) dans les Yvelines.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la subvention s'élève à 37 405,43 € et se décompose de la manière suivante :
- un montant total des investissements éligibles de 122 018,12 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant de 36 605,43 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à une prestation d'ingénierie.

Localisation géographique :

- HOUDAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière ou immobilière	25 000,00	19,81%
Achats de matériels, équipements et travaux	97 018,12	76,87%
Ingénierie du projet	4 200,00	3,33%
Total	126 218,12	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	67 112,69	53,17%
Autofinancement	21 700,00	17,19%
Subvention régionale (investissements)	36 605,43	29,00%
Subvention régionale (ingénierie)	800,00	0,63%
Total	126 218,12	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX045065 - LE BURON - CREATION D'UN RESTAURANT

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CR113-16 du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	85 165,15 € HT	30,66 %	26 109,55 €
	Montant total de la subvention		26 109,55 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAS LE BURON
Adresse administrative : RUE CHARLES DE GAULLE
91440 BURES-SUR-YVETTE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame VANESSA ZOMBORI, Présidente directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'un restaurant

Dates prévisionnelles : 3 juin 2019 - 15 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la période commerciale particulièrement favorable, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux avant la Commission Permanente.

Description :
Il s'agit de la création d'un restaurant dans la commune rurale de Bures-sur-Yvette (9 975 habitants) dans l'Essonne.
La commune réaménage le bâtiment pour permettre l'exploitation de ce restaurant, dans la continuité du programme de rénovation/construction lancée par la commune afin de redensifier le centre ville.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la subvention s'élève à 26 109,55 € et se décompose de la manière suivante :
- un montant total des investissements éligibles de 84 365,15 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant de 25 309,55 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CCI de l'Essonne.

Localisation géographique :

- BURES-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	84 365,15	99,06%
Achats d'études et prestations de services	800,00	0,94%
Total	85 165,15	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	59 055,60	69,34%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements…)	25 309,55	29,72%
Subvention régionale (prestation ingénierie)	800,00	0,94%
Total	85 165,15	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-297

DOSSIER N° EX045068 - SAINT FIACRE - MODERNISATION DE L'APPAREIL PRODUCTIF D'UNE BRASSERIE ARTISANALE

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CR113-16 du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	74 800,00 € HT	30,75 %	23 000,00 €
	Montant total de la subvention		23 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAINT FIACRE
Adresse administrative : 11 PLACE CAMUS
77580 CRECY-LA-CHAPELLE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur LAURENT DELABROY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Modernisation des équipements productifs

Dates prévisionnelles : 15 août 2019 - 30 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il s'agit de la modernisation de l'appareil productif d'une brasserie artisanale située dans la commune rurale de Crecy-la-Chapelle (4 279 habitants) en Seine-et-Marne.
Ces nouveaux équipements permettront d'augmenter la capacité de production, d'améliorer sensiblement les conditions de travail et enfin de répondre à la demande locale soutenue.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la subvention s'élève à 23 000 € et se décompose de la manière suivante :
- un montant total des investissements éligibles de 74 000 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant de 22 200 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CCI de Seine-et-Marne.

Localisation géographique :

- CRECY-LA-CHAPELLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	74 000,00	98,93%
Achats d'études et prestations de services	800,00	1,07%
Total	74 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	38 000,00	50,80%
Autofinancement	14 000,00	18,72%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements…)	22 000,00	29,41%
Subvention régionale (prestation ingénierie)	800,00	1,07%
Total	74 800,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-297

DOSSIER N° EX045093 - LE FORGEOIS - REPRISE D'UN BAR/TABAC - AMENAGEMENTS ET MODERNISATION DES LOCAUX

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CR113-16 du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	72 680,82 € HT	30,77 %	22 364,25 €
		Montant total de la subvention	22 364,25 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE FORGEOIS
Adresse administrative : 6 RUE GRANDE
77130 FORGES
Statut Juridique :
Représentant : Monsieur MIKE ROBE, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Reprise d'un barc/tabac - Aménagements et modernisation des locaux

Dates prévisionnelles : 27 avril 2019 - 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la période commerciale particulièrement favorable, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux avant la Commission Permanente.

Description :
Il s'agit de la reprise d'un bar/tabac dans la commune rurale de Forges (435 habitants) en Seine-et-Marne. Ce projet est largement soutenu par la commune qui est propriétaire des murs et a réaménagé ce local en 2017 afin de pérenniser une activité commerciale de proximité sur son territoire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la subvention s'élève à 22 364 € et se décompose de la manière suivante :
- un montant total des investissements éligibles de 71 880,82 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant de 21 564,25 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CCI de Seine-et-Marne.

Localisation géographique :

- FORGES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	71 880,82	98,90%
Achats d'études et prestations de services	800,00	1,10%
Total	72 680,82	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	36 882,00	50,75%
Autofinancement	13 434,57	18,48%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements…)	21 564,25	29,67%
Subvention régionale (prestation ingénierie)	800,00	1,10%
Total	72 680,82	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-297

DOSSIER N° EX045186 - LE LOFT - REPRISE D'UNE BRASSERIE/RESTAURANT/TABAC

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CR113-16 du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	204 376,23 € HT	24,86 %	50 800,00 €
	Montant total de la subvention		50 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AUBEL PERROT
Adresse administrative : 16 GRANDE RUE
95290 L'ISLE-ADAM
Statut Juridique : Société en Nom Collectif
Représentant : Monsieur AURELIEN PERROT, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Reprise d'une brasserie/tabac et aménagements

Dates prévisionnelles : 24 juillet 2019 - 24 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il s'agit de la reprise d'une brasserie/tabac située dans la commune de l'Isle Adam (12 617 habitants) de la Communauté de Communes de la "Vallée de l'Oise et des Trois forêts" (EPCI rural) dans le Val d'Oise. Ce projet permettra d'offrir une offre de restauration diversifiée.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la subvention s'élève à 50 800 € et se décompose de la manière suivante :
- un montant total des investissements éligibles de 203 576,23 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 50 000 € (montant plafonné) ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CCI du Val d'Oise.

Localisation géographique :

- L'ISLE-ADAM

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	203 576,23	99,61%
Prestation Ingénierie	800,00	0,39%
Total	204 376,23	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	130 000,00	63,61%
Autofinancement	23 576,23	11,54%
Subvention régionale (investissements matériels)	50 000,00	24,46%
Subvention régionale (ingénierie)	800,00	0,39%
Total	204 376,23	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

ANNEXE 2 : FICHES PROJET COMMUNES

DOSSIER N° EX045098 - COMMUNE DU PLESSIS PATE - TRAVAUX D'EXTENSION D'UN LOCAL COMMERCIAL COMMUNAL OCCUPE PAR UNE PHARMACIE

Dispositif : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural (n° 00000970)
Délibération Cadre : CR113-16 du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	257 369,92 € HT	50,00 %	128 684,96 €
	Montant total de la subvention		128 684,96 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DU PLESSIS PATE
Adresse administrative	:	PLACE DU 8 MAI 1945 91220 LE PLESSIS-PATE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Sylvain TANGUY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Travaux d'extension d'un local commercial communal occupé par une pharmacie

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il s'agit de travaux d'extension d'un local commercial appartenant à la commune rurale du Plessis-Pâté (4 145 habitants) en Essonne. Ce local est aujourd'hui occupé par une pharmacie.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la subvention s'élève à 128 684,96 €, soit 50 % du montant total des investissements éligibles (257 369,92 €).

Localisation géographique :

- LE PLESSIS-PATE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	218 138,00	84,76%
Achats d'études et prestations de services	39 231,92	15,24%
Total	257 369,92	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	128 684,96	50,00%
Autofinancement	128 684,96	50,00%
Total	257 369,92	100,00%

DOSSIER N° EX045100 - COMMUNE BEAUMONT DU GATINAIS - AMELIORATION DE L'ACCESSIBILITE DES COMMERCES

Dispositif : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural (n° 00000970)
Délibération Cadre : CR113-16 du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	52 066,65 € HT	50,00 %	26 033,32 €
	Montant total de la subvention		26 033,32 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE BEAUMONT DU GATINAIS
Adresse administrative	:	1 RUE MONTGAUDIER 77890 BEAUMONT-DU-GATINAIS
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Hugues MONCEL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Amélioration de l'accessibilité des commerces

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Afin d'accompagner la redynamisation du centre-ville, la commune rurale de Beaumont-du-Gâtinais (1 175 habitants) en Seine-et-Marne, souhaite améliorer l'accessibilité des commerces en aménageant huit places de stationnement (dont une PMR).
L'ensemble des commerces de cette commune est située sur une rue très fréquentée et le stationnement y est anarchique.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la subvention s'élève à 26 033,32 €, soit 50 % du montant toal des investissements éligibles (52 066,65 €).

Localisation géographique :

- BEAUMONT-DU-GATINAIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de voirie	52 066,65	100,00%
Total	52 066,65	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale pour travaux de voirie	26 033,32	50,00%
Autofinancement	26 033,33	50,00%
Total	52 066,65	100,00%

ANNEXE 3 : SAUVEGARDE DES COMMERCES DE PROXIMITE : REGLEMENTS D'INTERVENTION MODIFIES

ANNEXE 3.1 : AIDE AUX COMMERCES DE PROXIMITE EN MILIEU RURAL

REGLEMENT D'INTERVENTION

AIDE AUX COMMERCES DE PROXIMITE EN MILIEU RURAL

Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. L'aide régionale s'adresse aux commerces de proximité. Elle s'inscrit au cœur du volet économique du Pacte rural.

I. OBJECTIFS DE L'AIDE REGIONALE

L'aide régionale a pour objectif le maintien, la création, le développement ou la reprise de commerces de proximité dans les territoires ruraux.

II. CONDITIONS D'ELIGIBILITE

a. TERRITOIRES ELIGIBLES

Les commerces de proximité bénéficiaires de l'aide régionale doivent implanter ou maintenir leur activité, dans les centres villes et centres bourgs :

- des communes de moins de 10 000 habitants, hors Métropole du Grand Paris, et prioritairement celles de moins de 5 000 habitants ;
- ou d'un EPCI rural, dont le siège est situé hors unité urbaine de Paris.

b. BENEFICIAIRES

Les bénéficiaires sont les commerces de proximité dont l'établissement est situé dans un territoire éligible, et remplissant les conditions suivantes :

- commerces de proximité inscrits au registre du commerce et des sociétés ou justifiant d'une double immatriculation au répertoire des métiers et au registre du commerce et des sociétés ;
- en création, reprise ou développement ;
- sédentaires et non sédentaires ;
- dont le CA est inférieur à 1 M€, et dont le projet porte sur une surface de vente n'excédant pas 300 m² ;
- exerçant une activité de commerce de « quotidienneté » telle que définie par l'INSEE : activité sédentaire ou non sédentaire, pour laquelle les achats des consommateurs sont quotidiens, ou du moins très fréquents :
    - le commerce alimentaire spécialisé (boulangeries-pâtisseries, boucheries-charcuteries, poissonneries, commerces de fruits et légumes, de boissons, de tabac et autres commerces de détail alimentaires), alimentation générale, supérettes, commerces sur éventaires et marchés, traiteurs, cafés-tabacs, librairies, marchands de journaux, papeteries, et pharmacies ;
    - auxquels s'ajoutent les cafés, de même que les restaurants lorsque leurs prestations s'adressent majoritairement à la population locale. Si tel n'est pas le cas, ces restaurants peuvent être pris en compte à condition qu'ils aient un caractère permanent (ouverture au moins 10 mois sur 12, 5 jours par semaine) et que leurs exploitants exercent, en sus, une activité commerciale complémentaire dans leur établissement (épicerie, point poste, dépôt de pain….) ;
    - et de manière générale, toute activité concourant à favoriser la revitalisation et l'animation commerciales des territoires ruraux : par exemple, les salons de coiffure, les opticiens, les activités de nettoyage (blanchisserie, teinturerie),

fleuristes et jardineries, les commerces d'équipement de la personne ou de la maison.

Sont exclues du bénéfice de l'aide, les entreprises exerçant une activité relevant des secteurs suivants : distribution de carburant et stations-services, banques et assurances, agences immobilières, agences de voyage, activités touristiques, professions libérales, BTP.

c. INVESTISSEMENTS ELIGIBLES

Les dépenses éligibles à l'aide régionale correspondent aux investissements liés à :

- la mise aux normes (environnementales, sanitaires) et l'accessibilité des personnes handicapées et personnes à mobilité réduite ;
- l'immobilier : aménagement, extension ou modernisation des locaux professionnels (y compris rénovation des vitrines), acquisition de fonds commerciaux et artisanaux ;
- mobiliers/équipements et matériels professionnels (neufs ou d'occasion) : acquisition d'équipements professionnels, acquisition d'équipements destinés à la sécurisation des entreprises, acquisition d'équipements destinés à améliorer l'empreinte carbone de l'activité ;
- les études et prestations d'ingénierie spécifiques à la réalisation du projet et doivent comprendre les éléments suivants : étude sur la viabilité économique, réponse à un besoin local, évaluation financière de l'entreprise reprise, notamment.

Les investissements immatériels (licence de logiciel spécialisé, création d'un site internet) sont intégrés aux dépenses éligibles.

Les dépenses de réparation des dégâts subis par les commerces touchés par les inondations intervenues entre fin mai et début juin 2016, et s'avérant nécessaires pour maintenir leurs activités, sont aussi éligibles. Sont exclus les investissements couverts par les assurances ou pris en charge par les fonds d'urgence régional et/ou national.

Les investissements liés à l'acquisition des murs et ceux financés par crédit-bail sont exclus des dépenses éligibles.

III. MONTANT, TAUX ET PLAFOND DE L'AIDE REGIONALE

Pour les dépenses d'investissement :
La Région intervient à hauteur de 30 % maximum des dépenses d'investissement. Le montant maximum de subvention est de 50 000 €. Le montant minimum des dépenses subventionnables est de 10 000 € pour les activités sédentaires et de 7 000 € pour les non sédentaires.

Lorsque l'aide est d'un montant au moins égal à 23 000 €, son versement est subordonné à la signature d'une convention avec la Région.

Pour les aides d'un montant inférieur, le versement s'opère en une seule fois, sur production des factures d'investissements réalisés.

Pour les dépenses d'investissement liées aux études et prestations d'ingénierie spécifiques à la réalisation du projet : la subvention est d'un montant forfaitaire de 800 € par projet.

IV. REGIME COMMUNAUTAIRE APPLICABLE

Dans le cas où l'aide octroyée dans le cadre de ce dispositif est susceptible d'affecter les échanges communautaires ou menace de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions au sens de l'article 107 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, elle est attribuée sur le fondement du règlement n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité aux aides *de minimis.*

Dans ce cadre, le bénéficiaire s'engage, par le biais d'une attestation sur l'honneur, à respecter les plafonds d'aide publique fixés dans ce règlement.

V. COMPOSITION ET DEPOT DU DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION

Le dépôt de la demande s'opère, de façon dématérialisée, via la plateforme des aides régionales : https://mesdemarches.iledefrance.fr

Le dossier comprendra les pièces justificatives suivantes :

- **concernant l'entreprise :** déclaration sur l'honneur sur le montant des aides publiques perçues sur l'exercice fiscal en cours ainsi que sur les 2 derniers exercices fiscaux (modèle joint), extraits Kbis, documents financiers (bilans et comptes de résultat des trois dernières années), description de la répartition du capital social de l'entreprise, statuts de l'entreprise, CV du dirigeant ;
- **s'il s'agit d'une entreprise en cours de création :** Business Plan intégrant le plan de financement prévisionnel des investissements, le plan de trésorerie, devis des investissements projetés, évaluation financière de l'entreprise à reprendre ;
- **l'avis de la structure d'appui à la création/reprise et au développement des entreprises,** notamment labellisée NACRE, ayant accompagné le porteur de projet ou le chef d'entreprise sur la viabilité du projet ;
- **l'engagement de recruter au moins un stagiaire** ou alternant, conformément à la délibération no. CR 08-16 du 18 février 2016.

VI. ATTRIBUTION DE L'AIDE

L'aide est attribuée par la Commission permanente du Conseil régional.

VII. COMMUNICATION

Dès notification de la subvention attribuée par la Commission permanente du conseil régional d'Ile-de-France, le bénéficiaire appose sur la vitrine de son commerce le label autocollant fourni par la Région – celui-ci doit être visible depuis la voie publique. Le bénéficiaire s'engage à convier des représentants de la Région à tout évènement qu'il organise en lien avec l'opération subventionnée par la Région et plus particulièrement à l'inauguration du commerce (ou de ses aménagements), ayant bénéficié de l'aide régionale à titre du présent dispositif.
Il contacte pour cela le service régional du Protocole à l'adresse suivante : pct-mapp@iledefrance.fr

ANNEXE 3.2 : AIDE A LA REVITALISATION COMMERCIALE DES COMMUNES ET EPCI EN MILIEU RURAL

REGLEMENT D'INTERVENTION : AIDE A LA REVITALISATION COMMERCIALE DES COMMUNES ET EPCI EN MILIEU RURAL

Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. L'aide régionale dédiée à « *la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural »* s'inscrit au cœur du volet économique du Pacte rural.

I. OBJECTIFS DE L'AIDE REGIONALE

L'aide régionale a pour objectifs de soutenir les actions de revitalisation commerciale des centres villes et centres bourgs des territoires ruraux, concourant à l'amélioration de l'environnement des commerces de proximité, et/ou à sauver le dernier commerce.

II. CONDITIONS D'ELIGIBILITE

a. BENEFICIAIRES

Les bénéficiaires de l'aide sont :

- les communes de moins de 10 000 habitants, hors Métropole du Grand Paris, et prioritairement celles de moins de 5 000 habitants ;
- les EPCI ruraux, dont le siège est situé hors unité urbaine de Paris.

b. OPERATIONS ELIGIBLES

Ces investissements, ancrés en centre-ville ou centre-bourg, peuvent être réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la commune ou de l'EPCI ou sous maîtrise d'ouvrage déléguée. Dans ce dernier cas, sont éligibles les actions réalisées sous maîtrise d'ouvrage publique ou privée (SEM, SPL, ou tout autre type d'opérateur). Dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage déléguée, la commune ou l'EPCI reste l'attributaire de l'aide. Celle-ci est attribuée à la collectivité, dans le cadre d'une convention la liant à la Région.

c. INVESTISSEMENTS ELIGIBLES

Les dépenses éligibles à l'aide régionale correspondent aux investissements liés aux :

- **projets d'aménagement contribuant à améliorer l'environnement des commerces de proximité :** création/rénovation de rues piétonnières, création de places de stationnement (stationnement pour les clients ou les commerces de proximité), signalétique, mobilier urbain, création/rénovation/extension de halles de marchés, marchés couverts et de plein vent (travaux de gros œuvre et aménagements intérieurs liés à la climatisation, l'éclairage, le carrelage et traitement des sols, centrale de froid ainsi que tous les équipements directement rattachables à l'exercice de la fonction commerciale), et de manière générale toute action innovante capable de développer l'offre commerciale et artisanale (par exemple : aide à l'équipement matériel pour la structuration de marchés forains tournants dans les communes rurales) ;
- **projets d'acquisition foncière ou immobilière pour l'installation de commerces de proximité :** achat de foncier pour la construction de locaux professionnels, acquisition de locaux ou de fonds commerciaux et artisanaux,

aménagement/extension ou rénovation de locaux, mise aux normes des locaux appartenant à la collectivité ;

- prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage et à maîtrise d'œuvre, études et prestations d'ingénierie spécifiques à réalisation du projet (étude de faisabilité économique des investissements projetés, étude de définition d'un projet d'aménagement commercial).

Les dépenses de réparation des dégâts subis par les commerces de proximité touchés par les inondations intervenues entre fin mai et début juin 2016, et s'avérant nécessaires pour maintenir leurs activités, sont aussi éligibles. Sont exclus les investissements couverts par les assurances ou pris en charge par les fonds d'urgence régional et/ou national.

Les investissements liés à la réalisation de logements attenants aux commerces sont exclus des dépenses éligibles.

III. MONTANT, TAUX ET PLAFOND DE L'AIDE REGIONALE

La Région intervient à hauteur de 50% du montant des dépenses éligibles HT. Le montant maximum de subvention est de 150 000 €, pour les projets portés par les communes, et de 200 000 € pour les projets portés par les EPCI. Le montant minimum des dépenses subventionnables est de 50 000 € HT.

L'aide régionale est notamment cumulable avec l'aide de l'Etat, au travers du Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce (Fisac).

IV. COMPOSITION ET DEPOT DU DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION

Le dépôt de la demande s'opère, de façon dématérialisée, via la plateforme des aides régionales : https://mesdemarches.iledefrance.fr

Le dossier de demande de subvention comprend :

- ✓ une délibération de la collectivité sollicitant la subvention, en cas de maîtrise d'ouvrage publique ;
- ✓ l'engagement de maintenir la destination de l'équipement financé et la propriété du bien pendant au moins dix ans ;
- ✓ les pièces justificatives de la maîtrise de l'assiette de l'opération projetée ;
- ✓ les acquisitions foncières et/ou immobilières peuvent être subventionnées, lorsqu'elles correspondent au terrain d'assiette d'un aménagement ou d'un équipement financé dans le cadre de la demande. Dans ce cas, le dossier doit comporter également : l'estimation des domaines, la promesse ou un acte de vente en cas d'acquisition amiable, l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique, en cas d'expropriation.

Les acquisitions réalisées avant la notification de l'accord de subvention régionale peuvent être prises en compte, si la délibération de l'organe délibérant sollicitant la subvention est prise au plus tard dans les six mois qui suivent la signature de l'acte authentique.

- ✓ une présentation du maître d'ouvrage porteur du projet ;
- ✓ un programme détaillé de l'opération avec plan de localisation, parti d'aménagement, voire un avant-projet sommaire ;
- ✓ un plan de financement intégrant l'ensemble des participations sollicitées ;
- ✓ un échéancier annuel de réalisation de projet ;

- ✓ l’avis du Trésorier Payeur Général de la commune et, en tant que de besoin, les avis que les services déconcentrés de l’Etat peuvent être amenés à donner sur les actions ;
- ✓ selon la nature du projet, une étude de viabilité économique et/ou une étude de définition du projet d’aménagement commercial;
- ✓ l’engagement de recruter au moins un stagiaire ou alternant, conformément à la délibération no. CR 08-16 du 18 février 2016.

V. ATTRIBUTION DE L’AIDE

L’aide est attribuée par la Commission permanente du Conseil régional.

VI. CONVENTIONNEMENT ET SUIVI

Une convention, approuvée par la Commission permanente, est signée entre le porteur de projet et la Région. Des indicateurs de suivi sont consignés dans la convention. Un comité de pilotage pour le suivi du projet, associant la Région et les partenaires économiques locaux, pourra être mis en place, en fonction de la nature du projet.

VII. VISIBILITE DE L’ACTION REGIONALE

Devant chaque chantier financé, en totalité ou en partie, au titre du présent dispositif la Région installe à ses frais un ou des panneaux d'information relative à sa participation financière. Le maître d'ouvrage s'engage à convier des représentants de la Région à tout évènement qu'il organise en lien avec l'opération subventionnée par la Région et plus particulièrement à l'inauguration du commerce (ou de ses aménagements), ayant bénéficié de l'aide régionale au titre du présent dispositif. Il contacte pour cela le service régional du Protocole à l'adresse suivante : pct-mapp@iledefrance.fr

Il s'engage également à ce que le commerçant concerné appose sur la vitrine de son commerce le label autocollant fourni par la Région – celui-ci doit être visible depuis la voie publique.

ANNEXE 4: FICHES PROJET DEROGATIONS STAGES

Commission permanente du 16 mars 2018 - CP2018-109
Modifiée par la Commission Permanente du 3 juillet 2019 – CP 2019-297

DOSSIER N° EX026069 - EURL LETTY - REPRISE D'UN RESTAURANT

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CR113-16 du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204181-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	149 706,35 € HT	30,00 %	44 912,00 €
	Montant total de la subvention		44 912,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EURL LETTY
Adresse administrative : 22 RUE DE PARIS
78490 MONTFORT-L'AMAURY
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame LAETITIA NAGEL

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Reprise d'un restaurant et aménagement des locaux.

Dates prévisionnelles : 29 septembre 2017 - 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence due au fait que l'actuel propriétaire doit céder son fonds de commerce au plus tôt suite à un grave accident domestique.

Description :
- Acquisition du bail;
- Travaux d'aménagement et signalétique ;
- Achat de matériel (équipement des cuisines).

Détail du calcul de la subvention :
La subvention d'un montant global de 44 912 € se décompose comme suit:
- Coût des travaux: 149 706,35 € HT X 30% = 44 912 €. Montant plafond: 50 000 €.

Localisation géographique :
- MONTFORT-L'AMAURY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat du fonds de commerce	119 000,00	79,49%
Achats de matériels, équipements et travaux	30 706,35	20,51%
Total	149 706,35	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	44 912,00	30,00%
Quote part	104 794,35	70,00%
Total	149 706,35	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 22 novembre 2017 - CP2017-588
Modifiée par la Commission Permanente du 3 juillet 2019 – CP 2019-297

DOSSIER N° EX026876 - Reprise du commerce d'optique HILOPTIQUE - Acquisition du fonds de commerce

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CR113-16 du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204181-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	300 000,00 € HT	16,67 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HILOPTIQUE
Adresse administrative : 32 RUE DE LA DIVISION LECLERC
78460 CHEVREUSE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame LAURA HIGUET

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Rachat du fonds de commerce d'optique.

Dates prévisionnelles : 23 novembre 2017 - 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le montant total des investissements, correspondant au prix d'achat du fonds de commerce, est de 300 000 € HT.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total des investissements s'élève à 300 000 € HT €. Le plafond de l'aide étant fixé à 50 000 € HT, le taux de la subvention est ajusté à 16,67 %.

Localisation géographique :
- CHEVREUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition du fonds de commerce	300 000,00	100,00%
Total	300 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale	50 000,00	16,67%
Fonds propres	250 000,00	83,33%
Total	300 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 18 octobre 2017 - CP2017-452
Modifiée par la Commission Permanente du 3 juillet 2019 – CP 2019-297

DOSSIER N° EX026122 - Restaurant SAS MSDD - Reprise du commerce

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CR113-16 du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	29 075,93 € HT	30,00 %	8 722,78 €
	Montant total de la subvention		8 722,78 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MSDD
Adresse administrative : 5/7 GRANDE RUE
78720 DAMPIERRE-EN-YVELINES
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame SOPHIE DUMOND

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : reprise d'un restaurant

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2017 - 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : S'agissant d'une très petite entreprise s'installant dans une commune rurale peu dotée en commerces de proximité et à l'attractivité faible, même si une partie des investissements est déjà anticipée, le reste à charge reste conséquent, risquant de compromettre sa pérennité dans le temps. En l'espèce, la prise à bail a été faite le 1er juillet 2017. Les premiers investissements ont été aussi engagés dès cette période.

Description :
Le coût total des investissements est de 29 075,93 € HT, correspondant aux dépenses de travaux de rénovation du local et à l'achat d'équipements professionnels.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total des investissements éligibles s'élève à 29 075.93 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit une subvention de 8 722.78 €.

Localisation géographique :
- DAMPIERRE-EN-YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation (menuiserie, peinture, plâtrerie, électricité, lambris, parquet toilettes, terrasse)	21 607,00	74,31%
Achat d'équipements professionnels (plancha, friteuse, hotte, fourneaux, vitrine réfrigérée, chambre froide, lave-vaisselle...)	7 468,93	25,69%
Total	29 075,93	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements	8 722,78	30,00%
Fonds propres	20 353,15	70,00%
Total	29 075,93	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 19 mars 2019 - CP2019-083
Modifiée par la Commission Permanente du 3 juillet 2019 – CP 2019-297

DOSSIER N° EX042986 - RAPID MARKET - MODERNISATION DES EQUIPEMENTS D'UNE SUPERETTE

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CR113-16 du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	21 300,00 € HT	32,63 %	6 950,00 €
	Montant total de la subvention		6 950,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SARL DESETTRE
Adresse administrative : 7 BIS RUE VIGNE CROIX
77410 CHARNY
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame EMILIE SUSSET, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Modernisation des équipements d'une superette

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 15 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Cette demande de subvention a été déposé sur la plateforme régionale le 12 octobre 2018.
Les nouveaux équipements doivent être installés de manière urgente car le risque de panne est avéré. Cette panne mettrait en réelle difficulté le commerce. Par ailleurs, compte tenu des délais de livraison, il est nécessaire de procéder à une commande chez le fournisseur dans les meilleurs délais.

Description :
Il s'agit de moderniser les équipements notamment frigorifiques de cette supérette situé dans la commune rurale de Charny (1 255 habitants) en Seine-et-Marne.
L'entreprise Rapid'market joue un rôle très important au sein de la commune de Charny. Ce commerce de proximité permet aux personnes âgées et aux personnes peu mobiles et habitant le centre-bourg de la commune de pouvoir effectuer facilement les
achats alimentaires et les produits du quotidien.
Enfin, cet investissement permettra de disposer d'un matériel répondant aux normes actuelles et à une meilleure qualité environnementale.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la subvention s'élève à 6 950 € et se décompose de la manière suivante :
- un montant total des investissements éligibles de 20 500 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 6 150 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CCI de Seine-et-Marne.

Localisation géographique :
- CHARNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	20 500,00	96,24%
Achats d'études et prestations de services	800,00	3,76%
Total	21 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	14 350,00	67,37%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements…)	6 150,00	28,87%
Subvention régionale (prestation ingénierie)	800,00	3,76%
Total	21 300,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 18 octobre 2017 - CP2017-452
Modifiée par la Commission Permanente du 3 juillet 2019 – CP 2019-297

DOSSIER N° EX025811 - Boutique de chaussures SARL THE SHOP AROUND THE CORNER - Rénovation des locaux

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CR113-16 du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	95 357,53 € HT	30,84 %	29 407,26 €
	Montant total de la subvention		29 407,26 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	THE SHOP AROUND THE CORNER
Adresse administrative	:	24 RUE SAINT PIERRE 91410 DOURDAN
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur PASCAL MARTINSKY

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation de la devanture commerciale et aménagement du point de vente en vue de moderniser le magasin

Dates prévisionnelles : 18 octobre 2017 - 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le coût total des investissements est de 96 062.49 € HT, incluant le coût de la prestation d'ingénierie déployée par la CCI. Ils concernent la façade commerciale (peinture et changement de vitres), l'aménagement, l'agencement et l'éclairage intérieur du point de vente ainsi que des travaux de réfection des sols, murs et plafonds.
Est exclu de l'assiette de subvention, l'achat d'un écran de télévision d'un montant de 704,96 €.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention d'un montant global de 29 407.26 € se décompose de la manière suivante :
- un montant de travaux éligibles de 94 557.53 € auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit une subvention de 28 367.26 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € finançant la prestation d'ingénierie.

Localisation géographique :

- DOURDAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation des locaux (sols, murs, plafonds enseigne)	29 234,00	30,66%
Achat d'équipements (luminaires, radiateurs)	4 840,68	5,08%
Travaux, achat et pose de meubles d'agencement (menuiserie, rampe d'accès, miroir sur pied, caissons tiroir, table évènementielle...)	47 572,85	49,89%
Achat, et pose de vitrages isolants	12 910,00	13,54%
Prestation d'ingénierie spécifique au projet	800,00	0,84%
Total	95 357,53	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements	28 367,26	29,75%
Aide régionale - ingénierie	800,00	0,84%
Fonds propres	66 190,27	69,41%
Total	95 357,53	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

ANNEXE 5 : REHABILITATION DU PATRIMOINE BATI RURAL AGRICOLE

ANNEXE 5.1 : REGLEMENT D'INTERVENTION

REGLEMENT D'INTERVENTION :

REHABILITATION DU PATRIMOINE BATI RURAL AGRICOLE

Objectif de l'aide

En cohérence avec les enjeux identifiés par les Pactes agricole et rural, la Région a décidé la création d'un dispositif de soutien aux projets de réhabilitation du patrimoine agricole à des fins de logement pour les salariés et apprentis agricoles.

Le patrimoine bâti agricole constitue un élément remarquable de l'identité des territoires ruraux et de la mémoire de l'histoire rurale. L'activité agricole a en effet joué un rôle structurant dans la constitution des formes paysagères et bâties de la ruralité francilienne. Soutenir l'agriculture francilienne, c'est également soutenir la préservation de ce patrimoine. Or, les différentes évolutions de l'agriculture ont conduit à diminuer le nombre d'exploitations ainsi qu'à la perte d'usage d'un grand nombre de bâtiments agricoles. Certains bâtiments agricoles comme les granges, étables, pigeonniers, stockages etc. sont aujourd'hui inutilisés voire menacés de démolition. Répondre à de nouvelles fonctions doit permettre aux bâtiments agricoles de trouver une nouvelle vocation dans l'aménagement des territoires tout en maintenant leur rôle de témoin de l'histoire et la culture rurale.

En parallèle de cette évolution, les agriculteurs connaissent de fortes difficultés à attirer des salariés, saisonniers, permanents ou apprentis. Les territoires d'installation des exploitations sont pénalisés par leur isolement géographique et par le manque d'offres de logement à proximité des exploitations. La création d'une offre nouvelle de logement est donc un facteur majeur de renforcement de l'attractivité des exploitations et de pérennisation du recrutement des salariés.

La Région est par ailleurs fortement mobilisée pour soutenir la revitalisation des territoires ruraux. Le patrimoine agricole, et les retombées économiques et culturelles qui y sont liés, est un atout pour le monde rural. Le maintien de ce patrimoine et le développement de nouveaux usages pour les corps de ferme contribuent à maintenir des villages vivants et attractifs.

Critères d'éligibilité :

A. Bénéficiaires

Les bénéficiaires du dispositif sont les exploitants agricoles dont le siège et l'activité sont en Ile-de-France

B. Projets concernés

Les projets doivent porter sur les bâtiments liés à l'exploitation agricole en usage ou l'ayant été. Le dispositif accompagnera de manière privilégiée les projets situés au sein des villages.

Dans le domaine de l'urbanisme et de l'architecture, les travaux de réhabilitation consistent à rénover sans avoir besoin de détruire. Le caractère architectural des bâtiments est conservé. La réhabilitation consiste ainsi à réaménager un logement en préservant l'aspect extérieur et en améliorant surtout un confort intérieur.

Sont éligibles les projets relatifs à la réalisation de logements d'habitation pour les salariés permanents, et saisonniers, apprentis et les salariés de l'artisanat au sein de bâtiments existants.

C. Instruction de la demande d'aide : Composition du dossier

La demande de subvention comprend :

- Une étude pré-opérationnelle au projet de réhabilitation réalisée par un professionnel dont le cahier des charges est détaillée en annexe 5
- Les demandes liées aux dépenses d'investissement pour la réhabilitation du bâtiment (travaux et études). La validation de ces investissements est soumise à l'instruction et à la validation de l'étude pré-opérationnelle.

D. Investissements éligibles

Les investissements éligibles correspondent aux investissements suivants :

- Les études pré-opérationnelles (cahier de charges en annexe 5)
- Etude de faisabilité technico-économique en lien avec les travaux
- Mise aux normes (environnementales et sanitaires)
- Travaux de : maçonnerie, électricité, plomberie, toiture, menuiserie, isolation, revêtement, installation d'un poêle à bois labellisé Flamme Verte

Les dépenses de fonctionnement sont exclues des dépenses éligibles.

E. Montant, taux et plafond de l'aide

La Région intervient à hauteur de 70 % des dépenses d'études pré-opérationnelles dont le détail est précisé en annexe 5. Le montant maximum de subvention est de 5000€.

Concernant les travaux de réhabilitation et les études liées, les dépenses sont subventionnées à hauteur de 40 % des dépenses Hors Taxe. Le montant maximum de la subvention est de 90 000€ HT.

Le taux de subvention est majoré de 10 % lorsque les matériaux utilisés sont des matériaux biosourcés (bois, paille, chanvre, miscanthus…). La majoration est validée par la preuve d'un niveau d'intégration minimal de matériaux biosourcé correspondant au niveau 1 du label « Bâtiment biosourcé ».

Voir : http://www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Le label batiment biosource 2016.pdf

Le versement de la subvention est subordonné à la signature, par son bénéficiaire, de la convention conforme à la convention type - qui définit notamment ses engagements vis-à-vis de la Région.

F. Modalités de demande de subvention

Les dossiers sont déposés de façon dématérialisée sur la plateforme des aides régionales « Mes démarches » (https://mesdemarches.iledefrance.fr) Le porteur de projet y renseigne

les informations relatives au projet, et transmet l'ensemble des pièces définies ci-dessous. Seuls les dossiers complets et conformes au présent règlement d'intervention sont susceptibles d'être présentés au vote des élus régionaux, dans un délai minimum de trois mois après l'enregistrement du dossier.
Pour être complet, le dossier doit comprendre les éléments suivants :

- Courrier de demande de subvention adressé à la Présidente du Conseil Régional, qui présente brièvement son projet
- Dossier de présentation du projet à renseigner sur la plateforme des aides régionales, comprenant notamment :
    - La fiche « Cahier des charges de l'étude pré-opérationnelle » remplie ainsi que l'étude en question
    - Les devis associés
- Plan de financement prévisionnel du projet précisant les dépenses et les recettes.
- Attestation de non récupération de la TVA signée par le représentant de la structure, le cas échéant.

ANNEXE 5.2 : CAHIER DES CHARGES

CRIDF

Réhabilitation du patrimoine bâti agricole

Dossier de demande de subvention

Cahier des charges de l'étude pré-opérationnelle

Il est recommandé aux porteurs de projets de se reporter au règlement d'intervention du dispositif et ses annexes

Présentation du porteur de projet

Nom de l'exploitation :

N° PAC :

Adresse :

Description sommaire de l'activité agricole :

■Grandes cultures

■Légumes de plein champ

■Maraîchage

■Elevage bovin/caprin/ovin

■Polyculture/élevage

■Arboriculture

■Autre à préciser ……

Nombre de salariés permanents Nombre d'apprentis

Nombre de salariés saisonniers

Durée présence salariés saisonniers sur l'exploitation:

Solutions actuelles pour le logement des salariés :

- permanents
- stagiaires / apprentis
- saisonniers

Diagnostic du bien

Type de bien à réhabiliter (grange, corps de ferme, ancien stockage…)

Date de construction

Surface

Description du bien

Etat actuel du bâtiment, qualités patrimoniales

Localisation du site, accessibilité, contexte géographique

Parking

Objectifs et enjeux du projet de réhabilitation

Description du besoin

Description et caractéristiques du projet envisagé (type de logements, publics, nombre, durée location, coût du loyer…)

Evaluation des enjeux (intérêt de la réalisation pour le porteur de projet, pour l'intérêt général)

Etude pré-opérationnelle

Travaux envisagés

Audits à réaliser

Montant des travaux

Préconisations architecturales

Echéancier de travaux

Autres financements

Eléments permettant d'apprécier la pérennité de l'opération en termes d'utilisation

Pièces à fournir :

- Titre de propriété
- Certificat d'urbanisme
- Avis de la commune sur le projet
- Diagnostic amiante, plomb, DPE
- Honoraires études
- Devis
- Plan de financement

ANNEXE 5.3 : CONVENTION-TYPE

CONVENTION N°EX

Relative à la réhabilitation du patrimoine bâti rural agricole°

La **Région Île-de-France** dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CPXXXXX du XXXXX,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Le bénéficiaire dénommé :**xxxxx**
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif «Réhabilitation du bâti agricole » adopté par délibération n° CP2019-297 du 3 Juillet 2019.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prolongé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° xxx du xxx, la Région Île-de-France a décidé de soutenir xxx pour la réalisation de « xxxxxxx (nom de l'opération)» dont le descriptif complet est inscrit dans l'annexe ci-jointe dénommée « fiche projet » (référence dossier n°xxx).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à xxx % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à xxx H.T. €, soit un montant maximum de subvention de xxx H.T. €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe précitée.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à :

Réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet » ;

Rendre compte régulièrement de l'avancée de son projet à la Région ;

Informer la Région par e-mail (xxxxxxxxx@iledefrance.fr) de toute modification vis-à-vis des objectifs fixés initialement en matière de logement des salariés et apprentis agricoles, de l'artisanat ou du commerce ;

Prévenir la Région par courrier en cas d'abandon de la solution matériaux biosourcés au cours de l'opération ;

Remettre à la Région, à la fin de l'opération, un bilan précisant quelles ont été les effets de la réhabilitation du bâti sur l'accueil de salariés et la préservation du bâti agricole.

Les services de la Région sont attentifs à tout élément de preuve que le maître d'ouvrage est susceptible d'apporter.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part, des instances de décision et d'autre part, de l'administration, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet.
Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.
Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région peut être égal ou dépasser 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres cofinanceurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCE

Le bénéficiaire peut demander une avance à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention votée, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30% de la subvention.
Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation du plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet du bénéficiaire.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut procéder à la demande de trois versements maximum :

- Deux acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.
- La demande de solde

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
Le cumul des avances et des acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- l'état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,

- le compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- le compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel que défini à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Si la dépense réelle engagée par le bénéficiaire est avérée inférieure au montant total initialement défini, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 précité. La subvention fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée et effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

La subvention régionale prend en compte les dépenses liées aux opérations qui ont débuté à compter de la date de démarrage définie dans la fiche projet précitée, jusqu'à l'achèvement de l'opération qui fait l'objet de la présente convention, sauf s'il est fait application des règles de caducité définies à l'article 3.1 ci-dessus.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le xxx.
Elle expire au versement du solde, sauf en cas de résiliation par application des stipulations définies à l'article 3.1 ci-dessus.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention est effective après l'arrêté définitif des comptes, et la restitution, le cas échéant au regard des conclusions dudit arrêté, de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives à l'utilisation du bâti réhabilité pour le logement des salariés de l'agriculture de l'artisanat ou du commerce..

En fin de chantier, le bénéficiaire démontre à la Région que la ou les opérations ayant fait l'objet d'un soutien régional ont bien respecté les conditions initialement prévues. Si l'opération n'a pas abouti ou n'a pas respecté les engagements initiaux (notamment sur le logement des salariés et si concerné, sur l'utilisation de matériaux biosourcés) sans que la Région en ait été préalablement informée, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

La présente convention comprend l'annexe dénommée «fiche projet» n° XXXXX adoptée par délibération N° xxx du xxx.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux.

Le _____

Pour (nom raison sociale de l'organisme) _____,

Titre du signataire (en italique) _____
Prénom et nom du signataire _____
Signature revêtue du cachet de l'organisme

Le _____

Pour la Région Ile-deFrance,
La présidente du Conseil régional
Valérie PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc145930-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-250

DU 3 JUILLET 2019

DÉVELOPPEMENT ET MODERNISATION DU RÉSEAU : MÉTRO, TRAM-TRAIN, RER-TRANSILIEN

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code des transports ;
VU La délibération cadre n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 09 juillet 2015 et sa révision approuvée lors de la délibération n° CR 123-16 du 14 décembre 2016 au travers d'un avenant portant sur le volet mobilité multimodale ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;
VU La délibération n° CR 97-12 du 22 novembre 2012 approuvant le Protocole cadre relatif au financement de la désaturation de la ligne 13 par le prolongement de la ligne 14 de Saint-Lazare à Mairie de Saint-Ouen ;
VU La délibération n° CR 73-13 du 26 septembre 2013 approuvant l'avenant n°1 au protocole cadre financier pour le prolongement de la ligne 14 à mairie de Saint-Ouen ;
VU La délibération n° CR 2017-64 du 9 mars 2017 approuvant le protocole cadre relatif au financement du T12 Express,
VU La délibération n° CP13-860 du 20 novembre 2013 approuvant la convention pour l'élaboration de la seconde phase d'études du schéma directeur du RER B Sud ;
VU La délibération n° CP13-860 du 20 novembre 2013 approuvant la convention de financement relative à la prise en charge des besoins complémentaires de l'opération Tangentielle nord (phase 1) ;
VU La délibération n° CP15-714 du 8 octobre 2015 approuvant la convention de financement des études de niveau avant-projet et projet et des travaux de résorption de nuisances ferroviaires du RER A sur les Communes de Saint-Mandé, Vincennes et Fontenay-sous-Bois ;
VU La délibération n° CP16-338 du 12 juillet 2016 approuvant la convention de financement n°3 relative aux travaux de l'opération de désaturation de la ligne 13 par le prolongement de la ligne 14 à Mairie de Saint-Ouen ;
VU La délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n°2017/425 du 28 juin 2017 approuvant le bilan de la concertation du projet de pôle de Val de Fontenay ;
VU La délibération n° CP 2018-251 du 4 juillet 2018 approuvant la convention

« T12 Express – Convention travaux n°3 »,

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour l'année 2019 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-250 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article n°1 :

Autorise la Présidente de la Région Ile-de-France à signer l'avenant n°2 au protocole-cadre relatif au financement de la désaturation de la ligne 13 par le prolongement de la ligne 14 « Saint-Lazare à Mairie de Saint-Ouen » et adaptation des stations existantes de la ligne 14 – passage de 6 à 8 voitures, joint en annexe 2.

Article n°2 :

Autorise la Présidente de la Région Ile-de-France à signer la convention de financement REA n°4 relative à la réalisation du prolongement de la ligne 14 de Saint-Lazare à Mairie de Saint-Ouen en vue de la désaturation de la ligne 13, joint en annexe 2.

Article n°3 :

Autorise la Présidente de la Région Ile-de-France à signer l'avenant n°1 à la convention de financement relative aux études de niveau Avant-projet et de Projet, et à la réalisation de travaux de résorption des nuisances sonores ferroviaires du RER A, sur les Communes de Saint-Mandé, Vincennes et Fontenay-sous-Bois, joint en annexe 2.

Article n°4 :

Décide de participer au financement du projet « **RER A – Création d'un accès secondaire à la gare de Val de Fontenay – convention études PRO et REA** » détaillé dans la fiche projet en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **6 195 000 €.**

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention jointe en annexe 2 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **6 195 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 811 « Transport ferroviaire régional de voyageurs », programme PR 811-004 « Liaisons ferroviaires », action 481004011 « Liaisons ferroviaires » du budget 2019.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »

- Action 111 « Modernisation du réseau existant – schémas directeurs du Réseau Express Régional et schémas de secteurs »
- Opération 11101 « Schéma directeur du RER A ».

Article n°5 :

Décide de participer au financement du projet « **RER B – Aménagement du terminus provisoire du Bourget – Poursuite des travaux** » détaillé dans la fiche projet en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **13 241 677 €**.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention jointe en annexe 2 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **13 241 677 €** disponible sur le chapitre 908 «Transports», code fonctionnel 811 «Transport ferroviaire régional de voyageurs», programme PR 811-004 « Liaisons ferroviaires », action 481004011 « Liaisons ferroviaires » du budget 2019.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2015-2020 :
- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »
- Action 111 « Modernisation du réseau existant – schémas directeurs du Réseau Express Régional et schémas de secteurs »
- Opération 11102 « Schéma directeur du RER B ».

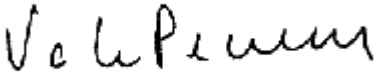
Article n°6 :

Autorise la Présidente de la Région Ile-de-France à signer l'avenant n°1 à la convention de financement relative à la prise en charge des besoins complémentaires – phase travaux pour l'opération T11Express (ex-TLN), joint en annexe 2.

Article n°7 :

Autorise la Présidente de la Région Ile-de-France à signer la convention de financement des travaux relative à la réalisation du T12 Express, joint en annexe 2.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1: Fiches projets

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-250

DOSSIER N° 19005208 - RER A – CREATION D'UN ACCES SECONDAIRE A LA GARE DE VAL DE FONTENAY – CONVENTION ETUDES PRO ET REA

Dispositif : Opérations d'infrastructure de transports en commun (n° 00000423)
Imputation budgétaire : 908-811-2041783-481004-200
Action : 481004011- Liaisons ferroviaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	11 800 000,00 € HT	52,50 %	6 195 000,00 €
	Montant total de la subvention		6 195 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS
Adresse administrative : 54 QUAI DE LA RAPEE 75012 PARIS CEDEX 12
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Madame Catherine GUILLOUARD, Présidente-Directrice-Générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention en faveur de la création d'un second accès à la gare de Val de Fontenay, dans le cadre du schéma directeur du RER A.

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 3 juillet 2026
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Situé sur la Commune de Fontenay-sous-Bois, à l'intersection de la branche "Marne-la-Vallée" du RER A et de la branche"Tournan" du RER E, le pôle de Val de Fontenay est le premier pôle d'échanges multimodal de l'Est francilien.

La gare de Val de Fontenay présente déjà aujourd'hui un niveau élevé de saturation alors qu'elle sera à terme au croisement de 3 nouvelles lignes structurantes de transports collectifs du fait de l'arrivée de nouvelles infrastructures (T1, M1 et M15).

C'est la raison pour laquelle, afin de répondre à l'accroissement prévu de sa fréquentation et de garantir des conditions de sécurité optimale des voyageurs, la création d'un nouvel accès à la gare, situé à l'ouest du pôle est envisagée. Cet accès contribuera à la désaturation du quai « A2 » et permettra de répondre aux exigences attendues en matière de sécurité.

La gare de Val de Fontenay fait par ailleurs l'objet d'études dans le cadre d'un projet de Pôle visant à réorganiser et agrandir les espaces de la gare.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
La convention de financement porte sur un montant total de 12 000 000 M€ courants.
Le financement est assuré, au titre du CPER, par l'Etat (22,5%), la Région Île-de-France (52,5%) et la RATP (25%).

Localisation géographique :

- FONTENAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma directeur du RER A

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de création de l'accès	6 700 000,00	56,78%
Acquisitions foncières	300 000,00	2,54%
Frais de Maitrise d'oeuvre	2 100 000,00	17,80%
Frais de maitrise d'ouvrage	1 200 000,00	10,17%
Provision pour aléas et imprévus	1 500 000,00	12,71%
Total	11 800 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (en cours d'attribution)	2 655 000,00	22,50%
Région	6 195 000,00	52,50%
RATP (en cours d'attribution)	2 950 000,00	25,00%
Total	11 800 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-250

DOSSIER N° 19005285 - RER B - AMENAGEMENT DU TERMINUS PROVISOIRE DU BOURGET - CONVENTION POURSUITE DES TRAVAUX

Dispositif : Opérations d'infrastructure de transports en commun (n° 00000423)
Imputation budgétaire : 908-811-2041723-481004-200
Action : 481004011- Liaisons ferroviaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	18 916 682,00 € HT	70,00 %	13 241 677,00 €
	Montant total de la subvention		13 241 677,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15/17 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93200 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Patrick JEANTET, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : attribution d'une subvention pour l'aménagement du terminus provisoire du Bourget (poursuite des travaux).

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 31 décembre 2026
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le schéma directeur du RER B sud a mis en avant le besoin d'améliorer la gestion des situations perturbées sur la ligne B, notamment dans la perspective des mises en service du métro automatique du Grand Paris et du T11, et proposait, pour le nord de la ligne, la création d'un terminus provisoire au Bourget permettant la mise en place de services partiels depuis le nord et le sud de cette future gare d'interconnexion en cas d'interruption des voies principales.

Par délibération en date du 17 février 2016, le Conseil du STIF a ainsi approuvé le Schéma de Principe relatif à la création de ce terminus provisoire au Bourget dans le cadre du Schéma Directeur du RER B Sud. Les objectifs sont ainsi de renforcer la robustesse du terminus en situation nominale et d'améliorer la gestion des situations perturbées. Le positionnement d'un terminus provisoire au Bourget permettra en cas de situation perturbée d'amener un plus grand nombre de RER au Bourget et offrira aux usagers souhaitant poursuivre leur trajet un report possible sur des modes de transports alternatifs.

La présente convention consiste à financer la poursuite des travaux de ce terminus provisoire.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.) d'accueillir des stagiaires

fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures en détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permet ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
L'opération est financée dans le cadre du CPER 2015-2020. Le coût total de la convention s'élève à 18 916 682 €, dont :

Le financement est assuré par l'Etat à 30 % et la Région à 70 %;

Le montant total de la subvention régionale affectée à cette opération s'élève à 13 241 677 €.

Localisation géographique :
- LE BOURGET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma directeur du RER B

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	14 798 032,00	78,23%
PAI	1 250 701,00	6,61%
MOE	2 014 077,00	10,65%
MOA	853 872,00	4,51%
Total	18 916 682,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (en cours d'attribution)	5 675 004,60	30,00%
RIF	13 241 677,40	70,00%
Total	18 916 682,00	100,00%

Annexe 2: Prolongement de la ligne 14 à Mairie de Saint-Ouen – Avenant n°2 au protocole

AVENANT N° 2 AU PROTOCOLE-CADRE RELATIF AU FINANCEMENT DE LA DESATURATION DE LA LIGNE 13 PAR LE PROLONGEMENT DE LA LIGNE 14 « SAINT-LAZARE A MAIRIE DE SAINT-OUEN »

et

ADAPTATION DES STATIONS EXISTANTES DE LA LIGNE 14 – PASSAGE DE 6 A 8 VOITURES

19INFRA001

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

îledeFrance

Société du Grand Paris

RATP

îledeFrance mobilités PARIS

seine-saint-denis LE DÉPARTEMENT

hauts-de-seine CONSEIL GÉNÉRAL

Entre,

En premier lieu,

- En présence de l'**Etat**, représenté par le Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,
- la **Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil Régional, dûment mandatée par délibération n° de la Comission Permanente du Conseil Régional en date du ,
- la **Société du Grand Paris** (SGP), représentée par le Président du directoire,
- la **Ville de Paris**, représentée par le Maire, dûment mandaté par délibération n° 2019 DVD 44 en date du juin 2019,
- le **Département des Hauts-de-Seine**, représenté par le Président du Conseil départemental, dûment mandaté par délibération n° en date du ,
- le **Département de Seine-Saint-Denis**, représenté par le Président du Conseil departemental, dûment mandaté par délibération n° en date du ,

ci-après désignés par « **les financeurs** ».

En deuxième lieu,

- le **Syndicat des Transports d'Ile de France**, dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération n°2019/ en date du 2 juillet 2019,

Ci-après désigné par « **Île-de-France Mobilités (IdFM)**», « **l'Autorité Organisatrice** » ou « **l'AO** » et « **maître d'ouvrage conjoint** »,

- La **RATP**, Régie Autonome des Transports Parisiens, établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 663 438, dont le siège est situé à Paris dans le 12e arrondissement, 54 quai de la Râpée, représentée par Catherine GUILLOUARD, Présidente Directrice Générale,

ci-après désignée la RATP, « **financeur** » et « **maître d'ouvrage conjoint** ».

VISAS

VU le Protocole cadre relatif au financement de la désaturation de la ligne 13 par le prolongement de la ligne 14 de Saint-Lazare à Mairie de Saint-Ouen approuvé par délibération n° CR 97-12 du Conseil régional du 22 novembre 2012 et notifié par le STIF le 22 avril 2014,

VU le Protocole Etat-Région relatif à la mise en œuvre du plan de mobilisation pour les transports sur la période 2013/2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris, approuvé par délibération n° CR 55-13 du Conseil régional du 20 juin 2013 et signé le 19 juillet 2013,

VU l'avenant n°1 au protocole cadre financier pour le prolongement de la ligne 14 à mairie de Saint-Ouen approuvé par délibération n° CR 73-13 du Conseil régional du 26 septembre 2013 et notifié par le STIF le 13 août 2014,

VU la délibération n° CP 2019-250 de la Comission Permanente du Conseil Régional du 3 juillet 2019 approuvant l'avenant n°2 au Protocole-cadre relatif au financement de la désaturation de la ligne 13 par le prolongement de la ligne 14 de Saint-Lazare à Mairie de Saint-Ouen,

VU la délibération n° du Conseil de surveillance de la Société du Grand Paris approuvant l'avenant n°2 au Protocole-cadre relatif au financement de la désaturation de la ligne 13 par le prolongement de la ligne 14 de Saint-Lazare à Mairie de Saint-Ouen,

VU la délibération du Conseil de Paris n° 2019 DVD 44 approuvant l'avenant n°2 au Protocole-cadre relatif au financement de la désaturation de la ligne 13 par le prolongement de la ligne 14 de Saint-Lazare à Mairie de Saint-Ouen,

VU la délibération n° du Conseil départemental des Hauts-de-Seine approuvant l'avenant n°2 au Protocole-cadre relatif au financement de la désaturation de la ligne 13 par le prolongement de la ligne 14 de Saint-Lazare à Mairie de Saint-Ouen,

VU la délibération n° du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis approuvant l'avenant n°2 au Protocole-cadre relatif au financement de la désaturation de la ligne 13 par le prolongement de la ligne 14 de Saint-Lazare à Mairie de Saint-Ouen,

VU la délibération n° du Conseil d'Administration de la RATP approuvant l'avenant n°2 au Protocole-cadre relatif au financement de la désaturation de la ligne 13 par le prolongement de la ligne 14 de Saint-Lazare à Mairie de Saint-Ouen,

VU la délibération n° du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France approuvant l'avenant n°2 au Protocole-cadre relatif au financement de la désaturation de la ligne 13 par le prolongement de la ligne 14 de Saint-Lazare à Mairie de Saint-Ouen.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Le présent avenant porte sur le protocole-cadre relatif au projet de désaturation de la ligne 13 par le prolongement de la ligne 14 à « Mairie de Saint Ouen », d'une part, et à l'adaptation des stations existantes de la ligne 14, d'autre part, adopté par le Conseil régional du 22 novembre 2012.

Le prolongement de la ligne 14, opération majeure du Plan de Mobilisation de 2009 au titre de la désaturation de la ligne 13, a été inscrit au Contrat de projets « 2007-2013 » sous l'intitulé « Amélioration de la ligne 13 » et à la convention particulière transports sous le titre « Extension de la ligne 14 entre la gare Saint-Lazare et la future gare Mairie de Saint-Ouen ».

Ce protocole, signé par l'Etat, la Société du Grand Paris, la Région Ile-de-France, la Ville de Paris, le Conseil départemental des Hauts de Seine, le Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, Ile-de-France Mobilités et la RATP, organise le financement de cette opération via un enchainement de conventions de financement à hauteur de 1 295M€ (CE 2012) pour un coût d'objectif de 1 380M€ (CE 2012).

Suite aux annonces du gouvernement du 6 mars 2013, ce protocole a fait l'objet d'un premier avenant visant à préciser le nouveau plan de financement intégrant la participation supplémentaire de la SGP en substitution de la part régionale redéployée, en accord avec l'Etat, sur les autres opérations du plan de mobilisation. Cet avenant a été signé par toutes les parties le 13 août 2014.

Ce protocole, ainsi que son avenant, précise que le reste à financer de 85M€ (CE 2012), soit 6,16% du coût total du projet *« sera pris en compte dans le cadre de la prochaine contractualisation »*, qui correspond à l'actuel CPER 2015-2020.

Compte-tenu des conditions d'actualisation réelles plus favorables que celles estimées lors de la signature du protocole et de l'avancement du projet, il ressort que l'estimation à terminaison de la RATP de ce projet (coût réel lié à l'avancement du projet) est aujourd'hui évaluée à 1 405M€ courants. Cette tendance à la baisse permet de couvrir le reste à financer en € constants en adaptant les clefs de participation des financeurs et leurs contributions en euros constants, tout en restant dans la limite des engagements en euros courants issus du protocole initial.

Dans ce contexte, le présent avenant n°2 au Protocole-cadre relatif au financement de la désaturation de la ligne 13 par le prolongement de la ligne 14 de Saint-Lazare à « Mairie de Saint-Ouen », approuvé par le Conseil régional du 22 novembre 2012 et désigné par la suite « Protocole-cadre » vise donc à préciser le nouveau plan de financement du prolongement de la ligne 14.

Les montants du présent avenant sont exprimés en euros hors taxes (HT).

ARTICLE 1. OBJET DE L'AVENANT N°2

Le présent avenant a pour objet de modifier le plan de financement du prolongement de la ligne 14 à « Mairie de Saint-Ouen ».

Par conséquent, le présent avenant modifie les visas, l'article 2 et l'article 3 du Protocole cadre.

ARTICLE 2. MODIFICATION DE L'ARTICLE 2 « COUT ET FINANCEMENT DES OPERATIONS »

2.1. Plan de financement

L'article 2.1.2 « Plan de financement » du Protocole-cadre est remplacé par: :

« Ce projet est financé selon le plan de financement résultant suivant :

	Clés de financement	CE 01/2008	CE 01/2012	€ courants
Région	13.62%	163,5 M€	188,0 M€	191,38 M€
SGP	58.85%	706,2 M€	812,1 M€	826,73 M€
Ville de Paris	21.31%	255,7 M€	294.1 M€	299,45 M€
CD92	3.11%	37,3 M€	42.9 M€	43,72 M€
CD93	3.11%	37,3 M€	42.9 M€	43,72 M€
Total	**100%**	**1200,0 M€**	**1380,0 M€**	**1405,0 M€**

2.2. Tableau de financement général

L'article 2.3 « Tableau de financement général » du Protocole-cadre est remplacé par :

« Le tableau de financement général indiqué ci-dessous résulte des articles 2.1 et 2.2.

	Prolongement de ligne 14		**Adaptation des stations existantes**		
M€ CE 01/2012	**Infra**	**Part de chaque financeur**	**Stations**	**Part de chaque financeur**	**Total**
Région	*188*	*13.62%*	*38,01*	*30%*	*226.01*
SGP	*812.1*	*58.84%*	*38,01*	*30%*	*850.1*
Ville de Paris	*294.1*	*21.31%*	*12,67*	*10%*	*306.77*
CD92	*42.9*	*3.11%*	*0*	*0%*	*42.9*
CD93	*42.9*	*3.11%*	*0*	*0%*	*42.9*
RATP*	*0*	*0%*	*38,01*	*30%*	*38,01*
Total	***1380,00***	***100%***	***126,70***	***100%***	***1506,70***

*** y compris la contribution exceptionnelle de la RATP, gagées sur les éventuelles économies réalisées sur l'adaptation des gares**

»

ARTICLE 3. MODIFICATION DE L'ARTICLE 3.2.3 « BESOINS PREVISIONNELS EN CP »

L'article 3.2.3. « Besoins prévisionnels en CP » du Protocole-cadre est remplacé par :

« Les besoins prévisionnels en CP sont mentionnés ci-dessous à titre indicatif et seront précisés dans les conventions de financement successives. Leur montant n'excédera pas les plafonds retenus en AP précisés ci dessus.

Echéancier des dépenses RATP en M€ courants	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**Total**
Région	9,3	38,8	39,3	46,1	16,3	15,5	26,1	0,0	0,0	0,0	191,4
SGP	10,3	42,9	114,6	144,5	102,2	99,7	121,3	109,9	68,4	12,9	826,7
Ville de Paris	4,9	20,4	39,3	48,7	37,0	36,1	43,6	39,9	24,8	4,7	299,4
CD92	0,0	0,0	1,7	2,2	14,7	14,6	8,0	1,5	0,9	0,2	43,7
CD93	0,0	0,0	1,7	2,2	14,7	14,6	8,0	1,5	0,9	0,2	43,7
Total	24,5	102,1	196,5	243,7	184,8	180,6	207,0	152,8	95,0	18,0	1 405,0
Total cumulé	24,5	126,7	323,2	566,9	751,7	932,3	1 139,3	1 292,1	1 387,1	1 405,0	

ARTICLE 4. DISPOSITIONS DIVERSES

Toutes les clauses du Protocole-cadre et de son avenant n°1 non modifiées par le présent avenant n°2 et non contraires aux stipulations de ces derniers, demeurent inchangées et applicables de plein droit à l'ensemble des phases AVP, PRO et REA.

ARTICLE 5. ENTREE EN VIGUEUR

Cet avenant prend effet à compter de sa notification par l'Autorité Organisatrice à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention est établie en 8 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / /

Pour l'Etat

Michel CADOT
Préfet de la région Ile-de-France
Préfet de Paris

La présente convention est établie en 8 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / /

Pour la Région Ile-de-France

Valérie PECRESSE
Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

La présente convention est établie en 8 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / /

Pour la Ville de Paris

Anne HIDALGO
Maire

La présente convention est établie en 8 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / /

Pour la RATP

Catherine GUILLOUARD
Présidente Directrice Générale

La présente convention est établie en 8 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / /

Pour Île-de-France Mobilités

Laurent PROBST
Directeur Général

La présente convention est établie en 8 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / /

Pour la Société du Grand Paris

Thierry DALLARD
Président du Directoire

La présente convention est établie en 8 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / /

Pour le Département des Hauts-de-Seine

Patrick DEVEDJIAN
Président du Conseil départemental

La présente convention est établie en 8 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / /

Pour le Département de la Seine-Saint-Denis

Stéphane TROUSSEL
Président du Conseil départemental

Prolongement de la ligne 14 à Mairie de Saint-Ouen – Convention REA n°4

2019

Désaturation de la ligne 13 par le prolongement de la ligne 14 Saint-Lazare à Mairie de Saint-Ouen

Convention de financement
relative à la réalisation de l'opération

Convention de financement n°4

19INFRA002

2019CONV151

Convention de financement régissant les rapports entre
l'Etat, la Société du Grand Paris,
la Région Île-de-France,
la Ville de Paris,
les départements des Hauts-de-Seine et de la Seine-Saint-Denis
le Syndicat des Transports d'Île-de-France et la RATP
relative à la désaturation de la ligne 13 par le prolongement de la ligne 14

Convention N°4

SOMMAIRE

CONTEXTE GENERAL DE L'OPERATION 9
Article 1. OBJET DE LA CONVENTION 11
Article 2. CONTENU DE LA PRESENTE CONVENTION DE FINANCEMENT 11
2.1. Finalisation des travaux 11
2.2. Le contenu des dossiers 11
Article 3. ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 12
3.1. La maîtrise d'ouvrage du projet 12
3.1.1. Rappel du contexte de la maîtrise d'ouvrage conjointe 12
3.1.2. L'autorité organisatrice des transports 12
3.1.3. Identification et engagements des maîtres d'ouvrage 12
3.2. Les financeurs 12
3.2.1. Identification des financeurs 12
3.2.2. Engagements des financeurs pour la présente convention de financement 13
3.3. Calendrier de réalisation des objets de la présente convention de financement 13
Article 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 13
4.1. Coût global de l'opération 13
4.2. Modalités d'actualisation 14
4.3. Estimation des coûts de réalisation de la convention de financement n°4 14
4.3.1. Coût global de réalisation 14
4.3.2. Rappel des conventions précédentes 14
4.3.3. Coût de la présente convention 14
4.4. Coût de réalisation détaillé de la présente convention 15
4.5. Plan de financement 15
4.6. Modalités de versement 16
4.6.1. Versement d'acomptes 16
4.6.2. Versement du solde 17
4.6.3. Paiement 17
4.6.4. Bénéficiaires et domiciliation 17
4.7. Caducité des subventions pour la Ville de Paris 18
4.8. Comptabilité de l'opération 19
Article 5. MODALITES DE CONTROLE 19
5.1. Par les financeurs 19
5.2. Par Île-de-France Mobilités 19
Article 6. GESTION DES ECARTS 19
6.1. Dispositions en cas de dépassement du coût d'objectif de l'Avant-Projet 19
6.2. Dispositions en cas de modification des délais 20
6.3. Dispositions communes 20
Article 7. PILOTAGE ET SUIVI DE L'OPERATION 20
7.1. Commission de suivi 20
7.2. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF) 21
7.3. Information hors comité et commission de suivi 22
7.4. Communication 22
7.5. Intervention d'experts 23
7.6. Obligation d'information par la maîtrise d'ouvrage 23
Article 8. MODIFICATIONS DE L'AVANT-PROJET 23
Article 9. Bilan Physique et Financier de L'operation 24
Article 10. STIPULATIONS GENERALES 24
10.1. Modification de la convention 24

10.2. Résiliation de la convention *24*
10.3. Litiges *25*
10.4. Propriété intellectuelle et diffusion des études *25*
10.5. Date d'effet de la convention *25*
10.6. Mesures d'ordre *26*
ANNEXES 35
Annexe 1 : Organigramme de l'opération *35*
Annexe 2 : Echéancier prévisionnel des dépenses *35*
Annexe 3 : Calendrier *35*

Entre,

En premier lieu,

En présence de l'**Etat**, représenté par le Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,

La **Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil Régional, dûment mandatée par délibération n° CP……..de la commission permanente du Conseil régional en date du ……..,

La Ville **de Paris**, représenté par la Maire, dûment mandatée par délibération n°2019VDV44 en date du juin 2019,

Le **Département de la Seine-Saint-Denis**, représenté par le Président du Conseil départemental, dûment mandaté par délibération n°…… en date du ……..,

Le **Département des Hauts-de-Seine**, représenté par le Président du Conseil départemental, dûment mandaté par délibération n°…….. en date du ……..

La **Société du Grand Paris** (SGP), établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial, dont le siège est 30 avenue des Fruitiers à Saint Denis et dont le numéro de SIRET est : 525 046 017 00030, représentée par le Président du directoire,

Ci-après désignés par les financeurs.

En deuxième lieu,

- le **Syndicat des Transports d'Île-de-France**, dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération n°2019/……. en date du 2 juillet 2019,

Ci-après désigné par « Île-de-France Mobilités », « le Syndicat des transports d'Île-de-France », « STIF », « l'Autorité Organisatrice » ou « l'AOT ».

- la **RATP**, Régie Autonome des Transports Parisiens, établissement public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Paris-B-412 280 737 N°APE 632 A, dont le siège est à Paris 12ème, 54 quai de la Râpée, 75012 Paris, représenté par sa Présidente Directrice Générale,

Ci-après désignée « la RATP », ou « le bénéficiaire ».

Île-de-France Mobilités et la RATP sont désignés individuellement « maître d'ouvrage conjoint » et collectivement « les maîtres d'ouvrage conjoints ».

Visas

VU le code des transports,

VU le code de la commande publique, notamment le livre IV de sa deuxième partie relatif aux dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre privée **;VU** la loi n° 2009-1503 du 8 décembre 2009 relative à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires (ORTF),

VU la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris,

VU le décret n°59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France,

VU le décret n° 2011-320 du 23 mars 2011 relatif aux missions de gestionnaire d'infrastructure exercées par la Régie autonome des transports parisiens (RATP) et aux transferts patrimoniaux entre l'Etat, le Syndicat des transports d'Ile-de-France et la RATP,

VU le décret n°2011-1011 du 24 août 2011 portant approbation du schéma d'ensemble du Réseau de transports public du Grand Paris,

VU le Contrat de projets 2007-2013 État – Région Île-de-France, signé le 23 mars 2007,

VU La délibération cadre n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 09 juillet 2015 et sa révision approuvée lors de la délibération n° CR 123-16 du 14 décembre 2016 au travers d'un avenant portant sur le volet mobilité multimodale;

VU le protocole entre l'Etat et la Région Ile de France nommé Plan Espoir Banlieue signé le 13 octobre 2008,

VU le Règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, adopté par la délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogé par délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016,

VU la délibération n° CR 50-11 du Conseil Régional d'Ile-de-France en date du 23 juin 2011 – Convention Particulière relative à la mise en œuvre du plan de mobilisation pour les transports collectifs de 2011 à 2013,

VU la Convention Particulière Transport 2011-2013 entre l'Etat et la Région Île-de-France, signée le 26 septembre 2011,

VU la délibération n° CR 55-13 du Conseil régional d'Ile-de-France en date du 20 juin 2013 adoptant le Protocole Etat-Région relatif à la mise en œuvre du plan de mobilisation pour les transports sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris,

VU la délibération n° CS 2011-4 du conseil de surveillance de la Société du Grand Paris en date du 26 mai 2011 adoptant l'acte motivé prévu par le V de l'article 3 de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris,

VU le Protocole cadre n°12DPI047 relatif au financement de la désaturation de la ligne 13 par le prolongement de la ligne 14 de Saint-Lazare à Mairie de Saint-Ouen approuvé par délibération n° CR 97-12 du 22 novembre 2012 et notifié par le STIF le 22 avril 2014,

VU l'avenant n°1 au protocole cadre financier pour le prolongement de la ligne 14 à mairie de Saint-Ouen, approuvé par délibération n° CR 73-13 du 26 septembre 2013 et notifié par le STIF le 13 août 2014,

VU l'avenant n°2 au protocole cadre financier pour le prolongement de la ligne 14 à mairie de Saint-Ouen, approuvé par délibération n° CP 2019-150 du 3 juillet 2019, notifié par Ile-de-France Mobilités le **,**

VU la délibération n° 2009-0408 en date du 8 avril 2009 par laquelle le Conseil du STIF a approuvé le Dossier d'Objectifs et de caractéristiques Principales du projet de désaturation de la ligne 13 du métro,

VU la délibération n° 2010-0380 en date du 7 juillet 2010 par laquelle le Conseil du STIF a approuvé le bilan de la concertation,

VU le schéma de principe relatif à la désaturation de la ligne 13 par le prolongement de la ligne 14 approuvé en conseil du STIF en date du 5 octobre 2011 par la délibération 2011-0773,

VU le schéma de principe relatif à la désaturation de la ligne 13 par le prolongement de la ligne 14 approuvé en conseil de la RATP du 14 octobre 2011,

VU la convention de financement et de réalisation du dossier d'avant-projet de la désaturation de la ligne 13 par le prolongement de la ligne 14 approuvée en conseil du STIF du 5 octobre 2011 par la délibération 2011-0773,

VU l'Arrêté inter-préfectoral n°2011-3237 du 7 décembre 2011 portant ouverture de l'enquête publique du 11 janvier 2012 au 12 février 2012, préalable à la déclaration d'utilité publique, et de mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes,

VU le schéma de principe relatif à l'adaptation des stations existantes de la ligne 14 passage de 6 a 8 voitures approuvé en conseil du STIF le 7 décembre 2011,

VU l'arrêté inter-préfectoral n°2012-2787 du 4 octobre 2012 relatif à la déclaration d'utilité publique du projet de prolongement de la Ligne 14 du métro parisien de Saint-Lazare à Mairie de Saint-Ouen,

VU l'Arrêté inter-préfectoral n°2012-2787 du 4 octobre 2012 déclaratif d'utilité publique, emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes, du projet de prolongement de la ligne 14 du métro parisien de Saint-Lazare à Saint-Ouen,

VU La déclaration de projet de la désaturation de la ligne 13 par le prolongement de la ligne 14 à Mairie de Saint-Ouen approuvé par la délibération n°2012/0210 du Conseil du STIF du 11 juillet 2012,

VU la délibération n° CR 97-12 du 22 novembre 2012 approuvant la convention de financement n°1 relative aux études de projet, acquisitions foncières et premiers travaux de l'opération de désaturation de la ligne 13 par le prolongement de la ligne 14, notifiée par le STIF en date du 2 mai 2013,

VU la délibération n° CP 13-864 approuvant la convention de financement n°2 relative aux travaux de l'opération de désaturation de la ligne 13 par le prolongement de la ligne 14, notifiée par le STIF le 26 septembre 2014,

VU la délibération n° CP 16-338 approuvant la convention de financement n°3 relative aux travaux de l'opération de désaturation de la ligne 13 par le prolongement de la ligne 14, notifiée par le STIF le 31 août 2017,

VU la convention de maitrise d'ouvrage conjointe entre le STIF et la RATP, approuvée par la délibération du STIF n°2014/247 en date du 5 juin 2014,

VU la délibération n°…….. de la Commission permanente du …… du Conseil Régional approuvant la présente convention,

VU la délibération n°……..…. du…… du Conseil de surveillance de la Société du Grand Paris,

VU la délibération n°2019DVD44 du juin 2019 du Conseil de Paris,

VU la délibération n°……..…. de la Commission permanente du ……..…..du Conseil départemental des Hauts-de-Seine,

VU la délibération n°…….. de la Commission permanente du ……..du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis,

VU la délibération n°2019/……..du …… du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France.

Considérants

Que les travaux de prolongement de la Ligne 14 à Mairie de Saint-Ouen sous maîtrise d'ouvrage conjointe de la RATP et d'Île-de-France Mobilités sont en cours et ne peuvent être retardés sous peine de mettre en péril la date de mise en service fixée à l'été 2020, suite à un recalage du calendrier,

Que conformément au protocole cadre de financement et à ses deux avenants, les conventions de financements sont conclues au fur et à mesure des besoins de la RATP.

Il est convenu ce qui suit :

CONTEXTE GENERAL DE L'OPERATION

En application du protocole-cadre relatif aux financements, le projet de désaturation de la ligne 13 prévoit le prolongement de la ligne 14 à « Mairie de Saint Ouen », d'une part, et l'adaptation des stations existantes de la ligne 14, d'autre part.

Ces deux opérations ont notamment pour objectifs essentiels :

- de désaturer la ligne 13 à la mise en service du prolongement ;
- d'augmenter la capacité de transport de la ligne 14 prolongée à « Mairie de Saint-Ouen » par le passage de 6 à 8 voitures des trains afin d'offrir la capacité maximale permise par les infrastructures adaptées de la ligne (au moins 40 000 voyageurs à l'heure et par sens) ;
- de permettre les prolongements ultérieurs au Nord jusqu'à Saint-Denis-Pleyel, et au sud jusqu'à Aéroport d'Orly en optimisant les investissements publics.

En application de l'article L1241-4 du code des transports et du décret 2011-320 du 23 mars 2011, s'agissant du prolongement d'une ligne existante, Île-de-France Mobilités et la RATP exercent conjointement la maîtrise d'ouvrage de l'opération de prolongement de la ligne 14 à « Mairie de Saint Ouen ».

Le prolongement de la ligne 14, opération majeure du Plan de Mobilisation de 2009 au titre de la désaturation de la ligne 13, est inscrit au Contrat de projets « 2007-2013 » sous l'intitulé « Amélioration de la ligne 13 » et à la convention particulière transports sous le titre « Extension de la ligne 14 entre la gare Saint-Lazare et la future gare mairie de Saint-Ouen ». Ce projet est aussi inscrit au CPER 2015-2020.

La désaturation de la ligne 13 du métro est un enjeu fondamental

Fin 2006, Île-de-France Mobilités a lancé une réflexion sectorielle visant à étudier des solutions alternatives, permettant de désaturer la ligne 13 et d'apporter un net gain de qualité de service de la desserte du nord-ouest parisien. Parmi les scénarios étudiés, le prolongement de la ligne 14 à Mairie de Saint-Ouen est apparu comme le plus pertinent.

Le Dossier d'objectifs et de caractéristiques principales (DOCP) du prolongement de la ligne 14 a été approuvé en Conseil d'Île-de-France Mobilités du 08 avril 2009. Après délibération de la Commission nationale du débat public (CNDP), Île-de-France Mobilités a organisé une concertation préalable sous l'égide d'un garant. Cette première étape de consultation du public s'est tenue du 10 janvier au 09 février 2010. Le bilan de la concertation a été approuvé au Conseil d'Île-de-France Mobilités du 07 juillet 2011.

Parallèlement, Île-de-France Mobilités a engagé les études pour constituer le schéma de principe et le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, approuvés en Conseil d'Île-de-France Mobilités du 5 octobre 2011. L'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique s'est déroulée du 16 janvier au 17 février 2012. Le rapport de l'enquête publique a présenté un avis favorable sans réserve.

L'avant-projet administratif, validé par le Conseil d'Île-de-France Mobilités du 07 décembre 2012, a fixé le coût d'objectif à 1200 M€ aux conditions économiques de janvier 2008 soit 1380 M€ aux conditions économiques de janvier 2012.

La mise en service du prolongement de la ligne 14 à Mairie de Saint-Ouen est prévue à l'été 2020, suite à un recalage du calendrier.

La contribution de la Société du Grand Paris

En application de la loi n° 2010-597 du 03 juin 2010 relative au Grand Paris et du décret n°2011-1011 du 24 août 2011 portant approbation du schéma d'ensemble du réseau de

transport public du Grand Paris, la Société du Grand Paris est maître d'ouvrage de la ligne Bleue du réseau de transport public du Grand Paris (liaison d'Orly à Saint Denis Pleyel) constituée des prolongements de la ligne 14 au nord de Mairie de Saint-Ouen à Saint Denis Pleyel et au sud d'Olympiades à Aéroport d'Orly. Cette ligne constitue la ligne 14 du Nouveau Grand Paris.

La Société du Grand Paris considère nécessaire de participer à l'opération objet de la présente convention afin de rechercher conjointement avec les autres signataires de la présente convention une optimisation des investissements publics. La Société du Grand Paris est en effet fondée à apporter sa contribution au financement de ce projet, dès lors que ce prolongement est indispensable à la réalisation de l'objectif de connexion des aéroports au centre de Paris par métro automatique, qu'il prévoit l'adaptation nécessaire des infrastructures et des systèmes de la ligne existante en vue de son exploitation à pleine capacité, et qu'il intègre toutes les dispositions permettant les mises en service des prolongements à Saint-Denis Pleyel et à Aéroport d'Orly conformément au calendrier du Nouveau Grand Paris.

Protocole Etat-Région relatif à la mise en œuvre du plan de mobilisation pour les transports sur la période 2013/2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris

Le 6 mars 2013, le Premier ministre a annoncé les arbitrages du Gouvernement relatifs au calendrier de réalisation du Grand Paris Express et à sa complémentarité avec la modernisation et le développement du réseau de transport. Afin d'accélérer les opérations du Plan de mobilisation de 2009, une contribution de 2 milliards d'euros de la Société du Grand Paris (SGP) a ainsi été annoncée.

Le prolongement de la ligne 14 s'inscrivant dans la perspective du Grand Paris Express pourra bénéficier d'un financement complémentaire de la part de la SGP. Ainsi, le Protocole Etat-Région en date du 19 juillet 2013 mentionne qu' « *en ce qui concerne le prolongement de la ligne 14 à « Mairie de Saint-Ouen », au-delà des 30% actés dans le protocole de financement de novembre 2012, la SGP participera à hauteur de 348 M€ (CE 2012) supplémentaires, en substitution de la part régionale qui sera redéployée, en accord avec l'Etat, sur les autres opérations du plan de mobilisation.* » L'article 20-1 de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010, ajouté par l'ordonnance n° 2014-960 du 26 juin 2014, permet à la Société du Grand Paris de financer des projets d'extension d'infrastructures prévoyant au moins une correspondance avec le réseau de transport public du Grand Paris, lorsqu'elles appartiennent au réseau métropolitain affecté au transport public urbain de voyageurs en Île-de-France.

En conséquence, le plan de financement tel que prévu initialement dans le protocole-cadre relatif aux financements s'en trouve modifié dans l'avenant n°1 à ce protocole-cadre.

Par ailleurs, compte-tenu des conditions d'actualisation réelles plus favorables que celles estimées lors de la signature du protocole et de l'avancement du projet, il ressort que l'estimation à terminaison de la RATP de ce projet (coût réel lié à l'avancement du projet) est aujourd'hui évaluée à 1 405M€ courants. Cette tendance à la baisse permet de couvrir le reste à financer en € constant en adaptant les clefs de participation des financeurs et leurs contributions en euros constants, tout en restant dans la limite des engagements en euros courants issus du protocole initial.

Ainsi, le plan de financement a été de nouveau modifié dans le cadre d'un deuxième avenant au Protocole-cadre relatif au financement de la désaturation de la ligne 13 par le prolongement de la ligne 14 de Saint-Lazare à « Mairie de Saint-Ouen » (protocole approuvé par le Conseil régional du 21 novembre 2012). Ce plan de financement modifie les contributions en euros constants des partenaires, ainsi que les clés de financement globales. Le coût d'objectif est inchangé (1200 M€ aux conditions économiques de janvier 2008 soit 1380 M€ aux conditions économiques de janvier 2012).

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objectif de fixer les engagements réciproques des parties pour le financement et la conduite des travaux nécessaires au prolongement de la ligne 14 du métro. Ainsi, elle a pour objet de :

- définir les modalités de financement des derniers travaux jusqu'à la mise en service de la ligne 14,
- préciser les conditions de suivi de ces travaux dans le respect du calendrier général du projet.

Le financement de ces travaux s'inscrit dans le respect du protocole-cadre financier pour le prolongement de ligne 14 et de ses deux avenants.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés au projet, objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Désaturation de la ligne 13 par le prolongement de la ligne 14 du métro jusqu'à Mairie de Saint-Ouen – Convention de financement n°4 »

ARTICLE 2. CONTENU DE LA PRESENTE CONVENTION DE FINANCEMENT

2.1. Finalisation des travaux

Dans le cadre de cette convention, la RATP assurera la finalisation des travaux de gros-œuvre (tels que présentés dans l'Avant-Projet) de la station Clichy St-Ouen et le règlement définitif des marchés de gros-œuvre.

Les missions de maitrise d'œuvre nécessaires au suivi de ces réalisations seront poursuivies en conséquence.

Concernant les travaux Aménagements et Système, cette convention de financement permettra également la finalisation des travaux liés au système de transport (moyens audio-visuels, SAET, voie, façades de quai…) ainsi que la finalisation des travaux d'aménagement des stations (escaliers mécaniques, maçonneries, courants faibles, basse tension, fluides, ….

La présente convention intègre de plus :

- Les coûts de maîtrises d'ouvrage : pilotage, communication, encadrement, contrôle qualité, contrôle de gestion, frais de structure, contribution des différentes entités de la RATP à la conduite de la phase Achats,
- Les missions d'assistance à la maîtrise d'ouvrage, lui permettant d'assurer la qualité des missions qu'elle dirige tant sur les plans organisationnel, juridique, économique et financier que technique,
- Les missions d'assistance réglementaire telles que la coordination en matière de sécurité et protection de la santé (CSPS) en phase conception et le contrôle technique (CT).
- Le coût des maîtres d'œuvre nécessaire à la bonne exécution de leurs missions (frais d'études et de surveillance, etc.).

2.2. Le contenu des dossiers

Il sera fourni par la RATP sur demande d'un des signataires de la présente convention un dossier d'avancement des travaux relatifs au périmètre de la présente convention par courrier ou par voie électronique.

A la demande d'un des signataires de la présente convention de financement, l'ensemble des documents hormis ceux concernant le SAET, y compris les DCE, pourra également être consulté auprès de la RATP.

ARTICLE 3. ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1. La maîtrise d'ouvrage du projet

3.1.1. Rappel du contexte de la maîtrise d'ouvrage conjointe

L'article L. 241-4 du code des transports, dispose que :

« Le Syndicat des transports d'Ile-de-France peut assurer la maîtrise d'ouvrage ou désigner le ou les maîtres d'ouvrage de projets d'infrastructures nouvelles destinées au transport public de voyageurs, dans la limite des compétences reconnues à SNCF Réseau et à l'établissement public Société du Grand Paris.

Le Syndicat des transports d'Ile-de-France et la Régie autonome des transports parisiens exercent conjointement, dans la limite des compétences reconnues à SNCF Réseau, la maîtrise d'ouvrage des opérations, décidées à partir du 1er janvier 2010, ayant pour objet les aménagements, les extensions ou les prolongements directs, dépendants ou accessoires des lignes, ouvrages ou installations constitutifs de l'infrastructure gérée par la Régie, en application de l'article L. 2142-3 existant à la même date. Le Syndicat des transports d'Ile-de-France s'assure de la faisabilité et de l'opportunité des opérations considérées, en détermine la localisation, le programme, l'enveloppe financière prévisionnelle et, sans préjudice de la contribution de la régie, en assure le financement. La Régie autonome des transports parisiens choisit le processus selon lequel l'infrastructure et les matériels sont réalisés ou acquis, en assure ou en fait assurer la maîtrise d'œuvre et conclut les contrats ayant pour objet les études et l'exécution des travaux. Pour chaque opération, une convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage dont le syndicat assure le suivi et le contrôle d'ensemble. »

Le dernier alinéa de l'Article 19 du décret du 23 mars 2011 précise que « *Pour l'application de l'article L. 1241-4 du code des transports, une opération est regardée comme décidée lorsqu'elle a fait l'objet d'un schéma de principe approuvé dans les conditions définies au troisième alinéa du I de l'article 15 du décret du 10 juin 2005 (…). »*

Le projet de désaturation de la ligne 13 par la ligne 14 n'ayant pas fait l'objet d'un schéma de principe approuvé au 1er janvier 2010, la présente opération est donc une opération décidée après le 1er janvier 2010 devant faire l'objet d'une maîtrise d'ouvrage conjointe STIF/RATP.

3.1.2. L'autorité organisatrice des transports

Conformément aux dispositions prévues à l'article R1241-30 du code des transports créé par décret n°2014-530 du 22 mai 2014 portant attributions du STIF et à l'article L1241-2 du code des transports, le STIF veille à la cohérence des plans d'investissements concernant les services de transports publics de personnes en Ile-de-France et assure leur coordination.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage.

3.1.3. Identification et engagements des maîtres d'ouvrage

Pour la réalisation de ce projet, le STIF et la RATP exercent conjointement la maîtrise d'ouvrage et en assument la responsabilité conjointe.

En application de l'article L. 1241-4 du code des transports, la répartition précise des tâches et responsabilités entre les deux maîtres d'ouvrage est prévue par la convention de maîtrise d'ouvrage conjointe approuvée au Conseil du STIF du 5 juin 2014. Une copie est transmise aux financeurs.

L'organigramme de l'opération est précisé en annexe 1.

3.2. Les financeurs

3.2.1. Identification des financeurs

Le protocole-cadre relatif au financement de l'opération de Désaturation de la ligne 13 par le prolongement de la ligne 14 « Saint Lazare à Mairie de Saint-Ouen » et Adaptation des stations existantes de la ligne 14-passage de 6 à 8 voitures, prévoit le plan de financement général du projet.

L'avenant n°2 au protocole-cadre financier de l'opération de la ligne 14 fixe de nouvelles clés de financement pour absorber le « reste à financer » et répartir la totalité du coût d'objectif entre les financeurs.

La répartition du financement inscrite au protocole pour le prolongement de la ligne 14, suite à la prise d'effet de son avenant n°2, est la suivante :

- La Société du Grand Paris (58,85%),
- La Région Ile de France (13,62%),
- La Ville de Paris (21,31%),
- Le Département des Hauts-de-Seine (3,11%),
- Le Département de la Seine-Saint-Denis (3,11%).

3.2.2. Engagements des financeurs pour la présente convention de financement

Les financeurs s'engagent à mettre en place les crédits nécessaires à la réalisation, par les maîtres d'ouvrage visés à l'article 3.1.3, des études et des travaux précisés à l'article 2 de la présente convention dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.5 de la présente convention.

3.3. Calendrier de réalisation des objets de la présente convention de financement

Le délai prévisionnel de réalisation de cette phase est évalué à environ 12 mois jusqu'à mise en service, à compter de la notification de la présente convention par le STIF. Ces missions, détaillées à l'article 2.1 de la présente convention, s'inscrivent dans le cadre du planning général, joint en annexe 3 à la présente convention. Les opérations du projet se poursuivront cependant au-delà de la date de mise en service et jusqu'à la levée totale des réserves et réalisation des décomptes généraux et définitifs de l'ensemble des marchés.

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1. Coût global de l'opération

En Conseil du STIF du 13 décembre 2012, le coût d'objectif du projet en phase AVP a été établi à 1200 M€ HT (CE 01/2008).

Ainsi, conformément au protocole cadre, les coûts d'objectifs des maîtres d'ouvrage sont établis :

Bénéficiaire	M€ HT CE 01/2008	M€ HT CE 01/2012
RATP	1200*	1380
TOTAL	**1200**	**1380**

* y compris un montant de 0,750M€ (CE 2008), au titre des frais de maîtrise d'ouvrage du coût du projet, pour des expertises techniques conduites par Île-de-France Mobilités tout au long du projet.

La décomposition de ce coût pour chaque financeur est la suivante :

	CE 01/2008	CE 01/2012
Région	163,5 M€	188,0 M€
SGP	706,2 M€	812,1 M€

Ville de Paris	255,7 M€	294.1 M€
CD92	37,3 M€	42.9 M€
CD93	37,3 M€	42.9 M€
Total	**1200,0 M€**	**1380,0 M€**

4.2. Modalités d'actualisation

Les conditions économiques de référence de la présente convention sont celles de janvier 2012.

Pour être comparables aux coûts d'objectif global de l'opération, tous les coûts sont calculés aux conditions économiques de référence de la présente convention par application de l'indice professionnel TP 01.

Cet indice est également utilisé pour l'établissement des coûts prévisionnels en euros courants fin de chantier :

- à partir des indices connus à la date de la convention, soit indice de janvier 2018
- puis de 3 % par an au-delà jusqu'à la date de fin de chantier.

La poursuite de la courbe d'indice TP01 base 100 1975 sera poursuivie par l'application du coefficient multiplicateur défini par l'INSEE : 6,5345.

Les états d'acompte seront établis à partir des derniers indices connus et pertinents ; l'état du solde sera établi par application des indices définitifs.

4.3. Estimation des coûts de réalisation de la convention de financement n°4

4.3.1. Coût global de réalisation

Suite au courrier conjoint RATP/IDFM du 16/08/2018, le coût global de réalisation de l'opération est estimé à 1405M€ courants.

4.3.2. Rappel des conventions précédentes

L'opération a fait l'objet de trois conventions de financement des études PRO et Travaux dont le détail est indiqué ci-dessous :

Titre de la convention	Date de notification	Montant (M€ courant)	Montant (M€ CE 2008)	Montant (M€ CE 01/2012)
Convention de financement n°1 relative aux études de projet, acquisitions foncières et premiers travaux de l'opération de désaturation de la ligne 13 par le prolongement de la ligne 14 (n°12DPI048/2010CONV010)	02/05/2013	152	120.000	138
Convention de financement n°2 relative aux travaux de l'opération de désaturation de la ligne 13 par le prolongement de la ligne 14 (n°13DPI043/2014CONV067)	26/09/2014	508,265	391.722	450
Convention de financement n°3 relative aux travaux de l'opération de désaturation de la ligne 13 par le prolongement de la ligne 14 (n°16DPI006/2016CONV441)	31/08/2017	448,545		447,134786

Soit montant total de 1 108 809 000 euros courants prévisionnels, soit 1 035 134 786 euros constants CE 01/2012 (hors saturation).

Pour rappel, ces trois précédentes conventions sont saturées selon les montants courants prévisionnels estimés au moment de la signature des conventions.

4.3.3. Coût de la présente convention

Le montant prévisionnel des coûts de réalisation correspondant aux missions visées à l'article 2 est évalué à 297 301 621 €.

Ce montant correspond au montant global de l'opération indiqué en 4.1 minoré du montant total courant prévisionnel (principe de saturation) des conventions précédentes précisé en 4.3.1 et intégrant une contribution de la Région Ile-de-France nulle. En effet, la totalité des subventions votées par la Région Ile-de-France s'élève à 192,496 M€ tandis que sa participation financière sur le montant prévisionnel des coûts de réalisation total de l'opération s'établit à 191,4M€ courants.

L'estimation de ces dépenses inclut les frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre.

4.4. Coût de réalisation détaillé de la présente convention

La RATP fournit, à titre indicatif, une répartition des postes nécessaires pour mener à bien les missions visées à l'article 2

Estimation prévisionnelle des coûts (M€ HT courants)	**RATP**
Travaux Gros œuvre (tunnel, stations, …) et compléments acquisitions foncières et dévoiement réseaux dont PAI	59 040 309
Travaux Aménagements et Systèmes (travaux de voie, aménagement de station et système de transport) dont PAI	198 862 168
Frais de MOE	25 121 656
Frais de MOA	14 277 489
Total	297 301 621

4.5. Plan de financement

Conformément aux clés définies dans le protocole cadre et à ses deux avenants, la répartition par financeur du coût global défini à l'article 4.1 est la suivante :

Prolongement de la ligne 14 à mairie de Saint-Ouen M€ HT courants						
	Région	**SGP**	**Ville de Paris**	**CD92**	**CD93**	**Total**
RATP	*191,4* *13,62%*	*826,7* *58,85%*	*299,4* *21,31%*	*43,7* *3,11%*	*43,7* *3,11%*	*1405* *100%*

La répartition par financeur des conventions précédentes est la suivante :

M€ courant	**Région**	**SGP**	**Ville de Paris**	**CD92**	**CD 93**
Convention de financement n°1	57,76	63,84	30,4	0	0
Convention de financement n°2	96,215	301,249	101,653	4,574	4,574
Convention de financement n°3	38,521	247,686	89,709	36,314	36,314
Total (COFI n°1 – COFI n°2 et COFI n°3)	192,246	612,775	221,762	40,888	40,888

Ainsi, le plan de financement de la présente convention est établi prévisionnellement en euros courants et est le suivant (Montant global de chaque financeur minoré de leurs contributions

respectives des conventions précédentes en euros courants prévisionnels, à l'exception de la Région Ile-de-France dont la contribution résiduelle négative devient nulle) :

Prolongement de la ligne 14 à mairie de Saint-Ouen € HT courants						
	Région	**SGP**	**Ville de Paris**	**CD92**	**CD93**	**Total**
RATP	*0*	*213 967 977*	*77 684 914*	*2 824 365*	*2 824 365*	*297 301 621*
Clé	*0%*	*71,97%*	*26,13%*	*0,95%*	*0,95%*	*100%*

Ces montants prévisionnels tiennent compte de la saturation des 3 précédentes conventions en euros courants prévisionnels pour les financeurs concernés par un respect du coût global en euros constants (CE 01/2012).

4.6. Modalités de versement

4.6.1. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le bénéficiaire.

A cette fin, le bénéficiaire transmettra, auprès de l'ensemble des financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagement auxquelles l'appel de fonds se rattache.

A-Versement des acomptes pour la SGP, la Ville de Paris et les Départements des Hauts-de-Seine et de la Seine-Saint-Denis :

La demande d'acomptes comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention, en euros courants et en euros constants 2012
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le bénéficiaire indiquant la référence des factures comptabilisées, leur montant et leur date de comptabilisation. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 4.4 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement,
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.5;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le directeur financier de la RATP.

De plus, pour la SGP, dans un délai de 6 mois après la dernière demande d'acompte au titre de la présente convention, la RATP présente un relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage. Ce relevé sera accompagné des factures acquittées.

De plus, l'opération arrivant à son terme, le Département des Hauts-de-Seine demande que l'état récapitulatif des montants déjà appelés mentionne :

- le % cumulé du montant de financement en euros constants (CE 2012) et en euros courants ;
- ainsi que la différence entre le montant déjà appelé et les 95% du montant du financement en euros constant 2012 et sa traduction en euros courants.

B-Plafonnement des acomptes la Ville de Paris, la SGP et les Départements des Hauts-de-Seine et de la Seine-Saint-Denis :

La SGP, la Ville de Paris, les Départements des Hauts-de-Seine et de la Seine-Saint-Denis adoptent le principe d'un plafonnement du cumul des acomptes plafonné à 95% du montant du financement global de l'Opération en euros constants (CE 2012). Le cumul des versements à la RATP ne pourra dépasser les 95% du montant du financement.

Les financeurs demandent à avoir un échéancier actualisé des crédits de paiement de la présente convention au plus tard en avril et en septembre jusqu'à terminaison des travaux de la présente convention. En complément, en avril et septembre, le bénéficiaire fournit une prévision annuelle de paiement jusqu'à terminaison de l'opération.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du bénéficiaire.

4.6.2. Versement du solde

Après achèvement des études et des missions couvertes par les conventions conclues en application du protocole cadre financier pour le prolongement de la ligne 14 à Mairie de Saint-Ouen et l'adaptation des stations existantes, la RATP présente un relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde au bénéficiaire est subordonné à la production des documents, signés par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire, indiqués à l'article 4.6.1. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Le versement du solde se fera sur présentation des factures acquittées.

4.6.3. Paiement

Le versement des montants de subvention appelés par le bénéficiaire doit être effectué dans un délai conforme aux règlements budgétaires de chacun des financeurs, à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 4.6.1 de la présente convention.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement en tant que versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du bénéficiaire.

4.6.4. Bénéficiaires et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire à :

- RATP sur le compte ouvert au nom de RATP ENCAISSEMENTS COLLECTIVITES de CALYON, dont le RIB est le suivant :

  Code banque : 31489

  Code guichet : 00010

  N° compte : 00 198 757 753

  Clé : 47

Le paiement est effectué à la RATP par virement bancaire, portant dans son libellé le numéro de référence de la facture.

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	Téléphone / courriel
SGP	Immeuble Le Cézanne 30, rue des fruitiers 93200 SAINT-DENIS	Agence comptable	01 82 46 20 05 Agence.comptable@societedugrandparis.fr
Région Ile-de-France	2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen	Pôle Finances - Direction de la comptabilité	Alexa Guena-Andersson
Ville de Paris	121 avenue de France CS 51388 75639 Paris Cedex 13	Mairie de Paris Direction de la voirie et des déplacements Agence de la Mobilité	01.40.28.70.10 Cécile.masi@paris.fr
Département des Hauts-de-Seine	Conseil départemental des Hauts-de-Seine 92731 NANTERRE cedex	Unité administrative et budgétaire	01 41 91 29 08 tdussautoir@hauts-de-seine.fr
Département de la Seine-Saint-Denis	Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, Hôtel du Département 93006 Bobigny Cedex	Direction du Développement et des Mobilités Bureau des Mobilités Métropolitaines	Bertrand Masquelier 01 43 93 87 46 bmasquelier@seinesaintdenis.fr
RATP	Maison de la RATP LAC C42 54, quai de la Râpée 75599 PARIS Cedex 12	Contrôle de Gestion et Finances / Contrôle de Gestion Investissements	01 58 78 21 53 subvention.investissement@ratp.fr
Ile-de-France Mobilités	Syndicat des Transports d'Ile-de-France 39-41, rue de Châteaudun 75009 PARIS	Direction des Infrastructures Département Projets Métro et Pôles	01 47 53 28 31 Gilles.fourt@stif.info

4.7. Caducité des subventions pour la Ville de Paris

Le financement de la Ville de Paris devient caduc et est annulé si, à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration parisienne une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prolongé d'un an, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme sera considérée caduque.

À compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de la convention de financement. À l'issue

de ce délai, si l'acompte de la subvention versé au bénéficiaire n'est pas totalement utilisé et justifié, le solde de cet acompte devra être remboursé au Département de Paris.

4.8. Comptabilité de l'opération

Le bénéficiaire s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres à l'opération et les éventuelles subventions ou financements complémentaires spécifiques qui pourraient être accordés par des tiers sur l'opération.

Le bénéficiaire conserve l'ensemble des pièces justificatives de l'opération pendant dix ans, à compter de l'émission des dites pièces.

ARTICLE 5. MODALITES DE CONTROLE

Le bénéficiaire conserve l'ensemble des pièces comptables justificatives relatives à l'investissement objet de la présente convention, pendant dix ans à compter de l'émission des dites pièces.

Les financeurs se réservent le droit de solliciter le bénéficiaire, à tout moment et jusqu'à expiration de ce délai, toutes informations, tous documents et pièces comptables justificatives relatifs à la comptabilité propre à l'investissement.

A compter de la mise en service du projet prolongement de la ligne 14 de Saint-Lazare à Mairie de Saint-Ouen, la Région Ile-de-France pourra engager un audit financier du projet.

5.1. Par les financeurs

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire jugée utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

5.2. Par Île-de-France Mobilités

Conformément à l'article R1241-30 du code des transports, Île-de-France Mobilités veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

Pour répondre à ce suivi, le bénéficiaire fournit et actualise les documents de suivi financier, dont les items sont détaillés à l'article 7.2, présentée à l'occasion de chacun des comités de suivi de la convention de financement tels que décrits ci-dessous à l'article 7.

ARTICLE 6. GESTION DES ECARTS

6.1. Dispositions en cas de dépassement du coût d'objectif de l'Avant-Projet

S'il apparaît que, au cours de l'opération, malgré toutes les mesures correctives proposées, le coût d'objectif en euros constants CE 2012 indiqué à l'article 4.1 ne peut être respecté, la RATP fournit à Île-de-France Mobilités et aux financeurs, un rapport détaillé sur l'origine des surcoûts, l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par Île-de-France Mobilités aux financeurs qui s'appuie notamment sur les éléments transmis par la RATP et propose le cas échéant la réalisation d'un avant-projet modificatif.

Au vu de l'avis rendu par Île-de-France Mobilités, les financeurs précisent alors le montant du dépassement et la nature des surcoûts qu'ils entendent financer ou les adaptations, notamment de phasage, qu'ils souhaiteraient voir apporter à l'opération pour porter leur financement au-delà de celui prévu à l'article 4.1 au titre du coût d'objectif initial du maître d'ouvrage.

Le plan de financement des surcoûts est alors arrêté en concertation entre les financeurs et le STIF. La RATP est entendue et informée de la nécessité éventuelle de la formalisation d'un avant-projet modificatif.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité la prise en charge des dits dépassements incombe au bénéficiaire.

6.2. Dispositions en cas de modification des délais

S'il apparaît que, malgré toutes les mesures proposées, le respect du délai de l'opération globale ne peut être assuré, Île-de-France Mobilités et les financeurs peuvent solliciter un rapport détaillé sur l'origine et l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par Île-de-France Mobilités aux membres du comité de suivi de la convention de financement qui s'appuiera notamment sur les éléments transmis par le bénéficiaire, et précisera la nécessité éventuelle de réaliser un avant-projet modificatif. Il indiquera notamment les incidences sur le planning et le phasage initial de l'ensemble des travaux de l'opération. Par ailleurs cet avis précisera l'impact sur l'offre de transport.

Au vu de ce rapport, de l'avis rendu par Île-de-France Mobilités et de l'avis éventuel formulé par le bénéficiaire, les financeurs émettent un avis. Le délai modifié est alors retenu en concertation entre les financeurs, Île-de-France Mobilités et le bénéficiaire.

6.3. Dispositions communes

Si, en application des statuts du maître d'ouvrage concerné, ou des règles qui lui sont applicables, les propositions doivent faire l'objet d'une décision d'approbation du STIF, le maître d'ouvrage transmet à Île-de-France Mobilités l'ensemble des pièces et dossier justificatif éventuel (avant-projet modificatif).

Île-de-France Mobilités instruit la demande du maître d'ouvrage, approuve le cas échéant l'avant-projet modificatif et arrête selon les cas :

- un nouveau coût d'objectif pour le maître d'ouvrage concerné et pour l'opération,
- un nouveau délai de l'opération.

En application de ces décisions, un avenant formalisera l'ensemble des modifications apportées à la convention notamment en terme :

- d'augmentation du coût d'objectif initial,
- d'augmentation du délai initial.

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.1 de la présente convention constitue un plafond global.

ARTICLE 7. PILOTAGE ET SUIVI DE L'OPERATION

Conformément à l'Ordonnance du 7 janvier 1959 relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France, modifiée par la loi ORTF, codifiée sous l'article L 1241-4 du code des transports, le STIF assure le suivi et le contrôle d'ensemble de la maîtrise d'ouvrage conjointe dans le cadre de ses compétences d'autorité organisatrice des transports.

Les modalités de ce contrôle sont traitées dans la convention d'organisation de la maîtrise d'ouvrage conjointe visée à l'article 3.1.

La gouvernance du projet s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge des études et les signataires de la présente convention, de commissions de suivi composées des élus et des signataires de la présente convention, et de réunions entre maîtres d'ouvrage auxquelles peuvent être conviés les signataires de la présente convention.

7.1. Commission de suivi

Placée sous la présidence d'Île-de-France Mobilités, la Commission de suivi comprend les parties et les élus des collectivités territoriales concernées par le projet.

Elle se réunit en tant que de besoins, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de un mois et les éléments étant envoyés au moins deux semaines au préalable par Île-de-France Mobilités.

La Commission de Suivi informe ses membres de l'avancement du projet et arbitre, si la CSCF n'a pu diligenter, les dispositions permettant l'avancement du projet dans les meilleures conditions de respect du délai, du programme et du coût du projet notamment.

7.2. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF)

A l'initiative d'Île-de-France Mobilités, il est constitué un comité de suivi de la convention de financement, ci-après désigné « le comité de suivi ou CSCF » comprenant l'ensemble des signataires de la présente convention. Ce comité aborde principalement les questions techniques et financières de l'opération relevant du protocole cadre et de la présente convention.

Il a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement du projet dans le respect des délais et de coûts prévus à l'Avant-projet. Il se réunit suite à une convocation d'Île-de-France Mobilités avec un préavis minimum d'un mois, en tant que de besoin et au moins deux fois par an :

1- en séance ordinaire concernant l'avancement général de l'opération (volet opérationnel et financier)

La RATP y présente l'avancement général de l'opération et détaille les risques notamment en matière de respect du délai de réalisation et de coût d'objectif. Cela constitue un compte-rendu de l'exécution de ses missions. Ce compte-rendu est analysé par Île-de-France Mobilités, en tant qu'autorité organisatrice, et fait l'objet d'un avis d'Île-de-France Mobilités aux financeurs.

A cette fin, l'ensemble des documents produits par la RATP devra être transmis aux membres du comité de suivi deux semaines avant la réunion du comité de suivi.

Le suivi de l'opération s'organise principalement autour des trois thématiques suivantes :

1/ Le suivi technique et opérationnel, soit :

- l'organisation mise en place pour la réalisation de l'opération (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre),
- le point sur l'avancement des travaux,
- une appréciation sur le déroulement des opérations et leur nature,
- la liste des principaux marchés signés avec leur montant d'engagement,
- la liste des principaux marchés à venir,
- le suivi du calendrier des travaux.

2/ Le suivi financier et administratif, soit :

- le point sur le coût final prévisionnel de l'opération tel qu'il peut être estimé à la date du compte-rendu,
- un état comparatif entre d'une part le coût final prévisionnel de l'opération tel qu'il est estimé à la date du comité de suivi au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser, et d'autre part le coût de réalisation fixé pour la RATP,
- un état des lieux sur la consommation des provisions (nature, origine de la demande, montant estimé, prise en charge…)
- le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et délais,
- le montant des dépenses comptabilisées,
- le montant des subventions appelées et versées,
- le point sur les recours contentieux introduits (troubles de voisinage, sinistres, nuisances de chantier, réclamations diverses).

Au titre de la présente convention, et le cas échéant pour les autres conventions de financement en vigueur concernant la même opération, la RATP effectue une mise à jour des prévisions pluriannuelles de ses dépenses et de ses engagements. Ces tableaux couvrent la totalité de la période de l'opération. Ils sont établis en euros courants prévisionnels

conventionnels et en euros aux conditions économiques de référence pour toute la période de réalisation.

Le comité de suivi acte le tableau présentant les délais et les coûts détaillés du maître d'ouvrage et leur décomposition, celui-ci servant de base au suivi, en termes financier et d'avancement, de l'opération.

3/ La communication autour du projet :

- le suivi du plan de communication mis en place pour l'opération,
- les points spécifiques sur lesquels communiquer éventuellement auprès des usagers.

2- en séance extraordinaire à l'initiative d'un des membres, sur des questions ayant des incidences majeures sur l'opération, notamment les ajustements de programmation techniques, administratifs et financiers, qui n'auraient pu être validés en séance ordinaire.

La RATP y présente les éléments de compréhension de ces modifications, leurs impacts et leurs incidences sur le projet, et ce, en vue de permettre au comité d'arbitrer sur ces évolutions sous réserve du respect des dispositions prévues aux articles 8 et 10 de la présente convention.

7.3. Information hors comité et commission de suivi

La RATP s'engage pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement de l'étude devant le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France à la demande de ce dernier ;
- à tenir informées les financeurs, entre deux comités de suivi, de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles de l'appel de fond sur l'exercice en cours ;
- à informer Île-de-France Mobilités et les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

La RATP s'engage également à inviter Île-de-France Mobilités et les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du projet.

Par défaut, les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins quinze jours avant la réunion.

7.4. Communication

Les présents signataires s'engagent à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elle vise, notamment par une indication portée sur les documents finaux.

Le maître d'ouvrage s'engage, jusqu'à la mise en service de l'opération, à :

- associer, au sein d'un comité de communication, les co-signataires de la présente convention à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan de communication commun. Ce comité de communication établira notamment le cahier des charges destiné à choisir le prestataire qui aura pour mission de proposer et de créer les outils de communication dédiés au projet,
- mentionner les financeurs de l'opération, l'Etat et Île-de-France Mobilités sur tout acte de communication relevant de la communication institutionnelle concernant l'opération par la présence de leurs logos ou de toute information sur les taux de financement,
- prévoir systématiquement un délai suffisant afin que chaque représentant au comité de communication puisse faire valider le principe des outils (plan de communication) par leurs responsables respectifs,
- permettre l'implantation de la signalétique de chantier des co-signataires,

- rapporter en tant que de besoin les réactions de la population concernant les travaux entrepris.

Le comité de communication regroupe les représentants des directeurs ou responsables de communication de chacun des organismes financeurs. Il est piloté par le responsable communication du maître d'ouvrage.

Le traitement des logos des partenaires :

- l'ordre des signataires de la présente convention en fonction de l'ordre protocolaire,
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

7.5. Intervention d'experts

Sur proposition d'Île-de-France Mobilités aux financeurs ou à la demande de l'un des financeurs après information préalable des autres financeurs et d'Île-de-France Mobilités, la RATP s'engage à permettre aux experts désignés ou missionnés par Île-de-France Mobilités, d'effectuer des visites des lieux, des installations et travaux relevant de la présente opération, et à faciliter le contrôle de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les frais relatifs à ces interventions sont à la charge du ou des demandeurs. La RATP est chargée de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

7.6. Obligation d'information par la maîtrise d'ouvrage

Conformément au Contrat de projets Etat-Région d'Ile-de-France, les financeurs chargent conjointement Île-de-France Mobilités d'assurer pour leur compte le contrôle du maître d'ouvrage.

Île-de-France Mobilités s'assure notamment du respect, par le maître d'ouvrage, des délais indiqués et des estimations conformément aux articles 3.3 et 4 de la présente convention.

A la demande expresse d'Île-de-France Mobilités, le maître d'ouvrage s'engage également à lui fournir directement tous les documents relatifs à l'opération, nécessaires au suivi de la maîtrise d'ouvrage, qu'ils soient à caractère organisationnel (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre) ou technique (dossier projet, DCE, marchés de travaux et contrôles techniques divers, etc.).

ARTICLE 8. MODIFICATIONS DE L'AVANT-PROJET

Toute modification du programme fonctionnel, toute modification technique significative par rapport aux dispositions approuvées de l'Avant-Projet ou toute modification pouvant conduire à un dépassement significatif des délais (article 3.3) ou des coûts d'objectif précisés à l'article 4.1. de la présente convention, peut conduire, selon la réglementation applicable aux maîtres d'ouvrage ou selon l'appréciation d'Île-de-France Mobilités en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la réalisation d'un Avant-Projet Modificatif, présenté au Conseil d'Île-de-France Mobilités.

En conséquence, dès que la RATP envisage des modifications de son programme dans l'opération stipulée à l'article 2, elle transmettra, à Île-de-France Mobilités et aux financeurs, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. Elle devra veiller en particulier à indiquer si les modifications proposées sont susceptibles d'engendrer des incidences techniques ou financières. Au vu de l'ensemble de ces éléments, Île-de-France Mobilités validera les propositions mineures sans incidence sur le coût, ou appréciera l'opportunité d'une saisine du comité de suivi ainsi que la nécessité de réaliser un Avant-Projet Modificatif formalisant les évolutions apportées à l'opération.

Cet Avant-Projet Modificatif sera présenté au Conseil d'Île-de-France Mobilités. Il donnera lieu ensuite à la conclusion d'un avenant au protocole cadre et le cas échéant à la présente convention, indiquant toutes les conséquences notamment en matière de caractéristiques techniques, de coût de réalisation, de répartition des financements et de délai de réalisation de l'opération. Les travaux concernés ne pourront avoir un début d'exécution qu'après la signature de l'avenant et l'attribution des financements correspondants.

L'application des stipulations de cet article ne doit pas faire obstacle à la poursuite des travaux sur la partie non touchée par les modifications.

Ces stipulations ne font pas obstacle à la prise en compte par les maîtres d'ouvrage de demandes, d'un des financeurs ou de tiers, d'adaptations localisées de l'opération, ne modifiant pas son aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'Avant-Projet. La prise en compte de ces modifications sera soumise à l'accord préalable des maîtres d'ouvrage conjoints. Les éventuels surcoûts engendrés sont à la charge exclusive des demandeurs.

ARTICLE 9. BILAN PHYSIQUE ET FINANCIER DE L'OPERATION

Le maître d'ouvrage établit sous sa responsabilité, au plus tard cinq ans après la mise en service commerciale de l'opération, un bilan financier et physique des aménagements relevant de son périmètre dans le cadre de la présente convention.

Ce bilan présentera notamment une décomposition selon les postes constitutifs de son coût d'objectif, défini à l'article 4.1, ramenée aux conditions économiques du coût d'objectif (niveau AVP) (avec mise en évidence du montant de l'actualisation réglée par le maître d'ouvrage) afin de permettre une comparaison.

Ce bilan comportera notamment:

- un rapport de présentation indiquant le descriptif des travaux réalisés et retraçant l'évolution éventuelle du coût de réalisation et des principales décisions concernant les travaux dont il assure la maîtrise d'ouvrage,
- le récapitulatif des subventions attribuées,
- le récapitulatif des versements effectués par les financeurs (y compris fonds propres),
- le récapitulatif des dépenses comptabilisées à la date de réalisation du bilan (établi sur la base des décomptes généraux définitifs des marchés lorsqu'ils existent),
- le calcul et la justification de l'état du solde, à savoir la différence entre les dépenses comptabilisées par le maître d'ouvrage à la date de réalisation du bilan et les versements effectués par les financeurs,
- la nature et l'estimation des dépenses prévisionnelles totales restant à payer (contentieux, réclamations d'entreprise, finitions, garanties des aménagements paysagers, un état de la valeur des excédents de terrains ou bâtiments acquis et non nécessaires au strict fonctionnement de l'opération et pouvant donner lieu à un éventuel remboursement dans la limite des produits de cession effectivement constatés et des pourcentages des participations des parties au financement de l'opération),
- un état des éventuelles suggestions de compléments de travaux le concernant consécutives à la mise en service de l'opération.

ARTICLE 10. STIPULATIONS GENERALES

10.1. Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.6.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre le signataire de la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

10.2. Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent chacun prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire du financement, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des missions requises est consécutive à un cas de force majeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les co-financeurs s'engagent à rembourser aux maîtres d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le bénéficiaire procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des co-financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire des financements.

10.3. Litiges

Les éventuels litiges liés à l'application ou à l'interprétation de la présente convention seront soumis au tribunal territorialement compétent à défaut de règlement amiable.

10.4. Propriété intellectuelle et diffusion des études

Les études réalisées dans le cadre de la présente convention restent la propriété des maîtres d'ouvrage, les modalités de ce régime de propriété seront définies dans la convention de maîtrise d'ouvrage conjointe approuvée au Conseil du STIF du 5 juin 2014. Les maîtres d'ouvrage conjoints s'interdisent mutuellement de diffuser les résultats de ces études à des tiers à la présente convention sans l'accord préalable et exprès de son maître d'ouvrage conjoint.

Ces études seront communiquées, sur première demande, aux financeurs qui s'interdisent toute diffusion en dehors des signataires de la présente convention, sans l'accord préalable des maîtres d'ouvrage conjoints.

La SGP ayant en charge les futurs prolongements de la ligne 14, elle pourra utiliser les résultats de ces études pour ses besoins propres dans le cadre des futurs prolongements de la ligne 14.

Les modalités de cette utilisation seront définies par les maîtres d'ouvrage conjoints et la SGP dans les six mois suivant la prise d'effet de la présente convention, et pourront porter notamment sur des limitations de cette utilisation du fait de la protection du savoir-faire des maîtres d'ouvrage conjoints ou de leurs prestataires. La SGP s'engageant en contrepartie à fournir, selon les mêmes modalités, aux maîtres d'ouvrage les études qu'elle a réalisées et qui s'avéreront utiles au présent projet.

Les présents signataires s'engagent à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elle vise, notamment par une indication portée sur les documents finaux.

10.5. Date d'effet de la convention

La convention prend effet à compter de la date de sa notification par Île-de-France Mobilités à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter du 1er février 2019.

Elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 10.2, soit après le solde de la totalité des subventions dues aux maîtres d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.6.2.

10.6. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 8 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / /

Pour l'Etat

Michel CADOT
Préfet de la région Ile-de-France
Préfet de Paris

La présente convention est établie en 8 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / /

Pour la Région Ile-de-France

Valérie PECRESSE
Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

La présente convention est établie en 8 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / /

Pour la Ville de Paris

Anne HIDALGO
Maire

La présente convention est établie en 8 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / /

Pour la RATP

Catherine GUILLOUARD
Présidente Directrice Générale

La présente convention est établie en 8 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / /

Pour Île-de-France Mobilités

Laurent PROBST
Directeur Général

La présente convention est établie en 8 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / /

Pour la Société du Grand Paris

Thierry DALLARD
Président du Directoire

La présente convention est établie en 8 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / /

Pour le Département des Hauts-de-Seine

Patrick DEVEDJIAN
Président du Conseil départemental

La présente convention est établie en 8 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / /

Pour le Département de la Seine-Saint-Denis

Stéphane TROUSSEL
Président du Conseil départemental

ANNEXES

Annexe 1 : Organigramme de l’opération

Annexe 2 : Echéancier prévisionnel des dépenses

Annexe 3 : Calendrier

ANNEXE 1
Organigramme nominatif

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE ÎLE-DE-FRANCE MOBILITES

Maître d'ouvrage :
M. Alexandre BERNUSSET
Directeur Infrastructures

Chef du Département Projets Métro et Pôles :
M. Gilles FOURT

MAITRISE D'OUVRAGE RATP

Maître d'ouvrage :
M. Mathieu LEROY
Directeur d'Opération

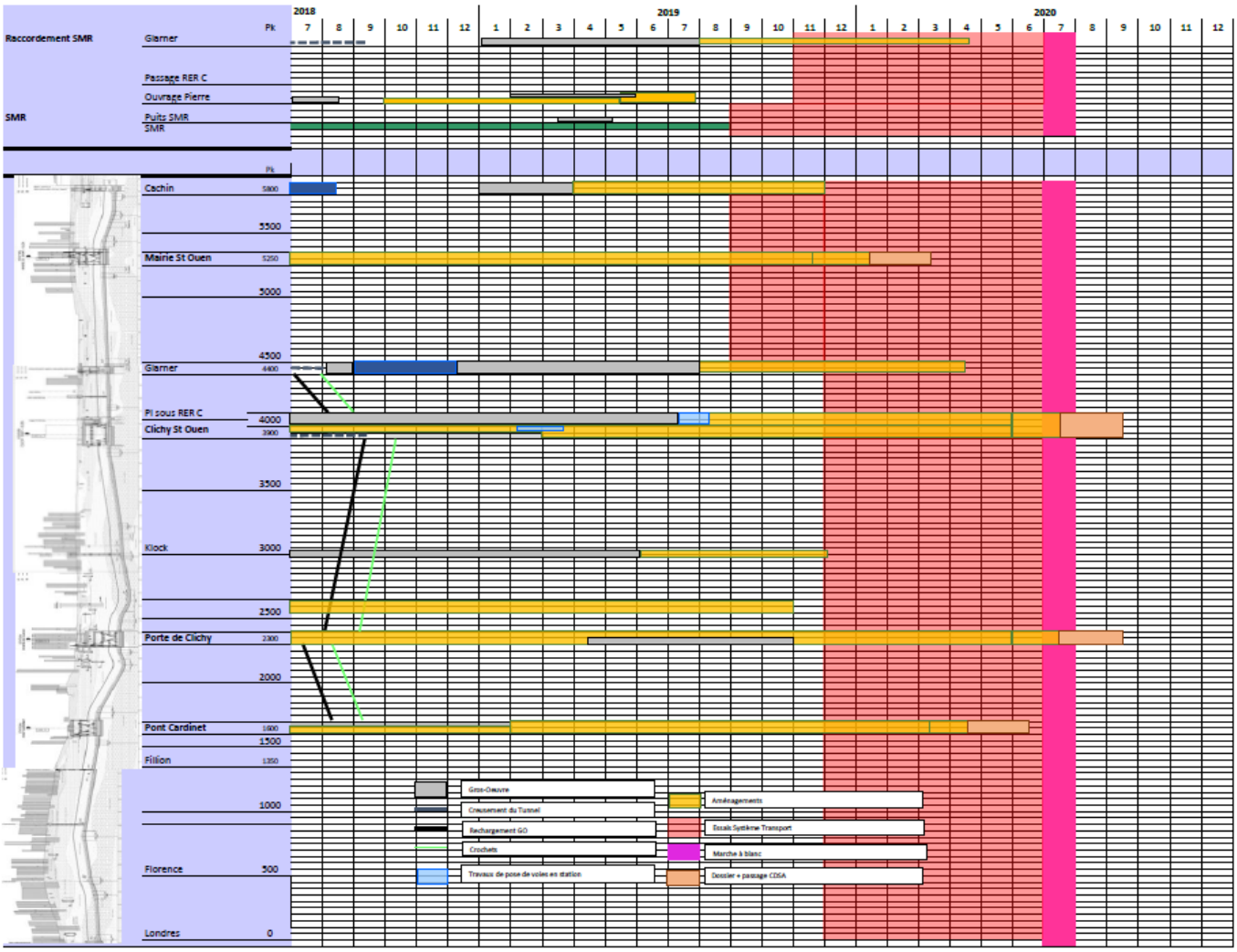
ANNEXE 2
Echéancier prévisionnel des appels de fonds de la RATP

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS DU MAITRE D'OUVRAGE POUVANT FAIRE L'OBJET DE PAIEMENT SUR L'EXERCICE [1]

€ courant HT	2020	2021	2022	Total
Région	0	0	0	0
SGP	110 677 925	76 684 880	26 605 172	213 967 977
Ville de Paris	40 183 607	27 841 822	9 659 485	77 684 914
CD92	1 460 942	1 012 236	351 187	2 824 365
CD93	1 460 942	1 012 236	351 187	2 824 365
Total	153 783 416	106 551 174	36 967 031	297 301 621

[1] Ces dépenses n'incluent pas les dépenses des derniers mois de l'année civile (en général novembre et décembre) dont les appels de fonds sont établis en début de l'année suivante.

ANNEXE 3
Calendrier



PNBF du RER A - Avenant n°1 à la convention de financement relative aux études et travaux de résorbtion des nuisances sonores ferroviaires

Avenant n°1 à la convention de financement relative aux études de niveau Avant-projet et de Projet, et à la réalisation de travaux de résorption des nuisances sonores ferroviaires du RER A, sur les communes de Saint-Mandé, Vincennes et Fontenay-sous-Bois

Entre les soussignés,

L'ETAT, représenté par le Préfet de la Région Ile-de-France, Préfet de Paris,

La Région Ile-de-France, représentée par la Présidente du Conseil régional, dûment mandatée par délibération n° CP de la Commission permanente du Conseil régional en date du ,

Le Département du Val-de-Marne, représenté par le Président du Conseil départemental, dûment mandaté par délibération n°…….. de la Commission permanente du Conseil départemental en date du ……..,

La Métropole du Grand Paris, représentée par le Président de la Métropole du Grand Paris, dûment mandaté par la délibération n° du Conseil métropolitain en date du ……..,

ci-après dénommés « les financeurs »

Et,

La Régie Autonome des Transports Parisiens « RATP » Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial, immatriculé au Registre du Commerce et des Société de Paris sous le n° 777 663 438, dont le siège est sis au 54, quai de la Rapée 75648 Paris Cedex 12, représentée par sa Présidente Directrice Générale, dûment habilitée à signer la présente convention.

Ci-après dénommée la RATP, le bénéficiaire de l'opération PNBf,

Visas

Vu la loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs et notamment son article 14,

Vu la loi n°97-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit,

Vu la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, renforcée par la loi du 7 août 2015 de nouvelle organisation territoriale de la République (Notre),

Vu la délibération n° CR 82-11 du 29 septembre 2011 relative à la politique régionale en faveur de la résorption des nuisances sonores – environnement des infrastructures routières et ferrées,

Vu la délibération n° CR 19-12 du 16 février 2012 relative au rapport cadre régional pour le plan d'action régional en faveur de la mobilité durable,

Vu la délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au rapport cadre pour l'actualisation du Plan d'action régional en faveur de la mobilité durable,

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de plan Etat – Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015,

Vu la délibération cadre n° CR 123-16 du Conseil régional du 14 décembre 2016 approuvant la révision du volet « mobilité multimodale » du Contrat de Plan 2015-2020,

Vu la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

Vu la délibération du Conseil Général du Val-de-Marne n° 03-604-04S-19 du 24 mars 2003 relative à la participation financière départementale à l'opération de protections phoniques de la tranchée ouverte du RER ligne A**,**

Vu la convention de financement des études d'ouvrages de protections phoniques sur les communes de Saint-Mandé, Vincennes et Fontenay-sous-Bois approuvée par délibération n° CP 12-884 de la commission permanente de la Région le 21 novembre 2012,

Vu l'avenant à la convention de financement des études d'ouvrages de protections phoniques sur les communes de Saint-Mandé, Vincennes et Fontenay-sous-Bois approuvé par délibération n° CP 13-525 de la commission permanente de la Région du 11 juillet 2013,

VU la délibération n° CP 15-714 de la Commission permanente de la Région du 8 octobre 2015, approuvant la convention de financement des études de niveau avant-projet et projet et des travaux de résorption de nuisances ferroviaires du RER A sur les communes de Saint-Mandé, Vincennes et Fontenay-sous-Bois,

VU la délibération n° 2016-6-1 de la Commission permanente du Conseil départemental du Val-de-Marne du 2 mai 2016, approuvant la convention de financement des études de niveau avant-projet et projet et des travaux de résorption de nuisances ferroviaires du RER A sur les communes de Saint-Mandé, Vincennes et Fontenay-sous-Bois,

VU la délibération n°16 du Conseil municipal de la Commune de Saint-Mandé du 15 décembre 2015, approuvant la convention de financement des études de niveau avant-projet et projet et des travaux de résorption de nuisances ferroviaires du RER A sur les communes de Saint-Mandé, Vincennes et Fontenay-sous-Bois,

VU la délibération n°…….. du Conseil municipal de la Commune de Fontenay-sous-Bois du 15 décembre 2015 approuvant la convention de financement des études de niveau avant-projet et projet et des travaux de résorption de nuisances ferroviaires du RER A sur les communes de Saint-Mandé, Vincennes et Fontenay-sous-Bois,

VU la délibération n° CM2017/12/08/09 du Conseil métropolitain 8 décembre 2017 relative à la compétence « lutte contre les nuisances sonores » de la Métropole du Grand Paris,

VU la délibération n° CM …….. du Conseil métropolitain du …….. approuvant la convention de financement des études de niveau avant-projet et projet et des travaux de résorption de nuisances ferroviaires du RER A sur les communes de Saint-Mandé, Vincennes et Fontenay-sous-Bois,

PREAMBULE

Le présent avenant a pour objet de prendre acte de la solution technique retenue par les riverains vincennois pour le traitement des nuisances sonores le long du RER A.

En effet, depuis l'approbation de la convention initiale par la commission permanente de la Région, l'ensemble des parties prenantes ont approuvé ladite convention dans leurs instances délibérantes respectives, à l'exception de la Commune de Vincennes.

Avant de présenter cette convention devant son Conseil municipal, la Commune de Vincennes a souhaité concerter les habitants concernés par ce projet. C'est ainsi qu'une concertation a été mise en place en septembre 2018. A l'issue de celle-ci, le choix du traitement des nuisances sonores s'est exprimé en faveur d'une intervention limitée sur les façades des immeubles concernés en lieu et place de la construction d'un mur anti-bruit, proposé initialement par la RATP.

Ainsi et contrairement au scénario envisagé initialement, le mur anti-bruit sera essentiellement implanté sur le territoire de la Commune de Fontenay-sous-Bois, laquelle Commune ayant accepté le scénario de construction du mur anti-bruit proposé par la RATP comme solution au traitement des nuisances sonores du RER A.

Par ailleurs, lors du comité financeurs du 7 février 2019, la RATP a indiqué que son plan de charge ne permettait pas de traiter l'étude de niveau AVP des « points gris », et la sous-traitance afférente, à l'horizon de délai du projet. En l'absence de maîtrise d'ouvrage et compte tenu des délais impartis, le présent avenant acte le report des études de « points gris ».

Enfin, cet avenant permet de prendre en compte la création le 1er janvier 2016 de la Métropole du Grand Paris.

Par délibération du Conseil métropolitain du 8 décembre 2017, la Métropole du Grand Paris a précisé les champs de son intervention au titre de sa compétence « lutte contre les nuisances sonores », initialement exercée au niveau communal. Il lui appartient donc d'approuver la convention initiale pour la Commune de Vincennes et l'avenant, en lieu et place des trois Communes concernées.

Ceci étant rappelé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet:

- de modifier le programme du projet, suite à la demande de la Commune de Vincennes,
- de reporter les études de niveau AVP des « points gris »,
- de modifier le plan de financement de l'opération,
- d'actualiser le planning opérationnel,
- d'intégrer la Métropole du Grand Paris parmi les signataires de la convention et de la substituer aux trois Communes de Saint-Mandé, Vincennes et de Fontenay-sous-Bois.

Par conséquent, le présent avenant modifie les articles 1 à 8, 12 et 16 ainsi que les deux annexes de la convention initiale.

ARTICLE 2 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 1 « *OBJET DE LA CONVENTION DE FINANCEMENT* »

L'article 1 de la convention initiale est modifié comme suit :

« La présente convention a pour objet de définir les engagements respectifs de chacune des parties en ce qui concerne la réalisation et le financement des études projets et des travaux de résorption des « Points noirs du bruit ferroviaire » (PNBf) sur le secteur 2.

Les parties utilisent pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération, objet de la présente convention associée, la dénomination unique suivante :

« Protections phoniques sur les communes de Saint-Mandé, Vincennes et Fontenay-sous-Bois – Convention relative au financement des études Projet et travaux de résorption des nuisances sonores »

ARTICLE 3 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 2 « *PERIMETRE, ROLE ET ENGAGEMENTS DE LA RATP* »

L'article 2 de la convention initiale est modifié comme suit :

« La RATP, en tant que gestionnaire des infrastructures du RER A, a en charge la réalisation des études acoustiques permettant de caractériser la situation existante. Si les nuisances dépassent les seuils fixés dans la réglementation, elle doit proposer et définir, en concertation avec les collectivités concernées, les mesures à prendre pour résorber le bruit ferroviaire, puis réaliser les travaux de protections acoustiques.
En zone de Point noir du bruit ferroviaire, la RATP assure la maîtrise d'ouvrage des études et travaux visant à réduire les nuisances tels que définis après approbation de l'Avant-Projet. »

ARTICLE 4 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 3 « *DESCRIPTIONS DES OPERATIONS SUR LE SECTEURS 1 ET 2* »

Le titre et l'article 3 de la convention initiale sont modifiés comme suit :

« **Article 3 – Description des opérations**

Points noirs du bruit ferroviaire (PNBf) :
Une Zone de Bruit Critique (ZBC) est une zone urbanisée relativement continue (distance inter – bâtiment < 200m) où les niveaux sonores ($L_{Aeq6h-22h}$ / $L_{Aeq22h-6h}$), évalués en façades des bâtiments sensibles dépassent, ou risquent de dépasser à terme, la valeur limite diurne 73 dB(A) et/ou la valeur limite nocturne 68 dB(A).

On entend par bâtiment sensible un bâtiment composé de locaux à usage d'habitation, d'enseignement, de soins, de santé ou d'action sociale.

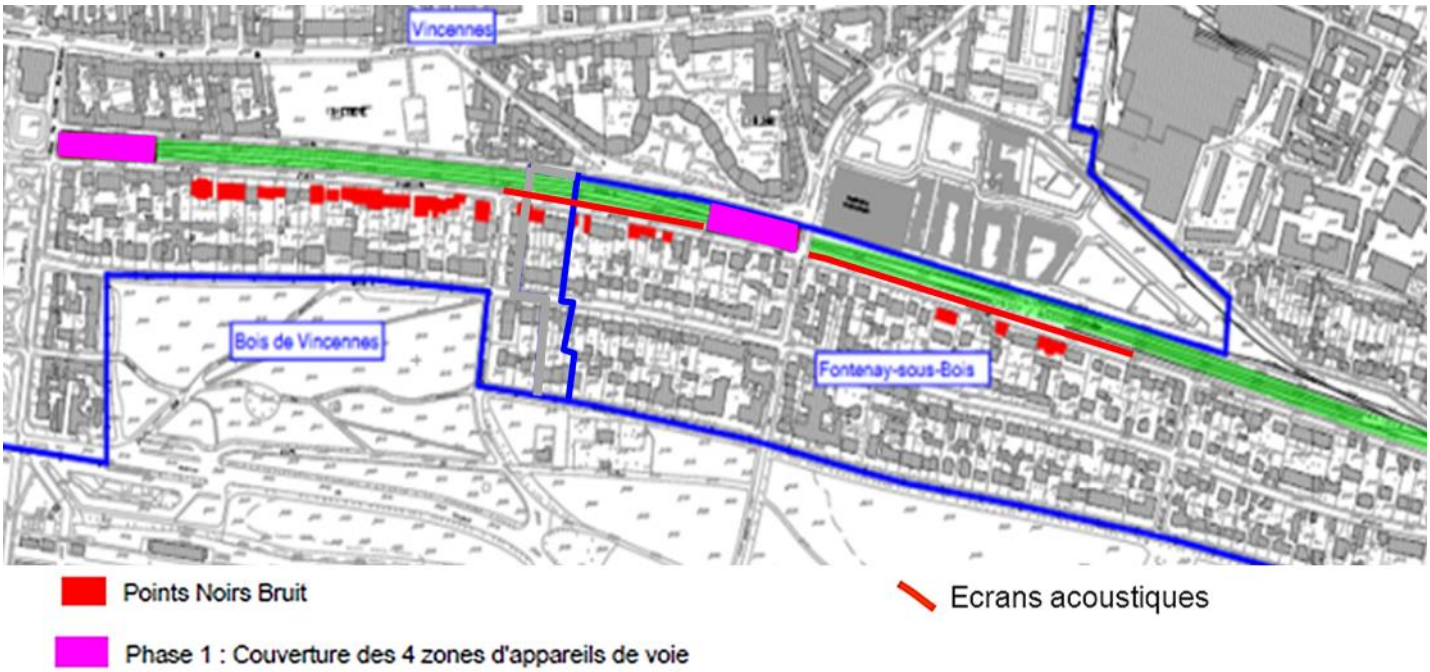
Un Point Noir du Bruit des réseaux routiers et ferroviaires nationaux (PNBf) est un bâtiment sensible, qui est localisé dans une ZBC engendrée par au moins une infrastructure de transport terrestre des réseaux routiers ou ferroviaires nationaux, et qui répond simultanément aux critères acoustiques (> 73dB(A) diurne et > 68dB(A) nocturne) et d'antériorité, c'est-à-dire dont le permis de construire est antérieur à 1978 ou dont le permis de construire est compris entre 1978 et l'arrêté de classement des infrastructures incriminées (arrêté préfectoral 2002/08 relatif au classement sonore du réseau ferroviaire et de transports en commun en site propre dans certaines communes du département du Val-de-Marne et aux modalités d'isolement acoustique des constructions en découlant).

Après mise en place des solutions curatives, les objectifs à atteindre en façade des bâtiments « PNBf » sont les suivants :

- $L_{Aeq6h-22h} \leq 68$dB,
- $L_{Aeq22h-6h} \leq 63$dB.

3. 1 Points Noirs Bruit ferroviaire : opérations à réaliser sur le secteur 2 « Vincennes Est - Fontenay-sous-Bois »

Les opérations de traitement des PNBf sont à réaliser en secteur 2 « Vincennes Est - Fontenay-sous-Bois ». Elles concernent les Communes de Vincennes Est et de Fontenay-sous-Bois.



3.1.1 Nature des études

Les études à réaliser sont les études « Projet » (PRO) et concernent la réalisation de dispositifs de protections phoniques sur les communes de Vincennes Est et Fontenay-sous-Bois tels que définis à l'issue des études d'Avant-Projet.
Elles ont pour objectif de déterminer la méthode de construction des écrans, en fonction des résultats de reconnaissance de sols ainsi que d'autres données d'entrées définies dans l'étude AVP. Le planning travaux, le coût du projet détaillé ainsi que les conditions de gestion et d'entretien des écrans à réaliser seront définis dans l'étude PRO.
Préalablement au démarrage des études PRO, les caractéristiques exactes des dispositifs seront définitivement fixées par une reprise d'AVP, de sorte qu'il n'existe qu'une variante à étudier au stade PRO.

3.1.2 Documents élaborés par la RATP

La reprise d'AVP comprendra notamment :

- Les visuels architectes tenant compte des seuls murs PNB
- Les plans à jour avec les bonnes hypothèses de linéaire de murs et d'aménagement paysager
- Une réévaluation des coûts et du planning, de niveau AVP

Le dossier PRO comprendra notamment :

- Les productions classiques de cette mission, définis par la loi MOP,
- Le calendrier prévisionnel des travaux détaillé par lots techniques jusqu'à la mise en service,
- Les schémas d'organisation pour la réalisation du projet respectant les contraintes d'exploitation,
- Les coûts prévisionnels de réalisation,
- Un dossier de synthèse sur les études des concessionnaires et l'impact des déviations sur le planning général de l'opération,

Le dossier PRO sera une donnée d'entrée pour les procédures administratives nécessaires aux travaux ainsi que les dossiers de consultation des entreprises.

3.1.3. Travaux

Compte-tenu de la décision de la Commune de Vincennes, suite à la concertation menée en septembre 2018, les travaux à réaliser, en zone PNBf, consistent à traiter les façades des immeubles concernés. Les interventions chez les propriétaires porteront sur :

- les fenêtres,

- les coffres de volets roulants (devant faire l'objet d'une validation au cas par cas par le service urbanisme de la Commune de Vincennes),
- les bouches d'aérations.

Les livrables travaux seront tels que définis après approbation de l'Avant-Projet modificatif. »

ARTICLE 5 - MODIFICATION DE L'ARTICLE 4 « *DUREE DES ETUDES ET DES TRAVAUX SUR LES SECTEURS 1 ET 2* »

Le titre et l'article 4 de la convention initiale sont modifiés comme suit :

« **Article 4 – Durée des études et des travaux**

Les conditions liées à ces délais seront précisées à l'issue des études AVP validées par la RATP.
Le délai indicatif de réalisation des études (niveau PRO), est de 2 ans pour les études détaillées à compter de la notification de la convention à l'ensemble des autres parties.

Le délai indicatif de travaux, à compter de la signature des marchés, et sous réserve de l'obtention des autorisations administratives, est de 2 ans. Ce délai est donné à titre indicatif et pourra être redéfini notamment selon les travaux de maintenance du RER A, plus prioritaires, et selon le rythme et les périodes de travaux autorisées.

Ces délais ne tiennent pas compte des aléas dus aux procédures administratives (notamment autorisations d'urbanisme, architecte des bâtiments de France, autorisations d'emprises, etc.).

Calendrier prévisionnel :
Le calendrier prévisionnel des études et des travaux du secteur 2 est joint en annexe n°1.
La modification de ces délais sera traitée dans les conditions fixées à l'article 8.1 de la convention. »

ARTICLE 6 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 5 « *ROLE ET ENGAGEMENTS DES FINANCEURS* »

L'article 5 de la convention initiale est modifié comme suit :

« 5.1.Identification des financeurs

Le financement de l'opération, objet de la présente convention, est assuré pour les PNBf par :

- La Région Ile-de-France,
- L'Etat,
- La RATP,
- La Métropole du Grand Paris,
- Le Département du Val-de-Marne.

L'Etat et la Région Ile-de-France interviennent dans le financement de ce projet au titre du Contrat de plan Etat-Région 2015-2020.

5.2 Engagement des financeurs

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à participer financièrement à la réalisation de l'opération décrite à l'article 3.1 de la présente convention et réalisée par la RATP, dans la limite des montants inscrits et détaillés dans les plans de financement figurant à l'article 6.3 de la présente convention. »

ARTICLE 7 - MODIFICATION DE L'ARTICLE 6 « *MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT* »

L'article 6 de la convention initiale est modifié comme suit :

« Le coût prévisionnel des dépenses est estimé à 8 890 000 € HT selon les conditions économiques de janvier 2016, soit **10 000 000 € HT courants**. Ce coût, comprenant les frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre, sera consolidé à l'issue de la validation des études AVP modificatif par la RATP et lors du PRO. Il se répartit comme suit entre les Communes concernées :

Résorption des PNBf	
Commune concernée	**Coût (€ constants CE 2016)**
Vincennes	3 289 300 €
Fontenay-sous-Bois	5 600 700 €
Total secteur 2	**8 890 000 €**

6.1 Coûts détaillés de la RATP

Résorption des PNBf	
Poste de dépense	**Coût (€ constants CE 2016)**
Gros œuvre/second œuvre	6 450 000 €
Traitement paysager	300 000 €
Frais de Maîtrise d'œuvre	860 000 €
Frais de Maitrise d'ouvrage	540 000 €
PAI	740 000 €
TOTAL	**8 890 000 €**

6.2 Coûts de maintenance et de renouvellement

S'agissant des écrans acoustiques, l'organisation des opérations d'entretien, de maintenance et renouvellement (ouvrage de génie civil et habillage) sera détaillée ultérieurement par convention avec les acteurs concernés. Cette convention précisera les conditions à terme de la prise en charge financière des coûts afférents.

Il est à noter que l'entretien des faces de murs côté voirie, notamment des aménagements paysagers (jardinière et plantations) est à la charge des collectivités.

6.3 Plan de financement des études et travaux

Le plan de financement prévisionnel **euros courants** à « fin de chantier » est le suivant :

	Montant HT courants	**Taux**
Région Ile-de-France	2 500 000 €	25,00%
Etat	2 500 000 €	25,00%
RATP	2 500 000 €	25,00%
Département du Val-de-Marne	1 250 000 €	12,50%
Métropole du Grand Paris	1 250 000 €	12,50%
Total	**10 000 000 €**	**100,00%**

6.4 Modalités de versement des crédits des paiements

6.4.1 Bénéficiaires et domiciliation

La RATP est le bénéficiaire de la présente convention. Les paiements sont effectués par virement bancaire à : RATP sur le compte ouvert au nom CREDIT AGRICOLE, dont le RIB est le suivant :

Code banque : 31489
Code guichet : 00010
N° compte : 00 253 2947 42
Clé : 47

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	**Service administratif responsable du suivi des factures**	
		Nom du service	N° téléphone / adresse électronique
Région Ile-de-France	Région Ile-de-France 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen	Pôle Finances Direction de la comptabilité	01 53 85 50 67
Etat	Direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement (DRIEA) IDF 21-23 rue Miollis 75 732 Paris Cedex 15	Service de la Politique des transports Cellule Budget et synthèse financière	01 40 61 86 08
Département du Val de Marne	Département du Val-de-Marne Direction Développement Durable Hôtel du département 21/29 avenue du Général de Gaulle 94 054 Créteil	Direction Développement Durable	01 56 72 89 07 Veronique.Devaux@valdemarne.fr
Métropole du Grand Paris	15/17 avenue Pierre Mendès-France CS 81411 75646 Paris Cedex 13	Direction des Finances	Michael POUPARD 01 82 28 78 17 michael.poupard@metropolegrandparis.fr
RATP	Contrôle de Gestion et Finances Contrôle de Gestion Investissements Maison de la RATP LAC C42 - 54 Quai de la Râpée 75599 Paris Cedex 12	Département CGF Unité CGI	01 58 78 25 12

6.4.2 Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision du Président de la Région Ile-de-France, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Cette opération faisant l'objet de l'engagement d'une autorisation de programme de projets, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis

dans les délais. L'opération faisant l'objet de la présente convention s'inscrit dans le cadre d'une autorisation de programme de projets.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

6.4.3 Caducité des subventions pour la Métropole du Grand Paris

La subvention devient caduque et est annulée si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de la signature de la présente convention de financement, le bénéficiaire n'a pas transmis aux financeurs une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision du Président de la Métropole du Grand Paris, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président de la Métropole du Grand Paris. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

L'autorisation de programme demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte. »

ARTICLE 8 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 7 « *MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENTS PAR LA REGION, L'ETAT, LE DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE, LES COMMUNES DE SAINT MANDE, VINCENNES ET FONTENAY-SOUS-BOIS* »

L'alinéa 7.1.A.a de la convention initiale est modifié comme suit :

« a – Versement des acomptes par la Région et le Département et la Métropole du Grand Paris :

La demande de versement des acomptes par la **RATP** comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des factures acquittées indiquant notamment la référence, la date d'acquittement et le montant des factures, ainsi que, pour la Région Ile-de-France, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 6.3.
La demande d'acompte est signée par le représentant dûment habilité de la RATP. »

L'alinéa 7.1.B de la convention initiale est modifié comme suit :

« B – Plafonnement des acomptes

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région aux bénéficiaires est plafonné à 95% du montant total actualisé de la convention avant le versement du solde au titre du CPER 2015-2020. Ce taux de 95% est applicable pour la Région uniquement dans le cas d'une opération inscrite au CPER 2015-2020.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par le Département du Val-de-Marne à la RATP est plafonné à 95% du montant total actualisé de la convention avant le versement du solde.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Métropole du Grand Paris est plafonné à 90% du montant total actualisé de la convention, avant le versement du solde.

Pour l'Etat, les versements d'acompte sont plafonnés à 90 % du montant total actualisé de la convention pour la RATP.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses de la RATP s'agissant des études Projet et des travaux de résorption des PNBf. »

L'article 7.2 de la convention initiale est modifié comme suit :

« 7.2 Versement du solde

Après achèvement des études et travaux couverts par la présente convention, le bénéficiaire présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant les frais de maîtrise d'ouvrage.

Sur la base de ce bilan signé par le représentant dûment habilité de la RATP, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Pour la RATP, le versement du solde se fera sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses acquittées signé par le représentant dûment habilité de la RATP.

Les demandes de solde adressées à la Région Île-de-France devront respecter les obligations définies à l'article 25 du règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France. »

ARTICLE 9 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 8 « *GESTION DES ECARTS* »

L'article 8.2 de la convention initiale est supprimé.

ARTICLE 8 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 12 « *ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION* »

L'article 12 de la convention initiale est modifié comme suit :

« La gouvernance du projet s'articule autour :

- de comités techniques réunissant les techniciens,
- de comités de pilotage composés des élus, des financeurs, de la MGP et de la RATP et dont l'objectif principal est de valider les avancées du projet sur les deux secteurs et d'étudier les conditions d'adaptations et de modifications techniques et financières, le cas échéant.

Ces comités techniques et de pilotage sont composés par les représentants des signataires du présent avenant:

- un représentant de la Région Ile-de-France,
- un représentant de l'Etat,
- un représentant du Conseil départemental du Val-de-Marne,
- un représentant de la Métropole du Grand Paris,
- un représentant de la RATP.

La Région Ile-de-France en tant que principal financeur se charge de convoquer ces comités. Les bénéficiaires se chargent de la coordination sur le terrain et de la gestion entre le chantier et les territoires concernés.

La Région pourra le cas échéant inviter les représentants des territoires concernés.

12.1 Le comité technique

Le rôle du comité technique est de suivre l'avancée des études :

- partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'opération,
- développer un point technique lors d'une séance spécifique si besoin,
- discuter les options possibles dans les choix techniques et les estimations éventuelles,
- suivre le déroulement technique de la démarche,
- préparer les comités de pilotage,
- discuter les options possibles dans le calendrier des travaux.

Le comité technique se réunit autant que de besoin et au moins trois fois par an pour suivre l'avancement des études (lancement des études, bilan intermédiaire et remise des études) et l'avancement des travaux en secteur 2.

Préalablement à ces comités techniques, la RATP prévoirales éléments suivants :
- fournir tout document utile à l'avancement du projet,
- préparer le PowerPoint de présentation,
- partager les informations techniques,
- suivre l'avancement des études et des travaux,
- prendre en compte les remarques de chacun et les contraintes techniques ou financières.

12.2 Le comité de pilotage

Le rôle du comité de pilotage est de permettre de :
- valider les points d'avancement du projet,
- se prononcer et valider le suivi financier de la convention,
- acter si besoin les évolutions de coûts et de délais sur la base des éléments transmis par la RATP,
- de valider si besoin les avenants à la présente convention de financement.

Le comité de pilotage se réunira au moins une fois par an.

12.3 La RATP

La RATP devra s'assurer de l'organisation de toutes les réunions qui seront nécessaires au bon déroulement de ces études relatives aux PNBf.

Elle s'engage pendant toute la durée de validité de la convention à :

- présenter un compte-rendu d'avancement de l'étude devant la Région Ile-de-France à sa demande,
- informer la Région et les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

La RATP s'engage également à inviter la Région et les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du projet. »

ARTICLE 9 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 16 « *PRISE D'EFFET DE LA CONVENTION* »

L'article 16 de la convention initiale est modifié comme suit :

« La convention prend effet à compter de sa notification par la Région Ile-de-France à l'ensemble des autres Parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

Conformément aux dispositions de l'article 17 du Règlement budgétaire et financier de la Région, la date de prise en compte des dépenses court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention ou de la date indiquée par la délibération, si elle est différente.

Sans préjudice de l'article 10, la convention expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9, soit après le versement du solde de la totalité des subventions dues au bénéficiaire selon les modalités de l'article 7.2, soit en cas d'application des modalités prévues à l'article 6.4.2 et 6.4.3 et au plus tard 72 mois après la réception des ouvrages. »

ARTICLE 10– ENTRÉE EN VIGUEUR DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification par la Région Ile-de-France à l'ensemble des autres Parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 – DISPOSITIONS DIVERSES

Toutes les clauses de la convention de financement initiale non modifiées et non contraires aux dispositions du présent avenant n°1 demeurent inchangées et applicables de plein droit.

Le présent avenant est établi en **5 exemplaires originaux**, un pour chacun des signataires.

Il est signé par toutes les parties et notifié le …….

M. le Préfet de Paris et d'Ile-de-France

……..

Mme la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

……..

M. le Président du Conseil départemental du Val-de-Marne,

……..

M. le Président de la Métropole du Grand Paris

……..

Mme la Présidente Directrice Générale de la RATP

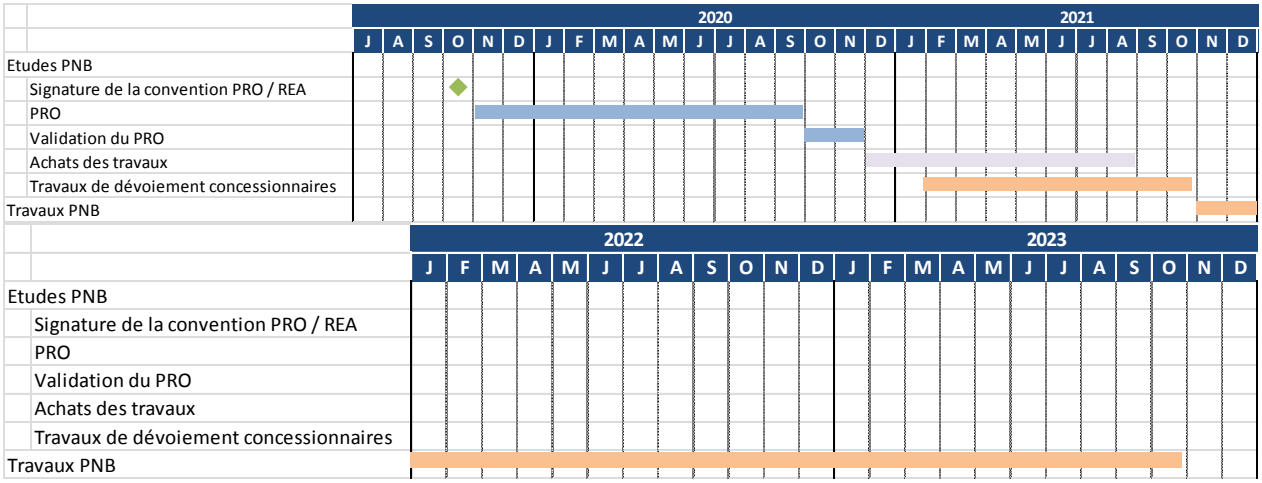
……..

ANNEXE 1

Calendrier des études

S'agissant des études Projet et des travaux de résorption des PNBf, le délai prévisionnel d'études est de 2 ans, à partir de l'AVP définitif, celui des travaux de 2 ans. Ces jalons ne tiennent pas compte d'une reprise éventuelle d'AVP et d'aléas de procédures administratives éventuellement sur le chemin critique.

Le calendrier ci-dessous présente les étapes prévisionnelles des études et travaux :



ANNEXE 2
Echéancier prévisionnel des appels de fonds pour chaque financeur

S'agissant des études Projet et des travaux de résorption des PNBf, le coût prévisionnel des dépenses relatives est évalué à **8 890 000 € HT** selon les conditions économiques de janvier 2016.

Le tableau ci-dessous présente l'échéancier prévisionnel de ces dépenses en € constants:

	TOTAL des CP en k€ 2016								
	PNB	Budget	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Région	25,00%	2 222,50	50	162,5	250	525	625	425	185
Etat	25,00%	2 222,50	50	162,5	250	525	625	425	185
RATP	25,00%	2 222,50	50	162,5	250	525	625	425	185
Département	12,50%	1 111,25	25	81,25	125	262,5	312,5	212,5	92,5
MGP	12,50%	1 111,25	25	81,25	125	262,5	312,5	212,5	92,5
Total	100,00%	8 890	200	650	1000	2100	2500	1700	740

Le tableau ci-dessous présente l'échéancier prévisionnel de ces dépenses en € courants. Ils sont calculés aux conditions économiques de référence de la convention par application de l'indice professionnel TP01. Cet indice est également utilisé pour l'établissement des coûts en euros courants :

- A partir des indices connus à la date de l'avenant
- Puis 1,8 % par an au-delà

	TOTAL des CP en k€ courants								
	PNB	**Budget**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**
Région	25,00%	2 500	104	326	553	591	487	350	89
Etat	25,00%	2 500	104	326	553	591	487	350	89
RATP	25,00%	2 500	104	326	553	591	487	350	89
Département	12,50%	1 250	52	163	276	296	244	175	45
MGP	12,50%	1 250	52	163	276	296	244	175	45
Total	**100,00%**	**10 000**	**416**	**1304**	**2212**	**2364**	**1948**	**1400**	**356**

RER A – Création d'un accès supplémentaire gare de Val de Fontenay – Convention études PRO et REA

2019

Travaux de désaturation de quai de la gare RER A de Val de Fontenay par la création d'un accès supplémentaire à l'Ouest

Convention de financement
relative aux études PRO et travaux

SOMMAIRE

CONTEXTE GENERAL DE L'OPERATION 5
Article 1. Objet de la convention 6
Article 2. Périmètre et calendrier de réalisation des travaux 6
2.1. Contexte 6
2.2. Programme 6
2.3. Délais de réalisation 7
Article 3. Rôles et engagements des parties 7
3.1. L'Autorité organisatrice 7
3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations 7
3.3. Les financeurs 8
Article 4. Modalités de financement et de paiement 9
4.1. Estimation du coût des travaux 9
4.2. Coût global des études Projet et des travaux 9
4.3. Plan de financement 9
4.4. Modalités de versement des subventions par l'Etat et la Région 10
4.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région 12
4.6. Comptabilité du Bénéficiaire 13
Article 5. Modalités de contrôle 13
5.1. Par les financeurs 13
5.2. Par Ile-de-France Mobilités 13
5.3. Intervention d'experts 13
Article 6. Gestion des écarts 14
6.1. Dispositions en cas d'écart ou de dépassement du coût d'objectif prévisionnel de la Convention 14
6.2. Dispositions en cas de modification des délais 14
Article 7. Organisation et suivi de la présente convention 15
7.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF) 15
7.2. Comité de pilotage des financeurs 16
7.3. Information hors CSCF et comité des financeurs 16
Article 8. Modification des avant-projets 17
Article 9. Propriete, communication et diffusion des etudes 18
Article 10. Bilan de l'opération 19
10.1. Bilan physique et financier 19
10.2. Évaluation économique, sociale et environnementale 19
Article 11. Dispositions générales 19
11.1. Modification de la convention 19
11.2. Règlement des litiges 20
11.3. Résiliation de la convention 20
11.4. Date d'effet et durée de la convention 21
11.5. Date d'éligibilité des dépenses 21
11.6. Mesures d'ordre 21
ANNEXES 23

Entre,

En premier lieu,

- L'**État**, représenté par le Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris,

- La **Région Île-de-France** (ci-après « la Région »), représentée par Madame la Présidente du Conseil Régional, dûment mandatée par délibération n° CP 2019-250 de la Commission permanente du Conseil Régional en date du 3 Juillet 2019,

Ci-après désignés par « les financeurs »,

En deuxième lieu,

- **La RATP,** Régie Autonome des Transports Parisiens, établissement public à caractère industriel et commercial, inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 663 438, dont le siège est situé à Paris 12^{e}, 54 quai de la Râpée, représentée par Catherine GUILLOUARD, sa présidente Directrice Générale,

Ci-après désignée par « la RATP », « le bénéficiaire », « financeur » ou le « Maître d'ouvrage »,

En troisième lieu,

- **le Syndicat des Transports d'Île-de-France**, dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération n°2016/091 en date du 30 mars 2016,

Ci-après désigné par « Île-de-France Mobilités », « le Syndicat des Transports d'Île-de-France », « l'Autorité Organisatrice » ou « l'AO »,

Ci-après collectivement désignés comme « **les Parties** »

Visas

Vu le code des transports,

Vu le code de l'environnement,

Vu la loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée,

Vu la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris, notamment son article 20-1,

Vu le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France,

Vu le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement,

Vu la délibération n° CR 55-13 du 20 juin 2013 relative au protocole Etat-Région correspondant à la mise en œuvre du Plan de Mobilisation pour les transports sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris et signé le 19 juillet 2013,

Vu le Contrat de Plan Etat-Région Ile-de-France 2015-2020 approuvé par délibération n° CR 53-15 du Conseil régional du 18 juin 2015,

Vu le règlement budgétaire et financier de la région Ile-de-France adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016,

Vu la délibération de la Commission permanente de la Région Ile-de-France n° CP 2019- du 3 Juillet 2019 approuvant la présente convention,

Vu la délibération n°2019- du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France approuvant la présente convention,

Il est convenu ce qui suit :

DEFINITIONS

Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes permettant d'aboutir à la mise en service de la gare de Val de Fontenay, et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne l'étape du Projet et son financement définis dans le cadre de la présente convention.

« **Etudes** » : désigne les Etudes PROJET réalisées par le maître d'ouvrage définies dans le cadre de la présente convention de financement.

« **Résultats des Etudes** » : désigne les synthèses des Etudes PROJET réalisées dans le cadre de la présente convention de financement.

CONTEXTE GÉNÉRAL DE L'OPÉRATION

Situé sur la Commune de Fontenay-sous-Bois, à l'intersection de la branche Marne-la-Vallée du RER A et de la branche Tournan du RER E, la gare de Val de Fontenay est le premier pôle d'échanges multimodal de l'Est francilien.

Il sera à terme au croisement de 3 nouvelles lignes structurantes de transport collectif, du fait :
- du prolongement du tramway T1,
- du prolongement du métro ligne 1,
- de l'arrivée de la ligne 15 du métro du Grand Paris Express.

La gare de Val de Fontenay présente déjà aujourd'hui un niveau élevé de saturation. C'est la raison pour laquelle, afin de répondre à l'accroissement prévu de sa fréquentation et de garantir des conditions de sécurité optimale des voyageurs, la création d'un nouvel accès à la gare, situé à l'ouest du pôle sur le périmètre RATP, est envisagée. Cet accès contribuera à la désaturation partielle de la gare au niveau du quai A2 par l'amélioration des conditions d'évacuation du quai « A2 » (en cas de retournement des trains) et permettra de répondre aux exigences attendues en matière de sécurité.

Ces travaux, objets de la présente convention, sont pris en charge dans le cadre du volet modernisation des RER prévu dans le CPER 2015-2020.

Le coût d'objectif de l'Opération est de **10 800 000 €** HT aux conditions économiques de 04/2019. Ce coût couvre les frais d'acquisitions foncières, d'études de niveau projet, d'assistance aux contrats de travaux, les travaux préparatoires et les travaux.

Les conditions économiques de référence de la présente convention sont celles de 04/2019.
Pour être comparables au coût d'objectif, tous les coûts sont calculés aux conditions économiques de référence de la présente convention par application de l'indice professionnel TP 01. Les coûts sont exprimés en euros constants.
Cet indice est également utilisé pour l'établissement des coûts en euros courants:

- à partir des indices connus à la date de la convention,
- puis de 1,8 % par an au-delà.

Ceci définit les coûts exprimés en euros courants.

Le Maître d'ouvrage justifie in fine le respect du coût d'objectif exprimé en euros constants par application des indices définitifs.

Ceci exposé, il est donc convenu ce qui suit.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objectif de fixer les engagements réciproques des parties concernant les travaux de désaturation partielle de la gare de Val de Fontenay par la création d'un accès supplémentaire à l'Ouest. Elle permet de mobiliser les financements au titre du CPER.

Elle a pour objet :

- de définir les modalités de financement des études de niveau PRO, des acquisitions foncières, des études de niveau ACT, des travaux préparatoires et des travaux,
- de préciser les conditions des travaux dans le respect du calendrier général du projet,
- de définir les documents à remettre aux parties.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention la dénomination suivante :

« Désaturation de quai de la gare de Val de Fontenay par la création d'un accès supplémentaire à l'Ouest– Etudes PRO REA »

ARTICLE 2. PERIMETRE ET CALENDRIER DE REALISATION DES TRAVAUX

2.1. Contexte

L'augmentation régulière du trafic constatée en gare de Val de Fontenay conduit Île-de-France Mobilités, la Région Île-de-France et l'Etat, à engager une réflexion sur le projet de désaturation de la gare et en particulier du quai A2 en direction de Paris.
Par ailleurs, en lien avec ces réflexions, la RATP a engagé des études préliminaires qui ont permis de préciser les aménagements à réaliser dans la gare existante de Val de Fontenay en cas de retournement des trains. Il s'agit notamment d'améliorer les conditions d'évacuation du quai en direction de Paris en créant un accès supplémentaire à l'Ouest de la gare et en mettant à niveau la sécurité incendie du site.

C'est dans ce contexte qu'Île-de-France Mobilités a demandé à la RATP au cours de l'année 2017, de démarrer des études de niveau Avant-Projet (AVP) relatives à la création d'un accès supplémentaire à l'Ouest de la gare.

2.2. Programme

Afin d'améliorer les conditions d'évacuation du quai en direction de Paris, il est nécessaire de réaliser des travaux contribuant à sa désaturation, en créant un accès supplémentaire à

l'Ouest de la gare existante et en mettant à niveau la sécurité incendie du site.

Le présent projet consiste à donc à réaliser un accès supplémentaire à l'Ouest de la gare de Val de Fontenay, au niveau de quai en direction de Paris en s'insérant dans un ensemble immobilier adjacent aux ouvrages de la RATP et à mettre à niveau la sécurité incendie du site.

2.3. Délais de réalisation

Le délai de réalisation des travaux est fixé à 66 mois à compter de la date de notification de la convention par le Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France.

Le planning prévisionnel du projet est joint en annexe 3 à la présente convention.

ARTICLE 3. ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1. L'Autorité organisatrice

Conformément aux dispositions prévues aux articles L. 1241-2 et R. 1241-30 et suivants du code des transports, Île-de-France Mobilités veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.
A cet effet, Île-de-France Mobilités suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le Maître d'ouvrage.

Pour la mise en œuvre de la présente convention, Île-de-France Mobilités est uniquement Autorité Organisatrice. Il n'exerce donc aucune responsabilité en termes de maîtrise d'ouvrage.

Dans le cadre de sa responsabilité d'Autorité Organisatrice, conformément aux articles L.1241-2 et R.1241-30 du code des transports, le Syndicat des Transports d'Île-de-France est amené à réaliser des expertises de projets sous maîtrise d'ouvrage des opérateurs des réseaux de transport, afin de veiller à la cohérence des investissements. A cet effet, le Syndicat des Transports d'Île-de-France suit la mise en œuvre et veille au respect du programme, de l'objectif et des coûts du Projet.

3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations

3.2.1. Identification, engagements et périmètre d'intervention du Maître d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage de l'opération est la RATP. La responsabilité du Maître d'ouvrage est définie conformément à la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 dite « loi MOP ».

La RATP assure la maîtrise d'ouvrage des éléments de l'infrastructure, ainsi que les biens dévolus à l'exploitation et à la gestion des services de transport sur le réseau RATP, conformément aux dispositions des articles L. 2142-1 à L. 2142-15 du code des transports.

Le Maître d'ouvrage s'engage à prévenir le Syndicat des Transports d'Île-de-France, en qualité d'Autorité Organisatrice des transports, des risques de dérive du planning et/ou des coûts dans les meilleurs délais. Le Syndicat des Transports d'Île-de-France informera alors les financeurs

de la situation, en relation avec le Maître d'ouvrage, sur la base des éléments qui lui auront été transmis.

3.2.2. Périmètre d'intervention du Maître d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage est responsable de la conception et de la réalisation du système et des ouvrages qui le composent, ainsi que leur aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'AVP approuvé par le Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France du 02/07/2019 pour le projet de création d'un accès supplémentaire à l'Ouest de la gare de Val de Fontenay.

Le Maître d'ouvrage est responsable du respect des délais, des dépenses et de leur échelonnement conformément aux termes de l'Avant-projet et dans la mesure où les financeurs ont eux-mêmes respecté le programme de mise en place des financements.

3.2.3. Respect du coût d'objectif

Le Maître d'ouvrage s'engage sur le respect de son coût d'objectif en euros constants aux conditions économiques de référence de 04/2019 tel qu'il est défini à l'article 4.2.1.

Le respect du coût objectif sera calculé sur le périmètre visé par l'article 4.2.2.

3.2.4. Respect des délais de réalisation

Le Maître d'ouvrage s'engage sur la réalisation des opérations, objets de la présente convention et sur le respect des délais de réalisation précisés à l'article 2.3.

3.3. Les financeurs

3.3.1. Identification

La part de financement CPER de l'opération de rénovation de la gare figurant au Schéma Directeur du RER A est assuré par :

- l'Etat,
- la Région Ile-de-France,
- la RATP.

Ce financement s'inscrit dans l'enveloppe dédiée aux schémas directeurs des RER prévue au Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020.

La RATP est financeur sur son périmètre et bénéficiaire des financements versés par l'Etat et la Région.

3.3.2. Engagements des financeurs

La signature de la Convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires à la réalisation, par le Maître d'ouvrage visé à l'article 3.2, des travaux, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3

de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visées à l'annexe 2.

Les financeurs reconnaissent l'obligation et la capacité de la RATP, en tant que Maître d'ouvrage chargé de la conduite et de la réalisation de l'opération, à prendre dès la signature de la présente convention, toutes dispositions et engagements pour mener à bien le projet, conformément à l'AVP du projet approuvé par le Syndicat des Transports d'Île-de-France le 02/07/2019.

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1. Estimation du coût des travaux

Le coût prévisionnel des dépenses relatives aux travaux de l'opération de la présente convention est évalué à **11 800 000 €** courants, par application des modalités de calculs définies en préambule. L'estimation de ces dépenses inclut les frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre.

Les appels de fonds seront calculés par application des modalités de calculs de l'article 4.4.1.

4.2. Coût global des études Projet et des travaux

Le coût d'objectif se décompose comme suit :

Nature de la dépense	Montant en euros courants	Taux
Travaux de création de l'accès	6 700 000 €	57%
Acquisitions foncières	300 000 €	2%
Frais de maitrise d'œuvre (y compris PRO)	2 100 000 €	18%
Frais de maîtrise d'ouvrage	1 200 000 €	10%
Provision pour aléas et imprévus	1 500 000 €	13%
TOTAL	**11 800 000 €**	**100%**

4.3. Plan de financement

Les travaux, objet de la présente convention, sont financés sous forme de subventions d'investissement suivant la clé de répartition indiquée dans le tableau ci-après.

Le plan de financement des travaux de la présente convention est défini en euros HT courants comme suit :

Partenaires financiers	Montant en euros courants	Taux
Etat	2 655 000 €	22,5 %
Région Ile-de-France	6 195 000 €	52,5 %
RATP	2 950 000 €	25,0 %
TOTAL	**11 800 000 €**	**100 %**

Le plan de financement de l'ensemble des études et travaux du périmètre CPER est donné en annexe 2.

4.4. Modalités de versement des subventions par l'Etat et la Région

4.4.1. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le Maître d'ouvrage.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des appels de fonds du Maître d'ouvrage par financeur.

A cette fin, le Maître d'ouvrage transmettra aux financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et en indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement des acomptes comprend en outre les pièces mentionnées ci-après.

a – Demande de versement des acomptes auprès de la Région :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des factures acquittées par les maîtres d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures, leur date d'acquittement et leur montant, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations.

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
La demande d'acompte est signée par le représentant dûment habilité du Maître d'ouvrage.

b – Demande de versement des acomptes auprès de l'Etat :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en pourcentage) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4.2.2, daté et signé par le représentant dûment habilité du Maître d'ouvrage ;

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3.

c- Plafonnement des acomptes

Pour la Région Ile-de-France, le montant cumulé des acomptes pouvant être versés au bénéficiaire est plafonné à 95% du montant total des subventions dues par la Région sur le projet, conformément à l'article n°3 de la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 portant sur les modalités de paiement des acomptes pour les opérations relevant du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020.

Pour l'Etat, le cumul des fonds appelés ne pourra pas excéder 90% du montant en € courants défini au plan de financement.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des appels de fonds.

4.4.2. Versement du solde

Après achèvement des travaux couverts par la présente convention, le bénéficiaire présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents prévus dans l'article 4.4.1, signés par le représentant légal ou le représentant dûment habilité de la RATP. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Le versement du solde se fera sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses acquittées signé par le représentant dûment habilité du Maître d'ouvrage.

Les demandes de solde adressées à la Région Île-de-France devront respecter les obligations définies à l'article 25 du règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France.

4.4.3. Paiement pour la RATP

Le versement des montants de subvention appelés par la RATP doit être effectué dans un délai conforme aux règlements budgétaires de chacun des financeurs à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 4.4.1 de la présente convention.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement seront communiquées au bénéficiaire par écrit, éventuellement sous forme électronique.

4.4.4. Bénéficiaires et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire à :

- RATP sur le compte « RATP ENCAISSEMENTS COLLECTIVITES CALYON »

Cobe banque	Code Guichet	Numéro de compte	Clé
31489	00010	00 198 757 753	47

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	Téléphone / courriel
Etat	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	SpoT / CBSF	01.40.61.86.08 Veronique.schaeffer@ developpement- durable.gouv.fr
Région Île-de-France	2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen	Pôle Finances - Direction de la comptabilité	Alexa Guena-Andersson
Ile-de-France Mobilités	39-41 rue de Châteaudun 75009 PARIS	Direction des infrastructures	01.53.59.14.02 Arnaud ZIMMERMAN
RATP	Maison de la RATP LAC C42 54 quai de la Râpée 75599 PARIS Cedex 12	Contrôle de Gestion et Finances / Contrôle de Gestion Investissements	subvention.investissement@ ratp.fr

4.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et est annulée si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente de la Région Ile-de-France, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
Passé ce délai, l'autorisation de programme de projet rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Cette opération faisant l'objet de l'engagement d'une autorisation de programme de projets, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande de solde, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

En tout état de cause, le versement du solde de cette subvention devra être demandé à la Région, au plus tard quatre (4) ans après la date de fin des travaux figurant sur l'échéancier des travaux annexé à la présente convention, le cas échéant actualisé lors d'un comité ad hoc. Au-delà, la Région se réserve le droit de considérer que l'opération est achevée au sens de l'article 10 de son règlement budgétaire et financier ; en conséquence de quoi elle interromprait définitivement ses versements.

4.6. Comptabilité du Bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres à ces travaux.

Le bénéficiaire s'engage à informer préalablement les financeurs et l'AO de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

ARTICLE 5. MODALITES DE CONTROLE

5.1. Par les financeurs

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué *a posteriori*.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire jugée utile quant à l'exécution de l'Opération, activité ou action subventionnée.

5.2. Par Ile-de-France Mobilités

Conformément à l'article R. 1241-30 du code des transports, Île-de-France Mobilités veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.
Pour répondre à ce suivi, le Maître d'ouvrage fournit et actualise la fiche de programmation financière présentée à l'occasion de chacun des comités de suivi de la convention de financement (CSCF) tels que décrits à l'article 7.1.
Dans sa recherche d'optimisation des délais de travaux et de leurs impacts sur les voyageurs, la RATP remet à Île-de-France Mobilités, tous les éléments nécessaires à la justification des plannings, du phasage et des méthodes de réalisation des travaux.

5.3. Intervention d'experts

Sur proposition de l'Autorité Organisatrice ou à la demande de l'un des financeurs après information préalable des autres financeurs et de l'Autorité Organisatrice, le Maître d'ouvrage s'engage à permettre aux experts désignés ou missionnés par l'Autorité Organisatrice, d'effectuer des visites des lieux, des installations et travaux relevant du Projet sous réserve de l'accord du chef de Projet, qui pourra le refuser pour des raisons de sécurité, et à faciliter le contrôle de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les frais relatifs à ces interventions sont à la

charge du ou des demandeurs. Le Maître d'ouvrage est chargé de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

ARTICLE 6. GESTION DES ECARTS

6.1. Dispositions en cas d'écart ou de dépassement du coût d'objectif prévisionnel de la Convention

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le bénéficiaire s'avèrent inférieures au montant total initialement prévu, les subventions attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

En cas de perspective de dépassement du coût objectif visé à l'article 4.1, les co-financeurs sont informés lors de la réunion du comité des financeurs. Le bénéficiaire doit solliciter et obtenir l'accord préalable des co-financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs a été obtenu, un avenant à la présente convention formalisera cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité, la prise en charge des dits dépassements incombe au Maître d'ouvrage.

En cas de désaccord des financeurs (Etat, Région) et d'Île-de-France Mobilités, les parties se rencontreront afin d'envisager les différents scenarii selon lesquels l'achèvement des travaux peut être proposé.

6.2. Dispositions en cas de modification des délais

S'il apparaît que, malgré toutes les mesures proposées, le respect de tout ou partie des délais de réalisation des travaux prévus à l'article 2 de la Convention ne peut être assuré, l'Etat, la Région et l'AO peuvent solliciter du Maître d'ouvrage un rapport détaillé qui fera l'objet d'un avis rendu par l'AO à l'Etat et à la Région. Cet avis s'appuiera sur les éléments transmis par le Maître d'ouvrage et précisera la nécessité éventuelle de réaliser une étude d'AVP modificatif. Ce rapport contiendra notamment les éléments suivants :

- le détail concernant l'origine et l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences ;
- les incidences sur le planning et le phasage initial de l'ensemble des travaux ;
- l'impact sur l'offre de transport.

Au vu de ce rapport et de l'avis formulé par Île-de-France Mobilités, l'Etat et la Région émettent un avis. Le délai modifié est alors retenu en concertation entre l'Etat, la Région, l'AO et le Maître d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 7. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION

La gouvernance s'articule comme suit autour de comités techniques de suivi de la convention de financement et de comités de pilotage composés des élus et des financeurs, ainsi que de réunions auxquelles peuvent être conviés les financeurs.

7.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF)

A l'initiative d'Île-de-France Mobilités, il est constitué un Comité de Suivi de la Convention de Financement, ci-après désigné le « Comité de Suivi » ou « CSCF » comprenant des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention. Ce Comité de Suivi aborde principalement les questions techniques et financières du Projet.
Le CSCF se réunit au moins deux fois par an en séance ordinaire, les membres étant convoqués par Île-de-France Mobilités avec un préavis minimum d'un mois.
En tant que de besoin, et notamment pour les questions comptables, à l'initiative de l'un des membres, le Comité peut être réuni en séance extraordinaire par Île-de-France Mobilités, dans le mois de sa saisine par le demandeur.

Le Maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses. Ce compte-rendu est analysé par Île-de-France Mobilités et fait l'objet d'un avis transmis aux financeurs.

A cette fin, l'ensemble des documents centralisés par le Maître d'ouvrage devront être transmis aux membres du Comité de Suivi sous forme de minute, avec un délai minimum de deux semaines.

Le suivi de l'Opération s'organise principalement autour des trois thématiques suivantes :

1/ Le suivi technique et opérationnel, soit :

- l'organisation mise en place pour la réalisation de l'Opération (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre),
- le point sur l'avancement des travaux,
- une appréciation sur le déroulement des opérations et leur nature,
- la liste des principaux marchés signés avec leur montant d'engagement,
- la liste des principaux marchés à venir,
- le suivi du calendrier des travaux.

2/ Le suivi financier et administratif, soit :

- le point sur le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il peut être estimé à la date du compte-rendu,
- un état comparatif entre d'une part le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il est estimé à la date du comité de suivi au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser, et d'autre part le coût de réalisation fixé pour les maîtres d'ouvrage,
- un état des lieux sur la consommation des provisions,
- un état d'avancement des dépenses et l'estimation à terminaison (EAT) sur le périmètre de la présente convention,
- le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et des délais,

- le montant des dépenses comptabilisées,
- le montant des subventions appelées et versées,
- le point sur les recours contentieux introduits (troubles de voisinage, sinistres, nuisances de chantier, réclamations diverses, etc.).

Au titre de la présente convention, et le cas échéant pour les autres conventions de financement et programme de financement PQI en vigueur concernant le même Projet, le maître d'ouvrage effectue une mise à jour des prévisions pluriannuelles de ses dépenses et de ses engagements. Ces tableaux couvrent la totalité de la période du Projet. Ils sont établis en euros courants et en euros constants aux conditions économiques de référence de 09/2015 pour toute la période de réalisation.

Lors de sa première séance, le Comité de Suivi acte le tableau présentant les délais et les coûts détaillés du Maître d'ouvrage et leur décomposition (postes CERTU), celui-ci servant de base au suivi du Projet.

3/ La communication autour du Projet :

- le suivi du plan de communication mis en place pour le Projet,
- les points spécifiques sur lesquels communiquer éventuellement auprès des usagers.

7.2. Comité de pilotage des financeurs

Composé d'élus, le comité de pilotage réunit sous la présidence de l'AO, les financeurs et le Maître d'ouvrage. Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un mois.

Le Maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses réalisées sur la base des documents transmis. A cette fin, l'ensemble des documents devra être transmis aux membres du Comité sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité des financeurs.

Ce Comité de pilotage a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement du projet dans le respect des délais et des coûts prévus à l'avant-projet.

Il se réunit en tant que de besoin concernant des questions ayant des incidences majeures sur l'opération, notamment les ajustements de programmation techniques, administratifs et financiers, qui n'auraient pu être validés par le Comité de suivi décrit à l'article 7.1. Le Maître d'ouvrage présente alors au Comité de pilotage les éléments de compréhension de ces modifications, leurs impacts et leurs incidences sur le projet, et ce, en vue de permettre au Comité de définir les modalités de prise en compte de ces modifications et de poursuite de l'opération. Le cas échéant, les dispositions prévues aux articles 6 et 10 de la présente convention seront mises en œuvre.

7.3. Information hors CSCF et comité des financeurs

Le Maître d'ouvrage s'engage pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement des travaux du projet du création d'un accès supplémentaire à l'Ouest de la gare de Val de Fontenay, devant le Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France à la demande de ce dernier ;

- à informer les financeurs, entre deux comités de suivi, de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles de l'appel de fond sur l'exercice en cours ;
- à informer sans délai Île-de-France Mobilités et les financeurs en cas de difficulté :
  - financière,
  - calendaire,
  - programmatique,
- à présenter à Île-de-France Mobilités de manière globale un état d'avancement des dépenses et l'EAT,
- Les maîtres d'ouvrage s'engagent également à inviter Île-de-France Mobilités, les financeurs ou les experts missionnés par eux à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du Projet.

Par défaut, les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins quinze (15) jours avant la réunion.

Au regard des imbrications étroites du projet avec les projets préparatoires et connexes, et afin de disposer d'une vision consolidée et globale des investissements liés au projet de rénovation, la RATP assurera un reporting financier sur le volet CPER ainsi que sur les volets d'investissements non subventionnés.

Cette vision consolidée de l'opération (travaux préalables + travaux de rénovation) sera à présenter lors des réunions de suivi spécifiques du PQI, à la demande d'Île-de-France Mobilités.

ARTICLE 8. MODIFICATION DES AVANT-PROJETS

Toute modification du programme fonctionnel, toute modification technique significative par rapport aux dispositions approuvées de l'Avant-Projet ou toute modification pouvant conduire à un dépassement significatif des délais (article 2 de la Convention), entrainant un décalage de la mise en service ou des objectifs de coûts précisés à l'article 4.1.de la Convention, peut conduire, selon l'appréciation d'Île-de-France Mobilités, à la réalisation d'un avant-projet modificatif, présenté au Conseil d'Île-de-France Mobilités.

En conséquence, dès que le Maître d'ouvrage envisage des modifications significatives du programme de l'opération, précisé notamment à l'article 2 de la Convention, il transmettra à Île-de-France Mobilités ainsi qu'à l'Etat et la Région, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. Il devra veiller en particulier à indiquer si les modifications proposées sont susceptibles d'engendrer des incidences techniques ou financières. Au vu de l'ensemble de ces éléments, Île-de-France Mobilités validera les propositions mineures sans incidence sur le coût, ou appréciera l'opportunité d'une saisine du Comité de Suivi ainsi que la nécessité de réaliser un avant-projet modificatif formalisant les évolutions apportées à l'opération.

L'avant-projet modificatif sera présenté au Conseil d'Île-de-France Mobilités. Il donnera lieu ensuite à la conclusion d'un avenant à la présente Convention qui mentionnera les conséquences notamment en matière de caractéristiques techniques, de coût de réalisation, de répartition des financements et de délai de réalisation du Projet. Les travaux concernés ne

pourront avoir un début d'exécution qu'après la signature de l'avenant et l'attribution des financements correspondants.

L'application de cet article ne doit pas faire obstacle à la poursuite des travaux sur la partie non touchée par les modifications.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la prise en compte par le Maître d'ouvrage de demandes, d'un des Financeurs ou de tiers, d'adaptations localisées de l'opération, ne modifiant pas son aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'avant-projet. La prise en compte de ces modifications sera soumise à l'accord préalable du Maître d'ouvrage. Les éventuels surcoûts engendrés sont à la charge exclusive des demandeurs.

ARTICLE 9. PROPRIETE, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ETUDES

Les règles et dispositions décrites dans le paragraphe suivant s'appliqueront exclusivement à la présente convention.

Le maître d'ouvrage est propriétaire des études et résultats des études qu'il réalise dans le cadre de la présente convention de financement.

Le maître d'ouvrage transmettra aux financeurs et à Ile-de-France Mobilités l'intégralité des résultats d'études, ainsi qu'aux collectivités territoriales concernées par la présente opération, après validation par l'ensemble des financeurs.

Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les études et les résultats d'études seront transmis en deux exemplaires :

- un exemplaire papier,
- un exemplaire sous format CD-Rom (Word ou Excel).

Le maître d'ouvrage reste titulaire des droits de propriété intellectuelle sur ses études et ses résultats, réalisés dans le cadre de la présente convention.

Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les financeurs s'interdisent toutes diffusions des résultats des études en dehors des signataires de la présente convention, sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les signataires s'engagent à préserver la confidentialité des résultats intermédiaires, et de toutes informations considérées comme confidentielles.

Le maître d'ouvrage s'engage à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elles visent, notamment par une indication portée sur les documents finaux. Dans un souci d'identification des opérations inscrites au Contrat de plan Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires (taille identique des logos) :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maître d'ouvrage, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : Etat, Région, autres financeurs.

La surface allouée à chaque partenaire sera identique.

ARTICLE 10. BILAN DE L'OPERATION

10.1. Bilan physique et financier

Le Maître d'ouvrage établit sous sa responsabilité, au plus tard cinq ans après la mise en service, un bilan financier et physique des aménagements relevant de son périmètre dans le cadre de la présente convention.

Ce bilan présentera notamment une décomposition selon les postes constitutifs de son coût d'objectif, défini à l'article 4.2.1, ramenée aux conditions économiques de l'Avant-Projet (avec mise en évidence du montant de l'actualisation réglée par le Maître d'ouvrage) afin de permettre une comparaison.

Ce bilan comportera notamment :
- un rapport de présentation indiquant le descriptif des aménagements réalisés et retraçant l'évolution éventuelle du coût de réalisation et des principales décisions concernant les aménagements dont il assure la maîtrise d'ouvrage,
- le récapitulatif des subventions attribuées,
- le récapitulatif des versements effectués par les différents financeurs (y compris fonds propres),
- le récapitulatif des dépenses comptabilisées à la date de réalisation du bilan (établi sur la base des décomptes généraux définitifs des marchés lorsqu'ils existent),
- le calcul et la justification de l'état du solde, à savoir la différence entre les dépenses comptabilisées par le Maître d'ouvrage à la date de réalisation du bilan et les versements effectués par les financeurs,
- un état des éventuelles suggestions de compléments d'aménagement le concernant consécutives à la mise en service de l'opération.

10.2. Évaluation économique, sociale et environnementale

Les signataires de la présente convention ont décidé la réalisation des opérations en tenant compte de l'évaluation économique et sociale effectuée par le Maître d'ouvrage et figurant dans l'Avant-projet approuvés par Île-de-France Mobilités. Cette évaluation préalable comporte un bilan prévisionnel des avantages et inconvénients entraînés par la mise en service des opérations. C'est au vu des prévisions et objectifs explicités dans l'Avant-projet que les signataires ont pu reconnaître ensemble la validité économique et sociale de l'opération.

Sous le pilotage d'Île-de-France Mobilités, le Maître d'ouvrage organise conjointement la collecte des informations nécessaires au bilan comme stipulé au Contrat de plan État – Région d'Ile-de-France. Le Maître d'ouvrage transmettra ce bilan à Île-de-France Mobilités ainsi qu'à l'Etat et à la Région.

ARTICLE 11. DISPOSITIONS GENERALES

11.1. Modification de la convention

La convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

11.2. Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la convention.

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable dans un délai de deux (2) mois à compter de la naissance du différend, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

11.3. Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai d'un mois minimum fixé dans le courrier envoyé en recommandé avec accusé de réception par la personne publique. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec accusé de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à un reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au bénéficiaire, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit pour le bénéficiaire à aucune indemnisation.

11.4. Date d'effet et durée de la convention

La Convention prend effet à compter de sa notification par Île-de-France Mobilités à l'ensemble des autres Parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Sans préjudice des articles 5 et 10, la Convention expire soit en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 11.3, soit après la réalisation des étapes suivantes :

- le paiement du solde de la totalité des subventions dues au Maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.4 de la Convention,
- à la date de la constatation de la caducité de la subvention selon les modalités prévues à l'article 4.5.

11.5. Date d'éligibilité des dépenses

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son Règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention ou de la date indiquée par la délibération, si elle est différente.

11.6. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 4 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le ……

Pour l'Etat, **Michel CADOT** Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	**Pour la Région Ile-de-France,** **Valérie PÉCRESSE** Présidente du Conseil régional d'Île-de-France
Pour la RATP, **Catherine GUILLOUARD** Présidente Directrice Générale	**Pour Île-de-France Mobilités,** **Laurent PROBST** Directeur Général

ANNEXES

Annexe 1 : Organigramme de l'opération

Annexe 2 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds

Annexe 3 : Calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération

ANNEXE 1
Organigramme nominatif

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE RATP

MAITRISE D'OUVRAGE (MOP/ITEV)
Vincent GEFFROY
Eric GABORIAUD
Anthony GALVAN

CONDUITE DE PROJET (MOP/CDP)	
Chef de projet	Carole NGUYEN

DIRECTION GENERALE (SDG/DGA PII)	
Chargé de mission	Paul COIRON

SOUTIEN	
Acheteur Projet	Aline QUEMENER
Contr. Gestion	Lamine BA

ANNEXE 2
Echéancier prévisionnel des appels de fonds

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS RATP (EN EUROS COURANTS) :

€ HT courants	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	Total
Etat	123 750	252 000	258 750	261 000	531 000	675 000	414 000	139 500	2 655 000
Région	288 750	588 000	603 750	609 000	1 239 000	1 575 000	966 000	325 500	6 195 000
RATP	137 500	280 000	287 500	290 000	590 000	750 000	460 000	155 000	2 950 000
TOTAL	**550 000**	**1 120 000**	**1 150 000**	**1 160 000**	**2 360 000**	**3 000 000**	**1 840 000**	**620 000**	**11 800 000**

ANNEXE 3
Calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération

Le projet objet de la présente convention de financement s'inscrit dans le planning directeur du réaménagement global du pôle de Val de Fontenay, désigné comme phase 1.1 du planning ci-après :

Durée de la phase « création de l'accès secondaire » : 66 mois répartis comme suit :

- PRO DCE + concessionnaires : T3 2019,
- Achats : T2 2021,
- Travaux : T1 2022,
- Mise en service : T1 2025.

RER B – Aménagement du terminus provisoire du Bourget – Convention poursuite des travaux

2019

Schéma Directeur du RER B

Création d'un terminus provisoire au Bourget

Convention de financement relative à la poursuite des travaux concernant l'aménagement d'un terminus provisoire au Bourget

Schéma Directeur du RER B

« Convention de financement relative à la poursuite des travaux concernant l'aménagement d'un terminus provisoire au Bourget »

SOMMAIRE

PREAMBULE 6
Article 1. Objet de la convention 8
Article 2. Périmètre et calendrier 8
2.1. Périmètre de la convention 8
2.2. Délais de réalisation 8
Article 3. Rôles et engagements des parties 8
3.1. L'Autorité organisatrice 8
3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations 9
3.2.1. Périmètre d'intervention des Maîtres d'ouvrage 9
3.2.2. Engagement des Maîtres d'ouvrage 9
3.2.3. Rôle du Coordonnateur des Maîtres d'ouvrage vis-à-vis des Maîtres d'ouvrage 9
3.3. Les financeurs 10
3.3.1. Identification 10
3.3.2. Engagements 10
3.4. Les bénéficiaires 10
Article 4. Modalités de financement et de paiement 11
4.1. Estimation du coût des études et premiers travaux 11
4.1.1. Coût de réalisation détaillé par maitre d'ouvrage 11
4.1.2. Modalités d'actualisation 11
4.2. Plan de financement 12
4.3. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région 12
4.3.1. Versement d'acomptes 12
4.3.2. Versement du solde 13
4.3.3. Paiement 13
4.3.4. Bénéficiaires et domiciliation 13
4.4. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région 15
4.5. Comptabilité du Bénéficiaire 15
Article 5. Modalités de contrôle 15
5.1. Par les financeurs 15
5.2. Par le Syndicat des Transports d'Île-de-France 15
5.3. Intervention d'experts 15
Article 6. Gestion des écarts 16
6.1 Dispositions en cas de modification du coût d'objectif de l'avant-projet 16
6.2 Dispositions en cas de modification des délais 16
Article 7. Organisation et suivi de la présente convention 16
7.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF). 17
7.2. Comité des financeurs 18
7.3. Information hors CSCF et comité des financeurs 18
7.4. Suivi de la communication institutionnelle 19
Article 8. Modification des avant-projets 19
Article 9. Audit 20
Article 10. Bilan physique et financier de l'opération 20
Article 11. Dispositions générales 20
11.1. Modification de la convention 20
11.2. Règlement des litiges 20
11.3. Résiliation de la convention 20
11.4. Date d'effet et durée de la convention 21
11.5. Mesures d'ordre 21
Annexes 23

Entre,

En premier lieu,

- L'**État**, représenté par le Préfet de la Région d'Île-de-France, Préfet de Paris,

- La **Région Île-de-France** (ci-après « la Région »), représentée par la Présidente du Conseil Régional, dûment mandatée par délibération n° CP 2019-250 de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du 3 juillet 2019,

Ci-après désignés par « **les financeurs** » ou « le bénéficiaire »,

En deuxième lieu,

- **SNCF Réseau**, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Bobigny sous le numéro RCS Bobigny-B-412 280 737 N°APE 632 A, dont le siège est situé au 15/17 rue Jean-Philippe Rameau 93418 La Plaine St Denis, représenté par M. Guillaume MARBACH, directeur général adjoint Ile de France, dûment habilité à signer la présente convention,

- **SNCF Mobilités**, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Bobigny sous le numéro B 552 049 447, dont le siège est à Saint-Denis (92300), 9 rue Jean-Philippe Rameau, représentée par M. Alain KRAKOVITCH, en sa qualité de Directeur Général de l'Activité Transilien de SNCF Mobilités, dûment habilité à signer la Convention,

Ci-après désignés par les « **Maîtres d'ouvrage** »,

En troisième lieu,

- **le Syndicat des Transports d'Ile de France**, dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération n°2019/ en date du 2 juillet 2019,

Ci-après désigné par « **Île-de-France Mobilités**», « le Syndicat des Transports d'Île-de-France (STIF)», « **l'Autorité Organisatrice** » ou « **l'AO** »,

Visas

Vu le code des transports,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code de l'environnement,
Vu le code de la commande publique,
Vu la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire et relative à la création de l'Epic SNCF et de ses deux filiales SNCF Mobilités et SNCF Réseau,
Vu le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;
Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France,
Vu le décret n° 2015-138 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Mobilités,
Vu l'article 3 de la délibération n° CR 09-15 du Conseil Régional du 12 février 2015,
Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015,
Vu La délibération cadre n° CR 123-16 du Conseil Régional du 15 décembre 2016 approuvant la révision du volet « mobilité multimodale » du Contrat de Plan 2015-2020,
Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
Vu la délibération n° 2013/172 du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du 10 juillet 2013 approuvant le Schéma Directeur du RER B,
Vu la délibération n° 2016-028 du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du 17 février 2016 approuvant le Schéma de Principe de l'aménagement d'un terminus provisoire au Bourget,
Vu la délibération de la Commission permanente n° CP 2018-363 du 17 octobre 2018 approuvant la convention de financement relative aux études Projet, aux dossiers de consultation des entreprises et premiers travaux du terminus provisoire du Bourget,
Vu la délibération n° 2018/255 du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du 12 décembre 2018 approuvant la convention de financement relative aux études Projet, aux dossiers de consultation des entreprises et premiers travaux du terminus provisoire du Bourget,
Vu la délibération n° 2019/ du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du 2 juillet 2019 approuvant l'avant-projet de l'aménagement d'un terminus provisoire au Bourget et la présente convention de financement,
Vu la délibération n° CP 2019-250 du 3 juillet 2019 approuvant la convention relative aux à la poursuite des travaux d'aménagement du terminus provisoire au Bourget.

Il est convenu ce qui suit :

DEFINITIONS

Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes permettant d'aménager le terminus provisoire en gare du Bourget, et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne l'étape du Projet et son financement définis dans le cadre de la présente convention.

« **Coût prévisionnel** » : coût calculé sur la base du coût d'objectif et de la durée de réalisation définis lors de l'AVP.

« **Etudes** » : désigne les Etudes réalisées par le maître d'ouvrage.

« **Résultats des Etudes** » : désigne les synthèses des Etudes réalisées dans le cadre de la présente convention.

PREAMBULE

Par sa délibération en date du 17 février 2016, le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France a approuvé le Schéma de Principe relatif à la création d'un terminus provisoire au Bourget dans le cadre du Schéma Directeur du RER B Sud. En effet, le besoin d'améliorer la gestion des situations perturbées sur la ligne B a été mis en avant, notamment dans la perspective des mises en service du métro automatique du Grand Paris et du T11. Le terminus provisoire a pour objectif de mettre en place des services partiels depuis le nord et le sud de la ligne en cas d'interruption des voies principales, et de permettre en cas de situation perturbée d'amener un plus grand nombre de RER au Bourget et d'offrir aux usagers souhaitant poursuivre leur trajet un report possible sur des modes de transports alternatifs. L'aménagement permettra ainsi d'éviter des ruptures d'interconnexion, dans certains cas où elle s'imposerait dans les conditions actuelles.

Par ailleurs, l'aménagement de ce terminus provisoire est rendu encore plus nécessaire et incontournable avec la mise en service de la liaison Charles-de-Gaulle Express, que ce soit pour la gestion des situations perturbées ou la desserte du Stade de France en cas de grand évènement. Ainsi, le conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du 12 décembre 2018 a affirmé l'exigence de disposer de ce terminus complet d'ici à la mise en service de CDG Express.

La création d'un terminus partiel au Bourget lors de situations perturbées et le déploiement du MING, entraîneront une augmentation sensible des flux de voyageurs au sein de la gare ; une reconfiguration de certains accès de la gare est indispensable pour le traitement de ces situations perturbées, et pour permettre la bonne gestion de ces flux conformément à la règlementation. Ce sujet doit faire l'objet d'études complémentaires mais est d'ores et déjà intégré dans l'avant-projet approuvé par le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France; la suite des études permettra d'affiner le coût des travaux à prévoir. Ce point n'est cependant pas inclus dans le périmètre de la présente convention de financement.

Afin d'améliorer la gestion des situations perturbées, le projet objet de la présente convention de financement consiste, à terme, en la création d'un terminus provisoire en gare du Bourget, permis par les installations suivantes :

- phase 1 :
  - mise en place d'un « chapeau de gendarme » en arrière-gare du Bourget, permettant le retournement des trains sur voies BIS,
  - création de sas de retournement sur voies BIS, en aval de ce chapeau de gendarme ; ces sas consistent principalement en une adaptation de la

signalisation et la création de pistes de cheminement afin de permettre aux conducteurs de changer de cabine,
    - pose d'un embranchement vers les futures positions de garage (voir phase 2) ;
- phase 2 :
    - aménagement d'un site de garage de capacité 4 UM en aval de la gare du Bourget ; ce site de garage sera essentiellement composé de 3 voies, de pistes et itinéraires aménagés (éclairages, passerelles) et d'un local de coupure pour les agents de conduite,
    - mise en service de l'embranchement vers ce site (raccordement et signalisation),
    - aménagements du quai 1 en gare du Bourget pour adapter les évacuations du quai aux flux de voyageurs (hors périmètre de la présente convention de financement).

Les installations décrites ci-dessus seront complétées par un dispositif mis en œuvre et financé par le projet CDG Express, notamment un second « chapeau de gendarme » sur les voies DIR en avant-gare du Bourget.

La description détaillée du projet se trouve dans l'avant-projet (AVP) administratif qui est présenté au Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du 2 juillet 2019. Le coût global de l'Opération est défini au niveau de l'avant-projet approuvé par le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France..

La présente convention fait suite à la convention de financement relative aux études Projet, aux dossiers de consultation des entreprises et premiers travaux du terminus provisoire du Bourget votée à la Commission permanente n° CP 2018-363 du 17 octobre 2018 et validée par le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du 12 décembre 2018.

Interface avec le projet CDG Express

Le programme initial de CDG Express dans la zone du Bourget était compatible avec les aménagements prévus, mais se limitait à recréer sans optimisation une situation actuelle soumise à forte évolution, en particulier dans le cadre du SD RER B Sud.

Des travaux ont été menés conjointement avec le projet CDG Express, de façon à rationaliser les programmes d'aménagements prévus par chacun des deux projets dans cette zone. Ces travaux ont conduit à repenser les aménagements prévus dans le schéma de principe.

Cette opération constituant une mesure compensatoire pour neutraliser les effets du CDG Express sur le RER B, il est impératif que les installations composant le projet (installations de retournement et emplacements de garages) soient mises en service avant la mise en service de la desserte CDG Express.

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objectif de fixer les engagements réciproques des parties pour le financement de la poursuite des travaux concernant l'aménagement du terminus provisoire du Bourget.

Elle a pour objet :

- de définir les modalités de financement de la poursuite des travaux d'aménagement du terminus provisoire du Bourget défini à l'article 2.1 de la présente convention,
- de préciser les conditions de suivi et de réalisation des travaux dans le respect du calendrier général du projet,
- de définir les documents à remettre aux Parties.

Pour mémoire : pour toute décision antérieure à juillet 2017, il est fait mention du STIF. Pour toute décision à partir de juillet 2017, il est fait mention du Syndicat des Transports d'Île-de-France dont le nom d'usage est Île-de-France Mobilités.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention la dénomination suivante :

« Schéma Directeur du RER B – Convention de financement de financement relative à la poursuite des travaux concernant l'aménagement d'un terminus provisoire au Bourget »

ARTICLE 2. PERIMETRE ET CALENDRIER

2.1. Périmètre de la convention

La présente convention porte sur la poursuite des travaux d'aménagement d'un terminus provisoire au Bourget. Les travaux, objet de la présente convention, sont principalement :

- la finalisation de la phase REA de la phase 1 (notamment la dépose des traversées jonction et la création du chapeau de gendarme) ;
- Les travaux anticipés de la phase 2, à savoir la création d'un bassin de rétention.

2.2. Délais de réalisation

La durée prévisionnelle des travaux, objet de la présente convention, est de 24 mois.

Le planning prévisionnel du projet est joint en annexe 1 de la présente convention.

ARTICLE 3. ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1. L'Autorité organisatrice

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, Île-de-France Mobilités veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des Projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage. Île-de-France Mobilités désigne le ou les maîtres d'ouvrage des Projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

Pour la mise en œuvre de la présente convention, Île-de-France Mobilités est uniquement Autorité Organisatrice. Il n'exerce donc aucune responsabilité en termes de maîtrise d'ouvrage.

Dans le cadre de sa responsabilité d'Autorité Organisatrice, conformément aux articles L. 1241-2 et R. 1241-30 du code des transports, le Syndicat des Transports d'Île-de-France est amené à réaliser des expertises des projets sous maîtrise d'ouvrage des opérateurs des réseaux de transport, afin de veiller à la cohérence des investissements.

A cet effet, le Syndicat des Transports d'Ile de France suit la mise en œuvre et veille au respect du programme, de l'objectif et des coûts du Projet.

3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations

3.2.1. Périmètre d'intervention des Maîtres d'ouvrage

Conformément aux dispositions de la Loi n° 2014-872, SNCF Réseau est Maître d'ouvrage pour les éléments de l'infrastructure du Réseau Ferré National (RFN).

SNCF Réseau, Maître d'ouvrage, est responsable de la conception et de la réalisation du système et des ouvrages qui le composent, ainsi que leur aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'Avant-projet qui sera approuvé par le Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France.

Conformément aux dispositions de la Loi n° 2014-872, SNCF Mobilités est maître d'ouvrage sur les biens dévolus à l'exploitation et à la gestion des services de transport sur le Réseau ferré national.

Les Maîtres d'ouvrage sont responsables du respect des délais, des dépenses et de leur échelonnement conformément aux termes de l'Avant-projet et dans la mesure où les financeurs ont eux-mêmes respecté le programme de mise en place des financements et leurs paiements.

Les Maîtres d'ouvrage ont convenu de désigner SNCF Réseau comme Coordonnateur des Maîtres d'ouvrage (ci-après « le coordonnateur des Maîtres d'ouvrage »).

L'organigramme nominatif des maitres d'ouvrage figure en annexe 2.

3.2.2. Engagement des Maîtres d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage au respect du coût d'objectif du projet en euros constants aux conditions économiques de référence, mentionné dans l'AVP approuvé par délibération par le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France et tel que rappelé en préambule.

Ce respect sera examiné par comparaison entre le coût final justifié par le maître d'ouvrage ramené en euros constants sur la base de l'indice TP01 et le coût d'objectif défini dans l'Avant-Projet validé par le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France exprimé en euros constants.

Les Maîtres d'ouvrage s'engagent à prévenir le Syndicat des Transports d'Île-de-France, en qualité d'Autorité Organisatrice des transports, des risques de dérive du planning et/ou des coûts dans les meilleurs délais. Le Syndicat des Transports d'Île-de-France informera alors les financeurs de la situation, en relation avec les maîtres d'ouvrage, sur la base des éléments qui lui auront été transmis.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent par ailleurs sur la réalisation de l'opération, objet de la présente convention, et sur le respect des délais de réalisation, précisés à l'article 2.2.

3.2.3. Rôle du Coordonnateur des Maîtres d'ouvrage vis-à-vis des Maîtres d'ouvrage

SNCF Réseau est désignée Coordonnateur des Maîtres d'ouvrage de l'Opération. Le Coordonnateur des Maîtres d'ouvrage ne se substitue en aucun cas aux différents Maîtres d'ouvrage dans les responsabilités propres qui leur incombent et ne peut leur imposer des choix ou des solutions qui relèvent de leurs prérogatives. Notamment, chaque Maître

d'ouvrage reste responsable du récolement des données d'entrée qui sont nécessaires à la réalisation de ses études.

Le Coordonnateur des Maîtres d'ouvrage n'a qu'un rôle de synthèse des éléments fournis par chaque Maître d'ouvrage afin de consolider une vision globale de l'avancement de l'opération. A cette fin, il est chargé de :

- établir le planning d'ensemble faisant apparaître l'état d'avancement général des études des différents Maîtres d'ouvrage, et d'en assurer une mise à jour et un suivi régulier ;
- identifier le plus en amont possible les questions posées par l'articulation des périmètres et par les conditions d'intervention des différents Maîtres d'ouvrage ;
- rassembler les informations obtenues auprès des Maîtres d'ouvrage de l'Opération ;
- formaliser et susciter les échanges réguliers entre les Maîtres d'ouvrage pour résoudre les problèmes d'interfaces entre les Maîtres d'ouvrage et/ou les présenter lors des comités et des commissions prévues à cet effet (cf. Article 7 de la présente convention) ;
- coordonner le travail de rédaction des documents communs et de les transmettre le cas échéant au Syndicat des Transports d'Île-de-France ;
- organiser les processus d'échanges avec le Syndicat des Transports d'Île-de-France et les financeurs permettant d'assurer un partage continu des éléments de choix du projet, conformément à l'Article 7 de la présente convention ;
- être le rapporteur des Maîtres d'ouvrage devant les différents comités de suivi (Cf. article 7 de la présente convention) et de faire la synthèse, qui fera l'objet d'une validation préalable par les Maîtres d'ouvrage avant transmission, des rapports des Maîtres d'ouvrage.

Chaque Maître d'ouvrage s'engage à apporter, conformément au calendrier défini à l'article 2.2 de la présente convention, les éléments d'information qui le concernent au Coordonnateur des Maîtres d'ouvrage afin que celui-ci puisse assurer la mission qui lui est dévolue.

3.3. Les financeurs

3.3.1. Identification

Le financement de la poursuite des travaux, objet de la présente convention, s'inscrit dans le cadre Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, pour un montant total de **18 916 682 € courants**, réparti selon la clé de répartition suivante :

- L'Etat (30 %), soit 5 675 005 € courants ;
- La Région Ile-de-France (70 %), soit 13 241 677 € courants.

3.3.2. Engagements

La signature de la Convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires à la réalisation de la poursuite des travaux, par les Maîtres d'ouvrage visés à l'article 3.2, dans la limite des montants inscrits au plan de financement en euros courants tel qu'arrêté à l'article 4.2 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visées à l'annexe 3.

3.4. Les bénéficiaires

SNCF Réseau et SNCF Mobilités sont bénéficiaires des financements versés par l'Etat et la Région Ile-de-France et ci-après désignés « les bénéficiaires ».

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1. Estimation du coût des études et premiers travaux

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à **18 916 682 € courants**.

L'estimation de ces dépenses inclut les frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre, ainsi qu'une provision pour aléas et imprévus, déterminée au stade de l'Avant-Projet.

4.1.1. Coût de réalisation détaillé par maitre d'ouvrage

Les maîtres d'ouvrage fournissent une estimation en euros courants HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape de l'opération :

Estimation prévisionnelle des coûts (en € HT)	**Aménagement du terminus provisoire du Bourget** **MOA SNCF Réseau**
	Estimation prévisionnelle en euros courants
Travaux	14 798 032
PAI	1 250 701
MOE	2 014 077
MOA	853 872
TOTAL	**18 916 682**

Cette répartition indicative peut évoluer en fonction des dépenses réelles, dans le respect du principe de fongibilité entre postes de dépenses et dans le respect de l'enveloppe globale.

L'utilisation des provisions pour aléas et imprévus (PAI) du Projet est présentée à l'ensemble des partenaires en Commission de Suivi de la Convention de Financement, accompagnée de justificatifs (note explicative détaillée, ….). La liste des risques identifiés est présentée par le maître d'ouvrage au premier comité de suivi du Projet.

4.1.2. Modalités d'actualisation

Les conditions économiques de référence du coût d'objectif sont celles de l'avant-projet approuvé par le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France.

Tous les coûts sont calculés aux conditions économiques de référence de la présente convention par application de l'indice professionnel TP 01. Les coûts sont exprimés en euros constants.

Cet indice est également utilisé pour l'établissement des coûts prévisionnels en euros courants conventionnels :

- à partir des indices connus à la date de la convention,
- puis de 1,8 % par an au-delà.

Ceci définit les coûts exprimés en euros courants conventionnels.

Le maitre d'ouvrage justifie in fine le respect du coût d'objectif exprimé en euros constants par application des indices définitifs.

4.2. Plan de financement

Les travaux, objets de la présente convention, sont financés sous forme de subvention d'investissement suivant la clé de répartition indiquée dans le tableau ci-après.

En conséquence, le plan de financement est établi en euros courants HT et défini comme suit :

Aménagement du terminus provisoire du Bourget **Plan de financement** **Montant € courants HT et %**			
Périmètre	**Etat** **(30 %)**	**Région** **(70 %)**	**Total**
SNCF Réseau	5 675 005	13 241 677	**18 916 682**
SNCF Mobilités	0	0	0
Total	**5 675 005**	**13 241 677**	**18 916 682**

4.3. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région

4.3.1. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par les maîtres d'ouvrage.

L'annexe 3 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses des maîtres d'ouvrage par financeur.

A cette fin, les maîtres d'ouvrage transmettront aux financeurs et sur leur périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'Article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Pour la Région, les états d'acompte seront établis en euros courants.

Pour l'Etat, les états d'acompte seront établis en euros courants et en euros constants aux CE de l'avant-projet approuvé par le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France, par application des derniers indices connus, conformément à l'article 4.1.2.

Le dossier de demande de versement des acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

a – Demande de versement des acomptes auprès de la Région :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la nature des dépenses réalisées, leur date de comptabilisation et le montant des dépenses réalisées;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.2 ;
- la demande d'acompte est signée par le représentant dûment habilité du maître d'ouvrage.

b – Demande de versement des acomptes auprès de l'Etat :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;

- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en pourcentage) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4.1, daté et signé par le représentant dûment habilité du maître d'ouvrage ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.2.

c- Plafonnement des acomptes

Pour la Région, le cumul des acomptes ne peut excéder 80% du montant de la subvention.

Toutefois, s'agissant d'une Opération inscrite au CPER 2015-2020, la Région applique l'article 3 de la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 par dérogation à son règlement budgétaire et financier. Les subventions régionales accordées pour les opérations de transports du Contrat de Plan 2015-2020 sont versées sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale globale sur l'Opération. Si au moins une convention a été notifiée postérieurement à la présente convention, les dispositions relatives au plafonnement sont reportées sur l'engagement comptable le plus récent.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par l'Etat aux bénéficiaires est plafonné à 90% du montant de la subvention.

L'annexe 3 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses des bénéficiaires.

4.3.2. Versement du solde

Après achèvement de l'opération, chaque bénéficiaire présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents prévus dans l'article 4.3.1, et signés par le représentant légal des organismes indiqués à l'article 3.4. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, les bénéficiaires procèdent, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Le versement du solde pour SNCF Réseau et SNCF Mobilités se fera sur présentation des factures acquittées et l'attestation CAC.

4.3.3. Paiement

Le versement des montants de subvention appelés par les maîtres d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme au règlement budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 4.3.1. Dans la mesure du possible, les financeurs feront leurs meilleurs efforts pour payer dans un délai de 40 jours.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'Article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance des bénéficiaires.

4.3.4. Bénéficiaires et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire à :

- **SNCF Réseau** sur le compte ouvert à la Société Générale, dont les références sont les suivantes :

Code IBAN							**Code BIC**
FR76	3000	3036	2000	0200	6214	594	SOGEFRPPHPO

- **SNCF Mobilités** sur le compte ouvert de l'Agence Centrale de la Banque de France à Paris, dont le relevé d'identité bancaire est le suivant :

Titulaire du compte	Etablissement/ Agence	Code banque	Code Guichet	N° de compte	Clé RIB
SNCF TRESO INVEST PROXI TN	SIEGE CENTRAL – (2310) SEGPS	**30001**	**00064**	**00000034753**	**56**
Identification Internationale (IBAN) **IBAN FR76 3000 1000 6400 0000 3475 356**					
Identification internationale de la Banque (BIC) **BDFEFRPPCCT**					

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	Fonction Téléphone / courriel
Etat	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	SpoT / CBSF	Tél : 01 40 61 86 60 spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr
Région Île-de-France	REGION ILE-DE-FRANCE 2 rue Simone VEIL 93 400 Saint-Ouen	Pôle finance Direction de la comptabilité	Alexa GUENA-ANDERSSON, Pôle finance – Direction de la comptabilité
SNCF Réseau	SNCF CAMPUS RESEAU 15/17 rue Jean-Philippe RAMEAU CS80001 93418 LA PLAINE ST DENIS CEDEX France	Service Trésorerie Groupe - Unité Credit Management	Patricia LANGELEZ patricia.langelez@reseau.sncf.fr TEL : 01 85 57 96 70
SNCF Mobilités	Transilien SNCF Département Gestion Finances Campus Rimbaud 10 rue Camille MOKE 93200 Saint-Denis	Division des Investissements	01 85 56 59 76 sophie.leman@sncf.fr

4.4. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération de son attribution, les bénéficiaires n'ont pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un (1) an maximum par décision de la Présidente de la Région Ile-de-France, si les bénéficiaires établissent avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Cette opération faisant l'objet de l'engagement d'une autorisation de programme de projets, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.5. Comptabilité du Bénéficiaire

Les bénéficiaires s'engagent à faire ressortir dans leur comptabilité les dépenses propres à ces études et travaux.

Les bénéficiaires s'engagent à informer préalablement les financeurs et l'AO de toute autre participation financière attribuée en cours d'exécution de la présente convention et relative à l'objet de cette dernière.

ARTICLE 5. MODALITES DE CONTROLE

5.1. Par les financeurs

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds liés à l'opération, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Les bénéficiaires de la subvention conservent l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire jugée utile quant à l'exécution de l'Opération, activité ou action subventionnée.

5.2. Par le Syndicat des Transports d'Île-de-France

Conformément à l'article R1241-30 du code des transports, Île-de-France Mobilités veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

Pour répondre à ce suivi, les maîtres d'ouvrage fournissent et actualisent la fiche de programmation financière présentée à l'occasion de chacun des comités de suivi de la convention de financement tels que décrits ci-dessous à l'article 7.1.

5.3. Intervention d'experts

Sur proposition de l'Autorité Organisatrice ou à la demande de l'un des financeurs après information préalable des autres financeurs et de l'Autorité Organisatrice, les Maîtres d'ouvrage s'engagent à permettre aux experts désignés ou missionnés par l'Autorité Organisatrice, d'effectuer des visites des lieux, des installations et travaux relevant de l'Opération sous réserve de l'accord du chef de Projet, qui pourra le refuser pour des raisons de sécurité, et à faciliter le contrôle de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs

et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives relatives à l'Opération. Les frais relatifs à ces interventions sont à la charge du ou des demandeurs. Les Maîtres d'ouvrage sont chargés de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

ARTICLE 6. GESTION DES ECARTS

6.1 Dispositions en cas de modification du coût d'objectif de l'avant-projet

En cas d'économies

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par les maîtres d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant total initialement prévu, les subventions attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.2. Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

En cas de dépassement du coût d'objectif

S'il apparaît que, au cours de la phase de réalisation, malgré toutes les mesures correctives proposées, le coût d'objectif validé au niveau avant-projet en euros constants ne peut être respecté, le maître d'ouvrage fournit dans un délai maximum de un (1) mois à IdFM et aux financeurs, un rapport détaillé sur l'origine des surcoûts, l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences. Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par Ile-de-France Mobilités aux financeurs, qui s'appuie notamment sur les éléments transmis par le maître d'ouvrage et précisera la nécessité éventuelle de réaliser un AVP modificatif.

Au vu de l'avis rendu par IdFM, les financeurs préciseront alors, lors du comité de suivi de la convention de financement (article 7.1), le montant du dépassement et la nature des surcoûts qu'ils entendent financer ou les adaptations, notamment de phasage, qu'ils souhaiteraient voir apporter à l'opération pour porter leur financement au-delà de celui prévu en préambule au titre du coût d'objectif prévisionnel.

Le plan de financement des surcoûts est alors arrêté en concertation entre les financeurs, IdFM et le maître d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant. Le maître d'ouvrage est entendu et informé de la nécessité éventuelle de la formalisation d'un Avant-Projet modificatif et d'un avenant à la présente convention de financement.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage à l'origine du surcoût.

En cas de désaccord entre les parties, celles-ci se rencontrent afin d'envisager les différents scénarii dans lesquels l'opération peut être réalisée sans financement complémentaire.

6.2 Dispositions en cas de modification des délais

S'il apparaît que, malgré toutes les mesures proposées, le respect de tout ou partie des délais de réalisation des travaux prévus à l'article 2 de la Convention ne peut être assuré, l'Etat, la Région et l'AO peuvent solliciter des maîtres d'ouvrage un rapport détaillé sur l'origine et l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par l'AO, à l'Etat et à la Région, qui s'appuiera sur les éléments transmis par les maîtres d'ouvrage, et précisera la nécessité éventuelle de réaliser une étude modificative.

Il indiquera notamment les incidences sur le planning et le phasage initial de l'ensemble des travaux. Par ailleurs, cet avis précisera l'impact sur l'offre de transport.

Au vu de ce rapport et de l'avis formulé par les maîtres d'ouvrage, l'Etat et la Région émettent un avis. Le délai modifié est alors retenu en concertation entre l'Etat, la Région, l'AO et les maîtres d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant.

ARTICLE 7. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION

La gouvernance s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge de la réalisation de l'Opération et les financeurs, de comités des financeurs composés des élus et des financeurs.

7.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF).

A l'initiative d'Île-de-France Mobilités, il est constitué un Comité de Suivi de la Convention de Financement, ci-après désigné « le Comité de Suivi ou CSCF » comprenant des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention. Ce Comité de Suivi aborde principalement les questions techniques et financières du Projet.

Le CSCF se réunit au moins deux fois par an en séance ordinaire, les membres étant convoqués par Île-de-France Mobilités avec un préavis minimum d'un mois.

En tant que de besoin, et notamment pour les questions comptables, à l'initiative d'un des membres, le Comité de Suivi peut être réuni en séance extraordinaire par Île-de-France Mobilités, dans le mois de sa saisine par le demandeur.

Les maîtres d'ouvrage établissent un compte-rendu de l'exécution de leurs missions et des différentes analyses. Ce compte-rendu est analysé par Île-de-France Mobilités, en tant qu'autorité organisatrice, et fait l'objet d'un avis d'Île-de-France Mobilités aux financeurs.

A cette fin, l'ensemble des documents centralisés par les maîtres d'ouvrage devra être transmis aux membres du Comité de Suivi sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité de Suivi.

Le suivi de l'Opération s'organise principalement autour des trois thématiques suivantes :

1/ Le suivi technique et opérationnel, soit :

- l'organisation mise en place pour la réalisation de l'Opération (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre),
- le point sur l'avancement des Etudes et des travaux,
- une appréciation sur le déroulement des opérations et leur nature,
- la liste des principaux marchés signés avec leur montant d'engagement,
- la liste des principaux marchés à venir,
- le suivi du calendrier des travaux.

2/ Le suivi financier et administratif, soit :

- le point sur le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il peut être estimé à la date du compte-rendu en euros courants et en euros constants aux conditions économiques de référence tel que définis dans les AvP correspondants,
- un état comparatif entre d'une part le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il est estimé à la date du comité de suivi au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser, et d'autre part le coût de réalisation fixé pour le maître d'ouvrage,
- un état des lieux sur la consommation des provisions et les justifications correspondantes,
- un état d'avancement des dépenses et l'estimation à terminaison (EAT),
- le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et délais,
- le montant des dépenses comptabilisées,
- le montant des subventions appelées et versées,
- le montant des subventions que le maître d'ouvrage prévoit d'appeler pour l'année en cours et l'année n+1,

- le point sur les recours contentieux introduits (troubles de voisinage, sinistres, nuisances de chantier, réclamations diverses).

Au titre de la présente convention, les maîtres d'ouvrage effectuent une mise à jour des prévisions pluriannuelles de leurs dépenses et de leurs engagements. Ces tableaux couvrent la totalité de la période du Projet. Ils sont établis en euros courants conventionnels et en euros constants aux conditions économiques de référence de l'avant-projet approuvé par le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France pour toute la période de réalisation.

Lors de sa première séance, le Comité de Suivi acte le tableau présentant les délais et les coûts détaillés des maîtres d'ouvrage et leur décomposition, celui-ci servant de base au suivi, en termes financier et d'avancement, du Projet.

3/ La communication autour du Projet :

- le suivi du plan de communication mis en place pour le Projet,
- les points spécifiques sur lesquels communiquer éventuellement auprès des usagers.

7.2. Comité des financeurs

Il réunit, sous la présidence d'Île-de-France Mobilités, les financeurs et les maîtres d'ouvrage. Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un mois.

Les maîtres d'ouvrage établissent un compte-rendu de l'exécution de leurs missions et des différentes analyses réalisées sur la base des documents transmis. A cette fin, l'ensemble des documents devra être transmis aux membres du Comité sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité des financeurs.

Ce Comité des financeurs a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement du projet dans le respect des délais et de coûts prévus à l'avant-projet.

Il se réunit en tant que de besoin concernant des questions ayant des incidences majeures sur l'opération, notamment les ajustements de programmation techniques, administratifs et financiers, qui n'auraient pu être validés par le CSCF décrit à l'article 7.1. Les maîtres d'ouvrage présentent alors au Comité des financeurs les éléments de compréhension de ces modifications, leurs impacts et leurs incidences sur le projet, et ce, en vue de permettre au Comité de définir les modalités de prise en compte de ces modifications et de poursuite de l'opération. Le cas échéant, les dispositions prévues à l'Article 6 et à l'Article 8 de la présente convention seront mises en œuvre.

7.3. Information hors CSCF et comité des financeurs

Les maîtres d'ouvrage s'engagent pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement de l'Opération devant le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France à la demande de ce dernier ;
- à informer les financeurs, entre deux CSCF, de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles de l'appel de fond sur l'exercice en cours ;
- à informer Île-de-France Mobilités et les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent également à inviter Île-de-France Mobilités et les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du Projet.

Par défaut, les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins quinze (15) jours avant la réunion.

7.4. Suivi de la communication institutionnelle

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par un comité de communication composé des Maîtres d'ouvrage, de l'AO et des financeurs.

Le comité de communication est coordonné par les Maîtres d'ouvrage. En fonction des besoins, et au minimum une fois par an, il réunit les Maîtres d'ouvrage, l'AO et des financeurs du projet ainsi que les prestataires de communication (stratégie et mise en œuvre). Le compte-rendu sera assuré par les Maîtres d'ouvrage.

Ce comité échange sur la communication relative au projet : la stratégie et le plan de communication, les principes à intégrer dans les marchés de communication, la mise en œuvre des actions de concertation et de communication. Cette communication est partagée et validée par les Maîtres d'ouvrage et les financeurs dans le cadre du comité.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elles visent, notamment par une indication portée sur les documents finaux. Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de plan Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires (taille identique des logos) :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maîtres d'ouvrage, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : Etat, Région et Ile-de-France Mobilités
- en dernier : le logo d'Ile-de-France Mobilités.

La surface allouée à chaque partenaire sera identique.

ARTICLE 8. MODIFICATION DES AVANT-PROJETS

Toute modification du programme fonctionnel, toute modification technique significative par rapport aux dispositions approuvées de l'Avant-Projet ou toute modification pouvant conduire à un dépassement significatif des délais (Article 2 de la Convention), entrainant un décalage de la mise en service, ou un dépassement du coût objectif, peut conduire, selon l'appréciation d'Île-de-France Mobilités en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la réalisation d'un avant-projet modificatif, présenté à son Conseil. En conséquence, dès que les Maîtres d'ouvrage envisagent des modifications significatives du programme du projet, précisé dans l'avant-projet approuvé par Ile-de-France Mobilités, ils lui transmettront ainsi qu'à l'Etat et la Région, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. Ils devront veiller en particulier à indiquer si les modifications proposées sont susceptibles d'engendrer des incidences techniques ou financières. Au vu de l'ensemble de ces éléments, Île-de-France Mobilités validera les propositions mineures sans incidence sur le coût, ou appréciera l'opportunité d'une saisine du Comité de Suivi ainsi que la nécessité de réaliser un avant-projet modificatif formalisant les évolutions apportées à l'opération.

L'avant-projet modificatif sera présenté au Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France. Il donnera lieu ensuite à la conclusion d'un avenant à la Convention, indiquant toutes les conséquences notamment en matière de caractéristiques techniques, de coût de réalisation, de répartition des financements et de délai de réalisation du Projet. Les travaux concernés ne pourront avoir un début d'exécution qu'après la signature de l'avenant et l'attribution des financements correspondants.

L'application de cet article ne doit pas faire obstacle à la poursuite des travaux sur la partie non touchée par les modifications.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la prise en compte par les Maîtres d'ouvrage de demandes, d'un des Financeurs ou de tiers, d'adaptations localisées de l'opération, ne modifiant pas leur aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'avant-projet. La prise en compte de ces modifications sera soumise à l'accord préalable des maîtres d'ouvrage. Les éventuels surcoûts engendrés sont à la charge exclusive des demandeurs.

ARTICLE 9. AUDIT

La Région se réserve le droit de faire conduire un audit à l'issue des travaux, pour contrôler la bonne utilisation des fonds versés, conformément aux dispositions de l'article 1611- 4 du CGCT et aux recommandations de la Cour des Comptes.

Ces audits éclairent les parties sur les modalités de clôture de l'opération.

ARTICLE 10. BILAN PHYSIQUE ET FINANCIER DE L'OPERATION

Chaque Maître d'ouvrage établit sous sa responsabilité, au plus tard cinq (5) ans après la mise en service, un bilan financier et physique des aménagements relevant de son périmètre dans le cadre de la présente convention.

Ce bilan présentera notamment une décomposition selon les postes constitutifs de son coût d'objectif, défini dans l'AVP tel qu'il aura été approuvé par Ile-de-France Mobilités, ramenée aux conditions économiques de l'Avant-Projet (avec mise en évidence du montant de l'actualisation réglée par le maître d'ouvrage) afin de permettre une comparaison.

Ce bilan comportera notamment :

- un rapport de présentation indiquant le descriptif des aménagements réalisés et retraçant l'évolution éventuelle du coût de réalisation et des principales décisions concernant les aménagements dont il assure la maîtrise d'ouvrage,
- le récapitulatif des subventions attribuées,
- le récapitulatif des versements effectués par les différents financeurs (y compris fonds propres),
- le récapitulatif des dépenses comptabilisées à la date de réalisation du bilan (établi sur la base des décomptes généraux définitifs des marchés lorsqu'ils existent), le calcul et la justification de l'état du solde, à savoir la différence entre les dépenses comptabilisées par le maître d'ouvrage à la date de réalisation du bilan et les versements effectués par les financeurs,
- un état des éventuelles suggestions de compléments d'aménagement le concernant consécutives à la mise en service de l'opération.

ARTICLE 11. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

11.1. Modification de la convention

La convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.3.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

11.2. Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la convention.

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable dans un délai de deux (2) mois à compter de la naissance du différend, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

11.3. Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au bénéficiaire, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, les maîtres d'ouvrage procèdent à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire des subventions.

11.4. Date d'effet et durée de la convention

La Convention prend effet à compter de sa notification par Île-de-France Mobilités à l'ensemble des autres Parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Néanmoins, la présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date fixée par la délibération de la commission permanente de la Région Ile-de-France approuvant la présente convention et attribuant les subventions afférentes.

Sans préjudice de l'Article 5, l'article 9 et l'article 10, la Convention expire soit en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 11.3, soit après la réalisation des étapes suivantes :

- après le versement du solde de la totalité des subventions dues aux maîtres d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.3.2;
- A la date de la constatation de la caducité de la subvention selon les modalités prévues à l'article 4.4 ;
- A la date de résolution, amiable ou contentieuse, des litiges qui auraient pu naître entre les parties de la présente convention.

11.5. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 5 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / /

Pour l'Etat, **Michel CADOT** Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PÉCRESSE** Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France	Pour SNCF Réseau, **Guillaume MARBACH** Directeur Général Ile-de-France
Pour SNCF Mobilités, **Alain KRAKOVITCH** Directeur Général de l'Activité TRANSILIEN	Pour le Syndicat des Transports d'Île-de-France (Île-de-France Mobilités), **Laurent PROBST** Directeur Général	

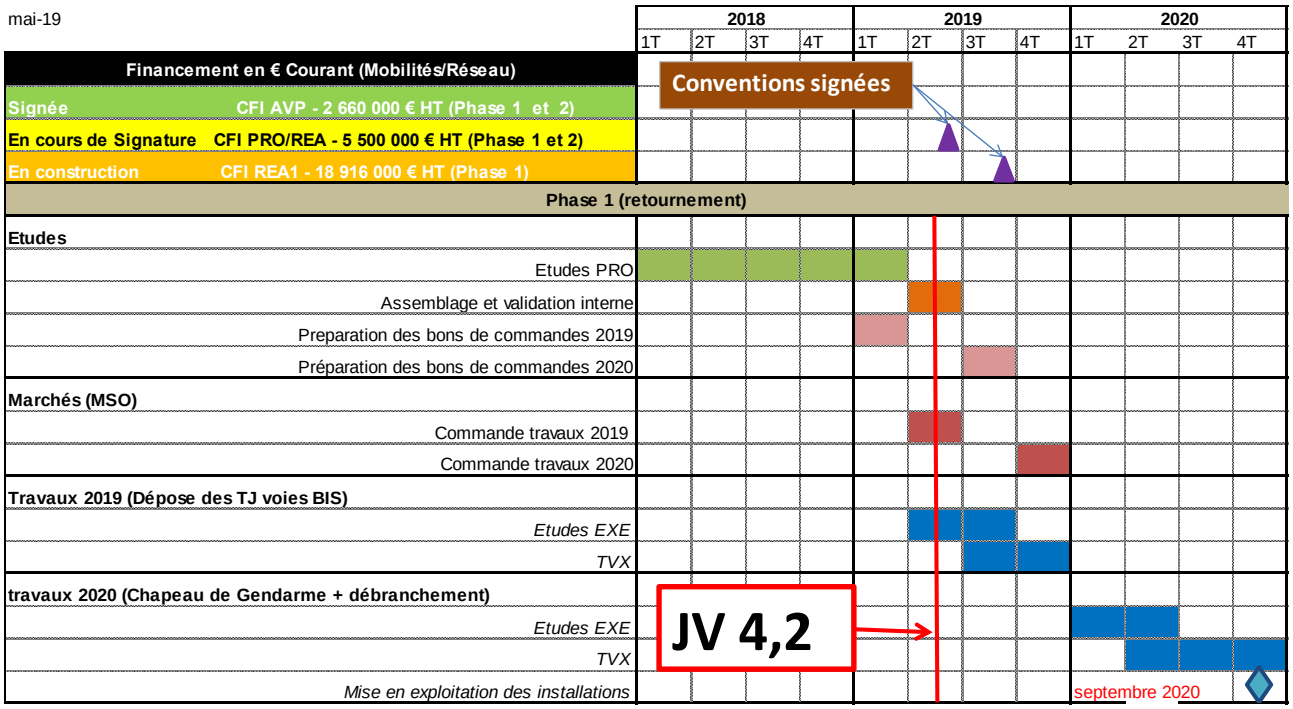
Annexes

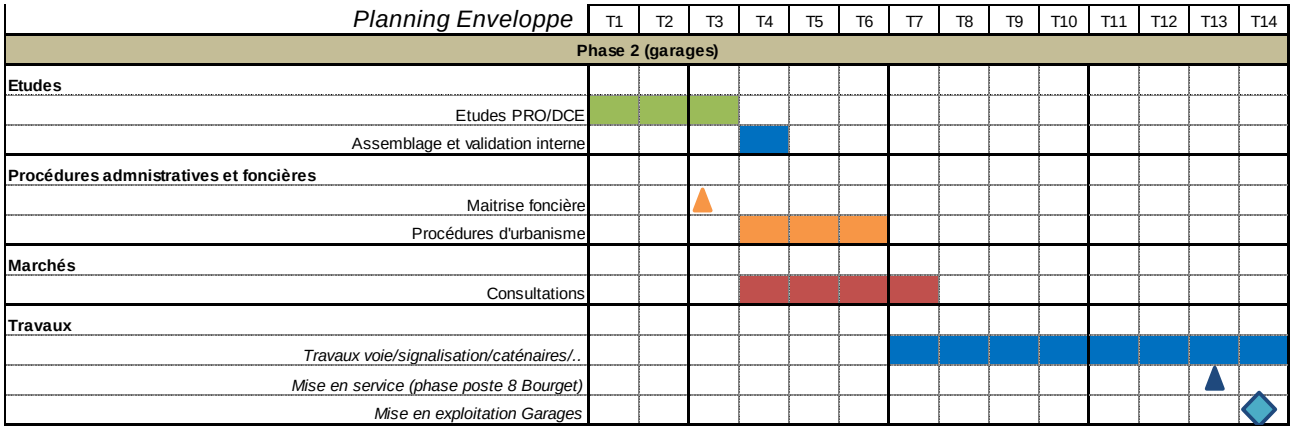
Annexe 1 : Calendrier

Annexe 2 : Organigramme de l'opération

Annexe 3 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds

ANNEXE 1
Calendrier





ANNEXE 2
Organigramme nominatif

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE SNCF RESEAU

Maître d'ouvrage :
Direction Générale IDF
Direction Modernisation et Développement
Stéphane CHAPIRON

MAITRISE D'OUVRAGE SNCF MOBILITES

Maître d'ouvrage :
Direction de la Stratégie, innovation et développement
Département Investissement – Développement
Ghislain GOULLET de RUGY

ANNEXE 3
Echéancier prévisionnel des appels de fonds

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FOND SNCF RESEAU EN € COURANTS

€ HT courants	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
Etat	0 €	567 501 €	1 135 001 €	1 135 001 €	1 135 001 €	1 135 001 €	397 250 €	170 250 €	**5 675 005 €**
Région	0 €	1 324 168 €	2 648 335 €	2 648 335 €	2 648 335 €	2 648 335 €	926 917 €	397 250 €	**13 241 677 €**
Total	**0 €**	**1 891 668 €**	**3 783 336 €**	**3 783 336 €**	**3 783 336 €**	**3 783 336 €**	**1 324 168 €**	**567 500 €**	**18 916 682 €**

T11 Express phase 1 – Avenant n°1 à la convention REA n°4

2019

T11 Express

Travaux
Epinay sur Seine – Le Bourget

Avenant à la convention de financement
relative aux besoins complémentaires en phase travaux

SOMMAIRE

Article 1. OBJET DE L'AVENANT 6
Article 2. MODIFICATION DE L'ARTICLE 6.4 « Date d'effet et durée de la convention » 6
Article 3. Dispositions diverses 6
SIGNATAIRES 7

Entre,

En premier lieu,

- l'**Etat**, représenté par le Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,
- la **Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil Régional, dûment mandatée par délibération n° de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du ,
- **SNCF Réseau**, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), immatriculé au registre du commerce de Bobigny sous le numéro RCS Bobigny-B-412 280 737 N°APE 632 A, dont le siège est situé au 15/17 rue Jean-Philippe Rameau CS 80001 93418 La Plaine St Denis, représenté par M. Guillaume MARBACH, directeur général adjoint Ile de France, dûment habilité à signer la présente convention,
- **SNCF Mobilités**, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Bobigny sous le numéro B 552 049 447, dont le siège est à Saint-Denis (92300), 9 rue Jean-Philippe Rameau, représentée par M. Alain KRAKOVITCH, en sa qualité de Directeur Général de l'Activité Transilien de SNCF Mobilités, dûment habilité à signer la Convention

Ci-après désignés par les financeurs,

En deuxième lieu,

- **SNCF Réseau**, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), immatriculé au registre du commerce de Bobigny sous le numéro RCS Bobigny-B-412 280 737 N°APE 632 A, dont le siège est situé au 15/17 rue Jean-Philippe Rameau CS 80001 93418 La Plaine St Denis, représenté par M. Guillaume MARBACH, directeur général adjoint Ile de France, dûment habilité à signer la présente convention,
- **SNCF Mobilités**, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Bobigny sous le numéro B 552 049 447, dont le siège est à Saint-Denis (92300), 9 rue Jean-Philippe Rameau, représentée par M. Alain KRAKOVITCH, en sa qualité de Directeur Général de l'Activité Transilien de SNCF Mobilités, dûment habilité à signer la Convention,
- **le Syndicat des Transports d'Ile de France**, dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération n°2009/569 en date du 8 juillet 2009,

Ci-après désignés par les « Maîtres d'ouvrage »,

En troisième lieu,

- **le Syndicat des Transports d'Ile de France**, dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération n°20 / en date du ,

Ci-après désigné par « Île-de-France Mobilités », « le Syndicat des Transports d'Île-de-France », « l'Autorité Organisatrice » ou « l'AO »,

Vu le code des transports,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de l'environnement,
Vu le code de l'expropriation,
Vu la Loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP**,**
Vu le contrat de plan Etat-Région île de France 2000-2006 signé le 18 mai 2000,
Vu le schéma de principe modificatif de l'opération « Tangentielle Nord – Solution train léger » approuvé le 24 septembre 2004,
Vu le contrat de projets Etat-Région Ile de France 2007-2013 signé le 23 mars 2007,
Vu le décret n° DEVT0805528D du 27 mai 2008 déclarant le projet d'utilité publique,
Vu le protocole entre l'Etat et la Région Ile-de-France signé le 13 octobre 2008 et relatif à la mise en œuvre des actions du plan "Espoir Banlieues" pour la desserte des quartiers en difficultés,
Vu le contrat particulier Région île de France – Département de Seine Saint Denis signé le 11 mai 2009,
Vu le dossier d'avant-projet approuvé par le Conseil d'Administration de RFF le 14 mai 2009, par le Conseil d'Administration de SNCF le 27 mai 2009, et par le Conseil du STIF le 8 juillet 2009
Vu la Convention Particulière entre l'État et la Région relative à la mise en œuvre du plan de mobilisation pour les transports collectifs de 2011 à 2013 signée le 26 septembre 2011, et le compte rendu de COPIL de revoyure du 06 novembre 2012,
Vu la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire et relative à la création de l'Epic SNCF et de ses deux filiales SNCF Mobilités et SNCF Réseau ;
Vu la convention de financement relative aux besoins complémentaires en phase travaux dans le cadre de la réalisation de l'opération « Tangentielle Nord - Tronçon Epinay-Le Bourget », approuvé par délibération n° CP 13-860 de la Commission Permanente du 20 novembre 2013, notifiée le 17 septembre 2014 par le Syndicat des Transports d'Ile-de-France,
Vu le décret n°2015-138 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Mobilités ;
Vu le décret n°2015-140 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Réseau **;**
Vu le Règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogé par délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016,
Vu le décret 2017-443 en date du 30 mars 2017 relatif aux règles de financements des investissements de SNCF Réseau,
Vu la loi 2018-515 du 27 juin 2018 pour un nouveau pacte ferroviaire.
Vu la délibération n°…… du du Conseil d'administration d'Ile-de-France Mobilités
Vu la délibération n°…… de la Commission permanente du 3 juillet 2019 du Conseil Régional,

Il est précisé et convenu ce qui suit :

Préambule

Le projet « Tangentielle Nord » consiste à créer une liaison ferrée, composée de deux voies nouvelles entre Sartrouville et Noisy-le-Sec, soit 28 km, dédiée aux voyageurs, le long de l'infrastructure existante de la Grande Ceinture. Le matériel roulant est de type « tram-train ».

Le projet « Tangentielle Nord » a fait l'objet d'un schéma de principe approuvé par le Conseil du STIF le 28 septembre 2004, et a été déclaré d'utilité publique par décret au Journal Officiel de la République Française le 29 mai 2008.

Conformément à la décision du STIF du 28 septembre 2004, le projet de ligne nouvelle Tangentielle Nord sera engagé en commençant par le tronçon central Epinay – Le Bourget.

Un Protocole-cadre régissant les rapports entre les financeurs, les maîtres d'ouvrage et le Syndicat des Transports d'Ile de France, pour la conduite de l'opération d'investissement « Tangentielle Nord - Tronçon Epinay-Le Bourget » a été signé le 26 mai 2010 par l'ensemble des financeurs, des maîtres d'ouvrages, et du STIF. Il définit les engagements réciproques des parties concernant les conditions techniques et financières dans lesquelles la Tangentielle Nord – 1er tronçon Epinay – Le Bourget est financée et réalisée. Ce Protocole fixe le coût d'objectifs qui est de 491,88 M€ (CE janvier 2006) et la participation de chacun des financeurs (Etat, Région, Département du Val-d'Oise, Département de Seine-Saint-Denis et RFF au titre de l'article 4).
Trois conventions de financement travaux relèvent de ce Protocole-cadre :

- convention de financement n°1, d'un montant total de 137,83 M€ CE 2006, soit 162,51 M€ courants ;
- convention de financement n°2, d'un montant total de 228,024 M€ CE 2006, soit 271,64 M€ courants ;
- convention de financement n°3, d'un montant total de 106,038M€ CE 2006, soit 153,206 M€ courants.

Les conventions n° 2 et 3 ont été modifiées par avenant respectivement en 2014 et 2015, ainsi que le Protocole-cadre, pour modifier le plan de financement de la convention, suite à la prise en charge exceptionnelle de la participation du Département de Seine-Saint-Denis par l'Etat et la Région.

Compte tenu de la complexité de l'opération, des adaptations du programme initial à la demande des collectivités territoriales et du retard pris dans la réalisation de l'opération, notamment du fait des acquisitions foncières et de l'organisation de la phase « chantier », le coût d'objectif a été augmenté de 118,97 M€ en euros constants (CE 2006), soit 160,61 M€ courants, soit un nouveau coût d'objectif de l'opération porté à 610,85 M€ en euros constants et une mise en service prévue en juillet 2017. Ce montant a été validé par le STIF suite à une expertise menée sous sa gouvernance entre la fin de l'année 2012 et le début de l'année 2013, en concertation avec les maîtres d'ouvrage pour consolider le nouveau planning et les surcoûts constatés. Cette augmentation a été formalisée dans une quatrième convention.

Il a donc été convenu ce qui suit quant aux modalités de financement de la TLN phase 1 :

- 1/ le Protocole-cadre régit les trois conventions antérieures dans la limite du coût d'objectifs initial ainsi que les avenants des conventions n°2 et 3 redéfinissant le plan de financement suite au retrait du Département de Seine-Saint-Denis et l'actualisation du programme initial ;
- 2/ Au-delà du montant couvert par les trois conventions antérieures et du coût d'objectif initial, la convention de financement relative à la prise en charge des besoins complémentaires - phase travaux permet de financer le dépassement de 118,97 € (CE 2006), dans la limite de 160,61 M€, actualisation des besoins complémentaires comprise, selon des clés de financement prévues dans cette dernière.

Les maitres d'ouvrage (IDFM, SNCF Réseau et SNCF Mobilités) n'ont pas réalisé l'intégralité de leurs appels de fonds par rapport aux subventions attribuées dans la convention relative à la prise en charge des besoins complémentaires en phase travaux.

Les stipulations de cette convention de financement indiquant une fin de convention « au plus tard 60 mois après la notification de la convention », soit le 17 septembre 2019 (la convention ayant été notifiée le 17 septembre 2014), il apparait impossible d'effectuer le solde des appels de fonds avant l'échéance de la convention.

Il s'avère donc nécessaire de conclure un avenant à la convention précitée pour proroger sa durée d'effet au-delà du 17 septembre 2019 et permettre de solder l'opération, dans la limite de l'enveloppe budgétaire définie dans la convention initiale.

Dans ce contexte, le présent avenant à la convention de financement relative à la prise en charge des besoins complémentaires en phase travaux pour la réalisation de l'opération « Tangentielle Nord-Tronçon Epinay-Le Bourget, ci-après désignée « la convention de financement n°4 », vise donc à prolonger la durée d'effet de cette convention et ainsi permettre de solder l'opération pour l'ensemble des maitres d'ouvrage.

Article 1. OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de prolonger la durée de la convention de financement relative à la prise en charge des besoins complémentaires en phase travaux (n°14DPI004).

Article 2. MODIFICATION DE L'ARTICLE 6.4 « Date d'effet et durée de la convention »

L'article 6.4 de la convention de financement n°4 « Date d'effet et durée de la convention » est modifié comme suit :

« La convention prend effet à compter de sa notification par le STIF à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée envoyée avec accusé de réception. Cette notification intervient lorsque l'ensemble des financements a été mis en place par chacun des financeurs.

Elle expire soit en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 6.3 soit après la réalisation des quatre étapes suivantes :

- réception des ouvrages et installations par les maîtres d'ouvrage,
- solde des paiements constatés par les financeurs et les maîtres d'ouvrage, sur présentation d'un bilan général et définitif,
- remise par les maîtres d'ouvrage aux financeurs et au Syndicat des Transports d'Ile-de-France du bilan partiel physique et financier visé à l'article 13,
- versement de la totalité des subventions aux maîtres d'ouvrage. »

Article 3. Dispositions diverses

Toutes les clauses de la convention initiale, non modifiées par le présent avenant et non contraires aux stipulations de ce dernier, demeurent inchangées et applicables de plein droit.

SIGNATAIRES

Le présent avenant est établi en 5 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Date d'effet de l'avenant à compter de la notification des originaux par IDFM par LRAR.
Date de notification du présent avenant :

Pour l'Etat

Michel CADOT
Préfet de la région Ile-de-France
Préfet de Paris

Le présent avenant est établi en 5 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Date d'effet de l'avenant à compter de la notification des originaux par IDFM par LRAR.
Date de notification du présent avenant :

Pour la Région Ile-de-France

Valérie PECRESSE
Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

Le présent avenant est établi en 5 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Date d'effet de l'avenant à compter de la notification des originaux par IDFM par LRAR.
Date de notification du présent avenant:

Pour Île-de-France Mobilités

Laurent PROBST
Directeur Général

Le présent avenant est établi en 5 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Date d'effet de l'avenant à compter de la notification des originaux par IDFM par LRAR.
Date de notification du présent avenant :

Pour SNCF Réseau

Guillaume MARBACH
Directeur général adjoint Ile de France

Le présent avenant est établi en 5 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Date d'effet de l'avenant à compter de la notification des originaux par IDFM par LRAR.
Date de notification du présent avenant:

Pour SNCF Mobilités

Alain KRAKOVITCH
Directeur Général de l'Activité Transilien de SNCF Mobilités

T12 Express - Convention REA n° 4

2019

T12 EXPRESS

Convention de financement relative à la réalisation de l'opération

Convention de financement travaux n°4

Convention 19INFRAXXX

l'État, la Région Île-de-France, le Conseil départemental de l'Essonne,
Ile-de-France Mobilités, SNCF Réseau et SNCF Mobilités
relative à la réalisation de l'opération
T12 Express

« Convention relative à la réalisation de l'opération – REA n°4 »

TABLE DES MATIERES

DEFINITIONS 7

PREAMBULE 7

ARTICLE 1. DEFINITION DU PROJET 10

ARTICLE 2. CONVENTIONS DE FINANCEMENT ANTERIEURES 10

ARTICLE 3. FINANCEMENT DE LA PHASE DE REALISATION DU PROJET ET PRINCIPE DE CONVENTIONNEMENT 11

ARTICLE 4. COUT D'OBJECTIF GLOBAL DU PROJET 11

ARTICLE 5. COUT DE LA PHASE DE REALISATION DU PROJET 12

ARTICLE 6. ROLE ET ENGAGEMENT DES PARTIES 12

6.1. L'AUTORITE ORGANISATRICE DES TRANSPORTS 12
6.2. LES MAITRES D'OUVRAGE 12

6.2.1. IDENTIFICATION ET PERIMETRE D'INTERVENTION DES MAITRES D'OUVRAGE 12
6.2.2. ROLE DU MAITRE D'OUVRAGE COORDINATEUR VIS-A-VIS DES MAITRES D'OUVRAGE 13
6.2.3. ENGAGEMENTS DES MAITRES D'OUVRAGE 13

LES FINANCEURS 13

6.3.1. IDENTIFICATION DES FINANCEURS AU TITRE DE LA PRESENTE CONVENTION 13
6.3.2. ENGAGEMENTS DES FINANCEURS 13

ARTICLE 7. OBJET ET PERIMETRE DE LA PRESENTE CONVENTION 14

ARTICLE 8. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT DE LA PRESENTE CONVENTION 14

8.1. ESTIMATION DU COUT DE LA PRESENTE CONVENTION 14
8.2. DEPENSES PAR MAITRE D'OUVRAGE 14

8.2.2. COUTS DETAILLES PAR MAITRE D'OUVRAGE 15

8.3. PLAN DE FINANCEMENT 16
8.4. MODALITES D'ACTUALISATION 17
8.5. MODALITES D'INFORMATION DES FINANCEURS DES PREVISIONS DE DEPENSES PAR ANNEE 17
8.6. MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT PAR L'ETAT ET LE DEPARTEMENT DE L'ESSONNE 18

8.6.1. VERSEMENT D'ACOMPTES 18
8.6.2. VERSEMENT DU SOLDE 19

8.6.3. PAIEMENT 19
8.6.4. BENEFICIAIRES ET DOMICILIATION 20

8.7 CADUCITE DES SUBVENTIONS DE L'ETAT. 20
8.8. CADUCITE AU TITRE DU REGLEMENT BUDGETAIRE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ESSONNE 21
8.9. COMPTABILITE DE L'OPERATION 21

ARTICLE 9. MODALITES D'AUDIT ET DE CONTROLE 21

9.1. PAR LES FINANCEURS 21
9.2. PAR L'AUTORITE ORGANISATRICE 21
9.3 INTERVENTION D'EXPERTS 22

ARTICLE 10. DEFINITION ET GESTION DES ECARTS 22

10.1. DISPOSITIONS EN CAS DE MODIFICATION DU COUT D'OBJECTIF DE L'AVANT-PROJET 22

10.1.1. EN CAS D'ECONOMIES 22
10.1.2. EN CAS DE DEPASSEMENT DU COUT D'OBJECTIF 22

10.2. DISPOSITIONS EN CAS DE MODIFICATION DES DELAIS PRESENTES DANS L'AVANT-PROJET 22
10.3. DISPOSITIONS COMMUNES 23

ARTICLE 11. ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION 23

11.1. COMITE DE SUIVI DE LA CONVENTION DE FINANCEMENT (CSCF) 23
11.2. COMITE DES FINANCEURS DE L'OPERATION 24
11.3. INFORMATION HORS CSCF ET COMITE DES FINANCEURS 24
11.4. COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 25

ARTICLE 12. MODIFICATION DU PROGRAMME 25

ARTICLE 13. BILAN PHYSIQUE ET FINANCIER DE LA CONVENTION 26

ARTICLE 14. BILAN DE LA REALISATION DU PROJET 26

ARTICLE 15. DISPOSITIONS GENERALES 26

15.1. MODIFICATION DE LA CONVENTION 26
15.2. RESILIATION DE LA CONVENTION 26
15.3. REGLEMENT DES LITIGES 27
15.4. DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 27
15.5 PROPRIETE ET DIFFUSION DES ETUDES 27
15.7. MESURES D'ORDRE 27

Entre,

En premier lieu,

- L'**Etat**, représenté par le Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,
- La **Région Ile-de-France** (ci-après « la Région »), représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région », dûment mandatée par délibération n°___ _____ de la Commission Permanente du _____ _____ du Conseil régional d'Ile-de-France,
- Le **Conseil départemental de l'Essonne**, représenté par le Président du Conseil départemental, ci-après désigné par « le Département », dûment mandaté par délibération n°_____ _____ de l'Assemblée départementale du _____ du Conseil départemental,

Ci-après désignés par « **les financeurs »**,

En deuxième lieu,

- **SNCF Mobilités**, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Bobigny sous le numéro 552 049 447, dont le siège est à Saint-Denis (92300), 2 place aux Etoiles, représentée le Directeur Général SNCF Transilien, dûment habilité à signer la présente convention,
- **SNCF Réseau,** ,
  Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), immatriculé au registre du commerce de Bobigny sous le numéro RCS Bobigny-B-412 280 737 N°APE 632 A, dont le siège est situé au 15/17 rue Jean-Philippe Rameau CS 80001 93418 La Plaine St Denis, représenté par M. Guillaume MARBACH, directeur général adjoint Ile de France, dûment habilité à signer la présente convention
- Le **Syndicat des Transports d'Ile-de-France**, dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération n°____ _____en date du_____ _____,

Ci-après désignés par « **les maîtres d'ouvrage », ou « les bénéficiaires »,**

En troisième lieu,

- Le **Syndicat des Transports d'Ile de France** dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération n°_____ _____ en date du _____ _____,

Ci-après désigné comme « **Ile-de-France Mobilités » ou « l'autorité organisatrice », ou « l'AOT » ou « le Syndicat des transports d'Ile-de-France »,**

Ensemble ci-après dénommés individuellement « **la Partie** » et conjointement « **les Parties** »

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique;

Vu la loi 2018-515 du 27 juin 2018 pour un nouveau pacte ferroviaire

Vu le décret 2017-443 du 30 mars 2017 relatif aux règles de financement des investissements de SNCF Réseau,

Vu le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement et son décret d'application 2002-428 du 25 mars 2002 ;

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;

Vu le décret n°2015-138 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Mobilités ;

Vu le décret n°2015-140 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Réseau ;

Vu la délibération cadre n° CR 53-15 du 18 juin 2015 du Conseil régional d'Île-de-France approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015, et sa révision approuvée lors de la délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 au travers d'un avenant portant sur le volet mobilité multimodale ;

Vu la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 du Conseil régional d'Île-de-France portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° 2011-01-0012 du 27 juin 2012 du Conseil départemental de l'Essonne adoptant le Règlement financier du Conseil départemental de l'Essonne ;

Vu la délibération n° CR 2017-64 du 9 mars 2017 du Conseil régional d'Ile-de-France approuvant le protocole-cadre de financement du T12 Express ;

Vu la délibération du Conseil départemental de l'Essonne n° _____ _____ du _____ approuvant le protocole-cadre de financement du T12 Express ;

Vu la délibération 2017/149 du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France (STIF) du 22 mars 2017 approuvant le protocole-cadre de financement du T12 Express ;

Vu le Dossier d'objectifs et de caractéristiques principales (DOCP) du tram-train Massy-Evry, approuvé par décision du Conseil d'Administration du STIF n°2008/0136 du 14 février 2008 ;

Vu le schéma de principe approuvé par décision du Conseil du STIF n° 2012/0099 du 11 avril 2012 ;

Vu la déclaration de projet de Tram-train Massy-Evry, approuvée par décision du Conseil d'Administration du STIF n°2013-177 du 10 juillet 2013 ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral du 22 août 2013 déclarant le projet Tram-Train Massy-Evry d'utilité publique et emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes, du projet de Tram-train Massy-Evry ;

Vu la délibération n° 10-11/21015 du Conseil d'administration de SNCF Réseau du 26 novembre 2015 approuvant sa participation financière au projet de Tram-train Massy-Evry (TTME) ;

Vu la délibération n°2014/248 du Conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du 5 juin 2014, approuvant les études d'avant-projet (AVP) ;

Vu la délibération n°2015/526 du Conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du 7 octobre 2015, approuvant la convention de financement n°1 relative à la réalisation du tram-train Massy-Evry (TTME) ;

Vu la délibération n°2018/291 du Conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du 30 mai 2017, approuvant la convention de financement n°2 relative à la réalisation du Tram 12 Express ;

Vu la délibération n°2018/291 du Conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du 11 juillet 2018, approuvant la convention de financement n°3 relative à la réalisation du Tram 12 Express ;

Il est convenu ce qui suit :

DEFINITIONS

Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes permettant d'aboutir à la mise en service du T12 express, et à laquelle la présente convention fait référence.

« Opération » : **désigne l'étape du Projet et son financement définis dans le cadre de la présente convention.**

PREAMBULE

Historique du projet de T12 Express

La réalisation d'une tangentielle pour relier Massy et Evry, dans le département de l'Essonne a fait l'objet de plusieurs études dans les années 1990 et 2000. Afin de répondre efficacement aux déplacements de banlieue à banlieue, le Schéma directeur de la région Île-de-France de 1994 prévoyait la création de liaisons de transport collectif de rocade. Dans le cadre de ce schéma, le projet de Tangentielle Sud (Versailles – Melun) a été inscrit, en s'appuyant sur l'opportunité que constituent les infrastructures existantes de la Grande Ceinture. La Tangentielle Sud s'inscrivait dans un réseau de rocades nommé LUTECE (Liaison Utilisation Tangentielle En Couronne Extérieure) qui a fait l'objet d'une étude, menée par l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile-de-France (IAU-IDF). Un phasage de ce réseau LUTECE a été retenu afin d'offrir le meilleur rapport coûts/avantages, tout en restant dans une fourchette d'investissements réaliste. Par la suite, différents projets ont été étudiés, notamment celui d'une Tangentielle Ouest/Sud qui devait relier Achères-Ville à Melun. Ce projet a été soumis à une concertation en 2001. Son coût a été estimé à 1 500 millions d'euros, un montant qui s'est révélé trop élevé pour assurer sa viabilité. Au vu de ces résultats, le Conseil d'administration du STIF a décidé, en décembre 2002, de revenir à des projets distincts (Tangentielle ouest d'un côté et Tangentielle sud de l'autre), avec pour chacun, un mode de transport et un phasage du projet le mieux adapté aux besoins et aux contraintes. D'autres études ont ensuite (entre 2003 et 2005) été menées sur la partie sud, qui ont conclu à l'abandon d'une solution ferroviaire lourde et à la solution tramway, qui ne permettait pas une réutilisation des infrastructures ferroviaires existantes.

A la demande du Préfet et du Conseil départemental de l'Essonne, il a été décidé en 2005 de lancer une étude sur des solutions alternatives de type tram-train ou train léger avec une priorité : relier Evry à Massy, les deux pôles économiques majeurs de l'Essonne en assurant un maillage avec les RER B, C et D et en desservant les grands pôles d'activités (centre d'envergure Massy – Saclay – Les Ulis – Orly, Ville d'Evry). Les différentes études ont conduit à déterminer le tracé le plus à même de renforcer l'attractivité de la liaison Massy-Evry.

Le projet de tram-train Massy-Evry (TTME) est inscrit au Schéma directeur de la région Île-de-France, approuvé par décret le 27 décembre 2013. Il est également inscrit au contrat de plan Etat-Région 2015-2020, où il est doté d'une enveloppe de 475 millions d'euros. En complément, l'Etat et la Région Ile-de-France se sont engagés, dans le cadre du plan Espoir Banlieues, à apporter un complément de financement pour accélérer la réalisation de quatre projets d'amélioration de la desserte de quartiers en difficulté. A ce titre, le projet TTME bénéficie d'un financement de 150 M€, aux conditions économiques de 2008 apportés à parts égales par l'Etat et la Région.

Le dossier d'objectifs et de caractéristiques principales du TTME a été approuvé le 14 février 2008 par le Conseil du STIF. Sur cette base, une concertation publique, organisée par le STIF, s'est déroulée du 25 mai au 3 juillet 2009.

Le bilan de la concertation a été approuvé par le Conseil du STIF le 9 décembre 2009, qui a décidé de poursuivre le projet sur les bases du tracé soumis à la concertation et de réaliser le dossier d'enquête publique sur toutes les études afférentes, y compris l'examen des conditions de prolongement du tram-train de Massy à Versailles et la réalisation des aménagements suivants : création de la station ZAC de la Bonde à Massy, hypothèse d'une station supplémentaire à Champlan et Savigny-sur-Orge, la prise en compte de la desserte du quartier de Grand Vaux depuis la station de tram-train d'Epinay-sur-Orge, l'étude par SNCF Réseau du « ripage » de la Grande Ceinture le long de la rue des Rossays à Savigny-sur-Orge.

Le schéma de principe et le dossier d'enquête publique ont été approuvés le 11 avril 2012 par le Conseil du STIF. L'enquête publique s'est déroulée du 7 janvier au 12 février 2013 et la Déclaration d'Utilité Publique a été obtenue le 22 août 2013 par arrêté préfectoral. Les études d'avant-projet ont été approuvées par le conseil du STIF du 05 juin 2014.

Le 7 février 2017, les financeurs et maitres d'ouvrage ont signé un engagement de financement du Tram 12 express fixant un planning de financement à hauteur de 475M€ courants, pour une réalisation sur la période couverte par le CPER 2015-2020.

Cet engagement a été concrétisé par l'adoption d'un protocole-cadre de financement voté par le Conseil régional d'Ile-de-France le jeudi 9 mars 2017 et par le Conseil du STIF le 22 mars 2017 et par le Conseil départemental de l'Essonne le

Présentation du projet

Le projet du Tram-Train Massy Evry, désormais appelé T12 Express (ci-après « **le Projet** ») consiste, d'une part, en la création d'une voie nouvelle sur le tronçon Epinay-sur-Orge / Evry-Courcouronnes (10,6 km) et d'autre part en l'aménagement d'une voie ferroviaire existante sur le tronçon Massy-Palaiseau / Epinay-sur-Orge (10,1 km), en substitution de l'actuelle mission Z 6 du RER C.

Le Projet s'étend sur 20,7 km et compte 16 stations, dont 11 nouvelles (2 sur le Réseau Ferré National et 9 sur la nouvelle infrastructure urbaine).

Cette phase de réalisation du Projet comprend :

- les études nécessaires à la réalisation ;
- la réalisation de l'infrastructure ;
- la maitrise du foncier ;
- la réalisation d'un atelier-garage sur les communes de Massy et Palaiseau ;
- la réalisation des équipements nécessaires à l'exploitation de la ligne.

Objectifs du Projet

Le Projet T12 Express permet de relier deux pôles économiques majeurs du département de l'Essonne : Massy et Evry.

Le Projet T12 Express a pour objectifs de :

- favoriser les déplacements de banlieue à banlieue ;
- améliorer le maillage du réseau de transports en commun ;
- relier deux pôles économiques majeurs Massy et Evry ;
- proposer une alternative à l'utilisation de la voiture particulière ;
- améliorer la desserte du territoire ;
- favoriser l'attractivité du territoire.

Le programme T12 Express

Le projet de T12 Express s'inscrit dans un programme plus large intégrant le prolongement du Tram-Train de Massy à Versailles-Chantiers. En effet, depuis 2001, des études ont été menées afin d'optimiser une liaison en transports en commun entre Versailles et Évry. Le projet s'est dans un premier temps recentré sur la liaison entre Massy et Évry, avec une solution de tram-train pour optimiser les coûts et permettre sa réalisation dans les délais les plus brefs.

En 2009, lors de la concertation sur le projet Tram-Train Massy-Évry, de nombreuses demandes ont été formulées pour prolonger le tram-train à Versailles. Suite à cette concertation, SNCF Réseau et SNCF Mobilités ont mené en lien avec le STIF des études sur l'opportunité du prolongement de la gare de Massy-Palaiseau jusqu'à celle de Versailles-Chantiers.

Le projet de prolongement du Tram-Train Massy-Évry à Versailles-Chantiers vise à créer une nouvelle offre de transport performante entre Massy et Versailles, en lieu et place du RER C. Le tram-train empruntera les

voies actuelles du RER C de Massy à Versailles et desservira les mêmes stations : Massy-Palaiseau, Igny, Bièvres, Vauboyen, Jouy-en-Josas, Petit-Jouy – Les Loges et Versailles-Chantiers. À la mise en service du tram-train, le RER C ne circulera plus sur cette portion.

Le prolongement du tram-train optimisera les temps de parcours entre Massy et Versailles, permettra une fréquence de passage plus élevée et assurera un meilleur confort et une accessibilité à tous et une continuité de desserte sans rupture de charge à Massy. A terme, le prolongement permettra d'offrir une liaison sans correspondance entre Versailles et Évry via Massy, en moins d'une heure. Le tram-train reliera donc trois pôles économiques majeurs de la Région Île-de-France.

Les études de schéma de principe du prolongement sont en cours de réalisation.

La présente convention de financement permet l'engagement d'une quatrième tranche de travaux entre Massy-Palaiseau et Evry-Courcouronnes.

ARTICLE 1. DEFINITION DU PROJET

Le T12 Express consiste en la création d'une liaison directe entre Massy-Palaiseau et Evry-Courcouronnes, via les communes de Champlan, Longjumeau, Chilly-Mazarin, Epinay-sur-Orge, Morsang-sur-Orge, Viry-Châtillon, Grigny, Ris-Orangis et Courcouronnes (ci-après désigné « le projet »).

ARTICLE 2. CONVENTIONS DE FINANCEMENT ANTERIEURES

Les conventions de financement déjà votées dans le cadre du projet de Tram-Train Massy-Evry sont les suivantes :

- convention relative à la réalisation des études de schéma de principe, des études d'impact, du dossier d'enquête publique et du dossier de sécurité, pour un montant de 1 400 000 € HT courants, approuvée par délibération de la Commission Permanente du Conseil régional d'Ile-de-France n° CP 09-1225 du 17 novembre 2009. La convention est financée au titre du Plan Espoir Banlieues. Le montant n'est pas compris dans le coût d'objectif global ;
- convention relative à la réalisation des études de schéma de principe – périmètre SNCF, pour un montant de 1 080 000 € HT courants, approuvée par délibération de la Commission Permanente du Conseil régional d'Ile-de-France n° CP 10-987 du 17 novembre 2010. La convention est financée au titre du CPER 2007-2013. Le montant n'est pas compris dans le coût d'objectif global ;
- avenant à la convention relative à la réalisation des études de schéma de principe, des études d'impact, et du dossier d'enquête publique, pour un montant de 3 030 000 € HT courants, approuvée par délibération de la Commission Permanente du Conseil régional d'Ile-de-France n° CP 11-419 du 19 mai 2011. La convention est financée au titre du Plan Espoir Banlieues. Le montant n'est pas compris dans le coût d'objectif global ;
- convention relative à l'élaboration du dossier d'avant-projet, pour un montant de 17 026 000 € HT courants, approuvée par délibération de la Commission Permanente du Conseil régional d'Ile-de-France n° CP 12-523 du 12 juillet 2012. La convention est financée au titre du Plan Espoir Banlieues ;
- convention relative aux premières acquisitions foncières et à la dépollution du site de remisage de Massy, d'un montant de 22 000 000 € HT courants, approuvée par délibération de la Commission Permanente du Conseil régional d'Ile-de-France n° CP 12-866 du 21 novembre 2012. La convention est financée au titre du Plan Espoir Banlieues ;
- convention relative aux études projet (PRO), à la mission d'assistance aux contrats de travaux (ACT) et libération d'emprises, d'un montant de 39 162 288 € HT courants, approuvée en Commission Permanente du Conseil régional d'Ile-de-France n° CP 14-605 du 17 octobre 2014. La convention est financée au titre du Plan Espoir Banlieues et de la participation du Conseil départemental de l'Essonne au CPER 2007-2013 ;
- convention relative à la réalisation de l'opération REA 1, d'un montant de 83 962 264 € HT courants, approuvée en Commission Permanente du Conseil régional d'Ile-de-France n° CP 15-729 du 8 octobre 2015. La convention est financée au titre du CPER 2015-2020, de l'article 6 de la loi du 4 août 2014 et du renouvellement du poste de signalisation ;
- protocole cadre relatif aux engagements financiers et aux conventions nécessaires à la réalisation du Tram 12 Express entre Massy et Evry adopté par le Conseil région d'Ile-de-France le 9 mars 2017 et par le Conseil du STIF le 22 mars 2017 ;
- convention relative à la réalisation de l'opération REA 2, d'un montant de 214 490 000 € HT courants, approuvée en Commission Permanente du Conseil régional d'Ile-de-France n° CP 2017-142 du 17 mai 2017. La convention est financée au titre du CPER 2015-2020, de l'article 6 de la loi du 4 août 2014 et du renouvellement du poste de signalisation.
- convention relative à la réalisation de l'opération REA 3, d'un montant de 92 251 510 € HT courants, approuvée en Commission Permanente du Conseil régional d'Ile-de-France n° CP 2018-251 du 4 juillet 2018. La convention est financée au titre du CPER 2015-2020.

ARTICLE 3. FINANCEMENT DE LA PHASE DE REALISATION DU PROJET ET PRINCIPE DE CONVENTIONNEMENT

L'Etat, la Région, le Département de l'Essonne et SNCF Réseau s'engagent à financer la totalité du T12 Express dans le cadre du Contrat de plan Etat-Région 2015-2020.

Cet engagement s'est matérialisé par la signature d'un protocole de financement du Tram 12 express le 7 février 2017 entre les maîtres d'ouvrage et les financeurs du projet.

Afin de prendre en compte les contraintes de mise en place des autorisations d'engagement ou de programme des financeurs, il est convenu de mettre en place plusieurs conventions de financement. Elles permettront l'adéquation des besoins des maîtres d'ouvrage et des capacités de mobilisation de crédits des financeurs. Les maîtres d'ouvrage alerteront dès que possible les financeurs en cas de risque de rupture de cet équilibre de manière à réadapter les moyens financiers et/ou le planning de l'opération.

Les futures conventions de financement de travaux du Projet reprendront la structure de la présente convention.

ARTICLE 4. COUT D'OBJECTIF GLOBAL DU PROJET

Le coût d'objectif du projet, défini au niveau de l'avant-projet et validé par le Conseil du STIF du 5 juin 2014, est de **526,436 M€ aux conditions économiques de juin 2011**, soit **553,1 M€ courants**, selon les modalités de calcul précisées à l'article 8.4. Ce coût couvre les frais de maîtrise d'ouvrage, études et maitrise d'œuvre des phases AVP, PRO, ACT, VISA, DET, EXE et AOR et les coûts de réalisation des travaux, ainsi que les acquisitions foncières conventionnées précédemment.

A l'issue des études d'avant-projet, le coût global de l'opération et sa répartition par maître d'ouvrage, sont les suivants :

T12 Express Coût d'objectif global par maître d'ouvrage en **M€ HT** constants et courants		
Maître d'ouvrage	Montant en M€ constants HT CE juin 2011	Montant en M€ courant HT
Ile-de-France Mobilités	255,818 M€	268,800 M€
SNCF Réseau	170,943 M€ *(y compris substitutions routières)*	179,600 M€ *(y compris substitutions routières)*
SNCF Mobilités	99,675 M€	104,700 M€
Total	**526,436 M€**	**553,100 M€**

ARTICLE 5. COUT DE LA PHASE DE REALISATION DU PROJET

Le coût de la phase de réalisation du projet (hors études AVP, PRO et acquisitions foncières financées précédemment) est le suivant :

T12 Express Coût de la phase de réalisation par maître d'ouvrage en **M€ HT** constants et courants		
Maître d'ouvrage	Montant en M€ constants HT CE juin 2011	Montant en M€ courant HT
Ile-de-France Mobilités	213,490 M€	222,600M €
SNCF Réseau	152,500 M€	158,890 M€
SNCF Mobilités	89,710 M€	93,510 M€
Total	**455,700 M €**	**475,000 M€**

ARTICLE 6. ROLE ET ENGAGEMENT DES PARTIES

6.1. L'autorité organisatrice des transports

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, l'autorité organisatrice veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des Projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage. L'autorité organisatrice désigne le ou les maîtres d'ouvrage des Projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

6.2. Les maîtres d'ouvrage

6.2.1. Identification et périmètre d'intervention des maîtres d'ouvrage

Ile-de-France Mobilités, SNCF Réseau et SNCF Mobilités sont désignés maîtres d'ouvrage de l'opération dont le contenu est décrit à l'article 1 de la présente convention. La responsabilité des maîtres d'ouvrage est définie conformément aux dispositions de la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP intégrées au livre IV de la deuxième partie du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de la Loi n°2014-872, SNCF Réseau est maître d'ouvrage pour les éléments de l'infrastructure du réseau ferré national (RFN).

Conformément aux dispositions de la Loi n°2014-872, SNCF Mobilités est maître d'ouvrage sur les biens dévolus à l'exploitation et à la gestion des services de transport sur le Réseau ferré national.

Ile-de-France Mobilités assure la maîtrise d'ouvrage des éléments d'infrastructures hors réseau ferré national et hors gares existantes et atelier garage de Massy.

Les conditions d'organisation entre maîtres d'ouvrage des études, des interfaces et des travaux feront l'objet d'une convention d'organisation de la maîtrise d'ouvrage conclue entre Ile-de-France Mobilités, SNCF Réseau et SNCF Mobilités.

L'Etat, la Région et le Département de l'Essonne en seront tenus informés par transmission de la convention.

6.2.2. Rôle du maître d'ouvrage coordinateur vis-à-vis des maîtres d'ouvrage

Ile-de-France Mobilités est désigné **maître d'ouvrage coordinateur** de l'opération**.**

Le maître d'ouvrage coordinateur est chargé :

- d'établir un planning d'ensemble des opérations faisant apparaître l'état d'avancement général des études des différents maîtres d'ouvrage, et d'en assurer une mise à jour et un suivi régulier ;
- d'agréger et de synthétiser les éléments relatifs à l'exécution de l'opération, notamment les éléments techniques et financiers ;
- d'identifier le plus en amont possible les questions posées par l'articulation des périmètres et par les conditions d'intervention des différents maîtres d'ouvrage.

A cette fin, le maître d'ouvrage coordinateur se charge :

- de rassembler les informations obtenues auprès des maîtres d'ouvrage de l'opération,
- de formaliser et de susciter les échanges réguliers entre les maîtres d'ouvrage pour résoudre les problèmes d'interfaces entre les maîtres d'ouvrage et/ou les présenter lors des comités et des commissions prévues à cet effet (cf. article 11 de la présente convention).

Le maître d'ouvrage coordinateur ne se substitue en aucun cas aux différents maîtres d'ouvrage dans les responsabilités propres qui leur incombent et ne peut leur imposer des choix ou des solutions qui relèvent de leurs prérogatives.

Chaque maître d'ouvrage s'engage à apporter les éléments d'information qui le concernent au maître d'ouvrage coordinateur afin que celui-ci puisse exercer la mission qui lui est dévolue.

6.2.3. Engagements des maîtres d'ouvrage

Les maîtres d'ouvrage s'engagent sur le respect de leur coût d'objectif en euros constants aux conditions économiques de référence de juin 2011 tel qu'il est défini à l'article 4 sous réserve que la notification de la présente convention et celles à venir ne génèrent pas de retards ou d'arrêts pour les prestations prévues.

Ce respect sera examiné par comparaison entre le coût final justifié par chaque maître d'ouvrage ramené en euros constants sur la base de l'indice TP01 et le coût d'objectif prévisionnel de la convention fixé en euros constants HT.

Chaque maître d'ouvrage s'engage à apporter à minima mensuellement les éléments d'information qui le concernent au maître d'ouvrage coordonnateur afin que celui-ci puisse exercer la mission qui lui est dévolue.

6.3 Les financeurs

6.3.1. Identification des financeurs au titre de la présente convention

Le financement de la phase de réalisation du projet est assuré par :

- l'Etat, dans le cadre du CPER 2015-2020 ;
- le Département de l'Essonne, dans le cadre du CPER 2015-2020

6.3.2. Engagements des financeurs

Ce financement s'inscrit, comme indiqué dans l'article 3 de la présente convention, dans le cadre de conventions de financement de la phase de réalisation du projet qui seront mises en place dans les conditions prévues par le protocole-cadre de financement, notifié le 17 octobre 2017, et selon les besoins des maîtres d'ouvrage.

Dans le cadre de la présente convention, les financeurs s'engagent à mettre en place les financements nécessaires à la réalisation des travaux, par les maîtres d'ouvrage visés à l'article 6.20, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement en euros courants tel qu'arrêté à l'article 8.3 de la présente convention.

ARTICLE 7. OBJET ET PERIMETRE DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention a pour objectif de définir :

- d'une part, les conditions et modalités de financement de la quatrième tranche de travaux nécessaire au projet, à hauteur de 30 110 000 **€ HT en euros courants ,** conformément à l'avant-projet voté par le Conseil du STIF du 5 juin 2014,
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi de ces travaux, dans le respect du calendrier général du T12 Express.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention la **dénomination unique** suivante :

«T12 Express – convention REA n°4 ».

ARTICLE 8. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT DE LA PRESENTE CONVENTION

8.1. Estimation du coût de la présente convention

Le coût en euros courants est estimé à 30 110 000 **HT en euros courants** conformément aux modalités d'actualisation définies à l'article 8.4

8.2. Dépenses par maître d'ouvrage

8.2.1. Tableau de synthèse des dépenses par maître d'ouvrage

Le coût prévisionnel des dépenses des maîtres d'ouvrage en euros constants aux conditions économiques de juin 2011 est donné ci-dessous. Les coûts en euros courants sont donnés à titre indicatif selon les modalités de l'article 8.4.

Les dépenses par maître d'ouvrage, au titre de la présente convention, sont établies comme suit :

Convention REA n°4 – T12 Express **Coût en € constants HT (CE 06/2011) et courants HT**		
Maître d'ouvrage	**Coûts Euros constants HT**	**Coûts Euros courants HT**
Ile-de-France Mobilités	13 537 165 €	14 110 494 €
SNCF Réseau	9 662 714 €	10 071 953 €
SNCF Mobilités	5 686 704 €	5 927 553 €

TOTAL	28 886 583 €	30 110 000 €

8.2.2. Coûts détaillés par maître d'ouvrage

Chacun des maîtres d'ouvrage fournit une estimation des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet, en euros constants HT (aux conditions économiques de juin 2011) et en euros courants HT.

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles, dans un principe de fongibilité entre postes de dépenses et dans le respect de l'enveloppe globale de chacun des maîtres d'ouvrage, allouée par la présente

8.2.2.1. Coûts détaillés pour Ile-de-France Mobilités en euros constants (juin 2011) et courants

Estimation prévisionnelle des coûts (en € HT)	**MOA ILE-DE-FRANCE MOBILITES**	
	Estimation prévisionnelle en euros constants (CE 06/2011)	**Estimation prévisionnelle en euros courants**
Travaux	11 386 109	11 868 339
MOA	506 290	527 730
MOE	759 435	791 599
PAI	885 331	922 826
Total	**13 537 165**	**14 110 494**

8.2.2.2. Coûts détaillés pour SNCF Réseau en euros constants (juin 2011) et courants

Estimation prévisionnelle des coûts (en € HT)	**MOA SNCF Réseau**	
	Estimation prévisionnelle en euros constants (CE 06/2011)	**Estimation prévisionnelle en euros courants**
Travaux	6 474 019	6 748 210
MOA	483 136	503 597
MOE	1 739 288	1 812 951
PAI	966 271	1 007 195
Total	**9 662 714**	**10 071 953**

8.2.2.3. Coûts détaillés pour SNCF Mobilités en euros constants (juin 2011) et courants

Estimation prévisionnelle des coûts (en € HT)	MOA SNCF Mobilités	
	Estimation prévisionnelle en euros constants (CE 06/2011)	Estimation prévisionnelle en euros courants
Travaux	4 403 501	4 590 000
MOA	551 205	574 553
MOE	479 684	500 000
PAI	252 314	263 000
Total	**5 686 704**	**5 927 553**

8.3. Plan de financement

La quatrième tranche des travaux du T12 Express, objet de la présente convention, est financée sous forme de subventions d'investissement suivant les montants indiqués dans le tableau ci-après.

En conséquence, le plan de financement de la quatrième tranche des travaux, objet de la présente convention, est établi en euros HT constants, aux conditions économiques de référence de juin 2011, comme suit :

Plan de financement global CFI REA n°4 – T12 Express
Montant en euros constants (CE 06/2011) HT et %

	État	Région	Département	SNCF Réseau	TOTAL
Ile-de-France Mobilités	11 235 847 €		2 301 318 €	-	**13 537 165 €**
SNCF Réseau	8 020 053 €	-	1 642 661 €	-	**9 662 714 €**
SNCF Mobilités	4 719 964 €		966 740 €	-	**5 686 704 €**
TOTAL	23 975 864 €	-	4 910 719 €	-	**28 886 583 €**
%	***83,03 %***		***16,97 %***		***100%***

En euros courants, le plan prévisionnel de financement de la présente convention est défini comme suit :

Plan de financement global CFI REA n°4 – T12 Express Montant en euros courants HT et % à compléter par les MOA					
	État	**Région**	**Département**	**SNCF Réseau**	**TOTAL**
Ile-de-France Mobilités	11 715 787 €		2 394 707 €	-	**14 110 494 €**
SNCF Réseau	8 362 631 €	-	1 709 322 €	-	**10 071 953 €**
SNCF Mobilités	4 921 582 €	-	1 005 971 €	-	**5 927 553 €**
TOTAL	**25 000 000 €**	**-**	**5 110 000 €**	**-**	**30 110 000 €**
%	***83,03 %***		***16,97 %***		***100%***

8.4. Modalités d'actualisation

Les conditions économiques de référence de la présente convention sont celles de juin 2011.

Pour être comparables aux coûts d'objectif, tous les coûts sont calculés aux conditions économiques de référence de la présente convention par application de l'indice professionnel TP 01. Les coûts sont exprimés en euros constants.

Cet indice est également utilisé pour l'établissement des coûts prévisionnels en euros courants en tenant compte :

- du dernier indice connu à la date de la convention;
- et d'un taux de 1,8 % par an étant entendu que les dates retenues pour la réalisation du projet correspondent à la conclusion des marchés par les maîtres d'ouvrages. Pour faciliter les calculs, une valeur barycentrique a été retenue à octobre 2019 et fige l'engagement des financeurs en euros courants, tels que prévu dans le protocole-cadre

Ce montant d'actualisation conventionnelle prévisionnelle en euros courants est désigné « euros courants ».

Les états d'acompte seront établis à partir des derniers indices connus et pertinents. L'état du solde sera établi en euros courants et en euros constants par application des indices définitifs.

Les appels de fonds seront payés en euros courants.

Les maîtres d'ouvrage justifient in fine le respect du coût d'objectif exprimé en euros constants par application des indices définitifs, selon la périodicité de calcul de l'indice.

8.5. Modalités d'information des financeurs des prévisions de dépenses par année

Chaque année, d'ici fin février, les maîtres d'ouvrage informent les financeurs, par courrier, des prévisions d'appels de fonds pour l'année N ainsi que des prévisions de dépense pour l'année N+1 sur leur périmètre respectif.

Au 15 septembre au plus tard, les maîtres d'ouvrage confirment aux financeurs, par courrier, le montant de leur appel de fonds respectif pour l'année N ou, à défaut, proposent leur actualisation.

8.6. Modalités de versement des crédits de paiement par l'Etat et le Département de l'Essonne

8.6.1. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le maître d'ouvrage.

A cette fin, chaque maître d'ouvrage transmettra, auprès de l'ensemble des financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 7 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme ou d'engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Les états d'acomptes seront établis en euros courants et en euros constants CE juin 2011 par application des derniers indices connus.

A-Versement des acomptes

a – pour l'Etat :

La demande de versement des acomptes formulée par **SNCF Mobilités** et **SNCF Réseau** comprendra :

- un courrier de demande de versement de l'acompte avec la référence claire de la subvention (noms de l'opération et de la présente convention), daté et signé par le directeur financier ou un représentant habilité de la maîtrise d'ouvrage ;
- l'état récapitulatif des versements déjà obtenus au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement du projet par postes de dépense tels que définis à l'article 8.2.2. de la convention, daté et certifié par le directeur d'opération ou un représentant habilité de la maîtrise d'ouvrage. Ce tableau justificatif sera exprimé en euros constants, en euros courants et en pourcentage par rapport au coût d'objectif ;
- un récapitulatif des dépenses comptabilisées, daté et certifié par le directeur d'opération ou un représentant habilité de la maîtrise d'ouvrage ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, des clés de financement définies à l'article 8.3. de la convention ;

La demande de versement des acomptes formulée par **Ile-de-France Mobilités** comprendra :

- un courrier de demande de versement de l'acompte avec la référence claire de la subvention (noms de l'opération et de la présente convention), daté et signé par le Directeur d'opération ou un représentant dûment habilité de la maîtrise d'ouvrage ;
- l'état récapitulatif des versements déjà obtenus au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement du projet par postes de dépense tels que définis à l'article 8.2.2. de la convention, daté et certifié par le directeur d'opération ou un représentant habilité de la maîtrise d'ouvrage. Ce tableau justificatif sera exprimé en euros constants, en euros courants et en pourcentage par rapport au coût d'objectif ;
- un état récapitulatif des factures acquittées, daté et visé par le comptable public d'Ile-de-France Mobilités;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, des clés de financement définies à l'article 8.3. de la convention ;

b – pour le Conseil départemental de l'Essonne :

La demande de versement des acomptes formulée par **Ile-de-France Mobilités, SNCF Réseau** et la **SNCF Mobilités** comprendra le :

- tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en pourcentage) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 8.2.2, daté et signé pour SNCF Réseau et SNCF Mobilités par le Directeur d'opérations du maître d'ouvrage et pour Ile-de-France Mobilités par le représentant légal du maître d'ouvrage ;

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;

- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 8.3. de la convention.

B– Plafonnement des acomptes

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés **par l'Etat** aux bénéficiaires est plafonné :

- pour Ile-de-France Mobilités à 80% du montant de la subvention, conformément au décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement,
- pour SNCF Réseau et SNCF Mobilités à 90% du montant de la subvention.

Conformément au règlement financier du **Conseil départemental de l'Essonne**, le montant cumulé des acomptes versés aux maîtres d'ouvrage au fur et à mesure de l'avancement de la phase REA ne peut excéder 80 % du montant de la subvention.

8.6.2. Versement du solde

Après achèvement de la phase de réalisation couverte par la présente convention, chaque bénéficiaire présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents, signés par le représentant légal ou le directeur financier de chaque bénéficiaire, indiqués aux articles 8.6.1 et 13. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, chaque bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu. Le solde sera établi en euros courants et en euros constants CE juin 2011 calculés à partir des indices définitifs.

Pour Ile-de-France Mobilités, le versement du solde est conditionné par un état récapitulatif des dépenses signé par le Directeur d'opérations et certifié par le comptable public.

Pour SNCF Réseau et SNCF Mobilités, le versement du solde se fera sur présentation de la liste des **factures acquittées**.

8.6.3. Paiement

Le versement des montants de subvention appelés par le maître d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme au règlement budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 8.5. Dans la mesure du possible, les financeurs feront leurs meilleurs efforts pour payer dans un délai de 40 jours.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 7.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

8.6.4. Bénéficiaires et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire portant numéro de référence de la facture (numéro porté dans le libellé du virement) auprès des Bénéficiaires aux coordonnées suivantes :

- **Ile-de-France Mobilités** sur le compte ouvert au nom Trésor Public, dont le RIB est le suivant :

Code banque : 10071
Code guichet : 75000
N° compte : 00001005079
Clé : 72

- **SNCF Réseau** sur le compte ouvert à la Société Générale suivant :

Code IBAN							Code BIC
FR76	3000	3036	2000	0200	6214	594	SOGEFRPPHPO

- **SNCF Mobilités** sur le compte ouvert de l'Agence Centrale de la Banque de France à Paris, dont le RIB est le suivant :

Code banque : 30001
Code guichet : 00064
N° compte : 00000034753
Clé : 56

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	Fonction Téléphone / courriel
Département de l'Essonne	Hôtel du Département Boulevard de France 91012 Evry cedex	SGR DGATM	Michel Bitter 01 60 91 97 21 mbitter@cd-essonne.fr
Ile-de-France Mobilités	39-41 rue de Châteaudun 75009 PARIS	Direction des projets d'investissement	Division Tram Nord 01.53.59.14.14 tram-sud@stif.info
SNCF Réseau	Direction Finances et Achats 15/17 rue Jean-Philippe Rameau- CS 80001- 93418 La Plaine Saint-Denis Cedex	Service Trésorerie Groupe - Unité Crédit	Patricia LANGELEZ Gestionnaire financier Tel. : 01.85.57.96.70 / Fax 01.71.92.61.64 / patricia.langelez@reseau.sncf.fr
SNCF Mobilités	Transilien SNCF Département Gestion Finances 34 – rue du Commandant Mouchotte 75699 PARIS Cedex 14	Division des Investissements	01 85 56 59 76 Sophie.leman@sncf.fr

8.7 Caducité des subventions de l'Etat.

Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la notification de la subvention de l'Etat, l'opération subventionnée n'a connu aucun commencement d'exécution, l'Etat peut constater la caducité de sa décision d'attribution de subvention. Une demande de prorogation peut être présentée par le bénéficiaire ; une telle prorogation ne peut excéder un an.

Le début d'exécution du projet est réputé constitué par l'acte juridique (marché, bon de commande,...) créant une obligation entre le bénéficiaire et le premier prestataire.

8.8. Caducité au titre du règlement budgétaire du Conseil départemental de l'Essonne

Conformément aux dispositions du règlement financier du Département de l'Essonne, si l'opération n'a donné lieu à aucun paiement pendant trois (3) ans, à défaut d'une information contraire de la part du maître d'ouvrage, elle sera déclarée terminée et la fraction non versée de la subvention sera annulée.

Conformément au règlement financier départemental, le Président du Conseil départemental constate la caducité de la décision attributive de subvention, lorsqu'aucun engagement n'est intervenu dans les trois (3) ans qui suivent son vote, sauf prorogation expresse par délibération de l'Assemblée départementale ou de la Commission Permanente. Cette prorogation expresse ne peut excéder deux (2) années.

8.9. Comptabilité de l'opération

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à faire ressortir dans leur comptabilité les dépenses liées à l'opération « T12 Express – convention REA n°4 », objet de la présente convention.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Les maîtres d'ouvrage conservent l'ensemble des pièces justificatives de l'opération pendant dix ans à compter de l'émission des dites pièces.

ARTICLE 9. MODALITES D'AUDIT ET DE CONTROLE

Les financeurs se réservent le droit de solliciter auprès du maître d'ouvrage, à tout moment et jusqu'à expiration du délai prévu à l'article 8.10., toutes informations, tous documents et pièces comptables justificatives relatifs à la comptabilité propre à l'investissement.

9.1. Par les financeurs

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire jugée utile quant à l'exécution de l'Opération, activité ou action subventionnée.

A compter de la mise en service du Projet de T12 Express, la Région Ile-de-France pourra engager un audit financier du projet.

9.2. Par l'autorité organisatrice

Conformément à l'article R1241-30 du code des transports, l'autorité organisatrice veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

Pour répondre à ce suivi, le maître d'ouvrage fournit et actualise la fiche de programmation financière présentée à l'occasion de chacun des comités de suivi de la convention de financement tels que décrits ci-dessous à l'article 11.

9.3 Intervention d'experts

Sur proposition de l'autorité organisatrice ou à la demande de l'un des financeurs après information préalable des autres financeurs et de l'autorité organisatrice, le maître d'ouvrage s'engage à permettre aux experts désignés ou missionnés par l'autorité organisatrice, d'effectuer des visites des lieux, des installations et travaux relevant du Projet, et à faciliter le contrôle de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les frais relatifs à ces interventions sont à la charge du ou des demandeurs. Le maître d'ouvrage est chargé de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

ARTICLE 10. DEFINITION ET GESTION DES ECARTS

10.1. Dispositions en cas de modification du coût d'objectif de l'avant-projet

10.1.1. En cas d'économies

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par les maîtres d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant total initialement prévu, les subventions attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 8.3. Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

10.1.2. En cas de dépassement du coût d'objectif

S'il apparaît que, au cours de la phase de réalisation, malgré toutes les mesures correctives proposées, le coût d'objectif validé au niveau avant-projet en euros constants ne peut être respecté, par un maître d'ouvrage, celui-ci fournit dans un délai maximum de un (1) mois à Ile-de-France Mobilités et aux financeurs, un rapport détaillé sur l'origine des surcoûts, l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par Ile-de-France Mobilités aux financeurs, qui s'appuie notamment sur les éléments transmis par chaque maître d'ouvrage et précisera la nécessité éventuelle de réaliser un AVP modificatif.

Au vu de l'avis rendu par Ile-de-France Mobilités, les financeurs préciseront alors, lors du comité de suivi de la convention de financement (article 11.1), le montant du dépassement et la nature des surcoûts qu'ils entendent financer ou les adaptations, notamment de phasage, qu'ils souhaiteraient voir apporter à l'opération pour porter leur financement au-delà de celui prévu par l'article 4 au titre du coût d'objectif prévisionnel.

Le plan de financement des surcoûts est alors arrêté en concertation entre les financeurs, l'autorité organisatrice et les maîtres d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant. Le maître d'ouvrage est entendu et informé de la nécessité éventuelle de la formalisation d'un Avant-Projet modificatif et d'un avenant à la présente convention de financement.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage à l'origine du surcoût.

En cas de désaccord entre les parties, celles-ci se rencontrent afin d'envisager les différents scénarii dans lesquels l'opération peut être réalisée sans financement complémentaire.

10.2. Dispositions en cas de modification des délais présentés dans l'avant-projet

En cas de recalage du calendrier de l'opération tel que défini à l'AVP approuvé par le Conseil d'Ile-de-France Mobilités du 5 juin 2014, Ile-de-France Mobilités et les financeurs peuvent solliciter un rapport détaillé auprès des maîtres d'ouvrage, sur l'origine et l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par Ile-de-France Mobilités aux financeurs, qui s'appuiera notamment sur les éléments transmis par les maîtres d'ouvrage, et précisera la nécessité éventuelle de réaliser un avant-projet modificatif, tel que précisé à l'article 12.

Il indiquera notamment les incidences sur le planning et le phasage initial de l'ensemble des travaux de l'opération. Par ailleurs cet avis précisera l'impact sur l'offre de transport.

Au vu de ce rapport, et de l'avis éventuel formulé par les maîtres d'ouvrage, les financeurs émettent un avis. Le délai modifié est alors retenu en concertation entre les financeurs, l'autorité organisatrice et les maîtres d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant.

10.3. Dispositions communes

Si, en application des statuts du maître d'ouvrage concerné, ou des règles qui lui sont applicables, les propositions doivent faire l'objet d'une décision d'approbation d'Ile-de-France Mobilités, le maître d'ouvrage transmet à l'autorité organisatrice l'ensemble des pièces et dossier justificatif éventuel (avant-projet modificatif).

Ile-de-France Mobilités instruit la demande du maître d'ouvrage, approuve le cas échéant l'avant-projet modificatif et arrête selon les cas :

- un nouveau coût d'objectif pour le maître d'ouvrage concerné et pour l'opération ;
- un nouveau délai de l'opération.

En application de ces décisions, un **avenant** formalisera l'ensemble des modifications apportées à la convention notamment en terme :

- d'augmentation du coût d'objectif initial ;
- d'augmentation du délai initial.

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4 de la présente convention, comme le coût de la phase réalisation du projet, tel qu'indiqué à l'article 5, constitue un plafond global.

Dans le cas où le vote effectif des budgets prévisionnels et des disponibilités en AE/AP des différents financeurs ont une influence sur le planning des engagements de dépenses par les maîtres d'ouvrage, un avenant ou une convention de clôture de l'opération sera établie afin de fixer le cas échéant l'augmentation du coût d'objectif initial et du délai initial.

ARTICLE 11. ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

La gouvernance du projet s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge des études et les financeurs, et de réunions entre maîtres d'ouvrage auxquelles peuvent être conviés les financeurs.

11.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF)

A l'initiative d'Ile-de-France Mobilités, il est constitué un Comité de Suivi de la Convention de Financement, ci-après désigné « le Comité de Suivi ou CSCF » comprenant des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention. Ce Comité de Suivi aborde principalement les questions techniques et financières du Projet.
Le CSCF se réunit au moins deux fois par an en séance ordinaire, les membres étant convoqués par l'autorité organisatrice avec un préavis minimum d'un mois.
En tant que de besoin, et notamment pour les questions comptables, à l'initiative d'un des membres, le Comité de Suivi peut être réuni en séance extraordinaire par Ile-de-France Mobilités, dans le mois de sa saisine par le demandeur.
Le maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses. Ce compte-rendu est analysé par Ile-de-France Mobilités, en tant qu'autorité organisatrice, et fait l'objet d'un avis d'Ile-de-France Mobilités aux financeurs.
A cette fin, l'ensemble des documents centralisés par le maître d'ouvrage devront être transmis aux membres du Comité de Suivi sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité de Suivi.
Le suivi de l'Opération s'organise principalement autour des trois thématiques suivantes :

1/ Le suivi technique et opérationnel, soit :

- l'organisation mise en place pour la réalisation de l'Opération (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre),
- le point sur l'avancement des Etudes et des travaux,
- une appréciation sur le déroulement des opérations et leur nature,

- la liste des principaux marchés signés avec leur date et leur montant d'engagement,
- la liste des principaux marchés à venir avec leur date et leur montant prévisionnel d'engagement,
- le suivi du calendrier des travaux.

2/ Le suivi financier et administratif, soit :

- le point sur le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il peut être estimé à la date du compte-rendu,
- un état comparatif entre d'une part le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il est estimé à la date du comité de suivi au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser, et d'autre part le coût de réalisation fixé pour le maître d'ouvrage,
- un état comparatif entre le coût prévisionnel de l'opération détaillé par postes CERTU ou équivalent tel qu'indiqué à l'AVP et le coût final de l'opération détaillé par poste CERTU ou équivalent tel qu'il est estimé à la date du comité de suivi au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser ;
- un état des lieux sur la consommation des provisions,
- le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et délais,
- le montant des dépenses comptabilisées à date, à titre indicatif,
- le montant des subventions appelées et versées à date,
- un prévisionnel des appels de fond réactualisé à date,
- le point sur les recours contentieux introduits (troubles de voisinage, sinistres, nuisances de chantier, réclamations diverses).

Au titre de la présente convention, et le cas échéant pour les autres conventions de financement en vigueur concernant le même Projet, le maître d'ouvrage effectue une mise à jour des prévisions pluriannuelles de ses dépenses, de ses engagements et des appels de fond. Ces tableaux couvrent la totalité de la période du Projet. Ils sont établis en euros courants prévisionnels et en euros constants aux conditions économiques de référence de 06/2011 pour toute la période de réalisation.
Lors de sa première séance, le Comité de Suivi acte le tableau présentant les délais et les coûts détaillés du maître d'ouvrage et leur décomposition, celui-ci servant de base au suivi, en termes financier et d'avancement, du Projet.

3/ La communication autour du projet :

- le suivi du plan de communication mis en place pour l'opération,
- les points spécifiques sur lesquels communiquer éventuellement auprès des usagers.

11.2. Comité des financeurs de l'opération

Il réunit, sous la présidence d'Ile-de-France Mobilités, les financeurs et les maîtres d'ouvrage.

Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un mois, les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable.

Chaque maître d'ouvrage établit un compte-rendu à l'intention d'Ile-de-France Mobilités et des financeurs de l'exécution de ses missions et des différentes analyses réalisées sur la base des documents transmis. Ce compte rendu est analysé par Ile-de-France Mobilités et fait l'objet d'un avis d'Ile-de-France Mobilités aux financeurs. A cette fin, l'ensemble des documents centralisés par les maîtres d'ouvrage devra être transmis aux membres du Comité sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité des financeurs.

Ce Comité des financeurs a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement du projet dans le respect des délais et du coût prévisionnel.

Il se réunit en tant que de besoin concernant des questions ayant des incidences majeures sur l'opération, notamment les ajustements de programmation techniques, administratifs et financiers, qui n'auraient pu être validés par le CSCF décrit à l'article 11.1. Chaque maître d'ouvrage présente alors au Comité des financeurs les éléments de compréhension de ces modifications, leurs impacts et leurs incidences sur le projet, et ce, en vue de permettre au Comité de définir les modalités de prise en compte de ces modifications et de poursuite de l'opération. Le cas échéant, les dispositions prévues à l'article 6 de la présente convention seront mises en œuvre.

11.3. Information hors CSCF et comité des financeurs

Les maîtres d'ouvrage s'engagent pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement du projet devant le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France à la demande de ce dernier ;

- à tenir informés les financeurs, entre deux CSCF, de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles de l'appel de fond sur l'exercice en cours ;
- à informer Ile-de-France Mobilités et les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent également à inviter Ile-de-France Mobilités et les financeurs ou les experts missionnés par ceux-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du projet.

Par défaut, les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins une semaine avant la réunion.

11.4. Communication institutionnelle

Le comité technique de communication (CTC) réunit les trois maîtres d'ouvrage et les financeurs.

Il est coordonné par le maître d'ouvrage coordonnateur. En fonction des besoins, et au minimum une fois par an, il réunit l'ensemble des maîtres d'ouvrage et des financeurs du projet ainsi que les prestataires de communication de l'opération (stratégie et mise en œuvre). Le compte-rendu sera assuré par le maître d'ouvrage coordonnateur puis approuvé par les autres maîtres d'ouvrage.

Ce comité échange sur la communication relative au projet : la stratégie et le plan de communication, la mise en œuvre des actions de concertation et de communication. Cette communication est partagée et validée par les maîtres d'ouvrage et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maîtres d'ouvrage, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : Etat, Région, Département de l'Essonne,
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

ARTICLE 12. MODIFICATION DU PROGRAMME

Toute modification du programme fonctionnel, toute modification technique significative par rapport aux dispositions approuvées de l'avant-projet ou toute modification pouvant conduire à un dépassement significatif des délais globaux définis dans l'AVP ou des coûts d'objectif définis dans l'AVP, peut conduire, selon la réglementation applicable aux maîtres d'ouvrage ou selon l'appréciation d'Ile-de-France Mobilités en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la réalisation d'un avant-projet modificatif, présenté au Conseil d'Ile-de-France Mobilités.

En conséquence, dès que les maîtres d'ouvrage envisagent des modifications de leur programme dans l'opération stipulée à l'article 1, ils transmettront, à Ile-de-France Mobilités et aux financeurs, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. Ils devront veiller en particulier à indiquer si les modifications proposées sont susceptibles d'engendrer des incidences techniques ou financières. Au vu de l'ensemble de ces éléments, Ile-de-France Mobilités validera les propositions mineures sans incidence sur le coût, ou appréciera l'opportunité d'une saisine du Comité des Financeurs ainsi que la nécessité de réaliser un avant-projet modificatif formalisant les évolutions apportées à l'opération.

Cet avant-projet modificatif sera présenté au Conseil d'Ile-de-France Mobilités. Il donnera lieu ensuite à la conclusion d'un avenant à la présente convention, indiquant toutes les conséquences notamment en matière de caractéristiques techniques, de coût de réalisation, de répartition des financements et de délai de réalisation de l'opération. Les travaux concernés ne pourront avoir un début d'exécution qu'après la signature de l'avenant et l'attribution des financements correspondants.
L'application des dispositions de cet article ne doit pas faire obstacle à la poursuite des travaux sur la partie non touchée par les modifications.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la prise en compte par les maîtres d'ouvrage de demandes, d'un des financeurs ou de tiers, d'adaptations localisées de l'opération, ne modifiant pas son aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'avant-projet approuvé le 5 juin 2014 en Conseil d'administration d'Ile-de-France Mobilités. La prise en compte de ces modifications sera soumise à l'accord préalable des maîtres d'ouvrage. Les éventuels surcoûts engendrés sont à la charge exclusive des demandeurs.

ARTICLE 13. BILAN PHYSIQUE ET FINANCIER DE LA CONVENTION

A l'appui de la demande de solde de la convention, chaque maître d'ouvrage établit sous sa responsabilité un bilan physique et financier des dépenses relevant de son périmètre dans le cadre de la présente convention.

Ce bilan de la convention présentera notamment une décomposition selon les postes constitutifs de son coût prévisionnel des dépenses, **l'ensemble des dépenses acquittées étant désactualisé aux conditions économiques de référence de la convention à titre informatif**.

Ce bilan de la présente convention comportera notamment :

- un rapport de présentation « d'avancement de chantier » indiquant le descriptif des réalisations (études, acquisitions foncières, travaux,…) effectuées au moment du solde financier de la présente convention ;
- le récapitulatif des subventions attribuées au titre de la présente convention ;
- le récapitulatif des versements effectués par les différents financeurs ;
- le récapitulatif des dépenses effectivement payées à la date de réalisation du bilan.

ARTICLE 14. BILAN DE LA REALISATION DU PROJET

La convention de financement qui bouclera le financement de la réalisation du Projet de T12 Express actera, dans des articles spécifiques :

- le calcul et la justification de l'état du solde, à savoir la différence entre les dépenses effectivement payées par les maîtres d'ouvrage à la date de réalisation du bilan de la dernière convention de réalisation du projet et les versements effectués par les financeurs (l'ensemble des dépenses de chacun des maîtres d'ouvrage fera l'objet d'une **actualisation au réel afin de permettre la vérification du respect du coût d'objectif du projet, établi en euros constants**),
- les modalités de bilan financier, d'audit et de clôture de la réalisation du projet ;
- les modalités de réalisation du bilan LOTI du projet.

ARTICLE 15. DISPOSITIONS GENERALES

15.1. Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 8.6.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre la partie à l'initiative de ce changement et les autres parties.

15.2. Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent chacun prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les co-financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des co-financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation des bénéficiaires des subventions.

15.3. Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à trouver une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.
Elles se réunissent dans un délai de deux semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).
Les éventuels litiges ne pouvant être réglés de manière amiable entre les Parties sont de la compétence du Tribunal Administratif de Paris.

15.4. Date d'effet et durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa notification par Ile-de-France Mobilités à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

La date de prise en considération des dépenses financées est celle de l'approbation par la Commission Permanente du Conseil Régional d'Île-de-France de la première convention de réalisation du projet, soit le 8 octobre 2015.

Sans préjudice de la durée de conservation des pièces indiquées à l'article 8.6.2, 8.10 et 9, elle expire soit en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 15.2, soit après la réalisation des quatre étapes suivantes ;

- solde des paiements constatés par les financeurs et les maitres d'ouvrage, sur présentation d'un bilan général et définitif,
- réception, des ouvrages et installations par les maitres d'ouvrage,
- remise par les maitres d'ouvrage aux financeurs et au Syndicat des Transports d'Ile-de France du bilan partiel physique et financier visé à l'article 13
- versement de la totalité des subventions aux maitres d'ouvrage

15.5 Propriété et diffusion des Etudes

« **Etudes** » : désigne les Etudes réalisées par les maîtres d'ouvrage dans le cadre de la présente convention de financement.

« **Résultats des Etudes** » : désigne les synthèses des Etudes réalisées dans le cadre de la présente convention de financement.

Les études et les résultats d'études réalisés dans le cadre de la présente convention de financement sont la propriété du maître d'ouvrage qui les a réalisés.

Le régime d'utilisation de ces études entre maîtres d'ouvrage sera prévu dans la convention de maîtrise d'ouvrage PRO REA relative au projet.

Les résultats des études seront communiqués aux co-financeurs qui s'interdisent toute diffusion en dehors des signataires de la présente convention, sauf accord préalable des maîtres d'ouvrage.

Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable des parties signataires.

Les données des études pourront être utilisées librement par les financeurs et Ile-de-France Mobilités dans le cadre de la poursuite de la réalisation du projet.

15.7. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

Fait en sept exemplaires originaux

Signée par toutes les parties et notifiée **le**

Pour l'Etat, **Michel CADOT** Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France	Pour le Département de l'Essonne, **François DUROVRAY** Président du Conseil Départemental de l'Essonne
Pour SNCF Mobilités, **Alain KRAKOVITCH** Directeur général SNCF Transilien	Pour SNCF Réseau, **Guillaume MARBACH** Directeur Général Adjoint Ile de France	Pour Ile-de-France Mobilités, **Laurent PROBST** Directeur Général

ANNEXES

Annexe 1 : Organigramme détaillé

Annexe 2 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds de la convention REA 4

Annexe 3 : Détail du coût d'objectif du projet

ANNEXE 1

Organigramme détaillé

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE ILE-DE-FRANCE MOBILITES

Maître d'ouvrage :

Directeur des Infrastructures

MAITRISE D'OUVRAGE SNCF RESEAU

Maître d'ouvrage :

SNCF Réseau : Direction Générale / Direction des Projets Franciliens

MAITRISE D'OUVRAGE SNCF TRANSILIEN (SNCF MOBILITES)

Maître d'ouvrage :

SNCF Transilien Département Investissement-Développement.

ANNEXE 2

Echéancier prévisionnel des appels de fonds de la convention REA 4

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS DES MAITRES D'OUVRAGE (SYNTHESE) EN M€

M€ HT Courants	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
Ile-de-France Mobilités	–	–	–	13 140 000 €	970 494 €	**14 110 494 €**
SNCF Réseau	–	–	–	9 379 803 €	692 150 €	**10 071 953 €**
SNCF Mobilité	–	–	–	5 512 624 €	414 929 €	**5 927 553 €**
Total	–	–	–	28 032 427 €	2 077 573 €	**30 110 000 €**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS ILE DE FRANCE MOBILITES

€ HT Courants	2018	2020	2021	2022	TOTAL
Etat	-	-	10 909 997 €	805 790 €	11 715 787 €
CD 91	-	-	2 230 003 €	164 704 €	2 394 707 €
Total	**-**	-	13 140 000 €	970 494 €	14 110 494 €

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS SNCF RESEAU

€ HT Courants	2018	2020	2021	2022	TOTAL
Etat	-		7 787 947 €	574 684 €	8 362 631 €
CD 91	-		1 591 856 €	117 466 €	1 709 322 €
Total	**-**		9 379 803 €	692 150 €	10 071 953 €

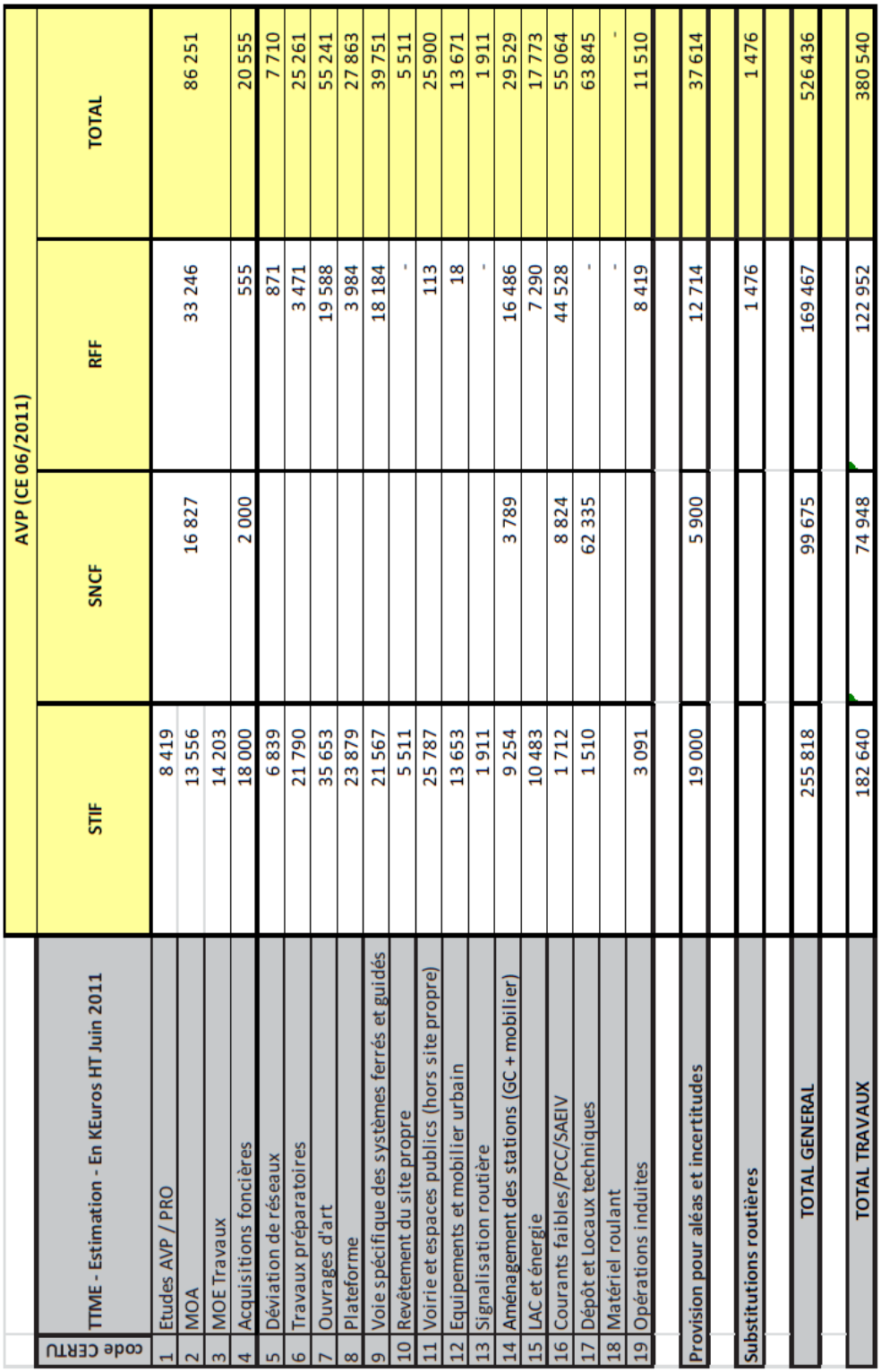
ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS SNCF MOBILITES

€ HT Courants	2018	2020	2021	2022	TOTAL
Etat	-		4 577 071 €	344 511 €	4 921 582 €
CD 91	-		935 553 €	70 418 €	1 005 971 €
Total	**-**		5 512 624 €	414 929 €	5 927 553 €

ANNEXE 3

Détail du coût d'objectif du projet

Selon l'AVP approuvé par le Conseil du STIF du 5 juin 2014, les coûts du projet sont les suivants (**exprimés en M€ constants au CE de juin 2011 et hors matériel roulant**) :



code CERTU	TTME - Estimation - En KEuros HT Juin 2011	AVP (CE 06/2011) STIF	SNCF	RFF	TOTAL
1	Etudes AVP / PRO	8 419			
2	MOA	13 556	16 827	33 246	86 251
3	MOE Travaux	14 203			
4	Acquisitions foncières	18 000	2 000	555	20 555
5	Déviation de réseaux	6 839		871	7 710
6	Travaux préparatoires	21 790		3 471	25 261
7	Ouvrages d'art	35 653		19 588	55 241
8	Plateforme	23 879		3 984	27 863
9	Voie spécifique des systèmes ferrés et guidés	21 567		18 184	39 751
10	Revêtement du site propre	5 511		-	5 511
11	Voirie et espaces publics (hors site propre)	25 787		113	25 900
12	Equipements et mobilier urbain	13 653		18	13 671
13	Signalisation routière	1 911		-	1 911
14	Aménagement des stations (GC + mobilier)	9 254	3 789	16 486	29 529
15	LAC et énergie	10 483		7 290	17 773
16	Courants faibles/PCC/SAEIV	1 712	8 824	44 528	55 064
17	Dépôt et Locaux techniques	1 510	62 335	-	63 845
18	Matériel roulant			-	-
19	Opérations induites	3 091		8 419	11 510
	Provision pour aléas et incertitudes	19 000	5 900	12 714	37 614
	Substitutions routières			1 476	1 476
	TOTAL GENERAL	255 818	99 675	169 467	526 436
	TOTAL TRAVAUX	182 640	74 948	122 952	380 540

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc145956-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-270

DU 3 JUILLET 2019

LIAISON MEAUX-ROISSY ET AUTRES OPÉRATIONS ROUTIÈRES (77, 78, 92, 93)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code des transports ;

VU La délibération n° CR 36-14 du 19 juin 2014 relative au Plan de déplacements urbains d'Île-de-France (PDUIF) ;

VU La délibération cadre n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative à la politique régionale en matière de Sécurité Routière ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 2017-54 du 9 mars 2017 relative à la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route ;

VU La délibération n° CP 15-175 du 09 avril 2015 relative à l'approbation de la convention-type concernant les dispositifs d'investissement de la « politique régionale de sécurité routière » ;

VU La délibération n° CP 2017-414 du 18 octobre 2017 approuvant le contrat-cadre Région-Département 77 pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route et la convention-type d'investissement concernant la politique de management de la mobilité ;

VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-270 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, au financement du projet de barreau RN2-RN3 détaillé en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **3 300 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 2 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **3 300 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 823 « voirie départementale » - programme HP 823-003 « Aménagement des infrastructures de voirie départementale » - action 18200301 « Aménagement de voirie départementale » du budget 2019.

Article 2 :

Décide de participer au titre du dispositif « Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Innovation – INV », au financement du projet innovant détaillé en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **108 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointes en annexe 3 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **108 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 810 « Services communs » - programme HP 810-003 « Etudes et expérimentations » - action 18100301 « Etudes et expérimentations » du budget 2019.

Article 3 :

Décide de participer au titre du dispositif « Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité – INV », au financement du projet de station multimodale détaillé en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **80 250 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conformes à la convention-type adoptée par la délibération n° CP2017-414 du 18 octobre 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **80 250 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 810 « Services communs » - programme HP 810-003 « Etudes et expérimentations » - action 18100301 « Etudes et expérimentations » du budget 2019.

Article 4 :

Décide de participer au titre de l'annexe 6 à la délibération n° CR 37-14 relative à la politique régionale de la sécurité routière, au financement des projets détaillés en annexe 1 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution de 5 subventions d'un montant total maximum prévisionnel de **1 564 501 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 15-175 du 09 avril 2015 modifiée pour tenir compte des dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

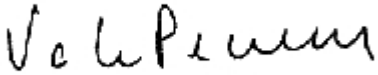
Affecte une autorisation de programme **1 462 501 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 825 « Sécurité routière » programme HP 825-004 « Aménagements de sécurité » - action 18200402 « Aménagements de sécurité sur RD » du budget 2019.

Affecte une autorisation de programme **102 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 825 « Sécurité routière » programme HP 825-004 « Aménagements de sécurité » - action 18200403 « Aménagements de sécurité sur voiries communales » du budget 2019.

Article 5 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet n° EX045017 jointe en annexe 1, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : FICHES PROJET

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-270

DOSSIER N° EX045014 - Sécurité routière : sécurisation de la RD 921 à Saint Denis - DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS

Dispositif : Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure (n° 00000741)
Délibération Cadre : CR37-14 du 19/06/2014
Imputation budgétaire : 908-825-204132-182004-200
Action : 18200402- Aménagements de sécurité sur RD

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	459 050,00 € HT	50,00 %	229 525,00 €
	Montant total de la subvention		229 525,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative : 3 ESPLANADE JEAN MOULIN
93000 BOBIGNY
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Stéphane TROUSSEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagement de sécurité sur voirie départementale le long de la RD 921 (ex-RN214) avenue du colonel Fabien à Saint-Denis.

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 31 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'avenue du colonel Fabien (ex RN 914 renommée RD 921) est un axe qui traverse un quartier fortement urbanisé, avec de grands immeubles et de nombreux équipements alentour (groupe scolaire, collège, pôle-emploi, etc.) générant de nombreuses traversées piétonnes.
L'axe représente une coupure pour les habitants du quartier.

L'accidentologie y est élevée : 15 accidents ont eu lieu entre 2013 et 2017.
Le Département a donc élaboré un projet d'apaisement de la circulation et de sécurisation entre les rues de la poterie et la rue Max Jacob (430 mètres).
Le projet consiste à :
- réduire le nombre de voies de circulation, en passant de 2X2 à 2X1 voie, et en insérant des couloirs bus en marquage. L'ouverture des couloirs bus aux vélos est souhaitée et sera proposée à la RATP.
- simplifier le fonctionnement des carrefours formés par la RD 921 et la rue du 19 mars 1962 d'une part et la rue des martyrs de Chateaubriand d'autre part.
- supprimer les places de stationnement situées sur le trottoir nord entre les deux rues afin d'améliorer la visibilité
- créer un plateau surélevé au niveau du carrefour avec la rue du 19 mars 1962

- surélever la traversée piétonne située à l'ouest de la rue des Martyrs de Chateaubriant.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transport et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant du traitement d'une zone d'accumulation d'accidents corporels (quinze accidents entre 2013 et 2017), ces travaux peuvent être subventionnés à hauteur de 50%;

La dépense subventionnable est de 459 050 € HT. S'agissant d'une action sur les infrastructures, le taux de financement régional maximum est de 50%, soit 229 525 €.

Localisation géographique :

- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	459 050,00	100,00%
Total	459 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	229 525,00	50,00%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	229 525,00	50,00%
Total	459 050,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-270

DOSSIER N° EX045024 - Sécurité routière - Traitement de l'entrée d'agglomération de Chavenay (RD74) - CD78

Dispositif : Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure (n° 00000741)
Délibération Cadre : CR37-14 du 19/06/2014
Imputation budgétaire : 908-825-204132-182004-200
Action : 18200402- Aménagements de sécurité sur RD

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	125 000,00 € HT	50,00 %	62 500,00 €
		Montant total de la subvention	62 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES YVELINES
Adresse administrative : 2 PLACE ANDR MIGNOT
78012 VERSAILLES
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Pierre BEDIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Sur demande de la ville, le Département va sécuriser l'entrée d'agglomération de la commune de Chavenay (78).
La RD 74 est un axe qui relie à travers champs les communes de Saint-Nom-la-Bretèche et Chavenay.
L'environnement de cette section de la RD74 est composé d'un côté par une plaine agricole et de l'autre d'un tissu pavillonnaire caché par la végétation.
L'entrée de l'agglomération de Chavenay n'est pas lisible pour les usagers. Ainsi, les vitesses pratiquées par les usagers sont supérieures aux vitesses autorisées mettant exposant les riverains.
Le Département propose de sécuriser cette entrée d'agglomération en réalisant une chicane sur la RD74 au droit du carrefour de la rue des érables.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transport et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet est éligible à la politique régionale de sécurité routière (CR 37-14), et plus particulièrement au point 2 " traitement des zones de transition en entrée d'agglomération " du dispositif 1 " actions portant sur l'infrastructure ". (taux de 50%)

Le coût du projet est estimé à 125 000 € HT. Le montant maximal de la subvention régionale, est donc de 62 500 €.

Localisation géographique :
- CHAVENAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	125 000,00	100,00%
Total	125 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	62 500,00	50,00%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	62 500,00	50,00%
Total	125 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-270

DOSSIER N° EX045031 - Sécurité routière - Traitement de la RD10 à Saint-Cyr-L'Ecole - CD78

Dispositif : Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure (n° 00000741)
Délibération Cadre : CR37-14 du 19/06/2014
Imputation budgétaire : 908-825-204132-182004-200
Action : 18200402- Aménagements de sécurité sur RD

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 500 000,00 € HT	50,00 %	750 000,00 €
	Montant total de la subvention		750 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES YVELINES
Adresse administrative : 2 PLACE ANDR MIGNOT
78012 VERSAILLES
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Pierre BEDIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La RD 10 est un axe qui relie Paris à Saint-Quentin-en-Yvelines en traversant les Hauts-de-Seine (RD910), Viroflay et Versailles. Cet axe supporte un trafic de plus de 18 000 véhicules/jour au niveau de l'agglomération de Saint-Cyr-L'Ecole.
De nombreux accidents sont à déplorer en traversée de Saint-Cyr-L'Ecole. Ainsi cette section est classée en zone d'accumulation d'accidents corporels (plus de 10 accidents recensés entre 2009 et 2013).
L'analyse de ces accidents réalisée par les services du département des Yvelines a permis de proposer des aménagements afin notamment d'améliorer la lisibilité de la route et de sécuriser les modes doux.
Ainsi, le Département propose de :
- réduire le nombre de voies quand les conditions de trafic le permettent,
- Modifier des îlots centraux,
- réaménager le carrefour formé par la RD10 et les rues E. Zola, Pasteur et Victor Hugo,
- modifier du régime de priorité (mise en place de STOP) avec les voies communales Carnot, Mansart, Chemin latéral, pont de Dreux et l'industrie,
- modifier le réglage de la signalisation lumineuse tricolore,
- supprimer les places de stationnement préjudiciables pour la sécurité,
- créer des bandes cyclables unidirectionnelles.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transport et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris,

VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet est éligible à la politique régionale de sécurité routière (CR 37-14), et plus particulièrement au point 1 " opérations visant à sécuriser les zones d'accumulation d'accidents répertoriées " du dispositif 1 " actions portant sur l'infrastructure " (DIX accidents entre 2009 et 2013).

Le coût du projet est estimé à 1 500 000 € HT. Le montant de la subvention régionale, par application du taux de 50% est donc de 750 000 €.

Localisation géographique :
- SAINT-CYR-L'ECOLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	1 500 000,00	100,00%
Total	1 500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France (sollicitée)	750 000,00	50,00%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	750 000,00	50,00%
Total	1 500 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-270

DOSSIER N° EX045010 - Sécurité routière : sécurisation de la RD 114 à Dugny - DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS

Dispositif : Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables (n° 00000759)
Délibération Cadre : CR37-14 du 19/06/2014
Imputation budgétaire : 908-825-204132-182004-200
Action : 18200402- Aménagements de sécurité sur RD

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables	600 680,00 € HT	70,00 %	420 476,00 €
		Montant total de la subvention	420 476,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative	:	3 ESPLANADE JEAN MOULIN 93000 BOBIGNY
Statut Juridique	:	Département
Représentant	:	Monsieur Stéphane TROUSSEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : la sécurisation des abords des établissements scolaires situés le long de la RD 114 à Dugny.

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 31 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La RD 114 avenue du Général de Gaulle est l'axe structurant qui traverse la commune de Dugny.
Le département de Seine-Saint-Denis propose d'aménager cet axe entre la rue Albert Chardavoine et le giratoire de la place du 16 août 1943 afin de sécuriser les abords des nombreux établissements scolaires qu'il dessert:
- collège Jean-Baptiste Clément,
- lycée Robert Schuman,
- lycée des métiers François Rabelais,
- école primaire Jean Jaurès.

Outre l'abaissement de la limitation de vitesse autorisée sur cette section à 30 km/h, l'aménagement porposé consiste à sécuriser d'une part le carrefour avec la rue Chardavoine par le resserrement du carrefour en élargissant les trottoirs et l'aménagement d'un plateau surélevé et d'autre part la traversée piétonne située au sud du giratoire du 16 août 1943 en la déplaçant au plus proche du giratoire et en la surélévant. Elle restera sécurisée par des feux tricolore sur appel piéton.

La continuité vélo sera assurée sur tout le linéaire grâce à l'insertion d'une bande cyclable et au réaménagement des pistes cyclables existantes.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transport et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
La dépense subventionnable se monte à 600 680 € HT.

Le projet est éligible à la politique régionale de sécurité routière (CR 37-14), et plus particulièrement au point 1 « sécurisation des traversées de voies routières par les usagers les plus vulnérables aux abords des établissements recevant du public" du dispositif 2 " développement des actions visant à renforcer la sécurité des usagers les plus vulnérables et à limiter les comportements à risque ".
Ce taux est majoré à 70% car il concerne au moins un équipement régional (Lycée).

Le montant maximal de la subvention régional est donc de 420 476 €.

Localisation géographique :

- DUGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	600 680,00	100,00%
Total	600 680,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France (sollicitée)	420 476,00	70,00%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	180 204,00	30,00%
Total	600 680,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-270

DOSSIER N° EX045017 - Sécurité routière - Sécurisation des abords du collège Henri Sellier - SURESNES (92)

Dispositif : Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables (n° 00000759)
Délibération Cadre : CR37-14 du 19/06/2014
Imputation budgétaire : 908-825-204142-182004-200
Action : 18200403- Aménagements de sécurité sur voiries communales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables	340 000,00 € HT	30,00 %	102 000,00 €
	Montant total de la subvention		102 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE SURESNES
Adresse administrative	:	2 RUE CARNOT 92150 SURESNES
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Christian DUPUY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2019 - 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La Ville de Suresnes a fait part de l'urgence à réaliser les travaux de sécurisation des abords de ce collège avant la prochaine rentrée scolaire. Pour achever les travaux à temps, certaines dépenses ont dues être anticipées.

Description :
Au cœur de la Cité jardin de Suresnes, le collège Henry Sellier accueille environ 450 élèves. L'entrée de l'établissement s'effectue directement depuis le carrefour entre le boulevard Aristide Briand et l'avenue Gustave Stresemann.
La ville de Suresnes a réaménagé l'avenue Gustave Stresemann en 2018. Elle propose de traiter l'avenue Aristide Briand de la même manière. Elle en profite pour sécuriser les traversées piétonnes devant le collège, en mettant en place par des dispositifs permettant de réduire la vitesse des véhicules.

Seuls, les aménagements dont l'objectif est de sécuriser la voie sont concernés par la présente subvention, à savoir :
- la création de 2 passages piétons surélevés installés de chaque côté de l'entrée de l'établissement scolaire,
- la création d'un ralentisseur au centre du carrefour,
- le redressement et la réduction de la largeur des voies de circulation de l'avenue Aristide Briand.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Ces aménagemetns sont éligibles à la politique régionale de sécurité routière (CR 37-14), et plus particulièrement au point 1 « sécurisation des traversées de voies routières par les usagers les plus vulnérables aux abords des établissements recevant du public" du dispositif 2 " développement des actions visant à renforcer la sécurité des usagers les plus vulnérables et à limiter les comportements à risque ".

Leur coût est estimé à 340 000 € HT. Le montant de la subvention, par application du taux de 30% est donc de 102 000 €.

Localisation géographique :
- SURESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	340 000,00	100,00%
Total	340 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	102 000,00	30,00%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	238 000,00	70,00%
Total	340 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-270

DOSSIER N° 19005832 - ROUTE - BARREAU RN3-RN2 LIAISON MEAUX-ROISSY - 2EME PHASE DE TRAVAUX ET ETUDES DU BARREAU NEUF (77)

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale (n° 00001025)
Délibération Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017
Imputation budgétaire : 908-823-204132-182003-200
Action : 18200301- Aménagement de voirie départementale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	6 600 000,00 € HT	50,00 %	3 300 000,00 €
	Montant total de la subvention		3 300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE
Adresse administrative : HOTEL DU DEPARTEMENT
77000 MELUN CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Patrick SEPTIERS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La liaison Meaux-Roissy est un projet déterminant pour le développement de tout le quadrant Nord-Ouest du département de Seine-et-Marne, notamment par le rapprochement qu'elle permettra entre Meaux et la plate-forme aéroportuaire de Roissy. Elle est complémentaire au projet de Contournement Est de Roissy, sous maitrise d'ouvrage de l'Etat.

L'opération comprend les aménagements suivants :
- la création d'une voie nouvelle entre la RN 3 et la RD 212 sur 6 kilomètres environ, comprenant plusieurs ouvrages d'art ;
- l'élargissement à 2 fois 2 voies de la RD 212 dans sa section Nord entre la voie nouvelle et la RN2, soit sur 3 kilomètres environ (réalisé au nord de la voie ferrée) :
- un barreau d'accès à 2x1 voies vers Mitry-Mory depuis la RD 212, dit « barreau de Mitry », comprenant un ouvrage de franchissement des voies ferrées (réalisé).

La présente affectation concerne :
- les travaux d'élargissement de la RD 212 entre la RD9 et les voies ferrées.

- une partie des travaux d'élargissement de la RD212 entre les voies ferrées et le barreau de Mitry (prise en charge d'un surcoût lié à plusieurs sujétions techniques, cette section étant couverte par la précédente convention de financement).
- la reprise d'une partie des études du barreau neuf : la nécessité d'un barreau à 2x2 voies (initialement envisagé à 2x1 voie) étant actée, un complément d'études est nécessaire.
- le diagnostic d'archéologie préventive du barreau neuf.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transport et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération CR 2017-54, la Région s'engage à financer l'opération « Barreau RN3-RN2 Liaison Meaux-Roissy » selon une clé de financement de 50% appliquée à une enveloppe maximale de 40 M€ HT. Les travaux objet de la présente subvention, s'élèvent à 6,6 M€ HT. Par application de la clé ci-dessus, la participation régionale est de 3,3 M€.

Localisation géographique :
- CLAYE-SOUILLY
- COMPANS
- FRESNES-SUR-MARNE
- GRESSY
- MESSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	4 200 000,00	63,64%
Etudes	2 000 000,00	30,30%
Archéologie préventive	400 000,00	6,06%
Total	6 600 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	3 300 000,00	50,00%
Fonds propres	3 300 000,00	50,00%
Total	6 600 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-270

DOSSIER N° 19005769 - ROUTE - INNOVATION - REEMPLOI D'UNE CHAUSSEE POLLUEE PAR DES HAP - CD77

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - INV (n° 00001026)
Délibération Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017
Imputation budgétaire : 908-810-204131-181003-200
Action : 18100301- Etudes et expérimentations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - INV	216 000,00 € HT	50,00 %	108 000,00 €
	Montant total de la subvention		108 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE
Adresse administrative : HOTEL DU DEPARTEMENT
77000 MELUN CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Patrick SEPTIERS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le contrat-cadre pour la mise en oeuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route », le Département s'est engagé à déployer, sur le RRIR, des innovations portant sur les thématiques listées en annexe du Plan régional. Le projet objet de la présente fiche, se focalise sur la thématique de l'infrastructure routière afin de tester le procédé RECYCLEAN® retenu par le Comité Innovation Routes et Rues (CIRR) mis en place par le Ministère de la Transition écologique et solidaire.

Ce procédé consiste à retraiter en place sur chantiers les chaussées polluées par des Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) en quantité importante, considérés aujourd'hui comme dangereux pour la santé.

Les objectifs du procédé sont les suivants :
-Eviter d'évacuer les matériaux pollués dans une installation de stockage dédiée,
-Minimiser le transport et l'emploi de matériaux neufs, donc préserver le réseau routier environnant et réduire les nuisances associées,
-Réemployer les matériaux dans de bonnes conditions sanitaires et environnementales.

Le procédé a déjà été testé par le Département en 2017 sur une section située sur la RD236 à

Beauchery-Saint-Martin. Un suivi est en cours afin d'évaluer l'impact sanitaire et environnemental et les performances mécaniques du procédé.

La présente subvention porte sur un nouveau test du procédé sur une section d'environ 1 km, sur la RD204 sur les communes de Courtaçon et Champcenest. Un programme de suivi sera mis en place sur deux années, et permettra de compléter le suivi de l'expérimentation réalisée en 2017. Le suivi portera essentiellement sur des mesures environnementales et sanitaires (prises en charge par le Cerema et/ou Eiffage Routes), et les performances mécaniques du matériau (à la charge du Département).

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transport et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
L'expérimentation étant située sur le Réseau Routier d'Interêt Régional, la Région s'engage à financer 50% de la dépense supportée par le maître d'ouvrage, conformément à la délibération CR 2017-54.

La dépense supportée par le maître d'ouvrage étant estimée à 216 000 € HT, la subvention régionale est de 108 000 €.

Localisation géographique :
- CHAMPCENEST
- COURTACON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	200 000,00	92,59%
Mesures de suivi	16 000,00	7,41%
Total	216 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	108 000,00	50,00%
Fonds propres	108 000,00	50,00%
Total	216 000,00	100,00%

DOSSIER N° 19005803 - AMENAGEMENT D'UNE STATION MULTIMODALE DE COVOITURAGE SUR LA COMMUNE DE LE PIN (77)

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - INV (n° 00001063)
Délibération Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017
Imputation budgétaire : 908-810-204132-181003-200
Action : 18100301- Etudes et expérimentations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - INV	160 500,00 € HT	50,00 %	80 250,00 €
	Montant total de la subvention		80 250,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE
Adresse administrative	:	HOTEL DU DEPARTEMENT 77000 MELUN CEDEX
Statut Juridique	:	Département
Représentant	:	Monsieur Patrick SEPTIERS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2019 - 31 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'objectif de l'opération est de créer une station multimodale de covoiturage au droit du giratoire ou se croisent la RD34 et la RD86. Ce giratoire est situé à environ 1 km de l'échangeur d'accès à l'A104, via la RD34. Il est également situé à environ 1 km du centre-bourg de Le Pin.

Le projet consiste à réaliser une station multimodale qui comprendra :
- 15 places de stationnement dont 1 place PMR ;
- 2 places de stationnement sécurisé pour les cyclistes ;
- Une voie d'entrée ;
- Une voie d'entrée / sortie.

La structure de la voirie légère existante sera réutilisée afin de créer la nouvelle circulation des véhicules. Les cheminements des modes actifs (voie verte) ainsi que les places de stationnement seront implantés en accotement.

La station multimodale fonctionnera également en intermodalité avec la ligne n°19 Seine-et-Marne Express "Torcy - Roissy CDG", pour laquelle deux points d'arrêt seront créés à proximité directe de la

station multimodale, le long de la RD34. L'aménagement de ces points d'arrêt est cependant en dehors du périmètre de la présente subvention.

La station multimodale sera également desservie par une liaison douce en projet, entre la station et le bourg de Le Pin via la rue de Chelles.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transport et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération CR 2017-54, la Région s'engage à financer 50% de la dépense supportée par le maître d'ouvrage estimée à 160 500 € H.T., soit une participation régionale de 80 250 €.

La station multimodale de covoiturage proposée par le Département de Seine-et-Marne répond aux critères d'éligibilité car elle est située à proximité d'un itinéraire du réseau routier d'intérêt régional (RRIR).

Localisation géographique :

- LE PIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	160 500,00	100,00%
Total	160 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	80 250,00	50,00%
Fonds propres	80 250,00	50,00%
Total	160 500,00	100,00%

ANNEXE 2 : CONVENTION LIAISON MEAUX - ROISSY

Barreau RN2 – RN3
Liaison Meaux – Roissy

Convention de financement relative à la seconde phase de travaux et aux études du barreau neuf

2019

TABLE DES MATIERES

0 PREAMBULE 6

1 OBJET DE LA CONVENTION 6

1.1 DEFINITIONS ET CONTENU DE L'OPERATION 7
1.2 DELAIS DE REALISATION DES ETUDES ET TRAVAUX 7

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 7

2.1 HISTORIQUE GENERAL 7
2.2 OBJECTIFS DU PROJET 8
2.3 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET 8
2.4 FINANCEMENT DU PROJET 9

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 11

3.1 LA MAITRISE D'OUVRAGE 11
3.1.1 IDENTIFICATION 11
3.1.2 ENGAGEMENTS 11
3.2 LES FINANCEURS 11
3.2.1 IDENTIFICATION 11
3.2.2 ENGAGEMENTS 11

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 11

4.1 ESTIMATION DU COUT DE L'OPERATION 11
4.2 COUTS DETAILLES 12
4.3 PLAN DE FINANCEMENT 12
4.4 MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT 12
4.4.1 VERSEMENT D'ACOMPTES 12
4.4.2 VERSEMENT DU SOLDE 13
4.4.3 PAIEMENT 13
4.4.4 BENEFICIAIRE ET DOMICILIATION 13
4.5 CADUCITE DE LA SUBVENTION REGIONALE 14
4.6 COMPTABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE 14

5 GESTION DES ECARTS 14

6 MODALITES DE CONTROLE 15

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION 15

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 15

9 DISPOSITIONS GENERALES 16

9.1 MODIFICATION DE LA CONVENTION 16
9.2 REGLEMENT DES LITIGES 16
9.3 RESILIATION DE LA CONVENTION 16
9.4 DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 17
9.5 QUALITE DE SERVICE SUR LE RESEAU ROUTIER D'INTERET REGIONAL 17
9.6 MESURES D'ORDRE 18

10 ANNEXES 19

Annexe 1 Échéancier prévisionnel des appels de fond 20
Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des études 21
Annexe 3 : Détail du programme des Travaux et Etudes 22

Entre,

- **La Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ou son délégataire, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n°_____ de la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France en date du _____,

- **Le Département de Seine-et-Marne**, représenté par le Président du Conseil départemental, ou son délégataire, ci-après désigné par « le Département » dûment mandaté par la délibération n°…… de la Commission permanente du Conseil département de Seine-et-Marne en date du ……..,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'expropriation ;

Vu la loi 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maitrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP ;

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;

Vu la délibération n° 7/02 du Conseil départemental en date du 29 juin 2012 approuvant son Règlement budgétaire et financier, modifié par délibération n°7/01 du 26 avril 2013 ;

Vu la délibération du Conseil départemental n° 2/01 du 20 novembre 2015 portant délégation de compétences au Président du Conseil départemental dans le cadre des dispositions générales de l'article susvisé du Code général des collectivités territoriales ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du Conseil régional d'Île de France du 09 mars 2017 approuvant le Plan « anti-bouchon » et pour changer la route ;

Vu la délibération du Conseil départemental n° 3/02 du 9 juin 2017 approuvant les termes du contrat cadre entre le Département et la Région d'Île-de-France relatif à la mise en œuvre du Plan « anti-bouchon » et pour changer la route ;

Vu la délibération n° CP 2017-414 de la Commission permanente du Conseil régional du 18 octobre 2017 approuvant les termes du contrat cadre entre le Département et la Région d'Île-de-France relatif à la mise en œuvre du Plan « anti-bouchon » et pour changer la route ;

Il est convenu ce qui suit :

0 Préambule

Le contrat-cadre pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route passé entre le Département de Seine-et-Marne et la Région Île-de-France prévoit une enveloppe globale de 40 millions d'euros pour l'opération « Barreau RN3-RN2 Liaison Meaux-Roissy ». Une première convention de 5 millions d'euros a été mise en place en 2017 pour financer les études du barreau neuf, les travaux de la RD212 et les acquisitions foncières de la liaison Meaux – Roissy. La présente convention ne concerne que le financement de la seconde phase de travaux et d'un complément d'études du barreau neuf. Les étapes suivantes du projet feront l'objet de conventions ultérieures.

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

*« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (études préalables de faisabilité, études environnementales, enquête publique, études d'avant-projet, acquisitions foncières, travaux) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle et à laquelle la présente convention fait référence.*

*« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.*

1 Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement de la reprise d'une partie des études liées à l'évolution du programme (doublement du barreau neuf de la liaison Meaux – Roissy, entre la RN3 et la RD212) et de la seconde phase de travaux du doublement de la RD 212 (tronçon RD 9 – voies ferrées et sujétions techniques du tronçon voies ferrées – barreau de Mitry).
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi de ces travaux dans le respect du calendrier général du Projet.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Barreau RN2 – RN3, Liaison Meaux – Roissy, REA 2 et Etudes du barreau neuf ».

Dans cet objectif, la Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 6,6 M€ HT, soit un montant maximum de subvention de 3,3 M€.

1.1 Définitions et contenu de l'Opération

L'opération doit permettre la conduite des travaux et études nécessaires pour :

- Les travaux de doublement de la RD 212 entre la RD 9 et les voies ferrées et les travaux complémentaires du doublement de la RD 212 entre les voies ferrées et le barreau de Mitry;
- Les études des ouvrages d'art du barreau neuf ;
- Le diagnostic d'archéologie préventive du barreau neuf.

L'Annexe 3 : Détail du programme des Travaux et Etudes, de la présente convention en détaille les éléments constitutifs.

1.2 Délais de réalisation des études et travaux

Le délai prévisionnel des travaux et études visés au 1.1 est 30 mois. Le calendrier prévisionnel de réalisation des études figure en Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des études.

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET

2.1 Historique général

La liaison routière entre Meaux et l'Aéroport de Roissy est composée de trois éléments distincts :

- le contournement Est de Roissy (sous la Maîtrise d'Ouvrage de l'Etat)
- la liaison entre les RN 2 et RN 3 (sous la Maîtrise d'Ouvrage du Département)
- l'aménagement de la RN 3 (sous la Maîtrise d'Ouvrage de l'Etat)

La liaison Meaux-Roissy représente ainsi un élément déterminant pour le développement de tout le quadrant Nord-Ouest du département, notamment par le rapprochement qu'elle permettra entre Meaux et la plate-forme aéroportuaire de Roissy.

De plus, elle améliorera les conditions de desserte de la gare RER et de la zone industrielle Mitry-Compans.

Pour le Département, les travaux concernent la liaison entre la RN 2 et la RN 3, sur le territoire des communes de Compans, Mitry-Mory, Gressy, Messy, Claye-Souilly et Fresnes-sur-Marne.

Le projet du barreau RN2 – RN3, sous maîtrise d'ouvrage départementale, a été pris en considération les 15 décembre 2000 et 22 novembre 2002 par l'Assemblée départementale.

Le projet a été déclaré d'utilité publique le 20 juin 2005 et a été autorisé au titre de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques le 12 février 2010.

Les acquisitions foncières relatives au barreau neuf, pour lesquelles un arrêté de cessibilité a été pris le 26 février 2015 et une ordonnance d'expropriation le 30 mars 2015, sont en cours.

En fin d'année 2018, il a été décidé de réaliser directement le barreau neuf à 2 x 2 voies suite à la demande locale et au développement de la plate-forme aéroportuaire de Roissy.

2.2 Objectifs du Projet

L'opération comprend les aménagements suivants :

- la création d'une voie nouvelle à 2 x 2 voies entre la RN 3 et la RD 212 sur 6 kilomètres environ, comprenant de nombreux ouvrages d'art (dont un viaduc de franchissement de la Beuvronne et un pont sur l'interconnexion TGV) ;
- l'élargissement à 2 fois 2 voies de la RD 212 dans sa section Nord entre la voie nouvelle et la RN2, soit sur 3 kilomètres environ, comprenant des ouvrages d'art (franchissement de la RD 9 et des voies ferrées, rétablissement des circulations agricoles).
- un barreau d'accès à deux voies vers Mitry-Mory depuis la RD 212, dit " barreau de Mitry ", comprenant un ouvrage de franchissement des voies ferrées.

2.3 Caractéristiques principales du Projet

– Procédures administratives : Les acquisitions foncières sont en cours. Reste également à réaliser la procédure d'archéologie préventive pour le nouveau barreau. Le financement du diagnostic est prévu dans la présente convention.

– Travaux : Au vu de leur importance, les travaux sont réalisés par phases.

Le montant total de l'opération est estimé à 107,35 M€, dont 9,53 M€ d'études et 97,82 M€ de travaux.

A titre indicatif, le calendrier de livraison des travaux est le suivant :

Phases	**Travaux**	**Coûts réels estimés (en M€ courants HT)**
Etudes DUP et techniques	1999 – 2008	3,33
PI13, élargissement de la RD 212 de la RN2 à la RD9	2008 – 2010	7,6
PI12, 14	2010 – 2012	4,42
Giratoire sur la RD 212 et barreau de Mitry	2016 – 2017	2,4
Acquisitions foncières	2015 - en cours	5,6
Elargissement de la RD212 sud RD9	2019 - 2020	6,8
Etudes barreau neuf RD 212 – RN 3	2019 -2023	6,2
Travaux connexes (archéologie, drainage)	2019 -2023	2
Travaux barreau neuf RD 212 – RN 3	2023 -2027	69

Les travaux restant à réaliser sont donc les suivants :

- Doublement de la RD 212 au sud de la RD 9, dont un ouvrage de rétablissement des circulations agricoles et des liaisons douces. Le doublement se fait côté Ouest.
- Création du barreau neuf à 2 x 2 voies entre le giratoire du barreau de Mitry et la RN 3, y compris les ouvrages d'art.

2.4 Financement du projet

Le projet a fait l'objet de plusieurs affectations de crédits par la Région Ile-de-France, qui sont listées ci-dessous :

- Affectations caduques ou soldées :

Année	**Périmètre**	**Montant versé (€)**
2000	Etudes DUP et techniques	76 225
2001	Etudes DUP et techniques	152 449
2001	Etudes DUP et techniques	647 908
2002	Etudes DUP et techniques PI13, élargissement de la RD 212 de la RN2 à la RD9	1 524 500
2003	PI13, élargissement de la RD 212 de la RN2 à la RD9 PI12, PI14 Acquisitions foncières	2 625 740
2004	PI13, élargissement de la RD 212 de la RN2 à la RD9 PI12, PI14 Acquisitions foncières	3 194 769
2015	Giratoire sur la RD 212 et barreau de Mitry Acquisitions foncières	2 805 230

- Affectations en cours :

Année	**Périmètre**	**Montant notifié (€)**
2017	Acquisitions foncières Elargissement de la RD212 sud RD9 Etudes barreau neuf RD 212 – RN 3	2 500 000

Le périmètre des travaux couverts par la présente convention est détaillé ci-dessous :

- Travaux

Les prochains travaux, objet de la présente convention, portent sur le doublement restant de la RD 212 et l'ouvrage de rétablissement des circulations agricoles et des liaisons douces :

Section entre les voies ferrées et le barreau de Mitry

Une première subvention a été octroyée en 2017 pour un montant de travaux évalué à 2,6 millions d'euros, pour le doublement de la section au sud des voies ferrées (voies ferrées – barreau de Mitry).

L'estimation de 2017 ne prévoyait cependant pas l'augmentation de la bande d'arrêt d'urgence et la reprise complète de la chaussée sur la totalité du profil en travers. Le surcoût est estimé à 400 000 € HT. Pour des raisons d'altimétrie, le dossier a été modifié et la RD 212 actuelle sera réaffectée aux circulations douces et agricoles.

Les travaux de cette section comprennent un ouvrage de rétablissement des circulations douces et agricoles d'environ 45 m de long, ainsi que l'assainissement correspondant.

Section entre la RD9 et les voies ferrées

Le doublement de cette section reste à réaliser. Le raccordement de la RD 9 sur la RD 212 devra également être repris : il avait été réalisé dans le cadre des travaux de doublement de la section entre la RN2 et la RD9, de manière provisoire dans l'attente du doublement de la RD212 au sud.

Le démarrage de ces travaux est envisagé à l'été 2019.

- Etudes

Une première subvention a été octroyée en 2017 pour les études du barreau neuf, pour un montant évalué à 980 000 €. La décision de réaliser directement le barreau neuf à 2 x 2 voies nécessite cependant la reprise de ces études.

La présente convention porte sur plusieurs éléments de missions de maîtrise d'œuvre (Etudes préliminaires, AVP et PRO) de la totalité des ouvrages d'art du barreau neuf, dont le viaduc sur la Beuvronne. Ces études permettront notamment de cadrer les prochaines tranches de financement.

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1 La maîtrise d'ouvrage

3.1.1 Identification

Le Département est désigné maître d'ouvrage de l'Opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

3.1.2 Engagements

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 1.1, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqué respectivement dans l'article 4.1 et dans l'Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des études, de la présente convention. Le calendrier d'opération peut faire l'objet d'adaptations après présentation au comité de suivi.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

Le Département s'engage à maintenir les infrastructures réalisées dans le cadre de cette convention pendant une durée de 30 ans dans le domaine public routier.

3.2 Les financeurs

3.2.1 Identification

Le financement de l'Opération est assuré dans le cadre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, pour un montant de 6,6 M€ HT selon les clés de répartition suivantes :

- Région Ile-de-France (50%) : soit 3,3 M€
- Département de Seine-et-Marne (50 %), soit 3,3 M€

3.2.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement de la Région à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 3.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'Annexe 1.

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1 Estimation du coût de l'Opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 6 600 000 € HT en euros courants, non actualisable et non révisable.

4.2 Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros courants HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du Projet :

Postes de dépenses	Montant en € courants
Travaux doublement RD212 entre la RD9 et les voies ferrées	3 800 000
Complément travaux doublement RD 212 entre les voies ferrées et le barreau de Mitry	400 000
Etudes (EP, AVP et PRO) des ouvrages du barreau neuf	2 000 000
Archéologie préventive – diagnostic	400 000
TOTAL en € courants	**6 600 000**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles.

4.3 Plan de financement

Le plan de financement est établi en euros courants HT, non actualisables et non révisables.

Montant € courants HT et %			
MOA	**Région**	**Département de Seine-et-Marne**	**Total**
Département de Seine-et-Marne	3,3 M€	3,3 M€	6,6 M€
	50%	50%	**100%**

4.4 Modalités de versement des crédits de paiement

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement de l'Opération sur présentation d'appels de fonds par le Département.

L'Annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Département.

Le Comité de suivi est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Pour les dépenses engagées par la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;

- l'état détaillé des dépenses réalisées par le Département indiquant notamment la date, le montant et la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- l'état d'avancement des études ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du Département.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au Département est plafonné à 80% du montant total de la subvention due par la Région avant le versement du solde.

4.4.2 Versement du solde

Après achèvement de l'opération par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire des éléments suivants :

- les documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 ;
- un rapport de présentation « d'avancement de chantier » indiquant le descriptif des réalisations effectuées au moment du solde financier de la présente convention ;
- du bilan financier de l'Opération, comprenant le relevé final des dépenses et des recettes réalisées signé par le comptable public.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.3 Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département aux coordonnées suivantes :

Bénéficiaire	Etablissement Agence	Code établissement	Code guichet	N° de compte	Clé RIB	IBAN
Département de Seine-et-Marne	Payeur départemental de Seine-et-Marne	30001	00525	C7700000000	66	FR5730001005 25C770000000066

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service
Région Ile-de-France	35 Boulevard des Invalides 75007 PARIS	Pôle Finances Direction de la comptabilité Service dépenses d'intervention social et territorial

4.5 Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'Opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

L'Opération ayant donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projets, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'Opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais. Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'Opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres aux Etudes réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4.1, la Région est informé lors du Comité de suivi.

6 MODALITES DE CONTROLE

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'Opération, activité ou action subventionnée.

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

La gouvernance du Projet s'articule autour d'un Comité de suivi, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

Le Comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il est réuni autant que besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de l'opération et une fois par an. Les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins sept (7) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le Comité de suivi est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'Opération ;
- de valider les choix techniques ayant un impact financier et calendaire si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier du projet ;
- d'échanger sur la communication relative au Projet : la stratégie et le plan de communication, la mise en œuvre des actions de communication.

Le compte rendu de chaque Comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage pour avis avant envoi officiel.

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La communication institutionnelle de l'Opération est suivie par le Comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeur, maître d'ouvrage ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9 DISPOSITIONS GENERALES

9.1 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

9.2 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif de Montreuil.

9.3 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la

subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.4 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par la dernière des Parties.

La présente convention de financement tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de délibération de la Commission Permanente de la Région approuvant la présente convention et attribuant les subventions afférentes (03/07/2019)

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 3.1.2 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.3, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 4.4.2 et 5, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 4.5 de la présente convention.

9.5 Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Comme indiqué dans le contrat-cadre signée avec le Département de Seine-et-Marne dans le cadre du Plan régional « anti bouchon » et pour changer la route, l'engagement financier de la Région sur la présente opération est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional, tel que défini dans le contrat-cadre ;
- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 du contrat-cadre, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n°CR 2017-54, approuvant le « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

Le Département, par la présente convention, prend acte de ces objectifs et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour les mettre en œuvre.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la subvention objet de la présente convention.

9.6 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour le Département de Seine-et-Marne,	Pour la Région Ile-de-France,
Patrick SEPTIERS Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne	**Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

10 ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fond

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des études, travaux et acquisitions foncières

Annexe 3 : Détail du programme des études

Annexe 1 Échéancier prévisionnel des appels de fond

Echéancier prévisionnel des dépenses du MOA

(En euros courants HT)

	ANNEE				Total
	2019	2020	2021	2022	
Département de Seine-et-Marne	**100 000**	**5 000 000**	**800 000**	**700 000**	**6 600 000**

Echéancier prévisionnel des appels de fonds auprès de la Région

(En euros courants HT)

	ANNEE					Total
	2019	2020	2021	2022	2023	
Région Ile-de-France	**10 000**	**40 000**	**1 800 000**	**790 000**	**660 000**	**3 300 000**

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des études et travaux

Travaux doublement RD 212 et PI11	**Eté 2019 – 2ème trimestre 2020**
Etudes des ouvrages du barreau neuf	**2019 - 2021**
Archéologie préventive - Diagnostic	**2019 - 2020**

Annexe 3 : Détail du programme des Travaux et Etudes

Travaux de doublement de la RD 212 et PI 11 :

Le doublement entre la RD 9 et le barreau de Mitry porte sur 1,6 km et comprend un ouvrage de rétablissement agricole et circulations douces d'environ 45 m de long ainsi que l'assainissement correspondant. La section de RD 212 qui ne sera plus utilisée sera affectée comme voie pour les circulations exclues (engins agricoles, circulation douce). Le démarrage de ces travaux est envisagé à l'été 2019 pour une durée de 19 mois.

Etudes – ouvrages d'art :

Au vu du nombre d'ouvrages, les études sont phasées dans le temps. La présente convention porte sur les missions de maîtrise d'œuvre Etudes préliminaires, Avant-Projet, et PRO de la totalité des ouvrages.

ANNEXE 3 : CONVENTION INNOVATION

Innovation sur infrastructures routières

Réemploi d'une chaussée polluée par des HAP (Hydrocarbures Aromatiques Polycyclique – RD 204 entre Courtacon et Champcenest

Convention de financement relative à la réalisation de l'expérimentation.

2019

TABLE DES MATIERES

1 OBJET DE LA CONVENTION 5
1.1 Définition et contenu de l'opération 5
1.2 Délais de réalisation de l'opération 5
2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 5
2.1 Historique 5
2.2 Objectifs du procédé 6
2.3 Caractéristiques principales du projet 6
3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 7
3.1 La maîtrise d'ouvrage 7
3.1.1 Identification 7
3.1.2 Engagements 7
3.2 Les financeurs 7
3.2.1 Identification 7
3.2.2 Engagements 7
4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 7
4.1 Estimation du coût de l'opération 7
4.2 Coûts détaillés 8
4.3 Plan de financement 8
4.4 Modalités de versement des crédits de paiement 8
4.4.1 Versement d'acomptes 8
4.4.2 Versement du solde 9
4.4.3 Paiement 9
4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation 9
4.5 Caducité de la subvention régionale 10
4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage 10
5 GESTION DES ECARTS 10
6 MODALITES DE CONTROLE 10
7 SUIVI DE LA CONVENTION 11
8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 11
9 DISPOSITIONS GENERALES 11
9.1 Modification de la convention 11
9.2 Règlement des litiges 11
9.3 Résiliation de la convention 11
9.4 Date d'effet et durée de la convention 12
9.5 Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional 12
9.6 Mesures d'ordre 12
10 ANNEXES 14
Annexe 1 Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds 15
Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation du projet 15

Entre,

- **La Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ou son délégataire, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n°_____ de la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France en date du _____,

- **Le Département de Seine-et-Marne**, représenté par le Président du Conseil départemental, ou son délégataire, ci-après désigné par « le Département » dûment mandaté par la délibération n°…… de la Commission permanente du Conseil départemental de Seine-et-Marne en date du ……,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maitrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du Conseil régional d'Île de France du 09/03/2017 approuvant le Plan « anti-bouchon et pour changer la route » ;

Vu la délibération du Conseil départemental n° 3/02 du 9 juin 2017 approuvant les termes du contrat cadre entre le Département et la Région d'Île-de-France relatif à la mise en œuvre du Plan « anti-bouchon » et pour changer la route ;

Vu la délibération n° CP 2017-414 de la Commission permanente du Conseil régional du 18 octobre 2017 approuvant les termes du contrat cadre entre le Département et la Région d'Île-de-France relatif à la mise en œuvre du Plan « anti-bouchon » et pour changer la route ;

Il est convenu ce qui suit :

1 Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement de l'expérimentation d'un procédé de réemploi d'une chaussée polluée par des HAP sur la RD 204 à Provins ;
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi de ce projet innovant dans le respect du calendrier général de l'opération.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« CD77 – Innovation routière – Réemploi d'une chaussée polluée par des HAP ».

La Région accorde au Département une subvention correspondant à 50% du coût du projet, dont le montant prévisionnel s'élève à 216 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 108 000 €.

1.1 Définition et contenu de l'opération

L'opération propose de tester le procédé Recyclean qui consiste en la réalisation de travaux routiers permettant d'entretenir structurellement une chaussée polluée par des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP).

Le Département de Seine-Marne va réaliser une section d'1 km sur la RD 204 sur le territoire des communes de Courtacon et Champcenest, appartenant au réseau routier d'intérêt régional pour évaluer la pertinence du procédé RECYCLEAN.

Cette expérimentation vient en complément de celle réalisée en 2017 sur la RD 236 sur le territoire de la commune de Beauchery-Saint-Martin.

L'opération consiste en la réalisation de travaux sur la RD 204 et la mise en œuvre d'un programme de suivi sur deux ans.

1.2 Délais de réalisation de l'opération

Le délai prévisionnel de réalisation et de suivi de l'expérimentation est estimé à 24 mois. Le calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération figure en « Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation du projet ».

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET

2.1 Historique

La construction routière a longtemps eu recours à la mise en œuvre de goudrons issus de la distillation de la houille. Ces goudrons contiennent des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) en quantité importante et sont considérés aujourd'hui comme des produits dangereux pour la santé. Les matériaux routiers contenant des HAP font l'objet, dans le cadre de l'entretien des chaussées, d'une évacuation en installation de stockage adaptée. Cette sujétion représente une problématique considérable, tant en termes économiques pour le maître d'ouvrage qu'en termes de capacité d'accueil dans les

installations de stockage dédiées (ISDD). 16 ISDD sont référencées sur le territoire national.

Le Comité Innovation Routes et Rues (CIRR) mis en place par le Ministère de la Transition écologique et solidaire sélectionne tous les ans des produits ou procédés innovants proposés par les entreprises pour les tester en situation réelle dans le cadre du "programme public national de recherche, essai et expérimentation dans le domaine de la voirie et des réseaux divers". Ce dispositif accorde aux bénéficiaires la prise en charge de l'évaluation et du suivi de l'innovation par l'un des établissements du réseau scientifique et technique de l'État.

En 2015, le procédé RECYCLEAN® proposé par Eiffage Route a été retenu par le CIRR et suivi par le Cerema. Ce procédé consiste à retraiter en place sur chantiers les chaussées polluées par des HAP dans des conditions sanitaires et environnementales maîtrisées. Les matériaux bitumineux contaminés par des HAP ne sortent pas de l'emprise d'un chantier et ne prennent donc pas le statut de déchet ; ils sont utilisés de nouveau pour le même usage, c'est-à-dire en tant que matériaux routiers.

Une première section a été déjà réalisée en 2017 sur la RD 236 dans la commune de Beauchery-Saint-Martin pour une section d'1 km. Un suivi est en cours afin d'évaluer l'impact sanitaire et environnemental ainsi que les performances mécaniques du procédé.

2.2 Objectifs du procédé

Les objectifs du procédé Recyclean sont:

- D'éviter d'évacuer les matériaux pollués dans une installation de stockage dédiée,
- De minimiser le transport et l'emploi de matériaux neufs, donc de préserver le réseau routier environnant et de réduire les nuisances associées,
- De réemployer les matériaux dans de bonnes conditions sanitaires et environnementales. En effet, le procédé est appliqué à froid, sous cloche et sous brumisation d'eau. Par ailleurs les polluants sont encapsulés dans la nouvelle chaussée grâce à une émulsion de bitume ou un liant hydraulique.

Dans le but de préciser le domaine d'usage et la pertinence de ce procédé RECYCLEAN®, il est nécessaire de réaliser plusieurs expérimentations

2.3 Caractéristiques principales du projet

Il est proposé de tester le procédé Recyclean sur environ 1 km sur la route départementale 204 sur les communes de Courtaçon et Champcenest, qui relève du réseau routier d'intérêt régional. Cette section présente de fortes teneurs en HAP ; la section précise est à définir entre la RN4 et la RD 71a en fonction des investigations complémentaires prévues (relevé de dégradation, mesures de déflexion et carottages).

Le procédé est un retraitement à l'émulsion de bitume ou au liant hydraulique avec la machine ARM 2500 d'Eiffage Route. Une fois traité, le matériau sera recouvert d'un enduit de scellement et ensuite d'un enrobé coulé à froid. Le procédé est donc employé pour la réalisation d'une couche d'assise conformément aux prescriptions du guide SETRA de retraitement en place à froid.

Un programme de suivi sur deux ans sera également mis en place. Il concerne essentiellement des mesures environnementales et sanitaires (analyse d'air, concentration des HAP dans les enrobés, ainsi que des essais de lixiviation), réalisées par le Cerema et/ou Eiffage Routes, et les performances mécaniques du matériau, réalisées par le Département. Ce programme de suivi est complémentaire à celui mis en place dans le cadre de la première expérimentation du procédé : une analyse des terres proches de la chaussée sera notamment réalisée avant travaux, afin de mesurer l'impact

éventuel après travaux. De même, un nouveau protocole pour vérifier l'efficacité du système d'aspersion sur les HAP gazeux sera mis en place.

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1 La maîtrise d'ouvrage

3.1.1 Identification

Le Département est désigné maître d'ouvrage de l'opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

3.1.2 Engagements

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 1.1, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqués respectivement dans l'article 4.1 et dans « l'Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation du projet » de la présente convention. Le calendrier d'opération peut faire l'objet d'adaptations après information de la Région.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur.

3.2 Les financeurs

3.2.1 Identification

Le financement de l'opération est assuré en application du volet « innovation » du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, pour un montant de 216 000 € HT selon les clés de répartition suivantes :

- Région Ile-de-France : 108 000 €, soit 50%
- Département de Seine-et-Marne : 108 000 €, soit 50%

3.2.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement de la Région à mettre en place les autorisations de programme nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 3.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'Annexe 1.

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1 Estimation du coût de l'opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 216 000 € HT, non actualisable et non révisable.

4.2 Coûts détaillés

Le Département fournit une estimation en euros HT des postes nécessaires pour mener à bien le Projet :

Postes de dépenses	**Montant en € HT**
Travaux	200 000 €
Mesures de suivi	16 000 €
TOTAL en € HT	**216 000 €**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles.

4.3 Plan de financement

Montant € HT et %			
MOA	**Région**	**Département de Seine-et-Marne**	**Total**
Département de Seine-et-Marne	108 000 €	108 000 €	**216 000 €**
Taux	50%	50%	**100%**

4.4 Modalités de versement des crédits de paiement

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement de l'opération, sur présentation d'appels de fonds par le Département.

L'Annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Département.

Pour les prestations objet de la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des factures acquittées par le Département indiquant notamment la date et la référence des factures, leur date d'acquittement et leur montant, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
- l'état d'avancement du projet ;

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du maître d'ouvrage. La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au maître d'ouvrage est plafonné à 80% du montant total de la subvention due par la Région avant le versement du solde.

4.4.2 Versement du solde

Après achèvement de l'opération couverte par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- des documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 ;
- d'une évaluation de l'expérimentation ;
- du bilan financier de l'opération, comprenant le relevé final des dépenses et des recettes réalisées, signé par le comptable public.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.3 Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département aux coordonnées suivantes :

Bénéficiaire	**Etablissement Agence**	**Code établissement**	**Code guichet**	**N° de compte**	**Clé RIB**	**IBAN**
Département de Seine-et-Marne	Payeur départemental de Seine-et-Marne	30001	00525	C7700000000	66	FR5730001005 25C770000000066

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	**Nom du service**
Région Ile-de-France	2 rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN	Pôle Finances Direction de la comptabilité

4.5 Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la Présidente de la Région, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente de la Région. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de première demande de versement, le Département dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc. Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres au projet réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux de 50% indiqué à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4.1, la Région est informée dans les plus brefs délais.

6 MODALITES DE CONTROLE

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération subventionnée.

7 SUIVI DE LA CONVENTION

Le suivi technique et financier de l'expérimentation sera présenté par le Département de Seine-et-Marne à la Région Ile-de-France lors de réunions semestrielles.
Ces réunions pourront donner lieu à une mise à jour l'échéancier prévisionnel des appels de fond indiquée à l'article 1.

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La communication institutionnelle de l'opération est partagée et validée par le Département et la Région.

La surface allouée aux logos de chaque partenaire sera identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, …) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9 DISPOSITIONS GENERALES

9.1 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnés à l'article 4.4.4 ci-avant et qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

9.2 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties ne pouvant recevoir de solution amiable sont déférés au Tribunal Administratif de Montreuil.

9.3 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, à compter de la date de réception de la décision (expédiée en recommandé avec accusé de réception) par l'autre partie.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si, dans ce délai, les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, le financeur s'engage à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.4 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par la dernière des Parties.

La présente convention de financement tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de délibération de la Commission Permanente de la Région approuvant la présente convention.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 3.1.2 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.3, soit après le versement du solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 4.4.2 et 5, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 4.5 de la présente convention.

9.5 Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Cette convention s'inscrit dans le périmètre du contrat-cadre relatif au plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, signé par le Département. Elle est une des applications concrètes du volet innovation.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département, telle que définie dans le contrat-cadre, se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels successifs mentionnés dans ce contrat ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la subvention qui fait l'objet de la présente convention.

9.6 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendraient soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour le Département de Seine-et-Marne,	Pour la Région Ile-de-France,
Patrick Septiers Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne	**Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

10 ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation du projet

Annexe 1 Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

Echéancier prévisionnel des dépenses

Innovation routière – Réemploi d'une chaussée polluée par des HAP (77)

En € HT	ANNEES			Total
	2019	2020	2021	
Département de Seine-et-Marne	**200 000 €**	**8 000 €**	**8 000 €**	**216 000 €**

Echéancier prévisionnel de versement des subventions

Innovation routière – Réemploi d'une chaussée polluée par des HAP (77)

En €	ANNEES				Total
	2019	2020	2021	2022	
Région Ile-de-France	**-**	**100 000 €**	**4 000 €**	**4 000 €**	**108 000 €**

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation du projet

Réalisation des travaux : été 2019

Suivi de l'expérimentation : 2019 – 2021

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc145632-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-263

DU 3 JUILLET 2019

PLAN VÉLO RÉGIONAL : ATTRIBUTION DE 18 SUBVENTIONS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

Vu Le Code général des collectivités territoriales ;

Vu Le Code de la route ;

Vu La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-62 du 22 septembre 2017 ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

Vu La délibération n° CR 2017-54 du 9 mars 2017 relative à la mise en oeuvre du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route ;

Vu La délibération n° CR 2017-77 du 18 mai 2017 relative au Plan Vélo régional ;

Vu La délibération n° CP 2018-192 du 30 mai 2018 relative à l'approbation de l'adaptation du plan vélo régional, et à l'adoption de la convention territoriale d'exercice concerté des compétences (CTEC) type ;

Vu La séance du 14 mars 2018 de la Conférence Territoriale de l'Action publique ;

Vu Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-263 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « Plan vélo régional – Soutien régional aux projets cyclables », au financement de 17 projets détaillés en annexe 2 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 4 822 671 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CR 2017-77 du 18 mai 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 4 822 671 € disponible sur le chapitre 907 « Environnement » - code fonctionnel 78 « Autres actions » - programme HP 78-001 « Circulations douces » - action 17800101 « Réseaux verts et équipements cyclables » du budget 2019.

Article 2 :

Décide de participer au titre du dispositif « Plan vélo régional – Soutien régional aux projets cyclables », au financement du projet de passerelle entre Nanterre et Bezons, détaillé en annexe 2 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 2 000 000 €.

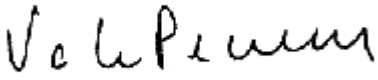
Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 1 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de 2 000 000 € disponible sur le chapitre 907 « Environnement » - code fonctionnel 78 « Autres actions » - programme HP 78-001 « Circulations douces » - action 17800101 « Réseaux verts et équipements cyclables » du budget 2019.

Article 3 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : CONVENTION DE FINANCEMENT

PROLONGEMENT DU RER E À L'OUEST – EOLE

Convention relative au financement des travaux de
« **La Liaison douce Nanterre – Bezons** »

2019

Entre,

En premier lieu,

- La **Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil Régional, dûment mandatée par délibération n°…… de la commission permanente en date du ……2019 ;

- Le **Conseil Départemental des Hauts-de-Seine**, représenté par le Président du Conseil départemental, dûment mandaté par délibération n°…… en date du ……2019 ;

- Le **Conseil Départemental des Yvelines**, représenté par le Président du Conseil départemental, dûment mandaté par délibération n°…… en date du ……2019 ;

- La **Communauté d'agglomération Saint Germain Boucles de Seine (CASGBS)**, représentée par le Président de la CASGBS, dûment mandaté par délibération n°…… en date du ……2019 ;

- La **Ville de Nanterre**, représentée par le Maire de Nanterre, dûment mandaté par délibération n°…… en date du 25 juin 2019 ;

Ci-après désignés par les « co-financeurs ».

En deuxième lieu**,**

- **SNCF Réseau** (ci-après « SNCF Réseau »), Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Bobigny sous le numéro RCS BOBIGNY 412 280 737, dont le siège est sis au 15-17 rue Jean-Philippe Rameau CS 80001 – 93418 La Plaine Saint Denis, représenté par Alain QUINET son Directeur Général Délégué, dûment habilité à signer la présente convention.

Ci-après désigné par « le Maître d'ouvrage »,

L'ensemble des signataires de la présente convention sont ci-après collectivement désignés « les Parties ».

Visas :

VU le code des transports ;

VU la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire et relative à la création de l'Epic SNCF et de ses deux filiales SNCF Mobilités et SNCF Réseau et ses décrets d'application ;

VU la loi n° 2018-515 du 27 juin 2018 pour un nouveau pacte ferroviaire ;

VU le décret n° 2015-140 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Réseau ;

VU le décret n° 2017-443 du 30 mars 2017 relatif aux règles de financement des investissements de SNCF Réseau ;

VU l'arrêté inter-préfectoral n°2013-8 du 31 janvier 2013 relatif à la déclaration d'utilité publique du projet de « prolongement à l'ouest de la ligne E du RER, projet EOLE » ;

VU le Contrat de Plan État-Région Île-de-France 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 et sa revoyure signée le 7 février 2017 ;

VU le protocole-cadre relatif aux engagements financiers et aux conventions nécessaires à la réalisation du projet de RER E EOLE à l'Ouest, notifiés en date du 06/02/2017 ;

Vu le Plan Vélo régional adopté par la délibération n° CR 2017-77 du 18 mai 2017 et modifié par la délibération n° CP 2018-192 du 30 mai 2018 ;

Il est précisé et convenu ce qui suit :

Le projet EOLE

Le projet EOLE (Est Ouest Liaison Express) a pour objectif de relier l'est et l'ouest de l'agglomération parisienne. Une première section a été mise en service en 1999 avec la création du tunnel Haussmann Saint-Lazare – Magenta utilisé par les trains Paris – Chelles, Paris – Villiers-sur-Marne et Paris – Tournan dont l'origine a été reportée de Paris Est à Haussmann Saint-Lazare, et formant la ligne E du RER. Le projet de prolongement à l'ouest a été relancé en 2008 et a fait l'objet d'une concertation en 2009, d'un débat public en 2010 à l'issue duquel a été adopté le Schéma de Principe en décembre 2011, base du dossier d'enquête d'utilité publique réalisée en janvier-février 2012 pour une DUP prononcée le 31/01/2013.

Le prolongement du RER E à l'ouest consiste en la réalisation d'un tunnel entre Haussmann Saint-Lazare et Nanterre-la-Folie avec trois gares nouvelles (Porte Maillot, La Défense, Nanterre-la-Folie), pour rejoindre Mantes-la-Jolie par la ligne existante de Paris St-Lazare à Le Havre (groupe V – 340000) via les voies du raccordement de Bezons (340306).

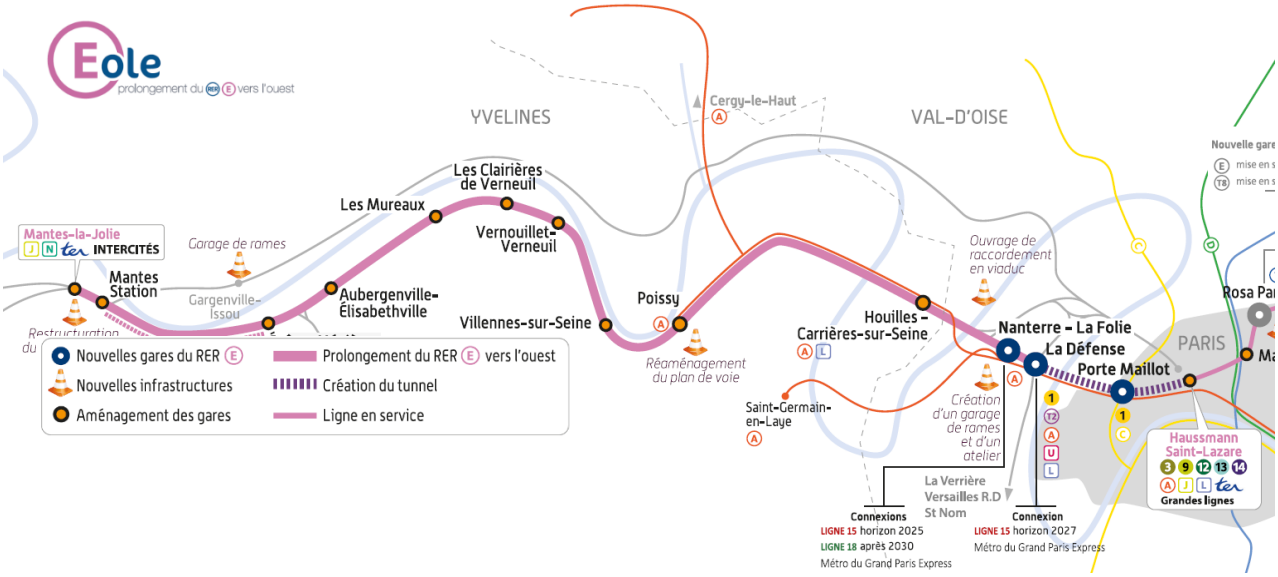


Figure 1 : Tracé du prolongement de la ligne de RER E

Les objectifs des travaux de la liaison douce Nanterre - Bezons :

- **Pallier le manque d'infrastructures**

Aujourd'hui, le nombre d'infrastructures permettant le déplacement sécurisé des piétons et des cyclistes est limité. Il convient de noter que 6km séparent les ponts de Chatou et de Bezons. Le projet permet de créer un nouveau lien urbain interdépartemental (Hauts-de-Seine, Yvelines, Val d'Oise) favorisant la mobilité en « mode doux » assurant ainsi la continuité des modes de transport alternatifs pour les usagers.

Ce nouveau lien offrira aux usagers un moyen de traversée directe de Nanterre à Bezons. Du fait de sa configuration, l'ouvrage constituera également un accès privilégié

permettant la réalisation de la surveillance et de l'entretien du pont-rail auquel il est accolé.

- **Raccourcir les temps de trajet pour les cyclistes et piétons**

La réalisation de la liaison douce permettrait par exemple aux vélos d'effectuer le trajet Gare de Houilles/Université de Nanterre en seulement 15 minutes, contre 30 minutes aujourd'hui. L'ouvrage est également situé sur la voie cyclable reliant Londres à Paris.

- **Permettre l'accès aux Personnes à Mobilité Réduite**

L'objectif de cette liaison est de favoriser la mobilité dite « en mode doux ». Cela comprend l'ensemble des modes de déplacement alternatifs à la voiture particulière, hormis les transports collectifs réguliers. Les cibles principales de cette infrastructure seront les piétons, les cyclistes, les personnes à mobilité réduite, ...

- **Mutualiser les travaux**

Il est prévu de river la passerelle sur les piles de l'ouvrage ferroviaire. Cela présente l'opportunité de mutualiser les travaux et de réaliser une importante économie, notamment sur les achats des matériaux. La mutualisation de ces travaux avec ceux du saut de mouton entre Nanterre et Bezons permet d'éviter la redondance des procédures administratives.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques de chacune des parties en ce qui concerne les modalités de financement et de réalisation des travaux relatifs à l'opération dénommée **« la liaison douce Nanterre – Bezons ».**

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à la Convention la dénomination suivante :

« PROLONGEMENT DU RER E A L'OUEST- EOLE
Convention relative au financement de la réalisation de la liaison douce Nanterre-Bezons. »

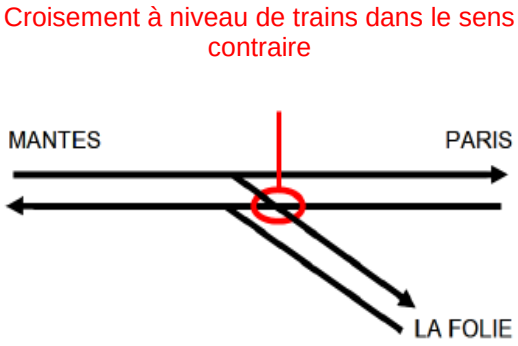
Les co-financeurs sont : la Région Île -de-France, le Département des Yvelines, le Conseil Départemental des Hauts-de-Seine, la Communauté d'agglomération Saint Germain Boucles de Seine et la Ville de Nanterre.

ARTICLE 2. MAÎTRISE D'OUVRAGE

SNCF Réseau est le maître d'ouvrage de l'ensemble des travaux visés par la présente convention. Il est constitué en une équipe de maîtrise d'ouvrage pluridisciplinaire sous la direction/coordination d'un directeur de projet unique EOLE regroupé sur un plateau commun.

ARTICLE 3. PERIMETRE DE LA CONVENTION

Dans le cadre du projet EOLE, la réalisation d'un ouvrage dénivelé (saut de mouton) est nécessaire pour réaliser la suppression du cisaillement entre le flux de sens impair (Paris Saint-Lazare – groupe V) et celui de sens pair (groupe V – Évangile), comme expliqué sur le schéma ci-dessous.



La réalisation de ce saut de mouton donne l'opportunité de réaliser une liaison douce le long de la voie 2 EOLE dénommée « liaison douce Nanterre-Bezons. ». Elle permettra le franchissement de la Seine entre les communes de Nanterre (92) et de Bezons (95) pour les piétons et les cyclistes.

Cette liaison douce est composée de :

- Une rampe d'accès côté Paris de 150m environ,
- Une passerelle métallique de 350m environ,
- Une rampe d'accès côté Le Havre de 154m environ,
- Un escalier de jonction avec le chemin de halage zone Bezons.

La liaison douce constitue un accès permettant à SNCF Réseau la surveillance et l'entretien de ses infrastructures ferroviaires. SNCF Réseau est le propriétaire de cette liaison.

ARTICLE 4. CALENDRIER PREVISIONNEL DE REALISATION

Le délai prévisionnel de réalisation de l'opération dont le financement fait l'objet de la présente convention, est fixé à 52 mois, pour une fin des travaux mi- 2022.
La mise en service prévisionnelle est fixée à l'été 2022.

Les travaux conduits par SNCF Réseau ayant lieu dans la zone ne permettront pas une mise en service de l'ouvrage avant juin 2022. Cette mise en service interviendra sous réserve du respect des modalités d'entretien et de gestion ultérieures de l'ouvrage telles que prévues à l'article 8.6 de la présente convention.

SNCF Réseau informera les co-financeurs de tout aléa pouvant entrainer une modification de cet échéancier prévisionnel. Il remettra aux financeurs un nouveau planning de

réalisation des travaux, qui sera validé dans le cadre d'une réunion de suivi de la convention.

ARTICLE 5. SUIVI DE L'OPERATION

Le suivi de l'opération objet de la présente convention se fera dans le cadre du suivi de l'opération EOLE, tel que prévu par l'article 6 du protocole cadre relatif aux engagements financiers du projet de RER E EOLE à l'Ouest.

Cependant, un point d'avancement spécifique des travaux de la passerelle et de leur financement sera fait au moins deux fois par an avec les signataires de la présente convention.

ARTICLE 6. COUTS ET FINANCEMENT DES TRAVAUX

Le coût de l'opération objet de la présente convention est de 8 millions d'euros aux conditions économiques de janvier 2012, soit **8 260 K€** en euros courants de réalisation. La passerelle est un élément accolé en encorbellement à l'ouvrage de franchissement réalisé dans le cadre de l'opération EOLE. Il est convenu que son financement serait assuré à hauteur de **de 8 260 K€ non révisable, non actualisable**.

S'agissant de dépenses se rapportant à des investissements sur le réseau ferré national, les financements, en tant que subvention d'équipement, sont exonérés de TVA.

6.1 Plan de financement

Les co-financeurs s'engagent à financer les travaux, objet de la présente convention, selon la clé de répartition suivante et dans la limite des montants ci-dessous :

Financeurs	Clé de financement	Montant (K€)
Région Ile-de-France	24,21 %	2 000
Conseil Départemental des Yvelines	25 %	2 065
Conseil Départemental des Hauts-de-Seine	25 %	2 065
Communauté d'agglomération Saint Germain Boucles de Seine	25 %	2 065
Ville de Nanterre	0,79 %	65
Total	**100 %**	**8 260**

ARTICLE 7. MODALITES DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS

SNCF Réseau procède aux appels de fonds auprès des co-financeurs comme suit :

Les appels de fonds seront formulés et payés en euros courants.

7.1 Versements des appels de fonds:

A-Versement des acomptes pour la Région :

La demande d'acomptes comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention,
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant la date et la référence des factures, leur montant et leur date de réalisation, la nature exacte des prestations réalisées.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du maîtres d'ouvrage.

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 6.1.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80% du montant de la subvention avant le versement du solde.

B- Versement des acomptes pour les autres financeurs :

Les appels de fonds annuels seront faits conformément à l'échéancier présenté au 7.3.

Les appels de fonds interviennent sur la base d'un certificat d'avancement des travaux signé par le directeur d'opération.

Les certificats d'avancement des travaux précisent le niveau d'avancement des travaux et actions correspondants.

7.2 Versement du solde

Après achèvement de la phase de réalisation dont le financement est couvert par la présente convention, le bénéficiaire présente la facture de solde. Le solde est conditionné à la production par le bénéficiaire :

- Des documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 7.1
- D'un certificat de parfait achèvement de l'ouvrage
- Du bilan financier de l'opération
- De la date de mise en service.

7.3 Echéancier prévisionnel

Appels de fonds (en k€)	2019	2020	2021	2022	Total
Région Ile-de-France	552,5	500	550	397,5	2 000
Conseil Départemental des Yvelines	552,5	500	550	462,5	2 065
Conseil Départemental des Hauts-de-Seine	552,5	500	550	462,5	2 065
Communauté d'agglomération Saint Germain Boucles de Seine	2 000	65	-	-	2 065
Ville de Nanterre	-	-	-	65	65
TOTAL	3 657,5	1 565	1 650	1 387,5	8 260

7.4 Paiement

Le versement des montants de subvention appelés par le bénéficiaire doit être effectué dans un délai conforme aux règlements budgétaires de chacun des financeurs, à compter de la date de réception par les financeurs de l'appel à subvention. Dans la mesure du possible, les financeurs feront leurs meilleurs efforts pour payer dans un délai de 40 jours.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du bénéficiaire.

7.5 Caducité des subventions au titre du Règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un (1) an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

L'opération ayant donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

En tout état de cause, le versement du solde de cette subvention devra être demandé à la Région, au plus quatre (4) ans après la date de fin des travaux figurant sur

l'échéancier des travaux annexé à la présente convention, le cas échéant actualisé lors des réunions de suivi technique définies dans l'article 5. Au-delà, la Région se réserve le droit de considérer que l'opération est achevée au sens de l'article 10 de son règlement budgétaire et financier ; en conséquence de quoi elle interromprait définitivement ses versements

7.6 Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire du Conseil départemental des Yvelines

La subvention devient caduque et elle est annulée si, à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration départementale une demande de paiement d'un premier acompte.

7.7 Bénéficiaire et domiciliation

Le bénéficiaire des subventions est SNCF Réseau.

A) Références bancaires

La date et les références des versements sont portées par écrit à la connaissance de SNCF Réseau.

Le paiement est effectué par virement à SNCF Réseau sur le compte bancaire dont les références sont les suivantes (numéro de la facture d'appel de fonds porté dans le libellé du virement) :

Code IBAN							**Code BIC**
FR76	3000	3036	2000	0200	6214	594	SOGEFRPPHPO

B) Domiciliation

Les domiciliations des parties pour la gestion des flux financiers sont :

	Adresse de facturation	**Nom du service**
Région Ile-de-France	2 rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN	Pôle Finances Direction de la comptabilité
Conseil Départemental des Yvelines	2 place André Mignot 78012 VERSAILLES Cedex	Direction des Mobilités/Sous-Direction de la Maitrise d'Ouvrage
Conseil Départemental des Hauts-de-Seine	92731 Nanterre Cedex	Direction des Mobilités - Unité Administrative et Budgétaire
Communauté d'agglomération Saint Germain Boucles de Seine	66 route de Sartrouville Parc des Erables, bâtiment 4 78230 LE PECQ	Direction des Finances
Ville de Nanterre	88 rue du 8 mai 1945 92000 Nanterre	Direction des finances et des achats

ARTICLE 8. DISPOSITIONS GENERALES

8.1 Modification de la convention

Toute modification de la présente convention, à l'exception des références bancaires (article 7.7) et contacts de notification, donne lieu à l'établissement d'un avenant. Les changements de références bancaires et / ou de domiciliations font l'objet d'un échange de lettres entre le signataire de la partie à l'initiative de ce changement et l'ensemble des autres signataires qui en accusent réception.

8.2 Règlement des litiges

Les parties s'engagent à chercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les éventuels litiges entre les parties liées à l'application ou à l'interprétation de la présente convention seront soumis au tribunal territorialement compétent à défaut de règlement amiable.

8.3 Résiliation de la convention

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention pourra être résiliée en cas de manquement grave par une Partie à l'une ou plusieurs des obligations essentielles mises à leur charge dans le cadre de la présente convention.

Cette résiliation pourra intervenir à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses finales, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation de la convention. Ces dépenses incluront notamment les coûts de résiliation des marchés dans la limite du coût global des travaux du Projet par maître d'ouvrage prévu à l'article 6 de la présente convention. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède

à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation susceptible d'être prononcée dans le cadre du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation des bénéficiaires des subventions.

8.4 Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa date de notification par SNCF Réseau faisant suite à la signature par tous les partenaires.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter du début des travaux de la passerelle soit juin 2017.

La présente convention expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 8.3, soit en cas de caducité tel que prévu aux articles 7.5 et 7.6, soit après le versement du solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 7.

8.5 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en cinq exemplaires originaux, un pour chacune des parties.

8.6 Modalités d'entretien et de maintenance de l'ouvrage

Les modalités d'entretien et de gestion ultérieures de l'ouvrage sont définies dans le cadre d'une convention spécifique annexée à la présente convention. Cette convention devra également garantir les niveaux d'entretien et d'intervention compatibles avec les conditions de circulation piétonne et cycliste.

ARTICLE 9. COMMUNICATION

Les travaux réalisés dans le cadre de la présente convention sont produits sous la responsabilité de SNCF Réseau.

Le maître d'ouvrage s'engage, jusqu'à la mise en service de l'opération, à :

- Associer les cosignataires de la présente convention à l'élaboration et à la mise en œuvre de toutes les actions de communication institutionnelle relative à l'opération,

- Mentionner les co-financeurs sur tout acte de communication relevant de la communication institutionnelle concernant l'opération par la présence de leurs logos ou de toute information sur les taux de financement,
- Prévoir systématiquement un délai suffisant afin que chaque cosignataire puisse valider les outils et actions significatives de communication institutionnelle, et les premiers outils de communication de chantier.

ARTICLE 10. NOTIFICATION ET CONTACTS

Toute notification faite par l'une des Parties à l'autre pour les besoins de la présente convention de financement sera adressée par écrit et envoyée par courrier simple ou courrier électronique à :

Région Ile-de-France :

Adresse : Conseil Régional Ile-de-France – 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen

Courriel : directiondestransports@iledefrance.fr

Conseil Départemental des Yvelines :

Adresse : Conseil Départemental des Yvelines – Hôtel du Département - DMo/SDMO - 2, Place André Mignot 78012 Versailles Cedex

Courriel : sagregoire@yvelines.fr

Communauté d'agglomération Saint Germain Boucles de Seine :

Adresse : Communauté d'Agglomération Saint Germain Boucles de Seine – 66 route de Sartrouville, Parc des Erables, Bâtiment 4, 78230 LE PECQ

Courriel : boehm.elodie@casgbs.fr

Conseil Départemental des Hauts-de-Seine :

Adresse : Conseil départemental des Hauts-de-Seine – Direction des Mobilités – Service des Politiques et Offres de Mobilité - 92731 Nanterre Cedex

Courriel : tdussautoir@hauts-de-seine.fr

Ville de Nanterre :

Adresse : Ville de Nanterre – 88 rue du 8 mai 1945, 92000 NANTERRE

Courriel : Raphael.DAMATA@mairie-nanterre.fr

SNCF Réseau :

Adresse : EOLE 22-28 rue Joubert 75009 Paris

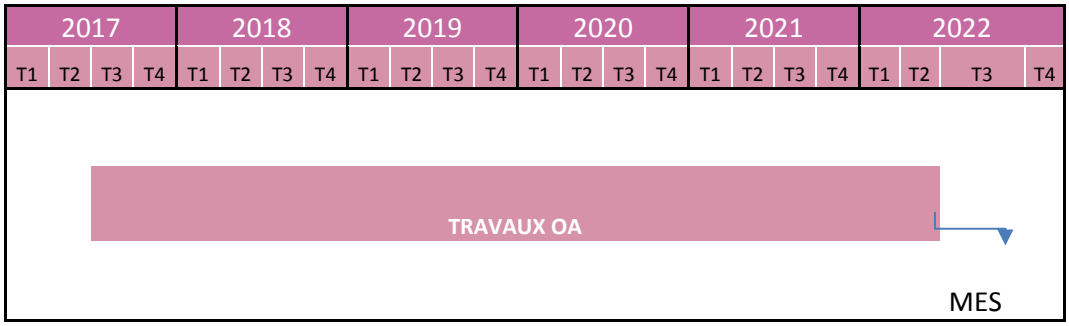
Courriel : arnaud.lamarsaude@rer-eole.fr

La présente convention est établie en 6 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour la Région d'Île-de-France, Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France	Pour le Conseil départemental des Yvelines, Pierre BEDIER Président du Conseil départemental
Pour le Conseil départemental des Hauts-de-Seine, Patrick DEVEDJIAN Président du Conseil départemental	Pour la Communauté d'agglomération Saint Germain Boucles de Seine Pierre FOND Président
Pour SNCF Réseau Alain QUINET Directeur général délégué	Pour la Ville de Nanterre, Patrick JARRY Maire de Nanterre

Annexe 1 : Planning prévisionnel



Annexe 2 : Illustrations

Le saut de mouton de Bezons

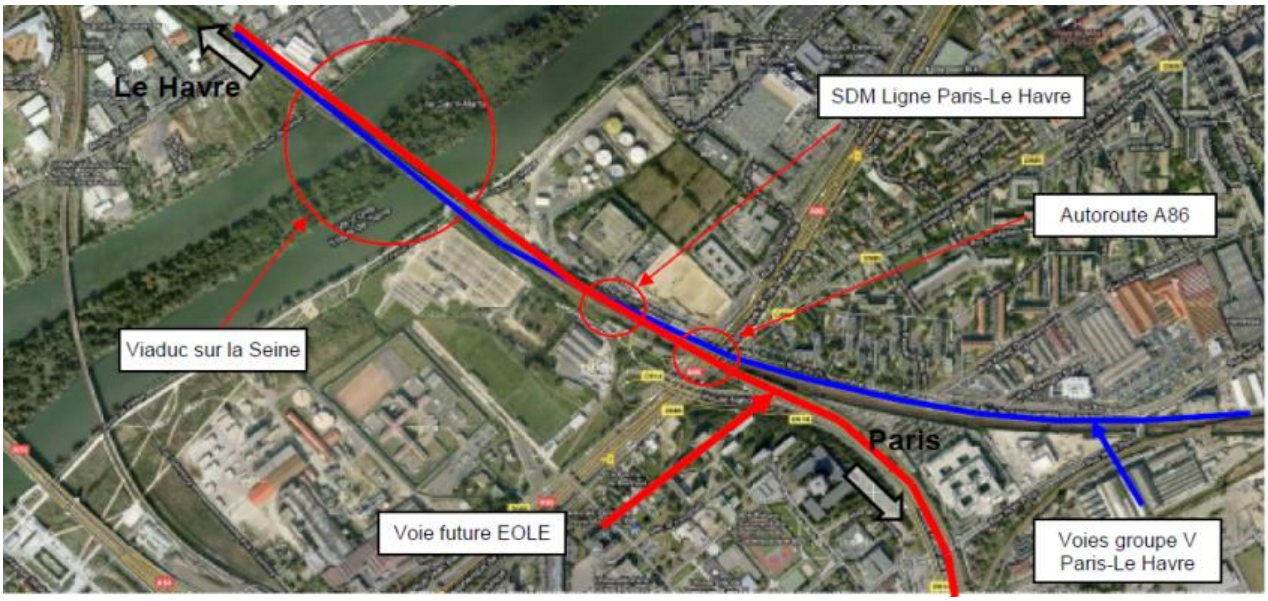


Figure1 : « Saut de mouton » entre Nanterre et Bezons

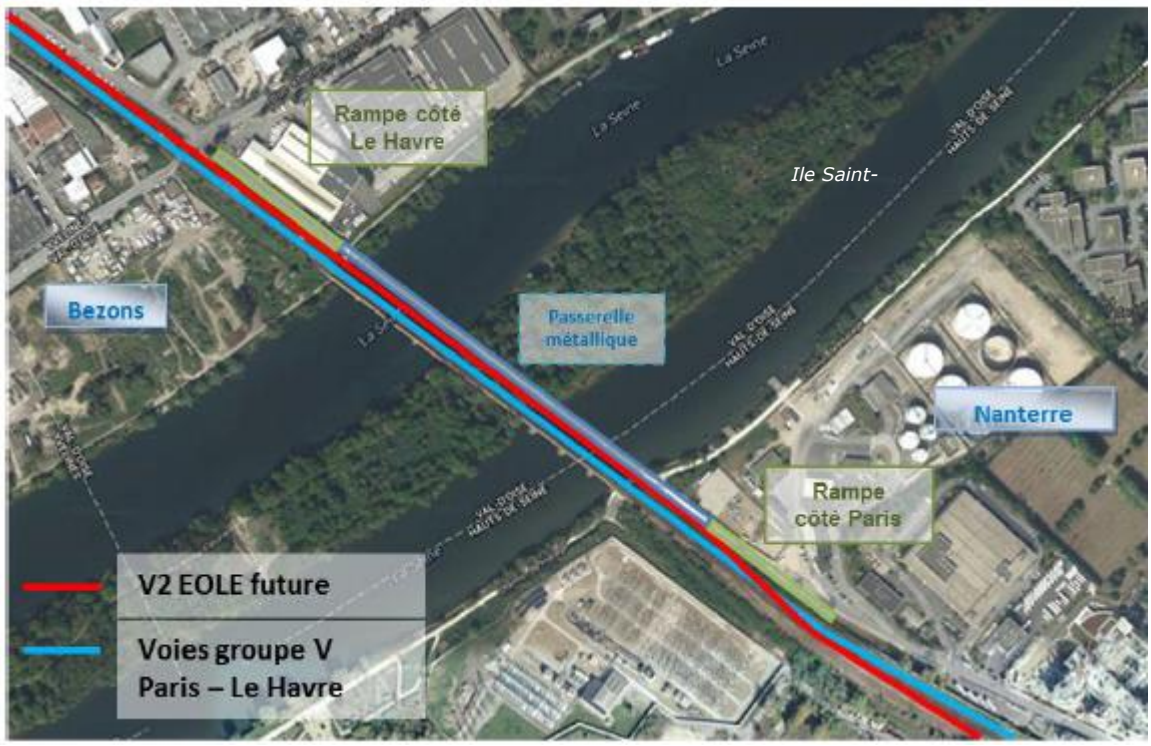


Figure 2 : Emplacement et composition de la liaison douce



Figure 3 : Vue de la liaison douce depuis la Seine – Extrait du dossier architectural



Figure 4 : Vue de la passerelle rivée sur les piles de l'ouvrage ferroviaire

Annexe 3 : Projet de convention de gestion

SNCF RESEAU ***CA SGBS***

[Projet] CONVENTION DE GESTION ET D'ENTRETIEN
DE LA LIAISON DOUCE DE NANTERRE A BEZONS

ENTRE, d'une part,

L'Etablissement Public Industriel et Commercial, SNCF Réseau, immatriculé au Registre du Commerce de Bobigny, sous le n°B.412.280.737, dont le siège est sis 15-17 rue Jean-Philippe Rameau - CS 80001 - 93418 LA PLAINE SAINT-DENIS CEDEX, représenté par XXXXXX, ayant reçu délégation du Président
Ci-après dénommé "SNCF Réseau".

ET d'autre part,
La Communauté d'agglomération Saint Germain Boucles de Seine (CASGBS), dont le siège est à XXXXX, représenté par XXXX
Ci-après dénommée "la collectivité territoriale".

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE
Les parties ci-dessus dénommées souhaitent établir une convention de gestion et d'entretien relatives à l'aménagement pour piétons et cycles de la liaison douce, le long de la voie 2 EOLE dénommée « liaison douce Nanterre-Bezons ». Le projet permet de créer un nouveau lien urbain interdépartemental (Hauts-de-Seine, Yvelines, Val d'Oise), pour les usagers, en créant un moyen de traversée directe de Nanterre à Bezons.

ARTICLE 1- OBJET DE LA CONVENTION
La présente convention a pour objet de définir les modalités de gestion et de maintenance de la liaison douce et de ses équipements. La maintenance comprend la surveillance, l'entretien, les réparations et le renouvellement en fin de vie.

ARTICLE 2- GESTION ET ENTRETIEN DE LA PASSERELLE
2.1 Périmètre :
Cette liaison douce est composée de :
- *une rampe d'accès côté Paris de 150m environ,*
- *une passerelle métallique de 350m environ,*
- *une rampe d'accès côté Le Havre de 154m environ,*
- *un escalier de jonction avec le chemin de halage zone Bezons.*
- *Un bassin de rétention côté Bezons, des eaux de plate-forme mutualisé entre l'ouvrage ferroviaire et la passerelle*

Les travaux sont pris en charge financièrement par la Région Ile-de-France, le Conseil Départemental des Hauts-de-Seine, le Conseil Départemental des Yvelines, la Communauté d'agglomération Saint Germain Boucles de Seine (CASGBS) et la ville de Nanterre, une convention distincte est prévue entre la SNCF Réseau et les financeurs.
SNCF Réseau propriétaire de l'ouvrage ferroviaire prend sous sa maitrise d'ouvrage les travaux de réalisation de cet aménagement.

2.2 Gestion et l'entretien ultérieur :

Après mise en service de cette liaison douce propriété de SNCF Réseau, la collectivité territoriale assurera :

- *la gestion, la surveillance et l'entretien de la structure de la passerelle en encorbellement, y compris l'étanchéité*
- *la gestion, la surveillance et l'entretien de la couche de roulement du cheminement piéton et de la piste cyclable ainsi que de leurs équipements (éclairage, garde–corps, dispositifs d'assainissement etc….)*
- *la gestion, la surveillance et l'entretien des rampes d'accès et l'escalier de jonction avec le chemin de halage*

Responsable de l'entretien courant de la piste cyclable et du cheminement piéton, la collectivité doit, à ce titre, conserver ceux-ci dans un état compatible avec la sécurité des usagers.
Concernant la viabilité hivernale, il est rappelé que l'utilisation de sel est à proscrire compte tenu de la structure métallique de la passerelle : seule l'utilisation du sablage est autorisée.
SNCF Réseau assurera la gestion, la surveillance et l'entretien de l'ouvrage ferroviaire ; certaines opérations seront réalisées depuis la passerelle.
SNCF Réseau assurera la surveillance et l'entretien du bassin de rétention des eaux de plate-forme

ARTICLE 3 – RENOUVELLEMENT EN FIN DE VIE
En cas de besoin de renouvellement d'un des ouvrages, le financement sera assuré par le gestionnaire de l'ouvrage concerné.

ARTICLE 4 - CONDITIONS D'INTERVENTION SUR LA LIAISON DOUCE
Les modalités d'accès à la passerelle pour les opérations de maintenance de l'ouvrage ferroviaire par la SNCF Réseau devront être définies en coordination avec la collectivité territoriale.
De même la collectivité territoriale définira en coordination avec SNCF Réseau l'organisation des opérations pouvant interférer avec la circulation ferroviaire (exemple utilisation de nacelle, ou plus généralement toutes opérations approchant la voie ou les caténaires)

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION
La présente convention prend effet à compter de sa date de signature par les parties et est valable tant que l'aménagement existe. En cas de cession de l'ouvrage par SNCF Réseau, les droits et obligations de la présente convention seront transférés à l'acquéreur.

ARTICLE 6 : INFORMATIONS RECIPROQUES
Chacune des parties ayant connaissance d'un désordre susceptible de compromettre la solidité ou le fonctionnement normal de l'ouvrage géré par l'autre partie, l'en informe par tous les moyens et dans le meilleur délai.

ARTICLE 7 : REGLEMENT DES LITIGES
Les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable à tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution, de la validité et des conséquences de la présente convention.
Tout litige qui n'aura pu être réglé à l'amiable sera porté devant le tribunal administratif compétent.

ANNEXE 2 : FICHES PROJETS

DOSSIER N° EX044934 - VELO - ROSNY-SOUS-BOIS - PLAN TRIENNAL VELO ANNEE 1 (93)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	75 808,00 € HT	32,41 %	24 568,00 €
	Montant total de la subvention		24 568,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE ROSNY-SOUS-BOIS
Adresse administrative : 20 RUE CLAUDE PERNES
93110 ROSNY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Claude CAPILLON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : la mise en oeuvre du plan vélo de Rosny-sous-Bois - Année 1

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 31 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Rosny-sous-Bois a réalisé un document stratégique cyclable intégrant les volets infrastructure, stationnement, jalonnement, services et promotion du vélo.
Par ailleurs, elle s'est engagée par délibération dans un plan d'action sur trois ans composée de 5 axes et 26 actions dont 9 sont éligibles aux aides régionales.

La présente demande concerne l'année 1 de ce plan d'action et concerne :
- action N°1 : mise en place de double sens cyclable sur l'ensemble des voies en sens unique limitées à 30 km/h ;
- action N°2 : mise en place de double sens cyclable sur l'ensemble des voies prochainement limitées à 30 km/h en sens unique ;
- action N°6 : création de stationnements sécurisés individuels ou collectifs ;
- action N°7 : poursuite du déploiement d'arceaux couverts et non couverts sur la ville ;
- action N°20 : installation de stations de gonflage.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La commune de Rosny-sous-Bois ayant réalisé un document stratégique cyclable et un plan opérationnel de développement de la pratique cyclable, la Région apporte une subvention aux taux maximaux prévus par son plan vélo.

Le déploiement du stationnement cyclable et les services aux cyclistes (stations de gonflage) pourraient être subventionnés à 50% des dépenses. Cependant, la commune ne sollicite qu'une subvention de 40%, étant donné qu'elle sollicite par ailleurs la métropole du Grand Paris à hauteur de 30%.
Le plafond des depenses subventionnables n'est pas atteint.
Le montant des travaux pour le déploiement du stationnement cyclable et pour l'installation de stations de gonflage sont estimés à 18 252 € HT.
Le montant de la participation régionale est donc de 7 301 €.

Le déploiement du double-sens-cyclable est subventionné à 30% des dépenses subventionnables au titre de l'apaisement de la circulation.
Le montant des travaux est estimé à 57 556 €.
Le plafond des dépenses subventionnables n'est pas atteint.
Le montant de la participation régionale est donc de 17 267 €.

Le montant total de la subvention est donc de 24 568 €.

Localisation géographique :
- ROSNY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	75 808,00	100,00%
Total	75 808,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	24 568,00	32,41%
Subvention Métropole du Grand Paris (sollicitée)	5 475,00	7,22%
Fonds propres	45 765,00	60,37%
Total	75 808,00	100,00%

DOSSIER N° EX044950 - VELO - VARENNES-SUR-SEINE - PLAN TRIENNAL - 1ERE ANNEE (77)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	262 611,00 € HT	41,05 %	107 812,00 €
	Montant total de la subvention		107 812,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VARENNES SUR SEINE
Adresse administrative : VARENNES-SUR-SEINE
77130 VARENNES-SUR-SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JOSE RUIZ, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagement d'un itinéraire de desserte de la gare de Montereau

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Varennes-sur-Seine a élaboré en 2019 un document stratégique pour sa politique vélo, intégrant les volets infrastructure, stationnement et promotion du vélo. Elle s'est engagée par délibération dans un plan d'action triennal.
La présente demande de subvention concerne la première année du plan d'action et porte sur l'aménagement d'un itinéraire de rabattement cyclable vers la gare de Montereau par :
-L'aménagement d'une piste cyclable bidirectionnelle d'environ 3 mètres de large rue de la Fontaine des Noues et avenue Albert Gravé, entre le giratoire de croisement entre la rue de la Fontaine des Noues et la Rue de la Gare d'une part, et l'intersection entre la rue Albert Gravé et la rue de la Grande Garenne d'autre part.

-L'aménagement de deux bandes cyclables d'environ 1,20 mètre de large rue de la Prairie, entre le giratoire de croisement entre la rue de la Prairie et la rue de la Gare d'une part, et la piste cyclable bidirectionnelle existante rue de la Prairie. L'aménagement sera complété par l'implantation de deux coussins berlinois afin de réduire la vitesse des véhicules. Considérant l'étroitesse du passage souterrain sous les voies ferrées, cette courte section sera traitée par l'aménagement d'une zone de rencontre.

- Sept dispositifs de stationnement cyclables seront équipés, dont trois avec un abri. 21 arceaux seront implantés au total.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La commune de Varennes-sur-Seine ayant réalisé un document stratégique cyclable et un plan opérationnel de développement de la pratique cyclable, la Région peut apporter une subvention aux taux maximum prévus par son plan vélo.

La commune pourrait prétendre à une subvention de 50% des dépenses au titre de la complétion du maillage cyclable pour la réalisation de l'itinéraire cyclable de rabattement vers la gare de Montereau.
Cependant, la piste cyclable rue de la Fontaine des Noues bénéficie également d'une subvention 30 % de l'Etat dans la cadre du Contrat de ruralité de la Communauté de Communes Pays de Montereau.
Le coût des aménagements proposés n'atteint pas le plafond des dépenses subventionnables, fixé à 550 € / mètre linéaire.

Ainsi et afin de ne pas déroger à l'article L1111-9 du Code général des Collectivités Territoriales qui prévoit une participation minimale du maître d'ouvrage d'une opération relevant de la compétence "Mobilité durable" de 30%, le taux de la subvention régionale est réduit à 40% pour cette partie de l'itinéraire. Le plan de financement de cet aménagement est en effet le suivant :
-Etat (dans le cadre du Contrat de ruralité de la Communauté de Communes Pays de Montereau) : 30%
-Région : 40%
-Commune : 30%
Le coût des travaux étant estimé à 182 685 € HT, le montant de la participation régionale est de 73 074 € (182 685 € x 40%).

Pour le reste de l'itinéraire (bandes cyclable et zone de rencontre rue de la Prairie) dont le coût des travaux est estimé à 27 476 € HT, le taux de subvention retenu est de 50%, fixant le montant de la participation régionale à 13 738 €.

Le déploiement du stationnement cyclable est également subventionné à 50% des dépenses subventionnables, dans la limite d'un plafond de dépenses subventionnables de 1000 € par place.
Le coût total de déploiement des 21 arceaux (soit 42 places de stationnement) est estimé à 52 450 € HT.
Le plafond des dépenses subventionnables est de 42 000 €.
Le montant de la participation régionale s'élève donc à 21 000 €.

Le montant total de la subvention s'élève donc à 107 812 €.

Localisation géographique :
- VARENNES-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	262 611,00	100,00%
Total	262 611,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	107 812,00	41,05%
Subventions attendues partenaire extérieur 1 (Etat)	56 000,00	21,32%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	98 799,00	37,62%
Total	262 611,00	100,00%

DOSSIER N° EX044957 - VELO - MEAUX - PLAN TRIENNAL VELO - ANNEE 2 (77)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	437 784,00 € HT	47,38 %	207 410,00 €
	Montant total de la subvention		207 410,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MEAUX
Adresse administrative : 2 PLACE DE L'H TEL DE VILLE
77100 MEAUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JEAN-FRANCOIS COPE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : poursuite de la politique cyclable de la commune.

Dates prévisionnelles : 5 juillet 2019 - 30 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Meaux a réalisé un document stratégique cyclable intégrant les volets infrastructure, stationnement, jalonnement, services et promotion du vélo. Elle s'est engagée par délibération dans un plan d'action sur trois ans. La présente demande de subvention concerne l'année 2 du plan d'action :

- Réalisation d'une piste cyclable bidirectionnelle d'environ 2,50 m de large entre le quartier nord hôpital et la gare. Depuis la gare, la piste sera aménagée sur l'Avenue Jean Bureau, la Rue Saint-Rémy puis le Cours de l'Arquebuse jusqu'à son intersection avec le boulevard Jean Rose.

- Implantation de 40 arceaux sur 10 emplacements pour augmenter l'offre de stationnement cyclable.

- Aménagement de deux zones 30, dans le quartier du centre-ville et le quartier de l'Hôpital, avec mise à double-sens cyclable des rues à sens-unique.

- Mise en place de jalonnement cyclable pour signaler les itinéraires d'accès à la gare de Meaux et au Grand Hôpital de l'Est Francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
La commune de Meaux ayant réalisé un document stratégique cyclable et un plan opérationnel de développement de la pratique cyclable, la Région apporte une subvention aux taux maximum prévus par son plan vélo.

Ainsi, les travaux d'aménagement de la piste bidirectionnelle entre le quartier nord hôpital et la gare sont subventionnés à 50% des dépenses subventionnables au titre de la complétion du maillage cyclable.
Les aménagements proposés n'atteignent pas le plafond des dépenses subventionnables, fixé à 550 € / mètre linéaire, ils sont subventionnés à 50% de l'estimation (356 574 € HT) soit 178 287 €.

Le déploiement du stationnement cyclable est subventionné à 50% des dépenses subventionnables.
Le plafond subventionnable de 1000 € par place n'est pas atteint : le montant de la participation régionale pour la mise en place de 40 arceaux sur 10 emplacements dans les quartiers Nord Hôpital et Centre-ville est de 5 765 € (11 530 € HT x 50%).

La mise en place d'un jalonnement cyclable est subventionné à 50% des dépenses subventionnables plafonné à 50 € / mètre linéaire.
Ainsi, la mise en place d'un jalonnement cyclable sur 3 km est pris en charge à 50% par la Région (plafond subventionnable non atteint), soit 6 135 € (12 270 € HT x 50%).

L'aménagement de deux zones 30 dans le quartier Nord Hôpital et dans le quartier Centre-ville est financé à 30% des dépenses subventionnables, au titre de la généralisation de zones 30.
Le plafond des dépenses subventionnables, fixé à 550 € / mètre linéaire, n'est pas atteint. Le montant de la participation régionale s'élève à 17 223 € pour l'aménagement de ces deux zones 30 (57 410 € HT x 30%).

Le montant total de la subvention pour l'année 2 est donc de 207 410 €.

Localisation géographique :
- MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	437 784,00	100,00%
Total	437 784,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	207 410,00	47,38%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	230 374,00	52,62%
Total	437 784,00	100,00%

DOSSIER N° EX044977 - VELO - MORSANG SUR SEINE - PLAN TRIENNAL - ANNEE 1 (91)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	359 534,00 € HT	50,00 %	179 767,00 €
	Montant total de la subvention		179 767,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MORSANG SUR SEINE
MAIRIE
Adresse administrative : 24 GRANDE RUE
91250 MORSANG-SUR-SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Guy Rubens DUVAL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 juillet 2019 - 31 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Morsang-sur-Seine a réalisé en 2019 un document stratégique pour sa politique vélo, intégrant les volets infrastructure, stationnement et promotion du vélo. Elle s'est engagée par délibération dans un plan d'action triennal.

La présente demande de subvention concerne l'année 1 du plan d'action consistant
- à réaliser une voie verte d'environ 3 mètres de large le long de la route de Saintry, entre le chemin des Hautes Montelièvres et la limite communale entre Morsang-sur-Seine et Saintry-sur-Seine l'insertion des cyclistes sur la chaussée est aménagée.
- implanter un jalonnement cyclable sur cet aménagement et sur le chemin des Redoutés afin de matérialiser un itinéraire de rabattement vers la gare du Plessis Chenet.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La commune de Morsang-sur-Seine ayant réalisé un document stratégique cyclable et un plan opérationnel de développement de la pratique cyclable, la Région apporte une subvention au taux maximum prévu par son plan vélo.

Ainsi, l'aménagement de la voie verte est subventionné à 50% des dépenses subventionnables au titre de la complétion du maillage cyclable, l'aménagement s'intégrant dans un itinéraire de desserte de la gare du Plessis-Chenet.
Le plafond des dépenses subventionnables, fixé à 550 € / ml, n'est pas atteint.
Le montant des travaux étant estimé à 357 434 € HT, le montant de la participation régionale est de 178 717 €.

La mise en place de jalonnement est également subventionnée à 50% des dépenses subventionnables.
Le plafond des dépenses subventionnables, fixé à 50 € / ml, n'est pas atteint.
Le montant des travaux étant estimé à 2 100 €, le montant du soutien régional est de 1 050 €.

Le montant total de la subvention est donc de 179 767 €.

Localisation géographique :

- MORSANG-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Maitrise d'œuvre	11 714,00	3,26%
Travaux	347 820,00	96,74%
Total	359 534,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	179 767,00	50,00%
Subvention CD91 (sollicitée)	71 907,00	20,00%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	107 860,00	30,00%
Total	359 534,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-263

DOSSIER N° EX044997 - VELO - COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE CERGY-PONTOISE - PLAN TRIENNAL - ANNEE 2 (95)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	1 031 042,00 € HT	50,00 %	515 521,00 €
	Montant total de la subvention		515 521,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CERGY PONTOISE
Adresse administrative : PARVIS DE LA PR FECTURE - CS 80309 95027 CERGY
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Dominique LEFEBVRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : la mise en oeuvre de la 2ème année du plan triennal de développement de la pratique cyclable

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Communauté d'Agglomération Cergy Pontoise a réalisé un plan vélo intégré dans son Plan Local de Déplacement, intégrant les volets infrastrucure, stationnement, jalonnement, services et promotion du vélo. Elle s'est engagée par délibération dans un plan d'action sur trois ans. La présente demande de subvention concerne l'année 2 du plan d'action :

-Aménagement de plusieurs sections de voie verte sur le tracé d'une ancienne voie ferrée. Ces sections concourrent à compléter le réseau cyclable de la Communauté d'agglomération, et s'intègrent notamment à un itinéraire permettant de desservir la gare RER de Neuville-Université. Le revêtement de la voie verte devra permettre un usage de cet aménagement pour des déplacements cyclables utilitaires.

- Voie verte d'environ 3 mètres de large entre la rue de Caix de Saint-Aymour et le Chemin des Doucerons à Vauréal.
- Voie verte d'environ 3 mètres de large sur le Chemin de la Ligne, entre la Villa du Puits et le Chemin des Miettes à Jouy-le-Moutier.
- Voie verte d'environ 2,50 mètres de large sur le Chemin des Vaux Labours entre la Rue du Boile et la Rue du Val de Glatigny à Jouy-le-Moutier.

- Voie verte d'environ 3 mètres de large sur le Chemin du Val de Glatigny entre la Rue du Val de Glatigny à Jouy-le-Moutier et l'Impasse Paul Emile Victor à Maurecourt.

-Poursuite de l'aménagement de la Chaussée Jules César à Osny, commencé en année 1. Pour l'année 2, le projet consiste à prolonger la voie verte, d'environ 3 mètres de large, entre l'intersection avec la Rue du Général de Gaulle, et l'intersection avec la Rue de la Ravinière.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise ayant réalisé un document stratégique cyclable et un plan opérationnel de développement de la pratique cyclable, la Région apporte une subvention au taux maximum prévu par son plan vélo.

Ainsi, sont subventionnés à 50% des dépenses subventionnable au titre de la complétion du maillage cyclable les aménagements permettant de mettre en place des itinéraires de desserte des gares du territoire.
Les aménagements suivants n'atteignent pas le plafond des dépenses subventionnables (fixé à 550 € / ml) :
- Voie verte entre la rue de Caix de Saint-Aymour et le Chemin des Doucerons à Vauréal
- Voie verte sur le Chemin de la Ligne à Jouy-le-Moutier
- Voie verte sur le Chemin des Vaux Labours à Jouy-le-Moutier
- Voie verte sur le Chemin du Val de Glatigny à Maurecourt

Le montant des travaux pour ces aménagements étant estimé à 805 542 € HT, le montant du soutien régional est de 402 771 € (805 542 x 50%) :

L'aménagement suivant atteint le plafond subventionnable :
- Poursuite de l'aménagement de la Chaussée Jules César à Osny. Le montant des travaux est estimé à 264 000 € HT. Au regard de la longueur du projet de 410 mètres linéaires, le montant des dépenses subventionnables est de 225 500 € et le montant de la participation régionale est donc de 112 750 €.

Le montant total de la subvention est donc de 515 521 €.

Localisation géographique :
- MAURECOURT
- JOUY-LE-MOUTIER
- OSNY
- VAUREAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes	26 500,00	2,48%
Travaux	1 043 042,00	97,52%
Total	1 069 542,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	515 521,00	48,20%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	554 021,00	51,80%
Total	1 069 542,00	100,00%

DOSSIER N° EX045002 - VELO - COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PARIS SACLAY - PLAN TRIENNAL - 1ERE PARTIE ANNEE 2 (91)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	2 062 500,00 € HT	50,00 %	1 031 250,00 €
	Montant total de la subvention		1 031 250,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA COMMUNAUTE PARIS-SACLAY
Adresse administrative : 1 RUE JEAN ROSTAND
91400 ORSAY
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur MICHEL BOURNAT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : la mise en oeuvre de la première partie de la 2ème année du plan d'action triennal de la Communauté d'agglomération Paris Saclay

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 31 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La communauté d'agglomération Paris Saclay a élaboré en 2018 un document stratégique pour sa politique vélo, intégrant les volets infrastructure, stationnement et promotion du vélo. Elle s'est engagée par délibération dans un plan d'action triennal. La présente demande de subvention porte sur la première partie de l'année 2 de ce plan d'action et concerne :

-La réalisation d'une voie verte d'environ 2,50 mètres de large en enrobé clair à Gif-sur-Yvette, entre la Rue Neuve et le Chemin du Moulon en traversée du parc du CNRS. Cette voie verte s'intègre dans un itinéraire permettant de relier la gare RER de Gif-sur-Yvette au quartier du Moulon.

-La réalisation d'une piste cyclable bidirectionnelle d'environ 2,50 mètres de large le long de la route d'Orsay à Marcoussis, entre la rue Bel Ebat et la route de Beauvert. Cet itinéraire permettra de relier depuis Marcoussis la rue du Bel Ebat, qui rejoint la zone d'activité de la Fontaine de Jouvence.

-La réalisation d'un itinéraire cyclable entre Nozay et Marcoussis. Une voie verte d'environ 3 mètres de large sera créée le long de la Route de Marcoussis, entre l'intersection avec la RD35 à Nozay et la Rue du Moulin à Marcoussis. Une piste cyclable d'environ 2,50 mètres de large sera également créée le long

de la Rue du Moulin, entre la Route de Marcoussis et le Stade du Moulin.
Ces aménagements s'intègrent à un itinéraire de desserte du lycée horticole et paysager Saint-Antoine à Marcoussis.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La communauté d'agglomération Paris-Saclay ayant réalisé un document stratégique cyclable et un plan opérationnel de développement de la pratique cyclable, la Région apporte une subvention au taux maximum prévu par son plan vélo.
Ainsi, sont subventionnés à 50% des dépenses subventionnable (plafond des dépenses subventionnables fixé à 550 €/ml) au titre de la complétion du maillage cyclable les aménagements suivants, permettant de mettre en place des itinéraires de desserte des gares, des lycées et des zones d'emploi du territoire.

- Voie verte en traversée du parc du CNRS à Gif-sur-Yvette : le montant des études et travaux est estimé à 1 272 000 € HT. Au regard du linéaire prévu de 1250 m environ, le plafond des dépenses subventionnables est de 687 500 €.

- Piste cyclable bidirectionnelle route d'Orsay à Marcoussis : le montant des études et travaux est estimé à 1 520 400 €. Au regard du linéaire prévu de 1200 m environ, le plafond des dépenses subventionnables est de 660 000 €.

- itinéraire cyclable entre Nozay et Marcoussis : le montant des études et travaux est estimé à 892 760 €. Au regard du linéaire prévu de 1300 m environ, le plafond des dépenses subventionnables est de 715 000 €.

Le montant total de la base subventionnable s'élève donc à 2 062 500 € HT, soit une subvention de 1 031 250 €.

Localisation géographique :
- GIF-SUR-YVETTE
- ORSAY
- NOZAY
- MARCOUSSIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Maitrise d'œuvre	614 193,00	16,67%
Travaux	3 070 966,00	83,33%
Total	3 685 159,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	1 031 250,00	27,98%
Subvention Département de l'Essonne (sollicitée)	737 032,00	20,00%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	1 916 877,00	52,02%
Total	3 685 159,00	100,00%

DOSSIER N° EX045016 - VELO - CD94 ANNEE 1 - REAMENAGEMENT DU CARREFOUR POMPADOUR (94)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204132-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	1 500 000,00 € HT	50,00 %	750 000,00 €
	Montant total de la subvention		750 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative	:	21 29 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 94000 CRETEIL
Statut Juridique	:	Département
Représentant	:	Monsieur Christian FAVIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 22 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Département du Val de Marne a réalisé un document stratégique cyclable intégrant les volets infrastructure, stationnement, jalonnement, services et promotion du vélo. Il s'est engagée par délibération dans un plan d'action sur trois ans. La présente demande de subvention concerne le réaménagement du carrefour Pompadour, opération inclue dans la première année du plan d'action.

Le carrefour Pompadour se situe à proximité de la gare RER de Créteil Pompadour, au croisement des RN6, RN406, et RD86, et est composé de 11 branches. Il constitue une coupure urbaine majeure identifiée dans le PDUIF. Les cheminements des piétons et vélos n'y sont pas aisés, voire dangereux.
Le CD94 projette ainsi la création d'un itinéraire piéton et cyclable continu en bordure de l'anneau avec réalisation d'une piste cyclable bidirectionnelle de 2,50m de large environ sur trottoir et création de plateaux surrelevés aux croisements des chaussées routières. Ce cheminement sera raccordé aux itinéraires cyclables existants.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transport et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Le Département du Val de Marne ayant réalisé un document stratégique cyclable et un plan opérationnel de développement de la pratique cyclable, la Région apporte une subvention au taux maximum prévu par son plan vélo.

Le taux de subvention régionale est ainsi fixé à 50% dans le cadre du traitement de sécurité aux intersections, avec un montant de dépenses subventionnables de 4 M€ maximum.
Le projet de réaménagement du carrefour Pompadour étant estimé à 1,5 M€ HT, la participation régionale s'élève à 750 000 €.

Localisation géographique :

- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	1 500 000,00	100,00%
Total	1 500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	750 000,00	50,00%
Fonds propres	750 000,00	50,00%
Total	1 500 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-263

DOSSIER N° EX045018 - VELO - DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS - PLAN TRIENNAL VELO ANNEE 2 (93)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204132-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	730 736,00 € HT	43,98 %	321 368,00 €
	Montant total de la subvention		321 368,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative	:	3 ESPLANADE JEAN MOULIN 93000 BOBIGNY
Statut Juridique	:	Département
Représentant	:	Monsieur Stéphane TROUSSEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 30 avril 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Département de Seine-Saint-Denis a réalisé un document stratégique cyclable intégrant les volets infrastructure, stationnement, jalonnement, services et promotion du vélo. Il s'est engagé par délibération dans un plan d'action sur trois ans.
La présente demande de subvention concerne la 1ère partie de la deuxème année de ce plan d'action consistant à réaliser :

- l'aménagement de double-sens cyclables dans le cadre du réaménagement du carrefour de la fourche (RD 117) aux Pavillons-sous-Bois. Le projet consiste en l'aménagement de double-sens cyclables sur un linéaire de 400 mètres environ, dans le cadre du réaménagement global du carrefour.

- l'aménagement de pistes cyclables RD37 (Boulevard Chanzy) à Montreuil, entre la Rue de la Fraternité et la Rue Parmentier. le projet consiste en l'aménagement de pistes cyclables unidirectionnelles d'environ 1,50 mètres de large, sécurisées par un séparateur infranchissable.

- l'aménagement de deux bandes cyclables sur la RD901 (avenue Aristide Briand) à Stains. Le projet consiste en l'aménagement de bandes cyclables d'1,5 mètres de large environ, entre l'Avenue Jules Guesde et l'Avenue Laennec.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transport et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Le Département de Seine-Saint-Denis ayant réalisé un document stratégique cyclable et un plan opérationnel de développement de la pratique cyclable, la Région apporte une subvention aux taux maximaux prévus par son plan vélo.

Ainsi, sont subventionnés
- à 50% des dépenses subventionnables au titre de la complétion du maillage cyclable les aménagements suivants, permettant de mettre en place des itinéraires de desserte des gares et stations de métro du territoire :

* RD 37 à Montreuil : le montant des travaux est estimé à 1 589 750 € HT.
Au regard du linéaire prévu de 860 ml environ, le plafond des dépenses subventionnables est de 473 000 €.
Le montant de la subvention est donc de 236 500 € (50% x 473 000 €).

* RD901 à Stains : le montant des travaux est estimé à 37 736 € HT.
Le plafond des dépenses subventionnables n'est pas atteint.
Le montant de la subvention est donc de 18 868 € (50% x 37 736 €).

- à 30 % des dépenses subventionnables au titre de l'apaisement de la circulation, les aménagements de zone 30 et de double-sens cyclables.

* RD117 : Le montant des travaux est estimé à 912 527 € HT.
Au regard du linéaire prévu de 400 ml, le plafond des dépenses subventionnables est de 220 000 €.
Le montant de la subvention est donc de 66 000 € (30% x 220 000 €).

Le montant total de la subvention est donc de 321 368 €.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux RD 37 Montreuil	1 589 761,00	62,59%
Travaux RD 901 Stains	37 736,00	1,49%
Travaux RD 117 Pavillons-sous-Bois	912 527,00	35,93%
Total	2 540 024,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	321 368,00	12,65%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	2 218 656,00	87,35%
Total	2 540 024,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-263

DOSSIER N° EX045022 - VELO - COMMUNE DE MASSY - PLAN TRIENNAL - ANNEE 2 (91)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	371 001,00 € HT	32,91 %	122 082,00 €
	Montant total de la subvention		122 082,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MASSY
Adresse administrative : 1 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
91300 MASSY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Nicolas SAMSOEN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en oeuvre de la deuxième année du plan d'action triennal.

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Massy a élaboré en 2018 un document stratégique pour sa politique vélo, intégrant les volets infrastructure, stationnement et promotion du vélo. Elle s'est engagée par délibération dans un plan d'action triennal. La présente demande de subvention concerne l'année 2 du plan d'action :

-Poursuite de l'aménagement d'une piste cyclable bidirectionnelle d'environ 2,50 mètres de large sur l'avenue Carnot, face au pôle gare, sur environ 200 mètres linéaires.

-Réalisation de deux bandes cyclables unidirectionnelles d'environ 1,50 mètres de large sur la rue Thomas Mazarik, entre la Voie de la vallée de la Bièvre et le Boulevard de la Paix. Cet aménagement s'intègre à un itinéraire permettant de desservir la gare de Massy-Verrières.

-Le traitement de deux discontinuités cyclables, par :
* Le prolongement de la bande cyclable existante Boulevard du 1er mai jusqu'au giratoire de croisement entre le Bd du 1er mai er le Bd de la Paix (sur environ 40 mètres linéaires).
* Le prolongement de la bande cyclable existante Boulevard du 1er mai au droit du croisement avec la rue de Versailles (sur environ 30 mètres linéaires).
Le Boulevard du 1er mai s'intègre à un itinéraire existant de desserte de la gare de Massy-Verrières.

-La réalisation d'une zone 30 dans le quartier Villaine / Bièvre-Poterne / Square Clos de Villaine.

-La réalisation d'une zone 30 dans le quartier Champarts.

-L'aménagement de 10 rues en double-sens cyclable, pour un linéaire total d'environ 2,5 km.

-La poursuite du déploiement du jalonnement cyclable sur la commune. Pour 2019 :
* Des panneaux de signalisation directionnelle cyclable seront mis en place dans le Parc Descartes et entre la Rue du Périgord et la Rue de la Saussaye.
* Le déploiement des panneaux "Cédez-le-passage cyclistes au feu", entamé en année 1, sera poursuivi en année 2.

-La poursuite du déploiement du stationnement cyclable sur la commune. Pour 2019, il est prévu l'implantation de 17 arceaux.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La commune de Massy ayant réalisé un document stratégique cyclable et un plan opérationnel de développement de la pratique cyclable, la Région apporte une subvention aux taux maximaux prévus par son plan vélo.

Ainsi, sont subventionnés à 50% des dépenses subventionnables au titre de la complétion du maillage cyclable les aménagements suivants, permettant de mettre en place des itinéraires de desserte des gares RER du territoire. Les aménagements proposés n'atteignent pas le plafond des dépenses subventionnables, fixé à 550 € / mètre linéaire :
-Piste cyclable avenue Carnot
-Bande cyclable Rue Thomas Mazarik
-Bande cyclable Boulevard du 1er mai
Le montant des travaux pour ces aménagements étant estimé à 40 228 € HT, le montant de la participation régionale est de 20 114 € (40 228 € x 50%).

La poursuite du déploiement du stationnement cyclable est également subventionnée à 50% des dépenses subventionnables. Les aménagements proposés n'atteignent pas le plafond des dépenses subventionnables, fixé à 1000 € / ml. Le coût des travaux étant estimé à 3 334 € H.T., le montant de la participation régionale est de 1 667 €.

La poursuite du déploiement du jalonnement cyclable est également subventionnée à 50% des dépenses subventionnables. Le plafond applicable de 50 € / ml n'est pas atteint.
Le coût des travaux étant estimé à 10 348 € H.T., le montant de la participation régionale est de 5 174 €.

Les aménagements de zone 30 et de double-sens cyclable sont subventionnés à 30% des dépenses subventionnables, au titre de l'apaisement de la circulation. Les aménagements proposés n'atteignent pas le plafond des dépenses subventionnables, fixé à 550 € / mètre linéaire :
-Zone 30 dans le quartier Villaine / Bièvre-Poterne / Square Clos de Villaine
-Zone 30 dans le quartier Champarts
-Aménagement de 10 rues en double-sens-cyclable
Le montant des travaux pour ces aménagements étant estimé à 317 091 € HT, le montant de la participation régionale est de 95 127 €.

Le montant total de la subvention est donc de 122 082 €.

Localisation géographique :

- MASSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	371 001,00	100,00%
Total	371 001,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	122 082,00	32,91%
Subventions attendues partenaire extérieur 1 (CD91)	74 200,00	20,00%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	174 719,00	47,09%
Total	371 001,00	100,00%

DOSSIER N° EX045028 - VELO - CD94 ANNEE 1 - ITINERAIRE CYCLABLE RUES WESTERMEYER ET MOLIERE (94)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204132-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	291 000,00 € HT	50,00 %	145 500,00 €
	Montant total de la subvention		145 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : 21 29 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Christian FAVIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 septembre 2019 - 16 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Département du Val de Marne a réalisé un document stratégique cyclable intégrant les volets infrastructure, stationnement, jalonnement, services et promotion du vélo. Il s'est engagée par délibération dans un plan d'action sur trois ans.
Cette demande, avec celle portant sur le carrefour Pompadour (fiche N°EX045016 du présent rapport) constituent les premières actions déposées par le CD 94 au titre de l'année 1.
La présente demande de subvention concerne la réalisation d'un itinéraire cyclable sur les Rues Westermeyer et Molière, opération inclue dans la première année du plan d'action.

Le projet consiste en la réalisation d'une section de l'itinéraire n°1 du SDIC (Arcueil-Vincennes) entre le pont Mandela aval/bd Paul Vaillant Couturier et l'avenue Georges Gosnat à Ivry. Une piste cyclable unidirectionnelle (dans le sens pont Nelson Mandela vers avenue Georges Gosnat) d'une longueur de 650m environ et d'une largeur comprise entre 1,5 et 2,3m sera ainsi créée sur la rue Westermeyer et sur une section de la rue Molière, devant le collège Molière. Une nouvelle traversée piétons-cycles sur plateau surélevé sera créée aux abords du collège.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transport et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et

détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Le Département du Val de Marne ayant réalisé un document stratégique cyclable et un plan opérationnel de développement de la pratique cyclable, la Région apporte une subvention au taux maximum prévu par son plan vélo.

Le taux de subvention régional est ainsi fixé à 50% des dépenses subventionnables au titre de la complétion du maillage cyclable.
Le coût total des aménagements prévus est estimé à 291 000 € HT.
Au regard du linéaire prévu de 650ml, la plafond des dépenses subventionnables est de 357 500 € H.T. et n'est pas atteint.
Le montant de la subvention s'élève donc à 145 500 €.

Localisation géographique :
- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	291 000,00	100,00%
Total	291 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	145 500,00	50,00%
Fonds propres	145 500,00	50,00%
Total	291 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-263

DOSSIER N° EX045035 - VELO - MONTREUIL - PLAN TRIENNAL ANNEE 1 - 3EME PARTIE (93)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	240 350,00 € HT	40,89 %	98 285,00 €
	Montant total de la subvention		98 285,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTREUIL
Adresse administrative : PLACE JEAN JAUR S
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur PATRICE BESSAC, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Montreuil a réalisé un document stratégique cyclable intégrant les volets infrastructure, stationnement, jalonnement, services et promotion du vélo.
Par ailleurs, elle s'est engagée par délibération dans un plan d'action triennal sur trois ans.

La présente demande concerne la 2ème partie de l'année 1 de ce plan d'action et comprend :

- le déploiement de 20 velobox (dispositifs de stationnement vélo sécurisé) afin de compenser l'insuffisance d'offre de stationnement sécurisé privée. Le modèle choisi offre 6 places de stationnement par unité ;
- le réaménagement des abords de la place de la république, qui intégrera l'aménagement d'une aire piétonne et la mise en place de stationnement cyclable (arceaux).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La commune de Montreuil ayant réalisé un document stratégique cyclable et un plan opérationnel de développement de la pratique cyclable, la Région apporte une subvention aux taux maximaux prévus par

son plan vélo.

Le déploiement du stationnement cyclable est subventionné à 50%, dans la limite d'un plafond de dépenses subventionnables de 1000 € par place.
- Le coût total de déploiement des 20 velobox (soit 120 places de stationnement) est estimé à 127 620 €. Le nombre de places étant de 120, le plafond des dépenses subventionnables est de 120 000. Le montant de la participation régionale s'élève donc à 60 000 €.
- Le coût de la mise en place de 40 arceaux (80 places de stationnement) place de la République est estimé à 10 900 € HT. Le plafond de dépenses subventionnables n'est pas atteint. Le montant de la participation régionale s'élève donc à 5 450 €.

Les travaux d'aménagement d'une aire piétonne place de la République sont subventionnés à 30% (dans la limite d'un plafond de dépenses subventionnables de 550 €/ml), au titre de l'apaisement de la circulation. Au regard du linéaire prévu de 199 m, le plafond des dépenses subventionnables est de 109 450 €. La participation régionale s'élève donc à 32 835 €.

Le montant total de la subvention s'élève donc à 98 285 €.

Localisation géographique :
- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Velobox	120 000,00	49,93%
Aménagement place de la république	120 350,00	50,07%
Total	240 350,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	98 285,00	40,89%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	142 065,00	59,11%
Total	240 350,00	100,00%

DOSSIER N° EX045037 - VELO - COMMUNE DE BIEVRES - PLAN TRIENNAL - ANNEE 1 (91)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	212 700,00 € HT	50,00 %	106 350,00 €
	Montant total de la subvention		106 350,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BIEVRES
Adresse administrative : PL DE LA MAIRIE
91570 BIEVRES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Anne PELLETIER LE BARBIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 juillet 2019 - 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Bièvres s'appuie sur le document stratégique de la Communauté d'agglomération Versailles-Grand-Parc, qu'elle a complété par une déclinaison de ce document à l'échelle communale concernant notamment le stationnement des cyclistes.
Le Conseil municipal a délibéré en 2019 sur un plan d'action triennal.
La présente demande de subvention concerne la mise en oeuvre de la première année de ce plan d'action consistant en la réalisation d'une piste unidirectionnelle d'environ 1,50 mètres de large rue Léon Mignotte, entre la Rue de la Martinière et la Route de Gisy.
Cet aménagement permettra de rejoindre la Route de Gisy qui dessert le pôle d'activité PSA, Burospace, et la base aérienne de Villacoublay depuis le centre-ville de Bièvres.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La commune de Bièvres ayant réalisé un document stratégique cyclable et un plan opérationnel de développement de la pratique cyclable, la piste cyclable Rue Léon Mignotte est subventionnée à 50% des dépenses subventionnables au titre de la desserte d'une zone d'emploi.

Le plafond de la dépense subventionnable fixé à 550 € / ml n'est pas atteint
Le montant des travaux est estimé à 212 700 € H.T., le montant de la subvention est de 106 350 €.

Localisation géographique :

- BIEVRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	212 700,00	100,00%
Total	212 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	106 350,00	50,00%
Subvention CD91 (sollicitée)	42 540,00	20,00%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	63 810,00	30,00%
Total	212 700,00	100,00%

DOSSIER N° EX045058 - VELO - COMMUNE DE GENNEVILLIERS - PLAN TRIENNAL - ANNEE 1 (92)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	1 261 600,00 € HT	42,40 %	534 900,00 €
	Montant total de la subvention		534 900,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GENNEVILLIERS
Adresse administrative : 177 AVENUE GABRIEL PERI
92230 GENNEVILLIERS CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrice LECLERC, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Gennevilliers a élaboré en 2011 un document stratégique pour sa politique vélo, intégrant les volets infrastructure, stationnement et promotion du vélo, complété en 2017 par un volet « apaisement de la circulation ». Elle s'est engagée par délibération dans un plan d'action triennal 2019-2021.

La présente demande de subvention concerne l'année 1 du plan d'action consistant en :
- La création d'une voie verte de 280 m de long environ, dans le cadre de la requalification de la rue Villebois-Mareuil permettant la liaison entre la gare de Gennevilliers (RER C, T1) et le Port de Gennevilliers ;
- La création d'une bande cyclable de 400 m environ rue Pierre Timbaud, le long du tracé du Tram 1 ;
- La création d'une voie verte de 280 m de long environ et d'une bande cyclable de 100m environ, dans le cadre de la requalification de l'avenue de la Libération permettant l'accès à la Mairie, aux services publics (Commissariat, CPAM, Poste…) et au centre commercial ;
- La création d'une bande cyclable de 90m de long environ, dans le cadre du réaménagement de la place du cadran solaire, permettant la liaison entre la piste cyclable de la RN315 et la desserte de groupes scolaires ;
- La création d'une piste cyclable de 500m environ et d'une zone de circulation apaisée de 250 m de long environ dans le cadre la requalification du carrefour formé par les avenues Chandon, Claude Debussy et Chausson ;

- La première phase des travaux liés à la généralisation de la zone 30 (et de double sens-cyclables) dans toute la zone d'habitation de Gennevilliers ;
- Le premier volet du plan de déploiement de stationnement vélo sur voie publique, comprenant plus de 50 arceaux en 2019.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La commune de Gennevilliers ayant réalisé un document stratégique cyclable et un plan opérationnel de développement de la pratique cyclable, la Région apporte une subvention aux taux maximaux prévus par son plan vélo.

Ainsi, au titre de la complétion du maillage cyclable, les aménagements suivants sont subventionnés à 50% des dépenses subventionnables, dont le plafond est fixé à 550 € / mètre linéaire :
- rue Villebois Mareuil : le coût des travaux est estimé à 940 999 €. Au regard du linéaire prévu de 280 m environ, le plafond des dépenses subventionnables est de 154 000 € H.T.
- avenue de la Libération : le coût des travaux est estimé à 1 250 000 €. Au regard du linéaire prévu de 350 m environ, le plafond des dépenses subventionnables est de 192 500 € H.T.
- carrefour Chandon / Debussy / Chausson : le coût des travaux est estimé à 1 035 297 €. Au regard du linéaire prévu de 750 m environ, le plafond des dépenses subventionnables est de 412 500 € H.T.

Le montant de la base subventionnable pour ces aménagements s'élève donc à 759 000 € HT, soit une participation régionale de 379 500 € (759 000 € x 50%).

La mise en oeuvre de 50 arceaux vélo est également subventionnée à 50%, les aménagements proposés n'atteignant pas le plafond des dépenses subventionnables, fixé à 1000 €/place. Le coût des travaux étant estimé à 23 100 € HT, le montant de la participation régionale est de 11 550 €.

Au titre de l'apaisement de la circulation, les aménagements de zone 30 et de double-sens cyclable sont subventionnés à 30% des dépenses subventionnables, dont le plafond est fixé à 550 € / mètre linéaire :
- bande cyclable rue Pierre Timbaud : le montant des travaux est estimé à 440 000 € HT. Au regard du linéaire prévu de 400 m environ, le plafond des dépenses subventionnables est de 220 000 € H.T.
- bande cyclable place du cadran solaire : le montant des travaux est estimé à 600 000 € HT. Au regard du linéaire prévu de 90 m environ, le plafond des dépenses subventionnables est de 49 500 € H.T.
- plan de généralisation des zones 30 : Les aménagements proposés n'atteignent pas le plafond des dépenses subventionnables. Le coût des travaux est estimé à 210 000 € H.T.

Le montant de la base subventionnable pour ces aménagement s'élève donc à 479 500 € H.T, soit une participation régionale de 143 850 € (479 500 € x 30%).

Le montant total de la subvention est donc de 534 900 €.

Localisation géographique :
- GENNEVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Maitrise d'œuvre	113 520,00	2,52%
Travaux	4 385 876,00	97,48%
Total	4 499 396,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	534 900,00	11,89%
Subvention CD92 (attribuée)	517 000,00	11,49%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	3 447 496,00	76,62%
Total	4 499 396,00	100,00%

DOSSIER N° 19005795 - VELO - COMMUNE DE TOURNAN-EN-BRIE - PLAN TRIENNAL - ANNEE 1 (77)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	261 738,00 € HT	50,00 %	130 869,00 €
		Montant total de la subvention	130 869,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE TOURNAN EN BRIE
Adresse administrative : PL EDMOND DE ROTHSCHILD
77220 TOURNAN EN BRIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Laurent GAUTIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagement d'un itinéraire cyclable entre Favières et la gare de Tournan-en-Brie

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 30 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Tournan-en-Brie a réalisé en 2019 un document stratégique pour sa politique vélo intégrant les volets infrastructure, stationnement et promotion de l'usage du vélo.
Le Conseil municipal a délibéré en 2019 sur un plan d'action triennal.
La présente demande de subvention concerne la mise en oeuvre de la première année de ce plan d'action consistant à réaliser en partenariat avec la commune de Favières-en-Brie, un itinéraire de liaison entre Favières-en-Brie et la gare de Tournan-en-Brie le long de la RD10.

La présente demande de subvention concerne seulement la partie de l'itinéraire située sur la commune de Tournan-en-Brie constituée successivement :
- D'une zone 30 sur la Rue du Président Pointcarré (RD10), entre l'Allée d'Armainvilliers et l'entrée du cimetière.
- D'une piste cyclable bidirectionnelle d'environ 3 mètres de large le long de la RD10 entre l'entrée du cimetière et la limite communale.

Une subvention au bénéfice de la commune de Favières-en-Brie pour la suite de l'itinéraire est proposée dans ce présent rapport (fiche N° 19005797).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La commune de Tournan-en-Brie ayant réalisé un document stratégique cyclable et un plan opérationnel de développement de la pratique cyclable, cette section de l'itinéraire est subventionnée à 50% des dépenses subventionnables au titre de la complétion du maillage cyclable.
Les aménagements proposés n'atteignent pas le plafond des dépenses subventionnables, fixé à 550 € / ml.

Considérant le coût de cette partie de l'itinéraire, estimé à 261 738 € H.T., le montant de la subvention est de 130 869 €.

Localisation géographique :
- TOURNAN-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Maitrise d'oeuvre	14 949,00	5,71%
Etudes	13 200,00	5,04%
Travaux	233 589,00	89,25%
Total	261 738,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	130 869,00	50,00%
Fonds propres	130 869,00	50,00%
Total	261 738,00	100,00%

DOSSIER N° 19005797 - VELO - COMMUNE DE FAVIERES - PLAN TRIENNAL - ANNEE 1 (77)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	260 364,00 € HT	50,00 %	130 182,00 €
	Montant total de la subvention		130 182,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FAVIERES EN BRIE
Adresse administrative : MAIRIE
77220 FAVIERES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Claude MARTINEZ, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagement d'un itinéraire cyclable entre Favières et la gare de Tournan-en-Brie

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 30 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Favières a réalisé en 2019 un document stratégique pour sa politique vélo intégrant les volets infrastructure, stationnement et promotion de l'usage du vélo.
Le Conseil municipal a délibéré en 2019 sur un plan d'action triennal.
La présente demande de subvention concerne la mise en oeuvre de la première année de ce plan d'action consistant à réaliser en partenariat avec la commune de Tournan-en-Brie, un itinéraire de liaison entre Favières et la gare de Tournan-en-Brie le long de la RD10.
La présente demande de subvention concerne seulement la partie de l'itinéraire située sur la commune de Favières constituée d'une piste cyclable bidirectionnelle d'environ 3 mètres de large, entre la Rue de Bellevue et la limite communale.

Une subvention au bénéfice de la commune de Tournan-en-Brie pour la suite de l'itinéraire est proposée dans ce présent rapport (fiche N° 19005795).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La commune de Favières ayant réalisé un document stratégique cyclable et un plan opérationnel de développement de la pratique cyclable, cette section de l'itinéraire cyclable est subventionnée à 50% des dépenses subventionnables au titre de la complétion du maillage cyclable.
Les aménagements proposés n'atteignent pas le plafond des dépenses subventionnables, fixé à 550 € / ml.

Considérant le coût de cette partie de l'itinéraire, estimé à 260 364 € H.T., le montant de la subvention est de 130 182 €.

Localisation géographique :

- FAVIERES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Maitrise d'oeuvre	15 228,00	5,85%
Etudes	7 200,00	2,77%
Travaux	237 936,00	91,39%
Total	260 364,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	130 182,00	50,00%
Fonds propres	130 182,00	50,00%
Total	260 364,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-263

DOSSIER N° 19005840 - VELO - ITINERAIRE CYCLABLE ROUTE DE MAROLLES - COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION (91)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	187 227,00 € HT	25,00 %	46 807,00 €
	Montant total de la subvention		46 807,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION
Adresse administrative : 1 PLACE SAINT-EXUPERY 91700 SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur ERIC BRAIVE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 30 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Communauté d'agglomération Coeur d'Essonne souhaite aménager un itinéraire cyclable permettant de relier la gare de Marolles-en-Hurepoix (RER C) à la commune de Cheptainville, située à environ 2 km.

Dans ce but, une chaussée à voie centrale banalisée sera aménagée sur la route de Marolles, entre la gare de Marolles-en-Hurepoix et la Route de la Ferté-Alais.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Communauté d'agglomération Coeur d'Essonne n'ayant pas encore achevé la réalisation de son document stratégique cyclable le taux de subvention régional est réduit à 25 %.
Le plafond des dépenses subventionnables, fixé à 550 € / ml, n'est pas atteint.

Le montant des travaux étant estimé à 187 227 € HT, le montant de la subvention s'élève à 46 807 €.

Localisation géographique :

- CHEPTAINVILLE
- MAROLLES-EN-HUREPOIX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	187 227,00	100,00%
Total	187 227,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	46 807,00	25,00%
Subvention Département (sollicitée)	37 445,00	20,00%
Fonds propres	102 975,00	55,00%
Total	187 227,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-263

DOSSIER N° 19005881 - VELO - SNCF RESEAU - PASSERELLE EOLE ENTRE NANTERRE ET BEZONS (92-95)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-2041712-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	4 000 000,00 € HT	50,00 %	2 000 000,00 €
	Montant total de la subvention		2 000 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15/17 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93200 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Patrick JEANTET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2017 - 30 septembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Cette passerelle a été rendue possible grâce au projet de RER Eole, car elle va bénéficier des appuis de l'ouvrage ferroviaire.
La mutualisation des travaux permet de réaliser d'importantes économies sans lesquelles le financement aurait été difficile.
Pour respecter le calendrier du RER E, les dépenses communes aux deux projets de franchissement ont nécessairement dues être anticipées.

Description :
Aujourd'hui, le nombre d'infrastructures permettant un franchissement de Seine sécurisé des piétons et des cyclistes est limité (6km séparent les ponts de Chatou et de Bezons). Le projet de passerelle, adossée au futur pont ferroviaire, permet de créer un nouveau lien interdépartemental (Hauts-de-Seine, Yvelines, Val d'Oise) dédié aux modes actifs. Ce nouveau franchissement permettra de relier les zones résidentielles des Yvelines et du Val d'Oise aux pôles d'emplois et d'éducation des Hauts-de-Seine (Université et zones d'activités de Nanterre, pôle de La Défense…).

Cette passerelle est réalisée dans le cadre des travaux du projet de RER Eole. Elle réutilise les appuis de l'ouvrage ferroviaire qui franchit la Seine.

Cette liaison douce est composée des éléments suivants :
- une rampe d'accès côté Paris de 150m environ,

- une passerelle métallique de 350m environ,
- une rampe d'accès côté Le Havre de 154m environ,
- un escalier de jonction avec le chemin de halage zone Bezons.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transport et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
La passerelle est inscrite dans les documents stratégiques vélo du territoire (Paris La Défense, Nanterre, CA SGBS…). La Région peut alors apporter la subvention maximale prévue par son plan vélo.

Ainsi, au titre de la complétion du maillage cyclable, les ouvrages d'art sont subventionnés à 50% des dépenses subventionnables, dont le plafond est fixé à 4 M€.
Le coût des travaux est estimé à 8 260 000 €.
La participation de la Région est plafonnée à 2 M€.

Localisation géographique :
- NANTERRE
- BEZONS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	8 260 000,00	100,00%
Total	8 260 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	2 000 000,00	24,21%
CD 78 (en cours)	2 065 000,00	25,00%
CD 92 (en cours)	2 065 000,00	25,00%
CA Saint-Germain Boucle de Seine (en cours)	2 065 000,00	25,00%
Ville de Nanterre (en cours)	65 000,00	0,79%
Total	8 260 000,00	100,00%

DOSSIER N° 19005882 - VELO - COMMUNE DE NANTERRE - PLAN TRIENNAL - 1ERE PARTIE ANNEE 1 (92)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	740 000,00 € HT	50,00 %	370 000,00 €
	Montant total de la subvention		370 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NANTERRE
Adresse administrative : 88 - 118 RUE DU 8 MAI 1945
92000 NANTERRE CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur PATRICK JARRY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 30 septembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Nanterre a élaboré en 2019 un document stratégique pour sa politique vélo, intégrant les volets infrastructure, stationnement et promotion du vélo. Elle s'engage également par délibération dans un plan d'action triennal 2019-2021.
La présente demande de subvention concerne la première partie de l'année 1 du plan d'action consitant à réaliser un ouvrage permettant d'assurer la continuité avec la passerelle réalisée sur l'ouvrage de franchissement de Seine "Eole".

Cet aménagement s'inscrit dans l'itinéraire « de la Seine à la Seine » qui reliera à terme les Yvelines et le Val-d'Oise via la « passerelle Eole » à Paris via le Pont de Neuilly, en traversant l'Université de Nanterre et les pôles d'emplois de Paris la Défense (les terrasses de l'Arche, La Défense).

Il s'agit d'aider la ville de Nanterre à financer les travaux permettant d'assurer le prolongement cyclable depuis la passerelle.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La commune de Nanterre ayant réalisé un document stratégique cyclable et un plan opérationnel de développement de la pratique cyclable, la Région peut apporter une subvention au taux maximum prévu par son plan vélo.
La présente subvention porte uniquement l'ouvrage d'art du "merlon Eole".
Les autres actions de l'année 1 du programme d'actions de Nanterre feront l'objet de demandes qui seront instruites ultérieurement.

Au titre de la complétion du maillage cyclable, les ouvrages d'art sont subventionnés à 50% des dépenses subventionnables, dont le plafond est fixé à 4 M€.
Les aménagements proposés n'atteignent pas le plafond des dépenses subventionnables.
Le coût des travaux est estimé à 740 000 € HT. Le montant de la subvention est de 370 000 €.

Localisation géographique :
- NANTERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	740 000,00	100,00%
Total	740 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région (sollicitée)	370 000,00	50,00%
Fonds propres	370 000,00	50,00%
Total	740 000,00	100,00%

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc150680-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-241

DU 3 JUILLET 2019

STRATÉGIE FRET ET LOGISTIQUE : 3ÈME RAPPORT 2019 ACCOMPAGNEMENT DES TERRITOIRES ET SOUTIEN À L'INNOVATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le régime cadre exempté SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014, tel que modifié par le Règlement (UE) 2017/1084 de la Commission du 14 juin 2017, publié au Journal Officiel de l'Union Européenne du 20 juin 2017

VU Le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L1511-1, L4211-1 et L4221-1 ;

VU Le Code des transports ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission Permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

Vu La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la mise en œuvre de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU La délibération n° CR 2018-001 du 15 mars 2018 relatif à la Stratégie régionale pour le fret et la logistique ;

VU Le Budget de la Région Ile-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-241 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

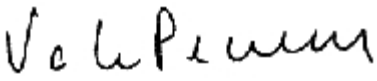
Article 1
Décide de participer, au titre du dispositif « Appel à projets : accompagnement des territoires pour une logistique vecteur de développement local » de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique, au financement du projet CILFÉ de logistique urbaine, détaillé en annexe (fiche projet) à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention en investissement à l'association LES AMIS DE LA COUR CYCLETTE d'un montant maximum prévisionnel total de 100 500 €.
Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 100 500 € disponible sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 885 «Liaisons multimodales », programme HP 885-003 « Développement du transport multimodal », action 18800302 « Fret et logistique » du budget 2019.

Article 2
Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien aux actions d'innovation en matière de logistique » de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique, au financement du projet d'annuaire collaboratif des lieux logistiques, détaillé en annexe (fiche projet) à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention en investissement à GS1 France d'un montant prévisionnel total de 237 275 €.
Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 237 275 € disponible sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 885 «Liaisons multimodales », programme HP 885-003 « Développement du transport multimodal », action 18800302 « Fret et logistique » du budget 2019.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Fiche projet CILFÉ

DOSSIER N° 19005277 - CILFÉ - LOGISTIQUE URBAINE VELO ALFORTVILLE

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV (n° 00001105)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 908-885-20422-188003-200
Action : 18800302- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV	201 000,00 € HT	50,00 %	100 500,00 €
	Montant total de la subvention		100 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES AMIS DE LA COUR CYCLETTE
Adresse administrative : 27-29 RUE MARCELIN BERTHELOT
94140 ALFORTVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MYRIAM GOUJJANE, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 1 août 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet CILFÉ (coopérations pour des initiatives logistiques à faibles émissions) est porté l'association « les amis de la Cour Cyclette », qui gère le tiers lieu « la Cour Cyclette » sur la commune d'Alfortville.
Le projet propose un concept innovant de services de livraisons et de fret s'appuyant sur le déploiement d'un nouveau matériel de triporteur à assistance électrique, sur la mobilisation d'une plateforme numérique européenne et sur des coopérations entre acteurs locaux de l'ESS pour promouvoir un nouveau modèle social et une logistique vecteur de développement local.
Il s'appuie sur l'expertise de l'entreprise Garage Héritage, vélociste expérimenté (4 salariés) pour tout le dispositif opérationnel et l'exploitation des flottes. Garage Héritage est centre agréé du VUF (Vélo Utilitaire Français), un triporteur à assistance électrique ayant reçu le label Green Tech dont cette première utilisation à grande échelle permettra le lancement de la production industrielle.
Le projet s'appuiera également sur l'outil numérique CoopCycle, plateforme numérique européenne dans le secteur de la logistique urbaine. Conçue sur le principe du bien commun, elle est réservée aux coopératives, associations et régies de quartier, répondant aux normes de l'ESS.
Le projet cible la logistique du premier / dernier kilomètre dans un rayon de 5 à 8 km autour de l'espace partenaire.
Le dispositif consiste à créer à partir du tiers lieu « la Cour Cyclette » un réseau d'espaces logistiques de proximité (ELP), soit en propre, soit chez des partenaires, pour développer une offre de services gérés en vélo utilitaire (triporteur) dans un rayon de 5 km autour du site. Les livreurs seront salariés soit de l'association, soit des partenaires, afin de proposer un contrat social adapté à leur métier.

Le fonctionnement du projet CILFÉ et sa gouvernance visent à construire un modèle coopératif. Chaque espace logistique aura sa zone d'intervention mais les ELP seront tous interconnectés afin de pouvoir optimiser les temps de parcours et garantir l'offre de livraison (délai). Les ELP pourront proposer d'autres services comme de la logistique de retour ou des services à domicile, ou encore des services de relais et de consolidation de commande (cross docking) avec stockage temporaire si la surface du lieu le permet.
Le porteur de projet va ainsi créer un réseau de partenaires pour des livraisons à vélo sur le territoire du Val de Marne en proximité du confluent Marne et Seine.
Ce modèle pourrait par la suite être duplicable sur d'autres territoires. Un dispositif d'évaluation basé sur des enquêtes régulières de satisfaction auprès des partenaires et utilisateurs permettra de suivre la qualité et l'efficacité du service, d'améliorer l'offre et de produire des données pour les partenaires institutionnels.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région Île-de-France décide de soutenir le présent projet au titre du dispositif "Appel à projets : Accompagnement des territoires pour une logistique vecteur de développement local" de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique.
Le montant des dépenses d'investissement s'élève à 241 200 € TTC soit 201 000 € HT.
Le financement s'effectue avec un taux d'intervention de 50%.
Le montant de la subvention régionale s'élève donc à 100 500 €.

Localisation géographique :
- ALFORTVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de vélos utilitaires	72 000,00	35,82%
Accessoires pour les vélos	27 000,00	13,43%
Développement numérique	70 000,00	34,83%
Matériel informatique	7 000,00	3,48%
Mobilier	10 000,00	4,98%
Aménagement des locaux	15 000,00	7,46%
Total	201 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	100 500,00	50,00%
Fonds propres	100 500,00	50,00%
Total	201 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de l’innovation de procédé et d’organisation

Annexe 2 - Fiche projet GS1

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-241

DOSSIER N° 19005829 - Annuaire collaboratif des lieux logistiques

Dispositif : Fret - Soutien aux actions d'innovation en matière de logistique - INV (n° 00001104)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 908-885-20421-188003-200
Action : 18800302- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - Soutien aux actions d'innovation en matière de logistique - INV	474 550,00 € HT	50,00 %	237 275,00 €
	Montant total de la subvention		237 275,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	GS1 FRANCE
Adresse administrative	:	21 BOULEVARD HAUSSMANN 75009 PARIS
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur FRANCOIS DEPREY, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 3 juillet 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La qualité des informations associées aux lieux logistiques (adresses exactes, conditions d'accès, horaires d'ouvertures…) est cruciale pour les entreprises du secteur de la logistique et du transport. Actuellement, tous ces acteurs doivent faire avec des informations erronées ou incomplètes, ce qui nuit à leur efficacité et à celle de l'ensemble du système logistique francilien.

Le projet d'annuaire collaboratif des lieux logistiques de GS1 vise au développement d'une solution informatique permettant à l'ensemble des acteurs du transport et de la logistique d'accéder via une même interface à un ensemble d'informations sur des lieux logistiques, d'ajouter ou d'amender des informations sur ces lieux ou d'en renseigner des nouveaux. Cette solution sera disponible via une interface web, et pourra s'interconnecter à d'autres solutions numériques (agendas numériques, annuaires d'entreprises, outils de suivis des envois et véhicules…).

Une première phase de co-conception a été menée avec divers acteurs du secteur du transport et de la logistique. La seconde phase sera dédiée à la recherche et à l'optimisation des algorithmes permettant de structurer des données multiples et hétérogènes. La troisième phase sera consacrée à la mise en expérimentation de l'annuaire collaboratif pour les lieux logistiques de la Région Île-de-France. Les deuxième et troisième phases font l'objet de la demande de subvention.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût total du projet s'élève à 543 000 €, reparti en trois lots. Le lot 1 consiste à réaliser des tests algorithmiques de façon à réaliser une sélection du ou des meilleurs algorithmes (9 100 €). Le lot 2 permettra le développement du produit minimum viable (MVP) (454 950 €). Le lot 3 consiste à organiser et suivre les expérimentations, produire un retour d'expérience, ainsi qu'à concevoir et mettre en œuvre un plan de communication à destination des principales cibles (78 950 €).

Les lots 1 et 2 correspondent à des tâches de recherche industrielle (RI) et le lot 3 correspond à des tâches de développement expérimental (DE) au sens du régime d'aide d'Etat n°SA.40391 (RDI – dispositifs d'aides aux projets de recherche et de développement).

Le Programme d'investissement d'avenir (PIA) de l'ADEME finance quatre des six tâches des lots 1 et 2 (RI) à hauteur de 97 322 € et une des quatre tâches du lot 3 (DE) à hauteur de 3 189 €.

La base subventionnable retenue par la Région Île-de-France est de 474 550 € HT, correspondant à la totalité des lots 1 et 2 (464 050 € en RI) et à deux des quatre tâches du lot 3 (10 500 € en DE). Le taux d'intervention de la Région est de 50%.
Le montant de la subvention régionale s'élève ainsi à 237 275 €, soit 232 025 € pour des tâches de recherche industrielle et 5 250 € pour des tâches de développement expérimental.
La subvention régionale constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.

Les taux de subvention maximal (Région + PIA) autorisés par le régime RDI sont bien respectés : 75% pour la partie recherche industrielle et 50% pour la partie développement expérimental.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
LOT 1.1 : Cadrage fonctionnel du besoin et choix du prestataire	4 550,00	0,96%
LOT 1.2 : Benchmark algorithmique et choix des algorithmes de traitement de la donnée	4 550,00	0,96%
LOT 2.1 : Réalisation de l'appel d'offre et choix du prestataire	54 550,00	11,50%
LOT 2.2 : Développement du MVP V1.0	284 300,00	59,91%
LOT 2.3 : Développement du MVP V1.1	58 050,00	12,23%
LOT 2.4 : Développement du MVP V1.2	58 050,00	12,23%
LOT 3.2 : Lancement et suivi des expérimentations	9 100,00	1,92%
LOT 3.3 : Bilan Expérimentation V1.1 et cahier des charges V1.2	1 400,00	0,30%
Total	474 550,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Programmes d'investissement d'avenir (PIA)	97 323,00	20,51%
Subvention Région	237 275,00	50,00%
Fonds propres	139 952,00	29,49%
Total	474 550,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides aux projets de recherche et de développement

Annexe 3 - Convention CILFÉ

CONVENTION DE FINANCEMENT RELATIVE AU PROJET
CILFÉ - LOGISTIQUE URBAINE VELO - ALFORTVILLE

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2019-241 du 03 juillet 2019,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : LES AMIS DE LA COUR CYCLETTE
dont le statut juridique est : association
N° SIRET : 830 573 994 00019
dont le siège social est situé 27-29 rue Marcelin Berthelot – 94140 Alfortville
ayant pour représentant Madame Myriam GOUJJANE
ci-après dénommée « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « appel à projets : accompagnement des territoires pour une logistique vecteur de développement local » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2018-001 du 15 mars 2018.

Pour permettre une desserte à la fois efficace et vertueuse en zone urbaine, l'une des principales solutions consiste à y réimplanter des surfaces logistiques qui rendent possible une arrivée massifiée des marchandises au sein même du territoire desservi, puis une livraison en véhicules propres et adaptés au tissu urbain dense.

Le projet CILFÉ (Coopération pour des Initiatives de Logistique à Faible Émission) vise à créer un réseau de livraisons urbaines dites du dernier kilomètre en vélo utilitaire en Val-de-Marne, au confluent de la Marne et de la Seine, appuyé sur un réseau d'espaces logistiques de proximité. Il est soutenu par le développement de la plateforme numérique coopérative européenne COOPCYCLE.

Une évaluation du projet sera réalisée grâce à des enquêtes de satisfaction régulières effectuées auprès des utilisateurs et des partenaires. Cela permettra d'améliorer l'offre et de produire des données grâce aux indicateurs suivants :

- Le nombre de livraisons (dédiées et massifiées) ;
- Le nombre de points de collecte et de points de livraison par tournée et kilomètre ;
- Le poids et les volumes transportés ;
- Le nombre d'espaces logistiques ;
- Le nombre de zones de livraisons ;
- Le taux de succès et de satisfaction des utilisateurs.

Le projet CILFÉ vise un déploiement sur trois années.

L'aide est allouée sur la base du régime d'aide exempté n° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI), aides en faveur de l'innovation de procédé, pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014, tel que modifié par le Règlement (UE) 2017/1084 de la Commission du 14 juin 2017, publié au Journal Officiel de l'Union Européenne du 20 juin 2017.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2019-241 du 03 juillet 2019, la Région Île-de-France a décidé de soutenir l'association LES AMIS DE LA COUR CYCLETTE pour la réalisation du projet CILFÉ qui a pour objet la construction d'un réseau de livraison en vélos utilitaires et l'aménagement d'un espace logistique urbain.

Dans cet objectif, la Région Île-de-France accorde à l'association LES AMIS DE LA COUR CYCLETTE une subvention d'investissement correspondant à 50 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 201.000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 100.500 €.

Le descriptif complet ainsi que le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, sont détaillés dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les dépenses dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet » n°19005277.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 5 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité logistique urbaine.

En cas de changement d'affectation des biens avant le terme des 5 ans, il sera demandé au bénéficiaire un remboursement de la subvention au prorata temporis.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser un suivi annuel quantitatif et qualitatif du projet et à produire une évaluation globale de la mise en œuvre du projet au plus tard pour le versement du solde de la subvention.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois au titre de la subvention d'investissement.

Le bénéficiaire saisit ses offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 : CHARTE RÉGIONALE DES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET DE LA LAÏCITÉ

Le bénéficiaire s'engage à respecter la Charte régionale de la république et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Pendant toute la durée des travaux, le maître d'ouvrage doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention suivante : « travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France à hauteur de …. € ». Le bénéficiaire transmettra aux services de la Région une photo des panneaux de chantier et /ou des bons à tirer.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet.
Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'OUVERTURE DES DONNEES

En signant la présente convention, le responsable légal de l'entreprise, ou son représentant, reconnaît qu'il consent :

- à l'utilisation de ses données à caractère personnel (adresse électronique) pour recevoir des informations sur d'autres projets régionaux ou européens dans le cadre d'une mise en réseau souhaitée par la Région ;
- à ce que ces données personnelles puissent être transmises à des partenaires institutionnels dans l'optique de participation à des sessions d'échange (colloque, séminaires..) ou dans le cadre d'enquêtes ponctuelles ;
- à ce que les photographies prises dans le cadre d'événements organisés par la Région soient librement utilisées et diffusées par cette dernière.

Conformément au règlement général sur la protection des données (RGPD), le responsable légal, ou son représentant, est informé du fait qu'il peut retirer son consentement à tout moment par courrier

électronique adressé à la Région et que cela n'a aucune influence sur la mise en œuvre de la présente convention

Dans le cadre du programme Smart Région Initiative qui vise à faire de l'Ile-de-France la première Smart Région d'Europe, la Région se dote d'une plate-forme de données et de services. Cette plateforme doit accueillir toutes les données régionales et publiques pour permettre la création de services innovants. Conçue comme un concentrateur de données, elle doit constituer un socle de données partagées.

Des jeux de données relatifs à la présente convention pourront être publiés en *open data* sur cette plate-forme afin notamment de contribuer à améliorer la connaissance des flux de marchandises en Ile-de-France.

Dans ce but, le bénéficiaire s'engage à fournir la liste (le catalogue) de l'ensemble des données produites ou traitées dans le cadre de l'exécution du projet.

Le bénéficiaire s'engage à fournir, à chaque demande de versement, un état des lieux des données produites dans le cadre du projet, en précisant les données qui peuvent être publiées ou versées dans la plateforme data régionale et selon quelles modalités.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention d'investissement par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Conformément à l'article 2.6 de la présente convention, le bénéficiaire produira également pour chaque demande de versement un récapitulatif des données produites dans le cadre du projet.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- les justificatifs de recrutement conformément au nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).
- un bilan opérationnel du projet avec les indicateurs d'évaluation portant notamment sur les impacts en terme de réduction des polluants, de réduction des km parcourus, d'optimisation des flux et de création d'emplois…qui permettront de mesurer la pertinence environnementale et urbaine du projet.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 03 juillet 2019 et prend fin au versement du solde ou à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 sans préjudice des dispositions des articles 2.1 et 2.4.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une

mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

La Région se réserve également le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et les annexes dénommées « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2019-241 du 03 juillet 2019.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
Myriam GOUJJANE
Association LES AMIS DE LA COUR CYCLETTE

Annexe 4 - Convention GS1

CONVENTION DE FINANCEMENT RELATIVE AU PROJET ANNUAIRE COLLABORATIF DES LIEUX LOGISTIQUES

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2019-241 du 3 juillet 2019,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : GS1 FRANCE
dont le statut juridique est : Société par Actions Simplifiées
N° SIRET : 305545675 00046
Code APE : 82.99Z
dont le siège social est situé au : 21 BOULEVARD HAUSSMANN 75009 PARIS
ayant pour représentant François DEPREY, président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Fret - Soutien aux actions d'innovation en matière de logistique - INV » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR2018-001 du 15 mars 2018.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 474 550 € HT, soit un montant maximum de subvention de 237 275 €.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aide :
SA.40391(RDI), relatif aux aides aux projets de recherche et de développement.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2019-241 du 03 juillet 2019, la Région Île-de-France a décidé de soutenir GS1 FRANCE pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : Annuaire collaboratif des lieux logistiques (référence dossier n°19005829).

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme « mes démarches » selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont. chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,

- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

- 3 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 3 juillet 2019 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 3 juillet 2019 et prend fin au versement du solde ou à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 sans préjudice des dispositions de l'art. 2.4.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2019-241 du 03 juillet 2019.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
GS1 FRANCE

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc144941-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-239

DU 3 JUILLET 2019

CONTRIBUTION RÉGIONALE AUX SERVICES DE TRANSPORTS FRANCILIENS POUR 2019, AFFECTATION DU SOLDE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code des Transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

VU La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU L'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région parisienne, et notamment son article 1er ;

VU Le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU Le rapport n° CP 2019-006 relatif à la contribution régionale aux transports publics franciliens, 1ère affectation pour 2019 ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour l'année 2019 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-239 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Décide d'affecter au Syndicat des Transports d'Île-de-France une autorisation d'engagement de 274 251 184 € disponible sur le chapitre 938 « Transports », code fonctionnel 810 « Services communs », programme HP 810-019 (181019) « Contribution régionale à

l'exploitation des transports franciliens », action 18101901 « Contribution régionale à l'exploitation des transports franciliens », du budget 2019.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc145461-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-257

DU 3 JUILLET 2019

TRAM 1 À COLOMBES ET TRAM 10 ANTONY - CLAMART (92)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code des transports ;

VU Le décret en Conseil d'État n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du Schéma directeur de la région Île-de-France ;

VU La délibération n° CR n°55-13 du 20 juin 2013 relative à l'approbation du protocole État-Région relatif à la mise en œuvre du plan de mobilisation pour les transports sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris signé le 19 juillet 2013 ;

VU La délibération cadre n° CR 36-14 du 19 juin 2014 approuvant le Plan de déplacements urbains d'Île-de-France ;

VU Le Contrat de plan Etat-Région Ile-de-France 2015-2020 approuvé par délibération du Conseil régional d'Île-de-France n° CR 53-15 du 18 juin 2015, et révisé par avenant portant notamment sur le volet mobilité multimodale approuvé par délibération du Conseil régional d'Île-de-France n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-257 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au financement du projet de prolongement du Tram T1 à l'Ouest, détaillé en annexe 1 (fiches projet) à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **12 250 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 2 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de **12 250 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 811 « Transport ferroviaire régional de voyageurs » - programme PR 811-005 « Liaisons tramways » - Action 481005011 « Liaisons tramways », du budget 2019.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :
- Volet 1 « Mobilité multimodale » ;
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris » ;
- Action 112 « Développement du réseau » ;
- Projet 11207 « T1 à Colombes ».

Article 2 :

Décide de participer au financement du projet de Tram 10 Antony – Clamart, détaillé en annexe 1 (fiches projet) à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **49 000 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet d'un montant total de **49 000 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 811 « Transport ferroviaire régional de voyageurs » - programme PR 811-005 « Liaisons tramways » - Action 481005011 « Liaisons tramways », du budget 2019.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :
- Volet 1 « Mobilité multimodale » ;
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris » ;
- Action 112 « Développement du réseau » ;
- Projet 11214 « T10 - Tramway Antony – Clamart ».

Article 3 :

Autorise, la prise en compte de dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet n° 19005755 en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : FICHES PROJET

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-257

DOSSIER N° 19005755 - TRAMWAY - PROLONGEMENT DU TRAM 1 A L'OUEST ASNIERES-COLOMBES - ACQUISITIONS FONCIERES N°3 - CD92

Dispositif : Opérations d'infrastructure de transports en commun (n° 00000423)
Imputation budgétaire : 908-811-204133-481005-200
Action : 481005011- Liaisons tramways

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	25 000 000,00 € HT	49,00 %	12 250 000,00 €
	Montant total de la subvention		12 250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE
Adresse administrative : HOTEL DU DEPARTEMENT
92000 NANTERRE CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Patrick DEVEDJIAN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La déclaration d'utilité publique datant du 7 juillet 2015, le Département est contraint de réaliser certaines dépenses liées aux acquisitions foncières par anticipation de la présente commission. En application de l'article 17 du RBF, la convention régissant la présente affectation tient ainsi compte des dépenses réalisées à compter du 1er janvier 2019.

Description :
Le tracé du prolongement du tramway Tram 1 à l'Ouest s'étend sur 6,5 kilomètres et dessert trois communes : Asnières-sur-Seine, Bois-Colombes et Colombes. A terme, 12 stations seront desservies par le tramway, qui offrira un temps de trajet d'environ 24 minutes et des correspondances avec les lignes Train J, Métro 13 et Tram 2.

Le prolongement à l'Ouest se divise en deux phases :
- phase 1 : Les Courtilles – Quatre Routes (environ 900 m – 1 station)
- phase 2 : Quatre Routes – Gabriel Péri (environ 5,6km – 11 stations)

La phase 1, déjà financée à hauteur de 35,6M€, devrait être mise en service à l'automne 2019. Au stade de l'avant-projet, le coût de la phase 2 est estimé à 239,4 M€ (CE janvier 2013), hors matériel roulant.

La présentation affectation vise à poursuivre les acquisitions foncières de la phase 2. Elle prend en compte les acquisitions foncières et les frais afférents, ainsi que les prestations nécessaires à la libération des emprises acquises et le cas échéant les travaux de reconstitution des emprises riveraines.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet est inscrit au Contrat de plan État – Région 2015 – 2020 avec la clé de financement suivante :
- 21% pour l'État ;
- 49 % pour la Région ;
- 30 % pour le CD 92.

Le montant des acquisitions foncières, objet de la présente convention, est estimé à 25 000 000 € HT.
Par conséquent, en application du taux de 49%, la subvention régionale attribuée au Département des Hauts-de-Seine est d'un montant de 12 250 000 €.

Localisation géographique :
- ASNIERES-SUR-SEINE
- BOIS-COLOMBES
- COLOMBES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/T1 à Colombes

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisitions foncières	17 194 000,00	68,78%
Frais afférents, dont démolitions	3 892 000,00	15,57%
Travaux de reconstruction des emprises riveraines	3 914 000,00	15,66%
Total	25 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	5 250 000,00	21,00%
Région	12 250 000,00	49,00%
Département 92	7 500 000,00	30,00%
Total	25 000 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-257

DOSSIER N° 19005756 - TRAMWAY ANTONY - CLAMART - CONVENTION REA2 (IDFM)

Dispositif : Opérations d'infrastructure de transports en commun (n° 00000423)
Imputation budgétaire : 908-811-2041733-481005-200
Action : 481005011- Liaisons tramways

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	100 000 000,00 € HT	49,00 %	49 000 000,00 €
	Montant total de la subvention		49 000 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 39 BIS - 41 RUE DE CHATEAUDUN 75009 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Monsieur Laurent PROBST, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 30 juin 2025
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Tram 10 Antony-Clamart, inscrit au SDRIF, a été déclaré d'utilité publique le 11 octobre 2016. Il reliera la Croix-de-Berny à la Place du Garde et desservira les villes d'Antony, de Chatenay-Malabry, du Plessis Robinson et de Clamart. Ces quatre communes forment un territoire dynamique qui accueille près de 175 000 habitants et environ 65 000 emplois. Sur 8,5km, ce projet permettra de renforcer l'offre de transport dans le sud des Hauts-de-Seine et proposera des correspondances avec le RER B, le Tram 6, le « TVM » et de nombreuses lignes de bus. L'arrivée du Tram 10 facilitera les déplacements au quotidien et apaisera les circulations.

La présente convention permet d'engager la seconde tranche des travaux. Elle concerne des marchés d'Île-de-France Mobilités liés à la voie ferrée, à la ligne aérienne de contact et au site de maintenance et de remisage.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet est inscrit au Contrat de plan État – Région 2015 – 2020 avec la clé de financement suivante :
- 21 % pour l'État ;
- 49 % pour la Région ;
- 30 % pour le CD 92.

Le montant de la présente convention est estimé à 100 000 000 € HT au bénéfice d'Île-de-France Mobilités.

Par conséquent, en application du taux de 49%, la subvention régionale attribuée au Département des Hauts-de-Seine est d'un montant de 49 000 000 €.

Cette opération bénéficie d'une autorisation de programme de projet.

Localisation géographique :
- VALLEE SUD GRAND PARIS (EPT2)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/T10 - Tramway Antony-Clamart

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'infrastructures pour la voie ferrée et la ligne aérienne de contact	64 000 000,00	64,00%
Travaux du site de maintenance et de remisage	24 000 000,00	24,00%
Frais de MOA et MOE	12 000 000,00	12,00%
Total	100 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	21 000 000,00	21,00%
Région	49 000 000,00	49,00%
Département 92 (en cours)	30 000 000,00	30,00%
Total	100 000 000,00	100,00%

ANNEXE 2 : CONVENTION TRAM 1

2019

Prolongement du T1 à l'Ouest

Asnières-Colombes

Convention de financement n°3 relative aux acquisitions foncières (AF)

Convention n°19 INFRA

Convention de financement régissant les rapports entre
l'État, la Région Île-de-France,
le Département des Hauts-de-Seine, la RATP et le Syndicat des Transports d'Île-de-France
relative à la réalisation de l'opération

Prolongement du Tram 1 à l'Ouest – Asnières-Colombes

« Convention de financement des acquisitions foncières n°3 »

Table des matières

PREAMBULE 6
ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION DE FINANCEMENT 7
1.1 Définitions et contenu des acquisitions foncières 7
1.2 Le contenu des dossiers 7
1.3 Calendrier prévisionnel de réalisation des acquisitions foncières 7
ARTICLE 2. ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 8
2.1 L'autorité organisatrice 8
2.2 La maîtrise d'ouvrage 8
2.2.1 Identification et périmètre d'intervention du maître d'ouvrage 8
2.2.2 Rôle du maître d'ouvrage coordinateur vis-à-vis des maîtres d'ouvrage 8
2.2.3 Engagements des maîtres d'ouvrage 9
2.3 Les financeurs 9
2.3.1 Identification 9
2.3.2 Engagements 9
ARTICLE 3. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 9
3.1 Estimation du coût des acquisitions foncières et des frais afférents 9
3.2 Coût détaillé de la convention 9
3.3 Plan de financement 10
3.4 Modalités de versement des crédits de paiement 10
3.4.1 Versement d'acomptes 10
3.4.2 Versement du solde 11
3.4.3 Paiement 11
3.4.4 Bénéficiaires et domiciliation 11
3.5 Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région 12
3.6 Comptabilité de l'opération 12
ARTICLE 4. MODALITES DE CONTROLE 12
ARTICLE 5. GESTION DES ECARTS 13
ARTICLE 6. ORGANISATION ET SUIVI DE L'OPERATION 13
6.1 Comité technique 13
6.2 Comité des financeurs 14
6.3 Information hors comité et commission de suivi 14
6.4 Communication institutionnelle 15
ARTICLE 7. DISPOSITIONS GENERALES 15
7.1 Modification de la convention 15
7.2 Résiliation de la convention 15
7.3 Règlement des litiges 16
7.4 Date d'effet et durée de la convention 16
7.5 Mesures d'ordre 16
ANNEXES 18
ANNEXE 1 : Organigramme nominatif de l'opération 19
ANNEXE 2 : Echéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds 20
ANNEXE 3 : Détail du coût d'objectif du Projet 21
ANNEXE 4 : Liste des études du Projet et des conventions de financement précédentes 22

Entre,

En premier lieu,

- L'**Etat**, représenté par le Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,

- La **Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région », dûment mandatée par délibération n°_____ de la Commission Permanente du _____ du Conseil régional d'Ile-de-France,

- Le **Département des Hauts-de-Seine**, représenté par le Président du Conseil départemental, ci-après désigné par « le Département », dûment mandaté par délibération n°_____ de la Commission permanente du _____ du Conseil départemental,

Ci-après désignés par « **les financeurs »**.

En deuxième lieu,

- Le **Département des Hauts-de-Seine**, représenté par le Président du Conseil départemental, ci-après désigné par « le Département », dûment mandaté par délibération n°_____ de la Commission permanente du _____ du Conseil départemental,
  ci-après désigné par « **le bénéficiaire** » ;

- La **RATP**, Régie Autonome des Transports Parisiens, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) inscrit au registre de commerce de Paris sous le numéro RCS B775663438, dont le siège est à Paris 12ème, 54 quai de la Râpée, représentée par sa Présidente Directrice Générale, dûment habilitée à signer la présente convention, maître d'ouvrage du système de transport depuis l'issue de l'enquête publique,

Ci-après désignés conjointement par « **les maîtres d'ouvrages »**.

En troisième lieu,

- **le Syndicat des Transports d'Ile de France**, **dont le nom d'usage est Île de France Mobilités,** Etablissement Public à Caractère Administratif, dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, dument habilité à cet effet par la délibération n°2019/___ en date du _____,

  Ci-après désigné par « **Île-de-France Mobilités** », « **le Syndicat des Transports d'Île-de-France** », « **l'Autorité Organisatrice de la Mobilité** » ou « **l'AOM** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la Loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP ;

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;

Vu le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;

Vu le cadre du Contrat de plan État – Région Île-de-France (CPER) 2015-2020, adopté par délibération du Conseil Régional n° CR 53-15 en date du 18 juin 2015, signé le 9 juillet 2015 par l'Etat et la Région, et son avenant, approuvé par la délibération du Conseil Régional n° CR123-16 en date du 14 décembre 2016 et signé le 7 février 2017 par l'Etat et la Région ;

Vu la délibération n° CR 01-16 du Conseil régional d'Île-de-France du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu le Dossier d'objectifs et de caractéristiques principales (DOCP), approuvé par décision du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2011/0628 du 06 juillet 2011 ;

Vu le Bilan de la Concertation, approuvé par décision du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2012/100, le 11 avril 2012, et par la commission permanente du Département des Hauts-de-Seine du 10 avril 2012 ;

Vu le Schéma de principe (SDP), approuvé par décision du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2014-045 du 05 mars 2014 et par la commission permanente du Département des Hauts de Seine du 10 février 2014 ;

Vu le Dossier d'enquête d'utilité publique approuvé par décision du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2014/045 du 5 mars 2014 ;

Vu la Déclaration de projet approuvée par décision du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n° 2015/052 du 11 février 2015 et par la commission permanente du Département des Hauts de Seine du 9 février 2015 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2015-119 du 7 juillet 2015 déclarant d'utilité publique (DUP) le projet de prolongement du T1 à l'Ouest, d'Asnières à Colombes ;

Vu le Dossier d'Avant-Projet phase 1 approuvé par décision du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n° 2015-268 du 8 juillet 2015, par la commission permanente du Département des Hauts de Seine du 6 juillet 2015 et par le conseil d'administration de la RATP le 26 juin 2015 ;

Vu le Dossier d'Avant-Projet phase 2 approuvé par décision du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n° 2017-640 du 3 octobre 2017 et par la commission permanente du Département des Hauts de Seine du 18 septembre 2017 ;

Vu la convention de financement relative aux premières acquisitions foncières, approuvée par délibération de la Commission permanente de la Région Ile-de-France n° CP 14-604 du 20 novembre 2014 ;

Vu la convention de financement relative aux acquisitions n°2, approuvée par délibération de la Commission permanente de la Région Ile-de-France n° CP 15-709 du 8 octobre 2015 ;

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le tramway T1 reliait jusqu'à présent Asnières Gennevilliers Les Courtilles à Noisy-le-Sec.

Le prolongement du T1 à l'ouest entre Asnières et Colombes se divise en deux phases :

- Phase 1, mise en service à l'automne 2019 : prolongement du T1 des Courtilles au carrefour des 4 Routes à Asnières-sur-Seine (environ 1km) ;
- Phase 2 : prolongement du T1 du carrefour des 4 Routes au Petit-Colombes à Colombes (5,5 km).

Le projet de prolongement du T1 à Colombes est inscrit au SDRIF adopté en 2013. Il contribue à la réalisation d'une rocade tramway autour de Paris, afin de faciliter les déplacements dans le Département des Hauts-de-Seine et en Île-de-France. Il renforce la desserte des pôles urbains et des polarités d'emplois ou de transports et accompagne la requalification et l'intensification urbaine.

La Déclaration d'utilité publique a été obtenue le 7 juillet 2015 et les deux dossiers d'Avant-Projet (AVP) ont été approuvés le 8 juillet 2015 pour la phase 1 et le 3 octobre 2017 pour la phase 2 (Cf. ANNEXE 4 : Liste des études du Projet et des conventions de financement précédentes).

Le coût d'objectif de la phase 2, défini au stade des études d'avant-projet, est de 239,4M€ HT aux conditions économiques de janvier 2013, auquel doit encore être ajouté le coût des transports de substitution en cours d'évaluation conformément au CPER 2015-2020. Pour rappel le coût d'objectif pour la phase 1 est de 34 429 102 € aux conditions économiques de janvier 2013.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent sur le respect du coût d'objectif prévisionnel AVP en euros constants aux conditions économiques de référence de janvier 2013 (voir annexe 3 pour rappel). Ce respect sera examiné par comparaison entre le coût final justifié par chaque maître d'ouvrage ramené en euros constants sur la base de l'indice TP01 et le coût d'objectif prévisionnel défini, en euros constants, dans l'avant-projet. Les engagements de la présente convention sont formulés uniquement en euros courants ; les appels de fonds seront payés en euros courants.

Pour réaliser ce projet, 7 conventions de financement ont été mises en place couvrant un montant de 73,4 M€ (voir détail en annexe 4).

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION DE FINANCEMENT

La présente convention a pour objectif de définir :

- d'une part, les conditions et modalités de financement de la poursuite des acquisitions foncières du prolongement du T1 à Colombes,
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi des acquisitions foncières, dans le respect du calendrier général du prolongement du T1 à Colombes.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention la dénomination unique suivante :

« Prolongement du T1 à Colombes – convention AF 3 »

1.1 Définitions et contenu des acquisitions foncières

Dans le cadre du schéma de principe, les impacts fonciers du projet ont été estimés et les emprises nécessaires ont fait l'objet d'une enquête parcellaire conjointe à l'enquête d'utilité publique. Les études menées en phase AVP ont affiné ces données.

Les acquisitions foncières sont menées dans un cadre de suivi et de maîtrise des coûts du projet. Elles seront réalisées sur la base des estimations de la Division Nationale des Interventions Domaniales (DNID).

La présente convention concerne la poursuite par le Département des Hauts-de-Seine des acquisitions foncières de la phase 2, ainsi que la libération des emprises acquises et les travaux de reconstitution des emprises riveraines.

Outre les acquisitions elles-mêmes, cette convention autorise également le financement des frais afférents à ces acquisitions et à la libération des emprises, notamment :

- les frais d'études et de procédure (agent foncier, établissement de plans parcellaires, procédures foncières et archéologiques, diagnostics légaux, prestations d'huissiers, de notaires et d'avocats, …),
- les sécurisations et les frais de maintenance qui pourraient s'avérer nécessaires pour prévenir le risque d'occupations illégales, la clôture des lieux, les éventuelles expulsions le cas échéant,
- les démolitions des bâtis et la libération des terrains nécessaires aux déplacements des réseaux des concessionnaires,
- les diagnostics avant démolition et la dépollution des terrains libérés.

1.2 Le contenu des dossiers

Les documents remis par le bénéficiaire aux financeurs permettront un suivi régulier des acquisitions foncières indispensables au projet et des conventions d'occupation du foncier nécessaires au projet. Le bénéficiaire devra aussi faire l'inventaire des espaces éventuellement non utilisés et des possibilités de transfert ou de revente qui pourraient en découler au profit du projet.

En effet, dans le cas d'acquisitions foncières, dont la superficie serait supérieure aux besoins définis dans le cadre du projet, les produits liés à la revente des parcelles ou des droits à construire non nécessaires se feront au bénéfice du projet.

1.3 Calendrier prévisionnel de réalisation des acquisitions foncières

Le délai prévisionnel de réalisation des acquisitions foncières est de 12 mois.

ARTICLE 2. ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

2.1 L'autorité organisatrice

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, Île-de-France Mobilités en tant qu'autorité organisatrice de la mobilité veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, elle suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage. Île-de-France Mobilités désigne le ou les maîtres d'ouvrage des projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

Dans le cadre de sa responsabilité d'Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM), Île-de-France Mobilités est amenée à réaliser des expertises des projets sous maîtrise d'ouvrage des opérateurs des réseaux de transport, afin de veiller à la cohérence des investissements. A cet effet, Ile-de-France Mobilités suit la mise en œuvre et veille au respect du programme, du planning et des coûts du projet.

Pour la mise en œuvre de la présente convention, Ile-de-France Mobilités est uniquement Autorité Organisatrice. Elle n'exerce donc aucune responsabilité en termes de maîtrise d'ouvrage.

2.2 La maîtrise d'ouvrage

2.2.1 Identification et périmètre d'intervention du maître d'ouvrage

Le Département des Hauts-de-Seine a été désigné maître d'ouvrage des aménagements urbains selon les dispositions de la convention de maîtrise d'ouvrage afférente et maître d'ouvrage des acquisitions foncières des emprises nécessaires aux aménagements urbains.

La RATP a été désignée maître d'ouvrage du périmètre « système de transport » et n'est pas bénéficiaire de la présente convention.

2.2.2 Rôle du maître d'ouvrage coordinateur vis-à-vis des maîtres d'ouvrage

Le **Département des Hauts-de-Seine** a été désigné **maître d'ouvrage coordinateur** de l'opération.

Le maître d'ouvrage coordinateur est chargé :
- d'établir le planning d'ensemble faisant apparaître l'état d'avancement général des études des deux maîtres d'ouvrage, et d'en assurer une mise à jour et un suivi réguliers ;
- d'agréger et de synthétiser les éléments relatifs à l'exécution de l'opération, notamment les éléments techniques et financiers ;
- d'identifier le plus en amont possible les questions posées par l'articulation des périmètres et par les conditions d'intervention des différents maîtres d'ouvrage.

A cette fin, le maître d'ouvrage coordinateur se charge :
- de rassembler les informations obtenues auprès des maîtres d'ouvrage de l'opération,
- de formaliser et de susciter les échanges réguliers entre les maîtres d'ouvrage pour résoudre les problèmes d'interfaces entre les maîtres d'ouvrage et/ou les présenter lors des comités et des commissions prévus à cet effet (ARTICLE 6).

Le maître d'ouvrage coordinateur ne se substitue en aucun cas à l'autre maître d'ouvrage dans les responsabilités propres qui lui incombent et ne peut lui imposer des choix ou des solutions qui

relèvent de ses prérogatives. Chaque maître d'ouvrage s'engage à apporter, conformément au calendrier défini à l'article 1.3 de la présente convention, les éléments d'information qui le concernent au maître d'ouvrage coordinateur afin que celui-ci puisse exercer la mission qui lui est dévolue.

2.2.3 Engagements des maîtres d'ouvrage

Le bénéficiaire s'engage sur la réalisation des acquisitions foncières, tels que précisé à l'article 1.1 dans le respect du calendrier indiqué à l'article 1.3 et sous réserve de la mise en place des financements.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à prévenir Ile-de-France Mobilités, en qualité d'AOM, des risques de non-respect du planning et/ou celui du dépassement des coûts, dans les meilleurs délais. Ile-de-France Mobilités informera par la suite les financeurs, en relation avec les maîtres d'ouvrage, sur la base des éléments qui lui auront été transmis.

2.3 Les financeurs

2.3.1 Identification

Le financement de la présente convention est assuré dans le cadre du CPER 2015-2020, dont les taux de participation sont les suivants :

- l'Etat : 21% ;
- la Région Ile-de-France : 49% ;
- le Département des Hauts-de-Seine : 30%.

2.3.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à verser les subventions nécessaires à la réalisation, par les maîtres d'ouvrage concernés visés à l'article 2.2.1, des acquisitions foncières et des frais afférents, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 3.3 de la présente convention.

ARTICLE 3. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

3.1 Estimation du coût des acquisitions foncières et des frais afférents

Le coût prévisionnel des dépenses relatives aux acquisitions foncières et des frais afférents objets de cette convention est évalué à **25 000 000 € courants hors taxes**.

3.2 Coût détaillé de la convention

Le bénéficiaire fournit une estimation en euros courants HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet :

Prolongement du T1 à Colombes – convention AF 3 en euros courants HT		
	RATP	**CD92**
Acquisitions foncières	-	17 194 000
Frais afférents, dont démolitions	-	3 892 000
Travaux de reconstitution des emprises riveraines	-	3 914 000
TOTAL	**-**	**25 000 000 €**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles, dans le respect du principe de fongibilité entre postes de dépenses pour chaque maître d'ouvrage, et dans le respect de l'enveloppe globale par maître d'ouvrage.

3.3 Plan de financement

Le plan de financement est établi en euros courants comme suit :

Prolongement du T1 à Colombes – convention AF 3 en euros courants HT et clé de financement				
Financeurs / MOA	**Etat 21%**	**Région 49%**	**CD 92 30%**	**Total 100%**
CD 92	5 250 000 €	12 250 000 €	7 500 000 €	25 000 000 €
RATP	-	-	-	**-**
Total	**5 250 000 €**	**12 250 000 €**	**7 500 000 €**	**25 000 000 €**

3.4 Modalités de versement des crédits de paiement

3.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le maître d'ouvrage. A cette fin, le bénéficiaire transmettra aux financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

A-Versement des acomptes

a – Versement des acomptes par la Région

La demande de versement des acomptes formulée par le **Département des Hauts-de-Seine** comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des factures acquittées par le bénéficiaire indiquant notamment la date et la référence des factures, leur date d'acquittement et leur montant, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 3.2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du bénéficiaire.

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 3.3.

b – Versement des acomptes par l'Etat :

La demande de versement des acomptes formulée par le **Département des Hauts-de-Seine** comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en pourcentage et en euros constants par rapport au coût d'objectif) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 3.2 de la présente convention, daté et signé par le responsable du projet ;
- un état récapitulatif certifié exact des factures acquittées par le comptable public en charge de la comptabilité du Département.

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, des clés de financement définies à l'article 3.3 ;

B – Plafonnement des acomptes

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés **par la Région** au bénéficiaire est plafonné à 95% avant le versement du solde. Ce taux de 95% est applicable pour la Région uniquement dans le cas d'une opération inscrite au CPER 2015-2020.

Pour **l'Etat**, les versements d'acompte sont plafonnés à 80 % de l'autorisation d'engagement mise en place en euros courants avant le versement du solde.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Département des Hauts-de-Seine.

3.4.2 Versement du solde

Après achèvement des acquisitions foncières couvertes par la présente convention, le bénéficiaire présente un relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant le cas échéant les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents indiqués à l'article 3.4.1 et signés par le représentant légal ou le directeur financier du maître d'ouvrage. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le maître d'ouvrage procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Pour le Département des Hauts-de-Seine, le versement du solde se fera sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses signé par son représentant légal et certifié par son comptable public.

3.4.3 Paiement

Le versement des montants de subvention appelés par le maître d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme aux règles budgétaires et financières de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini aux articles 3.4.1 et 3.4.2 de la présente convention.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance des maîtres d'ouvrage.

3.4.4 Bénéficiaires et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département des Hauts-de-Seine sur le compte ouvert au nom de Payeur Départemental, Banque de France, Nanterre :

Code IBAN							Code BIC
FR30	3000	1009	36D9	2000	0000	003	BDFEFRPPCCT

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service / Coordonnées
Etat	DRIEA 21-23, rue Miollis 75 015 PARIS	SPoT / CBSF
Région Ile-de-France	2, rue Simone Veil 93 400 SAINT-OUEN	Pôle Finance Direction de la comptabilité
Département des Hauts-de-Seine	Hôtel du Département - Arena 92 731 Nanterre Cedex	Pôle Attractivité, Culture et Territoire Direction des Mobilités
Île-de-France Mobilités	39-41, rue de Châteaudun 75 009 PARIS	Direction des Infrastructures
RATP	Maison de la RATP LAC C42 54 quai de la Râpée 75599 PARIS Cedex 12	Contrôle de Gestion et Finances Contrôle de Gestion Investissements

3.5 Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et est annulée si, à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un (1) an maximum par décision du Président, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de première demande d'acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

3.6 Comptabilité de l'opération

Le Département s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses liées à l'opération « Prolongement du T1 à Colombes – convention AF 3 », objet de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Le maître d'ouvrage conserve l'ensemble des pièces justificatives de l'opération pendant dix (10) ans à compter de l'émission desdites pièces.

ARTICLE 4. MODALITES DE CONTROLE

Jusqu'à l'expiration de la présente convention, les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds,

notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Dans ce délai, les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

Dans le cadre de l'article R1241-30 du Code des transports, Île-de-France Mobilités veille, en tant qu'autorité organisatrice de la mobilité, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

Sur proposition de l'autorité organisatrice ou à la demande de l'un des financeurs après information préalable des autres financeurs et de l'autorité organisatrice, le bénéficiaire s'engage à permettre aux experts désignés ou missionnés par l'autorité organisatrice, d'effectuer des visites des lieux, des installations et travaux relevant du Projet, et à faciliter le contrôle de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les frais relatifs à ces interventions sont à la charge du ou des demandeurs. Le bénéficiaire est chargé de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

ARTICLE 5. GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 3.3 de la présente convention constitue un plafond global.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant total initialement prévu, les subventions attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 3.3. Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

En cas de perspective de dépassement du montant visé à l'article 3.1, les co-financeurs sont informés lors du comité des financeurs. Le maître d'ouvrage doit obtenir l'accord préalable des co-financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la présente convention formalise cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité, ou en cas de désaccord des financeurs, la prise en charge desdits dépassements incombe au maître d'ouvrage dans le périmètre duquel il est intervenu.

ARTICLE 6. ORGANISATION ET SUIVI DE L'OPERATION

La gouvernance du projet s'articule comme suit autour de comités, réunissant les maîtres d'ouvrages en charge des études, les financeurs et Île-de-France Mobilités en tant qu'autorité organisatrice de la mobilité et de réunions entre maîtres d'ouvrage auxquelles peuvent être conviés les financeurs.

6.1 Comité technique

Il est constitué un comité technique de suivi de la présente convention. Ce comité, convoqué par le maître d'ouvrage coordinateur, comprend l'ensemble des signataires et des maîtres d'ouvrages concernés par ce projet.

Le Comité technique se réunit en tant que besoin et au moins une fois par an, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de deux semaines et les éléments étant envoyés au moins sept jours au préalable par le maître d'ouvrage coordinateur.

Le comité technique est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments de réalisation des acquisitions foncières, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'opération,
- de développer un point technique lors d'une séance spécifique,
- de suivre le déroulement technique de la démarche,
- le suivi financier de la convention et les éventuels écarts constatés, les besoins d'études complémentaires possibles à ce stade,
- de préparer les différents comités et les commissions de suivi sur les aspects techniques.

A cette fin, les membres du comité technique peuvent se faire assister de leurs prestataires et inviter, si besoin, les partenaires impliqués dans le projet.

6.2 Comité des financeurs

Le Comité des financeurs a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement du projet dans le respect du coût et des délais prévisionnels. Il réunit, sous la présidence d'Île-de-France Mobilités, les financeurs et les maîtres d'ouvrage. Le Comité des financeurs se réunit au moins une fois par an, et autant que de besoin.

Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un mois, les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable. Chaque Maître d'ouvrage établit un compte-rendu à l'intention d'Île-de-France Mobilités et des financeurs de l'exécution de ses missions et des différentes analyses réalisées. Ce compte-rendu est analysé par Île-de-France Mobilités et fait l'objet d'un avis d'Île-de-France Mobilités aux financeurs.

Le comité se prononce et valide :

- l'avancement de l'opération au regard des éléments demandés dans la convention de financement, et du calendrier,
- le suivi financier de la convention et les éventuels écarts constatés, les besoins d'études complémentaires possibles à ce stade,
- le suivi des estimations du projet (confirmation des postes prévus au regard du périmètre du projet),
- les éléments liés à la communication du projet,
- le projet de contenu des conventions de financement des étapes ultérieures du projet,
- les éléments présentés lors de la Commission de suivi,
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Île de France.

Le compte rendu de chaque Comité des financeurs est transmis pour avis avant envoi officiel.

Le comité des financeurs se réunit également autant que de besoin sur les questions spécifiques relevant du pilotage du projet, notamment son financement, les ajustements de programmation technique et financière, et les points spécifiques qui n'auraient pu être validés par ailleurs. Chaque financeur peut demander à Île-de-France Mobilités d'organiser la tenue d'un comité des financeurs s'il l'estime nécessaire.

6.3 Information hors comité et commission de suivi

Le bénéficiaire s'engage pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement de réalisation des acquisitions foncières devant le Conseil d'Île-de-France Mobilités à la demande de ce dernier,
- à tenir informés les financeurs, entre deux comités, de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles des appels de fonds sur l'exercice en cours ;

- à informer Île-de-France Mobilités et les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Chaque maître d'ouvrage s'engage également à inviter Île-de-France Mobilités et les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du projet.

Par défaut, les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins quinze (15) jours avant la réunion.

6.4 Communication institutionnelle

Le comité technique de communication (CTC) réunit Île-de-France Mobilités, les maîtres d'ouvrage et les financeurs.

Il est coordonné par le maître d'ouvrage coordonnateur. En fonction des besoins, et au minimum une fois par an, il réunit l'ensemble des maîtres d'ouvrage et des financeurs du projet ainsi que les prestataires de communication de l'opération (stratégie et mise en œuvre). Le compte-rendu sera assuré par le maître d'ouvrage coordonnateur puis approuvé par les autres maîtres d'ouvrage.

Ce comité échange sur la communication relative au projet : la stratégie et le plan de communication, les principes à intégrer dans les marchés de communication, la mise en œuvre des actions de concertation et de communication. Cette communication est partagée et validée par les maîtres d'ouvrage et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maîtres d'ouvrage, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : Etat, RIF, Département ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

ARTICLE 7. DISPOSITIONS GENERALES

7.1 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnée à l'article 3.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

7.2 Résiliation de la convention

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une des autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au bénéficiaire, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le bénéficiaire procède à la

présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire des subventions.

7.3 Règlement des litiges

Les parties s'engagent à trouver une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Les éventuels litiges ne pouvant être réglés de manière amiable entre les parties sont de la compétence du Tribunal Administratif de Paris.

7.4 Date d'effet et durée de la convention

La convention prend effet à compter de sa notification par Ile-de-France Mobilités à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

La déclaration d'utilité publique datant du 7 juillet 2015, le Département est contraint de réaliser certaines dépenses par anticipation de la Commission permanente du Conseil régional approuvant la présente convention. Celle-ci tient ainsi compte des dépenses réalisées à compter du 1er janvier 2019.

Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 4, la présente convention expire soit à la date d'effet de la résiliation telle que prévu à l'article 7.2, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 3.4.2 et 5, soit à la date de caducité prévue par l'article 3.5 et au plus tard 24 mois après la mise en service du Projet.

7.5 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

Fait en cinq exemplaires originaux

Signée par toutes les parties et notifiée le

Pour l'Etat, **Michel CADOT** Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Île-de-France, **Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France	Pour le Syndicat des Transports d'Île-de-France (Île-de-France Mobilités) **Laurent PROBST** Directeur général
Pour le Département des Hauts-de-Seine, **Patrick DEVEDJIAN** Président du Conseil Départemental des Hauts-de-Seine	Pour la RATP, **Catherine GUILLOUARD** Présidente Directrice Générale	

ANNEXES

Annexe 1 : Organigramme nominatif de l'opération
Annexe 2 : Echéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds relatifs à la présente convention (AF 3)
Annexe 3 : Détail du coût d'objectif du Projet
Annexe 4 : Liste des études du Projet et des conventions de financement précédentes

ANNEXE 1 : Organigramme nominatif de l'opération

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

Maîtrise d'ouvrage Dép. 92	
Maître d'ouvrage :	M. Devedjian, Président du Conseil départemental
Représentant du Maître d'ouvrage :	M. Caron, Directeur des Infrastructures de Transports
Chef de Projet :	Mme Dupas, chef du projet T1 Colombes

ANNEXE 2 : Echéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

2.1 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES DU DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES

€ HT Courants	2019	TOTAL
Département 92	25 000 000 €	**25 000 000 €**
Total	**25 000 000 €**	**25 000 000 €**

2.2 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS DU DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS

€ HT Courants	2020	TOTAL
Etat	5 250 000 €	**5 250 000 €**
Région	12 250 000 €	**12 250 000 €**
Département 92	7 500 000 €	**7 500 000 €**
Total	**25 000 000 €**	**25 000 000 €**

ANNEXE 3 : Détail du coût d'objectif du Projet

Selon l'AVP phase 2 approuvé par le Conseil d'Île-de-France Mobilités du 3 octobre 2017, les coûts de la phase de réalisation sont les suivants (exprimés en M€ constants aux CE de janvier 2013 et hors matériel roulant) :

N° poste CERTU	Intitulé poste CERTU	Estimation AVP en M€ HT (val. janv 2013)			
		IU	ST AF	ST	Total
5	Déviations de réseaux	-			0
6	Travaux préparatoires	18,7		8,3	27,0
7	Ouvrages d'art	1,1			1,1
8	Plate-forme tramway	5,4		9,5	14,9
9	Voie ferrée			17,7	17,7
10	Revêtement de la plate-forme tramway			9,0	9,0
11	Voirie (hors site propre) et espaces publics	35,7			35,7
12	Equipements, mobiliers urbains, espaces verts	5,8			5,8
13	Signalisation routière	3,0			3,0
14	Stations			7,6	7,6
15	Alimentation en énergie de traction			11,6	11,6
16	Courants faibles et Poste de commandes centralisé (PCC)			11,9	11,9
17	Dépôt			-	0
19	Opérations induites	1,6			1,6
Sous-total travaux hors AF et aléas		**71,3**		**75,6**	**146,9**
4	Acquisitions foncières et libération d'emprises	48,0	0,2		48,2
20	Provision pour aléas et incertitude (PAI)	6,5	0,02	8,5	15,0
	Divers			3,1	3,1
Sous-total travaux hors études, MOE et MOA		**125,8**	**0,2**	**87,2**	**213,2**
1	Etudes d'avant-projet / projet	4,4		8,5	12,9
2	Frais de maîtrise d'ouvrage	4,2	0,03	4,5	8,7
3	Frais de maîtrise d'œuvre travaux	4,6			4,6
Total (hors MR)		**139,0**	**0,2**	**100,2**	**239,4**

ANNEXE 4 : Liste des études du Projet et des conventions de financement précédentes

1/ Etudes précédentes :

- Etudes de DOCP, approuvées au Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France du 06 juillet 2011
- Etudes de schéma de principe et dossier d'enquête publique, approuvées au Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France du 05 mars 2014
- Etudes AVP phase 1, approuvées au Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France du 8 juillet 2015
- Etudes AVP phase 2, approuvées au Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France du 3 octobre 2017
- Etudes PRO phase 1, finalisées par les MOA en mai 2016
- Etudes PRO phase 2, finalisées par les MOA en décembre 2018

2/ Conventions de financement précédentes :

	Montant en € courants HT			
Convention	**Département des Hauts-de-Seine**	**Région Île-de-France**	**Etat**	**TOTAL**
2011 Du DOCP à l'Enquête publique	3 157 000 €	1 435 000 €		**4 592 000 €**
	68,75%	*31,25%*		
2014 Etudes AVP	1 642 405 €	2 463 606 €	406 089 €	**4 512 100 €**
	34,40%	*54,60%*	*9%*	
2014 1ères AF	1 810 380 €	1 671 120 €		**3 481 500 €**
	52%	*48%*		
2015 – Phase 1 Etudes PRO Mission ACT	630 559 €	1 029 914 €	441 392 €	**2 101 865 €**
	30%	49%	21%	
2015 2nd AF	3 665 294 €	5 986 648 €	2 565 706 €	**12 217 648 €**
	30%	49%	21%	
2015 – Phase 1 REA	10 686 006 €	17 453 810 €	7 480 204 €	**35 620 021 €**
	30%	49%	21%	
2017 – Phase 2 Etudes PRO Mission ACT 1er travaux	3 264 273,30 €	5 331 646,39 €	2 284 991,31 €	**10 880 911 €**
	30%	49%	21%	
Montant global	**24 855 917,30 €**	**35 371 744,39 €**	**13 178 382,31 €**	**73 406 044 €**
Taux global	***33,86%***	***48,19%***	***17,95%***	***100%***

ANNEXE 3 : CONVENTION TRAM 10

2019

Création du Tram 10

Antony – Clamart

Convention de financement
Réalisation n°2

Convention n° 19 INFRA……

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ILE-DE-FRANCE

îledeFrance

hauts-de-seine
LE DÉPARTEMENT

îledeFrance
mobilités

Table des matières

PREAMBULE 5

1 OBJET DE LA CONVENTION 5

1.1 Rappel des etudes effectuees 5
1.2 Definitions et contenu de l'Operation 5

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 5

2.1 Caracteristiques principales du Tram 10 Antony – Clamart 5
2.2 Principe de conventionnement de la phase travaux du Projet 7
2.3 Le cout global du Projet 7
2.4 Modalites d'actualisation 7

3 ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 8

3.1 L'autorite organisatrice des transports 8
3.2 La maitrise d'ouvrage 8
3.3 Les financeurs 9

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 9

4.1 Cout de la convention 9
4.2 Couts detailles de la convention 9
4.3 Plan de financement de la convention 10
4.4 Modalites de versement des credits de paiement 10
4.5 Caducite des subventions 12
4.6 Comptabilite des maitres d'ouvrage 13

5 MODALITES DE CONTROLE 13

6 DEFINITION ET GESTION DES ECARTS 14

6.1 En cas d'economies 14
6.2 En cas de depassement du cout previsionnel des depenses 14
6.3 Dispositions en cas de modification des delais 14

7 PILOTAGE ET SUIVI DU PROJET 14

7.1 Comite de suivi de la convention de financement (CSCF) 15
7.2 Comite des financeurs de l'Operation 16
7.3 Information hors CSCF et Comite des financeurs 16
7.4 Communication institutionnelle 17

8 MODIFICATION DU PROGRAMME 17

9 BILAN FINANCIER DE LA CONVENTION 18

10 BILAN DE LA REALISATION DU PROJET 18

11 DISPOSITIONS GENERALES 19

11.1 Modification de la convention 19
11.2 Reglement des litiges 19
11.3 Resiliation de la convention 19
11.4 Date d'effet et duree de la convention 19
11.5 Mesures d'ordre 20

ANNEXES 21

Entre,

En premier lieu,

- L'**État**, représenté par le Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris ;

- La **Région Île-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, ou son délégataire, dûment mandatée par la délibération n° _____ de la commission permanente du Conseil régional en date du _____ ;

- Le **Département des Hauts-de-Seine**, représenté par le Président du Conseil départemental des Hauts-de-Seine, ou son délégataire, dûment mandaté par la délibération n° _____ de la commission permanente du Conseil départemental en date du _____ ;

Ci-après désigné par « **les financeurs** » ;

En deuxième lieu,

- Le **Département des Hauts-de-Seine**, représenté par le Président du Conseil départemental des Hauts-de-Seine, ou son délégataire, dûment mandaté par la délibération n° _____ de la commission permanente du Conseil départemental en date du _____ ;
- Le **Syndicat des transports d'Île-de-France**, établissement public à caractère administratif, numéro de SIRET 287 500 078 00020, dont le siège est situé à Paris 9e, 41 rue de Châteaudun, représenté par le Directeur Général, ou son délégataire, dûment habilité par délibération n° _____ du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France en date du _____,
  ci-après désigné par « **le bénéficiaire** » ;

Ci-après désignés conjointement par « **les maîtres d'ouvrage** » ;

En troisième lieu,

- Le **Syndicat des Transports d'Île de France**, établissement public à caractère administratif, numéro de SIRET 287 500 078 00020, dont le siège est situé à Paris 9e, 41 rue de Châteaudun, représenté par le Directeur Général, ou son délégataire, dûment habilité par délibération n° _____ du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France en date du _____ ;

Ci-après désigné comme « **le Syndicat des Transports d'Île de France** », **« Île-de-France Mobilités** » ou « **l'autorité organisatrice** » ;

Ci-après désignés collectivement par « **les Parties** ».

Visas

Vu le code des transports,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement,

Vu le code de la commande publique,

Vu la loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 modifiée d'orientation sur les transports intérieurs,

Vu la loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP,

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;

Vu le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement,

Vu l'article 3 de la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 adoptant le projet de Contrat de Plan Etat Région 2015-2020,

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, signé le 9 juillet 2015 par l'Etat et la Région, révisé par avenant portant notamment sur le volet « mobilité multimodale » approuvé par délibération du Conseil régional d'Île-de-France n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 et signé le 7 février 2017 par l'Etat et la Région,

Vu la délibération n° CR 01-16 du Conseil régional d'Île-de-France du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

Vu le Dossier d'objectifs et de caractéristiques principales (DOCP), approuvé par délibération du Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France n° 2012-0206 du 11 juillet 2012,

Vu le bilan de la concertation et les orientations pour le schéma de principe et le dossier d'enquête publique, approuvé par délibération du Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France n° 2013-226 du 10 juillet 2013,

Vu le schéma de principe et le dossier d'enquête d'utilité publique approuvés par la délibération n° 2015-050 du Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France du 11 février 2015,

Vu l'enquête publique qui s'est tenue du 5 octobre au 6 décembre 2015,

Vu la délibération n° 2016-029 du Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France du 17 février 2016 levant les réserves de la Commission d'enquête et confirmant l'intérêt général du projet de création du Tram 10 Antony - Clamart,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2016-174 du 11 octobre 2016 déclarant d'utilité publique la réalisation de la ligne de tramway T10 entre Antony et Clamart et mettant en compatibilité les documents d'urbanisme des communes d'Antony, Châtenay-Malabry, Le Plessis-Robinson et Clamart,

Vu l'Avant-projet approuvé par la délibération n° 2017/150 du Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France du 22 mars 2017,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle destinée au transport public de voyageurs, et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne les étapes du Projet et leur financement défini dans le cadre de la présente convention.

1 Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de financement de la seconde tranche des travaux à hauteur de **100 000 000 € HT** en euros courants, soit **91 109 337 € HT** en euros constants (CE 12/2011).

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés au projet, objet de la présente convention, la dénomination suivante :

« Tramway Tram 10 Antony – Clamart – Convention REA 2»

1.1 Rappel des études effectuées

Les études pilotées par Ile-de-France Mobilités et le Département des Hauts-de-Seine, et définissant les travaux à réaliser sont référencées en « Annexe 1 : Liste des études et conventions de financement précédentes ».

1.2 Définitions et contenu de l'Opération

La présente convention permet d'engager les **travaux** du système de transport suivants :

- infrastructures de la voie ferrée et de la ligne aérienne de contact,
- infrastructures du site de maintenance et de remisage.

2 Contexte général du Projet

Le Tram 10 Antony – Clamart est un projet s'intégrant au sein du Nouveau Grand Paris. Ce projet est inscrit au SDRIF, approuvé par le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013, et au Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 approuvé le 18 juin 2015.

2.1 Caractéristiques principales du Tram 10 Antony – Clamart

Le Projet de tramway reliera la Croix de Berny (Antony) à la Place du Garde (Clamart). Il desservira quatre communes : Antony, Chatenay-Malabry, Le Plessis-Robinson et Clamart.

Longueur	8,2 km environ
Nombre de stations	14 stations
Mode	Tramway fer
Mise en service	2023
Fréquentation estimée	25 200 voyageurs/jour
Temps de trajet	25 minutes
Fréquence	6 minutes en HP / 8 minutes en HC

Rappels des objectifs du Projet

Ce Projet permettra de renforcer l'offre de transport dans le sud du Département des Hauts-de-Seine en complétant l'offre existante en matière de transport en commun grâce à la création d'une desserte de transport structurante et en proposant des correspondances avec le RER B à la Croix-de-Berny (Antony), le TVM à la Croix-de-Berny (Antony) et le tramway T6 à l'Hôpital Béclère (Clamart).

Le Tram 10 accompagnera les projets urbains d'un territoire en plein développement. Il répondra notamment aux nouveaux besoins de déplacement induits par ces nombreux projets, tels que les quartiers Allende et Europe à Chatenay-Malabry, le quartier Jean Zay à Antony ou le développement de la zone d'activités Novéos au Plessis-Robinson et Clamart.

Plus qu'un projet de transport, le Tram 10 constitue également un projet de requalification urbaine et de réorganisation des espaces traversés.

Rappel des financements mis en place :

Le coût d'objectif du Projet est estimé à 351 M€ HT (CE décembre 2011), hors matériel roulant, à l'issue des études d'avant-projet approuvées le 22 mars 2017 par le Conseil d'Administration du Syndicat des Transport d'Ile-de-France.

A l'heure actuelle, cinq conventions ont été signées pour le financement du Projet :

- une convention relative au DOCP, concertation, schéma de principe et enquête publique financée par la Région et le Département des Hauts-de-Seine et notifiée le 6 décembre 2011 ;
- une convention relative aux études d'avant-projet financée par la Région et le Département des Hauts-de-Seine et notifiée le 5 juin 2015 ;
- une convention de financement relative aux acquisitions foncières et libérations d'emprises financée par la Région et le Département des Hauts-de-Seine et notifiée le 5 juin 2015 ;
- une convention relative aux « études PRO, mission d'assistance aux contrats de travaux, acquisitions foncières complémentaires et premiers travaux », financée dans le cadre du CPER 2015-2020 et notifiée le 25 octobre 2017 ;
- une première convention de réalisation, incluant aussi le troisième volet des acquisitions foncières, financée dans le cadre du CPER 2015-2020 et notifiée le 4 décembre 2018.

« L'Annexe 1 : Liste des études et conventions de financement précédentes » rappelle les sommes engagées par ces conventions.

Evolutions du projet de tramway lors des études Projet :

A l'issue des études PRO, les évolutions de programme notables sont les suivantes :

- ajout d'une 3ème voie routière sur la RD 2 dans la traversée de la forêt de Meudon à la demande du maire de Clamart pour tenir compte des projets urbains de sa commune ;
- abandon, par la Ville de Chatenay-Malabry, de la dalle de mixité au-dessus des voies de remisage ;
- modification de l'aménagement des terminus pour tenir compte des recommandations de l'inspectrice des sites (entrée secondaire du Parc de Sceaux) et de la réorganisation des arrêts de bus (Place du Garde) ;
- prise en compte des chartes des communes pour le mobilier urbain.

Les études PRO ont également intégré une évolution des périmètres de maîtrise d'ouvrage, transférant les prestations suivantes de l'aménagement urbain au système de transport :

- la réalisation des massifs situés à l'intérieur du GLO
- la fourniture et la pose des bordures de GLO faisant fonction de chasse-roue
- la réalisation des espaces sécurisés Véligo situés aux terminus

Par rapport aux coûts détaillés présentés à l'AVP, ces évolutions impliquent un transfert de plus de 1,1 M € HT de coûts de travaux du périmètre de l'insertion urbaine (AMU) vers le périmètre du système de transport (ST) dans le coût prévisionnel des travaux.

2.2 Principe de conventionnement de la phase travaux du Projet

Concernant le financement de la phase travaux du Projet, il est convenu de mettre en place plusieurs conventions de financement. Elles permettront de mettre en adéquation les besoins des maîtres d'ouvrage et les capacités de mobilisation de crédits des financeurs.

2.3 Le coût global du Projet

Le coût d'objectif du Projet défini au niveau des études AVP est de **351 M€ HT** aux conditions économiques de décembre 2011, soit 375 M€ en euros courants (hors matériel roulant).

Ce coût recouvre les frais liés aux Etudes d'Avant-Projet et Projet conventionnés précédemment. Ainsi les coûts d'objectif du Projet sont différents des coûts des travaux.

Sa répartition, par maître d'ouvrage, est la suivante :

Tramway T10 Antony-Clamart
Coût global du Projet par maître d'ouvrage
en M€ HT constants et courants

Maîtres d'ouvrage	Montant en M€ CE 12/2011	Montant en M€ courants
Ile-de-France Mobilités	178	191
Département des Hauts-de-Seine	173	184
Total	351	375

2.4 Modalités d'actualisation

Les conditions économiques de référence du Projet sont celles de décembre 2011, correspondant à celles utilisées pour le schéma de principe.

Les engagements de la présente convention sont formulés uniquement en euros courants ; les appels de fonds seront payés en euros courants.

Pour être comparables, les coûts prévisionnels en euros courants sont calculés ainsi :

- à partir des indices TP01 connus à la date de la convention ;
- puis sur l'hypothèse d'une évolution de 1,8 % par an au-delà jusqu'à la date de fin de la convention.

Pour information, l'estimation du coût prévisionnel en euros courants est indiqué à l'article 1.

3 Rôle et engagements des parties

3.1 L'autorité organisatrice des transports

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2, R1241-16 et R1241-30 du code des transports, Île-de-France Mobilités en tant qu'autorité organisatrice des transports veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, elle suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage.

3.2 La maîtrise d'ouvrage

3.2.1 Identification et périmètre d'intervention des maîtres d'ouvrage

Les maîtres d'ouvrage du Projet sont le Syndicat des transports d'Île-de-France, pour le « système de transport », et le Département des Hauts-de-Seine pour « l'insertion urbaine ». La responsabilité des maîtres d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP (intégrée au Livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique).

3.2.2 Rôle du maître d'ouvrage coordinateur vis-à-vis des maîtres d'ouvrage

Le Département des Hauts-de-Seine est le maître d'ouvrage coordinnateur du Projet.

Le maître d'ouvrage coordinateur est chargé :

- d'établir le planning d'ensemble faisant apparaître l'état d'avancement général des études des deux maîtres d'ouvrage, et d'en assurer une mise à jour et un suivi réguliers ;
- d'agréger et de synthétiser les éléments relatifs à l'exécution de l'opération, notamment les éléments techniques et financiers ;
- d'identifier le plus en amont possible les questions posées par l'articulation des périmètres et par les conditions d'intervention des différents maîtres d'ouvrage.

A cette fin, le maître d'ouvrage coordinateur se charge :

- de rassembler les informations obtenues auprès des maîtres d'ouvrage de l'opération,
- de formaliser et de susciter les échanges réguliers entre les maîtres d'ouvrage pour résoudre les problèmes d'interfaces entre les maîtres d'ouvrage et/ou les présenter lors des comités et des commissions prévues à cet effet.

Le maître d'ouvrage coordinateur ne se substitue en aucun cas à l'autre maître d'ouvrage dans les responsabilités propres qui lui incombent et ne peut lui imposer des choix ou des solutions qui relèvent de ses prérogatives. Chaque maître d'ouvrage s'engage à apporter, conformément au calendrier défini à l'annexe 2 de la présente convention, les éléments d'information qui le

concernent au maître d'ouvrage coordinateur afin que celui-ci puisse exercer la mission qui lui est dévolue.

3.2.3 Engagements des maîtres d'ouvrage

Les maîtres d'ouvrage s'engagent sur le respect du coût d'objectif prévisionnel AVP en euros constants aux conditions économiques de référence de décembre 2011, rappelé à l'article 2.1.

Ce respect sera examiné par comparaison entre leur coût final justifié par chaque maître d'ouvrage ramené en euros constants sur la base de l'indice TP01 et le coût d'objectif prévisionnel défini, en euros constants, dans l'avant-projet (voir pour rappel l'Annexe 5 : Détail du coût d'objectif du Projet).

Chaque maître d'ouvrage s'engage sur la réalisation des travaux, tels que définis dans l'article 1.2, objets de la présente convention et sur le respect du planning défini à l'Annexe 2 : Calendrier prévisionnel.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à prévenir Île-de-France Mobilités, en qualité d'AOT, des risques de non-respect du planning et/ou celui du dépassement des coûts, dans les meilleurs délais. L'AOT informera par la suite les financeurs sur la base des éléments qui lui auront été transmis.

3.3 Les financeurs

3.3.1 Identification

Le financement de la présente convention est assuré, au titre du Contrat de plan Etat-Région (CPER) 2015-2020, par :

- L'Etat : 21 % ;
- La Région Ile-de-France : 49 % ;
- Le Département des Hauts-de-Seine: 30 %.

3.3.2 Engagements des financeurs

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation de l'Opération, par les maîtres d'ouvrages visés à l'article 3.2.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention.

Ce financement s'inscrit, comme indiqué dans l'article 2.2 de la présente convention, dans le cadre de conventions de financement de la phase de réalisation du Projet qui seront mises en place au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

4 Modalités de financement et de paiement

4.1 Coût de la convention

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la convention est estimé à **100 000 000** euros **courants hors taxes**.

4.2 Coûts détaillés de la convention

Les maîtres d'ouvrage fournissent une estimation en euros courants HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du Projet.

Opération tramway T10 Antony-Clamart en euros courants HT		
	Département des Hauts-de-Seine	**Île-de-France Mobilités**
Travaux d'infrastructure – voie ferrée et Ligne aérienne de contact	-	64 000 000 €
Travaux du SMR	-	24 000 000 €
Frais de MOA et MOE	-	12 000 000 €
TOTAL	**-**	**100 000 000 €**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles, dans le respect du principe de fongibilité entre postes de dépenses pour chaque maître d'ouvrage, et dans le respect de l'enveloppe globale par maître d'ouvrage.

4.3 Plan de financement de la convention

Le plan de financement est établi en euros courants comme suit :

Tram 10 Antony-Clamart – CFi REA 2 en euros courants HT et clé de financement				
Financeurs / MOA	**Etat 21%**	**Région 49%**	**CD 92 30%**	**Total 100%**
IDFM	21 000 000 €	49 000 000 €	30 000 000 €	100 000 000 €
CD 92	-	-	-	**-**
Total	**21 000 000 €**	**49 000 000 €**	**30 000 000 €**	**100 000 000 €**

4.4 Modalités de versement des crédits de paiement

4.4.1 Acomptes

A-Versement des acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'Opération sur présentation d'appels de fonds par le bénéficiaire. A cette fin, le bénéficiaire transmet aux financeurs et sur son périmètre, des demandes de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/d'engagement auxquels l'appel de fonds se rattache.

a – pour la Région et le Département des Hauts-de-Seine :

La demande de versement des acomptes formulée par le bénéficiaire comprendra :

- l'état récapitulatif des montants des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;

- l'état détaillé des factures acquittées par le bénéficiaire indiquant notamment la date et la référence des factures, leur date d'acquittement et leur montant, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations, et le cas échéant, les frais de maîtrise d'ouvrage. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 4.2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement.

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3.

La demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire.

b – pour l'Etat :

La demande de versement des acomptes formulée par le bénéficiaire comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en pourcentage et en euros constants par rapport au coût d'objectif) par postes de dépenses tel que définis à l'article 4.2, daté et signé par le responsable du projet ;
- un état récapitulatif des factures comptabilisées certifiées exactes par le comptable public en charge de la comptabilité du bénéficiaire.

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3.

La demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire.

B-Plafonnement des acomptes

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la **Région** au bénéficiaire est plafonné à 95% avant le versement du solde. Ce taux de 95% est applicable pour la Région uniquement dans le cas d'une Opération inscrite au CPER 2015-2020.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par le **Département des Hauts-de-Seine** au bénéficiaire est plafonné à 95% avant le versement du solde.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par l'**Etat** au bénéficiaire est plafonné à 80% de l'autorisation d'engagement mise en place en euros courants avant le versement du solde.

L'annexe 3 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du bénéficiaire et des appels de fonds, à actualiser chaque année en septembre.

4.4.2 Versement du solde

Après achèvement des travaux prévus dans la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- des documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 ;
- d'un rapport de présentation « d'avancement de chantier » indiquant le descriptif des réalisations effectuées et justifiant les actions qui n'auraient pas été réalisées au moment du solde financier de la présente convention ;
- du bilan financier de la convention, comprenant notamment le relevé final des dépenses et des recettes, tel qu'indiqué à l'article 9 ;

La demande de solde est signée par le représentant légal du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, chaque bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Le versement du solde est conditionné par un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal du bénéficiaire et certifié par le comptable public.

4.4.3 Paiement

Le versement des montants de subvention appelés par le bénéficiaire doit être effectué dans un délai conforme aux règles budgétaires et financières de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini aux articles 4.4.1 et 4.4.2.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du bénéficiaire.

4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du bénéficiaire aux coordonnées suivantes :

- **Syndicat des Transports d'Île-de-France**

Code IBAN							Code BIC
FR76	1007	1750	0000	0010	0507	972	TRPUFRP1

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service / Coordonnées
Etat	DRIEA 21-23, rue Miollis 75 015 PARIS	SPoT / CBSF
Région Ile-de-France	2, rue Simone Veil 93 400 SAINT-OUEN	Pôle Finance Direction de la comptabilité
Département des Hauts-de-Seine	Hôtel du Département - Arena 92 731 Nanterre Cedex	Pôle Aménagement et Développement du Territoire Direction des Mobilités
Île-de-France Mobilités	39-41, rue de Châteaudun 75 009 PARIS	Direction des Infrastructures

4.5 Caducité des subventions

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et est annulée si, à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un (1) an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'Opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

L'Opération ayant donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projets, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'Opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'Opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6 Comptabilité des maîtres d'ouvrage

Le bénéficiaire s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses liées à l'Opération faisant l'objet de la présente convention.

Île-de-France Mobilités s'engage à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 Modalités de contrôle

Les financeurs et Île-de-France Mobilités, en tant qu'AOT, se réservent le droit de solliciter auprès des maîtres d'ouvrage toutes informations, tous documents et pièces comptables justificatives relatifs à la comptabilité propre à l'investissement.

Par les financeurs

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Les maîtres d'ouvrage conservent l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire jugée utile quant à l'exécution de l'Opération, activité ou action subventionnée.

Par Île-de-France Mobilités

Dans le cadre de l'article R 1241-30 du code des transports, Île-de-France Mobilités veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

Pour répondre à ce suivi, les maîtres d'ouvrage fournissent et actualisent les fiches de programmation financières présentées à l'occasion de chacun des comités de suivi de la convention de financement, tel que décrit ci-dessous à l'article 7.1.

6 Définition et gestion des écarts

6.1 En cas d'économies

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le bénéficiaire s'avèrent inférieures au montant total initialement prévu à l'article 4.2, les subventions attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

6.2 En cas de dépassement du coût prévisionnel des dépenses

S'il apparaît que, au cours de l'Opération, malgré toutes les mesures correctives proposées, le coût prévisionnel des dépenses relatives à la convention ne peut être respecté, les maîtres d'ouvrage fournissent à l'autorité organisatrice et aux financeurs un rapport détaillé sur l'origine des surcoûts, l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par l'autorité organisatrice aux financeurs, qui s'appuie notamment sur les éléments transmis par les maîtres d'ouvrage et précisera la nécessité éventuelle de réaliser un AVP modificatif.

Au vu de l'avis rendu par Île-de-France Mobilités, en tant qu'AOT, les financeurs préciseront alors, lors du Comité des Financeurs (cf. article 7.2), le montant du dépassement et la nature des surcoûts qu'ils entendent financer ou les adaptations, notamment de phasage, qu'ils souhaiteraient voir apporter à l'Opération pour porter leur financement au-delà de celui prévu par l'article 4.1.

Le plan de financement des surcoûts est alors arrêté en concertation entre les financeurs, l'autorité organisatrice et les maîtres d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant.

Dans le cas où l'accord préalable des financeurs n'a pas été sollicité la prise en charge des dits dépassements incombe aux maîtres d'ouvrage.

6.3 Dispositions en cas de modification des délais

S'il apparaît que, malgré toutes les mesures proposées, le respect du délai prévu à « Annexe 2 : Calendrier prévisionnel » ne peut être assuré, Île-de-France Mobilités, en tant qu'AOT, et les financeurs peuvent solliciter un rapport détaillé auprès des maîtres d'ouvrage, sur l'origine et l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par Île-de-France Mobilités, en tant qu'AOT, aux financeurs, qui s'appuiera notamment sur les éléments transmis par les maîtres d'ouvrage, et précisera la nécessité éventuelle de réaliser un avant-projet modificatif.

Il indiquera notamment les incidences sur le planning et le phasage initial de l'ensemble des travaux de l'Opération. Par ailleurs cet avis précisera l'impact sur l'offre de transport.

Au vu de ce rapport, et de l'avis éventuel formulé par les maîtres d'ouvrage, les financeurs émettent un avis. Le délai modifié est alors retenu en concertation entre les financeurs, l'autorité organisatrice et les maîtres d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant.

7 Pilotage et suivi du Projet

La gouvernance du Projet s'articule comme suit autour de plusieurs comités.

7.1 Comité de suivi de la convention de financement (CSCF)

A l'initiative d'Île-de-France Mobilités, il est constitué un comité de suivi de la convention de financement, ci-après désigné « le Comité de Suivi » ou « CSCF » comprenant des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention. Ce Comité de Suivi aborde principalement les questions techniques et financières du Projet.

Ce CSCF se réunit au moins deux fois par an en séance ordinaire, les membres étant convoqués par le STIF avec un préavis minimum d'un mois.

En tant que de besoin, et notamment pour les questions comptables, à l'initiative d'un des membres, le Comité de Suivi peut être réuni en séance extraordinaire par Île-de-France Mobilités ou les financeurs, dans le mois de sa saisine par le demandeur.

Les maîtres d'ouvrage établissent un compte-rendu de l'exécution de leurs missions et des différentes analyses et procèdent à la mise à jour de la programmation financière.

Ce compte-rendu est analysé par Île-de-France Mobilités, en tant qu'autorité organisatrice, et fait l'objet d'un avis d'Île-de-France Mobilités aux financeurs.

Le suivi de l'Opération s'organise principalement autour des trois thématiques suivantes :

1/ Le suivi technique et opérationnel, soit :

- l'organisation mise en place pour la réalisation de l'Opération (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre) ;
- le point sur l'avancement des travaux et acquisitions foncières ;
- une appréciation sur le déroulement des opérations et leur nature ;
- la liste des principaux marchés signés avec leur date, leur montant d'engagement et le nom du titulaire ;
- la liste des principaux marchés à venir avec leur date et leur montant prévisionnel d'engagement ;
- le suivi du calendrier des travaux.

2/ Le suivi financier et administratif, soit :

- le point sur le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il peut être estimé à la date du compte-rendu ;
- un état comparatif entre d'une part le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il est estimé à la date du comité de suivi au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser, et d'autre part le coût de réalisation fixé pour le maître d'ouvrage ;
- un état comparatif entre le coût prévisionnel du Projet détaillé par postes CERTU tel qu'indiqué à l'AVP et le coût final du Projet détaillé par postes CERTU tel qu'il est estimé à la date du comité de suivi au regard des prestations déjà exécutées et de celles restant à réaliser ;
- un état des lieux sur la consommation des provisions ;
- le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et délais ;

- le montant des dépenses comptabilisées ;
- le montant des subventions appelées, versées et restant à verser par financeur ;
- le montant prévisionnel réactualisé des appels de fonds par financeur pour l'exercice en cours et pour les exercices suivants ;
- le point sur les recours contentieux introduits (troubles de voisinage, sinistres, nuisances de chantier, réclamations diverses).

Au titre de la présente convention, et le cas échéant pour les autres conventions de financement en vigueur concernant le même Projet, chaque maître d'ouvrage effectue une mise à jour des prévisions pluriannuelles de ses dépenses, de ses engagements et de ses appels de fonds. Ils sont établis en euros courants prévisionnels et en euros constants aux conditions économiques de référence de 12/2011 pour toute la période de réalisation.

Ces tableaux couvrent la totalité de la période du Projet.

Lors de sa première séance, le CSCF acte le tableau présentant les délais et les coûts détaillés de chaque maître d'ouvrage et leur décomposition, celui-ci servant de base au suivi du Projet, en termes financier et d'avancement.

3/ La communication autour du projet :

- le suivi du plan de communication mis en place pour l'Opération ;
- les points spécifiques sur lesquels communiquer éventuellement auprès des usagers.

7.2 Comité des financeurs de l'Opération

Il réunit les financeurs et les maîtres d'ouvrage. Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un mois, les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable.

Les maîtres d'ouvrage établissent un compte-rendu de l'exécution de leurs missions et des différentes analyses réalisées. Ce compte-rendu est analysé par Île-de-France Mobilités, en tant qu'autorité organisatrice, et fait l'objet d'un avis d'Île-de-France Mobilités aux financeurs.

Ce Comité des financeurs a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement du Projet dans le respect des délais et du coût prévisionnel.

Il se réunit en tant que de besoin concernant des questions ayant des incidences majeures sur l'Opération, notamment les ajustements de programmation techniques, administratifs et financiers, qui n'auraient pu être validés par le CSCF décrit à l'article 7.1. Les maîtres d'ouvrage présentent alors au Comité des financeurs les éléments de compréhension de ces modifications, leurs impacts et leurs incidences sur le Projet, et ce, en vue de permettre au Comité de définir les modalités de prise en compte de ces modifications et de poursuite de l'Opération. Le cas échéant, les dispositions prévues à l'article 6 de la présente convention seront mises en œuvre.

7.3 Information hors CSCF et Comité des financeurs

Les maîtres d'ouvrage s'engagent pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement des travaux devant le Conseil d'Île-de-France Mobilités à la demande de ce dernier ;

- à tenir informés les financeurs, entre deux comités, de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles de l'appel de fond sur l'exercice en cours ;
- à informer les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent également à inviter les financeurs ou les experts missionnés par ceux-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du Projet.

Par défaut, les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins quinze jours avant la réunion.

7.4 Communication institutionnelle

Le comité technique de communication (CTC) réunit les maîtres d'ouvrage et les financeurs.

En fonction des besoins, et au minimum une fois par an, il réunit les maîtres d'ouvrage et les financeurs du Projet ainsi que les prestataires de communication de l'Opération (stratégie et mise en œuvre). Les financeurs sont convoqués avec un préavis minimum d'un mois, les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable.

Le compte-rendu sera assuré par les maîtres d'ouvrage.

Ce comité échange sur la communication relative au Projet : la stratégie et le plan de communication, les principes à intégrer dans les marchés de communication, la mise en œuvre des actions de concertation et de communication.

Cette communication est partagée et validée par les maîtres d'ouvrage et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maîtres d'ouvrage, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : Etat, Région, Département des Hauts-de-Seine ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

8 Modification du programme

Toute modification du programme fonctionnel, toute modification technique significative par rapport aux dispositions approuvées de l'avant-projet ou toute modification pouvant conduire à un dépassement significatif des délais globaux définis dans l'AVP, entrainant un décalage de la mise en service, ou des coûts d'objectif définis dans l'AVP, peut conduire, selon la réglementation applicable aux maîtres d'ouvrage ou selon l'appréciation d'Île-de-France Mobilités en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la réalisation d'un avant-projet modificatif, présenté au Conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités.

En conséquence, dès qu'un maître d'ouvrage envisage des modifications du programme du projet défini dans l'avant-projet approuvé en Conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités du 22 mars 2017 par la délibération susvisée, il transmet aux financeurs, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. Il devra veiller en particulier à indiquer si les modifications proposées sont susceptibles d'engendrer des incidences techniques ou financières. Au vu de l'ensemble de ces éléments, Île-de-France Mobilités, en tant qu'AOT, validera les propositions mineures sans incidence

sur le coût, ou appréciera l'opportunité d'une saisine du Comité des Financeurs ainsi que la nécessité de réaliser un avant-projet modificatif formalisant les évolutions apportées à l'Opération.

Cet avant-projet modificatif sera présenté au Conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités. Il donnera lieu ensuite à la conclusion d'un avenant à la présente convention, indiquant toutes les conséquences notamment en matière de caractéristiques techniques, de coût de réalisation, de répartition des financements et de délai de réalisation de l'opération. Les travaux concernés ne pourront avoir un début d'exécution qu'après la signature de l'avenant et l'attribution des financements correspondants.

L'application des dispositions de cet article ne doit pas faire obstacle à la poursuite des travaux sur la partie non touchée par les modifications.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la prise en compte par les maîtres d'ouvrage de demandes, d'un des financeurs ou de tiers, d'adaptations localisées de l'Opération, ne modifiant pas son aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'avant-projet. La prise en compte de ces modifications sera soumise à l'accord préalable des maîtres d'ouvrage. Les éventuels surcoûts engendrés sont à la charge exclusive des demandeurs.

9 Bilan financier de la convention

A l'appui de la demande de solde de la convention, le bénéficiaire établit sous sa responsabilité un bilan financier des dépenses et des recettes relevant de son périmètre dans le cadre de la présente convention.

Ce bilan présentera notamment une décomposition des dépenses selon les postes constitutifs de son coût prévisionnel, l'ensemble des dépenses comptabilisées étant désactualisé mensuellement aux conditions économiques de référence de la convention à titre informatif (avec mise en évidence du montant de l'actualisation réglée par les maîtres d'ouvrage) afin de permettre une comparaison.

Ce bilan financier de la convention comportera notamment :

- le récapitulatif des subventions attribuées ;
- le récapitulatif des versements effectués par les différents financeurs ;
- le récapitulatif des dépenses effectivement payées à la date de réalisation du bilan ;
- le calcul et la justification de l'état du solde, à savoir la différence entre les dépenses effectivement payées par les maîtres d'ouvrage à la date de réalisation du bilan et les versements effectués par les financeurs.

10 Bilan de la réalisation du Projet

La dernière convention de financement de réalisation du projet Tram 10 Antony-Clamart actera, dans des articles spécifiques :

- le calcul et la justification de l'état du solde, à savoir la différence entre les dépenses effectivement payées par les maîtres d'ouvrage à la date de réalisation du bilan de la dernière convention de réalisation du projet et les versements effectués par les financeurs (l'ensemble des dépenses des maîtres d'ouvrage fera l'objet d'une désactualisation mensuelle afin de permettre la vérification du respect du coût d'objectif du Projet, établi en euros constants),
- les modalités de bilan financier, d'audit et de clôture de la réalisation du Projet ;
- les modalités de réalisation du bilan LOTI du projet.

11 Dispositions générales

11.1 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

11.2 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont soumis au Tribunal Administratif de Paris.

11.3 Résiliation de la convention

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une des autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A la date d'effet de la résiliation, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au bénéficiaire, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation de la convention. Sur cette base, le bénéficiaire procèdent à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire des subventions.

11.4 Date d'effet et durée de la convention

La convention prend effet à compter de sa notification par Île-de-France Mobilités à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de son approbation par la Commission permanente du Conseil Régional d'Île-de-France.

Sans préjudice des dispositions prévues aux articles 5 et 10, la présente convention expire soit à la date d'effet de la résiliation telle que prévu à l'article 11.3, soit après le solde de la totalité des subventions dues au bénéficiaire selon les modalités des articles 4.4.2 et 6, soit à la date de caducité prévue par l'article 4.5 et au plus tard 48 mois après la mise en service du Projet.

11.5 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 4 exemplaires originaux un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / /

Pour l'Etat, Michel CADOT Préfet de la région Île-de-France – Préfet de Paris	Pour la Région Île-de-France, Valérie PECRESSE Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France	Pour le Département des Hauts-de-Seine Patrick DEVEDJIAN Président du Département des Hauts-de-Seine
	Pour le Syndicat des transports d'Île-de-France, Laurent PROBST Directeur Général	

Annexes

Annexe 1 : Liste des études et des conventions de financement précédentes

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel

Annexe 3 : Echéancier prévisionnel des dépenses et appels de fonds relatifs à la présente convention (REA 2)

Annexe 4 : Organigramme détaillé

Annexe 5 : Détail du coût d'objectif du Projet

Annexe 1 : Liste des études et conventions de financement précédentes

1/ Etudes précédentes :

- Etudes de DOCP, approuvées au Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France du 11 juillet 2012,
- Etudes de schéma de principe et dossier d'enquête publique, approuvées au Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France du 11 février 2015.
- Etudes AVP, approuvées au Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France du 22 mars 2017
- Etudes PRO, finalisées en 2018.

2/ Conventions de financement précédentes :

	Montant en € courants HT			
Convention	**Département des Hauts-de-Seine**	**Région Île-de-France**	**Etat**	**TOTAL**
2011 DOCP Concertation Schéma de principe Enquête publique	4 420 000 € *65%*	2 380 000 € *35%*		**6 800 000 €**
2015 Etudes AVP	4 316 000 € *52%*	3 984 000 € *48%*		**8 300 000 €**
2015 1ères acquisitions foncières	3 153 800 € *52%*	2 911 200 € *48%*		**6 065 000 €**
2017 Etudes PRO Mission ACT 2nd acquisitions foncières 1er travaux	8 040 000 € 30%	13 132 000 € 49%	5 628 000 € 21%	**26 800 000 €**
2018 REA 1 AF 3	11 400 000 € 30%	18 620 000 € 49%	7 980 000 € 21%	**38 000 000 €**
Montant global	**31 329 800 €**	**41 027 200 €**	**13 608 000 €**	**85 965 000 €**
Participation globale	***36,445%***	***47,725%***	***15,83%***	***100%***

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel

➢ Calendrier prévisionnel des opérations couvertes par cette convention

	2019	2020	2021	2022	2023
Travaux d'infrastructure – voie ferrée et Ligne aérienne de contact					
Travaux du SMR					

➢ Calendrier prévisionnel du Projet

Etudes PRO : mai 2017 à avril 2018

Mission ACT : début 2018 à mi 2019

Acquisitions foncières : 2016 - 2019

Dévoiements des réseaux concessionnaires : 2017 – 2019

Travaux préparatoires aménagements urbains : 2017 – 2019

Travaux démolition-reconstruction OA LGV : mars 2018 à octobre 2019

Travaux sur le site du SMR : mars 2018-fin 2021

Travaux préparatoires système de transport : fin 2018 / 2019

Travaux du tramway : mi 2019 à fin 2022

Mise en service du tramway : 1er semestre 2023

Annexe 3 : Echéancier prévisionnel des dépenses et appels de fonds relatifs à la présente convention (REA 2)

a) Echéancier prévisionnel des dépenses exprimées en euros **courants** HT :

IDFM	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Total
Travaux d'infrastructure : voie ferrée et ligne aérienne de contact	5 000 000	20 000 000	25 000 000	10 000 000	2 000 000	2 000 000	**64 000 000**
Travaux du SMR	9 000 000	5 000 000	7 500 000	2 000 000	500 000		**24 000 000**
Frais de MOA et MOE	2 000 000	4 000 000	4 000 000	1 000 000	500 000	500 000	**12 000 000**
TOTAL	**16 000 000**	**29 000 000**	**36 500 000**	**13 000 000**	**3 000 000**	**2 500 000**	**100 000 000**

b) Echéancier prévisionnel des appels de fonds exprimés en euros **courants** :

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Total
Région (49 %)	7 840 000	14 210 000	17 885 000	6 370 000	1 470 000	1 225 000	**49 000 000**
Etat (21 %)	3 360 000	6 090 000	7 665 000	2 730 000	630 000	525 000	**21 000 000**
CD 92 (30 %)	4 800 000	8 700 000	10 950 000	3 900 000	900 000	750 000	**30 000 000**
TOTAL appel de fonds	**16 000 000**	**29 000 000**	**36 500 000**	**13 000 000**	**3 000 000**	**2 500 000**	**100 000 000**

Annexe 4 : Organigramme détaillé

MAITRISE D'OUVRAGE ÎLE-DE-FRANCE MOBILITES

Maître d'ouvrage :

Elodie HANEN – Directrice générale adjointe

Emilie LEMAIRE – Chef du département « Projets de surface – zone 1 »

Gaëlle LE GENISSEL – Chargée de projet Tram 10 Antony – Clamart

Marine LERCH – Chargée de projet Tram 10 Antony – Clamart

MAITRISE D'OUVRAGE DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

Maître d'ouvrage :

Philippe CARON – Directeur des Mobilités

Frédéric TORNIOR – Chef de projet Tram 10 Antony – Clamart

Mathieu PIMOR – Adjoint au chef de projet Tram 10 Antony – Clamart

Annexe 5 : Détail du coût d'objectif du Projet

Selon l'AVP du projet approuvé par le Conseil d'Île-de-France Mobilités du 22 mars 2017, les coûts de la phase de réalisation sont les suivants (exprimés en M€ constants aux CE de décembre 2011 et hors matériel roulant) :

N° poste CERTU	Intitulé poste CERTU	Estimation AVP en M€ HT (val. déc 2011)		
		Département 92	Ile-de-France Mobilités	Total
5	Déviations de réseaux	0,8	1	1,8
6	Travaux préparatoires	20,6	13,9	34,5
7	Ouvrages d'art	10,5	0	10,5
8	Plate-forme tramway	10,1	7,1	17,2
9	Voie ferrée	0	22,6	22,6
10	Revêtement de la plate-forme tramway	0	12,8	12,8
11	Voirie (hors site propre) et espaces publics	54,6	0	54,6
12	Equipements, mobiliers urbains, espaces verts	7,6	0,5	8,1
13	Signalisation routière	4,1	0	4,1
14	Stations	0	9,5	9,5
15	Alimentation en énergie de traction	0	14	14
16	Courants faibles et Poste de commandes centralisé (PCC)	0	14,8	14,8
17	Dépôt	0	38	38
19	Opérations induites	4,6	0	4,6
Sous-total travaux hors AF et aléas		**112,9**	**134,2**	**247,1**
4	Acquisitions foncières et libération d'emprises	24,8	5,1	29,9
20	Provision pour aléas et incertitude (PAI)	11,3	13,4	24,7
Sous-total travaux hors études, MOE et MOA		**149**	**152,7**	**301,7**
1	Etudes d'avant-projet / projet	5,8	5,5	11,3
2	Frais de maîtrise d'ouvrage	12,8	13,8	26,6
3	Frais de maîtrise d'œuvre travaux	5,2	6,1	11,3
Total (hors MR)		**173**	**178**	**351**

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc145914-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-130

DU 3 JUILLET 2019

RENOUVELLEMENT DU MATÉRIEL ROULANT : ADAPTATIONS DES INFRASTRUCTURES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code des transports ;
VU La délibération cadre n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 09 juillet 2015 et sa révision approuvée par délibération n° CR 123-16 du 14 décembre 2016 au travers d'un avenant portant sur le volet mobilité multimodale ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;
VU La délibération n° CP 2017-412 du 18 octobre 2017 approuvant la convention de financement des études d'Avant-Projet et DCE de la sous-station de Cesson au titre de l'adaptation des infrastructures du RER D pour le déploiement du RER NG ;
VU La délibération CP 2017-412 du 18 octobre 2017 approuvant la convention de financement des études APO et premiers travaux des adaptations d'infrastructure pour le déploiement du Regio2N sur la ligne Transilien R ;
VU La délibération n° CP 2018-331 du 19 septembre 2018 approuvant la convention de financement relative aux études Projet et premiers Travaux (PRO/REA) concernant l'adaptation des infrastructures RATP pour le déploiement du MING ;
VU La délibération n° CP 2018-435 du 17 octobre 2018 approuvant la convention de financement des études d'Avant-Projet/Projet (APO) et DCE partiels relatif à l'adaptation des infrastructures RER D pour le déploiement du RERNG ;
VU La délibération n° CP 2018-455 du 21 novembre 2018 approuvant la convention de financement des études d'Avant-Projet, Projet (AVP/PRO) et DCE relatives aux installations fixes liées au garage et maintenance du matériel roulant des lignes L/A/J/, E/P, N et D/R ;
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour l'année 2019 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-130 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article n°1 :

Décide de participer au financement du projet « RER B - Adaptation des infrastructures RATP pour le déploiement du matériel roulant MING – Convention PRO/REA » détaillé dans la fiche projet en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **35 000 000 €.**

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention jointe en annexe 2 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **35 000 000 €** disponible sur le chapitre 908 «Transports», code fonctionnel 811 « Transport ferroviaire régional de voyageurs », programme PR 811-004 « Liaisons ferroviaires », action 481004011 « Liaisons ferroviaires » du budget 2019.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2015-2020 :
- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »
- Action 111 « Modernisation du réseau existant – schémas directeurs du Réseau Express Régional et schémas de secteurs »
- Opération 11102 « Schéma Directeur – RER B».

Article n°2 :

Décide de participer au financement du projet « RER D – Adaptation des infrastructures pour le déploiement du RER NG – convention n° 1 APO-PRO-REA » détaillé dans la fiche projet en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **28 770 000 €**.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention jointe en annexe 2 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **28 770 000 €** disponible sur le chapitre 908 «Transports», code fonctionnel 811 « Transport ferroviaire régional de voyageurs », programme PR 811-004 « Liaisons ferroviaires », action 481004011 « Liaisons ferroviaires » du budget 2019.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2015-2020 :
- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »
- Action 111 « Modernisation du réseau existant – schémas directeurs du Réseau Express Régional et schémas de secteurs »
- Opération 11104 « Schéma Directeur – RER D».

Article n°3 :

Décide de participer au financement du projet « RER D – Avenant n° 1 à la convention travaux des rehaussements de quais en gare de Villeneuve Saint-Georges pour le déploiement du RER NG »

détaillé dans la fiche projet en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de
2 981 841 €.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention jointe en annexe 2 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **2 981 841 €** disponible sur le chapitre 908 «Transports», code fonctionnel 811 « Transport ferroviaire régional de voyageurs », programme PR 811-004 « Liaisons ferroviaires », action 481004011 « Liaisons ferroviaires » du budget 2019.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2015-2020 :
- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »
- Action 111 « Modernisation du réseau existant – schémas directeurs du Réseau Express Régional et schémas de secteurs »
- Opération 11104 « Schéma Directeur – RER D ».

Article n° 4 :

Décide de participer au financement du projet « Ligne Transilien R – Adaptation des infrastructures pour le déploiement du Régio2N – convention n° 1 REA » détaillé dans la fiche projet en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **4 410 000 €**.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention jointe en annexe 2 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

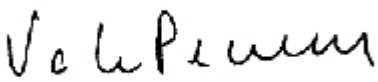
Affecte une autorisation de programme de projet de **4 410 000 €** disponible sur le chapitre 908 «Transports», code fonctionnel 811 «Transport ferroviaire régional de voyageurs», programme PR 811-004 « Liaisons ferroviaires », action 481004011 « Liaisons ferroviaires » du budget 2019.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2015-2020 :
- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »
- Action 111 « Modernisation du réseau existant – schémas directeurs du Réseau Express Régional et schémas de secteurs »
- Opération 11116 « Schéma de secteur Transilien – Ligne R ».

Article n°5 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans les fiches projets jointes en annexe 1 à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Fiches projet

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-130

DOSSIER N° 19005288 - RER B - ADAPTATION DES INFRASTRUCTURES RATP POUR LE DEPLOIEMENT DU MATERIEL ROULANT MING - CONVENTION PRO/REA

Dispositif : Opérations d'infrastructure de transports en commun (n° 00000423)
Imputation budgétaire : 908-811-2041783-481004-200
Action : 481004011- Liaisons ferroviaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	50 000 000,00 € HT	70,00 %	35 000 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS
Adresse administrative : 54 QUAI DE LA RAPEE
75012 PARIS CEDEX 12
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Madame Catherine GUILLOUARD, Présidente Directrice Générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : attribution d'une subvention relative aux études Projet et Travaux concernant l'adaptation des infrastructures du RER B pour le déploiement du matériel roulant MING

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 31 décembre 2025
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Par sa délibération en date du 22 mars 2017, le Conseil du STIF a approuvé les opérations de modernisation s'inscrivant dans la perspective de l'arrivée d'un nouveau matériel roulant MING sur le RER B dont le programme d'études d'adaptation des infrastructures.
La présente convention consiste principalement à financer la poursuite des travaux de quais nécessaires au déploiement du nouveau matériel roulant MING.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Les adaptations des infrastructures du RER B pour le déploiement du MING sont financées dans le cadre du CPER 2015-2020.

Le montant global des travaux de la convention s'élève à 50 000 000 € sur le périmètre RATP répartis entre :
- L'Etat à 30 % (soit 15 000 000 €),
- La Région à 70 % (soit 35 000 000 €).

La part totale régionale s'élève à 35 000 000 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma directeur du RER B

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	42 500 000,00	85,00%
MOE	5 000 000,00	10,00%
MOA	2 500 000,00	5,00%
Total	50 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RIF	35 000 000,00	70,00%
Etat (en cours)	15 000 000,00	30,00%
Total	50 000 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-130

DOSSIER N° 19005780 - RER D - ADAPTATION DES INFRASTRUCTURES POUR LE DEPLOIEMENT DU RER NG - CONVENTION N°1 APO-PRO-REA

Dispositif : Opérations d'infrastructure de transports en commun (n° 00000423)
Imputation budgétaire : 908-811-2041723-481004-200
Action : 481004011- Liaisons ferroviaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	41 100 000,00 € HT	70,00 %	28 770 000,00 €
	Montant total de la subvention		28 770 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15/17 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93200 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Patrick JEANTET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention pour les études AVP/PRO et les travaux d'adaptation des infrastructures du RER D dans la perspective du déploiement du RER NG.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2018 - 31 décembre 2026
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de respecter le planning de mise en service de l'opération, le maître d'ouvrage a été contraint de lancer les travaux par anticipation. Les factures seront prises en compte à compter du 1er janvier 2018.

Description :
L'opération consiste en la réalisation de toutes les adaptations d'infrastructures nécessaires pour permettre la mise en exploitation commerciale des rames du RER NG sur la ligne du RER D.

Cette convention concerne les études d'Avant-Projet/Projet (APO), Projet (PRO) et les travaux d'adaptation sous la maîtrise d'ouvrage (MOA) de SNCF Réseau liées aux matériels roulants RER NG de la ligne du RER D, notamment :
1/ pour les adaptations Infra et les adaptations des voies de service
- Les adaptations permettant la desserte commerciale des gares
- Les adaptations d'équipements permettant la bonne circulation des trains
- Rehaussement des quais nominaux RER D non SDA (incluant mise aux normes de l'éclairage)
- Ajustement à 55cm des quais
- Renforcement de l'alimentation électrique pour tirer pleinement partie des performances du RER NG
- Adaptations feeder, caténaires et entrevoies des garages de la ligne D
2/ Phase REA des adaptations des infrastructures en ligne

3/ Phase REA des adaptations garages
4/ Phase REA des travaux de la sous-station de Cesson

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Les études APO, PRO et premiers travaux sont financés dans le cadre du CPER 2015-2020.

Le montant global de ces études et travaux d'adaptation d'infrastructure sur la ligne du RER D, s'élève à 41 100 000 €, soit une participation régionale à hauteur de 28 770 000 € (70 %).

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma directeur du RER D

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Adaptation des voies principales APO n°2	7 800 000,00	18,98%
Adaptation voies principales REA n°1	1 860 454,00	4,53%
Adaptation voies de service APO n°1	4 700 000,00	11,44%
Adaptation voies de service REA n°1	17 600 000,00	42,82%
Sous-station de Cesson/travaux et fournitures	7 270 780,00	17,69%
Sous-station de Cesson/Provision pour risques	749 289,00	1,82%
Sous-station de Cesson/frais MOE	577 482,00	1,41%
Sous-station de Cesson/frais AMOA	386 963,00	0,94%
Sous-station de Cesson/frais MOA	155 032,00	0,38%
Total	41 100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	28 770 000,00	70,00%
Etat (en cours)	12 330 000,00	30,00%
Total	41 100 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-130

DOSSIER N° 19005820 - RER D - AVENANT N°1 A LA CONVENTION TRAVAUX DES REHAUSSEMENTS DE QUAIS EN GARE DE VILLENEUVE SAINT-GEORGES POUR LE DEPLOIEMENT DU RER NG

Dispositif : Opérations d'infrastructure de transports en commun (n° 00000423)
Imputation budgétaire : 908-811-2041723-481004-200
Action : 481004011- Liaisons ferroviaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 259 774,00 € HT	70,00 %	2 981 841,00 €
	Montant total de la subvention		2 981 841,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15/17 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93200 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Patrick JEANTET, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : attribution d'une subvention travaux pour le rehaussement des quais en gare de Villeneuve Saint-Georges pour le déploiement du nouveau matériel roulant de type RER NG sur la ligne du RER D

Dates prévisionnelles : 17 octobre 2018 - 31 décembre 2025
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Cette subvention a pour objet de compléter le financement de l'opération, dont la convention initiale a été votée par délibération N° CP 2018-435 du 17 octobre 2018. Le nouveau montant a fait l'objet d'une expertise par IdFM.

Description :
Ile-de-France Mobilités a approuvé le 13 juillet 2016 un programme très ambitieux de renouvellement et de rénovation du matériel roulant Transilien sur le fondement des propositions du groupe SNCF.

Les nouveaux matériels roulants sont une composante déterminante de l'amélioration de la qualité de service sur les lignes ferrées du réseau francilien.

Afin de favoriser un déploiement optimal du nouveau matériel roulant de type RER NG sur le RER D dès 2023, le rehaussement des quais de la gare de Villeneuve Saint-Georges doit être réalisé. L'objectif de la convention est de financer les travaux.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc)

d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Les travaux de rehaussement des quais en gare de Villeneuve Saint-Georges sont financés dans le cadre du CPER 2015-2020.

La convention initiale votée par délibération n° CP 2018-435 du 17 octobre 2018 s'élevait à 5 350 000 €, le montant du surcoût de l'opération s'élève à 4 259 774 €. Le montant global de l'opération actualisé est donc de 9 609 774 €.

Concernant le surcoût de 4 259 774 €, la participation régionale s'élève à 2 981 841 € (70 %).

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma directeur du RER D

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Financement complémentaire (yc PR, MOA/MOE, SNCF Entrepreneur)	4 259 774,00	100,00%
Total	4 259 774,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	2 981 841,00	70,00%
Etat (en cours)	1 277 933,00	30,00%
Total	4 259 774,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-130

DOSSIER N° 19005789 - LIGNE R - ADAPTATION DES INFRASTRUCTURES POUR LE DEPLOIEMENT DU REGIO2N - CONVENTION N°1 APO + REA

Dispositif : Opérations d'infrastructure de transports en commun (n° 00000423)
Imputation budgétaire : 908-811-2041723-481004-200
Action : 481004011- Liaisons ferroviaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	6 300 000,00 € HT	70,00 %	4 410 000,00 €
	Montant total de la subvention		4 410 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15/17 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93200 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Patrick JEANTET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention pour les travaux d'adaptation des infrastructures de la ligne Transilien R dans la perspective du déploiement du Régio2N.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2026
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de respecter le planning de mise en service de l'opération, le maître d'ouvrage a été contraint de lancer les travaux par anticipation. Les factures seront prises en compte à compter du 1er janvier 2019.

Description :
L'opération consiste en la réalisation de toutes les adaptations d'infrastructures nécessaires pour permettre la mise en exploitation commerciale des rames Régio2N sur la ligne Transilien R.

- Le financement des adaptations des caténaires (APO + REA) nécessaires en gare de Paris-Lyon. Elles consistent à renforcer les caténaires pour supporter le courant consommé par les nouvelles rames.

- Le financement des travaux de site de Montargis phase 1 bis permettant de rendre la voie de Sens apte au garage de 2 rames UM3.

Cette convention concerne les travaux d'adaptation sous la maîtrise d'ouvrage (MOA) de SNCF Réseau liées aux matériels roulants Régio2N de la ligne Transilien R, notamment :
- le financement des travaux concernant l'adaptation des caténaires (pré-conditionnement, caténaires des voies en gare, adaptation installations fixes de traction électrique).
- le financement des travaux de l'opération Montargis phase 1 bis (adaptation de toutes les voies à la circulation des rames UM3 et fluidification des accès aux garages).

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Les travaux sont financés dans le cadre du CPER 2015-2020.

Le montant global de ces travaux d'adaptation d'infrastructure sur la ligne Transilien R, s'élève à 6 300 000 €, soit une participation régionale de 4 410 000 € (70 %).

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma de secteurs Transilien - ligne R

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Adaptation des caténaires Gare de Lyon - APO	347 109,00	5,51%
Adaptation des caténaires Gare de Lyon - REA	2 818 465,00	44,74%
Montargis phase 1 bis/Travaux	2 281 997,00	36,22%
Montargis phase 1 bis/frais MOE	381 780,00	6,06%
Montargis phase 1 bis/frais MOA	111 933,00	1,78%
Montargis phase 1 bis/provision pour risques	358 716,00	5,69%
Total	6 300 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	4 410 000,00	70,00%
Etat (en cours)	1 890 000,00	30,00%
Total	6 300 000,00	100,00%

Annexe 2 : Adaptation des infrastructures du RERB pour le MING

2019

Schéma Directeur du RER B

Adaptation des infrastructures RATP pour le déploiement du MING

Convention de financement n°2 relative à la poursuite des études projet et travaux

Schéma Directeur du RER B

« Convention de financement n°2 relative à la poursuite des études projet et travaux concernant l'adaptation des infrastructures RATP pour le déploiement du MING»

SOMMAIRE

PREAMBULE 7
Article 1. Objet de la convention 9
Article 2. Périmètre et calendrier 9
2.1. Périmètre de la convention 9
2.2. Délais de réalisation 10
Article 3. Rôles et engagements des parties 10
3.1. L'Autorité organisatrice 10
3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations 10
3.2.1. Identification du maître d'ouvrage 10
3.2.2. Périmètre d'intervention du Maître d'ouvrage 10
3.2.3. Engagement du Maître d'ouvrage 11
3.3. Les financeurs 11
3.3.1. Identification 11
3.3.2. Engagements 11
3.4. Le bénéficiaire 11
Article 4. Modalités de financement et de paiement 11
4.1. Estimation du coût du projet 11
4.2. Coût de réalisation détaillé 12
4.3. Plan de financement 12
4.4. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région 12
4.4.1. Versement d'acomptes 12
4.4.2. Versement du solde 13
4.4.3. Paiement 14
4.4.4. Bénéficiaire et domiciliation 14
4.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région 15
4.6. Comptabilité du Bénéficiaire 15
Article 5. Modalités de contrôle 15
5.1. Par les financeurs 15
5.2. Par le Syndicat des Transports d'Île-de-France 15
5.3. Intervention d'experts 16
Article 6. Gestion des écarts 16
6.1. Dispositions en cas de modification du coût d'objectif de l'avant-projet 16
6.2. Dispositions en cas de modification des délais 16
Article 7. Organisation et suivi de la présente convention 17
7.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF). 17
7.2. Comité des financeurs 18
7.3. Information hors CSCF et comité des financeurs 18
7.4. Suivi de la communication institutionnelle 19
Article 8. Modification des avant-projets 19
Article 9. Audit 20
Article 10. Propriete, communication et diffusion des etudes 20
Article 11. Bilan de l'opération 20
11.1. Bilan physique et financier 20
Article 12. Dispositions générales 21
12.1. Modification de la convention 21
12.2. Règlement des litiges 21
12.3. Résiliation de la convention 21
12.4. Date d'effet et durée de la convention 22
12.5. Mesures d'ordre 22
Annexes 24

Entre,

En premier lieu,

- L'**État**, représenté par le Préfet de la Région d'Île-de-France, Préfet de Paris,

- La **Région Île-de-France** (ci-après « la Région »), représentée par la Présidente du Conseil Régional, dûment mandaté par délibération n° de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du ,

Ci-après désignés par « **les financeurs** »,

En deuxième lieu,

- La **RATP**, Régie Autonome des Transports Parisiens, établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 663 438, dont le siège est situé à Paris dans le 12e arrondissement, 54 quai de la Râpée, représenté par Catherine GUILLOUARD Présidente Directrice Générale,

Ci-après désignée par « **la RATP** » ou le « **Maître d'ouvrage** » ou « **le bénéficiaire** »,

En troisième lieu,

- **le Syndicat des Transports d'Ile de France**, dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération n°2019/ en date du 2 juillet 2019,

Ci-après désigné par « **Île-de-France Mobilités**», « **le Syndicat des Transports d'Île-de-France (STIF)**», « **l'Autorité Organisatrice** » ou « **l'AO** »,

Visas

Vu le code des transports,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code de l'environnement,
Vu la loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée,
Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France,
Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015,
Vu la délibération n° CR01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France, adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,
Vu La délibération cadre n° CR 123-16 du Conseil Régional du 15 décembre 2016 approuvant la révision du volet « mobilité multimodale » du Contrat de Plan 2015-2020,
Vu la délibération n° 2013/172 du 10 juillet 2013 du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France approuvant le Schéma Directeur du RER B,
Vu la délibération n° 2017/143 du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du 22 mars 2017 approuvant le programme d'études d'adaptation des infrastructures du RER B pour l'arrivée des nouveaux matériels MING,
Vu la délibération n° CP 2017-383 du 20 septembre 2017 du Conseil Régional d'Ile-de-France relative aux études d'Avant-Projet d'adaptation des infrastructures pour le déploiement du MING sur le RER B,
Vu la délibération n° 2017/631 du Conseil d'Ile-de-France Mobilités du 3 octobre 2017 approuvant la convention de financement des études d'adaptation des infrastructures pour le déploiement du MING sur le RER B – études d'avant-projet (dites AVP),
Vu la délibération n° CP 2018-331 du 19 septembre 2018 du Conseil Régional d'Ile-de-France approuvant la convention de financement relative aux études Projet et premiers Travaux (PRO/REA) concernant l'adaptation des infrastructures RATP pour le déploiement du MING,
Vu la délibération n° 2018/540 du Conseil d'Ile-de-France Mobilités du 12 décembre 2018 approuvant la convention de financement relative aux études Projet et premiers Travaux (PRO/REA) concernant l'adaptation des infrastructures RATP pour le déploiement du MING,
Vu la délibération de la Commission permanente n° du 3 juillet 2019 du Conseil Régional d'Ile-de-France approuvant la présente convention,
Vu la délibération n° 2019/ du 2 juillet 2019 du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France approuvant l'avant-projet relatif à l'adaptation des infrastructures RATP du RER B au gabarit du MING – phase 1,
Vu la délibération n° 2019/ du Conseil d'Ile-de-France Mobilités du 2 juillet 2019 approuvant la présente convention,

Il est convenu ce qui suit :

DEFINITIONS

Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes permettant d'adapter des infrastructures RATP pour le déploiement du MING, et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne l'étape du Projet et son financement définis dans le cadre de la présente convention, et notamment à l'article 2.1.

« **Etudes** » : désigne les Etudes réalisées par le maître d'ouvrage.

« **Résultats des Etudes** » : désigne les synthèses des Etudes réalisées dans le cadre de la présente convention.

PREAMBULE

Présentation du contexte

Par sa délibération en date du 22 mars 2017, le Conseil du STIF a approuvé des opérations de modernisation s'inscrivant dans la perspective de l'arrivée d'un nouveau matériel roulant MING sur le RER B :

- les caractéristiques fonctionnelles des futurs matériels roulants MING pour une mise en service à partir de 2025,
- le financement de la rénovation du matériel roulant MI84 pour un montant de 90,52 M€ (CE 12/2016),
- l'Avant-Projet de l'opération de création d'un atelier de maintenance des trains à Mitry-Claye,
- le Schéma de Principe de l'opération de fiabilisation et d'optimisation du site de Massy-Palaiseau,
- le Schéma de Principe de l'opération RER B de création de voies de garages de Saint-Rémy-lès-Chevreuse,
- le programme d'études d'adaptation des infrastructures du RER B pour l'arrivée des nouveaux matériels MING.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la formalisation du financement nécessaire pour adapter les infrastructures RATP au déploiement du nouveau matériel roulant dit MING. Elle permet d'engager la poursuite du Projet.

Les adaptations de l'infrastructure à réaliser ont été identifiées dans des études préliminaires, mises à jour et remises à Ile-de-France Mobilités en novembre 2018 par la RATP, SNCF Réseau et SNCF Mobilités. Elles ont été approuvées par le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du 12 décembre 2018. S'agissant des travaux à réaliser par la RATP, les études préliminaires ont permis d'identifier les adaptations suivantes :

- Renforcement de l'alimentation électrique ;
- Adaptation au gabarit du MING, dont notamment traitement du gabarit des quais et de leur altimétrie ;
- Traitement des conditions d'évacuation en gare, compte tenu notamment de la capacité du MING ;
- Renforcement des ouvrages d'art (le cas échéant) et des talus ;
- Protection des faisceaux de garage ;
- Adaptation du système KCVP et balises ERTMS ;

- Adaptation de la signalisation au MING ;
- Adaptation de la machine à laver de Massy-Palaiseau ;
- Mise en place le cas échéant d'estacades pour l'accès à la cabine des conducteurs ;
- Mise en place des systèmes et infrastructures de télécommunication nécessaires à la mise en œuvre des fonctionnalités prévues sur le MING nécessitant des échanges sol-bord, et en particulier l'Information Voyageurs dynamique et la vidéo-protection en temps réel, sous réserve de l'arbitrage d'Ile-de-France Mobilités.

Les estimations du coût de chacun des lots définis ci-dessus et le coût global du Projet seront remis à jour au fur et à mesure du rendu des AVP correspondants à Ile-de-France Mobilités et de leur validation par ce dernier.

Dans le cadre du Projet, les avant-projets (AVP) administratifs relatifs aux lots renforts traction et adaptations des quais au gabarit du MING (phase 1) ont été validés par le Conseil d'Ile de France Mobilités pour des montants respectifs de 18,2 M€ CE2018 et 97,5 M€ CE2019 (y compris schéma de principe et avant-projet). Pour ce dernier lot, le détail des dépenses est précisé en annexe 3.

La réalisation de l'Opération nécessite la mise en place de moyens de substitution afin de garantir la continuité d'exploitation lors des interruptions d'exploitation.

Le CPER 2015-2020 prévoit que les frais liés à la mise en place de moyens de substitution lors de travaux d'opérations peuvent être éventuellement pris en charge par les financeurs du projet, sous réserve d'une explicitation précise des besoins par le maître d'ouvrage, après expertise du STIF, et dans la limite des surcoûts engendrés au-delà du financement usuel de l'exploitation en Ile-de-France.

Les mesures proposées ont été précisées par la RATP dans le cadre de l'AVP Adaptation au gabarit du MING – Phase 1. Ile-de-France Mobilités apportera son concours en tant qu'autorité organisatrice des transports à l'analyse de ces propositions ainsi qu'à l'analyse des surcoûts identifiés. A l'issue de cette analyse, le montant des moyens de substitution à financer dans le cadre de l'opération sera arrêté par les parties, ainsi que le plan de financement y afférent (dans le respect des règles comptables des financeurs).

Cette convention fait suite à la convention de financement relative aux études Projet et premiers Travaux (PRO/REA) concernant l'adaptation des infrastructures RATP pour le déploiement du MING votée par délibération n° CP 2018-331 du 19 septembre 2018 et approuvée par le conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du 9 octobre 2018.

Les conditions économiques de référence du coût d'objectif seront celles des AVP validés par Ile-de-France Mobilités. Le maitre d'ouvrage justifiera in fine le respect du coût d'objectif exprimé en euros constants par application de l'indice professionnel TP 01 définitif.

Pour information, cet indice a également été utilisé pour l'établissement des coûts prévisionnels en euros courants :

- à partir des indices connus à la date de la convention
- puis de 1,8 % par an au-delà.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objectif de fixer les engagements réciproques des parties pour le financement et la conduite des études et travaux concernant l'adaptation des infrastructures RATP pour le déploiement du MING.

Elle a pour objet :

- de définir les modalités de financement des études Projet et des travaux de l'Opération présentés à l'article 2.1 de la présente convention,
- de préciser les conditions de suivi de ces travaux dans le respect du calendrier général du Projet,
- de définir les documents à remettre aux Parties.

Pour mémoire : pour toute décision antérieure à juillet 2017, il est fait mention du STIF. Pour toute décision à partir de juillet 2017, il est fait mention du Syndicat des Transports d'Île-de-France dont le nom d'usage est Île-de-France Mobilités.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention la dénomination suivante :

« Schéma Directeur du RER B –convention de financement n°2 des études de Projet et des travaux concernant l'adaptation des infrastructures RATP pour le déploiement du MING »

ARTICLE 2. PERIMETRE ET CALENDRIER

2.1. Périmètre de la convention

La présente convention porte sur les études PRO et les travaux des adaptations nécessaires au déploiement du MING, et principalement :

- des adaptations au gabarit du MING – Phase 1, intégrant :
    - Des travaux de voie ou de génie civil permettant de dégager le gabarit FR3.3 au droit des quais, nécessaires à la circulation du MING sur la ligne ;
    - Des travaux de voie ou de génie civil permettant de modifier la hauteur relative quais/voies;
    - Des travaux de voie ou de génie civil permettant de modifier la hauteur relative quais/voies au droit des portes UFR du futur MING, visant à terme une accessibilité en toute autonomie pour les Utilisateurs de Fauteuil Roulant.
- des travaux de renfort de la Traction, des renforcements de talus et ouvrages d'art, des mesures de traitement des conditions d'évacuation des gares.

Le maître d'ouvrage ne peut faire financer sur cette convention de dépenses relatives à la protection des faisceaux, la transmission des données sol-bord, la machine à laver de Massy et l'accès aux trains par les conducteurs, sans accord explicite des financeurs.

En tout état de cause, le maître d'ouvrage ne peut réaliser, sur un lot dont l'étude d'avant-projet n'aurait pas été validée par Ile-de-France Mobilités, de dépenses pour des études de projet ou des travaux au-delà de 500 k€ 2018, sauf accord explicite d'Ile-de-France Mobilités.

2.2. Délais de réalisation

La date de fin des prestations, objet de la présente convention, est prévue à 54 mois, après la date de notification de la convention par le Conseil d'Ile-de-France Mobilités. Les travaux de dégagement du gabarit FR3.3 de la 1e phase devront impérativement être terminés avant les premières circulations techniques du MING, prévues en 2024.

Les plannings prévisionnels du projet sont joints en annexe 4 de la présente convention.

ARTICLE 3. ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1. L'Autorité organisatrice

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, Île-de-France Mobilités veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des Projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage. Île-de-France Mobilités désigne le ou les maîtres d'ouvrage des Projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

Pour la mise en œuvre de la présente convention, Île-de-France Mobilités est uniquement Autorité Organisatrice. Il n'exerce donc aucune responsabilité en termes de maîtrise d'ouvrage.

Dans le cadre de sa responsabilité d'Autorité Organisatrice, conformément aux articles L. 1241-2 et R. 1241-30 du code des transports, le Syndicat des Transports d'Île-de-France est amené à réaliser des expertises des projets sous maîtrise d'ouvrage des opérateurs des réseaux de transport, afin de veiller à la cohérence des investissements.

A cet effet, le Syndicat des Transports d'Ile de France suit la mise en œuvre et veille au respect du programme, de l'objectif et des coûts du Projet.

3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations

3.2.1. Identification du maître d'ouvrage

La RATP est maître d'ouvrage du Projet. La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

La RATP assure la maîtrise d'ouvrage des éléments de l'infrastructure et de bâti, ainsi que les biens dévolus à l'exploitation et à la gestion des services de transport sur le réseau RATP, conformément aux dispositions des articles L.2142-1 à L.2142-15 du code des transports.

A ce titre, la RATP est désignée comme « le maître d'ouvrage » au titre de cette convention.

L'organigramme de l'opération est en annexe 1.

3.2.2. Périmètre d'intervention du Maître d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage est responsable de la conception et de la réalisation du projet (systèmes et ouvrages qui le composent), ainsi que son aptitude à répondre aux besoins exprimés dans les dossiers d'Avant-projets qui seront approuvés par le Conseil d'Île-de-France Mobilités.

Le Maître d'ouvrage est responsable du respect des délais, des dépenses et de leur échelonnement conformément aux termes des Avant-projets pour les opérations mentionnées

au 2.1 qui seront validés par le conseil d'Administration d'Ile de France Mobilités et dans la mesure où les financeurs ont eux-mêmes respecté le programme de mise en place des financements et leurs paiements.

3.2.3. Engagement du Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage au respect du coût d'objectif inscrit dans chaque AVP du Projet validé par Ile-de-France Mobilités en euros constants aux conditions économiques de référence dudit AVP.

Ce respect sera examiné par comparaison entre le coût final justifié par le maître d'ouvrage ramené en euros constants sur la base de l'indice TP01 et le coût d'objectif défini dans l'Avant-Projet validé par le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France exprimé en euros constants.

Le Maître d'ouvrage s'engage à prévenir le Syndicat des Transports d'Île-de-France, en qualité d'Autorité Organisatrice des transports, des risques de dérive du planning et/ou des coûts dans les meilleurs délais. Le Syndicat des Transports d'Île-de-France informera alors les financeurs de la situation, en relation avec le maître d'ouvrage, sur la base des éléments qui lui auront été transmis.

Le maître d'ouvrage s'engage sur la réalisation de l'Opération, objet de la présente convention et sur le respect des délais de réalisation précisés à l'article 2.2 de la présente convention.

3.3. Les financeurs

3.3.1. Identification

Le financement des études et travaux, objet de la présente convention s'inscrit dans le cadre Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, pour un montant total de **50 000 000 € courants**, réparti selon les clés de répartition suivantes :

- L'Etat (30 %), soit 15 000 000 € courants ;
- La Région Ile-de-France (70 %), soit 35 000 000 € courants.

3.3.2. Engagements

La signature de la Convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires à la réalisation, par le Maître d'ouvrage visé à l'article 3.2.1, des études et travaux, dans la limite des montants inscrits au plan de financement en euros courants tel qu'arrêté à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visées à l'annexe 2.

3.4. Le bénéficiaire

La RATP est bénéficiaire des financements versés par l'Etat et la Région Ile-de-France et ci-après désigné « le bénéficiaire ».

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1. Estimation du coût du projet

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à l'opération objet de la présente convention est évalué à **50 000 000 € courants**.

L'estimation de ces dépenses inclut les frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre, ainsi qu'une provision pour aléas et imprévus, déterminée au stade de l'Avant-Projet.

4.2. Coût de réalisation détaillé

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros courants HT des postes nécessaires pour mener à bien l'opération :

Estimation prévisionnelle des coûts	Estimation prévisionnelle en € courants
Travaux	42 500 000
MOE	5 000 000
MOA	2 500 000
TOTAL	**50 000 000**

Cette répartition indicative peut évoluer en fonction des dépenses réelles, dans le respect du principe de fongibilité entre postes de dépenses et, pour chaque lot, dans le respect de l'enveloppe globale définie respectivement pour chacun des lots dans l'AVP correspondant.

L'utilisation des provisions pour aléas et imprévus (PAI) du Projet est présentée à l'ensemble des partenaires en Commission de Suivi de la Convention de Financement, accompagnée de justificatifs (note explicative détaillée, ….). La liste des risques identifiés est présentée par le maître d'ouvrage au premier comité de suivi du Projet.

4.3. Plan de financement

Les études et travaux, objet de la présente convention, sont financés sous forme de subvention d'investissement suivant la clé de répartition indiquée dans le tableau ci-après.

En conséquence, le plan de financement des travaux de la présente convention est établi en euros courants HT et défini comme suit :

Adaptation des infrastructures RATP au déploiement du MING **Poursuite des études et travaux** **Plan de financement** **Montant € courants HT et %**			
Périmètre	**Etat (30%)**	**Région (70%)**	**Total**
RATP	15 000 000	35 000 000	50 000 000

4.4. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région

4.4.1. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le maître d'ouvrage.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du maître d'ouvrage par financeur.

A cette fin, le maître d'ouvrage transmettra aux financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'Article 1 afin de permettre

une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Pour l'Etat, les états d'acompte seront établis en euros courants et en euros constants aux CE 01/2018 par application des derniers indices connus.

Pour la Région, les états d'acompte seront établis en euros courants.

Le dossier de demande de versement des acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

a – Demande de versement des acomptes auprès de la Région :

- l'état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la nature des dépenses réalisées, leur date de comptabilisation et le montant des dépenses réalisées, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées
- la demande d'acompte résultant des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 3 ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte signée par le représentant dûment habilité de la RATP.

b – Demande de versement des acomptes auprès de l'Etat :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en pourcentage) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4.2, daté et signé par le représentant dûment habilité du maître d'ouvrage ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 3.

c- Plafonnement des acomptes

Pour la Région, le cumul des acomptes ne peut excéder 80% du montant de la subvention.

Toutefois, s'agissant du Projet inscrit au CPER 2015-2020, la Région applique l'article 3 de la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 par dérogation à son règlement budgétaire et financier. Les subventions régionales accordées pour les opérations de transports du Contrat de Plan 2015-2020 sont versées sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale globale sur le Projet. Si au moins une convention a été notifiée postérieurement à la présente convention, les dispositions relatives au plafonnement sont reportées sur l'engagement comptable le plus récent.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par l'Etat au bénéficiaire est plafonné à 90% du montant de la subvention.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du bénéficiaire.

4.4.2. Versement du solde

Après achèvement des travaux couverts par la présente convention, le bénéficiaire présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents prévus dans l'article 4.4.1, signés par le représentant légal ou le représentant dûment habilité de la RATP. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au

remboursement du trop-perçu. Le solde sera établi en euros courants et en euros constants CE 2018 calculés à partir des indices définitifs.

Le versement du solde se fera sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses acquittées signé par le représentant dûment habilité du Maître d'ouvrage.

Les demandes de solde adressées à la Région Île-de-France devront respecter les obligations définies à l'article 25 du règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France.

4.4.3. Paiement

Le versement des montants de subvention appelés par le maître d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme au règlement budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 4.4.1. Dans la mesure du possible, les financeurs feront leurs meilleurs efforts pour payer dans un délai de 40 jours.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'Article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du bénéficiaire.

4.4.4. Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire à :

- **RATP** sur le compte RATP Encaissements Collectivités CALYON, dont le RIB est le suivant :

Code banque : 31489

Code guichet : 00010

N° compte : 00 198 757 753

Clé : 47

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	Fonction Téléphone / courriel
Etat	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	SpoT / CBSF	Tél : 01 40 61 86 60 spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr
Région Île-de-France	REGION ILE-DE-FRANCE 2 rue Simone VEIL 93 400 Saint-Ouen	Pôle finance Direction de la comptabilité	Alexa GUENA-ANDERSSON, Pôle finance – Direction de la comptabilité
RATP	Maison de la RATP Lac C42 54 Quai de la Râpée 75599 PARIS Cedex 12	Contrôle de Gestion et Finances / Contrôle de Gestion Investissements	Subvention.investissement@ratp.fr

4.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un (1) an maximum par décision de la Présidente de la Région Ile-de-France, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Cette opération faisant l'objet de l'engagement d'une autorisation de programme de projets, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6. Comptabilité du Bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres à ces études et travaux.

Le bénéficiaire s'engage à informer préalablement les financeurs et l'AO de toute autre participation financière attribuée en cours d'exécution de la présente convention et relative à l'objet de cette dernière.

ARTICLE 5. MODALITES DE CONTROLE

5.1. Par les financeurs

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds liés à l'opération, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire jugée utile quant à l'exécution de l'Opération, activité ou action subventionnée.

5.2. Par le Syndicat des Transports d'Île-de-France

Conformément à l'article R1241-30 du code des transports, Île-de-France Mobilités veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

Pour répondre à ce suivi, le maître d'ouvrage fournit et actualise la fiche de programmation financière présentée à l'occasion de chacun des comités de suivi de la convention de financement tels que décrits ci-dessous à l'article 7.1.

5.3. Intervention d'experts

Sur proposition de l'Autorité Organisatrice ou à la demande de l'un des financeurs après information préalable des autres financeurs et de l'Autorité Organisatrice, le Maître d'ouvrage s'engage à permettre aux experts désignés ou missionnés par l'Autorité Organisatrice, d'effectuer des visites des lieux, des installations et travaux relevant de l'Opération sous réserve de l'accord du chef de Projet, qui pourra le refuser pour des raisons de sécurité, et à faciliter le contrôle de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives relatives à l'Opération. Les frais relatifs à ces interventions sont à la charge du ou des demandeurs. Le Maître d'ouvrage est chargé de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

ARTICLE 6. GESTION DES ECARTS

6.1. Dispositions en cas de modification du coût d'objectif de l'avant-projet

En cas d'économies

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par les maîtres d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant total initialement prévu, les subventions attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

En cas de dépassement du coût d'objectif

S'il apparaît que, au cours de la phase de réalisation, malgré toutes les mesures correctives proposées, le coût d'objectif validé au niveau avant-projet en euros constants ne peut être respecté, le maître d'ouvrage fournit dans un délai maximum de un (1) mois à IdFM et aux financeurs, un rapport détaillé sur l'origine des surcoûts, l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences. Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par IdFM aux financeurs, qui s'appuie notamment sur les éléments transmis par le maître d'ouvrage et précisera la nécessité éventuelle de réaliser un AVP modificatif.

Au vu de l'avis rendu par IdFM, les financeurs préciseront alors, lors du comité de suivi de la convention de financement (article 7.1), le montant du dépassement et la nature des surcoûts qu'ils entendent financer ou les adaptations, notamment de phasage, qu'ils souhaiteraient voir apporter à l'opération pour porter leur financement au-delà de celui prévu dans les AVP.

Le plan de financement des surcoûts est alors arrêté en concertation entre les financeurs, IdFM et le maître d'ouvrage et est acté dans le cadre d'une contractualisation à définir. Le maître d'ouvrage est entendu et informé de la nécessité éventuelle de la formalisation d'un Avant-Projet modificatif.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage à l'origine du surcoût.

En cas de désaccord entre les parties, celles-ci se rencontrent afin d'envisager les différents scénarii dans lesquels l'opération peut être réalisée sans financement complémentaire.

6.2. Dispositions en cas de modification des délais

S'il apparaît que, malgré toutes les mesures proposées, le respect de tout ou partie des délais de réalisation des travaux prévus à l'article 2.2 de la Convention ne peut être assuré, l'Etat, la Région et l'AO peuvent solliciter du maître d'ouvrage un rapport détaillé sur l'origine et l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par l'AO, à l'Etat et à la Région, qui s'appuiera sur les éléments transmis par le maître d'ouvrage, et précisera la nécessité éventuelle de réaliser une étude modificative.

Il indiquera notamment les incidences sur le planning et le phasage initial de l'ensemble des travaux. Par ailleurs, cet avis précisera l'impact sur l'offre de transport.

Au vu de ce rapport et de l'avis formulé par le maître d'ouvrage, l'Etat et la Région émettent un avis. Le délai modifié est alors retenu en concertation entre l'Etat, la Région, l'AO et le maître d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant.

ARTICLE 7. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION

La gouvernance s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge de la réalisation de l'Opération et les financeurs, de comités des financeurs composés des élus et des financeurs.

7.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF).

A l'initiative d'Île-de-France Mobilités, il est constitué un Comité de Suivi de la Convention de Financement, ci-après désigné « le Comité de Suivi ou CSCF » comprenant des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention. Ce Comité de Suivi aborde principalement les questions techniques et financières du Projet.

Le CSCF se réunit au moins deux fois par an en séance ordinaire, les membres étant convoqués par Île-de-France Mobilités avec un préavis minimum d'un mois.

En tant que de besoin, et notamment pour les questions comptables, à l'initiative d'un des membres, le Comité de Suivi peut être réuni en séance extraordinaire par Île-de-France Mobilités, dans le mois de sa saisine par le demandeur.

Le maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses. Ce compte-rendu est analysé par Île-de-France Mobilités, en tant qu'autorité organisatrice, et fait l'objet d'un avis d'Île-de-France Mobilités aux financeurs.

A cette fin, l'ensemble des documents centralisés par le maître d'ouvrage devra être transmis aux membres du Comité de Suivi sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité de Suivi.

Le suivi du Projet s'organise principalement autour des trois thématiques suivantes :

1/ Le suivi technique et opérationnel, soit :

- l'organisation mise en place pour la réalisation du Projet (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre),
- le point sur l'avancement des Etudes et des travaux,
- une appréciation sur le déroulement des opérations et leur nature,
- la liste des principaux marchés signés avec leur montant d'engagement,
- la liste des principaux marchés à venir,
- le suivi du calendrier des travaux.

2/ Le suivi financier et administratif, soit :

- s'agissant des lots dont l'AVP a été rendu et validé, et sur le périmètre de ceux-ci :
    - le point sur le coût final prévisionnel des travaux tel qu'il peut être estimé à la date du compte-rendu en euros courants et en euros constants aux conditions économiques de référence tel que définis dans les AvP correspondants,
    - un état comparatif entre d'une part le coût final prévisionnel des travaux tel qu'il est estimé à la date du comité de suivi au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser, et d'autre part le coût de réalisation fixé pour le maître d'ouvrage,
    - un état des lieux sur la consommation des provisions et les justifications correspondantes,

- un état d'avancement des dépenses et l'EAT,
- le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et délais,
- le point sur les recours contentieux introduits (troubles de voisinage, sinistres, nuisances de chantier, réclamations diverses).

- Pour la totalité des lots :
  - le montant des dépenses comptabilisées,
  - le montant des subventions appelées et versées,
  - le montant des subventions que le maître d'ouvrage prévoit d'appeler pour l'année en cours et l'année n+1.

Au titre de la présente convention, le maître d'ouvrage effectue une mise à jour des prévisions pluriannuelles de ses dépenses et de ses engagements, et de l'EAT (sur les base des études préliminaires d'agissant des lots dont les AVP n'ont pas encore été validés). Ces tableaux couvrent la totalité de la période du Projet. Ils sont établis en euros courants conventionnels et en euros constants aux conditions économiques de référence de 01/2018 pour toute la période de réalisation.

Lors de sa première séance, le Comité de Suivi acte le tableau présentant les délais et les coûts détaillés du maître d'ouvrage et leur décomposition, celui-ci servant de base au suivi, en termes financier et d'avancement, du Projet.

3/ La communication autour du Projet :

- le suivi du plan de communication mis en place pour le Projet,
- les points spécifiques sur lesquels communiquer éventuellement auprès des usagers.

7.2. Comité des financeurs

Il réunit, sous la présidence d'Île-de-France Mobilités, les financeurs et le maître d'ouvrage. Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un mois.

Le maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses réalisées sur la base des documents transmis. A cette fin, l'ensemble des documents devra être transmis aux membres du Comité sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité des financeurs.

Ce Comité des financeurs a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement du projet dans le respect des délais et de coûts prévus à l'avant-projet.

Il se réunit en tant que de besoin concernant des questions ayant des incidences majeures sur l'opération, notamment les ajustements de programmation techniques, administratifs et financiers, qui n'auraient pu être validés par le CSCF décrit à l'article 7.1. Le maître d'ouvrage présente alors au Comité des financeurs les éléments de compréhension de ces modifications, leurs impacts et leurs incidences sur le projet, et ce, en vue de permettre au Comité de définir les modalités de prise en compte de ces modifications et de poursuite de l'opération. Le cas échéant, les dispositions prévues à l'Article 6 et à l'Article 8 de la présente convention seront mises en œuvre.

7.3. Information hors CSCF et comité des financeurs

Le maître d'ouvrage s'engage pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement du Projet devant le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France à la demande de ce dernier ;

- à informer les financeurs, entre deux CSCF, de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles de l'appel de fond sur l'exercice en cours ;
- à informer Île-de-France Mobilités et les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Le maître d'ouvrage s'engage également à inviter Île-de-France Mobilités et les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du Projet.

Par défaut, les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins quinze (15) jours avant la réunion.

7.4. Suivi de la communication institutionnelle

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par un comité de communication composé du Maître d'ouvrage, de l'AO et des financeurs.

Le comité de communication est coordonné par le Maître d'ouvrage. En fonction des besoins, et au minimum une fois par an, il réunit le Maître d'ouvrage, l'AO et des financeurs du projet ainsi que les prestataires de communication (stratégie et mise en œuvre). Le compte-rendu sera assuré par le Maître d'ouvrage.

Ce comité échange sur la communication relative au projet : la stratégie et le plan de communication, les principes à intégrer dans les marchés de communication, la mise en œuvre des actions de concertation et de communication. Cette communication est partagée et validée par le Maître d'ouvrage et les financeurs dans le cadre du comité.

Le maître d'ouvrage s'engage à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elles visent, notamment par une indication portée sur les documents finaux. Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de plan Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires (taille identique des logos) :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maître d'ouvrage, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : Etat, Région et Ile-de-France Mobilités
- en dernier : le logo d'Ile-de-France Mobilités.

La surface allouée à chaque partenaire sera identique.

ARTICLE 8. MODIFICATION DES AVANT-PROJETS

Toute modification du programme fonctionnel, toute modification technique significative par rapport aux dispositions approuvées des Avant-Projet ou toute modification pouvant conduire à un dépassement significatif des délais (Article 2 de la Convention), entrainant un décalage de la mise en service, ou un dépassement du coût objectif, peut conduire, selon l'appréciation d'Île-de-France Mobilités en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la réalisation d'un avant-projet modificatif, présenté au Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France.

En conséquence, dès que les Maîtres d'ouvrage envisagent des modifications significatives du programme de l'opération, précisé notamment à l'article 2 de la Convention, ils transmettront à Île-de-France Mobilités ainsi qu'à l'Etat et la Région, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. Ils devront veiller en particulier à indiquer si les modifications proposées sont susceptibles d'engendrer des incidences techniques ou financières. Au vu de l'ensemble de ces éléments, Île-de-France Mobilités validera les propositions mineures sans incidence sur le coût, ou appréciera l'opportunité d'une saisine du Comité de Suivi ainsi que la nécessité de réaliser un avant-projet modificatif formalisant les évolutions apportées à l'opération.

L'avant-projet modificatif sera présenté au Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France. Il pourra donner lieu ensuite à la conclusion d'un avenant à la Convention, indiquant toutes les conséquences notamment en matière de caractéristiques techniques, de coût de réalisation, de

répartition des financements et de délai de réalisation du Projet. Les travaux concernés ne pourront avoir un début d'exécution qu'après la signature de l'avenant et l'attribution des financements correspondants.

L'application de cet article ne doit pas faire obstacle à la poursuite des travaux sur la partie non touchée par les modifications.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la prise en compte par les Maîtres d'ouvrage de demandes, d'un des Financeurs ou de tiers, d'adaptations localisées de l'opération, ne modifiant pas leur aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'avant-projet. La prise en compte de ces modifications sera soumise à l'accord préalable des maîtres d'ouvrage. Les éventuels surcoûts engendrés sont à la charge exclusive des demandeurs.

ARTICLE 9. AUDIT

La Région se réserve le droit de faire conduire un audit à l'issue des travaux, pour contrôler la bonne utilisation des fonds versés, conformément aux dispositions de l'article 1611- 4 du CGCT et aux recommandations de la Cour des Comptes.

Ces audits éclairent les parties sur les modalités de clôture de l'opération.

ARTICLE 10. PROPRIETE, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ETUDES

Les règles et dispositions décrites dans le paragraphe suivant s'appliqueront exclusivement à la présente convention **« Schéma Directeur du RER B –convention de financement n°2 des études Projet et Travaux concernant l'adaptation des infrastructures RATP pour le déploiement du MING ».**

Le maître d'ouvrage est propriétaire des études et résultats des études qu'il réalise dans le cadre de la présente convention de financement.

Le maître d'ouvrage transmettra aux financeurs et à Ile-de-France Mobilités l'intégralité des résultats d'études.

Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les résultats d'études seront transmis en deux exemplaires :

- un exemplaire papier,
- un exemplaire sous format CD-Rom (Word ou Excel).

Le maître d'ouvrage reste titulaire des droits de propriété intellectuelle sur ses études et ses résultats, réalisés dans le cadre de la présente convention.

Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les financeurs s'interdisent toutes diffusions des résultats des études en dehors des signataires de la présente convention, sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les signataires s'engagent à préserver la confidentialité des résultats intermédiaires, et de toutes informations considérées comme confidentielles.

ARTICLE 11. BILAN DE L'OPERATION

11.1. <u>Bilan physique et financier</u>

Chaque Maître d'ouvrage établit sous sa responsabilité, au plus tard cinq (5) ans après la mise en service, un bilan financier et physique des aménagements relevant de son périmètre dans le cadre de la présente convention.

Ce bilan présentera notamment une décomposition selon les postes constitutifs de son coût d'objectif, défini à l'article 4.1.1, ramenée aux conditions économiques des Avant-Projet (avec mise en évidence du montant de l'actualisation réglée par le maître d'ouvrage) afin de permettre une comparaison.

Ce bilan comportera notamment :

- un rapport de présentation indiquant le descriptif des aménagements réalisés et retraçant l'évolution éventuelle du coût de réalisation et des principales décisions concernant les aménagements dont il assure la maîtrise d'ouvrage,
- le récapitulatif des subventions attribuées,
- le récapitulatif des versements effectués par les différents financeurs (y compris fonds propres),
- le récapitulatif des dépenses comptabilisées à la date de réalisation du bilan (établi sur la base des décomptes généraux définitifs des marchés lorsqu'ils existent), le calcul et la justification de l'état du solde, à savoir la différence entre les dépenses comptabilisées par le maître d'ouvrage à la date de réalisation du bilan et les versements effectués par les financeurs,
- un état des éventuelles suggestions de compléments d'aménagement le concernant consécutives à la mise en service de l'opération.

ARTICLE 12. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1. Modification de la convention

La convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

12.2. Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la convention.

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable dans un délai de deux (2) mois à compter de la naissance du différend, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

12.3. Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au bénéficiaire, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire des subventions.

12.4. Date d'effet et durée de la convention

La Convention prend effet à compter de sa notification par Île-de-France Mobilités à l'ensemble des autres Parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Néanmoins, la présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date fixée par la délibération de la commission permanente de la Région Ile-de-France approuvant la présente convention et attribuant les subventions afférentes.

Sans préjudice de l'Article 5, l'Article 10 et l'Article 11, la Convention expire soit en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 12.3, soit après la réalisation des étapes suivantes :

- après le versement du solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.4.2;
- A la date de la constatation de la caducité de la convention selon les modalités prévues à l'article 4.5 ;
- A la date de résolution, amiable ou contentieuse, des litiges qui auraient pu naître entre les parties de la présente convention.

12.5. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 4 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / /

Pour l'Etat, **Michel CADOT** Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PÉCRESSE** Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France	Pour la RATP, **Catherine GUILLOUARD** Présidente Directrice Générale
	Pour le Syndicat des Transports d'Île-de-France (Île-de-France Mobilités), **Laurent PROBST** Directeur Général	

Annexes

Annexe 1 : Organigramme de l'opération

Annexe 2 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds

Annexe 3 : Détail du coût d'objectif de l'adaptation de la ligne B au gabarit du MING – Phase 1 projet

Annexe 4 : Calendrier

ANNEXE 1
Organigramme nominatif

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE RATP

Maître d'ouvrage : Département de la Maîtrise d'Ouvrage des Projets

ANNEXE 2
Echéancier prévisionnel

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FOND RATP EN K€

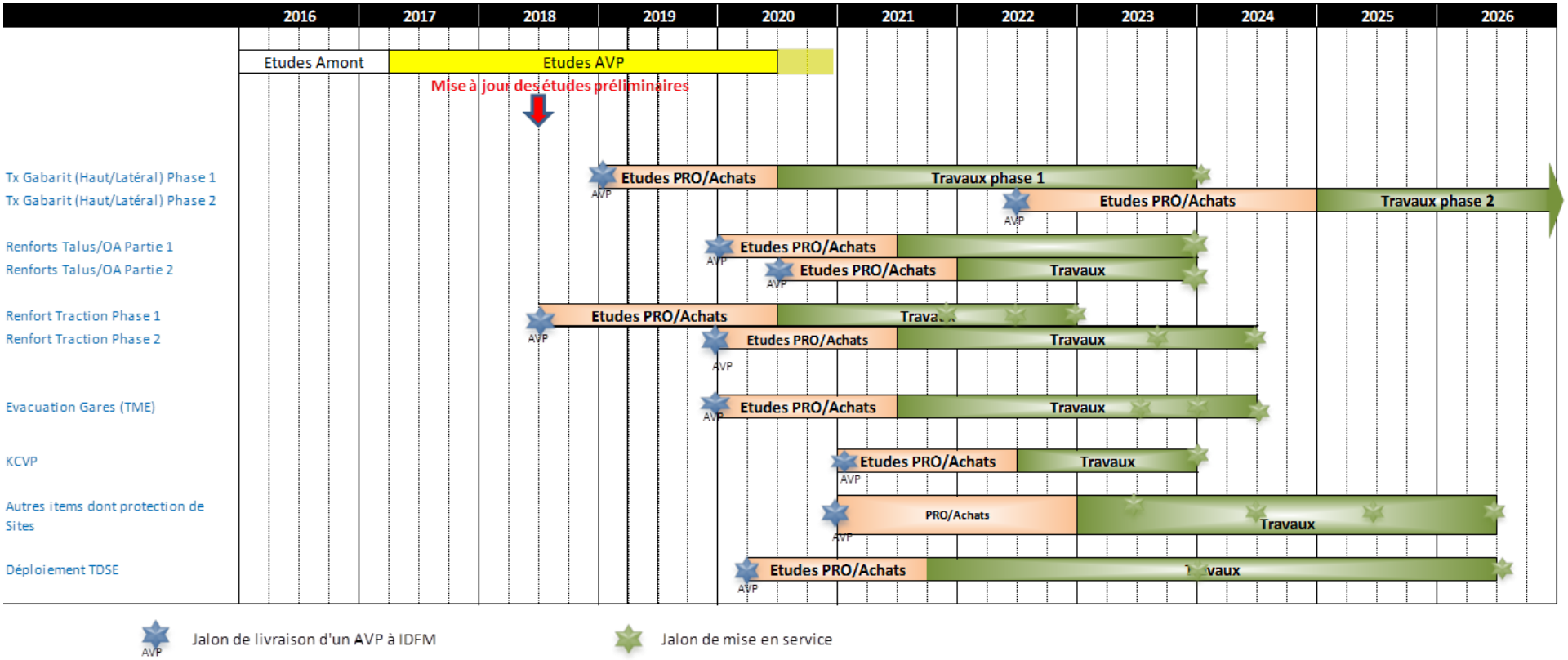
k€ HT courants	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	TOTAL
Etat	150	1 500	3 000	3 750	3 750	2 250	600	**15 000**
Région	350	3 500	7 000	8 750	8 750	5 250	1 400	**35 000**
Total	500	5 000	10 000	12 500	12 500	7 500	2 000	**50 000**

ANNEXE 3
Détail du coût d'objectif de l'adaptation de la ligne B au Gabarit du MING – Phase 1 projet

Comme précisé dans l'AVP relatif à l'adaptation au Gabarit du MING – Phase 1, les coûts relatifs à ce lot se répartissent comme suit :

CE 01/2019	Montant M€	Taux
Travaux	**74,5**	
Dont bandes fusibles		
et Dispositifs vigilance Lacune		
Bus de substitution	5,7	
FES de MOA	**3,9**	5%
FES de MOE	**7,6**	10%
Total	**91,7**	
Aléas et Imprévus (PAI)	**2,9**	3%
Total Investissement	**94,6**	

ANNEXE 4
Calendrier indicatif



Adaptation des infrastructures du RERD pour le RERNG

2019

Schéma Directeur du RER D

Convention de financement

Adaptation des infrastructures pour le déploiement du RER NG

- Adaptation des voies principales
- Adaptation des voies de garages et de maintenance

Sous-station de Cesson

Etudes Avant-Projet/Projet, projet et travaux

îledeFrance

SNCF RÉSEAU

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

îledeFrance mobilités

Schéma Directeur du RER D

« Convention relative aux études d'Avant-Projet/Projet (APO), Projet (PRO) et travaux (REA) nécessaires à l'adaptation des infrastructures pour le déploiement du RER NG »

SOMMAIRE

PREAMBULE 7
Article 1. Objet de la convention 7
Article 2. Périmètre et calendrier de réalisation des TRAVAUX 8
2.1. Périmètre de la convention 8
2.1.1. Phases APO/DCE pour les adaptations Infra et les adaptations des voies de service 8
La présente convention concerne les études d'adaptations liées aux voies principales sous la maîtrise d'ouvrage (MOA) de SNCF Réseau pour l'arrivée du matériel roulant RER NG sur la ligne D, notamment : 8
2.1.2. Phase REA des adaptations des infrastructures en ligne 10
2.1.3. Phase REA des adaptations garages 10
2.1.4. Phase REA des travaux de la sous-station de Cesson 10
2.2. Délais de réalisation 11
Article 3. Rôles et engagements des parties 11
3.1. L'Autorité organisatrice 11
3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations 12
3.2.1. Identification du maître d'ouvrage 12
3.2.2. Périmètre d'intervention du Maître d'ouvrage 12
3.2.3. Engagement du Maître d'ouvrage 12
3.3. Les financeurs 13
3.3.1. Identification 13
3.3.2. Engagements 13
3.4. Le bénéficiaire 13
Article 4. Modalités de financement et de paiement 13
4.1. Estimation du coût des travaux 13
4.2. Coûts global des travaux 13
4.2.1. Coût de réalisation détaillé 13
4.3. Plan de financement 14
4.4. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région 15
4.4.1. Versement d'acomptes 15
4.4.2. Versement du solde 16
4.4.3. Paiement 16
4.4.4. Bénéficiaire et domiciliation 16
4.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région 17
4.6. Comptabilité du Bénéficiaire 17
Article 5. Modalités de contrôle 18
5.1. Par les financeurs 18
5.2. Par le Syndicat des Transports d'Île-de-France 18
Article 6. Gestion des écarts 18
6.1. Dispositions en cas de modification du coût d'objectif de l'avant-projet 18
6.2. Dispositions en cas de modification des délais 19
Article 7. Organisation et suivi de la présente convention 19
7.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF) 20
7.2. Comité des financeurs 21
7.3. Information hors CSCF et comité des financeurs 21

Article 8. MODIFICATION DEs AVANT-PROJETs 22
Article 9. DIFFUSION DES DOCUMENTS, CONFIDENTIALITE, COMMUNICATION 23
9.1. Propriété intellectuelle et diffusion des études 23
9.2. Communication institutionnelle des financeurs 23
9.3. Confidentialité 23
Article 10. BILAN DE L'OPERATION 24
Article 11. Dispositions générales 25
11.1. Modification de la convention 25
11.2. Règlement des litiges 25
11.3. Résiliation de la convention 25
11.4. Date d'effet et durée de la convention 26
11.5. Mesures d'ordre 26
Annexes 29

Entre,

En premier lieu,

- L'**État**, représenté par le Préfet de la Région d'Île-de-France, Préfet de Paris,

- La **Région Île-de-France** (ci-après « la Région »), représentée par la Présidente du Conseil Régional, dûment mandaté par délibération n° de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du ,

Ci-après désignés par « **les financeurs** »,

En deuxième lieu,

- **SNCF Réseau**, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), dont le siège est situé à La Plaine Saint Denis (93 418 Cedex), 15/17 rue Jean Philippe RAMEAU CS 80001, identifié au SIREN sous le numéro 412 280 737, et immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Bobigny, représenté par Monsieur Guillaume MARBACH, Directeur Général Ile-de-France , dûment habilité à cet effet,

Ci-après désigné par « **le Maître d'ouvrage »**.

En troisième lieu,

- **le Syndicat des Transports d'Ile de France**, dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération n°2016/091 en date du 30 mars 2016,

Ci-après désigné par « Île-de-France Mobilités », « le Syndicat des Transports d'Île-de-France », « l'Autorité Organisatrice » ou « l'AO »,

Ci-après collectivement désignés comme « **les Parties** »

Visas

Vu le code des transports,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code de l'environnement,
Vu le code de la commande publique, **Vu** la loi 2018-515 du 27 juin 2018 pour un nouveau pacte ferroviaire,

Vu le décret 2017-443 du 30 mars 2017 relatif aux règles de financement des investissements de SNCF Réseau,

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France,

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015,
Vu la délibération du Conseil régional n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,
Vu la délibération cadre n° CR 123-16 du Conseil Régional du 15 décembre 2016 approuvant la révision du volet « mobilité multimodale » du Contrat de Plan 2015-2020,
Vu les orientations du Schéma Directeur du Matériel Roulant, adoptées au conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Ile de France du 13/07/2016,

Vu la délibération n° CP 2017-412 du 18 octobre 2017 approuvant la convention de financement des études d'Avant-Projet et DCE de la sous-station de Cesson au titre de l'adaptation des infrastructures du RER D pour le déploiement du RER NG,

Vu la délibération n° CP 2018-082 du 16 mars 2018 approuvant la convention de financement des études préliminaires et d'Avant-Projet/Projet (EP-APO) relatives aux installations fixes liées au garage et maintenance du matériel roulant des lignes L/A/J/, E/P, N et D/R,

Vu la délibération n° CP 2018-435 du 17 octobre 2018 approuvant la convention de financement des études d'Avant-Projet/Projet (APO) et DCE partiels relatif à l'adaptation des infrastructures RER D pour le déploiement du RER NG,

Vu la délibération n° CP 2018-455 du 21 novembre 2018 approuvant la convention de financement des études d'Avant-Projet, Projet (AVP/PRO) et DCE relatives aux installations fixes liées au garage et maintenance du matériel roulant des lignes L/A/J/, E/P, N et D/R,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Présentation du projet

Lors de la séance de son conseil d'administration le 13 juillet 2016, le Syndicat des Transports d'Ile de France a préconisé l'acquisition du RER NG sur la ligne D. Les premières rames ont été commandées au conseil du Syndicat des Transports d'Ile de France du 11 janvier 2017.

Le déploiement de nouveaux matériels roulants nécessite des adaptations des voies principales ainsi que des voies de garages et de maintenance.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la formalisation du financement nécessaire pour adapter les infrastructures SNCF Réseau à l'ensemble de ces déploiements de nouveaux matériels roulants.

Elle couvre les besoins de financement liés aux engagements de phases nécessaires en 2019, pour ne pas mettre en péril le calendrier de déploiement envisagé.

La réalisation de l'Opération nécessite la mise en place de moyens de substitution afin de garantir la continuité d'exploitation lors des interruptions d'exploitation.

Le CPER 2015-2020 prévoit que les frais liés à la mise en place de moyens de substitution lors de travaux d'opérations peuvent être éventuellement pris en charge par les financeurs du projet, sous réserve d'une explicitation précise des besoins par le maître d'ouvrage, après expertise du STIF, et dans la limite des surcoûts engendrés au-delà du financement usuel de l'exploitation en Ile-de-France.

Ile-de-France Mobilités apportera son concours en tant qu'autorité organisatrice des transports à l'analyse de ces propositions ainsi qu'à l'analyse des surcoûts identifiés. A l'issue de cette analyse, le montant des moyens de substitution à financer dans le cadre de l'opération sera arrêté par les parties, ainsi que le plan de financement y afférent (dans le respect des règles comptables des financeurs).

Coût d'objectif prévisionnel provisoire global du projet

Le coût d'objectif prévisionnel provisoire global du projet de toutes les opérations d'adaptation de voies principales (y compris sous-station de Cesson) de garages et de maintenance est estimé à 41 000 000 € courants et sera définitivement établi à l'issue des phases AVP ou APO. Il sera alors validé par le conseil d'administration d'Ile-de-France Mobilités.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objectif de fixer les engagements réciproques des parties pour le financement et la conduite des études d'Avant-Projet/Projet (APO) et de Projet (PRO), ainsi que les premiers travaux concernant les différentes adaptations d'infrastructure nécessaires au déploiement du RER NG sur le RER D.

Elle a pour objet :

- de définir les modalités de financement des études APO n° 2 et premiers travaux d'adaptation des voies principales, des études PRO et premiers travaux d'adaptation des voies de garage et de maintenance, ainsi que ceux de la sous-station de Cesson,
- de définir les résultats attendus par Ile-de-France Mobilités et les financeurs,
- de définir les documents à remettre aux signataires de la convention, sur leur demande,
- de préciser les conditions de suivi de ces travaux dans le respect du calendrier général du projet.

Pour mémoire : pour toute décision antérieure à juillet 2017, il est fait mention du STIF. Pour toute décision à partir de juillet 2017, il est fait mention du Syndicat des Transports d'Île-de-France dont le nom d'usage est Île-de-France Mobilités.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention la dénomination suivante :

« Adaptation des infrastructures du RER D pour le déploiement du RER NG – études AVP, PRO et premiers travaux – convention n° 1 »

ARTICLE 2. PÉRIMÈTRE ET CALENDRIER DE RÉALISATION DES TRAVAUX

2.1. Périmètre de la convention

La présente convention finance les études d'Avant-Projet/Projet (APO) et de Projet (PRO), ainsi que les premiers travaux concernant les différentes adaptations d'infrastructure nécessaires au déploiement du RER NG sur le RER D :

- Phases APO/DCE pour les adaptations des infrastructures en ligne et de voies de service (VS),
- Phase REA pour les adaptations des infrastructures en ligne,
- Phase REA pour les adaptations des garages,
- Phase REA travaux sous-station de Cesson.

2.1.1. Phases APO/DCE pour les adaptations Infra et les adaptations des voies de service

La présente convention concerne les études d'adaptations liées aux voies principales sous la maîtrise d'ouvrage (MOA) de SNCF Réseau pour l'arrivée du matériel roulant RER NG sur la ligne D, notamment :

- Les adaptations permettant la desserte commerciale des gares : rehaussement et/ou allongement de quais, déplacement éventuel de signaux, balises, éclairages…

- Les adaptations d'équipements permettant la bonne circulation des trains : alimentation électrique (sous-stations, caténaires, circuits de retour du courant de traction, sectionnements critiques), gabarit, tiroirs de retournement, KVB, annonces PN…, y compris pour les itinéraires techniques en IdF et hors IdF

a/ Quais

Rehaussement des quais nominaux RER D non SDA (incluant mise aux normes de l'éclairage) :

- Viry-Châtillon (76cm)
- Villeneuve triage (92cm)
- Les Noues (92cm)
- Gare du Nord Surface (92 cm, voies 34 à 36)
- Quais 3 de Vigneux (non nominal mais très utilisé)

Rehaussement éventuel à 76 ou 92cm de certains quais non nominaux en fonction de leur fréquence d'utilisation ;

Ajustement à 55cm des quais suivants :

- Quais entre La Borne Blanche et Creil (mixité TER
- Quais entre Ris-Orangis et Melun (« vallée » et « littoral » : mixité REGIO2N), voire entre Corbeil et Malesherbes (mixité REGIO2N)
- Autres quais non nominaux utilisés en adaptation.

Destruction éventuelle de quais désaffectés (dégagement gabarit)

b/ IFTE

Renforcement de l'alimentation électrique pour tirer pleinement partie des performances du RER NG (caténaires, feeder, sous-stations, retour courant de traction, poste de mise en parallèle (PMP)) hors sous-station de Cesson dont l'APO est déjà financé. A ce stade sont déjà identifiés :

- entre Paris et Melun : le déploiement 5 PMP et 15 km de feeder
- entre Juvisy et Corbeil : le renforcement de la sous-station de Pîlatre et déploiement 22 km de feeder

c/ Voies de service

Adaptations feeder, caténaires et entrevoies des garages de la ligne D dont notamment :

- Bercy faisceau RP (4 voies) : feeder et entrevoies
- Bercy faisceau RBC (4 voies) : renforcement caténaires
- Combs-la-Ville (5 voies) : IFTE et entrevoies
- Melun faisceau Bourgogne (9 voies) : renforcement caténaires et feeder, entrevoies
- Melun faisceau Héricy (3 voies) : renforcement caténaires et feeder, entrevoies
- Corbeil (7 voies) : renforcement caténaires et feeder, entrevoies
- Creil : entrevoies
- Villeneuve point X : renforcement caténaires
- Villeneuve faisceau Relais : renforcement caténaires + entrevoies
- St Denis faisceau pair : étude en cours
- Joncherolles : évt feeder d'alimentation (en fonction du rendu des études en cours)

2.1.2. Phase REA des adaptations des infrastructures en ligne

Premiers travaux notamment pour la mise en exploitation des rames RER NG sur Combs la Ville – Paris.

2.1.3. Phase REA des adaptations garages

Premiers travaux notamment pour la mise en exploitation des rames RER NG sur Combs la Ville – Paris.

2.1.4. Phase REA des travaux de la sous-station de Cesson

- Création de la sous-station de Cesson
- La mise en œuvre du raccordement de la sous station de traction via ENEDIS ;
- Le renforcement du retour courant de traction ;
- La dépose du poste de mise en parallèle de Cesson.

SNCF Réseau fera, opération par opération, un point financier de l'état des dépenses dans le cadre des comités techniques et comités des financeurs mentionnés aux articles 7.1 et 7.2, et remettra l'ensemble des résultats d'études APO/PRO/REA à Ile-de-France Mobilités en précisant les interfaces et la cohérence avec les installations étudiées par ailleurs par SNCF Mobilités dans le cadre du SDMR selon la connaissance que SNCF Réseau en a. Afin de permettre la bonne instruction des dossiers, il est attendu que l'ensemble des livrables sur le périmètre Réseau soit transmis à Ile-de-France Mobilités.

La présente convention intègre notamment dans son périmètre :

- la prise en charge des frais de maîtrise d'ouvrage (notamment pilotage, encadrement, contrôle qualité, contrôle de gestion, frais de structure, participation des entités des Maîtres d'ouvrage en charge de l'exploitation, de la maintenance, de la sûreté et de la sécurité des lieux et des services de transport à l'élaboration des études d'avant-projet/projet),
- les prestations de diagnostic,
- les prestations de maîtrise d'œuvre nécessaires à la bonne exécution de leurs missions,
- les activités et prestations nécessaires au compte rendu de l'avancement des études qui sont à la charge des Maîtres d'ouvrage dans le cadre de la présente convention,
- la mise à jour et la présentation d'un planning de réalisation jusqu'à sa mise en service,
- l'évaluation pour chaque situation concernée des frais liés à la mise en place d'une offre de substitution en cas d'interruption du trafic.

Afin de poursuivre les études, dossiers de consultation et travaux de la présente convention de financement, il est prévu un avenant à la présente convention ou une convention de financement complémentaire.

Les documents remis comprendront, si nécessaire, les dossiers administratifs d'AVP ainsi que les résultats des études nécessaires à leurs réalisations et la note technique. Le Syndicat des Transports d'Île-de-France, en tant qu'AO, sera amené à expertiser les

propositions des Maîtres d'ouvrage, sur la base des résultats des études des MOA. A ce titre, les Maîtres d'ouvrage rendront les résultats des études consultables et diffusables à l'AO dans les termes de la présente convention (voir Article 9).

L'annexe 4 de la présente convention rappelle la constitution type d'un AVP soumis à l'approbation du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France.

L'ensemble des documents diffusables sera remis par le Maître d'ouvrage à Ile-de-France Mobilités et aux financeurs de la présente convention sous le format le plus adapté (papier, CD-Rom…).

Une fois connu précisément le montant des travaux nécessaires à la réalisation de la phase REA suite à la remise par SNCF Réseau des études AVP/PRO et leur validation par le conseil d'administration d'Ile-de-France Mobilités, les financeurs seront en mesure de valider le coût d'objectif de l'opération (dont l'estimation provisoire à l'issue des études préliminaires est définie en préambule de la présente convention). Une fois le coût d'objectif stabilisé, les partenaires contractualiseront si nécessaire le besoin de financement complémentaire afin de permettre l'achèvement de la phase REA de l'opération, sous réserve du vote des crédits par l'assemblée délibérante. Le cas échéant et préalablement, ce complément de financement fera l'objet d'un avenant à la présente convention ou de la conclusion d'une convention de financement complémentaire.

2.2. Délais de réalisation

Le délai de réalisation prévisionnel des études et travaux de la sous-station de Cesson est fixé à 30 mois à compter de la notification de l'entrée en vigueur de la présente convention, dans les conditions définies à l'article 11.4 de la présente convention par IDFM à l'ensemble des autres parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le calendrier prévisionnel de réalisation des études et travaux figure en annexe 3 de la présente convention.

ARTICLE 3. ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1. L'Autorité organisatrice

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, Île-de-France Mobilités veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des Projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage. Île-de-France Mobilités désigne le ou les maîtres d'ouvrage des Projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

Pour la mise en œuvre de la présente convention, Île-de-France Mobilités est uniquement Autorité Organisatrice. Il n'exerce donc aucune responsabilité en termes de maîtrise d'ouvrage.

Dans le cadre de sa responsabilité d'Autorité Organisatrice, conformément aux articles L. 1241-2 et R. 1241-30 du code des transports, le Syndicat des Transports d'Île-de-France est amené à réaliser des expertises des projets sous maîtrise d'ouvrage des opérateurs des réseaux de transport, afin de veiller à la cohérence des investissements. A cet effet, le Syndicat des Transports d'Ile de France suit la mise en œuvre et veille au respect du programme, de l'objectif et des coûts du Projet.

3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations

3.2.1. Identification du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage des opérations est SNCF Réseau.

La responsabilité des maîtres d'ouvrage est définie conformément au code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de la Loi n° 2014-872, SNCF Réseau est maître d'ouvrage pour les éléments de l'infrastructure du réseau ferré national (RFN).

Le Maître d'ouvrage s'engage sur la réalisation des études d'Avant-Projet/Projet, Projet et premiers travaux, tels que définis dans l'article 2.1, objet de la présente convention.

Le Maître d'ouvrage s'engage à prévenir le Syndicat des Transports d'Île-de-France, en qualité d'Autorité Organisatrice des transports, des risques de dérive du planning et/ou des coûts dans les meilleurs délais. Le Syndicat des Transports d'Île-de-France informera alors les financeurs de la situation, en relation avec le maître d'ouvrage, sur la base des éléments qui lui auront été transmis.

3.2.2. Périmètre d'intervention du Maître d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage est responsable de la conception et de la réalisation du système et des ouvrages qui le composent, ainsi que leur aptitude à répondre aux besoins exprimés dans les dossiers d'Avant-projet approuvés par le Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France pour les différents projets d'adaptation des infrastructures du RER D dans la perspective du déploiement du RER NG.

Le Maître d'ouvrage est responsable du respect des délais, des dépenses et de leur échelonnement conformément aux termes des Avant-projets et dans la mesure où les financeurs ont eux-mêmes respecté le programme de mise en place des financements et leurs paiements.

3.2.3. Engagement du Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage sur le respect de son coût d'objectif défini à l'issue des études APO. Comme indiqué à l'article 2.1, le coût objectif de l'opération sera validé par le Conseil d'Ile-de-France Mobilités suite à la remise par SNCF Réseau des études APO.

Ce respect sera examiné par comparaison entre le coût final justifié par le maître d'ouvrage ramené en euros constants sur la base de l'indice TP01 et le coût d'objectif prévisionnel de la convention fixé en euros constants, conformément à l'article 4.2.

Le maître d'ouvrage s'engage sur la réalisation de l'opération, objet de la présente convention et sur le respect des délais de réalisation précisés à l'article 2.2

3.3. Les financeurs

3.3.1. Identification

Le financement des travaux, objet de la présente convention, s'inscrit dans le cadre Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, pour un montant total de **41 100 000 €** courants, réparti selon les clés de répartition suivantes :

- L'Etat (30 %), soit 12 330 000 € ;
- La Région Ile-de-France (70 %), soit 28 770 000 €.

3.3.2. Engagements

La signature de la Convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires à la réalisation, par le Maître d'ouvrage visé à l'article 3.2.1, des travaux, dans la limite des montants inscrits au plan de financement en euros courants tel qu'arrêté à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visées à l'annexe 2.

3.4. Le bénéficiaire

SNCF Réseau est bénéficiaire des financements versés par l'Etat et la Région Ile-de-France et ci-après désigné « le bénéficiaire ».

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1. Estimation du coût des travaux

Le coût prévisionnel des dépenses relatives aux travaux de l'opération de la présente convention est évalué à **41 100 000 € HT courants**.

L'estimation de ces dépenses inclut les frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre, ainsi qu'une provision pour aléas et imprévus, déterminée au stade des études d'avant-projet de la sous-station de Cesson.

Les appels de fonds seront calculés par application des modalités de calcul de l'article 4.4.1.

4.2. Coûts global des travaux

4.2.1. Coût de réalisation détaillé

Au titre du CPER 2015-2020 et de la présente convention, le détail des coûts est le suivant :

Opérations	Phases	Coûts en € constants (CE 01/2019)	Coûts en € courants
Adaptations des voies principales	APO 2		**7 800 000**
Adaptations des voies principales	REA 1		**1 860 454**
Création de la sous-station de Cesson	REA	9 010 070	**9 139 546**
Adaptations des voies de service	APO 1		**4 700 000**
Adaptations des voies de service	REA 1		**17 600 000**
	Total		**41 100 000**

Le Maître d'ouvrage fournit une estimation de niveau AVP en euros courants des différents postes d'études et des travaux de la sous-station de Cesson dont le détail figure à titre indicatif ci-dessous.

L'utilisation des provisions pour aléas et imprévus (PAI) du projet est présentée pour information à l'ensemble des partenaires accompagnée de justificatifs (note explicative détaillée, etc.), dans l'instance de gouvernance ad hoc.

Les coûts de maintenance ultérieurs des ouvrages créés seront inclus dans le calcul du montant des péages ou feront l'objet d'une soulte.

4.2.2. Modalités d'actualisation

Les conditions économiques de référence du coût d'objectif sont celles de janvier 2019.

Tous les coûts sont calculés aux conditions économiques de référence de la présente convention par application de l'indice professionnel TP 01. Les coûts sont exprimés en euros constants.

Cet indice est également utilisé pour l'établissement des coûts prévisionnels en euros courants :

- à partir des indices connus à la date de la convention,
- puis de 1,8 % par an au-delà.

Ceci définit les coûts exprimés en euros courants.

Le maitre d'ouvrage justifie in fine le respect du coût d'objectif exprimé en euros constants par application des indices définitifs.

4.3. Plan de financement

Les études et les travaux, objet de la présente convention, sont financés sous forme de subvention d'investissement suivant la clé de répartition indiquée dans le tableau ci-après.

En conséquence, le plan de financement des travaux de la présente convention est établi en euros courants HT, le plan de financement de la présente convention est défini comme suit :

Adaptation des infrastructures RERD – convention n°1
Montant € courants HT et %

	Etat 30 %	**Région 70 %**	**TOTAL**
MOA SNCF Réseau	12 330 000	28 770 000	**41 100 000**

4.4. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région

4.4.1. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le maître d'ouvrage.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du maître d'ouvrage par financeur.

A cette fin, le maître d'ouvrage transmettra aux financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Les états d'acompte seront établis en euros courants et en euros constants par application des derniers indices connus. Le solde sera établi en euros courants et en euros constants par application des indices définitifs.

Les appels de fonds seront payés en euros courants.

Le dossier de demande de versement des acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

a – Demande de versement des acomptes auprès de la Région :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des dépenses réalisées, leur date de comptabilisation et le montant des dépenses réalisées;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- la demande d'acompte est signée par le représentant dûment habilité du bénéficiaire.

b – Demande de versement des acomptes auprès de l'Etat :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en pourcentage) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4.2, daté et signé par le représentant dûment habilité du maître d'ouvrage ;

- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- un récapitulatif des dépenses comptabilisées, daté et signé par le représentant dûment habilité du bénéficiaire.

c- Plafonnement des acomptes

Par dérogation, le montant cumulé des acomptes pouvant être versés au bénéficiaire est plafonné à 95% avant le versement du solde conformément à la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 – article 3 pour la Région. Ce taux de 95 % est applicable uniquement dans le cas d'une opération inscrite au CPER 2015-2020.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par l'Etat au bénéficiaire est plafonné à 90% du montant de la subvention.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du bénéficiaire.

4.4.2. Versement du solde

Après achèvement des travaux couverts par la présente convention, le bénéficiaire présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents relatifs aux études prévues dans l'article 2.1 et signés par le représentant légal des organismes indiqués à l'article 3.4. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Le versement du solde pour SNCF Réseau se fera sur présentation de la liste des factures acquittées et d'une attestation du commissaire aux comptes établissant le coût final de l'opération.

4.4.3. Paiement

Le versement des montants de subvention appelés par le maître d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme au règlement budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 4.4.1. Dans la mesure du possible, les financeurs feront leurs meilleurs efforts pour payer dans un délai de 40 jours.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'Article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du bénéficiaire.

4.4.4. Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire à :

- **SNCF Réseau** sur le compte ouvert à la Société Générale, dont les références sont les suivantes :

Code IBAN							Code BIC
FR76	3000	3036	2000	0200	6214	594	SOGEFRPPHPO

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	Fonction Téléphone / courriel
Etat	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	SpoT / CBSF	Tél : 01 40 61 86 60 spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr
Région Île-de-France	REGION ILE-DE-FRANCE 2 rue Simone VEIL 93 400 Saint-Ouen	Pôle finance Direction de la comptabilité	Alexa GUENA-ANDERSON, Pôle finance – Direction de la comptabilité
SNCF Réseau	SNCF CAMPUS RESEAU 15/17 rue Jean-Philippe RAMEAU CS80001 93418 LA PLAINE ST DENIS CEDEX France	Service Trésorerie Groupe – Unité Crédit Management	Patricia LANGELEZ Patricia.langelez@reseau.sncf.fr TEL : 01 85 57 96 70

4.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un (1) an maximum par décision de la Présidente de la Région Ile-de-France, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Cette opération faisant l'objet de l'engagement d'une autorisation de programme de projets, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6. Comptabilité du Bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres à ces études et travaux.

Le bénéficiaire s'engage à informer préalablement les financeurs et l'AO de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

ARTICLE 5. MODALITES DE CONTROLE

5.1. Par les financeurs

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

Dans le cadre de l'article R1241-30 du code des transports, l'AO veille à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

5.2. Par le Syndicat des Transports d'Île-de-France

Conformément à l'article R1241-30 du code des transports, Ile de France Mobilités veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

Pour répondre à ce suivi, le maître d'ouvrage fournit et actualise la fiche de programmation financière présentée à l'occasion de chacun des comités de suivi de la convention de financement tels que décrits ci-dessous à l'article 7.1.

ARTICLE 6. GESTION DES ECARTS

6.1. Dispositions en cas de modification du coût d'objectif de l'avant-projet

Le montant total des subventions tel qu'indiqué à l'article 4.1 de la présente convention constitue un plafond global pour le bénéficiaire.

En cas d'économies

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par les maîtres d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant total initialement prévu, les subventions attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

En cas de dépassement du coût d'objectif

S'il apparaît que, au cours de la phase de réalisation, malgré toutes les mesures correctives proposées, le coût d'objectif validé au niveau avant-projet en euros constants ne peut être respecté, par un maître d'ouvrage, celui-ci fournit dans un délai maximum de un (1) mois au STIF et aux financeurs, un rapport détaillé sur l'origine des surcoûts, l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences. Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par le STIF aux financeurs, qui s'appuie notamment sur les éléments transmis par chaque maître d'ouvrage et précisera la nécessité éventuelle de réaliser un AVP modificatif.

Au vu de l'avis rendu par le STIF, les financeurs préciseront alors, lors du comité de suivi de la convention de financement (article 11.1), le montant du dépassement et la nature des surcoûts qu'ils entendent financer ou les adaptations, notamment de phasage, qu'ils souhaiteraient voir apporter à l'opération pour porter leur financement au-delà de celui prévu par l'article 4 au titre du coût d'objectif prévisionnel.

Le plan de financement des surcoûts est alors arrêté en concertation entre les financeurs, le STIF et les maîtres d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant. Le maître d'ouvrage est entendu et informé de la nécessité éventuelle de la formalisation d'un Avant-Projet modificatif et d'un avenant à la présente convention de financement.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage à l'origine du surcoût.

En cas de désaccord entre les parties, celles-ci se rencontrent afin d'envisager les différents scénarii dans lesquels l'opération peut être réalisée sans financement complémentaire.

6.2. Dispositions en cas de modification des délais

S'il apparaît que, malgré toutes les mesures proposées, le respect de tout ou partie des délais de réalisation des travaux prévus à l'article 2 de la Convention ne peut être assuré, l'Etat, la Région et l'AO peuvent solliciter du maître d'ouvrage un rapport détaillé sur l'origine et l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par l'AO, à l'Etat et à la Région, qui s'appuiera sur les éléments transmis par le maître d'ouvrage, et précisera la nécessité éventuelle de réaliser une étude AVP modificatif.

Il indiquera notamment les incidences sur le planning et le phasage initial de l'ensemble des travaux. Par ailleurs, cet avis précisera l'impact sur l'offre de transport.

Au vu de ce rapport et de l'avis formulé par le maître d'ouvrage, l'Etat et la Région émettent un avis. Le délai modifié est alors retenu en concertation entre l'Etat, la Région, l'AO et le maître d'ouvrage.

ARTICLE 7. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION

La gouvernance s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge de la réalisation de l'Opération et les financeurs, de comités de suivi composées des élus et des financeurs, et de réunions entre maîtres d'ouvrage auxquelles peuvent être conviés les financeurs.

7.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF)

A l'initiative d'Ile de France Mobilités, il est constitué un Comité de Suivi de la Convention de Financement, ci-après désigné « le Comité de Suivi ou CSCF » comprenant des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention. Ce Comité de Suivi aborde principalement les questions techniques et financières du Projet.

Le CSCF se réunit au moins deux fois par an en séance ordinaire, les membres étant convoqués par Ile de France Mobilités avec un préavis minimum d'un mois.

En tant que de besoin, et notamment pour les questions comptables, à l'initiative d'un des membres, le Comité de Suivi peut être réuni en séance extraordinaire par Ile de France Mobilités, dans le mois de sa saisine par le demandeur.

Le maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses. Ce compte-rendu est analysé par Ile de France Mobilités, en tant qu'autorité organisatrice, et fait l'objet d'un avis d'Ile de France Mobilités aux financeurs.

A cette fin, l'ensemble des documents centralisés par le maître d'ouvrage devront être transmis aux membres du Comité de Suivi sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité de Suivi.

Le suivi de l'Opération s'organise principalement autour des trois thématiques suivantes :

1/ Le suivi technique et opérationnel, soit :

- l'organisation mise en place pour la réalisation de l'Opération (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre),
- le point sur l'avancement des Etudes et des travaux,
- une appréciation sur le déroulement des opérations et leur nature,
- la liste des principaux marchés signés avec leur montant d'engagement,
- la liste des principaux marchés à venir,
- le suivi du calendrier des travaux.

2/ Le suivi financier et administratif, soit :

- le point sur le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il peut être estimé à la date du compte-rendu,
- un état comparatif entre d'une part le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il est estimé à la date du comité de suivi au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser, et d'autre part le coût de réalisation fixé pour les maîtres d'ouvrage,
- un état des lieux sur la consommation des provisions,
- le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et délais,
- le montant des dépenses comptabilisées,
- le montant des subventions appelées et versées,

- le point sur les recours contentieux introduits (troubles de voisinage, sinistres, nuisances de chantier, réclamations diverses).

Au titre de la présente convention, le maître d'ouvrage effectue une mise à jour des prévisions pluriannuelles de ses dépenses et de ses engagements. Ces tableaux couvrent la totalité de la période du Projet. Ils sont établis en euros courants prévisionnels pour toute la période de réalisation.

Lors de sa première séance, le Comité de Suivi acte le tableau présentant les délais et les coûts détaillés du maître d'ouvrage et leur décomposition, celui-ci servant de base au suivi, en termes financier et d'avancement, du Projet.

3/ La communication autour du Projet :

- le suivi du plan de communication mis en place pour le Projet,
- les points spécifiques sur lesquels communiquer éventuellement auprès des usagers.

7.2. Comité des financeurs

Il réunit, sous la présidence d'Ile de France Mobilités, les financeurs et le maître d'ouvrage. Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un mois.

Le maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses réalisées sur la base des documents transmis. A cette fin, l'ensemble des documents devra être transmis aux membres du Comité sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité des financeurs.

Ce Comité des financeurs a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement du projet dans le respect des délais et de coûts prévus à l'avant-projet.

Il se réunit en tant que de besoin concernant des questions ayant des incidences majeures sur l'opération, notamment les ajustements de programmation techniques, administratifs et financiers, qui n'auraient pu être validés par le CSCF décrit à l'article 7.1. Le maître d'ouvrage présente alors au Comité des financeurs les éléments de compréhension de ces modifications, leurs impacts et leurs incidences sur le projet, et ce, en vue de permettre au Comité de définir les modalités de prise en compte de ces modifications et de poursuite de l'opération. Le cas échéant, les dispositions prévues aux articles 6 et 10 de la présente convention seront mises en œuvre.

7.3. Information hors CSCF et comité des financeurs

Le maître d'ouvrage s'engage pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement des travaux du projet devant le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France à la demande de ce dernier ;
- à informer les financeurs, entre deux CSCF, de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles de l'appel de fond sur l'exercice en cours ;

- à informer Ile de France Mobilités et les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent également à inviter Ile de France Mobilités et les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du Projet.

Par défaut, les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins quinze (15) jours avant la réunion.

ARTICLE 8. MODIFICATION DES AVANT-PROJETS

Toute modification du programme fonctionnel, toute modification technique significative par rapport aux dispositions approuvées de l'Avant-Projet ou toute modification pouvant conduire à un dépassement significatif des délais (article 2 de la Convention), entrainant un décalage de la mise en service, ou des objectifs de coûts précisés à l'article 4.1.de la Convention, peut conduire, selon l'appréciation d'Ile de France Mobilités en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la réalisation d'un avant-projet modificatif, présenté au Conseil d'Ile de France Mobilités.

En conséquence, dès que le maître d'ouvrage envisage des modifications significatives du programme de l'opération, précisé notamment à l'article 2 de la Convention, il transmettra, au STIF ainsi qu'à l'Etat et la Région, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. Il devra veiller en particulier à indiquer si les modifications proposées sont susceptibles d'engendrer des incidences techniques ou financières. Au vu de l'ensemble de ces éléments, Ile de France Mobilités validera les propositions mineures sans incidence sur le coût, ou appréciera l'opportunité d'une saisine du Comité de Suivi ainsi que la nécessité de réaliser un avant-projet modificatif formalisant les évolutions apportées à l'opération.

L'avant-projet modificatif sera présenté au Conseil d'Ile de France Mobilités. Il donnera lieu ensuite à la conclusion d'un avenant à la Convention, indiquant toutes les conséquences notamment en matière de caractéristiques techniques, de coût de réalisation, de répartition des financements et de délai de réalisation du Projet. Les travaux concernés ne pourront avoir un début d'exécution qu'après la signature de l'avenant et l'attribution des financements correspondants.

L'application de cet article ne doit pas faire obstacle à la poursuite des travaux sur la partie non touchée par les modifications.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la prise en compte par le maître d'ouvrage de demandes, d'un des Financeurs ou de tiers, d'adaptations localisées de l'opération, ne modifiant pas son aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'avant-projet. La prise en compte de ces modifications sera soumise à l'accord préalable du

maître d'ouvrage. Les éventuels surcoûts engendrés sont à la charge exclusive des demandeurs.

ARTICLE 9. DIFFUSION DES DOCUMENTS, CONFIDENTIALITE, COMMUNICATION

Les règles et dispositions décrites dans le paragraphe suivant s'appliqueront exclusivement à la présente convention :

« Adaptation des infrastructures du RER D pour le déploiement du RER NG – études AVP, PRO et premiers travaux – convention n° 1 »

9.1. Propriété intellectuelle et diffusion des études

Les études réalisées dans le cadre de la présente convention restent de la propriété du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage transmettra, dans le respect du secret industriel et commercial et sous réserve des droits des tiers, aux financeurs et à Ile de France Mobilités les résultats d'études et, sur demande des financeurs et d'Ile de France Mobilités, les études visées à l'article 1.

Les signataires s'engagent à préserver la confidentialité de toutes les informations considérées comme confidentielles conformément à l'article 9.3.

9.2. Communication institutionnelle des financeurs

Les présents signataires s'engagent à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elle vise, notamment par une indication portée sur les documents finaux.

L'ensemble des dossiers d'études, documents et supports d'information mentionnera de manière explicite les logos des financeurs.

Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de projets Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires :

- l'ordre entre partenaires : l'Etat, la Région, SNCF Réseau
- l'ordre des financeurs : l'Etat, la Région et SNCF Réseau

En dernier : le logo d'Ile de France Mobilités. La surface allouée à chaque partenaire sera identique.

9.3. Confidentialité

Pendant toute la durée de la convention et pendant cinq années civiles suivant son terme les parties s'engagent à traiter les informations liées au secret commercial des maîtres d'ouvrage, abordées dans le cadre de cette convention, comme strictement confidentielles et non divulgables.

Les parties s'engagent à ce que les informations confidentielles telles que définies ci-avant :

- soient traitées avec la même précaution que les parties portent à la préservation de leurs propres informations confidentielles ;
- ne soient pas divulguées à des tiers, sans avoir obtenu l'accord préalable écrit de la partie propriétaire des informations, sauf exceptions prévues à l'article 8.1. ;
- conformément à l'article 1120 du code civil, les parties se portent fort pour tout leur personnel (salariés et collaborateurs, intervenants), du respect de cette obligation de confidentialité.

La présente convention ne s'applique pas aux informations confidentielles pour lesquelles les parties apporteraient la preuve écrite :

- qu'elles étaient en leurs possession ou qu'elles étaient tombées dans le domaine public avant qu'elles ne leurs soient communiquées par l'autre partie ;
- qu'elles sont, postérieurement à la date de la signature de la présente convention, tombées dans le domaine public et ce, sans violation des termes de la convention ;
- qu'elle les a licitement acquises d'un tiers qui était en droit de les divulguer.

Enfin, les parties ne seront pas soumises à l'obligation de confidentialité prévue au présent article :

- en cas d'injonction d'un tribunal ou de toute autre autorité de contrôle de fournir des informations confidentielles à l'autre partie ;
- en application d'une obligation légale ou réglementaire qui imposerait à la partie destinataire de communiquer des informations confidentielles de l'autre partie.

En cas d'obligation légale ou de décision de justice de fournir des informations confidentielles à une autorité publique. Dans cette hypothèse, ils devront informer la partie propriétaire des informations de la requête ou de l'injonction qui leur a été faite de communiquer.

ARTICLE 10. BILAN DE L'OPERATION

Le maître d'ouvrage établit sous sa responsabilité, au plus tard cinq ans après la mise en service, un bilan financier et physique des aménagements relevant de son périmètre dans le cadre de la présente convention.

Ce bilan présentera notamment une décomposition selon les postes constitutifs de son coût d'objectif, défini à l'article 4.2.1, ramenée aux conditions économiques de l'Avant-Projet (avec mise en évidence du montant de l'actualisation réglée par le maître d'ouvrage) afin de permettre une comparaison.

Ce bilan comportera notamment :

- un rapport de présentation indiquant le descriptif des aménagements réalisés et retraçant l'évolution éventuelle du coût de réalisation et des principales décisions concernant les aménagements dont il assure la maîtrise d'ouvrage,
- le récapitulatif des subventions attribuées,
- le récapitulatif des versements effectués par les différents financeurs (y compris fonds propres),
- le récapitulatif des dépenses comptabilisées à la date de réalisation du bilan (établi sur la base des décomptes généraux définitifs des marchés lorsqu'ils existent),
- le calcul et la justification de l'état du solde, à savoir la différence entre les dépenses comptabilisées par le maître d'ouvrage à la date de réalisation du bilan et les versements effectués par les financeurs,
- un état des éventuelles suggestions de compléments d'aménagement le concernant consécutives à la mise en service de l'opération.

ARTICLE 11. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

11.1. Modification de la convention

La convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

11.2. Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la convention.

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable dans un délai de deux (2) mois à compter de la naissance du différend, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

11.3. Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au bénéficiaire, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation ainsi que les dépenses nécessaires à l'établissement d'une situation à caractère définitif. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire des subventions.

11.4. Date d'effet et durée de la convention

La Convention prend effet à compter de sa notification par Île-de-France Mobilités à l'ensemble des autres Parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette notification ne pourra intervenir avant validation par les instances de gouvernances compétentes de SNCF Réseau de l'engagement de la phase REA. SNCF Réseau s'engage à informer Île-de-France Mobilités dès l'intervention de cette validation.

Néanmoins, la présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date fixée par la délibération de la commission permanente de la Région Ile-de-France approuvant la présente convention et attribuant les subventions afférentes. Sans préjudice des articles 5, 8 et 9, la Convention expire soit en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 11.3, soit après la réalisation des étapes suivantes :

- après le versement du solde de la totalité des subventions dues au Maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.4.2;
- A la date de la constatation de la caducité de la convention selon les modalités prévues à l'article 4.5 ;
- A la date de résolution, amiable ou contentieuse, des litiges qui auraient pu naître entre les parties de la présente convention.
- La convention expire au plus tard 72 mois après la mise en service.

11.5. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 4 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / / .

Pour l'Etat,	Pour la Région Ile-de-France,

Michel CADOT Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	**Valérie PÉCRESSE** Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
Pour SNCF Réseau, **Guillaume MARBACH** Directeur Général Ile-de-France	Pour le Syndicat des Transports d'Île-de-France (Île-de-France Mobilités), **Laurent PROBST** Directeur Général

Annexes

Annexe 1 : Organigramme de l'opération

Annexe 2 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds

Annexe 3 : Calendrier prévisionnel

Annexe 4 : Coûts prévision de la sous-station de Cesson

ANNEXE 1
Organigramme nominatif

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE SNCF RESEAU :

SNCF RESEAU, DIRECTION DE LA DIRECTION DE LA MODERNISATION ET DU DEVELOPPEMENT, AGENCE SDMR, STEPHANE LEPRINCE.

ANNEXE 2
Echéancier prévisionnel

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS SNCF RESEAU EN K€

K€ HT courants	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Total
Total	4,11	8,22	8,22	8,22	8,22	2,876	1,232	41,100
Etat	1,233	2,466	2,466	2,466	2,466	0,863	0,369	12,330
Région	2,877	5,754	5,754	5,754	5,754	2,013	0,863	28,770

ANNEXE 3
Calendrier prévisionnel

		2019				2020				2021				2022				2023			
Opération		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
DCE/REA Sous-station Cesson	DCE/marchés																				
	Travaux																				

ANNEXE 4
Coûts prévisionnels de la sous-station de Cesson

Opération	Postes	Coûts en € constants (CE 01/2019)	Coûts en € courants
DCE/REA Sous-station Cesson	Travaux et fournitures	*7 167 778*	*7 270 780*
	PR	*738 674*	*749 289*
	MOE	*569 301*	*577 482*
	AMOA	*381 481*	*386 963*
	MOA	*152 836*	*155 032*
	Total	**9 010 070**	**9 139 546**

Avenant pour l'adaptation des infrastructures en gare de Villeneuve Saint-Georges sur le RERD

2019

Avenant n°1 à la Convention de financement des rehaussements des quais en gare de Villeneuve Saint-Georges au titre des adaptations des infrastructures SNCF Réseau pour le

Déploiement du RER NG sur le RERD

(*Premiers travaux*)

îledeFrance

SNCF RÉSEAU

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Table des matières

ARTICLE 1. OBJET DE L'AVENANT 5

ARTICLE 2. MODIFICATION DE L'ARTICLE 3.3 « LES FINANCEURS » 6

3.3. LES FINANCEURS 6

ARTICLE 3. MODIFICATION DE L'ARTICLE 4 « MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT » 6

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 6

4.1. ESTIMATION DU COUT DES TRAVAUX 6
4.2. COUTS GLOBAL DES TRAVAUX 6
4.2.1. COUT DE REALISATION DETAILLE 6
4.3. PLAN DE FINANCEMENT 7

ARTICLE 4. MODIFICATION DE L'ANNEXE 1 « ORGANIGRAMME DE L'OPERATION » 7

ARTICLE 5. MODIFICATION DE L'ANNEXE 2 « ECHEANCIER PREVISIONNEL DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET DES DEPENSES » 8

ANNEXE 2 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET DES DEPENSES 8

Entre,

En premier lieu,

- **L'Etat**, représenté par le Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,
- **La Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région », dûment mandatée par délibération n°_____ de la Commission Permanente du _____ du Conseil régional d'Ile-de-France,

Ci-après désignés par « **les financeurs** ».

En deuxième lieu,

- **SNCF Réseau**, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Bobigny sous le numéro RCS Paris-B-412 280 737 N°APE 632 A, dont le siège est 15/17 rue Jean-Philippe Rameau 936418 La Plaine St Denis, représenté par Guillaume MARBACH, Directeur Général Adjoint Ile de France, dûment habilité à signer la présente convention.

Ci-après désigné par « **le maître d'ouvrage** ».

En troisième lieu,

- **Le Syndicat des Transports d'Ile de France** dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération n°2016/091 en date du 30 mars 2016,

Ci-après désigné comme « **Ile-de-France Mobilités » ou « l'autorité organisatrice » ou « l'AOT ».**

Ci-après collectivement désignés comme « **les Parties** »

Visas

Vu le code des transports,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement,

Vu la loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée,

Vu la loi 2018-515 du 27 juin 2018 pour un nouveau pacte ferroviaire,

Vu le décret 2017-443 du 30 mars 2017 relatif aux règles de financement des investissements de SNCF Réseau,

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France,

Vu le décret n° 2015-138 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Mobilités,

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015,

Vu la délibération du Conseil régional n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

Vu la délibération cadre n° CR 123-16 du Conseil Régional du 15 décembre 2016 approuvant la révision du volet « mobilité multimodale » du Contrat de Plan 2015-2020,

Vu les orientations du Schéma Directeur du Matériel Roulant, adoptées au conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Ile de France du 13/07/2016,

Vu la délibération n° CP 2018-082 du 16 mars 2018 approuvant la convention de financement des études préliminaires et d'Avant-Projet/Projet (EP-APO) relatives au rehaussement des quais de la gare de Villeneuve Saint-Georges pour le déploiement du RER NG sur le RER D,

Vu la délibération n° CP 2018- 435 du 17 octobre 2018 relative à l'approbation de la convention « Rehaussement des quais de la gare de Villeneuve Saint-Georges pour le déploiement du RER NG sur le RER D – travaux »,

Vu la délibération du Conseil d'ile-de-France Mobilités n°2018- …… du relative à l'approbation de la convention « Rehaussement des quais de la gare de Villeneuve Saint-Georges pour le déploiement du RER NG sur le RER D – travaux »,

CONTEXTE GENERAL

Par anticipation, et pour tenir le calendrier ambitieux lié au déploiement du RER NG sur le RER D, la deuxième convention de financement a porté sur le financement des travaux relatifs au rehaussement des quais 3 et 4 de la gare de Villeneuve Saint-Georges pour le déploiement du RER NG sur la ligne du RER D sur la base d'un coût objectif de la phase REA de niveau études préliminaires, aux conditions économiques de janvier 2018 à 5,06 M€ HT soit 5,35 M€ HT courants.

En effet, les études préliminaires (EP) ont permis à Ile de France Mobilités, en lien avec les financeurs et les opérateurs, de définir les travaux, les conditions de réalisation et le planning permettant de rehausser en 2021 les quais 3 et 4 de la gare de Villeneuve Saint-Georges pour répondre à l'objectif de déploiement de nouvelles rames RER NG.

La finalisation des études APO rendues à Ile de France Mobilités par SNCF Réseau, maître d'ouvrage de l'opération, a fait apparaître une complexité des travaux plus importante que prévue et des surcoûts afférents.

Les facteurs de complexités suivants ont notamment été relevés :

- l'impossibilité d'acheminement par camions et le recours aux trains travaux;
- la nécessité de construire la base vie sur pilotis par mesure de protection vis-à-vis du risque inondation ;
- la découverte d'amiante au droit de certains massifs;
- des quais étroits en extrémité imposant de traiter les deux rives du quai concomitamment complexifiant le phasage;
- un nombre très important de câbles sous quais limitant la charge supplémentaire à appliquer sur le quai et imposant une méthode plus contraignante notamment pour la pose des dalles d'éveil à la vigilance

Île-de-France Mobilités, après expertise, confirme la pertinence des estimations actualisées du coût de la phase de réalisation. Il est donc nécessaire de rédiger un avenant à la convention de financement concernant le rehaussement des quais 3 et 4 en gare de Villeneuve Saint-Georges, votée à la CP régionale du 17 octobre 2018, afin de couvrir le complément de coût d'un montant de 4 259 774€ courants.

Coût d'objectif prévisionnel provisoire global du projet

Le coût d'objectif de la phase REA de l'opération de rehaussement des quais 3 et 4 de la gare de Villeneuve Saint Georges est estimé à l'issue des études d'avant-projet, aux conditions économiques de novembre 2018 à 9,196 M€ HT. soit 9 609 774 € courants.

Article 1. Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet de modifier le plan de financement de l'opération, en euros courants, pour permettre la réalisation des travaux de rehaussement des quais 3 et 4 en gare de Villeneuve Saint-Georges nécessaires au déploiement du RER NG sur le RER D.

Par conséquent, le présent avenant modifie les **articles 3.3 et 4 et l'annexe 2** de la convention de financement initiale modifiée. L'**annexe 1** est également mise à jour pour tenir compte de l'organigramme actuel de l'opération.

Article 2. MODIFICATION DE L'ARTICLE 3.3 « Les financeurs »

L'article 3.3.1 de la convention de financement initiale est remplacé par l'article suivant :

3.3. Les financeurs

3.3.1. Identification

Le financement des travaux, objet de la présente convention, s'inscrit dans le cadre Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, pour un montant total de **9 609 774** € courants, réparti selon les clés de répartition suivantes :

- L'Etat (30 %), soit 2 882 932 € ;
- La Région Ile-de-France (70 %), soit 6 726 841€.

Article 3. MODIFICATION DE L'ARTICLE 4 « Modalités de financement et de paiement »

Les articles 4.1, 4.2 et 4.3 de la convention de financement initiale sont remplacés par les articles suivants :

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1. Estimation du coût des travaux

Le coût prévisionnel des dépenses relatives aux travaux de l'opération de la présente convention est évalué à **9 609 774 € HT courants**.

L'estimation de ces dépenses inclut les frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre, ainsi qu'une provision pour aléas et imprévus, déterminée au stade des études préliminaires.

Les appels de fonds seront calculés par application des modalités de calcul de l'article 4.3.

4.2. Coûts global des travaux

4.2.1. Coût de réalisation détaillé

Le Maître d'ouvrage fournit une estimation de niveau AVP en euros courants des différents postes, dont le détail figure à titre indicatif ci-dessous.

Au titre du CPER 2015-2020 et de la présente convention, le détail des coûts est le suivant :

Réalisation des travaux			
Maître d'ouvrage	Opération		Coût en € courants
SNCF RESEAU	REA	COT	104 500 €
		Travaux	7 628 500 €
		Installation de chantier / rehaussement / traction / EAS	*5 225 000 €*
		SLG (ex. SNCF E)	*2 403 500 €*
		Maîtrise d'œuvre	751 460 €
		MOA+HMOA	303 991 €
		PR	*821 323 €*
Total			**9 609 774 €**

4.3. Plan de financement

Les travaux, objet de la présente convention, sont financés sous forme de subvention d'investissement suivant la clé de répartition indiquée dans le tableau ci-après.

En conséquence, le plan de financement des travaux de la présente convention est établi en euros courants HT, le plan de financement de la présente convention est défini comme suit :

Rehaussement des quais à Villeneuve Saint-Georges Montant € courants HT et %			
	Etat 30 %	**Région 70 %**	**TOTAL**
MOA SNCF Réseau	2 882 932	6 726 841	**9 609 774**

Article 4. MODIFICATION DE L'ANNEXE 1 « Organigramme de l'opération »

L'annexe 1 de la convention de financement initiale est remplacée par :

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE SNCF RESEAU
Direction Générale Ile-de-France - Direction de la modernisation et du développement – Agence SDMR – Stéphane Leprince

Article 5. MODIFICATION DE L'ANNEXE 2 « Echéancier prévisionnel des autorisations de programme et des dépenses »

L'annexe 2 de la convention de financement initiale est remplacée par :

ANNEXE 2
Echéancier prévisionnel des autorisations de programme et des dépenses

---

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS SNCF RESEAU EN M€

M€ HT courants	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Total
Total	0,96	1,921	1,921	1,921	1,921	0,671	0,287	**9,609**
Etat	0,288	0,576	0,576	0,576	0,576	0,201	0,086	**2,882**
Région	0,672	1,345	1,345	1,345	1,345	0,470	0,201	**6,726**

Le présent avenant est établi en 4 exemplaires originaux.

Fait en quatre exemplaires originaux

Pour l'Etat, **Michel CADOT** Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France
Pour SNCF Réseau, **Guillaume MARBACH** Directeur Général Adjoint Ile-de-France	Pour le Syndicat des Transports d'Ile de France, **Laurent PROBST** Directeur Général

Adaptation des infrastructures de la ligne Transilien R pour le Régio2N

2019

Ligne Transilien R

Convention de financement

Adaptation des infrastructures pour le déploiement du Régio2N

- Adaptation des caténaires
- Montargis phase 1 bis

Etudes et travaux

îledeFrance

SNCF RÉSEAU

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

îledeFrance mobilités

Ligne Transilien R

« Convention relative aux études et travaux (REA) nécessaires à l'adaptation des infrastructures pour le déploiement du Régio2N sur la ligne Transilien R »

SOMMAIRE

PREAMBULE 7
Article 1. Objet de la convention 7
Article 2. Périmètre et calendrier de réalisation des etudes et TRAVAUX 8
2.1. Périmètre de la convention 8
2.2. Délais de réalisation 9
Article 3. Rôles et engagements des parties 10
3.1. L'Autorité organisatrice 10
3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations 10
3.2.1. Identification du maître d'ouvrage 10
3.2.2. Périmètre d'intervention du Maître d'ouvrage 10
3.2.3. Engagement du Maître d'ouvrage 11
3.3. Les financeurs 11
3.3.1. Identification 11
3.3.2. Engagements 11
3.4. Le bénéficiaire 11
Article 4. Modalités de financement et de paiement 11
4.1. Estimation du coût des travaux 11
4.2. Coûts global des travaux 12
4.2.1. Coût de réalisation détaillé 12
4.3. Plan de financement 13
4.4. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région 13
4.4.1. Versement d'acomptes 13
4.4.2. Versement du solde 14
4.4.3. Paiement 14
4.4.4. Bénéficiaire et domiciliation 15
4.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région 15
4.6. Comptabilité du Bénéficiaire 16
Article 5. Modalités de contrôle par les financeurs 16
5.1. Par les financeurs 16
5.2. Par le Syndicat des Transports d'Île-de-France 16
Article 6. Gestion des écarts 17
6.1. Dispositions en cas de modification du coût d'objectif de l'avant-projet 17
6.2. Dispositions en cas de modification des délais 17
Article 7. Organisation et suivi de la présente convention 18
7.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF) 18
7.2. Comité des financeurs 19
7.3. Information hors CSCF et comité des financeurs 20
Article 8. MODIFICATION DEs AVANT-PROJETs 20
Article 9. DIFFUSION DES DOCUMENTS, CONFIDENTIALITe, communication, ... 21
9.1. Propriété intellectuelle et diffusion des études 21
9.2. Communication institutionnelle des financeurs 21
9.3. Confidentialité 22
Article 10. BILAN DE L'OPERATION 22
Article 11. Dispositions générales 23
11.1. Modification de la convention 23
11.2. Règlement des litiges 23

11.3. Résiliation de la convention *23*
11.4. Date d'effet et durée de la convention *24*
11.5. Mesures d'ordre *25*
Annexes 27

Entre,

En premier lieu,

- L'**État**, représenté par le Préfet de la Région d'Île-de-France, Préfet de Paris,

- La **Région Île-de-France** (ci-après « la Région »), représentée par la Présidente du Conseil Régional, dûment mandaté par délibération n° de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du ,

Ci-après désignés par « **les financeurs** »,

En deuxième lieu,

- **SNCF Réseau**, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), dont le siège est situé à La Plaine Saint Denis (93 418 Cedex), 15/17 rue Jean Philippe RAMEAU CS 80001, identifié au SIREN sous le numéro 412 280 737, et immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Bobigny, représenté par Monsieur Stéphane CHAPIRON, Directeur de la Modernisation et du Développement, dûment habilité à cet effet,

Ci-après désigné par « **le Maître d'ouvrage »**.

En troisième lieu,

- **le Syndicat des Transports d'Ile de France**, dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération n°2016/091 en date du 30 mars 2016,

Ci-après désigné par « Île-de-France Mobilités », « le Syndicat des Transports d'Île-de-France », « l'Autorité Organisatrice » ou « l'AO »,

Ci-après collectivement désignés comme « **les Parties** »

Visas

Vu le code des transports,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code de l'environnement,
Vu le Code de la commande publique,
Vu la loi 2018-515 du 27 juin 2018 pour un nouveau pacte ferroviaire,
Vu le décret 2017-443 du 30 mars 2017 relatif aux règles de financement des investissements de SNCF Réseau,
Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France,
Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015,
Vu la délibération du Conseil régional n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,
Vu la délibération cadre n° CR 123-16 du Conseil Régional du 15 décembre 2016 approuvant la révision du volet « mobilité multimodale » du Contrat de Plan 2015-2020,
Vu les orientations du Schéma Directeur du Matériel Roulant, adoptées au conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Ile de France du 13/07/2016,

Vu la délibération n° 2014/496 du Conseil du STIF du 10 décembre 2014 approuvant la commande de 42 Régio2N pour la ligne R,

Vu la délibération n° CP 2017-243 du 05 juillet 2017 approuvant la convention de financement des études Avant-Projet et APO/premiers travaux des adaptations d'infrastructure pour le déploiement du Régio2N sur la ligne Transilien R,

Vu la délibération n° CP 2017-412 du 18 octobre 2017 approuvant la convention de financement des études APO et premiers travaux des adaptations d'infrastructure pour le déploiement du Regio2N sur la ligne Transilien R,

Vu la délibération n° CP 2018-082 du 16 mars 2018 approuvant la convention de financement des études préliminaires et d'Avant-Projet/Projet (EP-APO) relatives aux installations fixes liées au garage et maintenance du matériel roulant des lignes L/A/J/, E/P, N et D/R,

Vu la délibération n° CP 2018-455 du 21 novembre 2018 approuvant la convention de financement des études d'Avant-Projet, Projet (AVP/PRO) et DCE relatives aux installations fixes liées au garage et maintenance du matériel roulant des lignes L/A/J/, E/P, N et D/R,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Présentation du projet

Lors de la séance de son conseil d'administration du 10 décembre 2014, le Syndicat des Transports d'Ile de France a approuvé l'acquisition de Régio2N pour la ligne Transilien R.

Le déploiement de nouveaux matériels roulants nécessite des adaptations des voies principales, des voies de garages et de maintenance.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la formalisation du financement nécessaire pour adapter les infrastructures SNCF Réseau à l'ensemble de ces déploiements de nouveaux matériels roulants.

Elle couvre les besoins de financement liés aux engagements de phases nécessaires en 2019, pour ne pas mettre en péril le calendrier de déploiement envisagé.

Coût d'objectif prévisionnel provisoire global du projet

Le coût d'objectif de la phase réalisation de l'opération de Montargis phase 1 bis est estimé aux conditions économiques de janvier 2019 à 2 996 601 €soit 3 134 426 € courants. Le coût objectif de l'opération d'adaptation des caténaires en gare de Paris Lyon sera établi à l'issue des phases AVP ou APO. Il sera alors validé par le conseil d'administration d'Ile-de-France Mobilités.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objectif de fixer les engagements réciproques des parties pour le financement et la conduite des travaux concernant les différentes adaptations d'infrastructure nécessaires au déploiement du Régio2N sur la ligne Transilien R.

Elle a pour objet :

- de définir les modalités de financement des travaux relatif à l'opération Montargis phase 1 bis,
- de définir les modalités de financement des travaux de caténaires en gare de Paris Lyon,
- de définir les résultats attendus par Ile-de-France Mobilités et les financeurs,
- de définir les documents à remettre aux signataires de la convention, sur leur demande,
- de préciser les conditions de suivi de ces travaux dans le respect du calendrier général du projet.

Pour mémoire : pour toute décision antérieure à juillet 2017, il est fait mention du STIF. Pour toute décision à partir de juillet 2017, il est fait mention du Syndicat des Transports d'Île-de-France dont le nom d'usage est Île-de-France Mobilités.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention la dénomination suivante :

« Adaptation des infrastructures de la ligne Transilien R pour le déploiement du Régio2N –Travaux – convention n° 1 »

ARTICLE 2. PÉRIMÈTRE ET CALENDRIER DE RÉALISATION DES ETUDES ET TRAVAUX

2.1. Périmètre de la convention

Le périmètre de la convention couvre les travaux des adaptations suivantes :

Adaptations des caténaires (APO et REA)

Les adaptations nécessaires en gare de Paris-Lyon consistent à renforcer les caténaires pour supporter le courant consommé par les nouvelles rames.

Montargis phase 1 bis (REA)

Rendre la voie de Sens apte au garage de 2 rames UM3.

Réhabilitation de la Voie de Sens

- La mise en place d'un dispositif de protection de la voie de Sens vis-à-vis des voies principales : mise en place d'un déraileur unifié à droite
- Mise en heurtoir de la Voie pour le stationnement de 2 UM3
- Electrification complète de la Voie de Sens sur le linéaire de garage retenu (permettant le pré-conditionnement des rames sur la Voie de Sens)
- Création d'une piste le long de la Voie de Sens avec clôture
- Adaptation du poste de signalisation

SNCF Réseau fera, opération par opération, un point financier de l'état des dépenses dans le cadre des comités techniques et comités des financeurs mentionnés aux articles 7.1 et 7.2, et remettra l'ensemble des résultats d'études APO/PRO/REA à Ile-de-France Mobilités en précisant les interfaces et la cohérence avec les installations étudiées par ailleurs par SNCF Mobilités dans le cadre du SDMR selon la connaissance que SNCF Réseau en a. Afin de permettre la bonne instruction des dossiers, il est attendu que l'ensemble des livrables sur le périmètre Réseau soit transmis à Ile-de-France Mobilités.

La présente convention intègre notamment dans son périmètre :

- la prise en charge des frais de maîtrise d'ouvrage (notamment pilotage, encadrement, contrôle qualité, contrôle de gestion, frais de structure, participation des entités des Maîtres d'ouvrage en charge de l'exploitation, de la maintenance, de la sûreté et de la sécurité des lieux et des services de transport à l'élaboration des études d'avant-projet/projet),
- les prestations de diagnostic,

- les prestations de maîtrise d'œuvre nécessaires à la bonne exécution de leurs missions,
- les activités et prestations nécessaires au compte rendu de l'avancement des études qui sont à la charge des Maîtres d'ouvrage dans le cadre de la présente convention,
- la mise à jour et la présentation d'un planning de réalisation jusqu'à sa mise en service,
- l'évaluation pour chaque situation concernée des frais liés à la mise en place d'une offre de substitution en cas d'interruption du trafic.

Afin de poursuivre les études et dossier de consultation objets de la présente convention de financement, il est prévu un avenant à la présente convention ou une convention de financement complémentaire.

Les documents remis comprendront, si nécessaire, les dossiers administratifs d'AVP ainsi que les résultats des études nécessaires à leurs réalisations et la note technique. Le Syndicat des Transports d'Île-de-France, en tant qu'AO, sera amené à expertiser les propositions des Maîtres d'ouvrage, sur la base des résultats des études des MOA. A ce titre, les Maîtres d'ouvrage rendront les résultats des études consultables et diffusables à l'AO dans les termes de la présente convention (voir Article 9).

L'annexe 4 de la présente convention rappelle la constitution type d'un AVP soumis à l'approbation du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France.

L'ensemble des documents diffusables sera remis par le Maître d'ouvrage à Ile-de-France Mobilités et aux financeurs de la présente convention sous le format le plus adapté (papier, CD-Rom…).

Une fois connu précisément le montant des travaux nécessaires à la réalisation de la phase REA suite à la remise par SNCF Réseau des études AVP/PRO et leur validation par le conseil d'administration d'Ile-de-France Mobilités, les financeurs seront en mesure de valider le coût d'objectif de l'opération (dont l'estimation provisoire à l'issue des études préliminaires est définie en préambule de la présente convention). Une fois le coût d'objectif stabilisé, les partenaires contractualiseront si nécessaire le besoin de financement complémentaire afin de permettre l'achèvement de la phase REA de l'opération, sous réserve du vote des crédits par l'assemblée délibérante. Le cas échéant et préalablement, ce complément de financement fera l'objet d'un avenant à la présente convention ou de la conclusion d'une convention de financement complémentaire.

2.2. Délais de réalisation

Le délai de réalisation prévisionnel de l'ensemble des études et travaux de l'opération Montargis phase 1 bis est fixé à 21 mois à compter de la notification de l'entrée en vigueur de la présente convention, dans les conditions définies à l'article 11.4 de la présente convention par IDFM à l'ensemble des autres parties, par lettre recommandée avec accusé de réception. Le délai de réalisation des travaux de renforcement des caténaires en gare de Paris-Lyon sera déterminé à l'issue des études d'avant-projet dont le délai prévisionnel est de 6 mois.

Le calendrier prévisionnel de réalisation des études et travaux figure en annexe 3 de la présente convention.

ARTICLE 3. ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1. L'Autorité organisatrice

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, Île-de-France Mobilités veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des Projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage. Île-de-France Mobilités désigne le ou les maîtres d'ouvrage des Projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

Pour la mise en œuvre de la présente convention, Île-de-France Mobilités est uniquement Autorité Organisatrice. Il n'exerce donc aucune responsabilité en termes de maîtrise d'ouvrage.

Dans le cadre de sa responsabilité d'Autorité Organisatrice, conformément aux articles L. 1241-2 et R. 1241-30 du code des transports, le Syndicat des Transports d'Île-de-France est amené à réaliser des expertises des projets sous maîtrise d'ouvrage des opérateurs des réseaux de transport, afin de veiller à la cohérence des investissements. A cet effet, le Syndicat des Transports d'Ile de France suit la mise en œuvre et veille au respect du programme, de l'objectif et des coûts du Projet.

3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations

3.2.1. Identification du maître d'ouvrage

Conformément aux dispositions de la Loi n° 2014-872, SNCF Réseau est maître d'ouvrage pour les éléments de l'infrastructure du réseau ferré national (RFN).

Le Maître d'ouvrage s'engage sur la réalisation des travaux, tels que définis dans l'article 2.1, objet de la présente convention.

Le Maître d'ouvrage s'engage à prévenir le Syndicat des Transports d'Île-de-France, en qualité d'Autorité Organisatrice des transports, des risques de dérive du planning et/ou des coûts dans les meilleurs délais. Le Syndicat des Transports d'Île-de-France informera alors les financeurs de la situation, en relation avec le maître d'ouvrage, sur la base des éléments qui lui auront été transmis.

3.2.2. Périmètre d'intervention du Maître d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage est responsable de la conception et de la réalisation du système et des ouvrages qui le composent, ainsi que leur aptitude à répondre aux besoins exprimés dans les dossiers d'Avant-projet approuvés par le Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France pour les différents projets d'adaptation des infrastructures de la ligne Transilien R dans la perspective du déploiement du Régio2N.

Le Maître d'ouvrage est responsable du respect des délais, des dépenses et de leur échelonnement conformément aux termes des Avant-projets et dans la mesure où les financeurs ont eux-mêmes respecté le programme de mise en place des financements et leurs paiements.

3.2.3. Engagement du Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage sur le respect de son coût d'objectif défini à l'issue des études APO. Comme indiqué à l'article 2.1, le coût objectif de l'opération sera validé par le Conseil d'Ile-de-France Mobilités suite à la remise par SNCF Réseau des études APO.

Ce respect sera examiné par comparaison entre le coût final justifié par le maître d'ouvrage ramené en euros constants sur la base de l'indice TP01 et le coût d'objectif prévisionnel de la convention fixé en euros constants, conformément à l'article 4.2.

Le maître d'ouvrage s'engage sur la réalisation de l'opération, objet de la présente convention et sur le respect des délais de réalisation précisés à l'article 2.2.

3.3. Les financeurs

3.3.1. Identification

Le financement des travaux, objet de la présente convention, s'inscrit dans le cadre Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, pour un montant total de **6 300 000 €** courants, réparti selon les clés de répartition suivantes :

- L'Etat (30 %), soit 1 890 000 € ;
- La Région Ile-de-France (70 %), soit 4 410 000 €.

3.3.2. Engagements

La signature de la Convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires à la réalisation, par le Maître d'ouvrage visé à l'article 3.2.1, des travaux, dans la limite des montants inscrits au plan de financement en euros courants tel qu'arrêté à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visées à l'annexe 2.

3.4. Le bénéficiaire

SNCF Réseau est bénéficiaire des financements versés par l'Etat et la Région Ile-de-France et ci-après désigné « le bénéficiaire ».

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1. Estimation du coût des travaux

Le coût prévisionnel des dépenses relatives aux études et travaux de des opérations de la présente convention est évalué à **6 300 000 € HT courants**.

L'estimation de ces dépenses inclut les frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre, ainsi qu'une provision pour aléas et imprévus, déterminée au stade des études préliminaires.

Les appels de fonds seront calculés par application des modalités de calcul de l'article 4.3.

4.2. Coûts global des travaux

4.2.1. Coût de réalisation détaillé

Le maître d'ouvrage fournit une estimation prévisionnelle en euros constants lorsque celle-ci est issue des études d'avant-projet.

Au titre du CPER 2015-2020 et de la présente convention, le détail des coûts prévisionnels en euros courants est le suivant :

Opérations	**Phases**	**Coûts en € constants (CE 01/2019)**	**Coûts en € courants**
APO Adaptation caténaires en gare de Paris Lyon	Plans techniques/ Réalisation	-	**347 109**
REA Adaptation caténaires en gare de Paris Lyon	Réalisation	-	**2 818 465**
REA Montargis phase 1 bis	Réalisation	2 996 601	**3 134 426**
Total		-	**6 300 000**

Le détail de l'opération Montargis Phase 1 bis est indiqué en annexe 4.

La nécessité de transports de substitution liée aux travaux doit être évaluée en phase AVP/PRO. Les coûts correspondant seront supportés sur la part travaux par la présente convention ou si nécessaire feront l'objet d'un avenant à la présente convention pour complément de financement.

L'utilisation des provisions pour aléas et imprévus (PAI) du projet est présentée pour information à l'ensemble des partenaires lors du comité de suivi de la convention de financement, accompagnée de justificatifs (note explicative détaillée etc), dans l'instance de gouvernance ad hoc.

Les coûts de maintenance ultérieurs des ouvrages créés seront inclus dans le calcul du montant des péages ou feront l'objet d'une soulte.

4.2.2. Modalités d'actualisation

Les conditions économiques de référence du coût d'objectif sont celles de janvier 2019.

Tous les coûts sont calculés aux conditions économiques de référence de la présente convention par application de l'indice professionnel TP 01. Les coûts sont exprimés en euros constants.

Cet indice est également utilisé pour l'établissement des coûts prévisionnels en euros courants :

- à partir des indices connus à la date de la convention,
- puis de 1,8 % par an au-delà.

Ceci définit les coûts exprimés en euros courants.

Le maitre d'ouvrage justifie in fine le respect du coût d'objectif exprimé en euros constants par application des indices définitifs.

4.3. Plan de financement

Les travaux, objet de la présente convention, sont financés sous forme de subvention d'investissement suivant la clé de répartition indiquée dans le tableau ci-après.

En conséquence, le plan de financement des travaux de la présente convention est établi en euros courants HT, le plan de financement de la présente convention est défini comme suit :

Adaptation des infrastructures ligne R – Convention unique n°1 Montant € courants HT et %			
	Etat 30 %	**Région 70 %**	**TOTAL**
MOA SNCF Réseau	1 890 000	4 410 000	**6 300 000**

4.4. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région

4.4.1. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le maître d'ouvrage.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du maître d'ouvrage par financeur.

A cette fin, le maître d'ouvrage transmettra aux financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.
Les états d'acompte seront établis en euros courants et en euros constants par application des derniers indices connus. Le solde sera établi en euros courants et en euros constants par application des indices définitifs.

Les appels de fonds seront payés en euros courants.

Le dossier de demande de versement des acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

a – Demande de versement des acomptes auprès de la Région :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;

- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des dépenses réalisées, leur date de comptabilisation et le montant des dépenses réalisées;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- la demande d'acompte est signée par le représentant dûment habilité du bénéficiaire.

b – Demande de versement des acomptes auprès de l'Etat :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en pourcentage) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4.2, daté et signé par le représentant dûment habilité du maître d'ouvrage ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- un récapitulatif des dépenses réalisées, daté et signé par le représentant dûment habilité du bénéficiaire.

c- Plafonnement des acomptes

Par dérogation, le montant cumulé des acomptes pouvant être versés au bénéficiaire est plafonné à 95% avant le versement du solde conformément à la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 – article 3 pour la Région. Ce taux de 95 % est applicable uniquement dans le cas d'une opération inscrite au CPER 2015-2020.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par l'Etat au bénéficiaire est plafonné à 90% du montant de la subvention.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du bénéficiaire.

4.4.2. Versement du solde

Après achèvement des travaux couverts par la présente convention, le bénéficiaire présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents relatifs aux études prévues dans l'article 2.1 et signés par le représentant légal des organismes indiqués à l'article 3.4. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Le versement du solde pour SNCF Réseau se fera sur présentation de la liste des factures acquittées, et d'une attestation du commissaire aux comptes établissant le coût final de l'opération.

4.4.3. Paiement

Le versement des montants de subvention appelés par le maître d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme au règlement budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel

que défini à l'article 4.4.1. Dans la mesure du possible, les financeurs feront leurs meilleurs efforts pour payer dans un délai de 40 jours.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'Article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du bénéficiaire.

4.4.4. Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire à :

- **SNCF Réseau** sur le compte ouvert à la Société Générale, dont les références sont les suivantes :

Code IBAN							**Code BIC**
FR76	3000	3036	2000	0200	6214	594	SOGEFRPPHPO

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	Fonction Téléphone / courriel
Etat	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	SpoT / CBSF	Tél : 01 40 61 86 60 spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr
Région Île-de-France	REGION ILE-DE-FRANCE 2 rue Simone VEIL 93 400 Saint-Ouen	Pôle finance Direction de la comptabilité	Alexa GUENA-ANDERSON, Pôle finance – Direction de la comptabilité
SNCF Réseau	SNCF CAMPUS RESEAU 15/17 rue Jean-Philippe RAMEAU CS80001 93418 LA PLAINE ST DENIS CEDEX France 75013 Paris Cedex	Service Trésorerie Groupe – Unité Crédit Management	Patricia LANGELEZ Patricia.langelez@reseau.sncf.fr TEL : 01 85 57 96 70

4.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un (1) an maximum par décision de la Présidente de la Région Ile-de-France, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est

désengagée et désaffectée par décision du Président. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Cette opération faisant l'objet de l'engagement d'une autorisation de programme de projets, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6. Comptabilité du Bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres à ces études et travaux.

Le bénéficiaire s'engage à informer préalablement les financeurs et l'AO de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

ARTICLE 5. MODALITES DE CONTROLE PAR LES FINANCEURS

5.1. Par les financeurs

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

Dans le cadre de l'article R1241-30 du code des transports, l'AO veille à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

5.2. Par le Syndicat des Transports d'Île-de-France

Conformément à l'article R1241-30 du code des transports, Ile de France Mobilités veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

Pour répondre à ce suivi, le maître d'ouvrage fournit et actualise la fiche de programmation financière présentée à l'occasion de chacun des comités de suivi de la convention de financement tels que décrits ci-dessous à l'article 7.1.

ARTICLE 6. GESTION DES ECARTS

6.1. Dispositions en cas de modification du coût d'objectif de l'avant-projet

En cas d'économies
Dans le cas où les dépenses réelles engagées par les maîtres d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant total initialement prévu, les subventions attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

En cas de dépassement du coût d'objectif
S'il apparaît que, au cours de la phase de réalisation, malgré toutes les mesures correctives proposées, le coût d'objectif validé au niveau avant-projet en euros constants ne peut être respecté, par un maître d'ouvrage, celui-ci fournit dans un délai maximum de un (1) mois au STIF et aux financeurs, un rapport détaillé sur l'origine des surcoûts, l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences. Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par le STIF aux financeurs, qui s'appuie notamment sur les éléments transmis par chaque maître d'ouvrage et précisera la nécessité éventuelle de réaliser un AVP modificatif.

Au vu de l'avis rendu par le STIF, les financeurs préciseront alors, lors du comité de suivi de la convention de financement (article 11.1), le montant du dépassement et la nature des surcoûts qu'ils entendent financer ou les adaptations, notamment de phasage, qu'ils souhaiteraient voir apporter à l'opération pour porter leur financement au-delà de celui prévu par l'article 4 au titre du coût d'objectif prévisionnel.

Le plan de financement des surcoûts est alors arrêté en concertation entre les financeurs, le STIF et les maîtres d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant. Le maître d'ouvrage est entendu et informé de la nécessité éventuelle de la formalisation d'un Avant-Projet modificatif et d'un avenant à la présente convention de financement.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage à l'origine du surcoût.

En cas de désaccord entre les parties, celles-ci se rencontrent afin d'envisager les différents scénarii dans lesquels l'opération peut être réalisée sans financement complémentaire.

6.2. Dispositions en cas de modification des délais

S'il apparaît que, malgré toutes les mesures proposées, le respect de tout ou partie des délais de réalisation des travaux prévus à l'article 2 de la Convention ne peut être assuré, l'Etat, la Région et l'AO peuvent solliciter du maître d'ouvrage un rapport détaillé sur l'origine et l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par l'AO, à l'Etat et à la Région, qui s'appuiera sur les éléments transmis par le maître d'ouvrage, et précisera la nécessité éventuelle de réaliser une étude AVP modificatif.

Il indiquera notamment les incidences sur le planning et le phasage initial de l'ensemble des travaux. Par ailleurs, cet avis précisera l'impact sur l'offre de transport.

Au vu de ce rapport et de l'avis formulé par le maître d'ouvrage, l'Etat et la Région émettent un avis. Le délai modifié est alors retenu en concertation entre l'Etat, la Région, l'AO et le maître d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant.

ARTICLE 7. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION

La gouvernance s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge de la réalisation de l'Opération et les financeurs, de comités de suivi composées des élus et des financeurs, et de réunions entre maîtres d'ouvrage auxquelles peuvent être conviés les financeurs.

7.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF)

A l'initiative d'Ile de France Mobilités, il est constitué un Comité de Suivi de la Convention de Financement, ci-après désigné « le Comité de Suivi ou CSCF » comprenant des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention. Ce Comité de Suivi aborde principalement les questions techniques et financières du Projet.

Le CSCF se réunit au moins deux fois par an en séance ordinaire, les membres étant convoqués par Ile de France Mobilités avec un préavis minimum d'un mois.

En tant que de besoin, et notamment pour les questions comptables, à l'initiative d'un des membres, le Comité de Suivi peut être réuni en séance extraordinaire par Ile de France Mobilités, dans le mois de sa saisine par le demandeur.

Le maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses. Ce compte-rendu est analysé par Ile de France Mobilités, en tant qu'autorité organisatrice, et fait l'objet d'un avis d'Ile de France Mobilités aux financeurs.

A cette fin, l'ensemble des documents centralisés par le maître d'ouvrage devront être transmis aux membres du Comité de Suivi sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité de Suivi.

Le suivi de l'Opération s'organise principalement autour des trois thématiques suivantes :

1/ Le suivi technique et opérationnel, soit :

- l'organisation mise en place pour la réalisation de l'Opération (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre),
- le point sur l'avancement des Etudes et des travaux,
- une appréciation sur le déroulement des opérations et leur nature,
- la liste des principaux marchés signés avec leur montant d'engagement,
- la liste des principaux marchés à venir,
- le suivi du calendrier des travaux.

2/ Le suivi financier et administratif, soit :

- le point sur le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il peut être estimé à la date du compte-rendu,

- un état comparatif entre d'une part le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il est estimé à la date du comité de suivi au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser, et d'autre part le coût de réalisation fixé pour les maîtres d'ouvrage,
- un état des lieux sur la consommation des provisions,
- le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et délais,
- le montant des dépenses comptabilisées,
- le montant des subventions appelées et versées,
- le point sur les recours contentieux introduits (troubles de voisinage, sinistres, nuisances de chantier, réclamations diverses).

Au titre de la présente convention, le maître d'ouvrage effectue une mise à jour des prévisions pluriannuelles de ses dépenses et de ses engagements. Ces tableaux couvrent la totalité de la période du Projet. Ils sont établis en euros courants prévisionnels et en euros constants aux conditions économiques de référence de 01/2017 pour toute la période de réalisation.

Lors de sa première séance, le Comité de Suivi acte le tableau présentant les délais et les coûts détaillés du maître d'ouvrage et leur décomposition, celui-ci servant de base au suivi, en termes financier et d'avancement, du Projet.

3/ La communication autour du Projet :

- le suivi du plan de communication mis en place pour le Projet,
- les points spécifiques sur lesquels communiquer éventuellement auprès des usagers.

7.2. Comité des financeurs

Il réunit, sous la présidence d'Ile de France Mobilités, les financeurs et le maître d'ouvrage. Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un mois.

Le maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses réalisées sur la base des documents transmis. A cette fin, l'ensemble des documents devra être transmis aux membres du Comité sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité des financeurs.

Ce Comité des financeurs a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement du projet dans le respect des délais et de coûts prévus à l'avant-projet.

Il se réunit en tant que de besoin concernant des questions ayant des incidences majeures sur l'opération, notamment les ajustements de programmation techniques, administratifs et financiers, qui n'auraient pu être validés par le CSCF décrit à l'article 7.1. Le maître d'ouvrage présente alors au Comité des financeurs les éléments de compréhension de ces modifications, leurs impacts et leurs incidences sur le projet, et ce, en vue de permettre au Comité de définir les modalités de prise en compte de ces

modifications et de poursuite de l'opération. Le cas échéant, les dispositions prévues aux articles 6 et 10 de la présente convention seront mises en œuvre.

7.3. Information hors CSCF et comité des financeurs

Le maître d'ouvrage s'engage pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement des travaux du projet devant le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France à la demande de ce dernier ;
- à informer les financeurs, entre deux CSCF, de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles de l'appel de fond sur l'exercice en cours ;
- à informer Ile de France Mobilités et les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent également à inviter Ile de France Mobilités et les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du Projet.

Par défaut, les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins quinze (15) jours avant la réunion.

ARTICLE 8. MODIFICATION DES AVANT-PROJETS

Toute modification du programme fonctionnel, toute modification technique significative par rapport aux dispositions approuvées de l'Avant-Projet ou toute modification pouvant conduire à un dépassement significatif des délais (article 2 de la Convention), entrainant un décalage de la mise en service, ou des objectifs de coûts précisés à l'article 4.1.de la Convention, peut conduire, selon l'appréciation d'Ile de France Mobilités en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la réalisation d'un avant-projet modificatif, présenté au Conseil d'Ile de France Mobilités.

En conséquence, dès que le maître d'ouvrage envisage des modifications significatives du programme de l'opération, précisé notamment à l'article 2 de la Convention, il transmettra, au STIF ainsi qu'à l'Etat et la Région, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. Il devra veiller en particulier à indiquer si les modifications proposées sont susceptibles d'engendrer des incidences techniques ou financières. Au vu de l'ensemble de ces éléments, Ile de France Mobilités validera les propositions mineures sans incidence sur le coût, ou appréciera l'opportunité d'une saisine du Comité de Suivi ainsi que la nécessité de réaliser un avant-projet modificatif formalisant les évolutions apportées à l'opération.

L'avant-projet modificatif sera présenté au Conseil d'Ile de France Mobilités. Il donnera lieu ensuite à la conclusion d'un avenant à la Convention, indiquant toutes les conséquences notamment en matière de caractéristiques techniques, de coût de

réalisation, de répartition des financements et de délai de réalisation du Projet. Les travaux concernés ne pourront avoir un début d'exécution qu'après la signature de l'avenant et l'attribution des financements correspondants.

L'application de cet article ne doit pas faire obstacle à la poursuite des travaux sur la partie non touchée par les modifications.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la prise en compte par le maître d'ouvrage de demandes, d'un des Financeurs ou de tiers, d'adaptations localisées de l'opération, ne modifiant pas son aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'avant-projet. La prise en compte de ces modifications sera soumise à l'accord préalable du maître d'ouvrage. Les éventuels surcoûts engendrés sont à la charge exclusive des demandeurs.

ARTICLE 9. DIFFUSION DES DOCUMENTS, CONFIDENTIALITE, COMMUNICATION,

Les règles et dispositions décrites dans le paragraphe suivant s'appliqueront exclusivement à la présente convention :

« Adaptation des infrastructures de la ligne R pour le déploiement du Régio2N – Travaux – convention unique n° 1 »

9.1. Propriété intellectuelle et diffusion des études

Les études réalisées dans le cadre de la présente convention restent de la propriété du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage transmettra, dans le respect du secret industriel et commercial et sous réserve des droits des tiers, aux financeurs et à Ile de France Mobilités les résultats d'études et, sur demande des financeurs et d'Ile de France Mobilités, les études visées à l'article 1.

Les signataires s'engagent à préserver la confidentialité de toutes les informations considérées comme confidentielles conformément à l'article 9.3.

9.2. Communication institutionnelle des financeurs

Les présents signataires s'engagent à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elle vise, notamment par une indication portée sur les documents finaux.

L'ensemble des dossiers d'études, documents et supports d'information mentionnera de manière explicite les logos des financeurs.

Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de projets Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires :

- l'ordre entre partenaires : l'Etat, la Région, SNCF Réseau
- l'ordre des financeurs : l'Etat, la Région et SNCF Réseau

En dernier : le logo d'Ile de France Mobilités. La surface allouée à chaque partenaire sera identique.

9.3. Confidentialité

Pendant toute la durée de la convention et pendant cinq années civiles suivant son terme les parties s'engagent à traiter les informations liées au secret commercial des maîtres d'ouvrage, abordées dans le cadre de cette convention, comme strictement confidentielles et non divulgables.

Les parties s'engagent à ce que les informations confidentielles telles que définies ci-avant :

- soient traitées avec la même précaution que les parties portent à la préservation de leurs propres informations confidentielles ;
- ne soient pas divulguées à des tiers, sans avoir obtenu l'accord préalable écrit de la partie propriétaire des informations, sauf exceptions prévues à l'article 8 ;
- conformément à l'article 1120 du code civil, les parties se portent fort pour tout leur personnel (salariés et collaborateurs, intervenants), du respect de cette obligation de confidentialité.

La présente convention ne s'applique pas aux informations confidentielles pour lesquelles les parties apporteraient la preuve écrite :

- qu'elles étaient en leurs possession ou qu'elles étaient tombées dans le domaine public avant qu'elles ne leurs soient communiquées par l'autre partie ;
- qu'elles sont, postérieurement à la date de la signature de la présente convention, tombées dans le domaine public et ce, sans violation des termes de la convention ;
- qu'elle les a licitement acquises d'un tiers qui était en droit de les divulguer.

Enfin, les parties ne seront pas soumises à l'obligation de confidentialité prévue au présent article :

- en cas d'injonction d'un tribunal ou de toute autre autorité de contrôle de fournir des informations confidentielles à l'autre partie ;
- en application d'une obligation légale ou réglementaire qui imposerait à la partie destinataire de communiquer des informations confidentielles de l'autre partie.

En cas d'obligation légale ou de décision de justice de fournir des informations confidentielles à une autorité publique. Dans cette hypothèse, ils devront informer la partie propriétaire des informations de la requête ou de l'injonction qui leur a été faite de communiquer.

ARTICLE 10. BILAN DE L'OPERATION

Le maître d'ouvrage établit sous sa responsabilité, au plus tard cinq ans après la mise en service, un bilan financier et physique des aménagements relevant de son périmètre dans le cadre de la présente convention.

Ce bilan présentera notamment une décomposition selon les postes constitutifs de son coût d'objectif, défini à l'article 4.2.1, ramenée aux conditions économiques de l'Avant-Projet (avec mise en évidence du montant de l'actualisation réglée par le maître d'ouvrage) afin de permettre une comparaison.

Ce bilan comportera notamment :
- un rapport de présentation indiquant le descriptif des aménagements réalisés et retraçant l'évolution éventuelle du coût de réalisation et des principales décisions concernant les aménagements dont il assure la maîtrise d'ouvrage,
- le récapitulatif des subventions attribuées,
- le récapitulatif des versements effectués par les différents financeurs (y compris fonds propres),
- le récapitulatif des dépenses comptabilisées à la date de réalisation du bilan (établi sur la base des décomptes généraux définitifs des marchés lorsqu'ils existent),
- le calcul et la justification de l'état du solde, à savoir la différence entre les dépenses comptabilisées par le maître d'ouvrage à la date de réalisation du bilan et les versements effectués par les financeurs,
- un état des éventuelles suggestions de compléments d'aménagement le concernant consécutives à la mise en service de l'opération.

ARTICLE 11. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

11.1. Modification de la convention

La convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

11.2. Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la convention.

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable dans un délai de deux (2) mois à compter de la naissance du différend, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

11.3. Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier

envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au bénéficiaire, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation ainsi que les dépenses nécessaires à l'établissement d'une situation à caractère définitif. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire des subventions.

11.4. Date d'effet et durée de la convention

La Convention prend effet à compter de sa notification par Île-de-France Mobilités à l'ensemble des autres Parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette notification ne pourra intervenir avant validation par les instances de gouvernances compétentes de SNCF Réseau de l'engagement de la phase REA. SNCF Réseau s'engage à informer île-de-France Mobilités dès l'intervention de cette validation.

Néanmoins, la présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date fixée par la délibération de la commission permanente de la Région Ile-de-France approuvant la présente convention et attribuant les subventions afférentes. Sans préjudice des articles 5, 8 et 9, la Convention expire soit en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 11.3, soit après la réalisation des étapes suivantes :

- après le versement du solde de la totalité des subventions dues au Maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.4.2;
- A la date de la constatation de la caducité de la convention selon les modalités prévues à l'article 4.5 ;
- A la date de résolution, amiable ou contentieuse, des litiges qui auraient pu naître entre les parties de la présente convention.
- La convention expire au plus tard 72 mois après la mise en service.

11.5. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 4 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / / .

Pour l'Etat, **Michel CADOT** Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PÉCRESSE** Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
Pour SNCF Réseau, **Stéphane CHAPIRON** Directeur Général Ile-de-France de la Modernisation et du Développement	Pour le Syndicat des Transports d'Île-de-France (Île-de-France Mobilités), **Laurent PROBST** Directeur Général

Annexes

Annexe 1 : Organigramme de l'opération

Annexe 2 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds

Annexe 3 : Calendrier prévisionnel

ANNEXE 1
Organigramme nominatif

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE SNCF RESEAU :

SNCF RESEAU, DIRECTION DE LA DIRECTION DE LA MODERNISATION ET DU DEVELOPPEMENT, AGENCE SDMR, STEPHANE LEPRINCE.

ANNEXE 2
Echéancier prévisionnel

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS SNCF RESEAU EN €

k€ HT Courants	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
total									**6 300 000**
Etat	18 900	170 100	378 000	378 000	378 000	378 000	132 300	56 700	**1 890 000**
Région	44 100	396 900	882 000	882 000	882 000	882 000	441 000	132 300	**4 410 000**

ANNEXE 3
Calendrier prévisionnel

		2019				2020				2021				2022			
Opération		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Montargis phase 1 bis	DCE/marchés			■	■												
	Marché					■	■										
	Travaux							■	■								
	Mise en service									✦							

ANNEXE 4
Estimation détaillée (à titre indicatif)

Opération	Postes	Coûts en € constants CE 01/2019	Coûts en € courants
REA Montargis phase 1 bis	Travaux	2 181 654 €	2 281 997 €
	dont Entreprises extérieures	*1 353 010 €*	*1 415 240 €*
	dont SNCF E	*525 179 €*	*549 334 €*
	dont Matières SNCF	*303 466 €*	*317 423 €*
	MOE	364 993 €	381 780 €
	MOA	107 011 €	111 933 €
	PR	342 943 €	358 716 €
Total		**2 996 601 €**	**3 134 426 €**

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc143996-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-207

DU 3 JUILLET 2019

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DU DISPOSITIF EUROPE 1ER RAPPORT POUR 2019 ET PROJET "RÉPONSE POLITIQUE DURABLE À LA TRANSITION DE LA MOBILITÉ URBAINE".

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 207
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens
VU La délibération n° CR 129-16 du 8 juillet 2016 relative à la stratégie européennes de la Région Ile-de-France modifiée par délibération n° CP 2018-92 du 16 mars 2018
VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée
VU La délibération n° CP 2018-182 du 4 juillet 2018 adoptant une nouvelle convention type »dispositif Europe »
VU Le budget 2019 de la Région Ile-de-France

VU l'avis de la commission des affaires européennes ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-207 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif Europe au financement des projets détaillés en annexe de la présente délibération par l'attribution de sept subventions d'un montant maximum de 107 860 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention conforme à la convention type adoptée par la délibération n° CP 2018-182 du 4 juillet 2018 et autorise la présidente du Conseil Régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 107 860 € disponible sur le chapitre 930 «services généraux », code fonctionnel 042 « Actions européennes » programme HP 042-004 (104004) « Actions européennes » action 10400402 « Actions européennes » nature 657 « Subventions » du budget 2019.

Article 2 :

Décide d'habiliter la Présidente à signer les documents contractuels relatifs au projet européen « Réponse politique durable à la transition de la mobilité urbaine », figurant en annexe de la délibération et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre du projet.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

FICHE PROJET PARLEMENT EUROPEEN DES JEUNES

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-207

DOSSIER N° EX044724 - PARLEMENT EUROPÉEN DES JEUNES/FRANCE Projet LAB'Europe sensibiliser les jeunes franciliens éloignés de l'Europe par une série d'interventions et débats portés par les jeunes

Dispositif : Dispositif EUROPE (n° 00001001)
Délibération Cadre : CR129-16 du 08/07/2016 modifié
Imputation budgétaire : 930-042-6574-104004-020
Action : 10400402- Actions européennes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif EUROPE	45 700,00 € TTC	32,82 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS PARLEMENT EUROPEEN DES JEUNES FRANCE
Adresse administrative : 48 RUE DE RICHELIEU
75001 PARIS 1ER ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame LINE BOULANGER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 juillet 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet LAB'Europe consiste à organiser pour 320 jeunes de 15 à 28 ans de France et d'autres pays d'Europe dont 200 jeunes franciliens des simulations de sessions parlementaires sur 2 à 5 jours pour des temps d'échange basés sur des pédagogies innovantes (jeux de rôle, sessions de débat, témoignages, animations "understanding Europe" liées au fonctionnement de l'Union européenne, tables rondes, conférences) en milieu scolaire et non scolaire.
L'objectif est :
. de mobiliser des jeunes d'Ile de France en permettant l'échange et le débat entre jeunes européens sur des sujets d'actualité européenne les concernant ;
. de renforcer les dynamiques et coopérations entre acteurs franciliens concernés par l'éducation à la citoyenneté européenne ;
. de favoriser le dialogue structuré entre jeunes et décideurs locaux et européens ;
. de valoriser les pratiques innovantes présentes en Ile-de-France sur la scène européenne.

Les temps forts du projet consisteront en :
- 8 interventions en milieu scolaire et non scolaire en Ile de France auprès de 120 jeunes franciliens de tous horizons.
- une session régionale "LAB'Session" à Paris : de rencontre et débat de deux jours réunissant plus de 80

jeunes d'Ile de France.
- une session internationale "LAB'Meeting" en Ile de France : événement de débat réunissant plus de 100 participants : jeunes d'Ile de France ainsi que d'autres villes de France et d'Europe aux côtés de partenaires (BIPE, IJD, Maisons de l'Europe), décideurs politiques, experts des questions européennes (représentants de la Commission européenne et du Parlement européen).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
15 000 € : frais de mission (transports, restauration intervenants), locations de salles, communication et impression livrets résolution

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements	6 770,00	14,81%
Communication, publications, impression	7 408,00	16,21%
Frais de mission (frais de transport, hébergement, repas, restauration)	17 500,00	38,29%
Location espaces	6 650,00	14,55%
Frais généraux	6 920,00	15,14%
Frais administratifs	452,00	0,99%
Total	45 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de l'Europe et Affaires européennes	15 000,00	32,82%
Région Ile-de-France	15 000,00	32,82%
Mairie de Paris	8 000,00	17,51%
Fonds propres	700,00	1,53%
Fondation Hippocrène	7 000,00	15,32%
Total	45 700,00	100,00%

FICHE PROJET LIGUE ENSEIGNEMENT 75

DOSSIER N° EX044722 - LIGUE ENSEIGNEMENT FEDERATION PARIS MOUVEMENT EDUCATION POPULAIRE Projet REU-CONNECTED dispositif d'éducation à la citoyenneté européenne

Dispositif : Dispositif EUROPE (n° 00001001)
Délibération Cadre : CR129-16 du 08/07/2016 modifié
Imputation budgétaire : 930-042-6574-104004-020
Action : 10400402- Actions européennes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif EUROPE	218 633,00 € TTC	22,87 %	20 600,00 €
	Montant total de la subvention		20 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE ENS FEDERAT PARIS MVT EDUC POP
Adresse administrative : 167 BD DE LA VILLETTE 75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Marc ROIRANT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 15 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet R-EU-CONNECTED propose un parcours d'éducation visant à améliorer la connaissance du fonctionnement et des valeurs des institutions européennes et de leur rôle afin de pallier aux incompréhensions et au manque d'intérêt des citoyens pour l'Union européenne.

Ce dispositif propose dans les classes du secondaire un parcours en trois étapes :
un état des lieux de la connaissance des élèves, l'élaboration d'une initiative législative européenne, un atelier de questionnement/réponse sur l'UE qui débouchera sur les 3 soirées « Décodeurs de l'Europe » avec intervenants de la Commission européenne, de "Toute l'Europe" et du Forum civique européen. Il utilisera des mallettes contenant des livrets pédagogiques distribuées aux élèves ainsi qu'aux professeurs. Les professionnels de la Ligue et les enseignants seront accompagnés, lors des interventions en classes, d'intervenants Europe et d'un professeur de théâtre du cours Florent. Ce dispositif fera également l'objet d'une adaptation en direction des universités portée et réalisée par l'université de Cergy Pontoise, partenaire du projet.

Parallèlement le projet inclut également une formation pour les enseignants ayant pour finalité d'intégrer une plateforme de formation professionnelle dédiée à ces derniers.
La demande de co-financement concerne la mise en œuvre et l'ingénierie pédagogique ainsi que la documentation pour le secondaire et l'université.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
20 600 € : 7600 € mallette pédagogique "repères pour éduquer"; 4267 € livrets élèves et enseignants, supports et affiches, création graphique, impression ; 4800 € livrets spécial étudiants, 3933€ Traduction français/anglais.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements	850,00	0,39%
Communication, publications, impression	26 000,00	11,89%
Frais de mission (frais de transport, hébergement, repas, restauration)	27 600,00	12,62%
Frais généraux	21 233,63	9,71%
Frais administratifs	49 380,00	22,59%
Frais techniques, de production	93 569,37	42,80%
Total	218 633,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aides publiques Région Ile-de-France	20 600,00	22,87%
Autofinancement	5 000,00	2,29%
Autres (Erasmus+) dont 60 560, 00 € France	193 033,00	88,29%
Total	218 633,00	100,00%

FICHE PROJET BABEL INTERNATIONAL

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-207

DOSSIER N° EX044707 - BABEL INTERNATIONAL/CAFE BABEL Projet "l'EUROPE A LA BARRE", conférence spectacle sur les enjeux de la construction européenne.

Dispositif : Dispositif EUROPE (n° 00001001)
Délibération Cadre : CR129-16 du 08/07/2016 modifié
Imputation budgétaire : 930-042-6574-104004-020
Action : 10400402- Actions européennes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif EUROPE	30 200,00 € TTC	49,67 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BABEL INTERNATIONAL
Adresse administrative : 226 RUE SAINT DENIS
75002 PARIS 2E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FRANCOIS FAMELI, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 30 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet de Café Babel consiste en l'organisation d'une conférence spectacle sous forme de pièce de théâtre sur l'Europe afin de mieux comprendre les enjeux de la construction européenne et donnera l'occasion de parler autrement de l'Europe au sein de cette création théâtrale.
Café Babel animera des temps de réflexion en amont du projet, en fonction du public cible, et à l'issue du spectacle, proposera des échanges et débats.

3 scénarios sont envisagés :
Un, au sein de la Région avec des élus partenaires et salariés.
Les deux autres représentations pourront se tenir dans des lycées professionnels d'Ile-de-France, en association avec les communes d'accueil. Dés élus régionaux et locaux pourront intervenir à la barre. Café Babel interviendra en amont au sein du lycée pour amorcer la discussion avec les élèves à l'aide de méthodes d'éducation non formelle permettant d'identifier, suite à la conférence spectacle, l'évolution de leur positionnement sur des sujets de société et thématiques européennes.

Suite aux pièces, un journaliste de Café Babel interviewera les institutionnels et certains comédiens, puis sondera le public en direct sur leur perception du spectacle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
15 000 € : frais de mission (déplacement/hébergement troupe), frais techniques, logistique, communication.

Localisation géographique :
- CLICHY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Communication, publications, impression	3 600,00	11,92%
Location espaces	3 600,00	11,92%
Frais de mission	12 600,00	41,72%
Frais techniques, de production	10 400,00	34,44%
Total	30 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	8 000,00	26,49%
Autofinancement	7 200,00	23,84%
Région	15 000,00	49,67%
Total	30 200,00	100,00%

FICHE PROJET AORIF

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER N° EX045222 - AORIF - L'UNION SOCIALE POUR L'HABITAT D'ÎLE-DE-FRANCE Projet d'exposition photographique du patrimoine francilien relevant du parc locatif social

Dispositif : Dispositif EUROPE (n° 00001001)
Délibération Cadre : CR129-16 du 08/07/2016 modifié
Imputation budgétaire : 930-042-6574-104004-020
Action : 10400402- Actions européennes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif EUROPE	34 520,00 € TTC	50,00 %	17 260,00 €
	Montant total de la subvention		17 260,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AORIF - L'UNION SOCIALE POUR L'HABITAT D' LE-DE-FRANCE
Adresse administrative : 15 RUE CHATEAUBRIAND 75008 PARIS 8E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-LUC VIDON, Administrateur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 30 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Du 24 au 26 septembre 2019 à la Porte de Versailles, l'AORIF, association régionale francilienne, disposera d'un espace de 300 m2 pour valoriser les actions des 170 bailleurs sociaux franciliens (1,2 millions de logements) et créer une exposition d'une vingtaine de photos du patrimoine francilien relevant du parc locatif social. Ce sont les logements réhabilités grâce au soutien des Fonds européens et de la Région Île-de-France, mais aussi les logements neufs, qui seront valorisés : ils répondent aux injonctions de la transition énergétique, de solidarité (loger les ménages modestes) et d'innovation architecturale.

Les objectifs de cette exposition sont de :
- valoriser la qualité et la diversité architecturale des logements sociaux par l'entrée de la performance environnementale
- souligner l'importance du soutien apporté par la Région Île-de-France et par l'Europe, via des panneaux dédiés, pour que ce segment du parc immobilier relève le défi de la transition énergétique.

Ce projet rappellera ainsi l'apport concret du FEDER et du FSE dans le défi commun aux bailleurs à l'Union européenne et a pour ambition d'affirmer que le logement abordable est un enjeu européen.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
17 260 € : frais techniques (réalisation images, reportage, sélection, nettoyage et retouche photos) et frais impression du book.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Communication, publications, impression	9 080,00	26,30%
Frais techniques, de production	25 440,00	73,70%
Total	34 520,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	17 260,00	50,00%
Autofinancement	8 630,00	25,00%
Autres (préciser)	8 630,00	25,00%
Total	34 520,00	100,00%

FICHE PROJET GRIGNYWOOD

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER N° EX045203 - ASSOCIATION GRIGNYWOOD "Si j'étais Président de l'Europe", promotion de la citoyenneté européenne auprés des jeunes via le vecteur culturel.

Dispositif : Dispositif EUROPE (n° 00001001)
Délibération Cadre : CR129-16 du 08/07/2016 modifié
Imputation budgétaire : 930-042-6574-104004-020
Action : 10400402- Actions européennes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif EUROPE	40 100,00 € TTC	24,94 %	10 000,00 €
		Montant total de la subvention	10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRIGNY WOOD
Adresse administrative : 1 RUE DU MINOTAURE
91350 GRIGNY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Guy Serge PUNGUMBU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet « Si j'étais président de l'Europe » promeut la citoyenneté européenne chez les jeunes 16-25 ans en Ile-de-France (700), en France (300) et en Europe (4 000).

Les objectifs sont de favoriser :
La citoyenneté européenne chez les jeunes de 16 à 25 ans
La cohésion entre habitants des différents pays européens
Le dynamisme local et les échanges entre différents acteurs : associations, habitants, institutions, entreprises, élus locaux, artistes.
L'expression civique à échelle européenne et sa promotion faite par les citoyens eux-mêmes.

Un concours alliant expression citoyenne et arts libéraux (rhétorique, dialectique, musique) sera mis en place, les participants devant monter une campagne de mobilisation en ligne sur la thématique du projet et créer une production audiovisuelle promouvant la citoyenneté et l'unité européenne.

Pour enrichir leurs textes, les jeunes participants seront coachés durant 5 à 10 ateliers d'encadrement citoyen et musical par territoire avec une composante d'éducation civique et une partie artistique pour chacun ; les sessions débuteront par une sensibilisation à l'Europe (outils ludiques tels que QCM) puis des sujets de fonds sur la citoyenneté européenne en lien avec leurs centres d'intérêt et leur vie quotidienne afin de percevoir l'impact concret de l'Europe dans leur vie. Puis une phase d'aide à l'écriture

leur permettra d'exprimer leurs connaissances sur l'Europe.
Au cours de ces sessions, les jeunes réfléchiront à leur chanson qui constituera leur programme pour se faire élire par leurs concitoyens et qui sera véhiculée et promue sur leurs espaces d'expression tels que les réseaux sociaux.
Les participants les plus méritants seront récompensés à l'assemblée nationale française lors de l'événement de restitution du projet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
10 000€ : frais de mission, réalisations audiovisuelles, communication,

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Communication, publications, impression	12 000,00	29,93%
Frais de mission (frais de transport, hébergement, repas, restauration)	4 000,00	9,98%
Location espaces	3 600,00	8,98%
Frais techniques, de production	20 500,00	51,12%
Total	40 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	10 000,00	24,94%
Fonds propres	5 100,00	12,72%
Autres (Bureau du Parlement européen, entreprises)	25 000,00	62,34%
Total	40 100,00	100,00%

FICHE PROJET MAISON EUROPE DES YVELINES

Commission permanente du 3 juillet 2019 – CP 2019-207

DOSSIER N° EX045242 - MAISON DE L'EUROPE DES YVELINES Projet de mobilité professionnelle en Europe des jeunes demandeurs d'emploi

Dispositif : Dispositif EUROPE (n° 00001001)
Délibération Cadre : CR129-16 du 08/07/2016 modifié
Imputation budgétaire : 930-042-6574-104004-020
Action : 10400402- Actions européennes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif EUROPE	125 000,00 € TTC	16,00 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DE L'EUROPE DES YVELINES
Adresse administrative : 2 RUE HENRI IV
78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Pierre LEQUILLER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2019 - 30 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ce projet vise à accompagner 25 jeunes de 16 à 25 ans inscrits en Missions locales vers de la mobilité européenne afin de faciliter leur réinsertion à leur retour. La durée du stage professionnel est de 3 à 4 mois dans un pays européen (Irlande, Allemagne, Espagne ou République Tchèque).

La Maison de l'Europe des Yvelines assure toute la préparation des jeunes durant deux mois avant le départ (formation linguistique et culturelle) et s'assure au retour qu'ils capitalisent leurs acquis afin de pouvoir s'insérer plus facilement sur le marché du travail. Les jeunes sont suivis pendant leur mobilité et après : évaluation et valorisation des compétences acquises sur place, témoignages et exemples de raccrochage scolaire et de prises d'emploi, étude des trajectoires professionnelles et personnelles, diagnostic établis auprès des employeurs afin d'évaluer la plus-value apportée par ces mobilités (il existe un réseau d'entreprises employant les jeunes à leur retour de mobilité). 90 % de ces jeunes retrouvent un emploi après la mobilité ou reprennent des études.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
20 000 € : préparations linguistiques, frais de séjour stagiaires

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Communication, publications, impression	4 650,00	3,72%
Frais de mission (frais de transport, hébergement, repas, restauration)	110 200,00	88,16%
Documentation	150,00	0,12%
Location espaces	300,00	0,24%
Frais généraux	3 400,00	2,72%
Frais administratifs	1 800,00	1,44%
Frais techniques, de production	4 500,00	3,60%
Total	125 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aides publiques, Europe	100 500,00	80,40%
Autofinancement	2 000,00	1,60%
Région	20 000,00	16,00%
Département, Commune	2 500,00	2,00%
Total	125 000,00	100,00%

FICHE PROJET BETA FRANCE

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-207

DOSSIER N° EX044745 - ASSOCIATION BETA (Bringing Europeans Together Association) FRANCE PARIS Projet Model European Union Paris (MEU Paris), simulation du processus législatif de l'Union européenne.

Dispositif : Dispositif EUROPE (n° 00001001)
Délibération Cadre : CR129-16 du 08/07/2016 modifié
Imputation budgétaire : 930-042-6574-104004-020
Action : 10400402- Actions européennes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif EUROPE	31 600,00 € TTC	31,65%	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BRINGING EUROPEANS TOGETHER ASSOCIATION FRANCE PARIS
Adresse administrative : 55 BOULEVARD DE GRENELLE 75015 PARIS 15E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Raphaël Moncomble, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 septembre 2019 - 30 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le MEU Paris organise une simulation du processus législatif européen proposée aux jeunes actifs franciliens et étudiants européens dans le cadre d'un débat sur deux directives : celle relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables (2016/0382) et la directive relative à la cyber sécurité (2016/1148) via un jeu de rôles : le fait d'incarner un ministre du Conseil de l'UE ou un eurodéputé, et d'être obligé, en conditions quasi-réelles, de défendre une position, est un moyen de mieux comprendre l'Union européenne.

Ainsi, l'impact du MEU Paris sur les participants peut être fort : près de 90 % des participants de la première édition (2018 à l'Assemblée Nationale) ont contacté les organisateurs, indiquant avoir découvert une vocation européenne et vouloir affiner leur carrière professionnelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
10 000 € : frais de missions, communication, documentation (guides thématiques)

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Communication, publications, impression	2 000,00	6,33%
Frais de mission (frais de transport, hébergement, repas, restauration)	26 000,00	82,28%
frais d'équipement	3 400,00	10,76%
Location espaces	200,00	0,63%
Total	31 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	10 000,00	31,65%
Autofinancement	6 600,00	20,89%
Fondation Hippocrène	5 000,00	15,82%
Erasmus	10 000,00	31,65%
Total	31 600,00	100,00%

FORMULAIRE D'ADHESION POUR LES BENEFICIAIRES DU PROJET REPONSE POLITIQUE DURABLE A LA TRANSITION DE LA MOBILITE URBAINE

Annexe 1 à la délibération

FORMULAIRE D'ADHÉSION POUR LES BÉNÉFICIAIRES

REGION ILE DE FRANCE (IDFrance), établie au 33 rue Barbet de Jouy, 75007 Paris France, le « bénéficiaire », représentée aux fins de la signature du présent formulaire d'adhésion par le signataire

convient

de devenir le bénéficiaire n° …

au titre de la convention de subvention n°814910 (la «convention»)

conclue entre FUNDACION ZARAGOZA LOGISTICS CENTER **et** l'Agence exécutive « Innovation et Réseaux » (INEA) (l'«Agence»), dans le cadre des pouvoirs délégués par la Commission européenne (la «Commission»),

pour l'action intitulée « Réponse politique durable à la transition de la mobilité urbaine ».

et habilite

le coordinateur à soumettre et signer en son nom et pour son compte d'éventuels **avenants** à la convention, conformément à l'article 55.

En signant le présent formulaire d'adhésion, le bénéficiaire accepte la subvention et s'engage à mettre en oeuvre la subvention conformément à la convention, avec toutes les obligations et conditions qu'elle fixe.

SIGNATURE

Pour le bénéficiaire

ACCORD DE CONSORTIUM DU PROJET "REPONSE POLITIQUE DURABLE A LA TRANSITION DE LA MOBILITE URBAINE"

« **Réponse politique durable à la transition de la mobilité urbaine** »
(**Sustainable policy response to urban mobility transition)**

Accord de consortium

Table des matières

Article 1 : Définitions **3**

Article 2 : Objet **4**

Article 3 : Entrée en vigueur, durée et fin **4**

Article 4 : Responsabilité des Partenaires **5**

Article 5 : Responsabilité mutuelle **6**

Article 6 : Gouvernance **7**

Article 7 : Provisions financières **14**

Article 8 : Résultats **16**

Article 9 : Droits d'accès **18**

Article 10 : Non-divulgation d'informations **24**

Article 11 : Dispositions diverses **26**

Article 12 : Signatures **28**

Annexe 1: Connaissances préexistantes **33**

Annexe 2: Formulaire d'adhésion **34**

Annexe 3: Liste des tiers pour un transfert simplifié conformément à l'article 8.3.2. ..... **35**

Annexe 4: Entités affiliées identifiées conformément à l'article 9.5 ..... **35**

Annexe 5: Liste des Partenaires internationaux conformément à l'article 14bis **35**

ACCORD DE CONSORTIUM

Cet Accord de consortium est basé sur le règlement (UE) n°1290/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 établissant les Règles de participation et de diffusion au programme-cadre «Horizon 2020 - Programme-cadre pour la recherche et l'innovation (2014 - 2020) » (ci-après dénommées « Règles de participation »), et la Convention de subvention de type général multi-bénéficiaires de la Commission européenne et ses Annexes, et est conclu le 1er septembre 2019, ci-après dénommée « Date d'entrée en vigueur »

ENTRE :

FUNDACIÓN ZARAGOZA LOGISTICS CENTER (ZLC), le coordinateur

ET :

UNIVERSIDAD POLITECNICA DE MADRID,

ETHNIKO KENTRO EREVNAS KAI TECHNOLOGIKIS ANAPTYXIS,

VRIJE UNIVERSITEIT BRUSSEL,

POLIS - PROMOTION OF OPERATIONAL LINKS WITH INTEGRATED SERVICES, ASSOCIATION INTERNATIONALE,

WUPPERTAL INSTITUT FUR KLIMA, UMWELT, ENERGIE GMBH,

AYUNTAMIENTO DE VALENCIA,

FUNDACION DE LA COMUNIDAD VALENCIANA PARA LA INVESTIGACION, PROMOCION Y ESTUDIOS COMERCIALES DE VALENCIAPORT,

FERROCARRILS DE LA GENERALITAT VALENCIANA,

NINGBO SUPPLY CHAIN INNOVATION INSTITUT CHINA,

NINGBO UNIVERSITY OF TECHNOLOGY,

BKK BUDAPESTI KOZLEKEDESI KOZPONT ZARTKORUEN MUKODO RESZVENYTARSASAG,

BUDAPEST KOZUT ZARTKORUEN MUKODO RESZVENYTARSASAG,

COMUNE DI PADOVA,

VENICE INTERNATIONAL UNIVERSITY,

TEL AVIV YAFO MUNICIPALITY,

TECHNION-ISRAEL INSTITUTE OF TECHNOLOGY

INSTYTUT LOGISTYKI I MAGAZYNOWANIA,

MIASTO KALISZ,

FUNDACJA KALISKI INKUBATOR PRZEDSIE BIORCZOSCI,

MUNICIPALITY OF IOANNINA,

STAD MECHELEN,

MUNICIPIUL ARAD,

GEMEENTE 'S-HERTOGENBOSCH,

REGION ILE DE FRANCE,

CAMARA MUNICIPAL DE ALMADA,

AGENCIA MUNICIPAL DE ENERGIA DE ALMADA,

WEST MIDLANDS COMBINED AUTHORITY,

GOTEBORGS KOMMUN

ci-après, conjointement ou individuellement, appelés « Partenaires » ou « Partenaire »

relatif à l'action intitulée

RÉPONSE POLITIQUE DURABLE À LA TRANSITION DE LA MOBILITÉ URBAINE

ci-après appelée « Projet »

CONSIDERANT QUE :

Les Partenaires, ayant une expérience conséquente dans le domaine concerné, ont soumis une proposition pour le Projet à l'Autorité de financement dans le cadre du Programme-cadre pour la recherche et l'innovation « Horizon 2020 » (2014-2020).

Les Partenaires souhaitent préciser ou compléter leurs engagements en plus des dispositions de la Convention de subvention spécifique à signer entre les Partenaires et l'Autorité de financement (ci-après « Convention de subvention »).

Les Partenaires reconnaissent que cet Accord de consortium est basé sur l'Accord de consortium de modèle DESCA.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT:

Article 1: Définitions

1.1 Définitions

Les mots commençant par une lettre majuscule sont à appréhender selon leur signification définie dans le présent Accord de consortium, dans les Règles de participation ou dans la Convention de subvention, y compris ses Annexes.

1.2 Définitions complémentaires

« **Organe du consortium** » **:** désigne tout organe décrit dans l'article Gouvernance du présent Accord de consortium.

« **Plan de consortium** » **:** désigne la description de l'action et le budget lui correspondant, tels que définis dans la Convention de subvention et susceptibles d'être mis à jour par l'Assemblée générale.

« **Autorité de financement** » **:** désigne l'organisme qui octroie la subvention pour le Projet.

« **Partenaire défaillant** » : désigne un Partenaire que l'Assemblée générale a identifié comme agissant en violation du présent Accord de consortium et/ou de la Convention de subvention, conformément à l'article 4.2 du présent Accord de consortium.

« **Nécessaire** » désigne

- concernant la mise en œuvre du projet : des Droits d'accès sont Nécessaires si, sans l'octroi de tels Droits d'accès, l'exécution des tâches confiées au Partenaire destinataire serait techniquement ou juridiquement impossible, considérablement

retardée ou si elle nécessite d'importantes ressources financières ou humaines supplémentaires.

- concernant l'exploitation de ses propres résultats : des Droits d'accès sont Nécessaires si, sans l'octroi de tels Droits, l'exploitation de ses propres résultats serait techniquement ou juridiquement impossible pour un Partenaire.

« **Logiciel** » : désigne une séquence d'instructions permettant d'exécuter un processus, ou de le convertir en une forme exécutable par un ordinateur et fixée dans tout support d'expression tangible.

Article 2 : Objet

Le présent Accord de consortium a pour objet de préciser, en ce qui concerne le Projet, les relations entre les Partenaires, en particulier en ce qui concerne l'organisation du travail entre les Partenaires, la gestion du Projet et les droits et obligations des Partenaires concernant, notamment, les responsabilités, les Droits d'accès et la Résolution des litiges.

Article 3 : Entrée en vigueur, durée et fin

3.1 Entrée en vigueur

Une entité devient Partenaire du présent Accord de consortium dès signature de ce dernier par l'un de ses représentants dûment autorisé.

Cet Accord de consortium entrera en vigueur à compter de la Date d'entrée en vigueur indiquée au début de l'Accord de consortium.

Une nouvelle entité devient Partenaire de cet Accord de consortium à la signature du Formulaire d'adhésion (Annexe n°2) par le nouveau Partenaire et par le Coordinateur. Cette adhésion prend effet à compter de la date indiquée dans le Formulaire d'adhésion.

3.2 Durée et fin

Le présent Accord de consortium restera en vigueur jusqu'à la réalisation complète de toutes les obligations contractées par les Partenaires en vertu de la Convention de subvention et du présent Accord de consortium.

Toutefois, cet Accord de consortium ou la participation d'un ou de plusieurs Partenaires peuvent être résiliés conformément aux termes du présent Accord de consortium :

- si la Convention de subvention n'est pas signée par l'Autorité de financement ou un Partenaire,

- ou si la Convention de subvention est résiliée,

- ou si la participation d'un Partenaire à la Convention de subvention est résiliée,

Le présent Accord de Consortium prend automatiquement fin à l'égard du ou des Partenaires concernés, sous réserve des dispositions mentionnées à l'article 3.3 du présent Accord de consortium qui continueront de s'appliquer.

3.3 Continuité des droits et des obligations

Les dispositions relatives aux Droits d'accès, à la Diffusion et à la confidentialité, pour la période de temps mentionnée, ainsi qu'à la responsabilité, au droit applicable et au

règlement des litiges, continueront au-delà de l'expiration ou à la résiliation du présent Accord de consortium.

La résiliation n'affectera pas les droits ou obligations d'un Partenaire quittant le Consortium, encourus avant la date de résiliation, sauf accord contraire entre l'Assemblée générale et le Partenaire sortant. Cela comprend l'obligation de fournir l'ensemble des contributions, livrables et documents requis durant le temps de sa participation.

Article 4 : Responsabilité des Partenaires

4.1 Principes généraux

Chaque Partenaire s'engage à participer à la mise en œuvre efficace du Projet et à coopérer, à exécuter et à remplir, dès que possible et dans les délais requis, toutes les obligations qui lui incombent en vertu de la Convention de subvention et du présent Accord de consortium, dans la mesure où cela peut raisonnablement lui être demandé et de bonne foi conformément à la législation belge.

Chaque Partenaire s'engage à notifier rapidement, conformément à la structure de gouvernance du Projet, tout renseignement, fait, problème ou retard important susceptible d'affecter le Projet.

Chaque Partenaire fournit sans délai toutes les informations raisonnablement requises par un Organe du consortium ou par le Coordinateur pour l'exécution de ses tâches.

Chaque Partenaire prend les mesures adéquates pour assurer l'exactitude des renseignements ou des documents qu'il fournit aux autres Partenaires.

4.2 Violation des obligations

Si un Organe responsable du consortium constate qu'un Partenaire n'a pas respecté ses obligations au titre du présent Accord de consortium ou de la Convention de subvention (mise en œuvre incorrecte du Projet, par exemple), le Coordinateur ou, si le Coordinateur ne respecte pas ses obligations, le Partenaire désigné par l'Assemblée générale, lui adressera une mise en demeure visant à remédier à cette violation dans les 30 jours civils suivant la réception par ce Partenaire de la notification écrite de la violation.

S'il s'agit d'une violation substantielle à laquelle il n'est pas remédié dans ce délai ou s'il n'est pas possible d'y remédier, l'Assemblée générale peut décider de déclarer la Partenaire en défaut et d'en tirer les conséquences, qui peuvent inclure la cessation de sa participation.

4.3 Participation de tiers

Un Partenaire qui conclut un contrat de sous-traitance ou impliquant des tiers (y compris, mais sans s'y limiter, des entités affiliées) dans le Projet reste responsable de l'exécution des missions qui lui incombent dans le Projet et du respect par ce tiers des dispositions du présent Accord de consortium et de la Convention de subvention. Il doit veiller à ce que la participation de tiers n'affecte pas les droits et obligations des autres Partenaires au titre du présent Accord de consortium et de la convention de subvention.

Article 5 : Responsabilité mutuelle

5.1 Aucune garantie

Concernant toute information ou tout matériel (y compris les résultats et le contexte) fourni par un Partenaire à un autre Partenaire dans le cadre du Projet, aucune garantie ou déclaration de quelque nature que ce soit n'est faite, donnée ou implicite quant à la suffisance ou à l'adéquation à un usage ou quant à l'absence de toute violation d'un droit de propriété de tierces parties.

Par conséquent,

- le Partenaire destinataire est dans tous les cas entièrement et exclusivement responsable de l'usage qu'il fait de ces informations et matériels, et
- aucun Partenaire accordant des Droits d'accès ne peut être tenu responsable en cas de violation des droits de propriété d'un tiers résultant de l'exercice par un autre Partenaire (ou ses entités affiliées) de ses Droits d'accès.

5.2 Limitations de la responsabilité contractuelle

Aucun Partenaire n'est responsable envers un autre Partenaire de tout dommage indirect ou consécutif ou de tout dommage similaire tel que, mais sans s'y limiter, le manque à gagner, la perte de revenus ou la perte de contrats, à condition que ces dommages ne soient pas causés par un acte volontaire ou par une violation de la confidentialité.

Pour toute responsabilité contractuelle résiduelle, la responsabilité globale d'un Partenaire à l'égard des autres Partenaires est limitée à la part du Partenaire dans les coûts totaux du Projet tels qu'identifiés à l'Annexe 2 de la Convention de subvention, à condition que ces dommages n'aient pas été causés par un acte volontaire ou une négligence grave.

Les termes du présent Accord de consortium ne doivent pas être interprétés comme modifiant ou limitant la responsabilité légale d'un Partenaire.

5.3 Dommages causés aux tiers

Chaque Partenaire est seul responsable des pertes, dommages ou préjudices subis par des tiers du fait de l'exécution par lui ou en son nom des obligations qui lui incombent en vertu du présent Accord de consortium ou de l'utilisation qu'il fait des résultats ou des données de base.

5.4 Force majeure

Aucun Partenaire n'est considéré comme étant en infraction avec le présent Accord de consortium s’il est empêché de remplir ses obligations au titre de l'Accord de consortium par Force majeure.

Chaque Partenaire notifiera sans délai aux membres compétents du consortium tout cas de Force majeure. Si les conséquences de la Force majeure pour le Projet ne sont pas surmontées dans les 6 semaines suivant cette notification, le transfert des tâches, le cas échéant, sera décidé par les Membres compétents du consortium.

Article 6 : Gouvernance

6.1 Structure générale

La structure organisationnelle du Consortium comprend les Organes du consortium suivants:

- L'Assemblée générale, organe de décision suprême du consortium,
- L'Equipe de coordination, organe de supervision pour l'exécution du Projet, qui rendra compte à l'Assemblée générale.

Le Coordinateur (coordinateur administratif au sein de l'accord SPROUT) est la personne morale agissant en tant qu'intermédiaire entre les Partenaires et l'Autorité de financement. Outre ses responsabilités en tant que Partenaire, le Coordinateur exécute les tâches qui lui sont assignées conformément à la Convention de subvention et au présent Accord de consortium.

6.2 Procédures opérationnelles générales pour tous les Organes du consortium

6.2.1. Représentation aux réunions

Tout Partenaire qui est membre d'un organe du consortium (ci-après dénommé "Membre") :

- doit être présent ou représenté à toute réunion ;
- peut nommer un remplaçant ou un fondé de pouvoir pour assister et voter à toute réunion ;

et participe de manière coopérative aux réunions.

6.2.2. Préparation et organisation des réunions

6.2.2.1. Convocation des réunions

Le président d'un organe du consortium convoque les réunions de cet organe.

	Réunion ordinaire	Réunion extraordinaire
Assemblée générale	Au moins une fois par an	A tout moment sur demande écrite du Conseil exécutif ou d'1/3 des Membres de l'Assemblée générale
Equipe de coordination	Au moins une fois par trimestre	En tout temps sur demande écrite d'un membre de l'Equipe de coordination

6.2.2.2. Avis de convocation

Le président d'un Organe du consortium doit aviser par écrit de la tenue d'une réunion à chaque Membre de cet organe dès que possible et au plus tard le nombre minimal de jours précédant la réunion, comme indiqué ci-dessous.

	Réunion ordinaire	Réunion extraordinaire
Assemblée générale	45 jours calendaires	15 jours calendaires
Equipe de coordination	14 jours calendaires	7 jours calendaires

6.2.2.3. Envoi de l'ordre du jour

Le président d'un Organe du consortium doit préparer et envoyer à chaque Membre de cet Organe un ordre du jour écrit (original) au plus tard le nombre minimum de jours précédant la réunion, comme indiqué ci-dessous.

Assemblée générale	21 jours calendaires, 10 jours calendaires pour une réunion extraordinaire
Equipe de coordination	7 jours calendaires

6.2.2.4. Ajouter des points à l'ordre du jour:

Tout point de l'ordre du jour nécessitant une décision des Membres d'un Organe du consortium doit être identifié comme tel dans l'ordre du jour.

Tout Membre d'un Organe du consortium peut ajouter un point à l'ordre du jour initial par notification écrite à tous les autres Membres de cet Organe jusqu'au nombre minimum de jours précédant la réunion comme indiqué ci-dessous.

Assemblée générale	14 jours calendaires, 7 jours calendaires pour une réunion extraordinaire
Equipe de coordination	2 jours calendaires

6.2.2.5.

Au cours d'une réunion, les Membres d'un Organe du consortium présents ou représentés peuvent convenir à l'unanimité d'ajouter un nouveau point à l'ordre du jour initial.

6.2.2.6.

Les réunions de chaque Organe du consortium peuvent également se tenir par téléconférence ou par d'autres moyens de télécommunication.

6.2.2.7

Les décisions ne seront contraignantes qu'une fois que la partie pertinente du procès-verbal aura été acceptée conformément aux dispositions de l'article 6.2.5.

6.2.2.8.

Toute décision peut également être prise sans réunion si le Coordinateur distribue à tous les Membres de l'Organe du Consortium un document écrit, qui est ensuite approuvé à la majorité définie (voir article 6.2.3) de tous les Membres de l'Organe du Consortium. Ce document devra inclure une date limite de réponse.

Les décisions prises sans réunion sont considérées comme acceptées si, dans le délai prévu à l'article 6.2.4.4.4, aucun Membre n'a adressé d'objection par écrit au président. Les décisions seront contraignantes après que le président aura envoyé à tous les Membres de l'Organe du consortium et au Coordinateur une notification écrite de cette acceptation.

6.2.3. Règles de vote et quorum

6.2.3.1.

Chaque Organe du Consortium ne délibère et ne décide valablement que si les deux tiers (2/3) de ses membres sont présents ou représentés (quorum). Si le quorum n'est pas atteint, le président de l'Organe du consortium doit convoquer une autre réunion ordinaire dans les 15 jours civils. Si le quorum n'est pas à nouveau atteint lors de cette réunion, le président convoque une réunion extraordinaire qui a le droit de décider même si moins que le quorum des membres est atteint ou représenté.

6.2.3.2.

Chaque Membre d'un Organe du consortium présent ou représenté à la réunion dispose d'une voix.

6.2.3.3.

Un Partenaire que l'Assemblée générale a déclaré Partenaire défaillant conformément à l’article 4.2 ne peut pas voter.

6.2.3.4.

Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers (2/3) des voix exprimées.

6.2.4. Droits de veto

6.2.4.1.

Un Membre qui peut démontrer que son propre travail, son temps d'exécution, ses coûts, ses responsabilités, ses droits de propriété intellectuelle ou d'autres intérêts légitimes seraient gravement affectés par une décision d'un Organe de consortium peut exercer son veto à l'égard de la décision correspondante ou de la partie de la décision concernée.

6.2.4.2.

Lorsque la décision est prévue à l'ordre du jour initial, un Membre ne peut opposer son veto à une telle décision que pendant la réunion.

6.2.4.3.

Lorsqu'une décision a été prise sur un nouveau point ajouté à l'ordre du jour avant ou pendant la réunion, un Membre peut opposer son veto à cette décision pendant la réunion et dans les 15 jours calendaires suivant l'envoi du projet de procès-verbal de la réunion. Un Partenaire qui n'est pas Membre d'un Organe du consortium particulier peut opposer son

veto à une décision durant le même nombre de jours civils après l'envoi du projet de procès-verbal de la réunion.

6.2.4.4.

Lorsqu'une décision a été prise sans réunion, un Membre peut opposer son veto à cette décision dans les 15 jours civils suivant la notification écrite par le président du résultat du vote.

6.2.4.5.

En cas d'exercice du droit de veto, les Membres de l'Organe du consortium concerné mettront tout en œuvre pour résoudre la question qui a donné lieu au veto pour la satisfaction générale de tous ses Membres.

6.2.4.6.

Un Partenaire ne peut opposer son veto aux décisions relatives à son identification comme étant en violation de ses obligations ni à son identification comme Partenaire défaillant. Le Partenaire défaillant ne peut opposer son veto aux décisions relatives à sa participation au consortium et à sa résiliation ou aux conséquences qui en découlent.

6.2.4.7.

Un Partenaire qui demande à quitter le consortium ne peut opposer son veto aux décisions qui s'y rapportent.

6.2.5. Procès-verbaux des réunions

6.2.5.1.

Le président du consortium doit produire un procès-verbal écrit de chaque réunion, qui doit être le compte rendu officiel de toutes les décisions prises. Il envoie le projet de procès-verbal à tous les Membres dans les dix jours calendaires suivant la réunion.

6.2.5.2.

Le procès-verbal est considéré comme accepté si, dans un délai de quinze jours calendaires à compter de son envoi, aucun Membre n'a adressé par écrit au président une objection quant à l'exactitude du projet de procès-verbal.

6.2.5.3.

Le président transmet le procès-verbal accepté à tous les Membres de l'Organe du consortium et au Coordinateur, qui en assure la conservation. Sur demande, le Coordonnateur fournit aux Partenaires des duplicatas authentifiés.

6.3. Procédures opérationnelles spécifiques pour les organes du consortium

6.3.1. Assemblée générale

En plus des règles décrites à l'article 6.2, les règles suivantes s'appliquent :

6.3.1.1. Membres

6.3.1.1.1.

L'Assemblée générale se compose d'un représentant de chaque Partenaire (ci-après dénommé Membre de l'Assemblée générale).

6.3.1.1.2.

Chaque Membre de l'Assemblée générale est réputé dûment autorisé à délibérer, négocier et décider de toutes les questions énumérées au point 6.3.1.2. du présent Accord de consortium.

6.3.1.1.3.

Le Coordonnateur préside toutes les réunions de l'Assemblée générale, sauf décision contraire prise lors d'une réunion de l'Assemblée générale.

6.3.1.1.4.

Les Partenaires conviennent de se conformer à toutes les décisions de l'Assemblée générale. Cela n'empêche pas les Partenaires de soumettre un différend à la résolution conformément aux dispositions de l'article 11.8 du Règlement des différends.

6.3.1.2. Décisions

L'Assemblée générale est libre d'agir de sa propre initiative pour formuler des propositions et prendre des décisions conformément à la procédure énoncée dans le présent Accord de consortium. En outre, toutes les propositions faites par le Conseil d'administration sont également examinées et décidées par l'Assemblée générale.

Les décisions suivantes sont prises par l'Assemblée générale :

<u>Contenus, finances et droits de propriété intellectuelle</u>

- Propositions de modifications des Annexes 1 et 2 de l'Accord de subvention, à approuver par l'Autorité de financement,
- Modifications du Plan de consortium,
- Modifications apportées à l'Annexe 1 (Eléments de contexte inclus),
- Ajouts à l'Annexe 3 (Liste des tierces parties pour un transfert simplifié, conformément à l'article 8.3.2),
- Ajouts à l'Annexe 4 (Entités affiliées identifiées),
- Ajouts à l'Annexe 5 (Liste des Partenaires internationaux conformément à l'article 14a de la Convention de subvention).

<u>Evolutions du consortium</u>

- Adhésion d'un nouveau Partenaire au consortium et approbation des dispositions sur les conditions d'adhésion d'un tel nouveau Partenaire,

- Retrait d'un Partenaire du consortium et approbation des dispositions sur les conditions du retrait,
- Identification d'un manquement par un Partenaire à ses obligations au titre du présent Accord de consortium ou de la Convention de subvention,
- Déclaration d'un Partenaire comme Partenaire défaillant,
- Correctifs devant être apportés par un Partenaire défaillant,
- Cessation de la participation d'un Partenaire défaillant au consortium et mesures y afférentes,
- Proposition à l'Autorité de financement pour un changement de Coordonnateur,
- Proposition à l'Autorité de financement de la suspension de tout ou d'une partie du Projet,
- Proposition à l'Autorité de financement pour la résiliation du Projet et de la Convention de consortium

Désignations

Sur la base de la Convention de subvention, la désignation, le cas échéant :

- de Membres de l'Equipe de coordination

6.3.2. Conseil d'administration

Outre les règles énoncées au point 6.2, les règles suivantes s'appliquent :

6.3.2.1. Membres

L'Equipe de coordination se compose de tous les Leaders des groupes de travail, de tous les Coordonnateurs pilotes, du Directeur de l'innovation et du Coordonnateur administratif. Le Coordinateur administratif préside toutes les réunions du conseil de l'Equipe de coordination, sauf décision contraire prise à la majorité des deux tiers.

6.3.2.2. Procès-verbaux des réunions

Les procès-verbaux des réunions du Conseil exécutif, une fois acceptés, sont envoyés par le Coordinateur aux membres de l'Assemblée générale pour information.

6.3.2.3. Tâches

6.3.2.3.1.

L'Equipe de coordination prépare les réunions, propose des décisions et prépare l'ordre du jour de l'Assemblée générale conformément à l'article 6.3.1.2.

6.3.2.3.2.

Le Conseil d'administration recherche un consensus entre les Partenaires.

6.3.2.3.3.

L'Equipe de coordination est responsable de la bonne exécution et de l'application des décisions de l'Assemblée générale.

6.3.2.3.4.

L'Equipe de coordination surveillera la mise en œuvre efficace et efficiente du Projet.

6.3.2.3.5.

En outre, l'Equipe de coordination recueille des informations au moins tous les six mois sur l'état d'avancement du Projet, examine ces informations pour évaluer la conformité du Projet avec le Plan de consortium et, si nécessaire, propose des modifications du Plan de consortium à l'Assemblée générale.

6.3.2.3.6.

L'Equipe de coordination doit :

- aider le Coordonnateur à préparer les réunions avec l'Autorité de financement et à préparer les données et les produits livrables connexes,
- préparer le contenu et le calendrier des communiqués de presse et des publications conjointes du consortium ou proposés par l'Autorité de financement concernant les procédures de l'article 29 de la Convention de subvention.

En cas de suppression de tâches à la suite d'une décision de l'Assemblée générale, le Conseil d'administration conseille l'Assemblée générale sur les moyens de réorganiser les tâches et les budgets des Partenaires concernés. Ce réaménagement tient compte des engagements légitimes pris préalablement aux décisions, qui ne peuvent être annulés.

6.4. Coordinateur

6.4.1.

Le Coordinateur est l'intermédiaire entre les Partenaires et l'Autorité de financement et exécute toutes les tâches qui lui sont confiées conformément à la Convention de subvention et au présent Accord de consortium.

6.4.2.

En particulier, le Coordinateur est chargé des tâches suivantes:

- surveiller le respect par les Partenaires de leurs obligations
- tenir à jour et à jour la liste des adresses des Membres et des autres personnes à contacter
- recueillir, examiner pour vérifier leur uniformité et les soumettre à l'Autorité de financement, les rapports, autres livrables (y compris les états financiers et les attestations connexes) et documents spécifiques requis,
- transmettre les documents et informations liés au Projet aux autres Partenaires concernés,
- administrer la contribution financière de l'Autorité de financement et s'acquitter des tâches financières décrites à l'article 7.3,
- fournir, sur demande, aux Partenaires des copies officielles ou des originaux de documents qui sont en la possession exclusive du Coordonnateur lorsque ces copies ou originaux sont nécessaires pour que les Partenaires puissent présenter leurs demandes,

Si un ou plusieurs Partenaires est en retard pour la transmission d'un quelconque livrable du Projet, le Coordinateur devra néanmoins transmettre à l'Autorité de financement dans les délais les livrables des autres partenaires, ainsi que tout document requis par la Convention de subvention.

6.4.3.

Si le Coordinateur échoue dans ses tâches de coordination, l'Assemblée générale peut proposer à l'Autorité de financement de le remplacer.

6.4.4.

Le Coordinateur n'est pas habilité à agir ou à faire des déclarations juridiquement contraignantes au nom d'un autre Partenaire ou du Consortium, sauf disposition contraire expresse de la Convention de subvention ou du présent Accord de consortium.

6.4.5.

Le Coordinateur n'élargit pas son rôle au-delà des tâches spécifiées dans le présent Accord de consortium et dans la Convention de subvention.

Article 7 : Provisions financières

7.1 Principes généraux

7.1.1. Redistribution de la subvention

La subvention de l'Autorité financière au projet sera redistribuée par le Coordinateur conformément :

- au Plan de consortium,
- à l'approbation des rapports par l'Autorité de financement,
- et aux les dispositions concernant les modalités de paiement de l’article 7.3.

Un Partenaire n'est financé que pour les tâches qu'il accomplit conformément au Plan de consortium.

7.1.2. Justification des coûts

En accord avec ses propres principes et pratiques en matière de comptabilité et de gestion, chaque Partenaire est seul responsable de la justification de ses coûts concernant le Projet vis-à-vis de l'Autorité de financement. Ni le Coordinateur, ni aucun des autres Partenaires ne peut être tenu pour responsable de la justification de ces coûts vis-à-vis de l'Autorité de financement.

7.1.3. Principes de financement

Un Partenaire qui dépense moins que la part du budget qui lui est attribuée, telle que définie dans le Plan de consortium ou - en cas de remboursement sur la base de coûts unitaires - met en œuvre moins d’unités que prévu dans le Plan de consortium ne sera financé que conformément à ses coûts réels éligibles dûment justifiés.

Un Partenaire qui dépense plus que la part du budget qui lui est attribuée, telle que définie dans le Plan de consortium, ne sera financé pour les coûts éligibles dûment justifiés que pour un montant ne dépassant par cette part.

7.1.4. Restitution des paiements excédentaires; recettes

7.1.4.1.

Dans le cas où un Partenaire a reçu des paiements excédentaires, il devra restituer le montant correspondant au Coordinateur dans les meilleurs délais.

7.1.4.2.

Dans le cas où un Partenaire perçoit une recette déductible du financement total prévu dans le Plan de consortium, la déduction ne s'applique qu'au Partenaire qui perçoit ce revenu. La part financière du budget des autres Partenaires n'est pas affectée par la recette perçue par un Partenaire. Dans le cas où la recette correspondante dépasse la part attribuée au Partenaire dans le Plan de consortium, le Partenaire rembourse la baisse de financement subie par les autres Partenaires.

7.1.5. Conséquences financières de la résiliation de la participation d'un Partenaire

Un Partenaire qui quitte le Consortium remboursera tous les paiements reçus, à l'exception de la part de la subvention acceptée par l'Autorité de financement ou par un autre contributeur. En outre, un Partenaire défaillant doit, dans les limites précisées à l’article 5.2 du présent Accord de consortium, supporter les coûts additionnels raisonnables et justifiables qui s’imposent aux autres Partenaires pour effectuer ses et leurs tâches.

7.2 Budgétisation

Le budget prévu dans le Plan de consortium sont évalués conformément aux principes et aux pratiques comptables et de gestion habituels des Partenaires respectifs.

7.3 Paiements

7.3.1. Les paiements aux Partenaires sont des tâches exclusives du Coordinateur.

En particulier, le Coordinateur :

- notifie sans délai au Partenaire concerné la date et le montant transféré sur son compte bancaire, en indiquant les références pertinentes,
- exécute avec diligence ses tâches relatives à l'administration des fonds et la tenue des comptes,
- s’engage à distinguer la contribution financière de l’Autorité de financement au Projet de ses comptes commerciaux, de ses propres avoirs et de ses biens propres, sauf si le Coordinateur est un organisme public ou n’y est pas autorisé en vertu de la législation en vigueur,
- Conformément aux articles 21.2 et 21.3.2 de la Convention de subvention, aucun Partenaire ne peut, avant la fin du projet, recevoir plus que la part qui lui a été attribuée du montant maximal de la subvention, duquel ont été déduits les montants retenus par l'Autorité de financement pour le Fonds de garantie et pour le paiement final.

7.3.2.

L’échéancier des paiements, qui comprend le transfert des préfinancements et les paiements intermédiaires aux Partenaires, sera traité selon les modalités suivantes :

Le remboursement des coûts inclus dans le Plan de consortium sera versé aux Partenaires dans les 30 jours après leur réception par l’Autorité de financement, et conformément aux dispositions de la Convention de subvention. Les coûts acceptés par l'Autorité de financement seront payés au Partenaire concerné.

Le Coordinateur est habilité à retenir tout paiement dû à un Partenaire identifié par un Organe du consortium responsable comme étant en violation de ses obligations en vertu du présent Accord de consortium ou de la Convention de subvention ou à un bénéficiaire qui n'a pas encore signé cet Accord de consortium.

Le Coordinateur est habilité à recouvrer les paiements déjà versés à un Partenaire défaillant. Le Coordinateur a également le droit de retenir des paiements à un Partenaire lorsque cela est suggéré par ou convenu avec l'Autorité de financement.

Article 8 : Résultats

8.1 Propriété des résultats

Les résultats sont la propriété du Partenaire qui les génère.

8.2 Copropriété

La copropriété est régie par l’article 26.2 de la Convention de subvention avec les ajouts suivants :

Sauf accord contraire :

- chacun des copropriétaires a le droit d'utiliser les résultats qu'il détient en copropriété pour des activités de recherche non commerciales en franchise de redevances, sans le consentement préalable de l'autre ou des autres copropriétaires,
- chacun des copropriétaires a le droit d'exploiter d'une autre manière les résultats communs et d'accorder des licences non exclusives à des tiers (sans aucun droit de sous-licence), si les autres copropriétaires :

  (a) en sont informés avec un préavis d'au moins 45 jours calendaires;

  (b) et obtiennent une compensation juste et raisonnable.

8.3 Transfert des résultats

8.3.1

Chaque Partenaire peut transférer la propriété de ses propres résultats conformément aux procédures prévues à l'article 30 de la Convention de subvention.

8.3.2

Il peut identifier des tiers spécifiques auxquels il envisage de transférer la propriété de ses résultats dans l'Annexe 3 du présent Accord de consortium. Les autres Partenaires renoncent à leur droit de préavis et à leur droit de s'opposer à un transfert vers les tiers énumérés conformément à l’Article 30.1. de la Convention de subvention.

8.3.3

Toutefois, au moment du transfert, le Partenaire qui effectue ce transfert en informe les autres Partenaires et veille à ce que les droits de ces derniers ne soient pas affectés par ce transfert. Tout ajout à l'Annexe 3 après la signature du présent Accord nécessite une décision de l'Assemblée générale.

8.3.4

Les Partenaires reconnaissent que, dans le cadre d'une fusion ou d'une acquisition d'une part importante de ses actifs, il peut être impossible en vertu des législations européenne et nationales applicables en matière de fusions et acquisitions à un Partenaire de donner un préavis de 45 jours calendaires pour le transfert, comme prévu dans la Convention de subvention.

8.3.5

Les obligations ci-dessus ne s'appliquent que tant que les autres Partenaires ont encore - ou peuvent encore avoir – des Droits d'accès aux résultats.

8.4 Diffusion

8.4.1

Afin d'éviter tout doute, il est entendu qu'aucune des dispositions du présent Article 8.4 n'a d'incidence sur les obligations de confidentialité énoncées à l'article 10.

8.4.2 Diffusion de ses propres résultats

8.4.2.1

Au cours du Projet et pendant une période d'un an après la fin du Projet, la diffusion de ses propres résultats par un ou plusieurs Partenaires, y compris mais non exclusivement des publications et des présentations, est régie par la procédure de l'article 29.1 de la Convention de subvention et conforme aux dispositions ci-après.

Toute publication prévue doit être notifiée aux autres Partenaires au moins 45 jours calendaires avant cette publication. Toute objection à la publication envisagée doit être formulée par écrit au Coordinateur, ainsi qu'au Partenaire ou aux Partenaires proposant la diffusion, conformément à la Convention de subvention, dans un délai de 30 jours calendaires après réception de la notification. Si aucune objection n'est faite dans le délai indiqué ci-dessus, la publication est autorisée.

8.4.2.2

Une objection est justifiée si :

(a) la protection des résultats ou des connaissances antérieures du Partenaire opposant serait impactée négativement,

(b) les intérêts légitimes du Partenaire opposant en ce qui concerne les résultats ou les connaissances antérieures subiraient un préjudice important.

L'objection doit inclure une demande précise des modifications nécessaires.

8.4.2.3

Si une objection a été soulevée, les Partenaires concernés doivent échanger sur les moyens de supprimer les éléments justifiant cette objection dans des délais raisonnables (par exemple, en modifiant la publication prévue et / ou en protégeant les informations avant la publication) et le Partenaire opposant ne doit pas maintenir son opposition sans motif valable si des mesures appropriées sont prises à l'issue de cet échange.

Le Partenaire qui fait objection peut demander un délai de publication ne dépassant pas 90 jours calendaires à compter du moment où il a soulevé une telle objection. Après 90 jours calendaires, la publication est autorisée.

8.4.3 Diffusion des résultats non publiés ou des informations générales d'un autre Partenaire

Un Partenaire ne doit inclure dans aucune activité de diffusion les résultats ou les connaissances antérieures d'un autre Partenaire sans obtenir l'approbation écrite préalable du Partenaire propriétaire, à moins qu'ils ne soient déjà publiés.

8.4.4 Obligations de coopération

Les Partenaires s'engagent à coopérer pour permettre la soumission, l'examen, la publication et la défense en temps utile de toute thèse ou mémoire pour un diplôme comprenant leurs résultats ou leurs connaissances antérieures, dans les conditions de confidentialité et de publication convenues dans le présent Accord de consortium.

8.4.5 Utilisation des noms, logos ou marques de commerce

Aucune disposition de cet Accord de consortium ne doit être interprétée comme conférant le droit d'utiliser, dans une publicité, action à vocation publicitaire ou de toute autre manière, le nom des Partenaires ou l'un de leurs logos ou marques de commerce sans leur autorisation écrite préalable.

Article 9 : Droits d'accès

9.1. Connaissances préexistantes

9.1.1.

Dans l'Annexe 1, les Partenaires ont identifié et se sont mis d'accord sur les connaissances préexistantes nécessaires pour exécuter le Projet et se sont également informés mutuellement, le cas échéant, que l'accès à certaines de ces connaissances spécifiques est soumis à des restrictions ou limites légales.

Toute connaissance non identifiée dans l'Annexe 1 ne peut faire l'objet d'obligations en matière de Droit d'accès concernant les connaissances antérieures.

9.1.2.

Tout Partenaire peut ajouter d'autres connaissances préexistantes à l'Annexe 1 pendant la durée du Projet par notification écrite aux autres Partenaires. Toutefois, l'approbation de l'Assemblée générale est nécessaire si un Partenaire souhaite modifier ou retirer ses connaissances préexistantes de l'Annexe 1.

9.2. Principes généraux

9.2.1

Chaque Partenaire exécute ses tâches conformément au Plan du consortium et a seul la responsabilité de veiller à ce que ses actes dans le cadre du Projet ne portent pas sciemment atteinte aux droits de propriété de tiers.

9.2.2.

Tous les droits d'accès accordés excluent expressément les droits de sous-licence, sauf indication contraire.

9.2.3.

Les droits d'accès sont libres de tout coût de transfert administratif.

9.2.4.

Les droits d'accès sont accordés sur une base non exclusive.

9.2.5.

Les résultats et les connaissances préexistantes ne sont utilisés qu'aux fins pour lesquelles des Droits d'accès ont été accordés.

9.2.6.

Toutes les demandes de Droits d'accès doivent être faites par écrit. L'octroi de Droits d'accès peut être subordonné à l'acceptation de conditions spécifiques garantissant que ces droits ne seront utilisés qu'aux fins prévues et que des obligations de confidentialité appropriées sont en place.

9.2.7.

Le Partenaire requérant doit démontrer que les Droits d'accès sont nécessaires.

9.3 Droits d'accès pour la mise en œuvre

Les Droits d'accès aux résultats et aux connaissances préexistantes nécessaires à l'exécution des travaux propres d'un Partenaire dans le cadre du Projet sont accordés en franchise de redevance, à moins qu'il n'en soit convenu autrement pour les connaissances préexistantes dans l'Annexe 1.

9.4.Droits d'accès à des fins d'exploitation

9.4.1. Droits d'accès aux résultats

Les Droits d'accès aux résultats nécessaires à l'exploitation des propres résultats d'un Partenaire sont accordés à des conditions équitables et raisonnables.

Les Droits d'accès aux résultats pour les activités de recherche internes sont accordés en franchise de redevance.

9.4.2.

Les Droits d'accès aux connaissances préexistantes nécessaires à l'exploitation des propres résultats d'un Partenaire, y compris à des fins de recherche pour le compte d'un tiers, sont accordés à des conditions équitables et raisonnables.

9.4.3.

Une demande de Droits d'accès peut être faite jusqu'à douze mois après la fin du Projet ou, dans le cas de l'article 9.7.2.1.2, après la fin de la participation du Partenaire requérant au Projet.

9.5. Droits d'accès des entités affiliées

Les entités affiliées ont des Droits d'accès en vertu des dispositions des articles 25.4 et 31.4 de la Convention de subvention.

Ces Droits d'accès doivent être demandés par l'entité affiliée au Partenaire qui détient les connaissances préexistantes ou les résultats. Autrement, le Partenaire qui octroie les Droits d'accès peut convenir individuellement avec le Partenaire qui demande les Droits d'accès d'inclure les Droits d'accès avec le droit de concéder des sous-licences aux entités affiliées de cette dernière [et énumérées à l'Annexe 4]. Les Droits d'accès aux entités affiliées sont accordés à des conditions équitables et raisonnables et sur accord bilatéral écrit.

Les entités affiliées qui obtiennent des Droits d'accès en contrepartie remplissent toutes les obligations de confidentialité et autres obligations acceptées par les Partenaires en vertu de la Convention de subvention ou du présent Accord de consortium comme si ces entités affiliées étaient des Partenaires.

Les Droits d'accès peuvent être refusés aux entités affiliées si une telle attribution est contraire aux intérêts légitimes du Partenaire qui possède les connaissances préexistantes ou les résultats.

Les Droits d'accès accordés à une entité affiliée sont soumis au maintien des Droits d'accès du Partenaire auquel il est affilié et prennent automatiquement fin à la résiliation des Droits d'accès accordés à ce Partenaire.

Dès la cessation du statut d'entité affiliée, tout droit d'accès accordé à cette ancienne entité affiliée devient caduc.

D'autres ententes avec des entités affiliées peuvent être négociées dans le cadre d'ententes distinctes.

9.6. Droits d’accès supplémentaires

Afin de lever tout doute, toute concession de Droits d'accès non couverte par la Convention de subvention ou le présent Accord de consortium sera laissée à l'entière discrétion du Partenaire propriétaire et sera soumise aux modalités et conditions convenues entre les Partenaires propriétaire et destinataire.

9.7. Droits d'accès pour les Partenaires entrant dans le Consortium ou en sortant

9.7.1. Nouveaux Partenaires entrant dans le Consortium

Concernant les résultats obtenus avant l'adhésion du nouveau Partenaire, celui-ci se verra accorder des Droits d'accès aux conditions applicables aux droits d'accès aux données de base.

9.7.2. Partenaires quittant le consortium

9.7.2.1. Droits d'accès accordés à un Partenaire sortant

9.7.2.1.1. Partenaire défaillant

Les Droits d'accès accordés à un Partenaire défaillant et son droit à demander des Droits d'accès cessent immédiatement dès réception par le Partenaire défaillant de la notification formelle de la décision de l'Assemblée générale mettant fin à sa participation au Consortium.

9.7.2.1.2. Partenaire non défaillant

Un Partenaire non défaillant qui quitte le Consortium volontairement et avec le consentement des autres Partenaires verra ses Droits d'accès aux résultats maintenus jusqu'à la date de la fin de sa participation. Il peut demander des Droits d'accès dans le délai prévu à l'article 9.4.3.

9.7.2.2. Droits d’accès accordés par un Partenaire sortant

Tout Partenaire qui quitte le projet peut continuer à accorder des Droits d'accès conformément à la Convention de subvention et au présent Accord de consortium, comme si il était resté Partenaire pendant toute la durée du projet.

9.8 Dispositions spécifiques relatives aux Droits d'accès aux logiciels

9.8.1. Définitions relatives aux Logiciels

« Interface de programmation d'application » (API) : désigne le matériel d'interface de programmation d'applications et la Documentation connexe contenant toutes les données et informations permettant aux développeurs de logiciels qualifiés de créer des interfaces logicielles qui s'interfacent ou interagissent avec d'autres logiciels spécifiés.

« Conditions de Licence contrôlée » : désigne les conditions d’utilisation de toute licence, qui exigent que l'utilisation, la copie, la modification et/ou la distribution du Logiciel ou d'une autre œuvre (« Œuvre ») et/ou de toute œuvre qui est une version modifiée ou une œuvre

dérivée de cette Œuvre (dans chaque cas, « Œuvre dérivée ») soit soumise, en totalité ou en partie, à une ou plusieurs des dispositions suivantes :

a) que le code source (lorsque l'Œuvre ou l'Œuvre dérivée est un Logiciel), ou d'autres formats préférentiels de modification, soient mis de plein droit à la disposition de tout tiers qui en fait la demande, qu'ils soient libres de droits ou non ;

b) que la permission de créer des versions modifiées ou des Œuvres dérivées de l'Œuvre ou de l'Œuvre e dérivée soit accordée à tout tiers ;

c) qu'une Licence libre de redevance relative à l'Œuvre ou à l'Œuvre dérivée soit accordée à tout tiers.

Pour lever tout doute, toute licence de Logiciel qui ne fait que permettre (mais n'exige aucune des choses) les éléments mentionnés aux points (a) à (c) n'est pas une licence contrôlée (et est donc une licence non contrôlée).

«Code objet» désigne un Logiciel sous forme lisible, compilée et/ou exécutable par machine, y compris, sans s'y limiter, sous forme de code octet et sous forme de bibliothèque lisible utilisée pour relier des procédures et des fonctions à d'autres Logiciels.

«Documentation du logiciel» désigne des informations sur le Logiciel, qu'il s'agisse d'informations techniques utilisées ou utiles dans le cadre de la conception, du développement, de l'utilisation ou de la maintenance de toute version d'un programme logiciel ou relatives à ce logiciel.

«Code source» désigne un Logiciel sous forme lisible par l'homme, normalement utilisé pour y apporter des modifications, y compris, sans toutefois s'y limiter, des commentaires et un code de procédure tels qu'un langage de contrôle des travaux et des scripts pour contrôler la compilation et l'installation.

9.8.2. Principes généraux

Afin de lever tout doute, les dispositions générales relatives aux Droits d'accès prévues dans le présent article 9 s'appliquent également aux Logiciels, dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent article 9.8.

Les Droits d'accès des Partenaires aux Logiciels n'incluent pas le droit de recevoir le Code source ou le Code d'objet transféré sur une plate-forme matérielle donnée, ni le droit de recevoir le Code source, le Code d'objet ou la Documentation du logiciel concerné sous une forme ou des détails spécifiques, mais uniquement dans le format dont dispose le Partenaire qui accorde les Droits d'accès.

L'introduction prévue de la Propriété intellectuelle (y compris, mais s'y limiter, celle des Logiciels) sous Licence contrôlée dans le Projet nécessite l'approbation de l'Assemblée générale pour son intégration dans le Plan de consortium.

9.8.3. Accès aux logiciels

Les droits d'accès aux Logiciels qui sont des résultats doivent comprendre :

L'accès au Code objet, et,

- lorsque l'utilisation normale d'un tel Code objet nécessite une Interface de programmation d'application (ci-après API), l'accès au Code objet et à cette API,
- et si un Partenaire peut démontrer que l'exécution de ses tâches dans le cadre du Projet ou l'exploitation de ses propres résultats est techniquement ou légalement

impossible sans accès au Code source, l'accès au Code source dans la mesure nécessaire.

Les Connaissances préexistantes ne sont fournies que dans le Code d'objet, sauf accord contraire entres les Partenaires concernés.

9.8.4. Licences de logiciels et sous-licences

9.8.4.1. Code objet

9.8.4.1.1. Résultats – Droits d'un Partenaire

Lorsqu'un Partenaire dispose de Droits d'accès au Code d'objet et/ou à l'API qui sont des résultats d'exploitation, cet accès comprend, outre l'accès à l'exploitation prévu à l'article 9.4, dans la mesure nécessaire à l'exploitation de ses propres résultats, le droit :

- de faire un nombre illimité de copies du Code Objet et de l'API,
- de distribuer, mettre à disposition, commercialiser, vendre et proposer à la vente ces Code objet et API, seuls ou dans le cadre ou en relation avec d'autres produits ou services pour lesquels le Partenaire est titulaire de Droits d'accès ;

à condition toutefois que tout produit, processus ou service ait été développé par le Partenaire titulaire de ces Droits d'accès conformément à ses droits d'exploiter le Code objet et l'API pour ses propres résultats.

S'il est prévu d'utiliser les services d'un tiers aux fins de le présent article 9.8.4.1.1, les Partenaires concernés conviennent des conditions de cette utilisation dans le respect des intérêts du Partenaire accordant les Droits d'accès, tels que définis à l'article 9.2 du présent Accord de consortium.

9.8.4.1.2. Résultats – Droits d'octroi de sous-licences aux utilisateurs finaux

En outre, les Droits d'accès au Code objet comprennent, dans la mesure nécessaire à l'exploitation des résultats propres au Partenaire, le droit d'accorder, dans le cours normal de la transaction concernée, aux clients utilisateurs finaux qui achètent/utilisent le produit/service et dans la mesure où cela est nécessaire à l'utilisation normale du produit ou service concerné, une sous-licence permettant d'utiliser le Code objet seul ou dans le cadre des produits et services du Partenaire ayant les Droits d'accès ou dans le cadre, ou en relation avec eux, ou intégrés à ceux-ci, et, dans la mesure où cela est techniquement nécessaire :

- de maintenir ce produit/service ;
- de créer pour sa propre utilisation finale un logiciel interopérable interactif conforme à la directive 2009/24/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur.

9.8.4.1.3. Connaissances préexistantes

Pour lever tout doute, lorsqu'un Partenaire dispose de Droits d'accès au Code d'objet et/ou à une API qui constituent des connaissances préexistantes pour l'exploitation, les Droits d'accès excluent le droit de sous-licence. Ces droits de sous-licence peuvent toutefois être négociés entre les Partenaires.

9.8.4.2. Code source

9.8.4.2.1. Résultats – Droits d'un Partenaire

Lorsque, conformément à l'article 9.8.3, un Partenaire dispose de Droits d'accès au Code source correspondant à des Résultats d'exploitation, les Droits d'accès à ce Code source, dans la mesure où ils sont nécessaires à l'exploitation des Résultats propres au Partenaire, comprennent un droit à utiliser, à faire des copies, à modifier, à développer, à adapter le Code source pour la recherche, à créer/commercialiser un produit/procédé et à créer/fournir un service dans le monde entier.

S'il est prévu d'utiliser les services d'un tiers aux fins du présent article 9.8.4.2.1, les Partenaires conviennent des conditions, dans le respect des intérêts du Partenaire qui octroie les droits d'accès, tels que définis à l'article 9.2 du présent Accord de consortium.

9.8.4.2.2. Résultats - Droits d'octroi de sous-licences aux utilisateurs finaux

En outre, les Droits d'accès, dans la mesure où ils sont nécessaires à l'exploitation des propres Résultats du Partenaire, comprennent le droit d'accorder une sous-licence sur ce Code source, mais uniquement à des fins d'adaptation, de correction d'erreurs, de maintenance et/ou de support du Logiciel.

Toute autre sous-licence du Code source est explicitement exclue.

9.8.4.2.3. Connaissances préexistantes

Pour lever tout doute, lorsqu'un Partenaire a des Droits d'accès au Code source qui constituent des connaissances préexistantes d'exploitation, les Droits d'accès excluent le droit d'accorder une sous-licence. Ces droits de sous-licence peuvent toutefois être négociés entre les Partenaires.

9.8.5. Formalités spécifiques

Chaque sous-licence accordée conformément aux dispositions de l'article 9.8.4 doit faire l'objet d'un accord traçable précisant et protégeant les droits de propriété du ou des Partenaires concernés.

Article 10 : Non-divulgation d'informations

10.1

Toute information, sous quelque forme ou mode de communication que ce soit, divulguée par un Partenaire (le « Partenaire divulgateur ») à toute autre Partenaire (le « Destinataire ») dans le cadre du Projet pendant sa mise en œuvre et explicitement identifiée comme « confidentielle » au moment de la divulgation, ou révélée oralement comme confidentielle au moment de la divulgation et a été confirmée et désignée par écrit dans les 15 jours calendaires suivant sa divulgation orale comme information confidentielle au plus tard par le Partenaire divulgateur est une « Information confidentielle ».

10.2

En outre, les Destinataires s'engagent, sans préjudice de tout engagement de non-divulgation en vertu du présent Accord de subvention, pour une période de 4 ans après la fin du Projet :

- à ne pas utiliser les Informations confidentielles à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été divulguées ;

- à ne pas divulguer d'Informations confidentielles sans le consentement écrit préalable du Partenaire divulgateur ;
- à veiller à ce que la diffusion interne d'Informations confidentielles par un destinataire se fasse sur la base d'un strict besoin de savoir;
- et à retourner au Partenaire divulgateur, ou à détruire, sur demande, toutes les Informations confidentielles qui ont été divulguées aux destinataires, y compris leurs copies, et à supprimer toutes les informations stockées sous une forme lisible par machine dans la mesure du possible. Les Destinataires peuvent en conserver une copie dans la mesure où il leur est demandé de conserver, d'archiver ou de stocker ces Informations confidentielles en raison du respect des lois et règlements applicables ou de la preuve de leurs obligations en cours, à condition que les Destinataires se conforment aux obligations de confidentialité décrites dans le présent Accord de consortium vis-à-vis de cette copie aussi longtemps que celle-ci est conservée.

10.3

Les Destinataires sont responsables du respect des obligations susmentionnées par leurs employés ou les tiers impliqués dans le Projet et doivent s'assurer qu'ils restent ainsi tenus, dans la mesure où la loi le permet, pendant et après la fin du Projet et/ou après la fin de la relation contractuelle avec l'employé ou le tiers.

10.4

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas à la divulgation ou à l'utilisation d'Informations confidentielles si, et dans la mesure où, le destinataire peut démontrer que :

- Les Informations confidentielles sont ou deviennent accessibles au public par des moyens autres que le non-respect des obligations de confidentialité du Destinataire ;
- le Partenaire divulgateur informe par la suite le Destinataire que les Informations confidentielles ne sont plus confidentielles ;
- les Informations confidentielles sont communiquées au Destinataire sans aucune obligation de confidentialité par un tiers qui, à la connaissance du Destinataire, est en possession légale de ces renseignements et sans obligation de confidentialité envers le Partenaire divulgateur ;
- la divulgation ou la communication des Informations confidentielles est prévue par les dispositions de la Convention de subvention ;
- les Informations confidentielles, à tout moment, ont été élaborés par le bénéficiaire indépendamment de toute divulgation par le Partenaire divulgateur ;
- les Informations confidentielles étaient déjà connues du Destinataire avant leur divulgation ;
- ou le Destinataire est tenu de divulguer les Informations confidentielles afin de se conformer aux lois ou réglementations en vigueur ou à une ordonnance d'un tribunal ou à une décision administrative, sous réserve des dispositions de l’article 10.7 ci-dessous.

10.5

Le Destinataire appliquera aux Informations confidentielles divulguées dans le cadre du Projet le même degré de soin qu’à l’égard de ses propres Informations confidentielles et/ou protégées, mais dans tous les cas avec un soin raisonnable.

10.6

Chaque Partenaire informe sans délai l'autre Partenaire par écrit de toute divulgation, détournement ou mauvaise utilisation non autorisée d'Informations confidentielles dès qu'il en a connaissance.

10.7

Si un Partenaire apprend qu'il sera tenu, ou sera probablement tenu, de divulguer des Informations confidentielles afin de se conformer aux lois ou règlements applicables ou à une ordonnance judiciaire ou administrative, il doit, dans la mesure où il est légalement en mesure de le faire, avant toute divulgation :

- le notifier au Partenaire divulgateur, et
- se conformer aux instructions raisonnables du Partenaire divulgateur afin de protéger la confidentialité des informations.

Article 11 : Dispositions diverses

11.1 Pièces jointes, incohérences et séparabilité

Cet accord de consortium se compose de ce texte de base et des annexes suivantes :

1 Connaissances préexistantes

2 Formulaire d'adhésion

3 Liste des tiers pour un transfert simplifié conformément à l'article 8.3.2

4 Entités affiliées identifiées conformément à l'article 9.5

5 Liste des partenaires internationaux conformément à l'article 14bis de la Convention de subvention

En cas de conflit entre les termes du présent Accord de consortium et ceux de la Convention de subvention, les termes de cette dernière prévaudront. En cas de conflit entre les pièces jointes et le texte principal du présent Accord de consortium, ce dernier prévaut.

Si l'une des dispositions du présent Accord de consortium devait devenir invalide, illégale ou inapplicable, elle n'affecterait pas la validité des autres dispositions du présent Accord de consortium. Dans un tel cas, les Partenaires concernés ont le droit de demander qu'une disposition valide et praticable soit négociée de manière à réponde à l'objet de la disposition initiale.

11.2 Aucune représentation, partenariat ou agence

Sauf disposition contraire de l'article 6.4.4, aucun Partenaire n'est autorisé à agir ou à faire des déclarations juridiquement contraignantes au nom d'un autre Partenaire ou du Consortium. Aucune disposition du présent Accord de consortium n'est réputée constituer une entreprise commune, une agence, un partenariat, un groupement d'intérêt ou tout autre type de groupement ou d'entité commerciale officiel entre les Partenaires.

11.3 Avis et autres communications

Tout avis devant être donné dans le cadre du présent Accord de consortium doit l'être par écrit aux adresses et destinataires figurant sur la liste d'adresses la plus récente tenue par le Coordinateur.

Mises en demeure : si le présent Accord de consortium (articles 4.2, 9.7.2.1.1 et 11.4) exige qu'une mise en demeure, un consentement ou une approbation formelle soit donné, cet avis doit être signé par un représentant autorisé d'un Partenaire et doit être signifié en personne ou envoyé par courrier recommandé ou par téléfax avec accusé de réception.

Autres communications: les autres communications entre Partenaires peuvent également être effectuées par d'autres moyens tels que le courrier électronique avec accusé de réception, qui remplit les conditions de la forme écrite.

Tout changement de personne ou de coordonnées est immédiatement notifié par le Partenaire concerné au Coordinateur. La liste d'adresses doit être accessible à tous les Partenaires.

11.4 Cession et modifications

Sauf dans les cas prévus à l’article 8.3, aucun droit ou obligation des Partenaires découlant du présent Accord de consortium ne peut être cédé ou transféré, tout ou partie, à un tiers sans l'approbation formelle préalable des autres Partenaires. Les amendements et modifications au texte du présent Accord de consortium qui ne sont pas explicitement énumérés à l’article 6.3.1.2 nécessitent la signature d'un Accord écrit distinct entre tous les Partenaires.

11.5 Droit national obligatoire

Aucune disposition du présent Accord de consortium ne sera réputée exiger d'un Partenaire qu'il enfreigne une loi statutaire impérative en vertu de laquelle il opère.

11.6 Langue

Le présent Accord de consortium est rédigé en anglais, langue qui régit tous les documents, avis, réunions, procédures d'arbitrage et procédures y afférentes.

11.7 Droit applicable

Le présent Accord de consortium doit être interprété conformément au droit belge, à l’exception de ses dispositions relatives aux conflits de lois.

11.8 Règlement des différends

Les Partenaires s'efforcent de régler leurs différends à l'amiable.

Tout différend, controverse ou réclamation découlant du présent contrat ou de toute modification ultérieure du présent contrat ou découlant de celui-ci, y compris, sans s’y limiter, sa formation, sa validité, son effet contraignant, son interprétation, son exécution, sa violation ou sa résiliation, ainsi que les réclamations contractuelles, sont soumises à la médiation conformément au règlement de médiation de l’OMPI. Le lieu de médiation est Bruxelles, sauf disposition contraire. La langue à utiliser dans la médiation est l'anglais sauf disposition contraire.

Si, et dans la mesure où, un tel litige, controverse ou réclamation n'a pas été réglé dans le cadre de la médiation dans les 60 jours calendaires suivant le début de la médiation, il est déposé une demande d'arbitrage par l'un des Partenaires pour qu'il soit définitivement tranché conformément aux règles d'arbitrage accéléré de l'OMPI. Par ailleurs, si, avant l'expiration de ladite période de 60 jours calendaires, l'un ou l'autre des Partenaires ne participe pas ou ne continue pas à participer à la médiation, le différend ou la réclamation doit, faire l'objet d'une demande d'arbitrage par l'autre Partenaire et être arbitré conformément aux règles d'arbitrage accéléré de l'OMPI. Le lieu de l'arbitrage sera Bruxelles, sauf disposition contraire. La langue à utiliser dans la procédure d'arbitrage est l'anglais sauf disposition contraire.

Article 12 : Signatures

COMME TÉMOIN:

Les Partenaires ont fait en sorte que le présent Accord de consortium soit dûment signé par leurs représentants autorisés soussignés dans des pages de signature séparées le jour et l'année indiqués ci-dessus.

Pour FUNDACION ZARAGOZA LOGISTICS CENTER

Signature(s)

Nom(s)

Titre(s)

Date

Pour UNIVERSIDAD POLITECNICA DE MADRID

Signature(s)

Nom(s)

Titre(s)

Date

Pour ETHNIKO KENTRO EREVNAS KAI TECHNOLOGIKIS ANAPTYXIS

Signature(s)

Nom(s)

Titre(s)

Date

Pour VRIJE UNIVERSITEIT BRUSSEL

Signature(s)

Nom(s)

Titre(s)

Date

Pour POLIS - PROMOTION OF OPERATIONAL LINKS WITH INTEGRATED SERVICES, ASSOCIATION INTERNATIONALE

Signature(s)

Nom(s)

Titre(s)

Date

Pour WUPPERTAL INSTITUT FUR KLIMA, UMWELT, ENERGIE GMBH

Signature(s)

Nom(s)

Titre(s)

Date

Pour AYUNTAMIENTO DE VALENCIA

Signature(s)

Nom(s)

Titre(s)

Date

Pour FUNDACION DE LA COMUNIDAD VALENCIANA PARA LA INVESTIGACION, PROMOCION Y ESTUDIOS COMERCIALES DE VALENCIAPORT

Signature(s)

Nom(s)

Titre(s)

Date

Pour FERROCARRILS DE LA GENERALITAT VALENCIANA

Signature(s)

Nom(s)

Titre(s)

Date

Pour NINGBO SUPPLY CHAIN INNOVATION INSTITUT CHINA

Signature(s)

Nom(s)

Titre(s)

Date

Pour NINGBO UNIVERSITY OF TECHNOLOGY

Signature(s)

Nom(s)

Titre(s)

Date

Pour BKK BUDAPESTI KOZLEKEDESI KOZPONT ZARTKORUEN MUKODO RESZVENYTARSASAG

Signature(s)

Nom(s)

Titre(s)

Date

Pour BUDAPEST KOZUT ZARTKORUEN MUKODO RESZVENYTARSASAG

Signature(s)

Nom(s)

Titre(s)

Date

Pour COMUNE DI PADOVA

Signature(s)

Nom(s)

Titre(s)

Date

Pour VENICE INTERNATIONAL UNIVERSITY

Signature(s)

Nom(s)

Titre(s)

Date

Pour TEL AVIV YAFO MUNICIPALITY

Signature(s)

Nom(s)

Titre(s)

Date

Pour TECHNION - ISRAEL INSTITUTE OF TECHNOLOGY

Signature(s)

Nom(s)

Titre(s)

Date

Pour INSTYTUT LOGISTYKI I MAGAZYNOWANIA
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Pour MIASTO KALISZ
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Pour FUNDACJA KALISKI INKUBATOR PRZEDSIE BIORCZOSCI
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Pour MUNICIPALITY OF IOANNINA
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Pour STAD MECHELEN
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Pour MUNICIPIUL ARAD
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Pour GEMEENTE 'S-HERTOGENBOSCH
Signature(s)

Nom(s)
Titre(s)
Date

Pour REGION ILE DE FRANCE
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Pour CAMARA MUNICIPAL DE ALMADA
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Pour AGENCIA MUNICIPAL DE ENERGIA DE ALMADA
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Pour WEST MIDLANDS COMBINED AUTHORITY
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Pour GOTEBORGS KOMMUN
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Annexe 1: Connaissances préexistantes

Selon la Convention de subvention (article 24), les Connaissances préexistantes sont définies comme les "Données, savoir-faire ou informations (…) nécessaires à la mise en œuvre de l'action ou à l'exploitation des résultats". Pour cette raison, les Droits d'accès à ces connaissances doivent être accordés en principe, mais les Partenaires doivent identifier et convenir entre eux des Connaissances préexistantes nécessaires à la mise en œuvre du projet. C'est l'objet de la présente annexe.

Il s'agit du statut au moment de la signature du présent accord de consortium.

PARTENAIRE 25

En ce qui concerne la REGION ILE DE FRANCE, il est convenu entre les Partenaires qu'à leur connaissance, aucune donnée, savoir-faire ou information de la REGION ILE DE FRANCE ne sera nécessaire à un autre Partenaire pour la réalisation du projet (article 25.2 de la Convention de subvention) ou pour l'exploitation des Résultats de cet autre Partenaire (article 25.3 de la Convention de subvention).

Il s'agit du statut au moment de la signature du présent Accord de consortium.

Annexe 2: Formulaire d'adhésion

ADHESION

d'un nouveau Partenaire à

l'Accord de Consortium « Réponse politique durable à la transition de la mobilité urbaine », version […, YYYY-MM-DD]

[NOM OFFICIEL DU NOUVEAU PARTENAIRE TEL QU'IDENTIFIÉ DANS LA CONVENTION DE SUBVENTION].

consent par la présente à devenir Partenaire à l'Accord de consortium susmentionné et accepte tous les droits et obligations d'un Partenaire à compter du [date].

[NOM OFFICIEL DU COORDONNATEUR TEL QU'IL EST INDIQUE DANS LA CONVENTION DE SUBVENTION].

certifie par la présente que le Consortium a accepté, lors de sa réunion tenue le [date], l'adhésion de [le nom du nouveau Partenaire] au Consortium à compter du [date].

Le présent Formulaire d'adhésion a été établi en deux exemplaires originaux qui doivent être dûment signés par les représentants autorisés soussignés.

[Date et lieu]

[INSÉRER LE NOM DU NOUVEAU PARTENAIRE]
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)

[Date et lieu]

[INSÉRER LE NOM DU COORDINATEUR]
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)

Annexe 3: Liste des tiers pour un transfert simplifié conformément à l’article 8.3.2.

Technion Research & Development Foundation Ltd, Third party to Technion – Israel Institute of Technology.

Annexe 4: Entités affiliées identifiées conformément à l’article 9.5

N/A

Annexe 5: Liste des partenaires internationaux conformément à l'article 14bis de la Convention de subvention

NINGBO MUNICIPAL COMMISSION OF COMMERCE, lié à NINGBO SUPPLY CHAIN INNOVATION INSTITUT CHINA.

CITY of Minneapolis Department of Public Works, linked to Fundación Zaragoza Logistics Center.

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc148174-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-317

DU 3 JUILLET 2019

ALLOCATIONS DE RECHERCHE PARIS RÉGION PHD 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'éducation ;

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU La délibération n° CR 72-10 du 19 novembre 2010 relative à la politique régionale en faveur de l'Enseignement supérieur et de la recherche 2011-2016 ;

VU La délibération n°CR 63-13 du 27 septembre 2013 relative à la mise en œuvre du SRDEI : Ajustement de la politique régionale en faveur du développement du numérique ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 sur la simplification du Conseil régional ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 34-16 du 17 mars 2016 relative à la mise en place du nouveau Conseil Scientifique Régional (CSR) ;

VU La délibération n° CR 229-16 du 15 décembre 2016 relative à la labellisation des nouveaux Domaines d'intérêt majeur pour la période 2017-2020 et au règlement d'intervention du soutien régional aux DIM ;

VU La délibération n° CR 2017-051 du 9 mars 2017, relative à la Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité modifiée ;

VU La délibération n° CR 2017-146 du 21 septembre 2017 portant adoption du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation ;

VU la délibération CP 2019-142 du 19 mars 2019, relative à l'ajustement des dispositifs régionaux en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-317 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article n°1 : Allocations de Recherche Paris Region PhD 2019

Décide de participer au titre du dispositif « Allocations de Recherche PARIS REGION PhD 2019 », au financement des projets présélectionnés par les DIM et dont la sélection est faite par le conseil scientifique régional en date du 3 juin 2019, par l'attribution de 30 subventions d'un montant maximum prévisionnel de 3 000 000 €.

Précise qu'en cas d'abandon d'un projet de recherche par un établissement de rattachement et/ou par le partenaire socioéconomique, la subvention est accordée à l'établissement d'Enseignement Supérieur et de Recherche de rattachement du projet classé en position suivante sur la liste complémentaire établie et jointe en annexe 1 à la présente délibération.

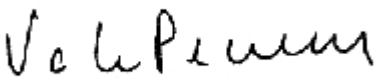
Approuve la convention type jointe en annexe 2 et subordonne le versement de ces subventions à chacun des organismes bénéficiaires à la signature de conventions conformes à cette convention type et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 3 000 000 € disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », programme HP92-001 « Soutien aux compétences scientifiques et technologiques », action 19200107 « Allocations de recherche et Chaires», nature 657 du budget 2019.

Article 2 : Affectations provisionnelles d'autorisations d'engagement

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de **9 000 €** disponible sur le chapitre 939 «action économique », code fonctionnel 92 «recherche et innovation », programme HP 92-003 (192003) «Évaluations, études, actions support », action 19200302 « Évaluations, études, actions support » du budget 2019, pour couvrir principalement des dépenses de logistique engendrées par la participation de la Région à des manifestations et événements dans le domaine de la recherche et de l'enseignement supérieur.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Liste des projets retenus

PRPHD 2019- projets sélectionnés

DIM ELICIT

Intitulé du projet de recherche	Numéro ED de rattachement	Nom du laboratoire d'accueil	Nom du directeur du laboratoire	Nom du directeur de thèse	Nom du partenaire socio-économique	Nom du référent partenaire socio-économique	Nom du candidat (prévisionnel)	Établissement de Rattachement signataire de la convention
Microscopy with Deep Learning	515	Unité Imagerie et Modélisation, Institut Pasteur	Christophe ZIMMER	Christophe ZIMMER	Abbelight	Nicolas BOURG	Barthélémy PAUL	Institut Pasteur
AMCervUS	391	laboratoire Physique pour la médecine Paris (Inserm U1273)	Mickaël TANTER	Mickaël TANTER	Iconeus	Bruno-Félix OSMANSKI	Matthieu BLONS	Inserm Délégation régionale Paris 7
CartoBrain	575	Laboratoire des Maladies Neurodégénératives, UMR-9199, LMN	Emmanuel BROUILLET	Thierry DELZESCAUX	Neoxia	Cédric CLOUCHOUX	N C	Commissariat à l'Énergie Atomique et aux Énergies Alternatives

DIM ONE HEALTH

Intitulé du projet de recherche	Numéro ED de rattachement	Nom du laboratoire d'accueil	Nom du directeur du laboratoire	Nom du directeur de thèse	Nom du partenaire socio-économique	Nom du candidat (prévisionnel)	Nom du référent partenaire socio-économique	Établissement de Rattachement signataire de la convention
Intelligence Artificielle pour le développement d'un outil numérique d'aide à la décision pour le traitement curatif des tumeurs primitives du foie	582	U1193 Inserm - Univ Paris Sud Physiopathogenesis and treatment of liver diseases (HEPAREG)	Didier Samuel	Eric VIBERT	GUERBET	Sophie DEGABRIEL	Marc-Michel ROHÉ	Inserm délégation Régionale Paris 11

DIM RFSI

Intitulé du projet de recherche	Numéro ED de rattachement	Nom du laboratoire d'accueil	Nom du directeur du laboratoire	Nom du directeur de thèse	Nom du partenaire socio-économique	Nom du référent partenaire socio-économique	Nom du candidat (prévisionnel)	Établissement de Rattachement signataire de la convention
Learning Digital twins combining 3D US and MRI to improve surgery in Pediatric RenAl Cancers (DeePRaC)	ED IP Paris	Laboratoire Traitement et Communication de l'Information (LTCI)	Talel ABDESSALEM	Isabelle BLOCH	PHILIPS France COMMERCIAL	Laurence ROUET	Giammarco LA BARBERA	Télécom ParisTech
Machine learning à la vitesse de la lumière : Approximation de noyaux et Coprocesseur optique.	564	Laboratoire de Physique de l'Ecole Normale Supérieure (LPENS)	Jean-Marc BERROIR	Florent KRZAKALA	LightOn	Laurent DAUDET	Ruben OHANA	École Normale Supérieure
MOdélisation générative des attitudes de la Voix et application à un agent conversationnel Expressif (MOVE)	130	Sciences et Technologies de la Musique et du Son (STMS)	Brigitte D'ANDREA-NOVEL	Axel ROEBEL	PSA Automobiles SA	Luciano OJEDA	N.C	IRCAM
TransWrite : La traduction automatique au service de la rédaction en langue étrangère	580	Laboratoire d'Informatique pour la Mécanique et les Sciences de l'Ingénieur (LIMSI)	François YVON	François YVON	SYSTRAN	Josep CREGO	Xu JITAO	CNRS DR04 Ile-de-France Gif-sur-Yvette
Zip-CNN	130	Laboratoire d'Informatique de Paris 6 (LIP6)	Fabrice KORDON	Granado Bertrand	WISEBATT SAS	Wilfried DRON	Thomas GARBAY	Sorbonne Université
Étude expérimentale et numérique pour l'identification et la classification des ruptures dans la chaîne du froid	ABIES	Mathématiques et Informatique Appliquées (MIA)	Liliane BEL	Antoine CORNUÉJOLS	BIOTRAQ	Dominique CAGNON	N.C	Institut National de la Recherche en Agronomique (INRA) – Centre Versailles Grignon

Modélisation, simulation et optimisation des chaînes de production pour les petites et moyennes séries dans le cadre de l'industrie 4.0 (projet PMI4.0)	580	Informatique, Bio-informatique et Systèmes Complexes (IBISC)	Samia BOUCHAFA	Jean-Yves DIDIER	MICRONIQUE	Jean-Pierre LEBOEUF	N.C	Université d'Evry-val d'Essonne

DIM STCN

Intitulé du projet de recherche	Numéro ED de rattachement	Nom du laboratoire d'accueil	Nom du directeur du laboratoire	Nom du directeur de thèse	Nom du partenaire socio-économique	Nom du référent partenaire socio-économique	Nom du candidat (prévisionnel)	Établissement de Rattachement signataire de la convention
La fabrique sociale de l'Intelligence Artificielle Concevoir et mettre en œuvre une "justice prédictive"	286	Centre d'étude des Mouvement Sociaux (CEMS)	Eve CHIAPELLO	Nicolas DODIER	CNIL	Gwendal Le GRAND	Camille GIRARD-CHANUDET	EHESS
Une analyse des données massives issues des réseaux sociaux pour une offre touristique renouvelée et intelligente: le cas de la métropole francilienne	EDMPS	Equipe interdisciplinaire de recherches sur le tourisme EA 7337	Maria Gravari-BARBAS	Jean-Michel CHAPUIS	SENSEGO	Michaël WEISS	Naïma AÏDI	Université Paris 1
L'accessibilité et l'exploitation des documents textuels numérisés: un enjeu pour les bibliothèques numériques d'Île-de-France	3	Centre d'étude de la langue et des littératures françaises (CELLF UMR 8599)	Claude RÉTAT	Glenn ROE	Bibliothèque Mazarine	Christophe VELLET	Tanguy Jean-Baptiste	Sorbonne Université, Faculté des lettres

DIM Math'Innov

Intitulé du projet de recherche	Numéro ED de rattachement	Nom du laboratoire d'accueil	Nom du directeur du laboratoire	Nom du directeur de thèse	Nom du partenaire socio-économique	Nom du référent partenaire socio-économique	Nom du candidat (prévisionnel)	Établissement de Rattachement signataire de la convention
Cartable Connecté : Problème inverse et optimisation de forme en diffraction acoustique, application à l'audio spacialisé	574	Centre de Mathématiques Appliquées (CMAP)	Anne de BOUARD	Houssem HADDARD	Le Collectif - Mon cartable Connecté	Christian GERMANEAU	Rodrigue ABBE	École Polytechnique
Cytopart - Partitionnement de données cytométriques	574	INRIA Saclay	Jean-Yves BERTHOU	Pascal MASSARD	METAFORA Biosystems	Christophe BÉESAU	Louis PUJOL	Université Paris-Sud Laboratoire de Mathématiques d'Orsay
Convergence Properties of Mini-Batch Online Algorithms for non-convex loss functions. Application to ESG ratings	386	Laboratoire de Probabilité, Statistiques et Modélisation	Lorenzo ZAMBOTTI	Olivier WINTERNBERGER	ADVESTIS	Vincent MARGOT	Nicolas WERGE	Sorbonne Université
Tarification Dynamique des parcs de stationnement par des méthodes d'optimisation robuste	574	Laboratoire de Mathématiques de Versailles (LMV)	Christophe CHALONS	Laurent DUMAS	Kowee	Mathieu STRICKER		Université de Versailles Saint Quentin
4DSAT : Reconstruction 3D au long du temps et détection des événements à partir d'imagerie satellitaire récurrente	574	Centre de Mathématiques et Leurs Applications (CMLA)	Nicolas Vayatis	Gabriele FACCIOLO	KAYRROS SAS	Carlo De FRANCHIS	Roger MARII	ENS Paris Saclay
Analyse de la performance des CapsNet pour des systèmes et données dynamiques	574	SAMOVAR : Services répartis, Architectures, MOdélisation, Validation, Administration des Réseaux.	Walid Benameur	Sylvain Le CORFF	OZE ENERGIES	Maurice CHARBIT	Max COHEN	Télécom Sud Paris

DIM Longévité et vieillissement

Intitulé du projet de recherche	Numéro ED de rattachement	Nom du laboratoire d'accueil	Nom du directeur du laboratoire	Nom du directeur de thèse	Nom du partenaire socio-économique	Nom du référent partenaire socio-économique	Nom du candidat (prévisionnel)	Établissement de Rattachement signataire de la convention
VIRTUAGE acceptabilité et utilité de la réalité virtuelle chez le sujet âgé	566	Institut des sciences et du sport-santé -I3SP-EA 3625	Bernard ANDRIEU	Bernard Andrieu et Emmanuelle DURON	LUMEEN KINE QUANTUM	Corentin METGY	Hajer RMADI	Université Paris Descartes

DIM SIRTEQ

Intitulé du projet de recherche	Numéro ED de rattachement	Nom du laboratoire d'accueil	Nom du directeur du laboratoire	Nom du directeur de thèse	Nom du partenaire socio-économique	Nom du référent partenaire socio-économique	Nom du candidat (prévisionnel)	Établissement de Rattachement signataire de la convention
CLUSTER - Sources d'états de clusters photoniques pour l'ordinateur quantique optique	572	Centre de Nanosciences et de Nanotechnologies (C2N)	Giancarlo FAINI	Pascale SENELLART	QUANDELA	M Niccolo SOMASCHI	Nathan COSTE	CNRS DR4
QENCLAVE : Utilisation d'enclaves sécurisées pour la cryptographie quantique	130	Laboratoire d'informatique de Paris 6	Fabrice KORDON	Elham KASHEFI	VeriQloud	Marc KAPLAN	Yao MA	Sorbonne Université

DIM QI²

Intitulé du projet de recherche	Numéro ED de rattachement	Nom du laboratoire d'accueil	Nom du directeur du laboratoire	Nom du directeur de thèse	Nom du partenaire socio-économique	Nom du référent partenaire socio-économique	Nom du candidat	Établissement de Rattachement signataire de la convention
Air quality estimations at local scales accounting for indoor and ourdoor pollutants emissions	531	Centre d'enseignement et de recherche en environnement atmosphérique (CEREA)	Pietro BERNARDARA	Karine SARTELET	Électricité de France (EDF R&D)	Arièle DEFOSSEZ	NC	Ecole des Ponts ParisTech
Amélioration de la prévision de la qualité de l'air par utilisation massive de données satellitaires	531	Laboratoire interuniversitaire des systèmes atmosphériques (LISA)	Patrice COLL	Juan CUESTA	ARIA Technologies	Claude DEROGNAT	NC	Université Paris-Est

DIM RESPORE

Intitulé du projet de recherche	Numéro ED de rattachement	Nom du laboratoire d'accueil	Nom du directeur du laboratoire	Nom du directeur de thèse	Nom du partenaire socio-économique	Nom du référent partenaire socio-économique	Nom du candidat	Établissement de Rattachement signataire de la convention
Caractérisation des hétérogénéités des réservoirs GÉOthermiques d'Ile-de-France par le développement d'une MODélisation numérique hydro-dynamique (GÉOMOD)	579	Géosciences Paris Sud (UMR 8148)	Christophe COLIN	Benjamin BRIGAUD	GEOFLUID	Miklos ANTICS	Maxime CATINAT	Université Paris-Sud
Développement de jumeaux numériques permettant l'impression 3D d'organes synthétiques échogènes (Nom du projet : 3DPrintheart)	579	Laboratoire de Mécanique des Sols, Structures et Matériaux (MSSMat, CNRS UMR8579I)	Damien DURVILLE	Bing TIE	BIOMODEX	Frédéric CHAMP	Hossein KAMALINIA	Centrale Supélec

DIM ACAV+

Intitulé du projet de recherche	Numéro ED de rattachement	Nom du laboratoire d'accueil	Nom du directeur du laboratoire	Nom du directeur de thèse	Nom du partenaire socio-économique	Nom du référent partenaire socio-économique	Nom du candidat	Établissement de Rattachement signataire de la convention
Parallélisation sur serveur de calcul intensif pour le radiotelescope exascale SKA	580	Laboratoire des Signaux et Systèmes (L2S)	Silviu NICULESCU	Nicolas GAC	BULL	Erwan RAFFIN	Mohammed CHGHAF	Centrale Supélec

DIM MAP

Intitulé du projet de recherche	Numéro ED de rattachement	Nom du laboratoire d'accueil	Nom du directeur du laboratoire	Nom du directeur de thèse	Nom du partenaire socio-économique	Nom du référent partenaire socio-économique	Nom du candidat	Établissement de Rattachement signataire de la convention
MUSETEX3D - Développer la représentation numérique 3D de collections textiles patrimoniales	573	IPANEMA	Loïc Bertrand	Loïc Bertrand	NOVITOM	Emilie LECCIA	Deandra De LOOFF	CNRS
La modélisation 3D en archéologie du terrain à la réalité virtuelle: enjeux, objectifs et contexte d'utilisation. Etudes de cas en archéologie programmée et préventive.	112	TRAJECTOIRES	Olivier Weller	François GILIGNY	DIGITAGE	Alexis DEJOUX	Ségolène DELAMARE	Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

LISTE COMPLEMENTAIRE

Intitulé du projet de recherche	Numéro ED de rattachement	Nom du laboratoire d'accueil	Nom du directeur du laboratoire	Nom du directeur de thèse	Nom du partenaire socio-économique	Nom du référent partenaire socio-économique	Nom du candidat	Établissement de Rattachement signataire de la convention
Mise en évidence de prédicteurs capables de prédire le risque de rechute chez les patientes atteintes du cancer du sein, à partir de l'intelligence artificielle	532	Laboratoire d'informatique Gaspard-Monge (LIGM UMR 8049)	Stéphane Vialette	Laurent Najman	NAIS	Marouan El MAHJOUB	Oumayma BOUNOU	ESIEE Paris

Convention type

CONVENTION N°xxxxxx

FINANCEMENT D'ALLOCATIONS DOCTORALES DIM XXXX

PARIS REGION PHD

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93 400 Saint-Ouen sur Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,

En vertu de la délibération N° CP 2019-317 du 3 juillet 2019,

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :

dont le statut juridique est :

N° SIRET :

dont le siège social est situé au :

ayant pour représentant :

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

VU La délibération du Conseil Régional n° CR 72-10 du 19 novembre 2010 relative à la politique régionale en faveur de l'Enseignement supérieur et de la recherche 2011-2016 ;

VU La délibération n° CR 229-16 du 15 décembre 2016 relative à la labellisation des nouveaux Domaines d'intérêt majeur pour la période 2017-2020 et au règlement d'intervention du soutien régional aux DIM ;

VU La délibération n° CR 2017-146 du 21 septembre 2017 portant adoption du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation ;

VU la délibération CP 2019-142 du 19 mars 2019, relative à l'ajustement des dispositifs régionaux en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche, et notamment le dispositif Paris Region PhD.

PREAMBULE :

Après avoir rappelé que :

- les enjeux sociaux, scientifiques et économiques, liés à la recherche dans les domaines du Domaine d'Intérêt Majeur sont prioritaires pour la Région ;
- la Région fait du soutien à l'emploi scientifique ainsi que de la reconnaissance et de la valorisation du doctorat une priorité pour améliorer les conditions de formation des doctorants et de développement des carrières des jeunes chercheurs par le biais d'un système d'allocations de recherche attractif,

- le dispositif « Paris Region PhD » vise à renforcer, les compétences scientifiques des laboratoires franciliens, avec le recrutement de jeunes chercheurs, mais aussi assurer leur immersion dans le tissu socio-économique francilien, tout en stimulant la recherche dans les sciences et technologies du numérique,
- la Région a pour objectif de soutenir 100 allocations doctorales, d'ici 2022, sur le périmètre des Domaines d'Intérêt Majeur, en partenariat avec le secteur socio-économique et culturel, de façon à contribuer à l'innovation et à répondre aux besoins des partenaires sur des enjeux numériques.

Et que :

- le bénéficiaire a été désigné par les porteurs de projets d'allocations de recherche dites « Paris Region PhD » pour passer convention avec la Région et être l'établissement support financier pour la subvention régionale ;
- un contrat d'objectifs et de moyens pour la durée de la labellisation du DIM a été signé entre la Région et le bénéficiaire ;
- le financement des allocations Paris Region PhD 2019 s'appuie sur les domaines d'intérêt majeurs.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2019-317 en date du 3 juillet 2019, la Région Île-de-France a décidé de soutenir le bénéficiaire pour la réalisation de projets détaillés dans le tableau en annexe à cette convention.

Chaque allocation doctorale «Paris Region PhD » d'une durée maximale de 36 mois vise à réaliser le projet de recherche retenu à l'issue de l'appel à projets « Paris Region PhD 2019» lancé le 1er mars 2019 et clos le 15 mai 2019.

Dans cet objectif, la Région accorde au bénéficiaire une subvention d'un montant maximum de 100 000 € par allocation doctorale « Paris Region PhD » correspondant à 100 % de la dépense subventionnable et sera affecté soit intégralement à la rémunération du doctorant, soit à la rémunération du doctorant et à des coûts environnés (5 000 € maximum) s'ils ne sont pas pris en charge par le partenaire socio-économique.

Un cofinancement pourra être apporté par le partenaire socio-économique tel qu'indiqué dans le plan de financement du dossier de candidature.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DU BENEFICIAIRE :

Le bénéficiaire s'assure de :

- de l'éligibilité du candidat à l'allocation doctorale selon les conditions fixées par la Région,
- de l'encadrement scientifique du doctorant dans ses laboratoires,
- de l'« encadrement » par un référent chez le partenaire socio-économique et d'une période de présence,
- de l'apport par le partenaire socio-économique des moyens financiers et/ou extra-financier (notamment formation extra-académique liée à son insertion professionnelle au

cours de son contrat de travail doctoral) tels que décrits dans le dossier de candidature (hors assiette éligible des dépenses),

- de la bonne réalisation d'actions environnant le travail de recherche du doctorant, telles que des formations, des missions, des inscriptions à des colloques ou abonnements à des banques documentaires, etc.,
- de la signature du contrat de partenariat entre l'établissement de recherche ou d'enseignement supérieur bénéficiaire de la subvention et le partenaire socio-économique au plus tard un an après le début des travaux du projet Paris Region PhD soumis au financement régional,
- de l'évaluation avec la Région, à l'issue de la présente convention, de l'insertion professionnelle des doctorants ayant participé au projet subventionné et de l'impact du programme sur les partenaires socio-économiques impliqués,
- de l'invitation des responsables du suivi de ce programme à la Région à la soutenance de thèse.

Le bénéficiaire sensibilise le doctorant à l'importance de participer à des actions de culture scientifique auprès du grand public telles que la Fête de la Science.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 3.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à assurer le suivi et réaliser ou faire réaliser les actions dont le contenu est précisé dans l'annexe technique. Il associe également la Région au Comité de suivi du projet (ou organe équivalent) du Réseau.

Le bénéficiaire participe aux réunions organisées par la Région en vue des bilans, de l'échange, du suivi général, de l'évaluation des actions subventionnées, informe la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention et des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder voire d'interrompre l'exécution des projets et met en œuvre les outils de suivi nécessaires :

- au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale ;
- au calcul des coûts de chaque action faisant l'objet de la présente convention.

Concernant le suivi des allocations doctorales, le bénéficiaire s'engage à adresser à la Région (selon les modèles fournis) :

- Au 12e mois après le début des travaux de thèse des projets, le contrat de partenariat signé entre l'établissement de recherche ou d'enseignement supérieur bénéficiaire de la subvention et le partenaire socio-économique.
- au 24ème mois après le début des travaux de thèse des projets, un rapport d'activité intermédiaire synthétisant les premiers résultats obtenus.
- au terme du contrat de travail, un rapport d'activités final (ou provisoire en vue de la soutenance si celle-ci n'a pas eu lieu) du projet de recherche.

Ces rapports pourront donner lieu à une présentation accessible au grand public par le doctorant.

Toute modification substantielle du programme doit faire l'objet d'une demande à la Région et doit être approuvée par celle-ci (notamment en cas de défection ou de difficulté du partenaire socio-économique).

Les modifications non substantielles ne modifiant pas les montants et taux de la subvention régionale ainsi que les objectifs et la nature des projets peuvent être actées par le comité de suivi identifié dans la convention d'objectifs et de moyens du DIM.

ARTICLE 3.2 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Dans le cadre d'actions menées par des unités mixtes de recherche sous tutelles d'organismes publics ou dans le cadre d'opérations co-organisées par plusieurs organismes publics ou privés identifiés dans l'annexe technique, la globalité des dépenses engagées par ces différents organismes dans le cadre des actions subventionnées seront prises en comptes.

La subvention de la Région ne prend pas en charge les frais de gestion ou toutes autres dépenses non directement liées au salaire du doctorant ou aux coûts environnés précisés en article 2.

Le bénéficiaire s'engage à :

- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.
- Respecter les procédures de mise en concurrence pour la passation des marchés auxquelles le bénéficiaire ou les membres du Réseau peuvent être assujettis tant au regard du droit français que communautaire.
- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Fournir les documents détaillés nécessaires aux versements dans les délais prévus, tels que mentionnés dans l'article 4.2 « modalités de versement » de la présente convention.

ARTICLE 3.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

[*le cas échéant*] Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 3.4 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES

Le bénéficiaire s'engage à recruter 3 stagiaires pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la région.

ARTICLE 3.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « Allocation Doctorale « Paris Region PhD » financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans les cas où les résultats seront susceptibles de conduire au dépôt d'un brevet, le secret sera maintenu par les parties qui s'y engagent jusqu'au dépôt de celui-ci. Dans ce cas, les parties bénéficiaires pourront déposer des brevets en leur nom et à leur charge.

La Région sera tenue informée, par écrit, de tout dépôt de brevet directement lié à l'objet de la subvention régionale.

La présence du logotype de la Région, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « Action soutenue par la Région Ile-de-France » ou « This work was supported by grants from Région Ile-de-France » dans les publications françaises et internationales, et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale pour les présentations orales. Enfin, concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Région.

L'invitation et l'intervention orale d'un représentant de la Région aux cérémonies officielles d'ouverture et/ou de clôture de la manifestation, ainsi qu'aux communiqués et conférences de presse est impérative.

Il est également demandé à ce que le bénéficiaire s'assure de l'insertion de documents de présentation de la politique de la Région en matière d'enseignement supérieur et de recherche dans les documents distribués aux participants à la manifestation ; ainsi que de la mise en place, si possible, de panneaux d'exposition présentant les actions de la Région.

L'organisme s'engage à veiller à ce que chaque laboratoire accueillant un doctorant dans le cadre de ce programme lui fasse connaître le soutien apporté par la Région Ile-de-France. Cette aide devra être mentionnée dans toute communication ou article publié sur un travail lié à ce programme.

Les correspondances, notamment celles vis-à-vis des bénéficiaires de l'objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 4.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 4.2 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION REGIONALE

Le financement régional est accordé aux structures coordonnatrices des DIM qui le reversent aux établissements employeurs des doctorants retenus.

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention (DVS) est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité des dépenses à engager ou déjà engagées et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 4.2.1: VERSEMENT DES SALAIRES ET COUTS ENVIRONNES :

Les versements seront effectués selon les modalités suivantes :

- **Une avance à la notification** de la présente convention, sur production d'un état prévisionnel, certifié sincère par le représentant légal de l'organisme de recherche, des 12 premiers mois de salaire et coûts environnés du doctorant précisant le détail mensuel prévisionnel des montants nets et bruts à la charge de l'établissement ainsi que le nom du doctorant et le titre du projet de recherche, et d'une copie du contrat de travail signé entre l'organisme et le doctorant,
- **Au 12ème mois, une avance couvrant 12 mois de salaire**, sur production, d'une part, d'un état prévisionnel des 12 mois à verser et, d'autre part, d'un état des dépenses effectuées pour les 12 premiers mois, certifiés sincères par le représentant légal de l'organisme de recherche. La demande précise notamment les références, dates et montants des salaires (bruts et nets) déjà payés au titre de l'action, le nom du doctorant bénéficiaire et le titre du projet de recherche effectué.
- **Au 24ème mois, une avance couvrant les 12 derniers mois de salaire**, sur production, d'une part, d'un état prévisionnel des 12 mois à verser et, d'autre part, d'un état des dépenses effectuées sur les 12 mois précédents, certifiés sincères par le représentant légal de l'organisme de recherche. La demande précise notamment les références, dates et montants des salaires (bruts et nets) déjà payés au titre de l'action, le nom du doctorant bénéficiaire et le titre du projet de recherche effectué.

Au terme du contrat de travail, la demande de **versement de solde** sera adressée à la Région pour justification de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Elle sera accompagnée :

- de la liste détaillée mois par mois des salaires (bruts et nets) versés, signée par l'agent comptable, l'expert-comptable, le commissaire aux comptes de l'organisme (si l'organisme en est doté, dans le cas contraire par la/le trésorier) qui certifie leur prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement ;

- des justificatifs de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionnés à l'article 3.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé, la Charte de la Laïcité mentionnée à l'article 3.3. de la présente convention, si le bénéficiaire est un organisme de droit privé).
- des justificatifs correspondant au versement du coût environné de l'allocation doctorale (formation, missions, etc.).

ARTICLE 4.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 4.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 3 juillet 2019 (CP 2019-317) et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le « date de la CP ».

Elle est conclue pour une durée de 6 ans.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 7 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « Projets sélectionnés » adoptée par délibération CP 2019-317 du 3 juillet 2019.

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,

Le

Le bénéficiaire	**La présidente du Conseil régional d'Ile de France** **Valérie Pécresse**

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc145576-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-258

DU 3 JUILLET 2019

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR 2ÈME AFFECTATION CIUP, OBSERVATOIRE DE PARIS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales;
VU Le code de l'éducation;
VU La loi 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maitrise d'ouvrage publique modifiée et ses rapports avec la maitrise d'œuvre privée;
VU La loi n° 2015-991 du 7 aout 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République;
VU Le Contrat de Plan entre l'Etat et la Région Ile-de-France signé le 18 mai 2000 et, notamment, son article 11 « enseignement supérieur, recherche et technologies de l'information et de la communication »,
VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 adoptant le Contrat de Plan Etat – Région 2015-2020 ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relatives aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par délibération n° CP 2017-162 du 22 septembre 2017
VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 16 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens
VU La délibération n° CR 123-16 du 14 décembre 2016 relative à la révision du CPER 2015-2020;
VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017, modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017, art. 4, relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité
VU La délibération n° CP 2017-098 du 8 mars 2017 approuvant la convention type figurant en annexe 2 à la délibération relative au financement des projets immobiliers inscrits dans le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020
VU Le budget de la région Île-de-France pour 2019

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-258 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du CPER 2015-2020 au financement de la restructuration de la maison internationale de la CIUP détaillée dans la fiche projet en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 3 160 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type approuvée par la délibération CP 2017-098 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 3 160 000 € prélevée sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur », programme PR 23-002 « Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur », action 423002012 « Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur » du budget régional 2019.

Cette affectation relève du Contrat de projets 2015-2020 :
Volet 2 « Enseignement supérieur, recherche et innovation »
Sous volet 21 « Enseignement supérieur, recherche »
Sous volet 211 « Opérations nouvelles »
Projet 21 102 « Mise en sécurité, conformité et restructuration des bâtiments existants »
Axe de territorialité : Région Ile-de-France.

Article 2 :

Décide de participer au titre du CPER 2015-2020 au financement de la Restructuration pour un espace d'accueil du public et création d'un espace muséal sur le site de Meudon de l'Observatoire de Paris-Phase études, détaillée dans la fiche projet en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 200 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type approuvée par la délibération CP 2017-098 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 200 000 € prélevée sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur », programme PR 23-002 « Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur », action 423002012 « Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur » du budget régional 2019.

Cette affectation relève du Contrat de projets 2015-2020 :
Volet 2 « Enseignement supérieur, recherche et innovation »
Sous volet 21 « Enseignement supérieur, recherche »
Sous volet 213 « Opérations nouvelles financées Région et Etat en fonction de leur maturité»
Projet 21 303 «Restructuration pour un espace d'accueil du public et création d'un espace muséal sur le site de Meudon de l'Observatoire de Paris »
Axe de territorialité : Région Ile-de-France.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 à la délibération : Fiche-projet maison internationale CIUP

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-258

DOSSIER N° 19005794 - RESTRUCTURATION DE LA MAISON INTERNATIONALE DE LA CIUP

Dispositif : Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche (n° 00000252)
Délibération Cadre : CR123-16 du 15/12/2016
Imputation budgétaire : 902-23-20422-423002-1800
Action : 423002012- Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	4 488 000,00 € TTC	70,41 %	3 160 000,00 €
	Montant total de la subvention		3 160 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIUP CITE INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE DE PARIS
Adresse administrative : 17 BD JOURDAN 75014 PARIS 14 CEDEX
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur Jean-Marc SAUVE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 3 juillet 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet consiste à réaliser des travaux d'amélioration de l'accueil de la maison internationale, bâtiment porte d'entrée de la CIUP. Ces travaux sont répartis sur 3 axes :
- Le grand hall sera réaménagé afin d'y réaliser un pôle d'accueil regroupant le primo-accueil et « l'Oblique », des sanitaires publics y sont prévus ainsi que de nouveaux aménagements du Relai Social International. Le déplacement du poste central de sécurité incendie ainsi que l'aménagement de l'accessibilité dont le traitement des emmarchements figurent également au projet.
-Les logements seront pérennisés et rénovés notamment par la création de sanitaires et douches pour les 71 logements, rénovation des réseaux d'eaux usées, cloisonnement et désenfumage des couloirs et cages d'escaliers, création de 5 chambres et d'un foyer étudiants.
-Les conditions de travail dans la bibliothèque seront améliorées en créant des places de lecture dont des boxes pour du travail collectif, en implantant des cours de langues (Français Langue Etrangère) et en renforçant la sécurité incendie (évacuation, désenfumage, sortie de secours).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 5 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total du projet tel que prévu dans la note d'expertise s'élève à 8 755 060 € TTC. Il est financé dans le cadre du CPER par l'Etat à hauteur de 4 M€ et par la Région à hauteur de 3,16 M € et par la CIUP en complément. La région apporte son financement sur la phase travaux, y compris mobilier et équipement, hors travaux liés à la piscine et hors programmation et prestations intellectuelles
Le montant éligible des travaux y compris le mobilier et l'équipement s'élève à 4 488 000 € TTC.
Les travaux seront réalisés en site occupé et se dérouleront en 3 phases de mars 2020 à juillet 2021 afin de minimiser le dérangement dû aux travaux.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE/CIUP - Mise en sécurité - conformité - restructuration des bâtiments existants

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant des travaux dont mobilier	4 488 000,00	51,26%
Montant des travaux liés aux espaces sportifs et aléas	2 775 524,00	31,70%
Programme, études générales et études de conception, prestations diverses	1 491 536,00	17,04%
Total	8 755 060,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Financement de la Région	3 160 000,00	36,09%
Financement de l'Etat	4 000 000,00	45,69%
Financement de la CIUP	1 595 060,00	18,22%
Total	8 755 060,00	100,00%

Annexe 2 à la délibération : Fiche projet Observatoire de Paris à Meudon

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER N° 19005945 - Restructuration pour un espace d'accueil du public et création d'un espace muséal sur le site de Meudon de l'Observatoire de Paris -Etudes

Dispositif : Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche (n° 00000252)
Délibération Cadre : CR123-16 du 15/12/2016
Imputation budgétaire : 902-23-204182-423002-1800
Action : 423002012- Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	200 000,00 € TTC	100,00 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OBSERVATOIRE DE PARIS
Adresse administrative : 61 AV DE L'OBSERVATOIRE
75014 PARIS 14
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Claude CATALA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 3 juillet 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'opération consiste à organiser et intensifier l'action de diffusion de la culture scientifique auprès du grand public sur le site meudonnais de l'Observatoire de Paris. Elle offre un parcours didactique s'appuyant sur les diverses thématiques étudiées à l'Observatoire, depuis l'étude du soleil et du système solaire, jusqu'à celle des confins de l'univers et de la cosmologie.

Le projet d'accueil du public à Meudon porte sur 2 axes :
- la poursuite du réaménagement de l'espace d'accueil du public (25 000 visiteurs/an) à l'entrée de l'Observatoire place Jules Janssen avec :
  - Une extension de l'espace d'accueil par la création d'un deuxième local, avec une boutique proposant à la vente divers ouvrages d'astronomie ;
  - L'aménagement d'un escalier et d'un ascenseur pour accéder à la terrasse supérieure accessible aux personnes à mobilité réduite

- la réhabilitation du rez-de-chaussée haut du château et la création d'un espace muséal d'environ 200 m² « de l'astronomie des Lumières à celle du 21 ème siècle »

- La réhabilitation du RdC Haut , classée Monument Historique nécessite de recourir à l'architecte en chef des MH avec une demande d'autorisation de travaux auprès de la DRAC et de la ville de Meudon.

- La scénographie et le mobilier mettront en valeur une sélection d'instruments anciens et de documents patrimoniaux, retraçant les principales étapes du développement de l'astronomie à l'Observatoire de Paris

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La phase Etudes de cette opération comprend l'étude de faisabilité technique, le diagnostic patrimonial et les études en lien avec l'architecte en chef des monuments historiques ainsi que l'étude scénographique et le coût d'un chargé de projet à 50 000 €. Le montant total s'élève à 250 000 € TTC. La base subventionnable est de 200 000 € TTC car le coût du chargé de projet ressort du fonctionnement et non de l'investissement. Il est proposé de prendre 100% de la base subventionnable.

Localisation géographique :
- MEUDON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE/Observatoire - Espace accueil du public et espace muséal sur le site de Meudon

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant des études	200 000,00	80,00%
Coût chargé de projet (non éligible)	50 000,00	20,00%
Total	250 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Financement Région	200 000,00	80,00%
Autofinancement Observatoire	50 000,00	20,00%
Total	250 000,00	100,00%

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc147653-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-303

DU 3 JUILLET 2019

TROPHÉES DE L'ORIENTATION ORIANE - AFFECTATION 2019 PREMIÈRE AFFECTATION EN 2019 AU TITRE DES CORDÉES DE LA RÉUSSITE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU la loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;

VU la délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la Charte de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 84-11 modifiée par la délibération n° CR 08-16 ;

VU la délibération n° CR 33-15 du 10 juillet 2015 adoptant les principes de mise en œuvre du Service Public Régional de l'Orientation en Ile-de-France ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente modifiée par la délibération CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 96-16 du 19 mai 2016 visant à relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence à travers le soutien aux cordées de la réussite modifiée par la délibération n° CP 2017-439 ;

VU la délibération n° CP 16-490 du 12 octobre 2016 visant à relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence à travers le soutien aux cordées de la réussite ;

VU la délibération n° CP 2018-410 adoptant le règlement d'intervention des Trophées de l'Orientation Oriane ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 2017-146 du 21 septembre 2017 adoptant le Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) 2017-2021 ;

VU la délibération n° CR 2019-023 du 28 mai 2019 adoptant la stratégie régionale de l'information et de l'orientation tout au long de la vie ;

VU le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-303 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif des Trophées de l'orientation Oriane, au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subvention d'un montant maximum prévisionnel de 197 150 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature par les bénéficiaires d'une convention conforme au modèle type approuvé par délibération n° 2018-532.

Autorise la présidente du conseil régional d'Ile-de-France à signer les conventions objet du précédent alinéa.

Affecte une autorisation d'engagement de 197 150 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 23 « Enseignement Supérieur », Programme HP 23-009 (123009) « Orientation et formations supérieures », action « Orientation et formation supérieure» (12300903) du budget 2019.

Article 2 :

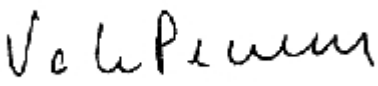
Décide de participer, au titre du dispositif de soutien aux cordées de la réussite, au financement des projets détaillés en annexe 2 (fiches projet) de la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 80.000 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature par les bénéficiaires d'une convention conforme au modèle type approuvé par délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 et modifié par les dispositions des délibérations n° CR 08-16 du 18 février 2016.

Autorise la présidente du conseil régional d'Ile-de-France à signer les conventions objet du précédent alinéa.

Affecte une autorisation d'engagement de 80.000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur », Programme HP 23-008 (123008) « accompagnement des conditions de vie et d'études des étudiants », action « développement de l'accès à l'enseignement supérieur » (12300802) du budget 2019.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : fiches projets trophées Oriane

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-303

DOSSIER N° EX045105 - Projet "ORIENTE METIERS +" de reconversion professionnelle vers les métiers de l'artisanat

Dispositif : Trophées de l'Orientation Oriane (n° 00001113)
Délibération Cadre : CP2018-410 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 932-23-65738-123009-1800
Action : 12300903- Orientation et formations supérieures

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Trophées de l'Orientation Oriane	36 000,00 € TTC	69,44 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CMA CHAMBRE DE METIERS ET DE L ARTISANAT DE LA SEINE ET MARNE
Adresse administrative : 4 AVENUE G N RAL LECLERC 77000 MELUN
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Madame ELODIE CAVIGIOLI, Chargée de mission

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2019 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Projet "ORIENTE METIERS +" de reconversion professionnelle vers les métiers de l'artisanat

Ce projet, porté par la Chambre des Métiers et de l'Artisant de Seine et Marne, permet le développement d'un module complet d'accompagnement des publics dans la définition de leur projet de réorientation professionnelle ou pour réussir leur reconversion soit salariale soit entrepreneuriale. Il prend naturellement en compte les besoins en main d'oeuvre du bassin francilien, des dispositifs de formation accessibles et leur financement.

En outre, ORIENTE METIERS+ est le fruit d'un travail en étroite collaboration avec les acteurs du territoire partenaires du Service Public Régional de l'Orientation coordonné par la Région Ile-de-France. Il vise à la consolidation des profils de compétences des publics ainsi qu'à la sécurisation de leur reconversion professionnelle, en recourant notamment aux technologies du numérique. En outre, il permettra aux publics les plus touchés par la problématique de reconversion professionnelle (Cadres, salariés ou demandeurs d'emplois, actifs reconnus ou non Travailleurs Handicapés), d'être accompagnés sur un parcours de découverte d'univers de métiers, dans une perspective d'emploi ou de création-reprise d'entreprise, ou encore de formation.

Le recensement des publics cibles se fera notamment en lien avec Pôle Emploi. Leur accueil et

accompagnement se fera dans le cadre d'une convention d'orientation. Après un diagnostic préalable, les personnes en réorientation se verront présenter des métiers via des passerelles de découverte des métiers.

Ce projet préfigure les partenariats possibles dans le cadre du Service Public Régional de l'Orientation au niveau local des bassins d'emploi, démarche souhaitée par la Région. En outre, il répond à une problématique de reconversion professionnelle de plus en plus prégnante. La phase test en Seine et Marne pourra être duppliquée par la suite. Enfin, il pourra être proposé dans le cadre d'Oriane.info, dans la rubrique consacrée aux actifs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Il est rappelé, en conformité avec le règlement d'intervention du dispositif, que les dépenses éligibles seront prises en compte au plus tard jusqu'à douze mois après la notification de la décision d'attribution de la subvention régionale.

Localisation géographique :
- MELUN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires 2 personnes à 25%, 1 stagiaire "dispositif Trophées Oriane à 100%	29 000,00	80,56%
Frais de fonctionnement des plateaux techniques	5 000,00	13,89%
Frais de mission : concerption, pilotage, animation du projet et déplacement	500,00	1,39%
Frais de communication (promotion du dispositif)	1 500,00	4,17%
Total	36 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres CMA77	11 000,00	30,56%
Subvention régionale	25 000,00	69,44%
Total	36 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-303

DOSSIER N° EX045106 - Projet ORIENTASUP, outil numérique d'orientation vers l'enseignement supérieur.

Dispositif : Trophées de l'Orientation Oriane (n° 00001113)
Délibération Cadre : CP2018-410 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 932-23-65738-123009-1800
Action : 12300903- Orientation et formations supérieures

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Trophées de l'Orientation Oriane	34 800,00 € TTC	66,09 %	23 000,00 €
		Montant total de la subvention	23 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE
Adresse administrative : 8 RUE DU G N RAL SARRAIL 94000 CRETEIL
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur JEAN-LUC DUBOIS-RANDE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 14 octobre 2019 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Projet ORIENTASUP, outil numérique d'orientation vers l'enseignement supérieur.

Afin d'accompagner au mieux les publics reçus, l'Université Paris Est Val de Marne (UPEC) propose un projet d'outil numérique interactif à visée pédagogique, conçu comme une aide à l'orientation et à la détection des besoins en formation. Cet outil est axé sur l'offre de formation universitaire, et s'adresse à tous les publics qui souhaitent suivre une formation à l'Université, quel que soit leur niveau. Le dispositif proposé sera interopérable avec le portail Oriane. Dans ce cadre, l'UPEC sera le premier terrain d'expérimentation, avant que le projet ne soit dupliqué au sein des autres universités franciliennes.

Cet outil numérique interactif propose différentes options, correspondant à des étapes nécessaires à la construction du parcours d'un bénéficiaire notamment au sein des universités franciliennes.

L'objectif est que chaque bénéficiaire identifie rapidement la réponse qui correspond le mieux à ses besoins. Trois grandes étapes sont ainsi proposées, en lien avec la recherche de formation ou d'obtention d'un diplôme :
1 Souhait de la personne : acquérir des compétences complémentaires/évoluer ou se reconvertir/créer ou reprendre une activité.

2 Prise en compte de l’expérience professionnelle de la personne.
3 Choix de la formation en lien avec les contraintes de la personne.

Plusieurs liens hypertextes renvoient vers le portail Oriane, mais aussi vers des sites en lien avec le contenu de l’étape, comme par exemple le site du Compte Personnel D'activité (CPA).

ORIENTASUP a plusieurs objectifs tant quantitatifs que qualitatifs :
- Transmettre à chaque bénéficiaire une méthodologie de construction de son projet de formation en adéquation avec son projet professionnel et favoriser la connaissance des dispositifs de financement.
- Développer la connaissance de l’offre de formation universitaire, afin que chaque bénéficiaire identifie la formation qui correspond le mieux à ses besoins. A ce stade, un lien sera fait avec les formations de l’UPEC et également avec l’ensemble des formations des Universités d’Ile de France via l’application "RéponsesU" des Services Communs Universitaires d'Information et d'Orientation (SCUIO).
- Évaluer la pertinence du dispositif en mesurant le nombre d’entrées en formation des bénéficiaires utilisateurs d’OrientaSup et leur degré de satisfaction sur le dispositif. Pour ce faire, un comité de suivi sera organisé, dont l’efficacité sera évaluée au regard du taux de participation et des retours d’expérience des utilisateurs.

Ce projet innovant et singulier d'aide à l'orientation vers les formations du supérieur entre pleinement dans l'esprit des Trophées Oriane. Interopérable avec Oriane.info et porté par un opérateur du Service Public Régional de l'Orientation, les SCUIO, il est susceptible après évaluation d'essaimer au sein de l'ensemble des Universités franciliennes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Il est rappelé, en conformité avec le règlement d’intervention du dispositif, que les dépenses éligibles seront prises en compte au plus tard jusqu’à douze mois après la notification de la décision d’attribution de la subvention régionale.

Localisation géographique :
- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fonctionnement - Frais de personnel	11 800,00	33,91%
Interface Orientasup	20 000,00	57,47%
Hébergement de l'outil sur plateforme	1 500,00	4,31%
Communication	1 000,00	2,87%
Frais de déplacement et d'hébergement	500,00	1,44%
Total	34 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement	11 800,00	33,91%
Subvention régionale	23 000,00	66,09%
Total	34 800,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-303

DOSSIER N° EX044905 - Bourse en ligne de mini-stages en milieu professionnel pour les scolaires franciliens

Dispositif : Trophées de l'Orientation Oriane (n° 00001113)
Délibération Cadre : CP2018-410 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 932-23-6574-123009-1800
Action : 12300903- Orientation et formations supérieures

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Trophées de l'Orientation Oriane	87 893,00 € TTC	70,00 %	25 000,00 €
		Montant total de la subvention	25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MYFUTURE
Adresse administrative : 1 RUE DES SABOTIERS
94300 VINCENNES
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur VICTOR MARIE PIERRE IBRAHIMA GAEREMYNCK, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 30 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Bourse en ligne de mini-stages en milieu professionnel pour les scolaires franciliens

Le projet porté par MyFuture réside dans le développement d'une application web jusqu'ici consacrée à la recherche de stages de découverte métiers pour les élèves de troisième ne disposant pas de réseau. Ce développement permettra, au delà du public de collégiens, à chaque lycéen ou étudiant d'Ile de-France en réflexion d'orientation de rencontrer des professionnels dans les secteurs qui l'intéressent, sur leur lieu de travail, via l'organisation de mini-stages sur mesure, de 1 à 5 jours, pendant les vacances scolaires, stages conventionnés par la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Ile-de-France.

L'objectif affiché, à l'issue d'un programme de 12 mois, est que cette plateforme permette l'organisation de 3 000 rencontres entre jeunes franciliens en orientation initiale et entreprises pourvoyeuses de stages.

L'application prendra la forme d'une plateforme web de mise en contact entre élèves et professionnels via deux interfaces :
- la première permettra aux élèves d'accéder à des opportunités de rencontre correspondant à leurs intérêts, leur localisation et leurs disponibilités, et de formuler des demandes de mini-stage ;
- la seconde permettra, elle, aux professionnels de présenter leur structure, leur métier et leur domaine d'activité, et de gérer les demandes de rencontre.

Cette plateforme a été développée, testée et étoffée depuis 3 ans auprès d'un public de collégiens de 3ème de 14 et 15 ans, et diffusée dans 600 collèges. En Ile-de-France, MyFuture dispose actuellement d'un réseau de 500 professionnels.

Ce projet rencontre la nouvelle compétence régionale d'information sur les formations et les métiers auprès des scolaires. La labellisation des stages d'insertion en entreprises par la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Île-de-France - qui, en tant qu'organisme consulaire est partie prenante du Service Public Régional de l'Orientation - est évidemment un gage de qualité. Enfin, ce projet est interopérable avec Oriane.info, notamment dans ses rubriques consacrées aux collégiens, aux lycéens et aux étudiants.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Il est rappelé, en conformité avec le règlement d'intervention du dispositif, que les dépenses éligibles seront prises en compte au plus tard jusqu'à douze mois après la notification de la décision d'attribution de la subvention régionale.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Chef de projet - salarié Myfuture	16 333,00	23,37%
Chargés de communication / relation entreprises - salariés Myfuture	48 400,00	69,25%
Frais divers - généraux	5 160,00	7,38%
Total	69 893,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	25 000,00	35,77%
Auto-financement Myfuture	44 893,00	64,23%
Total	69 893,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-303

DOSSIER N° EX045079 - Application numérique d'information-métiers permettant de créer un "réseau social" de la communauté éducative, des élèves et de leurs parents.

Dispositif : Trophées de l'Orientation Oriane (n° 00001113)
Délibération Cadre : CP2018-410 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 932-23-6574-123009-1800
Action : 12300903- Orientation et formations supérieures

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Trophées de l'Orientation Oriane	60 300,00 € TTC	41,46 %	25 000,00 €
		Montant total de la subvention	25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPEN DIGITAL EDUCATION
Adresse administrative : 22 RUE LEGENDRE
75017 PARIS 17E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur ARNAUD ALBOU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2019 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Application numérique permettant de créer un "réseau social" de la communauté éducative, des élèves et de leurs parents.

Ce projet vise en effet à la création d'une application, intégrée à Monlycée.net, qui permettra de rassembler des communautés autour d'intérêts métiers déclarés. Ces communautés seront initialement centrées sur l'établissement scolaire (dans le cadre du recrutement), et pourront s'inscrire au sein de communautés métier et de formation plus larges.

Les communautés d'établissements se créeront par le biais de l'inscription des utilisateurs dans l'application "Chercheur d'Or". Les élèves inscrits y renseigneront leurs centres d'intérêt ainsi que les secteurs d'activités et métiers auxquels ils s'intéressent. Selon leurs préférences déclarées, ils accèderont aux professionnels volontaires pertinents avec la possibilité d'entrer en contact avec eux via l'application (sous le contrôle du responsable de la communauté de l'établissement). Ils accèderont également aux derniers contenus et offres de stages relatives à ces préférences.

Les parents d'élèves, pour leur part, pourront s'inscrire en renseignant leur secteur professionnel - métier exercé, entreprise, disponibilité pour être contacté par écrit, capacité à accueillir un stage, volonté de participer à des conférences en présentiel ou en ligne, de s'ouvrir à des témoignages dépassant le cadre de l'établissement de leurs enfants. Ils pourront ensuite voir les demandes de contacts qui ont été

effectuées et donner leur témoignage (toujours sous le contrôle du responsable de la communauté de l'établissement).

Par ailleurs, les anciens élèves de l'établissement pourront à terme conserver un accès à Monlycee.net limité à l'application "Chercheur d'Or", en indiquant leur formation, disponibilité pour répondre par écrit ou pour être contacté, et volonté de s'ouvrir à des témoignages dépassant le cadre de leur ancien établissement. Ils pourront ensuite voir les demandes de contacts qui ont été effectuées et donner leur témoignage (sous le contrôle du responsable de la communauté de l'établissement).
Enfin, les responsables de la communauté établissement (proviseur, conseiller d'orientation, professeurs principaux) pourront avoir un rôle de vérification, modération, animation, publication de contenus spécifiques à l'établissement au sein de l'application.

Ainsi, des communautés sectorielles, métiers et formations seront fédérées à l'échelle du projet Monlycee.net, composées d'élèves intéressés, de parents volontaires pour témoigner, d'anciens élèves concernés. Les possibilités de contacts avec des professionnels et étudiants pourront dépasser le cadre de l'établissement pour permettre des échanges à l'échelle de tout le territoire francilien.

Ce projet innovant, qui valorisera également les contenus d'Oriane.info, sera intégré à l'application régionale Monlycée.net qui regroupe tous les membres au sens large de la communuaté éducative. Cette ouverture permise par l'application vers l'information sur les métiers et les formations recoupe la compétence régionale en la matière.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Il est rappelé, en conformité avec le règlement d'intervention du dispositif, que les dépenses éligibles seront prises en compte au plus tard jusqu'à douze mois après la notification de la décision d'attribution de la subvention régionale.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Pilotage du projet	4 350,00	13,28%
Accompagnement et conduite du changement	5 800,00	17,71%
Frais de structure et logistique	22 600,00	69,01%
Total	32 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	22 925,00	70,00%
Fonds propres	9 825,00	30,00%
Total	32 750,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-303

DOSSIER N° EX045081 - Site en ligne de salons d'orientation "virtuels"

Dispositif : Trophées de l'Orientation Oriane (n° 00001113)
Délibération Cadre : CP2018-410 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 932-23-6574-123009-1800
Action : 12300903- Orientation et formations supérieures

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Trophées de l'Orientation Oriane	131 312,00 € TTC	19,04 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GROUPE ADIONA
Adresse administrative : 16 RUE DES PIBOULES
13770 VENELLES
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur YVES PERRET, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Site en ligne de salons d'orientation "virtuels"

Le projet porté par ADIONA, MonSalonEtudiant.com, est le premier salon d'orientation 100% virtuel. Sur le modèle d'un salon physique, sont présents des exposants (écoles et établissements de formation, orienteurs, filières professionnelles) et des visiteurs (lycéens, étudiants etc.). L'accès se fait depuis smartphone, ordinateur ou tablette.

Dans le développement à venir, les salons proposés et leurs thématiques prendront en compte les spécificités franciliennes en termes de filières, de métiers et d'établissements de formations. Ce site permettra à des lycéens ou étudiants franciliens d'avoir accès à des informations professionnelles sans avoir à se déplacer et, ce , de manière gratuite. A la manière d'un salon physique, les "visiteurs" pourront poser des questions aux exposants et, ce, de manière beaucoup plus fluide.

Ce projet contribue à favoriser l'information professionnelle des lycéens et des étudiants franciliens qui sont, soit en mobilité réduite, soit éloignés des lieux physiques de salons professionnels. Il entre en outre dans la nouvelle compétence régionale d'information des scolaires sur les formations et les métiers. Enfin, il est naturellement interopérable avec Oriane.info, notamment dans les onglets réservés aux lycéens et étudiants.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Il est rappelé, en conformité avec le règlement d'intervention du dispositif, que les dépenses éligibles seront prises en compte au plus tard jusqu'à douze mois après la notification de la décision d'attribution de la subvention régionale.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaire Chef de projet	34 320,00	26,14%
Salaire Webmaster	20 592,00	15,68%
Salaire Développeur Web	28 600,00	21,78%
Salaire 2 Stagiaires marketing	12 800,00	9,75%
Marketing E Influenceurs	24 000,00	18,28%
Marketing Campagnes réseaux sociaux	11 000,00	8,38%
Total	131 312,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	25 000,00	19,04%
Chiffre d'affaires : vente exposants	106 312,00	80,96%
Total	131 312,00	100,00%

DOSSIER N° EX045087 - Projet ORIENT'ACTIV de découverte des métiers en prévention du décrochage scolaire

Dispositif : Trophées de l'Orientation Oriane (n° 00001113)
Délibération Cadre : CP2018-410 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 932-23-6574-123009-1800
Action : 12300903- Orientation et formations supérieures

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Trophées de l'Orientation Oriane	54 201,44 € TTC	46,12 %	25 000,00 €
		Montant total de la subvention	25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOC BIEVRE 94
Adresse administrative : 28 RUE MAURICE TENINE
94260 FRESNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARIE CHAVANON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2019 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Projet ORIENT'ACTIV de découverte des métiers en prévention du décrochage scolaire

Dans le cadre de sa mission dans le domaine de l'orientation tout au long de la vie, et en tant qu'opérateur du Conseil en Evolution Professionnelle, la Mission Locale Bièvre Val-de-Marne entend développer un programme d'orientation élargi, ORIENT'ACTIV afin de faire bénéficier au plus grand nombre ses actions de découverte des métiers et d'accompagnements spécifiques.

Le programme Orient'Active s'articule ainsi autour de deux axes principaux : un axe prévention du décrochage scolaire et un axe orientation et découverte des métiers.

Dans le cadre de la prévention du décrochage scolaire, cette action sera de trois ordres:

1 Une première action auprès des classes de troisième, mise en place avant les vacances d'automne visera à proposer aux élèves des ateliers d'éclairage métiers (Inforizon) afin de les aiguiller dans leurs recherches de stages de fin d'année et de choix d'orientation pour le lycée. Ces ateliers réalisés en collectif leur permettront d'affiner les secteurs d'activités vers lesquels ils souhaitent s'orienter et de réaliser un stage de fin d'année permettant de confirmer ou non ce choix, pour ainsi faciliter les choix d'orientation vers le lycée.

2 Une seconde intervention auprès des classes de Terminales, mise en place à partir de janvier, consistera à proposer des ateliers d'exploration métiers (Inforizon), et des ateliers d'élaboration de CV et lettres de motivation, afin, d'une part, de les aider à valider leurs projets professionnels, et d'autre part à les outiller pour renseigner le logiciel Parcoursup déterminant leurs choix d'orientation post-bac.

3 Une troisième action, complémentaire aux deux premières, consistera à proposer aux élèves détectés comme potentiels décrocheurs, un accompagnement individuel renforcé visant à travailler sur les freins identifiés par l'équipe éducative (stress, organisation du travail estime de soi…) et à travailler en profondeur sur le projet professionnel.

Dans le cadre de cette offre de services, la Mission locale souhaite également développer 2 axes.

Axe 1 : Une première offre de service ciblée d'accompagnement sur l'orientation à travers des permanences de diagnostic orientation, proposées à tous publics, une fois par semaine et des ateliers Start'Up proposés une fois par semaine : ateliers collectifs d'exploration des métiers via le logiciel Inforizon. Le travail initié sur ces ateliers sera approfondi par l'utilisation d'Oriane.info qui permet une recherche d'orientation affinée grâce au MOOC TrouveTaVoie.net. Des accompagnements spécifiques à l'orientation viseront des les jeunes sous main de Justice.

Axe 2 : Une offre de services de découverte des métiers du bassin d'emploi en partenariat avec le Groupement d'employeurs du MIN de Rungis et le Comité de Bassin d'Emploi Sud 94 autour des métiers en tension.

Ce projet, qui vise collégiens, lycéens et potentiels décrocheurs, entre dans la nouvelle compétence régionale d'information auprès des scolaires des formations et des métiers. Il s'adresse en outre de manière innovante à un public recherché par le Plan Régional d'Investissement dans les Compétences. Il tient également compte des métiers en tension au sein du bassin ce qui répond au souhait régional. Enfin, il repose en partie sur l'utilisation d'Oriane.info et participe de son appropriation à la fois par les professionnels de l'orientation et les bénéficiaires.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Il est rappelé, en conformité avec le règlement d'intervention du dispositif, que les dépenses éligibles seront prises en compte au plus tard jusqu'à douze mois après la notification de la décision d'attribution de la subvention régionale.

Localisation géographique :
- FRESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération intermédiaires et honoraires	12 912,00	23,82%
Rémunération des personnels	26 909,57	49,65%
Charges sociales	14 379,87	26,53%
Total	54 201,44	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	25 000,00	46,12%
SPIP du Val de Marne	10 000,00	18,45%
Fonds propres	19 201,44	35,43%
Total	54 201,44	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-303

DOSSIER N° EX045088 - Projet d'orientation à destination de jeunes décrocheurs du Val d'Oise vers des filières d'apprentissage à fort besoin via la mobilisation d'un "escape game".

Dispositif : Trophées de l'Orientation Oriane (n° 00001113)
Délibération Cadre : CP2018-410 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 932-23-6574-123009-1800
Action : 12300903- Orientation et formations supérieures

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Trophées de l'Orientation Oriane	34 500,00 € TTC	70,00 %	24 150,00 €
	Montant total de la subvention		24 150,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MLAVO MISSIONS LOCALES ASSOCIEES DU VAL D OISE
Adresse administrative : 30 RUE DE LA STATION 95130 FRANCONVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame KAREEN RAOULX, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 4 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Projet d'orientation à destination de jeunes décrocheurs du Val d'Oise vers des filières d'apprentissage à fort besoin via la mobilisation d'un "escape game".

Ce projet, porté par les Missions locales du Val d'Oise, regroupe 3 CFA (Ferrandi à Saint Gratien, Promotrans à Gonesse, CFA du BTP à Ermont) avec des filières à forts besoins et 7 référents alternance Missions locales. Il s'adresse à des jeunes aujourd'hui sans solutions afin de créer la rencontre entre ces filières et les jeunes par le truchement d'un Escape game.

Le projet se décompose en 3 phases avec une action «phare » correspondant à l'escape game et une action en amont de sensibilisation, d'information et une action en aval de suivi et bilan de l'action. L'objectif est de faire reposer ce projet sur l'ensemble des partenaires afin d'avoir une implication et application permettant une meilleure collaboration.

Phase en amont :
Cette phase a pour objectif de créer une dimension partenariale et de construire le projet autour de gens motivés. Des réunions de présentation seront mises en place avec les partenaires du Service Public Régional de l'Orientation (CFA et apprentis, Missions Locales, CIO, PSAD, service jeunesse, réseaux Information Jeunesse ...). A l'issue de ses réunions, un groupe de travail sera installé afin de créer le jeu

et plus exactement les énigmes et les questions métiers. 24 énigmes seront élaborées par les partenaires à partir de l'expertise des CFA mais aussi en prenant support sur le site Oriane.info. Les énigmes porteront sur le descriptif métier, sur l'environnement métier, la formation, les compétences demandées. Il en sera de même pour les 24 questions qui seront élaborées avec des apprentis.
De plus pendant cette phase amont aura lieu, dans les structures d'orientation, des informations auprès du public "jeunes". Les Missions locales qui mettent en place des ateliers alternance pourront à chaque atelier présenter cette offre de service. Un comité de sélection composé des ML, CIO, CFA, sera mis en place fin Juin afin de retenir les candidats qui participeront au jeu, au nombre minimum d'une trentaine dans la phase expérimentale.

Action « phare » : l'escape game
Cette action se déroule sur 1 journée dans un des 3 CFA sélectionnés et est reproduite à l'identique les 2 jours suivants dans les autres CFA. Des échanges sont prévus entre jeunes apprentis et sélectionnées au jeu.
Les développeurs territoriaux coordonneront le jeu. Tous les partenaires impliqués seront présents. Les 7 référents alternance des Missions locales seront les encadrants techniques. Ils auront pour rôle d'accompagner les jeunes dans leur parcours en les aidant à bien explorer le site Oriane, aider les jeunes à se déplacer en interne du CFA, les encadrer et les inciter à découvrir le plus d'aspect du métier (en donnant par exemple le besoin en recrutement, le salaire …).
Les autres partenaires seront des observateurs afin de leur permettre de s'approprier l'outil et de pouvoir le réutiliser. Il leurs sera également demandé d'être les gardiens du temps mais aussi d'être les reporters photos afin de pourvoir réaliser une exposition lors du bilan.
L'objectif est aussi de permettre de sensibiliser les partenaires à ces métiers et filières.

Phase Aval : suivi et bilan
Une remise des prix aura lieu dans les locaux de la MLAVO (association départementale des Missions locales) avec remise de la coupe au gagnant. Ce même jour les jeunes qui le souhaitent pourront se préinscrire dans un des 3 CFA ou autres CFA (auprès des développeurs de l'apprentissage territorial qui relayeront l'information auprès du CFA concerné).

Un bilan sera présenté lors d'un comité de pilotage courant septembre. A cette occasion sera affichée une exposition photos. Cette exposition pourra tourner dans les différentes Missions locales du 95. Les jeunes ayant participé à cette action seront suivis par les référents alternance (s'ils ont un projet alternance) ou conseiller Mission Locale afin d'avancer dans leur projet et de pouvoir signer un contrat d'apprentissage.

Ce projet d'orientation expérimental sur une cible de jeunes notamment décrocheurs est partenarial (avec le Service Public Régional de l'Orientation) et territorialisé. Il répond en cela au souhait régional de voir les acteurs du Service Public Régional de l'Orientation s'organiser au niveau local, notamment vers les publics les plus éloignés de l'emploi, répondant en cela aux objectifs du Paln Régional d'Investissement dans les Compétences. Enfin, Oriane.info est fortement mobilisé dans ce projet.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Il est rappelé, en conformité avec le règlement d'intervention du dispositif, que les dépenses éligibles seront prises en compte au plus tard jusqu'à douze mois après la notification de la décision d'attribution de la subvention régionale.

Localisation géographique :
- ERMONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
7 animateurs - conception et ingénieurie, animation d'ateliers préparation, sourcing, logistique, animation/accompagnement escape game, suivi post action, bilan	30 696,00	88,97%
frais annexes : communication, bouche, chronomètres, coupes....)	3 804,00	11,03%
Total	34 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	24 150,00	70,00%
CFA	500,00	1,45%
fonds propres MLAVO (au titre des 7 missons locales)	9 850,00	28,55%
Total	34 500,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-303

DOSSIER N° EX045107 - Module "Immersion dans mon quartier des métiers" de découverte, pour les jeunes, des métiers qui recrutent en Ile-de-France.

Dispositif : Trophées de l'Orientation Oriane (n° 00001113)
Délibération Cadre : CP2018-410 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 932-23-6574-123009-1800
Action : 12300903- Orientation et formations supérieures

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Trophées de l'Orientation Oriane	35 798,00 € TTC	70,00 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIDJ CENTRE D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION JEUNESSE
Adresse administrative : 101 QUAI BRANLY
75015 PARIS 15 CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie RICHARD, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 septembre 2019 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Module "Immersion dans mon quartier des métiers" de découverte des métiers qui recrutent.

Le projet, porté par le Centre d'Information et de Documentation Jeunesse, opérateur du Service Public Régional de l'Orientation, consiste à expérimenter au sein de son site internet un module "Immersion dans mon quartier des métiers" destiné plus particulièrement aux jeunes. Il s'agit de faciliter leur découverte des secteurs qui recrutent en Ile-de-France et de leurs métiers (Numérique, BTP, Industrie (inclus aéronautique), Propreté, Santé, Transport). L'internaute sera invité à découvrir le quartier d'une ville à 360° (vidéo sphérique) où chaque rue représente un secteur qui recrute, et donne accès à des informations sur ses métiers et les formations qui y mènent, y compris à travers des vidéos pédagogiques.

Ce projet a 2 objectifs :

1 Faire découvrir des secteurs et des métiers méconnus à travers une navigation interactive et ludique et être dans une démarche - les jeunes parlent aux jeunes - via les vidéos présentées.

2 Développer un outil évolutif proposant un point d'entrée vers des contenus diversifiés enrichis avec des informations transmises par les Fédérations professionnelles notamment.

Il sera construit selon les 3 axes suivants :

- Proposer le bon format et le bon outil (ludique, innovant, pédagogique et évolutif) pour toucher et sensibiliser les jeunes et personnes en reconversion,

- S'appuyer sur un réseau et une communauté physique et digitale : 4000 professionnels qui utilisent la base de données du CIDJ avec descriptif des diplômes, le réseau Information Jeunesse,

- Intégrer des informations à jour en continu, pédagogiques et complètes.

Ce module d'immersion numérique dans les métiers franciliens qui recrutent, également interopérables avec Oriane.info, répond à la compétence de la Région d'information sur les métiers vers la cible des jeunes. Il met également en avant les secteurs en tension qu souffrent parfois d'un problème d'image. Le partenariat avec les fédérations professionnelles sera renforcé dans ce projet.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Il est rappelé, en conformité avec le règlement d'intervention du dispositif, que les dépenses éligibles seront prises en compte au plus tard jusqu'à douze mois après la notification de la décision d'attribution de la subvention régionale.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestataire (création du module, graphiste, chef de projet)	15 400,00	43,02%
Ressources humaines vidéos (journaliste multimédia, stagiaire)	8 950,00	25,00%
Ressources humaines rédaction	11 448,00	31,98%
Total	35 798,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	25 000,00	69,84%
Autofinancement	10 798,00	30,16%
Total	35 798,00	100,00%

Annexe 2 : Fiches projets Les Cordées de la Réussite

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-303

DOSSIER N° 19006395 - FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES - SCIENCESPO PARIS - "BOOSTER" ANNEE 2019/2020 - DISPOSITIF "LES CORDEES DE LA REUSSITE"

Dispositif : Les cordées de la réussite (n° 00000424)
Délibération Cadre : CP2017-439 du 20/09/2017
Imputation budgétaire : 932-23-6574-123008-1800
Action : 12300802- Développement de l'accès à l'enseignement supérieur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les cordées de la réussite	85 560,00 € TTC	46,75 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION NATIONALE SCIENCES POLITIQUES
Adresse administrative : 27 RUE SAINT-GUILLAUME
75007 PARIS CEDEX 07
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur Frédéric MION, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 juillet 2019 - 20 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Renforcer le soutien et l'accompagnement aux élèves de terminale ayant bénéficié d'une préparation au concours Sciences Po par le biais de la Convention d'Education Prioritaire. En effet, si ces jeunes connaissent des parcours de réussite similaires à leurs camarades, la première année peut être parfois éprouvante pour certains d'entre eux.
Le programme BOOSTER, qui se déroule également sur une semaine début juillet 2019, est conçu comme un programme d'accompagnement et de renforcement pédagogique pour un meilleur accès à l'enseignement supérieur.
Basé sur le volontariat, le programme est axé sur l'acquisition des outils méthodologiques et des cours en lien avec les enseignements du premier semestre afin de les aider à préparer au mieux la rentrée.

Maquette pédagogique :
- 8 heures de cours par jour (anglais, écrit académique, mathématiques, histoire et théâtre),
- des cours magistraux et des ateliers méthodologiques,
- travaux personnels et collectifs, études dirigées,
- concours d'éloquence en fin de séjour,
- activités culturelles.

Public concerné : 50 élèves issus de lycées partenaires de la Convention d'Education Prioritaire avec

Sciences po :
Henri Wallon - Aubervilliers,
Louise Michel - Bobigny,
Guy-de-Maupassant - Colombes,
Robert Doisneau - Corbeil-Essonnes,
Maurice Eliot - Epinay-sous-Sénart,
Simone-de-Beauvoir - Garges-les-Gonesses,
Albert Einstein - Ste-Geneviève-des-Bois,
Galilée - Gennevilliers,
George Sand - Le-Mée-sur-Seine,
Jean Renoir - Bondy,
Saint-Exupéry - Mantes-la-Jolie,
Jean Vilar - Meaux,
La-Marre-Carrée - Moissy-Cramayel,
Jean Jaurès - Montreuil,
Joliot Curie - Nanterre,
Olympe-de-Gouges - Noisy-le-Sec,
Henri Bergson - Paris 19ème,
Auguste Blanqui - Saint-Ouen,
Jean-Jacques Rousseau - Sarcelles,
Maurice Utrillo - Stains,
Michel-Ange - Villeneuve-la-Garenne,
Jean Macé - Vitry-sur-Seine.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Personnel : 20 enseignants : Enseignants du secondaire, professeurs de la faculté permanente de Sciences Po, enseignants-chercheurs,
1 directeur BAFA + 7 vacataires BAFA,
1 vacataire pour la bibliothèque le soir.

Transports des élèves et encadrants (100 personnes environ)
Hébergement et restauration sur le campus de sciences po à Reims,
Ateliers de renforcement des compétences individuelles et méthodologiques,
Visites culturelles,
Kit pédagogique individuel remis gracieusement.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ateliers pédagogiques (enseignants intervenants)	13 000,00	15,19%
Ingénierie pédagogique (conception du programme)	15 000,00	17,53%
Personnel encadrant (7 vacataires BAFA + équipe FNSP)	13 000,00	15,19%
Transports/Hébergement/Restauration	26 000,00	30,39%
Matériel pédagogique, activités culturelles et artistiques, divers...	4 000,00	4,68%
Locaux/sécurité (valorisation salels de cours)	3 400,00	3,97%
Frais de gestion	11 160,00	13,04%
Total	85 560,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2019	40 000,00	46,75%
CGET - POLITIQUE DE LA VILLE	15 000,00	17,53%
Fondation Sciences Po	30 560,00	35,72%
Total	85 560,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-303

DOSSIER N° 19006396 - FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES - SCIENCESPO PARIS - "PREMIER CAMPUS - ETE 2019" - DISPOSITIF "LES CORDEES DE LA REUSSITE"

Dispositif : Les cordées de la réussite (n° 00000424)
Délibération Cadre : CP2017-439 du 20/09/2017
Imputation budgétaire : 932-23-6574-123008-1800
Action : 12300802- Développement de l'accès à l'enseignement supérieur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les cordées de la réussite	188 640,00 € TTC	21,20 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION NATIONALE SCIENCES POLITIQUES
Adresse administrative : 27 RUE SAINT-GUILLAUME 75007 PARIS CEDEX 07
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur Frédéric MION, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 juillet 2019 - 20 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
"PREMIER CAMPUS" s'adresse aux lycéens boursiers de l'enseignement scolaire et offre une préparation à l'enseignement supérieur avec un objectif de réussite. Ce programme n'est pas une préparation au concours mais une préparation aux études supérieures en général. Il s'agit à la fois de renforcer leurs connaissances et leurs compétences académiques, de développer leur apprétence mais également de dépasser les phénomènes d'autocensure qui empêchent ces élèves de se projeter ou de réussir dans les filières proposées par l'enseignement supérieur.
Les élèves sélectionnés et volontaires en fin de seconde au sein des lycées partenaires font partie du programme jusqu'à leur terminale et suivent quatre sessions d'immersion dans un des campus du Collège universitaire (lors du passage de la classe de seconde à celle de première, en classe de première, lors du passage de la classe de première à celle de terminale et en classe de terminale). Ces 4 sessions intensives durent 8 jours et sont axées sur l'acquisition d'outils linguistiques et de méthodes de travail : savoir prendre des notes, se documenter, lire et écrire des textes académiques.
Ces sessions s'accompagnent d'un tutorat assuré par des étudiants de Sciences Po et d'enseignants de lycées.
Objectifs : dépasser le phénomène d'autocensure, travailler l'appropriation des outils linguistiques en français et en anglais, inciter à la lecture, renforcer le travail méthodologique, acquérir des compétences dans l'utilisation efficace et critique des ressources numériques, conseiller sur les choix d'orientation.
100 élèves de seconde et première issus des lycées :

- Joliot Curie à Nanterre,
- L'Essouriau, Les Ulis
- Eugène Hénaff à Bagnolet,
- Louis Jouvert à Taverny,
- Pierre-Mendès-France à Savigny-le-temple,
- Léonard de Vinci à Melun,
- Rabelais Paris 18ème

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le séjour de juillet s'organisera comme suit :
L'équipe enseignante sera composée de 14 enseignants : Enseignants du secondaire, Professeurs de la faculté permanente de Sciences Po, Enseignants-chercheurs afin de former une équipe mixte,
1 directeur BAFD + 15 vacataires BAFA,
4 personnes du Collège universitaire,
1 vacataire pour la bibliothèque qui sera ouverte le soir sur le campus.

Transports des élèves et encadrants (122 personnes environ)
Hébergement et restauration dans une résidence CROUS
Ateliers de renforcement des compétences individuelles et méthodologiques sur le campus de Sciences Po à Reims.
Visites culturelles,
Kit pédagogique individuel remis gracieusement.

Lors de cette semaine de juillet sur le campus, les élèves auront cours pendant 6 jours et demi, avec une moyenne de 6h30 de cours par jour.
Ils suivront un court séminaire puis seront répartis par groupe de 12 et participeront à un atelier méthodologique (travail d'analyse, de synthèse, de rédaction...), un atelier théâtral et un débat en fin de journée.

En fin de séjour, les élèves participeront à un concours d'éloquence qui aura été travaillé pendant la semaine comme projet pédagogique annexe.

Par ailleurs, le dimanche, les élèves participeront à une visite culturelle de la ville de Reims organisée par l'Office de Tourisme (visite guidée de la cathédrale et des principaux monuments).

Au début du séjour, chaque élève se verra offrir un "kit pédagogique" comprenant un livret pédagogique (support des cours de la semaine rassemblant à la fois des textes de références et un guide méthodologique), des goodies (cahier, stylo, badge..) et un t-shirt de Sciences Po en souvenir de cette expérience universitaire.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ateliers pédagogiques (enseignants intervenants)	5 000,00	2,65%
Ingénierie pédagogique (conception du programme)	20 000,00	10,60%
Personnel encadrant (15 vacataires BAFA + équipe FNSP)	24 500,00	12,99%
Transports/Hégergement/restauration 100 élèves+22 encadrants	63 000,00	33,40%
Matériel pédagogique, activités culturelles et artistiques, divers...	6 200,00	3,29%
Tutorat (défraiement des élèves tuteurs)	2 500,00	1,33%
Locaux/sécurité (valorisation salles de cours)	12 400,00	6,57%
Frais de gestion	20 040,00	10,62%
Evaluation, suivi des élèves	35 000,00	18,55%
Total	188 640,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2019	40 000,00	21,20%
CGET - POLITIQUE DE LA VILLE	15 000,00	7,95%
Fondation Sciences Po et Mécénat	133 640,00	70,84%
Total	188 640,00	100,00%

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc147936-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-293

DU 3 JUILLET 2019

LIEU D'INNOVATION : SOUTIEN AU PROJET D'ACCÉLÉRATEUR DE L'ICM DÉDIÉ AUX TECHNOLOGIES MÉDICALES ET À L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE EN SANTÉ

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

VU La Communication de la Commission, Encadrement des aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation, C(2014) 3282, 21 mai 2014 ;

VU Le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission, du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

VU Le régime cadre exempté d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) n° SA.40391, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 ;

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 relative à la stratégie #LEADER pour la croissance, l'emploi et l'innovation de la Région Ile-de-France - Adoption du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2017-2021 ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017, relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée ;

VU La délibération n° CR 101-17 du 18 mai 2017 relative au soutien aux lieux d'innovation, modifiée par délibération n° CP 2018-383 du 19 septembre 2018 ;

VU La délibération n° CR 2017-146 du 21 septembre 2017 relative à l'adoption du Schéma

Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) ;

VU La délibération 2019 DAE-57 des séances des 1er au 4 avril 2019 de la Ville de Paris autorisant la signature d'une convention de financement de l'Institut du Cerveau et de la Moelle épinière ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-293 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : soutien au projet d'accélérateur de l'Institut du Cerveau et de la Moelle épinière dédié aux technologies médicales et à l'intelligence artificielle en santé

Décide de soutenir, dans le cadre du dispositif de soutien à l'émergence et au développement de lieux d'innovation, le projet porté par l'Institut du Cerveau et de la Moelle épinière, dont la description figure en annexe 2 à la délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 1 000 000 €.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention figurant en annexe 1 à la délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 1 000 000 €, prélevée sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 92 « Recherche et innovation », programme HP 92-008 (192008) « Soutien aux transferts de technologie », action 19200802 « Soutien à la création d'espaces collaboratifs sur les campus» du budget 2019.

Article 2 : convention avec la Ville de Paris

Approuve la convention entre la Ville de Paris et la Région Ile-de-France autorisant la Région à attribuer une aide en immobilier d'entreprises à l'Institut du Cerveau et de la Moelle épinière, figurant en annexe 3 à la délibération.

Subordonne le versement de la subvention objet de l'article 1 à la signature avec la Ville de Paris de la convention mentionnée ci-avant et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

03/07/2019 16:08:17

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Convention - projet d'accélérateur dédié aux technologies médicales et à l'intelligence artificielle en santé - ICM

CONVENTION

de soutien aux lieux d'innovation

Institut du Cerveau et de la Moelle épinière
Statut juridique :
Dont le numéro SIRET est : ……
Dont le siège social est situé au ……
Ayant pour représentant …….. , (qualité)……..
En vertu de la délibération de la [collectivité ……..] du ……

Ci-après dénommée « le Bénéficiaire »

Et

La Région Ile-de-France,
Dont le siège est situé au 2, rue Simone Weil, 93 400 Saint Ouen-sur-Seine
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE
En vertu de la délibération CP n° …… du …….

Ci-après dénommée « La Région »,

VU, le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

VU, la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

VU, la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 relative à la stratégie #LEADER pour la croissance, l'emploi et l'innovation de la région Île-de-France - Adoption du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2017-2021 ;

VU, le régime cadre exempté de notification N SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 ;

VU la délibération n° CR 101-17 du 18 mai 2017 relative au soutien aux lieux d'innovation, modifiée par délibération n° CP 2018-383 du 19 septembre 2018 ;

VU la délibération n° CR 2017-146 du 21 septembre 2017 relative à l'adoption du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) ;

VU, le Code de la construction et de l'habitation ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 1511-2 et L 1511-7 et L 1111-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

PREAMBULE :

En application du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI), la Région intervient sur les lieux d'innovation portés par des Etablissements d'enseignement supérieur et de recherche (CR 2017-101).

Le Bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier en vue de la création d'un lieu d'innovation et de ses services associés dédié à la création et au développement d'entreprises.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2019-293 du 3 juillet 2019, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir le Bénéficiaire pour la réalisation du **projet « D'UN ACCELERATEUR DEDIE AUX TECHNOLOGIES MEDICALES ET A L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE SANTE »**, dont le descriptif complet figure dans la fiche projet annexée à la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au Bénéficiaire une subvention correspondant à :

- 29,15% de la dépense éligible,
- dont le montant prévisionnel s'élève à 3 430 000 HT,
- soit un montant maximum de subvention de 1 000 000 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT est détaillé dans la fiche projet annexée à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ART. 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le Bénéficiaire s'engage à :

- **maintenir pendant une durée de 10 ans** l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité dont les caractéristiques sont précisées dans l'annexe technique jointe à la présente convention. Toute modification de la vocation du bâtiment ou de la nature de ses occupants doit être préalablement portée à la connaissance de la Région. Ce changement doit donner lieu à délibération et à la passation d'un avenant.
- constituer et à présider un Comité de Pilotage au moins une fois par an composé des financeurs de l'opération dont la Région et de personnalités qualifiées. Le Bénéficiaire remet aux membres de ce comité le compte-rendu annuel d'activités du lieu.
- assurer ce suivi pendant la durée d'affectation des biens à l'usage précisé ci-devant.
- inviter la Région aux comités de sélection des projets/entreprises accueillis au sein du Centre pour l'entrepreneuriat.

- réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans la fiche projet.
- assurer le suivi annuel des indicateurs précisés ci-dessous :
    - Nombre d'entreprises et de projets accueillis dans et hors les murs.
    - Nombre de projets et entreprises accompagnés, dont :
        - Nombre de projets portés par des chercheurs,
        - Nombre de projets portés par des étudiants,
        - Nombre de projets portés par des femmes.
    - Nombre et montant des levées de fonds réalisées
    - Nombre d'entreprises créées à l'issue du projet
    - Nombre d'emplois créés à l'issue du projet
    - Taux de survie des entreprises accompagnées au bout de 1 an à 3 ans
- préparer un tableau de ces indicateurs pour transmission.
- communiquer un bilan de l'utilisation de l'espace à la date de la demande (nombre et description des entreprises accueillies dans l'espace).

ART. 2.2 : UTILISATION DES EQUIPEMENTS

Le Bénéficiaire accompagne les porteurs de projet et/ou les entreprises dans leur démarche de création, de développement de leurs activités et de mise en relation avec les réseaux d'experts et de financeurs.

Les infrastructures sont mises à la disposition des utilisateurs intéressés sur une base ouverte, transparente et non discriminatoire.

Le Bénéficiaire y assure les prestations matérielles correspondant à :

- l'accueil et l'hébergement,
- des services généraux partagés,
- l'accès aux équipements mutualisés,
- l'entretien des locaux, etc.

Les prestations immatérielles (évaluation des projets, accompagnement et suivi des entreprises, préparation à l'insertion dans l'environnement économique) pourront être assurées par un ou plusieurs organismes compétents selon les modalités à définir avec le Bénéficiaire et les entreprises.

Le Bénéficiaire propose des tarifs d'hébergement exprimés par rapport à un prix de référence, correspondant au prix de marché constaté sur des locaux équivalents dans un secteur géographique proche.

ART. 2.3 : OBLIGATIONS DIVERSES DU BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire s'engage à :

- s'il entre dans le champ d'application de la mesure « Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité », respecter et promouvoir la Charte, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
- à recruter 10 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois. Le Bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la

Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région,

- à tenir la Région immédiatement informée :
    - o dans les deux mois de la survenance des difficultés ou des événements sérieux et imprévus susceptibles de retarder, voire d'interrompre, l'exécution du projet,
    - o des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement,
    - o des changements dans la répartition par grandes catégories de dépenses du coût global du programme, ou encore dans les équipements mentionnés dans les annexes techniques et financières,
    - o de toute modification survenue : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire…
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- Fournir sur demande de la Région le bilan d'activités de la gestion du projet.

ART. 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le Bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :

Le Bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logo type :

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos…).

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :

Le Bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le Bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la Région Ile-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole (plaque inaugurale, invitation, etc.). Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou à son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :

Le Bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou actions de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Panneau d'information :

Pendant toute la durée des travaux, le Bénéficiaire doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France ».

Afin de signaler la participation financière de la Région sur cette opération, une plaque spécifique devra être installée dans l'entrée du bâtiment.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention

Le Bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'environnement). Pour

exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale…

Dans ce cadre, le Bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du Bénéficiaire par les services de la Région :

Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- En amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.

- En aval : le Bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité événementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ART. 3.1 : CADUCITE

- Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le Bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

  Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le Bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné au paragraphe précédent que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
- A compter de la date de première demande de versement, le Bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

  Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ART 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- Chaque versement de subvention est effectué sur demande du Bénéficiaire. La demande de versement de subvention (DVS) précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

- Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du Bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ART. 3.2.1 : VERSEMENTS D'AVANCES

Le Bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30% de la subvention.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

ART. 3.2.2 : VERSEMENTS D'ACOMPTES

Le Bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, dans la limite de 80% de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du Bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ART. 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le Bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du Bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du Bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé). »
- si le Bénéficiaire entre dans le champ d'application de la mesure « Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité », le versement du solde est conditionné par la production d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

ART.3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ART. 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 3 juillet 2019 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au Bénéficiaire.

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général.

Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le Bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au Bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au Bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du Bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger :

- la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
- la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le Bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.
- Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

- Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le Bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.
- Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le Bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.
- La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le Bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants. Si le Bénéficiaire entre dans le champ d'application de la mesure « Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité », la Région se réserve également le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et la fiche projet.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Annexe 2 - Fiche projet - projet d'accélérateur dédié aux technologies médicales et à l'intelligence artificielle en santé - ICM

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-293

DOSSIER N° 19006373 - Accélérateur dédié aux technologies médicales et à l'intelligence artificielle en santé - Institut du Cerveau et de la Moëlle épinière - 2019

Dispositif : Lieux d'innovation – projets d'investissement (n° 00001033)
Délibération Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 909-92-20421-192008-1800
Action : 19200802- Soutien à la création d'espaces collaboratifs sur les campus

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – projets d'investissement	3 430 000,00 € HT	29,15 %	1 000 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 000 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	INSTITUT DU CERVEAU ET DE LA MOELLE EPINIERE
Adresse administrative	:	47-83 BOULEVARD DE L'HOPITAL 75013 PARIS
Statut Juridique	:	Fondation
Représentant	:	Monsieur GERARD SAILLANT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Situé au cœur de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière et créé en 2005, l'Institut du Cerveau et de la Moelle épinière est un des plus grands centres internationaux dédiés à la recherche sur le cerveau, avec près de 700 chercheurs dont 30% d'internationaux, 250 cliniciens, 25 plateformes technologiques de pointe sur plus de 7 000 m². Depuis 2011, avec le soutien de la Région, l'ICM a développé une activité d'incubation de startups (iPEPS) dans ses murs sur 1 000 m². Cette activité s'est étendue mi 2017 avec un deuxième site à Station F (400 m²). Ce projet de 3ème site d'incubation d'entreprises innovantes au 187 rue Chevaleret Paris 13ème, stratégiquement situé à mi-chemin entre l'ICM et Station F, permettra à l'ICM de :
- devenir le premier lieu européen pour l'entrepreneuriat en neurosciences,
- disposer d'un lieu dédié aux technologies médicales et à l'intelligence artificielle en santé, un secteur à fort potentiel d'innovation et d'emploi (le bâtiment ICM étant quant à lui dédié aux entreprises spécialisées dans le développement de médicaments et la Station F aux startups de la santé digitale).

Le présent soutien porte sur la première phase du projet (rdc et R+1) sur une surface de 1 440 m², qui permettra l'accueil d'une vingtaine d'entreprises innovantes avec une offre tertiaire de bureaux fermés (100 postes) et d'espaces de coworking (50 postes), des espaces fonctionnels de grande qualité, l'accès privilégié aux plateformes de l'ICM, un mentoring en affaires réglementaires de haut niveau.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 10 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition du bâtiment (RDC et R+1) (non éligible)	10 983 000,00	76,20%
Coût des travaux	2 130 000,00	14,78%
Aménagements	1 000 000,00	6,94%
Réfection de la façade	300 000,00	2,08%
Total	14 413 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement	5 413 000,00	37,56%
Emprunt	7 000 000,00	48,57%
Subvention Ville de Paris	1 000 000,00	6,94%
Subvention Région	1 000 000,00	6,94%
Total	14 413 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

Annexe 3 - Convention – Ville de Paris - projet d'accélérateur dédié aux technologies médicales et à l'intelligence artificielle en santé - ICM

CONVENTION AUTORISANT LA REGION A ATTRIBUER UNE AIDE EN IMMOBILIER D'ENTREPRISES

A L'INSTITUT DU CERVEAU ET DE LA MOELLE EPINIERE

EN VUE DE LA CREATION D'UN ACCELERATEUR DEDIE AUX TECHNOLOGIES MEDICALES ET A L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE EN SANTE

VU le Traité de Fonctionnement de l'Union Européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

VU le régime cadre exempté de notification N SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite NOTRe) ;

VU le Code général des collectivités territoriales et son article L. 1511-3 ;

VU La délibération 2019 DAE-57 des séances des 1er au 4 avril 2019 de la Ville de Paris autorisant la signature d'une convention de financement de l'Institut du Cerveau et de la Moelle épinière ;

Entre

La Ville De Paris dont le siège est situé à l'Hôtel de Ville, 75004 PARIS,

représentée par la Maire de Paris, Madame Anne HIDALGO

ci-après dénommée «LA VILLE DE PARIS»

d'une part,

ET

La Région Ile de France, dont le siège est situé au 2, rue Simone Weil, 93 400 Saint Ouen-sur-Seine,

représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, habilitée par délibération n°CP 2019-293 du 3 juillet 2019 ;

ci-après dénommée «La Région»

d'autre part

PREAMBULE :

La loi portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) promulguée le 7 août 2015 a eu pour effet de modifier le cadre d'intervention des collectivités territoriales.

Cette loi prévoit notamment une reconfiguration de l'intervention des collectivités territoriales dans le domaine du développement économique, dont les aides liées à l'immobilier d'entreprise régies par l'article L.1511-3 qui constituent des aides attribuées par les communes et leurs groupements.

De fait, cette évolution législative rend nécessaire pour toute intervention de la Région Ile-de-France au titre de l'immobilier d'entreprises, un conventionnement préalable avec la Ville de Paris pour l'y autoriser.

Afin d'assurer la lisibilité et la sécurité juridique de l'intervention de la Région Ile-de-France en soutien à l'opération d'acquisition et d'aménagement au titre de l'immobilier d'entreprises, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Cette convention a pour objet d'autoriser la Région à attribuer une aide au titre de l'immobilier d'entreprises à l'INSTITUT DU CERVEAU ET DE LA MOELLE EPINIERE, en conformité avec l'article L.1511-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), en soutien au projet « d'accélérateur dédié aux technologies médicales et à l'intelligence artificielle santé ».

Le projet « d'Accélérateur dédié aux technologies médicales et à l'intelligence artificielle santé » porté par l'Institut du Cerveau et de la Moelle épinière (ICM) consiste à doter l'ICM d'un troisième site d'incubation d'entreprises innovantes dans un nouveau bâtiment, au 187 rue Chevaleret Paris 13ème, stratégiquement situé à mi-chemin entre l'ICM et Station F.

Cette opération immobilière prévoit l'acquisition et l'aménagement de surfaces pour l'accueil d'entreprises innovantes dans les technologies médicales et l'intelligence artificielle en santé.

ARTICLE 2 : DÉFINITION DE L'AIDE

L'attribution de l'aide régionale sera soumise au vote de la Commission Permanente du Conseil Régional de juillet 2019, pour un montant maximum de 1 000 000 €.

Les conditions de versement et d'attribution de cette aide sont décrites dans le projet de convention entre la Région Ile-de-France et le bénéficiaire l'INSTITUT DU CERVEAU ET DE LA MOELLE EPINIERE.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE LA REGION

La Région s'engage à respecter le projet de convention avec le bénéficiaire de l'aide, joint en annexe, ainsi que le montant maximal de la subvention de 1 000 000 euros.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DE LA VILLE DE PARIS

La Ville de Paris s'engage à informer la Région de toutes modifications intervenues dans les règlements d'interventions concernés.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature. Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés par la Région, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention prévu dans le projet de convention entre la Région et le bénéficiaire.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature sera autorisée par la Région et la Ville de Paris.

ARTICLE 7 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles ne comprennent que cette convention et son annexe (le projet de convention entre la Région Ile-de-France et le bénéficiaire).

ARTICLE 8 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui ne peuvent recevoir de solution amiable sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le.....

Pour la Ville de Paris La Maire de Paris,	Pour la Région, la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France,
Anne HIDALGO	**Valérie PECRESSE**

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc147315-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-299

DU 3 JUILLET 2019

SOUTIEN RÉGIONAL AU DAEU, AU MÉRITE, À LA MOBILITÉ INTERNATIONALE DES ÉTUDIANTS, ET À L'ANIMATION DE RÉSIDENCES ÉTUDIANTES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2019 ;

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'éducation ;

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU La délibération n° CR 59-08 du 16 octobre 2008 « Promotion sociale et sécurisation des parcours professionnels » ayant adopté le règlement d'intervention pour les subventions de fonctionnement DAEU ;

VU La délibération n° CR 72-10 du 19 novembre 2010 relative à la politique régionale en faveur de l'Enseignement supérieur et de la recherche – délibération cadre 2011-2016 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2018 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 96-16 du 19 mai 2016 relative à la politique régionale pour relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, relative au dispositif 100 000 stages ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 09 mars 2017, relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017;

VU La délibération n° CR 2019-011 du 20 mars 2019 relative au Pacte régional pour l'investissement dans les compétences (PRIC) ;

VU La délibération n° CP 2017-511 du 22 novembre 2017, modifiant les règlements d'intervention des dispositifs « Aide régionale au mérite » et « Aide au passage du diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU) »;

VU Les délibérations n° CP 2018-567 du 21 novembre 2018, n° CP 2019-064 du 24 janvier 2019, n° CP 19-141 du 22 mars 2019 et n° CP 19-229 du 22 mai 2019, relatives à l'aide régionale au mérite et l'aide au passage du diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU) pour l'année 2018-2019 ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission du logement et de la rénovation urbaine ;

VU le rapport n°CP 2019-299 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : DAEU – subventions de fonctionnement 2019-2020

Modifie le règlement d'intervention adopté par la délibération n° CR 59-08 du 16 octobre 2008, tel que présenté en annexe n° 1 à la présente délibération.

Décide de participer, au titre du dispositif de soutien aux actions de préparation au « Diplôme d'Accès aux Etudes Universitaires », au financement des projets détaillés en annexe n° 2 à la délibération (fiches projet), par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 124 514 €.**

Approuve la convention-type présentée en annexe n° 3 à la présente délibération.

Subordonne le versement des subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type objet du précédent alinéa et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement d'un montant de 952 609 €, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » - code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur » programme HP 23-008 (123-008) « Accompagnement des conditions de vie et d'étude des étudiants », action 12300802 « Développement de l'accès à l'enseignement supérieur » du budget 2019.

Affecte à ce titre, dans le cadre du Pacte Régional Investissement Compétences (PRIC), une autorisation d'engagement d'un montant de 171 905 €, disponible sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 113 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP 11-006 (111 006) « Formations qualifiantes et métiers », Action 11100608 « Aides individuelles régionales (AIRE)» du budget 2019.

Article 2 : attributions complémentaires « Aides régionales au DAEU »- Année 2018-2019

Décide, au titre du dispositif « Aide régionale pour le diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU) » pour l'année universitaire 2018-2019, de soutenir 17 étudiants en reprise d'études, par l'attribution d'une aide financière d'un montant maximum prévisionnel de 1 000 € par bénéficiaire, dont la liste est présentée en annexe n°4 (annexe non diffusable) à la délibération. Cette décision est sans incidence budgétaire.

Article 3 : Aide régionale au mérite – Année 2018-2019

Décide, au titre du dispositif « Aide régionale au mérite » pour l'année 2018-2019, de soutenir la promotion 2016 et la promotion 2018 par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 150 000 € en complément de l'affectation votée par la délibération n° CP 2018-567 du 21 novembre 2018.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de l'avenant n°4 à la convention signée avec le CROUS de Paris le 21 novembre 2016, tel qu'il est présenté en annexe n° 5 à la délibération, et autorise la présidente du Conseil régional à le signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **150 000 €** au titre du dispositif « Aide régionale au mérite » pour l'année universitaire 2017-2018, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » - code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur » programme HP 23-008 « Accompagnement des

conditions de vie et d'étude des étudiants », action 12300802 « Développement de l'accès à l'enseignement supérieur » du budget 2019.

Article 4 : Bourses Mobilité IDF étudiants - Année 2019-2020

Décide de participer au titre du dispositif d'aide à la mobilité internationale des étudiants franciliens (Bourses Mobilité IDF étudiants - Universités Grands Etablissements Ecoles), par l'attribution de subventions aux 91 établissements selon le tableau présenté en annexe n° 6 à la présente délibération, dont le montant total prévisionnel est de **3 119 700 € maximum**.

Approuve la convention-type présentée en annexe n° 7 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type objet du précédent alinéa et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 3 119 700 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » - code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur » - programme HP 23-004 (123-004) « Actions en faveur de la mobilité internationale» - Action 12300401 « Aide à la mobilité internationale des étudiants franciliens » du budget 2019.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 1er juillet 2019, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 5 : Soutien au programme MA1SON à l'initiative de l'association Article 1

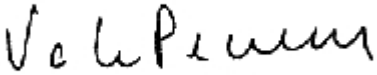
Décide de participer au financement du projet MA1SON détaillé en annexe n° 8 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 100 000 €.

Approuve la convention présentée en annexe n° 9 à la présente délibération.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention conforme à la convention-type objet du précédent alinéa et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement d'un montant de **100 000 €**, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » - code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur » Programme HP 23-009 Orientation et Formations supérieures, Action 12300903 Orientation et formation supérieures du budget 2019.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE N° 1 : REGLEMENT D'INTERVENTION FONCTIONNEMENT DAEU

CETTE ANNEXE A ETE ANONYMISEE

COMPTE TENU DE LA PRESENCE DE

DONNEES CONFIDENTIELLES

DISPOSITIF DE SOUTIEN A LA FORMATION PREPARANT

AU DIPLOME D'ACCES AUX ETUDES UNIVERSITAIRES (DAEU)

Règlement d'intervention régional

1. Contexte et objectifs

Depuis 2008, la Région Ile-de-France soutient les universités franciliennes qui proposent aujourd'hui cette formation en moyenne entre 1500 et 2000 étudiants annuellement. Ce diplôme, qui peut être préparé en un an ou deux ans, permet à des personnes non titulaires du baccalauréat d'accéder ensuite à l'ensemble de l'offre d'enseignement supérieur. Il constitue une seconde chance pour celles et ceux qui, à l'âge de passer le bac, en ont été empêchés du fait d'un événement de la vie ou de conditions particulièrement difficiles les ayant contraints à arrêter leurs études.

Homologué et de niveau IV (niveau Bac), le DAEU existe en deux catégories d'option proposées en enseignement présentiel et/ou à distance selon les universités : A littéraire (lettres et sciences humaines), et B scientifique (sciences, techniques et santé).

Conformément à l'objectif de promotion d'égalité des chances du Schéma Régional Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation 2017-2022 (SRESRI), la Région Ile-de-France favorise ainsi l'accès à l'enseignement supérieur, en élevant le niveau de qualification et par conséquent, les évolutions professionnelles. Le présent dispositif de soutien à la formation au DAEU s'inscrit dans cette ambition régionale. Cet accompagnement régional se traduit par ailleurs depuis 2016 par un dispositif d'aide individuelle pour les Franciliens inscrits en DAEU (montant de l'aide : 1000 €. / à titre indicatif : 850 aides pour 2018-2019).

2. Structures bénéficiaires

Les universités franciliennes habilitées par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche à préparer le Diplôme d'Accès aux Etudes Universitaires.

3. Modalités de l'intervention régionale

3.1 Modalités de saisine

Chaque année, les universités franciliennes habilitées à préparer le DAEU sollicitent la Région pour une aide en fonctionnement en répondant à un appel à projets ouvert sur la plateforme des aides régionales https://mesdemarches.iledefrance.fr.

3.2 Modalités de l'aide régionale

L'aide régionale en fonctionnement participe au financement du coût de fonctionnement réel du DAEU sur la globalité de l'effectif cumulé de tous les DAEU proposés par chaque université, en complément d'autres recettes (droits d'inscription et de formation, fonds propres, dotations, co-financeurs …).

Sont pris en compte dans la subvention régionale :

- les frais de personnel (rémunérations et charges) des enseignants DAEU internes et externes à l'Université,
- les frais de personnel (rémunérations et charges) administratifs rattachés au DAEU,
- les frais de fonctionnement pédagogiques,
- les frais de fonctionnement généraux.

Les coûts liés à l'enseignement du pré-DAEU ne sont pas éligibles à la subvention régionale.

Le taux de participation régionale ne pourra pas être supérieur à 70% du coût total du DAEU.

Les crédits régionaux sont répartis selon la capacité d'accueil de chacune des universités, la nature des enseignements dispensés (enseignement en présentiel, à distance, modules d'accompagnement spécifique, innovation pédagogique) ou encore la capacité des structures à diversifier leurs sources de financement.

Le montant de la subvention est évalué au regard notamment de la réalisation de l'année n-1 (bilan qualitatif et quantitatif) et des perspectives proposées par chaque université.

A compter de 2019, les universités peuvent solliciter une subvention spécifique et supplémentaire au titre du Pacte Régional pour l'Investissement dans les Compétences (PRIC) 2019-2022. Le cas échéant, la nature des projets soumis et le budget prévisionnel devront être identifiés de façon distincte dans le formulaire de demande de subvention en ligne sur la plateforme des aides https://mesdemarches.iledefrance.fr.

Les projets retenus sont soumis à l'approbation de la Commission permanente du Conseil régional qui, le cas échéant, attribue annuellement le financement régional dans la limite des crédits budgétaires disponibles.

L'octroi de la subvention est subordonné à la signature d'une convention entre la Région et le bénéficiaire.

3.3 Modalités de suivi

A l'appui de la demande de versement de solde de la subvention, les universités bénéficiaires de la subvention régionale devront transmettre à la Région, selon une matrice fournie par la Région :

- un bilan qualitatif de l'année universitaire écoulée

- un bilan quantitatif pour chaque DAEU proposé, précisant notamment les effectifs, leur typologie, les taux ou les causes d'abandon, les taux de réussite aux examens, les suites de parcours des diplômés.

Une animation du partenariat est mise en place par la Région à travers un Comité de pilotage annuel et des groupes de travail, selon les besoins, sur des thématiques partagées entre la Région et les universités.

3.4 Modalités d'évaluation

Le soutien à la formation préparatoire au DAEU fera l'objet d'une évaluation, sur la base des éléments d'information transmis dans les bilans quantitatif et qualitatif (taux de réussite, taux

d’abandon, évolution des effectifs, des modalités d’enseignement…). Cette évaluation se fera en lien avec l’évaluation du dispositif d’aide individuelle aux étudiants (suites de parcours, situation professionnelle n+1 ou n+2).

ANNEXE N° 2 : FICHES-PROJETS SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT DAEU 2019-2020

ANNEXE N° 3 : CONVENTION-TYPE FONCTIONNEMENT DAEU

Convention de mise en œuvre du dispositif régional
« Soutien au Diplôme d'Accès aux Etudes Universitaires » (DAEU)
Année Universitaire XXXX-XXXX

Entre

La Région Ile de France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP XX-XXX du XX XXX XXXX,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

(partie à compléter par la structure)
L'organisme dénommé : ……
dont le statut juridique est : ……
N° SIRET : ……..
dont le siège social est situé : ……
ayant pour représentant : ……
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :
Le bénéficiaire a sollicité la participation financière de la Région au titre du dispositif régional de «soutien au Diplôme d'Accès aux Etudes Universitaires » (DAEU), adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CP 2019- XXX du 3 juillet 2019, relative à la promotion de l'égalité des chances et de l'accès à l'enseignement supérieur.

L'attribution d'une subvention par la Région et son versement sont effectués dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP XX-XXX du XX/XX/XXXX, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir **«Sigle_organisme»** pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : «Numéro_de_convention».

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à «TIR»% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à «Budget_total_de_laction_» €, soit un montant maximum de subvention de «TOTAL_SUBV__» €.

Le cas échéant : au titre du PRIC 2019-2022, une subvention spécifique est attribuée à **«Sigle_organisme»**l pour la réalisation de la même opération dont le descriptif figure

dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention «Numéro_de_convention».

Dans cet objectif, la Région Ile-de-France accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à «TIR»% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à «Budget_total_de_l'action_» €, soit un montant maximum de subvention de «TOTAL_SUBV__» €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et TTC est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter **«Nbre_stagiaire_à_recruter»** stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales (https://mesdemarches.iledefrance.fr) selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région, dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc..) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication, du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.
Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

En cas de subvention spécifique au titre du PRIC 2019-20222, les obligations de communication par le Haut-Commissariat et se traduisent comme suit au plan régional :

- Apposition du logo de la Région Ile-de-France, de la Préfecture de la Région, avec la mention « avec le soutien de », sur tous les documents de présentation de leur action ;
- Apposition du label Plan d'investissement dans les compétences, sur tous les documents de présentation de leur action ;
- Information pour validation de la région, préalablement à toute communication publique mettant le projet sélectionné en avant.

ARTICLE 2.5 : INSCRIPTION DANS LA BASE DE DONNEES « DOKELIO » :
L'offre de formation dispensée dans le cadre du présent programme est diffusée sur le site de Défi-métiers (CARIF-OREF francilien)[1].
En conséquence, la structure bénéficiaire a pour obligation de déclarer et de mettre à jour ses données (dates des sessions, objectifs, contenu, pré-requis, etc) sur DOKELIO Ile-de-France (https://dokelio-idf.fr).
Cette obligation a pour objectif d'apporter une meilleure lisibilité à l'action de formation auprès des stagiaires et des prescripteurs. En effet, l'information fiabilisée dans DOKELIO Ile-de-France est destinée à alimenter différents systèmes d'information du service public de l'orientation et de l'emploi dont le site de Défi métiers.
Défi métiers vous accompagne dans la saisie et l'utilisation de DOKELIO Ile-de-France : base-offre@defi-metiers.fr.

ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES
Au sens de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, la structure gestionnaire est responsable du traitement de données afférentes aux auditeurs accueillis.

[1] Centres d'Animation, de Recherche et d'Information sur la Formation **(CARIF)** - Observatoires Régionaux de l'Emploi et de la Formation **(OREF)**

Le non-respect par la structure gestionnaire de cette obligation d'information est sanctionné par la résiliation anticipée de la convention par la Région conformément aux dispositions prévues à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITÉ

- Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement complète, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
- A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITÉS DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention et **dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.**
Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée. La demande de solde doit être accompagnée d'un **bilan qualitatif et quantitatif de l'action subventionnée** selon des modèles transmis par la Région Ile-de-France.

Le cas échéant, les publics concernés par des projets soutenus dans le cadre d'une subvention régionale spécifique attribuée au titre du Pacte régional pour l'investissement dans les compétences (PRIC), signé entre la Région Ile-de-France et l'Etat le 4 avril 2019, devront faire l'objet **d'un bilan et suivi individuel et nominatif** auprès des services de l'Etat.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du

signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est également subordonné à la production des justificatifs de recrutement conformément au nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Ile-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : RÉVISION DU MONTANT SUBVENTIONNÉ

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITÉ DES DÉPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date d'attribution de la subvention, à savoir le XX/XX/XXX [*date de la CP*] et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir XX/XX/XXX [*date de la CP*].
Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut par l'application des règles de caducité de la subvention énoncées à l'article 3.1 de la présente convention.
La période d'exécution de l'action subventionnée est précisée dans la fiche projet.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.
La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.
Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.
La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° XX-XXX.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux.

Le.....

L'organisme

(nom, qualité du signataire
et cachet du bénéficiaire)

Le.....

La Présidente du Conseil Régional d'Ile de France

ANNEXE N° 4 : LISTE COMPLEMENTAIRE BENEFICIAIRES DE L'AIDE INDIVIDUELLE AU DAEU 2018-2019

Liste non diffusable des bénéficiaires de l'aide au passage du DAEU
- Année universitaire 2018-2019 (quatrième liste)

à consulter au Secrétariat Général du Conseil Régional

ANNEXE N° 5 : AVENANT REGION / CROUS DE PARIS / AIDE REGIONALE AU MERITE

AVENANT N°4 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE
ET LE CENTRE REGIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES DE PARIS
RELATIVE A LA GESTION DU DISPOSITIF DE L'AIDE REGIONALE AU MERITE
ANNEE UNIVERSITAIRE 2018-2019

Entre

"La Région Ile-de-France
dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil – 93 400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE,
représentée par sa Présidente, Madame Valerie PECRESSE,

En vertu de la délibération N°CP 2019-XXXX
ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

et

"L'organisme dénommé : Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Paris,
situé au 39 Avenue Georges Bernanos – 75 005 PARIS,
ayant pour représentant : Monsieur Denis LAMBERT, Directeur général
ci-après dénommé « le CROUS de Paris »
d'autre part,

PREAMBULE :

Une convention d'une durée triennale a été signée le 21 novembre 2016 entre la Région Île-de-France et le CROUS de Paris, ayant pour objet la création d'un partenariat entre les deux parties visant à faciliter la mise en place du dispositif de l'aide régionale au mérite (cf. délibérations régionales n° CP16-425 du 16 novembre 2016 et n° CP 2018-567 du 21 novembre 2018).

Dans ce cadre, elle a fixé les conditions et modalités de gestion par le CROUS de Paris du dispositif régional et les montants attribués pour l'année universitaire 2016-2017.

Les avenants n°1 et 2 ont définis les conditions de gestion des aides régionales au mérite pour l'année universitaire 2018-2019.

L'avenant n° 3, signé le 28 novembre 2018, a pour objet de fixer les montants au titre du paiement de l'aide régionale et des frais de gestion pour l'année universitaire 2017-2018 et les modalités de gestion par le CROUS de Paris relatives au suivi et à l'évaluation du dispositif régional de l'aide au mérite au titre de l'année universitaire 2018-2019.

Le présent avenant a pour objet :

- de fixer le montant de l'affectation complémentaire au titre du paiement de l'aide régionale pour l'année universitaire 2018-2019,
- et de compléter le cadre général d'exécution de la convention de partenariat.

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS FINANCIERES

L'article 1 de l'avenant n° 3 est complété comme suit :

« Après une réactualisation des données transmises par le CROUS de Paris, l'effectif estimé pour la l'année universitaire 2018-2019 répartie en trois cohortes :

- Promotion 2016-2017 : 1 373 bénéficiaires
- Promotion 2017-2018 (retardataires) : 13 bénéficiaires
- Promotion 2018-2019 : 2 286 bénéficiaires

Ainsi les coûts prévisionnels au titre du paiement de l'aide régionale pour l'année universitaire 2018-2019 s'élèvent à 3 535 000 €

Un montant de 3 385 000 € a été affecté en novembre 2018 et a fait l'objet de l'avenant n° 3 de la convention de partenariat entre la Région Ile-de-France et le CROUS de Paris.

Une subvention complémentaire de **150 000 euros** est attribuée par la Commission permanente du Conseil régional du 03 juillet 2019, afin de permettre la continuité du paiement de l'aide régionale pour l'année universitaire 2018-2019.

Cette seconde attribution au titre de l'année 2018-2019 fait l'objet du présent avenant. »

ARTICLE 2 : MODALITES DE VERSEMENT DE L'AIDE REGIONALE AU MERITE POUR L'ANNEE 2018-2019

Le point 2 de l'alinéa 2 de l'article 3 de l'avenant n°3 est modifié comme suit :

«- Pour les bénéficiaires de la session 2018-2019 : attribution d'une aide régionale de 1 000 euros par étudiant, versée en deux fois à savoir 700 euros au plus tard le 28 février 2019 puis 300 euros au plus tard le 31 août 2019. »

ARTICLE 3 : AUTRES DISPOSITIONS

Les autres dispositions de la convention et des avenants associés restent inchangées.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de la date de sa signature par les deux parties.

Fait en deux exemplaires originaux à Paris, Le

Pour la Région Ile-de-France Pour le CROUS de Paris

ANNEXE N° 6 : BOURSES MOBILITE IDF - ETUDIANTS / MONTANTS DES SUBVENTIONS ACCORDEES POUR 2019-2020

Dispositif régional "Bourses Mobilité Ile-de-France"
à destination des étudiants Universités, Grands établissements, Ecoles publiques et privées

Dotations aux établissements partenaires pour l'année 2019-2020

Type d'établissement	Etablissements partenaires du dispositif pour 2019-2020	*Rappel dotation accordée en 2018-2019*	Montants des dotations pour l'année 2019-2020
Université	SORBONNE NOUVELLE PARIS 3	*98 250,00€*	**105 625,00€**
Université	SORBONNE UNIVERSITÉ	*308 100,00€*	**315 625,00€**
Université	UNIVERSITÉ CERGY PONTOISE	*136 700,00€*	**136 700,00€**
Université	UNIVERSITE DE MARNE LA VALLEE	*117 150,00€*	**117 150,00€**
Université	UNIVERSITE D'EVRY VAL D'ESSONNE	*97 450,00€*	**97 450,00€**
Université	UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON-SORBONNE	*200 750,00€*	**208 625,00€**
Université	UNIVERSITE PARIS 13	*204 000,00€*	**204 000,00€**
Université	UNIVERSITÉ PARIS 2 PANTHÉON ASSAS	*117 450,00€*	**117 450,00€**
Université	UNIVERSITÉ PARIS 8 VINCENNES À SAINT DENIS	*123 050,00€*	**123 050,00€**
Université	UNIVERSITÉ PARIS DAUPHINE	*70 700,00€*	**75 625,00€**
Université	UNIVERSITE PARIS DESCARTES	*112 000,00€*	**120 625,00€**
Université	UNIVERSITÉ PARIS DIDEROT - PARIS 7	*153 500,00€*	**153 500,00€**
Université	UNIVERSITÉ PARIS EST CRÉTEIL	*213 050,00€*	**230 675,00€**
Université	UNIVERSITÉ PARIS NANTERRE	*206 350,00€*	**223 775,00€**
Université	UNIVERSITE PARIS-SUD	*164 700,00€*	**164 700,00€**
Université	UNIVERSITÉ VERSAILLES SAINT QUENTIN EN YVELINES	*101 550,00€*	**111 225,00€**
Totaux Universités	**16 universités**	*2 424 750,00€*	**2 505 800,00€**
Grand établissement	AGRO PARIS TECH - INSTITUT SCIENCES INDUSTRIES VIVANT ET ENVIRONNEMENT	*15 450,00€*	**15 450,00€**
Grand établissement	CENTRALESUPELEC	*7 700,00€*	**7 700,00€**
Grand établissement	ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES - EHESS	*5 250,00€*	**5 250,00€**
Grand établissement	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES ARTS ET METIERS	*11 350,00€*	**11 350,00€**
Grand établissement	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES MINES DE PARIS	*5 250,00€*	**5 250,00€**
Grand établissement	ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE DE PARIS (ENS)	*16 650,00€*	**16 650,00€**
Grand établissement	ECOLE NORMALE SUPÉRIEURE PARIS-SACLAY (CACHAN)	*17 850,00€*	**18 850,00€**
Grand établissement	ECOLE POLYTECHNIQUE	*10 150,00€*	**10 150,00€**
Grand établissement	ECOLE PRATIQUE DES HAUTES ETUDES - EPHE	*4 350,00€*	**5 000,00€**
Grand établissement	FONDATION NATIONALE SCIENCES POLITIQUES	*67 850,00€*	**67 850,00€**
Grand établissement	INALCO - INSTITUT NATIONAL DES LANGUES ET CIVILISATIONS ORIENTALES	*36 100,00€*	**36 100,00€**
Grand établissement	INSTITUT MINES-TÉLÉCOM BUSINESS SCHOOL	*6 100,00€*	**7 600,00€**
Grand établissement	MNHN MUSEUM NATIONAL D HISTOIRE NATURELLE	*7 700,00€*	**7 700,00€**
Grand établissement	TELECOM PARISTECH	*Néant*	**5 000,00€**
Grand établissement	TELECOM SUDPARIS / INSTITUT MINES-TELECOM	*6 900,00€*	**6 900,00€**
Totaux Grands établissements	**15 grands établissements**	*218 650,00€*	**226 800,00€**
Ecole publique	ECOLE DU LOUVRE	*7 700,00€*	**9 700,00€**
Ecole publique	ECOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSEES - ENPC	*4 350,00€*	**5 000,00€**
Ecole publique	ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE MARNE LA VALLÉE	*3 500,00€*	**5 000,00€**
Ecole publique	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE PARIS BELLEVILLE	*10 150,00€*	**10 150,00€**
Ecole publique	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE PARIS LA VILLETTE	*14 200,00€*	**14 200,00€**
Ecole publique	ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE VERSAILLES	*12 550,00€*	**11 950,00€**
Ecole publique	ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE PARIS VAL DE SEINE	*14 200,00€*	**14 200,00€**
Ecole publique	ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE PARIS-MALAQUAIS	*6 100,00€*	**6 100,00€**
Ecole publique	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ART DE CERGY	*4 350,00€*	**5 000,00€**
Ecole publique	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE CHIMIE DE PARIS	*4 350,00€*	**5 000,00€**
Ecole publique	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE PAYSAGER DU ROY	*10 150,00€*	**10 150,00€**
Ecole publique	ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DE TECHNIQUES AVANCÉES - ENSTA	*7 700,00€*	**7 700,00€**
Ecole publique	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES ARTS DECORATIFS - ENSAD	*3 500,00€*	**5 000,00€**
Ecole publique	ENS LOUIS LUMIERE	*4 350,00€*	**5 000,00€**

Ecole publique	ENSAE PARISTECH, CREST, ENSAE-ENSAI (GENES)	*4 350,00€*	**5 000,00€**
Ecole publique	ENSBA ECOLE NATIONALE SUPERIEURE BEAUX ARTS	*7 700,00€*	**7 700,00€**
Ecole publique	ENSCI ECOLE NAT SUPER CREATION INDUSTRIELLE	*7 700,00€*	**7 700,00€**
Ecole publique	ENSEA ECOLE NAT SUP ELECTRONIQUE APPLICATION	*14 200,00€*	**14 200,00€**
Ecole publique	ENSIIE ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'INFORMATIQUE POUR L'INDUSTRIE ET L'ENTREPRISE	*7 700,00€*	**7 700,00€**
Ecole publique	ENVA - ECOLE NATIONALE VETERINAIRE D'ALFORT	*7 700,00€*	**8 700,00€**
Ecole publique	ESCP EUROPE	*4 350,00€*	**5 000,00€**
Ecole publique	ESIEE - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG	*7 700,00€*	**7 700,00€**
Ecole publique	FERRANDI PARIS	*4 350,00€*	**5 000,00€**
Ecole publique	FONDATION EPF	*4 350,00€*	**5 000,00€**
Ecole publique	IGN INSTITUT NATIONAL DE L INFORMATION GEOGRAPHIQUE ET FORESTIERE	*4 350,00€*	**5 000,00€**
Ecole publique	INA INST NAL AUDIOVISUEL IMAGINA INAMEDIA	*4 350,00€*	**2 700,00€**
Ecole publique	INSTITUT NATIONAL DU PATRIMOINE	*6 900,00€*	**6 900,00€**
Ecole publique	ISMP INST SUP MECA PARIS	*11 350,00€*	**11 350,00€**
Ecole publique	LT ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES ARTS APPLIQUES ET DES METIERS D'ARTS	*6 100,00€*	**6 100,00€**
Ecole publique	LYCEE DES METIERS BOULLE ESAA	*10 150,00€*	**10 150,00€**
Ecole publique	LYCEE TECHNOLOGIQUE ESTIENNE ESAIG	*4 350,00€*	**5 000,00€**
Ecole publique	PÔLE SUPÉRIEUR D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PARIS - BOULOGNE-BILLANCOURT (PSPBB)	*4 350,00€*	**5 000,00€**
Ecole publique	REGIE EIVP ECOLE DES INGENIEURS DE LA VILLE DE PARIS	*4 350,00€*	**5 000,00€**
Ecole publique	REGIE ESPCI ECOLE SUP PHYSIQUE CHIMIE INDUST	*6 100,00€*	**6 100,00€**
Ecole publique NOUVEAU	CONSERVATOIRE NATIONAL SUPÉRIEUR D'ART DRAMATIQUE	*Néant*	**5 000,00€**
Totaux Ecoles publiques	**35 écoles publiques**	*239 600,00€*	**256 150,00€**
Ecole privée	AGILEPS	*4 350,00€*	**5 000,00€**
Ecole privée	ASS EUROPEAN BUSINESS SCHOOL	*3 500,00€*	**5 000,00€**
Ecole privée	ASS GESTION ECOLE CENTR ELECTRONIQ	*4 350,00€*	**5 000,00€**
Ecole privée	ASSO E.P.I.T.A "ECOLE POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNIQUES AVANCEES"	*4 350,00€*	**5 000,00€**
Ecole privée	ASSOCIATION ECOLE SPECIALISEE TRAVAUX PUBLICS BATIMENT INDUSTRIE	*9 700,00€*	**9 700,00€**
Ecole privée	ASSOCIATION LEONARD DE VINCI	*4 350,00€*	**5 000,00€**
Ecole privée	ASSOCIATION NOUVELLE EDC	*3 500,00€*	**5 000,00€**
Ecole privée	CESI	*4 350,00€*	**5 000,00€**
Ecole privée	ECOLE SUPÉRIEURE D'INGÉNIEURS DES TRAVAUX DE LA CONSTRUCTION DE PARIS - ESITC	*4 350,00€*	**5 000,00€**
Ecole privée	EFREI PARIS	*5 600,00€*	**5 600,00€**
Ecole privée	EISTI ECOLE INT SCIENCE TRAITEMENT INFORMATION	*4 350,00€*	**5 000,00€**
Ecole privée	ESIEA ECOLE SUP INFORMATIQUE ELECTRON AUTOMAT	*4 350,00€*	**5 000,00€**
Ecole privée	ESTACA	*5 650,00€*	**5 650,00€**
Ecole privée	ICAM PARIS SENART	*3 500,00€*	**5 000,00€**
Ecole privée	INSEEC INST ETUDE ECONOMIQUES COMMERCIALES	*4 350,00€*	**5 000,00€**
Ecole privée	INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS	*4 350,00€*	**5 000,00€**
Ecole privée	IPAG INST PREP ADM GESTION ENTREPRISES	*4 350,00€*	**5 000,00€**
Ecole privée	IPSA INSTITUT POLYTECHNIQUE DES SCIENCES AVANCEES	*4 350,00€*	**5 000,00€**
Ecole privée	ISEP ASSOCIATION ISEP EDOUARD BRANLY	*4 350,00€*	**5 000,00€**
Ecole privée	ISIT - INSTITUT DE MANAGEMENT ET DE COMMUNICATION INTERCULTURELS	*4 350,00€*	**5 000,00€**
Ecole privée	SKEMA BUSINESS SCHOOL	*4 350,00€*	**5 000,00€**
Ecole privée NOUVEAU	3IS SUP - INSTITUT INTERNATIONAL DE L'IMAGE ET DU SON	*Néant*	**5 000,00€**
Ecole privée NOUVEAU	EBI - ECOLE DE BIOLOGIE INDUSTRIELLE	*Néant*	**5 000,00€**
Ecole privée NOUVEAU	INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION	*Néant*	**5 000,00€**
Ecole privée NOUVEAU	ASS ENSEIGNEMENT SUPERIEUR COMMERCIAL (EM Lyon)	*Néant*	**5 000,00€**
Totaux Ecoles privées	**25 écoles privées**	*96 700,00€*	**130 950,00€**
	TOTAUX	***2 979 700,00 €***	**3 119 700,00 €**

ANNEXE N° 7 : CONVENTION-TYPE BOURSES MOBILITE IDF - ETUDIANTS / ANNEE 2019-2020

CONVENTION ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET L'ETABLISSEMENT « «Tiers» RELATIVE A L'AIDE REGIONALE A LA MOBILITE INTERNATIONALE DES ETUDIANTS « BOURSE MOBILITE IDF »

CONVENTION N° «Dossier__Code» ANNEE UNIVERSITAIRE 2019-2020

La Région Ile de France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil – 93 400 SAINT-OUEN, représentée par sa Présidente, Madame Valerie PECRESSE,

En vertu de la délibération N° «CP_n» du «Date_Délib»,

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'organisme dénommé : «Tiers»

dont le statut juridique est : «Etablissement__Statut»

dont le n° SIRET est : «Code_SIRET»

dont le siège social est situé au : «Adresse_administrative__Adresse_complèt»

ayant pour représentant, «Représentant_légal__Genre» «Représentant_légal__Prénom» «Représentant_légal__Nom», «Représentant_légal__Qualité»

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Bourse Mobilité IDF » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 72-10 du 18 novembre 2010 (référence dossier n°«Dossier__Code»).

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, ainsi que des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier et prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les conditions et modalités de gestion par l'établissement de la subvention accordée par délibération *CP «CP_n» du* «Date_Délib» au bénéficiaire dans le cadre du dispositif régional « **Bourse Mobilité IDF** » pour l'année universitaire 2019-2020.

Dans cet objectif, la Région accorde au bénéficiaire une subvention dont le montant prévisionnel maximum s'élève à **«Montant_subvention_voté»** **€** correspondant à 100% de la dépense subventionnable.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE RELATIVES AU DISPOSITIF REGIONAL

Art 2.1 : Obligations liées à l'information sur le dispositif

Le bénéficiaire doit respecter les conditions générales du dispositif précisées ci-après.

Le bénéficiaire doit assurer à tous ses étudiants une information complète et transparente sur la nature et les objectifs du programme régional « Bourse Mobilité IDF » mis en œuvre par le financement de la Région. Il leur garantit un égal accès à l'aide en s'appuyant notamment sur les supports spécifiques d'information mis en place par la Région : documents ressources, affiches et flyers.

Le bénéficiaire précise que le dispositif régional constitue une aide et non un droit, ouvert à tout étudiant remplissant les critères d'éligibilité : critères de ressources et de séjour de formation à l'étranger (nature, durée et destination).

Le bénéficiaire s'engage à désigner une personne référente pour l'exécution de la présente convention, qui sera identifiée comme l'interlocutrice privilégiée des étudiants boursiers et des services de la Région. Si cette personne n'est plus en mesure d'accomplir sa mission, le bénéficiaire doit en aviser immédiatement son correspondant à la Région. Obligation lui est faite de désigner alors un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres sans délai.

Art 2.2 : Conditions d'éligibilité des étudiants

Art 2.2.1 : Critère social applicable à la candidature

Le niveau de ressources de l'étudiant est évalué sur la base du dernier avis d'imposition sur le revenu, personnel ou des parents ou tuteurs s'il leur demeure fiscalement rattaché.

En cas d'indépendance fiscale déclarée, la situation de l'étudiant est appréciée sur production d'une quittance justifiant d'un domicile distinct du foyer familial et justification de ressources personnelles correspondant au minimum à 50% du SMIC brut annuel (hors pension alimentaire). Si ces deux conditions cumulatives ne sont pas réunies, seul l'avis d'imposition des parents ou tuteurs sera pris en compte.

Dans l'impossibilité de fournir l'ensemble des pièces demandées, l'étudiant sera considéré comme dépendant financièrement de ses parents ou tuteurs et devra fournir les pièces requises.

En cas d'événement exceptionnel survenu entre l'avis d'imposition attendu et la date de dépôt de la candidature, entraînant une diminution durable et notable de ses ressources, l'étudiant pourra demander sa prise en compte sous réserve de produire des éléments justifiant à la fois du changement et permettant un calcul de la perte de ressources correspondantes.

Sur la base de ces informations, sont déclarées éligibles les candidatures d'étudiant justifiant d'une non-imposition ou dont le quotient familial, résultant de la division du revenu brut global par le nombre de parts, est inférieur à 19.190 euros.

Art 2.2.2 : Niveau d'étude du candidat

Le candidat doit être inscrit dans une formation initiale, hors apprentissage, alternance et année de césure :

- dès la première année de préparation au diplôme universitaire de technologie,
- à partir du niveau Licence jusqu'à Master (y compris les seconds cycles d'études médicales) selon la terminologie du schéma européen des diplômes.

Les étudiants inscrits dans les formations sanitaires et sociales financées par la Région au titre de sa compétence sont éligibles au dispositif « Bourses Mobilité IDF », à partir du moment où ils sont également inscrits dans une université.

Sont exclus du dispositif régional « Bourses Mobilité IDF » les étudiants inscrits en doctorat et les étudiants inscrits en section de techniciens supérieurs (STS) qui peuvent par ailleurs bénéficier d'un autre dispositif régional d'aide à la mobilité internationale.

Art 2.2.3 : Séjours de mobilité concernés

La période de formation effective à l'étranger doit être d'une durée minimale d'un mois. Il peut s'agir d'un séjour d'études ou d'un stage.

Elle doit être réalisée dans le cadre d'un accord inter-établissements (partenariat d'échange entre établissements d'enseignement, convention de stage avec un organisme public ou privé), quelle qu'en soit la destination à l'étranger à l'exception des collectivités locales d'outre-mer. En revanche, un étudiant ne pourra pas bénéficier de l'aide régionale s'il part en mobilité dans un lieu de formation rattaché à son établissement francilien (de campus à campus).

La durée du séjour est déterminée en fonction des dates effectives de début et de fin de formation, attestées dans l'accord de partenariat signé avec l'établissement d'accueil ou dans la convention de stage fournis par l'étudiant à l'appui de sa candidature.

Art 2.3 : Montant de l'aide à l'étudiant

L'étudiant éligible peut bénéficier d'un accompagnement compris entre 250 et 450 euros par mois de formation à l'étranger dans la limite de 10 mois sur une même année universitaire.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS RELATIVES AUX DONNEES TRANSMISES A LA REGION ILE-DE-FRANCE

Art. 3.1 : Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le ***sous-traitant*** **(=bénéficiaire)** s'engage à effectuer pour le compte du ***responsable de traitement*** **(=Région)** les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « ***le règlement européen sur la protection des données*** ») .

Art. 3.2 : Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le service décrit dans l'extrait de la fiche de registre ci-après.

La nature des opérations réalisées sur les données est :
☒ Collecte de données
☒ Conservation de données
☒ Communication de données (transmission ou toute autre forme de mise à disposition)
☒ Destruction de données

Les finalités du traitement sont l'instruction, l'attribution et le versement d'aides régionales à la mobilité internationale « Bourses Mobilité IDF ».

Les données à caractère personnel traitées sont :
☒ Etat civil, identité: nom, prénom, adresses postale et électronique
☒ Vie personnelle (diplômes…) : domaine, niveau d'études, diplôme visé, pays de mobilité, nature du séjour (stage ou études), dates de début et de fin de formation à l'étranger
☒ Informations d'ordre économique et financier (situation fiscale…) : quotient familial, montant de l'aide versée

Les catégories de personnes concernées sont des étudiants.

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires suivantes : maquette-type sous format EXCEL pour la remontée des données communiquées.

Art. 3.3 : Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement

Le sous-traitant s'engage à :

1. traiter les données **uniquement pour les seules finalités** qui font l'objet de la sous-traitance

2. traiter les données **conformément aux instructions documentées** du responsable de traitement

2.1 *Devoir de conseil :*

Au titre de son devoir de conseil, si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le responsable de traitement.

2.2 *Devoir d'information :*

Au titre de son devoir d'information, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

3. garantir la **confidentialité, l'intégrité et la disponibilité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat et pouvoir retracer l'accès à ces données

4. veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent contrat:

- s'engagent à respecter la **confidentialité** ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
- reçoivent l'i**nformation** et la **formation** nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**

6. Sous-traitance

Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « ***le sous-traitant ultérieur*** ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai maximum de 21 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations relatives à la protection des données pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

7. Droit d'information des personnes concernées

Le sous-traitant, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le responsable de traitement avant la collecte de données.

8. Exercice des droits des personnes

Dans toute la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le sous-traitant doit répondre, au nom et pour le compte du responsable de traitement et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat.

Le sous-traitant informe systématiquement et dans les meilleurs délais le responsable de traitement des demandes et des réponses effectuées dans ce cadre.

9. Notification des violations de données à caractère personnel

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et si possible, 24 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant par mail à l'adresse suivante : alertergpd@iledefrance.fr . Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

10. Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.
Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

11. Mesures de sécurité

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité nécessaires à la protection des données concernées par la présente convention, dans le respect du règlement mentionné à l'article 3.1.

12. Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s'engage à :

- détruire toutes les données à caractère personnel
- ou à renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement
- ou à renvoyer les données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction selon la procédure indiquée par le service des archives.

13. Délégué à la protection des données

Le sous-traitant communique au responsable de traitement **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données

14. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;

- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
    - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
    - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
    - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
    - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

15. Documentation

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la **documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Art. 3.4 : Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant

Le responsable de traitement s'engage à :

1. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant

2. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant

3. superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- En application de l'article 3.1, fournir des éléments de suivi et de bilan de mise en œuvre du dispositif sur l'année universitaire.

Conformément aux modèles transmis par la Région au moment de la notification de subvention et signature de la convention, l'établissement doit obligatoirement transmettre :

- les coordonnées des étudiants bénéficiaires dès la décision d'attribution des aides arrêtée,
- un rapport d'activité au moment du solde,
- un bilan financier des aides attribuées aux étudiants (précisant la destination, la durée du séjour, le montant de l'aide attribuée…) au moment du solde.

IMPORTANT : Les coordonnées des étudiants bénéficiaires de l'aide régionale, le rapport d'activité ainsi que le bilan financier ci-dessus mentionnés doivent obligatoirement être également transmis par mail au Service Vie étudiante de la Région, dans des formats exploitables (Word ou Excel).

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Art. 5.1 : Communication liée au dispositif régional « Bourses Mobilité – Ile-de-France »

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Art. 5.2 : Notification aux étudiants bénéficiaires de l'aide régionale

Le bénéficiaire est responsable de l'information des étudiants sur la décision d'attribution de l'aide régionale et doit clairement faire apparaitre dans sa lettre de notification le soutien de la Région Ile-de-France (apposition du logo de la Région).

Art. 5.3 : Contribution aux Trophées des étudiants-ambassadeurs de l'Ile-de-France

La Région a initié en 2018 un nouveau dispositif sous la forme d'un concours : « les Trophées des étudiants-ambassadeurs de l'Ile-de-France ». Ce réseau est constitué d'étudiants franciliens partant pour un séjour de mobilité à l'international, dont les étudiants bénéficiaires de l'aide régionale « Bourse Mobilité Ile-de-France ».

L'établissement partenaire s'engage à diffuser les informations transmises par la Région sur ce concours auprès de leurs étudiants correspondant au public-cible, et à communiquer les coordonnées de ces étudiants aux services de la Région (Service Vie étudiante) en vue de les tenir informés du prochain concours qui sera lancé pour l'année 2019-2020.

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Art. 6.1 : Caducité

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de 1 an mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Art. 6.2 : Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes, sur demande du représentant habilité du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

Art 6.2.1 : Versement d'avances

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.
Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 80% du montant de la subvention.

Art 6.2.2 : Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention. Chaque versement de subvention est effectué sur demande de l'organisme. La demande précise notamment, pour chaque bénéficiaire, les références, dates et montants des actes payés au titre de l'opération.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

Art 6.2.3 : Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.
Pour les personnes morales de droit public ou privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire et du cachet de l'organisme. Il doit comporter en outre la signature, le nom, la qualité et le cachet de l'agent comptable (comptable public, expert-comptable ou commissaire aux comptes si l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, ou, à défaut, trésorier de l'organisme subventionné). Ce dernier certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire et de l'agent comptable. un bilan financier daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire et du cachet de l'organisme ainsi que des signature, nom, qualité et cachet de l'agent comptable.
- un rapport d'activités daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire et du cachet de l'organisme.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

Art. 6.3 : Révision du montant subventionné

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Art. 6.4 : Éligibilité des séjours

Sont éligibles les séjours en mobilité internationale dont les départs sont compris entre le 1er juillet N et le 30 juin N+1, à compter de l'année universitaire soutenue.

ARTICLE 7 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La convention prend effet à compter de la date d'attribution de la subvention par la Commission permanente du Conseil régional. Elle prend fin lors du versement du solde ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 6.1 de la présente convention.

ARTICLE 8 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en

tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 9 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

Pour l'établissement,

«Tiers»
«Représentant_légal__Qualité»,

«Représentant_légal__Prénom»
«Représentant_légal__Nom»

Le

Pour la Région Ile-de-France,

La Présidente du Conseil Régional

Valérie PECRESSE

ANNEXE N° 8 : FICHE-PROJET PROGRAMME MA1SON - ARTICLE 1

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-299

DOSSIER N° 19005830 - PARTICIPATION AU PROGRAMME MA1SON EN ILE-DE-FRANCE POUR LA REUSSITE ET L'ENGAGEMENT DES ETUDIANTS

Dispositif : Subvention spécifique enseignement supérieur et recherche (fonctionnement) (n° 00001162)
Imputation budgétaire : 932-23-6574-123009-1800
Action : 12300903- Orientation et formations supérieures

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique enseignement supérieur et recherche (fonctionnement)	258 876,00 € TTC	38,63 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARTICLE 1
Adresse administrative : 29 BOULEVARD BOURDON
75004 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BENJAMIN BLAVIER, DELEGUE GENERAL

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2019 - 30 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Article 1 et la Région ont souhaité dans le cadre du SRESRI étendre une expérimentation initiée par l'association.

Article 1 a mené une expérimentation au sein de quelques résidences sociales étudiantes à travers son programme de formation et d'animation de communautés d'apprentissage : le programme MA1SON. L'objectif est d'apporter aux étudiants issus de milieux populaires (boursiers entre 18 et 25 ans) un accès privilégié à un logement social et le transformer en espace de socialisation, d'apprentissage et d'engagement destiné à favoriser leur responsabilité citoyenne, leur réussite et leur insertion professionnelle. Pour ce faire, Article 1 a choisi de faire de la résidence sociale étudiante un lieu stratégique au sein des quartiers où elle est implantée, en encourageant les étudiants à monter des projets solidaires, à destination des habitants de la résidence et des habitants du quartier. De cette manière, elle agit sur la socialisation étudiante, elle ancre la résidence dans le quartier et permet aux étudiants de devenir des acteurs du développement local tout en favorisant l'acquisition de compétences transverses.

Elle aborde en 2019 une logique d'essaimage afin de consolider une proposition de valeur forte pour les acteurs des territoires, tisser un écosystème partenarial dynamique entre jeunes, bailleurs sociaux, établissements supérieurs et entreprises.

Le soutien régional porte sur les 3 axes suivants :

- Assurer le déploiement du programme au sein de 5 résidences à la rentrée 2019 : la résidence historique de Porte de Vanves (Crous de Paris) et la résidence Alice Guy (Hénéo) / 60 étudiants, la résidence Montesquieu sur la Cité Descartes (40 étudiants), la résidence Camille Sée à Saint-Denis et la résidence Oméga sur le Campus Condorcet à Aubervilliers (70 étudiants).
- Modéliser l'essaimage pour définir les modalités de transfert de connaissances et de compétences et concevoir l'ingénierie pédagogique d'accompagnement des porteurs de projets et des Volontaires en service civique
- Engager des partenariats stratégiques avec de nouveaux acteurs de l'enseignement supérieur, du logement et de la vie étudiante, notamment sur les campus de Cergy-Pontoise et de Saclay.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- YVELINES
- SEINE SAINT DENIS
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	3 500,00	1,35%
Achats non stockés de matières et fournitures	14 150,00	5,47%
Organisation de deux séminaires d'intégration des étudiants : transport, hébergement, locations…	34 100,00	13,17%
charges de personnel	207 126,00	80,01%
Total	258 876,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Agence nationale pour la recherche	38 501,00	14,87%
COVIVIO	50 000,00	19,31%
Fondation HSBC	15 000,00	5,79%
ARPEJ	25 375,00	9,80%
Mécénat (Icade, France Media Monde)	20 000,00	7,73%
Fonds propres	10 000,00	3,86%
Subvention Région (sollicitée)	100 000,00	38,63%
Total	258 876,00	100,00%

ANNEXE N° 9 : CONVENTION - SUBVENTION PROGRAMME MA1SON - ARTICLE 1

Pôle TRESOR
Direction de l'Enseignement Supérieur et de l'Orientation
Service Vie Etudiante

Convention de mise en œuvre du projet « PARTICIPATION AU PROGRAMME MA1SON EN ILE-DE-FRANCE POUR LA REUSSITE ET L'ENGAGEMENT DES ETUDIANTS»

CONVENTION N° 19005830

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2019-299 du 3 juillet 2019,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : ARTICLE 1
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 499 381 812 00050
dont le siège social est situé au : 29 BOULEVARD BOURDON - 75004 PARIS
ayant pour représentant Monsieur Benjamin BLAVIER, Co-Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre d'une subvention de fonctionnement spécifique enseignement supérieur et recherche.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2019- 299 du 3 juillet 2019, la Région Île-de-France a décidé de soutenir ARTICLE 1 pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : " PARTICIPATION AU PROGRAMME MA1SON EN ILE-DE-FRANCE POUR LA REUSSITE ET L'ENGAGEMENT DES ETUDIANTS ».

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 38,63 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 258 876 €, soit un montant maximum de subvention de 100 000,00 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit ces offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales (https://mesdemarches.iledefrance.fr/) selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 80% du montant de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un rapport d'activités du projet subventionné,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- 2 justificatifs de recrutement conformément au nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 3 juillet 2019 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 3 juillet 2019.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP2018- XXX du 3 juillet 2019.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
ARTICLE 1
Monsieur Benjamin BLAVIER, Co-Président

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc146060-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-275

DU 3 JUILLET 2019

BOUCLIER DE SÉCURITÉ : 3ÈME AFFECTATION POUR L'ANNÉE 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;
VU Le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.613-13 ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente, telle que modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative à la modification des délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;
VU La délibération n° CR 10-16 du 22 janvier 2016 relative à la mise en place du bouclier de sécurité en Ile-de-France ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CP 16-132 du 18 mai 2016 relative à la mise en oeuvre du bouclier de sécurité, et adoptant les règlements d'intervention régionaux « Soutien à l'équipement en vidéoprotection » et « Soutien à l'équipement des polices municipales » ;
VU La délibération n° CP 16-572 du 16 novembre 2016 adoptant la convention-type relative à l'équipement en vidéoprotection et affectant des crédits à ce titre ;
VU La délibération n° CP 16-551 du 16 novembre 2016 relative au bouclier de sécurité modifiant le règlement d'intervention régional « Soutien à l'équipement des polices municipales » ;
VU La délibération n° CP 2017-608 du 22 novembre 2017 relative au bouclier de sécurité modifiant le règlement d'intervention régional « Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics », (anciennement Soutien à l'équipement des polices municipales) et adoptant la convention type relative à ce dispositif ;
VU La délibération n° CP2019-125 du 19 mars 2019 relative au bouclier de sécurité : 3ème affectation pour l'année 2019
VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de la sécurité ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-275 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien à l'équipement en vidéoprotection », au financement des projets d'équipement détaillés dans les fiches projets en annexe 1 à la

présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 052 678 €**.

Subordonne le versement des subventions à la signature, avec les collectivités territoriales bénéficiaires, de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 16-572 du 16 novembre 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 052 678 €**, disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » du code fonctionnel 57 « Sécurité » du programme HP 57-001 (157001) « Bouclier de sécurité », action 15700103 « Soutien à l'équipement en vidéoprotection » du budget 2019.

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics », au financement d'équipements détaillés dans les fiches projets en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **421 017 €**.

Subordonne le versement des subventions à la signature, avec les collectivités territoriales bénéficiaires, de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2017-608 du 22 novembre 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **421 017 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » du code fonctionnel 57 « Sécurité » du programme HP 57-001 (157001) « Bouclier de sécurité », action 15700104 « Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics » du budget 2019.

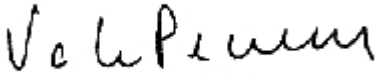
Article 3 :

Modifie, suite à une erreur matérielle, la fiche projet n°EX043174 (Commune de Marolles-en-Brie) adoptée par délibération n° CP2019-125 du 19 mars 2019, conformément à l'annexe 2 de la présente délibération.

Article 4 :

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe 1 à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : FICHES PROJETS

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-275

DOSSIER N° EX045007 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE BREUILLET

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	6 060,00 € HT	30,00 %	1 818,00 €
	Montant total de la subvention		1 818,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BREUILLET
Adresse administrative : 42 GRANDE RUE
91650 BREUILLET
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bernard SPROTTI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune de Breuillet

Dates prévisionnelles : 1 juin 2019 - 30 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
L'implantation d'une nouvelle caméra s'inscrit dans un projet de couverture des entrées et sorties de commune. Il s'agit de pouvoir être en mesure de visualiser les plaques d'immatriculation des véhicules qui pénètrent dans la commune ou la quittent. Cet outil supplémentaire validé par le référent sûreté de la Gendarmerie, permettra aux forces de sécurité de l'Etat de pouvoir connaitre le cheminement des auteurs de délits, doublée par une autre caméra qui fonctionnera à 360°.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention s'établit à 30% des dépenses éligibles.

Localisation géographique :

- BREUILLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'une caméra	5 451,00	89,95%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	609,00	10,05%
Total	6 060,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	1 818,00	30,00%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	3 030,00	50,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	1 212,00	20,00%
Total	6 060,00	100,00%

DOSSIER N° EX045091 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE PIERREFITTE SUR SEINE

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	597 792,00 € HT	12,80 %	76 500,00 €
		Montant total de la subvention	76 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PIERREFITTE SUR SEINE
Adresse administrative : 2 PLACE DE LA LIBERATION
93380 PIERREFITTE-SUR-SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Michel FOURCADE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune de Pierrefitte-sur-Seine

Dates prévisionnelles : 18 mars 2019 - 1 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La ville de Pierrefitte-sur-Seine étend son système de vidéoprotection sur les secteurs du quartier des Poètes, la gare et aux abords immédiats du parc de la République afin de prévenir les atteintes à la sécurité des personnes et des biens. Ces lieux sont particulièrement exposés à des risques d'agressions, de vols et trafic divers. Les actes liés à une délinquance routière doivent également être endigués.
L'extension porte sur 17 caméras.
Le Centre de Supervision Urbain est réaménagé en conséquence. Le mur d'image est agrandi (2 écrans supplémentaires) et la capacité d'enregistrement des serveurs est augmentée.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention

est de 30%.
Le coût de revient à la caméra a été fixé à 15 000€ HT/unité maximum, soit une subvention maximum de 76 500€ pour 17 caméras, représentant 30% de 255 000€.

Localisation géographique :

- PIERREFITTE-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (17 caméras)	270 236,00	45,21%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	327 556,00	54,79%
Total	597 792,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	76 500,00	12,80%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	239 117,00	40,00%
Autofinancement communal ATT	282 175,00	47,20%
Total	597 792,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-275

DOSSIER N° EX045112 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - MAIRIE DE GARCHES

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	400 000,00 € HT	29,25 %	117 000,00 €
		Montant total de la subvention	117 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GARCHES
Adresse administrative : 2 AV DU MAL LECLERC
92380 GARCHES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame JEANNE B CART, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune de Garches

Dates prévisionnelles : 17 avril 2019 - 31 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Le système actuel de vidéoprotection de la commune de Garches dénombre 33 caméras (autorisées depuis décembre 2017).
Il s'agit d'éteindre le dispositif à l'aide de 26 nouvelles caméras afin :
- d'apporter un supplément de sécurité aux personnes,
- de lutter contre les atteintes aux biens,
- de protéger les bâtiments publics,
- de réguler le trafic routier,
- de prévenir les actes terroristes,
- de signaler le trafic de stupéfiant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention

est de 30%.
Le coût de revient à la caméra a été fixé à 15 000€ HT/unité maximum, soit une subvention maximum de 117 000€ pour 26 caméras, représentant 30% de 390 000€.

Localisation géographique :

- GARCHES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (26 caméras, liaisons data, génie civil, alimentations électriques, transmissions hertziennes, ...)	264 500,00	66,13%
Travaux (fibre optique, branchements, aiguillage, ...)	135 500,00	33,88%
Total	400 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	117 000,00	29,25%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	80 000,00	20,00%
Autofinancement communal ATT	146 086,00	36,52%
Subvention Département (sollicitée)	56 914,00	14,23%
Total	400 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX045119 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNAUTE COM VALLEE OISE TROIS FORETS MAIRIE DE PRESLES

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	2 722 338,00 € HT	30,00 %	816 701,00 €
	Montant total de la subvention		816 701,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE COM VALLEE OISE TROIS FORETS MAIRIE DE PRESLES
Adresse administrative : 78 AVENUE PIERRE BROSSOLETTE 95590 PRESLES
Statut Juridique : Communauté de Communes
Représentant : Madame ISABELLE GUILLAUME, Directeur général des services

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la communauté de communes Vallée de l'Oise et des Trois forêts

Dates prévisionnelles : 23 avril 2019 - 1 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Souhaitant améliorer la sécurité des personnes et des biens, répondre davantage aux demandes sociales de prévention ou de sécurité et de lutter contre le sentiment d'insécurité, la CCVO3F a décidé de mettre en place un dispositif de vidéo protection urbaine sur l'ensemble de son territoire (223 caméras). Au travers de cette démarche effectuée en partenariat avec les communes, les forces de l'ordre locales et nationales, un bureau d'études techniques et le département du Val d'Oise par le biais de son réseau d'initiative publique. La CCVO3F entend ainsi lutter plus efficacement contre certaines formes de délinquance touchant directement la population et sécuriser l'ensemble des espaces publics particulièrement exposés à de tels actes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.

Localisation géographique :

- L'ISLE-ADAM

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (223 caméras)	319 000,00	11,72%
Logiciels	111 000,00	4,08%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	2 250 138,00	82,65%
Ecrans de contrôle	42 200,00	1,55%
Total	2 722 338,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	816 701,00	30,00%
Autofinancement communal ATT	1 513 026,00	55,58%
Subvention Commune (Méry-sur-Oise et l'Isle Adam) ATT	109 615,00	4,03%
Subvention Département (sollicitée)	282 996,00	10,40%
Total	2 722 338,00	100,00%

DOSSIER N° EX045127 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE NOISY SUR OISE

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	116 170,00 € HT	35,00 %	40 659,00 €
	Montant total de la subvention		40 659,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NOISY SUR OISE
Adresse administrative : 9 RUE JULES FERRY
95270 NOISY-SUR-OISE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Catherine BORGNE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune de Noisy-sur-Oise

Dates prévisionnelles : 2 mai 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Installation d'un système de vidéoprotection avec 10 caméras :
Seule commune non encore équipée d'un système de vidéprotection dans son environnement proche, Noisy-sur-Oise, commune rurale sans police municipale et avec un nombre restreint d'agents municipaux, subit sur les espaces publics de son territoire des phénomènes de délinquance.
Il convient donc de pouvoir sécuriser les abords des sites sensibles, parfois éloignés du centre du village, et particulièrement exposés à de tels actes : l'église (dégradations sous le porche), l'école (phénomènes d'intrusion), le lavoir (tags et graffitis), le secteur des berges de l'Oise (tapage nocturne et dépôts sauvages), le bâtiment technique (tapage, graffitis et dépôts sauvages).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant de la première installation d'un équipement de vidéoprotection hors ZSP, le taux maximum

d'intervention est de 35%.

Localisation géographique :

- NOISY-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de 10 caméras	25 436,00	21,90%
Logiciels	5 170,00	4,45%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	76 184,00	65,58%
Ecrans de contrôle	9 380,00	8,07%
Total	116 170,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	40 659,00	35,00%
Autofinancement communal (attribué)	23 954,75	20,62%
Subvention Département (attribuée)	20 700,00	17,82%
Dotation Equipement Territoires Ruraux (attribuée)	30 856,25	26,56%
Total	116 170,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-275

DOSSIER N° EX044816 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE FONTENAY LE VICOMTE

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	10 334,00 € HT	30,00 %	3 100,00 €
	Montant total de la subvention		3 100,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FONTENAY LE VICOMTE
Adresse administrative : RUE DE LA MAIRIE
91540 FONTENAY-LE-VICOMTE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Luc GOUARIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des espaces publics de Fontenay-le-Vicomte

Dates prévisionnelles : 29 mars 2019 - 5 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Mise en place d'un portique de sécurité à l'entrée du stade communal, qui sert également de salle polyvalente. Actuellement, cette entrée est sécurisée par un portail fermé manuellement. En journée, le portail reste ouvert et tout véhicule peut y pénétrer. Le présent dispositif permet la libre circulation des voitures en évitant une intrusion.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30%.

Localisation géographique :

- FONTENAY-LE-VICOMTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat et mise en place d'un portique de sécurité	10 334,00	100,00%
Total	10 334,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	3 100,00	30,00%
Autofinancement communal (attribué)	7 234,00	70,00%
Total	10 334,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-275

DOSSIER N° EX044865 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE JUVISY-SUR-ORGE

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	27 016,00 € HT	30,00 %	8 105,00 €
	Montant total de la subvention		8 105,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE JUVISY-SUR-ORGE
Adresse administrative : 6 RUE PIVER
91260 JUVISY-SUR-ORGE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur MICHEL PERRIMOND, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics de Juvisy-sur-Orge

Dates prévisionnelles : 13 mars 2019 - 31 mai 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Au vu du recrutement de 5 nouveaux agents, la ville de Juvisy-sur-Orge souhaite faire l'acquisition de 5 gilets pare-balles, et optimiser la sécurité des agents sur la voie publique, en acquérant un véhicule Peugeot 308 SW GT pour sa Police Municipale, afin de lui permettre de travailler dans des conditions satisfaisantes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30%.

Localisation géographique :

- JUVISY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de 5 gilets pare-balles	2 900,00	10,73%
Achat d'un véhicule Peugeot 308	24 116,00	89,27%
Total	27 016,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	8 105,00	30,00%
Subvention Etat (sollicitée)	1 250,00	4,63%
Autofinancement communal (attribué)	17 661,00	65,37%
Total	27 016,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-275

DOSSIER N° EX044912 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE COUBRON

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	8 432,00 € HT	29,99 %	2 529,00 €
	Montant total de la subvention		2 529,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COUBRON
Adresse administrative : 133 RUE JEAN-JAURES
93470 COUBRON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Ludovic TORO, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : financement d'un équipement de la police municipale sur la commune de Coubron

Dates prévisionnelles : 8 avril 2019 - 1 avril 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Il s'agit de procéder à l'acquisition d'un équipemenent de radio communication numérique pour la police municipale (7 unités).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux maximum est de 30%.

Localisation géographique :

- COUBRON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
7 Terminaux portatifs de radiocommunication	8 432,00	100,00%
Total	8 432,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France EC	2 529,00	29,99%
Autofinancement communal EC	5 903,00	70,01%
Total	8 432,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-275

DOSSIER N° EX044955 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE MAROLLES-EN-BRIE

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	81 615,00 € HT	30,00 %	24 484,00 €
	Montant total de la subvention		24 484,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MAROLLES-EN-BRIE
Adresse administrative : PLACE CHARLES DE GAULLE
94440 MAROLLES-EN-BRIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Sylvie GERINTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des espaces publics de Marolles-en-Brie

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La création d'une police municipale sur la commune de Marolles-en-Brie répond à un engagement de l'équipe municipale pour lutter contre les incivilités qui nuisent à la tranquillité publique. Cette décision est le produit d'une large concertation avec les habitants qui sollicitent des moyens complémentaires pour une police de proximité et de sécurité au quotidien. Aménagement de locaux existants :
L'école des Buissons désaffectée est située au centre de Marolles. Le logement de la gardienne non utilisé à ce jour correspond aux besoins en matière de surface et d'emplacement. Pour sécuriser l'ensemble du bâtiment, mise en place d'une alarme anti-intrusion, de vidéoprotection et de volets roulants métalliques sur l'ensemble des ouvrants. Une clôture en périphérie sera mise en place pour éviter l'intrusion.

Concernant l'équipement des agents, achats de 3 gilets pare-balles, 3 bâtons de défense et 3 terminaux

portatifs de radiocommunication.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30%.

Localisation géographique :
- MAROLLES-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
3 Gilets pare-balles	1 698,00	2,08%
3 Bâtons de défense	464,00	0,57%
3 Terminaux portatifs de radiocommunication	5 353,00	6,56%
Travaux immobiliers nécessaires au renforcement de la sécurité des agents de police municipale	74 100,00	90,79%
Total	81 615,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	24 484,00	30,00%
Subvention Etat (sollicitée)	509,00	0,62%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	56 622,00	69,38%
Total	81 615,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-275

DOSSIER N° EX045006 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE PALAISEAU

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	113 333,00 € HT	30,00 %	34 000,00 €
	Montant total de la subvention		34 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PALAISEAU
Adresse administrative : 91 RUE DE PARIS
91120 PALAISEAU CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur GR GOIRE DE LASTEYRIE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des espaces publics de Palaiseau

Dates prévisionnelles : 11 avril 2019 - 31 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Création d'une Maison de la tranquillité et de la sécurité publique, via des travaux d'aménagement d'un local sis 14 rue de la gare à Palaiseau.
Par la présence sur place de la Police Municipale, il s'agit de :
- sécuriser un endroit stratégique de la ville particulièrement visible : au cœur du quartier commerçant, un lieu de passage en proximité de la gare.
- renforcer l'action de proximité de la Police Municipale auprès des commerçants et des palaisiens,
- profiter du projet pour adapter les horaires d'ouverture au public,
- concrétiser aux yeux des palaisiens la Police de la Sécurité au Quotidien (PSQ): montrer le travail en commun de la Police Nationale et la Police Municipale.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30%.

Localisation géographique :

- PALAISEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux immobiliers (démolition, électricité, chauffage, cloisons, façade vitrée, climatisation, peinture,...)	113 333,00	100,00%
Total	113 333,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	34 000,00	30,00%
Autofinancement communal (attribué)	79 333,00	70,00%
Total	113 333,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-275

DOSSIER N° EX045044 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE D'OSNY

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	18 972,00 € HT	30,00 %	5 692,00 €
	Montant total de la subvention		5 692,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'OSNY
Adresse administrative : RUE WILLIAM THORNLEY
95520 OSNY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Michel LEVESQUE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité de Osny

Dates prévisionnelles : 19 avril 2019 - 30 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La Police Municipale d'Osny dispose de 2 véhicules dont un défectueux, il est donc nécessaire de remplacer celui-ci (Citroën C4 Cactus live).
D'autre part, son service comptera 7 agents de police en avril 2019, dont 2 nouvellement recrutés, d'où la nécessité de les équiper de gilets pare-balles.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30%.

Localisation géographique :

- OSNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
2 Gilets pare-balles	670,00	3,53%
Véhicule Citroën C4	18 302,00	96,47%
Total	18 972,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	5 692,00	30,00%
Subvention Etat (sollicitée)	500,00	2,64%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	9 669,00	50,96%
Autres subventions (sollicitées)	3 111,00	16,40%
Total	18 972,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-275

DOSSIER N° EX045090 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE BOULOGNE BILLANCOURT

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	69 393,00 € HT	30,00 %	20 817,00 €
	Montant total de la subvention		20 817,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOULOGNE BILLANCOURT
Adresse administrative : 26 AVENUE ANDR MORIZET
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre-Christophe BAGUET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : financement d'équipements de la police municipale sur la commune de Boulogne-Billancourt

Dates prévisionnelles : 24 avril 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Achat de 2 véhicules Renault Kangoo Z.E équipé et sérigraphié ".
Compte tenu de l'état de vieillissement des équipements, l'acquisition pour les policiers municipaux de la Ville de ces véhicules Kangoo en remplacement de ceux existants est urgente.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux maximum est de 30%.

Localisation géographique :

- BOULOGNE-BILLANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
2 Véhicules Renault Kangoo Z.E. (hors frais d'immatriculation et de carte grise)	69 393,00	100,00%
Total	69 393,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	20 817,00	30,00%
Autofinancement communal ATT	38 576,00	55,59%
Autres subventions (sollicitées)	10 000,00	14,41%
Total	69 393,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-275

DOSSIER N° EX045096 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE PIERREFITTE SUR SEINE

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	47 176,00 € HT	30,00 %	14 152,00 €
	Montant total de la subvention		14 152,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PIERREFITTE SUR SEINE
Adresse administrative : 2 PLACE DE LA LIBERATION
93380 PIERREFITTE-SUR-SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Michel FOURCADE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : financement d'équipements de la police municipale sur la commune de Pierrefitte-sur-Seine

Dates prévisionnelles : 18 mars 2019 - 1 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Afin d'adapter et de morderniser le matériel en fonction des besoins de la police municipale, il est nécessaire d'acquérir :
- 12 nouveaux gilets pare-balles et accessoires pour 10 existants
- 16 bâtons de défense
- 1 Ford C-Max avec radio embarquée
- 1 Radio numérique avec batteries

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux maximum est de 30%.

Localisation géographique :

- PIERREFITTE-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
12 Nouveaux Gilets pare-balles et accessoires pour les 10 existants	8 690,00	18,42%
16 Bâtons de défense	3 120,00	6,61%
1 Véhicule Ford C-Max avec radio embarquée (hors frais d'immatriculation et de carte grise)	33 574,00	71,17%
Radio numérique et batteries	1 792,00	3,80%
Total	47 176,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	14 152,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	33 024,00	70,00%
Total	47 176,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-275

DOSSIER N° EX045118 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE MAGNY LE HONGRE

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	989 675,00 € HT	30,00 %	296 902,00 €
	Montant total de la subvention		296 902,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MAGNY LE HONGRE
Adresse administrative : MAIRIE
77700 MAGNY-LE-HONGRE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Paul BALCOU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : financement de sécurisation de la police municipale sur la commune de Magny-le-Hongre

Dates prévisionnelles : 18 avril 2019 - 1 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La commune de Magny-le-Hongre a le projet de construire, à la place de la grange d'un bâtiment communal, un nouveau bâtiment afin d'y installer sa police municipale. Faute de locaux appropriés, cette dernière est aujourd'hui basée au rez de chaussée d'une ancienne maison, avec des aménagements très sommaires et des équipements de sécurité limités à une alarme. Cette installation ne permet pas, dans sa configuration actuelle, de recevoir de public dans des conditions décentes et sécurisées. Avec le renforcement des effectifs de la Police municipale, aujourd'hui composée de 6 agents (contre 3 auparavant) et prochainement de 10 agents (commune de 10 000 habitants), les élus souhaitent réhabiliter une ancienne grange pour en faire un bâtiment aux dernières normes de police. Un plan de sécurisation du futur local a été travaillé et validé par la Police Nationale. Il comprend notamment un accès sécurisé par badge, un sas de sécurité à ouverture depuis l'accueil, une porte blindée, des barreaudages à toutes les fenêtres du rez de chaussée, un vitrage avec retardateur d'effraction, un

accueil du public, un bureau confidentiel dédié à l'accueil des habitants, une salle d'armes sécurisée avec accès et alarme séparée, un Centre de Surveillance Urbaine adapté au dispositif de vidéoprotection et aux extensions programmées (43 caméras à ce jour), le tout aux normes PMR.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux maximum est de 30%.
Ne sont pas éligibles les études et imprévus pour 49 100 €.

Localisation géographique :

- MAGNY-LE-HONGRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux immobiliers (gros oeuvre)	268 550,00	25,85%
Charpente et couverture	67 800,00	6,53%
Menuiseries extérieurs et occultations	76 300,00	7,35%
Parement et ravalement	59 500,00	5,73%
Métallerie et serurerie	17 000,00	1,64%
Ascenseur	23 000,00	2,21%
Menuiseries intérieures	51 000,00	4,91%
Doublages cloisons isolations	76 000,00	7,32%
Electricité	60 000,00	5,78%
Plomberie sanitaire ventilation chauffage	76 000,00	7,32%
Sol dur et souple	56 000,00	5,39%
peintures	17 000,00	1,64%
Aménagements	141 525,00	13,62%
Etudes et imprévus (non éligibles)	49 100,00	4,73%
Total	1 038 775,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	296 902,00	28,58%
Autofinancement communal ATT	631 873,00	60,83%
Autres subventions (sollicitées)	110 000,00	10,59%
Total	1 038 775,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-275

DOSSIER N° EX045122 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE COMBS-LA-VILLE

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	2 152,00 € HT	29,97 %	645,00 €
	Montant total de la subvention		645,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COMBS-LA-VILLE
Adresse administrative : PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
77380 COMBS-LA-VILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Guy GEOFFROY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : financement d'équipements de la police municipale sur la commune de Combs-la-Ville

Dates prévisionnelles : 24 avril 2019 - 1 février 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La commune de Combs-la-ville a décidé d'augmenter les effectifs du service de Police Municipale pour répondre aux besoins de plus en plus importants de la population. La demande concerne l'achat de 5 gilets pare-balles et de 10 bâtons de défense.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux maximum est de 30%.

Localisation géographique :

- COMBS-LA-VILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
5 Gilets pare-balles	1 941,00	90,20%
10 Bâtons de défense	211,00	9,80%
Total	2 152,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	645,00	29,97%
Autofinancement communal ATT	1 507,00	70,03%
Total	2 152,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-275

DOSSIER N° EX045139 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE DRANCY

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	35 305,00 € HT	30,00 %	10 591,00 €
	Montant total de la subvention		10 591,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE DRANCY
Adresse administrative	:	908 F PLACE DE L'HOTEL DE VILLE 93700 DRANCY
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Madame Aude LAGARDE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : financement d'équipements de la police municipale sur la commune de Drancy

Dates prévisionnelles : 26 avril 2019 - 1 avril 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Il s'agit d'équiper la police municipale de 2 véhicules de type Citroën Berlingo.
Le parc actuel est composé de 5 véhicules sérigraphiés dont 2 qui présentent des signes d'usures (pannes, mécaniques usées, rampes lumineuse bleues non réparables etc...). Les besoins exprimés par la police municipale traduisent l'urgence en termes d'interventions sur les quartiers difficiles et l'utilisation 24/24 du parc.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux maximum est de 30%.

Localisation géographique :

- DRANCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
2 Véhicules Citroën Berlingo sérigraphiés (hors frais d'immatriculation et de carte grise)	35 305,00	100,00%
Total	35 305,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 591,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	24 714,00	70,00%
Total	35 305,00	100,00%

ANNEXE 2 : FICHE PROJET MAROLLES-EN-BRIE

Commission permanente du 19 mars 2019 - CP2019-125

DOSSIER N° EX043174 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE MAROLLES-EN-BRIE

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	20 726,00 € HT	30,00 %	6 217,00 €
		Montant total de la subvention	6 217,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MAROLLES-EN-BRIE
Adresse administrative : PLACE CHARLES DE GAULLE
94440 MAROLLES-EN-BRIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Sylvie GERINTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune de Marolles-en-Brie

Dates prévisionnelles : 25 septembre 2018 - 1 mars 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Extension du réseau de vidéo-protection par la mise en place de 7 caméras sur de nouveaux emplacements :
- parc urbain,
- rond point des Moissons,
- tennis coté jeux,
- tennis coté parc,
- Marnière

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Sont inéligibles, les frais de Dossier d'Ouvrage Executé (514 €).
S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention

est de 30%.

Localisation géographique :

- MAROLLES-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture et pose de 7 caméras	20 726,00	97,58%
Dossier des Ouvrages Executés (non éligible)	514,00	2,42%
Total	21 240,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France EC	6 217,00	29,27%
Autofinancement communal EC	15 023,00	70,73%
Total	21 240,00	100,00%

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc149442-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-238

DU 3 JUILLET 2019

LA POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DE LA SANTÉ EN ÎLE-DE-FRANCE - 4ÈME AFFECTATION POUR 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales ;
VU le Code de la santé publique et notamment l'article 1424-1 ;
VU la délibération n° CR 03-12 du 27 septembre 2012 relative à la politique régionale de santé modifiée ;
VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifié par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du Conseil régional ;
VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à l'engagement de la Région pour l'emploi – la Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU la délibération n° CR 97-16 du 17 juin 2016 relative aux orientations pour une politique régionale de prévention santé en faveur des jeunes ;
VU les délibérations n° CR 2017-51 du 09 mars 2017 et n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 relatives à la charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité, modifiées par la délibération n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;
VU la délibération n° CR 2017-081 du 7 juillet 2017 relative à l'Agenda « Pour une Région Ile-de-France sans sida » ;
VU la délibération n° CR 2017-126 du 21 septembre 2017 relative à la lutte contre les déserts médicaux, modifiée par la délibération n° CR 2018-024 modifiée du 3 juillet 2018 relative à la Région Solidaire et par la délibération n° CP 2019-081 du 19 mars 2019 ;
VU la délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018 modifiée relative à la Région Solidaire ;
VU la délibération n° CP 2017-038 du 27 janvier 2017 relative à une nouvelle convention entre la Région et le GIP TSHIF ;
VU la délibération n° CP 2017-234 du 5 juillet 2017 relative à l'adoption de la convention triennale 2017-2019 entre la Région, l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France et l'Observatoire régional de santé d'Ile-de-France ;
VU la délibération n° CP 2017-506 du 20 septembre 2017 relative à la déclinaison du dispositif « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » avec les départements franciliens ;
VU l'avis du Domaine du 23 mai 2019
VU la délibération n°CP 2018-343 du 4 juillet 2018 portant sur la vente immobilier d'un bien régional situé à Versailles ;
VU la délibération n° CP 2018-366 du 19 septembre 2018 - la politique régionale de santé 5ème affectation pour 2018 ;
VU la délibération n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019 - la politique régionale de santé 1ère affectation pour 2019 ;
VU la délibération n° CP 2019-081 du 19 mars 2019 - la politique régionale de santé 2ème

affectation pour 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-160 du 22 mai 2019 - la politique régionale de santé en Île-de-France – Troisième affectation pour 2019 ;

VU le budget de la Région pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-238 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Dispositif « Fonds régional de résorption des déserts médicaux»

Décide de participer au titre du dispositif « *Fonds régional de résorption des déserts médicaux »* au financement des projets détaillés en annexe 1 de la présente délibération par l'attribution de 15 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 966 821 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, d'une convention conforme à la convention-type en investissement adoptée par délibération n° CP 2018-366 du 19 septembre 2018, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 966 821 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-002 (141 002) « *Renforcement de l'offre de soins* », action 141 002 03 « Fonds régional de résorption des déserts médicaux » du budget 2019.

Article 2 : Dispositif « Aide aux centres de planification-contraception-IVG»

Décide de participer au titre du dispositif « Equipement d'Unité fonctionnelle d'IVG » au financement de 2 projets détaillés en annexe 2 de la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **115 575 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type en investissement adoptée par délibération n° CP 2018-366 du 19 septembre 2018, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **115 575 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-008 (141 008) « *Soutien aux centres d'IVG* », action 141 008 01 « Equipement d'Unité fonctionnelle d'IVG » du budget 2019.

Article 3 : Dispositif « Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades »

Décide de participer au titre du dispositif « Prévention Santé - Jeunes » au financement de 7 projets détaillés en annexe 3 de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **75 200 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée par délibération n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Accorde à l'association COURAGE ULYSSE TONYE une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires au titre de la subvention qui lui est accordée par la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement de **75 200 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé », action 141 001 03 « Prévention santé - Jeunes » du budget 2019.

Article 4 : Dispositif « Soutien aux structures de prévention »

Décide de participer au titre du programme « Prévention et éducation à la santé », au financement du projet détaillé en annexe 4 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **80 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature avec son bénéficiaire d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée par délibération n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **80 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale » - code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé» - Action 141 001 12 « prévention – Contraception – Grossesse précoces - IVG » du budget 2019.

Article 5 : Dispositif « Agenda pour une Île-de-France sans Sida »

Décide de participer au titre du dispositif « Agenda pour une Île-de-France sans Sida », comme élaboré par la stratégie énoncée dans le rapport CR 2017-81 du 6 juillet 2017, au financement de 5 opérations détaillées dans les fiches projet en annexe 5 de la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **119 703 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature avec son bénéficiaire d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée par délibération n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **119 703 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé », action 141 001 03 « Prévention santé - Jeunes » du budget 2019.

Article 6 : Dispositif « Soutien aux grandes vulnérabilités »

Décide de participer au titre du dispositif « soutien aux grandes vulnérabilités » au financement de 2 projets détaillés en annexe 6 de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **94 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée par délibération n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **44 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé », action 141 001 03 « Prévention santé - Jeunes » du budget 2019.

Affecte une autorisation d'engagement de **50 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et

éducation à la santé », action 141 001 11 « Région Solidaire en santé » du budget 2019.

Article 7 : Dispositif « Soutien à la santé numérique et l'innovation »

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien à la santé numérique et l'innovation» au financement d'un projet détaillé en annexe 7 de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **5 000 €.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée par délibération n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **5 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé », action 141 001 10 « Développement régional de l'e-santé» du budget 2019.

Article 8 : Attribution de subventions aux organismes associés

Décide d'attribuer aux organismes associés ci-dessous dénommés les soldes des subventions de fonctionnement inscrites au budget 2019, selon les montants figurant ci-après :

- CRIPS (Centre régional d'information et de prévention du sida et pour la santé des jeunes),
- ORS (Observatoire régional de la santé),
- GIP TSHIF (Groupement d'intérêt public transport sanitaire héliporté en Île-de-France).

Affecte une autorisation d'engagement de **690 831 €** disponible sur le chapitre 934 « santé et action sociale », code fonctionnel 41 « santé », programme HP41-001 (141001) « prévention et éducation à la santé », action 14100102 « CRIPS » du budget 2019.

Affecte une autorisation d'engagement de **180 090 €** disponible sur le chapitre 934 « santé et action sociale », code fonctionnel 40 « Services communs », programme HP40-004 (140004) « observatoires et organismes consultatifs », action 14000403 « observatoire régional de la santé » du budget 2019.

Affecte une autorisation d'engagement de **80 000 €** disponible sur le chapitre 934 « santé et action sociale », code fonctionnel 41 « santé », programme HP41-004 (141004) « transport aérien d'urgence », action 14100401 « GIP transport sanitaire par hélicoptère en Ile-de-France » du budget 2019.

Article 9 : Dérogations pour démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17 alinéa 3 et 29 aliéna 3 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR01-16 du 22 janvier 2016.

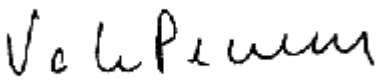
Article 10 : Modification de l'article unique de la délibération n° CP 2018-343 du 4 juillet 2018

L'article unique de la délibération n° CP 2018-343 du 4 juillet 2018 est modifié comme suit : « Autorise la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France à signer une promesse de vente avec la **SCI HOUDON MEDICAL** pour un montant de 585 000 € dans le cadre de la vente d'un bien immobilier régional d'une surface de 330 m2 situé 2 rue Jean Houdon à Versailles.» ; les autres termes de l'article demeurent inchangés.

Article 11 : Approbation d'une convention de partenariat relative à une action de lutte contre la toxicomanie dans les stations de la RATP

Approuve la convention de partenariat relative à l'action menée par la RATP avec l'aide des CAARUD, en direction d'usagers de drogues dans les gares et stations de la RATP présentée en annexe 8 à la délibération et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 - FICHES PROJET RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LES DESERTS MEDICAUX

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-238

DOSSIER N° 19004790 - Installation de professionnel de santé (sage-femme) dans la commune de Aulnay-sous-Bois (93)

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)
Délibération Cadre : CR2017-126 du 21/09/2017 modifiée par CR2018-24 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	4 824,73 € TTC	49,99 %	2 412,00 €
		Montant total de la subvention	2 412,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAMBA PRUDENCE
Adresse administrative : 3 SQ HECTOR BERLIOZ
93110 ROSNY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant : Madame PRUDENCE SAMBA

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Installation de professionnel de santé (sage-femme) dans la commune de Aulnay-sous-Bois (93)

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 30 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Madame Prudence SAMBA installe son cabinet de sage-femme libéral au sein d'un cabinet pluridisciplinaire à Aulnay-Sous-Bois, zone particulièrement sous dotée en termes d'effectif de sages-femmes ("zone sous dôtée intermédiaire" selon le zonage réalisé par l'Agence régionale de santé).
Ce cabinet regroupe deux osthéopathes, un podologue et un médecin généraliste.
Il s'agit d'une primo-installation, la professionnelle de santé ayant effectué auparavant uniquement des visites à domiciles.
La professionnelle exerce son activité en secteur 1 et propose des consultations pré et post natales, des consultations de suivi gynécologique de prévention et contraception, des consultations de rééducations périnéales.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer au financement de travaux d'installation et/ou d'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) ou de véhicules à hauteur de 50 % maximum de la dépense subventionnable, dans la limite d'un plafond de subvention fixé à 15.000 € par professionnel.
Ce dispositif ne peut être sollicité qu'une seule fois par bénéficiaire, dans la limite de 30.000 € au maximum par cabinet médical en veillant à respecter l'équilibre entre professionnels médicaux et paramédicaux.

Localisation géographique :

- AULNAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'équipements médicaux	4 824,73	100,00%
Total	4 824,73	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	2 412,00	49,99%
Fonds propres	2 412,73	50,01%
Total	4 824,73	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-238

DOSSIER N° 19006191 - Installation d'un masseur-kinésithérapeute à Neuilly-sur-Marne (93)

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)
Délibération Cadre : CR2017-126 du 21/09/2017 modifiée par CR2018-24 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	29 920,00 € TTC	50,00 %	14 960,00 €
	Montant total de la subvention		14 960,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EL MOSSAOUI SOFYAN
Adresse administrative : L0384 - 7 RUE DU 19 MARS 1962
93330 NEUILLY-SUR-MARNE
Statut Juridique : A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant : Monsieur SOFYAN EL MOSSAOUI

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'installation d'un masseur-kinésithérapeute à Neuilly-sur-Marne (93)

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 30 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Neuilly-sur-Marne est classée Zone d'Intervention Prioritaire (ZIP) par l'Agence Régionale de Santé.
L'installation d'un masseur-kinésithérapeute dans la commune permettra d'améliorer l'offre de soins du territoire en matière de kinésithérapie. Il s'agit d'un primo-installation, le professionnel terminant ses études en juin 2019. Il s'engage à exercer son activité en secteur 1.
Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer au financement de travaux d'installation et/ou d'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) ou de véhicules à hauteur de 50 % maximum de la dépense subventionnable, dans la limite d'un plafond de subvention fixé à 15.000 € par professionnel.
Ce dispositif ne peut être sollicité qu'une seule fois par bénéficiaire, dans la limite de 30.000 € au maximum par cabinet médical en veillant à respecter l'équilibre entre professionnels médicaux et paramédicaux.

Localisation géographique :

- NEUILLY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mobiliers et logiciel	1 051,00	3,51%
Table de massage	5 463,00	18,26%
Matériel de rééducation	9 907,00	33,11%
Appareil physiothérapie	13 499,00	45,12%
Total	29 920,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 000,00	3,34%
Futur collègue	3 000,00	10,03%
Emprunt familial	6 960,00	23,26%
Emprunt bancaire	4 000,00	13,37%
Subvention Région IDF	14 960,00	50,00%
Total	29 920,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-238

DOSSIER N° 18010256 - Construction d'une maison de santé pluri-disciplinaire au 56, rue de la Liberté sur la commune de Survilliers (95).

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	1 745 953,33 € HT	14,32 %	250 000,00 €
		Montant total de la subvention	250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SURVILLIERS
Adresse administrative : 3 RUE DE LA LIBERTE
95470 SURVILLIERS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Noël MOISSET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction d'une maison de santé pluri-disciplinaire au 56, rue de la Liberté sur la commune de Survilliers (95).

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Survilliers est située en Zone d'Intervention Prioritaire par l'Agence Régionale de Santé.
Pour répondre à la pénurie de professionnels de santé sur son territoire, la commune de Survilliers construit une Maison de santé pluridisciplinaire dans laquelle, les professionnels de la commune, réunis au sein d'une association, viendront exercer.
L'association compte : 2 médecins généralistes, 1 interne en médecine générale, 1 kinésithérapeute, 2 infirmières, 1 pédiatre, 1 podologue, 1 ostéopathe, 1 sophrologue.
Répondant au cahier des charges des Maisons de santé pluridisciplinaires, les professionnels exerçant au sein de la structure sont en secteur 1.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250.000 € pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100.000 € pour les équipements

Les dépenses ' TVA ' ne sont pas prises en compte dans la base subventionnable.

Localisation géographique :

- SURVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	1 577 708,00	75,30%
Etude architecte	168 245,00	8,03%
TVA	349 191,00	16,67%
Total	2 095 144,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt commune	745 953,00	35,60%
Relais TVA	350 000,00	16,71%
Subvention ARS/URPS	250 000,00	11,93%
Subvention Région IDF	250 000,00	11,93%
CARPF	150 000,00	7,16%
Remboursement TVA	349 191,00	16,67%
Total	2 095 144,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-238

DOSSIER N° 19003886 - Acquisition d'équipements de haute technologie pour le CMS GATINEAU-SAILLANT à GENNEVILLIERS (92)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	360 000,00 € TTC	27,78 %	100 000,00 €
		Montant total de la subvention	100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GENNEVILLIERS
Adresse administrative : 177 AVENUE GABRIEL PERI
92230 GENNEVILLIERS CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrice LECLERC, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'équipements de haute technologie pour le CMS GATINEAU-SAILLANT à GENNEVILLIERS (92)

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le centre de santé municipal de la ville de Gennevilliers, commune classée Zone d'Intervention Prioritaire (ZIP) par l'Agence Régionale de Santé, renouvelle ses équipements technologiques afin d'assurer une meilleur prise en charge des patients.

1. Acquisition d'un échographe : Le centre municipal de santé Etienne Gatineau-Saillant dispose d'un service imagerie doté d'appareils échographiques depuis les années 80. Dans le souci de développer son activité échographique, le centre a récemment recruté deux sages-femmes afin de faire face à la pénurie d'offre d'échographie obstétricale sur le nord des Hauts de Seine. Dans la démarche de renouvellement de son parc échographique, la structure souhaite faire l'acquisition d'un nouvel échographe lui permettant de faire bénéficier aux patients des technologies les plus récentes.

2. Développement de l'activité de vaccination : Le service vaccination du CMS souhaite s'équiper d'une solution informatique lui permettant d'améliorer ses séances ainsi que la traçabilité des vaccins effectués.

3. Améliorer l'accès aux soins : Afin de faciliter l'accès des patients aux soins proposé par la structure, le CMS souhaite s'équiper de bornes multiservices permettant à la fois la prise de RDV, le paiement par

carte bancaire, la mise à jour des cartes Vitales et la création de couverture sociale.

4. Messagerie sécurisée : Afin de permettre la transmission d'information médicales de manière sûre et sécurisée, le centre souhaite acquérir un logiciel de mesagerie sécurisée. Ce service permettrait d'amplifier le partenariat avec l'APHP et la ville de Gennevilliers.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250.000 € pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100.000 € pour les équipements

Localisation géographique :
- GENNEVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Echographe	133 680,00	37,13%
Logiciel de vaccination	24 120,00	6,70%
Bornes multi-services	141 360,00	39,27%
Lecteurs de cartes Vitale	17 400,00	4,83%
Logiciel de messagerie sécurisé	43 440,00	12,07%
Total	360 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville	260 000,00	72,22%
Région IDF	100 000,00	27,78%
Total	360 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-238

DOSSIER N° EX045072 - Création d'une Maison de Santé Pluridisciplinaire à Paris - 16e arrondissement

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	1 674 735,00 € TTC	5,97 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DOCTEURS ECLANCHER
Adresse administrative	:	26 RUE VOLTA 92800 PUTEAUX
Statut Juridique	:	Société Civile Immobilière
Représentant	:	Monsieur WILLIAM ECLANCHER, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une Maison de santé pluridisciplinaire à Paris - 16e arrondissement

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 30 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Depuis 2009, le 16e 'arrondissement a perdu 34 % de ses effectifs en médecine générale. Il compte actuellement 185 médecins généralistes exclusifs, parmis lesquels 109 sont âgés de 60 ans et plus, soit 59 % des effectifs et sont donc amenés à prendre leur retraite dans les prochaines années à venir. L'offre en médecine générale va donc diminuer à court terme, d'autant plus que la demande de soins, elle, ne cesse d'augmenter.
L'implantation d'une nouvelle offre de soins a vocation à :
- Développer l'offre de soins en soins primaires du territoire de la Porte de Saint-Cloud.
-Coordonner un réseau de soins avec des acteurs médicaux et para-médicaux locaux.
-Favoriser l'accès aux soins des femmes et des enfants avec la création d'un pôle mère-enfant.
-Favoriser la prise en charge des patients en situation de fragilité (sociale, mentale, physique).
-Organiser des soins non programmés

L'association regroupera à terme : 7 médecins généralistes, 2 sages-femmes, 2 orthophonistes, 1 infirmier, 2 pharmaciens.

L'ensemble des professionnels de santé est conventionné secteur 1.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250.000 € pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100.000 € pour les équipements

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	1 430 000,00	85,39%
Travaux et charges afférentes	244 735,20	14,61%
Total	1 674 735,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	1 374 735,20	82,09%
Subvention Région Ile-de-France	100 000,00	5,97%
Subvention ARS/URPS	200 000,00	11,94%
Total	1 674 735,20	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-238

DOSSIER N° EX045077 - Acquisition d'équipements en vue de la création d'un centre de santé à Grigny (91)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	559 215,87 € TTC	17,88 %	100 000,00 €
		Montant total de la subvention	100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MEDIS-GRIGNY LA SANTE POUR TOUS
Adresse administrative : 5 RUE DES BATISSEURS
91350 GRIGNY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur KHALID ZAOUCHE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition d'équipements en vue de la création d'un centre de santé à Grigny (91)

Dates prévisionnelles : 15 avril 2019 - 30 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les travaux de création du centre de santé, porté par la ville de Grigny, ont été achevés mis avril. Il a donc été nécessaire d'acquérir en urgence le matériel médical et le mobilier afin d'acceuillir dans de bonnes conditions les professionnels de santé et les patients.

Description :
La commune de Grigny a été classée par l'Agence Régionale de Santé comme Zone d'Intervention Prioritaire (ZIP) en matière d'offre de soin.
La création de ce centre de santé permettra une meilleure prise en charge des habitants sur le plan médical et paramédical. Le centre comptera à termes :
- 5 cabinets de médecine générale
- 5 cabinets dentaires

Le centre s'engage dans la mise en place d'une permanence des soins avec une ouverture 6 jours sur 7, un pôle de médecine d'urgence sans rendez-vous permettant dans une certaine mesure d'amorcer un désengorgement des urgences des pôles hospitaliers voisins.
L'acquisition foncière et les travaux de restructuration du bâtiment hébergeant le centre de santé ont été portés par la ville de Grigny. La gestion du centre de santé est délégué à l'association Médis-Grigny la santé pour tous.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250.000 € pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100.000 € pour les équipements

Localisation géographique :
- GRIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements médicaux	390 443,00	69,82%
Equipements mobiliers, matériels et informatiques	168 772,87	30,18%
Total	559 215,87	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	100 000,00	17,88%
Subvention CGET	250 000,00	44,71%
Subvention ARS	61 000,00	10,91%
TFPB	59 215,87	10,59%
Club des entreprises	89 000,00	15,92%
Total	559 215,87	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-238

DOSSIER N° 19005849 - Acquisition de matériel et équipement en vue de la création de la MSP de l'Union à Saint-Ouen-sur-Seine (93)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	202 771,27 € TTC	24,66 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCM MSP DE L UNION
Adresse administrative : 6 RUE BLANQUI
93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE
Statut Juridique : Société Civile de Moyen
Représentant : Lucie BUNGE, SCM MSP DE L'UNION

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition d'équipements et de matériel en vue de la création d'une MSP à Saint-Ouen sur Seine.

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 30 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Situé à Saint-Ouen, territoire classé comme Zone d'Intervention Prioritaire par l'ARS, ce projet à pour vocation d'être reconnu comme Maison de Santé pluridisciplinaire Universitaire par l'Université Paris Diderot.

La création de la MSP de l'Union a nécessité la création d'une SCI portant l'acquisition foncière et les travaux et d'une SCM portant les frais d'achat d'équipements et mobiliers, tous les frais ne pouvant être portés par la même entité juridique en raison de la nature de celles-ci.
La SCM MSP de l'Union sollicite donc la Région pour l'acquisition d'équipements médicaux, mobiliers, équipements informatiques et sécurisations nécessaires au bon fonctionnement de la structure.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250.000 € pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100.000 € pour les équipements

Localisation géographique :
- SAINT-OUEN-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements médicaux et paramédicaux	82 774,56	40,82%
Mobilier	69 308,47	34,18%
Logiciels informatiques	9 870,00	4,87%
Installations de sécurité	11 656,80	5,75%
Matériel informatique	29 161,44	14,38%
Total	202 771,27	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ARS FIR	100 000,00	49,32%
Subvention Région Île-de-France	50 000,00	24,66%
Fonds personnels	52 771,27	26,03%
Total	202 771,27	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-238

DOSSIER N° 19006155 - Création d'une Maison de Santé pluridisciplinaire - MSP de L'Union - à Saint-Ouen-sur-Seine (93)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	1 403 000,00 € TTC	17,82 %	250 000,00 €
		Montant total de la subvention	250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCI MSP DE L'UNION
Adresse administrative : 48 RUE DE NOTRE DAME DE LORETTE
75009 PARIS
Statut Juridique : Société Civile Immobilière
Représentant : Madame LUCIE BUNGE, Medecin généraliste

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'une maison de santé pluridisciplinaire à Saint-Ouen

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 30 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Situé à Saint-Ouen, territoire classé comme Zone d'Intervention Prioritaire par l'ARS, ce projet à pour vocation d'être reconnu comme Maison de Santé pluridisciplinaire Universitaire par l'Université Paris Diderot.

Ce projet est en cohérence avec les besoins de la population et son activité de soins de santé primaires dont le territoire manque depuis de nombreuses années.

Le projet a pour ambition de s'appuyer sur des pratiques collaboratives grâce à une bonne connaissance du territoire par l'équipe qui a déjà établi des liens avec les centres de santé municipaux, le centre médico-psychologique et d'autres professionnels de santé de la ville.

Le site, acheté à la ville de la Saint-Ouen, a pour but d'acceuillir 4 médecins généralistes, 1 kinésithérapeute, 1 infirmière, 4 étudiants en médecine (3 internes, 1 externe).
A cinq ans, le site sera en mesure d'acceuillir deux nouveaux médecins généralistes, cinq nouveaux auxilières médicaux, des étudiants supplémentaires en infirmerie et kinésithérapie ainsi qu'une assistante

sociale et une infirmière asalée (action de santé libérale en équipe).

Bénéficiant d'une première expérience de travail à Saint-Ouen (anciens du CMS ou professionnels libéraux), l'équipe de santé à l'habitude du travail en équipe pluri-professionnel et du travail universitaire de formation auprès des étudiants en santé.

L'ensemble des professionnels de santé exerçant au sein de la MSP est en secteur 1.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250.000 € pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100.000 € pour les équipements

Localisation géographique :
- SAINT-OUEN-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière	558 000,00	39,77%
Frais de notaire	45 000,00	3,21%
Travaux	800 000,00	57,02%
Total	1 403 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	903 000,00	64,36%
Subvention ARS/URPS	250 000,00	17,82%
Subvention Région Île-de-France	250 000,00	17,82%
Total	1 403 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-238

DOSSIER N° EX044819 - Création d'un cabinet de groupe à Bièvres (91)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	1 312 048,00 € TTC	15,24 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BIEVRES
Adresse administrative : PL DE LA MAIRIE
91570 BIEVRES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Anne PELLETIER LE BARBIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un cabinet de groupe à Bièvres (91)

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Bièvres est classée Zone d'Intervention Prioritaire selon le zonage établi par l'Agence Régionale de Santé. La commune ne compte actuellement qu'un seul médecin généraliste exclusif, ce qui représente une densité médicale de 2.2 médecins pour 10 000 habitants, contre 6.4 en Essonne et 7.2 en Ile de France. Ce médecin est âgé de plus de 60 ans et est amené à
prendre sa retraite dans les années à venir.
La commune compte aujourd'hui 4 médecins spécialistes:
-1 cardiologue
-2 néphrologues
-1 pédiatre
Pour les autres consultations de spécialistes, les habitants se dirigent majoritairement vers la ville d 'Orsay, située à 10 kilomètres.

La commune de Bièvres porte donc le projet de création d'un cabinet médical de groupe amené à accueillir 4 médecins généralistes, un spécialiste, un infirmier, un podologue, un masseur-kinésithérapeute, un ostéopathe, un psychologue, une diététicienne.

Les professionnels de santé amenés à travailler au sein du cabinet exercent leur activité en secteur 1.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250.000 € pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100.000 € pour les équipements.

Localisation géographique :
- BIEVRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	1 200 000,00	91,46%
Travaux et charges afférentes	112 048,00	8,54%
Total	1 312 048,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	862 048,00	65,70%
Subvention Région Ile-de-France	200 000,00	15,24%
Autres subventions publiques	250 000,00	19,05%
Total	1 312 048,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-238

DOSSIER N° 18012822 - Création d'un cabinet de groupe à Bures-sur-Yvette (91)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	381 212,00 € TTC	30,00 %	114 362,00 €
	Montant total de la subvention		114 362,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BURES-SUR-YVETTE
Adresse administrative : 45 RUE CHARLES DE GAULLE
91440 BURES-SUR-YVETTE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-François VIGIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un pôle santé sur la commune de BURES-SUR-YVETTE (91).

Dates prévisionnelles : 19 mars 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune de Bures-sur-Yvette sollicite une autorisation de démarrage anticipé des travaux en urgence afin de permettre l'installation des médecins le plus rapidement possible, les locaux qu'ils occupent actuellement devant être impérativement libérés à cours terme.

Description :
Selon le nouveau zonage établi par l'ARS la commune de Bures-sur-Yvette se situe en zone d'action complémentaire (ZAC) : alors que le ratio est en Essonne de 8 médecins pour 10 000 habitants, Bures ne compte actuellement plus que sur 5 médecins généralistes.

Du fait de la construction de nouveaux logements, la ville de Bures-sur-Yvette évolue avec l'arrivée de nouveaux habitants. Comptant 9 883 habitants au dernier recensement du 1er janvier 2018, Bures-sur-Yvette devrait voir sa population se rapprocher des 11 000 habitants dès la fin de l'année.

Afin de faire face à la hausse croissante des délais d'attente due à la pénurie de médecins, conjugée au vieillissement de la population, la ville a acquis un local permettant l'installation de quatre médecins dont une gynécoologue-obstétricienne, un pédiatre et un dermatologue.

Ce nouveau local vient compléter le centre de soins infirmiers voisin qui comprend également le cabinet d'un médecin généraliste et le cabinet paramédical d'un ostéopathe et d'un podologue.

L'ensemble des médecins exerce son activité en secteur 2 conventionné OPTAM.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250.000 € pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100.000 € pour les équipements

Localisation géographique :
- BURES-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et aménagement local	381 212,00	100,00%
Total	381 212,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	114 362,00	30,00%
ARS-URPS	152 485,00	40,00%
Fonds propres	114 365,00	30,00%
Total	381 212,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-238

DOSSIER N° 19002568 - Création d'un pôle santé à Dammartin en Goele (77)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	3 587 265,00 € HT	6,97 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE DAMMARTIN EN GOELE
Adresse administrative : 79 RUE DU GENERAL DE GAULLE
77230 DAMMARTIN-EN-GOELE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Michel DUTRUGE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un cabinet de groupe à Dammartin en Goele (77).

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Afin de regrouper les praticiens exerçant au sein de la commune de Dammartin-en-Goele, classée zone d'intervention prioritaire (ZIP) par l'ARS, la mairie porte un projet de création d'un pôle santé.

L'objectif visée par la création de cette nouvelle structure est d'accueillir de nouveaux professionnels de santé sur le territoire tout en conservant les praticiens Dammartinois.

Ce pôle santé a vocation à acceuillir des activités médicales et paramédicales : 8 médecins généralistes, 1 médecins spécialiste et 15 professionnels paramédicaux.

Les professionnels amenés à rejoindre le projet s'engage à exercer leur activité en secteur 1.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250.000 € pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100.000 € pour les équipements.

Localisation géographique :

- DAMMARTIN-EN-GOELE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière	246 000,00	6,86%
Travaux	3 341 265,00	93,14%
Total	3 587 265,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds du concours CARPF	400 000,00	11,15%
Participation Nexity	400 000,00	11,15%
Récupération TVA directe	717 453,00	20,00%
Région Île-de-France	250 000,00	6,97%
Emprunt	1 819 812,00	50,73%
Total	3 587 265,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-238

DOSSIER N° 19002981 - Création d'un groupe médical dans la commune de Bondoufle

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	602 161,51 € TTC	15,66 %	94 320,00 €
	Montant total de la subvention		94 320,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BONDOUFLE
Adresse administrative : 43 RUE CHARLES DE GAULLE
91070 BONDOUFLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean HARTZ, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un cabinet médical à Bondoufle.

Dates prévisionnelles : 19 mars 2019 - 31 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune de Bondoufle, située en Zone d'action complémentaire selon le zonage ARS, souffre d'un manque de médecins généralistes. Ayant réussi à en trouver deux, la commune a dû commencer en urgence les travaux de leur futur cabinet afin de faciliter leur installation dans les plus brefs délais.

Description :
La commune de Bondoufle est classée Zone d'Action Complémentaire (ZAC) par l'Agence Régionale de Santé.

Afin de faire face à la demande croissance de soins sur le territoire, la commune de Bondoufle réhabilite les anciens locaux occupés par la Poste en locaux médicaux afin d'y acceuillir trois professionnels de santé en juillet 2019 : deux médecins généralistes et un psychiatre.

Les médecins amenés à exercer au sein de la structure s'engagent à exercer leur activité en secteur 1 et secteur 2 conventionnement OPTAM.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250.000 € pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100.000 € pour les équipements

Localisation géographique :
- BONDOUFLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	575 947,70	95,65%
Equipements	26 213,81	4,35%
Total	602 161,51	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ARS/URPS	162 960,00	27,06%
Région IDF	94 320,00	15,66%
Fonds de concours	141 250,00	23,46%
Fonds propres	203 631,51	33,82%
Total	602 161,51	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-238

DOSSIER N° 19006658 - Création d'un cabinet de groupe dans la commune de TRIEL-SUR-SEINE (78)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	1 668 769,00 € TTC	11,98 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE TRIEL SUR SEINE
Adresse administrative : PL CHARLES DE GAULLE
78510 TRIEL-SUR-SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Joël MANCEL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un cabinet de groupe dans la commune de TRIEL-SUR-SEINE (78)

Dates prévisionnelles : 19 mars 2019 - 30 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'ouverture de la structure étant prévue au plus tard en juillet 2019, les travaux ont commencé en urgence afin que les locaux soient prêts pour accueillir les patients.

Description :
Ces 5 dernières années, la commune de Triel a perdu 11% de ses médecins généralistes. Au vu des prochains départs à la retraite, les cinq prochaines années risquent de voir se creuser très rapidement les effectifs et poseront à terme un problème grandissant d'accès aux soins.

Le projet de Triel-sur-Seine correspond à la réhabilitation d'un bâtiment permettant la création d'un pôle santé favorisant l'implantation de nouveaux professionnels de santé répondant aux besoins de la population.

Le cabinet devrait accueillir à terme :
- 4 médecins généralistes
- 1 ophtalmologiste
- 2 masseurs-kinésithérapeutes
- 4 infirmiers
- 1 podologue
- 1 orthophoniste

- 2 orthoptistes

L'ensemble des médecins est conventionné secteur 1, la pratique du tiers payant ouverte à tous les patients.

Le projet de santé de cabinet s'articule autour des axes prioritaires suivants :
- suivi des personnes âgées à domicile
- suivi des patients souffrant de maladies chroniques
- suivi des patients atteint de cancers

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250.000 € pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100.000 € pour les équipements.

Localisation géographique :
- TRIEL-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière	445 200,00	26,68%
Travaux	1 223 569,00	73,32%
Total	1 668 769,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ARS/URPS	200 000,00	11,98%
Région IDF	200 000,00	11,98%
DTER	117 000,00	7,01%
Commune	445 000,00	26,67%
Appel à projet CDY	400 000,00	23,97%
Emprunt	306 769,00	18,38%
Total	1 668 769,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-238

DOSSIER N° 18007646 - Création d'un cabinet médical de groupe à Versailles (78)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	1 326 300,00 € TTC	15,08 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HOUDON MEDICAL
Adresse administrative : 18 AVENUE LOUVOIS
92370 CHAVILLE
Statut Juridique : Société Civile Immobilière
Représentant : Carine BARRISAT-LEGRAND

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un cabinet médical de groupe à Versailles (78)

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 1 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
A la onzième place des villes les plus peuplées d'Île-de-France, Versailles comptabilise plus de 85 700 habitants.

Entre 2004 et 2014, une baisse significative du nombre de médecins généralistes laisse la ville avec une moyenne de 9,1 médecins pour 10 000 habitants – plaçant ainsi Versailles en dessous de la moyenne nationale de 13,1 médecins pour 10 000 habitants . Les chiffres recensés par l'Ordre National des médecins montrent un vieillissement important de la population médicale dans les Yvelines où la moyenne d'âge des médecins tourne autour de 59,1 ans .

Versailles est classée en Zone d'Action Complémentaire (ZAC) par l'ARS : selon le nouveau zonage ARS ces zones sont impactées par le manque de médecins et nécessitent la mise en œuvre de moyens pour éviter que la situation ne se détériore.
S'adaptant aux besoins de la population, le projet de santé porté par le cabinet s'axe sur la prise en charge des femmes (consultations gynécologiques et obstétriques), le suivi des nourrissons dès leur sortie de la maternité et des enfants.

Une attention particulière est également portée au suivi des personnes âgées afin de favoriser leur maintien à domicile. La structure assurera une permanence de soin du lundi au samedi et restera ouverte

pendant les périodes creuses.

L'équipe médicale est constituée de 4 médecins généralistes, 1 podologue, 1 cardiologue , un kinésithérapeute, une diététicienne et une infirmière.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250.000 € pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100.000 € pour les équipements.

Localisation géographique :
- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et change afférentes	627 000,00	47,27%
Equipements	12 300,00	0,93%
Equipements informatiques	57 000,00	4,30%
Travaux	630 000,00	47,50%
Total	1 326 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	200 000,00	17,76%
ARS	250 000,00	22,20%
Emprunt	676 300,00	60,05%
Total	1 126 300,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-238

DOSSIER N° 19002479 - Création d'un cabinet de médecine générale au sein du Médipôle de Nanterre

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	125 898,00 € TTC	32,38 %	40 767,00 €
	Montant total de la subvention		40 767,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TAOTE
Adresse administrative : 34 RUE DU CHEMIN DE FER
78380 BOUGIVAL
Statut Juridique : Société Civile de Moyen
Représentant : Monsieur THOMAS JACTAT

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'un cabinet médical au sein du Médipôle de Nanterre.

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de l'augmentation des besoins de la population nanterrienne, le Médipôle de Nanterre a besoins qu'un troisième cabinet ouvre rapidement afin d'accueillir les patients. Les travaux on donc dû commencer en urgence pour une ouverture le plus rapidement possible.

Description :
Au sein du Médipole de Nanterre-Université les docteurs Trarieux et Jactat, beneficiant d'une expérience en médecine d'urgence hospitalière publique et privée, proposent une prise en charge spécifique à la croisée de la médecine générale et de la médecine d'urgence.

Réalisant 8 000 consultations par an, le Médipôle de Nanterre a besoin d'un troisième cabinet de consultation généraliste afin d'accueillir ses patients. Situé en zone d'intervention prioritaire (ZIP) par l'ARS, la commune de Nanterre va devoir faire face au départ à la retraite de 9 de ses médecins généralistes dans les deux ans qui viennent.

Le Médipôle applique la tarification de la sécurité sociale.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250.000 € pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100.000 € pour les équipements.

Calcul de la subvention :
Travaux + acquisition foncière : 110 910€ x 0,3 = 33 273€
Equipements : 14 988 x 0,5 = 7 494€
TOTAL = 40 767€

Localisation géographique :
- NANTERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière	105 000,00	83,40%
Travaux	5 910,00	4,69%
Equipements médicaux	11 122,00	8,83%
Equipements informatiques	3 866,00	3,07%
Total	125 898,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt personnel	85 131,00	67,62%
Région Île-de-France	40 767,00	32,38%
Total	125 898,00	100,00%

ANNEXE 2 - FICHES PROJET RELATIVES A L'AIDE AUX CENTRES DE PLANIFICATION-CONTRACEPTION-IVG

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-238

DOSSIER N° 19006454 - Acquisition de deux échographes pour la Maternité des Lilas (93)

Dispositif : Aide aux centres de planification-contraception-IVG (n° 00000795)
Délibération Cadre : CR03-12 modifiée du 27/09/2012
Imputation budgétaire : 904-41-20421-141008-300
Action : 14100801- Equipement d'Unité fonctionnelle d'IVG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux centres de planification-contraception-IVG	140 760,00 € TTC	69,62 %	98 000,00 €
	Montant total de la subvention		98 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NAISSANCE MATERNITE DES LILAS
Adresse administrative : 12-14 RUE DU COQ FRANCAIS
93260 LES LILAS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean Claude HIREL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'acquisition de deux échographes

Dates prévisionnelles : 2 avril 2019 - 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'acquisition des deux nouveaux échographes a dû se faire en urgence début avril 2019 afin de remplacer deux appareils obsolètes. Ces appareils ont dû être réservés à l'avance.

Description :
Le centre d'orthogénie de la maternité des Lilas accueille des patientes dans le cadre des demandes d'interruption volontaire de grossesse, pour leurs consultations médicales et/ou psychologiques.
Le centre de planing familial de la clinique des Lilas est un centre référent pour :
-Accéder à la contraception d'urgence,
-Obtenir une information et une prescription des différentes méthodes contraceptives,
-Se faire poser et retirer un implant contraceptif (centre de référence),
-Se faire poser un DIU (stérilet),
-Réaliser une contraception définitive (obturation tubaire par voie endoscopique),
-Faire un test de grossesse,
-Trouver l'écoute et l'aide dans toutes les démarches
-Bénéficier d'un suivi gynécologique,
-Dépister les cancers,
-Dépister des Infections Sexuellement Transmissibles (IST),
-Faire une hyménoplastie,
-Proposer une éducation à la vie sexuelle, obtenir une information détaillée sur la sexualité, la relation à

l'autre, la contraception.
Le centre a besoin d'acquérir deux nouveaux échographes pour assurer une prise en charge optimale des patientes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Pour l'acquisition d'échographes, la subvention régionale est plafonnée à 80% de la dépense subventionnable dans la limite de 50 000 € par appareil, pour tout organisme éligible.

Localisation géographique :
- LES LILAS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Echographe 1	60 000,00	42,63%
Echographe 2	80 760,00	57,37%
Total	140 760,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	42 760,00	30,38%
Subvention Région IDF	98 000,00	69,62%
Total	140 760,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-238

DOSSIER N° 19006156 - Acquisition d'un échographe pour l'unité sanitaire en milieu pénitentiaire de la maison d'arrêt des femmes de Fleury-Mérogis (91).

Dispositif : Aide aux centres de planification-contraception-IVG (n° 00000795)
Délibération Cadre : CR03-12 modifiée du 27/09/2012
Imputation budgétaire : 904-41-204181-141008-300
Action : 14100801- Equipement d'Unité fonctionnelle d'IVG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux centres de planification-contraception-IVG	21 969,00 € TTC	80,00 %	17 575,00 €
	Montant total de la subvention		17 575,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRE HOSPITALIER SUD FRANCILIEN
Adresse administrative : 40 AV SERGE DASSAULT
91100 CORBEIL-ESSONNES
Statut Juridique : Etablissement Public Hospitalier
Représentant : Madame ROSE NGUYEN, Gynécologue

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'un échographe pour l'unité sanitaire en milieu pénitentiaire de la maison d'arrêt des femmes de Fleury-Mérogis (91).

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 30 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Maison d'arrêt pour femmes de Fleury-Mérogis souhaite acquérir un échographe afin d'assurer les échographies gynécologiques d'urgence et les échographies obstétricales de dépistage. L'acquisition de cet appareil permettrait d'assurer une meilleur prise en charge des patientes en évitant les délais liés aux extractions pénitentiaires. L'unité sanitaire de la maison d'arrêt assure la prise en charge de 200 détenues par an, dont 100 bénéficiaires de la CMU.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Pour l'acquisition d'échographes, la subvention régionale est plafonnée à 80% de la dépense subventionnable dans la limite de 50 000 € par appareil, pour tout organisme éligible.

Localisation géographique :

- FLEURY-MEROGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Echographe	21 969,00	100,00%
Total	21 969,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Centre Hospitalier Sud Francilien	4 394,00	20,00%
Région IDF	17 575,00	80,00%
Total	21 969,00	100,00%

ANNEXE 3 - FICHES PROJET RELATIVES A LA PREVENTION SANTE

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-238

DOSSIER N° 19002996 - Informer les jeunes sur les comportements et attitudes à risques concernant leur santé

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)
Délibération Cadre : CR03-12 modifiée du 27/09/2012
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100103- Prévention santé - Jeunes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	31 065,00 € TTC	9,66 %	3 000,00 €
	Montant total de la subvention		3 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IFAC YVELINES
Adresse administrative : 31 AVENUE RENE DUGUAY-TROUIN
78960 VOISINS-LE-BRETONNEUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PHILIPPE SUEUR, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : informer les jeunes sur les comportements et attitudes à risques concernant leur santé, favoriser les échanges et les débats entre les jeunes.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Action se déroulant sur toute l'année.

Description :
Cette action vise à permettre aux jeunes de faire des choix éclairés concernant leur santé.
Les actions éducatives ciblent les collégiens et lycéens du département des Yvelines ainsi que les jeunes fréquentant les accueils de jeunes du département ; elles comportent différentes thématiques proposées à l'établissement ou demandées par celui-ci, notamment :
- l'estime de soi : cette action permet aux jeunes de repartir avec des outils concrets afin de se sentir bien/mieux dans leur peau.
- les conduites addictives : sont proposées des informations sur les substances qui rendent accro, les substances dangereuses ; les exemples, les réponses aux questions permettent d'évaluer le risque de devenir dépendant et des moyens sont proposés pour s'en sortir.
- le harcèlement : la transmission d'informations, d'études de cas, de discussions permettent aux jeunes de savoir repérer les situations de harcèlement et les moyens d'y réagir.
- le jeu déconnecté : sous la forme d'un jeu de plateau, les jeunes en équipe doivent répondre à des questions sur les nouvelles technologies afin d'adopter une meilleure utilisation de ces outils et d'être

sensibilisés aux risques afférents.
- les réseaux sociaux : ces actions permettent aux jeunes d'aborder les avantages et les risques de ces plateformes mais aussi d'échanger sur les photos à poster ou non, sur les fake news et les théories du complot et aussi sur le cyber harcèlement.

Environ 2730 jeunes peuvent bénéficier de ce projet (91 classes de 30 jeunes).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service	7 480,00	24,08%
achats matières et fournitures	900,00	2,90%
Déplacements, missions	2 178,00	7,01%
frais de personnel	17 683,00	56,92%
Charges fixes et de fonctionnement	2 824,00	9,09%
Total	31 065,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	3 000,00	9,66%
Education Nationale	10 920,00	35,15%
CD Yvelines	10 485,00	33,75%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	6 660,00	21,44%
Total	31 065,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-238

DOSSIER N° 19003002 - Prévention du saturnisme infantile lié au logement insalubre en Ile-de-France.

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)
Délibération Cadre : CR03-12 modifiée du 27/09/2012
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100103- Prévention santé - Jeunes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	91 300,00 € TTC	7,67 %	7 000,00 €
	Montant total de la subvention		7 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION DES FAMILLES VICTIMES DU SATURNISME
Adresse administrative : 20 VILLA COMPOINT 75017 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MATHE TOULLIER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : prévention du saturnisme infantile lié au logement insalubre en Ile-de-France.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Action se déroulant sur l'année civile.

Description :
L'AFVS intervient en premier lieu auprès des enfants et femmes enceintes, pour lesquels les conséquences de l'intoxication par le plomb sont les plus délétères (le plomb est un perturbateur endocrinien neuro et repro toxique). Ce sont des familles entières qui sont concernées par le saturnisme en lien avec l'habitat dégradé.
Le projet se décline en 2 axes :
- développer la prévention primaire du saturnisme par l'information et l'encouragement au dépistage : tenue de permanences, actions de sensibilisation, réunions collectives, diffusion de publications …
- dépister les familles d'Ile-de-France, notamment de Paris, de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne confrontées à un risque d'intoxication par le plomb lié à l'habitat dégradé afin de protéger les enfants et les femmes enceintes du saturnisme : visites de logements, dépistage de plombémie, information sur les mesures hygiéno-diététiques, signalements à l'ARS et au bureau de lutte contre le saturnisme, contacts avec les médecins, informations individualisées et accompagnements sociojuridiques des familles : plus de cent familles à visiter et/ou accompagner sont visées.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matières et fournitures	4 800,00	5,26%
locations	7 000,00	7,67%
Services extérieurs (entretien, assurance, documentation)	1 450,00	1,59%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	3 200,00	3,50%
Autres services extérieurs (publicité, déplacements ...)	1 350,00	1,48%
frais de personnel	73 500,00	80,50%
Total	91 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	7 000,00	7,67%
ARS	8 000,00	8,76%
Mairie de Paris	15 000,00	16,43%
Mairie de Saint-Denis	3 000,00	3,29%
aides privées	49 000,00	53,67%
Autres produits de gestion courante	9 300,00	10,19%
Total	91 300,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-238

DOSSIER N° 19003885 - Le suicide n'est pas une fatalité mais le prévenir est une nécessité : prévention - postvention

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)
Délibération Cadre : CR03-12 modifiée du 27/09/2012
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100103- Prévention santé - Jeunes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	54 000,00 € TTC	27,78 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENTR'ACTES
Adresse administrative : 5 BIS BOULEVARD DE VALMY
92700 COLOMBES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-YVES TROMEUR, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Projet Le suicide n'est pas une fatalité mais le prévenir est une nécessité

Dates prévisionnelles : 1 juin 2019 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Projet démarrant dès juin.

Description :
Accueil, écoute et consultations (330h d'intervention) :
- Accueil et soutien à des personnes en crise suicidaire et/ou aux familles et à l'entourage, en lien avec les services de soins (Hôpitaux, médecins, réseau de soins,…) au bénéfice de 72 personnes correspondant à 36 situations individuelles et/ou familiales.

Information – sensibilisation (114 heures d'intervention) :
- Organisation de 4 manifestations à Colombes et à Beaumont/Oise : rencontres débats à l'occasion de la Journée Mondiale de Prévention du Suicide en septembre 2019 ou de la Journée Nationale de Prévention 2020 (220 personnes – étudiants, lycéens, habitants, élus et professionnels) ;
- Intervention auprès de groupes de parole de parents sur la thématique du suicide et la prévention des conduites à risque (15 parents) ;
- Approfondissement sur le suicide et sa prévention auprès de groupes d'élèves de la Section ST2S et futurs professionnels paramédicaux et sociaux, dans le cadre des Travaux Personnels Encadrés ;
- Interventions collectives des professionnels des structures concernées par le projet (établissements

scolaires, clubs de prévention, équipes de réussite éducative, … environ 180 personnes).

Interventions communautaire en préventions du suicide (64 h d'intervention) à Colombes (pour 28 personnes).
- Evaluation collective des questions, difficultés et ressources avec des acteurs du territoire de Colombes (92) et de Beaumont/Persan (95) ;
- Action de sensibilisation auprès de professionnels de première ligne (animateurs, travailleurs sociaux, professionnels éducatifs, professionnels médicaux) ;
- Elaboration d'un protocole et d'un guide, ainsi que de dispositions à l'échelle des institutions participant au projet, pour prendre en compte des situations avec risque suicidaire.
Appui aux acteurs de premières lignes du 92 et du 95 : prise en compte de 12 sollicitations de professionnels, bénévoles associatifs ou élus (1 à 3 temps de travail par sollicitation, 24h d'intervention).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- COLOMBES
- NANTERRE
- BEAUMONT-SUR-OISE
- PERSAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	1 100,00	2,04%
Services extérieurs (locations, assurance, documentation)	5 250,00	9,72%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	1 800,00	3,33%
Publicité, publications, relations publiques	2 400,00	4,44%
Autres services extérieurs	1 950,00	3,61%
Impôts et taxes	200,00	0,37%
frais de personnel	41 300,00	76,48%
Total	54 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	15 000,00	27,78%
ARS	9 000,00	16,67%
Affaires sociales	4 500,00	8,33%
Crédits Politique de la ville	1 200,00	2,22%
départements 92 et 95	8 000,00	14,81%
Commune de Colombes	800,00	1,48%
CAF	7 000,00	12,96%
Hôpitaux	500,00	0,93%
Associations	3 200,00	5,93%
Autres prestations de service	4 800,00	8,89%
Total	54 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-238

DOSSIER N° 19003939 - Prévention, soins et accompagnement en addictologie

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)
Délibération Cadre : CR03-12 modifiée du 27/09/2012
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100103- Prévention santé - Jeunes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	68 238,00 € TTC	11,72 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANPAA ASSOCIATION NATIONALE DE PREVENTION EN ALCOOLOGIE ET ADDICTOLOGIE CRIF
Adresse administrative : 20 RUE SAINTT FIACRE 75002 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur DENIS TURPIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : prévention, soins et accompagnement en addictologie

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet se décline en plusieurs axes :
- une sensibilisation des professionnels des établissements (CFA et lycées professionnels du BTP) aux questions d'addictions, à la prévention et aux principes de réduction des risques, aux structures d'aide et d'accompagnement pour les jeunes concernés.
- des représentations d'un spectacle élaboré avec de jeunes apprentis et la Compagnie des contraires auprès des élèves de 1ère année de CFA.
- des espaces d'échanges et de réflexion 1 à 2 semaines après le spectacle, par petits groupes.
- des permanences d'entretiens individuels dans différentes structures permettant de répondre aux problématiques des jeunes et de les orienter le cas échéant vers une Consultation Jeunes Consommateurs.

Ce projet vise un millier de jeunes futurs professionnels provenant d'une dizaine de CFA et lycées professionnels des départements de la Seine-et-Marne, de l'Essonne, du Val d'Oise, des Yvelines et de Paris.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Sont exclus de la base subventionnable les dépenses relatives aux services bancaires et dotations aux amortissements.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
achats matières et fournitures	1 225,00	1,75%
Locations	2 396,00	3,42%
Services extérieurs (entretien, assurance, documentation)	1 613,00	2,30%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	17 348,00	24,77%
Autres services extérieurs (déplacements, publicité ...)	2 671,00	3,81%
Impôts et taxes	3 323,00	4,74%
charges de personnel	38 074,00	54,36%
Autres charges de gestion courante	1 588,00	2,27%
Dotations aux amortissements	547,00	0,78%
Services bancaires et assimilés	1 250,00	1,78%
Total	70 035,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	8 000,00	11,42%
ARS	13 430,00	19,18%
MILDECA	7 250,00	10,35%
Aides privées	41 355,00	59,05%
Total	70 035,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-238

DOSSIER N° 19005246 - Prévention des conduites à risques à l'adolescence

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)
Délibération Cadre : CR03-12 modifiée du 27/09/2012
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100103- Prévention santé - Jeunes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	171 000,00 € TTC	13,45 %	23 000,00 €
	Montant total de la subvention		23 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CSAPA LA CORDE RAIDE UDSM
Adresse administrative : 6 PLACE RUTEBEUF
75012 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BERNARD MARTIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Prévention des conduites à risques à l'adolescence

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Action se déroulant sur toute l'année.

Description :
Le projet vise à promouvoir la santé psychique et prévenir les conduites à risques et / ou addictives à l'adolescence et auprès de publics vulnérables. L'objectif est de sensibiliser les bénéficiaires, d'identifier les difficultés qui peuvent être à l'origine de la vulnérabilité et d'identifier les ressources propres ou à l'extérieur pour y faire face.
La structure organise son action avec une phase diagnostic, des interventions et une évaluation.
Différentes interventions sont proposées :
- Auprès des adolescents et jeunes adultes, sur site, de préférence en plusieurs séquences, sur des thématiques ciblées, sous forme d'actions collectives : animations visant à renforcer les compétences psychosociales et à envisager les alternatives possibles aux conduites à risques (consommation / excès, utilisation des écrans, relations filles-garçons).
La structure propose un lieu d'informations et d'échanges, sans RDV, dédié aux jeunes de 14 à 25 ans, en étroite collaboration avec les professionnels du CJC (Consultations Jeunes Consommateurs) : « Le Passage ».
Enfin, un accueil de collégiens dans le cadre de mesures de responsabilisation au collège (dispositif disciplinaire) est prévu pour une action plus pertinente.

- Auprès des professionnels, sur site, sous la forme de conférences / débats de sensibilisation - information autour des problématiques adolescentes, rencontres régulières (échanges de pratique).
- Auprès des parents, sous la forme de conférences / débats dans des établissements scolaires, et dans les locaux de l'association, une fois par mois : groupes de parole "parents d'ado en crise".
De plus, l'association entreprend un travail partenarial permettant le renforcement des liens entre les structures, la co-construction de projets de prévention ainsi que des échanges sur les pratiques professionnelles, dans une démarche globale et pérenne de prévention – promotion de la santé.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS
- BOULOGNE-BILLANCOURT
- MONTREUIL
- FRESNES
- GENTILLY
- VINCENNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	550,00	0,32%
Services extérieurs (location, entretien, assurance, doc.)	4 900,00	2,87%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	450,00	0,26%
Publicité, publications, relations publiques	600,00	0,35%
Déplacements, missions et réceptions	100,00	0,06%
Impôts et taxes sur rémunérations	9 425,00	5,51%
Autres impôts et taxes	2 945,00	1,72%
frais de personnel	151 630,00	88,67%
Charges fixes et de fonctionnement	400,00	0,23%
Total	171 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	23 000,00	13,45%
ARS	49 500,00	28,95%
MILDECA	24 000,00	14,04%
Mission Métropolitaine de Prévention des Conduites à Risque	42 000,00	24,56%
CAF REAAP	5 000,00	2,92%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	27 500,00	16,08%
Total	171 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-238

DOSSIER N° 19005950 - consultations en psychologie pour enfants et adolescents à l'espace rencontre de l'APCE à La Courneuve (93).

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)
Délibération Cadre : CR03-12 modifiée du 27/09/2012
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100103- Prévention santé - Jeunes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	17 561,00 € TTC	34,17 %	6 000,00 €
	Montant total de la subvention		6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APCE 93 ASSOCIATION POUR LE COUPLE ET L'ENFANT
Adresse administrative : 5 RUE ANATOLE FRANCE 93120 LA COURNEUVE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Anne DANIERE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : consultations en psychologie pour enfants et adolescents à l'espace rencontre de l'APCE à La Courneuve (93).

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Action se déroulant sur toute l'année.

Description :
La structure propose des consultations avec une psychologue pour des enfants et adolescents confrontés à des difficultés ou en proie à un mal-être important. Afin d'éviter certains passages à l'acte, les consultations s'inscrivent dans une perspective de prévention. Certaines séances peuvent prendre la forme de médiation enfants / parents, permettant de favoriser la responsabilisation et l'autonomie de chacun ainsi que la dignité et l'estime de soi. L'objectif est d'éviter les ruptures et les conduites à risque qui en résultent parfois chez les adolescents.
Les consultations ont lieu à La Courneuve tous les mercredis et s'inscrivent pour une grande partie des jeunes dans la durée (environ 2 séances par mois), avec des relais en parallèle en tant que de besoin.
L'objectif pour l'association est d'accompagner plus d'une centaine de jeunes en souffrance et limiter les conduites addictives (toxicomanie, alcoolisme, troubles du comportement alimentaire) et / ou anomiques (échec scolaire, fugues, actes de délinquance) mettant le jeune en danger.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dans la base subventionnable sont exclus les frais bancaires et les dotations aux amortissements.

Localisation géographique :
- LA COURNEUVE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	151,00	0,84%
Services extérieurs (locations, entretien, assurance ...)	682,00	3,78%
Autres services extérieurs (publications, déplacements ...)	761,00	4,22%
Services bancaires et assimilés	408,00	2,26%
Impôts et taxes	1 021,00	5,67%
frais de personnel	14 435,00	80,11%
Autres charges de gestion courante	511,00	2,84%
Dotations aux amortissements	51,00	0,28%
Total	18 020,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	6 000,00	33,30%
département 93	6 600,00	36,63%
aides privées	5 400,00	29,97%
Autres produits de gestion courante	20,00	0,11%
Total	18 020,00	100,00%

DOSSIER N° 19006515 - ACTIONS DE PROMOTION AU DON DE MOELLE OSSEUSE

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)
Délibération Cadre : CR03-12 modifiée du 27/09/2012
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100103- Prévention santé - Jeunes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	26 800,00 € TTC	49,25 %	13 200,00 €
	Montant total de la subvention		13 200,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION COURAGE ULYSSE TONYE
Adresse administrative : 17 AVENUE FABRE
93420 VILLEPINTE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CORINE TONYE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Actions de promotion au don de moëlle osseuse.

Dates prévisionnelles : 1 juin 2019 - 30 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Action démarrant en juin.

Description :
Le projet de sensibilisation au don de la moelle osseuse comprend 2 phases : la 1ère se déroule entre juin et septembre 2019 ; il s'agit de récolter le plus possible d'inscriptions dans le registre national France de greffe de moëlle osseuse afin d'augmenter les chances des malades en attente de greffe de trouver un donneur compatible. L'idée est de faire comprendre l'importance de ce don qui reste l'unique chance de guérison pour certaines personnes atteintes de maladies graves.
L'action se déroule au centre culturel Nelson Mandela de 11h à 19h, dans un espace emménagé avec 3 box de consultation médical, une salle d'accueil et d'information avec 3 infirmières et plusieurs bénévoles, un lieu ressource et plusieurs stands avec des animations diverses (jeu de loi, musique, Chow case, tombola, petite restauration et vente de boisson).
Sont prévus une sensibilisation du public au don de moelle osseuse, des explications sur le don de moelle osseuse en dédramatisant les idées reçues, des entretiens avec des médecins spécialisés et des prélèvements salivaires.

Le 2ème temps consiste en un Gala de l'union et de la solidarité (le 02 Novembre 2019) à Villepinte.
Les objectifs de cet évènement sont de sensibiliser le grand public au don de moëlle osseuse, de récolter

des fonds pour l'auto financement des projets, de permettre les échanges inter-générationnel et culturel et de recruter de nouveaux donneurs.
Pendant le gala, les actions de l'association, des témoignages d'anciens greffés, des communications médicales sont présentés ; un appel aux dons est lancé : les personnes présentes qui désirent devenir veilleurs de vie pourront remplir les formulaires de préinscription et se rendre par la suite au centre donneur le plus proche de leur domicile. Le gala se termine par un dîner, des prestations artistiques, ainsi qu'une vente aux enchères.
Le projet se fait au bénéfice de tous les malades ayant une indication de greffe de moelle osseuse (en France 2000 personnes sont en attente de greffe chaque année).

Par dérogation le bénéficiaire n'est pas tenu à embaucher des stagiaires (absence de locaux).
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
achats matières et fournitures	7 000,00	26,12%
Prestations de service	6 800,00	25,37%
Locations	3 100,00	11,57%
Services extérieurs (assurance, documentation)	4 700,00	17,54%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	1 300,00	4,85%
Autres services extérieurs (publicité, déplacements, mission ...)	3 900,00	14,55%
Total	26 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	13 200,00	49,25%
fonds propres	1 300,00	4,85%
aides privées	1 000,00	3,73%
Autres produits de gestion courante	1 100,00	4,10%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	1 700,00	6,34%
département 93	4 500,00	16,79%
commune de Villepinte	1 000,00	3,73%
ARS	3 000,00	11,19%
Total	26 800,00	100,00%

ANNEXE 4 - FICHE PROJET RELATIVE AU SOUTIEN AUX STRUCTURES DE PREVENTION

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-238

DOSSIER N° 19005850 - Mission métropolitaine de prévention des conduites à risques 93 : animation de l'espace Tête à tête

Dispositif : Soutien aux structures de prévention (n° 00000789)
Délibération Cadre : CR03-12 modifiée du 27/09/2012
Imputation budgétaire : 934-41-65733-141001-300
Action : 14100112- Prévention - Contraception - Grossesses précoces - IVG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures de prévention	725 300,00 € TTC	11,03 %	80 000,00 €
	Montant total de la subvention		80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative : 3 ESPLANADE JEAN MOULIN
93000 BOBIGNY
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Stéphane TROUSSEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Mission métropolitaine de prévention des conduites à risques 93 : animation de l'espace Tête à tête

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : action se déroulant sur toute l'année.

Description :
L'équipe de la MMPCR 93 intervient auprès des jeunes du département dans un accueil accessible sans rendez-vous pour échanger sur leurs difficultés, avec l'espace de prévention du Tête à Tête situé dans le centre commercial Rosny2. C'est un concept de prévention innovant, un espace d'information, de prévention et d'écoute pour les 13/25 ans.
Ses objectifs sont d'apporter une réponse à toute question relative à la sexualité, à l'usage de substances psychoactives, l'utilisation des écrans, les violences, le mal-être … et de faire prendre conscience des risques liés à certaines conduites.

L'espace Tête à Tête propose aux jeunes :
- un accueil spontané toute l'année, du lundi au samedi de 10h à 18h30, un accueil libre, anonyme et sans condition : des informations, une écoute et une orientation en matière de prévention, de sexualité, de drogues, de mal-être, et de violences, des expositions, des rendez-vous (débats, rencontres, projections, etc.), des outils multimédias et des supports pédagogiques sont proposés pour échanger sur ces sujets.
- des actions d'animation collectives organisées tout au long de l'année : séances d'information et de prévention collectives, à destination de leurs groupes d'adolescents et de jeunes adultes (13-25 ans).

- des évènements thématiques et interactifs ou parcours ludiques au sein de l'espace, apportant un éclairage sur une problématique spécifique.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service	115 000,00	15,86%
achats matières et fournitures	4 600,00	0,63%
Locations	245 000,00	33,78%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	3 200,00	0,44%
frais de personnel	357 500,00	49,29%
Total	725 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	80 000,00	11,03%
ARS	80 000,00	11,03%
MILDECA	22 500,00	3,10%
fonds propres	542 800,00	74,84%
Total	725 300,00	100,00%

ANNEXE 5 - FICHES PROJET RELATIVES AU VIH

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-238

DOSSIER N° 19006145 - Accompagnement social et personnalisé de personnes touchées par le VIH/Sida.

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)
Délibération Cadre : CR03-12 modifiée du 27/09/2012
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100103- Prévention santé - Jeunes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	322 770,00 € TTC	3,10 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES PETITS BONHEURS
Adresse administrative : 11 RUE DUPERRE
75009 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BECHIR CHEMSA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accompagnement social et personnalisé de personnes touchées par le VIH/Sida.

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 4 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association Les Petits Bonheurs réalise des actions visant à soutenir les personnes vivant avec le VIH en Ile-de-France en agissant sur la redynamisation sociale et physique des personnes touchées par la maladie. En 2018, 614 personnes ont pu ainsi être accompagnées dans l'amélioration de leurs conditions de vie et l'aide au suivi de leurs traitements.
La structure oeuvre également pour un retour des personnes à une vie plus sociale en luttant contre leur isolement.
Les personnes soutenues par l'association ont majoritairement entre 18 et 49 ans, mais des personnes de moins de 18 ans et de plus de 50 ans sont aidées par l'association. La dimension personnes agées est également très présente pour l'association.
Presque 60% des personnes suivies par l'association ont plus de 50 ans, et constituent souvent les publics les plus vulnérables face à l'isolement lié à la maladie.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	8 340,00	2,58%
Services extérieurs dont locations	16 930,00	5,25%
Déplacements, missions et réceptions	56 840,00	17,61%
Publicité, publications, relations publiques	23 840,00	7,39%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	11 490,00	3,56%
Autres services extérieurs	9 780,00	3,03%
Impôts et taxes	2 920,00	0,90%
Rémunération des personnels dont charges sociales	188 100,00	58,28%
Autres charges financières	4 530,00	1,40%
Total	322 770,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ARS Idf	25 000,00	7,75%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	3,10%
Subvention Commune (attribuée)	29 000,00	8,98%
Subvention Autres établissements publics (attribuée)	45 000,00	13,94%
Subvention Département 93 (attribuée)	9 500,00	2,94%
Subvention Aides privées (attribuée)	200 000,00	61,96%
Cotisations, dons manuels ou legs	4 270,00	1,32%
Total	322 770,00	100,00%

DOSSIER N° 19006457 - Dépistage du VIH par les personnels infirmiers des services d'urgences franciliens

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)
Délibération Cadre : CR03-12 modifiée du 27/09/2012
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100103- Prévention santé - Jeunes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	363 962,00 € TTC	10,91 %	39 703,00 €
	Montant total de la subvention		39 703,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION IMEA LEON MBA
Adresse administrative : 46 RUE HENRI HUCHART
75018 PARIS CEDEX 18
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jacques LE BRAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : dépistage du VIH par les personnels infirmiers des services d'urgences franciliens

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 4 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'Ile-de-France reste la région la plus touchée par les contaminations au VIH. De nombreux publics sont éloignés des prises en charge classique mais peuvent fréquenter les services d'urgences des hôpitaux franciliens.
L'Institut qui soutient et héberge la mise en place de ce projet possède une expertise reconnue en France et à l'international sur la question des transmissions de maladie infectieuse comme le VIH.
Fort d'une capacité d'étude et de recherche, le bénéficiaire souhaite mener une large évaluation sur la mise en oeuvre d'un dépistage rapide par les infirmiers des services d'urgence auprès des publics cibles. Les personnes consentantes et qui présentent des caractéristiques définies seront testées suivant un nouveau protocole de dépistage rapide et donnant lieu à un accompagnement et une évaluation.
La modélisation qui ressortira de cette étude permettra d'affiner les modèles de dépistage à grande échelle.
Ce sont 18 services d'urgences qui participeront à ce dispositif avec un potentiel de 481 000 consultations possibles à terme.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service	57 150,00	15,70%
Achats non stockés de matières et fournitures	36 000,00	9,89%
Services extérieurs	448,00	0,12%
Publicité, publications, relations publiques	3 000,00	0,82%
Déplacements, missions et réceptions	1 633,00	0,45%
frais de personnels	125 866,00	34,58%
Charges sociales	125 866,00	34,58%
Charges fixes et de fonctionnement	13 999,00	3,85%
Total	363 962,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	39 703,00	10,91%
Subvention Autres établissements publics (attribuée)	324 259,00	89,09%
Total	363 962,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-238

DOSSIER N° 19006461 - Les après-midi du zapping

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)
Délibération Cadre : CR03-12 modifiée du 27/09/2012
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100103- Prévention santé - Jeunes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	40 000,00 € TTC	37,50 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOLIDARITE SIDA
Adresse administrative : 16 BIS AVENUE PARMENTIER
75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame KASIA BONKOWSKA, Directrice générale adjointe

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Informer et sensibiliser les jeunes en matière de VIH.

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 4 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Solidarité Sida est une association engagée dans la lutte contre le VIH, pour la prévention et l'information sur la maladie.
Les publics jeunes sont particulièrement exposés aux IST et au VIH (12% des nouvelles contaminations), et la méconnaissance sur la maladie et les modes de contaminations est de plus en plus importante.
L'association a donc crée une forme innovante d'information à destination des publics lycéens avec les Après-Midi du Zapping.
Chaque intervention rassemble ente 200 et 300 lycéens et propose une projection de films court (zapping) et de spots de prévention. Des jeux et des débats sur la question de la sexualité et de la prévention interviennent également pendant cette après-midi.
Les acteurs de prévention et de santé (planning familial, CRIPS, CHA...) sont également associés à ces évenements.
Au total pour 2019, 25 dates sur 8 départements sont programmées.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service	22 500,00	56,25%
Charges de personnel	10 000,00	25,00%
Charges sociales	6 500,00	16,25%
Charges fixes et de fonctionnement	1 000,00	2,50%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	25 000,00	62,50%
Subvention Région (sollicitée)	15 000,00	37,50%
Total	40 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-238

DOSSIER N° 19006463 - Prévention du VIH en Ile-de-France - Etude ANRS "Prevenir"

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)
Délibération Cadre : CR03-12 modifiée du 27/09/2012
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100103- Prévention santé - Jeunes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	90 000,00 € TTC	44,44 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASS ROBERT DEBRE POUR LA RECHERCHE MEDICALE
Adresse administrative	:	15 RUE DE L ECOLE DE MEDECINE 75006 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur RAYMOND ARDAILLOU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutenir la recherche dans la diffusion du traitement préventif contre le VIH.

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 4 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ce projet de recherche s'inscrit sur plusieurs exercices afin de permettre la mise en place et l'évaluation de nouveaux process de suivi de personnes touchées par la VIH, au travers d'une plus grande généralisation d'un traitement préventif.
Plusieurs centres hospitaliers en région Ile-de-France sont impliqués dans ce projet ambitieux qui vise à accroitre la diffusion de la PreP. Il s'agit d'un nouveau mode de prévention biomédicale de l'infection VIH reposant sur la prise de médicaments antirétroviraux avant des rapports sexuels. La personne sous traitement peut devenir non contaminant, réduisant ainsi les risques de nouvelles contaminations auprès des publics cibles.
Les personnes constituant ce public clef sont vues tous les trois mois en consultation et bénéficient également d'un accompagnement communautaire par le milieu associatif afin d'éviter tout autre prise de risque.
Le déploiement de ce nouvel outil de prévention en Ile de France devrait permettre, en combinaison avec les outils déjà existants (préservatifs, dépistage de l'infection, traitement précoce des personnes infectées) de diminuer le nombre de nouvelles contaminations par le VIH.

A chaque consultation, des tests de dépistage du VIH et des autres infections sexuellement transmissibles sont réalisés ainsi que des tests pour apprécier la bonne tolérance du traitement.
La Prep constitue aujourd'hui une des avancées majeures et reconnues permettant d'envisager à court terme la fin de l'épidémie.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des personnels	80 000,00	88,89%
Impots et taxes	5 000,00	5,56%
Charges fixes et de fonctionnement	5 000,00	5,56%
Total	90 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	40 000,00	44,44%
Agence Nationale de Recherche sur le Sida	50 000,00	55,56%
Total	90 000,00	100,00%

DOSSIER N° 19006478 - Accompagnement des personnes vivant avec le VIH

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)
Délibération Cadre : CR03-12 modifiée du 27/09/2012
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100103- Prévention santé - Jeunes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	144 299,00 € TTC	10,40 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ACTIONS TRAITEMENTS
Adresse administrative : 23 RUE DURIS
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Arnaud CARRERE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accompagnement des personnes séropositives dans leur vie quotidienne.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 1 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet se déroule sur une année civile

Description :
L'association accompagne dans leurs démarches administratives, l'observance médicale et défend les personnes vivant avec VIH et pathologies associées, notamment les séniors séropositifs.
Elle mène également des actions de prévention, notamment auprès des personnes les plus exposées.
Elle crée des supports d'informations et outils numériques afin d'informer les personnes. Action Traitement assure des permanences d'information ainsi que des sessions de formation afin que les personnes malades puissent connaitre leurs droits et les possibilités d'accès aux soins et traitements.
Les projets se centrent également sur les traitements préventifs (Tpe, Prep et TASP) qui représentent un moyen efficace de lutter contre le développement de l'épidémie. Ces traitements ne peuvent avoir un impact fort que s'ils sont également connus et relayés par les professionnels de santé. Aussi, l'association œuvre afin d'informer de manière ciblée sur la pertinence de ces nouvelles possibilités médicales.
Sur une année, près de 400 personnes sont individuellement suivies et accompagnées. Les supports de formation numérique sont fortement visionnés avec plus de 5 000 téléchargements et 3 000 visionnages par mois des vidéos d'informations.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats dont prestations de services	38 605,00	26,75%
Services extérieurs	59,00	0,04%
Autres services extérieurs dont déplacements et publication	16 473,00	11,42%
Charges de personnel dont charges sociales	68 190,00	47,26%
Autres charges de gestion courante	2 150,00	1,49%
Charges fixes et de fonctionnement	18 822,00	13,04%
Total	144 299,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	15 000,00	10,40%
Subvention État (attribuée)	25 000,00	17,33%
Subvention Aides privées (attribuée)	47 401,00	32,85%
Autres produits	31 076,00	21,54%
Subvention Commune (attribuée)	18 822,00	13,04%
Subvention Autres établissements publics (attribuée)	7 000,00	4,85%
Total	144 299,00	100,00%

ANNEXE 6 - FICHES PROJET RELATIVES AUX GRANDES VULNERABILITES

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-238

DOSSIER N° 19002926 - Prise en charge des parcours de soins de support pour les patients atteints de cancer

Dispositif : Soutien aux grandes vulnérabilités (n° 00001163)
Délibération Cadre : CP2019-160 du 22/05/2019
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100111- Région solidaire en santé

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux grandes vulnérabilités	142 000,00 € TTC	35,21 %	50 000,00 €
		Montant total de la subvention	50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAC ASSOCIATION MAISON DE L'APRES CANCER
Adresse administrative : 3 BOULEVARD BINEAU
92300 LEVALLOIS-PERRET
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ALAIN TOLEDANO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Prise en charge des parcours de soins de support pour les patients atteints de cancer

Dates prévisionnelles : 1 juin 2019 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Action démarrant en juin 2019.

Description :
L'Institut Rafaël, Maison de l'Après-Cancer, est un espace où cohabitent des acteurs de soins médicaux et paramédicaux pour créer des programmes de réhabilitation personnalisée, pendant et après les traitements du cancer, afin de passer d'une médecine centrée sur la maladie à une prise en charge du patient dans sa globalité et de son projet de vie.

Cet institut est une première en France par la gratuité totale des soins et des prises en charge qu'il propose mais également par le choix fait par ses équipes médicale et soignante d'accompagner les malades en rémission d'un cancer dans leur retour à une vie normale. L'objectif central de l'Institut Rafaël est donc d'accompagner les malades et leurs proches dans le chemin du retour à l'estime de soi, de son corps et à retrouver des envies. Il s'agit d'aider les patients malades du cancer à assumer les transformations physiques et les accompagner dans la reconstruction et la revalorisation de l'image de soi.

Pour assurer au mieux sa mission, l'Institut Rafaël a mis au point, en sus de ses consultations pour les personnes en rémission, des ateliers dans lesquels les patients et leurs proches (conjoints, enfants, etc) sont accompagnés pour pouvoir envisager tous ensemble leur vie après le cancer.

Le projet soutenu par le Conseil Régional vise donc à soutenir cet institut pour amplifier le déploiement de ces actions d'accompagnement et améliorer ainsi concrètement la qualité de vie des patients, gommer la maladie et se recentrer sur l'individu et son projet de vie. L'objectif, par ce soutien régional, est de toucher 3500 nouveaux patients par an.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses administratives et informatiques	8 000,00	5,63%
dépenses logistiques	10 000,00	7,04%
communication	4 000,00	2,82%
charges de personnel	120 000,00	84,51%
Total	142 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	50 000,00	35,21%
fonds propres	92 000,00	64,79%
Total	142 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-238

DOSSIER N° 19006389 - PREVENTION DE LA DREPANOCYTOSE EN ILE DE FRANCE

Dispositif : Soutien aux grandes vulnérabilités (n° 00001163)
Délibération Cadre : CP2019-160 du 22/05/2019
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100103- Prévention santé - Jeunes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux grandes vulnérabilités	88 000,00 € TTC	50,00 %	44 000,00 €
		Montant total de la subvention	44 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMAGINE INSTITUT DES MALADIES GENETIQUES NECKER ENFANTS MALADES
Adresse administrative : 24 BOULEVARD DU MONTPARNASSE 75015 PARIS
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur ARNOLD MUNNICH, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Prévention de la drépanocytose en Ile-de-France.

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2019 - 30 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La drépanocytose est la maladie génétique la plus répandue dans le monde et notamment en Ile-de-France.
Le dépistage néonatal de la drépanocytose constitue un élément essentiel de la politique de santé publique conduite en faveur des enfants atteints de la maladie. En effet, ce dépistage permet d'informer les parents et de mettre en place dès les premières semaines de vie de l'enfant les mesures préventives, notamment anti-infectieuses, à l'égard des complications aigües potentiellement mortelles à cet âge.
Le projet de dépistage néonatal généralisé de la drépanocytose réalisé par la Fondation Imagine, en lien avec le Centre Régional de Diagnostic néonatal (CRDN) et la Fédération Parisienne du Dépistage et des Handicaps de l'Enfant (FPDPHE) situé à l'hôpital Necker-Enfants Malades, va permettre d'améliorer l'accueil, l'information et l'accompagnement des parents, ainsi que le suivi des enfants nés et dépistés porteurs sains de la drépanocytose. Il s'agit d'une démarche innovante qui va dans le sens des orientations futures de la Haute Autorité de Santé en faveur du dépistage systématique.
Au-delà de la mise en place de ce circuit de dépistage, de prévention et de prise en charge au plus près des malades et de leurs parents, ce projet prévoit également l'organisation de réunions d'information dans les lycées, les collèges et les collectivités d'Ile-de-France afin d'améliorer la connaissance de cette maladie pour des actions de prévention plus efficaces.
Le projet vise 1500-1600 couples par an, parents de nouveau-nés dépistés porteurs sains de la

drépanocytose en Ile-de-France. Cette population fréquemment migrante ou issue de l'immigration, est en situation de précarité voire d'exclusion culturelle, sociale et linguistique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
frais de personnel	88 000,00	100,00%
Total	88 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	44 000,00	50,00%
Fonds propres	44 000,00	50,00%
Total	88 000,00	100,00%

ANNEXE 7 - FICHE PROJET RELATIVE A LA SANTE NUMERIQUE ET L'INNOVATION

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-238

DOSSIER N° 19006564 - Réalisation du livre blanc des femmes qui font la santé

Dispositif : Santé numérique et innovation (n° 00001166)
Délibération Cadre : CP2019-160 du 22/05/2019
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100110- Développement régional de l'e-santé

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Santé numérique et innovation	14 000,00 € TTC	35,71 %	5 000,00 €
		Montant total de la subvention	5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HKIND
Adresse administrative : 6 RUE DE LA TERRASSE
75017 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame ALICE DE MAXIMY, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation du livre blanc des femmes qui font la santé

Dates prévisionnelles : 1 juin 2019 - 30 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet prévoit le lancement de la campagne en juin 2019

Description :
Le pourcentage de femmes nommées à des postes de premier plan dans le secteur de la santé est extrêmement faible. Cette sous-représentation découle de nombreux facteurs. HKind entend mettre en avant le rôle des femmes dans ce secteur en valorisant l'image de femmes engagées et qui peuvent servir de modèle pour les générations à venir.
Au travers de la réalisation d'un livre blanc digital, en collaboration avec l'école du digital HETIC, 13 femmes leaders dans les domaines de la santé témoignent de leur parcours et du rôle que les femmes doivent jouer dans ce secteur économique.
Cette initiative positive permettra de mettre en avant l'engagement des femmes dans les projets innovants en santé.
Ce dispositif entend également constituer un réseau pérenne de partage entre les différents acteurs afin de démocratiser les projets à l'aide d'une plateforme web.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE
- HORS REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	1 500,00	10,71%
Services extérieurs	1 000,00	7,14%
Autres services extérieurs	3 000,00	21,43%
Charges de personnel	3 500,00	25,00%
Charges fixes et de fonctionnement	5 000,00	35,71%
Total	14 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	5 000,00	35,71%
Subvention Aides privées (attribuée)	9 000,00	64,29%
Total	14 000,00	100,00%

ANNEXE 8 - CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE A LA PREVENTION DE LA TOXICOMANIE DANS LE METRO

Convention cadre de partenariat relative à la présence d'usagers de drogue dans les gares et stations de la RATP entre la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris (PRIF), la Région d'Île-de-France, l'Agence Régionale de Santé d'Île-de-France, la Préfecture de Police, la Ville de Paris et la Régie autonome des transports parisiens (RATP)

La présente Convention est signée entre :

Le **préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris**, représenté par le préfet secrétaire général de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris, M. François Ravier

Et

La **Région Île-de-France**, représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse

Et

L'**Agence Régionale de Santé Île-de-France**, représentée par son directeur général, Monsieur Aurélien Rousseau

Et

La **Préfecture de Police**, représentée par XX

Et

Reproduction et diffusion interdites sans autorisation

La **Ville de Paris,** représentée par Anne Souyris, Adjointe à la Mairie de Paris en charge de la santé et des relations avec l'AP-HP

Et

La **Régie autonome des transports parisiens** (RATP), établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculée au RCS Paris n°775663438B, dont le siège est sis 54 quai de la Rapée à Paris 12ème, représentée par M. Jérôme Harnois, directeur en charge de la maîtrise de risques, des enjeux de sûreté et des affaires institutionnelles

Ci-après dénommées, ensemble les "parties" et individuellement la "partie".

Il est convenu ce qui suit entre les différentes parties :

Préambule

Les clients de la RATP ainsi que ses agents rencontrent des difficultés de diverses natures (propreté, confort, insécurité, régularité et globalement une baisse de la qualité de service dans les espaces) liées directement à la présence récurrente d'usagers de drogues dans certaines de ses stations et notamment actuellement celles situées dans les 10ème, 18ème et 19ème arrondissements, et susceptible d'évoluer.

La responsabilité de la RATP, dans ce contexte, est d'assurer la tranquillité et la sécurité de ses clients et salariés dans ses espaces. Elle n'a en aucun cas vocation à accueillir des activités autres que celles liées au transport ou au service des clients et ne saurait *a fortiori* être considérée comme un lieu de refuge ou de rencontre pour les usagers de drogues et les revendeurs.

En parallèle, les autorités de Police et de Justice assurent leur mission de répression de l'usage et du trafic de substances illicites et interviennent également dans les espaces de la RATP, notamment à travers le Groupe Local de Traitement de la Délinquance dédié à la question de la vente de produits stupéfiants dans le métro mis en place le 21 février 2018.

Les Centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD) sont des établissements médico-sociaux (article L.312-1,9° du Code de l'action sociale et des familles), autorisés par l'ARS, et dont les missions, conditions et modalités de financement sont précisées par les articles R.3121-33-1 à R-3121-33-3 du Code de la santé publique. Les CAARUD assurent des missions notamment d'accueil collectif et individuel, d'information, de conseil personnalisé, de mise à disposition de matériel de prévention des infections, de soutien aux usagers dans l'accès aux soins et aux droits. Ils interviennent aussi en proximité, à l'extérieur du centre, grâce à des maraudes et/ou d'antennes mobiles, en vue d'établir un contact avec les usagers.

Par ailleurs, un certain nombre d'usagers de drogues présents dans les stations de métro fréquentent ces structures.

La PRIF, via le chef de projet MILDECA, coordonnateur régional, accompagne, aux côtés de la Ville de Paris et de l'Agence régionale de Santé (ARS) Ile de France, des projets visant à la réduction des risques et des dommages liés aux drogues et conduites addictives et à la prise en charge des usagers en errance, notamment dans les espaces de transports en commun parisiens.

A l'issue d'une année d'expérimentation positive entre la MILDECA, quatre CAARUD et la RATP

Reproduction et diffusion interdites sans autorisation

qui a permis d'approcher ces usagers et d'apaiser la situation dans le métro, force est de constater que la situation sur le terrain reste fragile. Il est donc nécessaire de continuer à mobiliser chacun dans son domaine de compétences et d'inclure de nouveaux partenaires :

- les acteurs de la RATP, dans le respect de leur périmètre de responsabilité,
- les CAARUD,
- la PRIF représentée par le chef de projet MILDECA,
- la Région Ile-de-France,
- l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France,
- la Préfecture de Police,
- la Ville de Paris.

1. Objet

La présente Convention a pour objet de définir les conditions et modalités de partenariat entre la PRIF, la Région Ile-de-France, l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France, la Préfecture de Police, la Ville de Paris et la RATP, s'agissant de coordonner l'action menée par la RATP avec l'aide des CAARUD, en direction d'usagers de drogues séjournant indûment dans les espaces du réseau de transport parisien exploités par la RATP.

L'action consiste à prolonger pour deux ans la mise en synergie des compétences respectives de la RATP et des CAARUD dans le but d'améliorer la situation dans les espaces concernés de la RATP, en recherchant des effets visibles dans les meilleurs délais.

Sont recherchés les résultats suivants :

- favoriser l'orientation des usagers de drogues vers les dispositifs médico-sociaux (Antennes Mobiles et/ou les Structures spécialisées) et des espaces de repos en surface et diminuer la stagnation des usagers sur les quais des stations de métro ;
- mettre en place des maraudes communes RATP CAARUD et Inter CAARUD pour faciliter la mobilité et l'accès aux Antennes Mobiles et/ou Structures spécialisées en surface (information, prévention, orientation et accompagnement) ;
- sensibiliser les usagers de drogues au respect des clients et agents de la RATP ainsi qu'aux règles à respecter dans les espaces RATP ;
- favoriser les échanges informels (en temps réel par une prise de contact des équipes des CAARUD avec l'agent RATP SEM posté lors de chaque maraude) et formels (lors de débriefings communs devant avoir lieu deux fois par mois *a minima*) entre les équipes des différentes parties ;
- poursuivre un travail d'articulation sur les situations des usagers de drogues avec les services de la RATP afin de faciliter leur prise en charge médico-sociale, respectant le devoir de confidentialité lié aux missions des CAARUD ;
- favoriser le travail des associations en terme de prise en charge et d'accompagnement social des usagers de drogues, en accompagnant les réflexions inter-disciplinaires relatives à la mise en place de lieux de repos, d'hébergement ou de consommation à moindre risque, favorisant la sortie des espaces RATP pour les usagers de drogue.

La présente convention a vocation à être déclinée dans une convention d'application passée avec

Reproduction et diffusion interdites sans autorisation

les CAARUD pour encadrer notamment les aspects opérationnels de la démarche.

2. Espaces d'intervention

Les équipes des CAARUD continueront à intervenir dans les espaces de la ligne 12 et ceux du secteur Nord de la ligne 4. Elles interviendront également dans une zone élargie régulièrement fréquentée par les toxicomanes, à savoir :

- les espaces du secteur Nord de la ligne 5 (principalement Jaurès et Laumière)
- les espaces du secteur Est de la 2 (principalement Stalingrad)
- les espaces de la ligne 11 (principalement République)
- les espaces des secteurs Centre de la ligne 8 (principalement Grands Boulevards) et de la ligne 9 (principalement Richelieu Drouot et Bonne Nouvelle)
- les espaces du secteur Nord de la 7 (principalement Botzaris et Buttes Chaumont)
- les espaces du secteur Nord de la 13 (principalement St Lazare)

Ces espaces pourront être amenés à évoluer en fonction des mouvements repérés des usagers, des retours des associations et des mairies d'arrondissement.

Chacun des espaces susmentionnés doit s'entendre comme allant de la trémie jusqu'aux quais.

3. Engagements de chacune des Parties

3.1. Pour la RATP

La RATP s'engage à autoriser les équipes des CAARUD à circuler dans les espaces mentionnés à l'article précédent.

La RATP s'engage à mettre à disposition des équipes des CAARUD un agent volontaire RATP SEM d'une des lignes concernées, motivé et compétent, pour renseigner et assurer leur orientation dans les espaces définis, suivant la planification fournie par les associations.

La RATP informera également le personnel de la zone d'intervention élargie du prolongement de cette expérimentation. Une réunion de sensibilisation co-animée avec les CAARUD aura lieu à cette occasion. La RATP informera les Mairies d'arrondissement concernées par l'extension et/ou la poursuite de cette expérimentation et du périmètre d'intervention.

La RATP se réserve la possibilité d'interrompre, à tout moment, les interventions des équipes des CAARUD au sein d'une ou de plusieurs des stations des lignes concernées et ce, sans avoir besoin de fournir aux dits intéressés une quelconque justification.
La RATP s'engage, enfin, à soutenir cette action à titre expérimental à hauteur de 20 000 € (les financements s'entendent pour une année de fonctionnement).

La somme versée, constitutive d'un soutien, n'a pas vocation à couvrir l'intégralité des coûts engagés par les CAARUD dans le cadre de l'expérimentation.

La RATP s'engage à participer à la recherche de locaux adaptés à la prise en charge des publics usagers de drogue au sein de son patrimoine (espaces de repos, lieux d'hébergements à titre intercalaire ou pérenne).

Reproduction et diffusion interdites sans autorisation

3.2. Pour la PRIF

La PRIF s'engage à soutenir l'action à hauteur d'une somme de 34 000 € dans le cadre de l'enveloppe départementale Mildeca.

La PRIF organisera en outre, avec le soutien de la RATP, les points étapes définis dans l'article suivant, relatif au suivi de l'expérimentation.

3.3. Pour la Région

La Région s'engage à soutenir l'action à hauteur d'une somme de 23 000 €.

3.4. Pour l'Agence Régionale de Santé Ile de France

L'ARS contribution à l'expérimentation :

- Par le biais de la dotation globale de financement des CAARUD,
- Par sa contribution au suivi, sa participation aux réunions opérationnelles, la réception des bilans mensuels.

3.5. Pour la PP

La PP s'engage à soutenir l'action à hauteur d'une somme de 19 000 €.

3.6. Pour la Ville de Paris

La Ville de Paris s'engage à soutenir l'action à hauteur d'une somme de 20 000 €.

4. Suivi de l'expérimentation

4.1. Réunions opérationnelles

Les parties procèderont à des réunions opérationnelles tous les deux mois.

Elles permettront de communiquer sur les différentes actions menées, d'échanger sur les pratiques respectives et les cas particuliers, d'évaluer les résultats recensés dans les bilans mensuels et les tendances se dégageant de l'opération et enfin de procéder aux ajustements nécessaires pour la bonne marche de cette dernière.

Ces réunions opérationnelles devront s'articuler avec les dispositifs mis en place dans le « plan crack », piloté par la PRIF, la Ville de Paris, l'ARS et la PP, et notamment le travail de coordination des maraudes.

4.2. Bilans mensuels

Les équipes des CAARUD, dans les cinq jours suivants la fin du mois, fourniront tous les mois aux financeurs les éléments suivants :

- nombre de maraudes réalisées ;
- nombre d'heures hebdomadaires consacrées à l'expérimentation ;

Reproduction et diffusion interdites sans autorisation

- nombre d'usagers de drogues contactés et orientations réalisées durant les maraudes (dont type d'orientation proposée et nombre d'usagers de drogues orientés/accompagnés hors espaces RATP) ;
- tout élément qualitatif permettant d'éclairer la situation (notamment les pratiques de consommation de drogues et leur évolution, les interactions avec les agents RATP, les situations conflictuelles, etc.).

La RATP pour sa part suivra mensuellement les indicateurs suivants :

- recensement des personnes séjournant indûment dans les espaces susmentionnés ;
- nombre de journées agents RATP consacrées à l'expérimentation ;
- signalement de sécurité dans les espaces concernés de la présence d'usagers de drogues dans les espaces RATP.

L'ensemble sera remis mensuellement, au plus tard 5 jours avant la fin du mois, au Directeur du Département des Services et Espaces Multimodaux de la RATP.

Une fois cet ensemble de documents en sa possession, le directeur du département des Services et espaces multimodaux de la RATP les transmettra dans les meilleurs délais à la PRIF et à l'ARS.

4.3. Bilans de l'expérimentation

Une réunion élargie entre les différents parties devant permettre de dresser un bilan quantitatif et qualitatif, devra avoir lieu deux mois avant l'échéance de l'expérimentation.

Un bilan de l'expérimentation sera, par ailleurs, dressé à son terme aux fins de définir ou non la poursuite d'une action conjointe auprès des consommateurs de drogue au sein du réseau de transports en commun exploité par la RATP.

4.4. Autres acteurs

Après concertation entre les parties, d'autres acteurs (proximité, santé, sécurité, etc.) pourront prendre part aux réunions et se voir communiquer les bilans.

5. Communication concertée

Les parties s'engagent à mener une communication concertée. Il ne pourra, de fait, y avoir de communication à l'initiative d'une seule partie qu'en cas de respect de certaines conditions.

Les parties s'engagent à communiquer, après concertation et accord préalable exprès et écrit de chacune d'elles, sur le déroulement et/ou les résultats de l'expérimentation.

A défaut d'élaboration concertée, toute partie qui souhaiterait communiquer devra soumettre les termes de la communication envisagée à l'autre partie, et obtenir son accord exprès et écrit.

Par ailleurs, si l'expérimentation objet de la présente convention venait à prendre fin, les parties s'abstiendront de tout commentaire sur les raisons de cette fin, sauf accord réciproque.

Enfin, chacune des parties garde à sa charge ses propres dépenses de communication.

Reproduction et diffusion interdites sans autorisation

6. Confidentialité

Les Parties s'engagent à conserver confidentielles toutes les informations de quelque nature qu'elles soient, dont elles auraient reçu communication et/ou dont elles auraient pu avoir connaissance en préparation ou exécution de l'expérimentation objet de la présente convention, ainsi que le contenu de la Convention elle-même, incluant notamment, mais non limitativement, les informations techniques, commerciales, financières, sous réserve de l'exercice des droits qu'elles détiennent au titre de la présente Convention.

Cette obligation de confidentialité s'étend à l'ensemble des préposés de chacune des parties ainsi qu'à leurs sociétés affiliées et prestataires, qui auront eu accès par le fait de l'une ou de l'autre des parties à ces informations et ce, tant que les informations ne sont pas tombées dans le domaine public et qu'elles n'ont pas été divulguées par la Partie qui en est à l'origine.

Cette obligation perdure au-delà de la fin de la convention pour une durée de dix ans.

Cette obligation s'entend sous réserve de toute obligation légale ou décision de justice de fournir des informations confidentielles à une autorité publique. Dans cette hypothèse, chaque partie devra informer l'autre de la requête ou de l'injonction qui lui aura été faite de communiquer.

7. Durée de la convention

Cette convention prendra effet à compter de sa signature et perdura tout le temps de l'expérimentation. L'expérimentation commencera le premier jour du mois suivant la signature de la présente convention et s'étalera sur une durée de 24 mois.

8. Règlement des litiges

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable leurs éventuels différends relatifs à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention.

En cas d'échec, les tribunaux seront seuls compétents.

Reproduction et diffusion interdites sans autorisation

En deux exemplaires originaux,

A Paris, le 27 mai 2019

Pour le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris
Michel CADOT,

Pour la Région Ile-de-France,
Valérie Pécresse,

Pour la Préfecture de Police de Paris,
Frédérique Camilleri,

Pour l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France,
Aurélien Rousseau,

Pour la Ville de Paris,
Anne Souyris,

Pour la RATP,
Jérôme Harnois.

Reproduction et diffusion interdites sans autorisation

Glossaire

AAM	Animateur agent mobile
ARS	Agence régionale de Santé
CAARUD	Centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues
MILDECA	Mission interministérielle de lutte contre les drogues et conduites addictives
PRIF	Préfecture de la Région d'Île-de-France
RATP	Régie autonome des transports Parisiens
SEC	Département de la Sécurité
SEM	Département Services et espaces multimodaux de la RATP
SIRET	Système d'identification du répertoire des établissements

Reproduction et diffusion interdites sans autorisation

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc147264-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-276

DU 3 JUILLET 2019

FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES - INDEMNITÉS DES ÉTUDIANTS MK ET ERGO - PARTENARIAT ENKRE - SUBVENTION 2019 DU LYCÉE RABELAIS - PQFC ET PACTE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Education ;

VU le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 4383-1 et suivants, L 4151-7 et les articles D 4383-1 et suivants ;

VU le Code du Travail ; et notamment le livre III de la 6ème partie ;

VU le décret du 2 septembre 2015 relatif au diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute ;

VU l'arrêté du 17 avril 2018 modifiant l'arrêté du 21 avril 2007 relatif aux conditions de fonctionnement des instituts de formation paramédicaux ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 225-16 du 14 décembre 2016 relatif au schéma régional des formations sanitaires et sociales 2016-2022 « une ambition pour répondre aux défis de demain » ;

VU la délibération n° CR 2019-011 du 30 mars 2019 relative au Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences ;

VU la délibération n° CP 2017-354 du 20 septembre 2017 relative aux conventions de partenariat pour l'organisation de la formation masseur-kinésithérapeute ;

VU la délibération n° CP 2017-579 du 22 novembre 2017 relative aux conventions d'objectifs et de moyens pour les centres de formation paramédicaux, maïeutiques et en travail social ;

VU La délibération n° CP 2018-174 du 30 mai 2018 relative aux formations sanitaires et sociales ;

VU La délibération n° CP 2018-255 du 4 juillet 2018 relative aux formations sanitaires et sociales ;

VU la délibération n° CP 2019-009 du 24 janvier 2019 relative aux formations sanitaires et sociales ;

VU la délibération n° CP 2019-200 du 22 mai 2019 relative aux formations sanitaires et sociales ;

VU l'avis favorable de l'instance compétente pour les orientations générales de l'Ecole Nationale de Kinésithérapie et de Rééducation (ENKRE) du 12 décembre 2018 sur la convention tripartite de gouvernance ;

VU le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2019 ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-276 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Indemnités de stage et frais de transport des étudiants

Décide d'attribuer aux instituts de formation une dotation régionale d'aide aux étudiants en formation de masso-kinésithérapie et d'ergothérapie correspondant au remboursement des indemnités de stages et des frais de transport, tel que cela figure dans l'annexe 1 à la présente délibération.

Approuve la convention type relative au remboursement des indemnités de stage et des frais de transport des étudiants en formation de masseur-kinésithérapeute ou d'ergothérapeute jointe en annexe 2 à la présente délibération.

Subordonne le versement de la dotation aux instituts de formation à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type visée à l'alinéa précédent, et autorise la Présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 2 144 515 € disponibles sur le chapitre budgétaire 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « Formations sanitaires et sociales », programme HP13-001 « Formations sanitaires », action 11300106 « Indemnités stages et remboursements transports masseur-kinésithérapeute et ergothérapeute » du budget 2019.

Article 2 : Financement des centres de formation dispensant des formations paramédicales : Lycée Rabelais

Décide d'attribuer au Lycée Rabelais (Paris XVIII^{ème}) une subvention globale 2019 d'un montant de 224 060 €.

Approuve l'avenant type à la convention n°18-255-001-P relative à la formation infirmier portant sur le remboursement des indemnités de stage et des frais de transport et sur les surcoûts dans le cadre du LMD, adoptée par délibération N° CP 2018-255 du 4 juillet 2018 tel qu'il figure en annexe 3 de la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'un avenant conforme à l'avenant type visé à l'alinéa précédent et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 224 060 € disponibles sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « Formations sanitaires et sociales », programme HP13-001 « Formations sanitaires », action 11300102 « Fonctionnement des écoles et instituts de formation sanitaire » du budget 2019.

Article 3 : Convention tripartite de partenariat relative à la gouvernance de l'institut de formation de Masseur Kinésithérapeute Ecole Nationale de Kinésithérapie et de REéducation (E.N.K.R.E.)

Approuve la convention tripartite jointe en annexe 4 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 4 : Financement au titre du PQFC des centres de formation dispensant de la formation professionnelle continue

Décide d'attribuer aux centres de formation dispensant de la formation professionnelle continue une subvention au titre de la rentrée de septembre 2019 conformément aux montants précisés en annexe 5 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'un avenant conforme à l'avenant type approuvé par délibération n° CP 2019-009 du 24 janvier 2019, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 2 644 527 € disponible sur le chapitre 931 «formation professionnelle et apprentissage», code fonctionnel 113 «formation certifiante des personnes en recherche d'emploi», programme HP113-011 «formation continue - aides-soignants et auxiliaires de puériculture», action 11101101 «formation continue - aides-soignants et auxiliaires de puériculture» du budget 2019.

Article 5 : Financement au titre du PACTE des centres de formation dispensant de la formation professionnelle continue

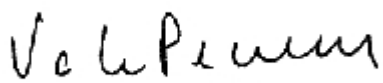
Décide d'attribuer aux centres de formation dispensant de la formation professionnelle continue une subvention au titre de la rentrée de septembre 2019 conformément aux montants précisés en annexe 5 à la présente délibération.

Approuve l'avenant à la convention de financement des centres de formation dispensant des formations aide-soignant et auxiliaire de puériculture en formation professionnelle continue tel qu'il figure en annexe 6 de la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'un avenant conforme à l'avenant visé à l'alinéa précédent, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 1 083 436 € disponible sur le chapitre 931 «formation professionnelle et apprentissage», code fonctionnel 113 «formation certifiante des personnes en recherche d'emploi», programme HP113-011 «formation continue - aides-soignants et auxiliaires de puériculture», action 11101101 «formation continue - aides-soignants et auxiliaires de puériculture» du budget 2019.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe à la délibération n°1 - Répartition par centre des indemnités de stage et frais de transport des étudiants masseurs-kinésithérapeutes et ergothérapeutes

TABLEAU RECAPITULATIF DES AIDES REGIONALES
POUR LE REMBOURSEMENT DES INDEMNITES DE STAGE ET DES FRAIS DE TRANSPORT - 2019

Centre de formation	Statut	Adresse	Commune et CP	Effectif 2018/2019*	Indemnités de stage	Frais de transport	Total (en €)	Rappel 2018	Dossier Aide versée
IFMK de l''AP/HP Pitié Salpétrière	Public	44 rue Jenner	75013 PARIS	197	72 540	43 902	**116 442**	**84 655**	19005910
Ecole Supérieure de Masseurs-Kinésithérapeutes - Ecole DANHIER	Privé	75 rue de Saint-Denis	93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE	309	113 010	181 150	**294 160**	**256 360**	19005921
ADERF Ecole de Kinésithérapie de Paris	Privé	107 rue de Reuilly	75012 PARIS	342	127 440	94 500	**221 940**	**181 220**	19005925
IFMK EFOM	Privé	118 bis rue de Javel	75015 PARIS	381	138 960	79 194	**218 154**	**160 865**	19005928
IFMK Ecole d'ASSAS	Privé	4/6, Villa Thoréton	75015 PARIS	509	175 910	182 670	**358 580**	**278 140**	19005929
IFMK Saint-Michel	Privé	68 rue du Commerce	75015 PARIS	200	76 410	15 300	**91 710**	**66 950**	19005932
IFMK CEERRF	Privé	36 rue Pinel	93200 SAINT-DENIS	334	124 920	74 540	**199 460**	**157 490**	19005933
IFMK de l'ENKRE - Hôpitaux de Saint-Maurice	Public	12 rue du Val d'Osne	94410 SAINT-MAURICE	407	139 440	77 609	**217 049**	**189 175**	19005934
IFMK Valentin Hauÿ	Privé	9 rue Duroc	75007 PARIS	70	24 600	11 901	**36 501**	**33 005**	19005935
IFMK Paul Guinot	Privé	24-26 bd Chastenet de Géry	94814 VILLEJUIF	37	11 280	4 500	**15 780**	**17 900**	19005939
IFMK du Centre Hospitalier Intercommunal de Meulan-les-Mureaux	Public	1 rue du Fort	78250 MEULAN-LES-MUREAUX	114	41 340	43 316	**84 656**	**50 320**	19005940
				2 900		**Sous-total masseur kiné**	**1 854 432**	**1 476 080**	
ADERE Institut de formation en ergothérapie	Privé	52 rue de Vitruve	75020 PARIS	161	71 912	28 672	**100 584**	**97 030**	19005942
IFE ASSAS	Privé	4/6, Villa Thoréton	75015 PARIS	32	2 944	6 681	**9 625**	**-**	19005930
IFE du Centre Hospitalier Intercommunal de Meulan-les-Mureaux	Public	1 rue du Fort	78250 MEULAN-LES-MUREAUX	108	39 956	29 580	**69 536**	**66 885**	19005941
Institut de formation en ergothérapie de l'Université de Paris Est Créteil	Public	61 av. du Général de Gaulle	94010 CRETEIL	237	94 492	15 846	**110 338**	**109 720**	19005943
				538		**Sous-total ergothérapeute**	**290 083**	**273 635**	
TOTAL				**3438**			**2 144 515**	**1 749 715**	

Masseur-kiné : effectif des 4 années de formation
Ergothérapeute : effectif des 3 années de formation

Annexe à la délibération n° 2 - Convention relative à l'aide aux étudiants en formation de masseur-kinésithérapeute ou ergothérapeute : remboursement des indemnités de stage et des frais de transport

CONVENTION N° …

relative à l'aide aux étudiants en formation de masseur-kinésithérapeute ou ergothérapeute : remboursement des indemnités de stage et des frais de transport

Année scolaire …./….

La Région Ile-de-France représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE
En vertu de la délibération n° CP … du ….

Ci-après dénommée « *la Région* »,

d'une part

ET

Nom du Centre de formation :
Statut juridique :
Dont les statuts ont été publiés au journal officiel du :
(Concerne uniquement les associations)
Enregistré auprès de la Préfecture de :
N° SIRET ou Code APE :
Adresse du siège social :
Adresse du centre :

Représenté par :
Titre :
En vertu de .....……..

Ci-après dénommé « *le bénéficiaire* »

d'autre part

APRÈS AVOIR RAPPELÉ :

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L4383-4 et suivants ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ; notamment son article 54 ;

VU le décret n° 2015-1110 du 2 septembre 2015 relatif au diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute ;

VU l'arrêté du 2 septembre 2015 relatif au diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute ;

VU l'arrêté du 5 juillet 2010 relatif au diplôme d'Etat d'ergothérapeute ;

VU L'arrêté du 28 juillet 2010 modifiant l'arrêté du 24 mars 2009 abrogeant l'arrêté du 17 août 2006 et constatant le montant du droit à compensation résultant pour les régions et la collectivité territoriale de Corse du transfert du fonctionnement de écoles et instituts de formation des professions paramédicales et de sages- femmes ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour l'année …. ;

VU Le règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de verser une aide régionale au bénéficiaire pour que celui-ci assure la gestion et le remboursement des indemnités de stage et des frais de transport aux étudiants en formation de masseur-kinésithérapeute ou d'ergothérapeute, en application des arrêtés de 2007 susvisés.

Pour le cas spécifique des étudiants malvoyants en formation de masseur-kinésithérapeute, l'aide régionale au titre des indemnités de stage est attribuée pour un accompagnement dans le cadre des stages. Cette aide participe au financement de l'accompagnement des étudiants en stage mais ne peut être utilisée comme une subvention de fonctionnement du centre de formation.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à :

- assurer la gestion administrative, financière et comptable de l'intégralité des aides allouées par la Région pour le remboursement des indemnités de stage et des frais de transport des étudiants ;
- fournir à la Région :
    - un état prévisionnel des dépenses affectées au dispositif pour l'année scolaire …./…. ;
    - un plan de trésorerie qui démontre le besoin de trésorerie ;
    - un état récapitulatif détaillé par étudiant retraçant l'ensemble des dépenses réalisées, versées aux étudiants, sur le dispositif pour l'année scolaire …./…. ;
- mettre en œuvre les outils de suivi nécessaires au contrôle, notamment comptable, de l'utilisation de la dotation régionale ;
- conserver les documents comptables et pièces justificatives de dépenses pendant dix ans, à compter de l'achèvement de l'année scolaire concernée, pour tout contrôle effectué a posteriori ;
- informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;
- informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification concernant notamment les statuts, le comptable public, le président, la composition du conseil d'administration ;

- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives ;
- mentionner la participation de la Région dans toutes les actions de communications et de promotion ayant trait au projet subventionné, quel qu'en soit le support et y apposer le logo de la Région dont les caractéristiques lui sont fournies, sur sa demande, par la direction de la communication de la Région.

ARTICLE 3 : MODALITES D'ATTRIBUTION DE L'AIDE REGIONALE

La Région s'engage à verser une aide régionale pour le remboursement des indemnités de stage et des frais de transport suivant les états établis par le bénéficiaire pour l'année scolaire ..../…. conformément à l'article 2, et après validation de ces états par la Région.

Pour le cas spécifique des étudiants malvoyants en formation de masseur-kinésithérapeute :
Le montant prévisionnel de l'aide régionale ne devra pas dépasser le montant prévisionnel des indemnités de stage calculé selon la même méthode que pour les autres centres de formation auquel sera ajouté le montant prévisionnel de l'aide pour le remboursement des frais de transport. La demande de subvention doit détailler les dispositions financées par cette aide.

Le montant prévisionnel de l'aide régionale s'élève à **…** en vertu de la délibération n° CP … du ….. .

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Art 4.1 : Caducité

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de l'aide par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, l'aide régionale devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de l'aide régionale non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de première avance constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles de la première avance.

Art 4.2 : Modalités de versement

Le versement de l'aide régionale se fait dans le cadre défini par le règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France (délibération CR 33-10 du 17 juin 2010) prorogé par délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016.

L'aide est versée en deux fois sur demande du bénéficiaire :
- une avance de 80% maximum du montant prévisionnel de l'aide régionale,
- un solde au vu des réalisations.

Chaque versement de l'aide régionale est effectué sur demande du bénéficiaire. Les demandes de versement de l'aide régionale, appels de fonds, sont signées par le représentant légal du bénéficiaire.

Après présentation des appels de fonds, les versements de l'aide régionale sont effectués sur le compte établi au nom de : ……..
Ouvert à : ……..
Compte n° :…….
(L'organisme transmet un RIB aux services régionaux)

Art 4.2.1 : Versement de l'avance

Le bénéficiaire peut bénéficier d'une avance de 80% maximum du montant prévisionnel de l'aide régionale à valoir sur les paiements prévus pour l'année scolaire …./…..

Cette avance est versée sur présentation d'un état prévisionnel des dépenses affectées au dispositif, signé par le représentant légal. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

La Région vérifie et valide cet état prévisionnel des dépenses du dispositif et demande éventuellement des justifications complémentaires.

Art 4.2.2 : Versement du solde

L'aide régionale ne peut être versée en totalité qu'après présentation d'un état récapitulatif détaillé par étudiant retraçant l'ensemble des dépenses réalisées, versées aux étudiants, sur le dispositif et après le paiement complet de l'action subventionnée.

Cet état est signé par le représentant légal du bénéficiaire et par l'expert comptable ou le cas échéant, le commissaire aux comptes ou le comptable public, qui certifie de la réalité de la dépense, de son affectation au dispositif pour l'année scolaire …./…. et de son paiement complet.

La Région vérifie et valide cet état récapitulatif des aides versées et demande éventuellement des justifications complémentaires.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances d'Ile de France et du Département de Paris.

Art 4.3 : Révision du montant de l'aide régionale

Dans le cas où la dépense réalisée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant initialement prévu, l'aide régionale attribuée est révisée. Elle fait l'objet d'un versement à la hauteur de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Dans un délai d'un an après la date d'attribution de l'aide régionale par la Commission permanente, dans le cas où un remboursement effectué par le bénéficiaire à un (ou des) étudiant(s) ne peut aboutir, Le bénéficiaire en informe la Région qui procède au recouvrement des sommes disponibles en émettant un titre de recettes.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 4.2.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 4.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

Art 4.4 : Eligibilité des dépenses

Les dépenses couvertes par l'aide régionale sont prises en compte à compter du 1er juillet …. pour l'année scolaire …./…..

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de l'aide au bénéficiaire, à savoir [*date de la CP d'attribution*].

Elle prend fin au versement du solde de la subvention au bénéficiaire ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de l'aide régionale figurant à l'article 4.1 de la présente convention.

ARTICLE 6 : COMPTABILITE

Le bénéficiaire tient une comptabilité distincte pour la gestion du dispositif, objet de la présente convention.

En aucun cas, le bénéficiaire ne peut utiliser les éventuels excédents de trésorerie pour financer des dépenses n'ayant pas de lien direct avec l'exécution de l'objet de la convention. Par ailleurs, les avances ou soldes non encore dépensés par le bénéficiaire ne peuvent faire l'objet de placements financiers.

ARTICLE 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de l'aide régionale versée par la Région.

ARTICLE 8 : RESTITUTION DE L'AIDE REGIONALE

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de l'aide régionale versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de l'aide régionale versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire de l'état récapitulatif détaillé par étudiant retraçant l'ensemble des dépenses réalisées, versées aux étudiants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de l'aide régionale, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France.

Fait en un exemplaire original à Saint-Ouen-sur-Seine,

Le

Pour le bénéficiaire

(signature, nom et qualité du signataire et cachet de l'organisme)

Le

Pour la Région Ile-de-France
La Présidente du Conseil Régional

Annexe à la délibération n°3 - Avenant type à la convention - Lycée Rabelais Paris 18ème

Avenant n° …
à la convention n° 18-255-001-P

relative à la formation infirmier portant sur le remboursement des indemnités de stage et des frais de transport et sur les surcoûts dans le cadre du « LMD »

La Région Ile de France
Dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE,
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE

En vertu de la délibération n° CP … du … ,

Ci-après dénommée « *la Région* »,

ET

Nom du bénéficiaire : Lycée Rabelais
Statut juridique :
Dont les statuts ont été publiés au journal officiel du……..
(Concerne uniquement les associations)
Enregistré auprès de la Préfecture de : …….
Adresse du siège social :
Représenté par :
Titre
En vertu de ……

Ci-après dénommé « *le bénéficiaire* »

APRES AVOIR RAPPELE

La Région et le bénéficiaire ont conclu une convention n° 18-255-001-P relative à la formation infirmier portant sur le remboursement des indemnités de stage et des frais de transport et sur les surcoûts dans le cadre du « LMD », adoptée par la délibération n° CP 2018-255 du 4 juillet 2018.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1

L'article 1 de la convention est modifié ainsi qu'il suit :

1° Avant le dernier alinéa, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé : « Au titre de l'année …., la Région a décidé d'attribuer au bénéficiaire une subvention d'un montant de … € correspondant aux mêmes objets que ceux mentionnés précédemment » ;

2° Au dernier alinéa, les mots : « cette subvention régionale » sont remplacés par les mots : « ces subventions régionales ».

ARTICLE 2

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

ARTICLE 3

Le présent avenant prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en 1 exemplaire original.

Le

Pour le bénéficiaire,
«Bénéficiaire»
(*signature, nom et qualité du signataire et cachet de l'organisme*)

Le

La Présidente du Conseil Régional,

Annexe à la délibération n°4 - Convention de partenariat relative à la gouvernance de l'ENKRE

CONVENTION TRIPARTITE DE PARTENARIAT

relative à la gouvernance de l'institut de formation de Masseur Kinésithérapeute Ecole Nationale de Kinésithérapie et de REéducation (E.N.K.R.E.)

Entre :

La Région Ile-de-France représentée par sa Présidente, Valérie PECRESSE, et désignée ci-après « la Région »,

L'organisme gestionnaire de l'institut de formation de Masseur Kinésithérapeute Ecole Nationale de Kinésithérapie et de REéducation (E.N.K.R.E.) représentée par la Directrice Générale des Hôpitaux Saint Maurice, Nathalie PEYNEGRE et désigné ci-après « IFMK »,

L'Université coordinatrice, l'Université Paris-Sud, comportant un secteur santé, représentée par sa Présidente, Sylvie RETAILLEAU, et désignée ci-après « l'Université »,

Ensemble dénommés « Les Parties »

VU le Code de la santé publique, et notamment son article L4383-5

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'éducation, et notamment ses articles D613-18 et suivants, D636-69 et suivants,

VU le Code du travail,

VU la Loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, et notamment son article 73,

VU le Décret n° 85-906 du 23 août 1985 fixant les conditions de validations des études, des expériences professionnelles ou acquis personnels en vue de l'accès aux différents niveaux de l'Enseignement supérieur,

VU le Décret n° 2005-723 du 29 juin 2005 relatif au régime budgétaire des écoles et instituts de formation de certains professionnels de santé relevant d'établissements publics de santé et modifiant le code de la santé publique,

VU l'Arrêté du 21 avril 2007 relatif aux conditions de fonctionnement des instituts de formation paramédicaux,

VU l'Arrêté du 31 juillet 2009 relatif aux autorisations des instituts de formation préparant au diplôme de masseur-kinésithérapeute,

VU l'Arrêté du 16 juin 2015 relatif à l'admission dans les instituts préparant au diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute, modifié par l'Arrêté du 31 décembre 2015,

VU l'Arrêté du 2 septembre 2015 relatif au diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute,

VU l'Arrêté du 17 avril 2018 modifiant l'arrêté du 21 avril 2007 relatif aux conditions de fonctionnement des instituts de formation paramédicaux,

VU le Décret du 2 septembre 2015 relatif au diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute,

VU la Délibération de la commission permanente du conseil régional N°CP 2019-276 en date du 3 juillet 2019

VU la Décision de l'instance compétente pour les orientations générales du 12 décembre 2018 adoptant la convention tripartite de partenariat.

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

L'arrêté du 17 avril 2018 prévoit dans son article 1er que dans le cadre d'un rapprochement d'un institut de formation de masseurs kinésithérapeutes avec une université disposant d'une composante santé, il peut être dérogé aux dispositions de son Titre I relatif à la gouvernance des instituts de formation, selon les modalités définies dans une convention conclue au minimum entre l'institut, l'université et la Région.

L'arrêté du 17 avril 2018 prévoit que dans chaque institut de formation sont constituées une instance compétente pour les orientations générales de l'institut et trois sections :

-une section compétente pour le traitement pédagogique des situations individuelles des étudiants ;
-une section compétente pour le traitement des situations disciplinaires ;
-une section relative à la vie étudiante.

La coordination et l'information entre l'instance et les trois sections sont assurées par le directeur de l'institut de formation.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet la mise en place d'un fonctionnement des instances adapté au partenariat de formation expérimenté depuis novembre 2013 par la composante santé de l'Université Paris-Sud et l'institut de formation de Masseur Kinésithérapeute Ecole Nationale de Kinésithérapie et de REéducation (E.N.K.R.E.).

Elle détermine des modalités d'organisation de l'instance compétente pour les orientations générales de l'institut et des trois sections de l'ENKRE et leur articulation avec les instances du Département Universitaire de Formation en Kinésithérapie / Physiothérapie (DUFK/P).

Article 2 – l'instance compétente pour les orientations générales de l'institut

Article 2 – 1.-L'instance compétente pour les orientations générales de l'institut est présidée par le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant.

Article 2 – 2.-La liste des membres de cette instance ainsi que les modalités de leur désignation.

Membres de droit :

- le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant, président ;
- deux représentants de la Région ;
- le directeur de l'institut de formation ou son représentant ;
- le directeur de l'établissement de santé ou le responsable de l'organisme gestionnaire, support de l'institut de formation, ou son représentant pour les instituts de formation publics et le président du conseil d'administration, ou son représentant, pour les instituts de formation privés ;
- le conseiller pédagogique, ou technique en l'absence de conseiller pédagogique, de l'agence régionale de santé dans la région d'implantation de l'institut de formation ;
- pour les instituts de formation rattachés à un établissement public de santé, le directeur des soins, coordonnateur général des soins, ou son représentant, directeur des soins et pour les instituts de formation privés, le responsable de l'organisation des soins, ou son représentant;
- le président de l'université ou son représentant ;
- un enseignant de statut universitaire, désigné par le président d'université,
- le directeur du Département Universitaire des Formations en Kinésithérapie/Physiothérapie DUFKP, ou son représentant,
- Un représentant du CIAMS-UFR STAPS Paris-Sud,
- un médecin participant à l'enseignement dans l'institut, désigné par le directeur de l'institut ;
- un conseiller scientifique paramédical, ou médical en l'absence de conseiller scientifique paramédical, désigné par le directeur de l'institut ;
- le ou les responsables de la coordination pédagogique des formations concernées ;
- deux cadres de santé ou responsables d'encadrement de la filière, désignés par le directeur de l'institut, exerçant depuis au moins trois ans : pour le premier dans un établissement public de santé et pour le second dans un établissement de santé privé ;
- Un représentant du personnel administratif de l'institut, désigné par le directeur de l'institut.

Membres élus :

1. Représentants des étudiants :
- deux représentants des étudiants par promotion.
2. Représentants des formateurs permanents :
- un formateur permanent de l'institut de formation par année de formation.

Les représentants des étudiants sont élus à l'issue d'un scrutin proportionnel à un tour. Les représentants des formateurs permanents sont élus, par leurs pairs, à l'issue d'un scrutin proportionnel à un tour. Les élections ont lieu dans un délai maximum de soixante jours après la rentrée. En cas d'égalité des voix, le candidat le plus âgé est élu. La composition de l'instance est validée par le directeur général de l'agence régionale de santé.
Article 2 – 3.-Les membres de l'instance ont un suppléant désigné dans les mêmes conditions que le titulaire. La durée du mandat des membres élus est de trois ans. Celle des membres représentant les étudiants est d'une année.
Le mandat électif des étudiants et des formateurs permanents se poursuit jusqu'aux élections suivantes.

Article 2 – 4.-L'instance se réunit au moins une fois par an, après convocation par le directeur de l'institut de formation, qui recueille préalablement l'accord du président. Il peut également être réuni à la demande des deux tiers des membres.
Les membres de l'instance sont convoqués dans un délai minimum de quinze jours calendaires.

Article 2 – 5.-L'instance ne peut siéger que si la majorité de ses membres est présente. Si le quorum requis n'est pas atteint, la réunion est reportée. Les membres de l'instance sont à nouveau convoqués dans un délai minimum de sept jours et maximum de quinze jours calendaires. L'instance peut alors valablement délibérer, quel que soit le nombre de présents.

Article 2 – 6 - L'ordre du jour, préparé par le directeur de l'institut, est validé par le président de l'instance.

Selon les questions inscrites à l'ordre du jour, le président, soit seul, soit à la demande de la majorité des membres de l'instance, peut demander à toute personne qualifiée, susceptible d'apporter un avis à l'instance, d'assister à ses travaux. Les personnes dont l'expertise est sollicitée ne peuvent alors participer aux débats que pour les points de l'ordre du jour pour lesquels leur expertise est sollicitée.

Tout membre peut soumettre un point à l'ordre du jour au plus tard sept jours calendaires avant la réunion de l'instance.

Article 2 – 7 L'instance compétente pour les orientations générales de l'institut émet un avis sur les sujets suivants :

-le budget de l'institut, dont les propositions d'investissements ;
-les ressources humaines : l'effectif et la qualification des différentes catégories de personnels ;
-la mutualisation des moyens avec d'autres instituts ;
-l'utilisation des locaux et de l'équipement pédagogique ;
-le rapport annuel d'activité pédagogique dont le contenu est défini en annexe VI du présent arrêté ;
-les contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens ;
-les bilans annuels d'activité des sections pédagogique, disciplinaire et de la vie étudiante ;
-la cartographie des stages ;
-l'intégration de l'institut dans le schéma régional de formation.

Elle valide :
-le projet de l'institut, dont le projet pédagogique et les projets innovants ;
-le règlement intérieur dont le contenu minimum est défini en annexe V de l'arrêté du 17 avril 2018 ainsi que tout avenant à celui-ci ;
-la certification de l'institut si celle-ci est effectuée, ou la démarche qualité.

Le projet pédagogique et le règlement intérieur sont transmis aux membres de l'instance au moins quinze jours calendaires avant la réunion de l'instance.

Article 2 – 8.-Les décisions et avis sont pris à la majorité simple.

Tous les membres ont voix délibérative, sauf les membres invités. En cas d'égalité de voix, la voix du président est prépondérante.

Lorsqu'un vote de l'instance est défavorable, le directeur de l'institut peut convoquer à nouveau, après accord du président de l'instance et à compter d'un délai de sept jours calendaires, les membres de l'instance afin de leur soumettre une nouvelle délibération.

Article 2 – 9.-Le directeur de l'institut de formation fait assurer le secrétariat des réunions.

Le compte rendu, validé par le président de l'instance, est adressé aux membres titulaires de cette instance dans les 40 jours calendaires qui suivent la réunion. Les membres titulaires peuvent formuler des observations au président de l'instance.

Article 3 - section compétente pour le traitement pédagogique des situations individuelles des étudiants

Article 3 – 1 Composition

Les membres de droit :
-le directeur de l'institut ou son représentant, Président
-le directeur et le directeur adjoint du département,
- un conseiller scientifique paramédical ou médical en l'absence de conseiller scientifique paramédical, désigné par le directeur de l'institut
- le directeur des soins coordonnateur général ou son représentant
- un professionnel diplômé de la filière en exercice désigné par le directeur de l'institut de formation, exerçant hors d'un établissement public de santé
- un enseignant de statut universitaire désigné par le Président de l'Université
- un médecin participant à l'enseignement dans l'institut désigné par le directeur de l'institut
- Le ou les responsables de la coordination pédagogique des formations concernées
- Deux cadres de santé ou responsables d'encadrement de la filière désignés par le directeur de l'institut exerçant depuis au moins depuis 3 ans : le premier dans un établissement public de santé et pour le second dans un établissement de santé privé

Les membres élus :
- 1 – représentants des étudiants : deux étudiants par promotion. Ces représentants des étudiants ainsi que leurs suppléants sont ceux élus au sein de l'instance compétente pour les orientations générales de l'institut

- 2 – représentants des formateurs permanents élus par leurs pairs : 1 formateur permanent de l'institut de formation par promotion. Ces représentants des formateurs permanents ainsi que leurs suppléants sont ceux élus au sein de l'instance compétente pour les orientations générales de l'institut

La section se réunit après convocation par le directeur de l'institut de formation. Elle ne peut siéger que si la majorité de ses membres est présente. Si le quorum requis n'est pas atteint, la réunion est reportée. Les membres de la section sont à nouveau convoqués dans un délai maximum de quinze jours calendaires. La section peut alors valablement délibérer, quel que soit le nombre de présents. Les membres de l'instance sont convoqués dans un délai minimum de quinze jours calendaires.

Les représentants des étudiants et des formateurs permanents ainsi que leurs suppléants sont ceux élus au sein de l'instance compétente pour les orientations générales de l'institut.

La durée du mandat des membres élus est de trois ans. Celle des membres représentant les étudiants est d'une année.

Le mandat électif des étudiants et des formateurs permanents se poursuit jusqu'aux élections suivantes

Article 3 – 2.-Cette section se réunit après convocation par le directeur de l'institut de formation et son activité est intégrée au fonctionnement de la Commission de suivi pédagogique du DUFK/P.

Elle ne peut siéger que si la majorité de ses membres est présente.

Si le quorum requis n'est pas atteint, la réunion est reportée. Les membres de la section sont à nouveau convoqués dans un délai maximum de quinze jours calendaires. La section peut alors valablement délibérer, quel que soit le nombre de présents.

Les membres de l'instance sont convoqués dans un délai minimum de quinze jours calendaires.

Article 3 – 3.-La section rend, sans préjudice des dispositions spécifiques prévues dans les arrêtés visés par le texte du 17 avril 2018 relatif à la gouvernance des instituts de formation paramédicaux, des décisions sur les situations individuelles suivantes :

1. Etudiants ayant accompli des actes incompatibles avec la sécurité des personnes prises en charge ;

2. Demandes de redoublement formulées par les étudiants ;

3. Demandes d'une période de césure formulées par les étudiants.

Le dossier de l'étudiant, accompagné d'un rapport motivé du directeur, est transmis au moins sept jours calendaires avant la réunion de cette section.

L'étudiant reçoit communication de son dossier dans les mêmes conditions que les membres de la section. La section entend l'étudiant, qui peut être assisté d'une personne de son choix.

L'étudiant peut présenter devant la section des observations écrites ou orales.

Dans le cas où l'étudiant est dans l'impossibilité d'être présent ou s'il n'a pas communiqué d'observations écrites, la section examine sa situation.

Toutefois, la section peut décider à la majorité des membres présents de renvoyer à la demande de l'étudiant l'examen de sa situation à une nouvelle réunion. Un tel report n'est possible qu'une seule fois.

Tout étudiant sollicitant une interruption de formation et devant être présenté devant cette section, quel qu'en soit le motif, le sera avant l'obtention de cette interruption.

L'instance est informée par le directeur des modalités d'accompagnement mises en place auprès des étudiants en difficulté pédagogique ou bénéficiant d'aménagement spécifique en cas de grossesse ou de handicap.

Article 3 – 4.-Lorsque l'étudiant a accompli des actes incompatibles avec la sécurité des personnes prises en charge, le directeur de l'institut de formation, en accord avec le responsable du lieu de stage, et le cas échéant la direction des soins, peut décider de la suspension du stage de l'étudiant, dans l'attente de l'examen de sa situation par la section compétente pour le traitement pédagogique des situations individuelles des étudiants. Cette section doit se réunir, au maximum, dans un délai d'un mois à compter de la survenue des faits.

Lorsque la section se réunit, en cas de suspension ou non, elle peut proposer une des possibilités suivantes :

-soit alerter l'étudiant sur sa situation en lui fournissant des conseils pédagogiques pour y remédier ou proposer un complément de formation théorique et/ ou pratique selon des modalités fixées par la section ;

-soit exclure l'étudiant de l'institut de façon temporaire, pour une durée maximale d'un an, ou de façon définitive.

Article 3 – 5.-Les décisions de la section font l'objet d'un vote à bulletin secret.

Les décisions sont prises à la majorité simple.

Tous les membres ont voix délibérative, sauf les membres invités. En cas d'égalité de voix pour l'examen d'une situation individuelle, la décision est réputée favorable à l'étudiant.

Le directeur notifie, par écrit, à l'étudiant la décision prise par la section dans un délai maximal de cinq jours ouvrés après la réunion de la section. Elle figure à son dossier pédagogique.

La notification doit mentionner les voies de recours et les délais selon lesquels la décision peut être contestée.

Article 3 – 6.-Un avertissement peut également être prononcé par le directeur sans consultation de cette section. Dans ce cas, l'étudiant reçoit préalablement communication de son dossier. Il est entendu par le directeur de l'institut et peut se faire assister d'une personne de son choix. Le directeur de l'institut organise l'entretien en présence d'un professionnel de l'institut.

La sanction motivée est notifiée par écrit à l'étudiant dans un délai de cinq jours ouvrés et figure dans son dossier pédagogique.

La notification doit mentionner les voies de recours et les délais selon lesquels la décision peut être contestée.

Article 3 – 7 Le bilan annuel d'activité de cette section est à la fois présenté devant l'instance compétente pour les orientations générales de l'institut et intégré dans la Commission de suivi pédagogique du DUFK/P.

Le compte rendu est adressé aux membres titulaires de cette section dans les 40 jours calendaires qui suivent la réunion. Les membres titulaires peuvent formuler des observations au président de la section.

Le directeur de l'institut de formation fait assurer le secrétariat des réunions.

Article 3 – 8.-Les membres de la section sont tenus au secret à l'égard des informations dont ils ont connaissance au cours des réunions de la section concernant la situation d'étudiants.

Article 4 – section compétente pour le traitement des situations disciplinaires

La section compétente pour le traitement des situations disciplinaires est organisée selon les modalités prévues au chapitre III du Titre I de l’arrêté du 17 avril 2018.

Les instances disciplinaires universitaires seront sollicitées pour les situations relevant de leurs domaines de compétence.

Article 5 – section relative à la vie étudiante

La section relative à la vie étudiante est organisée selon les modalités prévues au chapitre III du Titre I de l’arrêté du 17 avril 2018.

Les instances universitaires traitant des questions relatives à la vie étudiante seront sollicitées pour les situations relevant de leurs domaines de compétence.

Article 6 - Durée de la convention

Cette convention est signée après avis favorable de l'instance compétente pour les orientations générales de l'institut, exprimé à la majorité absolue des membres composant cette instance.
La présente convention prend effet à compter de la date de son approbation en Commission Permanente du Conseil Régional du 3 juillet 2019, pour une durée de trois ans.

Article 7 - Modifications et renouvellement

La présente convention peut faire l'objet de modifications par voie d'avenant, sur proposition d'une des parties signataires, pendant la durée de sa validité.

Elle est renouvelable par reconduction expresse.

Article 8 - Dénonciation

La dénonciation de la convention par l'un des signataires, et son retrait de la convention, doit donner lieu à une notification par lettre recommandée à ses partenaires qui mentionne les motifs conduisant à cette dénonciation. Pour être effective, un préavis au moins égal à trois mois doit être respecté. En tout état de cause, cette effectivité ne peut pas avoir lieu avant la fin de l'année de formation en cours. La dénonciation doit prévoir les conditions dans lesquelles les étudiants en cours de formation pourront terminer leur scolarité.

Article 9 - Litige

En cas de difficultés liées à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent, avant tout recours contentieux, à tenter de résoudre le différend par voie de règlement amiable.
A défaut de règlement amiable, le tribunal administratif du ressort de l'Université sera seul compétent pour connaître du contentieux.

Fait à , le ……. . en trois exemplaires

Pour la Région Ile-de-France,

La Présidente du Conseil régional

Valérie PECRESSE

Pour les Hôpitaux de Saint Maurice

La Directrice Générale

Nathalie PEYNEGRE

Pour l'Université Paris-Sud

La Présidente

Sylvie RETAILLEAU

Annexe à la délibération n°5 - Détail des subventions PQFC et PACTE par centre

Formation continue "Aide-soignant-e - Auxiliaire de puériculture" - PQFC et PACTE - rentrée de septembre 2019

Dpt	Etablissement	Lieu de formation (si différent du centre)	Ville	Formations dispensées	Rentrée de septembre 2019									Contrôle
					Septembre	PQFC sept 2019	Conventionnement rentrée de septembre 2019 au titre du PQFC	Dossier IRIS PQFC	PACTE sept 2019	Conventionnement rentrée de septembre 2019 au titre du PACTE	Dossier IRIS PACTE	Nombre de demandeurs d'emploi minimum financés	Conventionnement rentrée de septembre 2019	
75	ASSISTEAL Formation	ASSISTEAL Formation	PARIS	AS	X	30	209 400	19006627	20	139 600	19006664	50	349 000	349000
	Association Institut Parmentier - IRTS Paris Ile-de-France	Association Institut Parmentier - IRTS Paris Ile-de-Fran	PARIS	AS	X	24	174 720	19006621	11	80 080	19006622	35	254 800	254800
	Ecole Centrale de Puériculture	Ecole Centrale de Puériculture	PARIS	AP	X	64	380 800	19006628	12	71 400	19006665	76	452 200	452200
	Lycée Carcado Saisseval	Lycée Carcado Saisseval	PARIS	AS	X	9	54 900	19006623	6	36 600	19006660	15	91 500	91500
	Lycée Carcado Saisseval	Lycée Carcado Saisseval	PARIS	AP	X	7	42 700	19006624	7	42 700	19006661	14	85 400	85400
	Lycée Rabelais - GRETA M2S	Lycée Rabelais - GRETA M2S	PARIS	AS	X	12	69 000	19006625	4	23 000	19006662	16	92 000	92000
	Lycée Rabelais - GRETA M2S	Lycée Rabelais - GRETA M2S	PARIS	AP	X	8	46 000	19006626	4	23 000	19006663	12	69 000	69000
TOTAL 75						**154**	**977 520**		**64**	**416 380**		**218**	**1 393 900**	
77	Lycée Technologique Pierre de Coubertin - GRETA MTI 77	Lycée Jean Moulin	TORCY	AS	X	8	46 000	19006629	3	17 250	19006666	11	63 250	63250
	Lycée Technologique Pierre de Coubertin - GRETA MTI 77	Lycée Jean Moulin	TORCY	AP	X	7	40 250	19006630	3	17 250	19006667	10	57 500	57500
	Lycée Technologique Pierre de Coubertin - GRETA MTI 77	Lycée Simone Signoret	VAUX-LE-PENIL	AS	X	18	103 500	19006631	4	23 000	19006668	22	126 500	126500
	Lycée Technologique Pierre de Coubertin - GRETA MTI 77	Lycée Simone Signoret	VAUX-LE-PENIL	AP	X	10	57 500	19006632	2	11 500	19006669	12	69 000	69000
TOTAL 77						**43**	**247 250**		**12**	**69 000**		**55**	**316 250**	
78	ACPPAV	Centre Jean Brudon	POISSY	AP	X	10	57 660	19006635	4	23 064	19006672	14	80 724	80724
	Ecole Jeanne Blum	Ecole Jeanne Blum	JOUY EN JOSAS	AP	X	15	102 000	19006633	6	40 800	19006670	21	142 800	142800
	Lycée Viollet Le Duc - GRETA des Yvelines	Lycée Henri Matisse	TRAPPES	AP	X	5	28 750	19006634	3	17 250	19006671	8	46 000	46000
TOTAL 78						**30**	**188 410**		**13**	**81 114**		**43**	**269 524**	
91	Lycée Robert Doisneau - GRETA de l'Essonne	Lycée Henri Poincaré	PALAISEAU	AS	X	5	28 750	19006636	4	23 000	19006673	9	51 750	51750
	Lycée Robert Doisneau - GRETA de l'Essonne	Lycée Henri Poincaré	PALAISEAU	AP	X	5	28 750	19006637	4	23 000	19006674	9	51 750	51750
TOTAL 91						**10**	**57 500**		**8**	**46 000**		**18**	**103 500**	
92	AFPS	AFPS	VILLENEUVE LA GARENNE	AS	X	10	69 530	19006640	4	27 812	19006676	14	97 342	97342
	AGESPA	AGESPA	CHATENAY MALABRY	AS	X	12	57 000	19006639	0	0	-	12	57 000	57000
	IFAC	IFAC	ELANCOURT	AP	X	12	62 400	19006638	3	15 600	19006675	15	78 000	78000
	Lycée A. Renoir - GRETA des Hauts de Seine	Lycée Jean-Jaurès	CHATENAY MALABRY	AP	X	10	57 500	19006642	2	11 500	19006678	12	69 000	69000
	Lycée A. Renoir - GRETA des Hauts de Seine	Lycée Etienne Jules Marey	BOULOGNE BILLANCOURT	AP	X	14	80 500	19006643	6	34 500	19006679	20	115 000	115000
	Lycée A. Renoir - GRETA des Hauts de Seine	Lycée René Auffray	CLICHY LA GARENNE	AP	X	8	46 000	19006644	3	17 250	19006680	11	63 250	63250
	Lycée A. Renoir - GRETA des Hauts de Seine	Lycée Dardenne	VANVES	AS	X	7	40 250	19006645	6	34 500	19006681	13	74 750	74750
	Lycée A. Renoir - GRETA des Hauts de Seine	Lycée Gustave Eiffel	RUEIL MALMAISON	AP	X	8	46 000	19006646	3	17 250	19006682	11	63 250	63250
	SGM	SGM	SURESNES	AP	X	9	48 150	19006641	7	37 450	19006677	16	85 600	85600
TOTAL 92						**90**	**507 330**		**34**	**195 862**		**124**	**703 192**	
93	CERPE	CERPE	AUBERVILLIERS	AP	X	8	52 440	19006647	6	39 330	19006683	14	91 770	91770
	Lycée Gustave Eiffel - GRETA MTI 93	Lycée Liberté	ROMAINVILLE	AS	X	10	57 500	19006648	6	34 500	19006684	16	92 000	92000
	Lycée Gustave Eiffel - GRETA MTI 93	Lycée Henri Sellier	LIVRY GARGAN	AP	X	13	74 750	19006649	5	28 750	19006685	18	103 500	103500
	Lycée Gustave Eiffel - GRETA MTI 93	Lycée Hélène Boucher	TREMBLAY-EN-France	AS	X	12	69 000	19006650	3	17 250	19006686	15	86 250	86250
TOTAL 93						**43**	**253 690**		**20**	**119 830**		**63**	**373 520**	
94	INFA	INFA	NOGENT / MARNE	AP	X	14	63 182	19006653	0	0	-	14	63 182	63182
	INFA	INFA	NOGENT / MARNE	AS	X	15	62 145	19006654	0	0	-	15	62 145	62145
	Lycée Polyvalent Maximilien Perret - GRETA MTI 94	Lycée Armand Guillaumin	ORLY	AS	X	16	92 000	19006651	7	40 250	19006687	23	132 250	132250
	Lycée Polyvalent Maximilien Perret - GRETA MTI 94	Lycée Armand Guillaumin	ORLY	AP	X	16	92 000	19006652	7	40 250	19006688	23	132 250	132250
TOTAL 94						**61**	**309 327**		**14**	**80 500**		**75**	**389 827**	
95	Lycée Gustave MONOD - GRETA du Val d'Oise	Lycée Camille Pissaro	PONTOISE	AS	X	5	28 750	19006655	4	23 000	19006689	9	51 750	51750
	Lycée Gustave MONOD - GRETA du Val d'Oise	Lycée Camille Pissaro	PONTOISE	AP	X	5	28 750	19006656	5	28 750	19006690	10	57 500	57500
	Lycée Gustave MONOD - GRETA du Val d'Oise	Lycée Nadia & Ferdinand Léger	ARGENTEUIL	AP	X	8	46 000	19006657	4	23 000	19006691	12	69 000	69000
TOTAL 95						**18**	**103 500**		**13**	**74 750**		**31**	**178 250**	
TOTAL Ile-de-France						**449**	**2 644 527**		**178**	**1 083 436**		**627**	**3 727 963**	3727963

Annexe à la délibération n°6 Avenant à la convention relative au financement des centres de formation dispensant des formations aidesoignant et auxiliaire de puériculture en formation professionnelle continue

AVENANT N ° … A LA CONVENTION

Relative au financement des centres de formation dispensant des formations aide-soignant et auxiliaire de puériculture en formation professionnelle continue percevant des fonds au titre du PACTE

La Région Ile de France représentée par sa Présidente
En vertu de la délibération n° CP n° … du ….

Ci-après dénommée « *la Région* »,

ET

Nom du bénéficiaire :

Statut juridique :
Dont les statuts ont été publiés au journal officiel du
(Concerne uniquement les associations)
Enregistré auprès de la Préfecture de :

Adresse du siège social :
Représenté par :
Titre :
En vertu de

Ci-après dénommé « *le bénéficiaire* »

VU La délibération n° CR 2019-011 du 20 mars 2019 ayant pour objet l'adoption du Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences relatif au cofinancement des formations des demandeurs d'emploi ;

VU La délibération n° CP 2018-174 du 30 mai 2018 relative à la formation continue des demandeurs d'emploi ;

VU La délibération n° CP 2019-200 du 22 mai 2019 relative au nombre de places financées et leur répartition dans le cadre du Programme de Qualification par la Formation Continue (PQFC) ;

APRES AVOIR RAPPELE

La Région Ile-de-France et le bénéficiaire ont conclu le XX une convention relative au financement des centres de formation dispensant des formations d'aide-soignant et/ou auxiliaire de puériculture en formation professionnelle continue approuvée par la délibération N° CP 2018-174.

Conformément au dernier alinéa de l'article 3.3 de la convention susvisée, un avenant à la convention doit être passé afin de permettre le financement au titre du PACTE de la rentrée de ….. .

Ce même avenant a pour objet d'insérer un article sur le Règlement Général de Protection des Données Personnelles ainsi que des éléments découlant du cofinancement au titre du Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1

Le dernier alinéa de l'article 2.2 « Obligations administratives » est remplacé par les dispositions suivantes : « remplir le tableau communiqué par la Région relatif aux parcours des stagiaires dans le cadre du partenariat entre la Région, Pôle emploi et l'Etat dans le cadre du Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences » ;

ARTICLE 2

A la fin de l'article 2.3.1 « Obligations générales », il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Le centre appliquera la clause relative au Règlement Général de la Protection des Données que la Région lui communiquera. »

ARTICLE 3

A la fin de l'article 2.5 « Obligations en matière de communication », il est ajouté trois alinéas ainsi rédigés :

« Le bénéficiaire s'engage à indiquer de façon lisible et explicite la participation de la Région Ile-de-France et de la Préfecture de la Région, à la réalisation de l'opération. Il apposera le logo de la Région Ile-de-France et de la Préfecture de la Région avec la mention « avec le soutien de » sur tous les supports de présentation de leur action.

Le bénéficiaire s'engage à apposer le label Plan d'investissement dans les compétences sur tous les documents de présentation de leur action ;

Préalablement à toute communication publique mettant en avant le projet sélectionné, l'information diffusée devra faire l'objet d'une validation par la Région. »

ARTICLE 4

L'annexe 1 est modifiée ainsi qu'il suit :
1° Le titre est remplacé par les dispositions suivantes « ANNEXE 1 - Dispositions financières relatives au titre du PQFC. »

2° Dans le point 2 – Effectifs éligibles, les mots : « Les bénéficiaires d'un de contrats aidés (CAE, CIE, Emploi d'Avenir) y compris en cas de démission » sont remplacés par les mots : « les bénéficiaires d'un **PEC** (Parcours Emploi Compétence) y compris en cas de démission ».

ARTICLE 5

Après l'annexe 1, il est inséré une annexe 1 bis intitulée « Dispositions financières au titre du Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences (PACTE) » conforme au modèle annexé au présent avenant.

ARTICLE 6

L'annexe 2 est modifiée ainsi qu'il suit :
1° Dans les points 1, 2, 3 et 4, après les mots : « ceux relevant du SPRF » sont ajoutés les mots : « et ceux relevant du PACTE ».

2° Il est ajouté un point 6 intitulé « Communication d'un fichier informatique nominatif », ainsi rédigé : « Le bénéficiaire s'engage à communiquer à la Région un fichier informatique nominatif défini par la Région comprenant l'ensemble des demandeurs d'emploi financés par la Région, Pôle emploi et le PACTE ».

ARTICLE 7

Dans le point 2.a de l'annexe 4, les mots : « les bénéficiaires de contrats aidés » sont remplacés par les mots : « les bénéficiaires d'un **PEC** (Parcours Emploi Compétence) y compris en cas de démission ».

ARTICLE 8

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par les parties.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en 1 exemplaire original.

Le

Pour le bénéficiaire,

Le représentant

« Prénom, Nom »
« Fonction »
(*signature et cachet*)

Le

La Présidente du Conseil Régional,

Par délégation,

ANNEXE 1 bis

Dispositions financières au titre du Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences (PACTE)

1. Financement régional

Au titre de l'année x, la subvention régionale s'élève à X € et permet de financer un minimum de X demandeurs d'emploi, répartis comme suit :

Formation	Session : janvier ou septembre	Total du nombre d'élèves minimum financés par le PACTE	Subvention régionale maximum

La subvention totale du bénéficiaire est la somme des subventions calculées pour chaque formation éligible au dispositif. Elle permet de prendre en charge les frais pédagogiques, les frais de certification et les droits d'inscription des élèves éligibles.

2. Effectifs éligibles

L'accès au programme est déterminé par un certain nombre de critères. Seuls les effectifs inscrits, suivant une formation à temps plein et présents 1 mois après la rentrée, sont éligibles à la subvention régionale.
Le statut est considéré à l'entrée en formation et vaut pour toute la durée de la formation.

Le public éligible est :

- les demandeurs d'emploi (catégories A et B), inscrits à Pôle emploi depuis 6 mois au minimum à l'entrée en formation, dont le coût de formation n'est pas pris en charge par Pôle emploi,
- les bénéficiaires d'un **PEC** (Parcours Emploi Compétence) y compris en cas de démission,
- les bénéficiaires du RSA,
- les jeunes inscrits en mission locale,

La situation des élèves est examinée individuellement. Des dérogations peuvent être accordées, au cas par cas, par la Présidente du Conseil régional.

3. Effectifs non éligibles

Ne sont pas éligibles à la subvention régionale :

- les agents publics (y compris en disponibilité),
- les salariés du secteur privé,
- les abandons intervenus dans le mois suivant l'entrée en formation,
- les apprentis,
- les effectifs des préparations aux concours,
- les personnes en validation des acquis de l'expérience,
- les passerelles.

Acte rendu exécutoire le 5 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc147265-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-237

DU 3 JUILLET 2019

MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE EN MATIÈRE D'ACTION SOCIALE, DE SOLIDARITÉ ET DE SOUTIEN AUX FAMILLES - 4E RAPPORT POUR 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n°360/2012 du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général, publié au JOUE du 26 avril 2012 n°L114/8 modifié par le règlement (UE) n°2018/1923 publié au JOUE L 313 du 10/12/2018 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article 4221-1 ;

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L115-1 et suivants ;

VU la délibération n°CR 23-11 du 7 avril 2011 relative à la politique sociale régionale modifiée ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU la délibération n°CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100.000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité modifiée par la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ainsi que la délibération n°CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU la délibération n°CR 2018-024 du 3 juillet 2018 modifiée relative à la « Région Île-de-France, Région Solidaire » ;

VU la délibération n° CP 2017-070 du 8 mars 2017 relative à la mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles en 2017, modifiée ;

VU la délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 relative à la mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles- 7e rapport pour 2018 -portant approbation de conventions-type ;

VU la délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018 relative à la mise en œuvre de la

politique régionale en faveur du Handicap et des MDPH – Approbation de la nouvelle convention-type relative aux aides en fonctionnement dans les secteurs social et handicap ;

VU la délibération n° CP 2019-193 du 22 mai 2019 modifiée relative à la mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles en 2019 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-237 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles

Décide de participer, au titre du dispositif « Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles», au financement des projets présenté en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 78 167, 50 €.

Subordonne le versement de ces subventions de fonctionnement à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018 et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement 78 167, 50 € disponible sur le chapitre 934 «Santé et action sociale», code fonctionnel 42 «Action sociale», programme HP 42 003 (142 003) «Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » Action 14200304 «Fonds régional de solidarité et soutien aux familles», au titre du budget 2019.

Article 2 : Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en fonctionnement

Décide de participer, au titre du programme « Dispositif en faveur de la petite enfance », au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 50 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type relative au soutien régional en fonctionnement en matière d'action sociale adoptée par délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 50 000 € disponible sur le chapitre 934 «Santé et action sociale», code fonctionnel 42 «Action sociale», programme HP 42-001 (142 001) « Dispositif en faveur de la petite enfance », action 14200102 « Soutien aux modes de gardes innovants pour la petite enfance », au titre du budget 2019.

Article 3 : Affectation en Investissement au titre du Dispositif en faveur des personnes en situation précaire – Accueils de jour, établissements et services accueillant des femmes en difficulté et leurs enfants

Décide de participer, au titre du programme « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », au financement du projet détaillé en annexe 3 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 10 354 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type relative au soutien régional en investissement en matière d'action sociale adoptée par délibération n°CP 2018-411 du 17 octobre 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 10 354 € disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale » sous-fonction 42 « Action sociale » programme HP 42-003 « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », action 142 003 01 « Etablissements et services pour femmes en difficulté», au titre du budget 2019.

Article 4 : Affectation en Investissement au titre du Dispositif en faveur des personnes en situation précaire – Soutien aux Innovations sociales

Décide de participer, au titre du «Dispositif en faveur des personnes en situation précaire», au financement des projets présentés en annexe 4 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 295 000 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention conforme à la convention-type relative au soutien régional en investissement en matière d'action sociale adoptée par délibération n°CP 2018-411 du 17 octobre 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 295 000 € disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale » sous-fonction 42 « Action sociale » programme HP 42 003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », action 14200311 « Actions d'innovation sociale » au titre du budget 2019.

Article 5 : Affectation en Investissement au titre du Dispositif de soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance

Décide de participer, au titre du programme «Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance», au financement du projet détaillé en annexe 5 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 100 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type relative au soutien régional en investissement en matière d'action sociale adoptée par délibération n°CP 2018-411 du 17 octobre 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 100 000 € disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale » sous-fonction 42 « Action sociale » programme HP 42-001 (142 001) « Dispositif

en faveur de la petite enfance », action 14200101 « Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance » au titre du budget 2019.

Article 6 : Autorisation de démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions objets de la présente délibération, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projet en annexe à la délibération, par dérogation aux articles 17 alinéa 3 et 29 alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

Article 7 : Rectification de l'opération 19002971

Approuve la fiche projet rectificative concernant l'opération n°19002971, relative à la subvention attribuée par délibération n° CP 2019-193 du 22 mai 2019 d'un montant de 40 000 € à l'entreprise KNOUK, tel que présentée en annexe n°6 à la présente délibération. Le montant de la subvention voté en mai est inchangé.

Article 8 :

Décide dans le cadre de son partenariat avec la Croix Rouge Française, formalisé dans une convention stratégique signée le 3 juillet 2018, de faciliter et de participer activement à l'ouverture d'une ou plusieurs Maisons Région solidaire et de centres d'hébergement transitoire (pendant la construction des Maisons Région solidaire) au profit des sans-abris dormant dans le métro.

Approuve l'avenant présenté en annexe 7 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 9 :

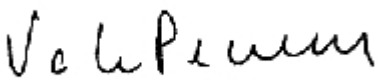
Décide, dans le cadre de la délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018 intensifiant l'action pour une Région solidaire au travers d'une mobilisation inédite de l'ensemble des politiques régionales afin de lutter contre les fractures territoriales et sociales, d'accorder une autorisation d'occupation temporaire (AOT), présentée en annexe 8 à la présente délibération, au profit de la Croix Rouge Française au sein du lycée Lazare Ponticelli (75) pour le projet des Maisons Région solidaire.
Approuve la convention d'autorisation d'occupation temporaire présentée en annexe 8 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.
Cette opération s'inscrit dans le cadre de la convention de partenariat entre la Croix Rouge et la Région Île-de-France approuvée par délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018, « Région Île-de-France, Région solidaire ».

Article 10 :

Décide de participer aux coûts en fonctionnement, à titre exceptionnel et transitoire, en attendant la mise en route du financement en fonctionnement par Ile-de-France Mobilités, en inscrivant cette opération dans la convention de partenariat entre la Croix Rouge et la Région Ile-de-France approuvée par délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018, « Région Île-de-France, Région solidaire » et par délibération CP 2018-537 du 21 novembre 2018, pour l'aménagement de centres d'hébergement temporaire, notamment à Clichy-la-Garenne (92) et au sein du lycée Lazare Ponticelli (75), par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 200 000 €.

Affecte une autorisation d'engagement de 200 000 € disponible sur le programme HP 42-003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » et action 14200304 « Fonds Régional de Solidarité et soutien aux familles » de la sous fonction 42 « Action sociale » du chapitre 934 « Santé et action sociale ».

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 - FICHES PROJET "PROJETS ANNUELS AU TITRE DU FONDS REGIONAL DE SOLIDARITE ET D'AIDE AUX FAMILLES"

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-237

DOSSIER N° 19005919 - Ouverture de centres de distribution alimentaire au mois d'août en Ile-de-France

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)
Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	152 900,00 € TTC	22,89 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AOUT SECOURS ALIMENTAIRE
Adresse administrative : 57 RUE BOBILOT
75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Arnaud DE LASA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : ouverture de centres de distribution alimentaire au mois d'août en Ile-de-France

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Comme chaque année, l'association « Aout Secours Alimentaire » (ASA) accueille pendant le mois d'aout des personnes démunies afin de leur distribuer des colis alimentaires. Son action vise à apporter un secours alimentaire de première nécessité aux familles et personnes seules en grande précarité qui ne peuvent plus être accueillies par les autres associations qui ferment durant l'été. Ces centres de distributions sont implantés à Paris, à Colombes, à Pantin, Créteil et Villejuif.

En 2018, ASA estime qu'environ 18 000 personnes ont pu bénéficier de leur action dont 6900 pour les centres de proches banlieues, notamment grâce à l'aide de la Région. Cette même année, ce sont 450 bénévoles dont 200 en proche banlieue qui ont participé aux distributions.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	109 230,00	71,44%
Divers (assurances, loyer)	21 260,00	13,90%
Salaires et autres charges	22 410,00	14,66%
Total	152 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DHRIL	22 500,00	14,72%
Région IDF	35 000,00	22,89%
Conseil Départemental	5 000,00	3,27%
Communes	12 200,00	7,98%
Aides privées	78 200,00	51,14%
Total	152 900,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-237

DOSSIER N° 19005938 - Recruter et former des bénévoles à la parentalité et au soutien familial

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)
Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	16 335,00 € TTC	50,00 %	8 167,50 €
		Montant total de la subvention	8 167,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION NATIONALE CAP MARIAGE
Adresse administrative : 10 RUE DU DOCTEUR DARIN
92370 CHAVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ETIENNE LEFORESTIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Recruter et former des bénévoles à la parentalité et au soutien familial

Dates prévisionnelles : 1 avril 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour répondre aux besoins de la Fédération, il a été nécessaire de débuter l'action.

Description :
« Cap Mariage » est une fédération d'associations laïques, apolitiques, non confessionnelles sans but lucratif. Elle est composée de bénévoles issus d'horizons divers et variés. Ces personnes reçoivent une formation à l'écoute et à l'accompagnement des couples. Les actions de Cap Mariage se traduisent par une aide à la parentalité, la prévention des violences conjugales, la lutte contre les discriminations et l'égalité hommes/femmes. A ce titre, de nombreuses actions que mène la fédération sont à destination des familles et couples vulnérables.
En Ile-de-France, Cap Mariage intervient sur une vingtaine de communes à Paris, dans les Hauts-de-Seine, les Yvelines et le Val-d'Oise.

Pour se développer, Cap Mariage souhaite recruter et former des bénévoles à des sessions de formations. L'objectif étant de poursuivre ses interventions dans les mairies avec lesquelles une convention a été signée. A travers ses actions, la Fédération souhaite contribuer au « Service Citoyen » à la collectivité. Celui-ci a tout son sens pour consolider le soutien aux familles, combattre la pauvreté et renforcer les liens entre les citoyens.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	5 400,00	33,06%
Charges de personnels	2 385,00	14,60%
Services extérieurs (locations)	1 650,00	10,10%
Autres services extérieurs (publicité, honoraires intermédiaires)	6 900,00	42,24%
Total	16 335,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de produits finis	2 168,00	13,27%
Région IDF	8 167,50	50,00%
Communes	2 000,00	12,24%
Dons et legs	4 000,00	24,49%
Total	16 335,50	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-237

DOSSIER N° 19006507 - Répondre aux besoins de première urgence des personnes à la rue

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)
Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	94 000,00 € TTC	37,23 %	35 000,00 €
		Montant total de la subvention	35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE SOLIDARITE DEFENSE
Adresse administrative : 4 PLACE CARPEAUX
92800 PUTEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Antoine de TILLY, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Répondre aux besoins de première urgence des personnes à la rue

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 1 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La préparation du projet se réalisant en amont, le démarrage doit être pris en compte en urgence.

Description :
La Maison de l'Amitié (MDA) est une association qui va à la rencontre des personnes isolées et en grande précarité qui vivent dans le quartier de la Défense. Le projet de la MDA est de recréer du lien social et de promouvoir la solidarité entre tous. Pour cela, elle apporte un premier accueil aux personnes les plus démunies et leur propose :
-un accueil de jour (douche, vestiaire, accompagnement social),
-un accompagnement social avec une éducatrice spécialisée dans un parcours d'insertion globale (santé, prestations, emploi, logement),
-la distribution de vêtements, collations et produits d'hygiènes,
-un abri de nuit en période hivernale,
-un service de bagagerie,
-des ateliers de langue française deux fois par semaine,
-des ateliers de dynamisation une fois par semaine,
-des sorties, séjours culturels et projections de film.

L'objectif de l'association est de répondre aux besoins de première urgence des plus démunis, de les aider à recréer du lien social, dans un environnement, la Défense, dans lequel très peu d'associations sont présentes pour venir en aides aux plus démunis.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS OUEST LA DEFENSE (EPT4)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matières et fournitures	5 000,00	5,32%
Locations	2 000,00	2,13%
Rémunérations intermédiaires et honoraires	2 000,00	2,13%
Publicité, publications, relations publiques	2 000,00	2,13%
Charges de personnels liés au projet	60 000,00	63,83%
Charges sociales	23 000,00	24,47%
Total	94 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aides privées	59 000,00	62,77%
Région IDF	35 000,00	37,23%
Total	94 000,00	100,00%

ANNEXE 2 - FICHE PROJET "SOUTIEN AUX MODES DE GARDE INNOVANTS POUR LA PETITE ENFANCE EN FONCTIONNEMENT"

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-237

DOSSIER N° 19006577 - Création d'un relais d'auxiliaires parentales (RAP)

Dispositif : Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en fonctionnement (n° 00001117)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142001-300
Action : 14200102- Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en fonctionnement	147 000,00 € TTC	34,01 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HELP FAMILLES
Adresse administrative : 12 RUE D'ABOUKIR
92400 COURBEVOIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur LUANZA LUZOLO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'un relais d'auxiliaires parentales (RAP)

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 1 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'ouverture du relais étant prévue pour la rentrée de septembre 2019, il est urgent de pouvoir soutenir l'association dans la finalisation de son projet.

Description :
"HELP FAMILLES" est une association de services à la personne qui intervient en faveur des familles, des personnes âgées et/ou handicapées afin d'accompagner tout un chacun dans les actes de sa vie quotidienne (garde d'enfants, entretien du lieu de vie, repassage etc.).
Aujourd'hui, l'association envisage de créer un relais d'auxiliaires parentales (RAP) dans le quartier Bécon à Courbevoie (92) afin de :
-Mettre en place une information adaptée sur les gardes d'enfants à domicile auprès des futurs parents;
-Soutenir l'emploi et la professionnalisation des auxiliaires parentales;
-Créer un lieu ressources pour les différents professionnels de la petite enfance du secteur;
-Créer un lieu offrant une première sociabilisation aux enfants gardés au domicile familial.

A travers ce projet de création de RAP, l'association accompagnera le développement des gardes-d'enfants à domicile, qui peuvent dans certains cas apporter des réponses adaptées aux besoins des parents (amplitude horaire, accueil de fratries,...), notamment dans un secteur géographique où l'offre de garde collective est insuffisamment développée.

De par sa localisation géographique, le projet bénéficiera à la fois aux familles des villes de Courbevoie et d'Asnières-sur-Seine.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- COURBEVOIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures (table de change, mobilier et tapis Wesco, protège radiateurs, jeux d'éveil ...)	15 000,00	10,20%
Prestations de services	7 500,00	5,10%
Achats de matières	2 000,00	1,36%
Locations	12 000,00	8,16%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	3 000,00	2,04%
Déplacements, missions	2 500,00	1,70%
Rémunération des personnels	70 000,00	47,62%
Charges sociales	35 000,00	23,81%
Total	147 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	10 000,00	6,80%
Région IDF	50 000,00	34,01%
Ville de Courbevoie	23 750,00	16,16%
Ville d'Asnières	23 750,00	16,16%
CAF	39 500,00	26,87%
Total	147 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG

ANNEXE 3 - FICHE PROJET "ETABLISSEMENTS ET SERVICES POUR FEMMES EN DIFFICULTE"

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-237

DOSSIER N° 19005808 - Réhabilitation d'un local pour former des femmes en difficulté aux techniques de recherche d'emploi

Dispositif : Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté (n° 00000711)
Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
Action : 14200301- Établissements et services pour femmes en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté	20 709,00 € TTC	50,00 %	10 354,00 €
	Montant total de la subvention		10 354,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HALTE AIDE AUX FEMMES BATTUES
Adresse administrative : 14 RUE MENDELSSOHN
75020 PARIS 20
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Colette BARNAY, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 20 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association « Halte aide aux femmes battues » (HAFB) a pour mission la prévention et la lutte contre les violences faites aux femmes. Au travers de son accueil de jour "Espace Solidarité", elle accueille et accompagne des femmes en situation de précarité et d'exclusion sociale.

Afin de leur permettre de se réinsérer dans la vie active, l'association souhaite réhabiliter un local proche du siège de l'association pour former aux techniques de recherche d'emploi les femmes en difficulté. Pour cela, HAFB a conclu un accord avec la société Randstad, un des « grands du placement et de l'intérim en France » afin de mener à bien ces ateliers de techniques de recherches d'emploi.

L'objectif de cette action est d'augmenter significativement l'efficience de la réinsertion par l'emploi.
Il est nécessaire que le local dans lequel se déroule l'action soit situé à proximité des locaux de l'association car cela permet d'établir une proximité entre les bénévoles de l'entreprise « Randstad » et les travailleuses sociales d' HAFB pour travailler ensemble. De plus, les partenaires doivent s'immerger dans la réalité des femmes et de l'association, très souvent éloignées de leur contexte de travail habituel.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	14 850,00	71,71%
Equipements (4 ordinateurs, 4 postes téléphoniques, 1 imprimante, 1 rétroprojecteur)	5 859,00	28,29%
Total	20 709,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Groupe Eureka Paris	1 500,00	7,24%
Imperial LTD	1 000,00	4,83%
Institut Randstad	5 000,00	24,14%
SEITA	1 500,00	7,24%
Fonds propres	1 355,00	6,54%
Région IDF	10 354,00	50,00%
Total	20 709,00	100,00%

ANNEXE 4 - FICHES PROJET "INNOVATION SOCIALE"

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-237

DOSSIER N° 19005852 - Favoriser la réduction des risques de contamination par le VIH et le VHC chez les usagers de drogues d'Ile-de-France

Dispositif : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)
Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
Action : 14200311- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	150 000,00 € TTC	33,33 %	50 000,00 €
		Montant total de la subvention	50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS SAFE
Adresse administrative : 11 AVENUE PORTE DE LA PLAINE
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur THOMAS NEFAU, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : favoriser la réduction des risques de contamination par le VIH et le VHC chez les usagers de drogues d'Ile-de-France.

Dates prévisionnelles : 1 mai 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les besoins en approvisionnement étant continus et répondant à d'urgentes nécessités, l'opération devra débuter dès le mois de mai 2019.

Description :
Le projet porté par l'Association SAFE a pour objectif de favoriser la réduction des risques de contamination par le VIH et le VHC chez les usagers de drogues en Ile-de-France.
Pour cela, le projet consiste à financer les achats et fournitures de prévention permettant à l'association de poursuivre ses actions en faveurs des plus fragiles. En effet, l'association intervient dans la rue sous forme de maraudes et en installant des distributeurs de seringues et de kits d'inhalation pour répondre aux nouveaux modes de consommation. Les publics concernés par ces actions sont principalement des populations éloignées des structures de prises en charges classiques et fragilisées socialement.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matières et fournitures (outils de prévention et automates)	150 000,00	100,00%
Total	150 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ARS Ile-de-France	75 000,00	50,00%
DASES de Paris	25 000,00	16,67%
Région IDF	50 000,00	33,33%
Total	150 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-237

DOSSIER N° 19006371 - Projet d'aménagement du centre d'hébergement d'urgence "La Péniche du Coeur"

Dispositif : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)
Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
Action : 14200311- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	2 200 000,00 € TTC	9,09 %	200 000,00 €
		Montant total de la subvention	200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES RESTAURANTS DU COEUR
Adresse administrative : 42 RUE DE CLICHY
75009 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Patrice BLANC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Projet d'aménagement de la Péniche du coeur

Dates prévisionnelles : 1 mai 2018 - 1 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet ayant débuté en mai 2018, il est urgent de soutenir l'action.

Description :
Amarrée en plein coeur de Paris, au pied de la gare d'Austerlitz, la Péniche du Coeur est un Centre d'Hébergement d'Urgence (CHU) qui accueille chaque soir de manière inconditionnelle jusqu'à 70 hommes majeurs et isolés en rupture d'hébergement.
Animée par une équipe de 160 bénévoles et de 9 salariés, le CHU offre aux hébergés un accompagnement socio-professionnel, des activités socio-culturelles et sportives proposées par des bénévoles et des travailleurs sociaux.
Ouvert 365 jours par an, le centre propose deux types d'hébergement, sous contrat ou à la nuitée.
Aujourd'hui, la vétusté du bateau et sa configuration n'a pas permis à l'association de le réhabiliter. C'est pourquoi, afin de "mieux accueillir pour mieux accompagner" les personnes hébergées, l'association a fait l'acquisition d'une nouvelle péniche.
Des travaux d'aménagements sont donc nécessaires afin d'améliorer significativement le confort de vie des personnes accueillies.
Ce projet "Péniche du coeur" est une réponse innovante à une problématique d'envergure régionale concernant l'hébergement des plus démunies.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charge foncière (acquisition de la péniche)	651 500,00	29,61%
Travaux (aménagement, création)	1 295 000,00	58,86%
Etudes et honoraires	253 500,00	11,52%
Total	2 200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Financements privés	1 497 000,00	68,05%
ANAH	150 000,00	6,82%
Région IDF	200 000,00	9,09%
Mairie de Paris	20 000,00	0,91%
Dons	129 500,00	5,89%
Fonds propres	203 500,00	9,25%
Total	2 200 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-237

DOSSIER N° 19006513 - Création d'un restaurant solidaire anti-gaspillage en faveur des plus démunis du quartier de la Défense

Dispositif : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)
Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
Action : 14200311- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	90 000,00 € TTC	50,00 %	45 000,00 €
		Montant total de la subvention	45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE SOLIDARITE DEFENSE
Adresse administrative : 4 PLACE CARPEAUX
92800 PUTEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Antoine de TILLY, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'un restaurant solidaire anti-gaspillage en faveur des plus démunis du quartier de la Défense

Dates prévisionnelles : 18 septembre 2019 - 1 avril 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Maison de l'Amitié (MDA) est une association qui va à la rencontre des personnes isolées et en grande précarité qui vivent dans le quartier de la Défense. Pour cela, elle apporte un premier accueil aux personnes les plus démunies et leur propose différents services et ateliers dont un accompagnement social.
Aujourd'hui, l'association souhaite développer le projet d'un restaurant solidaire au cœur de la Défense car si c'est un quartier prospère aux ressources abondantes, la précarité ne cesse de progresser. Les personnes précaires y sont de plus en plus présentes et face au constat de denrées jetées dans le quartier (estimées entre 12 et 16 tonnes par jour), la MDA souhaite, grâce à ce restaurant, développer une réponse alternative et innovante qui répondrait aux besoins des plus démunis:
-Pour les personnes sans-abris, le restaurant offrira la possibilité de manger un plat chaud équilibré et complet dans un cadre agréable et confortable où elles peuvent rompre leur isolement et faire de nouvelles rencontres.
-Pour les salariés, visiteurs et habitants, ce projet permettra de s'engager de façon simple, concrète et peu contraignante dans une action solidaire et responsable, et de vivre de riches expériences de rencontres.
Dans ce restaurant seront servies des denrées non consommées issues de la restauration collective, des restaurateurs et commerçants de la Défense. Les surplus alimentaires propres à la consommation

humaine seront collectés par les partenaires afin de garantir au mieux leur traçabilité et le respect des normes sanitaires jusqu'à leur consommation finale. Ce projet "La salle à manger" a été pensé comme un lieu convivial qui facilitera le lien social des plus précaires. A ce titre, il disposera d'au moins 60 couverts. Il est donc primordial pour l'association de pouvoir effectuer les travaux d'aménagements qui seront nécessaires à cette création de restaurant solidaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS OUEST LA DEFENSE (EPT4)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement mobilier et matériel (réfrigérateur, matériel de cuisine, mobilier)	45 000,00	50,00%
Travaux d'aménagements (plomberie, décoration)	45 000,00	50,00%
Total	90 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRIAFF	45 000,00	50,00%
Région IDF	45 000,00	50,00%
Total	90 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG

ANNEXE 5 - FICHE PROJET "SOUTIEN AUX MODES DE GARDE INNOVANTS POUR LA PETITE ENFANCE EN INVESTISSEMENT"

DOSSIER N° 19003817 - Création d'une crèche Montessori bilingue français-anglais à Saint Ouen (93)

Dispositif : Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en investissement (n° 00001116)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142001-300
Action : 14200101- Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en investissement	317 960,00 € TTC	31,45 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	JADE PIERRE PRECIEUSE
Adresse administrative	:	150 AVENUE GABRIEL PERI 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame KELLY MATHURIN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une crèche Montessori bilingue français-anglais à Saint Ouen

Dates prévisionnelles : 1 mars 2019 - 30 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'ouverture de la crèche étant prévue pour la rentrée 2019, il est urgent de pouvoir commencer les travaux.

Description :
La pénurie de place et l'inégalité dans l'accès à une éducation de qualité dès le plus jeune âge, est réelle et demeure un sujet préoccupant pour les familles de Saint-Ouen. Aussi l'association Jade Pierre Précieuse souhaite apporter une solution par l'ouverture d'une crèche bilingue français-anglais. Le choix d'axer la pédagogie autour des langues s'explique par le fait que dans un monde pleinement globalisé beaucoup de métiers nécessitent aujourd'hui la connaissance d'une ou plusieurs langues que l'on peut apprendre en s'amusant. De plus, le projet pédagogique s'oriente également dans le développement de la curiosité de l'enfant, dans la sensibilisation à l'écologie et à la richesse que peut lui apporter la diversité. Au sein de la structure, il sera aussi proposé aux parents qui le souhaitent des cafés- débats, des ateliers parents- enfants et pleins d'autres activités qui permettront aux parents de se sentir eux-mêmes intégrés dans la crèche. Enfin, il est important que l'enfant soit bien nourri avec des produits bios et de qualité, qui l'aideront à grandir en bonne santé. C'est la raison pour laquelle l'association a opté pour une cuisine 100% bio et préparée sur place.
Ce projet innovant de crèche permettra d'accueillir 25 enfants au sein d'un local qui est également pensé

par les parents, qui sont associés à sa réalisation grâce à un système de planning qui permet à chacun de s'inscrire au moment qui lui convient le mieux pour aider dans la conception du mobilier et de l'espace.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-OUEN-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Foncier (achat de terrain, notaire...)	58 500,00	18,40%
Gros oeuvre (construction, voieries, réseaux divers...)	73 920,00	23,25%
Aménagements intérieurs (électricité, plomberie...)	157 570,00	49,56%
Honoraires et Frais administratifs	26 210,00	8,24%
Equipement et informatique	1 760,00	0,55%
Total	317 960,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	100 000,00	31,45%
CAF	110 000,00	34,60%
Conseil Départemental	45 000,00	14,15%
Emprunt	62 960,00	19,80%
Total	317 960,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG

ANNEXE 6 - FICHE PROJET RECTIFICATIVE "LES KNOUKI'S"

Commission permanente du 22 mai 2019 - CP2019-193

DOSSIER N° 19002971 - Les Knouki's: micro-crèche innovante et écologique à Saint-Denis

Dispositif : Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en investissement (n° 00001116)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142001-300
Action : 14200101- Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en investissement	227 000,00 € TTC	17,62 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : KNOUK
Adresse administrative : 19 JARDIN FATIMA BEDAR
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame ZINA BOUDJIRA, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : les Knouki's: micro-crèche innovante et écologique à Saint-Denis

Dates prévisionnelles : 1 février 2019 - 1 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour pouvoir accueillir des enfants dès la rentrée 2019, il est urgent que le projet puisse débuter le plus tôt possible.

Description :
Le projet de micro-crèche "Les Knouki's" propose d'accueillir jusqu'à 10 enfants de 10 semaines à 3 ans dans une atmosphère bienveillante permettant à chaque enfant d'évoluer à son rythme. Les travaux d'aménagement seront faits en ce sens, afin de favoriser la méthode développée par Emmi Pikler qui se base sur le principe de « motricité autonome » et qui consiste à aménager un espace évolutif, en fonction des compétences du moment de l'enfant.

Le projet pédagogique est axé sur l'écologie, l'éveil aux arts et la mise en autonomie de l'enfant. En effet, la crèche s'appuie également sur les méthodes pédagogiques Montessori ou Rameau qui permettent un éveil et une autonomie de l'enfant en fonction de son évolution pour un meilleur développement. Le projet s'appuie aussi fortement sur un éveil aux langues étrangères avec des interventions en anglais.

En plus de cette pédagogie bienveillante, les Knouki's souhaite offrir un modèle d'exemplarité aux enfants en maitrisant leur impact écologique (économie d'énergie et d'eau, limite de la production de déchets, recyclage, utilisation de produits bios, éthiques et éco-gérés…).

Par ailleurs, pour répondre aux besoins des Dyonisiens les plus précaires; la crèche tient à réserver des places en faveur des personnes en difficulté. C'est pourquoi, 1/3 des places seront réservées aux femmes élevant seules leurs enfants ou aux familles en difficulté. Enfin, la micro-crèche a un partenariat avec le site internet « macigogne.fr » qui permettra la mise à disposition de places d'urgence ou de garde occasionnelle pour les demandeurs d'emploi.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	149 000,00	65,64%
Equipement mobilier	54 000,00	23,79%
Honoraires divers (architecte, notaire...)	21 000,00	9,25%
Equipement informatique	3 000,00	1,32%
Total	227 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	40 000,00	17,62%
CAF	110 000,00	48,46%
PMI Département	43 000,00	18,94%
Prêt bancaire	34 000,00	14,98%
Total	227 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG

ANNEXE 7 - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA CROIX ROUGE ET LA REGION ILE-DE-FRANCE

Avenant n°2 à la convention de partenariat entre la Croix-Rouge et la Région Ile-de-France

Entre les soussignés :
La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée
par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2017-504 du 22 novembre 2017, ci-après dénommée « la Région »,

Et

La Croix-Rouge
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 775 672 272 27366Code APE : 8790B
dont le siège social est situé au : 8 B BD DE FRIEDBERG 94350 VILLIERS SUR MARNE
ayant pour représentant Monsieur Jean-Jacques ELEDJAM, Président, et par délégation Monsieur
Philippe LE GALL, Président Délégué régional Ile-de-France
ci-après dénommé « la Croix-Rouge française (CRF) »
La Région et la CRF sont communément dénommées « les Parties ».

PREAMBULE

Les Parties ont signé une convention de partenariat pour une durée de trois ans, le 3 juillet 2018, ayant notamment pour objet de partager une ambition et des objectifs communs pour l'Ile-de-France et les Franciliens, et tout particulièrement pour les populations pouvant faire face à des catastrophes naturelles ou des situations d'urgence en matière de solidarité, d'emploi, de formation, de cadre de vie.

Dans le cadre du programme Région Solidaire, les deux Parties décident de s'associer pour permettre l'ouverture de « Maisons Région Solidaire ». Ces Maisons Région Solidaire à destination des sans-abris dormant dans le réseau géré par Ile-de-France Mobilités seront des lieux de solidarité et de réponse à l'urgence sociale, pensés pour être des lieux empreints d'humanité et ne devant pas se réduire à de simples centres d'hébergement. Ces maisons seront pensées afin d'accueillir une population qui nécessite que l'on prenne grand soin d'elle au regard de leur grande exclusion. Des solutions sur mesure seront développées pour les accompagner et leur proposer des solutions adaptées à leur situation. Les maisons seront donc des lieux d'hébergement, de réinsertion, de soin, de resocialisation en lien avec des professionnels de santé pour lutter notamment contre les addictions ou autres troubles. Ces maisons seront un accueil à long terme : il ne s'agira pas uniquement d'un répit ou d'un refuge mais d'un lieu où l'on se reconstruit et où l'on peut prendre le temps pour le faire.

Pour mener à bien ce projet unique par son ambition et son humanité, la Région met à disposition de la Croix-Rouge le lycée Lazare Ponticelli (75) pour une durée mentionnée dans l'annexe 2 et pourra être amenée à mettre à disposition d'autres lieux afin de permettre à ce programme de voir le jour.

La Région décide également de participer financièrement aux travaux et, le cas échéant à titre transitoire aux coûts de fonctionnement pour permettre l'ouverture de ces Maisons Région Solidaire, mais également de centres d'hébergement temporaire dans l'attente de l'ouverture de ces maisons, dont la gestion sera assurée par la Croix-Rouge.
Tel est l'objet du présent avenant.

ARTICLE 1

Après l'article 4 de la convention, et l'article 4Bis de l'avenant n°1 il est inséré un nouvel article 4Ter rédigé comme suit :

ARTICLE 4Ter - Engagement des Parties pour la période 2019-2024

A compter du 4 juillet 2019, la Région pourra mettre à disposition un à plusieurs bâtiments ou terrains de la Région Île-de-France à la Croix Rouge, et notamment le lycée Lazare Ponticelli situé à Paris (75) pour une durée de 5 ans, en vue de l'ouverture d'une ou plusieurs Maisons Région Solidaire et de de centres d'hébergement transitoire (pendant la construction des Maisons Région solidaire).

Les travaux d'aménagement de ces Maisons et de ces centres sont pilotés par la Croix Rouge et la Région Île-de-France apportera son soutien financier à ces travaux.

La gestion de ces Maisons et de ces centres d'hébergement est assurée par la Croix-Rouge, qui met à disposition le personnel nécessaire pour la définition du projet social, l'accueil et l'accompagnement, assure la livraison / fourniture des repas aux sans-abris résidant dans les couloirs du métro, les équipements de couchage et ce pendant toute la durée d'ouverture de ces Maisons et de ces centres.

La Région participera financièrement aux travaux et, le cas échéant à titre transitoire aux coûts de fonctionnement pour permettre l'ouverture des Maisons Région Solidaire, mais également de centres d'hébergement temporaire dans l'attente de l'ouverture de ces maisons.

ARTICLE 2

Le présent avenant subit tous les articles de la convention initiale non modifiés par l'article précédent.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux
Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France
Le Directeur Général Adjoint en charge des politiques sportives, de santé, de solidarité et de modernisation

Cédric ARCOS

Le

Le président
de la Croix Rouge française

Pour le Président de la Croix-Rouge française
Le Président Délégué régional Ile-de-France de la Croix-Rouge française

Philippe LE GALL

ANNEXE 8 - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE

ENTRE D'UNE PART :

La Région d'Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,

En vertu de la délibération N° CP 2019-237du 03 JUILLET 2019
Ci-après dénommée la Région

ET D'AUTRE PART :

La Croix-Rouge Française, dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 775 672 272 27366
Code APE : 8790B
Dont le siège social est situé au : 98 rue Didot 75014 PARIS
Ayant pour représentant Monsieur Jean-Jacques ELEDJAM, Président, et par délégation Monsieur Philippe LE GALL, Président Délégué régional Ile-de-France

Ci-après dénommée la Croix-Rouge

PRÉAMBULE

Par l'adoption de la délibération n°CR 2018-024 du 3 juillet 2018, l'exécutif régional a souhaité intensifier son action pour une Région solidaire permettant une mobilisation inédite de l'ensemble des politiques régionales afin de lutter contre les fractures territoriales et sociales.

Une situation inacceptable

Le programme Région solidaire se décline tout particulièrement en matière de lutte contre la précarité, avec l'objectif d'agir efficacement contre les inégalités territoriales et sociales.

En la matière, la situation des sans-abris dormant dans les couloirs du métro est inacceptable et une réponse humaine et solidaire doit leur être apportée. La RATP dénombre aujourd'hui environ 300 personnes qui dorment chaque nuit dans le réseau et vivent dans des conditions indignes. Cette situation n'est pas sans conséquence en termes de sécurité mais également pour les agents de la RATP et pour les usagers eu égard aux problèmes de propreté.

Un modèle de centre d'hébergement d'urgence : les Maisons Région solidaire

Devant cette situation d'urgence sociale, la Région Ile-de-France a échangé avec les services de l'État, autorité compétente pour la lutte contre l'exclusion, l'hébergement et l'insertion, et la Croix-Rouge française, gestionnaire d'établissement sociaux avec qui elle entretient des liens étroits et de confiance qui ont été formalisés dans une convention stratégique signée en juillet 2018. La Croix-Rouge a la capacité de mettre en place des hébergements d'urgence et d'insertion autorisés par l'État, qui trouveraient place dans des « Maisons Région solidaire ».
La Région Ile-de-France entend apporter son concours à l'aide aux personnes sans domicile, en mettant à disposition des lieux de solidarité et de réponse à l'urgence sociale des sans-abris, pensés pour être des lieux empreints d'humanité et ne devant pas se réduire à de simples centres d'hébergement. les Maisons Région solidaire s'adresseront à une population qui nécessite que l'on prenne grand soin d'elle au regard de sa situation de grande exclusion. Des solutions sur mesure seront développées pour accompagner les bénéficiaires. Rappelons que cette population est très hétérogène et souffre très souvent de pathologie psychiatrique ou somatique compte tenu de

longues années de souffrance. Les sociologues les appellent les « grands cassés ». Les maisons conjugueraient donc l'hébergement, la réinsertion, la resocialisation en lien avec des professionnels de santé. Ces maisons seront un accueil à long terme : il ne s'agira pas uniquement d'un répit ou d'un refuge mais d'un lieu où l'on se reconstruit et où l'on peut prendre le temps pour le faire.

Au regard de la pertinence de ce projet, la Région Ile-de-France souhaite accompagner la Croix Rouge dans sa réalisation. C'est l'objet de la présente convention.
Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition à titre précaire et révocable de la Croix-Rouge les locaux désignés à l'article suivant.

En raison de son caractère précaire, la présente convention d'occupation ne confère à la Croix-Rouge, qui le reconnaît expressément, aucun droit au maintien dans les lieux et aucun des droits ou avantages reconnus au locataire d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal.

Le présent titre d'occupation temporaire ne confère aucun droit réel.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DES LOCAUX

Le Concédant autorise le Bénéficiaire à occuper les biens immobiliers désignés comme suit : Lycée Lazare PONTICELLI situé au 94 rue Barrault, 75013 à Paris qui regroupent sur 4 étages, élevés sur rez-de-chaussée et un sous-sol représentant une surface totale (S.H.O.N) de 5 533 m² répartie de la façon suivante :

- Sous-sol : 1 090 m²
- Rez-de-chaussée : 2 926 m²
- Premier étage : 658 m²
- Deuxième étage : 644 m²
- Troisième étage : 105 m²
- Quatrième étage : 110 m²

Il sera mis à disposition de l'occupation l'intégralité du bâtiment.
L'occupant déclare en avoir parfaite connaissance pour l'avoir visité.

ARTICLE 3 – USAGE DES LOCAUX

Les terrains et locaux sont mis à disposition pour que la Croix-Rouge exerce des activités d'intérêt général ou y concourant relevant de son objet social, et principalement la mise en place et la gestion d'une structure d'hébergement pour les personnes sans domiciles fixes qui trouvent refuge dans le métro. Cette structure, ouverte toute l'année, doit permettre d'accueillir entre 200 et 400 personnes.
Tout autre usage doit concourir à la satisfaction de l'intérêt général. Il est expressément précisé qu'aucune activité ouvrant droit au régime des baux commerciaux n'est autorisée dans le bâtiment.

ARTICLE 4 – ETAT DES LOCAUX

La Croix-Rouge déclare avoir une parfaite connaissance du terrain et des locaux qu'elle a visités.

Elle prend les locaux dans l'état dans lequel ils se trouvent le jour de l'entrée en jouissance sans aucune garantie de la part de la Région, sans pouvoir élever aucune réclamation, ni former aucun recours contre la Région en raison de la situation ou de l'état du bâtiment, du terrain, du sol et du sous-sol.

Un état des lieux en double exemplaire est dressé contradictoirement entre les parties. Il est annexé à la présente convention. Un état des lieux est établi dans les mêmes formes lors de la fin de la mise à disposition.

La Croix-Rouge reconnait que les locaux mis à disposition ne sont pas adaptés à l'usage autorisée et qu'il lui appartient d'effectuer des travaux nécessaire à son installation dans les conditions prévues à l'article 7 de la présente convention et d'obtenir toutes les autorisations nécessaires au changement de destination des lieux.

ARTICLE 5 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention entre en vigueur à compter du jour de la signature du procès-verbal de remise des clés et après notification de l'arrêté préfectoral décidant la désaffectation (uniquement pour les locaux désaffectés). Ce procès-verbal est annexé à l'état des lieux.

Elle est consentie pour une durée de 5 années.

Chaque partie dispose de la possibilité mettre un terme à la convention sans qu'il soit nécessaire de motiver la décision.

La demande de fin de mise à disposition avant terme doit être transmise par lettre recommandée avec avis de réception ou acte extrajudiciaire. Elle doit parvenir à l'autre partie au moins 6 mois avant la date de fin de mise à disposition voulue.

ARTICLE 6 – REDEVANCE

La mise à disposition, compte-tenu de l'usage des locaux défini à l'article 3, est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 7 – TRAVAUX A L'INITIATIVE DE LA CROIX-ROUGE

La Croix-Rouge est autorisée, à ses frais et sous sa responsabilité, à réaliser les travaux qu'elle estime utile pour mettre les locaux en état de servir à l'usage prévu à l'article 3 et pour les maintenir en état pendant la durée de la mise à disposition.

La Croix-Rouge fait son affaire de toutes les démarches nécessaires à l'obtention des autorisations, notamment d'urbanisme, relatives à ses travaux. Elle informe la Région de l'achèvement de ces travaux.

Un état des lieux après travaux sera dressé contradictoirement et annexé à la présente convention.
Une attestation de bureau de contrôle sera fournie et annexée à la présente convention.

ARTICLE 8 – ENTRETIEN DES LOCAUX

La Croix-Rouge a l'obligation, pendant toute la durée de la convention, de conserver en bon état d'entretien et de fonctionnement les bâtiments mis à disposition et tous les aménagements qu'elle y aura apportés de manière à garantir son exploitation.

Elle effectue à ses frais le remplacement de tous éléments de la construction et des aménagements au fur et à mesure que cela se révèle nécessaire. Elle effectue à ses frais et sous sa responsabilité les réparations de toute nature y compris les grosses réparations telles qu'elles sont définies par l'article 606 du Code civil et par l'usage ainsi que celles prescrites par toute législation ou réglementation entrant immédiatement en vigueur pendant la durée de la

convention, les contrôles et diagnostics légaux ou réglementaires et les travaux permettant la mise aux normes des immeubles qui s'imposent au propriétaire du fait d'une disposition législative ou réglementaire.

Sous réserve d'en être informé au moins 24h00 à l'avance, la Croix-Rouge est tenue de laisser pénétrer en tous temps dans les locaux, le personnel et les mandataires de la Région pour s'assurer de l'exécution de tous travaux d'entretien, de réparation et de ravalement. Le délai de 24h00 ne s'applique pas en cas d'interventions nécessités par une situation d'urgence.

La Croix-Rouge fait son affaire personnelle de tous abonnements d'eau, de gaz, d'électricité, de télécommunications, de chauffage urbain ou autres et de tous contrats d'entretien qui sont à sa charge exclusive.

ARTICLE 9 – CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION DES LOCAUX

La Croix-Rouge a obligation de se conformer aux lois et réglementations en vigueur concernant le bâtiment mis à sa disposition et l'exercice des activités autorisées, leurs autorisations et modes de fonctionnement.

- de faire son affaire du gardiennage et de la surveillance des lieux mis à disposition, la Région ne pouvant, en aucun cas et à aucun titre, être tenue pour responsable des vols, détournements ou autres actes à caractère délictueux ou criminel dont l'occupant pourrait être victime dans les locaux ;
- de se conformer aux lois et réglementations en vigueur, et notamment celles relatives aux établissements recevant du public, liées à l'exercice de l'activité autorisée dans les lieux, à son organisation et à son mode de fonctionnement ;
- de ne commencer son activité dans les lieux mis à disposition qu'après avoir obtenu les éventuelles autorisations administratives qui sont nécessaires à son exercice ;
- de veiller au respect de la limite de charges des planchers afin de ne pas compromettre la solidité des structures de l'immeuble ;
- de n'utiliser aucun appareil de chauffage à combustion lente ou produisant des gaz nocifs ;
- de respecter la législation applicable pour la pose d'enseigne, de climatiseur et de manière générale pour toute modification de l'aspect extérieur de l'immeuble et de solliciter, avant toute modification de cet ordre, l'autorisation de la Région ;
- de ne pas afficher ou faire apparaître sur les façades quoi que ce soit susceptible de troubler l'ordre public.

ARTICLE 10 – RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES

La Croix-Rouge doit contracter toutes assurances de dommages aux biens et de responsabilité civile auprès d'une ou de plusieurs compagnies d'assurance notoirement solvables.

Ces polices d'assurance garantissent notamment sa responsabilité civile en cas de dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers ainsi que l'ouvrage et ses équipements contre les risques d'incendie, d'explosion, électriques, de dégâts des eaux et tous autres risques normalement couverts par une assurance multirisques « tous risques sauf ».

Ces polices souscrites garantissent la Région contre le recours des tiers pour quelque motif que ce soit tiré de l'usage des locaux mis à disposition.

La Croix-Rouge communique à la Région la copie des contrats d'assurance et de leurs avenants dans le mois de la signature de la présente convention et sur demande de la Région.

La Croix-Rouge est responsable sans restrictions ni réserves des dommages qu'il occasionnerait de son propre fait, de celui de son personnel, des personnes qu'il a autorisées à entrer sur le site ou de ses biens, lors de l'installation ou de l'exploitation de son activité, à savoir :

- des accidents ou dommages aux biens ou aux personnes, quels qu'ils soient, pouvant intervenir à la suite de la présente convention ;
- plus particulièrement, des conséquences dommageables de l'occupation autorisée, vis-à-vis des biens occupés et des biens ou personnes qui s'y trouvent.

ARTICLE 11 – CARACTERE PERSONNEL DE LA MISE A DISPOSITION

L'autorisation est accordée à la Croix-Rouge. Elle est personnelle et non transmissible. Elle ne peut donc être céder, en totalité ou en partie, à des tiers pour quelque motif que ce soit.

La Croix-Rouge est autorisée à mettre les locaux à disposition des personnes sans domiciles fixes qui trouvent refuge dans le métro.

ARTICLE 12 – EXPIRATION DE L'AUTORISATION

Au terme de la convention, quelle qu'en soit la cause, la Croix-Rouge doit remettre les lieux en bon état, libres toute occupation, vidés de tous meubles, nettoyés et débarrassés sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnisation.

En cas de poursuite de l'occupation après la fin de la mise à disposition, la Croix-Rouge est redevable d'une indemnité d'occupation de 3 000 € par jour. Cette indemnité est exigible sans condition de délai.

ARTICLE 13 – IMPÔTS ET TAXES

La Croix-Rouge supporte tous les frais inhérents à la réalisation de la présente convention, ainsi que tous les impôts, et notamment l'impôt foncier auxquels pourraient être éventuellement assujettis les terrains, aménagements et installations, quelles qu'en soient l'importance et la nature, qui seraient exploités en vertu de la présente convention.

ARTICLE 14 – RÈGLEMENT DES LITIGES

Les parties s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

Le Tribunal compétent pour connaître d'un différend entre la Région et la Croix Rouge est le
Tribunal administratif de Montreuil.

ARTICLE 15 – ANNEXES

A la présente convention sont annexés les documents suivants qui ont valeur contractuelle :
Annexe 1 Détermination du Terrain (plan cadastral et état descriptif)
Annexe 2 Description des immeubles
Annexe 3 Procès-verbal de l'état des lieux

L'occupant

La Région Ile-De-France

ANNEXE 9 - FICHE PROJET MAISONS REGION SOLIDAIRE

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-237

DOSSIER N° 19007519 - Maisons Région Solidaire

Dispositif : Subvention spécifique solidarités, santé et famille (fonctionnement) (n° 00001137)
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique solidarités, santé et famille (fonctionnement)	400 000,00 € HT	50,00 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CRF CROIX ROUGE FRANCAISE C HEBERGT URGENCE SCIALE SAISONNIER CHUS
Adresse administrative	:	8 B BD DE FRIEDBERG 94350 VILLIERS-SUR-MARNE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Philippe LE GALL, Président Délégué régional Ile-de-France

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Une situation inacceptable
Le programme Région solidaire se décline tout particulièrement en matière de lutte contre la précarité, avec l'objectif d'agir efficacement contre les inégalités territoriales et sociales.

En la matière, la situation des sans-abris dormant dans les couloirs du métro est inacceptable et une réponse humaine et solidaire doit leur être apportée. La RATP dénombre aujourd'hui environ 300 personnes qui dorment chaque nuit dans le réseau et vivent dans des conditions indignes. Cette situation n'est pas sans conséquence en termes de sécurité mais également pour les agents de la RATP et pour les usagers eu égard aux problèmes de propreté.

Un modèle de centre d'hébergement d'urgence : les Maisons Région solidaire
Devant cette situation d'urgence sociale, la Région Ile-de-France a échangé avec les services de l'État, autorité compétente pour la lutte contre l'exclusion, l'hébergement et l'insertion, et la Croix-Rouge française, gestionnaire d'établissement sociaux avec qui elle entretient des liens étroits et de confiance qui ont été formalisés dans une convention stratégique signée en juillet 2018. La Croix-Rouge a la capacité de mettre en place des hébergements d'urgence et d'insertion autorisés par l'État, qui trouveraient place dans des « Maisons Région solidaire ».

La Région Ile-de-France entend apporter son concours à l'aide aux personnes sans domicile, en mettant à disposition des lieux de solidarité et de réponse à l'urgence sociale des sans-abris, pensés pour être des lieux empreints d'humanité et ne devant pas se réduire à de simples centres d'hébergement. les Maisons Région solidaire s'adresseront à une population qui nécessite que l'on prenne grand soin d'elle au regard de sa situation de grande exclusion. Des solutions sur mesure seront développées pour accompagner les bénéficiaires. Rappelons que cette population est très hétérogène et souffre très souvent de pathologie psychiatrique ou somatique compte tenu de longues années de souffrance. Les sociologues les appellent les « grands cassés ». Les maisons conjugueraient donc l'hébergement, la réinsertion, la resocialisation en lien avec des professionnels de santé. Ces maisons seront un accueil à long terme : il ne s'agira pas uniquement d'un répit ou d'un refuge mais d'un lieu où l'on se reconstruit et où l'on peut prendre le temps pour le faire.

Détail du calcul de la subvention :
Sont retenues au plan de financement prévisionnel les seules dépenses de travaux HT, éligibles à la subvention régionale.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Création de Maisons Région Solidaire	400 000,00	100,00%
Total	400 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	200 000,00	50,00%
Ile-de-France Mobilités	200 000,00	50,00%
Total	400 000,00	100,00%

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc147280-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-279

DU 3 JUILLET 2019

FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES - SOLDE DE LA SUBVENTION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT 2019 DU SOCIAL ET AGRÉMENT SOCIAL

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Education ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment ses articles L 451-1 et suivants ;

VU le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 4383-1 et suivants, L 4151-7 et les articles D 4383-1 et suivants ;

VU le Code du Travail ; et notamment le livre III de la 6ème partie ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 225-16 du 14 décembre 2016 relatif au schéma régional des formations sanitaires et sociales 2016-2022 « une ambition pour répondre aux défis de demain » ;

VU la délibération n° CP 12-335 du 29 mars 2012 relative aux formations sanitaires et sociales ;

VU la délibération n° CP 2017-579 du 22 novembre 2017 relative aux conventions d'objectifs et de moyens pour les centres de formation paramédicaux, maïeutiques et en travail social ;

VU la délibération n° CP 2019-009 du 24 janvier 2019 relative aux formations sanitaires et sociales ;

VU le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2019 ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-279 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Financement des centres de formation dispensant des formations en travail social

Décide d'attribuer aux centres de formation dispensant des formations en travail social, le solde de la subvention globale de fonctionnement 2019, conformément aux montants précisés en annexe 1 à la présente délibération.

Subordonne le versement du solde de la subvention globale de fonctionnement 2019 à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'un avenant conforme à l'avenant type approuvé par délibération n° CP 12-335 du 29 mars 2012, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

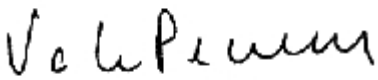
Affecte une autorisation d'engagement de 10 539 405 € disponibles sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « Formations sanitaires et sociales », programme HP13-002 « Formations sociales », action 11300202 « Fonctionnement des écoles et instituts de formation sociale » du budget 2019.

Article 2 : Modification de la convention d'objectifs et de moyens à la suite de la procédure Parcoursup

Approuve l'avenant type à la convention d'objectifs et de moyens avec les écoles et instituts de formation en travail social adoptée par délibération n° CP 2017-579 du 22 novembre 2017 tel qu'il figure en annexe 2 de la présente délibération.

Autorise la Présidente du Conseil régional à signer avec les écoles et instituts de formation mentionnés dans l'annexe 3 de la présente délibération un avenant conforme à l'avenant type visé à l'alinéa précédent afin d'ajuster, de façon exceptionnelle et uniquement pour la promotion entrant en formation en septembre 2019, le nombre de places de formation financées.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe à la délibération n°1 - Solde de la subvention globale de fonctionnement 2019 du social détaillé par centre de formation

Centre de formation en travail social

Tableau récapitulatif des subventions au titre de l'année 2019

Etablissement		Subvention 2018	Evolutions de la subvention							Total subvention 2019	Montants affectés CP 2019-009 du 24 janvier 2019	Reste à affecter	n° dossier IRIS
			Evolution besoin financement	Impact lié à la baisse des effectifs	Impact financier lié aux nouveaux agréments	Evolution du GVT	Mesures nouvelles	Subvention exceptionnelle	Total évolution subvention				
75	AP-HP	131 400	-131 400						-131 400	0		0	
	Association des Paralysés de France	104 425		-20 000					-20 000	84 425	73 098	11 327	18014437
	Ecole de Service Social de la CRAMIF	483 850	-41 479						-41 479	442 371	338 695	103 676	18014438
	Ecole de Formation Psycho-Pédagogique	1 972 955	42 670					69 000	111 670	2 084 625	1 381 069	703 556	18014439
	Ecole Normale Sociale - ENS	865 000		-20 000					-20 000	845 000	605 500	239 500	18014441
	ETSUP	2 397 000				15 000			15 000	2 412 000	1 677 900	734 100	18014442
	Institut Supérieur "Clorivière"	154 250							0	154 250	107 975	46 275	18014443
	Centre de Formation Saint-Honoré	2 279 500	83 000	-20 000					63 000	2 342 500	1 595 650	746 850	18014444
	Université René Descartes - Paris V	553 085							0	553 085	387 160	165 925	18014445
	IRTS "Parmentier"	6 202 900			29 226	35 000			64 226	6 267 126	4 342 030	1 925 096	18014446
Total 75		15 144 365	-47 209	-60 000	29 226	50 000	0	69 000	41 017	15 185 382	10 509 077	4 676 305	
78	Sauvegarde de l'Enfance - Buc Ressources	2 577 170	18 000		46 000				64 000	2 641 170	1 804 019	837 151	18014447
	Institut de Formation Sociale des Yvelines	606 600							0	606 600	424 620	181 980	18014448
Total 78		3 183 770	18 000		46 000	0	0	0	64 000	3 247 770	2 228 639	1 019 131	
91	Centre de Formation de l'Essonne **(solde non affecté)**	730 000						-219 000	-219 000	511 000	511 000	0	18014449
	IRFASE	2 752 655	-25 000		-45 000	20 000			-50 000	2 702 655	1 926 859	775 796	18014451
Total 91		3 482 655	-25 000	0	-45 000	20 000	0	-219 000	-269 000	3 213 655	2 437 859	775 796	

Etablissement		Subvention 2018	Evolutions de la subvention							Total subvention 2019	Montants affectés CP 2019-009 du 24 janvier 2019	Reste à affecter	n° dossier IRIS
			Evolution besoin financement	Impact lié à la baisse des effectifs	Impact financier lié aux nouveaux agréments	Evolution du GVT	Mesures nouvelles	Subvention exceptionnelle	Total évolution subvention				
92	1901 Formation **(crédits non affectés)**	0							0	0	0	0	
	Métiers de la Petite Enfance "l'Horizon"	1 062 295		-15 000					-15 000	1 047 295	743 607	303 688	18014452
	IRTS "Montrouge"	6 039 305	31 088		32 828			30 600	94 516	6 133 821	4 227 514	1 906 307	18014453
	Initiatives Formation	261 000			14 000				14 000	275 000	182 700	92 300	18014454
Total 92		7 362 600	31 088	-15 000	46 828	0	0	30 600	93 516	7 456 116	5 153 821	2 302 295	
93	CERPE	911 655							0	911 655	638 159	273 496	18014455
	CEMEA	1 213 300			-23 441	8 736			-14 705	1 198 595	849 310	349 285	18014456
	CFLC - Centre de formation Louise Couvé **(crédits non affectés)**	0							0	0		0	
	Université Paris 13 - Nord	472 000				3 000			3 000	475 000	330 400	144 600	18014457
Total 93		2 596 955	0	0	-23 441	11 736	0	0	-11 705	2 585 250	1 817 869	767 381	
94	INFA	856 075		-46 075	10 000				-36 075	820 000	599 253	220 747	18014458
	Animation 94	80 000	0						0	80 000	56 000	24 000	18014459
Total 94		936 075	0	-46 075	10 000	0	0	0	-36 075	900 000	655 253	244 747	
95	CPCV Ile-de-France	67 500							0	67 500	47 250	20 250	18014460
	Ecole Pratique de Service Social	2 445 000							0	2 445 000	1 711 500	733 500	18014462
Total 95		2 512 500	0	0	0	0	0	0	0	2 512 500	1 758 750	753 750	
Total Ile-de-France		**35 218 920**	**-23 121**	**-121 075**	**63 613**	**81 736**	**0**	**-119 400**	**-118 247**	**35 100 673**	**24 561 268**	**10 539 405**	

Annexe à la délibération n°2 - avenant à la convention d'objectifs et de moyens - formations sociales

Avenant n°X
à la convention d'objectifs et de moyens n° xxx

relative au financement des centres de formation dispensant des formations du secteur social

La Région Ile de France
Dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE,
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE

En vertu de la délibération n° CP 2019-279 du 3 juillet 2019

Ci-après dénommée « *la Région* »,

ET

Xxx

Statut juridique :
Adresse du siège social :
Représenté par :
Titre :
En vertu de ……

Ci-après dénommé « *le bénéficiaire* »

APRES AVOIR RAPPELE :

La Région et le bénéficiaire ont conclu le 24 janvier 2018 une convention d'objectifs et de moyens relative au financement des centres de formation en travail social.

Suite à un dysfonctionnement de la procédure d'admission Parcoursup et afin de ne pas pénaliser les candidats déjà déclarés admis en formation, il est nécessaire de modifier les effectifs financés. Cette modification est exceptionnelle et ne concerne que la promotion entrant en formation en septembre 2019.

C'est l'objet du présent avenant.

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1

Aux troisièmes alinéas des points 4 de l'annexe 1 de la convention, le nombre de places financées par la Région à l'entrée en formation en septembre 2019 correspond au nombre indiqué dans le tableau annexé à la délibération n°CP 2019-279 du 3 juillet 2019.

ARTICLE 2

Les autres stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

ARTICLE 3

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par les parties.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en 1 exemplaire original.

Le

Pour le bénéficiaire,

Le représentant

(*signature, nom et qualité du signataire et cachet de l'organisme*)

Le 3 juillet 2019

La Présidente du Conseil Régional,

Annexe à la délibération n°3 - modifications des places financées à la rentrée de septembre 2019 - formations sociales

Formations sociales

Modification des places financées à la rentrée de septembre 2019

établissement	ville	dpt	éducateur de jeunes enfants DEEJE	Educateur spécialisé DEES	Assistant de service social DEASS
Sauvegarde de l'enfant, de l'adolescent et de l'adulte en Yvelines - Buc Ressources	Buc	78	24	107	
Ecole Pratique de Service Social	Cergy	95		88	26

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc147355-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-300

DU 3 JUILLET 2019

FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES : AIDES EN FAVEUR DES ÉTUDIANTS : 2ÈME AFFECTION POUR 2019 - REMISES GRACIEUSES - ADMISSIONS EN NON VALEUR

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de la santé publique, et notamment ses articles L 4383-1 et suivants, et R 6145-28 et suivants, L 4151-7 et D 451-18, D 4383-1 et suivants, R 6145-28 et suivants et les titres V du livre I, le titre IV du livre II et les titres I à VIII du livre III de sa quatrième partie ainsi que les articles D 4151-18, D 4383-1 et l'annexe 41-2 ;

VU Le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L 451-1 et suivants ;

VU Le code de la commande publique ;

VU La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU Le décret n° 2005-426 du 4 mai 2005 pris pour application des articles L.451-2 à L.451-3 du code de l'action sociale et des familles ;

VU Le décret n°2016-1901 du 28 décembre 2016 relatif aux bourses accordées aux étudiants inscrits dans les instituts et écoles de formation de certaines professions de santé ;

VU Le décret n° 2018-372 du 18 mai 2018 relatif à la suspension temporaire des études dans les établissements publics dispensant des formations initiales d'enseignement supérieur ;

VU L'arrêté du 17 avril 2018 modifiant l'arrêté du 21 avril 2007 relatif aux conditions de fonctionnement des instituts de formation paramédicaux ;

VU La délibération n° CR 55-11 du 24 juin 2011 relative à la mise en place de l'alignement des bourses sur l'enseignement supérieur ;

VU La délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n°CR 52-16 du 08 avril 2016 relative aux formations sanitaires et sociales ;

VU La délibération n°CR 225-16 du 14 décembre 2016 relative au schéma régional des formations sanitaires et sociales 2016-2022 ;

VU La délibération n° CP 2017-044 du 27 janvier 2017 relative aux aides aux étudiants, alignement sur l'enseignement supérieur des bourses et modification des règlements ;

VU La délibération n° CP 2019-214 du 22 mai 2019 relative à l'évolution du règlement des bourses ;

VU Le budget de la Région pour l'année 2019 ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-300 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Bourses aux élèves et étudiants en formations paramédicales ou maïeutiques

Décide d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant de **7 913 000 €** sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 «formations sanitaires et sociales », programme HP 13-001 « formations sanitaires », action 11300101 « bourses aux élèves et étudiants des formations sanitaires » du budget 2019.

Article 2: Bourses aux élèves et étudiants en formations sociales

Décide d'affecter une d'autorisation d'engagement d'un montant de **1 528 000 €** sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « formations sanitaires et sociales », programme HP 13-002 « formations sociales», action 11300201 « bourses aux élèves et étudiants des formations sociales » du budget 2019.

Article 3 : Fonds régional d'aide sociale pour les élèves et étudiants des formations sanitaires

Décide d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant de **114 000 €** sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « formations sanitaires et sociales », programme HP 13-004 « fonds régional d'aide sociale», action 11300401 « fonds régional d'aide sociale pour les élèves des formations sanitaires» du budget 2019.

Article 4 : Fonds régional d'aide sociale pour les élèves et étudiants des formations sociales

Décide d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant de **86 000 €** sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « formations sanitaires et sociales », programme HP 13-004 « fonds régional d'aide sociale », action 11300402 « fonds régional d'aide sociale pour les élèves des formations sociales» du budget 2019.

Article 5 : Trophées des formations sanitaires et sociales

Décide d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant de **10 000 €** sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « formations sanitaires et sociales », programme HP 13-003 « Mesures diverses », action 11300301 « Mesures diverses » du budget 2019.

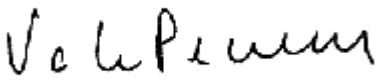
Articles 6 : Remises gracieuses formulées par les élèves et étudiants inscrits en formation de travail social, paramédicale et maïeutique

Décide d'accorder les remises gracieuses relatives aux ordres de reversements émis vis-à-vis des élèves et étudiants boursiers inscrits en formation initiale dans le secteur social, paramédical et maïeutique, à hauteur de **3 327,06 €**, dont le détail figure en annexe 1.

Article 7 : Admission en non-valeur en faveur des élèves et étudiants inscrits en formation de travail social, paramédicale et maïeutique

Donne un avis favorable aux admissions en non-valeur des titres de recette émis à l'encontre des élèves et étudiants boursiers inscrits en formation initiale dans le secteur social, paramédical et maïeutique, à hauteur de **100 €,** dont le détail figure en annexe 2.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n°1 : liste des remises gracieuses

DEMANDES EN REMISE GRACIEUSE EMANANT
DES BOURSIERS POUR LES RENTREES DE SEPTEMBRE 2015 ET 2017
AYANT UN TROP PERCU DU MONTANT DE LA BOURSE
OBJET D'UN ORDRE DE REVERSEMENT (ABANDON, NON-CUMUL)

Numéro titre de recette émis	Montant de la bourse initiale	Type de formation	Montant de la bourse versé	Montant du Titre (montant à reverser)	Montant de la remise gracieuse partielle ou totale	Avis du service (accord/refus)
1010/2016	4 857.98 €	sanitaire	2 137.52 €	2 137.52 €	1 826,88€	ACCORD
3381/2018	2 513.00 €	Social	1 985.27 €	801.06 €	501.06 €	ACCORD
1695/2018	4 505.00 €	sanitaire	1 036.15 €	999.12 €	999.12 €	ACCORD
TOTAL			**5 158.94 €**	**3 937.70 €**	**3 327,06 €**	

Annexe n°2 : liste des admissions en non-valeur

Admission en non-valeur du titre de recette émis à l’encontre d’une étudiante

Titre de recette d'origine	Somme proposée	Motifs
485/2008	100,00€	Poursuites sans effet
Total	**100,00€**	

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc147974-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-249

DU 3 JUILLET 2019

POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DU TOURISME EN ÎLE-DE FRANCE TROISIÈME AFFECTATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 221-16 du 15 décembre 2016 relative à la création du Fonds pour le tourisme, modifiée par la délibération CP 2018-299 du 4 juillet 2018 ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée;

VU La délibération n° CR 2017-179 du 23 novembre 2017 relative à l'approbation du Schéma Régional de Développement du Tourisme et des Loisirs 2017-2021 ;

VU La délibération n° CP 2017-155 du 17 mai 2017 portant approbation de conventions relatives au dispositif du fonds régional pour le tourisme ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2019.

VU l'avis de la commission du tourisme ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-249 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « fonds régional pour le tourisme » au financement des projets détaillés en annexe n°1 de la présente délibération par l'attribution de **15** subventions d'un montant maximum de **504 408 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type « investissement » ou « fonctionnement » adoptée par délibération n°CP 2017-155 du 17 mai 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

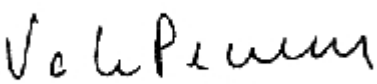
Affecte une autorisation de programme de **359 408 €** sur le chapitre 909 «Action économique» code fonctionnel 95 «Tourisme et thermalisme» programme HP 95-001 (195001) «dispositifs régionaux en faveur du développement touristique» Action 19500109 « Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme » du budget 2019.

Affecte une autorisation de programme de **55 000 €** sur le chapitre 909 «Action économique» code fonctionnel 95 «Tourisme et thermalisme» programme HP 95-001 (195001) «dispositifs régionaux en faveur du développement touristique» Action 19500111 «Sécurité pour le tourisme» du budget 2019.

Affecte une autorisation d'engagement de **90 000 €** sur le chapitre 939 «Action économique» code fonctionnel 95 «Tourisme et thermalisme» programme HP 95-001 (195001) «dispositifs régionaux en faveur du développement touristique» Action 19500108 «Fonds de soutien au tourisme» du budget 2019.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles indiquées dans les fiches projet en annexe de la délibération, par dérogation aux articles 17 alinéa 3 et 29 alinéa 3 de l'annexe à la délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXE A LA DELIBERATION

FICHES PROJETS

FONDS TOURISME

AXE MODERNISATION ET TRANSITION NUMÉRIQUE

DOSSIER N° EX044056 - COMMUNE DE MANTES LA JOLIE
Etude de valorisation et développement des îles de Seine et modernisation de l'accueil du Parc des expositions

Dispositif : Fonds pour le tourisme Investissement (n° 00001002)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 909-95-204142-195001-020
Action : 19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	567 000,00 € HT	30,00 %	170 100,00 €
	Montant total de la subvention		170 100,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MANTES LA JOLIE
Adresse administrative : 31 RUE GAMBETTA
78200 MANTES-LA-JOLIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur RAPHAËL COGNET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Afin de tendre vers une valorisation de l'image de la ville, une redynamisation et une plus grande attractivité de son territoire, la Ville de Mantes-la-Jolie met en place depuis quelques années une véritable stratégie de développement territorial et une dynamique de projets urbains se concrétisant sur les secteurs du Val Fourré et des berges de Seine. Elle entend poursuivre cette dynamique et l'étendre au centre-ville ainsi qu'aux îles de Seine. L'île aux Dames et l'île l'Aumône, situées sur la Seine et reliées aux centres villes de Mantes-la-Jolie et Limay par un pont routier et une prochaine passerelle piétonne-cycle en cours d'installation, constituent des espaces paysagers qualitatifs au potentiel à ce jour peu exploité. La Ville de Mantes-la-Jolie est signataire du Contrat de Ville du Mantois 2015-2020. L'étude sur la valorisation et le développement des îles de Seine et la modernisation du parc des expositions devra bénéficier à tous les habitants et s'intégrer dans les enjeux du Contrat de Ville (objectifs de renforcer le lien social, d'agir pour développer l'emploi et l'activité économique dans le bassin de vie ; de favoriser la mobilité, l'accessibilité et la mixité sociale).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Ville souhaite engager une réflexion globale sur le réaménagement et la valorisation de ces îles afin d'en faire un véritable atout pour l'attractivité du territoire. L'étude sur la valorisation et le développement des îles portera sur 3 phases :
- Réalisation d'un schéma de développement présentant la stratégie globale de valorisation des îles dans leur ensemble, à l'issue d'un état des lieux approfondi de l'état existant et l'identification des enjeux,
- Elaboration d'orientations d'aménagement et de programmation permettant d'engager la transformation à court terme de la partie ouest de l'île aux Dames et l'entrée de l'île Aumône,
- Conception d'un schéma directeur cyclable afin d'approfondir le schéma de développement global des îles sur le volet des mobilités douces.

Dans ce contexte de redynamisation des îles, la modernisation de l'entrée du parc des expositions vise plusieurs objectifs :
- Améliorer qualitativement l'entrée du parc et apporter une réelle visibilité à la structure depuis l'arrivée sur l'île Aumône,
- Clarifier la localisation des accès au parc des expositions pour les différents utilisateurs du site en séparant l'accueil officiel du public de l'accès logistique,
- Faciliter l'accès aux différentes activités de l'île en conciliant les spécificités de chacune en aménageant un chemin d'accès propre à la ferme pédagogique,
- Sécuriser le site en remplaçant les clôtures et le portail d'entrée,
- Et proposer de nouveaux services aux visiteurs, exposants et organisateurs avec la création d'un espace dédié à l'accueil du public.

Localisation géographique :
- MANTES-LA-JOLIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de valorisation et développement des îles de Seine	45 000,00	7,94 %
Modernisation de l'entrée du Parc des expositions	522 000,00	92,06 %
Total	567 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Département	163 500,00	28,84%
Fonds propres	233 400,00	41,16%
Région	170 100,00	30,00%
Total	567 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX045114 - OFFICE DE TOURISME DU PAYS DE MEAUX
Création d'un site internet « Bataille de la Marne »

Dispositif : Fonds pour le tourisme Investissement (n° 00001002)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 909-95-204182-195001-020
Action : 19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	11 580,00 € TTC	30,00 %	3 474,00 €
	Montant total de la subvention		3 474,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OFFICE DE TOURISME DU PAYS DE MEAUX
Adresse administrative : 1 PLACE DOUMER 77100 MEAUX
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Jean-François COPE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La première bataille de la Marne, souvent identifiée comme « La Bataille de la Marne » a eu lieu lors de la Première Guerre mondiale, du 5 septembre au 12 septembre 1914. Le circuit passe par de nombreux lieux de mémoires qui jalonnent la région : le Mémorial Charles Péguy et la Grand Tombe, l'Eglise St-Barthélémy, Notre Dame de Barcy, le Monument Américain, le Musée de la Grande Guerre soit 2h30 pour découvrir des lieux connus ou moins connus. Afin de rendre ces sites de mémoire accessibles au plus grand nombre, un projet complet de valorisation a été pensé, comprenant l'aménagement des sites (aménagement des abords, emplacements de stationnements, etc...), l'installation de bornes de réalité virtuelle et la création d'une carte touristique en version papier. Afin de doter le circuit d'un outil de valorisation numérique, l'Office de Tourisme du Pays de Meaux souhaite mettre en place un site internet entièrement dédié à la première Bataille de la Marne et aux sites de mémoire concernés par cet événement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Une page d'accueil présentera l'actualité des événements « Mémoire » proposés par le musée de la Grande Guerre du Pays de Meaux, mais aussi toute l'actualité proposée par l'ensemble des associations historiques locales. Une cartographie interactive permettra de présenter le territoire et les différents sites et points d'intérêt ou points d'arrêts qui le composent :
* Un volet historique présentera la Bataille de la Marne de 1914(contexte historique, déroulé de l'événement et son ancrage au cœur du Pays de Meaux),
* Une seconde partie sera consacrée aux sites de mémoire concernés par la Bataille. Les sites feront l'objet de fiches Apidae qui permettront d'alimenter le site internet propre au circuit, mais également le site internet de l'Office de Tourisme du Pays de Meaux, par un lien entre les deux sites,
* Un troisième onglet présentera les différents circuits réalisables autour de cette thématique : circuits en voiture / bus, à pied, à vélo, à cheval, etc...
* Un quatrième onglet regroupera les informations pratiques nécessaires aux visiteurs pour la préparation de leur séjour : accès, possibilités de restauration et d'hébergement, agenda « Mémoire », autres sites touristiques alentours (hors Grande Guerre), commentaires, etc...

Le site internet de la Bataille de la Marne de 1914 sera proposé en français avec une version miroir traduite en anglais.

Localisation géographique :
- MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Création d'un site internet Bataille de la Marne - 1914	11 580,00	100,00%
Total	11 580,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	8 106,00	70,00%
Région	3 474,00	30,00%
Total	11 580,00	100,00%

DOSSIER N° EX044522 - JUMPING FOREST
Création d'un parc de loisirs d'accrobranche écologique

Dispositif : Fonds pour le tourisme Investissement (n° 00001002)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 909-95-20422-195001-020
Action : 19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	274 700,00 € HT	30,00 %	82 410,00 €
	Montant total de la subvention		82 410,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JUMPING FOREST
Adresse administrative : 20 RUE GRANDE DU BUISSON
77148 LAVAL-EN-BRIE
Statut Juridique : SARL
Représentant : Monsieur LUDOVIC ROGER, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2019 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à faire du Jumping Forest de Chenoise le premier Parc accrobranche de France réellement écologique et durable fabriqué entièrement en acacia. Le fournisseur de grumes d'acacia est Sodefi à Pont-sur-Yonne dans le 89, les grumes seront transformées à la scierie Bourgeois à Villeneuve-les-bordes (77). La fabrication et l'assemblage seront réalisés à Saint-Germain Lava (77). L'acacia est le seul arbre de nos forêts naturellement imputrescible classe 4. Il ne pourrit pas en extérieur, sa durée de vie est 10 fois supérieure au pin autoclave, 3 fois plus résistant et surtout, il n'a pas besoin d'être traité chimiquement. La mairie de Chenoise a demandé à Jumping Forest de travailler sur ce projet avec un emplacement géographique idéal, à mi-chemin entre Marne la vallée et Provins, les deux plus gros sites touristiques du département, et avec un parking.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Création d'un parc de loisirs en milieu forestier avec les activités suivantes :
1) L'accrobranche, des parcours innovants proposant ateliers originaux et inédits (système de sécurité infaillible et installations écologiques),
2) Un laser game en extérieur,
3) L'archery Battle,
4) et un escape game en forêt

Il s'agira donc de dépenses de :
- travaux d'implantation du Parc et sécurisation des accès et parkings,
- accessibilité PMR et polyhandicap,
- création des plateformes bois,
- communication digitale et traditionnelle.

Localisation géographique :
- CHENOISE-CUCHARMOY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Parcours acrobatique dans les arbres	125 000,00	45,50%
Equipement de protection individuel pour les parcours	25 000,00	9,10%
Clôture en piquet d'acacia et grillage forestier	4 170,00	1,52%
Aménagement du terrain d'Archery battle	2 080,00	0,76%
Equipement de Laser Game	33 350,00	12,14%
Equipement d'Archery Battle	5 000,00	1,82%
Chalet d'accueil aménagé	15 000,00	5,46%
40 tables de pique-nique	5 000,00	1,82%
4 Toilettes sèches	5 000,00	1,82%
Raccordement au Réseau électrique et téléphonique	16 700,00	6,08%
Aménagement du parking	16 700,00	6,08%
Vidéo surveillance et sécurité	5 000,00	1,82%
Site internet	16 700,00	6,08%
Total	274 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Mairie Chenoise	25 000,00	9,10%
Fonds propres	35 000,00	12,74%
Emprunt	132 290,00	48,16%
Région	82 410,00	30,00%
Total	274 700,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX045155 - OFFICE DE TOURISME AUVERS-SUR-OISE SAUSSERON IMPRESSIONNISTES

Dispositif : Fonds pour le tourisme Investissement (n° 00001002)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 909-95-204162-195001-020
Action : 19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	78 810,00 € HT	30,00 %	23 643,00 €
	Montant total de la subvention		23 643,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OFFICE DE TOURISME AUVERS-SUR-OISE SAUSSERON IMPRESSIONNISTES
Adresse administrative : 38 RUE DU GENERAL DE GAULLE 95430 AUVERS-SUR-OISE
Statut Juridique : EPA
Représentant : Madame ISABELLE MEZIERES, Vice-présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2019 - 1 novembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'Office de tourisme d'Auvers-sur-Oise Sausseron Impressionnistes souhaite acquérir un pack de modernisation d'outils numériques et de logiciels adaptés pour affirmer l'attractivité du territoire et répondre à l'attente des clients.

Leur site internet www.tourisme-auverssuroise.fr, créé lors de l'ouverture de l'Office de tourisme en 2015, ne répond plus aux besoins tant en quantité qu'en qualité des prestations proposées.

Le tourisme étant l'une des activités les plus impactées par la révolution numérique, et l'office de tourisme d'Auvers-sur-Oise Sausseron Impressionnistes, ayant un axe fort sur le développement de la destination impressionnisme et Van Gogh, l'office de tourisme souhaite se doter d'un outil numérique performant pour :
- Répondre aux besoins des touristes franciliens et internationaux
- Faciliter le parcours client,
- Proposer l'outil numérique comme outil de séjour avec une géo localisation et des propositions personnalisées suivant la météo pour toucher le visiteur sur place et l'inciter à consommer.
- Faciliter la vente de billetterie en ligne avec un connecteur OPEN BILLET

- Dynamiser la commercialisation des produits groupes via un logiciel de gestion du réceptif pour cibler et développer les réservations et montages de produits.
- Mettre en place du Web service pour récupérer les données d'autres sites via la data base APIDAE
- Construire un véritable récit et créer un univers pour se distinguer de façon mémorable parmi la masse de destinations et autres annonceurs en faisant appel « Aux conteurs ».
- Valoriser par l'image pour aller au-delà des mots (reportage photo lié au récit)

L'Office de tourisme doit proposer des outils de communication de qualité traduits et imprimés par des professionnels, il en va de l'image et de la notoriété de la destination qui s'inscrit dans le Contrat Régional de Destination "Vallée de l'Oise", voté par délibération CP 2019-157 du 22 mai 2019.
Actuellement, la traduction se fait sous Google traduction, ce qui ne permet pas la compréhension juste et fine du message à transmettre. Ces nouveaux outils permettront ainsi de proposer aux clients internationaux des traductions de qualité (sites web et plans guides), racontant une histoire en adéquation avec chaque culture qui permette à chacun selon sa sensibilité d'appréhender la destination de "village de peintres".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- AUVERS-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
création d'un site internet	62 885,00	79,79%
Outils de commercialisation	9 416,00	11,95%
Traduction des supports en langues étrangères	6 509,00	8,26%
Total	78 810,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Département (sollicitée)95	38 328,50	48,63%
Subvention Région (sollicitée)	23 643,00	30,00%
CC Sausseron	1 076,50	1,37%
Autofinancement	15 762,00	20,00%
Total	78 810,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 – CP 2019-249

DOSSIER N° EX044951 - RÉGION NORMANDIE

Dispositif : Fonds pour le tourisme Investissement (n° 00001002)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 909-95-204122-195001-020
Action : 19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	60 000,00 € TTC	20,00 %	12 000,00 €
	Montant total de la subvention		12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : REGION NORMANDIE HOTEL DE REGION
Adresse administrative : PLACE REINE MATHILDE
14035 CAEN
Statut Juridique : Région
Représentant : Monsieur HERVE MORIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 12 juillet 2019 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ce projet s'inscrit dans le cadre du contrat de destination 'Impressionnisme' qui mobilise les deux Régions (Normandie et Ile-de-France) et a fait l'objet d'un avis favorable du comité technique du CPIER Vallée de la Seine (2015-2020).
Ce projet consiste en une formation en e-learning permettant aux socio-professionnels du tourisme et de la culture des deux régions de connaître l'ensemble des offres, des paysages, des œuvres, des peintres de la destination et d'être en capacité de mieux renseigner les visiteurs et promouvoir au mieux cette destination.
Faisant appel aux nouvelles technologies, notamment en matière de formation en ligne, le dispositif digital sera innovant, modulable et pédagogique.

Le dispositif est prévu pour une durée de 3 ans et fera l'objet d'un marché de fourniture de prestation dont la Région Normandie sera le commanditaire principal. Un groupement de commandes sera notamment établi entre la Région Normandie et le Comité Régional de tourisme d'Ile de France.

Le module se déclinera en plusieurs chapitres et proposera ainsi un parcours de formation rapide. La réalisation complète du parcours de micro-learning n'excédera pas 2h. 2 niveaux de modules pourront être proposés : niveaux sensibilisation et perfectionnement.

Il s'agira de proposer :
- un dispositif digital de formation intuitif d'utilisation pour des professionnels de l'accueil ;
- un parcours d'apprentissage progressif en plusieurs étapes avec une cohérence pédagogique ;
- une approche pédagogique accessible présentant des textes courts, limpides et captivants ;
- des fonctionnalités pédagogiques facilitant l'ancrage mémoriel : aide-mémoires, éléments visuels explicatifs comme des schémas, illustrations, infographie,
vidéos…
- un parcours de « labellisation », avec des quiz à chaque étape pour obtenir un « certificat » attestant la note obtenue.
La plateforme hébergeant le dispositif de micro-learning sera accessible à tout utilisateur autorisé et disposant d'une connexion internet.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter un stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestation de conception et mise en œuvre d'un dispositif digital de formation en micro-learning	60 000,00	100,00%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État (sollicitée)	36 000,00	60,00%
Subvention Région (sollicitée)	12 000,00	20,00%
Subvention CRT Ile de France	6 000,00	10,00%
Fonds propres	6 000,00	10,00%
Total	60 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX045151 - COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU DOURDANNAIS EN HUREPOIX

Dispositif : Fonds pour le tourisme Investissement (n° 00001002)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 909-95-204142-195001-020
Action : 19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	19 171,00 € HT	30,00 %	5 751,00 €
	Montant total de la subvention		5 751,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CCDH COMMUNAUTE DE COMMUNE LE DOURDANNAIS EN HUREPOIX
Adresse administrative	:	RUE PIERRE CECCALDI 91410 DOURDAN
Statut Juridique	:	Communauté de Communes
Représentant	:	Madame CARINE HOUDOUIN, Vice-présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 31 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La communauté de communes du dourdannais en Hurepoix est située au sud de l'Essonne. Elle comprend 11 communes. La Communauté de communes a repris la compétence tourisme en 2017, c'est pourquoi elle souhaite harmoniser l'information touristique sur tout le territoire du dourdannais.
Cette nouvelle signalétique vise à :
- Valoriser les intérêts touristiques du territoire
- Assurer une cohérence de signalétique sur tout le territoire de la communauté de communes
- Diffuser de l'information touristique

Il s'agit donc d'implanter 14 panneaux d'informations sur le territoire du dourdannais en Hurepoix à destination des touristes mais également des locaux. Ces panneaux seront constitués d'une présentation générale du territoire, d'une présentation spécifique par commune et par lieu, d'une cartographie et de quelques photos.
Ils seront répartis comme suit :
Pose d'un panneau sur les communes de moins de 3 000 habitants :
- Sermaise
- Corbreuse

- Le val-Saint-Germain
- Cyr-sous-Dourdan
- Breux-Jouy
- Roinville sous-Dourdan
- Richarville
- Les Granges-le-Roi
- La-Forêt-le-Roi

Pose de 2 panneaux sur la commune de plus de 3 000 habitants
- Saint-Chéron

Pose de 3 panneaux sur la commune de plus de 10 000 habitants
- Dourdan

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- DOURDAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fabrication des 14 panneaux	19 171,00	100,00%
Total	19 171,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Département (sollicitée)	6 901,00	36,00%
Subvention Région (sollicitée)	5 751,00	30,00%
Autofinancement	6 519,00	34,00%
Total	19 171,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 – CP 2019-249

DOSSIER N° EX045154 - COMMUNE DE MERIEL

Dispositif : Fonds pour le tourisme Investissement (n° 00001002)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 909-95-204142-195001-020
Action : 19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	96 250,00 € HT	30,00 %	28 875,00 €
	Montant total de la subvention		28 875,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MERIEL
Adresse administrative : 62 GRANDE RUE
95630 MERIEL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Jean-Louis DELANNOY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 30 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ce projet vise à renforcer la fréquentation touristique du Musée Jean Gabin en s'appuyant sur une étude permettant de définir la vocation du musée Jean Gabin et son plan de développement. Cette étude devra prendre en compte et mettre en cohérence toutes les missions du musée :

- Collections : inventaire, conservation, restauration, accueil, acquisition, gestion, étude, recherche
- Publics : connaissance des publics, accueil, activités culturelles et pédagogiques, muséographie.

L'étude consistera en :
-la réalisation d'un état des lieux (bilan de l'existant, accompagné d'un diagnostic lucide et critique),
-l'élaboration d'un projet sélectif présentant les priorités retenues et une programmation adaptée aux possibilités financières disponibles.

• Touristique, avec son appartenance à la vallée de l'Oise (Auvers/Oise, l'Isle-Adam),
• Cinématographique, avec la promotion du département du Val d'Oise comme «terre de tournage».

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MERIEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de diagnostic Diagnostic	22 750,00	23,64%
mise en oeuvre scénographie	73 500,00	76,36%
Total	96 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Département (sollicitée)	20 000,00	20,78%
Subvention Région (sollicitée)	28 875,00	30,00%
Fonds propres	47 375,00	49,22%
Total	96 250,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 – CP 2019-249

DOSSIER N° EX045180 - COMMUNE DE RUEIL-MALMAISON
Découverte du patrimoine touristique de Rueil-Malmaison au travers d'un jeu de piste interactif

Dispositif : Fonds pour le tourisme Investissement (n° 00001002)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 909-95-204142-195001-020
Action : 19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	49 000,00 € HT	30,00 %	14 700,00 €
	Montant total de la subvention		14 700,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE RUEIL MALMAISON
Adresse administrative : 13 BLD FOCH 92500 RUEIL-MALMAISON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrick OLLIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Afin de développer une offre touristique diversifiée et innovante, la ville de Rueil-Malmaison s'engage dans la modernisation des circuits et des expériences touristiques par la mise en place d'un jeu de piste interactif multilingue basé sur trois technologies :
- La géolocalisation
- La réalité augmentée
- La reconnaissance d'images

L'objectif de l'application mobile est de faire vivre un lieu, une exposition, une collection ou de mettre en avant le patrimoine culturel de manière ludique pour les enfants.
Grâce à des aventures scénarisées, les enfants et les familles, ainsi que les touristes étrangers partent à la découverte du patrimoine local : monuments, œuvres d'art et personnages emblématiques, aussi bien en extérieur qu'en intérieur.
Ce projet permettra la valorisation du patrimoine culturel et touristique des lieux, des collections et de l'histoire locale, régionale et nationale.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter un stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Ce jeu de piste apporte une solution clé en main pour les jeunes publics et propose :
- un univers graphique homogène,
- un concept simple et accessible (jeu de piste)
- des technologies immersives (la géolocalisation, la reconnaissance d'images et la réalité augmentée).

Le produit se présentera sous la forme d'une carte papier et d'une application dédiée mettant en avant les lieux, les personnages et les événements importants liés à Rueil-Malmaison. Ces deux supports seront intégralement illustrés et agrémentés de textes. Chaque enfant ou touriste pourra profiter de la carte et de l'application. En plus du support "physique" (la carte), ce jeu ajoute une dimension numérique (via l'application et les cartels / panneaux répartis dans la ville) permettant aux enfants d'enrichir leur expérience : vidéos, images, jeux accessibles via de la reconnaissance d'image en réalité augmentée.
Grâce à l'application multilingue dédiée, à la carte et aux indices disposés dans la ville, les enfants devront retrouver leur chemin, réaliser des défis et déchiffrer un code secret.

Localisation géographique :
- RUEIL-MALMAISON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conception/création de la carte (version multilingue)	8 500,00	17,35%
Développement de l'application (version multilingue)	28 500,00	58,16%
Conception/création 5 panneaux	12 000,00	24,49%
Total	49 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	34 300,00	70,00%
Région	14 700,00	30,00%
Total	49 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX045152 - CC VALLEE OISE TROIS FORETS - MAIRIE DE PRESLES

Dispositif : Fonds pour le tourisme Investissement (n° 00001002)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 909-95-204142-195001-020
Action : 19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	61 517 € HT	30,00 %	18 455,00 €
	Montant total de la subvention		18 455,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE DE COMMUNES VALLEE OISE TROIS FORETS MAIRIE DE PRESLES
Adresse administrative : 78 AVENUE PIERRE BROSSOLETTE 95590 PRESLES
Statut Juridique : Communauté de Communes
Représentant : Madame ISABELLE GUILLAUME, Directrice général des services

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ce projet a pour ambition la création de circuits vélotourismes ou pédestres balisés traversant les communes de la CCVO3F (Communauté de Communes Vallée d'Oise et des 3 Forêts). L'aménagement de ces équipements répond à 3 objectifs principaux :
- Mettre en valeur le patrimoine par le passage sur les sites remarquables des communes de la CCVO3F.
- Proposer une activité de loisirs pratiquée en famille, entre amis et accessible au plus grand nombre
- Proposer une offre touristique variée : un circuit urbain, un circuit rural et un circuit forestier.

Le territoire est composé de villes et villages ayant leurs propres identités, riches et variés, certaines d'entre elles sont signataires du contrat de destination "Vallée de l'Oise".
En empruntant les itinéraires de la CCVO3F, au-delà de la découverte de panorama divers, les vélotouristes et les marcheurs découvriront la spécificité de chacune des communes avec la possibilité de visiter un site remarquable à l'identité de la ville ou du village.
Le projet vélotourisme est aussi un moyen de proposer une activité pratiquée en famille, entre amis où les circuits offrent aux différents utilisateurs la possibilité d'emprunter routes et

chemins sans difficulté et sécurisés pour découvrir les curiosités du territoire.
La CCVO3F proposera d'inclure ses circuits au dispositif "My Balade" du CD95 et développera le label "point accueil vélo" auprès des hébergeurs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- L'ISLE-ADAM

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Jalonnement cyclable	61 517,00	100,00 %
Total	61 517,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Département (sollicitée)	18 455,00	30,00%
Subvention Région (sollicitée)	18 455,00	30,00%
Fonds Propres	24 607,00	40,00%
Total	61 517,00	100,00%

FONDS DE SOUTIEN AU TOURISME

AXE PROMOTION ET COMMUNICATION

DOSSIER N° EX044573 - ASSOCIATION EXÉCUTIVE DU COMITÉ DÉPARTEMENTAL DU TOURISME DE SEINE-SAINT-DENIS (CDT93/SEINE-SAINT-DENIS TOURISME)

Dispositif : Fonds pour le tourisme Fonctionnement (n° 00001003)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 939-95-6574-195001-020
Action : 19500108- Fonds de soutien au tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Fonctionnement	622 000,00 € HT	8,04 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASS EXECUTIVE COMITE DEP SEINE ST DENIS
Adresse administrative	:	140 AVENUE JEAN LOLIVE 93695 PANTIN
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur DANIEL ORANTIN, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 juillet 2019 - 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La manifestation commençant le 6 juillet, les équipes prestataires démarreront la mise en œuvre dès le 15 mars 2019.

Description :
Les canaux disposent d'un vaste potentiel de développement touristique d'intérêt régional dont :
1/ Le bassin de la Villette avec une vocation touristique reconnue : bars musicaux, hôtels, plaisance, bateaux électriques des Marins d'eau douce ;
2/ Le canal de l'Ourcq en Seine-Saint-Denis, dont la requalification urbaine intègre des projets commerciaux et culturels à forte dimension touristique :
- à Pantin, les Magasins généraux et le port de plaisance prévu pour 2020 ;
- à Romainville, arrivée prochaine du village de marques Paddocks Paris, de la Fondation Fiminco et du Fonds régional d'art contemporain ;
- à Bobigny, transformation du Parc de la Bergère et création d'une baignade ;
- à Noisy-le-sec, accueil du futur bassin d'entrainement du water-polo ;
- jusqu'en Seine-et –Marne : la Scandibérique longe le canal de Gressy à Paris, et Meaux reçoit désormais des bateaux électriques des Marins d'eau douce.
3/ Le canal Saint-Denis est également porteur d'attractivité touristique nouvelle :
- depuis la Villette, il dessert le centre commercial du Millénaire pour rejoindre le Stade de France et la Seine où un port de plaisance est en projet ;
- des sites en reconversion (Christofle, le 6B) hébergent des pôles artistiques, festifs ou patrimoniaux ;

- la Street art avenue, lancée à l'occasion de l'Euro de Football en 2014, est devenue un objet de visites ;
- de Paris à Epinay-sur-Seine, l'Avenue verte London-Paris longe le canal ;
- un plan de continuité des mobilités douces dans un cadre sécurisé et paysagé est inscrit au dispositif des Jeux.

L'objectif de l'édition 2019 de L'Eté du canal est d'engager une nette montée en charge des activités touristiques afin que les canaux prennent une place accrue dans la dynamique des JOP et acquièrent un rayonnement à la hauteur de la promesse d'héritage qui le fonde. L'Eté du Canal 2019 se déroulera tous les week-ends de juillet et 25 août (16 journées). Il investira le canal de l'Ourcq et ses berges. Dans la perspective des jeux olympiques et paralympiques de 2024 il investira également le canal Saint-Denis ainsi que la Seine dans le périmètre du futur village olympique. Dans le même esprit, le pôle de Noisy/Pont de Bondy/Bobigny sera renforcé. Grâce à une offre diversifiée, il s'adressera à un large public (250 000 personnes environ) et sur la base d'une offre de services en deux formules :
1/ un service de navettes à prix très abordable (de 1à 2€),
2/ un service de 130 croisières thématiques à tonalités musicale, gourmande ou de découverte urbaine, (de 8 à 28€).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses porteront sur :
- La location de bateaux à passagers pour chacune des 16 journées concernées par l'événement : 4 bateaux destinés à assurer les navettes fluviales à bas coût, 3 bateaux affectés aux croisières thématiques ;
- L'achat de prestations de type guides conférenciers pour présenter et valoriser les sites approchés durant les voyages en bateau ;
- La mise en œuvre d'une billetterie pour l'embarquement à bord des navettes et croisières;
- L'achat de prestations d'animation culturelle (concerts, bals, balades urbaines, etc.)

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
acheminement touristes	265 000,00	42,60%
animation escales/berges	121 000,00	19,45%
communication	47 000,00	7,56%
vente billetterie /accueil	24 000,00	3,86%
charges de pilotage et autres charges	165 000,00	26,53%
Total	622 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	50 000,00	8,04%
Subvention Département (attribuée)	130 000,00	20,90%
subvention ville de Paris	49 000,00	7,88%
Subvention EPT	23 000,00	3,70%
Autres partenaires publiques	65 000,00	10,45%
Entreprises partenaires	160 000,00	25,72%
billetterie	95 000,00	15,27%
fonds propres	50 000,00	8,04%
Total	622 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX044352 - AIR LEGEND
Meeting aérien de Villaroche

Dispositif : Fonds pour le tourisme Fonctionnement (n° 00001003)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 939-95-6574-195001-020
Action : 19500108- Fonds de soutien au tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Fonctionnement	415 000,00 € HT	3,61 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SOCIETE ORGANISATRICE EVENEMENTS DANS LE DOMAINE AERONAUTIQUE
Adresse administrative	:	AERODROME DE VILLAROCHE 77950 MONTEREAU-SUR-LE-JARD
Statut Juridique	:	SARL
Représentant	:	Monsieur THIERRY MARCHAND, Responsable de projet

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Création d'un événement aéronautique international sur le site de l'aérodrome de Melun Villaroche afin de faire découvrir et développer celui-ci (30 000 visiteurs). Il s'agit de la mise en valeur du patrimoine aéronautique ainsi que des bâtiments historiques. De plus, l'édition 2019 aura pour objectif le développement des relations franco-chinoises. En effet, ils mettront à l'honneur la Chine en montrant au public l'un des rares avions chinois volant en Europe: le Nanchang CJ-6A, avion d'entraînement militaire de la guerre froide, construit en Chine populaire par Nanchang à partir de la fin des années 1950. Il s'agira de promouvoir des échanges sino-français industriels, commerciaux et technologiques.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter un stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Assistance financière due au surcoût sécuritaire induit par le développement de cet événement (actions de sécurisation du site touristique), signalétique, création d'un teaser vidéo sur le meeting aérien mettant en valeur le site de Villaroche et sa région.

Localisation géographique :

- MELUN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PLATEAU AVIONS	155 000,00	37,35%
SECURITE AU SOL	70 000,00	16,87%
COMMUNICATION - ANIMATION	70 000,00	16,87%
CAMP RECONSTITUTION - MATERIEL 39/45- PERSONNEL	20 000,00	4,82%
LOCATION MATERIEL	100 000,00	24,10%
Total	415 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Billetterie	300 000,00	72,29%
Sponsor	50 000,00	12,05%
Fonds propres	50 000,00	12,05%
Région	15 000,00	3,61%
Total	415 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX045240 - VILLE DE MEAUX
Festival de l'eau de la Ville de Meaux (22 et 23 juin 2019)

Dispositif : Fonds pour le tourisme Fonctionnement (n° 00001003)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 939-95-65734-195001-020
Action : 19500108- Fonds de soutien au tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Fonctionnement	23 500,00 € TTC	10,64 %	2 500,00 €
	Montant total de la subvention		2 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MEAUX
Adresse administrative : 2 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
77100 MEAUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JEAN FRANCOIS COPE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 juin 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le festival aura lieu les 22 et 23 juin 2019

Description :
Le festival de l'eau de Meaux permettra de faire découvrir les bords de Marne à travers la mise en place d'activités nautiques sur la rivière et l'organisation d'évènements à quai. L'occasion de découvrir ou redécouvrir la Marne, qui s'écoule en plein cœur de la ville de Meaux, pour les plaisanciers, les promeneurs, les amateurs de nature et de détente. Lors du Festival de l'eau des 22 et 23 juin 2019, la ville de Meaux proposera un programme d'animations et de spectacles gratuits.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter un stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Activités nautiques gratuites,
- Panneaux explicatifs sur le rôle de la Marne,
- Mise en valeur de la halte fluviale et des activités touristiques en rapport avec la Marne.

Localisation géographique :
- MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Locations mobilières	18 500,00	78,72%
Supports de communication	5 000,00	21,28%
Total	23 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville de Meaux	21 000,00	89,36%
Région	2 500,00	10,64%
Total	23 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX045148 - FONTAINEBLEAU TOURISME
Expérience immersive de la Destination Pays de Fontainebleau en Gare de Lyon

Dispositif : Fonds pour le tourisme Fonctionnement (n° 00001003)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 939-95-65738-195001-020
Action : 19500108- Fonds de soutien au tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Fonctionnement	60 470,00 € TTC	33,07 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONTAINEBLEAU TOURISME
Adresse administrative : 4B PLACE DE LA R PUBLIQUE
77300 FONTAINEBLEAU
Statut Juridique : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur JEAN MICHEL GENETEAU, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il s'agit d'une expérience immersive de la Destination Pays de Fontainebleau en Gare de Lyon : l'objectif est de proposer aux utilisateurs de la gare, franciliens et touristes, de s'imprégner quelques minutes de l'un des fleurons patrimoniaux de la Région, le Château et la Forêt de Fontainebleau, grâce à une projection en 360°. Le constat des acteurs touristiques est la relative méconnaissance des prospects quant à l'accessibilité du Pays de Fontainebleau à 3/4 d'heures de Paris, avec un train direct. La communication sur cette proximité est donc une priorité.

C'est également une opportunité pour la Région de promouvoir les efforts importants de ces dernières années en faveur de la desserte ferroviaire en vantant l'accès facile, moderne, et écoresponsable à ce type de destination via le Transilien. Il s'agit de rétablir la confiance après une longue période durant laquelle ces lignes ont été affectées par des travaux structurants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter un stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le principe : mise en place d'une opération événementielle en Gare de Lyon basée sur une expérience immersive de la destination Pays de Fontainebleau.

• Un « Pod » (cube) de 9 m2 en gare avec projection de vidéos 360 sur la forêt et le château de Fontainebleau à destination des usagers sur des thématiques fortes : reconnexion avec la nature et préservation, découverte du patrimoine royal/impérial français.
• Période : 7 jours en septembre 2019 pour déclencher l'envie de découvrir la destination grâce au train à un moment clé de décision pour les courts séjours et weekends en arrière-saison (priorité exprimée par les professionnels).

Les opportunités en découlant :
. Développer la notoriété de l'accès de la destination par la Gare de Lyon en valorisant sa proximité et son accessibilité via le passe Navigo pour encourager la mobilité le week-end,
. Valoriser la richesse de l'offre en région Ile de France,
. Enrichir les expériences client en gare en valorisant le côté positif de la mobilité grâce aux nouveaux investissements de la Région et de la SNCF,
. et promouvoir les nouvelles possibilités offertes par le Paris Region Pass (Discover, Explore, Expériences) dans un lieu qualitatif avec un fort passage de voyageurs.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
POD : location/Installation/habillage/ mobilier	15 290,00	25,29%
Vidéo	1 524,00	2,52%
Location espace (face Train Bleu)	15 222,00	25,17%
Affichage	8 400,00	13,89%
Communication (Média, RP et dépliants)	14 034,00	23,21%
Sécurité	6 000,00	9,92%
Total	60 470,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Château de Fontainebleau	4 000,00	6,61%
Seine et Marne Attractivité	9 000,00	14,88%
Fonds propres	27 470,00	45,43%
Région	20 000,00	33,07%
Total	60 470,00	100,00%

DOSSIER N° EX045241 - COMMUNE DE NANTEUIL LES MEAUX
FÊTE DE LA TARTE EN PRUNES

Dispositif : Fonds pour le tourisme Fonctionnement (n° 00001003)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 939-95-65734-195001-020
Action : 19500108- Fonds de soutien au tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Fonctionnement	17 000,00 € TTC	14,71 %	2 500,00 €
	Montant total de la subvention		2 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE NANTEUIL LES MEAUX
Adresse administrative	:	14 RUE BENJAMIN BRUNET 77100 NANTEUIL-LES-MEAUX
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur REGIS SARAZIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Nanteuil-Les-Meaux, deuxième ville la plus attractive du Pays de Meaux, organise un évènement annuel appelé "la fête de la tarte en prune" qui draine plus de 12 000 personnes chaque année. Au-delà de soutenir une action nationale de la recherche contre la mucoviscidose, il attire des visiteurs provenant de la seine et marne et des départements limitrophes lors du dernier weekend de septembre. En 2018, un concours de tartes en prunes a été réalisé en direct sur la fête sous le parrainage du chef pâtissier Philippe Conticini, venu départager les candidats et remettre les récompenses. Pour l'occasion, Philippe Conticini avait créé une recette spéciale de tarte en prunes, qu'il vend maintenant dans ses boutiques, faisant rayonner la gastronomie locale et la tarte en prunes de Nanteuil jusqu'à Paris.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter un stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La fête de la Tarte en prunes propose de nombreuses animations : une immense brocante qui s'installe dans les rues de la ville, un marché campagnard qui met à l'honneur les producteurs et les produits locaux, une fête foraine, mais aussi des animations de rue :
- Compagnies de spectacle et d'orchestres de rue,
- Création graphique d'un visuel et son adaptation dans différents formats pour l'édition papier et web,
- Impression des affiches de différentes tailles, calicots et panneaux d'information,
- Achat d'espace dans les médias locaux (La Marne, Le Parisien...), spots radio sur 77fm,
- Venue d'un photographe pour immortaliser la journée et ses nombreuses animations.

Localisation géographique :
- NANTEUIL-LES-MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Communication	5 000,00	29,41%
Location chapiteau	1 600,00	9,41%
Location de radios portatives	400,00	2,35%
Petit train	1 400,00	8,24%
Matériel technique	7 000,00	41,18%
Animation tarte en prunes	1 600,00	9,41%
Total	17 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
EPCI	2 000,00	11,76%
Commune	12 500,00	73,53%
Région	2 500,00	14,71%
Total	17 000,00	100,00%

FONDS TOURISME

AXE SECURITE

DOSSIER N° EX045244 - PLAINE COMMUNE

Dispositif : Fonds pour le tourisme Investissement (n° 00001002)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 909-95-204182-195001-020
Action : 19500111- Sécurité pour le tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	110 000,00 € TTC	50,00 %	55 000,00 €
	Montant total de la subvention		55 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLAINE COMMUNE
Adresse administrative : 21 AVENUE JULES RIMET
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : EPT
Représentant : Madame EMMANUELLE BITON, Responsable administratif

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juin 2019 - 30 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de sécuriser les animations estivales, les travaux doivent être commandés et la pose des bornes aux endroits de vulnérabilité doit être commencée au plus vite.

Description :
Le Stade de France accueille chaque année 1.5 millions de personnes qui viennent assister à un événement sportif ou culturel. Il est également visité pour lui-même par environ 60 000 personnes par an.
Compte tenu de sa forte fréquentation, qui augmentera avec l'accueil des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024, et des attentats dont il a été l'objet en 2015, Plaine Commune doit augmenter le dispositif de sécurisation aux abords du Stade. Cette sécurisation bénéficiera dès cette année aux animations locales et aux cheminements Gare-Stade de France.
Le projet consiste à faire fabriquer, poser et embellir 49 bornes fixes qui sécuriseront le cheminement suivi par les spectateurs venant du RER B et du RER D. Ce cheminement est également ponctué d'espaces pouvant accueillir des animations venant agrémenter le parcours.
Ces bornes feront ensuite l'objet d'une intervention artistique afin de les embellir et d'en faire un élément attractif du cheminement. Cette démarche se situe dans la continuité d'autres interventions artistiques menées aux abords du Stade, notamment sous les autoroutes A1 et A86. Elles visent à requalifier les lieux, créer des repères visuels et donner une image plus juste de Plaine Commue, Territoire de Culture et de Création.

Le Stade de France, de par sa fréquentation, est un élément structurant de l'offre francilienne d'un point de vue touristique, sportif et culturel.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses porteront sur :
- la fabrication des 49 bornes,
- la pose et l'ancrage dans le sol des bornes,
- et l'intervention artistique sur les bornes.

Localisation géographique :
- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
achat et pose de 49 bornes fixes	85 000,00	77,27%
Intervention artistique d'embellissement	25 000,00	22,73%
Total	110 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	55 000,00	50,00%
Stade de France	12 500,00	11,36%
Plaine commune	42 500,00	38,64%
Total	110 000,00	100,00%

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc148122-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-319

DU 3 JUILLET 2019

MESURES POUR L'EMPLOI : PARTENARIAT AVEC GOJOB EN FAVEUR DE L'EMPLOI DES FRANCILIENS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail ;

VU la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

VU la loi 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU la loi NOTRe n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente modifiée par délibération CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 relative à l'adoption de la stratégie pour la croissance, l'emploi et l'innovation de la Region Ile-de-france ;

VU la délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018 relative à la politique de Région solidaire ;

VU la délibération n° CP 2017-599 du 22 novembre 2017 relative à mise en œuvre du programme Smart Région Initiative ;

VU le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

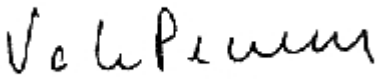
VU le rapport n°CP 2019-319 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Approuve la convention de partenariat entre la Région Ile-de-France et Gojob figurant en annexe n°1 de la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à signer ladite convention.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Convention de partenariat entre la Région Ile-de-France et Gojob

CONVENTION DE PARTENARIAT 2019-2021

« POUR L'EMPLOI EN ILE-DE-FRANCE » ENTRE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE ET GOJOB

Entre

La Région Ile-de-France, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93 400 SAINT-OUEN, représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, en vertu de la délibération n° CP 2019-132 du 23 mars 2019,

Ci-après désignée « la Région »,

Et

Gojob SAS, Société par Actions Simplifiée, au capital de 158 616,82€ euros dont le siège social est situé au 300 Chemin de la Croix Verte, 13090 Aix en Provence, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 813 454 717 représentée par son Président Directeur Général, Monsieur Pascal Lorne,

Ci-après désignée « Gojob »,

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

L'Ile de France, bien que Région capitale, souffre encore d'une situation du marché du travail dégradée et peinant à se redresser.

Ainsi, l'emploi en Ile-de-France est resté favorablement orienté au deuxième trimestre 2018 : l'emploi salarié (privé et public) y a ainsi augmenté de 0,2 % par rapport au trimestre précédent (soit + 10 000 emplois) et de 1% comparativement au deuxième trimestre 2017 (soit + 55 800 emplois sur un an).

Ce volume de création d'emplois reste cependant insuffisant pour inverser durablement la dynamique du chômage : après une nette tendance à la baisse en 2016 et 2017 le taux de chômage francilien affiche une quasi-stabilité depuis le début de l'année, la baisse du deuxième trimestre (-0,1 points), en première estimation, succédant à une hausse du premier trimestre (+0,2 points). Celui-ci reste très élevé puisqu'il est supérieur de 1,6 point à son point bas d'avant-crise (6,3 % au T2 2008).

Dans ce contexte, conformément à la loi NOTRe de 2015, la Région inscrit désormais son action dans un cadre législatif qui renforce ses compétences, en particulier dans le domaine du développement économique, de la formation professionnelle, de l'aménagement et celui du transport et du tourisme.

La Région est responsable de la définition des orientations en matière de développement économique. La Région Ile-de-France s'est ainsi dotée d'une stratégie économique globale pour la période 2017-2021 avec l'ambition de renouveler en profondeur l'action régionale au service de la croissance, de l'emploi et de l'innovation, définie dans le Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII). Cette décision s'inscrit dans un contexte, marqué à la fois par de formidables opportunités de transformation et de développement, liées au

numérique, à la transition énergétique, à la mise en œuvre de grands projets d'infrastructures, mais aussi par de nombreux défis, qui touchent de près les entreprises et les actifs franciliens : poursuite de la désindustrialisation, accès aux compétences, dépendance aux ressources…

La Région assure également une compétence majeure sur l'orientation professionnelle, la formation et l'emploi, sur la base du Contrat de plan régional de développement de la formation et de l'orientation professionnelle (CPRDFOP) adopté en 2017. Ce contrat a été élaboré dans la droite ligne des orientations stratégiques du SRDEII, afin de pouvoir répondre au mieux aux forts besoins en emplois des secteurs d'avenir ou en tension.

En faisant de l'action pour l'emploi sa première priorité, la Région Ile-de-France se mobilise résolument pour apporter des solutions aux franciliens en difficultés, comme aux employeurs recherchant des compétences.

De son côté, l'ambition de **Gojob** est d'offrir un travail avec un salaire décent, une réelle protection sociale et une capacité à progresser à tous ceux qui veulent travailler, quel que soit leur âge, genre, origine, expérience ou diplôme.

Pour ce faire, Gojob développe une forme de réseau social de travailleurs et d'entreprises autour d'un outil de mise en relation directe: gojob.com. En 3 ans, Gojob a scanné une base de données de plus de 7 millions de profils d'emploi, sélectionné et interviewé un pool de plus de 55 000 candidats et placé plus de 10 000 missions d'intérim par an.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT

C'est avec une volonté commune de travailler pour lutter contre le chômage, tout se positionnant dans la démarche de « Smart Région Initiative », que la Région Ile-de-France et Gojob ont souhaité développer un partenariat fort et innovant, autour de l'emploi, l'apprentissage et la formation professionnelle.

Par la présente convention de partenariat (« convention » ou « partenariat »), la Région Ile-de-France et Gojob s'engagent à œuvrer ensemble pour apporter aux entreprises franciliennes et aux demandeurs d'emploi une offre de service à la hauteur des enjeux de la première région économique de France et d'Europe, pour favoriser leur retour à l'emploi et la réponse aux besoins en recrutement des entreprises.

L'intégration professionnelle des personnes en situation de handicap constituant par ailleurs un enjeu majeur pour la Région Ile-de-France, comme vecteur d'insertion sociale et d'égalité entre tous les franciliens. Cet axe sera pris en compte dans le cadre de la convention.

ARTICLE 2. AXES DE PARTENARIAT

Ce partenariat pluriannuel entre la Région et Gojob est construit, à travers les axes stratégiques suivants :

En matière de formation professionnelle :

Axe 1. Renforcer la connaissance du marché de l'emploi, pour mettre en œuvre une offre régionale de formations au plus près des besoins.

Axe 2. Promouvoir les formations régionales, notamment celles peinant à recruter.

Axe 3. Favoriser le retour à l'emploi des stagiaires de formation professionnelle.

En matière d'apprentissage :

Axe 4. Développer le nombre de contrats en apprentissage et favoriser l'entrée dans l'emploi à l'issue du contrat.

De façon transversale, les partenaires s'engagent à travailler au déploiement des présents engagements au plus près des territoires. En particulier, Gojob s'engage à fournir à l'échelle des bassins d'emploi des données, notamment sur les métiers en tension, et à appuyer au placement en emploi ou en formation pour les grands projets porteurs d'emploi.

La présente convention vient préciser les modalités de ces quatre engagements communs, détaillés de manière concrète à l'article 3.

ARTICLE 3. DETAIL DU PARTENARIAT ET DES ACTIONS COMMUNES « VERS L'EMPLOI »

Axes du partenariat liés à la FORMATION PROFESSIONNELLE :

1) AXE 1 - Renforcer la connaissance du marché de l'emploi, pour mettre en œuvre une offre régionale de formations au plus près des besoins et visant l'emploi

Afin de proposer aux demandeurs d'emploi et aux jeunes en insertion, des formations professionnelles adaptées et visant un retour rapide à l'emploi, la Région Ile-de-France réalise en continu une analyse des besoins emploi-formation de son territoire et des secteurs/métiers en tension sur les bassins franciliens.

Cette analyse est réalisée actuellement sur la base : du bilan des programmes de formation précédents, des outils de diagnostic de Pôle emploi et autres analyses sectorielles des observatoires emplois/compétences, des analyses territoriales remontées par l'outil Big data d'Adecco Analytics. Des rencontres avec les acteurs du territoire, avec les branches professionnelles et leur OPCO sont réalisées pour partager le diagnostic et l'affiner, sur l'ensemble des bassins et des domaines commandés.

Afin de pouvoir concentrer les achats de formation de la Région sur les secteurs les plus en pénurie, il est proposé dans le cadre de ce partenariat d'échanger sur les besoins en emploi en Ile-de-France. Gojob pourra fournir à la Région selon une cadence trimestrielle, des informations relatives à la situation du marché de l'emploi par bassin d'emploi issues de sa solution data. En particulier, Gojob pourra fournir des données quantitatives (par bassin d'emploi : volume des besoins reçus de ses clients, nombre de jours nécessaires avant de pourvoir un poste et ratio des besoins non pourvus) et qualitatives (besoins spécifiques évoqués sur les postes à pourvoir, sur la base des retours de nos clients). Gojob pourra identifier les métiers les plus recherchés au regard de la volumétrie de demandeurs d'emploi (F/H) et les compétences (savoir/savoir-être/savoir-faire) attendues par les entreprises de chaque bassin d'emploi francilien.

➲ **Gojob s'engage à fournir trimestriellement à la Région ses statistiques du marché de l'emploi, afin de lui permettre de conforter ses analyses emploi-formation et son identification des métiers en tension.**

➲ **Gojob et la Région Ile-de-France s'entendent pour échanger trimestriellement sur les statistiques et les évolutions du marché de l'emploi, et occasionnellement, si besoin, à la demande de la Région.**

2) AXE 2 – Promouvoir des formations financées par la Région Ile-de-France, prioritairement celles peinant à recruter

L'offre de formations régionale est accessible à tous via le site DOKELIO et mise à jour en permanence par Défi Métiers, ainsi que sur la plateforme régionale de l'orientation ORIANE. Elle

pourra être mise à disposition de Gojob, sous un format CSV ou Excel conformément au tableau en annexe 1.

De même, une extraction de cette offre sur les formations ayant des difficultés de recrutement de stagiaires pourra également être envoyée par la Région à Gojob.

Gojob propose à la Région Ile-de-France de promouvoir ses actions de formation, prioritairement celles qui peinent à recruter.

Pour assurer cette diffusion, Gojob pourra utiliser, sous réserve de la validation en amont du service Communication de la Région, tous moyens de communication à sa disposition, en particulier, des messages ciblés auprès de candidats inscrits sur sa plateforme ou des informations spécifiques sur ses différents outils de communication.

➲ La Région s'engage à fournir à Gojob l'offre régionale de formations et notamment les formations qui peinent à recruter sur la base du tableau décrit en annexe 1.

➲ Gojob s'engage à promouvoir cette offre régionale de formations et prioritairement les formations qui ont des difficultés à remplir, grâce à des messages ciblés auprès de candidats inscrits sur sa plateforme ou à des informations spécifiques sur ses différents outils de communication, sous réserve de la validation en amont du service Communication de la Région, et sous réserve que les métiers et zones géographiques de ces formations correspondent à des segments actifs de Gojob.

3) AXE 3 - Favoriser le retour à l'emploi des stagiaires de formation professionnelle

La Région Ile-de-France finance des formations, en lien avec les besoins en compétences des employeurs, pour les demandeurs d'emploi et les jeunes en insertion afin de leur permettre de retrouver rapidement un emploi. Elle dispose des fichiers des stagiaires dont elle a financé la formation, et connaît pour chacun d'eux la date prévisionnelle de fin de leur formation.

De son côté, Gojob a la possibilité d'adresser des offres d'emploi ciblée aux personnes en recherche d'emploi.

La transmission par la Région des données à des entreprises qui sont susceptibles de proposer des offres d'emploi dans le secteur précis de formation du stagiaire, sachant que ce dernier vient se former soit pour trouver un emploi ou qu'il se trouve en reconversion professionnelle, relève de l'exécution d'une mission d'intérêt public.

Le traitement des données du stagiaire, permettant une mise en relation avec des employeurs cherchant à recruter sur des qualifications et des certifications détenues par le stagiaire, correspond donc à la principale finalité de la politique publique mise en œuvre par la Région ayant justifié la collecte.

Aussi le présent partenariat prévoit-il, dans le respect des exigences du Règlement Général pour la Protection des Données (RGPD), que Gojob puisse envoyer des offres d'emploi aux stagiaires régionaux, arrivant en fin de formation et ayant confirmé leur accord pour recevoir des propositions d'emploi, en fonction de leur profil et de leurs qualifications.

Les stagiaires signent, à leur entrée en formation, la Charte du stagiaire. Celle-ci les informe de la démarche engagée par la Région par la présente convention et vise à recueillir explicitement leur consentement à ce que des offres d'emploi ciblées puissent leur être envoyées par des partenaires de la Région.

Une mention d'information complète est transmise au stagiaire précisant :

- les finalités du traitement ;
- les catégories de données à caractère personnel concernées ;
- les destinataires du traitement constituées de la liste à jour des partenaires ;
- la durée de conservation des données ;

- les droits du stagiaire concernant ses données (accès, rectification, opposition, effacement, portabilité, limitation)
- le droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL ;
- l'existence d'une prise de décision automatisée et l'identification du responsable de traitement.

Ainsi, la Région pourra transmettre trimestriellement à Xx les coordonnées (nom, prénom, téléphone(s), mail, code postal de la ville de résidence) des stagiaires arrivant en fin de formation consentants, en sens du RGPD, selon le tableau décrit en annexe 2. La transmission des fichiers entre les partenaires sera assurée par la Région via l'utilisation d'une plateforme sécurisée.

A réception de ces fichiers, Gojob mobilisera tous moyens à sa disposition pour proposer aux stagiaires sortants de la formation professionnelle des offres d'emploi adaptées à leur profil et à la formation suivie et réaliser leur placement en emploi.

Chaque trimestre, Gojob envoie à la Région Ile-de-France le reporting global de l'activité d'insertion pour les stagiaires régionaux :

- Le nombre et le taux d'inscrits sur Gojob;
- Le nombre d'offres d'emploi pertinentes proposées au total et en moyenne par stagiaires ;
- Le nombre de missions auxquelles les stagiaires ont postulé (nombre moyen de missions postulées) et le taux de postulation (missions proposées/missions postulées) ;
- Le nombre et le taux de recrutements dans les différents types de contrats (à 3 mois, 6 mois et 12 mois) ;
- Les métiers exercés, la durée moyenne entre inscription et emploi et la durée des missions intérimaires, le salaire moyen, pour ceux qui sont en mission.

Ces indicateurs seront affinés conformément à l'article 5 de la présente convention. Ils seront également transmis à l'échelle du bassin d'emploi, qui est l'échelle de référence de l'Etat et de la Région en matière d'emploi en Île-de-France.

Gojob et la Région Ile-de-France s'engagent à échanger trimestriellement pour modifier ou optimiser les supports de communication à destination des stagiaires en fonction des retours (résultats globaux d'insertion en emploi).

➲ La Région s'engage à recueillir la liste des stagiaires sortants de formation et consentants à recevoir des offres d'emploi par des partenaires de la Région; et à l'adresser à Gojob trimestriellement selon le tableau décrit en annexe 2.

➲ Gojob s'engage à réaliser le placement en emploi des sortants de formations professionnelles en mobilisant tous moyens à sa disposition, en sélectionnant les offres d'emploi adaptées aux stagiaires (selon la formation suivie, la qualification, le domaine de la mission…), en particulier sur les secteurs de la logistique, industrie, BTP et tertiaires

➲ Gojob s'engage à faire un reporting trimestriel à la Région sur l'insertion globale des stagiaires sur l'ensemble des postes proposés.

➲ Gojob et la Région proposent de se réunir tous les trimestres pour optimiser le processus de placement, en fonction des résultats d'insertion globaux.

Axes du partenariat liés à l'APPRENTISSAGE :

4) AXE 4 – Développer les contrats d'apprentissage et favoriser l'entrée dans l'emploi à l'issue du contrat.

La Région Ile-de-France souhaite développer rapidement et fortement l'apprentissage en Ile-de-France. Pour cela il est nécessaire d'identifier et d'orienter les jeunes vers les CFA et les entreprises qui peinent à recruter.

La Région transmettra les données issues de la base GLORIA dans le cadre légal existant, pouvant contribuer à améliorer la mise en relation Jeunes/CFA ou jeunes/ entreprises.

Les engagements réciproques entre Gojob et la Région pour le développement de l'apprentissage sont les suivants :

➲ La Région s'engage à envoyer à Gojob des informations portant sur les formations en manque de candidats (coordonnées du correspondant du CFA et intitulé de la formation) lors des campagnes annuelles de signature de contrats.

➲ La Région s'engage à adresser à Gojob, au moins une fois par an, la liste des formations proposées en apprentissage.

➲ Par les outils qu'il mettra à disposition des CFA, Gojob pourrait être identifié comme un partenaire des centres de formation pour accompagner les jeunes diplômés vers l'emploi, en particulier sur les secteurs de la logistique, industrie, BTP et tertiaires

ARTICLE 4 : DUREE

La présente Convention entre en vigueur à sa date de signature. Elle est conclue pour une durée de deux ans, soit pour la période 2019-2021.

La présente convention est reconductible par avenant, sous réserve de l'accord des deux parties signataires.

ARTICLE 5. MODALITES DE SUIVI ET DE MISE EN OEUVRE

5.1. Le suivi du partenariat

Un comité de pilotage associant Région Ile-de-France et Gojob est constitué. Il a pour rôle de suivre la mise en œuvre de la convention. Il se réunira semestriellement pour faire un point d'avancement du partenariat et de le réajuster si nécessaire. Il est composé de la direction de Gojob et la Direction générale des services adjointe de la Région en charge du développement économique, de l'emploi et de la formation.

5.2. L'évaluation du partenariat

La convention sera évaluée régulièrement, en particulier lors des réunions du comité de pilotage.

Pour assurer son évaluation, des indicateurs de suivi et de résultats seront définis par action pour chaque axe de la présente convention, par le comité de pilotage.

Les partenaires mettront en place tous les outils de pilotage adaptés à cette évaluation et proposeront, à la lecture des résultats, le cas échéant, toutes mesures correctives nécessaires à la bonne poursuite des objectifs de la présente convention.

ARTICLE 6 : INFORMATIONS, CONFIDENTIALITE

Les parties s'engagent à veiller au respect de la confidentialité des informations et documents, de quelque nature qu'ils soient et quels que soient leurs supports, qui leur auront été communiqués ou dont elles auront eu connaissance lors l'exécution de la Convention, sous réserve de ceux dont elles auront convenu expressément qu'ils peuvent être diffusés.

Sont exclues de cet engagement les informations :

- qui seraient déjà dans le domaine public ;

- que la loi ou la réglementation oblige à divulguer, notamment à la demande de toute autorité administrative ou judiciaire compétente.

La présente obligation de confidentialité s'appliquera pendant toute la durée de la Convention et demeurera en vigueur pendant une durée d'un an à compter de l'arrivée du terme de la Convention pour quelque cause que ce soit.

Dans l'hypothèse où les Parties feraient appel à un tiers, le présent article n'interdit pas la divulgation d'informations ou documents à ce tiers, à l'exception des coordonnées des stagiaires, à condition qu'il ait préalablement signé un engagement de confidentialité.

En tout état de cause, les deux parties veilleront à ne pas transmettre des informations susceptibles de porter atteinte à l'égalité entre des candidats dans le cadre d'éventuelles procédures de mise en concurrence organisées par la Région ou les autres personnes amenées à intervenir et soumises aux règles de la commande publique.

Enfin, les données communiquées par la Région rendent Gojob destinataire des données personnelles relatives aux stagiaires au sens de l'article 4 du RGPD et lui confère la qualité de responsable de traitement pleine et entière. Les modalités du transfert de responsabilité avec Gojob sont définies dans le contrat en annexe 3 à cette convention.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

L'ensemble des objectifs partagés dans cette convention donneront lieu à une coopération destinée à appuyer les communications des deux parties.

Forte de leur volonté commune d'améliorer la visibilité de leurs actions et de permettre une meilleure appréhension de leurs services par les publics bénéficiaires, les parties s'engagent à mettre en œuvre une coopération continue en matière de communication.

Pour chacun des objectifs, les parties s'engagent à mentionner le soutien de l'une ou l'autre, sur l'ensemble de leurs supports de communication. Ce soutien sera matérialisé notamment par l'apposition des logos des deux entités. Chacune des entités s'engagent à faire valider l'utilisation du logo par l'autre entité.

Par ailleurs, la communication dédiée à chacune des thématiques de la présente convention pourra donner lieu à des échanges spécifiques négociés au préalable par les services communication des deux entités.

ARTICLE 8 : STIPULATIONS DIVERSES

Convention de partenariat sans exclusivité
Les parties confirment que cet accord est conclu sans exclusivité, sur les actions décrites dans le présent document. Les parties se réservent le droit de pouvoir conclure d'autres partenariats équivalents à celui-ci, avec d'autres structures intervenant dans le champ de l'emploi-formation.

Modification de la Convention
Les parties apporteront tout leur soin à la bonne exécution des présentes. Les aménagements nécessités par la survenance d'aléas dans cette exécution seront convenus entre les parties, par voie d'avenants, en tant que nécessaire.

Résiliation
La convention peut être dénoncée avant le terme contractuel par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant le respect d'un préavis de 3 mois.

Litiges

Tout différend qui s'élèverait entre les parties au sujet de l'exécution de la présente convention et qui n'aurait pas fait l'objet d'un règlement à l'amiable sera soumis à la juridiction compétente.

Fait à , le , en deux exemplaires originaux.

Pour la Région Ile-de-France,
La Présidente,

Valérie PECRESSE

Pour Gojob
le Président Directeur Général,

Pascal Lorne

ANNEXE 1 – OFFRE DE FORMATION REGIONALE – Accessible sous https://www.defi-metiers.fr/dm_search/formation/?&f=CONSEIL+REGIONAL+ILE-DE-FRANCE

ID AF DOKELIO IDF	ID Session DOKELIO IDF	Intitulé AF	Conventionné	Financeur	Programme	Public visé	Niveau de sortie	Validation	Eligible au CPF	Domaine de formation (formacode principal)	Code Domaine de formation (formacode principal)	Spécialité de formation (NSF)	Code Spécialité de formation (NSF)	Lieu de session	Adresse lieu de session	Dpt Lieu de session	Ville lieu de session	Téléphone Lieu de session (inscription)	Email Lieu de session (inscription)	Date début session	Date fin session	Effectifs session	*Places restantes**	ID OF dispensateur DOKELIO IDF	Nom OF dispensateur

** Informations non disponibles en temps réel*

ANNEXE 2 – FORMAT DE LA LISTE DES STAGIAIRES REGIONAUX

Libellé Dispositif	Libellé Consultation	Numéro Action de formation	Libelle Composante (Formation préparée)	Nom Naissance	Nom	Prénom	Date De Naissance	STAGIAIRE.Ville	STAGIAIRE.Code Postal	Tel Fixe	Tel Portable	Mail	Département	Date Entree	Date Sortie Prevue	SITE.Ville	SITE.Code Postal	Niveau de Formation	Identifiant Stagiaire

ANNEXE 3 – CONTRAT DE TRANSFERT DE DONNEES PERSONNELLES

Contrat pour un destinataire de données			
Responsable de traitement	Destinataire		
Nom : Région Ile de France	Nom :		
Adresse : 2 rue Simone Viel 93400 SAINT OUEN	Adresse :		
Pôle/Direction :	Pays	☐ UE	☐Hors UE
Représentant :	Etablissement		
	Pays de l'établissement :		

Description des données et du traitement			
Type de données	☐ 1	☐ 2	☐ 3
N° de la fiche de registre (à joindre) :			

Transfert hors UE	
☐ Oui	☐ Non
Informations complémentaire sur le transfert envisagé	

Transfert de responsabilité	
☐ Emission des données	☐ Réception des données
Informations complémentaires	

Mesures de sécurité prises pour le transfert de données		
Chiffrement point à point	☐ Oui	☐ Non
Plateforme sécurisée	☐ Oui	☐ Non
Transfert physique	☐ Oui	☐ Non
Infrastructure dédiée	☐ Oui	☐ Non

Modalités de preuves du transfert de données			
Logs	☐ Région	☐ DESTINATAIRE	☐ NA
Accusés réception	☐ Région	☐ DESTINATAIRE	☐ NA
Mails	☐ Région	☐ DESTINATAIRE	☐ NA
Tableau de suivi	☐ Région	☐DESTINATAIRE	☐ NA
Autres	☐ Région	☐ RTC2	☐ NA
Préciser les modalités de preuves du transfert de données			

☐ Région	☐ DESTINATAIRE
Nom :	Prénom :
Direction :	Service :
Téléphone :	Mél :

Signature de l'accord	
☐ Electronique	☐ Manuelle
Signature Région	Signature DESTINATAIRE

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc142547-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-088

DU 3 JUILLET 2019

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2019 DE L'ARML ÎLE-DE-FRANCE ET AFFECTATION DE LA SUBVENTION 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code du travail, notamment ses articles L5314-1 et suivants, L6121-1 et R5131-6 ;

VU la loi n° 2009-1434 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU la délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 relative au schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013, prorogé par la délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 ;

VU la délibération n° CR 58-08 du 26 juin 2008 : « Vers un service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles. Politique régionale en faveur de l'accès et du retour à l'emploi qualifié, dans le cadre du schéma régional des formations » ;

VU la délibération n° CR 54-09 du 19 juin 2009 relative au service public régional de formation et d'insertion professionnelles : refonte des dispositifs régionaux de formation des personnes privées d'emploi ;

VU la délibération n° CR 17-14 du 13 février 2014 relative au soutien à l'Association Régionale des Missions Locales ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 149-16 du 07 juillet 2016 relative à l'engagement régional pour l'emploi et la formation professionnelle ; à la mobilisation et au renouvellement des conventions avec Pôle Emploi Île-de-France, le Fonds Paritaire de Sécurisation des Parcours Professionnels et l'Association Régionale des Missions Locales ; à la formalisation des modalités d'aides aux stagiaires ; à la mobilisation des espaces de dynamique d'insertion dans le cadre du Plan 500 000 » ;

VU la délibération n° CR 185-16 du 17 novembre 2016 relative à l'évolution du cadre de conventionnement des missions locales, à la présentation de l'accord-cadre État / Région / Association Régionale des Missions Locales, au soutien régional aux missions locales – avance 2017 et ajustement 2016 ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-088 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Convention d'objectifs et de moyens de soutien à l'ARML

Approuve la convention d'objectifs et de moyens pour l'association régionale des missions locales d'Ile-de-France (ARML) 2019 jointe en annexe n° 1 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Article 2 : Attribution d'une subvention de fonctionnement

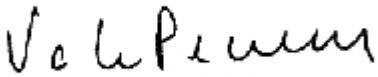
Décide de participer au titre du soutien à l'association régionale des missions locales d'Ile-de-France (ARML) pour l'année 2019 au financement du projet détaillé dans la fiche projet en annexe n° 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **600 000 €.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe n° 1 à la présente délibération, accompagnée du plan d'action de l'ARML présenté en annexe n° 3.

Affecte une autorisation d'engagement de **600 000 €** disponible sur le chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage » code fonctionnel 116 « Autres », programme HP 116-004 (111004) « accès à l'information et à l'orientation» - Action 11100401 « soutien aux missions locales » du budget 2019.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de cette subvention à compter du 1er janvier 2019 à la délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Convention ARML 2019

îledeFrance	**CONVENTION N° CP XXX-XX**

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2019
POUR L'ASSOCIATION RÉGIONALE DES MISSIONS LOCALES D'ILE-DE-FRANCE

Entre :

La Région d'Ile-de-France, Située 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération CP 2019-XXX du 222019,
Ci-après dénommée la « Région »

d'une part,

et

L'Association Régionale des Missions Locales d'Ile-de-France
dont le statut juridique est : association loi 1901
dont le n° SIRET est 450 001 870 00044
dont le siège social est situé au MDA 14ème, 22 rue Deparcieux, 75014 Paris
ayant pour représentant Monsieur Jacques CROSNIER, en sa qualité de Président
Ci-après dénommée « ARML Ile-de-France »

d'autre part,

Il est expressément convenu ce qui suit :

Préambule :

En 2018, les 72 missions locales d'Ile-de-France ont accompagné près de 157 000 jeunes.
L'emploi des jeunes de 16 à 25 ans est au cœur de l'action du réseau des Missions Locales franciliennes fédérée par l'Association Régionale des Missions Locales d'Île-de-France et de son réseau de partenaires.

Les missions locales agissent pour l'emploi et la formation visant l'accès à la qualification des jeunes. Une approche régionale visant une structuration territoriale du réseau des missions locales franciliennes est essentielle pour mener à bien ces actions.
Par leurs objectifs en matière de coordination de l'emploi, d'orientation et de formation professionnelles destinés à favoriser l'insertion des jeunes, la Région et l'Etat ont souhaité disposer d'un interlocuteur régional en capacité de structurer et d'animer le réseau régional des missions locales. La Région Ile-de-France soutient ainsi l'ARML Ile-de-France, Association Régionale des Missions Locales d'Ile-de-France, depuis 2014.

A cet effet, l'ARML Ile-de-France doit par son positionnement régional :

- Jouer un rôle fédérateur pour les missions locales et être le relais de leurs projets et de leurs attentes auprès de leurs financeurs et de leurs partenaires régionaux publics, privés ou associatifs ;
- Assurer la représentation politique, stratégique et institutionnelle du réseau des missions locales, dans les instances régionales en charge de l'emploi des jeunes ;
- Proposer une offre de service qui vise à développer un appui conseil et technique pour soutenir l'action des missions locales.

Afin de répondre aux attendus de leurs partenaires et financeurs, les missions de L'ARML doivent être réaffirmées et leurs objectifs précisés. Ces missions s'inscrivent en cohérence avec le plan d'action défini annuellement.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La Région Ile-de-France a décidé de soutenir l'Association Régionale des Missions Locales (L'ARML Ile-de-France) par la mise en place d'une convention d'objectifs et de moyens (COM) pour l'année 2019.

La présente convention détermine les objectifs de l'ARML Ile-de-France et ses engagements.

L'ARML Ile-de-France s'engage à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de la Région et conformément à son objet social, les orientations stratégiques pour 2019.

Les orientations franciliennes de l'animation régionale des missions locales s'organisent autour de quatre axes prioritaires :

- Accompagner la mise en œuvre et la convergence des politiques publiques en faveur de l'emploi des jeunes en veillant à l'amélioration de la visibilité des dispositifs et leur articulation Etat/Région ;
- Renforcer la coordination et l'animation opérationnelle du réseau des missions locales d'Ile-de-France ;
- Optimiser le suivi et le pilotage des systèmes d'information (y compris le SI national I-Milo) au niveau régional afin de valoriser l'activité et les résultats des missions locales ;
- Assurer la représentation et la mobilisation du réseau au sein des instances régionales.

Cette convention d'objectifs et de moyens prend appui sur le plan d'action annuel décidé au sein des instances mises en place : comité de pilotage stratégique et comité de suivi technique.

Les objectifs prioritaires pour 2019 sont les suivants :

- Faciliter l'appropriation du contenu de l'offre de formation de la Région par les missions locales afin d'améliorer les prescriptions sur dispositifs de la Région ;
- Favoriser l'exploitation des données du SI MILO pour améliorer le suivi et le pilotage des missions locales ;
- Développer des actions visant à dynamiser le réseau, à capter les publics et accroitre les sorties positives en emploi/ formation/ alternance ;
- Etre en appui des missions locales sur les places de formation proposées dans le cadre du PACTE régional « investissement compétences ».
- Etre en appui aux actions de sensibilisation et de prévention de la lutte contre la radicalisation ;
- Participer à l'étude sur la réflexion sur la mise en place d'un SIEG pour les missions locales ;
- Impliquer les missions locales dans l'accès à l'emploi des jeunes dont la création d'entreprise et les métiers ayant une image peu attractive mais pourvoyeurs d'emploi ;
- Etre en appui aux actions territoriales de la Région sur les bassins d'emploi.

ARTICLE 2 : MISE EN ŒUVRE ET SUIVI DE LA CONVENTION

La Région et l'Etat, dans le cadre du CREFOP, ont souhaité organiser un pilotage stratégique de l'activité des missions locales et de leur association régionale. Les membres de ce comité de pilotage

stratégique sont :

- Pour l'Etat : Le Préfet de la Région Ile-de-France ou son représentant,
- Pour la Région : Le Délégué spécial à l'emploi, la formation professionnelle et l'apprentissage, ou son représentant,
- Pour l'ARML Ile-de-France : le Président de l'ARML, les membres du bureau, le délégué général de l'ARML.

Le comité de pilotage stratégique a pour objet de définir les objectifs annuels prioritaires et les actions mises en œuvre par l'ARML Ile-de-France, ainsi que les besoins en subventions correspondants.

La convention fait l'objet d'un suivi dans le cadre d'un comité technique réunissant :
- Pour la Région : la Directrice de la formation professionnelle, ou son représentant,
- Pour l 'Etat : le Direccte, ou son représentant,
- Pour l'ARML Ile-de-France : le délégué général de l'ARML accompagné de membres de l'ARML (Conseil d'Administration ou Comité des Directeurs, personnes qualifiées adhérentes du réseau).

Le comité technique a pour objet :
- Le suivi des actions prévues à la convention annuelle ;
- L'évaluation des résultats de l'année N-1 sur la base de l'analyse du plan d'action de l'année N-1 ;
- L'analyse des perspectives d'actions à réaliser pour l'année N et les années à venir.

Un compte rendu des réunions est transmis par l'ARML aux services de la Région, Pôle Développement Economique Emploi et Formation / Direction de la formation professionnelle, au plus tard dans le mois qui suit la rencontre.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION REGIONALE DES MISSIONS LOCALES

3.1. La réalisation des objectifs de la convention

Réaliser les objectifs figurant à l'article 1 en les déclinant dans un programme de travail défini d'un commun accord avec la Région.

L'association régionale des missions locales s'engage à :
- Mobiliser les moyens nécessaires pour la réalisation des objectifs tels que définis dans l'article 1 ;
- Mettre en œuvre les actions prioritaires définies et le programme régional d'animation.

A cette fin, l'ARML Ile-de-France s'engage à :
- Transmettre à la Région un bilan d'activité annuel intermédiaire avant le 1er décembre de l'année, construit selon les axes prioritaires définis à l'article 1 ;
- Réaliser les objectifs figurant à l'article 1 en les déclinant dans un plan d'action annuel défini d'un commun accord avec la Région ;
- Transmettre à la demande de la Région des extractions consolidées issues du système d'information I-Milo afin de permettre à la Région de suivre et analyser l'activité des missions locales.

Le plan d'action définitif est transmis à la région dès son adoption par l'assemblée générale de l'ARML Ile-de-France.

3.2 - Les obligations de l'ARML Ile-de-France

3.2.1 : Les obligations relatives à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

3.2.2 : Les obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

Le bénéficiaire s'engage à recruter, au titre de l'année 2019, **3 stagiaire(s)** ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois. Le nombre de stagiaires sera défini annuellement en fonction du montant de la subvention attribuée.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme « Mes démarches » selon les modalités qui lui sont communiquées par la région. Il doit ensuite enregistrer les conventions signées dans l'outil.

3.3. Le cadre budgétaire et comptable

L'ARML Ile-de-France s'engage à :

- Respecter les dispositions existantes quant à l'utilisation des fonds publics ;
- Présenter une programmation budgétaire annuelle ;
- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur et au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations ;
- Fournir à la Région :

a) dès leur approbation, le budget et le programme d'actions annuel définitifs ;
b) au plus tard avant le 30 juin :

- Les comptes annuels de l'année 2018 (bilan, compte de résultat et annexe selon rapport du CAC) du dernier exercice clos et notamment un compte emploi ressources ;
- Le rapport d'activité annuel du dernier exercice clos tel que présenté en AG ;
- Le rapport du commissaire au compte sur les comptes de l'exercice clos.

3.4. Obligations d'information et d'accès aux documents

L'ARML Ile-de-France s 'engage à :

- Faire parvenir à la Région une copie des convocations, l'ordre du jour détaillé et les documents figurant à l'ordre du jour des réunions des organes dirigeants (assemblée générale, conseil d'administration) dans les mêmes délais que ceux prévus par les statuts régissant l'ARML ;
- Faire parvenir les procès-verbaux de ces réunions dès leur validation par le bureau ou le CA ;
- Répondre à toute demande d'information et de document relative à son suivi budgétaire et financier et informer la Région des autres subventions publiques ou privées demandées en amont ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention ;
- Informer la Région de tout contrôle opéré par un organisme extérieur (administration fiscale, URSSAF, corps de contrôle etc..) et transmettre une copie des résultats des dits contrôles.

3.5. Obligations administratives

L'ARML Ile-de-France s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire ;

- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière ;
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;
- Conserver et archiver l'ensemble des documents comptables et les pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans ;
- Respecter les dispositions du code de la commande publique ;
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés que l'organisme pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement ;
- A respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

3.6. Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, l'ARML Ile-de-France s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.
Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

4.1. Moyens affectés à la réalisation des objectifs

La Région s'engage à soutenir financièrement l'ARML Ile-de-France par le versement d'une subvention de fonctionnement pour la réalisation des objectifs définis dans l'article 1 pour 2019, sous réserve du vote du budget par l'assemblée régionale, dans la limite de la disponibilité des crédits et de leur affectation par la commission permanente du conseil régional.

Ainsi, une subvention correspondant à **44,57 %** du coût estimé de l'opération dont le montant prévisionnel s'élève à **1 346 200 €** pour l'année 2019, soit un montant maximum de subvention de **600 000 €** est versé à l'ARML Ile-de-France pour la réalisation de ce projet.

4.2. Modalités de versement de la subvention.

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire et du cachet de l'organisme.

Art 4.2.1 : Modalités de versement

La subvention régionale est allouée sur la base d'une affectation votée par la commission permanente du conseil régional et dans le respect des dispositions suivantes :

Art 4.2.2 : Versement d'avances

Le bénéficiaire peut bénéficier d'une avance de 45 % du montant prévisionnel sur présentation :
- d'un courrier d'appel de fonds,
- d'un plan de trésorerie
- des accusés de réception de dépôt des offres de stages sur la Plateforme des Aides Régionales.

Le bénéficiaire peut demander une seconde avance sur présentation :
- d'un courrier d'appel de fonds
- d'un plan de trésorerie actualisé à la date de la demande d'appel de fonds.

Ces documents sont datés, cachetés et signés par le représentant du bénéficiaire.
Le cumul des avances ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Art 4.2.3 Versement du solde

Le versement du solde est subordonné à la présentation des pièces suivantes :

- d'un courrier d'appel de fonds ;
- d'un rapport d'activité annuel, établi au regard du plan d'action annuel signé par le représentant légal du bénéficiaire ;
- des comptes annuels du bénéficiaire signés par le représentant légal et l'expert-comptable et validé par les rapports du commissaire aux comptes (rapport et rapport spécial) ;
- des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 3.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé) ;
- d'un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

4.3 : Caducité

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant

l’expiration du délai d’un an mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l’opération ne lui sont pas imputables.
A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d’un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l’opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versée est caduc.
Dans le cas où la demande de premier versement constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles prévues à l'alinéa précédent.

4.4. Révision et restitution éventuelle de la subvention

En cas de non-exécution de tout ou partie des objectifs définis à l'article 1, de retard significatif ou de modification substantielle unilatérale des conditions d'exécution de la convention par l'organisme, la Région peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention. En cas de trop perçu, l'ARML le reverse à la Région.

La Région se réserve le droit de réviser le montant de la subvention régionale ou d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants ou en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d’exécution de la convention et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 5 : DATE D’EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature et prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention, conformément au règlement budgétaire et financier de la Région.

ARTICLE 6 : CONTROLE DE LA REGION

A tout moment, y compris à l’issue de la convention, l’ARML Ile-de-France s’engage à faciliter le contrôle sur pièces et sur place par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, en vue de vérifier la réalisation des actions, l’application des dispositions conventionnelles et l’emploi des fonds publics notamment par l’accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l’objet d’un avenant approuvé préalablement par les instances de gouvernance de l’ARML Ile-de-France et par la Commission permanente du Conseil régional.
Cet avenant précise explicitement les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci remettent en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

ARTICLE 8 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.
La Région peut en outre prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'ARML Ile-de-France. Dans ce cas, la Région adresse à l'ARML Ile-de-France, une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme du délai imparti, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'ARML la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.
Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'ARML Ile-de-France par la Région.

ARTICLE 9 : RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges nés de l'exécution des dispositions relatifs à la présente convention, les parties signataires s'obligent à mettre en œuvre une procédure de règlement amiable avant l'engagement de toutes procédures contentieuses.

A défaut d'accord amiable entre les parties, les litiges relatifs à l'exécution de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal administratif.

ARTICLE 10 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent :
- La présente convention proprement dite,
- le document « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2019-088 du 3 juilllet 2019, et son annexe « budget prévisionnel ».
- Le plan d'action annuel,

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le.....

Pour l'Association Régionale des Missions Locales d'Ile-de-France
(nom, qualité du signataire
et cachet du bénéficiaire)

Le.....

La Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France

Annexe 2 : Fiche projet

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-088

DOSSIER N° 19001875 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2019 ASSOCIATION REGIONALE DES MISSIONS LOCALES

Dispositif : Soutien à l'association régionale des missions locales ARML IDF (n° 00000852)
Délibération Cadre : CP2019-088 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 931-116-6574-111004-400
Action : 11100401- Soutien aux missions locales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'association régionale des missions locales ARML IDF	1 346 200,00 € HT	44,57 %	600 000,00 €
		Montant total de la subvention	600 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOC REGIONALE MISSIONS LOCALES PAIO
Adresse administrative	:	22 RUE DEPARCIEUX 75014 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Jacques CROSNIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : en raison de la nature de la subvention, subvention de fonctionnement, le démarrage anticipé est pris en compte dès le 01/01/2019. En tant que tête de réseau régionale des missions locales, il n'y a pas de rupture d'activité dans le cadre des missions confiées à l'ARML par la Région sur le champ de l'animation régionale de missions locales.

Description :
L'ARML assure un rôle de représentation du réseau des missions locales d'Ile-de-France vis-à-vis des partenaires et financeurs. Elle a en charge les relations institutionnelles ainsi que la communication vers et pour le réseau des missions locales en Ile-de-France. Elle assure le portage de dossiers thématiques, avec pour objectifs prioritaires pour 2019 :

- Faciliter l'appropriation du contenu de l'offre de formation de la Région par les missions locales afin d'améliorer les prescriptions sur dispositifs de la Région ;
- Favoriser l'exploitation des données du SI MILO pour améliorer le suivi et le pilotage des missions locales ;
- Développer des actions visant à dynamiser le réseau, à capter les publics et accroitre les sorties positives en emploi/ formation/ alternance ;
- Etre en appui des missions locales sur les places de formation proposées dans le cadre du PACTE régional « investissement compétences ».

- Etre en appui aux actions de sensibilisation et de prévention de la lutte contre la radicalisation ;
- Participer à l'étude sur la réflexion sur la mise en place d'un SIEG pour les missions locales ;
- Impliquer les missions locales dans l'accès à l'emploi des jeunes dont la création d'entreprise et les métiers ayant une image peu attractive mais pourvoyeurs d'emploi ;
- Etre en appui aux actions territoriales de la Région sur les bassins d'emploi

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Annexe 3 : Plan d'action 2019

Plan d'action ARML pour 2019

	Objectifs	Action	Méthode et organisation de réalisation de l'action	Indicateurs / Echéancier	Moyens alloués *
Mise en œuvre du programme régional d'animation des ML	Représenter le réseau des ML franciliennes auprès des acteurs institutionnels (Etat, Région et Collectivités)	Participation aux instances de collaboration et de décision mises en place pour le suivi du PRA-ML	Participer aux comités de pilotage stratégiques chargés de définir les priorités du PRA-ML (2 réunions prévues) Poursuivre la démarche participative autour des thématiques : Relation Entreprise (dont contrats aidés, apprentissage, entrepreneuriat, clauses d'insertion), financement, formation / professionnalisation, systèmes d'informations, Garantie Jeunes, PRIJ, Handicap, Jeunes sous-main de justice) Travailler sur les nouvelles cartographies franciliennes Renforcer les liens avec les autres réseaux de l'insertion en IdF (PLIE, MDE, SIAE, E2C, Epide…) Participation aux réunions en liaison avec les autres acteurs du SPE (SPER technique et plénier, commission du CREFOP)	Nombre de participation sur l'année. Adhésion des Missions Locales à la démarche (implication, participation, appropriation des résultats) Production des livrables définis dans les groupes de travail Maintien du nombre des adhésions à l'ARML-IdF (Objectif à 80%).	1 ETP Délégué Général (JB) 1 ETP (TA) Directrice adjointe 1 ETP Assistante de direction (à venir) 1 ETP (SM) de chargé de Relation Entreprise 1 ETP (VP) de chargée de projets RE 1 ETP Chargée de mission dispositifs (à venir) 1 ETP Chargée de formation (AL) 1 ETP animatrice formation (FM) 1 ETP Webmestre – communication – réseaux sociaux (NM) 1 ETP Cheffe de projets – Partenariats / AMOA (NAL)

Le détail des ETP et des plans d'actions associés sont présentés dans les pages suivantes.

	Objectifs	Action	Méthode et organisation de réalisation de l'action	Indicateurs / Echéancier	Moyens alloués
2 - Système d'information 1/2	Faciliter la mise en œuvre de l'application I-Milo et de ses évolutions	L'ARML-IdF accompagne le réseau sur les sujets relatifs au SI I-milo,.	Animation et pilotage de groupes de travail sur ce thème au sein du réseau francilien des ML **<u>Sur I-Milo</u>** Un groupe régional de **référents utilisateurs** i-Milo, co-animation BMSI + 1 ETP, composé de 2 référents i-Milo par département En marge de ce groupe de travail, une réunion au sein de chaque département sera organisée une fois par an (via les GDUIMilo) pour recueillir les besoins d'évolution de l'outil métier et porter ces demandes au niveau national. Un groupe régional **d'experts décisionnels** co-animé par le BMSI, composé d'un expert décisionnel par département Réalisation du contrôle de cohérence et accompagnement des ML dans l'amélioration de leurs saisies <u>Pilotage de l'activité des ML</u> Concevoir un ou plusieurs tableaux d'évolution régionaux pour répondre aux besoins de suivi et d'information du réseau régional et des partenaires. (BMSI) Etre un pôle ressource pour les Missions Locales dans leur appropriation du SI. Travailler en étroite collaboration avec les autres régions et le bureau métier pour favoriser le partage des compétences et expertises. (club utilisateurs) Co-animation formations I-milo au profit du réseau des ML - Formation Utilisateurs - Formation Décisionnelle	Production des livrables définis dans les groupes de travail 4 COPIL ou GDT utilisateurs + des CR des réunions 4 GDT Décisionnels Production de requêtes Nbre de participants aux formations organisées dans l'année pour les utilisateurs référents du SI Fiches appui à destination du réseau Recueil des saisies régionales sous C-Milo 4 sessions utilisateurs 8 sessions décisionnelles	5% ETP Chargée de formation 10% ETP DGA 10% Stagiaire RH : 23k€ + 15k€ coût des droits d'utilisation I MILO + frais accessoires SI-milo (formation et services accessoires) +45k€ de prestation BMSI contrôle de cohérence +38k€ prestation BMSI assistance décisionnelle +26.5k€ BMSI formation **TOTAL : 147,5k€**

	Objectifs	Action	Méthode et organisation de réalisation de l'action	Indicateurs / Echéancier	Moyens alloués
2 - Système d'information 2/2	- Mettre en œuvre les besoins des ML en matière de prestation d'infogérance	L'ARML-IdF accompagne le réseau sur les sujets relatifs au SI (Infogérance).	<u>Infogérance et projets SI</u> Suivi des prestations d'infogérance avec mise en place d'un comité de pilotage mensuel avec le prestataire. Accompagnement de la fin du contrat d'infogérance LOT1 pour les ML (conservation et reconduction LOT2) Pilotage du développement des serveurs mutualisés accompagnement du réseau des ML dans la mise en œuvre des dispositions RGPD	Production des livrables définis dans les groupes de travail 4 COPIL petit dej SI 6 COPIL Infogérance Restitutions au fil de l'eau	5% ETP DGA 10% Stagiaire RH : 24k€ 307k€ pour la poursuite des actions d'infogérance- Pour réaliser cette action l'ARML-IdF a aussi recours de manière ponctuelle à des apprentis / stagiaires sur les projets SI (administration / réseau ou développement). +60k€ d'investissement dans l'infrastructure des serveurs mutualisé **TOTAL : 391k€**
	Développer et déployer des solutions numériques pour les ML	L'ARML-IdF accompagne l'émergence de nouveaux outils numériques			
			Déploiement de la solution Smartjob – cv-thèque digitalisation des parcours vers la formation et/ou vers l'emploi		40% - ETP Cheffe de projet 10% ETP stagiaire
			Pilotage des actions - Mise à jour et entretien de l'environnement WEB – site public « arml-idf.org » – intranet « sésame » - site « annuaire des ML » - Site « Créabiz »		8 €K coût infogérance sites web 25% ETP Webmestre
			Déploiement de l'outil de gestion de formation Training ORCHESTRA – sur l'ensemble du réseau (72 ML concernées – 1800 salariés) Formation et assistance de prise en main	Poursuite du paramétrage de l'outil par ML 8 Formations (ETP interne)	5% ETP DGA 15% ETP Chargée de formation + 18k€ outil en ligne inscription au PRF – licence annuelle) RH : 81k€ **TOTAL : 117k€**

	Objectifs	Action	Méthode et organisation de réalisation de l'action	Indicateurs / Echéancier	Moyens alloués
3 - Développement des compétences et professionnalisation	Outiller les missions locales pour la mise en œuvre des politiques et dispositifs publics en faveur de l'insertion des jeunes	Accompagner les structures dans le déploiement des politiques de l'emploi	Mise à disposition d'outils de professionnalisation des conseillers relatifs aux contrats aidés (PEC, emplois Francs), aux contrats en alternance et aux nouveaux dispositifs (PIAL…) et d'une personne ressource pour répondre aux interrogations du réseau. **PEC et Emplois Francs:** Favoriser le partage des bonnes pratiques dans la prescription des différents types de contrats aidés. Accompagnement et outillage des ML pour la construction des parcours de formation et les sorties d'EAV et suivi des engagements (dont prévention des ruptures, remontée des besoins des ML, offre de service au réseau). Participation aux comités de suivi pour assurer le relais auprès des missions locales en cohérence avec les coordinateurs départementaux **Alternance et Apprentissage :** Accompagnement des ML dans l'accès et la sécurisation des parcours d'apprentissage **Garantie Jeunes :** Accompagnement de la mise en œuvre de la Garantie Jeunes sur les territoires, recueil et diffusion des pratiques auprès du réseau des ML **GT Réfugiés :** Capitalisation et échange des pratiques pour le réseau **Professionnalisation des salariés du réseau :** Travailler sur l'accompagnement et la mise en place du CPF + CPA + CEP Remontée des besoins des ML (en tant que maître d'ouvrage) en matière de formation (PRF + ACN + ARML + VRL + Passeport au numérique) et contribution à l'élaboration du PRF 2020 par l'identification de formations nouvelles. Elaborer le cahier des charges, assurer le suivi et la sélection des OF au fil de l'eau en étroite collaboration avec Uniformation. Assurer le suivi de la consommation du PRF trimestriellement en partenariat avec Uniformation. Organiser la journée professionnelle 2019 des ML d'IdF.	Actions sur l'année en fonction des actualités. Participation aux réunions Direccte, DGEFP et CRIF Mode de diffusion (rencontre/échanges, newsletter ou autre) 4 réunions avec Uniformation + 4 GDT formation + conception et réalisation du catalogue.	30% ETP DG 25% ETP DGA 75% ETP Chargée de formation 95% ETP Formatrice 55% ETP Chargé de mission dispositifs 5% ETP Chargée de projets RE 30% ETP Cheffe de projets 10% ETP Stagiaire + 10k€ pour l'organisation de la journée professionnelle des ML en 2019 RH : 211k€ **TOTAL : 221k€**

	Objectifs	Action	Méthode et organisation de réalisation de l'action	Indicateurs / Echéancier	Moyens alloués
3 - Développement des compétences et professionnalisation	Outiller les missions locales pour la mise en œuvre des politiques et dispositifs publics en faveur de l'insertion des jeunes	Développer les partenariats avec les acteurs du SPE et participer aux instances régionales de suivi des dispositifs mis en œuvre par les ML	Contribution aux instances régionales et nationale du : SPERT, Commissions du CREFOP : SPRO, Emploi, Apprentissage (PIC), Atout pour Tous, Agefiph, PRITH, DRJSCS, ainsi que Copil GJ, , CCPP-ARS (2 fois par an), copil Déclic Action AFPA, copil régional EPIDE Participation à la mise en œuvre du partenariat renforcé Pôle Emploi/ML/Etat/Région : participation aux réunions du comité de pilotage régional, accompagner le réseau dans les modalités de partenariats, identifier des nouvelles pistes de collaboration et de mise en œuvre concrète, diffusion aux ML des compte rendus du Copil. Diffusion aux ML de la mise en œuvre des dispositifs Etat / Région via l'intranet et des réunions de lancement au fil des vagues déployées. Appui aux ML dans le cadre du PACTE régional « investissement compétences ». Offre de formation de la Région : PEE, PRFT, EDI, E2C… Accompagnement des ML à l'appropriation des contenus et articulations. Recueil et diffusion des bonnes pratiques auprès du réseau des ML : sur la Garantie Jeunes diffuser les pratiques franciliennes via l'intranet et des réunions de lancement au fil des vagues déployées.	Participer aux réunions auxquelles l'ARML-IdF est invitée. Proposition pour les futures actions envisageables. Mode de diffusion (rencontre/échanges, newsletter, intranet, réseaux sociaux,…) Décliner la méthodologie d'articulation des dispositifs régionaux et Etat.	20% ETP DG 40% ETP Chargé de mission dispositifs 10% ETP DGA 20% ETP Cheffe de projets 10% ETP Stagiaire RH :66k€ **TOTAL : 66k€**
		Mobiliser les ML sur les priorités régionales	Participer aux travaux du PRITH Initier des relations avec les Centres de Rééducation Professionnelle (CRP) pour augmenter la part de formation des travailleurs handicapés accueillis au sein des Missions Locales Franciliennes et travailler en partenariat avec les Cap Emploi, Khéops, et l'AGEFIPH. Travailler sur la déclinaison de la convention régionale lutte contre le décrochage PRIJ – Plan Régional d'insertion pour les Jeunes des quartiers prioritaires Transmission des informations et des bonnes pratiques au sein du réseau Lien avec le plan pauvreté	Présence aux comités Inventaire sur l'accueil et le suivi des jeunes en situation de handicap en mission locale sur la région IdF (via un questionnaire). Présence aux réunions et conférences (2)	10% ETP DGA 10% ETP Stagiaire RH :10k€ **TOTAL : 10k€**

	Objectifs	Action	Méthode et organisation de réalisation de l'action	Echéancier / livrables	Moyens alloués
4 - Appui à la relation entreprises	Développer les relations entre le réseau des ML franciliennes et les acteurs économiques afin d'améliorer le placement en emploi des jeunes	Coordonner et dynamiser la relation employeurs, en particulier avec les Grands comptes et les fédérations professionnelles sur l'ensemble de l'Ile-de-France, en lien avec les ML et les coordinateurs départementaux	**Continuer la prospection des entreprises ;** organisation de réunions d'information collective entre entreprises et ML ; organisation de rencontres entreprises et jeunes sur le territoire, avec une valorisation supplémentaire sur les métiers en tension (BTP – TP – Restauration - hôtellerie) En lien avec la DIRECCTE, décliner régionalement les accords nationaux de coopération entre le réseau des ML et les partenaires du monde économique et de l'insertion **Animation du réseau des CRE** des ML-IdF de la relation employeurs, animation de groupes de travail notamment avec les coordinateurs départementaux. Actions d'interconnaissance avec les facilitateurs de la clause d'insertion et diffusion d'information aux ML Etudier les pistes d'amélioration de l'accès des jeunes à l'apprentissage et sécurisation des parcours en lien avec la Direccte et le CRIF	Viabilisation des partenariats nouvellement prospectées – augmenter de 20% les actions visites d'entreprises par les CRE Production des livrables définis dans les groupes de travail 12 Copil Relation entreprises opérationnelles 4 Copil relation entreprises stratégiques Organisation 1 journée PRO Co-animation de réunions d'interconnaissance – 16 rencontres COPIL Macs – et journée MACS	75% - 2 ETP Chargés de projets RE 10% ETP Stagiaire + 15k€ pour le forum PPE du 21/02/19 RH : 95k€ **TOTAL : 110k€**
			Pour répondre à la volonté de l'ETAT de s'inscrire et contribuer aux actions d'insertion dans le cadre de la charte SOLIDEO – mise en œuvre d'action insertion vers l'emploi par le sport.	Signature de la charte SOLIDEO Développement de partenariat avec les acteurs associatifs liés aux sports.	
			Entrepreneuriat – Prise de connaissance de l'écosystème entrepreneuriale et relais d'information sur la création d'entreprises aux ML	Convention et contribution – dispositifs Bâtisseurs d'avenir (BTP) Animation COPIL déploiement CREABIZ	

	Objectifs	Action	Méthode et organisation de réalisation de l'action	Echéancier / livrables	Moyens alloués
5 - Communication	Valorisation de l'action des missions locales et développement de communications ciblées en direction des partenaires (public, institutions, acteurs économiques)	Faire connaître les activités des ML auprès de leurs partenaires Faire connaître l'offre de services des ML auprès des entreprises susceptibles de recruter	Production d'analyses sur l'activité des missions locales et la situation des jeunes suivis par les ML, à partir des données d'I-milo. Partage d'expériences et témoignages issus du réseau des ML. Production d'outils de communication à destination du réseau des ML. Support presse : communiqués, revue de presse + une campagne en lien avec Paris pour l'emploi des jeunes Mise en ligne infos + actu et entretien de l'environnement WEB – site public « arml-idf.org » – intranet « sésame » - site « annuaire des ML » - Site « Créabiz » Mise en place d'une newsletter RE+ maj du site web Support pédagogique pour la prise en main Training Orchestra (TO) – ETP interne	Outils de communication : blog/site internet/ lettres d'actualité Kakémono, Fiches d'Actions Pratiques, etc. Au fil de l'eau	70% ETP Webmestre 20% Assistante de direction – charge de communication 10% - Chargée de projets RE 20% - Chargé de projet RE 5% - 6 ETP 10% ETP Stagiaire + 10K€ conception outils de communication + 15k€ impression outils de communication + 20k€ prestation journalistique
			Participation de l'ARML-IdF aux forums, notamment sur l'alternance : Forum Métropolitain pour l'emploi des jeunes, Careep, Jeun'ESS, pour valoriser l'action des ML PPE ; PPEJ, Jeunes d'avenir	Au moins 3 manifestations dans l'année	+ chiffrage encore indéterminé d'une impression papier des chiffres clés RH : 138k€ **TOTAL : 183k€**

	Objectifs	Action	Méthode et organisation de réalisation de l'action	Echéancier / livrables	Moyens alloués
6 - Santé	Valorisation de l'action des missions locales et développement de partenariats aux bénéfices du réseau	Faire connaître les activités des ML auprès de leurs partenaires Mobiliser les ML dans le cadre de la GJ sur les problématiques Santé des jeunes Elaborer des partenariats régionaux	Production d'analyses sur l'accompagnement des missions locales et la situation des jeunes suivis par les ML, à partir des données d'I-milo (de type chiffres clés). Partage d'expériences et témoignages issus du réseau des ML. Dresser un état des lieux des pratiques du réseau et proposer des axes d'amélioration Finaliser un partenariat régional autour de la santé des jeunes	Livrable : Santé des Jeunes et ML : état des lieux et prochaines étapes (T1 2016) Partenariat régional en décembre 2016 – ARS Partenariat régional AGEFIPH	5% ETP DGA 10% ETP Stagiaire RH : 6k€ **TOTAL :6k€**
7 - Gestion administrative	Assurer la vie de la structure		CA – Bureau – RH – AG + le quotidien	Tout au long de l'année	35% ETP DG 25% ETP DGA 80% Assistante de direction – Chargée de communication 10% ETP Stagiaire +40k€ location +54k€autres frais gestion administrative RH : 71k€ **TOTAL : 165k€**

Acte rendu exécutoire le 9 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 9 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc147005-DE-1-1) et affichage ou notification le 9 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-295

DU 3 JUILLET 2019

MISE EN ŒUVRE DU PACTE RÉGIONAL POUR L'INVESTISSEMENT DANS LES COMPÉTENCES : CONVENTION AVEC PÔLE EMPLOI ET SIGNATURE DU PTIE DU VAL D'OISE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment son article L263-2 ;

VU le code du travail, notamment le livre IV de la 6ème partie ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU la délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 portant adoption du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007 – 2013 prorogé par délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 ;

VU la délibération n° CR 58-08 du 26 juin 2008 relative au rapport cadre « Vers un service public régional de la formation et de l'insertion professionnelle » ;

VU la délibération n° CR 54-09 du 19 juin 2009 relative au Service public régional de formation et d'insertion professionnelle ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CP 2018-135 du 26 mars 2018 relative à la mise en œuvre du Plan Investissement Compétences : Approbation de la convention et la mobilisation du programme acquisition des savoirs de base ;

VU la délibération n° CP 2018-488 du 21 novembre 2018 portant adoption de la convention entre la Région et l'Agence de Services et de Paiement (ASP) - avenant 2018 et convention 2019 ;

VU la délibération n° CR 2019-011 du 20 mars 2019 relative au pacte régional d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CR 2019-024 du 31 mai 2019 relative au budget supplémentaire pour 2019 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-295 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Approbation de la convention Pacte Pôle Emploi

Décide de participer dans le cadre du pacte régional d'investissement dans les compétences au financement du projet détaillé dans la fiche projet figurant à l'annexe n°1 de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 40 000 000 €.

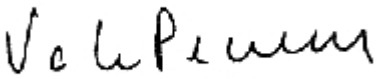
Approuve la convention jointe en annexe n°2 à la délibération, subordonne le versement de cette subvention à la signature de celle-ci et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement au titre du PACTE d'un montant de 40 000 000 € sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 113 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP 113-006 « Formations qualifiantes et métiers », action 111 006 11 « Pacte Pôle Emploi » du budget 2019.

Article 2 : Autorisation de signature du PTIE du Val d'Oise

Approuve le pacte territorial pour l'insertion et l'emploi (PTIE) du Val d'Oise joint en annexe n°3 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : FICHE PROJET

Commission permanente du 3 juillet 2019 – CP 2019-295

DOSSIER N° 19007197 - Pôle Emploi mise en œuvre du PRIC 2019

Dispositif : Subvention spécifique emploi, formation professionnelle et apprentissage (fonctionnement) (n° 00001091)
Imputation budgétaire : 931-113-65738-111006-400
Action : 11100611- Pacte - Pôle emploi

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique emploi, formation professionnelle et apprentissage (fonctionnement)	40 000 000,00 € HT	100,00 %	40 000 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : POLE EMPLOI
Adresse administrative : 1 AV DU DOCTEUR GLEY
75020 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Monsieur Yves DUBRUNFAUT, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgent. Mise en œuvre du PACTE.
Faire bénéficier au plus de stagiaires possibles des formations et des actions innovantes pilotées par Pôle Emploi pour le compte de la Région.

Description :
Dans le cadre du Pacte régional pour l'investissement dans les compétences, il est proposé que la Région Ile de France signe une convention avec Pôle emploi afin de lui attribuer en 2019 une subvention d'intervention. Celle-ci permettra à Pôle emploi d'assurer une partie de l'effort supplémentaire en terme de places de formation ou d'actions innovantes au bénéfice des franciliens.

Pôle emploi s'engage dans le cadre de ses missions de Conseil en évolution professionnelle à inciter fortement les personnes peu ou pas qualifiées à intégrer le dispositif de formation le mieux adapté à leur besoin, qu'il dépende de Pôle emploi ou d'un autre financeur dans l'objectif de répondre aux attentes du Pacte régional d'investissement dans les compétences.

Les actions à mener sont :

• la mise en place de formations complémentaires et des actions présentées dans la convention.

• le maintien de son effort propre d'entrées en formation à hauteur de 28 826 entrées pour l'année 2019.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la subvention octroyée par la Région Ile-de-France au titre de l'année 2019 est fixé à 40 000 000 € attribuée lors de la commission permanente du 3 juillet 2019.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
formations et actions innovantes	40 000 000,00	100,00%
Total	40 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (attribuée)	40 000 000,00	100,00%
Total	40 000 000,00	100,00%

ANNEXE 2 : CONVENTION PRIC PÔLE EMPLOI

Convention financière annuelle 2019 relative à la mise en œuvre d'actions dans le cadre du Plan d'investissement dans les compétences pour les personnes en recherche d'emploi

PROJET

Entre

La Région Ile de France représentée par Madame Valérie Pécresse, Présidente du Conseil régional, habilitée à l'effet de signer la présente par délibération de la Région en date du XX mai 2019, d'une part,

Entre

Pôle emploi Ile de France, représenté par Monsieur Philippe Bel, agissant en qualité de Directeur Régional de Pôle Emploi, d'autre part,

VU le code général des Collectivités locales,

VU le code du travail et notamment les Livres I^{er} et III de la Sixième partie,
VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 "relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale",
VU le pacte régional d'investissement dans les compétences signé le 04 avril 2019 entre l'Etat, le Conseil régional Ile de France,
VU la délibération CP XX-2019 approuvant la convention financière annuelle 2019 du Pacte régional d'investissement dans les compétences (PRIC) entre l'Etat et la Région Ile de France votée lors de l'assemblée plénière du 29 mars 2019,
VU la délibération CP XX-2019 de

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule
Le plan d'investissement dans les compétences vise une logique de transformation, portée dans son volet régional par la mobilisation conjuguée de l'Etat et de la Région, participant à:

- accompagner et former vers l'emploi un million de jeunes et un million de personnes à la recherche d'un emploi peu ou pas qualifiées, prioritairement les personnes résidant en QPV, dans les territoires ruraux et les personnes en situation de handicap ;
- accélérer la transformation des financements de formation pour répondre aux besoins des entreprises et des actifs privés d'emploi du territoire, grâce à des approches innovantes, agiles et prospectives.

L'approche pluriannuelle du plan d'investissement dans les compétences, en rupture avec les plans précédents, permet, pour réussir cette transformation, de penser autrement les financements. Elle offre l'occasion de capitaliser les expériences et d'en partager les

PROJET

analyses et d'engager, au-delà du plan lui-même, une démarche vertueuse d'amélioration continue.

Les pactes régionaux pluriannuels d'investissement dans les compétences traduisent les ambitions du plan d'investissement dans les compétences, au cours des années 2019-2022, en tenant compte des spécificités de chaque territoire, de la nature du marché du travail et des réalisations déjà conduites.

Ces pactes permettent de démultiplier et d'amplifier les initiatives locales, porteuses de résultats, au profit des publics visés par le plan d'investissement dans les compétences et de les transformer pour prendre en compte les besoins des entreprises et des personnes privées d'emploi du territoire.

De plus, l'investissement exceptionnel de l'Etat permet aux Régions d'engager des actions nouvelles et des expérimentations.

Au titre de l'exercice 2019 le Pacte Régional pour l'Investissement dans les Compétences (PRIC) Ile de France, adopté par les élus régionaux en Conseil régional du 20/03/2019 et signé le 04/04/2019 entre la Présidente Valérie Pécresse et le Préfet de Région Michel Cadot, prévoit notamment :

- d'amplifier les places de formation dans les dispositifs existants concernant essentiellement les parcours d'insertion des moins de 26 ans, le Programme de formations transversales, les dispositifs professionnalisant et préqualifiant /qualifiant ;

- d'initier de nouvelles réponses à des besoins en compétences non couverts complémentaires ou non à une certification, de nouvelles réponses à la construction de parcours sans rupture pour les publics les plus éloignés de l'emploi ;

PROJET

- de favoriser la prise en charge et l'animation de ces démarches par des têtes de réseaux d'acteurs pour mieux diffuser les attendus du Pacte et mieux irriguer le territoire francilien des moyens associés ;

- d'explorer les performances de nouvelles technologies dans la réussite et la sécurisation des parcours vers l'emploi.

Article 1 : objet de la convention.

Pour démultiplier et accélérer sa démarche du Plan régional pour l'investissement dans les compétences, la Région Ile de France propose la signature d'une convention avec Pôle emploi afin de lui déléguer en 2019 une subvention d'intervention. Celle-ci permettra à Pôle emploi d'assurer une partie de l'effort supplémentaire en terme de places de formation ou d'actions innovantes au bénéfice des franciliens, conformément à l'annexe à cette convention.

Article 2 : modalités financières.

L'enveloppe financière confiée à Pôle emploi dans le cadre de cette convention est évaluée à 40 M€ et est considérée en coût complet, c'est-à-dire en intégrant les coûts pédagogiques, la rémunération des stagiaires non indemnisés ainsi que les frais annexes à la formation.

Le montant versé à Pôle emploi dépendra des dépenses engagées par Pôle emploi en plus de son socle. Ce socle est de 28 826 places pour les demandeurs d'emploi en 2019. L'enveloppe financière consacrée par Pôle emploi à l'achat de formations correspondant à son socle en 2019 est de 64 540 268 euros.

PROJET

Article 3 : engagement de Pôle emploi.

Pôle emploi s'engage dans le cadre de ses missions de Conseil en évolution professionnelle à inciter fortement les personnes peu ou pas qualifiées à intégrer le dispositif de formation le mieux adapté à leur besoin, qu'il dépende de Pôle emploi ou d'un autre financeur dans l'objectif de répondre aux attentes du Pacte régional d'investissement dans les compétences.

A cet effet,

- Pôle emploi mobilise la subvention régionale dans le cadre du PRIC pour financer les formations complémentaires et les actions présentées en annexe à la présente convention.

- Pôle emploi s'engage à maintenir son effort propre d'entrées en formation à hauteur de 28 826 entrées pour l'année 2019.

- Pôle emploi s'engage à fournir tous justificatifs en mesure de confirmer les compléments financiers et en places réalisés grâce au financement PRIC.

- Pôle emploi s'engage à mentionner le soutien financier de la Région et de l'Etat grâce aux moyens du PRIC dans les conditions décrites à l'article 7 de la présente convention.

Article 4 : modalités de paiement.

L'aide financière de la Région, visée à l'article 2, est versée selon les modalités suivantes :

PROJET

- une avance de 50% du montant total de la subvention est versée sur demande expresse de Pôle emploi ;
- un versement intermédiaire pouvant atteindre au maximum 30% du montant total de la subvention est versé au dernier trimestre 2019 sur présentation d'un bilan intermédiaire présentant les dépenses engagées ;
- le solde de la subvention est calculé et versé sur production des justificatifs confirmant les engagements définis à l'article 3 et sur présentation du bilan définitif 2019, déposé avant le 30/09/2020. Le montant de la subvention accordée à Pôle emploi est justifié par les dépenses supplémentaires à celles engagées pour atteindre son niveau socle établit à 64 540 268 € en engagements pour l'année 2019 et ce dans la limite du montant stipulé à l'article 2, soit 40 M€. Si les versements antérieurs sont supérieurs au montant de la subvention définitif et justifié, un ordre de reversement est mis en place.

Les paiements dus par la Région sont effectués par virement sur le compte bancaire du bénéficiaire. Celui-ci doit fournir un RIB lors de la demande du premier paiement lié à la présente convention.

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, Pôle emploi n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois ans pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

PROJET

Article 5 : restitution de la subvention.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention s'il apparaît, notamment au terme des opérations de contrôle, que la subvention a été partiellement utilisée ou utilisée à des fins non conformes à l'objet de la subvention, ou que les obligations auxquelles est astreint le bénéficiaire n'ont pas été respectées.
Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.
La restitution est demandée par émission d'un titre de recette.
Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

Article 6 : résiliation de la convention.

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de

PROJET

réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

Article7 : communication.

Pour assurer le succès du plan, il importe de mobiliser tous les organismes de formation, les acteurs de l'orientation en particulier les opérateurs du conseil en évolution professionnelle, mais également les OPCO, les branches, les acteurs économiques et les employeurs.

Pôle emploi s'engage à faire connaître le dispositif ainsi que l'appui dont il bénéficie de la part de la Région Ile de France, de l'Etat au titre du PRIC lors de ses entretiens ou contacts avec la presse ou les médias.

Les signataires s'engagent à communiquer sur l'ensemble de leurs outils pour optimiser l'accès aux formations.

Article 8 : modalités de suivi.

Un comité technique de suivi régional constitué de représentants des deux institutions sera chargé du suivi et de l'évaluation de cette

PROJET

convention afin de réaliser un bilan semestriel des actions mises en œuvre et de leur impact.
Le comité de suivi se réunit au moins une fois par trimestre.

Il a pour objectif de suivre :

- la mobilisation de tous les dispositifs prévus dans le cadre du PIC, dont les actions financées directement par le Conseil régional pour lesquelles Pôle emploi est prescripteur ;
- l'atteinte du socle de Pôle emploi et de celui de la Région ;
- les actions mises en place par Pôle emploi dans le cadre de cette convention ;
- les dépenses supplémentaires engagées par Pôle emploi en plus de son socle, en référence à l'annexe à la présente convention.

Pôle emploi concourt à la restitution des données, dans le respect du cadre réglementaire sur la protection des informations personnelles, permettant le suivi de l'exécution du plan en transmettant à la Région mensuellement les informations suivantes, pour l'ensemble de l'année 2019 et pour les dispositifs mentionnés dans l'annexe à la présente convention.

- Entrées en formation : nombre, âge, niveau de qualification, demandeurs d'emploi de longue durée, DETH, par bassins d'emploi, par QPV ;
- Entrées par dispositif ;
- Entrées par domaine de formation ;
- Données d'accès à l'emploi lorsqu'elles sont disponibles.

Article 9 : durée et délais d'exécution.

PROJET

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire et prend fin au terme de la mise en œuvre de l'article 4.

Dans le cadre des évolutions nationales et régionales des politiques et dispositifs de formation, elle peut être modifiée, complétée ou renouvelée par voie d'avenant, conclu avant son terme.

Le nombre d'entrées supplémentaires s'apprécie au moment du bilan de la convention pour les entrées en formation constatées entre le 1er janvier 2019 et le 31 décembre 2019. Pour permettre la comptabilisation de toutes les entrées en formation au titre de l'année 2019, celles-ci sont arrêtées au terme du premier semestre 2020.

Fait à Saint Ouen le

La présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

Valérie Pécresse

Le directeur régional
Pôle Emploi d'Ile de France

Philippe Bel

PROJET

ANNEXE

Actions de Pôle emploi mobilisant du financement PIC

PROJET

Action	Nombre de bénéficiaires potentiels
AFC 2014	4 425
AFC 2019	1 200
Mobilisation de dispositifs individuels et/ ou collectifs en réponse aux besoins en recrutement identifiés des entreprises.	2 365
POE Public sous protection internationale	475
Incubation	320
Plan numérique	380
TOTAL budget PACTE	**9 165**
Certification CLEA (financement de la certification des stagiaires Région)	1 500

PROJET

ANNEXE 2

LISTE DES INDICATEURS COMMUNS AUX DIFFERENTS DISPOSITIFS DU PLAN D'INVESTISSEMENT DANS LES COMPETENCES

Liste des indicateurs communs aux différents dispositifs du Plan d'investissement dans les compétences

	Information demandée
bénéficiaires	Sexe (H/F) Date de naissance (JJ/MM/AAAA) Adresse complète Numéro de Sécurité Sociale (NIR) Si demandeur d'emploi : date d'inscription à Pôle Emploi Jeune adressé par une ML (O/N) Classe suivie dans la dernière année d'étude Plus haut niveau de formation atteint Diplôme le plus élevé détenu Année d'obtention du plus haut diplôme détenu (le cas échéant) Travailleur handicapé bénéficiaire de l'obligation d'emploi Parent isolé (donnée déclarative O/N) Bénéficiaire d'une protection internationale (O/N) Si dispositif ciblé : personne incarcérée (O/N)
Parcours	Objectif du parcours / de la formation (parmi une liste de choix possibles qui sera fournie) Durée prévisionnelle du parcours /action de formation (en heures, jours ou mois) Date d'entrée prévisionnelle dans le parcours / action de formation (JJ/MM/AAAA) Date de sortie prévisionnelle du parcours (JJ/MM/AAA) Date d'entrée réelle dans le parcours/l'action de formation (JJ/MM/AAAA) Date de sortie réelle (JJ/MM/AAAA) Le cas échéant, diplôme, qualification ou certification obtenu(e) à l'issue du parcours ou de la formation Motif de sortie (parmi une liste de choix possibles qui sera fournie) Poursuite du parcours individuel à l'issue de la prise en charge **

* Sauf mention contraire, les données sur les bénéficiaires s'entendent à l'entrée dans le dispositif de formation ou d'accompagnement

** Situation observée entre 1 et 30 jours suivant la fin du dispositif, parmi une liste de choix possibles.

ANNEXE 3

CLAUSES DE SOUS-TRAITANCE RELATIVE A LA PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Clauses de sous-traitance relative à la protection des données à caractère personnel

I. Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « ***le règlement européen sur la protection des données*** ») .

II. Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) décrit dans l'extrait de la fiche de registre ci-jointe.

La nature des opérations réalisées sur les données est :

☒ Collecte de données

☒ Enregistrement de données

☐ Organisation de données

☐ Structuration de données

☒ Conservation de données

☒ Adaptation ou modification de données

☐ Extraction de données

☒ Consultation de données

☐ Utilisation de données

☒ Communication de données (transmission ou toute autre forme de mise à disposition)

☐ Rapprochement de données

☐ Interconnexion de données

☐ Limitation de données

☒ Effacement de données

☒ Destruction de données

La ou les finalité(s) du traitement sont la gestion de la formation professionnelle (Passation des marchés publics de la formation et gestion des subventions associées, suivi des actions de formation, récupération des données pédagogiques et financières, processus d'amélioration continue).

Les données à caractère personnel traitées sont :

Données non sensibles

☒ Etat civil, identité, données d'identification, images

☒ Vie personnelle (habitudes de vie, situation familiale, diplômes…)

☒ Informations d'ordre économique et financier (revenus, situation financière, situation fiscale…)

☒ Données de connexion (logs, adresse IP…)

☐Données de localisation (déplacements, données GPS, données GSM…)

Données à caractère sensible

☐ Données relevant de la prétendue origine raciale ou ethnique

☐ Données révélant des opinions politiques

☐ Données révélant des convictions religieuses ou philosophiques

☐ Données révélant l'appartenance syndicale

☐ Données génétiques

☐ Données biométriques aux fins d'identifier de manière unique une personne

☐ Données concernant la santé

☐ Données concernant l'orientation sexuelle ou la vie sexuelle

☐ Données relatives aux condamnations pénales ou aux infractions

☒ Numéro d'identification dans un registre national unique (NIR)

Les **catégories de personnes** concernées sont

☐ Agents régionaux

☒ Stagiaires de la formation professionnelle

☐ Lycéens

☐ Etudiants

☐ Bénéficiaires des fonds structurels

☐ Personnes morales

☐ Particuliers

☐Autres, préciser

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires suivantes : guide de procédures, charte de récolte de données, modèle contrat de formation…

III. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement

Le sous-traitant s'engage à :

1. Traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la sous-traitance

2. Traiter les données **conformément aux instructions documentées** du responsable de traitement

2.1 Devoir de conseil :

Au titre de son devoir de conseil, si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit

de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le responsable de traitement.

2.2 Devoir d'information

Au titre de son devoir d'information, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public

3. Garantir la **confidentialité, l'intégrité et la disponibilité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat et pouvoir retracer l'accès à ces données

4. Veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent contrat:

- s'engagent à respecter la **confidentialité** ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
- reçoivent l'i**nformation** et la **formation** nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
-

5. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**

6. **Sous-traitance**

Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « ***le sous-traitant ultérieur*** ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai maximum de 21 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations relatives à la protection des données pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le

traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

7. **Droit d'information des personnes concernées**

Le sous-traitant, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le responsable de traitement avant la collecte de données.

8. **Exercice des droits des personnes**

Dans toute la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le sous-traitant doit répondre, au nom et pour le compte du responsable de traitement et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat.

Le sous-traitant informe systématiquement et dans les meilleurs délais le responsable de traitement des demandes et des réponses effectuées dans ce cadre.

9. **Notification des violations de données à caractère personnel**

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et si possible, 24 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant par mail à l'adresse suivante : alertergpd@iledefrance.fr . Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;

- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

10. **Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations**

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

11. **Mesures de sécurité**

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité décrites dans la section « Obligations du titulaire à l'égard du stagiaire » du marché.

12. **Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s'engage à :

- à renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction selon la procédure indiquée par le service des archives.

13. **Délégué à la protection des données**

Le sous-traitant communique au responsable de traitement **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données

14. **Registre des catégories d'activités de traitement**

Le sous-traitant déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
    - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
    - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
    - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
    - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

15. **Documentation**

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la **documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

IV. Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant

Le responsable de traitement s'engage à :

1. fournir au sous-traitant les données visées au II des présentes clauses

2. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant

3. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant

4. superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le..... **Le.....**

L'organisme nom, qualité du signataire et cachet du bénéficiaire	**La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de- France**

ANNEXE 3 : PTIE VAL D'OISE

Le Conseil départemental
aux côtés des Valdoisiens

val d'oise
le département



VAL D'OISE

Le Pacte territorial pour l'insertion et l'emploi (P.T.I.E)

Agir ensemble pour la solidarité

UNION EUROPÉENNE
Fonds Social Européen

l'Europe s'engage en Ile-de-France
avec le FSE

Sommaire

I. Le pacte territorial pour l'insertion et l'emploi (P.T.I.E) : se coordonner et coopérer pour mieux agir au service des publics en insertion

1.1 La déclinaison locale du pacte territorial pour l'insertion et l'emploi
1.2 Les axes de travail proposés aux acteurs des territoires de projet

II. Le pacte territorial pour l'insertion et l'emploi (P.T.I.E) : des engagements pour mieux accompagner les Valdoisiens dans les domaines de l'insertion, de la formation et de l'emploi

2.1 Les engagements communs à l'ensemble des signataires
2.2 Les engagements spécifiques aux territoires de projets
2.3 Les engagements spécifiques à certains signataires

III. Les modalités de mise en œuvre du Pacte territorial pour l'insertion et l'emploi

3.1 Le Pilotage et le suivi du Pacte
3.2 La durée du PTIE
3.3 Les signataires du PTIE

Préambule

La loi N°2008-1249 du 1 er décembre 2008 institue le Revenu de Solidarité Active (RSA) qui a pour objet d'assurer à ses bénéficiaires des moyens convenables d'existence, afin de lutter contre la pauvreté, d'encourager l'exercice ou le retour à une activité professionnelle et d'aider à l'insertion sociale.

La loi affirme par ailleurs, le rôle de chef de file du Département dans la définition et la conduite des politiques d'insertion. La responsabilité du Département couvre aussi bien le volet allocation que le volet insertion du nouveau dispositif. La Présidente de notre institution est à ce titre chargée d'assurer l'accès aux droits RSA et d'organiser l'orientation des allocataires vers les dispositifs d'accompagnement adaptés permettant le retour et/ou l'accès à une autonomie socioéconomique.

Le Département, conformément aux dispositions de l'article L263-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), adopte un Programme Départemental d'Insertion (P.D.I), qui définit la politique d'insertion, recense les besoins en matière d'insertion et planifie les actions d'insertion correspondantes.

Pour la mise en œuvre du Programme Départemental d'Insertion, l'article L 263-2 du même code prévoit que le Département conclut avec les parties intéressées un Pacte Territorial Pour l'Insertion (PTI). La finalité de ce pacte territorial est d'organiser la convergence des interventions des différents acteurs agissant dans le champ de l'insertion sociale et professionnelle que sont :

- L'État et ses services déconcentrés ;
- La Région ;
- Les communes et les intercommunalités ;
- La Caisse d'Allocations Familiales (CAF) ;
- Les Centres Communaux d'Action Sociale ;
- Pôle emploi ;
- Les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) et autres Maisons de l'Emploi ;
- Les organismes consulaires ;
- Les associations de lutte contre l'exclusion et de l'économie solidaire ;
- Les représentants des bénéficiaires du RSA.

Intitulé Pacte Territorial Pour l'Insertion et l'Emploi (P.T.I.E) dans le Val d'Oise, ce document stratégique vise en outre à définir les modalités d'articulation des actions entreprises et des moyens mis en œuvre par les différents acteurs pour favoriser l'insertion sociale et l'accès à l'emploi des publics en difficulté en général et plus spécifiquement des bénéficiaires du RSA.

Profondément attaché à l'amélioration de la situation socioéconomique des publics concernés, le Département du Val d'Oise propose un nouveau PDI pour les années 2018-2022, inscrit dans une stratégie globale traitant de façon transversale l'ensemble des problématiques liées à l'insertion des personnes. La transversalité et la coopération des acteurs doivent permettre de sortir des pratiques qui enferment ces personnes dans des dispositifs cloisonnés pour jeunes, bénéficiaires du RSA, chômeurs de longue durée qui constituent en eux-mêmes de nouveaux facteurs d'exclusion. A travers notre nouveau Programme départemental d'insertion et le Pacte territorial élaboré en lien avec nos partenaires, le Département du Val d'Oise entend mettre en œuvre dans les prochains mois et les prochaines années, une feuille de route avec des objectifs clairs et partagés pour :

- Veiller à l'équilibre entre les droits et les devoirs des personnes ;
- Développer et proposer une offre de service départementale adaptée aux parcours d'insertion des personnes ;
- Lutter contre les fraudes et les abus pour mieux accompagner les allocataires du RSA ;
- Mobiliser et coordonner l'action des différents acteurs intervenant dans le champ de la prise en charge et de l'accompagnement des personnes inscrites dans des parcours d'accès et/ou de retour à l'autonomie socioéconomique ;
- Assurer une véritable participation des personnes accompagnées à la mise en œuvre des politiques d'insertion ;
- Favoriser l'accès à la formation et à la qualification en mobilisant les acteurs de la formation professionnelle ;
- Favoriser l'accès à un emploi en mobilisant les employeurs et leurs groupements ;
- Proposer un accompagnement « vers et dans l'emploi » ;
- Mieux accompagner la diversité des situations individuelles et familiales ;
- Prévenir l'entrée des jeunes dans le RSA ;
- Prévenir le retour des personnes sorties du dispositif RSA ;
- Faire progresser qualitativement l'orientation et la prise en charge des bénéficiaires ;
- Assurer la maîtrise du dispositif en évaluant et en mesurant l'impact des actions engagées.

Fort de ces principes d'action, le Département du Val d'Oise a proposé à l'ensemble des acteurs locaux d'élaborer un Pacte Territorial Pour l'Insertion et l'emploi (P.T.I.E) fondé d'une part sur une démarche de concertation et de coopération et d'autre part sur des axes de travail conduisant à la mise en place d'actions et de programmes qui créent les conditions de réussite des parcours d'insertion proposés aux bénéficiaires du RSA et aux jeunes en difficulté concernés.

I. Le pacte territorial pour l'insertion et l'emploi (P.T.I.E) : se coordonner et coopérer pour mieux agir au service des publics en insertion

Pour élaborer son Pacte Territorial pour l'Insertion et l'emploi, le Département du Val d'Oise a proposé conformément à l'esprit de la loi du 1er décembre 2008 généralisant le RSA et réformant les politiques d'insertion de conduire une démarche participative.

S'appuyant sur des diagnostics locaux et capitalisant sur le travail déjà conduit à l'échelle des territoires du Val d'Oise dans le cadre des contrats de ville, le Département a convié l'ensemble de ses partenaires intervenant dans le champ des politiques d'insertion, de la formation et de l'emploi à l'accompagner dans la réflexion et la formalisation de propositions destinées à favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes relevant des dispositifs de solidarité. Pour encourager l'émergence et la mise en place d'un cadre commun de travail dans ce domaine tout en s'appuyant sur la diversité des territoires, le Département a proposé aux différents acteurs d'inscrire le nouveau P.T.I.E dans une déclinaison locale prenant appui sur la nouvelle carte intercommunale.

1.1 La déclinaison locale du pacte territorial pour l'insertion et l'emploi

Sept territoires de projets P.T.I.E ont été définis dont :

Cinq territoires de projet correspondant au périmètre des communautés d'agglomération et communauté de communes suivantes (Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise, Communauté d'agglomération du Val Parisis, Communauté d'agglomération de Plaine vallée, Communauté d'agglomération de Roissy Pays de France et la Communauté de communes du Haut Val d'Oise compte tenu d'une dynamique d'acteurs spécifique).

Et

Un territoire de projet correspondant d'une part, au regroupement dans une logique de ruralité et de péri-urbanité de cinq communautés de communes (Communauté de communes du Vexin Val de seine, Communauté de communes du Vexin centre, Communauté de communes du Sausseron - Impressionnistes, Communauté de communes de la Vallée de l'Oise et Trois Forêts, Communauté de communes de Carnelle-Pays de France) et d'autre part, **un territoire de projet** regroupant les acteurs des villes d'Argenteuil et de Bezons désormais rattachées à des intercommunalités situées en dehors du Val d'Oise. Les maires de ces deux villes sont invités à signer distinctement le présent pacte.

Le choix de cette déclinaison locale a été motivé par le fait que les établissements publics de coopération intercommunale (E.P.C.I) de notre Département manifestent un intérêt certain pour la question de l'inclusion économique et de l'insertion professionnelle de leurs habitants. Ils sont pour la plupart dotés d'une administration dédiée au développement économique dont les missions couvrent la problématique du retour et/ou de l'accès à l'emploi des habitants de leurs territoires. Les présidents des EPCI concernés sont invités à signer le PTIE.

Le Département du Val d'Oise compte aussi trois **Plans Locaux Pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) et deux Maisons de l'emploi**. Toutes ces structures émanent de la volonté des élus communaux et intercommunaux des territoires concernés qui en financent le fonctionnement. En outre, les EPCI sont considérés par la région Ile de France comme le périmètre pertinent pour la mise en œuvre de sa politique d'appui aux territoires en matière de dispositifs de formation et notamment en ce qui concerne les pactes et les nouveaux bassins régionaux.

C'est donc en considérant cette réalité et les avantages qui en découlent que le Département du Val d'Oise, animé par cette volonté de favoriser la coopération entre les acteurs a proposé pour la mise en place de son PTIE, un partenariat à la Région Ile de France, aux EPCI, à l'Etat et aux autres organismes qui agissent dans le domaine de la prise en charge et de l'accompagnement des publics en insertion.

1.2 Les axes de travail proposés aux acteurs des territoires de projet

Réunis dans le cadre de chacun des sept territoires de projet, les acteurs locaux ont travaillé à des propositions visant à :

- Donner une meilleure lisibilité aux politiques et aux actions déployées au bénéfice des Valdoisiens relevant des dispositifs de solidarité ;
- Développer une meilleure articulation des acteurs dans la conduite de ces politiques et de ces actions ;
- Formaliser si possible, de nouveaux partenariats de projets à l'échelle du département et/ou des territoires ;
- Faire une place aux personnes accompagnées dans la conception et la mise en place des actions en leur faveur.

Les travaux des acteurs des territoires de projet se sont inscrits dans **trois principaux axes stratégiques** :

Axe 1 : Identifier les priorités d'actions partagées au regard des caractéristiques du territoire et des publics accompagnés ;

Axe 2 : Organiser si nécessaire et possible dans chaque territoire de projet, une complémentarité des interventions en faveur des publics en insertion ;

Axe 3 : Définir à l'échelle de chaque territoire de projet, un schéma de coordination et/ou de gouvernance des acteurs qui agissent dans le champ des politiques d'insertion, de l'emploi et de la formation.

Le présent pacte territorial pour l'insertion et l'emploi (P.T.I.E) traduit donc en engagements, les propositions issues des territoires de projet et portées par les acteurs qui ont participé à la démarche. Certaines des propositions sont communes à tous les acteurs concernés du Val d'Oise, alors que d'autres sont spécifiques aux territoires.

II. Le pacte territorial pour l'insertion et l'emploi (P.T.I.E) : des engagements pour mieux accompagner les Valdoisiens dans les domaines de l'insertion, de la formation et de l'emploi

La réussite des parcours d'insertion vers l'autonomie socioéconomique proposés aux personnes accompagnées dans le cadre des différents dispositifs de solidarité est une priorité partagée par tous les acteurs institutionnels et non institutionnels du Département.

Notre P.T.I.E s'inscrit donc dans une logique de renforcement de la dynamique de coopération et de complémentarité entre tous les acteurs. Il s'agit de travailler collectivement à apporter des réponses adaptées à la diversité des situations des personnes accompagnées par une meilleure articulation entre les acteurs du social et ceux de la formation et de l'emploi.
C'est sur cette volonté de convergence des actions et des objectifs des acteurs de la solidarité que reposent les priorités de travail que les acteurs des territoires de projets se sont fixées pour les mois et les années à venir.

2.1 Les engagements communs à l'ensemble des signataires

Les diagnostics territoriaux issus des travaux réalisés par les acteurs dans le cadre des contrats de ville d'une part et de la démarche du P.T.I.E d'autre part, ont mis en avant des constats qui appellent une action concertée à l'échelle du Val d'Oise de tous les signataires du pacte territorial pour l'insertion à l'emploi.
Il est proposé à tous ces acteurs de s'engager à la mise en place des actions permettant :

- Le développement de l'emploi des publics en insertion ;
- Le développement de l'accès à la formation et à la qualification des publics en insertion ;
- L'amélioration des modalités de prise en charge, d'orientation et d'accompagnement des publics en insertion ;
- Le renforcement de l'articulation et de la coopération entre le Département et les 3 Plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE) pour une meilleure mobilisation et utilisation des fonds européens au profit des acteurs du Val d'Oise ;
- La promotion du développement social dans les dispositifs d'insertion ;
- La résorption de la fracture numérique et l'accompagnement des publics en difficulté vers les opportunités offertes par le secteur du numérique ;
- La mise en place à Ecouen de la plateforme de formation aux métiers de la fibre, du numérique et du bâtiment intelligent ;
- L'amélioration des modalités de prise en charge des publics en insertion en matière de santé ;
- La construction d'un cadre partagé de coordination et de travail des acteurs de l'insertion, de la formation et de l'emploi ;
- Le renforcement de la culture de l'évaluation et de la mesure d'impact des actions mises en place au titre de la politique d'insertion ;

- La mise à disposition d'un annuaire partagé des acteurs de la solidarité et de l'insertion (site http://vosolidarites.valdoise.fr).

2.2 Les engagements spécifiques aux territoires de projets

Les partenaires associés à l'élaboration du P.T.I.E ont souhaité en accord avec le Département, chef de file de l'action sociale et responsable de la mise en œuvre du dispositif RSA, une déclinaison de la démarche dans le cadre de territoires de projets. Cette demande trouve son fondement dans la volonté des acteurs locaux de voir pris en compte la diversité des bassins de vie du Val d'Oise. Une diversité qui s'exprime à la fois dans les caractéristiques socioéconomiques des territoires, mais aussi dans les caractéristiques des populations qui y vivent et des infrastructures sociales implantées.

Pour les acteurs locaux, la prise en compte de l'identité de chaque territoire de projet est primordiale pour la construction de réponses adaptées et efficaces au profit des publics inscrits dans des parcours d'insertion sociale et/ou professionnelle.

C'est à ce titre que les acteurs de chaque territoire de projet du P.T.I.E ont identifié et formulé des pistes d'action spécifiques sur lesquelles ils entendent se mobiliser.

2.21 Le territoire de projet : Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise

Il est proposé aux acteurs de ce territoire de projet intervenant dans le champ des politiques d'insertion, de formation et de l'emploi de travailler sur les axes suivants :

- La prise en compte des freins psychosociaux dans les parcours des personnes accompagnées et la construction de réponses idoines ;
- L'adaptation des outils de mobilisation et de définition de projets pour les personnes accompagnées, mettre fin à la désaffection des publics par rapport aux dispositifs d'insertion financés et mis en place par les partenaires ;
- La mise en place d'une stratégie permettant de construire et d'adapter l'offre de formation aux besoins des secteurs économiques et des entreprises du territoire ;
- La prise en compte de la dimension sociale dans les projets de développement économique du territoire pour inclure les publics en insertion dans les emplois générés ;
- La construction d'un cadre de coordination des acteurs de l'insertion, de la formation et de l'emploi en y incluant les villes de l'agglomération.

2.22 Le territoire de projet : Communauté d'agglomération du Val Parisis

Il est proposé aux acteurs de ce territoire de projet intervenant dans le champ des politiques d'insertion, de formation et de l'emploi de travailler sur les axes suivants :

- L'adéquation entre l'offre et les besoins de formation ;
- Le recensement et l'équipement en outils numériques des lieux d'accueil de proximité des publics inscrits dans des parcours d'insertion professionnelle et/ou sociale ;
- Le développement de l'information sur les modes de garde proposés aux parents inscrits dans des parcours d'insertion ainsi que sur les conditions de financement ;
- Le renforcement de la coordination avec les acteurs de la santé pour l'accompagnement des publics en souffrance psychosociale.
- Le développement et/ou le renforcement des dispositifs d'accompagnement des personnes inscrites dans des parcours d'insertion et issues de la communauté des gens du voyage ;
- La promotion du dispositif de l'école de la deuxième chance (E2C) pour la prise en charge et l'accompagnement des jeunes déscolarisés depuis plus d'un an ;
- La mise en place d'un cadre partagé de concertation et de coordination des acteurs de l'insertion, de la formation et de l'emploi.

2.23 Le territoire de projet : Communauté d'agglomération de Roissy Pays de France

Il est proposé aux acteurs de ce territoire de projet intervenant dans le champ des politiques d'insertion, de formation et de l'emploi de travailler sur les axes suivants :

- Le développement de l'insertion par l'activité économique (IAE) et des clauses d'insertion dans les marchés publics ;
- L'acquisition par les publics en insertion des savoirs de base en matière de linguistique et de numérique ;
- La construction d'une offre de formation en adéquation avec les besoins des entreprises du territoire ;
- L'intégration des dispositifs d'insertion dans le projet de campus des métiers et l'accompagnement des publics en matière de savoir-être en entreprise ;
- Le développement d'actions de prévention en matière de santé pour les publics en insertion ;
- La mise en place d'un cadre partagé de concertation et de coordination des acteurs de l'insertion de la formation et de l'emploi.

2.24 Le territoire de projet : Communauté d'agglomération de Plaine Vallée

Il est proposé aux acteurs de ce territoire de projet intervenant dans le champ des politiques d'insertion, de formation et de l'emploi de travailler sur les axes suivants :

- La mobilité et les modes de déplacements solidaires ;
- La mobilisation et l'accompagnement des publics seniors en insertion et des jeunes en situation de fragilité ;
- La mise en place d'un dispositif de bilan de compétences pour les demandeurs d'emploi accompagnés dans les espaces emplois des villes de la Communauté d'agglomération ;
- Le développement d'un partenariat avec les entreprises du territoire ;
- Le développement de modes de garde adaptés à la situation des parents inscrits dans des parcours d'insertion ;
- La mise en place d'un cadre de rencontres partenariales sur la question de l'insertion, de l'emploi et de la formation.

2.25 Le territoire de projet : Argenteuil et Bezons

Considérant l'existence d'une véritable dynamique de partenariat sur ce territoire concernant la prise en charge et l'accompagnement des publics relevant des politiques de solidarité, les acteurs engagés dans la démarche du Pacte Territorial Pour l'Insertion et l'Emploi sont convenus de travailler à la construction de solutions dans les axes suivants :

- La mise en place d'un dispositif d'évaluation, de valorisation des compétences et d'apprentissage des savoirs-être en entreprise pour les personnes inscrites dans des parcours d'insertion ;
- Le renforcement des liens avec les entreprises et leurs groupements pour favoriser l'accès à l'emploi des publics en insertion ;
- La mise en place d'une offre de service pour l'apprentissage de la langue française à visée professionnelle ;
- Le développement de chantiers d'insertion au profit du public jeune ;
- La lutte contre la fracture numérique et l'accompagnement des publics dans l'acquisition de matériels informatiques et/ou le renforcement de leurs compétences en matière d'usages numériques ;
- La coopération et si possible la mutualisation des moyens dans le domaine de la lutte contre la fracture numérique ;
- Le renforcement de l'information sur les dispositifs de prise en charge et d'accompagnement des publics en difficulté dans le domaine de la santé ;
- Le recensement des modes de garde proposés au public en insertion et des modalités de financement ainsi que le développement d'actions sur la parentalité ;
- La mise en place d'une instance de coordination des acteurs intervenant dans le champ des politiques d'insertion ;

Il est proposé aux maires des villes d'Argenteuil et de Bezons de signer distinctivement, le présent Pacte Territorial Pour l'Insertion et l'Emploi afin de valoriser le travail des acteurs sociaux qui interviennent au profit des publics en insertion de leurs communes d'une part et pour permettre le déploiement des dispositifs d'insertion financés au titre du Fonds Social Européen d'autre part.

2.26 Le territoire de projet : Haut Val d'Oise

Prenant appui sur le travail de diagnostic réalisé notamment par la Communauté de communes sur le développement économique et social du haut Val d'Oise, les parties prenantes à la démarche du Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi de ce territoire de projet entendent travailler sur les axes suivants :

- **Dans le domaine de l'emploi, de la formation et du développement économique** : il est proposé de promouvoir les clauses d'insertion auprès des communes, d'améliorer l'orientation des bénéficiaires du RSA vers les chantiers d'insertion, de promouvoir l'emploi des publics en insertion dans les projets de développement de la zone d'activité de Persan - Bruyères et du lac de ciment et de favoriser le parrainage des personnes inscrites dans des parcours d'insertion par des chefs d'entreprises,

- **Dans le domaine de la prise en charge et de l'accompagnement des publics** : il est proposé d'apporter une attention particulière à la situation des personnes en insertion âgées de plus de 50 ans en construisant des actions et des solutions adaptées qui permettent de lutter contre l'isolement et de développer une offre de service en matière d'apprentissage de la langue française,

- **Dans le domaine de la santé** : il est proposé de favoriser une meilleure connaissance des actions de santé proposées aux publics en situation de précarité en lien avec les dispositifs du contrat local de santé (CLS) et du contrat local de santé mentale (CLSM),

- **Dans le domaine de l'accès aux droits et de la lutte contre la fracture numérique** : il est proposé de travailler à l'identification des lieux ressource et à la mise en place d'un dispositif «d'écrivain numérique» pour accompagner les publics en difficulté dans les démarches administratives dématérialisées.

2.27 Le territoire de projet : Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ruraux et péri-urbains

Ce territoire de projet PTIE a été constitué pour permettre aux acteurs qui prennent en charge et accompagnent les publics en difficulté dans les territoires ruraux et péri-urbains de travailler sur des problématiques communes. C'est un territoire de projet qui regroupe l'ensemble des communautés de communes du Val d'Oise à l'exception de celle du Haut Val d'Oise qui a sa propre dynamique d'action en matière de politique d'insertion, de formation et d'emploi.

Le Département a par ailleurs, proposé aux EPCI ruraux qui se sont engagés dans la démarche du PTIE de valoriser la réflexion dans une expérimentation qui vise à améliorer la gouvernance et à promouvoir les initiatives locales de lutte contre les exclusions (AGILLE). Il s'agit d'une expérimentation nationale qui a pour objectif de mettre en réseau les acteurs, de construire un guide des ressources de solidarité et de proposer si nécessaire aux services compétents de l'Etat des projets d'assouplissements normatifs.

Cette expérimentation à laquelle participe l'Assemblée des Départements de France et plusieurs départements permet de bénéficier du concours des services de l'Etat et du Fonds des expérimentations.

Le Département souhaite travailler avec ses partenaires des territoires ruraux et péri-urbains sur des thématiques concernant :

- La lutte contre l'isolement ;
- Le développement de solutions de mobilité pour les publics en insertion ;
- L'accès à la formation et à l'emploi des publics en insertion et des jeunes ;
- Le développement du partenariat avec les entrepreneurs agricoles pour favoriser l'emploi des habitants des territoires ruraux ;
- La résorption de la fracture numérique.

2.3 Les engagements spécifiques à certains signataires

La loi du 1er décembre 2008 portant généralisation du revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion dans l'esprit et la lettre, appelle à la coopération des acteurs qui interviennent dans la prise en charge et l'accompagnement vers l'autonomie des allocataires qui relèvent de ce dispositif de solidarité.

La loi organise en effet, la participation de la Caisse d'Allocations Familiales, de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole, des centres communaux d'action sociale (CCAS) et de Pôle emploi dans la mise en œuvre du dispositif RSA aux côtés du Département chef de file de l'action sociale.

La Région, les services de l'Etat, l'association valdoisienne de gestion des fonds européen (AGFE) et d'autres acteurs concourent également à la mise en œuvre des politiques d'insertion dans le cadre de leurs compétences respectives, notamment en matière de formation et de développement de l'emploi.

C'est à ce titre que le Département du Val d'Oise collabore depuis plusieurs années avec ces acteurs dans divers champs que le présent PTIE entend valoriser.

2.31 Le partenariat avec les services de l'Etat

Le Département et les services déconcentrés de l'Etat collaborent dans divers domaines pour promouvoir et favoriser l'insertion sociale et professionnelle des Valdoisiens relevant des dispositifs de solidarité du Département.

En matière d'insertion, la Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS) travaille avec les services du Département pour la mise en œuvre du Fonds d'appui aux politiques d'insertion (FAPI). Le Préfet et le Président du Conseil départemental se sont engagés dans le cadre d'une convention signée

le 25 avril 2017 à définir des priorités conjointes en matière de lutte contre la pauvreté, d'insertion et de développement social pour :

- Favoriser l'accès et/ou le retour à l'autonomie socio-économique notamment à travers l'accès à l'emploi de toutes les personnes qui bénéficieront des actions financées par le FAPI ;
- Mobiliser tous les acteurs qui interviennent dans le champ de l'accompagnement social et professionnel pour renforcer le partenariat au service des publics pris en charge ;
- Renforcer les actions déjà conduites au titre de la politique départementale d'insertion pour consolider les engagements pris en faveur de l'inclusion des allocataires du RSA et des jeunes en difficulté.

L'unité départementale de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) collabore également avec les services du Département pour l'inclusion professionnelle des Valdoisiens par :

- Le financement et développement de l'insertion par l'activité économique (IAE) en lien notamment avec les structures qui interviennent dans ce secteur ;
- La mise en œuvre des mesures pour l'emploi de l'Etat (contrats aidés) en faveur des publics en insertion et des chômeurs de longue durée ;
- Le développement du partenariat avec les entreprises ;
- L'accompagnement des projets de formation ;
- La mobilisation et la mise en œuvre du Fonds social euopéen (FSE).

Le Département et les services déconcentrés de l'Etat travaillent également de concert dans le cadre du Service public de l'emploi départemental pour favoriser le développement de l'emploi dans le Val d'Oise. Il est proposé de valoriser ce partenariat dans le présent PTIE.

2.32 Le partenariat avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) du Val d'Oise

Le partenariat entre le Département et la CAF qui assure à la fois le paiement de l'allocation RSA, l'instruction de la demande et l'accompagnement de certains allocataires s'inscrit dans le cadre d'une convention de gestion signée le 23 janvier 2018 avec cette institution. La convention fixe les modalités du partenariat.

Dans son préambule, la convention stipule que le dispositif RSA s'appuie sur un partenariat structuré entre les départements et les Caf et que l'efficacité des politiques de solidarité au service des personnes, requiert une relation partenariale renforcée entre les acteurs qui s'incarne dans leur capacité à trouver des solutions pertinentes, efficientes et innovantes dans le respect du cadre réglementaire.

La CAF et le Département en étroite collaboration veilleront à s'inscrire dans une démarche qui place le bénéficiaire au cœur du dispositif. L'amélioration continue de la qualité de service constitue un objectif partagé par la Branche famille et les départements. Les actions déployées par la CAF et le Département

doivent contribuer à simplifier les démarches des usagers et favoriser l'accès aux droits. Pour ce faire, l'ensemble des leviers participant à la réalisation de ces actions doivent être mobilisés : la CAF et le Département s'appuieront sur les échanges de bonnes pratiques pour en optimiser l'efficience. Les axes de coopération concernent principalement :

- L'instruction et le service de l'allocation ;
- La gestion des indus RSA ;
- Le télé recouvrement des créances RSA ;
- Les échanges de données ;
- La maîtrise des risques et la lutte contre la fraude ;
- Le recueil des données socioprofessionnelles ;
- L'accompagnement des femmes isolées de moins de 26 ans avec un enfant à charge de moins de 3 ans.

Le Département et la CAF s'engagent à mettre en œuvre au titre du présent PTIE l'ensemble des dispositions de la convention de gestion.

2.33 Le partenariat avec la Caisse de Mutualité Sociale Agricole (MSA) du Val d'Oise

Le partenariat entre le Département et la Caisse de Mutualité Sociale Agricole, qui assure aussi le paiement de l'allocation RSA et l'instruction de la demande, s'inscrit également dans le cadre d'une convention de gestion signée le 1er juin 2009 avec le Département. Cette convention formalise les axes de coopération entre les deux institutions. Ces axes de travail concernent :

- L'instruction et le service de l'allocation ;
- La gestion des indus RSA ;
- Les échanges de données ;
- La maîtrise des risques et la lutte contre la fraude ;
- Le recueil des données socioprofessionnelles.

Le Département et la MSA s'engagent à mettre en œuvre au titre du présent PTIE l'ensemble des dispositions de la convention de gestion.

2.34 Le partenariat avec la Région Ile de France

Dans son rôle de chef de file, la Région ambitionne de mettre la formation professionnelle continue au service de l'emploi et de son développement. Un intérêt est porté à ce titre à la dynamique des territoires franciliens dans leur diversité à travers les nouveaux bassins d'emploi, mais aussi aux besoins des populations et plus spécifiquement des publics fragiles (jeunes en difficulté et allocataires du RSA) en situation de chômage.
Cette ambition régionale rejoint celle du Département dans sa volonté d'accompagner vers la qualification et l'emploi, les publics pris en charge dans le cadre des dispositifs de solidarité qu'il met en œuvre.

Ainsi, le Département et la Région Ile de France qui a pleinement contribué à la démarche d'élaboration du présent PTIE, proposent de travailler à l'articulation des politiques de formation et d'insertion professionnelles pour :

- Améliorer la connaissance de l'accès à la formation professionnelle des publics en insertion ;
- Améliorer l'information des acteurs et du public sur l'offre de formation et sur les modalités d'orientation ;
- Favoriser en lien avec les acteurs compétents, la construction d'un partenariat opérationnel sur l'offre de formation en lien avec les besoins en main d'œuvre des entreprises présentes sur les territoires ;
- Favoriser l'insertion professionnelle des publics jeunes et prévenir ainsi leur arrivée dans le dispositif RSA ;
- Favoriser la concertation autour de la construction de l'offre régionale de formation professionnelle et de l'offre départementale d'insertion ;
- Favoriser l'évaluation de l'efficacité des actions et des parcours de formation et d'insertion professionnelle ;
- Favoriser l'accès des bénéficiaires du RSA et des jeunes valdoisiens aux dispositifs régionaux de formation ;
- Favoriser le développement de dynamiques interdépartementales autour de la formation et de l'insertion professionnelle des bénéficiaires du RSA et des jeunes.

2.35 Le partenariat avec Pôle emploi

Opérateur de référence du marché du travail, Pôle emploi est le partenaire privilégié des départements pour faciliter l'insertion professionnelle des allocataires du RSA et des jeunes qui recherchent un emploi.

Le partenariat entre le Département du Val d'Oise et Pôle emploi est structuré dans le cadre de la convention bilatérale du 1er mars 2016 relative à « l'offre de services pour la mise en œuvre du dispositif RSA » et de la convention du 5 février 2016 portant sur « l'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi rencontrant des freins sociaux et professionnels ».

Dans la convention du 1er mars 2016, les deux institutions affirment leur volonté de travailler ensemble pour :

- Favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA par une meilleure prise en charge de leurs difficultés spécifiques par Pôle emploi ;
- Amener Pôle emploi à contribuer à l'adaptation continue des actions conduites par le Département en matière d'insertion professionnelle des publics qui relèvent de sa compétence.

Le cadre de coopération et de coordination prend appui sur la mise en œuvre de l'offre de services de Pôle emploi (article 2), l'intervention des correspondants RSA des agences locales de Pôle emploi (article 3), les échanges de données (article 4), le pilotage et l'animation (article 5) ainsi que sur l'évaluation (article 6).

Dans la convention du 5 février 2016 dite convention « Accompagnement global », le Département et Pôle emploi s'engagent à mettre en œuvre des méthodes de coordination et d'action qui favorisent une articulation optimale des champs de l'emploi et du social pour garantir une insertion professionnelle durable aux demandeurs d'emploi.

Cette deuxième convention se traduit par une prise en charge coordonnée et simultanée par les travailleurs sociaux du Département et par les conseillers de Pôle emploi des demandeurs d'emploi touchés par l'exclusion. Il est proposé de valoriser cette collaboration entre les deux institutions ouverte aux CCAS qui souhaitent y prendre part dans le Pacte territorial pour l'insertion et l'emploi.

2.36 Le partenariat avec l'Association de Gestion des Fonds Européens (AGFE)

L'Etat a décidé dans le cadre de la mise en œuvre du programme opérationnel national du Fonds Social Européen (FSE) adopté le 10 octobre 2014 par la Commission européenne, de déléguer aux départements la gestion des crédits du « FSE inclusion » dédiés à l'accompagnement des publics inscrits dans des parcours d'insertion professionnelle.

En conformité avec les textes européens, l'Assemblée des départements de France (ADF) et le Ministère du Travail, de l'Emploi et du Dialogue social ont décidé dans un accord signé le 05 août 2014 de faire des Pactes territoriaux pour l'insertion (PTI) le cadre stratégique territorial de référence du « FSE inclusion ».

C'est à ce titre que les deux organismes intermédiaires gestionnaires (OIG) de FSE du Val d'Oise, à savoir le Département et l'association de gestion des fonds européens (AGFE) se sont engagés à coopérer étroitement pour renforcer la stratégie de mobilisation des crédits FSE au service des territoires du Val d'Oise et de leurs habitants.

Le partenariat entre le Département et l'AGFE qui regroupe les 3 Plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE) de Cergy-Pontoise, de la Communauté d'agglomération de Roissy Pays de France et

d'Argenteuil-Bezons prend appui sur un protocole de travail signé le 10 août 2015 dont l'objet est d'organiser l'articulation concernant :

- La coordination, voire la complémentarité des interventions ;
- Le pilotage et la gouvernance en matière de mobilisation du FSE ;
- Les dispositifs respectivement soutenus par le Département et les 3 PLIE membres de l'AGFE ;
- La mise en œuvre du FSE dans les quartiers politique de la ville ;
- L'appui aux organismes bénéficiaires du FSE et qui prennent en charge et accompagnent les personnes inscrites dans des parcours d'insertion.

Il est proposé de valoriser le protocole de partenariat entre le Département et l'AGFE comme cadre de référence de la coopération entre le Département et les 3 PLIE au titre du présent PTIE.

2.37 Le partenariat avec l'Union départementale des centres communaux d'action sociale

Les centres communaux d'action sociale (CCAS) regroupés majoritairement au sein de l'union départementale des centres communaux d'action sociale (UDCCAS), sont des partenaires de longue date du Département du Val d'Oise dans la mise en œuvre de sa politique d'insertion. Un cadre conventionnel a été défini dès 2004 à l'occasion du transfert de la compétence RMI aux Conseils généraux. Il a permis et permet encore d'organiser une collaboration au service des Valdoisiens bénéficiaires du RSA. Il est proposé de valoriser ce partenariat dans le cadre du PTIE pour permettre au Département et aux CCAS qui le souhaitent de continuer à collaborer sur des axes de travail concernant notamment :

- L'accompagnement et la formation à l'instruction dématérialisée du RSA ;
- L'accompagnement des allocataires du RSA
- L'extension de l'accompagnement global Pôle emploi aux CCAS ;
- La résorption de la fracture numérique ;
- La mise en place de centres intercommunaux d'action sociale pour les EPCI qui souhaitent aller vers ce type de structures ;
- Le montage et l'accompagnement de projets d'expérimentations sociales.

2.38 Le partenariat avec les groupements d'employeurs : Mouvement des entreprises du Val d'Oise (MEVO) et Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME)

Le renforcement des liens entre le monde de l'insertion et celui de l'économie est une des conditions de réussite de l'action engagée par le Département et ses partenaires pour favoriser l'inclusion sociale et professionnelle des Valdoisiens accompagnés dans le cadre des politiques de solidarité.

Le Mouvement des entreprises du Val d'Oise (MEVO) et la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) qui fédèrent à travers leurs réseaux respectifs, les entreprises et les entrepreneurs de notre département sont donc des acteurs à part entière de la démarche du pacte territorial pour l'insertion et l'emploi. Il est proposé à ces deux groupements de s'engager aux côtés du Département et de ses partenaires pour :

- Promouvoir la responsabilité sociale (RSE) de leurs adhérents dans le domaine de la solidarité ;
- Favoriser le recrutement des publics en insertion et des jeunes dans les entreprises ;
- Favoriser la diffusion des offres d'emploi en direction des publics en insertion ;
- Favoriser la découverte de l'entreprise et de ses codes par les publics accompagnés dans le cadre des dispositifs de solidarité ;
- Favoriser le parrainage des publics en insertion par des chefs d'entreprise pour les aider dans leurs démarches de recherche d'emploi ;
- Favoriser l'accueil des stagiaires inscrits dans des parcours de formation et de qualification dans les entreprises valdoisiennes ;
- Encourager la prise en considération de la question de l'emploi des publics en insertion dans les projets de développement économique ;
- Favoriser les contacts entre les entreprises et les organismes partenaires du Département qui accompagnent les publics en insertion ;
- Participer si nécessaire à la mise en place d'actions de formation des publics en insertion par la mobilisation des entreprises.

2.39 Le partenariat avec la chambre de métiers et de l'artisanat du Val d'Oise

Organisme consulaire, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMA) du Val d'Oise a pour finalité de promouvoir le développement de l'artisanat et d'aider les artisans et les futurs artisans dans tous les domaines de leur vie professionnelle : conseils à l'installation, suivi personnalisé, assistance juridique, renseignements et orientation pour l'aide au développement.

La CMA met également en œuvre des dispositifs de qualification adaptés à l'environnement économique au profit des Valdoisiens (jeunes et moins jeunes). Il est proposé à la CMA de s'engager

dans le cadre du présent PTIE aux côtés du Département et de ces partenaires pour favoriser l'accès à l'emploi des publics en insertion notamment par :

- La mise en place dans le cadre de partenariat de projets d'actions de formation au profit des publics en insertion ;
- La formation des apprentis cuisiniers recrutés au sein des collèges du département ;
- Le recrutement des publics en insertion dans le réseau des entreprises artisanales ;
- La découverte des métiers de l'artisanat ;
- L'accueil en stage dans les entreprises artisanales, des publics en insertion engagés dans des formations.

III. Les modalités de mise en œuvre du Pacte territorial pour l'insertion et l'emploi

Le Pacte territorial pour l'insertion et l'emploi de notre Département a pour ambition de mobiliser et de fédérer l'ensemble des acteurs qui interviennent dans le champ des politiques de la formation, de l'emploi et de l'insertion au service des Valdoisiens. Sa déclinaison locale relève de la volonté partagée de faire travailler ces acteurs au plus près des personnes dans les territoires.

Aboutissement d'une large concertation, le PTIE est un document qui a une portée opérationnelle immédiate pour promouvoir et organiser le partenariat. Il a vocation à être réinterrogé collectivement pour être adapté si nécessaire au regard notamment de :

- la complémentarité et de l'efficacité des actions conduites par les signataires au bénéfice des publics en insertion ;
- l'évolution des caractéristiques et des besoins de ces publics.

3.1 Le Pilotage et le suivi du Pacte

Pour faire vivre le présent pacte territorial pour l'insertion et l'emploi, il est proposé d'organiser à l'échelle du département, une instance stratégique de pilotage et à l'échelle des territoires de projet, des instances de coordination des acteurs.

3.11 Le comité de pilotage du PTIE

Réuni annuellement sur proposition du Vice-président du Conseil départemental délégué aux Actions Sociales et à la Santé qui en assure la présidence, ce comité composé de représentants des partenaires signataires du Pacte a pour principales missions de :

- Définir et valider les objectifs et les orientations prioritaires partagées par les signataires ;
- Veiller à la bonne mise en œuvre des orientations du pacte ;
- Garantir la cohérence et la coordination du pacte avec les autres actions engagées dans le domaine de l'insertion par les signataires ;
- Valider les ajustements du pacte.

3.12 Les comités locaux du PTIE

En considération de la déclinaison locale du présent pacte territorial pour l'insertion et l'emploi, il est proposé d'instituer à l'échelle de chaque territoire de projet, un comité local réunissant les partenaires engagés dans la démarche et des représentants issus du groupe « bénéficiaires du RSA ». Ce comité local a pour missions principales de :

- Favoriser la concertation et la coordination entre les différents acteurs qui assurent la prise en charge et l'accompagnement des publics en insertion ;

- Favoriser l’articulation et la complémentarité des actions mises en œuvre dans le domaine de l’insertion dans le territoire de projet ;
- Mettre en œuvre les orientations du pacte concernant le territoire de projets ;
- Faire des propositions concernant les priorités du territoire de projet et les actions à mettre en œuvre pour favoriser l’insertion des publics ;
- Former et animer un réseau local de partenaires de l’insertion.

Les Missions insertion du Département sont chargées d’organiser en lien avec les autres services du Département et les représentants des partenaires signataires, les réunions des comités locaux du pacte territorial pour l’insertion et l’emploi.

3.2 La durée du PTIE

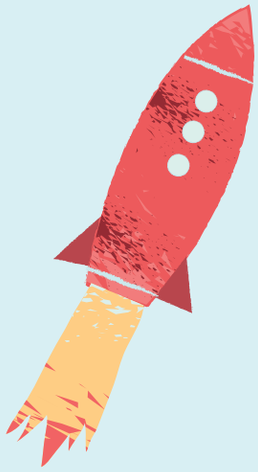
Le présent Pacte territorial pour l'Insertion et l’emploi est conclu pour une durée de cinq ans à compter de sa date de signature. Il pourra faire l'objet d'une reconduction par avenant.

Fait à Cergy-Pontoise, le 12 avril 2018

3.3 Les signataires du Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi

La Présidente du Conseil départemental du Val d'Oise Marie-Christine CAVECCHI	Le Préfet du Val d'Oise Jean-Yves LATOURNERIE	La Présidente du Conseil régional d'Ile de France Valérie PECRESSE
La Présidente de l'Union départementale des CCAS Emilie IVANDEKICS	Le Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales du Val d'Oise Pascal DELAPLACE	Le Directeur de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole d'Ile de France Laurent PILLETTE
La Directrice Territoriale Pôle Emploi Val d'Oise Joëlle CASORLA	Le Président du Mouvement des Entreprises du Val d'Oise Michel JONQUERES	Le Président de la Confédération des Petites et Moyennes Entreprises André ROUET
Le Président de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat Jean-Louis ORAIN	Le Maire de la Ville d'Argenteuil Georges MOTHRON	Le Maire de la Ville de Bezons Dominique LESPARRE

La Présidente de l'Association de Gestion des Fonds Européens Elina CORVIN	Le Président de la Communauté d'agglomération du Val Parisis Yannick BOËDEC	Le Président de la Communauté d'agglomération de Plaine Vallée Luc STREHAIANO
Le Président de la Communauté d'agglomération de Roissy Pays de France Patrick RENAUD	Le Président de la Communauté de communes de Carnelle Pays de France Patrice ROBIN	Le Président de la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise Dominique LEFEBVRE
Le Président de la Communauté de communes de la Vallée de l'Oise et des Trois Forêts Roland GUICHARD	Le Président de la Communauté de communes Sausseron Impressionnistes Marc GIROUD	Le Président de la Communauté de Communes Vexin Centre Michel GUIARD
Le Président de la Communauté de Communes Vexin Val de Seine Jean-François RENARD	La Présidente de la Communauté de communes du Haut Val d'Oise Catherine BORGNE	Le Président de la chambre de commerce et d'industrie du Val d'Oise Fréderic VERNHES



Conseil départemental du Val d'Oise
2 avenue du Parc
CS 20201 CERGY
95032 CERGY-PONTOISE CEDEX

tél. : 01 34 25 30 30
fax : 01 34 25 33 00
communication@valdoise.fr
www.valdoise.fr

val d'oise
le département

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc145094-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-216

DU 3 JUILLET 2019

ESPACES DE DYNAMIQUE D'INSERTION (EDI) ET ÉCOLES DE LA DEUXIÈME CHANCE (E2C) : SECONDE AFFECTATION 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU la décision 2012-21/UE du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général (notifiée sous le numéro C (2011) 9380), texte présentant de l'intérêt pour l'EEE ;

VU la décision de la Commission européenne C(2014) 10205 du 18 décembre 2014 portant approbation du Programme opérationnel régional FEDER-FSE de l'Ile-de-France et du bassin de Seine sur le fondement de l'article 29 du règlement (CE) n° 1303/2013 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail, notamment la sixième partie et ses articles L6121-2-1, R 6121-1 et suivants ;

VU le code de l'éducation, notamment l'article L. 214-14 ;

VU la loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU la délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 relative au schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie, 2007-2013 prorogé par délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 ;

VU la délibération n° CR 58-08 du 26 juin 2008 relative à l'adoption du rapport cadre Vers un service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles, politique régionale en faveur de l'accès et du retour à l'emploi qualifié, dans le cadre du schéma régional des formations ;

VU la délibération n° CR 54-09 du 19 juin 2009 relative au rapport Service public régional de formation et d'insertion professionnelles – refonte des dispositifs régionaux de formation des personnes privées d'emploi ;

VU la délibération n° CR 18-10 du 18 juin 2010 relative au service public de la formation et de l'insertion professionnelle – dispositifs régionaux « deuxième chance » à destination des 16-25 ans – Avenir Jeunes (espace dynamique d'insertion) – Ecoles de la 2ème chance – Aide au permis de conduire ;

VU la délibération n° CR 80-13 du 29 septembre 2013 relative à la prorogation du schéma régional de formation tout au long de la vie 2007-2013 jusqu'à l'adoption d'un nouveau schéma ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 149-16 du 7 juillet 2016 portant règlement d'intervention relatif à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2019-011 du 20 mars 2019 relative au pacte régional d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CR 2019-024 du 31 mai 2019 relative au budget supplémentaire pour 2019 ;

VU la délibération n° CP 2018-275 du 4 juillet 2018 relative au Dispositif régional Espaces de dynamique d'Insertion : seconde affectation 2018, mise en place de l'habilitation et appel public à proposition 2019-2022 ;

VU la délibération n° CP 2018-393 du 17 octobre 2018 relative au conventionnement 2019- 2022 avec les Écoles de la Deuxième Chance ;

VU la délibération n° CP 2018-488 du 21 novembre 2018 relative à l'adoption de la convention entre la Région et l'Agence de Services et de Paiement (ASP) – avenant 2018 et convention 2019 ;

VU la délibération n° CP 2018-535 du 21 novembre 2018 relative au soutien régional aux missions locales : prorogations de la convention triennale – 1e affectation 2019

VU la délibération n° CP 2019-026 du 24 janvier 2019 relative aux Ecoles de la Deuxième Chance financement 2019 – 1ère affectation ;

VU la délibération n° CP 2019-038 du 24 janvier 2019 relative à « EDI : Habilitation 2019-2022 et 1ère affectation 2019 Mission locale de Sevran : 1ere affectation de la subvention de fonctionnement 2019 » ;

VU la délibération n° CP 2019- 094 du 19 mars 2019 relative à « Espaces Dynamique d'insertion (EDI) / Modalités de calcul du montant du bonus / Modalités de calcul du montant du bonus / Avenant 2019 à la convention d'habilitation 2019 – 2022 » ;

VU le budget de la région d'Ile-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-216 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1:

Décide de participer, au titre du programme Espaces de Dynamique d'Insertion, au financement des projets détaillés en annexe n°1 à la présente délibération (fiches projets), par l'attribution de compensations et de financements à la performance d'un montant total de **5 500 000 €** pour l'année 2019.

Subordonne le versement des compensations financières à la signature de l'avenant conforme à l'avenant type annuel approuvé dans le cadre de délibération n° CP 2019-038 du 24 janvier 2019 relative à « EDI : Habilitation 2019-2022 et 1ère affectation 2019 Mission locale de Sevran : 1ere affectation de la subvention de fonctionnement 2019 », et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de **2 461 216,74 €** au titre de la seconde affectation et du bonus, disponible sur le chapitre budgétaire 931 « Formation professionnelle et apprentissage » Code fonctionnel 111 « Insertion sociale et professionnelle des personnes en recherche d'emploi», Programme 111005 « Mesures d'insertion professionnelle », code action 11100501 « Accès au savoirs de base » du budget régional 2019.

Article 2 :

Décide de modifier l'avenant annuel type à la Convention d'Objectifs et de Moyens approuvé dans le cadre de la délibération n° CP 2018-393 du 17 octobre 2018 relative au conventionnement 2019-2022 avec les Ecoles de la deuxième chance :

- En modifiant l'article 2 afin de détailler, le cas échéant, les financements liés au Pacte régional d'investissement dans les compétences ;
- En modifiant l'article 3 pour annexer la fiche projet à l'avenant ;
- En ajoutant un article 5 relatif aux obligations en lien avec la loi informatique et libertés.

Approuve le nouvel avenant annuel type à la Convention d'Objectifs et de Moyens joint en annexe n° 2 à la présente délibération.

Article 3 :

Décide de participer, au titre du soutien aux associations franciliennes « Ecoles de la deuxième chance », au financement des projets détaillés en annexe n°2 à la présente délibération (fiches projets), par l'attribution de compensations et de financements à la performance d'un montant total de **5 403 178,20 €** pour l'année 2019.

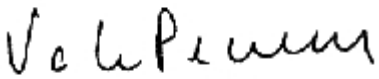
Subordonne le versement de ces financements à la signature avec chaque bénéficiaire, de l'avenant annuel type modifié selon l'article 2 à la présente délibération et joint en annexe n°3, et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de **2 280 099 €** au titre de la seconde affectation et du financement à la performance, dont 70 194 € au titre du PACTE 2019, disponible sur le chapitre budgétaire 931 « Formation professionnelle et apprentissage » Code fonctionnel 111 « Insertion sociale et professionnelle des personnes en recherche d'emploi», Programme 111005 « Mesures d'insertion professionnelle », code action 11100502 « Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées » du budget régional 2019.

Article 4 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de ces compensations à compter du 1er janvier 2019 à la délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Fiches projets EDI

DOSSIER N° 18015171 - ANRS - ASSOCIATION NATIONALE DE READAPTATION SOCIALE

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (seconde affectation+bonus) 110 044,89 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ANRS - NATIONALE DE READAPTATION SOCIALE
Adresse administrative	:	18 AVENUE VICTORIA 75001 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame CATHERINE THIBAULT, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

Cf. le récapitulatif, présenté sous forme de tableau, indiquant :
- le coût total du projet ;
- le montant annuel prévisionnel de la compensation régionale ;
- le Taux d'Intervention Régionale (TIR) en résultant ;
- le montant de la première affection ;
- le montant de la seconde affectation ;
- l'effectif annuel prévisionnel.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération 2019 en €	Montant compensation annuelle prévisionnelle 2019	Taux d'intervention régional	Montant 1ère affectation 2019 en € Délibération n° CP 2019-038 du 24 janvier 2019	Montant solde de la compensation 2019 en € Délibération n° CP 2019-216 du 3 juillet 2019	Montant maximum du bonus en €	Montant 2ème affectation + bonus
75	ANRS	110	378 948,00	226 448,00	59,76%	135 868,80	90 579,20	19 465,69	110 044,89

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	2 715,00	0,72%
Services extérieurs	35 676,00	9,41%
Autres services extérieurs	54 805,00	14,46%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	15 320,00	4,04%
Charges de personnel	235 949,00	62,26%
Autres charges de gestion courante	22 483,00	5,93%
Dotations aux amortissements et aux provisions	12 000,00	3,17%
Total	378 948,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Département (sollicitée)	152 500,00	40,24%
Compensation Région	226 448,00	59,76%
Total	378 948,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 18015172 - ASSOCIATION SAUVEGARDE DE L'ADOLESCENCE - CIEJ - EDI COQUERON

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (seconde affectation + bonus) 109 754,28 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SAUVEGARDE ADOLESCENCE
Adresse administrative	:	3 RUE COQ HERON 75001 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Fabienne ZELLNER, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

Cf. le récapitulatif, présenté sous forme de tableau, indiquant :
- le coût total du projet ;
- le montant annuel prévisionnel de la compensation régionale ;
- le Taux d'Intervention Régionale (TIR) en résultant ;
- le montant de la première affection ;
- le montant de la seconde affectation ;
- l'effectif annuel prévisionnel.

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération 2019 en €	Montant compensation annuelle prévisionnelle 2019	Taux d'intervention régional	Montant 1ère affectation 2019 en € Délibération n° CP 2019-038 du 24 janvier 2019	Montant solde de la compensation 2019 en € Délibération n° CP 2019-216 du 3 juillet 2019	Montant maximum du bonus en €	Montant 2ème affectation + bonus
75	SAUVEGARDE 75 - CIEJ / EDI COQUERON	110	385 457,00	225 850,00	58,59%	135 510,00	90 340,00	19 414,28	109 754,28

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	5 200,00	1,35%
Services extérieurs	11 880,00	3,08%
Autres services extérieurs	19 050,00	4,94%
Impôts, taxes et versements assimilés	21 136,55	5,48%
charges de personnel	247 684,05	64,26%
Autres charges de gestion courante	80 206,40	20,81%
Dotations aux amortissements et aux provisions	300,00	0,08%
Total	385 457,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
collectivités territoriales	152 500,00	39,56%
autres fonds publics	7 107,00	1,84%
compensation	225 850,00	58,59%
Total	385 457,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 18015173 - FONDATION JEUNESSE FEU VERT - LE TIPI

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (seconde affectation + bonus) 95 491,33 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	JEUNESSE FEU VERT
Adresse administrative	:	34 RUE DE PICPUS 75012 PARIS
Statut Juridique	:	Fondation
Représentant	:	Monsieur Jean-Marc STEINDECKER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- un diagnostic socio professionnel initial ;

- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

Cf. le récapitulatif, présenté sous forme de tableau, indiquant :
- le coût total du projet ;
- le montant annuel prévisionnel de la compensation régionale ;
- le Taux d'Intervention Régionale (TIR) en résultant ;
- le montant de la première affection ;
- le montant de la seconde affectation ;
- l'effectif annuel prévisionnel.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération 2019 en €	Montant compensation annuelle prévisionnelle 2019	Taux d'intervention régional	Montant 1ère affectation 2019 en € Délibération n° CP 2019-038 du 24 janvier 2019	Montant solde de la compensation 2019 en € Délibération n° CP 2019-216 du 3 juillet 2019	Montant maximum du bonus en €	Montant 2ème affectation + bonus
75	**FONDATION JEUNESSE FEU VERT**	**100**	**349 000**	**196 500**	**56 ?30%**	**117 900**	**78 600**	**16 891,33**	**95 491,33**

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	7 450,00	2,13%
Services extérieurs	71 980,00	20,62%
Autres services extérieurs	17 960,00	5,15%
Impôts, taxes et versements assimilés	18 400,00	5,27%
charges de personnel	217 250,00	62,25%
Autres charges de gestion courante	14 850,00	4,26%
Dotations aux amortissements et aux provisions	1 110,00	0,32%
Total	349 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
collectivité territoriales	152 500,00	43,70%
compensation	196 500,00	56,30%
Total	349 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 18015174 - ASSOCIATION AURORE-LE VERGER

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (seconde affectation + bonus) 96 931,23 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION AURORE
Adresse administrative	:	34 BOULEVARD SEBASTOPOL 75004 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Pierre COPPEY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- un diagnostic socio professionnel initial ;

- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

Cf. le récapitulatif, présenté sous forme de tableau, indiquant :
- le coût total du projet ;
- le montant annuel prévisionnel de la compensation régionale ;
- le Taux d'Intervention Régionale (TIR) en résultant ;
- le montant de la première affection ;
- le montant de la seconde affectation ;
- l'effectif annuel prévisionnel.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération 2019 en €	Montant compensation annuelle prévisionnelle 2019	Taux d'intervention régional	Montant 1ère affectation 2019 en € Délibération n° CP 2019-038 du 24 janvier 2019	Montant solde de la compensation 2019 en € Délibération n° CP 2019-216 du 3 juillet 2019	Montant maximum du bonus en €	Montant 2ème affectation + bonus
77	**AURORE / EDI LE VERGER**	**80**	**249 328,00**	**199 463,00**	**80,00%**	**119 677,80**	**79 785,20**	**17 146,03**	**96 931,23**

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	7 500,00	3,01%
Services extérieurs	26 750,00	10,73%
Autres services extérieurs	31 443,00	12,61%
Impôts, taxes et versements assimilés	13 426,00	5,38%
charges de personnel	153 886,00	61,72%
Autres charges de gestion courante	14 523,00	5,82%
Dotations aux amortissements et aux provisions	1 800,00	0,72%
Total	249 328,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
collectivités territoriales	2 000,00	0,80%
autres fonds publics	47 865,00	19,20%
compensation	199 463,00	80,00%
Total	249 328,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 18015175 - AURORE AGORA

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (seconde affectation + bonus) 109 341,21 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION AURORE
Adresse administrative	:	34 BOULEVARD SEBASTOPOL 75004 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Pierre COPPEY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- un diagnostic socio professionnel initial ;

- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

Cf. le récapitulatif, présenté sous forme de tableau, indiquant :
- le coût total du projet ;
- le montant annuel prévisionnel de la compensation régionale ;
- le Taux d'Intervention Régionale (TIR) en résultant ;
- le montant de la première affection ;
- le montant de la seconde affectation ;
- l'effectif annuel prévisionnel.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération 2019 en €	Montant compensation annuelle prévisionnelle 2019	Taux d'intervention régional	Montant 1ère affectation 2019 en € Délibération n° CP 2019-038 du 24 janvier 2019	Montant solde de la compensation 2019 en € Délibération n° CP 2019-216 du 3 juillet 2019	Montant maximum du bonus en €	Montant 2ème affectation + bonus
77	**AURORE / EDI AGORA**	**120**	**314 825,00**	**225 000,00**	**71,47%**	**135 000,00**	**90 000,00**	**19 341,21**	**109 341,21**

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	9 800,00	3,11%
Services extérieurs	21 100,00	6,70%
Autres services extérieurs	36 250,00	11,51%
Impôts, taxes et versements assimilés	18 002,00	5,72%
charges de personnel	206 335,00	65,54%
Autres charges de gestion courante	18 338,00	5,82%
Dotations aux amortissements et aux provisions	5 000,00	1,59%
Total	314 825,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autres fonds publics	89 825,00	28,53%
compensation	225 000,00	71,47%
Total	314 825,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 18015176 - ASSOCIATION AURORE EDI ILIADE

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (seconde affectation + bonus) 90 552,51 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION AURORE
Adresse administrative	:	34 BOULEVARD SEBASTOPOL 75004 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Pierre COPPEY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- un diagnostic socio professionnel initial ;

- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;

-l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

Cf. le récapitulatif, présenté sous forme de tableau, indiquant :
- le coût total du projet ;
- le montant annuel prévisionnel de la compensation régionale ;
- le Taux d'Intervention Régionale (TIR) en résultant ;
- le montant de la première affection ;
- le montant de la seconde affectation ;
- l'effectif annuel prévisionnel.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération 2019 en €	Montant compensation annuelle prévisionnelle 2019	Taux d'intervention régional	Montant 1ère affectation 2019 en € Délibération n° CP 2019-038 du 24 janvier 2019	Montant solde de la compensation 2019 en € Délibération n° CP 2019-216 du 3 juillet 2019	Montant maximum du bonus en €	Montant 2ème affectation + bonus
77	AURORE / EDI ILIADE	80	232 921,00	186 337,00	80,00%	111 802,20	74 534,80	16 017,71	90 552,51

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	9 800,00	4,21%
Services extérieurs	21 100,00	9,06%
Autres services extérieurs	21 400,00	9,19%
Impôts, taxes et versements assimilés	13 797,00	5,92%
charges de personnel	158 134,00	67,89%
Autres charges de gestion courante	7 190,00	3,09%
Dotations aux amortissements et aux provisions	1 500,00	0,64%
Total	232 921,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
autres fonds publics	46 584,00	20,00%
compensation	186 337,00	80,00%
Total	232 921,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 18015177 - LES ATELIERS AGIR COMBATTRE ET REUNIR DES YVELINES (ACR)- CONFLANS SAINTE HONORINE

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (seconde affectation + bonus) 109 584,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ACR
Adresse administrative	:	72 RUE DESIRE CLEMENT 78700 CONFLANS-SAINTE-HONORINE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Françoise LEGER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

Cf. le récapitulatif, présenté sous forme de tableau, indiquant :
- le coût total du projet ;
- le montant annuel prévisionnel de la compensation régionale ;
- le Taux d'Intervention Régionale (TIR) en résultant ;
- le montant de la première affection ;
- le montant de la seconde affectation ;
- l'effectif annuel prévisionnel.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération 2019 en €	Montant compensation annuelle prévisionnelle 2019	Taux d'intervention régional	Montant 1ère affectation 2019 en € Délibération n° CP 2019-038 du 24 janvier 2019	Montant solde de la compensation 2019 en € Délibération n° CP 2019-216 du 3 juillet 2019	Montant maximum du bonus en €	Montant 2ème affectation + bonus
78	**LES ATELIERS D'ACR CONFLANS**	**115**	**299 696,59**	**225 499,59**	**75,24%**	**135 299,75**	**90 199,84**	**19 384,16**	**109 584,00**

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	13 847,95	4,62%
Services extérieurs	68 984,43	23,02%
Autres services extérieurs	12 743,23	4,25%
charges de personnel	179 520,99	59,90%
Autres charges de gestion courante	19 600,00	6,54%
Dotations aux amortissements et aux provisions	5 000,00	1,67%
Total	299 696,60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	19 500,00	6,51%
Autres recettes	54 697,00	18,25%
compensation	225 499,59	75,24%
Total	299 696,59	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-216

DOSSIER N° 18015178 - ASSOCIATION ACR SAINT QUENTIN SUD YVELINES

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	**MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (seconde affectation + bonus) 95 279,29 €**

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ACR
Adresse administrative	:	72 RUE DESIRE CLEMENT 78700 CONFLANS-SAINTE-HONORINE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Françoise LEGER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- un diagnostic socio professionnel initial ;

- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

Cf. le récapitulatif, présenté sous forme de tableau, indiquant :
- le coût total du projet ;
- le montant annuel prévisionnel de la compensation régionale ;
- le Taux d'Intervention Régionale (TIR) en résultant ;
- le montant de la première affection ;
- le montant de la seconde affectation ;
- l'effectif annuel prévisionnel.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération 2019 en €	Montant compensation annuelle prévisionnelle 2019	Taux d'intervention régional	Montant 1ère affectation 2019 en € Délibération n° CP 2019-038 du 24 janvier 2019	Montant solde de la compensation 2019 en € Délibération n° CP 2019-216 du 3 juillet 2019	Montant maximum du bonus en €	Montant 2ème affectation + bonus
78	**ACR ST QUENTIN EN YVELINES**	**100**	**256 063,67**	**196 063,67**	**76,57%**	**117 638,20**	**78 425,47**	**16 853,82**	**95 279,29**

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	8 620,00	3,37%
Services extérieurs	45 924,44	17,93%
Autres services extérieurs	3 200,00	1,25%
Charges de personnel	173 832,27	67,89%
Autres charges de gestion courante	20 486,96	8,00%
Dotations aux amortissements et aux provisions	4 000,00	1,56%
Total	256 063,67	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	60 000,00	23,43%
compensation	196 063,67	76,57%
Total	256 063,67	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-216

DOSSIER N° 18015179 - LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DES YVELINES - FEDERATION DES YVELINES

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (seconde affectation + bonus) 92 571,19 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FEDERATION DES YVELINES
Adresse administrative	:	7 RUE DENIS PAPIN 78190 TRAPPES
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Jean-Pierre BONIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

Cf. le récapitulatif, présenté sous forme de tableau, indiquant :
- le coût total du projet ;
- le montant annuel prévisionnel de la compensation régionale ;
- le Taux d'Intervention Régionale (TIR) en résultant ;
- le montant de la première affection ;
- le montant de la seconde affectation ;
- l'effectif annuel prévisionnel.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération 2019 en €	Montant compensation annuelle prévisionnelle 2019	Taux d'intervention régional	Montant 1ère affectation 2019 en € Délibération n° CP 2019-038 du 24 janvier 2019	Montant solde de la compensation 2019 en € Délibération n° CP 2019-216 du 3 juillet 2019	Montant maximum du bonus en €	Montant 2ème affectation + bonus
78	**LIGUE 78**	**65**	**266 238,00**	**190 491,00**	**71,55%**	**114 294,60**	**76 196,40**	**16 374,79**	**92 571,19**

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	12 700,00	4,77%
Services extérieurs	6 518,00	2,45%
Autres services extérieurs	6 440,00	2,42%
Impôts, taxes et versements assimilés	14 500,00	5,45%
Charges de personnel	220 980,00	83,00%
Autres charges de gestion courante	5 100,00	1,92%
Total	266 238,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	19 500,00	7,32%
Autres fonds publics	41 000,00	15,40%
Entreprises et OPCA	15 247,00	5,73%
compensation	190 491,00	71,55%
Total	266 238,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 18015180 - ASSOCIATION FILIGRANE

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (seconde affectation + bonus) 97 015,67 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION FILIGRANE
Adresse administrative	:	CENTRE D'AFFAIRES LES IRIS 91130 RIS ORANGIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Rodrigue ABOSSOLO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- un diagnostic socio professionnel initial ;

- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

Cf. le récapitulatif, présenté sous forme de tableau, indiquant :
- le coût total du projet ;
- le montant annuel prévisionnel de la compensation régionale ;
- le Taux d'Intervention Régionale (TIR) en résultant ;
- le montant de la première affection ;
- le montant de la seconde affectation ;
- l'effectif annuel prévisionnel.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération 2019 en €	Montant compensation annuelle prévisionnelle 2019	Taux d'intervention régional	Montant 1ère affectation 2019 en € Délibération n° CP 2019-038 du 24 janvier 2019	Montant solde de la compensation 2019 en € Délibération n° CP 2019-216 du 3 juillet 2019	Montant maximum du bonus en €	Montant 2ème affectation + bonus
91	FILIGRANE	120	293 636,75	199 636,75	67,99%	119 782,05	79 854,70	17 160,97	97 015,67

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	33 180,00	11,30%
Services extérieurs	61 710,00	21,02%
Autres services extérieurs	14 680,00	5,00%
Charges de personnel	176 466,75	60,10%
Autres charges de gestion courante	2 600,00	0,89%
Charges exceptionnelles	2 500,00	0,85%
Dotations aux amortissements et aux provisions	2 500,00	0,85%
Total	293 636,75	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	58 000,00	19,75%
Autres fonds publics	26 000,00	8,85%
Entreprises et OPCA	2 000,00	0,68%
Particuliers	2 000,00	0,68%
Autres recettes	6 000,00	2,04%
Compensation	199 636,75	67,99%
Total	293 636,75	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 18015181 - ASSOCIATION REPERES

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (seconde affectation + bonus) 109 827,18 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION REPERES
Adresse administrative	:	35 RUE DANAUX 91220 BRETIGNY-SUR-ORGE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Michel VAUTRIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- un diagnostic socio professionnel initial ;

- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

Cf. le récapitulatif, présenté sous forme de tableau, indiquant :
- le coût total du projet ;
- le montant annuel prévisionnel de la compensation régionale ;
- le Taux d'Intervention Régionale (TIR) en résultant ;
- le montant de la première affection ;
- le montant de la seconde affectation ;
- l'effectif annuel prévisionnel.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération 2019 en €	Montant compensation annuelle prévisionnelle 2019	Taux d'intervention régional	Montant 1ère affectation 2019 en € Délibération n° CP 2019-038 du 24 janvier 2019	Montant solde de la compensation 2019 en € Délibération n° CP 2019-216 du 3 juillet 2019	Montant maximum du bonus en €	Montant 2ème affectation + bonus
91	**REPERES**	**90**	**389 500,00**	**226 000,00**	**58,02%**	**135 600,00**	**90 400,00**	**19 427,18**	**109 827,18**

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	13 700,00	3,52%
Services extérieurs	57 000,00	14,63%
Autres services extérieurs	46 500,00	11,94%
Impôts, taxes et versements assimilés	2 000,00	0,51%
Charges de personnel	255 000,00	65,47%
Charges financières	300,00	0,08%
Dotations aux amortissements et aux provisions	15 000,00	3,85%
Total	389 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	133 500,00	34,27%
Autres recettes	30 000,00	7,70%
Compensation	226 000,00	58,02%
Total	389 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 18015182 - INSTEP LEO LAGRANGE ILE DE FRANCE

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (seconde affectation + bonus) 62 671,29 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	INSTEP LEO LAGRANGE ILE DE FRANCE
Adresse administrative	:	8 RUE CHARLES MICHELS 93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Jean-Loup CHAUMET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

Cf. le récapitulatif, présenté sous forme de tableau, indiquant :
- le coût total du projet ;
- le montant annuel prévisionnel de la compensation régionale ;
- le Taux d'Intervention Régionale (TIR) en résultant ;
- le montant de la première affection ;
- le montant de la seconde affectation ;
- l'effectif annuel prévisionnel.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération 2019 en €	Montant compensation annuelle prévisionnelle 2019	Taux d'intervention régional	Montant 1ère affectation 2019 en € Délibération n° CP 2019-038 du 24 janvier 2019	Montant solde de la compensation 2019 en € Délibération n° CP 2019-216 du 3 juillet 2019	Montant maximum du bonus en €	Montant 2ème affectation + bonus
91	INSTEP L. LAGRANGE	40	164 063,63	128 963,63	78,61%	77 378,18	51 585,45	11 085,84	62 671,29

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	2 500,00	1,52%
Services extérieurs	14 875,00	9,07%
Autres services extérieurs	1 328,32	0,81%
Charges de personnel	133 730,02	81,51%
Autres charges de gestion courante	11 630,29	7,09%
Total	164 063,63	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Particuliers	12 900,00	7,86%
Autres recettes	22 200,00	13,53%
Compensation	128 963,63	78,61%
Total	164 063,63	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 18015183 - ASSOCIATION DE FORMATION ET AIDE A LA REINSERTION (FAIRE 92)

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (seconde affectation + bonus) 107 300,18 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	FAIRE ASSOCIATION DE FORMATION ET AIDE A LA REINSERTION
Adresse administrative	:	48 RUE DE L'AMIRAL MOUCHEZ 75014 PARIS 14
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Michel PERETTI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :

1.Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

Cf. le récapitulatif, présenté sous forme de tableau, indiquant :
- le coût total du projet ;
- le montant annuel prévisionnel de la compensation régionale ;
- le Taux d'Intervention Régionale (TIR) en résultant ;
- le montant de la première affection ;
- le montant de la seconde affectation ;
- l'effectif annuel prévisionnel.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération 2019 en €	Montant compensation annuelle prévisionnelle 2019	Taux d'intervention régional	Montant 1ère affectation 2019 en € Délibération n° CP 2019-038 du 24 janvier 2019	Montant solde de la compensation 2019 en € Délibération n° CP 2019-216 du 3 juillet 2019	Montant maximum du bonus en €	Montant 2ème affectation + bonus
92	FAIRE 92	110	276 000,00	220 800,00	80,00%	132 480,00	88 320,00	18 980,18	107 300,18

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	7 653,13	2,77%
Services extérieurs	27 511,93	9,97%
Autres services extérieurs	17 780,96	6,44%
Impôts, taxes et versements assimilés	11 432,23	4,14%
Charges de personnel	178 863,05	64,81%
Autres charges de gestion courante	32 758,70	11,87%
Total	276 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autres fonds publics	46 000,00	16,67%
Particuliers	9 200,00	3,33%
Compensation	220 800,00	80,00%
Total	276 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 18015184 - AGIR COMBATTRE REUNIR DES HAUTS DE SEINE (ACR)

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (seconde affectation + bonus) 109 584,30 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ACR
Adresse administrative	:	72 RUE DESIRE CLEMENT 78700 CONFLANS-SAINTE-HONORINE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Françoise LEGER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- un diagnostic socio professionnel initial ;

- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

Cf. le récapitulatif, présenté sous forme de tableau, indiquant :
- le coût total du projet ;
- le montant annuel prévisionnel de la compensation régionale ;
- le Taux d'Intervention Régionale (TIR) en résultant ;
- le montant de la première affection ;
- le montant de la seconde affectation ;
- l'effectif annuel prévisionnel.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération 2019 en €	Montant compensation annuelle prévisionnelle 2019	Taux d'intervention régional	Montant 1ère affectation 2019 en € Délibération n° CP 2019-038 du 24 janvier 2019	Montant solde de la compensation 2019 en € Délibération n° CP 2019-216 du 3 juillet 2019	Montant maximum du bonus en €	Montant 2ème affectation + bonus
92	**ACR 92**	**115**	**302 759,22**	**225 500,22**	**74,48%**	**135 300,13**	**90 200,09**	**19 384,21**	**109 584,30**

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	9 400,00	3,10%
Services extérieurs	96 619,55	31,91%
Autres services extérieurs	13 505,79	4,46%
Charges de personnel	162 313,88	53,61%
Autres charges de gestion courante	18 040,00	5,96%
Dotations aux amortissements et aux provisions	2 880,00	0,95%
Total	302 759,22	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autres recettes	77 259,00	25,52%
Compensation	225 500,22	74,48%
Total	302 759,22	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 18015185 - ASSOCIATION RELAIS POUR L'EDUCATION ET L'INSERTION DES JEUNES (ARPEIJE)

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (seconde affectation + bonus) 95 992,81 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ARPEIJE
Adresse administrative	:	54 RUE DU MOULIN DE PIERRE 92140 CLAMART
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Anne-Marie FAYOLLE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

Cf. le récapitulatif, présenté sous forme de tableau, indiquant :
- le coût total du projet ;
- le montant annuel prévisionnel de la compensation régionale ;
- le Taux d'Intervention Régionale (TIR) en résultant ;
- le montant de la première affection ;
- le montant de la seconde affectation ;
- l'effectif annuel prévisionnel.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération 2019 en €	Montant compensation annuelle prévisionnelle 2019	Taux d'intervention régional	Montant 1ère affectation 2019 en € Délibération n° CP 2019-038 du 24 janvier 2019	Montant solde de la compensation 2019 en € Délibération n° CP 2019-216 du 3 juillet 2019	Montant maximum du bonus en €	Montant 2ème affectation + bonus
92	**ARPEIJE**	**78**	**246 914,93**	**197 531,94**	**80,00%**	**118 519,16**	**79 012,78**	**16 980,03**	**95 992,81**

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	9 992,40	4,05%
Services extérieurs	12 558,63	5,09%
Autres services extérieurs	22 301,22	9,03%
Impôts, taxes et versements assimilés	8 402,70	3,40%
Charges de personnel	189 117,98	76,59%
Dotations aux amortissements et aux provisions	4 542,00	1,84%
Total	246 914,93	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	14 000,00	5,67%
Autres fonds publics	12 000,00	4,86%
Autres recettes	23 382,99	9,47%
Compensation	197 531,94	80,00%
Total	246 914,93	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 18015186 - ASSOCIATION AURORE ODYSSEE

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (seconde affectation + bonus) 109 114,27 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION AURORE
Adresse administrative	:	34 BOULEVARD SEBASTOPOL 75004 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Pierre COPPEY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- un diagnostic socio professionnel initial ;

- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

Cf. le récapitulatif, présenté sous forme de tableau, indiquant :
- le coût total du projet ;
- le montant annuel prévisionnel de la compensation régionale ;
- le Taux d'Intervention Régionale (TIR) en résultant ;
- le montant de la première affection ;
- le montant de la seconde affectation ;
- l'effectif annuel prévisionnel.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération 2019 en €	Montant compensation annuelle prévisionnelle 2019	Taux d'intervention régional	Montant 1ère affectation 2019 en € Délibération n° CP 2019-038 du 24 janvier 2019	Montant solde de la compensation 2019 en € Délibération n° CP 2019-216 du 3 juillet 2019	Montant maximum du bonus en €	Montant 2ème affectation + bonus
93	AURORE / EDI ODYSSEE	120	282 501,00	224 533,00	79,48%	134 719,80	89 813,20	19 301,07	109 114,27

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	11 000,00	3,89%
Services extérieurs	33 692,00	11,93%
Autres services extérieurs	29 959,00	10,60%
Impôts, taxes et versements assimilés	14 966,00	5,30%
Charges de personnel	171 528,00	60,72%
Autres charges de gestion courante	16 456,00	5,83%
Dotations aux amortissements et aux provisions	4 900,00	1,73%
Total	282 501,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	40 000,00	14,16%
Autres fonds publics	7 500,00	2,65%
Autres recettes	10 468,00	3,71%
Compensation	224 533,00	79,48%
Total	282 501,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 18015187 - ASSOCIATION AURORE S'PASSE 24

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (seconde affectation + bonus) 109 341,21 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION AURORE
Adresse administrative	:	34 BOULEVARD SEBASTOPOL 75004 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Pierre COPPEY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- un diagnostic socio professionnel initial ;

- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

Cf. le récapitulatif, présenté sous forme de tableau, indiquant :
- le coût total du projet ;
- le montant annuel prévisionnel de la compensation régionale ;
- le Taux d'Intervention Régionale (TIR) en résultant ;
- le montant de la première affection ;
- le montant de la seconde affectation ;
- l'effectif annuel prévisionnel.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération 2019 en €	Montant compensation annuelle prévisionnelle 2019	Taux d'intervention régional	Montant 1ère affectation 2019 en € Délibération n° CP 2019-038 du 24 janvier 2019	Montant solde de la compensation 2019 en € Délibération n° CP 2019-216 du 3 juillet 2019	Montant maximum du bonus en €	Montant 2ème affectation + bonus
93	**AURORE / EDI SPASSE 24**	**120**	**327 000,00**	**225 000,00**	**68,81%**	**135 000,00**	**90 000,00**	**19 341,21**	**109 341,21**

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	10 000,00	3,06%
Services extérieurs	43 185,00	13,21%
Autres services extérieurs	17 952,00	5,49%
Impôts, taxes et versements assimilés	18 690,00	5,72%
charges de personnel	214 213,00	65,51%
Autres charges de gestion courante	16 960,00	5,19%
Dotations aux amortissements et aux provisions	6 000,00	1,83%
Total	327 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	90 000,00	27,52%
Autres fonds publics	12 000,00	3,67%
Compensation	225 000,00	68,81%
Total	327 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-216

DOSSIER N° 18015188 - ASS SAUVEGARDE ET ADOLESCENCE DE SEINE SAINT DENIS (ADSEA 93)

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (seconde affectation + bonus) 108 855,25 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ADSEA 93 ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DE SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE
Adresse administrative	:	41 RUE DE MOSCOU 93000 BOBIGNY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Alain LAVALLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

Cf. le récapitulatif, présenté sous forme de tableau, indiquant :
- le coût total du projet ;
- le montant annuel prévisionnel de la compensation régionale ;
- le Taux d'Intervention Régionale (TIR) en résultant ;
- le montant de la première affection ;
- le montant de la seconde affectation ;
- l'effectif annuel prévisionnel.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération 2019 en €	Montant compensation annuelle prévisionnelle 2019	Taux d'intervention régional	Montant 1ère affectation 2019 en € Délibération n° CP 2019-038 du 24 janvier 2019	Montant solde de la compensation 2019 en € Délibération n° CP 2019-216 du 3 juillet 2019	Montant maximum du bonus en €	Montant 2ème affectation + bonus
93	SAUVEGARDE 93 / EDI NORD OUEST	100	339 953,80	224 000,00	65,89%	134 400,00	89 600,00	19 255,25	108 855,25

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	56 600,00	16,65%
Services extérieurs	21 500,00	6,32%
Autres services extérieurs	12 900,00	3,79%
Impôts, taxes et versements assimilés	16 070,11	4,73%
Charges de personnel	203 320,69	59,81%
Autres charges de gestion courante	27 666,00	8,14%
Dotations aux amortissements et aux provisions	1 897,00	0,56%
Total	339 953,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
collectivités territoriales	64 000,00	18,83%
Autres fonds publics	45 000,00	13,24%
Autres recettes	6 953,80	2,05%
Compensation	224 000,00	65,89%
Total	339 953,80	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-216

DOSSIER N° 18015189 - ACTION PREVENTION SPORT

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (seconde affectation + bonus) 109 827,18 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	APS ACTION PREVENTION SPORT ILE DE FRANCE
Adresse administrative	:	7 RUE ROLAND MARTIN 94500 CHAMPIGNY-SUR-MARNE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Benjamin BURLOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

Cf. le récapitulatif, présenté sous forme de tableau, indiquant :
- le coût total du projet ;
- le montant annuel prévisionnel de la compensation régionale ;
- le Taux d'Intervention Régionale (TIR) en résultant ;
- le montant de la première affection ;
- le montant de la seconde affectation ;
- l'effectif annuel prévisionnel.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération 2019 en €	Montant compensation annuelle prévisionnelle 2019	Taux d'intervention régional	Montant 1ère affectation 2019 en € Délibération n° CP 2019-038 du 24 janvier 2019	Montant solde de la compensation 2019 en € Délibération n° CP 2019-216 du 3 juillet 2019	Montant maximum du bonus en €	Montant 2ème affectation + bonus
94	**APS**	**105**	**426 407,11**	**226 000,00**	**53,00%**	**135 600,00**	**90 400,00**	**19 427,18**	**109 827,18**

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	50 938,35	11,95%
Services extérieurs	90 604,49	21,25%
Autres services extérieurs	36 806,62	8,63%
Impôts, taxes et versements assimilés	550,40	0,13%
Charges de personnel	231 967,50	54,40%
Autres charges de gestion courante	2 500,00	0,59%
Dotations aux amortissements et aux provisions	13 039,75	3,06%
Total	426 407,11	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
collectivités territoriales	52 000,00	12,19%
Autres fonds publics	36 000,00	8,44%
Entreprises et OPCA	100 000,00	23,45%
Autres recettes	12 407,11	2,91%
Compensation	226 000,00	53,00%
Total	426 407,11	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 18015190 - AURORE L'ARCHE

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (seconde affectation + bonus) 94 049,97 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION AURORE
Adresse administrative	:	34 BOULEVARD SEBASTOPOL 75004 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Pierre COPPEY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- un diagnostic socio professionnel initial ;

- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

Cf. le récapitulatif, présenté sous forme de tableau, indiquant :
- le coût total du projet ;
- le montant annuel prévisionnel de la compensation régionale ;
- le Taux d'Intervention Régionale (TIR) en résultant ;
- le montant de la première affection ;
- le montant de la seconde affectation ;
- l'effectif annuel prévisionnel.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération 2019 en €	Montant compensation annuelle prévisionnelle 2019	Taux d'intervention régional	Montant 1ère affectation 2019 en € Délibération n° CP 2019-038 du 24 janvier 2019	Montant solde de la compensation 2019 en € Délibération n° CP 2019-216 du 3 juillet 2019	Montant maximum du bonus en €	Montant 2ème affectation + bonus
77	AURORE / EDI L'ARCHE	80	241 917,00	193 534,00	80,00%	116 120,40	77 413,60	16 636,37	94 049,97

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	9 800,00	4,05%
Services extérieurs	13 100,00	5,42%
Autres services extérieurs	36 250,00	14,98%
Impôts, taxes et versements assimilés	13 161,00	5,44%
charges de personnel	150 848,00	62,36%
Autres charges de gestion courante	14 091,00	5,82%
Dotations aux amortissements et aux provisions	4 667,00	1,93%
Total	241 917,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autres fonds publics	48 383,00	20,00%
Compensation	193 534,00	80,00%
Total	241 917,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 18015191 - ASSOCIATION DE FORMATION ET AIDE A LA REINSERTION (FAIRE 94)

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (Seconde affectation + bonus) 109 827,18 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	FAIRE ASSOCIATION DE FORMATION ET AIDE A LA REINSERTION
Adresse administrative	:	48 RUE DE L'AMIRAL MOUCHEZ 75014 PARIS 14
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Michel PERETTI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

Cf. le récapitulatif, présenté sous forme de tableau, indiquant :
- le coût total du projet ;
- le montant annuel prévisionnel de la compensation régionale ;
- le Taux d'Intervention Régionale (TIR) en résultant ;
- le montant de la première affection ;
- le montant de la seconde affectation ;
- l'effectif annuel prévisionnel.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération 2019 en €	Montant compensation annuelle prévisionnelle 2019	Taux d'intervention régional	Montant 1ère affectation 2019 en € Délibération n° CP 2019-038 du 24 janvier 2019	Montant solde de la compensation 2019 en € Délibération n° CP 2019-216 du 3 juillet 2019	Montant maximum du bonus en €	Montant 2ème affectation + bonus
94	**FAIRE 94**	**110**	**335 000,00**	**226 000,00**	**67,46%**	**135 600,00**	**90 400,00**	**19 427,18**	**109 827,18**

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	21 585,74	6,44%
Services extérieurs	56 442,02	16,85%
Autres services extérieurs	21 018,00	6,27%
Impôts et taxes et versements assimilés	12 676,26	3,78%
Charges de personnel	198 866,52	59,36%
Autres charges de gestion courante	24 411,46	7,29%
Total	335 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	35 000,00	10,45%
Autres fonds publics	74 000,00	22,09%
Compensation	226 000,00	67,46%
Total	335 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-216

DOSSIER N° 18015192 - LA MONTAGNE VIVRA

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (seconde affectation + bonus) 108 605,96 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LA MONTAGNE VIVRA
Adresse administrative	:	18 RUE THIBAULT CHABRAND 95240 CORMEILLES EN PARISIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Patrice BLOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- un diagnostic socio professionnel initial ;

- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

Cf. le récapitulatif, présenté sous forme de tableau, indiquant :
- le coût total du projet ;
- le montant annuel prévisionnel de la compensation régionale ;
- le Taux d'Intervention Régionale (TIR) en résultant ;
- le montant de la première affection ;
- le montant de la seconde affectation ;
- l'effectif annuel prévisionnel.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération 2019 en €	Montant compensation annuelle prévisionnelle 2019	Taux d'intervention régional	Montant 1ère affectation 2019 en € Délibération n° CP 2019-038 du 24 janvier 2019	Montant solde de la compensation 2019 en € Délibération n° CP 2019-216 du 3 juillet 2019	Montant maximum du bonus en €	Montant 2ème affectation + bonus
95	LA MONTAGNE VIVRA	120	323 757,01	223 487,01	69,03%	134 092,21	89 394,80	19 211,16	108 605,96

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	34 723,31	10,73%
Services extérieurs	25 999,96	8,03%
Autres services extérieurs	6 698,95	2,07%
Impôts, taxes et versements assimilés	18 596,69	5,74%
Charges de personnel	237 198,89	73,26%
Dotations aux amortissements et aux provisions	539,22	0,17%
Total	323 757,02	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	87 900,00	27,15%
Autres recettes	12 370,00	3,82%
Compensation	223 487,01	69,03%
Total	323 757,01	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 18015193 - ASSOCIATION IMAJ (EDI CHRYSALIDE)

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (seconde affectation + bonus) 109 827,18 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	IMAJ INITIATIVES MULTIPLES ACTION JEUNE
Adresse administrative	:	RUE LOUISE MICHEL 95570 BOUFFEMONT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Michèle ALART, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

Cf. le récapitulatif, présenté sous forme de tableau, indiquant :
- le coût total du projet ;
- le montant annuel prévisionnel de la compensation régionale ;
- le Taux d'Intervention Régionale (TIR) en résultant ;
- le montant de la première affection ;
- le montant de la seconde affectation ;
- l'effectif annuel prévisionnel.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération 2019 en €	Montant compensation annuelle prévisionnelle 2019	Taux d'intervention régional	Montant 1ère affectation 2019 en € Délibération n° CP 2019-038 du 24 janvier 2019	Montant solde de la compensation 2019 en € Délibération n° CP 2019-216 du 3 juillet 2019	Montant maximum du bonus en €	Montant 2ème affectation + bonus
95	**IMAJ**	**100**	**446 849,00**	**226 000,00**	**50,58%**	**135 600,00**	**90 400,00**	**19 427,18**	**109 827,18**

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	14 663,00	3,28%
Services extérieurs	27 041,00	6,05%
Autres services extérieurs	35 197,00	7,88%
Impôts, taxes et versements assimilés	1 500,00	0,34%
Charges de personnel	354 090,00	79,24%
Dotations aux amortissements et aux provisions	14 358,00	3,21%
Total	446 849,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	34 000,00	7,61%
Autres fonds publics	119 864,00	26,82%
Entreprises et OPCA	24 000,00	5,37%
Autres recettes	42 985,00	9,62%
Compensation	226 000,00	50,58%
Total	446 849,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 18015194 - ASS DEP DE SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE DU VAL D'OISE (ADSEA 95) - ESPACE CESAME

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (seconde affectation + bonus) 109 827,18 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SAUVEGARDE DE L ENFANCE ET DE L ADOLESCENCE DU VAL D OISE
Adresse administrative	:	20 RUE LECHARPENTIER 95300 PONTOISE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Brigitte WERA, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

Cf. le récapitulatif, présenté sous forme de tableau, indiquant :
- le coût total du projet ;
- le montant annuel prévisionnel de la compensation régionale ;
- le Taux d'Intervention Régionale (TIR) en résultant ;
- le montant de la première affection ;
- le montant de la seconde affectation ;
- l'effectif annuel prévisionnel.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération 2019 en €	Montant compensation annuelle prévisionnelle 2019	Taux d'intervention régional	Montant 1ère affectation 2019 en € Délibération n° CP 2019-038 du 24 janvier 2019	Montant solde de la compensation 2019 en € Délibération n° CP 2019-216 du 3 juillet 2019	Montant maximum du bonus en €	Montant 2ème affectation + bonus
95	**SAUVEGARDE 95 / EDI CESAME**	**92**	**374 232,74**	**226 000,00**	**60,39%**	**135 600,00**	**90 400,00**	**19 427,18**	**109 827,18**

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	24 500,00	6,55%
Services extérieurs	16 600,00	4,44%
Autres services extérieurs	72 699,77	19,43%
Charges de personnel	235 782,97	63,00%
Autres charges de gestion courante	19 320,00	5,16%
Charges financières	400,00	0,11%
Dotations amortissements et provisions	4 930,00	1,32%
Total	374 232,74	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	130 220,00	34,80%
Autres recettes	18 012,74	4,81%
Compensation	226 000,00	60,39%
Total	374 232,74	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

Annexe 2 : Avenant annuel type

«Bénéficiaire»
«Code_SIRET»
«N_Action_Safir»

AVENANT N° 1

A LA CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS NOTIFIE LE «Date_notification_COM»

Article 1 : ***Objet***

Le présent avenant a pour objet de fixer le montant maximal de la juste compensation financière annuelle allouée à l'«Bénéficiaire» au titre de l'année 2019 conformément aux dispositions de la convention d'objectifs et de moyens adoptée par la délibération du Conseil régional d'Ile-de-France n°2018-393 du 17/10/2018.

Article 2 : ***Montant de la juste compensation financière annuelle***

Le montant maximum de la juste compensation financière annuelle, octroyée par la Région Ile-de-France au titre de l'année 2019 est fixé à «montant_total_affectations» €.

Une part de la juste compensation financière annuelle au titre de 2019 correspond à des financements complémentaires s'élevant à XXX € au titre du PACTE régional d'investissement dans les compétences. L'attribution de ce financement est conditionnée à la signature par la région d'un PACTE régional d'investissement dans les compétences au titre de l'année de signature du présent avenant, sans préjuger de la nature et des montants financiers finalement retenus dans ce cadre.

La juste compensation financière annuelle au titre de l'année 2019 se décompose en :
- une compensation annuelle de «Montant_total_de_la_subvention» €, représentant «TIR»% du montant annuel estimé des coûts de fonctionnement
- un bonus lié au plan d'amélioration de service de «Montant_maxi_bonus» €, conditionnée à l'atteinte des objectifs définis à l'article 3 ;

La juste compensation annuelle fait l'objet de deux versements :

- Une avance de «Montant_de_lavance» € déjà versée suite à la délibération n° CP 2019-026 du 24/01/2019
- Un solde de «Montant_du_solde» € compte tenu du montant de la juste compensation financière annuelle au titre de 2019 arrêté au premier alinéa du présent article, conformément à la délibération n° «Numéro_de_rapport» du «Date_de_délibération».

Article 3 : ***Modalités de calcul du bonus lié au plan d'amélioration de service***

Ce bonus est calculé en fonction de l'atteinte d'objectifs fixés lors du comité de pilotage. Il est divisé en trois parts :

- Part 1, versée en fonction de l'atteinte des objectifs en termes de niveau des jeunes à l'entrée, correspondant à 30% du montant total du bonus, soit XXXXX € maximum ;

- Part 2, versée en fonction de l'atteinte des objectifs en termes de taux d'abandons, correspondant à 30% du montant total du bonus, soit XXXXX € maximum ;
- Part 3, versée en fonction de l'atteinte des objectifs en termes de taux de sorties positives, correspondant à 40% du montant total du bonus, soit XXXXX € maximum.

Le calcul du montant du bonus pouvant être versé pour chaque objectif s'effectue au regard de l'atteinte de résultats précisés dans le tableau figurant dans la fiche projet annexée au présent avenant (annexe n°1).

Article 4 : ***Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants dans le cadre de la mesure 100 000 stages***
Le bénéficiaire s'engage à recruter «Nb_stagiaires_100_000_stages» stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur « mes démarches » selon les modalités qui lui seront communiquées par la Région.
Le bénéficiaire s'engage à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc.) dans leur déroulement.

Article 5 : ***Obligations en lien avec la loi informatique et libertés***
Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter :

- la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.
- les clauses de sous-traitance relative à la protection des données à caractère personnel décrites dans l'annexe à la présente convention.

Le responsable de traitement au sens de l'article 4 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement et du Conseil est la Région Ile-de-France, représentée par la Présidente du conseil régional, Mme Valérie Pécresse, en vertu de la délibération CR 93-15 du 18 décembre 2015, sise 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine.

Au sens de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, la structure gestionnaire est responsable du traitement de données afférentes aux auditeurs accueillis.
Conformément à la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978, les auditeurs bénéficient d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui les concernent. S'ils souhaitent exercer ce droit pour obtenir communication des informations les concernant, ils doivent en faire la demande par courrier à Pôle Développement - Direction de la Formation Professionnelle, 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine.

Le non-respect par la structure gestionnaire de cette obligation d'information est sanctionné par la résiliation anticipée de la convention par la Région conformément aux dispositions prévues à l'article 9 de la convention d'objectifs et de moyens notifiée le xxxxxxx.

Le bénéficiaire de la compensation s'engage à signer les clauses de sous-traitance relatives à la protection des données à caractère personnel annexées au présent avenant (annexe 2)

Article 6 ***: Restitution de la compensation***
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la compensation

versée au regard de la qualité des actions réalisées, et notamment en cas de sous-réalisation significative de l'objectif de jeunes accueillis. Le contrôle des réalisations est effectué à partir des données renseignées par les E2c dans les systèmes d'information de la Région (SAFIR, mes démarches), ainsi que lors des contrôles sur pièces ou sur place.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la compensation versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.
En cas de surcompensation, la Région procèdera à la récupération des aides trop perçues.

Article 7 : *Date d'effet de l'avenant*
Le présent avenant prend effet à compter de la date d'attribution, par l'assemblée délibérante, de la compensation à la structure bénéficiaire, sauf mention contraire prévue par la délibération.

La Présidente de la Région Ile-de-France **Le Président de l'«Bénéficiaire»**

ANNEXE N°1

FICHE PROJET

Annexe 2

Clauses de sous-traitance relative à la protection des données à caractère personnel

I. Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « ***le règlement européen sur la protection des données*** ») .

II. Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) décrit dans l'extrait de la fiche de registre ci-jointe.

La nature des opérations réalisées sur les données est :

☒ Collecte de données

☒ Enregistrement de données

☐ Organisation de données

☐ Structuration de données

☒ Conservation de données

☒ Adaptation ou modification de données

☐ Extraction de données

☒ Consultation de données

☐ Utilisation de données

☒ Communication de données (transmission ou toute autre forme de mise à disposition)

☐ Rapprochement de données

☐ Interconnexion de données

☐ Limitation de données

☒ Effacement de données

☒ Destruction de données

La ou les finalité(s) du traitement sont la gestion de la formation professionnelle (Passation des marchés publics de la formation et gestion des subventions associées, suivi des actions de formation, récupération des données pédagogiques et financières, processus d'amélioration continue).

Les données à caractère personnel traitées sont :
Données non sensibles

☒ Etat civil, identité, données d'identification, images

☒ Vie personnelle (habitudes de vie, situation familiale, diplômes…)

☒ Informations d'ordre économique et financier (revenus, situation financière, situation fiscale…)

☒ Données de connexion (logs, adresse IP…)

☐Données de localisation (déplacements, données GPS, données GSM…)

Données à caractère sensible

☐ Données relevant de la prétendue origine raciale ou ethnique

☐ Données révélant des opinions politiques

☐ Données révélant des convictions religieuses ou philosophiques

☐ Données révélant l'appartenance syndicale

☐ Données génétiques

☐ Données biométriques aux fins d'identifier de manière unique une personne

☐ Données concernant la santé

☐ Données concernant l'orientation sexuelle ou la vie sexuelle

☐ Données relatives aux condamnations pénales ou aux infractions

☒ Numéro d'identification dans un registre national unique (NIR)

Les **catégories de personnes** concernées sont

☐ Agents régionaux

☒ Stagiaires de la formation professionnelle

☐ Lycéens

☐ Etudiants

☐ Bénéficiaires des fonds structurels

☐ Personnes morales

☐ Particuliers

☐Autres, préciser

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires suivantes : guide de procédures, charte de récolte de données, modèle contrat de formation…

III. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement

Le sous-traitant s'engage à :

1. Traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la sous-traitance

2. Traiter les données **conformément aux instructions documentées** du responsable de traitement

2.1 Devoir de conseil :
Au titre de son devoir de conseil, si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le responsable de traitement.

2.2 Devoir d'information
Au titre de son devoir d'information, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public

3. Garantir la **confidentialité, l'intégrité et la disponibilité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat et pouvoir retracer l'accès à ces données

4. Veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent contrat:

- s'engagent à respecter la **confidentialité** ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
- reçoivent l'i**nformation** et la **formation** nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
-

5. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**

6. **Sous-traitance**
Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « ***le sous-traitant ultérieur*** ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai maximum de 21 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations relatives à la protection des données pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

7. **Droit d'information des personnes concernées**
Le sous-traitant, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de

données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le responsable de traitement avant la collecte de données.

8. **Exercice des droits des personnes**
Dans toute la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).
Le sous-traitant doit répondre, au nom et pour le compte du responsable de traitement et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat.
Le sous-traitant informe systématiquement et dans les meilleurs délais le responsable de traitement des demandes et des réponses effectuées dans ce cadre.

9. **Notification des violations de données à caractère personnel**
Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et si possible, 24 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant par mail à l'adresse suivante : alertergpd@iledefrance.fr . Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :
- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

10. **Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations**
Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.
Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

11. **Mesures de sécurité**
Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité décrites dans la section « Obligations du titulaire à l'égard du stagiaire » du marché.

12. **Sort des données**
Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s'engage à :

- à renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction selon la procédure indiquée par le service des archives.

13. **Délégué à la protection des données**

Le sous-traitant communique au responsable de traitement **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données

14. **Registre des catégories d'activités de traitement**

Le sous-traitant déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
    - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
    - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
    - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
    - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

15. **Documentation**

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la **documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

IV. Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant

Le responsable de traitement s'engage à :

1. fournir au sous-traitant les données visées au II des présentes clauses
2. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant
3. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant
4. superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le..... Le.....

L’organisme nom, qualité du signataire et cachet du bénéficiaire	**La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France**

Annexe 3 : Fiches projets E2c

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-216

DOSSIER N° 18014792 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE PARIS
2EME AFFECTATION - SOLDE 2019

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)
Délibération Cadre : CP2018-393 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	335 144,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	E2C PARIS ECOLE DE LA 2E CHANCE DE PARIS
Adresse administrative	:	47 RUE D'AUBERVILLIERS 75018 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Denis BOUCHARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :

L'E2C Paris vise à accompagner 430 jeunes dans l'élaboration de leur projet professionnel et personnel au travers de trois axes principaux :
- Permettre l'acquisition des connaissances ouvrant l'accès à l'emploi choisi ou à une formation ;
- Aider à la définition, puis à la confirmation d'un projet professionnel à partir d'une alternance "École / Entreprises";
- Offrir un lieu d'éducation, de rencontres et d'apprentissage de la vie sociale et citoyenne.

Les matières enseignées sont pratiquées sous forme individualisée, à partir d'un positionnement et adaptées en fonction du projet du jeune. Ainsi chacun des apprenants progresse à son rythme, selon son niveau et son objectif. Ces matières permettent la maîtrise des savoir de base : lire, écrire, s'exprimer en public, compter utiliser les outils multimédia et de communication actuels, mais aussi, connaître le monde contemporain autant que le terrain social et professionnel.
La succession de 4 à 7 stages, sur un parcours moyen de 6.5 mois, dans des entreprises diverses, complétée par des présentations de métiers assurées tant par des CFA que par des professionnels en activité chez nos partenaires, permettent la maturation d'un projet réaliste et choisi, plutôt que contraint.
L'E2c remet, en fin de parcours, une Attestation de Compétences Acquises qui établit la liste des compétences ou savoirs acquis – scolaires, professionnels, sociaux – validés tout au long du parcours.
En 2019, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 430 jeunes accueillis, répartis sur 2 sites.

Le nombre de stagiaires devant être accueilli par la structure au titre de la mesure 100 000 stages a été voté lors de l'attribution de l'avance.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant maximum de la compensation annuelle, bonus inclus, octroyée par la Région Ile-de-France au titre de l'année 2019 est fixé à 853 650,00 €
.
Elle se décompose en :
- une compensation annuelle de 813 000,00 € représentant 28,84% du montant annuel estimé des coûts de fonctionnement
- un bonus lié au plan d'amélioration de service de 40 650,00 €, conditionné à l'atteinte des objectifs définis dans les tableaux ci-dessous.

Cette compensation annuelle fait l'objet de deux affectations :
- Une avance de 518 505,60 € attribués lors de la commission permanente n° 2019-026 du 24 janvier 2019 ;
- Un solde de 335 144,40 € attribués lors de la commission permanente n° 2019-216 du 3 juillet 2019.

Objectif 1	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 1 versée	Montant
Pourcentage de stagiaires à l'entrée de niveau Vbis et VI	Résultat supérieur ou égal à 50	100%	12 195,00 €
	Résultat supérieur ou égal à 48 et inférieur à 50	75%	9 146,25 €
	Résultat supérieur ou égal à 46 et inférieur à 48	50%	6 097,50 €
	Résultat supérieur ou égal à 44 et inférieur à 46	25%	3 048,75 €
	Résultat inférieur à 44	0%	- €

Objectif 2	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 2 versée	Montant
Taux d'abandons (dont sorties en période d'essai et sorties sans solution) sur l'ensemble des sorties	Résultat inférieur ou égal à 28	100%	12 195,00 €
	Résultat supérieur à 28 et inférieur ou égal à 29	75%	9 146,25 €
	Résultat supérieur à 29 et inférieur ou égal à 30	50%	6 097,50 €
	Résultat supérieur à 30 et inférieur ou égal à 31	25%	3 048,75 €
	Résultat supérieur à 31	0%	- €

Objectif 3	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 3 versée	Montant
Taux de sorties positives (en emploi, alternance et formation), avec post-suivi	Résultat supérieur ou égal à 73	100%	16 260,00 €
	Résultat supérieur ou égal à 72 et inférieur à 73	75%	12 195,00 €
	Résultat supérieur ou égal à 71 et inférieur à 72	50%	8 130,00 €
	Résultat supérieur ou égal à 70 et inférieur à 71	25%	4 065,00 €
	Résultat inférieur à 70	0%	- €

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Coûts de mise en œuvre de l'action de base

	Déclaré	Retenu
60 Achats	85 000,00 €	85 000,00 €
61 Services extérieurs	144 549,00 €	144 549,00 €
62 Autres services extérieurs	467 434,00 €	467 434,00 €
63 Impôts, taxes et versements assimilés	93 500,00 €	93 500,00 €
64 Charges de personnel	1 412 126,00 €	1 412 126,00 €
65 Autres charges de gestion courante	26 000,00 €	26 000,00 €
66 Charges financières	121 064,00 €	121 064,00 €
67 Charges exceptionnelles (nature à préciser)	267 281,00 €	267 281,00 €
68 Dotations amortissement et provisions (lister les dotations liées aux équipements pédagogiques uniquement)	11 600,00 €	11 600,00 €
86 Valeurs inactives	190 704,00 €	190 704,00 €
Total coûts de mise en œuvre	**2 819 258,00 €**	**2 819 258,00 €**

Recettes action de base

Collectivités territoriales	400 000,00 €	400 000,00 €
Autres fonds publics	915 554,00 €	915 554,00 €
Entreprises et OPCA	500 000,00 €	500 000,00 €
Mises à disposition	190 704,00 €	190 704,00 €
Autres recettes	0,00 €	0,00 €
Total recettes	**2 006 258,00 €**	**2 006 258,00 €**

Montant net de la compensation	**813 000,00 €**	**813 000,00 €**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 18014793 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE SEINE ET MARNE
2ème AFFECTATION - SOLDE 2019

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)
Délibération Cadre : CP2018-393 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	433 704,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASS 2EME CHANCE SUD SEINE ET MARNE
Adresse administrative	:	6 RUE DU DOCTEUR ARTHUR PETIT 77130 MONTEREAU FAULT-SUR-YONNE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Benjamin CHKROUN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :
L'e2C 77 est portée par une association loi 1901 créée en février 2007. Elle a démarré son activité le 28 novembre 2007 avec l'ouverture du site de Montereau-Fault-Yonne. Elle a été labellisée en juin 2009 (label renouvelé en juillet 2014) par le Réseau National des E2C, puis s'est progressivement développée sur l'ensemble du département avec l'implantation de 3 autres sites (Melun en 2009, Meaux en 2010 et Chelles en 2013) accompagnée de l'augmentation des places d'accueil.

L'E2C propose un accompagnement global pour insérer socialement et professionnellement de jeunes adultes (18 à 25 ans) sortis sans qualification et sans diplôme du système scolaire. Le dispositif national E2C prend annuellement en charge 10 % des 150 000 jeunes qui, chaque année, viennent grossir les rangs des « décrocheurs ».

Le succès de ce dispositif réside d'une part dans la volonté du jeune à « vouloir s'en sortir » et d'autre part, dans l'individualisation du suivi du parcours mené en alternance – à part égale – entre des périodes au sein des Écoles elles-mêmes (remise à niveau des savoirs de base et activités d'ouverture vers l'extérieur) et des expériences en entreprise.

Deux axes forts charpentent le modèle de ce cursus : la stabilisation du parcours des jeunes et le développement de liens étroits avec les acteurs économiques locaux.
L'E2c 77 accueille 359 jeunes adultes Seine-et-Marnais sur 3 sites implantés à Montereau-Fault-Yonne (siège administratif), à Melun, et à Chelles.
Ces jeunes adultes bénéficient d'une rémunération, versée par la Région Ile-de-France selon leur situation sociale et familiale.
À l'issue de cette formation qui alterne périodes d'apprentissage (3 semaines) et périodes d'immersion en entreprises (5 semaines), 60% des bénéficiaires de l'E2C 77 accèdent à l'autonomie sociale et professionnelle.

En 2019, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 440 jeunes accueillis, répartis sur 4 sites.
Le nombre de stagiaires devant être accueilli par la structure au titre de la mesure 100 000 stages a été voté lors de l'attribution de l'avance.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant maximum de la compensation annuelle, financement à la performance et financement PACTE inclus, octroyée par la Région Ile-de-France au titre de l'année 2019 est fixé à 913 704,40 €.
Elle se décompose en :
- une compensation annuelle de 870 194,70 € représentant 33,33 % du montant annuel estimé des coûts de fonctionnement ;
- un bonus lié au plan d'amélioration de service de 43 509,70 €, conditionné à l'atteinte des objectifs définis dans les tableaux ci-dessous.

La compensation annuelle comprend un financement complémentaire de 70 194 € au titre du PACTE régional d'investissement dans les compétences.

Cette compensation annuelle fait l'objet de trois affectations :
- Une avance de 480 000,00 € attribués lors de la commission permanente n° 2019-026 du 24 janvier 2019 ;
- Une affectation de 433 704,40 € attribués lors de la commission permanente n° 2019-216 du 3 juillet 2019, et qui fait l'objet du présent dossier ;

Objectif 1	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 1 versée	Montant
Pourcentage de stagiaires à l'entrée de niveau Vbis et VI	Résultat supérieur ou égal à 39	100%	13 052,91 €
	Résultat supérieur ou égal à 37 et inférieur à 39	75%	9 789,68 €
	Résultat supérieur ou égal à 35 et inférieur à 37	50%	6 526,46 €
	Résultat supérieur ou égal à 33 et inférieur à 35	25%	3 263,23 €
	Résultat inférieur à 33	0%	- €

Objectif 2	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 2 versée	Montant
Taux d'abandons (dont sorties en période d'essai et sorties sans solution) sur l'ensemble des sorties	Résultat inférieur ou égal à 35	100%	13 052,91 €
	Résultat supérieur à 35 et inférieur ou égal à 36	75%	9 789,68 €
	Résultat supérieur à 36 et inférieur ou égal à 37	50%	6 526,46 €
	Résultat supérieur à 37 et inférieur ou égal à 38	25%	3 263,23 €
	Résultat supérieur à 38	0%	- €

Objectif 3	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 3 versée	Montant
Taux de sorties positives (en emploi, alternance et formation), avec post-suivi	Résultat supérieur ou égal à 67	100%	17 403,88 €
	Résultat supérieur ou égal à 66 et inférieur à 67	75%	13 052,91 €
	Résultat supérieur ou égal à 65 et inférieur à 66	50%	8 701,94 €
	Résultat supérieur ou égal à 64 et inférieur à 65	25%	4 350,97 €
	Résultat inférieur à 64	0%	- €

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

Coûts de mise en œuvre de l'action de base

		Déclaré [A]	Retenu [B]
60 Achats		132 855,57 €	132 855,57 €
61 Services extérieurs		358 600,84 €	358 600,84 €
62 Autres services extérieurs		166 565,00 €	166 565,00 €
63 Impôts, taxes et versements assimilés		135 384,00 €	135 384,00 €
64 Charges de personnel		1 776 497,85 €	1 776 497,85 €
65 Autres charges de gestion courante		0,00 €	0,00 €
66 Charges financières		1 394,00 €	1 394,00 €
67 Charges exceptionnelles (nature à préciser)		16 500,00 €	16 500,00 €
68 dotations aux amortissements		20 500,00 €	20 500,00 €
86 Valeurs inactives		2 485,94 €	2 485,94 €
Total coûts de mise en œuvre	**[1]**	**2 610 783,20 €**	**2 610 783,20 €**
		0,00 €	0,00 €

Recettes action de base

Collectivités territoriales		521 500,00 €	521 500,00 €
Autres fonds publics		1 012 740,00 €	1 012 740,00 €
Entreprises et OPCA		203 500,00 €	203 500,00 €
Mises à disposition		2 848,50 €	2 848,50 €
Autres recettes		0,00 €	0,00 €
Total recettes	**[2]**	**1 740 588,50 €**	**1 740 588,50 €**
Montant total de la compensation	**[3]= [1]-[2]**	**870 194,70 €**	**870 194,70 €**
Dont financement PACTE 2019		**70 194 €**	**70 194 €**
Dont fnancement Région 2019		**800 000,70 €**	**800 000,70 €**

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 18014791 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE ESSONNE
2ème AFFECTATION - SOLDE 2019

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)
Délibération Cadre : CP2018-393 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	334 575,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE EN ESSONNE
Adresse administrative	:	11 AV I ET F JOLIOT CURIE 91130 RIS-ORANGIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Dominique FONTENAILLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :

L'objectif central du projet est de permettre à des jeunes sortis définitivement du système scolaire sans diplôme ni qualification ;
- d'acquérir ou ré-acquérir les savoirs fondamentaux du socle de base des connaissances et compétences ;
- de définir et construire un projet professionnel ;
- de découvrir et s'approprier les compétences sociales, en vue d'accéder à une formation qualifiante ou à un emploi stabilisé.

Les actions conduites par l'E2c 91 répondent à deux besoins qu'il convient de mettre en concordance :
- le besoin d'insertion sociale et professionnelle des jeunes visés, d'une part, et les besoins d'une économie départemental qui offre des opportunités d'insertion professionnelle que le public visé n'est pas encore en mesure de saisir quand il intègre l'E2c, d'autre part.

En 2019, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 285 jeunes accueillis, répartis sur 2 sites.

Le nombre de stagiaires devant être accueilli par la structure au titre de la mesure 100 000 stages a été voté lors de l'attribution de l'avance.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant maximum de la compensation annuelle, bonus inclus, octroyée par la Région Ile-de-France au titre de l'année 2019 est fixé à 799 575,00 €.
Elle se décompose en :
- une compensation annuelle de 761 500,00 € représentant 38% du montant annuel estimé des coûts de fonctionnement

- un bonus lié au plan d'amélioration de service de 38 075,00 €, conditionné à l'atteinte des objectifs définis dans les tableaux ci-dessous.

Cette compensation annuelle fait l'objet de deux affectations :
- Une avance de 465 000,00 € attribués lors de la commission permanente n° 2019-026 du 24 janvier 2019 ;
- Un solde de 334 575,00 € attribués lors de la commission permanente n° 2019-216 du 3 juillet 2019.

Objectif 1	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 1 versée	Montant
Pourcentage de stagiaires à l'entrée de niveau Vbis et VI	Résultat supérieur ou égal à 46	100%	11 422,50 €
	Résultat supérieur ou égal à 44 et inférieur à 46	75%	8 566,88 €
	Résultat supérieur ou égal à 46 et inférieur à 44	50%	5 711,25 €
	Résultat supérieur ou égal à 44 et inférieur à 42	25%	2 855,63 €
	Résultat inférieur à 42	0%	- €

Objectif 2	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 2 versée	Montant
Taux d'abandons (dont sorties en période d'essai et sorties sans solution) sur l'ensemble des sorties	Résultat inférieur ou égal à 40	100%	11 422,50 €
	Résultat supérieur à 40 et inférieur ou égal à 41	75%	8 566,88 €
	Résultat supérieur à 41 et inférieur ou égal à 42	50%	5 711,25 €
	Résultat supérieur à 42 inférieur ou égal à 43	25%	2 855,63 €
	Résultat supérieur à 43	0%	- €

Objectif 3	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 3 versée	Montant
Taux de sorties positives (en emploi, alternance et formation), avec post-suivi	Résultat supérieur ou égal à 70	100%	15 230,00 €
	Résultat supérieur ou égal à 69 et inférieur à 70	75%	11 422,50 €
	Résultat supérieur ou égal à 68 et inférieur à 69	50%	7 615,00 €
	Résultat supérieur ou égal à 67 et inférieur à 68	25%	3 807,50 €
	Résultat inférieur à 67	0%	- €

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA.

	Déclaré	Retenu
Coûts de mise en œuvre de l'action de base		
60 Achats	29 000,00 €	29 000,00 €
61 Services extérieurs	386 000,00 €	386 000,00 €
62 Autres services extérieurs	175 000,00 €	175 000,00 €
63 Impôts, taxes et versements assimilés	91 000,00 €	91 000,00 €
64 Charges de personnel	1 260 000,00 €	1 260 000,00 €
65 Autres charges de gestion courante	11 000,00 €	11 000,00 €
66 Charges financières	0,00 €	0,00 €
67 Charges exceptionnelles (nature à préciser)	0,00 €	0,00 €
68 Dotations aux amortissements et provisions	52 000,00 €	52 000,00 €
86 Valeurs inactives	0,00 €	0,00 €
Total coûts de mise en œuvre	**2 004 000,00 €**	**2 004 000,00 €**
Recettes action de base		
Collectivités territoriales	375 000,00 €	375 000,00 €
Autres fonds publics	650 000,00 €	650 000,00 €
Entreprises et OPCA	217 500,00 €	217 500,00 €
Mises à disposition	0,00 €	0,00 €
Autres recettes	0,00 €	0,00 €
Total recettes	**1 242 500,00 €**	**1 242 500,00 €**
Montant net de la compensation	**761 500,00 €**	**761 500,00 €**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 18014789 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DES HAUTS DE SEINE
2ème AFFECTATION - SOLDE 2019

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)
Délibération Cadre : CP2018-393 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 274 050,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	E2C 92 ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DES HAUTS DE SEINE
Adresse administrative	:	51 RUE PIERRE 92110 CLICHY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Jean-Claude SENEQUE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :

L'E2C 92 est constituée de deux sites pédagogiques sur le département des Hauts-de-Seine : l'un dans le nord, à Clichy-la-Garenne, l'autre dans le sud, à Bagneux. L'École de la deuxième chance des Hauts-de-Seine s'engage à accueillir 270 jeunes sur l'année avec un taux de 60 % de sorties positives sur les fins de parcours.
Les jeunes souhaitant intégrer un parcours à l'E2C 92 doivent s'inscrire dans une dynamique volontaire d'insertion professionnelle. Afin de mesurer l'adéquation entre la candidature et le parcours proposé, le jeune a une période d'essai où les aptitudes et le comportement sont observés sur site et en entreprise. Un parcours dure au maximum 1 400 heures. Basé sur l'alternance, il offre une remise à niveau individualisée et permet l'acquisition de compétences et savoirs-faire grâce aux stages dans les entreprises.
Le rythme exigeant du dispositif apporte aux stagiaires une maturité socio-profesionnelle qui doit les amener à intégrer des formations diplômantes ou qualifiantes, accéder à un emploi ou commencer un apprentissage.

En 2019, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 270 jeunes accueillis.

Le nombre de stagiaires devant être accueilli par la structure au titre de la mesure 100 000 stages a été voté lors de l'attribution de l'avance.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant maximum de la compensation annuelle, bonus inclus, octroyée par la Région Ile-de-France au titre de l'année 2019 est fixé à 639 450,00 €.
Elle se décompose en :
- une compensation annuelle de 609 000,00 € représentant 35,96% du montant annuel estimé des coûts de fonctionnement
- un bonus lié au plan d'amélioration de service de 30 450 €, conditionné à l'atteinte des objectifs définis dans les tableaux ci-dessous.

Cette compensation annuelle fait l'objet de deux affectations :
- Une avance de 365 400,00 € attribués lors de la commission permanente n° 2019-026 du 24 janvier 2019 ;
- Un solde de 274 050,00 € attribués lors de la commission permanente n° 2019-2016 du 3 juillet 2019.

Objectif 1	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 1 versée	Montant
Pourcentage de stagiaires à l'entrée de niveau Vbis et VI	Résultat supérieur ou égal à 45	100%	9 135,00 €
	Résultat supérieur ou égal à 43 et inférieur à 45	75%	6 851,25 €
	Résultat supérieur ou égal à 41 et inférieur à 43	50%	4 567,50 €
	Résultat supérieur ou égal à 39 et inférieur à 41	25%	2 283,75 €
	Résultat inférieur à 39	0%	- €

Objectif 2	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 2 versée	Montant
Taux d'abandons (dont sorties en période d'essai et sorties sans solution) sur l'ensemble des sorties	Résultat inférieur ou égal à 42	100%	9 135,00 €
	Résultat supérieur à 42 et inférieur ou égal à 43	75%	6 851,25 €
	Résultat supérieur à 43 et inférieur ou égal à 44	50%	4 567,50 €
	Résultat supérieur à 44 inférieur ou égal à 45	25%	2 283,75 €
	Résultat supérieur à 45	0%	- €

Objectif 3	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 3 versée	Montant
Taux de sorties positives (en emploi, alternance et formation), avec post-suivi	Résultat supérieur ou égal à 74	100%	12 180,00 €
	Résultat supérieur ou égal à 73 et inférieur à 74	75%	9 135,00 €
	Résultat supérieur ou égal à 72 et inférieur à 73	50%	6 090,00 €
	Résultat supérieur ou égal à 71 et inférieur à 72	25%	3 045,00 €
	Résultat inférieur à 71	0%	- €

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

	Déclaré	Retenu
Coûts de mise en œuvre de l'action de base		
60 Achats	21 800,00 €	21 800,00 €
61 Services extérieurs	362 210,00 €	362 210,00 €
62 Autres services extérieurs	100 500,00 €	100 500,00 €
63 Impôts, taxes et versements assimilés	72 940,00 €	72 940,00 €
64 Charges de personnel	1 136 330,00 €	1 136 330,00 €
65 Autres charges de gestion courante	0,00 €	0,00 €
66 Charges financières	0,00 €	0,00 €
67 Charges exceptionnelles (nature à préciser)	0,00 €	0,00 €
68 Dotations amortissement et provisions (lister les dotations liées aux équipements pédagogiques uniquement)	0,00 €	0,00 €
86 Valeurs inactives	0,00 €	0,00 €
Total coûts de mise en œuvre	**1 693 780,00 €**	**1 693 780,00 €**
Recettes action de base		
Collectivités territoriales	338 756,00 €	338 756,00 €
Autres fonds publics	546 000,00 €	546 000,00 €
Entreprises et OPCA	200 024,00 €	200 024,00 €
Mises à disposition	0,00 €	0,00 €
Autres recettes	0,00 €	0,00 €
Total recettes	**1 084 780,00 €**	**1 084 780,00 €**
Montant net de la compensation	**609 000,00 €**	**609 000,00 €**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-216

DOSSIER N° 18014794 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE SEINE SAINT DENIS
2ème AFFECTATION - SOLDE 2019

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)
Délibération Cadre : CP2018-393 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	561 140,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	E2C ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE E2C93
Adresse administrative	:	6 MAIL MAURICE DE FONTENAY 93120 LA COURNEUVE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Marie-Christine DURAND, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :
L'E2c 93 vise à amener des jeunes adultes de 18 à 25 ans, sans diplôme ni qualification, vers l'insertion durable : emploi direct (CDI ou CDD de plus de 6 mois), alternance (contrat de qualification – contrat d'apprentissage) ou formation diplômante / qualifiante.
L'E2c fonctionne sur une pédagogie individualisée, permettant d'établir un plan de formation personnalisé pour chaque jeune accueilli. Le parcours se décompose en deux temps principaux : les ateliers en centre de formation et l'immersion en entreprise. Après un positionnement initial, chaque stagiaire travaille sur les savoirs de base (maths, français, bureautique), les compétences sociales (théâtre, philosophie, activités sportives, conseil des stagiaires, projets collectifs, etc.) et les stages en entreprises, sur des métiers choisis par les stagiaires.
Les entrées et les sorties sont permanentes et le travail de l'E2c s'inscrit dans une démarche de partenariat avec les Missions Locales en amont et les centre de formation, CFA, en aval, dans une logique de scrutation des parcours.

En 2018, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 624 jeunes accueillis, répartis sur 4 sites.

Le nombre de stagiaires devant être accueilli par la structure au titre de la mesure 100 000 stages a été voté lors de l'attribution de l'avance.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant maximum de la compensation annuelle, bonus inclus, octroyée par la Région Ile-de-France au titre de l'année 2019 est fixé à 1 400 000,00 €.

Elle se décompose en :
- une compensation annuelle de 1 333 334,00 € représentant 35,28 % du montant annuel estimé des coûts de fonctionnement
- un bonus lié au plan d'amélioration de service de 66 666,00 € conditionné à l'atteinte des objectifs définis dans les tableaux ci-dessous.

Cette compensation annuelle fait l'objet de deux affectations :
- Une avance de 838 860,00 € attribués lors de la commission permanente n° 2019-026 du 24 janvier 2019 ;
- Un solde de 561 140,00 € attribués lors de la commission permanente n° 2019-216 du 3 juillet 2019.

Objectif 1	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 1 versée	Montant
Pourcentage de stagiaires à l'entrée de niveau Vbis et VI	Résultat supérieur ou égal à 43	100%	19 999,80 €
	Résultat supérieur ou égal à 41 et inférieur à 43	75%	14 999,85 €
	Résultat supérieur ou égal à 39 et inférieur à 41	50%	9 999,90 €
	Résultat supérieur ou égal à 37 et inférieur à 39	25%	4 999,95 €
	Résultat inférieur à 37	0%	- €

Objectif 2	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 2 versée	Montant
Taux d'abandons (dont sorties en période d'essai et sorties sans solution) sur l'ensemble des sorties	Résultat inférieur ou égal à 44	100%	19 999,80 €
	Résultat supérieur à 44 et inférieur ou égal à 45	75%	14 999,85 €
	Résultat supérieur à 45 et inférieur ou égal à 46	50%	9 999,90 €
	Résultat supérieur à 46 et inférieur ou égal à 47	25%	4 999,95 €
	Résultat supérieur à 47	0%	- €

Objectif 3	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 3 versée	Montant
Taux de sorties positives (en emploi, alternance et formation), avec post-suivi	Résultat supérieur ou égal à 68	100%	26 666,40 €
	Résultat supérieur ou égal à 67 et inférieur à 68	75%	19 999,80 €
	Résultat supérieur ou égal à 66 et inférieur à 67	50%	13 333,20 €
	Résultat supérieur ou égal à 65 et inférieur à 66	25%	6 666,60 €
	Résultat inférieur à 65	0%	- €

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

Coûts de mise en œuvre de l'action de base

		Déclaré [A]	Retenu [B]
60 Achats		66 120,00 €	66 120,00 €
61 Services extérieurs		515 054,00 €	515 054,00 €
62 Autres services extérieurs		192 385,00 €	192 385,00 €
63 Impôts, taxes et versements assimilés		200 000,00 €	200 000,00 €
64 Charges de personnel		2 554 126,00 €	2 554 126,00 €
65 Autres charges de gestion courante		5 200,00 €	5 200,00 €
66 Charges financières		8 000,00 €	8 000,00 €
67 Charges exceptionnelles (nature à préciser)		0,00 €	0,00 €
68 Dotations amortissement et provisions (lister les dotations liées aux équipements pédagogiques uniquement)		18 000,00 €	18 000,00 €
86 Valeurs inactives		220 600,00 €	220 600,00 €
Total coûts de mise en œuvre	**[1]**	**3 779 485,00 €**	**3 779 485,00 €**
		0,00 €	0,00 €

Recettes action de base

Collectivités territoriales		398 000,00 €	398 000,00 €
Autres fonds publics		1 507 551,00 €	1 507 551,00 €
Entreprises et OPCA		320 000,00 €	320 000,00 €
Mises à disposition		220 600,00 €	220 600,00 €
Autres recettes		0,00 €	0,00 €
Total recettes	**[2]**	**2 446 151,00 €**	**2 446 151,00 €**

Montant net de la compensation	**[3]= [1]-[2]**	**1 333 334,00 €**	**1 333 334,00 €**

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-216

DOSSIER N° 18014795 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE VAL DE MARNE
2ème AFFECTATION - SOLDE 2019

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)
Délibération Cadre : CP2018-393 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	341 485,20 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: E2C 94 ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DU VAL DE MARNE
Adresse administrative	: 87 AV DE LA VICTOIRE 94310 ORLY
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Monsieur Claude SAMSON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :
L'E2c 94 a pour objectif de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes du Val de Marne, âgés de 18 à 25 ans, sortis du système scolaire sans diplôme ni qualification depuis au moins 1an.
Elle propose des parcours de formation individualisés et en alternance visant la définition d'un projet professionnel, le développement des savoirs de base, l'acquisition de compétences sociales et professionnelles.
L'E2c 94 est constituée de deux sites dans le Val de Marne, le premier sur la commune d'Orly et le second sur la commune de Créteil.
S'appuyant sur la motivation forte des jeunes accueillis – critère principal de leur inscription – l'E2C 94 propose un parcours de formation individualisé pouvant aller jusqu'à 10 mois (1400 heures) et qui vise :
- l'acquisition de compétences ouvrant l'accès à l'emploi qualifié en français, mathématiques, bureautique et culture générale ;
- la définition puis la confirmation d'un projet professionnel à partir d'une alternance école / entreprises (3 semaines/3 semaines) ;
- l'apprentissage de la vie sociale et citoyenne par des activités culturelles et sportives.
Chaque stagiaire est accompagné par un référent unique, et le programme de formation est adapté aux besoins de chacun, selon son rythme et son niveau.
Une Attestation de Compétences Acquises, remise à chaque stagiaire, établit les compétences scolaires, sociales et professionnelles validées tout au long du parcours.
Pour mener à bien sa mission, l'E2c 94 développe des partenariats étroits avec le monde économique, facilitant les périodes de mise en situation professionnelle et l'accès à l'emploi à l'issue du parcours de formation. Elle travaille également en réseau avec les acteurs de l'orientation (en particulier les Missions Locales) et de la formation (en particulier les CFA).

En 2019, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 326 jeunes accueillis, répartis sur 2 sites.

Le nombre de stagiaires devant être accueilli par la structure au titre de la mesure 100 000 stages a été voté lors de l'attribution de l'avance.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant maximum de la compensation annuelle, bonus inclus, octroyée par la Région Ile-de-France au titre de l'année 2019 est fixé à 796 798,80 €.
Elle se décompose en :
- une compensation annuelle de 758 856,00 € représentant 33,70 % du montant annuel estimé des coûts de fonctionnement
- un bonus lié au plan d'amélioration de service de 37 942,80 €, conditionné à l'atteinte des objectifs définis dans les tableaux ci-dessous.

Cette compensation annuelle fait l'objet de deux affectations :
- Une avance de 455 313,60 € attribués lors de la commission permanente n° 2019-026 du 24 janvier 2019 ;
- Un solde de 341 485,20 € attribués lors de la commission permanente n° 2019-216 du 3 juillet 2019.

Objectif 1	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 1 versée	Montant
Pourcentage de stagiaires à l'entrée de niveau Vbis et VI	Résultat supérieur ou égal à 48	100%	11 382,84 €
	Résultat supérieur ou égal à 46 et inférieur à 48	75%	8 537,13 €
	Résultat supérieur ou égal à 44 et inférieur à 46	50%	5 691,42 €
	Résultat supérieur ou égal à 42 et inférieur à 44	25%	2 845,71 €
	Résultat inférieur à 42	0%	- €

Objectif 2	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 2 versée	Montant
Taux d'abandons (dont sorties en période d'essai et sorties sans solution) sur l'ensemble des sorties	Résultat inférieur ou égal à 44	100%	11 382,84 €
	Résultat supérieur à 44 et inférieur ou égal à 45	75%	8 537,13 €
	Résultat supérieur à 45 et inférieur ou égal à 46	50%	5 691,42 €
	Résultat supérieur à 46 et inférieur ou égal à 47	25%	2 845,71 €
	Résultat supérieur à 47	0%	- €

Objectif 3	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 3 versée	Montant
Taux de sorties positives (en emploi, alternance et formation), avec post-suivi	Résultat supérieur ou égal à 70	100%	15 177,12 €
	Résultat supérieur ou égal à 69 et inférieur à 70	75%	11 382,84 €
	Résultat supérieur ou égal à 68 et inférieur à 69	50%	7 588,56 €
	Résultat supérieur ou égal à 67 et inférieur à 68	25%	3 794,28 €
	Résultat inférieur à 67	0%	- €

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

	Déclaré	Retenu
Coûts de mise en œuvre de l'action de base		
60 Achats	71 644,00 €	71 644,00 €
61 Services extérieurs	295 256,00 €	295 256,00 €
62 Autres services extérieurs	243 594,00 €	243 594,00 €
63 Impôts, taxes et versements assimilés	89 491,00 €	89 491,00 €
64 Charges de personnel	1 390 902,00 €	1 390 902,00 €
65 Autres charges de gestion courante	13 462,00 €	13 462,00 €
66 Charges financières	0,00 €	0,00 €
67 Charges exceptionnelles (nature à préciser)	0,00 €	0,00 €
68 Dotations amortissement et provisions	58 500,00 €	58 500,00 €
86 Valeurs inactives	88 850,00 €	88 850,00 €
Total coûts de mise en œuvre	**2 251 699,00 €**	**2 251 699,00 €**
Recettes action de base		
Collectivités territoriales	221 000,00 €	221 000,00 €
Autres fonds publics	638 856,00 €	638 856,00 €
Entreprises et OPCA	544 137,00 €	544 137,00 €
Mises à disposition	88 850,00 €	88 850,00 €
Autres recettes	0,00 €	0,00 €
Total recettes	**1 492 843,00 €**	**1 492 843,00 €**
Montant net de la compensation	**758 856,00 €**	**758 856,00 €**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc145798-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-268

DU 3 JUILLET 2019

AFFECTATION POUR UNE SUBVENTION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT AU GIP CARIF DÉFI MÉTIERS (2EME AFFECTATION 2019)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail et notamment la 6ème partie ;

VU la délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 relative au schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007 – 2013 ;

VU la délibération n° CR 45-13 du 20 juin 2013 relative à l'engagement de la Région pour la formation et au développement de partenariats : chéquier unique VAE avec Pôle emploi, groupement de commandes avec Agefiph, convention constitutive de Défi Métiers ;

VU la délibération n° CR 80-13-1 du 29 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéens et au projet éducatif régional ;

VU la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 portant approbation du contrat de plan État-Région 2015-2020 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 : « Simplifier le fonctionnement du conseil régional » ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 149-16 du 7 juillet 2016 relative à l'engagement régional pour l'emploi et la formation professionnelle et le renouvellement des conventions : Fonds Paritaire de Sécurisation des Parcours Professionnels ;

VU la délibération n° CR 2017-01 du 26 janvier 2017 portant approbation de la stratégie régionale pour la formation professionnelle 2017-2021 : « Une ambition pour l'emploi et la croissance » et du contrat de plan régional pour le développement de la formation et de l'orientation professionnelle ;

VU la délibération n° CP 2017-033 du 27 janvier 2017 portant approbation de la convention triennale d'objectifs et de moyens 2017-2019 entre la Région et le Centre d'animation, de ressources et d'information sur les formations en Île-de-France (CARIF Défi Métiers) ;

VU la délibération n° CP 2019-046 du 24 janvier 2019 relative à l'affectation pour une subvention globale de fonctionnement au GIP CARIF Défi métiers (1ère affectation 2019) ;

VU le budget 2019 de la région Île-de-France ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-268 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au financement du GIP CARIF Défi Métiers par l'attribution d'une seconde affectation d'un montant prévisionnel maximum de 772 400 € au titre de la subvention globale de fonctionnement pour l'exercice 2019.

Article 2 :

Affecte à cet effet quatre autorisations d'engagement décomposées comme suit :

- Première autorisation d'engagement d'un montant de 623 600 € disponible sur le chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 10 « Services communs », Programme PR 10-002 (410002) « Mesures transversales », code action 410002085 « Défi métiers » du budget régional 2019.

- Seconde autorisation d'engagement d'un montant de 100 000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », Programme HP 28-005 (128005) « Schéma des formations », code action 12800501 « Réussite des élèves » du budget régional 2019.

- Troisième autorisation d'engagement d'un montant de 28 800 € disponible sur le chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 13 « Formations sanitaires et sociales », programme PR 13-003 (413003) « Mesures diverses », code action 413003015 « Mesures diverses » du budget régional 2019.

- Quatrième autorisation d'engagement d'un montant de 20 000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur », programme HP

23-009 (123009) « Orientation et formations supérieures », code action 12300903 « orientation et formations supérieures » du budget régional 2019.

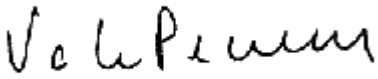
Ces quatre autorisations d'engagement font l'objet de l'annexe annuelle technique et financière en annexe 1 à la présente délibération.

La première et la troisième autorisation d'engagement mentionnées au sein de cet article relèvent du Contrat de projet 2015-2020 :

- Volet 5 « Innovation, filières d'avenir et usine du futur »
- Sous-volet 51 « Filières d'avenir et emploi »
- Projet 51101 « GIP Défi métiers ARACT Ile-de-France et actions sectorielles GPEC ».

Le territoire couvert par cette action est l'Ile-de-France.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Annexe annuelle technique et financière

ANNEXE ANNUELLE TECHNIQUE ET FINANCIERE

A LA CONVENTION TRIENNALE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DU CENTRE D'ANIMATION, DE RESSOURCES ET D'INFORMATION SUR LES FORMATIONS EN ILE DE FRANCE DEFI METIERS

Détail des subventions attribuées
ANNEE 2019 - 2ère affectation

	CP n°19-268 Du 03 juillet 2019
Pôle Développement Economique, Emploi et Formation	623 600 €
Pôle Lycées	100 000 €
Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **Direction des formations sanitaires et sociales**	28 800 €
Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **Direction Enseignement Supérieur et Orientation**	20 000€
TOTAL	772 400 €

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc147525-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-305

DU 3 JUILLET 2019

CONSULTATION ' FORMATIONS E-LEARNING ET MULTIMODALES ' -MISE EN ŒUVRE DU PACTE- ET SUBVENTIONS ' ACTIONS TERRITORIALISÉES ' ET ' ACTIONS EXPÉRIMENTALES '

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité ;

VU le régime d'aide exempté n° SA.40207 relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2020 adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail, notamment la sixième partie ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10 ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014, relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU la loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel

VU le décret n° 2018-1341 du 28 décembre 2018 relatif aux actions de formation et aux modalités de conventionnement des actions de développement des compétences

VU la délibération n° CR 58-08 du 26 juin 2008 vers un service public régional de formation et d'insertion professionnelles ;

VU la délibération n° CR 54-09 du 19 juin 2009 relative au service public régional de formation et d'insertion professionnelles – refonte des dispositifs régionaux de formation des personnes privées d'emploi ;

VU la délibération n° CR 17-12 du 17 février 2012 relative au renforcement du service public de formation et d'insertion professionnelles, et notamment son annexe 6 relative à l'expérimentation ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégation d'attributions du Conseil Régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente, notamment son article 4 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2018-099 du 16 mars 2018 relative au soutien régional aux actions expérimentales ;

VU la délibération n° CP 2018-230 du 4 juillet 2018 relative au règlement d'intervention du dispositif Actions Territorialisées ;

VU la délibération n° CP 2018-488 du 21 novembre 2018 relative à la convention entre la Région et l'ASP – avenant 2018 et convention 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-057 du 24 janvier 2019 approuvant la convention-type des actions expérimentales ;

VU la délibération n° CP 2019-089 du 19 mars 2019 approuvant la convention-type des actions territorialisées ;

VU la délibération n° CR 2019-011 du 20 mars 2019 relative au pacte régional d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CR 2019-024 du 31 mai 2019 relative au budget supplémentaire pour 2019 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-305 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « actions territorialisées » au financement des projets détaillés dans les fiches projets en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant global maximum prévisionnel de **411 506,60 €**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type jointe en annexe à la délibération n° CP 2019-089 du 19 mars 2019 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **411 506,60 €** au titre du fonctionnement, disponible sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », Code fonctionnel

113 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », Programme HP 11-006 111006 « Formations qualifiantes et métiers », Action 111 00603 « Formations qualifiantes et métiers », Nature 657 « Subventions » du budget régional 2019.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de cette subvention, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projet en annexe 1 à la délibération, par dérogation à l'article 29 (subventions de fonctionnement) de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

Article 2 :

Décide de participer au titre du dispositif « Actions expérimentales de sécurisation de parcours de formation tournés vers l'emploi », au financement des projets détaillés dans les fiches projet en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **205 488,00 €.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type jointe en annexe à la délibération n° CP 2019-057 du 24 janvier 2019 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **205 488,00 €** disponible sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage», code fonctionnel 112 « Formation professionnalisante des personnes en recherche d'emploi », programme HP 11-006 (111 006) « Formations qualifiantes et métiers », Action 11100605 « formations complémentaires » du budget régional 2019.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de cette subvention, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projet en annexe 1 à la délibération, par dérogation à l'article 29 (subventions de fonctionnement) de l'annexe de la délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

Article 3 :

Affecte pour la réalisation des formations e-learning et multimodales destinées aux demandeurs d'emploi franciliens, un montant prévisionnel de **4 000 000 €** de crédits du Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019 (PRIC) au titre du fonctionnement, disponible sur le chapitre sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », Code fonctionnel 113 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », Programme HP 11-006 111006 « Formations qualifiantes et métiers », Action 111 00603 « Formations qualifiantes et métiers », du budget régional 2019.

Article 4 :

Accorde à l'Etablissement public territorial Grand Orly Seine-Bièvre une dérogation exceptionnelle au recrutement de stagiaires au titre de la subvention qui lui a été accordée par délibération n° CP 2019-089 du 19 mars 2019.
Modifie les fiches projets correspondantes, telles que figurant en annexe n° 1 de cette délibération.

Approuve en conséquence l'avenant figurant en annexe n° 3 de la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 5 :

Décide de modifier le règlement d'intervention relatif au dispositif « actions expérimentales de sécurisation de parcours de formation tournés vers l'emploi » adopté par la délibération n° CR 17-12 du 17 février 2012 et simplifié par la délibération n° CP 2018-099 du 16 mars 2018 comme suit : à l'article E relatif au financement, la phrase « 2. Les projets doivent bénéficier d'un ou de plusieurs cofinancements. » est remplacée par la phrase suivante : « 2. Les projets peuvent bénéficier d'un ou de plusieurs cofinancements ou d'un financement sur fonds propres. ».

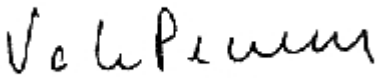
Article 6 :

Décide de modifier le règlement d'intervention relatif au dispositif « Actions territorialisées » adopté par la délibération n° CP 2018-230 du 4 juillet 2018 comme suit : à l'article VI relatif au financement, la phrase « 2. Les projets doivent bénéficier obligatoirement d'un ou de plusieurs cofinancements. » est remplacée par la phrase suivante : « 2. Les projets peuvent bénéficier d'un ou de plusieurs cofinancements ou d'un financement sur fonds propres. ».

Article 7 :

Décide de modifier le règlement d'intervention relatif au dispositif « COMPETENCES + Fond régional d'investissement dans les compétences » adopté par la délibération n° CR 201-011 du 20 mars 2019 comme suit : à l'article relatif aux modalités de l'aide, la phrase « 2. Les projets doivent bénéficier d'un ou de plusieurs cofinancements. » est remplacée par la phrase suivante : « 2. Les projets peuvent bénéficier d'un ou de plusieurs cofinancements ou d'un financement sur fonds propres. ».

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : fiches projets

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-305

DOSSIER N° 19006479 - BimBamJob Accompagnement renforcé sur l'insertion professionnelle

Dispositif : Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi (n° 00000821)
Délibération Cadre : CR17-12 du 17/02/2012
Imputation budgétaire : 931-113-6574-111006-400
Action : 11100605- Formations complémentaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	199 810,00 € TTC	70,00 %	139 867,00 €
	Montant total de la subvention		139 867,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BIMBAMJOB
Adresse administrative : 21 RUE DU CHATEAU D EAU
75010 PARIS
Statut Juridique : Entreprise, SAS
Représentant : Madame AURELIE LAVAUD

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Démarrage au 1er du mois de juillet

Description :
La startup sociale BimBamJob propose un accompagnement renforcé sur l'insertion professionnelle des bénéficiaires issus des formations financées par la Région. Le projet a pour finalité d'accompagner vers l'emploi 200 demandeurs d'emploi sortis de formation sur deux territoires, Paris et Grand Roissy le Bourget. L'objectif fixé par BimBamJob est d'atteindre 70% de sorties positives, tout type d'embauche confondus.

Concernant le sourcing des bénéficiaires, la Région Ile-de-France transmettra les fichiers permettant de contacter par SMS les personnes inscrites dans les formations financées par la Région. BimBamJob proposera aux bénéficiaires de suivre un accompagnement spécifique à la recherche d'emploi sur les bassins d'emploi donnés. Dans ces SMS, il leur est proposé de venir assister à des réunions d'information collective pour prendre connaissance du parcours et de signer avec BimBamJob un contrat d'engagement réciproque.
Le parcours d'accompagnement comprend 4 demi-journées de coaching collectif afin de créer une dynamique collective de recherche d'emploi et de partage. La première demi-journée de coaching se fait dans la continuité de la réunion d'information collective, afin d'engager rapidement le bénéficiaire dans son parcours d'accompagnement, et se découpe en deux temps forts : des entretiens individuels pour

recueillir les informations nécessaires à l'intégration de la personne sur la plateforme BimBamJob et un atelier thématique « L'art du pitch, comment se présenter en 2 minutes ». Ce premier atelier permet à l'ensemble des participants de s'exprimer à l'oral, d'acquérir des techniques de valorisation de soi et de gagner en confiance en eux.

BimBamJob travaille en étroite collaboration avec plus de 100 entreprises qui recrutent en Ile-de-France dont Vinci, Sofrilog, Domidom, ToutàDom Services, Elior Services et Axeo Services.
Le logiciel BimBamJob permettant d'identifier l'ensemble des offres d'emploi non pourvues sur une zone géographique donnée sera en mesure de cartographier les entreprises qui ont des besoins en recrutement et de leurs proposer des candidatures pertinentes.
BimBamJob sollicitera également les acteurs de l'emploi (conseillers Pôle Emploi, Missions Locales, EPI, référents de parcours, etc.) et le centre de formation au sein duquel le bénéficiaire aura été formé.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE ET MARNE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	188 418,00	94,30%
Recrutement des bénéficiaires - Convocation par SMS en réunion d'information collective	1 500,00	0,75%
Interface BimBamJob et transmission d'offres par SMS sur un an	9 892,00	4,95%
Total	199 810,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Sollicitation Subvention Région IDF	139 867,00	70,00%
Fonds propres	59 943,00	30,00%
Total	199 810,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40207 (Formation) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à la formation

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-305

DOSSIER N° 19006402 - SOS JEUNESSE LES BONS PROFILS

Dispositif : Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi (n° 00000821)
Délibération Cadre : CR17-12 du 17/02/2012
Imputation budgétaire : 931-112-6574-111006-400
Action : 11100605- Formations complémentaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	131 242,00 € TTC	50,00 %	65 621,00 €
	Montant total de la subvention		65 621,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	JCLT JEUNESSE CULTURE LOISIRS TECHNIQUE
Adresse administrative	:	102 C RUE AMELOT 75011 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur EDOUARD DURANT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 mai 2019 - 30 avril 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Démarrage du projet début mai.

Description :
Le projet expérimental proposé par le Groupe SOS consiste à favoriser l'accès à un emploi durable pour les personnes en fin de parcours d'insertion et sécuriser leur embauche en valorisant les parcours des salariés en insertion à travers une plateforme web spécialement conçue pour mettre en avant leurs atouts. Les profils de 300 salariés en insertion sur deux bassins d'emplois cibles d'Est ensemble et de Portes Sud du Grand Paris, seront recommandés et proposés aux 40 entreprises du territoire. Pour ce faire, 80 conseillers en insertion professionnelle des SIAE de deux bassins d'emplois cibles seront formés.
le groupe SOS s'appuie sur un partenariat avec Le Groupe Manpower France, La Fondation JP. Morgan Chase et LinkedIn pour recrutement dans les métiers en tension : Agent d'entretien, services à domicile, employé de maison, employé de restauration et manutentionnaire.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE
- ESSONNE
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	104 135,00	79,35%
Frais administratifs	6 808,00	5,19%
Loyers et charges	4 553,00	3,47%
Etude d'impact /stratégie	5 500,00	4,19%
Plateforme web	3 209,00	2,45%
Communication	7 037,00	5,36%
Total	131 242,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Participation financière Région Ile-de-France = (a)	65 621,00	50,00%
FSE Direccte IDF	39 864,00	30,37%
Départements 91 et 93	20 000,00	15,24%
Fonds propres	5 757,00	4,39%
Total	131 242,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40207 (Formation) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à la formation

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-305

DOSSIER N° 19006401 - AT 2019 Réparateur téléphonie mobile

Dispositif : Actions territorialisées (n° 00001102)
Délibération Cadre : CP2018-230 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-113-65738-111006-400
Action : 11100603- Formations qualifiantes et métiers

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions territorialisées	23 562,00 € TTC	65,75 %	15 493,00 €
	Montant total de la subvention		15 493,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLIE INTERCOMMUNAL ASS PLAN LOCAL POUR INSERTION ET EMPLOI
Adresse administrative : 64 GRANDE RUE 91260 JUVISY-SUR-ORGE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel PERRIMOND, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet a pour vocation de permettre à des demandeurs d'emploi éloignés de l'emploi de s'insérer professionnellement dans la filière de la réparation en téléphonie et appareils mobiles.
Le porteur propose à cet effet de former 10 stagiaires au tronc commun d'un référentiel construit par plusieurs réseaux de maintenance pour la réparation des iphone, smartphone et ipad.
Cette formation courte mais certifiante, n'est pas à ce jour reconnue au RNCP (Répertoire National des Certifications Professionnelles). Elle est cependant reconnue par les entreprises de téléphonie mobile.
Ce projet permettra de pallier le manque de techniciens/réparateurs en téléphonie mobile pour les entreprises du territoire identifiées : Point Service mobile, SaveMySmartphone, la clinique du Smartphone et Wefix. Ces entreprises sont partenaires du projet.
Les stagiaires pourront ensuite soit créer leur entreprise, soit travailler au sein du réseau free/Numéricâble/orange sur des postes à temps plein.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coûts pédagogiques	18 762,00	79,63%
Coûts d'ingénierie et de suivi	4 800,00	20,37%
Total	23 562,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	15 493,00	65,75%
Subvention Intercommunalité EPCI (attribuée)	1 000,00	4,24%
Autofinancement	7 069,00	30,00%
Total	23 562,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40207 (Formation) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à la formation

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-305

DOSSIER N° 19006405 - AT 2019 DEAES

Dispositif : Actions territorialisées (n° 00001102)
Délibération Cadre : CP2018-230 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-113-65738-111006-400
Action : 11100603- Formations qualifiantes et métiers

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions territorialisées	77 000,00 € TTC	46,75 %	36 000,00 €
	Montant total de la subvention		36 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPETENCES EMPLOI
Adresse administrative : 10 AVENUE SALVADOR ALLENDE
93270 SEVRAN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-François BAILLON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 juillet 2019 - 31 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il s'agira de former 14 demandeurs d'emploi Sevranais au diplôme d'état Accompagnant Educatif et Social (DEAES) de niveau V, correspondant bien aux profils des personnes accompagnées par le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) de Sevran.
Cette formation permet de répondre aux besoins en compétences sur des métiers en tension recherchés sur l'ensemble du territoire et notamment à ceux du futur foyer médicalisé qui ouvrira à Sevran en octobre prochain.
Par ailleurs, le porteur travaillera les placements en emploi avec la structure "les Amis de l'atelier" qui intervient régulièrement sur le secteur du sanitaire et social.
Cette formation se décomposera en 525 heures en centre et 840 heures en entreprise ; elle permettra à un public éloigné de l'emploi de bénéficier d'une certification reconnue à l'issue de cette formation.
L'accompagnement hebdomadaire qu'effectuera le PLIE favorisera également les placements en emploi à l'issue de l'obtention de ce DEAES.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEVRAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	20 000,00	25,97%
Frais pédagogiques	57 000,00	74,03%
Total	77 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Participation Etat obtenue	41 000,00	53,25%
Subvention Région (sollicitée)	36 000,00	46,75%
Total	77 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40207 (Formation) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à la formation

DOSSIER N° 19006407 - AT2019_Agent des Services de Gestion et de Valorisation des Déchets

Dispositif : Actions territorialisées (n° 00001102)
Délibération Cadre : CP2018-230 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-113-65738-111006-400
Action : 11100603- Formations qualifiantes et métiers

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions territorialisées	40 200,00 € TTC	67,51 %	27 140,00 €
		Montant total de la subvention	27 140,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLIE INTERCOMMUNAL ASS PLAN LOCAL POUR INSERTION ET EMPLOI
Adresse administrative : 64 GRANDE RUE 91260 JUVISY-SUR-ORGE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel PERRIMOND, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2019 - 20 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Former 10 stagiaires, actuellement demandeurs d'emploi et accompagnés au sein du PLIE (Plan Local pluriannuel pour l'Insertion et l'Emploi) Nord Essonne, au titre d'agent des services de gestion et de valorisation des déchets. Cette formation certifiante mène aux métiers suivants : équipière/équipier de collecte, agente/agent de tri, agente/agent de déchetterie et agente/agent de propreté des espaces publics.

Les entreprises du territoire (Paprec, TER, Derichebourg) et collectivités territoriales remontent un réel besoin de main-d'œuvre, très difficile à recruter sur le secteur de la gestion et de la valorisation des déchets. Ils témoignent également d'un fort turn-over. Elles seront parties prenantes du projet, de la participation à l'information collective à l'embauche potentielle de stagiaires en passant par l'accueil en période de stage.

Ce projet comporte un ancrage territorial et la création d'emplois pérennes en s'appuyant sur le tissu économique local et les clauses sociales dans le cadre des marchés publics ou privés gérées par le PLIE Nord Essonne à travers ses facilitateurs.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	8 050,00	20,02%
Formateurs externes	31 150,00	77,49%
Achat de matériel pédagogique	1 000,00	2,49%
Total	40 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	27 140,00	67,51%
Fonds propres	12 060,00	30,00%
EPT Grand Orly Seine-Bièvre	1 000,00	2,49%
Total	40 200,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40207 (Formation) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à la formation

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-305

DOSSIER N° 19006409 - AVEC - AT - Ajusteur monteur de structures aéronefs

Dispositif : Actions territorialisées (n° 00001102)
Délibération Cadre : CP2018-230 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-113-65738-111006-400
Action : 11100603- Formations qualifiantes et métiers

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions territorialisées	137 500,00 € TTC	70,00 %	96 250,00 €
	Montant total de la subvention		96 250,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AVEC AGIR POUR LA VALORISATION POUR L EMPLOI ET LES COMPETENCES
Adresse administrative : 12 AVENUE DES BEGUINES 95000 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARIE-HELENE ZERBIB, Autre

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 novembre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Former 12 demandeurs en recherche d'emploi au métier d'ajusteur monteur de structures aéronefs. Cette formation vise à préparer les publics à intégrer l'une des entreprises partenaires engagées dans l'action : TOMCER ERMI, BERGER METAL, SAFIM, CERPI, SIMAG, THALES, GANCARZ. 2 d'entre elles, TOMCER ERMI et BERGER METAL s'engagent par écrit dans le recrutement des stagiaires formés.

Cette action va contribuer au développement économique du territoire de Cergy Pontoise en :
• Elevant le niveau de qualification des demandeurs en recherche d'emploi sur ce territoire identifié,
• Formant ces demandeurs spécifiquement aux besoins en compétences attendues par les entreprises de ce territoire.
Le territoire d'industrie est largement présent dans le Val d'Oise (Cergy-Pontoise, Argenteuil Gennevilliers et Roissy). L'industrie est un secteur d'activité important dans le département 95 qu'il convient de soutenir et de développer.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie de projet	12 514,00	9,10%
Frais de fonctionnement	14 986,00	10,90%
Coûts pédagogiques	110 000,00	80,00%
Total	137 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Plan de revitalisation (accord obtenu)	41 250,00	30,00%
Participation Région sollicitée	96 250,00	70,00%
Total	137 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40207 (Formation) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à la formation

Commission permanente du 3 juillet 2019 -

DOSSIER N° 19006410 - AT PLIE CLICHY

Dispositif : Actions territorialisées (n° 00001102)
Délibération Cadre : CP2018-230 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-113-65734-111006-400
Action : 11100603- Formations qualifiantes et métiers

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions territorialisées	143 875,00 € TTC	70,00 %	100 713,00 €
	Montant total de la subvention		100 713,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CLICHY
Adresse administrative : 80 BOULEVARD JEAN-JAURES
92110 CLICHY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Rémi MUZEAU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 septembre 2019 - 15 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'objectif principal de l'action est de former et de préparer 15 stagiaires du territoire Boucle Nord de Seine dans le but qu'ils obtiennent le Titre Professionnel d'Agent Magasinier ainsi que les permis requis en vue d'intégrer le monde du travail de manière durable.

L'originalité de cette action de formation repose sur l'articulation de deux axes complémentaires combinant la mise en place d'un SAS Préparatoire et de la formation certifiante.

Axe 1 : SAS préparatoire à la formation professionnelle :
Ce préambule vise à préparer les stagiaires retenus afin qu'ils acquièrent les savoirs-êtres nécessaires à l'obtention du titre professionnel et ainsi accéder au monde du travail durablement.
Cet axe comporte deux volets :
- Préparation au monde du travail sous forme d'atelier théâtre linguistique
- Numérique et logistique

Axe 2 : formation technique certifiante : Titre Professionnel Agent Magasinier Certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES) 1 3 5 (600h dont 150h en entreprise)

Les partenaires prescripteurs: Pôle Emploi, Clichy Emploi, Mission Locale, Associations et Structures d'Insertion par l'Activité Economique du territoire, Structures d'hébergement

Les employeurs du secteur de la logistique du territoire ont été sollicités afin de diagnostiquer les besoins en recrutement qu'ils rencontrent : nombre de postes à pourvoir, compétences attendues…
Voici quelques exemples d'employeurs approchés : IKEA Entrepôt, Synergie Intérim, BIC, SUPPLAY Intérim, PROMAN Intérim, CARLIMPEX Commerce de gros, MONTUPET S.A Fonderie métaux légers, QUAI de Clichy

Le secteur du transport et de la logistique est identifié comme un secteur en tension sur l'ensemble du bassin Boucle Nord de Seine, avec des besoins de recrutement notamment sur le métier de magasinage et préparation de commande (892 embauches prévues) – source Adecco analytics.
La logistique est une activité économique bien présente sur le territoire avec des pôles tels que le port de Gennevilliers, l'installation récente d'un entrepôt géant d'IKEA également sur Gennevilliers, la présence du siège d'Amazon France à Clichy.
Le porteur du projet est un acteur disposant d'un large réseau de partenaires locaux, ce qui facilitera le travail de sourcing. Il a déjà mené plusieurs actions liées à la formation (notamment via les passerelles entreprises) et a démontré sa capacité à mobiliser les entreprises pour ce type de projets afin d'assurer des sorties positives aux demandeurs d'emploi accompagnés.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BOUCLE NORD DE SEINE (EPT5 / 92-HAUTS DE SEINE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	15 000,00	10,43%
Frais administratifs	7 000,00	4,87%
Frais pédagogiques liés à la formation	121 875,00	84,71%
Total	143 875,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	100 713,00	70,00%
FSE	43 162,00	30,00%
Total	143 875,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40207 (Formation) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à la formation

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-305

DOSSIER N° 19006416 - AT 2019 TP ADVF

Dispositif : Actions territorialisées (n° 00001102)
Délibération Cadre : CP2018-230 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-113-65738-111006-400
Action : 11100603- Formations qualifiantes et métiers

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions territorialisées	52 700,00 € TTC	50,00 %	26 350,00 €
	Montant total de la subvention		26 350,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPETENCES EMPLOI
Adresse administrative : 10 AVENUE SALVADOR ALLENDE
93270 SEVRAN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-François BAILLON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 23 septembre 2019 - 10 février 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le but de cette action est de former 14 demandeurs d'emploi Sevranais au Titre Professionnel "Assistante de vie aux familles" (TP ADVF). Ce titre de niveau V correspond au profil et à la demande du public du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) de Sevran, porteur du projet.
Ce titre est très recherché sur l'ensemble du territoire francilien et permettra à un public éloigné de l'emploi de pouvoir accéder à des offres du territoire. Ce public rencontre des difficultés de mobilité, c'est pourquoi le PLIE assurera les 455 heures de formation en centre directement au sein de ses locaux. La formation comprend également 210 heures en entreprise afin d'acquérir une première expérience professionnelle.
L'accompagnement hebdomadaire prévu par le PLIE auprès de chaque stagiaire sécurisera le parcours de formation et favorisera les placements en emploi, dès l'obtention du titre.
A l'issue de la formation, un forum emploi sera organisé avec 18 structures partenaires recherchant des personnes titulaires du TP, telles que Shiva, Evolia 93 ou encore Adhap services.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEVRAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	8 800,00	16,70%
Frais pédagogiques	43 900,00	83,30%
Total	52 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Participation Etat (octroyée)	22 130,00	41,99%
Subvention Région (sollicitée)	26 350,00	50,00%
Fonds propres	4 220,00	8,01%
Total	52 700,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40207 (Formation) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à la formation

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-305

DOSSIER N° 19006435 - CONVERGENCES EMPLOI CERGY - AT - AGENT DE PROPRETE ET D'HYGIENE

Dispositif : Actions territorialisées (n° 00001102)
Délibération Cadre : CP2018-230 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-113-65738-111006-400
Action : 11100603- Formations qualifiantes et métiers

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions territorialisées	106 990,00 € TTC	70,00 %	74 893,00 €
	Montant total de la subvention		74 893,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS CONVERGENCES EMPLOI CERGY
Adresse administrative : 16 RUE TRAVERSIERE
95000 CERGY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Elina CORVIN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 23 octobre 2019 - 19 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet consiste à former 30 stagiaires au métier d'agent d'entretien. Le dispositif est composé d'un accès à la qualification et d'un parcours certifiant (total de 742h). Il s'agit d'un métier en forte tension et le projet répond à des besoins en emploi sur le territoire de Cergy. Entreprises partenaires : UNISAP 95, l'ADHAP, Présence 2000, Pro seniors, SPASM (maison hospitalière), NOBO LIFE (embauche de 100 CDI d'ici 2020), Hôpital de Pontoise, Hôpital d'Argenteuil, la clinique Sainte Marie/CARDILEC, les villes adhérentes au PLIE pour des emplois d'agent de service et ou d'entretien, les centres d'hébergement : ADEF Hébergement, Espérer 95. La communauté d'agglomération de Cergy Pontoise concentre de nombreux équipements et services publics (ville Préfecture) et des plusieurs projets immobiliers (extension du centre commercial des trois fontaines, campus international, grand centre, extension du pôle gare) qui vont générer des besoins supplémentaires dans les domaines visés par la formation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	15 468,00	14,46%
Frais administratifs	2 210,00	2,07%
Loyer et charges	4 419,00	4,13%
Frais pédagogiques - pré qualifiant	21 000,00	19,63%
Frais pédagogiques - certifiant	63 893,00	59,72%
Total	106 990,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Fonds européens (sollicitée)	22 097,00	20,65%
Subvention Région (sollicitée)	74 893,00	70,00%
Fonds propres	10 000,00	9,35%
Total	106 990,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40207 (Formation) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à la formation

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-305

DOSSIER N° 19006460 - AT 2019 MLP Agent service crèche

Dispositif : Actions territorialisées (n° 00001102)
Délibération Cadre : CP2018-230 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-113-65738-111006-400
Action : 11100603- Formations qualifiantes et métiers

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions territorialisées	46 668,00 € TTC	70,00 %	32 667,60 €
	Montant total de la subvention		32 667,60 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOCALE PARIS
Adresse administrative : 34 QUAI DE LA LOIRE
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Florent HUBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2019 - 20 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les structures collectives de la petite enfance sont à la recherche de profils d'Agent de service spécialisé alors qu'aucune formation de ce type n'est proposée sur le bassin d'emploi parisien. Or, les structures rencontrent de réelles difficultés de recrutement sur ces métiers.
La Mission Locale de Paris (MLP) a été informée par la Ville de Paris de la création avant la fin de l'année 2019 de plus de 1000 berceaux sur le bassin d'emploi. Il s'avère donc pertinent de mettre en place une action de formation spécifique qui déboucherait sur des emplois identifiés dans les crèches parisiennes (municipales et associatives), ceci sachant qu'il y a une absence de formation financée sur ce métier en Ile de France (cf. Défi-métiers).
Ce projet a été monté en partenariat avec la FNAPPE (Fédération Nationale des Associations Pour la Petite Enfance) dont ABC Puériculture est adhérent, ce dernier étant par ailleurs gestionnaire d'une vingtaine de crèches en Ile-de-France, dont 14 sur Paris.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais pédagogiques liés à la mise en œuvre de la formation	28 350,00	60,75%
Ingénierie / Pilotage	4 668,00	10,00%
Accompagnement – sécurisation en emploi	8 982,00	19,25%
Coordination	4 668,00	10,00%
Total	46 668,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Participation financière sollicitée auprès de la Région Ile-de-France	32 667,60	70,00%
Fonds propres	12 000,40	25,71%
Récolte Taxe d'apprentissage	2 000,00	4,29%
Total	46 668,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40207 (Formation) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à la formation

Annexe 2 : avenant convention 100 000 stages

AVENANT N°1 A LA CONVENTION RELATIVE A AU DISPOSITIF REGIONAL « ACTIONS TERRITORIALISEES EMPLOI FORMATION »
PORTANT N° S19ACTE94002NR

ENTRE

La Région Ile de France,
représentée par Madame Valérie Pécresse, présidente de la Région Ile-de-France,
agissant en exécution de la délibération n° CP 2019-305 du 3 juillet 2019,
ci-après dénommée « La Région » ;

et

Grand Orly Seine Bièvre
dont le statut juridique est : un établissement public territorial
dont le n° SIRET est : 200 058 014 00016
dont le siège social est situé au 2, avenue Youri Gagarine
ayant pour représentant : Patrick Daudet, Vice-Président

ci-après dénommée « le bénéficiaire »

Après avoir rappelé :

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions rappelées au règlement d'intervention adopté par rapport cadre n° CP 2018-230 du 4 juillet 2018, relatif au dispositif « Actions territorialisées », ainsi que des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010.

Considérant que, par délibération n° CP 2019-089 du 19/03/19, la Région a attribué à Grand Orly Seine Bièvre une subvention d'un montant maximum de 54 100 € pour les projets « Préparateur de commande ». Le présent avenant a pour objet de permettre au bénéficiaire d'obtenir une dérogation à l'obligation régionale de recruter 2 stagiaires, compte tenu du faible montant des subventions allouées à chacun des projets.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 :

Le présent avenant a pour objet de supprimer l'obligation régionale de recruter des stagiaires dans la convention n°S19ACTE94002NR.

ARTICLE 2 :

L'article 2.3 « obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants », est supprimé.

ARTICLE 3 :

Au 2e alinéa de l'article 6 « restitution de la subvention », les mots « ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants » sont supprimés.

ARTICLE 4 :

Le présent avenant prend effet à compter de sa date de signature par les deux parties.

ARTICLE 6 :

La fiche projet n° 19001966 est modifiée comme suit :

La phrase « dans le cadre de la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois. » est supprimée.

ARTICLE 6 :

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, le présent avenant et la fiche projet approuvée par la délibération n° CP 2019-089.

ARTICLE 7 :

Toutes les autres dispositions de la convention non modifiées par le présent avenant et non contraires aux stipulations de ce dernier, demeurent inchangées et applicables de plein droit jusqu'à expiration de celle-ci.

Fait à Paris, en 2 exemplaires, le

Le représentant légal
du cocontractant,

La présidente du Conseil
régional d'Ile-de-France

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc144945-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-236

DU 3 JUILLET 2019

ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION ARCNAM 2019-2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité ;

VU le régime d'aide exempté n° SA.40207 relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2020 adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail, notamment la sixième partie ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10 ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014, relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU la délibération n° CR 58-08 du 26 juin 2008 vers un service public régional de formation et d'insertion professionnelle ;

VU la délibération n° CR 59-08 du 17 octobre 2008, relative à « la promotion sociale et la sécurisation des parcours professionnels » ;

VU la délibération n° CR 54-09 du 19 juin 2009 relative au service public régional de formation et d'insertion professionnelle – refonte des dispositifs régionaux de formation des personnes privées d'emploi ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2018-256 du 17 octobre 2018 relative à la subvention 2018-2019 en faveur de l'ARCNAM Ile-de-France ;

VU la délibération n° CP 2018-488 du 21 novembre 2018 relative à la convention entre la Région et l'ASP – avenant 2018 et convention 2019 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-236 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique

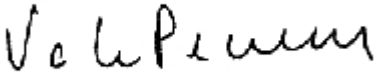
Décide de participer au titre du dispositif "actions de formation hors-temps de travail et/ou à distance des centres d'enseignement franciliens du Conservatoire National des Arts et Métiers" mises en œuvre par l'ARCNAM Ile-de-France, conformément à la répartition de la subvention ainsi qu'à la présentation des actions détaillée dans la fiche-projet, figurant respectivement en annexes 2 et 3 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **2 000 000 €**.

Adopte la convention-type présentée en annexe 1 à la présente délibération et relative au programme régional du Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM).

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer.

Affecte à ce titre, en faveur de l'ARCNAM Ile-de-France, une autorisation d'engagement de 2 000 000 €, disponible sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage » Code fonctionnel 114 « Formation des actifs occupés », Programme HP 111 007 « Formation des salariés », Action 111 007 01 « Formation des salariés », du budget régional 2019, axe de territorialité « Ile-de-France ».

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : convention annuelle 2019-2020

CONVENTION-TYPE CNAM

CONVENTION N°

Convention de formation professionnelle

Année universitaire	**2019-2020**
Opération	**Programme régional du Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM)**

Entre

La Région Île-de-France, dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93 400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,

En vertu de la délibération n° CP……du……, ci-après dénommée « la Région »

d'une part, et

La structure gestionnaire :

ARCNAM Ile-de-France 53 rue de Turbigo 75 003 Paris

dont le statut juridique est :

dont le n° SIRET et code APE sont :…….

dont le siège social est situé au : …….

ayant pour représentant : …….

ci-après dénommée, « structure gestionnaire »,

d'autre part.

PREAMBULE

Avec sa triple mission de formation, de recherche et de diffusion de la culture scientifique et technique, le CNAM contribue au développement des compétences, au partage des savoirs et à l'innovation.

Le CNAM, grand établissement public de l'État à caractère scientifique, culturel et professionnel, remplit 3 missions :

- la formation tout au long de la vie ;
- la recherche technologique et l'innovation ;
- la diffusion de la culture scientifique et technique.

Depuis les premières lois de décentralisation, la Région Ile-de-France participe au financement des programmes d'enseignement du CNAM, mis en œuvre au sein des centres d'enseignement franciliens, en faveur des publics qu'elle a définis.

A noter que, demeurant sous la tutelle pleine et entière du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, le Centre d'Enseignement de Paris ainsi que l'ensemble de ses émanations ne sont pas concernés par la présente convention.

De plus, la Région est particulièrement attachée au maintien du principe de territorialisation des centres d'enseignement qui prévaut actuellement. La permanence et la pérennité des différents centres régionaux d'enseignement du CNAM permettent de garantir une couverture cartographique équitable sur l'ensemble du territoire francilien.

La Région veillera à l'application de ce principe dans le suivi de l'exécution de la présente convention afin d'offrir à chaque auditeur francilien la possibilité d'accéder à un centre d'enseignement à moins de 20 minutes de son lieu de résidence ou de son lieu de travail.

Faisant ici l'objet de la présente convention, la structure gestionnaire a sollicité la Région Ile-de-France afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif régional « programme régional du CNAM » adopté par délibération du Conseil Régional n° CR 59-08 du 16 octobre 2008, relatif à « la promotion sociale et sécurisation des parcours professionnels ».

L'attribution d'une subvention par la Région ainsi que son versement sont effectuées conformément aux dispositions adoptées en Conseil Régional (délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France), et dans le respect des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP…… du……, la Région a décidé de soutenir, la structure gestionnaire…… au titre du programme de promotion sociale du CNAM hors-temps de travail et/ou sous forme de Formation Ouverte et à Distance, à destination des franciliens.

La subvention versée à la structure gestionnaire correspond à ….. % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel en fonctionnement s'élève à…….€.

En conséquence, la Région Ile-de-France attribue à la structure gestionnaire susvisée, une subvention d'un montant maximal prévisionnel représentant un montant de ……€, sous réserve de l'agrément délivré par le CNAM, Grand Etablissement Public, sous tutelle du Ministère *de* l'Enseignement supérieur et de la Recherche, à la structure gestionnaire précitée.

Cette subvention spécifique est répartie à titre prévisionnel et indicatif entre les centres d'enseignement dont la structure gestionnaire a la charge, de la manière suivante :

STRUCTURE GESTIONNAIRE	CENTRE REGIONAL D'ENSEIGNEMENT CNAM [1]	MONTANT PREVISIONNEL DE LA SUBVENTION en €
ARCNAM Ile-de-France		**€**
		€
		€
		€
		€

[1] La structure gestionanire consigne dans le tableau, l'ensemble des centres d'enseignement dont elle a charge en réservant une ligne par centre.

TOTAL	

La structure gestionnaire est donc autorisée à répartir le montant de la subvention régionale entre les centres d'enseignement conformément à cette répartition.

A l'exception d'ajustements effectués à la discrétion de la structure gestionnaire dans la stricte limite de 15 % (hausse ou baisse) des montants prévisionnels indiqués pour chaque centre d'enseignement et dans le respect de l'enveloppe financière globale votée, toute autre modification financière de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

En outre, cette modulation ne peut s'effectuer que dans la limite du taux de 80 % du montant global du projet, et en conformité avec les dispositions du règlement d'intervention régional (n°CR 59-08 « Promotion sociale et sécurisation des parcours professionnels » du 16 octobre 2008), inhérentes au présent programme.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DE LA STRUCTURE GESTIONNAIRE

Article 2.1 : obligations relatives au projet subventionné

La structure gestionnaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, l'opération dont le contenu est précisé dans les annexes dénommées « fiche signalétique »

Article 2.2 : obligations relatives a la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Article 2.3 : obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

Le bénéficiaire s'engage à recruter ……..stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la région.

Article 2.4 : obligations administratives et comptables

- Informer la Région au démarrage de l'opération, en retournant le formulaire prévu à cet effet, ainsi que toute modification relative aux statuts ou relative à l'organisation de l'opération : changement des personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargée(s) de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire ;
- Aviser la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière, susceptibles de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention (ex : perte de l'agrément du CNAM) ;
- Mettre en œuvre les outils de suivi, nécessaires au contrôle de l'utilisation du soutien de la Région aux actions de formation du CNAM dispensées hors-temps de travail et/ou à distance ;
- Transmettre à la Région en fin d'exercice budgétaire, le récapitulatif budgétaire et comptable global et propres à chacun des centres d'enseignement franciliens. Au-delà de la limite de 15 % de variation entre le montant prévisionnel affecté à chaque centre d'enseignement et les dépenses réelles constatées en cours d'exécution de la présente convention, la structure gestionnaire devra saisir la Région afin de procéder à l'adoption d'avenants ;
- Se conformer aux modalités de versement du soutien de la Région aux actions de formation du CNAM dispensées hors-temps de travail et/ou à distance, définies à l'article 3 « dispositions financières » de la présente convention ;

- Concerter la Région, pour tout projet d'implantation d'antenne ou de lieu de formation ouvert, même à titre temporaire, par le centre d'enseignement principal ;
- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur ;
- Communiquer à la Région dans les trois mois, suivant la notification de la présente convention, le nom et les coordonnées de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes, chargé de certifier les comptes ;
- Porter à la connaissance de la Région toute modification concernant notamment les statuts, le trésorier, le président, le commissaire aux comptes, la composition du conseil d'administration ;
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou toute personne habilitée à cet effet sur pièces ou sur place, au sujet de la réalisation de l'opération et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives ;
- Conserver l'ensemble des documents administratifs et comptables relatifs à l'opération ainsi que toutes les pièces justificatives pendant une durée minimale de 10 ans à compter de l'expiration de la présente convention ;
- Tenir une comptabilité analytique propre à chacun des centres d'enseignement mais aussi globale relatives aux opérations faisant l'objet de la présente convention ;
- Saisir l'ensemble des informations statistiques relatives à l'exécution de la présente convention ainsi qu'à générer la facturation par le biais du système d'information régional SAFIR2.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

Article 2.5 : obligations en matière de communication

Afin de participer, à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, la structure gestionnaire s'engage à faire clairement apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logotype régional conformément à la charte graphique régionale.

La structure gestionnaire autorise à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats de l'opération subventionnée (publications, y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale de l'opération est interdite.

Si le pourcentage de la subvention régionale est supérieur ou égal à 50 % du budget total de l'opération en fonctionnement, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres financeurs.

Les services concernés de la Région Ile-de-France sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller la structure gestionnaire dans sa démarche.

De la même façon, la présence du logotype de la Région Ile-de-France est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde de chacun des supports de presse ou d'information, à l'exception des plaquettes.

Toutes correspondances (notamment celles vis-à-vis des auditeurs participant à l'action de formation), mentionnent explicitement l'implication de la Région au financement du fonctionnement du programme de formation.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

[2] Suivi des Actions de Formation et d'Insertion en Région

Lorsque le taux d'intervention financière de la Région Ile-de-France est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'action subventionnée, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres financeurs.

De plus, à l'entrée de ses locaux ou sur sa façade, la structure gestionnaire s'engage à faire figurer à côté de sa propre enseigne (son logotype) : « programme régional du CNAM », en y adjoignant le logo de la Région Ile-de-France de manière visible.

En cas de non-respect de ces obligations par la structure gestionnaire, celle-ci sera contrainte de procéder, à ses frais, à l'ensemble des régularisations demandées par la Région, notamment sous la forme d'article ou de communiqué rectificatif respectant les dispositions du présent article.

Article 2.6 : obligations à l'égard des auditeurs

- Respecter les dispositions énoncées dans le règlement d'intervention au titre du « programme régional du CNAM », visé dans la délibération susvisée et faisant l'objet de la présente convention ;
- Appliquer les principes adoptés dans le cadre du Service Public Régional de Formation et d'Insertion Professionnelles (SPRFIP) ;
- Respecter également les formalités relatives au suivi des auditeurs accueillis en formation (en présentiel ou sous forme de FOAD). Les feuilles d'émargement utiles au suivi administratif des auditeurs pendant leur formation, font l'objet d'un traitement centralisé dans le cadre des bilans pédagogiques liés au programme ;
- Remettre à chacun des auditeurs accueillis, le règlement intérieur du centre régional d'enseignement du CNAM, conformément aux dispositions énoncées à l'article L.6352-4 du Code du travail ;
- Permettre aux auditeurs, à l'issue de la réalisation d'accéder aux modalités certificatives permettant de valider leur cursus de formation ;
- S'assurer de la protection sociale des auditeurs.

Au sens de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, la structure gestionnaire est responsable du traitement de données afférentes aux auditeurs accueillis.

Le non-respect par la structure gestionnaire de cette obligation d'information est sanctionné par la résiliation anticipée de la convention par la Région conformément aux dispositions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Concernant le plan de financement prévisionnel, la structure gestionnaire s'engage à informer la Région, des autres subventions reçues au titre des actions faisant l'objet de la présente convention et relatives à l'exécution du présent programme de promotion sociale hors-temps de travail et/ou sous forme de FOAD.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 3.1 : caducité

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, la structure gestionnaire n'a pas transmis à l'administration régionale, de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente, si la structure gestionnaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage du programme de formation ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, la structure gestionnaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

Article 3.2 : modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- Chaque versement de subvention est effectué sur demande de la structure gestionnaire, par le biais du système d'information régional SAFIR.
- La structure gestionnaire effectue sa demande de versement de subvention à l'aide des formulaires, édités par le biais du système d'information régional SAFIR, dûment complétés, datés, signés et revêtus de son cachet. Elle certifie la réalité de la dépense ainsi que l'affectation de cette dernière à l'action subventionnée.
- Le compte rendu financier est revêtu de la signature du représentant légal de la structure gestionnaire, et de celle de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes, chargé de certifier les comptes.

Article 3.2.1 : versement d'acomptes

La structure gestionnaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite d'un taux maximal d'acomptes équivalent à 70 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Le montant maximum prévisionnel de la subvention régionale finançant le programme constituant un plafond, la Région Ile-de-France ne prendra à sa charge d'éventuels surcoûts.

Le versement d'un acompte est subordonné à la production d'un accusé réception reçu lors du dépôt de l'offre de stage sur la PAR, d'une liste des auditeurs globale et par centre, de bilans d'activité intermédiaires (global et par centre) ainsi que d'un compte rendu financier intermédiaire global.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 70 % du montant prévisionnel de la subvention.

Article 3.2.2 : versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par la structure gestionnaire de l'achèvement et de la réalisation complète de l'action subventionnée.

Le versement du solde est subordonné à la production de la convention de stage ou du contrat de travail dument signé(e) téléchargé(e) sur la PAR ou joint à la demande de solde, de comptes rendus financiers (global et par centre) de l'action spécifique subventionnée, des bilans d'activité finals (global et par centre), des listes des auditeurs (globale et par centre).

Les comptes rendus financiers comportent la signature du représentant légal de la structure gestionnaire ainsi que celle de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement (ASP).

Ces documents doivent être communiqués dans un délai maximal de trois mois à compter de la fin de la période de référence.

Le versement du solde est également subordonné à la présentation d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Article 3.3 : révision du montant subventionné

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Article 3.4 : éligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date d'adoption du projet en Commission permanente jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le……/……/20…….

Sans préjudice des articles 2.4 et 2.5, elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par la structure gestionnaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région lui adresse une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé.

Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse à la structure gestionnaire la décision de résiliation.

Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de la structure gestionnaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité du programme de formations réalisé.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par la structure gestionnaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, la structure gestionnaire est invitée à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par l'organisme sont à la charge de cette dernière.

ARTICLE 7 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent :

- la présente convention,
- le plan de financement global prévisionnel afférent à l'exercice.

ARTICLE 8 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Pour le règlement de tout litige survenant dans l'exécution des dispositions de la présente convention, le Tribunal compétent est le Tribunal administratif de Paris.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le.....

La structure gestionnaire (Nom, qualité du signataire et cachet du bénéficiaire) :

Le.....

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

Annexe 2 : répartition de la subvention

Répartition de la subvention régionale 2019-2020 par centre d’enseignement

Centre d’enseignement	Effectif prévisionnel d'auditeurs	Nombre d'heures moyen par auditeur	Nombre total d'heures	Total UE prévisionnel	Répartition de subvention par centre
Versailles	536	84	45 024	1 072	260 000 €
Cergy-Pontoise	519	84	43 596	1 038	260 000 €
Noisy le Grand	1118	84	93 912	2 236	260 000 €
Saint-Denis	1100	84	92 400	2 200	230 000 €
Fontainebleau-Avon	87	84	7 308	174	160 000 €
Mantes-la-Jolie	78	84	6 552	156	170 000 €
Evry	506	84	42 504	1 012	260 000 €
Nanterre	1185	84	99 540	2 370	230 000 €
Goussainville	130	84	10 920	260	170 000 €
Total	**5 259**		**441 756**	**10 398**	**2 000 000 €**

Annexe 3 : fiche-projet

DOSSIER N° 19005210 - Programme régional de formations du CNAM 2019-2020

Dispositif : Soutien aux centres régionaux d'enseignement du Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM) (n° 00000443)
Délibération Cadre : CR59-08 du 17/10/2008
Imputation budgétaire : 931-114-6574-111007-400
Action : 11100701- Formation des salariés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux centres régionaux d'enseignement du Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM)	5 887 749,00 € TTC	33,97 %	2 000 000,00 €
	Montant total de la subvention		2 000 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARCNAM ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 9 COUR DES PETITES ECURIES
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur SYLVAIN PASCAL, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le financement régional du CNAM permet de financer les 9 centres d'enseignement franciliens, pour accueillir un effectif prévisionnel annuel de 5 259 auditeurs prévisionnels en cours du soir en présentiel et/ou en formation ouverte et à distance, représentant un total de 441 756 unités d'enseignement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Un mode de financement spécifique a été instauré dès l'origine au titre du financement des activités du CNAM en Ile-de-France. Celui-ci s'appuie sur le coût d'enseignement des formations dispensées (titre ingénieurs, licences, masters, doctorats, certificats professionnels labellisés CNAM) ainsi que sur l'effectif prévisionnel d'auditeurs accueillis par les centres relevant de chaque convention.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel enseignant	2 094 031,00	35,57%
Personnels non-enseignants	1 407 994,00	23,91%
Fonctionnement	2 385 724,00	40,52%
Total	5 887 749,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Participation des auditeurs	1 541 158,00	26,18%
Participation de la Région	2 000 000,00	33,97%
Participation employeurs	2 346 591,00	39,86%
Total	5 887 749,00	100,00%

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc147353-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-256

DU 3 JUILLET 2019

AIDES AUX STAGIAIRES : RÉMUNÉRATION, REMISES GRACIEUSES, GRATUITÉ DES TRANSPORTS FRAIS DE PUBLICITÉ DES MARCHÉS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de la commande publique ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code des transports ;

VU le code du travail ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France, et notamment son article 1er ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU le décret n° 88-368 du 15 avril 1988 modifié fixant les taux et les montants des rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle ;

VU la délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 relative à l'adoption du schéma régional de la formation initiale et continue, tout au long de la vie 2007/2013, prolongé ;

VU la délibération n° CR 54-09 du 19 juin 2009 relative au service public régional de formation et d'insertion professionnelles ;

VU la délibération n° CR 18-10 du 18 juin 2010 relative au service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles ; dispositifs régionaux 2ème chance à destination des 16/25 ans ; Avenir jeunes (Espaces dynamiques d'insertion) Écoles de la 2ème chance ; aide au permis de conduire ;

VU la délibération n° CP 11-526 du 7 juillet 2011 relative à la mise en place de l'aide régionale au financement de la gratuité des transports destinée aux jeunes en insertion ;

VU la délibération n° CP 14-768 du 20 novembre 2014 relative au Soutien régional aux missions locales, avances des subventions 2015 et Ajustement 2014 ;

VU la délibération n° CR 57-15 du 18 juin 2015 relative à la Participation régionale au financement du tarif unique des forfaits Navigo, Navigo solidarité et Imagine R étudiant « toutes zones » ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 16-614, du 13 décembre 2016, relative à l'aide régionale au financement de la gratuité des transports destinée aux jeunes en insertion ; renouvellement du conventionnement pour 2017-2019 ;

VU la délibération n° CR 2017-01 du 26 janvier 2017 relative à la stratégie régionale pour la formation et l'orientation professionnelle 2017-2021 : une ambition pour l'emploi et la croissance ; contrat de plan régional pour le développement de la formation et de l'orientation professionnelles (CPRDFOP) ;

VU la délibération n° CP 2018-488 du 21 novembre 2018 relative à l'adoption de la convention entre la Région et l'Agence de Services et de Paiement (ASP) – avenant 2018 et convention 2019 pour la gestion administrative et financière et ce jusqu'au versement des demandes d'aides, des subventions et le règlement des paiements de marchés conclus dans le cadre des politiques régionales relatives à la formation professionnelle continue de l'emploi et du développement économique et de l'aménagement du territoire ;

VU la délibération n° CR 2019-011 du 20 mars 2019 relative au pacte régional d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CR 2019-024 du 28 mai 2019 relative au budget supplémentaire pour 2019 ;

VU la décision du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France en date du 6 juillet 2011, portant sur la gratuité des transports pour les jeunes suivis dans le cadre d'un dispositif d'insertion de la Région d'Ile-de-France ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-256 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Affecte au titre de la rémunération des stagiaires, une autorisation d'engagement d'un montant de 10 000 000 € disponible sur le chapitre budgétaire 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage » code fonctionnel 115 «Rémunération des stagiaires » programme HP 11 008 « Rémunération des stagiaires et frais annexes » action 11100801 « Rémunération des stagiaires et frais annexes », du budget régional 2019.

Dossier Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
19006486	REMUNERATION DES STAGIAIRES 2eme AFFECTATION 2019 (CONVENTION)	ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT	01/01/2019

Article 2 :

Affecte au titre de la rémunération des stagiaires, une autorisation d'engagement d'un montant de 20 000 000 € disponible sur le chapitre budgétaire 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage » code fonctionnel 115 «Rémunération des stagiaires » programme HP 11 008 « Rémunération des stagiaires et frais annexes » action 11100801 « Rémunération des stagiaires et frais annexes », du budget régional 2019.

Dossier Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
19006211	REMUNERATION DES STAGIAIRES 2eme AFFECTATION 2019 (ACCORD CADRE)	ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT	01/01/2019

Article 3 :

Affecte au titre de la rémunération des stagiaires, dans le cadre du PRIC, une autorisation d'engagement d'un montant de 10 000 000 € disponible sur le chapitre budgétaire 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage » code fonctionnel 115 «Rémunération des stagiaires » programme HP 11 008 « Rémunération des stagiaires et frais annexes » action 11100801 « Rémunération des stagiaires et frais annexes », du budget régional 2019.

Dossier Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
19007174	REMUNERATION DES STAGIAIRES AFFECTATION PRIC 2019 (ACCORD CADRE)	ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT	01/01/2019

Article 4 :

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 347 400,04 € disponible sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », Code fonctionnel 10 « Services communs », programme HP 10-002 (110002) « Mesures transversales », Action 11000201« Frais de gestion et publicité des marchés » du budget 2019 pour couvrir les dépenses des frais de gestion du marché rémunération accord cadre.

Article 5 :

Accorde les remises gracieuses, dont le détail figure en annexe à la présente délibération, relatives à des trop perçus ayant donné lieu à des ordres de reversement émis par le comptable public de l'ASP à l'encontre de stagiaires de la formation professionnelle.

Rejette les remises gracieuses, dont le détail figure en annexe à la présente délibération, relatives à des trop perçus ayant donné lieu à des ordres de reversement émis par le comptable public de l'ASP à l'encontre de stagiaires de la formation professionnelle.

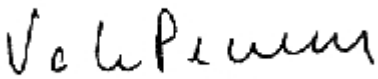
Article 6 :

Affecte au titre de l'acompte de la subvention 2019 allouée au Syndicat des Transports d'Île-de-France pour la mise en œuvre de la mesure « gratuité des transports pour les jeunes en insertion » une autorisation d'engagement de 3 387 910,40 € disponible sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 116 « Autres », programme 11004 « Accès à l'information et à l'orientation », action 11100404 « Gratuité des transports pour les jeunes en insertion » du budget de 2019.

Article 7 :

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 30 000 € disponible sur le chapitre 931 «Formation Professionnelle et Apprentissage» - code fonctionnel 10 «Services communs» - programme HP10-002 (110002) «Mesures transversales» - action 11000201 «Frais de gestion et publicité des marchés », du budget 2019.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Demande de remise gracieuse

DEMANDES EN REMISE GRACIEUSE EMANANT
DE STAGIAIRES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
RELATIVE A DES TROP PERCUS AU TITRE DE LEUR REMUNERATION

ORDRES DE REVERSEMENT- REMISES GRACIEUSES ACCORDEES

Année	N° de l'ordre de reversement	Montant de l'OR initial émis par l'ASP	Remise gracieuse TOTALE ou PARTIELLE accordée sur solde OR
2008	10133253	1 027,04 €	1 027,04 €
2011	11109429	247,64 €	247,64 €
2013	14002511	516,54 €	200,00 €
2013	14002512	510,87 €	510,87 €
2013	14007470	1 110,00 €	943,52 €
2014	14086320	652,02 €	652,02 €
2014	14089541	389,87 €	389,87 €
2013	14095511	102,98 €	102,98 €
2013	14113430	236,20 €	236,10 €
2013	15012381	387,73 €	387,73 €
2014	15086160	505,48 €	505,48 €
2015	15097200	608,56 €	608,56 €
2014	16026953	2 524,45 €	2 224,45 €
2015	16037007	2 757,17 €	2 757,17 €
2016	17012780	478,15 €	478,15 €
2016	17026986	1 130,16 €	1 130,16 €
2017	17044109	652,02 €	652,02 €
2016	17053374	516,72 €	516,72 €
2017	17053415	630,29 €	630,29 €
2016	17066081	263,46 €	263,46 €
2017	17070374	544,31 €	504,31 €
2017	17073852	652,02 €	652,02 €
2016	17073853	821,93 €	821,93 €

2017	17087902	652,02 €	652,02 €
2017	17087915	478,15 €	400,00 €
2017	17097236	1 231,09 €	1 231,09 €
2016	1740498	2 098,88 €	2 098,88 €
2018	18001301	864,51 €	864,51 €
2017	18060092	480,66 €	480,66 €
2018	18064063	813,81 €	813,81 €
2018	18066327	323,47 €	323,47 €
2018	18070625	717,23 €	717,23 €
2018	18049911 / 18057151	978,03 €	673,76 €
	TOTAL	***25 903,46 €***	***24 697,92 €***

DEMANDES EN REMISE GRACIEUSE EMANANT
DE STAGIAIRES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
RELATIVE A DES TROP PERCUS AU TITRE DE LEUR REMUNERATION

ORDRES DE REVERSEMENT- REMISES GRACIEUSES REJETEES

Année	N° de l'ordre de reversement	Montant de l'OR initial émis par l'ASP	Remise gracieuse rejetée sur solde OR
2016	16053209	1 324,34 €	1 074,34 €
2017	17053399	856,90 €	856,90 €
2017	18038957	1 017,81 €	1 017,81 €
2017	18043793	586,83 €	586,83 €
	TOTAL	***3 785,88 €***	***3 535,88 €***

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc146213-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-280

DU 3 JUILLET 2019

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE D'APPRENTISSAGE - AIDE AUX APPRENTIS, ACCÈS À L'APPRENTISSAGE, CONVENTION D'EXPLOITATION DE VIDÉO, FINANCEMENT DES CFA

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code de la propriété intellectuelle, notamment les articles L-122-1 et suivants ;

VU le code du travail et notamment la sixième partie ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU la délibération n° CP 98-377 du 8 octobre 1998 relative à l'Apprentissage – Formation, préparation de la rentrée 1998 de l'apprentissage, rapport n° 3, CFA – CREATION –AVENANT – TYPE ;

VU la délibération n° CR 43-12 du 27 septembre 2012 relative à une politique régionale de développement de l'apprentissage durable et équitable (barème, aide aux apprentis, mobilité internationale, développeurs, contrats de développement durable, expérimentations) ;

VU la délibération n° CR 34-15 du 10 juillet 2015 relative à la mise en œuvre de la loi du 5 mars 2014 dans le domaine de l'apprentissage (mesures financières transitoires liées à la réforme de la taxe d'apprentissage, actualisation de la convention portant création de CFA, prorogation d'un an du règlement d'intervention relatif aux plateformes RH ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 16-064 du 10 février 2016 relative au programme de rémunération des stagiaires en formation professionnelle 2016 (deuxième affection 2016) ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 28-16 du 18 février 2016 relative à un nouvel engagement pour l'apprentissage : plan d'action ;

VU la délibération n° CR 112-16 du 16 juin 2016 relative à la mise en œuvre du plan d'action régional en faveur de l'apprentissage : un contrat de performance entre la Région et chaque CFA, le raccordement des CFA au très haut débit et l'apprentissage en open data ;

VU la délibération n° CP 16-364 du 12 juillet 2016 relative à la mise en œuvre du plan d'action régional en faveur de l'apprentissage : une nouvelle convention régionale pour les CFA d'Ile-de-France ;

VU la délibération n° CP 2017-435 du 20 septembre 2017 relative à la mise en œuvre de la politique régionale d'apprentissage (dispositif d'accès à l'apprentissage : affection aux CFA des soldes 2016, analyses du déploiement de la politique d'apprentissage : achat de prestations pour des travaux d'études et d'évaluation, enquête annuelle d'insertion professionnelle des apprentis (IPA) : renouvellement de la convention signée entre la région et les académies) ;

VU la délibération n° CP 2017-456 du 22 novembre 2017 relative à la mise en œuvre de la politique régionale d'apprentissage : aide à l'entrée en apprentissage (avances et soldes) ;

VU la délibération n° CP 2018-134 du 16 mars 2018 relative au dispositif régional d'accès à l'apprentissage : affectation aux CFA des avances 2018 ;

VU la délibération n° CP 2018-204 du 30 mai 2018 relative la mise en œuvre de la politique régionale d'apprentissage : dispositif d'accès à l'apprentissage, financement, développeurs ;

VU la délibération n° CP 2018-438 du 17 octobre 2018 relative à la mise en œuvre de la politique régionale d'apprentissage : aides aux apprentis (avances et soldes), subvention à l'URHAJ (convention), modification de coefficient ;

VU la délibération n° CP 2018-488 du 21 novembre 2018 relative à de la convention entre la Région et l'agence de services et de paiement (ASP) – avenant 2018 et convention 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-012 du 24 janvier 2019 relative à l'intervention régionale en matière d'apprentissage : subventions d'investissement – première affectation 2019 et diverses mesures ;

VU la délibération n° CP 2019-077 du 19 mars 2019 relative au dispositif régional d'accès à l'apprentissage ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-280 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage

Décide, au titre du dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage, de verser, aux organismes gestionnaires de CFA mentionnés dans l'annexe n° **1**, les soldes correspondant aux années scolaires précisées dans l'annexe précitée.

Affecte une autorisation d'engagement de **83 932 €** disponible sur le chapitre 931 «Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 12 « Apprentissage», programme HP 12-003 (112003) « Qualification par l'apprentissage », Action 11200302 «Accompagnement de la politique d'apprentissage », nature 657 « subventions » du budget régional 2019.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions, en fonction de l'année scolaire visée à l'annexe n° **1**, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier », prorogé par la délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 2: Dispositif d'accès de l'apprentissage – Modifications de montants de soldes de subventions relatives au programme 2018

Décide de verser un complément de solde des subventions aux CFA ARFA et AFI 24, au titre du dispositif d'accès à l'apprentissage 2018, pour la réalisation de l'opération mentionnée dans l'annexe n° **2** à la présente délibération pour un montant de **7 248 €.**

Affecte une autorisation d'engagement de **7 248 €,** pour le paiement du complément de solde de la campagne 2018, disponible sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 12 « Apprentissage », Programme HP 12-003 (112003) «Qualification par l'apprentissage », Action 11200302 « Accompagnement de la politique d'apprentissage », Nature 657 « Subventions » du budget 2019

Article 3 : Convention d'autorisation d'exploitation de vidéo

Approuve la convention entre la Région et l'éditeur Hachette Livre, jointe en annexe n° **3** à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à la signer

Article 4 : Financement des CFA

Décide le versement de l'ensemble des avances complémentaires au titre de la subvention globale de fonctionnement prévisionnelle 2019 à quatre CFA dans la limite maximum de 80% de la dite subvention, selon la répartition présentée en annexe n° **4** à la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement de **1 719 000 €**, disponible sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 12 « Apprentissage », programme HP 12-003 : (112003) « Qualification par l'apprentissage », Action 11200301 « Financement des CFA », nature 657 « Subvention » du budget 2019.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Tableau des soldes aides aux apprentis

Aide à l'entrée en apprentissage

SOLDES DE L'ANNEE SCOLAIRE 2017-2018

Organismes gestionnaires	Etablissements	N° de tiers IRIS	montant estimé de la subvention	avance versée	montant réel de la subvention	Nombre d'apprentis concernés	montant du solde	N dossier Iris
DIFCAM	CFA DIFCAM banques et assurances	R17565	7 300,00	5 840,00	6 900,00	71	1 060,00	17012061
			7 300,00	**5 840,00**	**6 900,00**	**71,00**	**1 060,00**	

1 dossier

SOLDES DE L'ANNEE SCOLAIRE 2018-2019

Organismes gestionnaires	Etablissements	N° de tiers IRIS	montant estimé de la subvention	avance versée	montant réel de la subvention	Nombre d'apprentis concernés	montant du solde	N dossier Iris
AFORPA - TOUS LES CFA REGROUPES	CFA des Metiers de l'Automobile	R1645	114 000,00	91 200,00	108 480,00	403	17 280,00	18012648
Campus fonderie de l'Image	CFA des metiers de la Communication et de la creation numerique	R16521	13 460,00	10 768,00	17 240,00	124	6 472,00	18012673
FFC	CFA Carrosserie	R1602	9 280,00	7 424,00	14 400,00	45	6 976,00	18012694
AFOMAV	CFA des metiers de l'audiovisuel	R1674	13 480,00	10 784,00	13 740,00	57	2 956,00	18012671
CNFPT	CFA du Centre National de la Fonction Publique Territoriale	R5563	15 360,00	12 288,00	14 720,00	53	2 432,00	18012726
AFI 24 Ile de France	CFA AFI 24 Ile de France	R13007	16 500,00	13 200,00	16 360,00	133	3 160,00	18012616
Association Vecteur	CFA Institut de l'Environnement Urbain	R17893	26 560,00	21 248,00	28 200,00	113	6 952,00	18012692
CHEP	CFA du CHEP des métiers verts	R3763	13 400,00	10 720,00	15 560,00	63	4 840,00	18012737
AFIA	CFA AFIA	R19154	5 400,00	4 320,00	6 700,00	67	2 380,00	18012690
AFASEC	CFA de Grosbois	R19761	5 260,00	4 208,00	6 300,00	31	2 092,00	18012695
AFANEM	CFA FNAS - FEDENE - SNEFCCA - CFA AFANEM	R36745	7 100,00	5 680,00	8 300,00	73	2 620,00	18012723
AFIPE	CFA Vente et Commerce - AFIPE	R19239	52 360,00	41 888,00	47 080,00	225	5 192,00	18012688
ACPPAV	CFA Pharmacie, Sante, Sanitaire et Social	R1631	114 800,00	91 840,00	111 360,00	399	19 520,00	18012618
			406 960,00	**325 568,00**	**408 440,00**	**1 786,00**	**82 872,00**	

13 dossiers
14 dossiers

Total des avances versées	**331 408,00**
Total des aides versées aux apprentis	**415 340,00**
Total des soldes à verser	**83 932,00**
Nombre total d'apprentis concernés	**1 857**

Annexe 2 : Convention d'autorisation d'exploitation de vidéo

Convention d'autorisation d'exploitation de vidéo

La Région Ile-de-France, située 2 rue Simone Veil 93400 SAINT OUEN SUR SEINE, représentée par Valérie PECRESSE, présidente du conseil régional d'Ile-de-France ou son représentant,

Ci-après dénommée « La Région »,

ET

Hachette Livre, Société anonyme ayant son siège social au 58 rue Jean Bleuzen, 92178 Vanves, France, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 602 060 147, représentée par M. François Dupuis, Directeur du département Français Langue Etrangère (FLE) de la Branche Hachette Éducation, dûment habilitée à l'effet des présentes,

ci-après dénommée " l'Éditeur ";

La Région et l'Éditeur étant ci-après dénommés collectivement les « Parties ».

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

La Région est titulaire des droits d'auteur sur la vidéo intitulée « Les Tutos de Baptiste / Savoir argumenter – Défendre ses idées » (ci-après désignée la « Vidéo »).

L'Éditeur souhaite exploiter la Vidéo dans le manuel scolaire « Cosmopolite niveau 4 », ci-après désigné « l'Ouvrage », à paraître aux Éditions Hachette FLE.

Les Parties se sont rapprochées afin de déterminer les conditions dans lesquelles La Région autorise l'Éditeur à exploiter la Vidéo dans l'Ouvrage.

IL EST AINSI CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet du contrat

La Région autorise l'Éditeur, **à titre non exclusif**, à exploiter la Vidéo pour la reproduire dans l'Ouvrage et plus précisément :

- dans le DVD-ROM qui accompagne l'Ouvrage ;
- dans la version numérique de l'Ouvrage (disponible sur deux types de supports : clé USB et carte avec code de téléchargement).

ARTICLE 2 : Durée du droit d'utilisation

La Région autorise l'Éditeur à exploiter la Vidéo pendant toute la durée d'exploitation de l'Ouvrage.

ARTICLE 3 : Rémunération

En contrepartie de la présente autorisation d'exploitation, l'Éditeur verse à la Région la somme globale, forfaitaire et définitive de 870 (huit cent soixante-dix) euros TTC, sur présentation d'une facture établie par la Région à l'Éditeur.

Article 4 – Garanties

La Région certifie avoir la possibilité de disposer et d'autoriser la reproduction et la représentation de la Vidéo comme il certifie en être le seul détenteur des droits de propriété intellectuelle.

La Région garantit que la Vidéo ne porte pas atteinte à la vie privée des personnes et/ou aux droits de celles-ci sur leurs images et/ou à la propriété des biens. La Région a fait son affaire personnelle des autorisations nécessaires à la prise de vue des sujets filmés.

Chaque partie est seule responsable de l'ensemble des engagements qu'elle prend au titre de la présente convention. Chaque partie garantit à ce titre l'autre contre toute réclamation, demande ou poursuite d'un tiers fondée(s) sur les actions ou manquements qui lui incombe.

ARTICLE 5 : Loi applicable et litiges

Le présent contrat est soumis au droit français.

Toute contestation pouvant naître à l'occasion du présent contrat sera soumis à une conciliation, préalablement à tout recours devant les tribunaux.

À défaut, le différend serait alors soumis à la compétence exclusive des Tribunaux de Paris qui statueront en droit français.

Fait en deux exemplaires originaux, chaque Partie reconnaissant avoir reçu un exemplaire.

Le [date]

Pour l'organisme : Hachette Livre	**Pour la Région Ile-de-France**
Le directeur d'HACHETTE FLE	**La présidente du Conseil régional**
François DUPUIS	**Valérie PECRESSE**

Annexe 3 : Tableau correctif de subvention DAA

Dispositif d'accès à l'apprentissage
Modification des soldes 2018 par organismes gestionnaires

Nom OG	Nom court CFA	DEPT	Montant maximal de la subvention prévisionnelle 2018 votée	Subvention 2018 retenue	Montant avance 2018 déjà versé	Montant solde 2018 déjà voté	Réajustement proposé du solde voté en CP du 19 mars 2019 (CP 2019-077)	
A.F.I. 24 Ile de France	CFA AFI 24 Ile de France	92	44 880,00 €	39 900,00 €	17 952,00 €	14 700,00 €	7 248,00 €	
A.R.F.A.	CFA de l'ARFA	75	329 463,20 €	252 348,80 €	131 785,28 €	120 794,52 €		-231,00 €
Montants			**374 343,20 €**	**292 248,80 €**	**149 737,28 €**	**135 494,52 €**	**7 248,00 €**	**-231,00 €**

Annexe 4 : Tableau avances financement des CFA

AUTORISATION D'ENGAGEMENT DE VERSEMENT D'UNE AVANCE COMPLEMENTAIRE

DE LA SUBVENTION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT PREVISIONNELLE 2019 A QUATRE CFA FRANCILIENS

Code comptable	Nom CFA	Organisme gestionnaire	Subvention prévisionnelle 2019 (en €)	Avances déjà versées (en €)	Avances complémentaires (en €)	% Avance	N° dossier IRIS
30C	CFA CEFAA	CEFAA	1 194 743	0	617 000	52%	19006659
19P	CFA AFORPA	AFORPA	3 226 673	1 936 000	645 000	80%	18015267
35P	CFA Métiers de la Gastronomie	CEPROC	1 514 271	908 000	302 000	80%	18015273
59P	CFA ACE	ACE	3 116 657	2 337 000	155 000	80%	18015280
TOTAL					1 719 000		

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc146690-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-259

DU 3 JUILLET 2019

INTERVENTION RÉGIONALE EN MATIÈRE D'APPRENTISSAGE : SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR LES CENTRES DE FORMATION D'APPRENTIS - 4ÈME AFFECTATION 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code du travail, notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 relative au schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013, prolongé ;

VU la délibération n° CR 07-11 du 7 avril 2011 pour une politique régionale de développement de l'apprentissage durable et équitable (Investissement, Fonctionnement des CFA, Primes aux employeurs d'apprentis) ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier, adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CP 16-147 du 18 mai 2016 relative à la mise en œuvre de la politique régionale d'apprentissage ;

VU la délibération n° CP 16-364 du 12 juillet 2016 relative à la mise en œuvre du plan d'action régional en faveur de l'apprentissage : une nouvelle convention régionale pour les CFA d'Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 16-491 du 12 octobre 2016 relative aux attributions de subventions dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage – Sixième affectation 2016 ;

VU la délibération n° CP 2017-078 du 8 mars 2017 relative à l'attribution de subventions d'investissement dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage – première affectation 2017 – Institut des Métiers et de l'Artisanat de Cergy (95) : décision de l'arrêt

de la construction de cet institut – modification des conventions types investissement travaux et équipements – avenant n° 1 à la convention n° CP 14-491 02 relative à l'acquisition de nouveaux locaux pour le CFA ADAFORSS ;

VU la délibération n° CP 2017-308 du 5 juillet 2017 relative aux attributions de subventions d'investissement dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage – Troisième affectation 2017 ;

VU la délibération n° CP 2017-556 du 22 novembre 2017 relative aux attributions de subventions d'investissement dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage – Sixième affectation 2017

VU la délibération n° CP 2018-552 du 21 novembre 2018 relative à la modification des conventions-types investissement travaux et équipements ;

VU la délibération n° CP 2019-012 du 24 janvier 2019 relative à l'intervention régionale en matière d'apprentissage : subventions d'investissement – Première affectation 2019 et diverses mesures ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-259 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Construction et travaux dans les centres de formation d'apprentis

Décide de participer, au titre du dispositif « Aide régionale aux investissements dans les centres de formation d'apprentis » au financement des projets, détaillés en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 663 141,85 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la conclusion, avec son bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type « investissement travaux » adoptée par la délibération n° CP 2018-552 du 21 novembre 2018, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 663 141,85 € disponible sur le chapitre 901 «formation professionnelle et apprentissage » - code fonctionnel 12 « apprentissage», programme HP 12-001 (112001) « constructions et travaux dans les CFA », action 11200101 « constructions et travaux dans les CFA », nature 204 « subvention d'investissement » du budget 2019.

Article 2 : Equipements dans les centres de formation d'apprentis

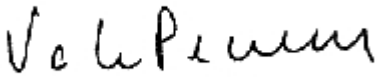
Décide de participer, au titre du dispositif « Aide régionale aux investissements dans les centres de formation d'apprentis » au financement des projets, détaillés en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 927 586,45 €.

Subordonne le versement de chacune de ces subventions à la conclusion, avec son bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type « investissement équipements »

adoptée par la délibération n° CP 2018-552 du 21 novembre 2018, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 927 586,45 € disponible sur le chapitre 901 «formation professionnelle et apprentissage » - code fonctionnel 12 « apprentissage », programme HP 12-002 (112002) « équipement des centres de formation d'apprentis », action 11200201 «équipement des centres de formation d'apprentis », nature 204 « subvention d'investissement » du budget 2019.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : fiches projets travaux dans les centres de formation d'apprentis

Commission permanente du 3 juillet 2019 – CP 2019-259

DOSSIER N° 19005863 - CFA DES METIERS DE LA COMMUNICATION ET DE LA CREATION NUMERIQUE - HONORAIRES, DIAGNOSTIC, TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET TRAVAUX COMPLEMENTAIRES POUR LA MISE EN CONFORMITE DE L'ACCESSIBILITE DES PERSONNES A MOBILITE REDUITE

Dispositif : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage (n° 00000442)
Délibération Cadre : CP16-364 du 12/07/2016
Imputation budgétaire : 901-12-20422-112001-400
Action : 11200101- Construction et travaux dans les CFA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	116 005,50 € TTC	70,00 %	81 203,85 €
	Montant total de la subvention		81 203,85 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CAMPUS FONDERIE DE L'IMAGE
Adresse administrative	:	80 RUE JULES-FERRY 93170 BAGNOLET
Statut Juridique	:	Association

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : honoraires, diagnostic, travaux d'aménagement et travaux complémentaires pour la mise en conformité de l'accessibilité des personnes à mobilier réduite.

Dates prévisionnelles : 8 juillet 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le CFA des Métiers de la Communication et de la Création Numérique a obtenu, lors de la Commission permanente du 24 janvier 2019, une subvention investissement pour des travaux de mise en conformité pour l'accessibilité des personnes à mobilité réduite.
Suite à l'avis du bureau de contrôle sur la vérification du programme de travaux à engager pour mettre en accessibilité les bâtiments 1 et 2, plusieurs éléments qui n'avaient pas été notifiés dans le rapport initial ont été soit modifiés, soit rajoutés. Ces modifications ou rajouts non prévus dans l'étude de faisabilité initiale doivent faire l'objet de travaux complémentaires.
Ces travaux concerneront pour le bâtiment 1 : la réalisation de plusieurs rampes handicapées, à l'entrée du bâtiment, dans le hall d'accueil, vers la terrasse de la cafétéria, le contrôle d'accès du parking, l'aménagement de la salle de conférence, la modification d'une baie dans la zone repas, le réaménagement de la zone d'accueil, l'amélioration du dispositif d'information et repérage des étages et pour le bâtiment 2 : la création d'une entrée ponctuelle, la création d'une banque d'accueil et le traitement acoustique de la zone d'accueil. Les honoraires d'études et un diagnostic plomb/amiante seront

également pris en compte.

Ces travaux représenteront un montant total investissement de 128 895 €.

La base subventionnable, calculée au prorata du nombre d'apprentis (90 %), est de 116 005,50 €.

Le montant total investissement retenu sera donc de 116 005,50 €.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BAGNOLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux mise accessibilité bâtiments 1 et 2	63 223,00	54,50%
Création d'un espace repas	16 200,00	13,96%
Dégagement salle et création bureau RH	15 985,10	13,78%
Honoraires (CSPS, SSI, Bureau de contrôle, AMO et MOE)	16 187,40	13,95%
Assurance Dommage Ouvrage	900,00	0,78%
Diagnostic plomb/amiante	3 510,00	3,03%
Total	116 005,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	81 203,85	70,00%
Organisme gestionnaire : fonds propres	34 801,65	30,00%
Total	116 005,50	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-259

DOSSIER N° 19006157 - CFA DES ARTS DU CIRQUE - ETUDES ET DIAGNOSTICS PREALABLES AVANT TRAVAUX DE REHABILITATION ET D'EXTENSION DU CFA

Dispositif : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage (n° 00000442)
Délibération Cadre : CP16-364 du 12/07/2016
Imputation budgétaire : 901-12-20422-112001-400
Action : 11200101- Construction et travaux dans les CFA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	90 000,00 € TTC	80,00 %	72 000,00 €
	Montant total de la subvention		72 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ACADEMIE FRATELLINI
Adresse administrative : RUE DES CHEMINOTS
93210 LA PLAINE SAINT DENIS
Statut Juridique : Association

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : études et diagnostics préalables avant travaux de réhabilitation et d'extension du CFA.

Dates prévisionnelles : 8 juillet 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'Académie Fratellini a été créée en 2003 pour porter le projet d'un centre de formation supérieure aux arts du cirque (CFA), qui délivre aujourd'hui le Diplôme National Supérieur Professionnel (DNSP) d'artiste de cirque (niveau licence) après trois années de formation. Ses locaux sont situés à La Plaine-Saint-Denis (93).
En plus d'être un lieu de transmission et de formation, l'Académie est également un centre de création et de diffusion de spectacles ainsi qu'un pôle d'action artistique et culturelle à l'échelle du Grand Paris. Les apprentis de la formation supérieure ont ainsi la possibilité de se produire dans les différents lieux de représentation de l'Académie (Grand chapiteau, petit chapiteau…), de rencontrer les compagnies programmées ou accueillies en résidence, de s'initier à la transmission des arts du cirque auprès de différents publics, dans le cadre de l'école amateur ou de projets d'action culturelle à caractère éducatif ou social.
Le développement des activités de l'Académie Fratellini et les nouvelles missions qui lui ont été attribuées rendent nécessaire une analyse des besoins et de l'adéquation des bâtiments et du site aux activités actuelles.
Il apparaît aujourd'hui incontournable, 15 ans après la construction du bâtiment de l'Académie Fratellini, de réaliser des travaux de rénovation et de mise aux normes du site, en terme de sécurité, d'accueil du public et de renouvellement des matériels techniques.

Le CFA a été construit en 2003 dans un esprit forain, éphémère et sans fondation sur un terrain appartenant à la Société d'Economie Mixte Plaine Commune Développement (bail 20 ou 30 ans et mise à disposition gracieuse). Aujourd'hui, les bâtiments ne sont plus fonctionnels à l'usage et les équipements sont en fin de vie. Par ailleurs, le CFA ne possède ni salle de théâtre ni salles de classes. Un incendie a eu lieu en novembre 2017 dans la Halle rendant cet espace impropre à l'usage.
Le CFA totalise un effectif de 24 apprentis de niveau II, 7 pré-apprentis dans le dispositif d'accès à l'apprentissage (DAA) et un total de 80 autres publics (formation professionnelle). Des cours pour enfants et adultes sont enseignés et des examens pour les professeurs sont organisés. Une nouvelle formation de 8 mois sera mise en place prochainement.
Le projet de réhabilitation permettra la construction d'un nouvel espace pour l'accueil du public, d'une véranda et bureaux, une grande halle et la maison du CFA. 4 studios, 1 studio de création et un village forain (bungalows et salles) seront également construits.
Le CFA doit faire établir, dans un premier temps, des diagnostics et études préalables afin d'apporter tous les éléments nécessaires à la consultation de maitrise d'œuvre à venir et répondre ainsi à ses obligations de maitre d'ouvrage. Ces diagnostics et études préalables sont : relevé de géomètre, diagnostic de pollution des sols, études géotechniques, diagnostic structure des bâtiments existants, ainsi que tout autre diagnostic et études préalables qui s'avéreraient nécessaires. Le montant de ces études et diagnostics est estimé à 90 000 €.

Le versement de la subvention régionale est conditionné au respect du plan de financement prévisionnel proposé ci-dessous.
Exceptionnellement, et au titre de l'exercice considéré (dénommé "année N"), la Région autorise l'affectation de l'excédent constaté en année N-1 au financement des investissements proposés et approuvés pour l'année N, sous réserve que la taxe d'apprentissage soit suffisante, et une fois assuré le financement du fonctionnement du CFA conformément au code du Travail pour l'année N-1.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-DENIS (LA PLAINE SAINT-DENIS)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et diagnostics préalables	90 000,00	100,00%
Total	90 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	72 000,00	80,00%
Taxe d'apprentissage	18 000,00	20,00%
Total	90 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 – CP 2019-259

DOSSIER N° 19006434 - CFA DE L'ADAFORSS - MISSION COMPLEMENTAIRE DE MAITRISE D'OEUVRE POUR L'AMENAGEMENT EN MOBILIER

Dispositif : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage (n° 00000442)
Délibération Cadre : CP16-364 du 12/07/2016
Imputation budgétaire : 901-12-20422-112001-400
Action : 11200101- Construction et travaux dans les CFA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	17 160,00 € TTC	55,00 %	9 438,00 €
	Montant total de la subvention		9 438,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATON POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'APPRENTISSAGE ET LA FORMATION AUX METIERS SANITAIRES, SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX (ADAFORSS)
Adresse administrative	:	15 RUE ARISTIDE BRIAND 92300 LEVALLOIS-PERRET
Statut Juridique	:	Association

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mission complémentaire de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement en mobilier.

Dates prévisionnelles : 8 juillet 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le CFA de l'Association pour le Développement de l'Apprentissage et la Formation aux métiers sanitaires, sociaux et médico-sociaux (ADAFORSS) va emménager dans de nouveaux locaux à Levallois-Perret (92) au deuxième semestre 2019.

Compte tenu de la spécificité du mobilier (zone de coworking, banque d'accueil et de la configuration des espaces), le CFA a souhaité confier une mission complémentaire de maîtrise d'œuvre à l'architecte retenu dans le cadre des travaux

La demande de subvention d'investissement concerne une mission complémentaire de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement du mobilier sur le site.

Soit un montant total investissement de 17 160 €.

Le versement de la subvention régionale est conditionné au respect du plan de financement prévisionnel proposé ci-dessous.
Exceptionnellement, et au titre de l'exercice considéré (dénommé "année N"), la Région autorise l'affectation de l'excédent constaté en année N-1 au financement des investissements proposés et approuvés pour l'année N, sous réserve que la taxe d'apprentissage soit suffisante, et une fois assuré le financement du fonctionnement du CFA conformément au code du Travail pour l'année N-1.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- LEVALLOIS-PERRET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mission complémentaire maîtrise d'œuvre	17 160,00	100,00%
Total	17 160,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	9 438,00	55,00%
Taxe d'apprentissage	7 722,00	45,00%
Total	17 160,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 – CP 2019-259

DOSSIER N° 19006187 - CFA SAINT JEAN - TRAVAUX DE REHABILITATION DES LOCAUX DU CFA (PHASE 2)

Dispositif : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage (n° 00000442)
Délibération Cadre : CP16-364 du 12/07/2016
Imputation budgétaire : 901-12-20422-112001-400
Action : 11200101- Construction et travaux dans les CFA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	715 000,00 € TTC	70,00 %	500 500,00 €
	Montant total de la subvention		500 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION DE GESTION DES CENTRES DE FORMATION D'APPRENTIS SAINT-JEAN
Adresse administrative	:	12 B AVENUE DE CATINAT 95210 SAINT-GRATIEN
Statut Juridique	:	Association

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux de réhabilitation des locaux du CFA (phase 2).

Dates prévisionnelles : 8 juillet 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le CFA Saint-Jean de Labbeville (95) a fait l'objet de travaux de réhabilitation de deux bâtiments avec une rénovation et une restructuration complète tout en gardant extérieurement leur identité selon la demande de l'architecte des Bâtiments de France. Ces travaux ont été subventionnés par la Région avec l'octroi d'une subvention lors de la Commission Permanente du 5 juillet 2017.
Ces travaux étant en fin d'opération, il convient de prendre en compte la deuxième et dernière phase avec l'aménagement d'une salle de sports indoor dans le bâtiment 3 et l'aménagement d'un plateau de jeu extérieur. Les travaux concerneront également le ragréage des sols des rez-de-jardin ainsi que les arrivées et distribution des fluides. Cet investissement comprendra les travaux d'aménagement, les honoraires et l'assurance dommage ouvrage pour un montant total de 715 000 €.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LABBEVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement	627 500,00	87,76%
Honoraires architecte, bureau de contrôle, SPS	60 000,00	8,39%
Assurance dommage ouvrage	27 500,00	3,85%
Total	715 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	500 500,00	70,00%
Organisme gestionnaire : emprunt	214 500,00	30,00%
Total	715 000,00	100,00%

Annexe 2 : fiches projets équipements dans les centres de formation d'apprentis

Commission permanente du 3 juillet 2019 – CP 2019-259

DOSSIER N° 19005727 - CFA SUP DE VENTE - RENOUVELLEMENT DES EQUIPEMENTS INFORMATIQUES ET ACQUISITION DE MOBILIER

Dispositif : Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA (n° 00000441)
Délibération Cadre : CP16-364 du 12/07/2016
Imputation budgétaire : 901-12-204181-112002-400
Action : 11200201- Équipement des centres de formation d'apprentis

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	290 700,00 € TTC	50,00 %	145 350,00 €
	Montant total de la subvention		145 350,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE REGION PARIS/ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative	:	27 AVENUE DE FRIEDLAND 75008 PARIS
Statut Juridique	:	Etablissement Public National

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : renouvellement des équipements informatiques et de l'acquisition de mobilier.

Dates prévisionnelles : 8 juillet 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Renouvellement des équipements informatiques et acquisition de mobilier comprenant :

- équipements informatiques : 110 482 €

- équipements en mobilier : 166 688 €

- équipements audiovisuels : 13 530 €

Soit un montant total investissement de 290 700 €.

Le versement de la subvention régionale est conditionné au respect du plan de financement prévisionnel proposé ci-dessous.
Exceptionnellement, et au titre de l'exercice considéré (dénommé "année N"), la Région autorise l'affectation de l'excédent constaté en année N-1 au financement des investissements proposés et approuvés pour l'année N, sous réserve que la taxe d'apprentissage soit suffisante, et une fois assuré le financement du fonctionnement du CFA conformément au code du Travail pour l'année N-1.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements informatiques	110 482,00	38,01%
Equipements en mobilier	166 688,00	57,34%
Equipements audiovisuels	13 530,00	4,65%
Total	290 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	145 350,00	50,00%
Taxe d'apprentissage	145 350,00	50,00%
Total	290 700,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 – CP 2019-259

DOSSIER N° 19005728 - CFA LA FABRIQUE - RENOUVELLEMENT DES EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES ET INFORMATIQUES

Dispositif : Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA (n° 00000441)
Délibération Cadre : CP16-364 du 12/07/2016
Imputation budgétaire : 901-12-204181-112002-400
Action : 11200201- Équipement des centres de formation d'apprentis

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	144 160,50 € TTC	50,00 %	72 080,25 €
	Montant total de la subvention		72 080,25 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE REGION PARIS/ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative	:	27 AVENUE DE FRIEDLAND 75008 PARIS
Statut Juridique	:	Etablissement Public National

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : renouvellement des équipements pédagogiques et informatiques.

Dates prévisionnelles : 8 juillet 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Renouvellement des équipements pédagogiques et informatiques comprenant :

* Equipements pédagogiques : 127 995 €

- machines à coudre
- presse à rouleau et presse à bras tournant
- ponceuse verticale
- métiers à tricoter

* Equipements informatiques : 90 430 €

- stations informatiques
- écrans

Soit un montant total investissement de 218 425 €.

La base subventionnable, calculée au prorata du nombre d'apprentis (66 %), est de 144 160,50 €.

Le montant total investissement retenu sera donc de 144 160,50 €.

Le versement de la subvention régionale est conditionné au respect du plan de financement prévisionnel proposé ci-dessous.
Exceptionnellement, et au titre de l'exercice considéré (dénommé "année N"), la Région autorise l'affectation de l'excédent constaté en année N-1 au financement des investissements proposés et approuvés pour l'année N, sous réserve que la taxe d'apprentissage soit suffisante, et une fois assuré le financement du fonctionnement du CFA conformément au code du Travail pour l'année N-1.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements pédagogiques	84 476,70	58,60%
Equipements informatiques	59 683,80	41,40%
Total	144 160,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	72 080,25	50,00%
Taxe d'apprentissage	72 080,25	50,00%
Total	144 160,50	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 – CP 2019-259

DOSSIER N° 19005731 - CFA FERRANDI - RENOUVELLEMENT ET ACQUISITON D'EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES, INFORMATIQUES ET DE MOBILIER

Dispositif : Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA (n° 00000441)
Délibération Cadre : CP16-364 du 12/07/2016
Imputation budgétaire : 901-12-204181-112002-400
Action : 11200201- Équipement des centres de formation d'apprentis

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	292 264,00 € TTC	50,00 %	146 132,00 €
		Montant total de la subvention	146 132,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE REGION PARIS/ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative	:	27 AVENUE DE FRIEDLAND 75008 PARIS
Statut Juridique	:	Etablissement Public National

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : renouvellement et de l'acquisition d'équipements pédagogiques, informatiques et de mobilier.

Dates prévisionnelles : 8 juillet 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Renouvellement et acquisition d'équipements pédagogiques, informatiques et de mobilier comprenant :

* Equipements pédagogiques : 239 308 €

- divers matériels pédagogiques pâtisserie et boulangerie
- divers matériels pédagogiques restauration et arts de la table

* Equipements informatiques : 94 353 €

- ordinateurs portables
- vidéoprojecteurs

* Equipements en mobilier : 96 139 €

- casiers vestiaires
- armoires
- tables et chaises
- bureaux
- claustras
- machine à glaçons

Soit un montant total investissement de 429 800 €.

La base subventionnable, calculée au prorata du nombre d'apprentis (68 %), est de 292 264 €.

Le montant total investissement retenu sera donc de 292 264 €.

Le versement de la subvention régionale est conditionné au respect du plan de financement prévisionnel proposé ci-dessous.
Exceptionnellement, et au titre de l'exercice considéré (dénommé "année N"), la Région autorise l'affectation de l'excédent constaté en année N-1 au financement des investissements proposés et approuvés pour l'année N, sous réserve que la taxe d'apprentissage soit suffisante, et une fois assuré le financement du fonctionnement du CFA conformément au code du Travail pour l'année N-1.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements pédagogiques	162 729,44	55,68%
Equipements informatiques	64 160,04	21,95%
Equipements en mobilier	65 374,52	22,37%
Total	292 264,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	146 132,00	50,00%
Taxe d'apprentissage	146 132,00	50,00%
Total	292 264,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 – CP 2019-259

DOSSIER N° 19005870 - CFA DES METIERS DE LA COMMUNICATION ET DE LA CREATION NUMERIQUE - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS INFORMATIQUES

Dispositif : Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA (n° 00000441)
Délibération Cadre : CP16-364 du 12/07/2016
Imputation budgétaire : 901-12-20421-112002-400
Action : 11200201- Équipement des centres de formation d'apprentis

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	372 546,00 € TTC	70,00 %	260 782,20 €
	Montant total de la subvention		260 782,20 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAMPUS FONDERIE DE L'IMAGE
Adresse administrative : 80 RUE JULES FERRY
93170 BAGNOLET
Statut Juridique : Association

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'équipements informatiques.

Dates prévisionnelles : 8 juillet 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Acquisition d'équipements informatiques comprenant :

- serveurs et baies de stockage : 232 955 €

- ordinateurs : 152 745 €

- central téléphonique et postes standards : 28 240 €

Soit un montant total investissement de 413 940 €.

La base subventionnable, calculée au prorata du nombre d'apprentis (90 %), est de 372 546 €

Le montant total investissement retenu sera donc de 372 546 €.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BAGNOLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements informatiques	372 546,00	100,00%
Total	372 546,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	260 782,20	70,00%
Organisme gestionnaire : fonds propres	111 763,80	30,00%
Total	372 546,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 – CP 2019-259

DOSSIER N° 19006369 - CFA DE L'ADAFORSS - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS INFORMATIQUES ET DE MOBILIER

Dispositif : Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA (n° 00000441)
Délibération Cadre : CP16-364 du 12/07/2016
Imputation budgétaire : 901-12-20421-112002-400
Action : 11200201- Équipement des centres de formation d'apprentis

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	220 440,00 € TTC	55,00 %	121 242,00 €
	Montant total de la subvention		121 242,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'APPRENTISSAGE ET LA FORMATION AUX METIERS SANITAIRES, SOCIAUX DE MEDICO-SOCIAUX (ADAFORSS)
Adresse administrative	:	15 RUE ARISTIDE-BRIAND 92300 LEVALLOIS-PERRET
Statut Juridique	:	Association

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'équipements informatiques et de mobilier.

Dates prévisionnelles : 8 juillet 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le CFA de l'Association pour le Développement de l'Apprentissage et la Formation aux métiers sanitaires, sociaux et médico-sociaux (ADAFORSS) va emménager dans de nouveaux locaux à Levallois-Perret (92) au deuxième semestre 2019. La demande de subvention d'investissement comprendra :

* Equipements informatiques : 64 505 €

- ordinateurs et logiciels
- serveur et disque dur
- onduleurs et commutateurs
- tableaux interactifs
- système téléphonie fixe et fibre

* Equipements en mobilier : 155 935 €

- divers mobilier accueil et bureaux

Soit un montant total investissement de 220 440 €.

Le versement de la subvention régionale est conditionné au respect du plan de financement prévisionnel proposé ci-dessous.
Exceptionnellement, et au titre de l'exercice considéré (dénommé "année N"), la Région autorise l'affectation de l'excédent constaté en année N-1 au financement des investissements proposés et approuvés pour l'année N, sous réserve que la taxe d'apprentissage soit suffisante, et une fois assuré le financement du fonctionnement du CFA conformément au code du Travail pour l'année N-1.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- LEVALLOIS-PERRET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements informatiques	64 505,00	29,26%
Equipements en mobilier	155 935,00	70,74%
Total	220 440,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	121 242,00	55,00%
Taxe d'apprentissage	99 198,00	45,00%
Total	220 440,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 – CP 2019-259

DOSSIER N° 19006190 - CFA SAINT JEAN - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES, INFORMATIQUES ET DE MOBILIER

Dispositif : Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA (n° 00000441)
Délibération Cadre : CP16-364 du 12/07/2016
Imputation budgétaire : 901-12-20421-112002-400
Action : 11200201- Équipement des centres de formation d'apprentis

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	260 000,00 € TTC	70,00 %	182 000,00 €
	Montant total de la subvention		182 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION DE GESTION DES CENTRES DE FORMATION D'APPRENTIS SAINT-JEAN
Adresse administrative	:	12 B AVENUE DE CATINAT 95210 SAINT-GRATIEN
Statut Juridique	:	Association

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'équipements pédagogiques, informatiques et de mobilier.

Dates prévisionnelles : 8 juillet 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Acquisition d'équipements pédagogiques, informatiques et de mobilier comprenant :

- équipements en mobilier studios apprentis : 82 000 €

- équipements buanderie : 3 000 €

- équipements salles de vie : 6 000 €

- équipements informatiques salles de cours : 58 000 €

- équipements ateliers (rez-de-jardin) : 111 000 €

Soit un montant total investissement de 260 000 €.

Le versement de la subvention régionale est conditionné au respect du plan de financement prévisionnel proposé ci-dessous.

Exceptionnellement, et au titre de l'exercice considéré (dénommé "année N"), la Région autorise l'affectation de l'excédent constaté en année N-1 au financement des investissements proposés et approuvés pour l'année N, sous réserve que la taxe d'apprentissage soit suffisante, et une fois assuré le financement du fonctionnement du CFA conformément au code du Travail pour l'année N-1.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LABBEVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements en mobilier	82 000,00	31,54%
Equipements buanderie	3 000,00	1,15%
Equipements salles de vie	6 000,00	2,31%
Equipements informatiques	58 000,00	22,31%
Equipements ateliers	111 000,00	42,69%
Total	260 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	182 000,00	70,00%
Taxe d'apprentissage	75 000,00	28,85%
Organisme gestionnaire : emprunt	3 000,00	1,15%
Total	260 000,00	100,00%

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc146106-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-252

DU 3 JUILLET 2019

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS POUR LA CRÉATION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX FAMILIAUX, JEUNES ET ÉTUDIANTS - 3ÈME AFFECTATION POUR 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission Permanente et modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU Les délibérations n° CR 132-09 du 26 novembre 2009 et n° CR 39-15 du 19 juin 2015 portant approbation et actualisation du Schéma régional du logement étudiant ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017 modifiée relative à la production de logements et à l'amélioration et simplification de la politique régionale en faveur du logement social ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par les délibérations n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et n° 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU La délibération n° CP 2017-060 du 8 mars 2017 portant notamment approbation des modalités de mise en œuvre de la délibération n° CR 08-16 du 16 février 2016 et de la convention-type relative à l'engagement annuel de recrutement de stagiaires ;

VU La délibération n° CP 2017-133 du 17 mai 2017 portant notamment approbation de la convention type relative à l'aide régionale en faveur de la production de résidences conventionnées pour jeunes, apprentis et étudiants ;

VU La délibération n° CP 2017-134 du 17 mai 2017 portant notamment approbation de la convention-type relative à l'aide régionale en faveur de la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires, modifiée par délibération n° CP 2018-183 du 30 mai 2018 ;

VU La délibération n° CP 2019-068 du 19 mars 2019 portant notamment approbation d'une convention avec la SA d'HLM Immobilière 3F relative à l'engagement de recrutement de stagiaires

pour 2019 ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission du logement et de la rénovation urbaine ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-252 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif «Soutien régional à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants » de la délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017 modifiée, au financement des projets détaillés dans les fiches projet en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 2 647 502 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2017-133 du 17 mai 2017 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de **2 647 502 €** disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat – Logement », programme HP 54-005 (154005) « Action en faveur du logement des jeunes », action 15400505 « Logement des étudiants, des jeunes et des apprentis », du budget 2019.

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif «Production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires » de la délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017 modifiée, au financement des projets de logements détaillés dans les fiches projets en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 7 226 249 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2017-134 du 17 mai 2017 modifiée par la délibération n° CP 2018-183 du 30 mai 2018.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de **7 226 249 €** disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat – Logement », programme HP 54-002 (154002) « Développement du parc locatif social », action 15400210 « Soutien à la production de logements locatifs sociaux » du budget 2019.

Article 3 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets annexées à la délibération, en application de l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin

2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Fiches projets résidences jeunes et étudiants

DOSSIER N° EX040836 - 92 - BOURG LA REINE - 68 BD MARECHAL JOFFRE - RESIDENCE ETUDIANTE DE 80 PLUS/PLS

Dispositif : Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants (n° 00000996)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154005-200
Action : 15400505- Logement des étudiants, des jeunes et des apprentis

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	5 185 037,00 € TTC	10,24 %	531 200,00 €
	Montant total de la subvention		531 200,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCEAUX BOURG LA REINE HABITAT SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE LOCALE
Adresse administrative : 11 RUE MICHEL CHARAIRE 92330 SCEAUX
Statut Juridique : Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant : Monsieur Philippe LAURENT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation (hors charge foncière) d'une résidence étudiante de 80 logements (48 PLUS / 32 PLS), offrant 80 places, sise 68 boulevard du Maréchal Joffre à Bourg-la-Reine

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La résidence sera composée de 80 T1.

Chauffage/ECS : collectif gaz et power-pipe
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE, Effinergie +

Fac Habitat assurera la gestion de la résidence. Les redevances prévisionnelles varieront de 359,41 € à 554,35 € par personne. Ces montants pourront varier après déduction de l'APL en fonction du statut de l'occupant.

Détail du calcul de la subvention :

Calcul de la subvention : 5.185.037 € x 20% = 1.037.007 €

Plafond : (48 places x 8.000 €) + (32 places x 4 600 €) = 531.200 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BOURG-LA-REINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	6 161 197,00	100,00%
Total	6 161 197,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION COMMUNE (SOLLICITEE)	297 280,00	4,83%
PRETS CDC	4 161 065,00	67,54%
FONDS PROPRES	1 171 652,00	19,02%
SUBVENTION REGION	531 200,00	8,62%
Total	6 161 197,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX027488 - 92 - SEVRES - AV DIVISION LECLERC - FJT 115 PLAI

Dispositif : Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants (n° 00000996)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154005-200
Action : 15400505- Logement des étudiants, des jeunes et des apprentis

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	7 063 509,00 € TTC	20,00 %	1 412 702,00 €
	Montant total de la subvention		1 412 702,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D HLM FRANCE HABITATION
Adresse administrative : 1 SQUARE CHAPTAL
92300 LEVALLOIS-PERRET
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Michel CLAIR, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, d'un foyer de jeunes travailleurs de 115 logements PLAI, offrant 121 places, sis 24 avenue de la Division Leclerc à Sèvres

Dates prévisionnelles : 1 juin 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à démarrer les travaux en raison des risques d'occupation illégale du terrain.

Description :
Le foyer sera composé de 85 T1, 24 T1' et 6 T1 bis (pour couples ou familles monoparentales).

Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE, RT 2012 - 10%

L'association ESPEREM assurera la gestion du foyer. Les redevances prévisionnelles varieront de 260 € à 520 € par personne. Ces montants pourront varier après déduction de l'APL en fonction du statut de l'occupant.

Détail du calcul de la subvention :

Calcul de la subvention : 7.063.509 € x 20% = 1.412.702 €

Plafond : 121 places x 12.000 € = 1.452.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEVRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	8 132 607,00	100,00%
Total	8 132 607,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	1 717 600,00	21,12%
SUBVENTION EPCI (SOLLICITEE)	565 000,00	6,95%
SUBVENTION CAF	516 000,00	6,34%
PRET 1%	1 650 000,00	20,29%
PRETS CDC	2 271 305,00	27,93%
SUBVENTION REGION	1 412 702,00	17,37%
Total	8 132 607,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX044966 - 93 - NEUILLY SUR MARNE - ZAC MAISON BLANCHE LOT 9A-4 - RESIDENCE ETUDIANTE DE 108 PLUS/PLS

Dispositif : Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants (n° 00000996)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154005-200
Action : 15400505- Logement des étudiants, des jeunes et des apprentis

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	7 597 086,00 € TTC	9,26 %	703 600,00 €
	Montant total de la subvention		703 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESPACIL HABITAT
Adresse administrative : 1 RUE DU SCORFF
35042 RENNES CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Maxence VERGER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA (avec charge foncière), d'une résidence étudiante de 108 logements (54 PLUS / 54 PLS) offrant 126 places dont 116 finançables par la Région (50 PLUS / 66 PLS) sise 7 avenue Jean Jaurès / 1 place de la Farandole, ZAC Maison Blanche, à Neuilly-sur-Marne

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La résidence sera composée de 98 T1 (dont 10 non finançables par la Région en raison d'une SHAB inférieure à 18 m²), 6 T1 bis pour couples et 4 T5 (colocation 4 personnes).

Les étudiants en colocation bénéficieront, au même titre que les autres étudiants, des locaux communs et services de la résidence.

Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain (géothermie)
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE, RT 2012 - 10%

Espacil Habitat assurera la gestion de la résidence. Les redevances prévisionnelles varieront de 176,17 € à 372,12 € par personne. Ces montants pourront varier après déduction de l'APL en fonction du statut de l'occupant.

Détail du calcul de la subvention :

Calcul de la subvention : 7.597.086 € x 20% = 1.519.417 €

Plafond : (50 places x 8.000 €) + (66 places x 4 600 €) = 703.600 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- NEUILLY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	8 234 649,00	100,00%
Total	8 234 649,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région PLUS	400 000,00	4,86%
Subvention Région PLS	303 600,00	3,69%
Emprunt CDC foncier	3 011 855,00	36,58%
Emprunt CDC travaux	2 470 394,00	30,00%
Fonds propres	2 048 800,00	24,88%
Total	8 234 649,00	100,00%

Annexe 2 - Fiches projets logements familiaux

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX022235 - 77 - PARIS 15 - RUE VAUGIRARD - RESIDENCE SOCIALE 49 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs très sociaux – Résidences sociales et assimilées (n° 00000995)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs très sociaux – Résidences sociales et assimilées	3 535 590,00 € TTC	12,60 %	445 484,00 €
	Montant total de la subvention		445 484,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D HLM FRANCE HABITATION
Adresse administrative : 1 SQUARE CHAPTAL
92300 LEVALLOIS-PERRET
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Michel CLAIR, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation d'une résidence sociale, hors charge foncière, de 49 logements PLAI sis 310 rue de Vaugirard à Paris 15ème

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 19,87%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

Chauffage/ECS : Collectif gaz - panneaux solaires
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 1.584,2 m²

Redevance : valeur janvier 2015

Typologie	Redevance	Reste à charge après perception APL (estimation)
T1	394,01 €	97,01 €
T1'	520,04 € à 571,4 €	de 214,40 € à 274,40 €
T1 Bis	571,4 €	274,40 €

T2 594,1 € de 119,10 € à 297,10 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement d'habitat adapté de type PLAI

Calcul de la subvention : 3.535.590 € x 12,6 % = 445.484 €

Plafond : 20.000 € x 49 = 980.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	6 317 530,00	100,00%
Total	6 317 530,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	1 071 875,00	16,97%
PRETS CDC	4 800 171,00	75,98%
SUBVENTION REGION	445 484,00	7,05%
Total	6 317 530,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX044760 - 75 - PARIS - RUE MONTE CRISTO - 1 PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	247 220,00 € TTC	25,16 %	62 204,00 €
	Montant total de la subvention		62 204,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNL PROLOGUES
Adresse administrative : 3 RUE LOUISE THULIEZ
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-René POILLOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, d'un logement PLAI situé 14 rue Monte Cristo à Paris 20ème

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 19,08%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

Chauffage/ECS : individuel gaz

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 60,48 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2018 : 6,65 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 247.220 € x 30 % = 74.166 €

Plafond : 1.028,50 €* x 60,48 m² = 62.204 €
* Majoration convention de partenariat avec Fondation Abbé Pierre

Pas d'engagement de recrutement de stagiaire en raison de l'atteinte des plafonds réglementaires du fait des recrutements prévus dans le cadre des subventions allouées sur d'autres opérations.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	259 660,00	100,00%
Total	259 660,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	25 004,00	9,63%
Prime spécifique PLAI	20 003,00	7,70%
Subvention Commune (attribuée)	62 647,00	24,13%
Subvention Fondation ABBE PIERRE	25 966,00	10,00%
Subvention Région PLAI	62 204,00	23,96%
Emprunt CDC travaux	1 000,00	0,39%
Fonds propres	62 836,00	24,20%
Total	259 660,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX044918 - 75 - PARIS - RUE DES PRAIRIES - 1 PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	81 013,00 € TTC	30,00 %	24 304,00 €
	Montant total de la subvention		24 304,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNL PROLOGUES
Adresse administrative : 3 RUE LOUISE THULIEZ
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-René POILLOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, d'un logement PLAI situé 43-51 rue des Prairies à Paris 20ème

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 19,08%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

Chauffage/ECS : individuel gaz

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 31,85 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2018 : 7,53 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 81.013 € x 30 % = 24.304 €

Plafond : 1.028,50 €* x 31,85 m² = 32.758 €
* Majoration convention de partenariat avec Fondation Abbé Pierre

Pas d'engagement de recrutement de stagiaire en raison de l'atteinte des plafonds réglementaires du fait des recrutements prévus dans le cadre des subventions allouées sur d'autres opérations
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	86 342,90	100,00%
Total	86 342,90	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	16 109,00	18,66%
Prime spécifique PLAI	8 334,00	9,65%
Surcharge foncière Commune/EPCI (sollicitée)	32 250,00	37,35%
Subvention Fondation ABBE PIERRE	4 317,00	5,00%
Subvention Région PLAI	24 304,00	28,15%
Emprunt CDC travaux	1 000,00	1,16%
Fonds propres	28,90	0,03%
Total	86 342,90	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX044871 - 77 - COMBS-LA-VILLE - RUE DE SOMMEVILLE 20 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 790 572,00 € TTC	3,82 %	106 629,00 €
	Montant total de la subvention		106 629,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE SEINE ET MARNE
Adresse administrative : 10 AVENUE CHARLES PEGUY 77000 MELUN
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Denis JULLEMIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 14 logements PLUS et 6 PLAI situés 75 rue de Sommeville à Combs-la-Ville

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 22,31%

Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz

Certification/Label : NF Habitat HQE RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 770 ,86 m²
Logements PLAI : 429,74 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2018)
Logements PLUS : 7,44 €
Logements PLAI : 6,61 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.791.721 € x 4 % = 71.669 €
Plafond : 10.000 € x 14 = 140.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 998.851 € x 3,5 % = 34.960 €
Plafond : 12.000 € x 6 = 72.000 €

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- COMBS-LA-VILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	3 554 554,00	100,00%
Total	3 554 554,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	45 500,00	1,28%
Subvention Etat PLAI	19 500,00	0,55%
Surcharge foncière Etat PLUS	31 500,00	0,89%
Surcharge foncière Etat PLAI	13 500,00	0,38%
Subvention Région PLUS	71 669,00	2,02%
Subvention Région PLAI	34 960,00	0,98%
Emprunt CDC foncier	822 012,00	23,13%
Emprunt CDC travaux	1 501 087,00	42,23%
Emprunt Action logement	654 000,00	18,40%
Autres emprunts (préciser)	360 826,00	10,15%
Total	3 554 554,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX044913 - 77 - COUPVRAY - ZAC DES 3 ORMES - 29 PLUS/PLAI / 37 LOGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 601 764,00 € TTC	5,43 %	195 728,00 €
	Montant total de la subvention		195 728,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLURIAL NOVILIA
Adresse administrative : 2 PLACE PAUL JAMOT
51100 REIMS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Claude WALTERSPIELLER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 17 logements PLUS et 12 PLAI sis Zac des 3 Ormes à Coupvray

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux :3,8 %
Source RPLS 2017 hors PLS

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : PAC
Certification/Label : NF Habitat

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 1 057,35 m²
Logements PLAI : 728,44 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2018)
Logements PLUS : 7,08 €
Logements PLAI : 6,30 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 2.132.572 € x 4,70 % = 100.231 €
Plafond : 10.000 € x 17 = 170.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.469.192 € x 6,50 % = 95.497 €
Plafond : 12.000 € x 12 = 144.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- COUPVRAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	7 360 629,00	100,00%
Total	7 360 629,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	18 700,00	0,25%
Subvention Etat PLAI	144 000,00	1,96%
Subvention Région PLUS	100 231,00	1,36%
Subvention Région PLAI	95 497,00	1,30%
Emprunt CDC foncier	2 080 250,00	28,26%
Emprunt CDC travaux	3 476 553,00	47,23%
Fonds propres	1 445 398,00	19,64%
Total	7 360 629,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX044910 - 77 - MONTEVRAIN - SOCIETE DES NATIONS - 22 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 780 332,00 € TTC	4,00 %	111 319,00 €
	Montant total de la subvention		111 319,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLURIAL NOVILIA
Adresse administrative : 2 PLACE PAUL JAMOT
51100 REIMS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Claude WALTERSPIELLER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 10 logements PLUS, 7 PLAI et 5 PLS, sis avenue de la Société des Nations à Montévrain

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 19,19 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE Effinergie+ (RT 2012 -20%)

SURFACES UTILES :
Logements PLS : 320,35 m²
Logements PLUS : 748,70 m²
Logements PLAI : 467,05 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2018)
Logements PLS : 10,20 €

Logements PLUS : 7,02 €
Logements PLAI : 6,24 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 575.900 € x 3,50 % = 20.157 €
Plafond : 5.000 € x 5 = 25.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.361.409 € x 3,6 % = 49.011 €
Plafond : 10.000 € x 10 = 100.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 843.023 € x 5 % = 42.151 €
Plafond : 12.000 € x 7 = 84.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- MONTEVRAIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	4 403 758,00	100,00%
Total	4 403 758,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	11 000,00	0,25%
Subvention Etat PLAI	84 000,00	1,91%
Subvention Région PLUS	49 011,00	1,11%
Subvention Région PLAI	42 151,00	0,96%
Subvention Région PLS	20 157,00	0,46%
Emprunt CDC foncier	1 204 378,00	27,35%
Emprunt CDC travaux	2 236 704,00	50,79%
Fonds propres	756 357,00	17,18%
Total	4 403 758,00	100,00%

DOSSIER N° EX044948 - 77 - OTHIS - RUE PIERRE AUGUSTE CARON - 19 PLUS/PLAI / 26 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 210 534,00 € TTC	5,65 %	124 945,00 €
	Montant total de la subvention		124 945,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLURIAL NOVILIA
Adresse administrative : 2 PLACE PAUL JAMOT
51100 REIMS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Claude WALTERSPIELLER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 11 logements PLUS et 8 PLAI situés 8 rue Pierre Auguste Caron à Othis

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 12,07 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 2012 -10 %

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 673,91 m²
Logements PLAI : 518,53 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2018)
Logements PLUS : 7,11 €
Logements PLAI : 6,31 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.249.288 € x 5 % = 62.464 €
Plafond : 10.000 € x 11 = 110.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 961.246 € x 6,5 % = 62.481 €
Plafond : 12.000 € x 8 = 96.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- OTHIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	4 371 747,00	100,00%
Total	4 371 747,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	12 100,00	0,28%
Subvention Etat PLAI	96 000,00	2,20%
Subvention Région PLUS	62 464,00	1,43%
Subvention Région PLAI	62 481,00	1,43%
Emprunt CDC foncier	1 245 794,00	28,50%
Emprunt CDC travaux	2 163 656,00	49,49%
Fonds propres	729 252,00	16,68%
Total	4 371 747,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX044933 - 77 - OTHIS - RUE JOSEPH DIEUX - 4 PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	391 643,00 € TTC	30,00 %	117 493,00 €
	Montant total de la subvention		117 493,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	AIPI - ATELIERS INITIATION PRODUCTION INSERTION
Adresse administrative	:	17 RUE EDOUARD VAILLANT 77390 VERNEUIL-L'ETANG
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur ALAIN REGNIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, sans charge foncière, de 4 logements PLAI situés 2 rue Joseph Dieux à Othis

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 12,07%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

Chauffage/ECS : individuel électrique

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 169,37 m²
Loyer / m² SU - Valeur octobre 2018 : 5,60 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 391.643 € x 30 % = 117.493 €

Plafond : 726 €* x 169,37 m² = 122.963 €
* Majoration convention de partenariat avec Fondation Abbé Pierre

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- OTHIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	421 643,00	100,00%
Total	421 643,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH	150 761,00	35,76%
Subvention Département (sollicitée)	25 744,00	6,11%
Subvention Commune (attribuée)	30 000,00	7,12%
Subvention Fondation ABBE PIERRE	18 000,00	4,27%
Subvention Région PLAI	117 493,00	27,87%
Emprunt CDC travaux	79 645,00	18,89%
Total	421 643,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX044954 - 77 - OZOIR LA FERRIERE - RUE HENRI FRANCOIS - 70 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	7 309 492,00 € TTC	4,65 %	339 706,00 €
	Montant total de la subvention		339 706,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLURIAL NOVILIA
Adresse administrative : 2 PLACE PAUL JAMOT
51100 REIMS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Claude WALTERSPIELLER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 29 logements PLUS, 21 PLAI et 20 PLS situés 5 rue Henri François à Ozoir-la-Ferrière

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 15,37%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 1.160,93 m²
Logements PLUS : 1.722,64 m²
Logements PLAI : 1.240,57 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2018)
Logements PLS : 10,45 €

Logements PLUS : 7,21€
Logements PLAI : 6,4 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 2.057.595 € x 3,7 % = 76.131 €
Plafond : 5.000 € x 20 = 100.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 3.053.151 € x 4,6 % = 140.445 €
Plafond : 10.000 € x 29 = 290.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 2.198.746 € x 5,6 % = 123.130 €
Plafond : 12.000 € x 21 = 252.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- OZOIR-LA-FERRIERE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	11 830 133,00	100,00%
Total	11 830 133,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	31 900,00	0,27%
Subvention Etat PLAI	252 000,00	2,13%
Subvention Région PLUS	140 445,00	1,19%
Subvention Région PLAI	123 130,00	1,04%
Subvention Région PLS	76 131,00	0,64%
Emprunt CDC foncier	3 942 831,00	33,33%
Emprunt CDC travaux	5 547 882,00	46,90%
Fonds propres	1 715 814,00	14,50%
Total	11 830 133,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX044870 - 77 - PONTAULT-COMBAULT - RUE BERCHERES - TRANCHE 2 - 36 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	4 094 123,00 € TTC	4,37 %	178 790,00 €
	Montant total de la subvention		178 790,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	PLURIAL NOVILIA
Adresse administrative	:	2 PLACE PAUL JAMOT 51100 REIMS
Statut Juridique	:	Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant	:	Monsieur Jean-Claude WALTERSPIELLER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 16 logements PLUS, 11 PLAI et 9 PLS situés rues Berchères et Près Saint-Martin, tranche 2 (bâtiments F et G), à Pontault-Combault

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 17,17%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz

Certification/Label : NF Habitat HQE – RT 2012 -10 %

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 605,45 m²
Logements PLUS : 952,73 m²
Logements PLAI : 681,84 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2018)
Logements PLS : 10,11 €
Logements PLUS : 7,24 €
Logements PLAI : 6,43 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 1.095.394 € x 3,2 % = 35.053 €
Plafond : 5.000 € x 9 = 45.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.742.297 € x 4,5 % = 78.403 €
Plafond : 10.000 € x 16 = 160.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.256.432 € x 5,2 % = 65.334 €
Plafond : 12.000 € x 11 = 132.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PONTAULT-COMBAULT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	6 484 671,00	100,00%
Total	6 484 671,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	17 600,00	0,27%
Subvention Etat PLAI	132 000,00	2,04%
Subvention Région PLUS	78 403,00	1,21%
Subvention Région PLAI	65 334,00	1,01%
Subvention Région PLS	35 053,00	0,54%
Emprunt CDC foncier	2 173 071,00	33,51%
Emprunt CDC travaux	3 070 300,00	47,35%
Fonds propres	912 910,00	14,08%
Total	6 484 671,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX045023 - 77 - PONTAULT-COMBAULT - RUE BERCHERES - TRANCHE 1 - 49 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	5 000 450,00 € TTC	5,10 %	254 990,00 €
	Montant total de la subvention		254 990,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLURIAL NOVILIA
Adresse administrative : 2 PLACE PAUL JAMOT
51100 REIMS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Claude WALTERSPIELLER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 22 logements PLUS, 16 PLAI et 11 PLS situés rues Berchères et Près Saint-Martin, tranche 1 (bâtiment A et B), à Pontault-Combault

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 17,17%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz

Certification/Label : NF Habitat HQE – RT 2012 -10 %

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 626,78 m²
Logements PLUS : 1.234,68 m²

Logements PLAI : 893,91 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2018)
Logements PLS : 10,5 €
Logements PLUS : 7,51 €
Logements PLAI : 6,67 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 1.129.635 € x 4 % = 45.185 €
Plafond : 5.000 € x 11 = 55.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 2.244.366 € x 5 % = 112.218 €
Plafond : 10.000 € x 22 = 220.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.626.449 € x 6 % = 97.587 €
Plafond : 12.000 € x 16 = 192.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PONTAULT-COMBAULT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	7 920 197,00	100,00%
Total	7 920 197,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	24 200,00	0,31%
Subvention Etat PLAI	192 000,00	2,42%
Subvention Région PLUS	112 218,00	1,42%
Subvention Région PLAI	97 587,00	1,23%
Subvention Région PLS	45 185,00	0,57%
Emprunt CDC foncier	2 628 676,00	33,19%
Emprunt CDC travaux	3 719 291,00	46,96%
Fonds propres	1 101 040,00	13,90%
Total	7 920 197,00	100,00%

DOSSIER N° EX033593 - 77 - VERT-SAINT-DENIS - RUE DES AULNES 31 PLUS/PLAI/36 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 392 104,00 € TTC	4,70 %	112 429,00 €
	Montant total de la subvention		112 429,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VALOPHIS CHAUMIERE IDF
Adresse administrative : 81 RUE DU PONT DE CRETEIL
94100 ST MAUR DES FOSSES CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme Coopérative Ouvrière de Production
Représentant : Monsieur FARID BOUALI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 19 logements PLUS sis 1 rue des Aulnes à Vert-Saint-Denis

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1.291,9 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 6,99 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 2.392.104 € x 4,7% = 112.429 €

Plafond : 10.000 € x 19 = 190.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VERT-SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 574 361,00	100,00%
Total	3 574 361,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRIME SPECIFIQUE	4 000,00	0,11%
PRET 1%	632 936,00	17,71%
PRETS CDC	2 588 339,00	72,41%
FONDS PROPRES	236 657,00	6,62%
SUBVENTION REGION	112 429,00	3,15%
Total	3 574 361,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX033595 - 77 - VERT-SAINT-DENIS - RUE DES AULNES 31 PLUS/PLAI/36 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 332 996,00 € TTC	7,10 %	94 643,00 €
	Montant total de la subvention		94 643,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VALOPHIS CHAUMIERE IDF
Adresse administrative : 81 RUE DU PONT DE CRETEIL
94100 ST MAUR DES FOSSES CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme Coopérative Ouvrière de Production
Représentant : Monsieur FARID BOUALI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 12 logements PLAI sis 1 rue des Aulnes à Vert-Saint-Denis

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 14,23%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

Chauffage/ECS : individuel gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 719,33 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 6,22 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.332.996 € x 7,1 % = 94.643 €

Plafond : 12.000 € x 12 = 144.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VERT-SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 991 833,00	100,00%
Total	1 991 833,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	120 000,00	6,02%
PRET 1%	183 063,00	9,19%
PRETS CDC	1 544 771,00	77,56%
FONDS PROPRES	49 356,00	2,48%
SUBVENTION REGION	94 643,00	4,75%
Total	1 991 833,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX045021 - 78 - BOIS D'ARCY - ZAC DE LA CROIX BONNET 30 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	5 404 045,00 € TTC	2,81 %	151 865,00 €
	Montant total de la subvention		151 865,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative	:	33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société Anonyme
Représentant	:	Monsieur HERVE SILBERSTEIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 12 logements PLUS, 9 PLAI et 9 PLS situés ZAC de la Croix Bonnet à Bois d'Arcy

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 15,97%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif et individuel gaz

Certification/Label : NF Habitat HQE – RT 2012 -20 %

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 565,4 m²
Logements PLUS : 1.277,35 m²
Logements PLAI : 789,25 m²

LOYERS (m² SU valeur octobre 2018)
Logements PLS : 10,2 €
Logements PLUS : 5,82 €
Logements PLAI : 5,34 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 1.160.884 € x 3 % = 34.827 €
Plafond : 5.000 € x 9 = 45.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 2.622.666 € x 2,3 % = 60.321 €
Plafond : 10.000 € x 12 = 120.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.620.495 € x 3,5 % = 56.717 €
Plafond : 12.000 € x 9 = 108.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- BOIS-D'ARCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	8 520 257,00	100,00%
Total	8 520 257,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	66 600,00	0,78%
Prime spécifique PLAI	88 800,00	1,04%
Subvention Région PLUS	60 321,00	0,71%
Subvention Région PLAI	56 717,00	0,67%
Subvention Région PLS	34 827,00	0,41%
Emprunt CDC foncier	2 224 255,00	26,11%
Emprunt CDC travaux	1 664 538,00	19,54%
Emprunt Action logement	720 000,00	8,45%
Autres emprunts (préciser)	1 476 000,00	17,32%
Fonds propres	2 128 199,00	24,98%
Total	8 520 257,00	100,00%

DOSSIER N° EX042149 - 78 - BOUGIVAL - QUAI BOISSY D'ANGLAS - 10 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	873 571,00 € TTC	3,00 %	26 207,00 €
	Montant total de la subvention		26 207,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Bruno LUCAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 5 logements PLUS sis 4 quai Boissy d'Anglas à Bougival

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification Habitat Environnement, RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 338,49 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2018 : 6,53 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 873.571 € x 3% = 26.207 €

Plafond : 10.000 € x 5 = 50.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- BOUGIVAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 349 452,00	100,00%
Total	1 349 452,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	20 604,00	1,53%
PRETS CDC	1 179 118,00	87,38%
FONDS PROPRES	123 523,00	9,15%
SUBVENTION REGION	26 207,00	1,94%
Total	1 349 452,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX042151 - 78 - BOUGIVAL - QUAI BOISSY D'ANGLAS - 10 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	675 496,00 € TTC	5,50 %	37 152,00 €
	Montant total de la subvention		37 152,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Bruno LUCAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 5 logements PLAI sis 4 quai Boissy d'Anglas à Bougival

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 5,46%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

Chauffage/ECS : collectif gaz, pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et Environnement, RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 261,74 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2018 : 5,65 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 675.496 € x 5,5 % = 37.152 €

Plafond : 12.000 € x 5 = 60.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- BOUGIVAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 043 475,00	100,00%
Total	1 043 475,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	16 396,00	1,57%
PRIME SPECIFIQUE	37 000,00	3,55%
SUBVENTION MINISTERE	60 000,00	5,75%
PRETS 1%	60 000,00	5,75%
PRETS CDC	740 882,00	71,00%
FONDS PROPRES	92 045,00	8,82%
SUBVENTION REGION	37 152,00	3,56%
Total	1 043 475,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX044743 - 78 - ELANCOURT - RUE LAPEROUSE - ZAC NORD DES REAUX - 24 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	4 463 799,00 € TTC	2,20 %	97 992,00 €
	Montant total de la subvention		97 992,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE
Adresse administrative	:	59 RUE DE PROVENCE 75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant	:	Monsieur Denis LOTHAIRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 7 logements PLUS, 7 PLAI et 10 PLS situés rue Lapérouse, ZAC Nord des Réaux (lot A/B) à Elancourt

Dates prévisionnelles : 22 février 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer les travaux au regard des contraintes liées à l'aménagement de la ZAC

Description :
Taux de logements sociaux : 21,9%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Certification/Label : NF Habitat, RT 2012

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 890,78 m²

Logements PLUS : 658,07 m²
Logements PLAI : 626,12 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2018)
Logements PLS : 9,50 €
Logements PLUS : 6,26 €
Logements PLAI : 5,43 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 1.828.192 € x 1,7 % = 31.079 €
Plafond : 5.000 € x 10 = 50.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.350.590 € x 2,1 % = 28.362 €
Plafond : 10.000 € x 7 = 70.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.285.017 € x 3 % = 38.551 €
Plafond : 12.000 € x 7 = 84.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- ELANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	6 208 000,00	100,00%
Total	6 208 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	91 000,00	1,47%
Subvention Région PLUS	28 362,00	0,46%
Subvention Région PLAI	38 551,00	0,62%
Subvention Région PLS	31 079,00	0,50%
Emprunt CDC foncier	1 954 000,00	31,48%
Emprunt CDC travaux	2 937 008,00	47,31%
Emprunt Action logement	456 000,00	7,35%
Fonds propres	672 000,00	10,82%
Total	6 208 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX045053 - 78 - MARLY LE ROI - CHEMIN DES MOINES - 33 PLUS/PLAI / 60 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	5 297 049,00 € TTC	4,19 %	222 144,00 €
	Montant total de la subvention		222 144,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAIMV SA IMMO MOULIN VERT SA HAB LOYER MODERE
Adresse administrative : 104 RUE JOUFFROY D'ABBANS 75017 PARIS 17E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Henry FOURNIAL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 22 logements PLUS et 11 PLAI situés chemin des Moines à Marly-le-Roi

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 12,77%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 2012 - 10%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 1 487,79 m²
Logements PLAI : 634,23 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2018)
Logements PLUS : 6,93 €
Logements PLAI : 6,26 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 3.641.761 € x 3,6 % = 131.103 €
Plafond : 10.000 € x 22 = 220.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.655.288 € x 5,5 % = 91.041 €
Plafond : 12.000 € x 11 = 132.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MARLY-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	12 118 836,00	100,00%
Total	12 118 836,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	144 300,00	1,19%
Subvention Etat PLAI	70 200,00	0,58%
Subvention Département (sollicitée)	437 500,00	3,61%
Subvention Commune (attribuée)	800 000,00	6,60%
Subvention Agirc-Arrco	72 000,00	0,59%
Subvention Région PLUS	131 103,00	1,08%
Subvention Région PLAI	91 041,00	0,75%
Emprunt CDC foncier	2 262 903,00	18,67%
Emprunt CDC travaux	5 078 933,00	41,91%
Emprunt Action logement	360 000,00	2,97%
Emprunt CDC PHB	540 000,00	4,46%
Fonds propres	2 130 856,00	17,58%
Total	12 118 836,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX044916 - 78 - SAINT REMY LES CHEVREUSE - RUE HENRI JANIN - 4 PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	876 117,00 € TTC	13,22 %	115 830,00 €
	Montant total de la subvention		115 830,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: SCA FONCIERE HABITAT ET HUMANISME
Adresse administrative	: 69 CHEMIN DE VASSIEUX 69300 CALUIRE ET CUIRE
Statut Juridique	: Société En Commandite Par Actions
Représentant	: Monsieur Bernard DEVERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, de 4 logements PLAI situés 26 rue Henri Janin à Saint-Rémy-Lès-Chevreuse

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
aux de logements sociaux : 19,38 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 175,50 m²
Loyer / m² SU - Valeur décembre 2018 : 6,70 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 876.117 € x 30 % = 262.835 €

Plafond : 660 € x 175,50 m² = 115.830 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	967 744,00	100,00%
Total	967 744,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	40 000,00	4,13%
Subvention Commune (attribuée)	60 000,00	6,20%
Subvention Région PLAI	115 830,00	11,97%
Emprunt CDC foncier	244 399,00	25,25%
Fonds propres	507 515,00	52,44%
Total	967 744,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX045043 - 78 - SARTROUVILLE - RUE D'ESTIENNE D'ORVES 16 PLUS/26 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 092 876,00 € TTC	3,00 %	62 786,00 €
	Montant total de la subvention		62 786,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 1001 VIES HABITAT
Adresse administrative : 18 AVENUE D'ALSACE
92400 COURBEVOIE
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Philippe BRY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 16 logements PLUS situés 14-22 rue d'Estienne d'Orves à Sartrouville

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 26,6%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz

Certification/Label NF Habitat HQE RT 2012 -20%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 991,03 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2018)
Logements PLUS : 5,97 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 2.092.876 € x 3 % = 62.786 €
Plafond : 10.000 € x 16 = 160.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SARTROUVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	2 894 829,00	100,00%
Total	2 894 829,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région PLUS	62 786,00	2,17%
Emprunt CDC foncier	1 190 914,00	41,14%
Emprunt CDC travaux	96 914,00	3,35%
Emprunt Action logement	325 309,00	11,24%
Fonds propres	1 218 906,00	42,11%
Total	2 894 829,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX041106 - 78 - VILLEPREUX - ENTREPRENEURS/NAGELMACKERS - 46 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 735 604,00 € TTC	4,00 %	109 424,00 €
	Montant total de la subvention		109 424,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE
Adresse administrative	:	59 RUE DE PROVENCE 75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant	:	Monsieur Denis LOTHAIRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 22 logements PLUS sis 1 rue des Entrepreneurs / 3 rue Georges Nagelmackers à Villepreux

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification BEE+, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1 421,64 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2018 : 7,02 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 2.735.604 € x 4% = 109.424 €

Plafond : 10.000 € x 22 = 220.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VILLEPREUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 399 787,00	100,00%
Total	4 399 787,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	660 000,00	15,00%
PRETS CDC	2 771 787,00	63,00%
FONDS PROPRES	858 576,00	19,51%
SUBVENTION REGION	109 424,00	2,49%
Total	4 399 787,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX041107 - 78 - VILLEPREUX - ENTREPRENEURS/NAGELMACKERS - 46 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 016 798,00 € TTC	4,00 %	40 672,00 €
	Montant total de la subvention		40 672,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE
Adresse administrative : 59 RUE DE PROVENCE
75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Denis LOTHAIRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 10 logements PLS sis 1 rue des Entrepreneurs / 3 rue Georges Nagelmackers à Villepreux

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification BEE+, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 528,41 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2018 : 10,70 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 1.016.798 € x 4% = 40.672 €

Plafond : 5.000 € x 10 = 50.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VILLEPREUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 635 359,00	100,00%
Total	1 635 359,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	240 000,00	14,68%
PRETS CDC	965 359,00	59,03%
FONDS PROPRES	389 328,00	23,81%
SUBVENTION REGION	40 672,00	2,49%
Total	1 635 359,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX041104 - 78 - VILLEPREUX - ENTREPRENEURS/NAGELMACKERS - 46 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 675 530,00 € TTC	5,00 %	83 777,00 €
	Montant total de la subvention		83 777,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE
Adresse administrative : 59 RUE DE PROVENCE 75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Denis LOTHAIRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 14 logements PLAI sis 1 rue des Entrepreneurs / 3 rue Georges Nagelmackers à Villepreux

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 16,54%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification BEE+, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 870,74 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2018 : 6,12 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.675.530 € x 5% = 83.777 €

Plafond : 12.000 € x 14 = 168.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VILLEPREUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 694 825,00	100,00%
Total	2 694 825,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	252 000,00	9,35%
PRET 1%	360 000,00	13,36%
PRETS CDC	1 452 825,00	53,91%
FONDS PROPRES	546 223,00	20,27%
SUBVENTION REGION	83 777,00	3,11%
Total	2 694 825,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX044683 - 91 - BIEVRES - 20 AVENUE DE LA GARE - 9 PLUS/PLAI / 12 LOGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	886 999,00 € TTC	5,99 %	53 125,00 €
	Montant total de la subvention		53 125,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VILOGIA SA D'HLM
Adresse administrative : 74 RUE JEAN JAURES
59491 VILLENEUVE D'ASCQ
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Pierre GUILLON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 5 logements PLUS et 4 PLAI sis 20 avenue de la Gare à Bièvres

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 12,45 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE RT 2012 -20%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 239,85 m²
Logements PLAI : 196,20 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2018)
Logements PLUS : 7,71 €
Logements PLAI : 6,65 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 469.173 € x 5 % = 23.459 €
Plafond : 10.000 € x 5 = 50.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 417.826 € x 7,10 % = 29.666 €
Plafond : 12.000 € x 4 = 48.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BIEVRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	1 606 491,00	100,00%
Total	1 606 491,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	36 000,00	2,24%
Subvention Commune (sollicitée)	45 393,00	2,83%
Subvention Région PLUS	23 459,00	1,46%
Subvention Région PLAI	29 666,00	1,85%
Emprunt CDC foncier	268 073,00	16,69%
Emprunt CDC travaux	645 051,00	40,15%
Emprunt Action logement	120 000,00	7,47%
Autres emprunts (CDC Booster et PHBB)	192 000,00	11,95%
Fonds propres	246 849,00	15,37%
Total	1 606 491,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX041039 - 91 - EGLY - AVENUE DE VERDUN - 38 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 482 885,00 € TTC	2,60 %	38 555,00 €
	Montant total de la subvention		38 555,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	VALOPHIS SAREPA- SOCIETE ANONYME D'HLM
Adresse administrative	:	81 RUE DU PONT DE CRETEIL 94100 ST MAUR DES FOSSES CEDEX
Statut Juridique	:	Société Anonyme
Représentant	:	Monsieur BOUALI Farid, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 10 logements PLUS sis 102 avenue de Verdun à Egly

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE, RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 618,55 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2018 : 6,97 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.482.885 € x 2,6% = 38.555 €

Plafond : 10.000 € x 10 = 100.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- EGLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 688 430,00	100,00%
Total	1 688 430,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	293 478,00	17,38%
PRETS CDC	1 356 397,00	80,33%
SUBVENTION REGION	38 555,00	2,28%
Total	1 688 430,00	100,00%

DOSSIER N° EX041044 - 91 - EGLY - AVENUE DE VERDUN - 38 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 227 321,00 € TTC	3,00 %	96 820,00 €
	Montant total de la subvention		96 820,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	VALOPHIS SAREPA- SOCIETE ANONYME D'HLM
Adresse administrative	:	81 RUE DU PONT DE CRETEIL 94100 ST MAUR DES FOSSES CEDEX
Statut Juridique	:	Société Anonyme
Représentant	:	Monsieur BOUALI Farid, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 20 logements PLS sis 102 avenue de Verdun à Egly

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE, RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 1.346,20 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2018 : 8,15 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 3.227.321 € x 3% = 96.820 €

Plafond : 5.000 € x 20 = 100.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- EGLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 674 666,00	100,00%
Total	3 674 666,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRETS 1%	587 161,00	15,98%
PRETS CDC	2 990 685,00	81,39%
SUBVENTION REGION	96 820,00	2,63%
Total	3 674 666,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX041040 - 91 - EGLY - AVENUE DE VERDUN - 38 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 047 525,00 € TTC	3,00 %	31 426,00 €
	Montant total de la subvention		31 426,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VALOPHIS SAREPA- SOCIETE ANONYME D'HLM
Adresse administrative : 81 RUE DU PONT DE CRETEIL 94100 ST MAUR DES FOSSES CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur BOUALI Farid, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 8 logements PLAI sis 102 avenue de Verdun à Egly

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 27,2%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE, RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 436,95 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2018 : 6,20 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.047.525 € x 3 % = 31.426 €

Plafond : 12.000 € x 8 = 96.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- EGLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 192 724,00	100,00%
Total	1 192 724,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	72 000,00	6,04%
PRET 1%	109 361,00	9,17%
PRETS CDC	979 937,00	82,16%
SUBVENTION REGION	31 426,00	2,63%
Total	1 192 724,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX044999 - 91 - EGLY - ZAC MARE AUX BOURGUIGNONS LOT D - 49 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	5 508 323,00 € TTC	3,78 %	208 148,00 €
	Montant total de la subvention		208 148,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLURIAL NOVILIA
Adresse administrative : 2 PLACE PAUL JAMOT
51100 REIMS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Claude WALTERSPIELLER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 19 logements PLUS, 16 PLAI et 14 PLS situés ZAC de la Mare aux Bourguignons, lot D, à Egly

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 27,2 %
Source RPLS 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 2012 – 10%, label biosourcé

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 853,95 m²
Logements PLUS : 1 194,84 m²
Logements PLAI : 993,49 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2018)
Logements PLS : 10,30 €

Logements PLUS : 7,26 €
Logements PLAI : 6,45 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 1.535.737 € x 4,5 % = 69.108 €
Plafond : 5.000 € x 14 = 70.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 2.171.429 € x 3,5 % = 76.000 €
Plafond : 10.000 € x 19 = 190.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.801.157 € x 3,5 % = 63.040 €
Plafond : 12.000 € x 16 = 192.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- EGLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	8 724 615,00	100,00%
Total	8 724 615,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	140 000,00	1,60%
Subvention Région PLUS	76 000,00	0,87%
Subvention Région PLAI	63 040,00	0,72%
Subvention Région PLS	69 108,00	0,79%
Emprunt CDC foncier	2 932 939,00	33,62%
Emprunt CDC travaux	4 181 984,00	47,93%
Fonds propres	1 261 544,00	14,46%
Total	8 724 615,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX045008 - 91 - EPINAY SUR ORGE - RUE DE CORBEIL ET RUE PASTEUR - 30 PLUS/PLAI / 42 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 501 296,00 € TTC	5,49 %	192 179,00 €
	Montant total de la subvention		192 179,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM ICF LA SABLIERE
Adresse administrative : 24 RUE DE PARADIS
75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Patrick JEANSELME, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 17 logements PLUS et 13 PLAI situés 44-46 rue de Corbeil/13 rue Pasteur à Epinay-sur-Orge

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 12,39 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel électrique
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 2012 -10 %

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 726,53 m²
Logements PLAI : 694,70 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2018)
Logements PLUS : 7,87 €

Logements PLAI : 6,99 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.789.856 € x 5 % = 89.493 €
Plafond : 10.000 € x 17 = 170.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.711.440 € x 6 % = 102.686 €
Plafond : 12.000 € x 13 = 156.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- EPINAY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	7 409 671,00	100,00%
Total	7 409 671,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	120 000,00	1,62%
Subvention 1%	675 000,00	9,11%
Subvention Région PLUS	89 493,00	1,21%
Subvention Région PLAI	102 686,00	1,39%
Emprunt CDC travaux	5 397 704,00	72,85%
Emprunt Action logement	300 000,00	4,05%
Fonds propres	724 788,00	9,78%
Total	7 409 671,00	100,00%

DOSSIER N° EX022525 - 91 - MARCOUSSIS - RUE ALFRED DUBOIS - 18 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 750 701,00 € TTC	4,00 %	70 028,00 €
	Montant total de la subvention		70 028,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM PIERRES ET LUMIERES
Adresse administrative : 112 AVENUE ARISTIDE BRIAND
92160 ANTONY
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-François GRILLON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 12 logements PLUS sis 44 Bis rue Alfred Dubois à Marcoussis

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE, RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 798,08 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 7,18 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.750.701 € x 4% = 70.028 €

Plafond : 10.000 € x 12 = 120.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MARCOUSSIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 162 742,00	100,00%
Total	2 162 742,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
COMMUNAUTE DE COMMUNE (EC)	45 000,00	2,08%
PRETS CDC	1 515 742,00	70,08%
PRETS 1%	344 000,00	15,91%
FONDS PROPRES	187 972,00	8,69%
SUBVENTION REGION	70 028,00	3,24%
Total	2 162 742,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX021819 - 91 - MARCOUSSIS - RUE ALFRED DUBOIS - 18 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	678 866,00 € TTC	6,90 %	46 842,00 €
	Montant total de la subvention		46 842,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SA D'HLM PIERRES ET LUMIERES
Adresse administrative	:	112 AVENUE ARISTIDE BRIAND 92160 ANTONY
Statut Juridique	:	Société Anonyme
Représentant	:	Monsieur Jean-François GRILLON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 6 logements PLAI situés 44 Bis rue Alfred Dubois à Marcoussis.

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 14,43%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE, RT 2012 -10 %

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 309,47 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,38 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 678.866 € x 6,9 % = 46.842 €

Plafond : 12.000 € x 6 = 72.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MARCOUSSIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	838 643,00	100,00%
Total	838 643,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	90 000,00	10,73%
PRETS CDC	701 801,00	83,68%
SUBVENTION REGION	46 842,00	5,59%
Total	838 643,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX044695 - 91 - OLLAINVILLE - ROUTE D'ARPAJON - 8 PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 108 941,00 € TTC	26,55 %	294 393,00 €
	Montant total de la subvention		294 393,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION MONDE EN MARGE
MONDE EN MARCHE
Adresse administrative : 22 RUE DE LORMOY
91310 LONGPONT-SUR-ORGE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Roland FRANQUEMAGNE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, de 8 logements PLAI situés 20 route d'Arpajon « lotissement du Verger » à Ollainville

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 8,47%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

Chauffage/ECS : collectif gaz

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 405,50 m²
Loyer / m² SU - Valeur novembre 2018 : 6,49 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.108.941 € x 30 % = 332.682 €

Plafond : 726 €* x 405,50 m² = 294.393 €
* Majoration convention de partenariat avec Fondation Abbé Pierre

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- OLLAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	1 151 102,00	100,00%
Total	1 151 102,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	182 725,94	15,87%
Prime spécifique PLAI	115 110,17	10,00%
Subvention PLAI adapté	111 840,00	9,72%
Surcharge foncière Etat PLAI	5 980,00	0,52%
Subvention Département (sollicitée)	216 000,00	18,76%
Surcharge foncière Département (sollicitée)	26 056,64	2,26%
Surcharge foncière Commune/EPCI (sollicitée)	40 000,00	3,47%
Subvention Fondation ABBE PIERRE	115 110,17	10,00%
Subvention Région PLAI	294 393,00	25,57%
Emprunt CDC travaux	20 000,00	1,74%
Fonds propres	23 886,08	2,08%
Total	1 151 102,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX045029 - 91 - ORMOY - ZAC PLAINE SAINT JACQUES LOT B1 - 36 PLUS/PLAI / 53 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	4 979 976,00 € TTC	5,01 %	249 299,00 €
	Montant total de la subvention		249 299,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAIMV SA IMMO MOULIN VERT SA HAB LOYER MODERE
Adresse administrative : 104 RUE JOUFFROY D'ABBANS 75017 PARIS 17E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Henry FOURNIAL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 20 logements PLUS et 16 PLAI situés ZAC de la Plaine Saint-Jacques, lot B1, à Ormoy

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 8,79%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 2012 - 20 %

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 1 422,19 m²
Logements PLAI : 957,70 m²

LOYERS (m² SU valeur décembre 2018)

Logements PLUS : 6,39 €
Logements PLAI : 5,91 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 2.975.972 € x 4 % = 119.039 €
Plafond : 10.000 € x 20 = 200.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 2.004.004 € x 6,5 % = 130.260 €
Plafond : 12.000 € x 16 = 192.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ORMOY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	9 849 654,00	100,00%
Total	9 849 654,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	144 000,00	1,46%
Subvention Département (sollicitée)	282 000,00	2,86%
Subvention Commune (sollicitée)	80 000,00	0,81%
Subvention Région PLUS	119 039,00	1,21%
Subvention Région PLAI	130 260,00	1,32%
Emprunt CDC foncier	1 913 832,00	19,43%
Emprunt CDC travaux	4 207 917,00	42,72%
Emprunt Action logement	300 000,00	3,05%
Autres emprunts	1 233 579,00	12,52%
Fonds propres	1 439 027,00	14,61%
Total	9 849 654,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX044696 - 91 - PARAY VIEILLE POSTE - RUE PIERRE ET MARIE CURIE - RESIDENCE SOCIALE DE 26 PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 346 658,00 € TTC	20,10 %	270 678,00 €
	Montant total de la subvention		270 678,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: 3F RESIDENCES
Adresse administrative	: 1 BOULEVARD HIPPOLYTE MARQUES 94200 IVRY-SUR-SEINE
Statut Juridique	: Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant	: Monsieur Didier JEANNEAU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, hors charge foncière, d'une pension de famille de 26 logements PLAI située 19-21 rue Pierre et Marie Curie à Paray-Vieille-Poste

Dates prévisionnelles : 8 avril 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer les travaux au regard du risque d'occupation illicite du site

Description :
Taux de logements sociaux : 18%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

Chauffage/ECS : collectif gaz

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 524,88 m²

Redevance : valeur février 2019

Typologie Redevance Reste à charge après perception APL (estimation)
T1 360 € de 34 € à 239 €
T1' 411 € de 34 € à 280 €
T1 Bis 442 € de 35 € à 299 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement d'habitat adapté de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.346.658 € x 20,1 % = 270.678 €

Plafond : 20.000 € x 26 = 520.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARAY-VIEILLE-POSTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	2 869 959,00	100,00%
Total	2 869 959,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	480 480,00	16,74%
Subvention Département (attribuée)	312 000,00	10,87%
Subvention Région PLAI	270 678,00	9,43%
Emprunt CDC foncier	1 563 981,00	54,49%
Emprunt Action logement	100 000,00	3,48%
Fonds propres	142 820,00	4,98%
Total	2 869 959,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX044807 - 91 - SOISY-SUR-SEINE - BD DE LA REPUBLIQUE - 8 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	933 900,00 € TTC	4,48 %	41 850,00 €
	Montant total de la subvention		41 850,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE
Adresse administrative	:	59 RUE DE PROVENCE 75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant	:	Monsieur Denis LOTHAIRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 5 logements PLUS et 3 PLAI situés 28 boulevard de la République à Soisy-sur-Seine

Dates prévisionnelles : 1 avril 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence au regard des contraintes de travaux et de délais de réalisation

Description :
Taux de logements sociaux : 15,9%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz

Certification/Label NF Habitat HQE RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 251,50 m²
Logements PLAI : 174 m²

LOYERS (m² SU valeur septembre 2018)
Logements PLUS : 7,82 €
Logements PLAI : 6,49 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 653.278 € x 3,7 % = 24.171 €
Plafond : 10.000 € x 5 = 50.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 280.622 € x 6,3 % = 17.679 €
Plafond : 12.000 € x 3 = 36.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SOISY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	1 426 700,00	100,00%
Total	1 426 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	6 000,00	0,42%
Subvention Etat PLAI	42 000,00	2,94%
Surcharge foncière Commune/EPCI (sollicitée)	148 000,00	10,37%
Subvention Région PLUS	24 171,00	1,69%
Subvention Région PLAI	17 679,00	1,24%
Emprunt CDC foncier	371 700,00	26,05%
Emprunt CDC travaux	433 000,00	30,35%
Emprunt Action logement	180 000,00	12,62%
Fonds propres	204 150,00	14,31%
Total	1 426 700,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX044603 - 92 - BAGNEUX - 11 RUE GUSTAVE COURBET - 21 PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 477 847,00 € TTC	3,02 %	105 000,00 €
	Montant total de la subvention		105 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Bruno LUCAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 21 PLS sis 11 rue Gustave Courbet à Bagneux

Dates prévisionnelles : 14 mars 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer les travaux au regard des risques d'occupation illicite du site

Description :
Taux de logements sociaux : 63,6 %
Source Inventaire RPLS 2017 hors PLS

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 1 212,85 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2018)
Logements PLS : 11,52 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 3.477.847 € x 5 % = 173.892 €
Plafond : 5.000 € x 21 = 105.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- BAGNEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	6 158 141,00	100,00%
Total	6 158 141,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région PLS	105 000,00	1,71%
Emprunt CDC foncier	2 533 344,00	41,14%
Emprunt CDC travaux	2 348 984,00	38,14%
Autres emprunts (prêt collecteur Action Logement)	660 000,00	10,72%
Fonds propres	510 813,00	8,29%
Total	6 158 141,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX040835 - 92 - BOURG LA REINE - 68 BOULEVARD JOFFRE - 15 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 965 400,00 € TTC	2,10 %	41 273,00 €
	Montant total de la subvention		41 273,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCEAUX BOURG LA REINE HABITAT SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE LOCALE
Adresse administrative : 11 RUE MICHEL CHARAIRE 92330 SCEAUX
Statut Juridique : Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant : Monsieur Philippe LAURENT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 10 logements PLUS sis 68 boulevard Joffre à Bourg-la-Reine

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE Effinergie+

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 748,26 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,30 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.965.400 € x 2,10 % = 41.273 €

Plafond : 10.000 € x 10 = 100.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BOURG-LA-REINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 430 572,00	100,00%
Total	2 430 572,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRIME SPECIFIQUE	100 000,00	4,11%
SUBVENTION DEPARTEMENT EC	96 492,00	3,97%
SUBVENTION VILLE EC	150 342,00	6,19%
PRET 1%	70 000,00	2,88%
FONDS PROPRES	556 168,00	22,88%
PRETS CDC	1 416 297,00	58,27%
SUBVENTION REGION	41 273,00	1,70%
Total	2 430 572,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX040834 - 92 - BOURG LA REINE - 68 BOULEVARD JOFFRE - 15 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 082 747,00 € TTC	2,50 %	27 069,00 €
	Montant total de la subvention		27 069,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCEAUX BOURG LA REINE HABITAT SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE LOCALE
Adresse administrative : 11 RUE MICHEL CHARAIRE 92330 SCEAUX
Statut Juridique : Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant : Monsieur Philippe LAURENT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 5 logements PLAI sis 68 boulevard Joffre à Bourg-la-Reine

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 21,76 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE Effinergie+

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 413,87 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 5,61 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.082.747 € x 2,50 % = 27.069 €

Plafond : 12.000 € x 5 = 60.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BOURG-LA-REINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 339 012,00	100,00%
Total	1 339 012,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	50 000,00	3,73%
PRIME SPECIFIQUE	50 000,00	3,73%
SUBVENTION DEPARTEMENT EC	51 008,00	3,81%
SUBVENTION VILLE EC	82 824,00	6,19%
FONDS PROPRES	343 657,00	25,66%
PRETS CDC	734 454,00	54,85%
SUBVENTION REGION	27 069,00	2,02%
Total	1 339 012,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX044659 - 92 - COURBEVOIE - 26-28 RUE EDITH CAVELL - 13 PLUS/PLAI / 47 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	783 915,00 € TTC	6,10 %	47 801,00 €
	Montant total de la subvention		47 801,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Bruno LUCAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 9 logements PLUS et 4 PLAI, sis 26-28 rue Edith Cavell à Courbevoie

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 21,62 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : programme non certifié (RT 2012)

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 214,07 m²
Logements PLAI : 97,82 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2018)
Logements PLUS : 9,16 €
Logements PLAI : 8,14 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 538.051 € x 5 % = 26.903 €
Plafond : 10.000 € x 9 = 90.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 245.864 € x 8,50 % = 20.898 €
Plafond : 12.000 € x 4 = 48.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- COURBEVOIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	1 045 219,00	100,00%
Total	1 045 219,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	62 459,00	5,98%
Subvention Etat PLAI	40 000,00	3,83%
Prime spécifique PLAI	28 541,00	2,73%
Subvention Région PLUS	26 903,00	2,57%
Subvention Région PLAI	20 898,00	2,00%
Emprunt CDC foncier	384 932,00	36,83%
Emprunt CDC travaux	84 765,00	8,11%
Autres emprunts (prêt collecteur Action Logement)	284 000,00	27,17%
Fonds propres	112 721,00	10,78%
Total	1 045 219,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX044808 - 93-LA COURNEUVE - EDGAR QUINET - 6 PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	895 506,00 € TTC	3,35 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	VILOGIA SA D'HLM
Adresse administrative	:	74 RUE JEAN JAURES 59491 VILLENEUVE D'ASCQ
Statut Juridique	:	Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant	:	Monsieur Jean-Pierre GUILLON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 6 logements PLS situés 10 bis rue Edgar Quinet à La Courneuve

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 52,7%

Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz

Certification/Label : NF Habitat HQE RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 383,16 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2018)
Logements PLUS : 10,19 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 895.506 € x 5 % = 44.775 €
Plafond : 5.000 € x 6 = 30.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LA COURNEUVE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	1 129 372,00	100,00%
Total	1 129 372,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région PLS	30 000,00	2,66%
Emprunt CDC foncier	986 435,00	87,34%
Fonds propres	112 937,00	10,00%
Total	1 129 372,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX044691 - 93 - MONTREUIL - RUE HENRI WALLON / RUE RAYMOND LEFEBVRE - 12 PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 441 760,00 € TTC	30,00 %	432 528,00 €
	Montant total de la subvention		432 528,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: FREHA FRANCE EURO HABITAT
Adresse administrative	: 98 BOULEVARD VICTOR HUGO 92110 CLICHY
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Monsieur Pascal ROBIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, de 12 logements PLAI situés 24 rue Henri Wallon, 54 rue Raymond Lefebvre à Montreuil

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 34,5%
Source DRIHL Inventaire RPLS 2017 hors PLS
Exception mesure anti-ghettos : opération sous maîtrise d'ouvrage d'insertion

Chauffage/ECS : chaudière thermodynamique, pompe à chaleur

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 468,80 m²
Loyer / m² SU - Valeur décembre 2018 : 7,3 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.441.760 € x 30 % = 432.528 €

Plafond : 1.028,50 €* x 468,80 m² = 482.161 €
* Majoration convention de partenariat avec Fondation Abbé Pierre

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	1 618 795,00	100,00%
Total	1 618 795,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	63 289,00	3,91%
Prime spécifique PLAI	67 605,00	4,18%
Subvention PLAI adapté	111 840,00	6,91%
Subvention Fondation ABBE PIERRE	161 879,00	10,00%
Subvention Région PLAI	432 528,00	26,72%
Emprunt CDC foncier	127 712,00	7,89%
Emprunt CDC travaux	93 942,00	5,80%
Emprunt Action logement	560 000,00	34,59%
Total	1 618 795,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX045019 - 93 - TREMBLAY EN FRANCE - 3 BD DE L'HOTEL DE VILLE - 40 PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	6 464 211,00 € TTC	3,00 %	193 926,00 €
	Montant total de la subvention		193 926,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	VILOGIA SA D'HLM
Adresse administrative	:	74 RUE JEAN JAURES 59491 VILLENEUVE D'ASCQ
Statut Juridique	:	Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant	:	Monsieur Jean-Pierre GUILLON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 40 logements PLS sis 3 boulevard de l'Hôtel de Ville à Tremblay-en-France

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain
Certification/Label : bâtiment passif (Passivhaus)

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 2 469,56 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2018)
Logements PLS : 10 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 6.464.211 € x 3 % = 193.926 €

Plafond : 5.000 € x 40 = 200.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- TREMBLAY-EN-FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	7 730 372,00	100,00%
Total	7 730 372,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Commune (sollicitée)	280 000,00	3,62%
Subvention Région PLS	193 926,00	2,51%
Emprunt CDC foncier	1 241 476,00	16,06%
Emprunt CDC travaux	4 649 340,00	60,14%
Emprunt CDC Booster	280 000,00	3,62%
Fonds propres	1 085 630,00	14,04%
Total	7 730 372,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX044964 - 94 - CHOISY LE ROI - ZAC TROENES LOT 3A - 30 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	4 432 808,00 € TTC	2,18 %	96 774,00 €
	Montant total de la subvention		96 774,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH 94 VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : 9 ROUTE DE CHOISY 94000 CRETEIL
Statut Juridique : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Abraham JOHNSON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 12 logements PLUS et 18 PLAI situés 119, avenue d'Alfortville / allée des Troènes, ZAC des Troènes (lot 3A) à Choisy-le-Roi

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 32,24%
Source RPLS 2017 hors PLS
Exception mesure anti-ghettos (projet NPNRU)

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE, RT 2012 – 10 %

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 697,30 m²
Logements PLAI : 1 206,70 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2018)

Logements PLUS : 7,21 €
Logements PLAI : 6,41 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.623.423 € x 2,5 % = 40.586 €
Plafond : 10.000 € x 12 = 120.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 2.809.385 € x 2 % = 56.188 €
Plafond : 12.000 € x 18 = 216.000 €

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- CHOISY-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	5 608 874,00	100,00%
Total	5 608 874,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANRU PLUS	96 000,00	1,71%
Subvention ANRU PLAI	486 000,00	8,66%
Surcharge foncière Etat PLUS	240 000,00	4,28%
Surcharge foncière Etat PLAI	219 600,00	3,92%
Subvention Département (sollicitée)	180 000,00	3,21%
Subvention Région PLUS	40 586,00	0,72%
Subvention Région PLAI	56 188,00	1,00%
Emprunt CDC foncier	991 865,00	17,68%
Emprunt CDC travaux	2 525 409,00	45,03%
Emprunt CDC Booster	210 000,00	3,74%
Fonds propres	563 226,00	10,04%
Total	5 608 874,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX044892 - 94 - IVRY-SUR-SEINE - ZAC IVRY CONFLUENCES ILOT 5A1 23 PLUS/39 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 486 812,00 € TTC	2,00 %	69 736,00 €
	Montant total de la subvention		69 736,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH 94 VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : 9 ROUTE DE CHOISY 94000 CRETEIL
Statut Juridique : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Abraham JOHNSON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 23 logements PLUS situés rue Pierre Rigaud - ZAC Ivry Confluences - Ilot 5A1 à Ivry-sur-Seine

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 34,2%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain

Certification/Label : BBE+ RT 2012 -10 %

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 1.548,99 m²

LOYERS (m² SU valeur septembre 2018)

Logements PLUS : 7,61 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 3.486.812 € x 2 % = 69.736 €
Plafond : 10.000 € x 23 = 230.000 €

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	5 132 513,00	100,00%
Total	5 132 513,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Surcharge foncière Etat PLUS	123 919,00	2,41%
Subvention Département (sollicitée)	143 130,00	2,79%
Surcharge foncière Commune/EPCI (sollicitée)	60 555,00	1,18%
Subvention Région PLUS	69 736,00	1,36%
Emprunt CDC foncier	2 106 184,00	41,04%
Emprunt CDC travaux	1 719 418,00	33,50%
Emprunt Action logement	556 619,00	10,84%
Autres emprunts (Booster)	269 151,00	5,24%
Fonds propres	83 801,00	1,63%
Total	5 132 513,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX042206 - 94 - ORMESSON SUR MARNE - AVENUE DE PINCE VENT - 66 PLUS/PLAI / 220 LOGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	5 982 359,00 € TTC	4,50 %	269 206,00 €
	Montant total de la subvention		269 206,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE
Adresse administrative : 59 RUE DE PROVENCE 75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Denis LOTHAIRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 46 logements PLUS sis 41 avenue de Pince Vent à Ormesson-sur-Marne

Dates prévisionnelles : 3 mars 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer les travaux afin d'éviter tout risque d'occupation illicite du terrain

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 2 843,50 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2018 : 7,15 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 5.982.359 € x 4,50 % = 269.206 €

Plafond : 10.000 € x 46 = 460.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ORMESSON-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	9 410 592,00	100,00%
Total	9 410 592,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRIME SPECIFIQUE	121 789,00	1,29%
SURCHARGE FONCIERE ETAT	287 420,00	3,05%
PRET 1%	960 000,00	10,20%
FONDS PROPRES	1 181 915,00	12,56%
PRETS CDC	6 590 262,00	70,03%
SUBVENTION REGION	269 206,00	2,86%
Total	9 410 592,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX042207 - 94 - ORMESSON SUR MARNE - AVENUE DE PINCE VENT - 66 PLUS/PLAI / 220 LOGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 831 116,00 € TTC	5,60 %	158 542,00 €
	Montant total de la subvention		158 542,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE
Adresse administrative : 59 RUE DE PROVENCE 75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Denis LOTHAIRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 20 logements PLAI sis 41 avenue de Pince Vent à Ormesson-sur-Marne

Dates prévisionnelles : 8 mars 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer les travaux afin d'éviter tout risque d'occupation illicite du terrain

Description :
Taux de logements sociaux : 2,13 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

Chauffage/ECS : individuel gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 1 345,67 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2018 : 6,35 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 2.831.116 € x 5,60 % = 158.542 €

Plafond : 12.000 € x 20 = 240.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ORMESSON-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 453 508,00	100,00%
Total	4 453 508,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	143 001,00	3,21%
PRIME SPECIFIQUE	246 228,00	5,53%
SURCHARGE FONCIERE ETAT	287 420,00	6,45%
PRET 1%	420 000,00	9,43%
FONDS PROPRES	513 579,00	11,53%
PRETS CDC	2 684 738,00	60,28%
SUBVENTION REGION	158 542,00	3,56%
Total	4 453 508,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX033382 - 94 - SAINT MAUR DES FOSSES - 18 AVENUE LOUIS BLANC - 9 PLUS/PLAI / 10 LOGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	742 678,00 € TTC	5,00 %	37 134,00 €
	Montant total de la subvention		37 134,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH 94 VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : 9 ROUTE DE CHOISY 94000 CRETEIL
Statut Juridique : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Abraham JOHNSON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 6 logements PLUS sis 18 avenue Louis Blanc à Saint-Maur-des-Fossés

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 293,87 m²
Loyer / m² SU - Valeur février 2018 : 6,88 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 742.678 € x 5 % = 37.134 €

Plafond : 10.000 € x 6 = 60.000 €

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 028 918,00	100,00%
Total	1 028 918,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	6 768,00	0,66%
SUBVENTION DEPARTEMENT ATT	54 000,00	5,25%
SUBVENTION 1%	12 500,00	1,21%
PRET 1%	93 554,00	9,09%
FONDS PROPRES	143 667,00	13,96%
PRETS CDC	681 295,00	66,21%
SUBVENTION REGION	37 134,00	3,61%
Total	1 028 918,00	100,00%

DOSSIER N° EX033379 - 94 - SAINT MAUR DES FOSSES - 18 AVENUE LOUIS BLANC - 9 PLUS/PLAI / 10 LOGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	474 735,00 € TTC	5,00 %	23 737,00 €
	Montant total de la subvention		23 737,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH 94 VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : 9 ROUTE DE CHOISY 94000 CRETEIL
Statut Juridique : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Abraham JOHNSON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 3 logements PLAI sis 18 avenue Louis Blanc à Saint-Maur-des-Fossés

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 7,28 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 178,27 m²
Loyer / m² SU - Valeur février 2018 : 6,12 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 474.735 € x 5 % = 23.737 €

Plafond : 12.000 € x 3 = 36.000 €

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	657 706,00	100,00%
Total	657 706,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	20 529,00	3,12%
PRIME SPECIFIQUE	89 068,00	13,54%
PRET 1%	78 447,00	11,93%
PRETS CDC	445 925,00	67,80%
SUBVENTION REGION	23 737,00	3,61%
Total	657 706,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX044938 - 94 - VINCENNES - RUE DE LA JARRY - 2 PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	486 024,00 € TTC	17,02 %	82 701,00 €
	Montant total de la subvention		82 701,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SCA FONCIERE HABITAT ET HUMANISME
Adresse administrative	:	69 CHEMIN DE VASSIEUX 69300 CALUIRE ET CUIRE
Statut Juridique	:	Société En Commandite Par Actions
Représentant	:	Monsieur Bernard DEVERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, de 2 logements PLAI situés 62 rue de la Jarry à Vincennes

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 9,82%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

Chauffage/ECS : individuel électrique

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 88,45 m²
Loyer / m² SU - Valeur février 2019 : 6,85 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 486.024 € x 30 % = 145.807 €

Plafond : 935 € x 88,45 m² = 82.701 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VINCENNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	531 431,00	100,00%
Total	531 431,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	19 235,00	3,62%
Prime spécifique PLAI	14 340,00	2,70%
Subvention Département (attribuée)	16 800,00	3,16%
Subvention Commune (attribuée)	60 000,00	11,29%
Subvention Région PLAI	82 701,00	15,56%
Emprunt CDC travaux	84 078,00	15,82%
Fonds propres	254 277,00	47,85%
Total	531 431,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX044943 - 94 - VINCENNES - RUE DES LAITIERES - 1 PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	143 687,00 € TTC	15,03 %	21 589,00 €
	Montant total de la subvention		21 589,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SCA FONCIERE HABITAT ET HUMANISME
Adresse administrative	:	69 CHEMIN DE VASSIEUX 69300 CALUIRE ET CUIRE
Statut Juridique	:	Société En Commandite Par Actions
Représentant	:	Monsieur Bernard DEVERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, d'un logement PLAI situé 25 rue des Laitières à Vincennes

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 9,82%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

Chauffage/ECS : individuel électrique

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 23,09 m²
Loyer / m² SU - Valeur décembre 2018 : 9,41 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 143.687 € x 30 % = 43.106 €

Plafond : 935 € x 23,09 m² = 21.589 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VINCENNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	162 617,00	100,00%
Total	162 617,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	4 364,00	2,68%
Prime spécifique PLAI	4 812,00	2,96%
Surcharge foncière Etat PLAI	2 401,00	1,48%
Subvention Commune (attribuée)	35 000,00	21,52%
Subvention Région PLAI	21 589,00	13,28%
Emprunt CDC travaux	26 684,00	16,41%
Fonds propres	67 767,00	41,67%
Total	162 617,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX044908 - 94 - VINCENNES - 173-177 RUE DIDEROT - 11 PLUS/PLAI / 22 LOGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 832 020,00 € TTC	3,89 %	71 308,00 €
	Montant total de la subvention		71 308,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SA D'HLM LOGIREP
Adresse administrative	:	127 RUE GAMBETTA 92150 SURESNES
Statut Juridique	:	Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant	:	Monsieur DANIEL BIARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 6 logements PLUS et 5 PLAI, sis 173-177 rue Diderot à Vincennes

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 9,82 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : Habitat & Environnement

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 371,85 m²
Logements PLAI : 271,10 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2016)
Logements PLUS : 7,37 €
Logements PLAI : 6,80 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.178.124 € x 3 % = 35.344 €
Plafond : 10.000 € x 6 = 60.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 653.896 € x 5,50 % = 35.964 €
Plafond : 12.000 € x 5 = 60.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VINCENNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	3 661 156,00	100,00%
Total	3 661 156,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	7 865,00	0,21%
Subvention Etat PLAI	28 671,00	0,78%
Prime spécifique PLAI	48 168,00	1,32%
Surcharge foncière Etat PLUS	32 532,00	0,89%
Surcharge foncière Etat PLAI	44 622,00	1,22%
Subvention Commune (attribuée)	229 311,00	6,26%
Subvention Action logement	160 000,00	4,37%
Subvention Région PLUS	35 344,00	0,97%
Subvention Région PLAI	35 964,00	0,98%
Emprunt CDC foncier	1 462 963,00	39,96%
Emprunt CDC travaux	500 239,00	13,66%
Emprunt Action logement	496 000,00	13,55%
Fonds propres	579 477,00	15,83%
Total	3 661 156,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX044737 - 95 - BUTRY SUR OISE - RUE PASTEUR - 3 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	704 517,00 € TTC	2,80 %	19 726,00 €
	Montant total de la subvention		19 726,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPAC OFFICE PUBLIC AMENAGEMENT CONSTRUCT OISE
Adresse administrative : 9 AV DU BEAUVAISIS 60006 BEAUVAIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Arnaud DUMONTIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 2 logements PLUS et 1 PLAI situés 52 bis rue Pasteur à Butry-Sur-Oise

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 12,97%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz, pompe à chaleur
Certification/Label : RT 2012 -20%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 172,55 m²
Logements PLAI : 86,27 m²

LOYERS (m² SU valeur novembre 2018)
Logements PLUS : 6,27 €
Logements PLAI : 5,57 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 469.687 € x 2,5 % = 11.742 €
Plafond : 10.000 € x 2 = 20.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 234.830 € x 3,4 % = 7.984 €
Plafond : 12.000 € x 1 = 12.000 €

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BUTRY-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	1 177 558,00	100,00%
Total	1 177 558,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	2 000,00	0,17%
Subvention Etat PLAI	9 000,00	0,76%
Prime spécifique PLAI	3 000,00	0,25%
Subvention Région PLUS	11 742,00	1,00%
Subvention Région PLAI	7 984,00	0,68%
Emprunt CDC foncier	498 084,00	42,30%
Emprunt CDC travaux	152 540,00	12,95%
Emprunt Action logement	112 000,00	9,51%
Fonds propres	381 208,00	32,37%
Total	1 177 558,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX042212 - 95 - GONESSE - 8 RUE EMMANUEL RAIN - 65 PLS / 96 LOGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	8 560 088,00 € TTC	3,80 %	325 000,00 €
	Montant total de la subvention		325 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VILOGIA SA D'HLM
Adresse administrative : 74 RUE JEAN JAURES
59491 VILLENEUVE D'ASCQ
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Pierre GUILLON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 65 logements PLS sis 8 rue Emmanuel Rain à Gonesse

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (niveau RT 2012 -20%)

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 4 071,47 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2018 : 9,50 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 8.560.088 € x 5 % = 428.004 €

Plafond : 5.000 € x 65 = 325.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	11 919 918,00	100,00%
Total	11 919 918,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION AGIRC-ARRCO	144 000,00	1,21%
PRET 1%	585 000,00	4,91%
FONDS PROPRES	1 787 988,00	15,00%
PRETS CDC	9 077 930,00	76,16%
SUBVENTION REGION	325 000,00	2,73%
Total	11 919 918,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX044949 - 95 - HERBLAY - CHEMIN DE CHENNEVIERES ZAC DES BAYONNES - 5 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	479 100,00 € TTC	5,40 %	25 866,00 €
	Montant total de la subvention		25 866,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative	:	33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société Anonyme
Représentant	:	Monsieur HERVE SILBERSTEIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 3 logements PLUS et 2 PLAI sis chemin de Chennevières (Zac des Bayonnes) à Herblay

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 15,74 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE (RT 2012 -10%)

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 206,15 m²
Logements PLAI : 134,28 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2018)
Logements PLUS : 6,65 €
Logements PLAI : 5,91 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 288.000 € x 5 % = 14.400 €
Plafond : 10.000 € x 3 = 30.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 191.100 € x 6 % = 11.466 €
Plafond : 12.000 € x 2 = 24.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- HERBLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	1 173 580,00	100,00%
Total	1 173 580,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	18 000,00	1,53%
Prime spécifique PLAI	9 000,00	0,77%
Subvention Région PLUS	14 400,00	1,23%
Subvention Région PLAI	11 466,00	0,98%
Emprunt CDC foncier	386 142,00	32,90%
Emprunt CDC travaux	246 043,00	20,97%
Autres emprunts (prêt collecteur 1%)	192 000,00	16,36%
Fonds propres	296 529,00	25,27%
Total	1 173 580,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX045036 - 95 - SAINT LEU LA FORET - RUE COGNACQ JAY - 64 PLUS/PLAI / 90 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	6 838 019,00 € TTC	5,98 %	409 184,00 €
	Montant total de la subvention		409 184,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LSVO - LE LOGIS SOCIAL DU VAL D'OISE
Adresse administrative	:	2 RUE DES CORDELIERS 95300 PONTOISE
Statut Juridique	:	Société Anonyme
Représentant	:	Monsieur Thierry TRON LOZAI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 37 logements PLUS et 27 PLAI situés 47-55 rue Cognacq Jay à Saint-Leu-la-Forêt

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 13,38%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : BEE+, RT 2012 - 10%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 2 215,13 m²
Logements PLAI : 1 658,69 m²

LOYERS (m² SU valeur décembre 2018)
Logements PLUS : 7,06 €

Logements PLAI : 6,24 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 3.912.679 € x 5 % = 195.634 €
Plafond : 10.000 € x 37 = 370.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 2.925.340 € x 7,30 % = 213.550 €
Plafond : 12.000 € x 27 = 324.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-LEU-LA-FORET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	16 940 244,00	100,00%
Total	16 940 244,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	71 000,00	0,42%
Subvention Etat PLAI	243 000,00	1,43%
Prime spécifique PLAI	103 000,00	0,61%
Subvention Région PLUS	195 634,00	1,15%
Subvention Région PLAI	213 550,00	1,26%
Emprunt CDC foncier	6 459 697,00	38,13%
Emprunt CDC travaux	5 790 544,00	34,18%
Emprunt Action logement	1 440 000,00	8,50%
Empunt CDC PHB	987 000,00	5,83%
Fonds propres	1 436 819,00	8,48%
Total	16 940 244,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-252

DOSSIER N° EX044914 - 95 - SAINT OUEN L'AUMONE - RUE DU MAIL - 10 PLUS / 15 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 571 841,00 € TTC	1,80 %	28 293,00 €
	Montant total de la subvention		28 293,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Bruno LUCAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 10 logements PLUS situés 10/14 rue du Mail à Saint-Ouen-L'Aumône

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 2012 -20%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 570,16 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2018)
Logements PLUS : 7,28 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.571.841 € x 1,80 % = 28.293 €
Plafond : 10.000 € x 10 = 100.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- SAINT-OUEN-L'AUMONE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	3 169 557,00	100,00%
Total	3 169 557,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	10 000,00	0,32%
Subvention Etat PLAI	60 000,00	1,89%
Subvention Région PLUS	28 293,00	0,89%
Emprunt CDC foncier	567 430,00	17,90%
Emprunt CDC travaux	2 068 154,00	65,25%
Emprunt Action logement	120 000,00	3,79%
Autres emprunts (Préfecture de Police)	141 769,00	4,47%
Fonds propres	173 911,00	5,49%
Total	3 169 557,00	100,00%

Acte rendu exécutoire le 3 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc146288-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-281

DU 3 JUILLET 2019

AIDE AU PARC PRIVÉ - TROISIÈME AFFECTATION POUR 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales,

VU Le Code de la construction et de l'habitation,

VU La délibération n° CR 09-11 du 10 février 2011 modifiée relative à l'action régionale en faveur du logement,

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente et modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens,

VU La délibération n° CP 12-363 du 12 juillet 2012 portant approbation de la convention type d'aide aux travaux en parties communes,

VU La délibération n° CP 14-300 du 18 juin 2014 approuvant notamment la labellisation de la copropriété Les Chalands 2 à Sevran,

VU La délibération n° CP 16-300 du 12 juillet 2016 portant approbation de la convention type d'appui en ingénierie,

VU La délibération n° CP 16-535 du 16 novembre 2016 approuvant notamment la labellisation des copropriétés Quétigny 1-2-3 à Epinay-sur-Seine,

VU La délibération n° CP 2017-451 du 18 octobre 2017 approuvant notamment la labellisation de la copropriété sise 69, avenue du Président Wilson à la Plaine-Saint-Denis,

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2019,

VU l'avis de la commission du logement et de la rénovation urbaine ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-281 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « Politique régionale du logement - Aide au parc privé », au financement des programmes de travaux détaillés dans les fiches projets en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de 3 subventions d'un montant maximum

prévisionnel de 1 369 390 €

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par délibération n° CP 12-363 du 12 juillet 2012 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 369 390 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat-Logement », programme HP 54-004 « Aide au parc privé » (154004), action 15400403 « Aide aux copropriétés en difficulté » du budget 2019.

Article 2 :

Décide de participer au titre du dispositif « Politique régionale du logement - Aide au parc privé », au financement des mesures d'ingénierie détaillées dans les fiches projets en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de 7 subventions d'un montant maximum prévisionnel 71 310 €

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par délibération n° CP 16-300 du 12 juillet 2016, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **71 310 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat-Logement », programme HP 54-004 « Aide au parc privé » (154004), action 15400403 « Aide aux copropriétés en difficulté » du budget 2019.

Article 3 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans les fiches projets en annexe à la délibération en application de l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXE A LA DELIBERATION

FICHES PROJETS

DOSSIER N° EX045032 - MISSION DE SUIVI-ANIMATION DU NOUVEAU PLAN DE SAUVEGARDE DE LA COPROPRIETE LES CHALANDS 2 A SEVRAN (93270)

Dispositif : CR09-11 Habitat privé : ingénierie (n° 00000740)
Délibération Cadre : CR09-11 du 10/02/2011
Imputation budgétaire : 905-54-204141-154004-200
Action : 15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	69 960,00 € HT	22,16 %	15 500,00 €
	Montant total de la subvention		15 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRE D'ENVOL
Adresse administrative : PARIS TERRES D'ENVOL 93601 AULNAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur BRUNO BESCHIZZA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de la première année de la mission de suivi-animation du nouveau plan de sauvegarde de la copropriété Les Chalands 2 à Sevran (93270).

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 3 juillet 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
- assister la copropriété dans la gestion et le traitement des aspects juridiques,
- accompagner le relogement et veiller aux besoins éventuels de portage,
- assister la copropriété dans la réalisation des travaux,
- piloter l'opération.

Projet bénéficiant d'un label déjà approuvé par délibération n° 14-300 du 18/06/2014 (label n°14300CDSR9327001)

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50 % maximum d'une dépense annuelle éligible plafonnée à 500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 62 lots) est fixée à 15 500 € compte tenu des financements attendus par ailleurs.

Localisation géographique :

- SEVRAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et prestations de services TTC	83 952,00	100,00%
Total	83 952,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH	34 980,00	41,67%
Subvention CDC	6 996,00	8,33%
Subvention Intercommunalité EPCI (sollicitée)	26 476,00	31,54%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	15 500,00	18,46%
Total	83 952,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-281

DOSSIER N° EX045069 - AIDE A LA GESTION DU SDC QUETIGNY 2 A EPINAY-SUR-SEINE (93800)

Dispositif : CR09-11 Habitat privé : ingénierie (n° 00000740)
Délibération Cadre : CR09-11 du 10/02/2011
Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-200
Action : 15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	30 833,33 € HT	30,00 %	9 250,00 €
		Montant total de la subvention	9 250,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LD CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT
Adresse administrative : 3 ALLEE HECTOR BERLIOZ
95130 FRANCONVILLE
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur MANUEL POLO CANTERO, Gestionnaire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la gestion en faveur de la copropriété Quétigny 2 à Epinay-Sur-Seine (93800).

Dates prévisionnelles : 13 juin 2018 - 3 juillet 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence liée à la mise en œuvre du projet de réhabilitation de la copropriété. Projet approuvé par délibération n° CP 16-535 du 16/11/2016 (label 16-535 CDSR 993800-02).

Description :
Soutien à l'activité de gestion menée par le syndic de la copropriété Quétigny 2, pour l'exercice 2018-2019, dans le cadre du redressement de ladite copropriété, au titre du contrat de gestion en cours.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 30 % maximum d'une dépense subventionnable annuelle limitée à 150 € par lot (en l'occurrence 164) est fixée à 9250 €.

Localisation géographique :
- EPINAY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et prestations de services TTC	36 750,00	100,00%
Total	36 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	9 250,00	25,17%
Fonds propres	27 500,00	74,83%
Total	36 750,00	100,00%

DOSSIER N° EX045070 - AIDE A LA GESTION DU SDC QUETIGNY 3 A EPINAY-SUR-SEINE (93800)

Dispositif : CR09-11 Habitat privé : ingénierie (n° 00000740)
Délibération Cadre : CR09-11 du 10/02/2011
Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-200
Action : 15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	31 000,00 € HT	30,00 %	9 300,00 €
		Montant total de la subvention	9 300,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NEXITY LAMY
Adresse administrative : 19 RUE DE VIENNE
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur MOHAMED KAH, Gestionnaire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la gestion de la copropriété Quétigny 3 à Epinay-sur-Seine (93800)

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2018 - 3 juillet 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence liée à la mise en œuvre du projet de réhabilitation de la copropriété. Projet approuvé par délibération n° CP 16-535 du 16/11/2016 (label 16-535 CDSR 93800-02)

Description :
Soutien à l'activité de gestion menée par le syndic de la copropriété Quétigny 3, pour l'exercice 2018-2019, dans le cadre du redressement de ladite copropriété, au titre du contrat de gestion en cours.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 30 % maximum d'une dépense subventionnable annuelle limitée à 150 € par lot (en l'occurrence 153) est fixée à 9300 €.

Localisation géographique :
- EPINAY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et prestations de services TTC	37 200,00	100,00%
Total	37 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	9 300,00	25,00%
Fonds propres	27 900,00	75,00%
Total	37 200,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-281

DOSSIER N° EX045074 - AIDE A LA GESTION DU SDC QUETIGNY 1 A EPINAY-SUR-SEINE (93800)

Dispositif : CR09-11 Habitat privé : ingénierie (n° 00000740)
Délibération Cadre : CR09-11 du 10/02/2011
Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-200
Action : 15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	35 866,00 € HT	30,00 %	10 760,00 €
		Montant total de la subvention	10 760,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	BLERIOT PHILIPPE HENRI ROGER
Adresse administrative	:	50 RUE VICTOR HUGO 95300 PONTOISE
Statut Juridique	:	Monsieur
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la gestion de la copropriété Quétigny 1 à Epinay-sur-Seine (93800)

Dates prévisionnelles : 30 octobre 2018 - 3 juillet 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence liée à la mise en œuvre du projet de réhabilitation de la copropriété. Projet approuvé par délibération n° CP 16-535 du 16/11/2016 (label 16-535 CDSR 93800-01)

Description :
Soutien à l'activité de gestion menée par l'administrateur provisoire de la copropriété Quétigny 1, dans le cadre du redressement de ladite copropriété, au titre de la mission qui lui a été confiée par le tribunal de grande instance de Bobigny pour l'exercice 2018-2019.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 30 % maximum d'une dépense subventionnable annuelle limitée à 150 € par lot (en l'occurrence 162) est fixée à 10 760 €.

Localisation géographique :
- EPINAY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et prestations de services TTC	43 039,00	100,00%
Total	43 039,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 760,00	25,00%
Fonds propres	32 279,00	75,00%
Total	43 039,00	100,00%

DOSSIER N° EX045067 - TRAVAUX DE REHABILITATION EN PARTIES COMMUNES - SDC 69 AVENUE DU PRESIDENT WILSON - 93 210 LA PLAINE-SAINT-DENIS

Dispositif : CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété (n° 00000747)
Délibération Cadre : CR09-11 du 10/02/2011
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154004-200
Action : 15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	571 598,40 € TTC	50,00 %	285 799,00 €
		Montant total de la subvention	285 799,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION RELAIS HABITAT-SYNDIC DE REDRESSEMENT
Adresse administrative	:	8 RUE JEAN MOULIN 93260 LES LILAS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame FREDERIQUE TROUVE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de travaux en parties communes au bénéfice de la copropriété 69 avenue du Président Wilson à La Plaine-Saint-Denis (93210).

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 3 juillet 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le programme de travaux comprend :

- ravalement de façade avec isolation thermique
- remplacement du réseau d'alimentation EF
- révision du toit et remplacement des souches cheminées
- réalisation local poubelles
- mise en conformité de l'électricité.

Projet bénéficiant d'un label validé par délibération n° CP 17-451 du 18/10/2017 (label n°17451CDSR9321001)

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50 % maximum de la dépense subventionnable dans la limite de 10 000 € par lot (en l'occurrence 52) est fixée à 285 799 €.

Localisation géographique :

- SAINT-DENIS (LA PLAINE SAINT-DENIS)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de réhabilitation	571 598,40	100,00%
Total	571 598,40	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	285 799,00	50,00%
Fonds propres	285 799,40	50,00%
Total	571 598,40	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-281

DOSSIER N° EX045181 - TRAVAUX D'AMELIORATION THERMIQUE DE LA COPROPRIETE QUETIGNY 1 A EPINAY-SUR-SEINE (93800)

Dispositif : CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété (n° 00000747)
Délibération Cadre : CR09-11 du 10/02/2011
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154004-200
Action : 15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	2 629 053,00 € TTC	24,65 %	648 000,00 €
	Montant total de la subvention		648 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	BLERIOT PHILIPPE HENRI ROGER
Adresse administrative	:	50 RUE VICTOR HUGO 95300 PONTOISE
Statut Juridique	:	Monsieur
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accompagnement de la mise en oeuvre des travaux d'amélioration thermique de la copropriété Quétigny 1 sise 10-12, rue Dumas à Epinay-sur-Seine (93800).

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 3 juillet 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
mise en oeuvre des travaux d'amélioration thermique en parties communes du projet de réhabilitation globale de la copropriété Quétigny 1 :

- isolation thermique par l'extérieur,
- remplacement des menuiseries privatives d'intérêt collectif,
- remplacement du système de VMC,
- remplacement du système de production de chauffage et de l'eau chaude sanitaire .

Projet approuvé dans le cadre du label délivré par la délibération n° CP 16-535 du 16/11/2016 (label 16-535 CDSR 93800-01)

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50 % maximum de la dépense subventionnable dans la limite de 10 000 € par lot d'habitation (en l'occurrence 162) est fixée à 648 000 €, compte-tenu des financements attendus par ailleurs.

Localisation géographique :

- EPINAY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'amélioration thermique TTC	2 453 069,00	93,31%
Honoraires liés aux travaux TTC	175 984,00	6,69%
Total	2 629 053,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH	1 565 802,00	59,56%
Subvention Intercommunalité EPCI (attribuée)	262 905,00	10,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	648 000,00	24,65%
Fonds propres	152 346,00	5,79%
Total	2 629 053,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-281

DOSSIER N° EX045187 - TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA COPROPRIETE QUETIGNY 1 A EPINAY-SUR-SEINE (93800)

Dispositif : CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété (n° 00000747)
Délibération Cadre : CR09-11 du 10/02/2011
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154004-200
Action : 15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	914 183,00 € TTC	47,65 %	435 591,00 €
		Montant total de la subvention	435 591,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	BLERIOT PHILIPPE HENRI ROGER
Adresse administrative	:	50 RUE VICTOR HUGO 95300 PONTOISE
Statut Juridique	:	Monsieur
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en oeuvre des travaux de réhabilitation de la copropriété Quétigny 1 à Epinay-sur-Seine (93800).

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 3 juillet 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
- ravalement et étanchéité des pignons (angles),
- remplacement des réseaux d'alimentation EF/ECS,
- rénovation partielle des colonnes d'évacuation des eaux usées EU/EV/EP,
- rénovation des revêtements amiantés (murs et plafonds),
- remplacement des caissons, entrées d'air, bouches d'extraction, conduits de la VMC,
- rénovation des installations électriques,
- mise à niveau des systèmes de sécurité.

Projet approuvé dans le cadre du label délivré par la délibération n° CP 16-535 du 16/11/2016 (label 16-535 CDSR 93800-01)

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50 % maximum de la dépense subventionnable dans la limite de 10 000 € par lot d'habitation (en l'occurrence 162) est fixée à 435 591 € compte-tenu des financements attendus par ailleurs.

Localisation géographique :

- EPINAY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de réhabilitation TTC	810 832,00	88,69%
Honoraires liés aux travaux TTC	103 351,00	11,31%
Total	914 183,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH	418 982,00	45,83%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	435 591,00	47,65%
Fonds propres	59 610,00	6,52%
Total	914 183,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-281

DOSSIER N° EX045064 - AIDE AUX PROCEDURES JURIDIQUES ET CONTENTIEUSES DU SDC QUETIGNY 2 A EPINAY-SUR-SEINE (93800)

Dispositif : Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses (n° 00000748)
Délibération Cadre : CR09-11 du 10/02/2011
Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-200
Action : 15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses	30 000,00 € TTC	50,00 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LD CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT
Adresse administrative : 3 ALLEE HECTOR BERLIOZ
95130 FRANCONVILLE
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur MANUEL POLO CANTERO, Gestionnaire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accompagnement du recouvrement contentieux engagé au titre du redressement de la copropriété Quétigny 2 à Epinay-sur-Seine (93800).

Dates prévisionnelles : 13 juin 2018 - 3 juillet 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence liée à la mise en œuvre du projet de réhabilitation de la copropriété. Projet approuvé par délibération n° CP 16-535 du 16/11/2016 (label n° 16-535 CDSR 93800-02).

Description :
Cette demande d'aide aux procédures concerne l'ensemble des actions contentieuses envisagées par le syndicat des copropriétaires et son mandataire sur la période du 13/6/2018 au 12/06/2019 destinées au recouvrement des impayés (relances, mises en demeure, saisies immobilières, honoraires d'avocats et d'huissiers).

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50 % maximum d'un coût annuel plafonné à 1500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 164) est fixée à 15 000,00 €.

Localisation géographique :

- EPINAY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et prestations de services TTC	30 000,00	100,00%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	15 000,00	50,00%
Fonds propres	15 000,00	50,00%
Total	30 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX045071 - AIDE AUX PROCEDURES JURIDIQUES ET CONTENTIEUSES DU SDC QUETIGNY 3 A EPINAY-SUR-SEINE (93800)

Dispositif : Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses (n° 00000748)
Délibération Cadre : CR09-11 du 10/02/2011
Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-200
Action : 15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses	20 000,00 € TTC	50,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NEXITY LAMY
Adresse administrative : 19 RUE DE VIENNE
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur MOHAMED KAH, Gestionnaire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accompagnement du recouvrement contentieux engagé au titre du redressement de la copropriété Quétigny 3 à Epinay-sur-Seine (93800).

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2018 - 3 juillet 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence liée à la mise en œuvre du projet de réhabilitation de la copropriété. Projet approuvé par délibération n° CP 16-535 du 16/11/2016 (label n° 16-535 CDSR 93800-03).

Description :
Cette demande d'aide aux procédures concerne l'ensemble des actions contentieuses envisagées par le syndicat des copropriétaires et son mandataire sur la période du 01/07/2018 au 30/06/2019 destinées au recouvrement des impayés (relances, mises en demeure, saisies immobilières, honoraires d'avocats et d'huissiers).

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50 % maximum d'un coût annuel plafonné à 1500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 153) est fixée à 10 000,00 €.

Localisation géographique :
- EPINAY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et prestations de services TTC	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	50,00%
Fonds propres	10 000,00	50,00%
Total	20 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX045075 - AIDE AUX PROCEDURES JURIDIQUES ET CONTENTIEUSES DU SDC QUETIGNY 1 A EPINAY-SUR-SEINE (93800)

Dispositif : Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses (n° 00000748)
Délibération Cadre : CR09-11 du 10/02/2011
Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-200
Action : 15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses	3 000,00 € TTC	50,00 %	1 500,00 €
	Montant total de la subvention		1 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BLERIOT PHILIPPE HENRI ROGER
Adresse administrative : 50 RUE VICTOR HUGO
95300 PONTOISE
Statut Juridique : Monsieur
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accompagnement du recouvrement contentieux engagé au titre du redressement de la copropriété Quétigny 1 à Epinay-sur-Seine (93800).

Dates prévisionnelles : 30 octobre 2018 - 3 juillet 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence liée à la mise en œuvre du projet de réhabilitation de la copropriété. Projet approuvé par délibération n° CP 16-535 du 16/11/2016 (label 16-535 CDSR 93800-01)

Description :
Cette demande d'aide aux procédures concerne l'ensemble des actions contentieuses envisagées par le syndicat des copropriétaires et son mandataire sur la période du 30/10/2018 au 29/10/2019 destinées au recouvrement des impayés (relances, mises en demeure, saisies immobilières, honoraires d'avocats et d'huissiers).

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50 % maximum d'un coût annuel plafonné à 1500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 162) est fixée à 1 500,00 €.

Localisation géographique :
- EPINAY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et prestations de services TTC	3 000,00	100,00%
Total	3 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	1 500,00	50,00%
Fonds propres	1 500,00	50,00%
Total	3 000,00	100,00%

Acte rendu exécutoire le 4 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 4 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc148489-DE-1-1) et affichage ou notification le 4 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-286

DU 3 JUILLET 2019

ACTION RÉGIONALE EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT URBAIN PREMIÈRE AFFECTATION POUR 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de la construction et de l'habitation ;

VU La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

VU Le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

VU Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains ;

VU L'arrêté du 29 avril 2015 du ministre de la ville, de la jeunesse et des sports relatif à la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés en priorité par le nouveau programme national de renouvellement urbain ;

VU Le règlement (CE) n°1301/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » ;

VU Le règlement (CE) n°1303/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 portants dispositions communes relatives aux Fonds européens structurels et d'investissement ainsi que les règlements délégués et les actes d'exécution afférents ;

VU La décision de la Commission européenne C(2014) 10205 du 18 décembre 2014 portant approbation du Programme opérationnel régional FEDER-FSE de l'Île-de-France et du bassin de Seine sur le fondement de l'article 29 du règlement (CE) n°1303/2013 ;

VU La délibération n°CR 35-14 du 25 septembre 2014 relative à l'autorité et la mise en œuvre de la gestion des fonds européens FEDER, FSE ET FEADER 2014-2020 ;

VU La délibération n° CR 66-15 du 19 juin 2015 relative à l'action régionale en faveur de la politique de la ville et du renouvellement urbain ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 16 décembre 2015 relative aux « délégations d'attributions du conseil regional à sa commission permanente » modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 portant simplification du fonctionnement du Conseil régional ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à l'engagement pour l'emploi de la Région « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU La délibération n° CR 2017-06 du 26 janvier 2017 relative à l'action régionale en faveur du développement urbain, soutien régional au Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par les délibérations n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et n° 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU La délibération n° CP 11-568 du 7 juillet 2011 approuvant la convention type relative aux opérations financées dans le cadre des crédits de renouvellement urbain ;
VU La délibération n° CP 13-783 du 20 novembre 2013 – Renouvellement urbain – sixième affectation pour 2013 ;
VU La délibération n° CP 2018-276 du 4 juillet 2018 – Renouvellement urbain – première affectation pour 2018 relative à l'approbation de l'avenant à la CRDU et la modification du Règlement d'intervention du dispositif de développement urbain ;
VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission du logement et de la rénovation urbaine ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-286 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :
Adopte le nouveau règlement d'intervention relatif au dispositif régional de développement urbain joint en annexe 1 à la présente délibération.

Abroge le règlement d'intervention du dispositif régional pour le développement urbain, approuvé par délibération n° CP 2018-276 du 3 juillet 2018.

Article 2 :
Adopte la liste modifiée des projets d'intérêt national (PRIN) retenus au titre du dispositif régional de soutien au NPNRU jointe en annexe 2 à la présente délibération.

Abroge la liste des projets d'intérêt national (PRIN) retenus au titre du dispositif régional de soutien au NPNRU, approuvée par la délibération n° CR 2017-06 du 26 janvier 2017.

Article 3 :
Adopte la liste modifiée des projets d'intérêt régional (PRIR) retenus au titre du dispositif régional de soutien au NPNRU jointe en annexe 3 à la présente délibération.

Abroge la liste des projets d'intérêt régional (PRIR) retenus au titre du NPNRU approuvée par la délibération n° CR 2017-06 du 26 janvier 2017.

Article 4 :
Approuve le modèle-type de la convention régionale de développement urbain (CRDU) consolidée conformément à l'annexe 4 de la présente délibération, qui fusionne le modèle de CRDU approuvé en Conseil régional (de la délibération n° CR 2017-06 du 26 janvier 2017) avec le modèle d'avenant approuvé en commission permanente (de la délibération n° CP 2018-276 du 3 juillet 2018).

Autorise la Présidente du Conseil régional à signer les conventions conformes à ce modèle-type.

Article 5 :
Approuve l'avenant 2 à la CRDU signée avec l'EPT 8 – Est Ensemble joint en annexe 5 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 6 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Développement urbain, soutien au NPNRU » de la délibération n° CR 2017-06 du 26 janvier 2017, au financement de 2 opérations détaillées en annexe 6 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **4 812 500 €.**

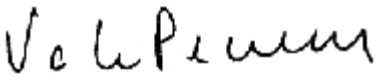
Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions financières approuvées par délibération n° CP 2018-276 en date du 4 juillet 2018, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de **4 812 500 €** disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 51 « Politique de la ville », programme HP 51-002 (151002) « Requalification urbaine : actions contractualisées », action 15100204 « sites contractualisés ANRU » du budget 2019.

Article 7 :
Décide d'attribuer une subvention de 640 132 € au bénéfice de la ville de Noisy-le-Grand (93) pour la réalisation de l'opération décrite en annexe 7 à la présente délibération.
Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 8 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.
Affecte une autorisation de programme de 640 132 € disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 51 « Politique de la ville » « programme HP 51-002 (151002) « Requalification urbaine : actions contractualisées », action 15100204 « sites contractualisés ANRU » du budget 2019.

Article 8 :
Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet (n°19005899) en annexe 7 à la présente délibération, en application de l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 RÉGLEMENT D'INTERVENTION

RÈGLEMENT D'INTERVENTION

DISPOSITIF RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT URBAIN

Préambule

La loi du 21 février 2014 prévoit que le NPNRU porte sur les quartiers prioritaires de la nouvelle géographie de la politique de la ville.

La Région décide de mettre en œuvre une nouvelle politique de développement urbain en accompagnement du NPNRU (2014-2024), au bénéfice de 102 quartiers franciliens : 59 quartiers relevant d'un projet d'intérêt national (PRIN) et 43 quartiers relevant d'un projet d'intérêt régional (PRIR).

Elle y consacre un budget spécifique de 250 millions d'euros, sous la forme d'enveloppes pluriannuelles d'investissement. Ce règlement d'intervention précise les modalités de mise en œuvre de ces enveloppes.

I. Principes et objectifs de la nouvelle politique régionale de développement urbain

A. Principes

Le nouveau dispositif régional vise le développement des quartiers présentant les problématiques urbaines les plus importantes et l'amélioration des conditions de vie de leurs habitants.

Afin de lutter contre la spécialisation de ces quartiers, la Région souhaite favoriser leur mixité fonctionnelle comme facteur de développement.

La Région souhaite ainsi une action stratégique, visible et ciblée.

Les projets soumis à la Région doivent être élaborés sur la base d'un diagnostic territorial partagé qui identifie les dysfonctionnements urbains de ces quartiers, ainsi que leurs potentiels de développement, intégrés aux dynamiques de l'agglomération (transports, développement économique etc.).

La Région recherche la qualité des projets urbains, garantie par les conditions suivantes :
- le caractère global du projet (interventions d'ensemble sur le logement, les équipements, les déplacements, le cadre de vie, le développement économique et l'attractivité) ;
- la soutenabilité du projet (pérennisation des investissements et des modes de gestion des opérations) ;
- la durabilité du projet
    - ✓ préservation de l'environnement (limitation des risques, des nuisances et de la consommation des ressources, recherche de l'efficacité énergétique…) ;
    - ✓ développement des filières locales et des circuits courts ;
    - ✓ concertation avec les habitants.

Sous réserve de la mobilisation des dispositifs de droit commun de la Région, les aides spécifiques de développement urbain relèveront de ces trois thématiques prioritaires :

- sécurisation des quartiers ;

- développement des services et commerces de proximité ;
- enfance et jeunesse.

B. Objectifs

L'aide régionale a pour objectifs :
- d'aider les collectivités à financer les équipements indispensables au développement du quartier et à les pérenniser ;
- d'aider les collectivités à financer les aménagements et équipements nécessaires à la sécurisation des espaces ;
- de favoriser la transition écologique et l'innovation urbaine par la réduction de l'empreinte écologique des équipements et infrastructures dans ces quartiers ;
- de favoriser l'inclusion des personnes en situation de handicap et l'accessibilité des équipements.

II. Éligibilité au dispositif de développement urbain

A. Territoires éligibles

Le dispositif régional de développement urbain est mobilisé en faveur de 102 projets dont la liste est annexée à la délibération n° CR 2017-06 du 26 janvier 2017.

Les opérations soutenues sont situées dans le périmètre défini du projet.

Elles peuvent exceptionnellement, et pour des montants accessoires par rapport à l'enveloppe de développement urbain, porter sur des investissements situés hors périmètre, soit parce que situés aux franges de celui-ci (dans la limite de 500 m), soit lorsqu'ils concernent des équipements qui ont vocation à accueillir des habitants de quartier visé par la convention.

B. Enveloppes pluriannuelles

Les enveloppes pluriannuelles attribuées à chaque site par la Région sont prévisionnelles et mobilisables après la signature d'une convention régionale de développement urbain (CRDU).

Dans la limite de ces enveloppes, les porteurs de projet transmettent au service du Développement Urbain, une programmation d'opérations pour l'année à venir, au plus tard, le 1er juin de l'année N-1.

Cette programmation est discutée avec l'ensemble des partenaires, en fonction des priorités régionales : nature et opportunité des opérations, montant et taux de financement, contreparties, cofinancements (mobilisation prioritaire des dispositifs de droit commun, décroisements...), etc.

Dans la limite des enveloppes de développement urbain, les porteurs de projet présentent des demandes de subvention à la Région.

Seules les opérations éligibles au dispositif régional et inscrites dans les maquettes financières des conventions conclues avec l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) et/ou l'État peuvent être soumises au vote de la commission permanente du conseil régional.

C. Porteurs de projet éligibles à une ou plusieurs enveloppes de développement urbain

Les porteurs de projet éligibles sont les collectivités territoriales, EPCI et EPT signataires d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain nationale pour les PRIN et régionale pour les PRIR.

D. Fonds d'intervention régional

Une dotation est réservée pour soutenir des opérations innovantes et/ou relevant de thématiques spécifiques, dans le cadre du NPNRU. La commission permanente précisera les modalités de mobilisation de ce fonds.

E. Bénéficiaires des subventions régionales

Les bénéficiaires des subventions régionales relatives au dispositif de développement urbain sont :

- les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales porteurs de projet et signataires d'une CRDU ;
- les collectivités territoriales et les opérateurs de droit public ou privé maîtres d'ouvrage d'une opération participant au projet urbain (maîtrise d'ouvrage directe, déléguée ou transférée).

Les subventions aux opérateurs de droit privé sont attribuées dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et notamment celles relatives aux aides d'Etat.

III. Opérations subventionnées par le dispositif régional de développement urbain

A. Soutien aux opérations d'ingénierie

La Région peut financer toute étude ou expertise permettant de définir la stratégie urbaine du projet ou d'accompagner la mise en œuvre opérationnelle du programme.

La subvention régionale est établie sur la base d'un taux d'intervention maximum de 50% du coût HT de l'étude, dans la limite de 50 000 €.

B. Soutien aux équipements

La Région accompagne la création et la réhabilitation d'équipements structurants, répondant aux besoins des habitants du quartier, dans une vision prospective de développement et d'attractivité du territoire.

Les projets d'équipements présentés à la Région doivent répondre à une démarche globale de développement durable, de type Haute Qualité Environnementale (HQE) visant à limiter les impacts d'une opération de construction ou de réhabilitation sur l'environnement tout en assurant à l'intérieur du bâtiment des conditions de vie saines.

Les collectivités rechercheront la performance énergétique, la limitation de la consommation des ressources (eau, déchets…) et l'adaptation de leurs équipements dès leur conception (prise en compte des changements climatiques, des usages, du fonctionnement social, de

l'accessibilité aux personnes en situation de handicap, des mutations futures, des enjeux de gestion et de sécurité).

1. Opérations éligibles

Peuvent être financées au titre des conventions régionales de développement urbain, et dans le cadre des enveloppes financières dédiées à cet effet, les opérations suivantes :

a. Opérations favorisant le développement économique urbain

- construction, réhabilitation, aménagement, équipement matériel ou mobilier de locaux en vue de l'installation d'activités économiques, commerciales ou artisanales de proximité ;
- relocalisation de commerces voués à démolition, notamment en pied d'immeubles ;
- création d'espace de travail innovant (lieux de télétravail, espaces de co-working etc.).

b. Opérations relatives à l'enfance et la jeunesse

- construction, réhabilitation, aménagement, installations matérielles ou mobilières d'équipements liés à la petite enfance, l'enfance, jeunesse (installations sportives, crèches, équipements périscolaires…) ;
- construction, réhabilitation, aménagement, installations matérielles ou mobilières d'équipements liés à l'éducation (scolaire, périscolaire…), à l'exception des collèges et lycées.

c. Opérations relatives aux services de proximité

- construction, réhabilitation, aménagement, installations matérielles ou mobilières d'équipements facilitant l'accès des habitants aux services publics et privés ;
- construction, réhabilitation, aménagement, installations matérielles ou mobilières de locaux destinés à l'accueil d'activités libérales notamment de santé ;
- la construction, l'extension ou la réhabilitation de locaux collectifs résidentiels.

2. Opérations non-éligibles

Sont exclues du dispositif :
- les opérations d'entretien des bâtiments ;
- les opérations de démolition, réfection, construction de locaux administratifs et techniques des collectivités.

C. Soutien aux opérations relatives à la sécurisation des quartiers

Programme global permettant concomitamment la sécurisation et la clarification des espaces publics et privés (résidentialisation, vidéo-protection, éclairages, aménagements, cheminements…).

D. Soutien aux acquisitions foncières ou immobilières

Les acquisitions foncières ou immobilières nécessaires à la réalisation ultérieure d'une opération intégrée dans le projet urbain et s'intégrant dans l'un des trois axes trois thématiques prioritaires :
- sécurisation des quartiers ;
- développement des services et commerces de proximité ;
- enfance et jeunesse.

IV. Mobilisation des aides régionales

A. Mobilisation des dispositifs de droit commun

Les opérations qui y sont éligibles sont prioritairement accompagnées au titre des dispositifs de droit commun régional.

Au regard de l'intérêt régional et du projet urbain, elles peuvent toutefois bénéficier d'un complément de financement au titre du dispositif de développement urbain.

Ce complément de subvention ne peut excéder 20 % de la base subventionnable retenue par le dispositif de développement urbain.

Le cumul des subventions régionales (droit commun et complément) est limité à 50 % de la dépense subventionnable retenue par le dispositif de développement urbain.

Sont exclues de cette disposition les opérations éligibles à un dispositif de droit commun prévoyant une majoration du taux ou de la subvention relative aux territoires prioritaires de la politique de la ville ou ciblant spécifiquement ces territoires.

B. Subvention de développement urbain

La subvention régionale est calculée sur la base d'un taux maximum 70 % de la dépense subventionnable définie en annexe.

Le taux de l'aide régionale peut être porté à hauteur maximum de 90 % de la dépense subventionnable :

- pour les collectivités dont le potentiel financier est inférieur ou égal à la moyenne régionale de 2016 (soit 1 517€ par habitant) ;

- pour les opérations qui obtiennent une certification attestant d'une démarche de développement durable :

    - ✓ opérations réalisées selon une démarche de type HQE (certification HQE bâtiment durable, certification NF HQE) ;
    - ✓ opérations dont la réalisation et l'exploitation s'inscrivent dans une démarche certifiée de type HQE (certification NF HQE bâtiment tertiaire en exploitation) ;
    - ✓ les opérations exemplaires en matière d'accessibilité (label accessibilité) ;
    - ✓ les opérations particulièrement performantes ou innovantes (label bâtiment biosourcé) ;
    - ✓ les opérations qui contribuent à la végétalisation urbaine (toitures et murs végétalisés).

C. Mobilisation des cofinancements européens

Les actions soutenues par le dispositif de développement urbain sont susceptibles de recevoir un cofinancement du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) dans la mesure où elles s'inscrivent dans les priorités du Programme opérationnel régional (POR) FEDER-FSE de l'Ile-de-France et du bassin de Seine.

Elles relèvent de l'axe prioritaire n°1 « Soutenir l'aménagement durable des territoires franciliens », et de l'objectif spécifique n°1, « Renforcer la diversité des fonctions dans les quartiers prioritaires ».

L'attribution d'une subvention régionale au titre du dispositif de développement urbain ne vaut en aucun cas automaticité de l'attribution d'une subvention au titre du Fonds européen de développement régional, et vice versa.

Les opérations soutenues devront être mises en œuvre dans la période de réalisation prévue au titre de la programmation 2014-2020 et répondre aux règles d'éligibilité et de sélection applicables au FEDER.

Le porteur de projets devra nécessairement se rapprocher d'un territoire d'Investissement Territorial Intégré (http://www.europeidf.fr/carte-iti-investissements-territoriaux-integres) pour bénéficier d'une subvention complémentaire au titre du FEDER.

Le cofinancement par le Fonds européen de développement régional de ce dispositif sera conditionné à la consultation du Comité Régional de Programmation- Région Ile-de-France.

V. Conditions de mise en œuvre du dispositif

A. Conventionnement

La mobilisation du dispositif de développement urbain est conditionnée :

- à la signature, par le porteur du projet, d'un protocole de préfiguration et d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain nationale pour les PRIN et régionale pour les PRIR ;
- à la signature, par le porteur de projet et la Région d'une convention régionale de développement urbain (CRDU).

La CRDU détermine un programme d'actions cohérent et global dans le cadre du NPNRU. Le projet fait apparaître les enjeux et les objectifs d'aménagement retenus.

La signature d'une CRDU ouvre droit, pour les opérations visées dans le présent règlement d'intervention, à une enveloppe de financement pluriannuelle spécifique au titre de la sous-fonction 51 « Requalification urbaine » dédiée par la Région.

B. Dépôt des dossiers

Les porteurs de projet sont invités à consulter le règlement actualisé sur le site www.iledefrance.fr. Le dépôt des dossiers s'effectue de façon dématérialisée sur la plateforme des aides régionales : https://par.iledefrance.fr au plus tard 3 mois avant la date de démarrage de l'opération.

Le dépôt d'un dossier de demande de subvention ne garantit pas son inscription à l'ordre du jour d'une réunion de la commission permanente du Conseil régional.

C. Vote des subventions

L'attribution des subventions est soumise au vote de la commission permanente du Conseil régional et à la disponibilité des crédits.

D. Modalités de versement

Le versement de la subvention est subordonné à la conclusion, avec le bénéficiaire, d'une convention financière conforme au modèle type approuvé par la commission permanente du Conseil régional.

Les modalités de versement de la subvention sont fixées par ladite convention, conformément au règlement budgétaire et financier en vigueur : la demande de versement du 1er acompte doit être adressée à la Région dans les 3 ans suivant la date d'attribution de la subvention.

Le bénéficiaire de la subvention dispose d'un délai maximum de 4 ans à compter de la date de la demande du 1er acompte, pour présenter le solde de l'opération.

Le versement de la subvention s'effectue de façon échelonnée sur production des factures selon la périodicité et les règles de versement de subventions fixées par le règlement budgétaire et financier de la Région.

Les modalités de contrôle et d'évaluation de la subvention sont fixées par la convention précitée.

Toute subvention régionale est conditionnée à l'obligation, pour la collectivité, d'accueillir au moins un stagiaire pendant une période de deux mois minimum, conformément au dispositif régional « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens» (délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016).

Pour les bénéficiaires de droit privé, toute subvention régionale est conditionnée au respect et à la promotion de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur (délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017, modifiée par la CP 2017-191 du 17 mai 2017 et par la CP 2018-484 du 21 novembre 2018).

DÉPENSES SUBVENTIONNABLES AU TITRE DES CRÉDITS DÉVELOPPEMENT URBAIN

Les dépenses subventionnables sont calculées sur la base des montants hors taxes et dans les conditions suivantes.

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à partir de la date du vote de la subvention sauf :
- autorisation de démarrage anticipé accordée par la commission permanente conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier de la Région ;
- les dépenses relatives aux acquisitions foncières ou immobilières et les dépenses pré-opérationnelles.

1. Études

La Région peut financer toute étude ou expertise permettant de définir la stratégie urbaine du projet ou d'accompagner la mise en œuvre opérationnelle du programme.

Le dossier de demande de subvention devra être déposé à la Région avant le commencement de l'étude, c'est-à-dire avant la date de signature de l'acte d'engagement ou de la lettre de commande.

Ne sont pas éligibles les dépenses suivantes :
- les dossiers loi sur l'eau ;
- les diagnostics archéologiques ;

2. Acquisitions foncières ou immobilières

Les dépenses subventionnables liées aux acquisitions foncières ou immobilières sont :
- le montant de l'acquisition foncière ou immobilière, y compris les frais dits notariés ;
- les indemnités d'éviction et les frais de transfert dans le cadre d'achat de lots commerciaux dès lors qu'ils sont intégrés à une opération globale de restructuration/relocalisation de locaux économiques, commerciaux ou artisanaux.

La demande de subvention doit être obligatoirement adressée aux services de la Région au plus tard dans les six mois qui suivent l'acquisition, la signature du contrat de VEFA ou de VEFR, ou la signature du bail (pour les baux de longue durée donnant lieu au paiement d'intérêts capitalisés sous forme de soulte).

3. Travaux

Pour la construction, la réhabilitation ou la transformation d'équipements, l'assiette de subvention régionale comprend les dépenses suivantes.

a. Dépenses de niveau pré-opérationnel

❖ Dépenses pré-opérationnelles accessoires

L'assiette de calcul de la subvention régionale comporte les éléments suivants :
- acquisitions foncières et immobilières ;
- les indemnités d'éviction et les frais de transfert ;
- assistance à maîtrise d'ouvrage ;
- géomètre ;
- sondages, études de sol ;
- fondations spéciales ;
- maîtrise d'œuvre (architecte, bureau d'études) ;
- contrôle technique ;
- coordination santé, prévention et sécurité.

❖ **Dépenses pré-opérationnelles de travaux**

L'assiette de calcul de la subvention régionale comporte les éléments suivants :

- démolition d'un bâtiment à usage autre que l'habitation pour reconstruction, réhabilitation ou transformation ;désamiantage, éradication du plomb ;
- dépollution des sols ;
- travaux de VRD.

Les dépenses pré-opérationnelles qui datent de plus de 2 années avant la date de notification de la subvention régionale ne peuvent en aucun cas être prises en compte.

b. Dépenses de niveau opérationnel

Pour la construction, réhabilitation, la transformation, l'aménagement d'équipements, l'assiette de subvention régionale comprend :

- les travaux d'aménagement préalables du terrain (démolition et autres travaux préparatoires nécessaires à l'opération) ;
- les travaux de VRD ;
- les dépenses d'aménagement connexes à l'opération dès lors qu'elles sont accessoires par rapport au coût de l'opération (parvis, passerelles, stationnements etc.) ;
- les travaux de construction, d'extension, et de réhabilitation ; l'équipement matériel et mobilier nécessaire au fonctionnement de l'équipement ;
- les équipements de vidéo-protection ;
- les honoraires de maîtrise d'œuvre et de maîtrise d'ouvrage liés aux travaux dans la limite de 10 % de la dépense subventionnable.

c. Dépenses non éligibles

Les postes suivants ne peuvent en aucun cas être retenus pour le calcul des subventions ou leur paiement :

- frais financiers ;
- révisions ;
- taxes (TLE, CAUE, TDENS…) ;
- sujétion voirie ;
- révisions, divers, actualisations, imprévus ;
- rémunération d'intermédiaire ;
- concours de concepteurs ;
- assurance dommage-ouvrage ;
- frais de déménagement ;
- frais de commercialisation ;
- frais de gardiennage ;
- TVA
- défraiement de stagiaires.

ANNEXE 2 LISTE PRIN

Dpt	Agglomération	Commune	Quartier PRIN	N° QPV
75	T1 Paris	Paris 20	Les Portes du 20ème	QP075019
77	Pays de Meaux	Meaux	Beauval	QP077013
77	Melun Val de Seine	Melun/Le Mée-sur-Seine	Quartier nord/ Schumann/Beauregard	QP077010
77	Deux Fleuves	Montereau-Fault-Yonne	Surville/Square Beaumarchais	QP077014
78	Grand Paris Seine & Oise	Mantes-la-Jolie	Val Fourré	QP078001
78	Grand Paris Seine & Oise	Les Mureaux	Cinq quartiers	QP078021
78	Saint-Germain Boucles de Seine	Sartrouville	Le Plateau-Cité des Indes	QP078015
78	Saint-Germain Boucles de Seine	Trappes	Merisiers Plaine de Neauphle	QP078006
91	Val d'Yerres Val de Seine	Brunoy	Les Hautes Mardelles	QP091011
91	Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart	Corbeil-Essonnes	Les Tarterêts	QP091002
91	Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart	Évry	Les Pyramides	QP091017
91	Val d'Yerres Val de Seine	Épinay-sous-Sénart	Plaine/Cinéastes	QP091012
91	Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart	Évry	Le Parc aux Lièvres	QP091021
91	Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart et T12 Grand-Orly Seine Bièvre	Grigny/Viry-Châtillon	La Grande Borne/Le Plateau	QP091026
91	Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart	Grigny	Grigny 2	QP091027
91	T12 Grand-Orly Seine Bièvre	Savigny-sur-Orge	Grand Vaux	QP091030
92	T5 Boucle Nord de Seine	Asnières-sur-Seine	Sud des Hauts d'Asnières	QP092013
92	T5 Boucle Nord de Seine	Asnières/Gennevilliers	Agnettes	QP092013
92	T2 Vallée Sud Grand Paris	Bagneux	Les Musiciens (Pierre plate)	QP092020
92	T5 Boucle Nord de Seine	Colombes	Canibouts	QP092015
92	T4 Paris Ouest La Défense	Nanterre	Le Parc	QP092007
92	T5 Boucle Nord de Seine	Villeneuve-la-Garenne	Centre ville Jean Moulin	QP092019
93	T6 Plaine Commune	Aubervilliers	Maladrerie/Emile Dubois	QP093028
93	T7 Paris Terres d'envol	Aulnay-sous-Bois/Sevran	Gros Saule – Ambourget / Beaudottes	QP093054
93	T8 Est ensemble	Bagnolet/Montreuil	Les Malassis/La Noue	QP093009
93	T7 Paris Terres d'envol	Blanc-Mesnil	Quartiers nord/Les Tilleuls	QP093055
93	T8 Est ensemble	Bobigny/Bondy	L'Abreuvoir/ Quartiers nord Pont de Bondy	QP093014
93	T8 Est ensemble et T7 Paris Terres d'envol	Bobigny/Drancy	Paul Eluard/Gaston Roulaud	QP093011
93	T9 Grand Paris - Grand Est	Clichy-sous-Bois	Bas Clichy – Bois du Temple	QP093003
93	T6 Plaine Commune	La Courneuve	Les 4000	QP093028
93	T6 Plaine Commune	Épinay-sur-Seine	Orgemont	QP093030
93	T6 Plaine Commune	Épinay-sur-Seine	La Source/Les Presles	QP093031
93	T6 Plaine Commune	L'Île-Saint-Denis/Saint-Ouen	Quartier sud	QP093034
93	T9 Grand Paris - Grand Est	Neuilly-sur-Marne	Les Fauvettes	QP093058
93	T8 Est ensemble	Noisy-le-Sec	Le Londeau	QP093021
93	T8 Est ensemble et T6 Plaine Commune	Pantin/Aubervilliers	Villette/Quatre Chemins	QP093024
93	T6 Plaine Commune	Pierrefitte-sur-Seine	Fauvettes/Joncherolles	QP093036
93	T8 Est ensemble	Romainville	Gagarine	QP093027
93	T6 Plaine Commune	Saint-Denis	Centre ville	QP093039
93	T6 Plaine Commune	Saint-Denis	Franc Moisin	QP093028
93	T6 Plaine Commune	Saint-Denis/Stains	Floréal Saussaie Courtille	QP093040
93	T6 Plaine Commune	Saint-Ouen	Cordon La Motte Taupin	QP093044
93	T6 Plaine Commune	Saint-Ouen	Vieux Saint-Ouen	QP093046
93	T7 Paris Terres d'envol	Sevran	Montceleux - Pont Blanc	QP093051
93	T6 Plaine Commune	Stains	Clos Saint Lazare	QP093048
93	T6 Plaine Commune	Villetaneuse	Saint Leu	QP093049
94	T11 Grand Paris Sud Est Avenir	Alfortville	Quartier sud Chantereine	QP094004
94	T11 Grand Paris Sud Est Avenir	Bonneuil-sur-Marne	Cité Fabien	QP094023
94	T10 Paris Est Marne et Bois et T11 Grand Paris Sud Est Avenir	Champigny-sur-Marne / Chennevières-sur-Marne	Bois Labbé	QP094027
94	T12 Grand-Orly Seine Bièvre	Choisy-le-Roi/Orly	Grand Ensemble/ Navigateurs	QP094031 - QP094032
94	T11 Grand Paris Sud Est Avenir	Créteil	Hauts du Mont Mesly/ Habettes	QP094005
94	T12 Grand-Orly Seine Bièvre	Valenton/Villeneuve-St-Georges	Bois Matar Plateau Polognes	QP094035
94	T12 Grand-Orly Seine Bièvre	Villeneuve-Saint Georges	Cité Sellier – Quartier nord	QP094039
94	T12 Grand-Orly Seine Bièvre	Villejuif/l'Haÿ-les-Roses	Lallier/Bicêtre	QP094021
94	T12 Grand-Orly Seine Bièvre	Villejuif	quartier Lebon	
94	T12 Grand-Orly Seine Bièvre	Vitry-sur-Seine	Centre ville/Mario Capra/Robespierre	QP094012
95	Roissy Pays de France	Garges-lès-Gonesse	Dame-Blanche nord	QP095032
95	Roissy Pays de France	Sarcelles	Lochères Grand Ensemble	QP095033
95	Roissy Pays de France	Villiers-le-Bel	Puits-la-Marlière, Derrière les Murs de Monseigneur	QP095038

ANNEXE 3 LISTE PRIR

Dpt	Agglomération	Commune	Quartier PRIR	N° QPV
75	T1 Paris	Paris 13	Chevaleret(Bédier/Boutroux Oudiné/Chevaleret)	QP075001
75	T1 Paris	Paris 18 -19	Pte de la Chapelle/Charles Hermite/Pte Montmartre/Pte de St Ouen	QP075010 - QP075013
75	T1 Paris	Paris 18	Goutte d'Or	QP075012
75	T1 Paris	Paris 19	Stalingrad Riquet	QP075014
77	Paris Vallée de la Marne	Champs-sur-Marne/Noisiel	Deux Parcs/Luzard	QP077005
77	Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart	Moissy-Cramayel	Lugny Marronniers - Résidence du Parc	QP077022
77	Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart	Savigny-le-Temple	centre ville/Europe	QP077023
77	Paris Vallée de la Marne	Torcy	Arche Guédon	QP077006
78	Grand Paris Seine & Oise	Chanteloup-les-Vignes	Noé-Feucherets	QP078011
78	Grand Paris Seine & Oise	Limay	Centre sud	QP078013
78	Saint-Quentin-en-Yvelines	Plaisir	Valibout	QP078017
78	Saint-Quentin-en-Yvelines	La Verrière	Bois de l'Etang	QP078008
91	Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart	Courcouronnes	Le Canal	QP091016
91	L'Étampois Sud Essonne	Étampes	Plateau de Guinette	QP091037
91	Communauté Paris Saclay	Longjumeau	Bel Air Rocade	QP091014
91	Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart	Ris-Orangis	Le Plateau	QP091025
91	Val d'Yerres Val de Seine	Vigneux-sur-Seine	Croix Blanche	QP091033
91	Val d'Yerres Val de Seine	Vigneux-sur-Seine/Montgeron	La Prairie de l'Oly	QP091034
92	T2 Vallée Sud Grand Paris	Châtenay-Malabry	Cité jardins	QP092005
92	T5 Boucle Nord de Seine	Clichy-la-Garenne	Bac d'Asnières/Beaujon	QP092001
92	T4 Paris Ouest La Défense	Nanterre	Chemin de l'Île	QP092006
92	T4 Paris Ouest La Défense	Nanterre	Cité des Potagers (Petit Nanterre)	QP092016
93	T8 Est ensemble	Bondy	Blanqui	QP093012
93	T6 Plaine Commune	Épinay-sur-Seine	Centre ville	QP093029
93	T8 Est ensemble	Montreuil	Bel Air/ Grands Pêchers/ Ruffins/Le Morillon	QP093018
93	T8 Est ensemble	Noisy-le-Sec	Béthisy	QP093020
93	T8 Est ensemble	Pantin / Pré-Saint-Gervais	Sept Arpents/Stalingrad	QP093023
93	T6 Plaine Commune	Saint-Ouen	Rosiers/Debain	QP093045
93	T7 Paris Terres d'envol	Sevran	Rougemont	QP093050
93	T7 Paris Terres d'envol	Tremblay-en-France	Grand Ensemble	QP093053
93	T9 Grand Paris - Grand Est et T8 Est Ensemble	Villemomble/Bondy	Marnaudes et Sablière	QP093013
93	T7 Paris Terres d'envol	Villepinte	Parc de la Noue/ Picasso/ Pasteur/Europe/Merisiers	QP093052
94	T11 Grand Paris Sud Est Avenir	Boissy-St-Leger/Limeil Brévannes	La Haie Griselle	QP094003
94	T10 Paris Est Marne et Bois	Fontenay-sous-Bois	La Redoute/Les Larris	QP094029 - QP094030
94	T12 Grand-Orly Seine Bièvre	Ivry-sur-Seine	Gagarine	QP094008
94	T12 Grand-Orly Seine Bièvre	Kremlin Bicêtre	Péri - Schuman Bergonié	QP094015
95	T5 Boucle Nord de Seine	Argenteuil	Brigadières/Henri Barbusse	QP095004
95	Roissy Pays de France	Arnouville-lès-Gonesse	Pôle Gare	QP095034
95	Cergy Pontoise	Cergy	Axe majeur/Horloge/La Sébille	QP095011 - QP095012
95	Roissy Pays de France	Gonesse	Fauconnières/Marronniers	QP095034
95	Cergy Pontoise	Pontoise	Marcouville	QP095015
95	Val Parisis	Sannois/Franconville	Bas des Aulnaies/Carreaux fleuris/Fontaine Bertin	QP095027
95	Roissy Pays de France	Sarcelles	Rosiers Chantepie	QP095036

ANNEXE 4 CONVENTION CONSOLIDÉE

CONVENTION RÉGIONALE DE DÉVELOPPEMENT URBAIN

Entre la Région Île-de-France, ci-après dénommée la Région, représentée par sa Présidente, agissant en vertu de la délibération du Conseil régional n° CR…..du …….., relative à l'« action régionale en faveur du développement urbain et soutien régional au nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) », et de la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010.

Et *l'EPCI / l'EPT, la commune* ci-après dénommé(e) la collectivité, représentée par son président/maire, agissant en vertu ……..

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les conditions de l'aide de la Région à la collectivité pour lui permettre de réaliser le ou les projets de développement urbain du/des sites suivant(s), dans le cadre du NPNRU (2014-2024):
……

Le projet de développement urbain doit faire l'objet d'un protocole de préfiguration et/ou d'une convention pluriannuelle avec l'ANRU pour les projets d'intérêt national (PRIN) et l'État pour les projets d'intérêt régional (PRIR).

La maquette financière correspondante est jointe en annexe à la présente convention. Seules les opérations inscrites dans ledit protocole ou ladite maquette, et relevant d'une intervention au titre du développement urbain, dans les conditions fixées par la délibération n° CR …….. , peuvent être financées au titre de la présente convention.

Par exception, et sous réserve de la validation de la commission permanente, des opérations prévues par anticipation à la signature des conventions avec l'ANRU et/ou l'État, pourront être proposées au financement de la Région. Ces opérations devront faire l'objet d'un rattachement à la maquette afférente.

Les opérations soutenues par la Région sont situées dans le périmètre défini du PRIN ou du PRIR. Elles peuvent exceptionnellement, et pour des montants accessoires par rapport à l'enveloppe de développement urbain, porter sur des investissements situés hors périmètre, soit parce que situés aux franges de celui-ci (dans la limite de 500 m), soit lorsqu'ils concernent des équipements qui ont vocation à accueillir des habitants du quartier visé par la convention.

ARTICLE 2 - ENGAGEMENTS DE LA RÉGION

Pour soutenir le programme visé en annexe, la Région apporte au titre des crédits d'investissement de développement urbain, une contribution prévisionnelle maximum de …… € répartie comme suit :

- Collectivité X, PRIN ou PRIR, Montant X€

Ces enveloppes ne constituent en aucun cas un engagement de financement de la part de la Région, leur mise en œuvre demeurant subordonnée, d'une part, au respect des conditions de financement posées par les textes encadrant les diverses interventions auxquelles les opérations présentées sont éligibles et d'autre part, à l'inscription de crédits suffisants au budget régional.

Les enveloppes ainsi identifiées sont fléchées au profit de chaque projet.

Dans le cas où la collectivité dispose de plusieurs enveloppes, elle pourra en solliciter la fongibilité, dans la limite de 50% de l'enveloppe qui fait l'objet d'un prélèvement.

Cette fongibilité n'est possible qu'au sein des enveloppes PRIN d'une part et des enveloppes PRIR d'autre part : aucune fongibilité n'est donc possible entre les crédits PRIN et PRIR.

Toute fongibilité n'est envisageable qu'avec l'accord de la commission permanente, et sous réserve de la garantie par la collectivité, que ces ajustements ne remettent pas en cause la réalisation des projets relevant des PRIN ou des PRIR dont la dotation est utilisée pour ladite fongibilité.

En outre, conformément à la délibération n° CR 2017-06 du 26 janvier 2017 modifiée par délibérations CP 2018-276 du 4 juillet 2018 et CP 2019-286 du 3 juillet 2019, l'accompagnement financier régional est strictement subordonné au respect du règlement d'intervention ci-annexé.

ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITÉ

La collectivité s'engage à mettre en œuvre un programme d'actions dans le cadre d'un projet global d'aménagement qui fait apparaître les enjeux et les objectifs d'aménagement retenus. Il est annexé à la présente convention.

Elle invite la Région aux réunions du comité de pilotage et de toute instance de suivi du projet.

Chaque année, avant le 1er juin, la collectivité fait parvenir à la Région la liste des opérations dont l'engagement opérationnel est programmé pour l'année n+1 ainsi que les montants prévisionnels de subvention attendus, dans la limite de l'enveloppe globale dont elle bénéficie.

Chaque demande de subvention donne lieu au dépôt d'un dossier sur la plateforme d'aides régionales (PAR) par le bénéficiaire ou par le maître d'ouvrage concerné quand il est différent, en vue de son instruction par les services et de son approbation par la commission permanente.

Chaque subvention régionale votée donnera lieu à la signature d'une convention financière entre la Région et le bénéficiaire, selon le modèle type adopté par la commission permanente du conseil régional (délibération n° CP 2018-276 du 4 juillet 2018).

Lorsqu'elle est maître d'ouvrage, la collectivité s'engage à assurer pour chaque opération la prise en charge de tout dépassement financier éventuel par rapport à l'estimation du coût des opérations soutenues par la Région et la prise en charge annuelle, sur son budget de fonctionnement, des dépenses induites par la mise en service des équipements qui relèvent de sa compétence.

Lorsqu'elle n'est pas maître d'ouvrage, la collectivité s'assure de la capacité des maîtres d'ouvrage à réaliser et à financer, tant en investissement qu'en fonctionnement, les projets soutenus.

ARTICLE 4 – DURÉE DE LA CONVENTION ET DÉLAIS DE RÉALISATION

La présente convention est conclue pour une durée qui ne peut dépasser huit ans. Elle prend effet à compter de sa signature et expire à l'issue du solde de la dernière opération financée dans le cadre de l'enveloppe dont bénéficie la collectivité.

Toutes les demandes de subvention devront avoir été déposées au plus tard le 1er janvier 2024.

ARTICLE 5 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant adopté préalablement par la commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France.

ARTICLE 6 - RÉSILIATION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours. Cette décision est notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé, qui ne peut être inférieur à un mois. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

ARTICLE 7 - SUIVI ET ÉVALUATION DE LA CONVENTION

Un bilan physique et financier des opérations subventionnées est transmis chaque année par la collectivité à la Région, en même temps que le programme des opérations pour l'année à venir prévu au titre de l'article 3 ci-dessus.

La collectivité s'engage à faciliter le contrôle par la Région ou par toute personne habilitée à cet effet de la réalisation et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives et à conserver l'ensemble des pièces justificatives pendant 10 ans.

Afin de veiller au bon déroulement de la présente convention de renouvellement urbain, un comité de pilotage annuel est organisé par la collectivité au cours duquel les deux partenaires font, notamment, le bilan de la mise en œuvre du partenariat, le point sur les opérations engagées et les financements prévisionnels pour l'année à venir.

Cette convention comprend X annexes[1].

Fait en X exemplaires originaux.

A Paris, le

Le Président/ Le Maire (cachet/signature)	La Présidente du Conseil régional (cachet/signature)

[1] *Annexes à fournir par la collectivité :*
1 - Liste des opérations programmées par site
2- Conventions et maquettes financières ANRU et ou État
Annexes fournies par la Région :
3 – Règlement d'intervention
4 - Règlement budgétaire et financier

ANNEXE 5 AVENANT 2

AVENANT À LA CONVENTION RÉGIONALE DE DÉVELOPPEMENT URBAIN SIGNÉE ENTRE LA RÉGION ET L'EPT 8

La Région Île-de-France, ci-après dénommée la Région, représentée par sa Présidente, agissant en vertu de la délibération du Conseil régional n° CR 2017-06 du 26 janvier 2017 modifiée.

Et l'Etablissement public territorial 8 - Est Ensemble, ci-après dénommé la collectivité, représentée par son président, agissant en vertu ……..

Vu la convention régionale de développement urbain (CRDU) signée entre les parties le 20 novembre 2017 ;

Vu la délibération n° CP 2018-276 du 4 juillet 2018 adoptant un nouveau modèle-type de convention financière à signer avec chaque bénéficiaire de subvention ;

Sont convenus du présent avenant, ayant pour objet de modifier l'article 2 de ladite CRDU pour prendre en compte les deux villes (Pantin et Pré-Saint-Gervais) sur lesquelles se situe le PRIR Sept Arpents / Stalingrad, contrairement à la liste initiale de l'ANRU qui ne mentionnait que Pantin.

Article 1 :

L'article 2 « Engagements de la Région » est modifié comme suit :

- la liste des Projets d'intérêt régional est modifiée comme suit :
    - Pantin/Pré-Saint-Gervais Sept-Arpents/Stalingrad 1 187 500 €.

Article 2 :

Toutes les autres dispositions de la CRDU, non modifiées par le présent avenant, restent inchangées.

Fait en 2 exemplaires originaux

A Paris,

Le

Le Président de l'EPT 8 La présidente du conseil régional d'Île-de-France

Cachet et signature (Cachet et signature)

ANNEXE 6 FICHES PROJET

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-286

DOSSIER N° EX044941 - 92-GENNEVILLIERS - LES AGNETTES - CRÉATION DU GROUPE SCOLAIRE JOLIOT-CURIE - RUE CLAUDE ROBERT - (PRIN)

Dispositif : Développement urbain - financement PRIN (n° 00001041)
Délibération Cadre : CR2017-06 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-51-204142-151002-200
Action : 15100204- Sites contractualisés ANRU

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Développement urbain - financement PRIN	14 602 772,00 € HT	20,72 %	3 025 000,00 €
	Montant total de la subvention		3 025 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GENNEVILLIERS
Adresse administrative : 177 AVENUE GABRIEL PERI
92230 GENNEVILLIERS CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrice LECLERC, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création du groupe scolaire Joliot Curie dans le quartier NPNRU des Agnettes.

Dates prévisionnelles : 4 novembre 2019 - 2 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet prévoit la déconstruction du groupe scolaire actuel (composé d'une école maternelle et d'une école élémentaire de 9 classes chacune, soit 18 classes au total) ainsi que la construction, sur une nouvelle parcelle plus compacte située au sud de la rue du 8 mai 1945, du nouveau groupe scolaire composé de 25 classes (maternelles et élémentaires).

La création du nouvel établissement permettra d'équilibrer les répartitions scolaires à l'échelle du quartier. Il accueillera des élèves habitant le quartier des Agnettes ainsi que ceux de l'écoquartier Chandon-République favorisant ainsi la mixité.

Ce nouveau groupe scolaire répondra à plusieurs objectifs dont :
- l'adaptation des capacités d'accueil en fonction des effectifs à court, moyen et long terme ;
- l'adaptation des espaces pédagogiques en accord avec l'évolution des méthodes pédagogiques, allant vers un enseignement de moins en moins frontal nécessitant une certaine flexibilité de l'agencement ;
- la volonté d'amélioration de l'image du quartier, par la création d'un équipement contemporain, qui devra par ailleurs composer avec les contraintes de compacité du site.

Cet équipement se composera des équipements suivants :
- une école maternelle ;
- une école élémentaire ;
- un centre de loisirs maternel (CLM) ;
- des locaux communs du groupe ;
- un pôle restauration ;
- un pôle sportif ;
- un parking sous-terrain.

L'opération fait l'objet d'une autorisation de démarrage anticipé de la part de l'ANRU. Elle sera donc intégrée dans la maquette financière au moment de la signature de la convention opérationnelle.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 4 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La présente demande de subvention concerne les travaux de construction du bâtiment réunissant les écoles maternelle et élémentaires, le centre de loisirs, les locaux communs du groupe scolaire, le pôle restauration, le parking. Elle ne concerne pas l'entité du pôle sportif.
Le montant présenté comprend les travaux de gros et second œuvre, les équipements techniques, les travaux extérieurs (VRD, terrassements, aménagements extérieurs et les espaces verts).

Localisation géographique :
- GENNEVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût prévisionnel de l'opération	14 602 772,00	100,00%
Total	14 602 772,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANRU (sollicitée)	4 735 358,40	32,43%
Subvention Département (sollicitée)	5 545 320,20	37,97%
Subvention Région développement urbain (sollicitée)	3 025 000,00	20,72%
Fonds propres	1 297 093,40	8,88%
Total	14 602 772,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-286

DOSSIER N° EX045009 - 78 – LES MUREAUX –CINQ QUARTIERS - CRÉATION DU PÔLE ÉDUCATIF LÉO LAGRANGE - RUE ROBERT CIMETIÈRE (PRIN)

Dispositif : Développement urbain - financement PRIN (n° 00001041)
Délibération Cadre : CR2017-06 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-51-204142-151002-200
Action : 15100204- Sites contractualisés ANRU

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Développement urbain - financement PRIN	9 962 685,00 € HT	17,94 %	1 787 500,00 €
	Montant total de la subvention		1 787 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DES MUREAUX
Adresse administrative : PLACE DE LA LIBERATION
78130 LES MUREAUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur FRANÇOIS GARAY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création du pôle éducatif Léo Lagrange dans le PRIN "Cinq quartier" des Mureaux.

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2019 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet consiste en la création du Pôle Léo Lagrange qui constituera le second grand équipement éducatif « phare » que la ville des Mureaux engage après le Pôle Molière réalisé dans le cadre du projet de rénovation urbaine (ANRU 1) des Quartiers Sud.

Le projet s'inscrit dans la volonté de renforcer la croisée des Bougimonts, articulation entre le secteur sud de la commune et le centre gare.
Le lieu (d'une superficie de 9 626 m²) dédié au projet est situé au sein du complexe sportif Léo Lagrange qui constitue un espace de respiration au cœur des Mureaux.

Le nouvel équipement sera destiné à intégrer l'augmentation de la population scolaire pour les années à venir liée notamment à la construction de nouveaux programmes immobiliers, et permettra la redéfinition de la carte scolaire. Situé aux franges du périmètre NPNRU, il sera un réel outil de mixité sociale.

Le Pôle Léo Lagrange sera un équipement multi fonctionnel composé de :
- dix classes maternelles ;
- dix classes élémentaires ;
- un centre de loisirs élémentaire pour 80 enfants ;

- quatre salles de formation ;
- un restaurant avec préparation sur place ;
- un logement de gardien avec une loge ;
- un parking semi enterré.

La construction proposée est évolutive et permettra une mise en œuvre rapide. En effet, les architectes ont souhaité utiliser des éléments en charpente et ossature bois (planchers sur portiques) sur un socle en béton.

Le projet s'inscrit dans une démarche de Haute Qualité Environnementale avec un objectif de certification aux différents stades du projet (études et travaux).

D'autre part, il s'étudie en tenant compte des conditions d'enseignement repensées avec :
- la création d'une classe à horaires aménagés sport (CHAS) ;
- le choix d'un équipement numérique réalisé avec la direction numérique de l'Education Nationale dans le cadre des EdTech ;
- un mobilier scolaire adapté pour répondre au travail en atelier et permettre une modularité rapide et facile.

L'opération fait l'objet d'un pré conventionnement de la part de l'ANRU. Elle sera donc intégrée dans la maquette financière au moment de la signature de la convention opérationnelle.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 4 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Ce montant porte sur les travaux de construction du bâtiment hors "chaufferie biomasse". Il n'intègre pas non plus le coût d'aménagement des vestiaires du gymnase.
Il comprend les travaux de gros et second œuvre, les équipements techniques, les travaux extérieurs (VRD, terrassements, aménagements extérieurs et les espaces verts).

Localisation géographique :
- LES MUREAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût prévisionnel de l'opération	9 962 685,00	100,00%
Total	9 962 685,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat (attribuée)	685 651,47	6,88%
Subvention Département (attribuée)	3 496 996,53	35,10%
Subvention Région développement urbain (sollicitée)	1 787 500,00	17,94%
Subvention ANRU	2 000 000,00	20,07%
Fonds propres	1 992 537,00	20,00%
Total	9 962 685,00	100,00%

ANNEXE 7 FICHE PROJET RÉAFFECTATION NOISY-LE-GRAND

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-286

DOSSIER N° 19005899 - RÉAFFECTATION DE LA SUBVENTION 13017218 - 93 / NOISY-LE-GRAND - QUARTIER DU CHAMPY : REQUALIFICATION ET AMENAGEMENT DES ESPACES PUBLICS DU CHAMPY (PRU)

Dispositif : Financement des dossiers PRU et OPI (n° 00000117)
Imputation budgétaire : 905-51-204142-151002-200
Action : 15100204- Sites contractualisés ANRU

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	810 088,66 € HT	79,02 %	640 132,00 €
	Montant total de la subvention		640 132,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NOISY LE GRAND
Adresse administrative : PLACE DE LA LIBERATION
93160 NOISY-LE-GRAND
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Brigitte MARSIGNY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : requalification et aménagement des espaces publics dans le quartier du Champy à Noisy-le-Grand

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2014 -
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La mise en œuvre complexe du projet urbain et de ses évolutions (modification du projet due à la mise en œuvre du Grand Paris Express), la ville a été confrontée à des dysfonctionnements internes qui n'ont pas permis d'assurer un suivi optimal des dossiers techniques et financiers.
Pour faire suite à l'avis favorable émis par le Médiateur de la Région le 25 mars 2019, il est proposé une réaffectation du montant de la subvention sur la base du taux d'intervention initialement voté, soit 79,02% et d'autoriser la prise en compte des dépenses liées à cette opération à partir du 2 janvier 2014.

Description :
La requalification des espaces publics du secteur Château de France correspond principalement à la revalorisation de la partie est du quartier des Hauts-Bâtons, en accompagnement des opérations de démolition-reconstruction en cours sur le site Château de France par Emmaüs-Habitat. Elle consiste à :
- l'ouverture d'un axe de desserte des équipements sportifs,
- le réaménagement des voiries attenantes au projet de démolition-reconstruction (rue Jules Ferry et rue des Hauts Roseaux),
- la réalisation d'un terrain sportif (demi-foot).

La rue Jules Ferry : recalibrage de la voirie (chaussée, stationnement, trottoir), création de cheminements piétonniers sécurisés de part et d'autre de la voirie, création d'un double alignement d'arbres, sécurisation

des accès et des abords de la chapelle, création de stationnement latéral de part et d'autre de la chaussée, reprise totale et renforcement de l'éclairage public, implantation de nouveaux mobiliers urbains.
La rue des Hauts Roseaux : recalibrage de la voirie (chaussée, stationnement, trottoir), création de cheminements piétonniers sécurisés de part et d'autre de la voirie, création d'un double alignement d'arbres, création de stationnement latéral de part et d'autre de la chaussée, reprise totale et renforcement de l'éclairage public, implantation de nouveaux mobiliers urbains.
Liaison piétonne : création d'un mail piéton central bordé d'un double alignement d'arbres, création d'une voirie de desserte de part et d'autre du mail, reprise totale et renforcement de l'éclairage public, implantation de nouveaux mobiliers urbains.
Terrain de sport : création d'un terrain de sport et aménagement de ses abords (demi-foot), mise en place de clôture et de mobilier d'accompagnement, réalisation de cheminements, mise en place de fontaine à boire, création de l'éclairage public contrôlé.

La Région est donc sollicitée sur l'ensemble des travaux liés à l'aménagement des espaces extérieurs du secteur Château de France du quartier du Champy.

Localisation géographique :

- NOISY-LE-GRAND

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux HT	810 088,66	100,00%
Total	810 088,66	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	640 132,00	79,02%
Commune Noisy-le-Grand	169 956,66	20,98%
Total	810 088,66	100,00%

ANNEXE 8 CONVENTION FINANCIÈRE NOISY-LE-GRAND

îledeFrance

CONVENTION DE FINANCEMENT RELATIVE A LA RÉAFFECTATION DE LA SUBVENTION CONCERNANT LA REQUALIFICATION DES ESPACES PUBLICS DU CHAMPY PRU QUARTIER DU CHAMPY A NOISY-LE-GRAND (93) DOSSIER N° 19005899

Entre

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu des délibérations n° CR 2017-06 du 26 janvier 2017 modifiée par délibération n° CP 2018-276 du 4 juillet 2018 et n° CP 2019-286 du 3 juillet 2019,
ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : la ville de Noisy-le-Grand, commune dont le n° SIRET est : 219300514 - 00011, dont le siège social est situé : place de la libération - 93160 Noisy-le-Grand, ayant pour représentant Brigitte MARSIGNY - Maire
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part,

PRÉAMBULE

Le 20 novembre 2013, la Région a voté une subvention de 1 912 500 € au bénéficie de la ville de Noisy-le-Grand au titre de son dispositif en faveur du renouvellement urbain pour la requalification des espaces publics du quartier PRU du Champy retenu dans le Programme National de Rénovation Urbaine.

Or, la ville n'a pas présenté sa première demande de versement de subvention dans le délai maximum de 3 ans suivant le vote de la subvention, comme l'impose le Règlement Budgétaire et Financier (RBF) de la Région.

En effet, outre la complexité du projet urbain et de ses évolutions (modification du projet due à la mise en œuvre du Grand Paris Express), la ville a été confrontée à des dysfonctionnements internes qui n'ont pas permis d'assurer un suivi optimal des dossiers techniques comme financiers et ont conduit à la caducité de la subvention.

Le Médiateur de la Région, saisi par la ville, a émis un avis favorable à la demande de réexamen de cette demande de subvention.

Les éléments du projet et les dépenses afférentes étant à ce jour consolidés, la ville de Noisy-le-Grand est en mesure de présenter à la Région les factures à hauteur de 810 088,66 € pour le versement de la subvention.

La commission permanente du Conseil régional a décidé de reconnaitre les aléas rencontrés par la ville de Noisy-le-Grand dans le cadre de cette opération et d'affecter une subvention à hauteur des travaux et des dépenses réellement engagées.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les conditions de la réaffectation du solde de la subvention accordée par la Région au bénéficiaire pour :

- *l'opération « QUARTIER CHAMPY (PRU) : REQUALIFICATION DES ESPACES PUBLICS – fiche projet 19005899 ».*

L'attribution de cette subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par le règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et dans le respect des conditions précisées dans les articles suivants de la présente convention.

ARTICLE 2 - ENGAGEMENTS DE LA RÉGION

Par délibération n° CP 2019-286 du 3 juillet 2019, la Région a décidé l'attribution d'une subvention au bénéficiaire pour soutenir l'opération visée à l'article 1, et dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 79,02% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 810 088,66 €, soit un montant maximum de subvention de 640 132 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et TTC est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

ARTICLE 3.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNÉ

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements objet de la subvention et dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le bénéficiaire s'engage également à maintenir l'affectation des biens financés par la Région à l'usage exclusif de l'opération subventionnée au titre du développement urbain, pendant une durée minimum de 10 ans ou pendant la période de remboursement du prêt principal lorsque celle-ci est supérieure à 10 ans.

ARTICLE 3.2 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 3.3 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats de tous les visuels relatifs au projet subventionné (esquisses et projets, publications y compris photographiques, communication à des tiers de l'opération avant, pendant et après réalisation de l'opération…) à des fins de communication relative à l'action régionale.

La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Concernant les opérations d'investissement, le bénéficiaire s'engage à avertir la Région du commencement des travaux. Pendant toute leur durée, le maître d'ouvrage doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France à hauteur de X % du montant global ».

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile-de-France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

A la livraison, une plaque avec le logotype de la Région doit être apposée sur tous les équipements financés.

En cas d'inauguration, le bénéficiaire s'oblige à en informer préalablement la Région et à recueillir son avis sur le projet de carton d'invitation et tout document s'y rapportant.

Tous les autres événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à en informer la Région ainsi qu'à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans leur démarche.

ARTICLE 4 - DISPOSITIONS FINANCIÈRES

ARTICLE 4.1 : CADUCITÉ

Si, à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date de la délibération d'affectation de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 ans pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 4.2 : MODALITÉS DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire et le cas échéant du cachet de l'organisme.

ARTICLE 4.2.1 : MODALITES D'ACOMPTE

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acompte à valoir sur les paiements déjà effectués en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 4.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée.

Ce versement est également subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Ile de France et du Département de Paris.

ARTICLE 4.3 : RÉVISION DU MONTANT SUBVENTIONNÉ

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 2 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle subventionnable engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 2 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 4.4 : ÉLIGIBLITÉ DES DÉPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à partir de la date du vote de la délibération, ou, en cas de démarrage anticipé, date d'éligibilité mentionnée dans la fiche projet annexée, et jusqu'à la date de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 - DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée régionale au bénéficiaire.

La convention prend fin avec le versement du solde de la subvention, ou, le cas échéant, par application des règles de caducité.

ARTICLE 6 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 7 - RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 3.1 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 8 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 9 – PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite, la liste des opérations et dépenses subventionnables, et l'annexe dénommée « fiche projet ».

Fait en deux exemplaires originaux.

A Saint-Ouen, le

Pour Le bénéficiaire La Maire de la ville de Noisy le Grand	Pour la Région Ile-de-France, La Présidente du Conseil régional
Brigitte MARSIGNY (Cachet + signature)	Valérie PÉCRESSE

Annexes :

- règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010, prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.
- Fiche projet n°XXXXX

Acte rendu exécutoire le 4 juillet 2019, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 4 juillet 2019 (référence technique : 075-237500079-20190703-lmc148554-DE-1-1) et affichage ou notification le 4 juillet 2019.

DÉLIBÉRATION N°CP 2019-272

DU 3 JUILLET 2019

POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DU HANDICAP - 3ÈME AFFECTATION POUR 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n°360/2012 du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général, publié au JOUE du 26 avril 2012 n°L114/8 modifié par le règlement (UE) n°2018/1923 publié au JOUE L 313 du 10/12/2018

VU le Code Général des collectivités territoriales et notamment l'article 4221-1 ;

VU le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L114-1 et suivants ;

VU la délibération n° CR 45-08 du 26 juin 2008 relative à la lutte contre les inégalités sociales et de santé et pour l'autonomie – l'action régionale dans les domaines du développement social et de la santé ;

VU la délibération n° CR 23-11 du 7 avril 2011 modifiée relative à la politique sociale régionale ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente et modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte Régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par les délibérations n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU la délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018 « Région Île-de-France, Région solidaire » modifiée

VU la délibération n° CP 12-873 du 21 novembre 2012 relative à l'approbation de la convention-type relative aux modalités de la participation régionale au fonds départemental de compensation du handicap des MDPH franciliennes ;

VU la délibération n° CP 13-639 du 17 octobre 2013 relative à la politique régionales pour les personnes en situation de handicap- cinquièmes affectation pour 2013 ;

VU la délibération n° CP 18-411 du 17 octobre 2018 relative à la mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles – 7ème rapport pour 2018 ;

VU CP 2018-537 du 21 novembre 2018 relative à la politique régionale en faveur du handicap et des MDPH-5ème affectation pour 2018

VU le budget de la région d'Ile-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-272 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Dispositif en faveur des structures innovantes – Affectation de subventions

Décide de participer, au titre du dispositif «Soutien aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance», au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de **7** subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 048 100 €**

Subordonne le versement de ces subventions en investissement à la conclusion, avec les bénéficiaires, de conventions conformes à la convention type relevant de la délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 048 100 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap», action 142 004 05 « Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap », au titre du budget 2019.

Article 2 : Soutien dans le cadre des projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap

Décide de participer, au titre des projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **20 000 €** au titre du budget 2019.

Subordonne le versement de cette subvention de fonctionnement au respect par le bénéficiaire d'une convention conforme au modèle type prévu par la délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018 et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **20 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 003 (142 003) «Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », l'action 14200304 « fonds régional de solidarité et soutien aux familles », au titre du budget 2019.

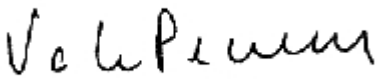
Article 3 : Dispositif en faveur des structures innovantes - Affectation d'un solde au profit de la MDPH de Seine-Saint-Denis

Affecte une autorisation de programme de **200 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale » sous-fonction 42 « Action sociale » programme HP 42-004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap », action 14200405 « Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap », au titre du budget 2019 pour le projet figurant en annexe 3 de la présente délibération.

Article 4 : Autorisation de démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17 et 29 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DANS LES DEUX MOIS À COMPTER DE SA PUBLICATION OU DE SA NOTIFICATION, CET ACTE ADMINISTRATIF EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : fiches projets investissement

DOSSIER N° 19002788 - Acquisition d'un véhicule adapté au transport TPMR pour le foyer de vie «l'Arc-en-Ciel » situé au 4, rue de la Ferme de Belleville à Gif-sur-Yvette (91)

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	29 300,00 € TTC	34,13 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENVOLUDIA
Adresse administrative : IMMEUBLE LE MELIES
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Philippe BREL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition d'un véhicule adapté au transport TPMR pour le foyer de vie «l'Arc-en-Ciel » situé au 4, rue de la Ferme de Belleville à Gif-sur-Yvette (91)

Dates prévisionnelles : 11 mars 2019 - 22 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'établissement a un besoin urgent de ce véhicule pour organiser l'accompagnement des résidents durant les mois d'été. La transformation du véhicule nécessitant 3 mois, il est proposé de lui permettre de commander le véhicule avant la date de la commission permanente.

Description :
L'Association ENVOLUDIA est une association issue de la fusion le 1er juillet 2013 entre deux associations de familles. Elle gère et crée des établissements et des services en direction d'enfants, adolescents ou adultes présentant une infirmité motrice cérébrale (IMC) et/ou un polyhandicap. Ainsi, avec ces 6 établissements d'accueil de jeunes enfants et ses 11 établissements médico-sociaux, ce sont près de 600 personnes en situation de handicap qu'elle accompagne. Parmi ces établissements, l'association gère le foyer de vie « l'arc-en-ciel » situé sur la commune de Gif-sur-Yvette. Ce dernier, qui a ouvert en 1983, accueille, en internat de semaine, 14 adultes présentant une infirmité motrice cérébrale ou un polyhandicap.

Le foyer « l'Arc-en-ciel » souhaite, pour mener à bien son projet auprès de ses résidents, acquérir un nouveau véhicule permettant le transport d'un fauteuil roulant. Ce dernier viendra remplacer un véhicule

plus ancien. Cette acquisition permettra d'accompagner les résidents de ce foyer dans leur démarche de soins, de loisirs et de favoriser leur inclusion sociale.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée pour un véhicule à 50% maximum du coût d'acquisition, dans la limite d'un plafond de 10 000 €.

Localisation géographique :
- GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Véhicule TPMR	29 300,00	100,00%
Total	29 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	34,13%
Fonds propes	19 300,00	65,87%
Total	29 300,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-272

DOSSIER N° 19002959 - Construction d'un pavillon de soins, d'activité et achat d'équipements pour le FAM situé aux Alluets-le-Roi (78).

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	1 188 681,00 € TTC	25,24 %	300 000,00 €
	Montant total de la subvention		300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AEIDF AUTISME EN ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 3 RUE DE VERDUN
78590 NOISY-LE-ROI
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-MARC MONGUILLET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Construction d'un pavillon de soins, d'activité et achat d'équipements pour le FAM situé aux Alluets-le-Roi (78).

Dates prévisionnelles : 1 février 2019 - 31 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La création du pavillon d'activité et de soins est la pierre angulaire de la transformation de ce foyer de vie en foyer d'accueil médicalisé. Pour une ouverture de ce nouveau FAM au premier trimestre 2020. Ainsi, pour être prêt à cette date l'association a dû commencer les travaux en urgence .
Dans ce contexte, il est proposé à l'association autisme en Île-de-France une dérogation enfin qu'elle puisse commencer les travaux avant la date de la commission permanente

Description :
L'association « Autisme en Île-de-France » est issue de la fusion en janvier 2018 de 2 associations : '« Autisme 75 Île-de-France » et « Autisme – en – Yvelines ». Elle a pour but de favoriser l'accompagnement des enfants, adolescents, adultes présentant un trouble du spectre autistique et apparenté dans ses 7 établissements et ses 3 services, répartis sur l'ensemble du territoire francilien et regroupant près de 300 personnes.
L'évolution en âge de la population accueillie a conduit l'association gestionnaire et les autorités de tutelle (ARS Île-de-France et conseil départemental des Yvelines) à médicaliser un foyer de vie « le Clair Bois » situé aux Alluets-le-Roi (arrêté du 29 décembre 2017).

Cette structure, permettant un accompagnement de qualité de personnes âgées avec des troubles de l'autisme, est innovante car il n'existe en Île-de-France aucune autre structure pour les personnes âgées présentant un trouble de l'autisme.
Le projet de médicalisation a entraîné d'ores et déjà des transformations du bâti en 2 phases réalisées respectivement en 2013 et 2018.
Le présent dossier vise à financer la phase 3 de ce projet, dédié à la construction d'un pavillon de soins (médical et paramédical) et d'activités d'une surface de 474 M2 et l'acquisition de son équipement matériel et mobilier. Ce nouveau bâtiment permettra à l'établissement de remplir pleinement son rôle d'accompagnement médical de personnes âgées présentant un trouble de l'Autisme.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée à 50 % maximum des dépenses éligibles, dans la limite d'un plafond de 300 000 €.

Localisation géographique :
- LES ALLUETS-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges foncières	30 156,00	2,54%
Honoraires de conception	109 728,00	9,23%
Coût de la construction	848 797,00	71,41%
Mobilier équipement	200 000,00	16,83%
Total	1 188 681,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	300 000,00	25,24%
Subvention Département (attribuée)	73 500,00	6,18%
Subvention CNSA (attribuée)	210 000,00	17,67%
Subvention CCAH (sollicitée)	38 500,00	3,24%
Pret bancaire (attribué)	525 500,00	44,21%
Fonds propres	41 181,00	3,46%
Total	1 188 681,00	100,00%

DOSSIER N° 19003940 - Extension de 9 places de l'Institut Médico Educatif pour polyhandicapé situé au 25, rue Borrego à Paris 20ème.

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	213 600,00 € TTC	50,00 %	106 800,00 €
	Montant total de la subvention		106 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION LES TOUT PETITS
Adresse administrative : 5 RUE DE CERNAY
91470 LES MOLIERES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Thierry LORIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Extension de 9 places de l'Institut Médico Educatif pour polyhandicapé situé au 25, rue Borrego à Paris 20ème.

Dates prévisionnelles : 31 mai 2019 - 31 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Ce projet a été lauréat, le 14 février 2019, de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) lancé par l'ARS Ile-de-France en juillet 2018. Ainsi l'ARS a demandé au lauréat d'engager les travaux avant fin juin 2019. Ainsi, compte tenu de l'exigence de l'ARS et afin d'ouvrir ce nouveau service au premier trimestre 2020 l'association doit impérativement commencer les travaux en urgence. Dans ce contexte, il est proposé d'accorder à l'association « les tout-petits » une dérogation afin qu'elle puisse commencer les travaux avant la date de la commission permanente.

Description :
L'association « les tout-petits », créée en 1965, accompagne, dans ses 8 établissements et services, 326 enfants, adolescents et adultes polyhandicapés, multi et pluri handicapés pour lesquels une déficience mentale est souvent associée et constitue un handicap complexe souvent rare.

Dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt lancé par l'ARS Île-de-France le 3 juillet 2018, pour des projets d'extension visant la mise en oeuvre accélérée de solutions nouvelles permettant de développer l'autonomie des personnes en situation de handicap en Ile-de-France, l'association « les tout-petits » a été retenue pour son projet d'extension de 9 places au sein de l'Institut Médico-Educatif situé au 25, rue

Borrego à Paris 20ème.
Ce projet vise, dans la droite ligne du projet d'établissement, à favoriser l'accueil de très jeunes enfants porteurs d'un handicap lourd et complexe pour lesquels le diagnostic n'est pas toujours clairement établi et pour lesquels il faut néanmoins un accompagnement précoce.
De plus, une action spécifique sera menée auprès des familles de ces jeunes enfants afin de leur permettre de rompre leur isolement et d'éviter le repli sur elles-mêmes. Ainsi, ce projet est éligible au règlement d'intervention « Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance » en proposant un établissement qui pourra répondre aux cas complexes de polyhandicap, présent sur le territoire parisien, dans le cadre de la réponse accompagnée pour tous et d'être une passerelle entre les dispositifs enfants et adultes.
Le présent dossier porte sur le financement des travaux et sur l'acquisition matérielle et mobilière du nouvel espace de l'IME

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée à 50 % maximum des dépenses éligibles, dans la limite d'un plafond de 300 000 €.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Construction (second œuvre)	150 000,00	70,22%
Ingénierie	21 600,00	10,11%
Aménagement Matériel et Mobilier	42 000,00	19,66%
Total	213 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	106 800,00	50,00%
Fonds propres	106 800,00	50,00%
Total	213 600,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-272

DOSSIER N° 19005133 - Création d'un SAMSAH pour personnes polyhandicapées situé au 61, rue neuve, aux Mesnuls (78).

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	299 000,00 € TTC	47,99 %	143 500,00 €
	Montant total de la subvention		143 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION LES TOUT PETITS
Adresse administrative : 5 RUE DE CERNAY
91470 LES MOLIERES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Thierry LORIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'un SAMSAH pour personnes polyhandicapées situé au 61, rue neuve, aux Mesnuls (78).

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 3 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association « les tout-petits », créée en 1965, accompagne, dans ses 8 établissements et services, 326 enfants, adolescents et adultes polyhandicapés, pour lesquels une déficience mentale est souvent associée et constitue un handicap complexe souvent rare.

Ainsi, le souhait de créer un Service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés (SAMSAH), situé au 61, rue neuve, aux Mesnuls (78), en direction d'adultes porteurs d'un polyhandicap, s'inscrit dans la continuité de la diversification de l'offre proposée par l'association.
En effet, pour les plus handicapés d'entre eux, la vie à domicile s'avère être très complexe. Ce SAMSAH, d'une capacité de 30 places, sera adossé à la MAS (Maison d'Accueil Spécialisé) gérée également par l'association.
Ce type de service novateur est plébiscité par l'ARS Île-de-France et a été confirmé par une récente étude du CREAI Ile-de-France, qui souhaite voir se développer une diversification des modalités d'accueil pour les adultes polyhandicapés et personnes présentant un handicap rare. Ainsi, ce projet est éligible au règlement d'intervention « Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la

dépendance » en proposant un service d'accompagnement à domicile qui pourra répondre aux cas complexes de polyhandicap dans le cadre de la réponse accompagnée pour tous et offrir un accompagnement renforcé pour le maintien à domicile.
De nouveaux espaces avec des équipements de bureau et de matériel informatique dédiés aux soins des personnes accueillies seront aménagés et l'association devra acquérir pour ses équipes mobiles deux véhicules permettant le transport de fauteuil roulant.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée à 50 % maximum des dépenses éligibles, dans la limite d'un plafond de 300 000 € intégrant deux véhicule à 50% maximum du coût d'acquisition, dans la limite d'un plafond de 10 000 € par véhicule.

Localisation géographique :
- LES MESNULS
- LES MOLIERES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie et Travaux	235 000,00	78,60%
Equipements	12 000,00	4,01%
Véhicules adaptés TPMR	52 000,00	17,39%
Total	299 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	143 500,00	47,99%
Fonds Propres	155 500,00	52,01%
Total	299 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-272

DOSSIER N° 19005257 - Travaux de rénovation de l'hôpital de jour l'Etincelle située au 148, avenue de Saint-Ouen à Paris 18ème.

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	476 000,00 € TTC	30,00 %	142 800,00 €
	Montant total de la subvention		142 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: HOPITAL DE JOUR L'ETINCELLE CROIX ROUGE FRANCAISE
Adresse administrative	: 146 AVENUE DE SAINT OUEN 75018 PARIS
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Monsieur JEAN PAUL DUPONT, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Travaux de rénovation de l'hôpital de jour l'Etincelle située au 148, avenue de Saint-Ouen à Paris 18ème.

Dates prévisionnelles : 23 avril 2019 - 22 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de mettre en place son nouveau projet éducatif et thérapeutique au 2e semestre 2019, l'hôpital de jour « l'étincelle » a dû commencer les travaux, en urgence, avant la date de la commission permanente. De plus, les périodes de travaux à l'intérieur de la structure sont limités compte tenu qu'ils sont effectués sur un site occupé.

Description :
L'hôpital de jour « l'Etincelle », appartenant à la Croix-Rouge française et qui accueille des enfants porteurs d'un Trouble du Spectre de l'Autisme (TSA), a souhaité, en 2018, entreprendre une réflexion sur un nouveau projet médical pour la période 2018 – 2022. Ainsi, l'hôpital de jour veut pouvoir développer ses interventions au plus près des jeunes enfants, qu'ils soient accueillis en milieu ordinaire (domicile, école…) ou en milieu spécialisé (hôpitaux de jour …). La démarche vise à l'amélioration et l'harmonisation de l'environnement de l'enfant TSA tout au long de son parcours de vie.
L'hôpital de jour « l'Etincelle », devenant ainsi un outil facilitateur de l'inclusion des jeunes enfants avec un TSA et de leurs familles, ce projet est conforme aux règlements d'intervention « Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance » et en particulier en matière de

dépistage précoce des troubles du neuro-développement.
Les locaux actuels étant anciens et peu adaptés au projet envisagé, la subvention porte sur un réaménagement selon des normes issues des dernières recherches sur l'autisme.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée à 50 % maximum des dépenses éligibles, dans la limite d'un plafond de 300 000 €.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie et Travaux	476 000,00	100,00%
Total	476 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	142 800,00	30,00%
Fonds propres	333 200,00	70,00%
Total	476 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-272

DOSSIER N° 19005274 - Création d'une cafétéria inclusive "Auti'Cafet".

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	340 000,00 € TTC	14,71 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AEIDF AUTISME EN ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 3 RUE DE VERDUN
78590 NOISY-LE-ROI
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-MARC MONGUILLET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'une cafétéria inclusive « Auti'Cafet ».

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 3 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association « Autisme en Île-de-France » est issue de la fusion en janvier 2018 de 2 associations : « Autisme 75 Île-de-France » et « Autisme – en – Yvelines ». Elle a pour but de favoriser l'accompagnement des enfants, adolescents, adultes présentant un trouble du spectre autistique et apparenté. Elle accompagne dans ses 7 établissements et ses 3 services, répartis sur l'ensemble du territoire francilien, près de 300 personnes.
Parmi ces établissements, elle gère, depuis 2008, l'Institut Médico Educatif « Cour de Venise », situé au 12 rue Saint Gilles à Paris IIIe, qui accueille 22 adolescents et jeunes adultes porteurs d'un Trouble du Spectre de l'Autisme
Le projet Auti'cafet est le fruit d'une réflexion de 10 ans menée par l'équipe de l'Institut.
Cette réflexion a permis de mettre en lumière des freins quant à l'intégration professionnelle des plus âgés de l'IME.
Face à ce constat, l'établissement et l'association gestionnaire ont souhaité développer davantage les possibilités d'intégration sociale et professionnelle pour les jeunes adultes accueillis. C'est ainsi qu'ils ont décidé de l'ouverture d'un café associatif proche de l'IME, où peuvent être insérés des jeunes présentant un trouble du spectre autistique afin qu'ils puissent exprimer leurs compétences professionnelles et leurs projets de vie future.

Ce dispositif innovant, qui a été lauréat de l'Appel à Manifestation d'Intérêt lancé en juillet 2018 par l'ARS Île-de-France ; est conforme aux règlements d'intervention « Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance », en ce qu'il participe à la transition entre l'enfance et l'âge adulte de personnes souffrant de TSA.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée à 50 % maximum des dépenses éligibles, dans la limite d'un plafond de 300 000 €.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie et Travaux	137 714,00	40,50%
Aménagement extérieur	5 251,00	1,54%
Acquisition d'équipements matériels et mobiliers	197 035,00	57,95%
Total	340 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	50 000,00	14,71%
Subvention Commune (attribuée)	50 000,00	14,71%
Subvention Aides privées (sollicitée)	240 000,00	70,59%
Total	340 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-272

DOSSIER N° 19005892 - Création d'une Maison d'Accueil Spécialisé en accueil de jour pour adultes polyhandicapés au 12, rue de Rambouillet Paris 12ème.

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	590 000,00 € TTC	50,00 %	295 000,00 €
	Montant total de la subvention		295 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SOCIETE PHILANTHROPIQUE
Adresse administrative	:	15 RUE DE BELLECHASSE 75007 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur LOUIS DE MONTFERRAND, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'une Maison d'Accueil Spécialisé en accueil de jour pour adultes polyhandicapés au 12, rue de Rambouillet Paris 12ème.

Dates prévisionnelles : 24 avril 2019 - 21 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Ce projet a été lauréat, le 14 février2019; de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) lancé par l'ARS Ile-de-France en juillet 2018. Ainsi l'ARS a demandé au lauréat d'engager les travaux avant fin juin 2019. De plus, l'association souhaite ouvrir sa nouvelle structure au cours du premier semestre 2020. Dans ce contexte elle doit commencer ses travaux de façon urgente. Dans ce contexte, il est proposé d'accorder à la Société Philanthropique une dérogation afin qu'elle puisse commencer les travaux avant la date de la commission permanente.

Description :
La Société Philanthropique est une association d'action sanitaire, sociale et médico-sociale au service des personnes rendues vulnérables. Elle intervient dans le champ du handicap, du grand âge, du sanitaire, de la protection de l'enfance, du logement et de l'insertion. Elle accueille et accompagne près de 2 328 personnes. Parmi ces 20 établissements, elle gère un Institut d'éducation motrice pour enfants et adolescents polyhandicapés dans le 11e arrondissement de Paris.

L'Institut d'Education Motrice la Croix Faubin accueille, depuis 2006, des jeunes âgés de 3 à 20 ans et porteurs d'un polyhandicap.

Cet établissement constate cependant des difficultés pour orienter les jeunes adultes de plus de 20 ans. Dans ce contexte, il a souhaité, avec l'association gestionnaire la Société Philanthropique, étendre son offre d'accompagnement en direction de jeunes adultes porteurs d'un polyhandicap de plus de 20 ans, en créant une Maison d'Accueil Spécialisé en accueil de jour de 17 places. Celle-ci aura pour vocation d'offrir des activités socialisantes et inclusives conjuguées à l'accompagnement médical et paramédical indispensable à ce public. Elle sera ouverte 230 jours par an et proposera également des temps de répit aux aidants familiaux.
Ce dispositif innovant s'inscrit dans le nouveau projet associatif lancé en 2016 qui consiste à répondre à des besoins non pourvus dans le cadre d'une « réponse accompagnée pour tous ».
Ce projet a été lauréat de l'Appel à Manifestation d'Intérêt relatif à l'autonomie des personnes en situation de handicap en Ile-de-France lancée le 3 juillet 2018 l'ARS IDF.
Le présent dossier vise au financement des travaux et charges afférentes, des équipements matériels et mobiliers du local accueillant ce nouvel établissement.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée à 50 % maximum des dépenses éligibles, dans la limite d'un plafond de 300 000 €.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	242 500,00	41,10%
Equipements mobiliers	40 000,00	6,78%
Equipements matériels (bureau)	57 000,00	9,66%
Equipements Matériels (soins)	250 500,00	42,46%
Total	590 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	295 000,00	50,00%
Dotation ARS	250 000,00	42,37%
ARS (CNR)	45 000,00	7,63%
Total	590 000,00	100,00%

Annexe 2: Fiche projet en fonctionnement

DOSSIER N° 19006580 - Soutien à l'évènement « La Nuit du handicap » se déroulant le 15 juin 2019

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)
Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	128 370,00 € TTC	15,58 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA NUIT DU HANDICAP
Adresse administrative : 90 AVENUE DE SUFFREN
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Philippe AUBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : du Soutien à l'évènement « La Nuit du handicap » se déroulant le 15 juin 2019.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : S'agissant de la préparation d'un évènement, les dépenses ont dû être engagées dès le début de l'année.

Description :
L'association "la Nuit du handicap" a vocation à organiser dans plusieurs lieux de France une fois par an des évènements qui porteront ce nom « La Nuit du Handicap » et qui auront pour objet, dans l'esprit de la Charte de la Nuit du Handicap, de permettre à tous, particulièrement les jeunes, d'expérimenter la rencontre avec des personnes handicapées, dans des rassemblements culturels, artistiques, conviviaux, au cours desquels les personnes handicapées pourront tout particulièrement révéler leurs dons et leurs talents.

Il s'agit d'une grande soirée festive et conviviale, gratuite et ouverte à tous, sur les places publiques, avec la participation de nombreux bénévoles et partenaires associatifs du domaine du handicap pour permettre la rencontre entre personnes valides et handicapées.
En 2018, la nuit du handicap a eu lieu dans 20 villes de France avec la participation de près de 50 000 participants
En 2019, la Nuit du Handicap a lieu samedi 15 juin dans 24 villes de France :
Amiens - Angers - Bordeaux - Boulogne Billancourt - Buhl - Clichy la Garenne - Compiègne - Fort de France - Lille - Lanester - Maubeuge - Nantes - Orléans - Paris - Puteaux - Saint-Etienne - Sens - Strasbourg - Toulouse - Troyes - Versailles - Vierzon - Villeneuve sur Lot - Xanton-Chassenon.
Des centaines de bénévoles (dont certains en situation de handicap) et d'associations du monde du

handicap participent à l'organisation de l'événement
Plus de 70 000 personnes sont attendues.

Le soutien porte sur les évènements organisés en région Île-de-France.

Il est à noter que, les arbitrages autour de ce projet ayant été rendus tardivement, la manifestation sera passée lors du vote de ce projet en commission permanente.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Ce projet est proposé au titre de l'article 22 de la délibération CR 23-11 du 7 avril 2011, soit 50% de la dépense subventionnable pour un montant de 20 000€ maximum.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
salaires et honoraires	68 467,00	53,34%
publicité, déplacements et frais de mission	3 369,00	2,62%
Locations	16 930,00	13,19%
fournitures et alimentation	39 604,00	30,85%
Total	128 370,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	20 000,00	15,58%
dpt Yvelines	2 000,00	1,56%
ville de Versailles	1 500,00	1,17%
villes de Paris, Puteaux, Clichy	20 000,00	15,58%
contisations et dons	4 000,00	3,12%
subventions organismes privés	80 870,00	63,00%
Total	128 370,00	100,00%

Annexe 3 : Réaffectation

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-272

DOSSIER N° 13016238 - Adaptation de 12 logements au handicap situés en Seine-Saint-Denis (93).

Dispositif : Adaptation des logements des personnes en situation de handicap (n° 00000674)
Imputation budgétaire : 904-42-204182-142004-300
Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Adaptation des logements des personnes en situation de handicap (clôturé)	885,35 € TTC	22,59 %	200,00 €
	Montant total de la subvention		200,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MDPH 93 GIP DEP PERSONNES HANDICAPEES
Adresse administrative : 7 RUE ERIK SATIE
93000 BOBIGNY
Statut Juridique : Groupement d'Intérêt Public
Représentant : Madame ALEXANDRINE AUVILLE, Directrice Déléguée de la MDPH du 93

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Adaptation de 12 logements au handicap situés en Seine-Saint-Denis (93).

Dates prévisionnelles : 17 octobre 2013 - 1 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Motivation démarrage anticipé : Suite à une erreur matérielle le solde mandaté a été de 38 317 € et non de 38 517 €, conformément au montant de la subvention initialement allouée par la délibération CP 13-639 du 17 octobre 2013.

Description :
Dans le cadre du conventionnement signé avec la MDPH de Seine-Saint-Denis, la Région participe au financement de l'adaptation au handicap de 12 logements occupés par des personnes en situation de handicap résidant dans ce département.

Suite à une erreur des services de la Région dans le montant inscrit lors du mandatement (38 317 € contre 38 517 € prévus), le bénéficiaire n'a pu obtenir la totalité du solde de sa subvention. Il est donc proposé de procéder à la réaffectation du solde restant de la subvention, soit 200 €.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2013

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Adaptation de logements	170 481,92	100,00%
Total	170 481,92	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	38 517,00	22,59%
Autre Cofinanceurs (Att.)	131 964,92	77,41%
Total	170 481,92	100,00%

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 075-237500079-20190705-2019_208-AR

îledeFrance
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 19-208
du 5 juillet 2019

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU l'arrêté n° 2019-171 du 29 mai 2019 désignant Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT, Vice-président délégué à l'écologie, au développement durable et à l'aménagement,

VU la délibération n° CP 2019-261 du 3 juillet 2019 relative aux Contrats d'Aménagement Régionaux (CAR) : 4ème affectation.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

est désigné pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France lors de la signature des contrats d'aménagement régionaux, votés en Commission Permanente le 3 juillet 2019, pour les communes et communauté de communes situées dans les départements de la Seine-et-Marne, de l'Essonne, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val d'Oise :

- **Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT**
  Vice-président du Conseil régional d'Ile-de-France

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél. : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 075-237500079-20190705-2019_209-AR

îledeFrance
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 19-209
du 5 juillet 2019

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU l'arrêté n° 2019-171 du 29 mai 2019 désignant Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT, Vice-président délégué à l'écologie, au développement durable et à l'aménagement,

VU la délibération n° CP 2019-260 du 3 juillet 2019 relative aux Contrats ruraux : nouveaux et anciens dispositifs – avenant – 4ème affectation 2019.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

est désigné pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France lors de la signature du nouveau contrat rural, voté en Commission Permanente le 3 juillet 2019, pour le Syndicat intercommunal de regroupement pédagogique d'Authon-la-Plaine dans le département de l'Essonne :

- **Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT**
  Vice-président du Conseil régional d'Ile-de-France

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél. : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 075-237500079-20190705-2019_210-AR

îledeFrance
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 2019-210
du 5 juillet 2019

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU l'arrêté n° 18-262 du 5 octobre 2018 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC) du Val d'Oise.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

est désignée, en remplacement de Madame Florence PORTELLI, pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France lors de la réunion de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial du Val d'Oise (CDAC 95), le 11 juillet 2019 :

- **Madame Samira SAKI-AIDOUD**
  Conseillère régionale d'Ile-de-France

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél. : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

Envoyé en préfecture le 18/07/2019
Reçu en préfecture le 18/07/2019
Affiché le
ID : 075-237500079-20190709-2019_211-AR

îledeFrance
Conseil régional

Réf. : I19-CRIDF-00224

ARRETE N°2019-211
du 09 juillet 2019

portant délégations de signature du Pôle Achats, Performance, Commande Publique, Juridique

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa Présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Marc SAUVAGE, Directeur Général Adjoint en charge du Pôle Achats, Performance, Commande Publique, Juridique, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du pôle, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 18/07/2019
Reçu en préfecture le 18/07/2019
Affiché le
ID : 075-237500079-20190709-2019_211-AR

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc SAUVAGE, délégation de signature est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1er du présent arrêté à :

- Monsieur Charles-Edouard ESCURAT, Directeur des Achats, dans les limites des attributions de la Direction des Achats ;
- Madame Marie-Noëlle DESAILLY, Directrice de la Commande Publique, dans les limites des attributions de la Direction de la Commande Publique ;
- Monsieur Xavier MANDRY, Directeur Juridique, dans les limites des attributions de la Direction Juridique.

Direction des Achats

Article 3 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Charles-Edouard ESCURAT, Directeur des Achats, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences de la Direction des Achats.

Article 4 :

Délégation permanente est donnée à Madame Pascale BOURGEOIS, Chef du service Achats généraux, communication et prestations de service, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Article 5 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Marouane ASKRI, Chef du service Achats de travaux et prestations associées, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Article 6 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Mehdi NECIB, Chef du service Achats formations, conseil, numérique et équipements, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Direction de la Commande Publique

Article 7 :

Délégation permanente est donnée à Madame Marie-Noëlle DESAILLY, Directrice de la Commande Publique, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences de la Direction de la Commande Publique.

Envoyé en préfecture le 18/07/2019
Reçu en préfecture le 18/07/2019
Affiché le
ID : 075-237500079-20190709-2019_211-AR

Article 8 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Cédric BRESOLIN, Chef du service Conseils et études marchés, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Article 9 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Philippe CHAVEROT, Chef du service CAO, jurys et contrôle de légalité, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Article 10 :

Délégation permanente est donnée à Madame Véronique DUPUIS, Chef du service Passation de marchés de prestations intellectuelles, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Article 11 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Norbert DELAUNE, Chef du service des Marchés de construction et prestations associées, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Article 12 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Steven ZIAJA, Chef du service Passation des marchés de fournitures et de services, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Direction juridique

Article 13 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Xavier MANDRY, Directeur Juridique, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences de la Direction Juridique.

Article 14 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Alexandre NAIT, Chef du service Contentieux et assurances, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Envoyé en préfecture le 18/07/2019
Reçu en préfecture le 18/07/2019
Affiché le
ID : 075-237500079-20190709-2019_211-AR

Article 15 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alexandre NAIT, délégation est donnée à Monsieur Nicolas DEMARCHE, Chef de service adjoint contentieux et assurances, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 14 du présent arrêté.

Article 16 :

Délégation permanente est donnée à Madame Sophie BELLARD-LUCATS, Chef du service Conseil et études juridiques, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Article 17 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté 19-27 du 30 janvier 2019.

Article 18 :

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 18/07/2019
Reçu en préfecture le 18/07/2019
Affiché le
ID : 075-237500079-20190709-2019_212-AR

îledeFrance
Conseil régional

Réf. : I19-CRIDF-00222

ARRETE N°2019-212
du 09 juillet 2019

portant délégations de signature du pôle Cohésion territoriale

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa Présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation permanente est donnée à Madame Marion ZALAY, Directrice Générale Adjointe en charge du pôle Cohésion territoriale à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du pôle, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Mission Pilotage, administration et projet transverses

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marion ZALAY, délégation est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1er du présent arrêté, à Madame Orianne PERRIER, Responsable de la Mission Administration, Pilotage et Projets Transverses, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences de la mission.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 18/07/2019
Reçu en préfecture le 18/07/2019
Affiché le
ID : 075-237500079-20190709-2019_212-AR

Direction Aménagement

Article 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marion ZALAY, délégation est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1er du présent arrêté, à Monsieur Olivier DENERT, Directeur de l'Aménagement, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences de la direction.

Article 4 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier DENERT, délégation est donnée à :

- Madame Gaëlle BROSSE ARRIAGADA, Cheffe du service « Innovation et Partenariats Opérationnels » à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service ;
- Monsieur Bastien RECHER, Chef du service « Stratégie du Territoire Régional et Planification Spatiale » à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service.

Direction Action territoriale

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marion ZALAY, délégation est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1er du présent arrêté, à Madame Caroline BONAN-RICHARD, Directrice de l'Action territoriale, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences de la direction.

Article 6 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline BONAN-RICHARD, délégation est donnée à :

- Madame Aurélia JAKOB, Cheffe du service « Ile-de-France Sud » à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service ;
- Monsieur Thibault DE LALEU, Chef du service « Ile-de-France Nord » à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service ;
- Monsieur Jean-Frédéric LAFFARGUE, Chef du service « Programmation et coordination de l'action territoriale » à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service.

Direction Agriculture, ruralité et forêt

Article 7 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marion ZALAY, délégation est donnée à :

- Madame Aline MUZARD, Cheffe du service « Agriculture », à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service ;

Envoyé en préfecture le 18/07/2019
Reçu en préfecture le 18/07/2019
Affiché le
ID : 075-237500079-20190709-2019_212-AR

- Madame Marie CHEVILLOTTE, Cheffe du service « Ruralité et parcs naturels régionaux », à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service ;
- Monsieur Guillaume DEROMBISE, Chef du service « Forêts, énergie et matériaux bio-sourcés », à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service.

Direction Environnement

Article 8 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marion ZALAY, délégation est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1er du présent arrêté, à Monsieur Sébastien MAES, Directeur de l'Environnement, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences de la direction.

Article 9 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Sébastien MAES, délégation est donnée à :

- Madame Magali GORCE, Cheffe du service « Nature et biodiversité », à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service ;
- Madame Anne-Sophie de KERANGAL, Cheffe du service « Economie circulaire et déchets », à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service ;
- Madame Clotilde CARRON, Cheffe du service « Transition énergétique, qualité de l'air, bruit, climat », à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service.

Article 10 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté 19-14 du 18 janvier 2019.

Article 11 :

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 18/07/2019
Reçu en préfecture le 18/07/2019
Affiché le
ID : 075-237500079-20190709-2019_213-AR

îledeFrance
Conseil régional

Réf. : I19-CRIDF-00223

ARRETE N°2019-213
du 09 juillet 2019

portant délégation temporaire de signature du pôle Cohésion territoriale

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa Présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional ;

ARRETE

Article 1er :

En l'absence de Madame Marion ZALAY, Directrice Générale Adjointe en charge du pôle Cohésion territoriale, délégation à titre temporaire est donnée aux personnes suivantes, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du pôle, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente :

- Monsieur Sébastien MAES, Directeur de l'Environnement, du mercredi 17 au vendredi 26 juillet 2019 inclus ;

- Monsieur Olivier DENERT, Directeur de l'Aménagement, du lundi 5 au mercredi 14 août 2019 inclus ;

- Madame Orianne PERRIER, Responsable de la Mission Administration, Pilotage et Projets Transverses, du mardi 20 au vendredi 23 août 2019 inclus.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 18/07/2019
Reçu en préfecture le 18/07/2019
Affiché le
ID : 075-237500079-20190709-2019_213-AR

Article 2 :

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 16/07/2019
Reçu en préfecture le 16/07/2019
Affiché le
ID : 075-237500079-20190710-2019_214-AR

îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2019- 214
PORTANT MODIFICATION D'AGREMENT TRANSITOIRE DELIVRE A UN ETABLISSEMENT DE FORMATION EN TRAVAIL SOCIAL

Formation
« Educateur de Jeune Enfant »

BUC RESSOURCES
1 bis Rue Louis Massotte – 78530 BUC

Rattaché à
Sauvegarde de l'Enfant, de l'Adolescent et de l'Adulte en Yvelines

Association reconnue d'utilité publique
9 bis avenue Jean-Jaurès – 78000 VERSAILLES

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L.451-1, L.451-2 et R.451-2 ;

VU le décret n°2017-537 du 13 avril 2017 relatif à l'agrément des établissements de formation pour dispenser une formation préparant à un diplôme de travail social et notamment son article 3 ;

VU le décret n°2018-733 du 22 août 2018 relatif aux formations et diplômes du travail social et notamment son article 4 prolongeant d'un an la durée de l'agrément transitoire des organismes financés par la Région ;

VU la délibération n° CR 225-16 du 14 décembre 2016 approuvant le Schéma Régional des Formations Sanitaires et Sociales pour la période 2016-2022 ;

VU la délibération n° CR 2017-187 du 23 novembre 2017 adoptant le règlement d'agrément des formations en travail social ;

VU la délibération n° CP 2017-579 du 22 novembre 2017 relative aux formations sanitaires et sociales : conventions d'objectifs et de moyens pour les écoles et instituts de formation paramédicaux, maïeutiques et en travail social ;

VU la délibération n° CP 2019-279 du 3 juillet 2019 relative aux formations sanitaires et sociales – Solde de la subvention globale de fonctionnement 2019 du social et agrément social ;

VU l'arrêté n°18-76 du 22 mars 2018 portant agrément transitoire d'établissement de formation en travail social ;

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Envoyé en préfecture le 16/07/2019
Reçu en préfecture le 16/07/2019
Affiché le
ID : 075-237500079-20190710-2019_214-AR

VU l'arrêté n°18-310 du 22 novembre 2018 portant prorogation d'agrément transitoire d'établissement de formation en travail social,

VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux ;

ARRETE

Article 1

Dans l'article 1 de l'arrêté du 22 mars 2018 susvisé, les mots : « 20 places » sont remplacés par les mots : « 29 places ».

Article 2

Dans l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2018 susvisé, les mots : « 15 places » sont remplacés par les mots : « 24 places ».

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région et notifié au représentant de l'Etat dans la région.

Fait à Saint-Ouen-Sur-Seine en 3 exemplaires

Le 19 JUIL. 2019

La Présidente du Conseil Régional
Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Envoyé en préfecture le 16/07/2019
Reçu en préfecture le 16/07/2019
Affiché le
ID : 075-237500079-20190710-2019_215-AR

îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2019-215
PORTANT MODIFICATION D'AGREMENT TRANSITOIRE DELIVRE A UN ETABLISSEMENT DE FORMATION EN TRAVAIL SOCIAL

Formation
« Educateur Spécialisé »

BUC RESSOURCES
1 bis Rue Louis Massotte – 78530 BUC

Rattaché à
Sauvegarde de l'Enfant, de l'Adolescent et de l'Adulte en Yvelines

Association reconnue d'utilité publique
9 bis avenue Jean-Jaurès – 78000 VERSAILLES

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L.451-1, L.451-2 et R.451-2 ;

VU le décret n°2017-537 du 13 avril 2017 relatif à l'agrément des établissements de formation pour dispenser une formation préparant à un diplôme de travail social et notamment son article 3 ;

VU le décret n°2018-733 du 22 août 2018 relatif aux formations et diplômes du travail social et notamment son article 4 prolongeant d'un an la durée de l'agrément transitoire des organismes financés par la Région ;

VU la délibération n° CR 225-16 du 14 décembre 2016 approuvant le Schéma Régional des Formations Sanitaires et Sociales pour la période 2016-2022 ;

VU la délibération n° CR 2017-187 du 23 novembre 2017 adoptant le règlement d'agrément des formations en travail social ;

VU la délibération n° CP 2017-579 du 22 novembre 2017 relative aux formations sanitaires et sociales : conventions d'objectifs et de moyens pour les écoles et instituts de formation paramédicaux, maïeutiques et en travail social ;

VU la délibération n° CP 2019-279 du 3 juillet 2019 relative aux formations sanitaires et sociales – Solde de la subvention globale de fonctionnement 2019 du social et agrément social ;

VU l'arrêté n°18-75 du 22 mars 2018 portant agrément transitoire d'établissement de formation en travail social.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Envoyé en préfecture le 16/07/2019
Reçu en préfecture le 16/07/2019
Affiché le
ID : 075-237500079-20190710-2019_215-AR

VU l'arrêté n°18-323 du 22 novembre 2018 portant prorogation d'agrément transitoire d'établissement de formation en travail social.

VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux ;

ARRETE

Article 1

Dans l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2018 susvisé, les mots : « 116 places » sont remplacés par les mots : « 107 places ».

Article 2

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région et notifié au représentant de l'Etat dans la région.

Fait à Saint-Ouen-Sur-Seine en 3 exemplaires

Le 10 JUIL. 2019

La Présidente du Conseil Régional
Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Envoyé en préfecture le 16/07/2019
Reçu en préfecture le 16/07/2019
Affiché le
ID : 075-237500079-20190710-2019_216-AR

îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2019-216
PORTANT MODIFICATION D'AGREMENT TRANSITOIRE DELIVRE A UN ETABLISSEMENT DE FORMATION EN TRAVAIL SOCIAL

Formation
« Educateur Spécialisé »

ECOLE PRATIQUE DE SERVICE SOCIAL - EPSS

Association loi 1901
139 boulevard Montparnasse – 75006 PARIS

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L.451-1, L.451-2 et R.451-2 ;

VU le décret n°2017-537 du 13 avril 2017 relatif à l'agrément des établissements de formation pour dispenser une formation préparant à un diplôme de travail social et notamment son article 3 ;

VU le décret n°2018-733 du 22 août 2018 relatif aux formations et diplômes du travail social et notamment son article 4 prolongeant d'un an la durée de l'agrément transitoire des organismes financés par la Région ;

VU la délibération n° CR 225-16 du 14 décembre 2016 approuvant le Schéma Régional des Formations Sanitaires et Sociales pour la période 2016-2022 ;

VU la délibération n° CR 2017-187 du 23 novembre 2017 adoptant le règlement d'agrément des formations en travail social ;

VU la délibération n° CP 2017-579 du 22 novembre 2017 relative aux formations sanitaires et sociales : conventions d'objectifs et de moyens pour les écoles et instituts de formation paramédicaux, maïeutiques et en travail social ;

VU la délibération n° CP 2019-279 du 3 juillet 2019 relative aux formations sanitaires et sociales – Solde de la subvention globale de fonctionnement 2019 du social et agrément social ;

VU l'arrêté n°18-142 du 24 mai 2018 portant agrément transitoire d'établissement de formation en travail social.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Envoyé en préfecture le 16/07/2019
Reçu en préfecture le 16/07/2019
Affiché le
ID : 075-237500079-20190710-2019_216-AR

VU l'arrêté n°18-327 du 22 novembre 2018 portant prorogation d'agrément transitoire d'établissement de formation en travail social.

VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux ;

ARRETE

Article 1

Dans l'article 1 de l'arrêté du 24 mai 2018 susvisé, les mots : « 100 places » sont remplacés par les mots : « 128 places ».

Article 2

Dans l'article 2 de l'arrêté du 24 mai 2018 susvisé, les mots : « 60 places » sont remplacés par les mots : « 88 places ».

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région et notifié au représentant de l'Etat dans la région.

Fait à Saint-Ouen-Sur-Seine en 3 exemplaires

Le 10 JUIL. 2019

La Présidente du Conseil Régional
Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Envoyé en préfecture le 16/07/2019
Reçu en préfecture le 16/07/2019
Affiché le
ID : 075-237500079-20190710-2019_217-AR

îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2019- 217
PORTANT MODIFICATION D'AGREMENT TRANSITOIRE DELIVRE A UN ETABLISSEMENT DE FORMATION EN TRAVAIL SOCIAL

Formation
« Assistant de Service Social»

ECOLE PRATIQUE DE SERVICE SOCIAL - EPSS

13 boulevard de l'Hautil - 95092 Cergy-Pontoise

Rattachée à
Ecole Pratique de Service Social

Association loi 1901
139 boulevard Montparnasse – 75006 PARIS

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L.451-1, L.451-2 et R.451-2 ;

VU le décret n°2017-537 du 13 avril 2017 relatif à l'agrément des établissements de formation pour dispenser une formation préparant à un diplôme de travail social et notamment son article 3 ;

VU le décret n°2018-733 du 22 août 2018 relatif aux formations et diplômes du travail social et notamment son article 4 prolongeant d'un an la durée de l'agrément transitoire des organismes financés par la Région ;

VU la délibération n° CR 225-16 du 14 décembre 2016 approuvant le Schéma Régional des Formations Sanitaires et Sociales pour la période 2016-2022 ;

VU la délibération n° CR 2017-187 du 23 novembre 2017 adoptant le règlement d'agrément des formations en travail social ;

VU la délibération n° CP 2017-579 du 22 novembre 2017 relative aux formations sanitaires et sociales : conventions d'objectifs et de moyens pour les écoles et instituts de formation paramédicaux, maïeutiques et en travail social ;

VU la délibération n° CP 2019-279 du 3 juillet 2019 relative aux formations sanitaires et sociales – Solde de la subvention globale de fonctionnement 2019 du social et agrément social ;

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Envoyé en préfecture le 16/07/2019
Reçu en préfecture le 16/07/2019
Affiché le
ID : 075-237500079-20190710-2019_217-AR

VU l'arrêté n°18-139 du 24 mai 2018 portant agrément transitoire d'établissement de formation en travail social.

VU l'arrêté n°18-298 du 22 novembre 2018 portant prorogation d'agrément transitoire d'établissement de formation en travail social.

VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux ;

ARRETE

Article 1

Dans l'article 2 de l'arrêté du 24 mai 2018 susvisé, les mots : « 54 places » sont remplacés par les mots : « 26 places ».

Article 2

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région et notifié au représentant de l'Etat dans la région.

Fait à Saint-Ouen-Sur-Seine en 3 exemplaires

Le 10 JUIL. 2019

La Présidente du Conseil Régional
Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Envoyé en préfecture le 26/07/2019
Reçu en préfecture le 26/07/2019
Affiché le
ID : 075-237500079-20190712-2019_2019-AR

îledeFrance
Conseil régional

Réf. : I19-CRIDF-00226

ARRETE N°2019-219
du 12 juillet 2019

portant délégation temporaire de signature du Pôle Ressources Humaines

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa Présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional ;

ARRETE

Article 1er :

En l'absence de Madame Fabienne CHOL, Directrice Générale Adjointe du Pôle Ressources Humaines, de Madame Aline RIDET, adjointe à la Directrice Générale Adjointe du Pôle Ressources Humaines, et de Monsieur Guillaume AUBIN, responsable de la Mission Administration Pilotage Projets Transverses du Pôle Ressources Humaines, délégation à titre temporaire est donnée du lundi 29 juillet 2019 au vendredi 9 août 2019 à Madame Pauline SCHAMING, Directrice adjointe du développement et de l'accompagnement des ressources humaines, à l'effet de signer tous actes, arrêtés ou décisions, tous contrats et marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du Pôle Ressources Humaines, à l'exception des rapports et communications au Conseil régional et à la Commission permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 26/07/2019
Reçu en préfecture le 26/07/2019
Affiché le
ID : 075-237500079-20190712-2019_2019-AR

Article 2 :

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 26/07/2019
Reçu en préfecture le 26/07/2019
Affiché le
ID : 075-237500079-20190712-2019_220-AR

îledeFrance
Conseil régional

Réf. : I19-CRIDF-00231

ARRETE N° 2019-220
DU 12 JUILLET 2019

portant délégation temporaire de signature du Pôle Patrimoine et Moyens Généraux

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa Présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional ;

Considérant l'absence de Monsieur Daniel DAEHN, Directeur Général Adjoint en charge du Pôle Patrimoine et Moyens Généraux, du lundi 29 juillet au mardi 27 août 2019 inclus, de Madame Guylène ROTTIER, Directrice du soutien des sites, du lundi 5 août au vendredi 30 août 2019 inclus et de Monsieur Jean-Philippe BARRAUD, Directeur-Adjoint des Services aux utilisateurs, du lundi 29 juillet au vendredi 23 août 2019 inclus ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation de signature est donnée à titre temporaire, du lundi 29 juillet au vendredi 02 août 2019 inclus à Madame Guylène ROTTIER, Directrice du soutien des sites, à l'effet de signer, en l'absence de Monsieur Daniel DAEHN, tout acte relevant de la compétence du Pôle Patrimoine et Moyens Généraux dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1 de l'arrêté n° 19-34 du 6 février 2019 susvisé.

Article 2 :

Délégation de signature est donnée à titre temporaire, du lundi 05 août au vendredi 23 août 2019 inclus à Monsieur Jessy VIOUGEAS, Directeur-Adjoint du Soutien des sites, à l'effet de signer, en l'absence simultanée de Monsieur Daniel DAEHN, de Madame Guylène ROTTIER et de Monsieur Jean-Philippe BARRAUD, tout acte relevant de la compétence du Pôle Patrimoine et Moyens Généraux dans les mêmes limites que celles fixées l'article 1 de l'arrêté n° 19-34 du 6 février 2019 susvisé.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 26/07/2019
Reçu en préfecture le 26/07/2019
Affiché le
ID : 075-237500079-20190712-2019_220-AR

Article 3 :
Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 23/07/2019
Reçu en préfecture le 23/07/2019
Affiché le
ID : 075-237500079-20190717-2019_223-AR

ÎledeFrance

ARRETE N°2019-223 du 17 juillet 2019

portant composition du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la Région Ile-de-France

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale ;

VU le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

VU le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié, relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale, modifié par le décret n°2012-170 du 3 février 2012 ;

VU les résultats des élections des conseillers régionaux d'Ile-de-France du 13 décembre 2015 ;

VU l'arrêté du 4 juin 2018 fixant la date des élections professionnelles dans la fonction publique territoriale ;

VU la délibération n° CR 2018-017 du Conseil Régional d'Ile-de-France du 31 mai 2018 relative aux instances statutaires et élections professionnelles du 29 novembre au 6 décembre 2018 ;

VU le procès-verbal récapitulatif des opérations électorales pour l'élection des représentants du personnel au comité technique de la Région Ile de France du 6 décembre 2018 et la proclamation des résultats de l'élection du 29 novembre au 6 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n°18-351 du 13 décembre 2018 fixant la répartition des sièges des organisations syndicales au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la Région d'Ile-de-France ;

VU le départ de la Région Ile-de-France le 31 mai 2019 de Monsieur Robin MONNIER, représentant de la collectivité au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la Région Ile-de-France ;

VU le courrier du SYNPER du 08 juillet 2019 informant l'autorité territoriale de la démission de Monsieur Abdelaatik AHIZOUNE en qualité de titulaire, de son remplacement par M. Yannick BLANDIN et de la désignation de Monsieur Abdelaatik AHIZOUNE en qualité de suppléant ;

Envoyé en préfecture le 23/07/2019
Reçu en préfecture le 23/07/2019
Affiché le
ID : 075-237500079-20190717-2019_223-AR

îledeFrance

VU le départ de la Région Ile-de-France le 12 juillet 2019 de Madame Géraldine LHOPITEAU, représentante du personnel au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la Région Ile-de-France ;

SUR la proposition du Directeur général des services.

ARRETE

Article 1er : La composition du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la Région Ile-de-France est fixée comme suit :

Représentants de la collectivité

Titulaires :

- Mme Marie-Carole CIUNTU, vice-présidente en charge de l'administration générale et des lycées ;
- Mme Béatrice de LAVALETTE, vice-présidente en charge du dialogue social ;
- M. Jean-François LEGARET, conseiller régional
- M. David BONNEAU, directeur général des services ;
- Mme Fabienne CHOL, directrice générale adjointe chargée du pôle « ressources humaines » ;
- Mme Aline RIDET, adjointe à la directrice générale adjointe du pôle « ressources humaines » ;
- M. Daniel DAEHN, directeur général adjoint chargé du pôle « patrimoine et moyens généraux » ;
- Mme Sandrine ROLLIN, directrice grands projets du pôle « lycées » ;
- M. Xavier MANDRY, directeur juridique du pôle « achats, performance, commande publique juridique » ;
- Mme Marie ESNAULT, directrice des entreprises et de l'emploi du pôle « développement économique, emploi et formation ».

Suppléants :

- M. Eric GROSS, directeur de la culture, direction générale des services ;
- Mme Guylène ROTTIER, directrice du soutien des sites du pôle « patrimoine et moyens généraux » ;
- Mme Gwenaelle NUN, directrice-adjointe du développement et de l'accompagnement des ressources humaines lycées du pôle « ressources humaines » ;
- Mme Marie-Noëlle DESAILLY, directrice de la commande publique du pôle « achats, performance, commande publique juridique » ;
- Mme Catherine LADOY, directrice des formations sanitaires et sociales du pôle « transfert, recherche, enseignement supérieur et orientation réseau » ;
- M. Adamou ADAMOU, adjoint à la directrice de l'administration du personnel du pôle « ressources humaines » ;
- M. Paul BEAUVALLET, directeur des transports du pôle « logement et transports » ;
- Mme Marie MOREL, directrice de la formation professionnelle continue du pôle « développement économique, emploi et formation » ;
- Mme Caroline BONAN-RICHARD, directrice de l'action territoriale du pôle « cohésion territoriale » ;
- M. Christophe SAINTILLAN, directeur général adjoint du pôle « logement et transports ».

Envoyé en préfecture le 23/07/2019
Reçu en préfecture le 23/07/2019
Affiché le
ID : 075-237500079-20190717-2019_223-AR

îledeFrance

Représentants du personnel

. Syndicat des personnels du Conseil régional d'Ile-de-France - Confédération Générale du Travail (SPERCRIF - CGT)

Titulaires :

- M. Charles AFFATICATI
- M. Jacqui GUEHENNEUX
- Mme Elise DAUSSY

Suppléants :

- M. Dominique MARE
- M. Pascal HUBERLAND
- Mme Christine LONCLE

. Syndicat Force Ouvrière du Personnel de la Région Ile-de-France (FO)

Titulaires :

- M. Olivier FRANCOIS
- M. Bernard DESCAMPS

Suppléants :

- Mme Christine SILVA
- M. Vincent FILOCHE

. Syndicat des services publics parisiens - Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT INTERCO-SPP)

Titulaires :

- Mme Anne-Marie RICHARD
- M. Martial MEZIANI

Suppléants :

- Mme Katia ZENARRE
- M. Frédéric FLASCHNER

. Syndicat des personnels des départements franciliens et de la Région Ile-de-France (SYNPER IDF)

Titulaires :

- M. Yannick BLANDIN
- Mme Tahra TRIRAF

Envoyé en préfecture le 23/07/2019
Reçu en préfecture le 23/07/2019
Affiché le
ID : 075-237500079-20190717-2019_223-AR

îledeFrance

Suppléants :

- M. Abdelaatik AHIZOUNE
- Mme Laurence JOSEPH

. Syndicat national unitaire des agents des collectivités territoriales et de l'Etat et syndicat national de l'enseignement technique agricole public affiliés à la fédération syndicale unitaire (SNUACTE-FSU et SNETAP-FSU)

Titulaire :

- M. Xavier PAUPARD

Suppléante :

- Mme Dominique HUSBANDS

Article 2 : Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la Région d'Ile-de-France est présidé par Mme Marie-Carole CIUNTU, Vice-Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France en charge des lycées et de l'administration générale. En cas d'absence ou d'empêchement, la présidence est assurée par Mme Fabienne CHOL, directrice générale adjointe chargée du pôle ressources humaines, ou par Mme Aline RIDET, adjointe à la directrice générale adjointe chargée du pôle ressources humaines.

Article 3 : L'arrêté N° 19-06 du 15 janvier 2019 portant composition du comité d'hygiène et de sécurité de la Région d'Ile-de-France est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 4 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France et par délégation,
Le Directeur Général des Services,

David BONNEAU

La Présidente informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Envoyé en préfecture le 22/07/2019
Reçu en préfecture le 22/07/2019
Affiché le
ID : 075-237500079-20190719-2019_224-AR

îledeFrance
Conseil régional

Réf. : I19-CRIDF-00236

ARRETE N°2019-224
du 19 juillet 2019

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

Vi l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional ;

ARRETE

Article 1er :

En l'absence de Monsieur David BONNEAU, Directeur Général des Services, délégation à titre temporaire, du vendredi 02 août au vendredi 09 août 2019 inclus, est donnée à Monsieur Xavier MANDRY, Directeur juridique au sein du Pôle Achats Performance Commande Publique Juridique, à l'effet de signer tous actes administratifs, contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, arrêtés, décisions, instructions internes et correspondances se rapportant aux affaires traitées dans les services de la Région ainsi que tous documents comptables et pièces justificatives relatifs, d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses du budget régional ainsi que les mouvements de crédits nécessaires et, d'autre part, à la constatation des droits et créances au profit de la Région et à l'émission des titres de recettes et ordres de reversement correspondants, à l'exception des rapports et communications au conseil régional et à la commission permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 22/07/2019
Reçu en préfecture le 22/07/2019
Affiché le
ID : 075-237500079-20190719-2019_224-AR

Article 2 :

En l'absence de Monsieur David BONNEAU, Directeur Général des Services, délégation à titre temporaire, du lundi 19 août au vendredi 23 août 2019 inclus, est donnée à Monsieur Marc SAUVAGE, Directeur Général Adjoint en charge du Pôle Achats Performance Commande Publique Juridique, à l'effet de signer tous actes administratifs, contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, arrêtés, décisions, instructions internes et correspondances se rapportant aux affaires traitées dans les services de la Région ainsi que tous documents comptables et pièces justificatives relatifs, d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses du budget régional ainsi que les mouvements de crédits nécessaires et, d'autre part, à la constatation des droits et créances au profit de la Région et à l'émission des titres de recettes et ordres de reversement correspondants, à l'exception des rapports et communications au conseil régional et à la commission permanente.

Article 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 26/07/2019
Reçu en préfecture le 26/07/2019
Affiché le
ID : 075-237500079-20190719-2019_225-AR

îledeFrance
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 2019-225
du 19 juillet 2019

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU le décret n°2019-549 du 31 mai 2019 portant création de l'établissement public expérimental Institut polytechnique de Paris et approbation de ses statuts,

VU les statuts de l'Institut polytechnique de Paris,

VU l'arrêté n°2019-200 du 25 juin 2019 portant désignation de Madame Faten HIDRI, en qualité de représentante titulaire au sein du Conseil d'Administration de l'Institut polytechnique de Paris.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Est désignée pour représenter la Région Ile-de-France, en qualité de suppléante, au sein du Conseil d'Administration de l'Institut polytechnique de Paris :

- **Madame Isabelle PERDEREAU**
  Conseillère régionale d'Ile-de-France

ARTICLE 2:

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél. : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

Envoyé en préfecture le 26/07/2019
Reçu en préfecture le 26/07/2019
Affiché le
ID : 075-237500079-20190719-2019_226-AR

îledeFrance
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 2019-226
du 19 juillet 2019

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU l'arrêté n°18-262 du 5 octobre 2018 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC) du Val d'Oise.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Est désignée, en remplacement de Madame Florence PORTELLI, pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France lors de la réunion de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial du Val d'Oise (CDAC 95) le 2 septembre 2019 :

- **Madame Samira SAKI-AIDOUD**
  Conseillère régionale d'Ile-de-France

ARTICLE 2:

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél. : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

Envoyé en préfecture le 02/08/2019
Reçu en préfecture le 02/08/2019
Affiché le
ID : 075-237500079-20190730-2019_230-AR

îledeFrance
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 2019-230
du 30 juillet 2019

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU l'arrêté n° 2019-164 du 29 mai 2019 désignant Madame Alexandra DUBLANCHE, Vice-présidente déléguée au développement économique, à l'attractivité, à l'agriculture et à la ruralité.

VU la délibération n° CP 2019-261 du 3 juillet 2019 relative aux Contrats d'Aménagement Régionaux (CAR) : 4ème affectation.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

est désignée pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France lors de la signature des contrats d'aménagements régionaux, votés en Commission Permanente le 3 juillet 2019, pour les communes de Bois d'Arcy et d'Orgeval, situées dans le département des Yvelines :

- **Madame Alexandra DUBLANCHE**
  Vice-présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

ARTICLE 2:

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél. : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

Envoyé en préfecture le 02/08/2019
Reçu en préfecture le 02/08/2019
Affiché le
ID : 075-237500079-20190730-2019_231-AR

îledeFrance
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 2019-231 du 30 juillet 2019

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU l'arrêté n° 17-191 du 18 octobre 2017 désignant Madame Anne CABRIT, Conseillère régionale déléguée spéciale à l'agriculture et à la ruralité,

VU la délibération n° CP 2019-261 du 3 juillet 2019 relative aux Contrats d'Aménagement Régionaux (CAR) : 4ème affectation.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

est désignée pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France lors de la signature du contrat d'aménagement régional, voté en Commission Permanente le 3 juillet 2019, pour la commune de Neauphle-le-Château située dans le département des Yvelines :

- **Madame Anne CABRIT**
  Conseillère régionale Déléguée spéciale

ARTICLE 2:

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél. : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Envoyé en préfecture le 02/08/2019
Reçu en préfecture le 02/08/2019
Affiché le
ID : 075-237500079-20190730-2019_232-AR

îledeFrance
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 2019-232
du 30 juillet 2019

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU l'arrêté n° 17-191 du 18 octobre 2017 désignant Madame Anne CABRIT, Conseillère régionale déléguée spéciale à l'agriculture et à la ruralité,

VU la délibération n° CP 2019-260 du 3 juillet 2019 relative aux Contrats ruraux : nouveaux et anciens dispositifs – avenant – 4ème affectation 2019.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

est désignée pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France lors de la signature du nouveau contrat rural, voté en Commission Permanente le 3 juillet 2019, pour la commune de Mareil-le-Guyon située dans le département des Yvelines :

- **Madame Anne CABRIT**
  Conseillère régionale Déléguée spéciale

ARTICLE 2:

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél. : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

Envoyé en préfecture le 02/08/2019
Reçu en préfecture le 02/08/2019
Affiché le
ID : 075-237500079-20190730-2019_233-AR

îledeFrance
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 2019-233
du 30 juillet 2019

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU l'arrêté n° 2019-164 du 29 mai 2019 désignant Madame Alexandra DUBLANCHE, Vice-présidente déléguée au développement économique, à l'attractivité, à l'agriculture et à la ruralité,

VU la délibération n° CR 57-01 du 13 décembre 2001 relative à l'évolution du règlement des contrats régionaux et création des contrats de territoire,

VU la délibération n° CP 2019-260 du 3 juillet 2019 relative aux Contrats ruraux : nouveaux et anciens dispositifs – avenant – 4ème affectation 2019.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

est désignée pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France lors de la signature des nouveaux contrats ruraux, votés en Commission Permanente le 3 juillet 2019, pour les communes de Goussonville et Senlisse, situées dans le département des Yvelines :

- **Madame Alexandra DUBLANCHE**
  Vice-présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

ARTICLE 2:

est désignée pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France lors de la signature des contrats ruraux, votés antérieurement, pour les communes d'Orvilliers et Villeneuve-en-Chevrie, situées dans le département des Yvelines :

- **Madame Alexandra DUBLANCHE**
  Vice-présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

ARTICLE 3:

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél. : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

Envoyé en préfecture le 02/08/2019
Reçu en préfecture le 02/08/2019
Affiché le
ID : 075-237500079-20190730-2019_234-AR

îledeFrance
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 2019-234
du 30 juillet 2019

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU l'arrêté n° 17-191 du 18 octobre 2017 désignant Madame Anne CABRIT, Conseillère régionale déléguée spéciale à l'agriculture et à la ruralité,

VU l'arrêté n° 2019-153 du 24 mai 2019 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France lors de la signature des contrats d'aménagement régionaux, votés en Commission Permanente le 22 mai 2019 pour les communes de La Verrière, d'Andrésy et d'Ablis, situées fans le département des Yvelines.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

est désignée, en remplacement de Madame Alexandra DUBLANCHE, pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France lors de la signature du contrat d'aménagement régional, voté en Commission Permanente le 22 mai 2019, pour la commune d'Ablis située dans le département des Yvelines :

- **Madame Anne CABRIT**
  Conseillère régionale Déléguée spéciale

ARTICLE 2:

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél. : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

Envoyé en préfecture le 01/08/2019
Reçu en préfecture le 01/08/2019
Affiché le
ID : 075-237500079-20190731-2019_235-AR

îledeFrance
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 2019-235
du 31 juillet 2019

portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France à la Présidence de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL).

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU l'article L.1413-1 du Code général des collectivités territoriales, modifié par l'ordonnance n° 2016-1562 du 21 novembre 2016- art.31,

VU l'arrêté n° 18-278 du 16 octobre 2018 portant désignation de M. Vincent Roger à la Présidence de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL).

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Est désigné, en remplacement de M. Vincent ROGER, pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Ile-de France à la Présidence de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) lors de la réunion du 11 septembre 2019 :

- **Monsieur Jean-François LEGARET,** *Conseiller régional d'Ile-de-France*

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
2, rue Simone Veil – 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Arrivée le 31 janvier 2019

QE 2019-001

S.G.C.R.

îledeFrance
Conseil régional

Groupe FRONT DE GAUCHE
Parti communiste Français
et République & Socialisme

Madame Valérie PÉCRESSE
Présidente de la Région Ile-de-France
2 rue Simone Veil
93400 SAINT-OUEN

Paris, le 31 janvier 2019

Question écrite à propos de la fermeture de la papeterie Arjowiggins de Jouy-sur-Morin (77)

Madame la Présidente,

Comme vous le savez certainement la fermeture de l'usine Arjowiggins de Jouy-sur-Morin en Seine-et-Marne a été annoncée ces derniers jours.

La fermeture de ce site industriel et le licenciement de ses 240 salariés est un nouveau désastre social pour le département de la Seine-et-Marne, et plus largement pour l'Ile-de-France.

Fort légitimement, les salariés se sont mobilisés pour la défense de leurs emplois et le maintien de l'activité de ce site, un fleuron de la papeterie dont le rôle public était d'une haute importance, puisqu'il fabriquait du papier sécurisé destiné à la production de billets de banque et de cartes grises, passeports et permis de conduire.

Les salariés ont également mis en avant les conditions inadmissibles de cette fermeture, en rappelant qu'Arjowiggins Security avait été vendu par le groupe papetier français Sequana à un fonds d'investissement suisse, Blue Motion Technologies Holding, qui a ensuite délibérément sabordé le site, alors même que l'État, via la banque publique d'investissement (BPI), lui avait accordé des financements.

Outre que cette fermeture aura pour conséquence possible, à court terme, une pénurie de cartes grises dans les préfectures, elle témoigne également de l'absence de stratégie des pouvoirs publics concernant la filière papeterie en France et en Ile-de-France. En effet, par-delà les tendances actuelles à la numérisation et à la dématérialisation, cette filière conserve une place et un avenir certains dans l'industrie nationale, peu qu'y soient faits les investissements nécessaires.

Face à l'ensemble de ces problématiques, il nous semble que la Région Ile-de-France a dès à présent un rôle majeur à jouer en travaillant conjointement avec l'État et le département de la Seine-et-Marne :

- à la pérennisation des activites sur le site de l'usine Arjowiggins de Jouy-sur-Morin ;
- à assurer un avenir professionnel de qualité à l'ensemble des 240 salariés de l'entreprise ;
- au maintien, au développement et à la modernisation – y compris sur le plan environnemental – de la filière papeterie.
- à la préservation des industries locales contre les logiques de prédations financières, notamment par un contrôle et une critérisation renforcés des aides publiques aux entreprises, et par la mise en œuvre de dispositions législatives nouvelles.

Notre question est par conséquent la suivante : quelles mesures entendez-vous prendre pour répondre concrètement et dans les meilleurs délais à ces enjeux ?

Dans l'attente de votre réponse, veuillez agréer, Madame la Présidente, l'expression de nos cordiales salutations.

Céline MALAISÉ

Sylvie FUCHS

Vanessa GHIATI

Conseil regional
57 rue de Babylone - 75359 Paris cedex 07 SP
Tel. 01 53 85 68 50
www.iledefrance.fr

Arrivée le 20/02/2019

QE 2019-005

S.G.C.R.

îledeFrance
Conseil régional

Ensemble, l'Île-de-France
Groupe Socialiste, Ecologiste & Progressiste

Paris, le 07 février 2019

Madame Valérie PECRESSE
Présidente
Conseil régional d'Île-de-France
2 rue Simone Veil
93400 SAINT OUEN

Objet : Question écrite à l'attention de Madame Valérie Pécresse, Présidente de Région

Madame la Présidente,

Comme vous le savez certainement, l'usine de l'entreprise Arjowiggings, située dans la commune de Jouy-sur-Morin (77), fait l'objet d'une procédure de liquidation, à la suite de sa reprise par le fonds d'investissement Blue Motion Technologie en avril dernier.

Pour notre région, la fermeture de cette entreprise a pour conséquence la suppression de 200 emplois directs, dans un bassin Seine-et-Marnais déjà très fragile économiquement. Pour ce territoire, cette fermeture signe également la fin d'une tradition papetière remontant au 18ème siècle et la perte d'un savoir faire industriel spécifique.
Cette situation nous semble inacceptable. Si les difficultés de l'entreprise de papeterie, qui dépend en grande partie de la commande publique, sont connues, l'Etat, comme la Région, ont fortement investi pour soutenir son activité ces dernières années.

En juin 2018, le pont enjambant le Grand Morin, qui permet aux poids lourds de circuler a été inauguré afin, notamment, de pérenniser ce site. Notre collectivité a financé une grande partie des 600 000 euros investis dans cet ouvrage, en partenariat avec l'État et les collectivités territoriales concernées.

L'attitude du repreneur qui a exigé une recapitalisation de l'entreprise avant son rachat, en plus des investissements pour l'accessibilité du site, doit être fortement condamnée.

Notre question est donc la suivante Madame la Présidente :

- Quelle sera la réponse de la Région face à cette situation, vis-à-vis des salariés du site, qui se retrouvent sans emplois dans un territoire faiblement industrialisé, mais également vis-à-vis du repreneur qui a trompé les salariés et les autorités publiques ?

Dans l'attente d'une réponse de votre part, nous vous prions de croire, Madame la Présidente, en l'assurance de notre haute considération.

Nadège AZZAZ
Conseillère régionale
Présidente du Groupe
Ensemble, l'Île-de-France

Roseline SARKISSIAN
Conseillère régionale
Groupe *Ensemble, l'Île-de-France*

Saint-Ouen, le 26 JUIL. 2019

îledeFrance

Réponse de Madame Valérie Pécresse,
Présidente du conseil régional d'Île-de-France

Aux questions écrites n° QE 2019-001 et n° QE 2019-005 respectivement de Mesdames Céline MALAISE, Présidente du groupe Front de Gauche, et Sylvie FUCHS et Vanessa GHIATI, conseillères régionales du même groupe, et de Mesdames Nadège AZZAZ, Présidente du groupe Ensemble l'Île-de-France, et Roseline SARKISSIAN, conseillère régionale du même groupe, concernant la fermeture de la papeterie Arjowiggins de Jouy-sur-Morin (77)

Mesdames les Présidentes,
Mesdames les Conseillères régionales,

Vous évoquez dans vos questions des 31 janvier et 7 février 2019 le sort préoccupant de la papeterie Arjowiggins qui est en cours de fermeture. La société a été placée en liquidation judiciaire le 16 janvier dernier et son autorisation d'exploitation a expiré le 31 janvier. Les premiers licenciements sont intervenus dans le cadre du Plan de Sauvegarde pour l'emploi en février.

La situation d'Arjowiggins retient toute l'attention de l'Exécutif de la région Île-de-France depuis plusieurs mois. Dès février, je me suis entretenue avec les représentants syndicaux du site d'Arjowiggins pour prendre connaissance de la situation des salariés et leur témoigner le soutien du conseil régional. Je me suis prononcée aux côtés de plusieurs élus locaux, pour que les salariés reçoivent des indemnités supérieures à celles prévues dans les textes de loi, ce qui a été accordé. J'ai également indiqué que la Région soutiendrait financièrement l'entreprise, au côté du département, dans le cas où l'Etat trouvait un « repreneur crédible pour l'entreprise ».

Je reste très vigilante à l'évolution de la situation. Mon cabinet et les services de la région échangent régulièrement avec le cabinet du Ministre de l'Economie et des Finances, ainsi qu'avec la Préfecture de Seine-et-Marne pour s'assurer que toutes les options sont scrupuleusement étudiées pour favoriser le sauvetage ou la reconversion du site. J'ajoute que nous regardons avec attention le projet de rachat d'actifs porté par certains salariés lors de la mise aux enchères qui devrait avoir lieu en septembre.

Enfin, nous discutons avec des grandes entreprises, notamment du secteur touristique, afin d'identifier de nouveaux clients pour Arjowiggins afin d'aider à relancer l'activité, notamment sur des projets liés à de la billettique sécurisée.

Le développement économique, le soutien à l'industrie et la lutte contre la désindustrialisation, sont des priorités de l'Exécutif régional. Je mettrai toute mon énergie pour protéger les salariés de ce site et préserver plus globalement la dynamique économique du territoire seine-et-marnais.

Tels sont les éléments que je souhaitais porter à votre connaissance.

Valérie PÉCRESSE

îledeFrance
Conseil régional

Groupe FRONT DE GAUCHE
Parti communiste Français et République & Socialisme

Arrivée le 1er février 2019
QE 2019-002
S.G.C.R.

A l'attention de Madame Valérie PÉCRESSE,
Présidente de la Région Ile-de-France

PARIS, le 1er février 2019

Question écrite à propos de l'engagement des travaux du CDG Express

Madame la Présidente,

L'impact négatif de la mise en œuvre du projet CDG Express sur le fonctionnement des transports du quotidien préoccupe aujourd'hui un nombre croissant d'usagers, d'agents des opérateurs de transports, et d'élu.e.s locaux de toutes couleurs politiques, en particulier ceux des territoires desservis par la ligne du RER B, et des lignes Transilien des réseaux Paris Nord et Est.

Comme vous le savez, elles ont été relayées lors du conseil d'Ile-de-France Mobilités du 5 décembre dernier et vous avez su, pour partie, les entendre.

Sur les territoires concernés, la Maire de Paris ainsi que les Président.e.s des Conseils Départementaux de Seine-Saint-Denis, du Val d'Oise et de Seine-et-Marne ont demandé à l'État de suspendre les travaux liés au CDG Express. Plusieurs municipalités, notamment en Seine-Saint-Denis, se sont également exprimées contre ce projet. De même, de très nombreux citoyen.ne.s et élu.e.s de différentes tendances politiques viennent de lancer un appel au Préfet de Région afin que soit stoppé le CDG Express.

Toutes ces inquiétudes sont fondées : un rapport d'IDF Mobilités indiquait déjà en 2016 les impacts négatifs du CDG Express sur la ligne RER B, ainsi que sur les lignes D, K, P, L, E et de Fret. La perte de 1,5 milliard d'euros liée à une baisse de ponctualité du RER B causée par CDG Express était évoquée.

Vous avez affirmé, Madame la Présidente, votre souhait de prioriser les transports du quotidien. Si les arguments en faveur du CDG Express mettent quant à eux en avant l'amélioration de la desserte de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle, ils sont toutefois contradictoires avec la nécessité d'améliorer, notamment, les conditions de transport quotidiennes des milliers de salariés de cet aéroport, qui n'auront jamais accès au CDG Express du fait de sa conception ignorant les territoires traversés et de ses tarifs prohibitifs.

Il s'agit aussi, dans ce contexte, d'assurer le financement et la réalisation des lignes prévues et desservant ces territoires. Il s'agit, encore, de rechercher des solutions nouvelles pour renforcer la qualité du service sur le RER B, notamment en mettant sérieusement à l'étude le bouclage de la ligne entre Mitry-Claye et l'Aéroport Charles-de-Gaulle. Autant d'enjeux sur lesquels le soutien de l'État au CDG Express est totalement contradictoire.

En outre, nos concitoyen.ne.s, et parmi eux de très nombreux habitants des territoires situés au nord de Paris, sont actuellement massivement mobilisés pour réclamer plus de justice sociale et territoriale. Ils demandent également une amélioration notable et rapide de leurs services publics. La mise en œuvre du CDG Express, avec toutes les contradictions qu'implique ce projet privé en termes de coûts publics, est bien au cœur de ces enjeux.

Après le vœu adopté par le conseil d'IDF Mobilité en décembre dernier, il est indispensable d'aller plus loin aux côtés des usagers, des associations et des territoires. Il importe que l'exécutif de la Région Ile-de-France prenne maintenant une position forte et sans équivoque contre CDG Express, afin de prendre en compte ces préoccupations légitimes, et pour donner clairement la priorité au service public de transport francilien, qui permet les déplacements du quotidien. L'heure n'est plus au positionnement de milieu de gué.

D'ores et déjà, les premiers travaux sur ce projet ont été engagés alors que la concertation menée par le Préfet n'est pas terminée. Un tel passage en force n'est pas acceptable. Alors qu'aucune garantie sur les transports du quotidien n'est apportée, ne pensez-vous pas indispensable et urgent, en tant que Présidente de la Région et d'IDF Mobilités, de demander à l'Etat le lancement d'une réelle concertation publique, ainsi que l'arrêt du projet CDG Express ?

Céline MALAISÉ — **Didier MIGNOT** — **Fabien GUILLAUD-BATAILLE** — **Sylvie FUCHS**

Saint-Ouen, le 03 JUIL. 2019

îledeFrance

Réponse de Madame Valérie PÉCRESSE,
Présidente du conseil Régional d'Île-de-France

A la question écrite n° QE 2019-002 de Madame Céline MALAISÉ, Présidente du groupe Front de Gauche et de Madame Sylvie FUSCH et Messieurs Didier MIGNOT et Fabien GUILLAUD-BATAILLE, Conseillers régionaux du groupe Front de Gauche, concernant l'engagement des travaux du CDG Express

Madame la Présidente,
Madame et Messieurs les Conseillers régionaux,

Vous avez bien voulu appeler mon attention sur le projet CDG Express dont vous craignez les conséquences sur le RER B et les Transiliens empruntant le faisceau ferré de la gare du Nord.

Comme vous le savez, sur ma proposition, le conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités a appelé le 12 décembre dernier à la suspension des travaux tant que toutes les garanties techniques et financières permettant de poursuivre l'amélioration des conditions de transports des Franciliens n'auraient pas été données.

Cette prise de position claire et forte a conduit le gouvernement à lancer une mission de concertation en février dernier.

Mes avertissements répétés quant au calendrier intenable du CDG Express, basés sur une analyse objective par Ile-de-France Mobilités de l'ensemble des travaux à mener sur l'axe nord d'ici à 2024, ont fini par porter leurs fruits. Le gouvernement a en effet finalement décidé de reporter de deux ans la mise en service de cette liaison, ce qui était la seule option raisonnable pour éviter de dégrader les conditions de transport de millions de voyageurs du RER B et des autres lignes du Nord de l'Ile-de-France (RER E, Lignes P, H, K).

Toutefois, la Région et Ile-de-France Mobilités seront très vigilants sur la sanctuarisation des transports du quotidien aux heures de pointe, la limitation au maximum des interruptions de circulations en début de soirée et le week-end, et la réalisation prioritaire des travaux de rénovation et de modernisation du RER B.

J'ai également réitéré la nécessité impérieuse que SNCF Réseau et ADP, maîtres d'ouvrage du projet, prévoient un fonds d'indemnisation des usagers en cas d'aléas de chantier qui dégraderaient la qualité de service.

Dans ces conditions, je considère que le projet Charles-de-Gaulle Express peut être mis en œuvre sans porter atteinte aux Franciliens qui empruntent quotidiennement le réseau de transport de l'axe nord, et je ne souscris donc pas à votre souhait de voir ce projet abandonné, alors même qu'il est indispensable à l'attractivité et au développement de l'emploi dans notre Région.

Valérie PÉCRESSE

Arrivée le 21 février 2019
QE 2019-006
S.G.C.R.

îledeFrance
Conseil régional
Groupe FRONT DE GAUCHE
Parti communiste Français
et République & Socialisme

Mme Valérie PÉCRESSE
Présidente de la Région Ile-de-France
2 rue Simone Veil
93400 SAINT-OUEN

PARIS, le 21 février 2019

QUESTION ÉCRITE à propos du projet d'aménagement et de réhabilitation du patrimoine architectural de la Casbah d'Alger

Madame la Présidente,

La commission permanente de la Région Ile-de-France a voté le 21 novembre 2018 l'attribution d'une subvention de 700 000 euros aux Ateliers Jean Nouvel dans le cadre du projet d'aménagement et de réhabilitation du patrimoine architectural de la Casbah d'Alger. La délibération que vous aviez présenté aux conseillers régionaux était, comme à l'accoutumee, pour le moins très succincte. Pourtant les questionnements soulevés par cette décision sont nombreux et méritent l'attention du financeur qu'est la région Ile-de-France.

Cette aide régionale, consécutive à la sélection, par la Wilaya d'Alger, des Ateliers Jean Nouvel pour mener les études de réhabilitation de ce site, a suscité des decembre 2018 de fortes interrogations sur les deux rives de la Méditerranée, en Algérie et en France.

L'opacité du processus d'attribution de la mission, qui n'a fait l'objet d'aucun appel d'offre, a ainsi été pointée par de nombreux citoyens et habitants, ainsi que par des acteurs de l'urbanisme et de l'architecture, français comme algériens.

Ces derniers se sont en outre inquiétés du devenir et du respect de l'identité de ce patrimoine, à la fois chargé d'histoire, notamment du lourd passé colonial français en Algérie, et caractérisé par un habitat très populaire. Autant d'aspects sur lesquels les déclarations publiques de M. Jean Nouvel n'ont pas su lever les doutes.

Ils regrettent ensuite fortement qu'architectes et urbanistes algériens n'aient pas été associés officiellement à ce projet de réhabilitation.

Etant donné le montant conséquent de la subvention qu'elle a accordé à M. Jean Nouvel, il nous semble qu'au delà des choix operés par la Wilaya d'Alger, la Région Ile-de-France aurait pu et dû prendre davantage en compte ces enjeux, y travailler en lien avec les autorités Algéroises, en vue d'établir sur ce projet hautement symbolique une coopération plus juste et solidaire entre ces deux territoires.

Conseil régional
57, rue de Babylone - 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85

Nous pensons cependant qu'il n'est pas trop tard pour agir en ce sens. Notre question est donc la suivante : quelles mesures entendez-vous prendre avec la Wilaya d'Alger afin que la réhabilitation de la Casbah d'Alger relève d'une mission réellement partagée entre des acteurs algériens et français désignés de façon transparente, et pour assurer que celle-ci tiendra pleinement compte des dimensions historiques et sociales pour la conservation et la revitalisation de la Casbah d'Alger inscrite au patrimoine mondial de l'humanité de l'Unesco ?

Dans l'attente de votre réponse, veuillez recevoir, Madame la Présidente, l'expression de nos cordiales salutations.

Céline MALAISÉ
Présidente de groupe

Lamine CAMARA
Membre de la commission
de la coopération internationale

Saint-Ouen, le 03 JUIL. 2019

îledeFrance

Réponse de Madame Valérie PÉCRESSE,
Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France

À la question écrite n° QE 2019-006 de Madame Céline MALAISÉ, Présidente du groupe Front de Gauche et de Monsieur Lamine CAMARA, Conseiller régional d'Île-de-France du groupe Front de Gauche, relative au projet d'aménagement et de réhabilitation du patrimoine architectural de la Casbah d'Alger

Madame la Présidente, Monsieur le Conseiller régional,

La Région, qui souhaite coopérer en priorité avec les territoires qui sont les terres d'origine des plus importantes communautés vivant en Ile-de-France, a signé un accord de coopération avec la Wilaya d'Alger, le 23 mars 2017.

La priorité des échanges a été donnée à des actions en matière de réhabilitation du patrimoine architectural, notamment autour de la Casbah d'Alger. En effet, celle-ci est dans un état de dégradation avancée au point que le comité du patrimoine mondial de l'Unesco a fait le constat d'une situation d'urgence et a préconisé un suivi spécifique ainsi que la mise en œuvre d'un plan de sauvegarde. L'action de la Région et de la Wilaya s'inscrivent dans le prolongement des recommandations du Ministère de la Culture Algérien et du Comité du Patrimoine Mondial de l'UNESCO. Depuis 30 ans, les projets se succèdent sans aboutir. La volonté de la Wilaya aujourd'hui est de proposer un **plan viable et ambitieux de revitalisation** de ce quartier.

La Wilaya a sollicité l'assistance technique de la Région afin de l'accompagner dans la mise en œuvre d'une réflexion sur, non seulement la sauvegarde, mais aussi la mise en valeur de la casbah. L'objectif étant de définir une vision architecturale et urbaine à un horizon de 30 ans, incluant le périmètre historique dit secteur sauvegardé et son environnement immédiat jusqu'à la mer.

Une feuille de route relative à la coopération en matière patrimoniale a été signée le 26 septembre 2018 entre la Wilaya d'Alger et le Conseil régional d'Île-de-France afin de définir les différentes étapes du projet.

L'Institut d'aménagement et d'urbanisme (IAU) est par ailleurs très investi sur ce territoire : en partenariat avec la wilaya, l'IAU a créé un Atelier technique de revitalisation de la casbah en septembre 2018 au cœur de la Casbah.

Le choix de la wilaya d'Alger s'est **porté à l'unanimité** sur Jean Nouvel comme architecte tête de file des études relatives à la réhabilitation de la Casbah. **La région avait, de son côté, proposé pas moins de sept candidatures, toutes d'architectes de renommée internationale**.

La délibération de la wilaya d'Alger, qu'il convient naturellement de respecter, a prévu expressément **la possibilité pour d'autres architectes de rejoindre le projet et l'équipe de l'architecte chef de file**. Les Ateliers Jean Nouvel (AJN) se sont engagés, quant à eux, à s'inscrire dans **un processus participatif** impliquant l'Agence Nationale algérienne des Secteurs sauvegardés, l'Agence Nationale algérienne de Gestion des réalisations des Grands Projets de la Culture, l'Association des Amis d'Alger "Sauvons la Casbah", des architectes et urbanistes algériens, etc.

Cette coopération est bénéfique aux deux parties car elle permet la sauvegarde et la mise en valeur de la Casbah d'Alger tout en démontrant le savoir-faire de notre région et l'excellence du secteur économique francilien du patrimoine culturel.

Bien cordialement

Valérie PÉCRESSE

Arrivée le 28 février 2019
QE 2019-007
S.G.C.R.

îledeFrance
Conseil régional
Groupe FRONT DE GAUCHE
Parti communiste Français et République & Socialisme

Madame Valérie PÉCRESSE
Présidente de la Région Ile-de-France
33 rue Barbet-de-Jouy - 75007 PARIS

Paris, le 28 février 2019

QUESTION ECRITE à propos de l'avenir de l'Agence Française de lutte contre le dopage (AFLD)

Madame la Présidente,

Nous nous alertons concernant votre décision d'expulser au 31 décembre 2019 l'Agence Française de lutte contre le dopage (AFLD) de ses locaux actuels à Chatenay-Malabry. Cette décision que vous avez prise de manière unilatérale, sans passer par une instance régionale, nous interroge, et ce d'autant plus, qu'elle peut, si elle était menée jusqu'à son terme, mettre en péril les missions effectuées par l'AFLD.

Comme vous le savez, dans le cadre de la préparation des JOP 2024, l'État s'est engagé à rénover cette Agence indépendante et notamment à déménager son siège comprenant son laboratoire. Un appel à manifestation d'intérêt a été ouvert en septembre 2018. Deux sites ont candidaté : Orsay adossé à l'Université de Paris XI Saclay et la Communauté d'agglomération Paris Sud Seine-Essonne-Sénart dans la ville d'Evry (devenue depuis commune d'Evry Courcouronnes). Les deux dossiers ont été auditionnés et un comité d'experts indépendants a choisi le site d'Orsay adossé à Paris XI Saclay. Ce site était le seul permettant à l'Agence de bénéficier des moyens et de l'expertise nécessaires pour respecter les standards de l'Agence mondiale Antidopage (AMA) qui souhaite que le laboratoire puisse, à terme, être rattaché à une autre structure que l'AFLD.

Ce déménagement est hautement politique puisque, comme le relate le journal *Le Monde*, le choix du site a opposé la direction de l'AFLD et le Gouvernement auprès duquel des élus locaux avaient activé des leviers politiques. Pour autant, le 4 décembre 2018, le Gouvernement a confirmé de manière interministérielle le choix du site d'Orsay et a précisé que le déménagement devait être effectif au premier semestre 2023 pour la Coupe du monde de rugby.

Les éléments étaient donc connus et posés. Pour autant, vous bouleversez et remettez en cause cette procédure en sommant l'AFLD de quitter ses locaux actuels à la fin de l'année tout en lui proposant une solution qui a été repoussée d'être accueillie par le Genopole d'Evry, candidat malheureux de 2018, et en ajoutant une condition à cet accueil : qu'il soit définitif et non transitoire. Votre décision unilatérale nous inquiète car elle ne semble à aucun moment guidée par une volonté de faciliter la lutte contre le dopage alors que notre Région est à l'aube de grands evènements sportifs internationaux.

Alors que tout devrait être fait pour donner les moyens à l'AFLD d'être à la hauteur de la réputation de la France depuis la fin des annees 1990 dans la lutte contre le dopage sportif, votre décision brutale et irrationnelle peut provoquer un véritable péril. Si Orsay a été retenu, c'est que seul ce site réunissait les garanties exigées par l'AMA. S'il existe des procedures, et notamment un appel à manifestation d'intérêt, c'est pour éviter que la localisation d'un tel outil indispensable soit instrumentalisé à d'autres fins que celles de lutter contre le dopage dans le sport.

Nos questions, Madame la Présidente, sont simples :

- Pour quelles raisons remettez-vous en cause le choix du site d'Orsay ?
- Pourquoi privilégiez-vous la commune d'Evry Courcouronnes et le Genopole largement financé par des fonds régionaux ? Tout cela semble relever de l'irrationnel alors qu'il est tout à fait possible de proroger la convention d'occupation des locaux de Chatenay-Malabry le temps que le déménagement à Orsay soit rendu possible par l'Etat.

  Comment, au-delà de l'aspect illégal, le pouvoir régional peut-il s'exempter d'une décision interministérielle prise à l'issue d'une longue concertation auprès de l'ensemble des acteurs concernés et répondant à l'intérêt général sportif national et international ?

Céline MALAISÉ
Présidente de groupe

Conseil régional
57, rue de Babylone - 75359 Paris cedex 07 SP
Tel : 01 53 85 53 85

Saint-Ouen, le 23 JUIL. 2019

Réponse de Madame Valérie PÉCRESSE,
Présidente du conseil Régional d'Île-de-France

À la question écrite n° QE 2019-007 de Madame Céline MALAISÉ, Présidente du groupe Front de Gauche, concernant l'avenir de l'AFLD

Chère Madame la Présidente, Céline,

Vous m'interrogez sur la décision prise par la Région de demander à l'AFLD de quitter ses locaux actuels, situés à Chatenay-Malabry, au plus tard au 31 décembre 2019.

Je vous rappelle tout d'abord que la loi nº 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République, dite Loi NOTRe, a acté le transfert aux régions des centres de ressources, d'expertise et de performance sportive (CREPS) à compter du 1er janvier 2016. Depuis cette date, la Région Ile-de-France est donc propriétaire du CREPS d'Ile-de-France.

Consciente des enjeux liés au déménagement de l'AFLD et afin de lui permettre d'anticiper, j'ai décidé d'agir le plus en amont possible en l'informant bien au-delà du préavis légal qui est de trois mois. C'est la raison pour laquelle mon vice-président Patrick KARAM a notifié cette décision à l'AFLD par courrier du 21 décembre dernier, après avoir appris par voie de presse la décision de l'Etat de relocaliser le laboratoire de l'AFLD sur le site d'Orsay.

A aucun moment - et comme je l'ai moi-même rappelé au Premier ministre par courrier en date du 22 février dernier - la Région Ile-de-France n'a été associée à cette décision de relocalisation à Orsay, décision dont je rappelle qu'elle a été prise contre l'avis du département et d'un certain nombre de maires de l'Essonne.

Or, cette décision porte aujourd'hui fortement préjudice à notre collectivité. Dans la perspective des JOP 2024, le CREPS sera en effet totalement rénové pour garantir la préparation de la Génération 2024. Les bâtiments actuellement loués à l'AFLD doivent accueillir des sportifs de haut niveau et servir de lieu de formation et d'appui à nos fédérations sportives. Le CREPS ne pourra être la base arrière des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 que si les délais sont respectés.

Le choix du site initialement retenu d'Orsay, compte tenu des travaux à réaliser, présente un risque non négligeable puisqu'il n'est pas assuré d'être prêt dans les délais des JOP 2024. Nous ne pouvons prendre un tel risque, ni pour l'Agence elle-même, ni pour la préparation de nos athlètes.

C'est la raison pour laquelle la Région a dans un premier temps proposé que la solution de relocalisation de l'AFLD à Evry soit réexaminée. Il s'agit, aujourd'hui encore, de la solution la plus opérationnelle et aux conditions financières les plus favorables. Le Genopole d'Evry est un lieu de recherche mondialement réputé. Ses locaux sont neufs et cette réinstallation serait sans aucun frais pour l'Etat puisque le président de l'Essonne et l'ensemble des élus d'Evry et de la CA Grand Paris Sud-Seine-Essonne-Sénart se sont engagés à financer ce transfert. Cette relocalisation s'inscrirait par ailleurs en cohérence avec le projet essonnien de « cluster du sport », projet structurant de ce département.

Cette proposition ne faisant pas consensus malgré les nombreux avantages qu'elle présente, la Région a également proposé une seconde alternative à la ministre des Sports. En effet, l'université Paris-Sud acceptait de mettre à disposition dès 2020, une partie de ses locaux situés sur la commune d'Orsay. Ces locaux, situés à proximité de ceux initialement prévus pour accueillir l'Agence, seraient devenus par la suite son siège définitif. Une visite des lieux a d'ailleurs été programmée en mai dernier, en présence du ministère des Sports, de la Région Ile-de-France et de l'AFLD. Cette nouvelle solution n'a hélas pas reçu l'assentiment de l'AFDL qui confirme par conséquent son souhait de rester au CREPS de Châtenay-Malabry le temps de son déménagement dans les locaux initialement fléchés à Orsay.

Vous le voyez, la Région ne ménage pas ses efforts pour tenter de trouver une solution acceptable pour tous, mais qui préserve, cela va sans dire, son droit de propriétaire.

Des échanges sont actuellement toujours en cours avec l'AFLD pour trouver une issue rapide à cette situation et la Région se réserve la possibilité de saisir une nouvelle fois le Gouvernement sur ce dossier.

Bien cordialement,

Valérie PÉCRESSE

Arrivée le 9 avril 2019
QE 2019-018
S.G.C.R.

îledeFrance
Conseil régional

Ensemble, l'Île-de-France
Groupe Socialiste, Ecologiste & Progressiste

Paris, le mardi 9 avril 2019

Questions écrites de Madame Christine FREY et des élus du Groupe Socialiste, Écologiste et Progressiste à Mme Valérie PÉCRESSE, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, relative à la situation actuelle du CRIPS

Le dernier Conseil d'administration du CRIPS a été l'occasion pour les administrateurs représentant la Région, y compris de la majorité, de s'étonner de certaines évolutions annoncées dans l'organisation de la structure.

En effet, le déménagement prévu du CRIPS à la Cité de l'Environnement à Pantin pour des raisons uniquement budgétaires – et ce après que de longs mois aient été consacrés à préparer avec le personnel son installation à Saint-Ouen - ne semble pas en cohérence avec la pleine poursuite de ses missions, et notamment celle essentielle de l'accueil des jeunes.

Par ailleurs, l'évolution du nom et du logo de l'organisme fait craindre une perte d'identification auprès du public cible pour lequel le CRIPS se bat depuis de nombreuses années. La disparition de la mention « SIDA » dans le nom de la structure serait une faute, et je rejoins sur ce point les propos de Madame Florence BERTHOUT exprimés lors du dernier Conseil d'administration.

Pour toutes ces raisons, serait-il possible de préciser :

- Au-delà de simples motivations budgétaires opportunes, les raisons du déménagement de la structure à la Cité de l'environnement et les mesures prises pour assurer un accueil réel du public en son sein ?

- Quel message la majorité régionale entendrait-elle faire passer si elle faisait disparaître la mention « SIDA » des éléments de communication du CRIPS qui lui-même verrait son nom profondément modifié ?

Christine FREY
Conseillère régionale

Saint-Ouen, le 01 JUIL. 2019

îledeFrance

Réponse de Madame Valérie Pécresse,
Présidente du conseil régional d'Île-de-France

A la question écrite n° QE 2019-018 de Madame Christine FREY, Conseillère régionale du groupe Ensemble l'Île-de-France, concernant la situation actuelle du CRIPS

Madame Conseillère régionale,

Le Centre régional d'information et de prévention du sida d'Île-de-France (CRIPS) était installé depuis 2012 dans le 15ème arrondissement dans un immeuble peu fonctionnel pour le travail et l'accueil de groupe et dont le bail prenait fin en avril 2019. Si une solution a longtemps semblé possible sur Saint Ouen, les discussions n'ont pu aboutir et n'ont pas permis au CRIPS de prendre possession de cet espace avant la fin de son bail parisien.

En accord avec le président du CRIPS, Jean SPIRI, la solution d'une installation sur Pantin est apparue comme une solution viable économiquement, immédiatement disponible dans un calendrier très contraint et offrant tous les services demandés, dont celui d'offrir une vitrine auprès de la jeunesse de Seine-Saint-Denis. Le CRIPS possédera ainsi un lieu dédié à l'accueil des publics jeunes au rez-de-chaussée du bâtiment, afin de retrouver une de ses missions historiques, arrêtée dans le 15ème arrondissement par manque de locaux adaptés.

Nous comprenons que l'annonce tardive pour les équipes de cette installation à Pantin ait pu être synonyme d'inquiétude. Cependant, ce nouveau lieu, proche du métro, dans un bâtiment neuf offrant de nombreux services, avec des salles de formation accessibles et aménageables, va offrir aux employés du CRIPS de très bonnes conditions de travail. Les représentants du personnel qui se sont exprimés lors du conseil d'administration du 11 avril ont fait part de leur motivation à rejoindre Pantin dans un environnement de grande qualité. Un loyer négocié permettra également au CRIPS de déménager dans de bonnes conditions, sans impact sur ses actions tout en réduisant le coût de son loyer.

Concernant le nouveau logo, il comporte bien la mention « Sida », comme cela a été rappelé lors du conseil d'administration extraordinaire du 11 avril 2019. Il s'agit de conserver le marqueur de l'identité historique du CRIPS qu'est la lutte contre le VIH/Sida. Ce combat s'inscrit d'ailleurs dans les priorités de santé de la Région avec le plan « Île-de-France sans Sida que nous avons adopté.

Tels sont les éléments que je souhaitais porter à votre connaissance.

Valérie PÉCRESSE

Arrivée le 11 avril 2019
QE 2019-019
S.G.C.R.

îledeFrance
Conseil régional

Ensemble, l'Île-de-France
Groupe Socialiste, Ecologiste & Progressiste

Paris, le jeudi 11 avril 2019

Questions écrites de Mme Nadège AZZAZ et des élus du Groupe Socialiste, Écologiste et Progressiste à Mme Valérie PÉCRESSE, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, relatives à la question du passage au numérique des manuels scolaires des lycées franciliens.

Le 27 mars dernier, nous apprenions par voie de presse que la Région s'engageait désormais à équiper les lycées franciliens de tablettes et manuels numériques, pour un investissement de l'ordre de 120 à 150 millions d'euros pour les trois premières années. Suite à la réception d'une motion adoptée par les fédérations de parents d'élèves et les représentants du personnel du lycée Gaston Bachelard de Chelles (77) et suite à la parution d'un communiqué de presse du CDPE77 daté du 8 avril 2019, nous souhaiterions poser plusieurs questions :

- Pouvez-vous nous garantir formellement que le choix des manuels papier ou numériques, par les établissements est entièrement libre alors que les fédérations de parents d'élèves et les représentants du personnel du lycée de Chelles rapportent au contraire des pressions exercées par la Région, évoquant même un « chantage » au renouvellement des équipements et de l'accès au haut débit ?

- Allez-vous respecter l'annonce qui a été faite dans la presse d'une gratuité des manuels numériques, la Région s'engageant dès lors à garantir un accès gratuit et égal à des tablettes pour tous les élèves et à en assurer les coûts d'entretien, réparation et assurance ?

- Quel sera le coût sur 15 ans de l'entretien et du renouvellement des tablettes et des manuels numériques pour la Région Île-de-France par rapport aux manuels papier ?

- Les lycéens des établissements privés sous contrat vont-ils bénéficier, au même titre que ceux du public, de la gratuité des tablettes numériques ?

- Pouvez-vous nous assurer que tous les lycées seront suffisamment équipés en matière de débit, de couverture wifi et de prises électriques dans les salles de classe à l'horizon de 2020 et qu'ils seront donc en capacité opérationnelle d'adopter et d'utiliser efficacement les tablettes numériques ?

Nadège AZZAZ
Présidente du Groupe
Ensemble, l'Île-de-France

Saint-Ouen, le 26 JUIL. 2019

îledeFrance

Réponse de Madame Valérie Pécresse,
Présidente du conseil régional d'Île-de-France

A la question écrite n° QE 2019-019 de Madame Nadège AZZAZ, Présidente du groupe Ensemble l'Île-de-France, concernant le passage au numérique des manuels scolaires des lycées franciliens

Madame la Présidente,

Dans votre question du 11 avril dernier, vous avez exprimé votre inquiétude sur les modalités du passage au numérique des manuels scolaires dans les lycées d'Île-de-France à la rentrée scolaire 2019-2020. Je tiens à vous rassurer.

Pour mémoire, la profonde réforme du baccalauréat 2019-2021 engagée par le gouvernement instaure de nouveaux enseignements, donne une place accrue au numérique et met en place de nouvelles modalités de passage du bac pour les élèves de 2nde, 1ère dans les lycées généraux, technologiques et 2nde et 1ère année de CAP dans les lycées professionnels. Sur le territoire francilien, ces nouveaux programmes scolaires concernent plus de 260 000 élèves dans 676 lycées publics et privés sous contrat dès la rentrée 2019-2020.

Avec Marie-Carole Ciuntu, vice-présidente chargée des Lycées et de l'Administration générale, j'ai souhaité que la Région s'engage à maintenir le pouvoir d'achat des familles en finançant les manuels et ressources pédagogiques papier ou numériques pour tous les lycéens. Ces mesures de soutien ont été votées lors de la séance plénière du 28 mai 2019 et représentent jusqu'à 150 millions d'euros investis pendant 3 ans, soit une aide moyenne de 340 euros par élève.

L'Exécutif régional a donc décidé d'assurer la gratuité totale des manuels pour tous les lycéens et d'accélérer la transformation numérique des lycées. Dans le respect du principe d'autonomie, j'ai sollicité l'avis de tous les établissements par une lettre du 3 décembre dernier : près d'un tiers des lycées ont répondu, contribuant à faire mûrir le projet. En parallèle un sondage a souligné l'engouement de 72 % des lycéens et de 65 % des parents d'élèves pour le numérique. Les syndicats de proviseurs, de gestionnaires et de parents d'élèves ont également été reçus par l'Exécutif. Puis, dans un courrier du 27 mars, la Région a invité les établissements publics et privés sous contrat à choisir, en lien avec la communauté éducative, entre le renouvellement des manuels au format papier ou le passage aux manuels numériques, avec l'objectif ambitieux d'accompagner tous les lycées professionnels et 50 % des lycées généraux et technologiques vers le « 100 % numérique ». Après le choix communiqués par les chefs d'établissement, ce sont 50% des lycées qui passeront au tout numérique à la rentrée scolaire 2019-2020, soit la moitié des établissements concernés par la réforme.

Ce volontarisme régional contribue à réduire la fracture numérique en équipant à la rentrée, tous les lycéens des établissements publics « 100% numérique » en tablettes ou ordinateurs portables (prêts). Les lycées franciliens disposent aujourd'hui d'un parc informatique de 180 000 ordinateurs fixes. Par ailleurs, la Région se fixe comme objectif d'équiper toutes les classes en vidéoprojecteurs ou écrans interactifs d'ici 2020. Ce déploiement s'accompagne d'une accélération du raccordement en très haut débit et à l'installation du Wifi dans tous les

lycées, qu'ils aient choisi des manuels numériques ou des manuels papier. En parallèle, la Région incite les lycées à s'engager pleinement dans une démarche numérique innovante, à commencer par les 17 lycées pilotes « 100% numériques », qui testent de nouveaux usages grâce à un bouquet d'outils développés par des start-up de la filière Ed Tech. Enfin, les lycéens auront accès à l'espace numérique de travail de la Région « monlycée.net », au portail de l'orientation « Oriane.info » et au site régional d'apprentissage des langues « qioz.fr ».

Sur les plans administratif et financier, la Région a lancé trois marchés pour couvrir les besoins liés à la réforme : les affectations proposées le 28 mai dernier en séance plénière (130 M€) couvrent le marché de manuels et le marché d'équipement, les autorisations de programme restantes (7 M€) permettront de financer les ressources granulaires mises à disposition des lycées sur la plateforme « monlycée.net ». Pour la rentrée 2019-2020, deux marchés sont ainsi destinés à prendre en charge l'achat de manuels scolaires formats papier et numériques selon le choix de l'établissement ainsi que de l'équipement adapté à l'utilisation des manuels numériques : 160 000 tablettes pour les lycées qui ont décidé de passer au numérique - dont 20.000 seront destinées aux enseignants -, ainsi que 37.000 ordinateurs sont déjà commandés.

En termes de maintenance, un *pool* de tablettes ou d'ordinateurs sera mis à disposition dans chaque lycée pour parer aux urgences et éviter qu'un élève se retrouve privé d'équipement sur une trop longue période. Les manuels seront chargés sur l'ordinateur ou la tablette et disponibles hors ligne sans qu'il soit nécessaire d'avoir un accès à internet pour ne pénaliser aucun élève. L'équipement sera couvert par la garantie « constructeur » pendant au moins deux ans suivant la livraison (durée minimum légale) et un service de maintenance est prévu dans le marché. Les tablettes et ordinateurs sont la propriété de la Région, comme les manuels. Ils seront confiés aux élèves pour la durée de leur scolarité. Les élèves s'engageront au maintien des équipements prêtés en condition d'usage. Une convention d'engagement sera signée entre la Région, les parents et l'élève. Sauf décision contraire du proviseur, les élèves pourront disposer de leur équipement sur leur temps libre à la maison ou pendant les vacances scolaires, y compris les vacances d'été. Outre l'achat des équipements eux-mêmes (tablettes ou ordinateurs), le marché passé par la Région prévoit l'acquisition de coques de protection pour les tablettes, de pochettes de transport pour les ordinateurs et de chariots de chargement pour les classes. La Région met à la disposition des élèves des tablettes et ordinateurs de qualité, qui pourront être bloqués à distance en cas de perte ou de vol. Leur prix de revente sera nul. Enfin, des jeux des manuels sélectionnés par les équipes pédagogiques dans leur version papier seront également mis à disposition dans les centres de documentations et d'information.

Le budget régional dédié aux lycées s'élève à 1,27 milliard d'euros en 2019, dont 659 millions d'euros d'investissement : c'est le budget le plus important après celui consacré aux transports.

Tels sont les éléments que je souhaitais porter à votre connaissance.

Valérie PÉCRESSE